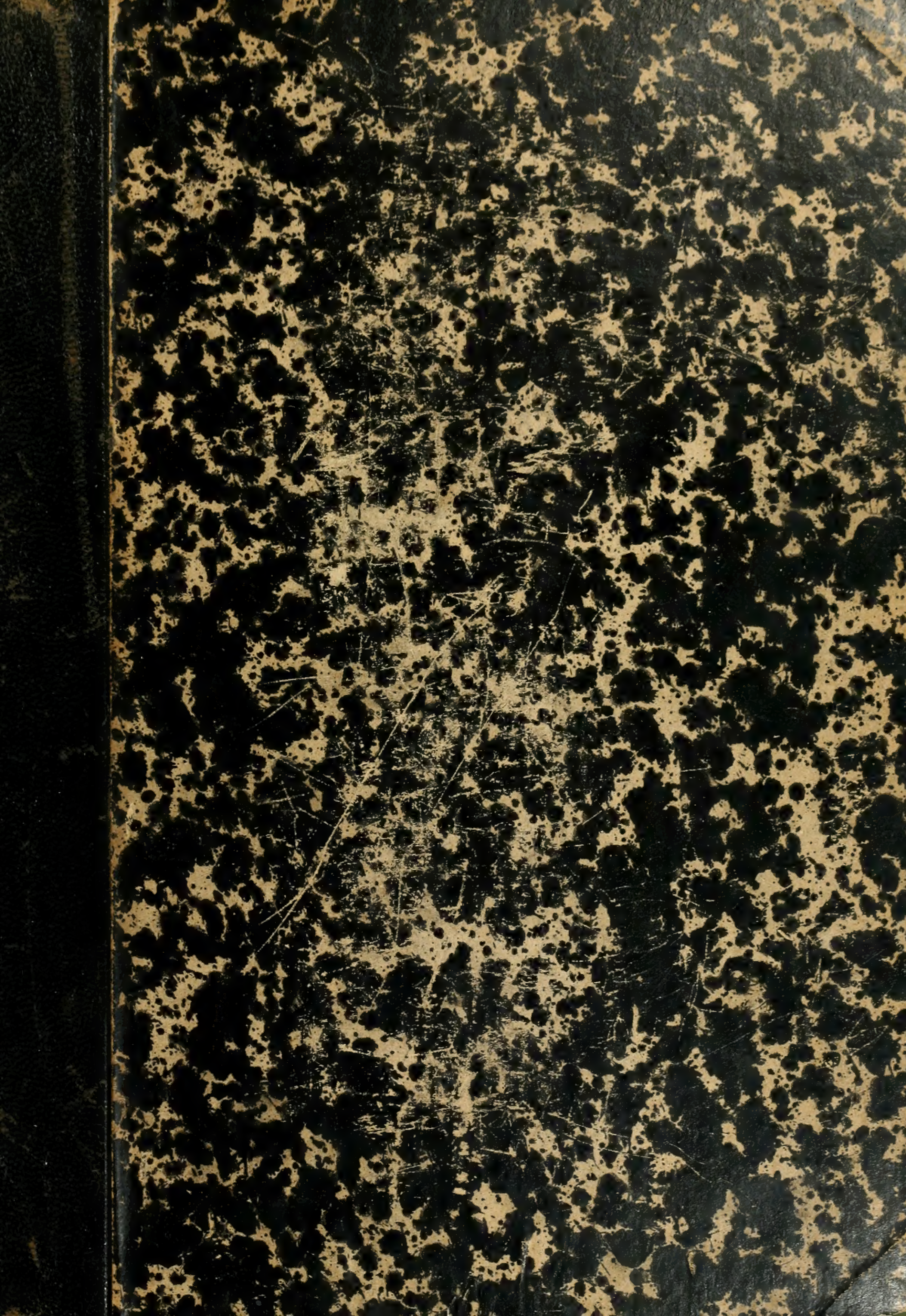






REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARIS. — CHAMEROT ET RENOUARD (IMP. DES DEUX REVUES)
19, rue des Saints-Pères, 19

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE



REVUE BLEUE

QUATRIÈME SÉRIE. — TOME IX

35e ANNÉE — 1er SEMESTRE

1er JANVIER AU 30 JUIN 1898

PARIS

BUREAU DES REVUES, 19, RUE DES SAINTS-PÈRES

1898

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 1. 4e SÉRIE. — TOME IX 1er JANVIER 1898.

LA POLITIQUE

Il sera temps de parler politique la semaine prochaine. Aujourd'hui, je voudrais dire un mot d'une tentative qui me paraît singulièrement digne d'intérêt : la « ligue nationale pour prévenir les drames de la misère ».

J'ignorais l'existence de cette ligue. Je l'ai apprise hier en lisant dans un journal le compte rendu d'une assemblée générale des adhérents. Un triste hasard fait que, dans le même journal, se trouve le récit d'un de ces drames de la misère qu'on voudrait prévenir. L'histoire est bien simple : une jeune femme de vingt ans, abandonnée avec son enfant; elle travaille, elle lutte, puis, un jour, tombe malade; quand il ne lui reste plus que quelques sous, elle achète du charbon et s'asphyxie.

On rencontre encore des optimistes qui disent de très bonne foi : « Les journaux exagèrent les choses; on ne meurt pas de faim! » — A ceux qui tiennent ce langage, je me permets de recommander la lecture de certains documents officiels.

Voici un *Annuaire statistique de la France*, publié par le ministère du Commerce. J'y trouve un tableau où sont énumérées les causes de mort accidentelle; chaque colonne a un titre, comme explosions, chemins de fer, armes à feu, foudre; enfin, une colonne intitulée : « Morts de faim, de froid, etc. » Et savez-vous quel est le total de cette dernière colonne pour une seule année? 410. Ce n'est plus ici le sentiment qui parle, c'est l'arithmétique.

N'est-il pas effrayant qu'en un temps comme le nôtre, quand le mot « progrès » est dans toutes les bouches, il y ait en France, chaque année, plus de quatre cents personnes qui meurent de faim ou de froid?

Où voulez-vous en venir? me dira-t-on.

D'abord à ceci, que des ligues comme celle que je signalais tout à l'heure sont dignes d'encouragement et de respect : il n'est pas sans doute, pour l'initiative privée, pour l'association, un plus noble emploi que la lutte contre la misère.

Mais si la charité, quoi qu'elle fasse, ne peut pas tout faire, reconnaissons hautement que l'intervention légale est légitime, nécessaire.

Nous nous méfions de « l'État-providence », qui se chargerait de régler la vie de chacun de nous: mais nous ne nous contentons plus de « l'État-gendarme », qui se bornerait à assurer l'ordre dans la rue. Et nous nous réjouissons de voir qu'au-dessus des formules absolues dont nous avons vécu trop longtemps, se dégage et se précise peu à peu une conception nouvelle de l'État, conception plus moderne, plus humaine, qui s'efforce de concilier la solidarité sociale et la liberté individuelle.

Somme toute, les progrès matériels sont une forme, non la plus haute, de la civilisation : j'admire, si vous voulez, les tramways électriques et les automobiles qui circulent dans nos rues, mais j'admirerais davantage que la mort par la faim ou le froid disparût de nos statistiques.

Faut-il donc parler de ces choses un jour de nouvel an? Pourquoi non? Si nous sommes assis à la table de famille, au milieu de vieux amis, c'est peut-être le moment de donner une pensée à ceux qui n'ont ni amitié ni famille.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LA SITUATION DE NOTRE COMMERCE[1]

Messieurs,

Une grande partie du succès des Allemands dans la lutte industrielle et commerciale tient à leur esprit d'association, à l'application d'un système qui leur est propre, qui porte la marque du génie de leur race et leur assure une écrasante supériorité. Ils ont su créer et multiplier chez eux, partout, sous toutes les formes, des syndicats destinés à renseigner les maisons adhérentes sur le crédit de leurs co-contractants ainsi que sur les débouchés ouverts à leurs produits et les modes de placement les plus avantageux.

C'est la meilleure méthode pour réduire les risques à leur minimum, s'établir solidement sur les marchés déjà explorés et en découvrir de nouveaux.

Ne pouvons-nous faire de même? Sommes-nous privés de ce sens de l'association passé à l'état d'instinct naturel chez les Allemands? Assurément non. Je n'en veux pour preuve que le merveilleux développement de la Mutualité dans notre pays et l'influence bienfaisante qu'elle a su exercer sur les œuvres d'assistance. Malheureusement, jusqu'à présent, elle est restée circonscrite sur le terrain charitable. Rien ne l'empêcherait de rayonner au delà. Les syndicats agricoles ont donné l'exemple. Nous avons bien aussi des associations de fabricants et de négociants. Mais leur rôle a été et semble devoir rester purement conservatoire, presque négatif : ils se bornent à sauvegarder les droits d'une branche de production ou d'une corporation. Cela ne suffit plus aujourd'hui. Il faut agir et non plus seulement se défendre ; il faut se concerter pour améliorer encore la valeur commerciale des produits français et augmenter leur force de pénétration. Au lieu de se faire la guerre entre eux, nos industriels et nos commerçants devront faire la paix au dedans et réserver pour la lutte au dehors leur esprit de combativité, leur audace, leur énergie. A cette condition, nous pouvons reprendre l'avantage.

On a mentionné avec beaucoup d'à-propos l'envoi récent d'une mission française en Chine. Plusieurs Chambres de commerce se sont réunies pour faire procéder à une grande enquête économique sur la situation de l'Empire du Milieu, ses besoins et les moyens pratiques d'y satisfaire. Les membres de la mission sont revenus enchantés de leur voyage : ils rapportent des documents en nombre infini et les plus flatteuses espérances pour l'avenir de nos relations avec le grand et populeux berceau de la race jaune. Mais, quand j'ai eu l'indiscrétion de leur demander si des industriels ou des négociants, partageant leur confiance et désireux de profiter de leur expérience et des renseignements rapportés par eux, les avaient priés de retourner là-bas pour placer des marchandises, ouvrir des comptoirs ou soumissionner des entreprises, ils m'ont répondu qu'ils avaient entendu parler de projets, mais qu'aucun n'était encore entré dans la phase de réalisation.

Si bien que les résultats de ce bel effort, de cette louable initiative, publiés par les comptes rendus officiels qui ne tarderont pas à paraître, et que le *Journal des Débats* a du reste déjà fait connaître au cours du voyage de nos explorateurs, resteront peut-être inutilisés par nos nationaux et demeureront à l'état purement documentaire. Par contre, il y a bien des chances pour que les Allemands et les Anglais s'empressent d'en tirer tout le parti que nous aurons négligé d'en tirer nous-mêmes. Le passé ne donne que trop de vraisemblance à cette prédiction.

Quant aux critiques adressées à nos consuls, je les juge très imméritées. Ces appréciations sévères ont pu être exactes autrefois. Elles ont cessé de l'être aujourd'hui. Je me souviens d'un temps où les postes supérieurs de la carrière consulaire étaient attribués, à titre de compensation, aux épaves des tourmentes électorales. Ces victimes du suffrage universel n'apportaient peut-être pas dans l'exercice de leurs fonctions toute la compétence voulue ; en revanche, elles continuaient à l'étranger les regrettables errements qui ne leur avaient guère réussi d'ailleurs sur le territoire national. Depuis plusieurs années déjà, notre corps consulaire s'est beaucoup amélioré. En Angleterre, on m'a adressé force éloges sur la façon dont il entendait et remplissait sa tâche ; je crois même que nos bons voisins savent mieux en recueillir le bénéfice que nous-mêmes.

Dans notre cher pays de France, les rapports souvent très intéressants et bien documentés de nos consuls, s'entassent pêle-mêle dans une publication qu'on appelle le *Moniteur officiel du Commerce*, où il est fort malaisé de les découvrir d'abord, de les utiliser ensuite. La faute n'en est, certes, ni à nos consuls, ni à nos négociants, ni à notre ministère du Commerce, ni à notre ministère des Affaires étrangères ! L'auteur responsable de cette situation, c'est le garde des sceaux, ou plutôt le texte suranné auquel il est tenu de se conformer à l'égard de l'Imprimerie nationale. De 1892 à 1896 le ministère du Commerce prit la liberté de publier les rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires sous la forme de fascicules séparés pour chaque pays, et ces fascicules, d'une lecture et d'un classement faciles, étaient annexés au *Moniteur officiel du Commerce* et comblaient d'aise nos négo-

[1] Discours prononcé par M. Charles-Roux, député, à la Conférence Molé-Tocqueville, séance du 10 décembre 1897.

ciants qui n'opèrent pas dans le monde entier ; ceux, par exemple, qui s'occupaient de la Chine ou du Japon n'avaient qu'à parcourir et collectionner les fascicules spéciaux à ces régions et ils y trouvaient, sans perte de temps, les renseignements qu'ils avaient intérêt à connaître. C'était parfait. Mais, le ministère du Commerce — ce dont je le loue — avait recouru pour cela à l'industrie privée, et l'Imprimerie nationale n'entendit pas de cette oreille. Elle fit valoir l'ordonnance royale du 25 juillet 1828 qui la régit et qui a confirmé et rendu à l'exécution les lois des 8 pluviôse et 21 prairial an III, l'arrêté du Directoire exécutif du 16 nivôse an V, et le décret du 24 mars 1809, et M. le garde des sceaux rappela à l'ordre son collègue du Commerce. De là l'aménagement bizarre de ce *Moniteur officiel du Commerce*, véritable tour de Babel économique. Le conflit entre les deux administrations dure depuis deux ans. Il a donné lieu à l'échange d'une correspondance volumineuse dont j'ai pu avoir connaissance en qualité de rapporteur du budget du ministère du Commerce. Il durerait sans doute longtemps encore, si la difficulté ne devait se résoudre autrement.

Le gouvernement vient de s'entendre avec la Chambre de commerce de Paris en vue de la création d'un *Office national de renseignements commerciaux*, où se trouveront réunis, sous une forme plus pratique que les Musées commerciaux dont je n'ai jamais été enthousiaste, tout ce qui peut à un titre quelconque intéresser le commerce. Le commerce sera là chez lui ; ce sera sa maison. Il l'organisera suivant son idée, selon ses besoins et on le laissera libre de tirer de cette institution tous les services qu'on peut en attendre. Une pareille combinaison me paraît devoir réunir tous les suffrages et le mien lui est tout acquis, à la condition que l'État ne veuille point y jouer un rôle trop prépondérant.

Après cette courte réponse aux honorables orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, je voudrais essayer de vous prouver, et cela plutôt en philosophe qu'en économiste, que la décroissance de notre commerce intérieur et extérieur est la conséquence totale des événements qui se sont succédé depuis vingt-cinq ans en France, événements dont les uns ont été indépendants de notre volonté et parmi lesquels il en est d'autres que nous avons nous-mêmes provoqués.

Je laisserai de côté toute discussion doctrinale et ne m'attarderai pas à l'examen des mérites respectifs du libre-échange et de la protection qui, à vrai dire, sont plutôt des conceptions théoriques, que des entités véritables susceptibles de prendre corps, d'être intégralement réalisées.

C'est ainsi que je me borne à constater la prospérité qui a régné en France sous le régime des traités de commerce, de 1860 à 1891. Pendant la première partie de cette période, nous avons pu accumuler assez de richesses pour faire face à un désastre comme le phylloxera, aux suites ruineuses de nos malheurs de 1870-71 et préparer le relèvement de la fortune nationale. Et le mérite n'est pas de ceux que l'on puisse méconnaître : ne s'agissait-il pas de panser des blessures que nos ennemis espéraient devoir être mortelles, de revenir pour ainsi dire à l'existence, puis de sauvegarder cette existence une fois recouvrée, en nous mettant, par la constitution de notre armée et de notre flotte, en mesure de la défendre ? Nous n'avons pas failli à cette lourde tâche ; mais ce ne fut pas sans peine. Nos malheurs avaient eu à l'étranger un immense retentissement. Notre prestige s'en était trouvé profondément ébranlé et notre commerce eut à souffrir de cette déchéance morale autant que de la suspension des affaires pendant la durée des hostilités, autant que des droits d'accise dont furent frappées certaines de nos industries à titre de contribution aux charges de cette lourde liquidation.

Le commerce se trouvait forcément relégué au dernier plan de nos préoccupations, lorsqu'un phénomène incident le fit sortir de l'oubli où l'on semblait le tenir : je veux parler de la naissance et du développement de l'idée coloniale. Alors que le sentiment général tendait au recueillement, à l'isolement quand même de la France mutilée, deux précurseurs, pleins d'audace et de courage, Gambetta et Jules Ferry, entreprirent de redonner confiance à l'opinion publique, de la détourner de ses douloureuses méditations, conseillères d'abandon et d'inertie, pour lui montrer le but qu'il était possible de poursuivre pour le plus grand profit du pays. Grâce à eux, le gouvernement osa, et il fut assez heureux pour accroître notre domaine colonial dans les brillantes conditions que vous savez. Il fallait cependant compter plus encore avec les difficultés intérieures qu'avec le mauvais vouloir des nations concurrentes. Cette politique d'expansion fut longtemps considérée dans l'enceinte même du Parlement comme antipatriotique. L'opposition s'en fit un tremplin électoral et provoqua des chutes ministérielles nombreuses et retentissantes en exploitant l'appréhension causée par les conquêtes, ou les sacrifices qu'entraînait forcément notre action au dehors. Mais l'idée coloniale n'en fit pas moins son chemin. Les masses profondes de la nation apprirent à connaître nos explorateurs, à les aimer, à admirer leurs hauts faits. Elles leur surent gré de montrer de façon éclatante, aux autres comme à nous-mêmes, que nous étions encore pleins de force et d'énergie. Si bien que les excitations politiques perdirent de leur reflet et que l'on dut renoncer à tirer parti de sentiments

qui s'étaient pleinement transformés. Aujourd'hui, les premiers amis comme les anciens adversaires de la politique coloniale votent d'un commun accord les mesures nécessaires à la conservation des territoires que nous avons acquis et à leur mise en valeur.

Cette mise en valeur ne pouvait s'opérer que par l'entremise du commerce et celui-ci était tout disposé à s'engager dans cette nouvelle voie, comme à multiplier son action au dedans et au delà de nos frontières. Sur ces entrefaites, s'ouvrit l'Exposition universelle de 1889. Mieux encore que celle qui l'avait précédée en 1878, cette manifestation mémorable prouva que, non seulement nous avions repris toute notre vitalité, mais encore que, revenus à la pleine possession de nos moyens d'action, nous pouvions aborder ou accepter hardiment la lutte. Le commerce, conscient de sa force, espérant en ses destinées, n'attendait que l'occasion d'être mis à l'épreuve.

C'est alors que commença, merveilleusement organisée, une ardente campagne contre les traités de commerce, artisans de tous les maux dont souffrait l'agriculture. Elle eut un plein succès et se traduisit par la dénonciation des traités de commerce et de navigation et l'adoption des fameux tarifs maximum et minimum.

On ne voulut pas réfléchir que, si réellement les traités de commerce étaient en quelques points critiquables, rien n'était plus facile que de les réformer puisque tous devaient venir prochainement à expiration. De plus, on feignit d'ignorer qu'en tous cas, l'agriculture n'avait rien à voir dans la question : elle était d'autant plus désintéressée que le blé, la viande et les vins étaient exceptés des stipulations. D'un autre côté, les plaintes du parti agraire ne devaient pas cesser et les vaines espérances dont on l'avait bercé ne se sont pas réalisées ; elles ne le pouvaient. Même — amère ironie! — on dut, après cette puérile et bruyante démonstration, revenir à ces traités de commerce tant décriés. Maintenir purement et simplement les tarifs de 1892 nous eût exposés aux représailles de nos adversaires, au mécontentement de nos clients. Il fallut composer ; et, après une résistance de peu de durée, on s'ingénia pour contracter de nouveaux engagements. Nous avons traité notamment avec la Russie, le Canada, la Suisse et même le Japon. En ce moment même, nous sommes en pourparlers avec les États-Unis.

Conciliant et bon garçon, le commerce aurait tâché de s'accommoder du nouveau régime ; il eût volontiers laissé aux agriculteurs le monopole des récriminations perpétuelles et indéfinies, si tout au moins ce régime avait été stable et fidèlement appliqué. Il n'en est rien malheureusement ; il ne se passe pas de semaine où la Commission des Douanes de la Chambre des députés ne soit saisie de projets ou propositions de loi modifiant sur un point quelconque le tarif de 1892. On ne se trouve plus en présence d'un système ; c'est la monomanie du changement perpétuel. Les négociants ne savent comment parer aux dangers de cette incertitude. Les capitaux deviennent inquiets et demeurent sur la réserve. Car le commerçant, il convient de ne pas l'oublier, ne donne pas son temps, son intelligence et ses efforts pour rien ; il ne risque pas son avoir pour le simple plaisir d'exercer sa profession. Il est comme tout le monde : comme l'agriculteur, il a le désir de s'assurer une rémunération légitime. Faites disparaître cette rémunération, diminuez-la d'une façon exagérée, hors de proportion avec les abus défavorables qui peuvent surgir, et le commerçant se retirera de la lutte, ou bien il fera faillite.

Dans les deux cas il est sûr de n'être aidé ni plaint par personne. Il n'aura même pas l'oraison funèbre à laquelle il semble que tout bon agriculteur ait droit.

Toutes ces démonstrations parlementaires, les projets et propositions de loi ne sont pas d'ailleurs des menaces vaines et de pures réclames. Je puis vous donner des échantillons de ces mesures agressives et vous en citer qui ne sont point restées à l'état platonique. Les raisins secs ont été frappés d'un droit de douane prohibitif. Pensez-vous qu'on s'en soit tenu là ? Pas le moins du monde. On a voté une loi draconienne contre la fabrication du vin de raisins secs, qui a rendu tant de services aux viticulteurs eux-mêmes durant le phylloxera, qui est d'un concours si précieux pour l'alimentation des classes pauvres. On l'a totalement ruinée et ceux qui s'y livraient n'ont reçu aucun dédommagement, aucune indemnité. C'était l'expropriation pure et simple.

La margarine, le beurre du pauvre, cette invention absolument intéressante et française de Mège-Mouriez, a été à son tour poursuivie à l'égal d'une substance dangereuse. Le cultivateur mélange de la margarine à son beurre : on peut lui reprocher d'altérer ainsi la valeur du produit qu'il vend. Va-t-on prendre les précautions voulues pour contrarier ou empêcher ce que l'on considère comme une fraude ? Non, c'est au fabricant de margarine que l'on s'en prend. L'agriculteur est sacro-saint ; on pourchasse l'industriel. Et tel était l'excès de la rigueur déployée contre cette fabrication que l'on a proposé d'exiger que les voitures servant au transport de la margarine fussent peintes en rouge pour que les passants pussent distinguer, à première vue, le beurre innocent de la coupable margarine. Si bien que j'ai cru devoir demander pourquoi le conducteur de la voiture et l'animal qui la traînait, ne seraient pas, eux aussi, badigeonnés de façon spéciale, pour bien

marquer l'ignominie de la sinistre besogne qu'ils accomplissaient.

Les sucres des colonies étrangères sont, depuis la modification dernière de la législation, absolument écartés de nos marchés. Enfin j'arrive à la loi dite du « cadenas ». Je l'ai définie : « Un instrument de torture perfectionné destiné à étrangler le commerce avant que celui-ci ait eu le temps de crier. » Voici quelle est la manière de se servir de cet outil barbare. A la Chambre des députés, vers six heures, à la brune, au moment où la séance touche à sa fin, lorsque le dernier orateur, épuisé, prépare sa péroraison et songe à descendre de la tribune, à la grande satisfaction de ses collègues, le ministre de l'Agriculture s'introduit subrepticement dans la salle par la porte la plus dérobée, se glisse sans bruit à travers les groupes, en jetant autour de lui les regards inquiets d'un conspirateur.

Sous le bras, il a son portefeuille; dans ce portefeuille est un petit papier que ledit ministre dépose rapidement sur le bureau pour s'enfuir aussitôt après, comme honteux d'une mauvaise action. Sur le petit papier est inscrite l'augmentation d'un droit de douane sur le blé, la viande ou le vin, telle qu'il lui aura plu de la combiner et de l'imaginer. De ce dépôt furtif que résultera-t-il? Il en résultera, que le lendemain matin, dès huit heures, dans tous les bureaux de douanes, la majoration des droits sera imposée à tous les malheureux commerçants qui n'en croiront pas leurs oreilles et n'en pourront mais. Il ne leur faudra pas moins s'exécuter. Cette loi invraisemblable, cette loi de réaction, je l'ai conbattue de toutes mes forces et avec l'insuccès qui accompagne forcément les tentatives libérales qui se produisent à la Chambre, en matière économique. Chez nous, au moins, la discussion a eu de l'ampleur; mais le Sénat, qui vient de la voter, n'y a pas mis tant de façons. La chose a été faite avec une désinvolture qui n'a d'égale que celle du rapporteur. Je tiens à vous lire sa conclusion; cela est trop significatif et met à nu l'état d'âme de la grande majorité du parlement :

« En résumé, personne ne peut soutenir que la loi qui vous est proposée *ne puisse présenter quelques inconvénients;* mais il faut mettre en parallèle les avantages qu'elle peut offrir à l'agriculture.

« Ces avantages sont considérables et certains; ils ont paru décisifs à votre Commission, qui vous propose d'accepter le projet de loi! »

Il est impossible de ne pas voir dans ces dispositions législatives nouvelles de véritables actes de persécution contre le commerce. Cette hostilité systématique va de jour en jour en s'accentuant. Elle menace aujourd'hui l'ensemble de notre organisation commerciale; elle se généralise et s'attaque aux bases essentielles sur lesquelles elle repose : les marchés à terme, les entrepôts réels et fictifs, les admissions temporaires. J'ai du reste relevé dans l'ordre du jour de la Chambre les divers éléments de ce programme néfaste et mon rapport sur le budget du ministère du Commerce contient l'énumération des propositions de loi qui ont pour objet, soit des mesures restrictives, soit des relèvements de droit. En somme, c'est presque tout le tarif des douanes de 1892 qui est en question et la tendance manifeste est de frapper les matières premières qu'on avait jugé indispensable de respecter.

Ainsi, depuis 1889, la campagne contre le commerce a été ininterrompue. Il convient d'en rechercher l'origine, et cela m'amène à vous parler des dommages moraux portés au commerce, dommages dont les conséquences sont peut-être aussi redoutables que le préjudice causé par les dommages matériels dont je vous ai entretenu jusqu'ici.

Soit à la tribune du parlement, soit dans les discours prononcés dans les comices agricoles, les commerçants ne s'appellent plus de ce nom; ce sont de vulgaires intermédiaires, des sortes d'affamés sans vergogne, extorquant d'énormes bénéfices à la pauvre et honnête agriculture et à tout ce qu'ils touchent. Si vous avez suivi les discussions de la Chambre, vous aurez vu que le même système a été repris par les collectivistes qui, pour rendre le capital suspect aux yeux des ouvriers, ont mis dans le même sac, commerçants, négociants, armateurs, industriels, banquiers, et les ont tous représentés comme des Arton, des Cornélius Hertz et *tutti quanti*. Le gouvernement lui-même s'est mis de la partie, et dans la séance de la Chambre des députés du 21 juillet 1896, le président du conseil de l'époque, dans le but sans doute de se glorifier lui et ses ministres, répondait en ces termes à M. Millerand : *Les hommes qui siègent au banc du gouvernement n'ont jamais rien eu de commun avec les banques, les monopoles, les chemins de fer, avec les aventures, avec les affaires, avec les entreprises où l'on s'enrichit.*

C'est donc un déshonneur que de faire des affaires, de collaborer dans une maison de banque, dans une administration de chemins de fer, de s'occuper d'une industrie ou d'une entreprise quelconque? Mais quel est donc le métier auquel on consacre sa peine pour ne pas améliorer son sort et mettre de côté quelques sous pour ses vieux jours? Est-ce que les avocats plaident pour rien; est-ce que les médecins soignent pour rien; est-ce que les chirurgiens opèrent pour rien; est-ce que les professeurs enseignent pour rien; est-ce que les hommes de lettres et les journalistes, est-ce que les artistes, les sculpteurs et les peintres font des pièces de théâtre, des romans, des

articles, des statues ou des tableaux pour le roi de Prusse? Quel est l'industriel qui n'est pas en même temps commerçant ponr acheter ses matières premières et vendre ses produits fabriqués? Quel est l'agriculteur, quel est le viticulteur qui n'est pas tenu de faire acte de commerce pour tirer profit des productions de son sol?...

Je me souviens que, causant un jour dans les couloirs de la Chambre avec un de mes collègues qui est un fort galant homme, je lui fis observer que si l'on persévérait longuement dans ce système de dénigrement irréfléchi et systématique, il n'y aurait bientôt plus de commerçants : « *Il y en aura toujours assez*, » me répondit-il. Et l'opinion que me manifestait cet honorable collègue, avec une franchise un peu brutale, n'est pas isolée; elle s'est généralisée beaucoup plus qu'on ne le croit, grâce au travail souterrain, habile, persévérant de la presse protectionniste et des apôtres de cette doctrine.

Pour eux, le commerce est un rouage inutile, dangereux même, en temps normal. Il ne faut y recourir qu'au cas où, par suite de l'intempérie des saisons ou d'un accident quelconque, le sol national est impuissant à fournir ce qui est nécessaire au pays pour son alimentation et ses besoins. Les droits de douane sont créés et mis au monde pour jouer ce rôle tutélaire et pondérateur; et, pour qu'ils soient à même de le remplir efficacement, il faut qu'on puisse les soumettre à une perpétuelle instabilité; les relever, les diminuer, les convertir en une sorte d'échelle mobile fonctionnant parallèlement et réglementant les variations du change avec les divers pays : il faut les rendre applicables sur l'heure par un simple décret du gouvernement, sans discussion devant le parlement, sauf à demander la ratification de la mesure quelques mois après, si on en a le temps.

Étonnez-vous, après cela, que notre commerce soit en décadence! Il serait vraiment surprenant qu'il n'en fût pas ainsi : on a tout fait pour l'atteindre dans ses forces vives, pour humilier et blesser ceux qui, en le pratiquant, pensent à bon droit servir utilement leur pays. On l'a systématiquement confondu avec l'agiotage et la spéculation; on a, pour ainsi dire, voulu mettre ses représentants en interdit en proposant la loi sur les incompatibilités parlementaires. On a effrayé de toutes façons le capital, timide par nature et on ose lui reprocher de ne point s'engager dans de lointaines entreprises, dans des opérations à longue échéance. Comment pourrait-il ne pas se montrer prudent et réservé alors qu'on lui refuse la considération et la sécurité dont il lui est impossible de se passer?

Sans compter que le développement actuel de nos institutions ne présente rien par ailleurs qui soit favorable au commerce, à l'industrie, aux capitaux qu'ils emploient. Bien au contraire. Non pas que je répugne aux mesures d'ordre démocratique : loin de là. Mais ne faudrait-il pas au moins compenser par un libéralisme économique intelligent les lourdes charges qu'entraîne l'application des lois sociales? Cette seule considération devait amener une trêve dans les vexations dont on abreuve ceux qui, après tout, font presque seuls en France œuvre d'initiative et d'énergie. Je ne vous citerai qu'un chiffre : il est suggestif. L'application de la loi sur l'inspection du travail coûte 640 000 francs par an. Cette somme figure au budget du ministère du Commerce à côté du crédit destiné aux subventions pour les chambres de commerce à l'étranger, les missions commerciales et encouragements de même nature. Jusqu'à l'année dernière ce modeste crédit, dont l'objet est cependant de la plus haute importance, ne s'élevait qu'à 91 000 francs. Il a été porté pour le prochain exercice à 111 000 francs. Sans insister sur ce que ce parallèle a de caractéristique, il sera peut-être permis d'émettre le vœu que le Parlement se montre moins prodigue pour la création et la dotation de nouveaux services de fonctionnaires et prenne plus de souci des intérêts vitaux du pays. Il me semble que nous pouvons nous arrêter dans la voie du fonctionnarisme et nous contenter des 500 000 hommes qui participent aujourd'hui à l'administration du pays.

Il ne faudrait pas cependant nous laisser aller au découragement. Chose surprenante et bien faite pour nous consoler : malgré les persécutions matérielles, la dépréciation morale dont il est l'objet, il semble que le commerce soit sur le point de revenir en faveur. L'idée commerciale profitera, je l'espère, du même sentiment de sympathie générale qui a marqué et provoqué le développement de l'idée coloniale. Déjà le mouvement se dessine; le bon sens public fera le reste. Vous êtes certainement au courant de l'orientation nouvelle de l'enseignement, de la réaction qui se manifeste contre l'engouement pour les professions administratives ou libérales. Dans les journaux, dans les revues on fait appel au bon vouloir de la jeunesse, à ses sentiments patriotiques. Montrant aux jeunes gens la voie la plus profitable à suivre pour eux-mêmes et pour le pays, on leur répète : « Faites-vous commerçants; soyez colons; rendez-vous directement utiles! » M. Jules Lemaître, l'éminent académicien, a mis son autorité et son talent au service de cette cause, nouvelle et noble, qu'ont défendue également d'habiles publicistes. Je renonce à vous citer tous les discours de distributions de prix dont le sujet tendait à la démonstration de la même thèse. Bientôt, l'opinion publique, ainsi sollicitée et instruite, sera avec nous; son appui sera pour nous le meilleur auxiliaire, la plus sérieuse garantie.

Le Parlement et M. Méline lui-même, aveuglés jusqu'ici par des préoccupations purement agrariennes, paraissent sur le point de revenir à un sentiment meilleur et plus juste de la situation. La discussion générale sur le budget du ministère des Travaux publics qui vient de s'ouvrir à la Chambre des députés m'a procuré le délicat plaisir d'entendre formuler par des collègues, adversaires déclarés de nos tendances économiques, les *desiderata* que depuis plusieurs années nous nous épuisions vainement à faire accueillir par la majorité. Il est vrai que nous, députés des ports, nous étions suspects. Il fallait que, pour fructifier, la bonne parole sortît de la bouche vertueuse du représentant d'un arrondissement qui n'eût avec la mer aucun louche ou dangereux contact. Eh bien, qu'ils appartinssent au Nord, au Midi; qu'ils parlassent au nom de l'Ouest, de l'Est ou du Centre, les orateurs ont réclamé avec une unanimité convaincante, une facilité plus grande des transports, l'abaissement des tarifs, l'utilisation plus rationnelle et le développement de la navigation fluviale, et toutes autres mesures destinées à multiplier les transactions, à encourager le commerce et à l'aider dans la tâche qu'il est aujourd'hui dans l'impossibilité matérielle de remplir à sa satisfaction comme à celle de l'agriculture et de l'industrie dont il est, quoi qu'on puisse soutenir, le collaborateur indispensable et précieux.

Autre symptôme. Notre ministre actuel du Commerce, qui participe de la longévité anormale du cabinet Méline, a puisé dans l'étude des nombreuses affaires qu'il a été amené à examiner la conscience des véritables intérêts du commerce, M. Boucher a eu tout le loisir de voir et de méditer, et ses conclusions ne diffèrent guère des nôtres. Voici comme il s'exprimait d'après le compte rendu du banquet du syndicat général du commerce et de l'industrie : « Le ministre du Commerce veut plus de liberté à l'intérieur, plus de stabilité à l'extérieur; il pense que la mesure la plus favorable à notre industrie et à notre commerce serait de ne pas trop s'occuper d'eux, de les laisser tranquilles, de leur donner la paix. »

Avons-nous jamais demandé autre chose?

Aussi bien, il faut savoir gré à M. Boucher de s'être enfin rendu compte de la situation et de s'être rallié à nous. Il a compris, comme je voudrais vous le faire comprendre, que le commerce est une machine compliquée, d'une excessive sensibilité, et en même temps douée d'une grande puissance, à une condition, c'est que les organes essentiels qui la composent soient très soigneusement entretenus et maniés avec intelligence et délicatesse; rien de plus.

Les principaux de ces organes sont la confiance, sœur jumelle du crédit; la stabilité dans les rapports de nations à nations et dans le régime intérieur. Je vous ai montré quels étaient les funestes résultats de la méconnaissance de ces principes essentiels. Je n'y reviens que pour exprimer le souhait que l'erreur où l'on est actuellement sur ce point soit réformée dans l'avenir, qu'elle prenne fin prochainement.

J'insisterai davantage sur un autre point très important. Nous avons besoin de transports économiques et il faut faire cesser l'antipathie obligatoire qui existe depuis trop longtemps entre les voies ferrées, les voies fluviales et les transports par canaux. Chacun a son rôle utile, indispensable même à remplir.

Je me garderais bien de soutenir que la troisième république n'a rien fait pour l'amélioration de notre outillage national. Il y a quelques jours, M. Turrel rappelait à la Chambre les progrès accomplis, et pas plus que lui je ne veux les oublier.

De 17000, le nombre de kilomètres de nos voies ferrées a passé à 36000. Le réseau des tramways a plus que doublé : il s'est élevé de 1100 à 2442 kilomètres. En ce qui concerne les canaux et les rivières, 3545 kilomètres de voies navigables nouvelles ont été livrés à la circulation dans ces seules dix dernières années. Les tarifs de chemins de fer ont été réduits dans de telles proportions que, si l'on appliquait aujourd'hui les tarifs de 1872, les recettes augmenteraient de 300 millions environ. Sous l'influence de ces réductions, le nombre des tonnes kilométriques transportées a monté de 7 milliards à 13 milliards. Le nombre correspondant des voyageurs s'est élevé de 4278000 à 11154000. Tous les droits de navigation sur les canaux ont été supprimés. Le tonnage des marchandises sur les voies navigables est parvenu, en dix ans, de 2 milliards de tonnes à 4 milliards 200 millions. En même temps, de sérieux sacrifices ont été faits pour améliorer la situation du personnel des travaux publics; M. Turrel a cité, à ce propos, le fait suivant : « Dans la dernière année de la précédente législature, le Parlement a voté, d'un seul coup, 1200000 francs pour augmenter les traitements du petit personnel. »

Cependant il reste beaucoup à faire. A l'hostilité que l'on s'est plu à créer et à maintenir entre la voie d'eau et la voie de fer doit succéder l'union intime de ces deux puissants moyens de transports qui se complètent, loin de se contrarier ou de se nuire; car, bien que les tarifs de chemins de fer aient été abaissés depuis 1872, ils grèvent de frais trop élevés les marchandises lourdes et de peu de valeur pour lesquelles la voie fluviale ou par canaux est la seule profitable.

La marine marchande appelle également tous nos soins. Sa décadence est malheureusement notoire.

Elle est due à une réglementation surannée et la loi de 1893 l'a encore aggravée. La revision de notre législation maritime s'impose. Le temps me fait défaut pour exposer devant vous cette question importante à laquelle j'ai donné de grands développements dans mes deux rapports à la Chambre de 1897 et 1898.

Parallèlement, nous devrions, prenant exemple sur ce qui se passe à l'étranger, procéder à un aménagement plus intelligent de nos grands ports et les doter d'une zone franche, comme à Hambourg ou à Copenhague. Chacune des grandes nations maritimes a un nombre très limité de ports de commerce sur lesquels elles ont fait porter tous leurs efforts. Nous nous sommes flattés d'en créer 64. En réalité nous avons disséminé nos forces, et je tiens à rendre hommage au courage de M. Turrel, qui n'a pas craint de dénoncer à la Chambre les causes du mal et d'indiquer le moyen de remédier aux conséquences déplorables des errements que nous avons suivis jusqu'ici en matière de travaux publics. Dans la séance du 9 décembre, le ministre des Travaux publics a prononcé ces paroles, que nous devons retenir :

« Je dis que chacun des membres de cette Chambre doit se frapper la poitrine. Tous les hommes politiques qui se sont succédé ici ont leur part de responsabilité dans le fait que je viens de signaler. Ils ont trop souvent considéré un intérêt local, et en portant leur effort sur des projets d'un intérêt restreint, ils ont rendu impossible aux gouvernements qui se sont succédé l'application de cette méthode qui devrait toujours être intangible : finir ce qui est commencé avant d'entreprendre des choses nouvelles, à moins de ressources financières assurées. »

Telle est la seule pratique qu'il convienne de suivre. J'en demande l'application immédiate et rationnelle à nos grands ports de commerce.

Émettons enfin le vœu que la loi sur le recrutement de l'armée soit modifiée et devienne plus favorable aux Français fixés à l'étranger, et aux fils de Français nés à l'étranger. Il est vraiment singulier que l'on engage nos jeunes gens à se rendre, à se fixer au dehors, à essaimer en un mot, quand la loi militaire leur impose des obligations inconciliables avec le but qu'on leur propose et se refuse à leur tenir compte des services qu'en s'expatriant ils rendent à la France.

Voilà ce que nous demandons au Parlement. Ces réformes, s'il ne veut nous les accorder, l'opinion publique, nous en avons la ferme confiance, ne tardera pas à les réclamer elle-même et à le mettre dans l'impossibilité de les lui refuser. Mais, ce qui importe avant tout, c'est que l'on cesse de vilipender, d'injurier le commerce, de traiter en suspects et en malhonnêtes gens ceux qui le pratiquent. Déjà il est devenu rare que le fils d'un négociant ou d'un commerçant prenne la suite des affaires de son père. Témoin des ennuis de toute sorte qu'entraîne l'exercice d'une pareille profession, peu soucieux d'en courir les risques pour obtenir le plus souvent des résultats incertains ou insuffisants, il recule encore davantage devant l'espèce de déconsidération qui plane sur les affaires commerciales. Il se rend parfaitement compte de cette défaveur, et préfère, sans que l'on soit en droit de le lui reprocher, embrasser une carrière libérale ou devenir fonctionnaire. Il soustrait de la sorte ses capitaux à tout aléa et jouit d'une vie agréable et facile au milieu de gens qui le considèrent et l'honorent. Du haut en bas de l'échelle sociale la même évolution s'opère, rapide et menaçante. Dans le canton que j'ai l'honneur de représenter au Conseil général se trouve comprise une intéressante population de vaillants et modestes pêcheurs. Je vis au milieu d'eux pendant les vacances parlementaires, et c'est avec tristesse que je constate le dédain des fils pour le métier de leurs pères. Beaucoup de peine, pour peu de profit, une lutte de tous les instants contre les divers éléments, les risques de mer, voilà plus qu'il n'en faut pour détourner la génération nouvelle. Ces jeunes gens n'ont qu'une ambition, celle de devenir douaniers! Voilà les nobles fonctions qu'ils envient! Il serait banal de vous rappeler d'autre part que l'agriculture manque de bras!

Jeunes et vieux, unissons donc nos efforts pour remettre l'initiative individuelle au rang qu'elle doit occuper. Honorons le commerce et nous doterons ainsi notre pays d'une force nouvelle. Se sentant encouragés et soutenus, les commerçants d'aujourd'hui, soyez-en assurés, à l'exemple de ceux qui nous ont précédés, ne reculeront devant aucun effort pour étendre pacifiquement l'influence de la France dans le monde.

CHARLES-ROUX.

LES RESPONSABILITÉS

DE LA PRESSE CONTEMPORAINE (1)

Lettre de M. Auguste Sabatier.

Il y a deux raisonnements, deux appréciations contradictoires qui n'en reviennent pas moins tour à tour sous la plume des mêmes journalistes : s'agit-il de défendre les immunités de la Presse, on en célèbre la mission et les bienfaits; on la nomme le « quatrième pouvoir » chez tout peuple libre ; c'est

(1) Voyez la *Revue* des 4, 11, 18 et 25 décembre 1897.

elle qui entretient dans le suffrage universel le mouvement, la lumière et la vie ; elle dénonce les abus, discute et prépare les réformes, barre la route au despotisme. — S'agit-il, par contre, de soustraire la presse aux responsabilités de son action, le raisonnement se retourne et prend un air spécieux de profondeur philosophique : la Presse n'est pas une cause, c'est un effet ; elle n'est que l'image et l'écho de la société ; un écho, une image sont-ils responsables ? La Presse ne peut rien, par elle-même ; au fond, elle est inoffensive.

C'est entre ces deux opinions qu'il faudrait se prononcer tout d'abord. Il y a sans doute de la vérité dans l'une et dans l'autre : mais dans quelle proportion et où est l'exacte mesure ?

Il est vrai qu'une société a toujours les journaux qu'elle mérite ; car c'est elle qui les crée, les achète et les fait, à son gré, prospérer ou mourir. Le succès d'une publication quotidienne peut servir de critère à l'observateur et au moraliste qui veulent juger des goûts et des tendances du public à un moment donné. Il est encore très vrai que les journalistes sont les fils de leur temps et de leur milieu et qu'en eux et par eux, se révèle et parle l'esprit général qui les entoure, les inspire et les porte. Mais de ce que la société n'est point innocente de la conduite de la Presse, suivrait-il que la Presse est irresponsable ? Comment le pourrait-on soutenir, sans nier que les journalistes sont des hommes, ou sans soustraire également tous les autres citoyens, qui tiennent à la société par les mêmes liens, à la responsabilité de leur conduite générale et de leurs actes particuliers ? Ce mot, « la Presse », nous fait illusion ; c'est une abstraction générale qu'il faut ramener à ses éléments réels. La Presse, ce sont, en fait, les journalistes. Or ces journalistes sont des hommes semblables aux autres ; ils ont des devoirs, des intérêts et des passions ; en eux, comme chez tout être humain, il y a, entre le devoir et la passion, lutte et, par suite, tentation et responsabilité morales. Ne délibèrent-ils pas sur le choix des sujets de leurs articles, sur la nature et les procédés de leurs polémiques ou de leurs campagnes, sur la valeur des nouvelles qu'ils lancent, sur le genre du style qu'ils adoptent ? Ils ne font pas oublier que, devenue essentiellement industrielle et commerçante, la Presse est extrêmement sensible à la loi de l'offre et de la demande et attentive aux causes qui font baisser ou hausser le tirage. Comment admettrait-on, dès lors, qu'il n'y ait pas, dans l'exercice de la profession de journaliste, occasion et matière à responsabilité ?

Aussi bien ce qui frappe aujourd'hui tous les regards, ce n'est pas l'impuissance et l'insignifiance de la Presse, mais son énorme et presque irrésistible action. Nous sommes encore très jeunes dans l'exercice de la liberté. Notre peuple ne reçoit que depuis vingt ans le bienfait de l'instruction élémentaire. Ce n'est guère que depuis six ou sept années que tout citoyen et surtout nos jeunes gens et nos jeunes filles lisent presque chaque jour un journal. Comme tous les esprits jeunes, notre jeune démocratie est d'une vive curiosité, avide de nouvelles dramatiques, passionnée aux polémiques violentes, crédule à tous les bruits et à toutes les dénonciations, romanesque, désarmée intellectuellement et incapable de se défendre et de faire, dans les lectures qu'on lui offre, un départ nécessaire entre les exagérations et la juste mesure, entre le mensonge et la vérité, entre la rhétorique de la passion et la valeur du raisonnement, la paille des mots et le grain de la réalité.

Dans un tel état social, faut-il s'étonner de l'influence morale, politique, financière littéraire de la Presse, que chacun constate autour de soi et dans toutes les crises de l'opinion ? Si la société la détermine, ne détermine-t-elle pas à son tour la société ? L'effet ne devient-il pas cause et une cause terriblement active et féconde ? Les mœurs générales, dit-on, dominent la Presse ; ne modifie-t-elle pas les mœurs à son tour et jusqu'au langage courant, par le ton qu'elle donne, les idées qu'elle prêche et les exemples qu'elle étale ? La vérité a été dite et redite depuis longtemps, depuis Ésope : comme la langue, la Presse qui est une langue toujours en mouvement et poussant sa voix à d'énormes distances, fait beaucoup de bien et beaucoup de mal, et l'on peut dire avec la même vérité qu'il n'y a rien de meilleur ou de pire au monde. Il n'est donc que juste de lui appliquer la loi commune fondée sur cet axiome : tout agent moral, conscient et libre de son action, est responsable dans la mesure même de son pouvoir et de sa liberté.

Il reste à chercher et à dire comment peut et doit s'exercer cette responsabilité. C'est la partie la plus difficile du problème. Il ne faut pas être trop surpris s'il ne comporte au point de vue social et dans les circonstances du jour, qu'une solution approximative.

Le journaliste, me semble-t-il, est responsable de diverse manière, devant une triple juridiction.

Il est responsable devant sa propre conscience, devant la conscience publique et devant les tribunaux. On a parlé d'une crise que la Presse traverserait de nos jours ; souhaitons que ce ne soit qu'une crise passagère et voyons quelles ressources, pour la conjurer et la guérir, nous pourraient offrir ces divers genres de responsabilité.

A mes yeux, il en est de la moralité dans le jour-

nalisme comme de la moralité dans l'art. Ce n'est pas dans l'œuvre, c'est dans l'homme même qu'il faut la chercher, je veux dire dans l'inspiration secrète, le mobile intérieur, la visée dernière.

> Le vers se sent toujours des bassesses du cœur.

disait notre vieux Boileau. L'article de journal, pouvons-nous répéter, porte toujours la marque significative du caractère.

Ni l'éclat du talent ni de la verve ne cachent aux justes consciences les défaillances morales. Il est des besognes qu'un honnête homme ne fait pas, des procédés et des audaces auxquels il ne saurait se résigner. Je disais tout à l'heure que ce mot « la Presse » est une abstraction ; j'ajoute maintenant qu'il a l'inconvénient d'unifier dans une solidarité fausse tous les journalistes. Il faut pourtant distinguer ici comme partout ailleurs. On accepte qu'il y ait de bons et de mauvais prêtres dans le clergé, de bons et de mauvais maîtres dans le corps enseignant, de bons et de mauvais juges dans la magistrature; il y a de même, dans le commerce et dans l'industrie, des négociants probes, jaloux de leur honneur et d'autres qui en font bon marché. Pourquoi ne pas reconnaître qu'il y a de même de bons et de mauvais journalistes, et, si on le reconnaît en théorie, pourquoi, ici comme ailleurs, les bons ne chercheraient-ils pas à se garder d'être confondus avec les autres et à défendre d'une façon légitime et privée la dignité de leur profession? La calomnie et le mensonge, le chantage ou la vénalité, la basse exploitation d'une industrie infâme seraient partout ailleurs considérés comme des actes honteux, disqualifiant ceux qui les pratiquent! et ces mêmes actes seraient réputés neutres ou sans conséquences morales par le seul fait qu'ils se commettent au moyen du papier et de l'encre d'imprimerie. Il y aurait des bandits de la plume, des escrocs de la Presse et ces hommes ne seraient pas considérés par tout le monde et par leurs confrères comme escrocs et comme bandits! Je reste convaincu pour ma part que ces mauvaises mœurs du journalisme sont jugées plus sévèrement, à de certaines heures de leur vie, par ceux-là mêmes qui s'y adonnent. Un moment vient toujours où ils se voient tels qu'ils sont et se jugent pour ce qu'ils valent. Le malheur est que leur conscience est par elle-même trop faible ou trop accommodante et qu'il leur serait nécessaire de trouver quelque stimulant ou quelque appui dans la conscience professionnelle générale. Il y a bien des associations ou des syndicats de journalistes ; mais ils se sont formés en dehors de toute considération de dignité ou d'indignité, en sorte que les bons ouvriers de la Presse ne semblent être là que pour couvrir les autres de leur honorabilité. Je sais combien il est difficile et délicat de toucher à cette matière. *Incedo per ignes.*

Dans beaucoup d'autres professions, il y a des moyens constitués par les intéressés eux-mêmes ou des autorités disciplinaires pour signaler et flétrir les membres indignes. Est-il impossible aux journalistes de faire pour leur corporation quelque chose de semblable et de la protéger moralement contre la solidarité de ceux qui la compromettent jusqu'à l'avilir? Il faut reconnaître que la constitution de ce tribunal ou plutôt de ce jury d'honneur serait difficile, mais aussi qu'elle serait fort nécessaire et qu'en tout cas son action indirecte vaudrait mieux, pour les journalistes eux-mêmes qui d'ailleurs se jugent sans aucune indulgence, que la légèreté des médisances ou la cruauté des rivalités professionnelles qui sévissent aujourd'hui dans les bureaux de rédaction. En tout état de cause, les mœurs de la Presse ne se réformeront pas, s'il n'y a pas chez ceux qui l'exercent un relèvement de la conscience professionnelle. L'intérêt de la Presse elle-même serait d'en rechercher les moyens.

Si le journaliste échappe à sa propre conscience et à celle de sa corporation, il n'échappe point tout à fait à la conscience publique. Sans doute, c'est encore une juridiction d'ordre moral; mais elle pourrait prendre et prend parfois une réalité objective fort lourde. Par la conscience publique, j'entends la conscience des honnêtes gens. Celle-ci malheureusement est chez nous peu active, peu courageuse; elle craint trop de se manifester. La mauvaise opinion publique, bien qu'elle soit en minorité, fait toujours dix fois plus de bruit que la bonne, et ses clameurs violentes étouffent aisément la voix toujours calme et timide des droites consciences. Il s'agirait de faire sortir celles-ci de leur silence ou de leur réserve, de les amener à se liguer, à sentir leur force et de les mettre en action pour créer, autour de la Presse, une atmosphère plus salubre, propice aux bonnes pensées, sévère aux mensonges, aux œuvres louches, aux spéculations inavouables. On accuse la société d'être ou la cause première ou la complice des scandales et des excès du journalisme; on la charge de la responsabilité des vilenies ou des violences que l'on commet pour lui plaire. Comment se justifiera-t-elle, sinon en réagissant avec énergie et en reniant les ouvriers des tristes besognes auxquelles on cherche à l'associer?

La conscience des honnêtes gens ne manque pas seulement de courage; elle me paraît manquer plus encore de clairvoyance. En France, nous n'avons ni le sentiment juste ni la vue nette de ce que doit être un journal et de ce qu'il faudrait lui demander. Nous nous en faisons une idée beaucoup trop idéaliste et

littéraire. Pour la majorité des Français, la lecture des journaux n'est pas une affaire pratique, utile et sérieuse; c'est avant tout une distraction, la satisfaction d'une curiosité générale, comme celle qu'ils portent au théâtre. Ce qu'ils y cherchent dès lors, comme dans toute récréation, ce sont les surprises sensationnelles, les nouvelles inouïes, les méchancetés de conversation, les récits pimentés, les mots violents, pourvu qu'ils ne soient pas sans esprit.

Dès lors, on passe très facilement sur l'injustice des calomnies, sur la fausseté des informations, sur l'ignominie de ceux qui nous amusent, pourvu que leurs propos nous secouent, que leurs faits divers nous fassent rougir et que nous y trouvions des sujets de conversation. De là vient l'étrange succès des journaux à scandales, et de là aussi, entre ceux qui exploitent ce goût du public, ce furieux steeple-chase où chacun redoute de se laisser devancer. Tout autre est l'idée que les Anglais se font du journal auquel ils s'abonnent. Ils savent très bien pourquoi ils le lisent. Gens pratiques avant tout et sachant le prix des renseignements sûrs, ils ne veulent pas être amusés, ils veulent être promptement et bien renseignés sur tout ce qui intéresse la conduite de leur vie ou de leurs affaires. Ils traitent leur journal comme un bureau d'informations utiles. S'ils en ont été trompés par une série de mensonges avérés, ils le tiennent pour disqualifié à leurs yeux, comme l'est une maison de commerce convaincue de tromper ses clients sur la qualité de la marchandise vendue. Ce sérieux, cet égoïsme si l'on veut, cette susceptibilité du lecteur anglais à l'endroit de l'exactitude des nouvelles qu'on lui donne, fait l'incontestable supériorité de la presse anglaise considérée comme moyen d'information. Il serait à souhaiter que notre public montrât un peu de cette susceptibilité à l'endroit de ceux qui l'exploitent et le bernent plus impudemment que Scapin ne fait le vieux Géronte. J'admire toujours avec quelle facilité il supporte ceux dont il constate régulièrement les mensonges volontaires ou les froides calomnies. Quand donc, au lieu de se conduire avec un journaliste comme avec un pitre de foire dont on écoute les gros mots en souriant, en usera-t-on avec lui comme avec le boucher qui nous vend sa viande à faux poids? La Presse n'a pas encore dans notre vie sociale le rôle qu'elle aura sans doute avec le temps. On lui fait à la fois trop d'honneur et trop d'injure en la considérant comme une œuvre d'art, comme l'œuvre des Muses désintéressées. En réalité, nous l'avons dit, c'est une industrie et il faudrait la traiter comme toutes les industries, en la jugeant d'après la qualité des services qu'elle nous rend.

A cet égard, je crois que l'éducation du public se fera avec le temps et que l'expérience de ses déconvenues finira par éveiller, jusque chez le peuple, le sens critique et la faculté de juger ce qu'il lit, avant de s'en inspirer. Pourquoi les réclames et les annonces financières de la Presse sont-elles tombées dans l'estime publique au-dessous de zéro? L'aventure de la Banque catholique, du Panama et quelques autres semblables ont été, pour tout le petit monde qu'a ruiné trop de confiance dans le journal, une leçon cruelle.

La peur d'être encore dupé et volé inspire, dès qu'il s'agit d'argent, une salutaire défiance aux plus naïfs et aux plus crédules. Un moment viendra où cette défiance s'étendra aux choses de la vie politique et sociale, quand on comprendra mieux le lien intime qu'il y a au fond entre la politique et les affaires, puisque tant de gens aujourd'hui font une affaire de la politique. J'estime qu'il n'y aurait rien de mieux à tenter qu'à hâter ce moment, par des conférences dans les écoles, dans les lycées, dans les syndicats et toutes associations de citoyens, sur l'art de lire les journaux pour y découvrir la vérité. Il faut par tous les moyens éveiller la faculté critique dans notre démocratie. C'est une condition pour qu'elle s'appartienne et se régisse elle-même.

Reste la troisième juridiction, celle des tribunaux. J'y ai peu de confiance. Ce n'est pas d'elle que peut venir une véritable réforme des mœurs de la Presse. En parlant ainsi, je ne songe pas seulement à l'impossibilité pratique de faire amender la loi qui la régit; cette loi, fût-elle meilleure encore, ne pourrait rien contre les habitudes et les intérêts. La loi peut réprimer l'outrage et la diffamation; elle est impuissante contre les calculs de l'improbité. Les vraies malhonnêtes gens, dans toutes les industries, ne violent pas la loi, ils la tournent.

Rien n'est plus difficile à juger d'ailleurs qu'un procès de presse. La rigueur ou la faiblesse des juges sont également désastreuses. Il éclate toujours quelque choquante disproportion entre la peine et le délit. On parle quelquefois d'un régime draconien applicable aux journaux. Ceux qui, dans de bonnes intentions, parlent ainsi, ne savent pas ce qu'ils demandent. La Presse est une manifestation de l'esprit, par conséquent d'ordre moral. Vous ne pouvez la frapper préventivement sans limiter son action pour le bien autant et plus que pour le mal. Vous nuisez à la cause de la vérité avant de nuire à celle du mensonge. Dans une démocratie libre, il est vain d'espérer garrotter les combattants de l'une sans paralyser ceux de l'autre. Quand un journal en serait réduit à ne pouvoir rien faire de mal, il ne servirait non plus à rien de bon; l'action de la Presse serait annulée et le remède, pire que le mal.

Je ne voudrais donc, pour la Presse, pour sa dignité

et pour sa mission, ni excès de suspicion et de rigueur ni immunités ou privilèges. La meilleure loi serait l'absence de toute loi particulière. Ce sont les lois spéciales qui ont perverti l'idée de justice dans ce pays. Le droit commun doit suffire à tout, s'il se trouve ici, comme en Angleterre, des magistrats assez fermes et assez intelligents pour l'appliquer. Le journaliste n'est ni un prêtre, ni un militaire, mais un citoyen libre, capable des mêmes vertus et sujet aux mêmes défaillances que les autres citoyens, par conséquent responsable dans les mêmes formes et justiciable des mêmes lois.

J'ajouterai seulement que le magistrat ne doit oublier ni le caractère ni la portée du délit. Il n'a pas à se placer au point de vue de la liberté de penser et de parler dont le principe est et doit rester intangible, mais au point de vue du tort ou du dommage que cet exercice de ma liberté a causé à la chose publique ou à la personne privée. Il a le droit et le devoir strict de mesurer ce dommage, de le faire réparer et de telle manière que l'auteur qui l'a commis soit dégoûté de recommencer..

La Presse, disions-nous, est devenue une industrie; il faut essentiellement la traiter et l'atteindre comme telle, lorsqu'on doit la frapper. Le mobile principal de toute industrie c'est le désir de gagner de l'argent. Celle du journalisme ne fait pas, je crois, exception. J'estime que peu de pornographes écrivent par amour désintéressé de l'art; en tout cas, pas un journal n'édite leurs articles par simple amour de la pornographie. Il s'agit, avant tout, d'achalander la boutique et d'en faire acheter les produits. Si donc l'on veut qu'il y ait responsabilité effective pour les auteurs de ces délits, il importe avant tout que la peine atteigne le bénéfice et coupe court à la spéculation. Autrement vous avez beau les frapper d'une peine afflictive ou même infamante, vous n'arrêterez pas une industrie qui serait toujours rémunératrice. Si un journal gagne mille francs à commettre un délit pour lequel il sera condamné à 200 francs d'amende, il est clair qu'il a intérêt à continuer et qu'il continuera. Mais condamnez-le à en payer deux mille, aussitôt son commerce cessant d'être lucratif, cessera d'exister. Les Anglais l'ont compris. On ne voit pas chez eux un malheureux, diffamé et outragé par la voie de la presse, venir, avec le point d'honneur d'un preux du moyen âge, réclamer, devant un tribunal, un franc de dommages-intérêts. L'Anglais, offensé dans son intérêt ou son honneur, compte par milliers de livres sterling que le juge d'ailleurs est prêt à lui accorder, s'il le faut. Ainsi la presse anglaise a appris à ses dépens le respect de la vie privée et celui de la morale publique. Voilà ce que la logique des choses, l'équité et l'intérêt public devraient inspirer chez nous et aux plaignants et aux magistrats. Mais je veux le répéter encore une fois en terminant : la juridiction pénale sera impuissante à rien changer, tant qu'elle n'aura pas derrière elle, pour la soutenir, la double juridiction morale de la conscience professionnelle et de la conscience publique.

AUGUSTE SABATIER.

Lettre de M. Edmond Frank,

Ancien secrétaire de la rédaction du *Journal des Débats*

Monsieur le Directeur,

Me permettrez-vous de m'autoriser d'une longue expérience professionnelle pour apporter ma modeste contribution à l'enquête très opportune ouverte par la *Revue Bleue*? Je suis, hélas! de ceux qui déplorent l'état actuel de la presse française, à laquelle je voudrais m'honorer, sans restriction, d'appartenir depuis plus de vingt-cinq ans; mais, si pénible qu'il soit à un journaliste de carrière d'entendre médire du « bâtiment », il y aurait puérilité à nier le bienfondé des doléances formulées par M. Henry Bérenger et par la plupart de vos correspondants. Tard venu en cette consultation, ayant, comme il convenait, cédé le pas à des confrères éminents, je risque de tomber dans les redites. Peut-être pourtant n'est-il pas inutile de compléter certaines observations, d'enfoncer certains clous.

Presque tous les journaux transformés en entreprises financières, en offices de publicité, en agences d'informations; les excès du reportage favorisés par la fièvre de la concurrence; les vrais journalistes — car il en est encore — tantôt relégués à l'arrière-plan, tantôt mis en vedette à seule fin que leur pavillon couvre de son prestige une piètre marchandise, ce sont là, malheureusement, des vérités qui crèvent les yeux. Le titre d'un journal n'est guère aujourd'hui que l'enseigne banale d'une boutique dont la physionomie commerciale et le personnel varient suivant les fréquents changements de propriétaire; il n'est plus la raison sociale d'un groupe d'hommes de capacités, de talents divers, mais dévoués à une même cause, ou tout au moins professant en politique, en sociologie, en morale, en littérature, en art, une somme d'idées communes, et, par l'effort constant de leur collaboration, donnant à un « organe » (combien ce vocable paraît démodé!) une réelle autorité vis-à-vis de l'opinion publique. Et, de même que la réunion d'éléments hétérogènes ne saurait constituer ce qu'on appelait autrefois une « rédaction », de même, l'ensemble de ces journaux dépourvus de cohésion et d'unité ne saurait davantage constituer l'organisme que, par une vieille habitude, on continue à désigner

sous le nom de « Presse », en le considérant comme capable d'être un des pouvoirs dirigeants de la France démocratique. Des feuilles imprimées, il y en a certes plus que jamais ; il y a un journalisme débordant, encombrant. Quant à une presse, dans le sens élevé du mot, l'existence en est problématique. En tout cas, à la prendre telle qu'elle est, sans s'arrêter à une distinction peut-être un peu subtile, on ne peut contester que, par une fâcheuse coïncidence, plus les prétentions de la presse se haussent et plus son niveau s'abaisse.

De la perversion de la presse et de la perversion du public, laquelle a engendré l'autre ? Problème aussi insoluble, dit-on, que celui de la poule et de l'œuf. Tel n'est pas mon humble avis. Je suis convaincu que le néo-journalisme est issu, dans un milieu spécial, d'une sorte de génération spontanée. On commençait à en apercevoir très distinctement les germes même avant l'avènement du régime de la liberté. Il se peut qu'à la faveur de ce régime l'éclosion en ait été plus rapide et plus complète ; mais maintenant, devant le fait accompli, la suppression ou la réduction de la liberté seraient des remèdes illusoires, pires que le mal, qui, sans guérir à fond les parties gangrenées du corps, en atrophieraient les parties encore saines, le privant ainsi de ses dernières chances de salut.

Les mœurs nouvelles, les procédés nouveaux du journalisme, entre autres le reportage outrancier, indiscret, bête et scandaleux, je l'ai, pour ma part, vu naître, se développer graduellement, s'imposer au public, qui l'a subi, mais ne l'a nullement sollicité. Fut-il jamais appelé à se prononcer par voie de *referendum* ? Rédigea-t-il d'aventure ses « cahiers » sous la forme de lettres du « vieil abonné » ou du « lecteur assidu » ? Quiconque a eu l'occasion de dépouiller cette correspondance courante sait qu'elle ne contient en général que des réclamations minimes, bien rarement elle apporte une idée neuve, un conseil de quelque importance. Donc, le public s'est contenté de prendre ce qu'il plaisait aux journaux novateurs de lui servir, il s'y est habitué peu à peu, inconsciemment, comme il s'est habitué aux boissons frelatées, qui, apparemment, n'ont pas été inventées sur sa demande. Maintenant qu'il est intoxiqué, c'est chez ses empoisonneurs une ironie cruelle de venir lui dire : « Guéris-toi toi-même, et guéris-nous par surcroît. »

Et comment opérerait-il le miracle de cette double guérison ? Par des manifestations contre la liberté ? Une réaction antilibérale serait, je le répète, un leurre dangereux. Par un usage plus fréquent et plus rigoureux des armes processives ? Mais la majorité des lecteurs, victimes indirectes de la presse, ne se compose pas de gens outragés ou diffamés, et les méfaits par où la presse accomplit son œuvre dissolvante ne tombent pas tous, tant s'en faut, sous le coup des lois. La grève des lecteurs ? Pure utopie de théoriciens. Est-ce qu'un pareil concert de millions d'individus est possible ? S'imagine-t-on tous ces appétits aiguisés se condamnant à la diète devant la copieuse provende de papier imprimé dont ils ont pris l'habitude de faire leur pâture quotidienne ? Autant vaudrait admettre l'hypothèse fantaisiste d'une grève générale des consommateurs contre les boulangers, les bouchers, les marchands de vin !

Conclusion : Ce n'est ni au législateur, ni au public qu'appartient l'initiative d'une réaction salutaire ; c'est à la presse elle-même, seule coupable de sa propre déconsidération et pour qui la complicité inconsciente des lecteurs, ses victimes, n'est qu'une circonstance légèrement atténuante.

Un des premiers soucis des lanceurs de papier est d'ordinaire la recherche de la nouveauté, laquelle le plus souvent ne consiste qu'en une imitation grossie des défauts des concurrents. Pourquoi quelqu'un d'entre eux, mieux avisé, n'essayerait-il pas de réaliser cette formule vraiment neuve aujourd'hui : le journal affranchi de la tyrannie des faiseurs financiers ; une mesure raisonnable et un contrôle scrupuleux dans l'information ; une séparation absolue entre la rédaction proprement dite et la publicité ?

Certes, la tentative serait hardie, presque révolutionnaire ; il y faudrait du courage, du temps, et aussi beaucoup d'argent à sacrifier au début, comme on en sacrifie pour une œuvre philanthropique. Mais si, grâce à l'option d'une partie du public, l'entreprise réussissait, peut-être provoquerait-elle une émulation féconde. C'est, je crois, au point où nous en sommes, la seule expérience pratique à tenter.

EDMOND FRANK.

Lettre de M. Pierre Baudin,

Ancien président du Conseil municipal de Paris.

Vous l'avez dit, la Presse, ce « quatrième État », a été domestiquée par l'argent. Comment la moraliser, c'est-à-dire comment la libérer ? Par la contrainte légale ? Je ne crois pas à l'efficacité de ce moyen. Nous en avons fait l'expérience autrefois. Il a coûté cher à la pensée indépendante. Il revient à changer tout simplement de tyrannie. Ce n'est plus la tyrannie de l'argent, c'est la tyrannie de la raison d'État, encore plus odieuse, à mon avis.

Qui vous dit en outre que l'un et l'autre ne se superposeraient pas ? L'argent aurait-il moins de pouvoir par ce que le gouvernement en aurait davantage ? Ce n'est point demander un trop pénible effort à l'imagination que de concevoir un régime sous le-

quel l'argent et le gouvernement se coaliseraient pour étouffer la presse.

Telle qu'elle est, si façonnée qu'elle soit aux exigences des financiers, elle laisse passer la vérité. Il s'y mêle, il est vrai, une immense quantité d'erreurs, de sottises et d'infamies. Elle ne *vanne* pas. Est-ce bien sa fonction de vanner ? On aurait tort de le lui demander jamais ; même si elle se libérait de la finance, il y aurait toujours dans l'humanité assez de fiel, de passions venimeuses, de haines, d'ambition sans scrupules pour alimenter cet exutoire trop commode. Il faut se résoudre à laisser cette formidable machine donner pêle-mêle les idées, les vérités, les mensonges et les erreurs.

Le crible qu'on voudrait lui adapter pourrait bien arrêter les choses bonnes à dire. Nous n'en concevons point de si bien construits, qu'il n'y ait plus de dangers que d'avantages à y recourir. Ce n'est pas à la presse qu'il faut demander ce service. C'est à l'esprit des lecteurs, à l'esprit public. Qu'il devienne assez clairvoyant et qu'il soit assez armé de raison, et nous échapperons aux périls qui, si justement, vous étonnent. Mais, à ce point de vue, il ne faut pas séparer la presse de l'ensemble des auteurs solidaires des crimes commis contre la grande personnalité morale de notre nation.

Elle n'est pas seule à travailler à notre dégradation et à notre ruine. Quatrième pouvoir, a-t-elle plus mérité une condamnation que les trois autres ? J'entends bien que vous vous préoccupez surtout de son rôle parce qu'il pourrait justement suffire à corriger les mœurs, à former des consciences, parce que la presse dans une démocratie devrait être la gardienne de sa vertu et de son noble idéal. C'est parce qu'elle contrôle les autres « pouvoirs » qu'elle devrait valoir mieux qu'eux et c'est précisément pour cette raison qu'elle vaut peut-être moins. La nécessité des gros tirages et des lourdes charges du journal quotidien à un sou impose à tous les mêmes nécessités. Tandis que les défaillances des autres « pouvoirs » sont des anomalies révoltantes, celles de la presse sont devenues ses conditions d'existence. Mais les scandales où ils se trouvent les uns ou les autres plus ou moins compromis ont les mêmes résultats dans le public. Il n'y a qu'un remède à ce mal : l'éducation de l'esprit public. Il faut que la démocratie ne se laisse atteindre ni par la chute d'un président de la République ni par l'énorme escroquerie du Panama. Une solide mentalité est la seule cuirasse qui convienne à de telles épreuves. Certains ne croient pas au développement du sens critique et du sens moral de la masse. Ce ne sont pas, je pense, les journalistes. Ils écrivent pour elle et savent quelle influence ils exercent sur elle. C'est à eux qu'appartient la tâche de faire du journal une œuvre de santé morale et de vérité. Mais ce n'est pas à eux seuls. Elle incombe à l'élite tout entière qui a le souci de la durée de ce pays, croit à l'utilité de son labeur pour la formation d'une humanité meilleure et qui ne sépare point de la recherche de ce but, la culture de son esprit et l'extension de sa richesse collective. C'est à l'élite d'aller à la foule. La foule vote et elle lit. Par cette double fonction elle agit sur le gouvernement et sur la presse. Elle renverse tous les jours un peu plus les termes de l'ancienne proposition. Autrefois le gouvernement, hier la presse dirigeaient le peuple. Demain le peuple dirigera le gouvernement et la presse. A l'un et à l'autre la moralité ne peut venir que de lui.

PIERRE BAUDIN.

(*A suivre.*)

LE TURC RÉHABILITÉ

Le Turc réhabilité, voilà le résultat le plus net de la guerre turco-grecque.

N'est-il pas vrai que depuis le jour où les Turcs ont dû se retirer de l'Autriche à la fin du XVIIe siècle, il ne s'était pas produit une complication européenne qui n'eût tourné à leur désavantage ou à leur humiliation ? pas une guerre qui ne leur eût coûté quelque lambeau de territoire, ou un accroissement de privilèges pour les sujets chrétiens du Sultan ?

Pour la première fois, ils ont vaincu un ennemi en rase campagne, et pour la première fois un traité leur apporte un accroissement de territoire, et une rançon, une façon de tribut chrétien.

Le Sultan avait perdu sa flotte en 1827, reculé devant les Russes en 1829. Il ne gagna rien à la guerre de Crimée, perdit cinq provinces en 1877, fit faillite, obtint un concordat de ses créanciers, et passa à l'état de puissance ne vivant plus que grâce à l'appui d'un protecteur.

Maintenant le Sultan a une belle armée, qui a fait ses preuves ; il correspond en termes amicaux avec son ami l'empereur d'Allemagne. Fort de son artillerie sortie des usines du Rhin, et de ses bons bataillons de rédifs, sortis des retraites de l'Anatolie, il a passé sa frontière, et bousculé des adversaires incapables de se mesurer avec ses troupes. Il a pris la Thessalie, et la gardera jusqu'à ce qu'on la lui rachète en bonnes espèces sonnantes.

Quand le Turc s'est répandu sur l'Europe orientale au XVe siècle, la chrétienté, après avoir gémi devant l'horreur de sa défaite, a fini par se réveiller ; la croisade contre le musulman est devenue le grand devoir de la religion et de la civilisation.

Le Turc s'étant malgré tout établi sur la terre chrétienne, et repoussant tous les assauts, il fallut se résigner à le laisser vivre, à entrer en composition avec lui. Le Commandeur des croyants négocia des alliances, et put appeler François Ier son ami.

Dès lors l'empire turc ne fut plus attaqué en masse ; on entreprit de le démolir par lambeaux. Puis on imagina la fameuse question d'Orient, qui n'a jamais été pour les gouvernements européens qu'une ingénieuse excuse de ne rien tenter contre les Turcs. On les traita avec ménagement et cela donna naissance à la plaisante fiction de l'homme malade. Aujourd'hui l'homme malade se porte bien. Il a fait reconnaître son droit à l'existence. L'intégrité de son territoire devient un des grands principes du droit international. L'empire turc est traité comme un membre de la famille des nations.

Quels sont donc les auteurs de cette réhabilitation ?

Les souverains et les ministres de l'Europe entière, une sorte de volonté féroce de maintenir la paix contre tout péril, la logique des faits, la fatalité des circonstances.

La pauvre Grèce a voulu aller contre tout cela. *Go ahead!* Elle a été brisée. Toujours pour la même raison de paix, on n'a rien fait pour elle, que d'empêcher les Turcs d'arriver jusqu'au Parthénon.

Le Sultan s'est montré magnanime, ou simplement bon prince. Il s'est contenté de cent millions de francs et d'un morceau de la Thessalie. Ce souverain musulman, dont l'an dernier on menaçait presque de bombarder le palais, est un sage qui donne des leçons de modération aux hommes d'État européens. Le marquis de Salisbury l'honore. Que dit M. Gladstone de ce résultat ? et que ferait-il s'il revenait au pouvoir ?

Une des plus plaisantes manifestations de ce nouvel état de choses est la situation de l'Europe au sujet de la Crète.

En 1897, les plus grandes nations du monde et les plus civilisées, entreprenaient de doter cette île d'un gouvernement autonome. On ne pouvait alors laisser la Crète à la Turquie, et on ne voulait pas la donner à la Grèce. A moins de la laisser tomber sous la griffe de l'Angleterre, le concert européen devait opter pour l'autonomie.

Ainsi fut fait. Restait à organiser le nouveau régime. Six puissances s'attelèrent à la tâche, on envoya six escadres, six amiraux, six corps de débarquement. Un tel déploiement de splendeurs aurait dû transporter d'aise et de reconnaissance les Crétois. Les sentiments de ces braves gens ne se firent cependant pas si aisément connaître. Il advint bientôt que l'île fut pleine de bandes chrétiennes tombant sur des ottomanes, à moins que ce ne fût le contraire. Il advint encore que les corps de débarquement se mirent de la partie, ce qui attira contre eux les coups des Turcs et des chrétiens, et que les escadres durent procéder à des bombardements. On se bat moins maintenant dans la bonne île de Crète ; cependant la question n'a pas fait le plus petit progrès. Avant qu'il soit longtemps, on adoptera pour en finir le plan du Sultan lui-même sur l'organisation de l'autonomie en Crète.

Il installerait comme gouverneur un sujet turc de son choix ; des troupes turques seraient cantonnées dans un certain nombre de garnisons sur la côte et désarmeraient les insurgés et en général tous les chrétiens. Des navires turcs seraient à l'ancre dans les eaux crétoises. Ainsi protégées, les populations pourraient s'occuper en toute liberté du règlement de leurs affaires intérieures.

Le concert européen n'a pas paru du tout effarouché de ce projet d'autonomie pour la Crète... à la turque. De toute évidence, le Turc n'est-il pas réhabilité ?

A. Moireau.

JEAN ET JACQUELINE [1]

Nouvelle.

Jour de Pâques ! — C'est, depuis le premier matin, le carillon joyeux qui frappe l'air déjà tout imprégné de l'odeur exquise des lauriers et des premières fleurs.

Par tous les sentiers qui montent vers l'église, ce sont des processions de gens en leurs plus beaux habits, les taches blanches des bonnets tuyautés des enfants et des aïeules ; le repos de la campagne entière, l'air de fête des métairies ensoleillées, le grand hymne heureux et paisible qui monte de la terre au sein ouvert pour faire naître les moissons.

Jean n'a pas longtemps dormi cette nuit... et avant l'aube, il est venu s'accouder longuement à sa fenêtre, d'où ses yeux ont suivi la glorieuse levée du jour...

La lumière est éblouissante maintenant, sur toute la vallée ; et les sonnailles des troupeaux inactifs, joignent leur tintinnabulement à celui des cloches, et depuis un instant la lente sonnerie spéciale annonçant la grand'messe a commencé.

Alors, en lui, l'impatience augmente ; on va descendre bientôt, on va se réunir au jardin, pour se mettre à la suite de tous ceux qui sont partis déjà des lointains hameaux et qui marchent lentement,

1. Voir la *Revue* du 25 décembre 1897.

les enfants et les vieillards; — et Jacqueline sera là, ils iront côte à côte; et peut-être, pourront-ils causer à voix basse...

C'était vrai qu'il l'aimait toujours! Elle avait été sa première émotion, son premier désir fort. — Oh! sans rien de la passion morbide et affolante qui régit les tempéraments complexes, mais seulement la forte et simple envie d'une nature saine qui s'épanouit, et cherche dans une autre l'assouvissement de toutes ses forces aimantes, tendresse, amour, abandon jeune... tout ce qui germe admirable dans l'être, avant que le contact de ses semblables ne l'aient perdu!

Comme il s'exaspérait à ne pas la voir apparaître sous la porte, Jacqueline s'y montra soudain comme une belle fleur rigide, dans l'encadrement des premières feuilles : en cette même seconde, leurs yeux se rencontrèrent, et se sourirent.

En deux bonds, Jean la rejoignait en bas. Elle mettait ses gants, souriant toujours d'un petit air moitié timide et moitié moqueur, où se devinaient tant de choses que les paroles ne disaient pas.

— Bonjour, Jean. Quel beau soleil!

Elle lui tendit la main qui n'était pas encore gantée.

Il la prit sans rien dire, presque timide lui aussi.

Comme il avait l'air embarrassé, — tantôt s'appuyant à la porte, tantôt faisant quelques pas dans l'entrée, elle l'interrogea:

— Vous avez l'air si nerveux et préoccupé... il ne faut pas, voyons, aujourd'hui... qu'est-ce que c'est, dites-moi?

Il la regarda cette fois, tout au fond des yeux:

— C'est que, dit-il, il nous reste à peine deux jours à passer ensemble; et si nous ne sommes pas plus seuls qu'hier...

Il me semble que nous avons tant de choses à nous dire.

Il la regarda encore, comme pris de la crainte soudaine d'être le seul des deux, peut-être, qui avait à parler, mais le regard qu'elle lui rendit calma cette inquiétude!

Elle aussi, elle l'aimait toujours! D'un amour moins impatient sans doute, mais plus réfléchi, et prêt au sacrifice de l'attente, comme seul est l'amour des femmes vraies, — d'un attachement plus raisonné, fruit de l'expérience presque involontairement acquise au spectacle de la vie quotidienne, là-bas, dans la grande ville; — mais cependant, plein de tendresse jeune, de désir de dévouement, d'ambition de gloire pour ce Jean dont elle sentait tout le talent pur, exempt d'influences, génie immaculé germé dans cette âme vierge, comme une éblouissante fleur sur quelque terre inconnue des hommes.

Comme elle allait lui répondre, ses sœurs entraient à leur tour, presque immédiatement suivies de leur mère qui se mit à presser tout le monde, disant qu'on était très en retard, et rapidement on se mit en route.

A quelques pas de l'église, dont les portes étaient restées ouvertes, les chants s'entendaient déjà, — les voix d'enfants, et les voix graves des hommes, — et dès le seuil, ce n'était plus qu'une masse compacte de têtes à demi perdues dans la fumée de l'encens.

Mme d'Etchebiague et ses deux plus jeunes filles pénétrèrent dans le chœur où les attendaient leurs chaises marquées à leurs noms, suivant l'usage des campagnes; — ce ne fut pas cependant sans une hésitation, et un regard en arrière, qu'elle laissa Jacqueline seule avec Jean; mais la pensée que le silence de l'église empêcherait toute conversation suivie, la rassura.

D'abord, ils montèrent à la première tribune. Elle était comble, impossible de s'y arrêter; alors ils allèrent jusqu'à la seconde, et juste avant d'y arriver ils se trouvèrent sur une sorte de petite plate-forme où l'on aboutissait par deux marches qui leur servirent de sièges.

De là, ils voyaient tout, et ne pouvaient être vus, à cause de la demi-obscurité où ils se trouvaient. Ils dominaient toute la foule, contemplaient les spirales de fumée qui montaient des encensoirs, le scintillement atténué des ors sous les lumières, la majesté liturgique des officiants...

Ce fut un instant où leur pensée se dispersa, entraînée par leurs yeux, puis, comme le chant cessait et que le recueillement semblait se faire plus grand dans l'Église, ils se regardèrent, et Jean comprit, au regard de Jacqueline, qu'ils devaient demander au ciel de les aider...

Alors, à genoux tous les deux, ils dirent une prière, et, quand le chant reprit, ils s'assirent de nouveau, mais déjà plus près l'un de l'autre. Le premier, Jean hasarda une parole, et ce fut une parole d'amour: Jacqueline l'écouta... heureuse simplement de l'entendre, ne trouvant pas que le lieu fût mal choisi pour parler d'amour! Au contraire, dans la grande foi solide de son âme, il lui semblait qu'elle confiait davantage son souci à celui dont elle espérait tout secours, et que sa prière était ainsi plus sûre d'être exaucée...

Jean, dont la nature ardente avait un grand penchant mystique, laissait sa pensée s'exalter, se perdre en un rêve d'amour, de gloire, dont il couronnerait le front de cette femme... il se berçait à la douce certitude qu'elle saurait comprendre sa conception de tout, sans qu'il ait jamais un mot à dire... ce mot qui ouvre grand le gouffre entre les êtres...

Il sentait qu'elle serait l'épanouissement et l'apogée de son talent, l'appui de ses découragements, la

raison de ses énergies... il la voulait à lui, à la fois, comme une femme et comme une déesse...

Ils causaient si près maintenant, que leurs visages se touchaient presque. Ils avaient croisé leurs mains dans une étreinte forte...

Soudain, la petite clochette, annonçant l'élévation, retentit... Ce fut un grand fracas de chaises qu'on retourne, et puis un silence mort, où, seule, la petite clochette s'agitait par intervalles, dans un tintement bref et saccadé.

Toutes les têtes étaient baissées vers la terre. Le prêtre éleva l'hostie et, la ramenant vers lui, se prosterna dans l'adoration...

Jean et Jacqueline, prosternés aussi, laissaient se toucher leurs têtes; — leur abandon l'un à l'autre était entier; l'émotion ambiante les prenait, dans l'engourdissemant des parfums de l'encens, des lauriers et des lys...

En cette seconde de recueillement profond, leurs lèvres se trouvèrent et s'unirent, dans leur premier baiser d'époux...

. . . .

* * *

A quelques mois de là, ils se marièrent, parce que l'amour de deux êtres jeunes est plus fort que toutes les résistances, que toutes les considérations d'intérêt ou d'avenir.

Mme d'Etchebiague céda à contre-cœur, mais elle céda, parce qu'elle connaissait bien le caractère de sa fille, et que cette dernière s'était expliquée de façon à ne pas laisser de doute dans l'esprit de sa mère, sur ce qu'elle était décidée à faire, soit tout de suite, soit dans dix ans.

Et la vieille ruine d'Aldaïtz retrouva sa gaîté des autrefois enfuis quand ils y entrèrent, et que Monique embrassa sa nouvelle maîtresse, comme elle eût embrassé Jean.

Le dîner les attendait dans l'antique salle à manger carrelée, où on avait de nouveau rentré les orangers par crainte du froid; — les vieux orangers que Jacqueline connaissait depuis son enfance...

Et il n'y avait, dans leur entrée en ménage, rien de cette étrangeté qui s'empare des moins timides, à la vue d'un logis nouveau; — non, tout cela était aussi familier à Jacqueline qu'à Jean, et leur union leur semblait la chose la plus prévue... arrivée parce qu'il le fallait... que cela devait être.

L'hiver était déjà revenu, avec ses journées courtes, sans crépuscules; les gaves roulaient plus fort leurs eaux augmentées par les pluies de fin d'automne, et les grands bois secouaient au vent des soirs leurs feuilles qui tournoyaient comme des nuées d'oiseaux...

La montagne était encore toute blanche, et ses cimes, au premier matin, quand le soleil était clair, argentaient leur manteau d'aveuglantes paillettes...

. . . .

Ce fut, pour Jean, un temps de bonheur infini, où il se plongea avec toute l'ardeur de sa nature. Pendant des mois, il oublia son travail... il ne pensa qu'à aimer Jacqueline.

Chaque jour, elle s'embellissait davantage pour lui, de la tendresse qu'elle lui montrait, de l'indulgence souriante qu'elle mettait à accueillir ses caprices d'artiste, ses folies de poète qui voit au delà de la vie ordinaire...

Quand il lui parlait, qu'il s'exaltait sur un sujet; que toute sa nature, douloureusement sensible, vibrait, et qu'il souffrait presque de cette sensation trop aiguë, elle le regardait; — et parfois, une expression peut-être un peu attristée frôlait son visage... mais ce n'était qu'un éclair, et bien vite elle lui souriait, le calmait, détournait sa pensée, et ils causaient encore doucement d'avenir...

Et Jean l'aimait pour tout cela, pour sa grande nature élevée et forte, et puis pour sa beauté radieuse, l'épanouissement de sa jeunesse, — la joie de l'âme, et la joie des yeux qu'elle lui donnait.

* * *

Cependant, il vint, le jour où il fallut songer au travail. — Non plus seulement à laisser courir sa plume sur le papier au gré de sa fantaisie de la minute, à jeter sur des feuilles volantes des lambeaux de son cœur, mais à réunir une œuvre, à la polir, — pour la vendre. — C'était, là, la perspective odieuse pour Jean!...

Son dernier livre, publié quelques mois avant son mariage, avait eu, pour lui, un succès bien inattendu; et l'opinion et la critique semblaient l'avoir noté à partir de ce jour. Quelques articles plus complets avaient un peu raconté sa vie, sa solitude, le cadre de ce pays admirable qu'il habitait, et ceux qui lisent, semblaient attendre une œuvre nouvelle, avec la curiosité qu'on a de ceux qui n'ont pas encore perdu, au contact des autres, toute personnalité...

Pourtant un « ami de lettres », écrivain arrivé, semblait peu confiant dans une œuvre du même genre; — il lui en signalait les écueils, critiquait sa simplicité peut-être trop grande, — la monotonie qui s'élevait de ses descriptions par trop exactes... « Il faut un peu aider la nature », lui avait-il dit.

Et Jean avait eu une crise de fou rire et de désespoir!

Malgré tout, il s'était mis au travail avec acharnement.

Le soir, sous la lampe, auprès de la grande cheminée, où seul, pendant tant d'années, il avait tra-

vaillé ou rêvé, il retrouva une énergie dont il ne se croyait pas capable...

Jacqueline était toujours auprès de lui, assise sur le canapé à fleurs, où des aïeules, depuis des générations, avaient tricoté de leurs doigts tremblants... elle l'aidait de sa pensée, de l'harmonie de sa tendresse; apaisait ses révoltes, quand parfois il se levait brusquement, et jetait sa plume en disant :

— Bah ! je n'écris pour personne en ce moment... que pour nous deux !

A quoi sert de dire la vérité, de pleurer de vraies larmes; quand elles ne serviront qu'à faire rire ! Pourquoi raconter la nature, puisqu'on n'aime que ce qui est en dehors d'elle ?

L'âme du siècle ne peut trouver aucun intérêt à savoir comment naît, vit et meurt un être humain; à moins qu'il n'accomplisse ces trois actes d'une façon invraisemblable... La douleur des pauvres est banale, celle des hystériques fortunées ou des crétins titrés est seule intéressante : je n'ai pas eu l'occasion de l'étudier...

Et comme Jacqueline cherchait à le calmer, lui donnant l'appui de son grand bon sens de droiture, lui disant qu'il s'exagérait le penchant du jour...

— Regarde le livre de Pierre, interrompit-il; vois cette poignante histoire de sa vie que nous connaissons si meurtrie et si belle ! Je défie le cœur le plus atrophié de ne pas se sentir envahi par une émotion brûlante à la lecture de n'importe quelle page... il faut voir ce que la critique en a dit ! Trop sensible, voyons ! On a bien assez de tristesses, sans les augmenter encore par ses lectures ! Quand on ouvre un livre, c'est pour s'égayer ! Qui en parle, du livre de Pierre ? Personne : il est mort-né, vois-tu, comme la plupart des œuvres sincères.

— Mais, Jean, je t'assure que le penchant changera, la crise est trop aiguë pour durer; et ceux qui luttent, recueilleront la gloire la plus pure...

— Ou serviront de modèles à ceux qui viendront après et qui pilleront leurs âmes ! Le talent d'imitation est plus précieux que le génie, répondait-il amèrement...

Oh ! la gloire ! La gloire qu'on a gagnée au prix du meilleur de soi-même ! Comme elle doit être douce ! Où sont ceux qui sauront la garder pour les êtres qui la méritent ? Quand disparaîtra-t-elle, la horde des snobs de l'art et de la pensée; — cette armée de demi-cerveaux qui s'acharnent à la poursuite de sensations inventées, quand leurs organisations infirmes ne se sont jamais doutées des véritables !

« Trouver le frisson nouveau ! Découvrir une névrose ! Voilà le tremplin qui du premier coup vous impose ! Combien de génies vrais ont sombré dans cette lutte affreuse de la sincérité ignorée et du talent vendu... mais glorifié...

Et son indignation allait croissante, jusqu'au moment où Jacqueline se levait, abandonnant son ouvrage, et venait poser ses mains sur ses épaules...

Alors il la regardait, et lisait sa pensée; elle disait : Qu'importe ! Le vieux toit nous abrite, et les fruits d'or du verger nous nourriront. L'amour d'une femme et la beauté de la nature ne sont-ils pas assez grands pour remplir le cœur d'un poète !...

* * *

Quelques jours après, une lettre d'un ami de Jean le pressait avec instance de venir à Paris. Elle était de Georges Dervanne, le fils d'un officier ami du père de Jean, et qui, comme lui, avait succombé durant la dernière guerre.

Au début de la campagne, le petit Georges, qui n'avait pas de mère, avait été envoyé à Aldaïtz où il avait séjourné jusqu'au jour où il devint orphelin.

Alors, on l'avait remis entre les mains d'un tuteur qui l'éleva tant que le souci de sa fortune et de son avenir ne lui parut pas trop lourd; puis, le fit émanciper. Et Georges se trouva, presque un enfant encore, jeté à travers la grande ville, confié à ses terribles hasards.

Il avait conservé pour Jean une sorte d'affection fraternelle, et était venu le revoir, il y avait déjà quatre ans de cela; au moment où le nom de son ami avait frappé ses yeux sur les sommaires des Revues de tous genres qui encombraient ses tables.

Car c'était un lettré, ce Georges Dervanne : une sorte de dilettante d'art, raffiné et souple, flâneur d'ateliers, éclectique à l'excès, partageant ses soirées entre le monde rigide, au moins d'apparence, et celui des artistes ; mais, à coup sûr, une intelligence, une assimilation facile de tout; un sensitif bourré d'idées fausses et très souvent malsaines, — mais quand même un cerveau avec des idées, ce qui est presque un cas pathologique de nos jours...

Au début, il avait écrit à Jean des lettres enthousiastes, lui demandant de venir le trouver à Paris, où il saurait le faire connaître, le produire dans les milieux qui apprécieraient son talent... mais Jean n'en avait alors aucune envie.

Ses premiers succès le satisfaisaient au delà : il était seul, sans préoccupations, et c'était, pour lui, le lever de l'aurore.

L'heure des écœurements n'était pas encore venue...

Maintenant, le souci de la vie matérielle s'ajoutait à la crainte de la non-réussite, à l'effroi de sentir l'oubli se refermer sur sa jeune réputation si fragile... à cet effroi de se débattre dans le noir, contre les arrivés qui vous guettent et qui vous étouffent...

Et Jacqueline, le soir même de la réception de cette lettre, avait compris qu'il n'était pas de repos pour

Jean, avant qu'il n'ait vu, entendu et jugé par lui-même.

Elle tombait à un moment trop critique, cette invitation, pour que le seul moyen ne fût pas d'y répondre tout de suite, d'aller ouvrir les yeux sur la réalité des choses, — d'aller s'égarer un instant dans cette halle des âmes, d'où l'on revient à jamais perdu, ou miraculeusement sauvé !

Et elle lui avait dit, dans sa tendresse de femme dévouée : « Pars ! mon Jean. Je t'attendrai avec patience, et je me consolerai à la pensée de te revoir heureux et guéri. »

Et cédant à cette nécessité irrésistible d'aller au-devant de la souffrance qui doit nous instruire, — Jean était parti...

* * *

Ce fut un matin tout embrouillardé de pluie fine et de mélancolie de la grande ville, que Jean arriva chez son ami Georges Dervanne. Il était encore de trop bonne heure pour que ce dernier fût levé, mais, dans le désarroi de sa pensée, Jean n'avait pas songé à ce détail, et comme sept heures sonnaient à peine, le fiacre qui le traînait depuis la gare, à travers la tristesse misérable du grand Paris qui s'éveille, s'arrêta devant le rez-de-chaussée de l'avenue Gabriel.

A peine si, après plusieurs coups de sonnette, le domestique, accoutumé aux habitudes du maître, vint ouvrir, en se frottant les yeux.

— Monsieur Dervanne ? dit Jean.

A la vue du visiteur, le valet sembla se rappeler vaguement qu'il était attendu... il murmura indistinctement un : « Monsieur n'est pas encore levé », — tandis que le cocher déchargeait les bagages, et que Jean, impatienté, allait et venait dans l'antichambre. Cinq minutes s'écoulèrent avant qu'il pût entrer chez son ami.

Pour quiconque a vécu dans la turbine parisienne les quelques semaines nécessaires à s'accoutumer à la mascarade des êtres et des choses, l'aspect de cette chambre eût été indifférent : pour l'impression toute neuve de Jean, il ne pouvait l'être.

La demi-obscurité conservée par les rideaux, l'exotique senteur des cigarettes et des parfums, la profusion des tentures ; — et à mesure qu'il s'approchait de la cheminée, la gerbe inouïe des photographies où femmes du monde, actrices et cocottes se coudoyaient dans une égalité parfaite, cela fut pour lui une première sensation, un attrait pour l'artiste, un charme furtif pour le jeune homme.

Il n'eut d'ailleurs pas le temps de considérer longtemps, car Georges s'éveillait décidément, et bâillait en levant les bras au ciel :

— Excuse cette réception par trop sans-gêne, — mais il me semble qu'il n'y a pas une heure que je suis couché. Comment vas-tu ? Enchanté de te voir ici.

Et comme Jean lui tendait la main :

— Vois-tu, mon vieux, il y a une terrible différence entre nos deux façons d'exister : toi, tu vois lever le soleil, et moi je vois se coucher la lune... Mais, sois tranquille, dans cinq minutes, je serai tout aussi réveillé que toi.

— Je t'en prie, interrompit Jean, continue ton sommeil : j'ai ici de quoi t'attendre, quand ce ne serait que cette galerie de jolies femmes à regarder, et les invraisemblables titres de livres que je vois épars sur tes tables...

Le grand jour pénétrait maintenant entre les rideaux tirés, éclaboussant de lumière l'indescriptible fouillis où tous les arts et toutes les curiosités modernes avaient chacun leur symbole, au milieu des bibelots précieux, des soies et des ors...

Dervanne s'appuya sur son coude en souriant, et son regard embrassa d'une cynique raillerie la litanie des portraits étalés : ses yeux intelligents témoignèrent soudain du retour de la pensée, il s'éleva paresseusement sur son oreiller :

— Ça, mon ami, c'est un des plus remarquables signes des temps. Tu ne croirais pas, sans doute, qu'en la combinaison savante de ce mélange d'images, j'exauce un des vœux les plus chers de nos aimables contemporaines. Pour cet hybride étrange et déplorable qu'est ce genre de « femme du monde », il n'est pas d'injure plus sanglante que d'être mise à une place à part ; — c'est un respect qui l'irrite, une déférence qui l'attriste.

Alors, c'est le nivellement absolu, définitif...

Regarde bien : Cette belle dame que tu vois là, à côté de Bienhamel des Nouveautés ; c'est la comtesse d'Arno que tu connaîtras bien sûr. Son fils a dû quitter Saint-Cyr à cause de la réputation de sa mère, et vient de partir pour le Tonkin où il mourra probablement de la fièvre comme un autre ; — la petite blonde avec l'ombrelle ouverte, auprès de Blanche de Chantilly, c'est la jolie Mme Letilleux, qui va débuter ces jours-ci sur une scène très à la mode : Elle attend qu'il y ait un peu plus de monde à Paris...

Au coin, là, sous l'égide de Leclerc des Ambassadeurs, c'est ma cousine de Rite, c'est elle-même qui a choisi sa place ; j'aurais mauvaise grâce à l'en sortir.

Donc, comme tu vois, plus de monde, plus de demi-monde... à peine du quart de monde...

Et on est parfaitement satisfait, on s'habitue tout doucement à cette confusion qui devient d'autant plus commode qu'elle est plus motivée, le choix des conversations n'est plus un obstacle ; et si parfois on est rappelé à l'ordre, c'est quand le hasard vous

amène dans le salon de quelque vieille repentie qui joue aux grandes manières...

Voilà, mon bon ami; tu vois que c'est bien comme résultat : du reste, tu vas en juger par toi-même, car je t'ai annoncé partout et tu es intéressant à voir; songe donc, un écrivain qui a déjà un nom, et que personne n'a encore vu!...

Jean écoutait parler son ami avec l'intérêt curieux que donne la conversation d'un homme dont on connaît les ressources intelligentes; et sa nature d'artiste cherchait, au cours des paroles, à s'expliquer les raisons et les causes; — non pas vaguement, comme elles pouvaient frapper tout le monde, mais avec le détail intime, nécessaire aux exigences de son cerveau :

Il reprit :

— Tu ne m'as parlé que des femmes? C'est sans doute un reste de politesse de ta part; — et les hommes, que deviennent-ils dans tout cela?

Dervanne allumait une cigarette, il en prit délicieusement une bouffée, puis de sa voix qui semblait toujours rire un peu :

— Pour ceux-là, le chapitre sera bien moins long : tu sais que mes sympathies ne penchent pas plus d'un côté que de l'autre; — la différence est trop peu sensible...

Les hommes traitent les femmes comme elles désirent être traitées. Puisque je viens de te dire que cela leur plaît. Tu me diras qu'elles ne sont pas difficiles, — d'accord; mais enfin c'est ainsi.

Et puis tu ne voudrais pas que nous nous dépensions en génuflexions morales devant celles qui détruisent en elles avec acharnement tout ce qui fait qu'une femme peut porter ce nom... Que font les hommes, dis-tu? Ils en profitent, et ils s'en moquent...

Oh! je ne veux pas dire que nous valons mieux pour ça... mais que veux-tu? Donnant donnant... Quels sont ceux qui se décideront à changer les premiers? Je laisse cela à tes méditations, pendant que je vais prendre mon bain; — et ce disant, Georges disparut sous une portière, en chantonnant quelque refrain d'opérette...

*
* *

Il y avait foule ce soir, chez Mme d'Arno.

Un de ces salons modernes où se coudoient, dans le plus pitoyable abandon, des spécimens de chaque subdivision de cette société nouvelle qui va des noms déjà ternis par leurs représentants actuels, jusqu'à la basse pègre des aventuriers; en passant par les artistes de tous genres, avec ou sans talent, les femmes à histoires encore mystérieuses, les franchement déclassées, et celles qui le seront demain.

On circulait difficilement, dans ce flot humain, d'où émergeaient d'admirables têtes aux expressions folles, parfois effrayantes, ou paralysées par le fard; des yeux de bêtes traquées, des regards de filles... et de temps en temps, sur l'affolement de tous ces visages, le masque rêveur et imperceptiblement souriant de quelque intellectuel sincère amené là par la curiosité incessante de l'impression, l'occasion de l'étude, ou même une heure de désœuvrement.

. . . .

Il y avait, au programme, des chansons modernes, chantées par les étoiles des tréteaux à la mode, et pour la fin, quand le gros des « quelconques » serait parti, une admirable tragédienne, dont le talent venait de jeter au monde du théâtre une sorte de défi, devait dire des vers de Jean.

Sans école, sans travail, cette Zaddi aux yeux de Tanagra, aux inflexions de voix frémissantes, s'était levée incomparable, inouïe d'abandon dramatique, d'émotion mortelle, jetant sur ceux qui l'écoutaient le déchirement de son timbre, et l'effroi de ses yeux.

Quand Dervanne et Jean entrèrent, Mme d'Arno sortait d'une petite serre attenante aux salons : l'actrice marchait à côté d'elle, — les deux jeunes gens s'avancèrent, et Jean fut présenté.

— Le triomphateur de ce soir, sourit Mme d'Arno, en lui tendant la main; — et faisant doucement avancer la jeune femme en s'effaçant derrière elle :

— Peut-être auriez-vous à causer tous deux, puisque vous ne vous connaissez pas encore, et que Zaddi va dire tout à l'heure vos admirables pages des « Lys de pierre ». — Je vous laisse un instant.

Et prenant le bras de Dervanne, elle rentra dans les salons.

La jeune femme s'appuya à la paroi vitrée, et, lentement, leva les yeux vers Jean, dans une interrogation muette, et comme attendant sa parole.

Le hasard la coiffait de la retombée d'une touffe d'orchidées descendant d'une jardinière suspendue au-dessus de sa tête...

Lui, sans un mot, la contemplait, dans la surprise de sa grande beauté, et le désir de trouver tout de suite le trait d'union entre cet extérieur farouche et sans doute complexe à l'infini... et la simplicité des « Lys de pierre ».

Brusquement, il lui demanda :

— Pourquoi dites-vous mes vers?

Elle eut un mouvement rapide, comme si elle allait répondre, mais elle se tut, et son regard prit une fixité de sphinx.

Étrange créature, pensa Jean, tandis qu'elle regardait droit devant elle, comme pétrifiée dans sa pensée.

Il répéta sa question plus doucement, en l'excusant par sa modestie.

— Je les dis, parce que je les aime, — je les aime parce qu'ils sont simples.

Chacune de ces paroles tomba de ses lèvres, comme le son d'une perle tombant dans une coupe d'or.

Un étonnement passait dans les yeux de Jean.

Elle continua très vite :

— Cela vous surprend, que ce soit encore un charme! — Oh! je ne voudrais pas vous dire qu'on le subit pour lui-même, puisque plus rien de simple n'existe; mais n'est-ce pas une des inexplicables névroses du jour : la recherche de la sensation quelle qu'elle soit, et par quelque moyen qu'on se la procure...

Ils s'assirent sur un divan adossé à des palmiers.

Il voulait lui parler, tâcher de savoir davantage d'elle, essayer de saisir sur ce front de marbre, dans ces yeux effrayants, quelque chose, un signe, un éclair qui lui dirait si tout cela était sincérité ou mensonge..., mais rien, que le mouvement continuel et lent des paupières, s'élevant et s'abaissant comme des paupières de fauve, et le battement languide de l'éventail exhalant un parfum lointain.

Il reprit encore :

— Aimeriez-vous que j'écrive des vers tout exprès pour vous?

Le visage de Zaddi changea, — un petit frémissement descendit de ses yeux à ses lèvres.

Elle se tourna vers lui, comme si elle avait surpris sa pensée dans son cerveau :

— Oui, dit-elle, parce que je serais seule à les dire, — ils m'appartiendraient. Elle mit dans ce dernier mot une intonation spéciale, où tremblait un irréductible orgueil.

Elle continua encore, adoucissant soudainement sa voix :

— Pour ceux qui ont le sentiment de leur art jusqu'à la souffrance, la jalousie de la pensée qui a pu dominer la leur, est plus féroce que la jalousie de l'amour! — Je sais bien qu'en ces temps où rien ne vibre, où le talent est le fils du métier, ce que je vous dis là paraît outré sans doute..., pourtant vous pouvez le comprendre plus facilement que tout autre, puisque vous n'avez pas subi d'influences, et que vous êtes bien vous-même encore! Nous sommes presque semblables, voyez-vous; — nous arrivons tous deux dans ce grand Babel où les génies commencent par se parler d'incompréhensibles langages, et peu à peu, au contact les uns des autres, finissent déplorablement par se reconnaître, et misérablement par s'imiter!

« Depuis les quelques mois que je suis ici, je n'ai voulu rien entendre, pour ne pas avoir à lutter. Vous saurez, si vous restez ici quelque temps, ce que c'est que de se défendre. Paris est la fosse commune où viennent s'ensevelir les plus radieuses gloires, dans la promiscuité déshonorante des voleurs d'âmes et de pensée!

Elle s'était animée, et son visage, pâle tout à l'heure, était devenu tout rose : les fines ailes du nez s'agitaient avec la respiration plus pressée.

Une ritournelle de piano annonça une chanson.

— Voulez-vous me faire un plaisir? hasarda Jean; — ne dites pas mes vers ici, ce soir.

— Si, répondit-elle très vite, je veux les dire; — je me le suis promis, je veux que vous les entendiez.

Dervanne traversait le fond de la serre à ce moment, — il jeta à Jean un sourire qui le froissa.

Ils demeurèrent un instant silencieux, comme suivant tous deux la même pensée.

Jean se leva :

— Voulez-vous rejoindre Mme d'Arno? Peut-être vous cherche-t-elle?

— Si vous voulez, murmura-t-elle, indistinctement.

Et ils arrivèrent à la porte du grand salon, où les éclats de voix cyniques ou gouailleuses détaillaient la chanson moderne.

Les expressions des femmes étaient intenses de curiosité : le cou tendu, les yeux fixes, les lèvres entr'ouvertes, elles semblaient boire avidement les insinuations obscènes, les histoires de la rue, tandis qu'un malsain sourire éclairait leurs pâles visages, aux ralentissements des sous-entendus les plus débraillés...

Jean, debout au coin de la porte, détourna la tête, et rencontra les yeux de Dervanne, immédiatement derrière lui.

Ce dernier murmura à l'oreille de son ami :

— Es-tu édifié?

— Tristes créatures! répliqua Jean brutalement, presque assez fort pour être entendu; et il retourna s'asseoir seul dans la serre.

La pensée de Jacqueline l'y suivit.

Ce fut, comme dans une atmosphère viciée et irrespirable, une brise fraîche, un parfum de fleurs très pures qui serait venu caresser son front... une vision d'Aldaïtz se fit aiguë devant ses yeux.

Le vieux salon aux carreaux de pierre, où il avait tant travaillé cet hiver, travaillé sous l'encouragement tendre de cette femme qui ne lui semblait plus humaine, — à côté de celles qui prétendent appartenir à la même espèce.

Il ressentit l'impression adorable de confiance et d'abandon qui l'avait envahi, quand ils étaient tous deux accoudés à la fenêtre de leur chambre, il y avait à peine une semaine; par ce radieux matin de timide printemps, et qu'elle lui avait dit : Pars, mon Jean, je sens que la paix ne te reviendra pas, tant que tu n'auras pas vu toi-même, tant que tu n'auras pas senti que les conseils qui t'attendent là-bas sont pervers!

Oh ! je sais bien qu'ici, parfois, tu te sens perdu, loin de tout, que le désir de voir de plus près l'infernal rouage qui fabrique le succès ou l'oubli, te hante ; — pars, et tu me reviendras peut-être bien triste, mais ma tendresse te consolera, et tu seras guéri pour toujours.

Et il l'avait embrassée, tenue dans ses bras longuement, dans l'admiration émue de ce dévouement de femme simple, aimante, sublime.

Et pourtant il était parti, — parti malgré sa foi grande en l'instinct de cette nature si complète et si sûre, — parti parce que les leçons de la vie ne peuvent pas nous servir sans souffrance...

Renversé dans un fauteuil, les yeux perdus en cette fixité qui détruit les distances, il se laissait aller à ce rêve de souvenir, quand Dervanne fit irruption dans la serre.

— Enfin je te trouve, mais que fais-tu ? Qu'attends-tu, mon cher? On t'applaudit et tu te caches? Mais viens donc, c'est un triomphe !...

Jean se leva, comme sortant d'un sommeil.

— Que dis-tu ? interrogea-t-il.

— Je dis un triomphe ! Mais viens donc, réveille-toi, ou tout sera fini... Cette Zaddi est inouïe de talent !

Ils arrivaient, sans attirer l'attention, à la porte du fond du salon :

C'étaient les dernières strophes des « Lys de pierre ».

Debout, sur l'estrade fleurie, d'où elle s'érigeait comme une merveilleuse statue, les bras pendant le long du corps, et la tête renversée dans une sorte d'extase, l'actrice donnait à la pensée un souffle divin ; au rythme, une harmonie séraphique...

Et comme le dernier vers était venu, traînant encore, en un chant qui ne mourait que peu à peu, — ce fut un écroulement de bravos, un tumulte, une folie d'enthousiasme, au milieu desquels Jean fut amené de force, eut les mains serrées par cent personnes dont il ne vit pas les visages, fut assailli de questions, de curiosités, d'invitations qu'il accepta toutes, sans savoir pour quand ni chez qui ; — et après dix minutes d'effarement, réussit encore à s'échapper dans l'espoir de retrouver la tragédienne, pour lui dire son émotion et sa reconnaissance...

Il courut la demander : elle était partie, ajoutant à son succès, l'originalité de se soustraire aux compliments...

Quand ils furent dans la rue, Dervanne prit le bras de son ami :

— Eh bien ! dit-il, es-tu satisfait ?

Et comme Jean répondait en hésitant, — il reprit :

— Écoute, mon cher, nous sommes trop bons amis pour que je fasse vis-à-vis de toi, comme cette foule mercenaire dans laquelle soixante-quinze imbéciles applaudissaient parce que vingt-cinq, qui savaient vraiment pourquoi, avaient applaudi.

Je suis trop habitué au monde, et surtout à ce monde-ci, pour y passer deux heures, sans en avoir trié les rares choses à retenir, dans le flot des inepties : c'est un entraînement qui ne s'acquiert qu'à la longue pratique ; l'esprit se blase sur une certaine classe d'idées creuses, comme l'oreille sur des bruits connus, toujours les mêmes, et qu'elle n'entend plus...

Eh bien ! le résultat est que, malgré tout ton succès; dans l'opinion des artistes qui comptent, ton genre de production est au-dessous de ton talent...

— Que veux-tu dire ? interrompit Jean qui semblait ne pas comprendre.

— Je veux dire que ton extrême simplicité qui fut un merveilleux attrait pour te faire connaître, — cette simplicité a vécu ; en un mot, et pour être brutal, tu peux tirer un tout autre parti de toi-même.

Oh ! je sais bien : tu vas m'opposer tes immuables théories, je les connais et je les admire, ce qui ne m'empêche pas d'apprécier leur valeur de nos jours. Continue à les mettre en pratique, et ton nom est mort ! Elles ne sont plus étalées que par les médiocres, vois-tu ; par ceux qui mettent leurs échecs continuels sur le compte de leur intransigeance... Mais toi...

Tiens, sais-tu ce que disaient Breillan et Donnet, ces arrivés qui ont érigé la collaboration, dans tous ses genres, à la hauteur d'une entreprise commerciale, étonnamment lucrative du reste ; — j'ai surpris la phrase de Breillan, — il disait à son complice : « Le jour où ce campagnard aura trouvé le « frisson utile », il nous aura bientôt mis d'accord. »

— Ah ! oui, le frisson, reprit Jean, celui qu'on ressent à l'étude attentive de la décomposition des êtres, de leurs désœuvrements malsains ; — autrement dit, se faire l'amuseur des gâteux et des filles, et se vendre au poids d'avilissement de sa plume.

Dervanne se tut un instant, et continua cynique :

— Cela vaut peut-être mieux que de ne pas se vendre du tout !

Ils marchèrent cent pas, silencieux, tous deux envahis par une colère différente ; — Dervanne recommença le premier.

— Alors ne te plains pas, et contente-toi de chanter la nature « telle qu'elle est » : c'est infiniment plus beau, bien sûr, mais il faut avoir un tempérament de troubadour ; et si dans la décoration, le goût du siècle nous ramène vers cette époque, j'avoue que notre littérature ne nous en rapproche pas du tout...

Mais tout cela, ce sont des paroles : tu luttes, parce que tu es encore à la période où un sincère génie comme toi, lutte et ne veut rien céder. Mon souhait est que tu sortes de la bataille aussi intraitable qu'aujourd'hui : si telle est la conclusion quand tu

quitteras cette « foire des consciences », si l'ombre d'un regret ne t'a pas frôlé, et que le grandiose mépris d'une gloire qui ne serait pas immaculée persiste : tu seras un géant, et je me trouverai l'ami d'un phénomène...

Jean ne répondait rien et demeurait songeur...

Sa pensée, un peu dispersée, se reposait par instants sur l'ange qui habitait la chère vieille demeure, où tout était pur, où tout était grand ; — où la femme admirable, fille de la nature admirable, rêvait sans doute à cette heure, comme rêvent les fleurs ; où l'air imprégné du parfum insaisissable des perce-neige ne portait sur ses ailes que la sublimité et la foi !...

Et puis, par instants aussi, elle revenait aux acclamations de tout à l'heure, à la caresse de gloire qu'il avait ressentie, à l'incarnation inouïe de cette Zaddi, à ce qu'elle lui avait dit, et aussi à ce qu'elle lui avait caché...

Comme ils tournaient au coin de l'avenue Gabriel, Georges rompit de nouveau le silence :

— Tu es tout à fait muet, mon bon Jean, tu ne dis rien : quel bonheur ce doit être, de ne descendre sur terre que pendant le tiers de son existence !

— Ici ce serait encore beaucoup trop, répliqua Jean.

Et ils entrèrent chez eux, en se disant bonsoir.

ARTHUR CHASSÉRIAU.

(*A suivre.*)

LA CONFESSION D'UN ENFANT DU SIÈGE

Je ne me lasserai donc pas d'aimer les romans réalistes ! On appelle généralement réalistes des romans où il n'y a guère que de l'imagination, mais une imagination tournée vers les choses malpropres, et qui les exagère. Ce n'est pas tout à fait cela. Le roman ingénument réaliste, qui n'a pas d'imagination, qui a pour objet la réalité et qui a pour vertu première « une absolue soumission à l'objet », comme disait Sainte-Beuve, et qui se borne à choisir dans la réalité ce qu'elle a de saillant et d'intéressant pour l'histoire des mœurs ; voilà ce dont je ne me lasse point.

C'est George Sand qui m'a donné ce goût-là...

— Vous n'êtes pas fou ?

— Je ne crois pas. C'est George Sand, même avant Flaubert, et par conséquent avant Maupassant, qui m'a donné ce goût-là. J'ai lu George Sand concurremment avec Balzac, dès que j'ai su lire, entre vingt et vingt-cinq ans. Eh bien, c'est Balzac que je trouvais imaginatif et Sand que je trouvais vraie. Je n'ai pas changé de sentiment jusqu'à la palinodie. A partir de 1835, George Sand a fait vrai. Elle a embelli seulement par la forme. Ses bonshommes, bourgeois, ouvriers et paysans, sont, à la vérité, je ne dirai pas idéalisés, mot qui ne signifie pas grand'chose, sont nettoyés, revêtus d'une certaine grâce aimable et présentés avec élégance ; mais ils sont très vrais, en leur fond, tirés d'une région qui est un peu au-dessus (et voilà tout) de la moyenne de l'humanité, et décrits par une personne qui n'avait pas l'âme noire. Mais ils sont vrais, à tout prendre, tout autant que les êtres vrais et ridicules de Flaubert et Maupassant. Je ne dis pas « plus », je dis « tout autant ». Sand les exagérait très légèrement dans le sens favorable ; Flaubert et Maupassant les exagéraient légèrement dans le sens opposé. Et il n'y a entre ceux-ci et celle-là que la différence, pour le tour de main et l'exécution, d'une âme douce à une âme amère. Mais le souci de la vérité et l'intelligence de la vérité est la même chez tous les trois. — Quant à Balzac, c'était un poète épique.

M. Michel Corday, à qui nous devons déjà quelques romans de mœurs militaires très bien observées, nous donne, sous le titre, dont je n'aime pas le calembour, la *Confession d'un enfant du siège*, un roman d'un réalisme candide, d'une sincérité absolue, d'une franchise de ton, qui n'est pas seulement de la modestie, qui est de la loyauté militaire appliquée à la littérature. Edmond About disait à un débutant : « Vous savez ! Jamais d'invention ! Dans ce qui vous est arrivé et ce qui est arrivé aux cinq ou six personnes que vous connaissez vraiment bien, il y a une trentaine de romans. Il ne s'agit que de savoir les en tirer. Je tiens cette règle de Mme Sand. »

Elle est excellente. L'invention est déjà une manière de charlatanisme. Elle outrepasse les bornes de la stricte probité.

D'autant plus qu'elle n'existe pas. Quand vous croyez inventer, vous ne faites évidemment que mettre en œuvre les éléments recueillis par votre observation, inconsciente ou réfléchie. Seulement, comme vous croyez inventer, ces éléments recueillis de votre observation, *vous ne les respectez pas*, vous les dénaturez, vous les oubliez pour les reprendre ensuite au passage, vous les mêlez de fantaisies et de farandoles ; cela fait un mélange de solide et de gazeux qui n'a pas de nom précis dans aucune langue. Il est bien rare qu'une œuvre offrant une sorte de cohésion puisse sortir de là. Le plus souvent ce qui en sort, c'est un ouvrage parfaitement hybride, qui peut, du reste, contenir quelques belles parties, comme, si vous voulez, l'*Année de Clarisse* du poète — car c'est un poète — M. Paul Adam.

Mais n'y en a-t-il point qui inventent complète-

ment ou presque complètement, si vous tenez à cette réserve?

— Oui.

— Qu'est-ce donc alors que l'invention?

— Je ne suis pas sûr de le savoir. Mais il me semble que cela consiste, chez certains génies très rares, à avoir le cerveau si puissant qu'ils transforment en êtres vivants leurs propres pensées, et qu'entre ces pensées devenues des êtres vivants ils saisissent des rapports qui sont vivants aussi et qui deviennent des faits, des aventures, des histoires, des romans, des poèmes. — Dans ces conditions-là, on n'a pas besoin d'observation. On n'a besoin que de se savoir soi-même. On pense si énergiquement qu'on est soi-même plusieurs hommes : on n'a pas besoin d'en prendre dans la rue. On donne seulement à l'un des hommes qu'on a en soi, puis à un autre, puis à un troisième toute leur précision, toute leur intensité, et les voilà qui vivent et qui ont entre eux les rapports, et par suite les aventures qui résultent de leurs complexions diverses. — Et quand on a le cerveau constitué de cette façon, on est un homme extraordinaire. Mais au-dessous des deux ou trois hommes par siècle qui sont organisés de cette manière-là, il n'y a de bon, de solide et d'acceptable que le réalisme sincère et attentif. Et entre cette région supérieure de tout à l'heure et le réalisme sincère et attentif, s'étendent des limbes nuageux, ternes avec des prétentions au brillant, *inania regna*, où s'ébattent d'éternels demi-impuissants, non sans talent, parfois, mais qui ne mettent jamais la main sur une œuvre définitive.

La *Confession d'un enfant du siège* a un accent de sincérité absolue. C'est tout à fait l'histoire d'un de nous, mais d'un de nous qui réfléchirait sur ce qu'il est et qui se rendrait compte de lui-même. C'est évidemment une histoire vraie, peut-être une autobiographie, mais peu importe; en tous cas et à coup sûr une histoire vraie, observée diligemment par un homme avisé, d'esprit calme et réfléchi.

Marcel Rivière est né à Paris en janvier 1870. Tous les souvenirs qu'il a des premiers entretiens, compris par lui, entre ses parents, sont des souvenirs des deux sièges. Il est l'enfant des heures de larmes et de faim. Son enfance est abominable, comme celle de tous les enfants qu'on est forcé de « mettre internes ». J'ai tort de dire : « Tous. » J'ai un ami, à la vérité seul de cette opinion, qui fut si heureux de l'internat, si heureux, qu'il n'en parle qu'avec attendrissement, qu'il en est le partisan convaincu et enthousiaste et qu'il « met ses enfants internes » non pas, comme tant d'autres, avec résignation, mais avec la persuasion qu'il ne peut pas leur rendre un plus grand service.

Bien entendu, j'ai étudié le cas. Qu'est mon ami? D'abord l'âme la plus droite et la plus pure que je connaisse, et, puisque M. Armand Silvestre me fait le compliment de me traiter de « bon latiniste » et que lui-même adore la citation latine, j'ajouterai pour lui : « *qualem non candidiorem terra tulit.* » Ensuite, c'est le plus sociable des hommes. La camaraderie est pour lui une vertu et il la pousse jusqu'à être une vertu charmante. Voilà le point. Il était né pour l'internat. Il était né pour le phalanstère. C'est un fouriériste. Disons plus humainement que c'est un fraternel. Pour un caractère comme celui-là, l'internat, c'est le bonheur. Mais c'est un caractère rare. Pour tout timide, et tous les enfants sont timides, pour tout être de délicatesse un peu féminine, pour tout sensible, l'internat est un supplice, et un supplice auquel on s'habitue; et le plus grand malheur peut-être est de s'y habituer.

On a assez dit, je crois, que l'internat est l'image de la vie sociale. En disant cela, on l'a précisément condamné. La société brise le cœur ou le bronze, comme a dit excellemment Chamfort. Eh bien, l'internat, c'est la société venant trop tôt, prenant trop tôt des êtres qui ne doivent être encore ni brisés ni bronzés. L'internat c'est une vie sociale prématurée. Ne perdons jamais de vue que l'idéal serait, conformément à la nature, l'homme ne sortant de la famille qui l'a fait que pour entrer dans la famille qu'il commence à faire. Nous en sommes loin. Entre la vie de famille de l'enfant et la vie de famille de l'homme mûr il y a un intervalle d'au moins dix ans consacrés à passer des examens. *Tout au moins*, cet intervalle, ne l'augmentons pas de dix ans d'internat, ce qui porte à vingt années la période où l'homme ne vit aucunement de la vie de famille, ou plutôt ce qui fait qu'avant son mariage il n'en a *jamais* vécu. L'abolition de l'internat doit être une des quatre ou cinq œuvres — ne chargeons jamais les programmes — que devra réaliser le XXe siècle.

Par ainsi, Marcel Rivière a été interne douze ans et en a gardé au palais une saveur amère. Puis il a été reçu à l'École polytechnique et il a gardé de son séjour à l'X un souvenir délicieux.

— Tiens!

— Ne l'en croyez donc pas! C'est une illusion. Il croit avoir été heureux *à* l'École polytechnique, et c'est vrai; il croit avoir été heureux *par* l'École polytechnique et c'est faux. Il était heureux à cette époque et en ces lieux, parce qu'il était amoureux de sa cousine Paule et qu'il la voyait deux fois par semaine. Il n'y a pas autre chose dans son affaire. Pour moi, j'ai été à l'École polytechnique, ou à peu près, et j'ai trouvé surtout que c'était assommant. C'est que je n'avais pas de cousine Paule. Je n'ai été heureux que quand j'ai eu *ma* chambre, *ma* vie personnelle, et *ma* fonction sociale. Il

m'a semblé que c'était de ce moment que j'existais.

Voilà que j'écris mes mémoires. Croyez-vous que ce soit pour vous occuper de moi? Point du tout. C'est pour vous montrer quel est précisément le charme des livres comme celui-ci. Parce qu'ils sont sincères, ils deviennent intimes. Il semble qu'ils vous racontent autant qu'ils racontent leur héros, et leur histoire s'entrelace avec la vôtre. Comment ne seraient-ils pas intéressants ?

Donc Marcel aime sa cousine Paule et sa cousine Paule l'aime très tendrement aussi. Par suite, elle épouse M. Adour : « Toutes les jeunes filles ont un mari idéal. Seulement elles en épousent un autre », dit Annette dans *la Contagion*. Paule épouse M. Adour, grand brasseur d'affaires et constructeur de « chemin de fer du littoral »; et après un désespoir sans nom, Marcel devient le secrétaire de M. Adour; car la vie ne va pas autrement.

Et c'est ici que se place l'évolution du caractère de Marcel. Il était droit, relativement pur, très honnête, et tout cela s'en va assez vite au contact de la société et sous l'influence des lectures.

Que voulez-vous, nous dit, avec assez de bon sens Marcel; le vrai « déraciné », ce n'est pas celui qui passe d'un pays dans un autre. C'est celui qui passe d'une classe dans une autre. J'étais un plébéien frotté d'un peu d'histoire, d'un peu de géographie, de beaucoup de mathématiques et de chimie, et, n'ayant reçu, pour cause d'internat, aucune éducation, les hommes n'ayant pas trouvé d'autre bouillon de culture morale que la famille. Je n'étais pas mauvais. J'étais même bon de naissance. Mais c'était tout; et cela ne suffit point. Là-dessus je vis dans un monde où l'on ne parle absolument que d'adultère et de quelques autres choses de ce genre, quand on n'y parle pas d'argent. Je lis des livres, les seuls qu'on lise autour de moi, qui roulent exclusivement sur l'adultère et quelques autres choses du même désordre. Ma conception de la société et de la vie s'en ressent assez vite. Il faut un effort d'esprit assez grand pour se dire que cette société se compose de dix mille hommes et femmes sur trente-sept millions, et que ces livres peignent exclusivement ces dix mille hommes et femmes à l'exclusion des trente-sept millions qui circulent aux alentours.

Et c'est ainsi que Marcel Rivière est sur le point, oh! mais absolument sur le point, de devenir l'amant de son amie Paule, épouse légitime de M. Adour. (Il faut faire attention aux noms qu'on donne aux personnages. Cette femme qui va de Rivière en Adour et d'Adour en Rivière... Je vous laisse à faire là-dessus les plaisanteries obligatoires.)

Ce qui sauve Mme Adour, et ce qui sauve aussi M. Adour, bien que le malheur soit moindre à être victime du crime qu'à le commettre, comme dit Socrate, c'est que M. Adour saute. Les chemins de fer du littoral font toujours sauter quelqu'un. Acquitté, mais démantelé (car dans notre temps, peut-être bizarre, il vaut peut-être mieux être condamné qu'acquitté; condamné, on a encore la ressource d'écrire ses mémoires); acquitté, mais jeté à la côte, Adour va chercher fortune en Amérique. Sa femme l'y suit. Marcel Rivière reste seul sur le quai de la gare du Havre.

Il réfléchit, et conclut; et sa conclusion fait le dénouement.

Il réfléchit : la haute vie est corruptrice pour tous ceux qui l'aiment, et il est bien inutile de la mener si on ne l'aime pas. La vérité, découverte par les Égyptiens, qui étaient sages comme des sphinx, est de rester dans la classe où le hasard nous a fait naître, en visant, si l'on veut, aux premiers rangs de cette classe, mais sans jamais en franchir les limites. — Il est sain aussi de mépriser la littérature, ou de ne pas la prendre au sérieux, et d'être assez fort, qui peut, pour ne pas la laisser s'infiltrer et déposer en nous comme élément de vie morale, ce qui, le péril étant assez grand, revient à dire qu'il vaut mieux encore s'en passer tout à fait. — Il faut avoir un principe dirigeant, et c'est moins facile pour ceux qui n'ont pas la foi religieuse que pour ceux qui l'ont; mais encore aimer les humbles, aimer sa famille et aimer son pays est un programme qui ne peut guère tromper, et qui peut suffire à remplir une vie.

Telles sont les réflexions de Marcel Rivière, qui sont exprimées par M. Michel Corday en quelques pages très élevées et très fortes.

Et la conclusion, c'est que Marcel Rivière doit épouser Emma, sa petite amie. Emma est sa petite voisine d'enfance, fille de bon ouvrier à l'aise. Dans son adolescence, Rivière regardait avec quelque intérêt la figure fine et le sourire « chatouillé » de la mère d'Emma; et il jouait avec Emma elle-même sans songer à mal.

Que peut-on faire de mieux que d'épouser la fille aimable d'une femme qu'on a un peu aimée? Rien du tout. Cela pourvoit à toutes choses. Les amours qui remontent aux années d'enfance sont comme des amours innées; et quand, de plus, elles ont, honnêtement, quelque chose de quasi héréditaire, oh! comme elles doivent être fortes sans en avoir l'air! Et puis encore, ce que peut avoir de désobligeant une belle-mère est toujours atténué par ce fait qu'on se souvient un peu de l'avoir connue femme. Ce Rivière est devenu un sage. Il l'est presque trop, si on peut trop l'être.

Et de fait, il épouse Emma, et il en a déjà un fils aux dernières nouvelles. Celui-là ne sera pas interne; il

ne sera pas l'ami imprudent de sa cousine riche ; il ne sera par l'amant d'une femme mariée ; il ne sera pas l'homme qui veut sortir de sa sphère ; il ne sera pas l'homme qui se laisse intoxiquer par de mauvaises conversations et une mauvaise littérature... et puis, il sera peut-être tout cela, de même ; car qui peut répondre ? Mais c'est le rêve tout contraire que son excellent père fait pour lui.

M. Michel Corday a du talent, une sensibilité vraie, une chaleur de cœur et une ardeur de conviction qui se répand sur le livre qu'il écrit et qui se communique au lecteur. Son livre est cordial. M. Corday n'écrit pas assez bien. Certains procédés de style, comme les exclamations un peu commodes, se répètent trop souvent sous sa plume, experte du reste. Ce sont légers défauts. M. Michel Corday, qui doit avoir à peu près l'âge de son héros, est appelé à une carrière littéraire très honorable.

— Mais il se défie de la littérature !

— Oh ! pas de la sienne !

Émile Faguet.

THÉATRES

Comédie-Française : *La Plus belle Fille du Monde*, de M. Paul Déroulède. — Nouveautés : *Madame Jalouette*, de M. Léon Gandillot. — La Bodinière : *Médée*, de M. Jules Gastambide. — Envois de Rome : *Les Nuits*, d'après Musset, de M. Gaston Carraud.

A l'heure où cet article doit être mis sous presse, le *Passé*, de M. de Porto-Riche, n'a pas été officiellement soumis au public. Je ne puis donc, comme je l'aurais voulu, vous dire les rares qualités de force et d'émotion qui mettent hors de pair l'œuvre nouvelle de l'auteur d'*Amoureuse*. Nous en causerons en détail la semaine prochaine. Et je pourrai, je l'espère, vous rendre compte également du *Cyrano de Bergerac* de M. Edmond Rostand. Si la fin de l'année théâtrale tient les promesses de son début, nulle assurément n'aura été plus glorieuse pour notre art dramatique. En deux mois, M. de Curel, M. de Porto-Riche et M. Rostand nous ont donné des ouvrages qui, chacun en son genre, tiennent du chef-d'œuvre... Revenons aux nouveautés de la semaine.

La Comédie-Française a représenté *la Plus belle Fille du monde*, de M. Paul Déroulède. J'aurais quelque peine à être sévère pour l'auteur. Sans doute, son conte n'est ni bien ingénieux, ni bien écrit, ni bien original. Mais M. Déroulède est un sympathique, même pour ceux qui ne le connaissent pas.

Il a une vertu, et l'estime singulière qu'elle lui a valu prouve combien elle est devenue rare : le désintéressement. Et je ne parle pas seulement de ce désintéressement qui n'est que de la probité matérielle. Chef, et chef à peu près absolu d'une des associations les plus puissantes de notre temps, il l'a quittée après avoir fait pour elle d'assez sérieux sacrifices ; et, chose plus méritoire encore, ne s'est jamais servi d'elle pour son avantage personnel. Il a été étroitement mêlé à la période la plus troublée de l'histoire contemporaine, et au milieu des ambitions, des cupidités qui agitaient le « Parti national », il est resté, — seul, — à ne poursuivre que le triomphe des idées et du chef, qui lui étaient également chers ; au-dessus des louches compétitions, sa grande taille se dressait, héroïque tout de même, avec la redingote légendaire : et, sur sa tête petite, si loin de terre, son nez audacieux se dressait comme un drapeau... Vous vous rappelez la phrase de M. Maurice Barrès sur Renan : « Je n'avais pas parlé qu'il m'approuvait déjà. » M. Déroulède n'a pas encore agi qu'on le sait sincère. Quand il agit, on n'est pas sûr que ce ne soit pas pour une « gaffe » ; on est sûr que c'est pour une action désintéressée. Ajoutez qu'il possède un courage sans restriction, qui ne connaît ni la « paour naturelle des coups », ni la crainte des responsabilités ; on se rappelle le discours célèbre où il osa démasquer l'un des plus funestes de nos personnages parlementaires. Enfin, député, il fit cette chose incroyable de renoncer à la vie politique *parce qu'il s'était trompé...* Et c'est là un système de « renouvellement partiel » que je me permets de recommander à notre très distingué collaborateur M. J.-P. Laffitte... M. Lemaître reprochait à Mme de Maintenon de n'avoir jamais rien fait d'inutile. Ce qu'il y a de charmant en M. Déroulède, c'est qu'il n'a jamais rien fait que d'inutile, — même en littérature.

Mais on ne peut être continûment héroïque. De temps à autre, M. Déroulède pense : il rêve. Voyons donc ce que sont les rêveries d'un d'Artagnan désintéressé.

A vrai dire, elles ne sont ni très profondes, ni très originales. Il ne faut pas s'en étonner. La rêverie ne va guère sans un peu d'égoïsme, ce dont M. Déroulède est incapable ; ni sans quelque lassitude, et l'énergie sonore de M. Déroulède n'est jamais lasse. De plus, il y a en lui quelque chose de théâtral : le geste lui est presque indispensable pour traduire la pensée, il la suit immédiatement ; peut-être la précède-t-il parfois ? Et ce sont d'assez mauvaises conditions pour « rêver »... Quoi qu'il en soit, voici le rêve de M. Déroulède, rêve résolument optimiste.

> Aussi bien que l'espoir, le désespoir nous leurre.

dit-il en un vers agréable et consolant, et qui pourrait servir d'épigraphe à son conte.

Le seigneur de Maleteste, pendant sa vie, a cruellement souffert d'être laid; n'ayant pu être aimé, il n'a pas osé se marier; et, voulant au moins préserver ses neveux, — le baron Fabien et le comte Galaor, — et leurs descendants, des souffrances qu'il a subies, il a légué sa fortune, immense, vous l'avez deviné, à celui des deux qui, un an et un jour après sa mort (la mort de l'oncle, bien entendu), épousera « la Plus belle Fille du monde ». Et cela indique, chez le seigneur de Maleteste, autant de bonté d'âme que de foi un peu naïve en la toute-puissance de l'hérédité physique. Et cette « Plus belle Fille du monde » existe, c'est Phénice, fille de Dame Martille, et sœur de la gentille Fleurette.

Les deux neveux, — flanqués, comme il convient, de deux « personnages comiques », le valet Merlin, et le notaire Olibrius, — arrivent devant la maison de Dame Martille. Tandis que Fabien court à la ville voisine pour conquérir Phénice et l'héritage, Galaor se laisse prendre aux beaux yeux de Fleurette. Il est poète et, comme tel, se soucie peu des biens matériels :

La pauvreté du cœur est le vrai dénûment.

Il tombe aux genoux de Fleurette et l'épouse, cependant que Fabien revient triomphant, la main dans la main de Phénice. C'est lui qui héritera donc? Mais l'optimisme de M. Déroulède est sans scrupules. En dépit du vers qui précède, il lui faut la richesse pour Galaor et pour Fleurette. Le testament du seigneur de Malateste contient un codicille :

Dans l'accomplissement de mon arrêt suprême,
Celui qui n'a jugé que par la loi des sens,
N'a pas mieux deviné mon plan que mon système,
Et n'aura nulle part à mes dons bienfaisants.
Mais celui-là sera, comme un autre moi-même,
Maître de tous mes biens à venir et présents,
Qui par la loi de l'âme expliquant le problème
N'a suivi que son cœur pour tous calculs savants.
Les enfants de l'amour sont les plus beaux enfants...
Et la plus belle fille est celle que l'on aime.

Ces vers, assurément, ne sont point tout à fait bons (si encore ils l'étaient à moitié !), mais ils concluent de façon à satisfaire tout le monde. — Ils ne sont pas non plus très clairs. Ils signifient, si je ne me trompe, que Galaor, ayant épousé celle qu'il aimait, est désormais l'héritier des biens « à venir et présents ». J'ai à peine besoin d'ajouter que Galaor, en sa qualité de poète, abandonne à Fabien la moitié de sa fortune, ce qui est du reste contraire aux volontés du testateur. Mais M. Déroulède veut que tout le monde soit heureux, même ceux qui ne le méritent pas. Qui pourrait le lui reprocher?

Peut-être trouverez-vous que la Comédie-Française a fait preuve, en jouant, et si rapidement, *la Plus belle Fille du monde*, d'une bienveillance qui n'est pas dans ses habitudes. Les journaux ont répondu par avance à ces objections. M. Déroulède a accepté d'être joué « dans la saison des abonnements ». Cette saison sera-t-elle donc finie le mois prochain, lorsque viendra la *Catherine* de M. Henri Lavedan?... Il faut entendre, j'imagine, que le conte de M. Déroulède aura seulement les huit représentations auxquelles ont droit les abonnés. On aurait donc mauvaise grâce à blâmer une indulgence qui a profité à un fort galant homme, et qui a permis à Mlle Reichenberg de se montrer une fois de plus, — est-il possible que ce soit la dernière? — l'exquise et incomparable comédienne dont nous ne voulons pas admettre la retraite.

Seulement, et pour l'avenir, la Comédie-Française pourrait sans inconvénient être un peu plus sévère dans le choix de ses poètes. Elle n'a aucun intérêt à devenir le *Conservatoire national du galimatias*...

Le même soir, Mlle Leconte débutait dans le rôle d'Henriette, des *Femmes savantes*. Elle y a paru un peu terne et gênée. En revanche, Mlle Bartet a été merveilleuse dans Armande. Quelle simplicité, quelle justesse, et quel charme sans pareils! Le public lui a fait une véritable ovation.

***

Le vaudeville de M. Gandillot, que les Nouveautés viennent de représenter, a eu du succès. Et je ne serais pas surpris que ce succès se prolongeât. C'est, sans doute, l'un des moindres ouvrages du spirituel filleul de M. Sarcey. Les quiproquos y sont nombreux et un peu laborieux. Mais qui ne rirait aux irrésistibles singeries de M. Germain?

***

Enfin, je dois louer la *Médée* de M. Gastambide, jouée, — et fort bien, notamment par Mlle Verteuil, — à la Bodinière. La tragédie est adaptée avec adresse; les vers en sont nets, et non sans force ni éloquence. Il est fort difficile, avec un ouvrage sérieux qu'on ne représente qu'une fois, d'avoir plus qu'un succès d'estime. C'est mieux, cependant, qu'a obtenu l'auteur. Je suis charmé, pour ma part, d'avoir à le constater.

***

On a procédé, cette semaine, à l'audition des « Envois de Rome ». Je n'ai pu entendre que les *Nuits*, adaptation de Musset, par M. Gaston Carraud. L'auteur sait son métier, ses idées sont claires, sinon très originales, et je louerai certains passages, — pourquoi ne dirais-je pas que je les voudrais plus fréquents ? — où la déclamation est juste et expressive.

Mais j'aurais grande envie de chercher querelle à M. Carraud sur le choix de son sujet. Quelle idée sin-

gulière que de mettre en musique une œuvre dont le lyrisme n'a rien à y gagner ! Musset a mis dans les *Nuits*, — j'avoue n'avoir pas pour elles le moindre mépris, — tout le lyrisme dont elles sont « capables »...

On connaît le mot de Lamartine à Niedermeyer qui venait lui demander à mettre le *Lac* en musique : « De la musique ?... Je croyais qu'il y en avait déjà ?... » Il faut dans ce cas, « développer » la pensée du poète, ce qui est assez périlleux ; ou mettre de la musique « à côté », ce qui ne paraît pas très utile. Ainsi, dans la *Nuit d'octobre*, M. Carraud illustre les vers célèbres :

Près du ruisseau, quand nous marchions ensemble,
Le soir sur le sable argentin...

par une musique agreste, où le hautbois chante un rythme de villanelle. Or, ce qui est essentiel ici, ce n'est pas le ruisseau, ni le sable, ni « le blanc spectre du tremble » : c'est le souvenir du « beau corps pliant dans mes bras ». Vous voyez à quelle erreur d'interprétation est forcément amené le musicien qui cherche, dans un ouvrage lyrique, « les épisodes » à mettre en musique. J'irai plus loin. Le soin même qu'a mis M. Carraud à varier les quatre parties de son ouvrage témoigne de sa conscience et de son habileté. Ce n'en est pas moins une erreur. Le sentiment des quatre *Nuits* est absolument le même : le désespoir et le regret d'un amour déçu ; c'est seulement ce sentiment que la musique pouvait traduire. Assurément, je ne dis point que les *Nuits* soient pareilles. Mais la différence qui existe entre elles ne pouvait être exprimée que littérairement, c'est-à-dire avec la précision du *mot*. J'insiste, car c'est le point capital. M. Carraud, ou je me trompe fort, fera, comme on dit, du théâtre. Le jour où il aura écarté les faux bons sujets, il sera tout près du succès.

JACQUES DU TILLET.

VUES DE PARIS

(Lettre à M. Nyambé, directeur de la « Gazette équatoriale », à Kamafra (Afrique).)

31 décembre.

Mon cher ami,

J'ai commis l'imprudence d'attendre au dernier moment pour vous écrire et je m'aperçois maintenant que le temps va me manquer pour terminer ma lettre aujourd'hui, avant l'heure du courrier. Par suite des départs espacés de nos bateaux, c'est huit jours de retard. Je me borne donc à détacher pour vous de mon calepin quelques-unes des petites notes que j'ai l'habitude de prendre au jour le jour afin de mettre un peu d'ordre dans mes idées. C'est d'ailleurs là, en quelque sorte, le brouillon ordinaire de ma correspondance.

22 DÉCEMBRE. — Paris semble avoir subi tout à coup une transformation radicale. Dans les rues une foule plus compacte que d'habitude. En avant de chaque trottoir, le long des boulevards, se sont dressées, comme par enchantement, d'élégantes petites baraques. Partout des fleurs, des rubans, des enjolivements. Mon épicier est devenu confiseur et mon libraire vient de faire relier superbement les volumes à couverture jaune de son étalage. C'est également toute une littérature nouvelle et suggestive qui vient de naître : « Les malheurs de Mlle Sophie. » « Les mémoires d'un âne. »

Certainement, il se passe quelque chose !

23 DÉCEMBRE. — On vient de me fournir l'explication du mystère. Ce sont les fêtes du jour de l'an. Fêtes... vous entendez bien ?

Quand je pense que chez nous, à pareille date, l'idée ne vient même pas de changer quoi que ce soit au cours régulier de l'existence ! Une poignée de main cordiale accompagnée de souhaits sincères entre amis et proches, et c'est tout. Chacun retourne ensuite à ses petites affaires. — Ici, comme c'est mieux compris ! On se réunit l'un chez l'autre ! On dîne en famille ! On s'embrasse ! On s'amuse ! On s'offre des cadeaux ! C'est une époque de réjouissances pour tout le monde ! Jusqu'aux haines qui s'apaisent ; les gens qui, la veille encore, avaient l'injure à la bouche, échangent des douceurs et des sucreries ! Trêve des confiseurs ; c'est là le mot employé pour désigner cette entente générale.

Je sais bien ce qu'on peut objecter : Puisque la vie est un voyage qui se termine toujours trop tôt, à quoi bon arrêter son regard sur les poteaux indicateurs plantés le long de la route pour vous avertir qu'on approche du terme ? — Mauvais argument. Si cette date du nouvel an est triste par elle-même, — et elle l'est forcément puisqu'elle marque, en effet, la limite du temps de plus en plus court qui nous reste à vivre — ne vaut-il pas mieux en adoucir l'amertume par de consolantes ruses ? C'est le seul, le vrai moyen de s'illusionner. Aussi, au lieu d'appréhender l'instant critique ou d'affecter, comme chez nous, de n'y prêter qu'une faible attention (n'est-ce pas là au fond une sorte de crainte déguisée ?) on l'attend ici avec impatience... On l'espère... Il arrive et déjà on voudrait le voir plus proche !

24 DÉCEMBRE. — Hommes et femmes vont et viennent en tous sens avec d'énormes paquets sous le

bras. On n'entend que ces mots : cadeaux... étrennes... bonbons... surprises...

Tout au plaisir de porter des fardeaux de ce genre, on doit oublier, semble-t-il, la légère surcharge infligée par le poids d'une année nouvelle...

Même date. — Il n'est question autour de moi que de dîners, soupers, bombances de toutes sortes!

Je commence, je l'avoue, à commettre le péché d'envie! Quel dommage que je ne sois pas fixé à Paris depuis plus longtemps!... J'aurais sans doute des relations plus nombreuses, quelques foyers amis, et je me sentirais moins isolé au milieu de cette joie universelle des Parisiens...

25 décembre, *huit heures du matin.* — On carillonne à ma porte. Ma femme de ménage est allée ouvrir. Colloque dans l'antichambre.

— Qu'est-ce que c'est, Justine?

— Le facteur, Monsieur...

— Ah! Quelque chose pour moi?

Je m'attends à une lettre. Mieux que cela. C'est un élégant calendrier orné de faveur rose.

Je demande : — Comment? C'est le facteur qui?...

— Oui... Il offre ça à Monsieur pour ses étrennes.

Présent sans valeur évidemment; car, tout compte fait, ce bout de carton vaut à peine quelques centimes... Mais il arrive si à propos! Il signifie pour moi : « Tu vois... On ne t'oublie pas... Tu es des nôtres aussi... » C'est déjà comme une petite naturalisation.

Je me sens touché jusqu'aux larmes et je m'écrie :

— Où est-il, cet excellent facteur, que j'aille le remercier?

— Il est parti. Il a su que Monsieur était en train de s'habiller et n'a pas voulu le déranger. Il reviendra.

Tant de discrétion unie à tant de prévenances! Brave homme! Avec quel plaisir je lui serrerai la main!

Même date, *cinq heures.* — Chez le coiffeur. La femme du patron me montre un grand plateau de métal sur lequel sont, pêle-mêle, des pièces d'or et d'argent et des cigares enrubannés, et elle ajoute, avec un sourire aimable : « Monsieur n'oubliera pas les étrennes ! »

Doux étonnement de ma part. Comment? Ici aussi on va me gâter!

Que choisir? Voyons, soyons discret! Et je me borne à prendre un superbe havane que j'allume immédiatement. Les garçons me regardent d'un air irrité. Les aurais-je froissés en ne touchant pas au numéraire?

Même date, *sept heures.* — En rentrant je trouve de nouvelles étrennes : Un second calendrier du facteur des imprimés, un indicateur des télégraphes du petit porteur de dépêches, une bouteille d'anisette de mon épicier.

Charmants usages ! Et comme il est touchant de voir ces gens d'humble condition vous prouver, selon leurs moyens, qu'ils s'intéressent à vous !

26 décembre. — Pas de chance! J'ai rendez-vous avec une aimable personne fort accueillante aux étrangers. Comme il me faut une paire de gants frais, j'entre dans un magasin de nouveautés. C'est l'exposition des étrennes. Foule compacte. Les vendeurs sont affolés, les coups de coude pleuvent et une fois dans la mêlée, impossible d'en sortir. Enfin j'ai ma paire de gants en poche... mais mon rendez-vous est manqué!

Même date. — Il s'agit de dédommager l'aimable enfant que j'ai fait poser. Une gerbe de fleurs et tout sera réparé.

— Vous dites? Cinquante francs cette botte de roses? Mais j'ai eu la pareille pour un louis, il y a huit jours.

— Ah! Monsieur, c'est la semaine du jour de l'an!

L'argument est sans réplique.

27 décembre. — Rencontré un de mes amis qui appartient à l'administration. Il a revêtu l'habit noir et la cravate blanche.

— Peste! comme vous voilà mis!

— Ah! mon cher, ne m'en parlez pas! C'est la semaine des visites officielles... Quelle corvée! Autant de pris sur les vacances et cela nous coûte des voitures et des plastrons de chemise. Voyez-vous... on devrait bien supprimer le jour de l'an pour les fonctionnaires!

28 décembre. — Je vais rendre visite à la femme de l'aimable financier chez lequel j'ai dîné le mois dernier.

— Quelle charmante semaine que celle-ci dans votre pays, chère madame!...

— Charmante? Eh! je voudrais bien vous voir à ma place, mon cher monsieur, avec soixante-douze cadeaux à choisir pour amis, professeurs, domestiques et enfants, le tout approprié à l'âge et à la condition de chacun, en ayant dans la mémoire les soixante-douze objets achetés les années précédentes, afin de ne pas se répéter! Voir sa maison transformée en bazar, s'exténuer pour faire plaisir à tout le monde... et garder la conviction que personne ne sera content! Oui, je vous assure, les maîtresses de maison s'en passeraient bien de votre... charmante semaine!

29 décembre. — En prenant ma demi-tasse de café, je retrouve un brave commerçant avec lequel je fais de temps en temps une partie de piquet. Je pro-

fite de l'occasion pour lui adresser mes vœux de bonne année.

Geste furieux comme s'il allait tomber sur moi à bras raccourcis.

— Ah! non! je vous en prie... La même phrase m'a déjà été répétée cent dix fois depuis ce matin!

— Cent dix fois?

— Oui... par chacun de mes employés en venant toucher sa gratification. Or, à deux cents francs par tête, comptez ce que cela me coûte! Et ce total ne varie pas, même quand l'inventaire est déplorable, comme cette fois... Ah! c'est un joli quart d'heure, votre nouvel an, pour ceux qui sont dans le commerce!

30 DÉCEMBRE. — Décidément, il est triste de passer tout seul ces jours de fête. Je vais inviter à dîner pour demain un célibataire de ma connaissance.

— Impossible, mon ami! Un trente et un décembre, songez donc! On n'a pas le droit de s'amuser! C'est le dîner de famille dans toute son horreur! Je parviens encore à l'éviter en temps ordinaire... mais ce soir-là, pas moyen d'y couper. Ah! ne parlez pas du jour de l'an aux gens qui regorgent de vieilles tantes!

31 DÉCEMBRE. — Le ministre des colonies m'avait promis de m'accorder une audience. La convocation m'arrive ce matin. Elle est pour avant-hier.

Furieux, je m'apprête à faire une scène à mon concierge.

— Mais, Monsieur... trois jours de retard pour une lettre, pendant la semaine du nouvel an, c'est normal...

— Soit. Mais le ministre, qui m'a attendu pour rien, trouvera-t-il aussi que c'est normal? — Allons! voilà une affaire manquée, c'est certain!

MÊME DATE, *midi.* — Les coups de sonnette n'ont pas cessé depuis ce matin. Pas un fournisseur, employé de magasin ou agent de compagnie, qui ne se soit présenté chez moi pour quêter des étrennes! Jusqu'à... Comment ose-t-on laisser monter ces gens-là!

Mon tiroir est vide. Le facteur est revenu qui m'a parlé de son calendrier. Je suis retourné chez le coiffeur qui m'a reparlé de son havane... Il paraît que j'étais naïf!

MÊME DATE, *deux heures.* — Reçu la visite de l'aimable compagnon qui guida mes premiers pas dans la capitale. Il est d'une humeur massacrante. A peine entré, il s'affale sur une chaise.

— Seriez-vous malade?

— Il y aurait de quoi! Venir à pied de l'autre bout de Paris!

— Mais pourquoi n'avoir pas pris une voiture?

Il ricane :

— Une voiture? à cette époque de l'année? Je voudrais vous y voir, vous! Ah! mon cher. On devrait rayer le premier janvier en faveur de ceux qui n'ont pas équipage!

— Pauvre ami! Reposez-vous un peu.

Il bondit :

— Me reposer! Savez-vous d'ici à demain tout ce qui me reste à faire? Cinquante cartes à déposer! Trente-deux visites à rendre! Dix-huit sacs de bonbons à commander! Et quatorze jouets d'enfants à acheter! Oh! les relations! la famille! Tenez! le jour de l'an n'est supportable que pour une seule catégorie de gens... ceux qui ne connaissent personne!

MÊME DATE, *une heure après.* — ... Et encore!

Pour traduction conforme :
JULIEN BERR DE TURIQUE.

POLITIQUE COLONIALE

La colonisation de Madagascar.

Le dernier courrier de Madagascar est un des meilleurs que nous ayons reçus depuis longtemps. Pas même une victoire à enregistrer. Cela ira tout à fait bien lorsque la période militaire sera définitivement close. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là. Je crains fort que l'accalmie actuelle soit due plutôt à la saison qu'à la soumission des Sakalaves. Nous voici à l'hivernage. Pendant quatre mois il va pleuvoir chaque jour, comme il pleut là-bas. Or les Malgaches n'aiment pas plus que nous à être mouillés. Les Sakalaves, au temps où florissait le fahavalisme et où, de leurs expéditions annuelles dans les contrées soumises aux descendants d'Andrianampoinimerina, ils rapportaient le bétail qui les nourrissait et les esclaves qui les enrichissaient, se tenaient régulièrement dans leur village à pareille époque. A la vie de pillards nomades succédait dans le Menabé une tranquille existence patriarcale, consacrée à la liquidation du butin. C'est alors que les mercantis indiens et comorrhiens arrivaient chez eux avec la poudre et les fusils qu'ils leur laissaient en échange de la marchandise humaine que leurs boutres allaient ensuite vendre là où ils pouvaient atterrir en dépistant les croiseurs français et anglais. Ces bons Sakalaves sont fidèles à leurs traditions. Ils se reposent pendant la saison des pluies.

Si nous étions sages et avisés, nous profiterions de

ce répit pour ne pas leur demander de nouvelles explications. Nous n'avons que des mécomptes à attendre d'une reprise des hostilités à la belle saison. Nous les vaincrons, cela n'est pas douteux. Nous leur tuerons beaucoup de monde, c'est certain. Mais cela nous coûtera horriblement cher et par-dessus le marché nous resterons toujours à la merci d'une surprise. Un poste attaqué par des bandes innombrables sera massacré : et ce massacre nécessitera une nouvelle expédition. C'est un nouveau Tonkin que nous préparerions et le premier suffit, j'imagine.

Et tout cela pourquoi ? Pour prouver que Madagascar est bien à nous ? Mais personne ne conteste plus notre autorité. Nous sommes chez nous et bien chez nous, et pour le démontrer nous n'avons pas besoin de guerroyer contre une tribu sauvage. Je sais bien qu'il y a de l'or chez les Sakalaves et que les prospecteurs seraient bien aises d'aller déterminer les gisements, relever les filons. Mais il y en a ailleurs. Des explorateurs m'ont dit que l'on en trouvait dans d'autres régions. Rainilaiarivony en avait et ce n'est pas chez les Sakalaves qu'il l'envoyait chercher. Et même Rainilaiarivony, qui n'était pas une bête et qui l'a bien prouvé en nous tenant tête si longtemps, n'a jamais osé tenter l'aventure dans laquelle nous nous sommes embarqués si allégrement. Il connaissait ses compatriotes mieux que nous ne les connaissons. Il savait qu'il n'y a rien à attendre de ces incorrigibles pillards. Nous avions eu la naïveté de croire que puisque les Sakalaves n'aimaient pas les Hovas, ils nous accueilleraient à bras ouverts. On retrouverait dans des discours de cet excellent M. de Mahy l'assurance que la conquête de Madagascar nous serait facilitée par nos excellents et fidèles alliés les Sakalaves. Je crois même que cette considération n'a pas été étrangère au choix qui a été fait de Majunga comme base des opérations militaires. Mais le général Duchesne n'a pas tardé à être édifié. Le seul chef Sakalave qui soit venu lui offrir son concours a décampé au bout de quelques jours en volant. L'instinct de la race avait pris le dessus.

Il n'y a donc rien à attendre de ces bandits, rebelles à tout travail, et dont la soumission serait pire que l'état d'insurrection ouverte. Tout ce que nous avons à faire pour le moment, c'est de les envier et de les laisser cuire dans leur jus. Un bon cordon de troupes aussi étroit que possible qui les bloquerait dans leur pays, et la surveillance de la côte complétée par l'occupation des baies les plus importantes, cela suffirait amplement pour bien des années. Quand ils se seront bien battus entre eux, quand ils se seront entre-tués pendant quatre ou cinq ans, on pourrait reporter plus loin notre ligne de postes, et petit à petit nous arriverions ainsi jusqu'à la mer. La pacification se trouverait faite un beau jour sans coup férir. Peut-être qu'à ce moment il ne resterait pas beaucoup de Sakalaves. Mais ce ne serait pas un grand mal. La race est du reste appelée à disparaître ou à se transformer. On peut croire à l'une comme à l'autre solution. Par le système anglais, pour la première, avec ce précieux agent de destruction qu'est le rhum, et par la pénétration progressive pour la seconde. La philanthropie conseillerait celle-ci. Mais ce ne serait pas la plus rapide.

Nous n'avons pas à nous presser, du reste. Nous avons assez à faire dans le reste de l'île. La place ne manque pas, et les mineurs peuvent se donner libre carrière aussi bien que les agriculteurs. On nous dit qu'ils n'ont plus maintenant rien à craindre, et je le crois volontiers, grâce à la vigueur déployée par le général Gallieni, nos erreurs et nos hésitations du début ont été réparées. Les Malgaches, les Hovas comme les autres, savent qu'il n'y a plus à plaisanter et leurs bonnes dispositions à notre égard seront d'autant plus sincères que leur intérêt leur commandera de nous aider. Si nous les faisons travailler, si nous les mettons à même de gagner de l'argent, ils nous seront absolument dévoués.

On ne va malheureusement pas assez vite. Il y a plus de deux ans que nous sommes entrés à Tananarive, et l'on considère comme un succès d'avoir pu achever la route commencée par l'armée du général Duchesne. La capitale n'est pas encore reliée à Tamatave par une route, et les communications avec Fianarantsoa, chef-lieu de la riche province des Betsileos, sont toujours à l'état rudimentaire où elles étaient sous le règne de Ranavalona. Les questions les plus intéressantes restent en suspens. Lorsque l'on s'adresse au ministère des colonies pour avoir une solution, on vous répond que le département laisse le gouverneur général entièrement libre de statuer. Et les courriers succèdent aux courriers sans rien apporter. Personne n'ose prendre de décision, de peur de se compromettre. On fait à celui-ci des promesses qui ne sont pas tenues. On prend vis-à-vis de lui des engagements qui sont oubliés. On se plaignait autrefois des lenteurs du gouvernement malgache. C'est peut-être pis maintenant. Les titulaires des anciennes concessions ne peuvent parvenir à faire régulariser leurs propriétés, et naturellement les capitaux restent dans les caisses. Ils sont naturellement trop timides pour s'engager ainsi à l'aventure.

On parlait d'un chemin de fer. On n'en parle plus. On avait pourtant une belle occasion de faire diligence et de rompre avec nos désastreux errements. Des capitalistes s'offraient pour construire la voie ferrée sans le secours financier du Trésor. Le mi-

nistre, séduit par cette proposition, avait signé avec eux une convention préliminaire. Il s'agissait d'une combinaison à la mode américaine basée sur des concessions de terres. Le projet devait être ratifié par le Parlement pour devenir définitif. On avait annoncé qu'il serait soumis aux Chambres dès le retour de M. Lebon du Sénégal. On l'attend toujours et la saison des pluies menace de s'achever sans que rien n'ait été décidé. Ce sera encore une année de perdue.

Les grandes concessions font peu. On veut ménager les terres domaniales et les réserver pour les petits colons : nous savons ce que cela veut dire. C'est encore le bon contribuable français qui paierait la sauce. Les intérêts électoraux se mettent de la partie, on veut faire de la colonisation officielle. On nous demande pour cela quelques millions seulement. Le malheur est que si ces millions étaient accordés, ils ne serviraient à rien. On enverrait à Madagascar des désœuvrés que nous aurions à entretenir pendant quelques années et que nous aurions ensuite à rapatrier. Je ne demande pourtant pas que l'on écarte les petits colons. Il faut les encourager au contraire, à la condition qu'ils partent à leurs risques et périls et non pas aux frais de la princesse. Mais à côté de ces petits colons, il en faut de gros ; à côté des petits capitaux, les gros capitaux sont nécessaires, et les gros capitaux ne s'expatrieront pas tant qu'on ne les encouragera pas, tant qu'on ne les appellera pas.

Je me suis déjà expliqué ici sur les grandes compagnies et l'on sait que je suis résolument opposé à l'octroi à des particuliers de chartes et de privilèges entraînant des droits de souveraineté. Mais je suis en même temps convaincu que l'argent n'ira pas dans les colonies, pas plus à Madagascar, qu'au Congo, qu'au Soudan, si on ne lui fait pas de grands avantages. Il est certain qu'un capitaliste préférera acheter de la rente ou des obligations de chemins de fer français s'il n'a pas la perspective d'une rémunération exceptionnelle de ses fonds. Croyez-vous que si M. Cecil Rhodes n'avait pas eu les facilités qu'il a eues pour devenir archi-millionnaire, il eût donné la Rhodesia à l'Angleterre?

Je sais bien que si le ministre des colonies et le général Gallieni accordaient de grandes concessions à des compagnies puissantes, il se trouverait des gens qui les accuseraient d'avoir été corrompus.

Mais la question est de savoir si l'on peut coloniser Madagascar sans grands travaux et sans grandes concessions. Non, n'est-ce pas? alors faites votre devoir et laissez dire.

CHARLES GIRAUDEAU.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Nouveautés de la semaine,

D'après la BIBLIOGRAPHIE DE LA FRANCE :

Les Prisons de Paris, par G. BONNERON ; — *Impressions d'Allemagne*, par HENRI RAMIN (Didot). — *Le Péril jaune*, par LOUIS VIGNON ; — *L'Ouvrier stable et l'Habitation ouvrière*, par CH. GANS et P. ED. WEBER (Aug. Challamel). — *Les Catholiques et la Liberté politique*, par le R. P. MAUMUS ; — *Le Christianisme et l'Empire romain, de Néron à Théodose*, par PAUL ALLARD ; — *Anciennes littératures chrétiennes, la Littérature grecque*, par l'abbé BATIFFOL (Victor Lecoffre). — *La Réforme de l'instruction préalable*, par DE SOUBEYRAN (Marchal). — *Andrée au pôle Nord en ballon*, par LACHAMBRE et MACHURON (Nilsonn). — *La Suisse au XIXe siècle* (Payot, à Lausanne). — *L'Année cartographique*, 1er supplément, par SCHRADER ; — *La Fin du classicisme*, par LOUIS BERTRAND (Hachette). — *L'Aventure*, roman, par PIERRE WEBER (Simonis Empis).

JAVA, CEYLAN, LES INDES, par *M. E. Delmas* (librairie de l'Art). — D'une plume légère et pittoresque, l'auteur nous décrit ces régions tropicales dont nous ne nous lasserons jamais d'entendre vanter les splendeurs naturelles et artistiques contrastant avec l'éternelle grisaille de nos contrées soi-disant tempérées, notre art bourgeois et notre vie prosaïque. Il est fâcheux que M. Delmas à « son joli brin de plume » n'ait pas joint un crayon; c'est en vain que, par une attention délicate il a « choisi un caractère énorme pour rendre la lecture du volume plus facile », nous eussions préféré que l'ouvrage eût le double d'épaisseur et qu'il fût orné de jolis dessins et de spirituels croquis rendant pour ainsi dire tangibles les impressions du narrateur. Nous sommes en effet devenus si *impressionnistes* que nous ne comprenons plus guère le livre d'images sans images, le volume de voyage sans illustration.

ATHALIE, tragédie, tirée de l'Écriture sainte, par *Jean Racine*, représentée dans l'amphithéâtre Sanders de l'Université Harvard, le lundi 6 décembre 1897, par des étudiants diplômés, maîtres et professeurs de l'Université Harvard et du collège Radcliffe..... (éditée à Cambridge).

J'ai signalé il y a quelques mois la traduction de Montaigne en vieux parler anglais, pourquoi n'attirerais-je pas l'attention des anglophiles sur cette très intéressante traduction du chef-d'œuvre de Racine? Il ne s'agit pas ici d'une adaptation quelconque, d'une interprétation plus ou moins racinienne dans le goût anglais, mais d'une traduction littérale, un décalque, un moulage si vous voulez. Le traducteur, M. de Sumichrast, a voulu que tout le monde fût convaincu de sa scrupuleuse bonne foi, et bravement il a placé le vers anglais en regard du vers français. Le charme, la grâce de la poésie originale disparaissent forcément à la suite de cette transplantation sur un sol étranger, mais il s'y substitue un « bouquet » d'exotisme qui n'est pas sans saveur.

G. ART.

Paris — [illegible] et Renouard (Imp. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 35950. *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 25. 4e SÉRIE. — TOME IX **18 JUIN 1898.**

LA POLITIQUE

Jeudi matin, 16 juin.

Il y a beaucoup de choses dans l'ordre du jour voté par la Chambre. Il y a même trop de choses, et qui ne vont pas très bien ensemble. C'est d'abord l'approbation des déclarations ministérielles; c'est la volonté de « pratiquer une politique de réformes démocratiques »; c'est un appel à l'union; c'est, enfin, cette affirmation que la Chambre ne soutiendra qu'un ministère appuyé par « une majorité exclusivement républicaine ».

Pour nous, qui avons suivi de loin les discussions de lundi et de mardi, il nous semblait, à lire les discours, que deux questions dominaient tout le débat, à savoir l'impôt progressif et la revision constitutionnelle.

Nous nous demandions :

Y a-t-il, dans cette nouvelle Chambre, une majorité pour ou contre l'impôt progressif?

Y a-t-il une majorité pour ou contre la revision de la Constitution?

Voilà ce qu'il nous importait de savoir; voilà sur quoi nous pensions qu'on allait voter, et non sur une formule académique.

Taxer le revenu en bloc et reviser la Constitution, c'est une politique; imposer la richesse d'après les signes extérieurs, et, quant à la Constitution, l'appliquer dans sa lettre et dans son esprit, c'est une autre politique. Laquelle de ces deux politiques l'emportera?

L'ordre du jour nous apprend que la Chambre veut un ministère appuyé par « une majorité exclusivement républicaine »; mais, cet ordre du jour, quelle en est la valeur pratique?

Si, demain, le cabinet a une majorité exclusivement républicaine, l'ordre du jour était inutile.

Si au contraire, dans un mois, dans un an, un cabinet se trouve qui ait une majorité formée en partie de voix conservatrices, cette majorité n'en sera pas moins la majorité et tous les ordres du jour n'y changeront rien.

En réalité, il y a ici autre chose qu'une question de portefeuilles. Le choix s'impose entre deux conceptions contraires : république fermée ou république ouverte.

Que devons-nous demander, nous républicains? Que le gouvernement ne laisse pas un instant discuter le principe de la République, qu'il exige de ses agents à tous les degrés le respect du régime républicain. Ceci fait, ne craignons pas d'attirer à nous toutes les bonnes volontés. Souvenons-nous que nos grands hommes d'État, depuis Henri IV jusqu'à Gambetta, n'ont eu qu'une pensée : rallier leurs adversaires et fonder le gouvernement du pays, non le gouvernement d'un parti.

Il nous paraît impossible que la Chambre reste sur son vote de mardi soir. Tout a été mis en question, rien n'a été résolu. Espérons que le parlement sera mis en demeure, lundi prochain, de se prononcer sur un programme net et précis, et souhaitons que la majorité, quelle qu'elle soit, vote un ordre du jour où le public comprenne quelque chose.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

SAINTE-BEUVE

Un médecin lettré, et qui fait à la littérature de bien curieuses applications de la médecine, le docteur Cabanès, s'est souvenu que Sainte-Beuve avait été externe des hôpitaux et que Guizot, d'un mot qui fit fortune, avait baptisé l'auteur de *Volupté* un « Werther carabin ». Il s'est avisé que dans la profusion d'images en bronze et en marbre, qui s'élèvent depuis 1871 sur le sol français, un des hommes qui ont le plus honoré la littérature française en ce siècle n'avait pas un simple buste au soleil. Il a pris l'initiative de former un comité et d'ouvrir une souscription pour réparer cette injustice.

Cette initiative serait peut-être restée stérile ou n'aurait abouti que péniblement si, dès le premier jour, elle n'avait rencontré le puissant appui de M. François Coppée. Devenu journaliste, le poète des *Humbles* avait acquis très vite la grande autorité que l'on sait. Il a pris en main la cause de Sainte-Beuve, par une double reconnaissance envers le poète qui, le premier, avait fait à la poésie intime et familière une place digne d'elle dans la renaissance poétique du siècle, et envers le critique qui, merveilleux professeur de littérature universelle, a complété l'éducation littéraire de tous ceux qui lisent. La souscription a donc été couverte très vite et d'une manière qui prouve combien, malgré la négligence et l'oubli apparent, la mémoire de Sainte-Beuve demeure vivace et entourée de reconnaissance. A côté des sommes votées par les corps auxquels il avait appartenu, comme le Collège de France, figurent sur les listes de petits envois dont la nomenclature serait touchante. Des professeurs de collège, des étudiants, de modestes amis des lettres ont voulu, eux aussi, rendre hommage au grand lettré. En même temps, la revue spéciale que dirige le docteur Cabanès, la *Chronique médicale*, insérait une série de lettres signées par les anciens amis de Sainte-Beuve et ses successeurs dans la critique. Parmi ces lettres, il y en a de fort belles. Elles s'accordent à déclarer que, dans notre siècle, Sainte-Beuve ne fut pas seulement un grand critique, mais le critique par excellence, celui qui répond le plus exactement et le plus complètement au sens de ce mot. La réunion de ces lettres formerait un livre d'or, aussi honorable pour la mémoire de Sainte-Beuve que pour ses successeurs. Il est à souhaiter qu'elles soient réunies en plaquette et forment un de ces « tombeaux », comme on disait au XVIe siècle, où les amis survivants d'un poète ou d'un humaniste consacraient son souvenir. Il y aurait là comme le pendant littéraire du monument qui sera inauguré dimanche dans le jardin du Luxembourg.

Simple et élégant, ce monument est tel que Sainte-Beuve l'aurait souhaité. Un des maîtres de notre jeune école de sculpture, M. Denys Puech, a interprété de manière originale les documents les plus sûrs que nous ayons sur la figure de Sainte-Beuve : une photographie de Nadar, un buste de Mathieu-Meusnier qui se trouve en double exemplaire à l'Institut et à la bibliothèque de Boulogne-sur-Mer et un autre de Chenillion, modelé en septembre 1868, l'année qui précéda la mort du critique et dont l'original appartient au dernier secrétaire de Sainte-Beuve, M. Jules Troubat. Le buste de M. Puech s'élève sur un socle d'un ferme et sobre profil, exécuté par M. Mouré. Le monument a trouvé place, grâce au Sénat de la République, qui n'a pas craint d'accueillir l'image d'un sénateur de l'Empire, près de la porte du Luxembourg qui ouvre sur la rue Vavin.

L'emplacement est heureusement choisi. Sainte-Beuve est passé bien souvent par là, au retour de ses promenades dans le jardin qu'il aimait, en regagnant la petite maison pleine de livres, qu'il habitait rue du Montparnasse, maison de curé, basse et blanche, avec un jardinet où les yeux de l'écrivain se reposaient sur un peu de verdure. Cette pelouse, éloignée des grandes allées et voisine des massifs discrets est certainement un des endroits où il a rêvé avec douceur ou amertume, au cours d'une existence où il ne fut pas plus heureux que le commun des hommes, mais où l'amour des lettres le consola de tout, déceptions du cœur et de l'esprit, regret de la gloire, qu'il eût voulue éclatante, comme poète et romancier, souvenirs troublés de la passion, rancœurs du plaisir libre, où il cherchait jusqu'au bout l'illusion de l'amour.

***

Un mot est gravé sur le socle du monument : *Le vrai seul*. Sainte-Beuve a mérité cette devise. S'il se défendait, comme on le verra, d'en avoir une, du moins a-t-il marqué par ces mots le but où tendait l'exercice de son talent. Sur un cachet dont il se servait souvent était gravée la traduction anglaise du mot vérité : *Truth*. Certes, il n'a pas échappé à la loi commune ; il ne s'est pas toujours défendu, sinon du mensonge, au moins de l'erreur. Il a été injuste et partial ; il était fort irritable et ses jugements se sont inspirés parfois de ses rancunes et de ses jalousies ; mais, somme toute, se corrigeant et se complétant, il a cherché et servi la vérité.

Cœur sensible et esprit libre, soumis et indépendant, discret et bavard, également porté vers la poésie et l'érudition, aimant la nature et les livres, désireux de gloire et modeste de goûts, ces tendances opposées se sont partagé sa vie en se combattant, jusqu'à ce que, dans l'apaisement de la vieillesse,

l'amour des lettres dominant tous ses autres goûts, il l'ait exprimé avec assez de force et de charme, de sincérité et d'originalité, pour lui devoir sa consécration et sa marque définitives, pour y trouver l'apaisement et l'équilibre final. Si quatre ans avant sa mort, il profitait de ce qu'il survivait à Vigny pour témoigner à cet ami de sa jeunesse, resté poète et devenu grand poète, une antipathie qui prenait sa source dans le regret personnel de la poésie et de la gloire ; si jamais il n'a été tout à fait juste pour les grands contemporains qui l'avaient dépassé, — Hugo, Lamartine, Musset, Michelet, Balzac, — si même il n'a pas fait la part assez large à telles gloires du passé, comme Corneille et Bossuet; s'il y eut toujours chez lui quelque étroitesse de goût classique et s'il ne renia jamais tout à fait la religion littéraire qui avait fait de lui, à ses débuts, l'éditeur de Fontanes, il a aimé et servi les lettres autant que les plus grands. Il leur a élevé un monument dont plusieurs parties sont excellentes comme son *Port-Royal*. Quant aux *Causeries du Lundi* et aux *Nouveaux Lundis*, ils défient toute comparaison par la solidité, la curiosité et l'étendue de l'information, la finesse et la justesse du goût, la souplesse ingénieuse, la variété des points de vue, la faculté de renouvellement, la grâce piquante et nuancée d'un style, où le poète — ce poète « endormi toujours jeune et vivant », dont parlait Musset, faisant un vers avec une ligne de Sainte-Beuve, — insinuait la couleur et le charme, enfin et surtout par la qualité de l'esprit, c'est-à-dire le don de saisir le ridicule, d'éviter les duperies, d'élever la raison souriante au dessus de la prétention et de la platitude.

Il était arrivé à cette maîtrise péniblement et lentement, par une série de métamorphoses et de sacrifices. D'abord, le poète avait dominé en lui, un poète chrétien et bourgeois, formé par une enfance pieuse, dans une petite ville de province, près d'une mère aux goûts simples. Il était rêveur, avec une tendance au mysticisme, et chaste avec un fond de sensualité brûlante. Il aimait à s'interroger et il descendait en lui-même avec une clairvoyance inquiète. Il savourait en les analysant les petits bonheurs et les petites émotions d'une existence modeste. Sa mère était d'origine anglaise et il semble que, par atavisme, quelque chose des *lakistes* écossais ait passé dans son âme. Après de bonnes études, mais telles qu'il pouvait les faire à Boulogne-sur-Mer, il venait les fortifier à Paris, au collège Charlemagne, et il prenait conscience d'un amour de la littérature qui ira toujours croissant. Pressé de prendre une vraie carrière, il étudiait la médecine, mais il tournait cette étude à la satisfaction de son penchant inné et dominant. Il y apprenait surtout à considérer, dans la dualité indissoluble de sa nature physique et morale, l'homme en qui, depuis Descartes, on ne voyait que la partie intellectuelle. Il se formait à la critique par l'anatomie.

Concurremment avec l'étude de la médecine, il s'essayait à écrire et donnait au *Globe* de petits articles littéraires. Mis par eux en relations avec Victor Hugo, il entrait dans le cénacle romantique et publiait rapidement trois recueils de poésie. Cette amitié avec Victor Hugo, a-t-il dit lui-même, « hâta son développement poétique ou même y donna jour ». Bientôt, une autre influence, celle de Lamennais, dominait sa vie morale : il embrassait les idées de réforme catholique et il faisait sur son âme l'enquête douloureuse qu'il a racontée dans *Volupté*. En même temps, il s'inquiétait du saint-simonisme et de son plan d'amélioration sociale, avec Pierre Leroux.

Je ne rappelle pas ces étapes et ces noms pour raconter la biographie de Sainte-Beuve, mais pour indiquer la double tendance qui le porte dès lors à s'engager sans se livrer complètement, à accepter des directions intellectuelles et morales pour s'en libérer bientôt. Sans se rendre encore un compte bien exact de sa vraie nature, il ne se fait initier que pour bien comprendre, car il porte en lui une faculté qui est le contraire de la foi constante et de l'enthousiasme durable : il est foncièrement critique, c'est-à-dire qu'il examine et juge, qu'il veut comprendre plutôt qu'embrasser. Chez ce jeune homme, un esprit libre domine le cœur qui voudrait se donner. Il éprouve sa faculté critique par cette série d'expériences : il la dégage et la précise. Un tel homme ne peut être un dogmatique ; il sera psychologue et historien.

Si, avant de s'affirmer comme poète et romancier, il avait déjà fait ses grandes preuves de critique avec son *Tableau de la poésie française au XVIe siècle*, il préférerait, naturellement, l'invention à la critique et la grande gloire à la réputation. Or, il se rend compte assez vite que ses amis, — Hugo et Vigny, — le dépassent de beaucoup. Ils auront ce qu'il a désiré par-dessus tout et ce qu'il n'obtiendra jamais : l'admiration chaleureuse, la faveur des femmes et des jeunes gens. De même ses autres contemporains, Lamartine et Musset, puis Balzac et Michelet, d'autres encore. De là, beaucoup d'amertume personnelle et quelque injustice pour eux, la parcimonie dans l'admiration et l'éloge. Il verra en eux ce qu'il aurait voulu être et il en souffrira beaucoup, comme aussi la justesse et l'ampleur de sa critique sur les grands écrivains de sa génération. Il ne sera vraiment large et libéral dans l'éloge qu'envers ceux qui viendront après, les poètes, les romanciers et les historiens qui n'auront pas été ses concurrents et débuteront au moment où il aura pris son parti de n'être qu'un critique.

Même dans la critique, il aura des rivaux dont la

réputation plus brillante le fera souffrir. Ainsi Villemain et Cousin, plus critique que philosophe, qu'il rencontrera plusieurs fois sur sa route. Il briguera comme eux les grands succès de parole et il ne les obtiendra jamais, car sa finesse, ses scrupules et sa recherche des nuances ne se prêtent guère à l'improvisation. Au lieu des succès retentissants que de vastes synthèses leur valent à la Sorbonne, il devra se résigner à mériter, par de patientes analyses, l'estime sérieuse d'un auditoire suisse ou belge. Il entrera au Collège de France, au moment où Michelet et Quinet le quitteront, accompagnés par l'enthousiasme de la jeunesse libérale et avec l'auréole de la persécution politique ; les huées d'une cabale l'obligeront à quitter immédiatement sa chaire.

Dernier trait de cette nature, qu'il faut bien indiquer, car il entre pour une part dans la connaissance de son talent, il est tendre et sensuel. Or, il est laid et il souffre cruellement de sa laideur. Il ne connaît que la passion amère et troublée ou la galanterie vulgaire. Ce grand esprit a exprimé un jour le regret mélancolique de n'être pas « un capitaine de hussards ».

Avec tout cela, peut-on s'étonner qu'une part d'envie soit entrée dans son âme et dans sa critique, qu'il n'ait pas été juste et chaleureux avec les plus grands de ses contemporains, qu'il n'ait qu'à moitié atteint le but du critique qui est de frayer la voie aux écrivains de sa génération, de faire ce qu'a fait Boileau de son temps ? De même on s'explique que, plus tard, consolé par le temps et résigné à son rôle, il ait été accueillant pour des jeunes qui n'étaient pas ses rivaux, comme Taine, Renan et Flaubert.

* * *

Signaler ces taches et ces lacunes dans le caractère et l'œuvre de Sainte-Beuve, c'est lui appliquer cette règle de vérité qu'il a suivie, autant que le mélange du bien et du mal, inhérent à notre nature, permet à un homme de s'approcher de la perfection. Confiné dans la critique par l'insuffisance de ses facultés créatrices, il y développait tout le génie que peut admettre le genre. Trente ans après sa mort, à la fin d'un siècle que l'on a pu appeler le siècle de la critique, si nous pouvons inscrire cinq ou six grands noms à côté du sien, il demeure le plus grand, le maître et le modèle.

Dès 1829, il avait commencé sur la littérature française, ancienne et contemporaine, la vaste enquête qu'il devait poursuivre jusqu'à sa mort et qui ne laisse en dehors d'elle aucun nom de quelque importance. Grands et petits, auteurs de premier et de second ordre, écrivains sans grande valeur propre, mais qui, malgré la médiocrité du talent, ont laissé quelque déposition intéressante sur leur temps, se rangeaient peu à peu dans son immense galerie de portraits. Il laissait à d'autres, comme Nisard, le dogmatisme qui juge et classe en vertu de principes fixes ; et il ne se proposait pas, comme le fera Taine, de subordonner la littérature à la démonstration d'un système philosophique ; il n'appliquait pas à de grands problèmes historiques, comme le fera Renan, la forme la plus élevée et la plus complète du scepticisme. Il n'a pas de système et c'est là une des causes de sa supériorité, car tout système doit faire des sacrifices et n'embrasse qu'une part de la vérité ; tout dogmatisme provoque la résistance dans un domaine où l'individualisme a des droits supérieurs. Il ne veut être que psychologue et peintre de portraits ; il s'applique à faire revivre une à une et au complet des physionomies littéraires, en pénétrant au plus intime de ces natures diverses, en montrant non seulement les esprits et les cœurs, mais les corps, et en faisant servir la connaissance de ceux-ci à la connaissance de ceux-là, car, médecin, il s'est convaincu de la relation indissoluble du physique et du moral. Même, il y a chez lui une tendance marquée au matérialisme. Non seulement la foi religieuse, mais le spiritualisme va toujours s'affaiblissant en lui ; de plus en plus, il tend à n'expliquer l'homme que par le fonctionnement de ses organes ; l'intelligence n'est pour lui qu'une résultante, au lieu d'être, comme on l'affirme autour de lui, une faculté antérieure au corps, destinée à lui survivre et pouvant s'en affranchir, non seulement après la mort, mais pendant la vie.

A l'étude des œuvres et des hommes, il applique les procédés de l'anatomie, c'est-à-dire l'analyse. Les éléments qu'elle lui fournit sont les traits et les couleurs dont il peint ses portraits, par petites touches patientes, en s'attachant à fixer les nuances, en poursuivant, comme disent les peintres, la ressemblance, c'est-à-dire la vérité. Il veut connaître par le détail la biographie de ses modèles, non seulement ces faits principaux de l'existence dont ses devanciers se contentaient, mais tous ceux qui ont eu un sens et une portée, une action sur l'œuvre de l'écrivain, ou même, incidemment, pour leur intérêt propre, pour la notion qu'ils fournissent, générale ou particulière, sur un caractère ou sur la nature humaine. Il ne croit pas que les œuvres, une fois produites, se suffisent à elles-mêmes, qu'elles puissent se comprendre sans la connaissance de cet auteur et se détacher de sa production totale ; il estime que cette production même dépend étroitement du temps et du milieu où elle s'est manifestée. Avec le fruit, il veut connaître l'arbre, la forêt, le pays. Par là, comparant et classant, il a bien, comme il le disait, donné la méthode et le modèle d'une *Histoire naturelle des esprits*.

La plus complète et la plus parfaite application de cette méthode est son *Port-Royal*. L'idée première du livre était de définir une école religieuse, un groupe d'âmes formées par la même discipline et d'esprits tendant au même but, de décrire le milieu où germèrent des plantes semblables et diverses, et, dans ce milieu, ces plantes elles-mêmes, individuellement caractérisées dans la ressemblance générale. Cette enquête devait, à l'origine, tenir dans des limites restreintes, mais, peu à peu, le cadre s'élargissait. Port-Royal a subi l'action du XVIIe siècle, mais, en retour, il a fortement agi sur ce siècle. Son histoire est une suite d'actions et de réactions. La pensée qui l'inspirait était puissante entre toutes; elle cherchait le vrai but de la vie, d'après la doctrine chrétienne, en un siècle imprégné de cette doctrine. Elle a donc agi sur le siècle entier et, par là, tout le XVIIe siècle se rattache à Port-Royal. Amis ou adversaires, plus ou moins rapprochés de sa pensée ou en opposition directe avec elle, les plus petits et les plus grands esprits du siècle ont subi l'influence de cette pensée pour l'accueillir ou la combattre. Si Port-Royal a compté parmi les siens Pascal et Racine, il a pu reconnaître sa doctrine dans le chef-d'œuvre de Corneille, *Polyeucte*, et Molière, volontairement ou involontairement, l'a combattu, non seulement dans son œuvre maîtresse, *Tartuffe*, mais dans tout son théâtre.

Ainsi le maître livre de Sainte-Beuve finit par être un tableau d'ensemble du XVIIe siècle. Du nombre infini de personnages qu'il met en scène, à l'état de foule et de comparses, se détachent quantité de portraits individuels. Les fondateurs et les maîtres de la doctrine, Arnaud et Nicole, les grands écrivains, Pascal et Racine, sont dressés en pied. Les œuvres capitales, sorties de Port-Royal, inspirées par lui ou en opposition avec sa doctrine, les *Pensées*, *Polyeucte*, *Esther* et *Athalie*, *Tartuffe*, sont expliquées et éclairées sous toutes leurs faces, par le dedans comme par le dehors, dans leurs causes et leurs effets, leur essence et leurs circonstances.

Portraits et analyses sont traités avec la précision, le scrupule, la finesse de trait, le sens des nuances qui, dès les premiers essais de Sainte-Beuve, ont été sa marque et qui, à mesure qu'il a pris conscience de ses moyens et de son but, lui sont devenus des besoins de plus en plus impérieux. L'étendue de l'enquête et la puissance du labeur sont énormes et ils étaient uniques à ce moment dans la critique française. Ils se laissent voir, sans s'étaler, par la quantité des notes et des appendices. Le scrupule de l'information est tel que, d'édition en édition, l'auteur ne cesse de la compléter, et il fera de même pour tous ses ouvrages. Aucun ne lui semble définitif. Dès qu'il en trouve l'occasion, il le reprend en sous-œuvre et, parfois, le reconstruit de fond en comble.

Une telle méthode de travail était alors une grande nouveauté; elle est encore un modèle. Avec Sainte-Beuve, la critique devient inséparable de l'érudition, le goût s'appuie sur la science. Que l'on compare ses livres à ceux de ses contemporains, Villemain, Nisard, Saint-Marc Girardin, et l'on verra quelle différence ils révèlent à son avantage. Ce critique, si foncièrement critique, est en même temps le plus savant des historiens.

Intermédiaire entre *Port-Royal* et le genre d'ouvrages qui vont suivre, est le livre que Sainte-Beuve allait parler en Belgique avant de l'écrire pour la France, *Chateaubriand et son groupe littéraire*. C'est l'exemplaire le plus complet de sa méthode, avec ses excellences et ses faiblesses. Le caractère de l'homme et le génie de l'écrivain, celui-ci expliqué par celui-là, y sont analysés et démontrés à fond. Le père du romantisme s'y montre entouré de son cortège, de tous ceux et de toutes celles qui l'ont assisté et combattu, aimé et détesté. On ne saurait être plus informé que le biographe et plus pénétrant que le critique, mieux en garde contre tout engouement et toute duperie. Il nous fait toucher du doigt les mobiles de l'homme, généreux ou mesquins, et les procédés de l'écrivain, géniaux ou factices. L'action de Chateaubriand, autour de lui et après lui, est exposée et expliquée avec une clairvoyance et une logique incomparables.

Avec ces qualités si fortes et si neuves, il y a dans ce livre du commérage et de la malignité. Sainte-Beuve a fréquenté l'Abbaye-aux-Bois avec une dévotion apparente et beaucoup d'agacement intime, devant le culte rendu à l'idole du lieu et cette majesté arrangée, devant l'orgueil de l'homme et la rhétorique de l'écrivain. La beauté de cette tête, le prestige exercé sur les femmes par cet homme ont sollicité le triste penchant à l'envie qui tourmentait Sainte-Beuve. Souvent le livre tourne au dénigrement. Mais, somme toute, il y a tant de renseignements, si précis et si scrupuleux, tant de vues, si pénétrantes et si justes, que Chateaubriand n'est pas trop diminué et que, de longtemps, il ne sera pas mieux connu.

* *

Le journalisme, dont l'action sur la littérature, à peu près nulle au siècle dernier, est devenue absorbante et prépondérante à mesure qu'il se développait, a fini par régler la production de Sainte-Beuve. *Port-Royal* est un livre en plusieurs volumes et *Chateaubriand* en a deux; les *Causeries du Lundi* et les *Nouveaux Lundis* sont des recueils d'articles de journaux. Cette production à jour fixe tient du prodige par la variété, l'étendue et les résultats. Elle

embrasse toute la littérature française, avec des vues fréquentes sur l'antiquité et les littératures étrangères. Chacun de ces articles est un tout; chacun offre une biographie et un jugement complets. Il est impossible de revenir sur un des sujets traités par Sainte-Beuve sans lui être redevable. Il connaît toute les sources d'information; il a un flair merveilleux pour en découvrir d'inédites. Il étend le domaine littéraire jusqu'à ses extrêmes limites et, de plus en plus, devient historien. Si les œuvres continuent de l'intéresser par-dessus tout, de plus en plus il les rattache à l'homme, au temps, au mouvement général de la civilisation. Il lui suffit de quelques vers, d'un recueil de lettres, de fragments de mémoires pour faire entrer dans la littérature des rois, des ministres, des généraux, des femmes. Il regarde comme justiciables de la critique des économistes comme Proudhon et des stratégistes comme Jomini. Enfin et surtout, il est de plus en plus attentif aux jeunes talents qui se produisent dans tous les genres. Si *Port-Royal* est un livre unique, il n'y a rien de supérieur ni d'égal aux *Causeries du Lundi* ou aux *Nouveaux Lundis*.

Poète subtil et embarrassé, romancier alambiqué par excès de recherche et de pénétration, Sainte-Beuve avait commencé par appliquer à la critique une forme laborieuse et lente, une phrase longue et chargée d'incidentes, des paragraphes compacts. Dès lors, il écrivait une langue nuancée et fine, colorée d'images où survivait le poète, pleine de tours ingénieux et d'expressions personnelles. *Port-Royal* et les *Lundis* produisent sur son talent d'écrivain les mêmes effets salutaires par des causes contraires. Dans le premier, l'œuvre est de trop longue haleine pour lui laisser le temps de s'attarder aux lentes complaisances; il s'allège en marchant. Dans les seconds, obligé d'écrire vite, il devient alerte et court. Il conserve toutes ses qualités et se corrige de ses défauts. Au point de vue du style, ses derniers articles sont peut-être les meilleurs.

En France surtout, la critique n'a d'action sur le public qu'à la condition d'être piquante. Nous lui demandons de satisfaire notre propre malignité. Il faut qu'elle châtie les vanités grandes et petites, qu'elle dise son fait à la prétention et à la sottise, qu'elle démasque les charlatanismes. En donnant une place de plus en plus large à la littérature contemporaine, Sainte-Beuve devenait piquant à souhait, car il était attaqué et il ripostait. Telle réponse à M. de Pontmartin est un chef-d'œuvre. Mais, dans les vingt-huit volumes des *Lundis*, il n'y a pas un éreintement. Même l'article méchant et fameux sur Vigny est autre chose, par la grande part de vérité qui s'y mêle à l'injustice.

* *

Indépendant sous Louis-Philippe, Sainte-Beuve s'était donné à l'Empire. La république l'avait effrayé et il avait vu dans le 2 décembre une mesure de salut public. S'il n'y avait eu là qu'une opinion désintéressée, l'homme et le critique auraient pu continuer leur carrière sans diminution. Malheureusement, Sainte-Beuve se mit en quelque mesure au service du nouveau pouvoir. Il raillait les vaincus; il écrivait l'article des *Regrets*. Que les hommes des « anciens partis », comme on disait alors, eussent le dépit du pouvoir perdu, ils n'en restaient pas moins les tenants d'une cause, celle de la liberté, étroitement unie à celle des lettres. Sans liberté politique, la littérature souffre, surtout la critique. Un des derniers historiens de la littérature française, M. Gustave Lanson, a pu dire sans injustice que, « des *Lundis*, à les lire tout d'une suite, émane un déplaisant parfum de servilité ».

L'Empire paya le dévouement de Sainte-Beuve en le faisant sénateur, assez tard et de mauvaise grâce. Encore fallut-il l'intervention de deux membres de la famille impériale, qui, à leur grand honneur, voyaient en lui l'écrivain plus que le rallié. Il est fâcheux pour l'Empire que les hommes de lettres qu'il a fait entrer en Sénat, tous trois éminents, Mérimée, Sainte-Beuve et Nisard, aient dû cette élévation beaucoup moins à leur talent qu'à leur docilité ou à leurs amitiés. C'est également fâcheux, pour ces hommes de lettres, au moins pour deux sur trois.

Sainte-Beuve ne devait pas tarder à s'apercevoir que la liberté est aussi nécessaire à la vie littéraire qu'à la vie politique et que le pouvoir personnel la refuse à ses amis comme à ses ennemis. Au Sénat, il crut pouvoir prendre la défense de la liberté de penser : il souleva la fureur de ses collègues, qui ne devaient rien à la littérature et n'en attendaient rien. Au contraire, il ne valait que par elle. Il faut lui savoir gré de s'en être souvenu à ce moment, au risque de compromettre son repos et de se faire accuser d'ingratitude par ses protecteurs. Dans la presse ministérielle, il ne se trouva pas plus libre, lorsqu'il voulut réclamer contre les prétentions oppressives de l'orthodoxie religieuse. Il dut quitter le *Journal officiel*.

Cette double mésaventure était une petite revanche de la liberté abandonnée par Sainte-Beuve. Elle lui fut salutaire en le ramenant, quoique sénateur à vie, dans le camp qui était le sien, celui des esprits libres, et en le rapprochant de ses vrais amis. Les libéraux et la jeunesse, joints à ses ennemis littéraires, l'avaient couvert de huées au Collège de France; ils vinrent faire une ovation devant sa petite maison et lorsqu'il mourut, quelques mois après, ils suivirent son cercueil.

Par ces derniers incidents de sa vie, Sainte-Beuve

s'affranchissait une fois de plus et une inconséquence apparente le montrait toujours semblable à lui-même. Il avait pu se prêter pour un temps : il ne s'était pas donné. Disons-le, cependant, il ne s'était agi dans ses métamorphoses antérieures que d'intérêt moral et le ralliement à l'Empire lui avait procuré des avantages matériels.

Somme toute, dans les différentes phases de sa vie et de sa pensée, Sainte-Beuve est resté le critique par excellence, celui qui classe et juge, mais surtout celui qui comprend et explique. Ses facultés essentielles et l'usage qu'il a fait de son talent restent un modèle. S'il n'a pas démontré que la facilité à s'engager et à se déprendre soit indispensable à l'information du critique, qu'il doive entrer dans les croyances, les systèmes et les doctrines, en ayant l'air d'embrasser leur cause, en réalité pour s'introduire dans la place et en étudier le fort et le faible, du moins, en refusant d'être un homme de parti ou de secte, en se bornant à définir les époques et les hommes sans tirer ces définitions au profit d'un système ou d'une cause, d'une foi ou d'un parti, il a bien servi la cause de la vérité pure. Il est resté fidèle à la déclaration qu'il faisait à Victor Duruy et dont une partie est gravée sur le piédestal de son monument : « Le *beau*, le *bien*, le *vrai*, est une belle devise et surtout spécieuse. C'est celle de l'enseignement, celle de M. Cousin dans son fameux livre : ce n'est pas la mienne, oserai-je l'avouer? Si j'avais une devise, ce serait le *vrai*, le *vrai* seul. — Et que le beau et le bien s'en tirent ensuite comme ils pourront! »

GUSTAVE LARROUMET,
de l'Institut.

L'HOTELLERIE DU « RENARD D'OR ».

Nouvelle.

En automne, en un vieux coin de France, tout calme d'oubli, tout endormi de silence...

C'était par un soir de grande tempête, qu'un train de banlieue m'avait déposé là, au pied d'une petite ville à demi ruinée; et je dus m'arrêter dans une pauvre auberge en face de la gare, où le courrier de l'unique hôtel ne venait plus à partir de la nuit tombante.

Une nuit noire, toute de gémissements du vent dans les arbres, de plaintes lugubres de la mer prochaine, de mélancolie de cette masure où dans une chambre exiguë, sans feu et presque sans lumière, j'attendais le matin.

Par deux fois j'avais ouvert la fenêtre, essayant de percer l'obscurité, pour tâcher de saisir quelque chose des alentours; de deviner, dans la grande masse sombre de la colline, l'endroit où était accrochée la ville... mais rien, pas une lumière, pas un coin de ciel moins noir.

Mon hôtesse, une vieille femme à figure inquiétante, m'avait tenu compagnie quelque temps; curieuse de mon arrivée, et déjà mal disposée à l'idée que j'espérais trouver le lendemain quelque logis un peu plus attrayant que celui qu'elle m'offrait ce soir.

— A l'hôtellerie du Renard d'Or, grommelait-elle, de sa petite voix méchante de fausset, sans doute vous trouverez une chambre plus grande, mais prenez garde que la maison ne vous tombe pas dessus! Elle a cinq cents ans pour le moins, la baraque; mon défunt père s'y est ruiné, faute que le monde avait seulement peur d'y entrer! Ah! ben, faut pas craindre les courants d'air, sans compter qu'on dit que les « revenants » l'habitent...

Et comme je ne répondais pas à son envieux radotage, elle reprit encore :

— Peut-être aussi c'est-il pour voir la belle mam'zelle Léocadie, que vous venez par ici?

Je levai les yeux vers elle, sans comprendre.

— C'est pourtant la curiosité du pays, savez-vous : une fille qu'a eu des malheurs dans le temps, et qu'on la dit belle encore! Moi je ne trouve pas, mais ça, c'est chacun son goût. Et puis, on prétend qu'elle a resté sage, depuis une affaire de vingt ans que ça s'est passé! Ça, c'est encore son affaire, mais c'est pas à moi qu'il faut conter des histoires; on connaît les filles de sa contrée... pas vrai? Du reste, vous la verrez bien par force, si vous allez au Renard d'Or.

Et sur ce, comme l'heure sonnait à quelque clocher voisin :

— Bien le bonsoir, dit-elle, je vas fermer, y a plus de trains à venir...

Et elle disparut dans le petit escalier noir, comme une vieille sorcière.

Pourtant, il me semblait que, peu à peu, les rafales s'espaçaient, que la plainte du vent était moins déchirante, et sans songer davantage à toutes les sornettes que je venais d'entendre, je m'endormis...

Le lendemain, le soleil était revenu, et ce fut par une matinée toute rose, que je montai vers les vieux remparts entourant la cité de leur ceinture crénelée, trouée de larges blessures et presque enfouie sous les lierres. La route suivait une infinité de lacets qui donnaient l'impression de s'élever en l'air; et à mesure que nous montions, le paysage environnant s'agrandissait invraisemblablement, devenait presque sans horizon, dans la transparente buée au delà de laquelle les yeux croyaient toujours voir.

La trépidation sonore et brève du pont-levis que

nous traversons surprend, et donne la sensation d'un recul de quatre siècles.

Encore quelques minutes de cahotement sur les gros pavés inégaux, et c'est l'arrivée.

Au bout de la rue en pente qui coupe la ville par la moitié, le cabriolet s'arrête devant la plus exquise hôtellerie du moyen âge, où se lit, sur un cartouche naïf, cette inscription pompeuse : « Hôtellerie du Renard d'Or... »

Au bruit de la voiture, l'hôtesse apparaît sous la porte ogivale : une femme sans âge, aux traits fins avec ce teint de cire transparente des êtres qui vivent très enfermés ; et, dans les yeux, un étonnement témoignant de la rareté des étrangers dans ces parages.

La conversation de la vieille fée d'hier au soir me revient à l'esprit avec une curiosité, et le nom de Mlle Léocadie... Sous cette porte, au delà de laquelle s'aperçoit la cour intérieure toute tapissée des vignes vierges d'automne aux feuilles rouges, je regarde ce joli visage de femme d'une surprenante finesse ; et tout en demandant un logis, je suis frappé du son de sa voix, de l'aisance de ses manières.

Puis, soudain, la famille entière se présente sous la voûte : une vieille mère en bonnet tuyauté, avec de grands yeux enfoncés, comme les yeux qui ont beaucoup pleuré, une figure émaciée d'une expression endurcie par la souffrance et le travail ; — et aussi un peu méfiante, de la méfiance de ceux qui ont été cruellement trompés.

A côté d'elle, un petit vieux desséché par l'âge, et marchant péniblement avec deux cannes ; l'air inconscient des cerveaux où la nuit s'est déjà faite.

Enfin la servante, une bonne face épanouie, les manches retroussées, les allures décidées, le verbe haut ; donnant tout de suite l'impression d'être la seule assumant la responsabilité de la maison et la direction du ménage.

Embrassé d'un rapide coup d'œil, dans le soleil matinal, sur ce fond de vétusté charmante, ce groupe semblait être plutôt une vision imaginée pour le cadre, qu'une réalité.

Un air de passé planait dans cette vieille cour, tombant des toitures affaissées, avec les longs rameaux des vignes vierges qui dissimulaient presque les fenêtres et venaient traîner sur le sol : un air de passé bourdonnant encore, emplissant l'imagination de tableaux héroïques, de cavaliers aux lourdes armures, de fracas de chevaux, de cliquetis d'éperons... et aux coquilles des balcons de fer rouillé, de belles dames en hennins, dans la gamme criarde de leurs costumes ; toute une époque que le silence environnant semblait avoir gardée moins lointaine, moins éparpillée aux caprices des changements et des siècles.

De ma chambre, où je venais de monter, je demeurais encore un instant à contempler mes hôtes toujours arrêtés dans la cour, et particulièrement la jolie petite femme sans âge qui m'intéressait de plus en plus, au point que je ne pus m'empêcher d'interroger la servante, tandis qu'elle rentrait mes bagages.

A ma question, elle s'arrêta un peu essoufflée par l'exercice qu'elle se donnait depuis un instant, et soudain, comme si elle avait trouvé la définition la plus juste :

— C'est Mlle Léocadie, c'est une « vieille jeune fille », dit-elle, d'un air de comique bonne foi.

« Elle ne porte pas son âge, bien sûr, c'est ça qui fait qu'on ne peut pas faire de moins que de la regarder. Ah ! elle a eu bien des amoureux dans son temps, mais dame ! celui qu'elle voulait, elle n'a pas pu l'avoir ; et ceux qui la voulaient, elle ne s'en souciait guère.

« C'est la vie du monde, tenez, continua-t-elle. Et bien dommage c'est-il, qu'une fille comme elle ait eu du malheur. Elle a été bien instruite au couvent, savez-vous ; et c'était point pour elle de finir sa vie au Renard d'Or.

« Allons, à vous revoir, Monsieur ; s'il vous manquait quelque chose, suffit d'appeler Louison par la fenêtre, et je viendrais. »

Et sur ces paroles, elle s'en alla.

* * *

Toute la journée qui était radieuse, j'errais autour de la ville, sur les vieux remparts d'où la vue s'étendait sur l'infinie succession des plaines, piquées çà et là de grands arbres au feuillage tout en or.

Des routes blanches glissaient leurs rubans au travers des pâturages, des maisons aux toits très aigus donnaient seules une apparence de vie à ce paysage déserté, d'où ne montaient ni chants ni murmures ; rien que le silence et la mélancolie des pays du Nord.

Vers le soir, je m'attardais par les petites rues tristes, à la contemplation curieuse des intérieurs ; m'arrêtant devant les portes ouvertes, d'où s'apercevaient de vieilles cuisines toutes flamboyantes de cuivres rouges, et ornées de grandes cheminées à « hotte » supportant la traditionnelle rangée d'assiettes anciennes, et les chandeliers surmontés de pommes rouges.

De très vieilles femmes en bonnets tuyautés s'avançaient sur le pas des portes, comme attendant la rentrée des jeunes ; et dans le calme du soir montant, toutes ces maisons séculaires prenaient des airs plus solennels, le dédale des petites rues sombres se faisait plus mystérieux.

. . . .

C'étaient de vagues bruits de croisées que l'on referme, de verrous que l'on pousse, des entre-choquements de vaisselle ; — et puis l'éclosion des lumières derrière les vitres obscures, tout le petit remue-ménage d'une fin de jour, mais dans la torpeur d'une ville assoupie, presque inanimée.

Là-bas au bout de la rue, l'hôtellerie du Renard d'Or profilait les avancements bizarres de sa façade, ses balcons ventrus et les ondulations de sa toiture où de gros pigeons noirâtres tournoyaient encore : au bout d'un bras de fer scellé dans le mur, une petite lampe fumeuse venait de s'allumer : j'allai vers elle.

En passant devant la porte de la cuisine, tout illuminée d'un grand feu clair, je m'arrêtai un instant, ébloui par les fulgurances des cuivres : cafetières gigantesques, toutes blasonnées de fleurs de lis, familles de bouilloires et de marmites accrochées par rang de taille, crémaillères énormes polies comme de l'argent; — tout l'arsenal culinaire de quelque haut seigneur féodal dont les festins furent célèbres !

Dans un coin, assis auprès d'une table, le vieux père repassait lentement des couteaux sur une pierre, tandis que la mère aux grands yeux enfoncés, avec de lents clignements de paupières d'oiseau de nuit, allait et venait, vaquant aux soins du dîner.

— Bien le bonsoir, dit-elle en m'apercevant, entrez donc vous chauffer un peu au feu de fagots; les soirées commencent bien à être fraîches.

Et tout en parlant, elle m'approchait une chaise au coin de la cheminée.

Le vieillard ne s'était pas retourné, continuant à frotter ses couteaux d'un mouvement machinal : je le considérai un instant.

— Vous regardez mon pauvre homme, reprit-elle, en laissant tomber sur lui un affectueux sourire où passait un peu de tendre pitié.

« Quatre-vingt-quatre ans ! a-t-il fait, aux Pâques dernières ! Et il travaille toujours. Dame ! il est bien un peu « didi », vous savez, mais ça, c'est son âge. Et puis, il a tant peiné ! Ah ! nous n'avons pas été heureux toujours, voyez-vous. On s'est beaucoup privé toute sa vie, pour élever les enfants; et le bon Dieu nous les a tous pris, sauf not' Léocadie... Une brave fille, et qui a eu bien du malheur aussi, allez ! Quand nous avons pris l'hôtellerie, l'herbe y poussait haute d'un mètre dans la cour; et puis la maison avait un mauvais nom, parce que ceux d'avant s'y étaient ruinés.

« Dans not' pays, vous savez, l'étranger ne vient guère ; y a que les jours de marché qu'on travaille un peu...

« Oui, les commencements ont été bien durs, et je croyais pour sûr que notre santé n'y tiendrait pas ;... pourtant, nous sommes encore là, tous les deux, bien vieux et bien fatigués, mais toujours debout. Quand on s'arrêtera, ce sera sans doute pour tout à fait ! »

Pendant ce petit discours, Mlle Léocadie avait paru au milieu de l'autre porte, et elle s'était arrêtée à écouter parler sa mère : une tristesse avait envahi son visage, où se voyait clairement la trace d'une histoire, la résignation à une souffrance ancienne déjà, mais qui demeure, donnant aux regards cette sorte de timidité charmante qui semble vouloir cacher l'intime pensée, la défendre contre toute surprise...

Dans la cour, la ronde des feuilles mortes tournait; on entendait leur frôlement sec sur les pierres. La vieille femme se retourna pour aller fermer et se trouva en face de sa fille.

Les deux femmes échangèrent un bon regard d'affection et de confiance.

Mais brusquement la porte se rouvrit, donnant passage à Louison, la figure animée, le pas rapide :

— Allons, vite, le dîner du percepteur. Il tape sur son verre depuis un quart d'heure, dit-il ; moi, j'étais à même à ranger les pommes dans le bûcher, je viens juste de l'entendre. Ah ! diable d'homme, va ! jamais cinq minutes avant, jamais cinq minutes après; on dirait d'une vraie mécanique.

« Vous êtes pas tant comme ça, vous, Monsieur, dit-elle en se tournant vers moi. Je vois que vous êtes pas pressé. C'est bien mieux aussi, allez ; quand j'aurai fini avec celui-là, je vous servirai bien plus à mon aise. Allons, ça y est-il? »

Et, une soupière à la main, elle se précipita dans l'obscurité de la cour.

Ce percepteur était l'unique pensionnaire du Renard d'Or.

Je sus plus tard que, depuis toujours, il aspirait, sans se décourager, à la main de Mlle Léocadie qui, elle aussi, continuait à ignorer ses déclarations avec le vague sourire des gens qui ne veulent pas entendre...

Les allures d'ouragan de Louison n'avaient en rien accéléré les mouvements d'ombre de la vieille, le silence était revenu dans la grande cuisine claire, et le vieux père achevait de repasser ses couteaux, de son mouvement inconscient d'automate.

Mlle Léocadie regardait le calendrier, comme y cherchant quelque date : un jour de plus s'achevait, semblable à tous les autres, sans doute depuis bien longtemps; — et la perspective d'années pareilles sans espoir ni désir de changement...

* * *

Quelques minutes plus tard, assis dans une petite salle à manger à très vieilles boiseries, à tapisserie

d'oiseaux et de fruits ; Louison me contait l'histoire entière, dans la remarquable couleur de son langage.

Ce ne fut, du reste, qu'après une longue insistance de ma part, et toutes sortes de considérations naïves vis-à-vis de sa conscience, qu'elle se décida.

Elle commença donc ainsi :

— C'était il y a une vingtaine d'années, on peut dire ; puisque après-demain, le jour des « Saintes Reliques », on dira sa vingtième messe à l'église des Remparts.

« Mam'zelle Léocadie était bien jolie dans ce temps-là, et elle avait bien de la gaieté sur la figure.

« Il y avait là-bas, dans un beau château que vous pourrez visiter (mais n'en parlez pas devant elle, au moins, dit-elle en s'interrompant), il y avait un jeune homme qui l'aimait.

« Bien sûr, c'étaient des gens riches, des propriétaires (ils ont quitté le pays depuis). Ils n'avaient que ce fils, — encore venait-il pas bien souvent aux Tours-Seules (c'est le nom du château) ; parce qu'il était officier dans l'armée, et sa garnison était bien à Paris, je crois.

« Enfin, pour vous dire, il avait connu mam'zelle Léocadie quand il venait en congé ici : vous savez, les jeunes gens, ça aime un peu l'amourette, et les jours de marché, il déjeunait souvent au « Renard d'Or » ; tenez, à la place où vous êtes là ; seulement qu'il n'était pas long par exemple, parce qu'il se sauvait bien vite au jardin pour la trouver.

« Il y avait bien six mois que ça durait, cette affaire, — les patrons ici ne disaient guère rien ; — pensez, ils avaient confiance en leur fille..., et puis ils ne voulaient pas faire de bruit.

« Mais il y en a toujours qui se plaisent à la malice, et le fils du libraire ici, qu'avait fait les yeux à mam'zelle Léocadie, et qu'elle ne voulait pas l'écouter, s'en fut conter la chose au père ! Faut-il être bon à rien !...

« Vous pensez le tapage ! Pendant des mois, le jeune homme ne vint pas en congé, puisqu'il ne pouvait pas la voir. Pourtant, il lui écrivait, et je comprenais bien qu'il se « manigançait » quelque chose.

« Elle en avait perdu le boire et le manger, et les vieux se faisaient bien de la misère : pensez donc, leur ainée s'est échappée avec un fils de famille, comme ça. Oh ! on peut bien le dire, il y a si longtemps de ça, et puis elle était d'un autre caractère, celle-là...

« C'était une grande brune, une coquette, elle était aimée de personne...

« Enfin, dit-elle après une pause, elle est morte, que Dieu ait son âme ! C'était pour vous dire que les pauvres vieux étaient bien malheureux de voir la seule qui leur restait dans la peine !

« Un soir, c'était justement à peu près à cette époque, j'étais à même à fermer les volets au-dessus du jardin ; il faisait tout à fait noir bien sûr : voilà-t-il pas qu'en me penchant au dehors, je les vois tous les deux... lui, il était à cheval, avec un grand capuchon comme en portent les rouliers chez nous. Parbleu, il voulait pas être reconnu ; mais pour moi c'était pas la peine, vous comprenez... Oh ! il n'y avait pas de danger que je parle, moi. La pauvre petite ! Je l'avais vue dans le chagrin, et je tenais ma langue ; et pour un temps, j'étais sourde et aveugle. Elle le savait bien, l'enfant !... Donc, ils causèrent là tous les deux, seulement quelques minutes, et puis, je le vis qui s'en allait en passant sur l'herbe, sans doute, pour que les pas de son cheval puissent pas s'entendre... »

Louison s'arrêta encore une seconde, comme reprise d'un soudain remords, de me raconter cette histoire, pourtant, elle continua sur cette réflexion :

— Bah ! tout ça c'est vieux, maintenant ; n'y a pas de mal à le dire... Alors, ils recommencèrent leurs rencontres, seulement elles se faisaient de nuit au lieu du jour : toutes les semaines au moins, il venait de Paris, quand ce n'était que pour la voir deux heures ; et puis, il s'en retournait bien souvent sans que ses parents sachent qu'il était venu du tout.

« Ça a duré comme ça encore deux ou trois mois, et puis une nuit... Louison s'arrêta, et son visage exprima la frayeur...

« Une nuit, reprit-elle, cette fois-là il était en congé chez lui ; — c'était bien une saison comme celle où nous sommes, tenez, — il faisait une tempête pareille à celle d'hier au soir : je l'avais entendu arriver, et il me semblait qu'il restait plus lontemps qu'à l'habitude. Je me disais en moi-même : Bien sûr qu'il attend que le vent calme, y a des mauvais passages d'ici aux « Tours-Seules », la nuit est noire...

« Tout d'un coup, je l'entends qui s'en allait, et puis, au même moment, la chouette se met à crier sur la grange...

. . . .

« C'est la dernière fois, tenez, qu'il est jamais venu !

« Le lendemain matin, des braconniers l'ont trouvé mort au « Saut du Loup » en bas des remparts : son cheval avait les reins cassés, et lui, il était écrasé dessous...

« On va dire sa messe après-demain, comme tous les ans, à la chapelle que vous avez vue sans doute, là, tout auprès du premier bastion.

« Depuis, la pauvre fille, elle croit l'entendre qui revient tous les ans, à son anniversaire. Elle ouvre sa fenêtre, elle lui parle et il lui répond, et puis elle voit son cheval qui s'en va dans la nuit !

« Tout ça, c'est des idées qui lui travaillent dans la tête, vous pensez bien ; moi qui couche tout à côté, je n'ai jamais rien entendu.

« N'empêche qu'on en a jasé dans la ville, et que ça a fait un mauvais renom à l'hôtellerie, pour un temps...

« C'est des mauvais rêves, et voilà tout. »

A ce moment, la sonnette du percepteur vint interrompre son récit.

— Allons, le voilà encore qui recommence, grommela Louison; c'est son café qui lui manque, bien sûr. Faites excuse, n'est-ce pas?

Et elle disparut comme une flèche.

* * *

La soirée du lendemain me donna l'occasion de causer un instant avec Mlle Léocadie. C'est, en la personne d'une pauvre fille d'artisans, une nature étrangement belle, un cœur fidèle, un souvenir toujours présent...

De son histoire, jamais une parole. Elle est bien la femme que laissait deviner l'expression de son visage : une courageuse, gardant pour elle toute seule son regret et son deuil...

Et autour d'elle, on la comprend, on semble s'être accoutumé à son existence un peu à part, au mystère qui l'entoure. On dirait que sa vieille mère sait qu'elle a eu sa large part de souffrance, et lui épargne l'irritation des détails, en feignant même parfois d'ignorer sa présence.

On lui sait gré de porter sa croix depuis si longtemps, en conservant un visage souriant pour les autres; on lui sait gré de sa douceur charmante, de sa grande volonté.

Et un charme inexplicable l'enveloppe, un charme de sacrifiée sans murmure, de femme qui a su souffrir simplement, sereinement, sans crises et sans pose; comme une primitive; comme celui qui nous a envoyé la douleur a voulu que nous la supportions.

Et cela dure depuis vingt années!...

Tout à l'heure, je partirai, j'abandonnerai à regret l'hôtellerie du Renard d'Or. Je monterai encore vers le nord, où des curiosités m'attirent, et, accoudé à ma fenêtre, je contemple une dernière fois les vieux remparts ruinés dont l'aspect s'est soudain fait cruel!

Et je songe que dans la hâte de notre vie, dans l'éternel besoin de distraction de nos yeux, nous fuyons bien souvent ce qui devrait retenir plus longtemps notre pensée; nous défendons notre âme contre les spectacles qui pourraient un instant l'attrister, mais pourtant sauraient l'ennoblir.

Et nous égrenons nos années aux vains bourdonnements des choses, de celles qui passent sans laisser de marques;... au moins tant que nous pouvons les éviter.

. . . .

Voilà qu'un petit tintement grêle me tire tout à coup de ma rêverie, un petit tintement précipité comme ceux qui appellent aux cérémonies funèbres.

Et je pense aussitôt à cette messe d'anniversaire dont m'a parlé Louison : le son vient bien de là-bas, du point le plus élevé de la haute muraille où se dresse la chapelle des moines.

Il fait un beau soleil d'automne, un soleil sans chaleur, mais très éclatant; et tout est rose, les feuilles mortes et les anciennes maisons, la buée lointaine et les grands herbages déserts.

On dirait qu'un recueillement plane au-dessus de la cité silencieuse.

Dans l'hôtellerie, les bruits familiers, toujours les mêmes; de loin en loin, le fracas sonore de quelque lourde voiture s'arrêtant dans la cour, et puis rien... que le pas précipité de Louison sur les gros pavés, inégaux, l'entre-choquement des vaisselles de cuivre, ou le piaillement des moineaux sur les toitures...

Je descends pour préparer mon départ : dans la grande cuisine les vieux parents et Louison sont, seuls; Mlle Léocadie est absente...

Je dis « au revoir », et je monte dans le cabriolet qui m'amena l'autre matin.

— Faudra venir nous trouver à la saison des pêches, me dit Louison, en refermant sur moi la portière; c'est la renommée du pays, savez-vous!

Et comme je la charge de saluer Mlle Léocadie pour moi :

— Ah! pauvre d'elle, c'est un mauvais jour, tenez; — elle est à l'office qui sonne là-bas, elle vient de partir y a pas cinq minutes. Pour sûr que vous la passerez en route. Allons, à vous revoir, bon voyage!

Et le cabriolet s'ébranle avec un bruit de ferraille..

Nous trottons dans la direction des remparts, d'où descend le chemin qui mène à la gare.

Je n'entends plus la cloche depuis un petit instant...

La route est blanche, bordée de grands chênes à demi effeuillés.

Soudain, nous tournons brusquement, presque sur nous-mêmes, et tout au bout, c'est la chapelle, et sur le bord du chemin, tout près de nous, Mlle Léocadie marche dans le soleil...

Elle a son plus joli bonnet, tout entouré de dentelles, et de petits rubans de velours noir; sa robe est celle de tous les jours, très seyante et très simple..

Sa démarche est vive, sa tête haute : en la dépassant, je la salue; et elle me sourit, rougissant un peu : sans doute à la pensée d'être surprise dans l'accomplissement de son pèlerinage...

Encore un autre détour, en suivant les lacets de la route, et je ne la vois plus...

Mon regard s'était pourtant attaché sur elle, comme sur quelqu'un de très rare et qu'on n'aura

pas l'occasion de retrouver dans la vie; et ma pensée s'incline respectueusement devant le solennel spectacle de cette « vieille jeune fille » qui porte en elle, depuis vingt ans, la marque à jamais éternelle et pure de son seul amour !...

Arthur Chassériau.

LES CRIMES DE L'UNIVERSITÉ

L'Université a entendu, depuis quelque temps, de rudes admonestations. Périodiquement on instruit son procès, on examine son cas, on observe sa « crise ».

Avant-hier, c'était M. Maurice Barrès, qui, dans un brillant et bruyant réquisitoire, rassemblait toutes les accusations, vieilles et nouvelles, dirigées depuis vingt ans contre l'Enseignement classique et, allégrement, les menait à l'assaut. Hier, c'était — en pleine Sorbonne, dans le sanctuaire lui-même — M. Jules Lemaître, qui, d'une élégante chiquenaude, renversait les idoles — entendez les « humanités », — reniait la vertu de ces études classiques qu'il avait jadis célébrée et, avec l'ardeur d'un nouveau converti, prêchait la foi nouvelle, l'Évangile utilitaire. Nous sera-t-il permis de répliquer à tant d'attaques par une courte défense? Non point certes une apologie. Mais, puisque enfin l'Université est traitée en coupable, en criminelle, qui osera témoigner en sa faveur si les professeurs eux-mêmes s'abstiennent et se récusent?

I

Le premier des crimes dont on accuse l'Enseignement classique, c'est de « déraciner » les jeunes gens. M. Barrès a inventé le mot et la chose. Le mot est heureux et expressif; il a fait fortune. Mais que vaut au juste le grief qu'il résume? Qu'est-ce qu'un « déraciné » ? — « Être « déraciné », nous dit-on, c'est être séparé « du cordon ombilical » qui vous reliait à la terre maternelle, avoir rompu tout commerce de pensée et d'amour avec cette terre natale; c'est s'être affranchi de toute influence locale, s'être corrigé de tout provincialisme : c'est ignorer le passé de sa race et l'âme de ses ancêtres; c'est, en un mot, n'être plus, matériellement ni moralement, « de sa province ».

Des « sans-famille », des « sans-patrie », race redoutable et dangereuse, voilà, prétend-on, ce que l'Université fait de ses élèves; voilà l'œuvre antinationale, antipatriotique de notre Enseignement classique.

Qu'en faut-il croire? Est-il vrai que l'Université déracine et, si elle déracine, est-ce un mal? Sur le premier point, il nous faut avouer que M. Barrès a souvent vu juste. Il nous paraît incontestable, par exemple, que l'enseignement universitaire efface, chez celui qui l'a reçu, les particularités locales, le dépouille de ses « provincialismes », le dégoûte des coutumes, des croyances, des superstitions de son milieu natal, fait de lui, quant aux manières tout au moins et quant au langage, un homme comme les autres. C'est bien un résultat de cet enseignement — résultat prévu d'ailleurs et voulu — que d'uniformiser les élèves, de les départiculariser, si l'on peut risquer le mot.

Et là-dessus, M. Barrès s'alarme et s'indigne. Oserons-nous lui dire que nous comprenons mal son émoi? Que les jeunes Lorrains qu'il nous présente dans son roman ne traînent plus les finales, s'habillent à la mode de Paris, se fassent soigner par des médecins et non par des « rebouteux », qu'ils soient même désenchantés de la *quiche*, cela n'est point de si grande importance. Pas davantage ne sommes-nous chagrinés de les voir renoncer aux superstitions, aux coutumes surannées, aux pratiques séculaires de leurs compatriotes. Si l'éducation universitaire les en a débarrassés, c'est tout bénéfice pour eux; elle n'a fait là qu'accomplir l'œuvre de salubrité intellectuelle et morale, d'hygiène, de nettoyage, si l'on peut ainsi dire, qui est précisément la sienne. Enfin, nous ne regrettons pas non plus la disparition ou plutôt l'effacement en ces jeunes hommes de l'esprit lorrain, si du moins cet esprit n'est rien d'autre que ce qu'on nous dit, c'est-à-dire l'ensemble des préjugés, des jugements, des opinions où se dénote la façon proprement lorraine de penser. Est-il donc si souhaitable, « autant pour leur bonheur propre que pour le profit social », que des jeunes gens marqués pour être les « capitaines », pour guider leurs contemporains et préparer avec eux l'avenir, que ces jeunes gens jugent la vie et leur temps d'un point de vue exclusivement lorrain? Leur vue n'en sera-t-elle pas obscurcie ou tout au moins rétrécie? N'est-ce pas, pour voir juste et loin, une condition nécessaire que d'embrasser les choses de haut et d'un point central? Or, prenons-y garde, cet esprit provincial, dont on nous vante la vertu, est, de sa nature, étroit, partial, routinier. Autant de qualités, affirme M. Barrès. Autant de défauts, pensons-nous, quand il s'agit d'apprécier les hommes et les choses du temps présent, quand il s'agit surtout de préparer l'avenir. Ce n'est pas avec les sentiments et les idées de leurs grands-pères que des jeunes gens doivent entrer dans la vie. Et, s'il fallait absolument choisir, j'aimerais certainement mieux les voir « déracinés » que « fossiles », étrangers à la Lorraine qu'étrangers au reste de la France, exilés de l'esprit lorrain qu'exilés de la « raison abstraite ».

J'entends bien toutefois que, si l'on défend avec

tant d'ardeur les mœurs, les traditions, les préjugés, l'esprit et jusqu'à la cuisine de sa Lorraine, ce n'est pas l'effet d'un parti pris aveugle, d'un excessif respect filial, c'est parce que ces particularités expriment, pense-t-il, l'âme même de la province, parce qu'en elles se sont déposés et comme cristallisés la pensée et le cœur d'une race d'hommes. Les détruire, c'est porter atteinte à cette âme, c'est mutiler le « caractère général lorrain », force vive, spontanément éclose du sol même de la Lorraine. Et voilà ce que M. Barrès tient pour un attentat stupide.

A merveille! Seulement nous désirerions bien ici quelques éclaircissements. Que sont en réalité ces énergies locales, ces forces secrètes de nos provinces dont on déplore la destruction? Qu'est-ce que ce «caractère général lorrain» qu'il voudrait voir respecter et accroître? Pour en faire tant de cas, il sait, à n'en point douter, ce qu'il est et ce qu'il vaut. Que ne nous en a-t-il alors décrit les traits et montré l'originalité? Je cherche en vain dans son roman touffu, je n'y trouve nulle part une description du génie lorrain; à peine quelques traits épars et bien peu expressifs : « merveilleux sens des réalités, gouaillerie, bon sens ». Cela suffit-il à constituer une « âme »? Je ne prétends d'ailleurs tirer aucun avantage de l'embarras de M. Barrès. S'il n'a point réussi à fixer dans son roman l'âme lorraine, c'est peut-être qu'elle est morte, ou que du moins elle se meurt... Et là-dessus, M. Barrès s'écrie : Qu'ai-je dit autre chose? La province meurt; et c'est votre Enseignement classique qui la tue. — Pardon, ripostons-nous; l'Enseignement classique n'est qu'un des agents — et non parmi les plus puissants — de cette destruction. Si les caractères provinciaux s'effacent et s'évanouissent, si toutes les régions de la France, travaillées d'un mal lent, nous offrent en spectacle le dépérissement de leurs mœurs et de leur esprit traditionnels, la consomption de cette « âme » qui fut autrefois l'âme vivante et forte de nos aïeux, la faute en est, non pas seulement à la culture classique, qui n'atteint — on semble trop l'oublier — qu'une très petite minorité de la population, mais bien à un ensemble complexe d'influences diverses et concordantes.

Faut-il les énumérer? Tout le monde les peut observer, en soi et autour de soi, et ce sont là choses dites et redites. Ce qui tue les provinces, c'est notre forte centralisation administrative, machine énorme et dont le jeu séculaire a fini par épuiser et dessécher toutes les formes de la vie locale. C'est notre régime politique qui, donnant à chaque citoyen une part dans la souveraineté et la responsabilité nationales, l'habitue à détacher ses regards de son village et de sa province, pour les porter au delà, sur le pays tout entier. C'est l'obligation pour chacun d'être soldat, de quitter son foyer, sa vie provinciale, pour aller vivre d'une vie impersonnelle et anonyme, loin des habitudes et des mœurs natales. C'est la complication croissante des rapports économiques, l'entre-croisement des intérêts et des besoins, qui tisse entre les provinces des liens de plus en plus nombreux et étroits, et multiplie les occasions de contact et de frottement. C'est encore les progrès de la conscience qui, peu à peu, impose à tous les hommes, au mépris des différences de race et des distances de sol, un idéal commun de fraternité, d'union et d'alliance. Et pourquoi ne pas citer, parce qu'elle l'a été trop souvent, la cause la plus importante peut-être de cet effacement progressif des caractères provinciaux, c'est-à-dire l'énorme développement des voies ferrées et des lignes télégraphiques, réseau immense dont chaque fil saisit une parcelle de territoire et la rattache par un nœud solide aux parcelles voisines, réseau vivant en qui circule un fluide dissolvant de toute originalité, de toute singularité? Comment, sous l'invasion quotidienne des journaux, sous l'avalanche annuelle des touristes, sous le flot incessant d'idées étrangères, de modes lointaines, de mœurs diverses qui les balaye, nos provinces pourraient-elles préserver leur « âme » de toute déformation? Comment le « caractère général » lorrain, breton ou gascon résisterait-il à ces assauts répétés? Il faut bien qu'il s'altère, qu'il s'use, qu'il s'efface. Libre à chacun de regretter sa perte. Mais ne permettons pas qu'on accuse de meurtre l'Enseignement classique et, si l'on tient absolument à traîner quelqu'un devant les juges, que ce soient les vrais coupables, c'est-à-dire les trains de plaisir, le télégraphe Morse et tous les journaux, les journaux de modes comme les Revues philosophiques.

Pourtant, si petite que soit, dans cette destruction des « caractères provinciaux », la part de responsabilité de l'Enseignement universitaire, cette part existe et nous ne voulons point nous en décharger. Si donc cette destruction est un mal, notre enseignement est coupable de favoriser ce mal. Or c'est bien là l'opinion de M. Barrès, et l'argument dont il la soutient est certes le plus fait pour nous troubler et nous émouvoir. Car M. Barrès, derrière la Lorraine, dresse à nos yeux la France et parle au nom de ses intérêts et de ses destinés. Le « déracinement », dit-il, constitue un véritable péril national, parce qu'on ne détache point les jeunes gens de leur petite patrie sans les détacher de la grande, et qu'ainsi les « déraciner » de la Lorraine, c'est du même coup les « déraciner » de la France. Les seuls liens solides qui nous attachent à la patrie, ne sont-ce point, en effet, nos besoins, nos intérêts, nos habitudes, nos souvenirs, nos affections? Or, ce sont là des liens matériels et tangibles, localisés pour ainsi dire sur un point précis du sol de la patrie, sur cette étroite

parcelle de terre où nous sommes nés, où s'élève notre maison, où s'étend notre champ. L'amour de la patrie n'est rien autre chose que l'amour du pays natal. L'Enseignement classique, qui brise ces attaches locales, brise donc en même temps celles qui unissent l'homme à sa patrie. Il est un enseignement antinational.

Étrange reproche, en vérité, et singulier détour! Ainsi, l'on ne saurait aimer sa patrie, sinon de cet amour égoïste et tout matériel, de cette tendresse quasi animale? Mais peut-être est-il une autre façon de l'aimer. Peut-être à cet amour instinctif et égoïste peut-on en opposer un autre, plus désintéressé, plus réfléchi et plus pur. Il est des liens moraux plus solides que les liens mêmes du sang et nous ne sommes pas seulement les fils de la terre de France, les produits de son sol, nous sommes aussi les fils de son âme. Non, le sol de la patrie n'est pas la patrie tout entière. Il n'est que l'expression matérielle d'une réalité morale aussi vraie, aussi vivante, sinon visible. La patrie idéale, le domaine spirituel que peuplent les grandes idées et les grands sentiments de notre race, en un mot l'âme française, voilà cette réalité invisible, intangible, mais certaine, qui doit nous être plus chère, plus vénérable que le sol même où nous sommes nés, où reposent nos morts. Et le seul amour qu'il importe de ressentir est celui qui s'attache à cette patrie spirituelle et qui se fonde, non point sur des instincts égoïstes, mais sur une adhésion libre et désintéressée de toute l'âme. Nous ne dirons donc point, qu'aimer la France, c'est simplement aimer la Lorraine, la Bretagne ou la Provence; mais nous dirons, au contraire, qu'aimer la France, c'est n'aimer ni la Lorraine, ni la Bretagne, ni la Provence, mais seulement s'attacher fermement à ce principe spirituel, comme dit Renan, à cette âme nationale qui est la synthèse, mais non pas la somme des âmes provinciales, qui est faite d'elles, mais qui est cependant autre chose qu'elles.

Être Français, pour nous, ce sera donc acquiescer de toute son âme aux idées, aux sentiments, aux vouloirs qui furent de tout temps ceux de la race française; ce sera aimer et réaliser en soi pleinement, par delà les caractères provinciaux dont vous a marqué le hasard de la naissance, l'âme de la patrie. Mais n'est-ce pas précisément à instituer chez les jeunes gens « l'âme française » que vise l'Enseignement classique tout entier, et ces qualités d'esprit que toutes nos leçons et tous les exercices scolaires ont pour seul but de développer en eux, la clarté, l'ordre, la précision, la justesse, la sobriété, que sont-elles, sinon des qualités proprement nationales? Et quelles œuvres offrons-nous en pâture à leur jeune pensée, sinon celles où apparaissent, épurés et concentrés, les idées, les sentiments, les instincts proprement nationaux? Dira-t-on que Démosthène et Virgile, Sophocle et Tite-Live tiennent dans les programmes universitaires une aussi large place que Corneille, Voltaire, Rousseau, Hugo? Il serait trop facile de répondre d'abord que, pour un esprit français, il n'est point de plus saine et de plus raisonnable gymnastique ni de plus conforme à sa naturelle structure, que l'étude des langues mères de la nôtre et non pas même, quoi qu'en dise M. Jules Lemaître, l'étude de l'allemand et de l'anglais, langues *étrangères* comme on les appelle bien, c'est-à-dire dont le véritable génie reste en grande partie impénétrable et incommunicable à l'esprit français. Et l'on pourrait répondre aussi que, les Grecs et les Latins étant les véritables ancêtres de la pensée française, en eux se retrouvent, dans toute leur force et leur simplicité primitives, et comme à leur source originelle, la plupart des besoins, des sentiments, des idées qui constituent aujourd'hui les assises profondes de notre âme nationale. Libre à M. Jules Lemaître de préférer les « versions enrichies » qu'ont données de ces sentiments et de ces idées les écrivains « de chez nous », un Montaigne, un Voltaire, un Lamartine, un Vigny, un Renan. Mais comment ne voit-il pas que, pour des esprits inhabiles et ignorants, pour des âmes neuves, les « versions simples » sont préférables aux « versions enrichies », qu'Homère, Démosthène, Plutarque sont plus accessibles à une intelligence d'enfant que Chateaubriand, Vigny ou Renan? Insistera-t-on enfin en disant que l'Enseignement classique, plus encore que l'image de la France s'efforce d'imprimer en l'âme de ses élèves l'image de « l'humanité », qu'il cherche à faire d'eux, plus encore que des citoyens de la pensée française, des citoyens de la pensée universelle? Mais qui ne sait qu'en cela même il demeure éminemment national, qu'il s'attache aux véritables traditions de notre race? A moins que l'on ne prétende que le peuple qui a pu concevoir et imposer au monde la Déclaration des droits de l'homme n'est pas le peuple « humain » par excellence, que la terre française, d'où est sortie la Révolution, n'est pas la naturelle patrie de « l'humanité ».

Ne nous laissons donc point troubler par cette accusation sous laquelle on prétend nous accabler. Oui, il est bien vrai que l'Université tranche les attaches matérielles, qu'elle relâche même les attaches morales qui relient les jeunes gens à leur province natale. Oui, elle les affranchit du joug de la terre qui les a enfantés. Elle les libère, autant qu'elle le peut, de l'esclavage où les retenaient de lointaines hérédités de race. Mais, si elle dénoue ces attaches naturelles, si par là elle affaiblit dans ces jeunes Français quelques ressorts de leur activité,

en revanche elle tisse entre eux et la France des liens moraux d'une bien autre résistance; elle leur donne des raisons d'agir d'une bien autre autorité. Qu'importe qu'en ces jeunes gens ait péri l'amour de leur province, s'il est tel que le conçoit M. Barrès, amour sans générosité, sans noblesse, amour gâté d'égoïsme? Pouvons-nous le regretter si à sa place s'éveille en eux, plus pur, plus désintéressé, plus grave, un sentiment d'ardente sympathie, de dévouement résolu pour ce « principe spirituel » qui est vraiment, et lui seul, la France?

II

Le second reproche — plus grave, à notre avis — que l'on adresse à l'Enseignement classique, c'est de ne point préparer les jeunes gens à la vie moderne. « Vous ne formez, s'écrie M. Jules Lemaître, que de pâles et vides bacheliers. Au lieu de munir l'esprit de vos élèves de connaissances pratiques et immédiatement utilisables, au lieu de leur apprendre un métier ou une industrie, de les préparer à l'œuvre industrielle, commerciale et agricole, à la vie de belle activité extérieure, — vous les nourrissez de froides et stériles abstractions, de notions toutes formelles, sans utilité pratique, sans utilité morale, et vous n'aboutissez ainsi qu'à créer ces monstres, ces prodiges de néant, qui seront plus tard de banals et médiocres fonctionnaires, de tristes ronds-de-cuir. » Comme d'ailleurs, ajoute-t-on, l'armée des fonctionnaires compte déjà plus de 400 000 enrégimentés et qu'il ne saurait être question d'augmenter cet effectif, bon nombre de ces aspirants fonctionnaires demeurent sans place. Et ainsi se forme un « prolétariat de bacheliers » plus redoutable encore que le prolétariat ouvrier, parce qu'il est plus intelligent et peut donc être plus malfaisant.

Mais enfin, que signifie cet éternel reproche que tous les ennemis de l'Enseignement classique ramassent sans se donner la peine de l'examiner? Qu'est-ce que ce « prolétariat de bacheliers » qu'on fait si grand crime à l'Université de jeter sur le pavé de Paris? « A l'heure actuelle, s'exclame-t-on, il y a 280 licenciés à pourvoir. Et il y a peut-être dix fois autant de bacheliers qui attendent avec angoisse une place dans un bureau, toujours espérée, jamais obtenue. » Il est vrai : l'Université ne prépare qu'aux carrières libérales, et les carrières libérales sont encombrées. Mais demandez aux ouvriers sans travail, aux commerçants qui végètent, toujours sous le coup d'une faillite, aux industriels, aux agriculteurs qui ne trouvent pas à vendre leurs produits, si le commerce, l'agriculture, l'industrie ne sont pas des carrières encombrées. Demandez-leur si la concurrence y est moins âpre, moins violente, moins meurtrière que dans les carrières libérales et si, chez eux comme chez nous, la lutte ne fait point des blessés et des morts? Les « faits divers » regorgent de détails et de commentaires chaque fois qu'un « diplômé » malchanceux meurt de misère ou tourne mal; et l'on s'empresse d'en faire honneur à l'Université. Que ne nous conte-t-on avec la même complaisance l'histoire de tous les commerçants qui font faillite, des industriels qui se ruinent, des banquiers et des hommes d'affaires qui « tirent au pié », des colons qui, partis pleins de courage et d'entrain, doivent se faire rapatrier, de tous ceux, en un mot, qui, dans ces carrières si vantées, échouent misérablement! Sur le nombre total de ceux qui choisissent une profession déterminée, n'est-il pas nécessaire et fatal qu'il y ait un déchet? Le succès des uns n'a-t-il pas pour condition l'échec des autres? Cela est vrai pour les professions libérales autant que pour les autres, autant, mais non pas davantage. Et c'est ce qu'oublient volontiers les âmes sensibles qui s'apitoient sur le sort des « fruits secs » de nos lycées et collèges.

Après cela, j'avoue que le sort de ces 280 licenciés sans place, comme celui des avocats sans cause, des écrivains sans éditeur, est plus digne de pitié que celui des commerçants, des industriels, des agriculteurs qui luttent contre la mauvaise chance. Je sais que, de tous les prolétaires, ce sont les prolétaires intellectuels les plus misérables. Plaignons-les donc, rien de mieux. Mais n'allons pas rendre l'Enseignement classique responsable de leur sort. De quoi est-il coupable envers eux? Ne leur a-t-il pas mis en main le meilleur outil pour les réussites futures, en quelque ordre que ce soit? Il s'applique en effet, non plus, comme autrefois, à faire des lettrés ou des latinistes, — et M. Lemaître a tort de juger nos méthodes sur des copies « lamentablement » incorrectes de thème grec ou de composition latine, — mais à donner aux esprits des qualités solides et véritablement *pratiques*. Nous n'enseignons plus le latin et le grec à nos élèves — ainsi que nos aînés nous les enseignaient, à nous — pour qu'ils les *sachent*. Nous ne prétendons pas leur découvrir en détail les beautés des littératures anciennes. Nous nous servons simplement de ces langues et de ces littératures comme d'un instrument — le meilleur qu'on ait encore trouvé — pour leur apprendre à « bien penser ». M. Lemaître connaît mal les jeunes maîtres de l'Université s'il croit que leur ambition est de former des « forts en thème ». Dans les méthodes comme dans l'esprit de l'Enseignement classique une transformation est en train de s'accomplir; déjà moins *formel*, moins uniquement littéraire qu'il y a quinze ans, il tend de plus en plus à devenir un enseignement de *fond*, un enseignement moral. Par

delà le grec et le latin, à travers tous les exercices scolaires, thèmes, versions, compositions françaises, c'est la force vive de l'esprit, c'est l'énergie pensante elle-même que nous nous efforçons d'atteindre, de stimuler et de diriger. L'effort, la recherche attentive, scrupuleuse, persévérante, voilà ce que nous exigeons de nos élèves; la justesse et la fermeté du jugement, le goût et le besoin de la précision, voilà les qualités intellectuelles que nous nous appliquons à développer en eux. Et je ne dis pas que nous y réussissions toujours; mais je dis que si nous n'y réussissons pas, c'est notre faute, c'est inexpérience ou maladresse à tirer des « humanités » ce qu'elles contiennent de vertu éducative.

Mais est-il une carrière, est-il un métier où la fermeté de la volonté, la justesse, la vivacité, la pénétration de l'esprit ne soient pas les premières conditions du succès, les instruments les plus puissants de fortune? Celui qui possède ces qualités n'est-il pas « prêt à la vie », sous toutes ses formes? Et si l'Enseignement classique, mieux qu'autrefois, réussit maintenant à les développer en ses élèves, M. Lemaître a-t-il le droit de traiter la croyance à l'utilité présente d'un tel enseignement de « préjugé extravagant », est-il fondé à dire que cet enseignement ne fait rien pour préparer les jeunes gens à la vie?

Mais on voudrait qu'il fît plus encore. Pour entrer bien armé dans la vie moderne, dit-on, l'intelligence et les bonnes habitudes d'esprit ne suffisent pas; il faut encore une instruction technique et spéciale; il faut savoir « un métier ». Et l'on reproche à l'Université de ne pas donner cette instruction technique et spéciale, de ne pas enseigner ce métier. Qui ne voit que c'est lui reprocher de ne pas remplir une besogne qui n'est point la sienne? En toute entreprise, il est un commencement et une fin. Dans l'œuvre de l'éducation, le commencement, c'est la culture générale de l'intelligence, du cœur, de la volonté. Voilà le fondement indispensable, l'assise première à défaut de laquelle toute construction sera ruineuse.

M. Jules Lemaître ne le reconnaît-il pas implicitement, lorsque, venant à esquisser le plan général de l'Enseignement utilitaire et pratique qu'il rêve, il nous propose des programmes où rien, rien absolument, — l'anglais et l'allemand exceptés, — n'a de valeur proprement pratique et utilitaire? Cette contradiction est significative. M. Lemaître a bien compris qu'une spécialisation trop hâtive des jeunes gens, loin de les préparer à la « vie moderne », ne fait que les y rendre impropres, et que l'apprentissage spécial et technique ne peut être vraiment fructueux que s'il a été précédé d'une culture générale et désintéressée. Or l'enseignement des « humanités » se trouve être le meilleur instrument de cette culture : cela suffit pour que son utilité, sa nécessité absolue ne soient pas discutées. Mais il ne peut pas tout faire. Il a sa fonction propre, qui est capitale, son rôle distinct, qui est le plus important. Il aurait tort d'en vouloir sortir et d'agrandir sa tâche au point qu'elle devînt impraticable. Ce qu'il ne peut et ne doit pas faire, il faut qu'un autre ordre d'Enseignement le fasse, il faut qu'à l'Enseignement classique *succède* l'Enseignement professionnel. Malheureusement, notre Enseignement professionnel ne remplit pas ou du moins remplit mal sa fonction. D'abord il est très incomplet; il n'existe qu'un nombre insuffisant d'écoles commerciales, industrielles, agricoles, etc. Et puis, et surtout, cet enseignement est mal organisé. Au lieu de s'ouvrir aux jeunes gens intelligents, qu'il ferait son affaire de spécialiser, il n'accepte que ceux qui sont déjà spécialisés. Il requiert de ses candidats tout un bagage de connaissances techniques. On n'entre point à l'école de Grignon sans connaître la chimie agricole, ni dans une école de commerce sans savoir l'allemand et l'anglais, la comptabilité, etc. Et ainsi, l'Enseignement professionnel se trouve interdit aux jeunes gens qui ont fait leurs études classiques, puisque ces études justement ne « spécialisent » pas. Il suffit donc d'être un « classique » pour être condamné à une profession libérale et, si la malechance le veut, pour aller grossir le nombre des « prolétaires intellectuels ».

Voulez-vous supprimer ce « prolétariat de bacheliers »? Le moyen n'en est pas dans l'abolition des études classiques, mais bien dans la réorganisation de notre Enseignement professionnel. Exigez des candidats aux écoles professionnelles, non pas des connaissances techniques, mais de bonnes habitudes d'esprit et une aptitude à apprendre. Admettez que d'avoir étudié le grec et le latin et de les avoir oubliés, mais d'avoir gardé de ces études la justesse et la souplesse de l'esprit, la fermeté du jugement, ne constitue pas un empêchement radical à devenir commerçant, industriel ou agriculteur. Faites que l'Enseignement professionnel soit le complément, la prolongation naturelle de l'Enseignement classique et que l'on puisse entrer de plain-pied du premier dans le second. Si vous pensez que deux années ne suffiront pas pour apprendre à ces jeunes gens intelligents, mais ignorants, tout ce qu'ils doivent savoir du métier qu'ils ont choisi, conservez-les pendant trois ans. En un mot, au lieu d'organiser chacun de ces deux Enseignements, classique et professionnel, ou général et spécial, à part, isolément, comme s'il existait seul, adaptez l'un à l'autre, faites-les entrer dans un plan complet, cohérent et méthodique d'éducation nationale. Ne serait-ce pas là un moyen — et le bon — d'ouvrir sur la vie industrielle, commerciale, agricole, des débouchés à la clientèle de

l'Enseignement classique, et en même temps de vivifier, de féconder l'Enseignement professionnel? Il est impossible d'entrer ici dans le détail de cette réforme, moins difficile à coup sûr que la transformation des études classiques. Mais peut-être ces indications suffiront-elles à montrer que, s'il existe un « prolétariat de bacheliers », ce n'est pas à l'Enseignement classique qu'il faut s'en prendre, mais à l'organisation défectueuse de l'Enseignement professionnel.

Mais serrons la question de plus près. Supposons que cette réforme soit accomplie et que les élèves de l'Enseignement classique puissent entrer librement dans l'Enseignement professionnel. Même alors, nous dit-on, il leur manquera ce qui est précisément la condition nécessaire du succès : à savoir, l'esprit positif et pratique, la « connaissance des réalités », le sens des affaires. Car l'éducation classique, « tout idéaliste, tout héroïque », n'enseigne pas à voir la vie comme elle est, enseigne même à la voir comme elle n'est pas. Elle donne aux jeunes gens des « notions exagérées de la place occupée dans le monde par les idées de droit, de justice, de devoir ». Elle ambitionne de faire d'eux, en matière de conscience, des délicats. Elle les veut honnêtes, scrupuleux, pitoyables. Or, c'est là leur donner d'avance, dans la lutte pour la vie, une infériorité certaine, c'est les condamner à la défaite.

Oserons-nous avouer que cette vue étroitement pessimiste de la société nous semble quelque peu conventionnelle et livresque ? Est-il donc si vrai que pour « réussir », même dans les affaires, la rectitude du jugement, la promptitude de l'esprit, l'habitude de l'observation et de la réflexion soient de médiocres auxiliaires ? Est-il si certain qu'il faille, sous peine d'échec et de ruine, déposer toute délicatesse, tout scrupule, toute répugnance d'honnête homme, entrer bravement dans ces « combinaisons » louches « qui réellement ne sont pas dangereuses », savoir les fins coups d'aviron qui permettent de côtoyer le Code, être en un mot un coquin, mais un coquin adroit? Mais admettons même qu'il en soit ainsi, que les choses soient réellement telles que M. Barrès nous les a dépeintes dans ses *Déracinés*. Il ne nous semble pas qu'il doive être interdit de les vouloir modifier. Vraiment, ces « réalités » ne sont pas si belles qu'on les doive considérer comme intangibles, immuables, et nous ne voyons pas grand mal à ce que l'éducation classique n'enseigne point à les « accepter ». Tout au contraire, faut-il la féliciter de ses efforts pour corriger d'aussi fâcheuses réalités et l'y encourager. Si l'Université pouvait jeter dans le commerce et l'industrie, dans les affaires, quelques hommes probes, scrupuleux et dignes, capables de montrer ce que peut la droiture quand elle s'allie à l'intelligence et à la volonté, peut-être que leur exemple susciterait des imitateurs, répandrait une contagion de vertu et relèverait le niveau moral de ce monde des affaires, d'où M. Barrès revient le cœur soulevé de dégoût.

C'est ici que, sans doute, l'ironie de nos subtils adversaires se donnerait carrière à nos dépens. L'Université régénératrice de la société, aimable utopie, s'écrieraient-ils, et généreuse candeur ! Ces jeunes gens, nourris par vous de nobles et irréprochables sentiments, de hautes et pures idées, ne voyez-vous pas que la vie, institutrice plus puissante, va vous les prendre et les jeter brusquement en pleine immoralité, en pleine débauche, en plein égoïsme ? Quel choc ! Et qu'est-ce qu'une telle secousse va produire dans l'âme de ces enfants ignorants ? Le dégoût de l'action, le mépris des hommes, chez ceux à qui leurs scrupules n'auront pas trop nui ; l'horreur d'une société mauvaise et injuste, chez ceux que leur invincible honnêteté aura écartés du succès ; chez tous, la révolte, la rancune, la haine, les sentiments antisociaux, ferments de ruine dans une nation. Voilà donc à quoi aboutit votre utopie d'un enseignement idéaliste et régénérateur, à créer une classe de désenchantés, de misanthropes, de contempteurs de la société, quand il faudrait, pour sauver cette société, toute l'activité, toute la foi, tout l'amour de ces jeunes gens !

Et, cette fois, nos adversaires ont raison, pleinement raison. Oui, l'éducation classique prépare aux jeunes gens de terribles désillusions ; oui, l'ignorance où elle les tient des maux et des vices de la société contemporaine est une grave erreur. Et l'on a bien fait de la dénoncer. Mais que l'on ne pense pas avoir rappelé à l'Université des devoirs qu'elle aurait méconnus. Elle s'est aperçue la première que son « éducation héroïque » a, aujourd'hui, besoin d'être corrigée, complétée, accommodée au temps présent. Seulement, tandis que MM. Barrès et Lemaître résolvent la question d'une façon simple et courte, l'Université — j'entends ici la majeure partie des maîtres — croit que le problème est délicat, complexe, et elle n'accepte point d'emblée les solutions hasardeuses qu'on lui propose. Elle se défie de ce « pédantisme » et de ce « snobisme » à rebours, qui glorifient la virile activité du commerce, de l'industrie, de la colonisation et ne voient dans les professions libérales que le morne refus d'une jeunesse débile et apathique. Elle ne pense pas qu'il suffise, pour donner aux élèves de nos lycées le « sens des réalités », de supprimer l'enseignement classique et de le remplacer par un enseignement spécial. Elle ne peut comprendre qu'avoir appris la chimie agricole, la comptabilité, l'histoire naturelle, la géographie commerciale, posséder à fond le dictionnaire de poche anglais ou allemand, signifie que l'on connaît la vie et que l'on est prêt à

la vivre. C'est dans une tout autre direction qu'elle cherche. Depuis quelques années, un souci d'éducation, j'entends d'éducation moderne et sociale, préoccupe les professeurs des lycées. Leur métier de professeur, si utile et si noble qu'ils le jugent, ne suffit pas à absorber leur activité. Ils s'essayent enencore à agir « socialement ». Beaucoup d'entre eux se sont dévoués à l'œuvre des Cours d'adultes, à celle des Conférences populaires. Quelques-uns, désireux d'associer leurs élèves à leur effort, songent à créer des patronages scolaires où le lycée viendrait fraterniser avec l'école primaire, où la bourgeoisie, se rapprochant du peuple, apprendrait à le connaître et à l'aimer (1). J'en sais d'autres qui rêvent plus encore, qui voudraient initier leurs élèves, discrètement et prudemment, aux injustices, aux misères, aux laideurs de la vie, les entraîner à leur suite dans le monde des misérables, des pauvres gens ignorants, défiants, aigris, parfois haineux, qu'il faut approcher cependant et connaître, parce qu'ils peinent et qu'ils souffrent. Oui, beaucoup de maîtres se disent que l'achèvement de leur tâche est là, dans cette initiation de leurs élèves à quelques-unes des « réalités » tristes et laides qui les entourent. Ils pensent qu'il n'est pas bon que les jeunes gens soient instruits des rigueurs de l'existence par leurs propres déboires, mais qu'il faut, au contraire, par la vue des misères d'autrui, les aguerrir contre leurs déceptions futures, les armer à l'avance de résignation et de courage. Ils savent enfin qu'à ces enfants dont ils ont la charge, il appartiendra demain de transformer et d'améliorer l'institution sociale, et qu'il ne faut donc point les laisser entrer dans la vie, ignorants des maux qu'ils auront à combattre. Oui, l'on sait tout cela dans l'Université, et l'on cherche, l'on se consulte, l'on s'efforce. Que sortira-t-il de toutes ces recherches? Aboutiront-elles et à quoi? On n'attend pas ici que nous le prophétisions. Mais ce qu'il faut dire et redire, c'est que l'Université a posé le problème, c'est qu'elle en comprend l'importance, qu'elle en cherche avec ardeur la solution.

Faisons toutefois notre remerciement à M. Barrès et à M. Lemaître pour être venus, rudes et ironiques censeurs, stimuler un zèle qui ne s'endormait pas. J'imagine que ce remerciement ne les surprendra point : l'Université, ils le savent, aime ces enfants terribles sortis de son giron; elle regarde avec orgueil ces nourrissons indociles, « drus et forts », qui la battent et la repoussent.

Francisque Vial.

(1) Cf. le discours de M. Édouard Petit au concours général de 1897, et la réponse de M. Rambaud, ministre de l'Instruction publique.

POURQUOI ON NE LIT PLUS MICHELET

On va célébrer, le 23 juin, le centenaire de Michelet. Les promoteurs de ce pieux anniversaire ont pensé, avec juste raison, qu'il devait être, avant tout, la « fête des grands souvenirs », la communion de la France entière dans un même élan de reconnaissance envers l'écrivain qui l'a, peut-être, le mieux comprise et le mieux aimée.

Comme si nous sentions le besoin d'apporter à nos divisions et à nos blessures le baume salutaire d'une heure de trêve, de tous côtés sont partis, depuis quelques mois, dans les journaux et les revues, des appels à l'initiative privée, à la bonne volonté individuelle, pour organiser la préparation de ce centenaire auquel la participation de l'État et de la ville de Paris ne saurait donner un éclat suffisant.

Or, il est incontestable que, malgré les efforts des hommes de bonne volonté, la cause du centenaire n'a point été gagnée dans l'opinion. On a pu écrire, sur cette question, des articles éloquents et convaincus, faire des conférences, des lectures publiques : la foule est restée en dehors du temple où l'appelaient les adorateurs fervents; le peuple est demeuré assez indifférent au souvenir de celui qui l'a glorifié, dans ses générosités comme dans ses égarements, qui, toute sa vie, a plaidé pour lui.

Cette indifférence tient certainement, en partie, à des causes extérieures attestant, dans les milieux où elles ont agi, moins d'apathie que de passion. Il est toujours fâcheux, en effet, qu'une fête pacifique tombe au milieu des déchaînements de la bataille. Michelet prend bien son temps, vraiment, à venir réclamer sa part de l'attention publique qu'assiègent tant d'autres préoccupations plus immédiates!

Il n'y aurait donc pas lieu de s'en préoccuper, si cette indifférence ne tenait aussi à des raisons plus profondes, à une orientation nouvelle des idées en ce dernier quart de siècle : en d'autres termes, l'appel fait à l'opinion publique, à propos du centenaire de Michelet, n'a pas éveillé d'échos prolongés, parce que la pensée de l'éminent écrivain n'est plus en rapport avec celle de la génération nouvelle.

On ne lit plus Michelet, parce qu'on ne le comprend plus. Les hommes mûrs ont, pour lui, cette admiration superficielle, — et quelque peu de convention, — que l'on garde à ceux dont on a jadis entendu parler avec enthousiasme; les jeunes gens le considèrent avec l'étonnement irrévérencieux dont ils témoignent aujourd'hui vis-à-vis des ancêtres : n'a-t-il pas, à leurs yeux, le tort suprême d'être un apôtre, un passionné, un convaincu?

De notre temps, Michelet n'en est plus, par la langue d'abord. A cause de cela même, on pourrait dire qu'il est de tous les temps, puisqu'il a forgé son instrument d'expression, qu'il ne procède en cela d'aucun maitre, et qu'aucune école ne saurait le revendiquer comme sien. Mais, en y regardant de près, on s'aperçoit que si cette langue n'a aucune des qualités d'ordre et d'équilibre qui caractérisent les écrivains classiques, elle repose sur des fondements romantiques mal dissimulés par l'allure orageuse et inégale des ensembles.

La sensation et l'émotion prédominent, en effet, dans le style de Michelet : il traduit violemment, au dehors, ses impressions de tendresse et de pitié, de colère et de haine; les contractions violentes de son me passent dans sa phrase et la font grimacer comme une figure. Son cœur bat trop fort et trop vite pour s'asservir à la syntaxe dont il viole les règles d'un bond, il tord la construction en une inversion hardie mais cadencée, écarte le verbe ou la conjonction qui ralentiraient son allure, et empêcheraient la parole de jaillir en même temps que la sensation reçue. L'impression générale que donne ce style, c'est la fièvre, c'est le halètement saccadé d'une course vertigineuse dans laquelle le verbe cherche à s'affranchir de toute entrave matérielle, pour voler de pair avec l'idée et la gagner de vitesse.

On n'obtient pas de pareils résultats, sans provoquer, à la longue, un peu de fatigue dans l'esprit du lecteur; ces jets de flammes continues surprennent et ravissent ceux qui savent y voir autre chose qu'un éblouissement voulu pour un effet d'ensemble : mais combien en supportent l'éclat sans se laisser aveugler par ses trépidations fulgurantes?

Aussi, ce relief du style, qui fait précisément de Michelet un des écrivains supérieurs de notre siècle, ne saurait-il convenir à tous les esprits. Ce n'est pas que nous soyons insensibles aux hardiesses d'expression, aux tournures un peu crues, qui donnent à la langue une saveur piquante; mais des auteurs de valeur très diverse ont tant abusé, depuis vingt ans, de ce procédé factice, pour forcer l'attention des lecteurs rebelles, que beaucoup ne sont plus disposés à se laisser faire violence. Ils entrent en défiance, à ouvrir seulement un livre d'une *écriture* originale, et cela est réellement fort regrettable pour ceux qui ne peuvent ni penser, ni traduire leur pensée avec banalité.

Michelet est précisément de ceux-là. Comme il a l'âme débordante, et qu'il est incapable de dire autre chose que ce qu'il sent, il rejette tout ce qui l'empêche d'exprimer ardemment ses émotions, c'est-à-dire la disposition patiente et concertée des traits, la méthode qui permet au lecteur de suivre, sans difficulté, l'ordre et l'harmonie du plan. Pour une génération absorbée, comme l'est la nôtre, par toutes sortes d'occupations sérieuses, et qui veut, avant tout, retirer des livres de grands avantages sans beaucoup de travail, Michelet est bien difficile à suivre et exige un effort d'attention trop considérable.

Ajoutez que sa conception même de l'histoire ne va pas sans choquer quelque peu nos habitudes ou nos préjugés. Certes, il est plus historien que la plupart de ceux auxquels on donne ordinairement ce titre. Le premier, en effet, — et mieux que pas un, peut-être, — il a su tirer parti des documents et les interroger, comme la conscience même des morts : chartes, diplômes, chroniques, tout a passé sous ses yeux; les œuvres de l'art et de la littérature, les moindres monuments de la vie privée, sont venus lui révéler le secret des époques disparues. Et, alors même qu'il n'avait sous la main que des documents incomplets, il a réussi, par un effort d'intuition, à saisir la vérité totale, parce qu'il conciliait en lui la science et la poésie, c'est ainsi qu'il a fait, de l'histoire, la *résurrection* intégrale du passé.

Si puissante que soit cette évocation des temps écoulés par un écrivain qui a le « don des larmes », et dont la plume frémissante traduit à merveille les joies et les tristesses, elle ne laisse pas cependant d'aller à l'encontre des idées vulgaires sur la conception propre de l'histoire. Quoi que nous fassions, nous la voyons toujours un peu, à travers la définition des anciens, comme une œuvre narrative, — *scribitur ad narrandum*. En outre, de plus en plus, — et surtout depuis les travaux de Fustel de Coulanges, — nous sommes portés à exiger d'elle, qu'elle serre rigoureusement la lettre des textes et des documents, dont elle n'est plus alors qu'une interprétation fidèle, mais froide, l'architecte se préoccupant fort peu, en général, de nous laisser voir la charpente de son monument.

Rien de semblable dans Michelet. Je ne sais si l'on pourrait trouver en son œuvre une *narration*, à proprement parler : il n'en donne ordinairement que des esquisses brusquement indiquées et presque aussitôt effacées. L'ordre chronologique l'inquiète peu; il n'hésite jamais à intervertir la suite des événements, quand son récit y peut gagner quelque chose en chaleur et surtout en couleur. En réalité, cette œuvre n'est pas l'histoire scientifique et impersonnelle de la France : c'est la notation fidèle des émotions de Michelet, à la lecture des pièces originales qui sont les matériaux de cette histoire. Et encore, faut-il bien considérer que l'homme de passion étouffe à chaque instant l'érudit, et qu'il y faut quelque perspicacité pour deviner la prodigieuse multitude de témoignages recueillis par l'historien,

dont on n'entend plus que les cris d'amour ou de haine.

En lisant Michelet, on éprouve, en un mot, le besoin de savoir déjà l'histoire : il vous la fait comprendre d'une façon merveilleuse, mais il ne vous l'apprend pas. C'est là, peut-être, ce qui déroute aujourd'hui plus d'un lecteur de bonne volonté. Un historien qui heurte, à ce point, nos habitudes d'esprit, risque fort d'être, sinon méconnu, du moins relégué dans un oubli aussi injurieux qu'injustifiable.

* *

Si, relativement à la forme et à la méthode, il est facile d'observer déjà un désaccord profond entre Michelet et nos contemporains, c'est bien autre chose quand il s'agit des idées pour lesquelles l'historien a combattu avec tant d'âpreté et de violence.

Cette violence convaincue lui nuit même, peut-être, plus que tout le reste, auprès des jeunes d'aujourd'hui qui se flattent volontiers de ne point se laisser émouvoir. J'entends bien que nos *petits féroces* ne feront pas de Michelet leur lecture favorite et qu'ils doivent professer à l'égard de ce grand sensitif, — s'ils le connaissent, toutefois, — le plus souverain mépris. Mais enfin, il y a une autre jeunesse, à côté de celle-là, la jeunesse qui travaille et qui s'exerce à penser. Or, j'ai peur que cette dernière n'ait pu résister au courant de scepticisme qui nous emporte, à l'heure actuelle. Il est certain qu'il faut quelque vertu, pour oser faire, devant les jeunes, une profession de foi émue et vigoureuse sur « les grands principes » : on risque de paraître démodé et d'être appelé « vieille barbe ». — C'est précisément pour cela que ce sublime passionné de Michelet n'est plus guère lu, même des jeunes gens studieux : il est à leurs yeux, déjà, un ancêtre, très vénérable, sans doute, mais trop enthousiaste en ses tendresses comme en ses antipathies.

C'est pour cela, et c'est encore pour une autre raison plus sérieuse, qu'on ne veut plus le comprendre. Je dis plus sérieuse, parce qu'elle ne caractérise pas seulement un état d'esprit fâcheux, dans la jeunesse contemporaine : elle est encore l'indice d'une évolution très inquiétante de la classe bourgeoise dans le sens d'une réaction chaque jour plus accentuée.

En effet, un bourgeois libéral de 1840, qui lisait l'œuvre de Michelet, y retrouvait l'écho de ses aspirations démocratiques et humanitaires. Cette œuvre n'est-elle pas née, — c'est Michelet lui-même qui l'affirme, — « de l'éclair de Juillet », comme la bourgeoisie du temps est sortie des *trois glorieuses?* Mais, par delà les journées de 1830, la classe dirigeante rattachait ses origines à la grande Révolution dont Michelet a été le chantre et l'apologiste. Aussi, lorsque parut, à partir de 1847, son *Histoire de la Révolution française*, fut-il chaleureusement applaudi de tous les libéraux auxquels il venait de donner comme la charte de leurs traditions originelles.

Il ne faut pas s'y tromper : c'est bien lui qui a créé, en France, la religion de la Révolution telle que les vieillards d'aujourd'hui l'ont connue et pratiquée, telle que d'excellents esprits la conçoivent encore.

Tout le reste de son œuvre n'a été, pour lui, qu'une préparation à ce livre de prédilection, et c'est avec une ineffable joie qu'il l'aborde. Écoutez-le parler au seuil du temple dans lequel il va nous introduire, et dites si ce n'est pas là l'invocation d'un initié à l'instant où le Dieu va se révéler à lui :

« Que vous avez tardé, grand jour ! Et moi-même, qui m'a permis de revivre le douloureux moyen âge, et pourtant de n'en pas mourir ? N'est-ce pas vous, ô beau jour, premier jour de la délivrance ? J'ai vécu pour vous raconter. » Ce qu'un pareil culte peut avoir d'excessif, on le devine sans peine. Encore une fois, Michelet est un homme de parti : on ne peut être qu'avec lui ou contre lui. Mais c'est un fait digne de remarque que toute l'élite intellectuelle et sociale de 1850 a été pour lui, s'est passionnée en faveur de cet incomparable plaidoyer qui vivra par son éloquence autant que par l'excellence d'une méthode historique appliquée, pour la première fois, à l'étude de la Révolution.

Nous sommes loin de ce temps où les grands principes révolutionnaires trouvaient un poète pour les célébrer et une bourgeoisie pour applaudir à son enthousiasme. On oublie volontiers, aujourd'hui, les bienfaits de la Révolution pour ne voir que ses fautes : en deux circonstances récentes, ne s'est-on pas donné, sous la coupole de l'Académie, le malicieux et facile plaisir de lui dire son fait ? Des gens qui ne seraient rien sans elle, se voilent la face, à la seule pensée des horreurs jacobines. D'autres qui n'en pensent point de mal, en parlent discrètement et avec des sourires entendus. Serait-ce donc, — et je le crois, — qu'elle nous a si profondément pénétrés et pétris au cours de ce siècle, que nous puissions, sans en avoir conscience, la renier ou l'insulter ?

Dans tous les cas, Michelet n'a rien gagné, bien au contraire, à ce revirement dans lequel il entre, peut-être, plus d'affectation que de conviction véritable. Il demeure pour beaucoup de nos contemporains, l'apôtre de la Révolution : à ce titre, il est sinon suspect, du moins suffisamment démodé pour qu'on ne se vante pas de vivre dans son intimité.

Michelet ne savait qu'aimer ou haïr. A côté de cette grande tendresse pour la Révolution, il a eu la haine implacable du prêtre, et c'est là encore un sentiment que beaucoup ne lui pardonnent pas.

Esprit profondément religieux, il a admiré l'Église du moyen âge tant qu'elle a été le phare lumineux sur lequel se sont guidés les peuples au travers des ténèbres de cette époque ; mais son enthousiasme n'a jamais été de l'adhésion : Michelet n'est pas un chrétien. Il a pris soin, lui-même, de nous le faire remarquer. Sa foi, c'est « l'humanité même... rien que le libre esprit » ; et après tant de pages lyriques sur le rôle de l'Église au XIII[e] siècle, celui qui avait embrassé la croix de bois du Colisée, s'écrie : « Je n'avais évoqué que des fantômes ! »

Au fond, cette admiration, purement esthétique, ne devait point l'empêcher de développer les idées qui découlaient nécessairement de son culte envers la Révolution, c'est-à-dire sa haine contre les prêtres et les rois. Lui-même en a fort bien marqué la corrélation.

« J'ai marché très droit ; j'ai été au cœur : le jésuitisme religieux, le jésuitisme en politique. Le faux fut attaqué : le jésuite, le prêtre ; le vrai fut exposé : le peuple, la Révolution (1). » Contre les jésuites, on connaît sa brillante et vigoureuse campagne du Collège de France, avec le livre qu'il leur a consacré depuis : il voit en eux les chefs de l'Église, et à ce titre les plus redoutables adversaires de la liberté, de la personnalité humaine. Le succès éclatant qu'il remporta, malgré les efforts de Veuillot, fut un rude coup pour la Compagnie : après cela, comment espérer que Michelet soit en faveur dans les familles bourgeoises qui confient l'éducation de leurs fils à des maîtres aux yeux desquels il rentre dans la catégorie des réprouvés comme Pascal ?

Contre les prêtres, il a des griefs d'un autre genre. Tout d'abord, ils sont des ennemis de la tranquillité domestique, par l'influence toute-puissante qu'ils exercent dans la maison, grâce à la confession auriculaire surtout. Michelet ne se demande pas un seul instant si cette dernière n'atteste point, entre autres choses, la fine psychologie de l'église catholique ; il considère, avant tout, son résultat brutal qui aboutit à faire passer, des mains du mari dans celles du confesseur, le gouvernement de la famille. « Épouser celle dont un autre à l'âme, jeune homme, souviens-t'en, c'est épouser le divorce », a-t-il écrit quelque part, résumant ainsi son impression sur le prêtre et son influence.

D'une manière plus générale, le clergé est, à ses yeux, le grand adversaire de la Révolution. Il constate avec regret que les églises, désertes en 1788, sont pleines en 92, « pleines d'un peuple qui prie contre la Révolution, contre la victoire du peuple ». Cette façon d'envisager les événements l'amène naturellement à voir dans le catholicisme moderne l'entrave au progrès comme à la liberté. Aussi, le nom de prêtre devient-il, sous sa plume, synonyme de lâche et de fanatique : la ruse et la cruauté, voilà ce qui caractérise la caste sacerdotale. Lorsqu'il veut nous faire comprendre son aversion pour le caractère de Robespierre, il ne trouve pas de terme plus injurieux que celui-ci : « C'est un prêtre. »

C'est être, à la fois, injuste et peu perspicace que de voir dans Michelet un « mangeur de prêtres », une sorte de Léo Taxil qui flatte avec un grand talent les préjugés et les passions de la foule. En réalité, c'est un convaincu doublé d'un homme d'imagination : il forge la plupart du temps des chimères qu'il se croit obligé de soutenir et de défendre avec la meilleure foi du monde. Ceux qui lui reconnaissent du génie parce qu'il a fait si rude guerre au clergé, ne servent pas, assurément, sa réputation : leurs adversaires, en effet, mettent à profit cette admiration mal comprise, pour excommunier Michelet et le mettre au rang des écrivains dangereux.

Ces amis des « saines doctrines » sont aujourd'hui légion. Depuis que la république scientifique d'Auguste Comte a fait son temps, ce sont eux qui donnent le ton en attendant qu'ils imposent leurs goûts au vrai public. Or, chacun sait qu'à l'heure présente il n'est plus possible d'émettre sur les prêtres une opinion peu orthodoxe, sans passer pour un homme de la dernière inconvenance. Tout au plus tolère-t-on, là-dessus, les boutades de quelques originaux auxquels on pardonne en faveur de leur âge.

J'ai bien peur que Michelet ne soit regardé par quelques-uns comme un de ces originaux qui n'ont pas évolué avec leur siècle ; d'autres, sans doute, le jugent mal élevé. Toujours est-il que son attitude vis-à-vis du catholicisme a éloigné de lui plus de gens qu'elle n'en a rapproché. Quelques-uns parlent de lui avec défiance, mais le plus grand nombre avec une ignorance extrême : cela vient apparemment de ce que le clergé ne pouvant nier son génie, a du moins essayé de le faire oublier.

Michelet est très admiré des lettrés ; mais ceux-ci ne sont qu'une partie restreinte du public : ils iront spontanément apporter à sa tombe le tribut de leurs hommages, le 23 juin ; je doute toutefois que Michelet ait préféré ces hommages à ceux de la foule, à ceux du peuple, pour lequel il a tant écrit, tant lutté.

Mais nous croyons avoir montré quelles influences éloignent de lui ce grand public et dans quel sens elles s'exercent. De même, si son goût de l'art symbolique et son mysticisme plaisent fort à la jeunesse, il est bien certain qu'elle n'est plus, avec lui, en communion d'idées assez étroite pour le comprendre et l'aimer ainsi qu'il aurait désiré l'être.

Voilà pourquoi, malgré la bonne volonté des pouvoirs publics, malgré les efforts de ceux qui ont au

(1) *L'Étudiant.*

cœur le culte de l'art et celui des gloires nationales, il est à craindre que le peuple français, dont le patriotisme s'affirme surtout en des occasions tapageuses, reste indifférent à cette grande manifestation patriotique que devrait être le centenaire de Michelet.

Nous souhaitons ardemment que la journée du 23 juin donne un démenti à nos inquiétudes.

GEORGES MEUNIER.

LA QUESTION DU NIGER

Les deux chancelleries de Londres et de Paris ont enfin compris qu'il serait franchement un peu ridicule d'acculer la France et l'Angleterre à une guerre à propos de Boussa, de Nikki et de Bouna.

J'entends bien que nous avions tous les droits pour nous, et que nos titres étaient indiscutables, si tant est que le droit international admet l'adage juridique en matière de meubles, que possession vaut titre. J'admets encore que, outre la possession effective, surabondamment démontrée par la présence de garnisons françaises gardant le drapeau tricolore à Boussa et à Nikki, nous pouvions arguer de traités régulièrement passés par nos chefs de missions militaires avec les chefs indigènes. Mais, je le répète, l'occupation de Boussa et de Nikki valait-elle les risques d'un conflit avec la Grande-Bretagne, et M. Chamberlain lui-même, de quelque cœur léger qu'il envisage l'éventualité d'une guerre, estime-t-il que Bouna serait une compensation suffisante des dépenses qu'entrainerait une rupture avec nous? Il nous a dit récemment avec cette franchise cynique qu'il a empruntée à M. de Bismarck, et qui est sans doute pour lui la marque du génie diplomatique contemporain, que si l'Angleterre ne nous avait pas déclaré la guerre à propos de Madagascar et de la Tunisie, c'est parce que le jeu n'en valait pas la chandelle. Croit-il vraiment que Boussa et Nikki constituent un assez beau cierge pour lancer son pays dans pareille aventure?

J'ai déjà exposé ici les termes de notre différend, et les cartes que la *Revue* a publiées ont indiqué clairement les conditions dans lesquelles se présentait la question que la commission anglo-française avait à élucider. On se rappelle que le litige portait sur deux régions de la boucle du Niger : l'Hinterland du Dahomey et du Lagos, dans le voisinage immédiat du fleuve, et l'Hinterland de la Côte d'Or et de la Côte d'Ivoire. C'est surtout à propos de la première de ces régions que le débat s'est envenimé, à tel point que, dans les journaux au moins, la seconde a fini par être presque oubliée.

Dans l'Hinterland du Dahomey et du Lagos, nous appuyant sur la convention franco-anglo-allemande du 10 août 1889, qui attribuait à chacune des trois puissances l'arrière-pays de leurs colonies respectives jusqu'au 9e degré de latitude, inclusivement, nous avons successivement pris possession de tous les territoires inoccupés de la boucle du Niger, placés sur la rive droite du fleuve; nous étions d'abord allés, tout près du 9e degré, en face de Badjibo, poste anglais de la rive gauche, où nous avions fondé un poste auquel avait été donné le nom d'Arenberg en l'honneur du distingué et zélé président du comité de l'Afrique française, mais nous l'avions ensuite évacué, pour nous installer un peu plus haut à Boussa, au-dessus du 10e degré. Puis nous avions successivement occupé tous les points du Borgou, ayant une valeur stratégique de quelque importance, activant notre œuvre d'accaparement au fur et à mesure qu'elle éveillait plus activement les susceptibilités britanniques.

A Londres et à Liverpool où l'on avait coutume de ne pas s'émouvoir outre mesure de nos ambitions africaines généralement intermittentes, et où l'on se souvenait que des comptoirs français vendus à une compagnie anglaise avaient formé le noyau de la puissante Compagnie royale du Niger, on n'avait d'abord prêté qu'une attention distraite aux missions organisées par M. Ballot, le gouverneur du Dahomey. Mais la persistance de l'effort et l'étendue des résultats montrèrent aux agents de la Royal Niger et ensuite aux fonctionnaires du Colonial Office, qu'il s'agissait d'une affaire sérieuse. On comprit que l'on avait commis une faute grave en ne donnant pas suite à l'engagement pris il y a deux ans et demi environ, lorsque fut signée la Convention du Siam, de régler définitivement cette question du Niger. On nous avertit charitablement que nous en serions pour nos frais, attendu que les territoires que nous occupions étaient bel et bien anglais, et à l'appui, on sortait de je ne sais quelle vieille armoire de prétendus traités qui auraient été négociés, antérieurement aux nôtres, par des agents ou pseudo-agents anglais avec les chefs du Borgou. Ces arguments nous ayant laissés absolument froids, nos bons voisins passèrent aux menaces. Ils envoyèrent des renforts à outrance dans le Lagos et dans les territoires de la Compagnie royale du Niger. Un officier dont le nom était à lui seul un programme, et dont les agissements dans l'Ouganda où il avait pillé et détroussé les missionnaires français venaient d'être évoqués pour le paiement d'une indemnité, le major Luggard, élevé pour la circonstance au rang de colonel, était nommé au commandement d'une expédition dont Lokodja, le poste principal de la Compagnie royale sur le Moyen Niger, devait être le point de concentration.

Nous restions toujours impassibles, d'autant plus que la commission chargée de régler la question avait commencé ses délibérations et que, forts de nos droits, nous attendions sans crainte ses décisions.

Pendant ce temps, les troupes anglaises s'amusaient à s'installer entre nos postes dans l'Hinterland du Lagos et, dans celui de la Côte d'Or, occupaient Oua que nous avions momentanément évacué pour poursuivre les bandes de Samory.

De tous les côtés, les garnisons françaises et anglaises étaient à portée de fusil et attendaient un mot d'ordre pour se retirer ou pour tirer.

On conviendra que cette situation ne pourrait s'éterniser et qu'il était plus que temps d'en finir. Mais comment?

On a dit que la commission avait décidé que Boussa serait donné ou rendu à l'Angleterre et que la démarcation des frontières anglo-françaises serait déterminée par une ligue partant de Carnotville, dans le Haut Dahomey, et se dirigeant vers Ilo, sur le Niger, à mi-chemin entre Say et Boussa. Les informateurs n'étaient pas d'accord pour nous dire si Nikki resterait ou ne resterait pas dans la zone qui nous serait attribuée. Ils ajoutaient que, en compensation de ces concessions, il nous serait accordé deux routes commerciales allant de l'arrière-pays du Dahomey, et du Dahomey même au Moyen et au Bas Niger, sur lequel l'acte général de Berlin a déclaré que la navigation devait être libre, clause que, entre parenthèses, la Compagnie royale anglaise a jusqu'ici traitée avec le plus profond mépris.

Les commissaires français ont eu absolument raison, si telle est réellement la base de la transaction, de renoncer à Boussa, et ils auraient abandonné Nikki par surcroît que je ne trouverais rien à redire. Mais, par contre, ç'aurait été une compensation absolument insuffisante de nous contenter en échange de routes commerciales nous permettant d'atteindre le Bas Niger. La compensation qui nous était due, c'est de l'autre côté, vers la Côte d'Or et la Côte d'Ivoire, que nous devions la chercher et l'exiger, et nous l'avons obtenue.

Le Bas Niger est anglais et définitivement anglais, et ce n'est pas en territoire anglais, pour faire prospérer une colonie anglaise et pour enrichir des compagnies de navigation anglaises que nous devons exploiter les produits des pays que nous avons annexés. La porte de sortie des territoires français de la boucle du Niger doit être Porto-Novo, et non pas Akassa. Donc, laissons aux Anglais le Bas Niger, puisque nous ne pouvons pas faire autrement, laissons-lui une partie du cours moyen du grand fleuve africain, qui restera français et bien français, depuis sa source jusqu'à Ilo, n'insistons pas sur de prétendues routes commerciales dont nous n'aurions que faire et qui deviendront inutiles le jour où sera fait le chemin de fer de Porto-Novo à Ilo ou à Say, mais tirons tout le parti possible des avantages que nous avons obtenus dans l'Hinterland de la Côte d'Ivoire. Il y va pour nous d'un intérêt essentiel. Nous ne serons jamais tranquilles de ce côté tant que les Anglais auront un point de contact quelconque avec Samory : comme nos voisins sont trop pratiques pour ne pas comprendre qu'il leur faut accepter d'être bouclés dans la Côte d'Or; comme ils le sont dans le Sierra Leone, comme ils savent que ces deux colonies ne peuvent plus être que des enclaves de nos possessions, ils ont accepté une rectification de frontière qui nous permettra de régler à notre aise nos comptes avec notre vieil Almamy, comme nous venons de le faire avec le successeur de son ancien rival Tieba, à Sikasso.

Quelques-uns trouveront peut-être qu'un arrangement conclu sur ces bases n'est pas très glorieux, mais beaucoup, et j'en suis, pensent qu'il est parfaitement honorable.

CHARLES GIRAUDEAU.

UN COUP D'ÉTAT EN SUÈDE

AU XVIIIe SIÈCLE [1]

Placée à l'ouest du continent et ayant à craindre l'hostilité des puissances de l'Europe centrale, la France a depuis longtemps cherché des alliés dans le Nord et dans l'Est. Aujourd'hui, nous nous appuyons sur l'alliance russe. Au XVIIIe siècle, c'était une tradition de notre diplomatie de se ménager l'alliance de la Turquie et de la Suède. Le roi de France payait des subsides à ce dernier pays, mais la Russie, l'Angleterre et la Prusse s'ingéniaient à y combattre notre influence, et grâce aux factions qui y étaient aux prises, elles étaient parvenues, vers la fin du règne de Louis XV, à mettre la Suède dans l'impossibilité de jouer aucun rôle dans la politique internationale. La monarchie suédoise était, d'ailleurs, dépourvue à peu près de toute autorité; les États, composés des représentants de la noblesse, du clergé, des bourgeois et des paysans, avaient peu à peu empiété sur les anciens droits de la couronne et le pouvoir réel appartenait bien moins au roi qu'au Sénat, composé d'un petit nombre de membres nommés par les États. Les États eux-mêmes étaient

1 Pour la rédaction de cet article, nous nous sommes inspiré d'un livre très remarquable et judicieusement documenté que vient de publier M. Bonneville de Marsangy, sous ce titre : *le Comte de Vergennes, son ambassade en Suède*. 1 vol. in-8°; Plon.

fort désunis ; deux partis s'y combattaient, celui des Bonnets et celui des Chapeaux, le premier à tendances démocratiques et soutenu par l'Angleterre ainsi que par la Russie, le second à tendances aristocratiques favorisé par la France. Les élections étaient l'occasion des brigues les plus déloyales et d'une corruption éhontée. Afin d'acquérir des voix dans les États, chacune des nations qui prétendait au concours éventuel de la Suède répandait l'or au moment où se réunissaient les Diètes ; pour ne parler que des sacrifices faits par la France, celle de 1769 lui avait coûté 1 648 000 livres et celle de 1770, 1 400 000 livres.

A cette époque, Adolphe-Frédéric régnait à Stockholm. C'était un prince faible, auquel les majorités successives dues aux hasards des scrutins avaient pendant vingt ans imposé leurs volontés, mais qui avait fini par se sentir humilié de l'abaissement dans lequel il était tombé. Il résolut donc, en 1770, d'envoyer en France son fils aîné Gustave, afin qu'il vît Louis XV et ses ministres et qu'il avisât avec eux aux moyens de rendre au trône de Suède quelque force et quelque prestige. Gustave était jeune, intelligent et ambitieux. Son précepteur, le comte de Scheffer, admirateur enthousiaste de la constitution suédoise, avait cherché à lui inculquer ces principes « que la royauté est un poste brillant, mais un bien lourd fardeau », qu'un roi a des devoirs et la nation des droits, et que l'autorité royale gagne à être limitée. Gustave n'avait retenu de ces enseignements qu'un mépris théorique pour le despotisme et il aspirait à s'affranchir, le jour où il serait roi, de la prédominance absolue des États et du Sénat. Il venait d'atteindre ses vingt-cinq ans quand il arriva à Paris, dans les premiers jours du mois de février 1771, et il fut reçu à la cour ainsi que dans la haute société parisienne avec une distinction dont le souvenir fit le charme de sa vie. Le 1er mars, il était à l'Opéra dans la loge de son amie la comtesse d'Egmont, quand un courrier lui apporta la nouvelle de la mort de son père décédé subitement trois semaines auparavant. Il ne se hâta pourtant point de retourner en Suède et ne quitta la France qu'à la fin de mars, après avoir assuré Louis XV « de sa reconnaissance pour toutes les marques d'amitié qu'il lui avait données », et de son désir de rendre indissolubles les relations qui s'étaient établies entre eux.

Sûr des dispositions personnelles du nouveau souverain de la Suède et n'ignorant pas davantage les difficultés que celui-ci rencontrerait à faire accepter par les États l'alliance française, le cabinet de Versailles résolut de se faire représenter à Stockholm par un ambassadeur, et non plus par un simple ministre plénipotentiaire. Le comte de Broglie, qui était le chef de la correspondance secrète que Louis XV aimait à entretenir, à l'insu de son ministère, avec ses représentants près des principales cours de l'Europe, conseilla au roi d'appeler M. de Vergennes au poste de Stockholm. Vergennes était un diplomate de carrière. Il avait occupé pendant treize années, de 1755 à 1768, notre ambassade à Constantinople (1), et depuis deux ans il se trouvait sans emploi. Aucun choix ne pouvait être meilleur, et Louis XV le ratifia. Cependant Vergennes ne consentit qu'avec une certaine peine à partir pour Stockholm. Il se rendait compte qu'il allait mettre le pied sur un terrain tout nouveau ; les intrigues auxquelles allait donner lieu la Diète suédoise lui apparaissaient comme devant être à la fois mesquines et compromettantes, et il lui répugnait, après avoir passé tant d'années au milieu de la corruption orientale, de se lancer dans une carrière où il savait que la corruption, sous d'autres formes, se présenterait encore à lui comme une nécessité.

Le parti des Bonnets, favorable à la Russie, paraissait être en majorité dans la Diète. Il fallait donc que l'ambassadeur de France arrivât les mains pleines. Vergennes réclama en conséquence et obtint 100 000 livres d'appointements et gratifications annuels, 150 000 livres de gratification extraordinaire, 700 000 livres de supplément de traitement par mois pendant tout le temps que durerait la Diète, et enfin un crédit de 2 millions pour acheter ou récompenser des dévouements parmi les hommes politiques. En outre, Louis XV s'engagea à verser au roi de Suède un subside de 1 500 000 livres par an.

Ainsi pourvu, Vergennes s'attendait à se livrer en grand au marchandage des consciences et on comprend son dégoût. Mais la réalité dépassa ses prévisions. A peine arrivé, il fut assailli de demandes d'argent par les chefs du parti des Chapeaux et, dans une dépêche du mois de juin 1771, il écrivait au ministre des Affaires étrangères : « Les Suédois de tous les ordres et de toutes les classes calculent, en général, le produit d'une diète comme un autre celui d'une terre. » Si du moins les sommes qu'il se mit à distribuer avaient paru utilement dépensées pour la cause française ! Mais Gustave III était entré en lutte avec les États, au sujet de la nomination de deux sénateurs et il avait été obligé de céder ; les trois ordres du clergé, des bourgeois et des paysans avaient élu pour présidents des membres inféodés au parti des Bonnets, et ils affichaient hautement des prétentions contraires tant aux privilèges de la noblesse qu'au pouvoir du roi. « Ces gens-là, mandait le 15 août notre ambassadeur, ne respirent que la

(1) L'histoire de cette mission a été écrite dans un autre ouvrage de M. Bonneville de Marsangy, sous ce titre : *le Chevalier de Vergennes, son ambassade à Constantinople* ; 2 vol. in-8°.

démocratie, et l'intelligence qui existe entre eux est d'en faire, s'ils peuvent, l'âme du gouvernement de la Suède. » Au mois de novembre, la session des États non seulement n'était pas terminée, mais il n'était pas possible de prévoir quand elle prendrait fin. Une sommation que leur adressa Gustave III d'avoir à aboutir fut déclarée inconstitutionnelle, et la France avait, sans résultat, déjà dépensé deux millions et demi de livres. Le duc d'Aiguillon, ministre des Affaires étrangères, prévint alors Vergennes que l'état des finances ne permettait pas au roi de prolonger ses sacrifices et qu'à partir du 1er janvier 1772, il cesserait d'accorder des subsides à la Suède. A cette nouvelle, l'émotion fut vive à Stockholm, aussi bien dans la Diète qu'à la cour, et le duc d'Aiguillon pensant que Gustave III ne pourrait sortir que par un coup de force de la situation critique où il se trouvait, lui écrivit le 10 décembre « que sans vouloir subjuguer sa nation et s'en créer le despote absolu par la force des armes, il pourrait employer une partie de ses troupes pour rassurer et encourager les bons patriotes, contenir et intimider les factieux, en imposer aux uns et aux autres et les obliger à se conformer aux anciennes lois et institutions. »

Qu'on ne s'étonne pas de voir le cabinet de Versailles pousser en ces termes Gustave à renverser la constitution suédoise. Louis XV avait, en effet, une haute idée des droits des monarques, et sentant grandir autour de lui une violente opposition par suite du progrès des idées philosophiques et économiques, contrarié par la résistance des parlements, il ne s'était pas contenté, dans un lit de justice tenu le 3 mars 1766, de proclamer qu'en sa personne résidait la puissance souveraine, qu'à lui seul appartenait le pouvoir législatif et que l'ordre public tout entier émanait de lui ; il avait, au mois de décembre 1770 enjoint aux parlements de se soumettre à sa volonté dès qu'elle leur serait notifiée. Puis au mois de février 1771, sur les instigations du chancelier Maupeou, il avait supprimé ces cours, les avait remplacées par d'autres tribunaux, et, au mois de janvier suivant, assuré que dorénavant aucun corps ne pourrait plus dans le royaume lui adresser de remontrances, il avait réduit l'intérêt des rentes et établi de nouveaux impôts. Ses sujets avaient crié, mais ils avaient obéi, et Louis XV était persuadé qu'avec un peu de vigueur Gustave III triompherait également de la résistance des siens. Dans une nouvelle dépêche du 12 janvier 1772, d'Aiguillon, « par ordre exprès du roi », recommanda donc à Gustave de ne pas hésiter davantage « à rompre promptement une Diète sur laquelle le fanatisme, l'intérêt le plus vil et l'esprit de parti ont pris trop d'empire pour en attendre désormais aucune délibération sage ». Il lui représentait « ce parti ferme et vigoureux » comme le seul qui fût glorieux pour lui et utile pour ses peuples.

Par ce langage et ces conseils, il répondait assurément aux secrets désirs de Gustave ; mais celui-ci, mollement soutenu par la noblesse et n'osant pas compter sur l'armée qui avait juré fidélité aux États, reconnut bientôt que l'audace lui était, pour le moment, interdite et que, pour gagner du temps, il n'avait qu'à dissimuler. Loin de l'exciter à user de violence envers la Diète, Vergennes, que d'Aiguillon n'avait pas mis au courant des vues qu'il avait récemment exposées au roi de Suède, lui conseillait au surplus la prudence. Les instructions qu'il avait emportées de France lui recommandaient, en effet, de veiller à ce que le successeur d'Adolphe-Frédéric n'entreprît rien dans le but de changer les bases du gouvernement et tâchât simplement d'amener un rapprochement entre les deux factions qui dans la Diète se partageaient l'influence. La politique du cabinet s'étant modifiée, Vergennes aurait dû en être averti, afin qu'il combinât ses efforts avec ceux de Gustave III. Mais on sait que Louis XV aimait à garder le secret vis-à-vis de ses ambassadeurs, et à la date du 23 février le ministre des Affaires étrangères, tout en prescrivant à Vergennes de continuer à tenir une conduite circonspecte, se borna à lui dire que si le roi de Suède parvenait à opérer une révolution qui augmenterait son pouvoir, cela serait pour le mieux de nos intérêts, attendu que l'argent de la France aurait servi en ce cas à consolider sur son trône un prince qui nous serait dévoué et pourrait nous rendre service.

Notre représentant à Stockholm n'avait pas encore reçu la dépêche qui précède, quand un événement grave se produisit. Le 2 mars 1772, Gustave se décida, en effet, à prêter serment à la constitution. Devant le Sénat et en présence des délégués de la Diète, il jura de maintenir les droits et prérogatives des États, de ne rien tenter pour établir le despotisme et « de punir comme les plus grands traîtres ceux qui trameraient quelque entreprise pour détruire ou changer la forme du gouvernement ». Les ambitieux projets de Gustave semblaient donc abandonnés, mais il n'y avait pas renoncé, et ses adversaires ayant fait voter par la Diète une loi destinée à atteindre plusieurs sénateurs appartenant au parti de la noblesse, cette mesure, qu'il considéra comme un outrage personnel, le poussa à bout. Il appela au palais l'ambassadeur de France et lui révéla qu'avec le concours d'un régiment fidèle, il était résolu à arrêter les principaux chefs du parti des Bonnets et à contraindre les États à accepter une constitution « qui leur retrancherait le pouvoir de faire le mal et de trahir les intérêts de la patrie ». Vergennes lui adressa timidement quelques objections, mais le

trouvant inébranlable il n'insista pas, et consentit même à lui donner 30 000 écus dont Gustave avoua avoir un pressant besoin. Quelques jours plus tard eurent lieu les fêtes du couronnement, puis Louis XV, auquel le roi de Suède avait écrit qu'enfin les circonstances lui paraissaient propices pour agir, autorisa son ambassadeur à tenir 600 000 livres à la disposition de Gustave III.

La longueur, les intrigues et l'intolérance de la Diète avaient fini par exciter dans l'armée, principalement dans le corps des officiers, un vif mécontentement. Le roi en était instruit et il s'entendit avec ses deux frères pour en profiter. Une révolte qui éclata soudain le 12 août dans la garnison de Christianstadt précipita les événements. Le soulèvement militaire dont il s'agit ne fut connu que le 17 dans la capitale, et aussitôt les États soupçonnèrent Gustave III de l'avoir fomenté. C'était inexact et il lui fut facile de jouer la surprise. Bien plus, il parut approuver les mouvements de troupes que le Sénat s'empressa d'ordonner, et afin de le rassurer sur ses intentions, il parut ne songer qu'au plaisir. Le 18, il alla à l'Opéra et donna ensuite un souper de quatre-vingts couverts. Mais le lendemain, 19 août, il descend vers 10 heures de ses appartements, trouve dans la cour du palais un groupe de 200 officiers qui s'y sont rendus par son ordre, les harangue, leur dénonce les factions qui réduisent le royaume à l'impuissance, et acclamé par eux ainsi que par les soldats de garde, se rend dans la salle du Sénat, y annonce aux sénateurs qui s'y trouvent rassemblés qu'ils sont ses prisonniers, fait fermer les portes du palais, monte à cheval, traverse la ville suivi d'une escorte d'officiers, et s'arrête à plusieurs reprises pour déclarer à la foule qu'il n'entend pas usurper le pouvoir arbitraire, que son seul but est de soustraire son pays à la corruption des tyrans qui l'oppriment et qu'il veut arracher sa patrie à la ruine qui la menace. Il est applaudi et, parvenu à l'Arsenal, il est reçu avec enthousiasme par le régiment d'artillerie qui y est caserné.

Que font pendant ce temps les États ? Ils ne siègent pas et leurs membres n'essaient même pas de se réunir. Quelques-uns des chefs du parti des Bonnets descendent pourtant dans la rue en criant aux armes, mais, devant l'attitude de la population, ils ne tardent pas à se disperser. Le roi fait afficher dans tous les quartiers de la ville une proclamation dans laquelle il affirme n'avoir en vue que de garantir à ses peuples la sûreté publique, l'indépendance et une sage liberté ; elle produit le meilleur effet. Les troupes de la marine se rallient à Gustave, le mouvement populaire se prononce d'une façon irrésistible en sa faveur, et il rentre le soir dans son palais au bruit des acclamations et des vivats. Le lendemain, nouvelle promenade triomphale au travers de la ville, et le 21 août a lieu, par ordre royal, une séance plénière de la Diète. Gustave III s'y rend avec un nombreux cortège, il adresse aux représentants une sévère harangue où il leur reproche de s'être laissé corrompre par l'or étranger, d'avoir jeté la discorde dans le royaume, de l'avoir ainsi exposé à la ruine ; il les convie « à concourir avec lui à asseoir sur des bases solides et inébranlables l'édifice de la prospérité publique et de la vraie liberté », leur fait donner lecture d'une nouvelle constitution calquée sur celle qui avait été en vigueur depuis Gustave-Adolphe jusqu'au règne de Charles XI et les invite à prêter serment à cette constitution, ce qu'ils font à l'unanimité. Les sénateurs sont invités ensuite à remplir la même formalité, et aucun d'eux ne s'y refuse.

Le coup d'État rêvé par Gustave III depuis son accession au trône réussit non seulement dans la capitale, mais dans la Suède entière. Toutes les provinces s'empressèrent d'adhérer au nouvel ordre de choses, pas une goutte de sang ne fut versée pour la défense des libertés antérieures, et lorsque les États se séparèrent le 9 septembre pour une période indéterminée, après avoir voté les impôts ordinaires et extraordinaires que leur avait demandés le gouvernement, ils n'eurent même pas la pudeur de se taire. Ils adoptèrent une adresse pour remercier le roi de l'heureuse révolution par lui accomplie et pour vanter les bienfaits de l'antique constitution par lui rétablie. Rarement assemblée s'est avilie à ce point devant un maître, et les Suédois ne pouvaient plus en vérité conserver la moindre illusion sur la valeur morale de leurs députés. Quand d'ailleurs un régime politique a pour résultat de remettre la direction des affaires du pays à des hommes vénaux, ne songeant à user du pouvoir que dans leur intérêt personnel, sans talent comme sans énergie, ce régime est virtuellement condamné : il peut conserver les apparences de la solidité, mais un choc subit suffit pour en amener la chute. Le dégoût du présent assure le succès de l'homme ou du parti qui se sent assez hardi pour prendre le pouvoir, en promettant un avenir meilleur. Tel était l'état des esprits en Suède en 1772, et ainsi s'explique l'extrême facilité du triomphe de Gustave.

Les événements de Stockholm produisirent une grande sensation en Europe. La cour de France ressentit une joie bien naturelle de l'augmentation de puissance acquise par son allié Gustave III, et elle obtint de l'Angleterre l'engagement de ne pas se mêler des affaires de Suède. Au contraire, on fut très mécontent à Berlin et à Saint-Pétersbourg. Catherine II surtout menaça d'une invasion la Finlande, alors province suédoise, et à son instigation le Danemark, qui possédait à cette époque la Norvège, se livra à des armements. Mais les franches

explications de Gustave III rassurèrent le cabinet de Copenhague, et Louis XV ayant averti qu'une flotte française soutiendrait, en cas de besoin, la Suède, la Russie finit par renoncer à lui déclarer la guerre. Au cours des négociations qui se prolongèrent pendant les années 1772 et 1773, les conseils de Vergennes furent fort utiles à Gustave III. Cet ambassadeur avait reçu de son gouvernement le titre de comte en récompense de la part qu'il avait prise au succès du coup d'État du 19 août, et il était fort bien vu à la cour de Stockholm. Cependant, il aspirait à revenir auprès de sa famille et il avait demandé son rappel, quand Louis XV fut emporté par la petite vérole au mois de mai 1774. Quelques semaines plus tard Louis XVI le choisissait pour ministre des Affaires étrangères, et l'on sait avec quelle habileté il dirigea la politique extérieure de la France jusqu'à sa mort, qui survint le 12 février 1787.

CH. GOMEL.

THÉATRES

OPÉRA-COMIQUE : *La Bohême*, quatre actes de MM. Giacosa et Illica d'après Murger, musique de M. G. Puccini.

Pour juger raisonnablement la *Bohême*, il faut s'abstraire de toutes ses préférences, ce qui n'est pas facile, et renoncer résolument à toutes les idées qu'on croyait justes, et qu'on a proclamées telles, ce qui est presque impossible. Il est donc probable, sinon certain, que je serai tout à fait injuste envers M. Puccini. Je tâcherai, du moins, de l'être aussi peu que possible.

Et, pour commencer, je ne lui reprocherai pas d'avoir une conception dramatique tout à fait différente de celle qui, pour le moment, nous paraît la meilleure. Je serais tenté, au contraire, de trouver qu'il ne s'est pas assez affranchi de la tyrannie wagnérienne. Pourquoi, par exemple, avoir fait un usage si fréquent des rappels de thèmes? Le thème de Mimi, pour ne citer que celui-là, revient fréquemment durant les quatre actes de la *Bohême*. Il est presque toujours présenté de façon identique; il perd donc son utilité dramatique qui est, chez Wagner, de nous révéler les sentiments par où passe l'âme d'un personnage, ou les transformations de ces sentiments. Il ne sert ici qu'à représenter le personnage, ce qui est superflu, puisque nous le voyons... J'entends bien que, abstraction faite de l'emploi raisonné du *leit motif*, le rappel de thème peut donner de bons effets. On en fait usage avant et depuis Wagner : Gounod et Verdi, pour ne citer qu'eux, s'en sont servis avec bonheur. Mais les thèmes étaient ramenés, en quelque sorte, par la parité des situations. Quand Mireille, au dernier acte, rappelait à Vincent le rendez-vous dans l'église des Saintes-Maries, elle se servait naturellement de la même phrase littéraire qui venait se placer d'elle-même sur la même phrase musicale. Quand Marguerite et Juliette, au moment de mourir, se souvenaient des moments les plus heureux de leurs amours, l'expression musicale de ces moments venait naturellement se placer dans l'orchestre ou dans la voix. Et, de même, quand Othello donne à Desdémone son dernier baiser, le souvenir que ce baiser évoque est celui de l'étreinte passionnée qui termine si poétiquement la scène d'amour du premier acte, et, naturellement aussi, la phrase musicale qui accompagnait l'étreinte accompagne maintenant le dernier baiser. — Dans la *Bohême*, ce n'est plus une scène, mais un personnage même que le thème évoque ou représente; à quoi bon, puisque ce personnage est sous nos yeux?

Mais laissons ces critiques de détail.

Il est impossible de ne pas prêter quelque attention à cette nouvelle forme théâtrale qui nous arrive d'Italie. Elle est en réaction très sensible par rapport aux drames de Wagner; elle néglige à peu près tout ce à quoi s'attachait l'auteur de *Tristan*, l'existence intime et morale du personnage, sa vie intérieure. Elle est amoureuse, avant tout, de mouvement. Que ce mouvement soit parfois superficiel, et que parfois même il ne soit que de l'agitation, tout le monde, je crois, sera forcé de le reconnaître. Il n'en est pas moins vrai que, mouvement ou agitation, cette forme théâtrale n'est pas ennuyeuse. L'intérêt qu'elle excite est superficiel, comme elle. C'est plutôt un divertissement que de l'intérêt véritable. Les scènes se suivent rapides et variées. A peine avons-nous eu le temps de nous prendre à un personnage ou à une scène, que le personnage change d'aspect, et que la scène est remplacée par une autre. Bien mieux, notre émotion même, — et la musique n'est qu'émotion, — notre émotion change à chaque instant de nature : une scène « farce » est immédiatement suivie d'une scène triste, la mélancolie et le rire se remplacent et se bousculent, bousculant en même temps nos sensations, ne nous laissant pas le loisir de les goûter pleinement...

Ce procédé interdit toute émotion profonde; l'âme des personnages ne nous est pas dévoilée un instant; nous percevons des mots et des gestes; des hommes s'agitent sur la scène : nous entendons ce qu'ils disent, nous voyons ce qu'ils font ; mais pourquoi ils le disent, et pourquoi ils le font, nous ne nous en doutons pas. Nous ignorons constamment ce qu'ils sentent, ou, pour parler de façon

plus précise, nous ignorons comment telle passion affecte leur personnalité morale. (Je reviendrai tout à l'heure sur ce point, qui a son importance au point de vue musical.) Il nous est donc impossible de nous intéresser à eux. — Mais, en revanche, ce procédé a le grand avantage de ne guère laisser prise à l'ennui. Le temps nous manque, autant pour nous attacher aux personnages que pour nous en lasser. Et, si le premier de ces effets est fâcheux, le second, tout de même, mérite notre reconnaissance! Il faut bien ajouter, toutefois, que ce genre de divertissement ne saurait se prolonger très longtemps. La variété et la monotonie sont deux extrêmes qui se touchent. Je ne suis pas sûr que le premier acte de la *Bohème* soit supérieur au dernier; mon plaisir, cependant, y a été beaucoup plus vif. Il n'y a pas à dire : quand nous écoutons un ouvrage littéraire ou musical, un moment vient où nous avons besoin de nous ennuyer...; disons plus sérieusement : de « faire un effort ». Il faudrait seulement s'entendre sur le nombre de ces moments.

Il est significatif sans doute que des ouvrages tels que *Cavalleria*, *I Pagliaci* et *la Bohême* aient été écrits. Ce qui est plus significatif encore, c'est le succès universel qui les a accueillis. Laissons, si vous le voulez bien, les phrases toutes faites sur la médiocrité de goût du public; et, pareillement, négligeons l'habileté de tel ou tel éditeur. La réclame, à elle seule, n'eut jamais de tels effets. Pour avoir été reçus comme ils l'étaient, ces ouvrages répondaient certainement à un besoin du public. Et ce besoin, c'était le besoin de mouvement.

Je ne voudrais pas paraître « réactionnaire » aujourd'hui. Mes préférences restent les mêmes, et je sais (je crois) pourquoi je les ai. Il faut cependant reconnaître que, depuis dix ou quinze ans, nous avons peut-être été trop exclusivement wagnériens. Éblouis à juste titre par les sublimes chefs-d'œuvre du Maître, saisis par la justesse et par la profondeur de ses idées, nous n'avons peut-être pas assez compris que ces idées mêmes, pour produire toutes leurs conséquences, devaient être appliquées par un génie souverain comme celui de Wagner. La fusion intime et sans relâche de la parole et de la musique ne se peut guère réaliser par une collaboration : un poète de génie pourrait s'associer à un musicien génial, et l'œuvre ainsi produite n'être qu'imparfaite ou même médiocre. Le Drame doit être *un*, paroles et musique. et, par suite, sortir d'un même cerveau. Et je n'exagérerai pas trop, si je dis que ce cerveau-là ne se trouve pas fréquemment... Ce serait donc réduire la production musicale à l'exception.

Et, sans doute, l'œuvre parfaite aussi est l'exception. Même il n'est pas d'œuvre parfaite, parfaite en soi, à elle seule. Elle ne peut être que l'aboutissement, en quelque sorte, d'œuvres inférieures; Wagner n'aurait pas conçu son drame sans sa *Neuvième symphonie* (ce n'est pas elle que je qualifie d'inférieure), et sans les symphonies de Haydn, Beethoven ne fût pas arrivé peut-être à cette *Neuvième*... Et c'est l'éclosion de ces ouvrages inférieurs, mais gros peut-être d'un chef-d'œuvre futur, que nos théories intransigeantes auraient pu empêcher, si une théorie empêchait jamais quelque chose! Et, certes, je crois fermement que, si ce chef-d'œuvre apparaît, il sera conforme aux principes wagnériens. Mais de combien d'applications diverses ces principes ne sont-ils pas susceptibles? Il n'est donc que juste d'étudier avec sympathie les manifestations les plus diverses, même celles qui heurtent nos préférences personnelles.

Cette parenthèse fermée, il faut reconnaître que ce « mouvement » dont le public avait besoin, ou envie, ne va pas toujours sans inconvénient. La part faite à la musique y est souvent trop petite. Et, chose digne de remarque, c'est surtout dans les scènes vraiment dramatiques que la musique s'atténue et finit par disparaître. Cela, déjà, était sensible dans l'*Othello* de Verdi; les répliques suprêmes du Maure et de Desdémone étaient à peine « écrites »; des phrases frémissantes de menaces étaient notées sur une même note, presque sans inflexions; et, par un retour assez inattendu, Verdi revenait, pour le tragique dénouement de son opéra, au *recitativo secco* des anciens Italiens, qui ne s'en servaient que pour « déblayer » les passages sans importance; l'effet de ce dénouement était grand, mais Shakespeare y avait plus de place que Verdi; et il eût été plus grand encore, si M. Mounet-Sully, par exemple, avait « dit » les paroles suprêmes. — Dans la *Bohême*, c'est bien pis. Il n'y a plus de musique du tout sur les paroles; c'est du simple « parlé », que M. Puccini n'a pas même soutenu par des notes. Et, encore une fois, je ne nie pas la rapidité du dénouement : c'est un choc brutal, un coup. Mais la musique n'y est pour rien, absolument.

Un autre péril où se heurte la nouvelle école italienne est celui que j'ai indiqué plus haut. Les personnages sont si peu définis moralement que nous ne voyons pas comment telle ou telle passion les modifie. Le musicien, ainsi, se trouve porté à n'exprimer que ce qu'il y a de plus général dans le sentiment en question, — ce qui est un avantage, s'il s'agit d'un héros « idéal », mais ce qui est un inconvénient, s'il s'agit d'un personnage quelconque. Écoutez Rodolphe, au premier acte de la *Bohême ;* il cause avec Mimi qui, aussitôt après les premières paroles, consent à souper avec lui, et lui promet pour le retour... tout ce dont une grisette n'est pas avare

pour son amoureux. La scène commence gentiment, sur un joli ton de galanterie badine ; mais tout d'un coup, Rodolphe éclate. Il aime, il le dit... Mais avec des éclats, une ampleur, et un excès qui déconcertent. C'est Roméo parlant à Juliette, Othello à Desdémone. Que l'amour soit partout le même, j'y consens ; et je consens aussi que la séparation de Mimi et de Rodolphe soit aussi tragique que n'importe quelle autre. Au moins les débuts seront-ils plus calmes... Il est inutile de tendre ses biceps et de faire rouler ses muscles pour enfoncer une porte ouverte. — Ajoutez que c'est surtout dans la traduction des sentiments violents que réapparaissent les formules italiennes, ces phrases tendres, en forme d'arc, si l'on peut dire, commençant *piano* dans le médium, grimpant *forte* jusqu'au sommet de la voix, et redescendant en suite *morendo*... Il y a là quelque chose de doublement conventionnel qui nous déroute un peu. Et cela est d'autant plus fâcheux que M. Puccini rend avec infiniment de justesse la gentillesse caressante de Mimi.

Enfin cette musique, — dont je ne me dissimule pas le peu de consistance, la vulgarité parfois, et aussi les duretés, — cette musique a une qualité précieuse : elle a été conçue dans la joie. Il est visible que M. Puccini chante pour le plaisir de chanter, parce qu'il aime la musique, et c'est si rare un musicien qui aime la musique ! Pour lui, la musique semble être à elle-même son propre but, et elle l'a atteint dès qu'elle a chanté. Est-ce Musette ou Mimi ? Est-ce Manon ou Juliette ? C'est des prétextes à musique, et pas autre chose. Et ce n'est pas de quoi émouvoir, peut-être. Mais si c'est de quoi amuser, nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre.

Quelle que puisse être, tout au fond, notre opinion sur la *Bohème*, il est excellent qu'on l'ait montée à l'Opéra-Comique. Il est excellent qu'on nous fasse connaître les ouvrages étrangers. N'est-il pas question de monter l'an prochain *Hänsel et Grœtel?* Je le souhaiterais fort pour ma part. Et je souhaite à tous les ouvrages nouveaux une interprétation pareille à celle de la *Bohème:* elle est supérieure ; la mise en scène est mouvementée et pittoresque à souhait ; le second tableau, surtout, est une merveille d'arrangement et de goût ; la figuration est extraordinairement animée et vivante ; les costumes sont d'une grâce surannée qui est presque touchante...

A la semaine prochaine, la *Cloche du Rhin.*

Jacques du Tillet.

LETTRES D'UNE FEMME

Le jugement de Château-Thierry.

Monsieur le Directeur,

Le récent jugement du tribunal de Château-Thierry m'engage à reprendre la plume pour vous soumettre quelques-unes de mes réflexions. Habituée à votre bienveillance et à celle de vos abonnés, dont j'ai reçu maint témoignage, je laisse courir naturellement des pensées qui ne valent que par leur sincérité. Ce second jugement du tribunal de Château-Thierry a montré d'une manière encore plus éclatante que le premier combien la loi et la morale peuvent être chez nous en désaccord.

La première fois, il s'agissait d'une pauvre femme qui avait volé un pain chez son cousin le boulanger ; la seconde fois, il s'agissait d'une mère abandonnée se vengeant à coups de pierres sur l'homme qui l'a laissée dans la misère avec son enfant. Dans les deux cas, le juge et l'opinion publique, avec lui, ont dit que la loi n'était pas d'accord avec les principes de la morale et de l'humanité.

Je pense bien que des exemples de telles contradictions se sont vus de tout temps et dans les législations de tout pays ; mais s'il est vrai, comme on nous l'assure, que la civilisation soit en progrès, elle devrait faire cesser des contradictions si troublantes pour nos consciences. Le législateur et l'homme d'État n'ont pas, il me semble, un sujet d'étude plus digne de leur attention. Ils devraient trembler quand ils entendent un juge, siégeant en son tribunal, dire à cette malheureuse mère qui se venge du plus lâche et du plus cruel des abandons : « D'après la loi, je dois vous condamner, mais d'après la morale, vous êtes innocente ; c'est l'autre que je devrais condamner, mais je ne puis rien contre lui... »

Car alors on se demande : Quel est donc cet état de société, fondé sur des lois que la morale ne peut pas approuver ? Quelle est la situation de ces magistrats qui se sentent invinciblement poussés par leur conscience à blâmer la législation qu'ils appliquent ?

Avec ma logique féminine, qui est encore plus dans mon cœur que dans ma tête, mais qui est une bonne logique, de la nature et non de l'école, je dirais qu'un magistrat qui a la vue nette d'un tel conflit devrait jeter sa toque, arracher sa toge, et refuser de remplir un emploi social qui le met lui-même en contradiction avec son sentiment de l'équité.

Le juge de Château-Thierry s'est tiré de ce pas

difficile en brave homme, qui veut encore se montrer respectueux du code qu'il critique tout en l'appliquant. Il condamne la pauvre mère à 1 franc d'amende et lui accorde la suspension de peine imaginée par M. Bérenger, auteur de la loi la plus morale et la plus hardie de ce temps-ci. Puis, se tournant vers le séducteur, « qui s'est dégagé allégrement de toute responsabilité matérielle », il voue au mépris public « ce don Juan de village ».

Ce sont les expressions mêmes du magistrat. Le mot de « don Juan de village » ne me plaît qu'à moitié, à vrai dire; je le trouverais plutôt à sa place dans un roman ou dans un article de journal que dans les considérants d'un jugement. Car le « don Juan », qu'il soit du village ou de la ville, me paraît également détestable.

Il semble qu'on lui fasse double reproche en disant qu'il n'est qu'un paysan et un rustre, et que, peut-être, il aurait droit à quelques égards s'il était un élégant corrupteur de salon. Il faut les mettre l'un et l'autre sur le même pied, ils se valent, ils causent autour d'eux les mêmes malheurs. Même on pourrait dire que le raffinement de l'éducation et la délicatesse apparente des procédés ne font qu'ajouter encore à l'odieux d'une action vile.

Je crois exprimer ici l'opinion générale de mon temps. Le « don Juan » romantique et classique qui fit rêver et pleurer nos aïeules à l'âge où leur cœur battait la chamade, ce don Juan-là est bien tombé de son piédestal; il est dédoré et défrisé.

Mais le bon juge de Château-Thierry a voulu, sans regarder si loin, caractériser son appréciation par un trait qui frappe. Il a exprimé hautement son regret « d'une lacune de notre organisation sociale », qui permet à « ce don Juan de village » d'avoir toutes les satisfactions du triomphe, sans aucune responsabilité dans l'événement qui suivra un moment d'abandon. Ici encore, je présenterai une observation à notre bon juge.

Ce n'est pas l'« organisation sociale » qui est en cause, c'est tout simplement le code Napoléon ; c'est la loi césarienne qui interdit la recherche de la paternité, tandis que l'opinion publique et la conscience sociale ordonnent au contraire cette recherche et s'y livrent parfois avec témérité.

La société a l'instinct très éveillé de ce qui est utile et de ce qui est nuisible à sa conservation ; surtout cette partie moyenne de la société, ni trop en haut, ni trop en bas, qui n'est pas troublée par les excès du luxe et de la mode ni par ceux de la misère et du dénûment; là on marque d'infamie l'homme sans cœur qui a promis le mariage à une innocente fille et qui la laisse avec l'enfant et avec les charges d'une maternité qui devrait être joie et n'est plus qu'opprobre.

On montre cet homme au doigt, on n'éprouve pour lui que des sentiments de répulsion. Ce n'est donc pas l' « organisation sociale », ce n'est pas l'opinion publique et les mœurs qui justifient le corrupteur; c'est une loi de tyrannie et d'arbitraire, dictée par une politique qui n'avait souci ni de la moralité humaine ni de la vie humaine.

N'a-t-on pas raconté que devant le spectacle d'un champ de bataille couvert de morts, Napoléon, « don Juan d'Empire », dit allégrement : « Une nuit de Paris réparera tout cela »? Mot inventé à plaisir probablement, mais qui dépeint un état d'esprit. Or ceux qui pensent ainsi se trompent, au simple point de vue économique, car les guerres de Napoléon ont épuisé la France et, aujourd'hui encore, au milieu des embarras économiques et sociaux, et dans l'appauvrissement de la vigueur physique de la nation, on paie la dette des flots de sang qui furent versés.

Oh! je connais les lieux communs si rebattus sur « la galanterie » française ; hier encore je les retrouvais dans un journal qui sans doute les croyait extrêmement neufs et spirituels. Il paraît que la galanterie nationale serait refroidie et découragée si on allait maintenant avoir l'idée de faire des lois plus vigilantes.

L'aimable auteur de l'article craint que la responsabilité du père mieux définie, l'existence de la mère et de l'enfant mieux assurée, ne diminuent encore les naissances. Il faut un peu d'insouciance dans la vie, nous dit-il, et, si tout devient grave et sérieux, vous arrêterez l'essor des plus douces impressions de la nature. Il donnait à son argument une forme brutale que je ne veux pas employer ici et qui n'ajoute pas à la valeur de l'argument. Je le résumerai simplement en ces mots qui disent tout : Si la loi tient les hommes dans la préoccupation continuelle de l'enfant à venir, vous aurez moins d'enfants que jamais.

Pour répondre au galant économiste sur son propre terrain, je l'inviterai à avoir une foi plus robuste dans cette galanterie des Français dont il nous vante l'utilité sociale. Je lui dirai qu'elle ne tiendra pas beaucoup plus de compte de la loi que de l'innocence et de la vertu. La préoccupation des responsabilités ne lui viendra qu'après, et, par conséquent, on peut être tranquille là-dessus, la loi ne sera pas la ruine de la galanterie française.

Mais nous autres femmes, que l'on dit toujours frivoles, nous aimons à parler sérieusement des choses sérieuses. L'irresponsabilité légale des hommes et la condition précaire des femmes sont mille fois plus préjudiciables qu'utiles à l'accroissement de la nation. Si notre économiste compte sur la galanterie pour augmenter les ressources de la natalité, je ne

veux pas manquer au respect qui est dû à la science économique, mais voilà une étrange illusion.

Les faits-divers des journaux nous rapportent chaque jour les malheurs et les crimes dont la cause est l'abandon des mères.

Qui nous dira le nombre des petits qui sont chaque jour perdus et le nombre de ceux qui ne sont pas nés, parce que la femme se voit sans garanties, exposée à toutes les tristesses, à toutes les misères, et parce que, dans cette quantité innombrable de nos lois, il n'y en a pas une pour protéger la mère et l'enfant?

Tenez, je vais « enfermer » les partisans de la galanterie libre et irresponsable en toutes ses conséquences « dans un dilemme » auquel ils n'échapperont pas. Il est bien certain que la femme d'aujourd'hui, dans la société d'aujourd'hui, ne peut pas subvenir elle-même à tous ses besoins, dans sa grossesse, puis aux besoins de son enfant, si elle n'a ni fortune ni de mari. La femme, telle que l'a faite notre civilisation, est absolument incapable de remplir par ses propres et seules forces le rôle de la nature et de se procurer les objets nécessaires à sa vie et à celle du nouveau-né; il faut donc de toute nécessité ou lui assurer la protection et le soutien de l'homme, père et mari dans la complète acception du terme, ou que la société se charge du soin de la mère et de l'enfant, et que ce ne soit pas là une grâce, une faveur exceptionnelle, vous entendez bien, mais une loi qui soit égale pour toutes et pour tous, et nous voilà alors en plein socialisme d'État!

Le code Napoléon, monsieur le Directeur, a fait de tout homme un petit César qui n'a à compter qu'avec ses volontés et ses fantaisies et qui est irresponsable comme César. Grâce au fameux article 340 tout homme peut se promener de par le monde à la manière d'un conquérant, qui ne connaît ni loi humaine, ni loi divine, n'ayant pour loi que sa force et son caprice. C'est un état de pure barbarie ou, si vous préférez, un état de césarisme masculin universel.

J'ai souvent entendu qu'on se plaignait autour de moi de l'absence des vrais sentiments de la responsabilité dans les affaires publiques et de l'abandon trop général de l'idée du devoir.

On nous dit que du haut en bas de la société et de l'État chacun est beaucoup trop porté à jouir du présent, sans s'inquiéter du lendemain et de ses suites. Comment cela ne serait-il pas ainsi, puisque nous possédons un code qui a établi l'irresponsabilité légale au seuil de la famille et de la vie?

LAURE X...

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

M. Paul Bourget est revenu de sa croisière en Grèce. Il en rapporte des notes, simplement, et n'a pas, quant à présent, l'intention d'« écrire » son voyage.

M. Bourget publiera une importante nouvelle dans le courant de l'été.

Les éditeurs de M. Paul Deschanel réimpriment la brochure composée, il y a trois ans, par le futur président de la Chambre des députés sur la *Décentralisation*.

M. Albert Vandal est tout à fait remis de la longue indisposition qui l'avait condamné cet hiver à un repos presque absolu.

M. Henry Michel réunit en volume les articles qu'il a donnés au *Temps*, depuis la mort de Scherer, sur les réceptions à l'Académie française.

C'est une suite de petits portraits, — d'« instantanés » adroitement pris, « développés » avec infiniment d'art, qui s'ouvre sur MM. d'Haussonville, Jules Claretie, E.-M. de Vogüé, et où se succèdent Pierre Loti, MM. Brunetière, Lavisse, H. de Bornier, Challemel-Lacour, J.-M. de Hérédia, Albert Sorel, Jules Lemaître, Anatole France, etc.; pour finir avec MM. de Mun et Hanotaux.

Un bon titre : *le Quarantième fauteuil*. Quelques pages sur Hugo et Pasteur, parues au lendemain de leur mort, complètent le volume, dont la publication est annoncée pour jeudi prochain.

Le même jour paraîtra en librairie *Un grand amour*, de M. Léon Barracand.

L'auteur définit son ouvrage « un roman passionnel; l'histoire d'un amour cruellement trahi dans le délire de son héroïsme et de ses sacrifices... » Il paraît qu'il y a encore, çà et là, dans le monde, de jeunes gentilshommes mauvais sujets qui rendent très malheureuses les petites bourgeoises ingénues qui les épousent. C'est ce que M. Barracand nous démontrera. Et cela prouve que Jules Sandeau a eu décidément tort de réconcilier Antoinette avec le marquis de Presles. Il a rassuré l'optimisme des pères ambitieux... De là, quotidiennement, des désastres.

M. Charles Joly travaille à une Histoire de la vie de Richard Wagner. L'ouvrage contiendra une importante suite de lettres inédites de Wagner à l'un de ses interprètes préférés, ce Schnorr de Carosfeld qui mourut quatre jours après avoir créé *Tristan*.

Cette correspondance a été communiquée à notre compatriote par le frère de l'artiste, qui est bibliothécaire de la ville de Dresde.

Le livre de M. Teodor de Wyzewa, *Beethoven et Wagner*, paraît aujourd'hui.

C'est à M. G. Lanson qu'a été demandé le *Corneille* qui doit paraître prochainement dans la collection des « Grands Écrivains français ».

Le *Mérimée* de M. Augustin Filon a paru cette semaine.

M. Emile Hinzelin achève deux volumes qui paraîtront cet été. L'un est un poème, *Toute une année* : les sensations, patiemment notées, d'une âme qui s'observe et s'écoute, à travers douze mois de vie... Le second volume aura pour titre : *Images de France*.

M. Emile Hinzelin est un Lorrain très amoureux de son pays et de sa race. Ce sont les « images » de ce coin de France que sa rêverie de philosophe et de poète a fixées.

Nous annoncions, il y a huit jours, le prochain ouvrage de M. Georges Montorgueil sur *la Vie à Montmartre*.

Non moins curieux sera le livre de M. Lucien Lazard, un de nos plus érudits archivistes, qui s'est imposé, lui, la tâche plus difficile de reconstituer le Montmartre du passé, et qui nous contera la vie de la Butte du XVIe siècle à la Révolution.

Il paraît qu'on ne s'y ennuyait pas non plus en ce temps-là, et que certains moines menèrent là-haut grand tapage...

Le sujet est délicat ; mais M. Lazard promet de le traiter avec la discrétion qui convient.

Ce mois de juin sera fertile en poèmes. On annonce : de M. Francis Vielé-Griffin, *Phocas le jardinier ;* de M. P. Gérardy, *Roseaux ;* de M. Marcel Réja, *Ballets et Variations ;* de M. Charles Guérin, *le Cœur solitaire ;* de M. G. Pioch, *le Jour qu'on aime ;* de M. Emmanuel Hache, *les Tocsins d'amour*, et *Visions d'hier*.

Deux romans, naguère publiés par le « Mercure de France », *La Femme et le Pantin*, de M. Pierre Louys, et *La Femme qui a connu l'Empereur*, de M. Hugues Rebell, seront mis en librairie dans quelques jours.

M. Eugène Guillaume, de l'Académie française, réunit en volume des *Notices et discours* sur Charles Blanc, Paul Baudry, Jean Alaux et Antoine Barye.

Pour la fin du mois :

La Citoyenne Tallien, par M. Joseph Turquan, « d'après les témoignages des contemporains et des documents inédits ».

Durera-t-elle encore longtemps, cette querelle un peu fastidieuse des Anciens et des Modernes?

C'est M. Emmanuel des Essarts qui, cette semaine, prend à son tour dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, contre M. Jules Lemaître, la défense des « humanités » menacées.

Rien de très neuf à signaler dans le plaidoyer, éloquent d'ailleurs, de M. des Essarts. L'écrivain ne considère pas seulement l'étude du latin et du grec comme nécessaire à la connaissance approfondie de la philosophieet des lettres ; il pense que c'est « à l'école de l'antiquité que se fait l'apprentissage de la vie politique aux temps modernes » ; il estime que l'on est faiblement armé contre les périls de l'agitation démagogique si l'on n'a point interrogé là-dessus le passé ; si « l'on n'a vu longuement à l'œuvre les Cléon et les Hyperbolos, les Saturninus et les Catilina ».

Mais est-il bien nécessaire de les voir à l'œuvre « dans le texte »? C'est ici qu'on recommence à n'être plus d'accord, et à dialoguer à tâtons. On nous dit que Sand et Veuillot, qui ne savaient point le latin et qui surent si admirablement le français, étaient « des exceptions ». Mais est-on bien sûr que les lycéens qui connurent et sentirent assez à fond le génie des langues anciennes pour en garder l'empreinte à travers leur œuvre d'*hommes* ne furent pas aussi de rarissimes exceptions?

Et est-ce pour ceux-là d'ailleurs qu'on réclame des règlements nouveaux? Point du tout.

La vérité est qu'on sera exactement renseigné sur ces choses dans cinquante ans. Une expérience et des comparaisons, qui sont nécessaires, n'ont pu être encore faites ; il faut qu'elles le soient. Et nos docteurs ressemblent assez, en attendant, à des officiers qui disputeraient, dans un laboratoire d'arsenal, à coups d'équations et d'épures, sur les avantages comparés de deux systèmes de culasse.

Faites un fusil, mettez une cartouche dedans ; et tirez. Nous discuterons après.

ÉMILE BERR.

LE MUSÉE DE BALE. Bureaux de la *Gazette des Beaux-Arts*. — M. Antony Valabrègue est un admirateur du Musée de Bâle et lui consacre une monographie étudiée et documentée, qui renferme l'histoire du Musée à l'usage de tous les visiteurs. Dans cette brochure, M. Antony Valabrègue passe en revue non seulement les admirables peintures de Holbein, mais encore les œuvres expressives, vivantes, réelles de quelques artistes allemands et suisses, qui se révèlent à nous sous un aspect très fantaisiste et très romantique.

La biographie de ces maîtres et petits-maîtres (Manuel Deutsch, Urs Graf, Tobie Stimmer, etc.) a été récemment reconstituée par la critique allemande ; ce sont des peintres de la vie locale ; ils nous parlent de la bourgeoisie suisse, des lansquenets, des gonfaloniers, etc.

Le Musée de Bâle possède de ces artistes et des tableaux et des dessins — la plupart non exposés et renfermés dans les réserves du Musée.

Nous trouverons dans le travail de M. Antony Valabrègue le dernier mot sur Hans Holbein — d'après les documents les plus récents — et d'intéressants renseignements sur chaque époque de la peinture suisse. L'auteur de cette publication n'a pas oublié Martin Schongauer et l'ancienne école alsacienne. Une illustration assez variée accompagne le texte, et permettra aux amateurs de juger de la valeur de quelques maîtres, encore peu connus du public français, et que les visiteurs du Musée de Bâle ont pu apprécier plus d'une fois.

P. S.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36612. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 2. 4e SÉRIE. — TOME IX **8 JANVIER 1898.**

LA POLITIQUE

Le premier janvier, les amis de Gambetta ont fait leur pèlerinage annuel à cette petite maison des Jardies où il est mort. Tous ceux qui l'ont approché l'ont aimé. Leur piété fait plus pour sa mémoire que toutes les couronnes et tous les marbres.

Je n'ai pas eu l'honneur de connaître Gambetta : j'admire chez lui le dévouement à une idée impersonnelle, l'ampleur des vues, l'absence de toute haine. S'il s'est parfois trompé, son erreur fut toujours généreuse. Il n'avait rien du politicien. Il avait, de l'homme d'État, sinon le tout, du moins certaines qualités maîtresses. On ne lui rend pas justice en disant qu'il fut un chef de parti : il était né pour être conducteur d'hommes.

Il faut reculer de vingt ans, il faut replacer Gambetta dans le milieu d'alors, si différent de celui où nous vivons, pour comprendre qu'il devait représenter la République militante et ne pouvait représenter rien d'autre : quand le principe du gouvernement était discuté, les questions politiques l'emportaient sur tout.

La conception des républicains de 1848 avait été sentimentale : il voulut y substituer une conception « scientifique ». Le mot a été dit souvent ; il a été répété encore l'autre jour. Sans être un savant, Gambetta croyait à la science en tant que directrice des choses humaines. Il lui a semblé, il a semblé à bien d'autres parmi ses contemporains que là était leur force : on se demande aujourd'hui si ce ne fut pas leur faiblesse.

Toute une génération a rêvé de formuler en politique quelques théorèmes indiscutables et de fonder ainsi une science du gouvernement qui aurait la rigueur des mathématiques, de la physique ou de la chimie. Ce fut l'illusion de l'école positiviste : on en retrouve la trace dans les plus éloquents discours de Gambetta.

Illusion, car l'histoire est l'œuvre des volontés humaines et les plus grands penseurs se sont trompés quand ils ont voulu prévoir l'avenir : c'est pourquoi il n'y a pas une science politique, mais un art politique, fait d'observations, de tâtonnements, de règles provisoires qui tiendront toujours de l'empirisme plus que de la science au vrai sens du mot.

Gambetta a prêché la foi à une « justice immanente », à une justice des choses corrigeant l'erreur des hommes. Magnifique affirmation, qui nous émeut sans nous convaincre. Nous nous méfions de ces formules soi-disant scientifiques auxquelles le fait brutal donne trop souvent un démenti. Certains problèmes nous apparaissent plus complexes qu'on a pu le croire un moment. Nous voyons de plus en plus nettement que la science est souveraine dans son domaine propre, mais qu'elle ne saurait être ni une maîtresse de morale ni une maîtresse de politique.

Ainsi, sur plus d'un point, la pensée de Gambetta n'est plus la nôtre. Et lui-même, s'il eût vécu ces dix dernières années, qui osera dire qu'il proposerait aux mêmes problèmes les mêmes solutions? Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il serait toujours le grand citoyen, le patriote désintéressé qui a mérité que son nom reste à jamais populaire.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LES RESPONSABILITÉS

DE LA PRESSE CONTEMPORAINE [1]

Lettre de M. Alfred Fouillée.

Monsieur le Directeur,

Vous me demandez mon avis sur une enquête dont l'occasion a été mon article intitulé *la Criminalité et le Socialisme*. Je ne suis qu'un simple philosophe vivant en dehors de tous les partis ; — non pas un matérialiste (comme le prétend le *Figaro*), mais, tout au contraire, un idéaliste — non pas (comme le prétend la *Dépêche*) un « autoritaire féru de haine contre le socialisme », que j'aurais, à en croire ce journal, accusé dans votre *Revue* d'être la « cause » de toute criminalité, mais un libéral cherchant ce qu'il y a de juste dans tous les systèmes, aussi bien socialistes qu'individualistes — non pas enfin un « pessimiste chagrin », mais un psychologue et moraliste occupé en ce moment même, dans un long ouvrage sur la psychologie du peuple français, à démontrer que notre pays ne mérite l'accusation ni de dégénérescence physique, ni de décadence morale. Dans notre presse même, trop mêlée, et qui n'est pas sans nous donner, devant l'étranger, cette fausse apparence de décadents, on trouve, à côté du mal qui empêche d'en dire trop de bien, le bien qui empêche d'en dire trop de mal. Je ne saurais, il est vrai, par égards pour le *Figaro*, pousser « l'optimisme » jusqu'à prétendre que tout est pour le mieux dans la meilleure des presses ; mais je crois que notre presse française compte peut-être dans son sein plus de grands talents que toute autre, plus d'esprits généreux, plus de richesses intellectuelles et morales mal utilisées. Ici comme ailleurs, il y a des réformes désirables, et pour les journalistes et pour le public : les lettres de vos correspondants en sont la preuve surabondante. La tâche du philosophe est de rappeler à ce sujet quelques grands principes généraux qui dominent toutes les applications.

I. — *Complète liberté* de la presse scientifique, religieuse, littéraire et politique, mais sous la condition d'une *complète responsabilité* : voilà, selon moi, la seule solution juste, à laquelle d'ailleurs se rallient, sans exception, tous vos correspondants.

Que la liberté de la presse soit le moyen d'assurer un des droits les plus précieux de l'homme, la libre communication des pensées et opinions, c'est chose incontestable. Dans le domaine spéculatif, la vérité est en grande partie une œuvre collective, qui demande la collaboration d'un grand nombre d'esprits. Au point de vue pratique, la presse est un moyen de contrôle indispensable des gouvernements démocratiques, et son entière liberté est le corollaire même du droit de suffrage. Les atteintes à la circulation des pensées dans la société sont aussi malsaines que les ligatures qui arrêtent la circulation du sang dans l'organisme. Les lois préventives contre la presse, outre qu'elles sont injustes, sont d'autant plus dangereuses pour tous les partis, qu'elles peuvent, du jour au lendemain, se retourner contre ceux qui les avaient faites à leur profit. Le véritable intérêt, ici, est donc de ne chercher que la justice, qui est le respect de toutes les libertés.

Mais, si la presse doit être libre, encore faut-il qu'elle soit responsable devant la loi. La liberté d'avoir des couteaux dans sa poche n'entraine pas la liberté d'en donner des coups aux passants. Liberté sans responsabilité, c'est indivisiblement licence chez les uns et tyrannie à l'égard des autres, par conséquent suppression de la liberté égale pour tous. Or, aujourd'hui — tous vos correspondants s'accordent en ce point — la responsabilité de la presse n'est ni organisée, ni assurée ; ce qui est, au contraire, organisé, comme l'ont fait voir MM. Cruppi et Poincaré, c'est l'impunité presque entière de tous les délits commis par voie de la presse, c'est le monopole de la presse ou, pour mieux dire, des financiers, capitalistes, industriels, hommes d'affaires et hommes politiques qui s'abritent derrière la presse. L'immense publicité des journaux devrait être pour les délits, soit de diffamation, soit de pornographie, soit de chantage, soit de fausse nouvelle, soit d'excitation au crime, une circonstance aggravante, puisque le tort est plus considérable ; loin de là, cette publicité constitue non pas seulement une circonstance atténuante, non pas même ce que le code appelle une « excuse », mais bien un motif d'absolution, — quand elle n'est pas un titre de gloire.

Un exemple entre cent. Vous vous rappelez ce jugement du tribunal de Versailles qui a officiellement donné toute licence à la diffamation par voie du journalisme ? Ce jugement établit, en effet : — « 1° Que la divulgation de faits diffamatoires en eux-mêmes ne peut entraîner la responsabilité de celui qui est l'auteur de cette divulgation que si elle a été faite dans le *but* de nuire » ; — chose que le diffamateur niera toujours : il prétendra qu'il a voulu simplement faire son métier de reporter, de publiciste, ou même d'apôtre ; — « 2° Qu'il ne peut exister de préjudice dans une espèce où le dommage allégué et même *justifié* a été causé par une accumulation de faits ou d'accusations se produisant de tous côtés *avec plus ou moins de justice*, mais dans une telle confusion qu'il est impossible au juge de faire le départ de ce

1. [illegible] décembre 1897 et [illegible]

qui peut être attribué à l'intervention de *tel* ou *tel* organe de la presse. » Ainsi, dès qu'une accusation est reproduite par tous les journaux, ce qui arrive immanquablement, ou qu'elle est simultanément fournie à plusieurs journaux, le dommage, ainsi aggravé par sa généralisation même, entraîne du coup l'impunité. Si un homme attaque un passant dans la rue, il est coupable, mais si cent hommes à la fois l'attaquent, ils sont innocents, pour cette belle raison que chacun dira : Ce n'est pas moi qui ai *commencé*. Il suffit donc que le gouvernement, ou un parti d'opposition, ou un syndicat quelconque, ou un individu quelconque s'assure le concours de plusieurs journaux pour s'assurer le droit de diffamer impunément. Puis le jugement contient cet attendu capital : — « Attendu que les nécessités professionnelles du journalisme, avec ses besoins modernes d'information à outrance et rapide, lui donnent de fait certaines exemptions » (dites : *privilèges*), « quand il est démontré qu'il est resté *dans son rôle* » (qui est de gagner des abonnés par tous les moyens), « qu'il n'a pas voulu servir des intérêts personnels ou les rancunes des tiers, ou encore qu'il n'a pas falsifié les renseignements qui lui ont été *plus ou moins volontairement* donnés... » Autant dire : Tout est permis, contre tout le monde, à tous les journaux, même de se faire *remettre plus ou moins volontairement* et de se procurer par tous les moyens les correspondances, papiers privés ou publics, rapports, pièces secrètes, etc. Cette jurisprudence monstrueuse nous fait voir comment les libertés individuelles sont aujourd'hui sauvegardées et ce qu'est devenue la fameuse *Déclaration des droits de l'homme*.

Qu'est devenu aussi le grand « principe de 89 » selon lequel tout accusé doit être « présumé innocent », parce qu'il vaut mieux laisser deux coupables impunis que de condamner un seul innocent? Pour la presse, tout accusé est coupable. Qu'est devenu l'autre principe de 89 qui veut que nul ne soit condamné sans être entendu? La presse frappe d'abord et refuse ensuite de vous entendre. Chose étrange, ce même peuple français, qui a fait des révolutions pour renverser toute autorité non émanée de sa volonté même, courbe aujourd'hui la tête sous un pouvoir qu'exercent sur lui des hommes à la fois sans mandat et sans responsabilité!

Supposez qu'un nouvel Abélard veuille, du haut de la montagne Sainte-Geneviève, haranguer quelque cinq cents ou mille étudiants, on ne lui reconnaîtra pas ce droit; mais, du haut de sa tribune, le journaliste harangue quelque cinquante ou cent mille hommes et jeunes gens; dès lors, il peut tout dire, — ce qui est admissible, — et tout dire *impunément*, ce qui n'est plus admissible.

En Angleterre, vous pouvez tout imprimer, mais à vos risques et périls : vous êtes aussi pleinement responsable que vous êtes pleinement libre. Les amendes et les dommages-intérêts peuvent être tellement considérables qu'un journal est ruiné du coup. Aussi n'opère-t-il qu'à bon escient; il n'accuse que preuves en mains, il n'attaque que sur un terrain solide; et ceux qu'il attaque sont sûrs d'avoir, de leur côté, tous les moyens de défense. La loi, pas plus que les mœurs, ne sépare la responsabilité de la liberté. Pouvons-nous dire que, dans notre pays, il en soit de même? Non. Par liberté, nous entendons la liberté *pour nous*, et, bien que nous nous prétendions amis de l'*égalité*, la liberté d'autrui nous semble rarement l'égale de la nôtre. Quant à la *fraternité*, elle n'existe plus que sur les murs des édifices publics.

II. — La grande erreur philosophique et sociologique qui vicie tout, c'est une fausse conception de presse, léguée par l'individualisme trop exclusif des générations précédentes. Grâce à cette erreur, on nous représente la presse sous les images d'un individu s'adressant librement à un autre individu, qui est son lecteur volontaire, et conversant avec lui comme s'il lui rendait tranquillement visite. Ce faux point de vue a vicié toute notre politique et toute notre législation. Il est l'analogue du point de vue étroitement individualiste dans la question ouvrière. On dit, sans s'apercevoir de ce qu'il y a de faux dans un tel raisonnement : — Un ouvrier, c'est un homme, une femme, un enfant, X, qui offre son travail; un capitaliste, c'est un homme, Y, qui accepte ou refuse ce travail; les deux parties sont libres et égales : $X = Y$; de même, un journaliste X s'adresse à un lecteur Y; ce sont deux individualités libres et en libre rapport : inclinons-nous, laissons dire, laissons passer. La politique abstraite et la jurisprudence abstraite sont le pendant de l'économie politique *abstraite*.

Dans la réalité concrète, le capital est souvent une force collective, sociale même, et l'ouvrier est une force individuelle. De là l'extrême difficulté, et cependant la nécessité de régler leurs rapports *juridiquement*. Dans la réalité concrète, la presse est une force collective et sociale, s'adressant à des collectivités, et devant laquelle les individus peuvent se trouver désarmés. De là encore une difficulté qu'on laisse sans solution, ou plutôt qu'on résout au profit du plus fort.

Que la puissance dont dispose la presse soit sociale et collective, cela est évident; car cette puissance réside surtout dans les idées, soit philosophiques et religieuses, soit morales et sociales, soit politiques, ainsi que dans les sentiments, passions, intérêts généraux ou intérêts de classe dont elle est l'organe. Tout journal contient des discussions po-

litiques, religieuses; il contient des romans, des articles de critique littéraire ou théâtrale, des chroniques judiciaires, mondaines ou demi-mondaines, etc., la presse n'exerce donc pas seulement, comme le soutient le *Figaro* et comme beaucoup de journalistes le répètent aujourd'hui, une simple fonction « d'information rapide et exacte » ; elle a aussi, dans une démocratie, une mission éducatrice. Le journal est la principale et souvent la seule lecture du peuple ; il est aux mains des jeunes gens, des jeunes filles, des enfants mêmes ; la littérature populaire, loin d'être un simple « reflet » des mœurs du peuple, façonne elle-même ces mœurs : on devient peu à peu semblable à l'objet, non pas de sa « contemplation », mais de sa lecture quotidienne. S'imaginer que la littérature obscène laissera intacte la pureté des mœurs, que la littérature violente ne déchaînera pas la violence, que les « idées » ne seront pas des « forces », que les passions excitées resteront dans le cœur sans passer dans les actes, c'est ignorer les résultats les mieux démontrés de toute la psychologie physiologique. Il y avait donc une profonde vérité dans la conception qu'on s'était faite autrefois du « sacerdoce » de la presse, — conception qui, aujourd'hui, nous fait sourire et à laquelle pourtant, un jour ou l'autre, il faudra bien revenir, car en dehors, *il n'y a pas de démocratie possible*.

Comme l'a fait voir M. Max Nordau dans son livre sur les *Mensonges conventionnels de la civilisation*, si la presse contrôle ou critique les actes, si elle attaque ou justifie les hommes, c'est au nom d'un idéal de morale, de législation, de gouvernement ; elle prétend « personnifier l'opinion publique » et elle s'en attribue les droits ; enfin « elle exerce la faculté de punir jusque dans sa forme la plus terrible, la proscription et l'anéantissement moral ; elle prétend, en un mot, au rôle de conscience publique » (1), rôle admirable, certes, mais par qui tenu, bien souvent, et sous quelle direction, sous quel conseil d'administration politique et financière ? Le journaliste peut-il réellement se prétendre aujourd'hui le représentant de l'opinion publique et surtout de la « conscience publique » ? Il n'est, à vrai dire, qu'un individu qui exprime sa pensée et souvent n'exprime pas sa pensée, soit qu'il ne veuille pas, soit qu'il ne puisse pas.

Le résultat qui ressort de votre enquête, en effet, c'est que le journal, par la force des choses, est devenu une entreprise industrielle, financière et politique, dirigée par une société d'actionnaires, que dirigent elle-même telles ou telles personnalités puissantes, tels ou tels partis politiques, tels ou tels hommes de finance. Que ces hommes se fassent adresser une nouvelle alarmante : — l'Allemagne va déclarer la guerre à l'Angleterre, — ou toute autre imagination de ce genre, la Bourse baissera ; le lendemain, démenti : la Bourse haussera. Faudra-t-il vraiment s'en prendre à la presse et aux journalistes de cette manière d'exercer le « sacerdoce de la pensée » ?

Nos maux ne viennent pas de ce que la presse est libre, mais de ce que sa liberté même, sans frein par rapport aux particuliers et au public, n'existe plus par rapport aux bailleurs de fonds dont elle dépend. Elle est trop souvent entre des mains qui en usent pour des motifs tout autres que la vérité, la justice, le bien de l'État. Aussi les journalistes auraient-ils besoin, tout les premiers, d'être protégés contre les hommes d'affaires qui les exploitent. La liberté de la presse devrait être assurée non pas seulement par rapport au gouvernement, mais aussi par rapport aux capitalistes et financiers, aux sous-gouvernements dont, toute la première, la presse finit par être vassale et victime : c'est la *reine-serve* dont parle M. George Renard.

M. Drumont, dans un article de la *Libre Parole* (où il me prête d'ailleurs sur la presse des opinions que je n'ai pas), fait une réflexion qui mérite assurément, comme il le dit, mon attention de « sociologue » : « Ce qui est effrayant, dit-il, ce qui indique l'immoralité profonde du présent, c'est que ma liberté d'écrivain dépend non de mon droit, mais de l'état de ma caisse. Ce n'est plus ma conscience seulement que j'ai besoin d'interroger ; c'est mon porte-monnaie. *Avoir* est devenu le complément nécessaire du verbe *être*. — Je pense, donc je suis, — disait Descartes. L'écrivain est obligé de se dire aujourd'hui : J'ai, donc je puis penser et parler librement. Si je n'avais pas, je serais obligé de me taire sur des faits que je sais répréhensibles. Silence aux pauvres. » Mais il faut convenir que, si le journaliste trop pauvre est à plaindre, le journal trop riche est à craindre.

Le régime de la presse est aujourd'hui, comme beaucoup d'autres choses, à l'état anarchique et inorganique. Le résultat était inévitable. Sans tomber dans certaines exagérations de M. Jaurès, on peut reconnaître que nous avons à craindre la confiscation partielle de la presse par la ploutocratie d'un côté, par la démagogie de l'autre et par les industriels qui spéculent sur les bas instincts des foules. La presse honnête se trouve donc prise entre deux feux, et comme elle est généralement la moins riche, elle est aussi la moins puissante : J'ai peu, donc je suis peu.

III. — Non seulement la presse n'a ni vraie liberté morale, ni responsabilité légale, mais encore on veut rejeter sur nous, lecteurs français, la responsabilité de ses écarts. Un de vos correspondants, « sociologue et publiciste », nous dit, non sans

(1) [illegible]

quelque malice germanique à l'égard de la France, qu'un peuple a la presse qu'il mérite (1). Il nous semble que la « sociologie » n'accordera pas cette proposition. Je veux bien convenir que celui qui s'abonne à un journal de pornographie ou à un journal de scandales est complice de ce journal ; et il est certain que nos mœurs, en France, laissent ici beaucoup à désirer. Mais si, comme l'a déclaré un ministre en 1882 devant la Chambre des députés, on distribue chaque jour à Paris, à la porte des écoles, plus de 30 000 journaux immoraux, est-ce la faute des écoliers et celle de leurs parents, et prétendra-t-on que nos enfants aient « mérité » cette presse ? Ont-ils aussi « mérité » tout ce qui s'étale dans les kiosques et sur les murs ? Et si des mains coupables glissent, comme on l'a fait récemment, des prospectus pornographiques dans le journal d'éducation d'une de nos plus respectables maisons de librairie, est-ce la faute des parents et des enfants ? Est-ce la faute du peuple si les journaux à un sou excitent sa curiosité malsaine par le récit le plus circonstancié des crimes les plus horribles, et si les lois psychologiques et sociologiques de la suggestion entraînent, comme conséquence, un accroissement de la criminalité violente ?

Maintenant, passons aux questions de politique nationale ou internationale et aux questions de finances ou d'affaires. Peut-on dire qu'ici les lecteurs français soient responsables du mensonge payé, du silence payé ? Deux choses, d'ailleurs, qui existent dans tous les pays, même en Allemagne, et à toutes les époques. Pour nous consoler de la presse actuelle, rappelons-nous celle de l'Empire, soumise à ce régime du bon plaisir administratif que quelques-uns semblent regretter. Quand Cavour eut fait l'unité de l'Italie, il demanda aux Chambres un bill d'indemnité pour 62 millions de « publicité à l'étranger » dont il refusait de préciser l'usage : « Avec cela, disait-il, j'ai fait l'Italie une. » Combien de ces millions avaient servi à alimenter l'enthousiasme de la presse sous l'Empire ? C'est un secret qu'il a emporté avec lui. De son côté, M. de Bismarck déclara un jour au Reichstag que tous ses efforts, après Sadowa, avaient visé à faire le silence en France sur l'armement de la Prusse et à nous inspirer une fausse sécurité. Une fois le moment venu, ajoutait-il, je n'ai eu qu'à supprimer les subventions à certains journaux français ; « ils sont redevenus du coup patriotes » ; ils ont prêché la guerre et m'ont aidé à la faire éclater. Ces deux rôles de la presse dépassent ce que nous voyons aujourd'hui.

(1) Lettre de M. Max Nordau, qui semble oublier qu'il avait lui-même montré le contraire dans son livre sur les *Mensonges conventionnels de la civilisation*.

Au moins ne s'est-il agi récemment que des Turcs. Le danger n'en subsiste pas moins toujours et doit émouvoir notre patriotisme. Supposez un journal bien rédigé et supérieurement informé, qui dise généralement vrai sur ce qui se passe dans le monde entier ; comment moi, lecteur ingénu, croirai-je qu'il ne dira pas vrai sur telle question ou de finances, ou de politique nationale, ou même de politique internationale ? Comment savoir si sa respectabilité générale ne servira pas précisément à voiler la vénalité de ses administrateurs sur un point spécial ? Pauvre bourgeois, ou pauvre ouvrier, suis-je au courant de ses « mensualités » auprès du gouvernement français, auprès du gouvernement ottoman, allemand, italien ? Et si enfin des journaux, par leur imprudence, fournissent à l'étranger un prétexte de guerre, ou si l'étranger se sert de quelqu'un de nos journaux pour se ménager lui-même un prétexte de guerre, sera-ce encore nous qu'il faudra accuser ?

Non, quoi qu'en disent certains de vos correspondants, la France n'est pas responsable de tout ce que fait la presse non seulement chez nous, mais dans tous les autres pays. La presse n'est pas simplement notre « miroir », ni le thermomètre enregistreur de nos décrépitudes. Elle est un instrument, une arme, une machine de guerre, bien plus, un vivant organisme, bien plus encore, un quatrième État, quelquefois même une alliance internationale secrète. Quant à la France, elle n'est pas pire que les autres nations, mais elle est plus mal gouvernée et défendue ; sur certains points même, elle n'est ni gouvernée ni défendue. Quelle est la nation qui, ainsi moralement et politiquement abandonnée, se montrerait tellement supérieure à la nôtre par ses vertus ? Il est facile de nous reprocher nos scandales quand on possède un gouvernement assez fort pour étouffer aussitôt dans son pays des scandales encore pires. Il est facile de nous reprocher notre pornographie quand on possède une police qui fait main basse sur les productions immondes, et des tribunaux qui les répriment sévèrement en vertu de lois sévères. Quant à la presse politique, est-elle moins « reptilienne » en Allemagne qu'en France ? Ce qui est vrai, c'est que la démocratie dont nous faisons l'essai à bâtons rompus, sans méthode, sans règle, développe successivement, à côté de ses biens, les maux que l'on n'a pas su prévoir ni prévenir.

Se défier de la presse, pour un peuple, ce serait le commencement de la sagesse ; ou plutôt c'en serait l'achèvement ; car le peuple a beau être trompé, il croit toujours. La dernière foi, c'est la foi à ce qui est « imprimé ».

Aussi le peuple prend-il ce qu'on lui donne et croit-il ce qu'on lui dit. Mais cette foi ne durera pas toujours. On s'imagine qu'un scandale détruit l'effet

d'un autre, qu'une fausse nouvelle compense une fausse nouvelle, etc. C'est l'enfance de la psychologie et de la sociologie. Nous voyons, au contraire, que tout s'accumule et se renforce; le régime actuel de la presse nous mène progressivement à un scepticisme moral et politique plus dangereux que ne l'était la vieille crédulité. Car, le jour où le peuple serait convaincu, avec le sophiste Hobbes, qu'il n'y a sur terre que des « loups », il ajouterait logiquement : — Hurlons avec les loups, trompons avec les trompeurs, jouissons avec les jouisseurs, corrompons avec les corrupteurs, trahissons avec les traîtres.

IV. — Quant aux remèdes, il faut les demander : 1° aux individus, 2° aux associations, 3° à l'État. Les individus, eux, ne peuvent guère que s'abstenir de lire certains journaux et qu'exhorter, s'ils sont moralistes de leur métier, les journalistes à la vertu. C'est ce que vient encore de faire ici même M. A. Sabatier. Par malheur, un journal de New-York nous répondait récemment à nous-même : « La presse ne deviendra jamais morale ou décente par voie d'exhortation; le seul argument qui puisse l'atteindre, outre des pénalités sévères, c'est l'argument du tout-puissant dollar. »

Des associations seraient moins désarmées que les individus, si elles prenaient pour objet, soit la création ou diffusion de journaux honnêtes, soit la défense contre les abus de la presse, et si le gouvernement, au lieu de les entraver, les favorisait, leur conférait même des pouvoirs et des compétences légales, des droits de poursuite.

A New-York et dans tous les États-Unis, il existe, par exemple, des « Associations pour la prévention du vice » qui veillent à ce que les feuilles scandaleuses ne circulent pas et qui surtout ont *compétence* pour les *signaler* à la magistrature et intenter des actions judiciaires.

La « Société » de New-York est la terreur des auteurs et éditeurs de publications immorales, car elle se charge d'obtenir l'application de la loi, amendes considérables et six mois à cinq ans de prison. La « Société nationale de vigilance », en Angleterre, réussit de même à assurer le triomphe des lois, d'ailleurs rigoureuses, contre la littérature obscène. Chez nous il existe déjà des sociétés de ce genre, telles que la Ligue de la moralité publique, — objet de railleries de la part de ceux que, de son temps, Michelet considérait comme le plus grand danger de la France : « la race des sots spirituels ».

Mais notre régime juridique réduit ces sociétés presque à l'impuissance. Les associations ne peuvent à peu près rien dans un pays, si la loi même y est insuffisante et si le gouvernement, sous la terreur de la presse, n'applique même pas les lois embryonnaires qui existent et laisse déborder le fleuve de boue où tout s'enlize.

En combinant la lettre de M. Cruppi et celle de M. Renard, sans compter celles de M. Poincaré et de M. Lucien Marc, il me semble que les principaux remèdes à l'état de choses actuel sont admirablement et pratiquement indiqués. Il faut des lois protectrices de nos libertés contre le despotisme de la presse: il faut aussi des lois protectrices des libertés mêmes de la presse, soit contre les abus de la spéculation industrielle ou politique, soit contre les abus du gouvernement. Obligation de faire parvenir immédiatement aux intéressés, par lettres chargées, les articles contenant leurs noms, réglementation de l'interview, réglementation du droit de réponse, réglementation de la chronique judiciaire, cette grande école de suggestion criminelle; interdiction des comptes rendus d'exécutions publiques, juridiction rapide et même immédiate, pour les délits de presse qui ont un tel caractère de soudaineté et d'actualité que, trois mois après, la justice vient trop tard, comme un duel venant trois mois après l'insulte; possibilité de poursuivre et le *propriétaire* et le *directeur* du journal (suppression de la gérance fictive) et de déterminer les personnes réellement responsables du délit; obligation pour le propriétaire du journal de répondre sur ses fonds des condamnations prononcées et contre l'*auteur* de l'article et contre le *directeur* du journal; fortes amendes et forts dommages-intérêts attribués partie d'office, partie sur la demande du plaignant, et qui obligeront les capitalistes du journal à surveiller les articles ou informations qui s'y publient; remèdes à l'impossibilité aujourd'hui presque absolue de recouvrer les amendes; enfin, un tribunal composé d'un magistrat, de quatre ou six jurés et de deux experts, écrivains eux-mêmes ou journalistes, comme le propose M. Cruppi; permission plus étendue de faire la preuve, accordée aux journalistes, comme le demande M. Drumont, pour les faits qui ne sont pas de la vie privée; obligation de réhabiliter et de rembourser les journalistes condamnés pour de prétendues diffamations qui dans la suite se trouveraient justifiées par des preuves nouvelles; obligation pour tous les journaux d'établir une ligne de démarcation nette entre la rédaction et la publicité et, comme conséquence, pénalités sévères à l'égard de ceux qui introduisent une réclame vénale dans la partie présentée comme appréciation désintéressée, etc. Il s'agit, par toutes les mesures, non pas d'enlever préventivement la liberté, mais d'assurer la responsabilité et, par là, de faire rentrer la presse dans le droit commun. Je ne suis pas jurisconsulte ni homme politique et je ne puis entrer dans le détail de réformes qui dépassent la compétence d'un phi-

losophe théoricien, mais ces réformes sont nécessaires et elles ne sont pas impossibles. La presse elle-même y gagnerait plus de vraie liberté et plus d'autorité, en France et à l'étranger.

A ceux qui répètent le vieil adage : *Quid leges sine moribus?* nous ne nous lasserons pas de répondre : *Quid mores sine legibus?* Quand on réclamait autrefois des lois protectrices des femmes et des enfants dans les manufactures, on répondait aussi : « Question de morale ; fiez-vous à la liberté et aux mœurs. » Par malheur, c'était précisément le manufacturier le plus immoral qui faisait la loi aux autres et réglait le marché, puisque, par l'abus du travail des femmes et des enfants, il trouvait moyen de battre ses concurrents et de faire baisser la main-d'œuvre. Le phénomène est absolument identique dans le journalisme, comme aussi dans les théâtres populaires, les cafés-concerts, etc., c'est l'administration de journal ou de théâtre la moins scrupuleuse et la plus immorale qui a chance d'obtenir les plus grosses recettes et qui règle le marché. Dans notre société si complexe, il est vain d'espérer que les choses s'arrangeront toutes seules, comme l'eau agitée reprend son niveau. C'est une vérité élémentaire de « sociologie » que, plus le domaine des libertés s'étend, plus s'étend aussi le domaine des lois et des sanctions qui soumettent les *rapports* de ces libertés à une règle d'égalité et de respect mutuel. Notre législation de la presse est à l'état informe et chaotique : c'est l'intérêt de la presse, comme sa dignité, de réclamer elle-même la justice, qui ne peut être que l'organisation de la plus grande liberté pour tous et d'une responsabilité égale en étendue à la liberté même.

ALFRED FOUILLÉE,
de l'Institut.

(*A suivre.*)

LES QUATRE PROBLÈMES SOCIAUX [1]

Ma première parole ne peut être qu'une parole de profonde gratitude pour le ministre qui a bien voulu me confier le cours que j'ai l'honneur d'inaugurer aujourd'hui ; pour deux précédents ministres de l'Instruction publique, M. Raymond Poincaré et M. Léon Bourgeois, qui, d'un commun accord, ont demandé au gouvernement la création de cette chaire de philosophie sociale ; pour le gouvernement qui a favorablement accueilli ces initiatives autorisées ; pour le parlement tout entier qui, une fois de plus, s'est montré aussi soucieux d'enseignement supérieur que d'instruction populaire, et dont les frondeurs sans doute hésiteront de plus en plus à médire, en songeant qu'il arrache tous les ans à l'ignorance ou à l'indifférence des foules ce budget de la haute culture qui ne sera peut-être pas toujours intangible dans les futures démocraties ; pour le Collège de France enfin, dont l'éminent Administrateur m'a si spontanément souhaité la bienvenue parmi tant d'hommes d'élite, au nombre desquels d'ailleurs j'ai le plaisir de retrouver de très distingués camarades et des maîtres illustres qui me furent toujours bienveillants.

* *

Cette leçon d'ouverture, a pour but d'expliquer l'origine et le titre de la nouvelle chaire, la nature et l'esprit du nouveau cours.

La création de cette chaire s'explique par trois raisons :

D'abord, s'il est des problèmes qui soient à l'ordre du jour, ce sont bien les problèmes sociaux. Notre Enseignement supérieur ne pouvait pas manquer de les mettre ou remettre à l'étude plus expressément que jamais. Et c'est ainsi qu'ont été institués, dans nos Universités renaissantes, de nouveaux enseignements, de nouveaux cours, soit sur les doctrines économiques, soit sur les doctrines politiques.

Mais, les Universités, quelque brillant et fécond que puisse être leur réveil, n'en gardent pas moins toujours leurs obligations et leurs responsabilités essentiellement pédagogiques. Et, par conséquent, quelque libérale que soit leur charte récente, les Universités ne sauraient avoir l'absolue liberté. Cette absolue liberté dans l'investigation et dans l'exposition, seul le Collège de France la possède, et des hommes comme Ernest Renan n'ont jamais laissé passer une occasion de la revendiquer hautement, non à titre de concession précaire, mais, dirais-je, comme droit essentiel et comme prérogative organique. Où donc pouvait-elle être mieux à sa place qu'au Collège de France, cette enquête impartiale et désintéressée, cette libre enquête sur les problèmes sociaux qui s'imposent si violemment à l'attention des penseurs et des politiques ?

D'autre part, vous le savez tous, si les Universités ont surtout pour mission de promulguer la science *faite*, le Collège de France est par-dessus tout le laboratoire de la science *en voie de formation*. Or, s'il est une science qui en soit encore à la phase des tâtonnements, n'est-ce pas la science sociale ?

* *

Science sociale, ou philosophie sociale ? Ceci nous amène à la question du titre même de la chaire.

L'expression « philosophie sociale » comprend deux mots dont chacun comporte un commentaire.

1. Collège de France : cours de Philosophie sociale : leçon d'ouverture, 16 décembre 1897.

Trop souvent de nos jours le mot « social » est réduit à désigner presque exclusivement les seules questions économiques, et même, plus étroitement encore, les seules questions ouvrières. Nous conserverons ou nous rendrons au mot sa compréhension naturelle et légitime. Les phénomènes religieux, les phénomènes politiques, les phénomènes économiques, les phénomènes domestiques sont tous des phénomènes sociaux. Et les phénomènes économiques, pour importants qu'ils soient, reprennent ainsi leur place dans l'ensemble, et, pour ainsi dire, rentrent dans le rang.

Les problèmes sociaux, au sens large et plein que nous venons de restituer, voilà donc l'objet de notre étude. Mais l'étude elle-même, quel nom porterait-elle ? L'expression « philosophie » sociale a été préférée ici à l'expression « science » sociale, ou « sociologie ». Pourquoi ? Le voici. La « sociologie » est-elle vraiment et rigoureusement une « science » ? Cette question est fort débattue. C'est qu'en effet le mot « science » implique surtout étude *objective*, étude par le *dehors*. Et beaucoup d'excellents esprits se demandent s'il est bien possible d'étudier ainsi exclusivement du dehors les phénomènes sociaux, s'il est bien possible en un mot de constituer une sociologie exclusivement objective. Certes, il peut y avoir là un point de vue fort intéressant et des tentatives fort utiles qu'on ne peut que suivre avec curiosité et sympathie. Mais, à tort ou à raison, je reste convaincu, avec ceux qui furent plus ou moins directement mes maîtres, avec MM. Ravaisson, Fouillée, Lachelier, Paul Janet, et, je crois, avec la plus haute philosophie antique et moderne, je reste convaincu que tout ce qui est de l'humanité, langues, cultes, et codes, ne peut se comprendre qu'en s'éclairant du dedans, à la lumière de la conscience, — inextinguible lumière intérieure qui, pareille aux lampes des cathédrales, nous entrouvre le clair-obscur de l'univers. Sans nier le moins du monde l'aspect objectif des phénomènes sociaux, je voudrais donc n'en pas laisser oublier ou méconnaître l'aspect subjectif, qui, selon moi, a une importance égale, sinon supérieure. Or, si le mot « science » peut et doit impliquer exclusivement étude objective, il se trouve que le mot « philosophie » implique ou comporte à la fois et l'étude objective et l'étude subjective. Il faut le savoir, en effet, et c'est un point qui a été fort bien élucidé, notamment par M. Émile Boutroux, et sur lequel moi-même j'ai eu l'occasion d'attirer l'attention : la philosophie est une discipline de nature mixte, située pour ainsi dire au point d'intersection des études objectives et des études subjectives, au point d'intersection de la science et de la conscience. De là son originalité, et, si j'ose dire, de là, son magistère. Oui, la vraie philosophie, comme l'ont montrée les Descartes et les Leibnitz, la vraie et grande philosophie n'est autre chose que l'interprétation de la plus haute science par la plus profonde conscience. Si donc nous voulons étudier les phénomènes sociaux, non seulement du dehors, mais aussi et surtout du dedans, nous devons préférer à l'expression « science sociale », signifiant étude plutôt objective, l'expression « philosophie sociale », signifiant étude à la fois objective et subjective, et plutôt subjective.

La société est-elle oui ou non un « organisme » ? Je n'en sais rien. La sociologie est-elle oui ou non une « science » ? Je n'en sais rien. Ce sont là des discussions techniques qui longtemps encore menacent de diviser les professionnels. Mais, en attendant, est-il interdit de s'occuper des problèmes sociaux ? Il y a des sociétés, il y a une organisation de sociétés, il paraît y avoir une évolution des sociétés. Eh bien ! voilà qui nous suffit. Voilà de quoi la philosophie a le droit et le devoir de s'occuper, en toute liberté d'esprit, et en dehors de toute discussion d'école. Et voilà ce que nous appelons « philosophie sociale ».

* * *

L'origine et le titre de la chaire une fois expliqués, nous arrivons à la question essentielle : Quels seront la nature et l'esprit du cours ?

A mon sens, la Révolution française n'est qu'un aspect saillant et un épisode violent de l'Évolution européenne moderne. Cette évolution, considérée dans son ampleur et sa profondeur, ne tend à rien moins qu'à une transformation totale de la société, et ne contient pas moins de quatre révolutions spéciales.

Dans la société générale, en effet, on peut distinguer quatre sociétés particulières :

1° La société religieuse ;
2° La société politique ;
3° La société économique ;
4° La société domestique.

La société religieuse, c'est le rapport de l'humanité avec le principe mystérieux de l'univers, le rapport de Dieu et de la nature, le rapport de la créature et du Créateur.

La société politique, c'est le rapport des princes et des peuples, de l'État et de la nation, des gouvernants et des gouvernés.

La société économique, c'est le rapport du propriétaire et du salarié, du riche et du pauvre, du patron et de l'ouvrier, de l'employeur et de l'employé.

La société domestique enfin, c'est le rapport de l'homme et de la femme, de l'époux et de l'épouse, de la famille et de son chef.

Ces quatre sociétés, ce sont donc quatre rapports de deux termes chacun : Dieu et Nature,

prince et peuple, patron et ouvrier, mari et femme.

Eh bien! je dis que l'inconsciente évolution de l'Europe moderne n'est autre chose qu'une lente et sourde transformation de ce quadruple rapport.

Laissons de côté tous les partis pris. Personne qui ne s'avoue tout au fond de lui-même, personne qui ne se dise à part soi : C'est pourtant bien vrai qu'il y a de nos jours quelque chose de changé dans l'attitude de la créature en face de Dieu, dans l'attitude des peuples en face des gouvernements, dans l'attitude des pauvres en face des riches, dans l'attitude enfin de la femme en face de l'homme. On peut s'en applaudir ou s'en désoler, mais on ne peut pas ne pas constater et avouer le fait. Oui, semble-t-il, un souffle inconnu, ou, comme disent les Allemands, l'Esprit du temps a traversé ces quatre institutions fondamentales de la société, le foyer, l'atelier, le forum, et le temple; et ces quatre mondes sociaux sont désormais en proie à un mystérieux travail de transformation.

Le fait une fois reconnu et avoué, reste la question passionnante : dans quel sens, selon vous, cette puissance de transformation agit-elle? Où nous pousse-t-on? Où allons-nous? A cette brûlante et périlleuse question, je répondrai hardiment et fermement. J'ai horreur de me dérober. Et je suis convaincu que cet auditoire d'élite estimera plus une loyauté courageuse qu'une évasive habileté.

Passons rapidement en revue les quatre problèmes indiqués. Il ne s'agit pas ici aujourd'hui, bien entendu, de développer des doctrines, encore moins d'ébaucher un système. Il s'agit de fournir quelques données qui permettent d'entrevoir l'orientation de mon esprit et de mon cœur. Et j'ai d'autant plus à cœur de fournir ces indications qu'on a tenu plus à honneur de ne pas me les demander.

I

Parlons-nous de la société religieuse, et des rapports de Dieu et de la Nature? Un grand fait récent domine la question. Les sciences de la nature ont été fondées et, du coup, le vieux discrédit jeté sur la nature s'est évanoui. La découverte de millions de mondes par delà notre monde solaire nous a donné la grandiose idée de l'univers. La découverte de la molécule et de la cellule nous a révélé la merveilleuse structure des corps inorganiques ou organisés, si longtemps méprisés et flétris du nom de matière brute.

La découverte de la petite et de la grande antiquité, la découverte des vastes civilisations orientales, la découverte enfin du long passé historique et de l'immense préhistoire, en détachant sur cette perspective profonde le maigre premier plan de notre petit monde européen, nous a révélé la grandeur de l'évolution humaine et inspiré le respect de ce que nous sommes par la considération du prodigieux chemin parcouru. Et c'est ainsi que la nature, avec ses astres, ses flores, ses faunes et ses cités; c'est ainsi, dis-je, que ce qu'on appelle l'ensemble des créatures, s'est lentement relevé de son discrédit, pour ne pas dire racheté de son opprobre, lavé de sa malédiction et de son anathème.

Naguère Dieu régnait seul; la nature n'était qu'un lointain et fuyant fantôme sans substance, d'ailleurs suspect ou maudit. Maintenant la nature réhabilitée se dresse en face de Dieu.

Que va-t-il résulter de ce face à face?

L'esprit humain se rejette volontiers d'un extrême à l'autre; et le même tour d'esprit simpliste et violent qui pousse les uns à nier la nature au profit de Dieu, pousse les autres à nier Dieu au profit de la nature.

La conscience humaine n'est pas athée. Et la science ne sera jamais que la servante de la conscience. Je crois à la valeur positive de l'idée de Dieu. Je vois là une donnée positive, encore une fois, qui peut être plus ou moins méconnue provisoirement, mais qui est destinée à être reprise, transformée et incorporée dans la pensée et la philosophie futures. Les occultations de l'idéal ne sont jamais que des crises de métamorphose et de transfiguration.

Dieu, *ce splendide mot de l'énigme du monde*, pour parler comme Mme de Staël, Dieu n'est autre chose sans doute que le nom mystique de la justice dans l'univers. Et, peut-on croire décidément que l'univers soit vide de justice? C'est peut-être la plus fondamentale contradiction de bien des hommes de ce temps d'avoir cru en effet qu'on pouvait à la fois affirmer la justice terrestre et nier la justice cosmique, c'est-à-dire fonder une politique optimiste sur une métaphysique pessimiste, comme si la terre n'était pas dans l'univers, et comme si l'unité de substance, chère à la science, n'impliquait pas nécessairement l'unité de loi!

Mais, d'autre part, affirmer Dieu, est-ce donc nier la nature? Auguste Comte, d'un profond regard, a bien vu la portée de ce mot des Mystiques, où Dieu dit à la Créature :

[illegible]

Dans cette conception, la créature est sans être réel, sans substance, sans vraie valeur, sans vraie dignité. Disons-le nettement : cette conception apparaît boiteuse, et la créature doit être relevée en face du Créateur, à qui elle commence à se sentir nécessaire à son tour.

De nos jours en effet la créature a entendu ce mot d'un philosophe anglais : Le moindre grain de sable

pèse son poids dans le système solaire et contribue à l'équilibre du monde. Et elle s'est demandé si la plus chétive pensée aussi ne devait pas avoir son retentissement dans la pensée infinie; et, dans un mouvement d'humble orgueil, elle s'est désormais conçue elle-même comme

> ... Une claire étincelle
> D'une distincte au sein de l'âme universelle...

De nos jours encore la créature a médité cette parole d'un philosophe allemand : « *L'éternité ne commence pas seulement de l'autre côté du tombeau.* » Qu'est-ce à dire sinon qu'il n'y a pas deux existences, l'une profane et l'autre sacrée ? Qu'est-ce à dire sinon que notre vie temporelle, notre vie terrestre et journalière n'est pas profane mais profanée, et qu'elle peut et doit devenir ou redevenir profonde et sainte à mesure qu'elle se pénétrera d'éternel ? Je l'ai dit naguère : le sacré n'est autre chose que le profane profondément compris.

Ainsi se relèvent en dignité à leurs propres yeux la terre et la vie terrestre, l'homme et la vie humaine, la créature enfin, en face du Créateur.

Cette révolution spirituelle, que j'esquisse à grands traits, qui est en train de s'accomplir dans les intimités de la conscience moderne, et qui a déjà une telle répercussion dans les mœurs religieuses de l'Europe, peut-elle n'avoir pas aussi une répercussion bienfaisante et pacifiante dans les institutions ecclésiastiques? Je vous laisse le soin de répondre. Je laisse surtout ce soin aux hommes qui, comme M. Albert Réville, ici même, ont mission d'étudier l'histoire des religions positives et des églises proprement dites. Je ne suis que philosophe. Je scrute le psychique : je m'arrête en deçà des institutions.

II

Parlons-nous de la société politique, c'est-à-dire du rapport des princes et des peuples, en entendant le mot prince au sens large et étymologique?

Certes l'idée de gouvernement, sur la terre et dans l'univers, n'est pas près de disparaître, tant s'en faut : elle se renforce plutôt en s'affinant et s'assouplissant. Aux époques surtout d'incohérence et de faiblesse, l'idée de chef brille comme un diamant dans la boue, et tout le monde se demande qui la ramassera. Sans un chef, en effet, dit-on, comment coordonner l'effort dans les grandes entreprises de la guerre et de la paix? N'est-ce pas le magnétisme du chef qui organise le chaos des foules? « *Tout [illegible] cherche un centre pour graviter autour.* » Ceux mêmes qui croient y répugner, sourdement y aspirent. Et de même que l'esprit d'athéisme n'est au fond que la négation des faux dieux et l'inconscient appel au Dieu véritable, de même l'esprit d'anarchie n'est autre chose que l'horreur des faux chefs qui oppriment et dépriment au lieu d'exalter. Autorité vient du mot *auctor*, celui qui augmente. Et c'est le chef magnanime qui fait le peuple unanime.

A un autre point de vue, dit-on encore, sans un chef puissant, comment déblayer de l'obstruction des abus la route de l'humanité? N'est-ce pas le sophisme politique de ce temps de vouloir à la fois un pouvoir faible et des réformes héroïques? Et n'est-il pas singulier que dans cette expression, « pouvoir fort », nous ne sentions même pas le pléonasme? « *Qu'est-ce qu'un pouvoir qui ne peut pas?* » a dit plaisamment celui que M. Augustin Filon appelle « le plus grand Anglais qui ait paru depuis Shakespeare ».

On voit combien les idées de gouvernement, d'autorité, de pouvoir enfin, apparaissent encore intrinsèquement légitimes et précieuses. Mais à une condition pourtant, qui n'a été que trop méconnue : c'est que le gouvernement se sache et se sente exister par le peuple et pour le peuple.

Or, les chefs des nations avaient fini par croire qu'ils existaient par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Double illusion, combien funeste à leurs nations et à eux! Comme l'énergie du cerveau dans l'organisme animal vient du corps physique et y retourne, ainsi l'énergie du gouvernement dans l'organisme social vient du corps politique pour y retourner. Le pouvoir, dans les deux cas, n'est pas extérieur et transcendant, mais intérieur et immanent. Il n'est pas son but à lui-même, il n'est qu'un moyen, un organe, une spécialisation fonctionnelle, une méthode de travail biologique ou sociologique, destinée à mieux procurer la vie et la force de l'ensemble.

Il a bien fallu rappeler sévèrement aux princes ces vérités élémentaires. D'où l'avènement de ce qu'on appelle les gouvernements « constitutionnels ».

C'est d'ailleurs bien à tort en principe que les partisans de l'Ancien régime sont inconsolables de cette révolution politique. En se « constitutionnalisant », le pouvoir s'est-il donc affaibli? Nullement. En reprenant conscience de sa vraie nature et de sa vraie destinée, le pouvoir s'est renforcé au contraire. En se détachant de la nation, il se desséchait. En se livrant à l'arbitraire, il se débilitait et se stérilisait. Qu'est-ce pour le pouvoir que se « constitutionnaliser» ? C'est consulter la *raison* nationale avant d'affirmer la *volonté* gouvernementale. Est-ce là s'affaiblir? C'est la déraison au contraire qui est débile, inconsistante et misérable. Cavour, qui s'y connaissait, mettait un ministre constitutionnel bien au-dessus d'un ministre de gouvernement absolu. D'où son mot, gai et profond, cité par M. Vallery-Radot : « *La plus mauvaise des Chambres est encore préférable à la plus brillante des antichambres.* »

Pouvoir absolu n'est pas synonyme de pouvoir arbitraire, pas plus qu'obéissance absolue n'est synonyme d'obéissance passive. Le maître arbitraire et l'esclave passif sont deux aveugles qui courent à leur commune ruine. Au contraire, le commandement réfléchi et l'obéissance consentie s'épousent avec une intensité qui domestique la victoire. Ou plutôt il n'y a plus alors ni sujet ni maître, ni injonction ni soumission : il n'y a plus qu'une adhésion inégalement lucide mais également fervente à une commune raison. Princes et peuples alors communient dans la même vérité et dans la même justice.

Ainsi se relève le gouverné en face du gouvernant, dans la société politique moderne. Ou plutôt, ainsi se relèvent ensemble le gouvernant et le gouverné ; car, comme on l'a fort bien dit, l'esclavage ne corrompait pas moins le maître que l'esclave.

III

Parlons-nous de la société économique, c'est-à-dire du rapport des riches et des pauvres, des propriétaires et des salariés, des patrons et des ouvriers, des employeurs et des employés? Le problème, qui est immense, est exploré ici même, en ses données spéciales, par deux maîtres éminents. Sans aborder encore la discussion et sans préjuger les solutions, dans quel esprit l'étudierons-nous?

Dans l'état actuel de la civilisation, la propriété est la forteresse de la personnalité. Sans la propriété qui garantit le pain et la vie, la liberté n'est bien souvent qu'un mot dérisoire.

Être propriétaire foncier! Posséder bien à soi, rien qu'à soi, un champ! Détenir un pan de la terre de France! Accaparer un lambeau de la planète! Monopoliser un fragment d'astre! Quelle hardiesse juridique! Quelle audacieuse prérogative! Et aussi quelle sécurité, quel orgueil! Oui, la propriété est bien le miracle de l'institution sociale, et le chef-d'œuvre des lois.

Mais, précisément, ceux qui sont exclus de cette prérogative puissante, de cette sécurité et de cette dignité, les déshérités, les parias de l'organisation sociale, que vont-ils dire et faire, si jamais ils commencent à penser?

Or, et voilà le fait nouveau, ils ont commencé à penser?

Que disent-ils donc? Ils prononcent des paroles menaçantes.

Quelle devra être ici l'attitude de la société?

A mon avis, il s'agirait, non de détruire la propriété, mais d'en étendre progressivement à tous l'inexprimable bienfait. Il s'agirait, non d'exproprier ceux qui possèdent, mais, si j'ose dire, d'approprier ceux qui ne possèdent pas. Ce qui est mauvais dans la propriété, ce n'est pas son existence, c'est sa limitation. Il faudrait, à mon sens, l'universaliser.

Comment? Sous quelle forme? On ne sait encore. Mais qu'importe? Il s'agit d'abord de fixer le but. Après quoi on discutera les moyens. Ne criez pas à l'impossible. Le possible n'est pas si étroit que le suppose la pauvreté d'imagination de l'individu. Inépuisablement féconde au contraire est l'imagination collective du genre humain. Quand il n'existait pas d'autre forme de propriété que la propriété foncière, qui pouvait soupçonner l'apparition et l'extension prodigieuse de la propriété mobilière? Et à côté des capitaux fonciers ou mobiliers, ne voyons-nous pas aujourd'hui d'autres formes de propriété, telles que la propriété du grade pour l'officier, de la chaire pour le professeur, du siège pour le magistrat? Et combien d'autres formes de garantie pour les diverses professions sociales ne voit-on pas en ce moment même s'ébaucher autour de nous! L'Angleterre vient d'élaborer sa législation ouvrière. L'empereur allemand fait dénombrer les « sans travail » dans toute l'étendue de son empire. L'Esprit du temps exige que la société s'inquiète ainsi de tous ses membres. Et les monarchies et les aristocraties d'Europe entrent dans ces vues et dans ces voies. C'est ce « torysme généreux et hardi aux réformes » dont parlait récemment M. Jules Lemaître, dans une étude consacrée à M. Paul Deschanel, qui porte un nom particulièrement cher à cette maison, et qui lui-même, semble-t-il, estime qu'en matière de progrès sociaux la bourgeoisie française ne saurait faire moins que les féodalités européennes.

Fixons ardemment le but. La société moderne est composée d'assis et d'errants, de flottants et de fixes, de propriétaires et de déshérités, de privilégiés et de parias. Ne fût-ce que dans son propre intérêt, dans son intérêt immédiat et étroit, la société ne doit-elle pas s'efforcer d'enraciner les déracinés, en prenant le mot bien plus péjorativement encore que M. Maurice Barrès, et de fixer l'errant par la propriété, comme sur le littoral de l'Atlantique on fixe les sables par des plantations de pins? Et n'est-ce pas le moyen de transformer subitement en conservateurs ces révoltés? Pour un homme sans terre et sans foyer, qu'est-ce que la Société et qu'est-ce que la Patrie? Des mots vides, des mots dérisoires. Et pour être conservateur enfin, ne faut-il pas avoir quelque chose à conserver?

On le voit, je me place ici aujourd'hui, non au point de vue d'un *droit a priori* des déshérités, mais simplement au point de vue de l'*intérêt* positif des possédants.

La question de droit n'est pas bien élucidée encore. Il y faudra une théorie du « moi individuel » dans ses rapports avec la société. Une bonne théorie

du « moi » est la clé des sciences sociales. Or, le problème du « moi » est, à certains égards, un problème sans fond, puisqu'il y a un *méta-psychique* comme il y a un *méta-physique*, ainsi que l'ont diversement indiqué M. Fouillée et M. Lachelier. Mais il n'empêche que, dans une suffisante mesure, on peut arriver à démêler la nature du « moi individuel ». Et c'est à cette analyse, en apparence aride, et à coup sûr ardue, que nous nous emploierons principalement dans la suite de ces leçons. Car, encore une fois, là est la clé de la *philosophie du droit*.

Mais la question de droit ainsi réservée aujourd'hui, reste la question d'intérêt qui nous suffit.

Le sophisme économique de notre temps, c'est de ne voir dans le travailleur que le travail, dans le marchand de labeur que la marchandise livrée, et dans la « personne » que la « chose ».

L'erreur de la théorie du travail simple marchandise, c'est d'isoler artificiellement le rapport économique, c'est de l'extraire ou de l'abstraire du complexe entrelacement des divers rapports sociaux. Je vous embauche, je vous renvoie, je ne vous connais plus... Erreur, car vous aurez à me connaître encore. L'ouvrier, en effet, n'est pas seulement ouvrier : il est aussi électeur et soldat. Il a une arme dans les guerres et un bulletin dans les élections. Comment voulez-vous lui demander de la sagesse *sociale* au jour de scrutin, et de l'héroïsme *national* aux jours de bataille, si, quotidiennement, dans le cours ordinaire de la vie, vous l'avez traité en étranger? Si vous le traitez comme une *chose* à l'atelier, comment voulez-vous lui demander d'être une *personne* aux camps ou au forum? Il faut l'avouer, les patrons ont paru trop souvent oublier que ce même prolétaire qui est leur *employé accidentel* dans l'usine est leur *associé perpétuel* dans la cité, et que, s'ils peuvent à leur gré renvoyer l'employé, ils restent, bon gré mal gré, rivés à l'associé. Cette vérité de fait, profondément comprise, suffirait à changer de fond en comble les mœurs du monde économique.

Pour un pauvre, il n'y a que trois façons de vivre : le travail, l'aumône ou le vol. Si vous ne lui facilitez pas le salut sous la forme directe, normale et saine du travail, il n'en retombe pas moins toujours à votre charge sous l'une des deux autres formes indirectes, anormales ou pathologiques, de l'aumône ou du vol. Ne serait-il donc pas préférable de mieux organiser l'atelier pour résorber ce double mal endémique de la mendicité et de la criminalité?

Et que dire de l'immense déperdition de force qui résulte de la mauvaise volonté générale dans l'ensemble du travail national? Et que dire surtout du danger permanent que fait courir aux dirigeants la sourde haine des subordonnés?

Encore une fois, je me le demande, en me plaçant au point de vue strict de l'intérêt des possédants, comment tout le monde ne sent-il pas l'imprudence qu'il y a à laisser subsister dans la société contemporaine un prolétariat, c'est-à-dire un sous-sol de misère, de maladie, de vice, de crime et de haine? Comment, tous, n'avons-nous pas hâte de dessécher cette maremme sociale et d'assainir ces douloureux et dangereux bas-fonds de la cité?

Ainsi, selon moi, il ne s'agit point d'abolir l'idée de propriété, pas plus qu'il ne s'agit d'abolir l'idée de gouvernement, ou l'idée de Dieu.

Mais il peut se produire, il doit se produire une modification profonde à l'état de choses actuel, en ce sens, que ces trois prérogatives, divinité, souveraineté, propriété, au lieu d'être jalousement restreintes à une minorité privilégiée, seront progressivement et proportionnellement élargies à tous.

En vertu de l'évolution religieuse, la nature participera à la divinité ; en vertu de l'évolution politique, les nations participeront à la souveraineté ; en vertu de l'évolution économique, les déshérités participeront à la propriété.

Et tels sont les trois premiers aspects (religieux, politique, économique) de l'évolution sociale de l'Europe moderne.

IV

Parlons-nous enfin de la société domestique? C'est ce que Paul Bourget, hier encore, appelait le « tragique problème de l'amour » ; ajoutons le problème du mariage, des enfants, de la famille en un mot.

Si, à mesure que se déroule l'évolution sociale, on voit se modifier les rapports de Dieu et de la nature, des princes et des peuples, des propriétaires et des salariés, comment ne pas s'attendre à voir se modifier aussi le rapport de l'homme et de la femme?

Sur la nature psychique de la femme, deux conceptions principales ont cours. Pour les uns, la femme comparée à l'homme apparaît identique en nature, mais inégale en degré ; de sorte qu'elle ne serait qu'un homme amoindri, pour ne pas employer cette expression discourtoise, un homme manqué. Pour d'autres, la femme apparaît identique en nature et égale en degré. Égale ou inégale, mais toujours semblable : je ne saurais adopter aucune de ces deux conceptions. Pour moi, la femme est de nature différente et même inverse, mais de valeur équivalente. Inverse et équivalente, telle est ma formule, et telle est la théorie que j'essayais déjà d'esquisser en 1884, et qui a été largement traitée en 1893 par M. Alfred Fouillée.

Je suis donc loin de penser comme quelques-uns que les diversités entre l'homme et la femme puis-

sent et doivent aller s'atténuant au point de devenir presque négligeables. Je suis loin de croire que l'avenir nous réserve des hommes et des femmes pour ainsi dire asexués. Je crois précisément le contraire. Je crois qu'il y a un sexe des âmes comme il y a un sexe des corps, et je crois que cette différenciation psychique ira s'accusant de plus en plus dans les civilisations futures. Car, de même que la sexuation physique est un mode supérieur de génération auquel l'évolution vitale n'est arrivée que tardivement, de même je vois dans la sexuation psychique un tardif et précieux produit de l'évolution sociale.

Il y a donc deux âmes humaines, à savoir une âme masculine et une âme féminine.

Non seulement donc la femme a une âme, quoi qu'en aient pu penser d'impertinents misogynes, mais elle a une âme essentiellement différente de la nôtre, une âme inverse de la nôtre, inverse et complémentaire.

Autre d'esprit et de cœur, *autre* d'imagination et de caractère, intimement et essentiellement *autre*, la femme nous apporte donc tout un nouveau monde spirituel, et non pas seulement une réédition plus ou moins affaiblie du monde spirituel masculin. Et l'on peut dire que la sphère de l'esprit humain aura désormais son ancien et son nouveau monde psychiques, comme le globe terrestre a, depuis Colomb, son ancien et son nouveau continent.

Pour la *psychologie comparée*, quel infini domaine que cette psychologie de la *femme*, à peine entrevue encore, et qui vient s'ajouter à la psychologie de l'*enfant*, à la psychologie de la *foule*, à la psychologie des *races*, sans compter la psychologie des *espèces*, largement esquissée déjà, et cette psychologie *pathologique* si heureusement explorée par M. Ribot !

Il y a une *âme* féminine, comme il y a un *corps* féminin. Et n'est-ce pas le cas de se rappeler cette vision hardie d'un poète ancien : *Les contours des âmes sont encore plus beaux que ceux des corps !*

Le génie et l'amour humain en seront doublés. Et ainsi nous marchons, à n'en pas douter, vers des formes de vie mentale et sentimentale infiniment plus complexes, plus riches, plus denses, plus délicieuses, dignes des *Faustus* et des *Stella* que M. Sully Prudhomme élance à la poursuite du bonheur.

A mesure en effet que, de par les mœurs régnantes, la femme est laissée plus libre de s'abandonner à son naturel, à mesure aussi que, par l'initiation à la haute culture, elle est plus admise à développer ses facultés propres longtemps engourdies, nous nous apercevons de plus en plus combien elle est *autre*, et combien elle nous réserve de surprises et de révélations. Il y là toute une flore psychique, aux trois quarts inconnue, flore d'ombre pendant tant de siècles, un peu languissante encore et sans couleurs, mais qui ne demande qu'à se lever et à s'épanouir, pour peu qu'elle voie et aspire le soleil. Et c'est nous qui sommes appelés à surprendre l'éveil de ces délicates atrophies, nous qui sommes destinés à voir se ranimer et fleurir de toutes ses fleurs mystiques l'âme de la femme, ce véritable « jardin secret ».

Qui ne sent ce qu'apportera de nouvelles puissances dans l'amour la femme enfin révélée à nous et à elle-même ? En effet, tant qu'elle n'est pas née pleinement à la vie intérieure, il ne peut guère y avoir entre l'homme et la femme que la possession physique, sans répercussion lointaine dans les profondeurs de la spiritualité. Supposez-les tous deux au contraire également quoique diversement développés au dedans : alors se consomme la communion des consciences ; alors se multiplient innombrablement, dans le jeu des affinités secrètes, les invisibles rencontres et les subtiles élections ; alors vraiment le couple humain féconde par l'esprit la misère des heures, et éternise la vie brève en y faisant sourdre l'infini.

Comme on le voit, dans cette conception, la femme acquiert tout à coup une valeur psychique incalculable. Et de cette valeur elle arrive lentement et profondément à se rendre compte. C'en est donc fait désormais de l'alternative insultante : « ménagère ou courtisane » ! L'âme féminine a conquis sa dignité *mentale et morale*, laquelle ne saurait manquer de se traduire tôt ou tard en accroissement de dignité *légale*, car le passage est irrésistible du *psychique* au *juridique*. Quand et comment ? dans quel sens et dans quelle mesure ? ce n'est pas à moi qu'il appartient de le décider. Il me suffit d'avoir posé le principe : un accroissement de conscience chez la femme ne peut pas ne pas déterminer un accroissement de droit. Je scrute le psychique, et je m'arrête en deçà du juridique, puisque aussi bien dans cette maison même la « condition de la femme » a été mise à l'étude par l'éminent titulaire de la chaire de législation comparée.

* *

Récapitulons.

Depuis quelque cent cinquante ans, en Europe et plus particulièrement en France, il se produit un mouvement d'idées qui ne peut pas manquer d'avoir son retentissement dans les mœurs et les institutions. C'est ce que j'appelle l'*évolution psychique* dans ses rapports avec l'*évolution sociale*.

Cette crise psychique se produit dans les quatre principaux domaines de la vie sociale : la vie religieuse, la vie politique, la vie économique, la vie

domestique; ou, si l'on veut, le foyer, l'atelier, le forum et le temple.

Ce sont là quatre sociétés particulières dans la société générale, ou mieux les quatre principaux aspects de la société générale.

Dans chacun de ces quatre cas, nous voyons deux termes en présence :

Dieu et la nature;

Le gouvernement et la nation;

Le propriétaire et le salarié;

L'homme et la femme.

Dans ces quatre couples, le rapport des deux termes paraît en train de changer.

Changer dans quel sens? J'ai essayé de l'indiquer.

Beaucoup s'imaginent que les quatre termes subordonnés, si longtemps méconnus ou sacrifiés, vont prendre leur revanche et repousser et nier à leur tour les quatre termes jadis prépondérants. Ce serait la révolte de la nature contre Dieu, du peuple contre le prince, de l'ouvrier contre le patron, de la femme contre l'homme.

Cette solution, espérée ou redoutée, me paraît un peu enfantine. Il y a dans les idées de Dieu, de chef, de patron et d'époux, une âme de vérité et de légitimité sans doute indestructible. Mais d'autre part les quatre termes subordonnés (la nature, la nation, la classe ouvrière, la famille) ont pris conscience d'eux-mêmes, ont senti leur valeur et leur dignité, et se sont relevés à leurs propres yeux et aux yeux de leurs maîtres. Or, je l'ai dit, un relèvement psychique entraîne nécessairement un relèvement juridique. Ceux qui croyaient n'avoir que des devoirs soupçonnent désormais qu'ils ont aussi des droits, d'où il résulte que ceux qui croyaient n'avoir que des droits soupçonnent désormais qu'ils ont aussi des devoirs. Et c'est cette conception d'une réciprocité de droits et de devoirs qui, à mon avis, fait le fond de l'évolution mentale et sociale de l'Europe et de la France depuis cent cinquante ans.

D'un seul mot qui résume tout, les quatre contrats sociaux, d'*unilatéraux* qu'ils étaient, tendent à devenir *bilatéraux*.

Et ainsi se concilieraient, dans les quatre mondes (religieux, politique, économique, domestique), les deux principes dont la lutte remplit l'histoire : l'élément d'unité, comme auraient pu dire les vieux philosophes ioniens ou éléates, ou élément organisateur (Dieu, gouvernement, patron, époux) et l'élément de multiplicité ou élément organisé (Nature, nation, classe ouvrière, famille).

Quand le second élément était trop méconnu ou sacrifié, la société était boiteuse. Quand le second élément sera dûment relevé, l'équilibre sera enfin, laborieusement mais définitivement, obtenu.

* * *

J'ai donc le droit de reprendre maintenant ma phrase du début : La Révolution française n'est qu'un aspect saillant et un épisode violent de l'Évolution européenne moderne. Cette évolution s'accomplit par l'action des mœurs sur les institutions et par la réaction des institutions sur les mœurs. Mœurs et institutions à leur tour reposent sur les sentiments et les idées. Or, les sentiments et les idées sont dans un perpétuel devenir. Par une action de tous les instants, les *savants* de tout ordre modifient secrètement notre façon de *concevoir le monde;* par une action de tous les instants, les *poètes* de tout ordre modifient secrètement notre façon de *sentir la vie.* D'où un sourd travail de transformation perpétuel dans les esprits et dans les cœurs. Et ce travail n'a jamais été plus actif qu'en France depuis cent cinquante ans.

C'est ce sourd mouvement moléculaire des cerveaux que je voudrais essayer de scruter, à travers nos derniers cent cinquante ans d'histoire, d'après les philosophes sociaux des XVIIIe et XIXe siècles.

Je compte procéder, non par généralisations hâtives et superficielles, mais par monographies patientes et profondes.

J'étudierai non seulement les écrivains didactiques et systématiques, classificateurs du connu, mais aussi et surtout les géniaux, les intuitifs, révélateurs d'inconnu.

Je commencerai par Jean-Jacques Rousseau, pour deux raisons : parce que c'est bien de lui que date la coupure du siècle, et parce qu'il est bien authentiquement le père de tout le mouvement révolutionnaire contemporain sous les quatre aspects que j'ai indiqués.

Qu'on veuille bien y songer, en effet : à tort ou à raison, Rousseau n'a pas tenté moins de quatre révolutions.

Il a tenté une révolution religieuse, avec le théisme de Julie opposé à l'athéisme de M. de Volmar; avec la profession de foi du *Vicaire savoyard*, avec la *Religion civile*, avec les *Lettres de la montagne*, avec la *Lettre à Christophe de Beaumont*.

Il a tenté une révolution politique et économique, avec le *Discours de l'inégalité*, avec la Préface de *Narcisse*, avec les fragments des *Institutions politiques*, avec l'Article de l'*Encyclopédie*, avec les *Lettres sur la vertu et le bonheur*, avec le *Projet de paix perpétuelle* et la *Polysynodie*, avec le *Contrat social*, avec les *Projets de constitution pour la Corse et pour la Pologne*.

Il a tenté enfin une révolution domestique avec l'*Héloïse* et l'*Émile*.

Ainsi Rousseau a donné le branle à tout le mou-

vement révolutionnaire de notre temps. Et Michelet, dont M. Aulard n'a pas hésité à dire qu'il « est le plus *vrai*, sinon le plus *exact* » des historiens de la Révolution, Michelet affirme que, soit pour la Constituante, soit pour la Convention, Rousseau a été le réel, le profond, le tout-puissant inspirateur de la Révolution française, à laquelle il aurait inculqué ses idées, son esprit et jusqu'à son tempérament même.

Il arrive parfois, dit-on, aux philosophes de perdre le contact de la réalité et de s'isoler dans un monde d'abstractions, d'entités et de fantômes. Alors, à force d'habiter leurs ténèbres verbales, ils finissent par devenir aveugles, comme les poissons des cavernes. Et c'est en vain désormais que vous leur montrez les terres et les mers, les flores et les faunes, les cités humaines, les « travaux et les jours » des nations : ils ne les voient plus.

Tel n'est pas assurément le cas de Jean-Jacques Rousseau. Lui au contraire, il a marché droit aux réalités. Il a osé toucher aux quatre plus puissantes choses d'ici-bas : l'*amour*, l'*argent*, la *loi*, la *foi*. Et toutes les institutions sociales ont croulé ou chancelé au choc de cette main puissante.

Malheureusement, après ces commotions, la France n'arrive plus à se rasseoir dans une foi nouvelle. Et tous ceux qui ont l'instinct national sentent bien que la patrie morale est en danger.

En quoi donc sommes-nous dévoyés ou fourvoyés?

Est-ce Rousseau qui s'est trompé et qui a égaré la Révolution? Est-ce la Révolution qui a mal compris Rousseau? C'est ce qu'il ne nous paraît pas impossible d'arriver à démêler enfin.

En cet obscur problème, combien précieuse nous serait la moindre clarté! Car il n'est que trop vrai que nous errons dans la nuit, à la merci des pires hasards. Une orientation dans les ténèbres de la France, voilà ce que nous demandons tous avec avidité, et voilà ce que nous chercherons ensemble, si vous voulez bien me continuer votre attention et vos sympathies.

JEAN IZOULET.

HOMMES D'ÉTAT CONTEMPORAINS

M. Chamberlain.

Jo. Chamberlain esq^re, « très honorable », est Anglais jusqu'à la moelle; plus qu'Anglais puisque citoyen de la « plus grande » Bretagne.

Il suffit de le voir pour le naturaliser. Face glabre, cheveu rare, collé sur le crâne, brossé, pommadé, lissé, luisant, maintenant poivre et sel, la raie impeccable d'un *horseguard* qui aurait échangé le *cap* régimentaire contre un fashionable tuyau de poêle à cinq reflets; l'œil vif, presque insolent, le monocle vissé sous le sourcil droit, le nez fin, la lèvre mince, col droit, très haut, redingote irréprochable, avec, à la boutonnière, l'immuable orchidée, sa fleur, décoration de millionnaire.

Le secrétaire d'État au Colonial Office du cabinet Salisbury est, dans toute la force et dans le bon sens du terme, ce que les Anglais appellent un *self made man*. Avant de faire de la politique, il a commencé par s'enrichir. Il n'avait pas trouvé dans son berceau un titre ou une circonscription électorale, ni de gros revenus. Il a conquis les électeurs et les rentes, et s'est ensuite fait un nom. Le tout est bien à lui, et son fief électoral autant que ses millions. Birmingham, qui l'avait élu radical, l'a réélu unioniste. Pourquoi du reste les électeurs l'auraient-ils abandonné? Il a changé d'étiquette sans changer de programme, ou presque pas. Il a passé au *torysme* avec armes et bagages, comme tant d'autres, mais avec cette différence qu'il n'a pas déposé ses armes. Il est entré dans la maison pour la faire sienne. On croyait l'avoir annexé, c'est lui qui a annexé ses chefs. Lord Salisbury pensait trouver en lui un collaborateur. Il s'est donné un égal, presque un maître, un compagnon gênant, envahissant, qui bouleverse tout, et sape par la base l'édifice sacro-saint. N'a-t-il pas contraint non seulement la Chambre des communes, mais les Lords eux-mêmes à voter une loi ouvrière que ne désavoueraient pas des socialistes?

Il n'est pas seulement révolutionnaire, il garde son indépendance. Lorsque le cabinet dont il fait partie présente un *bill* qui lui déplaît, il ne se gêne pas pour le dire, et même pour le crier. L'année dernière, après l'échec lamentable de l'*Education bill*, M. Chamberlain proclamait publiquement que cet échec ne l'atteignait pas et qu'il se souciait fort peu de cette loi.

Si la besogne courante du cabinet ne l'intéresse guère; s'il laisse M. Balfour s'arranger comme il le peut avec sa majorité aux Communes; s'il écoute d'une oreille distraite les fantaisies diplomatiques du jeune M. Curzon; s'il ne s'intéresse que de loin à la direction imprimée au Foreign Office par lord Salisbury, il entend qu'on le laisse bien maître chez lui et qu'on le suive jusqu'au bout. Il n'a pas accepté le portefeuille des colonies pour figurer dans le cabinet. Les colonies anglaises constituent les neuf dixièmes de la puissance et de la population de la Grande-Bretagne. Il entend bien avoir une influence équivalente et proportionnelle. N'est-ce pas avec lui autant qu'avec lord Salisbury que M. de Courcel, notre ambassadeur à Londres, négocie le règlement de nos différends dans la boucle du Niger? Il ferait beau voir sir Edmund Monson se rendre au pavillon de

Flore, le mercredi, avant d'aller causer avec M. Hanotaux à sa réception hebdomadaire. C'est pourtant ce qui se passe à Londres, et le *premier* laisse faire, dominé, maté, par un collègue qui prétend à son héritage sans être son coadjuteur et qui, pour un peu, précipiterait les événements et hâterait l'ouverture de la succession.

Car c'est à cela qu'il prétend ouvertement. L'ancien radical aspire à devenir *leader* du *néo-torisme*. M. Balfour ne le gêne plus.

Il y a deux ans, le neveu de lord Salisbury était leader ministériel à la Chambre des communes et premier lord de la Trésorerie. Il l'est encore. Il était désigné pour succéder à son oncle. Il ne l'est plus. La politique le laisse indifférent. Il a trop fait voir que la philosophie l'intéressait plus que les débats parlementaires. Pendant qu'il s'amusait à disserter agréablement sur la « défense du doute philosophique » et qu'il publiait un copieux mémoire sur « les bases de la foi », pour arriver au *credo quia absurdum*, un philosophe moins disert mais plus pratique s'installait bruyamment à sa place et s'imposait aux unionistes ébahis et conquis, contraignant les plus récalcitrants à l'accepter parce qu'ils sentaient en lui une force.

Et cette force dispose d'un des moyens d'action les plus puissants de la politique : le manque absolu de scrupules. Aucun homme d'État, hormis le monstrueux fondateur de l'empire allemand, n'a, de nos jours, mis en pratique, avec un cynisme aussi effronté, l'axiome : La fin justifie les moyens.

Voyez comme il a compris M. Cecil Rhodes, cet autre utilitaire de génie si essentiellement Anglais, et comment il a magistralement enterré la ridicule comédie de l'enquête parlementaire sur l'invasion du Transvaal par le Dr Jameson et sa bande. Au début il était du complot. On l'avait mis au courant de tout. Il avait tout approuvé. Cela ne l'a pas empêché, à la première nouvelle du fiasco, de simuler l'indignation et de jeter par-dessus bord ces *flibustiers*. Il voulait à tout prix laver l'Angleterre de cette souillure. Mais il avait affaire à forte partie. Le chef de la bande avait pris ses précautions. L'honorable secrétaire d'État au Colonial Office ne tarda pas à comprendre que si on remuait trop cette boue, il serait le premier éclaboussé. D'un mot, M. Cecil Rhodes l'avait rappelé à la réalité.

M. Chamberlain ne se le fit pas dire deux fois, et l'enquête aboutit au plus platonique des votes de censure. M. Cecil Rhodes s'en tirait à trop bon compte pour demander plus. Il gardait la Rhodesia et ses millions. Jameson, libéré, lui était rendu. Il ne tint même pas rigueur à M. Chamberlain de son accès de vertu, et il y a quelques semaines, il daignait, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer de Boulouwayo, « cette grande œuvre anglaise », recevoir les félicitations du ministre un moment ennemi, maintenant réconcilié et plus puissant que jamais.

Les fêtes du Jubilé de la reine l'avaient largement indemnisé de ses déboires et de ses ennemis sud-africains. Il en fut le véritable triomphateur. Au moment où l'Angleterre recevait en pleine poitrine la dépêche de Guillaume II au président Kruger, elle était à peine remise d'une très vive émotion : il lui avait fallu recevoir en pleine face sans protester, le sourire aux lèvres, un formidable coup de poing yankee. Le *black eye* n'était pas encore guéri. M. Chamberlain avait profité de l'occasion pour se draper dans sa dignité et pour flatter l'amour-propre anglais. Dans un banquet donné au nouveau gouverneur de Queensland, il avait célébré le *splendide isolement* de la Grande-Bretagne. Il l'avait montrée tenant seule tête à l'ancien et au nouveau monde, marchant droit son chemin, sans s'inquiéter des criailleries des uns, des injures des autres, et avait entrevu le moment où les colonies anglaises, arrivées à leur plein développement, constitueraient une fédération qui n'aurait besoin de personne pour se défendre et qui serait un facteur tout-puissant de la paix du monde. Il avait insisté complaisamment sur ce fait que la colonie de Queensland, à elle seule, a une superficie trois fois plus grande que celle de la Grande-Bretagne, et avait provoqué un tonnerre d'applaudissements en proclamant que l'heure était venue « de réunir tous les peuples vivant à l'ombre du drapeau britannique et de constituer un empire se suffisant à lui-même, se protégeant tout seul, dont l'avenir serait digne des traditions de la race ».

Ce discours avait trouvé de l'écho dans toutes les colonies anglaises, et M. Chamberlain était trop habile pour ne pas profiter du séjour à Londres des ministres coloniaux. Les banquets succédèrent aux banquets pendant trois semaines. Les coloniaux étaient les héros de la *season*, et M. Chamberlain qui les suivait partout, qui les recevait, qui les présentait, récoltait sa part de bravos et la meilleure. Et les fêtes terminées, le secrétaire d'État au Colonial Office inaugurait son projet de fédéralisme impérial par l'annonce d'un *Zollverein* inter-colonial anglais. Il avait eu l'habileté d'en faire prendre l'initiative par le premier ministre canadien, sir Charles Laurier, peut-être avec l'arrière-pensée de le désavouer plus facilement, si le libre-échangisme anglais protestait trop violemment contre ce premier essai de protectionnisme. Car M. Chamberlain est protectionniste. L'année dernière n'a-t-il pas contraint lord Peel, « ce fils distingué d'un père illustre », à décliner l'invitation du *Cobden Club* qui fêtait le cinquante et unième anniversaire de l'abrogation du *Corn Laws?*

Lord Salisbury ne dit rien ; M. Balfour laisse faire :

celui-là par indifférence de grand seigneur qui a fini sa carrière et qui ne se soucie pas d'entrer en lutte contre cette ambition débordante; celui-ci par scepticisme philosophique, par dilettantisme de fils de famille qu'intéresse peut-être cette escalade du pouvoir; l'un et l'autre sans doute, par respect né de tout *British born* pour ces deux forces, la volonté et l'énergie.

Mais M. Chamberlain ne s'est-il pas un peu trop pressé et n'a-t-il pas trop vite démasqué ses batteries? Il a beaucoup de partisans, mais peu d'amis. Quand on a joué des coudes, comme lui, pour se frayer un chemin au pouvoir, on a fait plus d'envieux que l'on n'a conquis de dévouements. Lorsque, à l'heure décisive du schisme unioniste, il a orienté sa barque vers la droite, il a sans doute sondé l'horizon : il a cru apercevoir à droite moins d'obstacles qu'à gauche. Le *winning post* libéral venait d'être atteint de manière assez imprévue par lord Rosebery, son cadet, dont il ne pouvait prévoir le hâtif renoncement. A droite, la voie était moins encombrée. D'un coup d'œil il avait jugé lord Randolph Churchill, brillant météore qui s'est éteint avant même de disparaître. M. Balfour lui-même, mieux armé pourtant, ne lui sembla sans doute pas un rival invincible. Mais qui sait si le jeune *leader* ne cherchera pas au dernier moment à prendre sa revanche? L'insuffisance qu'on lui reproche est-elle de l'incapacité? L'effondrement serait vraiment trop complet. Ses amis assurent que ce n'est qu'indifférence. Son titre de leader n'est qu'un trompe-l'œil. Il est chef sans l'être, puisqu'il doit obéir à un autre chef d'autant plus omnipotent qu'il est personnellement lié vis-à-vis de lui par les doubles liens de la parenté et de la reconnaissance. Vienne l'heure de se montrer, de combattre pour son propre drapeau, M. Balfour se transformera, dit-on, et M. Chamberlain verra alors qu'il a compté sans son hôte.

Et puis, n'est-ce pas le souverain qui choisit son premier ministre? Est-ce bien à M. Chamberlain qu'ira la confiance royale, lorsque, le marquis de Salisbury disparu, la reine Victoria ou le prince de Galles devenu roi auront à faire choix d'un *premier*, et le député de Birmingham a-t-il réellement l'étoffe d'un Disraeli? La Ligue des orchidées succédera-t-elle à la Ligue des primevères?

Quoi qu'il devienne, M. Chamberlain est quelqu'un. Ce n'est encore qu'une figure intéressante; il n'est pas orateur, au sens latin du mot, ce n'est pas même un ironiste à la façon du marquis de Salisbury qui a adapté aux grands débats politiques l'aimable aisance du *toast*, la satire facile et bonne enfant de la harangue arrosée de champagne; il n'a ni la science de M. John Morley, ni la nonchalance distinguée de M. Balfour; il ne sait pas être ennuyeux comme sir William Harcourt et ne sera jamais un irrésistible entraîneur d'hommes comme M. Gladstone. On ne lui connaît qu'une seule grande idée, la fédération impériale des colonies et elle n'est pas de lui, puisque, il y a plus de vingt ans, lord Carnarvon en fit le premier essai dans l'Afrique Australe. Mais il a une qualité qui lui fera pardonner toutes ses insuffisances et même tous ses défauts par ce peuple qui a relevé comme un éloge l'ironie de Napoléon le traitant de peuple de boutiquiers : c'est un homme d'affaires. Il a bien fait ses affaires. Il traitera, s'il est appelé à les diriger, les affaires du pays comme il a traité les siennes. *Business is business.* N'a-t-il pas commencé déjà? Sur la côte occidentale d'Afrique, ne prétend-il pas nous contraindre à abandonner à l'Angleterre des territoires qui nous appartiennent? L'occupation permanente de l'Égypte compte-t-elle en Angleterre un plus chaud partisan que lui? A défaut de grandes phrases, de périodes arrondies et de citations classiques, ne sait-il pas lancer à propos une impertinence internationale? Ne sait-il pas être arrogant avec les forts, impitoyable avec les faibles? Y a-t-il dans tout le parlement anglais un Anglais plus Anglais que lui, et trouverait-on, même à la Chambre des lords, un homme politique plus *gentleman-like?*

Que faut-il de plus?

Vous verrez que s'il ne rencontre pas trop de Jameson sur son chemin, Jo. Chamberlain esq^re, qui a commencé comme feu Bradlaugh, finira comme le comte de Beaconsfield.

CHARLES GIRAUDEAU.

JEAN ET JACQUELINE [1]

Nouvelle.

Le surlendemain, Jean revit Zaddi.

Il alla la trouver simplement, sans l'ombre d'un désir autre que celui d'entendre encore celle qui lui donnait la sensation d'être moins seul.

Tandis que le cynisme de Dervanne, tout en le révoltant, semblait affaiblir sa volonté de lutter, la rencontre de cette femme l'avait soutenu, et ses paroles étaient demeurées en son esprit, particulièrement frappantes : charme mystérieux fait de son talent, de sa pensée, de tout elle-même...

Quand il entra chez elle, elle récitait, marchant les mains jointes derrière le dos, la tête renversée, dans une attitude semblable à celle de l'avant-veille.

Le bruit d'une lourde voiture dans la rue l'em-

1. Voir la *Revue* du 25 décembre 1897 et 1er janvier 1898.

pêcha d'entendre ouvrir la porte, et quand elle revint sur ses pas, seulement, elle aperçut Jean !

— Entrez, dit-elle, vous me surprenez au travail ; — c'est une désillusion, n'est-ce pas, après ce que je vous avais dit ; — mais je m'arrête, et je vais me reposer en causant avec vous.

Elle le fit asseoir.

Dans la chambre aux banales boiseries d'un appartement parisien, quelques photographies étaient suspendues : un portrait d'officier étranger, le père sans doute, à en juger par la ressemblance, — puis un groupe, où l'actrice encore enfant se reconnaissait.

— C'est ma famille, dit-elle, dont il ne me reste qu'un frère que je n'ai pas revu depuis dix ans : vous voyez que je suis bien seule, et qu'il me faut travailler pour vivre ; — voilà pourquoi j'apprends un rôle... qui ne me plaît guère du reste, mais pourtant il a bien fallu se décider.

Jean songea que lui aussi avait à travailler pour vivre, que c'était après tout le but de son voyage ici ; — et la similitude de leurs situations fut comme une sympathie de plus.

— Oui, continua-t-elle, je prépare ce rôle, ou plutôt je dois le créer, comme on dit en style de théâtre.

Puis s'interrompant :

— Pourquoi n'essayez-vous pas d'écrire pour la scène ? Il me semble que c'est la seule vraie façon de profiter de son œuvre, en l'entendant dire ; en revivant l'émotion qu'on a le premier subie, en écoutant des êtres auxquels on a donné le souffle !

— Le théâtre moderne exige trop de métier, répondit-il : il faut joindre à son art trop d'adresse, trouver des émotions factices, limiter la tristesse ou contrôler la joie, servir au public trois heures de dialogue habile et d'intrigue attachante. Ceux qui racontent une histoire toute simple ne sont jamais joués, ou, s'ils le sont par d'audacieux directeurs de nouveaux théâtres, c'est devant une salle vide des gens qui écoutent et remplie de ceux qui sifflent... C'est du moins ce que m'ont dit des expérimentés de ce genre.

— C'est peut-être vrai pour les débuts, — mais après !... et vous, avec votre personnalité si frappante, vous seriez si vite arrivé.

— Vous voyez, dit Jean en souriant, que vous-même qui êtes une intransigeante, vous me conseillez d'essayer et de subir quelque chose pour réussir...

Elle sourit aussi, laissant voir son ardente soif de gloire et son désir de l'y mener avec elle.

Il le sentait, et cela lui donnait une émotion : l'intérêt soudain de cette fille que le hasard lui faisait rencontrer dans ce désert d'âmes, cette sorte d'appui et d'aide qu'elle lui offrait ; en mettant à son service son merveilleux talent, tout l'attrait de curiosité dont sa nouveauté originale l'entourait encore, toute sa puissance d'artiste enfin...

Dans l'enthousiasme du projet, elle ne voyait que l'apothéose, l'admiration d'une salle fascinée par elle, l'émotion montante et le fracas des applaudissements, — et, la toile baissée, la rentrée dans sa loge, épuisée, haletante, au milieu de l'écroulement des fleurs et des couronnes...

Tout cela, en son imagination, s'échafaudait en rêves dont la réalisation lui semblait dépendre de leurs volontés à tous deux.

Et même, après tout, qu'importaient les moyens pour s'imposer ? Si on n'y réussissait pas sans déroger à son esthétique, à sa propre foi ; on le ferait par le moyen contraire : oh ! sans illusion pour soi-même, sans changement de conviction ; pour la seule joie de dominer d'autres esprits, de leur jeter un charme qui les enchante ou un trouble qui les inquiète...

Et à la pensée de l'injustice du monde, une révolte s'emparait de l'âme de Zaddi, changeant par instants son ambition en haine !

Elle rêvait d'une gloire arrachée à la curée des orgueils, et méprisée aussitôt comme une loque dont on se masque un instant, mais dont on ne saurait se vêtir !

Jean regardait sa beauté s'accroître de son indignation. Elle était admirablement belle en ce moment : elle marchait par la chambre, les plis flottants de sa robe se refermaient à chaque pas comme les pétales d'une sensitive : elle s'arrêta brusquement, et le regarda au fond des yeux, sans un mot, durement presque, essayant de l'envelopper tout entier de sa pensée, de l'en pénétrer pour s'en faire un allié sûr, — et au besoin un complice...

. . . .

Et quand il la quitta, un trouble infini était entré dans son âme, et, pour la première fois, il songea à ceux qu'un titre de livre rendit célèbres en un jour ; et il s'enferma, possédé d'un immense besoin de solitude et de méditation...

* * *

Quelques jours passèrent, ce furent de fréquentes entrevues.

Dervanne, tout en feignant d'ignorer l'emploi des journées de son ami, savait très bien qu'elles s'écoulaient en compagnie de l'actrice : son cynisme curieux semblait attendre ce qui allait résulter de cette intimité qu'il savait limitée encore à l'âme, et qui, suivant sa déduction logiquement brutale, devait, sans tarder, s'étendre à l'être tout entier.

Aussi se gardait-il d'en dire un mot à Jean, et, quand le soir les réunissait, la conversation effleu-

rait d'innombrables sujets, évitant avec soin tout ce qui aurait pu la ramener à celui qui occupait vraiment leur pensée.

D'Aldaïtz continuaient à arriver de fréquentes nouvelles, un peu tristes cependant : la sœur cadette de Jacqueline était venue la rejoindre, et la pensée que sa femme n'était plus seule, atténuait la préoccupation de Jean; lui donnant ainsi comme une nouvelle facilité pour se laisser aller au charme de sa rencontre.

Dervanne, que la compagnie de son ami n'intéressait plus, maintenant que son caprice était passé, avait repris sa vie habituelle; lui donnant sa maison comme un hôtel où il entrait à sa guise, se contentant de surveiller l'évolution de cette intimité augmentante entre Jean et Zaddi.

Plusieurs fois déjà ils s'étaient montrés au théâtre ensemble, à des premières de pièces à tapage, où se rencontraient les partis les plus opposés; transformant la salle en une sorte de forum où les discussions couvraient par instants la voix des acteurs.

Là, Jean avait fait la connaissance de deux ou trois autorités parmi les chefs d'école, et il s'était aperçu que beaucoup, parmi ces farouches intransigeants, étaient surtout possédés du désir d'arriver quand même; demandant à une invraisemblance voulue de les signaler à l'attention du public. Parmi, étaient aussi de vrais artistes, profondément sincères, mais ceux-là étaient les plus silencieux et leurs noms généralement inconnus.

Et quand ils se revoyaient après ces spectacles, Jean et Zaddi reprenaient leur sujet, devenu habituel maintenant :

Fallait-il rester sincère et à jamais ignoré?..

Ou bien, ne le rester que pour soi-même, et se donner la satisfaction ironique de plaire aux autres, en leur disant ce qu'ils aiment; afin de s'amuser de la gloire dont ils vous comblent... sans compter les avantages plus positifs, et surtout plus utiles?

Et peu à peu, les exemples, qui se montraient de partout, faisaient leur œuvre.

Cette tranquillité relative qu'on pouvait offrir à sa conscience, en ne changeant qu'en apparence, facilitait les concessions; et l'appât du succès apparaissait plus honnêtement désirable...

La rencontre journalière de ceux qui luttèrent un temps, dans l'obscurité et la misère; et qu'un livre à scandale, écrit en un jour de révolte, porta au premier rang; — tout cela ajoutait le poids de sa tentation.

— Qu'importe, après tout, disait-elle, — nous savons ce que nous sommes mieux que personne, et quand une fois on a fait son effort, — tant pis s'il n'a pas été compris!

Une coïncidence acheva de porter le trouble en l'âme de Jean.

Son dernier livre qui venait de paraître, celui qu'il avait écrit là-bas à la veillée, dans le vieux salon d'Aldaïtz, et que tant de fois il avait fermé dans le découragement; — ce livre où il avait mis tout son cœur et toute sa tendresse, apparaissait dans un silence mort.

A peine quelques rares entrefilets de complaisance, dans les journaux qui s'étaient occupés de lui autrefois, et qui en parlaient maintenant comme d'un quelconque négligeable, d'un astre éteint!

Et puis deux ou trois critiques cyniques et venimeuses dans certaines revues décadentes : c'était tout!

L'actrice se contenta de le regarder sans une parole, mais dans ses yeux, étincelait sa pensée : la solution du problème était trop claire, une fois de plus.

Et le soir, quand il retrouva Dervanne, il lui dit sans autre explication :

— C'est toi qui as raison : retournons chez Mme d'Arno, j'ai besoin d'y connaître du monde, là, et partout où tu voudras m'amener. Je suis prêt à te suivre...

Dervanne eut un sourire indéfinissable de conclusion prévue, presque de pitié...

Il laisse tomber ces mots :

— Enfin, ton voyage à Paris t'aura au moins servi à quelque chose!

Alors, comme les volontés qui résistèrent d'abord avec le plus de courage pour faiblir plus vite, — celle de Jean s'écroula.

Dès sa suivante entrevue avec Zaddi, il la trouva plus que jamais décidée, et comme prenant toute la responsabilité de ce qu'elle lui conseillait de faire.

Le succès était certain : une pièce, dont ils avaient déjà toute la trame; une étude inouïe d'audace et de brutale réalité.

Qu'importait après tout, — c'était le bruit autour de son nom, et c'était elle qui créerait le rôle; — un rôle qu'elle lui dictait presque...

Et devant lui, elle prenait des attitudes admirables, qui seraient l'appui de certaines scènes; — elle faisait passer sur son visage des expressions tragiques ou gouailleuses, chastes ou criminelles, dans une invraisemblable continuité où éclatait son incomparable talent...

Elle parlait, composait presque à la suite des gestes, ajoutant le charme de sa voix à la mimique impressionnante des traits; — et Jean, dévoré à la fois par la colère et le dégoût, sentait naître en son âme un sentiment jusque-là inconnu pour lui, fait

d'ambition et de haine, d'oubli de tout, sauf de la vengeance.

Était-ce possible? Cette femme, qui, au contraire de tous les autres, lui avait conseillé de préférer l'obscurité d'un talent pur à la gloire achetée ; cette même femme l'entraînait maintenant de toute la force de son génie à la poursuite d'un renommée qu'elle lui avait demandé de mépriser toujours!

Était-ce qu'en elle, le même écœurement était monté, et que la connaissance de sa propre valeur exigeait une consécration plus juste?

Était-ce la simple admiration de son talent à lui, l'indignation de le voir méconnu?

La droiture de Jean, — sa pensée encore exempte de toutes les ignominies que créèrent l'intérêt et l'orgueil, se refusaient à comprendre que la gloire de beaucoup s'épanouit à l'ombre de celle des autres, et il ne songeait pas qu'au moment où Zaddi l'avait approché, elle l'eût révolté si elle lui avait proposé ce qu'elle lui proposait maintenant...

Il ne se souvenait déjà plus qu'il avait détesté la franchise de Dervanne, ce même soir où son conseil et celui de l'actrice étaient si contraires ; — oubliant ainsi la ruse différente des sexes...

Il ne voyait, à cette heure, que son effort sincère dans le vide, et l'approche glacée de l'irrémédiable oubli...

. . . .

— Et ce rôle que vous commenciez à travailler la semaine dernière? interrompit-il soudain, comme surpris à cette pensée.

— Je l'abandonne, répondit-elle sans hésitation, je vous attendrai, — nous débuterons ensemble. Je conserverai pour vous l'attrait de ma nouveauté, qui dans le monde blasé du théâtre est toujours une réclame.

Ce mot donna un frisson à Jean.

Elle s'en aperçut et se reprit aussitôt :

— J'use d'un langage approprié à la tentative que nous allons faire, et que nous nous empresserons d'oublier bien vite après...

De notre temps, on reconnaît du talent surtout à ceux dont le nom a une consonance familière, ou se voit en grandes lettres rouges sur les affiches, dans les grandes villes. Pour atteindre cette consécration, il faut avoir piqué la curiosité de ses semblables, — peu importe de quelle façon. Après, on accepte tout de vous. Vous pouvez reprendre votre route au point où vous l'aviez quittée, redire ce qu'on ne voulait pas entendre alors, et c'est toujours admirable ; — et le bon sens immortel de la foule constate que, depuis la première œuvre qui vous signala à son attention, vous avez certainement changé pour le mieux !

Elle se laissait aller sans plus de crainte, mettant au jour toute son expérience, car elle sentait qu'elle le dominait assez maintenant pour négliger les ménagements.

Elle lui tendit sa main, comme pour sceller un pacte. Il la prit, et sentit la fièvre qui la brûlait.

— Vous voyez que j'ai confiance entière, continua-t-elle. Vous pourrez tout ce que vous voudrez. — Croyez-moi, je suis un peu bohémienne, vous savez.

Et tenant toujours sa main, elle le regarda dans les yeux, — mettant dans son regard toute sa volonté, comme une prenante caresse.

Jean se sentait fasciné, en proie à un sentiment qu'il voulait dominer, appelant à son aide la radieuse vision de là-bas ; — et comme une irrésistible tentation, il suivait le regard, souriait au sourire, rendait à la main sa pression amoureuse...

Ils étaient assis tout près de la fenêtre, d'où la vue s'étendait sur la navrante suite des toitures.

C'était l'heure triste du lent crépuscule, apportant à travers les fenêtres cet engrisaillement confus qui semble accrocher du deuil à chaque objet.

Dans la rue, les voitures plus fréquentes, selon l'heure, donnaient aux vitres une assourdissante trépidation qui se répercutait par toute la chambre, — et une sorte de torpeur, après l'énervement des heures passées, les envahissait, comme la nuit envahissait le ciel...

Ils ne se parlaient plus, emportés séparément à la suite de leur pensée : jusqu'à cette heure, ils n'avaient pas encore laissé à leurs esprits le temps de s'arrêter à ce qui le plus souvent s'élève d'abord entre deux êtres jeunes qu'une sympathie d'âme réunit, et la prédiction de Dervanne était encore à ce moment irréalisée.

Pourtant, s'il eût pu les contempler en cette minute, il eût été convaincu, plus que jamais, qu'il était sur le point d'avoir raison...

Dans le silence obscur de cette chambre où flottait comme une sorte d'oubli du temps, Zaddi avait incliné sa tête vers l'épaule de Jean, cherchant à augmenter en lui le sentiment d'abandon entier d'elle-même, à le lier davantage par le charme ou la tentation!

Leurs souffles s'entendaient seuls, — plus pressés par l'émotion grandissante de la seconde prochaine ; — un aimant de volupté attira brusquement leurs corps.

Et dans la nuit complète où ils étaient plongés maintenant, ils échangèrent une étreinte d'abord presque inconsciente pour Jean ;... mais au contact des lèvres de l'actrice, il sentit combien peu de lui-même subsistait encore...

Ils se levèrent tous deux dans ce baiser.

— Ah ! mon Dieu, dit-elle, feignant la surprise, — nous sommes dans le noir...

— Je pars, dit Jean, frôlé par la pensée furtive que cette femme s'emparait de lui à jamais...

Elle ne chercha pas à le retenir, le sentant peut-être trop troublé...

— A demain, murmura-t-elle, tout près de son visage ; à la même heure, je vous attendrai.

Il répondit rapidement, et s'élança dans la rue...

Elle ouvrit la fenêtre, et le vit disparaître ; — elle s'attarda à respirer la fraicheur du soir : sa tête éclatait, mais une joie frémissait en elle. Alors, elle s'assit à cette même place, et le visage dans ses mains, elle contempla un instant son œuvre, la gradation de son effort pour s'emparer du talent de cet homme... et pour s'en servir...

* * *

Comme Jean entrait chez Dervanne, le domestique lui remit une lettre.

Elle était de Jacqueline.

Il la prit avec inquiétude, n'en ayant pas eu depuis déjà des jours ; — et sans aller plus loin, il l'ouvrit là, sous la lampe de l'antichambre pour se rassurer plus vite.

Mais cette lettre contenait de mauvaises nouvelles.

Cela allait très mal à Aldaïtz, il fallait bien l'avouer par force maintenant. La récolte était toujours dans les granges, invendable depuis des mois, et malgré toutes les tentatives de Jacqueline et de Monique qui avaient été à pied, elles-mêmes, au dernier marché, il avait été impossible de trouver acquéreur, même à grosse perte !...

Et puis, on semblait profiter de ce que le maître était absent.

Le notaire était venu deux fois pour les intérêts de l'hypothèque dont Jean avait dû grever sa terre au moment de son mariage, et il avait été presque grossier, sachant qu'il avait affaire à une femme seule.

« Oh ! j'ai bien pleuré, mon Jean, disait-elle dans sa lettre, il me semblait que tout était perdu ; — et que si tu ne revenais pas, on me chasserait de la maison. — J'ai renvoyé ma sœur, pour faire encore plus d'économies, mais quand même, nous sommes tout à fait au fond de notre bourse !

« Cela m'a rendue un peu malade, parce que je ne voulais pas te l'écrire, pour ne pas ajouter à tes ennuis là-bas ; mais hier au soir j'étais si malheureuse, que Monique m'a presque obligée à le faire. »

Une indignation envahit le cœur de Jean, une indignation et un remords. Quelques jours plus tôt, il eût pleuré, à la pensée de ce que Jacqueline avait dû supporter sans se plaindre : maintenant c'était de la colère qui s'ajoutait à toutes les autres, de la révolte contre tout.

L'argent est donc seul capable de vous soustraire à ces affronts de la vie, — grâce à lui on pouvait ignorer les deux tiers de l'existence, chasser de son esprit toutes les préoccupations misérables.

Et le souci de la vie matérielle grandissait à ses yeux, précipitant la défaite de ses derniers préjugés...

« Dans deux jours, je serai au travail », pensait-il, et vaguement il se disait que plus rien ne l'arrêterait pour arriver.

— Monsieur est-il là ? demanda-t-il au domestique.

Et sur sa réponse négative, ajoutant que son maître ne rentrait pas pour le dîner.

— Je pars ce soir ! dit-il, et il entra dans le cabinet de Dervanne pour lui écrire son départ précipité, et aussi prévenir Zaddi de ne pas l'attendre le lendemain, mais de compter sur lui plus que jamais.

* * *

Il y a du soleil plein la campagne, des chants d'oiseaux et des verdures, de la vie bourdonnante qui monte de partout ; et sous l'astre glorieux, les cimes recouvertes des neiges éternelles ressemblent à de gigantesques blocs d'émeraude !

Le cabriolet qui ramène Jean de la gare, le même qui le mena, il y a tantôt un an, revoir Jacqueline, roule bruyamment sur la route sèche, d'où pointent les pierres bleues.

Dans le cœur de Jean il n'y a pas de soleil, — mais du trouble, de l'inquiétude, presque de la méfiance...

Et le boulanger, qui le conduit, ne cause pas comme il y a un an, quand il le menait, presque à pareille époque, à Etchebiague...

Il se tait, regardant parfois à la dérobée le visage de Jean que ces quelques semaines ont tout changé !..

Dans le lointain, apparaît maintenant le village, et le clocher, et tout près, contre lui, la vieille tour d'Aldaïtz à demi confondue dans la couleur de vétusté des murailles...

Alors, dans le cœur de Jean, une émotion bat des ailes, — tandis qu'il lui semble que des siècles se sont écoulés depuis son départ...

La route, dont il connaissait chaque arbre, lui est presque étrangère, les bois, dont il a parcouru chaque sentier, lui paraissent des labyrinthes invraisemblables, et le grand cirque des montagnes, quelque vision de demi-sommeil, où l'esprit flotte entre le rêve et la réalité...

Oh ! c'est bien un demi-sommeil d'âme qui le tient encore, une sorte d'éloignement de l'esprit qui n'aurait pas suivi son enveloppe, la laissant traduire physiquement, et presque sans les ressentir, les impressions qui s'offrent aux yeux du corps.

Pourtant, quand le cabriolet tourne dans la rue, et que Jean aperçoit Monique sur le seuil du portail, son visage s'éclaire pour la première fois : elle est

là, debout, son tablier relevé par un coin comme toujours...

Et dès qu'il est à terre, il l'embrasse, en lui demandant tout de suite des nouvelles de Jacqueline,— presque inquiet de ne pas la voir dans la cour.

Mais Monique le rassure, d'un air mystérieusement comique, elle lui explique, qu'un peu fatiguée aujourd'hui, elle l'attend à la maison.

Jean entend à peine, — les paroles frappent ses oreilles comme un murmure lointain ; il traverse le jardin en marchant vite, et sous la porte, sous le pêcher aux jeunes feuilles luisantes, — Jacqueline lui sourit...

Alors, pour un instant, en face de ce visage nimbé d'une sérénité inaltérable, et où semble gravée l'indifférence de tout, sauf d'une seule chose, — il oublie, et la vie recommence à l'heure où il quitta Jacqueline...

Le flot des souvenirs heureux atterrit doucement à son âme troublée, et dans ses bras, il serre sa femme comme un baume sur une blessure... Mais ce n'est qu'un instant...

Comme une ombre, et malgré toute sa volonté, la vie de ces dernières semaines a passé dans ses yeux, et cette ombre a frôlé le cœur de Jacqueline!

C'est une minute d'angoisse, — ils se regardent silencieux, avant d'entrer dans le vieux salon ; — et dès qu'ils sont assis elle lui prend la main, et d'une voix où tremble sa tendresse inquiète :

— Tu me reviens plus triste, mon Jean... Peut-être valait-il mieux ne pas savoir, dis?

Il eut un hochement de tête, comme s'il ne voulait pas parler encore... Dehors, le bourdonnement des premiers insectes vibrait doucement aux giroflées jaunes, dans des rais de soleil ; des moineaux piaillaient sur le toit de la grange, — la grosse chatte entra en ronronnant et vint se frotter aux jambes de Jean.

C'était toute l'harmonie de son enfance, qui entrait par cette porte ouverte, avec le murmure de la vie campagnarde, les voix lointaines, les sonnailles éparses et la paix séculaire de la chère demeure...

Le premier coup de l'Angelus de midi tomba sur cette minute de silence, — et comme Jacqueline se levait pour dire la prière, il l'imita, presque heureux de cette trêve qui lui donnerait encore un peu de temps pour se reprendre... pour épargner cette sainte !

* * *

Leur chambre était très grande, éclairée par une fenêtre jumelle quadrillée de petits carreaux...

Un ancien lit à quenouilles, en occupait la place principale, en face d'une cheminée à manteau qu'encadraient deux fauteuils toujours à la même place ; et où s'étaient assis les père et mère de Jean, et ses aïeux...

Dans l'un de ces fauteuils, Jacqueline venait de se jeter à demi déshabillée, dans une sorte de tristesse inquiète, une inconsciente crainte de ce qu'elle allait dire, quand Jean rentrerait...

Ses longs cheveux tombaient tout autour d'elle, l'enveloppant presque ; et elle semblait perdue dans ce siège profond dont le haut dossier la cachait à la vue : son esprit abritait d'innombrables pensées...

Pourtant un demi-rêve s'emparait d'elle peu à peu, éloignant un instant de son âme tout ce qui, dans cette journée, avait pu la surprendre ou la troubler ; ne laissant subsister que la sensation délicieuse de l'épouse qui se sent devenir mère...

Et elle cherchait doucement les mots qui, tout à l'heure, diraient à Jean la nouvelle.

Toute cette soirée, elle avait attendu que ce fût le moment de leur solitude, espérant que le calme renaîtrait aussi au front de Jean qui n'avait appris que des ennuis, depuis son arrivée : à travers le plancher vieilli de la chambre, elle l'entendait causer avec Monique, qui sans doute le mettait au courant de tout ce qui s'était passé, sans lui faire grâce des détails !

Et elle se chagrinait, à l'idée que la vieille servante le fatiguait encore. Qu'importait ? Il était là, maintenant, et tout s'arrangerait...

Elle l'attendait, toujours blottie dans son fauteuil, les yeux errants sur le grand lit d'ancêtres où étaient nées des générations d'Aldaïtz.

Le rayonnement de l'amour maternel illuminait son visage : la fierté de mettre au monde un descendant de cette illustre race, peut-être un garçon qui l'appellerait « sa mère », et que dans son imagination elle voyait déjà grandi, lui montrant ses devoirs de collège....

Un bruit léger fit envoler sa rêverie.

C'était Jean qui entrait dans la chambre contiguë à la sienne...

Une seconde, la vague inquiétude cruelle de tout à l'heure attarda sa première parole :

— Jean, dit-elle enfin... Sa voix semblait venir de loin.

Lui, repris par l'ambiance des souvenirs qui l'escortaient, n'avait pu se ressaisir encore, et la tendresse de sa femme lui était comme un châtiment !

— Jean, dit encore la voix.

— C'est moi, répondit-il sans sortir de la chambre où il venait d'entrer pour y ouvrir un secrétaire.

— Viens, je veux te parler, répétait Jacqueline.

Il vint, il s'accouda sur le dossier du fauteuil où elle était assise.

A la timide lueur de la lampe, baissée à dessein, la pureté de ce visage de femme semblait plus ex-

quise, et dans la pénombre, ses yeux, où était montée toute son émotion, apparaissaient plus éclatants.

Un parfum s'élevait d'elle : parfum d'amour...

Il aurait voulu effleurer ses cheveux qui étaient tout près de sa main ; il ne le fit pas ! Une sensation inexplicable l'en empêchait, et ce fut encore un silence entre eux !

Un moment, elle regarda le feu qui languissait dans la cheminée, les braises qui s'évanouissaient en cendres avec d'imperceptibles craquements.

Puis, se relevant un peu :

— Donne-moi ta main, dit-elle.

Elle la prit, et la caressa doucement, d'une caresse qui disait : Console-toi ! Qu'est-ce donc ? Écoute, tu vas être heureux !... Alors, en paroles très lentes, comme une musique berceuse :

— Jean, seras-tu content de ce que je vais te dire ?...

C'était plutôt le son de la voix de Jacqueline qu'il entendait, que le sens des mots...., et ce son infiniment tendre, l'avertissait de l'importance de la phrase.

Elle continuait sans attendre de réponse, comme lorsqu'on a une chose sérieuse à confier :

— Je ne te vois pas, mon Jean, mais nous sommes bien seuls ensemble, je tiens ta chère main dans les miennes...

Elle s'arrêta pour l'embrasser, et sous ce baiser, Jean toujours debout à la même place, devinant désormais ce qu'elle allait dire, eut un léger tremblement, un imperceptible retrait de son corps, mais sans un mot. Elle acheva plus vite :

— Que dirais-tu, ami, si un jour nous étions trois à nous aimer ici ?

Et se redressant tout à fait pour le regarder dans les yeux :

— Si tu pouvais prendre dans tes bras, peut-être un fils qui serait à toi et à moi ; notre fils, notre enfant !...

Sa voix s'attardait langoureusement, se plaisait à ces paroles, goûtant la joie de leur harmonie, dans cette phrase prononcée pour la première fois !...

Notre enfant, notre fils !

Quelques heures plus tard, sans doute, et malgré le trouble qui l'égarait, Jean eût forcé ses yeux à sourire !... En cette minute, sa pensée absente leur laissa l'impassibilité des regards qui ne voient pas, qui ne comprennent pas !

Elle s'était levée jusqu'à son visage, les deux mains sur ses épaules, dans une immobilité de fantôme ; elle demeurait muette elle aussi, atterrée de quelque inexplicable chose, de quelque calamité qui planerait sur eux...

Elle le secoua, comme pour rappeler sa pensée :

— Jean, cria-t-elle, tu m'entends : Notre fils, notre enfant !...

Et comme enfin il lui répondait des mots sans suite..., inquiet de la souffrance qu'il lui causait, cherchant, dans un effort inouï, à se ramener là, tout à fait, — elle comprit sa tentative, leva les bras au ciel, comme pour appeler un secours, balbutia ces deux seuls mots :

— Oh ! Jean...

Et s'abattit sur le sol, dans un sanglot !...

Jean avait assisté au désespoir de sa femme, comme un être frappé d'insensibilité momentanée. Une sorte d'amnésie obscurcissait son cerveau. Seuls, les yeux de son corps avaient vu l'expression douloureuse du visage, mais ceux de son âme n'avaient pas saisi l'angoisse infinie !... Il ne connut pas, en ce moment unique, ce besoin si humain pourtant, de presser dans ses bras la femme que sa nouvelle destinée semble nous attacher davantage, en augmentant en nous le désir de la protéger et de la chérir !...

. . . .

Entre eux, comme un vide s'était fait, rendant confus et insaisissables pour lui, les appels d'amour, le cri de tendresse échappés à Jacqueline.

La sensation qu'il éprouva fut plutôt celle d'un mauvais rêve, dont le réveil doit emporter l'effroi, ne laissant subsister que l'impression pénible.

. . . .

Le lendemain, et malgré son courage inouï, Jacqueline devint gravement malade ; et tout d'abord, Jean demeura interdit, sans se rendre compte de l'immense danger : en lui, c'était bien la dispersion de la pensée effarée, sans contrôle... l'irresponsabilité complète...

Il voulut parcourir les champs, pour tenter de secouer la torpeur étrange qui le tenait : la poésie de la campagne en fête ne sut pas le calmer.

Il vit des fleurs sauvages au bord du gave, et ces fleurs lui parurent sans vie ; — il s'assit à l'ombre des grands saules, dans cette ombre bleue, d'où il s'était enivré si souvent du concert strident des cigales ; — et les premières cigales chantaient, mais il ne savait plus dégager leur chant du murmure universel de vie !

La scène de la veille revenait devant ses yeux, comme quelque invraisemblable chose à laquelle il cherchait à ne pas s'arrêter ; — et l'inquiétude présente, qui montait rapide par intervalles, lui donnait une terreur !

Malgré lui, le son de la voix de Zaddi, leur dernière entrevue, son exaltation, la brûlure de son baiser, chaque détail de leur courte histoire ;... tout cela bourdonnait en son cerveau, lui donnant la

sensation de quelque inextricable chaos dont il ne pouvait plus sortir. Et pour fixer son esprit sur le drame qu'était sa vie présente, il fallait un effort au-dessus de son pouvoir !

Il n'avait pu rester auprès de Jacqueline, — quelque chose qui lui serrait la gorge l'aurait étouffé.

Et le soir le trouva accoudé à la barrière d'un vieux verger où il avait passé bien des journées de son enfance.

Le soleil y filtrait ses rayons familiers, ses rayons obliques de couchant, donnant aux feuilles l'apparence d'être serties dans de l'or !

C'était l'heure de lumière alanguie, l'heure de mélancolie douce éprouvée autrefois au retour de ses promenades solitaires, l'heure de trêve et de pardon... et le premier « son » d'angelus sembla, plus que toute autre chose, éveiller son âme : ce fut un furtif éblouissement au milieu des ténèbres, secours d'au delà...

Un souvenir très frais de bonheur s'irradia de la tendre lumière crépusculaire ; il revit cette soirée qui avait précédé le départ de Jacqueline, il y avait des années déjà, — cette soirée d'intimité exquise, où pour la première fois ils s'étaient dit en paroles qu'ils s'aimaient...

A la clarté mourante de l'astre qui donnait aux herbes maintenant des chatoiements de velours, Jean revit le petit pont où il lui avait pris la main, puis la garenne où ils s'étaient arrêtés sous la retombée des charmilles ; et comme un frisson de ce temps revint frôler son âme !

C'était l'âge d'ignorance de tout, sauf de l'Éternelle Vérité, de la majestueuse nature, consolatrice suprême où tout commence et tout finit...

Une seconde, son cœur ressentit délicieusement la sérénité passée, exempte de tout, radieuse d'ignorance..., l'harmonie des années lointaines pleines de foi !...

Les coups plus pressés de la cloche appelant les fidèles à la prière, évoquèrent en lui des temps en allés, où, tout petit enfant, il regardait à travers la grille passer les vieilles femmes avec des chapelets usés dans leurs mains noueuses...

Et une caresse de calme s'épandit sur tout son être, sur sa pensée de fièvre ; augmentant peu à peu la lumière en lui, — et presque involontairement... il pria...

Il pria comme l'homme prie quand il a perdu sa route, et qu'il se sent incapable de la retrouver à lui seul ;... et dans ce cadre divin de nature, la première paix berça sa misère !

Sous la brise qui emplissait sa poitrine, il croyait entendre voler les âmes de ses chers disparus : elles se rassemblaient à la rencontre de l'enfant retrouvé ; — dans le chant des gaves était le murmure de leur tendresse, et dans l'or du ciel, la beauté de leurs vies d'ici-bas !

Derrière lui, au pied de la montagne, Aldaïtz se voilait de rose et de lilas... les trois coups derniers de la cloche tombèrent sur le silence de l'heure... Devaient-ils être le glas de sa peine ?...

Un mince croissant de lune très pâle, presque insaisissable, s'argentait peu à peu dans la sérénité du ciel ; et comme des petites étoiles mystérieuses, des lumières apparurent aux fenêtres des maisons...

Un repos heureux semblait descendre sur le hameau, telle la fraîcheur des soirs sur les fleurs..., la pitié d'au delà sur les êtres !

Le gave chantait sa sérénade de toujours, — plus frêle ou plus sonore, entre les aubiers de ses rives. C'était un recueillement de basilique.

Jean sentit tout près de lui le souffle de la « fée merveilleuse » : il la revit dans sa robe de crépuscule comme il l'avait vue dans son manteau ruisselant d'aurore ; il l'entendit exhaler son chant éternel et divin, ce chant qui avait bercé son enfance et éclairé toute sa vie...

Il ouvrit grands ses bras, lui tendit ses lèvres comme à sa mère, et tressaillit sous son indicible baiser de pardon !

* * *

Des mois déjà s'étaient écoulés depuis le retour de Jean, des mois de lutte tantôt victorieuse, et tantôt vaincue ; — et malgré son effort loyal, une tristesse planait parfois encore sur le vieil Aldaïtz qu'un été venait d'embaumer !...

Une tristesse dernière, qu'il avait cent fois crue détruite au fond de son âme, et qui cent fois s'y était réveillée malgré lui, malgré tout, comme les blessures venimeuses infiniment longues à guérir...

Par moments, la lumière rédemptrice éclatait plus intense, versant ses ondes de clarté sur les obscurités malignes, les traîtrises que la raison n'avait pas encore démasquées ;... puis le souvenir redevenait plus vivant, la vision mauvaise plus alliciante, et c'était encore l'abattement, la lassitude, l'hésitation redoutable...

. . . .

Jacqueline attendait, patiente et résignée, forte comme celles qui ont la foi, et dont l'âme pure ne peut redouter d'irrémédiable châtiment !

Elle avait eu des larmes secrètes, des serrements de son cœur à crier, mais jamais une plainte ; — et le soir, quand Jean rentrait plus pâle ou plus inquiet, elle avait un sourire plus doux, un sourire d'ange qui pardonne et qui aime au-dessus de la terre, ignorant tout des humaines défaillances...

. . . .

Pourtant, l'heure de la suprême angoisse arriva,

l'heure où le corps se débat, soutenu par l'exaspération de la haine, ou la sérénité de l'amour!...

La redoutable torture au delà de laquelle le lien qui unit les êtres disparaît ou s'éternise, vint assaillir Jacqueline par un beau soir doré de fin d'automne : mais elle ne devait pas connaître la joie des mères!...

Pour un cœur grand comme le sien, la récompense serait plus grande, puisqu'elle allait reprendre au centuple, tout ce qu'elle avait un instant perdu.

En cette nuit qui était la décisive, Jean devait entrevoir, dans un apaisement céleste, le salut de Jacqueline qui devenait le sien.

Depuis des heures, elle avait dormi sans délire, presque sans fièvre, et sur son visage de cire, comme une caresse de vie semblait palpiter.

Et le sang revivant qui réchauffait lentement son corps fragile brûlait déjà les veines de Jean!...

La douceur d'une paix transhumaine l'envahissait comme une marée montante, jetant un voile sur cet épisode de sa vie qui devait être à jamais la garantie de son bonheur.

A les voir ainsi tous deux, — elle étendue sur la blancheur du lit, — lui, assis auprès d'elle, tenant sa main dans les siennes, cette main que la Providence semblait lui tendre sous la chère forme de celle de sa femme, on voyait que ces deux existences dépendaient désormais l'une de l'autre...

Dans les yeux de Jean, l'angoisse des jours passés veille encore avec le remords qui seul doit lui survivre, puisqu'elle-même va disparaître avec la prochaine aurore : le remords d'une nature qui se reprend et se rachète sous l'étreinte de la douleur, sous la résurrection de l'amour et de la vérité.

De jour en jour, depuis la première inquiétude, celle qui repose là, s'est élevée devant les yeux, comme en une ascension glorieuse;... Jacqueline revient à la vie vêtue de la robe de lumière des anges, couronnée de la majesté des saintes!

Et Jean, dans le silence de la jolie chambre blanche, envahi par l'ineffable certitude qu'elle lui est bien rendue, maîtrise sa passion pour ne pas l'écraser dans ses bras, et la dévorer toute de ses baisers!

Un néant s'est ouvert, engloutissant à jamais les heures fausses de désir de gloire; — et dans son souvenir, ne demeure que le vague et lointain murmure qu'il a un instant écouté. — Devant ses yeux, passe la multitude plus avilie des commerçants de l'âme et de la pensée, et celle qui le tenta, ambitieuse vulgaire, exploiteuse de talents, sans plus d'auréole,... tout le pêle-mêle des vendus, bouffons éphémères que le caprice public prend et rejette, après s'en être amusé un jour!...

Oh! la pauvreté souriante et douce du vieil Aldaïtz doré des premiers rayons d'aurore! Oh! le tutélaire abri d'une race, le touchant refuge des vieux murs, imprenable forteresse qui protégea, pendant des siècles, l'intégrité des corps, et celle des âmes?

La nature admirable qui enivra les cœurs et fleurit les esprits de tous ceux qui le devancèrent en cette chère demeure!

Elle ouvre grand son sein pour y reprendre son enfant un instant égaré. Elle l'éblouit de toutes ses gloires, « la fée merveilleuse » de son berceau, elle rouvre ses yeux qui pour un temps l'ont regardée sans la voir; réveille en lui les premiers élans, les vrais, ceux qui s'élancèrent en vols farouches, avant de savoir les causes des maladies de l'âme, les raisons de son servage.

Tout cela s'élève au plus intime de Jean, s'agrandit à l'étouffer, emplissant ses yeux de larmes heureuses!

Et Jacqueline qui le regarde, aimante et consolée, sentant s'éclairer en elle la suprême leçon de la vie, oublie moins douloureusement le rêve de maternelle joie un instant entrevu.

Leur livre heureux, épelé sous le regard attendri de la nature, soudain s'était fermé sous la bise glacée que déchainent le murmure du monde et l'agitation des vaines foules :

Il s'est encore ouvert à une nouvelle page : celle des épreuves subies ensemble, et sous l'étreinte desquelles, les êtres se perdent ou se retrouvent à tout jamais!...

C'est là que recommencera leur histoire, là que Jacqueline retrouvera l'amour du Jean d'autrefois; cet amour désormais assouvi par la caresse de l'épouse heureuse et l'immortelle sagesse!...

Arthur Chassériau.

LA GAIETÉ RÉVOLUTIONNAIRE [1]

(1830-1848)

Je ne veux envisager ici, à propos de la dernière publication de M. Armand Dayot, qu'un côté de l'esprit révolutionnaire; ce ne sera pas le côté farouche, sectaire, impitoyable, violent et sanguinaire : celui-là, qui pourtant apparait assez de lui-même, est toujours et partout mis en relief : ce sera le côté plaisant et gai. Ce n'est point de la politique, mais c'est encore de la pitié et de l'aide pour ceux qui souffrent que de montrer qu'au milieu des décombres, au fort de la fusillade, sont les sabots des chevaux qui chargent, dans le sang et parmi les cadavres, le rire s'égrène et retentit.

Voici tout d'abord un masque satirique de Charles X :

[1] *Journées révolutionnaires;* Paris. E. Flammarion, gr. in-8° oblong.

un gros nez busqué tombant sur une bouche aux dents carrées, en « touches de piano », dont la double rangée s'étale au-dessus d'une lippe inférieure ignoblement pendante; des yeux saillants et clignotant sous d'épaisses paupières, trop lourdes pour que le regard puisse jamais jaillir, direct et franc; un front étroit et fuyant haut, mieux fait, semble-t-il, pour le chapeau de l'ignorantin que pour la couronne du roi, et sur tout cela je ne sais quel air de joie discrète et profonde, comme le rayonnement de vices honteux satisfaits en cachette, — calomnie, je le veux croire, mais véritable trouvaille d'artiste.

N'est-elle pas amusante cette estampe populaire de la même époque, représentant un salon d'émigrés au milieu duquel se précipite un petit abbé, le visage épanoui et la bouche ouverte, criant: « Bonne nouvelle! Voilà la guerre civile qui commence! » Des trois ruines de Coblentz qui sont là, l'une prend à poignée les revers de son habit pour se raffermir en cet excès de joie et rit des quelques dents qui lui restent, l'autre, le dos contre la cheminée, se caresse le menton d'un air suffisant et charmé, et le troisième lâche sa béquille pour applaudir, tandis qu'une antique dame laisse tomber sur ses genoux le *Drapeau blanc* ou la *Gazette* et lève au ciel les mains et les yeux en minaudant. Une lithographie de Raffet nous transporte, à ce moment béni « où la guerre civile commence », dans un autre milieu : c'est un coin de rue où de malheureux gendarmes, assommés par la chute des pavés et des meubles qui pleuvent sur eux de toutes les fenêtres, s'épuisent en efforts d'un comique irrésistible pour se débarrasser des casseroles, des chaises, des tabourets, des tables et des baquets où ils s'empêtrent et dont ils sont coiffés, incapables d'obéir au commandement : « Gendarmes, faites feu! »

Moins drôle, à coup sûr, est le dessin de Charlet intitulé *l'Allocution*. Mais quelle bravoure naturelle, quelle bonne humeur, quelle allure gaillarde et française dans cet insurgé qui met du cœur au ventre des enfants et des jeunes gens groupés en armes autour de lui, tandis qu'arrive au galop la cavalerie du roi : « Le Polignac a mis la broche, y n'mangera pas le rôti, enfants! Veillez au grain, soignez les pénitents! du bon coin! tel et roide d'hauteur! et quand nous aurons secoué le panier aux ordures, si la France nous doit plus qu'elle ne peut payer, nous lui ferons crédit, nom de D...! »

Bien français aussi, — car être galant, c'était encore être français, — cet épisode lithographié par Victor Adam : un insurgé, la cocarde au chapeau, le sabre et le pistolet à la ceinture, aide de la main gauche une élégante jeune femme à franchir la barricade qu'il défend, et de la main droite fait le salut militaire, en s'écriant : « Honneur aux dames! »

Ce n'est pas la légende, mais l'expression des physionomies qui amène le sourire et donne une impression d'insouciance et de gaieté, dans le dessin où Hippolyte Bellangé montre deux insurgés, évidemment ouvriers des faubourgs, causant après le coup de feu : « Eh bien, as-tu touché, Jean-Louis? — Ah! dame, j'sais pas... Ma foi, j'ai tiré dans le tas. »

Le gavroche s'est toujours taillé une belle part dans nos révolutions et nos émeutes. Il n'a jamais rien dit de mieux que la parole de ce gamin haut comme une botte, qui se pend à la blouse d'un jeune ouvrier typographe, son frère, peut-être, pendant que celui-ci « tire dans le tas », et lui adresse cette demande : « Dis donc, Fanfan, quand tu seras mort, tu me donneras ton fusil, pas vrai! » Cette lithographie de Chaponnier pourrait bien, d'ailleurs, n'être qu'une variante poussée à l'effet d'un mot réellement dit à Charras sur la place de Grève par un enfant de 15 ans qui lui offrait un paquet de cartouches : « Nous partagerons si vous voulez, mais à une condition, c'est que vous me prêterez votre fusil, pour que j'en tire ma part. »

La monarchie des Bourbons a vécu. Le roi et les siens vont s'embarquer pour l'exil à Cherbourg. C'est ce voyage que symbolise une lithographie anonyme intitulée *la Chasse* : un troupeau d'oies et d'oisons balançant au bout de leurs longs cous les têtes de Charles X et des autres membres de la famille royale, fuient éperdus sur la route de Cherbourg devant une bande de paysans qui les poursuivent avec des branches d'arbres, des fourches et des balais. Dans le même temps, le vieux La Fayette faisait proclamer roi le duc d'Orléans, qu'il présentait au peuple comme « la meilleure des républiques », et le tableau de Maurin qui commémore solennellement l'acte et la parole a, comme document, une valeur ironique qui sera difficilement surpassée.

La période de 1830 à 1848 est tout spécialement riche en caricaturistes, dont plusieurs furent des artistes de génie. M. Dayot aura contribué à faire connaître Daumier comme sculpteur satirique, en reproduisant quelques-uns des portraits d'hommes politiques qu'il ébaucha à coups de pouce dans la glaise et dont la conservation, pour la plupart, du moins, ne peut plus désormais être assurée, même par le moulage, tellement ils sont friables et pénétrés de fissures. Le portrait d'un « ventru », celui de Dupin, moins flatté et plus atrocement suggestif que les portraits au crayon qu'il fit du même personnage, ceux de Viennet, de Persil et de d'Argout, six autres dont on ne connait pas les originaux, démontrent amplement la puissance de Daumier à rendre, autrement que par le dessin, la laideur, l'hypocrisie, la vanité et la sottise humaines. Satire à double détente, si je puis dire ; car si de tels hommes ont pu se faire ac-

cepter comme dirigeants et s'attribuer une place parmi ceux qu'on appelle en Angleterre des hommes *représentatifs*, que penser de ceux qu'ils représentent, leurs congénères inférieurs?

La « meilleure des républiques » en la personne de Louis-Philippe ne resta pas longtemps à l'abri des plaisanteries écrites ou dessinées. On connaît la farce classique du règne : une poire représentant la tête du roi. Charles Philipon, le directeur du fameux journal *la Caricature*, dont la collection est une des valeurs les plus sûres de la bibliophilie contemporaine, amenait le portrait du monarque à se confondre avec une simple poire par une série de déformations désopilantes. On montrait aussi le roi citoyen au sommet d'une colonne, faisant pendant à la colonne de la place Vendôme et sur le fût de laquelle les noms de Valmy et de Jemmapes étaient gravés. Le gros homme était là campé, en redingote, toupet en l'air et favoris au vent, un parapluie à manche en tête de coq sous le bras droit, la main gauche derrière le dos tenant un chapeau à fond bas et à larges bords, orné de la cocarde aux trois couleurs ; à ses pieds, des sacs gonflés d'argent.

L'émeute d'avril 1834 rendit bientôt manifeste ce que le peuple pensait de la Charte-Vérité et de la façon dont on l'appliquait. La caricature devient dès lors acerbe et outrageante, même lorsqu'elle est drôle et gaie. C'est Louis-Philippe ventripotent, déguisé en sœur de Saint-Vincent-de-Paul, qui quête dans un obusier pour « les pauvres petits sergents de ville et les soldats de la rue Transnonain ». C'est un invalide à jambe de bois montrant à une recrue le n° 12 de cette rue, dont tous les habitants, jusqu'aux petits enfants et aux malades alités, avaient été massacrés par la soldatesque, et lui disant : « Vois-tu, Jean-Jean, chacun-z-a sa gloire. Les vieux y-z-ont Wagram, Austerlitz et Marengo ; toi, t'as Lyon et la rue Transnonain. » C'est un typographe coiffé d'un numéro du *National*, qui écrase sous le plateau de sa machine un être informe dont un vieux parapluie, tombé à terre, accuse l'identité : — « Ah! tu veux te frotter à la Presse! » dit-il en serrant de bon cœur.

Une lithographie de Daumier, qui en a tant fait de belles, est particulièrement remarquable. La Fayette vient de mourir ; son convoi funèbre se déroule au second plan ; au premier, sur une élévation, un croque-mort se frotte les mains en penchant la tête, et murmure, avec un sourire malin, ce joli bout d'oraison funèbre : « Enfoncé, La Fayette!... Attrape, mon vieux! » Est-il besoin d'ajouter que le croque-mort, c'est Louis-Philippe? Une autre, plus amusante, mais de moins haute inspiration et de moins magistrale facture, représente le peuple sous la figure d'un ouvrier que le docteur Louis-Philippe saigne largement, tandis que le duc d'Orléans, debout, tient un flacon en forme de poire avec cette inscription : *Médecine de Roi*, et que le maréchal Soult, ministre de la guerre et président du Conseil, un genou en terre, braque sur le malade une énorme seringue prête à fonctionner. La légende va de soi : « *Primo saignare, deinde purgare, postea clysterum donare*. D'abord saigner, ensuite purger, postérieurement seringuer. » Il faut citer encore, comme une des plus fortes œuvres du grand satiriste, *le Ventre législatif*, « aspect des bancs ministériels de la Chambre improstituée de 1834 ». Comme le dit très bien M. Dayot, Daumier nous donne ici « sous une forme éternelle, une vision synthétique, obsédante, de ce centre dirigeant où les masques pléthoriques ricanent, illuminés de béate satisfaction, où les ventres bombent comme des coffres-forts. C'est la satire, dans toute sa grandeur, d'une classe et d'un système. »

Après Daumier, on peut bien nommer Grandville. Une grande composition de lui, à la plume, d'une intensité de mouvement et d'un brio d'exécution admirables, représente le « Laboratoire infernal des abstracteurs de quintessence politique » : une douzaine d'alchimistes modernes épluchent, analysent, découpent, tordent, distillent les journaux de l'opposition, pour en tirer des chefs d'accusation et de la matière à procès. Le patron de l'usine, vu de dos et reconnaissable à son chef piriforme, se dirige vers la porte, après avoir encouragé ses ouvriers. Dans une de ses lithographies que publia la *Caricature*, on voit le peuple, hommes, femmes, enfants, dévoré par des bêtes fantastiques et hideuses, qui sont les impôts, « dans la grande fosse du budget ». En haut, autour du garde-fou, les « salariés » (fonctionnaires) de toute espèce, invités par « le Pouvoir », se divertissent à cet égayant spectacle.

Mais les meilleures choses durent peu, et les journées de Février, commencées comme émeute, se terminaient en révolution. Le phénomène est drôlement exprimé dans une lithographie anonyme, où un petit Louis-Philippe, juché avec son parapluie sur un bougeoir dont il est la chandelle et dont son toupet est la mèche, est recouvert par un ouvrier, qui s'appuie sur le fusil insurrectionnel, d'un éteignoir portant cette inscription : Liberté. — « Éteint! » telle est la légende, dans sa concision spirituelle.

Une autre estampe populaire, pour avoir plus de prétention à tirer la morale des événements, n'en est pas plus philosophique. Elle représente Louis-Philippe montant en voiture pour fuir. Derrière lui, la reine Marie-Amélie étouffe ses larmes au milieu de la joie du peuple, indifférent à tout ce qui n'est pas la liberté conquise. La légende porte sur trois lignes : « Paris, le 24 février, à 2 heures. Vaincu : le Peuple

eût été sacrifié! Vainqueur : le Peuple a pardonné. »

En fut-il moins sacrifié?

« Le plus souvent qu'on s'y laissera prendre! » s'écrie en riant d'un bon rire un brave combattant de Février qui monte la garde dans une guérite, entre les flatteurs de la veille, courbés devant Louis-Philippe et les flatteurs du lendemain, — qui sont les mêmes, — courbés devant la liberté. Je ne sais si le dessinateur voyait la portée de sa satire, mais le fait est que le peuple s'y est jusqu'ici, non pas le plus souvent, mais toujours laissé prendre. Je dis *jusqu'ici* exclusivement, car qui donc douterait qu'à l'heure où j'écris ses vœux ne fussent pas parfaitement comblés?

Ils ne l'étaient pas encore en Juin, apparemment. Le gouvernement se chargea de les satisfaire, et y réussit pour un temps. Le reste est trop près de nous; j'ai expliqué dès le début qu'il est plus sage d'en parler peu. Je me contenterai, pour relier en finissant les deux époques, de citer une ou deux caricatures féministes. Voici un dessin de Gustave Janet : une jeune femme pérore sous les arbres d'un jardin public, au milieu d'un cercle de bonnes, de nourrices, de vieilles à cabas et de jeunes personnes en cheveux ou en chapeau. « Citoyennes, s'écrie-t-elle, qu'est-ce que la Liberté? Une femme! Qu'est-ce que la République? Une femme! Pourquoi laisserions-nous le pouvoir aux hommes? Avec ça qu'ils gouvernent bien! Marchons sur le *provisoire*. Enlevons-le et qu'il tombe... à nos genoux. » L'autre, publiée par Aubert, nous transporte dans une réunion publique de « travailleuses » que préside la Liberté. A la tribune, plus bas que la présidente idéale, une jolie oratrice appuie de gestes convaincus ses paroles : « Il faut organiser le travail... Allons nous promener au Luxembourg et à l'Hôtel de Ville... Qu'on diminue les journées, qu'on augmente le salaire, c'est le seul moyen de faire marcher les affaires... Vive la République!... et l'Egalité bien entendue. » La question féministe a, certes, fait de grands progrès, mais on voit qu'elle n'était pas mal posée, dès ce temps-là.

J'aurais voulu, dans ces recherches sur les manifestations de la gaieté en temps de révolution, ne pas m'en tenir à la caricature, aborder les pamphlets, la brochure, le livre même, et surtout recueillir dans les documents de l'époque où dans des témoignages oraux les exemples de bonne humeur et d'entrain, les paroles joyeuses, les saillies d'esprit libre et prime-sautier qui, je le sais, abondent chez les artistes, les écrivains, les théoriciens, les meneurs et les acteurs révolutionnaires. Il n'en est pas un, non pas même celui que M. Geffroy appelle l'Enfermé et que ses amis appelaient, il n'y a pas bien des années encore, le Vieux, qui ne trouvât dans son propre fonds, au milieu des plus amers déboires et des pires épreuves, le sel réconfortant de la plaisanterie et du rire. Mais on ne peut pas faire tenir un volume en quelques pages d'une Revue.

B.-H. Gausseron.

THÉATRES

Odéon : *le Passé*, comédie en cinq actes, de M. Georges de Porto-Riche.

Ceux qui me font l'honneur de me lire savent l'affectueuse admiration que j'ai pour M. de Porto-Riche. L'auteur d'*Amoureuse* a des qualités uniques à notre époque. Il est aussi « averti » que les plus modernes d'entre ses confrères, et il a gardé, de sa jeunesse romantique, un flamboyant foyer de passion. En cela, il est bien l'un de nous. Il n'est pas exact, — comme on était accoutumé de le dire au beau temps de l'« impuissance d'aimer », — que la génération actuelle soit incapable de passion. Elle est incapable de l'effort par lequel deux êtres se reconquièrent et se reprennent avec une ardeur continue et chaque jour renouvelée. Pour nous, comme pour François Prieur, la vie est « une succession de moments ». Consolons-nous en songeant qu'ainsi nous avons fourni des éléments nouveaux au tragique de l'amour. Les amants d'autrefois ne connaissent qu'une peine : la séparation. S'appartenir et être heureux, ou se quitter et souffrir, c'étaient les deux seuls « dénouements » possibles. Nous en avons trouvé un troisième : s'appartenir à la fois et être séparés, s'unir et s'apercevoir qu'on est resté seul. Titus et Bérénice s'éloignaient l'un de l'autre, et c'était la fin de la tragédie. Le drame, aujourd'hui, commence après l'union de Bérénice avec Titus. C'est le sujet d'*Amoureuse*, comme de la *Chance de Françoise*. Les amants de M. de Porto-Riche luttent moins pour s'obtenir que pour se conserver. Ce qui les distingue, c'est l'ardeur avec laquelle ils combattent, la passion avec laquelle ils se heurtent contre l'obstacle qu'ils savent infranchissable. De là leur singulière intensité dramatique : la passion est contagieuse, et l'intérêt qu'ils inspirent devient bien vite passionné.

Mais, à vous parler de l'auteur, je craindrais d'oublier l'œuvre. Le mieux, je crois, est de vous raconter *le Passé*.

Dominique Brienne est veuve. Elle a perdu son mari toute jeune. Sa vie se fût écoulée, sans doute, sans grands événements, si elle n'avait rencontré François Prieur, le plus redoutable des « hommes à femmes ». Un hasard les mit en présence : au pre-

mier regard, elle lui appartint : elle fut sa chose, pendant tout le temps qu'il voulut d'elle. Puis, après une liaison troublée de querelles et de retours de passion, il disparut un soir, sans un mot, sans un adieu. Dominique pensa mourir de cet abandon. Mais elle avait des amis fidèles : l'un d'eux, le docteur Arnaut, guérit le corps ; les autres s'efforcèrent de la distraire. Voici huit ans de cela.

Mais ce qui la sauva, ce fut la force même de sa douleur. Sentant venir la folie, elle réagit ; indignée de la trahison, elle ne voulut pas en mourir. Elle vécut. Elle sculptait ; elle se mit au travail, sérieusement, opiniâtrément, « comme un homme ». Un peu de gloire est venue. Et, comme elle le dit avec une grâce résignée : « Il n'y a pas que le bonheur d'agréable. » Depuis huit ans, elle vit dans son atelier, libre d'allures et de langage, mais irréprochable. Soit que sa blessure ne soit pas guérie, soit qu'elle ait pris l'amour en haine, ou qu'elle soit de ces femmes qui ne peuvent aimer qu'une fois, elle a écarté d'elle toute pensée de galanterie. Le docteur Arnaut l'aime et voudrait l'épouser ; il connaît sa vie ; elle ne peut se résoudre à dire oui. « Je suis un brave homme », dit-elle. Pour ses amis, elle est mieux que cela : « leur conscience ». Elle est leur guide, sûrs qu'ils sont de trouver en elle une intelligence ferme, une amitié serviable, un jugement d'une droiture inflexible.

Ils en abusent parfois. Hier, le maître de Dominique, le sculpteur Bellangé, est venu la trouver. Jadis il a quitté sa femme (une amie très chère de Dominique), pour vivre avec je ne sais quel modèle : quitté par le modèle, il voudrait revenir près de sa femme, et il a supplié Dominique d'intervenir. Celle-ci a accepté, et elle attend Antoinette Bellangé. La voici, — et le drame avec elle.

Aux premiers mots de Dominique, Antoinette l'interrompt. Elle accepterait la réconciliation pour sa fille, et oublierait les torts de son mari ; mais elle n'est pas libre, elle aime et est aimée ; Dominique l'adjure : son exemple à elle, n'est-il pas fait pour préserver son amie ? Antoinette l'arrête : « Je suis sa maîtresse... » Que pourrait faire désormais Dominique, sinon de s'inquiéter, de s'attrister ? Et quelles inquiétudes, quelle tristesse quand elle sait le nom de l'amant : François Prieur ! Elle s'indigne à la pensée qu'il a parlé d'elle à sa nouvelle maîtresse, et se désole à la réponse d'Antoinette : « Il ne m'a parlé de toi qu'une seule fois, et m'a dit que vous vous étiez perdus de vue !... » (La pièce abonde en traits de cette force, discrètement indiqués et d'une vérité pénétrante et émouvante.) Le « Passé » remonte aux lèvres de Dominique. Elle reprend son récit de tout à l'heure, conte ses larmes, ses souffrances... Mais, devant la jalousie naissante d'Antoinette, elle s'arrête : « Embrasse-moi, ma chérie, et ne sois pas jalouse, puisque c'est le Passé ! »

Le premier acte, — où ce qui précède nous est exposé, — n'est pas sans défaut. Il laisse une certaine impression de longueur et aussi d'incertitude. Pour la longueur, elle vient, je crois, de la conscience artistique de M. de Porto-Riche. D'abord, le caractère de Dominique est assez singulier pour exiger de nombreuses explications. Considérez qu'il s'agit ici d'une exposition « morale », si l'on peut dire : qu'il ne serait pas suffisant de dire ce qu'est Dominique, qu'il faut *montrer* sa franchise, sa conscience, son horreur du mensonge, et que cela ne peut se faire qu'en nous *montrant* un moment de sa vie. De plus, M. de Porto-Riche, ayant besoin pour sa pièce (et aussi pour le caractère de Dominique), de quelques amis de celle-ci, n'a pas voulu en faire de simples « moyens » de théâtre. Il a tenu à donner à chacun une personnalité propre.

Béhopé, surnommé « l'Instar », et ce nom, comme dit l'autre, est tout un programme ; le musicien Mariotte, le peintre Bracony, le docteur Arnaut, sont des types excellents d'égoïsme, d'ambition féroce, de rosserie ou d'honnêteté. Il n'en est pas moins vrai que le relief même que leur a donné l'auteur nous distrait du personnage principal. Joignez l'histoire du ménage Bellangé, que nous pouvons un instant prendre pour le vrai sujet. Notre attention est un peu dispersée. Faut-il ajouter que les personnages, si spirituels qu'ils soient, semblent des dévots un peu trop exclusifs du Dieu des jardins ? On dirait qu'ils ne pensent et n'aspirent qu'à se coucher... Je ne suis pas sûr, du reste, que cette abondance de types ne soit pas pour la pièce une garantie de durée. Tout de même, il nous faut attendre la fin de l'acte, pour savoir où nous mène M. de Porto-Riche.

L'aventure d'Antoinette et de François s'est ébruitée. Les amis de Dominique lui en parlent. L'homme le moins amoureux a peine à souffrir qu'on aime quelqu'un qui n'est pas lui. Ils tapent à tour de bras sur François, content ses aventures incessantes, sa vie d'homme à femmes, le logis (notez ce détail, capital pour la suite) qu'il a fait arranger pour ses maîtresses, à Saint-James, et où, indélicatesse classique, il les reçoit l'une après l'autre. Mariotte, un peu gris, apprend à Dominique les infamies de François pendant qu'elle l'aimait : secrets profanés, lettres d'amour lues et raillées devant des amis, même devant des filles... Dominique écoute, haletante. Mais, à une injure trop forte de Mariotte, elle se révolte ; et avec une passion d'un admirable illogisme, elle prend la défense de François. C'est elle qui est coupable des infamies qu'il a commises : il a bien fait de la tromper, si elle n'a pas su se faire

aimer; tant pis pour elle, si elle n'avait ni assez de beauté, ni assez de charme pour le retenir; et personne, si elle lui pardonne, n'a le droit de le blâmer; au surplus, tous sont jaloux de lui : Mariotte est jaloux de ses maîtresses, et Béhopé aussi, lui qui par sécheresse n'a jamais pu se décider à prendre une maîtresse : « Découcher, le mot seul vous enrhume ! » Et Bracony, avec « sa tête de créancier », est jaloux de la beauté de François : et Arnaut lui-même; tous sont jaloux, tous le haïssent parce qu'ils le sentent supérieur...

Mais voici François. Antoinette, en sortant de chez Dominique, lui a raconté sa conversation avec elle. Aussitôt, sans réfléchir, — et cela est tout à fait dans sa nature d'homme qui ne voit rien en dehors du moment présent : « Votre vie se compose de moments », lui dit plus tard Dominique; — il est venu prier Dominique de ne pas éloigner Antoinette de lui. Dès son entrée, Mariotte et les autres ont disparu. Et, alors, s'engage une des scènes les plus exquises que je sache. Les difficultés qu'elle offrait étaient presque insurmontables. M. de Porto-Riche les a surmontées avec un art incomparable : mieux, à force de vérité et de sincérité. Dominique et François disent précisément ce qu'ils doivent dire. Elle, froissée d'abord, par la présence de François et par la cause qui l'a amené, mais indulgente et bientôt désarmée parce qu'elle aime; tremblant sous le regard de cet homme vers qui la jettent toutes les forces de son cœur et de son corps, mais se dominant, réveillant en elle ce je ne sais quoi de maternel qui est au fond de tous les grands amours de femme; souffrant de voir François, sachant qu'elle souffrira plus encore quand il sera parti, mais heureuse toutefois, parce qu'il est là, craignant qu'il ne sorte, et refusant de le revoir. Lui, repris dès le premier regard, ayant le regret étonné de ce quelque chose d'inconnu qu'il pressent en Dominique : « Je vous regarde comme un beau livre que j'aurais eu trop jeune pour en comprendre la valeur... »; plus hardi, parce que son amour, en se réveillant, ne rouvre pas les mêmes blessures; cédant instinctivement au penchant qui l'entraîne, et aussi à sa fonction, qui est d'être aimable : « Vous venez d'enlaidir subitement toutes les femmes que je connais. » Avec cela, une gentillesse câline de ton, une manière de dire les choses, où la tendresse se cache dans une sorte de gaminerie : Dominique le ramène à Antoinette, et lui : « Madame Bellangé?... Oui... On ne devrait jamais monter quatre étages pour annoncer à quelqu'un qu'on est amoureux; déjà, sur le palier du deuxième, j'éprouvais une vague sensation d'indifférence... » Il part enfin. Pour lui, c'est un « moment » qui est passé ; pour elle, c'est la vie, toute sa vie, tout son amour, qui se dressent, barrent sa route et vont l'écraser de leur poids. — Scène merveilleuse d'émotion contenue, de justesse et de vérité.

Et voici l'amour vainqueur, l'amour implacable. Dominique a recueilli Antoinette contre laquelle Bellangé plaide en divorce : elle l'a emmenée avec elle à Chaville, où François (il est diplomate) vient passer ses congés près de sa mère. Elle est là, angoissée, surveillant Antoinette, l'accablant de questions dont elle rougit, en retenant d'autres qui lui brûlent les lèvres; opprimée par une pensée unique, par une force plus forte que sa raison. Je ne sais rien de plus tragique que cette femme sage, ferme, droite, se débattant contre une passion invincible, sentant la lutte inutile, fermant les yeux pour ne pas voir le gouffre, et, désarmée, impuissante, se laissant aller au torrent qui l'entraîne. Et pourtant, qu'elle a souffert dans cette maison où elle l'attend, où elle l'espère! C'est là qu'ils se sont aimés, là qu'elle a été trompée, insultée, battue! Chaque chambre a été témoin des outrages, des injures, des violences de François. Qu'importe! insultes, tromperies violences, abandon même, tout lui est cher, puisque tout vient de lui. Une dernière fois, le « brave homme » qui est en elle l'arrête dans sa chute. Plus que par le souvenir des angoisses passées, elle est séparée de François par Antoinette. Elle le chasse, lui qu'elle attendait à demi pâmée. Elle est sauvée!...

Mais voici Antoinette. Elle a peur du scandale, peur de perdre sa fille; elle préfère, dit-elle, l'enfant à l'amant; elle a rompu avec François, et supplie Dominique de porter à Bellangé l'acceptation qu'elle avait refusée au premier acte. (Je suis forcé d'abréger. Je vous signale, au moins, la scène ou Antoinette obtient de François qu'il consente à la comédie de la rupture, et où François accepte avec sa naturelle indélicatesse, sachant bien que dès que Dominique le croira libre, elle tombera dans ses bras; scène supérieure, mais qui retarde celle que nous attendons, celle qui mettra en présence François et Dominique.) Avec quelle joie Dominique se charge de la mission, et comme elle est sûre du succès... Elle rencontre François. Comme elle se repent de l'avoir chassé! elle s'excuse, tremblante, ivre de passion et d'espérance. Est-il possible qu'il soit libre? « Je le jure. » Elle se laisse aller dans ses bras... Mais elle s'en arrache. Encore un devoir à remplir, mais ensuite, la vie, l'amour, le bonheur... Demain! — Elle court, elle vole, elle revient. Elle a réussi! Bellangé pardonne et consent à reprendre sa femme. Antoinette reçoit froidement cette nouvelle; sa jalousie s'est éveillée; la complaisance de François et l'empressement de Dominique lui ont donné des soupçons. Avec perfidie, elle s'excuse auprès de son amie de l'avoir trompée; non, elle n'a pas rompu avec François : ils s'aiment toujours, elle doit le

voir le lendemain. Quelle chute pour Dominique! Et de quelle indignation elle est saisie en apprenant la nouvelle infamie dont elle a été victime! Affolée d'horreur et de dégoût, elle chasse Antoinette. Elle se jette à sa table pour écrire à François. Il entre. Il a vu, par-dessus la haie qui sépare leurs deux maisons, de la lumière chez Dominique. Il sait qu'elle est seule, et incapable d'attendre au lendemain, il a couru la surprendre.

Ah! la belle, l'admirable scène, poignante, angoissante, débordant de douleur et de passion déchaînées, digne de la fameuse scène d'*Amoureuse*, plus profonde peut-être, au moins d'un intérêt plus général, puisque c'est l'éternel amour, et son éternel mensonge qui palpitent sous nos yeux.

C'est des reproches d'abord, pour la perfidie nouvelle, d'autant plus douloureuse qu'elle a fait voir de nouveau à Dominique le François d'autrefois, sans scrupules et sans délicatesse. François s'excuse; ingénument, avec une superbe inconscience, il conte que c'est à Antoinette qu'il a menti, saisissant le premier moyen pour rompre avec elle. Dominique le croira-t-elle? « Cela vous ressemble tellement, que je serais tentée de vous croire! » De cette infamie suprême, elle passe aux infamies de jadis : à son amour profané, à ses secrets trahis, à ses lettres bafouées... Et François : « Cruauté du sort!... Ces choses, vous les auriez sues autrefois, vous me les auriez pardonnées maintenant, avec le reste. Vous venez de les apprendre, et il semble que je vienne d'en être coupable! » Mais ce n'est pas les raisonnements qui comptent. C'est par la passion que François vaincra Dominique. Plus d'excuses, plus d'essais de justification, des cris d'amour et de désir. Dominique est à bout de forces; éperdue, pantelante, elle sait qu'elle est lâche de céder, et qu'elle sera lâche, et qu'elle cédera, parce qu'elle aime. Désormais, ce n'est plus Dominique, c'est une pauvre créature victime et proie de l'amour, anéantie, meurtrie, « possédée », aveuglée, masse inerte entre les mains de son maître.

Ah! les terribles, les déchirantes lamentations de la misérable sur sa beauté qui passe, sa beauté qui seule pourrait retenir un voluptueux comme François : « O rage! Avoir eu vingt ans, et les avoir eus loin de toi! N'avoir à te donner qu'un corps vieilli, que chaque jour flétrira, déformera davantage; je lutte désespérément, je me teins les cheveux, j'use de toutes les armes... Et demain j'aurai quarante ans! Et je verrai tes yeux constater ma ruine, je te verrai te détacher, te dégoûter de moi; je verrai ton amour décroître, ton cœur aller à une autre femme. Et j'entends tes mensonges, tes excuses, les prétextes que tu inventeras, peut-être la vérité enfin, *car tu seras assez lâche pour vouloir avoir raison!...* » Hélas! je cite de mémoire, et je trahis M. de Porto-Riche. Allez entendre cette scène, et vous serez remués jusqu'aux entrailles. C'est la douleur féminine dans ce qu'elle a de plus profond et de plus intime, traduite dans une langue admirable.

C'est fini. Dominique a cédé. Mais une grâce encore. Que François l'épargne ce soir, qu'il ne la prenne pas dans cette maison pleine, où Antoinette peut revenir, où Mariotte et Bracony vont rentrer d'un instant à l'autre... Demain, où et quand il voudra, et tant qu'il voudra d'elle, un peu ou toujours. Alors François (rappelez-vous le récit du premier acte, sur la petite maison de Saint-James, récit plusieurs fois rappelé au cours de la pièce) : « Pardonne-moi, ma chérie. Depuis longtemps je ne pensais qu'à cette heure qui nous réunira. J'ai trouvé, pour toi, pour nous, une maison où nous pourrons nous voir; c'est à l'entrée du Bois... » Dominique a compris. Cette injure suprême lui est plus cruelle que toutes les autres. Elle chasse François... Et je trouve cela très beau et très juste. Les infamies passées de François s'adressaient à la Dominique passée; elle avait pu, elle avait voulu croire au mot de François sur « le beau livre » : qu'il la comprenait, qu'il aimait maintenant en elle l'âme ardente et généreuse qu'il avait enfin reconnue. Si elle était restée la même, pour lui elle était nouvelle, puisqu'il la « découvrait ». Et c'est cette Dominique nouvelle qu'il insulte ici, en la confondant avec le troupeau des maîtresses vulgaires; celle-ci, comme l'autre, n'est qu'une aventure. Et cette fois, Dominique n'y consentira pas.

J'ai dit le fort et le faible de cette œuvre passionnante. Je n'ai pas caché la lenteur incertaine du début. J'avouerai de même que certaines scènes semblent se répéter, que François est chassé et revient avec une régularité un peu mathématique. Mais que comptent ces quelques défauts de facture, en regard du torrent d'amour qui entraîne toute la pièce? Et ce n'est pas seulement l'amour, c'est l'intelligence de l'amour, ce mélange unique de passion et d'observation, sans que l'une nuise à l'autre, la passion paraissant plus vivante encore, soutenue qu'elle est par la vérité de l'observation. M. de Porto-Riche est le seul, aujourd'hui, qui soit capable d'écrire une pareille pièce. Si elle pèche, c'est par l'excès. Il en est peu à qui on pourrait faire un tel reproche. Je vous prie très instamment d'aller voir le *Passé*. Je serais bien surpris si votre émotion n'était pas forte et pleine. Il est certain que l'interprétation n'est pas digne de l'œuvre et qu'elle la trahit parfois. Mais elle pourrait être pire encore que je n'en aimerais pas moins le *Passé* avec tout mon cœur, tout ce que j'ai d'intelligence, — avec la certitude, enfin, que j'ai raison de l'aimer.

A la semaine prochaine *Cyrano*.

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

LES VALETS, par *M. G. Lecomte* (Fasquelle). — Tous valets, ou presque tous, les tristes personnages que M. Lecomte met en scène ; valet des électeurs de Pontanevaux, ce brave docteur Denisot, qui aurait beaucoup mieux fait de soigner ses malades que d'aller ramer dans la galère parlementaire ; valets de leur ambition ces parfaits arrivistes, l'israélite Francfort et le jeune député Carrette ; valets de leur basse cupidité, ces oiseaux de proie qui assiègent leur mandataire de perpétuelles demandes d'argent, de places, de croix ; tous d'ailleurs valets de leurs passions depuis le ministre Falandre jusqu'à l'intrigante Louise Balligand. Sombre tableau de mœurs contemporaines, qu'on voudrait pouvoir accuser d'exagération et qu'on est obligé de déclarer vrai, car la réalité est là, [sous nos yeux, plus sombre encore, plus écœurante surtout.

Ah ! si au moins les hommes étaient foncièrement, énergiquement mauvais, mais ils sont faibles et médiocres et c'est là ce qui les rend désespérément méprisables, comme M. Denisot, médiocrité provinciale ou Falandre, médiocrité mondaine, type du dégénéré intellectuel. Les seuls êtres qui dans cette tourbe humaine conservent quelque noblesse, celle du cœur, ce sont les femmes : Mme Denisot n'est qu'une petite bourgeoise de petite ville, mais elle a conservé une tendresse profonde pour son vieux bonhomme de mari, et le livre se termine par une scène où cette tendresse éclate avec une sincérité qui a sa grandeur et qui rachète bien des mesquineries de l'existence. Clémence Denisot est une amante passionnée, elle est l'esclave de son amour, mais quelle différence entre l'esclave et le valet : au premier va la pitié sympathique, à l'autre le profond mépris. Il faut savoir gré à M. Lecomte d'avoir dit durement de dures vérités à tous les fantoches serviles qu'il a rencontrés sur sa route, spécialement aux politiciens et aux « nouvelles couches » ; mais un style un peu plus châtié ne messiérait pas à cette œuvre loyale et robuste, et quand je lis des phrases comme celle-ci : on *verrouille* la *grappe* humaine dans les *alvéoles* (ce qui signifie, je pense, on enferme les voyageurs dans les compartiments), je pardonne presque à Boileau d'avoir représenté le temps « une horloge à la main ».

MAIA, par *M. Ch. de Bordeu* (Plon). — Tannhäuser au sortir des enchantements charnels du Vénusberg ne peut plus concevoir pour Elisabeth l'amour pur et presque mystique que celle-ci attendait de lui et il est contraint d'aller à Rome demander au Saint-Père le pardon de ses fautes ; l'aventure d'Armendaritz, le farouche chasseur, est encore plus étrange : pour avoir répondu à l'amour de l'ondine Maia, l'imprudent se verra dans l'obligation de repousser l'amour de toutes les femmes et en particulier d'Héléna, sa tendre fiancée. Pour vaincre l'enchantement il lui faudra percer le cœur de la sorcière maudite qui se présente à lui successivement sous la forme de trois vagues, plus voluptueuses et attirantes l'une que l'autre. Armendaritz est absous au tribunal d'amour, mais la mort vient à cet instant lui ravir sa fiancée qui, forte contre la douleur, succombe sous le poids de la suprême félicité. Le poème est d'une belle allure, l'imprécision du temps et du lieu de l'action joint le charme de la fantaisie aux qualités solides d'un style que nos lecteurs ont pu apprécier ici même, et cependant ce n'est point sans fatigue que nous arrivons au dénouement prévu et que le poète nous laisse trop longtemps attendre. Ce chant d'amour, composé uniquement de deux motifs alternant sans cesse, gagnerait beaucoup à être réduit à un petit nombre de strophes.

MARIE-ANTOINETTE DAUPHINE, par *P. de Nolhac*. — La figure, la destinée tragique de Marie-Antoinette reine ou martyre ont tenté un grand nombre d'historiens, mais on ne nous a guère parlé de la jeune fille, de la jeune épousée et de ses jours d'apprentissage de la vie et de la politique sous les yeux du vieux monarque libertin et de son odieuse maîtresse, aux côtés d'un époux aussi maussade et aussi terne qu'on peut imaginer l'un des derniers rejetons d'une race épuisée. C'est un gracieux pastel que dessine l'auteur au début de son ouvrage : la petite archiduchesse, bientôt la petite dauphine, nous apparaît avec les qualités et les défauts que nous retrouverons plus tard dans la souveraine ; mais ici nous apercevons seulement les linéaments délicats de ce qui plus tard sera la physionomie véritable de la femme, et qualités et défauts se confondent encore au point qu'on se demande lesquels de ceux-ci ou de celles-là sont les plus charmants. Bientôt le cadre du tableau s'élargit, la lutte s'engage entre les passions du grand-père et l'ambition de la Dubarry d'une part ; de l'autre la candeur, puis le dégoût de la dauphine, la vertu fort louable, mais timide et sans ressort de l'héritier du trône et la pruderie acariâtre de Mesdames. Marie-Antoinette parlera-t-elle à la royale maîtresse ? Telle est la question qui tient pendant longtemps dans une attente anxieuse non seulement Louis XV et ses filles, mais plusieurs cours européennes. Elle se décide à lui adresser une phrase banale : « Il y a bien du monde aujourd'hui à Versailles », et aussitôt l'alliance de la Maison de France et de la Maison d'Autriche se trouve consolidée. Mais au prix de quel sacrifice ! le repos de la conscience, le tendre velouté de l'innocence, la légitime fierté du caractère droit auquel on n'avait pu jusque-là arracher aucune concession, tout cela est à jamais perdu, et ce n'est pas l'approbation de la mère qui saura cicatriser la plaie faite par la cauteleuse politique de l'impératrice. Le tableau de plus en plus sombre nous fait assister enfin à l'agonie hideuse du vieux roi ; et quand tout est fini, quand, au milieu de la rumeur des antichambres, le duc de Bouillon, grand chambellan, paraît à la porte de l'Œil-de-Bœuf et s'écrie : « Messieurs, le roi est mort. Vive le roi ! » il nous semble, à nous pour qui l'histoire soulève ici le voile mystérieux, que ces paroles de joyeux avènement contiennent une bien amère ironie.

G. ART.

Paris. — Chamerot et Renouard, Imp. des Deux Revues, 19, rue des Saints-Pères. — 35955. Le Directeur-gérant : HENRY FERRARI

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 3. 4e SÉRIE. — TOME IX 15 JANVIER 1898.

LE DEVOIR SOCIAL

DES GÉNÉRATIONS NOUVELLES [1]

Peu d'époques ont agité autant de problèmes moraux que la nôtre. Combien en a-t-elle résolu? En dehors du domaine purement scientifique, notre fin de siècle va laisser un inquiétant héritage, et si, comme dans l'antique Rome, il nous fallait célébrer, par un *carmen sæculare*, le terme de semblables périodes, nous serions fort embarrassés pour savoir comment y mettre l'enthousiasme et la confiance du vieil Horace.

Peut-être la génération dont j'ai devant moi les précurseurs sera-t-elle plus heureuse que ses devancières. En tout cas, il est utile qu'elle se rende compte d'où elle vient, où elle en est et vers quoi elle se dirige.

Aux siècles précédents, la société était comme un échiquier où l'on avait sa case et sa ligne de marche nettement tracées par des règles invariables. Chacun suivait généralement la profession paternelle. Il était rare qu'on y fît une grande fortune, du moins on était à peu près assuré de n'y pas déchoir. Fort peu aspiraient à sortir du milieu où ils étaient nés. Les couches où se recrutaient les professions libérales n'avaient guère à souffrir de la concurrence. Les emplois publics, peu nombreux, semblaient l'apanage de certaines familles. La richesse était surtout immobilière; des coutumes séculaires réglaient les rapports des cultivateurs et des propriétaires, des ouvriers et des patrons. L'industrie naissante se maintenait encore dans le cercle de la famille ou du petit atelier. Des règlements rigoureux limitaient le nombre des apprentis. Le régime corporatif entravait les progrès du travail, mais il empêchait aussi le travailleur de tomber dans le paupérisme et il venait à son secours en cas de maladie ou d'accident. Les couvents étaient là pour remédier à l'excès de la population et soulager par l'aumône les misères les plus apparentes. Tout le monde se sentait encadré par des institutions qui protégeaient les individus contre leurs propres défaillances. En religion, en philosophie, en politique, en morale, il y avait un certain nombre d'idées reçues dont les esprits turbulents songeaient seuls à s'affranchir.

Cette organisation avait ses bons et ses mauvais côtés; il serait superflu de discuter lesquels prédominaient. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, elle est disparue à jamais. Pour la faire revivre, il faudrait reconstituer la société tout d'une pièce, et c'est là une entreprise aussi irréalisable quand il s'agit de revenir sur le passé que d'empiéter sur l'avenir.

Franchissons maintenant l'espace qui sépare l'ancien régime du nouveau et arrêtons-nous au second tiers de ce siècle. Dans toute l'Europe occidentale, les distinctions légales des classes se sont effacées. En politique, c'est le règne de la liberté, et cette liberté n'a pas encore dégénéré en licence. Un intense mouvement philosophique et littéraire, guidé en Allemagne, en France, en Angleterre par des géants intellectuels comme rarement le monde en a vu groupés dans le même âge, élève les intelligences,

1 Extrait du discours prononcé à l'ouverture solennelle des cours de l'Université libre de Bruxelles par M. Goblet d'Alviella, recteur de l'Université.

fait battre les cœurs à l'unisson, entr'ouvre à l'humanité des échappées nouvelles sur l'éternel idéal et proclame bien haut le dogme, alors accepté par tous, de la grandeur de l'âme humaine. La science a commencé sa marche en avant, et jusque-là ses progrès ne se sont révélés que par des bienfaits. L'industrie, fécondée par les applications croissantes des forces naturelles, débarrassée de ses entraves corporatives, crée partout de nouveaux produits auxquels le commerce, rompant peu à peu les vieilles barrières douanières, fournit des débouchés en quelque sorte illimités. L'ouvrier, dont la condition s'est généralement améliorée, possède, là où il se trouve à l'étroit, la ressource d'émigrer vers les régions, encore si nombreuses, où la nature manque de bras. L'Amérique, l'Océanie, l'Afrique australe restent à coloniser, et le perfectionnement des moyens de communication met de plus en plus ces terres vierges à portée du vieux monde.

Il semble que désormais il y aura place pour tous au banquet de la vie devenu plus abondant et plus riche. Relisez les journaux, les revues, les romans de l'époque. C'est comme une autre humanité qui s'affirme ; elle a toutes les audaces et toutes les illusions de la jeunesse ; elle a surtout confiance dans la valeur de l'individu et foi dans l'avenir de la liberté. Quoi que nous pensions des jours présents, nous devons dire que c'était un temps où il faisait bon de vivre !

Nous en avons encore beaucoup parmi nous qui ont connu cet âge d'or de la liberté, et cependant que nous nous en sentons loin aujourd'hui !

Dans toutes les avenues de l'esprit humain ont surgi des doutes et des difficultés, dont, il y a un demi-siècle, on ne soupçonnait pas l'existence. — En philosophie, toute idée directrice fait défaut, et le fondement même de la morale est sans cesse remis en question. En art, en littérature, il n'y a plus que des courants superficiels et éphémères qui se suivent et s'entre-dévorent comme des vagues sur la grève — sans laisser plus de traces sur leur passage. — Dans l'ordre politique, le parlementarisme, qui semblait l'expression ultime du *self government*, est devenu un rouage fragile et bruyant qui tourne à vide, sans servir les vrais intérêts du pays ni même représenter les tendances réelles de la nation. Dans l'ordre international, jamais les armements n'ont été plus onéreux pour les finances des États, ni plus menaçants pour la paix du monde. Dans l'ordre économique, on ne veut plus voir que les maux de la concurrence, l'encombrement des carrières, les crises d'abondance, les fluctuations des salaires et des prix, les scandales de la spéculation, les gaspillages du luxe, les progrès de l'alcoolisme, enfin, la persistance sinon l'aggravation du paupérisme, rendu plus sensible encore par la concentration des populations industrielles et par le développement du machinisme.

Ni la liberté, ni la science n'ont donné ce qu'on prétendait en attendre et, comme on ne peut les rejeter l'une ou l'autre, sans renier la faculté que possède l'individu de s'élever à la vérité et au bien-être par le seul emploi de ses facultés, nous voyons les esprits déçus se retourner vers le principe d'autorité, — ici pour se mettre au service de toutes les réactions politiques, religieuses, économiques, — là pour revendiquer la mainmise de l'État sur toutes les richesses et sur toutes les fonctions sociales.

Je voudrais aujourd'hui approfondir les causes du malaise qui pèse sur nous. Ces causes sont les unes morales, les autres économiques. Il en est qui affectent particulièrement la bourgeoisie, d'autres la classe ouvrière, d'autres encore l'ensemble de la société. Certaines dépendent de notre volonté, d'autres des événements ; mais, dans le dernier cas, il reste à examiner si elles échappent indirectement à notre action.

L'incertitude sur le fondement de la morale. — Notre siècle est avant tout le siècle des sciences naturelles. Depuis cinquante ans, celles-ci ont véritablement renouvelé le système de nos connaissances, soit qu'elles aient entrepris de reconstituer le passé de l'univers et de l'humanité, cherché les lois des phénomènes pour les ramener à l'unité ou dompté les forces de la nature pour les mettre au service de l'homme. Aussi la Science en est-elle venue à exercer sur tous ceux qui l'approchent l'espèce de fascination qui était autrefois le monopole des religions. Si grande qu'elle soit par ses conquêtes passées, elle est peut-être plus grande encore par celles qu'elle nous laisse entrevoir pour l'avenir. Cependant, si elle a renversé les bases des anciennes conceptions métaphysiques, on ne peut dire qu'elle leur ait substitué une philosophie de nature à satisfaire les exigences de la conscience morale. Du moins, parmi les nombreuses tentatives dans cette direction, aucune ne me paraît avoir suffisamment réussi à établir — sinon peut-être la nature et l'étendue des sacrifices qu'il est désirable d'obtenir de l'individu dans l'intérêt de ses semblables — du moins la raison pour laquelle l'individu est tenu à ces sacrifices, lors même que ses intérêts ou ses passions le sollicitent en sens contraire ; en d'autres termes, pourquoi l'homme doit se croire toujours obligé de faire le bien et d'éviter le mal.

Cette lacune est-elle due à ce que la notion du devoir a sa source dans la catégorie de l'éternel et de l'absolu, alors que la science expérimentale se maintient forcément dans la sphère du fini et du relatif ? Ou bien, ne rencontrant dans la nature extérieure

qu'un enchaînement fatal de phénomènes, nous sommes-nous trop refusés à admettre que, si la liberté n'existe pas à la base de l'évolution, elle peut cependant fleurir au sommet et que, peut-être — comme l'a suggéré M. Alfred Fouillée — il suffit de l'idée de liberté pour introduire dans la conscience humaine un facteur jusque-là absent de la nature ?

Quoi qu'il en soit, on doit constater que notre développement moral n'a pas marché de pair avec notre développement scientifique, et que toute nouvelle étape franchie par la science ne peut que rendre la distance plus considérable, au profond détriment de la valeur réelle des individus et de l'équilibre nécessaire du corps social. Alarmés à juste titre de cette perspective, certains esprits de haute allure se sont demandé s'il n'y avait pas lieu d'écarter toute controverse théorique sur le fondement du devoir, en se bornant à rechercher et à inculquer les applications pratiques de la morale. Tel est le mouvement éthique, dont l'initiative a été prise, il y a plus de vingt ans, aux États-Unis par M. Félix Adler, et qui, depuis lors, s'est graduellement propagé en Europe, où nous avons vu M. Paul Desjardins faire appel à toutes les bonnes volontés, sans distinction d'école ni de culte, pour répandre dans les masses l'amour du prochain et le sentiment de l'abnégation [1].

Sans doute, l'idée est admirable et on ne pourrait assez l'encourager. Mais il est à craindre que sa réalisation ne sorte pas d'une élite, et, dût-elle même réussir à développer, en des proportions inespérées, les sentiments de générosité, de tempérance, de justice, elle n'aurait encore écarté qu'un des éléments de la crise contemporaine.

La révolution économique qui a bouleversé les conditions de la vie moderne.

Si l'on veut classer les âges de l'humanité d'après leur caractère industriel, on peut dire que le siècle actuel est l'âge de la vapeur, comme le siècle prochain sera probablement l'âge de l'électricité. La découverte ou plutôt l'utilisation de la force enfermée dans le charbon a eu pour résultat la concentration des travailleurs dans des cadres dont le fonctionnement est impossible sans une organisation de caserne. L'artisan a fait place au salarié. Grâce aux machines, le travail est devenu plus aisé et plus fructueux, mais aussi plus automatique, et l'extrême division des occupations a encore contribué à faire des travailleurs autant de rouages qui concourent d'une façon aveugle à une œuvre impersonnelle. Vous reconnaîtrez sans peine que pareil régime n'est pas, par lui-même, de nature à éveiller dans la masse l'esprit d'initiative et de responsabilité.

Un autre résultat de la transformation industrielle a été de donner aux entreprises un développement qui dépasse les limites de la surveillance personnelle et du patrimoine privé. De là, d'une part, l'extension prodigieuse des associations de capitaux, en particulier des sociétés anonymes, où toute relation directe a cessé entre l'ouvrier et le capitaliste ; d'autre part, la mobilisation des fortunes, qui les rend essentiellement instables et qui favorise l'agiotage. Celui-ci, à son tour, augmente encore cette instabilité et l'étend aux conditions de l'industrie ; si bien que profits et salaires sont exposés sans cesse à subir le contre-coup des monopoles et des coups de bourse.

En troisième lieu, la vapeur a développé les moyens de communication au point de presque supprimer la distance pour les hommes et les choses. Celles-ci se transportent désormais avec une telle aisance, que la concurrence, de locale qu'elle était, est devenue universelle, amenant à la fois l'avilissement des prix et la disparition des petits intermédiaires. Les hommes, après avoir profité de ces facilités pour saturer de population les territoires les plus colonisables des continents lointains, s'en servent aujourd'hui pour affluer vers les villes et les centres manufacturiers, au grand détriment des travaux agricoles, qui sont de plus en plus délaissés, et de la vie de famille, qui commence à s'amoindrir dans les districts ruraux, tout autant que dans les régions manufacturières. Il faut du reste reconnaître, pour justifier ces déplacements, que les travaux agricoles ont presque cessé d'être rémunérateurs, et quand, par hasard, le prix des denrées se relève, c'est par une brusque oscillation qui semble devoir profiter surtout aux spéculateurs et qui retombe lourdement sur nos populations ouvrières désormais habituées au bon marché du pain.

En dernier lieu, les États eux-mêmes ont été amenés par ces conditions nouvelles de la production à se charger d'entreprises considérables qui profitent certainement au public, mais qui, exécutées à l'aide d'impôts et d'emprunts, ont restreint d'autant le capital à la disposition des entreprises privées et surtout accru, dans une proportion énorme, la légion des fonctionnaires. D'un autre côté, le contraste entre la stabilité relative qui caractérise la position du fonctionnaire et l'incertitude du lendemain qui s'attache aux carrières privées a suscité une véritable poussée vers les fonctions publiques, et cet exode est encore favorisé par l'organisation d'un régime électoral, où il suffit d'un déplacement de quelques voix pour renverser toute une députation et changer le gouvernement du pays. L'heure semble

1. Consultez, sur ce mouvement, le volume de M. P. Hoffmann, professeur à l'Université de Gand : *La Religion [illegible]*; Gand, 1891.

proche où il n'y aura plus un employé ou un ouvrier qui n'aspire à passer avec sa famille au service de l'État, — ce qui serait une façon expéditive de réaliser sans secousse l'idéal du collectivisme.

Vous trouverez peut-être ce tableau poussé au sombre. Mais je ferai observer que je me borne intentionnellement à faire ressortir les points noirs de notre civilisation. Rien n'interdit de croire que les remèdes se trouvent à côté du mal: seulement il faut les découvrir et les appliquer.

Une fausse conception de la liberté économique. — La liberté croît avec l'empire que l'homme acquiert sur lui-même, avec la conviction qu'il a de se sentir libre, avec les progrès de sa culture et de son jugement, avec toutes les accentuations de sa personnalité qui lui permettent de réagir contre les influences du dehors. Mais elle n'est jamais absolue. A peu près nulle au niveau inférieur de l'échelle humaine, elle s'évanouit dans un certain degré de dénûment et de souffrance. On ne fait que compromettre la cause de la liberté, quand on invoque celle-ci dans la conclusion du contrat entre le patron qui peut attendre, sous la seule réserve de restreindre ses profits, et l'ouvrier qui en est incapable, pressé qu'il est par sa misère et celle des siens.

Cette égalité de situations qui seule peut amener la liberté du contrat, l'État ne possède pas le moyen de la procurer aux ouvriers, sauf en se faisant le soutien aveugle des grèves, au risque de ruiner rapidement le trésor public, l'industrie privée, et, par suite, la classe ouvrière. Même un relèvement général des salaires n'atteindrait le but que si l'excédent est mis en réserve pour servir de fonds de résistance. C'est ici qu'interviennent les syndicats, pour suppléer par le groupement à l'insuffisance de l'action individuelle. Si la tendance qui pousse l'individu à améliorer sa position est légitime, les associations qu'il forme à cet effet ne le sont pas moins, et j'estime que l'État doit les encourager, parce qu'ainsi il travaille pour la vraie liberté.

Cette dernière phrase paraîtra peut-être paradoxale à beaucoup de mes amis. Oh! certes, je sais qu'il y a un revers à la médaille : la fréquence et souvent la futilité des grèves, l'envenimement des relations entre l'ouvrier et le patron ou ses représentants, la violence des procédés mis en œuvre pour obtenir et conserver les adhésions, la propension constante à diminuer l'efficacité du travail et à décourager toute supériorité, toute émulation chez le travailleur, — enfin la facilité avec laquelle des ressources péniblement réunies pour un but professionnel se gaspillent dans des œuvres de propagande politique. Mais la loi peut atteindre les plus graves de ces inconvénients. Elle peut contraindre les associations comme les individus à respecter les contrats librement consentis; elle peut empêcher que le patrimoine social ne soit détourné de sa vraie destination; elle peut réprimer plus efficacement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici les attentats contre la liberté du travail; elle peut et elle doit prendre des mesures pour que l'ouvrier n'échange pas la tyrannie du patron contre celle du syndicat, ou, à proprement parler, de ses meneurs. Quant aux autres objections, elles ne sont pas tellement graves qu'elles ne puissent disparaître sous l'influence de l'instruction et de l'expérience.

Il ne faut pas oublier que nos syndicats ouvriers se sont fondés librement et qu'ils représentent un hommage à la puissance de l'initiative privée. Par le seul fait de leur existence, ils réfutent le préjugé, trop répandu dans la classe ouvrière, que celle-ci ne peut espérer une amélioration de son sort, sauf par l'intervention de l'État. En devenant eux-mêmes, de plus en plus, capitalistes et propriétaires, ils se transformeront fatalement en un facteur de stabilité sociale, parce qu'ils seront les premiers intéressés au maintien de la paix et de la prospérité publiques. On l'a dit avec raison : il n'y a pas de liberté sans propriété. Les syndicats, là surtout où ils se doublent d'une coopérative, rendent l'ouvrier individuellement propriétaire d'une part de l'avoir social; ils tendent à lui inculquer les sentiments d'ordre, d'économie, de responsabilité, qui élèvent l'homme civilisé au-dessus de l'animal et du sauvage. Sous ce rapport, rien de plus fondé que les reproches adressés par les anarchistes aux syndicats professionnels et aux coopératives ouvrières.

Je vous ai déjà exposé, l'an dernier, qu'une des principales lacunes de notre organisation économique était dans l'absence de rouages intermédiaires entre l'individu et l'État. Je vous ai rappelé comment la suppression pure et simple des anciennes corporations a laissé l'ouvrier trop isolé, trop abandonné, non seulement devant les exigences d'une concurrence illimitée, qui le contraignent parfois de travailler pour un salaire de famine, mais encore devant les chances adverses de la maladie, des accidents, du chômage, de la vieillesse. Et ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui souffre d'un émiettement déguisé sous le nom d'indépendance. C'est encore la bourgeoisie où l'encombrement des carrières engendre un vrai prolétariat intellectuel — le pire de tous. Ici encore on ne doit pas trop s'étonner si cette situation a amené les uns à rêver la reconstitution de l'ancien régime corporatif, les autres à se tourner vers la seule autorité restée debout dans le naufrage des anciennes institutions : l'État, pour lui demander de garantir à tous les individus un minimum de ressources.

Heureusement nous avons, en regard, le mouvement spontané en faveur de la mutualité qui a multiplié parmi nous, depuis quelques années, les institutions de prévoyance et d'assurance mutuelle. Ce mouvement est loin d'avoir atteint le terme de son expansion, et nous devons espérer qu'il recevra une nouvelle impulsion des lois annoncées, tant sur la personnification civile des associations professionnelles que sur la responsabilité des accidents du travail. Mais, pour le moment, il faut reconnaître que le plus gros reste à faire, et c'est un des domaines où l'intervention de l'État me semble parfaitement justifiable, — même cent fois plus que, par exemple, en matière de chemins de fer, où nos gouvernements successifs n'ont cessé de pratiquer la dépossession des entreprises privées.

Peut-être conviendrait-il de nous expliquer une bonne fois sur la façon dont il faut comprendre le rôle de l'État en matière économique. A mon avis, l'État n'a pas seulement pour mission de respecter et de faire respecter la liberté des capables; il a encore le devoir d'aider les incapables à s'élever à la liberté. Dans un des livres les plus suggestifs et les plus réconfortants que j'aie lus en ces derniers temps : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, par M. Demolins, celui-ci fait ressortir que le pays où les ouvriers ont le plus amélioré leur condition est précisément l'Angleterre, où ils ont le plus cherché à faire leurs affaires sans l'intervention de l'État. Le fait est vrai. Mais il prouve simplement que les ouvriers de ce pays ont atteint le degré de développement moral et économique où ils peuvent se passer de la tutelle du pouvoir. En est-il de même chez nous? Et, dans la négative, comment faut-il s'y prendre pour arriver à ce résultat? Là est toute la question.

Un économiste qu'on a plus d'une fois accusé d'interventionnisme à outrance, Émile de Laveleye, a bien marqué la distinction dans une de ces phrases claires et brèves où il aimait à résumer ses doctrines. « A mesure que la société progresse », écrit-il dans ses *Éléments d'économie politique*, « le rôle de l'État doit diminuer, mais ce progrès est en grande partie l'œuvre de l'État. » Vous pouvez d'autant mieux accepter cette formule que, quelques lignes plus haut, le même écrivain précisait ainsi sa pensée : « L'initiative individuelle doit être la règle; l'intervention de l'État, l'exception. Pour la justifier, il faut deux conditions : premièrement, qu'il s'agisse d'un intérêt public; secondement, que des particuliers ne créent point les services que cet intérêt réclame. »

Telle est la principale lacune dont nous souffrons en sociologie et en politique, comme en littérature et en art. Après avoir essayé de tout, nos contemporains en sont venus à douter de tout, et, en premier lieu, d'eux-mêmes. Les tempéraments les plus affinés se sont demandé si la vie valait la peine de vivre, et ils sont tombés dans un pessimisme philosophique dont nos désillusions morales peuvent seules expliquer l'étrange fortune en ce siècle d'exubérante civilisation. La plupart se sont détournés des idées générales, dédaignant les problèmes sociaux ou ne les abordant que par leurs côtés étroits et secondaires. Combien, jusque dans les derniers temps, ont sérieusement essayé de contre-balancer, dans la classe ouvrière, l'ascendant de ceux qui lui promettaient, en échange d'une liberté dont elle semblait impuissante à profiter, non seulement l'abolition de la source apparente de toutes ses misères, mais encore la suppression des avantages attribués, dans notre organisation sociale, à la chance, à la force, à l'éducation, à l'hérédité?

Même au sein de notre bourgeoisie, qui cependant doit tout à la liberté, — même parmi les représentants des classes éclairées, qui comprennent l'impossibilité de séparer la science et la liberté, — il s'est rencontré un nombre croissant de théoriciens qui ont cru trouver l'avenir de l'humanité dans l'asservissement de l'individu à la communauté.

Un homme qui passe à bon droit pour le principal *leader* du socialisme belge, écrivait naguère les lignes suivantes qui résonnent comme le glas de la bourgeoisie :

> Les bourgeois sont continuellement tiraillés entre leurs intérêts et leur idéal; chez eux (les ouvriers socialistes), au contraire, l'intérêt et l'idéal convergent au même but, les poussent dans la même direction. Prenez une assemblée bourgeoise, composée d'individus cultivés, d'une moralité supérieure à la moyenne, les contradictions qui existent dans leur esprit les réduisent à l'impuissance. Voyez, au contraire, ce qui se passe dans une assemblée ouvrière dont les unités composantes sont souvent très inférieures à la moyenne des bourgeois, la conscience de leur idéal les élève au-dessus d'eux-mêmes et leur donne une incontestable cohésion.

Si c'était là le dernier mot de la situation, notre société serait bien malade, car les classes, comme les nations et les individus, n'ont plus longtemps à vivre, une fois qu'elles s'abandonnent. Heureusement si cet état moral ou plutôt psychologique a pu s'affirmer dans le premier désarroi où nous a jetés la constatation que la liberté était insuffisante pour guérir à elle seule les plaies de notre société, des symptômes grandissants attestent que la bourgeoisie, prise dans son ensemble, entend de moins en moins justifier cette conclusion. Et, parmi ces symptômes, un des plus rassurants, c'est la tendance toute nouvelle de la jeunesse instruite à aborder les études sociales dans un esprit pratique, en même temps que dans un sentiment de justice et de liberté.

Il ne pouvait en être autrement. La jeunesse, si elle n'a point l'expérience pratique de la vie, — et peut-être parce qu'elle n'a pas trop cette expérience, — possède deux des qualités les plus nécessaires pour aborder de front les problèmes sociaux de notre époque. D'une part, pour peu qu'elle ait l'âme élevée, elle se distingue par une fraîcheur et une générosité de sentiments qui, le jour où son attention se concentre sur les misères de son entourage, la pousse à prendre en main la cause des faibles, des malheureux et des opprimés. D'autre part, elle représente l'âge heureux où l'on voit la vie en rose, où chacun a confiance en soi et dans les autres, où l'on se sent individuellement la force de conquérir le monde et même d'en réformer les abus.

Dans ces dispositions, les jeunes générations s'embarqueront volontiers à la recherche des pierres philosophales. Mais elles ne s'attarderont jamais longtemps dans des systèmes qui sont la négation de ses vertus dominantes : la passion de l'indépendance et la foi dans la valeur de l'individu.

Non ! jamais la jeunesse, prise en masse, n'acceptera comme idéale une organisation d'où seraient exclues toute initiative et toute originalité, où chacun recevrait toutes réglées sa tâche et sa pitance quotidiennes ; en un mot, une nation d'ouvriers et d'employés attachés à leur besogne comme des serfs à la glèbe, sous la surveillance jalouse d'une bureaucratie vexatoire.

Pour moi qui n'ai jamais désespéré de la liberté, je n'ai aucune peine à m'imaginer une société où l'intérêt personnel et même la concurrence resteront, tout autant qu'aujourd'hui, les stimulants du progrès économique, mais où la lutte pour la vie deviendra simplement une émulation pour plus de bien-être et de lumière ; où il n'y aura pas dans le monde moins de fortune, d'instruction, de luxe même (j'entends de luxe intelligent), mais où les citoyens les moins favorisés auront la chance de s'élever indéfiniment sur l'échelle sociale ; où le consommateur cherchera toujours à payer ses achats le moins cher et le capitaliste à tirer de ses fonds le plus de profits ; mais où, grâce à la révolution économique qu'a déjà commencée la baisse croissante de l'intérêt, l'oisiveté sera devenue à peu près impossible dans les hautes classes.

L'ouvrier, de son côté, mieux logé, mieux nourri, sera pourvu des ressources nécessaires pour traiter avec le patron d'égal à égal, soit directement, soit par l'intermédiaire de son syndicat. Il possédera sa maison, son jardin, son livret d'épargne, voire des actions de coopérative. Il sera garanti par l'assurance mutuelle contre les chances adverses qui ne dépendent pas de son fait. Il trouvera autour de lui les moyens d'épurer ses goûts et d'élargir ses connaissances, et c'est à ce but qu'il consacrera ses loisirs grandissants.

L'enseignement primaire qui n'aura plus besoin d'être obligatoire, tant il sera devenu général, recevra surtout une direction professionnelle ; néanmoins il fournira en même temps aux enfants des classes les moins fortunées l'instrument nécessaire pour s'élever d'eux-mêmes à un niveau supérieur d'instruction, s'ils s'y sentent encouragés par leurs goûts ou leur milieu. L'enseignement moyen, plus accessible aux couches inférieures — tout au moins sous la forme d'écoles d'adultes et d'écoles d'art, — aura été réorganisé dans un sens plus pratique et plus moderne. Quant à l'enseignement supérieur, il servira surtout à fournir, avec le bagage indispensable des connaissances professionnelles, les éléments de cette éducation intégrale qui restera toujours l'apanage du petit nombre, mais qui aujourd'hui n'est pas même le couronnement nécessaire et général de l'éducation universitaire.

Vous concevez que, dans une pareille société, la liberté et la responsabilité puissent être portées au maximum, et l'initiative privée suffire non seulement à la création des institutions réclamées par ce nouvel essor de la civilisation, mais encore à beaucoup de services aujourd'hui entre les mains de l'État. L'administration de la justice sera considérablement allégée, — j'en demande pardon à nos futurs défenseurs de la veuve et de l'orphelin — par la diminution du chiffre des procès, due à la simplification du droit, à la vulgarisation des notions juridiques, et surtout à l'habitude croissante des arbitrages professionnels ou privés. En matière de succession, l'héritage par *intestat*, où la loi se substitue à la volonté du défunt, pourra être restreint ou même supprimé, — mais à condition d'accroître d'autant la liberté de tester et même la liberté de fonder, qui reposent, comme les autres applications de la propriété, sur le droit naturel de l'individu à faire de ses biens tout usage qui ne nuit pas à autrui.

Toutes les libertés seront solidaires dans l'avenir, comme elles l'ont été dans le passé. Les droits de l'homme et du citoyen, définis au titre II de notre Constitution, avec une sobriété, une clarté, une plénitude qui font de ce chapitre une des plus belles pages du droit public moderne, ne sont pas seulement, comme l'a dit un de nos derniers constituants, « l'expression des besoins actuels et futurs de la nation belge (1) » ; ils forment encore comme une chaîne dont on ne pourrait détacher un seul anneau sans que l'ensemble ne s'effondre. Comment en effet les pouvoirs publics pourraient-ils se faire les régu-

(1) Le chanoine de Haerne, dans les débats de l'Adresse à la Chambre des représentants, session de 1856-57.

lateurs de l'activité économique, sans être amenés fatalement à asservir tout ce qui est de nature à se mettre en travers de leurs alignements artificiels, — y compris les manifestations de la pensée et de la conscience? Réciproquement, l'expérience constante du passé atteste que partout où l'État prétend imposer des doctrines officielles en matière de philosophie, de politique, de religion, de science, il en vient forcément à supprimer, ou du moins à paralyser, sous prétexte de réglementation, à la fois l'exercice des droits politiques et le libre développement de l'activité industrielle. Il n'y a pas, dans l'histoire, d'exception à cette règle.

Nous pouvons accepter et même souhaiter que l'État intervienne, à défaut de l'initiative privée, dans certaines sphères où l'individu n'est pas encore mûr pour une complète autonomie. Toutefois, c'est à condition de ne pas oublier que cette intervention est un remède provisoire, empirique, pour arriver à plus de maturité, de capacité, et, par suite, de liberté. En sociologie, si nous nous plaçons au point de vue du but final, il n'y a que deux idéals possibles : l'un, c'est la substitution de l'État au contrat et à la décision personnelle ; l'autre, c'est, au contraire, l'action de l'État réduite à la garantie de la liberté. Les partisans des deux systèmes peuvent parfois se rencontrer dans la poursuite de certaines mesures applicables à une situation donnée. C'est la rencontre de deux trains qui se croisent, un instant, dans une station intermédiaire, pour s'éloigner aussitôt vers des *terminus* opposés. Jeunes gens, j'ai l'espoir que vous monterez avec nous dans celui qui doit nous conduire vers plus de lumière et de liberté.

GOBLET D'ALVIELLA.

LES RESPONSABILITÉS

DE LA PRESSE CONTEMPORAINE (1)

Lettre de M. Gabriel Monod.

Rome, janvier 1898.

Mon cher directeur et ami,

Il est malheureusement trop certain que la vénalité de la presse qui, sous prétexte de *publicité*, a pris aujourd'hui des proportions effrayantes, a répandu de proche en proche la corruption jusque dans le monde politique et même littéraire, et a, en même temps, porté des coups sensibles à notre prospérité commerciale et industrielle, au prestige de nos arts et de notre littérature, en enlevant aux yeux du public leur valeur aux critiques comme aux éloges des journalistes. Il est trop certain que la dépravation d'une partie de la presse, qui spécule sur les plus bas instincts, et cherche son succès dans l'excitation à la débauche, déprave les mœurs de la jeunesse et des classes ouvrières et énerve les forces physiques et morales de la France dans un moment où elle devrait faire des prodiges d'énergie pour maintenir son rang dans le monde. Il est trop certain que l'habitude de la violence, du mensonge, de la calomnie où quelques journaux ont malheureusement trouvé des éléments de succès et de gain, enseigne à la France, à la plus généreuse et à la plus courageuse des nations, l'égoïsme et la lâcheté. Depuis les chefs du gouvernement jusqu'au dernier des citoyens, tous tremblent devant l'escopette chargée d'encre d'un bravo de la presse à qui nos mœurs et nos lois assurent presque l'impunité. Tel qui ne reculera ni devant les balles d'un champ de bataille, ni devant les miasmes d'une épidémie, recule devant un entrefilet d'un journal de chantage ; d'autant plus qu'une sorte de solidarité unit toute la corporation des journalistes, qui redoutent eux-mêmes par-dessus tout les attaques de leurs confrères. Le pire résultat de ce déplorable état de choses, c'est que la presse, qui peut et doit être une puissance écoutée et utile, est tombée en France dans un déplorable discrédit, devient presque impuissante pour le bien, et n'agit plus guère que comme un agent de désorganisation morale, comme un ferment de haines et de futures guerres civiles.

Nos mœurs sociales et politiques sont pour beaucoup dans cet état de choses, mais comment les réformer ? Les lois sur la presse ont beaucoup contribué à aggraver le mal. Qui osera les reviser ? En Angleterre, où l'on a pourtant l'habitude de respecter plus qu'ailleurs l'opinion et la personnalité d'autrui, et où l'on demande au journal des faits exacts, non des injures contre ses adversaires politiques, sur le sol où a été institué le jury et où on lui a donné une extension plus grande que dans tout autre pays, on n'a pas cru pouvoir confier au jury la répression des offenses aux mœurs et à l'honneur des citoyens commises par la voie de la presse. On a chargé un juge spécial de les réprimer en les frappant d'amendes écrasantes. Grâce à cette organisation, la presse pornographique est inconnue en Angleterre et l'honneur des citoyens n'est pas à la merci des journalistes qui se font un jeu ou un métier de déshonorer ceux qui ne pensent pas comme eux. Le système anglais serait difficile à appliquer en France, mais on pourrait du moins ne pas laisser la répression des délits de presse contre les mœurs et les personnes à un jury qui partage trop souvent les passions qu'il

(1) Voyez la *Revue* des 4, 11, 18 et 25 décembre 1897 et des 1er et 8 janvier 1898.

doit réprimer, ou qui tremble, s'il sévit, d'être à son tour attaqué et calomnié.

La France a produit quelques-uns des plus grands journalistes de notre siècle ; l'histoire de la presse française a des pages admirables ; nous avons encore aujourd'hui des journaux excellents, honnêtes et qui sont lus dans le monde entier. Il existe des syndicats de journaux qui ont à leur tête des hommes honorables et respectés. C'est à ces hommes, à ces journaux qu'il appartiendrait, par une initiative virile, qui leur vaudra, il est vrai, beaucoup d'attaques et d'insultes, d'entreprendre une réforme de la presse par elle-même. Il n'y va pas seulement de leur honneur à eux, mais de l'honneur du pays et du crédit de la presse française et de l'opinion française à l'étranger.

Croyez, mon cher directeur et ami, à mes sentiments tout dévoués.

Gabriel Monod.

Réponses de nos lecteurs.

Il y a six semaines, en ouvrant une enquête sur les responsabilités de la Presse contemporaine, nous rencontrâmes autour de nous beaucoup de sceptiques et quelques effarés. Les sceptiques disaient : « Une enquête sur la Presse, admirable matière à mettre en chronique ! Mais vous ne convaincrez personne. On lira ceux de vos correspondants qui auront de l'esprit, on bâillera sur les autres, et, à la fin du rouleau, les choses seront restées dans l'état. » Les effarés ajoutaient : « Prenez garde, vous allez déchaîner mille ennemis. La presse n'aime pas qu'on la suspecte : elle vous traînera dans la boue ou vous appliquera la strangulation du silence. Dans les deux cas, elle vous empêchera d'être compris du grand public. Épargnez-vous une vaine campagne. »

Nous avons laissé les sceptiques gouailler et gémir les effarés. Convaincus que nous faisions œuvre saine, nous sommes allés de l'avant. Nous n'avons point à le regretter. Notre enquête a eu un retentissement national. Les journaux de toute nuance l'ont reproduite, discutée, et ne nous ont point insultés. Le grand nombre de lettres que chaque semaine nous écrivaient nos lecteurs nous a prouvé combien nous touchions un point vital de la conscience française.

Émanées d'hommes appartenant aux professions libérales, de commerçants, même d'industriels, ces lettres représentent l'opinion moyenne du pays sur la presse, et à ce titre elles sont pour le législateur et le moraliste un document social de première importance.

Il nous est malheureusement impossible de citer toutes ces lettres *in extenso*, car plusieurs numéros de la *Revue* n'y suffiraient pas. Nous nous contenterons d'analyser et de résumer les principales réflexions que le problème des responsabilités de la presse a suggérées à nos correspondants. Nous analyserons aussi, en les commentant brièvement, les principaux articles qui ont été publiés à propos de notre enquête.

*
* *

Un premier point sur lequel tous nos correspondants sont d'accord, c'est qu'il ne faut, sous aucun prétexte, toucher à la liberté de la presse. M. Henri Mazel, l'auteur de la *Synergie sociale*, qui nous a écrit une lettre tout à fait intéressante, résume très clairement l'avis unanime par cette formule : « La liberté de la presse est souvent un mal ; mais sa suppression serait un mal pire. » Il ne s'est trouvé personne pour proposer le retour à la censure ni même le cautionnement.

Une seconde affirmation qui se dégage de la plupart des lettres reçues, c'est que la presse est très mal recrutée. L'opinion moyenne du pays n'est pas tendre pour les journalistes, à en juger par ce qu'on nous écrit. Lisez ces quelques extraits :

... Un maître d'école, un prédicateur, un législateur sont des personnes choisies qui ont dû satisfaire à certaines conditions de recrutement, de nomination, d'élection, tandis que, pour être journaliste, il suffit, à tout bien considérer, de dire : « Je le suis, je veux l'être », puis d'écrire quelque chose sur du papier, de le remettre à un imprimeur, et de donner un bon à tirer...

... Il y a, répandus dans la masse sociale, un tas de gens malpropres dont certains sont écrivains, tandis que d'autres pratiquent le vol à la tire, l'escroquerie, l'abus de confiance et l'assassinat, par d'autres moyens que la plume. Ceux qui opèrent par ce dernier moyen travaillent dans tous les genres de journaux ; les uns dans les journaux spéciaux à élément restreint, comme la finance ou tel genre de commerce ou d'industrie ; les autres dans des grands journaux où tout est matière à trafic et à chantage. Il n'y a donc que des écrivains, des directeurs et des journaux : de Presse, il n'y en a pas. La Presse, qu'est-ce que c'est que ça ? (*Lettre de M. Emmanuel Vidal, notable commerçant.*)

... Le malheur est que beaucoup de journalistes, enhardis par l'impunité, sans être pour cela plus courageux, se sont émancipés à l'excès, semblables à une bande d'écoliers qui, n'étant plus sous le regard d'un pédagogue à lunettes armé d'une férule, s'en donnent à cœur joie. Décidément la licence de ces confrères dépasse trop souvent les bornes. Qu'en résulte-t-il ? La profession de journaliste est aux yeux de bien des gens entachée d'une certaine déconsidération. Qui dit journaliste dit pour eux un homme sans conviction, sans scrupules, vendant ses services au plus offrant, menteur avec effronterie, sans cesse à l'affût des nouvelles qu'il invente

dans les moments de disette, indiscret, bavard, superficiel, léger, incapable d'impartialité, connaissant à fond le catéchisme poissard, un virtuose de l'insulte, un prostitué de la littérature, si toutefois on peut le classer parmi les littérateurs, avec son style hâtif, venu avant terme... (*Lettre de M. A. Benezech, pasteur.*)

... La cause de la déchéance de la Presse tient au mauvais recrutement de son personnel, car il ne serait pas juste de dire que le public a la presse qu'il mérite. Ce sont les journalistes qui, le nombre des lecteurs crédules croissant toujours, ont eu l'habileté de créer le public qu'il leur fallait. La presse semble être devenue de nos jours comme le réceptacle naturel de ceux qui, manquant ou des ressources ou des capacités ou de la persévérance nécessaires pour se faire une place honorable ailleurs, veulent cependant vivre agréablement sans trop de peine. Le journalisme, à tort ou à raison, leur apparaît comme une terre promise où ils espèrent pouvoir bien vivre en écrivant sur tout sans rien savoir... (*Lettre de M. E. Moulinier.*)

... Ces rédacteurs employés d'une maison de commerce, qui écrivent par ordre, qui pénètrent effrontément partout, qui se croient d'une essence supérieure à celle de leurs concitoyens, crient et proclament que, ce faisant, ils remplissent un sacerdoce! Quels prêtres que ceux qui trompent ainsi leurs fidèles!... (*Lettre de M. X.*)

... Il ne faut pas oublier que ceux qui étaient, il y a cinq ou six ans, les directeurs des grands journaux parisiens sont presque tous en fuite ou en cellule. Beaucoup s'en ressentent. Le mot *journaliste* sonne si mal qu'on a inventé le mot *publiciste*. Il est rare en effet que le journaliste, même respectueux de la morale du Code pénal, ne transgresse pas la morale bourgeoise, et celle-ci a bien son importance... (*Lettre de M. H. M., homme de lettres.*)

... Le journalisme, à part d'honorables exceptions, tend à devenir de plus en plus une agence de mensonges, un cloaque d'immoralité, une vulgaire boutique d'argent... La presse s'affirme de plus en plus comme un monde en dehors, une vaste coterie où règnent en souverains le favoritisme, l'intrigue et la camaraderie... Que veulent, que cherchent tous ces gens-là? Le bien de la France? Allons donc! Périsse la morale, périsse le pays, périsse tout pourvu qu'ils fassent parler d'eux, et gagnent l'argent par qui s'achète la jouissance!... (*Lettre de M. E. Brazillier, professeur.*)

Un autre grief qui revient sans cesse dans cette correspondance, c'est le développement monstrueux de la pornographie dans les journaux français, et en particulier dans les journaux parisiens. Il n'y a qu'un long cri contre ce véritable danger public.

... Quels arguments pourrait-on bien invoquer en faveur de certaine presse dite littéraire et qu'il faut appeler tout franc la presse pornographique?... Contre les auteurs et éditeurs d'immondices, contre les tenanciers de certains *suppléments*, contre la prose à la cantharide de pseudo-hommes de lettres monnayant chaque jour les rêveries érotiques de leurs imaginations gangrenées, il faut que le législateur intervienne et que la loi sévisse. C'est vite fait de déclarer que si nous ne voulons pas de journaux obscènes nous n'avons qu'à ne les pas acheter, et qu'un peuple n'a rien que la presse qu'il mérite. Pareille déclaration, c'est proprement un soufflet sur la face d'un pays qui ne mérite pas un pareil outrage. Derrière les quelques centaines de mille de gens des villes acheteurs de feuilles obscènes, il y a un million de paysans de qui ces feuilles sont ignorées. Ce sont ceux-là qu'il faut garder du péril, et les enfants avec eux. Ont-ils la littérature qu'ils méritent, les petits qui sont à l'école et sous les yeux desquels s'étalent aux kiosques de la rue, aux devantures des marchands de journaux, les pires malpropretés?... (*Lettre de M. Albert Malet.*)

... C'est de Paris que nous arrivent par milliers ces journaux à trop bon marché, où la gravure le dispute au texte en obscénité, ces innombrables journaux dont il est inutile de rappeler les noms, et qui font déjà la pâture quotidienne de trop de gens du peuple et de la bourgeoisie dans les grandes et les petites villes, en attendant qu'ils gagnent la campagne. (*Lettre de M. Étienne Gauthier.*)

... Les idées que l'écrivain propage sont des germes qui obscurément se développent dans les âmes jusqu'au moment où elles éclatent en faits positifs, et je ne sais pas d'individu plus abject que le pornographe qui, avec grossièreté ou avec raffinement, peu importe! s'applique, pour gagner de l'argent, à exciter dans l'homme les instincts de la bête. C'est un empoisonneur. Les sentiments bas qui sommeillent au fond du cœur, il les éveille par des tableaux lascifs, et tel qui, grâce à des lectures saines, aurait pris une bonne direction, est engagé dans le vice par des articles immondes... Quelle génération de jouisseurs énervés on nous prépare! (*Lettre de M. Benezech.*)

Il est à remarquer que nos correspondants insistent moins sur le danger des fausses nouvelles, sur la mauvaise organisation du reportage, et sur les mœurs calomnieuses de la presse politique. Ce qui les a frappés surtout, c'est d'une part la bassesse des journalistes, et d'autre part l'extension de la pornographie.

Quels remèdes trouvons-nous proposés dans les lettres que nous avons reçues? Il peut être intéressant de voir comment des hommes qui ne sont pas des professionnels de la presse conçoivent une amélioration possible de la presse.

L'idée d'opposer au recrutement anarchique des journalistes une sorte d'organisation régulière, avec de sérieuses garanties morales et intellectuelles dès l'entrée, est une idée chère à la plupart de nos correspondants.

Autrement efficace que des palliatifs légaux serait une bonne organisation de la Presse par elle-même. Imaginez un syndicat puissamment organisé, largement ouvert au talent, et le suscitant par des cours, des bibliothèques, en un mot par une véritable préparation professionnelle

(ledit syndicat étant d'ailleurs armé contre les gens tarés et les expulsant sans bruit comme sans rémission); croyez-vous qu'on verrait fleurir cette incompétence proverbiale et ce manque de dignité personnelle qui font que tant de journalistes flattent l'envie et les basses curiosités de la foule? (*Lettre de M. Gibon, professeur.*)

Pourquoi les grands journaux n'organiseraient-ils pas une vaste assemblée pour s'entendre entre eux sur les bases des réformes possibles? Pourquoi ne formeraient-ils pas une sorte de syndicat, dont une réglementation spéciale, préalablement étudiée et arrêtée, serait le principe? Les choses de morale et d'honneur sont comprises entre gens qui n'ont pas les mêmes idées politiques ou religieuses. C'est en se plaçant à ce point de vue que des statuts très courts, une sorte de *Code du Journalisme*, pourraient être élaborés en commun. Une commission permanente serait chargée de veiller à l'observance des résolutions adoptées, et tel qui serait convaincu de les avoir méconnues serait ou réprimandé ou même exclu du syndicat, suivant la gravité du cas... (*Lettre de M. E. G.*)

... La constitution d'une sorte de *Conseil de l'ordre* des journalistes, composé d'une demi-douzaine de membres, filtrés à trois ou quatre scrutins, et investis du pouvoir d'infliger des blâmes aux journaux et aux journalistes, serait une excellente mesure. En outre, on serait en droit d'attendre de grands avantages d'une *Assemblée générale de la Presse* (véritable quatrième Etat) dont l'organisation serait à débattre. (*Lettre de M. H. M.*)

... Je ne puis m'empêcher de penser que, puisqu'il existe une presse périodique honorable, et qui prospère, il doit pouvoir exister une presse quotidienne respectable et qui vive largement. Est-il plus difficile de faire un journal honnête qu'une revue honnête?... Il s'est bien créé des syndicats pour des besognes inavouables. Est-ce qu'il ne pourrait pas se créer un syndicat d'honnêtes gens pour cette entreprise honnête? (*Lettre de M. A. M.*

Que les actionnaires et bailleurs de fonds, qui, en somme, sont de braves et honnêtes gens, se pénètrent bien de cette élémentaire vérité que les dividendes acquis par le scandale et l'immoralité constituent un gain malhonnête; que dans la presse aussi bien qu'ailleurs la fin ne saurait justifier les moyens, et que, dès lors, ils agissent en conséquence :

1° Qu'ils ne placent à la tête de leur œuvre qu'un homme de moralité éprouvée, jouissant d'une incontestable notoriété dans le monde des lettres et surtout dans le monde des honnêtes gens;

2° Que ce directeur n'admette pour collaborateurs, en politique comme en littérature, que des écrivains instruits, familiarisés avec les questions qu'ils auront à traiter, recommandables uniquement par leur moralité et leur talent;

3° Qu'au-dessus des directions particulières, il soit institué, pour Paris et pour chaque grand centre, un conseil supérieur composé des principaux actionnaires, des rédacteurs en chef et de leurs collaborateurs les plus estimés. Que ce conseil supérieur ait pour principales attributions: d'abord, la surveillance de la presse au seul point de vue de la moralité sous toutes ses formes; ensuite la protection du débutant, aujourd'hui si isolé, et à qui, suivant les cas, il ouvrirait la carrière en le mettant à même de se produire... (*Lettre de M. Brazillier.*)

La presse doit commencer par se réformer elle-même, telle semble être la conviction générale. Est-ce-là une pure chimère ou une indication utile? L'avenir seul nous l'apprendra.

Un assez grand nombre de nos correspondants estiment aussi que les lois répressives des abus de la presse ne sont pas assez sévères, ni surtout assez sévèrement appliquées. « Pas de réaction dans un sens restrictif de la liberté, écrit l'un d'eux, mais application effective de la responsabilité aux directeurs de journaux et aux auteurs. »

Admettant toute liberté des idées, toute discussion des actes publics, puisque notre état politique a là ses bases, son principe et sa raison d'être, je voudrais que le tribunal civil, se basant sur l'importance numérique du tirage et la portée du journal, pût frapper de pénalités effectives et sérieuses, en argent, les insultes et les calomnies pour lesquelles la loi françaises n'offre actuellement qu'une réparation dérisoire... Puisque les grands journaux ne sont plus que de grosses affaires ajustées par des syndicats de spéculateurs, ceux-ci, atteints à la bourse, auraient vite fait de tirer sur les brides des rabatteurs de scandales qu'ils payent aujourd'hui pour vomir de la boue aux premières pages et tisonner les forts tirages. Ainsi, comme en Angleterre, sans loi nouvelle, la presse, petite ou grande, au moins en matière de calomnie et d'injure, deviendrait plus prudente et plus circonspecte... (*Lettre de M. Alidor Delzant, avocat à la Cour d'appel de Paris.*)

Dans ce bon pays de France, où chacun est censé connaître la loi, il serait curieux de rechercher le chiffre minuscule de gens qui savent ce que c'est que la loi sur la diffamation. Le plus grand nombre aujourd'hui, se figurant que la réputation des citoyens est sauvegardée par nos codes, n'ont aucune idée de la confusion déplorable qu'on rencontre dans la loi de 1819... Sans l'introduction dans nos codes d'une *instance en calomnie*, la liberté de la presse ne sera jamais qu'un vain mot. Privé de faire la preuve, désarmé, menacé de procès sans nombre où il serait certain à l'avance de succomber, le journaliste n'osera pas jeter le cri d'alarme... (*Lettre de M. Gaston Lavalley.*)

Un autre de nos correspondants résume très nettement l'opinion générale en ces termes :

... En frappant de gros dommages-intérêts ceux qui se rendent coupables, par la voie de la presse, de délits de droit commun, c'est-à-dire, non pas le pauvre hère qui, pour un morceau de pain, se déguise en gérant responsable, mais la caisse et l'auteur. Si la loi rendait solidairement responsables l'auteur d'un article, et le propriétaire, son mandant puisqu'il l'a choisi, la diffamation

serait moins honorée, la vérité plus respectée. Le propriétaire, soucieux de sa caisse, choisirait des rédacteurs plus prudents et plus honnêtes, moins téméraires et moins audacieux.

Et alors la magistrature pourrait faire œuvre utile. Aujourd'hui, elle sait que les condamnations qu'elle prononce sont illusoires. En restreignant outre mesure le chiffre des dommages-intérêts, rarement payés, qu'elle alloue, elle témoigne de sa sollicitude, non pas pour le coupable, qu'abrite le gérant insolvable, mais pour la victime à laquelle elle épargne les déboursés, presque toujours irrécouvrables, de droits d'enregistrement qui croissent avec le chiffre de la condamnation.

Je crois que si tous les gens propres se faisaient une loi de n'acheter que des journaux propres, l'assainissement que vous poursuivez serait déjà en bonne voie, Mais je n'espère pas du tout qu'ils soient capables de cette héroïque resolution. (*Lettre de M. Victor Henry, professeur à la Sorbonne.*

Quel remède apporter à la situation ? Une loi ? Peut-être ; mais plus utilement la conduite des bons citoyens qui devraient, cessant d'être dupes, refuser leur subvention quotidienne aux journaux de cette espèce en se conduisant à l'égard des chevaliers de la Morlière du journalisme comme on se conduit dans le monde à l'égard des usuriers et des escrocs. (*Lettre de M. E. Moulinier.*)

M. X. qui appartient à l'enseignement primaire, après avoir analysé les ravages désastreux causés dans les consciences adolescentes et populaires par la presse pornographique et calomnieuse, ajoute judicieusement :

Il existe une lacune grave dans les programmes de morale civique. Ils comportent des leçons sur les divers pouvoirs ; de la presse, il n'en est pas question. A cause de l'importance du journal dans la société d'aujourd'hui et dans celle de l'avenir, cette lacune doit être comblée ; on mettra ainsi en garde beaucoup de lecteurs contre certains excès du journalisme. A mon avis, le sommaire de cette leçon serait le suivant : — La presse ; son rôle. — Le journal. — Organisation financière et administrative d'un journal. — Inconvénients et dangers de la lecture exclusive d'un seul journal. — Nécessité de lire des journaux hostiles au parti auquel on appartient. — Comment il convient de lire un journal.

Notons chez deux de nos correspondants, MM. *E. E.*, et *Raoul F.*, l'idée d'un Journal d'État, déjà préconisée par Lamartine jadis, et qui renseignerait le pays d'une façon impartiale et exacte. Selon ces Messieurs, tous les honnêtes gens ne manqueraient pas de s'abonner à ce journal.

Plusieurs lettres expriment le désir que le système de la publicité sérieuse et sincère soit plus développé dans les journaux français, et que la presse trouve de légitimes moyens de vivre, en dehors du chantage, des subventions financières et des fonds secrets :

Un journal est une affaire commerciale qui ne peut se soutenir et prospérer que par le concours de la publicité. Mais alors, il faut établir une démarcation bien tranchée de la rédaction intègre et indépendante, et de l'annonce qui, étant rémunérée, dira ce qu'elle voudra, en une place où il sera bien entendu que la responsabilité du journal est dégagée. (*M. Tr*

C'est également l'avis de M. *E. V*... qui nous envoie un dithyrambe en faveur de « la Presse-Industrie », et de M. *H. M*..., qui conclut :

Si le public en France prenait l'habitude anglaise de recourir aux annonces pour les achats et ventes de toute espèce, ce serait le salut de la presse. Les journaux ne sont véreux que parce qu'ils sont réduits aux expédients. Il est facile d'être indépendant quand on est riche ; en recourant en grand au système des annonces, un pays ne facilite pas seulement le commerce, il s'assure une presse impartiale et digne.

Recrutement professionnel du journalisme, basé sur la moralité autant que sur le talent, — atteinte par la loi des véritables responsabilités financières et morales du journal, — développement de la grande publicité honnête, — tels sont donc les trois grands remèdes que préconise l'opinion moyenne en France. Il faut y joindre une considération d'ordre plus général que je retrouve dans la plupart des lettres reçues, et qui a sa très haute importance. C'est que la réforme de la presse ne sera rien sans une réforme du public et une collaboration de toutes les forces sociales à cette œuvre commune. Ce sentiment est très bien résumé dans la lettre de M. *Mir*, instituteur de l'Ariège :

Oui, sans doute, le journal est une force. Mais cette force entraîne-t-elle tout ? N'a-t-elle rien qui lui puisse résister ? Faut-il lui permettre d'accomplir librement son œuvre destructive ? Nous ne le croyons pas. Que toutes les institutions sociales se tendent la main. La famille d'abord ne laissera entre les mains de ses enfants que des œuvres honnêtes. L'école à son tour éloignera des mauvaises lectures les jeunes gens et les adultes. Agir sur la société par la parole, par l'exemple, voilà ce qu'il faut faire. La presse ne pourra que se transformer et se plier aux besoins nouveaux, plus intellectuels et plus moraux des lecteurs. Mais cette œuvre ne peut pas se faire en un jour ; il faut savoir attendre.

Et enfin M. *Giraudeau*, professeur, touche au point vital du problème lorsqu'il écrit :

Toutefois, et les mesures prises par l'État (c'est-à-dire par tous) contre les privilèges des journalistes ; et les mesures prises par la majorité des journalistes eux-mêmes contre une minorité ignorante et sans principes : tout cela serait, hélas ! peu de chose, sans une réforme radicale du public lui-même. Ou nous périrons, ou l'élite intellectuelle et morale s'attachera à cette tâche, en répétant : Le temps et moi.

Le temps? oui, car la loi de l'histoire veut que notre infirme humanité oscille toujours d'un excès à l'excès contraire. Mais qui peut hâter une revanche du bon sens et de l'honnêteté héréditaire? L'élite.

C'est à l'école à prémunir l'enfance contre les curiosités trop précoces et le cynisme de la rue. C'est à l'enseignement des adultes à donner le goût des plaisirs nobles et, surtout, le goût de l'action virile. C'est aux conférenciers, aux littérateurs, aux savants, aux journalistes hommes de cœur, de faire aimer au peuple la vérité, de l'habituer graduellement à ne désirer qu'elle, à la rechercher sans passion, avec patience et persévérance, à ne pas se flatter trop tôt de l'avoir trouvée.

Toutes les réponses que nous venons d'analyser et de résumer trop brièvement prouvent qu'il y a en France une opinion publique moyenne, que cette opinion veut la liberté de la presse, mais qu'elle est hostile aux basses mœurs du journalisme, à la pornographie des feuilles littéraires, qu'elle réclame un ensemble de mesures sociales pour régler le recrutement de la presse et pour frapper les vrais responsables, bailleurs de fonds et directeurs, qu'elle désire l'organisation d'une publicité nettement séparée du journal tout en le faisant vivre, et qu'enfin elle affirme la solidarité nécessaire de toutes les énergies sociales dans la lutte contre la dégénérescence de l'esprit français. Notre enquête n'eût-elle eu pour résultat que de permettre à une telle opinion de se manifester, nous en serions déjà très satisfaits.

Henry Bérenger.

(A suivre.)

PROFILS AMÉRICAINS

Jessie Maclise.

Mr. Ezra Maclise avait été, pendant de longues années, professeur de grec à l'université de Harvard. C'était un homme éminent dans sa partie, prodigieusement distrait, d'une simplicité évangélique, d'une bonté absolue, capable de comprendre une plaisanterie lorsqu'il sortait de l'espèce de rêve où il vivait habituellement, mais absolument incapable de se mettre dans la tête la valeur respective des dollars et cents.

Comment un homme pareil avait trouvé le moyen de se marier, d'élever sa famille et de payer ses impôts intriguait fort ses meilleurs amis. Ceux-ci, tout en l'appréciant à sa valeur, en parlaient généralement comme de « ce pauvre Maclise ». Il faisait partie d'une petite société d'élite et, dans sa jeunesse, avait fréquenté des hommes tels que Longfellow, Lowell, Dana, Holmes et Ticknor. Il avait causé avec Thackeray, en visite aux États-Unis, et avait aperçu Dickens.

Ceux qui ont vécu à Cambridge dans ces temps reculés en parlent avec émotion. Personne n'était riche ; ceux qui avaient hérité d'une fortune cherchaient à se le faire pardonner en affectant une extrême simplicité de vie et de manières. Tandis que le reste de l'Amérique menait grand bruit autour des millions d'un Vanderbilt ou d'un Astor, ce village de Cambridge, bien abrité sous ses grands hêtres, se pressait autour de sa vieille université et se persuadait aisément que les millions sont fort entachés de vulgarité.

La vie n'était pourtant pas trop austère à Cambridge. Il se trouvait que le latin n'empêchait nullement un goût pour le whist, et que le grec s'alliait facilement à une saine gaieté. Les familles des professeurs se réunissaient sans façon. La jeunesse organisait des petites sauteries. Sans aucun luxe, les réunions étaient charmantes et bien souvent les modestes salons, avec leurs meubles recouverts de crin noir, retentissaient de conversations intéressantes et spirituelles qu'auraient pu envier les palais dorés des archi-millionnaires. L'intelligence et l'esprit ne s'achètent pas à prix d'or.

C'était le bon temps. Mr. et Mrs. Ezra Maclise en parlaient souvent avec un sourire et un soupir, car ce bon temps n'était plus.

De tous leurs enfants, trois seulement avaient survécu : Fannie, dont le mari avait fait, à Chicago, pas mal de métiers, sans grand succès ; Sam, un beau garçon, plein de bonnes intentions qui ne se réalisaient jamais, et Jessie la dernière venue, la fille chérie de son père.

Jessie n'était nullement jolie. De taille moyenne, maigre et plate, les yeux petits et très vifs, le nez un peu en l'air, la bouche très grande, le sourire charmant, elle attirait et savait retenir. Extrêmement intelligente, travailleuse et adorant la lutte, elle avait obtenu les honneurs universitaires destinés aux femmes. En l'approchant, personne ne se fût douté de sa science, telle était son absolue modestie.

Elle avait beaucoup d'amis, mais personne ne songeait à lui faire la cour. Elle était née amie, confidente, conseillère, sœur. Il y a de ces femmes, souvent les meilleures, les plus fines, les plus capables d'aimer, hélas ! celles-là cachent leur sensibilité, comme si elle était un crime.

Parmi les familiers de la maison se trouvait un des plus brillants élèves de Mr. Maclise, un garçon de l'âge de Jessie environ, nommé Guy Douglas. Personne ne trouvait à redire en voyant Guy prendre familièrement sa place à la table du professeur et causer longuement avec sa fille cadette. Tout au plus, quelques amis prédirent qu'un mariage pourrait bien

s'ensuivre. Mais il n'en fut rien. Les années universitaires écoulées, le jeune Douglas partit. Il comptait voyager assez longuement. Ayant une certaine fortune, il n'était pas tenu de choisir sa carrière en sortant de Harvard. Il penchait cependant pour le professorat, pourvu qu'il trouvât, à son retour, une chaire à sa convenance. En attendant, il désirait voir beaucoup de choses, réfléchir, amasser même, peut-être, des matériaux pour quelque beau livre. Il demanda à sa compagne d'études, car souvent Mr. Maclise les faisait travailler ensemble, à son amie, dont il appréciait la belle intelligence, de lui écrire, promettant d'être, de son côté, correspondant fidèle. Cela, non plus, n'étonna personne.

Lorsque Guy Douglas fut parti, Jessie souffrit cruellement. Elle s'avoua qu'elle aimait autrement qu'elle n'était aimée. Elle se regarda dans son miroir longuement et tristement. Elle n'était pas de celles qu'on aime de passion. Il lui sembla alors que l'amitié très vive et très tendre, la confiance absolue, l'admiration aussi de son jeune ami étaient choses très précieuses, dont elle remercia pieusement son Créateur. Jamais, le jeune voyageur ne démêla dans les lettres, vives et gaies, de son amie la moindre amertume.

Guy Douglas répondit d'abord par des volumes, tant il avait à dire, et tant il aimait à s'épancher. Puis, les longues lettres devinrent beaucoup plus courtes. Après quelques années, car le jeune homme avait pris goût aux voyages lointains, elles cessèrent. Jessie avait mesuré ses épîtres sur celles de Guy. Il ne convenait pas à sa fierté de paraître tenir plus que lui à une correspondance qui, cependant, avait été la joie de sa vie.

Entre temps, des soucis, des chagrins aussi avaient absorbé la jeune fille. Le mariage de sa sœur était désastreux. Son frère donnait encore bien plus d'inquiétudes à la famille, si paisible jadis. Sam, bien doué mais versatile, faisait de la littérature. Un premier roman, assez bien reçu du public, l'avait convaincu de son génie et de la fortune qui l'attendait. Il escompta cette fortune, qui ne vint jamais, et fit de lourdes dettes. Un second roman tomba à plat. Son père réussit à le faire entrer dans une grande maison d'éditeurs. Humilié, furieux, ne voulant pas croire que son échec vînt de lui-même, de la hâte avec laquelle il bâclait ses livres, mais bien des manœuvres d'une cabale hostile, il continua à vivre comme un futur grand homme, s'endetta de nouveau et enfin, dans un moment de folie, fit des faux au nom de son patron. Le crime découvert, il réussit à fuir et ne donna plus de ses nouvelles.

Le vieux père, aimé et respecté de tous, alla trouver l'éditeur; il jura de laver son nom de cette infamie et de payer la dette honteuse de son fils jusqu'au dernier sou. Seulement, il lui fallait du temps. Le peu qu'il possédait y passa, laissant un immense déficit.

Sur ces entrefaites, l'université de Chicago, richement dotée, cherchait à attirer les professeurs les plus célèbres de l'Amérique, en offrant un traitement double, triple parfois des anciens traitements de Harvard ou de Yale. Mr. Ezra Maclise fut un des premiers auxquels on songea. C'était l'exil, le renoncement au bonheur parmi les vieux amis que ne choquaient pas ses manies de vieux savant distrait. Il n'hésita cependant que pendant une longue nuit sans sommeil. Sa femme et sa fille l'approuvèrent, tout en pleurant. En menant une vie très étroite, une grande partie du traitement pourrait être réservée à éteindre chaque année un peu de l'horrible dette. Mrs. Maclise songeait tristement à la quasi misère de sa fille aînée qu'il ne lui serait plus possible de soulager ; mais l'honneur passait avant tout le reste.

Encore quelques années se passèrent et la vie très paisible, dans un faubourg de Chicago, tout proche de la belle Université, ne fut pas aussi pénible qu'on eût pu le croire. Mrs. Maclise avait une sœur, mariée à un très riche *pork-packer* de Chicago et qui reçut la famille à bras ouverts. Dans le temps, Mrs. Maclise avait protégé Mrs. Bryce-Smith, dont le mariage avec un simple expéditeur de porcs lui semblait une mésalliance. C'était au tour de Mrs. Bryce-Smith de protéger sa sœur et de venir en aide autant que possible à ses nièces. Le mari de l'aînée trouva un emploi lucratif dans la maison Bryce-Smith et Co., et elle eût voulu produire la cadette, faire valoir ses dons et sa culture intellectuelle. Mais Jessie avait peu le goût d'être exhibée comme une bête curieuse. Comme elle avait maintenant atteint la trentaine, il n'y avait pas à la traiter en jeunesse que l'on dirige.

Du reste, Jessie avait trouvé l'emploi de son activité un peu fébrile. Elle faisait, dans une école préparatoire, un cours qui ne lui prenait que deux jours par semaine et lui assurait sa propre indépendance. Mais ce n'était là qu'une partie infime de son travail. Elle s'était jetée avec toute l'ardeur de sa nature passionnée et tendre dans quelques-unes des œuvres de bienfaisance, si nombreuses en Amérique. Elle s'occupait surtout des femmes et des jeunes filles qui cherchaient à gagner leur vie, au milieu de la concurrence terrible de la grande ville. Souvent, les journaux racontaient le désespoir, le suicide de quelque pauvre fille abandonnée des siens et qui, en vain, avait frappé à beaucoup de portes ! Le cœur de Jessie saignait à chaque nouvelle tragédie. Il lui semblait ressentir le contre-coup de ces obscures misères. En songeant aux vies décolorées des moins malheureuses, de celles qui trouvaient le moyen de gagner leur pain, elle se reprochait la joie éprouvée

à feuilleter un livre nouveau, à entendre un peu de belle musique.

Très vite, avec ce charme qui était en elle, Jessie avait attiré de nombreuses sympathies parmi les femmes du monde. Le nom respecté d'Ezra Maclise, l'histoire des dettes acceptées, payées lentement, le courage de Mrs. Maclise et de sa fille, tout contribua à donner une situation exceptionnelle à cette famille qui vivait si pauvrement. Jessie, que l'on rencontrait parfois dans les salons de sa tante, se laissa inviter, choyer par de belles dames dont les femmes de chambre eussent méprisé ses petites robes de quatre sous. Elle s'empressa d'utiliser tant de bonne volonté. Elle ne chercha nullement à fonder une œuvre nouvelle, mais s'enrôla dans une des nombreuses charités qui déjà fonctionnaient et, par son ardeur, elle trouva moyen de lui infuser un sang nouveau et généreux.

Jessie n'avait ni le temps de s'ennuyer, ni celui de songer par trop au passé.

Un beau matin de juin, miss Maclise, vêtue d'une blouse en percale blanche avec col et manchettes empesés, et d'une jupe de grosse laine bleue, un petit sac suspendu à sa ceinture de cuir, attendait, au coin de sa rue, le *trolley-car* qui devait la transporter en ville. Le tram était déjà en vue lorsqu'un passant s'arrêta brusquement et courut à elle les deux mains tendues.

— Jessie!... Quelle joie de vous revoir!

En un instant, le passé revécut en elle; le son de cette voix la remua profondément. L'émotion qui fit affluer le sang à ses joues la rendit presque jolie. Puis, tout de suite, elle redevint maîtresse d'elle-même.

— Qui aurait deviné, mon cher Guy, que nous étions destinés à nous retrouver à Chicago, guettant un *trolley!*

— Rien cependant n'est plus simple. On m'a offert une chaire de littératures étrangères, grâce peut-être au bouquin que j'ai fait paraître dernièrement, et me voici. Je vous croyais encore tous à Cambridge lorsque j'appris que j'allais devenir le collègue de mon vieux maître. Jugez de ma joie!

— Il sera heureux de vous revoir, quoique...

— Oui, je sais. Je me fais tant de reproches qu'il serait généreux de m'épargner les vôtres. Pourquoi je n'ai pas répondu à votre dernière lettre?... Est-ce que je sais! Je voyageais trop vite... j'étais paresseux... puis est venu le moment où la fausse honte m'a enlevé la plume des doigts. C'est absurde, mais c'est comme cela. Faute d'un peu d'énergie on perd ainsi les amitiés les plus chères. Et cependant je pensais si souvent à vous tous! Pourquoi, aussi, n'avoir pas écrit de nouveau? Il était indigne à vous de compter mes réponses!

— Je me suis fait une règle, Guy, de ne tenir à mes amis que dans la mesure où ils tiennent à moi... Mais voici mon tram...

— Laissez-le passer. Il en viendra un autre. Causons un peu, comme dans le vieux temps.

Elle sourit et laissa passer le *trolley*. Elle sentait qu'il la regardait, que ses yeux cherchaient, comme il arrive après une longue absence, les traces des années écoulées. Elle eût tant voulu être moins laide, plus jeune! Jessie, avec toute sa supériorité, était bien femme. Elle ne se doutait pas qu'il la comparait aux femmes qu'il avait rencontrées, aimées peut-être, et qu'il rendait hommage à l'expression si douce et si fière de son pauvre visage, à l'éclat aussi de ses petits yeux intelligents et vifs. Il arrivait à Jessie ce qui arrive parfois aux laides. L'âme, très noble, mettait de plus en plus son empreinte sur ce visage irrégulier et sans fraîcheur.

De son côté, tout en racontant brièvement l'histoire des dernières années, elle examinait son ancien camarade. Il paraissait plus que son âge; les tempes déjà se dégarnissaient un peu; le teint, hâlé par le soleil et le vent, avait perdu le blanc et le rose qui, dans le temps, lui avaient donné une apparence un peu efféminée; sa barbe, plus brune que ses cheveux, était abondante et un peu longue. Il portait un binocle et lorsque, dans le courant de leur lente promenade, ils quittaient l'ombre pour un espace ensoleillé, il protégeait ses yeux avec une main.

Ils se promenaient ainsi, en causant, lorsque Jessie s'arrêta devant une maisonnette en bois, aux volets verts. Une véranda enguirlandée par un chèvrefeuille en fleurs donnait un peu de grâce à cette maison, plus que modeste, dont les quelques marches en bois s'écroulaient lamentablement. La peinture des murs, jadis blanche, s'écaillait ici et là.

— C'est ici que nous demeurons, dit Jessie simplement; j'ai tenu à vous montrer le chemin de notre maison. Je ne vous invite pas à entrer, vous ne trouveriez personne. Mon père est à l'Université et ma mère promène ma petite nièce. Elle doit avoir emporté la clef, car nous n'avons pas de domestique, — une femme de ménage pendant la matinée nous suffit. Seulement, pour maman, il est un peu dur, à son âge, de s'occuper du ménage; moi, je ne compte vraiment pas pour ce travail-là, je suis presque toujours dehors — et je suis si maladroite!

Guy s'arrêta tout court. Ce n'était pas possible! Dans le temps, à Cambridge, la famille de son vieux maître vivait simplement, mais de là à cette misère, il y avait loin. Il ne fut pas maître d'un mouvement de surprise. Jessie eut un sourire un peu triste, et répondit comme s'il l'eût interrogée :

— Oui, le traitement est très beau. Seulement, mon frère a fait des dettes et nous les payons.

De nouveau, il lui prit la main et la serra fortement.

— Je ne savais rien de tout ceci, moi qui, dans le temps, me considérais comme de la famille, presque...

—C'était dans le temps, comme vous dites, Guy... Ce n'est pas un reproche, je vous assure. Nos vies se sont séparées, voilà tout. Il ne faut pas que je manque le prochain *trolley* ou je serai en retard.

— Qu'avez-vous de plus pressé à faire qu'à renouer nos vieilles et chères habitudes et à causer avec moi?

Jessie se mit à rire.

— Vous ignorez tant de choses, vous qui nous revenez du vieux monde, que vous ne vous doutez pas de ma très grande importance. Nous allons discuter, entre femmes, le moyen d'élever une sorte de cercle pour nos travailleuses...

— Vous donnez dans les charités? Si vous saviez le peu de bien et le grand mal que vous faites souvent avec vos œuvres, commencées avec une belle imprévoyance et abandonnées lorsque les difficultés se font sentir!

— Quand on voit la souffrance de près, on ne saurait se croiser les bras, je vous assure. Que nous nous trompions souvent, je n'en doute pas; mais parfois nous ne nous trompons pas. Je crois que nous sommes dans la bonne voie. Nous ne parlons jamais de charité, mais de solidarité. Ce n'est pas la même chose. Sur ce, mon cher revenant, je me sauve. A bientôt, dites?...

Le *trolley* s'arrêta un instant, Jessie y sauta lestement et prit place entre une femme avec un gros panier et un homme de mauvaise mine.

Guy regarda filer le rapide tram et quelque chose comme un regret du passé lui remplit le cœur.

Le professeur de grec reçut son ancien élève avec une grande cordialité et comme s'il l'eût vu quelques jours auparavant. Les divisions de temps et de lieux le touchaient peu. Il lui arrivait de songer à lui-même comme à un jeune homme, et de fait le cœur et l'intelligence, chez lui, restaient extraordinairement jeunes. Il est inutile de dire que jamais l'idée d'un amour malheureux chez sa fille cadette ne lui avait effleuré l'esprit. Jessie était une fille à part; les communes passions des autres femmes ne la regardaient pas. Jessie, sûrement, ne se marierait jamais.

Donc, rien ne vint altérer la réelle satisfaction du vieux savant en voyant son ancien élève prendre place à côté de lui. Il le questionna avidement au sujet de la Grèce, où Guy avait séjourné assez longuement, examina les photographies que le jeune homme possédait, se fit tout expliquer et s'écria enfin :

— Dire que voilà quarante ans passés que je soupire après la Grèce, comme un exilé se tourne vers sa patrie et que je n'ai jamais pu satisfaire mon désir! Ah! je ne dirai plus jamais de mal des dollars puisqu'ils sont la clef d'or qui vous a ouvert ce paradis...

Et sans attendre de réponse, il se lança dans une longue et savante dissertation sur la période antéhomérique. Guy, tout en souriant de cette ardeur si jeune et si vive, put le suivre sur son propre terrain. Mr. Maclise enfin lui frappa sur l'épaule, tout en se préparant à partir :

— Vous avez rattrapé le temps perdu, mon jeune ami. Car, sans reproche, vous mordiez peu au grec. Vous vous laissiez battre par Jessie d'une façon honteuse!

— Je ne demande qu'à être battu de nouveau. J'ai rencontré Jessie le jour même de mon arrivée.

— Je sais, je sais... Venez nous voir bientôt. Je ne dis pas : venez partager notre dîner, car s'il est bon pour des Spartiates comme nous, il ne le serait guère pour un voyageur habitué à la cuisine française.

Guy protesta.

La belle humeur de son vieux professeur lui semblait chose plus touchante que le stoïcisme le plus froid.

Lorqu'il se présenta à la maisonnette, il trouva les deux vieux époux qui lui firent très bon accueil, mais Jessie était allée passer quelques jours chez sa tante. Il en ressentit un ennui tel qu'il en fut lui-même tout étonné. Alors il s'aperçut que, depuis leur rencontre, il avait très souvent pensé à son ancienne camarade.

Si Mr. Maclise avait peu changé, on n'en pouvait dire autant de Mrs. Maclise. Elle avait terriblement vieilli. Les chagrins que son mari pouvait oublier dans l'étude, elle les avait toujours présents, son cœur saignait pour le fils coupable qui avait disparu comme tombe une lourde pierre au fond de l'eau. Vivait-il? Que devenait-il?... Souffrait-il?... Cette angoisse perpétuelle restait enfouie en elle. Jamais elle ne pouvait parler de l'absent. D'une tendresse absolue envers sa femme, le professeur pourtant l'arrêtait au premier mot. Un fils qui a failli à l'honneur n'est plus un fils. Alors, elle se taisait. Même avec Jessie, elle ne pouvait s'épancher. Comme il arrive parfois, même dans les familles les plus unies, il n'avait jamais existé de sympathie entre Sam et Jessie. Celle-ci, comme ses parents, avait accepté la pauvreté sans un murmure; mais elle ne pouvait pardonner à celui qui, dans un moment de folie, pour satisfaire à quelque caprice, avait imposé ce lourd fardeau à ses parents.

Guy était fort occupé. L'université allait fermer ses portes, pour les rouvrir immédiatement aux étudiants venus de loin pour la session d'été. Le

jeune professeur n'avait rien à voir avec ces cours complémentaires, et, avant de repartir, car il songeait vaguement à ses vacances, il voulait s'entendre avec ses futurs collègues. Il se trouva donc qu'il ne revit Jessie qu'un soir, pendant une visite très courte. La bonne causerie de leur première rencontre n'avait pas été reprise. Jessie l'accueillit avec sa belle cordialité simple et franche. Où avait-il donc pris que, dans le son de sa voix, dans le regard de ses petits yeux vifs, il s'était glissé autre chose encore que de la cordialité et de la bonne camaraderie? Vraiment le moins fat des hommes est encore bien pourvu de vanité!

Un matin, Guy s'achemina vers la maisonnette. Il savait Jessie en vacances et espérait la trouver encore chez elle. Il fut reçu par Mrs. Maclise, assise sous la véranda, sa petite-fille endormie sur ses genoux. Sans se lever, elle fit signe au jeune homme de prendre une chaise, puis, tout doucement, alla déposer l'enfant dans sa petite voiture.

— Elle a mal dormi cette nuit, mais elle se rattrape. Nous pouvons causer. Elle ne se réveillera pas de sitôt.

— Si l'enfant a mal dormi, sa grand'mère a passé une nuit blanche, ou je me trompe fort, dit le jeune homme, en notant les profondes lignes du visage fatigué. Vous en faites trop, Mrs. Maclise, permettez-moi, en ma qualité de quasi-fils, de vous le dire.

Mrs. Maclise se contenta de sourire. Son regard errait autour de la maison, située dans un quartier à demi bâti, avec son pavé inégal et ses constructions de style très divers : maisons de briques très prétentieuses ou humbles logis en bois, à moitié écroulés. Ce faubourg de Chicago manquait de poésie malgré quelques beaux arbres qui ombrageaient la rue, à peu près déserte. Guy comprit les regrets de la vieille femme sans qu'elle eût besoin de les exprimer. Il dit fort doucement :

— Vous songez à Cambridge, à ses jardins, à ses hêtres magnifiques, à votre chère maison...

— Je ne me plains pas, Guy. Mon mari trouve beaucoup de satisfaction avec ses élèves. Je peux aider ma fille, accablée par sa nombreuse famille. Si je suis un peu fatiguée, eh bien! — je me reposerai... après...

Elle hésita, puis, pour détourner la conversation, elle lui fit admirer le bébé, frais et rose — et qui déjà avait percé six dents!... Lorsque le jeune homme eut fait son devoir avec beaucoup de bonne volonté, sinon en connaissance de cause, il dit :

— Et Jessie? Ne la verrai-je pas?

— Jessie!... Elle est partie à sept heures, se donnant à peine le temps de déjeuner. Je ne la vois pas beaucoup, ma fille. Lorsque j'étais jeune, je restais chez moi et j'aidais ma mère. Nous avons changé tout cela. Les femmes et les jeunes filles font de si belles choses en dehors que l'intérieur s'en va souvent en ruines, au propre comme au figuré. Jessie est devenue demoiselle de magasin pour le quart d'heure.

— Vous dites?...

— Je dis qu'elle passe toutes ses journées de huit heures du matin à six heures du soir à vendre des aiguilles et d'autres articles dans le sous-sol d'un de nos grands magasins. On y respire un air empoisonné et la pauvre enfant a si mal aux pieds lorsqu'elle rentre qu'elle se tient à peine. Cela ne l'empêche pas de recommencer le lendemain. Et vous savez si elle a une santé à se permettre un métier pareil!

— Mais pourquoi — pourquoi?

— C'est très simple. Une de ses protégées a pris froid. Le médecin lui a ordonné un mois à la campagne sous peine de phtisie. Or, une place abandonnée dans le commerce est une place perdue et la pauvre fille est absolument sans ressources. Jessie la remplace.

— Mais c'est tout bonnement sublime!

— Allez le lui dire; elle vous recevra bien! C'est pour elle une chose élémentaire que n'importe qui eût faite. Elle a ri au nez de ma sœur qui, en allant faire ses emplettes, s'est trouvée avoir sa nièce pour la servir. La nièce de Mrs. Bryce-Smith — jugez un peu! Ma sœur qui, au fond, est très fière de Jessie, a failli en faire une maladie. Sa vie se passe à empêcher ses amies de rien acheter chez Byrd et Lane. Jessie et son père trouvent l'histoire très drôle. Je la goûte moins. Je ne vois nulle nécessité de froisser les conventions sociales, même lorsque nous avouons que ce sont des conventions. De plus, ma sœur est très bonne, mais elle finirait par trouver Jessie par trop excentrique que je ne l'en blâmerais pas autrement. Nous sommes aujourd'hui Samedi; elle sort à midi et pourra au moins se reposer demain. Attendez un peu et vous la verrez.

— Au contraire, si vous me le permettez, chère madame, j'irai la chercher et vous la ramènerai.

Guy eut un peu de mal à trouver Jessie. Le grand magasin était encombré de femmes profitant des derniers moments où il devait rester ouvert. Enfin, il entendit une voix qui lui était familière, en train de donner de bons conseils à une acheteuse qui ne pouvait se décider entre deux genres d'épingles à chapeau. Il admira la patience, l'enjouement même de son amie, dont il avait jadis envié la facilité à traduire des textes grecs très rébarbatifs. Elle mettait la même vaillance à tout travail, quel qu'il fût.

Jessie aperçut son ancien camarade avant que l'affaire des épingles eût été menée à bien. Elle rougit imperceptiblement et des yeux lui demanda un instant de patience. L'acheteuse enfin partie,

le magasin commença à se désemplir rapidement.

— Vous voulez acheter des aiguilles ou une boucle de ceinture?

— Je suis venu vous chercher, Jessie. Votre mère m'a raconté votre...

Il chercha un mot qui rendît sa pensée sans effaroucher la jeune fille. Elle l'interrompit vivement :

— Ma folie... Pauvre maman! Elle ne peut se faire à mes nouvelles occupations. Pour elle, vous comprenez, j'ai toujours dix-huit ans et ma place est dans un coin du salon, une broderie à la main. Nous n'en sommes plus aux broderies. Nous croyons que la vie, la jeunesse, la santé nous sont données pour que nous en fassions le meilleur usage possible... Attendez-moi un instant et je vous rejoins.

Quelques minutes plus tard les jeunes gens se trouvèrent dans la rue.

— Prenons le *elevated*, voulez-vous? Nous irons plus vite et vous déjeunerez avec nous. J'ai envoyé un jambon à la maison — nous ne mourrons donc pas de faim... Mon père sera si heureux de causer avec vous, de nouveau. Il ne parle que des grandes photographies que vous avez rapportées de Grèce et des croquis faits sur l'emplacement des fouilles de Delphes.

Le chemin de fer aérien traversait la partie la plus riche et la plus bruyante de la ville commerçante, mais il suivait des chemins étroits derrière les énormes boutiques et les constructions à dix-huit ou vingt-deux étages. C'était bien l'envers d'une riche étoffe. Les allées, étroites et encombrées, montraient de véritables taudis, où s'entassaient des familles blanches ou noires, des cours infectes où séchait du linge, où s'amoncelaient les détritus en tout genre. Lorsque l'on se promène à travers les larges rues et qu'on jette un regard aux brillantes vitrines, on ne se doute pas que la pauvreté, la misère sont là à quelques pas, dans l'espace négligé entre deux énormes tas de belles constructions. Une fois les quartiers d'affaires dépassés, les maisons grouillantes, avec leur escalier extérieur zigzaguant d'étage en étage, la malpropreté des cours, tout cela étalait cyniquement sa misère. Les faubourgs élégants, où de jolies villas se bâtissent au bord du beau lac Michigan, sont à l'opposé de cette banlieue.

Jessie restait un peu silencieuse, lasse probablement après sa dure matinée, regardant vaguement par la fenêtre. Enfin elle dit :

— J'ai voulu prendre ce chemin, Guy, parce que l'envers de la civilisation s'y montre crûment. C'est cet envers-là qui me hante, qui fait que je ne puis rester les mains croisées. Vous me désapprouvez, je le sens. Maman me blâme. Parfois je me demande, en voyant le peu de bien qui résulte de mes efforts et de ceux de mes pareilles si je ne me suis pas trompée de route. Et cependant... cependant, une seule larme séchée, c'est encore un résultat, si mince soit-il, n'est-ce pas?

Il y avait quelque chose de touchant et de très féminin dans cet appel, dans ce découragement passager, et Guy en fut ému. Il dit très doucement :

— Je ne vous désapprouve nullement, Jessie. Je me dis seulement que ce dévouement pourrait produire ses fruits ailleurs, ne pas se dépenser au dehors — en vous tuant. Car vous vous tuez. Vous en doutez-vous?

Jessie eut un geste d'une indifférence telle que le jeune homme en fut très frappé. Mais elle se reprit et répondit tranquillement :

— Je suis beaucoup plus forte qu'on le croit. Vous voulez dire que ma pauvre mère a besoin de moi? Moins que vous ne le supposez. Nous nous aimons beaucoup, mais nous n'avons pas grand'chose à nous dire. Je suis plus nécessaire à mon père ; aussi, lorsqu'il rentre, me trouve-t-il presque toujours.

— Je pensais à autre chose encore. Puisqu'il est convenu que deux vieux camarades comme nous peuvent tout se dire, laissez-moi vous faire une question : Pourquoi ne vous êtes-vous pas mariée? Quelle femme vous feriez pourtant!

Cela de lui! Jessie hésita un instant, puis, cherchant à rire, elle dit :

— Je ne suis pas de celles qu'on aime d'amour et, sans amour, je ne conçois pas le mariage, à moins que ce ne soit pour venir en aide à quelque éclopé de la vie. Aussi, si parmi vos amis se trouve un malheureux ayant besoin d'un bras solide ou d'un secrétaire dévoué, — pensez à moi. En dehors de ce cas peu probable je suis vouée au célibat à perpétuité. Et... vous savez, je m'en trouve fort bien. Mais nous voici presque arrivés. Maintenant, parlez-moi un peu de vous.

Il lui donna quelques détails sur son installation, ses nouvelles connaissances, et sur ses projets.

— Ah!... Vous allez repartir tout de suite?

— Bientôt, en tout cas. J'irai faire un tour dans l'Est, je n'ai pas encore revu les membres de ma famille. Puis, ajouta-t-il après une légère hésitation, j'irai consulter un oculiste à Boston. Mes yeux me préoccupent un peu... Oh! rassurez-vous, de la fatigue seulement, je pense. J'ai eu, de tout temps, la mauvaise habitude de travailler surtout la nuit.

— Ah! Guy, je vous en supplie, ne jouez pas avec la vue. Dès le premier jour j'ai remarqué que la lumière vive vous faisait souffrir.

— Souffrir... C'est trop dire. J'éprouve un peu de gêne seulement. Nous voici devant votre maison et je n'ai pas encore plaidé la cause de votre mère et celle de Mrs. Bryce-Smith...

Jessie rit de bon cœur.

— Si vous aviez vu ma pauvre tante ! Son visage, de rouge, a passé au blanc jaune. Songez donc ! C'est un grand personnage que Mrs. Bryce-Smith, de par ses millions, et je l'humilie par mes pauvres robes que je préfère aux toilettes qu'elle m'offre. Malgré tout, malgré la boutique même, elle tient à moi et se plaît à répéter sur tous les tons que je suis un puits de science. Entre nous, je crois qu'elle se figure me trouver un mari, malgré mes trente ans bien sonnés. Pauvre tante, si elle savait combien peu les bribes de grec et de latin qui restent accrochées à ma mémoire me serviraient auprès de ses candidats !

Ce fut le dernier bon jour de réunion cordiale et familiale pour tous quatre. Jessie fut très gaie, racontant avec esprit tous les petits incidents de sa vie de vendeuse : elle se montra très fière des éloges du patron qui voulait l'engager à rester au magasin, lui offrant de beaux appointements. Mrs. Maclise elle-même sourit.

Après le très modeste repas, Guy raconta ses voyages, au grand bonheur du vieux savant. Jessie, redevenue silencieuse, écoutait. Il lui semblait n'avoir jamais été aussi heureuse.

Guy parti, les jours d'été s'allongeaient, n'en finissaient pas, au gré de Jessie. Peu à peu la monotonie de sa vie, avec ses devoirs, toujours les mêmes, assoupit ses regrets qu'elle n'osait se formuler. Elle eut la satisfaction de voir revenir sa protégée bien portante et vaillante. Alors elle-même s'octroya un congé et alla passer quelques semaines auprès de sa tante dans la belle villa de Lake Forest, où se trouvait réunie une société fort gaie et avide de plaisirs.

Ce qu'il y avait d'assez original chez Jessie Maclise c'est que, partout, au milieu du luxe ou chez les plus pauvres, elle était parfaitement à son aise. Elle attirait à elle surtout les jeunes filles. Elle les comprenait, s'intéressait à leurs innocents petits romans ou les poussait au travail et à l'abnégation. Mrs. Bryce-Smith était partagée entre une véritable admiration pour sa nièce et une colère chronique au sujet de ce qu'elle appelait ses excentricités.

Tout en se pliant aux exigences de la vie mondaine, en se montrant gaie à l'occasion, Jessie regretta bientôt ses occupations habituelles. Il lui semblait négliger un devoir sacré. Ses protégées avaient sûrement besoin d'elle, surtout en ce moment où presque tout le monde avait quitté Chicago. Elle n'y tint plus et abrégea sa visite, au grand mécontentement de sa tante, au plus grand mécontentement de sa mère qui se réjouissait de la savoir en telle compagnie, prenant sa part du luxe des Bryce-Smith.

Alors, Jessie se rendit compte d'un motif caché qui avait hâté son retour. Ses parents écrivaient peu ; leurs lettres n'étaient que de courts bulletins de santé. Ils n'avaient rien dit de Guy Douglas. Jessie s'imaginait que, sans doute, il avait donné de ses nouvelles à son vieux maître.

En questionnant sa mère au sujet de leurs voisins et connaissances, elle dit, comme par hasard :

— Et Guy Douglas ? Savez-vous où il se trouve, ce qu'il fait ?

— Nous n'en avons plus entendu parler. Il reviendra pour le commencement des cours, sans doute.

— Il n'a pas écrit à Père ?

— Non. Pourquoi lui aurait-il écrit ?

Et ce fut tout. La sensation inquiète au fond du cœur de la pauvre fille persista sans qu'elle y pût rien. Elle se jeta avec ardeur dans ses travaux multiples, mais, dès qu'elle se trouvait seule il lui arrivait de sursauter, effrayée subitement, elle ne savait de quoi. En s'éveillant, le matin, une angoisse l'oppressait comme d'un chagrin passé ou d'un malheur qui menaçait.

Son bon sens et son courage finirent par avoir raison de cet état d'inquiétude nerveuse. Elle rougit de se laisser aller à un amour sans espoir, comme si elle eût eu seize ans. Personne ne devina jamais les combats qui se livraient dans ce vaillant cœur, resté si jeune, si ingénu même.

* * *

La rentrée des cours se fit. Mr. Maclise, de nouveau absorbé par ses devoirs de professeur qu'il prenait à cœur autant que dans sa jeunesse, parlait peu. Sa femme était allée passer quelque temps auprès de sa fille aînée. La petite maison sentait l'abandon et la tristesse. Jessie respectait les rêveries de son père, ayant elle-même fort peu envie de causer.

Elle savait que son ancien camarade était revenu et il n'avait pas cherché à la revoir. Plusieurs fois son nom avait été prononcé par le vieux professeur, mais incidemment, à propos de quelque nouvelle universitaire.

Les semaines se passèrent ainsi, sans amener le moindre changement. Jessie alors se rappela qu'en somme, elle avait peu vu Guy, que ses visites n'avaient jamais été fréquentes. Dans le courant des longues années de séparation il s'était formé d'autres amitiés, d'autres affections aussi qui avaient remplacé celles de la première jeunesse. Elle trouva cela tout naturel. Elle ne savait rien de lui ni de sa vie passée. Il s'était montré cordial et affectueux, mais rien de plus. Tout cela était bien dans l'ordre des choses.

Un jour, au déjeuner, Mrs. Maclise prit sa place en face de sa fille. Il semblait plus préoccupé encore que d'ordinaire. Il dit à brûle-pourpoint, comme s'il continuait une phrase commencée dans son esprit :

— Je ne sais vraiment pas pourquoi les malheurs ne tombent pas sur les inutiles au lieu d'accabler les travailleurs...

— Qu'y a-t-il donc, Père ?

— Tu sais bien... j'ai dû te parler de cela... Guy Douglas ne sera jamais complètement aveugle, paraît-il, mais, au point de vue de ses études, c'est tout comme. Il ne pourra plus ni lire ni écrire. Se guider dans la pénombre qui l'enveloppe, c'est tout ce qu'on lui promet. Les progrès de la maladie ont été foudroyants. A son retour, il y a trois semaines, je n'ai rien remarqué, sinon qu'il portait des lunettes de couleur...

Jessie resta sans une parole, blanche à faire peur. Le professeur, le moins observateur des hommes, finit par remarquer son émotion.

— Tu ne savais donc rien de cela ? C'est curieux ; je croyais bien t'en avoir parlé, car je savais combien tu en aurais de peine. Quand on a expliqué du grec ensemble, on est un peu de la même famille. Guy m'a dit ce matin : « Demandez donc à Jessie, qui a toujours des protégés à placer, de me trouver un secrétaire un peu intelligent. Sans travail, que deviendrais-je donc ? »

— Guy a pu croire que je savais son malheur depuis quelque temps déjà ?

— Peut-être... je ne suis plus sûr de rien. Je vieillis, ma fille. Lorsque je poursuis une idée en moi-même, je me persuade que j'en ai causé avec toi — et souvent je suis tout étonné de me trouver parlant à haute voix tandis que je crois penser seulement... Que dirai-je à Guy de ta part ?

— Rien, père. Je m'occuperai de lui trouver un secrétaire et j'irai lui en parler moi-même.

— Très bien, Jessie, très bien... Je laisse le pauvre garçon entre tes mains.

— Il n'y a aucun espoir de guérison ?

— Aucun. Il m'a expliqué son cas avec un calme et une netteté vraiment philosophiques. A trente-deux ans, c'est dur tout de même de se dire : « Ma vie est finie. »

Dès que son père fut parti, Jessie essaya de refléchir. Tout en vain. Son cœur battait à se rompre. La pitié, la tendresse, le désir de secourir une misère immense faisaient taire en elle d'autres sentiments. Elle était en ce moment vraiment la sœur de charité, l'ange pitoyable des pires destins.

Alors, sans plus hésiter, elle mit son chapeau et sortit. L'idée que sa visite pût être mal interprétée ne lui vint pas plus qu'elle n'était venue à son père. Jessie Maclise était trop bien connue, trop universellement respectée pour que, d'elle, tout ne fût pas bien. Il en eût été autrement qu'elle n'eût pas hésité un instant.

Guy Douglas habitait un petit appartement dans l'Université même, comme beaucoup de ses collègues. Jessie sonna à sa porte et attendit quelque temps. Enfin, un pas incertain se fit entendre et une main maladroite tourna le loquet. Guy, se trouvant seul, ouvrit lui-même. Il restait là, indécis, reconnaissant vaguement une forme féminine, mais ne pouvant rien voir de plus.

Aucune parole n'eût ému Jessie comme le fit ce regard hésitant des yeux presque éteints.

— Je suis venue, Guy, dès que j'ai su...

Elle n'en put dire plus.

Une grande joie illumina le pauvre visage pâli du jeune homme.

— Je me disais bien que vous ne m'aviez pas oublié dans ma détresse. Entrez, ma chère Jessie... ma plus que sœur...

Ce fut elle qui le conduisit à son fauteuil, qui l'installa auprès de sa table, où se trouvait une machine à écrire pour les aveugles. Patiemment, il s'exerçait, luttant quand même contre les ténèbres qui l'environnaient, se refusant à abdiquer tout ce qui rendait sa vie possible, sinon douce. Il lui expliquait cela en petites phrases courtes, ne se permettant aucune amertume, aucune plainte.

Tout d'un coup il s'arrêta. Jessie sanglotait. Pendant quelques instants le silence absolu ne fut troublé que par ces sanglots étouffés dont elle ne pouvait se rendre maitresse.

— Vous pleurez sur moi, vous, la vaillante, qui ne pleurez guère. Oh ! Jessie... Jessie...

Alors, il s'arrêta n'osant aller jusqu'au bout de sa pensée, craignant d'être gagné par cette émotion qui le remuait si profondément.

— Pardon, Guy, je n'aurais pas dû... je comprends mieux qu'une autre combien vous avez besoin de toutes vos forces. Mais, — je ne suis qu'une femme après tout, — je ne puis que vous donner mes pleurs. Lorsque mon père m'a parlé tantôt de votre malheur, ce que vous appelez ma vaillance s'est effondrée subitement, et me voici...

— Merci. J'aime à entendre votre voix. Je ne vous verrai plus, mais un mot dit par vous, même au milieu de vos larmes, fait surgir votre image dans ma triste nuit. Vous m'aiderez. Vous ne me laisserez plus me débattre seul dans les ténèbres morales et physiques. J'ai beaucoup souffert, Jessie, je peux bien vous l'avouer, à vous — et je ne comprenais pas votre silence.

Elle se leva et se pencha sur son fauteuil. En tâtonnant il prit sa main et la garda dans les siennes. Alors il ajouta :

— Oui, je sais tout, je devine. Il n'y a pas de votre faute. Comment pourrait-il jamais y avoir de votre faute, quoi qu'il arrive ? Vous êtes le seul être absolument parfait que je connaisse.

— Ne dites pas cela, Guy. Si vous saviez combien je suis faible !

— Vrai ? Vous, que je me représente toujours comme la force et le courage incarnés ? C'est pour ne pas effaroucher mon infériorité que vous dites cela. Asseyez-vous près de moi. Vous pouvez bien me donner une demi-heure, quoique vous soyez si nécessaire à vos malheureux, à vos éclopés, comme vous dites. J'en suis maintenant, de ces éclopés-là. J'ai droit à votre pitié. Vous me chercherez un secrétaire, quelque garçon intelligent qui me comprendrait à demi-mot, qui m'aiderait à préparer mes cours, — car je reste quand même à mon poste... Vous voyez d'ici ce qu'il me faut, n'est-ce pas ? j'ai les nerfs irrités, malades. Si vous saviez comme je frémis à l'idée d'introduire un étranger dans mon intimité...

— Le secrétaire est tout trouvé, Guy.

— Pas possible ! Quelle fée vous êtes, Jessie... Parlez-moi de lui. C'est pour moi si important...

— Votre secrétaire est à vos côtés, Guy.

Le jeune homme tressaillit, puis baissa la tête.

— Non, Jessie, non, je ne puis accepter votre pitié. Si, comme j'en ai eu la pensée, je vous avais dit, il y a six mois, qne je vous aimais, j'aurais accepté le sacrifice de votre vie au service d'un aveugle. J'ai remis de jour en jour. Je voulais d'abord m'assurer d'une guérison qui semblait alors possible. Il est trop tard, maintenant.

— Voilà plus de douze ans que je vous aime, Guy, de tout mon cœur, de toute mon âme. Personne n'a su mon secret. Si vous étiez resté ce que vous étiez, vous ne l'auriez jamais appris. Tout est changé maintenant. J'ose vous avouer, et le plus simplement du monde, que je vous aime, que je n'ai jamais aimé que vous. Je ne vous dis pas : Épousez-moi. Je vous dis seulement : Laissez-moi travailler avec vous. Mes yeux sont à vous, le peu d'intelligence et de savoir qui m'ont été donnés sont à vous. C'est peu de chose qu'un don pareil, puisque le cœur se donne aussi. Si vous saviez combien peu m'importent les jugements du monde ! Je ne veux pas qu'un étranger prenne ma place à vos côtés... Je vous assure que je vous comprendrai à demi-mot...

Ce fut au tour de Guy Douglas de se laisser aller à son émotion. Des larmes coulèrent de ses pauvres yeux malades ; Jessie le regardait en silence. Enfin il murmura :

— Mon cher trésor retrouvé — ma femme...

Et ce fut ainsi que Guy Douglas et Jessie Maclise se fiancèrent.

JEANNE MAIRET.

QUAND DISPARUT LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE ?

J'ai l'habitude de bien noter le candidat au baccalauréat qui, à cette question : « Quand disparut la première République ? » me répond : « En 1804, époque où elle fut remplacée par l'Empire. » Et il a raison, le jeune homme. La chronologie classique des formes de gouvernement depuis 1789 débute bien ainsi : de 1789 à 1792, monarchie constitutionnelle ; de 1792 à 1804, République ; de 1804 à 1814, Empire ; et je reconnais qu'il n'y a guère moyen de s'exprimer autrement. J'ai cependant des remords à faire diplômer cette manière de compter, car elle procède d'une manière de voir fausse. L'Empire ne succéda pas à la République de la même façon que la République avait succédé à la monarchie. Le 21 septembre 1792, la Convention avait déclaré la royauté abolie, et, le lendemain 22, elle établit la République. Fit-on de même en 1804 ? Tout au contraire : loin d'abolir la République, on déclara la maintenir, on prétendit même la fortifier par l'institution d'un chef héréditaire appelé Empereur. Je veux bien que ce fût détruire la chose, mais c'est un fait qu'on garda le mot. Quand et comment l'effaça-t-on, ce mot de République ? C'est ce que je vais tâcher de dire.

***

L'institution de l'Empire fut préparée lentement et de main savante par d'ingénieux et méthodiques progrès du despotisme. Bonaparte ne voulait pas violenter l'opinion de son entourage officiel, tribuns, législateurs, sénateurs, conseillers d'État. Ils se plaignaient du despotisme consulaire : il leur fit croire que l'Empire serait plus libéral, et en faisant miroiter à leurs yeux les mots de liberté de la presse et de liberté individuelle, écrits en effet dans la Constitution impériale, il leur donna une sorte d'honorable prétexte pour être dupes ou complices. Il tenait à gouverner par la classe bourgeoise, en laquelle, tout comme les hommes de 89, il voyait la nation. Cette classe avait une égale horreur de la démocratie et de la royauté absolue. Il lui persuada que l'Empire héréditaire serait seul assez fort pour la préserver du retour à l'état de choses de 1793 et pour lui rendre la liberté. C'est donc la République démocratique qui sembla seule et à jamais sacrifiée. Les orateurs du Tribunat le dirent expressément, en même temps qu'ils déclaraient maintenir le mot de République comme une sauvegarde contre le despotisme.

Ce mot d'*Empire* ne sonnait pas alors comme aujourd'hui. Sous la monarchie comme sous la République, il avait été souvent employé pour désigner

l'ensemble du territoire de la France. Le chant : *Veillons au salut de l'Empire* est antérieur à l'Empire et, en 1790, Marie-Joseph Chénier, dans son *Hymne pour la fête du la Révolution*, avait dit, en apostrophant Dieu :

> Ici sont assemblés, sous ton regard immense
> De l'Empire français les fils et les soutiens.

A la même même époque, le marquis de Villette avait proposé de conférer à Louis XVI le titre d'empereur, au lieu de celui de roi (1), parce que ce titre semblait plus égalitaire à des lecteurs de ce Mably qui avait imaginé rétrospectivement un Charlemagne chef de république.

C'est à ces sentiments, ou plutôt à ces habitudes d'oreille, que répondit l'article 1er du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII :

« Le gouvernement de la République est confié à un empereur, qui prend le titre d'*Empereur des Français.* »

Et voici les premiers mots du serment (art. 53) que devait prêter le nouvel empereur :

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République... »

La formule de promulgation des sénatus-consultes et des lois était celle-ci (art. 140) :

« Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions de la République, empereur des Français, à tous, présents et à venir, salut... »

Certes, on ne fut pas absolument dupe de ces mots, et on sentit en général que c'était là une contrefaçon de la République encore plus dérisoire que ne l'avait été le Consulat. Ce que pensèrent ceux des républicains de l'an II qui survivaient encore, nous le devinons aisément, quoiqu'ils n'aient osé laisser aucune trace écrite de leurs impressions d'alors. Les royalistes se moquèrent d'eux et firent circuler dans Paris des billets d'enterrement, écrits à la main. Taschereau en a publié un en 1835, dans sa *Revue rétrospective* (2). En voici le texte :

Messieurs et Mesdames fraîchement régénérés,

Vous êtes invités, de la part des citoyens Bertrand et Barère, anciens fabricateurs de la monnaie républicaine, tuteurs; Fouché, Réal et Rœderer, proches parents, d'assister au service funèbre, convoi et enterrement de très haute et très puissante dame democratico-anarchico-aristocratico-consulario-république française, une, indivisible et impérissable, qui se feront à midi, le samedi 14 juillet 1804, fête de Saint-Bonaventure, au Sénat conservateur de la défunte, décédée le 28 floréal an XII. On se rassemblera chez le curé du Tribunat, qui se mettra à la tête du convoi, et l'abbé Grégoire prononcera son oraison funèbre, corps présent. Citoyens, frères et amis,

> Partisans de la République
> [illegible]
> Dont [illegible]
> Venez assister en famille
> Au grand convoi de votre fille
> Morte en [illegible]
> L'indivisible citoyenne,
> Qui ne devait jamais périr,
> N'a pu supporter sans mourir
> L'opération césarienne.

REQUIESCAT IN PACE!

Les royalistes avaient raison : la République était morte, en ce sens que tout esprit républicain avait disparu des institutions. Mais le nom subsistait encore, comme une espérance ou une menace, et, officiellement, on était encore en République.

* *

Ce mot de République impatientait Napoléon. Il sortit encore de sa bouche, le 26 messidor an XII, quand il lut aux membres de la Légion d'honneur la formule encore républicaine du serment qu'il avait à leur faire prêter. Mais ce fut, je crois, la dernière fois que les lèvres impériales articulèrent un vocable qui était une satire du despotisme.

Mme de Rémusat a écrit dans ses *Mémoires* (1) : « On n'osait plus prononcer le nom de République, tant la Terreur l'avait souillé. »

On l'osait si bien que, le 10 frimaire an XIII, le président du Sénat, François (de Neufchâteau), en félicitant l'empereur du résultat du plébiscite sur l'hérédité, lui dit qu'il faisait « entrer au port le vaisseau de la République ».

Et il ajouta :

« Oui, Sire, de la République ! Ce mot peut blesser les oreilles d'un monarque ordinaire. Ici le mot est à sa place devant celui dont le génie nous a fait jouir de la chose dans le sens où la chose peut exister chez un grand peuple. »

Et il esquissa une théorie, d'après laquelle la « république pure », la « république proprement dite » n'est pas possible en France. L'établir ou la rétablir, ce serait se préparer « des fers pour l'avenir » ; car, dans l'état d'éducation de la masse, le génie même d'un Napoléon serait impuissant à accorder la liberté avec la démocratie. Il s'agit de placer dans la République tous les avantages de la monarchie, et, commentant, élargissant le serment de l'empereur, l'orateur y faisait entrer toutes les garanties de liberté et d'égalité d'un « État représentatif ». Ce sont toutes ces garanties contre le pouvoir personnel qu'il désigne sous le nom de République.

L'empereur ne fit pas chorus. Il répondit, avec une concision de despote : « Je monte au trône où m'a appelé le vœu unanime du sénat, du peuple

(1) Deuxième série, t. V, p. 1[illegible]8.
(2) Cf. *la Société des Jacobins*, t. I, p. [illegible] et t. VI, p. [illegible]

(1) T. I, p. [illegible]

et de l'armée, le cœur plein du sentiment des grandes destinées de ce peuple que, du milieu des camps, j'ai le premier salué du nom de grand... »

Mais ce mot de République, qu'il ne veut pas prononcer, l'inquiète et l'obsède. C'est un cauchemar pour lui. Il n'osera s'en débarrasser que peu à peu, timidement, par des mesures partielles ou par des omissions successives, selon que ses victoires lui en donneront la force, et il mettra plus de quatre années à l'effacer tout à fait du frontispice de l'édifice impérial.

*
* *

Les apparences républicaines et révolutionnaires que le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII n'avait pas expressément abolies survécurent plus nettement et plus longtemps qu'aucun historien ne l'a dit.

La fête commémorative de la journée du 14 juillet n'avait pas cessé d'être célébrée pendant tout le Consulat. Sans doute, elle n'était pas républicaine d'origine, mais c'est la prise de la Bastille qui, en provoquant dans toute la France une révolution à forme municipale, avait préparé l'état de choses d'où devait sortir la République. C'était une fête essentiellement révolutionnaire, inspirée par des souvenirs et des idées contraires à l'ambition impériale, et cette ambition était d'établir une féodalité nouvelle au profit d'un homme.

Eh bien, elle fut encore célébrée en 1804, après l'établissement de l'empire.

Il y eut, comme d'habitude, une ordonnance préalable du préfet de police (1), et l'anniversaire de la prise de la prise de la Bastille et de la Fédération fut fêté par des illuminations, un feu d'artifice, un concert aux Tuileries. Dans la journée avait eu lieu la solennelle prestation de serment des membres de la Légion d'honneur. Ce serment avait été modifié en ceci que le mot de *gouvernement* y avait été remplacé par celui d'*empereur* (2) ; mais, comme nous l'avons dit plus haut, on y jura fidélité *aux lois de la République*.

L'année d'après, en l'an XIII, les journaux ne relatent aucune cérémonie ; l'empereur se trouvait à Gênes à la date du 14 juillet 1805, et il semble bien, en conséquence, que c'est en 1804 que la fête révolutionnaire fut célébrée pour la dernière fois.

Mais n'est-il pas curieux qu'elle ait survécu jusqu'après l'établissement de l'Empire?

Ce qui est plus curieux encore, c'est ce qui advint pour la fête anniversaire de la fondation de la République, qui avait lieu à chaque 22 septembre (1er vendémiaire).

(1) *Gazette de France* du 2[illegible] messidor an XII.
(2) *Correspondance de Napoléon*, t. IX, n° 7826.

Le premier consul n'aimait pas cette fête, mais il la célébra néanmoins. Tout ce qu'il avait osé se permettre à cet égard avant l'Empire, ç'avait été de restreindre la dépense et l'éclat. Ainsi, la dernière fois, au 1er vendémiaire an XII, on s'était borné à des illuminations et à un concert. Voici l'empire établi. Va-t-on célébrer encore la fondation de la République ? Portalis, en bon courtisan, proposa à l'empereur d'abolir cette fête et de célébrer à la place la journée du 18 brumaire. J'ai trouvé aux Archives nationales (1) la lettre qu'il écrivit à cette occasion :

Sire,

Le 1er vendémiaire approche. L'année dernière, la célébration de cette fête civile fut réduite à illuminer les bâtiments publics, et à un concert donné le soir sur la terrasse des Tuileries. Je viens prendre à cet égard les ordres de Votre Majesté.

S'il m'est permis de présenter quelques observations à Votre Majesté, je crois que le 18 brumaire devrait remplacer le 1er vendémiaire, trop voisin du 14 juillet et du 15 août, et d'ailleurs peu analogue, par les souvenirs qu'il rappelle, aux grandes idées que l'*éternelle* époque du 18 brumaire inspire à tout bon Français.

Votre Majesté pèsera dans sa haute sagesse ce qu'elle jugera convenable de conserver ou d'abolir. J'attends avec respect de connaître ses intentions pour m'y conformer.

Je suis, avec un profond respect, Sire, de Votre Majesté le très obéissant, très dévoué et très fidèle serviteur,

PORTALIS.

Paris, 11 fructidor an XII.

Napoléon accepta l'idée de célébrer l'anniversaire du 18 brumaire, et le décret du 24 fructidor an XII institua un prix décennal à décerner ce jour-là. Mais il n'osa pas abolir tout de suite la fête de la République. Elle eut lieu, et on lit dans la *Gazette de France* du 3 vendémiaire an XIII, sous la rubrique : *Paris, 1er vendémiaire :* « L'époque du 1er vendémiaire a été célébrée hier par l'illumination des édifices publics ; il y a eu concert au palais impérial des Tuileries, qui était aussi élégamment illuminé. » Napoléon et l'impératrice étant à Mayence, les Parisiens n'eurent pas ce spectacle étrange de l'empereur présidant la fête de la République. Mais cette fête fut célébrée, au moins une fois, sous l'Empire (2).

(1) AF IV, 1065.
(2) En 1835, dans le tome Ier de son histoire de l'Empire, p. 73, Thibaudeau a écrit qu'à l'époque de la fondation de l'Empire la fête de la fondation de la République était tombée en désuétude. Or Thibaudeau était à cette époque, en l'an XII, préfet des Bouches-du-Rhône : il était donc bien placé pour savoir quelles étaient les fêtes réellement célébrées par le gouvernement consulaire. C'est le même Thibaudeau qui a écrit (*ibid.*, p. 48) : « Tous les attributs, tous les insignes de la République s'effacèrent avec elle. » Une telle défaillance de mémoire, de la part d'un témoin si autorisé et si sincère, jette une réelle défaveur, au point de vue historique, sur les *Mémoires*, *Souvenirs* et *Journaux* divers, écrits par des contemporains longtemps après les événements.

* *

On continua à se servir du calendrier républicain, qui imposait quotidiennement le mot et l'idée de République à tous les Français. Il y eut un an XIII, un an XIV. Ce calendrier ne céda la place au calendrier grégorien qu'à partir du 1er janvier 1806 (sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII).

Le sceau de l'État resta le même pendant près d'un an. C'est la loi du 6 pluviôse an XIII qui en ôta toute image républicaine : « Le sceau de l'État portera pour type, d'un côté, l'effigie de l'empereur assis sur son trône, revêtu des ornements impériaux, la couronne sur la tête, tenant le sceptre et la main de justice; de l'autre côté, l'aigle impérial couronné, suivant le modèle joint à la présente loi. Le sceau de toutes les autorités portera pour type l'aigle impérial, tel qu'il formera un des côtés du grand sceau de l'État, et pour légende, le titre de l'autorité publique par laquelle il sera employé. »

Voilà la République chassée du sceau de l'État. Le nom en subsiste encore, et des milliers de Français le voient tous les jours, sur le timbre des journaux. Ainsi le timbre de trois centimes apposé sur chaque exemplaire du *Publiciste* représente Mercure avec ses attributs ordinaires, et cette légende : RÉP. FRA. Cette vignette subsiste intacte jusqu'au numéro du 10 nivôse an XIV (31 décembre 1805) inclusivement, c'est-à-dire jusqu'au jour qui marqua la fin de l'usage du calendrier révolutionnaire. A partir du 1er janvier 1806, elle est remplacée par une vignette qui représente une femme ailée écrivant et ayant à sa droite une aigle impériale; légende : DÉPt DE LA SEINE.

On a vu que, dans la formule de promulgation, le sénatus-consulte du 28 floréal an XII avait placé les mots : *Constitutions de la République*. Il s'agissait des lois. Le sénatus-consulte était muet sur les décrets. Aussi, le jour même, comme pour s'essayer, Napoléon, « empereur des Français », ne rappelle pas les Constitutions de la République pour nommer le grand électeur, le grand connétable, l'archichancelier de l'Empire et l'architrésorier. Cependant les *Constitutions de la République* reparaissent dans quelques décrets. Le dernier décret à formule républicaine est du 28 mai 1807.

Dans la promulgation des lois, Napoléon emploie la formule *par les Constitutions de la République* pendant deux ans. La dernière loi où il l'emploie est la loi du 29 avril 1806, sur le code de procédure civile. Ensuite c'est : *Napoléon, par la grâce de Dieu et les Constitutions*.

C'est ainsi que, par prétérition, il abolissait peu à peu l'étiquette républicaine.

Le mot subsistait encore sur les monnaies, et on en frappa avec le nom de République française pendant toute l'année 1808.

C'est seulement après l'entrevue d'Erfurt, où Alexandre et Napoléon se garantirent la soumission de l'Europe, qu'il se sentit assez fort pour oser abolir le dernier vestige de la République, de cette République qui semblait oubliée de tous, mais dont le souvenir le hantait jusque dans ses victoires.

En effet, le décret impérial du 22 octobre 1808 est ainsi conçu :

Art. 1er. — Les monnaies qui seront fabriquées à compter du 1er janvier 1809 porteront pour légende, sur le revers de la pièce, les mots : *Empire français*, au lieu de ceux de *République française*.

Art. 2. — Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Je me suis assuré, aux archives de la Monnaie, que ces ordres furent bien réellement exécutés.

Ce décret passa inaperçu. Je le répète : il semble que Napoléon fût seul à se souvenir que la République existât encore officiellement.

* *

Ainsi la première République, qui remplit le monde de ses exploits, qui donna la frontière du Rhin à la France, qui fit la première tentative d'un gouvernement démocratique dans un grand État, eut cette fortune singulière qu'elle entra furtivement dans l'histoire, le 22 septembre 1792, comme je l'ai conté jadis, et qu'elle en fut expulsée furtivement à la fin de l'année 1808. Ce n'est point par manie d'érudition minutieuse que j'ai voulu établir ces deux points de chronologie et restituer, pour la naissance et le décès, l'état civil de notre première République. J'ai cru montrer ainsi les moments d'une évolution d'opinion en France. Il y avait peu de républicains en France à l'époque où fut établie la République, non pour réaliser une idée préconçue, mais par expédient de défense nationale. Il y en eut beaucoup, quand la République eut fait ses preuves. Il y en eut moins quand elle eut vaincu l'Europe, et rempli l'office pour lequel elle semblait avoir été créée. Il y en avait encore assez pour que le nom et quelques formes de la République subsistassent, quand on établit l'Empire, Et enfin l'opinion républicaine avait presque disparu et n'était plus redoutable à Napoléon, quand ses victoires eurent fasciné la France.

F.-A. AULARD.

LE BOMBARDEMENT DE PARIS ET BUZENVAL[1]

19 JANVIER 1871

Après le second échec du Bourget et la perte du plateau d'Avron, voici venir le bombardement et Buzenval, dans l'histoire que M. Duquet poursuit avec une patience de bénédictin.

C'est toujours le même style indigné et violent, aux épithètes emportées, mais toujours aussi le même coloris, la même vie, la même recherche ardente de la vérité, que rien ne rebute, fallût-il, pour la mettre en lumière, louer un ennemi ou blâmer un ami; une probité qui entend ne rien avancer sans preuves, qui préfère à tout autre, même au sien propre, le langage du témoin, et qui, au milieu d'un entraînement de passion, s'arrête tout à coup pour laisser au lecteur pleine liberté dans ses jugements.

Nous sommes au 31 décembre 1870, une année terrible se ferme sur les Parisiens, et une autre va s'ouvrir plus sombre encore. Au bruit de la canonnade à distance des Allemands, le général Trochu entretient le flux de ses proclamations sonores et l'inaction des masses qu'il est incapable d'organiser et de mouvoir. La population parisienne, au milieu des privations et du froid que sa patience défie, s'énerve aux excitations de la politique. M. de Bismarck pense que le moment psychologique est arrivé et qu'en couvrant de fer nos monuments, le courage des Parisiens s'effondrera comme les toits qui abritent les trésors de l'intelligence humaine s'effondreront sous ses obus. Erreur! Le roi de Prusse saluera la première bombe, et du coup s'écroulera, non le courage des Français bloqués, mais l'échafaudage hypocrite des Bluntschli et autres docteurs d'outre-Rhin, inventeurs d'un droit des gens réservé à notre usage. Des abords de Paris, que le gouverneur Trochu a livrés ou perdus, les bombes allemandes, impuissantes à faire brèche praticable à nos forts pour une attaque de vive force, pleuvent sur nos musées, nos hôpitaux, détruisent les collections, estropient les enfants, mutilent les malades. M. de Bismarck est bientôt informé qu'il ne doit compter que sur la psychologie du ventre, que celle du feu n'est bonne qu'à rendre ces légers Parisiens plus entêtés. Jusqu'au dernier, ceux qu'on croyait des timides se cabrent et s'indignent. Mais le dur moxa ne guérit pas plus l'atonie des conceptions militaires que l'ataxie du gouvernement. Les déclamations des Jules Simon, des Delescluze, des Victor Hugo et des E. Quinet est impuissante à galvaniser un cénacle présidé par un général qui a l'audace de cette déclaration jésuitique: « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » Non, il donnera sa démission auparavant. En ville, c'est le chaos de la matière et des paroles, l'agitation dans l'oisiveté, la discorde et la faim. L'Imprimerie nationale seule est active. Le mysticisme du gouverneur ne lui fait pas un instant oublier la recherche de la plus basse popularité. Quant aux gamins parisiens, toujours friands du nouveau, ils se distraient en courant après les bombes, et le beau monde va voir *Bataille de Dames* aux Français. Les Prussiens se rient de nos invocations à la conférence de Londres, mais ils cessent le bombardement de la Santé quand ils savent qu'on y a placé les détenus allemands. Cet ingénieux dispositif a produit plus d'effet que la plainte sentimentale du général Trochu au maréchal de Moltke qui avait répondu: « Aussitôt qu'une atmosphère plus pure et des *distances plus courtes* laisseront distinguer les dômes et les édifices sur lesquels flotte la croix rouge, il deviendra possible d'éviter des dommages dus au hasard! »

La pluie d'obus, tant sur les forts que sur Paris, commence à donner sur les nerfs du gouverneur; à bout d'idées, il jette à l'eau la *force morale* qui lui avait suffi jusqu'alors et il essaie de se mettre à l'unisson des énergumènes des clubs acharnés aux mesures extrêmes. En attendant, le kilogramme de cheval coûte 20 francs et le boisseau d'oignons 80 francs. « Pour contenter l'opinion » et montrer qu'on emploie au moins une partie des 400 000 hommes disponibles, on fait quelques sorties vers le Moulin-de-Pierre, vers Drancy, la Gare-aux-Bœufs. Il faut lire, dans le livre de M. Duquet, les longues litanies de mort des femmes, des enfants et des vieillards. On sent que les Prussiens sont capables de montrer à ce jeu du Bombardement, inutile et rageur, autant de cruauté froide que de courage.

Le général Trochu est acculé à une action militaire à tout prix; il la prépare donc, sans conviction du reste; il fait annoncer ses préparatifs par les journaux, que les Allemands, gens soigneux et toujours informés, auront soin de lire. Tandis que les 100 000 hommes, qui prendront part à la bataille à laquelle on a donné le nom de Buzenval, sont organisés d'une manière décousue, les membres du gouvernement reprennent la plume; ils se livrent à des amplifications de style où ils s'approprient, par une figure de rhétorique, « nos femmes égorgées, notre faim, nos souffrances ». Le général Schmitz transmet passivement les ordres du gouverneur. Il s'agit d'enlever, sur trois colonnes, les hauteurs qui commencent sur les bords de la Seine, entre Saint-Cloud et le Mont-Valérien et se prolongent en-

[1] *Paris. Le Bombardement et Buzenval*, 1er-22 janvier 1871 par M. Alfred Duquet. 1 vol. in-12.

suite à l'ouest, en terrains compliqués, naïvement abandonnés par le général en chef à l'ennemi, qui s'y était retranché. Le 19 janvier au matin, les troupes partent. D'après un témoin oculaire : « La garde nationale, comme les troupes de ligne, n'avait qu'une âme et un désir, celui de vaincre. Chacun de ces braves gens avait fait, en partant, le sacrifice de sa vie. » Mais les routes sont encombrées, les ordres mal donnés, les colonnes se transforment en cohue dans la boue et le brouillard ; grâce à ce brouillard qui nous avait empêchés de les prévenir par le canon, les Prussiens sont surpris : la bataille commence; tout d'abord, dans le trouble de la direction, dans l'épaisseur de l'atmosphère, nos soldats tirent plus d'une fois les uns sur les autres; puis bientôt les actes audacieux et héroïques se succèdent nombreux. Il faut aller à l'ouvrage de M. Duquet et lire les récits où l'historien les a fixés.

Parmi les personnes dont il a dû consulter les souvenirs, se place au premier rang le général de Bellemare; les jugements de cet officier n'auraient-ils pas, je suis obligé de le remarquer, trop pesé parfois sur ceux, si libres d'ordinaire, de M. Duquet? Il est souvent dur pour le général Ducrot. Je ne veux ni nier les fautes de ce dernier, ni livrer sur sa tactique une bataille d'encre, mais je ne peux m'empêcher, après avoir entendu tout ce que la critique a dit, d'admirer la droiture de son caractère et la hauteur de son courage.

A proportion que le jour avance, le combat s'anime; les Prussiens n'amènent leurs forces en avant qu'avec lenteur, mais leur artillerie se montre plus rapidement que la nôtre qui est restée embourbée dans les chemins de traverse ; les efforts de notre gauche et de notre centre sont ainsi paralysés. Quant à la colonne de droite, elle aborde heureusement l'ennemi; cependant, malgré le formidable appui de l'artillerie du Mont-Valérien ; malgré mille traits d'héroïsme de la part des officiers et des soldats, dont chacun mériterait un long récit, elle ne peut cependant profiter de son succès, à cause des tergiversations et du manque de coup d'œil du général en chef.

Il est trois heures de l'après-midi, toutes les forces ennemies ont gagné leurs postes de combat ; nos routes sont encombrées de blessés, et la garde nationale, dont aucun succès n'est venu couronner l'ardeur, commence à trouver la journée longue ; les bataillons de Belleville donnent l'exemple de la débandade, l'ennemi en profite pour essayer de prendre l'offensive. Mais nous avons encore des troupes solides contre lesquelles il se brise, et toutes ne crient pas, pour justifier leur retraite au pas de course, comme ce garde national gesticulant avec son fusil : « Non, mon général, ce n'est pas aujourd'hui que nous risquerons de nous faire tuer, bientôt une occasion meilleure se présentera. » Celui-là attendait la Commune.

Le parc de Buzenval est le terme de nos progrès arrêtés par le terrible mur crénelé de Longboyau : il n'est plus possible de demander à nos soldats épuisés par dix heures de marches et de combats autre chose que de se défendre. Les Prussiens se faufilent partout, soldats qui se sentent victorieux, dont la cohésion est parfaite, opposés à des débris dont la nuit seule peut cacher le désordre et le navrant aspect. Pourtant cette garde nationale n'a pas manqué de bravoure, puisqu'elle a eu 60 officiers et 1 282 soldats tués ou blessés. La déroute est bientôt légalisée par la sonnerie de la retraite qu'ordonne le général Trochu, sans songer qu'à sa droite, le général Ducrot dont les troupes, meilleures, ont été moins maltraitées que les autres, se prépare à une reprise de combat et qu'il s'attend à être appuyé à sa gauche. C'est ainsi que les ordres et les contre-ordres, les marches et les contremarches qui se croisent et s'entre-croisent favorisent la poussée lente et méthodique des Prussiens. Ils prennent, comme dans un filet, les héroïques entêtés, qui çà et là se sont obstinés à rester à leur poste, tels que le commandant de Lareinty et sa troupe dans la maison Zimmermann, et les défenseurs de Saint-Cloud. Le général les avait oubliés, ou trouvait trop grande pour risquer d'aller à leur secours, l'agglomération des forces prussiennes.

Cette fatale journée, préparée sans conviction, sans plan ni objectif précis, démontra que l'armée régulière était toujours excellente. que la garde nationale bien encadrée, bien appuyée, était en état de rendre des services réels, mais aussi que certains bataillons ne faisaient que s'aguerrir pour l'émeute et la Commune qui leur promettait plus de politique et moins de dangers.

On va bien le voir. Dès le 19 janvier, les membres du gouvernement veulent destituer le général Trochu qui a demandé d'un ton attendri, pour enterrer les morts, un armistice de deux jours que les Prussiens lui ont rogné à deux heures. Malgré l'amertume du sacrifice que sa vanité lui rend pénible, il songe au fond à passer la main au Conseil municipal, afin que « le gouverneur de Paris ne capitule pas », et il donne, plutôt on lui arrache sa démission quand tout est perdu; il est remplacé par le général Vinoy désespéré du terrible héritage qu'on lui impose.

A ce moment, c'est le 22 janvier, les héros de la lie qui n'a pas voulu se battre « proclament l'insurrection », s'emparent de Mazas dont ils ont surpris la porte, en lâchent les condamnés et ils y festoient, narguant la faim qui va livrer Paris à l'ennemi. Le bombardement continue. Comme au 31 octobre, après une bataille perdue sous les murs de la capi-

tale, les Parisiens vont apprendre un désastre en province; Chanzy et Bourbaki vont être acculés; ces nouvelles, les perquisitions de vivres, l'augmentation des maladies, la continuation du bombardement engendreront l'émeute. Le prudent et invisible Pyat se prépare à l'assaut de l'Hôtel de Ville, qu'heureusement le général Vinoy a fait garder par des troupes sûres. Les députations arrivent, les défilés commencent avec, en sourdine, le bourdonnement sinistre et sans trêve particulier aux temps de troubles; les membres du gouvernement sont là, obligés de répondre et de faire bonne figure. Rien ne sert, Serizier et Blanqui brusquent l'attaque; un hasard veut qu'ils soient bien reçus. Peu s'en fallut que le Dix-huit Mars eût lieu le 22 janvier. Dès que le gouvernement peut respirer il se remet à faire des proclamations : « Un crime odieux... la ferme exécution des lois. »

Cent mille hommes ont péri, mais le moral des Parisiens est intact, malgré la faim, la guerre civile menaçante et les dix mille bombes tombées sur leurs têtes. Et le chef nommé d'enthousiasme, qui osa laisser partir l'Impératrice sans même lui ôter le chapeau sous lequel cuisaient tant de vaines paroles, qu'avait-il su faire de 500 000 hommes et de ressources telles que l'histoire du monde n'en vit jamais? Rien!

L'ennemi, plus confiant dans la famine que dans sa propre épée, eut beau jeu à vaincre. Jules Favre dans une expiation qui le rend pitoyable à nos yeux, va verser ses larmes sur le gantelet de fer de Bismarck. Il semble que jamais épopée plus gigantesque ne se dressera dans l'histoire, que nulle n'offrira un drame plus prodigieux, plus inattendu, plus sublime et plus sinistre jusque dans ses plus infimes détails; mais, dès à présent, les pages de M. Duquet nous saisissent au cœur et, jusqu'à la dernière, nous passionnent de plus en plus.

Colonel Fix.

THÉATRES

Porte-Saint-Martin : *Cyrano de Bergerac*, pièce en cinq actes et en vers, de M. Edmond Rostand.

J'arrive bien tard pour vous parler de *Cyrano*. Qu'ajouter à ce qui a été dit et écrit depuis quinze jours, à l'admiration chaleureuse et unanime qui a salué le nouvel ouvrage dramatique de M. Edmond Rostand?

Ma seule ressource, pour être, ou paraître original, serait de dire du mal de la pièce. Mais comment m'y prendrais-je si je n'en pense pas? Je vais donc refaire tant bien que mal les articles de mes confrères, constater comme eux le triomphe unique de *Cyrano*, en chercher les causes, et me réjouir avec eux de ce qu'un nouveau poète nous est né, — qui était déjà grandelet depuis la *Princesse lointaine*.

Le succès, on le sait, a dépassé toutes les prévisions, toutes les espérances. On n'en vit jamais de plus complet, de plus triomphal. La critique et le public se sont trouvés d'accord. Songez seulement à ceci : chaque soir, quinze cents Parisiens *changent l'heure de leur dîner* pour écouter le premier acte de *Cyrano!* Et demandez-vous pour quelle autre cause ils consentiraient à un faire autant?

Ce succès incroyable est dû à diverses causes. Naturellement, le mérite singulier de l'ouvrage est la plus importante; et je n'ai pas besoin d'ajouter que, sur ce mérite, je reviendrai tout à l'heure. Une des causes contingentes, si j'ose dire, du triomphe, c'est que, pour la première fois depuis... — disons pour la première fois, tout simplement, le public s'amusait à une pièce en vers. Le goût du drame en vers est l'un des goûts dominants du public français; il faut qu'il soit bien fort pour avoir résisté à tout ce qu'on lui a servi sous ce prétexte et sous ce titre depuis un demi-siècle. Goût de la grandiloquence, si enraciné dans le peuple d'orateurs que nous sommes; prolongement aussi, de notre éducation classique : la tragédie exige un effort dont peu de spectateurs sont capables, et ils se rattrapent avec le drame en vers, moins psychologique et plus nourri de faits, qui leur paraît ressembler, à la tragédie et qui, en réalité, en est aussi différent que possible; s'intéresser à un drame en vers semble à certains communier avec la littérature. Ajoutez ce préjugé étrange, en vertu duquel une œuvre est réputée d'autant plus belle qu'elle semble plus difficile à faire (naturellement, l'idée seule d'écrire des lignes de douze pieds terminés par une rime est, pour le vulgaire la représentation même de la difficulté). Et vous vous expliquerez la surprenante résignation avec laquelle le public entendit et écouta les déplorables élucubrations que lui servirent « les poètes ». Je ne crois pas qu'il existe, dans notre théâtre, d'ouvrages plus offensants, d'une convention plus outrageante, d'une fausseté plus manifeste! Il semblerait qu'on dût choisir, pour le langage des dieux, le sujet le plus élevé, la psychologie la plus délicate, la fantaisie la plus ailée. Rappelez-vous les récents ouvrages. Il n'en est pas un qui eût pu faire un mélodrame ou un vaudeville supportables. Ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante.

Et voici qu'un poète paraît, plus poète que tous les autres, doué comme aucun, extraordinairement riche en verve et en images, d'une abondance surprenante, d'une imagination à la fois subtile et opu-

lente, — un poète, et un poète *amusant!*... L'ivresse du public fut à son comble. Nous savons gré à M. Rostand de nous avoir prouvé qu'une pièce en vers peut n'être ni boursouflée ni niaise. Il était temps qu'on nous le rappelât.

On a tout dit sur le style de M. Rostand. Nul, depuis Regnard, n'eut un vers de théâtre plus souple, plus vivant, ni plus alerte. Ce qu'il y a de particulier, c'est que ce nouveau Regnard est tendre et sensible, qu'il sent et qu'il pense. Certes, j'apprécie le premier acte de *Cyrano* avec sa joie étourdissante, sa folie de jeunesse et d'entrain. L'apostrophe à Montfleury, la tirade sur « le nez », surtout la ballade du duel, d'une élégance chevaleresque, délicieuse dans ce je ne sais quoi d'excessif et de « blague » qui rappelle le « Des vers ! »... de la *Princesse lointaine*. Et j'aime également le second acte, qui met en scène la pâtisserie Ragueneau, et les pittoresques cadets de Gascogne. Et, si je goûte un peu moins le quatrième acte, j'en vois cependant l'invention joyeuse et picaresque.

Mais combien je préfère la fin du second acte (scène entre Cyrano et Roxane), le troisième, et le cinquième! Ici, c'est mieux que de la verve et de l'esprit, c'est de l'émotion vraie et naturelle. La traduire en vers tendres et pénétrants, c'était l'affaire de l'écrivain : il fallait un poète pour imaginer cette scène délicieuse où Cyrano se sacrifie au bonheur de Roxane : où, pour mieux dire, il goûte cette joie, — raffinée, mais non sans amertume — de prêter son esprit et son âme à l'homme qu'il faut que Roxane aime, puisqu'elle ne saurait être heureuse sans lui. La scène est d'un charme inexprimable, d'une vérité attendrie et mélancolique. Vous vous la rappelez. Christian, si amoureux qu'il soit, n'est pas éloquent; Roxane, en sa qualité de Précieuse, aime le beau langage, et la sobriété de Christian la choque. Il faut le faire rentrer en grâce. Roxane paraît à son balcon. Christian admire et ne dit mot. Cyrano le « souffle » d'abord, puis, la nuit venant, prend délibérément sa place, sûr de n'être point reconnu :

> Vous ne voyez qu'une ombre, et moi qu'une blancheur...

Il parle pour Christian, d'abord, avec les concetti à la mode. Peu à peu, il se substitue à son ami : c'est pour soi qu'il parle, c'est son propre amour qu'il exprime, avec d'autant plus de chaleur et de tendresse que jamais peut-être il ne pourra plus le dire; il parle, il s'émeut, il émeut... Et c'est à Christian que Roxane donne le baiser si ardemment demandé par Cyrano!

Et, encore, quelle jolie scène que celle (second acte) où Roxane fait à Cyrano l'aveu de son amour pour Christian. Le « quiproquo » apparaît juste assez pour faire naître l'espoir chez Cyrano et l'émotion en nous. Comme Cyrano étouffe son chagrin avec une gaieté chevaleresque, comme il arrête sur ses lèvres les mots qui y montent d'eux-mêmes, et quelle jolie réponse, si fière et si contenue, lorsque Roxane lui demande le récit de son dernier exploit : « J'ai fait mieux depuis ! »

C'est le cinquième acte, enfin, apaisé, mélancolique, par où s'achève, sous le soir tombant d'un jour d'automne, cette pièce tout étincelante de soleil. Roxane vieillie, Cyrano vieillard : celle-là ignorant toujours le pieux amour qui l'entoure depuis quinze ans : celui-ci, si éloquent jadis pour un autre, muet, respectueux et résigné. Il faut la mort pour qu'il avoue, ou même qu'il laisse deviner son secret : c'est le dernier soupir seulement de Cyrano que Roxane recueillera sur ses lèvres. Et ce qu'il y a de charmant et de profond à la fois, c'est que ni Cyrano, qui en jouit, ni nous qui en sommes émus, ni Roxane qui le donne, nous ne croyons guère à ce dernier baiser. Il est trop vrai que, si Christian revenait, c'est vers lui, en dépit des lettres, que volerait Roxane. Elle joue ici, sincèrement, la comédie de l'amour « moral ». Ce n'est pas tout à fait faux, ce n'est pas tout à fait vrai : nous trouvons ici la part de mensonge inconscient, d'illusion pour mieux dire, sans quoi nul sentiment humain ne saurait exister. Et c'est pour cela que la mélancolie de cette scène nous pénètre si profondément.

Mais, au-dessus du style éblouissant, de l'incroyable abondance d'images, du sûr instinct dramatique, ce qui me paraît tout à fait supérieur dans le nouvel ouvrage de M. Edmond Rostand, c'est la conception du personnage de Cyrano. Nous y voyons, en quelque sorte, le travail d'une jolie imagination de poète... On conte que Cyrano eut plus de cent duels, et qu'il n'alla jamais sur le terrain qu'en qualité de second. C'est de cette anecdote, sans doute, qu'est née la pièce. Et n'est-elle pas ingénieuse cette sorte de transposition qui fait de Cyrano un « second » en amour? Et ce second a tous les droits du monde à être le premier. Tendre, généreux, héroïque, éloquent, il est laid; et c'est la tare définitive, irrémédiable, contre laquelle échoueront son héroïsme, son éloquence et sa tendresse.

Et c'est cette tare qui le rapproche de nous. Les héros des poètes sont trop parfaits, en général, et la beauté leur vient naturellement, comme l'auréole autour de la tête d'un Dieu. Tant de perfections nous découragent, et nous nous détachons d'eux. Cyrano nous ressemble davantage (physiquement au moins!) et nous pouvons l'aimer comme l'un de nous. C'est quelque chose : c'est le principal pour un personnage de théâtre. Ce n'est pas tout. Il fallait M. Rostand pour en faire ce qu'il est, l'une des plus admirables figures de poète que je sache. Le temps et la

place me manquent, hélas! pour vous le montrer, à travers ces cinq actes, émouvant par la vérité, le naturel, la simplicité de ses sentiments. Écoutez-le, qu'il parle à Roxane, à ses amis ou à Christian : il a la force et la bonté. Il a mieux. Au dernier acte, il grandit et devient (si j'ose cette phrase) comme une revanche contre la sottise, l'hypocrisie et la lâcheté. M. Rostand l'a dessiné avec amour. Je serais surpris qu'il ne l'aimât pas comme un frère.

Je n'ose insister davantage. Depuis quinze grands jours on ne parle que de *Cyrano*. Considérez ce qui précède comme de simples notes. Je voulais seulement vous montrer les différents aspects de l'ouvrage, et vous dire tout ce qu'il contenait d'excellent. Je ne crois pas que jamais poète ait eu débuts plus glorieux. *Les Romanesques*, *la Princesse Lointaine*, *la Samaritaine*, *Cyrano*... Et M. Rostand n'a pas trente ans! Que pouvons-nous attendre de lui ?... Ma réponse est bien simple : Tout!

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

La Vérité.

De temps à autre, à propos d'événements qui passionnent l'opinion, les journaux nous annoncent pour un avenir prochain « la Vérité sur l'affaire... » J'ai le plus grand respect pour les journaux qui se réjouissent à la pensée de pouvoir dire bientôt la vérité à leurs lecteurs. Ils sont désintéressés s'ils renoncent ainsi de gaîté de cœur à la plus féconde des rubriques.

Un vieux philologue qui a consacré toute sa vie à restituer par conjecture le texte des écrivains anciens, altéré par les copistes successifs qui nous l'ont transmis, m'a dit un jour à l'oreille : « Si l'on retrouvait seulement un manuscrit original d'Aristote ou d'Euripide, nous autres philologues nous serions tous fichus! » Mais il ne se troubla pas longtemps. Il ajouta : « Heureusement on ne retrouvera jamais un manuscrit original d'Aristote ni d'Euripide », — et reprit sa sérénité. Oui, les trouveurs de conjectures peuvent être tranquilles. Les résultats de leur petit travail, encore qu'hypothétiques et provisoires, prennent à nos yeux avec le temps une valeur singulière ; nous les croirons bientôt évidents et définitifs : les vérités ne sont que des hypothèses qui ont fait un stage.

Mais, la Vérité !...

* * *

Comme on se console de l'absence des êtres aimés en parlant d'eux, parlons un peu de la Vérité : nous aurons l'illusion très douce qu'elle est au milieu de nous. Si nous n'entretenions soigneusement son souvenir dans notre mémoire, nous nous habituerions insensiblement à vivre sans elle, et cela ne serait pas sans inconvénient. Un beau jour, par hasard, la fantaisie peut la prendre de nous revenir. Conservons-lui dans notre intimité une place toute prête à la recevoir. Il serait cruel qu'elle arrivât comme une étrangère, comme une intruse qui s'excuse avec embarras de son indiscrétion : « Vous ne m'attendiez pas, vous m'aviez oubliée, je vous dérange!... »

Il y aurait de l'inexactitude à dire qu'elle est morte : elle a l'éternité des mots abstraits auxquels l'humanité se plaît à mettre une majuscule afin de croire à leur réalité. Essentiellement elle est une allégorie ; elle n'a rien de charnel ni de matériel ; c'est ce qui la met à l'abri du temps.

On la représente généralement toute nue (encore que parfois elle s'habille un peu!) pour bien marquer son caractère d'éternelle immutabilité. Les costumes ne tardent pas à *dater*. Si nous lui donnions les robes de nos contemporaines et leur coiffure, nos petits-fils la considéreraient comme une grand'mère, et nos arrière-petits-fils n'auraient plus de respect pour elle. Il serait fâcheux qu'elle se démodât. Comme les portraits de famille, on la laisserait longtemps au grenier avant qu'un antiquaire ne la retrouvât, — et le regain de jeunesse que donnent les antiquaires aux vieilleries serait encore insuffisant pour elle.

On la représente un miroir à la main. Comme Narcisse elle aime sa propre image. Elle seule a des regards assez purs pour contempler ses grands yeux clairs et suivre avec ingénuité la ligne nette et précise de son beau corps immaculé. Elle n'a pas de sœur ni de compagne habituelle, et nul amant ne saurait être digne de son amour de vierge impassible et froide. Elle est éternellement seule avec elle-même et ne se plaît qu'à la contemplation d'elle-même.

On la représente au bord d'un puits, profond asile où elle se réfugie craintivement. Car elle est une enfant timide. Elle a peur des regards indiscrets et profanateurs. Elle ne veut pas vivre trop familièrement au milieu des hommes. Comme les impératrices des pays étranges, elle se cache aux yeux de tous afin de se rendre mystérieuse et de faire croire à sa divinité. J'imagine aussi qu'elle a quelque coquetterie et qu'elle s'amuse à se faire désirer en ne se montrant qu'à de rares intervalles : elle ne pourrait souffrir d'être regardée avec indifférence.

On la représente sous les traits d'une toute jeune fille qui n'a pas encore l'expérience de la vie. L'expérience de la vie développe, paraît-il, le sens pratique, et donne, par suite, le goût des utiles fictions et des

ingénieux stratagèmes. Les psychologues affirment que l'enfant commet son premier mensonge le deuxième ou le troisième jour de son existence, au moyen de gestes et de cris inarticulés, à défaut de paroles. Comme la Vérité est une déesse privilégiée, on croit pouvoir lui donner une quinzaine d'années, — poétique hardiesse !

*

On raconte qu'aux premiers âges du monde, quand les dieux n'avaient point encore renoncé complètement à vivre dans la société des hommes, on la voyait souvent se promener sans mystère en compagnie des sages dans les jardins fleuris, sur le penchant des belles collines. Elle ne leur parlait pas, car ce n'est pas par des mots qu'elle s'exprime; sa seule présence leur était une révélation. Mais cette familiarité lui causa des ennuis. Les sages commirent des indiscrétions, et même à leurs commentaires ils mêlèrent des bévues.

Dès lors la Vérité se tint prudemment sur la réserve. Le puits où elle demeure n'a pas de poulie ni de chaîne pour en faciliter la descente. Il est si profond qu'en s'accrochant à la margelle et en se penchant curieusement vers les reflets lointains de l'eau dormante, les passants aventureux n'ont pu qu'entrevoir dans l'ombre la déesse décevante qui s'y cachait. Parfois elle est apparue aux petits pâtres de la montagne, aux paysans et aux bouviers dont les yeux candides ne l'offusquent pas. Mais elle n'aime pas les savants, ou peut-être est-elle en coquetterie avec eux; elle se dérobe éternellement à leurs regards indiscrets.

Il faut bien le dire, elle a par ce manège découragé beaucoup de zélés admirateurs. Moins fidèles que le bon cyclope Polyphème dont se jouait avec espièglerie Galatée, la petite nymphe marine, ils se sont lassés de poursuivre vainement la déesse capricieuse. Et de dépit, ils ont voulu se consacrer au culte de la Fiction. Ils ont peuplé leur horizon de légendes et de vaines mythologies. Ils ont affiché le plus grand mépris pour la réalité qu'ils ont dite grossière et indigne de charmer leurs délicats esprits. Les poètes ont été les premiers menteurs. Même, si l'on s'en rapporte à l'étymologie, leur nom veut dire « les faiseurs ».

Ils eurent de nombreux adeptes et Dieu seul pourrait recenser les « faiseurs » qui jouèrent un rôle plus ou moins éclatant dans l'histoire, — et, le plus souvent, d'ailleurs, se soucièrent peu de poésie. La postérité de l'ingénieux Ulysse se multiplie, assure-t-on, de jour en jour.

Le temps est proche où nul n'aura plus le souci de la Vérité. Un beau jour, en se penchant au bord du puits où elle se cache, son dernier fidèle, inquiet, la verra flotter, pâle et déchevelée sur l'eau miroitante. Alors, il criera d'une voix entrecoupée de sanglots que la Vérité est morte. Les échos des collines et des forêts répéteront son cri. Mais les passants, indifférents, continueront leur chemin sans se retourner, ou bien ils se moqueront comme d'un fou du pauvre homme naïf et crédule.

*

Et même, soyons sincères, est-ce que ce lugubre événement n'a pas eu lieu déjà? Est-ce que ce cri de détresse n'a pas été jeté déjà dans les temps?... Oui, rendons-nous à l'évidence, si triste soit-elle : la Vérité est morte, il y a longtemps, si longtemps même que depuis lors un autre règne s'est écoulé, qui maintenant, lui aussi, touche à sa fin, — le règne d'une autre déesse, moins belle et moins pure, mais digne pourtant de nos regrets, la Vraisemblance.

Celle-ci n'est pas une petite fille ingénue, mais elle joue le personnage d'une ingénue, ce qui n'est pas la même chose. Même il y a longtemps qu'elle le joue et elle se conserve bien dans ce rôle : cela n'est pas pour nous surprendre. Elle est rusée et fait des mines. Elle s'amuse à parodier la Vérité, elle prend son air, sa voix et ses manières. Elle réussit à merveille dans ce petit jeu, souvent innocent : l'illusion est complète et les passants peuvent s'y tromper. Parfois des gens chagrins, des esprits critiques (des historiens, apparemment) s'aperçoivent de son manège, — et comme ces gens-là ne veulent pas être dupes (quel étrange orgueil!) voilà qu'ils jettent le holà. Ils voudraient faire du scandale, mais leur espoir est bientôt déçu. Les passants ne veulent pas être détrompés; ils se plaisent à la comédie qu'on leur joue; ils la trouvent spirituelle et amusante. Alors on crie haro sur les gêneurs, et les pauvres « esprits critiques » sont violemment contraints d'éteindre leur lanterne dont la lumière crue nuit à l'illusion!

La Vraisemblance qui n'est qu'une comédienne a d'ailleurs des barnums expérimentés.

Ils savent ménager ses effets et ne l'exhibent qu'avec précaution. Ils composent habilement la salle pour le premier jour; ils ont généralement des amis dans la presse; quand ils n'en ont pas, ils s'en font : il est assez facile en somme de se faire des amis dans la presse. Ils ont de bons comptes rendus; le public est docile, il suit; au bout de deux ou trois soirées le succès est assuré.

*

Certes, je plains la Vérité d'avoir été remplacée par cette comédienne, d'avoir été jouée par elle! Mais enfin cette comédie de la Vraisemblance était encore, à bien prendre les choses, une manière d'hommage

à la Vérité. C'était l'aveu formel qu'on ne saurait prendre le cœur des hommes qu'en se donnant l'air de la Vérité. La Vérité n'était donc pas tout à fait morte, on avait encore un vague souvenir d'elle; on l'aimait encore dans cette mauvaise copie.

Mais à présent c'est bien changé. La Vraisemblance devint sans doute trop exigeante. Toujours est-il que ses barnums l'ont complètement lâchée, et ce qu'ils nous exhibent maintenant ne se donne plus la peine de ressembler, même de loin, à la Vérité. Seulement cela n'a plus d'importance, parce que dorénavant le public est conquis. Le public est prêt à trouver bien tout ce qu'on lui présentera. Malgré tout, quand même, il croira toujours que « c'est arrivé » ou du moins il aura l'air de le croire, et c'est bien l'essentiel.

Les fabricants de conjectures peuvent continuer en paix leur ingénieux travail. On ne trouvera pas les manuscrits originaux d'Aristote ni d'Euripide. Et les barnums aussi peuvent être tranquilles : ils ont une situation de tout repos. Ils n'ont pas à craindre à présent un retour offensif de la Vérité.

André Beaunier.

EXTÉRIEUR

L'Europe et la Chine.

La politique européenne est livrée à des soubresauts extraordinaires : elle est emportée en un moment des bords du Danube à ceux du Yang-Tsé-Kiang.

Nous en étions, dans notre dernier article, à la désorganisation précipitée de la monarchie austro-hongroise, au duel des Tchèques et des Slaves, à l'état de siège proclamé en Bohême, à l'attitude de la Hongrie qui n'a point tort de prendre des précautions et d'assurer sa stabilité, au milieu de l'écroulement d'un empire dont les jours sont comptés. Nous disions que la question d'Orient avait été rejetée sur l'Occident par la faute des cabinets et lancée du Bosphore et des Balkans en plein cœur de la monarchie des Habsbourgs.

Mais voici que l'empereur allemand la reprend de sa main impatiente et la relance en Chine, par l'occupation de Kiao-Tchéou, — simple fantaisie d'un seigneur du monde, sans aucune de ces raisons qui peuvent ressortir de l'intérêt général de l'Europe.

Alors on a commencé à comprendre pourquoi les affaires de notre propre Orient européen avaient été conduites d'une manière si déplorable. Les voiles se sont déchirés. On a su pourquoi les Arméniens égorgés sous le regard des puissances indifférentes, pourquoi la Crète bloquée par nos flottes, au profit et bénéfice du Croissant; pourquoi l'hellénisme arbitrairement sacrifié, pourquoi cette manœuvre des cabinets exhortant le Turc à faire vite, à envahir la Grèce et à l'écraser, tandis que l'on empêchait Athènes de se défendre; pourquoi l'Allemagne nous laissait l'honneur de tirer sur les chrétiens de la Canée et se gardait bien elle-même de débarquer ses soldats; pourquoi Berlin n'a cessé d'observer une attitude particulière, en dehors et à côté de ce concert européen, qu'on disait obligatoire, où nous nous étions engagés à fond et tout entiers; pourquoi enfin les idées d'équité, de liberté des peuples, toutes les maximes les plus classiques de l'Europe intellectuelle et pensante avaient été indignement maltraitées, sans respect du passé, sans prévoyance de l'avenir : c'est que l'empereur allemand avait, lui, sa propre et personnelle question d'Orient, qu'il préparait avec un soin jaloux, et il ne fallait pas le déranger de cette préparation exclusive. Aussitôt que quelque chose remuait qui aurait pu le distraire du plan préconçu, le lion grondait sourdement.

Le massacre des missionnaires de Kiao-Tchéou fut l'occasion de brusquer une entreprise dès longtemps méditée. Elle aurait été déterminée autrement, si cette occasion-là avait manqué. Dès que la nouvelle en parvint en Europe, on se rappela les paroles prononcées en diverses circonstances, et qui avaient paru obscures, soudain éclairées en leurs profondeurs; on s'expliqua les peintures symboliques, représentant le « péril jaune », que Guillaume II envoyait à l'empereur de Russie; on saisit la portée et le sens de ce « septennat maritime », soutenu devant le Reichstag avec une opiniâtreté invincible. N'avait-on pas déclaré que le parlement allemand voterait la loi pour sept ans ou qu'il serait brisé ? Il n'avait à choisir ainsi qu'entre deux genres d'abdication.

Cependant la Chine avait accordé sans marchandage toutes les satisfactions qui lui étaient demandées. Le meurtre des missionnaires de Kiao-Tchéou était une funeste aventure, un crime fortuit : il ne faisait point partie d'un système de gouvernement, comme les massacres d'Arménie et de Constantinople. Le Père Salvatore égorgé et « incinéré » à Zeitoun n'avait point paru digne qu'on prît tant de peine pour le venger. Nous avons souffert pendant trois ans toutes les moqueries et les abominables balivernes du gouvernement du sultan. Nous avons fini par lui restituer, comme sanction de ses hauts faits, une place et un rang en Europe, d'où il avait été expulsé par les conférences et congrès successifs. Abdul-Hamid peut se permettre maintenant de poursuivre jusque dans Paris et Bruxelles les journalistes qui le

gênent, qui osent demander pour la Turquie une loi et un droit. Les valises des postes européennes sont journellement pillées et violées, dès qu'elles entrent dans les domaines du Grand Seigneur. Les conventions consulaires, legs d'une époque où il y avait une Europe et une France qui se faisaient respecter, sont sacrifiées à l'orgueil d'un despote qui ne règne que par la violation quotidienne de toutes les règles de l'humanité. L'autonomie de la Crète, itérativement promise devant la Chambre et le Sénat par le ministre des Affaires étrangères de la République, est plus éloignée que jamais de sa réalisation efficace. On découvrira peut-être demain le gouverneur phénix, il paraît qu'on le tient. Mais les conditions mêmes de cette autonomie, telle qu'on l'a conçue, la rendent illusoire. Les musulmans fanatiques ont recommencé à tuer les paysans hellènes. La guerre est partout dans l'île. La situation d'Athènes, et on le verra, n'est pas tenable, sous le régime qu'on lui a imposé. La Thessalie est toujours occupée par le Turc, et on ignore quand il partira. Mais au milieu de ces circonstances critiques qui pèsent sur tous les États et qui troublent gravement l'Europe sur une vaste étendue, depuis les Dardanelles jusqu'à Vienne et Prague, on est parti pour la Chine. Il ne s'agit pas d'une promenade : c'est du partage de la Chine qu'il s'agit, dit-on; pour cette absurdité, nous devons quitter tous les autres problèmes les plus pressants où se trouve engagée la vie économique et politique de l'Europe et la nôtre en particulier.

Aussitôt que les signatures du traité général de paix gréco-turque eurent été échangées, les questions les plus délicates étant laissées avec soin de côté, le prince Henri de Prusse, à « la dextre gantée de fer », a cinglé vers la mer Jaune. On attendait seulement que le traité turc écrit en lettres d'or fût déposé dans le sac de velours et de soie rehaussé de pierreries. Il faut bien des pierreries et de l'or pour rehausser les œuvres d'une diplomatie sans beauté ni vertu. Nous savons que le prince Henri a passé à Gibraltar. Il est chargé d'aller « prêcher l'évangile de Sa Majesté l'Empereur » aux peuples jaunes et de le leur imposer, « soit qu'ils le veuillent ou ne le veuillent pas... » Telles sont les leçons de la libérale Europe à ces sauvages !

La « dextre gantée de fer » peut frapper Pékin : l'entreprise est relativement aisée, mais que pourra-t-elle sur un peuple, sur un monde de quatre ou cinq cent millions d'individus, où les départements sont grands comme un royaume d'Europe, où un fonctionnaire suffit pour trente et quarante millions d'hommes qui vivent en paix, de leur travail, sans se demander de quelle administration ils relèvent, ni s'il existe un Pékin et un empereur de la Chine ! Le *Tagblatt* dit qu'il n'est pas plus difficile de partager la Chine que l'Afrique entre les divers États de l'Europe. Le partage de l'Afrique n'est déjà pas si commode, mais les peuples de l'Afrique nomade et barbare ne peuvent évidemment se comparer sous aucun point de vue à ces familles, si intimement unies avec la terre qu'ils cultivent depuis deux mille ans et qui n'ont rien à apprendre de nous excepté le salariat, le chômage forcé, les grèves et l'alcoolisme.

Si on regarde maintenant vers ces parages, on aperçoit la plus grande partie de la flotte anglaise à Chefou, au nord de la péninsule du Shantong, à l'entrée du golfe du Petchili. A sa droite, se tient la flotte japonaise, à Weï-Haï-Weï. Elle est là attendant la rançon que la Chine lui doit depuis la dernière guerre. Ces deux flottes unies ont en face d'elles Port-Arthur, où sont installés les Russes, à l'extrémité du Liao-Toung. Les Allemands de Kiao-Tcheou sont plus au sud, de l'autre côté de la presqu'île du Shantong, dans la mer Jaune. Si un conflit éclatait, il apparaît que la grande bataille serait entre les Russes d'une part, les Anglais et les Japonais de l'autre, autour de ces promontoires qui deviendront plus célèbres que celui d'Actium dans l'histoire du monde. On n'en sait pas encore bien la géographie ni comment orthographier leurs noms, en chinois, en français, en anglais : chaque atlas à sa méthode. On réglera cette orthographe-là à coups de canon un jour ou l'autre.

Il est assez intéressant de voir que les Allemands sont en dehors de cette première ligne, de l'autre côté du Shantong, comme nous l'avons marqué : ils seraient ainsi à l'écart du conflit du Petchili, comme ils étaient à l'écart du concert en Crète. Ils pourraient compter les coups. Grands amis des Russes, non moins amis des Anglais, les Allemands, salués à Gibraltar, pourraient assister à la bataille des géants. Soit hasard, soit calcul, l'empereur Guillaume occupe dans la Méditerranée comme dans la mer Jaune cette position exceptionnelle et unique. Sa volonté aurait pu facilement empêcher la guerre turco-grecque : elle l'a au contraire précipitée. Elle pourrait de même précipiter les uns contre les autres Anglais, Russes et Japonais. Cette politique de calculateur doublerait-elle l'enthousiasme de l'apôtre ? Nous aurions là une réunion de qualités assez chatoyante.

En Corée, comme en Chine, la concurrence est depuis longtemps entre Anglais, Allemands et Russes pour l'installation de leurs fonctionnaires dans les administrations des douanes et des finances, et de leurs officiers instructeurs dans l'organisation des troupes. Les Allemands avaient l'avance dans l'empire des Célestes et à Pékin ; ils font l'instruction de l'armée chinoise comme ils ont fait celle de l'armée turque. Ils se flattaient d'avoir dans la main l'empereur chinois, le sultan des Turcs. Les Russes, comme il est

juste, réclament aujourd'hui leur part, c'est-à-dire la première et le reste : c'est toujours ce que les lions appellent leur part. On nous apprend que les officiers instructeurs de l'Allemagne vont être remplacés par des officiers russes et que l'accord est fait sur ce point entre Saint-Pétersbourg et Pékin, comme il est fait aussi pour ces grandes voies ferrées qui vont relier la Moscovie aux ports de la Chine.

Les Japonais qui sont devenus une puissance, non pas seulement de l'Orient, mais de l'Occident, on aurait envie de dire presque européenne, constitutionnelle et parlementaire comme une Angleterre ou une France, sont en pleine crise gouvernementale, depuis que ces événements ont éclaté. Ils ont fermé les portes de leur parlement, ils veulent un pouvoir d'initiative et d'énergie. L'occasion leur paraît venue de prendre une revanche sur ceux qui les arrêtèrent dans leur campagne victorieuse de Corée. Ce sont les Hellènes de l'océan Pacifique, ingénieux, subtils, diserts, et avec des traits qui semblent empruntés au caractère et à la position des Anglais dans le monde. Nous avons eu la belle inspiration de les traiter comme nous avons traité les Grecs de la Méditerranée. Ils étaient autrefois nos amis sincères et ardents : ils considéraient Paris comme leur capitale intellectuelle. Mais notre diplomatie s'applique admirablement à rompre tous les liens moraux que nous avions avec les peuples jeunes et d'avenir.

La France et la République, sans direction, n'ayant pas de dessein politique suivi et déterminé, flottent dans un sens et dans un autre, au hasard et à la remorque. Le présent n'est pas sûr et le lendemain est plus incertain encore. Voilà pourquoi il nous est impossible d'avoir confiance et de goûter les douceurs d'une paix qui va périclitant tous les jours.

Hector Depasse.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Nouveautés de la semaine.

D'après la Bibliographie de la France :

La plus Belle fille du monde, par Paul Déroulède (C. Lévy). — *Le Désastre (Metz 1870)*, roman, par P. et V. Margueritte; — *Campagnes d'Afrique (1835-1848)*, lettres adressées au maréchal de Castellane; — *Le Duc d'Aumale*, par Ernest Daudet. — *Mœurs et Ascètes indiens*, par M. le marquis de la Mazelière. — *Marie Tréfuel*, roman, par Henri Doris (Plon). — *L'Afrique du Sud*, par Georges Aubert. — *De Paris à Tiflis*, par G. Sanselme. — *Les [illegible], histoire d'un poète*, par Maxime Lecomte, sénateur (Flammarion). — *Essai sur Gœthe*, par Édouard Rod. — *Journal d'un Bourgeois de Paris sous la Terreur*, t. V, par Edmond Biré (Perrin). — *Nouveau Cours de langue française*, par Robert (Belin). — *Cyrano de Bergerac*, comédie, par Edmond Rostand. — *Les plus forts*, par Georges Clemenceau (Fasquelle). — *Bismarck*, par Jules Hoche (Juven). — *Les Tiepolo*, par H. de Chennevières; — *Chardin*, par Charles Normand (Libr. du *Figaro*).

L'IMAGINATION FAIT LE RESTE...., par *Jean de la Brète* (Plon). — C'est une amusante petite personne que l'héroïne de Jean de la Brète. Hélène de la Platière, à qui le sort donna la plus pacifique existence aux côtés d'un tuteur outrageusement prosaïque et raisonnable, rêve sans cesse de folles aventures et d'événements romanesques. Dans son donjon, c'est-à-dire dans le pigeonnier où elle s'est arrangé une retraite, elle attend le Persée qui doit la délivrer, nouvelle Andromède, des platitudes de la vie contemporaine. Qui sera Persée ? Elle le voit sous deux formes : Roland le Paladin et le berger Pâris. C'est Roland qui survient, pendant les grandes manœuvres, en la personne du capitaine de hussards Pierre Haurec. Hélène tient son aventure ! Mais ô désillusions ! ce hussard est plus terre à terre que le tuteur lui-même. Son désolant prosaïsme se trahit à chaque étape d'un voyage en Suisse que les deux jeunes gens font sous la conduite du tuteur, pour apprendre à se mieux connaître avant de se marier. Roland le paladin s'inquiète de la cuisine des hôtels, se refuse à pourfendre qui que ce soit, parle cirrus et nimbus devant les nuages. Décidément, Hélène renonce à lier son existence à celle de ce héros trop sensé. Elle rentrera dans son pigeonnier pour y attendre le berger Pâris. Un peu excentrique et peut-être un peu pédante et un peu outrée, Hélène de la Platière pourtant ne déplaît point. C'est qu'elle a de la bonne humeur et de l'esprit. Elle intéressera le public honnête auquel son autobiographie s'adresse. Il faut souhaiter à l'*Imagination fait le reste...* le succès de *Mon oncle et mon curé*.

LE BILAN LITTÉRAIRE DU XIXe SIÈCLE, par *M. G. Meunier* (Fasquelle). — Un titre alléchant s'il en fut ! Peut-être objectera-t-on qu'il est un peu tôt encore pour établir si définitivement le compte de l'exercice courant se règle par profits ou par pertes. Mais certains symptômes précurseurs, certains courants d'opinions permettent déjà à un comptable avisé tel que M. Meunier de distinguer les valeurs réelles des valeurs fictives, ce qui pour l'avenir se hausse à la gloire, et ce qui va tomber dans l'oubli après avoir usé sa popularité éphémère. Le fait saillant de cet examen rapide est l'estime sans cesse grandissante où l'on tient les grands ouvriers de la pensée, tels que Chateaubriand et de Vigny, et la lente dépréciation de tous ceux qui furent uniquement de grands virtuoses du mot et de la phrase : ces derniers, il faut bien l'avouer, furent de beaucoup les plus nombreux. Quoi qu'il en soit je suis persuadé avec l'auteur que le bilan de ce siècle et même de ce dernier quart de siècle ne se soldera pas par un déficit ; j'hésite davantage à me ranger à son opinion quand il dit que « malgré ce qu'un critique a appelé la banqueroute du naturalisme, il est bien certain que le mouvement créé par cette époque littéraire est en pleine ascension ». Je crois au contraire à une réaction prochaine et durable en faveur du spiritualisme, de la poésie et de la foi.

G. Art.

Paris — Chamerot et Renouard (Imp. les *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 3000.   *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 4. 4e SÉRIE. — TOME IX 22 JANVIER 1898.

CONFÉRENCES DE L'ODÉON [1]

Sébastien Mercier.

La vie et le personnage de Sébastien Mercier sont assez amusants. C'était un bon type, et dont l'espèce n'a pas disparu ; un type d'échauffé, d'outrancier, de faux homme de génie et de faux inventeur, — non sans probité du reste, ni sans esprit, ni même sans talent. Mais avec tout cela son cas est bien fait pour nous rendre modestes, et vous verrez comment.

Il naquit à Paris en 1740. Il fut quelque temps professeur au collège de Bordeaux. Puis il revint à Paris faire de la littérature. Il composa d'abord des « héroïdes » parce que c'était un genre à la mode, et ses héroïdes ne valaient rien.

C'est alors qu'il trouva son chemin de Damas. C'était aux environs de 1770. On traduisait beaucoup le théâtre anglais. Mercier s'en éprit, un peu aveuglément, comme d'autres, aujourd'hui, du théâtre scandinave. Il découvrit, à la suite de Diderot, le « drame », par opposition à la tragédie et à la comédie classique.

Là-dessus, il écrivit un *Essai sur l'art dramatique*. Il appelait Racine et Boileau les « pestiférés de la littérature ». (Les romantiques plus tard se contentèrent de les traiter de perruques.) Il disait que Racine « avait perdu la poésie française ». Il disait aussi que les contes de Perrault valaient mieux que l'*Iliade*. Il raillait la tragédie, n'en voyait que les conventions, secouait les « règles », disait qu'il fallait emprunter ses sujets à l'histoire moderne et surtout à la société vivante. Bref, il prêchait le modernisme et le réalisme.

Pour mettre ses théories en pratique, il écrivit *Nathalie*, drame en quatre actes. La pièce fut reçue, mais indéfiniment ajournée par les Comédiens-Français. Mercier les poursuivit en justice et se fit recevoir avant pour soutenir son procès, car c'était un esprit propre à tout et d'une effroyable facilité. Mais l'affaire traîna et, finalement, fut enterrée.

Alors Mercier fit imprimer ses drames. On les joua en province, puis à Paris, à la Comédie italienne. Le *Déserteur* et la *Brouette du vinaigrier* eurent un très grand succès. Le *Déserteur* plut beaucoup à Marie-Antoinette, qui crut que c'était du nouveau, cette charmante femme n'étant pas exempte de snobisme.

En 1770, Mercier fit paraître l'*An 2440, rêve s'il en fut*, prophétie sur l'évolution des mœurs, qui ne paraît guère en train de se réaliser, — et, en 1781 et les années suivantes, le *Tableau de Paris* en douze volumes, — qui est son œuvre la plus intéressante, et sur lequel je reviendrai.

La Révolution éclate. D'abord révolutionnaire exalté, Mercier rompt bientôt avec les Jacobins, car, avec un cerveau brûlé, il avait l'âme douce. Député à la Convention, il ne vote pas la mort du roi, mais seulement sa détention perpétuelle.

Après le triomphe de la Montagne, au 31 mai, il est de ceux qui signent une protestation contre les actes de cette journée. Il est incarcéré avec 72 de ses collègues. Il échappe à la guillotine et, après le 9 thermidor, reprend sa place dans l'assemblée. Puis, en 1792, il passe au Conseil des Cinq-Cents.

Il avait écrit contre la loterie, et il accepte, en

1 Conférence faite par M. Jules Lemaître au théâtre de l'Odéon.

1797, une place de contrôleur dans cette administration. Il avait écrit contre les Académies, et il devient membre de la deuxième section de l'Institut (Sciences morales)... Il ne craignait pas de se contredire, et peut-être ne s'apercevait-il pas de ses contradictions. Ce n'est d'ailleurs pas par là qu'il est original. Professeur d'histoire aux Écoles centrales, il ne cesse de travailler à étonner ses contemporains. Un jour, il accuse Voltaire d'avoir détruit la morale; il fait son procès à la philosophie et s'élève contre la diffusion de l'instruction dans les masses, ce qui lui vaut le surnom, assez mérité, de « singe de Jean-Jacques ». Une autre fois, il attaque dans son cours Locke, Condillac et les idéologues qu'il appelle les *idiologues*. Il soutient (pourquoi?) que la Terre est ronde et plate, et que le soleil tourne autour, comme un cheval de manège. Il dénigre les arts et appelle les statues des « poupées de marbre ». — Il aurait voulu supprimer, disait-il, jusqu'au nom de Corrège, de Raphaël, de Titien, « dont les œuvres ont été si pernicieuses pour les mœurs ».

Il publie, en 1801, un livre intitulé : *Néologie, vocabulaire des mots nouveaux ou à renouveler*. Il conseille de renoncer totalement aux vers, chose puérile et artificielle. « Les prosateurs, dit-il, sont nos vrais poètes. » — Il imagine une bibliothèque française, d'où il exclut Malebranche, Pascal et Bossuet; mais il y place Marmontel et Letourneur. Enfin, pour ennuyer Lavater, l'homme des bosses du crâne, il prétend qu'on peut arriver à la connaissance de l'homme par la seule inspection des pieds. — Voilà quelques-uns de ses paradoxes. Ils sont faciles et ne sont pas très piquants. Et le pire, c'est qu'il y croyait.

Sous l'Empire, il resta républicain, prudemment, mais fermement. Il appelait l'empereur un « sabre organisé ».

Il mourut en 1814, quelques jours après le retour des Bourbons. Il avait, pour ce qui le regardait, grande confiance dans la postérité. Il s'appelait lui-même « le plus grand livrier de France », et en effet son œuvre est volumineuse. Il disait que Greuze et lui étaient deux grands peintres. C'était d'ailleurs un fort honnête et fort brave homme.

Avant d'arriver à son théâtre, disons un mot de son *Tableau de Paris*.

C'est un énorme paquet de notes, — malheureusement sans aucun ordre, — sur Paris, sur sa vie, ses rues, ses spectacles, ses divertissements, ses mœurs et usages, ses métiers et professions et ses différentes classes sociales. Un mérite de l'auteur, c'est d'avoir fait la place très large au petit peuple, même à la populace, même aux bas-fonds. L'enquête, très décousue, paraît assez complète. Nous serions très heureux d'en posséder une pareille sur chaque grande période de l'histoire des mœurs.

Je feuillette, un peu négligemment, ce tableau de Paris (entendez de Paris aux alentours de 1780) :

« Le peuple, dit Mercier, est mou, pâle, petit, rabougri. » Il ajoute : « On voit bien au premier coup d'œil que ce ne sont pas là des républicains. »

« Il n'y a plus d'*hommes à bonnes fortunes;* nous n'avons plus même de *petits-maîtres;* mais nous avons l'*élégant*... Sa fatuité est calme, tranquille, étudiée ; il sourit au lieu de répondre... Il parle de la retraite où il vit, de la chimie qu'il étudie, de l'ennui où il est du grand monde... Les femmes, de leur côté, n'épuisent plus les superlatifs... elles parlent avec une simplicité affectée : les événements les plus tragiques ne leur arrachent qu'une légère exclamation ; les nouvelles du jour, narrées sans réflexions, et les expériences chimiques, fournissent à l'entretien. »

Bref, en 1780, la mode, dans le monde, était à la science et à un certain air dédaigneux et ennuyé. On « piochait » la simplicité et la froideur. A ce propos, une note curieuse : « Lorsque M. de Voltaire est venu à Paris en 1778, les hommes du grand monde ont remarqué qu'après une si longue absence de la capitale, l'écrivain renommé avait perdu ce point juste qui détermine l'empressement ou la retenue, l'enjouement ou la réflexion, la louange ou le badinage. Il n'était plus d'accord : il montait trop haut ou descendait trop bas ; il avait d'ailleurs une démangeaison de paraître ingénieux à chaque phrase; on voyait l'effort... »

Cela veut dire qu'on eut beau l'acclamer et couronner son buste, on se moqua de lui par derrière et on le trouva « coco » : et voilà l'envers de bien des apothéoses.

« La finance est alliée aujourd'hui à la noblesse. La dot de presque toutes les épouses des seigneurs est sortie de la caisse des fermes...

« La mode, dans les grandes maisons, est de dîner son épée au côté ; on s'esquive sans saluer... On reparaît dans la maison huit ou dix jours après, sous peine d'impolitesse.

« Les riches ne font plus bonne chère, parce qu'ils ont commencé de trop bonne heure, et qu'ils ont le goût émoussé. Souvent le maître de la maison, au milieu d'une table délicieusement servie, boit tristement du lait.

« Avec des nourrices, des gouvernantes, des précepteurs, des collèges et des couvents, certaines femmes ne s'aperçoivent presque pas qu'elles sont mères.

« On déclame toujours contre les financiers, et moi tout le premier. Ils ont fait tant de mal, a dit quelqu'un, que ceux d'aujourd'hui, qui en font moins, payent pour leurs devanciers.

« Une secte nouvelle, composée surtout de jeunes

gens, paraît avoir adopté les visions répandues dans un livre intitulé *les Erreurs et la Vérité*, ouvrage d'un mystique à tête échauffée, qui a néanmoins quelques éclairs de génie. » Bref, le mysticisme était bien porté.

« On a aujourd'hui l'air d'un sot écolier quand on se met à déclamer contre les mystères et les dogmes. Il n'y a plus que les garçons perruquiers qui fassent des plaisanteries sur la messe. » Bref, l'impiété n'était plus à la mode.

« Le nombre des filles publiques, ne favorisant que trop le désordre des passions, a donné aux jeunes gens un ton libre qu'ils prennent avec les femmes les plus honnêtes, de sorte que, dans ce siècle si poli, on est grossier en amour.

« Les mots proscrits de la langue (l'argot) sont positivement dans toutes les bouches, depuis les princes jusqu'aux crocheteurs. Les femmes aujourd'hui se les permettent.

« Le second ordre de la bourgeoisie a des mœurs, et des mœurs plus pures peut-être que dans tout autre lieu du monde.

« L'idole de Paris, c'est le joli... »

J'ai choisi ces quelques remarques dans le premier volume, — et j'en aurais pu recueillir des centaines, — pour vous montrer que bien des choses n'ont point tant changé en cent vingt ans. Si, de ce tableau des mœurs en 1780, on rapprochait un tableau des mœurs en 1898, je ne sais si les ressemblances ne l'emporteraient pas sur les différences.

Celles-ci, néanmoins, sont considérables, cela va sans dire. Mercier constate, il est vrai, un adoucissement général des mœurs et reconnaît que beaucoup des abus de l'ancien régime étaient alors atténués dans la pratique. Mais cette société déjà plus humaine garde pourtant des cruautés que nous pouvons à peine concevoir. (Je vous renvoie aux chapitres sur les prisons, le bourreau, et les supplices.) Ce qui est charmant, c'est le pittoresque de cet ancien Paris ; il l'emporte par là, et de beaucoup, sur le Paris d'à présent. Il est moins grand (900 000 habitants) et beaucoup moins propre et commode ; mais la vie, y étant plus resserrée et sur un plus petit nombre de points, y est plus grouillante, plus diverse, plus colorée. Les classes sociales, plus séparées par les lois et les institutions, y sont, dans la réalité, plus rapprochées et mêlées par les mœurs qu'elle ne le paraissent aujourd'hui. Notre Paris hygiénique et monumental, où les pauvres vivent si loin des riches, semble froid, dur, et bien peu familier et fraternel auprès de celui-là.

Il faut lire les chapitres sur la Courtille et Ramponneau, sur les Piliers des Halles, sur la Fête-Dieu, et sur le Palais-Royal. Que ce vieux Paris devait être amusant !

Nous devons à Mercier un dernier éloge : son *Tableau de Paris* est tout pénétré de l'esprit de Jean-Jacques. Ce sont de continuelles dissertations d'hygiéniste, de sociologue, et de philosophe de la nature. Cela le rend plus ennuyeux, mais bien estimable...

Passons au théâtre de Mercier.

L'évolution de la comédie au XVIIIe siècle est vraiment bien curieuse. Car, partie de la comédie proprement dite, celle de Molière, elle aboutit à la comédie larmoyante et à la tragédie bourgeoise et populaire ; elle va de la pièce qui fait rire à la pièce qui fait pleurer et de la comédie à son contraire.

De cette singulière évolution on suit parfaitement toutes les étapes ; et, d'une étape à l'autre, on voit la comédie se vider peu à peu de ce qui est comique. D'abord, tandis que Molière s'était contenté de marquer çà et là le sentiment de l'amour en quelques traits sommaires, Marivaux fait, de l'amour, le sujet même de sa comédie, qui devient ainsi tendre et touchante autant que subtile. D'autre part, Destouches invente, le malheureux ! la comédie didactique et pédagogique, écrite en style d'épître morale, et, pour y maintenir quelque intérêt, cherche les effets pathétiques et sentimentaux. Puis La Chaussée, continuant Destouches, crée la comédie larmoyante, à peine mêlée encore de quelques scènes comiques. Laissant la peinture du monde et des ridicules mondains, il prend pour objet la vie intime, les douleurs domestiques. — Enfin Diderot s'empare de la nouveauté mise à la mode par La Chaussée et l'agrandit, — non par ses deux insupportables drames, *le Fils naturel* et *le Père de famille*, mais par ses théories. Il fait le procès à tout notre théâtre. Il demande plus de vérité, naturellement ! c'est toujours à plus de vérité qu'on a voulu ramener le théâtre, et cela, cinq ou six fois par siècle. Il demande la suppression des mots d'auteur et des tirades et l'exactitude du décor. Il y a deux points où il insiste surtout : 1° il veut non plus des coups de théâtre, mais des tableaux, c'est-à-dire, à le bien entendre, une mise en scène plus semblable à la vie ; et 2° il veut qu'on peigne, non plus seulement les caractères, mais surtout *les conditions*, c'est-à-dire, — à l'interpréter avec bienveillance, — des caractères encore (car que serait la condition toute seule, le juge en soi ? le négociant en soi ? etc.), mais des caractères particularisés, localisés, modifiés par les circonstances de la vie réelle, dont la plus considérable est l'attache professionnelle. Il veut en somme, un théâtre réaliste. (Gustave Lanson, *Littérature française*, page 644, sqq.). Et je ne sais pourquoi (mais c'est un fait), voulant un théâtre réaliste, il a, pour sa part, accouché d'un théâtre exclusivement pleurard et déclamatoire, et faux comme un jeton.

Or tandis que la comédie, avec Destouches, Fagan, La Chaussée, Diderot, Saurin, Sedaine, se dirigeait vers le drame bourgeois et populaire, la tragédie, avec Crébillon, Voltaire, Ducis, s'acheminait au mélodrame historique. Ainsi, elles tendaient à se rejoindre : et, au lieu que le XVIIe siècle, parti d'une entière confusion des genres, était allé les débrouillant, les distinguant, et les séparant de plus en plus, jusqu'à la tragédie pure de Racine et la comédie pure de Molière, — par un mouvement contraire, le XVIIIe siècle avait travaillé à les rapprocher et à les mêler de nouveau. Car toute l'histoire n'est que retours et oscillations.

Ce drame réaliste, dont Diderot avait donné l'intéressante formule, c'est ce bon Mercier qui se charge de l'exécuter. Et le théâtre de Mercier est un exemple impayable de l'énorme différence qu'il y a quelquefois entre ce que nous croyons faire et ce que nous faisons.

La *Brouette du Vinaigrier* (1774), que vous allez voir tout à l'heure, ressemble un peu, et même beaucoup, à ces drames puérils et moraux que l'on jouait autrefois, dans les écoles primaires ou chez les Frères de la doctrine chrétienne, à la distribution des prix.

Le commerçant Delomer a promis sa fille à M. Jullefort, homme à la mode et coureur de dots. Mlle Delomer se soumet, bien qu'elle aime secrètement le commis Dominique, pauvre et vertueux, dont elle est adorée. Mais — comme ça se trouve ! — M. Delomer ayant subitement fait faillite, Jullefort se dérobe : sur quoi Dominique père, un bonhomme qui vend du vinaigre au détail, demande pour son fils la main de Mlle Delomer, et l'obtient : car, — comme ça se trouve encore ! — le baril qu'il brouette dans les rues contient toute une fortune amassée sou par sou.

La *Brouette du vinaigrier* est, je crois bien, la plus enfantine des pièces de Mercier. Pourtant on a bien fait de la choisir pour vous la mettre sous les yeux, puisque c'est celle qui eut le plus de succès. Elle dut ce succès, j'imagine : 1° au réalisme de certains détails extérieurs, 2° à l'idée qui y est partout répandue, de l'égalité des hommes. (Et pourtant ce qui triomphe au dénoûment, ce n'est pas l'égalité, c'est l'argent, ce grand maître d'inégalité, puisque c'est l'argent qui rend possible le mariage de Dominique avec Mlle Delomer, mais Mercier ne s'en est pas aperçu.) 3° La pièce dut son succès au type du vieux vinaigrier ambulant, philosophe de la rue, sorte de Thomas Vireloque vertueux et décent, et qui fait songer à la fois à Franklin, au bonhomme Richard et même un peu au chiffonnier de Félix Pyat.

Toutefois le *Juge* (1774), *Nathalie* (1775) et l'*Indigent* (1782) me paraissent un peu moins insignifiants, — moins agréables aussi, je le reconnais.

Voyons le *Juge*. — Un gentilhomme terrien veut contraindre un magistrat à lui donner gain de cause, contre toute équité, dans un procès qu'il a avec un paysan. Notez que ce seigneur est le bienfaiteur de ce juge : néanmoins celui-ci, après beaucoup d'angoisses, a le courage de faire son devoir. Heureusement le seigneur condamné est enfin touché lui-même, et complètement retourné, par la « naïve » éloquence de son adversaire le paysan, — un de ces vertueux villageois comme les concevaient alors les philosophes et les littérateurs. Et puis, — comme ça se trouve ! — ce juge intègre est précisément le fils de ce gentilhomme impétueux mais sensible, qui l'a eu d'un mariage secret ; et cela facilite encore le dénoûment, mais n'a, du reste, aucune espèce de rapport avec l'idée de la pièce.

Voyons l'*Indigent*, drame en 4 actes, 1782.

— De Lys, « riche jeune homme », cherche à séduire la pauvre et vertueuse ouvrière Charlotte, qui vit avec le tisserand Joseph, qu'elle croit son frère et qui la croit sa sœur. Mais, — comme ça se trouve ! — Charlotte est justement la sœur du jeune de Lys, et Joseph n'est que son cousin. Comment ? Il serait trop long de vous l'expliquer. Quand de Lys sait cela, il voudrait frustrer Charlotte de ce qui lui revient de l'immense fortune de son père. Mais un notaire sensible et vertueux déjoue ses manœuvres, l'amène par ses discours à de meilleurs sentiments, et marie Charlotte et Joseph.

Voyons enfin *Nathalie*, drame en 4 actes, 1775.

— C'est une pièce assez compliquée, — une des premières que Mercier ait écrites, et peut-être la meilleure, — et celle qui ressemble le plus, d'une part au drame bourgeois selon Scribe, de l'autre au mélodrame populaire.

M. de Clumar, ancien capitaine de vaisseau, déjà vieux, a pour fille (du moins il le dit) Agathe, qui a dix-huit ans. Un voisin de campagne, Fondmaire, homme déjà mûr, aime Agathe, et la demande en mariage ; et Clumar la lui accorde, un peu malgré elle.

Or, Fondmaire a secrètement, à Paris, une ancienne maîtresse, de bonne famille, et qu'il a enlevée autrefois : Nathalie. Nathalie vient relancer Fondmaire ; elle a avec lui une explication à la suite de laquelle elle tombe en syncope et reste malade. Elle est soignée par la jeune Agathe, sa propre rivale ; elle trouve cette enfant charmante, si charmante que, ayant revu Fondmaire, elle lui dit : « Épousez-la. Je vous rends votre liberté, je me sacrifie à votre bonheur, et j'entre au couvent. » Sur quoi Fondmaire est tellement ému d'admiration qu'il dit à Nathalie : » C'en est trop ! Femme sensible et vertueuse, c'est toi qui seras mon épouse ! »

Or, — comme ça se trouve ! — Nathalie est la fille de Clumar. Jadis enlevée par un séducteur, elle a été reniée et oubliée par son père. Comment Clumar ignore que le séducteur de Nathalie est justement Fondmaire, et comment Fondmaire et Nathalie ignorent qu'Agathe est leur fille, cela nous entraînerait dans trop d'explications. Le plus clair, c'est que Fondmaire eût épousé sa propre fille, si la Providence n'eût veillé. « O maître de nos destinées, c'est donc toi qui me ramènes ma fille ! » dit Clumar. « Par quelle voie merveilleuse, mon Dieu, m'as-tu conduit à ce moment ! » dit Fondmaire. Et tous deux ont raison de s'étonner.

Tels sont quelques-uns des drames de Mercier. Il faut maintenant considérer : 1° par où ils ont réussi jadis, et ce qu'ils sont quant à l'histoire des idées et des mœurs; 2° ce qu'ils sont dramatiquement et quant à l'histoire du théâtre.

Ils ont plu autrefois par ce qui nous en paraît aujourd'hui le plus suranné et le plus fade, par ce qu'on appelait alors leur « philosophie ». Dans ces drames inspirés des théories de Diderot, Mercier a versé à flots la philosophie de Jean-Jacques, épaissie et vulgarisée. Ils sont pleins de lieux communs de morale naturelle; ils sont déistes et de tendances révolutionnaires; ils proclament l'égalité des hommes; ils prêchent la tolérance; ils dénoncent les abus de l'ancien régime; ils glorifient, vous l'avez vu, le bourgeois éclairé, le négociant, le juge, le notaire, c'est-à-dire précisément l'espèce d'hommes qui représentera le tiers-état à l'Assemblée constituante. Ils préparent 89, comme tout, à cette époque, le prépare.

De plus, comme presque toute la littérature du même temps, ils sont pleins d'une « sensibilité » qui nous semble affreuse, ridicule et répugnante, mais qui paraissait alors délicieuse et distinguée. Cette sensibilité-là n'avait souvent de la sensibilité que le nom : c'était surtout l'application à *paraître* éprouver jusqu'à l'excès les émotions d'un caractère altruiste, parce qu'on tenait cet excès pour honorable. Il y avait donc là beaucoup d'artifice et de vanité, et, par suite, très peu de pitié et de bonté réelles, puisque cette vanité, ce souci de soi-même, cette préoccupation d'être, aux yeux des autres et à ses propres yeux, dans une posture qui vous fît honneur étaient foncièrement contradictoires à l'idée de la véritable bonté, qui implique justement l'oubli de soi ou du moins l'effort de s'oublier. Et c'est pourquoi leur « sensibilité » n'empêcha nullement les hommes de la Révolution d'être souvent impitoyables. — Puis cette sensibilité étant une mode, et, par suite, étant affectée par les êtres les plus médiocres, revêtit rapidement une forme d'une inexprimable sottise. Et enfin, comme cette sensibilité passait pour noble, elle entraîna la « noblesse du style » comme la concevaient les sots, c'est-à-dire la plus emphatique, la plus incolore et la plus niaise phraséologie, un charabia sans nom. Par là, quelques-uns des écrivains du siècle dernier nous paraissent plus éloignés de nous, plus étrangers, plus iroquois que les précieux ou les burlesques du XVIIe siècle ou que les pédants du XVIe. Vous verrez tout à l'heure des échantillons de ce style; mais je vous préviens que les plus étonnants ne sont pas dans la *Brouette du Vinaigrier*. Les personnages de Mercier s'appellent couramment entre eux *homme sensible*, *créature vertueuse*, *noble épouse*, *respectable vieillard*... Dans *Jean Hennuger*, drame sur la Saint-Barthélemy, l'évêque de Lisieux, parlant au lieutenant du roi, l'appelle : « militaire féroce » !

Cette sensibilité vaniteuse, emphatique et bête, de la fin du XVIIIe siècle, je ne sais pas, après tout, si l'on n'en retrouverait pas quelque chose, sous une forme qui nous paraît moins sotte, dans notre évangélisme des dernières années et dans notre « religion de la souffrance humaine », devenue, elle aussi, une mode... Mais ce qui est plus sûr, c'est qu'un peu de cette sensibilité banale, et sous la forme même qu'elle eut au XVIIIe siècle, est demeuré longtemps dans notre mélodrame populaire.

Cela m'amène à mon second point (la qualité dramatique des pièces de Mercier et leur place dans l'histoire du théâtre).

Mercier voulait et croyait faire des drames *réalistes*, Voyons ce qu'il a fait.

Le réalisme, chez Mercier, est dans la condition sociale des personnages, dans leur costume, dans le décor et dans les accessoires : ainsi la brouette et le baril dans la *Brouette du Vinaigrier;* ainsi, dans l'*Indigent*, le tabouret dépaillé du tisserand Joseph, et la table de toilette de l'élégant de Lys; ainsi les détails de procédure dans le *Juge* et dans l'*Indigent*. Mais le réalisme n'est que dans ces détails extérieurs; il est aussi absent que possible de tout le reste, action, sentiments et style, c'est-à-dire du drame lui-même.

Car, d'abord, dans ces pièces, le hasard règne en maître, je dis le hasard le plus invraisemblable. Ce ne sont, à la suite de mariages secrets, de naissances cachées, d'abandons, de dispersions de familles, que rencontres inopinées entre des gens unis à leur insu par des liens naturels; et par suite, les dénouements sont tout en « reconnaissances », — comme d'ailleurs ceux de Voltaire, la tragédie, à cette époque, subissant une dégénérescence parallèle à celle de la comédie.

Ce n'est pas tout : tandis que l'action est, presque toute, gouvernée par un hasard romanesque, les

personnages sont entièrement subordonnés à l'action. Ils n'ont aucune vie propre. Ce sont des ombres vaines qui déclament. Ils sont presque tous d'une vertu démesurée, monotone et insipide; et, quand ils sont méchants, ou moins bons, ils reviennent au bien avec une incroyable rapidité. Il n'est presque pas une de ces pièces où nous n'ayons vu de ces revirements moraux qui s'opéraient tout d'un bloc, comme au coup de sifflet d'un machiniste.

Or, tous ces caractères . réalisme purement extérieur, action gouvernée par un hasard artificieux et providentiel, subordination totale des personnages à l'action, et revirement soudain desdits personnages lorsque l'action l'exige; et par là-dessus, moralité fade, sensiblerie, emphase, optimisme grossier, — ce sont précisément, aujourd'hui encore, les caractères du mélodrame populaire. A coup sûr, le genre a fait des progrès depuis Mercier; il s'est compliqué, on a su y triturer et y combiner les possibilités du hasard avec plus d'aisance et une plus grande sûreté de main : mais enfin, — tandis que Mercier, tout plein de Diderot, pensait fonder le drame réaliste, — ce qu'il inaugurait au nom de la vérité, c'est bien le mélodrame, c'est-à-dire justement le genre le plus dénué de vérité et le plus effrontément conventionnel; bref, tout le contraire de ce qu'il avait vaguement dans l'esprit. Et cette aventure est plaisante.

En somme, Mercier était disciple avec de grands airs et mouton de Panurge avec de terribles prétentions à l'originalité. Il se croyait novateur et en avance sur son temps parce qu'il était « de son temps » avec émerveillement et intempérance. Pour avoir lourdement exagéré les idées de Jean-Jacques et quelques-unes des idées de Diderot. il se figurait les avoir inventées. C'était une espèce de Homais dévoré du besoin de paraitre indépendant et hardi, de se montrer partout « à l'avant-garde ». Il ne s'apercevait pas que, d'être aveuglément pour ce qu'on appelle la littérature de demain (un lendemain qui ne vient pas toujours), cela est extrêmement facile et ne prouve aucune force d'esprit. Et il ne savait pas non plus qu'un paradoxe, c'est bien quelquefois une vérité neuve, mais ce peut être aussi quelque niaiserie inspirée par la manie contredisante et à la portée du premier venu. Par ce contraste entre sa banalité réelle et sa prétention à l'originalité, Mercier prête beaucoup à sourire. Mais son exemple, le déchet de son œuvre (et ce déchet, c'est, peu s'en faut, son œuvre entière), peuvent du moins nous apprendre à ne pas nous laisser trop impressionner par les esprits de la même famille, s'il s'en rencontre autour de nous, par ces gens qui tous les matins inventent la poudre et découvrent l'Amérique. Et puis, je le répète, Mercier était brave homme et il n'était pas tout à fait sans talent; et toutes les fois que, dans son *Tableau de Paris*, il s'est contenté de noter ce qu'il voyait, il mérite encore d'être lu. S'il survit un peu, ce n'est pas comme écrivain, ce n'est pas comme moraliste, ce n'est pas comme dramaturge, c'est comme reporter.

JULES LEMAITRE.

LES RESPONSABILITÉS

DE LA PRESSE CONTEMPORAINE (1)

Conclusions.

Nous voici parvenus au terme de l'enquête que nous avions instituée sur les responsabilités de la presse contemporaine. Sans que nous l'ayons prévu ni voulu, cette enquête a coïncidé avec l'une des affaires les plus scandaleuses et les plus inquiétantes auxquelles la presse tout entière ait été mêlée depuis la fondation de la République. Nos lecteurs pouvaient suivre dans les faits la vérification des idées émises par nos correspondants. Les avantages de la liberté de la presse, comme aussi les inconvénients de son irresponsabilité, frappaient chaque matin et chaque soir, à l'heure de la réception des journaux, tous les esprits sensés de ce pays. Ainsi s'explique le retentissement national dont a bénéficié notre enquête. Il est attesté par la discussion qu'en ont faite les journaux de toute nuance (2) comme par les lettres très nombreuses que nous avons reçues depuis le 4 décembre.

Quelques sceptiques nous disent aujourd'hui : « Oui, nous en convenons, l'enquête de la *Revue Bleue* a eu ce qu'on appelle « un succès ». Mais ce succès, dû en grande partie aux scandales actuels, prouve-t-il quelque chose? Avez-vous obtenu un résultat pratique quelconque? Après votre enquête, le journalisme sera-t-il plus honnête, le public moins crédule, la magistrature moins timide? Les lois seront-elles changées, et quelque député prendra-t-il sur lui d'en proposer la modification au parlement? Votre parade a été brillante à souhait : mais, la parade terminée, l'action réelle va-t-elle commencer?

C'est à quoi nous voulons répondre maintenant.

I

Les plus sages lois ne sont rien sans les mœurs, et les mœurs ne sont que la réfraction des idées dans la sensibilité collective. Aucune législation n'est fé-

(1) Voyez la *Revue* des 4, 11, 18 et 25 décembre 1897 et des 1er, 8 et 15 janvier 1898.

(2) Voir à la fin de ce même numéro notre compte rendu sommaire de l'opinion des journaux.

conde si elle n'est précédée par une réforme morale, et il n'y a point de réforme morale sans une agitation intellectuelle préalable.

Créer un mouvement d'idées autour du problème de la presse ; inviter chacun, qu'il fût de l'élite ou qu'il fût de la foule, à réfléchir ou à se prononcer, c'était notre premier but. Nous croyons l'avoir atteint. Il nous semble que notre enquête aura fait voir plus clairement la situation de la presse française, ses moyens d'existence, son rôle, ses responsabilités, sa réforme possible.

Pris dans son ensemble, ce mouvement d'idées peut se résumer ainsi :

Nul ne conteste la nécessité d'une presse libre, mais tout le monde reconnaît la nécessité d'une presse responsable. Le pays veut une presse libre, car il sait que sans elle il pourrirait dans les abus. Mais le pays veut une presse responsable, car il sait que sans elle il se décomposerait dans l'anarchie. Or notre presse paraît libre, et elle ne l'est pas ; elle paraît responsable, et elle ne l'est pas. Elle est anarchique et tyrannique.

Notre presse paraît libre, et elle ne l'est pas. Elle paraît libre, si l'on entend par liberté le droit qu'a le premier venu d'imprimer quotidiennement du noir sur du blanc, et de vendre ce produit à tout venant. Mais elle n'est pas libre si l'on entend par liberté le pouvoir qu'a l'homme sincère d'imprimer publiquement son opinion. La presse est libre envers l'État, mais elle ne l'est pas envers l'argent. Protégé contre la police, le journaliste ne l'est pas contre le bailleur de fonds. En théorie, tout le monde est libre de fonder un journal ; en pratique, ce sont des marchands de papier et des brasseurs d'affaires qui le fondent, et le journaliste à leur égard n'a qu'une liberté négative, celle de ne pas écrire. Dès qu'il écrit, il leur obéit, il n'est plus libre.

Notre presse paraît responsable, et elle ne l'est pas. Elle paraît responsable, si l'on entend par là qu'un journal peut être traduit et condamné devant les tribunaux pour diffamation, chantage, outrage aux mœurs, provocation au crime, insulte aux fonctionnaires de l'État. Mais elle n'est pas responsable, si l'on réfléchit que le journal est représenté en justice par un gérant insolvable, que ni le capital des bailleurs de fonds ni la sécurité du directeur ne sont mis en cause, que la pornographie est tolérée et la diffamation acquittée par des jurys aussi incompétents que complaisants.

Liberté négative, responsabilité fictive, tel est, de l'avis unanime, le régime actuel de la presse française. N'ayant que les apparences de la liberté, elle est anarchique ; n'ayant que les apparences de la responsabilité, elle est tyrannique.

Dans la presse française, les hommes de pensée sont au service des hommes d'argent. Ils sont payés par eux, suggérés par eux, dirigés par eux. Quels sont ces hommes d'argent et ces hommes de pensée ? Sauf de rares et honorables exceptions, ce sont des individus douteux, intelligents mais immoraux, qui n'ont pu réussir dans d'autres professions, et qui se servent du journal pour s'enrichir et pour jouir. Le directeur d'un grand journal n'est le plus souvent qu'un *impresario* sans scrupule qui, pour son propre compte et pour celui de spéculateurs, recrute une troupe d'amuseurs publics. Ces amuseurs sont choisis sans autre loi que le bon plaisir de la direction. Ils se divisent en deux groupes : les chroniqueurs sont commis au soin de fournir des idées et des sensations au public ; les reporters ont la charge d'aiguiser et de satisfaire sa curiosité. Pour devenir directeur de journal, chroniqueur ou reporter, aucune garantie professionnelle n'est exigée : vous pouvez être bandit ou honnête homme, ignare ou lettré, cosmopolite ou patriote, cela ne regarde que vous ; si vous avez de l'argent et de l'audace, vous êtes journaliste. Un tel, qui hier faisait du reportage à 0 fr. 25 la ligne, devient, par le caprice de tel financier véreux, le directeur d'un des plus grands journaux de Paris. Cet autre, qui est pourri de dettes et plus taré qu'une fille, continue de régenter l'opinion. Etc., etc. La conscience des écrivains, dans un journal, n'est pas plus respectée que la vertu des actrices dans un théâtre.

La presse française est, de toutes les industries, la plus ouverte et celle qui présente le moins de garanties morales. Or son rôle est précisément de suggérer et de diriger les mœurs. Qu'elle le veuille ou ne le veuille pas, elle les suggère, elle les dirige par l'autorité de la lettre imprimée, par l'imitation qu'elle propose, par la persuasion qu'elle insinue, par l'espèce de solidarité inconsciente qu'elle crée entre lecteurs du même journal. Un journaliste a plus d'action sociale qu'un magistrat, qu'un professeur, qu'un officier, et l'on n'exige de lui aucune des garanties que l'on exige de l'officier, du professeur, du magistrat. Le premier aigrefin venu peut s'improviser procureur de la morale publique.

Sous prétexte de liberté, la presse française est livrée à l'anarchie. Cette institutrice de la nation n'a guère plus de moralité qu'une racoleuse des rues au service d'un souteneur enrichi, et elle est à coup sûr moins surveillée. Avant tout, il faut gagner de l'argent ; si la publicité honnête vaut moins que le chantage, on emploiera le chantage ; si la vérité attire moins que le mensonge, on mentira sur toutes les lignes ; si l'écrivain obscène a plus de clientèle que l'écrivain honnête, on emplira le journal de pornographies variées ; si l'appel aux passions, si la calomnie, si l'injure font monter le tirage on traî-

nera dans la boue, on écorchera sans scrupule tous les hommes publics. Le succès, qui donne au chroniqueur de la vanité, au reporter de l'importance, au directeur des billets de banque, le succès les absout de tout, et, si la cour d'assises condamne parfois quelqu'un, c'est l'homme de paille insolvable et inconnu, le Chicaneau moderne, le gérant.

Cette presse a d'autant moins de scrupules qu'elle se sait sûre de l'impunité. La loi de 1881, timide et contradictoire, n'est presque jamais appliquée, et, quand elle l'est, elle n'atteint pas les vrais coupables. Le jury, ayant en face de lui le gérant, répugne à la comédie de condamner un irresponsable : il acquitte. Les particuliers, sachant que le journaliste n'est pas tenu à faire la preuve, sachant aussi les lenteurs défaillantes de la magistrature, hésitent, reculent, finalement renoncent à poursuivre. S'ils poursuivent, le point d'honneur les force à réclamer des dommages-intérêts dérisoires. Enfin les magistrats, apeurés par la crainte des représailles, découragés par les acquittements du jury, laissent tout dire et tout imprimer, les plus ignobles obscénités comme les plus infâmes calomnies. Il en résulte que la presse, n'ayant ni frein légal, ni règle intérieure, est devenue le pire des tyrans le tyran anarchique.

II

Sur cette critique de la presse française, tout le monde est d'accord, M. Drumont comme M. Cruppi, M. Jaurès comme M. Leroy-Beaulieu, M. Zola comme le plus humble de nos correspondants. Et c'est déjà un bienfait essentiel de notre enquête, qu'elle ait précisé avec tant de netteté, avec tant d'unanimité, la crise de la presse. A-t-elle été aussi nette, aussi unanime, sur les réformes qui hâteraient la fin de cette crise ?

Pour le même malade il y a souvent plusieurs médecins, et l'on sait que rarement les médecins sont d'accord. Nous aurions été fort surpris si tous les docteurs par nous consultés avaient indiqué le même remède. Cela ne s'est point produit. Chacun, selon ses préférences ou son parti, a proposé des solutions extrêmes ou moyennes. Ces solutions ne sont pourtant pas si différentes qu'on ne puisse les ramener à quelques principes essentiels. C'est ce que nous allons essayer de faire.

Puisque notre presse n'est ni vraiment libre, ni vraiment responsable, tout notre effort doit être de la faire telle. Le problème est d'affranchir les journalistes de toute servitude, en leur ôtant tout privilège.

En théorie, il est impossible de donner à la presse plus de libertés qu'elle n'en a, puisqu'elle les a toutes. Mais en pratique, elle est esclave de l'Argent. Peut-on l'en affranchir ? Posé ainsi, le problème paraît insoluble. Si l'État intervient entre le bailleur de fonds et l'écrivain, la presse n'est plus libre ; si l'État n'intervient pas, la presse est esclave. Dans les deux cas, c'est une fille soumise. Il n'y a donc pas de solution radicale au problème de la Presse libre. Tant que l'argent et les passions mèneront l'humanité, elles asserviront le journalisme. Mais l'on entrevoit certaines réformes partielles qui amoindriraient le mal en augmentant l'indépendance réelle de la presse.

Il faudrait d'abord que le premier venu (marchand de papier, financier véreux, reporter ou chroniqueur taré) n'eût pas le droit de fonder et de diriger un journal. Des garanties légales d'honorabilité, de capacité, de savoir, devraient être exigées du directeur de journal comme elles le sont du notaire, de l'avoué ou du pharmacien. Cette première mesure suffirait à purifier la direction des journaux d'une bande de forbans ou de barnums qui la déshonorent en battant monnaie avec l'honneur du pays.

Il faudrait ensuite que le premier raté venu des professions libérales n'eût pas le droit de s'intituler journaliste. Des garanties professionnelles, assurées par des concours et des scrutins sérieux, devraient être exigées du chroniqueur et du reporter comme elles le sont de l'avocat, du médecin, du professeur. Cette seconde mesure élèverait singulièrement le niveau intellectuel et moral du journalisme contemporain. Elle le débarrasserait de cette vermine de ratés sans talent ni caractère qui l'infectent et le discréditent.

Il faudrait enfin que les Associations de journalistes, au lieu d'être de simples groupements d'ordre matériel, devinssent une juridiction hautement morale, respectée, sur tous les membres de toute la presse. Une manière de « Conseil de l'Ordre » du journalisme réglementerait les rapports entre le bailleur de fonds, le directeur et les rédacteurs du journal. Alors seulement, dans cette discipline acceptée, la liberté des consciences pourrait se maintenir.

Une loi sur la direction des journaux, une loi sur le recrutement des journalistes, une organisation professionnelle de la presse, voilà ce que le pays réclame. La presse ne sera moralement libre que le jour où elle ne sera plus anarchique.

On affranchirait encore la presse en précisant ses obligations. Les êtres les plus responsables sont aussi les plus libres, et l'on ne demande point de comptes à une esclave. Nous devons travailler à définir les responsabilités légales et sociales du journalisme.

Il faut d'abord supprimer la comédie du gérant. Supposez qu'une bande de voleurs se syndique pour

déléguer l'un d'entre eux, — le plus pauvre et le moins habile, — devant les tribunaux ; supposez que ce délégué endosse toutes les méfaits de la bande, et que les magistrats acceptent une pareille combinaison en ne jugeant que ce délégué : vous aurez une image assez exacte des rapports actuels de la presse et de la justice. Le gérant d'un journal, c'est son *délégué à la prison*. Hypocrisie tout à fait indigne d'une législation d'hommes libres !

Il faut atteindre les deux grands pouvoirs responsables du journal : le bailleur de fonds et l'écrivain. Il faut frapper le premier dans son argent et le second dans sa considération. Un grand magistrat, M. Cruppi, et un grand avocat, M. Poincaré, ont merveilleusement guidé l'opinion publique à cet égard. Il faut faire une loi qui, découvrant le capital anonyme des journaux, le frappe d'amendes énormes toutes les fois qu'il aura servi à de sales besognes. Il faut faire une autre loi qui, démasquant le rédacteur anonyme des journaux, le frappe de déchéance toutes les fois qu'il se sera rendu indigne.

Il faut encourager les particuliers à poursuivre leurs diffamateurs, il faut simplifier et activer les moyens judiciaires de poursuivre, il faut accorder des dommages-intérêts très forts. Les ruffians de la presse hésiteront alors à entreprendre les campagnes dont ils se rient aujourd'hui.

Il faut combattre énergiquement la pornographie et le reportage de cour d'assises ; il faut fermement punir le récit de scènes érotiques ou de crimes ignobles. Là encore, la forte amende pécuniaire et la déchéance corporative seront les armes légales.

Pas de lois préventives, mais des lois répressives. Liberté entière, mais entière responsabilité.

III

Cet ensemble de mesures législatives, réclamé par toute l'élite intellectuelle, sera certainement, dans un délai plus ou moins long, présenté aux Chambres et voté par elles. Mais il ne sera efficace que s'il trouve une magistrature pour l'appliquer et un esprit public pour le soutenir.

A l'heure qu'il est, nos magistrats jugent mal la presse. Tantôt ils tremblent devant elle, tantôt ils la traquent en ennemis politiques. Fonctionnaires, ils sont pris entre les exigences du gouvernement et la peur des journalistes ; jurés, ils obéissent aux suggestions de leurs rancunes, de leurs passions populaires. Pour statuer sur les délits de presse, il faudrait, suivant la forte pensée de M. Cruppi, créer une juridiction spéciale, et la placer au-dessus de l'ignorance, de la peur, de l'esprit de parti. Un tribunal de la presse, composé d'autorités illustres prises dans l'élite de la presse et de la magistrature et présidé par un juge unique et inamovible, telle serait, semble-t-il, la juridiction idéale.

Ainsi organisée et disciplinée, munie de sa règle intérieure et de ses freins légaux, purgée de ses parasites infectieux, libre et responsable envers les particuliers comme envers l'État, la presse remplirait tout naturellement dans notre démocratie son double rôle d'informatrice et d'éducatrice.

C'est là un idéal sans doute, mais il est clair et atteingible. Pour le réaliser, il faut et il suffit que l'esprit public le fasse sien. Le jour où toute la nation réclamera une presse libre et responsable, cette presse s'établira d'elle-même. Mais, dira-t-on, c'est là un cercle vicieux ; l'esprit public ne peut être modifié que par les journaux, et les journaux ne le modifieront pas dans le sens que vous désirez. Nous reconnaissons la force de cette objection, mais elle ne nous accable pas. Heureusement, à côté de la presse à scandales, il y a encore une presse honnête, celle des Revues, qui peut prendre et a pris l'initiative d'une réforme. Et puis il y a le livre, il y a la conférence, il y a l'école, il y a les conversations des citoyens entre eux. Publicistes, avocats, hommes d'État, instituteurs, professeurs, intellectuels, c'est à vous de faire pénétrer ces vérités jusque dans les profondeurs de la conscience française. Une minorité qui défend énergiquement le vrai et le juste devient toujours majorité. Notre rôle, à nous, publicistes, se limite à élaborer les mouvements d'idées qui réforment les mœurs et préparent les lois. Aux législateurs maintenant d'agir, aux magistrats d'appliquer, à la conscience nationale de sanctionner !

HENRY BÉRENGER.

LE RETOUR
DE L'ENFANT PRODIGUE
Nouvelle.

— Oui, mère, il viendra. Bien sûr, il viendra ! — et la jeune fille tournait son jeune visage, inquiet et fatigué, vers la porte du jardin, absolument comme si la mère aveugle eût pu voir ce mouvement.

La vieille femme devina sans doute, aux nuances de la voix ce regard empreint d'un désir ardent, car elle aussi se tourna à demi du même côté. Ce coup d'œil continuel jeté vers la porte, épiant l'arrivée de quelqu'un qui ne venait jamais, — ni pendant les longs jours d'été, ni dans les paisibles veillées d'hiver, — était devenu une habitude chez les deux femmes. D'ailleurs elles parlaient rarement d'autre

chose : cette arrivée était le but de leur existence. Et maintenant la vie de la vieille femme approchait de son terme, — comme tant d'autres, — sans avoir atteint son objet. Elle le sentait elle-même et sa fille le savait.

Il y avait en elles deux un besoin inconscient de soutien mutuel et, pour la mère, il était dur de mourir sans obtenir la récompense d'une patience prodigieuse, cruel aussi d'enlever à la jeune fille son fardeau de dévoûment, car beaucoup de pareils fardeaux renferment une sauvegarde, tous un devoir et quelques-uns le plus vrai bonheur dévolu à l'existence humaine.

Cette attente du fils prodigue n'était pas chose nouvelle : la jeune fille y avait grandi (car elle n'aurait pu reconnaître son frère si elle l'avait rencontré dans la rue), et, depuis que la vue s'était retirée de ses yeux, la vieille mère caressait son cœur de cette espérance.

Le jeune homme les avait quittées depuis dix-huit ans, dans un accès de ressentiment passionné contre son père, coupable seulement d'une trop grande indulgence pour le fils de son vieil âge. Ce cher Stephen! rien n'était trop bon pour lui, à peine trouvait-on quelque chose qui fût digne de lui. Le vieux et simple pasteur, instruit lui-même dans une école gratuite, nourrissait l'idée fallacieuse qu'on doit tout faire pour élever un homme au-dessus de son rang actuel.

D'aucuns partagent encore cette opinion, mais ils ne pourront la conserver longtemps : les grèves, la question ouvrière, les difficultés du service domestique; — ceux que nous nommons *gentlemen* fermiers, *gentlemen* boutiquiers et *ladies* modistes, et avant tout les quelques colonies peuplées de « ratés » des universités, nous montreront un jour que donner à nos fils une instruction supérieure à leur condition, c'est leur mettre de cruelles entraves pour la course de la vie.

Stephen Leach fut une des premières victimes de cette folie. Son père s'étant, par la force de sa propre volonté et sa capacité intellectuelle, élevé du peuple à l'Église, estimait, comme tous les hommes de ce genre, qu'il n'avait qu'à donner à son fils une forte instruction pour lui assurer une carrière. Tout, jusqu'au discernement du vrai et du faux, fut donc sacrifié, chez le vieux recteur, à l'éducation de Stephen dans les écoles publiques et l'Université. Là il rencontra et choisit pour amis les jeunes gens dont l'avenir était assuré et l'instruction une pure formalité, utile simplement à empêcher qu'on ne parlât plus tard de leur inaptitude à bénéficier des sinécures gouvernementales ou d'héritages plus substantiels encore. Stephen adopta leur manière de vivre sans posséder leurs avantages, et la conséquence s'en fit sentir, au petit presbytère de campagne, par un état de choses qui ressemblait fort à la ruine. Le pasteur, n'ayant pas été lui-même à l'Université, ignorait qu'à Oxford ou Cambridge, comme à l'armée, chacun peut vivre selon ses goûts. Ceux de Stephen étaient dispendieux et il spécula sans scrupule sur l'ignorance paternelle. Joli garçon, ses manières avaient un certain brillant qui réussit à la « Varsity » (1). Pourtant les circonstances lui étaient contraires et, à la longue, tout cela prit fin. A la longue, les yeux de l'honnête recteur s'ouvrirent et, les yeux d'un homme borné d'esprit une fois ouverts, son cœur devient généralement d'une dureté de pierre.

Stephen Leach quitta l'Angleterre et, avant qu'il n'atterrît en Amérique, son père était parti pour un voyage plus long. Le « bon à rien » eut la grâce de renvoyer la petite somme d'argent épargnée par sa mère durant son veuvage et, peu à peu, ses lettres cessèrent. On sut qu'il se trouvait au Chili, où l'on se battait et, malgré tout, la confiance de l'excellente vieille dame demeura inébranlable.

— Il reviendra, Joyce, répétait-elle, il reviendra, j'en suis sûre.

Et de la sorte il devint entre elles chose entendue que le jeune homme arriverait dans l'après-midi, quand elles étaient toutes prêtes pour le recevoir, quand Joyce avait vêtu d'une robe sombre sa taille jeune et jolie, et que la vieille dame était levée et installée dans son fauteuil, l'hiver au coin du feu, l'été près de la porte. Jamais elles n'auraient imaginé son retour à un autre moment. Ce ne serait plus tout à fait la même chose s'il se trompait et arrivait le matin, avant que Joyce eût bien arrangé la maison.

Cependant, il ne venait jamais. Ce fut une infirmité plus grande qui vint et Joyce finit par engager sa mère à ne plus se lever par le mauvais temps. Toutes les deux savaient ce que cela voulait dire; mais ce fut un événement qui passa, comme bien d'autres, presque inaperçu. Mme Leach s'alita. Toujours elle répétait :

— Il viendra, Joyce, il viendra, — et la jeune fille allait vers la fenêtre, soulevait le rideau, parcourait du regard la paisible route de campagne qui descendait au village.

— Oui, mère, il viendra, répondait-elle invariablement. Et un jour elle poussa une légère exclamation de surprise, presque de frayeur.

— Mère, s'écria-t-elle, quelqu'un vient sur la route!

La vieille dame, dans son lit, était déjà dressée sur son séant, fixant vers la fenêtre ses yeux sans vue.

(1) Abréviation du mot University, usitée par les étudiants anglais.

Elles attendirent ainsi. L'homme s'arrêta en face de la petite maison et les deux femmes entendirent le grincement de la grille. Alors Joyce, se retournant, vit sa mère presque défaillante; mais ce ne fut qu'un instant :

— Va, dit-elle, haletante. Va, fais-le entrer toi-même.

En bas, au seuil de la porte, la jeune fille se trouva en face d'un homme d'environ trente ans, grand et plus brun de visage qu'il n'est habituel sous le soleil d'Angleterre. Il plongea son regard dans les yeux inquiets de la jeune fille avec une expression singulière d'interrogation et d'étonnement :

— Arrivé-je trop tard? demanda-t-il, d'un ton qui semblait dénoter presque un espoir qu'il en fût ainsi.

— Non, Stephen, répondit-elle, mais notre mère est bien malade. Vous arrivez juste à temps.

Le jeune homme fit de la main droite un imperceptible geste d'hésitation et s'avança d'un pas mal assuré sur la pierre lisse et propre du seuil. Il faisait l'effet d'un acteur soudainement appelé sur la scène sans connaître son rôle. Le retour du prodigue n'était vraiment pas un succès dramatique. On paraissait indifférent à savoir s'il avait vécu de carouge ou d'autres choses et avec qui il avait mangé. La tranquille dignité de la jeune fille demeurée au foyer pour faire toute la besogne et supporter toutes les charges, semblait, d'une certaine façon, le dépouiller du prestige romanesque qui aurait pu s'attacher à lui. Elle ne remarqua pas la main qu'il faisait mine de lui tendre et, tournant dans l'étroit corridor, le conduisit à l'étage supérieur.

Stephen Leach suivait en silence. Il était presque trop grand pour la maison, surtout pour les escaliers; en outre il avait une certaine brusquerie d'allures particulière aux hommes accoutumés à vivre en plein air. Le regard de ses yeux bleus décelait une vague gêne, comme s'ils s'ouvraient subitement à ses torts; son attitude envers Joyce était visiblement confuse.

Quand il entra à sa suite dans la chambre de leur mère, la vieille dame, assise sur son lit, tendait vers la porte ses bras tremblants. Alors Stephen parut mieux savoir ce qu'il devait faire. Il étreignit sa mère de ses bras, tandis qu'elle pleurait et murmurait sa joie. Il ne parlait pas, mais ses bras exprimaient plus que ses lèvres n'auraient fait. On dirait que la meilleure part du bonheur est ce qu'on en goûte avec autrui.

— Joyce, — ce fut le premier mot distinct que la vieille dame articula, — Joyce, il est revenu enfin. Il est revenu! Approche, chérie, embrasse ton frère. Le voici mon premier-né, mon petit Stephen!

Le jeune homme s'était jeté à genoux, auprès du lit, sans doute parce qu'il trouvait cette posture plus commode. Il ne parut pas accueillir avec beaucoup d'enthousiasme la proposition de sa mère. En tout cas il n'avait pas l'air d'éprouver une grande sympathie pour la sœur qu'il avait laissée au berceau.

Joyce s'avança et s'inclina pour embrasser son frère tandis que les mains de la malade joignaient les leurs. Au moment précis où ses jeunes lèvres fraîches se tendaient, il détourna la tête, de sorte que le baiser tomba sur sa joue basanée et il ne le rendit pas.

— Joyce, reprit la mère, fiévreusement, je n'ai pas peur de mourir maintenant que Stephen est là. Ton frère prendra soin de toi, chérie, quand je n'y serai plus.

Stephen, chose étrange, n'avait pas encore dit un mot. Peut-être faisait-il aussi bien, d'ailleurs : il y a, dans la vie, des circonstances où les hommes agissent sagement en gardant le silence.

— Il est fort, continua la mère avec orgueil. Je le sens : ses mains sont larges, fermes et solides; ses bras sont gros et très durs.

Le jeune homme se releva et se soumit gravement à cet inventaire maternel.

— Oui, dit-elle, je savais qu'il deviendrait un homme robuste. Ses petits doigts étaient déjà si forts; il me faisait mal parfois. Quelle belle moustache! Je savais que tu étais soldat. Et la peau de ton visage est hâlée et un peu rude. Qu'est ceci? qu'est ceci? n'est-ce pas une blessure?

— Oui, répondit le prodigue, parlant pour la première fois. C'est un coup de sabre reçu dans la dernière campagne. Je suis colonel de l'armée du Chili... ou plutôt j'étais, avant de démissionner.

Les yeux aveugles de la vieille mère étaient attachés sur le visage de son fils comme si elle écoutait l'écho d'une autre voix dans cet organe grave et calme.

— Ta voix est plus basse que celle de ton père, dit-elle. Et elle ne cessait de promener avec amour ses doigts tremblants sur cette figure chérie, tâtant avec une douce curiosité la profonde blessure qui allait de la mâchoire aux pommettes.

— Cela doit avoir été bien près de l'œil, Stephen. Promets-moi de ne plus être soldat, cher enfant.

— Pour cela, oui, je le promets, répondit-il, sans lever les yeux.

Ainsi se passait le retour du prodigue au foyer. Après tout, il était bien arrivé au moment voulu, quand la maison était prête. Parfois de telles coïncidences ont lieu dans la vie réelle et non pas seulement dans les livres. Il existe en ce monde bien des choses qu'on voudrait modifier, mais, de temps en temps, par un simple hasard, elles viennent à peu près à souhait. Et cependant il y avait ici une vague

impression de malaise que les sens obscurcis de la mourante ne percevaient pas. Son fils, son Stephen, était calme et ne trouvait rien à témoigner. Apparemment il avait l'habitude de prendre les choses comme elles sont. Sa manière d'être indiquait, au lieu d'enthousiasme, une certaine contrainte, surtout à l'égard de Joyce.

La jeune fille le remarquait, mais sa faible expérience de l'espèce humaine avait suffi à lui apprendre que ces hommes blonds sont fréquemment ainsi. Ils passent à travers la vie placidement, négligeant de dire ou de faire ce que d'autres jugent qu'ils auraient dû faire ou dire.

Après que l'excitation du retour fut passée, on vit clairement que Stephen était arrivé juste à temps.

Avant le coucher du soleil, sa mère tomba dans un assoupissement calme et lorsqu'un peu plus tard, dans la soirée, le jeune et zélé docteur revint, il secoua la tête :

— Oui, fit-il, je vois qu'elle dort paisiblement, trop paisiblement. C'est l'avant-goût d'un sommeil plus long ; cela arrive à quelques vieillards.

Pour la première fois le courage de Joyce parut l'abandonner. Tant qu'elle avait été seule, elle avait été brave, mais à présent que son frère était là, redevenue femme, elle semblait se tourner vers lui avec une frayeur subite. Ils se tenaient côte à côte, debout, auprès du lit, et le jeune docteur les observait involontairement. Stephen avait pris la main de sa sœur dans les siennes avec cette silencieuse sympathie, si naturelle et si éloquente. Il gardait le silence, ce grand garçon hâlé, ne regardant même pas sa sœur qui, mignonne et douce, se tenait gentiment à son côté.

Le docteur savait un peu l'histoire de cette petite famille, en ce moment réunie, et il avait toujours craint que le retour de Stephen Leach ne tuât sa mère, ce qui, à la vérité, semblait devoir en être le résultat prochain. Ce médecin était un jeune homme en voie de se faire une bonne clientèle : il n'avait donc pas le loisir de s'attarder à voir mourir ses malades.

— Je suis content de votre présence ici, dit-il à Stephen qui le reconduisait jusqu'à la porte. Votre sœur n'aurait pu rester seule. Cet état peut se prolonger quelques jours.

Il ne se prolongea pas quelques jours, mais Mme Leach vécut encore cette nuit dans le même état semi-comateux. Ses deux enfants la veillèrent jusqu'à l'heure du souper où ils la remirent aux soins d'une garde-malade dont Joyce avait été forcée de demander les services.

Après souper, Stephen Leach parut enfin recouvrer l'usage de sa langue. Il parla d'une voix tranquille, presque douce, — comme l'ont quelquefois ces hommes très grands, — non pas de lui et du passé, mais de Joyce et de l'avenir. Il se mit délibérément et activement à l'examen des affaires de la mourante et des intérêts de sa fille ; en un mot, il exerça son autorité de frère et Joyce fut soulagée et heureuse de lui obéir.

Ce n'est pas dans les heures de gaîté, mais dans celles de douleur et d'angoisse que les vraies amitiés se forment. Durant cette longue soirée le frère et la sœur devinrent plus intimes que des mois de relations en pleine prospérité ne les auraient pu faire. A dix heures, Stephen insista doucement pour que Joyce allât se coucher tandis qu'il s'étendrait tout habillé sur le sofa de la salle à manger.

— Je dormirai très bien ; ce ne sera pas la première fois que je coucherai tout vêtu, dit-il simplement.

Ils montèrent ensemble et prévinrent la garde-malade de cet arrangement. Joyce resta quelques instants auprès du lit à observer le sommeil paisible de sa mère et, quand elle se retourna, elle vit que Stephen s'était tout doucement retiré. Elle gagna de même sa chambre, se demandant vaguement s'il avait avec intention résolu ainsi la difficulté du bonsoir fraternel.

Le lendemain matin, Mme Leach eut toute sa connaissance et parut plus forte ; néanmoins elle sentait que sa fin approchait. Elle appela ses deux enfants à son chevet et leur parla en phrases entrecoupées.

— Je suis prête maintenant... Je suis prête, dit-elle. Chers enfants, je vais rejoindre votre père et... Dieu merci, je pourrai lui dire... que je vous ai laissés ensemble... Je savais bien que Stephen reviendrait... Je le trouvais écrit à chaque page de ma Bible... Stephen, embrasse-moi, mon chéri.

Le jeune homme se pencha sur le lit et l'embrassa.

— Ah ! soupira-t-elle, comme je voudrais qu'il me fût possible de vous voir... avant de mourir... Seulement une fois !... Joyce, continua-t-elle en se tournant vivement vers sa fille qui se tenait de l'autre côté du lit, dis-moi comment il est. Mais... je sais... je sais... je le sens.

Écoute ! Il est grand et mince, — comme son père. Ses cheveux sont noirs, — comme ceux de son père ; — ils étaient noirs avant son départ. Ses yeux, je sais, sont bruns, presque noirs. Il est pâle... comme un Espagnol...

Joyce regardait en face d'elle et une expression de terreur envahissait lentement son visage. Elle voyait une paire d'yeux bleus sous des cheveux couleur de chanvre, coupés ras, comme doivent l'être des cheveux de soldat. Elle voyait un homme grand, large d'épaules, blond, Anglais depuis les pieds jusqu'à la

tête, — et la calme volonté de ces lèvres et de ces yeux l'obligea de répondre :

— Oui... mère... oui.

Il y eut un silence. Joyce restait pâle et sans souffle, se demandant ce que cela signifiait. Mais la mourante reprit :

— Embrassez-moi... Je m'en vais... Stephen d'abord, mon premier-né. Et toi maintenant, Joyce... et maintenant, mes enfants... embrassez-vous par-dessus mon lit... que je vous entende... pour dire... à votre père...

D'un dernier effort, elle éleva ses mains, cherchant leurs têtes. D'abord Joyce hésita, puis se pencha en avant et les doigts froids de la mourante pressèrent leurs visages l'un contre l'autre. Ce fut la fin.

Une demi-heure après, Joyce et le jeune homme se trouvaient tête à tête dans la salle à manger. Il commença son explication :

— Stephen, dit-il, a été fusillé comme traître. Je ne pouvais pas lui dire ça ! Je ne m'étais pas proposé d'agir ainsi, mais qu'aurais-je pu faire ?

Il se tut, se dirigea vers la porte avec hésitation étrange qu'elle avait observée à son arrivée.

A la porte, il se retourna pour se justifier encore.

— Je crois bien, dit-il gravement, qu'il n'y avait rien de mieux à faire.

Joyce ne répondait pas. Les larmes emplissaient ses yeux. Il y avait quelque chose de pathétique dans la détresse de cet homme fort, envisageant une situation critique si délicate qu'il se sentait inhabile à la manier.

— La nuit dernière, continua-t-il, j'ai pris toutes les dispositions nécessaires pour votre avenir, exactement comme Stephen l'aurait fait, comme un frère peut le faire. Moi... lui et moi avons été frères d'armes dans une armée très indisciplinée. Votre frère n'était pas un homme modèle. Aucun de nous ne l'était.

Sa main se posait sur le bouton de la porte.

— Il m'avait demandé de venir vous apprendre tout cela, ajouta-t-il. Maintenant, il faut que je m'en aille...

Ils se tenaient debout, lui, la regardant de ses yeux bleus, honnêtes et doux, elle, évitant de rencontrer son regard.

— Puis-je revenir ? demanda-t-il tout à coup.

Elle soupira, oppressée, mais ne répondit pas.

— Je reviendrai dans six mois, annonça-t-il tranquillement, et il ferma la porte derrière lui.

HENRY-SETON MERRIMAN.

Traduit de l'anglais
avec l'autorisation de l'auteur par E.-F. d'Arzinol.

CYRANO

Lorsque j'appris, au fond de ma province, que M. Edmond Rostand allait faire représenter à la Porte-Saint-Martin un *Cyrano de Bergerac*, j'eus une vive joie, car je ne doutai pas du succès. Ce *jeune*, qui s'était déjà révélé délicat poète comique dans les *Romanesques*, dont la *Princesse Lointaine* était un enchantement et l'exquis poème de la *Samaritaine* un charme pour nous tous, devait courir, aidé du talent consacré de M. Coquelin, à un succès éblouissant. Et j'avoue que ce m'était un bonheur de voir réalisé vivant, marchant avec sa rapière, parlant en sa langue, le fier écrivain du XVIIe siècle à l'étude duquel j'avais consacré sept années les plus courtes et les meilleures de mon existence.

Car si M. Rostand avait mis toute son âme en sa création originale, j'avais mis tout ce que j'ai de conscience en ma reconstitution historico-littéraire.

A l'admiration générale j'y associe pleinement la mienne sans chercher d'autres raisons au succès que la beauté de la pièce, n'ayant point le goût pour les arguties psychologiques qui semble tenir M. Georges Thiébaud. Si je pensais quelque mal du drame — et je n'en pense que du bien, comme tous les critiques — je me garderais d'en laisser percer quoi que ce soit, puisque le « héros », de la pièce est mon « écrivain », et que j'aime Cyrano de toute la peine que jadis il me coûta. Donc, sollicité de bien des côtés, j'ai cru devoir donner aux lecteurs de la *Revue Bleue* mon opinion non sur la pièce, — elle est conforme à la leur, — mais sur son personnage principal.

Le but de mon livre a été de rectifier les erreurs et les à peu près des Ch. Nodier, Th. Gautier, Dujarric-Descombes, Leblanc, Mérilhou, P. Lacroix, d'en finir, s'il se pouvait, avec les inexactitudes, les hypothèses arbitraires, les omissions voulues ou involontaires que je trouve encore aujourd'hui dans des *Histoires de la Littérature française* recommandées comme de purs chefs-d'œuvre en leur genre, de substituer en un mot un Cyrano vrai au Cyrano de la légende. Or, le drame magnifique certes de M. Rostand a eu pour principal résultat, par son immense succès même, de fortifier cette légende si vivace dans le public lettré, sans compter l'autre.

Assurément tel était son droit et je ne le discute point. Ici toutefois se pose encore la question éternellement débattue de la vérité historique au théâtre.

Voyons d'abord ce que fut en son temps Savinien de Cyrano Bergerac : fils d'Abel Ier de Cyrano, écuyer, sieur de Mauvières, Bergerac, Saint-Laurent, terres sises près du Mesnil entre Chevreuse et Dampierre, il naquit à Paris en 1619 sur la paroisse Saint-Sauveur. Il eut quatre frères et deux sœurs. Après avoir

commencé, en compagnie de Henri Lebret, son ami et son biographe, né comme lui à Paris, ses études chez un pédant curé de campagne, il les continua au collège de Beauvais jusqu'en 1637. Garde noble, l'année suivante, dans le régiment de M. Carbon de Castel-Jaloux, il eut le corps traversé d'une balle de mousquet au siège de Mouzon, entra, à peine rétabli de sa blessure, dans les gendarmes du prince de Conti, reçut devant Arras un terrible coup d'épée à la gorge et termina là, en 1610, sa très courte carrière militaire. De retour à Paris, c'était un beau jeune homme de vingt et un ans, à la figure régulière et intelligente, au regard plein de feu et d'ironie, portant une fine moustache et ses cheveux peignés à la mode des *raffinés*. Son fameux nez, loin de lui paraître gâter cet heureux ensemble, lui semblait un charme de plus et, s'il ne permettait point qu'on s'en moquât sous peine de vous mener infailliblement sur le pré, il en tirait grande gloire. « A la longueur du nez, écrit-il, dans son *Autre monde*... se mesurent la vaillance, l'esprit, la passion, la finesse; le nez est le siège de l'âme. » Quelle belle et grande âme il avait! A peine arrivé, et de vive force, il suivit les leçons de Gassendi, qui fit de lui un *libertin* au sens philosophique du terme, prit position à côté de la morale et de la religion officielles, se délivra du mal des scrupules, ce tyran des consciences; puis, par une naturelle évolution, fouilla la science de Descartes et sonda son dogmatisme.

Entré comme *domestique* chez le duc d'Arpajon, il reçut par accident en 1654 une pièce de bois sur la tête, et mourut, quatorze mois et cinq jours après, à l'âge de trente-cinq ans, des suites de cette blessure, laissant un bagage littéraire que je crois avoir apprécié et délimité dans une conclusion que le journal *le Temps* rappelait, il y a peu de jours, et que je demande l'autorisation de reproduire partiellement :

Comique, je l'ai posé en imitateur de l'Italie, plein des défauts de son époque, où le goût public était, — il paraît superflu de le redire, — notoirement peu formé. Tragique, je l'ai vu s'inspirant de l'antiquité classique et de Pierre Corneille. Savant, je l'ai sacrifié sans scrupules et sans remords, faisant de lui un simple et inconnu vulgarisateur des théories de Descartes. Philosophe, il n'a été pour moi qu'un éclectique mêlant à ces mêmes théories cartésiennes celles de son maître Gassendi.

Qu'est-il donc, et quelle trace laisse-t-il dans l'Histoire littéraire, cet homme qui a éparpillé son beau talent sur tous les genres à la mode, et qui, comme par hasard, a parfois atteint le génie? Dramaturge, il a produit, dans certaines scènes de grande valeur, une création comique et un rôle tragique. Épistolier, en quelques pages courageuses, il a raillé des abus sociaux, des préjugés absurdes, et affirmé des idées politiques dont l'expression pouvait ne point manquer de danger. Romancier, sa liberté hardie est souvent profonde, et sa quasi-divination a ouvert la route à des écrivains plus heureux, et, par suite, plus célèbres que lui. Poète, il a mêlé à son panthéisme, un peu vague, l'amour — tout moderne — de la nature, qui était pour les libertins autre chose qu'un décor inanimé, et il a doté tous les êtres, si humbles soient-ils, d'une âme et d'une voix chargée de répandre leur pensée vivante.

Ainsi doit, je crois, être posé et compris le vrai Cyrano. M. Rostand a-t-il voulu nous le peindre tel? Je ne discuterai point au sujet du comte de Guiche, ni de Christian de Neuvillette, ni de Roxane. Pourtant, je ne crois pas que le comte de Guiche ait jamais commandé devant Arras les cadets de Gascogne, desquels Bergerac ne faisait d'ailleurs plus partie. Je suis sûr que le Neuvillette tué durant le siège s'appelait Christophe et ne fut jamais le rival de Cyrano. Sa femme, Madeleine Robineau, — et non Roxane Robin, — n'a eu d'autres rapports avec Bergerac mourant que d'essayer de le convertir à Dieu en compagnie de la mère Marguerite de Jésus et de Catherine de Cyrano, en religion sœur Saint-Hyacinthe. Pures chicanes de pédant, je le sais bien, et dont M. Rostand sera le second à sourire, — car je tiens à me compter, — et chicanes en outre que l'on n'adresse qu'aux triomphateurs et auxquelles a par avance répondu une fois pour toutes Racine, après *Britannicus*, quand il se plaignait « qu'on supputât les temps par les années des empereurs », et affirmait son droit d'avoir inventé Junie comme l'Émilie de *Cinna*, comme la Sabine d'*Horace*. Admettons donc sans barguigner l'inévitable aventure amoureuse imposée au dramaturge et qu'il avait le devoir d'inventer de toutes pièces, puisque là étaient les *scènes à faire;* acceptons le cadre et les événements dont M. Rostand était si complètement le maître. Ainsi Bergerac est amoureux de Roxane, la précieuse que n'a pas cataloguée Somaize, et le principal trait de son rôle est ce dévouement généreux pour l'aimée, source des poétiques couplets qui sont le plus grand charme de la pièce. M. Rostand a bien vu que cette admirable générosité était fréquente au XVIIe siècle; il a certainement étudié tout ce monde de l'*Astrée* et du *Grand Cyrus*, et de *Cléopâtre;* il a enjolivé ses tirades amoureuses des flots de lait du Lignon, sur les bords fleuris duquel les feuilles des arbres sont en soie verte, les herbes en émail, où les buissons peignés s'enlèvent sur un ciel de moire floconneuse, où les bergers sont lardés de rubans, les bergères vêtues de robes de satin et les petits moutons poudrés comme des marquises. Il nous a rendu les beaux et nobles héroïsmes de Corneille, les délicats et raffinés susurrements de Racine. Il nous a arraché aux *ibsénismes* et autres *gogolades* pour, d'après sa propre expression, « débarbouiller la vie et l'art », pour

nous redonner, modernisée, la belle tragédie française. Et « la Foule au théâtre », — pour des raisons qu'a déduites en cette *Revue* même M. Fr. Sarcey, et pour d'autres encore, — a fait l'accueil que vous savez à l'heureux auteur et l'a sacré grand poète dramatique.

Mais tout ceci admis, le libertin Cyrano peut-il être mué en berger de l'*Astrée*, en explorateur de la *Carte du Tendre?* Le Parisien a-t-il qualité pour défendre auprès des Gascons et le sauver de leurs brimades son rival, « le septentrional » Christian? Le garde noble, capable d'interdire pour un mois la scène à Montfleury, de forcer Dassoucy à passer les Alpes, de mettre en route les cent assassins apostés sur le passage de Linière, d'embrocher, se croyant insulté, le malheureux singe de Brioché, trouvera-t-il la patience de supporter les plaisanteries de son rival Christian sur son nez? Ce sacrifice serait au-dessus de ses forces comme celui d'être amoureux seulement à la cantonade. Au lieu de s'occuper de la couleur des « bleus rameaux » et du « tremblement adoré » de la main de Roxane, tel que je le connais, mon homme, l'épée entre les dents, eût escaladé le balcon que fleurissait le jasmin. D'ailleurs, en cette ravissante scène du 3e acte, étant même accepté un Cyrano transi en face d'une précieuse, il n'aurait point parlé comme il le fait. Il suffit, pour en être sûr, de lire ses lettres d'amour, — les vraies, — qui sont de simples jeux d'esprit selon la formule, avec les *pointes* obligatoires à la Mascarille. Et la scène dernière du 5e acte! Le Bergerac

> ... Tué dans une embûche,
> Par derrière, par un laquais, d'un coup de bûche,

est-il assez beau et attendrissant certes, mais conventionnel combien!

> ... Ma mère
> Ne m'a pas trouvé beau. Je n'ai pas eu de sœur....

Autant de traits qui nous émeuvent aux larmes et qui complètent bien le Cyrano légendaire, assassiné par ordre de la compagnie de Jésus, ou à l'instigation d'un ennemi anonyme, mais dont l'histoire littéraire impartiale a fait justice. Quel dommage pour mon opinion que « l'histoire littéraire impartiale », ce soit moi, sans nulle vanité.

Pour les détails accessoires et le style du drame, j'ai aussi quelques réserves à faire. Trop souvent, — M. Rostand ne trouvera pas la comparaison désobligeante, — Cyrano ressemble à Ruy Blas, à Hernani, à ces merveilleux *emplois* du théâtre romantique, volant haut sans grand souci de bien des choses qui leur paraissent terre à terre, emportant dans le tourbillon de leur verve lyrique les scrupules de la critique raisonnable et les hésitations de l'historien méticuleux. La délicieuse *ballade* du duel au 1er acte,

[illegible]

est-elle dans le ton de l'époque? Ne semble-t-il pas lire de l'histoire de cape et d'épée écrite par Alexandre Dumas père, et ce Cyrano-là n'est-il pas un simple d'Artagnan? L'esprit de ces couplets est bien de notre temps, et, par suite, a trop peu de traits communs avec celui du grand siècle. Au même titre, la tirade si applaudie et avec raison

> Non merci....

en dépit des préoccupations de l'auteur pour la couleur locale, qui se traduisent par le nom du libraire Charles de Sercy et le titre du journal *le Mercure françois*, est-elle bien dans la vérité historique? Je ne veux rien dire de cette farouche indépendance que dément bien un peu l'entrée à l'Hôtel d'Arpajon; mais ne trouvez-vous pas

> S'aller faire nommer pape par des conciles
> Que dans des cabarets tiennent des imbéciles.

un peu dur pour Hesnaut, Bernier, Chapelle, Tristan, Dassoucy, Linière, amis de Bergerac beaucoup plus sûrement que les cadets de Gascogne qu'il connut à peine et que le pâtissier Ragueneau qu'il ne fréquenta jamais? Et cet idéal

> ... Chanter
> Rêver, rire, passer, être seul, être libre,
> Avoir l'œil qui regarde bien, la voix qui vibre,

est-ce celui du sieur de Bergerac, *domestique* d'un grand seigneur auquel il offre ses œuvres avec des dédicaces aussi plates que celles de Corneille et de tous les auteurs de son temps, ou n'est-ce pas plutôt celui du délicieux *Passant* de M. François Coppée?

Le Cyrano que je voyais, après avoir vécu si longtemps avec lui et avec ses œuvres, c'était un jeune homme beau malgré, — il dirait, lui, à cause de son nez, — comme nous l'ont représenté les gravures du Cabinet des Estampes et surtout les deux beaux portraits, de Z. Heince, d'humeur batailleuse, brave à trois poils et confiant absolument en sa bravoure, d'une susceptibilité chatouilleuse qu'aucune considération ne pouvait calmer, d'une nature enthousiaste d'autorité et de poésie romanesque, mais droite en ses opinions nettes et fermes, précieux très peu, burlesque à peine, libertin beaucoup, c'est-à-dire n'agissant qu'à sa guise et selon ses sentiments particuliers, incapable de jouer sa vie sur un amour si poétique qu'on le veuille, et sceptique vis-à-vis de ce dieu plus encore peut-être que vis-à-vis de l'autre, car il croyait surtout à l'Honneur et à la Raison. Et je suis bien sûr qu'il sourit, en les Champs Elyséens de la gent littéraire où l'avait déjà rencontré Gabriel Guéret, si lui parviennent les applaudissements qui acclament son nom, de se voir ainsi idéalisé en héros

romanesque, en *mourant* de Mlle de Scudéry revu par Victor Hugo, lui dont l'existence, quoi qu'on dise, fut plus simple et le cœur moins complexe, qui n'eut guère qu'à fleur de peau cette originalité et cette indépendance qu'on lui prête si généreusement.

Et malgré tout, M. Rostand a raison et j'ai tort. Qu'importe un Cyrano vrai au théâtre, si le Cyrano légendaire est ce quelque chose de très visionnaire et de très beau qu'est le génie personnel de M. Rostand ? Et si cette vision nous a valu un chef-d'œuvre, qu'importe la regratteuse critique de l'érudition en face de la lyrique envolée du créateur dramatique?

Pierre Brun.

LA RÉPUBLIQUE DE 1848

ET L'ÉGLISE [1]

Au lendemain du 24 février, l'Évangile en France fut à l'ordre du jour, et tous les partis se réclamèrent de lui. Si jadis Bossuet y avait trouvé sans peine des arguments en faveur de la royauté absolue, de nos jours Lamennais, après bien d'autres, y avait découvert avec facilité les principes de la démocratie la plus radicale. C'était au nom de l'Évangile que, depuis quinze ans, l'auteur des *Paroles d'un croyant* appelait les peuples à s'affranchir, prêchait aux riches le renoncement et annonçait aux pauvres la fin de leurs misères. Son influence avait aussi pénétré jusqu'aux moelles la génération nouvelle. Les réformateurs les plus osés, les constructeurs de systèmes sociaux les plus révolutionnaires s'inspiraient maintenant comme lui du Nouveau Testament. Les saint-simoniens et les fouriéristes, les nouveaux organisateurs du travail, les ennemis de la propriété, les avocats de l'égalité des salaires, les partisans de l'État-Providence, les Pierre Leroux, les Considérant, les Cabet, les Louis Blanc, prétendaient tous aussi interpréter fidèlement l'Évangile. George Sand donnait forme et vie à leurs conceptions dans des romans d'une incomparable éloquence. Aux yeux du peuple, séduit par leurs généreuses utopies, le Christ redevenait le sans-culotte Jésus. Beaucoup sans doute ne croyaient plus que le grand crucifié eût été Dieu. Mais la plupart proclamaient sa morale divine et prétendaient n'être que les interprètes fidèles de sa doctrine. Ils ne le raillaient plus, comme Voltaire. Ils l'admiraient, comme Rousseau. C'était à lui qu'ils faisaient honneur de la grande devise inscrite également sur tous leurs drapeaux : Liberté, Égalité, Fraternité. Bien rares et peu écoutés étaient alors les négateurs de religions qui ne voulaient ni Dieu ni maître. La philosophie positive d'Auguste Comte était encore à peu près inconnue du public. Par contre, il ne manquait pas de bons chrétiens, et même de fervents catholiques qui, comme le Lamennais de 1830, souhaitaient et espéraient naïvement la réconciliation de l'Église et de la liberté. Buchez à son déclin, Arnaud (de l'Ariège) à ses débuts, mettaient également d'accord leur foi religieuse et leur foi politique, appelaient le pape à bénir la République et, vu les dispositions d'esprit qu'on prêtait alors à Pie IX, ne semblaient pas douter que le vicaire du Christ ne se rangeât bientôt du côté des peuples contre les rois.

L'attitude du clergé français, au lendemain du 24 février, paraissait d'ailleurs leur donner raison. Louis-Philippe une fois tombé, l'Église ne perdit pas son temps à le pleurer. Le gouvernement de Juillet, qui l'avait crainte et servie sans l'aimer, ne lui avait, au fond, jamais été sympathique. Elle l'avait subi, suspecté, combattu, n'avait guère obtenu de lui que des promesses et ne croyait avoir aucune raison de le regretter. En présence de la République si subitement proclamée, devant le débordement d'une démocratie qui s'ignorait encore la veille et qui maintenant couvrait toute la France de ses flots, en face de ce suffrage universel qui, sans éducation préalable et pour ainsi dire sans conscience de son œuvre, allait pour la première fois, faire acte de souverain, le clergé comprit tout de suite que son intérêt était non de barrer la route à l'irrésistible Révolution, mais de marcher avec elle, bien plus, de se placer à sa tête et de la diriger, sauf à la mettre plus tard à la raison quand il serait le plus fort.

Le gouvernement provisoire était à peine installé à l'Hôtel de Ville que déjà, d'un bout de la France à l'autre, l'Église l'assourdissait de ses acclamations et l'accablait de ses promesses. L'organe le plus autorisé du parti catholique, l'*Univers* (1), déclarait d'un style ému que la révolution de 1848 *était une notification de la Providence*, que la France, qui s'était crue monarchique, était *déjà républicaine*, qu'il n'y *aurait pas de plus sincères républicains que les catholiques français*. L'archevêque de Paris offrait ses services, chantait des *Te Deum* en l'honneur de la démocratie naissante. Autant en faisaient tous les membres de l'épiscopat. Leurs mandements développaient en termes lyriques cette idée que la République avait été proclamée par le Christ du haut du Golgotha, que la liberté, l'égalité, la fraternité, nous venaient en droite ligne de l'Évangile et que le meil-

(1) Extrait d'un ouvrage que M. A. Debidour va faire paraître à la librairie Alcan sous ce titre : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État, de 1789 à 1870*.

(1) Dont le principal rédacteur, Veuillot, avait été longtemps aux gages du gouvernement déchu.

leur ami du peuple, c'était le prêtre (1). Les moines, à l'exemple de Lacordaire, célébraient de confiance les bienfaits à venir du nouveau régime. Quarante mille curés les annonçaient en chaire avec attendrissement. Beaucoup chantaient la messe en place publique pour appeler sur lui la protection du ciel et conduisaient en son honneur des processions enthousiastes. Dans les villes et les villages, on les voyait bénir les arbres de la liberté. Qu'on était loin du temps où les prêtres armaient les paysans de la Vendée contre la volonté nationale! Cette volonté maintenant leur était sacrée; ils le disaient du moins. Le peuple les croyait sur parole, et nul soupçon n'entrait dans son âme. Et la Révolution, jadis si dure à l'Église, se faisait maintenant pour elle aimante, respectueuse et douce. C'était comme une fille ayant retrouvé sa mère.

Jamais le clergé n'avait été si populaire dans notre pays. Comment le gouvernement provisoire eût-il pu, sans cesser de l'être lui-même, je ne dis pas le persécuter, mais lui témoigner la moindre défiance? Certes les hommes qui le composaient (2) n'étaient point des croyants, au sens que l'Église attache à ce mot. Mais tous avaient toujours parlé de la religion avec respect. Le plus éloquent et le plus écouté de tous, Lamartine, l'avait célébrée et la célébrait encore avec des éclats de lyrisme dont retentissait toute l'Europe. Les députations ecclésiastiques étaient toujours bien reçues à l'Hôtel de Ville. Le pieux Buchez (1), délégué par Marrast (2), les édifiait par des allocutions dont la sincérité catholique égalait la candeur républicaine. Le saint-simonien Carnot, ministre des cultes, appelait tous les prêtres, comme *enfants de la grande famille française*, à défendre *l'intérêt de la patrie, intimement lié*, disait-il, *à celui de la religion* (3). Bref, le gouvernement comprenait bien que le clergé, avec sa hiérarchie, sa discipline, son intelligence politique, allait exercer sur le suffrage universel, masse confuse, inconsciente, chaotique, une influence sans égale; et, à défaut d'autres raisons, celle-là suffisait pour qu'il s'abstînt de l'effaroucher soit par des procédés vexatoires, soit par des paroles de haine ou de suspicion.

De fait les élections d'où sortit, le 23 avril 1848, l'Assemblée constituante, furent en bonne partie l'œuvre de l'Église. Les représentants que la France se donna ne lui furent pas tous désignés par elle, mais presque nulle part les candidats qu'elle combattait ouvertement ne furent élus. En bien des endroits, les curés conduisirent eux-mêmes les électeurs au vote, après la messe. On eut ainsi une assemblée républicaine sans doute, mais pleine de respect pour l'Église, et qui, si elle commença par acclamer dix-sept fois de suite le nouveau régime en présence du peuple parisien, choisit presque en même temps pour président le plus catholique des républicains.

Que la foi démocratique affirmée à la face du ciel dans ce jour mémorable par les neuf cents membres de l'assemblée fût chez tous également solide, également sincère, c'est ce dont on eût pu douter dès lors, si l'on eût pris la peine de réfléchir. La majorité voulait certainement fonder la République et lui donner les moyens de vivre. Mais bien peu, même sur ses bancs, étaient républicains de la veille. La plupart ne l'étaient que du lendemain. C'étaient des libéraux honnêtes, mais de peu d'expérience, faciles à effrayer et que la terreur du socialisme ne devait

(1) Voici, pour édifier le lecteur, quelques extraits de ces mandements : « Les principes dont le triomphe doit commencer une ère nouvelle sont ceux que l'Église a toujours proclamés et qu'elle vient encore de proclamer à la face du monde entier par la bouche de son auguste chef, l'immortel Pie IX... » (Mandement de l'archevêque de Bourges.) — « La première l'Église a proclamé dans le monde les idées de liberté, de justice, d'humanité, de fraternité universelle. Elle les proclame de nouveau en présence de tous les peuples... » (Archevêque de Cambrai.) — « Les institutions qu'on nous donne aujourd'hui ne sont pas des institutions nouvelles; elles ont été publiées sur le Golgotha : les apôtres et les martyrs les ont cimentées de leur sang... » (Évêque de Gap.) — « Prions Dieu de faire triompher partout les principes d'ordre, de liberté, de justice, de charité, de fraternité universelle, que Jésus-Christ a le premier proclamés dans le monde... » (Archevêque d'Aix.) — « Notre drapeau porte maintenant pour devise : Liberté, Égalité, Fraternité : c'est tout l'Évangile dans sa plus simple expression... » (Évêque de Châlons.) — « Pour l'Église, le meilleur gouvernement est celui où les grands principes de liberté, d'égalité, de fraternité, qu'elle a reçus de son divin fondateur, sont le mieux compris et le plus franchement mis en pratique... » (Évêque de Séez.) — « Il s'agit d'assurer le triomphe des grands principes promulgués par l'Évangile il y a dix-huit siècles... » (Évêque d'Ajaccio.) — « C'est Dieu qui a, par l'Évangile, inauguré sur la terre les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité universelle... Il ne s'agit de rien moins que d'établir un gouvernement vraiment national qui réalise parmi nous le programme renfermé dans ces mots évangéliques que la République a pris pour devise : Liberté, Égalité, Fraternité... » (Évêque de Nancy.) — « Rien de plus profondément, que dis-je? de plus exclusivement chrétien que ces trois mots inscrits sur le drapeau national : Liberté, Égalité, Fraternité. Loin de répudier ces mots sublimes, le christianisme les revendique comme son ouvrage, comme sa création. C'est lui, c'est lui seul qui les a introduits, qui les a conservés, qui les a fait pratiquer dans le monde... » (Évêque de Langres.)

(2) Dupont (de l'Eure), Lamartine, Crémieux, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie, Marrast, Louis Blanc, Flocon et Albert.

(1) Buchez, né en 1796, avait été sous la Restauration un des principaux propagateurs du carbonarisme en France et avait fondé, en 1830, le *club des Amis du peuple*. Depuis longtemps déjà il s'était rallié au catholicisme, sans renier sa foi républicaine, et était devenu une sorte de chef d'école, surtout depuis la publication de son *Essai d'un traité complet de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès* (18[illegible]).

(2) Qui avait succédé, en mars, à Garnier-Pagès, comme maire de Paris.

(3) Circulaire aux évêques, du 13 mars 1848.

pas tarder à précipiter dans la réaction. Quant à la minorité, qui formait à peu près un tiers de l'assemblée, elle se composait d'hommes que tout leur passé rattachait, comme leurs intimes préférences, aux dynasties déchues. Les uns rêvaient la restauration des d'Orléans dans la personne du comte de Paris. Les autres tournaient leurs regards vers Frohsdorf, où le comte de Chambord agitait encore par point d'honneur le drapeau de la légitimité. Beaucoup songeaient à rapprocher ces deux princes et esquissaient dans leurs correspondances ou leurs conciliabules secrets la politique de la fusion. Quelques bonapartistes, déguisés en démocrates, commençaient aussi à intriguer au Palais-Bourbon et ailleurs en faveur de l'aventurier qui deux fois, à Strasbourg et à Boulogne, avait déjà tenté de violenter la France. Et à côté de tous ces partis, soutenant l'un, soutenant l'autre, les soutenant parfois tous ensemble et leur servant de trait d'union, se mouvait dans l'ombre la petite armée des *catholiques avant tout*, ceux-ci laïques, comme Montalembert et Falloux, ceux-là prêtres, comme Lacordaire et Parisis, tous républicains, presque socialistes, s'il fallait en croire leurs professions de foi électorales, au fond tous résolus à ne servir que l'Eglise, n'attendant que l'heure pour se démasquer.

L'heure ne tarda pas à sonner. Elle vint après les folies du 15 mai, après les horreurs des journées de Juin. L'assemblée, qui n'avait jamais été très portée à malmener l'Église, se montra dès lors à son égard de plus en plus déférente. L'esprit conservateur et bienveillant dont elle fit preuve envers elle éclata dans la constitution dont elle dota bientôt la République. En effet, non seulement elle prit soin de placer son œuvre sous l'invocation de Dieu, mais elle tint à déclarer dans le préambule de ladite constitution qu'il existe *des droits et des devoirs antérieurs aux lois positives* et que le citoyen doit être protégé *dans sa religion*. Si, fidèle aux principes de 89, elle proclama sans réserve la liberté des cultes, elle refusa de suivre Lamenais, Pierre Leroux et quelques autres qui proposaient la séparation de l'Église et de l'État. Si elle crut devoir subordonner la liberté de l'enseignement aux *conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois et à la surveillance de l'État*, du moins proclama-t-elle formellement cette liberté que la charte de 1830 avait seulement propromise. Quant à la liberté d'association, de pétitionnement, à la liberté de la presse, elle les assurait largement à tous, et l'idée ne lui vint pas de les restreindre au préjudice des catholiques.

Remarquons d'autre part qu'en matière de législation civile, elle se montrait également soucieuse de complaire à l'Église. Le ministre de la justice, Crémieux, ayant demandé le rétablissement du divorce, ce projet fut écarté presque sans discussion (juillet 1848). Il ne devait reparaître et triompher que de nos jours.

Malgré les craintes que l'explosion du 24 février avait pu tout d'abord lui inspirer, l'Église de France gardait ses positions et se fortifiait même vis-à-vis de l'État. Mais il ne lui suffisait pas de n'avoir point perdu de terrain. Plus que jamais elle en voulait gagner. Ce n'était pas assez pour elle de tenir le gouvernement en respect. Il fallait qu'il se mît ouvertement à son service et qu'il lui livrât la direction morale de la France. En d'autres termes, il fallait à ce moment (fin de 1848) que la France républicaine allât, d'une part, au mépris de sa propre constitution, étouffer par les armes, dans l'intérêt du pape, les droits d'un peuple libre, et sacrifiât, d'autre part, à l'Église cet enseignement national, que les complaisances de trois monarchies ne lui avaient pas permis encore d'accaparer.

La Révolution, qui ébranlait depuis quelques mois toute l'Europe, menaçait à cette époque sérieusement l'autorité temporelle du souverain pontife. Pie IX était toujours pape, mais il ne semblait pas qu'il dût longtemps rester roi. L'Italie, trahie par lui dans sa croisade pour l'indépendance, le peuple romain, déçu par la faute du saint-père dans ses espérances de liberté, reconnaissaient encore sa souveraineté spirituelle, mais commençaient à ne plus lui en reconnaître d'autre. Rossi, son ministre, venait d'être assassiné (15 novembre). Pie IX, comme autrefois Louis XVI, avait pris la fuite et, plus heureux que lui, avait pu franchir la frontière de ses États. Il était maintenant réfugié à Gaëte, et sollicitait le concours armé de tous les gouvernements catholiques. Notre clergé n'admettait pas que la France, fille aînée de l'Église, se laissât devancer dans cette croisade par une autre nation. C'était à elle, à son sens, de marcher la première, de marcher seule et sans retard au secours du pape-roi, de le restaurer, de le venger.

Mais il ne suffisait pas pour le satisfaire que le successeur de saint Pierre pût régner par la terreur sur des sujets qui ne voulaient pas de lui. Il n'était pas, à son avis, moins désirable que la nation française, trop longtemps détournée des saines doctrines par l'Université, y fût ramenée d'autorité par une législation nouvelle. Cette législation, l'on n'avait pu l'obtenir des bourgeois voltairiens qui servaient la monarchie de Juillet. Des démocrates candides, pleins de respect pour l'Évangile, seraient sans doute de plus facile composition. Du reste, les voltairiens de la veille, par peur de démagogie, commençaient maintenant à faire leur *mea culpa*. Ils ne croyaient pas plus qu'autrefois ; mais ils en venaient à penser que le prêtre pouvait seul les protéger

contre les *partageux*. Thiers, le sceptique Thiers, voyait bien maintenant que le clergé était une force et se disait qu'il fallait savoir s'en servir. Naguère il n'eût, à aucun prix, voulu que l'Église accaparât l'éducation du *pays légal;* il ne lui déplaisait pas maintenant qu'elle eût à apprivoiser le suffrage universel, en attendant de pouvoir le museler.

En somme, le programme du parti catholique, qui se confondait à ce moment avec celui de presque tous les fauteurs de la réaction, tendait à ce double but : restaurer en Italie le gouvernement du pape,et s'emparer en France de l'enseignement.

Il est vrai que la majorité de l'Assemblée constituante, très sincèrement républicaine, ne semblait pas devoir se prêter à la réalisation d'un pareil programme. Mais les chefs du parti se disaient que si, à défaut de l'assemblée, ils parvenaient à entrainer le pouvoir exécutif, le succès leur serait à demi assuré. En tout cas, il leur serait ainsi facile de gagner du temps ; la Constituante ne serait pas éternelle, et l'assemblée qui lui succéderait serait sans doute mieux disposée pour la bonne cause. On ferait du moins ce qu'il faudrait pour qu'il en fût ainsi.

Le pouvoir exécutif était exercé à titre provisoire, depuis les journées de Juin, par le général Cavaignac, qui avait triomphé de l'insurrection. Quand la nouvelle constitution fut mise en vigueur, il semblait naturel et juste que le suffrage universel, doté — fort imprudemment, du reste — du droit de conférer directement la présidence de la République, la décernât à ce personnage, dont les services étaient bien connus, dont la loyauté n'était pas douteuse. Mais Cavaignac avait pour principal concurrent un neveu de Napoléon, et le nom de Bonaparte avait encore en France bien du prestige. Toutefois, le prince Louis était si peu recommandable par ses talents et par son caractère, son passé d'aventurier et ses allures de prétendant étaient si peu faits pour inspirer confiance, que son succès eût été douteux, si les partis réactionnaires et surtout l'Église, qui le regardaient comme un sot et comptaient moins le servir que se servir de lui, ne se fussent ouvertement prononcés en sa faveur.

Les césariens et les monarchistes ne pouvaient vouloir de Cavaignac, parce qu'il était sincèrement dévoué à la République ; ils ne pouvaient espérer qu'un tel homme la trahît jamais — ou même la laissât surprendre. Quant au clergé, le général lui était suspect parce qu'il n'entendait ni lui livrer les écoles ni déshonorer la République française en la mettant à Rome au service d'une réaction absolutiste. En juillet, il avait défendu contre la coterie de la rue de Poitiers l'honnête Hippolyte Carnot, ministre de l'instruction publique et des cultes, qui, sans attaquer l'Église, voulait du moins républicaniser l'École. En novembre, il offrait très correctement à Pie IX fugitif un asile en France et même faisait mine d'envoyer quelques troupes à Civita-Vecchia. Mais il n'admettait pas que les armes françaises pussent être employées à ravir la liberté aux Romains. Pour ces deux raisons le parti clérical devait donner et donna l'exclusion au général Cavaignac.

Louis-Napoléon obtint au contraire sans peine la faveur des partis monarchiques et de la faction ultramontaine. Tous sans doute le savaient ambitieux et sans scrupules. Mais tous le croyaient imbécile et se flattaient de le réduire à l'impuissance quand ils voudraient. Ils n'ignoraient pas non plus qu'il avait des attaches socialistes et révolutionnaires, qu'il avait conspiré jadis contre le pape, que le principe des nationalités était une de ses idées fixes, que les patriotes italiens le regardaient comme un des leurs. Mais ils pensaient qu'il n'hésiterait pas à trahir son parti pour acquérir et pour conserver la présidence. Ils ne se trompaient point en cela ; mais ils ne se doutaient pas que, tout en servant ses nouveaux alliés, il n'abandonnerait jamais entièrement ses anciens amis et se constituerait même plus tard leur vengeur, leur providence. Pour le moment, ces profonds politiques ne voulurent voir en lui qu'un auxiliaire inconscient et docile dont ils se serviraient soit pour détruire la République, soit pour la gouverner à leur guise.

Les deux hommes qui concoururent avec le plus d'ardeur à l'élection du prince furent Thiers et Montalembert. Ce dernier, qui représentait particulièrement auprès de lui les intérêts catholiques, lui fit à l'avance ses conditions, qui étaient fort nettes. Ramener le pape à Rome et livrer au clergé l'Université de France : tel fut son ultimatum. C'était aussi celui de Thiers, qui, soucieux de jouer un grand rôle et convaincu qu'il ne parviendrait pas lui-même plus tard à la présidence de la République (qui était dès lors le but de son ambition) sans l'appui de l'Église, mit également au service de Louis-Napoléon tout son esprit d'intrigue et toute son activité.

Le prince une fois élu (et il le fut à une énorme majorité) (1), la France eut un singulier spectacle. Le chef de la République, prisonnier de ses alliés, dut composer un ministère où tous les partis réactionnaires étaient représentés et d'où le parti républicain se trouva, au bout de quelques jours, soigneusement exclu. Le chef nominal de ce cabinet fut l'honnête Odilon Barrot, pompeux orateur et politique un peu niais, qui avait perdu la monarchie de Juillet sans cesser de la servir et qui allait puissamment contribuer à perdre la République sans avoir l'intention de

(1) Sur 7 327 345 votants, 5 434 226 se prononcèrent pour lui. Cavaignac n'obtint que 1 448 107 suffrages.

la trahir. Nous disons nominal, car, s'il garda l'apparence du pouvoir, la direction effective du ministère ne tarda pas à passer aux mains d'un de ses collègues, autrement doué que lui sous le rapport de l'énergie, du coup d'œil politique et de l'esprit d'intrigue. Le comte de Falloux, placé au second rang comme ministre de l'instruction publique et des cultes, fut bientôt en réalité l'inspirateur principal de la politique gouvernementale, et cette politique fut, dès le commencement de 1849, orientée par lui, avec une remarquable netteté, dans le sens de la réaction cléricale dont nous avons plus haut indiqué le programme.

Debidour.

LA JEUNESSE DE NAPOLÉON

M. Arthur Chuquet, dont l'éloge comme historien n'est plus à faire, et que toute l'Europe connaît autant que le Tout-Paris l'ignore, car ces choses sont toujours en raison inverse, a voulu démêler l'adolescence de la jeunesse de Napoléon de l'énorme écheveau de légendes dont elle était surchargée et nous faire connaître, absolument et strictement tel qu'il fut, ce jeune homme qui, au dire d'un de ses professeurs à Brienne, « devait aller loin pour peu que les circonstances le favorisassent ».

Les historiens qui repoussent les légendes se divisent en deux catégories : ceux qui, tout en les repoussant, les rapportent tout de même, en déclarant, à chacune d'elles, qu'il ne faut pas en croire un mot ; et ceux qui scrupuleusement, obstinément, n'en soufflent pas une syllabe.

J'ai de l'indulgence pour les premiers. Ils semblent toujours vous dire à demi-voix, un peu honteux : « C'est que, voyez-vous, Monsieur, quand on ne rapporte pas les légendes, il n'y a plus rien. » C'est un peu dur en effet de résumer cinq siècles de l'histoire romaine en cette ligne : « Nous n'en savons rien du tout. » — Et puis la légende n'est-elle pas intéressante au moins à titre de renseignement sur la façon dont certaines générations ont compris certaines périodes de l'histoire?

Oui, oui, la légende est intéressante comme document sur la manière dont on a été ignorant et sur la façon dont on s'est trompé et sur la manière dont on a été menteur et sur la façon dont on a été dupe. Autrement dit, elle n'est pas intéressante du tout, sinon pour le poète comique. Je suis plein d'indulgence pour les historiens qui rapportent les légendes en vous avertissant de n'en point tenir compte ; mais je suis plein de vénération pour ceux qui tout simplement n'y font pas même une allusion.

Car ceux-ci sont héroïques. Ils font par conscience ce qu'un auteur, dans son intérêt, ne doit jamais faire, ils vont contre les secrets désirs du lecteur. Quand il s'agit, surtout, de la jeunesse d'un grand homme, nous sommes si avides et si insatiables que nous désirons presque que l'historien nous donne du faux, pourvu qu'il nous donne beaucoup de choses, comme en temps de crise ministérielle, nous voulons que notre journal nous donne chaque jour une liste de nouveaux ministres, tout en sachant parfaitement qu'elle est imaginaire.

M. Arthur Chuquet a été héroïque. Ce que l'on sait, certainement, de Napoléon depuis 1769 jusqu'à 1790, sans un mot de ce qu'on en voudrait savoir et qu'on n'en sait point, voilà strictement ce qu'il nous a voulu donner et ce qu'il nous donne. Au moins son livre peut être lu avec sécurité.

Et, après tout, la jeune figure de Napoléon n'en est pas diminuée. Tout au moins elle en est plus nette, plus précise, plus arrêtée dans ses lignes.

Le voilà, ce jeune homme pâle, olivâtre, petit, maigre, un peu chétif avec une grosse tête anguleuse et des yeux gris (décidément ils étaient gris), qui arrive à Brienne sans savoir un mot de français, est raillé comme malingre, raillé comme Corse, raillé comme admirateur de Paoli, raillé comme portant un prénom ridicule, suspecté comme mauvais Français et mauvais sujet du roi : et qui, sans devenir méchant, devient concentré, solitaire et un peu sournois et vite assez redouté de ses camarades parce qu'il montre qu'il est brave. Pendant toute la période de Brienne et toute la période de l'École militaire, jusqu'à la sous-lieutenance, il sera incurablement mélancolique. Napoléon n'a connu la gaîté qu'à dix-sept ans, et ce ne fut pas pour un long bail.

Sa morosité enfantine a quelque chose de celle d'un jeune lévite. Aussi bien, dans la cour de Brienne, il fait pousser, à son usage, un « bocage » ou une tonnelle où il s'isole et qui ne ressemble pas mal à un oratoire. Aussi bien il a l'austérité un peu chagrine et dure en paroles et en actes à l'égard de ceux de ses camarades qu'il juge vicieux. Une première fois : « Monsieur, choisissez entre ceux qui vous corrompent et moi. Il faut décider. » Une seconde fois : « Prenez mes paroles pour un premier avis. » Une troisième fois : « Prenez garde au second avertissement que je vous donne. » Une quatrième fois : « Monsieur, vous avez méprisé mes avis ; c'était renoncer à mon amitié. Ne me parlez plus. » — Il avait quatorze ans. Il ne parlera pas autrement quand il sera empereur d'Occident.

Inutile de dire qu'il n'a aucune vanité et qu'il est pétri d'orgueil. La différence entre les petits et les grands est là tout entière. Un jour, comme il regimbait sous le coup d'une réprimande plus ou moins

juste : « Qui êtes-vous donc, Monsieur, pour me répondre ainsi ? — Un homme », répondit-il. — L'homme avait quatorze ans. Mais, tout de même, c'était un homme.

On ne devient pas forcément premier consul pour avoir ce caractère-là. On peut très bien devenir chef de bureau. Mais on est, du moins, toujours quelqu'un.

> En quelque obscurité que le ciel l'eût fait naître,
> Le monde en le voyant eût reconnu son maître

est ce que Pascal eût appelé une bêtise poétique. Mais en quelque obscurité que Bonaparte fût resté, il eût occupé son petit coin avec un air qui n'eût pas été tout à fait celui du voisin.

Traces de génie dans l'adolescence, vraie, historique, de Napoléon ? — Non. C'était un garçon intelligent et studieux et voilà tout. Les trois traits qui le distinguaient un peu des autres, au point de vue intellectuel, étaient son avidité de lecture, sa promptitude d'assimilation et son incomparable mémoire. Il dévorait les bibliothèques des endroits où il passait. On en concluait qu'il fallait le nommer bibliothécaire. Avec un bon sens précoce, il refusait. Il savait bien que, quand on aime à lire, on a la vocation de n'être pas bibliothécaire. Mais il était bibliophage.

Ce qu'il lisait surtout? Ici la vocation se marque encore mieux. De l'histoire, de l'histoire encore, et Plutarque. Il sentait déjà qu'il appartenait à l'une et qu'il aurait appartenu à l'autre. De littérature très peu. Cela viendra plus tard, par divertissement et à la volée. Presque absolument rien d'artistique dans cette éducation. Il ne lit aucun poète, ni ancien, ni moderne. Il a fait des vers pourtant. Connaissez-vous des vers de Napoléon ? En voici, illustrant sa géométrie de Bezout :

> Grand Bezout, achève ton cours,
> Mais avant permets-moi de te dire
> Qu'aux aspirants tu donnes secours.
> Cela est parfaitement vrai.
> Mais je ne cesserai pas de rire
> Lorsque je t'aurai achevé.
> Pour le plus tard au mois de mai.
> Je ferai alors le conseiller.

(C'est-à-dire : je donnerai des conseils aux autres.)

Napoléon a toujours devancé son temps. Il faisait en 1785 des vers décadents. Malgré cette production intéressante, on peut dire que l'éducation littéraire de Napoléon jusqu'à sa sous-lieutenance fut absolument et volontairement nulle.

Quant à sa facilité d'assimilation, sans être prodigieuse, elle était remarquable. Songez que, très en retard à son arrivée en France, il fut sous-lieutenant d'artillerie à dix-sept ans, ne fut jamais élève-officier, passa directement de l'école au grade et aux fonctions d'officier, sans le stage, qui était quelquefois de deux ans, qu'on imposait aux autres ; que, partant, on peut calculer, tout compte fait, qu'il a fait en six ans environ ce que tous les autres faisaient en dix. Ce n'est pas trop mal.

Sa prompte intelligence fut, du reste, de meilleure ou plus mauvaise grâce, reconnue par tous ses maîtres. Un seul, c'était un professeur d'allemand, et un Allemand, proclama qu'il était un imbécile.

Quant à sa mémoire, elle fut toujours prodigieuse, et l'on pense bien qu'elle l'était dès l'enfance. Quand on discutait le code civil, Treilhard au Conseil d'État était stupéfait des citations du Digeste dont Bonaparte criblait la délibération. « Où diable Bonaparte a-t-il appris le Digeste ? » Les malfaiteurs apprennent le code en prison. Bonaparte a eu cela de commun avec eux. Il avait été mis aux arrêts à Auxonne dans une chambre qui avait pour toute bibliothèque un Digeste. Il lut le Digeste. Il ne resta aux arrêts que vingt-quatre heures. Mais douze ans après, tout ce qu'il avait lu du Digeste, il le savait encore.

Son caractère sombre et un peu dur jusqu'à la dix-septième année, se détendit un peu dans la vie de garnison. On a beau être un jeune ambitieux qui ne songe qu'à illustrer son nom et à relever sa province natale de l'injuste mépris où on la tient, on ne peut pas rester renfrogné quand on est officier, à dix-sept ans, libre comme l'air, dans un beau pays, avec de bons camarades, de bons chefs et de très bons hôtes.

Toutefois remarquez bien que ses rapides séjours à Valence, à Auxonne sont marqués pour Napoléon, pour Napoléon si jeune, beaucoup plus par des travaux que par des plaisirs.

Il aimait peu les réunions, les bals, les banquets, qu'il trouvait toujours trop longs. Assez voluptueux (plus tard surtout), il aimait peu les femmes, ce qui n'est pas contradictoire, et au contraire ; se souciait peu de leur conversation et de leur rendre les petits soins qu'elles aiment tant, et, comme tous les Méridionaux, ne les prit jamais au sérieux. Sa brutalité, dans cet ordre de choses, ne fut jamais, comme on l'a dit, timidité ou gaucherie ; car Bonaparte timide, ou même gauche, c'est une plaisanterie un peu forte. C'était parfait mépris, tout simplement. Stendhal dit là-dessus des choses, oh ! des choses, dont il faut rabattre un peu, sans doute, mais dont le fond doit être vrai, et que vous verrez, si vous y tenez, dans le *Napoléon*, pages inédites que vient de publier M. de Mitty.

Donc, de dix-sept à vingt ans, Napoléon ne s'amusa guère, quoique ayant appris à sourire, et se permettant cette débauche. Mais il travailla énormément. Comme tous les hommes supérieurs, il était autodidacte, et, élève studieux seulement, sous ses maîtres, savait que c'est après l'éducation com-

mune que commence la vraie éducation, à savoir celle qu'on se donne. Dès sa sortie de l'École militaire, ce qu'il se dit surtout, c'est, j'en jurerais : « Enfin ! je vais pouvoir travailler. »

Et de fait, il piocha dur. Évidemment il se sentait né pour les grandes choses. A treize ans, à Brienne, il avait déjà dit : « Soit. La Corse est opprimée. J'espère la rendre un jour à la liberté. Que sait-on? Le destin d'un empire tient souvent à un homme. » Quand on a de ces idées-là et de ces mots-là à treize ans, sans doute il peut arriver qu'on ne fasse rien de grand dans la vie, car « la fatalité nous mâche » ; mais, du moins, il y a peu de risques que l'on s'endorme et qu'on flâne, avant d'avoir été complètement mâché.

Et encore! J'ai connu tel homme qui était né, sinon pour être un Napoléon, du moins pour arriver à être parmi les deux ou trois cents premiers hommes de son pays. Il est mort parfaitement obscur. Les circonstances sont pour les neuf dixièmes dans le succès. Intégralement persuadé qu'il n'arriverait jamais, il a travaillé pendant un demi-siècle comme s'il avait été chargé des destinées de la France. Cela tenait à ce qu'étant né d'une certaine façon il ne pouvait pas vivre autrement. Napoléon aurait très bien pu mourir commandant d'artillerie sous le gouvernement de Lazare Ier. Il n'en aurait pas moins travaillé jusqu'à sa mort comme un enragé. M. Chuquet, qui connaît la biographie de tous les officiers de la République, du Consulat et de l'Empire, trouverait dans ses notes : « Officier extrêmement laborieux et actif. Caractère sombre et aigri. Intelligence moyenne. Esprit chimérique. Écriture détestable. Physique ingrat. A maintenir au-dessous du grade de général. » A quoi a tenu la destinée de Napoléon et par suite celle de l'Europe depuis 1795 jusqu'à 1870? Si vous voulez mon opinion, je crois que c'est à Barras.

Et les âmes sensibles, que je ne veux pas faire languir, me demandent depuis un quart d'heure : « Avec tout cela, fut-il bon? »

Les ambitieux ne sont jamais des saint François d'Assise ; mais il est bien certain que Napoléon, devenu si insensible plus tard, et ce fut bien naturel, était né avec des qualités de cœur qui ne sont pas si communes. Songez aux trésors de rancune qu'il avait dû amasser à Brienne et à l'École militaire, où, décidément, c'est certain, il fut parfaitement *brimé* et maltraité. Songez combien ce Corse, qui ne se considérait pas encore comme Français, et qui était *paoliste* jusqu'aux moelles, a dû détester ses camarades, ses professeurs et même ses premiers compagnons d'armes. Songez comme est vraisemblable, après tout, et comme serait naturel, le mot parfaitement faux, du reste, qu'on a rapporté comme ayant été dit par lui à Brienne : « Je ferai aux Français tout le mal que je pourrai. » — Eh bien, ce qui ressort clair comme le jour du livre de M. Chuquet, documenté Dieu sait avec quelle minutie sur ce point, c'est que, sans exception, tous ses camarades de Brienne, tous ses camarades du Champ-de-Mars, tous ses camarades de Valence et d'Auxonne, tous ses maîtres, et en un mot tous les êtres qui lui rappelaient son enfance furent admirablement traités, et au delà de leurs mérites, par Napoléon. Cela est incontestable, et cela m'a très vivement touché.

Mettons que « la vengeance est douce aux belles âmes » et que cela était une vengeance. C'en était une en effet ; n'en doutez pas. Mais il faut confesser qu'il y a des façons de se venger qui ont une jolie allure.

Remarquez encore tel rapide séjour qu'il fit à Brienne au moment de sa plus grande prospérité. Il est fou de joie. Il nage dans le bonheur. Il rit, il s'élargit, il s'épanouit. Il n'y tient plus. Il saute à cheval, parcourt, à bride avalée, ces champs, ces bois, ces vallons qui ont été les témoins tristes de son enfance, galope éperdument, crève son cheval, inquiète son escorte qui n'a pu le suivre, revient en disant : « Je me suis perdu. Je ne savais plus où j'étais. »

Oh ! cette chevauchée de Napoléon à la poursuite de ses souvenirs ! Émotion instinctive en face du passé qui vous regarde, d'abord. Et puis, joie de liberté à galoper dans ses chemins qu'autrefois on suivait en monome discipliné comme au bout d'une longe. Et puis, joie d'orgueil à fouler en vainqueur, en Imperator, en César, en demi-dieu, ce sol où l'on fut si dénué, si mince et si triste. « Ceci s'appellera Brienne-Napoléon. » Et il galope furieusement, buvant, baisant, embrassant l'air ; et tout cela est une ivresse où se mêle du bon, du mauvais, des sentiments de rancune, des sentiments de revanche, des sentiments d'orgueil, des sentiments d'exaltation du moi, des sentiments de naïve expansion puérile ; mais après tout, et au diable l'analyse, il y a au fond de tout cela un peu d'amour. — L'homme au cœur sec, tout simplement ne serait pas retourné à Brienne. Cette journée est, tout compte fait, à l'actif de Napoléon.

Quant à ceux, rares, qui lui furent doux aux temps d'enfance, il n'a su que faire pour eux. Il s'ingénia à les combler. Il dépassa, plutôt, les mesures. Allons, dans le plus grand égoïste que le monde ait connu, il y avait encore un grain de tendresse. Il était Corse. Les Corses n'oublient jamais ni une injure ni un bienfait. L'humoriste aimable qui toutes les fois qu'il rendait un service, ajoutait toujours : « Mais, je vous en supplie, *soyez assez bon* pour ne point vous en souvenir », aurait eu tort avec Napoléon. Eh bien, c'est déjà quelque chose. Comptons-lui au moins cela.

*

Le livre de M. Chuquet, tout entier documentaire et n'admettant aucun fait insuffisamment prouvé, serait très court, si l'auteur n'avait pris le soin d'y faire entrer (pour tous ceux pour qui cela a été possible) la biographie sommaire de tous les camarades de jeunesse de Napoléon. Cette abondance de biens est certainement un défaut de cet ouvrage. La figure de Napoléon finit par être comme offusquée par le nombre des figures secondaires qui se pressent autour d'elle ; la péribiographie étouffe un peu la biographie, et, surtout, il faut bien le dire, la grande majorité de tous ces personnages obscurs est parfaitement insignifiante et nous laisse complètement indifférent.

Et pourtant encore c'est une enquête curieuse, et qui vaut (presque) la peine qu'elle a donnée, sur la jeunesse française de la fin du XVIIIe siècle. A travers un trop grand nombre de militaires ou fonctionnaires ou émigrés dont la vie fut quelconque et qui ne devraient pas entrer dans l'histoire sous ce seul prétexte qu'ils ont coudoyé le grand homme, il y en a un certain nombre qui sont bien caractéristiques.

Sans parler de Pichegru, qui fut à Brienne, non pas le camarade, mais plutôt le professeur-répétiteur de Bonaparte, que me direz-vous de ce Souchet d'Alvincourt, officier aux dragons de la Reine, émigré, aide de camp du prince de Polignac, engagé au service du sultan, prenant part à la guerre contre les Russes sur les bords de la Caspienne, lâchant le sultan pour aller rejoindre Bonaparte en Égypte, s'attachant à la fortune de son ancien camarade, adjoint à l'état-major, figurant en cette qualité à Marengo, envoyé à Saint-Domingue avec Leclerc, se transformant là-bas en diplomate financier, négociant des emprunts à la Havane, à Caracas, à la Nouvelle-Grenade, plus tard envoyé par Joseph Bonaparte, le roi d'Espagne, au fond du Mexique pour apaiser une révolte, arrêté, emprisonné, gardé dans la citadelle de Ceuta jusqu'en 1820 ; enfin un homme qui a eu dans sa vie les impressions de Bonneval, de Kléber, de Law, d'Œil de Faucon et de Latude?

Et Phélippeaux! En voilà un qui est plus intéressant encore, ce Phélippeaux qui ne pouvait pas souffrir Bonaparte ; qui passait sa vie d'école militaire à lui donner des coups de pied et à en recevoir ; qui, plus tard, servit dans l'armée de Condé, et batailla en France à la tête de deux mille partisans, s'emparant de Sancerre et y régnant pendant huit jours ; qui, plus tard, colonel dans l'armée anglaise, s'en alla dans le Levant ; et qui enfin se trouva à Saint-Jean-d'Acre précisément en face de Bonaparte, défendit admirablement la ville et en définitive repoussa victorieusement son ancien camarade détesté. « Si j'eusse pris Saint-Jean-d'Acre, a dit Napoléon, j'eusse changé la face du monde. » C'est flatteur pour l'amour-propre national que ç'ait encore été un Français qui arrêta le grand Français sur sa première piste de gloire.

En vérité, cette jeunesse française de 1790 ne comptait (peut-être) qu'un Bonaparte ; mais elle était toute foisonnante de petits Napoléon et même de Napoléon de seconde grandeur. Tout compte fait, on n'est point fâché de voir l'astre entouré de tous ses satellites. On lira ce livre minutieux et d'une admirable diligence avec intérêt et gratitude.

Émile Faguet.

QUELQUES VERS

BENJAMINE.

Aux pieds de sa maman Benjamine est assise,
Et, serrant dans sa main une main qu'elle a prise,
Son regard est pensif et son front soucieux.
Une ombre fugitive a passé dans ses yeux.

C'est que la nuit descend, et qu'un génie attise
Un foyer inconnu, dont les éclats qu'il brise
S'en vont, en pétillant, illuminer les cieux ;
Et Mimi voit partout jaillir ces petits feux.

Comme en astronomie elle n'est pas très forte,
Elle croit voir en eux les lucarnes du ciel,
Et soudain, tout émue, et d'une voix de miel :

« Dis, maman, n'est-ce pas? lorsque tu seras morte,
Par tous ces petits trous, qu'il y a là, le soir,
Dis, tu te pencheras quelquefois pour me voir. »

A ROSETTE

Pourquoi poursuivre ainsi ton songe ambitieux,
Sais-tu, Rosette, où gît le doux plaisir facile?
Et sais-tu que le monde est faux, méchant, habile,
Et que pour mieux tromper il fascine les yeux?

De quoi ton petit cœur est-il donc amoureux?
Il est aimé, Rosette, et ton bonheur tranquille
S'écoule dans la paix de ton rouet docile,
Ou quand tu vas danser aux chants du violoneux.

Va, ne désirons rien que notre amour, ma chère,
Gardons-le saintement, comme un trésor vainqueur ;
Vivons loin des palais, sans envie et sans peur,

Loin du monde, et tout seuls, restons berger, bergère,
Nous vieillirons ensemble et dans notre chaumière
Pour enchanter le temps, nous aurons notre cœur.

Et, tandis qu'au dehors les râles d'agonie,
A travers les éclats de rire et les sanglots,
Faisaient une clameur d'angoisse indéfinie,

L'ombre était caressante auprès du porche clos,
Et l'orgue s'endormait, plein encor d'harmonie,
Comme après l'ouragan s'assoupissent les flots.

LA VIERGE AU LIS

La Vierge, sous son voile blanc,
S'en va rêver au soir troublant.

Son regard lointain est sans fièvre :
Nul jamais n'effleura sa lèvre ;

Mais, docile au frémissement
Qui fait pencher son front charmant,

Dans les nocturnes draperies,
Elle embrume ses songeries...

La Vierge, sous son voile blanc,
S'en va rêver au soir troublant.

C'est à l'heure où l'air et la terre
S'assoupissent dans le mystère,

C'est à l'heure où les lents parfums
Évoquent les espoirs défunts,

Et montent comme des caresses
S'enguirlander aux molles tresses,

Où l'ombre va s'auréolant
Autour du profil indolent.

Mais du parc ombreux est venue
Une mélodie inconnue...

La Vierge, sous son voile blanc,
Écoute dans le soir troublant,

Tandis que son regard est triste
Et pâle comme l'améthyste...

Un mystique et tendre frisson
S'enlace aux parfums du buisson,

Et les cordes des mandolines
Ont des tendresses moins câlines

Que le chant où semblait parfois
Vibrer l'âme au lieu de la voix :

Voix que son Enfance devine,
Voix de l'Attendu, voix divine,

Voix qui fait en son front penché
Battre un désir inépanché..,

O les mélodies inconnues
Qui semblent descendre des nues !

La Vierge, sous son voile blanc,
Rêva longtemps au soir troublant.

En son rêve immobilisée,
La retrouva l'aube irisée,

Mais, fier, entre ses doigts pâlis,
Encore elle étreignait un lis.

VISION

L'ombre était proche et douce, et la voix des cantiques
Rôdait comme un écho triste dans la tiédeur
Des parfums épandus sous les piliers gothiques.

Et l'on sentait planer comme une étrange odeur
D'encens vieilli, tandis que, le long des tryptiques,
C'était comme un appel effaré de candeur,

Partant de tous ces yeux d'apôtres et de vierges
Éperdument ouverts et grands levés au ciel,
Qui blêmissaient, muets, à la pâleur des cierges.

O toi qui joins les mains sur ton corps irréel,
Que l'on devine un peu sous les plis droits des serges,
J'évoquai tes désirs, vierge de Raphaël !...

APAISEMENT

Le rayon doré du passé,
Chante au fond de mon cœur lassé.

Doucement, ma peine est allée,
Lentement, jusqu'à la vallée,

Où fleurit, humblement secret,
Le lis pâli de mon regret,

Parfumant de larmes et d'ambre
Les recoins muets de la chambre.

Le rayon doré du passé
Chante au fond de mon cœur lassé.

Mon beau rêve doux, feuille à feuille,
Comme un arbre trop lourd s'effeuille

Dans l'allée ombreuse où mes pas
Me mènent... où ? — Je ne sais pas.

Il fait sombre, et l'ombre frôleuse
Apaise, d'une aile moelleuse,

Ma peine sourde qui descend,
Dans un vague nimbe d'encens,

Doucement, jusqu'à la vallée,
Par une mystérieuse allée...

Il y rôde sous le fouillis
Comme un très lointain gazouillis,

Tandis qu'une biche anxieuse
S'enfuit, vive, parmi l'hyeuse,

Hantant de son grand œil voilé,
Mon lent crépuscule étoilé.

Doucement, ma peine est allée
Jusqu'à l'apaisante vallée...

Le parfum doré du passé
Monte au fond de mon cœur lassé.

MAGDA LEO.

CHOSES ET AUTRES

La nature eut sans doute besoin de l'or pour procurer à la terre son équilibre et une densité convenable, mais elle avait prévu tous les maux que ce métal causerait à l'humanité; elle l'avait rassemblé dans les lieux les plus inaccessibles soit par le chaud, soit par le froid ; elle l'avait entouré de barrières et d'obstacles, enfoui dans les cavernes des montagnes, dispersé en petits grains dans le sable des rivières, mélangé adroitement à des substances grossières et ternes : elle avait multiplié enfin les ruses et les artifices de sa bonté, pour que les hommes fussent séparés à jamais de ce qui devait faire leur malheur.

Un oiseau, — on ne sait au juste lequel, — perroquet, pie, corbeau, trouva un jour un grain d'or, le prit dans son bec, se mit à en jouer, en voletant auprès des hommes.

Les oiseaux, bêtes de peu de cervelle, sont prompts à saisir tout ce qui brille. On connaît l'histoire légendaire de ce perroquet voleur, qui prit la bague de sa maîtresse, et de cette chambrière qui alla expier en prison le crime de l'oiseau, tant les erreurs judiciaires abondent dans notre pauvre humanité !

Mais je reviens à notre première histoire : un homme attrapa le volatile qui jouait avec le grain d'or dans son bec, lui enleva son butin, et même le tua sans pitié, et, lui ayant ôté ses plumes, le mangea. De là datent tous les chagrins qui se sont abattus sur les hommes et sur les femmes, les batailles, les meurtres, l'avarice, le capital, et la distinction des individus en deux classes, les riches et les pauvres.

Un pays inconnu, situé à l'extrême nord de l'Amérique, que l'on a nommé le Klondyke, — nom sinistre, — renferme, à ce que l'on dit, plus d'or que n'en a jamais contenu la Californie. La nature ingénue avait compté que l'homme ne viendrait pas le chercher là.

Nul pays plus affreux; les ténèbres de la nuit l'enveloppent pendant sept mois chaque année et des montagnes de glace le cernent éternellement. Mais quelle précaution serait capable d'empêcher les hommes d'atteindre volontairement à leur perte, et de conquérir, à force d'énergie et de résignation, les objets qui doivent les rendre malheureux?

Des foules de tout pays arrivent au Klondyke par des sentiers de montagnes où l'on ne peut s'avancer qu'un à un, de sorte que beaucoup périssent avant d'avoir atteint le but de leur voyage.

D'autres qui en reviennent, courbés sous le poids de leurs richesses, périssent gelés avant d'avoir revu leur patrie et leur famille. Cependant la procession de ces affamés continue toujours, *auri sacra fames :* lorsque cette sacrée faim de l'or tient un homme aux entrailles, il n'y a ni glace, ni feu, ni lois, ni honneur qui puissent l'empêcher de tout braver pour la satisfaire.

Voici qu'on nous annonce une découverte encore plus scélérate que celle de cet Eldorado gelé. Un savant yankee a trouvé le moyen de faire de l'or : on a vendu récemment à la banque de New-York un lingot de cet or artificiel. Une usine se monte pour en fabriquer sur une grande échelle et tant que l'on voudra. Les procédés chimiques et physiques qui concourent à cette opération se simplifiant de jour en jour, il n'est pas douteux qu'au siècle prochain, on fera de l'or, comme on fait aujourd'hui du pain et du sucre.

Il y aura des Klondykes en chambre et des Transvaals à domicile, Chacun, dans sa cuisine, pourra avoir sa mine d'or. Je vous prédis qu'on n'aura jamais assisté à un pareil cataclysme, et ce sera là le vrai Panama !

Tous les rapports des choses seront changés. Le monde économique sera comme arraché de ses fondements. Et ce pourrait être le salut : l'homme rentrerait dans la tranquillité et la paix, l'or n'ayant plus de prix à ses yeux. Mais il se hâtera de remplacer l'or actuel par une autre chose qu'il baptisera or et dont il fera le fléau de sa vie, afin d'être toujours bien malheureux, comme il sied à des hommes.

La nature humaine doit être malheureuse pour être contente, et, quand elle n'a pas de chagrins réels, elle s'en fabrique, afin de jouer et de s'amuser avec ses maux.

On nous raconte qu'Edison fils, tournant en dérision et moquerie les inventions fabuleuses de son père, vient d'accomplir un miracle bien autrement magnifique : il prend la photographie de la pensée et en fait la lecture comme d'un livre ouvert.

Pour cela, on rase la tête du sujet aussi près que possible, afin de pouvoir mettre en contact immédiat avec les os du crâne une substance gélatineuse, dont on forme une sorte de calotte. On attend trois minutes et demie, le temps de faire cuire un œuf mollet. Tous les mouvements de la pensée se sont alors imprimés à travers le crâne sur la surface interne de la gélatine. On enlève la calotte, on la photographie, et, à l'aide de l'instruction dressée par M. Edison fils, on lit couramment les lignes et les courbes qui sont l'écriture de la pensée vivante.

Désormais les procès les plus embrouillés de la justice civile ou militaire seront résolus avec une extrême facilité. La méthode des interrogatoires et des enquêtes sera aussi aisée qu'efficace. Accusés, témoins, on rase la tête à tous, indistinctement, hommes ou femmes, excepté aux chauves. Les

tresses ondoyantes des femmes voilées tombent sous les ciseaux, et la vérité apparaît dans son évidence. Il n'est point un sacrifice, même de chevelure de déesse ou de furie, — chevelure plus éloquente encore! — que l'on ne soit prêt à offrir sur l'autel de la vérité. La gélatine, administrée par les magistrats de l'époque scientifique, sur toutes ces têtes dépouillées, reçoit la confidence des pensées et des impressions, des drames, des mensonges, des trahisons, des faux serments qui se remuent dans les fibres intimes des cerveaux.

De même on lira le travail intérieur des grandes pensées qui affectent en diverses manières les lobes des savants et des hommes d'État, et peut-être arrivera-t-on à reproduire les opérations du génie, au moment où l'on voudra, et à l'ordre, comme on fera aussi de l'or, je vous l'ai déjà dit. Tous auront du génie, de sorte que l'on ne distinguera plus les imbéciles. Enfin l'homme se connaîtra réellement lui-même pour la première fois.

Toutes ces pensées indistinctes qui s'agitent confusément en lui, il les lira fixées dans sa calotte de gélatine; ce sera un véritable miroir de l'esprit, que chacun voudra posséder, pour connaître et étudier son *moi* psychique, comme il connaît les traits de son visage au moyen d'un verre étamé. Et la justice régnera sur la terre comme la vérité et la modestie.

« Nous devons travailler à nous rendre dignes de quelque emploi; le reste ne nous regarde pas, c'est l'affaire des autres »: belle maxime de conduite, d'un civisme vraiment républicain et antique; si les hommes de mérite suivaient à la lettre ce conseil de La Bruyère, il n'y aurait plus exclusivement que des farceurs dans les Chambres, et, bien certainement, toutes les places, faveurs et décorations que nos ministres ont en leur pouvoir, iraient sans exception aux imbéciles.

JEAN-LOUIS.

NOTES SUR LA LITTÉRATURE ITALIENNE

Le Songe d'une matinée de printemps de M. Gabriele d'Annunzio.

Le comte Primoli a raconté qu'au moment d'accepter la proposition qui lui était faite de venir jouer à la *Renaissance*, Mme Duse, se tournant vers Gabriele d'Annunzio, lui aurait dit : — « J'irai, si vous m'improvisez un rôle, un rôle de poésie, un rôle de princesse folle, n'importe quoi!... » Après s'être laissé un peu prier, ainsi qu'il convenait, l'auteur des *Vierges aux rochers* finissait par donner sa parole et, dix jours plus tard, la comédienne recevait le manuscrit de Gabriele d'Annunzio. C'était le *Songe d'une matinée de printemps*.

En réalité, il doit en être de cette soi-disant improvisation comme de cette fameuse ouverture de *Don Juan* que Mozart écrivit bien en une seule nuit, mais parce qu'il la méditait et la composait, dans sa pensée, depuis des semaines et peut-être des mois. D'ailleurs, dans l'œuvre de M. d'Annunzio, le *Songe d'une matinée de printemps* ne restera pas un drame indépendant, fleuri par hasard, pour obtempérer aux seuls caprices d'une tragédienne. Cette pièce est la première d'un cycle qui s'intitulera les *Songes des saisons* et se divisera ainsi : 1° *le Songe d'une matinée de printemps;* 2° *le Songe d'une nuit d'été;* 3° *le Songe d'une après-midi d'automne;* 4° *le Songe d'un soir d'hiver*. Plus tard, si les dieux sont favorables aux Muses et permettent la réalisation de projets aussi rares, ces quatre actes seront représentés en deux soirées, avec des symphonies de Giovanni Sgambati.

En attendant, Mme Duse essaya de jouer, à Paris, le premier de ces drames, celui qu'elle répéta d'abord, dans la campagne romaine, sur des prairies naissantes, au milieu des fleurs de mai et qu'elle appréhendait si fort de jouer devant le public français. La vérité m'oblige à ajouter que l'événement n'a que trop légitimé ces hésitations et que la comédienne précise à laquelle le répertoire de Shakespeare n'a jamais été favorable, ne fut, à aucun moment, la pauvre démente par amour qu'avait créée la fantaisie de M. d'Annunzio.

La traduction française ayant paru, chacun est à même de juger ce *Songe d'une matinée de printemps*. Cependant, il faut l'écrire : cette traduction, pour aussi parfaite que toutes celles qu'a signées M. Hérelle, n'en est pas moins une traduction, c'est-à-dire une trahison. Pareilles à des squelettes, les idées ont perdu cette forme incomparable qui les revêtait d'une jeunesse et d'une beauté sacrées. C'est comme pour la traduction des *Vierges aux rochers* déjà, traduction que l'Académie française a pourtant couronnée et avec raison. Mais, que voulez-vous, de la musique exquise des phrases italiennes, de toutes les subtilités d'art dont M. d'Annunzio se plaît à parer ses pensées, presque rien n'est demeuré dans la pâle version française.

*
* *

Quoi qu'il en soit, dans un jardin de cyprès et de buis, paisible ainsi qu'un cloître, mais que le printemps égaie d'une floraison de muguets — « en un jardin qui doit éveiller (c'est M. d'Annunzio qui parle) l'image humaine d'un visage pensif sous une fraîche

guirlande », nous voyons passer et repasser une folle aux yeux égarés, la triste Donna Isabella. Vêtue d'étoffes à peine vertes, elle a, sur son visage, un masque de feuillage et des herbes, sur ses mains pâles. Avec des rires, avec des larmes, des chansons, des sanglots, des phrases légères et des tirades furieuses, elle aime à répéter le drame d'amour et de sang qui troubla sa raison. Car, ayant commis, par passion, le péché mortel, elle eut le malheur d'être surprise par le duc, son seigneur. Entre ses bras, sur son cœur, son amant fut tué. Et du coup, elle devint folle d'une folie douce, qui jusqu'à la mort pleurera. Pourtant, elle a oublié, mais il suffit d'une fleur de pavot dans un pré, d'une bête à bon Dieu sur son bras pour lui rappeler toutes les affres de la nuit atroce où ses yeux virent mourir celui qu'elle aimait d'amour. C'est en vain que des mains dévouées la soignèrent avec des affections de sœur; sa conscience ne reviendra jamais. Si, en revoyant le frère de celui qui est mort, un frère qui a la même figure, et la même voix et les mêmes lèvres que celles de l'idolâtré, Donna Isabella, un instant, paraît recouvrer la raison, ce ne sera qu'une lueur à laquelle bientôt, avec de nouvelles crises, succéderont des ténèbres plus épaisses. Oh! non, ne tentez jamais de guérir la folie; elle est bienfaisante aux cœurs qui connurent les souffrances de l'amour. Elle est, par excellence, la grande consolatrice, le dernier refuge avant la mort.

Si par quelques scènes de violence, cette œuvre fait penser à Shakespeare, elle rappelle surtout les pièces de Mæterlinck. Mais à côté de la folie, au lieu des brumes du Nord, il y a, dans l'œuvre de M. d'Annunzio, la lumière d'Italie, la passion exaspérée jusqu'à la démence. Ces femmes de rêve ont des corps de chair.

Et tandis que je demandais à l'auteur du *Triomphe de la Mort* comment lui était venue l'idée première de ce drame, je me souvins qu'il était, depuis longtemps, persuadé de l'intérêt et de la nouveauté que présentait l'étude des maladies nerveuses. C'est même une de ses théories favorites. Dans les *Vierges aux rochers* déjà, on voyait une princesse folle et deux frères épileptiques. Mais M. d'Annunzio me répondait — sans doute la plume à la main :

* * *

— Un soir de printemps (fut-ce cette année, l'année d'avant ou il y a dix ans? vraiment il n'importe), une femme dont la voix était un charme, une femme vêtue d'une bizarre robe verte, couleur de l'eau dormante, me récita tout à coup, avec l'inoubliable accent de sa voix musicale, quelques vers anciens que la tradition attribue à Dante : *Pour une simple guirlande que j'ai vue, chaque fleur me fera, désormais, soupirer. — A mon jardin, toute seule, la Dame de mon cœur viendra et Amour, alors, la couronnera!..*

Or, ces quelques vers d'une ballade que Dante composa peut-être avant son exil m'ouvrirent soudain de nouveaux horizons, réveillant en moi mille beautés endormies.

Vous comprendrez mieux l'extraordinaire émotion qu'ils me donnèrent, ces vers délicieux dits par une voix plus délicieuse encore, quand je vous aurai raconté que nous étions sur les bords du lac d'Albano. Vous savez que les Anciens l'appelaient le miroir de Diane. Autour de nous, c'était la solitude grave des monts Albains, tout ce pays d'une poésie exceptionnelle que les légendes peuplent de souvenirs et dont on peut dire, véritablement, que la Divinité continue à l'habiter!... Ensuite, un champ d'esparcette en fleur qui s'étendait non loin de là, pareil à une mer de sang, me suscita l'idée du crime, de ce crime épouvantable dont parleront, tour à tour, les sept personnages de mon poème. Vous vous rappelez? *Il fut tué dans les bras de Donna Isabella, dans ses bras même, sur sa poitrine, pendant qu'il dormait. Et par le sang elle fut inondée et toute la nuit, elle tint le cadavre embrassé et, à l'aube, elle avait perdu la raison!...*

Maintenant, vous savez comment j'ai conçu le *Songe d'une matinée de printemps*. Le champ d'esparcette m'a donné le sang, la robe verte de mon amie et sa voix inoubliable l'image et l'âme lointaine de Donna Isabella.

Car, elle aussi, aura une robe verte et à qui lui demandera pourquoi, elle répondra de sa voix étonnée : *J'ai mis une robe verte, une robe de couleur tendre pour que les petites feuilles nouvelles n'aient pas peur quand je me promène dans la forêt...*

Puis, j'avais retrouvé les vers de Dante et il m'a plu qu'ils devinssent le *leitmotiv* de mon œuvre. Au lever du rideau, le jardinier Panfilo les entonne joyeusement; de scène en scène ils reviennent et à la fin encore, de sa bouche exténuée, la pauvre folle les répétera. Pour en mieux traduire la cadence, j'ai découvert une espèce de mélopée champêtre, un motif de *stornello*, un air triste et joyeux qui semble jailli de la terre latine comme une source d'eau pure et qui plaira à tous ceux pour lesquels l'Italie est la patrie d'élection. Car on ne peut l'entendre, cette musique étrange, sans respirer, pour ainsi dire, l'air pur d'un soir d'été tombant mélancoliquement sur la paix des vallées toscanes, Mais enfin et surtout, en composant ces pages, j'avais en moi l'ivresse divine du printemps. Ainsi que mon héros Virginio, mon drame est fils du Renouveau. Comme les sept roseaux d'une flûte panique, les voix harmonieuses de mes sept personnages chantent un hymne au réveil merveilleux de la nature, cependant que sous le portique

solitaire, parmi le jardin éternel, l'avril jette une moisson de muguets blancs et qu'il passe le souffle et le délire, souffle de fièvre et délire de volupté, du printemps vainqueur une fois de plus, semant à pleines mains, des fleurs sur les arbres, des sourires sur les lèvres!...

Ernest Tissot.

POLITIQUE COLONIALE

La conquête de l'Afrique.

Nous voici pleinement rassurés. Les invraisemblances accumulées, les certitudes évidentes ont forcé le *Mouvement géographique* lui-même à démentir la sinistre nouvelle qu'il avait mise en circulation avec un empressement qui a provoqué et justifié tous les soupçons. Si, comme on l'a dit, le massacre de la mission Marchand a été annoncé pour nous forcer à révéler le secret trop bien gardé jusqu'ici de son programme et de ses mouvements, il faut avouer que la manœuvre a bien réussi. Sous prétexte de rassurer les parents et amis des explorateurs, la presse française, avec plus de hâte que de discernement, s'est hâtée de publier des lettres de ces explorateurs. On a fait assaut de renseignements et de science géographique, et comme les lettres publiées n'étaient pas destinées à la presse, nous avons appris non seulement que le capitaine Marchand et ses collaborateurs étaient bien vivants, mais encore le point exact où ils se trouvaient vers le commencement du mois de septembre et la direction qu'ils comptaient suivre. Or comme les journaux français sont plus lus à l'étranger que les journaux étrangers en France, comme lesdits journaux étrangers et particulièrement les anglais ont à Paris des correspondants qui ne laissent rien échapper de ce qui peut intéresser leurs nationaux et leurs gouvernements, vous pouvez être assurés qu'à l'heure actuelle au *Foreign Office* et au *Colonial Office* les cartes du Haut Nil et du Bahr El Ghazal sont constellées de petits drapeaux tricolores indiquant la marche de la mission Marchand.

Les Anglais ne demandaient pas autre chose. Il reste à savoir s'ils sont en mesure de profiter utilement du renseignement, c'est-à-dire de barrer la route à M. Marchand. Nous les connaissons assez pour savoir qu'ils n'épargneront rien pour cela. La subite activité déployée aux avant-postes anglo-égyptiens au Soudan, l'expédition des renforts en Égypte n'ont pas d'autre but que de tenter un vigoureux effort pour en finir avec le Mahdisme avant que le *Faidherbe*, la canonnière du capitaine Marchand, n'ait remonté le Nil. Il est certain aussi que le major Mac Donald qui, en partant de l'Ouganda, devait opérer un mouvement vers le Nil, et qui a été arrêté par une insurrection de ses troupes indigènes, a dû recevoir des instructions pressantes. Toutefois le Sirdar Kitchener n'est pas encore à Omdurman, et le major Mac Donald n'a pas, que nous sachions, reconquis la liberté de ses mouvements dans la région du lac Victoria. Comme, d'autre part, M. Marchand avait, aux dernières nouvelles, accompli la partie la plus pénible de sa tâche, comme il était sur le point d'atteindre la Soueh, affluent navigable du Bahr El Ghazal, qu'il a pu remonter sans grandes difficultés jusqu'à Hawa, confluent du Nil Blanc et des innombrables rivières qui l'alimentent, il y a bien des chances pour qu'il ait pu célébrer le 1er janvier à Faschoda où, selon toute vraisemblance, le marquis de Bonchamps l'avait précédé.

De Faschoda où iront-ils? Remonteront-ils le Nil jusqu'à Omdurman et Khartoum, ou plutôt, comme l'annonçait un des officiers de la mission, reprendront-ils la route suivie par M. de Bonchamps pour gagner Djibouti par l'Abyssinie? Dans ce dernier cas, nous ne tarderons pas à être fixés, mais il est probable que, quoi qu'il advienne, les régions traversées resteront occupées. M. Marchand avait été précédé à Sémio, dans le Haut-Oubanghi, par M. Liotard. Ce dernier le suit maintenant pour installer des postes et assurer la permanence de nos droits. Ce n'est pas simplement un voyage de découverte, une exploration scientifique que fait M. Marchand. Il travaille pour la France, comme Stanley a travaillé pour la Belgique et pour l'Angleterre.

Mais, répondent les Anglais, les territoires dont il s'agit ne sont pas de ceux qui peuvent être occupés par le premier venu. Ils ont un propriétaire légal, et ce propriétaire n'est autre que l'Égypte. Cela était exact, mais cela ne l'est plus : la déchéance de l'Égypte a été établie par l'Angleterre elle-même. Qui a voulu donner ces pays à l'État libre du Congo? Qui avait imaginé cette cession à bail à laquelle le roi Léopold n'a été obligé de renoncer que sur nos protestations? Qui a contraint Emin-Pacha à abandonner sa province? Qui occupe maintenant Ouadelaï? N'est-ce pas l'Angleterre qui a fait tout cela, et a-t-elle jamais demandé un semblant d'autorisation, a-t-elle sollicité un simulacre de concours de la part du Khédive? A-t-elle jamais invoqué, dans aucun de ces actes, son titre de protectrice illégale mais efficace de l'Égypte, comme elle le fait pour l'expédition dirigée contre les Mahdistes?

En occupant et en faisant occuper par les autorités congolaises une partie de l'ancienne province d'Emin-Pacha, arraché de sa capitale et traîné jusqu'à Zanzibar par Stanley, l'Angleterre a proclamé elle-

même que l'Égypte avait perdu tous ses droits, en les abandonnant, sur les provinces de l'Afrique centrale, et nous avons autant de droit de nous y établir que les Anglais ou les Belges. Il est vrai qu'ils ne pouvaient pas prévoir l'expédition du capitaine Marchand, et que c'est le baron Dhanis qu'ils espéraient voir arriver jusqu'au Nil.

Ils savaient qu'avec lui ils pourraient toujours s'entendre, et que les autorités congolaises ne feraient aucune difficulté pour leur céder Lado et toutes leurs possessions du Nil lorsqu'ils les en prieraient. Mais leur déconvenue n'est pas une raison suffisante pour leur permettre de renier aujourd'hui un droit qu'ils ont eux-mêmes établi et, bon gré mal gré, ils devront renoncer définitivement à leur rêve d'une Afrique anglaise allant sans solution de continuité de Cape Town à Alexandrie. Si le Sirdar Kitchener terrasse le madhisme, il sera forcé de s'arrêter avant d'atteindre le lac Victoria. Il trouverait en route, sur le Nil, un drapeau français, obstacle plus difficile à franchir qu'une cataracte.

Tout cela est encore bien un peu hypothétique. Mais il y a bien des chances pour que cette hypothèse se réalise et pour que la mission du capitaine Marchand ait des résultats permettant, le cas échéant, de procéder à d'avantageux échanges. Il est même possible que l'occupation du Nil soudanais, — dans la pensée de ceux qui l'ont projetée et dont le projet sagement et secrètement préparé est en train de se réaliser — n'ait jamais dû avoir un caractère définitif. Quand l'Égypte sera redevenue maîtresse de ses destinées, nous pourrons peut-être lui rendre le Bahr El Ghazal ; mais avant de procéder à cette restitution, nous demanderons peut-être à d'autres de nous donner le bon exemple.

Même après cela, il nous restera bien assez en Afrique pour occuper pendant longtemps notre activité coloniale ; le Congo est loin d'être colonisé et notre œuvre ne fait que de commencer dans le Soudan occidental. Dans cet immense continent que nous avons fait français, nous avons jusqu'ici envoyé plus d'explorateurs et d'officiers que de colons. Les premiers étaient nécessaires, mais les autres seraient maintenant indispensables. Il y a malheureusement un inconvénient : ceux-ci ne veulent pas se déplacer pour rien. La gloire ne leur suffit pas. Ils veulent en outre s'enrichir. Ils se contenteraient même à la rigueur de la fortune toute seule. Or, ce sont des sentiments fort vils et ceux qui osent les avouer sont très mal vus par les autorités coloniales qui ont peur de se compromettre avec de pareilles espèces. Il n'est difficulté qu'on ne leur suscite pour les détourner, et s'ils persistent on leur laisse bien entendre qu'ils ne recevront aucun encouragement, au contraire. C'est tout au plus si l'on consent à avoir pour eux quelque sollicitude s'ils daignent réclamer une participation au budget sous forme de garantie quelconque. Mais s'ils veulent compter sur leurs propres forces, s'ils réclament simplement des terres pour construire un chemin de fer ou pour créer une exploitation agricole ou industrielle, on les traitera comme de vulgaires aventuriers.

Grâce à ce système, les fonctionnaires n'ont pas d'ennuis, le ministre n'a pas à redouter d'interpellations indiscrètes aux Chambres et la France continue à engloutir chaque année des millions dans les cinq parties du monde : sa seule consolation est de rencontrer de temps à autre un Binger, un Monteil ou un Marchand qui se couvre de gloire, ce qui est très beau et très important assurément, mais peut-être insuffisant pour assurer la prospérité du commerce et de l'industrie française.

CHARLES GIRAUDEAU.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

A l'Académie. — Les élections des successeurs du duc d'Aumale et de Meilhac auront lieu probablement à la fin de mars, en tous cas après les réceptions de MM. de Mun et Hanotaux. Il ne serait pas impossible pourtant que la réception du ministre des Affaires étrangères fût un peu retardée, et que ce retard entraînât l'ajournement des élections attendues ; M. E.-M. de Vogüé, qui doit recevoir M. Hanotaux, n'est pas tout à fait prêt.

Parmi les « favoris » de la prochaine course aux grands prix académiques (je dis les « grands prix »), on cite M. Victor Bérard, dont les travaux récents sur la *Politique du Sultan*, la Macédoine et les affaires de Crète ont mis en vedette la signature, — un peu plus peut-être qu'on ne l'eût souhaité au quai d'Orsay...

Le nouveau roman de MM. Paul et Victor Margueritte, le *Désastre*, paraît mardi.

Le *Désastre* sera la première partie d'une sorte de trilogie de la Guerre, que deux volumes compléteront : l'un, *Les Tronçons du glaive*, évoquera l'histoire de la défense nationale dans les départements ; l'autre sera consacré à la *Commune*.

Le *Racine*, de M. Gustave Larroumet, paraît aujourd'hui dans la « Collection des Écrivains français ».

M. Marcel Prévost réunit en volume, pour les publier prochainement, ses trois nouvelles : *Nimoa, le Mariage de Juliette* et *le Moulin de Nazareth*.

Le cercle de la Librairie vient d'achever la réorganisation de sa « Bibliothèque technique », et de l'enrichir d'acquisitions importantes.

Cette bibliothèque est une source précieuse, et trop peu connue, de renseignements pour tous ceux qu'intéresse l'histoire du Livre, et des industries ou des arts qui s'y rattachent.

Ce commencement d'année aura été bon pour les éditeurs. C'est un de leurs doyens, M. Georges Masson, qui vient d'être appelé à la présidence de la Chambre de commerce de Paris. Le fait ne s'était pas encore produit, et l'industrie du livre est dans la joie.

A la *Société des conférences*, mardi prochain, à deux heures, M. René Doumic : « Le dénigrement de la Société par la Littérature » ;

A la *Salle des Mathurins*, vendredi, à trois heures et demie, M. Victor du Bled : « L'amour au XVIIIe siècle. »

Cette conférence inaugure une série qui sera continuée, de semaine en semaine, jusqu'au 1er avril, et dont le sujet — traité en dix séances — est l'histoire de la Société française au XVIIIe siècle.

Le livre que prépare M. Léon Daudet sur son père est déjà assez avancé, et le jeune écrivain y travaille assidûment. L'ouvrage contiendra peu de « récit », et l'anecdote y sera plutôt rare. M. Léon Daudet n'écrit pas une biographie, mais une histoire de l'*esprit* d'Alphonse Daudet. Son livre sera achevé dès mars ou avril.

Le nouvel ouvrage du comte Tolstoï *Sur l'Art* a paru samedi, simultanément édité en russe — à Moscou, — et en anglais, à Londres. Un historiographe des prisons de Monjuich, M. Tarrida del Marmol, en a traduit dans la *Revue Blanche* quelques fragments qui ne nous renseignent que confusément sur la valeur du livre. M. André Beaunier publie en ce moment dans le *Temps* d'intéressantes notes sur une visite qu'il vient de faire à Tolstoï.

Sociologie. — Incessamment : une traduction du livre espagnol de Sanz, *l'Individu et la réforme sociale ;*

De M. Emile Durckheim, professeur à l'Université de Bordeaux, *l'Année sociologique*.

C'est le commencement d'une série qui est destinée à former le répertoire et le résumé des publications sociales de l'année.

L'ouvrage de M. Georges Renard, notre confrère de la *Revue socialiste*, « sur le Régime socialiste, son organisation politique et économique », paraît aujourd'hui.

Les lettres en province. — Le *Mercure* annonce la création, à Lyon, d'un « théâtre des lettres », qui sera consacré à la représentation des œuvres « des nouveaux, des inconnus, des méconnus et des oubliés ».

Voilà bien de l'ouvrage...

Le Geste ; — titre d'un journal littéraire qui vient de naître à Nîmes, et qui compte, dans sa rédaction, « l'élite de nos écrivains de province ».

Pour les polyglottes sans ouvrage. — La *Revue des Revues* cite un fait curieux : il paraît (ceci résulte d'une enquête récente faite par un de nos confrères américains, le *Bookman*) que le livre le plus populaire, à cette heure, aux États-Unis, est une traduction d'un roman historique, *Quo vadis?* d'Henri Sienkiewicz. L'auteur de l'article s'étonne que personne encore en France n'ait songé à traduire les romans historiques de Sienkiewicz. Il promet à ces traductions, chez nous, un succès au moins égal à celui qu'elles rencontrent en Amérique.

La souscription pour le monument de Verlaine sera close cet hiver. Le sculpteur désigné par le Comité, M. de Niederhausern, a commencé à travailler. On a reçu près de six mille francs, et il est douteux que cette somme soit maintenant dépassée.

EMILE BERR.

LES « AMOURS » D'OVIDE, par *M. Ph. Martinon* (Fontemoing). — Elégante traduction d'un des livres les plus séduisants que nous ait légués l'antiquité. La notice vivement enlevée qui la précède prend surtout à tâche de démontrer que Corinne n'est pas une « Iris en l'air » et qu'Ovide a aimé, non pas seulement en vers, mais en réalité, non seulement Corinne, mais une foule de beautés aimables. Je n'ai point de peine à le croire, et si jamais amante de poète m'est apparue comme réelle, même « matérielle » à travers le prisme des métaphores, c'est précisément cette jeune femme sur le compte de laquelle Ovide nous donne des détails qu'on qualifierait volontiers de naturalistes. Le livre a bonne tenue avec son ton jaunâtre de vétéran de bibliothèque s'harmonisant avec le caractère archaïque des capitales, des vignettes et de l'impression en général. Pourquoi faut-il qu'il ait une odeur si désagréable ? J'engage les éditeurs à parer à cet inconvénient qui fait aujourd'hui de la lecture de certains livres un véritable supplice.

LES RESSOURCES NATURELLES DE L'ASIE MINEURE (*Kleinasiens Naturschatze*), par *M. Karl Kannenberg* (Borntraeger, Berlin). — Si l'on veut connaître la Turquie et ses possessions, il faut décidément aujourd'hui s'adresser aux Allemands. Ils ont pris possession de l'Orient, ils le considèrent comme leur chose propre et ils le décrivent avec un soin minutieux afin de faciliter l'émigration vers ces admirables contrées, bénévolement abandonnées par les Français. Il faut voir avec quelle jactance l'auteur compare la guerre turco-hellénique à la guerre franco-allemande. Il serait pourtant désirable qu'on ouvrît les yeux et qu'on lût certains livres qui se publient à l'étranger. Vœu platonique sur la réalisation duquel je fonde fort peu d'espérances. En attendant je constate la science d'information du livre que j'ai sous les yeux et j'admire ses superbes illustrations qui ne sont pourtant que de simples photographies ; mais celles qui sont faites dans les pays d'éclatante lumière prennent, il faut l'avouer, un relief fort merveilleux sous la direction d'un metteur en scène habile.

G. ART.

Opinions de la presse sur l'enquête de la « Revue ».

M. [illegible] — [illegible] plus de générosité, plus de désintéressement, plus de [illegible]cérité qu'on ne le croit communément. Parmi ceux qui y déploient le plus de passion, il en est qui croient très loyalement faire œuvre utile et qui, s'ils se trompent, se trompent avec une entière bonne foi. Aussi trouvé-je que les personnalités consultées ont trop insisté sur la « corruption ». En vérité, ce n'est pas par sa « corruption » que la presse me parait dangereuse, — mais bien plutôt parce qu'elle devient de plus en plus un élément de désordre. Le journaliste, — ou plutôt le reporter — tend à usurper toutes les fonctions : il conduit les enquêtes, il instruit les procès, il donne des conseils aux savants et aux militaires, il remplace le juge, le critique, le diplomate et le général. Universel et ubiquitaire, il faut qu'il sache tout, avant tout le monde, qu'il arrive partout le premier, qu'il ait une opinion arrêtée avant personne. Et dans ce terrible métier, il n'a point le loisir de se soucier de la vérité qu'on lui demande de poursuivre, non plus que du pouvoir qu'il exerce et de la responsabilité qu'il encourt. Se commet-il un assassinat? Le voici devant le juge d'instruction, fixé sur le vrai coupable avant qu'on l'ait arrêté. Survient-il un incident au bord de quelque fleuve africain dont il n'a jamais entendu le nom? N'importe! il en connait le détail et la portée avant le ministre des colonies. Et c'est ainsi, dans les domaines les plus divers. En sorte que l'opinion, dont il est le guide, est constamment égarée, agitée et troublée par sa redoutable précipitation...

Les défauts de la presse, c'est un mal dont il faut s'accommoder, comme de ceux du suffrage universel, du militarisme et de la démocratie : on vit avec eux, comme avec la grippe, la goutte, la neurasthénie et tant d'autres affections chroniques qui tourmentent nos pauvres corps.

M. [illegible] — [illegible] journalistes coupables de délits de droit commun ne seraient-ils pas soumis aux tribunaux de droit commun? Pourquoi violerait-on à leur profit le principe d'égalité et leur donnerait-on un jury exceptionnel ?

Le jury, en matière de presse, n'avait été introduit, même pour les simples délits, que parce que les délits étaient nécessairement arbitraires : c'était le palliatif à un mal. Le mal détruit par l'abolition des délits de presse, à quoi bon le palliatif ?

. . . .

En matière de presse, la loi devrait interdire absolument une énonciation ou imputation quelconque relative à la vie privée de qui que ce soit, que cette allégation ou imputation soit vraie ou fausse, injurieuse ou non, qu'elle ait ou n'ait pas causé de dommages, qu'elle ait été faite avec ou sans intention de nuire.

En outre, si l'allégation ou l'imputation relative à la vie privée a un caractère déshonorant, et s'il existe un intérêt quelconque à les convaincre de fausseté, la personne lésée pourra, ne se contentant pas de la disposition qui protège la vie privée, porter une plainte en calomnie et mettre un journaliste en demeure d'apporter la preuve des faits, selon les règles déjà admises en cas de diffamation contre les personnes ayant agi avec un caractère public.

Ainsi, à la place du délit de diffamation des lois de 1819 deux délits seraient établis : l'atteinte à la vie privée ; la calomnie contre la vie privée.

— Cependant la loi de 1881?...

— Il y a beaucoup à louer et beaucoup à garder dans cette loi : il y a aussi de nombreuses imperfections à corriger. A mon avis, elle est certainement la plus libérale qui ait été édictée, celle qui incontestablement se rapproche davantage des vérita[illegible]

[illegible]

La juridiction de la cour d'assises est accordée aux simples [illegible] principe qui avait été écrit au frontispice.

Dès qu'on avait replacé la presse dans le droit commun par la suppression des délits d'opinion, il était incohérent de l'en tirer de nouveau pour la placer dans le privilège par le choix de la juridiction.

M. [illegible] — Descendez des sommets d'où vous fulminez contre la presse. Regardez la réalité. Admettez que je sois un pauvre diable sans notoriété encore et sans grandes ressources, faisant vivre difficilement un journal à tirage modeste... Mes collaborateurs se présentent souvent devant une caisse vide, je dois de l'argent à mon imprimeur qui patiente...

C'est un bon homme que mon imprimeur, comme on en rencontrait souvent dans les journaux d'autrefois... En recevant l'insolente sommation de la Société des Asphaltes, il vient me dire : « Mon cher ami, je veux bien vous être agréable, mais je ne veux plus avoir d'ennuis à cause de vous. Faites-moi le plaisir de ne plus parler des Asphaltes. »

Ce désir n'est-il pas un ordre lorsque celui qui l'exprime a dans ses poches un certain nombre de factures en souffrance?

Le cas est tout différent. Paul Dupont tient à nous comme on tient à un bon client; il n'a pas la moindre envie de manquer aux engagements de son traité pour faire plaisir à Pouillet. Il dort tranquillement dans son lit pendant que notre ami Grison serre les formes qu'on va descendre et, pour ne pas manquer le départ, termine à la hâte ce numéro qui demain portera à la connaissance des foules le dernier exploit de la Société des Asphaltes.

Voilà précisément, ce qui est effrayant, ce qui indique l'immoralité profonde du présent, c'est que ma liberté d'écrivain dépend, non de mon droit, mais de l'état de ma caisse. Ce n'est plus ma conscience seulement que j'ai besoin d'interroger, c'est mon porte-monnaie. *Avoir* est devenu le complément nécessaire du verbe *être*. « Je pense, donc je suis », disait Descartes. L'écrivain est obligé de se dire aujourd'hui : « J'ai, donc je puis penser et parler librement. Si je n'avais pas, je serais obligé de me taire sur des faits que je sais répréhensibles. Silence aux pauvres! »

M. Henry [illegible] — Je ne voudrais pas qu'on pût dire jamais qu'il y a des lois pour ou contre la presse. Mon désir, à la fois comme journaliste et comme citoyen, est qu'on fixe simplement pour la presse un mode d'application du droit commun. De la sorte il n'y aurait plus de question de la liberté de la presse, de partisans ou d'adversaires de cette liberté. Quels sont les délits qui peuvent être commis par la presse? Envers les particuliers, l'injure, la diffamation ; envers l'ordre social, l'outrage aux mœurs et la propagation de fausses nouvelles. Il n'est pas un journaliste honnête qui veuille avoir à son service le droit à l'injure et à la diffamation. Ce sont les armes abominables dont se servent de méchants drôles « qui ne sont pas d'ici », pour parler comme Alceste. Rien de plus simple que de traduire devant les tribunaux quiconque de nous injurie ou diffame. A quoi les partisans de lois répressives spéciales contre la presse répondent, non sans raison, que l'injure proférée par la voix des journaux a une gravité particulière. Qu'un ivrogne vous insulte, que quatre imbéciles vous diffament dans le fond d'un café, la chose est de peu de valeur. Elle en prend une considérable quand la vilenie se trouve dans un journal lu par cent mille personnes, avec l'autorité de la chose écrite. Ceci est hors de doute. Mais, pour arriver à une solution équitable, il suffit de la loi de droit commun qui permet aux gens injuriés ou diffamés de se porter partie civile et de demander des dommages-intérêts. Ces dommages-intérêts, je les

voudrais, en certains cas, énormes, comme en Angleterre, où il peut [illegible] cent mille francs à un journal de s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas. Si on en arrivait à cette pratique, les mœurs de la presse seraient changées en un tour de main. Elle regagnerait l'estime du public et les grossiers diseurs d'injures, les malfaisants propagateurs de calomnies devraient céder la place aux vrais écrivains, sur qui ils usurpent. Et sur qui ils usurpent, hélas! avec la complicité du public, qui trouve abominables certains articles, mais qui les achète et s'en régale, au lieu de manifester de son dégoût en s'abstenant d'acheter une seconde fois un journal où il en a rencontré un seul de cette sorte.

M. Charles Wagner (*Le Signal* du 19 décembre). — Tant qu'ils n'auront devant eux que des victimes isolées, les diffamateurs de profession seront les maitres chez nous.

Il n'y a qu'un moyen de leur damer le pion, c'est de se liguer. Que tous ceux qui ont horreur des procédés que nous stigmatisons, tous ceux qui veulent la liberté pour chacun et la sécurité, se donnent la main! On s'assure bien contre la grêle, les accidents, l'incendie. Associons-nous contre la diffamation publique! Créons une société coopérative avec ce seul but : la juste défense. Moyennant une contribution annuelle nous aurons une caisse solide, des moyens d'action, le prestige que confère le nombre, la puissance qui réside dans l'association.

De même qu'un auteur lésé dans ses intérêts s'adresse à la Société des gens de lettres outillée pour prendre ses droits en mains, un homme tombé aux griffes d'un journal passera l'affaire à son assurance. Là des hommes du métier, délégués à cet office, l'étudieront, la pousseront, feront le nécessaire pour l'insertion de rectifications, de démentis, la poursuite devant les tribunaux. On se moque d'un homme sans appui, sans expérience du droit, sans argent peut-être pour faire un procès. On ne se moque pas d'une Société qui possède, avec le nerf de la guerre, la pratique des lois, la stratégie indispensable aux combats efficaces.

Par ce moyen simple et vigoureux, nous frapperons l'ennemi au cœur, c'est-à-dire au sac.

L'amende qu'un particulier ne veut ni exiger ni toucher, nous l'exigerons et nous l'obtiendrons pour notre caisse. Les diffamateurs nous fourniront des armes contre eux-mêmes.

M. Gaston Deschamps (*Le Temps* du 12 décembre). — 1° *Les [illegible] et les altérations du reportage.* — Coq-à-l'âne, pataquès, bouffonneries, commérages, potins, racontars, tout cela passe devant nos yeux et bourdonne à nos oreilles, en un pêle-mêle ahurissant. Oh! les pauvres historiens, qui plus tard voudront extraire de ce capharnaüm un résidu de vérité. Toutes les calembredaines du roman-feuilleton, jadis reléguées au « rez-de-chaussée », émigrent sous la rubrique des « informations ». On dirait que la vie contemporaine est un perpétuel mélodrame de l'Ambigu. C'est à croire que la nation française se compose uniquement de concierges surexcités.

2° *L'hypertrophie de la rhétorique injurieuse.* — Avoir raison, parait-il, ne suffit plus, il faut crier. Le trait d'esprit, qui fut jadis une de nos coquetteries nationales, est remplacé par le coup de gueule. Cette évolution des genres met le journalisme à la portée de tous. Rien de plus facile que de lâcher un gros mot, surtout lorsqu'on est un goujat. Aussi le métier d'insulteur professionnel commence à se gâter.

3° *La complicité du public dans les erreurs du journalisme.* — Oh! sur ce point, il faut que chacun fasse son examen de conscience et prenne sa part de responsabilité. C'est ici que se vérifie la loi de l'offre et de la demande. Est-il vrai, oui ou non, que les plus paisibles citoyens, les plus zélés fonctionnaires, les plus solennels propriétaires prennent un plaisir de dilettantes (plaisir d'ailleurs grossier) à voir trainer dans la boue le gouvernement qu'ils approuvent, les chefs qui les commandent, le contrat social auquel ils doivent leur sécurité? Est-il vrai, oui ou non, que nous sommes affamés de scandales? Est-il vrai, oui ou non, qu'il y a, entre les journalistes et les lecteurs, une course folle, ceux-ci voulant toujours plus, ceux-là offrant davantage, et que cette course risque de finir par un casse-cou qui mettra tout le monde d'accord?

M. Melchior de Vogüé (*Figaro* du 2 janvier). — Lorsqu'on nous invite à jauger, et à juger, du point de vue moral, l'influence de la presse sur les sociétés, on nous demande d'additionner des quantités incalculables et d'écrire le total. Puisque nous vivons en un temps qui se dit scientifique, ne serait-il pas plus sage de limiter le problème aux données expérimentales et de rechercher quelle est l'action physiologique du journal sur le cerveau? Ici, nous ne sommes plus dans le vague et dans l'illimité. Chacun peut apporter le témoignage de sa propre expérience et le contrôler par les observations d'autrui. J'ai souvent causé de ce sujet avec des médecins, des physiologistes : nul d'entre eux n'a contredit les indications que je leur soumettais.

Un kaléidoscope, — ou si l'on préfère un point de comparaison plus récent, — un cinématographe qui montre en quelques instants les diverses contorsions de l'humanité durant les dernières vingt-quatre heures, tel est le type qu'un journal bien fait s'efforce de réaliser. La curiosité publique exige de plus en plus l'information totale et rapide, à l'américaine; les entrepreneurs de cette grande industrie cherchent très naturellement à fournir ce qu'on leur demande. Ainsi, chaque matin, pendant quinze, vingt ou trente minutes, le lecteur d'un ou de plusieurs journaux est soumis à la décharge simultanée des fils électriques qui convergent de tous les points du globe vers son front Il emmagasine pêle-mêle toute la vie quotidienne de la planète, s'il lit une feuille anglaise, et, si c'est une feuille française, toute la vie de ce fiévreux petit monde, Paris.

Dès aujourd'hui, on peut affirmer que le cerveau humain subit, de ce chef, une modification spécifique. Elle provient moins encore de l'intensité des sensations que de leur multiplicité et de leur divergence, de cet égrènement de l'attention, en quelques minutes, sur cent sujets différents. Pour vous rendre compte du nouveau régime auquel nous sommes soumis, comparez notre début de journée à celui d'une journée de nos pères. Hommes de loisir ou de travail, s'ils faisaient une lecture le matin, avant de se livrer à l'occupation professionnelle, c'était quelque chapitre d'un livre qui traitait d'un seul et même sujet, retenait la réflexion, concentrait la pensée au lieu de la disperser. Ils labouraient le champ qu'ils allaient ensemencer; nous y lâchons un torrent qui l'inonde.

Nous n'avons présentement qu'à constater ce fait : l'action physiologique de la presse sur les cerveaux, leur transformation intime, essentielle, et si considérable qu'on serait embarrassé de trouver dans l'histoire pareille variation de l'animal humain, obtenue en si peu de temps. Il est regrettable qu'aucun de nous ne puisse se promettre de lire le journal en 1997; alors seulement on apercevra bien, dans ce miroir fidèle, le nouveau type cérébral qu'il aura créé et fixé par l'hérédité.

M. Denis Guibert dans le *Figaro*, M. Henry Baüer, dans l'*Écho de Paris*, M. Henri Bousquet dans le *Journal des Débats*, M. Léon Millot dans *la Dépêche* de Toulouse, M. Paul Souday dans le *Temps*, M. Charles Wagner et M. H. Draussin dans le *Signal*, M. J. Cornély dans le *Gaulois*, M. Franck Puaux dans la *Revue chrétienne* et beaucoup d'autres encore ont tenu à honneur de discuter notre enquête, et d'y répondre, au nom du journalisme, dans les journaux eux-mêmes. Nos lecteurs penseront sans doute avec nous qu'au terme de cette consultation générale sur la presse, il était légitime d'écouter les réponses de la presse.

Henry Bérenger.

Paris. — Chamerot et Renouard, Imp. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36027. *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 5. 4e SÉRIE. — TOME IX 29 JANVIER 1898.

LA POLITIQUE

Il n'est que temps pour l'opinion publique de se ressaisir. La division est partout, dans la presse, dans le parlement, dans la rue. Elle est parmi les meilleurs amis, si bien que, dans cette *Revue*, où depuis longtemps je suis habitué à écrire chaque semaine, je dois déclarer aujourd'hui que je ne parle qu'en mon nom personnel.

Écartons toute préoccupation religieuse ou politique. De quoi s'agissait-il ? D'une affaire judiciaire. Si l'on s'était placé sur le terrain judiciaire et qu'on y fût resté, nous ne serions pas maintenant où nous en sommes.

Ceux qui prétendent qu'une erreur judiciaire a été commise pouvaient soutenir leur opinion par la parole ou la plume ; ils pouvaient, dès le premier jour, organiser un pétitionnement pour la revision : c'était leur droit, tout leur droit.

Est-ce là ce qu'on a fait ? Au lieu de demander la revision du premier arrêt, on en a provoqué un second ; et, quand ce second arrêt a été rendu, il a semblé qu'il fût pour quelques-uns comme nul et non avenu. La campagne engagée est devenue de plus en plus violente. Un romancier célèbre qui en a pris la direction ne s'est plus contenté de s'attaquer au jugement : il s'est attaqué aux juges eux-mêmes et s'est fait leur accusateur. J'estime, pour moi, que des injures ne sont pas des raisons, et que M. Zola insultant d'honorables officiers n'est pas Voltaire réhabilitant Calas.

On oublie trop une vérité très simple, une vérité universellement admise dans tout État qui prétend reposer sur des lois : c'est l'autorité de la chose jugée.

J'en sais plus d'un, quand on parle de l'autorité de la chose jugée, qui hausse les épaules. Quelqu'un me disait hier : « Vous figurez-vous donc que les juges soient infaillibles ? »

Il faudrait cependant savoir ce que parler veut dire, sans quoi c'est l'anarchie dans les mots comme dans les idées. Il ne s'agit pas d'infaillibilité. Des juges militaires ou des juges civils peuvent se tromper, tout comme vous ou moi nous tromperons peut-être demain si nous sommes jurés à la cour d'assises. Oui, tout tribunal peut se tromper ; mais, quand il a rendu sa sentence, ce n'est pas à lui de démontrer qu'il a bien jugé : c'est à ceux qui le critiquent de démontrer qu'il a mal jugé.

Je respecte tout sentiment sincère, alors même que je ne le partage point ; mais je crois qu'un sentiment ne prévaut pas contre un arrêt. La chose jugée reste debout tant qu'on n'en a pas prouvé l'erreur. Or, cette preuve de l'erreur, je la cherche dans tout ce que j'ai lu et entendu jusqu'ici, je la cherche et ne la trouve pas.

A cette heure où tout se discute, il est un point au moins hors de discussion : c'est que ni le public, ni le gouvernement, ni le parlement lui-même ne sauraient reviser un procès. Il existe un tribunal de revision : c'est la Cour de cassation. La voie légale reste ouverte devant ceux qui demandent la revision. Mais s'ils voulaient employer d'autres moyens et prolonger davantage une agitation qui ne peut aboutir qu'au désordre, ils assumeraient une terrible responsabilité.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

L'ESPRIT SECTAIRE [1]

Lors des belles fêtes dont chacun se souvient, une chose surtout me frappa, chose rare et qui ne s'était pas vue depuis de longues années : *tous les Français étaient d'accord*. C'est en somme de cela que je me réjouissais le plus.

Je m'en servis pour méditer sur ce qui se passait et pour me dire : « Oui, certes, c'est une bonne chose que d'avoir pour allié un grand peuple et d'être, grâce à cette amitié, sorti d'un isolement pénible et dangereux. Mais une telle alliance peut-elle suffire ? N'en appelle-t-elle pas une autre ? Et si cette deuxième alliance tarde à se conclure, la première portera-t-elle tous ses fruits ? Ne sera-t-elle pas peut-être frappée de stérilité ? »

* * *

L'alliance que je viens proposer ici est une alliance entre Français.

Une alliance entre Français ! Ai-je besoin de dire pourquoi ? Les faits sont là, criants, hurlants. Chaque jour ne vient-il pas depuis des années nous apporter des preuves nouvelles comme quoi cette alliance, la plus indispensable de toutes, n'existe pas. Quelques-uns, si vous la leur proposiez, vous répondraient avec hauteur et mépris : « Une alliance entre Français sans distinction de parti ou d'épithète, entre tous les Français sans exclure personne. Mais vous n'y pensez pas ! Ce serait la plus incroyable promiscuité, la pire des mésalliances ! » Voilà où nous en sommes.

A quoi cela peut-il bien tenir ? Y a-t-il donc tant d'obstacles à l'entente entre les enfants de ce pays ? Leurs tendances d'esprit sont-elles si opposées, leurs intérêts pratiques si irréductibles ? Non, ce qui empêche l'alliance entre Français, par-dessus les barrières de leurs opinions rivales, c'est un ennemi spécial, un ennemi intérieur et le pire de tous à l'heure actuelle ; *c'est l'esprit sectaire.*

Nous avons, sous son inspiration, adopté un genre de vie néfaste. Toute idée de quelque portée, tout intérêt de quelque surface, dans le domaine politique, social, religieux, nous est devenu prétexte de nous retrancher de nos concitoyens, de nous barricader derrière une forteresse bien gardée d'où nous considérons le reste comme nul et non avenu. L'esprit sectaire est un esprit étroit et absolu. Il ne lui suffit pas de s'affirmer il faut qu'il nie autrui. En science, il dit : La vérité, c'est moi. En religion : C'est moi le salut. En politique : La sagesse, le droit, la justice, c'est moi. Quant au patriotisme, pour une secte bien née, il consiste à dire : La France, c'est nous ! Les sectes ont beau différer entre elles, se distinguer les unes des autres, tracer leurs fossés de séparation, s'exécrer scrupuleusement, elles se ressemblent comme des sœurs. On les reconnaît à l'ardeur avec laquelle elles se calfeutrent et se verrouillent ; à la suffisance qui éclate dans leurs formules et leurs gestes, au dédain superbe dont leurs fidèles abreuvent le commun des hommes. Dans chacune d'elles ceux qui se gardent avec le plus de soin du contact avec les tendances contraires, de tout ce qui pourrait ressembler à une concession ou amener un rapprochement, sont décorés du nom de purs. En eux s'incarne et fleurit ce qu'ils nomment volontiers l'*esprit de corps.*

* * *

On nous dit de juger l'arbre à ses fruits. Examinons quelques-uns des fruits de l'esprit sectaire.

Le premier de ces fruits est une inqualifiable ignorance de ce qui se passe chez l'adversaire, de ses intentions, de ses qualités ou de ses défauts. Une curiosité malsaine et saugrenue, tentation mauvaise des esprits mal assurés, pourrait seule nous conduire à faire des excursions chez le voisin. Que peut-il venir de bon de ce côté-là ? Rien ! *A priori*, tout est mauvais, faux, condamnable. S'en informer serait une faiblesse et presque une infidélité. L'ignorer est une force. Quel argument péremptoire à opposer à un antagoniste et qui vaut mieux que de laborieux raisonnements : « Monsieur, je ne vous connais pas ! »

De l'ignorance à la méfiance, il n'y a qu'un pas. L'inconnu fait peur. L'obscurité est favorable à l'éclosion des imaginations terrifiantes. Le voisin qu'on ne connaît pas, dont systématiquement on évite la rencontre, devient facilement un suspect. Volontiers on lui attribue de noirs desseins, surtout si l'on s'en remet du soin d'être renseigné sur son compte, à un tiers intéressé. Ce tiers, dans l'organisation sectaire, pullule comme un microbe malfaisant. C'est le courtier, le colporteur de nouvelles, l'entrepreneur de cancans, le négociant en scandales. Sceptique, roué, capable de tout, ce courtier-Protée qui travaille par la plume, la parole, et à qui tous les moyens semblent bons, s'engraisse aux dépens de tous. Il se sert des uns pour faire peur aux autres, cultive les méfiances, sème les rancunes, attise les mauvais sentiments, vit de l'universelle division. Le courtier aujourd'hui est tout-puissant, il fait ce qu'il veut. Par leur ignorance, leur méfiance réciproque, leur facilité à tout croire sur le compte de l'adversaire, les sectes lui appartiennent. Il n'a même plus besoin de faire des efforts d'imagination : la crédulité publique est à son comble. Plus il ment, mieux il est cru.

1. Conférence faite le 14 janvier 1898.

Ah! la crédulité! quel fruit prodigieux de l'esprit sectaire! Les fortes têtes s'apitoient sur les anciens, pauvres gens qui croyaient aux fables, aux miracles: dont l'esprit mal éclairé pouvait admettre par exemple qu'une baleine eût avalé un homme. Nous avons fait du progrès. Des mythes étranges circulent parmi nous ; des rumeurs insensées se transmettent et s'accréditent ; des fumisteries gigantesques ont réussi à tel point qu'il a fallu que les imposteurs ouvrissent eux-mêmes les yeux à leurs dupes. En vérité, dans ce siècle de lumières, les feuilles publiques ont si bien fait l'instruction de leurs clients qu'elles pourraient leur raconter sans crainte qu'un homme vient d'avaler une baleine. Pourvu qu'il s'agisse d'un adversaire, cela passerait comme une lettre à la poste.

Dans ces conditions, que devient la justice? Elle disparaît. Le sectaire s'est extirpé le sens du juste et de l'injuste comme les coureurs carthaginois s'extirpaient la rate. Jamais il n'examine un fait en lui-même, dans ses éléments simples, afin d'en tirer les conclusions que la conscience indique ou la raison. Comme l'organisme de certains malades transforme tout aliment en graisse, ou en sucre, son intelligence transforme tout fait, quel qu'il soit, en arguments pour sa cause et contre ses adversaires. Les événements les plus simples deviennent le point de départ des plus étranges complications. Il n'est plus possible de dire une parole ou d'accomplir un acte sans qu'ils soient dénaturés. Une parole, la même parole est mauvaise ou bonne; une action, la même action est coupable ou licite et même glorieuse, selon que c'est un partisan ou un adversaire qui a dit la parole ou accompli l'action. Il ne s'agit plus de savoir qui vous êtes et ce que vous valez, mais avec qui vous êtes et d'où vous sortez.

Incapable de juger sainement les hommes et les choses, l'esprit sectaire prive ses fanatiques de la faculté de se juger eux-mêmes et leur enlève ainsi cet avantage moral de premier ordre qui consiste à pouvoir reconnaitre ses torts. Qu'une voix se lève dans l'intérieur de la secte pour critiquer un abus, signaler une tare. Il suffit : c'est un ennemi qui parle, un intrus aux gages de l'adversaire. La voix est étouffée. Lentement il s'amasse ainsi, dans ces milieux clos et séparés, une provision de pourriture cachée. Les éléments nocifs ne s'éliminent plus, la secte est menacée de périr d'auto-intoxication.

Mais le plus triste fruit de l'esprit sectaire, c'est une tendance caractérisée au démembrement. Armés de leurs scies imbéciles, les sectaires émondent et nettoient l'arbre vert de la nation. Quiconque n'est pas des leurs n'est pas du bois sain. Il faut le retrancher. Une secte conséquente avec elle-même aspire à être tout l'arbre à elle seule, à en absorber la sève entière. Tout ce qui va à d'autres branches est du suc perdu. Nous le connaissons de vieille date, le travail de cet esprit-là. Il a par diverses fois si bien taillé dans le vif que le tronc en a saigné jusqu'au cœur, et de vieilles cicatrices sont là pour dire avec quelle fureur a opéré ce jardinier de malheur.

Prenons garde de lui livrer une fois de plus la patrie à mutiler! Il relève la tête, il aiguise sa serpe. Ne dirait-on pas, à entendre le langage de quelques-uns, que l'avenir du pays exige l'écrasement de tel parti, de tel groupe de citoyens? Et c'est à se demander si ces gens qui vocifèrent, s'excommunient, se traitent réciproquement de bouc émissaire, sont véritablement nés sur le même sol, nourris à la même mamelle par la même mère patrie, ou s'ils sont venus là de lointaines planètes aux magnétismes contraires, apportant avec eux des natures incompatibles, d'invincibles antipathies.

La vie publique que l'esprit sectaire nous a fournie est un danger perpétuel. Elle ne cesse d'amasser des matériaux de discorde, empêche les rouages naturels de la société de fonctionner en paix, rend impossible tout progrès, neutralise tout généreux effort, énerve l'opinion. Elle amène à la surface et pousse au premier plan les éléments intransigeants, violents, brouillons, et rejette dans l'ombre les hommes de labeur, de bon sens, les capables et les pacifiques de toutes les classes et de toutes les opinions. Le bruit va augmentant, la besogne utile en diminuant. C'est la lutte stérile, le piétinement sur place. Il en est qui s'en réjouissent et se frottent les mains. Les bons citoyens s'en affligent comme de la chose du monde la plus douloureuse. C'est le cœur angoissé qu'ils voient au rempart de la vie nationale grandir, se prolonger, s'élargir de profondes lézardes. Qui nous dit qu'au jour du danger extérieur ces lézardes se refermeront comme par enchantement! Il serait téméraire d'y compter ou de penser qu'avec des alliés puissants nous ferions face aux périls. Et d'ailleurs à quoi sert de repousser l'ennemi extérieur si l'ennemi du dedans nous terrasse? Cet ennemi, c'est l'esprit sectaire qui nous ronge et nous désagrège. Périr par lui serait plus misérable que de périr vaincu par la force et le nombre, et si le choix m'en était imposé j'aimerais mieux être dévoré par les lions que mangé par la vermine!

Au surplus, ce vilain esprit qui règne et souffle, ce roi du jour acariâtre et mesquin n'est pas conforme à notre tempérament. L'esprit français est bienveillant, large, lumineux. Il sait entendre des raisons et discuter des motifs. Il n'est pas chercheur de petite bête, pédant, inquisiteur. Il comprend la plaisanterie, voire même la critique et l'opposition. Et surtout il a

un immense besoin et un immense pouvoir de sympathie. On nous dit légers. Nous ne le sommes pas autant qu'on le pense. Mais nous aimons le rire franc, la gaieté amie de l'homme. Nous sommes naturellement portés à la confiance, malgré de cruelles leçons. La haine chez nous est le résultat d'un dressage artificiel. Quand nous allons où le cœur nous porte, c'est plutôt à l'amour et à la bonté. Cela est si vrai que lorsque par hasard une occasion s'offre de fraterniser entre concitoyens de divers partis sur un terrain commun, nous sommes si heureux qu'il nous semble que quelque chose de l'âme de la patrie ait passé dans notre âme.

*
* *

Ici se présente une objection. Vous me direz : « Alors vous voulez tout concilier, confondre les rangs, effacer les groupes et leurs divergences, tout noyer dans la grisaille ? » — Nullement. Les groupements sont nécessaires et la lutte aussi. Je tiens qu'il faut avoir une opinion et qu'il faut être de cette opinion ; car il y a beaucoup de gens qui ont une opinion et qui n'en sont pas. Mon idéal n'est pas de remplacer la mêlée des sectaires par la tourbe des neutres. Je n'aspire pas à supprimer le combat, c'est l'esprit du combat que je voudrais changer. Je vois une lutte d'escarpes, et je rêve une lutte de chevaliers.

La lutte est nécessaire ; c'est une des formes de la vie. L'homme ne l'a pas inventée ; elle ressort de l'ensemble des lois sous lesquelles nous vivons et doit se produire dans tous les domaines de l'activité humaine. Chaque parti politique ou autre lorsqu'on le considère non à sa surface, mais dans sa raison d'être, répond à une fonction vitale. De même que dans un organisme il y a des fonctions diverses et d'un caractère souvent opposé comme l'assimilation et la désassimilation, de même, dans le corps social, il y a des fonctions très différentes, en apparence contraires, mais également essentielles. Les groupements rivaux avec leurs tendances caractéristiques, sont la forme sociale de cette division du travail que la science et l'industrie appliquent et dont la nature donne le spectacle universel.

L'erreur des sectaires est de vouloir ériger une fonction quelconque en fonction unique, exclusive. Il ne leur suffit pas d'avoir une raison d'être, ils entendent avoir raison tout seuls. Ils ne luttent pas pour leur place dans l'ensemble, pour faire valoir un intérêt estimable à côté d'autres intérêts qui le sont également. Ils réclament toute la place. La cause qu'ils défendent est la vraie, la seule. Ainsi, non seulement ils jettent le trouble dans le mécanisme général, mais ils remplissent mal l'office dont pourtant ils se chargent avec une extrême arrogance. Leur action est outrée, maladive, et n'engrène pas avec les rouages voisins.

Tout autre est le résultat du jeu normal de groupes rivaux qui ont conscience de leurs devoirs respectifs et des services que, chacun à son poste, ils ont à rendre au corps social.

Prenons par exemple l'exercice des deux grandes fonctions qui frappent l'observateur aussitôt qu'il se met à regarder le mouvement économique, politique, intellectuel ou moral de n'importe quel pays. J'ai nommé la fonction conservatrice et la fonction rénovatrice. Les sectaires s'en emparent et en font d'irréconciliables ennemies. Ils posent ce dilemme : ou bien ce sont les hommes du passé ou ceux de l'avenir qui l'emporteront. Il ne saurait y avoir de pacte fécond ni même de *modus vivendi* entre ces deux masses.

La vérité est que la fonction conservatrice et la fonction rénovatrice sont aussi capitales l'une que l'autre. Elles ne sont pas faites pour s'entre-détruire, mais pour s'équilibrer dans leur lutte même qui sous cette forme supérieure est une collaboration.

La fonction conservatrice a pour objet de maintenir le travail et la peine du passé. Le monde ne date pas d'hier. A moins d'admettre qu'avant une certaine date de notre histoire il n'y ait eu sur notre territoire que des malfaiteurs et des imbéciles (ce qui serait pour nous-mêmes une preuve de corruption et d'imbécillité héréditaire et incurable), il faut penser qu'il y a du bon dans le vieux patrimoine humain et national et qu'il vaut la peine de le garder avec soin. C'est pour remplir cette fonction de sagesse, de prudence, de piété filiale qu'il y a des conservateurs. Sans la fonction conservatrice, il n'y aurait ni cohésion historique, ni stabilité. Tout serait à recommencer perpétuellement. Un peuple sans souvenirs, sans traditions, sans pieux respect pour ses ancêtres, un peuple qui ne retient pas les leçons de l'histoire n'a pas plus de consistance que le sable du désert. Le premier ouragan le balaie, le déplace, le disperse, ou le rassemble ailleurs. Il est en proie aux fluctuations subites, aux changements incohérents et sa tradition à lui devient la mobilité vaine sans raison et sans but. Mais plus il s'agite et divague, plus il change, plus c'est la même chose.

Il y en a qui n'aiment pas les conservateurs, qui les accusent de tout le mal dont nous souffrons. On devrait leur savoir gré au moins d'une chose : c'est qu'ils remplissent à certains points de vue des fonctions d'une modestie extrême. Par leurs scrupules, leur répugnance à laisser quelque chose tomber au rebut, ils me rappellent les chiffonniers qui ramassent tout ce qui peut servir encore. Cela n'est pas toujours glorieux. On risque de se faire traiter de

maniaque et de récolter de l'ingratitude. Mais, félicitons-nous-en! Il y a tant de gens dans ce monde qui ne savent pas distinguer une perle d'un grain de mil et qui jetteraient des trésors au panier. N'est-il pas heureux qu'il y ait des gens vigilants pour empêcher ces sottises, ou pour aller chercher et retirer du panier, où elles furent étourdiment jetées, tant de bonnes vieilles choses qui viennent de plus loin que nos courtes idées et qui iront plus loin qu'elles?

Mais si la vie est impossible sans la fonction conservatrice, elle l'est tout autant sans la fonction rénovatrice.

Abandonné à lui-même, l'effort conservateur aboutirait au maintien éternel du *statu quo*, au marasme, à la momification. Il est toujours tenté de sacrifier au passé les droits du présent et surtout ceux de l'avenir. En un mot, il risque de tomber de la fonction conservatrice dans la routine conservatrice, ce qui est tout autre chose. Conserver malgré tout, envers et contre tous, rien de plus mauvais. Mais les hommes sont ainsi faits, qu'ils ne sauraient longtemps remplir un office, quel qu'il soit, sans se mécaniser. A la longue, ils perdent l'esprit de leur travail et n'en gardent que la lettre. Or la lettre tue. Le passé doit nous aider à vivre et non nous empêcher de vivre. Qu'il soit le bâton qui nous soutient, non la massue dont on nous assomme!

C'est ici que, pour contre-balancer les intérêts assis, les formes fixes des institutions, les lignes figées de la pensée humaine, pour reprendre et continuer l'œuvre après tout fragmentaire et relative de nos devanciers, pour rouvrir les questions, élargir les horizons, intervient la fonction rénovatrice. Elle est remplie par des groupes orientés autrement que les groupes conservateurs, pratiquant une autre méthode, possédant un autre tempérament. Pour ceux-là tout n'est pas fait, ni dit, ni pensé. Il reste à faire immensément, et sur certains points presque tout. Devant la fonction rénovatrice, l'état présent du monde est en déficit : elle aspire à mieux. Elle y aspire avec ardeur, avec passion et elle y met les mains.

Vous qui êtes appliqués à conserver ce qui a été et ce qui est, vous devez nécessairement trouver gênants ceux qui luttent contre vous pour ce qui sera demain. Mais s'ils sont vos adversaires, ils ne sont pas vos ennemis. Avec vous ils collaborent au but supérieur qui est plus élevé que vous et qu'eux-mêmes. Vous les voudriez plus calmes, plus patients : ils vous désireraient plus vifs. On ne changera ni leur allure, ni la vôtre. Vos forces respectives sont faites pour se compléter, et j'ajouterai : vos égoïsmes sont destinés à se limiter, se corriger mutuellement. Sans eux, les hommes du progrès, le train marcherait au pas, et encore! Sans vous, conservateurs, nous irions d'une allure d'enfer : le train volerait en pièces. Souffrez qu'ils chauffent la machine, mais tenez-vous au frein et prenez exemple sur les gens du métier. Pensez-vous que le garde-frein et les hommes de la locomotive se trouvent bien d'être à couteaux tirés? Ne vaut-il pas mieux qu'ils se respectent dans leurs offices contraires? Alors même qu'ils n'auraient le plus souvent à se dire que l'un : « Tu vas trop vite! » l'autre : « Tu serres trop fort », qu'ils se le disent avec courtoisie, sans injures ni accompagnement de pugilat. Les voyageurs ne s'en porteront que mieux.

Mon avis est que dans tous les domaines du travail national, dans l'organisation entière de notre vie matérielle et spirituelle, ceux qui vont de l'avant ne se rencontrent pas assez avec ceux qui sont à la mécanique. C'est un malheur : il est réparable. Pour le réparer, il suffit d'élever la vue au-dessus de l'espace restreint où chacun se meut pour envisager l'ensemble vers lequel tendent nos efforts. Comprendre qu'un homme de conviction, un honnête et brave citoyen, peut faire son devoir envers le pays tout en nous combattant, et sans que pour cela il doive nous reprocher de ne pas remplir le nôtre, voilà le point de vue auquel l'heure nous invite à monter. S'élever à ce point de vue, c'est acquérir le véritable *esprit de corps*. Inspirée par lui, la lutte, nécessairement, est dominée par le souvenir persistant de la grande solidarité nationale. Une lutte semblable ne détruit ni la cohésion, ni le respect mutuel, ni l'esprit de justice, ni la clairvoyance. Elle vous dispose au contraire à *apprendre de l'adversaire*. Or, personne, à moins qu'il ne soit un sectaire aveuglé de fanatisme, ne peut dire qu'il n'ait rien à apprendre de l'adversaire. C'est là que les meilleurs, les plus convaincus, les plus fermes ont pris de tout temps leurs plus précieuses leçons. Elles ne furent pas toujours gratuites, mais regretterons-nous le prix dont se paie la sagesse?

* * *

Dans les conditions que nous indiquons, on fait du bon travail, même sur les terrains litigieux, à plus forte raison dans les questions sur lesquelles il ne peut y avoir qu'une voix parmi les honnêtes gens. Ces questions-là, au milieu du vacarme des sectes, sont délaissées. On a bien d'autres choses à faire. D'abord exterminons les adversaires, ensuite nous verrons! Il y a de graves questions dans chaque pays et à chaque époque. Elles réclament toute l'équité et toute la clairvoyance des bons concitoyens, le maximum de bonne volonté et d'efforts associés dont ils sont capables. A l'heure actuelle leur nombre est légion, mais elles pourrissent sur place. Pourquoi cela? Le mal existe et chacun le voit, mais il le rejette sur ses adversaires.

Entre mille, permettez-moi d'en fournir un exemple : l'augmentation de la *criminalité*.

S'il est un fait qui doive, à juste titre, préoccuper l'attention générale, primer même les questions politiques, c'est celui-là. Remarquez la façon dont l'esprit sectaire s'en occupe.

D'où peut bien venir cette recrudescence du crime, surtout dans la jeunesse ? Lisez certaines revues et certaines feuilles publiques qui copient les revues. Examiner à fond les causes du fait ne leur vient pas à l'esprit, préoccupées qu'elles sont de lancer contre des tendances rivales une accusation retentissante. Sans se préoccuper de savoir si c'est vrai ou faux, ou par quels moyens elles pourraient prouver leurs dires, elles avancent que la recrudescence de la criminalité a sa source dans l'enseignement laïque. Mais c'est compter sans les sectes opposées qui pratiquent le même système et renvoient la balle aux écoles congréganistes.

Ainsi donc, à les entendre, c'est toi, instituteur, qui formes les criminels. Frère de la doctrine chrétienne ou instituteur laïque, selon la couleur du sectaire qui recherche les causes de la criminalité, cette cause c'est toi, c'est ton enseignement, c'est ton école. Tu corromps par le catéchisme à moins que tu ne corrompes par le manuel de morale. Pour les uns, le mal vient de trop parler de Dieu aux enfants, pour les autres il vient de ce qu'on ne leur en parle pas assez.

Ont-ils assisté à ta classe, modeste et patient serviteur de la nation ? T'ont-ils suivi dans ton labeur de tous les jours, dans tes efforts et dans tes peines ? Non. Ce que tu es et ce que tu fais, que tu sois laïque ou congréganiste, leur est égal. Ils parlent pour leur secte et contre la secte adverse. Ton école et ton esprit et toi et Dieu lui-même, car tout y passe, ne sont que le bois dont ils font flèche.

Désormais tu n'es qu'un malfaiteur et ton école un antre où l'on prépare au bagne comme ailleurs au baccalauréat.

Il est temps de modifier cette méthode. La question change d'aspect aussitôt qu'elle se pose entre hommes de bonne volonté, désireux de trouver un remède plutôt que d'accuser autrui. Ils n'imitent pas les mauvais ménages où l'homme et la femme s'accusent réciproquement dès qu'un accident arrive.

Ils se demandent en frères, en enfants de la même patrie, ce qu'ils peuvent faire de mieux pour guérir le mal. D'ailleurs ils en trouvent aisément les sources. Notre génération est empoisonnée d'*alcool* et de mauvaise *littérature*. Des myriades d'enfants naissent aujourd'hui détraqués et déséquilibrés par l'hérédité alcoolique. Ce ne sont plus des hommes de nature normale, mais des hommes sophistiqués. Leur intelligence radote, leur volonté titube, leur conscience a des vertiges. Au contact de notre vie fiévreuse ces natures deviennent criminelles comme le gaz fait explosion au contact du feu, surtout si, aux hérédités funestes, viennent s'ajouter les conseils mauvais, les lectures avilissantes et corruptrices. Contre l'alcool et contre la littérature infâme qui sollicite et souille l'enfance, qu'avons-nous fait ?

Peu de chose. Encore les hommes qui se sont attelés à cette besogne ont-ils récolté plus de railleries que d'encouragements. Quand nous nous serons nettoyés de l'esprit sectaire, nous laisserons les instituteurs tranquilles et nous unirons nos efforts contre l'alcool et la pornographie.

Je pourrais multiplier les exemples de questions vues à travers l'esprit sectaire.

Les souffrances du peuple, la crise de l'agriculture, les affaires coloniales, les scandales financiers, toutes les questions qui préoccupent et agitent l'opinion exercent la logique sectaire. Dès qu'un événement regrettable se présente : « C'est la faute aux révolutionnaires ! C'est la faute aux socialistes ! C'est la faute aux cléricaux ! aux Juifs ! » etc., s'écrie-t-on, selon la bande à laquelle on est inféodé, ou encore : « Depuis que nous avons cette gueuse de République tout va mal. Jamais il n'y a eu autant de malheureux, de maladies de la vigne, d'inondations, de catastrophes. » Quelle jolie méthode de penser, quelle merveilleuse logique on composerait en collectionnant les raisonnements de ce genre, qui n'expliquent rien, ne prouvent rien, ne servent à rien et sont le triomphe de ceux qui les colportent.

Comme nous ferions de meilleure besogne en jetant au rebut ces récriminations sottes et injustes pour mettre les mains à la pâte avec tous ceux qui ne demandent pas mieux que de bien faire !

***

Mais j'entends la critique. On me répond : « A qui dites-vous tout cela ? A quelques citoyens tranquilles et équitables, convertis d'avance et qui n'en ont pas besoin. Allez endoctriner les molosses ; allez dire cela dans les réunions où l'on argumente à coups de chaises, ou encore allez jouer de votre pipeau à nos adversaires. Voyez s'il les domptera ? » Un tel conseil est d'une dureté inhumaine et dénote en outre de l'orgueil spirituel. Pourquoi nous engager à prêcher aux sourds ? Et vous savez bien qu'il n'y a pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre. C'est à ceux qui ont gardé une oreille ouverte, une disposition fraternelle que nous nous adressons. Et ils seraient dans la plus grande des erreurs en croyant qu'ils n'ont pas besoin de ce genre de conseils. L'esprit sectaire n'est sans doute représenté dans toute sa force que par un certain nombre de milieux, en somme restreints. Mais ces milieux ont la virulence

des levains énergiques et leur action s'est propagée.

Bien malin celui qui, par ces temps d'épidémie, se déclarerait indemne. Nous sommes tous plus ou moins contaminés. Et moi qui vous invite ici à repousser l'esprit sectaire, je ne suis pas bien sûr de ne tenir aucun propos entaché d'étroitesse et de parti pris. Ces choses-là se gagnent. On est fils de son temps, que voulez-vous? et en ce moment ça sent la secte un peu partout. Il n'est donc pas inutile d'inviter ses contemporains, même les mieux disposés, à se méfier de tendances funestes et de procédés dont la grande victime est après tout la patrie.

Veillons sur nos dispositions, sur nos paroles, sur nos jugements, sur nos armes. N'empruntons jamais celles des énergumènes.

Nous vous arrêtons ici, me direz-vous. La méthode de combat des adversaires détermine la nôtre. Bon gré, mal gré, un homme est obligé de régler la défense sur l'attaque.

Je vous l'accorde, mais c'est là une de ces vérités partielles qui deviennent des erreurs quand on les transforme en règles. Sans doute, dans une certaine mesure, l'attaque détermine la défense. Quand un chien se jette sur vous, ce n'est pas par des paroles de mansuétude que vous l'arrêtez. Vous lui assénez un coup de bâton. Remarquez toutefois que s'il attaque en chien, vous ripostez en homme. Vous n'aboyez ni ne mordez. — Faites de même à l'égard des sectaires. Ripostez, mais non en aboyant et en mordant.

En vous servant de leurs armes, vous sortiriez de votre caractère et vous auriez le dessous. Restez vous-mêmes en face des insulteurs et des forcenés. Faites à la vérité et à la justice, faites à la cause que vous servez l'honneur de penser qu'on peut les défendre avec des armes légales et courtoises. Surtout ayez foi à la puissance des faits. Ne vous laissez pas intimider par les cris, le tumulte, tout ce que les instincts inférieurs peuvent soulever de vacarme et de poussière autour des questions débattues. Les vociférations cessent, les faits demeurent. Toutes les fureurs ne peuvent arriver à faire que ce qui est ne soit pas. On ne saurait cracher sur les étoiles. Et s'il est des heures ténébreuses où la raison paraît sombrer, où la voix de la justice semble s'éteindre au sein des clameurs, il n'en est pas moins vrai qu'à la longue ce qui est juste et vrai finit par l'emporter. Pour résoudre les difficultés, un gramme de bon sens vaut mieux qu'une tonne de passions et qu'une montagne d'injures.

La meilleure manière de servir une cause est de mettre à sa disposition toutes les lumières et toute l'équité dont on est capable. Les coups aveugles ne la font pas avancer. S'ils font du mal aux adversaires au moment où vous les portez, ils vous font par leurs suites plus de mal encore. Il y a une façon de travailler contre le bon droit des autres, dont la conséquence inévitable est de saper nos propres bases. Tout se tient en ce monde. L'iniquité se pratique contre tous, même contre ceux dont elle satisfait les rancunes; la justice se pratique pour tous, même par ceux dont elle heurte le sentiment.

*

Voilà les idées directrices par lesquelles une démocratie doit marcher pour vivre. Il y a une éducation publique à refaire dans un esprit d'apaisement, de large solidarité nationale. Quand les pères se la seront appliquée sérieusement, elle se transmettra aux enfants d'elle-même. Et au lieu de faire de nos fils des recrues de l'esprit sectaire, plus intraitables et pires que nous, nous les ferons grandir dans l'esprit de l'alliance. Ils ne seront plus tentés alors, malheureuses victimes d'une seule idée, de conspuer et de huer tout ce qu'ils ne comprennent pas et de prendre un adversaire politique pour un malfaiteur public. L'image de la patrie leur rendra supportable la figure de leurs compétiteurs, et sous l'écorce du rival ils verront un concitoyen et un frère.

Je crois à l'esprit de l'alliance parce que je crois à l'avenir. La gourme sectaire nous passera et nous réapprendrons le culte de la France idéale et de son génie si riche par ses contrastes mêmes.

Nous vivons sur un merveilleux territoire qui du Nord au Midi présente la plus étonnante variété de produits et de climat. Sur ce territoire, des peuples divers, des races disparates se sont rencontrés au cours des siècles. De leurs frottements, de leur commune fermentation, cette nation est sortie pleine de fougue et de contrastes, pleine d'aspirations et de qualités contradictoires. Le choc des opinions et des intérêts y a plus d'une fois provoqué le choc des armes. Des convulsions terribles ont signalé son développement, comme autant d'accidents d'une longue et pénible éducation. Que dans un milieu qui a traversé tant d'orages, les idées, les institutions, les intérêts, se heurtent encore avec quelque fracas, c'est inévitable.

Mais la France nouvelle a, pour s'éclairer, les leçons de l'histoire. L'histoire, sous les rencontres formidables des éléments rivaux, nous indique une synthèse qui s'élabore. Elle nous montre, à travers tant de crises, un génie national, qui douloureusement se crée, le génie de la France. Dans ce génie lumineux, il y a bien des rayons. Le sectaire voudrait les réduire à un seul, teint de sa propre couleur. Mais celui qui aime ce grand pays veut la palette totale, l'arc-en ciel complet. Il aime la France dans tous ses enfants, dans tous ses souvenirs, dans toutes ses

espérances, dans toutes ses douleurs et toutes ses gloires.

Croyons à cette France; fraternisons sous sa noble et pacifique bannière!

Par delà les sombres vapeurs qui voilent le chemin, par delà l'éclipse momentanée que l'esprit sectaire lui fait subir, dans sa splendeur idéale, saluons la France intégrale, la France unie!

C. Wagner.

L'ALGÉRIE EN 1841

D'après la correspondance du général Mellinet [1].

Nous avons laissé le commandant Mellinet mettant le pied en Afrique. Nous allons maintenant le suivre dans sa rude expédition d'Algérie pendant l'année 1841. On ne saurait croire à quel état la chaleur et les marches ont réduit ses hommes durant l'espace d'un mois. Sur 770 qu'il avait débarqués, en juin, à Mostaganem, il ne lui restait, en juillet, que 375 chasseurs capables de tenir la campagne. Et comment, encore! Tous les officiers étaient malades. Seul Mellinet n'avait rien; jamais au contraire il ne s'est mieux porté; aussi écrit-il de Mostaganem :

Je suis au milieu d'une poussière infernale, avec un épouvantable vent du sud qui pousse la chaleur jusqu'à 40° sous ma tente, pendant que j'écris, couché à plat ventre sur la chaude peau de mouton que je dois au colonel Eugène Cavaignac, mais qui commence à me paraître un peu trop dure, la nuit surtout, depuis trente-quatre jours qu'elle me sert de lit. Tout cela ne serait que rose et *frangipane* si mon monde était en joie et santé; mais je ne vois autour de moi qu'ennui, tristesse et maladie... Je ne sais encore si j'irai à Oran; si l'armée ne part pas, c'est que l'on craint Abdel-Kader qui est aux portes de Mostaganem avec toute sa *friperie*.

30 juillet 1841.

Nous sommes laissés ou plutôt abandonnés à Mostaganem. Mes pauvres chasseurs gardent des bœufs, remuent des pierres et feront peut-être quelques sorties de temps en temps. Logé en un taudis arabe, j'ai une superbe vue, y compris celle de la mer, et, de ma fenêtre, je vois le fameux Mazagran.

J'ai couché dans une façon de lit, pour la première fois depuis que je suis débarqué, et avec grand plaisir. Dans mon chenil qui est parfaitement aéré, je me suis si heureusement installé, grâce aux clous et aux planches de caisses à biscuit de l'administration, que je me trouve aujourd'hui très bien, surtout comparativement à mes officiers, qui sont logés dans des niches comme de vrais chiens de garde et aux endroits les plus malsains. A notre gamelle de l'état-major, composé de mon adjudant-major, du lieutenant d'état-major et du chirurgien, grâce au premier qui est très gourmet et gourmand, nous ne mourons pas de faim. On trouve même que je mange trop, et gare à l'addition vers la fin du mois; mais, ici, les gens qui se portent bien, ont un appétit d'enfer et prennent six fois du café par tour de cadran solaire : je me contente de trois.

31 juillet 1841.

Le général Lamoricière est parti de Mostaganem le 27, emmenant toute la division, moins les 5e et 8e bataillons de chasseurs et un bataillon du 15e léger qui, avec le colonel Tempoure, tenait depuis longtemps garnison ici.

Malgré toutes les tribulations qui m'empêchent souvent de dormir, je me porte parfaitement bien; c'est quelque chose de peu commun dans l'armée d'Afrique, l'armée au teint de bronze.

Je suis assez mal logé, cela va sans dire; cependant je suis à couvert et pouvant étaler mes paperasses autour de moi, ce qui m'est un grand plaisir, sans compter le portrait de ma chère fille, qui est sur la table que je me suis fabriquée sur deux tréteaux, recouverts de planches, une couverture de soldat me servant de tapis.

Je me suis fait un lit qui, quoique dur et mauvais, me paraît doux comme duvet, par suite de l'interrègne, car depuis six semaines je ne m'étais pas déshabillé la nuit. Mais tout cela, quoique détestable, a coûté bien cher. Mes pistolets, ou plutôt mon pistolet, mes armes enfin, mes selles, mes brides, sont accrochées à la muraille. Mon bahut est divisé en trois compartiments.

Ce soir, j'ai du monde à dîner : ma salle à manger est établie dans la cour, qui ne serait pas sans agrément, n'étaient les rats, gros comme vos gros chats, qui viennent s'y promener paisiblement, comme nos amis les Arabes dans la colonie française. Notre cuisinier nous fait des popottes à crever de rire, mais quelquefois d'assez bonnes petites choses.

Le métier n'est pas agréable dans ce chien de pays. On éreinte nos pauvres soldats, sans pitié, pour toute autre chose que de tirer des coups de fusil, qui ne sont ici que les distractions et les amusements. Il y a des jours, avec les différentes gardes, y compris la garde des troupeaux (parce que nous sommes vainqueurs), où il n'y a pas quarante hommes disponibles au bataillon.

On met nos hommes à toutes les sauces, tant on multiplie leurs travaux, sans doute pour qu'ils ou-

[1] Voyez la *Revue* du 27 novembre et du 11 décembre 1897.

blient bien vite ce qu'ils savent d'utile pour la guerre.

Nous sommes positivement bloqués dans la *ville* de Mostaganem ; nul n'irait seul à un quart de lieue sans être certain de revenir, comme saint Denis, la tête dans ses deux mains.

Les généraux ont une antipathie prononcée contre notre arme, sans que nous puissions savoir pourquoi, et le bataillon de mon camarade et ami Ulric n'est pas mieux traité que le mien... Je m'en moquerais bien, si je n'avais qu'une année à faire en Afrique.

Le général Léon de Lamoricière est un officier général de beaucoup de mérite, néanmoins trop entier, trop partial, jamais encourageant. Le général Bugeaud est tout autre : il pèche par les manières, mais c'est un fameux militaire, n'hésitant jamais...

Mostaganem, 3 août 1841.

Nous sommes sortis hier, à deux heures du matin, au beau milieu de la nuit, pour errer sur le bord du Chelif. Le colonel Tempoure, notre commandant supérieur, comptait rentrer tranquillement déjeuner à dix ou onze heures du matin, aussi personne n'avait rien emporté pour la *mangerie*.

Je croyais que l'affaire allait encore se passer en *eau de boudin*, comme nous disons fort grossièrement ; pas du tout, nous ne sommes rentrés qu'à huit heures du soir, après avoir tiraillé pendant trois heures le long du Chelif, à quatre lieues de Mostaganem et dans des terrains ravinés, comme on n'en trouve que dans ces pays. Aussi les Kabyles et les cavaliers d'Abdel-Kader, qui de sa personne était à une lieue de là, ont-ils profité de notre retour pour nous faire la conduite accoutumée, où nous n'avons eu, néanmoins, que nos tirailleurs engagés, malgré une nuée assez considérable de ces lurons-là.

Mais, arrivé dans la plaine, le *père* Tempoure, que vous avez entendu violoniser à Nantes, Gascon, bonhomme au fond, a mis son chapeau en feutre blanc de travers et ordonné un retour offensif qui lui a, par ma foi, fort bien réussi. Seulement, la cavalerie a chargé cinq minutes trop tôt et manqué beaucoup de Kabyles, dont pas un n'aurait dû lui échapper, car on leur a tué bon nombre de chevaux et d'hommes dont plusieurs têtes m'ont été gracieusement offertes par des douairs, nos amis : j'ai eu la cruauté de n'en pas être ému, quoique les cadavres encore saignants fussent à quelques pas. C'est la guerre et, pour la bien faire, nous avons repoussé les Arabes de la façon la plus vigoureuse jusqu'au Chelif, qu'ils ont retraversé fort rondement, sur ma parole !

Arrivé là, le colonel Tempoure a encore été assez heureux pour achever la soumission d'une tribu voisine : il était en pourparlers avec le chef depuis quelques jours, et nous avons protégé son passage avec femmes, enfants, troupeau, et tout ce qui s'ensuit... ce qui était triste à voir, mais cependant nous faisait plaisir à nous, officiers et soldats, parce qu'au moins c'était un résultat.

Les Bédouins en avaient assez de notre première retraite, car ils nous ont laissés parfaitement tranquilles à notre retour sur Mostaganem, où nous sommes entrés mourant de faim. Deux sections de mon bataillon ont été longtemps engagées avec les Kabyles qu'ils ont hardiment culbutés. Il y a eu une dizaine de blessés dans l'infanterie, dont six chasseurs à pied des deux bataillons. Deux spahis ont été tués.

Le commandant Ulric du 8e bataillon est empoigné par la fièvre, sans parler de la balle qui l'a rendu borgne l'année dernière et qu'il a encore dans la tête.

Mostaganem, [illegible] août 1841.

Je crois vraiment que le guignon ne cessera pas de me poursuivre sur cette chienne de terre d'Afrique, quoique je prenne les choses avec le caractère que tu me connais ; mais les maudites préventions contre les chasseurs à pied sont bien de nature à démonter et rendre triste l'homme le plus calme. Enfin, comme il faut que je te dise toutes mes tribulations, toutes mes peines, voilà que moi, qui me portais si bien et à qui le climat de l'Afrique n'est pas plus contraire que celui de France, voilà qu'avant-hier soir, en revenant de Mostaganem, où le colonel Tempoure m'avait fait appeler, mon paresseux d'*Emmon*, que je n'avais pas monté depuis douze jours, m'a emporté à l'instant où je mettais le pied dans l'étrier, avant même que j'aie pu passer la jambe droite, sautant par-dessus deux tonneaux sur la place, et moi me tenant toujours en l'air jusqu'à un quart de lieue hors de la ville.

Il est parvenu, après vingt sauts, à me culbuter sur un rocher, lui sans le moindre mal, moi avec le coude et la main gauche fracassés, et en outre deux énormes trous à la tête, ce qui n'aura pas de suite, dit notre docteur, mais ce qui m'a donné un affreux mal de tête, qui commence un peu à se passer après quarante heures de souffrance. Toutefois ce qui est pis, et ce qui m'a causé plus de mal que cette chute, c'est d'être empêché d'assister à une petite expédition, partie à deux heures après-midi, aujourd'hui même, et conduite par le général Lamoricière qui, ne voulant pas laisser au colonel Tempoure l'honneur de la reddition de nouvelles tribus, qu'il a déjà obtenue de deux autres, est revenu en grande hâte de Oran. Au fait, cela vaut mieux pour l'armée. Cependant on dit qu'il n'y aura que de la fatigue. C'est égal, il est dur de rester

sur son grabat pendant une expédition. J'ai voulu absolument, et, malgré le docteur, partir avec mon bataillon, et je suis remonté sur *Emmon*, qui a été aussi calme et aussi rossard que par le passé ; mais je souffrais tellement que j'ai été obligé de convenir que mon brave docteur avait raison. Puis, j'aurais été obligé de me coiffer tout à fait en Arabe, avec mon burnous, car je n'aurais pu mettre aucune autre coiffure...

Comme véritablement ce mal n'aura pas de suites graves, je t'en prie, n'en parle pas à ma pauvre femme, qui se tourmenterait beaucoup et sans raison.

7 août.

Le général est revenu ici. Le bataillon rentre, et, heureusement, sans avoir tiré un coup de fusil. Je vais un peu mieux et je suis décidé à monter à cheval si l'on fait une nouvelle sortie.

8 août.

Je ne sais, en commençant cette lettre, si je pourrai l'achever ; car, avec notre actif général, on n'est jamais certain d'être cinq minutes sur sa chaise. Quoique ce soit bien souvent embêtant, si je n'avais que cela à lui reprocher, je l'aimerais de tout cœur ; mais ses préventions continuent d'une façon incroyable contre nos bataillons. Dieu veuille qu'il reste encore cinquante chasseurs sur pied dans les deux bataillons !

Dimanche matin, il a été obligé de dire devant le gouverneur général Bugeaud qui est ici, que jamais corps n'était arrivé dans de plus rudes conditions et n'avait été plus cruellement éprouvé que le nôtre. Et, sais-tu le motif de cette prévention inouïe, c'est qu'il trouve notre armement une chose stupide, *qui ne lui va pas !*

Je me suis bien gardé de me plaindre parce que, vois-tu, c'est la meilleure manière de ne pas se faire moquer de soi.

J'appréhende de passer mon quartier d'hiver à Mascara. Ce pays est charmant, mais ne pouvoir aller à une portée de fusil sans la crainte d'avoir une tête de moins au retour, franchement, c'est par trop stupide et légèrement monotone.

Abdel-Kader est toujours près de nous, se remuant fort pour entraîner des tribus qui voudraient rester chez elles.

Remercie mes chers amis de Nantes, l'Afrique est un pays où il y a trop peu de gloire, trop d'ennui et de misère à voir souffrir les autres pour oublier les bonnes affections de France.

9 août 1841.

Le général Bugeaud est beaucoup plus impartial que le général Lamoricière pour nos chasseurs, quoiqu'il soit également prévenu contre nos armes.

Il n'est pas froid avec moi, parce que, avec son caractère, il ne l'est avec personne ; ou il vous bourre (et je dois dire qu'il ne m'a jamais bourré), ou il est très familier.

Il y a deux jours, lorsque j'avais encore la tête toute trouée, le général Lamoricière, faisant sa visite des logements d'officiers à Matamore, est entré dans le mien et m'a, comme d'habitude, sans que cela tire à conséquence, très cordialement serré la main, puis il m'a dit : — Eh ! mon cher, ce n'est que votre logement que je viens voir, et pas vous. — Parbleu, mon général, ai-je répondu devant son nombreux état-major, vous n'avez pas besoin de me le dire ; je le sais bien, parfaitement bien.

Cela ne m'empêche pas de rendre justice à ses éminentes qualités, et, par-dessus tout, à son activité et à sa persévérance incroyables. Aussi, tu peux être certain qu'à part l'amertume qui me restera au fond du cœur pour le découragement qu'il a donné à mon bataillon, dès son arrivée en Afrique, personne ne sera plus juste à son égard que moi.

Je ne sais quelle diplomatie ni quelle fricassée se préparent dans notre dégoûtante capitale de Mostaganem, mais plusieurs bataillons sont arrivés, précédés par le père Bugeaud, avec la visière *à monstre* de sa casquette, l'excellent père Bugeaud dans lequel j'ai beaucoup de confiance, malgré ses manières trop bourgeoises. Naturellement, il n'est pas venu pour changer d'air. Que va-t-il en résulter ?...

18 août 1841.

Comme il paraît à peu près décidé que notre commandant supérieur veut nous faire entreprendre une expédition de huit ou dix jours, et que je suis de service à la garde des troupeaux, avec mon bataillon, c'est-à-dire avec 250 hommes au plus, je t'écris aujourd'hui dans l'espérance que le bateau à vapeur partira demain.

Le colonel Tempoure, qui est au vent de sa bouée, excellent et digne homme d'ailleurs, et qui ne doute de rien, espère que cette sortie, grâce au nouveau bey que vient de nommer le gouverneur général, va lui faire obtenir de nouvelles soumissions de tribus très considérables. Au fait, ce diable d'homme est né sous une si heureuse étoile que je ne serais pas étonné de sa réussite. Dieu le veuille pour nous, car sortir par une pareille chaleur, avec le mauvais état dans lequel sont nos pauvres soldats, sans un bon succès au retour, ce serait désolant.

Je t'envoie un ordre du général gouverneur. Franchement, si cet ordre a été fait d'après le général Lamoricière, celui-ci aurait pu beaucoup mieux nous traiter pour notre part d'action pendant la moisson, et particulièrement au combat de Sidi-Dao, où mon

bataillon a vraiment été très bien, en n'oubliant pas un de nos capitaines, solide garçon qui menait vigoureusement sa compagnie ce jour-là. Moi-même, soit dit entre nous deux, je crois que j'allais rondement, et que le général a pu voir à quel point la quantité de balles tirées sur moi *exclusivement* m'était indifférente.

On voulait encore me citer pour ce qu'on appelle le *combat sur le Chelif;* j'ai prié qu'on n'en fit rien, pour pouvoir mettre à ma place le capitaine d'Exea, qui n'a rien fait ce jour-là, mais qui est un officier de valeur.

Nos pauvres hommes *dégèlent* ici, et cela fait grand mal au cœur de l'infortuné chef du 5e bataillon!... Ce matin, j'ai reçu le billet de dix hommes morts à l'hôpital, soit quatorze depuis mon arrivée à Mostaganem.

Le général Lamoricière allait bien, à son dernier voyage, il y a huit jours. Il reviendra peut-être pour empêcher notre Tempoure de sortir avec les huit drapeaux et la musique barbare de son bey.

Et, à propos de ce bey, croirais-tu qu'avec l'extrême parcimonie qu'on met ici à traiter, nourrir, payer et surtout loger nos officiers, qui sont installés dans d'infâmes cloaques, on donne vingt-quatre mille francs au bey et douze mille à son aga, sans parler de sa musique de hautbois et de timbales, sans compter les magnifiques cadeaux faits à ce *farceur*, qui nous planterait là s'il n'était le plus cruel ennemi d'Abdel-Kader!

C'est peut-être très politique, très diplomatique, très fantastique, mais c'est très *fistularisant*. Lorsque je tiens ma barbe dans la main, et que je me promène gravement, enveloppé dans mon burnous blanc, aussi stupidement que le font ici nos Arabes, je me prends à trouver, avec mon très petit esprit, que les pauvres Français jouent ici une drôle de comédie, mêlée de diarrhées permanentes. M'est avis que les rôles niais ne sont pas remplis par nos amis les Arabes...

A ce propos, et mon ami l'évêque d'Alger, qui traite fraternellement avec le saint homme, l'émir marabout Abdel-Kader, que t'en semble? Ne te paraît-il pas le meilleur de tous? Il était temps que le saint père Bugeaud y mît ordre. Tudieu! comme le luron y allait, et comme il arrangeait singulièrement nos affaires, sans parler de son frère, le marchand de vins d'Alger, dont les caves sont à l'évêché et qui fait miraculeusement ses affaires.

Je ne sais pourquoi le général Bugeaud, qui cependant paraît au mieux avec le général Lamoricière, n'en parle pas plus dans le grand bulletin que je t'envoie. Au reste, notre Nantais a aussi ses défauts: il a de précieuses qualités, et, par-dessus toutes, une volonté, une activité, une persévérance infatigables; mais l'autre côté de la médaille le montrerait homme de coterie, se laissant circonvenir par ses flatteurs, ni plus ni moins qu'un roi constitutionnel, avec cela gaillard très fin et rusé, ne laissant pas autrement deviner ses projets...

Je sors à l'instant de l'hôpital, où je suis resté deux grandes heures, avec mon docteur, pour visiter nos jeunes malades. Que de mauvaises figures!... Les maladies de ce pays sont vraiment désolantes, car, pour la guerre proprement dite, c'est peu de chose, excepté pour un soldat qui n'aurait pas le moral bien trempé et qui pourrait s'effrayer des hurlements sauvages des Arabes, dès qu'ils ont le moindre succès; mais ils ne tiennent jamais à l'attaque.

Le capitaine adjudant-major du bataillon, le lieutenant d'état-major, un sergent et moi, le jour où nous étions d'arrière-garde, au retour de Mascara, nous avons fait rebrousser chemin à cinquante ou soixante, qui descendaient la montagne, et à une douzaine qui s'étaient jetés, comme des forcenés, sur dix de nos tirailleurs, dont la tête s'était égarée au point qu'ils ne songeaient même pas à se défendre.

Nous n'avons pas perdu un homme, pas eu un blessé, mais il était grand temps, car, sans nous trois à cheval, il n'en réchappait pas un. Toutefois, ce n'est point le courage qui leur manquait. Accablés par la fatigue ils s'étaient trouvés complètement démoralisés. Le plus bête en cette affaire, c'est qu'un sous-officier était avec eux et qu'ils appartenaient à la section d'un jeune officier sans expérience, qui ne s'était pas aperçu que ses dix hommes restaient en arrière, et qui, par suite de cette faute, aurait très probablement eu lui-même la tête tranchée quelques moments plus tard. On m'a crié un instant sur le dos, parce qu'on ne me voyait pas arriver assez tôt avec deux compagnies qui se trouvaient en avant sans moi; mais, au total, comme je venais d'empêcher nos dix hommes d'être décollés, je m'en suis un peu moqué.

Une autre fière sottise a été faite, le même soir, par un autre jeune officier: nous étions dans notre jour de guigne. Heureusement que âme qui vive, sauf mon adjudant-major et moi, ne s'en est aperçu, et que, deux minutes après, la faute était réparée.

Mon jeune homme étant de grand'garde, c'est-à-dire dans un poste où l'on doit se faire tuer pour sauver le corps qu'on est chargé de garder, a tranquillement battu en retraite, et il est venu rejoindre son bataillon, comme s'il descendait de garde du *Port-au-Vin* nantais. Je me suis contenté, pour ne pas l'humilier, parce que je suis sûr que ce n'est pas la bravoure qui lui a manqué, de prendre ses hommes avec moi et de les reconduire à leur position, puis je suis revenu tout seul à mon bataillon.

La vérité est que, pour faire la guerre, mes

hommes sont trop chargés, ils sont trop accablés par la chaleur. On peut reprocher au général Lamoricière de ne pas faire assez cas de la santé des hommes pour la fatigue et le travail qu'il en exige ; car, pour les exposer au feu de l'ennemi, il est, au contraire, d'une extrême prudence, quoique de la plus incontestable bravoure. Mais personne plus que lui ne craint un échec ; c'est que, avant tout, il redoute de perdre une réputation qui n'est plus à faire mais à conserver.

Le général Bugeaud n'a pas cette appréhension : il ne doute de rien, traite les tirailleurs des Arabes avec mépris et leur *fiche des frottées* chaque fois que l'envie lui en prend...

J'irai demain faire le gardeur de troupeaux à plus d'une lieue de Mostaganem ; il faut bien prendre ses précautions, avec cette immense quantité de bétail à garder, quoiqu'on le mène plus facilement que les hommes.

Mostaganem, 22 août 1841.

Je continue à bien me porter au milieu de tous mes pauvres malades, et j'ai pris hier, pour la seconde fois, un délicieux bain maure à faire suer les pierres, et qui ne me tourmente pas plus que si j'étais assis dans un fauteuil. Si tu me voyais, tout nu, paisiblement étendu, avec un calme oriental, sur une table d'ardoise, à défaut de marbre, tu croirais que je suis né en Afrique, au lieu d'être né sur les bords fleuris du bassin de l'antique rue des Halles, où il ne reste pas trace de la maison célèbre qui a vu naître Camille, Émile et Charles Mellinet !

J'ai dîné hier chez le général Lamoricière, mais cela n'empêche pas qu'il n'agisse fort mal avec les chasseurs ; c'est un gaillard qui, avec de bonnes et réelles qualités, a ses petits défauts. Cependant, malgré les raisons que j'ai de me plaindre, je commence à me faire son défenseur, parce que je me révolte toujours contre l'injustice et que je vois qu'il y a intention manifeste de lui nuire. Je ne serais même pas étonné qu'on allât jusqu'aux Chambres, au moins à la Chambre des députés ; il va avoir un *furieux* antagoniste dans la personne du général Garraube, qui commandait notre brigade pendant la dernière expédition de Mascara, sous les ordres du général Lamoricière.

M. de Garraube, que nous appelons ici le général *Gardcrobe*, est bien le plus irascible, le plus insupportable officier qu'il y ait en France, et en Afrique ; *son état de maladie*, comme dirait le barbier de Rossini, le rend plus insupportable encore. Gascon et bavard, clabaudant avec et contre tout le monde, comme une pie sexagénaire, il jalouse et déteste le général Lamoricière, au point d'avoir eu avec lui une scène tellement violente que si ce dernier n'y avait pas mis une longanimité et une modération que je ne soupçonnais pas au caractère bouillant de notre Breton, je ne sais trop comment cela se serait terminé. Un capitaine qui arrive de l'hôpital d'Oran, vient pourtant de m'assurer qu'à bord du bateau même nos deux généraux avaient eu une altercation très vive, où le général Lamoricière était sorti de ses gonds, et que le général Garraube lui avait dit : qu'il ferait connaître la vérité à la France, c'est-à-dire qu'il fera connaître la rage et l'animosité du Périgourdin De Garraube, député de la Dordogne, arrivé au grade de maréchal de camp sans avoir fait une seule campagne. Il faut dire, néanmoins, qu'il ne craint pas une balle, mais quel général indécrottable !

Un émissaire arabe, envoyé par notre colonel Tempoure à Mascara, avec la promesse d'une récompense de 500 francs, en est revenu, après un voyage de quinze jours, pour faire dix-huit lieues (distance de Mostaganem à Mascara), durant lesquels il a couru les plus grands dangers, étant resté cinq jours prisonnier d'une tribu, qui ne l'a pas tué parce qu'elle a peut-être quelques velléités de soumission.

Déjà, le colonel commandant à Mascara avait envoyé deux émissaires qui, l'un et l'autre, ont eu la tête tranchée...

Les troupes sont à Mascara comme dans une garnison de France, grâce aux approvisionnements ; néanmoins, dix-huit cents à deux mille réguliers d'Abdel-Kader bloquent la place et empêchent les Arabes d'aller y vendre quoi que ce soit. A chaque sortie, la garnison a l'avantage sur l'ennemi, ce qui n'empêche pas qu'elle soit prisonnière.

On parle toujours de soumissions aux environs de Mostaganem. Nous en avons déjà bon nombre ; mais ces lurons-là nous lâcheront au premier jour avec la plus extrême élégance. En attendant, on leur donne des armes et de l'argent, comme s'ils devaient nous être éternellement fidèles et dévoués. *E sempre bene.*

Il faut être occupés ainsi que nous le sommes pour ne pas mourir d'ennui à Mostaganem, car il n'y a rien de stupide comme de penser que, si on a l'envie d'aller se promener à une demi-lieue, on est obligé de revenir sans tête et... à pied, car c'est à votre chef qu'en veulent ces Arabes maudits et damnés.

C'est tout de même une drôle de guerre que celle qu'on fait ici.

MELLINET.

(*A suivre.*)

L'AFFRANCHISSEMENT DU PAYS DE VAUD

Janvier 1798.

Le canton de Vaud vient de célébrer le centenaire de son indépendance. Sujet des Bernois pendant des siècles, son droit imprescriptible et l'épée de la France républicaine lui assurèrent, le 24 janvier 1798, la vie libre dans son modeste coin de terre. Bien qu'il soit un des derniers venus dans la Confédération suisse et presque l'État le plus jeune du monde, il a atteint l'âge de cent ans. Cet anniversaire l'a rempli de joie et de confiance. Dans ce jour, les cités vaudoises qui se mirent dans les eaux du Léman ou dans celles du lac de Neuchâtel, et jusqu'aux plus humbles villages cachés dans un repli des Alpes, se sont magnifiquement pavoisés, arborant les couleurs cantonales : le vert et le blanc, avec les mots : LIBERTÉ ET PATRIE imprimés en grandes lettres sur les drapeaux et les écussons encadrés de guirlandes. Au son des cloches, au grondement joyeux du canon sur les collines de Lausanne, de Morges, de Vevey, tous les citoyens ont mis au chapeau la cocarde verte. La nuit, des cortèges aux flambeaux ont parcouru les rues de la capitale, tandis qu'à la même heure et de concert les sommets du Jura, du Jorat et des Alpes s'illuminaient de feux de joie. On a planté partout des arbres de liberté, comme aux jours de prodigieuse ivresse où la France révolutionnaire appelait tous les hommes, juifs, protestants, catholiques, à la liberté, à la justice, à une concorde fraternelle. La France! on a parlé d'elle avec amour ce jour-là, sur terre vaudoise; et si la grande république n'avait pas été absorbée par les angoisses de l'heure présente, elle aurait souri sans doute à la petite sœur cadette dont elle a si bien protégé le berceau; elle aurait répondu à son appel et pris part à la fête qui lui réservait la plus large et la meilleure place. De tous les peuples dont elle a défendu les droits et l'indépendance, il n'en est point qui lui ait voué plus de reconnaissance que les Vaudois.

I. — UN ÉMULE DE JEANNE D'ARC

Pour donner d'ailleurs la preuve que ce centenaire n'est qu'une première étape, et moins un point d'arrivée qu'un point de départ, ils ont inauguré le 24 janvier deux œuvres d'art qui feront date dans leur histoire : leur premier drame national et la première statue qui décore leur capitale. Après avoir songé aux nécessités de la vie, ils cherchent maintenant à en acquérir le luxe et le lustre. L'une de ces œuvres a pour auteur un jeune poète du Jura bernois, M. Virgile Rossel, que l'Académie française a couronné déjà à deux reprises ; la statue sort de l'atelier d'un très remarquable sculpteur vaudois établi à Paris, M. Maurice Reymond. L'un et l'autre de ces ouvrages glorifient la mémoire du héros national, mort pour son pays en 1723. Le peuple vaudois, avant d'obtenir la liberté, a souffert pour la liberté dans la personne de son martyr : Jean-Daniel-Abraham Davel.

Les Bernois avaient arraché le pays de Vaud aux ducs de Savoie en 1536, et l'administraient avec beaucoup de sagesse à leur profit, comme une ferme bien exploitée. Les Vaudois pouvaient recueillir le fruit de leurs vignobles, de leurs champs et de leurs pâturages après que Leurs Excellences de Berne en avaient prélevé le meilleur. Les impôts drainaient l'argent du pays, qui allait s'entasser dans les caves de l'Hôtel de Ville, à Berne, sans profit pour personne. Une oppression morale plus lourde encore enlevait aux sujets jusqu'au désir d'une liberté dont ils n'avaient même plus l'idée. Des ordonnances et des mandats, conçus dans l'esprit calviniste le plus strict, s'attaquaient à l'usage du tabac, du thé, du café ; d'autres interdisaient les toiles d'or, d'argent, de brocart. Défense aux Vaudois de jouir de la vie, de chanter, sinon des psaumes ; de se livrer au jeu ou à la danse ; d'étudier même, sinon une théologie de catéchisme, à l'Académie de Lausanne sévèrement surveillée, et dont on éloignait ou éteignait les maîtres les plus illustres. Personne n'aurait plus bougé, n'aurait redressé le front dans le pays lourdement comprimé sous la patte de l'ours qui symbolise la ville de Berne, si de brillants officiers vaudois, qui avaient pris du service à l'étranger pour échapper au despotisme bernois n'étaient rentrés parfois au pays avec des idées qui effaraient leurs compatriotes et inquiétaient Messieurs de Berne. On était déjà en plein XVIIIe siècle; ils avaient lu les premiers ouvrages de Montesquieu et de Voltaire, fraîchement sortis de presse. D'ailleurs, l'ambassadeur du roi de France, le comte du Luc, rêvait un pays de Vaud indépendant. Il confia ses idées à l'un de ces officiers, le major Davel, mais sans le surprendre.

Davel avait acquis une science militaire accomplie et fait ses preuves sur les champs de bataille du Piémont et des Pays-Bas. Mais au moment où il allait parvenir aux grades les plus élevés, il préféra rentrer dans son pays, dont il méditait l'affranchissement. Ce contemporain de Voltaire avait ses « voix » qu'il écoutait avec la foi candide d'une Jeanne d'Arc. Dès son enfance, une mystérieuse apparition, sous les traits d'une vigneronne vaudoise, lui prédisait qu'il mourrait pour son pays. Retiré dans sa ville natale, à Cully, près de Lausanne, il

avait été chargé par Leurs Excellences d'instruire les milices de la contrée.

Un jour que les baillis du pays de Vaud étaient tous partis pour Berne, où les appelaient les prochaines élections (31 mars 1723), le major rassemble ses soldats à Cully sous prétexte d'une revue, et marche sur Lausanne. Il avait défendu à ses hommes de prendre des munitions. Au lieu de s'emparer des portes, du château, de l'arsenal de la ville, comme il l'aurait fait, il l'a dit lui-même, s'il avait voulu soulever le pays, il entra dans les rues tambour battant et rangea ses soldats désarmés sur la colline de la cathédrale, qui domine Lausanne et vers laquelle regarde tout le canton de Vaud. Ce conspirateur point ordinaire recherchait si peu l'ombre qu'il ne négligea rien pour frapper fortement tous les esprits. Lausanne se réveilla comme en sursaut de sa torpeur habituelle. Le Conseil de ville, rassemblé à la hâte, écoute avec stupeur le major lui développer ses plans : Davel lui montre la misère du pays, le commerce entravé, la justice vénale, le clergé persécuté, les temples tombant en ruine ; il sait que Dieu l'appelle à offrir aux Vaudois la liberté. A eux de choisir entre elle et la servitude.

Le Conseil auquel Davel s'était confié, se hâta de dépêcher des messagers à Berne et profita de la nuit pour faire prisonnier le patriote pendant son sommeil. Mis à la torture, Davel ne perdit pas un instant sa confiance sereine et joyeuse en un avenir meilleur. La trahison des conseillers, dont quelques-uns se disaient ses amis, le surprit à peine ; il s'expliqua nettement sur ses projets, au moment où on le livrait aux tortionnaires : ce n'est pas en attaquant avec quelques miliciens l'armée bernoise, forte et aguerrie, qu'il espérait fonder l'indépendance du pays de Vaud ; il ne voulait pas soulever, mais réveiller le pays. Les Vaudois n'étaient pas un peuple, mais une population sans âme, sans vie nationale, sans idéal : leur donner cette vie aux dépens de la sienne, les gagner à son idéal en mourant pour cet idéal, les tirer brusquement de leur apathie en s'immolant devant eux et pour eux, tel fut son but. « Jour heureux ! criait-il à ses juges, jour de fête ! mes souffrances seront salutaires à mon pays ! »

On a de la peine à comprendre ce pur héroïsme, assez éloigné, je l'avoue, de l'héroïsme décoratif et classique. On sourit des visions de Davel, comme on s'est moqué des voix de Jeanne d'Arc. Pas plus que la bonne Lorraine, le bon Vaudois n'avait sans doute le sens commun ; mais il en avait un plus haut. Et encore, Jeanne d'Arc subit le martyre ; Davel l'accepta, le voulut ; il en fit son arme unique et son moyen suprême, tandis qu'il tendait son épée avec indifférence au magistrat chargé de l'arrêter. Jeanne d'Arc défendit son peuple avec l'étendard et le glaive ; Davel créa le sien au prix de son sang.

Condamné à avoir la tête tranchée sur l'échafaud, il demanda qu'on le laissât se revêtir de son plus beau costume : culotte, veste rouge à manches et grandes bottes de major. C'est ainsi qu'il se présentait à son Dieu, avec respect et décence, lorsqu'il entrait en prières ; c'est ainsi qu'il voulut aller à lui dans la mort.

Du haut de l'échafaud, dernier trait qui éclaire cette figure de protestant à la fois mystique et moraliste, il obtint la permission de dire quelques mots à la foule accourue de tout le pays. Défense lui était faite de parler politique ; il se borna à passer en revue les vices des Vaudois, la manie des procès, la débauche, la dégradation morale, qui ne laissait au peuple que le baptême pour marque de son christianisme, et l'ignorance où il était plongé par la faute de ses conducteurs spirituels. Un enfant du pays, le peintre Gleyre, a fixé le souvenir de cette scène dans une de ses plus belles toiles.

Quand Davel eut fini de parler, il ôta tranquillement sa cravate et fit signe au bourreau. Sa tête roula sous la hache au milieu d'un grand silence.

II. — VOLTAIRE A LAUSANNE

Ce silence de tout un peuple devait se prolonger encore pendant quelques années. La voix de Davel s'éteignit sans éveiller aucun écho. Cependant, le siècle marchait. La vie élégante et frivole qui régnait en France était pour les pays voisins un exemple plus contagieux que le spectacle d'un martyr mourant sur l'échafaud. Grâce à leur inconsistance morale, les Vaudois étaient même plus accessibles que d'autres aux influences bonnes et mauvaises de la France voltairienne. Mais la liberté allait se glisser doucement dans leur âme au milieu de ces fêtes, et l'influence de Davel, travestie sous la livrée folle du plaisir, devait éclater tout à coup, par un détour inattendu.

La Suisse française était déjà à cette époque le séjour favori des étrangers, attirés par la beauté du pays et l'hospitalité de ses habitants. La société lausannoise, en particulier, passait pour l'une des plus cultivées et des plus aimables de l'Europe. Elle était d'ailleurs à moitié française : de nombreuses familles protestantes, chassées par la révocation de l'Édit de Nantes, avaient joint à leur élégance native la simplicité de mœurs de leur pays adoptif. Ces émigrés, ainsi que la noblesse vaudoise, exclue de toute participation à la chose publique, faisaient des distractions de la vie sociale une étude et une occupation exclusives. Le temps se partageait entre la chasse, les divertissements et les banquets. On remarquait dans cette société d'élite des jeunes femmes ou des

jeunes filles dont plusieurs unissaient l'esprit à la beauté, et dont quelques-unes sont devenues célèbres : Mme de Constant d'Hermenches, Mme de Chandieu, grand'mère de Benjamin Constant, et qui possédait les lettres encore inédites de Mlle Aïssé ; Mme de Brenles, qui a traduit en vers les œuvres de Pope. L'auteur d'*Adolphe* passa lui-même à Lausanne une partie de sa jeunesse. Un peu plus tard, Mme de Montolieu, l'auteur du *Robinson Suisse*, Mme de Charrière, etc., écrivaient des romans très lus à Paris, et faisaient mériter à Lausanne le nom de ville des romans. Mme Necker, l'amie de Thomas, s'appelait encore Mlle Curchod, la *belle Curchod :* cette Vaudoise authentique passa sa jeunesse à Lausanne, avant d'épouser le célèbre financier de Louis XVI. Jean-Jacques donna à Lausanne le concert burlesque dont il parle si spirituellement dans ses *Confessions ;* Gibbon, le grand historien, aimait cette ville avec passion et en parle comme on parle d'une fiancée.

C'est dans cette société exquise que Voltaire fit une apparition, en 1755. En s'établissant aux Délices, il avait acheté un « petit hermitage » à Lausanne, dont le climat lui semblait plus doux. Il y vint passer l'hiver. D'emblée, il fut conquis par ce « charmant pays de Vaud, qui inspire la joie et qui est, comme le paradis terrestre, entouré de montagnes ». Il aimait aussi cette population qui lui faisait accueil avec une rondeur et une bonhomie toutes vaudoises, cette société « bon enfant », où il oubliait ses malheurs, ses luttes, ses rancunes littéraires. Il se fit dans son esprit comme une détente, une impression de douceur et de paix qui se remarque dans ses lettres. Sa joie devient plus franche, son esprit moins moqueur, son rire moins âcre.

Il fit jouer dans les salons lausannois ses nouvelles tragédies, ses *Oiseaux du Léman*, à des amateurs distingués qui lui arrachent des cris d'admiration.

« Tout le monde joue avec chaleur. Vos acteurs de Paris sont à la glace. Je voudrais que vous eussiez passé l'hiver avec moi à Lausanne ; vous y verriez les pièces nouvelles exécutées par des acteurs excellents, et mon beau pays romand, mes beaux rivages du lac Léman, devenus l'asile des arts, des plaisirs et du goût. On croit chez les badauds de Paris que toute la Suisse est un pays sauvage : on serait bien surpris de voir deux cents spectateurs aussi bons juges qu'il y ait en Europe. Il y a ici autant d'esprit et de goût qu'en aucun lieu du monde. Nous n'avons de suisse que la cordialité. »

Si bien accueilli, fêté, gâté par tant de beaux esprits, Voltaire regardait les rives du Léman comme l'asile de la liberté :

[illegible]

Je ne sais sous quelle forme cette déesse lui apparut ; peut-être est-ce sous les traits épais du bailli bernois qui lui adressa ce charitable avertissement : « Monsieur de Voltaire, vous avez écrit contre le bon Dieu ; le bon Dieu vous pardonne. Mais qu'il ne vous arrive pas d'écrire contre Leurs Excellences de Berne, car elles ne vous le pardonneraient jamais. » L'ami de Frédéric ne songea guère à sortir des salons lausannois pour voir de plus près le peuple, le vrai peuple, dont le major Davel avait si bien pénétré la misère. A la mort du patriote, les communes vaudoises s'étaient empressées d'écrire à leurs maîtres qu'elles flétrissaient la tentative impie du traître, dont le nom même était devenu un nom d'injure pour sa ville natale. Trente ans plus tard, à peu près, au moment où l'auteur de *Zaïre* arrivait à Lausanne, cet esprit de servilité devenait du fétichisme : on ne sait de quel autre nom l'appeler. Dans les villages, par exemple, lorsque le bailli venait à passer, les femmes se retiraient toutes tremblantes, en disant que *c'était le bon Dieu!*

III. — La Révolution vaudoise

Au moment où ce peuple s'enfonçait ainsi dans une atonie morale presque absolue, la Révolution française éclata. Toute l'Europe en fut ébranlée, mais les petits pays qui formaient un chapelet presque ininterrompu sur la frontière de la France, et le pays de Vaud en particulier, en reçurent le contre-coup immédiat. Les Vaudois, brusquement réveillés de leur torpeur, commencèrent à se souvenir des franchises que les ducs de Savoie leur avaient accordées, dont la France s'était portée garante en 1564, et que les Bernois avaient méconnues. On n'osait pas encore les réclamer ouvertement, mais on murmurait tout bas ; le nom de Davel devint un signe de ralliement ; on salua avec enthousiasme les progrès de la Révolution ; on célébra en 1791 l'anniversaire de la prise de la Bastille par des banquets civiques à Rolle, à Vevey, à Lausanne, où l'on porta des toasts à l'Assemblée nationale de France et à la liberté. Ces manifestations étaient prématurées : Leurs Excellences, qu'on avait oubliées au milieu de tous ces vivats, se rappelèrent au souvenir de leurs *chers et bien-aimés sujets* en leur envoyant 6 000 soldats qui descendirent les pentes du Jorat avec 60 pièces d'artillerie et en faisant rouler le feu de nombreuses décharges. Les magistrats du pays de Vaud, convoqués à Lausanne, durent renouveler le serment de fidélité. On emprisonna les manifestants ; les plus compromis avaient du reste pris la fuite. La plupart

de ces fugitifs s'étaient rendus à Paris, où ils formèrent un *club helvétique* qui sollicita pendant des années, avec une persévérance infatigable, une intervention française qui leur permît de « régénérer » leur patrie. Les deux chefs de ces émigrés révolutionnaires étaient le grand tribun Ochs, de Bâle, qui fut chargé par le Directoire de préparer, sur le modèle de la République française, la constitution d'une république helvétique une et indivisible, et le Vaudois Frédéric-César de La Harpe. Ce dernier a laissé une trace dans l'histoire universelle. Appelé par Catherine II de Russie à faire l'éducation des jeunes princes Alexandre et Constantin, il leur avait si bien inspiré l'amour des idées libérales que l'aîné de ses élèves, devenu le tsar Alexandre Ier, en fit son idéal et son principe d'action, dans la première partie de son règne. Même du fond du palais impérial de Saint-Pétersbourg, La Harpe n'avait cessé de tourner les yeux vers son malheureux pays, d'écrire de mordants pamphlets contre les Bernois, d'exciter ses compatriotes à la révolte. Lorsqu'il revint de Russie, les Bernois lui interdisant de revoir son foyer, c'est de Paris qu'il continuait avec passion la lutte engagée.

Ses efforts portèrent leurs fruits. Le Directoire ne demandait pas mieux que d'intervenir en Suisse à main armée : la possession des passages des Alpes et celle du riche trésor de Berne étaient deux perspectives assez séduisantes. Le général Ménard occupa le pays de Gex et prit position tout près de la frontière vaudoise : il n'attendait plus qu'un prétexte pour la franchir. Les communes vaudoises, sûres de son appui, formulèrent alors leurs réclamations d'une manière ferme, précise, pressante : elles demandaient à Leurs Excellences la convocation des États de Vaud, la restitution de leurs anciennes franchises et une participation au gouvernement du pays.

Mais le gouvernement bernois, dominé par une majorité hostile à toute réforme, inconscient de la gravité de la situation, persista dans son refus.

Alors, les Vaudois recoururent ouvertement aux moyens révolutionnaires. Les États de Vaud, réunis de leur propre mouvement, proclamèrent à Lausanne, le 24 janvier 1798, l'indépendance de la *République lémanique*, et se constituèrent en assemblée nationale. La Révolution se propagea en un clin d'œil dans tout le pays. Le peuple en armes occupa les châteaux des baillis, qui d'ailleurs se retirèrent à Berne sans avoir à se plaindre même d'une injure. L'effigie de l'Ours, signe de la domination étrangère, fut détruite, on déploya partout le drapeau vert et blanc, et les citoyens arborèrent à leurs chapeaux la cocarde verte.

Le lendemain même de la révolution, l'armée de Ménard franchissait la frontière vaudoise ; quelques jours après, une autre armée française, commandée par Schauenbourg, entrait en Suisse par Bâle. Toutes deux avaient Berne pour objectif. La ville patricienne, après une héroïque résistance, fut prise par Schauenbourg le 5 mars 1798.

Le pays de Vaud était libre. Cinq ans plus tard, sous le nom de canton de Vaud, il entrait dans la confédération suisse, non plus comme sujet cette fois, mais en qualité de dix-neuvième État souverain.

* * *

La jeune nation naissait au milieu des orages, qui menacèrent plus d'une fois son existence précaire. Les armées de la République, de Bonaparte, des Alliés victorieux en 1813, passèrent et repassèrent sur son frêle corps. Elle a résisté à ces chocs formidables, où s'effondrèrent de grands États ; les malheurs publics retrempèrent son courage ; elle montra qu'elle avait bien mérité de la vie, car elle voulut vivre ! Si, en 1798, elle fut obligée de regarder vers la France pour chercher du secours, en 1813 elle ne s'appuya sur personne pour résister aux Alliés. Cent trente mille Autrichiens traversaient la Suisse pour envahir la France. Le 27 décembre 1813, ils arrivaient à Lausanne, commandés par Bubna, que ses instructions invitaient à opérer, en passant, la réunion du pays de Vaud au canton de Berne. « Eh bien, dit brusquement le général autrichien aux députés vaudois venus pour le saluer, que pensez-vous faire ? — Nous nous proposons, répondit le chef de la députation, de maintenir à tout prix notre indépendance ! »

Au moment où la moindre défaillance eût perdu le canton de Vaud, il fut sauvé par la ferme attitude de son peuple et de ses magistrats.

Le peuple vaudois a donc atteint sa centième année. Qu'a-t-il fait de ce premier siècle d'existence ? Un peuple a des devoirs envers lui-même ; il en a envers l'humanité. Il a dû s'asseoir dans la vie, s'installer, avec des tâtonnements, des erreurs, des crises ; en somme, il a vécu, et non sans dignité. On ne saurait demander à une population de deux cent mille âmes disséminées entre quelques petites villes et de nombreux villages, d'exercer une action internationale bien considérable ; cependant, le canton de Vaud a fourni plus que sa part de talents distingués, dont il fut la pépinière, sinon le jardin. Il suffit de citer les noms de Vinet, de Gleyre, d'Agassiz, de Charles Secrétan, pour montrer que, dans les sens les plus variés, ce qu'on appelle dédaigneusement parfois l'esprit vaudois a jeté une lumière assez brillante. D'autres noms, moins connus peut-être, se placent honorablement à côté des premiers : le poète Juste Olivier, l'ami de Sainte-Beuve, qui a su appré-

cier son talent, Mme de Gasparin, le critique Eugène Rambert, d'autres encore, ont fait dignement parler le « génie du lieu ». Si je voulais nommer des vivants je citerais M. Henri Warnéry, jeune poète d'un talent original et vigoureux. Quant à M. Édouard Rod, il a fait mentir la prophétie maligne de Marc Monnier : « L'âme vaudoise a toutes les qualités; mais elle ne se débrouillera jamais. »

En dehors de la littérature, le canton de Vaud a été à bien des égards un foyer de lumières. Lausanne est un des pôles, sinon le seul, du protestantisme français. L'ancienne Académie de cette ville, récemment transformée en université, s'honore des noms de Sainte-Beuve et de Mickiéwicz, qui y ont professé en même temps que Vinet. Ses facultés, et surtout celle de théologie, attirent, outre les étudiants du pays, toute une jeunesse cosmopolite.

Il n'en est pas moins vrai que l'âme vaudoise n'a encore révélé qu'une partie de ses richesses. Elle reste à quelques égards la « Belle Endormie », selon un mot cruel. Nul doute que le nouveau siècle d'existence qu'elle vient d'inaugurer ne voie son éclosion pleine et entière, à en croire du moins ceux qui ont deviné tout ce que cette âme contient de poésie, de sentiment, d'enthousiasme et d'idéalisme.

Samuel Cornut.

LE DOUX BILLET

Nouvelle.

— C'est un fait acquis : au fur et à mesure que nous marchons vers la vieillesse, nous essayons de redevenir jeunes par le souvenir. Lorsque nous évoquons les années les plus lointaines, nous sommes tout surpris que notre mémoire en ait conservé de menus détails que nous pensions disparus à jamais avec la fuite des heures et cette surprise n'est pas, à la vérité, sans un grand charme. Rien, en effet, de ce que nous avons vécu saurait-il nous rester indifférent ? Les faits qui, en leur temps, ont le moins impressionné notre esprit, ne prennent-ils pas, avec les cheveux blancs, une importance particulière par la raison seule qu'ils sont entrés dans le cours de notre vie ? Ne méprisons pas les vieux jouets cassés que nous retrouvons dans un grenier. Polichinelles éventrés, chevaux de bois sans tête, moutons devenus aphones et mangés aux mites, ils furent, à leur heure, quelque chose de nous ; en eux, nous avons fixé un instant notre rêve fugitif : c'est assez pour qu'ils aient droit à nos égards. Ne repoussons pas davantage les souvenirs puérils, lorsqu'ils surgissent du capharnaüm de notre passé. Notre âme ressemble à la bouteille merveilleuse d'où le magicien savait verser, pour le plaisir de nos yeux, les liqueurs les plus disparates : elle contient mille et mille compartiments secrets où se trouvent renfermées, pour ainsi dire à notre insu, les plus délicates de nos impressions ; elle en est comme tout aromatisée et les parfums les plus troublants sont encore ceux qui s'y sont glissés en notre enfance... Maintenant que l'âge a de sa griffe marqué mon front découronné de sa chevelure abondante, avec quelle joie profonde je reviens sur mes pas pour m'attarder aux buissons de la chimère où, tout gamin, je cherchais les premiers nids du printemps de la vie. Je me rappelle les ponts fameux, consolidés dans le sable au détriment de mes doigts, bien moins durs et beaucoup plus sensibles que la pierre dont je me servais si maladroitement ; je me rappelle la chasse aux cerises si préjudiciable à nos culottes, nos cavalcades sur des troncs d'arbres abattus, montures improvisées qui nous emportaient, d'étapes en étapes, par-dessus les monts, par delà les océans, à travers toutes les contrées du monde, jusqu'aux étoiles ! Je me rappelle bien d'autres choses encore : tout cela passe sur mon âme comme un souffle frais qui la réconforte, et volontiers, fermant les yeux pour mieux regarder en moi-même, je prête l'oreille à ces enfantillages qui renaissent au fond de ma mémoire, pénétré d'une émotion aussi exquise que si j'entendais l'un de ces vieux airs mélancoliques, autrefois chantés sur mon berceau.

* * *

Celui qui parlait ainsi, était un vieillard qui faisait profession de philosopher sur les sentiments humains.

Il se nommait Georges Grandier.

Jeunes gens, nous aimions ses entretiens, parce qu'il y mêlait une morale très indulgente, fortifiée d'une connaissance approfondie de notre cœur si chancelant. Nous l'allions voir, presque chaque dimanche, dans sa modeste maisonnette où il s'était retiré pour mieux méditer. Elle s'élevait sur un des versants du coteau de Meudon, du haut duquel on découvre ce merveilleux panorama du Val fleuri et de la vallée de la Seine ; le Val fleuri, avec ses gaies villas émergeant de bouquets de verdure ; la vallée de la Seine, avec Paris au fond, enveloppé d'un manteau de brume.

Georges Grandier y vivait, pareil au sage antique, de revenus modiques, ayant une vieille bonne pour le servir, un vieux chien pour le garder.

En un temps déjà lointain, il était entré dans la lice littéraire, avait bataillé pour la gloire des autres, jetant en des articles éphémères l'ardeur de sa pensée ; il avait été effleuré lui-même par la renommée.

Puis, tout à coup, en plein talent, ayant vu à quels marchandages le génie même est exposé, il avait abdiqué la lutte, satisfait de regarder monter ceux que sa combativité avait haussés sur le pavois.

Ce n'avait pas été sans crier à la désertion que ses amis l'avaient vu prendre une résolution aussi surprenante : — « Quoi ? Grandier cesser de brandir la plume qu'il maniait comme une massue ! » Il les avait laissés dire et crier et s'était confiné dans sa retraite, renonçant au bénéfice de toutes ces années de belles batailles pour l'art glorieux.

L'art ! Il ne l'aimait pas moins qu'autrefois, mais il savait quelles amères déceptions sont attachées aux ambitions humaines et combien souvent nous nous agitons en des efforts stériles. A tout ce tumulte de la mêlée il avait donc préféré le travail silencieux et, pour moins entendre les vivants, il ne s'en entretenait que mieux avec les morts illustres, à qui son intelligence demandait sa nourriture quotidienne. Paroles muettes, passions défuntes, en eux il retrouvait le même mal qui déchirait les cœurs contemporains. L'homme s'élançait aujourd'hui comme hier aux mêmes assauts, poussé par les mêmes insatiables appétits, emporté par le tourbillon des mêmes besoins. Ni meilleur ni pire qu'à ces époques lointaines, il secouait avec impatience les piliers du temple de la fortune afin d'y ensevelir ses ennemis ; ou bien, envahissant la place publique, il y semait le mensonge de sa rhétorique qui germait dans la foule en sophismes dangereux. Gorgias, du haut de la tribune, se croyait toujours le maître du monde et le populaire, se laissant circonvenir par la vacuité de ses périodes, lui donnait encore raison contre Socrate.

* * *

Les yeux tournés vers le passé qu'il revivait dans ses livres, notre cher maître, comme nous appelions entre nous Georges Grandier, avait cessé de regarder les agitations vaines de son temps et il s'en trouvait heureux.

Des amis rares, mais plus sûrs, des disciples fidèles, familiers de sa pensée, fréquentaient seuls sa modeste retraite. On y parvenait par une étroite sente qui contournait le flanc de la colline se déroulant entre des clôtures de villas en treillage. C'était un chemin rustique, ombragé et odorant. Des lilas, des clématites, des aubépines croissaient en bordure, formaient d'épaisses haies fleuries qui protégeaient les jardins contre la maraude. Çà et là, on passait sous des voûtes de marronniers et d'acacias. La vue y était bornée et le silence y était reposant : on s'y sentait très loin des hommes, tout près de la nature et, volontiers, on se penchait sur soi-même pour se considérer et se prendre aussi en pitié.

L'accueil du maître était amical et bienveillant. Il recevait tantôt dans son jardin, tantôt dans son cabinet de travail. Ayant son chien couché à ses pieds, il causait : nous l'écoutions. Sa parole était douce, nous prenait le cœur ; sa pensée était claire, s'emparait de notre intelligence ; et sans nous en défendre nous nous laissions émouvoir chaque fois par ses entretiens qui étaient comme imprégnés de cette mélancolie, particulière aux âmes déçues de leur idéal et blessées par le mensonge de la réalité.

Ce jour-là, où Georges Grandier nous parlait ainsi de ses impressions d'autrefois, nous nous trouvions réunis dans son jardin. Il faisait un clair soleil ; le printemps fleurissait autour de nous et les oiseaux essayaient leurs premières notes sous le couvert des frondaisons nouvelles ; et c'était, sans doute, l'éclosion du renouveau qui faisait aussi chanter les souvenirs anciens dans la mémoire du Maître. Comme il disait, lui dont l'âge avait maintenant découronné son front de sa chevelure abondante pour y jeter ses fleurs de neige, il prêtait l'oreille aux puérilités de son enfance, printemps passé dont il sentait encore l'arome se répandre en son âme, et cette fois, comme toujours, troublés nous aussi par l'émotion qui se dégageait de sa confidence, nous nous taisions pour l'entendre.

Il s'était interrompu un court instant comme pour se recueillir, puis il avait repris :

— Oui, je me rappelle bien d'autres choses encore et parmi celles-ci un souvenir tout attendri me revient et que je vais vous raconter, si vous voulez bien me faire la promesse de ne pas en rire.

* * *

Sans attendre notre réponse, il avait continué :

— J'ai eu une enfance courte, en ce sens qu'à l'âge où s'abandonne au courant de la vie chacun de nous avec l'inconscience du temps et l'insouciance des événements qui la traversent, je fus frappé par un double malheur. Mon père mourut en pleine maturité et nous laissa ruinés. Ma mère, — une vaillante femme, — fit face à l'adversité et pendant que les créanciers s'abattaient sur nos dépouilles pour se les partager, elle s'en alla, loin du théâtre de notre désastre, afin d'engager une lutte nouvelle et d'arracher l'enfant à l'infortune qui avait terrassé le père.

J'avais alors de sept à huit ans. Là, devait se borner mon enfance. Un deuil venait de dresser son voile entre le passé et l'avenir, déterminant dans ma vie comme une solution de continuité. Dès cet instant, je cessai de connaître les rires et les joies inaltérables. Ma mère travaillait à sa tâche surhumaine : un tel exemple décuplait mes facultés et je m'acharnais comme elle au travail. Autour de moi, je m'en-

tendais appeler « le sérieux » ; d'autres disaient « le triste ». Déjà indifférent aux jeux bruyants de l'adolescence, je m'enfermais dans ma pensée, attiré par cette solitude dont j'éprouve de plus en plus la bienfaisante influence.

En ce temps-là, aussi bien qu'aujourd'hui, je me sentais un peu étranger aux passions qui m'entouraient; je ne concevais point d'envie, je voyais avec découragement s'agiter, en ce monde réduit, les ambitions mesquines que je devais retrouver plus tard dans la société. Il y avait là des orgueils d'aristocratie, des vanités d'argent, des jalousies de pauvreté; on y flagornait le noble et le riche, la bassesse y rampait et des haines y couvaient au fond des cœurs, éclatant parfois en soudaines batailles.

Isolé de ces rivalités, je n'avais de joie réelle que lorsque je me réfugiais près de ce dévouement maternel où ma nature inquiète se ressaisissait. Il était vraiment ma force, il s'ouvrait sur moi comme deux ailes sous lesquelles je me sentais en sécurité. Souvent, ma mère et moi, nous causions longuement, le soir, à la veillée. Elle me faisait dire mes succès scolaires dont elle était fière; elle me disait les espérances qu'elle fondait sur moi. Les malheureuses affaires de mon père étaient liquidées: il nous en était resté quelques débris qui devaient, dans sa pensée, servir au rétablissement de notre ancienne fortune. Elle faisait, sur cette chimère, les plus doux rêves qu'elle n'eut pas le temps de voir se réaliser. Quand je la perdis, j'étais à peine un homme et je commençais seulement à entrer dans l'action.

* * *

De nouveau Georges Grandier avait paru réfléchir. Après un moment de silence il avait poursuivi :

— Ce second deuil me donna l'occasion de revoir mon pays natal, d'où j'étais resté absent pendant quinze années. Ce fut avec un douloureux serrement de cœur que je traversai le village. Dans mon souvenir, je revoyais la maison paternelle enfermée en sa longue clôture de murs, avec son immense jardin, son pigeonnier à toiture conique, ses vastes granges, son bois, ses enclos. Quels changements survenus depuis ! La cour partagée, le pigeonnier rasé, le bois détruit, les granges transformées. Je n'eus pas le courage d'accepter les invitations qui m'étaient faites de demeurer quelque temps dans ma famille : je m'enfuis le lendemain même de la cérémonie funèbre, l'âme deux fois déchirée par le deuil et par la ruine irréparable.

Je hais la mort, le plus douloureux des maux qui pèsent sur nous, nécessité fatale contre laquelle vient se briser l'impuissance de tout effort humain. Je ne suis pas de ceux qui s'en vont porter aux jours de fête, d'un cœur presque dégagé de toute douleur, des fleurs et des couronnes sur les tombeaux. Lorsqu'il m'arrive de passer devant la porte d'un cimetière, je me hâte de m'éloigner, pris malgré moi d'une instinctive colère contre ces pierres rongées de mousse, sous lesquelles se cache l'indéchiffrable énigme. Fut-ce à ce sentiment que j'obéis ? Fut-ce à la peur de ressentir à nouveau l'émotion pénible dont je fus secoué à la vue de ces témoins de nos anciens désastres? N'importe! Le fait vrai, c'est qu'une fois parti, je restai trente ans sans revenir en mon pays d'origine; c'est que j'y revins comme à un pèlerinage cruel, l'épaule chargée du poids de mes deuils, circulant d'un pied inquiet comme à travers un chemin pavé de mes tristesses passées. Je revis la maison, hélas! telle qu'elle était, en partie démantelée; je m'acheminai vers les enclos; j'y cherchai des arbres autrefois familiers. Sans doute, des fleurs y croissaient encore; mais c'étaient des fleurs nouvelles; des arbres nouveaux avaient remplacé des arbres morts : le temps avait complété l'œuvre destructrice des hommes, tout renouvelé ce qui avait été, et dans ce milieu retrouvé, à peine je m'y reconnaissais.

Cinquante ans, j'avais cinquante ans déjà!... Mes pas erraient à l'aventure, ma mémoire fidèle remontait le cours du temps, faisait revivre les choses disparues. J'allais toujours les yeux fixés vers le sol, foulant mes souvenirs sous mes pieds chancelants...

Soudain, je m'entendis nommer.

* * *

Georges Grandier avait pris un temps, après quoi il avait continué :

— Brusquement arraché à ma rêverie, je levai la tête. Une femme toute ridée, toute blanche, était arrêtée devant moi. Je la regardai longuement. Elle sourit de ses lèvres amincies et prononça :

— Vous ne me remettez pas? Bien sûr, il y a si longtemps que nous ne nous sommes pas vus?

Elle me dit son nom. Je m'écriai :

— Rose, quoi! c'est vous la petite Rose?

Elle reprit :

— J'ai bien changé, pas vrai? On ne peut pas toujours rester gamine. Car j'étais une gamine, quand vous habitiez là, dans cette grande maison... Vous vous rappelez, peut-être?

Je me rappelais, en effet, Rose, une petite voisine dont je voyais encore le portrait enfoui en un coin obscur de ma mémoire : toute blonde avec des yeux d'un bleu profond, des taches de rousseur sur les joues et près de la bouche une envie framboisée, large comme deux fois une lentille. C'était même pour cette lentille, goût étrange, que je l'aimais; c'était aussi parce qu'elle était très docile et qu'elle se pliait aisément à mes fantaisies. Nous étions deux camarades, deux amis. Quand elle était absente, j'al-

lais la chercher; mais, plus souvent, elle venait spontanément me joindre dans le bois où je l'attendais chaque jour. En la considérant, j'évoquais l'image passée dont son visage était si différent aujourd'hui.

Elle me dit au bout d'un moment :

— Vous aussi, vous êtes changé.

Ensuite, elle ajouta en soupirant :

— Mon Dieu! faut-il donc qu'on vieillisse. Penser que nous avons été hauts comme ça. Je vous revois comme si c'était d'hier. Il y avait là-bas une meule de foin où nous nous roulions ensemble... Fallait voir! Le pas par où j'entrais chez vous existe encore à travers la haie. Je le sautais plus d'une fois par jour, ce pas. Nous nous entendions bien tous les deux. Vous vous en souvenez ?

Je déclarai :

— Je m'en souviens. Vous habitiez par ici, au delà de l'enclos.

— J'y habite toujours. C'est à moi qu'est échue en partage la maison de mon père. Nous y avons demeuré, mon homme et moi.

— Vous avez été mariée?

— Je l'ai été, en effet. Mais je ne le suis plus : mon homme est mort depuis tantôt cinq ans. Vous l'avez connu aussi, Rousseau qu'on appelait le Rouge, à cause de ses cheveux couleur carotte?

— Oui, oui, je l'ai connu.

Tout en causant, nous nous étions mis à marcher dans un sentier qui desservait les jardins des maisons voisines. A la vérité, cette rencontre, toute fortuite, m'avait ému plus que je ne saurais l'exprimer. Elle aussi, d'ailleurs, était troublée et un peu de rouge était monté à ses pommettes sillonnées de rides et parcheminées par une vieillesse précoce. Après avoir baissé ses paupières sur ses yeux dont l'azur, pour ainsi dire lavé, s'était comme décoloré, elle reprit :

— Tout ça ne nous rajeunit guère. Ce n'étaient pas les plus mauvais jours, ceux-là. Quand vous êtes parti, je vous l'avoue, j'en ai eu un grand chagrin, toute gamine que j'étais. Et puis j'ai vu vendre tout ça et j'avais tellement l'habitude d'y venir que je me suis accoutumée difficilement au changement de maîtres. Ça me faisait l'effet d'être dépossédée moi-même.

Elle s'interrompit pour me dire :

— Voilà mon logis. Ce n'est pas un château, comme vous pensez... Vous y êtes entré autrefois bien souvent dans cette bicoque. Vous la reconnaissez? Pour le sûr, ça change moins que nous.

J'avais levé les yeux dans la direction qu'elle m'indiquait de la main et j'apercevais devant moi, à une cinquantaine de pas plus loin, une maison basse ayant en façade une porte et deux fenêtres et dont les murs lézardés grimaçaient de décrépitude. Nous nous arrêtâmes sur le seuil et elle me demanda :

— Vous me ferez bien le plaisir d'entrer?

Elle ouvrit sa porte, passa en s'excusant et je la suivis. Un instant après, nous étions assis l'un vis-à-vis de l'autre, nous observant, décomptant dans les rides qui maintenant tissaient sur nos deux visages leur toile d'araignée, les années que nous avions ainsi passées si loin l'un de l'autre.

Elle me dit :

— Vous m'aviez sans doute oubliée tout à fait?

Un peu de honte me fit pencher le front pendant que je protestai d'un geste.

Elle reprit :

— Je ne vous en veux pas. C'est bien naturel : vous avez tant de choses dans la tête. Moi, je me souvenais. Nous avons, nous, les pauvres gens simples, la mémoire du cœur plus tenace, ayant l'esprit moins chargé.

Je dis à mon tour :

— Vous êtes meilleurs que nous. Dans les grandes villes la lutte que nous avons à soutenir est trop acharnée ; si notre intelligence s'y affine, notre cœur y perd de sa sensibilité et c'est la moitié de la vie qui s'en va par là. Néanmoins, je n'ai pas totalement oublié les souvenirs que votre présence me rappelle. Je suis heureux, plus heureux que je ne saurais vous le dire, de vous revoir. Dans le chaos du passé dont je viens de parcourir les décombres, vous m'apparaissez comme un rayon de soleil tombant à l'improviste d'un ciel obscurci de nuages; vous avez inondé mon âme de lumière et de chaleur et vous l'avez fait revivre.

Sur le point de trahir un attendrissement trop violent, elle se leva et se dirigea vers une armoire qu'elle ouvrit.

Elle prononça :

— Je vais vous montrer quelque chose qui va vous surprendre.

Je la vis fouiller dans un tiroir intérieur et en sortir des papiers qu'elle posa devant moi, sur une table. Elle n'eut pas de peine à trouver, dans cet amas, une enveloppe toute jaunie et, en tirant une lettre, elle dit tout bas comme un secret qu'elle se fût arraché du cœur :

— Voici une lettre de vous que j'ai conservée.

Je m'écriai, ne me rappelant pas lui avoir jamais écrit :

— Une lettre de moi?

— Oui, de vous. Vous aviez bien sept ans, quand vous m'avez écrit ça.

Elle me tendit le chiffon de papier plié en deux, jauni comme l'enveloppe, sentant le vieux... C'était moi, qui avais écrit ça... ça? Qu'avais-je bien pu écrire à sept ans de si précieux pour Rose qu'elle l'avait ainsi gardé? Mon cœur battait, une angoisse

délicieuse me chatouillait dans la poitrine, et ma main s'était mise à trembler si fort que je dus l'appuyer sur le bord de la table pour l'assujettir. Alors seulement je réussis à lire ces mots tracés en caractères allongés, écriture enfantine aux lettres appliquées, sans liaison entre elles :

« Viens t'amuser tout à l'heure avec moi après la classe, nous nous roulerons dans la paille et nous nous embrasserons. »

Et j'avais signé : « Georges. »

Comme il achevait, Georges Grandier, en quelque sorte, soulevé brusquement par une émotion qu'il n'avait pu vaincre malgré notre présence, s'était redressé en s'écriant : — Ah ! brave et chère vieille Rose ! Mais aussitôt il s'était ressaisi pour continuer, plus calme : Et maintenant pendant que je lisais, elle se tenait debout devant moi, les yeux fixés sur les miens pour deviner ce qui se passait dans le fond de mon âme. Il ne fallait pas, au surplus, être grand observateur pour l'y démêler. Cela devait se voir en mes regards, en mon sourire, sur mon visage tout entier, illuminé par la joie... Je lisais, je relisais... C'était moi l'auteur de ce doux billet... Ah oui ! brave et chère vieille Rose ! Je répétai balbutiant tel qu'un novice : « Et nous nous embrasserons ! »

Mais tout à coup, comme je lui prenais les mains, je la vis éclater en sanglots : — Oh ! oh ! oh ! fit-elle, je vous ai bien regretté, allez !

Nous n'en dîmes pas davantage. Elle pleurait, je pleurai avec elle.

*
* *

Ainsi Georges Grandier avait terminé. Puis il s'était tu, laissant son cœur s'épanouir dans ce passé. Durant quelques minutes nous avions respecté son silence. Ensuite, tous ensemble, nous nous étions levés pour prendre congé. Selon son habitude, il nous avait accompagnés jusqu'à la sortie de son jardin où nous nous étions séparés.

Il faisait, ce jour-là, un clair soleil ; sous le couvert des frondaisons nouvelles les oiseaux essayaient leurs premières notes. Nous étions tendrement émus, moins cependant de l'éclosion du renouveau que du vieux souvenir évoqué par le Maître, fraîche idylle par laquelle nous nous sentions l'âme plus intimement pénétrée que par tous les parfums du printemps.

Ed. Martin-Videau.

POÉSIES

Préface de M. Sully Prudhomme [1].

Au peu de variété des rythmes dont use Mlle Comert, on reconnait qu'elle a jusqu'à présent travaillé d'instinct, sans recherche, adoptant aussitôt la forme qui se prêtait le mieux à l'épanchement de ses douleurs, la strophe de quatre alexandrins à rimes croisées. Les débutants, en général, s'en contentent, et cela se comprend : cette forme offre aux plaintes et aux appels du cœur des échos prolongés d'une sonorité fidèle. On trouvera cependant, mêlés aux stances de ce genre, quelques autres pièces d'un moule différent, plusieurs sonnets, par exemple, fort bien venus, qui attestent chez la naïve artiste une aptitude, à peine encore utilisée par elle, aux combinaisons rythmiques. Sur son clavier limité elle n'est d'ailleurs plus une novice, tant s'en faut !

J'ai parlé de ses douleurs, origine de son inspiration. Le principe en est révélé, mais les circonstances qui les ont créées ne sont nulle part indiquées. Je les ignore et n'ai point à m'en occuper. La poésie personnelle de bon aloi n'est pas essentiellement une confidence, un confession individuelle. Son objet véritable est de retentir dans l'âme du lecteur par tout ce qu'il y sent d'humain. Elle ressemble à la fleur, dont les racines se cachent dans l'obscurité de la terre. C'est dans cette ombre intime que la fibre vivace fut mordue, et la blessure ne se trahit que par l'inclinaison de la tige et la pâleur de la corolle. Cela uniquement se livre au pinceau de l'artiste et aux yeux qu'il a pour mission d'enchanter. Le ressort de ma critique ne s'étend pas plus loin que l'expression de la douleur humaine par la beauté des vers. Il ne m'appartient de porter sur l'œuvre qu'un jugement esthétique et je la juge, sans hésiter, très remarquable. Aussi bien toute appréciation morale en serait, à mon avis, périlleuse et, dans tous les cas, foncièrement injuste si elle demeurait superficielle. Respectons la première épreuve que l'auteur a faite de la vie et qui, violemment, a rendu sa conscience à elle-même, je veux dire à son critère inné, en bouleversant de fond en comble l'édifice de ses croyances traditionnelles déconcertées par la rencontre du mal, du monde tel qu'il est. L'effondrement d'un ancien temple, au printemps, est poétique par excellence ; n'est-il pas dramatique, en outre, s'il s'écroule sur le front du poète ?

J'entends par un poète une âme impressionnable à un degré exceptionnel, qui ne peut pas, même au

(1) Extrait du volume *l'Ame et la Mort*, de Mlle M. Comert, édité par Alphonse Lemerre. Préface de Sully Prudhomme. Ce livre doit paraitre le 1er fevrier.

prix de son repos, même à tous risques, s'empêcher d'exprimer ce qu'elle sent, et l'exprime spontanément avec les ressources que l'harmonie prête au langage. Notre auteur, je n'en doute pas, remplit toutes ces conditions. Assurément la spontanéité ne dispense pas de l'apprentissage. Celui de Mlle Comert touche à son terme; elle ne prétend pas l'avoir achevé, mais ce qui manque à son art encore, ce n'est pas la qualité, ce n'est plus que la diversité de la façon. Ce recueil n'est donc pas un essai : je le recommande à tout curieux de poésie, comme on signale à un Hollandais un lot de tulipes représentant quelques types sans tares d'une collection à compléter.

Je m'aperçois que cette présentation du livre au lecteur se fait longue, et j'oubliais l'occasion qu'elle m'offre et que je m'étais promis de saisir. J'avais en effet le dessein de rechercher la cause de l'illusion que se font sur leur vocation tant d'auteurs d'essais poétiques avortés.

Il semble, au premier abord, infiniment plus facile de versifier que de jouer du violon, par exemple. C'est pourtant de part et d'autre faire de la musique. Il est vrai que, pour être sensible aux temps égaux ou proportionnels frappés par une césure, à une assonance terminale, il n'est pas nécessaire d'être plus musicien que pour battre exactement la mesure. Il est vrai encore que dans le vers le rythme s'identifie à la mesure et n'exige pas pour être senti plus d'oreille que celle-ci. Il est vrai enfin que le vers est affranchi de la note et qu'il est plus facile aux doigts du novice de compter des syllabes que de diviser exactement la corde pour faire la note. Mais, en revanche, il existe deux facteurs d'harmonie étrangers au violon et propres au vers.

C'est, en premier lieu, la pluralité des timbres, car sur un violon tous les sons ont le même timbre, tandis que, dans le vers, chacune des voyelles a son timbre spécial, différent de celui des autres, de sorte que l'harmonie du vers est une symphonie : versifier c'est orchestrer. En second lieu, les consonnes, qui n'existent point ou n'existent qu'à l'état rudimentaire dans les sons de la musique notée, modifient, au grand bénéfice de l'expression, ceux des voyelles dans les syllabes. Les effets harmonieux de ces deux facteurs sont infinis; outre la satisfaction que donnent à l'oreille, d'un côté la rime et, de l'autre, la césure par les intervalles attendus qu'elle marque, le vers est par eux capable d'en procurer une autre beaucoup plus raffinée et très complexe. Grâce aux consonnes et surtout grâce aux voyelles diversement timbrées et accentuées (les fortes introduisant des césures supplémentaires dans chaque hémistiche), les syllabes, par leurs rapports harmonieux, font des deux hémistiches deux phrases musicales qui se composent pour former un ensemble que nul violon, nul instrument isolé n'est en possession de fournir. Mais pour obtenir ces effets il faut être spécialement doué. Il faut l'être même pour tirer de la rime tout le parti possible; une belle rime doit remplir deux conditions qui semblent inconciliables : satisfaire une attente et causer une surprise. Quiconque n'est pas artiste en poésie se contente de remplir la première condition et ne s'inquiète pas de la seconde.

En résumé, la confection d'un vers digne de ce nom, présente des difficultés étrangères à la composition d'un morceau pour instrument seul, et en offre d'analogues à celles qui sont inhérentes à la symphonie. J'aurais à relever d'autres difficultés encore, si, au lieu de me borner à considérer le vers, j'examinais les lois musicales de la strophe, de la combinaison des vers de même rythme ou de rythmes différents. J'ajoute enfin que la musique notée n'a point à préciser, à définir ce qu'elle exprime et ne le pourrait d'ailleurs pas, et que par cela même la pensée musicale est exempte d'un souci qui accroît et complique singulièrement la tâche du poète.

Or les débutants, en général, et beaucoup d'autres comme eux, ne se doutent même pas de l'importance capitale des éléments essentiels de notre art dont je viens d'ébaucher l'analyse, et par suite ne soupçonnent rien des difficultés qui en dérivent. Les manuels de versification consultés par eux ne signalent pas ces éléments supérieurs, parce que ceux-ci ne sont pas soumis à des règles définies. Le nombre de syllabes requis, la césure correcte et la rime suffisante sont, au contraire, définissables, mais peuvent constituer un vers parfaitement plat et le versificateur, à moins d'être poète, peut fort bien ne pas s'en apercevoir, s'illusionner sur la qualité de sa production. Ce sont là, en effet, les éléments rudimentaires du vers, c'en est l'ossature, sans laquelle il n'existe pas du tout, mais par laquelle il n'existe pas encore : il y manque le mordant ou le poli des consonnes, les timbres variés des voyelles et leurs accents, qui seuls peuvent y ajouter les muscles, les nerfs, le sang et le souffle, en un mot la vie. A défaut de ces apports qui doivent compléter son canevas musical, le vers demeure inexpressif, dépourvu de toute originalité, et il n'est pas, à proprement parler, *nombreux*. Or, c'est à l'instinct, au sens du nombre que se reconnaît la réelle aptitude à l'art poétique. Par malheur ce sens peut faillir au versificateur à son insu. Poète peut-être, mais par le cœur et l'imagination seulement, il ne l'est, hélas! qu'à demi. Parfois, au rebours, il n'a du poète que l'oreille, et, dans ce cas fréquent, il ne l'est encore qu'à moitié.

Pour l'être entièrement, il doit, comme je l'ai dit

en saluant le jeune auteur de ce petit livre, sentir avec une profondeur et une vivacité rares, et céder à un incoercible besoin de rendre ce qu'il sent par le langage le plus musical possible. Il n'y parvient pas du premier coup, mais son stage est fatalement progressif, et le précoce talent de Mlle Marguerite Comert témoigne que chez le vrai poète, le poète-né, l'artiste ne se fait guère attendre.

SULLY PRUDHOMME.

EXIL.

O France, tu n'es pas ma première patrie ;
Je porte dans le cœur d'autres cieux que les tiens.
Derrière l'horizon de ta rive chérie,
J'en cherche un autre, hélas ! dont je me ressouviens.

J'évoque le pays des figuiers et des palmes
Où le colibri valse en l'air tiède et rosé,
Où sur les sables d'or et sous les azurs calmes
Entre l'onde et le ciel mon berceau fut posé.

Là, plus bleu que le tien, ô Méditerranée,
Le flot des océans où le corail fleurit
Baise éternellement la terre où je suis née,
L'absente qui toujours me hante et me sourit.

A cette abandonnée un mystère me lie :
Rêvant vers le passé d'impossibles retours,
Souvent je lui demande avec mélancolie
Qu'auraient chez elle été mon sort et mes amours.

MON CREDO

A mon frère.

Je crois à la beauté ; je crois que la lumière
A pour elle jailli du noir chaos des cieux,
Et que sa forme auguste est la raison première
Qui fit éclore une âme au paradis des yeux.
Ses lignes sont des lois, et je crois que sans elles,
Rien n'aurait palpité, ni les cœurs, ni les ailes !
L'infini dormirait vide et silencieux.

Je crois à la Vertu, sérénité de l'âme
Qui fait douce la vie au long des mauvais jours ;
Elle est le phare où veille une suprême flamme
Sur le flot ravisseur des dieux et des amours.
— J'aime un noble devoir comme une haute cime ;
Je crois qu'ils ont tous deux un horizon sublime
Et que la paix du cœur vaut la paix des contours.

Je crois à l'avenir, à l'immortelle sève
Qui nous rendra toujours, après l'hiver, l'été ;
Et la fragilité de la fleur et du rêve
Ne me fait pas douter de leur éternité.
Mon front sceptique a vu trop de printemps renaître
Pour penser que le lis puisse un jour disparaître,
Pour craindre que le nid soit jamais déserté.

Je crois à l'idéal, à la vision claire
Permise à celui-là dont l'esprit fier et pur,
Sans vulgaires soucis de gloire ou de salaire,
Ne recherche que l'art en son labeur obscur.
Trop heureux, si du ciel qu'il ne saurait atteindre,
Il peut parfois sauver un reflet de s'éteindre
Avec ses yeux épris d'incorruptible azur.

Je crois à la Pitié sainte avant l'Évangile,
Clémente avant Jésus. Pour baiser et guérir
Son flot compatissant a jailli de l'argile
Du premier cœur humain qui vit un cœur souffrir !
C'est la justice vraie et la meilleure étoile
Que découvre la vie aux mornes plis du voile
Qui ferme l'horizon où l'on naît pour mourir.

O chrétiens, comme vous j'ai ma « terre promise » !
C'est la terre tranquille où tous nous dormirons,
Où par l'oubli sacré toute faute est remise
Aux repentants et même aux endurcis larrons. —
Je crois qu'aux noirs tombeaux qui font pleurer les femmes
La nature sereine, ayant cueilli nos âmes,
En poème de fleurs épanouit nos fronts.

LÉGENDE

Le Seigneur choisissant une vertu profonde
Lui dit : « Va sur la terre et me rapporte aux cieux
Ce que tu trouveras de meilleur dans le monde,
Les plus rares joyaux et les plus précieux. »

Et la Pitié chez nous descendit ; noble et tendre,
Dans nos rudes sentiers elle erra longuement.
Ayant su tout aimer, ayant su tout comprendre,
Elle s'en retourna vers le clair firmament.

Ses yeux portaient des pleurs, son front portait des rides,
Son cœur meurtri saignait comme aussi ses pieds las ;
Et dans ses doigts ouverts lamentablement vides
Le trésor demandé ne resplendissait pas.

Or le Juge éternel dit à la pèlerine :
« Dans les terrestres champs n'as-tu rien moissonné ?
— Non, je n'ai rien cueilli sur la terre orpheline,
Car le meilleur y fut le peu que j'ai donné. »

INSOMNIE

Sur mon chevet fiévreux un crucifix se penche
Où meurt le dieu d'amour impuissant à garder
Le rêve qui s'éteint dans le sang qui s'épanche
De son front douloureux que j'aime à regarder.

Durant les nuits d'angoisse où je compte dans l'ombre
Mes maux par l'insomnie et la fièvre empirés,
Je me tourne toujours, quand mon cœur tremble et sombre,
Vers cet agonisant, vers ses yeux chavirés.

Je me tourne vers Lui, je l'appelle et l'implore ;
Hélas ! je crois le voir m'écouter et frémir
Tant que l'ombre pieuse emplit et décolore
Ses bras toujours ouverts où je voudrais dormir.
Dans l'éclat triomphant du jour je le renie,
Car ce mourant est mort ; mais son rêve trompeur

Pourtant m'assiste seul dans mes nuits d'insomnie,
Les lamentables nuits où je doute et j'ai peur.

ELLE ET MOI

La Nature m'a dit : « Je tarirai tes larmes,
Écoute-moi chanter! regarde-moi fleurir!
Ne te lasse jamais de contempler mes charmes,
Mortelle, et de ma gloire en qui tu dois mourir
Apprends que rien ne vaut la peine de souffrir! »

Et j'ai tourné mon front déçu vers l'Éternelle.
Elle m'a révélé la forêt solennelle,
L'océan indompté, le vallon gracieux!
Elle a fait au miroir étroit de ma prunelle
Passer l'éclat changeant des saisons et des cieux.

Dans les bois, sur les flots, j'ai goûté l'harmonie
Qui sort des nids, des mers et de l'immensité;
Mais je n'ai pas senti dans mon cœur attristé
Les ruisselants regards de la voûte infinie
Épancher leur lumière et leur sérénité.

La joie universelle à mon deuil solitaire
Ne peut faire oublier la pâleur d'un tombeau.
Ce que je pleure est mieux que le ciel et la terre;
Et devant leur splendeur et devant leur mystère,
J'ai répondu toujours : « Mon rêve était plus beau! »

L'INUTILE AVENIR

Mes amis n'ont jamais mesuré mon tourment;
Tous ignorent le poids du regret qui me lie
Au cher passé, le poids de la mélancolie
Qui rattache mon âme à l'adieu d'un moment.

Et ces consolateurs inclinés vainement
Sur le triste secret de ma tête pâlie,
Prétendant que je suis à l'âge où l'on oublie,
Veulent m'entretenir de l'avenir clément.

Car il n'est que moi seule au monde qui connaisse
Mon mal, et sache bien, hélas! que ma jeunesse
N'éclaircit point le deuil dont mon cœur est voilé.

Qu'importe au naufragé quand sa nacelle sombre,
Quand il glisse éperdu sous la vague et dans l'ombre,
Que la mer soit immense et le ciel étoilé?

A L'OUBLI

Oubli, posant sur moi tes mains victorieuses,
Chasse le souvenir de tout ce que j'aimais;
Car je veux ressembler aux nuits mystérieuses,
Aux nuits dont les yeux d'or ne pleureront jamais.

Leurs regards sont témoins et leur ombre est complice
De notre inquiétude et de nos trahisons;
Mais, sans reflet du gouffre où le criminel glisse,
Leur ciel est uniforme à tous les horizons.
Leur profondeur où s'ouvre une route infinie
Pour l'astre aux longs cheveux qui ne reviendra pas,
Plus intenses nous rend l'amour et l'agonie,
Le charme du baiser et l'horreur du trépas;

Pourtant ni le souci ni l'écho de nos plaintes
N'atteignent la comète au formidable vol,
Dont la lueur lointaine ignore les empreintes
Que les pleurs et le sang marquent sur notre sol.

Cher oubli, fais ma vie à mon cœur étrangère
Comme à l'astre en son vol un nuage effacé,
Et fais le front où luit mon âme passagère
Pareil aux calmes cieux où l'étoile a passé.

Ouvre-toi vaste et pur, Oubli, clément abîme!
Mon être est altéré de paix et de pardons;
Verse, dans ta candeur indulgente et sublime,
L'excuse et le remède à tous mes abandons.

Hélas! rien ne valant au livre de ma vie
Le désir d'un retour, l'aumône d'un regret,
Vers ta coupe je tends ma lèvre inassouvie.
Efface ma misère et garde mon secret.

A l'abri des remords aux voix impérieuses,
Rendue à l'ignorance où jadis je dormais,
Je veux être semblable aux nuits mystérieuses,
Aux nuits dont les yeux d'or ne pleureront jamais.

MARGUERITE COMERT.

LIVRES NOUVEAUX

Pierre Loti : Figures et choses qui passaient [1].

Un des romans rustiques de Bjœrnson, — c'est, je crois, Arne, — met en scène un poète paysan à qui son amie demande comment il s'y prend pour faire des vers : « Les autres hommes, répond-il, laissent fuir leurs idées, et moi je les retiens. » C'est aussi le don de M. Pierre Loti de retenir et de fixer les images qui se reflètent inutilement en tant de prunelles indifférentes, les sensations qui s'abolissent si vite en tant d'êtres capables seulement d'une vibration passagère et vaine. Comme sa vie fut voyageuse et que son âme est avide, il a recueilli une collection d'impressions très riche et variée. Et cela fait une des œuvres littéraires les plus curieuses de notre temps.

Pour la caractériser d'une manière commode, on prononce le mot de cosmopolitisme. Ce n'est pas difficile à trouver et c'est bientôt dit. Mais les mots sont traîtres et il faudrait regarder celui-là d'un peu plus près.

M. Paul Bourget est un écrivain cosmopolite et son œuvre ne ressemble en rien à celle de M. Pierre

(1) 1 vol. in-18; Paris, Calmann Lévy, 1898.

Loti. Dans les livres qu'il sous-intitule « études de mœurs cosmopolites », M. Bourget considère des Italiens, des Anglais, des Polonais, des Autrichiens, tous gens d'Europe, et s'il a une fois poussé outre-mer, ce fut pour visiter les États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire un pays de race et de civilisation anglo-saxonnes. Encore, parmi ces « européanisants », déjà si semblables à nous et si semblables entre eux, ne s'intéresse-t-il qu'aux hautes classes, dont le propre est d'uniformiser encore plus les individus, en leur imposant les mêmes règles de tenue, les mêmes rites sociaux et, sur tant de points, des façons analogues de sentir et de penser. Son art consiste à noter les quelques dissemblances foncières, que le sang maintient sous ce vernis, tout au fond de l'être, à expliquer par là des affinités ou des répulsions sentimentales, et à en déduire de tragiques conflits intimes. Cela seul lui importe. Que voudriez-vous qu'il fît d'un Chinois ou d'un nègre? Sa psychologie s'en soucie à peu près autant que d'un singe. Les nègres et les Chinois sont d'une complexion trop radicalement différente de la nôtre pour qu'entre eux et nous s'accomplisse l'échange spirituel, la mystérieuse opération sur laquelle il se penche — avec l'appréhension délicieuse d'une explosion qui dispersera violemment les éléments qui cherchaient à se combiner et épouvantera les spectateurs. Rome, Paris, Cannes, nos grandes villes et nos grandes plages sont pour lui les creusets où se produisent ces merveilleuses réactions psychiques. Il se félicite de ce que les conditions de la vie moderne offrent aux âmes étrangères ces inappréciables lieux de rencontre. Psychologue, il se livre au cosmopolitisme comparé, si j'ose dire, et je ne le dis qu'au prix d'un pléonasme, puisque cosmopolitisme implique l'idée de rapport. Tout simplement, il est un vrai littérateur cosmopolite.

En est-il de même de M. Pierre Loti? A celui-là nos Cosmopolis apparaissent de mornes lieux de réunion, où s'assemblent, en troupeau, des individus indiscernables dont le type et la nationalité se dissimulent sous le même accoutrement grotesque, sans style ni raison. « C'est un des bienfaits du siècle — écrit-il ironiquement — que, dans une ville balnéaire, il soit impossible de dire, à première vue, si l'on se trouve à Ostende, à Trouville, ou encore à Saint-Sébastien. » Un Yankee millionnaire, un mondain de Vienne ou de Varsovie sont pour lui des êtres d'une banalité écœurante. S'il les rencontre sur sa route, il leur applique, tout de suite, la suprême injure, celle de « touristes » « vomis » par le paquebot ou l'Orient-express. Il déplore que la vie moderne, en rapprochant les types primitifs, les use, les détériore, les fonde en une masse monotone et grise. Il maudit « le chemin de fer, plus niveleur que le temps, propageant la basse camelote de l'industrie et des idées modernes, déversant, ici comme ailleurs, de la banalité et des imbéciles ». Il ne souhaite point que les races se pénètrent, pour produire de nouveaux phénomènes psychiques, mais qu'elles s'isolent, pour garder intacts les costumes, les attitudes, les traditions, le langage, la foi des ancêtres. Il ne chérit que celles qui défendent encore leur patrimoine et il tremble qu'elles ne le laissent amoindrir. Il écrit, par exemple, en 1893, à propos d'une visite au sultan Abdul-Hamid : « Pauvre grande Turquie, si fière à l'époque où la foi, le rêve sublime et la noble bravoure personnelle faisaient la force des nations, comment sera-t-elle bientôt, entraînée fatalement dans l'universelle banalité moderne, aux prises avec les mille petites choses mesquines, pratiques, utilitaires qu'elle pouvait dédaigner jadis? Comment sera-t-elle surtout, quand ses fils ne croiront plus?... En exprimant mon attachement pour ce peuple si brave, j'aurais été tenté, pourtant, de laisser paraître un peu de mon inquiétude attristée, d'essayer de savoir si le Calife, au delà des transitions effroyables du présent, entrevoit quelque mystérieuse aurore des temps nouveaux que mes yeux moins clairs ne peuvent distinguer encore... » Inquiétude aujourd'hui dissipée, je pense, car le Calife et ses Turcs ont prouvé aux Crétois et aux Arméniens que la vieille Turquie existait encore. Mais il ne faut ni sourire ni se fâcher. Le sentiment exprimé là à propos des Turcs est fondamental chez M. Pierre Loti. Il faut, pour l'émouvoir, des races inaltérées, restées en parfaite harmonie avec le terroir qui les a longuement façonnées. De la réaction d'une race sur une autre ne peut résulter, à ses yeux, qu'une double et réciproque déformation. Cela vient, évidemment, de ce qu'il n'est pas un psychologue, mais un artiste amoureux du pittoresque. Cela fait qu'il n'est pas un cosmopolite. Il est justement tout le contraire.

On dira que je joue sur les mots et qu'il était bien simple d'écrire tout de suite exotisme. L'art de M. Loti est exotique, voilà qui est clair et il n'y a pas lieu de tant ergoter. Je prie que l'on m'excuse, mais ce mot ne me satisfait guère plus que l'autre. Il a le tort d'exclure toute une partie de l'œuvre de l'écrivain. Comment parler d'exotisme à propos des paysans basques de *Ramuntcho*, des marins bretons de *Mon frère Yves* et de *Pêcheurs d'Islande*? Après avoir été Arabe, Tahitien, Japonais, M. Loti s'intéresse maintenant aux habitants d'Hendaye (arrondissement de Bayonne) et de Quimper (chef-lieu du Finistère). Son tempérament littéraire s'est-il donc soudainement modifié? C'est bien improbable, et j'aime mieux croire que c'est nous qui nous servons de mots impropres. Tout bien réfléchi, ce n'est pas tant le lointain dans l'espace que le lointain dans le temps

qui séduit M. Pierre Loti. Son goût dominant est le goût du primitif.

Il est très vrai que le primitif, il l'a trouvé tout d'abord dans les contrées exotiques. Avouons que c'est là qu'il avait le plus de chances de le rencontrer. Il n'y a rien de tel que les « sauvages » et les « barbares », Tahiti et le Sénégal, le Maroc et le Japon, Constantinople et Jérusalem, pour se garder de l'affreux esprit moderne. La vie errante lui fit connaître ces régions dont son imagination s'enchanta. Mais, sédentaire, il se fût peut-être contenté à écrire des romans dans le genre de *Salammbô* ou de *Vamireh*. Les livres qui, dans son enfance, disputèrent sa faveur aux récits de voyages furent, à ce qu'il nous conte, la Bible et « un grand livre à images traitant du monde antédiluvien ». Ces deux goûts voisins s'unirent, se fondirent dans ses premières œuvres, sans que sans doute il en eût bien conscience; mais à mesure que son talent devint plus mûr et plus réfléchi, il aperçut plus clairement que le primitif était, pour lui, l'élément premier du pittoresque. Je n'en veux pour preuve que le livre dont j'ai inscrit le titre en tête de ces lignes. Il y a là cent pages admirables : les *Trois journées de guerre en Annam*. Elles vous laissent l'impression la plus vivante, la plus obsédante, du monde jaune, de son étrangeté, de sa barbarie, de la guerre qui se fait là-bas. Au soir de la bataille, deux officiers de marine se reposent en des fauteuils dorés et sculptés, dans une pagode à moitié détruite, sous des lueurs d'incendie, parmi des pavillons et des draperies de soie brodée, les lances, les bambous, les hampes d'étendard bariolées d'or, les bouddhas de jaspe, les monstres de porcelaine, éclatant l'un après l'autre sous la flamme, les dieux et déesses en bois doré gisant sur le sol, — avec les ombres des matelots affairés, auprès des feux, à leur cuisine, et, tout autour, le halètement des ennemis mourants, l'horrible han! han! qui monte de la plaine et de l'ombre. Quelle sensation croyez-vous qu'il se dégage de tout cela pour ces officiers? celle du passé :

« Vaguement tout cela fait penser à des scènes du passé, à des pillages, à des invasions de l'Asie ancienne... Et les deux officiers qui sont là dans leurs fauteuils de cour se communiquent cette impression qui leur est venue; ils se le disent en riant d'eux-mêmes, naturellement, en tournant en plaisanterie leur idée, par habitude de toutes les situations et par esprit moderne de tout gouailler. Au fond ils éprouvent bien ce sentiment-là qui les charme un peu : veillée dans quelque camp d'Attila ou de Tchengiz. »

Oui, c'est bien cela, se dit M. Pierre Loti, et cette réflexion lui donne aussitôt la note exacte de sa description : ces soldats annamites qu'on a tués tout à l'heure et dont le souffle d'agonie emplit la nuit, ces soldats avec leurs rudes crinières longues et éparses, leurs petits yeux féroces aux coins retroussés, leurs robes flottantes tout d'un coup haut troussées pour la fuite, c'étaient des Huns; cette ville de Hué où peut-être on entrera demain, ville à quintuple enceinte où se cache un roi dont la vue est mortelle à ses sujets, c'est une ville millénaire; cette ambassade de mandarins qui tout à l'heure viendra demander la paix, en pleine nuit, silencieuse et effarée, est aussi une vision d'un âge extrêmement reculé; et ce courtisan étrange, de sexe ambigu, sur qui s'appuie le ministre annamite, en descendant de son palanquin, fait songer « à ces *enfants asiatiques* que les raffinés du Bas-Empire latin faisaient venir à grands frais et attachaient à leur personne comme chose de mode et de luxe. Sans doute cet Extrême-Orient immobilisé, si vieux avant notre ère, n'a pas changé depuis l'époque romaine. »

Il est facile alors de s'expliquer que M. Loti s'intéresse à la Bretagne et au pays basque autant qu'aux plus lointaines contrées d'outre-mer. Basques et Bretons sont aussi de très vieilles races que l'esprit moderne n'a pas gâtées. Au milieu de nous, cernés, assiégés par notre uniformité et notre banalité, ils continuent obstinément à donner une note ethnique originale. *Mon frère Yves* n'est point indigne de fournir un pendant à *Madame Chrysanthème*. Et dans *Figures et choses qui passaient* on ne saurait s'étonner de trouver à côté des *Trois journées de guerre en Annam* une série de notations basques. Il n'y a qu'à lire d'un peu près, pour voir que ces pages-ci procèdent de la même impression que celles-là et que le charme qui s'en dégage est le même : le charme du primitif. Longtemps, un an, M. Pierre Loti avait habité l'*Euscalerria* sans y découvrir rien de bien particulier, sans s'apercevoir qu'il s'y attachait, quand un jour « l'âme antique de la race » lui apparut, surgie « du sol, des arbres, des mille choses ». Dans la mélancolie de l'arrière-automne, il contemple ce paysage si souvent regardé...

« Et ce grand calme silencieux de tout, cette tranquillité inaltérée de l'air, cette immobilité des lumières douces et des grandes ombres nettes me donnent d'abord l'impression d'un temps d'arrêt dans le mouvement vertigineux des siècles, d'une réflexion, d'une immense attente, — ou plutôt d'un regard de mélancolie jeté sur le passé, sur l'antérieur des soleils, des êtres, des races, des religions... Je prends conscience de tout ce que ce pays a gardé de particulier et d'absolument distinct. De l'ensemble des choses et des êtres ambiants se dégage, aux yeux de mon esprit comme une essence vivante; pour la première fois, je sens exister ici un je ne sais quoi à part, mystérieux — destructible, hélas! mais imprégnant tout et s'exhalant de tout, sans doute l'âme finissante du pays basque... »

L'âme d'une race subsiste encore là! Dès lors

l'attention de M. Pierre Loti est en éveil, il a où se prendre, et, de page en page, il recueille les traits d'archaïsme, reprenant, faisant sonner comme des *leitmotiven*, ceux qui lui semblent le plus caractéristiques : cette langue millénaire que les étrangers n'arrivent jamais à bien entendre, ces roues massives, disques de bois plein, qui donnent aux chariots l'air de chars antiques, l'attitude de noblesse et de dignité des hommes, les figures entièrement rasées, « les regards des vieux temps », le son grêle des flûtes, semblable à celui des flûtes arabes, la vieillesse des maisons, la cadence *à cinq temps* des airs et des danses, le son barbare des cris d'accueil et de joie. Et son bonheur est de noter une cérémonie traditionnelle où les vieux rites sont restés immuables, comme l'entrée en charge de l'alcade de la mer, la procession de Roncevaux, ou la messe de minuit chez les capucins de Fontarabie, ou encore la danse des épées... D'elle-même la pensée du lecteur unit le pays basque, si vieux, au vieux pays d'Annam, découvrant ainsi l'unité de l'œuvre de M. Pierre Loti et le trait primordial de son tempérament d'écrivain.

Je ne crois pas avoir besoin de conclure que l'œuvre de M. Loti est pittoresque. Elle est aussi affective. Là les sots n'ont pas manqué de rire. Il ne faut pourtant pas un bien grand effort pour apercevoir que la sensibilité de M. Loti n'est ni factice ni mensongère, mais dérive du même fonds naturel que son esthétique. Elle se prouve sincère, déjà, par cela seul qu'elle va, elle aussi, aux primitifs. Je ne parle pas seulement des « amoureuses de Loti », de Rarahu et d'Aziyadé, des petits êtres dont l'âme enfantine et simple l'a passionné. Je pense aussi à sa préférence pour les humbles et les petits, pour tous ceux qui sont restés le plus près de la terre et de la nature, qui échappent le plus à l'artificiel, pour ses paysans, ses matelots, ses domestiques, pour les enfants surtout dont il parle avec un accent si vrai, si profond, si exempt de toute fausse et agaçante sensiblerie. Que sa sensibilité s'attache à de tels objets, cela est significatif. Ce qui l'est plus encore, ce sont les causes générales qui provoquent cette sensibilité.

M. Loti s'en tient aux sentiments primitifs et fonciers de l'âme humaine. L'amour et la mort, transmettre la vie et la perdre, voilà le fond de notre destinée. Aux civilisés de raffiner là-dessus et de compliquer cela d'autres préoccupations accessoires. M. Loti pour sa part n'en veut rien faire. Il n'a guère médité en sa vie que sur l'amour et la mort, et l'amour et la mort tout nus, si j'ose m'exprimer ainsi.

L'amour tenait autrefois la première place dans ses livres. Il recule maintenant, de plus en plus s'efface de ces pages où la mort s'installe en maîtresse. *Ramuntcho* est presque un livre symbolique où la mort triomphe de l'amour. Il n'y a pas un récit d'amour dans ce dernier volume : *Figures et choses qui passaient*, et la mort y est partout. Sur les bords de la rivière de Hué, après la tuerie du jour, elle est éparse dans la nuit ; elle gît ou se traîne sur la plaine, poitrines trouées, bouches qui réclament une goutte d'eau, pauvres mains tremblantes qui font aux vainqueurs l'humble *tchin-tchin* de l'Asiatique ; elle fait monter de toute la plaine sa clameur horrible, le han ! han ! qui oppresse et obsède, et elle en fera monter, au matin, son atroce odeur. Au paisible pays basque, elle n'étale point d'aussi impudents charniers, mais partout, dans des recoins, elle est tapie en sournoise. Ainsi au couvent des capucins où se chante la messe de minuit : «

« Ici tout est pour rappeler la mort : elle plane lourdement au-dessus de ces quelques centaines de têtes courbées. Chaque dalle de cette église est une dalle funéraire et on a conscience que ce sol où l'on marche est plein d'ossements. De cette foule de paysans et de pauvres où les vieillards dominent, s'exhale une odeur de cadavres que l'encens ne dissimule pas. On entend çà et là des toux creuses qu'exagère la sonorité de la voûte. Et de fait ce n'est que la terrifiante pensée de la mort qui, ce soir, réunit là tous ces êtres d'un jour, pour l'effort commun d'une prière. C'est contre la mort que sonnent toutes ces cloches d'église dont le bruit s'élève en ce moment de partout et remplit la silence. Et c'est contre la mort aussi qu'a été érigée cette grande vierge blanche, seule éclairée par la flamme des cires, dans la chapelle sombre. »

Lisez aussi *Passage d'enfant*, le passage d'un pauvre petit de la terre à l'inconnu, qui fait songer à ces autres pages si touchantes d'un précédent livre : *Tante claire nous quitte ;* lisez aussi *Profanation*, qui est une terrible scène d'exhumation dans le cimetière d'Hendaye, un appel, à notre piété, de laisser les corps en paix, de ne pas rouvrir les tombes, de ne pas porter la main sur les ossements, de faire comme les Orientaux « qui détournent un chemin plutôt que de déranger le plus humble des morts ». Lisez cela et vous vous souviendrez que Pierre Loti a écrit le *Livre de la pitié et de la mort*, et à sa première ligne : « Ce livre est encore plus moi que tous ceux que j'ai écrits jusqu'à ce jour. »

A toutes nos tristesses nous cherchons un remède et l'on n'a encore trouvé d'autre remède à la mort que la religion. De là la religiosité profonde de M. Pierre Loti. A l'œuvre de cet « exotique », de ce « pittoresque » (ô puérilité des mots !) le primitif sentiment religieux prête une gravité mélancolique, une grandeur. Il n'est point un croyant et n'adhère pas à un dogme précis, mais il ne saurait renoncer à « l'ineffable leurre chrétien », à « cette foi qui pendant des

siècles a donné aux mourants la paix souriante ». Il est convaincu « que jamais plus radieux mirage ne viendra enchanter les heures de souffrance et de mort ». Il ne saurait entendre parler dédaigneusement de la foi chrétienne. Cela lui arriva un jour : « Alors, dit-il, je me mis à défendre le christianisme avec une violence subite, comme si l'on m'eût outragé moi-même. »

Certes, il serait bon d'avoir à son chevet cette arme contre la mort. M. Pierre Loti sent trop bien qu'elle lui manque. Le sentiment de l'inanité, de la fugacité de tout l'accable : « Toujours cette dérision lamentable : aimer de tout son cœur des êtres et des choses que chaque journée, chaque heure, travaille à user, à décrépir, à emporter par morceaux ; — et après avoir lutté, lutté avec angoisse pour retenir des parcelles de tout ce qui s'en va, passer à son tour. » Comment empêcher que les visions qui nous charmèrent, les êtres que nous avons aimés disparaissent à jamais, coulent au néant ? M. Pierre Loti recourt à un des rares moyens, au seul moyen peut-être que nous fournisse notre misérable nature : il écrit. On forcerait à peine sa pensée, en disant qu'il s'est fait écrivain par horreur de la mort : « Le besoin de lutter contre la mort, a-t-il dit quelque part, est la seule raison immatérielle que l'on ait d'écrire. » Dans ses livres, il a essayé de fixer tout ce qui, dans sa vie, a passé.

Figures et choses qui passaient, le titre de ce dernier volume pourrait être l'épigraphe de l'œuvre de Pierre Loti tout entière.

Gabriel Syveton.

THÉATRES

Renaissance : *la Ville Morte*, tragédie moderne en cinq actes, de M. Gabriele d'Annunzio.

Il n'est pas facile de parler de la *Ville Morte*. Et la difficulté n'est pas tant de dire ce qu'on pense que de le savoir. Rien de plus légitime que le respect qu'on a pour un illustre écrivain. Nous devons lui « faire crédit », c'est-à-dire juger son œuvre avec précaution et révérence, nous efforcer vraiment de la comprendre, et, lorsqu'une partie nous en échappe, ne pas déclarer d'abord que c'est l'auteur qui s'est trompé : en un mot, être les vrais « interprètes » de l'ouvrage, tâchant à discerner, et à éclaircir quand il le faut, la pensée de l'écrivain. Je me rappelle avec quelle passion j'ai dévoré l'*Intrus*, émerveillé de ce mélange unique de Tolstoï, de Bourget, et de quelque chose aussi qui n'était ni à l'un ni à l'autre ; je me rappelle le vif intérêt avec lequel j'ai lu l'*Enfant de Volupté* et le *Triomphe de la Mort;* je me rappelle enfin mon effarement un peu inquiet et bientôt découragé, devant les *Vierges aux Rochers ;* et je tâche de toutes mes forces à goûter la *Ville Morte*... Il faut ici un peu de volonté et de parti pris... Je sais pourquoi j'en ai et que j'ai raison d'en avoir. Mais jusqu'à quel point en ai-je? je ne le sais plus très bien. Je suis incertain où finit ce que je pense et où commence ce que je veux penser. Quand j'admire, je me demande si je « n'y mets pas du mien » ; et je ne suis plus sûr, en somme, que de mon ennui, — puisque enfin toute opinion littéraire se résume en ennui ou en « amusement ». Ainsi mes précautions se tournent contre l'auteur. Et, pour avoir trop volontairement cherché à l'admirer, je me demande si mon admiration est bien sincère?... Essayons de voir clair dans cet amas de complications !

Quatre personnages : Alexandre et sa femme, Anne ; Léonard et sa sœur Blanche-Marie ; je néglige la nourrice, confidente obligée dans la « tragédie moderne » de M. d'Annunzio. Tous quatre sont venus s'établir à Mycènes ; les deux premiers poussés, j'imagine, par un ardent amour pour la Grèce ; Alexandre est poète, et son inspiration se fait plus haute et plus noble sur cette terre sacrée, source de toute beauté. Léonard aime la Grèce antique d'un amour aussi violent, mais, si je puis dire, moins platonique ; la beauté harmonieuse et parfaite de la terre antique ne lui suffit pas, non plus que les rêveries somptueuses ou délicates qu'elle éveille ; il veut la posséder elle-même, lui arracher ses trésors et ses mystères, il bouleverse la « Ville Morte », fouille son sol, profane ses tombeaux ; il veut voir de ses yeux, toucher de ses mains les reliques millénaires, il veut tenir entre ses doigts les cendres légères des héros disparus. Léonard a amené sa sœur : Anne a suivi son mari ; les deux hommes s'aiment depuis longtemps d'une amitié fraternelle ; et tous quatre vivent à Mycènes, grisés de soleil et de beauté, possédés par la grandeur et le charme de la ville morte.

Anne est aveugle. Privée du spectacle unique, elle l'imagine : la vie s'est réfugiée dans son cerveau et dans son cœur ; elle se fait lire les poètes grecs : elle les entend, et l'harmonie des vers et des pensées l'aide à deviner le décor qu'elle ne verra jamais. Ses sens, ses nerfs ont acquis une sensibilité singulière ; elle entend, elle sent l'approche de ceux qu'elle aime : leur moindre trouble se trahit, pour elle, dans une altération de la voix, dans un frémissement de la main. Depuis quelque temps, elle « voit » chez Blanche-Marie une exaltation de la joie de vivre, et en même temps comme une terreur de cette joie. C'est que Blanche-Marie aime : elle aime Alexandre. Et Anne, maîtresse de son secret, ayant aussi deviné l'amour d'Alexandre, lutte à peine : que

pourrait-elle faire? C'est la mort qui se reflète dans ses yeux sans regards; Alexandre a besoin de vie pour vivre, pour achever son œuvre. Anne, vieillie, — elle ne peut, même, depuis si longtemps qu'elle est aveugle, se rappeler son visage, — n'a pas le droit d'imposer son amour; et comme elle a pleine confiance (un peu trop, au moins pour Alexandre) en l'honneur de son amie et de son mari, elle disparaîtra, laissant l'un à l'autre ceux que le destin a faits pour s'appartenir.

Il est possible que cette abnégation « préalable » nuise un peu à l'intérêt du drame, qui a besoin d'une lutte. Il est juste de remarquer, en revanche, que la figure d'Anne est d'une grandeur et d'une puissance singulières, et qu'ainsi elle rend au drame ce qu'elle a pu lui enlever d'autre part... — Mais, par trois fois, des cris de triomphe retentissent au loin et Léonard paraît, bouleversé. Ses fouilles ont abouti enfin! Au milieu de splendeurs incroyables, les sépultures des Atrides ont été découvertes. Agamemnon, Clytemnestre, Cassandre sont là! Les bandelettes d'or gardent encore la forme de leurs têtes, et aussi les casques bardés d'or! Aux jambières d'or, on devine la sveltesse et la vigueur de leurs jambes, aux sandales d'or la fine et noble cambrure de leurs pieds. Et pendant que Léonard, haletant, poursuit son récit magnifique, une religieuse terreur l'envahit peu à peu. De ces sépultures profanées s'élève une horreur sacrée. Tous les crimes de la race superbe et maudite, parricide, adultère et inceste, sortent, avec les cendres, des urnes funéraires; l'antique beauté profanée va se venger.

Il serait facile de s'égayer sur ces « joyeux archéologues ». Laissons cela. Ce premier acte est tout près d'être un chef-d'œuvre : noblesse de pensées, images d'une splendeur et d'une nouveauté extraordinaires, langage admirable, sont les moindres de ses qualités. Il en a d'autres; il est clair et significatif; il crée avec netteté et puissance le milieu surnaturel, — hors de la nature, tout au moins, — où va se développer le drame... Et ici, je suis à peu près sûr de ne pas « en ajouter ».

Le reste, sans doute, n'est pas d'égale valeur. Peut-être, dans le drame, ne sent-on pas assez ce que M. d'Annunzio nous avait si bien montré au premier acte, la « possession » des personnages par la « Ville Morte », et la vengeance des mystères profanés. Peut-être aussi la violence des passions attire-t-elle toute notre attention, et ne nous laisse-t-elle pas le loisir de nous rappeler d'où elles viennent? Peut-être enfin quelques gaucheries d'exécution (par exemple, l'espèce de *quiproquo* qui, au quatrième acte, nécessite une trop longue explication entre Anne et Alexandre) arrêtent-elles notre émotion? — Je ne sais.

Quoi qu'il en soit, notre impression est un peu incertaine ; si la beauté de la forme nous ravit, le fond même du drame nous étonne plus qu'il nous touche. L'amour incestueux de Léonard pour Blanche-Marie n'était guère susceptible d'un développement suivi. Une fois qu'on nous l'a révélé, nous n'avons plus qu'à attendre le dénouement, qui est du reste d'une sauvage grandeur, — et « très atride », si j'ose m'exprimer ainsi.

Il faut savoir gré à Mme Sarah Bernhardt de nous avoir fait connaître la tragédie de M. d'Annunzio. En dehors même du juste intérêt qu'excite le nom de l'auteur, l'ouvrage est tout plein de beautés peu communes : le personnage d'Anne est admirable d'un bout à l'autre. Il est joué admirablement par Mme Sarah Bernhardt, saisissante de noblesse et de grandeur. Mlle Blanche Dufrêne est pleine de grâce et de poésie. C'est de poésie surtout que manquent MM. Brémond et Deval : ils sont pour quelque chose, je pense, dans l'impression incertaine que nous donnent les derniers actes de la *Ville Morte*.

* * *

Je parlerai de *Catherine* la semaine prochaine. Je me borne aujourd'hui à signaler le succès des *Transatlantiques*, de M. Abel Hermant; et je mentionne la représentation du théâtre féministe; l'*Enfant du Mari*, de Mmes Jeanne Meyerheim et Serge Rello est un drame bien construit en dépit de quelques inadvertances, et dont le défaut principal est d'être un peu une pièce à thèse. De l'esprit, des scènes émouvantes. Le succès a été plus qu'honorable.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Propos futiles.

Les animaux ont beaucoup fait parler d'eux cette semaine. Puissent-ils, comme jadis le chien d'Alcibiade, divertir notre attention des affaires publiques! Douces bêtes innocentes et candides, quel service elles nous rendraient!

* *

Les animaux ont fait un admirable héritage. Trois millions, disait-on tout d'abord. Les dernières nouvelles nous apprennent qu'ils ne recevront que deux millions six cent mille francs, tout au plus : c'est encore très honorable. La presse ne s'est pas montrée indulgente à la vieille personne très charitable qui leur a fait en mourant ce cadeau. Seul peut-être notre éminent confrère M. Bergerat s'est montré

sympathique aux bêtes fortunées : « Je pleure, a-t-il déclaré, de ne pas en être une! » On a dit, pour accabler la pauvre demoiselle : Plutôt que de se montrer si généreuse envers des quadrupèdes et des volatiles, comment n'avoir pas songé plutôt à tant d'infortunes humaines qu'il serait bon de secourir; il y a de petits enfants sans pain, il y a des vieillards sans asile, il y a des mères de famille... il y a... On avait beau jeu sans doute à dévider le chapelet sans fin de nos misères... Femme sans cœur, ajoutait-on, elle n'a donc pas vu souffrir ses frères!...

Certes, je veux bien accorder qu'on pouvait dire tout cela et toutes sortes de choses encore dans le même ordre d'idées. Mais ne peut-on dire aussi que cette femme généreuse avait bien le droit d'entendre à sa manière la générosité. Dans l'impossibilité cruelle où nous sommes tous de secourir tout le monde, ne nous est-il pas permis de choisir nos pauvres? C'est déjà très joli d'avoir « ses pauvres ».

Elle s'appelait Véronique. Enfant abandonné, on l'avait trouvée toute petite sous un arbre en fleurs dans le bois de Saint-Cloud. Et puis après? Je ne sais pas exactement ce qui survint. Toujours est-il qu'au cours d'une vie assez agitée elle fut aimée, très aimée, trop aimée peut-être. Elle en conclut, avec une apparence de raison, qu'on ne l'avait pas aimée du tout. Puis ce furent les maladies, toutes les misères, toutes les disgrâces. On la lâcha, on l'oublia. Et seules alors lui furent tendres, consolantes et sympathiques les douces bêtes innocentes et candides. Véronique leur fut reconnaissante. Quoi de plus naturel et de plus touchant? *Man delights me not, sir, nor woman neither*. Les hommes sont menteurs; les animaux, qui ne parlent pas, sont plus véridiques. On peut avoir confiance en eux : ils ne promettent rien!... Si Véronique, après l'abandon peu généreux des hommes, avait été trahie par les animaux, elle aurait sans doute aimé seulement les plantes, l'éternel murmure des arbres frémissants et le parfum des fleurs. Elle aurait consacré sa fortune en mourant à l'installation de serres chaudes, aménagées avec tout le confortable que nous aimons, pour éviter aux plantes la souffrance des durs hivers et des étés ardents. Car Véronique eut une âme sensible et compatissante : il serait fâcheux qu'on se moquât d'elle!

Ce qui démontre péremptoirement la grandeur d'âme de Véronique et sa générosité, c'est qu'elle n'a pas laissé la forte somme à son chat préféré ni à son perroquet de prédilection. Elle pouvait, avec trois millions (ou peu s'en faut), faire élever un palais merveilleux à cet animal privilégié, et, pour plus tard, un tombeau magnifique dont elle aurait mis les plans au concours. Bien d'autres qu'elle, avant elle, ont apporté quelque vanité somptueuse à l'édification de mausolées grandioses. Non, dans sa reconnaissance et dans la bonté de son cœur, Véronique a voulu aimer tous les animaux...

Avec l'argent de Véronique on établira pour les montées trop rudes des services de chevaux de renfort qui viendront en aide aux pauvres bêtes harassées; — on créera des inspecteurs qui dans les rues veilleront à la parfaite observation des lois protectrices des animaux; — on facilitera la retrouvaille, par leurs maîtres éplorés, des chiens perdus que la fourrière guette, — etc., etc., on pourra faire beaucoup de choses avec ces trois millions.

Malheureusement, avec ces trois millions, et même avec beaucoup d'autres millions, on n'adoucira par le cœur de l'homme, et c'est ce qu'il faudrait certainement avant tout pour le plus grand bonheur des animaux, — et pour le nôtre aussi peut-être.

***

Si Véronique vivait, j'irais l'interviewer sur le Bœuf gras. Que pensait-elle, la bonne créature, de cette exhibition ridicule de l'inoffensif ruminant? Il défile à travers les rues suivi d'un long cortège comme un roi magnifique. Cette royauté saugrenue qu'on lui donne,... il sait bien qu'il ne la mérite pas. Il sait bien qu'il n'a pas l'autorité qu'il faudrait pour être un chef, il manque d'énergie, de décision. Alors, il se demande mélancoliquement si l'on ne se moque pas de lui, et, dans l'incertitude, il se désole, ses grands yeux se remplissent d'ombre et sa lente rêverie s'attriste et se désespère.

On avait dit, il y a quelque temps, que la petite fête de l'an passé ne serait pas renouvelée cette année. Pourquoi? Par pitié pour le pauvre bœuf? Non, certes; on ne pensa même pas à lui. Seulement, l'habituel organisateur de nos joies, M. Zidler, est mort. Et puis, ces réjouissances-là coûtent très cher. Le conseil municipal veut bien contribuer pour sa part, mais c'est à l'Alimentation parisienne qu'incombent les plus gros frais; or l'Alimentation ne veut pas boire un bouillon pour un bœuf, — si j'ose m'exprimer ainsi. Et puis surtout, n'est-ce pas? nous n'avons guère envie de rire par le temps qui court, — ou plutôt, si, nous voudrions bien rire et penser... à autre chose, mais nous manquons d'entrain pour commencer.

Gloire à Rœdel! grâce à lui, nous aurons sans doute cette année encore un Bœuf gras, comme aux bonnes années joyeuses qui sont passées. Rœdel nous a pris par notre faible, — nous ou plutôt notre cher conseil municipal, mais c'est tout un : il se propose de célébrer la gloire de Paris! Cela vaut bien les cent et quelques mille francs qu'il y faudra : cette affaire va s'organiser.

On verra d'abord des Gaulois, et puis César, et puis l'empereur Julien, célèbre surtout à Paris pour s'être fait construire des bains au quartier Latin, et puis les Normands, et puis Philippe-Auguste, et saint Louis, et Louis XI, etc. A quelle époque s'arrêtera-t-on? Verrons-nous, sur des chars somptueux, l'image fidèle de nos plus récents potentats? de quelles allégories en carton-pâte l'ingénieux Rœdel les entourera-t-il?

C'est en somme toute l'histoire de Paris, c'est-à-dire toute l'histoire de France, qui défilera devant nos yeux étonnés. Conduisons nos petits enfants à cet instructif spectacle qui complétera sans les fatiguer leur éducation : évitons-leur ainsi quelques heures d'école, tout n'en ira que mieux.

Mais le bœuf? N'oublions pas qu'il s'agit d'un défilé du Bœuf gras. Comment l'introduire, ce ruminant, dans l'épopée de notre histoire?... Grave difficulté!... Il y a bien les rois fainéants, qui tentèrent d'introduire dans nos usages le « bovomobilisme ». Oui, sans doute. Mais Rœdel a trouvé mieux. Beaufort, le petit-fils de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, Beaufort, le frondeur, le débauché, le grand seigneur populaire, c'est lui qui présentera le bœuf : c'est tout naturel puisqu'on l'avait surnommé le roi des Halles. Voilà l'idée géniale. Ainsi sera rajeuni, une fois encore, le traditionnel défilé du Bœuf gras.

Renouveler un genre ancien, y a-t-il une gloire plus grande? A présent, tous les genres sont inventés, et nous ne pouvons plus qu'essayer des variations sur des thèmes connus : tous les thèmes sont connus. Admirons l'ingéniosité qu'il faut à nos auteurs d'A-propos pour célébrer annuellement la gloire de Molière et de Racine, à nos revuistes pour trouver toujours de nouveaux prétextes à d'agréables exhibitions de demoiselles décolletées, à nos grands critiques pour nous intéresser encore en nous parlant de La Bruyère et de Bossuet : si M. Émile Deschanel n'avait pas inventé « le romantisme des classiques » et M. Brunetière « l'application à la littérature de la méthode évolutive », je ne sais pas comment ils auraient fait. Les chroniqueurs aussi me paraissent très admirables, — mais sur ce point je ne veux pas m'étendre...

Il me semble pourtant qu'un temps viendra bientôt où l'on aura vraiment épuisé tout le stock des renouvellements possibles d'anciens thèmes, où l'on ne pourra plus concevoir, si ingénieux qu'on soit, un arrangement nouveau du défilé du Bœuf gras, un temps où toutes les chroniques *possibles* auront été faites. Hélas! hélas!... Mais non, ce temps ne viendra pas : l'humanité se hâte d'oublier tout ce qu'elle invente pour avoir le plaisir de l'inventer de nouveau. On oubliera le Bœuf gras de Rœdel. On oubliera nos chroniques, hélas! hélas!

Donc les animaux ont beaucoup fait parler d'eux cette semaine. Remercions-les et souhaitons que nos contemporains utilisent pendant quelque temps cet aimable sujet de conversation, ou bien quelque autre du même genre. Ces questions-là ne sont pas du tout passionnantes, c'est un mérite. Si l'on voulait se contenter de ces thèmes (un peu ténus, je l'avoue bien), les relations entre amis redeviendraient agréables et douces. Au lieu qu'à présent, les amis, les meilleurs amis, s'abordent ainsi :

— Qu'est-ce que tu penses de l'affaire?...

— Et toi?

— C'est bien, tu n'es qu'un misérable.

— Je ne te reverrai jamais de ma vie.

ANDRÉ BEAUNIER.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

Le concours récemment ouvert par la *Société française pour l'arbitrage entre nations*, pour un manuel élémentaire de l'histoire de France, n'a pas donné le résultat qu'on en attendait.

Des quatre ou cinq mémoires présentés, le meilleur n'ayant paru comporter que l'attribution d'une mention honorable, le concours reste ouvert jusqu'au 31 décembre de l'an prochain.

Le livre n'est pas facile à faire. La Société n'entend pas se contenter d'une exacte narration d'événements, à l'usage des enfants pour qui l'ouvrage sera écrit; elle la veut faite dans un esprit de « patriotisme et de justice » tout ensemble. Elle estime que l'enseignement de l'histoire doit être autre chose que ce qu'il a été jusqu'ici dans nos écoles, à savoir l'apologie systématique de la gloire militaire; — qu'il n'existe point de droit à l'oppression ni de droit à l'invasion, et que cela doit être enseigné aux enfants; que l'amour de la patrie et le respect des patries des autres sont choses qui se peuvent concilier, et que tant que l'écolier n'a pas appris à distinguer, dans l'histoire des peuples, la « bonne » gloire de la mauvaise, il ne sait pas l'histoire, ou qu'il la sait mal, ce qui est pis.

Voilà le programme.

Le Conseil municipal de Paris s'intéresse vivement, paraît-il, au concours de la « Société française », et compte faire du livre qu'elle couronnera le manuel de ses écoles.

La promesse a de quoi tenter les plus forts...

M. A. Debidour, ancien doyen de la Faculté des lettres de Nancy, réunit en volume les leçons du cours libre professé par lui à la Sorbonne, sur l'histoire des « Rapports de l'Eglise et de l'État en France, de 1789 à 1870 ».

M. A. Monod, frère de M. Gabriel Monod, achève la revision des épreuves de sa traduction des *Études sur l'Enfance*, de James Sully, qui paraîtra le mois prochain.

Préface de M. J. Compayré.

Le *Duc d'Aumale*, de M. Ernest Daudet, est annoncé en librairie pour le 1er février.

Le même jour :

De M. Bonneville de Marsangy, *le Chevalier de Vergennes, son ambassade en Suède.*

De M. Leclercq, ancien président de la Société de géographie de Bruxelles, un volume très documenté sur *Java.*

Déplacements.

— M. Paul Bourget est installé pour l'hiver aux Palmiers, près d'Hyères. Sa dernière nouvelle publiée récemment en feuilleton, *Deuxième Amour*, paraît en librairie ces jours-ci.

— M. Maurice Barrès est à Nice.

— M. le vicomte Georges d'Avenel, qui vit éloigné de Paris, depuis le deuil tragique qui le frappa, au mois de mai dernier, est en ce moment au Caire. Il y poursuit ses travaux sur la condition des paysans et des ouvriers au moyen âge, dont la *Revue des Deux Mondes* a commencé, il y a quelque temps, la publication.

A la *Société des Conférences*, mardi prochain, à deux heures, M. André Michel : « La Querelle des anciens et des modernes dans l'art contemporain ».

Le Père Didon publiera en volume à la fin du mois prochain des discours pédagogiques, sous le titre : *l'Éducation présente.*

Une nouvelle, à ce propos. L'Enseignement secondaire est représenté, dans les conseil de l'Exposition de 1900, par un « comité d'admission » dont le Père Didon fait partie. Ce comité fut invité, il y a quelques semaines, à élire son bureau, et l'on s'aperçut, l'élection faite, que l'enseignement libre n'y était point représenté. D'un vœu unanime, le comité proposa la nomination d'un second vice-président, et offrit cette vice-présidence au Père Didon, qui l'accepta.

Il ne reste plus qu'à faire ratifier par le ministre cette petite irrégularité, — le règlement n'ayant point prévu les doubles vice-présidences... On pense que le ministre ratifiera.

ÉMILE BERR.

L'AFRIQUE, Choix de lectures de géographie, par *L. Lanier* (Belin). — Encore un livre consacré au continent mystérieux, une véritable mine de renseignements pour tous ceux que passionnent les questions coloniales, et l'on sait s'ils sont nombreux aujourd'hui ! Je me rappelle que, quand j'étais écolier, l'année où on lisait au programme de géographie : « l'Afrique » était réputée une des plus belles pour les amis du *dolce far niente.* Il n'en est plus de même, oh ! mais plus du tout, si j'en juge par le manuel que j'ai sous les yeux. Sur la carte les mots grandioses : « territoires inexplorés » sont remplacés par un gribouillage menu, noms de fleuves, de montagnes, de tribus, de comptoirs fondés par les Européens. Les Livingstone, les Stanley, les Brazza et leurs émules ont créé là un vaste champ d'études et de luttes qui, espérons-le, demeurera toujours pacifique. Signalons une partie très originale de l'ouvrage : *la Bibliographie*, placée à la fin de chaque chapitre et donnant, par ordre alphabétique, les meilleurs ouvrages et les articles importants des périodiques français ou étrangers sur la matière parus en ces trente dernières années.

VOYAGE EN FRANCE, par M. Ardouin-Dumazet (Berger-Levrault). — La treizième série du monumental ouvrage qu'a entrepris l'auteur, nous conduit dans la Provence maritime, le long de ce littoral méditerranéen que la nature a fait si beau et que l'homme pourrait rendre si riche avec un peu de travail intelligemment poursuivi. Nous trouvons dans ce livre toute l'exactitude d'un guide du touriste sans la sécheresse pédantesque de ce genre de manuels, de sorte que le simple flâneur, l'artiste, le savant et même le commerçant et l'industriel y trouveront également leur compte. Pour ma part, j'ai lu avec un véritable plaisir des descriptions comme celle de la baie de Toulon et de la traversée nocturne des Maures, et des dissertations historiques, substantielles dans leur concision, comme celle qui a pour objet l'emplacement de la « batterie des Hommes sans peur ». Vingt-huit cartes ou croquis permettent de suivre sans difficulté notre cicérone étape par étape. Par malheur, ces cartes sont très petites et passablement embrouillées pour un œil novice en topographie ; je regrette que quelques couleurs ne viennent pas jeter ici un peu d'air, de clarté et gaîté.

G. ART.

LES JUIFS DEVANT L'EGLISE ET L'HISTOIRE, par le *R. P. Constant*, des Frères Prêcheurs (Gaume, éditeur). — Ce gros livre, très documenté et très militant, n'est guère qu'une réédition de la *France juive* de M. Drumont, un nouveau réquisitoire écrit à l'appui de sa thèse, dans une langue plus dogmatique, mais non moins virulente. Il y a, dit l'auteur, une solution facile à la « question juive » ; mais cette solution, il ne la donne pas. Si je l'entends bien, ce serait d'enfermer les israélites dans une sorte de *ghetto* moral, de leur ôter leurs droits de citoyens français et l'accession à un certain nombre de professions. La solution n'est donc pas si simple que le dit le Père Constant. Reste à savoir si elle est bonne.

J. G.

ERRATUM. — Un des correspondants de notre enquête sur la Presse, M. Emmanuel Vidal, nous écrit pour nous dire :

1° Qu'il n'est pas *notable commerçant*, mais simplement directeur de la Cote de la Bourse et de la Banque ;

2° Qu'il n'a pas eu l'intention de blâmer le recrutement de la Presse, mais simplement de constater que ce recrutement était entièrement libre, de sorte que la Presse ne pouvait pas être un sacerdoce et qu'il ne fallait pas le lui demander.

Nous donnons bien volontiers acte à M. E. Vidal de ces deux rectifications.

H. B.

Paris. — Chamerot et Renouard (Imp. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36051

Le Directeur-gérant : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 6. 4e SÉRIE. — TOME IX 5 FÉVRIER 1898.

LA POLITIQUE

Les préoccupations de l'heure présente, quelque sérieuses qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier que le budget n'est pas encore voté, ni près de l'être, au commencement de février.

En mettant tout au mieux, il ne sera guère voté avant les derniers jours de mars, c'est-à-dire tout juste à la veille des élections.

A l'heure actuelle, le budget n'est pas en équilibre. Il y a une insuffisance de recettes d'environ une cinquantaine de millions. D'une part, on a dégrevé de 25 millions les petites cotes foncières, et, d'autre part, on a voté des crédits nouveaux sans avoir créé une ressource correspondante.

Où irait un particulier qui augmenterait ses dépenses avant de savoir comment il les payera? Tout droit au déficit. C'est un bien gros mot, je le sais. Mais enfin, quand le total des dépenses et le total des recettes ne se balancent pas, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'un État, c'est le déficit.

Déficit provisoire, c'est entendu. Tout d'abord, il y a apparence que le Sénat supprimera une partie des crédits nouveaux. Mais, à supposer même — ce qui serait exagéré — qu'il les supprime tous, il resterait encore le trou de 25 millions qu'on a fait dans le budget en dégrevant les petites cotes foncières. Ce trou, on le bouchera d'une manière ou d'une autre; mais de quelle manière?

Si la Chambre avait encore de longs mois devant elle, ce serait le cas d'étudier une des réformes souvent discutées, comme, par exemple, de remanier l'impôt sur les successions ou de transformer la cote personnelle-mobilière en une taxe plus générale établie d'après tous les signes apparents de la richesse : sans doute, on pourrait ainsi retrouver les 25 millions des petites cotes foncières, et même davantage.

Mais le temps manque. Les élections auront lieu apparemment dans la seconde quinzaine d'avril. Que fera-t-on au dernier moment? On votera en hâte une ressource budgétaire quelconque; on augmentera un des impôts existants, à moins qu'on ne crée un impôt nouveau. Il est à craindre qu'on ne fasse de médiocre finance et de médiocre politique.

Il n'est que trop certain que discuter le budget en novembre et décembre, pour se voir forcé de voter des douzièmes provisoires à la fin de l'année, c'est une mauvaise méthode de travail, une habitude fâcheuse, et par où l'on ne peut que discréditer le régime parlementaire.

Pourquoi ne pas décider, comme on l'a maintes fois proposé, de prendre pour point de départ de l'exercice budgétaire le 1er juillet au lieu du 1er janvier? Le parlement pourrait commencer la discussion du budget en novembre, au plus tard dans les premiers jours de décembre; il aurait toujours, en défalquant les congés de Noël ou de Pâques, cinq ou six mois de travail devant lui; il serait sûr d'avoir fini sa tâche en temps utile.

Il y a des objections, dira-t-on. Il y en a toujours. Mais ici elles sont peu de chose à côté du résultat : plus de douzièmes provisoires; le budget, qui est, en définitive, la grande affaire du parlement, toujours discuté et voté régulièrement.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE CONTEMPORAINE (1)

Le Clergé (2).

I. — LES PASTEURS

Le prêtre catholique n'est pas, tel le pasteur protestant, un homme semblable aux autres, quoique spécialement voué aux choses religieuses ; il n'est pas, tel le pope orthodoxe, une sorte d'automate, préposé à l'accomplissement des rites. Le prêtre catholique joue, entre l'homme et Dieu, le rôle d'un intermédiaire nécessaire et tout-puissant.

Un sacrement, l'*ordre*, le marque pour l'éternité (*tu es sacerdos in æternum*), et lui confère un double pouvoir : pouvoir sur le corps naturel du Christ, l'hostie, — pouvoir sur son corps mystique, l'Église. D'une part, il offre le sacrifice, fait descendre Dieu sur l'autel; et, d'autre part, en vertu de sa consécration, il dispense la vie spirituelle aux âmes, — l'engendre en elles par la prédication et le baptême, l'y entretient par l'alimentation eucharistique, l'y ranime par une médication appropriée (pénitence, extrême-onction), l'y perpétue (mariage), — et réunit en sa personne, à la puissance créatrice, le caractère de docteur et celui de juge.

De là son éminente dignité. Une dignité qui, en un sens, l'égale à Dieu, et « surpasse celle des anges » (3); mais qui, tout autant qu'elle l'élève, l'isole, le *sépare*, c'est le mot de l'Écriture. Le vœu de chasteté, que fait le prêtre catholique, exprime cette « séparation ». « Il y a entre le prêtre et ses ouailles, a dit Joseph de Maistre (4), des relations si saintes, si délicates, qu'elles ne peuvent appartenir qu'à des hommes absolument supérieurs aux autres. La confession seule exige le célibat. » Saint Paul avait dit avant lui : « Celui qui est sans femme se préoccupe de ce qui est à Dieu et des moyens de plaire à Dieu : mais celui qui a une femme se préoccupe des choses du monde, des moyens de plaire à sa femme, et il est partagé (5). » — Voilà de quoi justifier suffisamment l'institution du célibat ecclésiastique. Il en faut rechercher l'origine dans la plus lointaine antiquité. Burnouf parle d'un docteur védique, dont le nom signifiait, paraît-il : οὗ τὸ σπέρμα εἰς τὴν κεφάλην ἀνέβη... La continence exalte l'homme, concentre dans sa tête et dans son cœur les forces vitales éparses; et il y a quelque chose en elle, ainsi l'a-t-on pensé de tout temps, qui s'accorde avec les fonctions sacerdotales. Ces fonctions, le prêtre catholique les exerce dans leur plénitude. Sa dignité appelle la sainteté, c'est-à-dire les vertus sublimes et les sacrifices héroïques. Il est ou doit être un héros spirituel (1).

L'opinion se montre fort exigeante à son égard. Il n'en a pas toujours été de même... « Beau despescheur d'heures,... beau descroteur de vigiles,... vray moyne si oncques en feut, depuis que le monde moynant moyna de moynerie », que frère Jean des Entommeures (le frère Jean de Rabelais) se laissât aller au train d'une fantaisie débridée; que ce vicaire dont un chant goliardique du XIIIe siècle (2) nous a légué la caricature déclarât ne pouvoir se passer de concubine :

Sermo meus erit brevis et rotundus,
Non ego possum vivere sine coqua mundus.

l'Église n'était pas désertée pour cela, la foi n'en était pas diminuée. De nos jours, la conscience publique est devenue terriblement susceptible; et les moins croyants sont les plus délicats sur l'article des ver-

(1) Voyez les numéros des 23 et 30 mars 1895, 4 et 11 janvier, 21 et 28 novembre 1896.

(2) C'est du clergé *catholique*, à peine ai-je besoin de le dire, qu'il s'agit ici.

J'aurai souvent occasion, au cours de cette étude, de renvoyer au chapitre de Taine sur *l'Église* (*le Régime moderne*, t. II). Je m'approprierai beaucoup de faits cités par Taine et plusieurs de ses conclusions. Il m'arrivera aussi de le contredire. Taine n'a vu et jugé le clergé que *du dehors*. De là des inexactitudes d'appréciation auxquelles il n'a pu échapper, quelles que fussent d'ailleurs sa perspicacité et sa connaissance du sujet.

(3) Cf. Gaume, *Catéchisme de Persévérance*. — Le R. P. Caussette, *Manrèze du Prêtre*.

(4) *Du Pape*, l. III, ch. III.

(5) *Première Épître aux Corinthiens*, VII, 33.

(1) Les prêtres catholiques romains des rites orientaux sont mariés, et l'on ne conteste pas que le célibat ecclésiastique ne soit qu'une simple discipline latine. Mais l'exception ne prouve pas contre la haute convenance de la règle. C'est ce que paraît n'avoir pas compris M. Hyacinthe Loyson. Il a publié naguère une curieuse brochure (*Mon Testament*, A. Fayard, éd.) où se trouve rééditée sa fameuse *Lettre sur mon mariage* (1872). J'en détache la phrase suivante : « Interrogé par moi sur la liberté des prêtres et des religieux à l'égard du mariage, *l'un des plus savants et des plus pieux évêques de l'Église romaine* — (on comprendra que je taise son nom — m'écrivait ces paroles : « Une telle démarche est toujours permise, souvent « nécessaire et quelquefois sainte. » Paroles étranges qu'aurait confirmées une lettre dont voici les principaux passages (*Mon Testament*, p. 90) : « Très cher ami, en réponse à la lettre « par laquelle vous me faites part de la résolution définitive « que vous avez prise... je n'ai qu'un seul mot à vous dire : « n'abandonnez pas l'Église catholique, et je ne cesserai jamais « de vous aimer *tous les deux*, ni de prier pour votre félicité « temporelle et éternelle... Je vous salue cordialement, *vous et* « *Émilie...* » — Il est permis, sans mettre en doute la sincérité de M. Hyacinthe Loyson, de trouver que de pareils documents n'ont de valeur qu'à la condition d'être signés; et il serait d'ailleurs bien intéressant de connaître le nom du prélat « catholique romain » qui professe ou professait, à l'endroit du célibat ecclésiastique, la théorie relâchée dont on vient d'avoir un aperçu.

(2) La *Consultatio sacerdotum*. — Sur les poèmes goliardiques, composés « par des moines et pour des moines », et où « les obscénités, les parodies sacrilèges... fraternisent avec les chansons dévotes », lire un très curieux article de M. Ch. V. Langlois, paru ici même (n° du 11 février 1893).

tus cléricales. Il n'y a pas là de quoi surprendre. Aux époques de foi, l'on tient la sainteté de la doctrine pour indépendante de celle du docteur ; mais, à mesure que l'empire de la foi diminue, la distinction entre le docteur et la doctrine tend à s'effacer dans les esprits ; de l'immoralité ou des imperfections de l'un, on conclut à la fausseté de l'autre, et les balles laïques qui frappent le prêtre vont toutes jusqu'à l'autel.

Le prêtre a souffert et profité de cette disposition des esprits ; il a pris, en face d'une opinion devenue malveillante, l'attitude correcte et réservée des gens auxquels on ne pardonne rien. L'on verra par la suite de cette étude dans quelle mesure il se rapproche du type idéal avec lequel on ne se lasse pas de le confronter. Disons dès à présent que le clergé français contemporain est infiniment supérieur au clergé d'autrefois, au moins sous le rapport de la tenue et de la décence extérieure.



Le clergé français est une armée, commandée par 90 généraux, — les évêques.

La condition morale et sociale de l'évêque s'est transformée depuis la Révolution. L'évêque d'autrefois, celui de la fin du XVIIIe siècle était un gentilhomme pourvu de revenus considérables qu'il dépensait à Paris ou à Versailles, un grand seigneur mondain et sceptique. « Il peut y avoir quatre ou cinq évêques qui croient encore », affirmait, aux environs de 89, l'un des plus respectables curés de Paris : et l'on sait le mot de Champfort : « un curé doit croire un peu, sinon on le trouverait hypocrite... au contraire, le grand vicaire peut sourire à un propos de la religion, l'évêque en rira tout à fait »... — L'évêque d'aujourd'hui est bien loin de ces mœurs. De même origine que ses prêtres, réduit à un traitement plus que modeste, sincèrement et pratiquement pieux, il ne quitte guère son diocèse et paît lui-même son troupeau. Notons entre l'évêque d'autrefois et l'évêque d'aujourd'hui une dernière et profonde différence. L'un régnait et ne gouvernait point : chapitre métropolitain, abbés ou prieurs, parlement provincial, seigneurs ecclésiastiques et laïques, il trouvait dans son diocèse, pour modérer et limiter son autorité, des individus et des corps d'autorité, d'influence égales à la sienne ; il n'était ni l'unique, ni même le principal collateur des emplois et des bénéfices ecclésiastiques ; et d'ailleurs, on comptait en France, avant la Révolution, environ 36 000 curés à titre inamovible, protégés contre son arbitraire par leur inamovibilité d'abord, et en outre par des tribunaux ecclésiastiques et laïques, procédant avec régularité et suivant toutes les formes judiciaires. — L'évêque d'aujourd'hui gouverne son diocèse en souverain absolu : les chapitres cathédraux n'ont plus, en fait, aucune participation au pouvoir épiscopal : des souverainetés d'antan, laïques ou ecclésiastiques, le souvenir même est aboli : l'évêque nomme à tous les emplois. Et, d'autre part, il ne reste en France que 3 425 curés à titre inamovible, contre 34 000 succursalistes, amovibles au gré de l'évêque. Ces 34 000 succursalistes sont d'autant moins à l'abri de son arbitraire que les tribunaux ecclésiastiques n'existent plus que de nom : du moins ces tribunaux ont-ils perdu toute indépendance et ne s'astreignent-ils plus à l'observation des règles immuables instituées pour la sauvegarde des accusés. Dans la plupart des cas, du reste, l'évêque juge par lui-même et à lui seul, *ex informata conscientia*, déplace ses prêtres, les suspend ou les interdit sans même les entendre et sans les admettre à se disculper. Quant aux tribunaux laïques, ils repoussent systématiquement, par des fins de non-recevoir, les prêtres qui en appellent à eux des sentences épiscopales.

Cette extension démesurée donnée aux pouvoirs de l'évêque est l'œuvre de Napoléon. C'est lui qui, par instinct despotique, et, remarque Taine, pour « n'avoir affaire qu'à un seul homme, à un préfet de l'ordre spirituel, aussi maniable que son collègue de l'ordre temporel », a brisé ou desserré toutes les entraves qui contenaient autrefois l'autorité épiscopale. Son calcul s'est trouvé faux, ajoute notre auteur : « Il avait voulu... convertir en agents de l'État des dignitaires de l'Église, faire des potentats qui fussent des fonctionnaires. Insensiblement, le fonctionnaire a disparu ; seul le potentat a subsisté et subsiste. »

Le potentat, certes, « a subsisté » ; mais peut-on dire que le fonctionnaire ait « disparu » ? — Par sa nomination, par ses occupations, par ses qualités et jusque par ses défauts, l'évêque français, ce me semble, est, aujourd'hui plus que jamais, un fonctionnaire.

S'il reçoit du Saint-Siège l'institution canonique, c'est, aux termes du Concordat, le chef de l'État qui le *nomme*. Nomination et institution résultent, en pratique, d'une entente officieuse entre la cour romaine et le gouvernement. Mais les deux pouvoirs se placent, pour apprécier les titres de leurs candidats respectifs, à des points de vue très différents, parfois opposés. Ce que réclame des siens le ministre des cultes, c'est de la souplesse d'esprit, un caractère conciliant, des aptitudes administratives, et tout au moins quelque semblant de sympathie à l'endroit des institutions républicaines. Rome, elle, veut des évêques de mœurs inattaquables et de doctrine sûre. Ces divergences de vues ou, tout au moins, de points de vue, se résolvent d'ordinaire

par des concessions réciproques; et, à en juger par les intrigues et les démarches qui le déterminent, le choix d'un évêque ne se fait pas dans des conditions bien différentes du choix d'un préfet, par exemple. Ce qui complète l'analogie, c'est que les aspirants à la mitre ne se montrent ni plus détachés, ni moins impatients que les candidats à n'importe quelle fonction publique. Nous ne sommes plus au temps où les clercs n'avaient « d'autre part à leur élévation que leurs refus et leurs larmes » (1), où les Basile et les Jean Chrysostome fuyaient ces dignités que l'on ne mérite plus du moment qu'on les a désirées. Et si le recrutement du bas clergé se fait chaque jour plus difficile, en revanche le fardeau de l'épiscopat, redoutable aux anges mêmes, — *onus ipsis angelicis humeris formidandum* — ne paraît rebuter personne.

Fonctionnaire par sa nomination, l'évêque l'est encore par ses occupations, du moins par beaucoup d'entre elles. Chez lui, l'homme de prière se double d'un bureaucrate; et s'il a les qualités du bureaucrate, — ordre, application, ponctualité, — il en a aussi les défauts. Très jaloux de son autorité, il s'entoure, le plus souvent, d'hommes médiocres, dont la médiocrité même le rassure, et, quoique pour d'autres raisons, n'a pas plus les sympathies du bas clergé que ne les avait son prédécesseur de l'ancien régime : à la morgue du gentilhomme, il a substitué, dans ses rapports avec ses prêtres, le ton rogue et l'attitude guindée de l'homme en place. Tout autres sont ses rapports avec les personnages officiels, avec les bureaux, dont il dépend en quelque mesure : car il joint, encore fonctionnaire en ce point, au sentiment très développé de la hiérarchie, le perpétuel désir de l'avancement. Un mot qui, pour lui, devrait n'avoir pas de sens : il a renouvelé, le jour de son sacre, le vœu de chasteté que prononcent les sous-diacres et contracté avec son Église un mariage indissoluble. Mais ce mariage n'est indissoluble qu'en théorie. Tel diocèse éloigné ou pauvre a la réputation de n'être qu'un pied-à-terre provisoire, et l'on voit des évêques demander leur « changement » quelques mois après leur intronisation. Pour l'obtenir, ce changement, qui est aussi un avancement, ils se mettront en campagne, assiégeront le ministère des cultes, et puisque aussi bien ils y ont leur dossier et y sont notés comme des préfets, ils feront en sorte que les notes soient favorables et le dossier aussi bourré que possible de recommandations efficaces.

Je ne voudrais pas dépasser la mesure et j'ai hâte de dire qu'il s'en trouve, parmi nos évêques, que d'éminentes vertus et le sentiment profond de leur dignité distinguent essentiellement du fonctionnaire mitré dont je viens d'esquisser la physionomie. Mais ce sont là des évêques exceptionnels; et l'évêque *moyen*, celui que j'ai dû prendre pour type, est un ecclésiastique de teinte neutre, qui ne compte ni parmi les meilleurs ni parmi les pires; qui rassure à gauche sans effrayer à droite, et met tout son art à se tenir à égale distance de Rome et de Paris, non toutefois sans incliner vers Paris et le ministère. Cet évêque-là ne manquera pas une occasion de protester de son orthodoxie : mais que des lois de combat soient édictées contre l'Église ou des mesures vexatoires prises contre les catholiques, il ne trouvera pas un mot d'indignation ou de blâme. Ce successeur des apôtres n'a rien d'un apôtre; il professe pour le pouvoir séculier un respect inaltérable, et à trop commenter le *rendez à César ce qui est à César*, a oublié la seconde moitié du précepte. Saint Ambroise arrêtait Théodose aux portes de sa cathédrale : l'évêque dont je parle l'irait recevoir sur le parvis, et l'appellerait son « dieu tutélaire (1) », à moins qu'il ne le qualifiât de « Christ temporel », suivant le mot dont un prélat contemporain désignait naguère le chef de l'État.

Si les évêques français, considérés individuellement, ne sont pas tous, il s'en faut, à la hauteur de leur tâche, que dire du corps épiscopal? « Nous n'avons pas d'épiscopat », s'écriait douloureusement, en 1895, M. Philippe de Grandlieu (2). Et, de fait, nos évêques s'isolent chacun dans sa petite principauté indépendante, et non seulement ne délibèrent jamais en commun, mais encore ne paraissent s'entendre ni sur les idées ni sur les moyens d'action. Menacées par la loi d'accroissement, les congrégations ont reçu, au sujet de la conduite à tenir, les instructions les plus opposées : ici on leur a prêché la soumission, ailleurs, la résistance; tel suffragant, — vérité à Reims, erreur à Beauvais, — ne s'est pas fait faute de contredire son métropolitain; et l'on a pu constater le même désaccord lors de la réunion, en 1896, du congrès ecclésiastique de Reims. Ce spectacle d'anarchie n'a pas été sans scandaliser bien des âmes. Et l'épiscopat, qui représente essentiellement l'autorité, a vu diminuer, en ces dernières années, dans d'appréciables proportions, son autorité morale.

* * *

Sous leur dépendance immédiate, les évêques ont environ 40 000 prêtres, qui forment le clergé *séculier*. — Le clergé séculier se recrute presque exclusive-

(1) Massillon.

(1) Mot du prince de Rohan, premier aumônier, dans une requête adressée à Napoléon.

(2) *Le Figaro*, n° du 6 mai 1895.

ment dans les classes laborieuses, et le recrutement s'en fait de plus en plus difficile.

La foi est allée s'affaiblissant dans la nation, et, du même coup, l'ambition des pères de famille a changé d'objet : tel paysan riche qui eût aspiré jadis à voir son fils curé se propose aujourd'hui pour idéal d'en faire un employé ou un instituteur. Le prêtre, d'ailleurs, s'est aliéné les sympathies officielles, on ne l'exempte plus du service militaire ; amovible et soumis à l'arbitraire des évêques, il abdique, entrant dans les ordres, indépendance et sécurité. En un mot, la « carrière » ecclésiastique a perdu tout attrait humain. De là le petit nombre des vocations. C'est dans la partie la plus déshéritée des classes rurales qu'il faut maintenant aller chercher les clercs ; « et encore, remarque un observateur compétent (1), on ne réussit à garder ceux qui viennent de là qu'à la condition de les élever en serre close, loin de tout contact : chaque fois qu'on les a laissés jusqu'à un certain âge dans les séminaires mixtes, leur vocation s'est évaporée ».

Ces « serres closes » où, grâce aux subventions des fidèles, les jeunes clercs grandissent à l'abri de toute influence troublante, sont les petits séminaires d'abord, puis les grands séminaires. Dans ces derniers établissements se spécialise et se parachève l'éducation commencée dans les autres. Pendant cinq années, l'imagination, l'intelligence, et surtout la volonté du séminariste y sont soumises à un entraînement savamment progressif et façonnées de manière à ce que l'empreinte, une fois reçue, ne s'efface jamais. Elle ne saurait être trop profonde. Dès sa sortie du séminaire, le prêtre nouvellement ordonné, qui a vécu jusque-là dans une atmosphère rare et surchauffée, se trouvera, brusquement et sans transition, exposé à tous les vents du siècle. Où que l'appelle son ministère, ces vents glacés l'envelopperont de leur tourbillon, l'étourdiront de leurs sifflements discordants...

Le prêtre de campagne n'est ni ce doucereux *abbé Constantin*, ni le répugnant curé de Béranger : c'est le « garnisaire en résidence » dont parle Taine, le factionnaire, qui « fait correctement sa faction solitaire et monotone », et, depuis quelque vingt ans, « inquiète et troublée ». Je ne sais pas de vie plus digne que la sienne de compassion et de respect. Et d'abord, s'il ne meurt pas de faim, c'est tout juste : son traitement, casuel compris, n'atteint pas 1200 francs en moyenne. Mais je le plains moins de sa pauvreté que de son isolement, de son abandon.

Le curé d'autrefois était le premier au village par l'influence morale ; il avait la direction des âmes dont il a gardé la charge. Rien ne reste au curé d'aujourd'hui de ce patronage séculaire. Il dit, pour quelques femmes, dans une église délabrée, dont la cloche est sans écho, sa messe solitaire, où les hommes ne viennent pas. Nos paysans (c'est là un phénomène particulier à notre époque et sur lequel je reviendrai), n'ont plus de besoins religieux. Ils ont oublié le sens des cérémonies du culte ; le prêtre n'est pour eux qu'un fonctionnaire d'un genre spécial, un fonctionnaire dont la présence ne les étonne pas, dont l'absence les étonnerait, mais dont le rôle leur échappe, et auquel ils n'ont recours que dans de rares occasions et par un reste d'habitude. L'habitude elle-même est, d'ailleurs, en voie de s'affaiblir. Les gens influents de nos communes — maire, instituteur, conseillers municipaux — lisent les journaux à un sou, font profession de libre pensée, soumettent le curé, en plus d'un endroit, à ce régime de taquineries exaspérantes et de petits supplices compliqués où se plaît la malice paysanne ; et leur exemple éloigne de toute pratique religieuse bien des hésitants et des timides.

Contre le découragement qui l'opprime et les démons de la solitude qui l'assaillent, à qui le pauvre prêtre de campagne demandera-t-il secours ? — Il est dépourvu de toute ressource intellectuelle : l'argent lui manque pour acheter des livres, et il n'a pas le goût d'en lire. La conférence de chaque mois chez le curé de canton, la retraite ecclésiastique annuelle, voilà les seules occasions qu'il ait de se retremper, de renouveler sa provision de courage. De loin en loin, et c'est là sa seule distraction, il réunit à sa table quelques confrères ; mais ses confrères, s'ils l'aident à remplir le vide d'un après-midi, ne peuvent rien pour le consoler, soit qu'ils souffrent des mêmes souffrances, soit que chez eux la souffrance ait fait place à une sorte de résignation hébétée. Quant à l'évêque, il est trop haut et trop loin, le plus souvent trop indifférent ou trop sec, et lui non plus ne prononcera pas le mot de soulagement, l'énergique et doux *sursum corda* qui relèverait les forces, ranimerait le zèle défaillant. Aussi, le zèle, inévitablement, finit-il par s'éteindre. Sans influence morale ni sécurité matérielle, toujours sous le coup d'un déplacement possible, partagé entre la crainte de s'aliéner l'évêché et celle de s'attirer des antipathies locales, opprimé en un mot et méconnu, l'humble desservant en vient à se méconnaître lui-même : sa piété se tourne en routine et son sacerdoce en métier (« le plus pénible dans notre *métier*, me disait naïvement un brave curé de campagne, c'est de *travailler* à jeun »). Le sentiment qu'on lui avait inspiré de sa dignité et de son rôle surnaturel s'atténue progressivement, et, dans la mesure même où décroît la

(1) Émile Ollivier, *l'Église et l'État au concile du Vatican.*

flamme intérieure, son action extérieure se resserre et se rétrécit. Il finit par s'ankyloser en une attitude de résignation passive, et, las de s'être offert à tous, par ne se donner à personne.

J'ai dit les misères, voire les petitesses du prêtre de campagne : je ne méconnais pas ses grandeurs. — Notre bas clergé rural, s'il n'a pas l'héroïsme qui fait les apôtres, a du moins la conception la plus élevée de ses devoirs. Il est, à tout prendre, par la pureté de ses mœurs et par son extrême, d'aucuns diraient par son excessive correction, — un clergé modèle.

« Ma venue à Paris, a dit Renan dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, fut le passage d'une religion à une autre... Maintenant, ce qu'on me présentait, c'était une religion d'indienne et de calicot, une piété musquée, enrubannée, une dévotion de petites bougies et de petits pots de fleurs, une théologie de demoiselles... » Pas un provincial débarquant à Paris qui n'ait éprouvé, à quelque degré, l'impression ici traduite. Il y a loin de nos chapelles rustiques et de leur cérémonial sommaire aux tièdes et confortables églises parisiennes ; loin du prêtre de campagne au prêtre des grandes villes. L'un et l'autre pourtant courent mêmes dangers et sont également exposés à perdre, de façon plus ou moins complète, la notion de leur sacerdoce : l'un, isolé et délaissé, subit la tentation du découragement ; l'autre, trop entouré peut-être, cette « fascination de la frivolité » dont parle le Livre de la Sagesse.

Perdus dans la foule indifférente et baignant, pour ainsi dire, dans une atmosphère corrompue où se dépriment les caractères et s'amollissent les volontés, quoi d'étonnant à ce que les prêtres des grandes villes n'échappent pas tous à l'influence du milieu ? Chez eux, le jugement s'obscurcit à la longue, ou le ressort moral se détend... Tel curé de quartier riche mènera sa paroisse avec un souci de l'ordre extérieur et de la bonne gestion administrative exclusif de toute préoccupation d'apostolat : prêche-t-il la charité, il la représentera comme « la plus sérieuse garantie » de la « sécurité » sociale. Tel autre fera de son église un théâtre sur lequel s'exhiberont, pour le bon motif, actrices et femmes du monde, devant un public, non plus de fidèles, mais de dilettantes (1). Tel vicaire à la soutane trop bien coupée, au chapeau doublé de satin blanc, fréquentera les salons, y commentera le roman à la mode, y résoudra les cas de conscience dont s'embarrassent les perruches mystiques. Et je ne parle pas ici des mauvais prêtres, produits monstrueux de la corruption des grandes villes, de ces êtres hybrides que décèlent le fuyant de l'allure et je ne sais quel trouble du regard... Les grandes villes, d'ailleurs, réunissent tous les contrastes et si les prêtres « fascinés » ou dévoyés y sont nombreux, elles renferment, en revanche, une élite sacerdotale obstinément réfractaire aux influences ambiantes ; et l'on y rencontre çà et là de ces héros pacifiques, la gloire du sacerdoce et de la nature humaine, — l'on y rencontre aussi des saints.

* * *

Le clergé séculier a pour auxiliaire le clergé *régulier*, et s'appuie sur ces corps d'élite qu'on appelle les ordres religieux.

Les ordres religieux (*ordres* proprement dits, *congrégations, communautés*) sont l'une des grandes originalités du catholicisme. Non qu'il n'ait existé et n'existe, dans d'autres religions, des associations analogues, sous de certains rapports, aux associations catholiques ; mais celles-ci se distinguent de toutes les autres par deux caractères fort nets : seules elles ont donné des fruits, fruits de sanctification individuelle, fruits de charité ; seules elles se sont développées et diversifiées à la manière des corps organisés, sous l'impulsion de je ne sais quelle force créatrice et rénovatrice. « L'apparition des institutions religieuses, a dit Balmès, a été l'expression et la satisfaction de grandes nécessités sociales. » Et, de fait, si le principe transformiste « le besoin crée l'organe » s'est jamais appliqué en matière sociale, c'est dans l'histoire de l'institution monastique qu'il en faut chercher la plus surprenante vérification.

Les solitaires de la Thébaïde avaient été, au IIIe et au IVe siècle, l'étonnement et la leçon d'un monde matérialisé, en voie de rétrograder vers la sauvagerie primitive. Du VIe au XIIe siècle, de saint Benoît à saint Bernard, les monastères deviennent les asiles de la piété et de la science, et aussi des lieux de repos pour les âmes pacifiques fuyant une société en dissolution : dans les abbayes bénédictines se réfugia la civilisation menacée. Au XIIIe siècle, les ordres mendiants apparaissent, et, pour mieux stigmatiser la fausse pauvreté qu'affectent des sectes bizarres et la richesse devenue scandaleuse d'un clergé simoniaque, donnent l'exemple du parfait détachement : le *poverello* d'Assise, aux haillons radieux, retrouve et réalise, en ce siècle troublé, l'idéal de la vie chrétienne. Au XVIe siècle, plus de soixante réformes ou créations d'ordres attestent la vitalité toujours renouvelée de l'institution monastique, une vitalité que surexcitent

(1) J'extrais d'un journal (n° du 25 décembre 1897) les lignes suivantes : « La messe de minuit à ... a offert cette année un attrait tout spécial. M. X... y a exécuté avec une remarquable virtuosité, plusieurs soli de violon. La partie de chant était tenue par Mme Z... Au résumé, fin régal pour les *dilettantes* dont le *hasard* ou les sentiments religieux avaient guidé les pas vers la vieille église. »

les progrès du Protestantisme : et c'est alors qu'à l'esprit d'insubordination et de libre examen, Loyola oppose le principe militaire de l'obéissance passive. — En dépit de toute l'énergie dépensée, l'édifice religieux n'en était pas moins à reconstruire, en France particulièrement, dans les premières années du XVIIe siècle : les peuples, croupissant dans l'ignorance et la misère, avaient désappris le christianisme ; et en même temps, les mœurs cléricales s'étaient relâchées au delà de ce que l'on peut dire. Mais Vincent de Paul apparaît, qui institue les lazaristes et les filles de la Charité, — l'abbé de La Salle suscite les frères des Écoles chrétiennes ; et, d'autre part, le cardinal de Bérulle, M. de Bourdoise, le Père Eudes, M. Olier fondent des congrégations d'un type nouveau, vouées à la réforme de l'éducation ecclésiastique ; ils créent les séminaires où désormais, sous la direction de maîtres vertueux et expérimentés grandiront les clercs, à l'abri de toute influence extérieure. Élevé à l'École des sulpiciens et des eudistes, le clergé séculier de la seconde moitié du XVIIe siècle et celui de tout le XVIIIe siècle a été, à bien des égards, un clergé exemplaire. Mais, en revanche, le XVIIIe siècle marque, pour les ordres religieux, une époque d'affaiblissement et de discrédit : c'est le siècle des vœux forcés, des fausses vocations, des moines opulents et désœuvrés, du relâchement et des abus. La révolution supprima les abus, mais en supprimant les ordres eux-mêmes. Il semblait qu'ils ne dussent jamais revivre. Et cependant, dès les premiers jours du Consulat, voici que les anciens plants, débarrassés des végétations parasites qui les étouffaient naguère, repoussent spontanément, et que de nouveaux plants surgissent çà et là, nombreux et vivaces. La sève depuis lors ne s'en est pas tarie ; si bien que, par le nombre, la sincérité, la variété des vocations religieuses, notre siècle finissant comptera, grâce à la révolution, comme un siècle d'étonnante prospérité pour l'institution monastique.

Il y avait, en France, en 1789, environ 60 000 religieux (23 000 hommes et 37 000 femmes) ; il en existe actuellement environ 158 000 (plus de 30 000 hommes et près de 128 000 femmes). En France, à la fin du XIXe siècle, 158 000 personnes adjoignent au vœu de continence, que fait le clergé séculier, les vœux d'obéissance et de pauvreté, et tentent l'épreuve de la perfection.

Sur ces 158 000 personnes, 6 000 environ ont choisi « la meilleure part » et se sont vouées à la vie contemplative. Aujourd'hui comme au VIe siècle, il importe qu'il y ait des *sapientum templa serena* où se puissent réfugier les âmes lasses des agitations vaines, qui aspirent à la paix dans le détachement ; et il importe aussi que la république des théoriciens, la Salente rêvée par les faiseurs de constitutions, trouve en quelques lieux choisis sa réalisation paradoxale. Les contemplatifs ne sont pas d'ailleurs ces égoïstes, aspirant au nirvâna dans une oisiveté abrutie, que dépeignent de grossiers détracteurs. Et d'abord, le travail a beau n'être pour eux qu'un exercice accessoire, — ils travaillent. Ne travailleraient-ils pas, qu'il faudrait, pour les juger équitablement, se placer au point de vue catholique : or, le catholicisme est fondé sur l'idée grandiose de la réversibilité des mérites, sur ce dogme de la communion des saints qui établit entre les chrétiens un lien d'universelle solidarité. Les biens spirituels de l'Église appartiennent à tous ses membres ; et le contemplatif ne s'isole dans sa cellule qu'afin de mieux se consacrer au salut commun. Il combat pour les faibles, expie pour les méchants et, dans le mécanisme de la vie chrétienne, remplit l'office d'un contrepoids nécessaire, lequel supprimé, tout l'équilibre moral se romprait infailliblement.

Les 6 000 contemplatifs ne sont d'ailleurs, dans l'armée des réguliers, qu'une faible cohorte : restent environ 152 000 religieux dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée. Ceux-là sont les « bienfaiteurs par institution », les « corvéables volontaires » qui exercent la charité sous toutes ses formes. La *charité*, telle paraît bien être, en ce siècle disputeur et verbeux, saturé d'arguments et de controverses, la vocation spéciale, appropriée aux besoins du temps, des instituts monastiques. La Charité ne discute pas, n'ergote pas : elle rase les murs, se fait petite, se penche, attendrie et silencieuse, sur les misères humaines. Ce silence attendri, son seul argument est aussi le meilleur de tous. C'est ce qu'ont très bien senti les femmes : elles ont en elles ce je ne sais quoi de divin dont parle Tacite, et, d'instinct, sont accourues, de plus en plus nombreuses, offrir leur dévoûment à une société que le dévoûment seul peut toucher. Le nombre des religieuses s'est accru, en France, depuis cent ans, dans des proportions inouïes. Il y en avait, en 1789, 37 000 ; il y en avait 86 000 en 1866, on en compte actuellement 128 000, réparties en un nombre considérable de congrégations et de communautés qui, sous des noms souvent bizarres, parfois même presque choquants (« Franciscaines de la petite famille du Sacré-Cœur de Jésus », « Augustines de l'intérieur de Marie »), poursuivent à peu près toutes le même but et se consacrent au soulagement des misères physiques et morales (1).

1. Il ne saurait être question, dans cette étude d'ensemble, d'aborder l'examen des règles propres aux différents ordres. Ces règles, d'ailleurs, diffèrent beaucoup moins entre elles qu'on ne le croirait au premier abord. Elles valent et se distinguent surtout par *l'esprit* dans lequel elles sont appliquées. Ainsi, la loi de l'obéissance absolue est commune à tous les

* * *

Séculière et régulière, nous venons de passer en revue l'armée cléricale. Cette armée évolue et combat. Quel est son *mobile d'action*, le ressort intérieur qui la pousse en avant? — Ce ressort intérieur, c'est la foi.

Non pas cette foi hallucinée que Taine a décrite, — « faculté extraordinaire » opérant « à côté et parfois à l'encontre de nos facultés naturelles », et qui, dans les cas extrêmes et lorsqu'elle atteint son maximum de développement, engendre des « perceptions positives », de « véritables sensations physiques ». — Entre la foi catholique et cette « seconde vue » le plus souvent maladive, il n'y a pas de lien psychologique à établir : au point de vue du théologien, « sensations » et « perceptions » — celles même supposées dues à l'action divine — n'ont qu'une réalité toute subjective (1). Et si, chez quelques individus exceptionnels, de telles perceptions accompagnent l'acte de foi, du moins n'en sont-elles pas le « cas extrême »; et elles n'en garantissent pas la valeur.

La foi catholique n'est pas davantage cette foi vide et sans contenu des néo-chrétiens, la vague « affirmation du bien » qu'ils nous proposent (2) : elle ne se confond pas avec « la conscience en nous de notre progrès moral ». C'est une foi positive et nettement définie, où l'effort trouve sa cause et sa raison suffisante avant d'y trouver sa « récompense ». Il y a, certes, une hygiène de la volonté, applicable à l'acquisition des vérités morales, et c'est en ce sens que l'on peut dire, avec M. Paul Desjardins, que « l'action bonne éclaircit les doutes de l'esprit ». Mais, à l'origine de toute action bonne, la doctrine catholique pose un acte de foi : le missionnaire qui brave les supplices, — *debitricem martyrii fidem*, — la sœur de charité qui s'épuise au chevet des malades, avant de se dévouer ont commencé par croire, et ne se dévouent que pour avoir cru. Au rebours de la foi vague et née de l'action des néo-chrétiens, la foi catholique, en un mot, apparaît comme le plus précis, le plus décisif des mobiles d'action.

ordres : saint Benoit ordonne à ses disciples d'obéir dans les choses même impossibles ; et saint François d'Assise, au rapport de saint Bonaventure, voulait que le religieux se laissât manier comme un corps sans vie, *corpus exanime* : « Ce sont des morts que je veux, non des vivants », disait-il. — *mortuos non vivos ego meos volo*. Saint Ignace n'a fait que lui emprunter cette image. (Cf. Ravignan, *De l'Existence et de l'Institut des Jésuites*.) D'où vient cependant que le *corpus exanime* des Franciscains n'ait jamais fait le bruit du fameux *perinde ac si cadaver essent*, tant reproché aux Jésuites? — De ce que les deux ordres ont appliqué la même règle dans un esprit très différent.

(1) Cf. Saint Thomas, *Somme théologique*, IIIe partie, question 76. — L'abbé de Broglie, *le Présent et l'avenir du catholicisme en France*.

(2) Cf. Paul Desjardins, *le Devoir présent*.

* * *

Nous connaissons le mobile d'action de l'armée cléricale : un mot sur ses *moyens d'action*.

Ces moyens d'action sont très divers; l'on ne saurait en donner une énumération complète : j'en distingue, à première vue, trois principaux.

Et d'abord, le clergé agit par le moyen de l'*éducation*. — L'Église, au jour du baptême, marque l'enfant d'une marque indélébile : dès ce jour, elle commence à veiller sur lui; et avec d'autant plus de sollicitude que les impressions premières sont les plus vivaces de toutes : l'homme fait, s'il vient à s'écarter de la route tracée, finira presque infailliblement par décrire cette « courbe rentrante » dont parle Joseph de Maistre, « qui le ramènera au point dont il était parti ». L'Église, qui sait tout cela, tient pour essentielle son œuvre éducatrice, et de là vient qu'un très grand nombre d'instituts religieux se soient voués à l'enseignement. En dépit des lois de laïcisation, ces instituts reçoivent aujourd'hui, dans leurs écoles, près du tiers des enfants inscrits dans toutes les écoles primaires (1). A eux seuls, les 15 000 frères des Écoles chrétiennes comptent 350 000 élèves, et c'est à eux qu'on doit l'emploi des méthodes pédagogiques rationnelles et la plupart des perfectionnements qui ont, depuis trente ans, transformé l'enseignement primaire et lui ont donné, sur l'enseignement secondaire, une si incontestable supériorité relative.

Si elle reste fort importante, la part du clergé dans l'éducation du peuple ne va pas moins diminuant, depuis qu'on expulse les congréganistes des écoles publiques et qu'on réduit les catholiques à la nécessité de bâtir et d'entretenir à leurs frais des écoles privées. En revanche, et malgré les limitations qu'a subies le principe de la libre concurrence, posé par la loi de 1850, l'influence cléricale s'est maintenue intacte et tend même à se développer dans l'enseignement secondaire : la moitié des jeunes gens qui le reçoivent passent par les mains des prêtres (2). On a beaucoup épilogué sur les

(1) *Résumé des états de situation de l'Enseignement primaire pour l'année scolaire 1895-1896.* (*Revue Pédagogique*, n° du 15 juin 1897.) — Chiffre des enfants inscrits dans toutes les écoles primaires : 5533511. — Dans ce chiffre global, les élèves des écoles congréganistes (publiques et privées) comptent pour 1634705.

(2) Cf. les *Rapports* de M. Bouge, rapporteur du budget de l'Instruction publique (exercices 1897, 1898). — Au 1er mai 1897, le nombre des élèves de l'Université était, d'après M. Bouge, de 84839; celui des élèves des établissements congréganistes, de 84569. — D'autre part, au cours de la période qui s'étend de 1890 à 1897, le nombre des élèves de l'État n'a augmenté que de 864 unités, tandis que le nombre des élèves des établissements congréganistes augmentait de 11572 unités

causes de la préférence croissante que témoignent les familles bourgeoises en faveur de l'enseignement congréganiste : on a attribué cette préférence au relèvement des frais de pension dans les lycées, à l'instabilité des programmes universitaires, on y a vu la manifestation inattendue de je ne sais quel phénomène de *snobisme*... Voilà de minces explications, et qui ne vont pas au fond des choses. La vérité c'est qu'aujourd'hui comme après 1848, la bourgeoisie prend peur ; elle s'épouvante, suivant un mot de M. Jaurès, devant son œuvre, et, sans oser la renier encore, cherche pour ses enfants des maîtres qui puissent, au nom d'une morale absolue et positive, leur inculquer efficacement les dogmes conservateurs de la sécurité sociale. Ce faisant, elle travaille contre elle-même, élève imprudemment, entre ses enfants et les enfants du peuple, par elle émancipés de la tutelle cléricale, de redoutables barrières. Et ses aveugles soins tourneront d'autant moins suivant ses espérances que le clergé ne lui a pas rendu jusqu'ici le service qu'elle attendait de lui : il forme, dans ses collèges, des hommes de tenue plutôt que de principes, de passive résignation plutôt que de résistance et d'énergie.

Sur l'homme fait qui a gardé sa foi religieuse, le clergé continue d'agir par les *sacrements* dont il a la dispensation. Je n'ai pas à dire ici la vertu « surnaturelle » des sacrements, ni quels effets ils produisent sur les âmes indépendamment de l'intervention du prêtre. J'envisage les seuls effets de cette intervention et, placé à ce point de vue, n'ai à m'occuper que du sacrement de pénitence.

Le prêtre, au confessionnal, sonde les cœurs et les reins, met à nu, pour les panser, les plaies les plus secrètes, voit jouer à découvert les intimes ressorts qui donnent le branle au mécanisme des passions. Pour peu qu'il ait d'expérience et d'intelligence, il devient un connaisseur d'âmes incomparable, et, par suite, un directeur d'âmes, l'homme à qui l'on avoue ses fautes comme à un juge souverain, et à qui l'on dit tout le reste, comme au conseiller le mieux informé et le plus sûr. Ce double rôle de conseiller et de juge donne au prêtre une influence immense, qui peut s'exercer au plus grand profit de l'individu et de la société, mais qui tourne à leur détriment, s'il se laisse égarer, comme il arrive, par l'esprit de domination et d'intrigue. Bienfaisante ou malfaisante, son action, en tous cas, pour s'exercer dans l'ombre, n'en est que plus effective.

Les sacrements sont à l'usage des seuls fidèles; mais, par la *prédication*, le clergé agit, théoriquement du moins, sur l'ensemble de la société : la prédication a pour but, en effet, d'engendrer ou de ressusciter les âmes à la foi, aussi bien que de les confirmer dans la foi. A vrai dire, elle en est, de nos jours, à peu près réduite à ce dernier objet.

Il y avait, du temps de Lacordaire, « autour des catholiques pratiquants, un grand nombre d'hommes qui avaient au moins l'imagination chrétienne et un fonds de religiosité, des esprits souffrant de leur doute, enclins aux vastes spéculations, tourmentés par ce qu'on est convenu d'appeler les grands problèmes. Aujourd'hui on ne se pose plus de questions du tout. L'abîme s'est élargi... entre ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, et quand ceux-ci ne sont pas installés dans la négation absolue, ils se jouent dans un scepticisme curieux et parfaitement tranquille. » — Ces lignes, que j'emprunte à M. Jules Lemaitre (1), expliquent l'évolution qu'a suivie, depuis une cinquantaine d'années, l'éloquence de la chaire. Lacordaire avait créé un genre, celui de la conférence, admirablement approprié aux besoins de son temps et aux aspirations de son auditoire, genre composite où les concessions à l'esprit du siècle se mélangeaient, en un dosage savant, aux effusions pieuses, où l'argumentation se proposait pour but de « préparer les âmes à la foi (2) ». Mais les temps sont changés et les âmes. Aussi les orateurs chrétiens ont-ils presque tous renoncé aux larges et fragiles démonstrations du grand dominicain pour s'en tenir, devant un public réduit aux seuls pratiquants, à l'exposition pure et simple du dogme et de la morale.

Ce n'est pas qu'à la diversité des tempéraments oratoires ne corresponde la variété dans les sujets choisis et aussi dans le ton de la prédication. Tel jésuite s'est fait une spécialité des questions sociales ; tel dominicain claironnant se donne les allures d'un sermonnaire de la Ligue, invective ses auditeurs, et pour un peu les traiterait de « bélîtres » et de « jeunes veaux », à la manière du Père Garasse. Mais les arguments économiques du premier et les apostrophes du second ne s'adressent qu'à des croyants ; les autres, ceux qu'il faudrait gagner, ne viennent pas à l'église : ils n'ont même plus le vague instinct de curiosité sympathique qui, vers 1835, attirait en foule à Notre-Dame ces hommes dont on raconte qu'ils y attendaient Lacordaire en causant et en lisant les journaux, le dos tourné à l'autel...

G. DE RIVALIÈRE.

(A suivre.)

(*Chambre des Députés*, séance du 16 novembre 1897, discours de M. le ministre de l'instruction publique.)

(1) *Les Contemporains*, deuxième série. — *Le P[illegible]*

(2) Le mot est de Lacordaire.

6 p.

L'ALGÉRIE EN 1841

D'après la correspondance du général Mellinet [1].

Mostaganem, 24 août 1841.

Nous venons de passer deux nuits à la belle étoile, dont l'une complètement de marche. Au moment où je finissais ma dernière lettre, j'ai été appelé chez le colonel Tempoure. Il s'agissait de nous disposer à partir. En effet, à six heures du soir, nous étions en route, et nous avons cheminé toute la nuit, sans faire halte.

Une partie de la colonne s'est séparée et égarée un instant ; mais, à huit heures, nous étions réunis dans la plaine de Mezera. Nous allions encore protéger la soumission de plusieurs tribus des Medjers, qui sont arrivées en nombre et avec au moins mille têtes de bétail, y compris plusieurs cavaliers.

Cinq ou six cents hommes d'Abdel-Kader, à pied et à cheval, se sont montrés à l'horizon ; on n'a pas jugé à propos de leur donner une poussée et, à notre retour, ils sont venus bivouaquer à quatre lieues d'ici, en laissant notre arrière-garde tranquille, moins une cinquantaine de coups de fusil, reçus avec un dédain complet de ma part, car je la commandais.

Nous étions auprès d'une excellente fontaine, mangeant comme des enragés une soupe à l'oignon, un hachis des dieux, un délicieux macaroni et une poule de Carthage, prise par un soldat dans la plaine, poule succulente, avec du fromage du désert et du café à l'égal de celui de la marchande de *glorias* du coin de la rue. Donc, nous ne sommes pas morts de faim... mais c'est l'eau qui est rare, et qui, en outre, n'est pas toujours très fameuse.

La marche de nuit est pénible pour tout le monde, surtout dans ce pays si accidenté, sans route tracée au milieu des montagnes ou dans la plaine, à travers les palmiers nains, les énormes cactus dont on proclame le fruit excellent (excepté moi). Du reste, on en trouve dans ce qu'on appelle ici les jardins et qui sont quelque chose de propre ! Franchement, nous sommes dans un fichu pays, où l'on s'étonne de la moindre chose, tant les belles sont rares. Quelle différence avec nos admirables et si pittoresques sites de France, notre superbe végétation du Midi !

Après cela, si Mascara, par exemple, était habité par les Français, avec toute l'eau et les accidents de terrain qui l'entourent, il y aurait de quoi faire un pays délicieux...

Notre gros colonel Tempoure est vraiment d'un bonheur inconcevable qui doit mettre en rage notre général. Ma foi, s'ils ne le nomment pas maréchal de camp, c'est qu'il y aura quelque machination sous jeu.

25 août 1841.

Au reste, nous ne faisons qu'une bien petite guerre. Il n'y faut qu'une certaine habitude qui ne s'acquiert pas le premier jour. On dit que les Arabes se battent moins bien qu'autrefois, et, cependant, on ne saurait proclamer trop haut l'incontestable intelligence de nos zouaves sur les autres corps. Ce sont des soldats étonnants, à qui il n'y a rien à dire et qui agissent tout seuls.

Si c'est le général Lamoricière qui les a faits ce qu'ils sont, si c'est par la tradition qu'ils vont, je lui en adresse mon compliment, car ils sont admirables, quoique leurs officiers soient comme les autres, à l'exception du colonel E. Cavaignac, luron taillé à l'antique.

Je ne connais pas Leflô ; on le dit très distingué.

Avec toutes les soumissions opérées par notre excellent bonhomme Tempoure, nous sommes si riches en Arabes près de Mostaganem, entouré d'une immense quantité de tentes, que bientôt nous aurons trop d'alliés, pour approvisionner notre marché où ils ont fait diminuer le prix du bœuf et du mouton de plus de moitié. Les soumissions se propageant ainsi, les tribus pourront alors retourner chez elles, et nous n'aurons plus qu'à les soutenir contre les agressions d'Abdel-Kader qui, de sa personne, doit être maintenant à Tekedem. Elles ne se soumettent d'ailleurs que parce que celui-ci les a complètement ruinées et qu'il les incitait à émigrer.

Notre colonel qui ne doute de rien, et qui, quoique le plus drôle de corps, est si heureux qu'il a véritablement raison de croire à son étoile, dit qu'il est certain que les nombreuses tribus des Bordja, qui nous ont été les plus hostiles jusqu'à présent, feront leur soumission avant un mois, et, sur ma parole, je le crois avec lui : tout ce qu'il a prédit est arrivé.

Alors, la route de Mostaganem à Mascara serait à peu près libre, avec de la cavalerie pour protéger les Arabes qui se rendraient aux marchés des deux villes. Seulement il faudrait que le bey, que vient de nommer le gouvernement français et qui, disent les Arabes, est très considéré dans la province, étant fils de l'ancien bey d'Oran sur lequel il y a une prophétie très connue annonçant depuis longtemps de grandes choses en sa faveur... il faudrait, dis-je, que le bey fixât sa résidence à Mascara.

C'est un homme qui a beaucoup de dignité et qui paie réellement de mine. Nous attendons avec impatience les quinze ou vingt drapeaux, la musique de timbales et de hautbois qu'il doit recevoir d'Alger.

A notre première sortie nous verrons tout cet atti-

(1) Voyez la *Revue* des 27 novembre et 11 décembre 1897 et 29 janvier 1898.

rail l'entourer à cheval, ce qui, assure-t-on, produira un merveilleux effet sur les populations arabes. Je n'ai encore vu que les deux drapeaux verts et blancs, escortant la belle et vénérable figure du vieux général Mustapha. C'était d'un aspect imposant, je l'avoue.

28 août 1841.

Je crois que tu as deviné : mais que ton amitié pour moi ne t'excite point trop contre le général, car je ne lui en veux pas. Cependant, tu me fais grand bien en sentant comme moi son injuste prévention contre nos chasseurs. Au reste, tu n'ignores pas à quel point je te suis attaché et dévoué, et c'est une crainte continuelle pour moi que, dans n'importe quelle occasion, nous n'ayons pas une entière sympathie. Je serais pourtant au désespoir de te voir rompre en visière avec le général, car hier, au rapport où nous allons tous les jours depuis qu'il est à Mostaganem, il m'a dit :

— J'ai reçu une lettre de votre frère. Puis, il m'a pressé affectueusement la main, m'a demandé de mes nouvelles, si je ne ressentais plus rien à la tête des suites de ma chute de cheval. Quelqu'un est arrivé et *là se termina ce touchant entretien.*

Dans ces moments, il a un sourire extrêmement bienveillant; ses brusqueries reviennent, hélas! trop promptement. C'est un homme assez colère, bourru, exigeant, souvent avec raison, jamais méchant. Après cela, je dois dire qu'il ne m'a pas encore adressé une parole dure, mais aussi il ne m'a point traité comme le frère d'un ami et du meilleur ami de sa famille. Il a toujours évité l'occasion de me parler de Nantes.

Quand j'aurai séjourné une année en Afrique, je serai enchanté de rentrer en France. Je suis venu trop tard, non à cause de l'âge ou de la force de tempérament, mais parce que les réputations et les coteries sont faites, que l'ambition ou les prétentions de ces messieurs sont infatigables.

Le lieutenant-colonel Renaud, brave et solide, quoique vantard, qui n'a pas plus de trente-quatre ans, chef de bataillon du même jour que moi, me disait tranquillement :

— Avant la fin de l'année, je serai colonel ; bientôt maréchal de camp, à quelques années de là lieutenant général, et, comme je n'ai pas l'espoir de devenir maréchal de France, je me brûlerai la cervelle.

Tous sont dans ce goût-là, si ce n'est qu'ils n'ont pas envie de se brûler la cervelle. C'est une drôle de boutique, où il y a bien des déceptions pour ceux qui viennent chercher la bonne camaraderie...

Je ne désire un grade supérieur que pour revenir en France ; mais, probablement, je rentrerai dans trois ans, époque de ma retraite, si j'arrive jusque-là, car le 1er septembre 1844 j'y aurai droit, et, certainement, je tâcherai d'être avec vous six mois avant... Mais pas de projets, car cela est contre mon habitude et mes idées. A chaque jour son affaire.

La guerre des Arabes, au temps des Romains, sans doute avec le même costume, est absolument la même qu'en 1841, et ton récit de Hirtius m'a fort amusé. C'était le récit de notre dernière expédition de Mascara.

Du reste, les Arabes, qu'on disait si audacieux, ont été bien peu de chose devant nous, quoique Abdel-Kader fût toujours présent. Ils ne savent que tirer des coups de fusil à cinq cents ou six cents mètres, en l'air, et faire faire un demi-tour à [illegible] cheval, en vous lâchant une grossière injure, à moins d'un peu de succès : alors ils se jettent comme des bêtes sauvages sur les malheureux qu'ils hachent en mille morceaux s'ils le peuvent. Mes officiers continuent à tomber malades. Je n'ai plus qu'un capitaine pour faire le service.

Mostaganem, 7 septembre 1841.

Toutes les troupes se préparent pour la campagne qui commencera au plus tard le 20, et peut-être avant.

Le général Bugeaud va nous revenir.

Notre monde pioche dur et sans relâche, mais les maladies et les morts ne discontinuent pas. C'est désolant. Je serai trop heureux si, à l'expédition, j'ai 250 hommes présents pour cinq compagnies.

Merci de ton histoire de la *Commune de Nantes;* je la dévorerai dans l'endroit qui me sera désigné, car j'ai pris mon parti d'être là où on voudra. Tout ce que je désire, c'est de garder ma bonne santé. Hé! hé! en répondre, en Afrique, ce serait avoir trop de fatuité. Seulement, pour en avoir le droit, il faut être sobre ; et je le suis, quoique mangeant de bon appétit.

On dit le général nantais Bedeau très distingué, de toute façon, un peu trop phraseur, il est vrai et même un peu bel esprit...

Je ne serai point nommé lieutenant-colonel en Afrique ; j'y ai trop de concurrents et de vieux Africains, ancrés au premier numéro, avec un bonheur inimaginable...

[illegible] septembre 1841.

Nous nous sommes rendus au fameux Mazagran, sur lequel on raconte tant d'histoires, comme de tout en ce pays. Ces gredins d'Arabes sont venus ce matin à deux portées de fusil de Mazagran, qui est à une grande lieue de Mostaganem. Ils ont tué un Medjer, de nos alliés, et enlevé deux femmes qu'on leur a rattrapées, et dont une a été blessée à la main d'un coup de yatagan.

Vite la cavalerie s'est mise en route, avec un

bataillon du 15e léger ; mais, comme d'usage en Afrique, ils reviendront sans avoir rien trouvé.

Le cheval que j'ai acheté au colonel E. Cavaignac m'a coûté 550 francs : il est excessivement lourd et n'avait ni pas, ni trot, lorsque je l'ai acheté. Froid, aux allures ordinaires, avec des réactions éreintantes, même au pas, je le préfère cependant pour la route, parce que je le trouve dès que je veux le pousser, et qu'il ne me laissera jamais dans n'importe quel chemin, ne craignant pas de le lancer à toutes jambes dans les terrains les plus rapides, quand les accidents ne sont pas trop multipliés, et, encore, c'est par pitié, car je n'aurais pas la moindre crainte qu'il me laissât. On ne peut se faire une idée de la solidité de ces chevaux-là, et, particulièrement, de mon gros *François*, comme je le nomme peu cavalièrement. Nous parcourons ici bien d'autres chemins que ceux de notre beau et admirable pays des environs de Nantes, qui enfonce à mille piques tout ce que j'ai vu en Afrique jusqu'à présent...

J'ai rencontré ce matin, au rapport, le commandant Leflô, dont j'ai été tout à fait content. Il est venu, le premier, à moi, en franc camarade, me disant qu'il se regardait comme notre compatriote de Nantes, quoique n'y étant pas né, mais y ayant été élevé, et étant parent de notre ami Edelin...

Le général Lamoricière (1) retourne demain à Oran, d'où il ne reviendra plus que par terre avec ses troupes. L'expédition ne sera pas à un effectif très fort, nous aurons cependant deux bataillons de chacun des 1er, 41e, 56e, 6e, 23e de ligne, 13e et 15e légers, le premier bataillon des zouaves, nos deux bataillons de chasseurs, un bataillon de zéphyrs, les chasseurs et spahis d'Oran, un bataillon turc, l'armée des douairs de Mustapha et du nouveau bey, plus le génie, l'artillerie, et le train des équipages.

9 septembre 1841.

En attendant la grande expédition pour laquelle tout s'apprête, je ne serais pas étonné que nous en fissions une petite d'ici deux ou trois jours avec notre colonel Tempoure. Le général Bugeaud vient pour commander la grande. Je me porte à merveille et je suis désolé de t'avoir tourmenté avec ma sotte chute de cheval.

10 septembre 1841.

Pendant que je t'écris, nos douairs s'assemblent devant ma cabine arabe. Notre petite expédition va avoir pour but la soumission des Bordja qui, dit-on, sont prêts à se soumettre. Alors la route de Mascara sera libre jusqu'à Mostaganem...

(1) Ses amis de Nantes, ses camarades de collège, ses amis [illegible], [illegible] cette époque une superbe épée d'honneur [illegible] Lamoricière.

Il m'est arrivé de France cinquante-deux chasseurs frais et dispos : c'était plaisir de les passer en revue !... Je m'endors chaque soir sur ton histoire de notre Commune nantaise, avec bonheur et sans remords, comme un juste.

Le commandant Leflô est venu hier manger l'ordinaire de notre gargote. Il est un peu zouave et légèrement osé, comme tout officier d'Afrique, mais très bien autrement.

Mostaganem, 12 septembre 1841.

Nous avons une besogne d'enfer, quoique le principal soit sacrifié aux accessoires. Ainsi un homme tué, c'est peu ; mais que l'orthographe de son nom ou que son signalement soit mal indiqué sur les livres, voilà une chose que nos intendants et même nos généraux ne pardonnent pas.

On dit que la grande expédition se composera de deux colonnes qui se rendront à Mascara par des routes différentes. Je désire être de celle du général Bugeaud, qui d'abord est un homme de guerre de premier ordre, et puis parce que le bey et sa suite, avec timbaliers, hautbois, drapeaux, seront avec lui : cette espèce d'escorte de bœuf gras nous amuserait en route et ferait diversion à toutes les tribulations de notre métier si agréable, si l'on n'avait à penser qu'à soi. Mais que de préparatifs !

De vingt-deux officiers, il ne m'en reste que douze à présent...

Tu ne peux te faire l'idée de l'ennui de la garde du parc de troupeaux ; il ne s'agit de rien moins que de trois mille têtes et à deux longues lieues de Mostaganem...

15 septembre 1841.

Nous partons décidément le 20, et, déjà, nous remplissons nos cantines de lard et de jambon fumé, riz, pâte d'Italie, eau-de-vie, absinthe, vins de toutes espèces, et force café. Si les chaleurs ne cessent pas, nous en aurons au moins d'aussi terribles qu'au mois de juillet... Je n'ai réellement eu qu'une heure de souffrances causées par ces chaleurs, avec une soif comme de ma vie je n'en ai ressentie. Il est vrai que j'avais eu beaucoup de fatigue pour pousser nos hommes qui se laissaient abattre. Ce jour-là, j'ai peut-être bu trois ou quatre litres d'eau, mêlée d'eau-de-vie, et mangé quatre ou cinq oranges.

16 septembre 1841.

Le général d'Hautpoul est à Mostaganem ; il y passe l'inspection dont nous sommes exemptés cette année. Nous y pratiquons diverses sortes d'expériences sur nos nouvelles carabines, fabriquées avec si peu de soin qu'elles pourraient compromettre la vie de nos hommes si nous n'y avions pris garde. D'autre part, des milliers de cartouches renfermaient des

balles d'un si gros calibre qu'elles rendaient le chargement impossible. Juge quel effet cela aurait produit en face de l'ennemi!... Nous avons fait repasser par notre armurier plus de cent mille cartouches, visitées devant moi les unes après les autres. En outre, nous avons soumis les armes à toutes les épreuves possibles. Au reste, mes hommes comprennent la propriété de leur armes, et, s'ils réunissaient à cet avantage les conditions de force et de santé, avec plus d'habitude de la guerre, ils seraient *après* les zouaves, et peut-être *avec* eux, les meilleurs soldats de l'armée d'Afrique. Ils seraient extrêmement redoutés de l'ennemi si l'on savait employer leurs armes à propos. Plusieurs fois, pendant la moisson de Mascara, nos chasseurs ne portaient que leur carabine; ils ont tué des Arabes ou leurs chevaux à cinq cent cinquante ou six cents mètres. C'est à ce point qu'à la fin de la moisson, lorsque les Arabes reconnaissaient nos uniformes, ils n'approchaient plus... Un de mes officiers — ah! que n'en ai-je vingt comme celui-là au bataillon! — quand cela l'*embêtait* trop de ne pas voir ses carabiniers abattre un Arabe ou son cheval, ne quittait jamais la moisson sans en descendre un à cinq ou six cents mètres.

Mostaganem, 18 septembre 1841.

Vingt de nos carabiniers vont aller tirer quatre-vingts cartouches sans nettoyer leurs fusils, pour voir quel sera l'encrassement, et si la justesse des canons n'en souffrira pas. Nous essayons le diable... Je rentre après être resté cinq heures à la cible, pour me faire organiser une tente avec un manteau d'armes, ce qui sera meilleur pour les pluies et les nuits froides de cette époque, car je crains plus la fraîcheur que la chaleur.

Matamora, à portée de pistolet de Mostaganem, où j'ai l'honneur d'avoir mon quartier général depuis deux mois,
20 septembre 1841.

Mon cher Camille, toute la boutique est en branle. Le père Bugeaud est dans nos murs avec une casquette trois fois plus *mirobolante* encore que ce que nous lui avons vu jusqu'ici; brave homme par ailleurs. Il a de ces expressions et de ces idées qui n'appartiennent qu'à lui dans l'armée française et navarraise. Figure-toi que sur les deux colonnes partant, chacune dans sa direction, sur Mascara, il a intitulé l'une, celle où est le bey, naturellement, et dont je ne fais pas partie : *la grrrrande colonne politique*. L'armée opérera donc en deux divisions. La colonne politique est commandée par le gouverneur général Bugeaud.

Le bey y sera avec sa musique et son cortège, vraie mascarade mais assez amusante.

Au reste, nous en voyons de semblables à toute expédition où nous ne sommes ni beaux ni propres.

La deuxième colonne, plus modeste, commandée par le général Lamoricière, ayant sous ses ordres le général Levasseur, est chargée du ravitaillement.

Notre colonne doit effectuer trois ravitaillements de dix jours au moins chacun; nous n'oublierons pas le chemin de Mascara, chemin dans lequel nous laisserons plus d'un homme, car d'Oran ici, en cinq jours, il est mort cinq hommes par les chaleurs. Nous avons quatre jours de marche, de Mostaganem à Mascara, avec un seul mauvais défilé, mais il faut reconnaître qu'il est soigné.

... Je pars d'ici avec un seul capitaine sur huit et dix officiers sur vingt-quatre; le *reste* est mort ou malade.

Les *politiques* s'en vont après-demain; les *anacréontiques*, conducteurs de bœufs, de riz-pain-sel et autres denrées, partent jeudi 24.

Je viens d'acheter un cheval excellent, de neuf ans, d'une vitesse extraordinaire, très vigoureux, au prix de six cents coquins de francs, dont trois cents payés comptant, à mon camarade Ulric, le commandant du 8e bataillon, qui nous quitte demain.

22 septembre 1841.

Nous allons, dès ce soir, après la soupe, nous établir au camp, à la belle étoile, sous des tentes de *montoirins*, sans compter que les nuits sont exécrablement fraîches et humides. Je pars avec des chances de ne pas mourir de froid : ma peau de mouton pour lit, ma tunique, un burnous blanc, recouvert d'un énorme burnous noir en poil de chameau, et, par là-dessus, la grâce de Dieu; en voilà assez pour m'empêcher d'être malade. Hélas! je n'en dis pas autant de mes pauvres officiers. J'en ai encore eu deux sur le flanc, ce matin!

Mon cortège se compose du chirurgien-major, de l'adjudant-major, du lieutenant d'état-major avec leurs trois chevaux, de mes deux arabes, de mes quatre mulets, dont un de supplément pour la compagnie exilée à Mascara, et d'un baudet africain à peu près grand comme un chien, — les pauvres bêtes sont chargées d'une façon effrayante, — de nos tentes, de fourrages pour nos dix bêtes, de vivres pour mon état-major, de dix sapeurs chargés de dresser les tentes, et de ma garde!...

En route donc, dans deux heures, *mon vieux commandant Mellinet*, pour aller te promener, en plein air, dans un pied de sable et être dévoré de puces; puis, demain, à cinq heures, continuer ton glorieux métier! Voici notre itinéraire :

Du 23 au 26, marche d'aller.

Le 27, jour de repos ou plutôt bataille devant Mascara, car, du diable si nos hommes se reposeront.

Du 28 septembre au 1er octobre, marche de retour... Puis, un jour ou deux à Mostaganem, et à recommencer deux fois encore, afin que nos hommes n'oublient pas le chemin...

MELLINET.

(*A suivre.*)

THÉORIES SOCIALES ET POLITICIENS

Ce livre est un pamphlet. Il a cela de commun avec les *Essais* de Montaigne qu'il est une épigramme perpétuelle, selon la définition de Sainte-Beuve. Il a pour muse l'Irrévérence. Voulez-vous un petit résumé. Voici. Ce n'est pas circonlocutoire, au moins. C'est tranché d'un apophtegme à la laconienne :

« Gambetta, sentimental sympathique et doux, esprit élémentaire et simple, si simple, dont les idées rares se découvrent péniblement parmi la profusion des mots ; — Léon Say, d'une vulgarité ineffable, désolant matérialiste pour qui la hausse de la rente est la seule raison d'être du progrès social ; — de Mun, de médiocrité si distinguée, au corps bien fait, de voix sonore et de beaux gestes, ce qui communique un charme à son éloquence modique ; — Jules Ferry, homme dont la formation intellectuelle vulgaire était harmonique au milieu parlementaire et dont les conceptions, si précises qu'elles fussent, étaient cependant médiocres ; — Bourgeois, exhalant en petits souffles philosophiques sa pauvre âme préfectorale ; — Jules Guesde, viciant par un sentimentalisme de cabaret une aptitude merveilleuse de raisonnement ; — Jaurès, incapable d'avoir, deux jours de suite, des idées pareilles, irresponsable même de son éloquence, paraphrase animée de son incertitude. »

Et tout le livre est le développement complaisant de cette page charitable.

Évidemment, M. Ernest Charles qui, du reste, s'il rédige d'une chiquenaude Léon Gambetta, juge Montesquieu d'une pichenette, n'a pas douté un instant que la substance de tous les « politiciens » qu'il vient de nommer ne fût rien devant lui. Aussi parle-t-il pendant quinze pages de la vanité de M. Jaurès, dont il reste comme stupéfié.

Les jeunes gens sont ainsi. Ne dites donc pas que les jeunes gens de ce temps sont ainsi. Ils ont toujours été tels, en tous les temps. J'ai connu, en 1867, à la Normale, un petit bonhomme qui avait quelquefois le pinçon sans rire assez heureux. Comme nous méprisions nos professeurs avec l'impartialité la plus touchante, il nous disait : « Vous êtes trop modestes. Vous méprisez en la personne de ces gens-là ce que vous serez dans trente ans après beaucoup d'efforts. C'est le comble de l'humilité. » M. Ernest Charles à ce compte est éperdu d'humilité.

Il n'est pas de son temps. Il est de son âge. Comme il accuse les parlementaires, avec raison, de croire que la France est née en 1789, tout de même la jeunesse, de quelque temps qu'elle soit, croit que le monde intellectuel est né l'année où elle a daigné venir au monde, et que les siècles se sont relayés pour l'attendre.

Vous le dirai-je ? Cela m'enchante. Si j'aimais le progrès, j'en serais désolé ; mais je suis à l'égard du progrès comme les athées à l'égard de Dieu. Ils n'y croient pas ; mais ils le détestent. Ils lui disent : « Tu n'existes pas, mais je te hais. » Ils sont logiques. Moi aussi, je ne crois pas au progrès... enfin, je n'y crois guère ; mais je me défie de lui extraordinairement. Je trouve que nous allons trop vite, que l'évolution est trop rapide, que l'humanité halette après la tâche qu'elle se donne, et s'épuise à courir après l'ombre d'elle-même qu'elle projette devant elle. Or le mépris des jeunes pour les vieux est le frein personnel et providentiel du progrès. Si les jeunes comprenaient les vieux, dégageaient rapidement les quelques idées fécondes que les vieux laissent après eux et en tiraient rapidement toutes les suites, cela irait d'un train vertigineux.

Mais Dieu pourvoit, lui qui sait, comme l'a démontré Renan, que c'est nous qui le faisons ; qui sait qu'il existera un jour grâce à nos efforts, lui qui n'est point ambitieux, point arriviste, et ne tient pas à parvenir à l'existence avec une précipitation de mauvais goût.

Et il crée, pour cela, de création continue, le mépris des jeunes gens pour les vieillards. Les jeunes gens commencent par ne pas comprendre les vieux ; puis ils comprennent que les vieux sont stupides ; puis ils le démontrent, — que de temps perdu déjà ! — puis ils se mettent à penser par eux-mêmes ; mais alors ils s'aperçoivent qu'il y a des gens qui se moquent d'eux, à quoi ils comprennent qu'ils sont devenus les vieux du jour ; et ainsi, dans le temps où l'humanité aurait pu avancer de trois pas, elle a avancé d'une demi-semelle.

Et encore je trouve qu'elle va trop vite ! Que dirais-je, si... Non ! c'est bien ce qu'il faut. Il faut que les jeunes soient convaincus de notre inanité. Ils n'en sont peut-être pas assez convaincus encore, malgré les apparences. Je vous le dis, et ce n'est pas la première fois que je le dis, l'immense bienfait de l'instruction, c'est de ridiculiser le maître aux yeux du disciple.

Et le progrès est à ce prix et l'excès du progrès est

évité à ce prix. La raison d'être d'Aristote, c'est de réfuter Platon. Le point de départ d'Aristote, c'est le désir de tourner Platon en ridicule. Si Aristote n'eût pas senti le besoin de se moquer de Platon, Aristote eût passé toute sa vie à manger des figues. Platon en mourant a dit avec ravissement : « Je laisse un héritier. Aristote m'a trouvé absurde. Je ne meurs pas tout entier. » Voilà pour le progrès. — Et pour ce qui est d'éviter l'excès du progrès, jugez ce qu'eût été Aristote s'il n'eût pas perdu la moitié de sa vie à réfuter Platon ! La pensée en est effrayante. Des machines de cette force ont besoin de ce poids mort : le besoin de démolir leurs prédécesseurs. Elles iraient, sans cela, d'un train à faire frémir.

Tout est donc bien ainsi, ou à peu près. Il manquerait quelque chose au bon ordre universel si les jeunes étaient respectueux. M. Ernest Charles travaille au maintien de « l'ordre dans l'humanité », comme disait Proudhon. Remarquez qu'il s'appelle Ernest. Le joli mot de M. Coppée se vérifie : « Toute la jeunesse s'appelle Ernest. »

M. Charles travaille donc au salut social. Il faut confesser qu'il y travaille bien. Les politiques qu'il drape en ce livre, la plupart au moins, étant gens d'esprit, seront satisfaits de contempler leur portrait, sans compter qu'ils seront consolés, s'ils ont à l'être, par le portrait de leurs voisins. Il y en a de vraiment jolis, tout parti étant pris de l'exagération caricaturale. Si Léon Say, décidément, n'est pas compris, si M. Bourgeois est, décidément, trop déformé par l'animadversion du peintre, M. Jules Guesde, toujours exagération mise à part, est presque excellent. Il n'y a pas à dire non. C'est bien lui.

M. Jean Jaurès — que, du reste, je n'ai pas assez pratiqué pour être vraiment compétent — me semble manqué *à fond*. La faculté maîtresse de M. Jaurès ne me semble pas du tout la vanité ; mais pas du tout. Elle me semble le lyrisme. C'est — puisqu'il s'agit de ridiculiser, n'est-ce pas ; acceptons un instant ce parti pris — c'est la monomanie pindarique, c'est l'*hiérophantisme* qu'il fallait prendre comme étant le germe primitif, et puis ensuite on pouvait en montrer le développement, l'évolution continue à travers toute la carrière du tribun. J'ai un bien joli mot sur Jaurès presque enfant. Le dirai-je ? Après tout, il n'est pas cruel ; il renferme un demi-éloge ; et il est bien un peu juste ; et puis, il est si joli ! « Très intelligent ce jeune homme ; très doué ; mais chez lui le geste détermine le mot, et le mot détermine l'idée. » — Hum ! Il y a bien quelque chose comme cela.

Et c'est ce qui explique l'évolution politique de M. Jaurès...

D'abord, pour être juste, disons que M. Jaurès a évolué, mais n'a pas du tout changé. J'ai un témoignage absolument sûr. Un homme politique qui fut collègue de M. Jaurès à l'époque où M. Jaurès était centre gauche, et à qui je disais : « Mais comment est-il devenu socialiste ? » m'interrompit vivement : « Il l'a toujours été ! Quand il siégeait à côté de moi, il me rasait de socialisme pendant toute la séance. » Je donne le mot comme authentique...

Ensuite, et nonobstant, c'est le lyrisme qui a *déterminé* pour sa part l'évolution de M. Jaurès. On a toujours l'opinion de son talent. Voyez-vous M. Jaurès mettant la conception politique du centre gauche en périodes roulantes et vastes comme les lames de l'Atlantique, faisant onduler les idées du tiers parti dans le grand balancement du large ? Non, c'est fatal ; quand on a le talent oratoire de M. Jaurès on est, on ne peut être que d'extrême gauche ou d'extrême droite. Dans quel discours de centre gauche voulez-vous faire entrer une phrase comme celle-ci ?

« On vous dit que si le travail n'est pas rémunérateur ici vous pouvez aller plus loin. Répondez que vous êtes attaché à ce sol par tout le passé et tout l'avenir, par ceux que vous avez perdus et par ceux que vous avez créés, par l'immobilité des tombes et le tremblement des berceaux ! »

Non, cette phrase-là est de droite ou de gauche ; elle n'a rien de central. Et le geste détermine le mot et le mot détermine l'idée. M. Jaurès fut créé tribun par son talent tribunitien.

Y a-t-il de la vanité dans tout cela ? Mais non ! Point du tout. Pour mon compte, elle ne m'apparaît pas. Il me semble qu'il y a dans le portrait de M. Jaurès par M. Charles une erreur de fond.

Le livre de M. Ernest Charles est donc tantôt erroné, tantôt assez juste, toujours amusant par sa verve sarcastique. Cependant, que l'auteur prenne garde ! Le sarcasme continu finit par avoir sa monotonie, tout comme l'extase continue de la critique admirative.

On le souffre un moment : mais la suite importune.

Il arrive que la monotonie du *ton*, si j'ose m'exprimer ainsi, passe même jusqu'au style et que les formules de dédain cavalier se répètent un peu. Je relisais l'autre jour les *Provinciales*. Au fond, ce n'est guère varié. Ça ne pouvait guère l'être. Les idées et les arguments s'y répètent beaucoup ; mais c'est prodigieux comme les tours de style s'y renouvellent, et quelle souplesse d'invention verbale a permis à cet homme de répéter cent fois la même accusation avec un bonheur de style toujours nouveau. C'est le modèle des polémistes. On trouve cette qualité à un moindre degré dans le livre de M. Charles.

— Pas d'exceptions aux rigueurs contemptrices du jeune Polyeucte ?

— Si bien ! Une seule. En faveur de M. Paul Des-

chanel. Je suis absolument enchanté de cette exception, et, certes, M. Deschanel me paraît être le mieux doué des politiques de la génération actuelle. M. Ernest Charles a, du reste, bien défini cette intelligence lucide, cette hauteur de vues, cette tenue, cette élévation même, de caractère, cette judicieuse absence de parti pris, ce courage (il y en a) à se faire une pensée à soi, également éloignée, non, éloignée à la fois, des rêveries socialistes et de la très surannée et *indéfendable* économie politique classique.

Je croismême, très sincèrement, que, s'il y a quelqu'un à suivre, en questions sociales, encore que sa solution ne me paraisse qu'un palliatif, c'est encore M. Deschanel. Seulement, et ceci est une remarque plutôt littéraire, mais elle a son importance, le même manque d'un peu de mesure, d'un peu de tact, d'un peu de légèreté de main, qui se remarque dans les exécutions de M. Ernest Charles, se trahit même dans ses approbations. Non, s'il est trop dégoûté de M. Jaurès, il est vraiment trop ravi de M. Deschanel. Il en devient voluptueux. On dirait qu'il passe la plume à une main moins mâle. Là aussi, il y a un certain excès. Oh ! mon Dieu ! tout cela ne se calmera que trop. Il ne faut pas se fâcher. M. Charles a le temps de devenir mesuré.

Du reste, je ne puis qu'approuver les conclusions (qu'elles se trouvent ou au commencement ou à la fin de ce volume) où en est arrivé, tout compte fait, M. Ernest Charles.

Elles sont : 1° Qu'il faut que les jeunes gens s'occupent plus de politique que de littérature ; qu'ils se débarrassent de ce mépris pour la politique qui est chez eux une affectation dangereuse ;

2° Qu'il faut choisir avec discernement les « bons bergers », les bons chefs politiques, et que ces bons chefs politiques pourraient bien être M. Waldeck-Rousseau, M. Poincaré et M. Deschanel ;

3° Qu'il faut qu'il n'y ait plus en France que deux partis : le parti socialiste et le parti libéral progressiste, étant jetée à l'eau une fois pour jamais la politique de 1848 (anti-cléricalisme, laïcisme, anti-nobilisme, anti-aristocratisme) qui a fait son temps, si jamais il a été bon qu'il y eût un temps pour elle.

Sur le 1°, je dirai qu'en effet les jeunes gens ne sauraient mieux faire que d'étudier la politique, à la condition qu'ils l'étudient à l'école où elle est, à la seule école où elle est, c'est-à-dire dans l'histoire. Une des choses qui m'inquiètent le plus, au temps présent, c'est le débordement de sociologie philosophique, parfaitement creuse neuf fois sur dix, qui nous submerge et nous « englout », comme disait énergiquement Jean de Meung. Je ne peux pas causer avec un jeune homme de vingt-trois ans, enfin débarrassé des études impersonnelles et évadé de la période *examinatoire*, et lui demander : « Et maintenant, qu'allez-vous faire ? » sans qu'il me réponde : « De la sociologie. » Oh ! vraiment, c'est trop de sociologie. Je prévois, dans un avenir prochain, « au sein de nos assemblées » des légions de Royers-Collards troubles. M. Charles y pousse un peu. « Nous manquons de doctrinaires ! » Hum ! Est-ce de ce manque que la France périt ? J'ai des doutes.

Oui, jeunes gens, « faites de la politique » (expression triviale, que M. Charles abomine ; mais bah !) ; faites de la politique, mais par l'histoire. Fouillez Debidour, fouillez Seignobos, fouillez Aulard. Ils n'ont pas du tout mes opinions. Je les déteste. Mais fouillez-les tout de même. — Cette réserve faite, quand M. Charles vous dit : « Moins de littérature et plus de politique » ; croyez-l'en. Il a raison. C'est viande moins creuse. C'est plus viril. Moi, très féministe, comme on sait, je rêve un temps où les femmes seules « feront de la littérature ». Vous savez, je suis sûr que ce temps viendra. Il sera meilleur que le nôtre.

Sur le 2°, je suis encore d'accord. M. Ernest Charles vous propose MM. Waldeck-Rousseau, Poincaré et Deschanel comme têtes de colonne. Fort bien. J'espère beaucoup de M. Poincaré et de M. Deschanel, et certainement MM. Poincaré et Deschanel sont bien choisis comme devant être les politiciens dirigeants ; et je les vois nous gouvernant, vers 1910, entourés de quelques jeunes, ferrés sur l'histoire, sachant ce que c'est que Richelieu, Talleyrand, Guizot et Thiers ; je vois cela sans aucune espèce de déplaisir, encore que cela, à cette date, ne me concernera plus. Très bien.

Sur le 3°, je vais citer. C'est un programme. Il est étroit. Je le compléterai ; mais c'est le programme de notre jeune « politicien » ; il n'est que juste que je lui donne la publicité de mes vingt millions de lecteurs. Chacun fait ce qu'il peut :

« D'une part les socialistes qui, considérant que les faits sociaux actuels sont empreints d'une fatale injustice veulent... transformer intégralement le système de production, de répartition, d'appropriation des richesses, soit par un ensemble de propositions législatives, soit par la révolution elle-même.

« D'autre part les libéraux qui, considérant que les faits sociaux ne sont pas anarchiques, mais soumis à des règles, attribuent les inégalités excessives résultant de ces faits *à ce qu'ils se sont produits en dehors des règles*, d'abord parce que la transformation subite des procédés de production déséquilibra les forces sociales, ensuite parce que les bienfaits de cette transformation furent accaparés par un petit nombre privilégié grâce à l'inertie législative ; — qui, en second lieu, considérant que les discordances sociales sont susceptibles d'être adoucies par l'effort de la législation faite pour tous, veulent travailler à

instaurer définitivement par une organisation protectrice l'harmonie des forces sociales.

Le mouvement de la théorie eh ! non, le mouvement des faits : exige ce mouvement des partis. Et la gloire ne serait pas médiocre de l'homme qui, faisant rejeter les imbéciles préoccupations de sentimentalisme politique, sentiments anti-cléricaux, d'autres, et tant d'autres, grouperait les parlementaires en ces deux camps, et, pour l'accomplissement d'une œuvre précise, rassemblerait enfin leurs esprits dispersés.

En d'autres termes, il ne faut à la Chambre des députés et au Sénat que des socialistes et des gens s'occupant du socialisme. C'est un peu étroit. Il y faut des hommes s'entendant en affaires étrangères ; et cela manque terriblement. Il y faut des hommes connaissant la question agraire. Il y faut des hommes connaissant la question militaire. Il y faut des hommes connaissant la question industrielle. Il y faut des hommes connaissant les questions administratives, et pouvant travailler à ce qui est possible d'une décentralisation administrative, et, là, n'en doutez pas, il y a un possible.

Mais cependant, *comme classement général des partis*, l'idée de M. Charles est juste : Des socialistes ; — des anti-socialistes n'opposant au socialisme aucun *a priori* et aucune « question préalable » ; — de « sentimentaux », de prêtrophobes et de phraseurs et de raseurs, point du tout : voilà qui est, pour moi, du moins, très séduisant. Ainsi soit !

Le livre de M. Charles est donc amusant, exaspérant, solide. C'est selon les pages. Donc il faut le lire. Comme dit Calino, « je regretterais de ne l'avoir pas lu ». Ne vous donnez pas ce regret.

ÉMILE FAGUET.

UNE FÊTE SCOLAIRE

EN L'HONNEUR DE JEANNE D'ARC

Ainsi que l'ont annoncé plusieurs journaux, pour la première fois, le 8 mai prochain, la fête de Jeanne d'Arc sera célébrée dans tous les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire de l'Académie de Paris. Nous avons pensé qu'il serait intéressant de faire connaître à nos lecteurs et les considérants qui ont été invoqués en vue de l'institution de cette fête et les grandes lignes du cérémonial qu'on se propose d'adopter.

Rapport de M. Evellin, inspecteur d'Académie.

Monsieur le Recteur,

L'année dernière, à la session de novembre, un de nos honorés collègues, M. le professeur Bertinet, soumettait au Conseil une proposition d'un vif intérêt patriotique. Il exprimait le désir, partagé, croyons-nous, par [illegible] nombre de membres de notre Conseil universitaire, de voir instituer, en l'honneur de Jeanne d'Arc, une solennité annuelle dans les Lycées et Collèges de l'Académie de Paris.

La proposition de M. Bertinet fut accueillie, comme elle devait l'être, avec faveur. Il parut toutefois qu'en raison même de son importance, il convenait de la réserver, et, d'un commun accord, l'examen en fut remis à l'année suivante. L'échéance est venue, et la proposition reparaît aujourd'hui sous la forme plus précise d'un vœu, avec des considérants d'une grande valeur.

Peut-être, avant de vous les présenter, me sera-t-il permis de rappeler les faits qui mettent en leur vrai jour la démarche de notre collègue et lui donnent toute sa signification et toute sa portée.

Quatre siècles d'oubli à peu près complet avaient pesé sur la sainte mémoire dont nous saluons le réveil. Un évêque, dont le nom restera cher à l'Église, voulut, dans la ville même où Jeanne avait paru en libératrice, la relever avec éclat de l'inique sentence, et, pour cela, ranimer son culte, depuis de longues années languissant et presque éteint. Au chant des hymnes, et dans une pompe qui rappelait celle de la délivrance, Jeanne la Pucelle recevait les honneurs d'un nouveau triomphe. Orléans, une seconde fois, était conquis, et, par la brèche ainsi ouverte, la sainte fille allait avoir accès dans les temples de nos villes, et jusque dans les plus humbles églises de nos hameaux.

A peu près en même temps, se produisait un mouvement d'opinion parallèle, où toutefois l'idée religieuse se subordonnait au sentiment patriotique, s'effaçait même, en certains cas, devant lui. Il date de nos revers et de tant d'indicibles humiliations ! Le pays, frappé au cœur et mutilé, avait espéré en vain. Nul succès n'était venu rompre la désespérante monotonie de la défaite. Comment alors ne pas se reporter en pensée à une autre époque, tourmentée elle aussi et malheureuse, mais consolée à la fin par la victoire ? Comment ne pas évoquer le souvenir de la vierge inspirée qui l'avait apportée, cette victoire, foudroyante et décisive, à l'heure de suprême angoisse ? Le miracle, par l'effet du contraste, grandissait encore. Aussi, vit-on de toutes parts éclater le témoignage de la reconnaissance publique : Histoire, éloquence, théâtre, redisaient à l'envi le nom de Jeanne, et éveillaient les mêmes ardeurs, inspiraient le même enthousiasme qui jadis naissait de lui-même sous ses pas.

L'heure paraissait venue de s'adresser aux pouvoirs publics et de chercher à obtenir du parlement l'institution d'une fête que tous appelaient de leurs vœux. Le succès, dans de telles conditions, pouvait-il faire doute ? Il semblait d'autant mieux assuré que le pays avait trouvé, pour se faire entendre, un interprète digne de lui. Jamais noble mission, en effet, n'avait rencontré, pour la mener à bien, âme plus haute. Orateur autant que philosophe, M. Joseph Fabre appartenait à l'élite de l'Université de France, et, dans cette élite même, il s'était de tout temps distingué par une flamme d'ardeur

généreuse, une soif de justice, un besoin passionné de dévouement, que faisait valoir encore, avec une parole chaude, un don de sympathie entraînante. Il s'éprit pour l'héroïne d'un sentiment d'admiration mêlée de piété qu'il voulut exprimer dans d'émouvantes conférences, traduire dans de nobles pages d'histoire et jusqu'en un drame, plein de vérité et de pathétique, toujours applaudi.

Élu député en 1881, il put croire qu'il touchait le but et qu'il allait voir accompli le vœu de sa vie. Le 30 juin 1884, 252 de ses collègues répondaient à son initiative et appuyaient de leurs signatures le projet d'une fête de Jeanne d'Arc. La Commission d'initiative s'était prononcée en sa faveur, et le nombre des signataires autant que la valeur des considérants eussent sans doute entraîné la majorité des suffrages, si la discussion publique avait eu lieu. Mais la législature approchait de son terme; il fallut abandonner le fruit de longs efforts. Jamais la proposition ne put venir à l'ordre du jour.

Dix ans s'écoulèrent entre ce premier projet et une seconde tentative, cette fois plus heureuse. M. Joseph Fabre venait d'être élu sénateur, et avec l'esprit de suite du philosophe, l'ardeur intrépide de l'apôtre, il avait entrepris et mené à bien la conquête de nouveaux collègues. Un projet de loi relatif à l'institution de la fête qu'il appelait avec raison la fête du patriotisme, et signé de 128 sénateurs, fut présenté à la haute assemblée et adopté par elle le 8 juin 1894. « Nos pères de 89, disait M. Joseph Fabre au nom de la Commission chargée d'examiner le projet, voyaient dans les fêtes civiques une pièce essentielle de l'organisme républicain, un ressort puissant de l'éducation nationale... Quelle fête plus indiquée que la fête de Jeanne d'Arc, trait d'union entre la France ancienne et la France nouvelle! »

Et ailleurs :

« Il y a eu, en France, une chose grande entre toutes, la Révolution, et une personnalité grande entre toutes, Jeanne d'Arc.

« La Révolution a sa fête. Que Jeanne d'Arc ait la sienne! »

Ailleurs encore :

« Le moment n'est-il pas opportun pour opposer cette grande mémoire aux déclamations dangereuses de ces pontifes du cosmopolitisme qui voudraient nous persuader qu'il ne nous reste pas même la seule religion qui ne comporte pas d'athée, la religion de la patrie? »

Le 18 juin, la proposition de loi adoptée par le Sénat, à la suite d'un très éloquent plaidoyer de M. Fabre, et d'un magistral discours politique du président du conseil, M. Charles Dupuy, fut transmise, selon l'usage, à la Chambre des députés; mais, faut-il le dire, elle n'y fut et n'y a encore été l'objet d'aucune étude. Un projet si digne de passionner les esprits attend depuis trois ans et attendra longtemps peut-être une sanction que le terme imminent de la législature actuelle rend de plus en plus incertaine.

J'estime donc, et, avec moi, j'imagine que la majorité de notre conseil estimera que la proposition de notre collègue est la bienvenue. Sans doute, le patriote qui a voué sa vie au culte de Jeanne ne sera pas le dernier à le reconnaître. Il s'estimera heureux d'avoir pour collaborateurs quelques-uns de ceux que son éloquence a conquis. A notre tour, il nous faudra bien reconnaître que si la fête projetée répond à nos espérances, rien n'y aura plus contribué que les admirables prédications patriotiques qui ont devant nous aplani la voie.

En vain risquerait-on aujourd'hui contre elle des critiques depuis longtemps émoussées : — « Jeanne, appartient à un passé déjà lointain. » — Oui, mais par combien de traits ce passé ressemble à notre présent! Et puis, qu'importe l'éloignement, si l'idéale image, comme une cime dans l'histoire, semble grandir à mesure qu'on s'en éloigne? — « L'Église la revendique. » — Formule vide de sens: nul n'a de droits exclusifs sur cette glorieuse mémoire. C'est précisément votre abstention qui va créer le privilège; personne ne vous exclut que vous-même. Si ceux que vous appelez ses ennemis se sont résolus virilement à expier le passé et à réhabiliter sa mémoire, est-ce une raison pour qu'elle soit oubliée et abandonnée de ses amis?

Il importe avant tout de bien comprendre le caractère de la fête que nous voulons voir instituer. C'est en un sens plus précis, plus rigoureux qu'on ne l'imagine, la fête même de la patrie, visible dans l'une des figures les plus nobles qui se soient révélées au monde. Avec ce qu'elle a de rayonnement au front, de charme et de franchise dans le regard, Jeanne n'est-elle pas l'image même de la France? Douce et fière, humaine et brave, généreuse par-dessus tout, il semble que cette admirable jeune fille ait le pressentiment de quelque chose de plus noble et de plus beau que la victoire même, que son œil cherche, par delà les mêlées sanglantes, et entrevoie comme en un rêve d'avenir les jours que l'humanité appelle, les jours de réconciliation et de paix.

La fête de la patrie peut et doit être aussi la fête du patriotisme. Il serait bon, il serait salutaire qu'une date fût fixée dans l'année, où, par l'effet et comme par la grâce d'un même souvenir, tous nos concitoyens se sentissent unis dans une même pensée de solidarité et d'espérance. Combien n'importe-t-il pas, si nous voulons reprendre le rang qui nous est dû parmi les peuples, que nous apprenions à détacher nos regards des questions secondaires qui nous divisent, pour les fixer sur l'idéal commun qui doit nous unir! Et puis, le souvenir des humiliations passées doit être fécond. C'est lui qui de nouveau trempera les âmes et inspirera les héroïques résolutions. Toujours penser à nos malheurs n'est pas possible ; pensons-y souvent, et, pour y penser souvent, décidons-nous à y penser en commun.

Ne remettons pas non plus la décision nécessaire. Plus se prolongera l'attente, plus risquera de se refermer et de guérir la blessure faite à notre honneur de nation; or, il ne faut pas que cette blessure guérisse, il ne le faut pas, si l'on veut que la fête du patriotisme garde toute son efficacité et toute sa vertu.

C'est sans doute parce que des considérations de cet ordre ont plus d'une fois frappé l'esprit de notre collègue, M. Bertinet, qu'il s'est résolu à porter devant le Conseil l'expression du vœu qui nous est soumis. Inquiet de trop longs atermoiements, il fait appel aujourd'hui,

sous une réserve et dans des limites dont nous parlerons tout à l'heure, à l'initiative de l'Université.

Initiative à tous égards souhaitable! L'Université, dans l'ordre d'idées qui nous occupe, est maîtresse de ses décisions. Il lui suffit de vouloir, de bien vouloir. Ses vœux seront sincèrement interprétés, aisément transmis, et, s'ils se présentent avec l'autorité que donne une majorité imposante, promptement entendus. Et, qu'on veuille bien le remarquer, l'entente sera infiniment plus facile entre esprits qu'une culture désintéressée met au-dessus des préjugés de parti, qu'elle ne l'a été ou ne saurait l'être dans un milieu politique, où, presque nécessairement, les vues les plus hautes se heurtent à la confuse diversité des intérêts. J'ajoute que l'Université a charge d'âmes, que la plus grande partie de la jeunesse lui appartient, et que c'est en vue de la jeunesse qu'il importe surtout de restaurer le patriotisme et d'instituer la fête qui le glorifie. C'est d'une jeunesse élevée dans le souvenir de nos malheurs et la culture de nos grands noms historiques que dépend, en définitive, l'avenir.

A vrai dire, l'idée d'une fête universitaire de Jeanne d'Arc n'est pas nouvelle. Il y a un peu plus de sept ans, le 29 juillet 1890, le Conseil supérieur de l'Instruction publique avait adopté une proposition ainsi conçue :

« Est déclaré jour de fête, pour tous les établissements d'instruction publique, le 8 mai de chaque année, jour anniversaire de la délivrance d'Orléans (1). »

La fête du 8 mai ainsi décrétée eut lieu, si je ne me trompe, en 1891. Je doute qu'elle ait été, au moins dans la généralité de nos établissements, célébrée depuis.

Comment expliquer ce trop rapide abandon? On peut croire qu'avant les débats retentissants du Sénat et ces admirables plaidoiries qui furent entendues et du Sénat et de la France, l'idée n'était pas encore tout à fait mûre. Les chances de succès, selon nous, eussent été meilleures, si l'on avait laissé l'opinion prendre les devants et s'affirmer de façon plus décisive et plus nette. Une fête, à proprement parler, ne se décrète pas. Elle résulte, elle jaillit du milieu et des circonstances. Il faut qu'elle soit depuis un assez long temps dans les vœux avant d'apparaître dans les faits.

Peut-être aussi, dans une institution de ce genre, faut-il, comme en tout le reste, procéder avec méthode et prudemment. Notre collègue l'a bien vu. Il faut choisir d'abord le terrain favorable, et ne chercher à acclimater une fête que là où elle a le plus de chances de se développer et de prospérer.

S'il en est ainsi, nous croyons, avec M. Bertinet, que l'Académie de Paris est le milieu propice, le milieu prédestiné à la fête dont il réclame l'institution. « Il ne faut pas, dit-il, que nous laissions à d'autres l'honneur de célébrer les premiers dans nos écoles la mémoire de l'une des plus pures gloires de la France. » Non, il ne le faut pas, dirai-je en union de pensée avec lui, parce que le mérite d'une telle initiative revient de droit à la première et à la plus noble université du pays. Il ne le faut pas non plus, parce que l'appel de Paris est celui qui portera le plus loin et sera le mieux entendu. Il ne le faut pas, enfin et surtout, parce que notre province académique, cette province où bat vraiment le cœur de la France, est celle aussi où la fête qu'on propose éveillera les plus vifs souvenirs et trouvera le plus d'écho dans les cœurs.

Le pays compris en ce ressort, Monsieur le Recteur, et placé sous votre juridiction, a eu l'honneur insigne d'être témoin de toute ou presque toute la vie publique de Jeanne d'Arc. Là, entre le berceau de Domrémy et le bûcher de Rouen, s'est déroulé, dans une incomparable splendeur, le drame le plus extraordinaire qu'ait connu l'histoire, drame dont trois villes, qui sont nôtres, marquent pour jamais les trois moments les plus solennels : Bourges, l'humiliation suprême, et aussi les premiers bruits d'une mission, la première aube d'espérance; *Orléans*, le salut; *Reims*, le triomphe. Mais, au-dessous de ces villes, que de cités moindres, que d'humbles bourgades veulent leur part dans l'héritage de gloire, et cherchent à consacrer leurs noms en les rattachant à quelque circonstance de la vie miraculeuse! Emues encore après tant d'années, elles sentent ce qu'il y eut d'impiété dans l'oubli. Partout des statues s'élèvent, des fêtes locales s'organisent. On voit bien que les cœurs s'ouvrent et ne demandent qu'à se répandre en bénédictions.

Avec quelle allégresse, en un tel milieu, notre jeunesse universitaire n'inaugurera-t-elle pas le culte de Jeanne d'Arc! Oui, je l'ai dit à dessein, elle l'inaugurera elle-même. Nous proposerons les grandes lignes d'un cérémonial nécessaire. Pour tout le reste, et dans le détail, que l'organisation lui appartienne! Elle ne manquera, vous le verrez, ni d'idées heureuses, ni d'inspirations délicates. Ce qu'il faut qu'elle comprenne avant tout, c'est que son hommage spontané, son hommage personnel, est le premier nécessaire ; c'est lui qui doit aller d'abord à la jeune vierge, à la fille de France, héroïne à 17 ans.

Sans doute, on saura un jour ce que vaut un culte réellement, franchement civique, un culte qui vient du cœur et repose sur le concert des volontés. L'exemple de l'Université de Paris ne tardera pas à entraîner toutes les autres, et, s'il est avéré que, parmi notre jeunesse universitaire, la fête de Jeanne d'Arc donne des fruits de bon esprit, de dignité morale et de respect, comment ne s'imposerait-elle pas à la nation tout entière? L'Université aura donné le signal, la France suivra (1).

(1) Dès 1889, M. Joseph Fabre recommandait, comme préface de la fête nationale toujours ajournée, l'institution d'une fête scolaire, qui eût fait, selon ses vives expressions, communier en Jeanne d'Arc tous les écoliers d'aujourd'hui, en attendant que communient en elle tous les Français de demain. Cette fête devait être, non un congé, mais un ensemble d'initiations patriotiques par chants, lectures, représentations, discours, etc.

En même temps se produisait une requête analogue, celle de MM. Robinet et Antoine, lieutenants, on le sait, de M. Laffitte, comme pour montrer le prix qu'attachaient à une telle institution, outre les croyants et les philosophes, les représentants mêmes d'un positivisme à demi sceptique.

(1) Dès aujourd'hui, ne pourrait-on instituer dans nos casernes une commémoration annuelle de Jeanne d'Arc? Ce serait, croyons-nous, aller au-devant des vœux de nos chefs militaires les plus éminents. Je n'en citerai qu'un : le général Davout, duc d'Auerstaëdt. Dans une longue et magnifique lettre adressée le 21 juin 1892 à M. Joseph Fabre, qui en a fait la préface de son *Mois de Jeanne d'Arc*, le général Davout disait que la glorification de la « Grande Française » donnerait à chacun confiance dans l'effort qui lui sera demandé

En résumé, votre Commission vous propose les conclusions suivantes :

Si la fête de Jeanne d'Arc est instituée dans l'Académie, voici comment on pourrait la célébrer :

1° Nos établissements d'instruction publique seraient, le jour même de la fête, ou dès la veille, pavoisés et illuminés. Je me permets de suggérer l'idée que sur les drapeaux ou oriflammes soient inscrits quelques mots connus et cités de notre héroïne, entre autres : *Vive labeur !* si bien en situation quand il s'agit de nos maisons universitaires.

2° Messe de Jeanne d'Arc, selon le vœu de M. Bertinet, à une heure matinale de la journée, 8 heures par exemple, pour les élèves qui suivent les exercices religieux.

3° A une heure plus avancée de la matinée, solennité d'un caractère à la fois oratoire et musical (1).

EVELLIN,
Inspecteur d'Académie.

JEANNE D'ARC

Drame en trois pièces.

Les scènes que l'on va lire ouvrent un drame, en trois pièces, dont le titre est *Jeanne d'Arc* et qui doit paraître prochainement. Cette œuvre, dont l'auteur fait son début dans les lettres, n'a rien d'une composition purement idéale, dont la libre imagination aurait seule tissé la trame et disposé le canevas. Le jeune écrivain qui l'a composée a vécu dans la familiarité pieuse de son héroïne : c'est aux documents, c'est à l'histoire longtemps et de près étudiée qu'il a emprunté les traits des tableaux qu'il fait passer sous nos yeux. L'art ici n'est que la respectueuse mise en œuvre de la vérité. Et cet art réussit à faire revivre devant nous la France d'autrefois, la France au patriotisme à peine balbutiant.

Dans ces premières scènes, l'auteur, avec une ingénieuse naïveté, évoque les petites gens parmi lesquelles apparut, grandit, rêva la vaillante et douce martyre. Il parle leur langue, pense leurs pensées, s'inspire de leur foi, s'anime de leurs étonnements. C'est l'âme populaire qu'il s'applique à faire renaître, cette âme dont Jeanne a été l'émanation la plus pure.

PREMIÈRE PIÈCE. — PREMIÈRE PARTIE

PREMIER ACTE

(En plein été. Le matin. Jeannette, la fille à Jacques d'Arc, file en gardant les moutons de son père, sur un coteau de la Meuse. On voit au second plan, de la droite à la gauche, la Meuse parmi les prés, le village de Domremy avec l'église, et la route qui mène à Vaucouleurs. A la gauche au loin le village de Maxey. Au fond les collines en face : blés, vignes et bois ; les blés sont jaunes. Jeannette a treize ans ; Hauviette, son amie, environ dix ans.)

HAUVIETTE. — Écoute, Jeannette, je sais pourquoi tu veux voir Mme Gervaise.

JEANNETTE. — Personne encore ne l'a deviné, ni maman, ni ma grande sœur, ni notre amie Mengette.

HAUVIETTE. — Je le sais, moi, pourquoi tu veux la voir, cette Mme Gervaise.

JEANNETTE. — Alors, Hauviette, c'est que tu es bien malheureuse.

HAUVIETTE. — Tu veux voir Mme Gervaise parce que tu as de la tristesse dans l'âme. On s'imagine ici, dans la paroisse, que tu es heureuse de ta vie parce que tu fais la charité, parce que tu soignes les malades et que tu consoles ceux qui sont affligés. Mais moi je sais que tu es malheureuse.

JEANNETTE. — Tu le sais parce que tu es mon amie, Hauviette : il est vrai que mon âme est dans la tristesse. Tout à l'heure encore j'ai vu passer deux enfants qui descendaient tout seuls par le sentier là-bas ; le plus grand traînait l'autre ; ils criaient : « J'ai faim, j'ai faim, j'ai faim... » Je les entendais d'ici. Je leur ai donné mon manger. Ils ont sauté dessus comme des bêtes ; et leur joie m'a fait mal parce que tout d'un coup malgré moi j'ai pensé à tous les autres affamés qui ne mangent pas ; j'ai pensé à tous les malheureux qui ne sont pas consolés ; j'ai pensé à ceux-là qui ne veulent pas qu'on les console ; et j'ai senti que j'allais pleurer ; alors j'ai tourné la tête, parce que je ne voulais pas leur faire de la peine, à ces deux-là, du moins. (*Un silence bref.*) Je leur ai donné mon pain : la belle avance ! Ils auront faim ce soir ; ils auront faim demain. (*Un silence.*) Leur père a été tué par les Bourguignons ; leur mère a été... tuée aussi par les soldats. Tous les deux ils ont échappé ils ne savent pas comment. C'est le plus vieux qui m'a dit tout ça, quand il a eu fini de manger. (*Un silence bref.*) Les voilà repartis sur la route affameuse. Qu'importent nos efforts d'un jour ? qu'importent nos charités ? Je ne peux pourtant pas faire manger aux passants tout le pain de mon père. Et même alors, est-ce que ça paraîtrait ? dans la masse des affamés. Pour un blessé que nous soignons par hasard, pour un enfant à qui nous donnons à manger, la guerre infatigable en fait par centaines, elle, et tous les jours, des blessés, des malades et des abandonnés. Tous nos efforts sont vains ; nos charités sont vaines. La guerre est la plus forte à faire la souffrance. Ah ! maudite soit-elle ! et maudits ceux qui l'ont apportée sur la terre de France ! (*Un silence. Elle se remet à filer.*) Et puis ! qu'est-ce que ça lui fait ? mes malédictions. Je pourrais passer ma vie entière à la maudire, du matin au soir, et

---

un jour pour la défense de la patrie. Il faut voir avec quelle abondance d'arguments pris sur le vif est développée cette thèse d'un soldat qui, pour lui emprunter ses propres termes, a toujours *aimé la chose de la guerre*.

(1) Le rapport de M. Evellin se termine par ce que pourrait être, dans le détail, le cérémonial de la fête.

les villes n'en seront pas moins efforcées, et les hommes d'armes n'en feront pas moins chevaucher leurs chevaux dans les blés vénérables. (*Un silence.*) J'aurais mieux fait de filer tranquille. Tant qu'il n'y aura pas eu quelqu'un pour tuer la guerre, nous serons comme les enfants qui s'amusent en bas, dans les prés, à faire des digues avec de la terre. La Meuse finit toujours par passer par-dessus.

HAUVIETTE. — Et c'est pour cela que tu veux voir Mme Gervaise ?

JEANNETTE. — ...

HAUVIETTE. — Mme Gervaise, qui n'est pas ton amie...

JEANNETTE. — Mme Gervaise est au couvent : elle doit savoir pourquoi le bon Dieu permet qu'il y ait tant de souffrance.

HAUVIETTE. — Est-ce que tu sais bien comment Gervaise est allée au couvent ?

JEANNETTE. — Oui, Mme Colette, qui est une sainte, a passé par ici. Elle a converti Gervaise avec trois de ses amies.

HAUVIETTE. — Sa mère a beaucoup pleuré dans ce temps-là.

JEANNETTE. — Je voulais voir Mme Colette, mais elle a beaucoup d'âmes à sauver. Alors j'ai dit à mon oncle d'aller trouver Mme Gervaise à Nancy.

HAUVIETTE. — Depuis qu'elle est au couvent, sa mère est seule et s'ennuie et pleure et fait peine à voir.

JEANNETTE. — Elle est venue aussitôt, et je l'attends ce matin.

HAUVIETTE. — La dernière fois qu'il y a eu des soldats, sa mère s'est sauvée dans l'île avec nous ; seulement il n'y avait personne, avec elle, pour emporter ses affaires ; moi, je ne pouvais pas l'aider, puisqu'il y avait maman, qui avait besoin de moi. Aussi, après ça, quand elle est rentrée dans sa maison, elle n'a plus rien trouvé de tout ce qu'elle avait tant : les soldats avaient tout volé, tout brûlé. (*Un silence bref.*) En vérité, Mme Gervaise a mal choisi son temps pour délaisser le monde et pour sauver son âme... (*Un silence.*) Écoute, Jeannette : il ne faut pas faire comme elle et fuir au couvent pour sauver son âme à soi. Il faut aussi penser un peu aux autres ; il faut travailler un peu pour les autres.

JEANNETTE. — Alors tu y tiens ? à ce que nous en fassions, des digues avec de la terre ?

HAUVIETTE. — Voyons, Jeannette, il ne faut pas te fâcher. Sans doute, le mieux, si l'on pouvait, ce serait de tuer la guerre, comme tu dis. Mais, pour tuer la guerre, il faut un chef de guerre ; et ce n'est pas nous, n'est-ce pas ? qui ferons la guerre ? ce n'est pas nous qui serons jamais des chefs de guerre ? Alors, en attendant qu'on ait tué la guerre, il nous faut travailler, nous, chacun de son mieux, à garder sauf tout ce qui n'est pas encore gâté. (*Un silence.*)

Jeannette, écoute-moi bien :

Voilà bientôt cinquante ans passés, au dire des anciens, que le soldat moissonne à sa fantaisie ; voilà bientôt cinquante ans passés que le soldat écrase, ou brûle, ou vole, à sa guise, la moisson mûre. Eh bien ! après tout ce temps-là, tous les ans, à l'automne, les bons laboureurs, ton père, le mien, les pères de nos amies, toujours les mêmes, labourent avec le même soin les mêmes terres, les terres de là-haut, et les ensemencent. Voilà ce qui garde tout. Ils n'auraient, eux aussi, qu'à se faire soldats ; ça n'est pas difficile : on reçoit moins de coups, puisqu'on en donne aux autres. Une fois soldats, ils n'auraient, eux aussi, qu'à faire la moisson sans avoir fait les semailles. Mais les bons laboureurs aiment les bons labours et les bonnes semailles ; tous les ans ils font à la même époque la même besogne avec la même vaillance : voilà ce qui tient tout ; ce sont eux qui tiennent tout, eux qui gardent tout, eux qui sauvent tout ce que l'on peut sauver ; c'est par eux que tout n'est pas mort encore, et le bon Dieu finira bien par bénir leurs moissons.

JEANNETTE. — Voilà bientôt cinquante ans passés, Hauviette, que les bons laboureurs prient le bon Dieu pour le bien des moissons ; voilà huit ans passés que je le prie de toutes mes forces pour le bien des moissons. Mme Gervaise est au couvent : elle doit savoir pourquoi le bon Dieu n'exauce pas les bonnes prières.

HAUVIETTE. — Pour que le bon Dieu bénisse les moissons, Jeannette, il faut d'abord que nous ayons fait les semailles ; c'est pour cela que nous commençons par les faire tous les ans. Puis, quand la terre est bien ensemencée, nous faisons nos prières pour que le blé nouveau naisse et pousse en moisson. Nous, c'est tout ce que nous pouvons faire, c'est tout ce que nous avons à faire : le reste au bon Dieu ; il est le maître ; il nous exauce à sa volonté.

JEANNETTE. — Dieu nous exauce de moins en moins, Hauviette : les voyageurs qui passent n'apportent plus que des nouvelles mauvaises. Les Anglais tiennent enserré le mont de monsieur saint Michel, et voici que le blé, qui manquait pour le pain, va manquer pour semer.

HAUVIETTE. — C'est affaire au bon Dieu : nos blés sont à lui. Quand j'ai bien fait ma tâche et bien fait ma prière, il m'exauce à sa volonté ; ce n'est pas à nous, ce n'est à personne à lui en demander raison. Vraiment, Jeannette, il faut que tu aies une grande souffrance pour oser ainsi demander compte au bon Dieu.

JEANNETTE. — Il est vrai : je souffre encore une souffrance, une souffrance inconnue, au delà de tout ce que tu pourrais imaginer.

HAUVIETTE. — Tu la diras sans doute à Mme Gervaise, ta souffrance nouvelle ?

JEANNETTE. — Je ne sais pas.

DEUXIÈME ACTE

Au même endroit. Quelques instants après. Madame Gervaise a vingt cinq ans environ.

JEANNETTE. — Bonjour, madame Gervaise.

Mme GERVAISE. — Bonjour, ma fille. Que Jésus le Sauveur sauve à jamais ton âme.

JEANNETTE. — Ainsi soit-il! madame Gervaise. Mon oncle vous a dit que je voulais vous voir?

Mme GERVAISE. — Oui, ma fille, et j'ai pensé que tu étais malheureuse. On s'imagine ici, dans la paroisse, que tu es heureuse de ta vie parce que tu as bien fait ta première communion, parce que tu vas souvent à l'église, et que dans les champs tu te mets à genoux au son lointain des cloches calmes. Je sais, moi, que tout cela ne suffit pas. J'ai pensé que tu étais malheureuse, toi aussi, et c'est pour cela que je suis venue tout de suite.

JEANNETTE. — Savez-vous, madame Gervaise, que les soldats partout vont à l'assaut des bourgs et forcent les églises?

Mme GERVAISE. — Je le sais, ma fille.

JEANNETTE. — Savez-vous qu'ils font manger l'avoine à leurs chevaux sur l'autel vénérable?

Mme GERVAISE. — Je le sais, ma fille.

JEANNETTE. — Savez-vous, madame Gervaise, et que le bon Dieu me pardonne à jamais d'avoir osé vous dire ces paroles, savez-vous que les soldats boivent dans les très saints calices le vin qui les soûle?

Mme GERVAISE. — Je le sais, ma fille.

JEANNETTE. — Savez-vous qu'ils font ripaille avec les très saintes hosties consacrées?

Mme GERVAISE. — Je le sais, ma fille.

Et je sais que la damnation va comme un flot montant où les âmes se noient.

Et je sais que ton âme est douloureuse à mort, quand tu vois l'éternelle damnation des âmes.

JEANNETTE. — Savez-vous, madame Gervaise, que nous, qui voyons tout cela se passer sous nos yeux sans rien faire à présent que des charités vaines, et sans vouloir tuer la guerre, nous sommes les complices de tout cela? Nous qui laissons faire les soldats, savez-vous que, nous aussi, nous sommes les tourmenteuses des corps et les damneuses des âmes?

Mme GERVAISE. — Je sais, ma fille, que vous êtes, vous toutes, les damneuses des âmes. Et je sais que ton âme est douloureuse à la mort, de savoir qu'elle est complice du Mal universel, et tu te sens désespérément lâche. (*Un silence.*)

Mais ce n'est là rien encore. (*Un long silence.*)

Ma fille, pardonne-moi les paroles que je vais t'oser dire; après, je m'en irai, si tu le veux, sans te voir plus jamais. (*Un silence bref.*)

Je sais aussi ta souffrance nouvelle, je sais la souffrance qui te paraît effroyable au delà de toute souffrance : Tu as connu que tous ceux-là sont lâches, que tu avais aimés; tu as connu que ton père est lâche, que ta mère est lâche.

(*Jeannette baisse la tête.*)

Et tes frères, et ta grande sœur, et tes amies : Mengette, que j'ai vue ce matin; Hauviette, qui ne veut pas me voir; tu as connu qu'ils sont lâches tous, et complices du Mal universel, et qu'ils en sont responsables; responsables des âmes qui se damnent à ces âmes elles-mêmes, et responsables à Dieu, car ces âmes sont à lui, et vous les laissez damner sans rien faire, et vous vous damnez vous-mêmes à laisser damner ainsi les âmes de Dieu. (*Un silence.*)

Depuis que tu as connu cela, tu es menteuse : menteuse à ton père, menteuse à ta mère, à tes frères, à ta grande sœur, à tes amies, car tu fais semblant de les aimer, et tu ne peux pas les aimer; menteuse à toi-même, car tu veux te faire croire que tu les aimes, et tu ne peux pas les aimer. Et tout s'est à jamais faussé dans ta vie : faussée l'amour filiale et faussée l'amour fraternelle; faussées tes amours; faussées tes amitiés; faussés tous tes sentiments : ta vie tout entière est menteuse et fausse. Et tu vis dans ta maison, parmi les tiens, et tu te sens plus irréparablement seule et malheureuse qu'une enfant sans mère.

JEANNETTE. (*Un long silence.*) — C'est vrai.

Il est vrai que mon âme est douloureuse à mort; je n'aurais jamais cru que la mort de mon âme fût si douloureuse.

Tous ceux-là que j'aimais sont absents de moi-même : c'est ce qui m'a tuée sans remède; et je sens pour bientôt venir ma mort humaine.

O que vienne au plus tôt, mon Dieu, ma mort humaine.

O mon Dieu, j'ai pitié de notre vie humaine où ceux que nous aimons sont à jamais absents.

Mme GERVAISE. — Enfant! ayez pitié de la vie infernale, où les damnés maudits ont la pire souffrance : que Dieu même est absent de leur éternité.

JEANNETTE.

O s'il faut, pour sauver de la flamme éternelle
Les corps des morts damnés s'affolant de souffrance,
Abandonner mon corps à la flamme éternelle,
Mon Dieu, donnez mon corps à la flamme éternelle;

(*Un silence.*)

Et s'il faut, pour sauver de l'Absence éternelle
Les âmes des damnés s'affolant de l'absence,
Abandonner mon âme à l'Absence éternelle,
Que mon âme s'en aille en l'Absence éternelle.

Mme GERVAISE. — Taisez-vous, ma sœur : vous avez blasphémé; Dieu, dans sa miséricorde infinie,

a bien voulu que la souffrance humaine servît à sauver les âmes; il veut bien accepter nos souffrances d'ici-bas pour sauver les âmes en danger. Mais il n'a pas voulu que la souffrance infernale servît à sauver les âmes; il n'accepterait pas, pour sauver les âmes en danger, nos souffrances de là-bas. C'est pour cela que notre maître à tous, le fils de l'Homme a donné sa souffrance, a bien voulu donner pour sauver nos âmes la valable souffrance de la tentation, mais qu'il n'est jamais allé jusqu'à donner la vaine souffrance du péché; le Sauveur a bien voulu donner toute la souffrance humaine; mais il n'a pas voulu se damner, car il savait que sa souffrance infernale, même à lui, ne pourrait pas servir à nous sauver.

JEANNETTE.

S'il faut, pour tirer saufs de la flamme éternelle
Les corps des morts damnés s'affolant de souffrance,
Laisser longtemps mon corps à la souffrance humaine,
Mon Dieu, gardez mon corps à la souffrance humaine;

Et s'il faut, pour sauver de l'Absence éternelle
Les âmes des damnés s'affolant de l'Absence
Laisser longtemps mon âme à la souffrance humaine,
Qu'elle reste vivante en la souffrance humaine.

Mme GERVAISE.

Taisez-vous, ma sœur : vous avez blasphémé :
Car si le fils de l'homme, à son heure suprême,
Clama plus qu'un damné l'épouvantable angoisse,
Clameur qui sonna faux comme un divin blasphème
C'est que le fils de Dieu savait.

C'est que le fils de Dieu savait que la souffrance
Du fils de l'homme est vaine à sauver les damnés,
Et s'affolant plus qu'eux de la désespérance,
Jésus mourant pleura sur les abandonnés.

Comme il sentait monter à lui sa mort humaine,
Sans voir sa mère en pleur et douloureuse en bas,
Droite au pied de la croix, ni Jean, ni Madeleine,
Jésus mourant pleura sur la mort de Judas.

Car il avait connu que le damné suprême
Jetait l'argent du sang qu'il s'était fait payer,
Que se pendait là-bas l'abandonné suprême,
Et que l'argent servait pour le champ du potier.

Étant le fils de Dieu, Jésus connaissait tout,
Et le Sauveur savait que ce Judas, qu'il aime,
Il ne le sauvait pas, se donnant tout entier.

Et c'est alors qu'il sut la souffrance infinie,
C'est alors qu'il sentit l'infinie agonie.
Et clama comme un fou l'épouvantable angoisse,
Clameur dont chancela Marie encor debout,

Et par pitié du Père il eut sa mort humaine.

Pourquoi vouloir, ma sœur, sauver les morts damnés de l'enfer éternel, et vouloir sauver mieux que Jésus le Sauveur?

JEANNETTE. (*Elle cesse de filer.*) — Alors, madame Gervaise, comment donc faut-il sauver?

Mme GERVAISE. — En imitant Jésus; en écoutant Jésus. (*Un silence.*)

Le maître Sauveur n'a pas même essayé de sauver les damnés, car il avait connu que l'enfer éternel est enclos sans espoir. (*Un silence.*)

Le maître Sauveur n'a pas semé ni voulu que l'on semât, car il savait multiplier les pains: il ne faut pas semer, car il sait encore multiplier les pains. (*Un silence bref.*)

Le maître Sauveur n'a pas voulu que Pierre tirât l'épée contre les soldats en armes: il ne faut pas faire la guerre (*Un silence.*)

(*Jeannette se remet à filer.*)

Jésus a prêché; Jésus a souffert. Nous devons l'imiter dans toute la mesure de nos forces. Oh! nous ne pouvons pas prêcher divinement; nous ne pouvons pas prier divinement: et nous n'aurons jamais la souffrance infinie. Mais nous devons tâcher de toutes nos forces humaines à dire du mieux que nous pouvons la parole divine: nous devons tâcher de toutes nos forces humaines à prier du mieux que nous pouvons selon la parole divine; nous devons tâcher de toutes nos forces humaines à souffrir du mieux que nous pouvons, et jusqu'à la souffrance extrême. Voilà ce que nous devons faire ici-bas, si vraiment nous ne voulons pas lâchement laisser damner les autres, si nous ne voulons pas lâchement nous laisser ainsi damner avec eux.

JEANNETTE. — Je crois bien qu'au fond je ne suis tout de même pas lâche.

Mme GERVAISE. — Voilà ce que nous devons faire ici-bas. Heureuses quand le bon Dieu, dans sa miséricorde infinie, veut bien accepter nos œuvres, nos prières et nos souffrances pour en sauver une âme. Trop heureuses quand sa faveur infinie veut bien choisir cette âme parmi celles que nous avons aimées. Ah! Jeannette, si tu savais... (*Un silence.*)

On t'aura dit souvent que j'avais fui le monde et que j'avais été lâche, que j'étais lâche, que j'avais abandonné maman : si tu savais par combien de larmes, et du sang de mon corps et du sang de mon âme j'ai voulu sauver cette âme-là! Pardonnez-moi, mon Dieu, cet orgueil à jamais, d'avoir osé choisir une âme à sauver. (*Un long silence.*)

Mais quand l'âme a passé devant le tribunal, si Dieu l'a condamnée à l'enfer éternel, nos œuvres ne valent pas pour elle; nos prières ne valent pas pour elle; et pour elle nos souffrances ne valent pas. Ne donnons pas en vain pour elle nos œuvres vivantes,

nos prières vivantes, et nos souffrances vivantes : il faut laisser les morts ensevelir leurs morts.

JEANNETTE. (*Elle cesse de filer pour engager la discussion.*) — Alors, madame Gervaise, quand vous voyez qu'une âme se damne...

Mme GERVAISE. — Jamais nous ne savons si une âme se damne.

JEANNETTE. — Hélas! nous savons bien qu'il en est qui se damnent. Voyons! madame Gervaise : souvent nous croyons que telle âme est damnée.

Mme GERVAISE. — Ma sœur, quand je crois bien qu'une âme s'est damnée, je suis malheureuse et je donne à Dieu la souffrance nouvelle où mon âme est enclose à supposer damnée une âme encore ici.

JEANNETTE. — Et quand vous voyez, madame Gervaise, que vos prières sont vaines ?

Mme GERVAISE. — Jamais nous ne savons si la prière est vaine ; et quand cela serait, c'est affaire au bon Dieu : nos âmes sont à lui. Quand j'ai fait ma prière et bien fait ma souffrance, il m'exauce à sa volonté : ce n'est pas à nous, ce n'est à personne à lui en demander raison.

JEANNETTE. (*Un peu brusquement.*) — Adieu, madame Gervaise.

Mme GERVAISE. — Adieu, ma fille. Que Jésus le Sauveur sauve à jamais ton âme.

JEANNETTE. — Ainsi soit-il, madame Gervaise. (*Elle se remet à filer. Un long silence.*)

JEANNETTE.

O mon Dieu, je sais bien que madame Gervaise
A raison : je sais bien qu'Hauviette a raison ;
Oui, je sais bien, mon Dieu, que ma plainte est mauvaise,
Que nos blés sont à vous pour faire la moisson
Comme il vous plaît ; je sais que vous avez raison.
(*Un silence.*)

Vous avez aimé tout et fait tout pour le mieux
Dans la bataille humaine et dans la paix des cieux,
Tout pour le mieux, hélas ! dans l'infernale flamme,
Et vous avez raison quand vous sauvez une âme
Et vous avez raison quand vous la condamnez :
Oui, nos blés sont à vous pour la moisson des blés
Et nos âmes à vous à la moisson des âmes.
(*Un silence.*)

Vous avez pour le mieux fait la souffrance infâme,
Éternelle à manger les douloureux damnés,
Et fait la vie humaine et la vie éternelle,
Et fait la mort humaine et la mort éternelle,
Et vous avez raison dans la vie et la mort,
Sur la terre à jamais et dans l'éternité.
(*Un silence. Elle cesse de filer.*)

Pourtant, mon Dieu, quand je pense qu'il y a des âmes qui se damnent ; quand je pense qu'il y avait des âmes qui n'étaient pas encore damnées au moment où j'ai commencé à vous dire cette prière et qui sont damnées à présent pour la mort éternelle ; quand je pense qu'à présent que je vous parle toutes mes paroles vous trouvent occupé à damner des âmes, pardonnez-moi, mon Dieu, si je dis un blasphème : quand je pense à cela, je ne peux plus prier. Les paroles de la prière me paraissent ensanglantées du sang maudit, et mon âme s'affole à penser aux damnés ; à penser aux damnés mon âme se révolte. O Maître, daignez pour une fois exaucer ma prière, que je ne sois pas folle avec les révoltés. Pour une fois au moins, exaucez une prière de moi : Voici presque un an que je vous prie pour le mont vénérable de Monsieur saint Michel, qui demeure au péril de la mer océane. Exaucez, ô mon Dieu, cette prière-là. En attendant un bon chef de guerre qui chasse l'Anglais hors de toute France, délivrez les bons chevaliers de Monsieur saint Michel : mon Dieu, je vous en prie une dernière fois.

THÉATRES

COMÉDIE-FRANÇAISE : *Catherine*, comédie en quatre actes, de M. Henri Lavedan. — THÉATRE ANTOINE ; soirée d'avant-garde : *Ceux qui restent*, de M. Grenet-Dancourt : *Fortune*, de MM. Bourgeois et Thiriet ; *la Cage*, de M. Descaves ; *le Talion*, de M. Michel Provins.

Dans une interview récente, M. Lavedan contait qu'il écrivait tantôt avec sa tête et tantôt avec son cœur. La formule (elle était, tout de même, d'une précision un peu surprenante) a fait sourire. Elle me paraît toutefois s'appliquer avec justesse à l'auteur de *Catherine*.

Il arrive fréquemment qu'un sceptique ne soit pas autre chose qu'un sentimental révolté. Pour être revenu de tout, dirait M. de la Palisse, il faut y avoir été. Pour reproduire avec vérité les roueries ou les hypocrisies, voire même l'infirmité naturelle de l'humanité, il faut en avoir été blessé ; et pour les représenter avec une certaine profondeur, il faut en avoir souffert assez profondément. Nul n'a montré avec plus de verve que Meilhac les mensonges de l'amour ; et ce n'est un secret pour personne qu'il jouait assez volontiers à la ville le personnage de « Monsieur Bouscarin ». M. Lavedan a peint avec trop de relief ces mensonges, et aussi la sécheresse, la nullité et la morgue de certaine classe pour ne pas en avoir souffert, un peu, à un moment donné. Je ne sais dans lequel de ses volumes se trouve le dialogue suivant ; un jeune homme rencontre une ancienne « amie » ; il la trouve jolie,

éprouve pour elle un petit renouveau, et cherche à renouer; elle résiste; elle est maintenant la maîtresse d'un brave garçon qu'elle ne veut pas tromper; l'autre insiste : *On* ne le saurait pas; sait-*on* seulement que, avant lui, elle aimait celui qui lui parle en cet instant?... Et l'amie : « Je lui ai juré que non; il a en moi une confiance absolue; après cela, il s'en doute peut-être?... » Je ne crois pas qu'on puisse rendre avec une concision plus frappante et plus spirituelle ce qu'il y a d'artificiel et comme de volontaire dans certaines amours, ainsi que le sens singulier que prennent certains mots dans certaines bouches. Il faut avoir bien de l'expérience pour trouver des traits de cette valeur; et l'expérience n'est en somme que de la sensibilité.

Mais ce qu'il y a de particulier chez M. Lavedan, c'est que la sensibilité reste pour ainsi dire en dehors des railleries qu'elle lui inspire. Meilhac, s'il raillait l'amour, le raillait avec indulgence; on eût dit qu'il pardonnait à ses héros d'être ridicules parce qu'ils étaient amoureux. M. Lavedan raille, sans pitié, la « Haute », leur « Beau physique », et les tenants du « Nouveau jeu ». Mais sa sentimentalité foncière n'y perd rien; elle y gagne même, semble-t-il, comme ces passions qui profitent de tout ce qu'on fait pour les combattre. La sensibilité de M. Lavedan assiste aux jeux de son ironie : si elle s'y plaît, c'est avec la certitude de prendre sa revanche.

Et, tout d'un coup, elle paraît, déchaînée, émue, indignée. C'était les *Nocturnes*, et c'est les *Départs;* c'était le *Prince d'Aurec*, et c'est *Viveurs*. M. Lavedan reproche avec véhémence aux viveurs de gaspiller leur vie : il exige qu'ils « fassent quelque chose », sans frémir, — comme eût frémi le Lavedan de la *Haute*, — à la seule pensée de ce que serait ce quelque chose, fait par les viveurs! En même temps, M. Lavedan s'attendrit : il s'attendrit sur le pauvre enfant que des parents barbares mettent au collège, sur la cuisinière chassée par des maîtres sans cœur, sur le soldat qui va « rejoindre », et, celui-ci au moins, il le réconforte par de mâles discours, car le régiment est une grande famille, et l'armée une plus grande encore, et l'honneur flotte aux plis du drapeau, sans oublier la musique militaire, qui éveille des pensers héroïques... O surprise! Nous quittons Manchecourt, et voici Coppée!

On peut sourire, s'étonner même, car le contraste est violent et inattendu. Mais on ne peut douter de la sincérité de l'auteur. S'il n'était pas sincère, il choisirait : et il s'attendrit sur tout ce qui prête à l'attendrissement; et rien ne l'arrête, pas même l'horreur de l'émotion un peu facile et conventionnelle. Il est Coppée des pieds à la tête. Un Coppée non moins sincère, mais peut-être moins directement attendri... Je veux dire que M. Lavedan (inconsciemment, peut-être) se fait le raisonnement suivant : « J'ai du penchant à l'ironie; dans les actions, dans les gestes de mes contemporains je vois d'abord le côté risible : je ne veux plus voir que l'autre; chassons l'esprit, et que le cœur parle seul. » Il est possible que, çà et là, M. Lavedan « exagère »; je crois que c'est là le vrai motif de son exagération. Il fut jadis un sentimental révolté : c'est un sceptique révolté qu'il paraît être maintenant.

Et, cette « seconde nature » est si vraie, aussi, chez M. Lavedan qu'il en est venu à faire la pièce qui plairait le plus au bourgeois sentimental qu'il est par instants (et je ne dis pas du tout qu'il ait tort de l'être); l'âme d'Augier, ou du moins une partie de cette âme semble revivre dans *Catherine*. M. Lavedan, après avoir choisi un sujet attendrissant entre tous, n'est pas encore satisfait; il en ajoute, comme on dit. Voici la petite de Coutras : elle est belle, elle est noble, elle est riche, et par-dessus le marché pitoyable aux humbles, bonne, charitable, généreuse et sensible; ce n'est point assez : M. Lavedan veut qu'elle abandonne le monde pour le cloître, qu'elle renonce à sa situation, à son nom, à sa fortune pour servir Dieu et ses pauvres! Notez que cet épisode n'a absolument rien à voir avec la pièce; il est mis là pour le plaisir, pour faire couler nos larmes; car rien n'est meilleur ni plus beau que l'attendrissement.

C'est de cette volonté enragée d'attendrissement que viennent les principaux défauts de *Catherine*. Le premier acte m'a plu infiniment; il est spirituel, alerte, attendri sans excès, amusant et émouvant à la fois. Il contient deux scènes de premier ordre : l'une, — que vous connaissez sans doute pour l'avoir lue dans les *Beaux Dimanches*, je crois, — met en présence le jeune duc de Coutras et M[lle] Vallon, la maîtresse de piano de sa sœur. L'amour du duc est exprimé avec une discrétion charmante, il se trahit moins par les mots eux-mêmes que par le ton dont ils sont dits : il y a juste de quoi troubler la jeune fille, sans la froisser. Cela est vraiment délicieux. Délicieuse, de même, la scène entre Coutras et sa cousine de Grisolles : le thème est presque le même, un aveu d'amour; mais les nuances qui les distinguent ont été marquées avec une justesse et une délicatesse extrêmes. Et j'aime fort, également, la scène où la duchesse consent au mariage de son fils; peut-être celle-là cède-t-elle un peu vite à celui-ci, mais les sentiments mis en jeu sont charmants, et l'excès n'apparaît pas encore.

Le second acte est encore agréable. M. Lavedan a fait de l'intérieur de la famille Vallon un tableau fort émouvant. La jeune fille est bien un peu la jeune-fille-modèle, de la morale en action, qui donne des

leçons de piano, raccommode les nippes de son père, soigne sa petite sœur, copie les pensums du petit frère, d'une main fait ses gammes, et de l'autre relève le courage de son vieux père. Mais la médiocrité, la gêne des Vallon a été marquée sobrement et fortement par M. Lavedan; il y a là une augmentation de loyer de cent cinquante francs qui est poignante parce qu'on la sent vraie et qu'elle est simple. En revanche, je n'aime pas du tout l'histoire du mariage de Catherine avec Mantel. Voici l'excès, hélas ! M. Lavedan a jugé que ce n'était pas assez pour une maîtresse de piano d'épouser le duc de Coutras : il faut qu'elle le refuse, elle qui l'aime et qui meurt de faim, parce qu'elle a engagé sa parole à un autre; et il faut que cet autre devine le secret de sa fiancée, qu'il lui rende sa parole, qu'il la force à accepter le duc, et qu'il porte lui-même la réponse à l'hôtel de Coutras... Ces gens-là sont trop enfoncés dans l'héroïsme. Comme les élèves de Bouvard et de Pécuchet, « nous flairons la blague, et nous nous méfions du reste... » Nous sentons ici la volonté, l'intervention de l'auteur. La duchesse arrivant un quart d'heure plus tôt, rien n'aurait subsisté de toutes ces complications inutiles. Théâtralement même, elles ne sont pas heureuses, parce que nous *voulons* que Catherine épouse le duc, qu'elle l'épouse tout de suite : parce que, enfin, nous savons qu'elle finira par l'épouser, malgré Mantel, et malgré M. Lavedan. Et si cette dépense d'héroïsme m'a laissé froid, grâce à ce que j'y voyais d'inutile et de concerté, elle m'a franchement déplu quand j'ai découvert plus tard que ce n'était qu'une « ficelle » pour amener un dénouement, assez invraisemblable d'ailleurs. Il me semble qu'il faut avoir le respect des « beaux sentiments » et ne pas les ravaler au rang de moyens de théâtre. On ne se sert pas du *Régent* pour couper des vitres.

Je n'insiste pas sur les deux derniers actes. Je ne les aime guère. A vrai dire, je trouve que le duc manque de tact au moins autant que sa femme ; il a des « Vous ne pouvez pas me comprendre... » qui sont assez déplaisants. La duchesse douairière elle-même, si sage, si prudente, a été bien maladroite en laissant sa bru traîner après soi, et le vieux père, et la petite sœur malade, et le jeune gommeux, et le méchant petit diable. De plus, certains des griefs du duc contre sa femme sentent terriblement le duc de théâtre. Il lui reproche de trop lui témoigner sa tendresse en public, ce qui « est du dernier bourgeois ». Ailleurs il s'échauffe pour avoir trouvé un sécateur dans le salon ; j'avoue que la présence d'un sécateur, dans un salon de campagne, ne me choque guère ; faut-il donc, comme dans les romans de M. Ohnet, que les duchesses coupent leurs roses avec des ciseaux d'or enrichis de pierreries ? Voyez comme a été rapide la transformation de Manchecourt en Coppée : ce n'est plus seulement les sentiments, c'est les idées ; l'auteur du *Prince d'Aurec* voit les duchesses à peu près comme un spectateur des secondes galeries !

C'est cette opposition, sans doute, entre le Lavedan du cœur et le Lavedan de l'esprit, qui m'empêche de goûter *Catherine* autant que je l'aurais voulu. J'ai trop aimé l'un pour aimer complètement l'autre ; ou, pour mieux dire, j'apprécie surtout dans les pièces côté-cœur ce qui me rappelle les pièces côté-esprit. J'ajoute que, même dans *Catherine*, je trouve de quoi me satisfaire. Et, satisfait ou non, je dois constater le succès de M. Lavedan ; il a été éclatant, irrésistible ; je suis à peu près sûr, aussi sûr qu'on peut l'être en ces matières, qu'il se prolongera longtemps. C'est un triomphe pour M. Lavedan ; et, si j'eusse préféré un triomphe égal avec une autre pièce, je ne suis pas moins ravi de celui-là.

Catherine est admirablement jouée. Mme Pierson est simplement exquise dans le rôle de la vieille duchesse de Coutras ; elle y est fine, attendrie, délicieusement « mère ». Mlle Lara manque un peu de force aux deux derniers actes : elle est charmante au premier et au second. Le rôle de Mlle Brandès n'a que deux scènes, dont l'une est extrêmement difficile ; elle les a jouées toutes deux à merveille : mieux, peut-être celle du premier acte, mais c'est que la scène est plus agréable. M. Le Bargy est plein de jeunesse et d'élégance en duc de Coutras ; je le préfère, pour ma part, dans les rôles un peu secs ; il a été fort bon dans celui-ci. M. de Féraudy est le naturel même, et la justesse et la mesure, en père Vallon. Et je crois bien que sans M. Worms, le rôle du sacrifié et généreux Mantel eût soulevé quelques protestations. M. Leloir et Mme Fayolle sont excellents dans des rôles épisodiques. Et je ne veux oublier, dans ce palmarès, ni Mlle Muller, ni Mlle Lecomte...

Le théâtre Antoine nous a donné une « soirée d'avant-garde » ; soirée plus mouvementée qu'intéressante. Je n'ai pas à vous parler de la *Cage*, puisque la censure vient d'en interrompre la carrière ; c'est une mesure regrettable, qui ne rend pas, malheureusement, la pièce meilleure. — *Ceux qui restent* et *Fortune* ne dépassent pas la valeur des tranches de vie des temps héroïques. — Quant au *Talion*, cela m'a paru exaspérant, et faux à crier ; tous les sentiments, à peu près, sont vraisemblables chez une femme, excepté celui que M. Michel Provins prête à son héroïne ; au moins le *Talion* est-il excellemment joué par Mlle S. Devoyod et par M. Dumeny.

JACQUES DU TILLET.

VUES DE PARIS

Varoko à M. Nyambe, directeur de la « Gazette équatoriale », à Kamafra (Afrique).

Mon cher ami,

C'est un malade qui vous écrit. J'ai été pris subitement, voici environ trois semaines, d'une fièvre intense qui m'a contraint de rester au lit pendant six jours consécutifs et, depuis ce temps-là, c'est un abattement complet. A peine ai-je encore la force de me traîner d'une pièce à l'autre. Joignez à cela une sorte de fatigue sur les yeux qui me rend toute lecture impossible et vous pourrez vous faire une idée de l'épidémie qui sévit en ce moment. Vous en avez déjà reconnu les symptômes, n'est-ce pas? C'est ce que nous appelons chez nous, nous servant à cette occasion du mot français, la grippe. — A Paris, on prononce « influenza », à l'italienne. Pure politesse à un peuple ami, sans doute? Je remarque d'ailleurs, par parenthèse, combien sont excellents, à cette heure, les rapports entre ces deux pays. En attendant que l'Italie — ce qui ne tardera pas — nous oblige à accepter de nouveau ici sa monnaie, grâce à M. d'Annunzio, elle nous passe déjà ses pièces.

Mais revenons à mon état.

Vous jugez si je m'ennuie dans ma réclusion, logé comme je suis entre cour et jardin, n'ayant, de ma fenêtre, que la vue de quelques arbres dénudés et me trouvant sans nouvelle aucune de l'extérieur.

Il me semble parfois, tant je vis dans la solitude, que la grande ville si bruyante est devenue soudain silencieuse, comme morte.

Au reste, j'imagine que tout est au calme en ce moment dans Paris, et lors même que je me trouverais ingambe et renseigné, je vois d'ici ce que je pourrais vous écrire : « On vient de sortir des corvées du jour de l'an. On s'est remis avec courage à la besogne coutumière, et tous les Parisiens, unis dans un même effort fraternel, n'ont d'autre souci que de se recueillir en vue de l'imposante manifestation qu'ils préparent pour 1900.

. . . .

Je ne voulais que vous adresser quelques lignes en guise de bulletin de santé, et j'allais mettre le point final à ce billet, quand j'ai reçu la visite d'un de mes amis venu très aimablement pour prendre de mes nouvelles. Pauvre garçon! J'ai bien peur que son mal ne soit plus grave que le mien. C'est du côté du cerveau qu'il me semble atteint, lui! — Il sort d'ici et nous avons eu ensemble une conversation assez étrange pour mériter d'être relatée... Je continue donc cette lettre.

— C'est fort gracieux à vous, lui ai-je dit, dès qu'il est entré, de ne pas négliger un pauvre nègre invalide comme moi... Mais prenez donc un siège...

— Volontiers, fit-il, et il s'affala plutôt qu'il ne s'assit dans le fauteuil que je lui avançais.

Je le considérai à ce moment. Il était pâle; livide même.

Je remarquai aussi que ses vêtements se trouvaient déchirés en maints endroits.

— Mais que se passe-t-il?

— Rien... je... tout à l'heure, en me promenant...

— Eh quoi ? Auriez-vous été victime d'un accident ?

— Non... heureusement... ce n'est pas aussi grave... Seulement, sur le boulevard, je me suis trouvé pris tout à coup dans une bagarre...

Et se remettant à mesure : « Oh! une simple bagarre... En ce moment, on en compte beaucoup dans les grandes artères... »

Puis tout à coup, changeant brusquement d'idée :

— Qu'est-ce qu'ils font chez vous, à Kamafra, les étudiants?

Demande bizarre et inattendue, n'est-ce pas?

Qu'est-ce que la conduite de nos étudiants?...

Je dus répondre pourtant.

— Mais... ils étudient. Ils suivent les cours de nos facultés.

— Après?

— Après... Ils rentrent chez eux afin de méditer, texte en main, sur la leçon de leur professeur. Que voudriez-vous donc qu'ils fissent, ces jeunes gens?

— C'est juste, vous avez raison, dit mon interlocuteur, et, se rendant compte sans doute de l'étonnement que m'avait causé sa question... afin de détourner l'entretien :

— Lisez-vous un peu, au moins, pour vous distraire dans votre isolement?

— Hélas! le médecin me le défend.

— Quoi? Pas même les journaux?

— Pas même. Depuis trois semaines il n'est pas entré ici un quotidien.

— Ah! bah!

Je me repris cependant : « Quand je dis aucun journal, j'exagère, car voici la *Gazette de Kamafra* que je reçois tous les huit jours. »

Et je lui tendis la feuille.

Il la prit, la palpa, la retourna en tous sens, essayant d'épeler nos caractères d'imprimerie.

— Et qu'est-ce qu'il y a là dedans? me demanda-t-il avec curiosité.

— Ce qu'il y a dans tous les journaux, j'imagine... des informations.

— Exactes?

C'est à ce moment, je l'avoue, que je commençai

à ressentir des doutes sur la santé d'esprit de mon ami.

— Mais si elles n'étaient pas exactes, nos lecteurs qui payent pour être renseignés seraient en droit d'intenter un procès à l'administration du journal et celle-ci serait condamnée à une forte indemnité.

— Ah! vraiment?

J'aurais dit une ânerie que son « Ah! vraiment? » n'aurait pas été formulé sur un ton différent.

— Et qu'est-ce qu'on donne encore dans cette gazette? ajouta-t-il au bout d'un instant.

— De tout. Jusqu'à des Premiers-Kamafra, à l'instar des Premiers-Paris. Bien entendu, continuai-je avec modestie, notre jeune Presse, encore en voie de formation, ne prétend pas rivaliser comme éclat avec sa brillante devancière parisienne, son illustre modèle. Du moins s'efforce-t-elle de l'égaler en conscience et en sincérité. Elle n'ignore aucune des responsabilités de sa tâche qui consiste à répandre dans les masses des idées de loyauté, de pur patriotisme, de concorde, d'apaisement entre tous les citoyens. Elle sait...

Mais je dus interrompre mon développement. Mon ami donnait des signes visibles d'impatience en tapotant sur la table comme sur un piano.

Je crus comprendre. N'était-ce pas en effet légèrement ridicule de ma part de paraître tirer gloire pour nos écrivains de mérites aussi élémentaires?

A ce moment, ma femme de ménage entra, m'apportant une lettre que le concierge venait de monter. Par politesse, je la posai sur la table sans la lire.

— Mais vous n'allez pas vous gêner pour moi, fit mon hôte. Prenez donc connaissance...

— Inutile. C'est sans aucune importance. A l'écriture, je vois de qui c'est.

C'était là une phrase toute naturelle, n'est-ce pas? Et il arrive tous les jours, qu'en présence d'un tiers, on tarde à ouvrir un billet dont à l'avance on devine le contenu.

Pourtant cet acte si simple eut le don d'étonner mon étrange visiteur.

— Ah! ah! interrogea-t-il avec un air mystérieux, seriez-vous graphologue?

— Graphologue, demandai-je avec ahurissement... Qu'entendez-vous par là?

— J'entends un de ces hommes ayant appris à analyser la physionomie des pleins et des déliés, à qui n'échappe aucun des secrets du jambage...

— Si c'est cela que vous entendez par graphologue, interrompis-je en souriant, je le suis en effet. Et même je vous avouerai, dussé-je passer pour immodeste, que, dans mon pays, j'ai acquis en cette matière quelque réputation d'habileté.

Il parut prodigieusement intéressé.

— Ah! ah! On s'occupe chez vous...?

—... De graphologie? Oui, beaucoup.

— Et comment procède-t-on?

D'un mouvement brusque, il avança son fauteuil, comme pour ne pas perdre un mot de l'explication que j'allais lui fournir.

Je le mis au courant de mon mieux.

— On fait sortir une des personnes de la société. Puis, quelqu'un de bonne volonté parmi les assistants griffonne quelques lignes en déguisant du mieux possible son écriture. On pose le papier sur une table au milieu du salon et on fait rentrer le sortant. Il s'agit pour lui de deviner l'auteur du billet et on lui accorde dix minutes pour son expertise. Ce laps de temps passé, il doit indiquer un nom. S'il se trompe, il perd un gage.

— C'est là tout, fit mon ami, avec un air si désappointé que je vis tout de suite le mépris profond dans lequel il tenait une de nos distractions favorites de salon?

Un peu humilié, j'essayai tant bien que mal de rehausser ce sport dans son estime.

— Évidemment, cela peut paraître un peu enfantin... Mais on a le droit d'intéresser la partie. Dans les milieux aisés, on joue de l'argent comme aux autres jeux de hasard.

Je m'attendais à une réflexion quelconque. Rien. Un silence froid. Mon ami avait renversé sa tête sur le dossier de son fauteuil et semblait plongé dans une rêverie profonde que je n'osai troubler.

Au bout d'un instant, il se redressa et, machinalement, prit le numéro déplié de notre gazette qui se trouvait à portée de sa main. Ses yeux tombèrent par hasard sur ce titre imprimé en gros caractères : *Ramano Bavada Capidi.*

— Que signifient ces mots? demanda-t-il.

— Compte rendu de la séance de la Chambre.

Son regard atone depuis un moment s'illumina soudain, et avec vivacité : « Lisez-moi, voulez-vous? »

— Mais je n'ose, répliquai-je, non sans quelque confusion. N'oubliez pas qu'à Kamafra nous ne sommes encore qu'un peuple à demi civilisé et nos débats parlementaires n'ont évidemment pas comme ici l'ampleur de discussion... L'intérêt forcément restreint qu'ils...

— Allez! allez! fit-il. Vous n'imaginez pas comme je suis désireux de connaître...

Devant une telle insistance, il y aurait eu mauvaise grâce à refuser. Je traduisis — je résumai plutôt — le passage qui me parut le plus significatif. Je le cite ici pour que vous jugiez si mon choix était judicieux.

— « ... Le chef du gouvernement prononce son « discours au milieu du plus profond silence... Le « député de l'opposition monte ensuite à la tribune.

« Il est aussi écouté avec une religieuse attention...
« Cette joute terminée, le Président de l'assemblée
« prend la parole à son tour pour rendre hommage
« au tact des deux orateurs qui, dans un débat sur
« une question si brûlante où la moindre intempé-
« rance de langage risquait de déchaîner le choc des
« passions contraires, ont fait preuve, non seule-
« ment de la plus extrême modération, mais encore
« de la plus exquise courtoisie... On passe au vote.
« A une majorité de 160 voix, l'attitude du gouverne-
« ment est approuvée... Le député de l'opposition
« se dirige alors vers le Ministre triomphant et lui
« serre avec effusion les deux mains... A l'issue de
« la séance, le Ministre a ramené avec lui le député
« de l'opposition dans sa voiture... »

— C'est vrai, au moins, tout ce que vous me racontez là ?...

Je levais les yeux, surpris de cette question qui m'était lancée brutalement, comme un coup de poing.

— Quel intérêt aurais-je ?

— En effet...

Mais je me sentais froissé qu'on doutât de ma bonne foi et, d'un ton sec, à mon tour : « Est-ce donc si absurde, tout ce que je viens de vous lire... et nous considérez-vous encore comme des barbares ?

— Non... non... du tout... C'est très bien, au contraire... Vous n'avez qu'à continuer... vous qui êtes les nègres !

Et sans même me serrer la main, mon ami partit en coup de vent, tout en faisant de grands gestes.

Qu'en dites-vous, hein ?

Pauvre garçon ! Si jamais j'apprends qu'on a dû l'interner, je n'en serai pas autrement surpris !

Pour traduction conforme :

Julien Berr de Turique.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

A propos d'une affaire intérieure.

Depuis plus de trois mois, je voyais s'approcher le moment où il me serait impossible de ne pas donner ici une place à une affaire d'ordre tout intérieur, qui ne regarde que nous seuls. Le moment est arrivé ; voilà que l'affaire se traite à Rome et à Potsdam ! Et le télégraphe distribue dans tous les pays les déclarations des ministres étrangers !

Or cela était bien facile à prévoir pour quiconque a observé l'indiscrétion tumultueuse que l'on a mise à jeter cette affaire, dès les premiers mots, sur le terrain de la politique extérieure. On s'est empressé d'engager dans la question l'autorité du ministère des affaires étrangères et tout le prestige du quai d'Orsay ! C'était au mois de novembre ; la question commençait à percer : on s'est plu aussitôt à invoquer le nom de M. Hanotaux et à déclarer qu'il ne permettrait pas que l'on touchât à un sujet aussi grave pour les intérêts de la France au dehors et qu'il donnerait plutôt sa démission !

Nous avions pensé que, d'une manière ou d'une autre, le gouvernement prendrait le soin d'arrêter cette campagne diplomatique, que M. Hanotaux ferait démentir ces propos compromettants : point du tout ! Les Français devaient, bien entendu, se mettre à agiter la question avec d'autant plus d'entrain que l'on affecterait de vouloir les en empêcher par des raisons tirées du dehors. Leur amour-propre, les susceptibilités nationales devaient se mettre de la partie, autant que le sentiment de l'équité et la curiosité de savoir ce qu'il y avait dans tout ce mystère.

Du moment que l'on voulait arrêter l'enquête de l'opinion sur une chose tout intérieure par des obstacles de politique extérieure, n'est-il pas vrai que l'on poussait l'opinion libre à aller jusqu'au bout ?

Le gouvernement ne paraît pas avoir prévu ce tour, pourtant si naturel, que l'affaire allait prendre dans un pays très jaloux de ses droits, et dans une démocratie fière de sa force.

On dit alors que non seulement le quai d'Orsay, mais « l'honneur » de l'armée était engagé : et de plus en plus un grand nombre d'esprits indépendants se révoltèrent contre la situation que l'on voulait leur imposer et contre les contradictions que l'on accumulait pour leur interdire la libre recherche du vrai.

Des articles vraiment formidables parurent, et d'une allure tout officieuse, déclarant que la question était intangible à jamais, placée en dehors et au-dessus de la critique ; on en parlait comme d'une question de Majesté, avec toutes sortes d'expressions mystérieuses et sacramentelles ! Il ressortait de là cette impression qu'une puissance extérieure pesait sur la France et qu'on n'était plus libre.

Mais voici la réponse : le secrétaire d'État à l'office des affaires étrangères de l'empire allemand a parlé en présence de la commission du budget du Reichstag : il pourra parler demain en séance publique, devant l'assemblée du suffrage universel de l'Allemagne. M. de Bulow a dit, avec toutes les précautions oratoires et diplomatiques qui convenaient à la circonstance, que l'Allemagne n'avait jamais eu « aucune relation ni liaison » avec le condamné du conseil de guerre de 1894, et, secondement, que cette affaire n'avait, à sa connaissance, porté aucune atteinte aux rapports « uniformément tranquilles » de la France et de l'Allemagne.

Nous pouvons faire des déclarations de M. de

Bulow le cas qu'il nous plait, nous qui sommes de simples particuliers, nous exprimant sur ces choses à notre guise ; nous pouvons même ne pas les prendre au sérieux, si nous le voulons ; mais la situation du cabinet est tout autre, et l'on comprend que MM. Méline et Hanotaux, représentants officiels du gouvernement français, en relation constante avec les représentants de l'empire allemand comme avec les représentants de tout autre gouvernement dans le monde, ne peuvent qu'accueillir les déclarations de M. de Bulow avec une entière et parfaite gravité.

Or la question est ainsi posée entre les deux gouvernements : le gouvernement allemand, pour ce qui le concerne et le regarde, nie qu'il ait eu aucun rapport, sous aucune forme, avec le condamné de 1894, et le gouvernement de M. Méline a été amené à déclarer et à soutenir que la culpabilité est indiscutable.

Cette question diplomatique, que l'on nous avait présentée en termes mystérieux, la voilà donc expliqué : M. de Bulow affirme dans un sens, MM. Méline et Hanotaux affirment dans un autre sens. Que M. Hanotaux s'arrange donc avec M. de Bulow ! La voilà la question : elle est parfaitement claire, et elle est née de cette hypothèse présentée et soutenue à outrance, et en termes sybillins, que la sentence du conseil de guerre de 1894 est intangible et irréformable à jamais ; qu'elle est fondée sur des preuves irréfragables autant que mystérieuses ; car alors, l'étranger qui aime à se jouer de nous, et dont nous avons connu en 1870 les exécrables fourberies, se fait un malin plaisir de déclarer qu'il n'a entretenu aucun rapport avec le condamné du conseil de guerre. Que MM. Méline et Hanotaux, encore une fois, s'arrangent avec M. de Bulow !

L'Italie suit l'exemple du gouvernement impérial allemand : M. le comte Bonin, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, a dit hier à la Chambre italienne : « Je puis affirmer de la manière la plus explicite que ni notre attaché militaire, ni aucun autre agent ou représentant du gouvernement italien n'ont eu aucun rapport direct ou indirect... » Je ne voudrais pas insister plus qu'il ne faut, mais je suis bien obligé de faire remarquer, puisque je parle ici de politique extérieure, que l'hypothèse de notre cabinet devient chaque jour plus difficile à défendre et que M. Méline, qui n'était pas ministre en 1894, pouvait très bien ne pas prendre une position directement contraire à celle qu'on a prise à Berlin ou à Rome, s'il avait réservé sa liberté d'appréciation et son propre droit de critique, au lieu de s'engager dans des affirmations absolues.

Nous écartons tout ce qui a trait à notre droit intérieur pour ne pas sortir des limites du sujet qui nous appartient ici en propre. Nous nous bornons à indiquer le caractère et les origines de la question diplomatique qui est en puissance dans cette affaire : elle consiste entièrement en ce point, que notre cabinet affirme le fait de la trahison et l'affirme de la manière la plus forte, se privant de la faculté de tout examen ultérieur ; que, d'une autre part, l'Allemagne et l'Italie tiennent à honneur de déclarer non moins formellement qu'elles n'ont jamais eu de rapport avec le condamné de 1894.

* * *

La question crétoise qui fut posée, il y a juste un an, comme l'on sait, et qui nous a voulu la guerre turco-grecque et d'innombrables misères, paraît aujourd'hui sur le point d'être résolue comme nous le demandions au mois de février 1897. Voilà encore une chose admirable ! Il paraît que la Russie appuie formellement la candidature du prince Georges de Grèce, au gouvernement général de la Crète, que les autres puissances se sont mises d'accord avec la Russie, que la Porte y consent, et que nous allons voir enfin cette proclamation de l'idée hellénique ! Sous la suzeraineté du sultan, soit. On verra la suite. Pour aujourd'hui nous nous accordons seulement le plaisir de remarquer combien furent fondées toutes nos observations sur l'incohérence de la politique européenne au cours de l'année 1897. Ce que l'on fait aujourd'hui, il fallait le faire il y a un an. On n'aurait pas eu la guerre, on n'aurait pas ruiné Athènes, on n'aurait pas humilié le nom de la France devant le monde, on n'aurait pas abandonné toutes les traditions séculaires de la politique de l'Europe ! C'est à croire que les ministres font exprès de braver la raison et qu'ils se jouent de la vie des soldats et des nations.

Hector Depasse.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

M. Ferdinand Fabre est à peu près remis de la chute qu'il fit à la campagne, cet été. Mais il ne peut encore quitter la chambre. Il n'a donc fait et ne fera aucune visite académique. Il s'est borné, sur l'avis pressant de quelques académiciens qui sont ses amis (on peut citer parmi eux MM. Anatole France, Jules Lemaître et Claretie), à poser sa candidature au fauteuil de Meilhac, et il attend...

Tout en attendant, il travaille. Son roman, *le Bercail*, est très avancé ; et aussi le second volume de cet admirable ouvrage, *Ma vocation*, dont la première partie fut publiée en cette Revue même, il y a quelques années.

Le succès en fut considérable. Taine considérait ce premier volume comme un chef-d'œuvre, et disait qu'au-

cun ne l'avait plus exactement renseigné sur l'âme des hommes d'église.

Du second volume, actuellement en préparation, les trois premiers chapitres ont paru naguère au supplément littéraire du *Figaro*; les douze suivants seront bientôt achevés: M. Fabre n'en a plus que cinq à écrire pour avoir terminé l'ouvrage.

M. Henry Houssaye a remis cette semaine à son éditeur le manuscrit de son second volume de « *1815* ». Il est probable que d'importants fragments en seront donnés par l'auteur aux grands périodiques, en attendant l'apparition du volume qui n'aura pas lieu avant l'automne prochain.

Le nouveau livre de M. André Lebon, ministre des colonies, *Cent ans de politique intérieure* (1789-1895), n'est pas tout à fait inédit. Je veux dire qu'il a été parlé avant d'être écrit.

C'est la substance du cours que professa naguère M. Lebon, à l'Ecole libre des Sciences politiques, sur l'organisation constitutionnelle des peuples modernes.

Depuis que M. Lebon a déserté la rue Saint-Guillaume pour le pavillon de Flore, son cours a été divisé en deux parties, et confié à MM. Jules Dietz, beau-frère du ministre, et Charles Benoist.

Le ministre-écrivain n'avait publié jusqu'ici qu'un livre; mais ces débuts avaient attiré l'attention. C'est une suite d'*Études sur l'Allemagne politique*, où l'auteur a su mettre en lumière, d'une façon neuve et forte, l'effort d'*adaptation* grâce auquel Bismarck avait réussi à plier peu à peu aux besoins et aux commodités de son génie les moindres ressorts de la machine gouvernementale allemande, et à faire d'abord des institutions politiques de son pays une arme à sa taille et à sa main.

Précieuses leçons, dont le défaut est de nous avoir été données trente ans trop tard. Il est vrai que cela, ce n'est pas la faute de M. Lebon...

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, à deux heures, M. Gaston Deschamps : *Le malaise de la jeunesse*.

Ces jours-ci :

Un nouveau livre de Paul Adam, *le Triomphe des médiocres*.

M. Paul Adam pense que le temps est venu d'assurer sa place au « pouvoir intellectuel ». Il écrit : « Après la force ou le droit divin, c'est-à-dire le droit de la fatalité, est venu l'Argent triomphateur. Cet ouvrage marque les raisons qu'il y a d'espérer l'avènement de l'Esprit. »

Ouvrez vos bras, monsieur Izoulet. L'*Aristie* compte un adepte de plus. Et celui-là n'est pas un allié vulgaire.

De Mlle Blaze de Bury, une série de biographies et d'études critiques sur Renée de France, Arabelle Stuart, l'impératrice Frédérick, la reine d'Italie, la reine d'Angleterre, etc. Titre : *Dames d'hier et d'aujourdhui*.

Mlle Blaze de Bury est la fille de l'ancien critique de la *Revue des Deux Mondes*.

De M. Bertrand, *l'Enseignement intégral*.

M. Bertrand, correspondant de l'Institut, est professeur à l'Université de Lyon. Il avait donné lecture, il y a trois mois, à l'Institut, d'un chapitre de son livre, et cette communication avait fait quelque bruit dans le monde de l'enseignement.

Le livre de Pons de l'Hérault sur *Napoléon à l'île d'Elbe* paraîtra mardi prochain.

Ce n'est pas, à proprement parler, une « histoire », mais une collection d'anecdotes, de racontars, de mots entendus, et notés, durant le séjour que fit Napoléon à l'île d'Elbe.

Pons de l'Hérault — officier de marine, administrateur, homme de lettres — eut une vie agitée.

Capitaine au siège de Toulon, il avait été emprisonné comme partisan de Robespierre. Protégé par Championnet, puis brouillé avec Bonaparte, il avait quitté les bureaux, s'était jeté dans les affaires, et, une fois ruiné, s'était réconcilié avec l'Empire. Il administrait, depuis un an, les mines de l'île d'Elbe quand Napoléon y débarqua.

Son livre est curieux. On croyait le manuscrit perdu; il n'était qu'oublié au fond des cartons d'une bibliothèque de petite ville du Midi, d'où, l'an dernier, un conservateur malin l'exhuma.

Mémoires du Second Empire.

Le deuxième volume des *Souvenirs* du général Fleury, qui sera publié du 15 au 28 de ce mois, est consacré à la campagne d'Italie, et donne d'intéressants détails sur la vie de la Cour impériale à Compiègne.

Annoncés pour le 22 : les *Souvenirs d'un cavalier du Second Empire*, par M. le capitaine Chopin.

Le capitaine Chopin est un ancien officier qui a mis à profit les loisirs que lui laissait une retraite prématurée pour se consacrer à l'étude spéculative et à la vulgarisation des connaissances de son métier.

M. Brunetière va faire, le 13 février, une conférence à Besançon sur Victor Hugo.

Il s'agit d'activer la souscription pour le monument, — qui ne marche pas vite, cela est un peu humiliant à dire.

Victor Hugo a toujours ses dévots, c'est entendu; et le succès du cours public que lui consacre en Sorbonne M. Gaston Deschamps, depuis quelques semaines, en est la preuve. Le malheur est que des applaudissements d'étudiants ne suffisent point à faire sortir du sol le marbre rêvé... Il faut de l'argent, et l'argent ne vient pas. Voilà longtemps qu'aux Etats-Unis, un marchand de cotonnades ou de conserves eût tiré de sa caisse les 50000 francs nécessaires à cette commémoration d'une grande œuvre. En France, le capital n'a pas de ces élans...

Le livre très attendu de M. Alfred Fouillée, *la Psychologie du peuple français*, paraîtra ce mois-ci.

En même temps :

De M. Henri Lichtenberger, *la Philosophie de Richard Wagner ;*

De M. L. Arréat, *les Croyances de demain ;*

De M. Dugas, professeur de philosophie à Caen, un petit livre sur *la Timidité*...

~~~

On croit que le revenu du legs Emile Richebourg sera d'une valeur de mille à quinze cents francs et que la Société des Gens de lettres sera chargée de le décerner, chaque année, au roman populaire qu'elle aura jugé le meilleur ; mais rien n'est sûr encore. Le testament du romancier défunt n'est pas ouvert, ou du moins les dispositions n'en sont pas officiellement connues.

~~~

Une nouvelle édition de l'excellent livre de M. Max Leclerc, *l'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre*, est annoncée.

~~~

M. Gabriel d'Annunzio a quitté Paris. Il ira se reposer à Menton quelques jours, et de là se rend à Milan pour y suivre les répétitions de la *Ville Morte* que Mme Duse y doit jouer dans quinze jours.

M. d'Annunzio avait été, vers la fin de son séjour à Paris, tellement harcelé par les invitations et les visites, qu'il s'était enfui... à Versailles. Et c'est là qu' « enfin seul », et promenant sa rêverie parmi les massifs déserts et les arbres du vieux parc, il a préparé une série d'articles *en français*, qui sont la notation de ses impressions sur Paris, et qu'un grand journal publiera bientôt.

~~~

Le Sar Peladan se promène en Judée, et nous n'aurons pas à Paris, cette année, de Salon de la Rose-Croix.

On dit cependant que l'entreprise vivra, et que Bruxelles et New-York se préparent à recueillir la tradition à laquelle, si légèrement, Paris renonce...

Em. B.

M. G... à Bernay. — La *Société française pour l'arbitrage entre nations* a son siège à Paris, 10, rue Pasquier.

MADAGASCAR, HOMÈRE ET LA CIVILISATION MYCÉNIENNE, par *F. du Mesgnil* (A. Dubourg, Saint-Denis, Réunion). — C'est une thèse passablement paradoxale que l'auteur soumet ici à l'appréciation des archéologues, des géographes et des ethnographes ; n'étant rien de tout cela je me borne à en tracer, d'après l'auteur lui-même, les lignes principales : « De toutes les nations dont on peut retrouver les traces à Madagascar, aucune n'a laissé une empreinte aussi forte que... les Grecs ! » Ceci n'est rien encore, écoutez plutôt : « Homère n'est nul autre qu'Odysseus lui-même ; son voyage s'est effectué dans la mer des Indes et a eu pour terme Madagascar, le voyage des Argonautes a consisté à faire le tour de l'Afrique ; enfin la civilisation mycénienne avait étendu ses relations commerciales et maritimes à la terre entière. » Autant de paradoxes, direz-vous ; eh bien, lisez cet opuscule sans vous laisser effrayer par les coquilles, malheureusement fort nombreuses, et puis, armé de votre érudition, provoquez M. du Mesgnil en champ clos, il ne désire que cela, nous dit-il.

LA MISSION HOURST SUR LE NIGER ET AU PAYS DES TOUAREGS (Plon). — Nous voici ramenés dans le domaine de la réalité contemporaine, qui devient pour ainsi dire tangible grâce au récit et aux photographies de M. le lieutenant Hourst. Mais il y a ici plus qu'un récit intéressant, il y a une question passionnante pour le présent et grosse d'incertitudes, peut-être de menaces pour l'avenir. A qui doit appartenir la portion de continent, du golfe de Guinée à la Méditerranée ? Certes, il n'appartient pas à un explorateur, si hardi soit-il, de résoudre à présent déjà cette énigme du sphinx africain, mais il peut tracer la voie à ceux qui la résoudront un jour ; il peut donner à ses compatriotes l'exemple d'un beau courage, d'une belle endurance. Mais remarquez un point, qui a son importance : seul jusqu'ici M. Hourst a su nouer avec les Touaregs des relations amicales. Il a été en cela, dira-t-on, plus *heureux* que ses devanciers. Non, on peut parler de bonheur, de chance, quand il s'agit d'un voyage accompli au milieu de périls et d'accidents de tout genre. Ici il ne peut être question que d'habileté doublée de patience ; ce sont deux qualités qui, je crois, manquent trop souvent aux explorateurs français.

JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS PENDANT LA TERREUR, par *E. Biré*, vol. V, la chute de Robespierre (Perrin). — Qui n'a souvent désiré entrer dans la peau d'un bon bourgeois d'il y a cent quatre ans, pour savoir ce que pensait alors le petit peuple de Paris ? Car enfin il faut bien admettre que pendant la Terreur on ne passait pas tout son temps à être terrorisé et qu'on trouvait encore quelques heures pour rire, pour aimer, pour rêver ou pour mourir de mort naturelle, ainsi que l'a si bien montré M. Aulard. La relation du bourgeois de M. Biré ne satisfait qu'à demi ce désir, parce que le bonhomme se croit obligé, de par la gravité des événements, à être solennel comme un augure et, du reste, ne s'occupe guère que de politique ; il faut dire qu'à cette époque celle-ci ne manquait pas d'un certain intérêt... On trouvera ici nombre de pages curieuses, entremêlées de moins, de déclamations philosophiques qu'on ne s'y serait attendu, car à cette époque on ne s'en privait guère. La journée du 9 thermidor notamment est relatée avec une sobriété qui de nos jours pourrait servir d'exemple à plus d'un reporter.

G. Art.

Nouveautés de la semaine.

D'après la Bibliographie de la France :

Histoire de France depuis la Révolution, par Ernest Hamel, sénateur ; — *Mémoires de M. Goron* (t. IV) ; — *Devant le Bonheur*, roman, par Jean Thorel ; — *Napoléon Bonaparte, lieutenant d'artillerie à Auxonne*, par Maurice Bois (Flammarion). — *Douze Mois chez les sauvages du Laos*, par Cousson et Ruel ; — *Notre Marine marchande*, par Roger Lambelin (Challamel). — *Les Mauvais Bergers*, par Octave Mirbeau (Fasquelle).

Paris. — Chamerot et Renouard. Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 35090. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 7. 4e SÉRIE. — TOME IX 12 FÉVRIER 1898.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE CONTEMPORAINE [1]

Le Clergé [2].

II. — LES OUAILLES

Je me suis efforcé d'isoler le clergé et de l'étudier en lui-même. Il s'agit maintenant de le situer dans le milieu contemporain. L'armée cléricale a, comme telle, un territoire à défendre et un territoire à conquérir. Où en est-elle de son œuvre de défense et de conquête? A quels alliés, à quels ennemis a-t-elle affaire et quelle est la valeur des uns et des autres? — Autant de questions dont les solutions présentes ont leurs éléments dans le passé.

***

Il y aurait un livre à écrire sur l'évolution du « sentiment religieux » en France : je choisis à dessein l'expression la plus vague. L'on commencerait par déterminer le tempérament de la nation, et l'on poserait en principe qu'elle n'est point religieuse. Je m'explique. Ce sérieux qui distingue les peuples anglo-saxons, par exemple, lui a toujours manqué, et son bon sens un peu terre à terre se prête mal aux spéculations désintéressées. La foi eut chez nous, au moyen âge, c'est-à-dire lors de son plein épanouissement, un caractère facétieux et familier qui tenait, pour une part, à sa naïveté même, mais qui tenait surtout à la légèreté d'esprit, au scepticisme gouailleur de la race...

L'invention de l'imprimerie, l'étude approfondie de l'antiquité, les découvertes scientifiques de la fin du XVe siècle émancipèrent les esprits; et l'on a pu prétendre avec apparence de raison que si, au siècle suivant, la France ne s'est pas faite protestante, c'est que la foi n'y était déjà plus assez vivace pour qu'une religion nouvelle s'y pût acclimater. Quelle que soit la valeur de cette hypothèse, il est certain que le XVIe siècle nous donne, sous le rapport des idées religieuses, le spectacle de la plus étrange incohérence. C'est l'époque où le hardi et prudent Rabelais — moine dans sa jeunesse, curé sur la fin de ses jours — poursuit de ses sarcasmes la papauté et le monachisme et résume sa philosophie en un « peut-être » énigmatique; où Montaigne, catholique pratiquant d'ailleurs, compose le bréviaire du scepticisme : à sa suite, le chanoine Charron tiendra toutes les religions « étranges et horribles au sens commun » et l'immortalité de l'âme la chose « la plus utilement crue, la plus faiblement prouvée... » Les uns et les autres, sans doute, mettent la foi à part de tout ce qu'ils disent et protestent de leur respect pour les vérités révélées : mais cette protestation a tout l'air, dans leur bouche, d'une précaution oratoire, et leur pensée de derrière la tête reste parfaitement obscure. Leurs lecteurs et leurs disciples, les *libertins*, comme on les appelle dès lors, se chargeront, il est vrai, de l'éclaircir et conformeront le débraillé des mœurs au laisser aller de la doctrine.

Cependant, au siècle suivant, tout se range et s'apaise. Dieu, conçu comme une sorte de Louis XIV céleste, paraît régner sur les âmes pacifiées. Mais la soumission des âmes n'est qu'apparente, et, si le roi n'a plus d'athées, Dieu garde les siens, qui se font

(1) Voyez les numéros des 23 et 30 mars 1895, 4 et 11 janvier, 21 et 28 novembre 1896 et 5 février 1898.

petits et se terrent, mais se multiplient dans l'ombre. Nicole, après Mersenne, a une phrase célèbre (1) sur la grande hérésie du temps qui n'est plus, à l'en croire, le calvinisme ou le luthéranisme, mais bien l'athéisme ; Bourdaloue, Fénelon dénoncent le « bruit sourd d'impiété » dont leurs oreilles ont été blessées, et il n'est pas jusqu'à Bossuet que les échos d'un « siècle vraiment subtil... où tant d'âmes insensées cherchent leur repos dans le naufrage de la foi (2) » ne soient venus troubler dans sa sérénité olympienne. En réalité, le règne de Louis XIV est, comme le dit Sainte-Beuve (3), « miné » d'incrédulité. Et il le compare à un pont magnifique, orné d'admirables statues. Les idées « ont traversé ce pont et passé dessous ». Elles reparaîtront au siècle suivant, « et plutôt grossies ». Mais, en attendant, l'autel, « adossé au trône », paraît inébranlable. Le libertinage, d'ailleurs, n'est encore que de l'épicurisme ; et la doctrine cartésienne, qui recèle en ses flancs, avec le dogme de la toute-puissance de la raison et du progrès indéfini, un optimisme d'essence révolutionnaire, ne portera que plus tard ses fruits d'incrédulité et de révolte.

Dès les premiers jours du XVIII[e] siècle, les voiles décents qui, sous le grand roi, dissimulaient toute plaie sociale s'écartent d'un seul coup. Les libertins sortent de l'ombre où ils se tenaient cachés, et l'on s'aperçoit qu'ils y sont devenus légion. « Je ne crois pas qu'il y ait à Paris... cent personnes qui aient la véritable foi », écrit la Palatine en 1722, et elle exagère à peine. Certes, le menu peuple est encore intact. Mais l'esprit d'incrédulité, jusqu'alors comprimé dans les salons, s'est insinué dans la bourgeoisie moyenne ; et il y a pris une forme nouvelle : les nobles raillaient à la manière de Voltaire, sans arrière-pensée subversive et sans souci des conséquences ; chez les bourgeois, l'incrédulité va devenir le passe-port des revendications politiques. Ils professent avec Rousseau que l'homme est naturellement bon ; c'est la société qui le déprave : autant refuser toute valeur aux traditions quelles qu'elles soient, politiques ou religieuses, et dénoncer, comme injustes et corruptrices, les institutions existantes. Toute la Révolution est dans cet optimisme d'origine cartésienne ; et l'on s'étonne, si on la considère à ce point de vue, qu'un écrivain aussi pénétrant que Tocqueville en ait pu méconnaître le caractère foncièrement antireligieux. A coup sûr, le catholicisme a été persécuté, pendant la période révolutionnaire, moins comme doctrine religieuse que comme institution politique privilégiée. Mais la théorie philosophique au nom de laquelle la Révolution s'est accomplie, et qui substitue au principe d'autorité celui de l'infaillibilité prétendue de la raison individuelle, — cette théorie antisociale est, de son essence, antichrétienne.

On sait ce qu'en a donné l'application pratique. Entre 1793 et 1795, le culte de la Raison fut le seul toléré en France, et il eut comme expression adéquate le régime de la Terreur. Au sortir de ce régime étouffant et du chaos révolutionnaire, un immense mouvement de réaction se produisit dans le sens catholique. Chateaubriand a éloquemment exprimé ce besoin de foi, cette avidité de consolations religieuses « qui venait de la privation même de de ces consolations depuis de longues années... Les victimes de nos troubles, dit-il (et que de sortes de victimes !) se sauvaient à l'autel, de même que les naufragés s'attachent au rocher sur lequel ils cherchent leur salut. »

Mais ce mouvement de réaction ne devait pas se prolonger. Napoléon ne le favorisa que dans la mesure où il le jugeait utile. En cela bien de son siècle, il tenait la religion pour un simple ressort de la politique, le clergé pour une sorte de « gendarmerie sacrée » préposée à la police spirituelle, — et ne les protégea qu'afin de les mieux asservir. Quant à la génération d'alors, grandie en pleine anarchie et façonnée au scepticisme par les événements, c'était une génération d'hommes d'action, c'est-à-dire d'hommes indifférents aux préoccupations spéculatives... Tandis qu'il promène ses drapeaux victorieux dans toutes les capitales de l'Europe, un peuple n'a pas le loisir d'interroger son âme et de mesurer le vide qu'y laisse l'incrédulité.

On eût pu penser qu'une fois close l'ère des conquêtes, le mouvement de réaction religieuse interrompu dès les premières années du siècle reprendrait normalement son cours. Mais il était réservé à la Restauration d'inaugurer, en matière de conscience, un régime de compression et de tracasseries plus fatal à la religion que la persécution même. L'on vit, entre 1814 et 1830, se reformer, au plus grand détriment de l'un et de l'autre, l'alliance du trône et de l'autel. Le clergé lia son sort à celui de la monarchie, s'immisça dans la politique courante et ne tarda pas à occuper toutes les avenues sociales : « l'on n'arrivait plus à rien, pas même à être notaire, sans tenir à la main un billet de confession... (1) »

Cependant, à mesure que s'alourdissait l'atmosphère d'hypocrisie officielle, la nation se faisait plus irritable et plus nerveuse. Un vent d'impiété et de révolte souffla sur la France. En face d'une royauté vieillie, d'une noblesse partie pour l'émigra-

(1) *XLV[e] Lettre.*
(2) *Oraison funèbre de la Palatine.*
(3) *Port-Royal*, l. III, ch. XVI.

(1) Émile Ollivier, *l'Église et l'État*, etc., ch. x.

tion sceptique, revenue de l'émigration dévote, et d'un clergé accouplé à cette royauté et à cette noblesse et doublant son impopularité de la leur, — le peuple et la bourgeoisie se dressèrent. Le peuple était resté religieux jusque pendant la Révolution : en mai et en juin 93, il s'agenouillait encore, dans les rues, sur le passage du viatique. Sous la Restauration il se fit gouailleur, puis hostile. Menacée de la tyrannie cléricale, la bourgeoisie relut Voltaire, fredonna les refrains de Béranger, éleva dans ses collèges une jeunesse impie et frondeuse (1). Si bien que, lorsqu'en 1830 sonna l'heure de l'émeute, les haines accumulées se ruèrent d'un même élan sur l'Église et sur la monarchie conjurées contre les libertés publiques.

On ne doutait pas, après la révolution de Juillet, que la prophétie de Montesquieu sur la mort du catholicisme ne fût sur le point de s'accomplir et qu'on ne dût bientôt savoir par expérience *comment les dogmes finissent* (2). « La présence d'un jeune homme dans une église provoquait, suivant un contemporain, presque autant de surprise que la visite d'un voyageur chrétien dans une mosquée d'Orient » (3) ; les prêtres ne pouvaient, sans risquer d'être insultés et maltraités, se montrer en soutane dans les rues ; le crucifix fut, par mesure administrative, supprimé dans les salles des Tribunaux. Jamais, en un mot, et nulle part, a dit Montalembert, on n'avait vu de nation aussi officiellement, l'on peut ajouter aussi foncièrement antireligieuse.

La période qui s'étend de 1830 à 1852 n'en devait pas moins être, pour le sentiment religieux, une période de progrès lents et disputés, mais continus et décisifs. Au lendemain même de la Révolution, la tentative mémorable du journal *l'Avenir* eut pour effet de modifier sensiblement l'état de l'opinion. « Tirer le catholicisme de sa situation de vaincu, le dégager des ruines de la Restauration, lui faire prendre, comme d'assaut, sa place dans la société nouvelle, chercher pour lui, dans le droit commun et la liberté, une force qu'il ne pouvait plus trouver dans la faveur du gouvernement et une popularité que cette faveur ne lui avait jamais attirée, tel était le dessein de ce nouveau journal (4). » Il vécut quelques mois à peine, assez cependant pour relever le moral des catholiques et pour habituer, sinon pour convertir les esprits à l'idée, alors toute nouvelle pour eux, d'un accord possible entre le catholicisme et la démocratie.

L'impulsion donnée par l'*Avenir* ne s'arrêta pas, le journal disparu. — Lacordaire, en 1835, monte dans la chaire de Notre-Dame ; et tandis qu'il ramène dans la basilique désertée les foules étonnées de s'y voir, son émule Montalembert constitue le « parti catholique », assigne pour programme au nouveau parti la poursuite de toutes les libertés, notamment de la liberté d'enseignement, et, champion de l'Église, se place résolument sur le terrain du droit commun. L'affaiblissement progressif, puis l'apaisement des passions irréligieuses réveillées par la Restauration, les sympathies publiques restituées à un clergé qui avait perdu les sympathies officielles et ne prétendait plus au pouvoir, — tels furent les résultats de cette habile tactique. On put mesurer, en 1848, le chemin parcouru depuis 1830, et l'ampleur du terrain reconquis. La révolution de Juillet avait eu le caractère le plus nettement antireligieux : en 48, l'insurrection, loin de s'attaquer au catholicisme, s'efforça de se le rendre favorable : le peuple convia les prêtres à bénir les arbres de la liberté. Quant à la bourgeoisie qui, en 1830, avait partagé et l'on peut dire attisé toutes les haines d'en bas, on la vit, en 1848, affolée et contrite, mendier le secours jusqu'alors dédaigné des forces religieuses. La fameuse loi de 1850, votée par ses pires adversaires de la veille, cette loi d'une portée incalculable, qui substituait au profit du clergé, dans l'enseignement secondaire, le régime de la libre concurrence à celui du monopole, la *loi Falloux*, en un mot, restera comme l'impérissable monument de la repentance et des anxiétés bourgeoises.

En 1852 s'ouvre, avec le coup d'État, une période nouvelle dans l'histoire du sentiment religieux en France, période de recul et de revers qui dure encore ou dont nous venons à peine de sortir. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler dans ses détails la guerre intestine qui s'alluma entre les catholiques à dater de la loi Falloux et les sépara en deux camps ennemis, celui des intransigeants, celui des politiques ; les premiers, brusquement convertis à l'absolutisme bonapartiste, les autres, restés fidèles à leurs opinions libérales et résolus à ne demander qu'à la liberté le succès de leurs efforts. Les intransigeants eurent le dessus, ils acclamèrent l'empire, renouvelant une fois de plus, malgré les leçons du passé, la fatale alliance du trône et de l'autel, la coalition, disait Montalembert indigné, du corps de garde et de la sacristie. Les effets d'une telle conduite ne se firent pas attendre. En un moment, tout le terrain

(1) Sur l'incrédulité dans les collèges de la Restauration, les témoignages abondent. « Nous maudissions la Charte et les Bourbons .. L'Église n'était, à nos yeux, qu'une officine de mensonges se liguant avec la tyrannie des princes pour abrutir les peuples. » (Le P. Gratry, *Souvenirs de ma jeunesse*.) — « Qui osera jamais raconter ce qui se passait alors dans les collèges ? Les hommes doutaient de tout, les jeunes gens nièrent tout... La communion du Christ, l'hostie... servait à cacheter des lettres ; les enfants crachaient le pain de Dieu. » (Alfred de Musset, *la Confession d'un enfant du siècle*.) — Cf. Thureau-Dangin, *l'Église et l'État sous la monarchie de Juillet*, ch. III.

(2) L'article de Jouffroy est de 1829.

(3) Thureau-Dangin, ch. I.

(4) Thureau-Dangin, ch. I.

péniblement gagné par les catholiques sous la monarchie de Juillet se retrouva perdu ; la méfiance et l'hostilité populaires, assoupies pendant vingt ans, se réveillèrent plus vivaces que jamais ; et la situation religieuse redevint, sur la fin du second Empire, ce qu'elle avait été vers 1830 : au sac de l'archevêché et de Saint-Germain-l'Auxerrois, en 1831, correspond, en 1871, l'assassinat des otages ecclésiastiques.

Les rancunes antireligieuses accumulées sous le second empire devaient lui survivre. Les fondateurs de la troisième république les entretinrent avec soin comme un moyen de gouvernement, aidés d'ailleurs dans leur tâche par ces auxiliaires inconscients et d'autant plus précieux qu'on a justement appelés les radicaux de l'ultramontanisme (1). Les uns et les autres s'évertuèrent avec un zèle égal, quoique pour des raisons opposées, à dresser entre la démocratie et le catholicisme d'infranchissables obstacles, à irriter l'animosité et les méfiances réciproques. Ils n'y ont que trop réussi. Jamais le clergé, jamais le catholicisme et le christianisme n'auront été plus impopulaires que pendant les vingt-cinq dernières années ; jamais la législation et les mœurs n'auront mieux exprimé cette impopularité. « Dans nos parlements élus par le suffrage universel, la majorité maintient au pouvoir le parti qui fait la guerre à l'Église, qui, par système et par principe, est et demeure hostile à la religion catholique, qui a lui-même sa religion pour laquelle il réclame l'empire... qui disperse les congrégations d'hommes, qui surtaxe les congrégations de femmes, qui incorpore les séminaristes dans les régiments, qui supprime le traitement des curés suspects ; bref, qui, par l'ensemble et toute la suite de ses actes, se proclame anticatholique... »

Depuis le moment où Taine écrivait ces lignes, la situation religieuse, à vrai dire, s'est quelque peu modifiée. Une grande initiative a été prise, une fois de plus la cause de l'Église a été dégagée de celle des partis. La politique de Léon XIII n'a pas encore donné tous ses fruits, elle n'a pas triomphé de toutes les résistances. Mais l'encyclique du 16 février 1892 n'en marquera pas moins le début d'une ère nouvelle dans l'évolution du sentiment religieux en France. Je viens de noter les phases historiques de cette évolution. Reste à se demander quel est, à l'heure présente, l'état vrai de la *croyance* dans notre pays.

*
* *

La société française, à qui l'examine sous le rapport religieux, s'offre comme divisée en deux camps, celui des croyants (plus spécialement des catholiques), et celui des incroyants, — le premier beaucoup moins vaste et bien moins peuplé que l'autre. D'après les évaluations les plus optimistes, il n'y a pas actuellement plus de dix millions de catholiques en France, et peut-être ce chiffre est-il encore exagéré (1).

Ces dix millions de catholiques peuvent se subdiviser en deux groupes.

Un premier groupe, — le plus étroit, — comprend les fervents, les pratiquants, ceux-là dont la foi est vivante et agissante, qui sont animés de l'esprit de pénitence et de sacrifice, de l'esprit chrétien, en un mot ; qui s'approchent des sacrements, soutiennent de leurs deniers et de leur influence morale les œuvres de charité et de propagande catholiques. De ces véritables *fidèles*, appartenant à toutes les catégories sociales et disséminés sur toute l'étendue du territoire, la trempe n'est pas uniforme. Les uns s'inspirent de l'idéal le plus élevé, de la conception la plus noble et la plus abstraite du devoir. Chez d'autres, les pratiques l'emportent sur la pratique, et, sur la dévotion, les dévotions. Et à l'usage de ces derniers s'est propagée toute une littérature niaisement mystique, douceâtre à donner la nausée, dont le catholicisme n'est pas plus responsable que ne l'est la cathédrale de l'ignoble échoppe abritée sous ses contre-forts. Les âmes primitives qui s'assimilent ces fades productions valent mieux, par la bonne volonté, par l'énergie tournée au bien, que le pain de rebut dont elles se contentent (2). Unies aux âmes d'élite dont il a été parlé d'abord, elles forment un noyau solide et compact, sur lequel les influences ambiantes n'ont pas de prise et qui, à sa force de

(1) Anatole Leroy-Beaulieu, *les Catholiques libéraux, l'Église et le Libéralisme de 1830 à nos jours.*

(1) Ce chiffre (confirmé par l'évêque d'Annecy) est celui de l'*Univers*. La France compte environ 35 millions d'individus *nés* dans la religion catholique, et, en ce sens, on peut encore dire, avec le Concordat, que cette religion est celle « de la grande majorité du peuple français ». Mais il n'y a pas plus de 10 millions de *baptisés* dans la vie desquels les préoccupations religieuses tiennent une place importante, et il n'y a pas, à beaucoup près, 10 millions de *pratiquants*. — Dans telle commune rurale que je pourrais citer, sur 160 hommes, l'on en voit 3, en moyenne, à la messe du dimanche ; dans telle localité des environs de Paris, 25 personnes (sur 30000) font leurs Pâques. Il serait facile de multiplier ces exemples.

(2) J'ouvre *au hasard* l'un des innombrables « livres de piété » auxquels je viens de faire allusion, et j'y trouve l'historiette suivante : « ... Marie offrait à Dieu les calomnies qu'on avait forgées contre elle ; tout à coup, elle entendit une voix qui lui disait ces paroles : « Jamais vous ne m'avez fait de « prière ni d'offrande plus agréable, ma fille ; elle m'a percé « le cœur... » Les paroles suivantes lui furent dites aussi par Notre-Seigneur : « *Ma fille, quand vous êtes malade, je vous embrasse de ma gauche, et quand vous êtes en santé, je vous embrasse de ma droite ; mais sachez que, lorsque je vous embrasse de ma gauche, mon cœur tout plein d'amour est plus près de votre cœur où je fais ma demeure.* » Ces imaginations ridiculement sensuelles n'ont rien de commun avec la piété chrétienne, et il y a loin de cette langue flasque au rude latin liturgique, qui tantôt s'illumine de rayons célestes, et tantôt reflète les feux de l'enfer.

résistance, joint une puissante force d'attraction.

A ce groupe restreint et nettement circonscrit se rattache un groupe plus nombreux, mais de valeur infiniment moindre. La foi, toute routinière, de ceux qui le composent, ne manifeste que la force de la coutume ou la préoccupation, plus ou moins bien entendue, de l'intérêt social. « Autrefois, l'on croyait sans pratiquer ; aujourd'hui, l'on pratique sans croire » : c'est aux catholiques dont je parle que s'applique ce mot d'un prélat. Ils suivent les offices, mais ne font guère que s'y ennuyer avec décence ; mourront confessés, mais vivent dans un état de complète apathie morale. Et il faut, en dépit des apparences, les ranger parmi les *négatifs*, s'il est vrai que la crise morale dont nous souffrons soit faite, suivant une formule de M. Édouard Rod, de l'antagonisme des *négatifs* et *positifs*, de ceux qui « tendent à détruire », et de ceux qui « tendent à reconstruire ».

En face du camp catholique, tel que je l'ai décrit, se développe, à perte de vue, le camp adverse.

Et je le vois peuplé d'une foule immense, — petits bourgeois gonflés de vanité démagogique, paysans matérialisés, ouvriers nourris de productions haineuses ou obscènes... Taine a caractérisé d'un mot leur état d'âme : « Par un recul insensible et lent, la grosse masse, dit-il, est en train de redevenir *païenne*. » Le mot d'ailleurs est inexact, en ce qu'il ne s'agit pas ici d'un simple mouvement de régression. Le christianisme, lorsqu'il apparut dans le monde, eut affaire à des populations imbues de superstitions plus ou moins grossières, mais chez qui l'instinct et le préjugé religieux atteignaient une extrême intensité. De nos jours, c'est l'instinct religieux lui-même qui est en voie de s'affaiblir ; et au préjugé religieux s'est substitué, dans l'esprit des masses, le préjugé contraire. Voilà un phénomène tout à fait nouveau en histoire, et dont la gravité égale au moins la nouveauté.

Il nous est aisé d'en discerner la nature. — A défaut d'une noblesse rentrée, depuis cent ans, dans le giron de l'Église, et d'une bourgeoisie qui, devant la menace du socialisme, s'apprête à renier son œuvre anticléricale, un groupe d'hommes agissants et influents, — lettrés, savants, politiciens, — continue de proposer aux masses l'exemple contagieux de l'irréligion.

Nihilistes harmonieux et subtils, élevés à l'école de Renan, pour qui la vérité n'est qu'un mirage, la vertu, une satisfaction personnelle à l'usage des délicats ; analystes découragés d'agir et déconseillant l'action ; naturalistes voués à la description des laideurs sociales et concluant à la négation de la liberté et de la responsabilité humaines ; littérateurs purs, à la Flaubert, professant la doctrine de l'art pour l'art, et que l'écrivain n'a pas mission d'enseigner ou de consoler, mais seulement de « se cultiver » ; romanciers et dramaturges sans pudeur, spéculant sur la luxure des foules ; journalistes attisant les haines de classes et soufflant la guerre civile..., — depuis le haut jusqu'au bas de l'échelle intellectuelle, les lettrés dont mille échos redisent les idées et popularisent jusqu'au tour d'esprit, les lettrés, pris dans leur ensemble (et toutes exceptions réservées), sont assurément des *négatifs* et des destructeurs.

Ce que les lettrés insinuent, les savants l'affirment : ceux-là conseillent le scepticisme, ceux-ci prêchent la négation brutale. Pénétrés de l'excellence de leurs méthodes et les appliquant à tous les genres de connaissance, ils nient l'idéal et l'au-delà comme non susceptibles de démonstration expérimentale. Et ils exercent sur les foules un ascendant souverain. Éblouies des résultats obtenus par la science, elles accordent à ses interprètes plus de crédit qu'elles n'en accordèrent jamais à ceux de la foi, et les en croient sur parole, non seulement lorsqu'ils promettent d'étendre indéfiniment leur empire sur la matière, mais encore lorsqu'ils annoncent la prochaine substitution de la morale et de la religion scientifiques à la morale et aux religions traditionnelles.

A longue distance dans l'ordre intellectuel des lettrés et des savants, viennent enfin les hommes politiques. Ceux-ci traduisent en langage vulgaire les théories abstraites, transforment en armes de combat les arguments spéculatifs ; et forts de la connivence des lettrés, forts des contradictions que dénoncent les savants entre la science et la foi, vont exploitant, au profit d'une secte et au mieux de leurs intérêts électoraux, l'idée, féconde en conséquences pratiques, d'un perpétuel et nécessaire antagonisme entre l'Église et la société moderne.

* * *

Il semblerait, à s'en tenir aux considérations qui précèdent, que la cause de la religion traditionnelle fût, en France, désespérée. Mais, si l'on change de point de vue et que l'on se place sous un autre angle, le ciel apparaît moins noir, l'horizon moins menaçant.

Et d'abord, le double conflit, plus haut signalé, — conflit entre la science et la foi, d'une part, et, d'autre part, entre l'Église et la société moderne, — s'est déjà pacifié dans beaucoup d'esprits.

La Science, qui se traîne sur la route de la vérité, « baissant toujours vers la terre son front sillonné d'algèbre », et la Foi semblable à la Victoire acéphale, qui marche, les ailes ouvertes, vers un but pressenti, — la Science et la Foi ne se contredisent pas inévitablement ; et le croyant n'a que faire d'in-

terposer entre sa raison et son cœur la fameuse « cloison étanche » dont a parlé Renan. Réduite à l'étude des phénomènes et n'ayant rien à nous dire sur l'origine et sur la fin des choses, incapable d'ailleurs de se suffire à elle-même et d'affirmer seulement, sans le secours d'une métaphysique, l'existence du monde extérieur, la science a son domaine propre, absolument séparé de celui de la foi. C'est ce dont on s'avise depuis peu; et l'on a retrouvé du même coup cette vérité élémentaire, à savoir que la certitude rationnelle n'est pas le type unique de la certitude, qu'il existe une certitude morale et des vérités morales, que la foi a sa place marquée parmi les fondements de la connaissance. La science, à coup sûr, ne saurait faire faillite à ses légitimes promesses. Mais à défaut d'une « faillite » de la science, il nous a été donné de constater de nombreuses « faillites » de savants. Tels d'entre eux s'étaient flattés de supprimer le mystère (1), d'assurer aux hommes, par la vertu de leurs méthodes, « le maximum possible de bonheur et de moralité (2) ». La vanité de ces prétentions, leur incohérence, l'absence d'esprit philosophique dont elles témoignent ont indisposé bien des gens et déterminé un mouvement de réaction dont les idées religieuses devaient naturellement profiter.

De même que le conflit entre la science et la foi, le conflit entre l'Église et la société moderne, ou, pour le nommer de ses autres noms, le conflit entre la liberté et l'autorité, entre la raison individuelle et la tradition paraît être en voie d'apaisement. Née au XVIIIe siècle, l'idée qu'entre l'Église et la société moderne il n'y a pas d'entente possible, n'avait guère fait, depuis la Révolution, que s'affermir : encouragée, il faut l'avouer, et, en une mesure, justifiée par les maladresses d'un clergé trop enclin à s'appuyer sur le pouvoir. Cependant, en dépit de ces maladresses et d'une équivoque savamment entretenue, il est aujourd'hui démontré que si le clergé a pu, dans le cours de ce siècle, faire cause commune avec l'absolutisme, l'Église n'est pas pour cela l'ennemie doctrinale de la liberté (3). Elle croit, certes, et déclare être en possession, sur certains points essentiels, de la vérité absolue. Mais, ces points essentiels réservés, elle laisse libre carrière à toutes les opinions humaines, et d'ailleurs, dans les limites mêmes de son inflexible *credo*, distingue entre les principes et l'application des principes. C'est ainsi que tout en condamnant, à un point de vue absolu, la liberté des cultes (1), expression de la liberté de conscience (et comment ne la condamnerait-elle pas, à moins de se condamner elle-même?), elle s'accommode, aussi tolérante en pratique qu'intransigeante en théorie, et de la liberté des cultes, et de toutes les autres libertés modernes, qu'elle reconnaît même légitimes comme appropriées aux circonstances et conformes aux besoins du temps. Cette fameuse distinction entre la « thèse » et l' « hypothèse », distinction dont les pouvoirs laïques font un aussi fréquent usage que l'Église, n'est autre, en somme, que la distinction entre l'idéal et la réalité (2). Et, depuis que les catholiques ont accepté la réalité, l'opinion leur concède plus facilement qu'elle ne le faisait autrefois le droit d'avoir un idéal et de prononcer l'*adveniat* qui en présage l'accomplissement.

L'opinion ne s'en est pas tenue aux concessions négatives; et, dans notre démocratie qu'abusa sa conception fausse de la liberté, cette idée commence à se faire jour, à savoir qu'une société ne saurait vivre et se développer normalement si le droit et l'autorité ne s'y affirment comme indépendants de volonté générale, toujours versatile et sujette à l'erreur; si certains principes essentiels n'y sont indiscutés et tenus pour indiscutables. Or cette idée d'indispensable adhésion à des lois primordiales, idée qui entraîne celle d'une autorité ayant mission d'édicter ces lois et de les interpréter, de *dire le droit* en un mot, est, qu'on le remarque, une idée toute catholique. Et c'est le chef-d'œuvre de ce profond homme d'État, le pape Léon XIII, d'en avoir rappelé l'origine et, pour ainsi dire, rajeuni l'opportunité.

Une fois proclamée l'indépendance politique de l'Église, Léon XIII s'est attaché, avec une persévérance et une habileté singulières, non seulement à démontrer qu'entre elle et la société moderne il n'y a pas d'antagonisme fatal, mais encore à faire ressortir les affinités profondes qui les relient. Et il l'a désignée aux peuples comme l'autorité indéfectible chargée de promulguer les principes essentiels à la stabilité sociale, comme un arbitre suprême toujours prêt à s'interposer, au nom de ces principes, entre les classes sociales désunies, entre les pauvres et les riches, les faibles et les forts, le capital et le travail,

(1) « Le monde est aujourd'hui sans mystères. » — Berthelot, *Origines de l'Alchimie*. — Préface.

(2) Berthelot, *la Science et la Morale*. — *Revue de Paris*, n° du 1er février 189[illegible].

(3) Cette démonstration vient d'être magistralement faite par M. Étienne Lamy, dans la *Revue des Deux Mondes*, n° du 15 août 1897 : *les Luttes entre l'Église et l'État au XIXe siècle*. — I. *Les Causes*.

(1) *Syllabus*, 78e proposition.

(2) « A l'époque même de la publication du *Syllabus*... les juifs et les protestants, libres à Rome, avaient, les uns une synagogue au *ghetto*, les autres un temple à la Porte du Peuple. Pie IX était-il en contradiction avec les doctrines du *Syllabus*, en autorisant, comme souverain, ce qu'il condamnait comme pontife? — Non, Pie IX n'était pas en contradiction avec lui-même : Comme pontife, il exposait la thèse, et, comme souverain, il se tenait dans l'hypothèse. » (Le P. Maumus, *l'Église et la France moderne*, ch. v.)

les ouvriers et leurs employeurs. — Sa voix sera-t-elle entendue ? L'Église réussira-t-elle à prendre la tête des démocraties, à reconquérir, en France du moins, les âmes populaires ? — Telle est sa plasticité, telle aussi sa vertu sociale, que l'on peut se poser la question.

III. — DEMAIN

Il est temps de revenir au clergé, de se demander quelles sont, dans le milieu social qui vient d'être décrit, les conditions actuelles et les chances futures de son apostolat.

Le clergé français, notons-le tout d'abord, n'a fait aucune difficulté de se conformer aux instructions politiques de Léon XIII. Du jour où le Pape eut engagé les catholiques à accepter sans arrière-pensée le gouvernement établi, nos prêtres se rallièrent à la République avec une docilité d'autant plus significative qu'ils se sentaient moins assurés d'y recevoir bon accueil. L'on a eu, il y a peu, l'occasion de constater, dans celui même de nos départements resté le plus fidèle à la cause monarchique, si leur évolution avait été rapide et complète (1).

Dociles aux conseils politiques de Léon XIII, ils ne se sont pas montrés moins disposés à suivre ses directions sociales. Que le prêtre s'occupe « de l'ouvrier, du pauvre, des classes inférieures », avait dit le Saint-Père (2) : « Sa mission embrasse toutes les formes de la vie humaine, comme les embrasse la vérité dont il est l'organe (3). » Et en même temps que ces paroles, des échos d'Amérique étaient venus jusqu'à notre clergé, répétant les noms des Gibbons et des Ireland, de ces prélats entreprenants et populaires, mêlés à tout le détail de la vie sociale. De pareils encouragements ne pouvaient rester inutiles, et il semble qu'un vent de renouveau ait passé sur nos presbytères, entr'ouvrant les portes calfeutrées des sacristies. L'on voit, depuis quelques années, des prêtres courir les réunions publiques, y parler de « démocratie chrétienne », voire même de « socialisme chrétien » ; d'autres se sont voués à l'apostolat par la presse ; d'autres encore, tels ces curés de la Vieille-Loye et de la Chapelle-Montligeon, dont on nous a dit l'étonnante histoire (1), se sont improvisés commerçants, industriels, directeurs de sociétés coopératives et, par des moyens matériels, ont reconquis l'influence morale. Ces efforts isolés manquaient de cohésion, ces bonnes volontés de lien. Et c'est ce qu'ont senti les six cents prêtres qui se réunissaient à Reims, en août 1896, dans le but de s'organiser, de rechercher en commun les méthodes d'apostolat les plus propres à « ressaisir » la société contemporaine et à la ramener « aux pieds de Jésus-Christ » (2).

Ces tentatives ébauchées d'organisation, ces premiers essais d' « action sociale » n'ont pas été sans exciter des méfiances. Et l'on a discuté l'interprétation à donner aux directions pontificales. Le prêtre, a-t-on dit, peut, sans nul doute, affirmer, avec Lacordaire, que rien ne lui est étranger, puisque Dieu n'est étranger nulle part ; mais, s'il a le devoir sacerdotal d' « aller au peuple », il ne doit pas oublier pour cela qu'il n'est pas plus « un brasseur d'œuvres sociales et philanthropiques » que l'Évangile n'est « un cahier des doléances, un code de revendications sociales ou socialistes » (3). La religion catholique tient les progrès matériels pour négligeables au prix des progrès moraux ; elle condamne les revendications qui tendent à la réalisation immédiate d'une égalité et d'un bonheur réservés à la vie future. Et le prêtre qui, s'associant indiscrètement à ces revendications, renoncerait à rester lui-même pour se ravaler au rang de réformateur ou de tribun, — ce prêtre-là aurait perdu le sens de sa fonction surnaturelle.

Donc, il y a de justes limites à la liberté d'allures et d'action du prêtre catholique. Mais j'ajoute (et les tentatives d'organisation plus haut signalées ne prouvent rien contre mon dire), que, pour le prêtre français, ces limites se sont arbitrairement et abusivement resserrées. — Esclave de sa dignité, il porte en outre un double joug, dont le poids gêne et comprime, en ses plus légitimes manifestations, son activité sociale.

C'est d'abord le joug de l'évêque. — J'ai rappelé, dans la première partie de cette étude, comment et par quels motifs Napoléon, en 1802, affermit le pouvoir épiscopal sur les ruines de tous les autres pouvoirs diocésains. De roi légitime qu'il y était autrefois, l'évêque, de par les organiques, est devenu dans son diocèse une sorte de despote oriental, irresponsable et tout-puissant... « Le diable seul pourrait

(1) Je fais allusion à l'élection de M. l'abbé Gayraud et aux lettres si caractéristiques adressées, en janvier 1897, par trois séminaristes de Quimper à des électeurs de la circonscription de Brest pour recommander sa candidature *républicaine*. Ces lettres ont fait le tour de la presse et je n'en citerai que deux phrases : « Le comte de Blois, le candidat royaliste, *n'est plus un bon chrétien ni même un bon Français*, car, en se posant comme royaliste, il met obstacle à l'union qui devrait se faire entre tous les honnêtes gens... » « M. de Blois... *n'est pas catholique*, parce qu'il ne s'est pas soumis aux enseignements du Pape *et rêve encore le relèvement de la monarchie*. »

(2) Paroles de Léon XIII à Mgr Germain, évêque de Coutances.

(3) Discours de Mgr Radini-Tedeschi au Congrès de Fiesole (septembre 1896).

(1) M. Georges Goyau, *Autour du catholicisme social*.

(2) *Compte rendu du Congrès ecclésiastique de Reims*, p. 124. Paris, librairie du *Peuple Français*.

(3) Le P. [illegible], de la Compagnie de Jésus.

nous affranchir, disait à ce sujet un vénérable professeur de droit canon, — le diable, c'est-à-dire quelque révolté, quelque Luther qui ferait du scandale, susciterait un grand mouvement d'opinion. » Mais, en attendant que le diable s'arme pour leur défense, nos prêtres vivent dans l'insécurité, sous des houlettes toujours prêtes à se changer en triques, et en sont réduits à un état moral qui, chez certains, confine au désespoir et, chez les plus nombreux, se tourne en apathie. Comment en serait-il autrement? A prendre l'habitude de l'esclavage, on finit par en prendre les mœurs, par abdiquer toute initiative, par se déshabituer de l'action. Et tant que le prêtre n'aura pas retrouvé sécurité et dignité, tant qu'il sera ce *capitis minor* qu'ont fait les articles organiques appliqués au gré des ambitions épiscopales, tant que les lois imprescriptibles et partout appliquées de l'Église n'auront pas été remises en vigueur en France avec les limitations qu'elles apportent au pouvoir des évêques, — l'on pourra bien donner acte au clergé français de ses velléités généreuses, mais l'on ne devra compter ni sur l'efficacité, ni sur la persévérance de son zèle. Le despotisme épiscopal contrarie l'action sociale du prêtre, c'est-à-dire, en somme, son action religieuse dans la mesure même où ce despotisme est anticanonique et oppressif (1).

Non moins oppressif est le despotisme de l'État qui pèse, par surcroît et comme un autre joug, sur le prêtre français. L'État tient le prêtre pour un fonctionnaire, lui jette comme une aumône le pain quotidien, et, débiteur injurieux, prétend, à ce prix, l'enchaîner au pied de l'autel.

La cause catholique est liée, dans notre pays, à celle de l'affranchissement du prêtre. — Sédentaire, craintif et correct, voué à une œuvre surannée de conservation, serf de l'évêque et souffre-douleur de l'État, le *fonctionnaire sacerdotal* a fait son temps. Et l'avenir est au missionnaire, au « chasseur d'âmes » indépendant et discipliné tout à la fois, qui ne portera « ni bâton, ni sac, ni pain, ni argent » (2) et s'en ira par les chemins de France comme il irait par les chemins de la Chine, prêchant la bonne nouvelle...

G. de Rivalière.

(1) Et il est anticanonique dans la mesure où la coutume établie par les organiques contredit les règles du concile de Trente, déclarées imprescriptibles par Pie IV (sur ces règles, cf. Ollivier, *l'Église et l'État*, etc., I, p. 132, 294); *anticanonique*, n'en déplaise à Mgr Isoard, évêque d'Annecy qui, dans son dernier écrit (*Nouveau Dire sur le système du moins possible*, p. 61), déplore (le croirait-on!) que l'action des évêques français ait depuis une quarantaine d'années, « *reçu des entraves* ». — Il faut avouer que l'esprit de domination, quand une fois il s'est insinué dans les cervelles ecclésiastiques, s'y développe merveilleusement.

(2) *Luc*, IX, 3.

L'HEURE DU TRIOMPHE

Nouvelle.

I

Auguste Witte était assis au café depuis une heure déjà, avec, devant lui, une quantité de journaux sur lesquels il ne jetait pas même un regard, quand Émerich Berger entra, l'air très affairé.

— Enfin te voilà! s'écria Auguste: il est temps: tu me laisses toute la corvée sur les bras...

— Pardon, dit Émerich en prenant place; j'ai dû faire une visite et l'on ne se dégage pas comme on veut. Eh bien, tout est prêt?

— Sans doute, répondit Auguste avec un léger froncement des sourcils; par bonheur, je suis là.

— Tu as donné les dernières instructions à Dobral...

— C'est-à-dire que je lui ai fixé rendez-vous ici pour lui donner ces instructions. Pourquoi pas? l'homme est intelligent et puis on ne sait pas qu'il nous connaît.

— Et la couronne de laurier?

— On l'a portée au théâtre.

— Parfait. Et personne n'est dans le secret?

— Personne. Nous préviendrons Fred, puisqu'il vient dans notre loge.

— Ne crois-tu pas qu'il vaudrait mieux lui réserver la surprise? Il est parfois si drôle; sûrement il désapprouvera notre projet.

— Tant pis. On peut bien, que diable! se permettre de temps en temps une plaisanterie. Et nous sommes ici seuls responsables, n'est-ce pas?

— Toi seul, oui.

— Soit, moi seul. Aucun de vous n'aurait jamais eu cette idée.

— Possible, dit Émerich avec un sourire; mais je parierais qu'il y a de la Blandini là dedans; car, somme toute...

En ce moment son regard croisa celui d'Auguste et, au lieu de poursuivre, il hocha la tête d'un air contraint, mit un morceau de sucre dans sa tasse et siffla entre ses dents.

— Salut aux frères d'armes! dit Fred qui entrait; et il tendit la main aux deux autres. Merci tout de même pour la place dans votre loge, mais pourquoi aller revoir cette opérette idiote?

— Tu vas le savoir, répondit Auguste; du reste, voici M. Dobral.

— Qui ça? demanda Fred.

— Garçon! s'écria Auguste; vous voyez ce monsieur, près du billard, qui parle à Franz; dites-lui que je désire lui parler.

Le monsieur arriva en toute hâte et s'inclina devant les jeunes gens. C'était un petit homme vêtu avec une recherche de mauvais goût et cachant ses yeux gris perçants derrière un pince-nez cerclé d'or.

Auguste lui adressa un signe de tête protecteur :

— Bonsoir, monsieur Dobral ; peut-on vous offrir quelque chose ?

— Oh ! ce n'est nullement nécessaire.

— Alors, asseyez-vous là. Garçon, un amer pour Monsieur.

L'homme prit place et mit son chapeau sur la table ; Auguste le prit avec précaution et le déposa sur une chaise : « Merci ! » fit M. Dobral.

— Monsieur Dobral, j'ai convoqué ici mes amis et vous pour que nous convenions des derniers détails.

— Diantre, si je comprends un mot, dit Fred à mi-voix ; quels détails ?... et qui est cet individu ?

— Donc, poursuivit Auguste, combien de gens avez-vous ?

— Quarante, habilement disséminés.

— Et les verrez-vous encore avant la représentation ?

— Assurément : j'ai tous les billets en poche.

— Fort bien. Maintenant, récapitulons : au premier acte, rien ; il serait bon même qu'à la chute du rideau les applaudissements fussent plus discrets que d'habitude.

— Impossible, monsieur de Witte ; le directeur veut trois rappels.

— Voilà qui m'est désagréable. Du moins, laissez le parterre donner seul. Second acte : ici, attention ! Après le chœur qui ouvre la scène, la Blandini reste seule ; elle est effroyablement triste ; elle se jette sur un sofa ; c'est alors que s'avance Roland...

— Et que la tempête se déchaîne, compléta Dobral.

— Roland ? s'écria Fred.

— Au moment où il entre en scène, poursuivit Auguste, tonnerre d'applaudissements.

— C'est compris, dit Dobral.

— Qu'à ces applaudissements se mêlent déjà des bravos ; tandis que le tapage se prolonge, de l'orchestre émerge une couronne. Roland doit dire alors : « Belle dame, mon maître vous envoie cette parure. » Là-dessus la Blandini attaque son grand air pendant lequel Roland se tient près de la porte. La Blandini s'avance vers Roland et lui rend la parure.

— Elle l'a déjà rendue à un autre, murmura Émerich.

Auguste lui jeta un regard mécontent et continua :

— Roland prend la parure. « Et que dirai-je à mon maître ? — Rien », répond la Blandini. Roland s'incline et sort. Applaudissements frénétiques...

— A faire crouler la salle !

— Et qui ne cesseront que quand Roland reparaîtra pour saluer le public. Est-ce compris ?

— Monsieur de Witte, vous pouvez être tranquille : depuis vingt ans qu'on est dans le métier...

— C'est bon ; pour le moment je n'ai plus rien à vous dire.

Dobral avala son amer, fit un salut obséquieux et s'éloigna.

— A présent, demanda Fred, m'expliquerez-vous ce que tout cela signifie ?

— Faut-il donc que toute chose ait une signification ? répliqua Auguste avec une moue dédaigneuse. Eh bien, voici : d'abord je n'avais d'autre idée qu'une farce, une bouffonnerie à jouer en public ; puis une seconde idée s'est greffée sur la première : je veux commettre dans ma vie au moins une bonne action ; je veux faire plaisir à un pauvre diable, le mettre à même de goûter un jour l'ivresse du triomphe. On acclame toujours les premiers rôles ; et pourtant les bouche-trous sont peut-être tout aussi utiles que les étoiles et sont assurément moins encombrants.

— Homme noble et généreux ! s'écria Fred. Il y a cinq minutes tu ne te doutais sans doute pas toi-même de tant de vertu désintéressée. Et ça te vient ainsi, tout à coup ! c'est admirable. Et le souper avec la Blandini après la représentation, fait-il partie de la bouffonnerie ? C'en est peut-être... comment dirais-je... l'épilogue, la catastrophe ?

— Émerich avait raison tout à l'heure, dit Auguste dont le visage se rembrunit.

Émerich prit un air important et Fred eut un sourire sceptique.

— Il disait qu'on ne devrait jamais te mettre au courant de rien. Que tu aies de l'esprit, énormément d'esprit, c'est possible, mais à la place du cœur tu as un caillou, mon cher ami, et tu t'imagines que tout le monde est comme toi. C'est ainsi qu'on arrive à gâter tous ses plaisirs et ceux des autres.

— *Mea culpa*, dit Fred ; je suis l'égoïsme ambulant, tu es la sensibilité incarnée ; nous n'aurons pas de discussion à ce sujet. Et maintenant, marchons au sacrifice !

Pendant le trajet du café au théâtre la conversation des trois amis manqua d'entrain.

II

Le premier acte était terminé ; Frédéric Roland était assis, seul dans sa loge.

Il portait un costume fantastique, — un justaucorps de velours noir et un maillot bleu pâle, sur la tête une perruque monumentale surmontée d'un petit bonnet. Il avait posé son épée sur ses genoux et regardait la glace qui lui renvoyait l'image de son visage rajeuni par le fard et encadré d'un collier de barbe postiche. Il était là, immobile, depuis le début de la représentation. Bien que la porte fût fermée, il entendit le pas et

les voix des choristes revenant de la scène et se pressant vers le vestiaire ; puis tout redevint silencieux. Roland était tout heureux de se trouver seul ; il aimait presque la nouvelle opérette, parce qu'elle l'avait délivré de la présence des camarades avec qui d'ordinaire il partageait la loge. Il ne pouvait s'entendre avec ses humbles comparses, gens satisfaits de leur sort, sans aucun idéal artistique et qui demandaient uniquement à leur métier leur pain quotidien, celui de la femme et des petits. Roland savait qu'on le confondait maintenant avec eux et pourtant il avait conservé le sentiment de sa réelle supériorité. Il aurait pu être tout autre chose, le pauvre Roland, si seulement il avait eu de la veine... Voilà à quoi il pensait, astiqué, poudré, fardé, frisé devant le miroir, ce à quoi il pensait toujours. Même à présent, au bout de seize années de services ininterrompus dans ce théâtre, jamais il n'entrait en scène sans une rancœur qu'il cherchait en vain à dissimuler. Aussi ses collègues, avec le flair particulier aux petites gens, avaient-ils bientôt trouvé l'endroit sensible où les piqûres d'épingle étaient particulièrement douloureuses : la vanité maladive du pauvre artiste raté. S'il avait jamais eu du talent, personne n'en savait rien et il n'était jamais question de cela ; les rôles qu'il jouait depuis de longues années étaient ceux de pages, de valets, de conjurés, sans autre indication sur l'affiche. Quelle raison avait-il de se plaindre alors que tant d'autres se montraient résignés ? Il ne pouvait cependant arriver à cette résignation philosophique ou plutôt machinale et les railleries étaient dirigées de préférence contre lui, parce qu'on s'était aperçu qu'il en souffrait plus qu'aucun autre.

D'abord il avait cherché à se défendre en employant les armes mêmes de ses adversaires, mais à ce jeu il était inhabile ; il voulut devenir grossier, mais le courage lui manqua. Alors il laissa tout passer et se renferma dans un mutisme dédaigneux. Ce trait nouveau convint parfaitement au portrait qu'on s'était fait de lui : c'était la fierté comique du « génie méconnu ». Sa réputation s'étendit peu à peu au delà du cercle étroit où il vivait ; tous ceux qui dans la ville s'intéressaient aux choses de théâtre connaissaient le nom de Roland auquel s'attachaient tant de railleries piquantes ; les critiques dans leurs comptes rendus plus ou moins spirituels, le public dans ses bavardages venimeux, se servaient de ce nom pour caractériser le cabotin insignifiant, mais jouissant d'une certaine culture et d'une certaine éducation. C'était la popularité, mais dans un autre sens qu'il ne l'avait conçue dans ses rêves de gloire, au temps des juvéniles illusions. Il enviait à présent le sort des inconnus, des plus obscurs figurants. Deux ans auparavant, il avait eu pour la dernière fois le courage de demander au directeur qu'un rôle convenable lui fût confié. Le directeur s'était contenté de sourire et Roland avait compris. L'idée lui vint bien un jour de quitter la ville pour tâcher de recommencer sa carrière en province ; mais les directeurs des agences théâtrales lui expliquèrent qu'il était trop tard et il ne possédait pas les ressources suffisantes pour tenter la fortune par lui-même. Il ne lui restait donc qu'à piétiner sur place et à faire de son art un métier, puisqu'il fallait vivre.

Sa solitude était horrible. Il ne pouvait frayer avec les grands et méprisait trop les petits pour rechercher leur compagnie. Autrefois il avait coutume de se rendre, la représentation terminée, dans un café où se réunissaient des employés du théâtre et de tout petits bourgeois qui étaient fiers de parler à des gens connaissant les ténébreux mystères des coulisses ; mais ici même il était assailli de plaisanteries sitôt qu'il paraissait, et d'ailleurs son humeur aigrie voyait de blessantes allusions dans les paroles les plus innocentes. Il cessa donc de fréquenter le café et, son rôle expédié, il courait s'enfermer chez lui. Quelques aventures galantes avaient jadis jeté quelques fugitives lueurs dans sa vie désolée, mais depuis un an tout était fini et, scepticisme suprême, il ne croyait même plus aux regards tendres qui, de temps en temps, lui disaient encore qu'il n'était pas trop mal fait de sa personne. Pourtant en ces dernières semaines, il avait trouvé à diverses reprises un bouquet de violette dans sa loge. Une farce sans doute, une farce dans le genre de celle du billet doux qui lui fixait un rendez-vous galant où il n'avait trouvé que le souffleur.

Aujourd'hui encore le bouquet de violettes était à sa place accoutumée ; il n'y avait pas même touché. A supposer même la chose sérieuse, que lui importait ? Il était tellement accablé que rien ne pouvait plus lui faire plaisir. Il ne sentait que la douleur poignante de l'isolement et du ridicule.

Dans sa misère, des idées bizarres lui étaient souvent venues à l'esprit. A présent, il les passait toutes en revue, comme dans un pesant cauchemar. D'abord il voulait faire paraître dans un journal un article commençant par ces mots : Ayez pitié ! il l'écrirait, ici, dans la loge, car chez lui la table n'était pas d'aplomb et l'encre était épaissie par la poussière. Mais non ! il serait plus simple de faire appel directement au public, de tomber à genoux en scène et de s'écrier : Ayez pitié ! Il pleurerait de vraies larmes, il en arracherait aux spectateurs et alors on reconnaîtrait enfin qu'il était un grand artiste ! Il songeait aussi à s'adresser à la Blandini qui parfois, au cours des répétitions, lui avait adressé quelques bonnes paroles. Enfin une dernière idée, qu'il repoussa avec rage... car il aimait la vie, le pauvre pitre, avec

passion, sans raison aucune, comme on aime une maîtresse qui vous dédaigne ou vous trahit.

La sonnette qui l'appelait sur la scène retentit tout à coup. Il se leva, traversa le corridor et descendit les dix marches conduisant aux coulisses. Quelques choristes lui dirent bonsoir, il passa sans répondre et se plaça derrière la porte par laquelle il devait entrer en scène. Il entendait chanter la Blandini et était dans l'attente du mot, signal de son entrée... Le voici... le régisseur fait un signe, la porte s'ouvre et Roland fait son apparition. Mais il était un peu trop tôt. Le régisseur s'était trop pressé. Alors éclatèrent des applaudissements bien nourris qui évidemment s'adressaient à la divette. Sa faveur auprès du public croît sans cesse, pensa-t-il, un tel succès dès le lever du rideau... Les applaudissements ne cessaient pas. — Roland regarda involontairement la Blandini qui d'abord avait fait face public mais maintenant se tournait vers lui. Il l'entendit murmurer : « Comprenez-vous ceci? » Et les applaudissements redoublaient. Roland leva les yeux vers le balcon. Tout à coup, parmi les applaudissements il crut entendre son nom distinctement prononcé. Oh! il se trompait sans doute. La Blandini lui dit : « Entendez-vous? — Oui, répondit Roland. — Votre nom », dit-elle. Les applaudissements ne diminuaient pas de violence et le nom de Roland devenait toujours plus distinct. « Qu'est ceci? pensa le pitre; suis-je fou? est-ce que je rêve? — Parlez donc, dit la Blandini. — Que dirai-je? répliqua-t-il, égaré. — Eh bien, votre rôle... » Et Roland commença : « Madame, mon maître »... Mais il ne put achever; il fut interrompu par une nouvelle salve d'applaudissements et quelques coups de sifflet couverts aussitôt de bravos délirants. « Une couronne! » dit la Blandini. Et Roland persuadé que l'hommage s'adressait à la chanteuse se pencha sur la rampe et prit une gigantesque couronne, qu'il présenta à la Blandini. « Pour vous », murmura-t-elle. D'abord il ne comprit pas, mais ses regards tombèrent sur le ruban et il y lut son nom. Pendant une seconde il eut l'illusion de la gloire; il pensa : « Je suis un grand artiste; tout le monde s'en est aperçu, bien que je ne joue que des rôles insignifiants. » Machinalement il prit en main un ruban et lut : « *A Roland, le comédien de génie — le public reconnaissant...* » Soudain il entendit dans la salle un éclat de rire immense... Il laissa retomber le ruban, l'illusion n'avait eu que la durée d'un éclair. Le silence se rétablit enfin et la Blandini chanta tandis que lui-même restait au fond de la scène.

Heureusement pour lui — oh! oui, heureusement! — que l'air était très long; car il devinait que bientôt les bravos ironiques, insultants, allaient reprendre de plus belle et qu'il fallait faire appel à toute sa faculté de souffrance acquise par l'habitude pour ne pas faiblir dans cette épreuve suprême.

La Blandini lui tendit la parure : « Et que dirai-je à mon maître? — Rien! » Il s'inclina et sortit. Mais à peine était-il sorti que de nouveau la tempête s'éleva : « Bravo, Roland, bravo! » Dans la coulisse se trouvaient des choristes, le jeune premier, le régisseur; le directeur accourut : « Que signifie ce vacarme? ces gens sont fous! Roland, pouvez-vous m'expliquer?... Roland secoua la tête : « Qu'allons-nous faire? — Il n'y a qu'une chose à faire, suggéra le régisseur; il faut qu'il rentre en scène et salue le public. — C'est vrai. » Roland remarqua qu'il tenait encore la couronne à la main. Il voulut la jeter. « Gardez-la, dit le directeur, cela fera meilleur effet. Allez! » La porte s'ouvrit et Roland s'avança. Les bravos redoublèrent, accompagnés de rires de plus en plus éclatants. L'avertisseur dit au directeur :

— C'est sans doute un pari.

— C'est bien possible, répondit le directeur; pour chacun sonne l'heure du triomphe!

En rentrant dans la coulisse Roland laissa tomber la couronne et lentement se dirigea vers sa loge. Quelques demoiselles du corps de ballet voulurent lui serrer la main, mais il ne remarqua rien et s'en alla les bras ballants. « Jour de triomphe! » s'écria un machiniste en lui frappant sur l'épaule. Il n'entendit pas, remonta les quelques marches, poussa la porte de la loge et la referma à clé derrière lui...

III

Depuis une heure les trois jeunes gens étaient attablés dans le cabinet particulier et attendaient. La Blandini n'était pas encore arrivée.

— Elle ne viendra pas, dit Fred.

— Impossible! répondit Auguste. Hier après-midi la chose a été convenue et j'ai écrit ce matin encore.

— Sais-tu? dit Émerich...

— Nous devrions envoyer quelque chose à Roland.

— Envoyer quoi? de l'argent.

— Sans doute! N'est-ce pas ton avis, Fred?

Fred, rêveur, ne répondit pas. Tout à coup Auguste se leva avec un geste d'impatience :

— Je vais là-bas, dit-il.

— Au théâtre?

— Non, chez elle. Le théâtre est fermé maintenant.

— Tu crois qu'elle a oublié ton invitation?

— Je ne sais, mais je veux en avoir le cœur net.

— Reviendras-tu ici?

— Assurément; avec elle. A tout à l'heure!

Il s'éloigna vivement... La rue était morne, l'air assez doux; d'épais flocons de neige tombaient lentement et déjà un blanc tapis sur les trottoirs et la chaussée assourdissait le bruit des pas.

Auguste Witte résolut d'aller à pied ; il se sentait énervé et espérait que la fraîcheur de la nuit lui ferait du bien. Il avait eu un moment l'envie de décharger sa mauvaise humeur sur Fred dont le calme imperturbable, mais évidemment ironique, lui avait gâté toute sa soirée. Plus il approchait de l'hôtel de la Blandini et plus cette humeur se changeait en angoisse, en colère qui lui brûlait le sang. S'il allait les trouver ensemble ! Il avait monté toute cette cabale pour couvrir de ridicule le misérable pitre, pour le remettre à sa place véritable, dans le sixième dessous, car depuis quelque temps il remarquait que la divette accordait à ce drôle plus d'attention qu'il ne convenait. Mais la chose avait tourné tout autrement qu'il ne s'était imaginé ; il n'avait pu se méprendre aux regards de colère que la Blandini avait jetés vers leur loge. Elle l'aimait ! Oh ! qui lui aurait dit que jamais il serait jaloux d'un deuxième valet, d'un troisième conspirateur, d'un comparse, d'un Roland !

Au moment où il portait la main à la sonnette d'une porte bien connue, il entendit le bruit sourd d'une voiture qui l'instant d'après tourna le coin de la rue. Vivement, il se rejeta de côté : il lui sembla qu'une main de fer lui étreignait le cœur. Si cet individu était avec elle, qu'allait-il faire ? Il l'ignorait lui-même. Une femme descendit et referma la portière derrière elle. Auguste s'avança et jeta un coup d'œil dans la voiture : elle était vide. Alors il s'écria avec une joie folle : « Albine ! » Elle se retourna, le reconnut et fit un pas vers lui :

— Que voulez-vous ?

— Ce que je veux ! Mais tu as donc oublié ?... Depuis une heure nous t'attendons !

— Eh bien, mon cher, vous pouvez attendre longtemps, toi et ta bande ; tout est fini entre nous !

Et la Blandini entra, laissant dans la rue Auguste, tremblant de rage. Quel parti prendre ? faire un scandale devant les laquais, se promener de long en large jusqu'au matin ? La suivre et courir le risque de ne pas être reçu ? Il allait pourtant suivre ce dernier parti quand elle reparut. Elle se précipita vers la voiture et donna un ordre au cocher. Auguste la saisit par le bras :

— Où vas-tu ?

— Que t'importe ?... Elle se dégagea et sauta dans la voiture. Il fit de même.

La voiture se mit en marche.

— Une explication, tout de suite, dit Auguste, et claire et complète. Tu m'entends ?...

— Ah ! tu veux tout savoir, s'écria-t-elle, eh bien, écoute : après la représentation, je l'ai attendu, mais il était déjà parti... Je suis allé chez lui, il n'était pas rentré ; au café où il va d'habitude, on ne l'avait pas vu. Et sais-tu pourquoi je suis revenue chez moi ? Parce que partout, chez lui et au café, j'ai donné l'ordre qu'on me l'envoyât, sitôt qu'on le verrait. Et sais-tu où nous allons ? Au théâtre, parce que je n'aurai de repos que quand je l'aurai trouvé. Est-ce clair ?

Auguste garda le silence, mais volontiers il l'aurait étranglée.

La voiture roula sur un pont, puis encore quelques minutes et s'arrêta dans une ruelle étroite, devant l'entrée des artistes, petite porte derrière le théâtre. La Blandini sauta hors de la voiture, toujours suivie par Auguste. Après que l'actrice eut sonné avec impatience pendant quelques secondes, le portier apparut, une lanterne à la main.

— Bon Dieu ! Madame, qu'y a-t-il donc ? Avez-vous oublié quelque chose ?

— Éclairez-moi !... et voyant qu'Auguste la suivait comme son ombre : Ce monsieur n'a rien à faire ici, dit-elle. Fermez la porte !

Tandis que, accompagnée du portier, elle s'avançait par le corridor étroit et bas qui conduit à la scène, elle demanda :

— Avez-vous vu partir Roland ?

Le portier réfléchit un instant :

— Il n'y a plus personne dans le théâtre ; j'ai fermé il y a deux heures au moins.

— Mais l'avez-vous vu s'en aller ? répéta-t-elle.

Ils étaient à présent sur la scène vaste et sombre. Les coulisses, de part et d'autre dans l'obscurité, semblaient s'allonger démesurément. Le rideau de fer s'élevait là comme une gigantesque muraille.

— Vu... vu... murmura le portier... je ne me souviens plus, moi ! Vous savez, Mademoiselle, on voit passer tant de gens et on ne fait pas attention à tout le monde, n'est-ce pas ?

La Blandini traversa les coulisses à droite et se dirigea vers le petit escalier ; déjà elle mettait le pied sur la première marche.

— Mais, Madame, s'écria le portier, ce sont les loges des hommes, de ce côté !

Elle ne répondit pas et monta si rapidement qu'elle se trouva tout à coup dans l'obscurité et dut attendre le porteur de la lanterne. Lorsque ce dernier l'eut rejointe :

— Où est la loge de Roland ? demanda-t-elle.

— Je ne sais pas, Madame : je ne viens presque jamais ici. Mais les noms sont écrits là, vous voyez !

Elle prit la lumière et inspecta successivement toutes les portes. Enfin elle découvrit sur l'une d'elles trois noms : Engelbert Brunn, Oswald Friedmann, Frédéric Roland. Elle saisit le bouton de la porte, mais celle-ci était fermée à clé.

Le portier secoua la tête :

— Madame, si vous avez oublié quelque chose, ça se retrouvera demain matin.

— Il n'avait plus rien à faire après le second acte, murmurait la Blandini ; il a dû partir avant les autres...

Tout à coup il lui vint une idée ; elle fouilla fiévreusement dans sa poche et en tira la clé de sa propre loge. Peut-être ouvrait-elle aussi cette porte ?... Elle tourna la clé deux ou trois fois dans la serrure, pesa de toute sa force contre le battant mal assujetti qui céda sous l'effort...

En face d'elle, une longue forme était appuyée contre la fenêtre : « C'est un costume », se dit-elle au premier abord. Elle arracha la lanterne des mains du portier, la leva au-dessus de sa tête et poussa un cri...

— Grand Dieu ! fit le portier tremblant comme la feuille... On eût dit que le pauvre comédien était endormi, la tête inclinée sur la poitrine. Il avait encore le costume et même la fausse barbe qu'il portait pendant la représentation ; seule la perruque était tombée et la chevelure grise en broussaille surmontant ce visage auquel le fard donnait une apparence juvénile, produisait un effet grotesque et lamentable.

— Il s'est pendu, balbutia le portier, pendu avec son foulard ! Qu'allons-nous faire, à présent ! Ah ! quelle histoire ! Madame... Madame...

La Blandini, muette, immobile et comme insensible, regardait fixement le cadavre.

— Madame... pendant que je cours prévenir la police, le monsieur qui est en bas viendra ici...

La Blandini tressaillit :

— Allez chercher la police, dit-elle avec un calme effrayant ; moi, je reste ici ; mais dites à cet individu que, s'il ose mettre le pied ici, je le tue !

Elle prononça ces derniers mots à mi-voix, d'un ton si sauvage que le portier, qui se sauva à toutes jambes, les entendait encore retentir à ses oreilles, tandis qu'il traversait la scène plongée dans les ténèbres.

Arthur Schnitzler.

Traduit de l'allemand par André Noel.

LES MENSONGES DES ENFANTS [1]

Selon beaucoup de personnes, les enfants sont, en général, de petits menteurs consommés et habiles à tromper, comme les astucieux sauvages. Les écrivains qui ont parlé spécialement des enfants et qui n'ont aucun préjugé contre eux, sont disposés à admettre que la tromperie est générale et jusqu'à un certain point innée chez eux.

Or un mensonge est une assertion faite avec la pleine conscience de sa fausseté et afin de tromper. On peut douter que les petits enfants aient une conscience assez claire de ce que nous entendons par vérité et fausseté, pour être des menteurs dans toute la force du terme. Les adultes ne peuvent se mettre au niveau des sentiments et de l'intelligence des enfants, et ils exagèrent souvent l'importance des choses.

Nous sommes heureux de constater qu'il y a une tendance à juger moins sévèrement la blague enfantine, comme le prouvent les excellentes et récentes études du docteur Stanley et de M. Compayré, dans lesquelles nous avons largement puisé.

Il est désirable d'étudier d'un peu plus près les formes variées de cette première disposition au mensonge. A commencer par les petites ruses et dissimulations qui, selon M. Perez, apparaissent chez certains enfants presque dès le berceau, il est difficile de les ranger dans la catégorie des mensonges bien caractérisés. Ainsi un enfant, désirant garder une chose, la cache ; puis, si vous la lui demandez, il vous montre ses mains vides. C'est à peine si on peut appeler cet acte un mensonge, bien qu'il y ait là un germe de tromperie. Il ne faut pas oublier que les enfants ont de bonne heure l'instinct de garder des choses secrètes ; c'est peut-être de là que viennent les petites dissimulations dont ils se rendent coupables, et leurs refus de dire leurs secrets, « leurs secrets particuliers », comme disait C..., par une distinction assez subtile. L'enfant, lorsqu'on le harcèle, se montre très jaloux de garder pour lui ce qu'on lui a confié, ou ce dont son imagination a fait un secret. Ces petites ruses ou mensonges en action, auxquels je fais allusion, me semblent, en mettant les choses au pire, une manière de dépister la curiosité intervenant dans un domaine privé, et ne présentent qu'un minimum de tromperie intentionnelle. Ainsi que Mme Fry l'a bien montré : la manie qu'ont les enfants d'avoir des secrets peut expliquer les tromperies plus sérieuses dont ils se rendent coupables dans la suite.

D'autres indices plus certains d'une disposition au mensonge se révèlent lorsque l'enfant se sert d'expressions ou raconte des choses dont une minute de réflexion lui ferait connaître la fausseté. Il semble difficile de croire qu'un enfant assez intelligent pour raconter une histoire peut ne pas se rendre compte qu'il la raconte inexactement. Je crois, cependant, qu'en jugeant ainsi nous sommes trop sévères et appliquons un critérium qui n'est nullement approprié à ces cas particuliers. Quiconque a observé les jeux des enfants et leur façon de conter d'un ton dramatique, sait combien ils sont prompts à s'imaginer vivement de pures fictions, au point de perdre de vue la réalité.

(1) Extrait d'un ouvrage de M. James Sully, trad. de l'anglais par Aug. Monod, intitulé *Études sur l'Enfance*, qui va paraître prochainement à la librairie Félix Alcan.

Il faut se garder, en parlant d'eux, d'employer le mot *mensonge*. Il y a de solennels moralistes qui s'indignent d'entendre l'enfant dire, lorsqu'il joue : « Je suis un cocher » ou « Ma poupée pleure », etc. Mais il suffit de réfléchir un instant pour voir qu'il n'y a pas là de quoi s'alarmer. De même, lorsqu'une petite fille de deux ans et demi répond à son père qui s'étonnait de lui entendre répéter avec volubilité une kyrielle de mots sans suite : « C'est parce que tu ne comprends pas, papa » ; il y a là un amour du mystère qui, uni à l'impulsion naturelle de l'enfant de tout dramatiser, a fait de ce galimatias une langue véritable. La petite avait certainement un sentiment de supériorité en parlant un langage inintelligible pour son savant papa.

On doit mettre au même rang les légers manquements à la vérité d'un enfant lorsqu'il dit le contraire de ce qu'on vient de lui dire et prend à rebours les remarques des autorités supérieures. M. Compayré cite un curieux exemple d'après Guyau. On entendit un jour le petit garçon de Guyau (on ne donne pas son âge) se dire à mi-voix : « Papa parle mal, il a dit *sevette*. Bébé parle bien : il dit *serviette*. » Ces renversements de sens sont aussi une espèce de jeu ; l'enfant, fatigué de temps en temps d'être toujours trouvé en faute, imagine un instant qu'il a raison et que ses parents ont tort et il jouit follement de cette idée.

Un cas plus grave, c'est lorsque l'enfant manque à la vérité en répondant à une question. Un petit garçon, auquel sa mère demandait qui lui avait dit telle ou telle chose, répondit : « Ma poupée. » C'est faux, consciemment faux, dira quelqu'un, surtout s'il apprend que le petit coquin, immédiatement après, a éclaté de rire. Examinons cet incident d'un peu plus près. La question a éveillé dans l'esprit du petit garçon l'idée que quelqu'un lui a dit quelque chose ; ici se présente un procédé de suggestion qui influence l'esprit de l'enfant comme celui d'un adulte hypnotisé. La poupée se trouvait tout près de l'enfant, les petites comédies enfantines, comme on sait, consistent souvent en conversations avec la poupée ; quoi de plus naturel alors que cette idée s'empare de son imagination ? Que dire de l'éclat de rire ? Nous sommes prêts à admettre qu'il y a là un grain de malice, une sorte de défi enjoué. L'expression de la figure de sa mère lui a montré que son idée hardie et absurde a produit sur elle l'effet combiné d'amusement et d'étonnement, et le petit acteur n'aime rien tant que d'étonner.

Une imagination vive et rapide, la passion de jouer un rôle, excitée encore par le désir d'étonner et une tendance à résister pour s'amuser, nous semblent expliquer ces innocents mensonges et les nombreuses inexactitudes semblables du premier âge. Les enfants sont coupables en agissant ainsi, c'est vrai, dans une certaine mesure ; mais n'est-ce pas une manière de jouer à être menteurs qui n'a rien de commun avec le vrai mensonge ? Nous en parlons avec d'autant plus d'assurance que nous savons que ce même petit garçon, dans les moments où il était sérieux, se montrait d'une véracité presque méticuleuse.

Un autre cas un peu différent se présente lorsque l'entraînement de l'imagination qui fait dire à l'enfant une chose inexacte l'induit lui-même en erreur. Par exemple, lorsqu'il veut être porté et dit : « Mes jambes me font mal et mon pied aussi, je ne peux pas marcher, je t'assure. » Il est possible qu'il finisse pas sentir une certaine fatigue qu'il a feinte tout d'abord.

Nous trouvons un exemple du même genre dans le recueil de Worcester (États-Unis). « Je donnais à un enfant un peu de sirop contre le rhume, lorsque E..., âgée de trois ou deux mois, court à moi en disant : « Je suis aussi enrhumée, j'ai besoin d'une « médecine », et elle se mit à tousser. Chaque fois qu'elle me voyait prendre la bouteille, elle se remettait à tousser. Le sirop était très sucré. » Cela semble révoltant. Qui sait cependant si l'enfant n'avait pas un tour d'esprit assez imaginatif pour que la vue du sirop donné à l'autre enfant malade, produisît sur elle une irritation qui la faisait tousser ? L'idée paraît peut-être tirée par les cheveux, mais elle mérite d'être examinée avant de flétrir un enfant du nom de menteur.

La transformation en réalités des caprices de l'imagination qui, dans ce cas, était aiguillonnée encore par le goût des choses sucrées, est en bien des cas provoquée par d'autres sentiments qui ne se développent que plus tard. Que de récits mensongers (et non pas seulement parmi les petits enfants) viennent de l'habitude d'exagérer et du désir de produire de l'effet ! Quand le bambin de quatre ans se met sur la pointe des pieds et s'écrie d'un air de triomphe : « Vois, maman, comme je suis grand, je grandis si vite, je serai bientôt un géant », ou lorsqu'il se vante de sa force et nous raconte les choses extraordinaires qu'il va faire, ses prétentions n'en imposent à personne.

Sans doute, ces dispositions qui, dans l'enfance, ne peuvent être considérées comme dangereuses, pourraient plus tard, si elles n'étaient pas combattues, se développer et devenir de véritables mensonges. Une fantaisie sans frein et la passion de faire de l'effet, conduit un enfant plus âgé à dire ce qu'il sait, vaguement du moins, être faux, afin d'étonner et de mystifier les autres. De pareilles exagérations marquent évidemment un état anormal parce que nous les retrouvons chez les fous. Il en est de

même des exagérations de la vanité et de la gloriole, comme le prouvent les exemples donnés par le docteur Stanley Hall. Il cite des enfants qui, en allant dans une ville nouvelle ou à l'école, assumaient des rôles tout nouveaux qu'ils soutenaient avec peine au moyen de fausses prétentions.

Une source abondante de fausseté chez les enfants, principalement chez les filles, est le désir de plaire. Ici, nous avons affaire à des faits très variés. Une petite fille, facile à émouvoir, qui, dans ses subits accès de tendresse pour sa mère, sa tante ou sa maîtresse, leur dit : « Je vous aime *tant* », ou : « Comme vous avez de jolis yeux ! » ou une autre gentille flatterie, peut-être sincère au moment même, l'exagération venant évidemment d'une soudaine effervescence d'émotion. Il y a plus d'artifice et de comédie dans les flatteries qui viennent d'un désir intéressé de dire des choses agréables. Quelques enfants, à ce que je crois, adoptent cette manière de débiter des amabilités, et ceux chez lesquels cet instinct est le plus fort et domine tout, deviennent plus tard de bons acteurs de société. Dans toutes ces feintes et exagérations enfantines, nous trouvons les germes de ce qui devient un grand mal moral, le manque de sincérité, c'est-à-dire la fausseté dans les choses les meilleures et les plus sacrées. Cependant cette flatterie enfantine, bien qu'étant une forme de mensonge peu grave, a quelque chose de très aimable, grâce à son charmant motif, si on suppose naturellement que l'enfant a le désir de plaire sans la moindre arrière-pensée, sans espoir d'obtenir quoi que ce soit de l'objet de son adoration.

Il n'y a peut-être pas de défaut enfantin plus difficile à combattre, ne fût-ce que pour cette raison qu'en réprimant ces élans nous nous privons des plus charmants témoignages de l'enfance.

D'un autre côté, ce désir de plaire vient en partie de la peur de blesser et cette crainte est, à ce que nous croyons, une abondante source de petites équivoques. Par exemple, on demande à un enfant s'il aime ou admire quelque chose ; il sent qu'on s'attend à ce qu'il dise *oui*, et il lui semble bien difficile de répondre *non*. Mme Burnett nous raconte à ce sujet un de ses souvenirs d'enfance. Lorsqu'elle avait moins de trois ans, une dame, amie de sa mère qui était venue faire visite, apprenant que le bébé nouvellement entré dans la famille s'appelait Édith, remarqua en s'adressant à notre héroïne : « C'est un joli nom ; mon bébé à moi s'appelle Éléonore. N'est-ce pas aussi un joli nom ? » La petite fut très embarrassée, car elle n'aimait pas le nom d'Éléonore et craignait en même temps d'être impolie en l'avouant. Elle se tira d'affaire en disant qu'elle n'aimait pas ce nom autant qu'Édith.

Ces luttes et ces tentations qui peuvent se graver dans la mémoire pour toute la vie, démontrent l'influence sur l'esprit de l'enfant des désirs des grandes personnes et de ce qu'elles attendent d'eux. Il est possible que nous ayons là quelque chose de semblable à la suggestion, cette force qui produit de si étonnants résultats sur la personne hypnotisée et qui est connue pour être une influence toute-puissante en bien ou en mal. Une question insidieuse comme : « N'est-ce pas joli ? Est-ce que tu ne m'aimes pas ? » peut facilement subjuguer l'enfant pendant un instant et lui imposer la conviction d'une volonté plus forte que la sienne. L'acquiescement passif d'une intelligence dominée par l'autorité d'un autre ne doit pas être confondu avec un mensonge conscient.

Cette suggestion se joint parfois à d'autres influences. En voici un intéressant exemple. Une petite Américaine, envoyée dans un bosquet de chênes pour y chercher une feuille, vit une couleuvre dont elle eut si peur qu'elle courut à la maison sans la feuille. Le hasard malin voulut qu'elle rencontrât ses frères auxquels elle raconta qu'elle avait vu un *sauger*. « Ils savaient, écrit la dame qui raconte ses souvenirs d'enfance, les différences qu'il y a entre les divers serpents et leurs habitudes particulières et, comme de vrais garçons, voulant me taquiner, ils me dirent : « Ce n'était pas un *sauger*, n'est-ce pas ? Il n'avait pas un anneau rouge autour du cou ? » Mon imagination échauffée vit immédiatement un serpent dans le genre de celui qu'ils décrivaient et je déclarai qu'il avait un anneau autour du cou. » Elle en vint même à dire qu'il avait des cicatrices et une petite sonnette au cou ; aussitôt ses frères indignés la traitèrent de « menteuse ». Nous avons ici une illusion de la mémoire provoquée par une suggestion qui agit sur un esprit extraordinairement sensitif, encore sous l'impression de la peur. S'il y avait là un germe de mensonge, il se trouvait dans sa crainte d'être tournée en ridicule par ses frères et son désir de ne pas paraître absolument ignorante sur le compte des serpents, ce sujet si intéressant pour les garçons. Qui voudrait dire que ces rapides et presque insaisissables mouvements du sentiment dans le fond obscur de la conscience du moi font des réponses de l'enfant des mensonges dans toute la force du terme ?

Cela semble paradoxal, mais il est cependant indiscutable que, dans les rapports d'autorité morale et de discipline de parents à enfants, ceux-ci se permettent souvent de légers manquements à la vérité. Nous verrons plus tard que la nature enfantine non régénérée est très disposée à prendre une attitude défensive envers ceux qui imposent la loi et infligent la punition. De très petits enfants, obligés de se soumettre à une règle et à une punition, essaient de se servir de ruses. La petite M...., à l'âge de dix-sept

mois et demi, jetait ses gants à terre lorsque sa mère la conduisait dans sa voiture. Celle-ci les ramassait et lui recommandait de ne pas les jeter de nouveau. Elle restait tranquille un instant ; puis, après un moment de réflexion, elle criait : « Maman, Bubbo (chien). » La mère se retournait pour regarder, et la petite diablotine jetait de nouveau ses gants en éclatant de rire ; naturellement il n'y avait aucun chien à l'horizon. Ce genre d'attrape faisait partie d'une petite comédie enfantine. A peine deux mois plus tard, elle jeta par terre et cassa sa tasse à thé, et comme sa maman s'approchait d'elle : « Maman a cassé la tasse à thé, fouetter maman. » On ne peut parler ici de tromperie. C'est le résultat de cet instinct de l'enfant qui aime à dérider par une plaisanterie ses supérieurs trop solennels.

Le petit stratagème devient plus sérieux lorsque l'enfant est assez rusé pour mettre la perspicacité de sa mère en défaut par une affirmation fausse. Un petit bonhomme de trois ans ayant, dans un moment de colère, appelé sa mère « singe », on lui demanda de répéter ce qu'il avait dit. Il répondit : « Je disais que j'étais un singe. » Quelquefois l'enfant n'attend pas d'être interrogé. Une petite fille, mentionnée par Compayré, vexée de quelque chose que sa mère avait fait ou dit, cria : « Vilaine » ; puis, après un silence significatif, se corrigea en disant : « Poupée vilaine. »

Notre discipline morale peut développer le manque de véracité d'une autre façon. Lorsque la punition a été infligée et que le père, se relâchant de sa brutale dureté, demande : « Es-tu fâché » ? ou : « N'es-tu pas fâché ? » il est plus que probable que la réponse est *non*, quoique ce soit en partie inexact. Ce mensonge par obstination est encore plus évident lorsque l'enfant est enfermé et privé de nourriture ; si on lui demande : « As-tu faim ? » le petit pécheur endurci étouffe ses sensations et répond hardiment : « Non », quand même le timbre sourd et désespéré de sa voix prouve que son mensonge est presque héroïque.

Nous avons jusqu'ici essayé de montrer que les manquements à la vérité chez les enfants sont parfois de simples plaisanteries. S'ils ont un caractère sérieux, ils impliquent cependant une demi-illusion, ou bien, enfin, s'ils sont conscients, on peut en trouver l'origine dans des circonstances atténuantes et des sentiments excusables. Cependant nous nous gardons de nier le fait que les enfants inventent quelquefois un mensonge, de propos délibéré, pour un motif bas ; témoin cette petite fille de trois ans qui, voyant sa mère caresser son petit frère pendant quelques minutes et se sentant négligée, fabriqua à l'instant une histoire en disant que Henri avait tourmenté le perroquet. Nous aimons à croire, quoi qu'il en soit, que de si viles faussetés sont exceptionnelles, sinon anormales.

Il y a encore beaucoup à faire pour expliquer le *modus operandi* des mensonges enfantins. Comme, par exemple, l'enfant est prompt à connaître les braves gens bien simples, comme la bonne ou le jardinier, toujours prêts à écouter ses histoires et à le flatter en ayant l'air d'accepter son dire comme parole d'évangile. Ce qui est encore plus significatif, c'est qu'il ne trompe volontairement que certaines personnes. Il y a beaucoup d'écoliers qui ne se font aucun scrupule de duper ceux qui leur déplaisent, surtout si cela met ceux-ci dans l'embarras, et cependant ils trouveraient bas et vil de mentir à leurs parents et peu correct de tromper le principal du collège. On trouve de semblables distinctions dans les premières périodes de la vie ; c'est un autre point de ressemblance entre l'enfant et le sauvage dont les idées semblent se résumer ainsi : « Il ne faut être sincère qu'avec ses proches. »

Un autre côté du sujet, qui a été jusqu'ici bien peu étudié, c'est la force de l'habitude pour le mensonge et l'impossibilité pour certaines personnes de dire la vérité. La tendance à persister dans un mensonge est essentiellement humaine et, dans le cas de l'enfant, elle est encore plus prononcée parce qu'il a peur d'être découvert.

Ceci s'applique non seulement à des faussetés débitées à des personnes qui ont l'autorité en mains, mais à ces gens naïfs que les garçons et les filles un peu adroits prennent plaisir à duper. C'est ainsi que se forment dans la chambre des enfants et la cour de récréation toutes sortes de mythes et de légendes traditionnels que les esprits simples acceptent le plus sérieusement du monde. Ces inventions sont en partie le fruit des plaisirs de l'imagination. Cependant il est probable que, dans ces cas-là, ces plaisirs sont triplés non seulement par le désir de produire de l'effet, mais par l'amour du pouvoir qui, chez l'enfant, dépourvu de toute force physique, se manifeste en trompant et en jouant de mauvais tours à ses supérieurs.

L'exemple du mensonge est très contagieux. La tromperie peut exciter une sorte de frémissement d'admiration pour l'audace du mensonge chez le rebelle qui ne sommeille jamais complètement, même chez les enfants relativement obéissants. Nous croyons que cela est dû, en grande partie, à la force de suggestion. La tromperie hardiment déclarée séduit l'imagination et s'impose à elle par une sorte de pouvoir magique.

L'effet de la suggestion qui donne naissance à la tromperie est très marqué dans ces cas pathologiques ou semi-pathologiques où des enfants sont entraînés à porter de faux témoignages. On sait main-

tenant qu'il est très possible de provoquer une illusion de la mémoire chez certains enfants entre six et quinze ans, en affirmant simplement quelque chose à portée de leur oreille, qu'ils soient dans l'état de veille ou non. Si bien qu'ils sont prêts à affirmer qu'ils ont positivement vu ce qu'on vient de raconter.

Voilà, à peu près, les différents genres des mensonges enfantins et les diverses circonstances où ils se produisent. Pour mieux savoir encore quels en sont les résultats et à quelle tromperie consciente cela entraîne, nous devons dire quelques mots, en passant, d'un autre phénomène étroitement lié au mensonge : la souffrance qui parfois l'accompagne et le suit.

Il n'y a pas de doute qu'un certain nombre d'enfants éprouvent des remords en disant une chose fausse, nous en avons la preuve dans tous les expédients dont ils se servent pour atténuer le mensonge qu'ils viennent de faire, ajoutant mentalement : « Ce n'est pas sérieux », ou : « Je ne le pense pas », etc., et d'autres palliatifs du même genre. De tels subterfuges montrent un certain degré de sensibilité (car un menteur endurci dédaignerait ces expédients) et ils sont curieux comme preuves de ressources de la conscience enfantine et de la science innée de la casuistique.

Le remords qui suit quelquefois le mensonge, surtout le premier mensonge qui touche au plus profond de la conscience, reste pour beaucoup d'enfants gravé dans la mémoire. Une dame de nos amies nous raconte qu'à l'âge de quatre ans, elle portait un abat-jour sur les yeux. Un jour qu'elle se promenait avec sa mère, et qu'elle regardait de côté et d'autre et non devant elle, elle manqua de se heurter contre un réverbère. Sa mère la gronda, puis au bout d'un instant, se souvenant de ses yeux : « Pauvre enfant, dit-elle, tu ne pouvais pas bien voir. » La petite fille savait que ce n'était pas la vraie raison, mais elle accepta cette explication et fut longtemps tourmentée de l'idée qu'elle avait menti. Miss Wiltshire, qui nous raconte l'histoire du serpent mythique, relate un autre souvenir de sa propre enfance qui montre par quelles souffrances poignantes le sentiment d'avoir menti peut faire passer un enfant. Depuis sa plus tendre d'enfance, elle aimait passionnément les bébés et sa mère l'avait autorisée à aller chez sa tante, si elle y était invitée, pour soigner son cousin encore au berceau. Un jour, désirant beaucoup y aller quand même elle n'avait pas été invitée, elle inventa sans scrupule une histoire, disant que sa tante, étant occupée, lui avait demandé de passer une heure auprès du bébé. « J'allai, écrit-elle, non auprès du bébé, mais, par une route détournée, jusqu'à la grange de mon père, où je me glissai par une des grandes portes que je fermai derrière moi aussi hermétiquement que possible, espérant en vain que la grange et les meules de foin couvriraient ma honte, et je me mis à pleurer et à gémir, je ne sais pendant combien de temps. Le soir, lorsque j'allai me coucher, je dis ma prière en sanglotant, refusant d'avouer à ma mère pourquoi je pleurais.

De pareils exemples de remords prouvent que l'enfant est capable de démêler pertinemment ce qui est faux. Ils prouvent même quelque chose de plus : à savoir qu'il a le sentiment d'avoir été très coupable, d'avoir violé tout ce qui est juste et saint.

Comment cela se fait-il, direz-vous, que les enfants se sentent moralement anéantis après avoir dit un mensonge? Il est impossible de répondre à cette question avant d'avoir plus de documents sur ce point particulier. Nous savons que, parmi les défauts de l'enfance, le mensonge est le plus particulièrement flétri par les théologiens. Les tourments physiques dont est menacée une langue menteuse peuvent faire naître la terreur dans une âme d'enfant. Nous croyons aussi que l'idée de Dieu qui voit tout, auquel on ne peut mentir, mais qui sait quand on ment, contribue à terrifier l'enfant. Les mots indistincts murmurés comme excuse après un mensonge ne sont que de maladroits expédients d'enfants pour s'excuser devant ce Dieu qui entend tout.

Ici deux questions se posent. Les enfants éprouvent-ils l'horreur du mensonge lorsqu'il ne s'y mêle aucune terreur religieuse? Y a-t-il quelque chose dans l'esprit de l'enfant qui fait qu'après son premier mensonge, il lui semble que le monde immuable va s'écrouler sur sa tête? Nous demandons aux parents des faits sur ces points particuliers.

Nous hasarderons cependant sur ce sujet une conjecture que nous nous empresserons de retirer si l'on en prouve la fausseté.

Autant que nous pouvons en juger par nos propres recherches, nous ne trouvons pas que les enfants élevés à la maison et préservés de la contagion du mauvais exemple, développent uniformément un penchant au mensonge. Plusieurs mères m'assurent que leurs enfants n'ont jamais sérieusement dit un mensonge. Nous pouvons affirmer la même chose à propos de deux enfants que nous avons pu spécialement observer à ce propos.

Puisqu'il en est ainsi, nous repoussons énergiquement l'assertion que le mensonge est instinctif dans ce sens qu'un enfant, alors même qu'il est élevé avec des personnes qui respectent la vérité, montrerait une aptitude innée à dire ce qu'il sait être faux. L'esprit d'imitation de l'enfant ne l'entraînera de bonne heure à mentir que s'il est entouré de menteurs.

Nous irons plus loin et suggérerons que, lorsqu'un enfant est élevé d'une façon normale, c'est-à-dire au milieu de gens qui ne mentent pas, il tend, en dehors

de toute instruction morale, à considérer le respect de la vérité comme une chose toute naturelle. Songez un instant combien l'intelligence de l'enfant est activement occupée pendant les premières années de ses essais linguistiques, cherchant à comprendre le sens des mots, à accommoder les idées aux mots lorsqu'il s'efforce de comprendre les autres, et les mots aux idées lorsqu'il tâche d'exprimer ses propres pensées, et vous verrez qu'il doit être préoccupé, avant tout, d'établir la vérité, c'est-à-dire l'accord complet de l'affirmation avec le fait.

C'est pour lui une chose toute naturelle, qu'on ne peut mettre en doute, une loi si bien entrée dans les habitudes de la vie quotidienne qu'il ne songe pas même à y désobéir. Tous les enfants accoutumés à dire la vérité se montrent profondément scandalisés lorsqu'ils rencontrent des assertions contraires aux faits. Le petit C... témoigna beaucoup d'indignation lorsqu'il apprit par sa mère que l'on disait des choses fausses sur les chevaux et sur d'autres sujets qui lui paraissaient particulièrement intéressants, et il fut encore plus révolté de trouver ces notions fausses dans un de ces livres pour lesquels il avait un respect enfantin.

L'idée de perpétuer, volontairement, ce qui est reconnu une inexactitude, est, autant que nous pouvons en juger, révoltante pour l'enfant habitué à n'entendre que des assertions exactes. N'est-il pas naturel alors que, lorsque, par suite de circonstances particulières, il se trouve entraîné au delà des limites de la vérité, l'enfant soit bouleversé, étourdi, et désolé d'avoir violé la loi, une loi non imposée par la mère, mais enracinée dans les habitudes mêmes de la vie sociale ? La question est intéressante à étudier.

Notre enquête nous a conduits à reconnaître, dans les cas de cruauté comme dans ceux de mensonge, que les enfants ne sont en aucune façon parfaits moralement. Ils ont des tendances qui, si elles ne sont pas combattues et réprimées, deviendraient la véritable cruauté, le véritable mensonge. D'un autre côté, nous croyons que ces impulsions ne sont pas les seules. L'enfant a des élans de bonté qui alternent souvent un peu capricieusement avec des boutades de taquineries et il a aussi, semble-t-il, à côté de tendances imaginatives et autres qui prédisposent au mensonge, un respect instinctif pour la vérité. Ces tendances ne sont pas les mêmes chez tous les enfants, les uns montrant plus de dispositions à respecter la vérité, les autres à la voiler. Cependant on peut signaler ces deux tendances chez tous les enfants.

Nous nous sommes restreints à deux traits particuliers à l'enfance. Si nous avions le temps d'en examiner d'autres, comme la vanité, par exemple, nous trouverions d'autres traits similaires. La vanité des enfants, comme celle du sauvage, a été le thème de bien des dissertations et il faut avouer qu'elle y donne ample matière. A côté de cela, on peut signaler chez l'enfant une délicieuse candeur qui, si nous ne pouvons exactement l'appeler modestie, est quelque chose de supérieur, si possible. L'enfance manque, sans doute, au point de vue moral, de constance et d'unité. C'est un champ où poussent des quantités de plantes à demi développées, dont quelques-unes s'efforcent d'étouffer les autres. Les unes sont favorables et les autres défavorables à la moralité. C'est à l'éducation à réprimer celles-ci et à cultiver celles-là, afin qu'elles deviennent des principes suprêmes et régulateurs.

James Sully.

L'ALGÉRIE

L'Algérie n'est pas heureuse. Il y a bien quelques Algériens qui s'en consolent en pillant les boutiques juives, mais j'imagine que ce n'est là qu'un bonheur relatif. Ils pilleraient toutes les boutiques juives et forceraient tous les juifs à émigrer, ce qui serait difficile, puisque lesdits juifs sont électeurs et citoyens français, qu'ils ne seraient pas beaucoup plus heureux. Ils pourraient en outre s'en trouver fort mal. Ils auraient appris aux indigènes, qui les ont aidés il y a quelques jours à accomplir cette jolie besogne, comment on s'y prend pour mettre à sac un magasin ou une maison, et les leurs pourraient quelque jour subir le même sort. L'Arabe n'aime pas le Juif; mais il n'aime pas davantage le Chrétien, et j'oserai ajouter qu'il a de bonnes raisons dans l'un et l'autre cas.

Je crains fort dans ces conditions que le décret, délibéré en conseil des ministres sous l'impression des dernières émeutes, pour réprimer l'usure ne soit qu'un palliatif insuffisant. D'abord ce décret ne résout nullement la question juive qui doit être considérée depuis 1870 au double point de vue de l'indigène et de l'Européen, et puis, la question juive n'est qu'un des côtés, et nullement le plus important, de la question algérienne.

Il y a aussi l'indigène qui compte pour quelque chose, qui devrait compter pour quelque chose, tout au moins. Je n'irai pas jusqu'à rééditer à propos de l'Algérien l'aphorisme de Sieyès car je suis loin de penser que le colon doit lui être sacrifié, mais j'estime qu'il serait juste, et surtout de bonne politique de ne pas le sacrifier au colon, comme on le fait actuellement : cette situation est la conséquence forcée du régime auquel l'Algérie est soumise et de la politique que nous y faisons.

L'Algérie est une colonie sans l'être. Elle est si près de nous que depuis que nous y avons aboli le régime militaire, nous n'avons cessé de la considérer comme une simple annexe de la France. Cependant si géographiquement elle est très près du territoire français, ethnographiquement elle est plus éloignée de nous que certaines de nos colonies de l'autre hémisphère. Nous n'avons pourtant pas hésité à lui donner une organisation administrative identique à la nôtre et à y promulguer nos lois. Nous l'avons divisée en trois départements, et à la tête de chacun de ces départements nous avons placé des préfets tout comme en Seine-et-Oise ou en Seine-et-Marne. Elle a ses sénateurs et ses députés, ses conseillers généraux, ses conseillers d'arrondissement, comme le Rhône ou la Loire, et ses grandes villes sont administrées comme Bordeaux ou Nantes. Il y a quelques années l'assimilation était tellement complète que le voyageur qui n'aurait pas poussé jusqu'aux communes mixtes ou aux territoires militaires, aurait pu se croire encore en France. Il aurait bien entendu parler d'un gouverneur général. Mais on lui aurait dit que ce personnage n'était là que pour la forme et qu'il n'avait d'autre utilité que d'assister chaque année à la discussion du budget devant les Chambres en qualité de commissaire du gouvernement, pour obtenir des relèvements de crédits — comme si les sénateurs et les députés ne suffisaient pas à cette tâche. Il n'avait aucun pouvoir. Tous les fonctionnaires algériens correspondaient directement et en dehors de lui avec les ministres compétents.

La mode de l'assimilation des colonies à la métropole ayant fait son temps on a quelque peu augmenté les attributions du gouverneur général. Mais pour la forme seulement. En fait la situation reste la même. Ce n'est toujours pas lui qui choisit, qui nomme et qui révoque ses fonctionnaires. Ce n'est même pas le ministre de l'Intérieur duquel il dépend. Ouvrez l'*Officiel*. Vous verrez que les décrets nommant des magistrats algériens sont contresignés par le ministre de la Justice, que les nominations d'ingénieurs le sont par le Ministre des travaux publics, celles de receveurs par le ministre des Finances. Il y a quelques jours, le *Journal Officiel* annonçait des nominations d'avoués en Algérie. J'ai cherché au bas du décret, après la signature du président de la République, la signature de M. Barthou. C'est celle de M. Milliard que j'y ai trouvée.

Résultat : le gouverneur général n'est rien et ne peut rien. Je me trompe. Il peut faire du mal. Comme il s'ennuie, il finit par faire ce que fait tout le monde autour de lui : il fait de la politique.

L'Algérie envoie au parlement six députés et trois sénateurs. C'est un appoint sérieux pour un ministère, et le représentant du ministère travaille naturellement pour le gouvernement. Quand le gouvernement est modéré, en bon fonctionnaire il fait de la politique modérée. Quand le ministère est radical, il fait de la politique radicale. L'important est de savoir qui sera élu et qui ne sera pas réélu. Et voilà pourquoi la question juive, qui n'était autrefois qu'une question indigène, est devenue, depuis le décret Crémieux, une question électorale.

Crémieux, qui était israélite, mais qui était surtout un homme de 1848, un homme à principes absolus, avait cru loyalement nous donner un point d'appui sérieux en Algérie en conférant les droits de citoyens, suffrage universel compris, à ses coreligionnaires. Il nous a au contraire fait perdre du terrain. Le juif algérien n'a rien de commun avec le juif européen ; c'est un Asiatique, et sauf de rares exceptions, il est resté Asiatique. Il ressemble beaucoup plus à ces marchands de plumes d'autruche que les *policemen* d'Aden pourchassent à coups de rotin, sur territoire couvert par le drapeau de la libre Angleterre, qu'à un électeur français. L'Algérien qui l'a toujours traité en paria, n'a pas compris pourquoi nous reconnaissions aux juifs des droits que nous persistions à lui refuser. Il est peu probable que le décret sur et contre l'usure lui soit une explication suffisante, car je serais fort surpris que les Juifs fussent seuls à la pratiquer. Il doit bien se trouver là-bas aussi quelques bons chrétiens pour qui l'argent est une marchandise qu'ils se croient autorisés à faire payer le plus cher possible.

L'étonnement de l'Algérien a dû encore augmenter il y a quelques années. Nous n'avons rien eu de plus pressé que d'appliquer à l'Algérie la loi de 1889 sur la naturalisation. Tout fils d'étranger né en Algérie est Français. Il n'y a pas d'exception à cette règle qui est appliquée aussi bien aux Marocains qu'aux Maltais, à moins que les intéressés ne fassent les démarches nécessaires pour s'en affranchir. Vous voyez d'ici les réflexions que peut faire un Algérien en voyant un fils de Marocain prendre part au vote pour la nomination d'un député, alors que ce droit lui est impitoyablement refusé à lui-même.

Que, dans ces conditions, l'indigène ne soit pas content, cela est tout naturel. Ce mécontentement, il y a longtemps qu'il est resté à l'état latent. L'occasion a manqué pour qu'il fasse explosion. Nous avons, avec raison, réprimé avec une sévérité exemplaire les dernières insurrections. Depuis plus de vingt ans, nous n'avons eu affaire qu'à des soulèvements partiels. Mais il ne faut pas nous faire illusion. Nous ne sommes pas aimés, et au premier prétexte on nous le prouvera. Gardons-nous donc de fournir ce prétexte, en ce moment surtout, où il est évident, à des signes certains, que le monde musulman est surexcité par les victoires de l'armée du sultan en

Thessalie. Les apôtres du Prophète s'en vont répéter partout, au fin fond de l'Afrique aussi bien qu'en Asie, qu'il suffit de le vouloir pour que partout les chrétiens subissent le sort des Grecs. L'Angleterre commence à ressentir les effets de cette propagande dans l'Inde. L'effort colossal qu'elle a tenté a échoué contre les tribus de la frontière septentrionale de son empire indien. Elle redoute pis encore.

Les officiers anglais ont pu apprécier dans cette campagne contre les Afridis non seulement la valeur de leurs adversaires, mais aussi et surtout celle de leurs troupes indigènes. Que se passerait-il si ces troupes disciplinées, admirablement entraînées, qui valent autant que les meilleurs soldats anglais, se révoltaient aujourd'hui comme l'ont fait les cipayes il y a quarante ans.

Ne pillons pas les magasins juifs à Alger. Ne provoquons pas d'émeutes en Algérie. L'exemple pourrait être trop bien imité.

Il le serait d'autant mieux que l'Algérie ne souffre pas seulement politiquement. Sa situation n'est guère meilleure au point de vue économique. Elle vient de subir deux années de sécheresse. Elle est ruinée. Nous sommes venus à son secours, c'est vrai, mais trop tard. Le ministre de l'intérieur vient de demander aux Chambres un crédit de 1 200 000 francs pour venir en aide aux agriculteurs algériens. Cet argent sera donné. Il aurait mieux valu le leur prêter il y a trois mois. Ils auraient pu alors acheter des semailles et ensemencer leurs champs avant la saison des pluies qui ont été cette fois très abondantes dans tout le nord de l'Afrique. Le grain aurait déjà levé. La récolte aurait été belle. Le bien-être serait revenu. C'est ce qui a été fait en Tunisie. Là aussi les agriculteurs manquaient d'argent pour ensemencer leurs champs. Le Résident général a emprunté cet argent à une banque locale, ou plutôt a autorisé cette banque, en lui donnant la garantie de la Résidence, à faire des avances aux agriculteurs. Les champs ont été ensemencés, les emprunts seront remboursés intérêts et capital. La récolte est assurée sans qu'il en coûte rien au Trésor. En Algérie, au contraire, les 1 200 000 francs que nous allons donner ne serviront à rien ou à presque rien. Ce sera à recommencer l'année prochaine.

Il est vrai qu'en Tunisie le Résident général a des pouvoirs. Il a le droit de prendre une initiative; il lui suffit pour agir d'être couvert par l'autorisation du ministre des affaires étrangères dont il dépend. Cette autorisation, il peut la demander par dépêche, en cas d'urgence, et la recevoir par dépêche également. Il n'est pas tenu de ménager les intérêts électoraux de celui-ci et de celui-là. Aussi la Tunisie est-elle prospère. Aussi n'y a-t-il pas eu d'émeutes et de pillages de magasins juifs en Tunisie. Les deux populations sont pourtant identiques, les mœurs sont les mêmes, et semblables les préjugés, les passions et les haines, mais le système de gouvernement et d'administration diffèrent.

Il est trop tard sans doute pour en revenir en Algérie à un protectorat. Mais ne pourrait-on pas y instituer tout au moins un régime analogue et, pour commencer, en faire une véritable colonie au lieu de cette chose hybride et sans nom qu'elle est actuellement? Nous y arriverons quand nous aurons compris, à nos dépens, que, pas plus que le cléricalisme, notre politique et nos lois ne sont articles d'exportation.

CHARLES GIRAUDEAU.

LA NOUVELLE MONNAIE

ET LES MÉDAILLEURS FRANÇAIS DU XIXe SIÈCLE

à propos d'un livre récent [1].



La nouvelle monnaie d'argent, par Roty.

Vivre, c'est agir. Au mépris des divergences et des contradictions, parfois singulières, qui ne sont elles-mêmes qu'une preuve de la vie toujours agissante, l'art du siècle finissant trouve son unité dans l'effort enfin récompensé de quelques espoirs généreux. Sa meilleure apologie devant l'avenir sera la réhabilitation des *arts mineurs :* trop longtemps, ce terme équivoque les a fait tenir pour suspects, parce qu'ils étaient les arts appliqués, c'est-à-dire la beauté soi-disant ravalée à la splendeur de l'utile. Depuis 1889, sous l'influence étrangère, qui a toujours chance d'être la bienvenue parmi nous, l'hérésie esthétique rencontre des adversaires qui opposent des œuvres d'art à ses vaines déclamations, et n'est-il pas curieux de découvrir à la renaissance ornementale prêchée par William Morris une origine toute française dans les désirs obscurs de notre Viollet-le-Duc? S'inspirant de ces artistes-philosophes, propageant librement leur doctrine pour combattre les préjugés qui sont la raison des sots, un esprit impartial autant qu'élevé s'est fait l'initiateur de la foule ; bel exemple de conviction courageuse et d'opiniâtre dévouement, fourni par M. Roger

(1) Roger Marx, *Les Médailleurs français depuis 1789, Notice historique suivie de documents sur la glyptique au XIXe siècle* (Paris, chez Lahure).

Marx, qui a fait triompher successivement trois réformes pratiques issues d'un pareil souci de poète et de penseur : l'admission des arts appliqués dans les expositions, l'image à l'école, la nouvelle monnaie, qui corrobore à son tour et à son heure cette renaissance de l'art si français de la médaille racontée dans un beau livre.

Il était urgent de renoncer définitivement aux effigies sans caractère, aux symboles oblitérés par l'usage, termes d'un langage arriéré, emprunts de la routine à l'initiative heureuse en son temps des deux premières Républiques : maladroit ou ingénieux, le moindre détail révèle la paresse d'une époque ou l'énergie d'un éducateur ; l'image est le plus fidèle miroir de l'idée ; et n'est-ce pas une intention noblement touchante que de vouloir imposer à cette chose fugitive et positive par excellence, l'argent, l'allure grandiose qui instruise inconsciemment les yeux, qui les fasse participer presque à leur insu, chaque jour, aux joies de la beauté, aux intuitions de l'histoire ? Dès le 1er mars 1892, dans le *Voltaire*, peu après dans la *Revue encyclopédique*, M. Roger Marx s'insurgeait à bon droit contre le *statu quo* paresseux de la Monnaie :

> En 1870, lors de la proclamation de la République, la direction des Monnaies a manqué de confiance ; elle s'est prise à douter de la chance de durée d'une ère d'égalité, de fraternité, et au lieu de procéder à la création de types monétaires nouveaux, comme en 1791, comme en 1848, elle s'est contentée de fouiller au plus profond de ses resserres, de tirer de la poussière et de l'ombre, pour les confier au balancier, les poinçons jadis en usage sous la première et la deuxième République... Depuis Dupré, depuis Oudiné, les temps sont révolus, et pour être évoquée aux yeux de tous, de façon intelligible, la troisième République exige d'autres symboles que ceux adoptés par ses aînés. L'obligation s'impose pour elle de ne point faillir à l'usage, de faire établir une monnaie inédite et qui dira quelle conception est la nôtre de la République et du régime républicain aux dernières années du XIXe siècle.

Les publicistes résolus et qui pensent, tels qu'Auguste Vacquerie, s'intéressèrent au projet ; et, trois ans après, un ministre accueillant aux idées nouvelles, M. Paul Doumer, faisait passer le vœu dans la pratique : le monopole de la frappe une fois aboli, trois coins originaux étaient commandés à des médailleurs éprouvés, la monnaie d'or à M. Chaplain, la monnaie d'argent à M. Roty, la monnaie de bronze à M. Daniel Dupuis. Deux modèles sur trois sont connus, et la pièce d'argent de cinquante centimes vient de faire son apparition.

« Notre mission dans l'art est admirable », disait lui-même le médailleur à la fin de son éloquente préface au livre érudit de M. Charles Saunier sur le précurseur *Augustin Dupré* (1). L'histoire d'un peuple et d'un art se reflète à jamais fixée dans ces minuscules miroirs de métal.

Sans aborder témérairement la numismatique de l'Antiquité, ni la glyptique de la Renaissance, qui restent le domaine des spécialistes, remontons à la fin du siècle dernier.



Société des inventions et découvertes, par A. Dupré.

« Je désire que des médailles soient frappées pour tous les événements glorieux ou heureux déjà arrivés et qui arriveront à la République, et cela à l'imitation des Grecs et des Romains, qui, par leurs suites métalliques, ont non seulement donné la connaissance des événements remarquables, celle des grands hommes, mais encore celle du progrès de leur art (2). »

Ainsi parlera Jacques-Louis David du haut de la tribune de la Convention ; mais la Révolution française n'avait pas attendu le vœu de son peintre pour transformer l'actualité en médailles : dès les premières heures orageuses, les cloches, les trésors des cathédrales sont fondus, et, si le bronze manque, on l'espère de la Victoire ; l'initiative anonyme, précédant les artistes, célèbre naïvement le *Réveil du Tiers État* : « imagerie sculptée », qui seconde l'estampe et le journal. Les ci-devant Graveurs du Roi se troublent, hésitent, s'effarent : passer de Greuze au Père Duchesne, sans transition, paraît malaisé.



[illegible] par [illegible] Duvivier.

A Benjamin Duvivier, déchu pour toujours, succède l'artiste qui incarnera la pensée de son temps « en revêtant d'amabilité le symbolisme révolutionnaire » : Augustin Dupré. Après deux cents ans de décadence, la symbolique et précise médaille retrouve la forme pure au souffle des idées majestueuses : le stoïcisme de David et la grâce mélancolique de Prud'hon semblent s'unir harmonieusement dans les conceptions d'un simple ouvrier passé maître : qui n'admire l'écu à l'Hercule et, surtout, le sou de l'An IV, le profil de Liberté rassérénée qui



Face de l'*Écu à l'Hercule*, par Augustin Dupré.

(1) Voir Charles Saunier, *Augustin Dupré*, [illegible] 1 vol. Paris, [illegible] propagation des livres d'art, 189[illegible].

(2) [illegible] du 28 octobre 179[illegible].

rappelait aux contemporains Mme Récamier? L'art révolutionnaire n'aurait produit que Dupré qu'il compterait encore au rang des belles époques. Il faudrait retenir le *Brutus* primé de Rambert-Dumarest et le portrait du gouverneur Éliot par Droz, avant de traverser une lande pénible, l'ère impériale, impersonnelle et dure, où la froide virtuosité des pseudo-classiques dépeint la vaccine sous les traits d'Esculape secourant la Vénus de Médicis... En 1805, le prix de Rome, fondé par l'Institut qui s'ouvre à la gravure en médailles et sur pierres fines, ne supplée point d'abord à l'inspiration qui sommeille. Malgré ses fantaisies, le romantisme restera comme un renouveau salutaire; il en faut dépasser les premières journées pour découvrir la science émue dans une œuvre robuste signée d'un grand nom : les *médaillons* de David d'Angers, bientôt consacrés comme les crayons d'Ingres, et dont le relief puissamment réaliste a fait tort aux effigies des contemporains plus délicats. La sentencieuse glyptique, de littéraire, s'est faite humaine : le portrait détrône l'allégorie; le burin dévoile sous la brusquerie des plans le secret des âmes. David est sculpteur avant tout.



La Vénus de Médicis (1812), par Depaulis.

Mais la glyptique, qui toujours hésite entre les douceurs pittoresques de la peinture et les saillies plastiques de la statuaire, n'a point dit son dernier mot, et sa plus récente évolution porte encore le nom d'un maître : à David brutal s'oppose victorieusement la technique suave de Chapu. On ne saurait trop mettre en lumière toute sa bienfaisante influence : M. Roger Marx l'a signalée d'un trait rapide, et qui porte. Avant même son départ pour Rome comme pensionnaire sculpteur, Chapu s'était préoccupé des lois du bas-relief et de la médaille qui devint, grâce à lui, un petit « bas-relief de métal ». Ses compositions, ses portraits possèdent la grâce concise qui volontiers s'inscrit dans la circonférence d'une médaille; son art retient l'attrait de sa parole qui décida de l'avenir de plusieurs maîtres. Et le réveil date de lui.



George Sand, médaillon par David d'Angers.

Depuis trente ans, grâce à la persuasion de son exemple, le mot médaille n'évoque plus cet ennui pour ainsi dire officiel qui se dégageait des poncifs sans art et des commémorations sans âme. Déjà, toutefois, parmi tant de banalités, de simples profils monétaires montraient ce qu'ils peuvent devenir aux mains d'un artiste; n'est-ce pas Edmond About qui réhabilitait ainsi l'œuvre oubliée de Michaut : « Lorsqu'on jette sur le comptoir d'un marchand un écu à l'effigie de Louis XVIII, on ne se doute pas qu'on dépense un chef-d'œuvre. » Domard, ensuite, idéalisant le masque bourgeois de Louis-Philippe, Oudiné et Ponscarme, dont l'enseignement apprit la technique à ceux qu'allait toucher la grâce de Chapu: Degeorge et Chaplain; la filiation classique persiste à travers les heureuses métamorphoses, et les grands noms des inspirateurs, Ingres ou Flandrin, garantissent la perpétuité de la ligne. Entre tous, le portrait historique de Naudet, par M. Ponscarme, est le début des évolutions nécessaires : matité du fond pour l'harmonie d'ensemble, suppression du listel conventionnel, originalité des inscriptions. L'élan donné se poursuit avec M. Chaplain, portraitiste viril et véridique, avec feu Degeorge, rêveur mélodieux et tendre. Tel fut le tableau séculaire résumé par la Centennale de 1889, au Champ-de-Mars, histoire vivante dont l'historien des *Médailleurs français* a dégagé les traits précis comme les incisions du métal. Et, l'année suivante, au Luxembourg, entr'ouvert sous la poussée victorieuse, l'apogée s'offrait sous les espèces charmantes d'une œuvre magistrale : chaque fois que je contemple l'œuvre de M. Roty, je me laisse envahir par un beau songe. En dépit de mon entourage et de mon costume, je m'imagine être un visiteur lointain des années futures, se trouvant en présence des seuls vestiges d'un âge disparu : et quelle est mon impression vive devant ce portrait idéalisé d'une époque dont je veux oublier toutes les autres preuves? Une douceur ineffable me pénètre, comme si je feuilletais les poèmes d'un André Chénier parisien, né cent ans plus tard. Et l'art est un splendide mensonge, car j'ajoute aussitôt : comme les contemporains d'un tel maître devaient mener une existence simplement harmonieuse et poétiquement facile! Pourtant, le médailleur des allégories rajeunies et des riants portraits n'est pas un charlatan qui abuse de son doux génie pour en imposer à l'avenir; mais c'est un artiste, un grand artiste; et n'est-ce pas tout dire? Et telle apparaît aux yeux la magie de l'art véritable, qu'un petit médaillon devient un miroir non pas trompeur, mais idéal.

En artiste, ce poète de la vie moderne sait faire quelque chose de rien, il écrit largement, sans s'avilir, les plus menus détails de nos décors et de nos

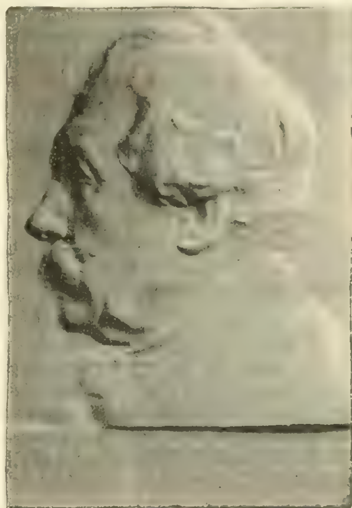
pensées, et cela sans nul recours à la périphrase démodée d'un emblème vague ou d'une pompe inutile. Plus de grandeur guindée qui sente les règnes tyranniques, plus de violences belliqueuses qui dénoncent l'essor révolutionnaire : mais des sentiments paisibles et bons, qui remplacent la revendication des droits par l'aveu des devoirs, des sentiments de pitié... La *Maternité* me réconcilie avec une histoire contemporaine que les plus spirituelles médisances ont caricaturée peut-être; comment songer aux divorces trop fréquents, en savourant la *Médaille de mariage* où de belles mains enlacées me font rêver aux unions heureuses? La patriotique *In labore quies*, la morose *Patria non immemor* me font oublier les misères journalières de la politique pour les hautains souvenirs de l'histoire. M. Roty semble



Le port de Calais, par Bottée.

le Pisano d'une République idéale. Comme elle est athénienne, cette *Jeunesse* qui vient sourire aux cent ans de Chevreul! Avec quelle spirituelle discrétion la nymphe du Vin Mariani vient ragaillardir le moderne Eros! Il n'est pas jusqu'au simple abat-jour tamisant les veilles de la *Préfecture de police* qui n'emprunte la belle simplicité des lampes antiques. Poésie et vérité : ce titre que le poète germanique rêvait pour ses Mémoires, conviendrait à l'œuvre du médailleur français. Et quels plus attachants mémoires pour fixer l'éphémère souvenir? Sous ce burin tour à tour précis comme un style et vaporeux comme une estompe, l'intime plaquette ne le cède pas à la médaille solennelle, l'allégorie devient vraisemblable comme un portrait et le portrait harmonieux comme une allégorie, la caresse de la chair n'offusque point la pureté du rythme, la draperie noble contourne l'ameublement familier ou le plus fleuri des paysages, la vieillesse de Pasteur ou la jeune intelligence de Mlle Taine s'impriment dans le métal assoupli, la France moderne renaît élégamment dans l'art le plus haut. Les dessins valent les bronzes : de l'exquis dans le naturel.

A ce charme sérieux et virginal, qui ne sépare jamais la pensée de la forme (1), d'autres artistes ajoutent leur note personnelle, quelquefois un peu maniérée ou naturaliste, mais d'ordinaire empreinte de beauté mondaine ou de cordialité laborieuse : MM. Daniel Dupuis, Bottée, l'auteur du *Port de Calais*, Patey, de qui le prix de Rome (*le Laboureur de Virgile*) présageait, dès 1881, les sereines vigueurs, Vernon, Victor Peter, le portraitiste de M. Puvis de Chavannes, Alexandre Charpentier, le portraitiste d'Edmond de Goncourt, et dont l'œuvre complexe se désigne par un amour loyal de la vie, Pierre Roche, un raffiné qui trouve la *gypsographie*, amusante estampe de médailleur. A la frappe limitant le module, d'autres préfèrent la fonte plus libre, tel le maître moderne, ami des maîtres anciens, M. Alphonse Legros, de qui les effigies « pisanesques » revêtent l'allure héroïque de ses eaux-fortes. Et ces noms rapprochés sous la glace de la vitrine comme sur la page du livre ne marquent-ils point le caractère original de la glyptique, cette unanimité dans les vues qui réconcilie spontanément les audacieux d'avant-garde avec les lauréats de l'École où, dès 1863, un atelier spécial s'ouvrait aux médailleurs? Tradition et liberté voisinent sur le métal, à souhait



Edmond de Goncourt, plaquette, par A. Charpentier.

(1) Cf. *L. O. Roty*, par M. Léonce Benedite (*Art et Décoration*, nº d'avril 1897).

pour l'apaisement des yeux. Les critiques, divergents par ailleurs, s'accordent sur la victoire nationale de la médaille ; le public semble avoir à cœur de faire oublier sa longue indifférence ; longtemps hostiles ou négligents (1), nos Salons s'amendent ; les collections étrangères stimulent les collectionneurs français ; inutile maintenant de faire le voyage de Hambourg ou de New-York pour admirer la fleur de coin dans toutes ses délicatesses, pour goûter la joie de voir et même de toucher de belles médailles, car la main de l'amoureux d'art est proche parente de la main féminine qui se délecte d'un collier de perles. Glorifiée par le savoir inspiré de M. Roty, la renaissance d'un art est reconnaissante à l'initiative érudite



Le Centenaire (1789-1889), par O. Roty.

de M. Roger Marx qui conseille aux amis de la médaille « de viser à la même action utile qu'exerce, pour le burin, la *Société française de gravure*, et de s'unir pour encourager, par des commandes collectives et périodiques, un art tout de clarté, de logique, de concision, auquel savent spécialement répondre les qualités distinctives du génie national ». En effet, la lucidité française a toujours excellé dans l'expression d'un portrait aussi bien que dans l'abstraction d'un symbole. Comme l'abeille virgilienne, la médaille enferme une grande âme en un petit corps : à profusion répandue, elle colporte l'art et l'idée ; témoin silencieux à travers le temps ou l'espace, elle rappelle nos pensées fragiles au sentiment de l'immortalité.

RAYMOND BOUYER.

CADEAUX DE SOUVERAINS

La République de Venise et le roi Frédéric-Guillaume Ier.

PIÈCES INÉDITES TIRÉES DES ARCHIVES DE VENISE

Les esprits optimistes invoquent à tous propos les progrès des nations accumulés depuis un siècle, ils se complaisent à glorifier les merveilles que peuvent amener, dans la civilisation, les machines et la vapeur ; les arts, les lettres, l'esthétique de la vie sont choses négligeables pour ces mêmes esprits, aussi bien que l'originalité et la fantaisie, tout ce qui ne relève pas de l'uniformité maussade de l'existence a disparu ou va disparaître, les souverains régnants sont vêtus comme leurs sujets, les reines les plus belles ne portent pas aussi souvent leurs couronnes royales que les jolies mondaines portent des couronnes de perles et de diamants, et si les souverains veulent faire des cadeaux à leurs hôtes, — ainsi que l'empereur de Russie vient d'en offrir au président Félix Faure, représentant la France alliée à la grande nation russe, — en cette fin du XIXe siècle ils ont recours pour ces cadeaux à des objets de prix qu'un honnête Yankee peut facilement leur disputer à l'aide de ses millions de dollars. Certes il n'en allait pas de même aux siècles passés ; — en 1734, la sérénissime république de Venise, voulant être agréable au roi de Prusse Frédéric-Guillaume Ier, lui fit offrir 12 hommes de haute stature pour sa garde royale, ainsi que le constate la note de l'agent du roi, qui s'intitule historiographe de S. M. le roi de Prusse, et qui écrit :

Très illustres et très excellents seigneurs, Giovanni Cataneo, historiographe et agent de S. M. le roi de Prusse respectant les hauts commandements dont vos Seigneuries ont investi le S. comte Mario Antonio di Bucchia, capitaine actuellement au service du Roi et envoyé ici pour recevoir le gracieux cadeau de 12 hommes de haute stature promis par le très Excellent Sénat depuis le mois de décembre 1734, et qui n'a pas été encore mis en exécution ; a l'honneur de présenter ses plus respectueuses instances afin que leurs Seigneuries daignent lui concéder la permission de pouvoir de suite pour besoin des affaires du royaume envoyer le susdit comte Bucchia à la Cour de Berlin en promettant de le faire revenir ici très vite pour recevoir les 12 recrues suivant le décret du très Excellent Sénat avec engagement sur la vie dudit comte de Bucchia d'observer strictement les ordres suprêmes de vos Excellences en allant et en revenant sans toucher aux États de Dalmatie et avec tous ces sentiments il s'incline très humblement.

Venise le 19 mars 1736.

Le doge, en 1734, était Charles Ruzzini, il ne paraît pas avoir mis beaucoup d'empressement à s'occuper du cadeau des 12 grands hommes. En 1735, Louis Pisani lui succéda, mais pour être doge on n'en est pas moins homme et on aime peu mettre à exécution les idées généreuses des autres ; aussi le cadeau des 12 grands hommes restait à l'état de projet... oublié... Mais le roi de Prusse, lui, n'avait point oublié l'offre du cadeau et le voilà qui écrit lui-même aux sénateurs, trois ans après la requête de son agent Giovanni Cataneo, pour réclamer à ses très chers et grands amis ses 12 grands hommes.

A la Sérénissime République de Venise.

Très chers et grands amis,

C'est avec la plus grande satisfaction que j'ai appris il y a quelques années, de mon ministre le seigneur Cataneo, que vous êtes résolus de me faire

---

(1) Voir les doléances de M. Roger Marx (Salon de 1887, dans l'*Indépendant littéraire*).

(2) La note est traduite de l'italien par C. C. de Molina.

présent de douze grands hommes de la taille requise pour servir dans mon Régiment de corps. Vous me donnés par là une marque essentielle de votre amitié et de l'attention que vous savés pour ce qui me fait plaisir; je vous assure que j'en conserverai le souvenir et ne laisserai échapper aucune occasion ou je vous pourrais rendre des preuves réciproques et convainquantes de la mienne. Et comme j'ai été informé par le Sr Cataneo que ces gens sont maintenant unis, j'ai envoyé mon capitaine de Sydor qui vous aura été présenté par ledit mon Ministre pour recevoir et escorter ces douze hommes et j'espère que j'aurai bientôt le plaisir de le voir avec ses recrues. En attendant, je suis très chers et grands amis,

Votre bon et bien affectionné amy,

F. GUILLAUME R.

Berlin, ce 10 decembre 1737.

Il tient beaucoup à son cadeau, il offre la réciprocité, et si la tournure de la phrase n'est pas en très bon français, elle est en tous cas très affirmative et positive. Le Sénat mit encore une lenteur peu aimable à sa réponse, car la seconde lettre du roi est datée de mars 1738, et il n'a pas encore ses 12 grands hommes! il n'en remercie pas moins ses très chers et grands amis : tout en leur indiquant la diligence qui pourrait être mise au départ des 12 grands hommes.

A la Sérénissime République de Venise.

Très chers et grands amis,

Votre lettre m'a été d'autant plus agréable qu'elle m'a confirmé dans les sentiments de votre amitié selon laquelle vous voulés bien continuer de faire apporter toutes les diligences possibles pour les douze grands hommes que vous m'avés par un propre mouvement si obligeant promis pour mon régiment de corps. Permettés moy de vous dire que quoique je ne saurais aucunement douter de n'en voir bientôt l'effet, cependant le succès de cette affaire pourrait être extrêmement facilité en cas qu'il vous plût d'en donner la Commission à votre feld maréchal le comte de Schulembourg pour qu'il choisisse les officiers qu'il jugera être les plus propres pour cet enrôlement et de les instruire de la sorte qu'ayants engagés trois ou quatre hommes de la taille requise il les fasse partir sans retardement pour Venise afin d'être remis à mon officier, que j'y tiendrai prêt pour leur transport et qui aura soin de me les envoyer en attendant que l'engagement des autres se fasse pareillement, et que le nombre des douze grands hommes soit enfin accompli. Je me flatte, très chers et grands amis, que vous voudriés bien me faire ce plaisir là dont je vous aurais une entière et parfaite obligation. Étant, très chers et grands amis,

Votre bon et affectionné ami,

F. GUILLAUME R.

Berlin, ce [illegible] mars 1738.

Il serait curieux de savoir si les 12 grands hommes furent enfin envoyés par les très chers et grands amis et reçus par le roi de Prusse, mais les Archives de Venise ne contiennent pas d'autres documents sur ce grand événement.

C.-C. DE MOLINA.

LIVRES NOUVEAUX

« Le Désastre. »

MM. Paul et Victor Margueritte donnent au public leur première grande œuvre. On sait en effet que M. Paul Margueritte est depuis longtemps en possession de la faveur très méritée du public et j'ai assez parlé moi-même, ici, de *Pascal Géfosse, Amants, La force des choses* (dont les cent premières pages sont un pur chef-d'œuvre), de *Sur le retour*, de *Ma Grande* (si profondément touchante), etc. Mais depuis que, par une association littéraire, qui est toujours, à mon avis, une chose assez périlleuse, les deux frères se sont mis à collaborer ensemble, ils n'avaient donné que des ouvrages très aimables (*Poum, le Carnaval de Nice*), mais évidemment secondaires et de léger poids, à leur propre estime. Le *Désastre* est donc le vrai point de départ de la grande carrière que les deux frères se proposent de courir en commun. C'est leur début bilatéral.

C'est un début fort estimable. Quelques défauts, qui peuvent très bien avoir pour cause la demi-gêne et le tâtonnement d'une collaboration qui commence, disparaîtront vite. J'entends que le livre est un peu touffu, un peu surchargé, qu'il dit tout, ce qui n'est pas, sans doute, se répéter, mais ce qui donne l'illusion qu'on se répète. J'entends que l'allure est lente, comme lorsque l'auteur a entre ses mains beaucoup de documents dont il hésite à sacrifier aucun. Et il semble que de deux collaborateurs ayant l'un et l'autre les mains pleines, aucun ne veuille demander à l'autre un sacrifice d'Abraham qu'il s'imposerait à lui-même s'il était seul, et avertir l'autre d'observer une discrétion qu'il aurait lui-même instinctivement s'il n'était en face que de soi.

Tout de même, le style m'a paru en ce livre plus impersonnel que n'était celui de M. Paul Margueritte quand il écrivait d'une seule plume. Il n'est pas mauvais, certes; il est plein, vigoureux, sobre et

franc; mais il a moins de physionomie et de caractère. Je n'ai point trouvé dans le *Désastre* d'aussi belles pages de style que dans *Amants*.

Il n'en est pas moins que le *Désastre* est une œuvre très imposante et de grande allure. Le sujet, comme vous l'avez deviné déjà, est le même que celui de la *Débâcle*, avec cette différence que la *Débâcle*, à tort, selon moi, menait les choses depuis la déclaration de guerre jusqu'à la fin de la commune, tandis que le *Désastre* ne va que depuis la veille de la déclaration de la guerre jusqu'à la capitulation de Metz, ce qui fait qu'il a une plus forte, ou, au moins, une plus visible unité.

Nous sommes donc à la veille de la déclaration de la guerre, le jour même de la déclaration de M. de Gramont au Corps législatif. C'est fête à Saint-Cloud, fête lugubre pour qui sait voir et ne pas s'arrêter aux surfaces. On affecte l'espoir plus qu'on ne l'éprouve. L'inquiétude rampe sous la tranquillité ou la confiance composée des visages. L'impératrice rayonne, plus en beauté que jamais; mais le vieil empereur est soucieux, l'air maladif, du reste, et il faut faire effort pour le regarder sans marquer soi-même l'inquiétude qu'il vous communique.

Dans le scintillement des lustres et des diamants, tout ce monde de soldats et d'hommes d'État est oppressé et c'est sans envie, mais avec une sorte d'anxiété que l'on voit Napoléon III faire appeler un journaliste célèbre et se retirer avec lui dans un cabinet écarté.

Puis c'est Paris enivré, fiévreux, enthousiaste, follement criard, la mégalomanie populaire, la *Marseillaise* à l'Opéra, toute cette quinzaine de trépidation nerveuse, savamment entretenue, du reste, avec, de ci, de là, osant à peine élever la voix, quelques hommes politiques ou quelques militaires, connaissant un peu la question, le cœur abominablement serré, et murmurant : « Mais est-il si sûr que cela que nous soyons prêts? »

Puis, au ministère, pour tous ceux qui ont des yeux, la réponse terrible à cette question anxieuse : « Non, nous ne sommes pas prêts! Nous sommes très loin de l'être! » Et des pâleurs déjà, et des sueurs d'angoisse et un sursaut de courage et d'espoir contre toute espérance, et ce mot, le seul, d'ailleurs, qu'à ce moment il fallût dire : « Malgré tout! Peut-être!... Les pauvres enfants sont si braves! »

Et ce sont les premiers revers, Forbach, Wissembourg, puis les victoires inutiles, les magnifiques combats, glorieux et gratuits, autour de Metz.

Et c'est alors que la véritable action de ce drame sombre s'engage. Le drame, c'est l'écrasante incertitude, s'alourdissant de jour en jour, devenant de jour en jour un cauchemar plus atroce, l'incertitude de l'armée de Metz sur les desseins du général Bazaine.

C'est d'abord un étonnement : « Nous sommes vainqueurs, pour notre compte. Nous repoussons l'ennemi. La route est ouverte devant nous. Pourquoi ne marchons-nous pas? Pourquoi ne rejoignons-nous pas Mac-Mahon? Toujours, après chaque succès, ramenés sous les murs de Metz, comme si nous étions vaincus! Toujours ce retour vers la ville! Elle semble nous tenir comme au bout d'une longe, et, après une rapide incartade qu'elle nous permet, nous tirer à elle! Quelle est donc la pensée du chef? Est-ce étrange! »

Et les jours passent. Et le cercle, qu'on pourrait encore briser, se rétrécit et se rapproche.

Maintenant, c'est une sorte d'immobilité morne et accablante. Et à l'étonnement le soupçon succède. Le chef ne veut pas qu'on remue. Le chef a des desseins personnels qu'il dissimule. Que peut-il vouloir? A quoi songe-t-il, si ce n'est à lui? Quels sont ces émissaires, ces communications suspectes avec l'impératrice, ces allées et venues de personnages louches, toute cette diplomatie qui semble bien la manœuvre d'un ambitieux plutôt que d'un soldat?

Et enfin, c'est l'indignation et le besoin de révolte, et la fureur. « Oui! *Il* trahit. Oui! ni l'armée ni la France n'ont jamais été sa préoccupation. Il n'a songé qu'à lui. C'est pour cela qu'il a perdu tout ce temps si précieux, attendant, non comme un soldat qui doit agir, mais comme un joueur qui lie partie. Il faut le déposer, il faut le briser. Qui mettre à sa place? Celui-ci? Celui-là? » Les noms s'échangent, les projets se succèdent et ils se détruisent les uns les autres...

Mais, du reste, il est trop tard. Le temps complice a fait son œuvre. Le temps destructeur a agi de concert avec le chef ambitieux, et trompé, du reste, dans son ambition. Plus de vivres. Plus de ressources. Oh! maintenant *il* est dans son droit; maintenant il peut dire avec raison que la trouée est impossible. Il n'y a plus qu'à mourir ou à se soumettre.

Quelques-uns, à tort, du reste, aiment mieux mourir. Ils fracassent inutilement d'une balle de leur revolver cette tête qu'ils voulaient sacrifier à la patrie et qu'ils ne veulent pas incliner sous le joug. Les autres, résignés à souffrir plus longtemps et se réservant pour les devoirs que la patrie pourra leur imposer plus tard, prennent douloureusement la route de l'exil épouvantable...

Je n'ai pas besoin de dire combien le drame est poignant par lui seul — même, je l'espère du moins, pour un ennemi.

Quis duri miles Ulyssei
Temperet a lacrimis?

Mais ce que je voudrais faire remarquer, c'est combien il est bien composé et d'un arrangement

savant. L'unité de l'œuvre d'art, ici, c'est ce cabinet mystérieux du général en chef, vers lequel tous les yeux sont tournés, toutes les oreilles tendues et sur lequel se concentre, en quelque sorte, l'attention continuelle, l'anxiété éternellement éperdue de ces deux cent mille hommes.

On écoute les rumeurs qui en viennent, on se répète les noms de ceux qui y entrent, de ceux qui en sortent. On se décrit les physionomies des hommes inconnus, étrangement inattendus qu'on y a vus entrer ou qu'on en a vus sortir. Il a quelque chose de mystérieux, de secret et de formidable. C'est comme un antre d'oracle ou une retraite pleine de je ne sais quelle horreur, où habite un fléau toujours imminent et redouté.

Avec une grande habileté, les auteurs n'ont montré qu'une fois Bazaine, en personne, traçant en quelques lignes nettes le portrait de sa figure inquiétante. Une seule fois, au commencement du volume. Et puis ils l'ont caché derrière une obscurité terrible, symbolique du reste et caractéristique de ce personnage ténébreux. On ne parle que de lui ; on ne songe qu'à lui ; on n'espère qu'en lui ; on ne doute que de lui ; on ne soupçonne que lui ; on n'exècre et on ne maudit que lui. On ne le voit jamais. Il est comme le centre insaisissable et sombre de tout ce drame ramassé dans l'enceinte circulaire d'une ville assiégée.

Il y a là beaucoup d'art, très surveillé, sans en avoir l'air, et très sûr.

D'autre part, l'ouvrage a son unité morale. Il gravite autour d'une idée qui en est le centre aussi, à un autre point de vue, et qui le ramène à lui tout entier. Cette idée, très grande et troublante aussi, profondément, c'est : « Où est le devoir ? »

Nous n'avons devant les yeux, à une exception près, que des hommes de devoir et qui ne songent qu'à réaliser le devoir, à tout prix. Ce n'est pas l'accomplir, qui les embarrasse, mais c'est de savoir où il est.

Le chef trahit. Il nous empêche de faire notre devoir. Donc, il nous relève par là même de notre serment d'obéissance...

Oui ! Mais, le chef trahit ; qu'en savons-nous ? Il faudrait en être trois fois sûr. C'est peut-être un pur crime que nous allons commettre. L'obéissance a du moins pour elle qu'elle rassure la conscience. Quoi qu'il puisse en être, obéir c'est notre serment tenu, avoir obéi c'est n'avoir rien à se reprocher. C'est être quitte...

Est-ce bien sûr ? Cette prudence morale n'implique-t-elle pas quelque lâcheté ? Ne sommes-nous pas trop contents de n'avoir rien à examiner, et de nous reposer sur la lettre de notre devoir ; et ce contentement trop facile n'est-il pas une défaillance de conscience ? N'est-ce pas se laver les mains ? N'est-ce pas une manière de pusillanimité morale, qui, entre deux devoirs, ne choisit le plus clair que parce qu'il est le plus commode ?...

Ainsi ils raisonnent, les malheureux, et ainsi ils discutent, avec d'affreuses angoisses morales et d'horribles serrements de cœur et se demandant à toute heure du jour s'ils ne sont pas criminels, et en même temps si, à cesser d'être ce qu'ils sont, ils ne deviendront pas criminels immédiatement.

Et ils consultent l'histoire. Et la capitulation de Baylen les occupe autant (ah ! que cela est bien vu !) que tout ce qu'ils ont sous les yeux. Ils discutent les textes. Ils se rappellent et se renvoient les uns aux autres les jugements du grand empereur, leur oracle à tous, sur cette célèbre défaillance. Ils se rappellent le mot d'un capitaine disant au général Dupont : « Je n'obéis pas. Je n'ai pas d'ordre à recevoir d'un général prisonnier. » Et ce capitaine fut immédiatement nommé commandant par Napoléon. — « Napoléon a eu tort, dit un défenseur de l'obéissance passive. Il a donné l'exemple de l'indiscipline récompensée. Ce capitaine qu'il a nommé commandant, il devait le nommer général et le faire fusiller après. »

Telles sont leurs angoisses et comme on sent qu'elles sont vraies et qu'elles sont profondes ! Il n'y a peut-être pas de chose plus atroce au monde que d'être attaché invinciblement au devoir et de le chercher, et, de quelque côté qu'on se tourne, ne le trouver point, le voir comme fuir devant soi d'une fuite éternelle. Toute cette partie du roman est d'une très haute, très sévère et très éclatante beauté.

Du reste, ils sont peints excellemment, ces officiers de l'armée de Metz. Ils sont très individuels ; chacun a bien sa physionomie très distincte et très précise. Les auteurs n'ont nullement peint ces hommes « en héros », en héros continus et dans une attitude permanente d'héroïsme conventionnel. Leurs défauts ne sont aucunement dissimulés. Il se trouvera peut-être même des lecteurs dont le patriotisme en sera un peu blessé.

Ils auront bien tort. La vérité, d'abord, est la vérité, et il y a toujours un intérêt moral de premier ordre à la dire. Le devoir (ici encore) est même plutôt de dire les vérités désagréables que les autres, *Me vera pro gratis loqui ingenium monet, necessitas cogit.*

Et puis, s'il vous plaît, le livre serait illisible, si tous ces personnages, tous officiers, sauf un seul, étaient sans défauts ; car ce sont les défauts qui diversifient, comme ce sont les qualités, surtout militaires, qui confondent. Si les officiers de l'armée de Metz étaient peints sans imperfections, ils seraient là une vingtaine qui se ressembleraient. Ce serait une jolie image d'Épinal.

Aussi, pour des raisons morales autant que pour des raisons artistiques, MM. Margueritte, qui connaissaient les défauts de leurs personnages, ne les ont pas dissimulés. Ils montrent la fanfaronnade de l'un, l'orgueil indomptable et dangereux de l'autre, la frivolité et faiblesse d'esprit de celui-ci, la nonchalance même et cette insouciance militaire qui peut devenir dans les grandes crises une véritable faiblesse morale, chez celui-là. Et ces choses sont à lire de près et à méditer avec réflexion et ferveur, et à ne pas oublier.

Mais ce qui rachète tout, ce qui sauve tant, c'est qu'ils sont tous braves, tous absolument et littéralement prodigues de leur vie pour l'accomplissement de leur devoir ; et c'est ainsi que, quoique si divers, si variés, ce qu'il fallait, ils restent tous sympathiques comme ils doivent l'être.

A ce propos un reproche, qui ne laisse pas d'être assez grave. Ce livre pourrait être intitulé *les Officiers de l'armée de Metz*. Le soldat y paraît peu ; en vérité, il n'y paraît pas. Dans la *Débâcle*, M. Émile Zola avait surtout peint ou voulu peindre les soldats.

A un certain point de vue le *Désastre* a en ceci une supériorité sur la *Débâcle*, parce que, comme peut-être vous vous souvenez que je le faisais remarquer, il est très invraisemblable qu'un sergent, un caporal et un simple soldat se rendent compte des marches, contremarches et retours sur les contremarches de cette inextricable campagne de 1870, et, par leurs conversations, les expliquent au lecteur.

Plus judicieusement, et probablement avertis par cette faute, MM. Margueritte ont pris pour principal personnage un commandant d'état-major. C'est évidemment l'officier d'état-major qui pourra s'inquiéter d'une façon intelligente de l'inaction autour de Metz.

Oui, très bien; mais il était possible, en même temps qu'on nous montrait les officiers de l'armée de Metz, de nous mettre sous les yeux, aussi, autrement que comme une masse confuse, les humbles artisans de la guerre, si malheureux, si généreux, si héroïques, et de nous donner, aussi, quelque connaissance et quelques peintures de leurs pauvres chères âmes obscures, naïves et altières, et c'est en cela, sans compter le pittoresque, que la *Débâcle* est supérieure au *Désastre*.

Malgré les quelques réserves que j'ai faites, c'est un beau livre que le *Désastre* et qui est une très bonne action en même temps qu'un beau livre. Certains épisodes, comme la bataille de Borny, comme la mission du parlementaire, la fête de Saint-Cloud au commencement, et, plus loin, le Ministère de la guerre dans la seconde quinzaine de juillet 1870, sont des morceaux achevés, d'un relief puissant et qui restent attachés à la mémoire.

Ce livre sera continué par un volume sur la « Défense nationale » et par un autre sur la Commune. Je souhaite que le second soit exécuté et que le troisième ne le soit point : tout ce qui est guerre civile (à moins que ce ne soit très loin, très loin et encore je me passerais de la *Chronique du temps de Charles IX*) devant être réservé à l'historien et ne pas tenter le romancier. Mais pour le moment nous en sommes à 1870 et le volume de MM. Margueritte est au nombre des meilleurs qu'ait inspirés l'année terrible.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

RENAISSANCE : *l'Affranchie*, comédie en trois actes, de M. Maurice Donnay.

Il me paraît impossible d'avoir plus d'esprit que M. Maurice Donnay. L'auteur d'*Amants*, plus que personne, excelle à ces « raccourcis » qui présentent une vérité sous une forme brève et frappante, à ces rapprochements inattendus qui excitent le rire. Dans l'*Affranchie*, Mme de Moldère se plaint que l'amour ne puisse être également partagé : « Quelle tristesse, que toujours un des amants aime plus que l'autre ; c'est celui-là qui souffre !... » Et Roger : « Oui ; mais c'est l'autre qui s'ennuie ! »... Et, si vous considérez que l'ennui nous est plus redoutable, et pour cause, que la douleur, vous voyez avec quelle finesse indulgente M. Donnay fait la part égale entre ces amants inégaux. Ailleurs, toujours dans l'*Affranchie*, on parle d'un fort aimable homme, galant, aimable, respectueux : « Oui, dit quelqu'un, il est le dernier représentant d'une race qui s'en va ; il a gardé les jolies manières de l'insurgé de 1870... » L'opposition des mots force le rire : puis, nous songeons aux insurgés qui ont « fait fortune », calmés depuis vingt-huit ans, apaisés par le succès ; et notre joie s'augmente à découvrir la justesse de l'observation qui se prolonge sous la plaisanterie qui nous avait amusés.

A cet esprit, joignez un dialogue d'une saveur singulière, spirituel et parfois attendri, où l'esprit atténue (sans le voiler) ce que les sentiments pourraient avoir de trop tragique, où la passion se mêle d'indulgence et de bonne grâce, où la veulerie naturelle des personnages se relève d'ironie, cette ironie bienfaisante, qui nous permet de nous acquitter envers notre raison en souriant de nous-mêmes lorsque notre sottise nous apparaît trop évidemment, et qui, enfin, nous soulage autant et plus que la colère

devant la niaiserie ou la mauvaise foi de nos contemporains.

Certes, avec ces dons si précieux, M. Donnay a de quoi faire un chef-d'œuvre. Il l'a presque fait avec *Amants;* il ne me semble pas qu'il s'en soit rapproché avec l'*Affranchie*, et pourtant, j'hésite. Dans la *Douloureuse*, certaines choses me déplaisaient, qui n'avaient pas déplu au public, dont l'affluence n'avait pas cessé pendant plus de cent représentations. Ici, rien ne me déplaît, je goûte à peu près tout de l'*Affranchie*, et pourtant je reste incertain. Si le dialogue de M. Donnay a gardé son aisance et sa grâce, il me semble ne plus retrouver la netteté avec laquelle étaient traitées certaines scènes d'*Amants* et même de la *Douloureuse*. Pour tout dire, — et vous savez que, lorsqu'on dit tout, on dépasse généralement sa pensée, — j'ai l'impression d'une sorte de pastiche de Donnay, fait par quelqu'un qui aurait autant d'esprit et de talent que Donnay lui-même... Essayons de nous expliquer en résumant la pièce.

Le sujet est d'une simplicité extrême, ce qui n'est pas un mal. L'*Affanchie*, c'est un peu la *Menteuse* de Daudet. — Mme de Moldère est la maîtresse de Roger Dembrun; elle se dit veuve; en réalité elle est divorcée; son mari l'a chassée à la suite d'une aventure tragique, à laquelle il n'est fait que de vagues allusions, et dont nous savons seulement que Mme de Moldère et un amant y jouèrent les principaux rôles. Si M. Donnay n'a pas voulu nous renseigner davantage, il avait des raisons qu'on peut deviner, et qui ne sont pas mauvaises. Toutefois, notre ignorance n'est pas sans quelques inconvénients. Qu'est au juste Mme de Moldère? Une « affranchie », nous dit M. Donnay, en ce sens qu'elle s'est, volontairement ou non, dépêtrée des « convenances », et qu'elle est libre, s'il lui convient, de vivre publiquement avec un amant. Ce serait donc une déclassée? Mais comment l'est-elle devenue? J'entends bien que c'est à la suite du drame. Ce drame a donc été connu? Comment se fait-il, alors, que Roger Dembrun qui a, comme on dit, un pied dans tous les mondes, l'ait complètement ignoré? Puis Mme de Moldère est riche. D'où vient sa fortune? Je ne demande pas que toute pièce s'ouvre par un récit circonstancié, où l'état civil de chaque personnage nous soit expressément expliqué. Mais il est bon que nous connaissions, approximativement, ceux auxquels nous devons nous intéresser. J'ajoute que, cette fois, la chose se complique par le caractère de Roger Dembrun. Sa caractéristique est l'horreur du mensonge, une horreur instinctive, raisonnée, et insurmontable. Et nous sommes un peu surpris qu'il n'ait pas eu les curiosités, assez naturelles, que j'expose ici. Il est vrai qu'il aime. Mais les héros de M. Donnay ne nous ont pas accoutumés à cet oubli des « contingences », et Roger, en particulier, n'a rien d'un amoureux aveugle.

En disant qu'Antonia de Moldère était menteuse, et que Roger haïssait le mensonge, j'ai résumé la comédie de M. Donnay; il ne me reste plus qu'à marquer les étapes de l'action.

Premier acte : premier mensonge; Antonia conte, à sa manière, sa vie à Roger. — Deuxième acte : Roger découvre le mensonge du premier acte; deuxième mensonge : Antonia conte qu'une photographie de Pierre l'Étang, trouvée par Roger, lui a été donnée par Juliette, la maîtresse de Pierre. — Troisième acte : Roger découvre le mensonge du second acte : et comme ce mensonge s'est doublé de trahison, il rompt avec Antonia, après qu'elle lui a fait un troisième et dernier mensonge; et, Antonia tombant à la renverse, il sonne un domestique : « Soignez Madame; elle est *peut-être* évanouie! »

Je ne voudrais pas, comme on dit, trahir la pensée de l'auteur. Ce qui précède n'est que le sujet apparent, l'aspect extérieur de la pièce. Et vous savez que, jusqu'ici, toutes les comédies de M. Donnay développent une idée générale, depuis *Phryné* et *Ailleurs*, jusqu'à la *Douloureuse*. Ici l'idée, c'est qu'une femme est menteuse, qu'elle ment toujours, partout, quand le mensonge lui est utile, et même parfois pour le plaisir. Antonia est libre, complètement; elle est « affranchie » de tous les devoirs qui, d'ordinaire, obligent au mensonge. Elle ment cependant, avec sérénité, avec satisfaction, avec allégresse : presque avec contentement de soi, tant elle a conscience qu'elle remplit ainsi sa fonction de femme. En un mot, le sujet, c'est le caractère d'Antonia, une menteuse. Cela est si vrai que, au dernier acte, ce qui décide Roger à rompre, c'est moins la trahison que le mensonge; il pardonnerait peut-être à Antonia de l'avoir trompé : il ne consent pas à lui pardonner la comédie qu'elle joue auprès de lui.

Même à ce point de vue, la pièce me laisse hésitant. D'abord, il faudrait s'entendre sur ce que le mensonge a de criminel en soi. Il est mauvais, il est coupable, cela est entendu. Mais si jamais il a une excuse, c'est en amour. Assurément, rien ne forçait Antonia à faire un récit, romanesque et embelli, de sa vie; rien, sinon le désir de se faire aimer davantage par Roger. Mais n'est-ce pas là une preuve d'amour, plus encore que de fausseté? Et quel est l'amant qui pourrait reprocher à sa maîtresse de vouloir être aimée davantage par lui?... J'entends bien. Le mensonge est inquiétant par les autres mensonges qu'il suppose. Car il est admis que, lorsqu'on a menti une fois, on ne saurait jamais être

véridique. C'est même cette généralisation qui me donne quelques doutes sur la sincérité, — ou tout au moins sur le « désintéressement », — de notre amour pour la vérité. Il est cruel, sans doute, de n'avoir pas confiance en un être qu'on aime; mais il se pourrait que notre rancune vînt moins encore de l'illusion perdue, que du dépit d'avoir été dupe. C'est une humiliation que d'être trompé : bien singulière, quand on y songe, mais qui nous est pénible entre toutes. Et cependant, la sincérité absolue n'est possible ni en amour, ni en amitié, ni en « société. » Est-ce mentir que de dissimuler les défauts ou les aspérités de son caractère? Où commence le mensonge? Est-ce précisément à l'invention d'un événement qui n'est pas vrai, comme le récit fait par Antonia? Et, si c'est mentir que de faire un récit mensonger, n'est-ce pas mentir que d'en faire un incomplet? Sans doute, il vaut mieux n'avoir rien à cacher. Mais c'est être parfait, et la perfection est rare. Il n'est pas un être qui, en amour surtout, puisse tout dire. Et, s'il dit tout, il est coupable aussi, car ce « tout » peut ne pas appartenir à lui seul. Entre le mensonge et la trahison, le mensonge n'est-il pas préférable, puisqu'il ne fait de mal à personne, ou qu'il fait, en tout cas, moins de mal que la trahison ?

Puis Roger a des théories qui me surprennent un peu, venant d'un observateur aussi fin que M. Donnay. « Tu es libre, dit-il à Antonia; le jour où tu ne m'aimeras plus, dis-le-moi franchement; je ne te ferai aucun reproche. » Voilà un amoureux bien philosophe et bien sûr de soi! Et comme Antonia a raison (la scène est charmante) de s'indigner. Mais quand on souffre, on crie; et ce n'est pas un « reproche » de plus ou de moins qui rendra la rupture moins pénible. Soyez sûrs, du reste, que, dans l'aveu le plus franc, l'amant quitté trouvera toujours matière à reproches. Le premier prétexte lui sera bon. Il fera comme Roger lui-même qui reproche à Antonia non la trahison, mais le mensonge. Il n'y a pas fatalement d'interrègne entre deux amours. Et il y a toujours un moment où l'amour futur ment à l'amour passé...

La théorie de Roger est trop absolue ; nous sentons qu'elle n'est vraie qu'avec des nuances très délicates et très ténues. Et il en est de même du sujet de la pièce. Le mensonge est quelque chose d'à peu près insaisissable. Présenté comme il est dans l'*Affranchie*, il ne pouvait guère être traité à la scène. M. de Porto-Riche, dans le *Passé*, avait longuement expliqué son François Prieur ; puis, la douleur passionnée de Dominique était un élément d'intérêt. Ici le menteur, c'est la femme, et nous ne savons rien d'elle, sinon qu'elle ne dit pas la vérité : et l'amant trompé souffre moins, soutenu par l'idée que sa vengeance est un acte de justice. Au moins fallait-il nous montrer pourquoi Antonia ment ; je comprends que M. Donnay n'avait pas besoin de motifs, puisque, précisément, il entendait montrer que le mensonge est instinctif chez la femme. Mais ainsi, sa pièce se borne à nous faire voir une femme qui ment, sans raisons, parce qu'elle est menteuse de nature. Et, réduite à ceci, elle ne nous intéresse guère plus que si elle nous montrait une femme blonde, en nous faisant constater qu'elle a les cheveux blonds. En un mot, c'est une succession de faits dont les mobiles nous échappent ; et ce n'est pas assez.

M. Donnay l'a si bien compris que les trois quarts de sa comédie sont remplis par des scènes qui ne se rattachent que d'assez loin au sujet. Presque toutes sont délicieuses, d'un esprit et d'une grâce à la Donnay ; c'est des mots comme ceux que je citais tout à l'heure, où la blague est pleine de saveur et de signification, des mots qui, légèrement, nous renseignent profondément sur l'âme des personnages... Au dernier acte, Juliette, l'ancienne maîtresse de Pierre l'Étang, vient conter ses peines à Roger ; abandonnée, elle ne veut à aucun prix tomber dans la galanterie, il ne lui reste plus qu'à se tuer ; Roger cherche à la consoler ; on ne meurt pas d'amour, lui-même est un exemple : trompé par Antonia, il l'attend, il rompra, avec peine mais avec courage ; il supplie Juliette de réfléchir ; qu'elle ne se tue pas tout de suite : « Promettez-moi, au moins, de venir me revoir après-demain ! » Et Juliette, sincère : « Oh oui !... Je tiens trop à savoir comment cela aura fini entre vous et Antonia... » — N'est-ce pas délicieux?...

L'*Affranchie* n'est qu'assez bien jouée. Il faut mettre à part Mlle Thomsen, exquise de simplicité et d'émotion dans le joli rôle de Juliette. Mme Rosa Bruck joue non sans lourdeur celui d'Antonia de Moldère. M. Maurice Luguet est tout à fait insuffisant en Pierre l'Étang. Et il m'a semblé que M. Guitry jouait sans plaisir et sans relief un rôle qu'on lui a fait trop souvent.

* * *

Je sors du *Nouveau Jeu*. J'en parlerai la semaine prochaine. J'en veux dire seulement le succès triomphal. Cette fois, c'est le Lavedan que j'aime, et c'est joué, — miraculeusement — par Mlle Jeanne Granier et par M. Brasseur...

JACQUES DU TILLET.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

L'Académie a constitué pour l'année courante ses commissions de Prix. La plus occupée de ces commissions est, comme toujours, celle des prix Montyon, à laquelle deux cents ouvrages environ ont été communiqués. C'est, pour chacun des membres qui la composent, une vingtaine de volumes à lire. Rude métier que celui d'académicien.

On sait que pour l'attribution des principaux prix, les candidatures sont directement portées en séance plénière, et ne donnent lieu à aucun travail préalable de bureaux. C'est du prix Vitet que l'Académie va s'occuper d'abord; et l'on parle déjà de trois candidats qui seraient M. André Lemoyne, Mme Judith Gautier, et M. Jules Levallois.

Le nouveau volume de M. le vicomte E. M. de Vogüé, *Histoire et Poésie*, paraît mardi. Il est formé d'articles critiques, parmi lesquels figure une importante étude sur G. d'Annunzio.

M. J.-K. Huysmans proteste contre l'intention qu'on lui a prêtée d'entrer à l'abbaye de Solesmes.

M. J.-K. Huysmans a déclaré à un journaliste qui l'interrogeait : « Je touche au terme de ma carrière de fonctionnaire, et je ne vois pas pourquoi j'abandonnerais mon droit à la retraite, et pourquoi je perdrais ainsi le bénéfice de trente années passées au ministère de l'Intérieur. » Et puis le distingué écrivain l'avoue : il ne se sent pas, quoi qu'on en ait dit, « mûr pour le monastère »; et l'idée de vivre de mauvais pain, de légumes trempés dans l'huile, et de ne pouvoir gober un œuf sans une permission spéciale de ses chefs, le remplit de malaise.

Tout compte fait, M. Huysmans aime mieux le régime de la place Beauvau. On y voit les hommes d'un peu moins haut, mais les digestions y sont plus sûres.

Diplomatie... et « bouquinisme ».

Le bruit court que notre ministre des Affaires étrangères aurait entamé tout récemment avec la Russie des négociations d'un genre assez inattendu : il s'agirait de racheter, à la Bibliothèque impériale les sept mille volumes de la bibliothèque de Voltaire qui avaient été acquis, à la mort de celui-ci, par Catherine II, et qui ont continué d'en faire partie.

Un grand nombre de ces ouvrages portent des annotations de la main de Voltaire.

M. G. Larroumet réunit, pour en faire un volume, les lettres récemment adressées par lui de Grèce au *Temps*, et, de Syrie, au *Figaro*.

Titre annoncé : *Vers Athènes et Jérusalem*.

L'Institut est officiellement entré, depuis douze jours, en possession des collections de Chantilly.

Les livres, recueils de correspondances, manuscrits et documents d'histoire, occupent, on le sait, dans ces collections, une place considérable, et d'un intérêt unique. On en peut juger par l'inventaire publié.

La bibliothèque et les archives de Chantilly contiennent 1 453 volumes manuscrits, 273 ouvrages imprimés sur vélin, 600 recueils grand in-folio de correspondances autographes, 1 660 cartons remplis de chartes et de papiers relatifs à l'histoire et à l'administration des domaines de Montmorency et de Condé depuis le XIe siècle, et 24 000 volumes imprimés.

Pour la jeunesse.

Plusieurs volumes de *Pages choisies* sont en préparation. On annonce un *Sainte-Beuve*, de M. H. Bernès; et aussi un *Theuriet*, dont l'excellent écrivain a surveillé lui-même l'exécution.

La publication prochaine des *Souvenirs* de miss Betzy Balcombe sera une joie et un régal pour les amateurs de Mémoires napoléoniens.

Ces *Souvenirs* leur apporteront une vision nouvelle, et tout à fait intéressante, de la figure du dieu... Ils leur révéleront un Empereur tout intime, qui joue à colin-maillard, donne des leçons de billard aux petites filles, parle anglais d'une façon ridicule, et se laisse faire des niches, — dont il rit.

Miss Betzy Balcombe était fille d'un agent du trésor anglais. Elle avait moins de quinze ans quand l'Empereur fut amené à Sainte-Hélène, et ce fut son père qui donna l'hospitalité au prisonnier dans sa propriété des Briars du 15 octobre au 10 décembre 1815, en attendant qu'on l'installât à Longwood.

Les Balcombe, suspects de sympathies napoléoniennes, furent éloignés de Sainte-Hélène en 1818 par Hudson Lowe. Ce sont les souvenirs de ces trois années de vie commune que, vingt-cinq ans après son retour à Londres, miss Balcombe, devenue Mrs Abell, évoqua, en un petit livre devenu introuvable, bien que, de 1843 à 1873, il ait été réimprimé trois fois.

La traduction de cet ouvrage a été faite en français pour la première fois, et tout récemment, par M. Aimé Le Gras.

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, à deux heures, M. Edouard Rod : *Le roman d'amour*.

Ouvrages annoncés pour la seconde quinzaine de février :

De la Seine à la Volga; un volume d'impressions de voyage, notées au fil de l'eau par un officier d'artillerie, attaché à l'état-major de la place de Lyon, M. le capitaine Lancrenon. C'est en canot — à la pagaie — que M. le capitaine Lancrenon a parcouru ces trois mille lieues ! Bon exemple pour ceux de nos jeunes officiers dont la curiosité ne se satisfait pas aux distractions courantes de la vie de garnison. Et ils sont nombreux.

De l'ancien directeur de l'École de Rome, M. Geffroy,

une série inédite d'*Études sur l'Italie*, laissées par l'éminent maître.

Elles ont été réunies en volume par les soins de M. Pératé, conservateur-adjoint du musée de Versailles.

De M. Emile Faguet, un volume composé des études qu'il a publiées dans la *Revue d'art dramatique*, et qu'il intitule : *Drame ancien et drame moderne*.

~~~

La traduction du *Journal* du major Gammera en Abyssinie paraîtra en librairie dans les premiers jours du mois prochain.

C'est le premier récit authentique qui soit publié chez nous des grands épisodes de la campagne abyssine, et de la vie assez mouvementée que menèrent chez Ménélik les officiers italiens, prisonniers du négus.

Le volume des *Lettres de Lamennais* à Montalembert nous est annoncé pour la même date. Un certain nombre de ces lettres a paru dans la *Revue de Paris*; tout le reste est inédit. La publication est faite par les soins d'un magistrat colonial, M. Forgues, dont le père fut l'exécuteur testamentaire de Lamennais.

D'ici là aura paru une autre *Correspondance*, celle de M. de Montalembert avec Benoît d'Azy, que publie un oratorien, le P. Laveille. Du manuscrit confié au P. Laveille par la famille de Benoît d'Azy, quelques feuilles ont été naguère détachées au profit d'une revue belge. En France, aucune partie de cette correspondance n'est connue.

~~~

MM. Paul et Victor Margueritte achèvent d'écrire pour la *Revue des Deux Mondes* un roman de mœurs modernes, *Femmes nouvelles*, dont l'agitation féministe actuelle a suggéré le sujet aux deux écrivains. Nulle tendance doctrinale; mais simplement, des indications de types, des descriptions de milieux : l'exposé littéraire, et *dramatisé*, d'une « question » très à la mode, où MM. Margueritte n'ont voulu chercher que la matière d'une jolie histoire.

L'ouvrage paraîtra en octobre; après quoi, les deux frères entameront la seconde partie de leur trilogie sur la guerre de 1870 : *les Tronçons du glaive*.

~~~

Le doyen des éditeurs français vient de mourir.

Il se nommait Louis Maison. Il avait été collaborateur, puis associé, il y a quelque cinquante ans, de l'auteur-éditeur Audin, à qui on doit une *Histoire de Henri VIII* une *Histoire de la Saint-Barthélemy*, et la création de ces guides Richard dont les Hachette acquirent plus tard la propriété.

Louis Maison avait pris sa retraite en 1867. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

~~~

Les amis de Verlaine ne se font plus d'illusions sur les résultats de la souscription qu'ils ont naguère ouverte, si j'en juge par l'avertissement que vient d'adresser au directeur du *Mercure* un jeune poète de talent, M. Vielé-Grifin.

M. Vielé-Grifin, désireux de stimuler le zèle un peu amolli des anciens lecteurs de Verlaine, et de frapper les imaginations par un exemple, promet au *Mercure* un versement *mensuel* d'un franc qui sera continué « jusqu'à la clôture de la souscription, ou *jusqu'en janvier 1910 exclusivement*, si les listes ne devaient pas être closes à cette date ».

Amère prévision...

ÉMILE BERR.

Nouveautés de la semaine.

D'après la BIBLIOGRAPHIE DE LA FRANCE :

Entre la Vie et le Rêve, par J.-P. JACOBSEN; — *La Ville morte*, tragédie, par GABRIEL D'ANNUNZIO (C. Lévy). — *Deuxième Amour*, par PAUL BOURGET (Lemerre). — *Racine*, par G. LARROUMET (Hachette). — *Le Comte de Vergennes, son ambassade en Suède* (1771-1774), par LOUIS BONNEVILLE DE MARSANGY (Plon). — *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France* (1789-1870), par A. DEBIDOUR; — *La Philosophie de Nietzsche*, par H. LICHTENBERGER; — *La Lutte contre le mal*, par J.-J. CLAMAGERAN (Alcan). — *La Cathédrale*, roman, par J.-K. HUYSMANS (Stock). — *Dames d'hier et d'aujourd'hui*, par Mlle BLAZE DE BURY (Perrin). — *Souvenirs et Anecdotes de l'île d'Elbe*, par PONS DE L'HERAULT; — *Quelques Salons de Paris au XVIIIe siècle*, par MARY SUMMER (Société d'éditions d'art).

QUAND J'ÉTAIS JEUNE par *P. Rosegger* (Fischbacher). — C'est toujours avec un vif plaisir que je rencontre, dans les sentiers de la montagne et de la forêt, à l'écart de la grande route littéraire, mon vieux paysan styrien. Cet homme, à notre époque, est un véritable phénomène. Comment il a pu ne pas devenir un faux naïf, un habile, et comment la mièvrerie ne lui est pas venue avec l'orthographe, questions intéressantes à examiner mais sans doute insolubles. Mais chez lui, plus encore que l'exquise bonhomie du récit et des réflexions me plaît l'imperturbable gravité de l'allure, celle du villageois qui porte aux pieds de gros souliers, sur le dos un sac pesant et qui gravit les côtes d'un pas toujours égal, sans impatience, sans nervosité. Et la philosophie robuste, jamais radoteuse : « Ce fut d'un repas délicieux : aujourd'hui, quand je veux manger quelque chose de très bon, cela me coûte beaucoup de travail. C'est quand on ne souffre aucune privation que l'on devient vraiment pauvre... » Quand le souvenir de l'antique poêle de faïence dans la maison paternelle évoque cette pensée presque douloureuse : « Pourquoi fait-il si froid de nos jours? pourquoi sommes-nous devenus si frileux? Parce que nous ne savons plus construire un vrai poêle... » nous nous disons involontairement : pourquoi l'époque est-elle si triste? pourquoi sommes-nous devenus si moroses et si avides de jouissances morbides? parce qu'il n'y a plus de foyer, plus de famille, parce que nous sommes tous des exilés sous un toit étranger, des voyageurs de passage dans une hôtellerie quelconque. G. A.

Le drame en trois pièces *Jeanne d'Arc*, dont nous avons publié le commencement, est signé Marcel et Pierre Baudouin. Le second de ces noms a été pris par M. Charles Péguy, élève récemment sorti de l'École Normale.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36109. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 8. 4e SÉRIE. — TOME IX 19 FÉVRIER 1898.

FERDINAND FABRE

Nous venons de perdre un des meilleurs écrivains de la génération qui suivit Balzac, et, ce qui est plus, un auteur absolument personnel et original, un homme qui a été quelqu'un et qui a inventé quelque chose.

Il y a des hommes qui vivent indéfiniment, jusqu'à leur vieillesse, jusqu'à leur mort, sur leurs années d'enfance, non pas qu'ils restent enfants précisément ; mais toutes leurs facultés de virilité et de maturité ils les appliquent fatalement, ils ne peuvent point ne pas les appliquer à revivre avec plus de force leur vie enfantine, à sentir à nouveau leurs sensations d'enfance, à animer, à agrandir et à reconstruire plus riches et plus harmonieux les premiers tableaux qui ont frappé leurs yeux et attiré l'avidité de leurs regards. Cela fait qu'ils sont incapables de renouvellement et qu'ils seront certainement, à un moment donné, incriminés de monotonie. Mais cela indique qu'ils sont des poètes, qu'ils ont, du moins, la première, la fondamentale faculté du poète, la faculté d'être émus profondément par la première rencontre de leur âme avec le monde.

L'enfance est, pour ceux qui sont capables d'en avoir un, le réservoir d'imagination et de poésie auquel on revient toujours. Quelques-uns le renouvellent, y font entrer de nouvelles eaux, pures encore et encore abondantes, et ce sont les très grands poètes, et, eux-mêmes, c'est au fond premier qu'ils reviennent encore souvent et de lui qu'ils tirent ce qu'ils nous donnent de plus jaillissant et de plus frais ; d'autres, moins grands, ne le renouvellent point, y puisent toujours, avec une sorte de ravissement, une sorte d'attachement aussi et de servitude. Pour ceux-là, évidemment très sensibles, la première impression fut si forte que toute leur existence n'est pas de trop pour l'analyser, pour en prendre conscience et pour jouir d'elle minutieusement et pour la savourer en tout son détail. L'enfance pour eux est une patrie ; et ils sont comme exilés dans la vie. Et, soit ! que la vie nous prenne, mais que tout ce qu'elle nous laissera de loisir soit consacré, qu'elle soit consacrée elle-même, s'il est possible, à rétablir en nous et même à fortifier peut-être la sensation exquise qu'y a laissée la patrie perdue !

Ferdinand Fabre fut de ces gens-là, qui sont touchants, d'abord, et vénérables et charmants ; qui, ensuite, dans le petit domaine qu'ils ont comme circonscrit ainsi à leur usage, sont très forts, très vigoureux, très intenses, parce qu'ils sont comme ramassés sur eux-mêmes, et parce que, sauf pour les géants de l'humanité, renouvellement est toujours un peu dispersion. Fabre fut de ces gens-là et il en est, pour ainsi dire, le type même.

Deux choses ont frappé et intéressé son enfance : la montagne et l'Église catholique ; le montagnard et le prêtre. Il n'a pas songé à autre chose pendant toute sa vie. Il était né à Bédarieux, en Bas-Languedoc, dans un pays de plaines ondulées couvertes de beaux vignobles ; mais il avait devant les yeux les sévères massifs de l'Espinouze, tout ce pays rocailleux, noirâtre et bleu qui s'étageait, s'échafaudait et se contournait et se crevassait à l'horizon. Ce fut sa patrie, la patrie de ses yeux d'abord et de ses pieds ensuite.

La vraie condition pour aimer profondément la

montagne n'est pas précisément de naître dedans; c'est de naître à ses pieds. On la voit majestueuse, mystérieuse et menaçante, et étrange, dès qu'on peut voir quelque chose. Elle vous obsède et vous attire. Elle est le pays de votre imagination et de vos rêves. On l'habite éternellement par la pensée. Elle est le but, et le but difficilement accessible. On vous dit : « Tu iras quand tu seras plus grand. Tu iras y voir ton oncle, qui est curé, là-haut, dans cet enfoncement bleuâtre, au-dessus de la région des châtaigners. »

Et il vous en vient des légendes, des histoires merveilleuses et qui font peur un peu avec volupté; et des vérités qui semblent aussi légendaires que les légendes, des tableaux de mœurs toutes particulières, de la vie bizarre, et combien délicieuse, que vivent là-haut les pâtres, les chevriers, les bouviers, les forestiers. Ils habitent de grosses maisons plates, bâties d'énormes pierres grises sans ciment, adossées au roc, quelquefois creusées en partie dans le roc même. On y accède par des sentiers de chèvres à caillous roulants, sur lesquels sonnent les sabots aux soirs d'hiver, si clair qu'on les entend d'une lieue.

C'est la messe de minuit qu'il faut entendre là-haut dans la petite église si pauvre, qui cette nuit-là resplendit et brasille comme un reposoir de Fête-Dieu, avec les paysans venus de bien loin, souvent accompagnés de quelques bêtes de leur étable. Il n'y a rien de plus beau à voir sous le ciel que ce qui est si près du ciel.

Et plus tard on y va, dans cette montagne si désirée, si rêvée, rêvée si longtemps. Les gens qui ont un peu d'imagination sont toujours déçus à voir le pays dont ils ont beaucoup rêvé: les gens qui en ont beaucoup ne le sont jamais. Tout ce qu'on leur a dit est dépassé, tant ce qu'ils ont conçu est rempli; mais ils conçoivent encore et leur imagination est à la fois satisfaite et excitée. A la fois, ils voient et ils revoient. Leur rêve prend plus de précision sans rien perdre de sa grandeur, et c'est comme un souvenir qu'ils ravivent, à chaque objet qu'ils découvrent pour la première fois. Le Fabre de quinze ans fut ravi de la montagne autant pour la voir que pour l'avoir vue déjà et autant pour la sentir sous ses pieds que pour la retrouver, et il lui sembla qu'il y revenait.

Vous l'avez connu, vers cinquante ans. Solide, trapu, vigoureux, larges épaules, jarret robuste, teint frais, œil clair et doux, l'air bon; comme on sentait qu'il avait sillonné en tous sens la montagne chère et gravi les chemins de rocaille, et bu largement, de sa vaste poitrine, l'air salubre et joyeux!

Et il vécut de la vie ecclésiastique, il fut enfant de chœur, « neveu de M. le curé », ce qui est un titre très respectable, et comme un premier grade ecclésiastique, séminariste, destiné à dire à son tour la messe de minuit dans la montagne et à ne pas la décrire. Il connut les prêtres; il les connut de très près, vécut dans leur familiarité, ce qui est donné à très peu, ou pour mieux dire, ce qui n'est donné à personne, le prêtre, avec raison, mettant double et triple barrière, sans affectation et presque sans en avoir l'air, entre lui et ceux qui ne sont pas de son ordre et pour ainsi parler de sa nature. Il les connut, il les aima — infiniment — et, ravi de leurs vertus, ne se dissimula nullement leurs travers particuliers et comme génériques.

Le jeune homme avait l'œil très fin, le regard non pas « vif et prompt » d'un La Bruyère et d'un Saint-Simon, mais très attentif, tranquillement et sûrement diligent, et qui enregistrait avec lenteur et solidité. Rien ne passait inaperçu; mais surtout rien d'essentiel ne passait sans être contrôlé, vérifié, ramené par une suite d'opérations exactes, très spontanées et naturelles, à sa mesure juste. Cette lenteur attentive de l'observateur se retrouve très nettement dans le style robuste et appuyé, dans l'exposition placide, précise, sans emportement, sans hâte et même sans vivacité, de ses romans graves, forts et lumineux.

Et les circonstances, plus, ce me semble, qu'une perte totale de la foi, phénomène intellectuel qui ne paraît pas s'être produit chez M. Fabre (et, quoique ayant raconté sa sécession, il a toujours gardé une grande réserve sur ce point), le jetèrent en dehors de ce clergé catholique qu'il connaissait si bien et qu'il n'a jamais cessé d'aimer. Et il devint écrivain, et il n'a jamais écrit autre chose que ses souvenirs d'enfance et de jeunesse. Il avait été montagnard et presque prêtre; il a raconté la montagne et le clergé. Il fut un montagnard égaré dans Paris et un clerc paraissant vivre de la vie laïque. Renan était une « cathédrale désaffectée »; Fabre était une chapelle de montagne désaffectée, qui conservait encore l'odeur de l'encens et des buis. M. Fabre allait à sa bibliothèque, en sortait, longeait les quais, rencontrait un ami et était charmant, s'asseyait sur un banc du Luxembourg et regardait le soleil descendre, allait dans le monde (ceci très rarement) et racontait avec une douceur souriante quelque anecdote; mais pendant les cinq ou six heures quotidiennes où il est permis à l'homme de nos jours de vivre avec lui-même, mais renfermé dans son cabinet de travail, il n'y avait en M. Fabre qu'un montagnard causant doucement, lentement et voluptueusement avec un curé de campagne.

Aussi l'incomparable qualité de ces livres, même de ceux, dans son œuvre, qui sont inférieurs, c'est la sincérité, c'est la vérité. On sent que tout cela a été

vu, est vu encore; que tout cela a existé, existe encore, que l'auteur pourrait vous dire : « C'est un tel. Allez à tel endroit, vous le verrez, un peu vieilli, mais vous le verrez de vos yeux. » On sent qu'il n'y a pas d'imagination *au fond* des personnages et des peintures et des récits de M. Ferdinand Fabre, que l'imagination n'a servi qu'à les transposer du domaine de la réalité à l'atmosphère plus vive, plus claire et plus vibrante de l'art.

Tout cela sent la montagne, la forte sève des végétations vigoureuses fouettées par l'air rude des hauteurs. Les montagnards de M. Fabre sont énergiques. Ils ont des passions pareilles à la ténacité des racines noueuses cramponnées aux rochers éternels et à la fureur des ouragans et des orages dans les gorges étroites et retentissantes. C'est pour les avoir vus, sans doute, que Sainte-Beuve dit un peu dédaigneusement : « Un bon élève de Balzac. » Il ne se trompait pas complètement, ne s'étant, d'ailleurs, jamais complètement trompé; mais il n'avait pas vu que, *sur ce point*, Fabre était beaucoup plus pénétrant, beaucoup plus intime, beaucoup plus aux entrailles mêmes du sujet que Balzac en son étude vigoureuse, mais évidemment hâtive et demeurée à l'état d'ébauche.

Il restait, après George Sand, très véridique et bonne observatrice, mais de génie trop tendre et élyséen pour tout dire, et qui, quand elle peignait des paysans sauvages, car elle en a, arrondissait un peu les angles; il restait à écrire la tragédie rustique, et c'est ce que le bon Ferdinand Fabre, malgré toute sa douceur, parce qu'il savait voir, et retenir, puis composer avec force, nous a donné avec fidélité et profondeur et, souvent, dans un très puissant relief.

Et puis il avait ce que le génie lui-même ne donne pas, le style de ces choses-là, pour en avoir puisé les éléments à la source même, pour avoir causé avec les montagnards, les pâtres, les meneurs de bœufs, et les durs laboureurs de cailloux. Il savait transposer en un français savoureux et de création continue, le langage rustique, pittoresque, plein d'images vivantes et de tours vivants des paysans de son pays. Et c'est pour cela que le *Chevrier* est un chef-d'œuvre de style très analogue aux étonnants *Maîtres Sonneurs*, nullement indigne d'eux et à mettre à côté, un peu audessous, sans doute, mais pas trop loin de cette merveille de langue française.

Quant à ses curés, doyens, desservants, abbés et vicaires, mon Dieu, sans doute, il y en a peut-être un peu trop : « Oui, je le lis, non sans plaisir, me disait un fin Parisien; il est plein de talent; mais, tout de même, à la longue, ce monôme ecclésiastique... » Et, précisément, il ne faut pas le lire sans désemparer, il ne faut pas le lire de suite; il ne faut pas le lire processionnellement; mais comme chacun de ces romans de mœurs cléricales est bien fait, sonne le vrai, et comme ces physionomies sont vivantes ! — Et notez la difficulté. Il s'agit de nous faire connaître un monde que nous ne connaissons pas, et que, j'ai dit pourquoi, nous ne pouvons pas connaître. Et il s'agit, alors que nous n'avons pas les éléments nécessaires pour contrôler la vérité de la peinture, de nous faire dire : « C'est bien cela »! On y réussit quand on a précisément ce talent de « faire vivant »; quand chacun des actes, paroles et gestes, caractéristiques du personnage, s'accorde si bien avec tous ses autres actes gestes et paroles, d'une part, avec, d'autre part, les entours et l'atmosphère du lieu et l'éducation et les antécédents du personnage, qu'on sent qu'il est impossible que ce ne soit pas là quelqu'un qui ait existé véritablement.

Et alors cette bonté naïve, cette candeur délicieusement puérile, ces innocents plaisirs et cette inoffensive et touchante gaîté, cet esprit de dévouement et de sacrifice si spontané et si naturel qu'on ne songe que par réflexion à lui avoir et témoigner de la gratitude, ces âmes d'enfant sous ces cheveux blancs, ces hommes qui ont passé directement et sans transition de l'enfance à la vieillesse, ce qui est leur marque essentielle et ce qui, du reste, est le bonheur : tout cela est montré, sans phrase et sans explications, au naturel et en toute grâce naturelle, au vrai et dans la douce splendeur du vrai, avec un talent où l'on sent quelque chose de l'ingénuité et de la loyauté des modèles : âmes de cristal vues à travers une lame de cristal.

Et, sans doute, il a de « mauvais prêtres »; et je crois bien que par-ci par-là on l'a un peu accusé d'anticléricalisme. L'ai-je assez dit aux uns et aux autres, qu'il a voulu nous peindre tout le monde ecclésiastique, qu'il lui a fallu peindre les « bons prêtres » et les « mauvais prêtres » et que, si, peut-être, les livres où il avait peint de « mauvais prêtres » avaient eu un succès un peu plus retentissant que les autres, ce n'était pourtant pas sa faute ?

Remarquez, de plus, ce que c'est que le « mauvais prêtre » chez Ferdinand Fabre. Ce n'est jamais le prêtre aux mœurs relâchées, le prêtre de Béranger et de ses épigones et des officines antireligieuses. Jamais. Il est peut-être à noter que le peintre du monde clérical, qui le connaissait très bien, et, du reste, très indépendant, n'a pas remarqué ce prêtre-là. Le mauvais prêtre de Ferdinand Fabre, c'est le prêtre ambitieux, et le prêtre autoritaire et avide de domination. Ceux-là existent, sans doute, et Fabre les a peints d'une brosse très vigoureuse et éclatante. Il a eu ses petits Joad, auxquels il a conservé le grand air et l'énergique saillie et la « suite enragée » de leur ancêtre. Ils sont très puissants, très vivants, eux aussi, abondants en traits caractéristiques, s'échappant en ces paroles fortes et profondes où se révèle

le fond même d'une âme, et se gravent invinciblement dans le souvenir. Ce sont encore des exemplaires curieux et singulièrement captivants de l'humanité. Et, sans doute, que dans cette grande galerie, les seules figures ecclésiastiques qui n'attirent pas et ne retiennent pasle respect, la gratitude et l'amour, soient encore des personnages animés, sinon de passions bonnes, du moins de passions hautes et nobles et qui ne déshonorent pas, c'est encore un hommage, que, sans y songer, Fabre rendait, simplement parce qu'il « faisait vrai »; c'est encore un hommage que la vérité rendait par la bouche de Ferdinand Fabre, au monde particulier dans lequel le grand romancier avait commencé sa vie et dont, en réalité, il ne s'était jamais séparé.

Ainsi il vécut, pensa, se souvint, imagina, écrivit, *utinam bene, amen;* comme il aurait dit, comme il a dit sans doute, en sentant venir la mort. Il fut très doux, très bon, très discret, très peu bruyant, aussi peu ambitieux que possible, aussi étranger que possible à la camaraderie, à la réclame, et à tous les moyens de parvenir. Il était de ceux que le public, qui est très fin, distingue à ce que les journaux ne parlent pas d'eux; et ceci même est un moyen de parvenir, qui devient de plus en plus le seul efficace, que je recommande, sans espoir d'être écouté, aux jeunes gens, qui finira par devenir un raffinement subtil de diplomatie, que les malins, avant qu'il soit peu, emploieront avec un soin jaloux; mais qui n'était pas encore la vraie méthode de succès au temps où Ferdinand Fabre commençait d'écrire. Il n'y mit pas de malice. Il aimait l'obscurité pour elle-même. Il n'y voyait pas un moyen de se faire connaître. Il l'aimait parce qu'il l'aimait. Il était si gauche, paraît-il, quand, pour une fois en dix ans, il se départait de cette discrétion presque ombrageuse, qu'il avait l'air d'un petit abbé campagnard appelé à l'archevêché et qu'on voyait bien que ce qui lui était naturel, était de n'occuper personne de sa personne, et d'écrire avant tout et presque exclusivement pour le plaisir d'écrire.

Et le monde l'a connu, néanmoins, ce qui n'est rien, et l'a aimé, ce qui est quelque chose. Nourri des saints livres, comme il l'était jusqu'à en être pénétré, et jusqu'à en avoir fait passer quelques textes dans la mémoire des plus frivoles liseurs, il a dû, aux dernières heures, entendre quelqu'un murmurer à son oreille: « Heureux ceux qui sont doux; car ils posséderont la terre. — Heureux ceux qui ont le cœur pur; car ils verront Dieu. »

ÉMILE FAGUET.

LES JOURNÉES DE FÉVRIER 1848

La prise de l'Hôtel de Ville.

Le cinquantième anniversaire de la Révolution de Février attire en ce moment l'attention de toute l'Europe.

Le Conseil municipal de Berlin se préoccupe de célébrer le souvenir des journées de Mars 1848, qui furent un écho de la proclamation de la République à Paris. Un conflit semble devoir éclater à ce propos entre les élus de la population et l'autorité impériale. Les ministres hongrois ont proposé à la diète de Buda-Pest la célébration de l'anniversaire du décret du mois d'avril 1848 par lequel l'empereur d'Autriche a rétabli les privilèges de la couronne de saint Étienne, acte souverain qui n'arrêta pas la révolution dirigée par Kossuth, mais qui rattache à notre révolution la constitution actuelle de l'empire d'Autriche. Enfin les Chambres italiennes ont décidé l'ouverture d'une exposition nationale qui se tiendra à Turin au mois de mai prochain et qui célébrera le semi-centenaire du statut concédé par Charles-Albert à la suite des événements de Paris, à la veille du jour où le Piémont allait tirer l'épée pour l'unité italienne.

L'indifférence dont nous faisons preuve m'a inspiré la pensée de rédiger les impressions que j'ai conservées de cette révolution qui fut humaine, honnête, et qui a modifié si profondément la constitution de l'Europe.

J'ai coopéré de toutes mes forces à cet événement, que je considère comme un des plus heureux qui se soient accomplis depuis longtemps. Les malheurs qui ont été la conséquence de la destruction d'une République improvisée n'ont pas détruit le charme des souvenirs que m'ont laissés les années les plus vécues de ma jeunesse. Je suis heureux d'avoir goûté alors toutes les illusions d'un adolescent qui croit au triomphe de la vertu en ce monde.

Parmi les divers chapitres que j'ai rédigés, j'ai fait choix de celui dans lequel je raconte la prise de l'Hôtel de Ville, incident dont j'ai été un des acteurs les plus ardents.

Aucune histoire de la Révolution ne s'occupe de cet épisode qui donna le signal de la débandade de la Monarchie de Juillet. Il a couronné la nuit dans laquelle on a promené à la lumière des torches les cadavres du boulevard des Capucines. C'est une page qui ne serait déplacée dans aucun roman d'aventures: je l'écris avec une exactitude scrupuleuse et je ne sais si je m'abuse, mais je crois que ces quelques pages mettront admirablement en lumière ce que j'appellerai le mécanisme d'un escamotage, qui ne

peut être comparé qu'avec la conspiration Mallet, en tenant compte cependant de cette différence que nous avons réussi.

Lorsque éclata la Révolution de Février, j'étais étudiant en mathématiques. Je suivais les cours de la Faculté des sciences en préparant ma licence. La Révolution troubla quelque peu mes travaux, et je rédigeais ma thèse de doctorat, lorsque je fus déporté à la suite des événements de décembre 1851.

Le 22 février 1848, je me trouvais au premier rang de la colonne d'étudiants qui était partie de la place du Panthéon et était parvenue à donner le signal de la Révolution en envahissant le péristyle de la Chambre des députés, malgré les baïonnettes d'une troupe de gardes municipaux mis en déroute sur le pont de la Concorde.

*
* *

Le lendemain 23, mes efforts n'avaient abouti à rien; j'étais rentré excédé de fatigue, désespéré des illuminations du faubourg Saint-Denis et croyant l'insurrection arrêtée dans son développement par le changement de ministère.

Mais le lendemain 24, la confiance m'était revenue. Je m'étais levé dès la pointe du jour au son du tocsin de la place Saint-Sulpice. J'avais appris en mettant le pied dans la rue les détails exagérés de la promenade des cadavres. Je m'étais rendu au pas gymnastique chez un de mes amis qui habitait la rue Saint-Jacques et était affilié à la Société des Saisons. A six heures, nous commencions à parcourir les rues du quartier et, après avoir recruté le contingent obligatoire de gardes nationaux et de tambours, nous organisions en quelques instants une bande qui parcourait le quartier Latin et s'emparait des postes des gardes municipaux beaucoup plus par ruse que par force ouverte. Vers huit heures et demie du matin, nous longions le quai Saint-Bernard pour continuer le cours de nos opérations, lorsque nous rencontrâmes trois élèves de l'École polytechnique se rendant à la place Royale pour se mettre à la disposition du maire de cet arrondissement.

L'assemblée générale des élèves avait ainsi envoyé des messagers de paix dans toutes les directions. Les trois *pipos* avaient obtenu l'autorisation de sortir de l'école où le général voyait bien qu'il ne pourrait les maintenir sans employer la force.

Un de ces élèves se nommait Lamé. C'était précisément le fils du professeur d'analyse, dont j'aurais dû suivre le cours, en ce moment même, si je n'avais fait l'école buissonnière. Comme j'étais lié avec Lamé depuis longtemps, et que je fondais de brillantes espérances sur la coopération, volontaire ou non, des pipos, j'abandonnai ma colonne et même le fusil que j'avais arraché à un *cipal* pour me joindre aux pacificateurs envoyés par Polytechnique.

Chemin faisant, nous échangeâmes quelques réflexions qui me convainquirent que mes compagnons prenaient leur mission fort au sérieux, mais je n'en fus que plus charmé d'être avec eux; car j'étais intimement persuadé que les insurgés les plus dangereux sont ceux qui font la révolution sans le savoir. Je gardai donc au fond du cœur mes espérances, et je répondis de manière à leur persuader que mes intentions étaient identiques aux leurs.

Lorsque nous arrivâmes à la place Royale, un capitaine, qu'on appela devant nous Jourdan, était maître de la mairie. Il trônait dans la salle des mariages et, debout sur l'estrade, pérorait avec animation au milieu d'une grande foule de gardes nationaux et d'ouvriers.

Dès qu'on nous vit entrer, un tonnerre d'applaudissements frénétiques nous accueillit, et nous arrivâmes devant le capitaine au milieu de cris : « Vive l'École polytechnique ! »

Le capitaine Jourdan, que je jugeai d'un coup d'œil comme un homme de résolution et d'audace, ne perdit pas un instant.

— Citoyens, dit-il, je prends les élèves de l'École comme mes aides de camp, et nous allons faire de la place Royale le centre de l'Insurrection...

Se voyant acclamés, mes compagnons ne protestèrent pas contre la péroraison du capitaine qui prit leur silence pour une acceptation et ajouta :

— Faites des barricades dans toutes les directions, quant à moi je me rends à la place de la Bastille avec mes aides de camp, pour faire cesser le feu... » Puis il désigna deux officiers de la garde nationale pour grossir son cortège. Lorsqu'il fallut sortir de la mairie, le capitaine fit mine de s'opposer à ce que je suivisse mes compagnons : « Je suis venu avec eux. — Mais vous n'êtes pas de l'École. — Peu importe, j'irai avec vous, malgré vous s'il est nécessaire », répliquai-je... Heureusement mes compagnons insistèrent, et le capitaine céda...

Ces quelques mots furent les seuls que nous échangeâmes jusqu'à la fin de nos aventures. Quels étaient les sentiments de mes compagnons, je l'ignore, car je ne les ai plus revus depuis cette journée mémorable. Lamé est mort sans que j'aie eu l'occasion de le rencontrer; je n'ai jamais su le nom des deux autres.

Lorsque nous arrivâmes à la place de la Bastille, il y régnait un calme effroyable. Troupes et insurgés avaient également disparu : on voyait çà et là quelques cadavres d'insurgés et quelques carcasses de chevaux.

Voyant que le feu avait cessé faute de combattants, le capitaine nous dit que nous allions nous rendre à l'Hôtel de Ville pour voir ce qui s'y passait.

Nous obéîmes en silence en filant rapidement le long de la Seine.

Les quais étaient aussi déserts que la place de la Bastille. Nous ne rencontrâmes âme qui vive jusqu'à la hauteur d'un poste qui existe encore au bout de la rue Saint-Paul. Ce poste était en feu et des flammes sortaient de l'intérieur par l'embrasure d'une porte qui avait disparu. Une vingtaine d'artilleurs à pied armés de leur carabine étaient rangés devant cet incendie, qu'ils contemplaient avec une philosophie singulière. Aucun d'eux ne paraissait s'inquiéter des moyens de l'éteindre. Ces hommes nous virent passer sans s'inquiéter de nous.

Mais, avant d'arriver à l'Hôtel de Ville, nous rencontrâmes un cordon de soldats qui barraient la rue. Un officier sortit des rangs, et, s'avançant vers nous, nous dit qu'il avait l'ordre de ne laisser passer personne.

Je m'attendais à ce que nous allions rebrousser chemin, et nous replier sur la place Royale, car sept hommes ne pouvaient avoir la prétention de livrer bataille à toute une armée, comme celle qui occupait l'Hôtel de Ville. Mais le capitaine Jourdan était un stratégiste d'une habileté consommée. Il avait improvisé un plan des plus hardis, et dont il ne fit confidence à aucun de ses compagnons. Cinq d'entre eux furent sans doute ses complices involontaires; quant à moi, je flairai un audacieux coup de main, et mon concours lui fut acquis sans réserve. « Lieutenant, fit-il du ton le plus naturel, vos ordres ne peuvent s'appliquer à moi, car j'ai une mission de la plus haute urgence à remplir auprès de M. le Préfet de la Seine. »

Pris à l'improviste, l'officier n'eut pas la présence d'esprit de demander au capitaine qui lui avait confié une mission si précieuse. Il ne commit pas l'indiscrétion de réclamer des papiers prouvant la réalité de cette assertion. « S'il en est ainsi », dit-il en s'inclinant, « vous pouvez passer », et il fit signe aux soldats qui s'écartèrent.

J'étais bien persuadé que le capitaine Jourdan mentait, mais je me donnai bien garde de faire part de mes réflexions à mes compagnons, et c'est d'un cœur léger que je traversai la haie de baïonnettes qui se referma derrière nous. Du coin de l'œil j'examinais notre chef, qui était magnifique de sang-froid et de calme.

Depuis un demi-siècle, j'ai eu tout le loisir de réfléchir à ces événements singuliers, et je suis persuadé qu'un lieutenant de la ligne n'aurait pas été si crédule. Mais l'uniforme de l'École polytechnique, que portaient trois d'entre nous, aura servi de passeport à toute la bande insurrectionnelle, et décidé du succès de l'entreprise.

Jourdan était un bel homme, de taille moyenne, de complexion vigoureuse, robuste, bien proportionné, l'air distingué, les manières aisées. Il portait à merveille son uniforme. Sans sa barbe châtain foncé qui était assez longue, ainsi que ses cheveux, on l'aurait pris pour un officier de l'armée active. Sa voix était nette et assurée, sa parole facile, il avait une physionomie franche, ouverte, résolue et intelligente; il pouvait avoir de 35 à 40 ans.

La place de l'Hôtel-de-Ville, dont l'aspect général n'a pas beaucoup changé, surtout du côté des quais, était couverte de troupes. Nous venions de franchir le rideau qui protégeait un véritable camp, où régnait une grande animation, mais pas d'ordre. On voyait des groupes nombreux formés de soldats ou officiers appartenant aux différentes armes. Personne ne faisait attention à nous. Nous étions aussi bien chez nous que les autres militaires.

D'un œil rapide le capitaine se rend compte de ce qui se passe. Il apprécie l'état de désorganisation profonde de cette force redoutable. Ce qu'il voit, ce qu'il sent, ce qu'il devine l'enracine dans l'idée de frapper un coup décisif.

Sans lenteur, mais sans précipitation il se rend à la porte de la grille, s'ouvrant devant une grande arcade conduisant aux appartements du Préfet; c'est la même qui de nos jours se trouve au coin du quai.

Un huissier se tient sur le perron. Le capitaine Jourdan l'interpelle, et d'une voix impérieuse lui ordonne d'approcher.

S'apercevant qu'il a affaire à quelqu'un qui sait vouloir au moment où ses chefs hésitent, l'homme à la chaîne d'argent s'approche. Il est à moitié subjugué par ce ton de commandement.

— Introduisez-nous, dit le capitaine, auprès de M. le Préfet de la Seine, à qui j'ai à faire une communication d'une extrême urgence!

— Je ne peux pas, capitaine, lui fut-il répondu, les ordres sont formels, M. le Préfet est en conférence avec le général commandant!

— Cela ne fait rien, reprit Jourdan d'une voix vibrante. Il faut que je lui parle sur l'heure...

Et comme l'huissier s'apprêtait visiblement à répondre par un *non possumus*, il continua :

— Et vous répondez *sur votre tête* du retard apporté à la communication que j'ai à faire...

Ce peu de mots arrêta les paroles de refus que l'huissier se préparait à formuler. Il devint tout rouge.

Le malheureux se voyait déjà traduit en cour martiale, jugé et fusillé.

— Ah! puisqu'il en est ainsi, dit-il, entrez.

Mais après nous avoir introduits, il ferme soigneusement la grille afin d'éviter que quelque intrus ne profite de l'occasion pour se glisser avec nous dans l'Hôtel.

Quand il a remis la précieuse clef dans sa poche, il salue cérémonieusement le terrible capitaine et lui dit, en montrant une des arcades de la façade : « Vous trouverez ici l'escalier qui conduit chez M. le Préfet. » Puis il reprend tranquillement son poste, comme un homme qui vient de s'acquitter de son devoir à la satisfaction de sa conscience.

Je fus pris d'une terrible envie de rire, et j'eus besoin de tout mon empire sur moi-même pour garder l'impassibilité qui convenait au compagnon d'un homme chargé d'une mission d'une telle urgence.

Nous eûmes bientôt franchi les marches du premier étage et nous nous trouvâmes sur le palier nez à nez avec un autre huissier, que le capitaine n'eut pas besoin d'appeler, car ce vigilant fonctionnaire se porta spontanément au-devant de nous d'un air fort intrigué.

— Je veux parler à M. le Préfet de la Seine, dit le capitaine d'un ton plus doux, mais d'une voix haute, précise et ferme.

— Cela est impossible, répondit le second huissier, qui obéissait à la même consigne que le premier; monsieur le Préfet est en conférence...

— Je le sais... avec le général commandant, et il a donné des ordres pour qu'on ne le dérange point... Mais ces ordres ne peuvent me concerner, introduisez-moi.

— Mais, capitaine... ma consigne.

— Votre consigne n'est rien, répliqua le capitaine en élevant la voix et en faisant un pas en avant... La communication que j'ai à faire est de la plus extrême urgence...

Puis, regardant le malheureux huissier entre les deux yeux :

— Vous répondez sur votre tête des retards que vous mettrez...

Le capitaine n'eut pas besoin d'achever, la porte s'entre-bâilla. Nous l'ouvrîmes toute grande et nous entrâmes d'un pas grave et mesuré, mais irrésistible, dans le salon où se trouvait M. le comte de Rambuteau, préfet de la Seine.

Le capitaine marchait en tête de la petite colonne, nous étions groupés derrière lui. Moi seul j'étais en costume civil, puisque notre chef était accompagné de deux officiers de la garde nationale et de trois élèves de l'École polytechnique. J'avais la tête couverte d'un chapeau haut de forme en castor blanc et j'étais vêtu de mes habits de tous les jours, qui étaient propres, mais défraîchis. J'avais de longs cheveux, des yeux petits, mais d'une extrême vivacité. Ma main droite cachée dans la poche de mon pantalon tenait le pistolet chargé dont je m'étais armé. J'étais décidé à tout pour réussir et sans inquiétude sur l'issue de cette opération dont le but m'enthousiasmait à mesure qu'il se dessinait davantage. Le souvenir de ce drame s'est incorporé dans ma mémoire à tel point que je le revois encore se jouer devant moi, toutes les fois que je ferme les yeux pour y réfléchir...



La salle dans laquelle nous nous étions introduits était fort vaste, ce qui la faisait paraître un peu basse de plafond. Elle était meublée avec un luxe de bon goût, mais sans ostentation. Il n'y avait ni fleurs, ni colifichets, ni étagères couvertes d'objets d'art. Tout était correct et sévère. Les huissiers ne nous avaient point induits en erreur. Ainsi qu'ils nous l'avaient annoncé, le préfet de la Seine était bien en conférence avec le général Sébastiani, commandant le corps d'armée qui occupait la place de l'Hôtel-de-Ville. Lorsque nous entrâmes, nous vîmes le comte de Rambuteau assis sur un fauteuil poussé auprès d'un canapé sur lequel avait pris place le général, une des notabilités de l'armée, mais plus connu par son profond dévouement à la Cour que par l'éclat de ses victoires. Un aide de camp assis à quelque distance sur une chaise, et qui ne pouvait entendre ce qui se disait, fut le premier à nous regarder avec surprise. La conversation était si animée, qu'il se passa un instant appréciable avant que le Préfet levât la tête.

Je n'avais jamais vu ce vieillard qui paraissait d'autant plus maigre et décharné, qu'il était enveloppé dans une vaste robe de chambre. Il portait, je crois, un pantalon à pieds, en tout cas il avait des pantoufles. Sa tête était découverte, et je ne vis pas sans émotion les cheveux blancs dont elle était couronnée. Je fus frappé de l'expression d'anxiété et de fatigue extrême dont sa physionomie était empreinte. J'aurais été moins surpris si j'avais su qu'il avait passé la plus grande partie de la nuit au château, qu'il avait été témoin de toutes les incertitudes du Roi auquel il était profondément dévoué, qu'il avait vu se dérouler devant lui une foule d'intrigues, dont le but était d'obtenir l'abdication du monarque, et la déclaration de la Régence de la duchesse d'Orléans. De grands politiques rêvaient de se débarrasser d'un seul coup du ministre favori, du Roi, et pardessus le marché du duc de Nemours, de détruire une loi votée par les Chambres après un débat solennel et revêtue du consentement royal, d'arrêter ce qui n'était encore qu'un semblant de révolution par un changement de ministère doublé d'un changement de règne, et d'un coup d'État parlementaire.

Confident et ami de Guizot, le comte de Rambuteau ne pouvait en aucun cas espérer qu'il survivrait à la ruine de son patron. Il s'attendait à une révocation, dans le cas où il n'aurait pas déjà remis

sa démission entre les mains du vieux monarque. Une notification officielle, quelle qu'en fût la nature, n'avait rien qui pût le surprendre. En nous voyant entrer dans son cabinet d'une façon brusque, mais qui devait lui paraître régulière, il devait être persuadé que nous avions montré déjà nos pouvoirs, et que nous tenions de l'autorité supérieure la communication que nous venions lui faire.

Le comte se leva donc précipitamment et, faisant deux ou trois pas vers le capitaine, il lui demanda ce qu'il lui voulait.

Alors celui-ci, se dressant de toute sa hauteur, gonflant sa poitrine, et enflant le volume de sa voix, dit assez fort pour être entendu du dehors :

— Monsieur le comte, je viens prendre possession de l'Hôtel de Ville au nom de la Garde nationale!

Cette nouvelle répondait si bien aux appréhensions du comte qu'il ne manifesta aucune surprise ; mais, se retournant du côté du général, il échangea avec lui quelques observations, en faisant des gestes qui semblaient dire : « Je vous l'avais bien dit, ils sont fous, ils cèdent tout à l'émeute. »

Mais le capitaine Jourdan ne pouvait donner au comte le temps de se reconnaître, de se ressaisir, de se douter qu'il n'avait devant lui qu'un individu qui s'était donné à lui-même le mandat de le chasser de l'Hôtel de Ville, de faire disparaître les troupes dont il était entouré. C'était le moment psychologique.

Faisant un pas dans la direction du comte et se détachant du groupe qui l'assistait, le capitaine dit à son interlocuteur :

— Monsieur le comte, songez que j'attends votre réponse et que je n'ai pas de temps à perdre.

En entendant ces mots, le Préfet se retourne vivement, sa pâleur augmente. Il est visiblement interloqué. Je me détache du groupe pour me placer plus près du capitaine. Les autres m'imitent.

Le Préfet ne dit rien...quoiqu'il ait ouvert la bouche comme pour parler... Peut-être les paroles lui manquent. Peut-être va-t-il demander au capitaine qui l'envoie. Mais Jourdan ne lui en laisse pas le temps. Il a une inspiration sublime et prenant le silence pour un consentement :

— Monsieur le comte, dit-il d'un ton plus doux, veuillez dire à vos gens de m'obéir comme à vous-même.

Cette assurance extraordinaire avait produit l'effet attendu. Le Préfet était persuadé et vaincu... Mais dans sa défaite on vit encore percer l'administrateur.

— Pour cela, je ne puis le faire, s'écria-t-il; ma responsabilité serait engagée; puisque vous êtes le maître, faites-vous obéir!

L'huissier qui nous avait introduits avait oublié de fermer la porte et des employés s'étaient groupés sur le palier, quelques-uns plus hardis avaient mis les pieds dans la partie du cabinet voisine de l'entrée. Se retournant vers l'assistance, l'intraitable capitaine prononce avec une solennité qui était tout à fait de circonstance ces mots sacramentels :

— Conduisez-moi dans la salle des délibérations du Conseil municipal.

C'est ce que l'on s'empressa de faire avec une certaine pompe. L'homme qui nous avait introduits marchait devant Jourdan.

Si quelqu'un avait conçu le moindre soupçon sur la réalité de notre mission, M. de Rambuteau se serait chargé de le rassurer. En effet, avant que le capitaine, qui avançait à pas comptés, eût eu le temps de sortir de son cabinet, le vieillard reparut. Il courait aussi vite que ses jambes pouvaient le porter, et tenait par la main un nouveau personnage.

— Voici M. Horace Say, dit-il, un bon citoyen, entendez-vous avec lui. Quant à moi, je n'ai plus rien à faire ici, et je me retire, fit-il en disparaissant dans ses appartements intérieurs.

Nous avions si bien joué notre rôle, que le Préfet se croyait en face d'un personnage porteur d'un mandat régulier, et venant occuper la place qu'il remplissait depuis quinze années avec talent et non sans honneur.

Le tour était joué et M. Jourdan était maître de l'Hôtel de Ville.

* * *

Ce qui le rendait si habile dans son escamotage, si intrépide dans une folle entreprise, c'est qu'il voyait s'ouvrir inopinément devant lui un avenir politique immense. La facilité extraordinaire avec laquelle il s'était emparé de l'Hôtel lui avait donné des ambitions étranges! Il s'était réveillé obscur bourgeois de Paris, mais ne voulait se coucher que chargé des destinées de cette ville immense, qui attirait l'attention du monde et dont les convulsions devaient ébranler tous les trônes de l'Europe.

La salle où les huissiers nous introduisirent d'une façon cérémonieuse était de plain-pied avec l'appartement du Préfet. Je n'y ai pas vu de tribune, mais des sièges rangés, et quelques-uns un peu plus élevés que les autres qui étaient réservés au président et à ses assesseurs, vice-présidents ou secrétaires.

Le capitaine qui avait été conduit au fauteuil se leva et pria les officiers et les élèves de l'École qui l'accompagnaient de prendre place à ses côtés pour remplir les fonctions de secrétaires. Ne se considérant plus sans doute comme étant en campagne, il distribuait à ses anciens aides de camp les premières

fonctions civiles à sa nomination. Moi qui n'étais qu'un simple volontaire hors rang, je n'avais droit à aucun poste. Je préférai garder une liberté d'action dont je ne tardai pas à faire usage avec une complète indépendance.

L'assemblée se composait de moi, de M. Horace Say, d'employés de l'Hôtel de Ville, et de quelques personnes qui arrivaient je ne sais d'où, d'abord en petit nombre, puis bientôt en quantité assez grande. Une des premières que je vis entrer fut Catalan, célèbre mathématicien, connu pour son républicanisme, sa science, sa bonté et son grand caractère : il était professeur au collège Charlemagne.

— Citoyens, dit le capitaine en se levant, nous devons avertir la population parisienne du grand événement qui vient de s'accomplir.

Et il dicta à ses secrétaires un avis ainsi conçu :

« *Le capitaine Jourdan, de la VIII[e] légion, vient de prendre possession de l'Hôtel de Ville au nom de la garde nationale.* »

Il était impossible d'être plus simple, plus correct et plus véridique.

Les secrétaires obéissaient docilement comme de véritables automates. Je fis le tour de l'hémicycle que formaient leurs sièges. De la main de chacun je pris la plume et je m'en servis pour ajouter d'une écriture rapide ces quatre mots :

et du peuple français.

Cela fait, je m'emparai d'une proclamation et je m'approchai d'une des fenêtres qui donnaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville afin de jeter au peuple le papier dont je fis une boulette afin qu'elle pût franchir les grilles.

Cette précaution n'était pas nécessaire, car les troupes du général Sébastiani avaient évacué la place qui était couverte de peuple. Les blouses étaient en immense majorité.

Quoique le spectacle fût très curieux et passablement rassurant, car nous avions peu à redouter un retour offensif de l'armée, qui venait de déguerpir d'une façon si piteuse, je m'empressai de revenir près du fauteuil. Il n'était que temps pour participer à la délibération.

— Citoyens, dit le capitaine, maintenant que l'Hôtel de Ville est débarrassé d'un pouvoir ennemi du Peuple, nous devons procéder à la nomination d'un gouvernement provisoire.

Cette motion fut adoptée à l'unanimité et à mains levées par l'assemblée qui se composait d'une centaine de personnes. Les employés et M. Horace Say crurent sans doute prudent de ne rien dire.

— Au gouvernement provisoire que nous venons d'établir, il faut naturellement un chef. Je vous propose d'assumer sur moi la responsabilité de cette fonction. Je me nomme Jourdan, je suis capitaine dans la légion du quartier de la place Royale, et les citoyens qui sont à mes côtés peuvent vous dire que ce n'est point par ambition personnelle que je présente ici ma candidature. Du reste, c'est entre mes mains que le Préfet de la Seine vient de remettre l'Hôtel de Ville.

A peine notre président a-t-il prononcé ces mots que je demande la parole. Après avoir rendu hommage au dévouement et au courage dont le capitaine Jourdan venait de donner des preuves, j'ajoutai qu'il était malheureusement trop peu connu de la population parisienne. Je proposai d'envoyer chercher le citoyen Arago. Cette motion présentée avec beaucoup de calme produisit sur le capitaine l'effet d'une décharge électrique. Il se leva comme un furieux et s'écria avec violence : « Arago... Mais Arago n'était pas au banquet du Château-Rouge, et moi j'y étais ! » Je répliquai sur-le-champ qu'il y avait trois mille convives à ce banquet et par conséquent la présence à cette manifestation était un titre très médiocre à invoquer pour être mis à la tête de la révolution. Cette remarque obtint un grand succès. Tout le monde se mit à rire, et l'on accepta ma motion par acclamation. En ce moment, je vis entrer dans la salle un nommé Thibouville, ancien élève de l'École polytechnique, qui était de mes amis. Je proposai qu'il fût chargé de porter à l'illustre astronome les vœux de l'assemblée. On accéda à mon désir sans avoir besoin de voter. Alors je descendis avec Thibouville sur la place de l'Hôtel-de-Ville pour lui chercher un cheval. On en avisa un qui courait au galop sur le quai après avoir semé son cavalier quelque part le long de la Seine. Thibouville enfourcha cette monture d'occasion ; quant à moi, je ne m'occupai plus du capitaine Jourdan, ni de l'assemblée de l'Hôtel de Ville. Je me consacrai à l'organisation d'une colonne que nous lançâmes contre la Préfecture de police, puis je m'enrôlai dans une autre qui se dirigea vers les Tuileries. Trouvant le palais occupé par l'insurrection, nous marchâmes au pas accéléré sur la Chambre, où nous arrivâmes heureusement assez à temps pour chasser la duchesse d'Orléans, ses adhérents, et proclamer la République.

W. DE FONVIELLE.

A LA RECHERCHE DU BONHEUR

Nouvelle.

Comme Dioxippe quittait pensif sa maison de la rue des Trépieds, il rencontra, non loin du Prytanée, Dracès qui lui parla :

— Qu'as-tu donc, ô Dioxippe, toi le meilleur des Athéniens ? Les dieux t'ont donné la naissance et la fortune, et tu as acquis la vertu. Tu écoutes les leçons des philosophes et dédaignes les questions frivoles pour chercher le bonheur dans la vérité.

Et Dioxippe, dont un mélancolique sourire entr'ouvrait les lèvres :

— O Dracès, te fies-tu donc, toi aussi, aux apparences, et ne vois-tu dans l'acteur que le déguisement ? Crois-tu que la philosophie fait oublier l'humanité ? Je te semble heureux, oui, Dracès, et peut-être envies-tu mon sort ? Si je suis de naissance libre, je n'ai pas le droit d'en tirer vanité. Mon père m'a laissé plus de quarante talents. De riches peintures ornent les murs de ma maison. J'ai des attelages de mules, deux terres, l'une à Sphette, l'autre à Alopèce, mais un dépositaire a-t-il quelque droit sur le trésor qu'on lui a confié ? Je peux souffrir de l'infidélité des esclaves, de la stérilité du sol, de l'inclémence du ciel ; mes étables vides, mes champs en friche, mes métayers en fuite, et voilà ma maison devenue la proie des usuriers, et les statues des ancêtres ne seront plus que de vaines images, aux yeux des indifférents et des inconnus. — Mon renom de vertu ? Souviens-toi d'Aristide ! Mais, fussé-je né d'un bouvier et d'une esclave, fussé-je pauvre comme Agatippe ou vertueux comme Aristide, je trouverais des consolations à mon infortune, dans l'obscurité, la pauvreté, l'exil même. On acquiert la gloire et la richesse, on recouvre la popularité. — Ni les méditations solitaires sur les bords de l'Ilissus et du Céphise, ni les leçons des philosophes n'aident à trouver le bonheur. — Nous voulons tout savoir et nous ignorons tout. L'*Ironie* de Socrate a ruiné les doctrines de Thalès et de Pythagore, les mensongères théories de Gorgias ou de Prodicus. Platon reste obscur, et son disciple Aristote, devenu son rival, cherche dans l'*expérience* la certitude que lui ont refusée les *Idées*. Épicure est trahi par les siens, Zénon nie le bien et le mal, et sortis du scepticisme, nous y voilà revenus avec Euclide et Pyrrhon. Où gisent la foi consolatrice et l'espoir fortifiant ? La vérité d'hier n'est plus qu'erreur aujourd'hui, et je me perds au milieu des systèmes, comme un bateau sans pilote sur une mer houleuse.

Alors Dracès : — L'espoir est l'oiseau du cœur, messager du printemps nouveau. Dioxippe, la science de ton ignorance t'agite et te trouble. Regarde les Athéniens : ils se précipitent tous à la conquête du Bonheur. Peut-être quelques-uns réussiront-ils, car leur esprit, plus que le tien, est simple et crédule, et le bonheur aime les humbles. Toutefois, ne t'abandonne pas à la tristesse, et viens avec eux chercher, au milieu du bruit et du mouvement, cette consolation que, sans ton détachement des choses terrestres, tu aurais peut-être plus tôt goûtée.

— A ton gré, répondit Dioxippe.

Lentement, ils remontèrent la rue entre les rangées de trépieds dus à la généreuse munificence des chorèges vainqueurs et s'arrêtèrent devant le monument de Lysicrate, dont la frise s'ornait de reliefs en l'honneur de Bacchus. Dracès lut l'inscription :

LYSICRATE, FILS DE LYSITHÉIDE, CONDUISAIT LE CHŒUR.
LES JEUNES GENS DE LA TRIBU ACAMANTIS
Y FURENT VICTORIEUX.
THÉON JOUAIT DE LA FLUTE.
LYSIADE FUT L'AUTEUR DE LA PIÈCE.
EVÆNETOS ETAIT ARCHONTE.

Dioxippe remarqua : « Souviens-toi des Hermès ! Ces pierres auront-elles un meilleur sort, si le temps ne prévient les mutilateurs ? Qui se rappellera un jour Théon, Lysiade et l'archonte Evænetos ? »

Dracès sourit. Ils continuèrent leur route, prirent à droite et s'engagèrent dans la rue qui conduisait à la porte Diomeia. Ils franchirent l'enceinte et se trouvèrent dans le faubourg des Cynosarges.

Les murs des maisons surmontées d'Hermès de Cyllène étaient chargés d'inscriptions obscènes et le nom des courtisanes s'y étalait avec l'habituelle invitation à l'étranger. L'air vif du matin frappait le visage des deux amis et se mêlait aux odeurs pénétrantes de benjoin et d'ambre qu'ils respiraient au passage. Ils rencontrèrent des éphèbes qui sortaient de chez des joueuses de flûte, puis Xantippe, Criton et Damaetas, qui s'en revenaient, une couronne fanée sur l'oreille. Ils chantaient et étalaient avec orgueil leur tunique tachée de vin. Comme ils s'arrêtaient pour souhaiter bonne chance au philosophe, Dioxippe haussa les épaules et regarda des courtisanes qui sortaient de leur demeure.

Des visages aux traits fatigués sous le fard apparaissaient, des bras s'étiraient. Quelques femmes se disputaient au sujet de l'avarice d'un amant de hasard, d'autres comptaient des pièces de monnaie ou examinaient leurs cadeaux avec de petits cris de joie. L'une d'elles, la tête appuyée sur sa main, dans l'encadrement d'une porte, souriait en agitant ses pieds nus dans les sandales dénouées. La molle courbure de son corps et le tissu diaphane qui l'enveloppait, montraient l'onduleuse souplesse des hanches, la fermeté de la gorge et la chair laiteuse des épaules. Sa bouche au léger retroussis sourit ; ses yeux, cer-

clés de noir, s'alanguirent à la vue de Dioxippe qui ne détourna pas la tête.

Une femme le frôlait, presque une enfant, frêle avec des regards soumis et de jolis gestes maladroits ; sa tunique enfermait un corps de statuette, aux grêles contours. Des bracelets et des anneaux ciselés serraient ses poignets et ses chevilles, un collier d'or, où était pendue une colombe, glissait entre les seins à peine formés. Dioxippe eut pitié d'elle et lui donna deux pièces de monnaie.

Non loin du Gymnase une troisième femme lui jeta un regard lascivement prometteur. Elle portait, piquées dans ses torsades de cheveux noirs, des roses écarlates, fanées par la tiédeur des coussins. De lourds pendants d'oreille retombaient sur le cou nu et encadraient un ovale arrondi qu'éclairaient un œil caressant et des lèvres sensuelles. Son corps était pris dans une étroite tunique fendue sur la cuisse jusqu'à la ceinture. Le buste était moulé par de légères draperies que l'expérience avait jetées avec un art savant. Elle s'offrait au philosophe, telle qu'une fleur vivante dorée par le soleil. Elle avait la voluptueuse beauté de la grande déesse et paraissait, comme elle, appeler les hommages. Dioxippe tressaillit et se détourna avec effort.

Près du temple d'Aphrodite, quelques prêtresses vêtues du péplos de Cos, orné de la chaîne d'or, à la chevelure enroulée, où se mouraient de pâles violettes, les virent. Dracès murmura :

— Voilà le bonheur, grand philosophe. Pourquoi le chercher plus loin ? N'as-tu pas, devant une courtisane, tressailli comme un jeune éphèbe, aux premiers jours de sa liberté ? Tu disais vrai. La philosophie ne te fait pas oublier l'humanité. Allons, dépouille-toi de tes tristes pensées, ainsi que d'une chlamyde incommode, et va oublier tes soucis, sur un lit de parade, aux côtés d'une Corinthienne, parmi les fleurs et les danses cadencées, aux mélodieux accords des lyres et des flûtes sur le mode lydien. Tu trôneras, petit Zeus de faubourg, dans ces Olympes faciles. Toutes les joueuses de flûte t'appelleront « mon tendre ami », et leurs pères, leurs mères, leurs petits frères t'aimeront jusqu'à accepter sans façons tes présents. Je ne suis pas sûr que ce rôle de divinité familière déplaise à ton orgueil. Tes jours s'écouleront heureux et agréables, avec ces femmes prévenantes, qui n'auront jamais pour toi l'humeur trop souvent acariâtre d'une épouse légitime... tant que tu ne manqueras pas d'argent.

— Belle conquête ! répondit son compagnon. Le vieux et riche Chrysippe, malgré sa grossièreté et sa laideur, ou le lendemain, un portefaix du Pirée, car aux Éleusinies, l'accès des Cynosarges est permis à tous, seront mes rivaux. L'amour d'une courtisane est comme la vulgaire pièce de monnaie : l'usure la déprécie. Pourquoi devenir l'esclave d'une esclave et m'enorgueillir d'une honte ! Mes jours se succéderaient, semblables et monotones, — on se lasse vite d'une adoration mercenaire — et j'aurais pour unique consolation de mourir ruiné, c'est-à-dire d'empêcher mes fils, si le capricieux hasard m'en donne, de suivre mon exemple. Je comprends autrement la vie et la paternité.

Ils revinrent sur leurs pas. Le quartier de Diomeia s'emplissait de vie et de mouvement. Au coin des rues, des banquiers avaient établi leur comptoir et empilaient des pièces d'or et d'argent pour faire le change aux étrangers. Des marchands asiatiques, à la mithra écarlate et pointue, vêtus du calcaris de laine brune serré à la taille par une ceinture à clous d'acier, des habitants de dèmes ruraux, portant la chlamyde et les sandales de cuir fauve, des esclaves à la catonacé sans ornements, suivaient des ruelles tortueuses qu'enténébraient les saillies des balcons.

Les barbiers attendaient la pratique curieuse des dernières nouvelles. Les teinturiers retiraient leurs étoffes des cuves fumantes, des tisserands se penchaient sur leur métier bruyant, des cordonniers façonnaient des sandales. Une odeur forte de tan s'exhalait des boutiques des corroyeurs, où les peaux de l'Euxin, de Cyrène et d'Italie s'amoncelaient, en tas serrés, dans les coins obscurs. Des armuriers suspendaient aux murs des boucliers, des glaives courts, des lances de frêne, des frondes et des arcs tendus. A la porte des marchands de vêtements, les tissus d'Amorgos et d'Arcadie s'étalaient près de laines de Mysie et de Phrygie, que les campagnards touchaient de leurs doigts timides. Des badauds soupesaient chez les bijoutiers des miroirs de bronze, des coffrets pour la toilette, des ceintures, des chaînes et des bagues ouvragées. Des forges s'allumaient, des heurts sonores de marteaux s'entre-choquaient, des foyers rougeoyaient, sous les efforts des apprentis, comme l'antre fabuleux du dieu Vulcain.

Dracès remarqua : — Les marchands souhaitent la richesse, les esclaves l'affranchissement, et le désir est un demi-bonheur. Vends des peaux ou des bijoux, prête à gros intérêts, pendant ta vie. Le chemin est lent, mais sûr vers la fortune, puis l'habitude de la tromperie est un agréable passe-temps.

— Je suis riche, dit orgueilleusement Dioxippe, et citoyen d'Athènes !

— Ce sont donc deux titres ?

— Non, mais deux obstacles aux ambitions vulgaires.

Ils passèrent devant le temple de Zeus Olympien. L'ancien Odéon, à côté du théâtre silencieux de Bacchus, était devenu, après Périclès, le dépôt des grains et de la farine de la République. Les conservateurs de blé et les régulateurs de mesures y

avaient remplacé les rapsodes. — Les deux amis gravirent l'escalier de la citadelle.

La route s'infléchissait en montant, blanche sous le soleil, et tout à coup, au détour de la voie sacrée, surgissaient, dans la pureté du ciel bleu, entre la Pinacothèque et le temple de la Victoire, ainsi que des portes divines à la majestueuse simplicité, les Propylées. La moitié de la statue de Minerve, portant le javelot et le bouclier, que distinguent les rameurs du cap Sunium, les dominait, et de l'autre côté, si élevé que le pavé de son péristyle était presque au niveau de leur sommet, le Parthénon étincelait sous ses murailles de marbre du Pentélique qui gardent le trésor public et l'image géante de la déesse. Dracès et Dioxippe traversèrent des places où la reconnaissance populaire avait élevé de nombreuses statues aux dieux et aux bienfaiteurs de la cité, tels Périclès et Iphicrate, et s'arrêtèrent en haut de la colline.

Ils avaient, à leur gauche, le temple d'Érechtée où reposent le Palladium, le tombeau de Cécrops et l'olivier; à leur droite, le Parthénon; entre les temples d'Artémis et d'Athéna Ergané. Hors de la ville, à l'est; les bois d'oliviers de l'Hymette se détachaient en teintes grises, qu'accentuait la traînée argentée de l'Ilissus. Au nord, du côté des Cynosarges, les sommets du Lycabette et de l'Anchesme s'allongeaient l'un derrière l'autre, ainsi que des taches ombreuses sur une clarté. A l'ouest, un chemin conduisait à Colone et aux verdoyantes frondaisons du bois des Euménides. — Avec leurs sentiers qui se perdaient parmi les bouquets d'arbousiers, de platanes et de figuiers, rafraîchis par les eaux du Céphise, les routes d'Éleusis et de Mégare convergeaient au Dipylon, tandis que les routes de Salamine et du Pirée redescendaient au sud vers la mer. On distinguait les longs murs, les magasins du faubourg, les agoras, l'arsenal et les trois ports, Cantharus, Zéa, Munychie, qui s'avançaient dans les flots calmes et noirs de vaisseaux. Des îles se marquaient à l'horizon, Salamine, Égine, l'Archipel!

Un sourde rumeur montait de la ville, bourdonnement de frelons et d'abeilles. Dracès regarda le chemin des Propylées.

— Les héros ont connu cette route, que suivent les Vierges aux Panathénées, dit-il. Par les rues semées de feuilles de chêne, leurs théories se déroulent avant de gravir les degrés de l'Acropole, pour porter, à l'autel d'Athéna, le péplos divin. Une pieuse ordonnance mêle leurs blanches tuniques aux habits de fête des pontifes, des vainqueurs et des métèques, parmi les chants religieux et l'encens. N'as-tu donc jamais, Dioxippe, souhaité de te consacrer au culte d'un dieu, et représentant vivant de Zeus, d'Apollon ou d'Artémis, aurais-tu vu, sans joie, sous la tunique blanche ou la robe de lin, avec le sceptre de laurier, une foule enthousiaste, accourue de toute la Grèce, s'agenouiller sur les marches du sanctuaire, avant de t'offrir des dons? Il ne t'aurait fallu ni foi, ni ardeur, mais une main large ouverte pour accueillir. L'Olympe, bon gré mal gré, d'humeur facile, s'accommode des maigres sacrifices, des cadeaux laissés pour compte, car le culte d'un dieu ne s'oppose pas aux bénéfices du sacerdoce. N'est-ce pas le bonheur suprême que de vivre, à l'ombre des portiques sacrés, de la générosité des hommes et de la complaisance d'un dieu?

Et Dioxippe : — Je ne suis ni assez avare, ni assez hypocrite pour ambitionner de tels salaires et abuser de la crédulité publique. Je ne crois qu'à une divinité inconnue, s'il en est une. Un seul degré de puissance sépare les hommes des dieux. Les uns et les autres subissent les mêmes passions, commettent les mêmes fautes. Quel espoir fonder sur leur justice, dispensatrice du bonheur? Pourquoi adorer des égaux dont on a toujours à craindre la rivalité, la jalousie et l'égoïsme? Ou ils me détestent, et je dois les fuir, ou ils ne s'occupent pas de moi, et je n'ai que faire d'eux. Leur nombre, du reste, me laisse douter de leur existence. Parcours la Grèce : l'Attique honore Déméter et Coré; l'isthme Neptune, la Troade, Apollon Smintheus. Thèbes a construit un temple à Cybèle, Apollonie d'Épire à Hélios, Léros à Artémis. Athènes elle-même a introduit chez elle les cultes de Pan, de Borée et d'Ammon, d'une déesse thrace Bendis! Je ne compte plus ceux des héros et des protecteurs de cité. Un pouvoir, que se partagent tant de mains, s'amoindrit, si grand soit-il. La piété d'un homme se fixera-t-elle enfin dans cette confusion où un dieu même s'égarerait?

— Si les Athéniens soupçonnaient ton athéisme...

— Ils souriraient comme toi, et comme toi n'en respecteraient pas moins la tradition. Ils s'amusent de la comédie qu'ils se donnent et ce sont des enfants qui jouent avec leur hochet brisé.

Ils descendirent la colline et montèrent au Pnyx. Les citoyens se pressaient à l'assemblée pour recevoir le jeton de trois oboles. Une table de bronze portait ces mots :

On a décrété ce qui suit : Ménalque présidait, Phrynichos était secrétaire et Anaxagoras orateur. Une assemblée sera tenue demain à l'effet de délibérer sur les relations avec Lacédémone.

Les deux amis se mêlèrent à la foule et entrèrent dans l'enceinte purifiée. Un orateur, Démétrios, montait à la tribune, au milieu des cris de joie et des applaudissements. Il expliqua que toute alliance devait être rompue avec Lacédémone qui, au mépris des traités, aidait, de ses subsides et de ses guerriers, les ennemis de la Grèce. Il rappela l'éloignement d'Alexandre

parti en expédition, jugea honteuse la condescendance d'Athènes à l'égard d'une rivale et ajouta que si elle profitait de l'occasion, pour donner l'exemple de la révolte contre le roi, en se débarrassant d'une alliée perfide, les autres cités ne manqueraient pas de la suivre. Il conclut qu'il fallait fermer l'Attique aux Lacédémoniens et cesser tout échange avec eux.

— Et les finances de notre ville? interrompit l'un des assistants.

C'était un orateur nommé Sinon, accusé deux fois de désertion et deux fois absous, grâce à son habile éloquence. Des huées accueillirent son interruption: il ne parut pas s'en émouvoir et, dans le tumulte général, se précipita vers le rocher: des bras se tendirent pour s'opposer à son passage, il les repoussa brutalement et cria :

— Athéniens, j'espère en votre justice et je demande la parole dans l'intérêt de la cité.

Un silence relatif se fit, que soulignèrent quelques ricanements ironiques, quand Sinon dit :

— Nul n'ignore combien je tiens Démétrios pour un homme de grande vertu et de bon jugement Il est cependant des occasions où les meilleurs d'entre les citoyens commettent des fautes irréparables, quoique involontaires, et je crois qu'il serait utile et juste de ne pas hâter votre décision. — On vous engage à vous séparer des Lacédémoniens. L'opportunité de ce conseil, dans les circonstances présentes, me semble douteuse. Nos finances sont déjà appauvries, notre commerce avec l'extérieur s'est restreint depuis le début de la guerre. La difficulté des approvisionnements croît chaque jour, et si nous n'y prenons garde, nous nous condamnerons à la misère et à la famine. On suppose que notre victoire sur Lacédémone nous rendrait maîtres de son commerce, nous hériterions aussi de ses charges et de ses devoirs: il est lourd de supporter une double ruine. Le roi est parti, et l'on s'imagine que son absence sera éternelle, jusqu'au jour où les pas de ses soldats ébranleront soudain le sol de l'Attique. On vous pousse à la désunion, on veut hâter la perte de la Grèce et d'Athènes. Si vous paraissiez approuver ces projets, que penseraient les autres cités, de la sûreté de vos promesses et de votre fermeté, et pourriez-vous ambitionner autre chose, en échange de votre trahison, que le mépris et la haine? Que les dieux nous protègent! L'isolement de Lacédémone me ferait redouter notre isolement prochain. Resserrez au contraire les nœuds d'amitié qui lient les deux peuples, enchaînez-vous par des serments plus solennels encore, n'écoutez pas les conseils de l'injustice.

On ne condamne pas un accusé sans discussion. Lacédémone aide les ennemis de ses subsides et de ses troupes, dit-on; qu'espérerait-elle? l'amitié du roi, qui ne peut être que trompeuse? Mais ses intérêts sont les vôtres, la guerre lui a pris presque tout son argent et ses soldats. Quels sont donc ceux qui se parent de ce nom? nul ne le sait, mais on invente, on ne songe pas et on ne veut pas songer que ces Lacédémoniens sont, ou des transfuges vulgaires, ou des citoyens supposés qui favorisent les plans des fomentateurs de dissensions. Me fournirait-on des preuves de leur trahison que je les récuserais: elles me seraient suspectes, venant d'un ennemi; les témoignages s'achètent comme les légumes du marché. Ne vous laissez pas duper par les beaux sentiments et les belles paroles. Méfiez-vous des mauvais conseillers et des orateurs dont le malheur public fait le renom. Personne, mieux que moi, ne les connaît. Profitez de mon expérience et songez que toutes les cités attendent avec impatience votre décision pour admirer votre souci de la justice et votre patriotisme.

Il s'arrêta, la voix couverte par les applaudissements. Démétrios essaya de parler et de monter à la tribune lui répondre. On l'arrêta comme on avait arrêté, quelques instants auparavant. Sinon. Il s'enfuit en toute hâte, sous les quolibets et les injures. Des archers durent même arrêter quelques marchands qui voulaient le frapper.

Dioxippe avait regardé Sinon, dont le discours l'avait persuadé. Les phrases se succédaient si faciles. la voix était si chaude et si caressante, la mimique du visage si expressive, que, malgré sa haine des rhéteurs, il s'était pris à l'écouter attentivement. Du manteau harmonieusement jeté sur les épaules, les bras sortaient et se développaient en gestes amples comme des périodes. C'était la grandeur de la vraie simplicité.

Pendant qu'on recueillait les votes, le philosophe se précipita vers Sinon, pour le voir de plus près: des Lacédémoniens l'entouraient. Il leur parlait lentement et à voix basse; l'œil, encore si vivant tout à l'heure, était éteint, les traits, froids et mornes: il partait, et Dioxippe l'entendit murmurer: « La partie est gagnée: demain soir j'irai au lieu convenu chercher mon argent. » Il avait l'air d'un commerçant consciencieux et satisfait.

— O Zeus, préserve-moi de la popularité, pensait Dioxippe, en rejoignant Dracès: il se reprochait sa naïveté qu'il avoua à son ami; et celui-ci :

— De quoi te plains-tu? d'avoir été dupé ou d'en avoir eu la preuve? Admire plutôt les surprises du sort et les miracles de l'éloquence. — Voilà Sinon, dont les citoyens se détournaient, pour qui ils n'avaient pas assez de mépris et d'injures. Il ouvre la bouche et ils sont suspendus à ses lèvres; un peu plus, ils le porteraient en triomphe. Sans fortune, sans conviction, à force d'audace et d'habileté, avec deux ou trois gestes arrondis et des grimaces, il décide

en maître du sort d'Athènes. A son gré, il fait la paix ou la guerre. Envie donc cet homme, qui n'est jamais au-dessous des circonstances, et que le triomphe sûr de demain console des huées d'hier. Le secret de sa puissance, nul ne l'ignore, lui seul le possède. Il parle, il jette à la foule qui mendie son aumône — des mots... Reste le Sinon des bons jours. Les satisfactions de la popularité valent bien le sacrifice de l'amour-propre.

— C'est payer trop cher la honteuse illusion du bonheur et la prostitution de sa conscience, affirma Dioxippe, il est des approbations injurieuses et des applaudissements insultants. Le cœur plus longtemps que le visage garde la trace des soufflets reçus. Le mépris ne va pas à la sottise, mais à la lâcheté et à l'hypocrisie.

Ils arrivaient à l'Agora. C'était un lendemain de nouvelle lune. Autour des portiques à colonnes, des groupes nombreux circulaient. Des chaudronniers s'installaient en plein vent et allumaient leurs fourneaux; d'autres marchands s'abritaient sous des tentes d'étoffes ou dans des boutiques de clayonnages et des roseaux. Les uns vendaient du vin de Thasos, d'Éphèse, de Métropolis, et du Mésogis ou mesuraient du vinaigre de Sphette. Les cris sonores des Agoranomes restaient vains : les acheteurs ne se retiraient que pour stationner quelques pas plus loin.

Sur un lit d'herbes marines s'étalaient, en rangs serrés et symétriques, des orphes et des lottes, des raies et des anguilles du Copaïs, près des crabes ou des oursins, des anchois dont les écailles s'allumaient au soleil. Des coquillages aux formes bizarres prenaient des teintes moirées qui couraient parmi les fucus et les gouttes d'eau dont ils étaient humides encore. Une âcre odeur de sel montait, chaude de la chaleur du jour, et prenait à la gorge.

Soudain, sans transition, une brise légère soufflait qu'on aspirait avec délices. Le marché aux fruits était proche, avec sa griserie de parfums et sa débauche de couleurs; tout un enchantement des sens qui disait la fécondité luxuriante de l'Attique, la lumière de son ciel, la flamme de son soleil. Sur des mannes d'osier s'étageaient, en pyramides, des poires et des oranges, près des corbeilles d'amandes au satin vert et de prunes aux reflets violets; des figues d'Olynthe reposaient sur des feuilles aux larges veines, à côté des grappes de raisin fraîchement coupées; des grenades entr'ouvertes montraient l'enchâssement de leurs rubis transparents et des pastèques découpées étaient couchées sur des plats de terre comme autant de croissants roses dont la tranche se parsème de perles noires. Des olives flottaient dans des vases d'argile. Une main maladroite renversait un tas de pommes ou de noix; les fruits roulaient presque sous les pieds des passants, au milieu des cris des vendeurs et des bousculades d'enfants aussitôt à genoux pour les ramasser.

Un fourneau fumait près de là; un pâtissier vendait à des marchands ambulants des croquettes frites et des gâteaux.

Au marché à la volaille, que les campagnards fournissaient de lapereaux et de pintades, des Béotiens avaient apporté des oies et des canards dont les battements d'ailes et les *coincements* amusaient les badauds. Des pigeons, des mauviettes, des pluviers, des perdrix, des cailles, des grives, des pinsons et des merles, vendus par paquets, gisaient, la tête basse, les yeux clos, les ailes serrées au corps ; des esclaves n'attendaient qu'un ordre pour les plumer et leurs gros doigts ensanglantés froissaient la délicatesse de ces chairs, souillaient la soie de ces parures.

Les cotyles des marchands de légumes se remplissaient de fèves, de pois chiches, de lentilles et d'oignons ; des gousses d'ail séchaient près des bouquets de persil, des bottes de poireaux et de laitue. Des piments rouges, orangés et verts, des concombres d'un jaune pâle, des aubergines violettes mêlaient la crudité de leurs couleurs.

Non loin des marchands de blé et d'orge de Salamine, un Athénien louait deux cuisiniers avec leurs ustensiles, un autre dévorait un gâteau au fromage : tous les passants, malgré leur affairement, semblaient heureux de frôler ces poissons, ces fruits et ce gibier dont leurs yeux se nourrissaient, avant leur estomac. L'un d'eux surtout attira les regards des deux amis.

Glaucon était chauve, court et gros; sa face, perlée de sueur, vivait par la flamme d'yeux petits, des yeux de faune à l'affût, la largeur des narines et de la bouche, la protubérance du menton où se creusait une fossette. Sa chair était rouge et ferme et il souriait comme un nourrisson. Dracès dit : — Voilà l'homme! et marcha vers lui.

Glaucon le prévint. Alors Dracès : — Quelles bonnes nouvelles?

L'autre de répondre en lui prenant la main et en souriant :

— Les anguilles du Copaïs sont pour rien.

— Ah! fit Dioxippe, désappointé, mais que pensent les habitants des dèmes et les étrangers de la décision de l'assemblée?

— Quelle décision, et quelle assemblée? répondit Glaucon, les affaires publiques? Je ne me soucie pas de ces frivolités... Il continua : — Cléophon est mort hier d'apoplexie, chez Nicostrate, après le deuxième service; il n'avait même pas fini son ragoût. — Avec un sourire de mépris, il conclut : — Cléophon a manqué d'à-propos et n'a jamais su manger.

Dracès et Dioxippe restèrent muets de surprise et, comme Glaucon ouvrait la bouche pour bavarder encore, le second le laissa et s'enfuit. Dracès le rejoignit.

— Es-tu donc si pressé, et ne peux-tu contempler un homme heureux? la place est son domaine et les marchands lui servent d'amis, tout son temps est pris par ses repas; il mange le matin ou le soir, des perdreaux, du mouton, du lièvre à l'huile, des truffes et des champignons; réveille, par des fromages de Sicile et d'Achaïe, des dattes de Syrie ou d'Égypte, son appétit endormi, se rafraîchit le gosier à tout moment avec des gorgées de vin de l'Archipel et consacre ses nuits à ses digestions. Il rêve encore de recettes de cuisine et de mélanges inconnus. Son ventre est l'agora des produits du monde. Heureux Glaucon, qui, imitant à sa façon le philosophe Bias, emporte tout avec soi!

— De quoi se félicite-t-il, repartit Dioxippe, il ressemble à ces volailles gorgées de grains qu'on expose aux étalages et qu'il mange. Continue, Glaucon, jusqu'au jour où ton corps, fatigué de nourriture comme un mulet écrasé sous sa charge, tombera lourdement à terre et ne se relèvera plus; tu seras resté vaincu sur ton champ de bataille et tu auras cette inscription funéraire, qui te réjouira autant que de copieuses libations: « Il a su manger, lui, et il en est mort! »

Midi était passé, l'agitation de la foule tombait peu à peu, les marchands s'en allaient, les uns après les autres, emportant dans des corbeilles d'osier et des vases d'argile leurs provisions. L'air s'alourdissait. Les agoranomes voyaient d'un œil satisfait la hâte du départ et déjà, entre les colonnes des portiques et les cippes, où sont gravés les décrets populaires, des pauvres s'endormaient. Tout à coup, l'agora fut vide, et l'on eut l'illusion d'une ville abandonnée après une orgie. Les pavés s'encombraient de feuilles desséchées, de fruits écrasés, de légumes gâtés; une traînée de sang noirâtre marquait la place d'un étal, et des minces filets roses ou violets rappelaient la maladresse des vendeurs de vin; des nuages de poussière flottaient presque au ras du sol surchauffé.

Dracès et Dioxippe s'assirent à l'écart, près du Pœcile et de la statue de Solon, et pris insensiblement de sommeil, s'assoupirent.

Ils se réveillèrent à la neuvième heure du jour, laissèrent, à leur gauche, le Portique Royal et le Sénat, à leur droite l'Héracléon et remontèrent la rue des Hermès jusqu'au Dipylon. Ils entrèrent dans le Céramique que les oisifs envahissaient.

Là, étaient réunis des Phéniciens et des Cypriotes, des Thraces et des Rhodiens; des Siciliens côtoyaient des Byzantins, des Marseillais venus du Pirée. Des Eubéens à la chevelure rejetée en arrière suivaient des Carthaginois vêtus de noir et des Égyptiens portant le caleçon de lin blanc. Des Lacédémoniens, reconnaissables à leur habit rouge, protestaient par leur tenue négligée contre le luxe efféminé de toute cette civilisation. Des propriétaires, suivis de leurs parasites et des juges avec leur bâton, des athlètes et des éphèbes, fiers de leur chlamyde, regardaient passer, dans leur litière, à l'abri d'une ombrelle, les élégantes d'Athènes qui répondaient à leurs saluts par de gracieuses inclinaisons de tête. De distance en distance, un casque chargé d'un cimier cannelé d'où tombait une queue de cheval, apparaissait; de plus près, on reconnaissait la cuirasse lépidote et le glaive droit à double tranchant, les lourdes cnémides à tête de léopard d'un hoplite.

Un air général de suffisance satisfaite se lisait sur ces visages d'oisifs, orgueilleux de voir et d'être vus.

— C'est le marché aux vanités, dit Dracès, où la honte échoit à la simplicité et l'estime au ridicule. On y juge un homme d'après sa tunique, sa coiffure, ses teintures, ses parfums. L'expérience et la vigueur des vieillards y font la vénération et l'étonnement des éphèbes auxquels ils servent d'exemple. Tous ces gens s'envient, mais ils s'aiment. A défaut de la communauté des sentiments, ils ont celle des fournisseurs. Écoute-les et tu rivaliseras de curiosité avec les barbiers, de coquetterie avec les femmes. Ton corps passera à l'état de boutique ou d'enseigne vivante. Le tailleur t'habillera et te déshabillera, le coiffeur te tirera les cheveux ou la barbe, t'oindra d'huiles et de pommades, le bijoutier te serrera les doigts dans des bagues et l'estomac dans une ceinture de métal; le cordonnier te chaussera des sandales trop étroites et, quand toutes ces mains t'auront vêtu, lissé, lavé, étranglé et pétri à leur guise, tu viendras au Céramique te montrer au soleil, avec la crainte de voir ton chiton se déchirer, tes cheveux se dénouer, ta ceinture craquer, tes sandales se détacher. Tu rentreras, après deux heures de promenade, en sueur et fatigué, mais fier de la réputation et de l'estime de tes fournisseurs. Le bonheur n'est-il pas dans ces triomphes quotidiens de l'amour-propre et dans l'admiration de ses rivaux?

— Jalouses-tu les suffrages d'insensés ou de débauchés? interrogea Dioxippe; pour moi, j'ai passé l'âge de la sottise et ne souhaite pas que la vieillesse m'apporte la folie. Ma dignité est ma dernière ambition: je ne veux pas l'émietter dans les plis de mes tuniques.

Il parlait avec amertume, Dracès s'en aperçut.

Les promeneurs sortaient de la ville et se disséminaient sur la route de l'Académie, le long des tombeaux d'Athéniens morts à la guerre, que désignaient des tables de pierre, des cippes et des chapelles. Un pédagogue, vêtu du chiton, chaussé de

hautes bottes lacées, tenant à la main un bâton, citait le discours de Démosthène à son élève qu'intriguait un parasol mauve émergeant de la foule. Les chuchotements des indifférents succédaient aux paroles enflammées du grand orateur. Dioxippe songea involontairement à Timon le Misanthrope, dont la tour se détachait de toute son orgueilleuse hauteur sur le bois des Euménides, et semblait satisfaite de cette ingratitude et de cette vanité humaines.

Les deux amis se rapprochaient du quartier de Mélitte où de riches galeries, décorées de colonnes et de balustrades sous les toits de tuiles rouges, ornent les demeures. Ils le traversèrent et se dirigèrent vers la porte Hippades. Sur leur route, ils entendirent des cris et des gémissements qui sortaient d'une maison. Ils s'approchèrent et virent dans le vestibule, sur une litière, couché les pieds en avant, un mort qu'on exposait; le vase lustral et les branches de cyprès étaient placés près de lui. Le cadavre, couvert de blancs vêtements, avait le front ceint d'une couronne de feuillage et le visage caché par un masque : des rouleaux de joncs, enduits de cire, brûlaient lentement. Les parents et les gens du logis se lamentaient avec les pleureuses à gages; Dioxippe cria :

— O mort, terme dernier à l'agitation de la vie, repos de la course inutile et longue, n'es-tu pas le bonheur?

A ce moment, après s'être purifié d'eau lustrale, Hippias, cousin du mort, sortait dans la rue; Dracès répondit :

— Non, Dioxippe, la mort n'est pas le bonheur, car l'âme survivant au corps privé de la sépulture et des honneurs funèbres souffre, et fantôme ou larve misérable, redoutée des vivants, elle est funeste aux moissons et aux troupeaux. Le bonheur dépendrait de la générosité ou de l'avarice d'un héritier comme cet Hippias, riche d'offrandes et de prières. La liberté n'est permise qu'aux vivants.

— A quoi sert-elle ? reprit Dioxippe, je connaissais les erreurs des philosophes; j'ai vu, en un jour, le vide de la débauche, la honte de l'ambition, la grossièreté de la gourmandise, la sottise de l'oisiveté, l'esclavage de la mort. Il continua, découragé : « Où est le bonheur? »

Le soleil baissait et l'air rafraichi calmait la fièvre du philosophe; il était las, ainsi qu'après une orgie, et triste jusqu'aux larmes. Le scepticisme, dont il s'était fait un jeu et dans lequel il s'était complu tout d'abord, lui apparaissait avec sa sécheresse et son vide désolant. Il se heurtait, non plus à des apparences mauvaises, mais à des réalités pires encore, et sa jeunesse, accoutumée à la désespérance et au désenchantement, n'avait plus assez de force pour se reprendre facilement. Il baissait la tête et songeait à son isolement parmi la foule, à son expérience, achetée trop cher. Sorti de sa maison découragé, il allait y rentrer, mécontent de lui-même et des choses, emportant l'amère certitude de la folie et du malheur humains.

Devant eux s'ouvrait la porte Hippades, puis s'allongeait la route de Thèbes. Le crépuscule descendait avec le calme et le silence. De grises vapeurs montaient de la campagne et noyaient la masse sombre du bois des Euménides. Des traînées de fumée blanchâtre se dissipaient dans l'air imprégné de l'âcre odeur des troènes, de la senteur amère des lauriers-roses et du léger parfum des myrtes sauvages. Dracès arrêta Dioxippe et dit : — Regarde!

Sur le chemin bordé d'oliviers au tronc noueux, un troupeau de chèvres capricieuses, guidé par deux boucs encornés, montait vers Colone; le pasteur le poussait d'un bâton distrait; sa taille, bien prise dans son sayon de peaux de bêtes, s'agrandissait encore, et sa marche ralentie permettait de distinguer ses longs cheveux flottants, ses membres jeunes et solides. Il chantait et sa voix sonore parvenait aux oreilles des deux amis :

O Daphné, ta main m'est plus douce
Qu'au troupeau morne et fatigué,
La fraicheur des bois verts de mousse
Et la halte au milieu du gué.

Tes yeux, comme l'eau des fontaines,
Réfléchissent mes yeux soumis,
Rêvant des ivresses prochaines,
Dans l'ombre et le silence amis.

Je ne possédais, pour te plaire,
Ni troupeaux, ni prés, ni moissons,
Mais l'Amour aveugle préfère,
A la richesse, les chansons.

Les dieux m'ont donné pour fortune,
Le bleu des sources et des cieux,
Les chemins d'argent sous la lune,
Et les astres mystérieux;

L'humble musique des cigales,
Le fier mépris de la cité,
Et mes deux richesses égales,
La jeunesse et la liberté. —

Aujourd'hui, j'ai, ma bien-aimée,
Ta voix, ton sourire enfantin,
Et ton haleine parfumée
Qui sent la verveine et le thym;

Les fraiches rougeurs de ta bouche,
Pareilles aux pavots des champs,
Tes yeux qu'un baiser effarouche,
Et qu'un baiser rend indulgents;

L'ébène de tes lourdes tresses,
Fleurant l'amour et le printemps,
Ton corps divin et ses caresses,
Et l'abandon de tes vingt ans. —

Comme la lambrusque enlaçante
Se marie à l'orme incliné,
Lequel de nous deux est Mélanthe?
Lequel de nous deux est Daphné?

Une jeune fille marchait à côté du chevrier. Un vêtement léger découvrait la nuque ambrée par le soleil des champs et les épaules d'une blancheur éclatante; il révélait la ligne onduleuse du buste et des hanches, la finesse de la taille et retombait jusqu'à mi-jambes. Elle ressemblait à une Diane agreste dont une langueur amoureuse aurait amolli la chasteté. On devinait qu'un parfum capiteux s'exhalait de ce corps jeune et frais ainsi que des fleurs plus odorantes à la tombée du jour. Tout à coup, d'un mouvement de gracieux abandon, elle renversa en arrière son corps sur le bras vigoureux du chevrier et tous deux, enlacés, disparurent à l'horizon dans la joie de leur amour, fort comme la nature, calme et solennel comme le silence du crépuscule.

— Ils emportent le bonheur, murmura Dioxippe, qui regardait toujours!

Raoul Guillard.

ANTOINE FOGAZZARO [1]

En dehors de toutes les luttes d'écoles, et des passions qu'elles suscitent, le recueillement, la foi, la tendresse et la douleur ont doté l'Italie d'un très grand et très noble poète, si ce nom convient surtout à celui qui s'est servi des vers, avec une piété religieuse, pour expliquer ce qu'il y a dans l'âme humaine de plus pur, de plus passionné, de plus élevé.

Antoine Fogazzaro (2) est mieux connu du public français comme romancier que comme poète. Son nom avec celui de d'Annunzio incarne, pour nous, la résurrection du roman en Italie. On leur sait gré, à l'un et à l'autre, d'avoir écrit une langue de prose admirable qui s'est débarrassée de tout ce qui, dans l'italien, est redondance ou vaine préciosité. En même temps ils ont su garder, tous les deux, le charme de clarté, de précision, la souplesse qui place leur idiome maternel au premier rang des instruments d'art.

Il s'agit d'étudier ici Fogazzaro dans son œuvre de vers : c'est assez pour le faire admirer et pour donner de lui une sensation complète, car avec le secours des rimes ou sans leur appui, la pensée de Fogazzaro apparaît toujours avec un caractère nettement poétique. Le sentiment religieux, qui fait le fond de l'âme italienne, a répondu, par la bouche de Fogazzaro, à tous ceux que l'impiété de Carducci et de Rapisardi avait scandalisés.

Élevé par l'abbé poète Zanella, admirateur lui-même des Hymnes Sacrés, M. Fogazzaro était né avec un fonds de tendresse et de respect pour la religion et pour la douleur qui, plus tard, devait lui attirer l'épithète de poète chrétien. Rien pourtant n'est moins orthodoxe que la flottante doctrine que l'on entrevoit à travers ses poèmes; elle est faite surtout d'aspirations généreuses qui ont résisté au désenchantement de la culture. Derrière les nuits d'étoiles, les arbres, les sources, qu'il aime comme les êtres humains, Fogazzaro sent et cherche à saisir une Cause Première; son adoration des belles formes du monde ne fait pas de lui un panthéiste; il aime la sonorité que les cloches épandent dans l'air, parce qu'elles peuplent la vallée de musique, parce qu'elles ajoutent une mélancolie à la mélancolie des soirs, surtout parce qu'elles prient :

Le soir.

A l'occident le ciel se décolore, l'heure vient des ténèbres. Des esprits mauvais, Seigneur, garde les mortels! Prions!

Les Cloches d'Osteno. Sur les ondes de ces côtes solitaires retentissent nos voix profondes. Des esprits mauvais, Seigneur, garde les mortels! Prions!

Les Cloches de Furia. Nous aussi, écartées et hautes dans les obscures montagnes, entends-nous, Seigneur! Des esprits mauvais garde les mortels! Prions!

Écho des Vallées. Prions!

Toutes les Cloches. La lumière naît et meurt; que reste-t-il des crépuscules et des aurores? Tout au monde, Seigneur, hormis l'Éternel, est vain!

Écho des Vallées. Est vain!

Toutes les Cloches. Prions, prions en larmes, celles d'en haut et celles d'en bas, pour les vivants et pour les morts. Pour tant de fautes cachées et pour tant de misère, pitié, Seigneur! Toute la douleur qui ne te prie pas, toute l'erreur qui te renie, tout l'amour qui ne va pas vers toi, pardonne-le, ô Saint!

Écho des Vallées. O Saint!

Toutes les Cloches. Prions pour les endormis, au cimetière. Pour ceux qu'on dit coupables, pour ceux qu'on dit innocents! Toi, Mystère, seul tu sais!

Écho des Vallées. Seul tu sais!

Toutes les Cloches. Pour la profonde souffrance du monde qui vit et sent tout, qui aime et souffre, prions la justice mystérieuse du Tout-Puissant. Paix soit à la montagne, à l'onde. Au bronze aussi. Paix!

Écho des Vallées. Paix!

Ibsen a écrit : « L'homme du monde qui est le plus grand, c'est celui qui est le plus seul; il met au-dessus de tout l'orgueil de penser individuellement. » Si Fogazzaro aime la solitude d'une tendresse qui

1 Ces pages sur *Fogazzaro* sont empruntées à une étude sur la *Poésie Italienne Contemporaine* qui va paraître chez l'éditeur Ollendorff.

2. Né à Vicence en 1842. A publié : *Miranda*, 1874; *Valsolda*, 1876; *Valsolda et poésies éparses*, 1886; *Malombra*, roman, 1882; *Daniele Cortis*, roman, 1885; *Fidele et autres contes*, 1887; *le Mystère du Poète*, roman, 1888; *le Petit Monde ancien*, roman, 1896.

n'a pas eu de défaillance, c'est parce qu'il a senti qu'elle le gardait pur. Dans la retraite de Valsolda, où sa vie se passe, il oublie les mesquines luttes d'ambition et d'amour-propre, les puériles rivalités des hommes agglomérés.

Le Poète de la Vallée semble ignorer que la Justice et la Vérité n'intéressent personne, que l'on met tout le monde contre soi en les apportant; il semble ignorer que l'unique affaire est de choisir entre deux passions, et d'épouser, sans critique, les préjugés et les rancunes d'un parti.

On l'a vu descendre de Valsolda avec un manuscrit entre les mains pour lire aux gens de la ville un mémoire où il montrait que les idées darwiniennes n'étaient pas contraires aux idées religieuses et que (même avant Darwin) saint Augustin avait eu le pressentiment du transformisme. Le résultat fut ce qu'on pouvait attendre : l'artiste perdit la confiance des gens d'étroite piété qui l'avaient tenu jusque-là pour un orthodoxe, et les anticléricaux méprisèrent ses avances.

Ce fut, sans doute, en rentrant dans sa solitude, après une telle expérience, que le poète rêva de s'élever une bonne fois au-dessus des hommes et de placer son tombeau à l'abri de leurs passions mesquines, à une telle hauteur, que la survivance d'une pensée amoureuse pût seule monter jusqu'à lui.

Valsolda.

Je voudrais être enterré sur l'aiguille ardue où le dernier rayon du soir se meurt. Ne pas sentir sur mon visage de pied insolent, ne pas sentir de vaines larmes sur mon cœur.

Ma belle roche serait fière de porter son poète mort, et elle voudrait, à chaque printemps, de mille fleurs sauvages le couronner.

Là, viendrait me trouver la tempête, fidèle amante, et, avec le vent et le tonnerre, elle rugirait autour de ma tête la barbare chanson de sa douleur.

Mais vous, ma pieuse dame, si en naviguant vous arriviez jamais à ce lac, un jour, peut-être, vous diriez soupirant un peu : « Il fut toujours dans les nuages ainsi ! »

Le sourire qui achève cette poésie n'est pas un hasard chez Fogazzaro. Ceux qui l'ont connu au temps de sa jeunesse disent qu'il avait la gaieté perpétuelle, jaillissante en claires fusées. Cet entrain, si particulier à ceux qui vivent des vies innocentes et dont l'âme est saine jusqu'au fond, cette bonté intérieure, empêcha que la netteté de la vision de Fogazzaro devînt jamais cruelle pour ceux dont il saisissait pourtant si bien, d'un trait, tous les ridicules.

Il a fallu la douleur, les coups répétés du sort pour assourdir cette gaieté qui louait le ciel comme un cantique. Mais derrière le voile de tristesse qui s'est pour toujours abaissé sur le visage de Fogazzaro, son âme est demeurée lumineuse. La douleur ne lui a pas arraché un blasphème. Il cherche à ressaisir, dans ceux qui l'entourent, des parcelles de cet espoir, qui pour lui est brisé. L'homme qui perd son fils, chérit paternellement les enfants des autres; dans cette Valsolda, où Fogazzaro a passé sa vie, qui l'a connu joyeux et qui maintenant le console, il s'occupe de l'asile où l'enfant pauvre retrouve un foyer, il veut lui-même y apporter sa tendresse : il vit comme il écrit, par le cœur.

La femme italienne n'a pas eu d'amant qui l'ait mieux connue et comprise, qui ait exprimé avec plus de mélancolie et de passion éperdue ce qu'il y a de particulier dans son intense façon d'aimer. L'Hélène de *Daniel Cortis*, l'héroïne de *Malombra*, la Bice du *Petit Monde ancien*, enfin la suave figure de *Miranda* en sont des preuves.

Ailleurs, l'instinct a la première place, avec la concurrence des vanités, le prestige de l'intelligence, l'orgueil; pour ces cœurs d'Italiennes, l'amour est l'unique affaire de la vie de l'âme; il ne connaît d'autres lois que celles qu'il s'impose à lui-même. Il se suffit, au point de se passer de joies réciproques; il habite le cœur comme Dieu habite celui des saintes. Il fait les grands crimes, les grands miracles et les grandes martyres : il n'a honte que de l'inconstance, et peur que de la médiocrité.

C'est au début de sa jeunesse que Fogazzaro a écrit cette *Miranda* qui suffirait à tirer à jamais son nom de l'oubli. Il défend qu'on recherche si elle vécut seulement dans son rêve, ou si le poète tint un instant, entre ses mains, sa main vivante. La fable est simple comme la vérité. Il s'agit d'un jeune homme qui, dans la solitude d'une petite ville, a rendu, avec de tendres regards, une jeune fille amoureuse.

Henri est poète, Miranda est de noble maison. Ils pourraient se fiancer, l'inquiétude du rêve d'art emporte le jeune homme à la grande ville où, parmi ceux qui confondent la vie de désordre avec l'amour, il oublie la chère vision d'autrefois. Il ne reviendra vers elle que lorsqu'il sera trop tard, après qu'il l'aura brisée par l'attente.

Et le poème, c'est tout justement l'alternance des pages où, séparés l'un de l'autre, les deux jeunes gens content sincèrement leur vie.

Fragments du « Livre d'Henri ».

I. — Miranda ! doux nom. Elle était assise sur le petit banc aux pieds des ormes, comme si les Grâces l'y avaient posée. Mon oncle parlait du bon temps ancien. Le soir était sombre. Je la regardais. A ce moment nous sentîmes tomber soudain de larges et rares gouttes de pluie; elle se leva la première, moi après tous.

II. — Quand, sans parler, je rencontrai ses yeux, je les vis grands et beaux. Mon cœur bondit pour la seconde fois; mais, ce soir-là, tout s'obscurcit autour de moi quand, tremblant de terreur, je vis monter dans les grands yeux un autre monde et une autre vie; au fond, tout au fond, j'ai vraiment aperçu son âme; alors mes paupières, d'elles-mêmes, se sont fermées.

III. — Je suis venu baiser, dans l'herbe, la trace de tes pas. Les fleurs ne se lamentaient point là où tu avais passé. Légèrement penchées à droite et à gauche, elles murmuraient ton nom à leurs compagnes, elle disaient la couleur de tes yeux, elles disaient le parfum de ta robe... on m'a dit que je suis rentré trempé de pluie.

IV. — En vain tes paroles ressemblent aux glaces de ces monts à l'orient, puisque ton regard ressemble au soleil, lorsqu'il incendie tout au couchant...

XVIII. — Enfant, vers la lune, j'agitais mes petites mains, et je demandais des ailes pour m'élever du berceau et effleurer le bel astre d'argent. Adolescent, négligé, obscur, parfois un acre feu me dévorait pour les ivresses du monde, pour ses splendeurs. A présent, je me sens des ailes; à présent, monde, tu es à moi! Par la fascination des vers je t'attire! A moi la gloire! à moi les amours!...

Ce qu'il y a de naïf orgueil et d'égoïsme inconsciemment féroce, dans les sentiments d'Henri, surtout ce qui se mêle de « littérature » à l'analyse de son sentiment, trouble un peu les débuts du poème; mais dès que Miranda prend la parole, c'est avec une sincérité, un oubli d'elle-même, une pureté, qui font d'elle l'égale des plus parfaites amoureuses que la poésie ait immortalisées.

Fragments du « Livre de Miranda ».

II. — Ce n'est pas parce qu'il était poète que je l'aimais! Pauvre et courte est mon intelligence. Je cherche en moi, je pense et pense encore. Je l'aimais, voilà tout. Il ne m'a pas connue : il m'a crue plus que je ne suis. Quand il m'aimait, combien de choses il aimait : ses livres, la musique, les étoiles, les fleurs, les montagnes; moi j'aimais lui seul. Comme son cœur est plus grand!

III. — Depuis le jour où il m'a écrit, voici maintenant la quatrième année, et le troisième mois finit. Il me semble qu'hier était ce jour-là. Pourtant, je n'aurais pas pu, plus tôt, noter dans ce livre mes tristes pensées.

Et si c'était un péché que d'aimer si fort? Ah non, Seigneur, ce n'est pas un péché, puisque je ne pourrais pas y résister, et vous, Seigneur juste, vous ne le voudriez point!

Je souffre, cette nuit mon cœur ne m'a pas laissé de paix. J'ai su me taire jusqu'ici, le pourrai-je encore demain?...

V. — Ma mère, ma mère, cette parole m'a blessée! Le sang m'est monté au visage... Devant moi, que personne n'ose l'offenser, je ne connais là-dessus ni respect, ni crainte! A lui, mon âme sera fidèle jusqu'à la mort. S'il m'aima il ne le dit jamais, sinon quand il me laissa; il devait m'abandonner. Dieu l'appelle plus haut : c'est juste!

Ma mère me regardait, me regardait, comme si je n'étais plus sa fille...

XII. — Je prierai pour lui. Sur la montagne, là, au milieu des bois, il y a une petite chapelle où une lampe, toujours allumée, prie pour nous sans que nous la voyions jamais. Comme prie la petite lumière dans la montagne, moi, nuit et jour, je prierai pour lui. Il a perdu sa mère tout enfant et peut-être sa foi vacille-t-elle, peut-être n'élève-t-il pas souvent son âme vers le Seigneur?

Je prierai! Mais la petite lampe reçoit de l'huile des femmes pieuses qui vont glaner le bois et le foin. Ah! si je savais qu'une seule fois, dans la nuit profonde, il se fût éveillé et me sentît prier!

Dis-le donc, misérable cœur, sans trêve tu te tourmentes, tu espères encore: tu voudrais vivre pour battre près de lui!...

XXIV. — Donc nous partons. Pauvre pays, tu es trop rude. Moi, je suis malade d'amour et du cœur. Je m'en vais. Dans le bruit du monde, sous un ciel qui rit éternellement, près de la mer qui étincelle, je ne sais où, on m'emmène...

XXXII. — Ce nom, ce nom, qui jamais ne passe mes lèvres, je l'ai vu écrit!...

Lentement, nous allions par la rue. Je tournai mon regard, par hasard ou par instinct, vers une vitrine, je vis parmi les volumes roses : « Vers de... » alors mon cœur!... Ce fut un grand bonheur que ma mère ne s'aperçut pas de ma pâleur.

J'expie l'effort désespéré que j'ai fait pour me traîner jusqu'à la maison. Qu'importe! Je veux le livre, je brûle de l'avoir dans mes mains, ici. Qu'est-ce que la vie?

XXXIII. — Je me suis couchée. J'ai posé le livre sous l'oreiller...

Avidement j'ai lu. Les heures de la nuit, une par une, sonnaient de tour en tour, il me semblait qu'elles sonnaient à chaque minute. Je lisais, angoissée; c'étaient des peintures d'un pays ignoré, où les montagnes, la mer, la lune, le soleil, chaque pierre, chaque fleur, vivent parlent, sourient, aiment et pleurent. Toutes les voix arrivent au poète! Lisant, toute seule, sous la lumière de la lune, il me semblait vraiment être transportée dans un monde enchanté, et j'entendais des murmures légers, tendres, dolents, dans l'air alentour et dans les rayons d'argent...

Je ne peux plus écrire, l'angoisse des souvenirs est trop vive. Et pourtant, sur ces feuillets, une force inconnue me courbe, toujours plus forte.

Presque inconsciente, je tourne une page du volume. Il y a écrit : *Fêtes d'Amour*. A mon visage monte une flamme de rougeur, ma main tremble. Chaque parole est comme un poignard, je me débats sous les poignards. Pour qui? pour qui? Ce ne sont pas des femmes! il ment! Ce ne sont pas des femmes! Dieu! mais en ce monde quelles hontes, quelles bassesses se cachent? Pour la première fois j'ai péché par orgueil, j'ai levé le front, je me suis sentie plus haute que je ne saurais dire, même, j'ai eu

l'orgueil de ma beauté, l'orgueil de mon sang et de mon nom. Puis, tout m'a manqué, la douleur, l'orgueil, la vie, et je me suis renversée sur le dossier.

. . . .

Accepte, ô Dieu, cette âme! torture ma jeunesse! Tant qu'elle sent encore quelque douceur du monde, tant que l'espérance, comme une herbe tenace sur le chemin, ne veut pas mourir, quoique blessée, opprime-la; si, dans l'angoisse des luttes extrêmes, ce faible cœur implore de vivre, dédaigne le cri de la poussière; que je ne le voie plus jamais; que, de Miranda, il oublie jusqu'à l'aspect et le nom; que, seules, ma mère et les vierges de mon pays me pleurent; qu'après la mort il advienne de moi ce qui te plaira, ô Dieu pitoyable! mais qu'il croie en Toi, qu'il T'adore, que, sur son front, Ta gloire resplendisse!...

XLVI. — ... Je voudrais me lever d'ici, je ne le peux pas. Comment se fait-il que de cette plume sortent des accents nouveaux, enflammés? Pense-t-il peut-être à moi. Passe-t-il, dans mon esprit, un souffle de l'ardeur qui inspire ses chants? Ou serait-ce l'amour seulement, cet amour dont je meurs, qui, à travers les forêts et les montagnes, attire une partie de lui?

Mon Dieu, pitié, j'ai peur!

LIII. — Midi était passé à peine; nous nous promenions lentement dans la foule et nous arrivions au pont de la Moessa; soudain mon cœur bondit, et, comme un éclair dans l'âme, cette certitude m'éblouit, plus sûre qu'un œil qui regarde, qu'une main qui presse: « Il pense à moi! » Que je le voie écrit une fois encore : « Il pense à moi... » Il pensait à moi à ce moment-là, à moi, à moi seule!... Je sors, recherchant le ciel et le silence.

LX. — L'oncle d'Henri m'a paru vieilli de beaucoup d'années. Moi aussi, si j'observe qui me regarde, je comprends que j'ai changé. L'enfant de Rose, en me revoyant, ne m'a pas reconnue. Sa mère l'a grondé, elle m'a dit : « Il n'a pas quatre ans. » Il en a plus de cinq! Je l'embrassai, cachant dans son petit cou mon triste visage.

Il ne me reste plus que des cheveux et des yeux...

L'oncle d'Henri est très mal. On dit qu'il n'y a plus d'espoir. Maman y va, je veux y aller aussi.

Je n'ai pas vu l'agonisant. La petite maison est déjà enveloppée de haut silence. Il meurt. Ce soir on attend Henri...

LXXIII. — Il est arrivé hier soir, à minuit. Je ne peux plus écrire : Seigneur, la paix!...

*

Ici finit le *Livre de Miranda*, et voici les dernières lignes de la conclusion :

Miranda. — « Monsieur, qui cherchez-vous ici? » dit-elle enfin, « je suis seule. »

Henri. — « Miranda, un autre, qui repose en paix, serait venu à ma place. Maintenant je n'ai plus personne, moi aussi je suis seul. »

Au son de la chère voix soumise, les yeux de l'enfant s'obscurcirent, elle fit un pas; de sa main tremblante elle cherchait un soutien.

« Voulez-vous me pardonner? »

La voix était si faible...

« Oh! oui! » répondit Miranda, et elle tomba sur un siège. Un murmure, léger comme une âme, passa dans l'air : « Voulez-vous être mienne? »

« Oh! non », dit-elle. Puis un silence.

. . . .

« Pourquoi, pourquoi? » s'écria-t-il enfin.

« Henri, si vous l'avez promis au mourant... »

« Promis!... » Il tomba à ses pieds, à genoux; il serra sur son cœur la petite main rétive, il parla, parla en larmes, il rappela les regards, il rappela les paroles, jusqu'à ses rougeurs, jusqu'aux silences; il parla de l'abandon, amèrement. Il lui redit les couleurs de chacune de ses robes, et les fleurs échangées, et où, et quand. Il conta, avec colère, les fantômes menteurs de la gloire vide, des amours passagères pour toujours dispersées. Tout bas, il lui demanda si, sous sa fenêtre, poussait toujours le réséda; enfin, il s'écria qu'il l'aimait au delà de la vie, au delà de l'âme, et, insensé, il ne sentait pas cette douce petite main fidèle, de plus en plus froide, trembler entre les siennes. Il y posa ses lèvres enflammées.

Elle, alors se leva, agita les bras, poussa un cri et tomba.

« Toi, que fais-tu? Ne la touche pas, tu ne le mérites point, et c'est inutile. Ce cœur s'arrête dans la dernière épreuve, par toi, par toi, par toi seul, brisé! »

La sincérité que M. Fogazzaro prête à ses héros, il la trouve en lui-même. Il est resté sur la fin de sa carrière littéraire l'amoureux de Miranda, de l'Idéal.

M. Giuseppe Giacosa consacre au poète une page de critique qu'il faut citer, en entier, parce qu'elle le fait vivant dans le cadre où il se meut :

Fogazzaro résume la noblesse de province en ses plus hautes qualités. Il mène une vie large sans luxe, mais, comme il est un observateur, il ouvre les yeux et il note les petits faits s'il dédaigne les petits sentiments. Jamais il n'a dit comme d'autres : « Le véritable art, c'est cela. » Il est patient et il est ferme, il s'est tracé une route pour soi-même. Il a pensé dans le silence; et c'est aussi dans le silence qu'il goûte la grande gloire qui l'entoure. Il aime les vieilles choses, les vieilles maisons, les vieux livres, les vieux mobiliers, les vieux proverbes. Il aime à rechercher le fond savoureux des dialectes, mais, ardent pour les vérités vivantes, il sort des vieilles coutumes provinciales pour suivre les plus audacieux mouvements de l'esprit moderne. Toute la vie de Fogazzaro exprime la douceur d'un fort, une grande bonté : il est une énergie aimante. Frappé de malheurs tragiques, il les a supportés avec une simplicité sereine.

De la devise qu'il a donnée à un de ses héros, la première partie s'applique mal à lui-même : *In secundis time;* mais, certes, la seconde le peint : *In adversis spera.*

Jean Dornis.

LIVRES NOUVEAUX

M. Henry Bérenger : La Proie [1].

« Un jeune ambitieux veut faire de la société sa proie, mais il ne la conquiert que pour en devenir la proie, tel est exactement le sujet de ce livre », écrit M. Henry Bérenger dans sa préface.

Raoul Rozel est un jeune homme pauvre, intelligent et énergique : ses maîtres et ses camarades s'accordent à lui prédire une destinée exceptionnelle ; il est lui-même avide de se mettre hors cadre, poussé par un irrésistible besoin de primer ; il sort de ses années d'études, à vingt-cinq ans, docteur en droit et licencié ès lettres, et il cherche autour de lui un emploi de sa force, quand éclate la crise boulangiste. Il voit là une occasion offerte. Il ne songe point à se ranger parmi ceux qui donnent l'assaut au régime. Ce mauvais essai de césarisme militaire, cet appel effronté aux passions des foules l'écœurent. Il voit dans le parlementarisme, avec la liberté de la presse et de la tribune, avec la division des pouvoirs et la possibilité indéfinie de renouveler le personnel politique, la seule forme de gouvernement acceptable. Une réforme hardie suffira, pense-t-il, pour faire concorder la République parlementaire avec son idéal à lui : le pouvoir remis aux mains d'une aristocratie intellectuelle.

Il se lance donc dans la lutte, en se faisant inscrire au comité anti-plébiscitaire des étudiants. Un livre ardent sur le *Dix-Huit Brumaire*, étude historique puissamment rattachée au présent, le rend célèbre en un mois par toute l'Europe et fixe sa situation politique. Il est sacré « Prince de la Jeunesse ». La mort d'un des deux députés du quartier des écoles, lui permet de poser sa candidature entre celles d'un boulangiste et d'un gouvernemental, et un beau soir, à vingt-six ans, il va se coucher député de Paris.

Il entre à la Chambre avec la volonté d'y donner l'impression d'un homme d'État. Il lui suffit pour cela d'un beau discours, dans le débat sur la revision de la constitution, soulevé par les boulangistes. Du coup, il se pose en adversaire de la dictature et en républicain respectueux de la génération qui a fondé la république, mais aussi en représentant d'une génération nouvelle, ennemie de la ploutocratie, décidée à faire prévaloir un large idéal de justice sociale. Par accident, il renverse le ministère, ce qui ne saurait nuire à la réputation d'un député.

Voilà ce triomphateur à même de travailler heureusement à la grande tâche projetée. Il manque à sa tâche, — parce qu'il porte en lui un désir d'immédiate et âpre conquête, le goût du luxe, des appétits violents. Sa jeune célébrité, son charme le font rechercher et fêter dans la société ploutocratique. Le sénateur Paul Guermantes, grand brasseur d'affaires en même temps qu'un des chefs du parti opportuniste, a pressenti en lui une force qu'il faut confisquer. Il l'attire, en fait un familier de sa maison. Malgré les flatteries, Rozel, au premier contact, se sent froissé et dégoûté par l'étalage qu'on fait cyniquement sous ses yeux des marchandages et des corruptions parlementaires. « Voyez-vous, la politique, ce n'est pas une affaire de sentiments ni même d'idées. Des intérêts, des appétits, de la matière humaine, voilà sur quoi nous travaillons » : cette déclaration de principes du sénateur Guermantes n'excite d'abord en Rozel qu'une sensation d'infâme bassesse et une envie de révolte. Mais il s'assagira.

Guermantes a une fille, belle, fine, intelligente et noble, qui est arrivée à vingt-six ans sans se marier, parce qu'elle n'a pas encore rencontré l'homme digne d'être son maître. Elle s'éprend de Rozel. Ce mariage, c'est pour Rozel un million, la pleine indépendance matérielle, le luxe, et d'ailleurs le jeune ambitieux est sensible au charme délicat de Marcelle. Peu à peu, l'idée s'implante en lui et il la discute : « Allait-il aliéner la forte liberté dont il jouissait ? Allait-il faire des démarches peut-être humiliantes auprès d'un homme qu'il détestait ? L'heure était-elle sonnée de prendre position dans le monde et de cette façon ? Tous ces sentiments bons ou mauvais luttaient contre son désir de la jeune femme et son appétit de conquête. » Il se détermine enfin, en se leurrant : « J'épouserai Mlle Guermantes par nécessité d'être riche sans me tarer. Cette jeune femme dont le sourire est si beau me donnera ses lèvres fraîches pour apaiser ma fièvre de vie, et ses millions pour que mon destin s'accomplisse... Je veux organiser la démocratie et renouveler la France. Consolé par ce cœur, cuirassé de cet or, jusqu'où ne rebondira pas une volonté qu'accablent encore le besoin et le désir ? Il emporte, avec une merveilleuse habileté, la décision de la jeune fille encore hésitante, et, sûr d'elle, il se présente au père.

Guermantes est plus obsédé que jamais par l'envie de gagner Rozel. Celui-ci doit interpeller le ministère sur des tripotages où le sénateur est mêlé. A tout prix, il faut l'arrêter. Guermantes lui donne sa fille et lui pose ses conditions : reconnaître les services rendus à la république par les grandes compagnies et la haute banque, et tout d'abord renoncer à l'interpellation. Marché conclu. En épousant Marcelle, Rozel épouse la ploutocratie. Il est renégat.

Le roman finirait là, si l'auteur n'avait voulu nous

(1) Paris, Armand Colin, 1897, 1 vol. in-18, 3 fr. 50.

montrer tout le passé de Rozel se levant contre lui et menaçant sa fortune. Par son mariage, Rozel consomme la rupture morale avec son père, sa mère, tous les siens, braves gens simples et droits, qui condamnent, avec douleur, ses appétits de jouissance et de conquête. Les amis de sa jeunesse, ceux dont l'enthousiasme l'a poussé à la députation, se détournent aussi de lui; seuls les « arrivistes » se serrent autour de lui, jaloux et subjugués; mais les meilleurs percent à jour sa trahison, et après la soirée, où il les a conviés à fêter son mariage prochain, ils le renient et lui déclarent la guerre. Et il est autre chose encore qu'il faut noter aussi fortement que l'a fait l'écrivain : la méprise foncière que commet Rozel sur le caractère de sa fiancée.

Il a cru que Marcelle aimait en lui le dominateur, le conquérant, qu'elle l'avait élu pour être associée à lui dans une existence triomphale. Or il se trouve que le cœur de la jeune fille est allé à l'idéaliste de surface, et qu'elle lui demande de réaliser l'œuvre même qu'il a répudiée pour épouser la femme. Là est le châtiment de l'ambitieux — ou son salut, nous ne le savons pas encore : car dans la lutte que vont se livrer ces deux âmes, peut-être la plus noble l'emportera-t-elle, et Marcelle fera-t-elle du renégat « un homme nouveau ».

* * *

On ne reprochera assurément pas à ce livre d'être vide. Il remue de fortes idées, et prouve sa valeur en appelant la controverse.

Dans *la Proie*, M. Bérenger pèse et juge deux générations sur lesquelles il s'était déjà expliqué dans un livre fort distingué, dont il faut se souvenir ici : *l'Aristocratie intellectuelle*. La première est la génération qui, vers 1880, était maîtresse de la France. Génération positiviste. Avec elle, le mépris des idées, l'adoration des faits prévalaient en philosophie, en littérature et en art, et la même doctrine, naturellement, dominait la politique. « Cette politique du positivisme que Gambetta et Jules Ferry eurent la prétention d'imposer à la France, — dit M. Bérenger, dans *l'Aristocratie intellectuelle*, — et qui restera marquée dans notre histoire sous le nom d'opportunisme, cette politique d'avocats et d'hommes d'affaires, elle régenta les mœurs et les âmes, sans que les « vieilles barbes « de 1848 pussent faire autre chose que de déclamer devant ces liquidateurs imprévus de leur idéal. La politique d'idées fut considérée comme un vieux fétiche bon pour les simples d'esprit : la vraie politique fut désormais la politique des faits, ou mieux des affaires. » Et ces affaires s'appelaient le Panama, les chemins de fer du Sud, les spéculations coloniales.

La Proie nous présente dans le sénateur Guermantes un des coryphées de ce régime. Guermantes n'est pas un politicien de carrière, mais un homme d'affaires qui fait de la politique par nécessité. Voici son portrait :

Insensible aux idées qu'il méprisait, il n'entra dans la politique que pour étendre sa force et sa fortune. La forme du gouvernement lui importait peu. Il savait bien que blancs, rouges ou tricolores, avec des abeilles, des lis ou des bonnets phrygiens, les politiciens sont toujours à plat ventre devant l'or. Bien que fils d'un préfet impérialiste, il se fit élire en 1877, comme républicain modéré, et en 1881 comme opportuniste. En 1883, il eût été sans doute élu député radical de Nantes si, dès 1883, les délégués de la Loire-Inférieure ne l'avaient élu sénateur à une énorme majorité, ce qui lui permit de rester définitivement opportuniste. Quelque temps après, il fut ministre des travaux publics, et il en profita pour étudier à fond toutes les grosses affaires de la France et des colonies. Jouant alors à coup sûr, il accrut encore sa fortune et, même à Paris, devint un des princes de l'argent. Lié avec le baron de Reinach, avec les de Lesseps, il prit une forte part à l'affaire du Panama, et réalisa pour deux millions quatre cent mille francs de bénéfice sur des travaux pour la plupart fictifs. Par des prêts ou des avances d'argent, il tenait dans sa main plus de soixante de ses collègues, députés, sénateurs, ministres, qui étaient à sa merci et poussaient sa fortune.

Guermantes et ses pairs, voilà les vrais chefs du régime, les dirigeants. Les politiciens proprement dits sont des comparses, chargés de faire la parade et tenus en servage :

Croyez-vous, — dit Guermantes à Rozel, quand il le déniaise, — que la République aurait tenu dix ans si elle n'avait été soutenue par les banquiers et leur clientèle? Vous imagineriez-vous que ce sont les belles phrases de Gambetta, de Ferry et de Freycinet qui les ont maintenus au pouvoir? Derrière ces phrases, il y avait des réalités : l'avènement d'une bourgeoisie puissante, le triomphe des grandes compagnies, la ruine de la banque catholique, la possibilité de vastes spéculations. Si les républicains ne s'étaient pas solidarisés avec tout cela, il n'y aurait plus de république.

Guermantes n'entend pas d'ailleurs qu'on déprécie ces collaborateurs indispensables aux gens d'affaires que sont les politiciens :

Croyez-vous que, sans des gens comme Louviers et Montaillac (deux ministres), la grande industrie et la haute finance auraient pu mener à bien leurs entreprises? Ne savez-vous pas qu'en France le crédit de l'État est tout-puissant et qu'il fait seul réussir ceux qu'il couvre? Les républicains affamés dont vous parlez ont été notre couverture. Nous leur avons donné des os à ronger; s'ils les ont bien rongés, tant mieux pour eux.

Visiblement, M. Bérenger se fait du parti qui do-

minait vers 1888 une image assez semblable à celle que nous en donnent M. France et M. Barrès, et, chose curieuse! M. Zola : car nous voyons celui-ci, dans un ouvrage en cours de publication, bafouer, avec autant de sévérité que d'inconséquence, la politique naturaliste et les hommes du fait.

Cette vision est-elle exacte? N'a-t-on pas le droit de crier au pessimisme? On pourrait discuter là-dessus indéfiniment. Mais la génération accusée par M. Bérenger nous intéresse assez peu, avouons-le, pour que nous lui laissions le soin de se défendre elle-même. En tout cas, il est aisé de s'imaginer ce que fût devenue la république entre ses mains, si la crise boulangiste n'eût tout brouillé. Il se formait insensiblement, depuis quelques années, une aristocratie bourgeoise, une « noblesse républicaine » qui, en 1888, achevait de se constituer. On voyait approcher l'heure où elle fermerait ses rangs, clorait le livre d'or des familles gouvernementales, et résolument, gardant pour ses fils et ses affiliés les mandats électifs et les hautes fonctions, ferait de l'État sa chose. Cette oligarchie eût gouverné comme toutes les oligarchies : sans générosité et avec vigueur. Elle eût mis le pouvoir au service sinon de convoitises personnelles, du moins d'intérêts de caste; elle eût été intolérante et répressive; elle eût imposé l'ordre, étouffé les scandales, soutenu avec décision la lutte contre le socialisme; elle eût couvert la corruption et les abus de l'apparence d'un gouvernement prudent et fort, et émerveillé tous les esprits vraiment conservateurs — jusqu'à la catastrophe finale.

Les dieux n'en décidèrent point ainsi. La « noblesse républicaine » avait à peine trouvé son nom, que le boulangisme et le Panama l'anéantirent. Pour soutenir une lutte des plus difficiles, elle dut ouvrir ses rangs à de jeunes ardeurs et à des talents qu'elle eût, sans le péril, impitoyablement tenus dans les antichambres administratives. Et « les jeunes » entrés ainsi, de force, dans la place, par le boulangisme, livrèrent, sans l'ombre d'une hésitation, leurs aînés à l'ennemi, dans le Panama. Le Panama, comme les autres, laissés à eux-mêmes, l'eussent rapidement et sûrement étouffé! « Les jeunes », qui n'y étaient point compromis, s'en servirent allégrement pour jeter les « vieux lutteurs » à la porte et rester seuls dans la maison.

Raoul Rozel est un des soldats de cette garde montante, voilà tout.

Si nous savons l'interroger, il nous livrera le secret de sa génération, de la génération qui est entrée vers 1888 dans la vie politique.

D'abord, il est un ambitieux sans scrupule, il « césarise », comme dit M. Maurice Barrès. Mais en cela, il ne se distingue pas de la génération précédente; c'est par ce trait au contraire qu'il se confond avec elle, qu'il se noie en elle. Il est à la mode de jeter à la tête des jeunes gens ce mot, cette injure si vous voulez : arrivistes. Si on prétend les juger ainsi par comparaison avec leurs aînés, on a tort. Ils ne sont pas devenus arrivistes, ils le sont restés : quels pires arrivistes que Louviers et Bouteiller? En tout cas, ils ne sont pas encore arrivés à Mazas, et nous en sommes à attendre leurs *Impressions cellulaires*. Il faut chercher ailleurs le trait qui les différencie. Je crois bien que c'est celui-ci : Rozel est un intellectuel actif. M. Henry Bérenger a constaté dans l'*Aristocratie intellectuelle*, qu'à la génération positiviste a succédé d'abord celle des intellectuels dilettantes : « Une génération de dilettantes et de pessimistes, une génération à qui l'action et la création parurent également inutiles, une génération convaincue d'une seule chose, c'est que rien dans la vie ne mérite d'être vécu ou pris au sérieux, qu'il faut par conséquent se retirer en soi-même et jouir amèrement du spectacle des choses, comme d'une comédie souvent bien mal jouée. » C'est là le type qu'a fixé dans son œuvre M. Paul Bourget. M. Henry Bérenger le condamne. Il a écrit un roman pour le condamner : *l'Effort*. De tels jeunes hommes ne pouvaient évidemment pas marquer dans la vie nationale. La génération de Rozel rompit avec leurs errements. « Le premier parmi les jeunes intellectuels, reniant le ditettantisme, Rozel blâma le divorce de la pensée et de l'action et proposa un idéal d'énergie à ses camarades. » Ainsi au type Bourget, succéda le type Barrès, si j'ose dire.

M. Henry Bérenger trouve-t-il là la génération capable de réaliser son idéal d'aristocratie intellectuelle? Évidemment non, et cela se voit de reste à la façon dont il nous parle de Rozel. Un intellectuel doit se vouer à appliquer au gouvernement de l'État les idées de justice et de beauté sociale qu'il est seul en état de concevoir clairement. Il ne doit pas césariser. Rozel césarise et par là il se disqualifie. Il est le représentant d'une génération de transition qui prépare les voies à une autre, à celle de demain : l'aristocratie intellectuelle sera idéaliste ou ne sera pas. Nous avons ici la pensée dernière de M. Henry Bérenger.

On voit qu'il se fait une idée très haute de l'homme politique tel qu'il devrait être. Il en arrive tout uniment à le confondre avec le penseur. Il regrette en effet que l'exemple de Chateaubriand, de Lamartine de Guizot, de Thiers, de Hugo n'ait plus été suivi. J'avoue que ces noms déjà me font réfléchir. Thiers n'a été un politique de quelque envergure que parce qu'il n'était pas un penseur. Guizot a consommé avec

sérénité la chute du régime qu'il avait élu. Et ni la politique de Thiers, ni celle de Guizot n'ont brillé par la générosité : « Enrichissez-vous ! » ne saurait passer pour une maxime idéaliste. Quant à Chateaubriand, Lamartine et Hugo, je cherche en vain quel profit la nation a retiré de leur passage dans la vie publique.

Laissons la politique aux politiciens et ne leur reprochons pas de n'être que des politiciens. Leur tare n'est point d'être inférieurs intellectuellement à un Hugo. Leur tâche n'a rien de si difficile que des esprits moyens n'y suffisent. Ils sont, somme toute, les intendants chargés d'administrer les biens matériels de la nation. Qu'ils le fassent diligemment et honnêtement, qu'ils n'adoptent pas un modèle défectueux de caisson ou de voiture régimentaires, pour toucher un pot-de-vin, qu'ils ne couvrent pas du prestige de l'État une affaire véreuse, pour être du syndicat d'émission, qu'ils ne se refusent pas à une réforme financière équitable, pour ménager à leur carrière politique l'appui de la ploutocratie : voilà tout ce que nous leur demandons. Ne leur en demandons pas davantage. Ce serait trop dangereux. Un homme politique qui se croit chargé de souffler au peuple un idéal, de diriger en un sens quelconque la vie spirituelle et morale de la nation m'épouvante.

Vous reprochez amèrement aux contemporains de M. Jules Ferry d'avoir pratiqué la politique du fait, la politique sans idéal, la politique des affaires. Vous avez peut-être raison. Mais ne devriez-vous pas leur reprocher plus amèrement encore d'avoir été des apôtres de la religion positive et d'avoir tâché par tous les moyens de substituer, dans l'âme du peuple, cette religion aux croyances traditionnelles ? A mon avis, ils se sont mêlés là de ce qui ne les regardait pas. Et nos politiciens idéalistes ne feraient que commettre, d'une autre manière, la même usurpation. Les uns et les autres se prisent trop haut ou prisent trop haut leur fonction de gouvernants. Qu'ils gouvernent et qu'ils laissent les penseurs modifier lentement la pensée humaine et par contre-coup l'idéal politique ! Cette transformation accomplie en dehors d'eux, ils la subiront comme tout le reste de la nation, sous peine de disparaître, mais ils n'ont point à y travailler. Quel homme estimable que cet Henri IV qui passa du prêche à la messe, parce que son peuple était papiste !

En réalité, votre conception d'une aristocratie intellectuelle se réduit à transposer de la vie matérielle à la vie de l'âme, de l'économie politique à la morale, la conception socialiste de la toute-puissance de l'État. Vous voudriez que les penseurs pussent réaliser leur pensée par les moyens de gouvernement, de même que les socialistes demandent à réaliser par les moyens de gouvernement leur idéal économique. A l'une aussi bien qu'à l'autre de ces exigences, je médite de me dérober. Car l'une et l'autre tendent à faire de nos gouvernants des seigneurs de trop d'importance. Il a paru ces temps-ci un livre intitulé *les Valets*, et ces *Valets* ce sont les sénateurs, députés et ministres. Si ces honorables personnages étaient réellement des valets, — ce que je me refuse à croire, — je le déplorerais tout le premier. Mais je ne saurais souhaiter non plus qu'ils soient les maîtres. Qu'ils soient de bons serviteurs, voilà mon modeste vœu, en tant que peuple souverain.

* * *

Je me suis laissé entraîner si loin qu'il ne me reste plus de place pour parler de *la Proie* comme œuvre d'art. De ce point de vue, tout est à louer dans ce livre. Les figures y ont un fort relief. Rozel avec son désir balzacien de domination et de jouissances, avec son charme extérieur et son dandysme, est singulièrement vivant. Le type de Guermantes n'est pas d'une moins belle tenue. Et la scène où les deux caractères sont mis en présence et en lutte, — lorsque Guermantes amène, par l'appât du mariage, le jeune homme à se renier, — est d'une vraie beauté, traitée avec souplesse et ampleur. A ce livre un peu âpre, Marcelle Guermantes prête un charme délicat. Son image, tracée avec une visible prédilection, est infiniment touchante et noble. Comment elle se laisse prendre au faux idéalisme de Rozel, aime en lui l'homme qu'il n'est pas, y voit clair par instants et se prend à douter, puis se rassure dans la confiance qu'elle adoucira cette rudesse d'ambition et conduira, à force d'amour, cet homme à sa vraie destinée : tout cela est finement analysé et tout cela fait une exquise figure de femme. Nous souhaitons que par elle l'œuvre de salut s'accomplisse et nous nous réjouissons de trouver un écrivain de valeur pour qui la femme ne soit pas l'agent de corruption et de désorganisation, le monstre mythique dont on nous a donné la nausée.

Enfin, il y a dans *la Proie* une aisance de facture et de style qui prouve que M. Bérenger a trouvé sa manière d'écrivain. *La Proie* est de beaucoup supérieure, en ce sens, à *l'Effort* et réalise les promesses qu'avait déjà données, en un genre plus sévère, *l'Aristocratie intellectuelle*.

Mais j'ai l'air de marquer des bons points à l'auteur, ce qui est bien ridicule, et j'aime mieux vous dire tout simplement : Lisez *la Proie*, ce roman vous fera réfléchir.

GABRIEL SYVETON.

THÉATRES

VARIÉTÉS : *le Nouveau Jeu*, comédie en quatre actes et sept tableaux, de M. Henri Lavedan.

J'ai dit la semaine dernière le triomphal succès du *Nouveau Jeu*. Ma joie est complète d'avoir à parler autrement que pour en regretter l'absence volontaire) des qualités rares et délicieuses dont M. Henri Lavedan est si abondamment pourvu. Il a l'esprit le plus alerte, l'observation la plus clairvoyante, l'expérience la plus documentée, l'ironie la plus aimable. Et ce n'est pas tout! Avec ces qualités, il en possède une encore, plus précieuse, puisqu'elle permet de donner aux autres toute leur valeur : la fantaisie. Talent ou don naturel, je ne sais. C'est une manière de transposer la vérité, de l'élever pour ainsi dire au-dessus de la réalité, sans qu'elle cesse jamais d'être elle-même. On sent, on devine l'excès volontaire, et en même temps l'on devine et l'on sent que « c'est vrai ». L'habileté nécessaire, en ceci, est de doser exactement l'exact et l'excessif, d'amener, par exemple, des actions déraisonnables par des idées sages, ou d'aboutir, par des raisonnements incongrus, à des actes convenables... Mais les « recettes » valent juste ce que vaut l'opérateur; tout dépend du tour de main, du tact avec lequel sont combinés les éléments divers. Au surplus, c'est une vaine besogne, que de chercher à définir la fantaisie : elle est, ou elle n'est pas; elle est dans le *Nouveau Jeu*, et c'est ce qui donne à la comédie de M. Lavedan sa saveur singulière.

Considérez en eux-mêmes les actions de Paul Gostard. Rien n'y est complètement faux ; tout y est un peu excessif. Dès les premières répliques nous sommes renseignés ; Gostard a « rencontré aux Folies-Bergère une ravissante jeune fille accompagnée de sa mère... » Et, comme cela lui paraît presque naturel, ou au moins « très chic », nous sommes aussitôt fixés sur le degré d'attention que nous devons accorder aux personnages de M. Lavedan : attention suffisante, sinon sérieuse, pour peu qu'on y réfléchisse.

Les Folies-Bergère remplaçant, pour les entrevues, l'Opéra-Comique de jadis!... Le burlesque de la chose nous fait rire d'abord ; et, en même temps, nous sommes rassurés car nous savons qu'elle ne peut pas être. Cela ne nous empêche pas de faire, comme on dit, un petit retour sur nous-mêmes, et sur notre temps. L'Opéra-Comique et les Folies-Bergère, ces deux pôles, nous montrent le chemin parcouru ; et, si la figuration en est volontairement exagérée, la route n'en apparaît pas moins assez longue. Imaginez, maintenant, un personnage de comédie sérieuse s'indignant d'avoir rencontré une jeune fille dans un petit théâtre. L'effet eût été beaucoup moindre. Nous aurions presque été tentés de donner tort au plaignant ; toutes les idées en vertu desquelles s'est modifiée l'éducation des jeunes filles, idées qui ne sont pas toutes fausses, nous seraient revenues à la tête : nous aurions pensé qu'il vaut mieux aller au Palais-Royal entendre la *Cagnotte* qu'à la Comédie-Française l'*École des femmes*... Ainsi, grâce à sa « fantaisie », M. Lavedan nous a plus incités à la réflexion que n'aurait pu le faire un auteur plus grave et plus exact. Ainsi Gostard se trouve être plus représentatif de nos mœurs et de notre époque qu'un personnage quelconque de comédie sérieuse. Ce n'est peut-être pas qu'il soit plus vrai. C'est qu'il est moins faux. En d'autres termes, placé comme il l'est en pleine fantaisie, nous ne percevons de lui que ce qui est vrai : ce qui pourrait ne pas l'être nous échappe ; au moins le mettons-nous sur le compte de la « fantaisie ». Nous faisons nous-mêmes le départ entre le vrai et le faux ; et l'un nous plaît autant que l'autre, puisque tous deux nous donnent, en quelque sorte, le plaisir de collaboration : plaisir flatteur et sans fatigue.

Il est possible que j'aie un peu exagéré la portée d'une simple réplique (je ne voudrais pas, non plus, offusquer la modestie de M. Lavedan) ; mais pour le fond même, je crois n'y avoir « ajouté » que la sympathie que j'ai pour la pièce et pour l'auteur.

M. Lavedan s'est créé la langue la plus propre à prolonger une atmosphère de fantaisie autour de sa pièce. Cette langue est parfaitement adéquate aux personnages, presque réelle comme eux, et comme eux volontairement excessive. Et c'est là la merveille ! Personne, sans doute, n'agit comme Gostard et Labosse ; personne, assurément, ne parle comme eux ; et l'on a cette impression que, si Gostard et Labosse existaient, ils parleraient ainsi, et que des gens parlant comme eux ne pourraient agir que comme eux... Cela revient à dire que M. Lavedan a créé vraiment ses personnages et le milieu où ils agissent, et c'est le chef-d'œuvre de l'auteur dramatique, si, comme dans le *Nouveau Jeu*, personnages et milieu nous donnent l'illusion persistante de la vérité.

Cette langue de M. Lavedan est d'une verve et d'une richesse d'invention étourdissantes. On a parlé d'argot. Il est vrai que M. Lavedan emploie volontiers les locutions les plus imagées de la langue verte contemporaine. Mais le plus souvent il invente lui-même les expressions dont il use. Il opère, je crois bien, à peu près comme l'instinct populaire ; une idée lui apparaît, — il s'arrange pour qu'elle lui apparaisse, — comme une image : la phrase suggère le tableau, et c'est le tableau qu'il traduit directement... Je voudrais vous donner un spécimen du

genre, mais ceux qui me reviennent à la mémoire sont parmi les moins savoureux ; et j'ai peur que la phrase « refroidie » ne vous donne une idée fausse de la manière. Essayons toutefois...

Par exemple Bobette exprime cette idée, simple et d'ailleurs judicieuse, que, pour accorder sa fille à Gostard, Mme Labosse doit être fort ignorante des choses parisiennes. Pour Bobette, et malgré l'expérience qu'elle peut avoir du mariage des autres, la vie de famille est forcément la vie « bourgeoise », au sens de ménagère ; c'est-à-dire que Mme Labosse, mariée, doit être absorbée par les soins du ménage ; or, parmi les images que cette vie bourgeoise évoque chez Bobette, la plus vive et la plus immédiate (parce qu'elle est la plus opposée à ce qu'une Bobette a sous les yeux) c'est l'image d'une maison bien tenue ; et, pour les mêmes raisons que ci-dessus, cette tenue doit se résumer en vastes armoires où des lingeries sincères et solides s'étagent en piles régulières. Mme Labosse, c'est l'armoire : si elle ne sait rien de la vie parisienne, c'est qu'elle est absorbée par le soin de son linge... Et Bobette, exprimant l'idée que je disais tout à l'heure, traduit cette image avec une ingénuité savoureuse : « C'est à croire que cette femme-là a été élevée dans l'armoire au linge!... » Encore une fois, cet exemple est parmi les moins bons, et j'ai alourdi la phrase en cherchant à l'expliquer. Mais vous voyez le procédé, qui est bien celui qui crée l'argot courant. Et vous comprenez ce qu'il faut de sûreté, de verve et d'imagination pour le soutenir pendant sept tableaux! Presque à chaque réplique, c'est une image burlesque qui se dresse devant vous, et force le rire. Il n'est pas de dialogue plus succulent et plus fertile en surprises.

Je disais que la langue de M. Lavedan est complètement adéquate aux personnages. Elle l'est d'abord par cet excès si bien d'accord avec la nature de ses héros. Elle l'est aussi par la forme. C'est de petits bouts de phrases, sans « construction », désarticulés pourrait-on dire, où le verbe manque souvent, suppléé par l'image qu'évoquent les substantifs. Des embryons de phrases, justement faits pour exprimer des embryons d'idées. Écoutez Gostard raconter « la plus forte émotion de sa vie » : cette soirée où, ayant « plaqué » depuis quelques heures une petite amie, il vit aux Folies-Bergère (toujours!) les *Sept étalons de l'Ukraine*... Ils allaient, lentement, balançant leurs têtes robustes surmontées d'un panache... Et Gostard dut essuyer une larme!... — Chose admirable! on ne parvient pas à comprendre le lien obscur qui unit les *Sept étalons de l'Ukraine* à la femme abandonnée, on sent que Gostard ne cherche pas à le comprendre, et que, le voulût-il, il ne le comprendrait jamais! Et cette émotion burlesque, sans raison, dont le souvenir seul le trouble encore, tout cela nous effare et nous inquiète, met un piment dans notre gaîté. Et plus tard, Gostard, ayant surpris sa femme avec son ami Buranty, ayant été surpris à son tour avec Robette (les deux scènes sont d'une fantaisie étourdissante), et enfin lâché par celle-ci au profit du père Labosse, tout cela se brouille dans sa cervelle rudimentaire, il soupçonne à ces choses des raisons mystérieuses, une cause directrice... Et il se demande pourquoi, après tout, l'âme ne serait pas immortelle!...

Cela est d'une drôlerie supérieure. Et, remarquez-le, cette drôlerie pourrait bien aller assez profondément. Ces opinions, — que Gostard acquiert comme il peut les acquérir, — ne sont guère que des opinions de sentiment. Il est assez probable qu'on est matérialiste ou spiritualiste par disposition naturelle, par horreur du néant ou par découragement d'une vie future ; cela est un sentiment, plus qu'une raison ; et un sentiment chasse l'autre. Pour Gostard, le fait d'être « plaqué » par Bobette est infiniment grave. Tant de choses, — et si surprenantes! — ne sauraient arriver dans une volonté supérieure!... Je ne suis pas bien sûr qu'à l'origine de leurs opinions sur les vérités éternelles, les hommes ne retrouveraient pas quelque cause d'une importance égale à celle qui détermine le spiritualisme, provisoire. je l'espère, de Gostard?

Je m'aperçois que je ne vous ai presque pas parlé de la pièce. J'aurais du moins voulu vous donner l'envie d'aller la voir, vous en faire pressentir la saveur singulière, l'entrain et la verve, l'originalité naturelle et vraie. J'ai voulu raisonner mon plaisir, ce qui est puéril. Cela prouve du moins qu'il existe, et que je voudrais vous le faire partager.

En dehors des mérites que je me suis efforcé de vous faire sentir, le *Nouveau Jeu* a celui d'une interprétation exceptionnelle. Mlle Jeanne Granier a ce mélange unique de fantaisie et de vérité que je vous montrais chez M. Lavedan ; elle joue de tout elle-même, si l'on peut dire, elle se donne tout entière, avec un naturel et un esprit inimitables, tantôt excentrique, tantôt chatte, toujours vraie et simple, avec des échappées de « fantasquerie » extraordinaires. J'ajoute qu'aucun de ses rôles précédents ne m'a autant assuré dans l'admiration que j'ai pour elle ; celui de Bobette, si joli qu'il soit, n'est pas tout à fait ce qu'on appelle « un bon rôle » : dans ses scènes avec Gostard, c'est Gostard qui, naturellement, « a les effets ». Le succès de Mlle Granier n'en a pas moins été prodigieux. Il y a telles répliques que nulle comédienne à Paris ne dirait comme elle. — M. Albert Brasseur, mieux partagé, est merveilleux de finesse et de drôlerie ; il est Paul Gostard des pieds à la tête ; avec lui tout paraît vraisem-

blable, jusqu'aux « graves pensées » de la fin. Il faut louer M. Dieudonné qui a donné une figure frappante « au vieux marcheur », et M. Milher, qui nous a présenté un juge cordial et effaré devant les surprenants coupables qui passent dans son cabinet. M. Dumény et Mlle M. Caron ont joué le plus drôlement du monde « le flagrant délit » du cinquième tableau. Mlle Diéterle est impayable dans un rôle de petit modèle de Montmartre sympathique et mal embouché. Et Mlle Berthe Legrand donne une bonne physionomie à Mme Labosse. — Et vous verrez enfin aux Variétés, avec une mise en scène pleine de goût et d'élégance, les fameux décors tournants qui permettraient de supprimer les entr'actes, si les directeurs y consentaient !...

Il faudra, pourtant, que je vous parle de *Paméla, marchande de frivolités !*... Ce sera pour la semaine prochaine. Mais je veux vous signaler aujourd'hui la publication « en librairie » du *Plaisir de rompre*, de M. Jules Renard ; la pièce est exquise ; et j'ai eu, à la lire, un plaisir extrême.

Jacques du Tillet.

CHOSES ET AUTRES

Quel dommage que l'on ne puisse pas assister d'un esprit libre et dégagé aux péripéties d'un procès célèbre qui met le monde en émoi ! Quelles observations curieuses on y ferait sur la nature humaine en général, et, en particulier, sur les types les plus impertinents de la société contemporaine : le militaire et l'avocat, et le juge et le reporter de journaux, plus à redouter à lui seul que tous les autres réunis !

On verrait dans un étroit prétoire au moins trois camps distincts, séparés par des fossés abrupts, le camp des robes noires, celui des pantalons rouges et celui des jaquettes et vestons : trois mondes, acharnés l'un contre l'autre, et chacun d'eux, dévoré dans son intérieur par des rivalités féroces.

Le militaire qui prend un avocat par la barbe, et celui-ci, tout tremblant, qui supplie qu'on veuille bien ne pas le tuer, formeraient un groupe à part dans un coin de tableau. Dans un autre coin on verrait un grand chef, tout cousu d'or, qui s'excuse sur son ignorance de la langue parlementaire et demande pardon aux robes de serge de leur avoir parlé trop militairement.

Le président invite les témoins à dire la vérité, et à s'expliquer sur ce qui leur fera plaisir, excepté sur les faits de la cause. La partie fondamentale du débat est la seule qu'il soit interdit de traiter. Si quelqu'un s'en approche : « Prenez garde, dit le président, vous brûlez... » Et celui-ci, aussitôt, de se retirer avec précaution !

Ce petit jeu passionne la France et l'Europe. Il y a un nom qui est sur toutes les lèvres, mais que personne ne peut prononcer, et, dès que ce nom fait mine de sortir, le magistrat, d'un geste sévère, le renfonce dans la gorge du patient.

Les graphologues, photographes et astrologues fournissent des scènes inénarrables : ils se contredisent tous les uns les autres, et chacun d'eux se contredit soi-même, devant la justice ahurie.

Le principal accusé est un écrivain illustre, qui a pu se payer, du prix de ses livres, un hôtel et une voiture. Chaque matin il se rend au Palais de Justice dans son coupé, avec ses avocats.

Mais il est obligé de faire un détour immense par les ponts de la Seine les plus éloignés et de courir, ventre à terre, tout autour de Paris, pour éviter la bande des ennemis lancés à ses trousses. On dirait un voyageur qui fuit à travers les steppes et qui multiplie les circuits pour échapper à la poursuite d'une troupe de loups affamés. Cela se passe dans les rues de la ville la plus aimable et la mieux policée de l'Europe. L'autre jour les assaillants atteignent la voiture, la secouent sur ses ressorts, s'apprêtent à la renverser, entr'ouvrent la portière : à l'intérieur, blottie sur les coussins, effarée et palpitante, c'était la femme d'un haut magistrat, ce n'était pas l'écrivain illustre : on s'était trompé de voiture.

Dans une question de droit, ou simplement de légalité, on a jeté la politique, l'armée, la patrie, la religion ; on a déchaîné une houle immense, et, sur cette houle, flotte une toute petite coquille de noix qui représente le vaisseau de l'État.

* * *

Ces journées de février nous font souvenir que le suffrage universel a atteint l'âge respectable de la cinquantaine. Il agit encore, dans un grand nombre de cas, à l'instar d'un enfant, et la Presse, sa vieille grand'mère, ne semble pas encore avoir fait de progrès sérieux dans sa propre éducation à elle-même. Cette antique dame, en cheveux blancs, ne mûrira jamais, ce sera toujours une petite folle.

La principale sottise d'un certain nombre de journaux que je lis tous les matins, est de penser que, changeant le sens des paroles prononcées par les témoins, altérant les comptes rendus, modifiant la physionomie des séances, dans leurs feuilles de papier volant, ils changeront ainsi les choses mêmes et détourneront le cours des phénomènes historiques.

On croirait voir des astronomes qui traceraient sur le tableau noir des systèmes de cosmographie de fantaisie, et s'imagineraient par là avoir changé la marche des étoiles.

*
* *

Dans les moments de révolutions, on peut changer tout ce que l'on veut, la forme des institutions et le nom des rues d'une capitale : on peut adopter un meilleur plan de vie et se corriger de ses défauts. Mais le premier moment passé, c'est fini, et, si on ne s'est pas corrigé, on est de nouveau attaché par des chaines à ses vieux défauts et à ses habitudes déjà invétérées.

En 1848, un Parisien était depuis de longues années fatigué d'habiter rue Coquelet; ce nom l'humiliait, à ce qu'il paraît, et il aurait bien voulu déménager. A la faveur de la Révolution, il prit lui-même l'initiative de changer les plaques indicatrices : au lieu de « Coquelet », il mit « Lamartine ». Depuis lors, nous avons à Paris la rue Lamartine et le bourgeois de l'ex-rue Coquelet a cru qu'il avait déménagé, sans changer d'appartement. Il a fait une notable économie et il n'a pas détérioré son mobilier.

*
* *

Petite scène de la vie à Paris, en 1898.

Sur la plate-forme d'un tramway à vapeur : dans le groupe de dames et de messieurs debout, qui oscillent à chaque coup de piston de la mécanique, un homme long et maigre et un gros court se regardent les yeux dans les yeux.

— Je crois bien, Monsieur, vous avoir rencontré à Alexandrie.

— Vraiment, ce n'est pas impossible, j'ai passé deux fois à Alexandrie, en allant au Tonkin et en revenant.

— Et moi six fois, car j'ai fait trois voyages en Chine et je me prépare à y retourner.

— Brava! brava!... Alors, vous connaissez peut-être M. Tomby, à Alexandrie?

— Parfaitement, nous avons des amis communs, j'ai dîné chez cet excellent Tomby.

— Brava! brava! Moi je suis de ses parents, nos familles sont alliées par les femmes. Quelle maison hospitalière! J'y ai passé de bien agréables moments.

— Monsieur, donnez-moi la main, nous sympathisons à merveille.

Une secousse du tramway qui s'arrête brusquement pour prendre un voyageur fait presque tomber dans les bras l'un de l'autre nos deux amis improvisés. Ils se sentent concitoyens et frères en humanité, non point parce qu'ils sont nés en France et qu'ils habitent ordinairement Paris, mais parce qu'ils ont dû se côtoyer un jour sans se connaître, à Alexandrie, qu'ils ont dîné tous les deux chez M. Tomby et qu'ils se sont croisés sur la mer Rouge. Cette rencontre de leurs destinées les met en joie, ils échangent les marques les plus démonstratives de leur sympathie fraternelle. Le gros court répète à chaque bout de phrase, en se donnant un accent étranger : Brava! brava! Le tramway continue de courir le long des rails vers Neuilly et Saint-Germain.

Le groupe de voyageurs affairés qui se serrent sur l'étroit plancher branlant écoute avec indifférence ce dialogue extrêmement commun. Chacun a été témoin de scènes pareilles ou analogues. Les omnibus de Paris, sont des endroits où l'on se rencontre en venant en sens inverse des extrémités de la planète.

— Et où allez-vous? dit le gros court. Où habitez-vous?

— Telle rue, tel numéro, à Neuilly, dit le grand maigre.

— Brava! brava! Je suis votre voisin.

Cela dit très simplement, le brava! brava! étant un tic de notre homme, et non une marque de surprise. Ils descendirent ensemble et rentrèrent chez eux de compagnie. La semaine prochaine l'un ira en Chine et l'autre en Australie, en se disant au revoir!

JEAN-LOUIS.



POLITIQUE EXTÉRIEURE

La discussion qui s'est engagée à la Chambre, sur la conduite de nos affaires extérieures, à propos du budget de 1898, a paru, comme toutes les années, académique et rétrospective. Il y a encore été beaucoup question du concert européen, au moment où ce concert est expirant. On nous en a vanté les bienfaits, dont le principal est le maintien de la paix du monde. Mais cette paix a été atteinte gravement par la guerre turco-grecque qui fut bien une vraie guerre sans doute, et même on peut dire que, malgré la paix signée, elle continue encore aujourd'hui en Crète et en Thessalie, où l'on n'a pas cessé de se battre.

D'une autre part, cette paix armée, si lourde aux nations, et toujours caduque, ressemble à un état de guerre plus peut-être qu'à un état de paix. La gêne générale de l'Europe, le malaise cuisant de la situation économique sont des signes palpables que ce n'est pas là une vraie paix.

Il est facile de soutenir que cela vaut mieux que si le continent européen était livré tout entier aux exploits de la mélinite; nous n'avons garde d'y contredire. Seulement la diplomatie fait la fière à bon marché pour elle. Les gouvernements nous permettent encore de vivre à peu près, et nous les en remercions.

Pendant que M. Hanotaux était à la tribune et nous vantait les résultats, tels quels, du concert euro-

péen, les dépêches officieuses nous informaient que ce concert finissait et que nous ne serions plus bercés de son doux murmure. La volonté du Tsar, de placer le prince Georges, fils du roi des Grecs, à la tête du gouvernement général de la Crète, aurait hâté le terme de l'harmonie européenne. L'unanimité qu'on nous avait fait entrevoir sur ce point, il y a quelques semaines, était une de ces fictions diplomatiques que l'on entretient avec peine jusqu'au dernier moment, où il est enfin impossible de ne pas dire la vérité. Le sultan a déclaré qu'il ne pourrait jamais faire accepter à l'opinion de ses sujets une nomination qui leur apparaîtrait comme un triomphe de l'hellénisme. On ne s'attendait pas à voir l'empereur des Turcs invoquer ainsi une opinion publique de l'Orient ; Abdul-Hamid a pris l'habitude de se moquer assez ouvertement de la conscience de l'Orient et de l'Occident. Mais il est vrai que le vainqueur se trouve en bonne posture pour faire entendre ses objections au choix du prince hellène comme gouverneur d'une province de son empire.

L'Autriche-Hongrie, de son côté, a pensé que ce succès de l'idée hellénique pourrait être un obstacle à la réalisation de ses rêves d'avenir : l'Italie n'était pas loin de penser comme l'Autriche, et l'Allemagne, devenue la grande alliée du Sultan, a plus d'un motif pour entretenir la résistance de l'Autriche et de l'Italie. Enfin les États des Balkans, au premier mot qu'ils ont entendu dire de la candidature du prince Georges, se sont tous mis en mouvement et ont fait entendre chacun leurs réclamations.

M. Hanotaux, et, après lui, M. Méline, comme chef de gouvernement, n'ont pas hésité à déclarer qu'ils avaient toujours multiplié les marques de leur sollicitude pour la Grèce et qu'ils étaient prêts à lui en donner encore de nouvelles, et plus significatives. C'était une allusion directe à cette candidature du prince Georges, dont la Russie avait pris l'initiative. Si les choses sont bien ainsi, comme il y paraît, on ne devrait donc plus nous vanter les douceurs du concert européen, mais on devrait plutôt nous habituer à nous passer de cette musique. Nous serions, dès aujourd'hui, en présence d'une nouvelle forme de l'équilibre de l'Europe. Le système franco-russe apparaîtrait peut-être avec sa physionomie propre et des traits plus accusés.

C'est précisément sur le sens et la valeur de l'alliance franco-russe que l'on a livré à la Chambre la plus vive escarmouche.

Le ministre des affaires étrangères, répondant à M. Goblet, a déclaré, avec une parfaite netteté, qu'il ne pouvait nous renseigner sur cette grande affaire, et le passage vraiment lumineux de son discours a été pour nous dire qu'il ne pouvait absolument pas nous donner la lumière qu'on lui demandait. « Vous nous interrogez sur les termes et les conditions de l'alliance franco-russe, il m'est impossible de vous répondre... Cette alliance est un grand événement historique, elle a été proclamée à la face du monde... nous n'avons rien à ajouter à cette proclamation solennelle. Les faits parlent assez haut et ils nous dispensent d'en dire davantage. »

Nous disons ici « alliance » pour l'abréviation des formules, mais on remarque avec quelle délicatesse M. Hanotaux évite cette expression ; il dit toujours : « accord » ou « combinaison politique » ou « grand événement proclamé par les parties contractantes », etc. ; il ne dit pas « alliance ». On assure que c'est plus diplomatique, puisque c'est plus alambiqué.

M. Méline n'étant pas diplomate de profession, n'y met pas tant de coquetterie. Président du conseil, et le premier des paysans de France, ce qui vaut bien le titre de diplomate et même celui d'académicien, M. Méline dit que la France a le sentiment d'être plus forte, depuis qu'elle a à côté d'elle « un allié fidèle et sûr ».

Et il ajoute : « La France n'ignore pas que ce grand empire sera, un jour, par la puissance de son développement naturel et forcé, dans certaines questions l'arbitre du monde, et que, ce jour-là, les problèmes qui paraissent aujourd'hui le plus insolubles, se résoudront d'eux-mêmes. »

Cette déclaration, ainsi formulée, a fait un peu tressauter la Chambre, et il y avait de quoi. Il me semble que M. Hanotaux lui-même a dû en recevoir une petite secousse. Sans doute, lorsqu'il y aura, « un arbitre du monde », tous les problèmes qui paraissent aujourd'hui insolubles seront résolus, mais cette question même d'avoir et de posséder « un arbitre du monde » ne paraît pas encore si près de sa solution que nous voudrions pouvoir le penser.

En tout cas, cette situation hors ligne de la Russie que M. Méline se plaît à reconnaître et à proclamer, s'ajoute aux observations que nous avons présentées tout à l'heure au sujet du concert européen. Une nouvelle situation se développe qui ne sera plus celle de l'année dernière. Dans un état de concert entre diverses puissances, on évite de dire que l'une d'elles est l'arbitre des questions litigieuses du monde.

Le concert des puissances doit agir d'ensemble, d'un commun accord, et en tant que concert, c'est-à-dire avec des volontés concertées ; si l'une d'elles sort du rang et prend la fonction d'arbitre, il semble bien que ce n'est plus tout à fait le concert.

Cette nouvelle situation pourrait avoir des avantages que l'ancienne n'avait pas, et elle nous aiderait aux solutions vraiment pacifiques, si l'arbitre avait bien ce caractère et s'il était reconnu comme tel par les autres. Mais, en général, l'arbitre ne doit

pas être un potentat à la tête de forces immenses, qui naturellement porte ombrage ; il doit être plutôt un petit prince, ou un simple citoyen philosophe, ne possédant de force que sa sagesse et l'autorité que les autres veulent bien lui reconnaître.

La « Ligue internationale de la paix et de la liberté», qui s'est assemblée récemment à Berne, a proposé un moyen parlementaire et une sorte d'arbitrage pour régler la question crétoise. Les ambassadeurs des puissances, réunis à Constantinople, ou à Athènes, ou plutôt dans une ville neutre, éliraient au scrutin le gouvernement de la Crête. Si le scrutin, après plusieurs tours, ne donnait pas de résultat, le choix du gouverneur serait laissé à un tribunal arbitral, composé du roi des Belges, du président de la Confédération helvétique et du grand-duc de Luxembourg. Ces arbitres pourraient à leur tour nommer un sur-arbitre.

Les dépêches nous font savoir aujourd'hui que l'Italie aurait présenté une proposition tendant à faire désigner le gouverneur de la Crète par les ambassadeurs des puissances qui sont à Constantinople. Cette idée se rapproche de celle qui a été formulée par la Ligue internationale à Berne. Nous savons bien qu'il est encore de mode d'accueillir ces idées-là par des sourires ; mais, au fond, ces sourires nous semblent faire partie d'un certain snobisme diplomatique et mondain, et, devant l'incapacité persévérante des puissances, on comprend qu'il faudra finir par remettre nos questions à des arbitres, ou qu'il faudra encore une fois se résigner à les voir furieusement agitées, et non pas résolues, par les moyens anciens et toujours nouveaux de la barbarie.

Hector Depasse.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

Les éditeurs ne sont pas contents. L' « affaire » a jeté le désarroi dans leurs combinaisons, et retardé, sinon compromis, les « lancements » prévus pour l'hiver.

Un détail curieux. Depuis plus d'un mois, la vente au détail, chez Flammarion, a baissé de vingt-cinq pour cent par jour.

L'un des chefs de la maison, de qui nous tenons ce renseignement, ajoute : « Les pamphlets de Zola ont même aggravé cette mévente. Chaque fois qu'un de ces pamphlets a paru, la diminution s'est élevée de vingt-cinq à trente-trois pour cent dans la journée.

— Et les livres nouveaux ?

— Ils attendent. Nous avons plusieurs volumes tout prêts : un roman de Pierre de Lano, *Du Cœur aux Sens*, un autre d'Edouard Conte, *Charles Sauvageon*, un autre d'Henry Kist, *l'Illégitime*, un recueil de *Quotidiennes*, d'Alexandre Hepp... Nous n'osons rien « faire sortir ». Le temps de la lecture, ce sont les journaux qui l'absorbent.

A la librairie Charpentier également, les brochures neuves s'accumulent. M. Fasquelle est absent, et consacre aux audiences de la cour d'assises toutes ses après-midi. Ses collaborateurs gémissent dans l'inaction. « Notre premier volume à faire paraître est justement un roman de Clémenceau, — son premier roman, — *Les plus Forts*. Mais qui se soucie, à cette heure, du roman de Clémenceau ? C'est sa plaidoirie qu'on attend.

— Et après ce roman ?

— Après ? Ce sera le *Paris*, de Zola, puis le *Chercheur de tares*, de Mendès ; puis le *Soutien de famille*, d'Alphonse Daudet. Tout cela est prêt. L'« affaire » gêne bien nos affaires... »

Chez Calmann, rue Auber.

« Des livres nouveaux ? mais nous ne savons plus où les mettre, et nous attendons, pour continuer à imprimer, qu'on nous désencombre. Voici le volume de M. Bérard, sur les *Affaires de Crète ;* celui d'Hugues Le Roux, *Nos Filles ;* celui du comte Othenin d'Haussonville, *la Duchesse de Bourgogne et l'Alliance savoyarde*... Nous avons, — tout prêts, — *le Duc de Richelieu*, de M. de Cisternes, et la *Duchesse de Duras*, de M. Bardoux ; un roman de Mme Octave Feuillet, *la Filleule de Monseigneur*, et un roman de Mme Caro, *Pas à pas ;* un volume d'Arthur Pougin, sur la *Jeunesse de Mme Desbordes-Valmore ;* des souvenirs *de la Guerre et de la Commune*, de Louis Gallet... Et d'autres attendent et s'impatientent, derrière ceux-là... »

Chez Ollendorff, mêmes impatiences... « Le papier s'entasse sur le papier, et on n'ose lancer aucun volume. Voici un roman de M. Pierre de Coulevain, *Noblesse américaine ;* un volume d'exquises chroniques de Claveau, *Sermons laïques ;* deux autres de Paul Adam, *le Triomphe des Médiocres*, et *les Tentatives passionnées*, — qui sont aussi des recueils de nouvelles et d'articles ; un volume de M. Edmond Fazy, *les Turcs d'aujourd'hui*, qui est destiné à faire quelque tapage ; M. Fazy est un professeur qui a longtemps vécu à Constantinople, et vu de très près les gens dont il parle ; et son livre est dur, très dur et très amusant. Malheureusement, il n'y a pas en ce moment de livre amusant qui tienne ; et rien ne compte, en dehors de ce qui concerne « l'affaire », n'est-il pas vrai ? »

Et la conclusion de mes interlocuteurs est la même : à savoir que la saison, pour les libraires, est fort compromise. L'hiver tire à sa fin, et c'est maintenant le seul instant de l'année où les Français lisent un peu. Les sports, la bicyclette et les voyages — dès les beaux jours venus, vont absorber tous les loisirs et abolir de nouveau toute possibilité de lecture — pour six mois.

Le second volume de la *Correspondance* de Victor Hugo paraîtra la semaine prochaine.

La *Correspondance* de Renan avec Berthelot sera publiée un peu plus tard ; mais le volume est prêt ; M. Ber-

thelot en a remis ces jours-ci les « bons à tirer » à son éditeur.

Pour la même date prochaine est annoncée la publication d'une *Vie de Renan* de Mme Marie Darmesteter (Mary Robinson).

L'ouvrage présente cette particularité tout à fait intéressante d'avoir été écrit par son auteur en anglais et en français. L'édition anglaise, déjà parue, obtient chez nos voisins un succès considérable.

Economie politique.

M. L. Paul-Dubois, auditeur à la Cour des comptes, publie aujourd'hui son *Essai sur les Finances communales*, dont l'Académie des sciences morales et politiques couronnait récemment le manuscrit.

Pour lundi :

Les Mémoires d'un ministre du trésor public (1780-1815), par le comte Mollien;

De M. G. de Molinari : *Grandeur et Décadence de la Guerre.*

Le second volume de l'important ouvrage de M. Frédéric Masson, sur *Napoléon et sa famille*, est annoncé pour le mois prochain.

Entre temps, M. Frédéric Masson achève la préface d'une histoire du *Maréchal Davoust*, écrite par son petit-fils, le comte Vigier.

A propos d'Émile Zola, voici une statistique curieuse, et dont les chiffres sont instructifs. Ils nous renseignent mieux que de longs commentaires, non sur la valeur, mais sur le succès comparatif des œuvres de l'écrivain.

La *Fortune des Rougon* a présentement atteint son trente troisième mille; la *Curée* en a eu 43; le *Ventre de Paris*, 40; la *Conquête de Plassans*, 33; la *Faute de l'abbé Mouret*, 49; *Son Excellence Eugène Rougon*, 30; l'*Assommoir*, 139; *Une page d'amour*, 88; *Nana*, 182; *Pot-Bouille*, 88; *Au bonheur des dames*, 68; la *Joie de vivre*, 51; *Germinal*, 99; l'*Œuvre*, 59; la *Terre*, 123; le *Rêve*, 99; la *Bête humaine*, 94; l'*Argent*, 86; la *Débâcle*, 190; le *Docteur Pascal*, 88; *Lourdes*, 143; *Rome*, 100.

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), jeudi 24 février, M. Maurice Spronck : *l'Argent au théâtre.*

M. Edmond Biré, auteur d'études minutieuses et documentées où Victor Hugo est patiemment « dépiauté », s'apprête à déshabiller Chateaubriand de la même façon.

M. Biré prépare une édition des *Mémoires d'outre-tombe*, accompagnée d'un « commentaire perpétuel ». La méthode de l'écrivain, à quelque œuvre qu'elle s'applique, est toujours la même : armé de dossiers, muni de vieilles correspondances et de vieux journaux, M. Biré excelle à découvrir les menues inexactitudes des biographies, à surprendre une erreur de date, à opposer l'un à l'autre deux petits faits qui se contredisent; et rien ne l'intéresse plus que de dénoncer ces « maquillages » divers à l'aide desquels les grands écrivains ont coutume — inconsciemment peut-être? — d'arranger leur rôle, de se « faire une tête » devant l'histoire. Besogne de juge d'instruction, soit; M. Biré n'en est pas moins de première force à cette besogne, et Chateaubriand va passer, entre ses mains, quelques vilains quarts d'heure.

Mais Chateaubriand a toujours eu de la chance; il s'en tirera.

Mme Tiby, fille de Cuvillier-Fleury, réunit, pour les publier, une partie des papiers de son père.

Précepteur du duc d'Aumale, Cuvillier-Fleury avait entretenu avec le prince, pendant les dix-huit années que dura son premier exil, une correspondance qui jamais ne s'interrompit. A la mort de son ancien maître, le duc d'Aumale redemanda, pour les joindre à ses papiers personnels, les lettres qu'il avait écrites; Cuvillier-Fleury avait-il conservé la copie des siennes?

S'il l'a fait, il est à souhaiter que ces lettres figurent dans la publication que prépare Mme Tiby. Elles sont d'un intérêt capital. Cuvillier-Fleury y tenait le prince au courant des moindres incidents de la vie de Paris; on y trouve, à côté de pages d'une éloquence rare consacrées à l'appréciation des grands événements, des notices sur les pièces et les livres nouveaux. C'est toute l'histoire politique, littéraire et anecdotique du second Empire, écrite au courant de la plume, par un des hommes qui furent le mieux placés pour bien voir les choses, et bien les juger.

M. Georges Rodenbach prépare un volume d'études et de monographies littéraires, *l'Élite*, qui ne seront pas publiées avant l'automne; en attendant, il nous donnera un volume de vers qui est achevé, et qui sera remis à l'imprimerie dans quelques jours. Le titre n'en est pas encore arrêté. *Les Joies contemplatives*, ou *Sérénités?* Ce sera l'un des deux.

M. Pierre de Nolhac, conservateur du musée de Versailles, travaille à une importante histoire illustrée des appartements du château de Versailles, sous Louis XIV et Louis XV. L'ouvrage paraîtra dans un an.

M. Ary Renan est un dilettante, qui écrit pour le plaisir d'écrire, mais que l'ambition littéraire ne tourmente pas.

Il a terminé depuis deux ans un volume de *Paysages historiques* qui contient, sur Ischia, sur Torcello, sur Kairouan, sur Tlemcen, sur la Syrie et le Haut-Liban, des pages excellentes, disent ses amis. On voudrait bien les lire; mais M. Ary Renan n'est pas pressé. Le livre est imprimé; son éditeur le supplie, depuis plusieurs mois, de renvoyer ses épreuves. Vaines prières. M. Ary Renan est en contemplation devant des paysages nouveaux, et ne répond pas...

Un étudiant de l'Université Harvard, à Cambridge (Miss.), M. James Hyde, a fait une donation à son Université, dont l'objet est de faire venir à cette université, chaque année, un écrivain français qui y doit donner une série de conférences sur l'histoire de la littérature française. M. René Doumic a été invité à faire

cette année huit conférences sur l'histoire du romantisme en France.

M. Doumic fera ses conférences à Harvard du 1er au 15 mars. Il donnera ensuite des conférences dans les principales Universités américaines, notamment à Baltimore, New-Haven, New-York, Chicago. Il terminera son voyage par un séjour au Canada où il donnera des conférences à Montréal, Québec et Ottawa.

Emile Berr.

— —

L'AGE INCERTAIN, par M. P. Gauthiez (Ollendorff). — « Je crois qu'il serait temps de ne plus limiter Paris au beau monde de la peluche et des étoffes Liberty, aux salons de la haute banque ou à la gueuserie dorée ; mettons au jour les braves gens, le vrai Paris du bon travail, et l'art, et la pensée, et le cœur... Je voudrais faire un livre avec les vertus, les hommes et les paysages de chez nous, et, ville et campagne, peindre des Français et non pas des aliénés en formation, des bandits qui ont de la veine ou des ratés prétentieux. » Ainsi parle Sylleaux, le romancier qui, nous avons de fortes raisons de le croire, est le porte-parole de M. Gauthiez lui-même. Ah ! les braves gens dont on nous fait faire ici l'intime connaissance, et comme cela rafraîchit le sang de pouvoir se dire : Eh bien, oui, c'est vrai, il en reste encore quelques uns... par-ci par-là, et ce ne sont pas purement des personnages du pays d'Utopie, ce Lavardin qui cache un cœur aimant, tendre, passionné pour tout ce qui est beau et grand, sous une apparence de hérisson misanthrope ; ce Pingey, qui a du talent sans avoir de morgue ni de prétentions, chose peu banale chez un musicien, et qui ne débine pas ses confrères, trait vraiment extraordinaire chez un artiste ; cette famille Valois, si noble dans son antique simplicité ; le poète Portor, « grand gars rubicond, modèle des barons allemands de la Renaissance, géant récitant avec des douceurs infinies, des modulations perlées, des poésies délicates et pures, aux semblances hiératiques » ; enfin cet Adrien Milleraye, un peu faible, un peu indécis, mais honnête et bon enfant, et en qui s'incarnent pour ainsi dire toutes les souffrances morales, toutes les luttes, tous les dangers de l'Age incertain, l'âge où le cœur s'ouvre à l'amour en même temps que s'impose la vie avec ses devoirs austères et ses inéluctables compromis, l'âge fatidique où souvent l'avenir tout entier se décide comme sur un coup de dé de la destinée. Ne croyez pas pourtant que nous ayons sous les yeux un roman à l'eau de rose ; à côté de la jeunesse pauvre et travailleuse, l'auteur sait nous faire de la bohême échevelée un tableau autrement juste et poignant, je dirais volontiers autrement cruel, que celui de la bohême rendue classique par un livre trop fameux ; comme repoussoir aux mœurs presque patriarcales d'une vieille famille bourgeoise, il s'entendra parfaitement à nous présenter l'existence abominable de la bourgeoisie nouveau style et le salon de Mme Lebarbier est une ménagerie fort curieuse d'animaux grotesques, féroces et venimeux. La fin de l'œuvre en est certes la partie maîtresse : les amours ingénues d'Adrien et d'Anne-Marie, les angoisses de la jeune paralytique, les regrets de Sylleaux — et combien d'épisodes gracieux ou touchants — tout cela m'a laissé une impression absolument délicieuse. Quant à certaine allusion qui veut être méchante et n'est que mesquine, je saute par-dessus à pieds joints. Dieu merci, jamais de pareilles misères ne m'empêcheront de dire tout le bien que je pense d'un beau livre, un des seuls que, depuis longtemps, j'aie relus coup sur coup, avec un plaisir plus vif la seconde fois que la première.

LA PORTE D'IVOIRE, par *M. Bernard Lazare* (Colin). — Supposez pour un instant que la vie psychique de l'humanité tout entière devienne le fond de la conscience individuelle d'où la fantaisie d'un poète pourra tirer la matière d'une foule de rêves bizarres, demi-philosophiques, demi-légendaires, que nous croirons de bonne foi avoir rêvés nous-mêmes : tels sont les récits que M. Bernard Lazare fait entrer chez nous par la porte d'ivoire, sous la conduite d'un vieux philosophe panthéiste, bonhomme dont les doctrines admirables de logique et d'élévation sont en contradiction perpétuelle avec les actes, ce qui n'a rien d'invraisemblable chez un philosophe. Je sais bien qu'au réveil on s'insurge souvent contre ses rêves, qu'ils soient noirs ou roses et qu'on s'écrie : En somme, à quoi tout cela rime-t-il ? Cela ne rime à rien, et pourtant on serait désolé de ne rêver plus, car on a besoin de cet élément d'existence fluide, de ce mirage trompeur, corrigeant ce que l'existence a de trop brutal et de trop rude. J'ai noté du reste par-ci par-là quelques fortes et saines paroles dont la portée est plus haute que celle du songe éveillé, entre autres le conte de *Cinq-péchés*, petit israélite de mauvaise vie, dont les péchés sont innombrables et qui pourtant se trouve être à un certain moment le seul juste en Israël. C'est que *Cinq-péchés*, malgré tous ses vices, est vraiment, foncièrement bon ; il l'est sans le savoir, sans se douter même au juste de ce qu'est l'orgueilleuse bonté humaine : « Comme j'étais pauvre, je vendis mon lit, ma couverture et mon escabelle, et ayant eu ainsi la somme suffisante, je la donnai à la malheureuse qui put, sans se vendre, racheter son mari. C'est peut-être cela que vous appelez faire le bien, rabbi. »

G. Art.

Nouveautés de la semaine.

D'après la Bibliographie de la France :

Les Derniers Lys, par Georges d'Esparbès (Dentu). — *Israël*, par Gyp : — *Du Cœur aux Sens*, par Pierre de Lano (Flammarion). — *L'Impasse*, roman, par Paul Bonnetain : — *Poésies* (1866-1873), par Albert Mérat (Lemerre). — *La Socialiste*, roman, par Paul Dubost (Perrin). — *Carnavals parisiens*, par Louis-Morin (Montgredien). — *Velasquez*, par A. de Beruete (Laurens). — *Acteurs et Actrices d'aujourd'hui : Suzanne Reichenberg*, par A. Alexandre (Juven). — *L'Affranchie*, comédie, par M. Donnay (Ollendorff). — *Saint-Cendre*, par Maurice Maindron (Editions de la *Revue Blanche*). — *Sportmanomanie*, par Gyp : — *La Ville morte*, par G. d'Annunzio (C. Lévy). — *Montaigne et ses amis*, par P. Bonnefon (Colin).

Paris. — Chamerot et Renouard, Imp. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 3416 *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 9. 4e SÉRIE. — TOME IX **26 FÉVRIER 1898.**

DÉPOPULATION ET RÉFORMES SOCIALES

L'histoire du problème de la population, qui est d'importance capitale pour l'avenir des peuples, est bien faite pour mettre en garde contre l'abus des théories. Selon les écrivains qui ont précédé Malthus, l'accroissement de la population ne tend pas à dépasser ses ressources. Malthus soutient la doctrine contraire. Darwin admet avec Malthus que l'accroissement tend à dépasser les ressources, mais ajoute qu'il rencontre des obstacles matériels, les uns positifs et répressifs, misère, maladies, guerres, mort, les autres préventifs, prévoyance et abstention volontaire ; il en déduit sa doctrine de la lutte pour l'existence, qui elle-même aboutit à la célèbre théorie de « l'évolution ». Comme conclusion pratique ? Darwin en tire, avec les individualistes, le « laissez faire », il blâme les moyens préventifs, parce qu'il considère la multiplication, sans autre frein que les freins naturels, comme avantageuse à l'espèce humaine en général, aux peuples en particulier. Spencer, admettant encore la tendance naturelle de la multiplication à dépasser les ressources, étudie le taux de la multiplication pour différentes espèces et montre qu'il varie à l'inverse de l' « individuation », c'est-à-dire du développement de l'individu en *valeur* et en *bonheur*. Il conclut aussi au « laissez faire », mais il le complète par le précepte : *Individualisez*, c'est-à-dire : développez la vie individuelle et, par cela même, vous modérerez la multiplication. On sait jusqu'à quel point le philosophe anglais pousse l'individualisme et quelle horreur il éprouve pour toute intervention de l'État.

Dans les pays neufs, c'est surtout l'action prolifique, mise en avant par Malthus, qui se manifeste ; dans les pays avancés, où la population est dense, d'une civilisation raffinée et individualisée, les freins se font surtout sentir, et avec une énergie croissante.

Parmi les pays avancés et où les freins se font sentir à l'excès, la France occupe le premier rang.

I

C'est, selon nous, dans le domaine psychologique, et physiologique, qu'il faut chercher les principales causes de l'état stationnaire auquel tend la population française (1).

Mais ici nous retrouvons l'école de Marx, l'école du « matérialisme historique », qui refuse de faire intervenir les considérations psychologiques et morales dans l'interprétation des phénomènes économiques et sociaux ; selon cette école, il ne faut point substituer des notions purement « subjectives » aux résultats objectifs. Elle s'élève contre les « esprits idéalistes qui continuent d'attribuer aux mœurs, à l'éducation et aux préjugés le pouvoir d'exercer une action sur la marche de l'histoire et sur le mécanisme de la société ». Tout s'expliquerait, à l'en croire, quand il s'agit du mouvement de la population, par des raisons économiques. A l'appui de cette théorie, on fait observer que la loi de la population, au lieu d'être une loi fixe, invariable, constante,

(1) C'est un point dont nous avons essayé la démonstration dans le livre que nous allons publier sur la *Psychologie du peuple français*.

s'appliquant à des nations entières, *in abstracto*, varie au contraire, dans les divers groupes sociaux ou « classes sociales », avec les conditions économiques d'existence (1). Et cela est vrai. Mais comment agissent ces conditions, sinon en inspirant ou n'inspirant pas la *prévoyance*, la *crainte* d'avoir des enfants, l'*égoïsme* ou l'*altruisme*, bref tous les *sentiments* qu'on veut exclure du problème et qui sont cependant les vrais moteurs? Les marxistes soutiendront-ils que la volonté, « principe *subjectif* », n'a rien à voir dans la question, que les enfants se procréent tout seuls sans le vouloir des parents ou sous l'action mystérieuse des « conditions économiques »?

On a fait voir que, à l'époque où apparait dans un pays l'industrie simplement manufacturière (qui n'est pas encore le « machinisme »), l'utilité considérable des bras écarte les risques de paupérisme intense parmi les travailleurs; chaque famille trouve avantage à se développer, puisque chaque enfant devient « rémunérateur », selon l'expression de M. Leroy-Beaulieu. C'est ainsi que, de 1840 à 1870, la natalité en Angleterre augmente de 32,6 p. 1 000 à 36 p. 1 000; or, c'est la période manufacturière. — Rien de plus frappant, mais aussi, ajouterons-nous, rien qui montre mieux l'influence des mobiles psychologiques, sans lesquels les conditions économiques n'agiraient pas. Sous le régime anglais des manufactures, toute famille nombreuse augmente les chances de bien-être, et la population augmente parce que le père de famille ne voit pas d'inconvénient à procréer; — ce qui est psychologique et non mécanique. Vient ensuite l'apparition des machines : diminution de la main-d'œuvre, extension du nombre des individus inemployés, chômages, substitution progressive dans les ateliers de la femme à l'homme; « résultat forcé : diminution de la natalité, augmentation de la mortalité infantile, dépopulation ». Et comme, en Angleterre, les populations nécessiteuses dépassent en nombre l'ensemble de la classe moyenne et de la classe élevée, on conclut que c'est la diminution de la natalité dans la fraction *pauvre* de la population, dans la classe *industrielle* notamment, qui influe sur le taux général de l'Angleterre et l'abaisse (2). Marx avait accusé le capitalisme de produire la surpopulation; mais on le voit tout aussi bien produire la dépopulation, selon les circonstances. Il ne faut pas oublier, cependant, que les classes riches et surtout moyennes restreignent aussi leur fécondité, et plus encore que les classes pauvres. Toujours est-il que, en France, la population proprement industrielle et employée aux « machines » par le « capitalisme » n'est pas assez nombreuse pour rendre compte, par son influence, de la dépopulation générale. Les paysans, étrangers au machinisme, y coopèrent au premier rang avec les bourgeois. Le bien-être, et non la misère, est donc une des principales causes de la faible natalité en France.

Les populations qui ont acquis un certain degré de bien-être ne veulent plus ni diminuer leurs propres ressources en s'imposant des charges nouvelles, ni exposer leurs enfants à une condition inférieure. Égoïsme et altruisme coïncident ici à leurs yeux et les poussent au *self restraint* (1).

Ajoutons que les nouveaux modes d'instruction sans éducation suffisante, avec le progrès du scepticisme moral et des croyances purement négatives, ont eu pour effet de briser dans les jeunes générations bien des freins moraux. En outre, nos mauvaises lois sur la presse et sur les débits de boissons permettent au vice de propager partout et ses appels et ses leçons; elles font du cabaret et de l'alcoolisme un instrument nécessaire du gouvernement, du journal immoral une puissance à respecter. Or, l'inconduite, sous toutes ses formes, est l'ennemie de la fécondité. L'incurie et la faiblesse de nos parlements et de nos ministères sur ce point sont sans excuse.

Mais c'est la *prévoyance*, soit *intéressée*, soit *désintéressée*, qui constitue en somme le principal frein de la natalité, là où n'influent pas les causes physiologiques. Quelles que soient les conditions économiques, morales, sociales, qui suscitent la prévoyance, c'est toujours celle-ci qui agit. Et c'est en définitive, quoi qu'en puisse dire l'école de Marx, un mobile psychologique; bien plus, c'est un motif intellectuel et réfléchi qui finit par être mis en jeu. Le développement des idées démocratiques et même socialistes, le goût du luxe, la vie des grandes villes, la concurrence plus âpre dans les carrières diverses font appréhender la venue d'un grand nombre d'enfants par ménage. En France, toutes les places sont prises, et au delà, dans les professions libérales, dans l'enseignement, dans le commerce et ailleurs. Enfin, la baisse de l'intérêt, « la crise du revenu », qui fait qu'il devient plus difficile de vivre en oisif sur les fruits du « capital », conduit précisément à limiter le nombre des enfants. La diminution de la valeur de l'argent invite à une prévoyance extrême; l'aisance croissante augmente elle-même les besoins, au lieu de les apaiser, et les fait grandir plus vite qu'ils

(1) Voir la remarquable étude de M. Degan dans la *Revue de métaphysique et de morale*, 1896.
(2) *Ibid.*

(1) Voir sur ce point, outre les pages bien connues de Guyau dans l'*Irréligion de l'avenir*, celles de M. Tarde dans ses *Études pénales et sociales*; le livre de M. Dumont et son article dans la *Revue Scientifique* de juin 1894; les livres de M. Levasseur et de M. Paul Leroy-Beaulieu et leurs articles dans la *Revue Politique* et la *Revue des Deux Mondes* (octobre 1897).

ne peuvent se satisfaire ; la disparition de l'esprit colonisateur entraîne la disparition d'un des ressorts de la fécondité ; enfin la loi militaire retarde les mariages et, de plus, arrache les jeunes gens aux occupations rurales pour les pousser dans les villes, où la stérilité va augmentant. Tel est l'ensemble déplorable de causes qui ralentit le mouvement de la population dans tous les pays, mais surtout en France ; et l'on voit que ce sont des causes se rattachant à la crise morale et sociale, beaucoup plus qu'à une prétendue dégénérescence physiologique ou ethnique.

II

Mais, si la dépopulation n'implique pas la dégénération, elle peut la produire, et c'est de ce côté que l'attention de tous doit être appelée, car c'est le plus grand danger que court notre pays.

Le malthusianisme, a-t-on dit, c'est « la mort par le chloroforme ; elle n'est nullement douloureuse, et pourtant c'est la mort ». — La mort, c'est assurément trop dire. Il faut être très réservé dans ses prédictions, surtout dans les prophéties pessimistes, qui tendent à produire elles-mêmes ce qu'elles déclarent inévitable. On n'aurait jamais pu, en 1801, calculer ce qu'est devenue la population des peuples de l'Europe en 1898. L'Angleterre, notamment, a déjoué toutes les prévisions (1). Il peut aussi surgir pour la France, d'ici à un certain temps, des circonstances nouvelles que nous n'entrevoyons pas. Tout est donc ici conditionnel. Mais, une fois faites les réserves que commande notre ignorance de l'avenir, nous ne pouvons raisonner que par analogie avec le présent seul connu. Or, il faut convenir que le présent n'est pas favorable.

Il y a d'abord des inconvénients internationaux qui frappent les yeux. Nous subissons en ce moment les conséquences de nos fautes morales et politiques ; car, en s'associant aux injustices des deux Bonapartes, la France a préparé elle-même le recul de sa puissance. La République nous avait donné la frontière du Rhin et les Alpes ; le césarisme nous l'a fait perdre. Le premier Empire a laissé la France plus petite que sous l'ancien régime ; le second, par ses défaites, a laissé la France mutilée, après avoir, par ses victoires, donné pour rivale à la France une sixième grande puissance, l'Italie. Tel est le résultat net des 18 brumaire et des 2 décembre.

Mais, si l'état actuel de la France tient en partie à des causes politiques, il tient aussi et surtout à l'insuffisance de notre population. Vers 1850, l'Allemagne et la France (en leur supposant les limites actuelles) avaient à peu près le même nombre d'habitants ; aujourd'hui l'écart à notre désavantage est de 15 millions. L'Allemagne gagne tous les trois ans « l'équivalent d'une Alsace-Lorraine ». Dans l'espace de quarante-cinq ans, la France, mise en regard de l'Allemagne, a pour ainsi dire perdu neuf fois, et sans s'en inquiéter, la population de l'Alsace-Lorraine ! La France actuelle, encore à peu près grande comme l'Allemagne et plus riche, pourrait et devrait nourrir autant d'habitants ; or, dans chacune des trois dernières années, il est né 1 900 000 Allemands contre 900 000 Français. Quand il naît un Français, il naît un peu plus de deux Allemands. « Les Français perdent tous les jours une bataille », disait le maréchal de Moltke.

Il y a sans doute une limite à l'accroissement de la population en Allemagne ; mais cette limite est loin d'être atteinte aujourd'hui. Les États où la population augmente vite conserveront longtemps encore, sans doute, un taux supérieur à celui de la France. Notre voisine l'Italie devient aussi de plus en plus redoutable pour nous, car elle est restée précisément à l'abri des deux grands maux qui nous travaillent : l'infécondité systématique et l'alcoolisme. Elle voit s'accroître rapidement sa population, qui ne tardera pas à dépasser la nôtre ; et cette population n'est pas encore menacée par l'alcoolisme : car, grâce à son climat et à ses bonnes habitudes, l'Italie est la plus sobre des grandes nations. Joignez à ces avantages une intelligence vive et souple, une volonté patiente et tenace, une industrie de plus en plus florissante, un commerce qui cherche à nous supplanter et y parvient souvent, une politique prodigieusement habile qui aspire à tout, profite de tout, ne recule devant rien, trouve moyen de faire alliance aussi bien avec l'Angleterre qu'avec l'Allemagne ; et vous comprendrez que ce n'est pas seulement au delà des Vosges qu'il faut regarder, mais aussi au delà des Alpes.

Tous les progrès de nos voisins sont autant d'avertissements pour nous-mêmes. Que notre heureuse alliance avec la Russie ne nous aveugle pas sur le péril et ne renforce point notre apathie. Si, dans l'avenir, nous devenions *comparativement* un petit peuple en face de la Russie et de l'Allemagne considérablement accrues, comme en face de l'Italie grandissante, ferait-on attention à nous ? Notre amitié recherchée aujourd'hui, serait-elle appréciée alors ? C'est notre force seule qui peut donner un prix durable à notre alliance. Aucune obligation morale n'impose à la Russie de se dévouer pour la France. Le grand peuple slave, d'esprit très positif et très réaliste, ne pratiquera pas plus, à notre profit, la politique de sentiment et de générosité que l'érudite Allemagne ne l'a pratiquée récemment au profit de la Grèce. C'est donc avant tout sur nous-mêmes que

(1) Voir M. Levasseur, *Revue Politique*, octobre 1897.

nous devons compter : il n'appartient pas à la dignité de la France d'être un jour la vassale d'une autre nation quelle qu'elle soit.

Tout pays qui, par l'effet de circonstances fatales ou par les faux calculs de sa propre volonté, verra diminuer sa population à mesure que celle de ses voisins augmente, se rapprochera ainsi, naturellement ou artificiellement, des conditions où les vicissitudes de l'histoire ont placé la Grèce. C'est ce que nous ne devons pas oublier en France.

Outre les dangers extérieurs, l'infécondité systématique met en œuvre, à l'intérieur, un darwinisme à rebours, en faisant reposer le recrutement de la population sur la sélection des types inférieurs. Les familles qui sont arrivées par l'intelligence et le travail à une certaine aisance, qui par cela même ont montré, en moyenne, une certaine supériorité intellectuelle et volitive, sont précisément celles qui s'éliminent le plus elles-mêmes par la stérilité voulue. Au contraire, l'imprévoyance, l'intelligence, la paresse, l'ivrognerie, la misère intellectuelle et matérielle restent presque seules prolifiques et se chargent, pour une bonne part, du recrutement national. Si un éleveur procédait ainsi, n'arriverait-il pas vite à la « dégénérescence » de ses bœufs ou de ses chevaux ?

La richesse même de notre pays finira par être compromise par l'état stationnaire de notre population. L'Allemagne a vu le nombre de ses travailleurs passer de 41 millions à 53 millions, soit une augmentation de 12 millions de paires de bras ; comment ne produirait-elle pas davantage ? On dira peut-être que la situation politique de l'Allemagne explique en partie ce résultat. A quoi on a répondu par un autre exemple. Le développement économique de l'Autriche est, comme celui de l'Allemagne, parallèle au développement de sa population ; soutiendra-t-on qu'il soit dû à l'éclat de la gloire militaire [1] ?

Le travail intellectuel lui-même est, à égalité de civilisation, fonction du nombre. Toutes choses égales d'ailleurs, une nation nombreuse, si elle n'est en proie ni à l'ignorance ni à la misère, fournira plus d'esprits distingués, actifs et entreprenants, plus d'écrivains, d'artistes, de savants, d'hommes d'État ou d'hommes de guerre. Nos pères de famille oublient que, s'ils ont raison de vouloir que leurs enfants s'élèvent et leur fassent honneur, le meilleur moyen n'est pas d'en restreindre le nombre, mais de les multiplier, au contraire, pour augmenter les chances favorables et rendre la sélection possible.

Tel ou tel homme (nous en connaissons très intimement) qui s'efforce aujourd'hui de rendre par ses travaux quelques services à son pays se trouvera être, par exemple, le neuvième et seul survivant d'une famille de dix enfants, — d'une de ces vieilles familles attachées à la tradition et à la règle, incapables de transiger avec quelque devoir que ce soit. Dans une famille malthusienne, utilitaire, sceptique ou frivole, toute à l'argent ou toute au plaisir, il n'aurait pas seulement pu naître. Aussi ne pouvons-nous voir sans quelque mélancolie, sans quelque inquiétude, la disparition si rapide en France des familles à la fois fécondes et austères, alors surtout que les nations voisines, au nord, à l'est, au sud-est, préservent avec un soin jaloux le vieux et fort type familial. Il y a des sources de vie physique, il y a des sources de vie morale qu'il est imprudent de trop vouloir troubler, qu'il est funeste de tarir. La vie est l'œuvre de forces cachées et silencieuses, patiemment accumulées par le temps, non improvisées par les coups de tête de volontés impatientes. Le grand danger pour les peuples modernes, au milieu de leurs progrès nécessaires et légitimes, c'est de déchaîner brusquement dans leur sein et de faire agir trop vite toutes les forces de dissolution à la fois. Les révolutions peuvent bien, comme les ouragans d'automne, disperser d'un seul coup les feuilles mortes prêtes à tomber, en déracinant nombre d'arbres jeunes ou vieux ; l'évolution seule peut faire monter à son heure la sève lente, pour la floraison des printemps nouveaux.

Aux inconvénients militaires, économiques et moraux de la dépopulation, il faut ajouter le recul de notre langue dans le monde. Autrefois la langue française était parlée par 27 p. 100 de la population européenne ; aujourd'hui, elle n'est plus parlée dans le monde entier que par 46 millions d'individus. L'influence de la France ne peut qu'en souffrir.

Reste le point de vue colonial, qui est aussi étroitement lié au problème de la population. Nous assistons aujourd'hui à la « diffusion progressive de l'espèce humaine » et surtout de la race blanche. Les pays trop denses envoient leurs « essaims » dans les pays neufs. A la longue, l'équilibre s'établira, et le jour où les populations auront partout la même densité, les territoires « entreront seuls dans la balance ». Mais, pour les exploiter, il faut beaucoup d'hommes.

A quoi bon dissimuler tous ces maux dont nous souffrons ? Mieux vaut chercher à les guérir. Il s'agit de savoir s'il est chimérique d'obtenir que les familles françaises « procréent en moyenne un enfant de plus ». La preuve qu'il n'est pas impossible de lutter, c'est que la dernière statistique constate un excédent de près de 100 000 naissances, causé peut-être en partie par un retour d'opinion.

1. Bertillon, *le Problème de la dépopulation* (*Revue politique et parlementaire*, 1897).

III

Selon les marxistes, les remèdes qu'on propose, — moraux, religieux, juridiques, financiers, — sont impuissants, parce que « tout se passe dans l'ordre économique ». Certes, on ne peut nier ni l'importance capitale de ce point de vue, que nous venons nous-même de mettre en lumière, ni l'utilité des réformes sociales, — principalement dans les grands ateliers et usines, où le machinisme triomphant déprime et stérilise, — ni la nécessité de soustraire le plus possible au travail industriel les enfants, les jeunes filles, les mères. Mais nous croyons qu'il n'est pas indispensable de bouleverser l'ordre social pour relever peu à peu le taux de la population. Et nulle mesure, ici, n'est à négliger. Selon le mot de Jules Simon, il faut employer tous les moyens à la fois pour être sûr de ne pas laisser échapper le bon.

La tâche du philosophe, psychologue et moraliste, consiste à déterminer ce qu'il y a de légitime et de conforme au droit dans les mesures sociales proposées de toutes parts pour le relèvement de la natalité.

La première thèse soutenue par les partisans de ces mesures consiste à dire : « Tout homme a le devoir de contribuer à la perpétuité de sa patrie exactement comme il a le devoir de la défendre (1). » Il nous semble que ce principe est incontestable et que le devoir *moral* est ici évident. Mais en résulte-t-il, comme on le soutient, un *droit* de l'État? Ici commence la difficulté. L'État, ayant besoin de défenseurs, rend le service militaire obligatoire pour ceux qui sont nés, et quand ils ont atteint l'âge convenable; mais l'État ne peut forcer les citoyens à faire naître des défenseurs : il doit respecter la liberté individuelle. On peut seulement accorder que l'État a droit à une certaine indemnité, à une certaine *réparation* de la part de ceux qui lui causent le *tort, volontaire* ou *involontaire*, de ne pas contribuer à la perpétuité de la patrie. De là, en thèse générale, la légitimité d'impôts plus grands sur les ménages stériles ou sur ceux d'une fécondité insuffisante.

Le second principe, mis en avant, est : *le fait d'élever un enfant doit être considéré comme une forme de l'impôt.* — Mais il faut s'entendre sur cette formule ambiguë : on ne saurait soutenir que l'État *exige* de nous des enfants comme une « part d'impôt »; on peut seulement reconnaître que le fait d'élever un enfant, une fois né, est *équivalent* à un paiement d'impôt. Payer un impôt, en effet, c'est s'imposer un sacrifice pécuniaire pour la défense ou pour les progrès de la nation entière ; c'est ce que fait, à coup sûr, le père qui élève un enfant. L'équilibre d'une population *stationnaire* exigeant trois enfants par famille, la famille qui (volontairement ou non, peu importe) n'élève pas trois enfants, n'a pas fait le minimum de sacrifices suffisant pour l'avenir de la nation. Au contraire, celle qui élève plus de trois enfants s'impose un « supplément de charges » dont on doit tenir compte dans la répartition des impôts et dans celle des faveurs de l'État.

On répond : — Vous voulez donc châtier la stérilité, même involontaire! — Non, c'est vous qui châtiez la fécondité, en ne proportionnant pas l'impôt aux facultés des contribuables. Quand donc vous vous efforcez de nous attendrir sur telle personne qu'une infirmité aurait empêchée, quelque désir qu'elle en eût, de contracter mariage ; sur telle autre qui, contrariée dans son amour, serait restée fidèle à sa foi et au souvenir, etc., il nous semble que vous déplacez la question. Car la personne qui n'a pu ou qui n'a pas dû se marier se trouve, quoique malgré elle, avoir moins de « charges » que le père de famille : elle ne peut donc juger mauvais qu'on tienne compte à ce dernier de sa situation.

La loi doit assurément respecter les consciences, et l'on voit que nous ne sommes pas de ceux qui prétendent, par des moyens indirects, forcer les gens à procréer des enfants ; mais nous sommes de ceux qui veulent que, dans la répartition des impôts, on ne considère pas les individus comme des unités abstraites, sans égard à leurs facultés et à leurs charges de famille. Comme si on pouvait, même au point de vue mathématique, établir le signe = entre Paul + 1 femme et 4 enfants et Pierre + 0 femme et 0 enfant! Nierez-vous qu'à égalité de revenus, le ménage chargé d'enfants ait moins de « facultés » que l'autre? Le dégrèvement dont il s'agit ne fait donc que rétablir l'équilibre, actuellement faussé au détriment des familles nombreuses : il a pour but l'*égalité*, non l'inégalité (1).

Les partisans de réformes sociales ont parfaitement raison de soutenir que, actuellement, loin d'alléger la charge méritoire qu'assume le chef d'une famille nombreuse, on fait tout pour l'alourdir. Les impôts directs ou indirects, la douane, l'octroi, l'impôt mobilier, celui des portes et fenêtres, la patente, l'impôt de mutation entre vifs ou par décès, l'impôt du sang, etc., sont d'autant plus élevés que les enfants sont plus nombreux. Pour les familles qui ont beaucoup d'enfants, un loyer plus important est une dépense non de luxe, mais de nécessité : il faut

(1) M. Bertillon, *le Problème de la dépopulation.*

(1) De même, dans tous les votes, le père de famille devrait avoir deux voix, car il vote non seulement pour lui, mais pour sa femme et ses enfants.

des chambres pour loger les enfants, pour séparer les sexes. Comment donc serait-il juste d'asseoir l'impôt sur le loyer comme sur un signe extérieur de la fortune, sans détaxe pour les enfants? Aujourd'hui les fils uniques paient moins que les autres, quand ils devraient payer plus. Les frais d'actes notariés, par exemple, remarque M. Cheysson, sont moindres pour eux que pour les familles nombreuses. De plus, celles-ci ont de grandes chances de payer les droits plusieurs fois; en effet, que l'un des orphelins vienne à mourir (cas d'autant plus probable qu'ils sont plus nombreux), ses frères et sœurs auront à payer de nouveaux droits de succession.

Il y a des impôts qui portent sur le capital et notamment qui frappent d'un droit de 14 p. 100 certaines des mutations par décès; notre code ne voit pas là une atteinte au droit de propriété : tout dépend du motif et du but de ces impôts. Or on ne saurait contester qu'un impôt *compensateur*, ayant pour objet de diminuer les charges des pères de famille en augmentant celles des autres, ne soit conforme à la justice. Les enfants, en effet, ne sont pas encore des citoyens comme les hommes majeurs et ayant la plénitude de leurs droits; par conséquent, l'augmentation de contributions directes ou indirectes, payées par le père à cause de ses enfants, ne constitue pas une légitime contribution de ces derniers, encore mineurs et incapables. Vous faites donc ici de la fausse *égalité:* en faisant payer tant par tête, comme s'il s'agissait de bétail, vous englobez ensemble les enfants et les grandes personnes; vous arrivez, en réalité, à punir le père d'avoir des enfants. Si donc vous n'établissez pas une meilleure assiette de l'impôt, vous avez par cela même l'obligation de réparer une injustice par des mesures compensatrices (1).

Quant à atteindre les célibataires par des taxes spéciales, c'est sans doute produire peu d'effet; mais au moins y aurait-il encore là un moyen *légitime* d'accroître l'impôt.

Les économistes objectent aux interventions légales et fiscales dans la natalité qu'elles auront fort peu d'influence. Directement, peut-être. Mais, indirectement, elles auront une influence morale, en rappelant à tous les citoyens leur devoir envers leur pays, en les obligeant à réfléchir sur le besoin que la France a de se peupler, en les enlevant ainsi à des préoccupations d'égoïsme sans frein. Aucun moyen n'est méprisable pourvu qu'il soit juste; et il est juste que l'État établisse ici une sorte de sanction; bien faible matériellement, mais qui maintiendrait et le droit et la vérité. On a dit avec raison qu'aucun moyen de publicité et de propagande ne vaut la feuille du percepteur; que, si les sentiments religieux sont fort malades en France, le sentiment patriotique y subsiste, mais trop peu éclairé : il faut donc faire appel à ce sentiment et faire comprendre à tous quelle est la vraie situation de la France, sans pessimisme comme sans faux optimisme.

Jusqu'ici nous avons approuvé les mesures que l'on propose pour relever la natalité; mais quelques-uns vont plus loin : ils veulent *placer, au point de vue de l'héritage, les enfants uniques dans la position où ils seraient s'ils avaient des frères.* Si nous avons admis le principe de la juste indemnité, nous ne saurions en conclure que l'État ait le droit de s'approprier tout ce qu'auraient eu les « frères » manquants. Cette conséquence dépasse évidemment les prémisses. Nous ne saurions non plus concéder que « l'institution de l'héritage n'a d'autre raison d'être que de stimuler le travail » (1). L'héritage est une propriété individuelle que l'État doit respecter, puisque celui qui a épargné pour ses enfants aurait pu tout dépenser pour lui-même. Seulement il ne faut pas que le souci de l'avenir des enfants aille jusqu'à compromettre l'avenir de la nation entière. L'État a donc le droit d'intervenir ici, mais seulement *dans la mesure où son propre droit est atteint.* Il ne représente pas des « frères non nés »; il représente le droit et l'intérêt collectifs en face de l'intérêt individuel et familial.

Pour mettre en pratique le moyen radical et par trop socialiste proposé par certains réformateurs, on a demandé que l'impôt de succession fût nul quand les parents laisseront quatre enfants, qu'il fût très léger, de 1 p. 100 par exemple, quand les parents laisseront trois enfants, qu'il fût de *trente pour cent* quand les parents ne laisseront que deux enfants et de *soixante pour cent* quand les parents ne laisseront qu'un enfant. Ce serait là, assurément, le moyen de placer, au point de vue de l'héritage, les enfants uniques dans la position où ils seraient s'ils avaient des frères. Mais un pareil système aboutit, au moyen des droits de succession, à confisquer le tiers de l'héritage du père qui n'a que deux enfants, les deux tiers de l'héritage du père qui ne laisse qu'un fils unique. Cette confiscation par l'État d'une forte part des héritages, fût-ce dans l'intention louable de favoriser le relèvement de la natalité, serait à la fois illégitime et impuissante.

Il faut, en effet, compter avec les dissimulations considérables qu'entraîne toujours un droit de succession trop élevé. M. Leroy-Beaulieu rappelle à ce sujet l'expérience, tout actuelle, de l'Angleterre, où,

(1) Des dégrèvements sont accordés en raison du nombre des enfants en Prusse, en Saxe, dans la plupart des États secondaires de l'Allemagne, en Serbie, en Norvège, en Suède, dans plusieurs cantons suisses.

(1) M. Bertillon, *le Problème de la dépopulation.*

depuis 1894, les droits de succession sont excessifs, allant même, en ligne directe, à 3, 4 ou 6 p. 100 pour les successions moyennes, et à 7 ou 8 pour les successions colossales (celles au-dessus de 12 et demi et de 25 millions de francs) : cet exemple est loin d'encourager à des droits de succession très élevés. Le rapport des commissaires du revenu intérieur témoigne, en effet, que ces droits draconiens n'atteignent pas le but visé. Dans ces dernières années, les valeurs successorales ont considérablement baissé en Angleterre à cause de l'exagération même des droits; on estime la fraude à un chiffre qui peut varier de 600 millions à un milliard par an (1).

Il faut aussi éviter l'émigration des capitaux mobiliers, que toute loi draconienne ne manquerait pas de produire et qui commençait déjà, récemment, sous la seule menace de l'impôt global sur le revenu.

Il est d'autres terrains plus sûrs pour l'action à exercer en faveur d'un relèvement de la population. Le père de quatre enfants vivants devrait être dispensé absolument de tout service de réserve, même en temps de guerre. Les ressources budgétaires sont insuffisantes pour incorporer chaque classe en entier ; il est donc irrationnel de s'adresser au sort pour désigner la seconde partie du contingent. « C'est là, dit Guyau, s'adresser à l'inégalité même et à la *grâce* sous prétexte d'égalité et de droit; l'avenir de toute société dépend de la part décroissante qu'on laissera aux injustices du hasard. Il faudrait donc régler la charge militaire incombant à chaque famille selon le nombre de ses enfants. » C'est là un principe dont tout moraliste acceptera la justesse. Il en résulte que, le ministre étant obligé de libérer chaque année, après un an de service militaire, une partie du contingent de l'armée, les premiers soldats libérés devraient être ceux qui sont mariés. On a demandé aussi à bon droit la dispense de la moitié au moins des périodes de 28 jours et de celle de 13 jours pour les pères de famille ayant trois enfants ou davantage.

Dans un autre domaine, il faut agir en étendant la liberté de tester; la France est, de tous les grands pays, le seul où elle soit à ce point restreinte. Et ceux qui voient du socialisme dans toute intervention de l'État devraient se demander de quel droit l'État intervient ici, *au delà* de ce qui est *dû* par le père à l'enfant pour son éducation et pour les premiers frais de son établissement. Une *réserve* en faveur des enfants est juste et nécessaire; mais il n'est pas indispensable d'aboutir, contre la volonté du père, à un morcellement onéreux et à un partage d'une égalité brute. On comprend encore que la loi divise entre les enfants les grandes propriétés, mais, par contre, le maintien dans leur intégrité des moyennes et des petites propriétés, est désirable. La quantité disponible devrait donc être portée à la moitié au moins quand on use de cette quotité en faveur d'un enfant.

Un autre moyen, souvent préconisé, c'est d'assurer une pension alimentaire aux pères de trois enfants. Le père devrait pouvoir compter au moins sur un minimum légalement exigible de ses enfants. Le produit des impôts de compensation dont nous avons parlé devrait être employé par l'État aux retraites pour les pères de famille dans une situation infortunée.

Malgré sa diminution par rapport au passé, la mortalité française est restée considérable par rapport aux autres nations. Elle est bien plus élevée qu'en Angleterre et en Belgique par exemple. Si nous parvenions à réduire notre mortalité au même taux que celle de ces pays, alors même que les naissances resteraient chez nous ce qu'elles sont, notre population augmenterait encore de 180 000 âmes par an. C'est un résultat qu'il importe de poursuivre.

Le législateur peut influer de plusieurs manières sur le taux de la mortalité. Mentionnons, avec M. Cheysson, les lois concernant la protection de la santé publique, la salubrité des ateliers, celle des logements, les habitations à bon marché, la répression de l'ivresse et la police des cabarets, l'organisation de l'assistance dans les campagnes ; la répression de la séduction, le développement de l'épargne, de la mutualité, de la prévoyance, etc.

La sérieuse protection de la maternité et de l'enfance serait un des plus sûrs moyens d'augmenter la population (1). Si la loi Roussel était respectée, les

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, article cité.

(1) On a proposé bien des mesures qui demandent examen : assistance médicale gratuite aux femmes enceintes pauvres; hospitalisation des femmes enceintes nécessiteuses, hospices spéciaux pour les femmes ayant six mois de grossesse ; maternités-ouvroirs; augmentation des secours accordés aux femmes enceintes indigentes; interdiction du travail des femmes en couches; service de protection et d'assistance publique établi pour elles; obligation d'une indemnité de repos et de convalescence qui devrait leur être accordée; multiplication des « mutualités maternelles »; extension des droits des mères; liberté d'être tutrices; liberté de contracter en leur nom, sans autorisation maritale, et de disposer librement du produit de leur travail personnel (sous réserve d'une équitable contribution aux charges de la communauté); droit d'être investie de la puissance paternelle si le père est décédé, absent, interdit ou déchu.

Il faut surtout organiser une protection plus complète et plus régulière de l'enfance par l'initiative administrative : crèches, écoles maternelles, classes de garde, cantines scolaires. Il faut multiplier les écoles professionnelles gratuites et payantes, qui fournissent un gagne-pain; organiser la tutelle des enfants maltraités ou pervertis, protéger les enfants infirmes. Essentielle est l'inspection sévère et constante du travail des enfants mineurs dans les ateliers, les manufactures, les ouvroirs, ainsi que la suppression du travail de nuit. Si, en Allemagne, on se voyait menacé de dépopulation, il y a longtemps qu'on aurait pris des mesures de ce genre

décès d'enfants seraient bien moins nombreux; si, comme le demande l'Académie de médecine, elle était appliquée partout où il le faut, elle sauverait la vie, approximativement, de 150 000 nourrissons en moyenne tous les ans. La mortalité infantile sévit surtout dans les villes de fabrique et appelle des mesures appropriées (1).

Une des causes de la dépopulation, c'est l'âge de plus en plus tardif des mariages, qui, outre un retard inévitable de la prolificité, entraîne les calculs d'intérêt et une prudence exagérée, ordinairement étrangère à la jeunesse. Le législateur est en partie cause de ce retard et de cet abaissement de la nuptialité, par l'exagération des formalités nécessaires au mariage et du pouvoir d'opposition donné aux parents. Pour relever la natalité dans une certaine mesure, il suffirait peut-être de favoriser les mariages entre jeunes gens.

Reste un dernier moyen pour nous repeupler : les naturalisations. Mieux vaut recevoir les étrangers sous forme d'infiltration pacifique que sous forme d'invasion belliqueuse. Si donc nous ne peuplons pas la France de Français, encore est-il préférable de la peupler d'étrangers que de la laisser dépeuplée et désarmée.

En résumé, la loi de Spencer, qui considère le progrès de « l'individuation », surtout intellectuelle, comme en antagonisme avec la fécondité, contient une part de vérité considérable, mais elle n'indique qu'un côté de la question. Le mouvement de la population résulte, non d'un seul terme, mais d'un rapport complexe entre trois termes : 1° l'individualité; 2° la société ou milieu humain; 3° les subsistances fournies par le milieu naturel. Le taux normal de la population suppose un équilibre entre les forces d'individuation, les forces de socialisation et les forces de nutrition. Quand la vie individuelle croît trop en valeur et en jouissance, sans une augmentation parallèle de la vie collective, la population tombe au-dessous du taux normal à moins que le milieu naturel ne fournisse en surabondance les moyens de travail et de subsistance et ne soit ainsi changé en une sorte de fonds social mis largement à la disposition de tous.

C'est ce qui ne peut avoir lieu dans nos contrées vieilles et encombrées; là, l'individuation excessive, sans contrepoids, aboutit à une sorte d'égoïsme individuel ou familial qui menace de dessécher les sources de la vie pour la collectivité. Il faut donc relever la vie sociale et, pour cela, des mesures sociales sont nécessaires. En ce sens, la question de la population est une question non pas proprement et exclusivement « économique », mais sociale, parce qu'elle est une mise en lutte de mobiles individuels et de mobiles sociaux, où ces derniers doivent avoir la prépondérance. La morale même et la religion ne sont que des moyens de faire vivre à l'individu une juste part de vie collective, et, là où ces moyens tout intérieurs ne suffisent pas, il faut bien employer des moyens extérieurs et proprement sociaux.

Emploi difficile, à coup sûr, et qui demande une extrême prudence; mais la prudence n'est pas l'indifférence. Que faisons-nous en ce moment contre une dépopulation qui menace la patrie même et constitue, avec l'alcoolisme, le plus grand de tous les périls nationaux, puisqu'il porte sur l'existence même et la puissance de la nation? Rien, absolument rien. Nous restons les bras croisés devant l'engloutissement progressif. Une telle apathie est aussi coupable qu'elle est absurde. Il n'y a pas de question de politique, quelle qu'elle soit, ni même de question économique, qui puisse entrer en comparaison, comme importance et comme urgence, avec une question résumée tout entière dans le mot : *primo vivere*.

Affirmer que nous sommes en dégénérescence fatale, c'est faire preuve, fût-ce sous des dehors scientifiques, d'une profonde ignorance de ce qu'il y a d'infiniment complexe et d'insondable en un tel problème. C'est, en outre, prendre l'attitude la plus dangereuse pour le pays même, auquel son propre avenir apparaît ainsi sous les plus sombres couleurs. Mais, d'autre part, rester passifs, avoir confiance dans je ne sais quelle étoile, qui, sans notre concours à tous, assurerait les destinées de la patrie, c'est oublier que la patrie est ce que la font ses enfants. Les autres nations prennent sur nous une avance considérable et nous ne devons pas attendre trop tard pour reconquérir notre rang militaire, politique,

(1) Elle tient en partie, comme on l'a souvent montré, à la reprise prématurée du travail par les femmes après leur accouchement. Suivant le bel exemple que leur a donné Jean Dollfus à Mulhouse, bon nombre de patrons allouent maintenant à leurs ouvrières des subventions qui sauvent la mère en même temps que son enfant, en lui permettant de ne rentrer à l'atelier que quand elle a recouvré ses forces. Partout se multiplient les crèches, qui assurent des soins vigilants au nouveau-né, pendant que sa mère est au travail. Ici, la meilleure des solutions est sans doute celle qui laisserait la femme au foyer, pour y remplir son rôle de mère et d'épouse; par malheur, les conditions de la vie actuelle s'y opposent, et c'est encore là une des raisons qui rendent nécessaires certaines réformes sociales.

Quant à la mortalité urbaine, ses deux principaux facteurs sont l'insalubrité du logement et l'alcoolisme. L'accroissement de la vie accompagne toujours l'amélioration du logement populaire. Dans les nouvelles maisons Peabody, à Londres, la mortalité infantile est tombée, dit M. Cheysson, à moitié environ de son taux moyen; à Birmingham, tandis que le taux moyen de la mortalité pour la ville entière était de 24 sur 1 000, elle se réduisait à 15 sur 1 000 pour les locataires de la Société métropolitaine. Dès que la mortalité d'un quartier ou d'un îlot dans une ville anglaise dépasse un taux déterminé, l'autorité s'émeut, et, à la suite d'une procédure réglée par la loi, elle prononce la démolition de l'îlot.

industriel. De bonnes lois ayant pour objet le relèvement de la natalité et la juste répartition des charges entre les familles n'auraient pas seulement un effet matériel ; elles auraient aussi un effet moral, en agissant sur l'opinion et les mœurs. Dans nos sociétés de plus en plus complexes, mœurs et lois deviennent également nécessaires et exercent les unes sur les autres une action réciproque : c'est comme une circulation vitale, dont toutes les parties sont indispensables à l'organisme collectif.

Alfred Fouillée.

COMÉDIE DE SALON

Nouvelle.

— Enfin, mon cher monsieur, un rien, une saynète, un lever de rideau, une bluette ! Mais quelque chose de gentil, de pimpant, de spirituel... Très convenable, par exemple, pour être joué par une jeune fille ! Un brin de poésie, une petite larme, peu de personnages et que cela fasse beaucoup d'effet : surtout un joli rôle pour ma fille Bessie. Chère petite, c'est pour elle que je donne cette fête !

Et la plantureuse Mme Plumard, se penchant à l'oreille de Jacques Devaux, ajoute en confidence :

— Il y a mariage sous roche : un parti superbe, un garçon modèle et d'excellente famille. Je voudrais faire briller ma fille et j'ai pensé à lui faire jouer la comédie.

— Mlle Bessie, il me semble, n'a pas besoin de cela pour...

— Tralaire ! Bessie est une sotte qui m'a ruinée en leçons et qui n'a jamais voulu montrer ses talents à personne. J'ai donc songé à vous, un jeune auteur à la mode, et je suis sûre que vous allez me faire ça très bien.

— Moi, je n'en suis pas sûr du tout ; vous ne vous figurez pas, Madame, que vous me demandez là ce qu'il y a de plus difficile et de plus ingrat dans notre métier : une comédie de salon ! De deux choses l'une, ou je ferai quelque chose d'odieusement banal, c'est-à-dire d'idiot, ou je tomberai dans la pièce de cercle, ce qui est tout le contraire de la pièce de salon !

— Mais non, mais non ! ce sera un jeu pour vous, c'est ce que m'assurait hier encore mon cousin le ministre des Beaux-Arts.

— Comment, le ministre disait...

— Que vous êtes plein de talent et que vous feriez mon affaire mieux que quiconque.

— En vérité !

— Si bien que je n'ai pu m'empêcher de lui demander : « Comment se fait-il que vous n'ayez pas encore noué un bout de ruban rouge à la boutonnière de ce jeune homme ?

— Ah ! Madame !

— Il a répondu avec un sourire de bon augure : « Je viendrai entendre la pièce de votre protégé. »

— Toute affaire cessante, je vais me mettre à l'ouvrage et j'espère d'ici quelques jours...

Mme Plumart est une de ces femmes auxquelles nul ne saurait résister : elle ne connaît pas d'obstacles. Ainsi, ayant remarqué la puissance de ces quatre mots « Mon cousin le ministre », elle parvient toujours à force de recherches, d'alliances et... d'imaginations à se découvrir une parenté avec l'un des membres du cabinet. — Rien ne l'arrête ! Elle a un appartement petit et incommode, elle y recevra et y invitera tous les gens qu'elle connaît et surtout ceux qu'elle ne connaît pas. On joue la comédie dans les salons, on la jouera chez elle, et je vous prie de croire que cela sera autrement réussi, car elle donnera une pièce inédite, s'il vous plaît ! inspirée par elle et d'un jeune auteur connu en passe d'être célèbre, trop content de se faire jouer chez elle.

Quand Mme Plumard se mêle de quelque chose !...

Il en sera de même pour le mariage de sa fille : elle la mariera vite et bien. Déjà elle a jeté son dévolu sur un bon jeune homme, Lucien Millet. Il est bien un peu lourd, un peu gauche, un peu bête, mais il est sage et riche !... Un rêve !

Malheureusement le lourdaud tarde à se déclarer, cette niaise de Bessie n'est pas capable d'être un peu coquette... Mme Plumard juge le moment venu de frapper un grand coup. Malgré elle, elle exhibera Bessie.

Il faut dire que Bessie, par un contraste assez fréquent, ressemble à sa mère comme une fourmi ressemble à un bourdon ou plus poétiquement comme la violette ressemble au dahlia. Cela devait être, car tout enfant, elle se sentit écrasée par cette maman trop exubérante. Ensuite elle fut gênée par les toilettes voyantes qui font retourner les gens sur le passage de cette mère qu'elle eût voulu instinctivement plus sobre... plus intime. Plus tard, Bessie fut froissée du rôle effacé que tenait son père dans la maison... M. Plumard ne compte pas chez lui, il n'est bon qu'à gagner l'argent que sa femme gaspille.

En grandissant, Bessie s'effaça ; elle se fit modeste, silencieuse, avare de paroles et de gestes. Ne cherchant qu'à passer inaperçue ; aussi fut-elle tout effarée lorsque sa mère lui annonça qu'elle devait jouer la comédie.

— Mais, maman, je serai ridicule !

— Tu me feras le plaisir de ne pas faire la dinde !

— Et tu inviteras du monde ?

— Tout Paris !

La pauvre petite comprit que toute résistance aux ordres maternels serait superflue. Elle obéirait ; mais au fond elle songea avec joie que la pièce n'était pas répétée, pas apprise, pas même faite ! Tout cela lui parut lointain, vague, incertain. Elle poussa un gros soupir de soulagement.

Cependant Jacques Devaux s'est mis au travail.

Après quelques jours de tâtonnement et d'incertitude il croit avoir trouvé ce qu'il cherchait, et, triomphant modestement, l'auteur se rend chez Mme Plumard à laquelle il expose le scénario de sa piécette, les personnages, le milieu, l'action... Mais à peine le malheureux a-t-il ouvert la bouche que Mme Plumard se lève indignée :

— Comment ! je vous demande une pièce convenable et vous mettez un rôle d'actrice ! Mais à quoi pensez-vous ? Et une femme divorcée, quel exemple pour ma fille ! Jamais Bessie ne jouera une horreur pareille !

— Mais, Madame, je vous jure qu'il n'y a pas un mot choquant !

— Un mot ? Je crois bien, ils le sont tous ! C'est le sujet qui est immoral !

— Je vous avais bien dit, Madame, que j'étais incapable de faire du théâtre à l'usage des couvents ! Je vous ai prouvé ma bonne volonté, permettez que...

— Allons, mon garçon, ne nous fâchons pas ! interrompit la grosse dame ; je ne suis pas si vieux jeu, tout peut s'arranger. Tenez ! au lieu d'une actrice, mettez... une institutrice, une maîtresse de piano ! et mettez qu'au lieu d'être divorcée, l'autre soit veuve, qu'est-ce que ça vous fait ?

— Ça me fait que ma pièce n'existe plus. J'avais trouvé une idée...

— Vous la replacerez et vous en trouverez une autre ; mon cousin le ministre me disait l'autre soir : « Ce Jacques Devaux ne manque pas d'idées. »

— Enfin, Madame, que voulez-vous ?

— Une babiole innocente avec de petits costumes gentils et, tenez ! un peu de musique. Bessie a une jolie voix, les Millet ne l'ont jamais entendue, intercalez-lui une romance.

— De la musique, des costumes et pas de texte ?... C'est faisable !...

Bessie fut ravie de l'incident, elle plaignit très sincèrement Devaux, mais fut persuadée qu'il s'en tiendrait là et que sa mère devrait renoncer au plaisir de la voir monter sur les planches.

Le surlendemain notre auteur se fait annoncer, il a l'air gravement satisfait, bien qu'un peu railleur.

— Quel amour que ce petit Devaux ! comme il a bien travaillé. Lisez-moi vite votre comédie, je suis d'une impatience !

— Je désirerais que Mlle Bessie assistât à la lecture, je vous promets que pas un mot n'offusquera ses chastes oreilles...

Bessie mandée au salon, Jacques commence :

— « Pierrot bicycliste. »

Mme Plumard interrompant :

— Je déteste les histoires de Pierrots.

— Attends, maman !...

Jacques continue :

— ... Pierrette... (Mademoiselle Bessie, voilà matière à un joli costume.)

Mme Plumard sourit et pense en regardant sa fille :

— L'occasion de montrer une très fine cheville que les Millet ne soupçonnent pas.

L'auteur continue à développer son plan ; très complet, très détaillé, Mme Plumard s'impatiente :

— Tout ça est bel et bon, mais en quels termes s'expriment vos bonnes gens ?

— Par gestes.

— Comment ?

— C'est une pantomime.

— Mais je ne veux pas de ça, une pantomime, allons donc, personne *n'écoute !*

— Vous m'avez reproché d'avoir le mot leste, j'ai supprimé le mot.

— Vous moquez-vous de moi ? Jamais mon cousin le ministre n'assistera à une pantomime.

— Mais, maman, j'aimerais beaucoup mieux jouer la pantomime, il me semble que j'aurais moins peur.

— La pantomime ? tout le monde peut jouer la pantomime !

— Il n'y a rien de plus difficile.

— Pourtant c'est très à la mode, dit Bessie avec un gentil regard malheureux à Jacques.

— Ah ! c'est à la mode ? Eh bien ! tu joueras la pantomime, Bessie ! Tu m'entends, je veux que tu joues la pantomime !

— Mais votre cousin ne viendra pas vous applaudir, Mademoiselle !

— Mon cousin ? Je voudrais bien voir qu'il ne vînt pas chez moi !

Jacques Devaux sourit et s'en alla flâner sur le boulevard en se disant :

« Quel bon type de vaudeville que cette mère Plumard ! C'est égal, je m'en suis assez spirituellement tiré. »

* * *

Bessie n'était pas au bout de ses peines. Après la difficulté de trouver la pièce, il fallut trouver les interprètes. Le choix fut épineux : l'un était trop bête, et l'autre trop bien, celui-ci trop petit, celui-là compromettant.

— C'est que je tiens à la réputation de ma fille ! criait Mme Plumard.

Finalement on prit un grand garçon encore au collège et un homme marié à une parente, malgré la protestation maligne de Bessie :

— Mais, maman, s'il est marié, ça n'a plus d'intérêt.

Les répétitions furent joyeuses d'abord, orageuses ensuite ; Mme Plumard voulant que « *ça marche* » fait venir l'auteur à l'improviste.

Bessie devient rouge comme une cerise, l'homme marié ne sait plus que faire de ses bras et de ses jambes et le potache est pris d'un fou rire bébête.

Devaux les fait répéter, recommencer avec une louable patience, mais à chaque instant il doit interrompre :

— Pardon, j'ai indiqué qu'ici Pierrot embrasse Pierrette, on ne le fait pas : monsieur a passé le jeu de scène, c'est important.

— Mais, m'sieu, c'est Madame qui m'a défendu ! dit le grand collégien un peu rouge.

— Jamais ! clame Mme Plumard, je ne permettrai à un jeune homme d'embrasser ma fille sous mes yeux !

— Au moins qu'il fasse semblant.

— Jamais ! le public pourrait croire qu'il le fait !

— Alors on ne joue pas la comédie ! ! !

Le pauvre auteur s'arrache les cheveux, s'agace, s'exaspère ; il a bonne envie d'envoyer tout promener.

Bessie sent cela : elle voit que sa mère le choque et le froisse et il lui en coûte de paraître sotte devant ce charmant garçon qui ressemble si peu à Lucien Millet...

Vive, légère, ses attitudes sont naturellement gracieuses, ses mouvements harmonieux, Jacques le lui dit, cela lui cause un singulier plaisir. Elle admire sa patience, son amabilité.

— Il meurt d'être décoré, lui explique sa mère, et tu comprends que pour la cousine du ministre !...

— Ah !... c'est pour cela ! fait Bessie en détournant la tête, la voix un peu troublée.

Quel plaisir cela peut-il lui faire d'être décoré ?...

Les choses eussent traîné en longueur, si Mme Plumard n'eût fixé la date de la représentation et mis elle-même ses invitations à la poste.

A partir de ce moment, Bessie n'eut plus un instant à elle, entre les courses chez la couturière, le cordonnier, le coiffeur et les répétitions. Avec cela les croix à faire sur les listes d'invités à chaque acceptation et, chaque fois, Bessie soupire :

— Je n'oserai jamais jouer devant tous ces gens-là.

*
* *

Le grand jour est arrivé : Bessie est fatiguée, elle a un petit bouton sur le bout du nez et l'irrite en voulant le faire disparaître.

Le coiffeur est là, il lui tire les cheveux, les serre, les colle et lui pose sur la tête une perruque blanche qui appuie aux tempes comme un étau. Maintenant il la farde ; le crayon noir lui entre dans l'œil, le rouge lui brûle les lèvres. Le coiffeur souriant lui tend un miroir :

— Regardez-vous !

Dieu ! qu'elle se trouve laide et vieillie et vulgaire ! Sa mère passe et sans un regard :

— Tu es très bien, dépêche-toi...

La femme de chambre lui enfile ses souliers trop justes, lui passe sa robe, lui met des épingles qui la piquent. Son père entre, il la considère sans rien dire :

— Je suis affreuse, dis, papa ?

— Mais non, ma chérie... (Il n'a pas l'air convaincu) seulement je t'aime mieux autrement.

Bessie a gros cœur, elle voudrait se laver, se défaire, mais sa mère l'appelle...

La voilà seule sur la petite scène élevée à la hâte, elle soulève un coin de rideau : que de gens assemblés ! Au premier rang s'étale la grosse Mme Millet, auprès de laquelle s'empresse la maîtresse de maison :

— Vous allez voir Bessie : je ne vous dis que ça, elle est extraordinaire, cette enfant, et elle vous aime tant. Ah ! monsieur Lucien, mettez-vous là qu'elle vous voie, cela lui donnera du courage ; elle est si timide, la mignonne... Un programme !

Deux habits noirs s'adossent au théâtre et parlent à voix basse :

— Eh bien ! Devaux, tu deviens auteur pour dames, tu te fais jouer entre deux paravents.

— Une corvée, mon cher, une obligation, on a la main forcée... tu sais ce que c'est !...

— Je ne te plains pas, la petite est gentille ; comment joue-t-elle ?

— Oh ! comme une femme du monde ! j'ai horreur des jeunes filles qui jouent la comédie, elles sont forcément détestables...

Bessie laisse retomber le rideau. Ainsi Jacques la blâme, oui, comme son papa ! Et tout à coup Bessie fond en larmes...

Mme Plumard est entrée, elle gronde très fort, Arlequin apporte de l'eau bouillante, on tamponne les yeux de Bessie, on lui met de la poudre, Pierrot remet du crayon noir au bord des yeux rougis et la perruque continue à lui serrer les tempes :

— Je ne peux pas jouer...

— Il le faut !...

Ces trois mots lui résonnent aux oreilles, elle jette un coup d'œil au miroir, l'auteur lui prend la main :

— Vous allez manquer votre entrée...

... Elle est en scène, elle ne distingue rien, mais se sent regardée, la pièce avance, elle joue machinalement, il lui semble qu'elle va tomber. Soudain elle aperçoit là-bas dans une porte la tête fine de Jacques Devaux. Alors elle se souvient ; Pierrot lui fait ses adieux, la musique pleure au loin et brusquement, follement, dans un geste d'abandon charmant elle se

jette en sanglotant dans les bras de celui qui part.

Les applaudissements éclatent, le rideau tombe, on les rappelle.

Le public se lève, on repousse les chaises, les langues s'agitent :

— Charmant ! délicieux ! exquis ! — Et plus bas : Médiocre ! pas fameux ! — Bessie n'était pas à son avantage. — Elle a bien joué. — Vous trouvez ? — Oui, la fin ! — Oh ! trop bien, je n'aimerais pas que ma fille jouât aussi bien ! dit Mme Millet à l'oreille de son fils.

Et lui très sérieux :

— Elle a eu un geste d'une inconvenance !... un vrai geste d'actrice !

— Viens, mon fils !

— Mme Plumard qui ne voulait pas un mot léger... on reproche à sa fille un geste !... jouez donc la comédie de salon ! murmure Devaux à qui ce dialogue n'a pas échappé.

Bessie fuit les complimenteurs et, prenant le bras de Jacques :

— Au moins, *vous*, soyez franc !... Oh ! vous pourez... je renonce au théâtre ! fait-elle avec un fin ourire.

— Eh bien, vous aurez raison, le monde est si bête, et puis cette perruque, ce fard, tout cela n'est pas fait pour vous. Je vous aime mieux telle que vous êtes. Au revoir, Mademoiselle.

— Adieu, monsieur Devaux.

— Hein, mes enfants, était-ce assez réussi ? s'écrie Mme Plumard, mais où sont donc les Millet ?

— Partis !

— Je n'aurai pas ma décoration !

« Pauvre petite, se dit Jacques en enfilant son paletot, c'est qu'elle est très gentille !... Ah ! mais non !... pas de bêtises !... Au bout de six mois, c'est ma belle-mère qui ferait mes pièces ! »

SUZANNE ABOUT.

L'EMPRISONNEMENT ET LA CONDAMNATION
DES FERMIERS GÉNÉRAUX
(8 mai 1794) [1].

Le 15 février 1794, quatre gendarmes vinrent me notifier l'ordre de me rendre à Évreux ; je savais que *trois représentants du peuple* étaient dans cette ville : Legendre, Lacroix et Louchet (je les nomme parce qu'ils ne sont plus) ; on disait qu'ils venaient pour punir la ville d'Évreux de son attachement à la cause du roi ; en peu de jours on avait rempli les prisons de cette ville de ses principaux habitants, après avoir converti en prisons les édifices publics : les gendarmes qui m'accompagnaient (et qui ne faisaient, je crois, qu'obéir à la consigne donnée alors, à tous ceux qui escortaient les détenus) confirmaient les présages sinistres que je n'étais que trop disposé à recevoir ; je me rappelle que, du sommet d'un petit monticule qui domine Évreux, un d'eux me montrait du doigt la place qu'il me disait être destinée *aux vengeances nationales*.

Je fus conduit au comité révolutionnaire, qui tenait ses séances dans une pièce voisine de celle où se réunissaient les trois hommes qu'on appelait représentants du peuple français. Mes premiers regards me firent reconnaître, parmi les membres de ce comité, quelques artisans que j'avais employés et qui ne pouvaient avoir aucun sujet de se plaindre de moi.

Leur président me dit que j'étais mandé par l'ordre des représentants du peuple envoyés dans le département de l'Eure, comme soupçonné d'avoir pris part à la rédaction d'une adresse au roi, relative aux événements du 20 juin, et dont les signataires connus étaient déjà arrêtés. Je commençai ma réponse par témoigner mon étonnement de ce que, sur un simple soupçon, le comité révolutionnaire d'Évreux faisait saisir, au milieu de ses ateliers, un citoyen qui n'était pas son justiciable, puisque je ne résidais pas sur le département de l'Eure ; j'ajoutai que je n'avais pas voulu me prévaloir de l'illégalité du mandat pour ne pas comparaître, parce que je ne pouvais craindre ni d'être accusé, ni de répondre sur aucun de mes actes, et parce que j'avais voulu donner aux ouvriers auxquels on m'avait enlevé, l'exemple de l'obéissance due au pouvoir public, quel que soit ce pouvoir. Je demandai ensuite si l'écrit sur lequel on m'accusait pouvait être représenté, et si quelqu'un de mes juges connaissait assez mon style pour affirmer que j'en étais l'auteur. Lorsque je parlais ainsi, j'ignorais que l'adresse au roi, que j'avais rédigée au mois de juin, n'existait plus : un des signataires (que je dois nommer), M. Pavie, avocat distingué par son courage et son talent, était parvenu à l'enlever d'un des bureaux de la Convention nationale, où elle se trouvait parmi les pièces saisies chez le roi ; mais je voyais, par l'interpellation qui m'avait été faite, que cette pièce n'était pas au pouvoir du comité qui m'interrogeait.

Je sentais que j'avais l'avantage du moment, il fallait qu'il fût décisif ; je voulais surtout éviter d'être renvoyé devant les trois représentants ; je voulais que le comité se jugeât injuste envers moi et crût se devoir à lui-même de réparer sans délai cette injustice. On vint dire au président que les trois re-

[1] Extrait des Souvenirs du comte Mollien qui vont paraître à la librairie Guillaumin sous ce titre : *Mémoires d'un ministre du Trésor public*, 1780-1815 ; 3 vol. in-8.

présentants le demandaient; je continuai de parler sur le même ton aux autres membres. Le président rentra ; il annonça que les trois représentants venaient de recevoir un ordre de la Convention qui les envoyait ailleurs, et qu'ils allaient partir à l'instant même. Je demandai avec fermeté si on se proposait de me retenir plus longtemps; on prétendit que je n'avais pas cessé d'être libre ; qu'on avait voulu obtenir de moi de simples éclaircissements, et que j'avais parfaitement satisfait le comité; ce n'était déjà plus un interrogatoire, mais une simple conversation. Le président s'était levé pour dire aux gendarmes qu'ils n'avaient aucun droit sur ma personne; les membres s'étaient approchés de moi et me faisaient retrouver dans leurs manières les égards qu'ils me témoignaient deux ans auparavant; on me disait que je n'avais laissé à Évreux que de bons souvenirs; on me parlait presque d'excuse...

En échappant à ce danger, je me surpris dans une position d'esprit que j'ai eu rarement l'occasion de reconnaître en moi dans ces temps de malheur. L'épreuve que je venais de faire m'avait inspiré une sorte de sécurité ; je ne prévoyais plus de périls révolutionnaires qui pussent m'atteindre ou du moins que je ne dusse surmonter. Je crus que ma part était faite dans cette épouvantable loterie ; je pris le parti de ne lire aucuns journaux ; j'écartai de moi la connaissance des arrêts de mort qui venaient chaque jour frapper quelques-uns de ceux avec qui j'avais vécu; j'ignorais même l'emprisonnement des fermiers généraux, le prétexte de cet emprisonnement (ils étaient accusés d'avoir soustrait deux ou trois cents millions), ainsi que le nom de leurs accusateurs, lorsque, vers la fin de février, de nouveaux sbires vinrent me saisir *comme complice des fermiers généraux,* d'après un ordre du comité de sûreté générale de la Convention. Ils étaient aussi chargés de s'assurer de mes papiers, et ils commencèrent par procéder à cet examen; ils remarquèrent surtout mon brevet de pension signé par le roi; et ils n'avaient pas omis, dans l'inventaire qu'ils avaient commencé, la qualité de *pensionnaire du tyran :* mais, après plusieurs heures de délibérations et de recherches, l'inventaire ne contenait encore que quelques lignes; ils avaient voulu mettre en réquisition les municipaux de ma commune pour qu'ils les aidassent dans la rédaction ; ces braves gens s'étaient éloignés. Ce que je redoutais le plus, c'était l'émeute des nombreux ouvriers qui entouraient mon habitation. Je n'avais qu'un signe à faire pour que les commissaires de la Convention, dont j'étais le prisonnier, devinssent les miens: qu'en serait-il résulté? que j'aurais retardé ma captivité de quelques jours, rendu ma perte plus certaine, et enveloppé dans mon malheur une centaine de familles ; mais ce ne fut pas le moins pénible de mes soins, que celui que je fus obligé de prendre pour préserver mes geôliers du danger qui les menaçait, et pour les empêcher de soupçonner même ce danger.

Je fis répandre dans les ateliers que je ne serais absent que pour quelques jours ; je ne réglai d'avance les travaux que pour une quinzaine ; je parvins à persuader que je n'étais pas plus inquiet de cette seconde arrestation que de la première, et qu'on ne devait pas l'être plus que moi ; je fis en même temps observer à mes gardiens que, s'ils s'obstinaient à faire l'inventaire de mes papiers, ils ne le termineraient pas en huit jours ; mais que, puisqu'ils m'arrêtaient comme complice des fermiers généraux, il leur suffisait de vérifier s'il se trouvait, dans mes papiers, quelques renseignements relatifs à cette compagnie de finances; que tous les autres étaient indifférents à leur mission, dont l'objet principal était de remettre promptement ma personne à la disposition du Comité de sûreté générale. Outre le désir que j'avais de prévenir de la part des habitants un mouvement qui aurait pu leur devenir funeste, j'avais encore un autre motif pour presser mon départ: le pire des maux pour moi est toujours celui que je ne peux pas définir ; le pire des fléaux m'a toujours paru l'incertitude.

Je sais que l'anxiété des gouvernés est un des ressorts de la politique de certains gouvernements. Je pense, moi, qu'un gouvernement a tout à redouter des hommes qu'il oblige à tout prévoir, et qu'il condamne à tout craindre. Quel que fût le sort qu'on me destinait, je voulais le connaître, et tout retard était pour moi un accroissement de supplice. Mais ce ne fut pas sans peine que je déterminai les commissaires à se remettre en route le jour même: ils objectaient qu'ils avaient besoin de repos, qu'ils avaient fait cinq ou six cents lieues pour me chercher, parce qu'on leur avait mal indiqué mon domicile ; ils prétendaient que je devais leur rembourser les frais de poste de ce long voyage : je m'y refusai comme à une lâcheté ; et ils exigèrent que je leur donnasse par écrit une déclaration de mon refus. Enfin je partis : deux des sbires s'établirent dans ma voiture, et dans un voyage d'une vingtaine de lieues, je ne trouvais pas un village, il ne se présentait pas à la vue un château d'où ils ne se vantassent d'avoir enlevé quelques victimes.

Le nombre des emprisonnements que leur devait le comité de sûreté générale, au moins d'après leur calcul, était si grand, que je ne doutais pas qu'il ne fût exagéré ; et, forcé de les écouter, je déplorais intérieurement l'influence des révolutions sur cette classe d'hommes que leur misère et leur crédulité livrent à toutes les passions qui cherchent des instruments. Je déplorais le délire de la vanité hu-

maine dans des misérables qui croyaient se rendre moins vils en se chargeant de crimes qu'ils n'avaient point commis.

*
* *

Je n'arrivai à Paris que vers le milieu de la nuit : mes conducteurs crurent qu'il était trop tard pour me présenter au comité de sûreté générale ; ils me déposèrent dans la prison où trente-deux fermiers généraux étaient déjà réunis ; cette prison était l'ancien hôtel des Fermes même, qui avait été en quelque sorte le siège de leur autorité, et qui leur appartenait encore ; on en avait converti une petite partie en cachots, à force de grilles. Les propriétaires y étaient entassés comme des criminels. On eût pu croire qu'il y avait de la recherche.

L'innocence même dort mal dans les prisons ; et quoique la nuit fût fort avancée, la plupart des fermiers généraux veillaient encore ; ils s'occupaient avec une sorte de confiance ingénue, dont les honnêtes gens ne se corrigent jamais, à opposer des calculs exacts aux absurdes suppositions de leurs adversaires. Mon arrivée les surprit au milieu de ce travail, et ce fut pour eux un grand sujet d'étonnement, non pas de me voir arrêté, mais de me voir accusé avec eux et comme eux ; leur premier soin fut de m'offrir le partage du chétif mobilier dont ils disposaient ; un matelas jeté sur le carreau et un paravent formaient mon établissement, et j'attendis le jour. Des barreaux et des grilles furent le premier objet qu'il me fit voir ; le premier son que j'entendis fut celui des clés, des verrous, des armes. J'avouerai que ces impressions me trouvèrent faible : bientôt je fus entouré par mes trente-deux compagnons d'infortune, et le spectacle de leur résignation, de leur patience, de l'espèce de sécurité qu'ils conservaient encore ranima mon courage. Il était tout simple qu'ils fissent les premières questions, puisque la veille je respirais un air plus libre qu'eux ; mais je ne pouvais rien leur apprendre sur mon arrestation, dont j'ignorais le motif, ni sur leur procès, dont je ne connaissais aucune circonstance. Ce furent donc eux qui m'apprirent que leur principal persécuteur (1) était un de leurs anciens employés, auquel, sur la demande de M. de Vergennes et de M. d'Ormesson, j'avais moi-même fait obtenir, dans leur régie, une place de confiance dont il avait abusé ; qu'ils m'avaient instruit alors de ses malversations, et que le ministère public avait, en 1789, poursuivi cet homme comme prévenu d'avoir falsifié des pièces comptables, et soustrait à sa caisse deux ou trois cent mille francs ; qu'échappé de sa prison après le 10 août 1792, il avait voulu se rendre maître des pièces de son procès et des preuves du délit dont les traces se trouvaient tant au greffe de la cour des aides que dans mes anciens bureaux au ministère des finances, et dans ceux de la ferme générale ; qu'il n'avait rien imaginé de mieux, pour ne pas rencontrer d'obstacles dans ses recherches, que d'annoncer qu'il avait à faire contre les fermiers généraux des révélations dont l'effet serait de faire rentrer au trésor public plusieurs centaines de millions ; que les dépôts qu'il avait désignés lui avaient été immédiatement ouverts ; que, parmi les pièces qui l'accusaient, il avait trouvé la correspondance de plusieurs d'entre eux avec moi, relative à son débet ; que c'était par ce motif sans doute qu'il avait fait étendre jusqu'à moi les mesures qu'il avait provoquées contre eux ; et, enfin, qu'il m'avait aussi dénoncé particulièrement comme ayant trahi les intérêts de l'État dans le dernier traité fait avec la ferme générale. Ils ajoutaient que ce même homme serait plus embarrassé maintenant pour produire des preuves contre eux qu'il ne l'avait été pour soustraire les preuves qui existaient contre lui ; mais que, comme il avait atteint son principal but, il ne s'engagerait sûrement pas à soutenir son système de calomnies ; que les premiers calculs, par lesquels il avait trompé la Convention, leur avaient été communiqués ; qu'ils n'avaient pas laissé une seule objection sans réponse, un seul calcul sans réfutation, une seule justification sans preuve ; et que l'accusation dont ils étaient l'objet ne pouvant pas prendre une couleur révolutionnaire, ils attendaient, malgré les circonstances, leur jugement avec sécurité.

Après quatre ans de révolution, ces honnêtes gens ne connaissaient rien de l'esprit des jugements de ce temps et de la marche des passions politiques ; rien ne prouve mieux combien ils s'étaient tenus à l'écart de tous les partis extrêmes. Ils ignoraient que, dans les discordes civiles, les partis extrêmes, même en se combattant, sont d'accord dans leur haine contre la modération, la raison, la justice, qui ne sont les boucliers de l'innocence que dans les temps calmes. Je ne cherchai pas à détruire leur illusion, mais je ne pouvais pas la partager ; mon opinion personnelle était que, tant que le pouvoir resterait dans les mains d'hommes trop nouveaux dans son exercice pour ne pas être inquiets, craintifs soupçonneux, et conséquemment féroces, qui ne pouvaient alimenter le trésor que par une part dans les confiscations, salarier leurs complices que par l'autre part, un danger égal menaçait en France tout ce qui conservait quelque réputation de richesse et de vertu, quel que fût d'ailleurs le prétexte des accusations contre les individus ; que les chances du salut n'étaient que dans le grand nombre des proscrits, et sinon

(1) Il se nommait Gaudot ; il avait été receveur des droits d'entrée à Paris au port Saint-Paul.

dans le remords, du moins dans la lassitude des bourreaux; que des gens qui ne cherchaient que des victimes ne prendraient pas même la peine de varier la formule de leurs jugements; qu'ainsi toute tentative de justification auprès d'eux ne ferait qu'accélérer la solution qu'ils avaient adoptée pour tous les cas, l'*arrêt de mort;* et que, dans cette épouvantable épidémie, la seule ressource était d'attendre que la contagion vînt nous atteindre, au lieu d'aller la défier dans son foyer. Ce fut dans cette pensée que mon premier soin fut de prier tous ceux qui me conservaient quelque intérêt de m'abandonner à ma destinée.

Quelques-uns des fermiers généraux avaient fini par comprendre qu'on en voulait surtout à leur fortune. Ceux-ci proposaient d'en offrir le sacrifice; ce n'était pas le vœu de la majorité, et le motif des opposants n'était fondé ni sur l'espoir ni sur le désir de la conserver; le désintéressement n'était plus alors une vertu difficile; mais ils faisaient observer qu'une telle offre ne serait considérée et présentée à la France que comme une reconnaissance des malversations qui leur étaient reprochées, une transaction honteuse, un acquiescement à leur propre déshonneur.

Je dois ajouter que la proposition de l'abandon avait été faite par les plus riches, et leur donna lieu d'examiner quel aurait pu être le produit du sacrifice qu'ils auraient fait en donnant tout ce qui leur restait; ces trente-deux chefs de familles des finances, qui étaient réputées les plus opulentes, et dont plusieurs avaient hérité en ligne directe de leurs places, eh bien! ces trente-deux fermiers généraux qu'on accusait d'avoir soustrait au trésor de l'État deux ou trois cents millions, auraient pu à peine réaliser alors vingt-deux millions (1), en réunissant tout ce qui leur appartenait effectivement (en maisons, terres, mobiliers, capitaux) pour sauver leur tête, si leur salut eût été mis à ce prix.

On se rappelle que les écrivains de l'époque, fidèles, comme dans tous les temps, au devoir de servir les passions des gouvernants, quels qu'ils soient, ne manquaient pas d'imprimer le bilan de chaque fermier général, et de prouver par leurs chiffres que la fortune du plus pauvre excédait dix millions; que c'étaient eux qui soudoyaient l'armée des princes français absents, peut-être même celle de Prusse et d'Autriche; que c'était l'émigration *de leur or* en Angleterre qui soutenait la dette publique de ce pays; que *le vertueux républicain* qui les avait dénoncés n'avait été jeté dans les cachots sous la monarchie que parce que *seul* il avait leur secret! Dans les dissensions publiques, l'arithmétique des partis est toujours la même. Croirait-on que, parmi ces hommes emprisonnés pour leurs richesses, il s'en trouvait plusieurs qui, ayant employé toutes leurs ressources disponibles à se libérer envers leurs prêteurs, étaient réduits à emprunter le prix de la très frugale nourriture (1) que nous prenions tous en commun dans la prison!

On disait avec raison des prisons de ce temps qu'elles étaient l'asile des vertus; aucune ne put présenter une réunion plus complète de vertus nobles et touchantes. Je n'y fus pas témoin d'un mouvement d'impatience.

Si l'espèce de sécurité que j'avais remarquée en eux dans les premiers moments provenait en partie de la confiance qu'ils avaient dans leurs moyens de justification, elle avait encore un autre principe; car, lorsqu'il ne fut plus possible de douter qu'ils ne fussent à la fois menacés dans leur vie et dans leur fortune, ils conservaient encore le même sang-froid, le même courage pour la défense de leur honneur; et jusqu'au dernier moment, ils repoussèrent avec tant d'avantage les reproches de malversation présentés contre eux sous toutes les formes, que la Convention fut réduite à décréter (le 6 mai 1794) *qu'ils avaient mis la république en péril, parce que quelques-uns de leurs agents avaient été soupçonnés en 1789 de vendre du tabac trop humide.* Le décret se terminait par l'envoi au tribunal révolutionnaire de ceux *qui avaient ainsi conspiré.*

Le célèbre Lavoisier fut instruit le premier de ce décret, et il eut le courage de l'annoncer à ses collègues; ils étaient tous tellement désintéressés de la vie et des choses de ce monde, que leur réponse fut unanime : *Nous l'avions prévu, nous y sommes préparés.* La plupart élevaient leurs espérances vers le ciel, et je trouvai en eux une bien touchante preuve de tout ce que les sentiments religieux peuvent donner de consolations et de forces à des hommes dont la conscience est sans reproche.

Quoique le décret n'envoyât nominalement au tribunal révolutionnaire que les fermiers généraux, il ne me vint pas un seul moment dans la pensée que mon sort pût être différent du leur; le même ennemi nous poursuivait; je n'étais pas pour lui une victime moins nécessaire, et je n'étais pas faible devant l'image de la mort. J'avouerai seulement que je n'envisageais pas aussi tranquillement ses préliminaires; presque chaque jour, entre deux et quatre heures, les cris de la populace, qui insultait sur leur

(1) Cette compagnie de finances perdait un capital très considérable (plus de quatre-vingts millions) dans la banqueroute publique.

(1) Je trouvai, en arrivant dans la prison, la dépense totale de la table, fixée par les fermiers généraux à 5 francs par jour, *en assignats*, pour chacun d'eux.

passage les condamnés conduits au supplice, retentissaient dans la partie de la prison que j'habitais Je me voyais sous peu d'heures destiné à être un des objets de ces outrages ; traduit devant un tribunal qui m'aurait condamné avant d'avoir connu mon nom et mavie ; flétri de l'accusation de *traître* envers mon pays que j'avais bien servi ; poursuivi jusqu'à l'échafaud par les injures d'un peuple abusé, et rendant mon dernier soupir au milieu des malédictions publiques !... C'étaient les circonstances d'une telle mort qui se présentaient à mon imagination comme réunissant toutes les tortures qui peuvent atteindre l'âme : et la mienne en soutenait mal la menace, malgré le bel exemple de résignation que j'avais sous les yeux. Je dirai même, puisque je ne dois rien cacher dans cet écrit, que, m'étant procuré une assez forte quantité d'opium, de concert avec un autre captif (1) qui redoutait comme moi *cette manière* de quitter la vie, nous avions confié notre secret à M. Lavoisier, qui nous aimait tous deux, en lui offrant le partage d'une mort qui serait du moins libre.

Voici la réponse que nous fit cet homme aussi distingué par sa force d'âme que par ses lumières : « Je ne tiens pas plus que vous à la vie ; j'ai fait le sacrifice de la mienne. Les derniers moments qui nous attendent sont pénibles sans doute, mais nous ne serions pas sûrs de les prévenir par les moyens que vous proposez : l'asphyxie pourrait nous mieux servir ; mais pourquoi aller au-devant de la mort ? Serait-ce parce qu'il est honteux de la recevoir par l'ordre d'un autre, et surtout par un ordre injuste? Ici, l'excès même de l'injustice efface la honte ; nous pouvons tous regarder avec confiance et notre vie passée et le jugement qu'on en portera peut-être avant quelques mois ; nos juges ne sont ni dans le tribunal qui nous appelle, ni dans la populace qui nous insultera : une peste ravage la France, elle frappe du moins ses victimes d'un seul coup, elle est près de nous atteindre ; mais il n'est pas impossible qu'elle s'arrête au moins devant quelques-uns de nous. Nous donner la mort, ce serait absoudre les forcenés qui nous y envoient. Pensons à ceux qui nous ont précédés ; ne laissons pas un moins bon exemple à ceux qui nous suivent. »

M. Lavoisier avait à peine prononcé ces dernières paroles, que la municipalité de Paris, escortée de gendarmes, accompagnée de chariots couverts, se présenta à l'hôtel des Fermes pour faire l'évacuation de cette prison et livrer les prisonniers au tribunal. Elle fit procéder par le concierge à l'appel, en suivant l'ordre des *écrous;* nous étions tous réunis devant le guichet de la prison. Lorsque quatre prisonniers avaient été nommés, quatre gendarmes s'en emparaient et les conduisaient dans les chariots couverts qu'ils refermaient sur eux. Un contraste remarquable, et qui prouve l'ascendant de la vertu sur les âmes les plus grossières, c'était l'émotion de nos guichetiers qui fondaient tous en larmes, à côté du maintien calme que conservaient et ceux qu'on enlevait et ceux qui attendaient le même sort. Dans l'espace d'une heure, vingt-quatre seulement de mes malheureux compagnons avaient ainsi passé le seuil de la prison, et le concierge suivait d'un œil triste chaque enlèvement, tandis que les officiers municipaux buvaient et vociféraient dans sa chambre.

J'étais au milieu des huit fermiers généraux restants (ne devant être appelé qu'après eux, puisque *mon écrou* était le trente-troisième), lorsque le concierge, s'approchant de moi et me poussant vers l'intérieur de la prison, me dit à voix basse : « Rentrez, vous n'avez rien à faire ici. » Je n'eus que le temps de jeter un dernier regard sur ceux dont j'allais être séparé, et de les voir sourire encore à l'espérance de mon salut. La porte de ma prison se referma à l'instant sur moi, et je me retrouvai dans la solitude...

Quelle solitude que celle d'une prison dans laquelle on va survivre à trente-deux innocents ! Tout entier à la pensée du sort qui se préparait pour eux, je ne me sentais plus vivre. J'étais encore dans ce premier état de stupeur à minuit, lorsque je vis près de moi le concierge que je n'avais pas entendu s'approcher. Il était lui-même encore tout ému ; il revenait du comité de sûreté générale, auquel il avait rendu compte de l'évacuation de la prison : il avait évité d'y prononcer mon nom ; il avait pu m'oublier là, comme il m'avait omis dans l'appel qu'il avait fait, le décret ne nommant que les fermiers généraux. Il fallait bien, disait-il, se consoler par quelque bonne action de *tant d'autres !...* Il me recommandait surtout de continuer à me faire oublier. Je n'étais pas en état de le remercier du bienfait, ni même de le sentir. Le lendemain il vint me dire que les fermiers généraux n'étaient pas encore mis en jugement ; qu'on faisait des démarches pour eux, et qu'il espérait que le plus grand nombre reviendrait me joindre ; mais le soir je le trouvai plus triste. Il avoua qu'il avait entendu prononcer mon nom dans une espèce de comité, que s'était associé, sous le nom de comité de revision, le calomniateur en chef des fermiers généraux ; qu'on s'y étonnait de me voir rester seul. Ce brave homme craignait d'avoir perdu sa bonne œuvre. Le silence de toute la nuit, qui ressembla pour moi à la précédente, ne fut troublé que par le bruit d'une seule voiture ; elles étaient rares alors à Paris. Je remarquai qu'elle s'approchait de la prison ; je gagnai machinalement la porte qui me séparait du lieu où couchaient les guichetiers. La voiture passa sans

(1) M. de Boulogne.

s'arrêter ; et j'en entendis un qui disait à ses camarades : *C'est Fouquier-Tinville qui va préparer avec Robespierre la journée de demain; ordinairement il ne passe pas si tard.*

Le nom de Fouquier-Tinville et l'objet de sa course nocturne, en venant se mêler à toutes les pensées qui m'occupaient, les rendirent encore plus sinistres. La matinée qui suivit cette nuit me laissa dans le même état ; mais je ne pouvais pas douter que mes malheureux compagnons ne fussent en présence du tribunal qui devait les envoyer à la mort. Une femme, digne du nom qu'elle portait alors, Mme de Lavoisier, avait, au péril de sa vie, et bravant un décret qui l'éloignait de Paris, vainement fait les derniers efforts pour sauver son mari, son père et les autres fermiers généraux ; c'était tout ce que j'avais appris. A deux heures, le 8 mai, j'entends dans les escaliers de la prison un mouvement extraordinaire ; je crois reconnaître le pas des gendarmes ; ils entrent en effet au nombre de quatre ; derrière eux, je distinguai d'autres hommes que j'avais peine à reconnaître, tant ils étaient pâles et abattus, et qui vinrent presque s'évanouir dans mes bras.

Hélas! ils n'étaient que trois (1); ils avaient été sauvés par une heureuse équivoque de titre que fit valoir un juge du tribunal révolutionnaire qui se trouvait le parent de l'un d'eux : mais ils avaient laissé au pied de l'échafaud leurs pères et leurs frères : et leur propre agonie durait encore plusieurs heures après qu'ils me furent rendus. Nous passâmes le reste de cet affreux jour, et la nuit qui le suivit, seuls dans cette prison ; le lendemain nous eûmes des sujets de distraction presque aussi tristes que nos souvenirs.

En peu de jours, près de quatre-vingts nouveaux détenus furent entassés dans un petit espace déjà trop étroit pour trente-trois personnes. Mais dans les calamités politiques le bon côté est souvent le côté de ceux qui souffrent. Nous prenions en patience notre part de cette incommodité ; nous ne pensions pas même à y échapper. Le concierge qui m'avait sauvé y pensa pour nous. Il s'était réservé pour son usage personnel un petit emplacement sous le même toit, hors de l'enceinte de la prison qui n'occupait qu'un étage, hors des grilles et des verrous. Ce fut là qu'il nous établit dans le mois de juin. « Vous n'êtes plus ici, nous dit-il, que prisonniers sur parole ; mais je compte sur la vôtre : *il se prépare dans les maisons d'arrêt des manigances qui m'inquiètent.* » Il désignait ainsi les prétendues conspirations des détenus dans les prisons. « Au moins ici elles ne pourront vous atteindre. » Puis, me conduisant seul dans un corridor obscur et me montrant une petite porte, il me dit : « Au besoin, souvenez-vous de cette porte. » — Qu'on me pardonne en faveur de l'homme à qui je dois la vie le souvenir de ces traits d'humanité si contrastants avec sa fonction! Et ce concierge ne fut pas humain pour moi seul : car je lui dois aussi la vie d'un détenu que je ne connaissais pas, et que, sur ma demande, il refusa de livrer à un huissier du tribunal révolutionnaire, sous prétexte d'une différence dans l'orthographe du nom.

Vers la fin de juillet (jamais les massacres juridiques n'avaient été plus multipliés que dans ce mois), le pressentiment des événements du 27, auquel répondait le 9 thermidor, était parvenu jusqu'à nous : ce jour même au matin, le concierge m'avait remis la clef de la petite porte qu'il m'avait désignée, en me disant que si, dans la journée, la prison était forcée, cette porte me conduirait dans un bâtiment voisin qui était libre de toute surveillance, et par lequel je pourrais échapper. La générale qui se faisait entendre, la marche et les cris des citoyens armés dans les rues, nous présageaient en effet une journée orageuse. Elle fut un long combat entre la Convention, qui s'était soulevée contre Robespierre, et la municipalité de Paris, qu'il avait mise en révolte contre la Convention.

Ce ne fut que le 28, à quatre heures du matin, que nous en connûmes le résultat ; et mon premier soin fut de donner aux quatre-vingts détenus dont nous étions séparés l'espérance que la mort allait enfin suspendre ses coups. Parmi ces détenus se trouvait le gendre (1) d'un des amis que j'avais le plus regrettés dans la journée du 8 mai.

Le 31 juillet, les prisons commencèrent à s'ouvrir : le 2 août, je fus libre moi-même.

Je ne restai à Paris que le temps qui m'était nécessaire pour m'assurer que mes trois compagnons ne tarderaient pas à être libres aussi, et pour donner quelques faibles preuves de ma reconnaissance au geôlier qui m'avait si bien servi ; je commençais à me rattacher à la vie. Je partis le lendemain pour retrouver ma retraite et reprendre les occupations que j'avais choisies : huit jours après mon retour, j'appris que l'homme qui s'était préposé à mon salut était mort subitement : que de réflexions seraient à faire sur un pareil concierge des prisons de la Terreur! Quand je pense à celui-ci, j'oublie sa profession pour sa bonne œuvre. Je fis faire des recherches sur sa famille, et je ne trouvai après lui personne des siens à qui je pusse, à mon tour, être utile.

MOLLIEN.

(1) MM. de La Hante, de Laage fils et Sanlot, au lieu d'être fermiers généraux en titre, n'avaient eu que le titre d'*adjoints*.

(1) M. de Chauvelin, gendre de M. de Boulogne.

UN INCIDENT

DE LA FUITE DE LOUIS-PHILIPPE EN 1848

On sait que, quelque temps après la mort du comte de Paris, le duc d'Aumale, par une pieuse attention de son neveu le duc d'Orléans, fut mis en possession des papiers laissés par Louis-Philippe, sur lesquels ce prince, dès sa jeunesse, avait l'habitude d'écrire chaque soir ce qui lui était arrivé dans la journée.

Si précieuses que soient ces notes, elles sont loin de contenir tous les faits, tous les détails se référant à la personne de leur auguste auteur.

Il est, en effet, maintes circonstances qui restent ignorées des souverains ou qui leur sont cachées. Nous doutons que celle que nous allons révéler pour la première fois, ait jamais été connue de celui dont pourtant elle avait, un instant, intéressé au plus haut point la sécurité et l'avenir.

Quand, dans la séance de l'Académie française du 18 mars 1897, à l'aide des papiers de son père, il entretenait l'illustre compagnie de la façon dont Louis-Philippe avait exercé le droit de grâce, le duc d'Aumale ne put s'empêcher de rappeler ce triste souvenir :

« Six mois avant la révolution de 1848, disait-il, je laissai le roi à Saint-Cloud plein de verve et de vigueur. Je le retrouvais à Claremont courbé, transformé, sans amertume, sans haine, mais frappé au cœur. »

C'est que des Tuileries à la terre d'exil d'Angleterre le chemin avait été long et douloureux. M. Thureau-Dangin en a retracé, avec une éloquente émotion, les principales péripéties. Voici ce qui concerne le départ du roi :

Le 24 férier 1848, il est environ midi et demi. Le duc de Nemours a eu la présence d'esprit, au moment où il a vu l'émeute s'emparer des grandes berlines, de faire filer par le quai, jusqu'à la place de la Concorde, des voitures qui se trouvaient dans la cour des Tuileries; c'étaient deux coupés et un cabriolet de la maison du roi, en petite livrée, de ceux qui servaient aux aides de camp. Il s'agit, pour Louis-Philippe et les siens, de rejoindre ces voitures à la grille du pont tournant. Le triste cortège se met en route à travers le jardin désert. En tête le vieux roi, tout brisé, soutenu par la reine, dont la grande âme semble avoir décuplé la force physique; viennent ensuite le duc de Montpensier, la duchesse de Nemours et ses enfants, le duc et la duchesse de Saxe-Cobourg et leurs enfants, la duchesse de Montpensier, l'inévitable M. Crémieux, quelques amis, entre autres, M. Ary Scheffer, le général Dumas, M. Jules de Lasteyrie, des gens de service; comme escorte, des gardes nationaux à cheval commandés par M. de Montalivet et quelques troupes que le duc de Nemours a fait venir de la place du Carrousel. Du palais où il est resté, ce prince veille à tout. Arrivés à la grille, les fugitifs ont quelques instants de grande angoisse : les voitures ne sont pas sur la place; enfin les voici. Quinze personnes s'y entassent; les soldats, les gardes nationaux, les curieux contemplent avec stupeur cette scène, dont ils n'ont pas tout d'abord l'explication. Quelques cris de : Vive le Roi! se font entendre. Les voitures, entourées par les gardes nationaux à cheval et par deux escadrons de cuirassiers, partent au galop dans la direction de Saint-Cloud.

De Saint-Cloud on gagne Versailles, puis Trianon où l'on arrive vers trois heures. Dans la ville tout est calme; on ne connaît pas encore les événements qui se succèdent et se précipitent à Paris. Les services publics continuent à fonctionner régulièrement. Une session d'assises est ouverte. Ce jour-là comparaît devant le jury Diffetot, Jacques-Vincent-Sébastien, accusé d'incendie volontaire. La Cour est présidée par M. Le Gorrec, conseiller à la cour royale de Paris; le siège du ministère public est occupé par M. Bonneville de Marsangy, procureur du roi; au banc de la défense est assis Me Moussoir, du barreau de Versailles.

A trois heures, suivant l'usage, l'audience avait été suspendue, et les magistrats s'étaient retirés en la Chambre du Conseil. A peine s'y trouvaient-ils que l'un des huissiers de service apporte au procureur du roi un billet qu'un inconnu, ayant pénétré dans la salle des assises, vient de tracer sur le bureau même de l'officier ministériel et dont la rédaction incorrecte indique assez la hâte et le trouble.

Monsieur,

Une affaire de la plus haute importance me force à m'entretenir avec vous. Je vous prie, Monsieur le Procureur, de m'accorder un moment d'audience.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Procureur général, avec la plus haute importance,

Votre dévoué,
A. T. (1).

Le 24 février 48.

Comme l'audience allait être reprise et la parole donnée de suite au ministère public pour prononcer son réquisitoire, le procureur du roi écrivit en marge de la lettre :

Je ne puis donner en ce moment audience, je suis retenu à la Cour d'assises.

Et le pli est rendu à l'huissier pour transmettre au solliciteur la réponse.

Presque aussitôt, l'huissier revient et informe le chef du Parquet que le sieur T... insiste en raison de l'urgence et de l'extrême gravité de la communication qu'il veut faire.

« Eh bien, réplique le magistrat, dites-lui qu'il

(1) Nous ne croyons pas devoir publier le nom en entier.

vienne me parler à l'audience » ; et, se rendant dans la salle des assises, il va, avant la rentrée de la Cour, se rasseoir à son bureau.

Alors s'engage, entre l'inconnu et le procureur du roi, le dialogue suivant, tel que nous le trouvons consigné sur l'heure dans une note de la main même de l'éminent magistrat (1).

« Bientôt je vis s'approcher de moi l'individu en question, qui, l'air inquiet et jetant les yeux autour de lui comme pour s'assurer que personne ne pouvait l'entendre, me dit à demi-voix :

« — Je suis attaché au château. Je viens d'amener le roi à Trianon dans une voiture particulière. Il y est en ce moment, attendant les événements ; mais je viens d'apprendre qu'un gouvernement provisoire a été proclamé à Paris ; et, craignant de m'être gravement compromis en facilitant ainsi la fuite du roi, j'ai voulu vous informer de la présence du roi à Trianon, afin que vous avisiez aux mesures à prendre pendant qu'il est encore temps. Je tiens, ajouta-t-il, à me décharger d'une responsabilité que j'ai imprudemment assumée, en me plaçant, par cette révélation, derrière la responsabilité légale du Parquet de Versailles.

« — En fait, repris-je vivement, vous venez me demander de faire arrêter le roi?

« — Que voulez-vous? fit-il avec un hideux cynisme, je ne veux pas risquer de me faire fusiller pour lui.

« Pour toute réponse je lui dis, avec un regard de mépris et d'indignation : — C'est bien, Monsieur ; puisque vous regrettez d'avoir fait votre devoir, soyez tranquille, je saurai faire le mien, et je prends tout sur moi... Allez !

« Immédiatement, je fis signe au commandant de gendarmerie qui était assis en uniforme à l'angle de la salle, sur un des fauteuils placés derrière la Cour.

« — Commandant, lui dis-je, il faut prendre avec vous deux brigades de gendarmerie et vous transporter sur-le-champ à Trianon pour protéger la personne et la fuite du roi.

« — Volontiers, repartit le commandant ; mais il me faudrait un réquisitoire.

« — C'est juste. Et, muni de cette pièce, il s'empressa de courir à Trianon. Le roi y était encore, ignorant probablement ce qu'avait fait et ce qu'était devenu son fidèle et loyal conducteur. »

Vers six heures, après trois heures d'anxieuse attente, Louis-Philippe se résignait à continuer sa route en se dirigeant vers Dreux. Il était suivi et protégé par les deux brigades de gendarmerie de Versailles.

Cependant, l'audience de la Cour d'assises avait été reprise ; le procureur du roi avait prononcé son réquisitoire, la plaidoirie du défenseur avait suivi, et l'accusé Diffetot était condamné à cinq ans de réclusion.

Vers six heures et demie, l'audience ayant été de nouveau suspendue pour la délibération du jury, ce ne fut qu'à ce moment, dans la Chambre du Conseil, que le procureur du roi fit part à ses collègues de l'étrange et odieuse communication qu'il avait reçue.

Le roi était déjà loin.

Durant cette après-midi, que s'était-il passé à Paris?

Le peuple avait envahi les Tuileries et la Chambre des députés. La duchesse d'Orléans et ses jeunes enfants, protégés jusqu'à la fin par l'admirable courage du duc de Nemours, n'avaient été sauvés qu'après avoir couru les plus grands dangers. Un gouvernement provisoire, avec « l'inévitable M. Crémieux » pour garde des sceaux, avait été constitué.

On lit dans le numéro de la *Gazette des Tribunaux* du lendemain 25 février :

Dix minutes après le départ du roi, le peuple, précédé de gardes nationaux de la 2e légion, ayant à leur tête leur colonel, entrait aux Tuileries. Les appartements ont été bientôt envahis, mais il n'y a pas eu de dévastations... Toutefois, dans la salle du trône on s'est emparé du fauteuil, qui a été porté tout le long des boulevards et brûlé sur le soubassement de la colonne de Juillet, en présence d'une foule immense.

A peu près au même instant où les Tuileries étaient emportées, les appartements du Palais-Royal ont été envahis. Beaucoup de livres et d'objets mobiliers ont été jetés par les croisées et brûlés. On a aussi brûlé, sur la place du Palais-Royal, une des voitures royales qu'on avait amenées des écuries de la rue Saint-Thomas-du-Louvre.

A la Chambre des députés l'image du roi avait été l'objet des plus fâcheux outrages.

Le peuple, constate M. Thureau-Dangin, se décide alors à évacuer la salle, non sans avoir percé de balles le portrait de Louis-Philippe dans le tableau qui est au-dessus du bureau et qui représente la prestation de serment en 1830.

Ce n'étaient là que des attentats matériels, quelque coupables qu'ils fussent. Si la fuite du roi avait été entravée, retardée ou empêchée, peut-on dire que des violences bien autrement graves et irréparables n'eussent pas été commises ! Le sang-froid d'un magistrat et d'un homme de cœur a peut-être eu pour résultat de les rendre impossibles.

L. Bonneville de Marsangy.

1 M. Bonneville de Marsangy est mort il y a trois ans, chargé d'années et entouré d'une universelle et respectueuse estime. Il était conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris et, sans doute, le doyen de la magistrature française.

LES GLANES DE LA VIE

Le nom d'un homme ne devrait servir que pour lui seul au monde. On souffre d'une profanation, en voyant les noms illustres ou les noms chers, traînés par des êtres indignes.

Une vilenie est encore plus laide quand c'est pour soi qu'on l'a faite, aussi dit-on que c'est pour ses enfants.

L'ennui c'est la peur de soi.

La vérité est plus belle, plus riche tout entière que l'imagination, puisqu'elle possède tout ce qui a existé.

Nous sommes jugés par le public, avec indifférence et légèreté; par les simples connaissances, avec malice et sévérité; par les amis, avec indulgence et partialité; par la famille, avec affection et malveillance.

La douleur prend la forme et la mesure du cœur qu'elle remplit.

Quand l'intérêt commande une démarche, on oublie vite que la dignité la défendait.

Les parents pauvres sont toujours des parents éloignés.

La discrétion devient complice, lorsqu'elle permet au mal de s'accomplir.

Une grande souffrance nous rend moins sensible à la mort des autres. La vie, à nos yeux, a perdu de son prix.

L'égoïste ne ferait volontiers qu'une part de tout.

On craint le ridicule, tant qu'on n'a pas compris que ceux qui le bravent sont les plus forts.

La plus douce façon de consoler est de pleurer aussi.

L'enthousiasme est la fièvre de l'admiration.

Il est temps de donner sa démission de femme quand les hommages cessent d'être des insolences pour devenir des politesses.

L'éducation peut comprimer un instinct, et c'est tout.

Le vice n'est que le fils cadet de l'oisiveté, l'ennui est son fils aîné.

Le rêve le plus intense est celui qui succède à une réalité heureuse. La joie récente a ravivé l'espoir.

Examiner sa conscience, c'est faire l'inventaire de ses intentions.

On souffre moins d'un malheur qu'on a mérité : la révolte contre l'injustice ne s'ajoute pas à la douleur.

En voulant frapper ce qu'on hait, on atteint souvent ce qu'on aime ! C'est la punition.

Dans l'association de deux êtres, il suffit que l'un des deux soit parfaitement bon pour que les deux soient parfaitement heureux. Le chien aime toujours son maître, le maître aime toujours son chien.

Nos succès se reflètent dans les regards des envieux.

Retirer de l'eau le désespéré résolu à en finir avec la vie, c'est l'obliger à recommencer la mort.

On ne se trouve vieux qu'à l'âge qu'on aura.

Le bonheur est une branche sur laquelle on peut se poser, mais sur laquelle on ne peut pas faire son nid.

La désillusion est le squelette de nos rêves.

Attendre le convive qui ne vient pas, est une impolitesse pour ceux qui sont exacts, et une injure pour celui qui est en retard. On doit lui faire l'honneur de croire qu'il préfère manger son potage froid, que d'imposer à tous les autres un repas brûlé.

Celui qui porte un banc pour s'asseoir à mes côtés, prouve plus d'affection, que celui qui, tranquillement assis, me dit qu'il m'aime.

On est bien bon d'être gêné pour refuser, quand l'autre n'a pas été gêné pour demander.

Que de surprises on se ménage en faisant appel au dévouement de ses amis ! Ceux sur lesquels on comptait se dérobent, ceux qu'on jugeait indifférents s'avancent.

On regrette les salons où l'on causait, et dès qu'on cause dans un salon, la musique fait : *chut!...*

On se console parfois de l'absence d'un homme, en s'imaginant ce qu'il pourrait bien dire, s'il était là.

Il est peu d'âmes assez délicates pour se souvenir toujours, que celui qui leur a présenté son ami, n'entendait pas le leur donner.

Nous souffrons sérieusement, de ce que les autres ont dit légèrement.

Quand on ne peut plus avoir la prétention d'être, on se rabat sur la prétention d'avoir été; celle-là est à la portée de tout le monde.

Le suicide est le seul remède qui s'offre à tous les maux.

Ceux qui sacrifient les autres à leurs goûts, ont besoin de société. Ceux qui sacrifient leurs goûts aux autres, préfèrent la solitude. La société leur coûte trop cher.

C'est souvent par timidité qu'on est généreux.

Si les vieillards tiennent plus à la vie que les jeunes gens, c'est que la vie est pour eux plus clémente. Désintéressés des passions, ils se déclarent satisfaits d'un peu de santé, d'un peu de confort, d'un peu de soleil. Les jeunes, ne songent pas à jouir de la santé, ni du confort ni du soleil, ils veulent le bonheur, le demandent à l'amour et l'amour ne sait pas le leur donner.

Tel qui pardonnerait un crime avoué, voit un crime dans une action inexpliquée. La malveillance ne s'endort pas même à côté de la bonté.

La fortune du riche semble appartenir à tous, puisque tous se permettent d'en critiquer l'emploi.

Aimer une reine, c'est condamner sa passion au silence : l'aveu le plus sincère semblerait parler le langage de la flatterie.

C'est encore de son esprit qu'on s'amuse le mieux.

Une passion violente met en peu d'instants dans un cœur, tout ce qu'il peut y avoir de bonheur et de malheur sur terre.

L'amour est le plus beau compliment !

Bien des gens ne font que ce qu'ils veulent, à l'aide d'une théorie élevée, toujours prête à justifier leurs actes.

Les funérailles d'un homme de génie, laissent le deuil sur leur passage : c'est par le nombre de ceux qui le perdent, qu'on peut mesurer la valeur d'un mort.

Les douleurs les plus cruelles ne se laissent pas interroger.

Ce qui rend le roi Louis de Bavière le plus intéressant de tous les fous, c'est qu'il avait la puissance de faire bâtir ses rêves.

L'absence sépare moins que la dissimulation.

L'imitation est comique en elle-même ; puisqu'elle fait rire d'une scène triste, en la reproduisant. La drôlerie vient de ce que la personne n'est pas le personnage.

Les vieillards se contentent de peu : si légers que soient leurs bonheurs, ils se déclarent comblés, puisqu'ils n'avaient demandé qu'à être encore là.

Tout être aimé a perdu le droit de mourir.

Celui qui demande et qui insiste, se prive ainsi de ce qu'on aurait fait spontanément pour lui.

La simplicité désarme la malveillance, et permet aux médiocres de paraître dignes d'une grandeur imprévue.

J'aime mieux les gens toujours grognons, que les gens capricieux. On visse son bouclier, on aiguise ses flèches et on attend leurs coups. Pour les autres, on ne sait comment s'équiper : quand on a pris son encensoir, on regrette sa carabine.

Il est aussi facile de rasséréner les faibles que de les épouvanter.

Il faut partir seul pour le voyage. Il faut mourir entouré de ceux qu'on aime : A la gare, nos soucis matériels contrastent trop avec l'émotion de nos amis, tout entiers à la tristesse des adieux. A la mort, ce sont nos amis qui prennent les soins matériels, pendant que, dégagés déjà, nous ouvrons nos ailes, en ne songeant qu'à la douleur de l'éternelle solitude.

Il y a souvent plus de contrastes entre la même personne à des âges différents, qu'entre deux personnes du même âge.

Les indifférents trouvent toujours que nous nous portons bien. Ceux à qui nous sommes chers, trouvent toujours que nous sommes malades et par notre faute.

COMTESSE DIANE.

L'AME RELIGIEUSE

A propos d'un livre récent.

C'est un livre de bonne foi, de conscience, et où parle une âme, l'ouvrage récemment paru de M. Auguste Sabatier : *Esquisse d'une philosophie de la religion d'après la psychologie et l'histoire* (1).

Et c'est un beau livre, « le plus beau, a-t-on pu dire, qui ait été écrit sur la religion, depuis la *Vie de Jésus* de Renan ». Il est beau par cette ferme plénitude que les longues méditations donnent à la pensée, par un ordre et une sûreté de composition où se marque l'entière possession du sujet, par la solidité expressive de la langue, et surtout par l'émotion intime.

Sainte-Beuve a dit du grand Vinet qu'il fut « le plus sympathique des protestants ». A tous ceux qui auront lu M. Sabatier, il semblera bien que le nouveau maître est plus sympathique encore, parce qu'il est plus près de nous, plus intimement sensible aux inquiétudes modernes, plus humain. Et nul n'aura, certes, à s'effrayer de ce titre de doyen de la Faculté de théologie protestante, qui nous rassure, dès le seuil du livre, sur l'information et la compétence théologique de l'écrivain religieux, mais qui n'implique aucun parti pris, aucune raideur, aucune étroitesse, et laisse souverainement libre la conscience de l'homme et du penseur.

« Arrivé presque au soir de la vie, à la fin d'une longue journée de travail », M. Sabatier voudrait « nouer sa gerbe et recueillir, si toutefois il n'a pas été vain, le fruit de son labeur ». Et son livre est bien cela, l'œuvre de toute une vie profondément religieuse, la gerbe des réflexions d'une âme qui toujours fut inquiète des graves problèmes de la raison et de la foi, de la science et de la conscience.

(1) Librairie Fischbacher, 1 vol. in-8.

Rappeler la *Vie de Jésus* de Renan n'est point assez dire le vrai mérite de l'*Esquisse d'une philosophie de la religion d'après la psychologie et l'histoire.* C'est, sans exagération, aux *Pensées* de Pascal qu'il nous faut remonter si nous voulons bien marquer la grandeur, la sincérité et la piété tragique d'une pareille œuvre. Oui, ceci est le beau livre d'un grand inquiet, et toutefois d'un grand croyant qui, comme Pascal, « s'est mis à genoux auparavant et après, pour prier cet Etre infini et sans parties, auquel il soumet tout son être, de se soumettre aussi le nôtre pour notre bien et pour sa gloire ».

* * *

L'homme est un être religieux, par nature et par nécessité morale. De ce que je suis homme et ne peux m'enfuir hors de l'humanité, je suis religieux et ne puis être autrement.

C'est la douleur qui insinue en moi, ou plutôt éveille la religion. Écrasé par l'univers hostile, je répugne à reconnaître ma dépendance absolue de cet univers. Ma pensée, ma conscience se révoltent. Je veux m'échapper d'une oppression aveugle et fatale. Et, pour cela, je m'élève à la conception d'une puissance spirituelle de laquelle je fais dépendre et l'univers et moi-même, et dans laquelle, comme dans leur principe commun, et leur fin solidaire, ces deux termes peuvent se concilier. L'expérience douloureuse du monde et la fière conscience du moi me forcent au sentiment de leur commune dépendance de Dieu. Telle est l'origine de la religion.

Et donc la religion n'est point une chose étrangère que l'atavisme, l'éducation, les révélations bibliques ou les autorités confessionnelles, m'auraient imposée. C'est une chose de l'âme et, proprement, un acte de ma vie intérieure. La religion est en moi, de même que la vie. Elle est comme un besoin de vivre, un instinct de conservation ou de salut.

Pour avoir rappelé cette vérité si simple en des pages d'éloquente franchise, M. Sabatier n'est pas loin d'avoir fait une révolution intellectuelle parmi de bons esprits accoutumés à se représenter la religion comme une manière de penser ou de vivre qu'on reçoit toute faite, ou bien comme une leçon qu'on trouve dans les livres sacrés et comme une ressource morale qu'on doit tenir des églises. Ainsi Tolstoï étonna le monde, quand il dit : « Le salut est en vous. »

* * *

Or, qu'est-ce que la religion?

Elle n'est point un enseignement intellectuel, une acquisition de connaissances nouvelles relatives à la divinité. La solution qu'elle apporte au problème de la détresse humaine n'est pas d'ordre théorique. C'est pratiquement, par une sorte de délivrance morale, qu'elle nous sauve. Elle suscite au fond de nous la foi en l'origine et en la fin de la vie. Par delà les choses, elle nous ramène au principe même d'où notre être dépend. Elle est un acte de confiance en Dieu, un cri de l'âme et, pour tout dire, elle est la prière. « C'est un commerce, un rapport conscient et voulu, dans lequel l'âme en détresse entre avec la puissance mystérieuse dont elle sent qu'elle dépend et que dépend sa destinée. Ce commerce avec Dieu se réalise par la prière. La prière, voilà donc la religion en acte, c'est-à-dire la religion réelle. »

Cette théorie du phénomène religieux, fondée sur la psychologie, est sans conteste la meilleure qui s'en puisse donner. L'élément d'intellectualité qui accompagne toujours la foi religieuse n'est pas méconnu ; mais il n'est plus présenté comme le fond et l'essence de la religion. Celle-ci devient ce qu'elle est en vérité : un sentiment, un élan de vie, une crise intérieure par laquelle la vie humaine se transforme et s'ouvre une issue vers la vie idéale, vers Dieu. Et du même coup il est fait bonne justice des banales conceptions qui tiennent la religion pour une institution politique, pour un ensemble de croyances surnaturelles et de rites, pour une mythologie ou une puérile explication des phénomènes de la nature.

Le grand bienfait du livre de M. Sabatier sera, il me semble, d'avoir si hautement défini, et avec tant de netteté, ce mot de religion, que nul d'entre nous ne devra plus se défendre d'être un homme religieux. « Justice et Bonté que servent et veulent réaliser toutes les âmes généreuses, Vérité que cherchent les philosophes et les savants, Beauté toujours attirante et toujours fuyante que poursuivent et qu'adorent les artistes, qui êtes-vous donc sinon les faces multiples de cet autel intérieur qui se dresse au fond de toute conscience d'homme, et sur lequel chacun vient apporter en offrande, au Dieu innomé, ce qu'il y a de meilleur dans son âme et dans sa vie? »

Ne nous troublons donc point de tant de prétentions irréligieuses qui courent le monde vulgaire ou parfois le monde des savants. Tant qu'une inquiétude de l'idéal veillera au fond des consciences, un Dieu habitera en elles, et si même elles renient tel Dieu, telle religion extérieure, telle église, tel dogme, telle tradition, elles seront religieuses. Tant que l'humanité cherchera la vérité, la justice, la liberté ; tant qu'elle luttera pour s'affranchir de l'animalité et s'élever de la vie organique à la vie morale, héroïque, divine ; tant qu'elle souffrira par cet effort que traversent les plus douloureux conflits : toujours dans sa recherche, dans ses luttes, dans ses souffrances, il y aura une foi, une religion, une prière.

* * *

Mais à la prière de l'homme, qui est la religion, Dieu fait une réponse, qui est la révélation.

Il faut remarquer que dans la prière elle-même est impliquée la réponse de Dieu. « Tu ne me chercherais pas, si tu ne m'avais pas déjà trouvé. » Cette parole que tout homme, comme Pascal, peut entendre Dieu lui dire, explique le mystère de l'âme religieuse. C'est, en effet, par un mouvement de vie vers Dieu, par un désir et un besoin de Dieu, que l'âme est religieuse, et non parce qu'elle serait dans un état fixe de religion immobile. Or, dans ce mouvement de vie, dans ce désir et ce besoin, Dieu n'est-il pas déjà présent et « sensible au cœur »? L'amour de la

vérité n'est-il pas une première possession de la vérité? Le désir de la justice n'est-il pas le commencement intérieur de la justice? Dès lors la révélation ne doit plus nous sembler une sorte de « communication une fois faite de doctrines immuables et qu'il n'y aurait qu'à retenir ». Nous pouvons dire qu'elle consiste dans « la création, l'épuration et la clarté progressive de la conscience de Dieu dans l'homme individuel et dans l'humanité ».

La révélation est la parole de Dieu en nous ou mieux encore la parole qui vient à notre âme comme sur les lèvres des prophètes, quand notre âme trouve Dieu. Elle est une intuition véritable ou le sentiment d'une présence divine en nous, qui éveille notre conscience à la justice et à l'amour. Pour tout dire, la révélation est une inspiration.

Et là les tenants d'une foi officielle, catholiques ou protestants, ont élevé là contre des protestations quelquefois violentes. Il faudrait, selon eux, un intermédiaire entre Dieu et notre conscience : soit l'enseignement de l'Église, soit la parole écrite de la Bible. Car, entendue au sens tout naturiste d'inspiration, la révélation ne se distinguerait guère de la connaissance purement naturelle et rationnelle de Dieu. Et la révélation est un fait surnaturel, ou elle n'est rien.

C'est affaire aux théologiens de disserter sur ces problèmes. Il n'y a point à nier, du reste, que la théorie d'une religion personnelle, intime, toute de conscience, telle que M. Sabatier l'expose avec une libre sincérité à travers tout son livre, ne soit un renversement du « confessionnalisme » absolu qui se fonde sur l'autorité de l'Eglise ou sur l'autorité de la Bible. Ceux qui se sentent menacés ont donc raison de protester avec l'ardeur que donnent des convictions soutenues par l'intérêt.

Mais aussi les hommes religieux, ceux qui sont d'une religion avant d'être d'une église ou d'un *credo* confessionnel, ceux qui peuvent dire : « J'adore en esprit », avant de dire : « Je crois à la lettre », oui, ceux-là ne sont-ils pas en droit de se réjouir que, sans parti pris de négation, sans révolte, sans reniements acharnés, la part de la conscience personnelle dans le sublime colloque entre Dieu et l'homme ait été souverainement revendiquée?

Les prophètes, les révélateurs, les apôtres, les livres sacrés, les sacerdoces, les organisations ecclésiastiques, tout ce par quoi l'humanité eut coutume d'être avertie de la révélation divine, nul ne songerait sans injustice à en méconnaître le rôle éducatif et l'utilité morale à travers l'histoire du passé, ou même pour l'avenir. Mais une révélation n'existe point, si elle demeure tout extérieure, si elle ne s'intériorise et ne se réalise pas dans l'âme jusqu'à devenir la trame de notre vie profonde, une expérience religieuse personnelle. Dieu nous parle par les prophètes. Mais les prophètes ne sont qu'un moyen, une voix qui frappe l'air et nous éveille, et c'est à nous, en nous, que Dieu parle. A vrai dire même, les signes extérieurs ne sont révélateurs que si nous sommes disposés à les comprendre et si nous avons déjà la foi par une parole intérieure, par l'inspiration.

* *

C'est donc dans l'ordre de la vie subjective et morale que la révélation, de même que la prière, se trouve ainsi située.

Elle est soumise, par suite, à toutes les conditions de la vie. Elle se fait par un perpétuel devenir. Elle se développe par un progrès, par une évolution constante. Nos inquiétudes, nos aspirations confuses, nos recherches anxieuses, alors même qu'elles sembleraient le plus éloignées de la notion religieuse, aident à cette évolution. L'homme religieux n'est pas cet adorateur servile qui se prosterne dans la poussière de la route, les yeux fermés et la pensée inerte, mais celui qui va et marche vers la lumière, le regard sans cesse attaché aux rayons des lointaines étoiles, l'âme de plus en plus illuminée et ravie par les visions célestes.

Cette évolution est à la fois psychologique et historique, individuelle et sociale.

Il y a, en effet, un progrès de la révélation dans chaque âme religieuse. Et ce progrès se mesure précisément d'après l'intensité de la vie religieuse, de la piété, de la prière. « Encore une fois, la révélation est dans la prière et progresse avec la prière. D'une révélation obtenue dans une première prière naît une prière plus pure, et de celle-ci une révélation plus haute. Ainsi la lumière grandit avec la vie, la vérité avec la piété. »

Il y a aussi un progrès de la révélation dans l'humanité. Elle fut d'abord mythologique, c'est-à-dire mal dégagée d'une confusion de mythes et de symboles, quand les hommes ne s'étaient guère éveillés qu'à la vie sensible. Puis elle devint dogmatique, c'est-à-dire systématisée par des dogmes, dès que l'intelligence humaine eut constitué des doctrines et créé avec orgueil des philosophies. Et enfin elle a pris son vrai caractère : elle est psychologique, en ce sens qu'elle surgit, avec une libre spontanéité, des profondeurs de la conscience et qu'elle est le résultat d'une mystérieuse communion de l'âme avec Dieu.

Que si l'on considère spécialement le lien social que les révélations religieuses établissent entre les hommes, et par conséquent les cadres des religions, on remarque le mouvement assez régulier par lequel ces dernières s'élèvent du particularisme le plus étroit à l'universalisme le plus largement humain. C'est la religion de la famille, la religion de la tribu, la religion de la nation, et finalement, avec le bouddhisme ou l'islamisme, ce sont des religions qui tendent à un universalisme que seul le christianisme parvient à réaliser.

Que s'il s'agit de la représentation même de Dieu, l'humanité des premiers âges en est réduite à une sorte d'animisme fétichiste et au polythéisme. Plus tard apparaît, parmi les philosophes de la race indo-européenne et surtout en Israël, la notion de la spiritualité et de l'unité divines. Et c'est, au dernier terme, dans le christianisme que se fixe le monothéisme avec la conception d'un Dieu père des hommes.

Que si enfin l'on a en vue ce qui est la religion véritable, la prière ou les rapports de l'homme avec la divinité, on ne reconnait à l'origine qu'un magisme de signes

et de formules sacrées par lequel des adorateurs naïfs prétendent enchaîner leurs fétiches et les asservir à leur volonté. Peu à peu la prière s'épure : elle se fonde sur un sentiment de justice et une sorte de contrat passé avec Dieu. La relation religieuse, par cette marche ascendante, s'élève jusqu'à l'amour et à la moralité idéale d'un acte pur de confiance, d'abandon : c'est alors la religion de l'Evangile.

Qui donc pourrait prétendre que la révélation religieuse échappe à la loi de variabilité, de changement, de progrès, qui est la loi universelle, et qu'à certains grands moments elle doive être arrêtée par des définitions absolues en un conservatisme, en un immobilisme hiératique ? La psychologie et l'histoire prouvent le contraire. La révélation religieuse varie avec le progrès général de l'expérience et de la pensée humaine.

Cette idée de l'évolutionnisme que la critique moderne a introduite, non sans périls, mais aussi avec tant d'heureux avantages, dans l'étude des religions, M. Sabatier l'a résolument acceptée. Il en a tiré avec sagesse les plus libres conséquences. L'évolutionnisme religieux est le grand intérêt et la nouveauté hardie de son livre.

Combien cela nous délivre des dogmatismes oppressifs ! Combien cela nous mène loin des formules définitives et emprisonnantes ! La religion, pareillement à tout ce qui s'agite en notre être, apparaît comme un effort, une recherche, un développement progressif, et, pour tout dire, c'est de la vie. L'âme religieuse, dès lors, n'est point l'âme qui croit seulement, mais celle qui aime et qui vit du plus sublime élan de vie morale.

***

Et je sais bien qu'une telle philosophie de la religion, exposée sans fracas et pourtant sans timides appréhensions, doit ébranler, troubler beaucoup d'esprits. Le livre de M. Sabatier est lu comme ne le fut jamais, je crois, un livre d'une si haute austérité. Il est discuté passionnément. Il excite à la fois l'enthousiasme et la crainte. Du moins, on ne lui contestera pas le mérite, en même temps qu'il ébranle et trouble, de faire réfléchir. Et c'est assurément ce qu'a voulu l'écrivain : faire réfléchir. Il a voulu ranimer en nous cette religion personnelle, cette religion vivante et mouvante de la conscience dont il nous a donné une si large et féconde théorie.

Or, cela n'est point si redoutable. « Je ne trouve pas contraire à la religion, dit Coleridge, de répandre dans l'âme des hommes de graves doutes sur l'immortalité, sur l'existence de Dieu et sur le bien. Au contraire, le vrai péril pour les âmes, c'est de se laisser arrêter par les mots et de ne jamais percer jusqu'au profond sentiment des choses divines. »

Dans un prochain article nous dirons, d'après le même remarquable ouvrage, ce qu'il faut entendre par l'âme chrétienne.

Victor Charbonnel.

THÉATRES

Vaudeville : *Paméla, marchande de frivolités*, pièce en quatre actes et en sept tableaux, de M. Victorien Sardou.

Je sais maintenant ce qui m'empêche de goûter complètement l'illustre auteur dramatique qu'est M. Sardou. C'est l'historien qu'est en même temps cet homme universel. M. Sardou est l'un presque autant que l'autre. Et je suppose qu'il est aussi jaloux, comme eût dit son Barras, des faveurs de Thalie que de celles de Melpomène ! Ou, plutôt, l'historien et le dramaturge se confondent si étroitement qu'on ne sait plus assez, une fois le rideau levé, auquel des deux on a affaire. Historien, M. Sardou l'est avec conviction, avec entrain. Il sait, au plus juste, combien de dents avait la fourchette de Théodora, le temps que Bonaparte gardait la même paire de bottes, et le nombre exact des gilets de Napoléon ; l'on se souvient de la réjouissante polémique qu'il eut avec M. Hamel au sujet de l'appartement de Robespierre ; il y avait, notamment, à propos de « deux chambres *en retrait* », un développement d'une abondance extraordinaire, qui ne convainquit personne, mais qui amusa tout le monde.

J'admets qu'il eût été plus intéressant de chercher à démêler l'état d'âme en vertu duquel le ci-devant avocat d'Amiens faisait guillotiner les hommes avec persistance et sérénité. Mais l'histoire n'est pas que cela. Et pourquoi, à côté de Taine, M. Chincholle n'aurait-il pas sa place ?

Seulement, le cas de M. Sardou devient surtout intéressant lorsqu'on se représente les combats dont son esprit doit être le théâtre. S'il sait beaucoup de choses, il sait particulièrement l'histoire moderne, surtout celle à costumes, celle de la Révolution et de l'Empire : il la sait... aussi bien que les Goncourt, n'est-ce pas ?... Il recueille des meubles, des étoffes, des costumes ; il collectionne les traits de mœurs les plus significatifs, il découvre des faits inconnus et d'un intérêt puissant ; il amasse des documents nouveaux, capables de bouleverser la science... Mais il « connaît le théâtre », et sait que le public ne veut pas qu'on altère le portrait qu'il s'est fait d'un homme célèbre. A mesure qu'il écrit, M. Sardou élimine tout ce qu'il avait découvert de vraiment neuf, il range les faits inédits dans ses cartons, il efface les traits de mœurs inattendus. Et, de ses travaux, de ses recherches, il ne reste, — avec le costume et le mobilier, — qu'un recueil d'anas, et parfois de gestes connus de tous. Les pièces historiques de M. Sardou font songer à ces « albums pour la jeunesse » si spirituellement illustrés par

Albert Guillaume ou par Job... Quelle est, par exemple, l'impression que nous retirons du Barras de *Paméla?* Que Barras était Provençal, sans convictions et sans scrupules, qu'il aimait les femmes, et qu'il portait deux montres ornées d'un nombre infini de breloques. Je ne dis point que cette impression soit fausse. Je crois seulement qu'elle est un peu sommaire, qu'elle n'exigeait pas de patientes recherches, et qu'elle est assez semblable à celle d'un bachelier moyen. Très certainement, ce qu'il y a de plus intéressant dans ces ouvrages, c'est ce que l'auteur en a coupé.

De plus, M. Sardou est fermement convaincu qu'il y a, au théâtre, des procédés immuables, bons pour tous les personnages et pour tous les sujets; ces procédés, il ne le cache pas, sont ceux de Scribe. Et nous assistons à ce spectacle singulier : l'évasion de Louis XVII amenée précisément par les moyens qui amenaient le mariage d'Alfred et d'Ernestine! Malheureusement, à chaque transformation de la pensée de M. Sardou, correspond, pour ses héros, une déchéance nouvelle. De personnages historiques, originaux et vrais, ils sont devenus comme des figures de cire, figées dans une attitude ou un tic conventionnels; et les voici, maintenant, fantoches de vaudeville ou d'opérette, agissant, si cela peut s'appeler agir, non d'après leurs caractères, — qui pourtant ne dépendent pas de M. Sardou, — mais d'après les nécessités du dénouement. Après le Panthéon, le musée Grévin; après le musée Grévin, Guignol! Et, ce qu'il y a de très curieux, c'est que ces pantins, M. Sardou les voit toujours comme il les avait « pensés » tout d'abord; il continue à croire en eux. De là un malentendu qui s'aggrave à mesure que la pièce se développe : nous ne nous attachons aux personnages que selon le degré d'amusement qu'ils nous donnent, et M. Sardou veut que nous leur prêtions l'attention que mérite le nom dont il les a déguisés. Et il réclame des spectateurs l'intérêt qu'exigerait en effet le vrai problème, s'il ne s'était pas borné à le poser, — et à le résoudre par des moyens à côté.

Et ces moyens qui, s'il s'agissait en effet d'Alfred et d'Ernestine, nous paraîtraient simplement un peu gros, nous paraissent tout à fait choquants quand ils s'appliquent à des personnages historiques; ils les rapetissent si bien qu'on ne les reconnaît plus. Considérez tous ceux que M. Sardou a mis en pièce, depuis Justinien jusqu'à Barras, en passant par Napoléon; il n'en est pas un seul qui laisse soupçonner par quoi son autorité s'est établie, pas un qui montre un peu de ce quelque chose qui le différenciait forcément de ses contemporains. Il n'est pas de grand homme pour son valet de chambre, a-t-on dit. C'est que le valet de chambre ne voit que ce que le grand homme est contraint de faire à l'instar des autres. L'historien, il me semble, est placé pour voir autre chose. Mon admiration pour Dumas père n'a rien de frénétique; tout de même, ses héros, s'ils n'étaient pas vrais, avaient quelque grandeur; et ce qu'ils faisaient, ils le faisaient avec des gestes « historiques »...

J'ai toujours peur, quand il s'agit de M. Sardou, qu'on ne m'accuse d'exagérer. Voyez pourtant l'exposition de *Paméla*. Nous sommes assez peu difficiles en général, sur l'exposition d'une pièce. Il y a des choses qu'il faut que nous sachions; nous souffrons qu'on nous les apprenne. Encore faut-il que ce soit en ne choquant ni la vraisemblance ni le bon sens. Voyez ce qui se passe ici.

Un coiffeur, d'abord, puis un mouchard, puis un espion, nous mettent au courant. Jusque-là, rien à dire. Mais l'Étoile attend, impatiente de ce qui se dit sans elle; elle entre; c'est Paméla, charmante d'ailleurs : marchande de frivolités, elle vient réclamer une note de Joséphine de Beauharnais. Barras paie la note en rechignant, accepte par manière de passe-temps deux ou trois pots-de-vin, en suite de quoi, il expose à Paméla, — qu'il n'a jamais vue! — non seulement la situation de Joséphine (ce qui ne sert nullement à la pièce), mais l'état des partis en France, les conjurations qui se trament, et les conspirations qui ont pour but de faire évader Louis XVII! Il retient Paméla à déjeuner, avec Mme Tallien et Joséphine... (Je veux bien qu'elles y consentent, mais ce « démocratisme » étonne un peu de la part de Barras.) Bien mieux : celles-ci désirant voir le Dauphin, Barras les conduit au Temple : Paméla aussi voudrait en être, il l'emmène avec elles; et, cette femme qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vue, qu'il a des raisons de soupçonner de royalisme, il la laisse une heure seule avec l'enfant royal!... Ici, tout ce que j'ai de bon sens se hérisse. Barras pouvait être aussi canaille, aussi pleutre qu'on nous l'a montré. Je jure qu'il n'était pas aussi bête. Les bancs de la Convention n'étaient pas uniquement des bancs d'huîtres. L'idiot qu'on nous présente aurait pu acheter pour un jour la complaisance de ses collègues; il ne l'eût pas conservée une semaine.

Et nous revenons ici à ce que je disais tout à l'heure. Le personnage s'appellerait Dupont ou Martin, nous en serions quittes pour penser: Dupont (ou Martin) n'est pas fort! Si c'est Barras, Barras menteur, Barras voleur, mais non Barras imbécile, nous protestons!

Et j'ai plutôt atténué les confidences de Barras à Paméla : en vérité, elles sont stupéfiantes... Je regardais Mme Réjane, sa mine futée et ironique, et je m'attendais à la voir interrompre son partenaire : « Mais non, mon bon Huguenet, vous vous trompez; vous croyez parler à votre directrice, avec les égards et

la confiance qui sont d'usage dans les théâtres. Erreur. Je ne suis plus Réjane, et vous n'êtes plus Huguenet; vous êtes Barras, moi Paméla : ne confondez plus, et enchaînons!... » — Mais Mme Réjane n'a rien dit...

Naturellement, vous retrouverez dans *Paméla* ces habiletés dont M. Sardou est coutumier. Paméla, dans une scène piquante sinon très inattendue, vient de « rouler » Barras; elle lui fait croire qu'elle lui remettra le Dauphin, et il lui donne un laissez-passer pour pénétrer au Temple. Tout est réglé quand survient Bergerin, patriote exalté, et amant adoré de Paméla; il annonce à sa maîtresse qu'il est de garde au Temple. Que va faire Paméla? Elle a dix moyens d'empêcher Bergerin d'aller au Temple; elle choisit le plus mauvais; elle avoue la conspiration! Et comme il faut que le Dauphin s'évade, nous voyons, d'avance, la scène décisive, Bergerin attendri par la grâce alanguie de l'enfant... Sentimentalité fausse en soi, et tout à fait déplaisante, si elle n'est qu'une « ficelle ».

Mais à quoi bon insister? Dirai-je que *Paméla* est ennuyeuse? Ce serait excessif. Il serait plus excessif encore de dire qu'elle est amusante. Elle est surtout insignifiante. Il y a moins de substance ici que dans bien des pièces de jeunes, dont on proclame le vide. Une scène est émouvante, celle du second tableau, bientôt gâtée par l'insistance de l'auteur. Le reste se déroule, tantôt traînant, tantôt brusque, avec des « tableaux » que la photographie guette, mais sans éveiller en nous des sentiments bien exaltés... De là à prévoir le succès ou la chute, il y a loin, et je ne me hasarderai pas à me prononcer. L'une n'est guère séparée de l'autre, dans les ouvrages de M. Sardou, que par le plus ou moins de complicité du public ; et ceci n'est pas de mon domaine.

Paméla est fort joliment mise en scène, avec plus de modération que *Madame Sans-Gêne*, mais avec un luxe et un pittoresque suffisants. Les décors de l'Hôtel d'Aligre et de la Tour du Temple sont tout à fait réussis. L'interprétation ne compte guère que deux rôles : encore celui de Barras n'est-il pas fameux ; M. Huguenet l'a spirituellement dessiné : on ne pouvait lui demander plus. Mme Réjane est toujours Mme Réjane ; c'est-à-dire qu'elle est tour à tour enjouée et émue, gamine ou dramatique ; on peut s'en fier à M. Sardou pour lui avoir fourni l'occasion de montrer toutes les faces de son talent; si elle m'a paru cette fois supérieure dans les scènes comiques, c'est sans doute que le drame me laissait froid. Je cite (et je plains) MM. Mayer, Maury, Grand, Peutat, Mangin, et les quinze ou seize autres figurants. Les « dames » sont resplendissantes d'élégance et de beauté. Quand on compare ce qu'elles disent à ce qu'elles montrent, on se demande, non sans intérêt, en quoi a bien pu consister l'examen qui a décidé de leur choix...

Jacques du Tillet.

NOTES ET IMPRESSIONS

Le plaisir de se déguiser.

Médiocres jours gras, cette année! Un ciel bas et sombre, une petite pluie intermittente balayée par un vent glacé ; et puis on pensait à autre chose, on n'était pas en train de rire !... D'ailleurs, la tradition s'en va. L'année prochaine même, quand seront liquidées les tristes affaires d'à présent (car elles seront peut-être liquidées l'année prochaine ?) le Mardi Gras sera médiocre encore, et plus médiocre d'année en année, il tombera bientôt dans l'oubli...

C'est dommage. Il semble que nos contemporains perdent tous les jours davantage l'aptitude heureuse qu'ils avaient à se réjouir à date fixe. Regrettable individualisme ! Si chacun de nous attend son heure pour s'égayer, s'il ne consent à se mettre en joie que s'il a des raisons particulières et personnelles de se mettre en joie, nous n'aurons plus de fêtes communes. Alors, quoi? nous n'aurons plus en commun que des tristesses. Dieu sait si l'occasion s'en présente souvent. Mais les tristesses nous aigrissent et nous divisent. En vérité, qu'est-ce qui rassemblera maintenant dans un sentiment unanime le pauvre peuple de France, si même le Mardi Gras ne réussit plus à l'entraîner dans un courant d'universelle gaieté !

* * *

Mélancoliques, un peu gênés de leur accoutrement, gauches et lamentables, quelques déguisés passent encore à travers les rues, — des Méphistophélès trop ventrus, des mousquetaires trop timides, des arlequins cagneux, des Marie-Antoinette aux mains rouges, des marquis poudrés à frimas avec de grosses moustaches noires. Et puis il y a les petites laitières, les petits chaperons rouges portant dans un panier leur galette en carton, les petits militaires : généraux, cuirassiers, sous-officiers d'artillerie. J'ai vu de bons badauds faire une ovation chaleureuse à un petit hussard de quatre ans : « Vive l'armée! A bas le... » Le petit hussard s'est mis à pleurer, — et, certes, il avait raison de pleurer !

Les costumes sont tous les ans à peu près les mêmes. Cela manque de variété, d'élégance et d'imagination. Surtout cela manque de fraîcheur et n'est

vraiment pas assez fait sur mesure. Les travestis collants, le plus souvent ne le sont pas assez ; parfois aussi ils le sont trop : je ne sais lequel est le plus fâcheux de ces deux inconvénients.

* * *

Mais ces imperfections importent peu. C'est un plaisir incomparable que de se déguiser. D'abord, on se déguise généralement en quelque chose de beaucoup mieux que ce qu'on est réellement. On prend le costume de l'homme qu'on aurait voulu être si les circonstances s'y étaient prêtées. On réalise pour un jour son rêve, autant du moins que le permet le choix qu'on trouve chez le costumier. Quelle joie, si l'on est par exemple garçon boucher, de troquer contre l'épée de d'Artagnan qui retrousse les plis emphatiques du manteau, le modeste fusil à repasser les couteaux qui tressaute piteusement sur le tablier long, sanguinolent. Avoir une épée, fût-elle rouillée, fût-elle en fer-blanc, n'eût-elle même pas de lame du tout et se composât-elle seulement d'un fourreau surmonté d'une poignée, noble et généreuse ambition ! Et si l'on est un pauvre mari sans aventures et très pot-au-feu, quel plaisir de s'habiller en don Juan, et de promener à travers le boulevard surpris le velours, les chaînes d'or et la fraise en dentelles du grand séducteur. Et pour les innocentes jeunes filles que leur médiocre existence ne satisfait pas et qui rêvent d'autre chose, n'est-il pas très doux d'être pour quelques heures la marquise de Pompadour ou la duchesse de La Vallière ; — pauvres petites... elles ne savent pas !

* * *

Les costumes historiques ont toujours la vogue, le Louis XII et le Henri II ; le Grec et le Romain. Vercingétorix plaît par ses longues moustaches et son casque de fer-blanc. Même j'ai vu passer un Druide : il portait du gui d'une main, de l'autre une faucille d'or en carton couvert de papier doré. Ce costume a de quoi séduire par son extrême simplicité : il se compose essentiellement d'une longue robe blanche qu'il est aisé de se procurer. On aime aussi les saint Louis, les Blanche de Castille et les Clovis ; les Louis XI ont du succès, bien que ce souverain ait été sournois et cruel ; les Napoléon Ier sont très appréciés...

Bonnes gens, en vérité, pourquoi ce goût si marqué pour le passé ? Pourquoi vous déguiser en hommes d'autrefois ? Est-ce que le présent ne vous satisfait pas tout à fait ; hélas ! auriez-vous horreur du temps présent ?... Oui, n'est-ce pas, et vous n'avez peut-être pas tout à fait tort. Pour oublier un peu la triste, la douloureuse actualité, vous vous réfugiez dans l'histoire. C'est fort ingénieux. Vous prenez plaisir à vous figurer que vous n'êtes pas des hommes d'aujourd'hui ; c'est à merveille !... Prenez garde seulement : les historiens nous apprennent (et c'est le plus clair de leur enseignement) que les hommes n'ont jamais valu grand'chose. On appelle éternellement du nom de « bon vieux temps » les époques passées sur lesquelles on n'a guère de renseignements précis, — mais c'est une expression que n'emploient jamais les personnes très documentées. Si paradoxal que cela puisse paraître, des historiens très sérieux affirment que nos contemporains valent à peu près nos ancêtres et que notre temps n'est pas tout à fait exceptionnellement mauvais. Mais vous n'êtes pas forcés de savoir cela, bonnes gens ; — moi-même je ne suis pas certain que ce soit bien l'authentique vérité, et dans l'incertitude j'aurais aussi plaisir à me croire, fût-ce un instant et dussé-je y mettre de la bonne volonté, féal sujet du roi saint Louis, lequel rendait tranquillement la justice à qui venait la lui demander à l'ombre silencieuse et pacifique d'un chêne !...

* * *

On comprend moins aisément le plaisir que peuvent trouver quelques masques à s'enlaidir abominablement : des nez demesurés, des yeux pochés, des bouches lippues, de totales calvities, des gibbosités... Infirmités banales en somme ! Est-ce pour se moquer ? — Un peu... Pour faire peur aux passants ? Un peu. — Pour étonner et pour paraître spirituel ? Oui, sans doute. Mais surtout on se déguise... pour rien, pour le simple plaisir de se déguiser, parce que rien au monde n'est aussi amusant. Peu importe le costume : on se teint la figure en noir pour avoir l'air d'un nègre, comme les nègres sans doute aiment à se teindre en blanc. Les uns et les autres savent bien qu'ils ne pourront pas « continuer », mais cette éphémère transformation n'en a que plus de charme et d'agrément.

Donner le change à son prochain, se mettre à l'abri de ses regards indiscrets, excellente précaution, comédie charmante ! Le prochain voudrait bien savoir qui vous êtes, et ce que vous dites, et ce que vous pensez, — surtout ce que vous pensez ! Ayez soin de ne pas lui en faire part, car d'abord ce n'est pas son affaire, et puis il n'y comprendrait rien : le meilleur de nous-mêmes est incompréhensible aux autres. Mais les autres tâchent de deviner ; ils conjecturent, ils interprètent, et presque toujours avec malveillance. Une âme délicate est choquée par de tels procédés ; elle garde la pudeur de ses impressions et de ses sentiments ; elle ne veut rien livrer aux passants d'elle-même, et pour conserver inviolé son doux mystère intime, elle se déguise avec une hypocrisie ingénieuse. Les passants renoncent à

comprendre et continuent leur chemin : c'est tout ce qu'on leur demande!

Et puis ce qu'ils veulent encore, ces masques, c'est sortir d'eux-mêmes, devenir étrangers à eux-mêmes, se transformer en quelque chose d'autre, mais cesser un peu d'être éternellement les mêmes bipèdes monotones que les mêmes espérances attirent, que les mêmes passions exaspèrent, que les mêmes préoccupations torturent, que les mêmes événements déçoivent!... « Si tu pouvais, dit à Spark le Fantasio de Musset, si tu pouvais me transporter en Chine! Si je pouvais seulement sortir de ma peau pendant une heure ou deux! Si je pouvais être ce monsieur qui passe!... »

Être le monsieur qui passe, n'importe lequel, fût-il ridicule, eût-il le nez de Cyrano, des oreilles d'âne, un bec de pélican! Être même âne ou pélican! Être un arbre, une pierre, une motte de terre! Mais ne plus être soi, être autre chose, n'importe quoi! Voilà certes un désir qui, pour compliqué qu'il paraisse, n'en est pas moins fondamental, essentiel et tout à fait humain... En conséquence de quoi vous pouvez bien conclure que l'humanité n'est pas contente de son sort : cette conclusion ne sera pas paradoxale.

Essentiellement, l'homme a l'horreur de lui-même. Il fait pour se devenir étranger les plus douloureux efforts; le plaisir même qu'il prend à se déguiser à ses propres yeux est un signe du peu de plaisir qu'il trouve en lui-même. Il cherche à se fuir, à s'éviter: il se hait... Il est vrai que les moralistes ont aussi de bons arguments pour démontrer que l'homme est égoïste et incessamment « tourmenté de s'aimer ». Il s'aime et il se hait tout ensemble : cela n'est pas absolument contradictoire; il n'y a guère de sentiments contradictoires pour le pauvre cœur humain!

* * *

Me pardonnera-t-on d'avoir ainsi philosophé sans gaieté à l'occasion du Mardi Gras ?... Chers et lointains souvenirs, je me rappelle les Mardi Gras de mon enfance, et comme nous chantions à tue-tête :

Mardi Gras, n' t'en va pas,
J' f'rons des crêp's et t'en auras!

et comme en effet nous faisions des crêpes et comme nous les mangions! Mais le plus grand plaisir était encore de les « retourner ». Le plus souvent, elles n'achevaient pas leur tour complet et retombaient dans la poêle en un petit tas lamentable; elles s'étalaient aussi parfois sur le plancher, désolantes galettes!

Et les déguisements improvisés en rois indiens avec des châles de grand'mères, en sauvages avec des plumes de coq dans les cheveux, en diables avec de la pommade rosat sur les lèvres, les joues noircies avec du bouchon brûlé, des cornes en papier sur le front! Nous obtenions le maximum d'effet avec les moyens les plus simples : n'est-ce pas là le comble de l'art? Nous réussissions, avec quelques étoffes, à nous donner de sincères impressions de Mille et une Nuits et de contes féeriques. Nous les inventions nous-mêmes, nos contes féeriques, et nous arrivions à nous prendre nous-mêmes à nos propres inventions, à nous duper nous-mêmes pour notre plus grand plaisir.

Temps heureux, doux et lointains souvenirs. Comme on la perd bientôt, cette aptitude charmante à se duper soi-même. La vie donne le sens cruel de la réalité. Et c'est alors qu'on voudrait le plus ardemment se consoler avec des chimères et qu'on en est le plus incapable. On tâche encore de se jouer la comédie à soi-même, on le fait gauchement et sottement. Rien n'est plus triste que ces enfantillages :

Mardi-Gras s'en est allé,
J'ons fait des crêp's, ell's sont mangées!...

André Beaunier.

POLITIQUE COLONIALE

Encore l'Algérie.

La question algérienne violemment posée par les troubles antisémites a eu la solution qu'ont de nos jours toutes les affaires sérieuses : une interpellation à la Chambre.

Cette interpellation s'est pourtant distinguée des cérémonies ordinaires du même genre. Elle nous a valu d'abord un magnifique discours de M. Jaurès que l'on peut approuver pour le fond presque autant que pour la forme, et nous y avons recueilli, de la bouche de M. Lépine, d'intéressants aveux.

M. Jaurès a fait, aux applaudissements de presque toute la Chambre, complète et sommaire justice de la campagne antisémite. Ce qu'il n'a pas dit, le ministre de l'intérieur et le gouverneur général, commissaire du gouvernement, l'ont ajouté. C'est qu'au fond de cette campagne il n'y a qu'une manœuvre politique. J'ajouterai à mon tour que cette manœuvre politique est menée ou encouragée par les radicaux.

Mais ces constatations faites, la Chambre s'est déclarée satisfaite. Un ordre du jour de confiance a été voté et elle est passée à d'autres divertissements.

Et l'Algérie reste ce qu'elle était, c'est-à-dire en proie aux politiciens. Elle n'a pour se guérir que de bonnes intentions et de bonnes paroles. Je doute que cela suffise.

Car, notez-le, M. Lépine a reconnu lui-même la cause du mal. Il a dit à la Chambre qu'un des principaux articles de son programme lorsqu'il est parti pour Alger consistait à fortifier les âmes simples, les gens de bonne foi, les bonnes volontés latentes : « il voulait les soustraire aux querelles des partis ». Il a rappelé qu'aux agriculteurs algériens convoqués par lui en congrès, il avait tenu ce langage : « N'êtes-vous pas las de cette politique dissolvante qui diffame, paralyse, énerve, décourage, qui n'a jamais enfanté que des déceptions? Êtes-vous rassasiés de logomachie stérile et creuse? »

C'était parfait, mais il fallait en outre leur donner les moyens de mettre en pratique ces excellents conseils, et c'est ce que personne n'a osé, ni M. Lépine, ni M. Barthou. On veut que l'Algérie se guérisse et on lui refuse le remède.

Ce remède, ce n'est assurément pas celui que réclame M. Samary, le député algérien auteur de l'interpellation, qui voudrait voir les électeurs d'Oran et ceux de Constantine envoyer à la Chambre des députés radicaux ; c'est tout simplement de supprimer la représentation parlementaire de l'Algérie. Faites disparaître la cause, le mal disparaîtra. Si l'Algérie s'énerve et se décourage dans de perpétuelles et stériles luttes politiques, c'est parce qu'elle nomme des députés et des sénateurs. Enlevez-lui ses députés et ses sénateurs, elle reprendra courage et ses nerfs se calmeront. Les élections locales qu'on lui laissera suffiront amplement aux colons pour affirmer leurs droits de citoyens, et dans ces élections je demande avec M. Jaurès une participation graduelle pour les indigènes algériens.

Le brillant leader socialiste a rappelé qu'en 1870, le décret Crémieux n'était pas si mal vu des colons qu'il l'est aujourd'hui. On le considérait alors comme nécessaire pour faire contrepoids à l'excès d'influence des Arabes. Il demande pourquoi ils n'appelleraient pas maintenant les Arabes à leur secours contre l'excès d'influence des Juifs. Et notez bien que M. Jaurès, en veine de sagesse et de modération, se contenterait même d'une admission graduelle des Arabes aux droits politiques.

C'est ce que je réclamais ici pour eux il y a quinze jours, et je persiste à croire que c'est la meilleure manière de leur témoigner les sentiments de justice et d'équité dont les orateurs du gouvernement se sont proclamés animés à leur endroit. Mais ces droits politiques, les Arabes ne peuvent légitimement y prétendre qu'à la condition qu'ils ne leur conféreraient aucune influence en dehors des limites de l'Algérie. La représentation parlementaire étant supprimée, ce danger ne serait plus à craindre et l'Algérie redeviendrait ce qu'elle devrait être, une véritable colonie appelée un peu prématurément peut-être à prendre une part directe à la direction de ses destinées, mais une colonie qui n'aurait plus à s'occuper d'autre chose que de ses affaires.

M. Lépine est du reste dans la bonne voie. Ne songe-t-il pas déjà à doter l'Algérie des deux choses dont elle a le plus besoin, de l'eau et des routes ; ne veut-il pas y organiser le crédit public et le crédit privé « sans rien demander aux Chambres », c'est-à-dire au Trésor? L'intention est louable, mais pourra-t-il en poursuivre la réalisation jusqu'au bout? Sera-t-il le maître? Ne risque-t-il pas de se trouver un beau jour en présence d'une décision prise par les Chambres, en dehors de lui, sur l'initiative d'un député ou d'un sénateur algérien ? Car s'il gouverne l'Algérie, il ne la gouverne pas seul. M. Barthou ne sera pas toujours ministre de l'intérieur ; la représentation de l'Algérie peut changer. Que se passera-t-il le jour où un ministère aura besoin de l'appoint des voix algériennes pour constituer ou seulement consolider sa majorité? Six voix de plus ou de moins, c'est quelque chose. Nous avons connu plus d'un cabinet qui n'a dû son salut qu'à un appoint beaucoup moins important.

N'est-il pas évident du reste que M. Lépine lui-même est de notre avis, et que s'il avait osé exprimer toute sa pensée, il aurait nettement déclaré que ces malheureuses et énervantes discussions politiques qui n'enfantent que des déceptions, ce sont les élections législatives seules qui en sont la cause?

Il est bien entendu, du reste, que la réforme que nous préconisons, toute radicale qu'elle soit, ne serait pas suffisante. Il resterait encore après cela à constituer et à organiser le gouvernement général et à en faire autre chose que l'institution de parade qu'il est actuellement. Les détails que nous a donnés M. Lépine sur la répression des troubles d'Alger sont navrants. Dans cette grande ville cosmopolite, il n'y avait pour assurer le maintien de l'ordre, il n'y a encore que cent agents de police et cinquante gendarmes! Lorsque l'on s'est décidé à faire intervenir la force armée, il y avait six jours que l'on manifestait, que l'on pillait et que l'on s'assommait. Ces 150 malheureux étaient sur les dents. Plusieurs avaient été roués de coups, et l'excellent maire d'Alger laissait faire, comptant sur la force de persuasion de ses proclamations pour ramener ses administrés au calme et au respect de la propriété. Le préfet, le gouverneur général et le commandant des troupes, impuissants, attendaient une réquisition écrite, sans laquelle ils ne pouvaient « légalement intervenir ». Il paraît que cette réquisition, le maire se décida enfin à la donner...

Voilà à quelle anarchie est livrée l'Algérie, et lorsque le gouverneur général réclame une réorganisation de la police d'Alger, qui n'est pas seulement

insuffisante numériquement, mais qui est aussi médiocrement recrutée, il y a à la Chambre des députés qui protestent en disant que l'on veut porter atteinte aux libertés municipales, et lorsqu'il demande une modification au décret de 1891 qui vise surtout la répression des soulèvements indigènes, on l'accuse de vouloir établir l'état de siège à Alger!

Il est naturellement bien tard, en cette fin de législature, pour songer à obtenir une réforme complète, une réorganisation sérieuse du régime politique et administratif auquel est soumis l'Algérie; mais la discussion qu'a provoquée M. Samary et les révélations de M. Lépine ne seront pas complètement perdues. M. Lépine comprendra certainement lui-même que sa politique « très nette et très personnelle dont la simplicité apparente n'exclut ni la portée ni la profondeur », — c'est en ces termes que l'a définie M. Barthou, — se heurtera à des difficultés insurmontables, s'il ne prend pas résolument le taureau par les cornes. Il ne lui suffira pas de se tenir à l'écart de toutes les coteries personnelles. D'autres l'ont essayé avant lui et se sont laissé entraîner par le courant. S'il veut substituer — c'est encore M. Barthou qui parle — « l'étude des questions algériennes, le développement du crédit agricole, la mise en valeur du sol, à la politique proprement dite qui divise les partis et affaiblit l'Algérie », il lui faudra nécessairement, sous peine d'échec certain, d'avortement inévitable, commencer par réclamer les pouvoirs qui doivent être la conséquence logique de son titre et de sa fonction. Or ces pouvoirs, il ne les obtiendra jamais tant que l'Algérie sera gouvernée, administrée et représentée comme l'est la France métropolitaine, et il sera nécessairement amené à réclamer du ministère une nouvelle loi organique. Cette loi, il suffit de lire avec soin le discours de M. Barthou pour comprendre qu'il ne serait pas pour sa part éloigné d'en prendre l'initiative, de même que le silence de M. Lebon, il y a quelques jours, lorsque M. d'Estournelles parlait de la suppression de toute la représentation parlementaire des colonies, laissait prévoir que ce projet n'avait pas en lui un adversaire bien déterminé.

Il reste à savoir s'il se trouvera dans la prochaine Chambre une majorité assez solide et assez compacte pour permettre à un cabinet de pareilles audaces. Et cette majorité, ce n'est pas pour les colonies seulement que nous en aurions besoin.

CHARLES GIRAUDEAU.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

A l'Académie.

Les réceptions de M. Hanotaux et du comte de Mun devant avoir lieu le mois prochain, l'élection des successeurs du duc d'Aumale et de Meilhac ne se fera pas avant la seconde moitié d'avril; peut-être même sera-t-elle renvoyée au mois de mai. Le cardinal Perraud est occupé, à ce moment de l'année, par ses visites épiscopales, et l'éminent prélat étant désireux de prendre part au prochain scrutin, l'Académie attendra probablement, pour en fixer la date, qu'il ait lui-même désigné l'époque où ses occupations ne le retiendront pas hors Paris.

Il est douteux cependant que l'élection du successeur du duc d'Aumale puisse avoir lieu cette fois-ci. L'Académie, de ce côté, ne semble pas avoir encore rencontré *son* candidat. On s'attend à une série de ballottages sans résultats, sur les noms de MM. Guillaume, Ernest Daudet et du général du Barail. L'élection serait, en ce cas, remise à six mois.

Le fauteuil de Meilhac était promis à Fabre. On rappelait, aux obsèques du pauvre grand écrivain, l'amer jeu de mot de Villiers de l'Isle-Adam : « J'ai souvent frisé le succès, mais le fer n'était jamais assez chaud. » C'est un peu de la même façon que Fabre « frisa » pendant vingt ans l'Académie. Sa mort amène au premier rang la candidature de M. Émile Faguet, à laquelle viennent de se joindre, « en dernière heure », celles de MM. Paul Hervieu et Henri Lavedan. Bataille intéressante, mais dont le dénouement, quel qu'il soit, n'offensera aucun amour-propre, la défaite ne devant être ici, pour les vaincus, que l'ajournement d'une victoire sûre, et que tout le monde sait prochaine.

M. Gustave Larroumet sera élu aujourd'hui secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts.

C'est la première fois, depuis la fondation de cette Académie, que la littérature s'y trouve installée en si flatteuse posture... Elle a eu, en quatre-vingt-quinze ans, six secrétaires perpétuels, dont quatre — Le Breton, Quatremère de Quincy, Raoul-Rochette et Beulé — furent surtout des historiens et des érudits; les deux autres, Halévy et le comte Delaborde, y représentèrent la musique et la critique d'art; M. Gustave Larroumet, — directeur honoraire des Beaux-Arts, il est vrai, et admis à ce titre à la section des membres libres, il y a cinq ou six ans — est le premier dont le bagage « livresque » et le passé professoral soient presque exclusivement littéraires. Il n'en est que plus intéressant de noter qu'aucune autre candidature ne s'était posée, il y a quinze jours, à côté de la sienne, et qu'à moins d'incident tout à fait improbables, il sera élu sans concurrent.

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, à deux heures, M. Robert de la Sizeranne : « La Religion de la Beauté ».

On se rappelle que M. Robert de la Sizeranne a magistralement traité ce sujet en un livre récent consacré à

Ruskin, qui est l'une des « biographies » d'âme les plus curieuses qu'ait produites la jeune critique de ce temps.

Le dixième volume de l'*Histoire générale* de MM. Lavisse et Rambaud paraîtra en librairie à la fin du mois d'avril.

On parle d'une fête qui serait organisée, au printemps prochain, à Trianon, par M. le comte Robert de Montesquiou, au profit du monument de Verlaine.

Voilà de quoi rassurer nos excellents confrères du *Mercure*, et les amis du poète que l'état un peu stagnant de cette souscription désolait.

M. Ernest Daudet ne se repose jamais longtemps.

A peine son *Duc d'Aumale* était-il écrit qu'il entreprenait l'achèvement d'une longue suite d'études qui ont pour objet l'époque de Louis XVIII, et dont la première partie est promise à la *Revue des Deux Mondes* pour le mois de mai prochain.

Ce n'est pas proprement l'histoire d'un règne que M. Daudet nous donnera; mais — simplement — la narration de quelques épisodes, la description de quelques figures observées, pour ainsi dire, en marge des événements et où se précise la physionomie d'une époque que M. Daudet connaît bien, car il est armé pour la bien connaître. Jadis dévoué collaborateur du duc Decazes, M. Ernest Daudet est dépositaire de tous les papiers de l'ancien ministre de Louis XVIII, qui composaient le trésor des archives du château de La Grave : admirable dossier d'histoire où figurent près de 800 lettres manuscrites du roi.

Ce roi était un « écriveur » infatigable. Quand il maria le duc Decazes avec M[lle] de Sainte-Aulaire, il eut la gracieuse pensée de rédiger lui-même l'allocution que l'archevêque de Paris adressa aux époux. Le manuscrit de ce discours est aux mains de M. Ernest Daudet.

La première partie de l'ouvrage formera un volume, *Louis XVIII et le duc Decazes*, entièrement consacré au dernier ministère du duc, et aux incidents peu connus qui accompagnèrent et suivirent la chute du ministre, après l'assassinat du duc de Berry.

Notre confrère M. Ortmans fait école. Après *Cosmopolis*, nous allons avoir *Kosmodike*.

Kosmodike est une revue juridique internationale que dirigera un Allemand, le D[r] von Harper, et qui sera éditée à Berlin. Elle paraîtra, comme *Cosmopolis*, en allemand, en anglais et en français.

A l'approche de la bataille électorale, M. Paul Vigné d'Octon, député de Lodève, met ses papiers en ordre et liquide ses engagements littéraires. Il a deux volumes tout prêts, qui paraîtront simultanément dans le courant de mars. L'un, *Pèlerin du soleil*, est l'histoire d'un mendiant-poète, d'un chemineau de lettres, qui passa sa vie à courir les garrigues languedociennes, vendant des almanachs et chantant les chansons qu'il composait; — l'autre, *Siestes d'Afrique*, forme la suite du *Journal d'un marin* que M. Vigné d'Octon publia naguère; c'est le récit de quatre années vécues au continent noir.

M. Vigné d'Octon fut médecin de marine avant d'entrer au Parlement.

Annoncés pour aujourd'hui :

Un roman, *l'Impasse*, de M. Paul Bonnetain, devenu commissaire du gouvernement au Laos;

La première livraison d'une *Anthologie des poètes français du XIX[e] siècle*, que publie Lemerre;

Une importante étude de M. Henri Potey sur l'*Élégie en France*, de Parny à Lamartine.

Une édition nouvelle, en petit format, des *Mémoires du général Marbot* sera publiée le 1[er] mars.

Incessamment :

De M. Émile Deschanel, un volume sur *les Déformations de la langue française;*

De M. Paul Deschanel, une suite d'études sur *la Question sociale;*

Du comte Guitry, *l'Armée de Bonaparte en Égypte*. L'ouvrage a été composé sur les papiers du général Guitry, parent de l'auteur;

De M. Auerbach, professeur à l'Université de Nancy, *les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie;*

D'un jeune écrivain, M. Louis Delaporte, auteur d'une ingénieuse *Philosophie de La Fontaine*, un volume de *Pastels et Figurines*, où figurent, éclectiquement rassemblés, Jules Lemaître, M[me] de Sévigné, Aristide Bruant et Bourdaloue ;

De M[me] de Beausacq — en littérature comtesse Diane — un nouveau volume de pensées : *Glanes de la vie;* dont nous donnons dans ce numéro quelques extraits.

De Jean Dornis, un curieux volume, et très documenté, sur la *Poésie italienne*, où l'auteur, en une suite de substantielles notices, essaie de rendre sensible (et elle y réussit fort bien) l'espèce de parallélisme des deux évolutions — sociale et littéraire — à travers lesquelles s'est transformée l'âme moderne de l'Italie. Je dis qu'*elle* y réussit. Jean Dornis est une femme, en effet; Florentine d'origine, Française d'éducation, jeune, très répandue dans la plus haute société, mais que les succès du monde laissaient indifférentes, et que la poésie a conquise. Les revues ont publié déjà une partie du livre de Jean Dornis.

A signaler enfin un nouveau volume de vers de M. Armand Silvestre. Titre : *les Tendresses*. Le volume est composé, — et attend. Ils attendent tous.

Intimités.

Au *Guillaume II intime* de M. Maurice Leudet va s'ajouter bientôt un *Nicolas II intime*, du même écrivain; et puis nous aurons un *Bismarck intime*, de M. Jules Hoche.

A quand *Félix Faure intime?* Patientez un peu. M. de Bluysen est en train de l'écrire.

Et j'oubliais l'annonce d'un *Verlaine intime*, de M. Ch. Donos.

Bibliographie shakespearienne.

Le *Mémorial de la Librairie française* annonce que le British Museum vient de publier le catalogue des éditions de Shakespeare qui figurent dans ses collections.

On y apprend que, depuis le commencement du siècle, les œuvres de Shakespeare ont été, en éditions diverses, réimprimées plus de *trois cents fois*. Le seul drame d'*Hamlet*, édité séparément (comme l'ont été, en dehors des œuvres complètes, presque tous les ouvrages de Shakespeare), est représenté au British Museum par plus de 60 éditions anglaises, 90 éditions étrangères — en quinze langues! — et 134 adaptations.

La même bibliothèque du British contient 1200 ouvrages de biographie et de critique shakespearienne!

M. Rostand ne triomphe pas seulement au théâtre, mais en librairie.

Son *Cyrano* s'achemine tout doucement vers le cinquantième *mille!*

Et peut-être n'est-il pas indiscret d'ajouter qu'un chemisier du boulevard vient de lancer la cravate *Rostand*; ce sont là, dans l'histoire d'une carrière d'écrivain, des indices qui ont leur prix.

EMILE BERR.

LA PEINTURE AU CHATEAU DE CHANTILLY, par *M. H. Gruyer* (Plon). — Le domaine de Chantilly est devenu aujourd'hui la propriété de l'Institut de France et quand reviendront les beaux jours vous et moi, bon public, pourrons aller à notre choix flâner dans le parc célébré par Mme de Sévigné ou admirer la galerie de tableaux que le duc d'Aumale avait su composer avec un goût digne des grands seigneurs du XVIIe siècle ou du XVIIIe. Mais aurons-nous le temps d'aller là-bas, songerons-nous à y aller, et même ces deux questions résolues par l'affirmative épuiserons-nous, au cours d'une visite de quelques heures, la somme de jouissances que peut nous procurer une pareille série de chefs-d'œuvre? Il en sera tout autrement si nous possédons à portée de notre main la reproduction de toute la collection ou du moins d'une partie. Hélas! M. Gruyer ne nous livre par l'héliogravure qu'une faible partie des merveilles qu'il a étudiées; et il nous décrit le tout en une prose à laquelle je rendrai, je crois, pleine justice en disant qu'elle est précise jusqu'à la minutie, mais qu'elle est incolore, grave défaut dans la description d'œuvres dont le coloris est généralement le principal attrait pour l'œil de l'artiste et de l'amateur. Pour remplacer la reproduction absente, il aurait fallu la plume d'un Fromentin ou d'un Ruskin; d'autre part, quand nous avons sous les yeux l'héliogravure, l'énumération des détails risque de gâter l'impression ou même de substituer à celle-ci un sentiment de lassitude. Voici par exemple le portrait de Marguerite de Valois par François Clouet; figure étrange d'enfant, pleine d'espièglerie mêlée déjà d'un peu de cette « diablerie » qui devait plus tard rendre la femme si séduisante et si dangereuse. Qu'ai-je besoin dès lors que l'on me dise : « L'enfant royale en buste et de trois quarts à gauche est en habits de cour. La robe de drap d'argent décolletée est brodée d'argent aussi sur le devant, en haut des manches et le long des bras, etc., etc. » Eh parbleu! nous le voyons bien. Au contraire, vous aurez beau me dire au sujet du portrait de Montaigne : ses yeux, châtain clair, sont fort beaux et tournés vers la droite, en sens inverse du mouvement de la tête; le regard a une force de pénétration singulière; le nez est long et large du bout; la bouche affecte de la gravité, etc. Que m'importe tout cela? C'est le regard, c'est le nez, c'est la bouche qu'il me fallait. Je conçois donc ce volume consacré aux *Maîtres français*, et celui qui l'a précédé, les *Maîtres étrangers*, sous une forme autrement attrayante : la reproduction de toutes les œuvres, précédée de la notice racontant la vie des peintres et caractérisant leur talent particulier. Ces notices sont toujours très substantielles et en général intéressantes; dans celles relatives aux illustres personnages portraiturés on pourrait souhaiter un peu plus de concision. Tout incomplet qu'il est, l'ouvrage est encore fort beau, représente une somme de travail considérable et révèle chez M. Gruyer un goût sûr et une profonde érudition artistique. Je regrette seulement qu'on n'en ait pas fait un ouvrage de tout premier ordre, et c'est pourquoi j'ai hasardé ces quelques critiques. Au nombre des morceaux les plus remarquables, je citerai : le portrait de Gabrielle de Rochechouart, par Corneille de Lyon; celui, déjà cité, de Marguerite de Valois encore enfant, par François Clouet; celui du duc d'Alençon par le même artiste; celui de Henri III, par un peintre de la dernière partie du XVIe siècle; Numa Pompilius et la nymphe Egérie par Poussin; le superbe portrait de Molière, par Mignard; un personnage inconnu, d'une grande noblesse d'allures, par Largillière, et la curieuse composition : Mlle de Clermont aux eaux de Chantilly, par Nattier.

PATIENCE SPARHAWK ET SON TEMPS, par *Gertrude Atherton* (John Lane). — C'est un phénomène fort curieux que cet art américain dont certains traits font songer à l'enfance, tandis que certains autres accusent une vieillesse prématurée. Pris dans son ensemble un ouvrage tel que celui-ci est assurément fort imparfait, mais il est sauvé de la médiocrité par les détails d'une saveur exquise ou forte, petites scènes gracieuses ou menues études de caractères, esquisses au simple trait ou ébauches brillantes mais inachevées. Cette accumulation de détails forme l'œuvre entière, et c'est là le procédé presque enfantin que je signalais; dans la bouche de l'enfant, en effet, un récit quelconque se compose de la relation d'incidents minimes qui ne sont rattachés souvent que par un lien extrêmement ténu. Mais ici le dénoûment brutal (l'exécution d'un condamné par l'électricité) a un parfum de décadence très prononcé et prouve que l'auteur n'a pu se soustraire à l'influence de l'école naturaliste, influence pourtant antipathique à son tempérament de poète et à sa conception plutôt idéaliste de la nature et de la destinée.

G. ART.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36164. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 10. 4e SÉRIE. — TOME IX 5 MARS 1898.

LA PAIX PUBLIQUE

Jeudi dernier, quand M. le Président du conseil prononçait le discours qui est affiché sur les murs, notre numéro était sous presse. Le discours de M. Méline est un plaidoyer pour la paix publique. Jusque-là, on avait pu regretter chez le gouvernement je ne sais quelle hésitation, mais, cette fois, le langage a été aussi précis, aussi ferme qu'on le pouvait souhaiter. Il se dégage, des paroles dites à la tribune et du vote qui en a été la suite, cette vérité de bon sens trop méconnue depuis quelque temps : c'est qu'un pays ne saurait impunément souffrir une agitation comme celle dont nous sommes témoins et qu'il y a là un vrai péril moral.

Pour moi, — j'ai déjà dit ici que je parle en mon nom personnel, puisque dans cette *Revue* comme partout la division existe, — pour moi, je crois qu'une affaire judiciaire, quelque grave, quelque tragique soit-elle, doit rester toujours une affaire judiciaire. C'est pour l'avoir oublié, c'est pour avoir fait appel aux passions, c'est pour être sorti des voies légales, qu'on a fait naître un conflit d'idées et de sentiments dont aujourd'hui beaucoup de bons esprits s'inquiètent.

Reportons-nous de trois ou quatre mois en arrière, et précisons les faits. Un jour, nous avons appris qu'un certain nombre de nos concitoyens avaient la conviction d'une erreur judiciaire. Qu'en avons-nous conclu ? Qu'ils avaient sans doute en main des preuves ou des commencements de preuve; qu'ils allaient constituer un dossier, confier l'affaire à un avocat, se servir en un mot des armes que la loi leur donne. Il y a dans le code d'instruction criminelle un article 443, modifié dans un sens plus large par la loi du 8 juin 1895, qui règle les conditions de la revision en matière criminelle ou correctionnelle ; il y a un article 441, relatif à l'annulation des arrêts et jugements. On pouvait s'attendre à ce que ceux qui demandent la *revision* — je prends ce mot dans le sens général où nous le voyons employé tous les jours — invoquassent l'un ou l'autre de ces deux articles. Il semble, en effet, que s'il existe, contre les décisions de la justice militaire comme de la justice ordinaire, des moyens de recours légaux, c'est bien le moins qu'on épuise ceux-là avant d'en employer d'autres.

On objecte que, dans le cas présent, l'initiative d'une revision ne peut venir que du ministre de la justice, que lui seul peut saisir la Cour de cassation : d'où cette conclusion que, se trouvant empêchés d'introduire une action légale, force était aux partisans de la revision de recourir à des moyens plus ou moins révolutionnaires. C'est là une confusion qu'il faudrait une bonne fois dissiper. Sans doute, vous ne pouviez directement saisir la Cour de cassation, puisque ce droit n'appartient qu'au ministre ; — mais ce que vous pouviez faire, vous tous, politiques, savants, lettrés, dont le nom a une valeur sociale, c'était de signer une pétition exposant les motifs qui, d'après vous, justifiaient la revision : voilà la voie légale, qui s'ouvrait toute grande devant vous.

Le ministre de la justice eût-il saisi la Cour suprême? Celle-ci, à son tour, eût-elle décidé qu'il y a lieu à revision ? Je n'en sais rien ; mais ce que je sais, c'est que la question eût été posée sous une forme juridique, que personne n'aurait eu le droit de

blâmer ceux qui se fussent servi des moyens que la loi leur donne, et qu'enfin, quelque sympathie que la demande en revision eût rencontrée chez les uns et quelque opposition chez les autres, le pays n'eût pas été coupé en deux comme nous le voyons aujourd'hui.

Oui, coupé en deux, et de quelle coupure! Ce n'est plus, comme aux temps du 16 mai ou du boulangisme, deux camps ayant chacun son drapeau, deux partis ayant chacun ses principes : on voit réunis des hommes qui n'ont pas trois opinions communes ; d'autres, que tout rapprochait hier, sont divisés aujourd'hui.

Le mal est plus profond qu'il n'apparaît tout d'abord, et il faudra peut-être bien du temps pour effacer dans la société française le souvenir des discussions irritantes de ces derniers mois. Le malentendu est partout : on s'en aperçoit dans les relations mondaines, dans l'amitié, quelquefois même dans la famille. Parmi ceux qui approuvent une campagne que, pour ma part, je déplore, j'ai des amis qui me sont chers, avec qui j'étais habitué de penser et de sentir en commun : ce m'est un chagrin profond que, pour la première fois, quelque chose nous sépare ; et ce chagrin, des milliers et des milliers de gens l'éprouvent aujourd'hui en France.

Somme toute, à quel résultat est-on arrivé? Il faut bien le dire, — par la faute de quelques-uns, — on est arrivé à réveiller des querelles de religion ou de race qui semblaient à jamais éteintes ; on est arrivé à ce que l'armée, que tous les partis s'étaient accordés depuis vingt ans à tenir en dehors et au-dessus des divisions politiques, a été mêlée à un débat pénible entre tous. Et pourquoi? Parce que, du premier jour, on a mal posé la question ; parce que, plus tard, on a voulu que douze jurés, appelés à rendre leur verdict dans une affaire de diffamation, jouent le rôle d'une Cour de cassation ; parce qu'on a prétendu faire juger par les Assises un arrêt de conseil de guerre, ou, pour parler plus exactement, deux arrêts de conseil de guerre ; parce qu'on ne s'est pas aperçu qu'au moment même où l'on plaidait qu'une illégalité avait été commise ailleurs, on commettait soi-même la plus flagrante des illégalités en confondant les juridictions et en cherchant une revision indirecte devant un tribunal incompétent.

Pure question de forme, dira-t-on, et qu'il importe peu si l'on arrive par une voie quelconque à la vérité et à la lumière! Il aurait fallu alors apporter des faits, des preuves. Ce n'est pas assez de dire : « j'accuse! » et plus tard : « je jure! » On n'a peut-être jamais mieux vu qu'en cette occasion où nous a conduits l'individualisme, et quelle est la place du « moi » dans le monde où nous vivons. Voici l'individu qui s'érige en juge : il revise, condamne, il est à lui seul tout un tribunal. Cependant, quelque haute idée que l'auteur de l'*Assommoir* puisse avoir de lui-même, il faut encore autre chose que son affirmation pour entamer l'autorité de la chose jugée.

* * *

J'ignore quelle a été l'impression de ces quinze audiences pour ceux qui y assistaient : cette impression a été triste pour bien des gens qui, chaque matin, lisaient dans leur journal le compte rendu de la veille. On sent partout la confusion, et qu'à chaque instant l'affaire dévie sous les coups de la défense. Il a été question de tout dans ces quinze jours, excepté du procès qui se jugeait, à savoir si M. Zola avait diffamé sept officiers gens d'honneur en les accusant d'avoir jugé « par ordre ». On a tenté une revision sans faits, sans pièces, sans les éléments de la cause, sans la compétence du juge. Puis un coup de théâtre. Il ne s'agit plus de l'affaire Zola, ni de l'affaire Esterhazy, ni de l'affaire Dreyfus. C'est un nouveau procès qui s'engage : le procès de l'état-major. On dirait la Chambre, et qu'un député interpelle le ministre de la Guerre sur l'organisation de l'armée. Si ce n'était la fermeté des réponses, la dignité de l'attitude, on croirait par moments que les témoins sont des accusés. Et l'on s'étonne que des officiers généraux, ayant derrière eux trente ans de bons et loyaux services, aient laissé échapper un mot plus vif que l'autre! Mais vous qui me faites l'honneur de me lire, — qui que vous soyez, ingénieur, médecin, avocat, commerçant, — je vous suppose témoin en cour d'assises, et que l'on discute votre compétence professionnelle, vos travaux, vos actes ; dites si vous le supporteriez longtemps sans que la patience votre échappe.

La majorité du pays a compris qu'une réparation était due. De là, ces manifestations de toute sorte, parmi lesquelles il faut retenir au premier rang celles du barreau. Qu'ont voulu les avocats qui ont signé des adresses à l'armée? Ils ont voulu affirmer leur sympathie ; ils ont voulu aussi protester contre cette étrange confusion de tous pouvoirs, qui fait que la compétence et l'autorité des chefs militaires sont discutées devant une cour d'assises. On peut se réjouir sans aucune arrière-pensée des témoignages de confiance qui, de toutes parts, vont à l'armée; car l'armée, aujourd'hui, se confond avec la nation. Ceux qui la commandent ont le respect de la loi. Le péril, s'il en est un à l'heure actuelle, n'est pas de ce côté : il est en nous-mêmes ; il est dans l'absence de direction, dans l'émiettement des doctrines, dans l'anarchie des esprits.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

DE LA MÉTHODE

DANS LES SCIENCES ÉCONOMIQUES (1)

Messieurs,

Depuis 1893, j'ai entrepris de faire connaître à mes auditeurs du Collège de France l'état économique des États-Unis tel qu'il était dans le passé et tel qu'il est dans le présent. Les progrès de la grande république américaine offrent une ample matière d'études variées dont le tableau d'ensemble est tout à fait digne d'intérêt par lui-même et dont les détails abondent en exemples profitables aux nations européennes et particulièrement à la France. J'ai porté successivement mon examen sur le sol et la formation politique de cette république, sur son état social et son éducation, sur son agriculture et son industrie, sur les relations des ouvriers et des patrons. Nous étudierons cette année ses voies de communication, sa marine, sa monnaie et ses banques, son commerce intérieur et extérieur.

Mais, avant d'entrer dans ce sujet, je veux consacrer, comme j'ai l'habitude de le faire chaque année, ma première leçon à une question générale qui vous aide à comprendre l'esprit du cours de *Géographie, histoire et statistique économiques* que je professe. J'ai choisi une question que j'ai déjà eu l'occasion d'aborder, il y a un mois, à la Société d'économie politique : de la méthode dans les sciences économiques. La question n'est pas neuve, mais il y a opportunité à l'exposer encore aujourd'hui (2).

Elle est trop large pour que je l'embrasse tout entière dans une leçon. Je m'attacherai à vous montrer la place et l'importance relative de la méthode dite expérimentale et abstraite, qui est une méthode surtout analytique, et de la méthode dite historique qui est plus concrète. C'est cette dernière que j'emploie ici lorsque j'expose l'histoire économique d'un peuple ou d'un mode d'organisation sociale ou que je montre, à l'aide de la géographie, la relation qui existe dans une contrée entre les forces de la nature et l'application des forces productives de l'homme et que, par la description de ces faits, j'essaie de vous conduire à la connaissance des lois qui régissent ces faits.

(1) Collège de France, *Leçon d'ouverture du cours de Géographie : Histoire et statistique économique.*

(2) M. Schmoller a consacré l'article *Volkwirthschaft* du dictionnaire *Handwörterbuch der Staatswissenchaften* de Conrad, etc., à exposer et à discuter les questions de méthode en économie politique, et il a donné une bibliographie étendue du sujet. M. Maurice Block, en traitant de la méthode au commencement de son ouvrage sur les *Progrès de la science économique,* a cité et discuté les opinions des principaux auteurs sur ce sujet. M. P. Leroy-Beaulieu a discuté amplement aussi la question dans son *Traité théorique et pratique de l'économie politique.*

I

L'économie politique est une science : voilà un postulat que je vous demande d'abord d'admettre, quoiqu'il y ait des sceptiques qui le nient, comme il s'en trouve pour nier l'existence de toute science morale. L'économique — expression qui serait préférable à celle d'économie politique, si l'usage n'avait consacré cette dernière — est en effet une science morale; j'ajouterai une science physico-morale, parce qu'elle traite à la fois de la richesse qui est matière et qui est l'objet des phénomènes économiques et de l'homme qui en est le sujet. J'accepte la définition « Science de la richesse », qui est brève et qui dit bien sur quoi portent les investigations de cette science. Dans mon cours du Conservatoire des Arts et Métiers où je m'adresse surtout à des gens de métier, j'explique comment elle est en réalité la « Philosophie de l'industrie ». Pour éviter le reproche qu'on fait (à tort suivant moi) à la définition « Science de la richesse » de donner de la science économique une idée exclusivement matérialiste, je la complète volontiers en ajoutant qu'elle a pour objet l'étude des phénomènes et des lois par lesquels les hommes produisent et consomment la richesse en échangeant des services. Beaucoup d'autres définitions, quelques-unes incomplètes ou fausses, d'autres au contraire savantes et compréhensives (1) — trop savantes peut-être — ont été données par les auteurs de traités. Je n'ai pas le temps de vous les présenter et de les discuter aujourd'hui. Les phénomènes économiques ne se

(1) Parmi les très nombreuses définitions qui ont été données de l'économie politique, en voici ici quelques-unes :

1° Ayant un caractère scientifique : *John Stuart Mill :* « L'économie politique est la science qui trace les lois des phénomènes sociaux qui résultent des opérations combinées de l'humanité relativement à la production des richesses, en tant que ces phénomènes n'ont pas été modifiés par la poursuite d'un autre objet. » — *Maurice Block :* « L'économie politique est à la fois une science et un art; comme science, elle étudie les lois économiques qui gouvernent la production, la répartition et la consommation des richesses; comme art, elle recherche le meilleur mode d'application de ces lois à la satisfaction de nos besoins économiques. » — *Cossa :* « L'économie politique est la doctrine de l'ordre social de la richesse, étudiée dans son essence, dans ses causes, dans ses lois rationnelles et dans ses rapports avec la prospérité publique. » — *Ch. Gide :* « Disons que l'économie politique a pour objet les rapports des hommes vivant en société en tant que ces rapports tendent à la satisfaction de leurs besoins matériels et au développement de leur bien-être. » — *P. Leroy-Beaulieu :* « L'Économie est la science qui constate les lois générales déterminant l'activité et l'efficacité des efforts humains pour la production et la jouissance des différents biens que la nature n'accorde pas gratuitement et spontanément aux hommes. »

2° Se rapportant à l'art économique plutôt qu'à la science économique dont elles donnent une idée inexacte : *Sismondi:* « Le bien-être physique de l'homme, autant qu'il peut être l'ouvrage de son gouvernement, est l'objet de l'économie poli-

manifestent pas isolément. Ils font partie de l'ensemble des phénomènes sociaux. Voilà une première notion qu'il importe d'avoir présente à l'esprit pour comprendre la méthode.

L'économie politique appartient à la catégorie des sciences d'observation, catégorie qui comprend à peu près toutes les sciences autres que les mathématiques et la métaphysique ; les sciences de l'homme moral y sont comprises comme les sciences de la nature. Chacune de ces sciences, en même temps qu'elle est soumise aux lois générales de l'observation scientifique, emploie des procédés particuliers d'investigation qui varient suivant la matière qu'elle a mission de traiter.

L'économie politique observe des phénomènes internes et des phénomènes externes. Les premiers, qui sont de nature psychologique et subjective et que perçoit la conscience, comprennent les désirs, les besoins, les mobiles intimes de nos actes économiques ; ils fournissent la raison d'être de l'activité humaine dans la poursuite de la richesse et du bien-être. Les seconds, qui forment la matière objective de la science, consistent en forces productives, en richesses naturelles et surtout en richesses créées, en actes relatifs à la production, à la répartition, à la circulation, à la consommation des richesses, en rapports établis entre les hommes au sujet du travail et de l'échange. Les premiers ont principalement le rôle de causes déterminantes et témoignent de ce que l'homme veut ; les seconds montrent ce que l'homme fait et ont surtout le caractère d'effets, bien qu'il y ait une influence réciproque et une réaction constante des uns sur les autres. Les premiers sont variables suivant l'état des mœurs ; le Papou de la Nouvelle-Guinée ne ressent pas les mêmes besoins que le Parisien, quoiqu'il y ait un certain fond commun dans les mobiles intimes des actions économiques de l'un et de l'autre. Les seconds sont beaucoup plus divers et plus complexes que les premiers ; plus apparents, ils se produisent journellement par millions dans une société nombreuse et avec d'autant plus de variété que la civilisation est plus raffinée ; ils offrent à l'observation un champ inépuisable de recherches.

Comme dans toute science, cette observation doit être méthodique pour devenir complètement fructueuse. Elle procède d'abord par abstraction et analyse. Les motifs des actions humaines sont rarement simples ; il faut que l'abstraction dégage ceux qui sont d'ordre économique, c'est-à-dire qui visent l'intérêt, des autres motifs qu'inspirent le devoir, la sympathie, l'ambition, etc.

Dans la masse des phénomènes sociaux il faut saisir aussi par abstraction ceux qui ont pour objet la richesse et les rapports que forment les hommes en vue de la richesse. Ces phénomènes ayant été ainsi isolés, il convient de les examiner en quelque sorte à la loupe et de les disséquer au scalpel : l'analyse conduit à en constater l'essence et à en compter et peser les éléments constitutifs.

L'observateur ensuite trie les observations ainsi faites, les classe par groupes d'après les éléments essentiels, compare les ressemblances et les différences et s'applique à distinguer les caractères constants qui peuvent servir à déterminer des espèces et des genres.

Ensuite, raisonnant sur ces groupes de faits, sur leurs caractères génériques et sur les exceptions, il s'élève par le procédé de l'induction à une notion générale qui est, suivant les cas, une simple classification, un rapport probable ou une loi économique.

Enfin, lorsqu'il est parvenu à la possession de la loi par une marche pour ainsi dire ascendante de l'esprit, il peut, par une marche contraire, je veux dire par le procédé de la déduction, descendre aux conséquences logiques qui dérivent de cette généralisation.

C'est ainsi, par exemple, que l'observation fait découvrir par induction que l'utilité, la rareté et le coût de production sont les conditions fondamentales de la valeur, et que, par déduction, le raisonnement trouve que les produits succédanés peuvent, en diminuant indirectement la rareté, diminuer la valeur du produit principal.

Il est toujours utile d'essayer les généralisations sur la pierre de touche de l'expérience. C'est l'œuvre incessante du savant qui, n'acceptant pas aveuglément les principes de l'économie politique comme des dogmes, veut se faire une conviction par lui-même. Ce contrôle, non seulement sert à confirmer les principes ou à les rectifier au besoin, mais à élargir l'horizon scientifique à mesure que les phénomènes se développent, se modifient ou que des phénomènes entièrement nouveaux se manifestent et à mettre les théories en harmonie avec les faits.

L'économiste suit plus ou moins correctement et plus ou moins consciemment cette méthode logique. Tel, plus porté vers l'empirisme, multiplie les observations ; tel autre, inclinant davantage au rationalisme, use de préférence du procédé déductif. Ce sont des nuances qui ne deviennent pas nécessairement des oppositions.

Au fond cette méthode est celle de toutes les sciences expérimentales. Car dans toutes, l'observateur procède par abstraction. Le physicien ne

tique. » — *E. de Laveleye* : « La science qui détermine quelles sont les lois que les hommes doivent adopter afin qu'ils puissent, avec le moins d'efforts possible, se procurer le plus d'objets utiles à la satisfaction de leurs besoins en les répartissant conformément à la justice et en les consommant conformément à la raison. »

considère que certaines propriétés des corps, la pesanteur, la chaleur, etc., suivant l'étude spéciale qu'il se propose de faire. Le chimiste ne veut voir que les combinaisons moléculaires. L'un et l'autre dégagent, autant que possible, le phénomène dont ils cherchent la loi des autres phénomènes connexes et des circonstances accessoires qui compliquent l'apparence et masquent la loi. Ainsi c'est avec une machine d'Atwood, dans le vide, que le professeur de physique démontre d'abord la loi de la chute des corps, afin d'écarter la complication qui résulte de la résistance de l'air. Cette loi une fois connue dans sa manifestation la plus simple, le savant calcule et le professeur explique aisément comment cette chute se ralentit dans l'air, dans l'eau ou dans un milieu plus dense et se proportionne au volume de l'objet et pourquoi le ballon monte en vertu de la même force qui fait tomber la pierre. Mais, quelque habile que soit le calculateur, il est souvent impuissant à déterminer mathématiquement certains résultats vulgaires, simples en apparence, mais trop complexes en réalité pour qu'on fasse l'analyse de toutes les causes; je le défie, par exemple, de calculer la descente et les tournoiements d'un brin de paille entraîné dans un ruisseau de Paris entre des pavés inégaux. La loi de la pesanteur n'en est pas moins certaine.

Il en est de même des phénomènes économiques, lesquels sont presque toujours complexes, beaucoup plus assurément que celui d'une paille dans un courant. L'économie politique cherche à déterminer par l'induction deux genres de généralisation : des types économiques et des lois ou rapports typiques. Dans les sciences naturelles, l'animal, le cheval, l'homme, l'arbre sont des types, résultats d'une généralisation; de même, dans la science économique, le travail, le capital, l'épargne, sont des types dont les caractères sont déterminés par la généralisation. Les corps s'attirent réciproquement en raison directe de leur masse et en raison inverse de leur distance : voilà un rapport nécessaire entre les corps pesants, autrement dit une loi physique. L'offre et la demande déterminent la valeur des marchandises : voilà une loi économique, c'est-à-dire la constatation d'un rapport nécessaire entre la cause et l'effet. Mais, vu la complexité et la diversité des causes qui agissent simultanément sur les phénomènes sociaux, les lois économiques, dont les unes sont universelles et dont d'autres ne s'appliquent qu'à certains rapports entre les phénomènes, ne se manifestent clairement que lorsque l'abstraction en a dévoilé l'action en écartant les circonstances accessoires; elles ne peuvent pas être prises comme des règles infaillibles qui, s'appliquant à tous les cas, les expliquent tous de prime abord.

J. Stuart Mill ne croyait pas que la méthode de l'induction pût être rigoureusement appliquée à la recherche des types et des lois économiques; M. Maurice Block paraît sceptique aussi à cet égard. C'est qu'en effet certaines lois fondamentales de l'économie sont si simples, — elles ne sont pas moins importantes pour cela, — qu'il n'est pas besoin d'un grand échafaudage de logique pour les établir solidement. Car, si notre intelligence ne peut concevoir comme vrai le contraire de la proposition établie, notre conviction est faite. Tel est le cas des propositions suivantes : le travail est la source principale de la richesse; la production résulte du travail d'entreprise et du travail d'exécution mettant en œuvre le capital; l'offre et la demande déterminent la valeur des choses.

Ce qui est beaucoup plus difficile à fixer et ce qui ne saurait l'être en quelques mots, c'est la somme et le mode de travail nécessaires aux diverses espèces de production, c'est la quote-part d'efficacité des trois facteurs dans chaque genre de production, c'est l'analyse des causes diverses qui pèsent positivement ou négativement sur l'offre et sur la demande et qui concourent dans chaque échange à déterminer le rapport qu'on appelle valeur.

J'insiste et je dis que, pour pénétrer jusqu'à un principe fondamental de la science économique, il n'est pas toujours nécessaire de faire passer les résultats de l'observation par toutes les filières de la logique. Le simple bon sens suffit quand l'évidence s'impose; ainsi on peut admettre sans grand appareil de démonstration que le principe de la moindre action inspire les hommes dans la poursuite de la richesse (autant du moins que les hommes sont capables de discerner de quel côté est la moindre action), comme on admet que la ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre; on peut admettre que l'offre et la demande agissent sur les prix comme on admet qu'un corps pesant fait pencher le plateau d'une balance.

C'est pourquoi la science doit s'attacher tout d'abord à ce qui est simple et général. Je sais bien qu'historiquement ce n'est pas ainsi qu'elle a débuté, mais je dis en ce moment par quoi il est logique de commencer et par quoi l'enseignement théorique et complet de l'économie politique, qui est comme un « recommencement » de la science, doit procéder avant tout. L'économiste a donc raison de prendre pour point de départ : 1° cette hypothèse subjective ou psychologique que l'homme est libre, désireux de se procurer la plus grande somme de bien-être possible au prix du moindre effort, dirigé dans la détermination de sa volonté et dans l'application de son activité productive par l'intérêt personnel, assez intelligent pour comprendre son véritable in-

térêt ; 2° cette hypothèse objective et sociale qu'aucune entrave n'empêche le libre jeu de l'activité individuelle, la concurrence étant absolue (comme le physicien suppose qu'il n'y a pas de résistance à la chute des corps). Appuyé sur le principe fondamental qu'il a fixé par ce procédé, l'économiste observe ensuite, décrit et même quelquefois mesure les ralentissements et les déviations que les obstacles et les conditions spéciales du milieu apportent à l'activité des hommes et aux résultats qu'ils en obtiennent. S'il procédait autrement, il n'aurait pas de fil conducteur et il risquerait de rester perdu dans les détails.

Il ne faudrait pas croire que par ces hypothèses il se place en dehors de la réalité et qu'il crée, comme on l'a dit, un homme économique « qui soit un pur idéal » (1). Car c'est dans la réalité même qu'il a puisé des observations et qu'il en extrait par abstraction le simple du composé, je dirais volontiers le métal pur de sa gangue. Il procède, je le répète encore, comme les savants de tout ordre. Le principe qu'il formule n'est pas moins vrai que ne l'est la tête d'une vierge peinte par un artiste d'après plusieurs modèles. L' « homme économique », quoi qu'il soit incomplet parce qu'il n'est qu'économique, est bien formé des besoins et des sentiments réels qui sont les mobiles des actes économiques de l'humanité; chaque homme, surtout dans une société civilisée, en est le modèle plus ou moins complet. Il n'y a pas deux hommes entièrement semblables dans le monde ; mais il y a entre tous les hommes des points de ressemblance morale comme de ressemblance physique.

L' « homme moyen » de Quetelet (2) est bien plus critiquable que l' « homme économique » de John Stuart Mill (3).

S'il est peu philosophique de ne pas comprendre « l'homme économique », il l'est beaucoup moins encore de qualifier cette méthode comme l'ont fait quelques critiques de méthode métaphysique. Le mot métaphysique a un tout autre sens que celui que semblent lui prêter ces critiques. Il n'y a rien qui ne soit réel, physique en quelque sorte, dans les objets observés et rien qui dépasse la portée ordinaire de la logique dans l'emploi qu'on fait de l'abstraction, de l'analyse et de l'induction pour exprimer la forme générale.

La méthode dont j'esquisse en ce moment quelques traits est une méthode abstraite, parce qu'elle procède surtout par abstraction. On peut dire aussi qu'elle est une méthode dogmatique, parce qu'elle conduit à formuler des principes et des lois (lesquels sont, il est vrai, tout autre chose que des dogmes).

Cette méthode est une méthode d'invention, nécessaire pour la découverte des lois économiques. C'est aussi une méthode d'exposition indispensable pour l'enseignement. Toutefois entre l'emploi pour l'invention et l'emploi pour l'enseignement il y a cette différence qu'on fait plus souvent usage de l'induction dans le premier cas et de la déduction dans le second.

Les savants, depuis Claude Bernard, distinguent nettement l'expérience et l'expérimentation. L'expérimentation, qui consiste dans la production du phénomène par l'observateur au moment même et autant de fois qu'il a besoin de l'étudier, est particulièrement féconde parce que le phénomène est créé dans des conditions les plus favorables pour que la loi apparaisse. L'économiste ne dispose pas, comme le chimiste, de l'expérimentation ; il ne peut pas mettre la société dans un creuset pour en décomposer ou en combiner les éléments. Tout au plus peut-il être un homme d'affaires, mêlé par ses intérêts à la pratique de certaines opérations ; il est sans doute très avantageux — j'ajoute, qu'il est rare — de réunir les connaissances du praticien à celles du théoricien ; mais le praticien observateur, quand il est un homme prudent, recueille beaucoup plus d'expériences pendant sa vie qu'il ne fait d'expérimentations proprement dites.

On dit souvent que les gouvernements sont parfois de grands expérimentateurs en matière sociale. Sans doute, les lois et les mesures administratives qui se proposent de réformer ou d'innover en matière économique peuvent être considérées comme des expérimentations et l'événement qui affecte les contemporains ou que raconte l'histoire, renferme une leçon théorique. Ce sont des expérimentations qui ont un bon ou un mauvais résultat ; et elles sont parfois bien coûteuses quand le résultat est mauvais. D'ailleurs ce résultat ne peut être constaté d'ordinaire que tardivement, peut-être après une longue suite d'années et, quand il est avéré, on ne peut pas toujours démêler la part qui revient à la mesure en

(1) John Stuart Mill, à qui on attribue d'ordinaire la conception de cet homme idéal, a clairement expliqué, dans sa *Logique*, ce qu'il entendait par là : « L'économie politique considère l'humanité comme exclusivement occupée à acquérir et à consommer la richesse. La science économique se place dans l'hypothèse où l'homme serait un être déterminé, par une nécessité de sa nature, à préférer en toute occasion une plus grande richesse à une moindre... Ce n'est pas que jamais un économiste ait poussé l'absurdité jusqu'à supposer l'humanité réelle ainsi constituée, mais c'est que telle est la méthode qui s'impose à la science. Quand un effet dépend du concours de plusieurs causes, il faut étudier ces causes une à une et chercher séparément leurs lois... Il n'y a peut-être pas dans la vie d'un homme une seule action qui ne soit sous l'influence directe ou indirecte de quelque mobile autre que le pur désir de richesse. » *La Logique des sciences morales* (l. VI de J. S. Mill), traduction par M.-G. Belot, p. 123-125.

(2) J'ai expliqué, dans *la Population française* (I, 64), ce que Quetelet entendait par « homme moyen ».

(3) M. Mac Leod a dit avec raison qu'il est plus facile de connaître la nature humaine en général qu'un homme en particulier.

question et la part des mille causes sociales qui ont agi en même temps dans des directions divergentes.

On reproche à la méthode dogmatique abstraite de construire une théorie tout individualiste en prenant comme centre d'observation « l'homme économique »; théorie fausse, ajoute-t-on, puisque les phénomènes économiques sont des phénomènes sociaux. Le reproche n'est pas fondé; car la science économique roule presque tout entière sur l'étude et la détermination de rapports que les hommes ont entre eux à propos de la richesse; elle porte donc presque exclusivement sur des relations sociales. Quelques économistes ont même dénommé leur science « Science des échanges », définition que je ne trouve pas, pour ma part, suffisamment compréhensive, mais qui marque bien le caractère social; beaucoup d'autres définitions, comme celles qu'ont adoptées MM. P. Leroy-Beaulieu et Ch. Gide, le marquent aussi. Mais la science économique a besoin, pour comprendre et faire comprendre ces rapports, d'en examiner d'abord analytiquement les termes. « Les hommes, quoique à l'état de société, sont toujours des hommes; leurs passions et leurs actions, tout en étant diversement développées et dirigées, obéissent aux lois de la nature humaine individuelle », dit avec raison J. Stuart Mill dans sa *Logique*. Si les termes n'étaient pas préalablement bien posés, on courrait risque de ne présenter que des rapports confus et inexacts.

Un mode d'observation auquel la science économique a très souvent recours, surtout de nos jours, est la statistique. La statistique n'est pas applicable à toutes les recherches économiques et elle n'est pas utile pour l'invention ou la démonstration de tous les théorèmes économiques. Ainsi, il n'est nullement besoin d'un dénombrement de tous les faits industriels pour discerner que trois facteurs coopèrent à l'œuvre de la production; on savait, avant les publications annuelles sur les récoltes, que la rareté est une des causes principales du renchérissement du blé. Mais la statistique est un très précieux auxiliaire dans un nombre considérable et toujours croissant de questions de détail et d'application. Nous avons défini son rôle dans l'Introduction à notre ouvrage sur *La population française* (1) :

« La statistique est la lumière de l'économie politique. Elle ne lui est sans doute pas nécessaire pour l'établissement des principes fondamentaux qui sont évidents ou faciles à prouver par un petit nombre d'observations sans qu'il soit besoin de recourir à ses recherches et qui d'ailleurs relèvent de la logique presque autant que de l'expérience. Adam Smith écrivait son grand ouvrage à une époque où la statistique était encore trop jeune et trop mal armée pour lui prêter un secours efficace. Mais aujourd'hui la statistique peut répondre à un grand nombre de questions que lui posent les économistes; elle est capable de confirmer par des démonstrations expérimentales certains principes, d'en mieux déterminer la portée et d'éclairer des problèmes qui ne peuvent être élucidés qu'à l'aide d'une quantité considérable de faits bien classés; car c'est elle qui se charge de préparer et de coordonner les matériaux. »

Elle les coordonne à sa manière, en recensant, comptant, répartissant et cataloguant par séries numériques les faits et en calculant les rapports des divers groupes. Elle ne pénètre pas par ces procédés aussi intimement que l'observation directe et personnelle dans les détails de l'analyse, mais elle mesure avec beaucoup plus de précision les masses et l'importance relative de leurs éléments constituants. Elle n'est pas le procédé par lequel on découvre les principes fondamentaux de la théorie, mais elle éclaire les applications et elle sert ainsi l'art économique plus encore que la science. Elle est, elle aussi, une méthode abstraite; car elle n'envisage à la fois qu'une qualité des objets afin de pouvoir additionner des unités de même nature.

La représentation graphique des groupes et séries de phénomènes répartis dans le temps ou dans l'espace, qui est un des modes d'expression de la statistique, est utile parfois pour la constatation des lois et l'est presque toujours pour l'enseignement.

Quelques statisticiens se sont ingéniés à tirer de la statistique des prévisions d'avenir par la prolongation des séries de chiffres ou des courbes conformément aux données recueillies pour le passé. Ils ont quelquefois réussi. Toutefois la prédiction est toujours hasardeuse précisément parce que les causes et circonstances étant toujours complexes, on ne saurait affirmer qu'elles resteront dans le futur ce qu'elles sont aujourd'hui.

Cette réserve s'applique à plus forte raison à une autre méthode que quelques économistes ont préconisée et même quelquefois employée avec talent, la méthode mathématique. C'est celle qui, avec un petit nombre de données observées ou de postulats logiques, construit des formules algébriques et de ces formules déduit par le calcul des conséquences et des rapports. Si dans la réalité, les données étaient toujours simples et immuables et si les conséquences s'enchaînaient nécessairement, cette méthode aurait assurément une belle carrière. Mais il n'en est rien. Aussi, quelques ingénieuses percées qu'elle ait pu faire dans l'inconnu sur certains points, elle est impuissante, comme méthode générale, non seulement parce que ses constructions sont accessibles seulement à un petit nombre de lecteurs, mais

(1) *La Population française*, t. I, p. 13.

parce qu'elle conduit l'économie politique dans une voie dangereuse, proposant comme une certitude mathématique des résultats qui peuvent se trouver faux et qui le sont souvent parce que, si les éléments ont été incomplets, les résultats sont nécessairement inexacts, et parce que, les éléments eussent-ils tous été mis en œuvre avec leur importance proportionnelle, les résultats, à cause des incidents, des succédanés, etc., ne sont pas assujettis à la loi rigide des nombres (1).

Quoique la méthode expérimentale, procédant par abstraction, analyse et induction, soit connue depuis des siècles, il n'y a pas longtemps qu'elle a été scientifiquement appliquée à l'étude des phénomènes économiques ; aujourd'hui même, elle ne l'est pas toujours correctement par les auteurs qui s'adonnent à cette étude. C'est d'abord parce que les phénomènes ont des causes. des formes et des effets complexes ; c'est beaucoup aussi parce que nous sommes d'ordinaire trop mêlés à l'action et trop intéressés dans les résultats pour examiner la matière de sang-froid ; nos intérêts particuliers, nos passions, nos préjugés sont autant de lentilles, à travers lesquelles nous apercevons les objets déformés.

Émile Levasseur,
de l'Institut.

(*A suivre.*)

(1) Dans la première leçon d'ouverture de mon cours, en 1868 (voir la *Revue des Cours littéraires*, 1868), je me suis exprimé ainsi à ce sujet : « Quelques mathématiciens cependant l'ont prise en pitié ; ils se sont dit qu'une science qu'on définit parfois « la science des valeurs », c'est-à-dire la science d'une qualité susceptible de plus et de moins, devait être traitée par les lois des nombres, sous peine de n'être qu'un bavardage stérile, et ils lui ont appliqué leurs formules et leurs calculs. Or, il est arrivé que, pensant la sauver, presque toujours ils l'ont compromise ou mutilée. Non que les mathématiques ne puissent fournir un secours puissant pour fouiller tel problème donné ou pour exposer d'une manière didactique tel résultat obtenu ; nous dirons même qu'elles sont indispensables au statisticien pour l'aider à tirer de la carrière et à tailler les blocs avec lesquels est construit l'édifice de la science économique. Mais, quand des mathématiciens prétendent imposer leurs procédés comme la véritable méthode d'invention en économie politique, ils s'abusent sur la portée du merveilleux instrument qu'ils possèdent : c'est un instrument tout déductif qui, de certaines données, exprime tout ce que ces données peuvent contenir, et contraint ainsi l'inconnu à se dégager en pleine lumière, à peu près comme une pression vigoureuse exprime d'une éponge gonflée tout le liquide qui y était caché. Mais la pression n'a pas apporté dans l'éponge une seule goutte de ce liquide. Les mathématiques ne créent pas davantage les données de leurs problèmes ; elles les reçoivent, les élaborent et en tirent un résultat qui, si les calculs ont été bien faits, vaut exactement ce que valaient les données : données exactes, résultat parfait ; données fausses ou incomplètes, résultat faux, incomplet. Or, dans les faits économiques, comme dans tous les faits de la vie sociale et de la liberté humaine, la principale difficulté consiste à bien choisir et à rassembler les éléments de la question qui est à l'étude : présentez un dénombrement exact, un tableau fidèle, et le bon sens suffira pour conclure. Il aura l'avantage de pouvoir suspendre son jugement, si les faits sont indécis, peu nombreux ou contradictoires. Les mathématiques n'ont pas cet « esprit de finesse » qu'un de nos plus grands mathématiciens, Pascal, distinguait si bien de « l'esprit de géométrie ». Elles vont toujours droit devant elles dans l'étroit chemin de leur logique particulière, affirmant un enchaînement d'erreurs déduites méthodiquement de mauvaises données, avec une confiance aussi imperturbable que si elles étaient l'évidence de la vérité. Voilà pourquoi l'économie politique, science morale, ne peut les accepter pour guide et pourquoi ceux qui prétendent la diriger dans cette voie risquent de lui faire perdre le sentiment de la vie réelle, et, une fois dévoyée, de la faire cheminer, d'abstraction en abstraction, jusqu'aux abîmes de l'absurdité.

« Sa véritable méthode, c'est la méthode d'observation dont Bacon a tracé les règles.

« Il ne faut pas en conclure que la méthode mathématique doive être entièrement rejetée. Les formules algébriques, quand elles sont simples, peuvent être parfois utilement employées pour la démonstration. »

LA LOI DE LA JUNGLE

Nouvelle.

Dans le *premier Livre de la Jungle*, Kipling nous a appris comment Mowgli était arrivé dans la forêt. Schier Khan, le tigre, dans une attaque contre des bûcherons, a sauté dans le feu du camp et s'est blessé à la patte. Les bûcherons sont partis, oubliant, dans leur fuite précipitée, Mowgli, un enfant à la mamelle. Des loups ont trouvé l'enfant et la mère louve le nourrit avec ses petits. Schier Khan fait à cela des objections et réclame Mowgli comme butin de guerre ; mais Bàlou, l'ours, le lui achète au prix d'un buffle qu'il vient d'égorger : l'enfant grandit au milieu des animaux, partageant leurs combats, leurs joies et leurs souffrances, leur faisant sentir peu à peu sa supériorité sans pourtant jamais se douter qu'il est un homme. Bahira, la panthère noire, lui témoigne une amitié toute particulière ; Khan, le serpent géant, lui a un jour sauvé la vie ; Hathi, l'éléphant, le regarde comme son fils adoptif ; seul Schier Khan, le tigre, n'a pas désarmé et médite quelque mauvais coup contre l'intrus de la jungle. Cette haine lui sera fatale car un jour il tombera lui-même sous les coups de Mowgli.

La Loi de la jungle, qui est de beaucoup la plus ancienne au monde, a prévu tout ou presque tout ce qui a chance d'arriver au peuple qui l'habite, de sorte qu'aujourd'hui son code est aussi parfait que le peuvent faire le temps et l'usage. Mowgli, vous le savez, avait passé son enfance au milieu des loups, et Balou, l'ours brun, lui avait enseigné la loi. Quand l'enfant s'impatientait contre les ordres toujours répétés, Balou lui disait que la Loi était comme la liane géante retombant sur le dos de quiconque veut la soulever : « Lorsque tu auras vécu aussi longtemps que moi, petit frère, ajoutait Balou, tu verras que la jungle entière obéit en somme à une seule loi. Et cette expérience ne sera pas des plus agréables », concluait le grognard.

Ces paroles entraient par une oreille et sortaient par l'autre, car un jeune garçon qui passe sa vie à manger et à dormir ne s'inquiète des choses que quand il se trouve vraiment nez à nez avec elles. Mais il arriva une certaine année que les paroles de Balou se vérifièrent et Mowgli put voir toute la jungle courbée sous une même loi.

Cela commença par le manque presque total des pluies d'hiver; un jour Sahi, le porc-épic, rencontrant Mowgli dans un taillis de bambous, lui assura que les ignames sauvages desséchaient. Mais chacun sait que Sahi est d'une préciosité ridicule au sujet de la nourriture et qu'il ne daigne manger que des morceaux de choix. Aussi Mowgli se mit-il à rire, disant : Qu'est-ce que ça me fait ?

— Ça ne te fait rien maintenant, répliqua Sahi, dont les piquants se mirent à craqueter d'une façon désagréable, indice de l'humeur maussade du particulier ; plus tard nous verrons bien. Peux-tu encore faire tes trente-six plongeons dans la mare profonde au-dessous de la Roche-aux-Abeilles, petit frère ?

— Non, cette eau idiote s'en va toute, et je n'ai pas envie de me casser la tête contre les pierres, dit Mowgli qui se croyait assurément plus de cervelle que cinq autres habitants de la jungle réunis.

— Tu as tort : une petite ouverture laisserait peut-être entrer un peu d'intelligence.

Sahi se mit prestement en boule de peur que Mowgli ne lui tirât les moustaches, et Mowgli raconta à Balou ce qu'avait dit Sahi. Balou prit un air très grave et marmotta entre ses dents : « Si j'étais seul, je changerais de terrain de chasse avant que les autres se doutent de rien. Mais la chasse parmi des étrangers finit toujours par des batailles et j'ai peur pour mon ourson mâle, l'héritier du nom de Balou. Attendons, et voyons comment le *mohwa* fleurira. »

Ce printemps-là, le *mohwa*, dont Balou était si friand, ne fleurit pas du tout. Les boutons de cire, couleur crème aux reflets verdâtres, furent brûlés avant de s'être ouverts et quand Balou, planté sur ses pattes de derrière, secoua l'arbuste, il n'en tomba que quelques pétales puants. Alors, pas à pas, la chaleur torride pénétra au sein de la jungle, la rendant jaune, brune, enfin toute noire. Les plantes grimpantes au flanc des ravines devinrent dures comme des fils de métal et se recroquevillèrent en tas poussiéreux ; les mares autrefois ombragées se desséchèrent et présentèrent l'aspect d'un champ boueux, où les traces de pas demeuraient comme si elles étaient moulées dans l'airain ; les lourdes lianes tombèrent des arbres qu'elles ne pouvaient plus embrasser et moururent dans la poudre ; les bambous séchèrent sur pied, s'entre-choquant avec un bruit sinistre quand le vent les agitait, et la mousse glissait dans la jungle du haut des rochers, tant qu'enfin ceux-ci demeurèrent là aussi nus et brûlants sous le ciel de feu que les galets bleus et blancs dans le lit sans eau de la rivière.

Les oiseaux et les singes émigrèrent très tôt vers le nord, parce qu'ils savaient ce qui allait arriver. Les cerfs et les sangliers faisaient des incursions dans les champs à présent sans culture autour des villages et parfois mouraient sous les yeux des hommes trop faibles pour les tuer. Chil, le vautour, resta et s'engraissa, car il y avait abondance de charogne, et tous les soirs il annonçait aux animaux, auxquels manquait le courage de chercher de nouveaux terrains de chasse, que le soleil était en train de tuer la jungle à une envolée de trois jours dans toutes les directions.

Mowgli, qui n'avait jamais su ce qu'était la véritable faim, tomba sur du miel vieux de trois ans qu'il trouva abandonné dans les anfractuosités des rochers, — du miel noir comme la mûre sauvage et tout tourné à sucre. Il fit la chasse aux larves qui se faufilent sous l'écorce des arbres et déroba aux guêpes leur jeune progéniture. Toutes les bêtes de la jungle n'avaient plus, comme lui, que la peau sur les os et Baghira, la panthère noire, en tuant trois pièces par nuit, trouvait à peine à se rassasier. Mais ce qu'il y avait de pis, c'était la disette d'eau, car, si les hôtes de la jungle boivent rarement, ils boivent à longs traits.

Et la chaleur continua sans interruption et pompa toute humidité, jusqu'à ce qu'enfin le bras principal du Waingunga vît seul couler un filet d'eau entre ses rives désolées. Et lorsque Hathi, l'éléphant, dont la vie est de cent ans et davantage, aperçut un bloc long et plat de pierre bleue qui émergeait du courant, il reconnut la Pierre de Paix. Levant aussitôt sa trompe il proclama la grande trêve, la trêve de la disette d'eau, comme il l'avait vu faire à son père cinquante ans auparavant. Le cerf, le sanglier et le buffle répétèrent le cri d'une voix rauque et Chil, le vautour, décrivit des cercles immenses, sifflant et criant l'avertissement jusqu'au lointain horizon.

La loi de la jungle défend sous peine de mort, sitôt la trêve proclamée, de tuer aux endroits où l'on vient boire, car l'eau est plus nécessaire à la vie que la nourriture. Quand le gibier est rare, très rare même, le peuple de la jungle trouve encore à subsister tant bien que mal, mais l'eau venant à manquer, tout est fini, et quand il n'y a plus qu'une source de reste, tout carnage doit cesser tandis que les gens accourent s'y abreuver. Dans les bonnes années, alors que l'eau était en abondance, ceux qui descendaient au Waingunga, ou à n'importe quelle autre rivière, pour étancher leur soif, le faisaient au risque de leur vie, et ce risque n'était pas l'un des moindres charmes de l'expédition nocturne. Se mouvoir si adroitement que pas une feuille ne remuât, s'enfon-

cer jusqu'aux genoux dans les petites vagues dont le clapotis étouffait tout bruit derrière soi; boire, en jetant un regard par-dessus l'épaule, tous les muscles prêts au bond désespéré de folle terreur, se rouler sur la berge sablonneuse et retourner, les naseaux humides et le corps luisant vers le troupeau qui vous admire, c'étaient là des exploits dont pouvait à bon droit s'enorgueillir le buffle le plus robuste comme la plus frêle antilope, car on savait que Schier Khan ou Baghira pouvait tomber sur vous et vous déchirer en moins de temps qu'il n'en faut pour humer une gorgée. Mais à présent ce jeu de vie et de mort était suspendu et le peuple de la jungle se traînait, mourant de soif, vers la rivière à demi desséchée, — tigre, cerf, buffle, ours, sanglier, panthère, pêle-mêle, — buvait l'eau trouble et s'attardait sur le bord, trop las pour se remettre en route.

Le cerf et le sanglier avaient marché tout le jour à la recherche de quelque chose d'un peu plus savoureux que de l'écorce sèche et des feuilles mortes. Les buffles n'avaient trouvé aucun bas-fond où se plonger ni aucun champ à dévaster. Les serpents, quittant la jungle, étaient descendus à la rivière, dans le fol espoir de rencontrer une grenouille égarée; ils s'enroulaient autour des pierres humides et refusaient obstinément le combat quand le boutoir d'un sanglier cherchant pâture essayait de les déloger. La dernière tortue du fleuve avait été tuée par Baghira, le plus habile des chasseurs, et les poissons s'étaient enfoncés au plus épais du limon crevassé. Seul le Rocher de Paix s'étendait au milieu de l'eau comme un long reptile et les petites vagues sifflaient contre ses flancs comme s'ils avaient été de fer chauffé au rouge.

C'était là que Mowgli venait chaque nuit chercher de la fraîcheur et de la compagnie. Le plus affamé de ses ennemis ne se serait guère soucié maintenant du pauvre garçon. Sa peau nue le faisait paraître plus maigre et plus misérable qu'aucun de ses compagnons. Ses cheveux sous l'action du soleil avaient pris la teinte de l'étoupe, ses côtes faisaient saillie comme les cercles d'un tonneau et les articulations de ses coudes et de ses genoux, sur lesquelles il se reposait quand il allait à quatre pattes, donnaient à ses membres grêles l'aspect de tiges noueuses. Mais ses yeux, sous la chevelure emmêlée et flétrie, avait un regard calme et froid, car Baghira, son conseiller en ces temps de crise, lui avait recommandé de se mouvoir lentement, de chasser à petit bruit et de ne jamais, sous aucun prétexte, se mettre en colère.

— C'est un dur moment à passer, lui dit la panthère noire un soir que l'air brûlait comme dans une fournaise, mais cela ira, si seulement nous pouvons vivre jusqu'à la fin de la sécheresse. Ton estomac est-il plein, mon petit?

— J'ai quelque chose là dedans, mais cela ne me fait aucun bien. Crois-tu, Baghira, que les pluies nous ont oubliés et ne reviendront plus jamais?

— Non, non! Nous verrons encore le *mohwa* en fleurs et les faons gavés d'herbe nouvelle. Viens avec moi au Rocher de Paix pour entendre les nouvelles. Sur mon dos, petit frère!

— Ce n'est pas le moment de porter des fardeaux; je puis encore marcher seul. Mais vraiment nous ne sommes plus des gens de poids, oh non!

Baghira jeta un regard le long de ses flancs amaigris et poudreux, et murmura : « La nuit dernière j'ai tué un jeune taureau sous le joug. Je suis si bas, que s'il avait été libre je n'aurais pas osé lui sauter dessus... Misère! »

Mowgli se mit à rire : « Oui, nous sommes à présent de grands chasseurs, dit-il; je pousse la bravoure jusqu'à donner la chasse aux vers. » Et les deux compagnons descendirent vers la rive à travers les broussailles crépitantes et le réseau de ruisselets dont les eaux couraient jadis rejoindre celles du fleuve.

— L'eau ne peut plus vivre longtemps, dit Balou qui les joignit en ce moment; regardez là-bas, vous verrez des bancs de sable aussi larges que les routes construites par les hommes.

Sur la plaine basse de l'autre rive, l'herbe dure de la jungle avait séché sur pied et en séchant s'était pour ainsi dire pétrifiée. Les sentiers suivis par les fauves et les sangliers, tous aboutissant à la rivière, striaient cette plaine morne de lignes poussiéreuses tracées à travers l'herbe haute de dix pieds, et bien qu'il fût encore très tôt, chaque longue avenue était pleine de nouveaux arrivants se pressant pour arriver les premiers à l'eau. On pouvait entendre les biches et les faons éternuer dans l'air saturé de poussière.

En amont, au coude de l'étang vaseux autour du Rocher de Paix, se tenaient les garants de la Trêve de disette, Hathi et ses fils, les éléphants, gigantesques formes grises sous le clair de lune, se balançant de-ci, de-là, sans s'arrêter. A quelque distance au-dessous se trouvait l'avant-garde des fauves inoffensifs; plus bas, les sangliers et les buffles; sur le bord opposé, là où les grands arbres descendaient jusqu'au bord du fleuve était la place réservée aux mangeurs de chair — tigres, loups, les panthères, ours et le reste.

— Vraiment, nous obéissons tous à une seule loi, dit Baghira, pataugeant dans l'eau et caressant du regard la ligne de cornes cliquetantes et d'yeux effarés, à l'endroit où les daims et les sangliers se bousculaient mutuellement Bonne chasse à vous tous de ma famille, ajouta-t-il en s'étendant de son long, un des flancs hors de l'eau; et puis entre ses dents : N'était la loi, on pourrait faire une excellente chasse...

L'oreille subtile des daims saisit au vol cette dernière phrase et un murmure terrifié courut dans tous les rangs : « La Trêve ! souvenez-vous de la Trêve ! »

— Paix, là-bas! gronda Hathi, l'éléphant. La Trêve règne, Baghira ; ce n'est pas le moment de parler de chasse.

— Qui le sait mieux que moi? répliqua Baghira roulant un œil jaune vers le haut de la rivière ; je suis un chasseur de tortues, un pêcheur de grenouilles. *Ngayah!* Puissé-je satisfaire mon ventre en mangeant des feuilles!

— Nous le souhaitons de tout cœur, bêla un faon, né ce printemps même et qui se croyait déjà un personnage important. En dépit de la gravité des circonstances, Hathi ne put réprimer un gloussement éléphantin, tandis que Mowgli, dans l'eau tiède, riait aux éclats et battait l'écume à coups de pied.

— Bien dit, futur petit porte-cornes, rugit Baghira; quand la Trêve prendra fin, cela sera rappelé en ta faveur; et il jeta un regard perçant à travers l'obscurité pour être sûr de reconnaître plus tard le jeune niais.

Peu à peu la conversation se propagea du haut en bas de la rivière. On pouvait entendre le sanglier souffler, ronfler et réclamer plus de place ; les buffles mugissant sourdement en trottant à travers les bancs de sable, et les daims racontant de lamentables histoires au sujet de leurs pérégrinations, en quête de nourriture. De temps en temps on posait quelque question aux mangeurs de chair de l'autre côté du fleuve, mais toutes les nouvelles étaient mauvaises et le vent brûlant de la jungle allait et venait entre les rochers et les branches murmurantes, semant sur l'eau des brindilles et de la poussière.

— Les hommes mêmes meurent auprès de leurs charrues, dit un jeune *sambhur*. J'ai passé à côté de trois d'entre eux, entre le coucher du soleil et la nuit. Ils étaient étendus par terre et leurs bœufs aussi. Bientôt nous serons tous comme eux.

— La rivière a baissé depuis la nuit dernière, dit Balou. O Hathi, as-tu jamais vu pareille calamité?

— Cela passera, cela passera, dit Hathi, aspergeant de torrents d'eau son dos et ses flancs.

— Je vois ici quelqu'un qui ne pourra plus résister longtemps, dit Balou, et il tourna les yeux vers l'enfant qu'il aimait.

— Moi? s'écria Mowgli avec indignation, se mettant sur son séant dans l'eau. Je n'ai pas d'épaisse fourrure pour couvrir mes os, mais si ta peau t'était enlevée, Balou...

Hathi frissonna à cette idée et Balou dit d'un ton sévère :

— Petit, c'est là un langage indécent vis-à-vis d'un docteur de la loi. Jamais on ne m'a vu sans ma peau.

— Je n'avais pas l'intention de te vexer, Balou; je voulais dire seulement que tu es comme la noix de coco dans son écaille et que je suis comme la noix de coco hors de l'écaille. Car ton gros manteau brun...

Mowgli était assis les jambes croisés et expliquant les choses l'index levé selon son habitude, quand Baghira étendit tout à coup sa patte de velours et le poussa dans l'eau la tête la première.

— De plus en plus fort, dit la panthère noire, tandis que le jeune garçon se relevait en soufflant l'eau de sa bouche et de ses narines. D'abord il faut écorcher Balou et puis Balou est une noix de coco ! Prends garde qu'il ne fasse comme les noix de coco quand elles sont mûres.

— Et que font-elles? demanda Mowgli, ne se défiant pas pour le moment, bien que dans la jungle il faille toujours être sur ses gardes.

— Elles cassent la tête aux imbéciles en tombant dessus, répliqua tranquillement Baghira en le poussant de nouveau.

— Ce n'est pas bien à toi de te moquer de ton vieux maître, dit Balou, quand Mowgli eût fait le plongeon pour la troisième fois.

— Ce n'est pas bien! Et qu'attendiez-vous donc de lui? Cet être nu court çà et là, tourne en ridicule ceux qui étaient jadis de bons chasseurs et tire la barbe aux plus fiers d'entre nous...

C'était Schier Khan, le tigre estropié, qui arrivait vers la rive clopin-clopant. Il resta un moment immobile pour jouir de l'émoi que sa présence jetait parmi les daims sur l'autre rive, puis il baissa sa tête carrée aux noires bigarrures et lappa l'eau en grondant : « La jungle est devenue l'asile de la racaille nue. Regarde-moi, petit de l'homme! »

Mowgli le regarda, le dévisagea plutôt, avec l'insolence dont il était capable, et Schier Khan détourna les yeux avec embarras : « Petit de l'homme par-ci, petit de l'homme par là, grommela-t-il en continuant à boire ; le drôle n'est ni homme ni bête, car il aurait eu peur. Bientôt je devrai lui demander la permission de boire. *Aurgh!*

— Cela pourra arriver un jour, dit Baghira; cela pourra même... Pouah! Schier Khan! Quel nouveau malheur as-tu attiré sur nos têtes?

Le tigre boiteux avait enfoncé son menton et ses lèvres dans l'eau et le courant emportait des filets noirs et gluants.

— Un homme, dit froidement Schier Khan, tué il y a une heure. Et il continua à marmotter et à gronder à mi-voix.

La ligne des animaux ondula et un murmure courut qui bientôt devint un cri d'effroi : « Un homme! Il a tué un homme! » Puis tous les regards se tournèrent vers Hathi, l'éléphant; mais ce dernier

sembla n'avoir pas entendu. Hathi ne fait jamais rien avant le moment opportun; c'est cela, entre autre causes, qui fait qu'il vit si vieux.

— En un tel moment tuer un homme! N'y avait-il plus d'autre gibier? dit Baghira avec dégoût sortant de l'eau souillée et secouant une patte après l'autre à la façon des chats.

— Je l'ai tué pour m'amuser, non pour le manger.

— Le murmure d'horreur reprit de plus belle et le petit œil blanc d'Hathi fut braqué dans la direction de Schier Khan. — Pour m'amuser, répéta le tigre d'un ton traînant. Maintenant je viens pour boire et me nettoyer. Quelqu'un ici prétend-il m'en empêcher?

Le dos de Baghira commença à se courber comme un bambou sous la tempête, mais Hathi leva sa trompe et parla, très calme :

— C'est uniquement par plaisir que tu l'as tué? demanda-t-il. Et quand Hathi pose une question, il est bon de répondre.

— Oui. C'était mon droit et c'était ma nuit. Tu le sais bien, ô Hathi!... Le ton de Schier Khan était presque courtois.

— Je sais, répondit Hathi. Et après un moment de silence : As-tu bu à ta soif?

— Pour cette nuit, oui.

— Eh bien! alors, va-t'en. L'eau est faite pour être bue, non pour être souillée, nul autre que le tigre boiteux ne se serait prévalu de son droit à un moment comme celui-ci... où nous souffrons tous... les hommes et le peuple de la jungle. Pur ou impur, va-t'en dans ta tanière, Schier Khan!

Ces derniers mots retentirent comme une sonnerie de trompettes et les trois fils d'Hathi firent un demi-pas en avant, bien qu'il n'y eût pas réelle nécessité. Schier Khan s'en alla en rampant et sans oser murmurer, car il sait — comme tout le monde — que quand on en vient aux grandes extrémités Hathi est le maître de la jungle.

— Quel est ce droit dont parlait Schier Khan? murmura Mowgli à l'oreille de Baghira. Tuer un homme est toujours une faute. La loi le dit. Et pourtant Hathi admet...

— Demande-lui. Je ne sais pas, petit frère. En tout cas, si Hathi n'avait pas parlé, j'aurais donné une leçon à ce boucher boiteux. Venir au Rocher de Paix encore tout chaud du meurtre d'un homme, et s'en vanter... ce sont des façons de chacal. Et puis il salissait notre bonne eau.

Mowgli attendit une minute, le temps de prendre courage, car ce n'est pas une petite affaire de s'adresser directement à Mowgli; enfin il s'écria : « Quel est le droit de Schier Khan, ô Hathi? » Les deux rives répétèrent ces paroles comme un écho, car le peuple de la jungle est extrêmement curieux et il venait d'assister à une scène dont personne, sauf Balou, qui paraissait tout pensif, ne semblait avoir le fin mot.

— C'est une vieille histoire, dit Hathi; une histoire plus vieille que la jungle. Faites silence le long des rives et je m'en vais vous la conter.

Rudyard Kipling.
Traduit de l'anglais par G. Art.

(*A suivre.*)

MADAME DE STAËL EN 1796

et la police du Directoire

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

On connaît assez bien l'histoire des persécutions dont Mme de Staël fut victime de la part du gouvernement impérial; on connait moins la situation qu'eut cette femme illustre à l'égard du Directoire et la surveillance dont elle fut l'objet dès cette époque. C'est à peine si elle y fait allusion dans un chapitre des *Considérations sur la Révolution française* :

Parmi les individus dont le Directoire était composé, je ne connaissais que Barras; et loin d'avoir le moindre crédit sur les autres, quoiqu'ils ne pussent ignorer combien j'aimais la liberté, ils me savaient si mauvais gré de mon attachement pour les proscrits, qu'ils donnèrent l'ordre sur les frontières de la Suisse, à Versoix près de Coppet, de m'arrêter et de me conduire en prison à Paris, à cause, disaient-ils, de mes efforts pour faire rentrer les émigrés. Barras me défendit avec chaleur et générosité, et c'est lui qui m'obtint la permission de retourner en France quelque temps après.

Voilà tout ce qu'elle nous dit de ces premières persécutions, et nous n'en saurions pas davantage, si les documents encore inédits, conservés aux Archives nationales, ne nous permettaient de retracer tout au long cette période de sa vie. On s'imagine volontiers que Napoléon est le premier auteur des infortunes de Mme de Staël; en réalité, il n'a fait que continuer une tradition inaugurée par la Convention et par le Directoire. Il est vrai qu'il s'est montré beaucoup plus rigoureux que les gouvernements précédents; l'acharnement de sa police a fait oublier les vexations du Directoire, même à celle qui en fut victime. Nous allons essayer de les remettre en lumière. Il se joua en l'année 1796 aux environs de Coppet un véritable petit drame, mélange curieux de comique et de tragique, dont les principaux personnages furent Mme de Staël et un agent secret, envoyé en mission sur la frontière. L'intrigue est amusante et mérite d'être racontée.

* * *

Mme de Staël était partie pour Coppet à la fin de l'année 1795. Elle ne se sentait plus en sûreté

en France, depuis l'attaque furieuse que le député Legendre avait dirigée contre elle en pleine Convention. Elle s'était retirée d'abord dans sa campagne de Saint-Gratien, près de Paris; puis l'ordre était venu de quitter le territoire français dans les dix jours! Sur les réclamations de M. de Staël, le Comité de Salut Public avait consenti à rapporter la mesure. Mais enfin, craignant pour sa liberté et peut-être pour sa vie, comprenant que sa présence sur le territoire français pouvait amener des complications diplomatiques entre la République et le royaume de Suède, Mme de Staël s'était résignée au départ.

Le 26 octobre 1795, la Convention s'était séparée. Quelle allait être l'attitude du nouveau gouvernement à l'égard de l'ambassadrice de Suède?

Un des premiers soins du Directoire fut de créer un ministère de la Police générale. Le nouveau gouvernement avait beaucoup d'ennemis à surveiller, à l'intérieur et à l'extérieur. La Constitution de l'an III était suspecte à la nation; on l'accusait d'être trop peu démocratique. Les thermidoriens avaient à venger leur sanglante défaite; les émigrés s'agitaient sans cesse et rentraient sous des déguisements divers par tous les points de la frontière. Ils étaient en si grand nombre, que la police, malgré son zèle, était impuissante à les contenir. Ce fut pour combattre les menées de ces adversaires que le Directoire fit décider par les Conseils, le 12 nivôse an IV (janvier 1796), la création du ministère de la Police. Merlin de Douai, le fameux auteur de la loi des suspects, se démit des fonctions de ministre de la justice pour occuper cette charge qui semblait convenir à son caractère. C'était un jurisconsulte retors, connaissant à merveille l'arsenal des lois, toujours prêt à sortir le texte qui convenait pour frapper sa victime. « Je n'ai qu'à accomplir un acte bien illégal, disait le général Bonaparte à Barras : le lendemain, je vais trouver Merlin; je lui confie le cas. Il met sa tête dans ses mains, réfléchit quelques minutes, et me cite un texte qui me rend immédiatement plus blanc que la neige! »

Un si habile légiste était trop précieux pour que la justice se passât longtemps de ses conseils. Le 3 avril 1796, Merlin reprit son ancien ministère, et fut remplacé à la Police par un personnage qui avait été député des Deux-Sèvres à la Convention et était membre du Conseil des Anciens; il se nommait Cochon de Lapparent. Ce fut lui qui imagina le piège dont Mme de Staël faillit être victime. Le nouveau ministre avait tout le zèle désirable aux fonctions d'un bon inquisiteur, et n'était gêné par aucun scrupule. Jour et nuit, il était aux aguets; il eût inventé des conspirations pour le plaisir de les dénoncer. Il arrivait, dit Barras qui ne l'aimait guère, aux séances du Directoire avec un « air de jubilation », qui présageait une capture d'importance. Il tirait alors de son dossier une lettre d'émigré interceptée par ses agents, une dénonciation contre des Babouvistes. Barras gémissait : « Toutes les séances du Directoire sont-elles, hélas! destinées à être toujours absorbées par des discussions de police (1)! » Mais Cochon était l'âme damnée de Carnot, dont il flattait l'humeur inquiète et soupçonneuse et la crainte des « anarchistes ». Il ne s'oubliait pas d'ailleurs au milieu des périls de l'État, et s'il se donnait chaque jour le plaisir de sauver la République, il espérait bien en tirer gloire et profit. Il tenait le Directoire par la peur, et jouait supérieurement de ce puissant ressort des actions humaines. Il avait repris pour son propre compte la circulaire que Merlin dans son court passage au ministère de la Police avait adressée aux municipalités :

Balayer du sein de la République toutes les immondices de la royauté et des factions diverses; rendre l'air que l'on y respire salutaire et pur; régénérer la morale publique; raffermir et vivifier cette *plante délicate trop souvent battue par les orages.* (Débats et Décrets, nivôse an IV.)

Ce programme poétique réclamait une prompte exécution. Cochon résolut de frapper un grand coup, en faisant arrêter la femme de l'ambassadeur de Suède. Il entrait en charge le 3 avril 1796; quelques jours après, le 22 (3 floréal an IV), le ministre de la police faisait signer par le Directoire l'arrêté suivant :

Le Directoire exécutif, informé que la baronne de Staël, prévenue d'être en correspondance avec des émigrés et des conspirateurs et les plus grands ennemis de la République et d'avoir participé à toutes les trames qui ont compromis la tranquillité de l'État, est sur le point de rentrer en France pour continuer d'y fomenter de nouveaux troubles (2), décrète que la baronne sera arrêtée, si elle franchit la frontière, et conduite par-devant le ministre de la police générale qui l'interrogera et transmettra son rapport au Directoire. — Le présent arrêté ne sera pas imprimé.

Que l'on remarque cette dernière clause; elle joue, comme on le verra dans la suite, un certain rôle dans l'affaire.

Mme de Staël était, alors, à Coppet, et il lui était interdit de rentrer en France à cause de sa qualité d'*étrangère*. (Cette découverte était due à l'ingénieux Merlin de Douai.) Mais avec son imprudence habituelle, elle s'agitait beaucoup et parlait de passer la frontière. La police avait eu connaissance de ses projets; sans doute, comme l'arrêté le laisse supposer, on avait intercepté des lettres de la ba-

(1) Barras, *Mémoires*, II, 358.
(2) Arch. Nat., F[7], 6608.

ronne adressées à des émigrés; il n'en fallait pas plus pour justifier aux yeux du Directoire cette mesure extraordinaire. On doit reconnaître d'ailleurs que les nombreuses relations de Mme de Staël avec l'étranger, et surtout avec l'Angleterre, étaient de nature à gêner la politique du gouvernement français. La Suisse était un véritable centre d'espionnage: Benjamin Constant nous apprend que le ministre d'Angleterre prenait ce pays pour « le théâtre de toutes ses manœuvres contre le gouvernement français (1) ». Barras nous dit de son côté qu'aucun mouvement dans la politique intérieure du pays ne pouvait se manifester, sans que l'Angleterre en fût immédiatement avisée. Elle entretenait en France et sur la frontière des nuées d'agents fidèles, et les paroles d'une personne aussi bien renseignée que la femme de l'ambassadeur de Suède étaient précieusement recueillies par de zélés informateurs. Il y a plus: Mme de Staël, dont les attaques publiques du député Legendre à la Convention n'avaient pas calmé l'ardeur généreuse, prévenait ses amis des périls qu'ils pouvaient courir et contrecarrait les menées de la police. En voici une preuve bien curieuse et tout à fait inédite, qui se rapporte à son séjour en France un an plus tard, en 1797.

Vers la fin de cette année, la commission près le canton d'Ostende envoie au ministère de la police générale cinq lettres qui avaient été saisies par un corsaire à bord d'un bâtiment anglais. De ces cinq lettres, l'une était adressée à Londres à un nommé John Muller pour un certain Medows, « sous le couvert de MM. Hermann et Cie ». Ce Medows était sans nul doute un émigré, qui se cachait sous un faux nom, comme c'était alors l'habitude pour dépister la police. La personne qui lui écrivait de France l'informait que Mme de Staël, instruite, dès le 17 fructidor, du coup d'État qui se préparait pour le lendemain, avait exigé de ses amis, qu'ils quittassent la ville. Ces amis étaient des émigrés « rentrés à la faveur de faux passeports danois »; elle leur en avait procuré d'autres pour partir; elle leur indiquait la route qu'ils devaient prendre pour échapper avec sûreté; rendus à leur destination, ces émigrés attendaient de nouveaux ordres (2). — Comprend-on à l'analyse de cette lettre le joli mot de Benjamin Constant, et Mme de Staël qui avait contribué à faire le 18 fructidor, n'avait-elle pas « noyé ses amis pour le plaisir de les repêcher »? On comprend aussi la rage de la police qui voyait échapper ses victimes, et le ministre proposait au Directoire que Mme la baronne de Staël, *fille Necker*, serait tenue de sortir dans huit jours pour tout délai du territoire de la République.

Il est certain que, dès l'année 1796, Mme de Staël, qui se croyait en Suisse à l'abri des rigueurs du gouvernement français, ne se gênait pas pour entretenir des relations avec des émigrés et des espions de l'Angleterre et que, sans qu'elle en eût peut-être conscience, Coppet était une merveilleuse agence d'informations au service des ennemis du Directoire.

* * *

L'arrestation de la baronne était décidée. Il s'agissait de trouver un policier capable de mener à bien cette affaire délicate. La personne qu'il devait arrêter était femme de l'ambassadeur de Suède: il fallait éviter tout éclat, ne pas éveiller son attention, ni celle de ses amis, agir directement et avec promptitude. Mme de Staël avait des renseignements sûrs, une contre-police vigilante et habile.

Justement demeurait à Paris, « rue de l'Égout-du-Ponceau, n° 35, section des Amis de la Patrie », un agent nommé Rousselet, bon patriote et, comme on disait alors, « ami des Loix », tout dévoué au Directoire et à la Constitution, grand ennemi des émigrés et des « brigands terroristes ». Il avait une certaine instruction, tournait assez joliment la phrase dans le goût emphatique de l'époque, dessinait agréablement et pouvait passer au besoin pour un haut fonctionnaire en mission sur la frontière. Le ministre Cochon crut avoir trouvé son homme.

Le 7 floréal an IV, quatre jours après l'arrêté du Directoire, il ordonna au citoyen Rousselet de se mettre en campagne « sans délai » pour surveiller la baronne et opérer son arrestation « avec tous les égards qui pouvaient se concilier avec les mesures nécessaires pour assurer l'exécution dudit arrêté et pour empêcher que la baronne de Staël ne puisse s'évader ou rien soustraire de ses papiers ou effets de quelque nature qu'ils soient (1) ». Ces égards rappellent ceux du « bon M. Loyal » dans la pièce de Molière. Le ministre Cochon tenait à s'assurer des papiers que possédait Mme de Staël autant que de sa personne. Il espérait y trouver des lettres d'émigrés, qui, avec un peu de mise en scène, fourniraient les preuves d'un complot contre la sûreté de l'État et vaudraient à l'adroit ministre les félicitations du Directoire. Il se reposait sur l'agent Rousselet du soin de visiter la voiture de la baronne, d'en explorer les coffres et « autres endroits secrets dans lesquels se trouveraient des papiers importants ».

Muni de ces ordres, pénétré de la gravité de sa mission, Rousselet part le 10 floréal de Paris, passe par Lyon et s'en va droit à Genève où il se met en

(1) Lettre à la comtesse de Nassau, datée de Coppet, publiée à la suite du *Journal intime*, p. 253, édition Ollendorff.

(2) Arch. Nat., F^7, [illegible].

(1) Arch. Nat., F^7, 6608.

relations avec le résident de la République française en cette ville, nommé Desportes, « pour prendre de lui les instructions convenables à cette importante affaire ». Après s'être longuement concertés, nos deux compères tombèrent d'accord qu'il était politique de donner à la présence de Rousselet toute la vraisemblance nécessaire. Jacobins et émigrés pullulaient sur la frontière et avaient un flair merveilleux pour éventer les espions de police. En conséquence, Rousselet écrivit au Directoire qu'il serait indispensable de lui envoyer une « commission d'inspecteur des ponts et chaussées, places fortes et fortifications de la République (1) » ; il espérait ainsi fermer la bouche aux indiscrets et détourner l'attention des municipalités. La réponse ne se fit pas attendre ; le 28 floréal, le Directoire ordonna au ministre de l'intérieur d'expédier au citoyen Rousselet, par l'intermédiaire de Desportes, la commission demandée.

Après quelques hésitations, notre homme avait enfin choisi Versoix comme résidence, parce que cette ville était le plus proche endroit de Coppet où habitaient « M. Neker (*sic*) et la baronne ». A peine installé, il écrivait au ministre Cochon une lettre qui est un pur chef-d'œuvre du genre (2) ; on y voit dans tout son jour le cynisme naïf du policier, l'esprit de ruse et de perfidie, le désir de flatter le pouvoir. Rousselet n'est pas mécontent de ses débuts. Il constate que le pays est rempli d'agents vendus aux Suisses, « pour lesquels M. Neker et sa fille sont en grande vénération » ; les habitants se méfient un peu de lui ; on lui rend des visites « frécantes ». Ce bloc enfariné ne leur dit rien qui vaille. Rousselet n'a pas encore en poche son brevet d'inspecteur des ponts et chaussées ; mais il y supplée par son ingéniosité ; ses talents de dessinateur entrent en scène. « Je dessine le port de Versoix sous prétexte d'y faire des changements ; je dessine aussi les montagnes, les routes. » A Versoix, il était dessinateur ; à Coppet, marchand de chevaux ; il menait les Suisses au cabaret, parlait de la position charmante du pays, de la franchise des habitants, et aussi du glorieux gouvernement de la France. Mais, ajoute-t-il avec mélancolie, « je ne puis me fier à personne ».

Cependant il rôdait autour du château de Mme de Staël et cherchait les moyens de s'y introduire. La baronne toujours avide des nouvelles de la France, avait entendu parler de la présence d'un haut fonctionnaire à Versoix, et paraissait désirer avoir une entrevue. Rousselet nageait dans la joie. « Je touche au moment d'être introduit dans la maison de M. Neker ! » Il savait que sa fille se préparait toujours à rentrer en France, qu'elle aurait deux voitures avec des gens armés ; mais « je prendrai mes mesures en conséquence ». Il hésite encore à lier des « frécantations » avec elle ; ce serait un coup adroit, mais « perfide peut-être » ! Ce « peut-être » n'est-il pas à lui seul tout un poème ?

Tout semblait marcher le mieux du monde, et l'arrestation était imminente, quand la sottise d'un commissaire de police vint renverser ce bel échafaudage. Dès le 13 floréal, une dépêche (1) de Desportes au ministre des relations extérieures, qui était Charles de Lacroix, informe le gouvernement que Mme de Staël avait reçu de Paris la nouvelle que le signalement de quelques émigrés avait été envoyé par le ministre de la police aux municipalités. Mais elle ne savait pas encore, malgré tous les efforts de ses agents, les noms de ceux qui étaient portés sur la liste et qu'on faisait « épier » du côté de Versoix. Elle continuait ses préparatifs de voyage et allait rejoindre à Paris « un Genevois de sa société nommé Constant ». Desportes invitait le gouvernement à surveiller ce Constant à cause de ses relations étroites avec Mme de Staël et les royalistes constitutionnels.

Benjamin Constant — c'était lui — habitait en effet la France à cette époque. Il partageait son temps entre Paris et sa campagne d'Hérivaux, près Luzarches, dans le département de Seine-et-Oise. Il s'efforçait d'être naturalisé Français et avait acheté cette terre pour arriver à son but. Il était au mieux avec le Directoire et célébrait en termes lyriques les mérites du plus sage des gouvernements (2). « Je vous écris, ma chère tante (la comtesse de Nassau), de la ville la plus tranquille qui soit sur la surface de la terre ; chaque jour affermit ce gouvernement, *parce que chaque jour il devient plus juste*, et trouve dans la constitution assez de force pour comprimer tous les partis (3). » Il venait de publier sa brochure : *De la Force du Gouvernement actuel et de la nécessité de s'y rallier*. Le *Moniteur* l'avait comblé d'éloges. Il était alors dans la lune de miel de ses rapports avec le Directoire, et ne se doutait guère que ce gouvernement si juste décachetait ses lettres et mettait des espions à ses trousses.

(1) Arch. Nat., AFIII, 371.
(2) Arch. Nat., F7, 6608.

(1) Arch. Nat., F7, 3049.
(2) A Mme de Nassau, 19 floréal an IV.
(3) Il faut rectifier ici une erreur de date commise par Barras dans ses Mémoires. Ce dernier confond évidemment, quand il place à cette époque la présentation, que lui fit Mme de Staël, de Benjamin Constant. La page est amusante à lire, et c'est un spectacle comique que de voir « ce grand jeune homme d'une tournure guindée, qu'on aurait pu trouver niaise », avec ses cheveux d'un blond ardent et ses petits yeux qu'il cachait derrière des besicles, tenant sa brochure à la main et poussé par l'impétueuse baronne devant le plus sceptique des directeurs. Mais cette entrevue n'a pu avoir lieu que l'année suivante, quand Mme de Staël rentra en France, et assurément à cette époque Barras connaissait déjà la brochure de Benjamin Constant.

Revenons à Mme de Staël. Celle-ci, nous l'avons vu par la dépêche de Desportes, se préoccupait de la surveillance dont elle était l'objet. Elle n'avait que des soupçons, mais aucun renseignement certain. Cette certitude, elle l'eut enfin de la façon la plus singulière. Elle apprit tout à coup qu'il circulait sur la frontière une liste imprimée où son nom se trouvait en compagnie du signalement de quelques faux monnayeurs et voleurs de profession. La pièce était galante; qu'on en juge :

La *nommée Staël;* sa qualité est femme de l'ambassadeur de Suède; ne pouvant faire croire qu'elle voyage sous un autre nom, il sera facile de la reconnaître (1).

Cet imprimé était répandu à profusion dans tous les bureaux de douane, partout où l'on supposait que pouvait passer Mme de Staël. Les agents rivalisaient de zèle, et fouillaient avec indécence toutes les Genevoises qui passaient la frontière, sous prétexte qu'ils cherchaient Mme de Staël. L'agent Rousselet était au désespoir : il était « brûlé » à Versoix et ne parlait de rien moins que de quitter le pays et d'abandonner une surveillance désormais inutile; il se lamentait sur la maladresse du Directoire. La maudite liste avait tout gâté; la baronne en avait eu connaissance, avait essayé de faire causer Desportes « pour tâcher d'obtenir quelques éclaircissements et découvrir par ses réponses s'il n'était point instruit des dispositions du gouvernement contre elle ». Elle se renfermait dans son château et paraissait renoncer à ses projets de voyage.

Il était désormais bien difficile d'arrêter la baronne qui se tenait sur ses gardes. Rousselet avait fait introduire chez elle un agent fidèle, pour savoir si l'existence de l'imprimé était parvenue à sa connaissance (2). Le doute, hélas! n'était plus possible; elle se proposait de répondre à l'arrêté du Directoire par un factum écrit de bonne encre, qui devait ridiculiser le gouvernement et sa police.

D'ailleurs, le Directoire avait en ce moment d'autres soucis beaucoup plus graves. Le 21 floréal, les Conseils avaient été saisis d'un message, au bas duquel figurait la signature de Carnot, et qui dénonçait l'« horrible conspiration » de Gracchus Babeuf. Il ne s'agissait de rien moins que d'assassiner les directeurs et les membres du Corps législatif, et de livrer Paris au pillage et au massacre. Les principaux conjurés avaient été arrêtés ce jour-là même. La terreur régnait à Paris; il avait été enjoint à tous les ex-conventionnels sans fonctions, à tous les militaires et fonctionnaires destitués, aux étrangers non domiciliés à Paris avant 1789 ou qui n'étaient pas attachés au Corps diplomatique, de quitter la capitale dans les trois jours sous peine de déportation. Pendant tout le mois de prairial, le Corps législatif fut occupé à voter les mesures de répression que lui proposa le Directoire; un membre du Conseil des Cinq-Cents, Drouet, était impliqué dans l'affaire, et l'on agitait la question de savoir s'il serait mis en accusation. — Le moment, on l'avouera, eût été mal choisi pour rentrer en France.

La nouvelle de la conspiration de Babeuf était arrivée aux oreilles de Mme de Staël. Celle-ci était alors à Lausanne, où elle se concertait avec quelques-uns de ses amis pour savoir comment on répondrait à l'arrêté du Directoire (1). Elle se hâta de revenir à Coppet, et y arriva toute tremblante. Que s'était-il passé? Elle avait échappé, semble-t-il, à un guet-apens, sur la nature duquel la correspondance de Rousselet nous laisse incertains. Le Directoire, exaspéré par la récente conspiration, décidé à se débarrasser de ses adversaires par tous les moyens possibles, avait-il essayé de la faire arrêter, ou même assassiner sur le territoire suisse? Toutes les suppositions sont permises. Elle s'était écriée en descendant de voiture devant l'espion que Rousselet avait introduit au château :

« Que je suis lasse! *J'en réchappe d'une belle! Je ressemble à nos Messieurs du Directoire*. Mes chevaux ont couru plus qu'à l'ordinaire. *J'ai eu peur*. Quoi qu'il en soit, me voilà : et vous, que nous direz-vous de nouveau? On dit que vous arrivez de Paris? » Son père parut à l'instant; elle fut pour l'embrasser, en lui disant : « Voilà le meilleur homme du monde »; mais il l'accueillit très froidement (2).

A partir de ce moment, la baronne fut plus circonspecte qu'elle ne l'avait été jusqu'alors. Elle se sentait surveillée, ne se promenait qu'avec des femmes. Rousselet brûlait de l'arrêter. Justement, elle devait aller voir une petite maison de campagne à quelque distance de Ferney sur le territoire de la République. L'occasion serait excellente; mais l'agent hésite, non, certes, par scrupule de conscience, mais parce que la baronne serait sans papiers.

(1) Arch. Nat., F7, 6331. Publié par M. Welschinger dans *la Censure sous le premier Empire*.

(2) Qui donc avait eu l'idée baroque de faire imprimer la liste? L'auteur responsable était le nommé Morand, commissaire du Pouvoir exécutif du département de l'Ain. Ce personnage était connu dans son département sous le nom de « Procureur général de la Lanterne », parce qu'il avait eu jadis des préférences pour ce mode de pendaison. Il passait, s'il en faut croire Rousselet, pour « un fort mauvais sujet », et avait compromis le gouvernement de la manière la plus indécente. Sommé de s'expliquer sur la fameuse liste, Morand allégua qu'il avait été souffrant, et que l'indiscrétion venait d'un de ses commis, chargé des affaires du commissariat pendant sa maladie. Il n'était pas d'ailleurs le seul coupable; l'usage de ces listes imprimées était général, et Desportes se plaignait amèrement qu'on n'eût pu arrêter aucune des personnes portées sur ces listes.

(1) Lettres de Rousselet du 9 prairial.

(2) Arch. Nat., AFIII, 363.

La personne déclare-t-il, peut être de bonne prise, mais ses papiers seraient encore meilleurs!

Il se plaint au ministre que sa situation à Versoix est devenue fort difficile ; on lui offre des dîners, on essaye de le faire parler; mais il reste toujours « serré ». Il est suspect même à l'ingénieur des ponts et chaussées du département, qui est venu à Versoix et a demandé à voir sa commission (1). Les bruits les plus divers circulent dans le pays; la conspiration de Babeuf a ranimé les espérances des terroristes; on insulte les bons citoyens. Rousselet n'est pas très rassuré :

Au nom de la République, au nom des vertueux habitants de cette contrée, je prie le Directoire de vouloir bien me faire passer l'état de sa situation pour laquelle tous les bons citoyens tremblent. (Lettre du 19 prairial an IV.)

Cependant, Mme de Staël n'avait pas renoncé à son dessein de pénétrer en France. Sa ténacité bravait les plus grands périls. Elle voulut auparavant s'assurer des dispositions du Directoire. Accompagnée d'un de ses parents, son oncle, M. Necker de Germany, elle alla rendre visite au citoyen Desportes, représentant de la République à Genève (2). Elle lui déclara que son séjour en France serait de peu de durée, qu'elle se rendrait ensuite à Stockholm, mais qu'il était nécessaire qu'elle vît auparavant M. de Staël. « Son honneur lui ordonnait de retourner en France, et elle voulait y rentrer sur-le-champ. » Elle ajoutait que l'ordre prétendu de l'arrêter était une fable inventée par ses ennemis. En réalité, elle déguisait sa vraie pensée et voulait faire parler Desportes; car elle avait eu tout au moins connaissance du fameux imprimé qui avait causé la colère de l'agent Rousselet. Elle avait même écrit à ce sujet à M. de Staël, qui docilement s'était plaint au ministre Cochon, et celui-ci, pour se tirer d'affaire, avait tout attribué au zèle intempestif du commissaire du département de l'Ain. Elle ne manquait pas enfin de faire valoir auprès du gouvernement qu' « elle était en partie l'auteur de l'ouvrage de Benjamin Constant, très lié avec tous les membres du Directoire ».

Desportes, agissant d'après les instructions du ministre Cochon, répondit fort poliment que l'ordre d'arrestation était une méprise, il lui conseilla cependant de différer son voyage « pour éviter quelques désagréments dans sa route ». Le conseil était bon; Mme de Staël sut ce qu'elle voulait savoir, et s'abstint prudemment.

Mais voici le plus amusant de l'affaire : le résident Desportes s'avisa de jouer à M. de Staël un véritable tour de Scapin, comme la police de tous les pays en invente parfois dans les moments difficiles. Il expédia au ministre des relations extérieures, avec prière de transmettre au ministre Cochon, une lettre saisie par la police et réellement écrite à une Mme de Stales, « marchande de verres » à Genève, par le prince Joseph de Monaco. Cette honnête commerçante n'était qu'une intermédiaire, comme en avaient tous les émigrés à cette époque pour déjouer la surveillance des espions, et elle se chargeait de faire passer les lettres du prince à un ami qui se trouvait à l'armée de Condé. « Cela servira, ajoutait Desportes, pour prouver à M. de Staël qu'il y a eu méprise! » Devant ce bon billet, l'ambassadeur s'inclina et remercia le ministre.

Quant à l'agent Rousselet, sa mission était désormais terminée. Mme de Staël ne paraissait plus d'humeur à courir les risques de passer la frontière. De plus, tout le monde à Versoix connaissait l'espion; il était suivi à son tour, et de chasseur devenait gibier. Desportes résolut de s'en débarrasser. Il l'appela à Genève et le chargea de filer un émigré nommé Maratray de Cussy, qui se rendait à Paris sous un faux nom en compagnie d'un domestique. Rousselet accepta cette mission avec empressement : le séjour de Versoix lui pesait; il était las de dessiner le port et les environs de la ville. Il se mit à la poursuite de son émigré, partagea sa voiture, sa chambre à l'auberge. Il dut reconnaître une fois de plus qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Reconnu, filé à son tour par le domestique, il ne fit plus un pas sans avoir derrière lui cette ombre inexorable. Comme la femme de l'ambassadeur de Suède, Maratray de Cussy lui échappa. Il s'en consola en appelant l'attention du Directoire sur le mauvais état de la route qui mène de Lyon à Genève. Un croquis proprement fait accompagne son rapport. Ce fut le résultat le plus clair de sa mission sur la frontière.

Le métier d'agent secret est parfois bien pénible.

***

Mme de Staël n'osait franchir la frontière, mais elle multipliait les démarches auprès du Directoire pour qu'on la laissât rentrer en France. Elle avait pour cela plusieurs raisons.

D'abord, elle était fort inquiète de Benjamin Constant. Celui-ci venait justement de se battre en duel avec le journaliste Bertin de Vaux, frère de Bertin aîné, qui avait critiqué amèrement son ouvrage *Sur la Force du Gouvernement actuel*. Puis Mme de Staël n'était pas rassurée sur les sentiments que Benjamin nourrissait envers elle. Il essayait parfois de secouer la chaîne qui l'attachait, comme il le dit lui-même, au char de triomphe de son amie. En ce moment même, il goûtait à sa campagne d'Héri-

(1) Arch. Nat., F[7], 6991.
(2) Lettre de Desportes du 23 prairial.

vaux une tranquillité trop complète au gré de son tyran. Il était dans la lune de miel du propriétaire, se couchait de bonne heure pour se délasser des interminables veillées de Coppet, aimait à se promener dans son parc, armé d'un parasol à cause de l'ombre trop grêle de ses arbres, contemplait « ses poules, ses vaches, ses cochons ». Il était parfaitement heureux, comme un écolier en vacances. Il s'était fait nommer président du canton et paraissait sensible aux hommages des bons villageois. Cela ne pouvait durer : Mme de Staël trouvait sa félicité trop complète. Puis elle connaissait Benjamin et savait qu'il avait sans cesse la cervelle hantée d'idées de mariage ! Enfin, supplice intolérable, il s'occupait *sans elle* de politique et d'intrigues, était l'enfant chéri du Directoire, volait de salons en salons, écoutant d'une oreille ravie le doux bruit de sa gloire naissante. Pendant ce temps, son amie se morfondait dans sa solitude de Coppet. Elle déclarait qu'elle y mourrait, s'il lui fallait passer encore un hiver dans cet affreux climat ; elle crachait le sang ; « la bise lui faisait un mal insupportable ». Elle se croyait atteinte de la poitrine et parlait sérieusement de son dernier jour qui lui semblait proche (1).

A côté de ces raisons de sentiment et de santé, elle en avait d'autres qui regardaient l'état de sa fortune. L'ambassadrice de Suède était, en même temps qu'un esprit des plus originaux, un excellent *homme d'affaires*. Elle l'était plus assurément que ce pauvre M. de Staël, et c'était la situation embarrassée de son mari qui l'inquiétait. M. de Staël, qui avait épousé Germaine Necker pour payer ses dettes, s'était empressé, le mariage fait, d'en contracter de nouvelles. « Il a trouvé bon, — écrit Mme de Staël à Rœderer, — de faire 200 000 francs de dettes en ayant 80 000 livres de rente (2). » Elle concluait à la nécessité d'aller à Paris ou tout au moins aux environs pour vendre quelques terres et sauver « par des arrangements quelconques la fortune de ses enfants ». M. de Staël était d'ailleurs assez mal en cour auprès du duc régent de Suède, qui lui reprochait de ne pas avoir extorqué à la République française des sommes assez considérables pour prix de l'alliance, et en novembre 1796 il reçut l'ordre de quitter son poste dans les trente-six heures et alla rejoindre sa femme à Coppet.

Enfin Mme de Staël était toujours hantée par l'idée de la gloire, « ce deuil éclatant du bonheur ». Au moins portait-elle ce deuil avec coquetterie. Elle s'entendait fort bien à « lancer » un nouvel ouvrage ; justement, elle en avait un tout prêt : *de l'Influence des Passions sur le bonheur des individus et des Nations.* Elle avait écrit d'abondance, connaissant les passions mieux que personne. Elle comptait beaucoup sur son œuvre pour attirer l'attention sur elle et fléchir la rigueur du Directoire.

Vous recevrez dans peu, — écrit-elle à Rœderer, — un ouvrage de moi pour lequel je vous demande votre appui (20 août 1796).

C'était, disait-elle, le testament de sa pensée ; elle le léguait à la postérité pour qu'il y portât son nom. « Je veux tâcher de l'avoir fait avant trente ans pour mourir à cet âge connue et regrettée. »

La destinée lui réservait une autre gloire, d'autres souffrances. En attendant, ce qu'elle désirait, c'était Paris ; reine dépossédée, elle réclamait son royaume. Elle eût voulu y rentrer dans l'apothéose d'un triomphe littéraire. Pour arriver à son but, elle se décidait à publier la première partie de l'ouvrage, alors que la deuxième n'était pas encore terminée. « J'ai dû céder à l'espoir, disait-elle, qu'en publiant ce fruit de mes méditations, je donnerais quelque idée vraie des habitudes de ma vie et de la nature de mon caractère. » En réalité, elle espérait que le gouvernement serait obligé de céder à l'opinion publique. Elle ne négligeait aucun moyen pour hâter l'heureux jour, accablait Rœderer de lettres impatientes, exigeait un compte rendu bien élogieux dans le *Journal de Paris*, lui indiquait la marche à suivre. Elle le priait d'insister sur sa qualité de Française. On se souvient en effet qu'elle était proscrite de France comme étrangère ; c'était la découverte de Merlin de Douai. Elle rappelait ses vingt premières années passées en France, les propriétés qu'elle possédait en ce pays, son patriotisme de Française, sa connaissance de la langue, « si vous croyez, ajoutait-elle avec coquetterie, que je parle assez bien français pour cela !... Enfin louez le livre pour empêcher de persécuter l'auteur (1) ! »

Rœderer rendit à son amie le service qu'elle attendait de lui. Mme de Staël ne s'était pas trompée sur l'influence du *Journal de Paris*. Le Directoire consentit à fermer les yeux et laissa Mme de Staël rentrer en France. Quelques mots hâtifs, datés d'Hérivaux du 10 pluviôse an V (29 janvier 1797) et adressés à Rœderer, nous apprennent qu'elle était de retour à cette époque.

M. de Talleyrand, écrivait-elle, vous amènera et vous verrez ce qu'on appelle une exilée. La persécution est au reste si commune en temps de révolutions, qu'il n'en reste que la peine et point du tout l'honneur.

Elle était tout endolorie encore des souffrances de l'exil ; elle goûtait enfin près de son ami Benjamin

(1) Lettre à Rœderer, 1er octobre 1796.
(2) 1er octobre 1796.

(1) 22 novembre 1796.

Constant la douceur d'aimer et de vivre. La leçon avait été dure : elle l'oublia bientôt, hélas ! De nouveau, elle fut reprise de son besoin d'agitation, se lança dans la mêlée des partis. Elle partait encore à la conquête de la gloire et du bonheur, deux choses qui ne vont guère de compagnie.

L'arrêté du 5 floréal ne fut pas rapporté ; la qualité d'étrangère resta suspendue sur sa tête, comme un avertissement et une menace. En vain, un an plus tard, Benjamin Constant adressa-t-il au Directoire qui voulait renvoyer son amie en exil le plus éloquent des plaidoyers ; en vain Mme de Staël demanda-t-elle, au moment où les troupes françaises envahirent la Suisse, qu'on rapportât un arrêté qui semblait, de fait, annulé pendant l'année qu'elle venait de passer en France. Ce fut peine perdue. Le Directoire se montra inexorable ; il tenait une arme redoutable et prétendait à l'occasion s'en servir. Il ne s'en servit pas ; il tomba bientôt, victime d'un coup de force dont il avait lui-même donné l'exemple. Bonaparte ne dédaigna pas de ramasser l'arme qu'avaient forgée ses prédécesseurs : celui-là s'en servit, on sait de quelle façon. Pendant quinze ans, sa haine poursuivit Mme de Staël à travers le monde. Auprès de cet acharnement inouï, les tracasseries du Directoire semblent mesquines. Savary a fait oublier Cochon ; l'agent Rousselet pâlit, à côté des policiers qui brisèrent les « formes » du livre *De l'Allemagne*. Il était utile cependant de rappeler quelles furent les premières persécutions : elles font mieux comprendre les autres.

Paul Gautier.

AU KLONDYKE [1]

M. Harry de Windt, voyageur et écrivain de sa profession, est entreprenant de nature. En 1896, au mois de mai, il quittait New-York dans le dessein de rejoindre Paris. — La belle affaire, me direz-vous ? C'est là son entreprise ?... Vous nous la baillez belle.

— Attendez donc un peu ; laissez-moi finir. Il partit pour Paris. Mais, tandis que le commun des mortels, en cette occurrence, se fût embarqué sur quelque vapeur à destination d'Europe, qui après six, huit, ou dix jours eût abordé en France ou en Angleterre, M. de Windt avait formé un projet autrement ambitieux. Aller de New-York à Paris, par-dessus les flots de l'Atlantique, cela n'est rien. Ce qui est neuf, pas banal, intéressant, c'est de faire le voyage à pied sec : et voilà l'entreprise de M. de Windt.

Et comment réaliser ce projet ? Rien de plus simple. De New-York on gagne l'Alaska, on le traverse pour arriver à Fort-Saint-Michel, sur la mer de Béring ; on attend l'hiver, lequel ne se fait jamais beaucoup attendre : et le détroit de Béring une fois couvert de glace, on franchit à pied sec — en traîneau ou à pied — les soixante kilomètres de mer qui séparent l'Amérique de l'Asie. De la côte on se dirige ensuite sur Anadyrsk, puis vers l'intérieur de la Sibérie, et sur Irkoutsk, Pétersbourg et Paris enfin. Et le tour est joué. Seulement c'est un tour qui n'est pas à la portée de tous ; il comporte bien des fatigues. Il convient de le dire, dès maintenant, M. de Windt — sans qu'il y ait eu de sa faute d'ailleurs — n'a pu réaliser qu'une partie de son projet. Cela n'empêche pas que le volume qu'il vient de publier, et où il relate ses projets et ses aventures (*Through the Gold-Fields of Alaska to Bering Straits*, Chatto and Windus, Londres), est des plus intéressants. Car si M. de Windt n'a point fait tout ce qu'il voulait faire, il a vu des choses qu'il ne s'attendait guère à voir probablement. Il a, en effet, assisté aux débuts de la grande invasion de l'Alaska : il a vu se précipiter les premières troupes entraînées par l'*auri sacra fames*, qui, malgré des souffrances sans nom, malgré des dangers incessants, ont couru chercher le métal précieux dans les solitudes glacées de l'Alaska — ou plus exactement de la Colombie britannique. Il a donc assisté aux premières phases de la « klondycite » aiguë qui a fait l'an dernier, et fera, cette année encore, tant de ravages.

C'est à Juneau que commence le véritable voyage. Juneau est une petite ville de 3,000 habitants, entourée de forêts et de glaces, posée sur le bord d'une manière de long fjord salé de l'Alaska. C'est là qu'on s'équipe pour le Klondyke, pour la région aurifère. Population mélangée : marchands, trafiquants d'alcool, « dames » aussi, et les mineurs enfin. Ceux-ci, en majorité, sont des gens actifs, entreprenants, disposant d'un certain capital : ils ne sont point venus pour rire, et forment une population solide et honnête. De Juneau l'on gagne Dyea, par eau, à 160 kilomètres de distance, dans l'intérieur des terres. La navigation paraît manquer de charmes, et peut-être aussi de sécurité : mais ceci n'est point un voyage d'agré-

(1) Klondyke est une corruption de *Thron-Diuck*, qui, en indien signifie « beaucoup de poisson » : allusion à l'abondance du poisson dans la rivière de ce nom. Du reste, tout l'Alaska est très poissonneux. Pour Alaska, c'est une corruption de *Al-ay-eksa*, qui signifie « grand pays ». L'Alaska, qui appartenait à la Russie, fut vendu, en 1867, aux États-Unis pour 1600000000 francs. L'achat fut négocié par Seward, qui fut souvent critiqué à ce sujet. On ne voyait pas d'avantages à la possession de « la Boite à glace — ou la Glacière — de Seward ». Ce dernier, quelques jours avant sa mort, à quelqu'un qui lui demandait quel avait été, à son avis, l'acte politique le plus important de sa carrière, répondait : « L'achat de l'Alaska, mais il faudra une génération avant que le peuple s'en aperçoive. » Les mines d'or et les pêcheries ont déjà payé plusieurs fois le prix d'achat.

ment. Dyea est un simple village par où l'on gagne la célèbre et néfaste passe de Chilkoot, pour se rendre aux mines. On trouvera mieux, sans doute, comme route : par exemple la piste de Daulton, où 800 têtes de bétail ont passé sans encombre l'an dernier.

M. de Windt, toutefois, a passé par Chilkoot : c'est peut-être la voie la plus courte par où l'on puisse, de Dyea, joindre les lacs, qui, à 30 kilomètres de là, forment des routes relativement faciles jusqu'à la rivière Klondyke. Mais le passage est très dur. Pendant la partie initiale, on peut se faire aider par les chevaux et les chiens (les pauvres bêtes y sont cruellement éprouvées...), mais ensuite, il faut se porter soi-même et ses bagages aussi.

A travers des marécages, entre un épais lacis de branches, — car les forêts sont nombreuses, et l'homme ne les a guère troublées jusqu'ici, — à travers les rivières et les torrents résultant de la fonte des glaces, dans la boue, dans les débris de rochers, la marche est une lutte de tous les instants. La chaleur est intense, — en été, cela s'entend, — mais malheur à qui boit de l'eau : sa soif s'allumera toujours plus. Mieux vaut le thé, l'un des meilleurs désaltérants qu'il y ait, surtout quand il est bouillant ; ou encore le petit caillou à la Démosthènes. Ce n'est pas qu'on parle beaucoup, ou que l'on fasse des discours : le langage employé est généralement bref, énergique et rude. On ne gaspille point son haleine à faire des phrases. Des jurons seulement...

Le Chilkoot se traverse la nuit de préférence, car la gelée consolide la neige : une véritable ascension alpestre, au surplus. Les porteurs — car toute marchandise se transporte à dos d'homme — se font payer 60 francs par 45 kilogrammes. Et ceux qui les ont vus à l'œuvre disent qu'ils ne volent pas leur argent. Dans le nombre il en est de surprenants : tel celui qui a porté un piano-mécanique, pesant 100 kilogrammes, sans aide. La charge moyenne est de 50 ou 60 kilogrammes, ce qui est déjà beau, eu égard à la route.

Celle-ci n'existe pas : une piste vague en tient lieu, et c'est à quatre pattes qu'on escalade les rochers. Après les rochers, un plateau de neige : mais ce plateau, miné par les eaux, en dessous, est aminci, plein de crevasses, toujours prêt à céder. A chaque pas on sonde avec un bâton. Puis le plateau, pris d'enthousiasme, se met à grimper, lui aussi : plat, il s'incline, devient bientôt presque vertical. Il faut avancer pourtant : avec les mains, les couteaux, on taille des marches, et l'on passe ainsi de plateau en plateau, chacun étant séparé de ses voisins par un couloir de rochers escarpés. La dernière partie est la plus dure : 300 mètres seulement à gravir : mais il y faut deux heures de travail acharné.

C'est une falaise de granit presque verticale. On se colle à la roche, et on pose le pied où l'on peut, sur les saillies. Parfois la pierre désagrégée se détache : et voilà un pionnier de moins. M. de Windt déclare que de toutes ses aventures de voyages — à Bornéo, en Sibérie, en Tartarie — l'épisode de l'ascension du Chilkoot est la plus rude épreuve physique à laquelle il ait été soumis : et nous le croyons sans peine. Sans peine aussi nous comprenons qu'il serait facile d'améliorer le passage et de le rendre moins périlleux.

Après le Chilkoot, les choses sont relativement faciles. Le voyageur suit une série de lacs, et l'on quitte la terre ferme pour s'adonner à la navigation.

Mais, pour naviguer, il faut un bateau. Il n'y en a pas ? On en fabrique un. Voilà des arbres : abattez-les, sciez des planches, assemblez comme vous pourrez. La loi est la même pour tous, que vous soyez pauvre comme Job, ou riche comme Crésus. Le plus souvent on s'associe à trois ou quatre pour construire sa barque, et tandis que M. de Windt travaille à la sienne — avec le Père Barnum, un brave missionnaire — M. Ash, « agent dramatique » travaille à celle qui doit l'emmener, lui, et Madame, « une massive personne à cheveux dorés, d'apparence agréable, attifée en cycliste ». Car les mineurs aiment le spectacle, le chant et le théâtre. Mme Ash leur donnera tout cela.

Par le lac Lindemann, et quatre autres qui lui font suite, les barques arrivent au cours supérieur du Yukon, qui les conduit directement aux mines. De Juneau à Dawson City, par conséquent, tout le trajet se fait par eau, sauf la traversée du Chilkoot.

Revenons à M. de Windt et à son voyage. C'est une dure navigation. Dans le lac Lindemann, cela va encore : mais, arrivé au bout, il faut franchir des rapides, et souvent le bateau chavire : c'est la mort. On passe alors dans le lac Bennett, à un millier de kilomètres de Forty Mile City. Ce lac renferme déjà bon nombre de cadavres ; on en trouve aussi sur les rivages, à l'occasion : de pauvres diables partis avec des provisions insuffisantes, qui, après avoir mangé leurs chiens, en sont venus à ronger leurs bottes. Les tempêtes sont violentes et nombreuses. Puis ce sont les lacs Tagish et Marsh, dans une contrée désolée, où l'on n'aperçoit que rarement un Indien. Gibier nul ; par contre les moustiques abondent : c'est un fléau véritable. Pour savoir ce que c'est que le moustique, dit M. de Windt, il faut visiter l'Alaska en été. Ils sont légion : avec cela énormes et insatiables. Un moustique du Yukon tue un chien en quelques heures : il affole l'ours et le cerf au point qu'ils se réfugient dans les eaux glacées.

Aucun remède, aucune protection. Les Indiens mêmes sont torturés. Le visage enfle, les yeux sont noyés sous la peau boursouflée. Le dard de l'affreuse

bête perce la laine la plus épaisse. Il faut des masques garnis de mousseline pour protéger le visage, et encore cela ne suffit pas toujours. Un mineur déclare qu'ils « sont gros comme des lapins et mordent par les deux bouts... » Vous voyez cela d'ici, par à peu près.

Du lac Marsh au lac Le Barge, le passage est difficile et dangereux. Il faut, en effet, franchir le « Grand Cañon ». C'est un « rapide » niché entre deux falaises à pic. Le succès dépend surtout de l'orientation initiale du bateau. Le voyage n'est pas long : quelques centaines de mètres qui se franchissent en deux ou quatre minutes en moyenne. Mais que de malheureux ont péri ici ! De là le nom de « Tombeau des mineurs » appliqué à une partie de ces rapides. Le bateau qui est jeté contre les rochers ou englouti sous le formidable remous disparaît. Impossible de secourir ceux qui l'occupent : on en retrouve les cadavres plus bas, sur les bords de *Fifty Mile River*, jalonnés déjà de croix grossières qui en font une avenue de cimetière. Au milieu des rapides, par surcroît, il y a un tourbillon (1).

Quand on a franchi les rapides, le danger est passé : la navigation est relativement aisée, et le pays devient intéressant. On y trouve déjà de l'or : d'anciens campements se laissent apercevoir qu'on exploitera de nouveau quelque jour. Ils ont été abandonnés (2) et ceux qui les ont quittés regrettent peut-être leur précipitation. Les montagnes voisines de Cassiar sont riches en or, et les bords de la Hootalinqua seront sans doute très productifs.

Une tente blanche se dresse, entourée de drapeaux. C'est le 4 juillet. « Quelque mineur qui célèbre l'anniversaire de l'indépendance, dit le père Barnum... Allons l'aider... » Et on hèle le mineur. Celui-ci ne répond rien. « Je vais le secouer », dit un des voyageurs. Et il court à terre vers la tente pour revenir bientôt, sans avoir rien secoué : « c'est seulement un Siwash mort », dit-il : un Indien enseveli selon l'usage du pays, à découvert, en plein air, avec son fusil à ses côtés. L'agriculture commence... Quelques Indiens cultivent la pomme de terre, et ils la vendent 75 francs le boisseau.

Et voici le Yukon, un fleuve énorme, sur les bords duquel s'élèvent le village de Klondyke, et la ville de Dawson, les centres actuels de l'industrie minière. Mais l'or existe, en réalité, dans tout l'Alaska : et il y est abondant, on le trouvera un peu partout.

(1) Ces dangers seront désormais écartés : dès cette année, des vapeurs feront le service au-dessus et au-dessous des rapides ; les voyageurs franchiront à pied le trajet — très court — que les vapeurs ne peuvent faire.

(2) Voici plusieurs années qu'on exploite l'or de l'Alaska : jusqu'ici toutefois on n'avait point trouvé de gisements aussi riches que ceux de la région de la rivière Klondyke.

C'est en 1896 que Georges Cormack, mineur et pêcheur, fit la première grande découverte d'or. Malgré les défauts de son installation, il trouva à ramasser pour 7 000 francs d'or en huit jours : avec de bons outils il en eût pu recueillir pour 25 000 francs. L'or se récolte de façon très simple : on lave le sable et la terre à grande eau, les parcelles d'or restent au fond du récipient. Tout cet or est de transport ; il provient de filons encore inconnus, peut-être très lointains : il a été entraîné par les eaux. C'est donc le long des rivières qu'on le cherche et le trouve principalement. Si, comme le dit, M. de Windt, il est possible de travailler, même en hiver, dans certaines conditions, il ne faut certainement pas un temps très long pour arriver à une honnête aisance — si l'on a de la chance.

Dawson-City, la capitale de la région, naquit le 1er septembre 1896, sous forme d'un hangar construit par un trafiquant, Joseph Ladue, qui voulait en faire une annexe de son magasin de Sixty-Mile. En quelques semaines, 500 demeures s'élevèrent tout autour, comme par magie, sur son terrain, qui est de 50 hectares environ... Il s'était installé au bon moment. En juin 1897, Dawson renfermait 3000 habitants : et beaucoup y ont passé — y achèvent — l'hiver. Mais dans quelles conditions ? Un drame se joue là-bas.

Sait-on, en effet, ce qu'aura été cet hiver 1897-1898 dans la ville de l'or ? On peut s'attendre aux récits les plus effroyables dans quelques semaines. Le dernier sac de farine a été vendu le 10 septembre. Depuis, aucune provision n'a pu parvenir. Que se sera-t-il passé ? Par bonheur, la plupart des femmes et tous les enfants ont été évacués avant l'hiver sur fort Saint-Michel où les vivres sont abondants : il n'est resté à Dawson que les mineurs, et quelques « belles de nuit ». Ont-ils de quoi manger ? Cela est plus douteux. Et alors ?... Attendons : nous saurons dans quelques semaines : mais on est en droit de concevoir les plus vives appréhensions (1).

Le climat du Klondyke est dur : il n'est pas intolérable. Plusieurs mineurs ont passé cinq ou six ans de suite dans la région : avec des provisions et une demeure solide, on vit... Sans plaisir sans doute,

(1) C'est en raison de ces appréhensions que différentes personnes ont songé à organiser une expédition aérostatique destinée à porter secours et victuailles à Dawson. Des essais faits à Lille, notamment, au début de février — il y a un mois — n'ont toutefois donné que des résultats peu satisfaisants. Il ne nous parait pas, malheureusement, qu'on puisse faire fond sur la navigation aérienne de durée quelque peu prolongée. Les secours envoyés par le Yukon arriveront sans doute bien avant ceux des ballons. Mais il est urgent que ceux-ci ne tardent pas, quelque chemin qu'ils suivent. Car si Dawson-City renferme, au bas mot, un milliard trois cents millions de francs d'or qui n'a pu partir en septembre dernier, la farine y est sans doute très rare.

mais sans souffrances aussi. Le vent est rare, heureusement. Le vrai danger, c'est le manque de provisions : la chasse ne donne rien : les poissons sont sous la glace : il faut vivre de ce que l'on a apporté ou acheté, de septembre à mai. Le scorbut est fréquent, en raison de l'absence de légumes, et le climat est fatal aux rhumatisants et aux poitrines faibles. Il faut être robuste, enjoué, courageux. A ce prix on gagne sa vie. Si celle-ci coûte de 25 à 40 francs par jour, les gages sont de 75 ou 100 francs pour le même temps.

Beaucoup sont venus sans le sou, qui, en quelques semaines, en louant leurs services, avaient gagné de quoi acheter un *claim*.

Un fait curieux est l'ordre et la probité qui règnent. Pas de crimes, pas de vols, ou du moins ceux-ci sont très rares. Le voleur est sommairement pendu : le peuple sait faire prompte justice. Et cette communauté est, en somme, pleine de moralité. Elle est faite d'hommes qui sortent du commun.

Et les « trouvailles » ? demandera-t-on. Et les fortunes rapides ? Et les découvertes étonnantes ? Est-ce exact ? Est-il vrai que des miséreux se soient, en quelques semaines, constitué un trésor ?

C'est vrai et c'est faux, à la fois. Il ne faut pas s'imaginer qu'il suffit de partir pour le Klondyke, et de gratter le sol dans les localités où le flot s'est porté pour repartir trois mois après avec cinq cent mille francs. Là, comme partout ailleurs, la chance, le hasard, le flair, l'expérience, jouent un rôle considérable. La chance, jusqu'ici, a paru être le facteur principal. On a vu des novices faire des découvertes autrement importantes que les mineurs les plus expérimentés. Il n'est pas de *claim*, sur les criques Bonanza, ou Eldorado, — affluents de la rivière Klondyke — qui n'ait donné au moins 50 000 francs l'an dernier : et beaucoup ont donné bien plus.

Clarence Berry semble avoir été jusqu'ici le plus fortuné des chercheurs d'or. C'était un modeste horticulteur en Californie. En 1895, il eut vent des premières rumeurs relatives aux richesses de l'Alaska. N'ayant rien à perdre et tout à gagner, courageux, robuste, il partit. Il avait sur lui 500 francs exactement — dont 300 empruntés à un ami. Il partit avec 40 compagnons ; mais tous n'étaient point de sa trempe : au lac Bennett les 40 étaient trois : et à *Forty Mile City*, ils n'étaient plus qu'un. Les autres avaient été retenus par la peur, ou arrêtés par la mort : Bennett seul arriva.

A *Forty Mile*, il entendit parler des trésors qui se révélaient au Klondyke (en Colombie, presque à la frontière de l'Alaska) et décida d'y aller voir. Mais il avait laissé en Californie une jeune fille à qui il avait promis le mariage : il lui écrivit, l'engageant à venir le rejoindre. Ethel Bush, malgré l'opposition très naturelle de ses parents, partit, et par mer se rendit à l'embouchure du Yukon qu'elle remonta jusqu'à Forty Mile : le chemin est long, mais assez sûr, il se fait par navigation. Ils se marièrent, et partirent : ils furent des premiers à arriver au Klondyke. Un seul de ses *claims* lui donna 650 000 francs. La jeune femme, à ses moments perdus (perdus est une façon de parler...), ramassa 250 000 francs. C'était encourageant. Clarence Berry réclama bon nombre de *claims* à droite et à gauche : on estime qu'il sera un jour un des hommes les plus riches de l'univers (1).

Un autre couple a tiré 675 000 francs de son *claim*. T. S. Lippy, simple journalier, a des *claims* évalués à 5 millions. F. G. Bowker, emportant avec lui 450 000 francs en poudre d'or, reste maître de *claims* évalués à 2 500 000 francs. Et ainsi de suite.

Patrick Galvin, pour finir, qui traversa le Chilkoot, pauvre, il y a quatre ans, vient de retourner à Chicago, riche de 40 millions... Mais Patrick Galvin n'est pas encourageant. Le meilleur a été pris, dit-il : on est déjà trop nombreux. Les machines vont bientôt rendre la main-d'œuvre inutile. Et Patrick Galvin parlait il y un mois à peine...

Vous voulez aller au Klondyke quand même ?... Soit. C'est votre affaire : mais sachez bien que l'existence est fort dure, et que les peines et le labeur physique sont immenses. Il faut être trempé de façon solide. Le plus court, c'est de gagner Montréal, et de là Victoria en chemin de fer : de Victoria, on va en bateau à Juneau et à Skaguay, d'où l'on suivra la route périlleuse indiquée plus haut. On peut encore, de San Francisco, gagner Saint-Michael par mer : mais on n'arrive à ce dernier point que vers la fin de juin ; il faut encore remonter le Yukon en vapeur, et on arrive assez tard sur les lieux.

Méfiez-vous des bateaux, toutefois : car il y a 150 compagnies de transport qui se font une flotte pour amener les voyageurs de la côte Pacifique au bas Yukon : et beaucoup de leurs navires sont des antiquités que le premier coup de mer fera couler. (Avis de l'ancien gouverneur des territoires du Nord-Ouest, en date du 23 février.)

Comme équipement, si vous passez par Juneau, n'emportez rien : on trouve tout le nécessaire à Juneau et à Seattle. Ne partez pas seul : soyez trois de préférence. Le revolver est inutile : il est même défendu à Klondyke. Pour la route à suivre, de Juneau, — route plus courte que par Saint-Michael, — on ne peut dire encore quelle est la moins mauvaise. Chilkoot est terrible : peut-être la piste de Daulton

1 Chaque *claim* a 150 mètres de longueur sur le bord de la rivière : la profondeur va de la base de la colline d'un côté à la base de la colline de l'autre côté de l'eau. La profondeur est souvent très supérieure à la longueur.

sera-t-elle relativement facile. On le saura d'ici quelques semaines. Enfin il y a la question d'argent. Plus vous en aurez, mieux cela vaudra. Ayez au moins 2 500 francs, en arrivant aux mines : le double est préférable. Et ayez au moins pour un an de vivres. Pour le choix de la région où opérer, c'est votre affaire : il se fera d'après les rumeurs du moment. Il y a de l'or un peu partout, dans l'Alaska, et dans la Colombie : il y a de l'or entraîné par les rivières ; il y a aussi des filons à découvrir, sans doute cachés dans les montagnes sur le cours supérieur des rivières.

Mais vous aurez des concurrents... Les nouvelles, en date de la fin de janvier, apprennent qu'il arrive déjà mille pionniers par jour à Seattle, repartant pour Dawson, et surtout pour les rivières Pelly, Hootalinqua, Skeena. On compte sur 10 000 personnes d'ici à deux mois selon les uns, 250 000 selon les autres, dont 40 000 « capitalistes anglais » (c'est beaucoup...) et 15 000 Sud-Africains. Ce sont là des évaluations en l'air : mais si l'on en croit les Américains, les quatre parties du monde seront bientôt désertes.

Après avoir traversé le Klondyke, M. de Windt a descendu le cours du Yukon. Il a visité *Circle City*, le « Paris de l'Alaska », ainsi nommé parce que chaque dixième maison est consacrée à l'alcoolisme, à la joie, ou à Vénus, et parce qu'il s'y trouve encore deux théâtres, sans compter les salles de bal. Pour le privilège de danser une seule danse avec une femme authentique, il faut payer 5 francs, dont 1 fr. 25 vont à la dame elle-même. Beaucoup de chiens, et leur vie n'est guère enviable. M. de Windt les a vus dévorer la colophane jetée par terre dans la salle de bal... Un bon chien de traîneau a son prix : de 375 à 1 000 francs, et plus encore. Ceux qui sont restés à Dawson City cet hiver ont sans doute été dévorés depuis longtemps malgré leur valeur.

De Circle-City à Saint-Michael, sur la mer de Bering, la route est facile : par le Yukon toujours. Il y a un service régulier de vapeurs. Saint-Michael est une petite ville proprette, bien tenue, et les moustiques y sont rares. Le froid est tempéré par le voisinage de la mer, ce qui n'empêche pas que, durant neuf mois de l'année, Saint-Michael est séparée du monde civilisé par les glaces qui arrêtent la navigation.

On chasse, pour passer le temps, ou bien l'on cultive son moi, selon ses goûts et ses moyens.

De Saint-Michael, M. de Windt pensait, l'hiver venu, traverser le détroit de Bering, pour gagner l'Asie. Cette traversée de 60 kilomètres environ, il comptait la pouvoir faire à pied sec, sur les glaces qui, d'après les renseignements recueillis, devaient couvrir la mer tout entière, en hiver. Cette communication entre les deux continents, sur laquelle les anthropologistes ont souvent fait fond, et aussi les zoologistes, pour en faire une voie par où l'homme et les bêtes ont pu, autrefois, passer d'un continent à l'autre, cette communication est toutefois très hypothétique. Sans doute, il est arrivé, à l'occasion, qu'un glaçon littoral, en se détachant, a pu entraîner un chasseur imprudent d'Amérique à l'Asie, ou réciproquement, mais cela même est rare. Quant à la congélation totale du détroit, elle est plus rare encore, si jamais elle se présente. Les eaux sont toujours en mouvement, de sorte que les banquises n'ont pas le temps de se souder, et comme l'écoulement est rapide, au centre il reste toujours un chenal de 15 kilomètres environ, chenal où la navigation est très difficile, et où la marche est naturellement impossible. Tout au plus arrive-t-il que l'on puisse aller à pied de la côte américaine aux îles Diomède, à 20 ou 25 kilomètres de distance.

M. de Windt a donc dû renoncer à l'épisode le plus curieux de son voyage, au passage *pedibus cum jambis* d'Amérique en Asie : et c'est grand dommage. Force lui a été d'employer la méthode usuelle, et il a traversé le détroit sur le *Bear*, vapeur de la marine américaine, qui a pour mission de surveiller la côte, et de réprimer les agissements répréhensibles auxquels se pourraient livrer les Esquimaux du littoral, — et aussi les ours et les caribous sans doute. Ces Esquimaux sont au nombre de 20 000 environ, et ce sont de très braves gens, très différents des Tchuktchis Sibériens qui, à 60 kilomètres de là, de l'autre côté du détroit, sont, dit M. de Windt, « atteints de tous les vices compatibles avec leur position isolée ». La langue, les mœurs, les coutumes, les traits physiques de ces deux races voisines sont très dissemblables. Alcooliques comme des carafons, les Sibériens fument comme des cheminées : par là ils indiquent leur amour de l'idéal. Ayant traversé le détroit, M. de Windt s'installa à Oumwadjik, pour y attendre la saison où il pourrait marcher vers la Sibérie et la Russie, mais il dut renoncer aussi à ce projet, après avoir passé de longues semaines avec les Tchuktchis, qui ne paraissent point être un peuple aimable, depuis le chef de la tribu, Koari, jusqu'au plus misérable des indigènes qui va quérir sur le rivage les algues dont il se nourrit. Ce peuple est utilitaire comme pas un : il tue les vieillards — avec leur consentement — une fois que, trop âgés ou infirmes, ils cessent de pouvoir gagner leur maigre existence. C'est le *Kamitok*. M. de Windt a préféré ne pas assister à ce spectacle, ce que je comprends. Beaucoup d'ours, pas mal de rennes. Et l'auteur nous rapporte bon nombre d'observations sur cette peuplade peu connue, car si elle n'inspire guère de sympathie, — exception faite toutefois pour les aimables Mouga et Tuigana, et Noo-oona, filles et fils de Koari, — elle

offre de l'intérêt à l'ethnographe. Il est à souhaiter que le ballon d'Andrée n'ait pas été échouer dans ces parages. M. de Windt s'était chargé de feuilles à distribuer dans la région, feuilles destinées à avertir la population de la venue possible d'un ballon, et des services à rendre en ce cas. Il vit un jour un Tchuktchi qui étudiait avec attention l'image, et lui demanda ce qu'il ferait s'il apercevait le ballon. La leçon n'avait guère porté de fruits, car le sauvage répondit : « Je tirerais dessus, naturellement. »

La route par terre, vers Anadyrsk, étant impossible, M. de Windt ne pouvait attendre que la navigation, — très difficile d'ailleurs, — devînt praticable, et il se résolut à gagner les pays civilisés au plus vite. Ses signaux de détresse furent aperçus par un baleinier de passage qui le recueillit, et il joignit la Porte d'Or, San-Francisco, heureux de connaître de nouveau les bienfaits de la civilisation et de la propreté. Il n'a point réussi à accomplir le voyage qu'il s'était proposé de faire, mais il s'en consolera, car il nous rapporte une narration qui est pleine d'intérêt, sur des régions peu connues, et où les regards se tournent de toutes parts. Son livre est à lire et à conserver, on y trouve beaucoup de faits curieux que je ne puis citer, de crainte d'abuser de la patience du lecteur.

Jean La Frette.

LA GRÈCE

ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE

« Il n'est pas possible de vaincre au dehors les ennemis étrangers si vous ne châtiez auparavant les ennemis intérieurs de la cité. »

Ces paroles menaçantes de Démosthènes, écrites par M. G. Philaretos, député de Volo, en tête d'un livre récent sur la politique du royaume de Grèce (1), jusqu'à la dernière guerre gréco-turque, font clairement entendre, dès le début, dans quel esprit l'auteur s'est proposé de juger les actes de son gouvernement.

Ce n'est pas que l'on doive croire que l'auteur ait obéi à de mesquines considérations d'opposition antidynastique. Le caractère universellement estimé du député de Volo ne permet point cette supposition. Si, en différentes circonstances, d'ailleurs, ses adversaires politiques ont pu lui reprocher quelques contradictions apparentes dans sa ligne de conduite, personne ne l'a jamais considéré comme un ennemi de parti pris du gouvernement royal.

De la part d'un pareil homme, des attaques si vives et si nettement formulées veulent être jugées attentivement et, à cette heure surtout où les événements d'Orient exercent sur la politique européenne une si grande influence, l'état d'esprit que révèle son livre, *Xénocratie et Royauté en Grèce*, mérite d'être pris en considération. La guerre désastreuse qui vient de finir, l'état déplorable des finances, la ruine des idées ambitieuses chères à l'imagination grecque, toutes ces causes ont porté à un tel point le désordre moral en cette malheureuse nation, que le gouvernement royal pourrait difficilement supporter d'aussi dures critiques, si l'opinion publique devenait unanime à les ratifier.

*
* *

La thèse de M. Philaretos est simple : il l'expose nettement dès les premières lignes. Pour lui, l'Europe, qui sembla favoriser l'insurrection grecque et qui permit l'établissement du nouvel État, n'a jamais eu en vue que son propre intérêt. Les cabinets européens ont bien voulu que la Grèce ressuscitât de ses ruines, mais à la condition expresse qu'elle s'engagerait à suivre aveuglément leurs conseils et leurs inspirations. Selon que l'état de la politique européenne permettrait à la Russie ou à l'Angleterre de faire entendre une voix prépondérante, le roi des Hellènes prendrait les avis de Pétersbourg ou de Londres, et il ne resterait sur le trône qu'en se résignant à être, selon le cas, un gouverneur russe ou un agent anglais.

Le but de cette tyrannie étrangère est facile à comprendre.

Les hommes politiques russes, anglais ou autrichiens sentaient bien, dit M. Philaretos, que s'ils n'entravaient étroitement les aspirations du seul peuple chrétien d'Orient qui eût conservé, en quelque sorte, conscience de lui-même, l'hellénisme s'assimilerait aisément toutes les nationalités sujettes de l'empire du Sultan. Le jour fatal où cet empire tomberait en ruines, ce serait alors le jeune royaume qui hériterait naturellement de la meilleure part d'un domaine que, depuis si longtemps, l'Europe entière convoite. Du jour où tous les chrétiens d'Orient se seraient sentis Hellènes de cœur et de pensées, sinon de race, ce n'est pas au profit du Russe et de l'Anglais que l'Empire de Byzance se fût trouvé restauré.

La critique de la première partie du livre, où l'auteur, par l'étude minutieuse de l'histoire de la politique grecque avant le règne du roi Georges, s'efforce à justifier sa thèse, ne saurait trouver place en une étude forcément limitée. Il faut le louer d'avoir mis dans son vrai jour les dispositions des principaux États de l'Europe à l'égard de la Grèce luttant pour son indépendance. Certaines déclarations de l'empereur Nicolas I[er], par exemple, sont faites pour dissi-

(1) *Xénocratie et Royauté, 1821-1897*, par G. N. Philaretos, député de Volo.

per les illusions des Hellènes sur les sentiments de ceux qu'ils ont cru longtemps leurs protecteurs naturels.

Je hais et je déteste les Grecs, disait l'empereur, en avril 1828... Je les tiens pour des sujets révoltés contre leur souverain légitime. Je ne souhaite point que leur indépendance s'affermisse... Ce serait d'un détestable exemple pour les peuples s'ils arrivaient à constituer un État vraiment autonome.

Mais quelques attraits que présentent ces études rétrospectives, nous devons nous borner aux faits contemporains, dont les conséquences intéressent plus directement l'Europe. Nous ne citerons que pour mémoire, dans le règne du roi Georges, tout ce qui précède les derniers événements. Fidèle à son plan, M. Philaretos attribue à l'effacement *volontaire* du gouvernement royal le mauvais succès des insurrections crétoises de 1867-68. Il se plaint avec amertume du peu de fruit que la Grèce tira de la guerre d'Orient en 1878, guerre à laquelle, selon lui, son intérêt eût été de prendre une part active pour ne pas laisser la propagande slavophile s'étendre à loisir dans la péninsule balkanique. La mainmise par l'Angleterre sur Chypre plus tard, aussi bien que les retards diplomatiques qui empêchèrent de compléter la rectification de frontières promise au congrès de Berlin lui semblent le fruit nécessaire d'une politique qu'il n'hésite pas à qualifier d'anti-nationale.

* * *

Peut-être, dans les jugements qu'il porte sur la récente guerre gréco-turque, aura-t-il plus d'occasions de se montrer sévère. En effet, dans ce cas, le gouvernement grec n'a pas abdiqué. Plus ou moins volontairement, le roi et ses ministres ont pris en main la cause populaire et fait une guerre nationale, en ce sens qu'elle visait à la réalisation de la Grande Idée, en accroissant le domaine propre de l'hellénisme. S'il n'y eut là qu'une vaine apparence, si cette guerre, ni préparée, ni sérieusement faite, ne fut qu'une sanglante comédie destinée à calmer pour quelque temps les instincts belliqueux du peuple grec, ceux qui, de propos délibéré, en assumèrent la responsabilité ne méritent-ils pas d'être condamnés ?

Depuis longtemps déjà la situation de la Grèce n'était pas brillante. Sans parler des embarras financiers, la démoralisation générale, « fruit pernicieux d'une politique anti-hellénique », était grande. Dans cette corruption profonde du régime, qui pouvait prendre souci des grands intérêts de la nation ?

Personne n'y songeait en effet. D'ailleurs, pendant tout le règne, la politique de paix à tout prix et d'abstention à l'extérieur avait rendu inutile l'entretien d'une flotte et d'une armée sérieuses. Puisque le gouvernement se décidait à changer sa ligne de conduite, on eût pu croire qu'il s'était préparé en conséquence. Tout au contraire, à en croire M. Philaretos, il aurait plutôt pris à tâche d'affaiblir le plus possible les forces de la nation.

Point d'école militaire pour les officiers, dont l'instruction, surtout dans les grades supérieurs, était nulle. L'armée était insuffisamment exercée, et les classes de la réserve, jamais convoquées, n'existaient que sur le papier. Les services de l'intendance à peine organisés, la cavalerie et l'artillerie, réduites à des effectifs dérisoires et manquant de chevaux : telle était la situation de l'armée grecque au moment de faire campagne.

Pour la marine, même négligence : beaucoup d'officiers appelés à remplir les cadres avaient été pris en dehors de la flotte et n'avaient aucune habitude du service de mer. Le gouvernement n'avait rien fait pour remédier à cet état de choses. C'est ainsi qu'une somme de 2 millions de drachmes, léguée par P. Vassanis pour l'établissement d'une école navale à Volo, fut affectée à d'autres dépenses, sans qu'aucune protestation ne s'élevât. Citons encore l'histoire de la frégate *Bouboulina*, métamorphosée en yacht royal sous le nom d'*Amphitrite*. Le roi n'hésitait donc pas à priver la flotte de guerre d'une unité de combat, et, chose plus scandaleuse encore, les millions destinés à cette transformation étaient pris sur les crédits destinés à la réfection des chaudières de la flotte, restées ainsi sans réparation au moment des plus graves périls.

Plusieurs de ces faits, sans doute, pourraient s'expliquer par le mauvais état des finances helléniques, qui rendait nécessaires les pires expédients. Il en reste assez, cependant, pour engager gravement le gouvernement. Mais à qui s'en prendre ? Tout le monde se rejette à l'envi le pesant fardeau de ces responsabilités : députés, ministres, fonctionnaires, tous sont liés par de tels compromis qu'il est difficile qu'on puisse jamais faire la lumière. C'est toutefois le ministère Delyannis et le roi, que M. Philaretos accuse avec le plus de vigueur. « Un roi constitutionnel, dit-il, ne doit pas être seulement une coûteuse machine à signature : il faut qu'il soit le régulateur de la constitution et le chef des forces de terre et de mer. » Les faits montrent assez si le roi Georges a satisfait à cet idéal.

A la suite des affaires de Crète, devant l'effervescence sans cesse croissante du peuple, qu'il devenait impossible de contenir, le roi et M. Delyannis furent obligés, malgré eux, de déférer aux désirs de la Grèce entière.

Dès 96, dans un message daté du 22 novembre, le Roi proclamait la nécessité pour l'armée grecque de se préparer, par des manœuvres d'ensemble, à une

action qui pourrait devenir nécessaire, et prescrivait, dans ce but, différentes mesures. Au mois de janvier suivant, deux navires de la flotte, *Hydra* et *Mycale*, étaient envoyés dans les eaux crétoises : l'*Alphée* et l'*Amiral-Miaoulis* les suivaient bientôt et s'opposaient au débarquement des renforts turcs, amenés par le croiseur ottoman le *Fouad*. Le 28 du même mois, le prince Georges, au milieu de l'enthousiasme général, s'embarquait à son tour à la tête de la flottille des torpilleurs, et en février, un corps de troupes, sous les ordres du colonel Timoléon Vassos, prenait possession de l'île de Crète « au nom de Sa Majesté Georges I[er], roi des Hellènes ».

Presque en même temps, l'armée hellénique, dont le Diadoque devait prendre le commandement, se concentrait en Thessalie.

A ce moment, le roi semblait fermement résolu à une action vigoureuse et ne s'en cachait pas.

Je sais ce que je puis faire, disait-il à un ambassadeur, et je connais l'impuissance de l'Europe. Je tiens en main aujourd'hui la guerre ou la paix... Si la Crète n'est pas évacuée, je suis prêt à envahir la Macédoine avec 300 000 Hellènes...

Et plus tard :

J'ai résolu d'annexer la Crète à la Grèce... Cette résolution est inébranlable.

Devant divers correspondants de journaux européens, il tenait le même langage :

On nous reproche de troubler la paix de l'Europe... Pouvons-nous rester insensibles au massacre de nos compatriotes... l'hésitation n'est plus de mise : nous ne voulons plus entendre les cris de nos frères, que l'Europe livre à la mort.

Le prince Constantin faisait, à son tour, des déclarations analogues, se disant prêt à lutter, s'il le fallait, contre les troupes ottomanes, quelque grande que fût la disproportion des forces.

A la plus légère imprudence des puissances, disait-il, nul pouvoir humain ne sera capable d'empêcher la guerre et le soulèvement de la Macédoine... Quoi qu'il arrive, une défaite, qui nous conserverait l'honneur, sera moins désastreuse pour nous que le renoncement à tous nos droits, qui nous avilirait (mars 1897).

Si l'on rapproche de ces déclamations belliqueuses les intelligences (aujourd'hui officiellement prouvées) que M. Delyannis entretenait de son côté avec les chefs de l'*Ethniki Hetaira*, partisans de la guerre à outrance, on doit reconnaître que le gouvernement grec semblait fermement résolu aux dernières extrémités.

Les puissances européennes, pour diverses raisons, ne voyaient pas ces manifestations d'un œil favorable. La crainte d'un conflit général, toujours possible en Orient, les rapprochait, malgré la dissemblance de leurs intérêts, et elles s'entendaient fort bien pour paralyser les efforts de la Grèce et les rendre infructueux. Puisque la guerre paraissait inévitable, il fallait à tout prix en limiter les effets et, selon l'expression de M. Hanotaux, « localiser le mal puisque on n'avait pu l'empêcher ».

Le comte Mouravief, par sa fameuse circulaire tendait au même but. Il avertissait en effet les parties en présence que l'Europe, à aucun prix, ne permettrait à celui des belligérants qui aurait pris l'initiative des hostilités de tirer le moindre avantage de sa victoire.

Ces dangers, que redoutaient l'Europe, n'étaient à craindre que dans le cas où les forces helléniques seraient victorieuses. Si la Turquie l'emportait, il serait toujours temps d'intervenir pour empêcher l'anéantissement définitif de la Grèce, qui, réduite alors pour longtemps à l'impuissance, cesserait d'être un sujet d'inquiétude. En outre, l'Allemagne et la Russie avaient un intérêt plus immédiat au triomphe des armes ottomanes. La première avait, en quelque sorte, fourni au sultan l'instrument de ses victoires, en réorganisant l'armée turque. En cas de succès, sa bienveillance lui était assurée, et un champ fertile et vaste s'ouvrait naturellement à ses colons et à son commerce. L'immigration allemande dans l'empire ottoman prenait un développement immense, et l'Asie Mineure tout entière deviendrait bientôt une colonie germanique.

La Russie de son côté, portée à favoriser l'expansion des peuples slaves, ne pouvait qu'être satisfaite de tout ce qui tendrait à affaiblir l'influence de l'hellénisme dans les territoires contestés des Balkans.

Le concert européen désirait donc en somme la victoire de la Turquie et l'affaiblissement de la Grèce : le roi et M. Delyannis consentirent, M. Philaretos l'affirme, à se conformer aux désirs des puissances.

Différents faits tendent à lui donner raison.

Dès le 19 février, le ministre de la guerre se retirait, ne voulant pas se prêter à ce qu'on exigeait de lui : « Je voyais, a-t-il déclaré plus tard, le ministère préparer la guerre de telle sorte, qu'elle ne fût autre chose qu'une « *comédie sanglante* ».

Après sa retraite, le haut commandement de l'armée fut confié exclusivement à des officiers du parti de la cour, de la docilité desquels on pût être sûr. Ceux qui par leur énergie, leurs talents militaires ou leur popularité, eussent pu donner aux événements une face différente, l'amiral Canaris ou le colonel Smolenski, par exemple, furent laissés à l'écart ou relégués en des rôles secondaires. Il ne fut procédé à aucune levée d'hommes ni de chevaux : toutes les classes de la réserve ou de la territoriale ne furent même pas mobilisées. Le roi ne voulut passer

aucune revue des troupes, et se tenant à l'écart, n'alla pas en prendre le commandement.

Aucun appel ne fut adressé aux Grecs étrangers au royaume : aucun message officiel ne vint solliciter leur générosité. Bien plus, quand les dons patriotiques affluèrent malgré tout, le roi n'en fit point le versement au Trésor.

Le diadoque, au moment d'aller rejoindre son quartier général en Thessalie, partit de nuit et en secret, accompagné de sa femme et de sa sœur et s'arrangea pour arriver de la façon la plus propre à calmer l'enthousiasme guerrier des populations et des troupes. Aussi plus tard (sept. 97) put-il déclarer, sans crainte de contredire ses manifestations antérieures :

Nous ne savions pas que la guerre dût éclater. Je n'ai aucun embarras à avouer que lorsque je partis pour la Thessalie, je ne me doutais nullement que nous allions faire campagne.

Vu l'énorme disproportion des forces grecques, il aurait été d'une extrême importance de prendre vigoureusement l'offensive, d'envahir la Macédoine et de chercher à y exciter un soulèvement général. Ce fut tout le contraire qui fut fait. Le témoignage du ministre de la marine, M. Levidis, en donne la raison : « Les ministres, dit-il, avaient résolu, pour complaire aux puissances, de combattre seulement *à l'intérieur de nos frontières*. Ils voulaient en somme *faire la guerre sans faire la guerre.* »

M. Levidis avait élaboré un plan de campagne qui, s'il eût été exécuté, eût pu assurer aux Grecs de sérieux avantages sur mer, où leur supériorité était évidente. On sait que, malgré ses instructions formelles, les chefs de la flotte préférèrent suivre les ordres de la cour et restèrent dans une inaction qui surprit l'Europe entière. En effet, puisqu'il ne fallait sous aucun prétexte porter la guerre sur le territoire turc et surtout en Macédoine, ni le bombardement de Salonique, ni la destruction de la ligne de chemin de fer qui servait au ravitaillement de l'armée d'Edhem-Pacha, ni le soulèvement des îles n'étaient possibles. Pour plus de sûreté, les torpilleurs ne furent armés que de torpilles sans amorces, ne pouvant servir par conséquent, et ce qu'on a cru, en Europe, une incroyable négligence, ne fut qu'une précaution pour éviter tout accroc au plan gouvernemental. On comprend pourquoi la flottille du prince Georges resta mouillée à Skyathos, pendant toute la durée de la guerre.

Pour l'armée de terre, ce fut de la même façon qu'on s'appliqua à la rendre impuissante. Le moral des troupes était excellent; on prit soin de calmer autant que possible ces ardeurs belliqueuses. Les munitions et les approvisionnements furent assez parcimonieusement mesurés pour rendre difficile la marche en avant.

En face des troupes turques, allant au combat dans le plus grand enthousiasme, et au son des chants patriotiques et guerriers, les régiments grecs, sans musique, dans le plus grand silence, étaient conduits au feu, avec leurs drapeaux soigneusement enfermés dans leurs gaines.

On n'eut pas plus de souci d'empêcher le mauvais effet des échecs qui signalèrent le début de la campagne. Aucun effort ne fut jamais fait pour rester sur les positions, d'où l'ennemi n'eût pu déloger les troupes grecques qu'à grand'peine. L'état-major du diadoque avait ses instructions particulières. Occupé exclusivement d'organiser la retraite, il ne fit rien pour profiter des lenteurs et des hésitations d'Edhem, souvent paralysé par l'extrême difficulté d'assurer ses communications. La retraite de Domokos, inexplicable pour ceux qui en furent témoins, aurait pu s'effectuer sans se changer en déroute. Il n'y avait aucune nécessité, non plus, d'abandonner Larissa avec une précipitation telle, que les trois quarts du matériel de guerre y restèrent. Tous ces mouvements ont pu avoir leur raison d'être, mais les conditions dans lesquelles ils furent effectués dénonceraient une incurie et une incapacité vraiment incroyables, s'ils n'étaient la conséquence d'un dessein suivi.

D'ailleurs, le diadoque, qui seul en prit l'initiative, resta toujours en communication télégraphique directe avec la cour. D'après un témoin oculaire, il transmettait lui-même ses dépêches, et ce n'était que d'après les réponses reçues qu'il se hasardait à prendre une décision.

Tous ceux que les circonstances firent témoins de cette campagne s'accordent dans leurs témoignages. Sans relater ici le sentiment de la plupart des correspondants militaires des journaux d'Europe, ou les jugements des volontaires étrangers qui servaient dans les troupes grecques, nous citerons seulement, avec M. Philaretos, un rapport de l'état-major ottoman, qui est sans contredit le point le plus solide de son argumentation.

Ce document rend pleine justice à la bravoure des soldats hellènes, puis il ajoute :

Il semblait que les troupes ennemies ne voulussent pas engager un combat sérieux, se livrant plutôt à un simulacre de guerre. Nous pouvons juger par là que le haut commandement avait pour consigne de céder peu à peu le terrain en évitant autant que possible de trop exposer la vie des soldats.

* * *

Il serait inutile de pousser plus loin cette analyse, Le but de l'auteur est atteint et ces témoignages

suffisent. L'accusation doit lui sembler justifiée pleinement et lorsqu'il se posera cette terrible question : « Incapacité ou trahison? » chacun, pense-t-il, pourra faire aisément la réponse.

Il ne nous appartient pas de le suivre jusque-là, et c'est l'affaire des Grecs, non la nôtre, de conclure. Il semble bien cependant que cette guerre funeste fut engagée avec une imprudence inconcevable. Tout en connaissant certainement la force réelle de l'ennemi et sa propre faiblesse, le gouvernement n'a pas cherché à résister à la pression populaire. Le peuple hellène, pris d'une héroïque folie, ne trouva personne pour l'éclairer quand il était encore temps.

Ce fut la plus lourde faute. Mais pouvait-on l'éviter? A vouloir arrêter ce mouvement irrésistible, le roi eût risqué sa couronne. Il préféra tenter de périlleuses aventures; mais il est difficile d'admettre qu'il ait consenti à se faire à ce point l'esclave de l'Europe qu'il lui sacrifiât l'honneur de son armée, en organisant la défaite de ses propres mains. Si tel eût été son dessein, aurait-il chargé ses fils de cette tâche compromettante? Le diadoque et ses frères sont aujourd'hui tellement impopulaires, que leur rentrée à Athènes n'est plus, de longtemps, possible. Rien ne forçait le roi à donner au prince Constantin le commandement en chef : il eût facilement trouvé quelque officier docile, prêt à endosser ces terribles responsabilités, et évité de perdre ainsi l'avenir de sa maison.

L'examen impartial des faits nous conduira à d'autres conclusions ; sans vouloir défendre quand même la dynastie danoise, on peut essayer pourtant une explication.

Au début des troubles, le roi Georges a dû croire que jamais l'Europe ne laisserait éclater la guerre, et qu'il n'y aurait aucun danger à partager, en apparence, les belliqueuses aspirations du peuple. Une fois les hostilités engagées, ne jugeant pas la victoire possible et attendant toujours une intervention qui arrêterait les belligérants avant l'irréparable défaite, il hésita à sacrifier un grand nombre de ses soldats dans une action vigoureuse. Ce calcul funeste causa tout le mal. L'Europe, sous la pression de l'Allemagne, ne fit rien, et l'armée grecque perdit en vain le bénéfice de l'offensive. Après les premiers échecs, affaiblie et démoralisée, elle allait marcher de désastres en désastres.

Sans parler de trahison, le chef de la nation n'est que trop coupable d'avoir manqué à ce point de foi en son peuple. Il est telles circonstances où il convient d'espérer même l'impossible, et la Grèce entière eût marché au combat avec celui qui eût partagé ses rêves et ses espoirs.

Mais cette campagne a montré jusqu'à l'évidence à quel point, malgré la longueur du règne, le roi et le peuple sont restés étrangers l'un à l'autre. Les illusions généreuses et folles, les Hellènes de race seuls pouvaient les nourrir. Un prince danois, placé à leur tête par les hasards de la politique, n'est qu'à demi coupable de ne pas les comprendre.

Cette guerre, diront les sages, était une folie. Il se peut; mais, une fois entreprise, le devoir était de se donner tout entier à l'œuvre impossible et de ne jamais désespérer.

Ce n'est pas la froide raison qui décide le plus souvent du destin des peuples, et si les héroïques insurgés de 1821 eussent pesé de sens rassis leurs chances de victoire, la Grèce libre serait encore une province de l'empire ottoman.

LE MOUVEMENT MUSICAL CONTEMPORAIN

d'après M. Camille Saint-Saëns.

Dans un de ses derniers numéros, la *Revue de l'Art ancien et moderne* a publié un article fort intéressant de M. Camille Saint-Saëns sur le « Mouvement musical contemporain ». Puisque les théâtres ne nous ont rien donné de nouveau cette semaine, j'en profite pour vous résumer cet article. C'est toujours une bonne fortune d'avoir à discuter avec M. Saint-Saëns; nul n'a d'idées plus claires et plus nettes; nul ne sait mieux ce qu'il aime et ce qu'il veut; et nul ne connaît plus complètement ce dont il parle.

Avec autant de bonne grâce que de bon sens, l'auteur de *Samson* se défend de donner une opinion raisonnée, et surtout définitive, sur un sujet d'une ampleur presque infinie. Il montre, comme le fait capital du siècle, l'œuvre accomplie par Beethoven, c'est-à-dire l'émancipation de la musique instrumentale, « jusque-là vassale de la musique vocale »; la réaction qui a amené le triomphe de la première, et ses excès : la symphonie ayant envahi peu à peu le domaine réservé à sa rivale; et, comme résultat, l'éclectisme bizarre du public qui « court de l'opérette à la symphonie, du drame wagnérien à l'opéra vieux jeu, des chefs d'orchestre allemands aux chanteurs italiens ».

Enfin M. Saint-Saëns signale comme l'une des causes principales de l'anarchie actuelle, la confusion qui s'est établie entre le théâtre et le concert :

> Dans un empire musical bien ordonné, le théâtre et le concert devraient être deux royaumes parfaitement distincts, de mœurs tranchées comme ils sont d'habitudes diverses, on pourrait presque dire de climats différents. Reine au concert, où tout est disposé pour sa gloire, la musique n'est au théâtre qu'un des éléments d'un ensemble; elle y est souvent vassale, parfois esclave...

L'ouverture, qui était jadis sa revanche, tend à disparaître depuis que la symphonie, se glissant dans la trame du style théâtral, *en accapare l'intérêt au détriment des voix et de l'action dramatique*. Envahi traîtreusement par le concert, le théâtre se venge à son tour en profitant de son avatar symphonique pour rentrer au concert et en chasser la symphonie proprement dite et l'oratorio. Il n'y a plus ainsi, à proprement parler, ni concert ni théâtre, mais un genre hybride et universel, un compromis ne laissant rien à sa vraie place...

(J'ai souligné une phrase, me bornant à faire remarquer aujourd'hui que les tenants du drame musical appelleraient un mauvais drame celui où la symphonie accaparerait l'intérêt au détriment des voix et de l'action.)

Ce tableau de l'actuelle « confusion des genres », et qu'il illustre en montrant la place que tiennent dans les programmes des concerts les ouvrages de théâtre, ce tableau me paraît tout à fait exact. Tout au plus pourrait-on se demander si les causes auxquelles M. Saint-Saëns l'attribue sont les vraies, ou tout au moins les seules. On ne peut empêcher un entrepreneur de concerts de spéculer sur la notoriété d'un ouvrage pour attirer la foule; et nulle notoriété n'est comparable à celle que donne le théâtre. Cela s'est fait de tout temps, depuis qu'il y a des concerts, et bien avant l'apparition du « mal wagnérien ». Il n'est pas un opéra représenté depuis vingt-cinq ans dont on n'ait donné des « extraits » au Châtelet ou aux Cirques. Et vous vous rappelez que lorsque Berlioz organisa ses concerts-monstres au Palais de l'Industrie, un des premiers morceaux qu'il y donna fut la *Bénédiction des Poignards*, à laquelle on ne saurait reprocher, je pense, d'être trop symphonique. Plus un ouvrage est symphonique, dit M. Saint-Saëns, plus facilement on en transporte des fragments au concert. Il est possible. Mais si cette habitude, — regrettable à certains égards, — disparaît jamais, ce sera lorsqu'un ouvrage sera d'une trame symphonique assez serrée pour qu'il soit impossible d'en extraire un morceau, comme il est impossible d'extraire un épisode d'un des « mouvements » d'une symphonie.

Assurément, on doit déplorer que ces coutumes rendent difficile l'exécution d'ouvrages spécialement destinés au concert. Mais il serait injuste de dire que, par elles, la symphonie proprement dite en est bannie. MM. Taffanel, Lamoureux, Colonne et d'Harcourt nous font entendre, presque chaque année, les neuf symphonies de Beethoven. Jamais, avant ces derniers temps, pareilles fêtes ne furent données aux musiciens. Il se pourrait, au contraire, que le prestige de certains drames symphoniques eût révélé au public la pure beauté de la symphonie proprement dite. Celle-ci aurait donc gagné d'une part ce qu'elle aurait perdu de l'autre? A supposer même que la symphonie y ait perdu, ce que je ne crois pas, ces auditions, en revanche, n'ont pas été inutiles à la représentation et au succès de certains ouvrages de théâtre. Si incomplètes qu'elles fussent, forcément, les exécutions de M. Lamoureux ont cependant préparé le public à la représentation des drames wagnériens. Et, sans les auditions fragmentaires qui furent données dans les concerts, est-on sûr que *Samson* aurait été monté à Rouen et à l'Eden, avant de s'installer triomphalement sur la scène de l'Opéra? Ainsi, des deux parts, c'est un bénéfice pour la musique. De quoi nous plaindrions-nous?

En ce qui regarde plus spécialement le théâtre, M. Saint-Saëns s'exprime ainsi:

> L'opéra avait trouvé, à la fin du siècle dernier, une forme charmante, illustrée par Mozart, qui se prêtait à tout, et qu'il eût été sage de conserver le plus longtemps possible. Elle comprenait : le *Recitativo secco*, plutôt parlé que chanté, destiné à « déblayer » les situations, accompagné par le clavecin ou le piano...; le *Récitatif obligé*, accompagné par l'orchestre, entremêlé de ritournelles; les airs, duos, trios, etc.; de grands ensembles et de grands finales dans lesquels le compositeur se donnait libre carrière. Mozart a montré comment il était possible, même dans les airs, duos et autres morceaux, de se modeler exactement sur la situation et d'échapper à la monotonie des coupes régulières.

Nous touchons ici au point délicat, à cette éternelle question du drame musical que je ne veux pas traiter une fois de plus. Je me contenterai de faire remarquer ceci:

Il est certain que la forme illustrée par Mozart était charmante. Et peut-être, en effet, eût-on dû s'efforcer de la conserver le plus longtemps possible... Malheureusement elle n'existait plus. Son charme indiscutable, c'est à Mozart plus qu'à elle-même qu'elle le devait. Sans entrer à ce sujet dans des développements qui dépasseraient les limites de cet article, considérez ce qu'elle est devenue entre les mains des successeurs de Mozart. Chose singulière, et qui prouve que l'influence immédiate du génie ne s'exerce jamais que dans le sens des opinions contemporaines, on ne vit en Mozart que le mélodiste. On fut frappé seulement par la forme et la coupe de ses ouvrages : écrire un *Recitativo secco*, un *Récitatif obligé* coupé de ritournelles, des airs et des morceaux d'ensemble, c'était continuer Mozart. De la justesse extrême de la déclamation, de l'union intime du sentiment avec la musique, de la prodigieuse souplesse de la phrase musicale, il semble qu'on ne s'apercevait guère. Je n'en veux pour preuve que les incroyables traductions à travers lesquelles on offrit *Don Juan* au public français. On a attendu un siècle pour se préoccuper de l'expression musicale du chef-d'œuvre!

Sans répéter ce que j'ai longuement expliqué l'an dernier lors de la reprise qu'en donna l'Opéra-Comique, je rappelle l'andante de l'air de la *Liste*, où les charmes divers de la blonde, de la brune, de la grande et de la petite, sont exprimés — musicalement — avec un esprit si sûr; il a fallu tout juste cent ans pour qu'un traducteur, encore écrivait-il en charabia, découvrît que Leporello chantait la *blonde* sur les notes qui peignaient la *brune*, et réciproquement!...

C'est ainsi que Mozart devint uniquement synonyme de mélodie, et que, naguère encore, on l'opposait à Beethoven (rappelez-vous Stendhal). Je ne médirai certes pas de la mélodie qui est la musique même. On en conviendra toutefois, admirer seulement, dans Mozart dramaturge, un fertile inventeur de jolies phrases, c'était lui ôter la meilleure partie, et la plus originale, de son génie. Voir dans l'*Elisire d'Amore*, dans la *Sonnambula*, dans la *Gazza Ladra*, et aussi dans le *Domino Noir* ou dans les *Diamants de la Couronne*, la suite et comme la continuation des *Noces*, de la *Flûte* et de *Don Juan*, cela fait bondir aujourd'hui!... On vécut cependant sur cette idée pendant cinquante ans. On jouait *Don Juan* concurremment avec la *Figlia del Regimento*, et on les admirait pour les mêmes raisons!...

Que restait-il ici de la forme charmante illustrée par Mozart? Rien assurément qu'une caricature. Comme il arrive toujours, on s'était attaché à reproduire la forme extérieure; on n'imitait que ce qui était imitable. Il était arrivé pour l'auteur de *Cosi fan tutte* ce qui arrive pour l'auteur de *Tristan*. On écrivait un air à deux mouvements, précédé d'un récitatif, et c'était du Mozart; les wagnériens accumulent les « leit-motiv » et les modulations : et ils ne voient pas que la principale réforme de Richard Wagner s'appliquait au poème, d'où découlait ensuite la forme du drame musical. Il restait tout juste de Mozart, chez les Italiens, ce qui restait de Racine chez Luce de Lancival ou chez Baour-Lormian. Le romantisme musical eut le même effet que le romantisme littéraire. Weber et Hugo n'eurent qu'à paraître, et les pseudo-classiques s'effondrèrent. D'*Obéron* à *Lohengrin* et de *Lohengrin* à *Parsifal*, on sait par quelles routes s'achemina Wagner; il l'a expliqué lui-même. Tout ce que je voulais montrer ici, — et je ne me dissimule pas ce que mon résumé a de sommaire et d'incomplet, — c'est que, si la forme opéra telle que l'avait pratiquée Mozart a disparu, c'est moins par les attaques des « modernes » que par l'abus qu'en avaient fait les « classiques ».

Enfin, je ne comprends pas très bien (au moins dans l'opposition qu'il fait de l'un contre l'autre) la distinction qu'établit M. Saint-Saëns entre le théâtre et le concert. J'admets qu'au théâtre, la musique instrumentale soit parfois l'esclave de la musique vocale. Mais de ce qu'elle l'est, de ce qu'elle l'a été surtout, pourquoi conclure qu'elle *doit* l'être? J'entends bien qu'à la scène la symphonie doit se plier aux exigences de l'action. Qu'importe, si cette obligation augmente l'importance de son rôle, si elle devient partie nécessaire du drame au lieu de n'être qu'un agrément « à côté »?... C'est à ce but que l'on tend depuis un demi-siècle. La comparaison entre deux partitions, l'une antérieure, l'autre postérieure à *Faust* (pour prendre une date en dehors des éphémérides wagnériennes), est singulièrement instructive à cet égard. Que, depuis, il y ait eu des excès, j'en conviendrai si l'on veut; et j'avouerai que les musiciens contemporains sont bien « difficiles ». Mais cette question de la complication comporte infiniment de réserves. Tout ce qui sort des formes coutumières paraît aux contemporains compliqué et vide de mélodie. C'est le reproche qu'on a fait à tous ceux qui ont apporté quelque chose de nouveau dans leur art. On l'a fait à Beethoven, je le rappelais tout à l'heure. Auparavant, on l'avait fait à Rameau et à Gluck; depuis, on l'a fait à Gounod comme à Berlioz, à Wagner comme à M. Saint-Saëns... Et je me demande si ce qui nous paraît, à nous, inextricable, ne semblera pas très clair à nos neveux?... Mais je vais exagérer.

Ce qui complique la situation, c'est l'anarchie que signale M. Saint-Saëns. L'empressement témoigné par le public aux chanteurs italiens et aux chefs d'orchestre allemands ne signifie pas grand'chose. Le public a toujours raffolé des virtuoses, de quelque ordre que ce soit. Et, de même, je ne m'étonne guère qu'il coure de l'opérette au drame wagnérien; d'abord, ce n'est peut-être pas le même public, et ce qu'il cherche aux Bouffes n'est pas ce qu'il cherche à l'Opéra. Du reste, j'aime tant l'éclectisme, que son excès même ne saurait me déplaire. Je l'encouragerais de toutes mes forces, si je croyais avoir l'autorité nécessaire. Ce dont je serais tenté de me plaindre, au contraire, c'est que cet éclectisme ne soit qu'apparent. Voyez les ouvrages musicaux récemment donnés (j'excepte ceux dont l'auteur est assez célèbre pour que son nom seul attire le public). A l'Opéra-Comique, l'*Enguerrande* de M. Chapuis, dont le dernier acte tout au moins était remarquable, est tombée à plat, comme *Kermaria* de M. Erlanger, si vraiment musicale. D'autre part, la *Xavière* de M. Théodore Dubois était d'un sentiment juste et modéré, d'une grâce aimable et rustique : le *Chevalier d'Harmenthal*, de M. André Messager, était spirituel à la fois et passionné, « servi » par l'une des natures musicales les plus charmantes de notre temps : leur sort n'a pas été meilleur que celui d'*Enguerrande* et de *Kermaria*, — et le *Vaisseau fantôme* n'a pas eu plus heureuse fortune, ce qui prouve que le nom seul d'un maître ne suffit pas à attirer la foule.

A l'Opéra, en dehors des drames wagnériens, pas un des ouvrages nouveaux n'a pu rester au répertoire, excepté *Samson*. Il faut bien ici s'en rapporter aux recettes, qui signifient quelque chose au sujet d'ouvrages déjà « majeurs ». Aux drames wagnériens et à *Samson* ajoutez *Faust*, et vous avez la liste des spectacles. La reprise des *Huguenots* n'a pas réussi. L'ancien répertoire semble usé. Et vous voyez de quoi se compose le nouveau. On ne pourrait raisonner avec quelque sérieux que sur le succès de *Samson*, montrer que c'est précisément le plus « symphonique » des ouvrages de M. Saint-Saëns, et en conclure que l'avenir est au drame musical à la manière de Wagner. Ce qui ne prouverait pas du tout qu'un nouveau Rossini ne triompherait pas aujourd'hui. Mais l'on objecterait que le Rossini de 1898 n'écrirait pas la même musique que le Rossini de 1820. Et la question ne serait pas plus avancée.

Ce qu'on peut dire, au moins, c'est que notre oreille est devenue plus exigeante. Elle ne se contenterait pas aujourd'hui, au théâtre, des accompagnements en guitare qui suffisaient à nos pères. Nous voulons un orchestre expressif, un orchestre qui ait dans le drame un rôle « obligé ». Alors ce serait toujours, et de plus en plus, le drame wagnérien?... Qui sait? Songez que la musique est le plus jeune des arts, et que les arts, en vieillissant, tendent rarement à la simplicité...

Mais M. de Saint-Saens, avec toute son érudition et toute son expérience, s'est gardé de prédire l'avenir. L'ignorance a ses privilèges. Je ne voudrais pourtant pas en abuser...

JACQUES DU TILLET.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

On était assez embarrassé ces jours-ci chez M. Fasquelle, éditeur de M. Émile Zola.

Le *Journal* venait de terminer la publication de *Paris* en feuilletons, et la question se posait de savoir s'il convenait de mettre immédiatement, suivant l'usage, le volume en librairie, ou d'en ajourner le lancement. Les avis différaient, naturellement. « Si Zola lance son livre demain, disaient les uns, on l'accusera de n'avoir cherché dans ce procès que l'occasion d'un « coup » de librairie à faire... — S'il ne le lance pas, répondaient les autres, on dira qu'il se sent diminué par le verdict qui l'a frappé, et qu'il a peur. »

Il fut donc convenu (c'était le meilleur moyen de mettre tout le monde d'accord), qu'on ne se préoccuperait ni des insinuations des uns, ni des appréhensions des autres,et qu'on se conformerait, les yeux fermés, à l'usage, qui est de faire paraître la brochure d'un roman neuf exactement à la suite du feuilleton qui l'a lancé.

Paris a donc été mis mardi dernier aux vitrines des libraires.

Il était intéressant de savoir dans quelle mesure les derniers événements avaient pu influer sur le sort du livre nouveau. Voici, à ce sujet, quelques renseignements précis, qui me paraissent de nature à rassurer les amis du romancier.

Avant qu'eût paru le pamphlet désormais historique, qui amenait, il y a trois semaines, M. Émile Zola devant douze jurés, soixante-trois mille exemplaires de *Paris* avaient été commandés à son éditeur.

Mardi matin, le chiffre s'en élevait à soixante-huit mille...

A Paris et dans les départements, un certain « déchet » s'était produit durant le procès. Beaucoup de libraires, redoutant que le nouveau roman de Zola fût de parti pris, et en manière de protestation, dédaigné par leur clientèle, avaient réduit le chiffre de leurs premières commandes. Et ainsi *dix mille* exemplaires de *Paris* se trouvèrent, en quelques jours, décommandés.

Par contre, un mouvement de curiosité sympathique se dessinait hors de France. Il s'y est peu à peu accentué, et de telle sorte que les libraires de l'étranger ont dû presque tous doubler leurs demandes de la première heure, et que *quinze mille* exemplaires de plus leur ont été expédiés.

De là l'augmentation finale de quelques milliers de volumes, que nous signalons plus haut.

C'est d'ailleurs une constatation extrêmement flatteuse à faire pour certains de nos écrivains, que l'étranger offre à leurs productions un débouché presque égal à celui que leur propre pays leur fournit.

D'une façon à peu près immuable, un roman de M. Émile Zola se « place » ainsi :

Un cinquième de la production reste à Paris ; un cinquième est demandé par les bibliothèques de chemins de fer ; un cinquième seulement va aux libraires des départements ; — et deux cinquièmes vont à l'étranger.

Et c'est presque invariablement dans ces mêmes proportions que se répartit la vente de nos grands romans ; j'entends des romans signés de noms célèbres, et populaires au dehors.

C'est, à l'étranger, la Russie qui en absorbe le plus grand nombre ; après elle, vient l'Allemagne, puis l'Angleterre, puis l'Italie.

Un dernier avertissement à tirer de ces chiffres : c'est que la province se déshabitue de lire. Il semblerait que là où les distractions sont plus rares, où les soirées sont plus longues, où la vie de foyer semble d'elle-même s'arranger d'une façon si propice au recueillement de l'esprit, le Livre dût être plus anxieusement attendu qu'ailleurs... Il n'en est rien, paraît-il.

C'est peut-être pour cela que nous arrivons si difficilement, en France, à éditer 10 000 ouvrages par an. Il s'en publie de 20 à 25 000 en Allemagne.

La publication du volume *Histoire et Poésie*, du vicomte E.-M. de Vogüé, qui était annoncée pour le 15 février, est renvoyée au commencement de ce mois.

L'auteur de *Jean d'Agrève* travaille à un nouveau roman.

Les *Lettres inédites de Lamennais à Montalembert*, dont nous parlions récemment, seront en librairie le 10 mars.

M. André Lichtenberger prépare un volume sur le *Socialisme utopique*, qui traitera de quelques précurseurs inconnus du socialisme au XVIIIe siècle.

Notre confrère Paul Bosq corrige les épreuves d'un petit volume de *Portraits politiques*, où on ne lui reprochera pas de s'être montré le courtisan du parlementarisme...

Mlle Reichenberg quitte la Comédie-Française après-demain. Très galamment, son administrateur général, M. Jules Claretie, salue le départ de la « petite doyenne » dans une préface que publiera M. Arsène Alexandre, en tête de la très spirituelle monographie qu'il consacre à l'artiste.

M. Antonio Fogazzaro débutera mardi prochain, comme conférencier, à la Salle des Mathurins. Il parlera de « la poésie de l'avenir ». La *Revue Bleue* publiera cette conférence.

M. Imbert de Saint-Amand publie dans quelques jours un volume sur la *Cour du second Empire*, de 1856 à 1858.

L'aimable écrivain a posé sa candidature au fauteuil de Meilhac. Ses chances, dit-on, sont faibles, — pour cette fois.

M. Albert Vandal a été souffrant, et passera la fin de la saison dans le Midi.

Il reviendra à Paris pour le 26 mai, date de la double élection académique à laquelle il tient à prendre part.

Le sculpteur Puech a terminé le monument de Leconte de Lisle, destiné au jardin du Luxembourg. Les travaux de substruction sont commencés près de la fontaine de Médicis. L'inauguration est annoncée pour le commencement de mai.

A travers les Revues :

— Dans la *Revue du Palais*, M. Henry Gauthier-Villars nous donne une amusante « correspondance inédite de Voltaire ». Ce sont des lettres adressées à un inspecteur général des hôpitaux militaires, M. de Chenevières, et dont la publication n'ajoutera rien au prestige moral du patriarche de Ferney.

M. de Chenevières était un commis important dont Voltaire utilisait les petits services. Comme il jouissait de la franchise postale, le grand homme avait pris l'habitude de joindre aux billets qu'il lui adressait des paquets de lettres adressées à ses amis, et il chargeait son correspondant — flatté sans doute du grand honneur que lui faisait Voltaire — de réexpédier ces lettres à destination, revêtues de l'estampille administrative... Voltaire lui écrit, le 18 février 1760 : « Je vous remercie de vos bontés, mon cher monsieur, et j'en abuse. C'est le train ordinaire. »

— Dans *Cosmopolis*, d'intéressantes notes d'Ingres, empruntées par notre confrère H. Lapauze aux *Cahiers* de l'illustre artiste, que possède le musée de Montauban.

— L'*Humanité nouvelle* publie quelques curieuses « pages de sociologie préhistorique », d'Élisée Reclus.

L'illustre savant y combat la thèse de Condorcet, qui distinguait, dans l'histoire de l'humanité, dix périodes par où auraient dû passer toutes les sociétés.

L'étude de la terre, explique Reclus, prouve que cette théorie est en désaccord avec les faits, et que la forme des sociétés dépend de la nature du milieu.

Reclus s'élève également contre les affirmations des darwinistes qui considèrent comme source unique du progrès des espèces la lutte des êtres. L' « entre-lutte » n'est pas tout : il y a aussi, et surtout, au seuil de toute évolution de progrès, « l'entre-aide », que la philosophie darwinienne n'a pas vue, — ou qu'elle feint d'ignorer...

Il faut se tenir au courant.

Voici le dernier sonnet de M. Stéphane Mallarmé, qu'une revue, qui l'avait déjà imprimé il y a quinze jours, « rétablit » aujourd'hui, en s'excusant de « l'inexactitude grave » qui en avait, paraît-il, « défiguré » la seconde stance :

A la nue accablante tu
basse de basalte et de laves
a même les echos esclaves
par une trompe sans vertu

quel sépulcral naufrage (tu
le sais, écume, mais y baves)
suprême une entre les épaves
abolit le mât dévêtu

ou cela que furibond faute
de quelque perdition haute
tout l'abîme vain éployé

dans le si blanc cheveu qui traîne
avarement aura noyé
le flanc enfant d'une sirène.

On voudrait comprendre. Et l'on se sent pris d'une sorte de dégoût de soi-même en pensant que, quoi qu'on fasse, on n'y arrivera jamais.

ÉMILE BERR.

Nouveautés de la semaine,

D'après la BIBLIOGRAPHIE DE LA FRANCE :

Mémoires du général baron de Marbot (3 vol.), édition à 3 fr 50 (Plon). — *Le Monsieur noir*, comédie, par CHARLES DANTIN; — *Le Passé*, comédie, par GEORGES DE PORTO-RICHE; — *Louis XVII*, par HENRI PROVINS (Ollendorff). — *Lettres inédites de Lamennais à Montalembert* (Perrin). — *Paris*, par ÉMILE ZOLA (Fasquelle). — *Léon XIII et le prince de Bismarck*, par le comte E. LEFEBVRE DE BÉHAINE (Lethielleux).

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36200. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 11. 4e SÉRIE. — TOME IX 12 MARS 1898.

LA POLITIQUE

Le Parlement a voté un troisième douzième provisoire : espérons qu'il ne sera pas besoin d'un quatrième, et que la discussion du budget sera terminée avant la fin de mars.

Comment mettre le budget en équilibre ? Sans doute, on fera figurer en prévision de recette une augmentation des droits de douane. On peut, d'autre part, prévoir une diminution de la garantie d'intérêt des chemins de fer. Parmi les crédits ouverts par la Chambre à la dernière heure, quelques-uns seront annulés par le Sénat. Bref, rognant de-ci, ajoutant de-là, on établira la balance des recettes et des dépenses pour 1898; mais la question financière reste ouverte pour l'avenir, et il serait à souhaiter que cette question fût posée devant les électeurs.

On parle de « plate-forme électorale » : il n'en est pas de meilleure que la question des ressources budgétaires, c'est-à-dire l'impôt.

Sur ce point, le parti radical a un programme précis : c'est l'impôt global sur le revenu. On a eu déjà occasion de dire ici les dangers qu'on y verrait : d'une part, la déclaration, qui fait que les plus honnêtes gens, ceux qui se feraient un cas de conscience de dissimuler une parcelle quelconque de leur revenu, payeraient pour ceux qui n'auraient point les mêmes scrupules ; d'autre part, la taxation, qui, dans un pays divisé comme le nôtre, prendrait facilement un caractère vexatoire.

Il n'en est pas moins certain que l'idée de l'impôt sur le revenu est une idée très simple, très claire, et que le seul moyen de la combattre sérieusement serait d'y opposer une autre idée, aussi simple, aussi claire.

Je sais bien qu'on paraît d'accord, dans le parti modéré, pour penser qu'une réforme de l'impôt est nécessaire et que les charges devraient être mieux proportionnées aux ressources. Beaucoup de libéraux voudraient qu'on remanie la contribution personnelle mobilière, de manière à frapper chacun d'après les signes apparents de fortune, tout en évitant la taxation et la déclaration. Rien de plus juste, à mon sens; je suis persuadé qu'ainsi il serait facile de faire de bonne besogne, — mais encore, faudrait-il une formule précise et qui pût être reproduite dans le programme de tout un parti.

Car, ne nous y trompons pas, ce qu'il faut souhaiter, c'est que les prochaines élections se fassent, non sur des principes de politique abstraite, mais sur quelques formules positives.

Ce que nous devons demander, nous électeurs, quelle que soit notre opinion, c'est qu'il y ait à la prochaine Chambre une majorité pour certaines idées pratiques, pour certaines réformes nécessaires : que faut-il pour cela ? que tous, radicaux ou modérés, ou socialistes, ou conservateurs, aient un programme bien défini.

La « concentration » avait sa raison d'être aux temps héroïques du parti républicain, quand le principe du gouvernement était en jeu; mais nous n'en sommes plus là. Il ne s'agit pas aujourd'hui de défendre la République, que personne ne menace; — il s'agit de l'organiser.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LE GRAND POÈTE DE L'AVENIR [1]

Mesdames, Messieurs,

C'est avec un étonnement profond et pareil à celui du vieux Doge de Gênes en visite à Versailles, que je me vois ici, que je me demande si c'est bien moi qui ose paraître devant un public français pour lui adresser la parole dans sa langue même, dans la langue au charme si puissant, que Renan se flattait de se faire tirer de l'enfer rien qu'en la parlant ; ce qui devrait me donner, à moi, le frisson d'un pressentiment tout à fait contraire. D'ailleurs ce n'est pas l'ambition, c'est la conscience d'un devoir élevé qui m'amène ici de la petite ville paisible au delà des Alpes où ma vie s'écoule dans une ombre qui m'est chère et où une invitation aimable est venue me chercher. Mon œuvre tout entière trempe par les racines dans une conception du monde et de la vie dont mon être est pénétré. Depuis mes essais littéraires jusqu'à mes essais philosophiques, depuis mon premier poème jusqu'à mon dernier roman, tout ce qui est sorti de ma plume est fortement coloré, je puis bien le dire, du sang de mon cœur où des idées lentement, longuement élaborées par la pensée, par l'étude, par la vie ont pénétré peu à peu, ont fondu dans mes amours, les ont rendus raisonnables et en sont devenues passionnées. L'âge et le malheur, en amoindrissant à mes yeux le prix de tout le reste, n'ont fait qu'accroître mon dévouement pour elles et lui donner le caractère d'un devoir absolu. Elles tiennent étroitement à des vérités si hautes au-dessus de moi, si inébranlables en elles-mêmes et dans mon esprit, qu'après leur avoir consacré mon œuvre d'écrivain, je suis heureux et fier de me dire à leur égard un inutile serviteur. Je ne pouvais donc me dispenser, puisque l'occasion m'en était offerte, de venir témoigner d'elles devant vous, et je le ferai en tant qu'artiste, je rendrai hommage à ce que je pense être une loi suprême de l'Art, tout à fait indépendante dans son principe des volontés humaines et dont l'action est visible dans l'avenir autant que dans le passé. Aussi vous parlerai-je presque en témoin de l'avenir, quoique je sache fort bien que mes paroles, dépourvues de charme et d'autorité, sont destinées à disparaître dans quelques instants sous les flots des innombrables courants qui roulent sans cesse au milieu de vous des noms nouveaux, des idées nouvelles, se mêlent et tourbillonnent ensemble avec une vertigineuse rapidité sans suffire à la tâche de satisfaire assez promptement les curiosités et les dédains de la grande ville qui joue dans l'organisme de la société humaine le rôle d'un centre nerveux puissant et dominateur.

Mais il y a autre chose encore. Mes cheveux blancs vous disent que j'ai connu dans mon pays les émotions des jours inoubliables dont je retrouve ici les noms de gloire. Me voilà parvenu à l'âge où toute impression récente s'efface promptement de la mémoire et laisse à découvert les souvenirs éloignés qui semblent se rapprocher de nous et en prendre une clarté tout à fait nouvelle. Ce sont les souvenirs de ma première adolescence qui m'ont dicté mon dernier roman et ce sont ces mêmes souvenirs qui ont parlé haut dans moi pour que je me rendisse à l'appel de ces confrères malgré mes craintes trop fondées d'être inférieur à la tâche qu'ils me proposaient.

Et lorsque je parle des souvenirs de mon adolescence ce n'est pas seulement aux événements politiques de ce temps-là que je fais allusion. Il y a dans mon passé des liens tout à fait personnels avec la France. Je ne puis nommer sans une émotion profonde le poète des *Mémoires d'outre-tombe* et le poète des *Contemplations*. Avec Leopardi, Foscolo et Henri Heine ils ont été l'adoration de mes premières années. Enfant encore, j'ai longuement vécu en rêve au château de Combourg et sur les falaises de Saint-Malo ; enfant encore, j'ai été troublé, fasciné par la vision soudaine des âmes des choses, évoquées par le solitaire de Jersey ; je me suis enivré du souffle puissant qui gronde dans ses strophes sonores comme si elles avaient gardé l'écho des grandes voix du vent et de la mer. La gloire de Chateaubriand et de Hugo a peut-être pâli depuis ce temps-là. Je ne pense pas que cela puisse se justifier, malgré les imperfections de l'un et de l'autre, mais si cela est, je me reconnais d'autant plus obligé de rendre ici l'hommage de ma reconnaissance à ces grands maîtres du passé dont le nom est bon à rappeler au moment où je vais parler d'un maître de l'avenir.

I

Un Italien illustre, à qui mes compatriotes ont décerné depuis longtemps la première place parmi les poètes vivants de l'Italie, a écrit il y a quelques années, dans un moment d'humeur, que les jours de la poésie sont comptés. Malheureusement ce n'est pas là l'opinion des petits poètes qui poussent en foule et sèchent vite un peu partout. Le phénomène n'est certainement pas nouveau, car il date au moins du temps de Catulle et d'Horace qui s'en plaignirent beaucoup ; mais il nous frappe à cause de son intensité qui ne paraît guère s'accorder avec les penchants et les préoccupations plus visibles de notre société moderne, si éprise de la science, si avide de bien-être matériel, si travaillée par l'action des doctrines

1. Conférence faite le [illegible] à la Société des conférences.

formidables qui s'acharnent après sa base. Le fait n'en subsiste pas moins. S'il ne s'agissait que d'un fourmillement de microbes poétiques, on pourrait croire que la sinistre prédiction de M. Carducci va s'accomplir par eux. Mais cela n'est pas. L'avalanche de vers éphémères qui s'abat sans cesse sur les bureaux des éditeurs et des rédactions ne saurait nous cacher la production vitale des maîtres dont les noms sont acquis au Livre d'or de la poésie moderne. Et même parmi les jeunes il en est plusieurs d'heureusement doués dont on peut attendre qu'ils prendront les places de leurs meilleurs devanciers. Quant au grand public, on ne saurait nier qu'il ne délaisse la poésie pour le roman et pour le drame. Il s'éloigne volontiers des poètes qui le traitent en *profanum vulgus*, qui s'enferment dans leur tour d'ivoire pour y travailler en secret à des bijoux dont il ne comprendra jamais le prix. Même s'en moque-t-il parfois un peu. Mais il se laisse souvent entraîner par les maîtres qui le recherchent, qui ont l'ambition de le dominer, qui lui parlent de ce qui l'intéresse au lieu de s'enfoncer dans de vagues rêveries ou de s'amuser à des combinaisons savantes de mots dans le but de déployer une habileté purement technique.

Non, les faits ne nous disent pas que la divine flamme qui éclaira la marche de toute civilisation soit près de s'éteindre. On pourrait en venir *a priori* à la même conclusion rien qu'en opposant à la mobilité de l'agrégat social la stabilité de la nature humaine. Lorsque la division des fonctions sociales n'était qu'ébauchée, le poète, représentant suprême de l'intelligence, a pu réunir en soi les fonctions de docteur universel, de législateur et d'oracle, être adoré comme un demi-dieu ou au moins vénéré comme un sage. Maintenant ce ne sont pas précisément les oracles de la sagesse qu'on demande aux poètes, et on les traite en conséquence, on s'étonne qu'ils se mêlent de philosophie ou de législation, qu'ils prennent des allures de moralistes, quoiqu'on ait gardé, par atavisme, le culte des grands poètes du passé, qu'on aime encore à citer où l'on fait et où l'on applique les lois. Mais la nature humaine n'a point changé, la sensibilité poétique n'a point faibli chez l'individu moderne, elle s'est seulement localisée de plus en plus. Je ne dirai pas qu'elle ait perfectionné son organe; il faut pourtant admettre qu'une certaine conception moderne de la beauté poétique, fort défectueuse sans doute, aide à le rendre plus délicat. Mais l'observation des faits intellectuels et moraux est toujours difficile, ses données gardent nécessairement une empreinte si personnelle que l'observateur lui-même est parfois troublé par la crainte d'avoir analysé cette matière dans son laboratoire intérieur sans une suffisante désinfection préalable des instruments qui pourraient bien avoir gardé quelque dangereuse poussière de préjugés, quelque germe vivace de préconceptions cachées et inconscientes. Mon inébranlable foi dans la grandeur future de la poésie est assise sur une base plus profonde et plus large dont la solidité ne m'inspirera jamais aucun doute malgré son caractère abstrait et les attaques de maint adversaire. Évolutionniste convaincu, je me suis donné la tâche de montrer à mes compatriotes les merveilleuses beautés intellectuelles et morales qui jaillissent d'une conception de l'univers et de la vie où l'idée évolutionniste serait alliée à l'idée d'une cause créatrice sans commencement et sans fin, d'une volonté suprême et intelligente agissant toujours et partout, développant et réalisant un plan unique infini, au moyen d'un nombre infini de plans subordonnés. Lorsque par l'évolution elle forme de la nébuleuse originaire les astres qui seront un jour les générateurs et les sièges sacrés de la vie; lorsque, par l'évolution, elle forme de la première cellule vivante et de la première lueur de l'instinct l'organisme compliqué où quelque chose se manifeste qui ressemble de bien près à une activité intellectuelle et à un sentiment moral; lorsqu'elle perfectionne cet organisme par l'évolution et en donnant à cette âme rudimentaire la conscience de son être et de l'être des choses en fait l'humanité; lorsqu'elle se dévoile à sa créature par degrés et d'une manière qui rappelle les procédés de l'évolution, lorsque, encore par l'évolution, elle forme de la première famille humaine une société organisée de telle façon qu'on a pu la comparer à un corps vivant et qu'elle amène cette société, par la lutte des forces régressives, à se conformer de plus en plus aux exigences de l'élément humain supérieur; lorsque la cause du monde accomplit un tel travail, elle se fait dans le but de ramener à soi par l'intelligence et par l'amour ce qui est sorti d'elle, d'être comprise et aimée.

Voici l'exposé forcément synthétique et dogmatique de la doctrine où je fonde mon idée du rôle de l'art en général et de la poésie en particulier dans l'évolution humaine. Ce rôle providentiel est de coopérer avec la cause du monde, d'appuyer l'élément humain supérieur qui aspire à mieux comprendre et à mieux aimer, dans sa lutte avec l'élément inférieur, avec la bête sombre qui survit en nous.

Les premiers chants qui vinrent, pareils encore à des gémissements et à des cris, sur des lèvres humaines, ont été l'expression de la vie supérieure chez l'homme primitif, c'est-à-dire de la douleur morale et d'une vague appréhension du surnaturel et de l'esprit que le spectacle de la mort lui inspirait. Les livres sacrés de l'Orient et de l'Égypte avec leur poésie d'une solennelle grandeur, les hymnes

homériques, les gnomiques de tous pays sont là pour nous témoigner que les poètes ont été les premiers maîtres de la religion et de la morale, c'est-à-dire de toute civilisation. La division des fonctions sociales ne leur permit pas de garder longtemps une si haute dignité. De maîtres qu'ils étaient ils eurent l'air de devenir esclaves, ils furent les historiographes des grands et les charmeurs du peuple. Ceci les amoindrissait personnellement, mais c'était encore à l'élément supérieur de l'âme humaine qu'ils s'adressaient, c'était la vie supérieure qu'ils surexcitaient chez leurs contemporains par des chants où la puissance protectrice et vengeresse des dieux, les exploits des héros, l'amour de la patrie figuraient de manière à développer les sentiments et les qualités morales plus nécessaires à bien garder une civilisation naissante entourée de barbares. Les rapsodes étaient donc encore des éducateurs, quoique leur poésie visât à charmer et à amuser, ce qui n'a probablement jamais été l'ambition des nobles poètes des Veda, du Livre des Morts et des hymnes homériques. Le don naturel de charmer, don précieux et divin, était en train de devenir un art subtil, l'ambition de plaire allait prendre le dessus sur la conscience d'une fonction sociale très haute dont s'étaient inspirés les anciens poètes religieux. L'histoire de la poésie postérieure n'est que l'histoire de l'action combinée de ces deux sentiments et de l'action exclusive du premier; l'action exclusive du second ne s'étant plus reproduite depuis l'âge des livres sacrés. La plus sublime poésie, la *Divine Comédie*, dont l'action intellectuelle et morale dure encore après six siècles, est sortie de l'accord d'un art très sévère avec une très haute idée de la fonction sociale du poète. Ce même accord s'est rencontré, à un degré éminent, chez Milton, Schiller, Mickiéwicz, Victor Hugo. Ces hommes de génie ont été des instruments de progrès, car ils ont exercé une action corroborante sur les facultés supérieures de l'esprit humain.

Shakespeare l'a été aussi par son idéalisation de la beauté et de la laideur morale, il a été une manifestation grandiose des forces progressives qui régissent le monde, mais il n'en eut point conscience. Le plus grand poète de l'Italie après le Dante, Manzoni, le maître de plusieurs générations, parut aussi ignorer, par excès de modestie, le rôle glorieux qui lui avait été assigné. A côté de ces grands poètes il y en a d'autres, heureusement en très petit nombre, qui ont aussi mis un art supérieur au service d'une haute conception de leur rôle et qui ont pourtant exercé sur les hommes une action tout à fait contraire. Lorsque je pense à eux, c'est l'histoire de Moïse, l'envoyé de Dieu, opérant miracle sur miracle, et des sorciers du Pharaon d'Égypte lui en opposant de pareils, qui me revient à l'esprit. Vis-à-vis des grands poètes qu'une mystérieuse énergie progressive a fait paraître sur la scène du monde, les énergies régressives en ont fait paraître d'autres. Tel est Lucrèce, l'athée et épicurien Lucrèce, le plus original, le plus puissant des poètes latins, dont certains traits rappellent fort le poète sublime du livre de l'Ecclésiaste. Je m'empresse d'affirmer ici que tel n'est pas Leopardi, malgré le sombre pessimisme de son œuvre. Nul doute que le pessimisme n'exerce une influence contraire au progrès. Il nous suffit, lorsque nous sommes souffrants, d'arrêter la pensée sur nos souffrances, de nous en affliger sans relâche, pour qu'elles empirent. Mais le pessimisme de Leopardi n'est pas le fruit d'une froide philosophie, il est la plainte amère d'un infortuné que ses larmes aveuglent, il nous serre le cœur mais il n'a point de prise sur notre raison. Et cette âme de poète est si candide! Cet homme qui en se tordant de douleur insulte la Nature, cet homme qui ne croit pas à l'immortalité de l'esprit, a un tel dégoût des convoitises de la matière, est si fréquemment à genoux devant des idées de beauté morale, devant des fantômes insaisissables de femmes idéalisées, devant une amante inconnue, invisible, peut-être étrangère à la planète où les années sont si courtes et tristes! Poète de la douleur, Leopardi refuse d'admettre la loi d'intelligence et d'amour qui régit le monde, son ironie sanglante n'épargne ni la doctrine du Progrès ni les croyants. Poète du patriotisme, il travaille en ouvrier de l'avenir à rallumer dans l'âme italienne la honte et la colère dont elle a besoin. Poète de l'amour il divinise l'éternel féminin mieux que Gœthe lui-même ne l'a fait, il l'adore dans la personne idéale de son invisible amante; il précède le grand poète de l'avenir qui saura donner à l'idéal féminin autant de puissance inspiratrice, beaucoup plus de réalité et de tendresse.

Il y a aussi eu de grands poètes qui ont méprisé le public, qui se seraient moqués de quiconque les eût voulu affubler d'un rôle dans l'évolution humaine, qui ont été poètes seulement pour le besoin impérieux de couler dans un moule artistique leurs amours, leurs haines brûlantes, les flots mobiles de leurs gaîtés et de leurs larmes. Ces poètes-là, dont le plus marquant parmi les modernes est peut-être Henri Heine, ont exercé une action tour à tour utile ou funeste à l'élément humain supérieur, selon le caprice de l'inspiration; l'exquise beauté de la forme pouvant racheter certaines faiblesses morales du fond, mais pas les laideurs, pas l'ironie sceptique, par exemple.

Quant aux poètes qui ont seulement voulu plaire, qui ont acheté la renommée au prix de leur dignité morale en flattant les goûts du public, je nie qu'il y

en ait jamais eu de grands. C'est vous dire que celui dont je vais enfin vous parler n'appartiendra pas à cette catégorie. L'avenir nous apportera des poètes qui voudront, comme Alfred de Musset,

> Chanter, rire, pleurer, seuls, sans but, au hasard
> D'un sourire, d'un mot, d'un soupir, d'un regard,
> Faire un travail exquis plein de crainte et de charme,
> Faire une perle d'une larme...

et des poètes sceptiques qui troubleront profondément les jeunes âmes, les meilleures, en y stérilisant la puissance d'aimer. Les uns et les autres, les premiers surtout, pourront atteindre la grandeur, mais le grand poète que j'attends n'est point de leur compagnie. Il est impossible que les énergies secrètes de la nature qui ont travaillé depuis le premier âge de l'humanité à former des facultés poétiques supérieures se trouvent épuisées au moment où leur action est particulièrement demandée. On parle beaucoup de la réaction spiritualiste et idéaliste qui gagne du terrain depuis quelques années. J'en sais quelque chose puisque j'appartiens à ce mouvement-là. Hé bien, il y a parmi nous trop d'officiers subalternes et supérieurs qui aiment à porter l'uniforme élégant et distingué d'un vague spiritualisme sans s'engager par serment à quoi que ce soit, et il n'y a pas assez de chefs d'armée. J'honore les penseurs qui s'opposent par la force de la raison au matérialisme, à l'agnosticisme, au scepticisme; j'ai beaucoup d'estime pour les romanciers, mes confrères, qui se sont rangés de leur côté, mais c'est un grand poète que je demande maintenant. Je le demande parce qu'il n'est donné qu'à la poésie pure, au chant, de développer d'une manière complète la beauté et le charme des idées dont il faut rendre amoureux les esprits; je le demande parce que les grands maîtres du passé ne paraissent plus suffire à une jeune génération ordinairement présomptueuse, dédaigneuse de toute autorité reçue par ses pères, possédée par l'ambition d'être novatrice, empressée d'écrire plus que de lire, toujours prête, pourtant, à suivre le char d'un triomphateur sorti de ses rangs et dont elle puisse se vanter. Je le demande parce qu'à l'heure qu'il est, la liberté politique ayant été conquise en Europe presque partout et les institutions libérales n'ayant pas en général fonctionné de manière à justifier auprès des peuples les sacrifices qu'elles ont coûté, la jeunesse a cessé de se passionner pour l'idéal que ses pères ont poursuivi avec tant d'enthousiasme et en recherche d'autres. Elle prend volontiers le premier qui se trouve sur son chemin, l'idéal de la réforme sociale, car il se pare d'un beau nom de fraternité et a l'air de faire appel à un sentiment de justice.

Vu de loin l'idéal socialiste n'est pas sans grandeur; vu de près c'est autre chose. Soit qu'il analyse l'histoire du passé, soit qu'il trace à sa manière l'histoire de l'avenir, le socialisme ne voit dans l'évolution humaine que le facteur économique. Loin de faire appel à la justice, il rejette tout principe abstrait et absolu. Sa conception du monde est foncièrement matérialiste et, par là, point favorable à l'élément humain supérieur. J'invoque un poète de génie qui reprenne les idées spiritualistes pour les rajeunir, et qui nous aide, nous ouvriers de la prose, à remplacer dans les cœurs ardents et généreux la conception socialiste, incomplète et fausse, de l'avenir et du bonheur, par une conception qui rattache le bonheur à la vérité absolue, à la beauté absolue, au bien absolu.

II

Ceci est déjà presque vous dire quelle sera la physionomie intellectuelle et morale du poète dont l'avenir nous cache le nom. En me disposant à en reproduire quelques traits d'une manière moins vague, je ne m'abuse pas sur le danger que je cours. Vous connaissez le phénomène étrange que les Allemands appellent le spectre du Broken. Il arrive parfois sur le sommet du Broken que le voyageur qui contemple au coucher du soleil le ciel d'Orient voit s'y dresser, se détacher sur les nuages une forme humaine colossale. L'apparition grandiose n'est que l'ombre du petit être qui se pâme d'admiration devant elle. Hé bien, lorsque sur les hauteurs d'une hypothèse métaphysique je tourne le dos à une poésie qui décline avec le siècle où elle rayonna et en regardant, plein d'espoir, vers l'Orient où le nouveau siècle va paraître, j'y vois entre ciel et terre la forme colossale d'un poète sans nom, ne serais-je point dupe, par hasard, de la même illusion d'optique dont le sommet du Broken est le théâtre? Mon grand poète ne serait-il que l'ombre agrandie, la vaine et visible image de moi-même, de mes idées, de mes amours, peut-être aussi, comme quelqu'un pourrait le penser, de mes ambitions? Franchement, il est inévitable que cela soit en partie, que dans ma vision idéale d'un grand poète il y ait un élément subjectif. Heureusement, j'ai la conscience très nette et très rassurante de la part qui en revient à tant d'esprits d'autre envergure que le mien. Si cet être humain que j'entrevois dans la brume de l'avenir n'est qu'une image réflétée, vous pourrez au moins y reconnaître des traits qui vous sont familiers et il vous sera impossible de nier leur grandeur dans l'original. Je n'ai nullement besoin de citer le vieil Horace qui tout en montrant aux poètes futurs les règles de leur art leur parlait en termes magnifiques de la mission civilisatrice du poète et l'appelait *sacer interpresque Deorum.* Je ne m'arrêterai pas non plus

sur le portrait d'un poète futur esquissé au xve siècle par Du Bellay, portrait où l'expression de la dignité morale est aussi soignée que l'expression de l'intelligence; je ne vous rappelerai qu'en passant l'art poétique de Ronsard et son précepte à un poète de l'avenir : « Tu te montreras religieux et craignant Dieu. »

Si ma vision de l'avenir n'est qu'une ombre du passé, le maître dont les grands traits y sont plus clairement reconnaissables est Victor Hugo. Je n'hésite pas à le proclamer : notre siècle a eu des poètes qui ont possédé le sens de la mesure, la finesse du goût, la clarté et la précision des idées à un degré beaucoup plus éminent que Victor Hugo, mais pas un d'entre eux n'a su concevoir et peindre d'une manière aussi sublime qu'il l'a fait, en vers et en prose, la grandeur morale de l'œuvre qu'un poète complet pourrait nous donner. La préface du recueil *les Rayons et les Ombres*, la préface des *Voix intérieures*, l'ode « Fonction du poète », suffiraient pour le démontrer. Dira-t-on que Hugo se glorifiait soi-même dans le poète qu'il idéalisait et que ces morceaux magnifiques d'inspiration et d'élan lui étaient dictés par l'orgueil? Si c'était de l'orgueil, qu'il soit béni, car il y a loin de cet orgueil qui gravit les marches de la gloire en proclamant la souveraineté de ce qui est éternel et infini, à l'orgueil qui s'en fait un escabeau pour se montrer soi-même à la foule sur le faîte de tout ce qui existe, dans une pose d'athlète vainqueur, Je ne pense pas que Hugo ait jamais accouplé dans sa pensée le rôle du poète à une théorie évolutionniste quelconque. Il s'est contenté de dire :

> ... la poésie est l'étoile
> Qui mène à Dieu rois et pasteurs.

Il a touché au but d'un coup d'aile ; quant à nous, il nous faut prendre un chemin plus long.

D'abord, le grand poète du xxe siècle aura une connaissance exacte et sûre du terrain de la poésie. Il ne lui arrivera pas ce qui arrive maintenant à des confrères qui, ne se souciant guère de s'éclairer là-dessus ni de consulter les étoiles, s'égarent, malgré leur incontestable talent, sur les frontières de la poésie, entrent par mégarde dans le territoire de la peinture ou de la musique, en rapportent des assemblages incohérents de mots curieusement coloriés ou curieusement sonores, d'où il est impossible de tirer un sens quelconque, ce qui les fait admirer par des sots vaniteux qui se croient intelligents et par des intelligents modestes qui se croient sots. Il s'écartera de l'école qui prétend monopoliser le culte de la Beauté dont elle n'a qu'une perception incomplète. Il l'égalera par le sens exquis de la Beauté sensible, mais il la surpassera par le sens de la Beauté intellectuelle et morale. Il entendra la voix de l'Esprit de Beauté comme Shelley l'a entendue et mieux que lui. Dans l'hymne à la Beauté intellectuelle Shelley a chanté une mystérieuse Puissance dont les rayons invisibles nous frappent de temps en temps et nous donnent l'inexprimable émotion de nous sentir touchés au cœur par une Réalité surhumaine et vivante qui est le principe même de la Beauté, qui se communique à nous, nous embrase, nous ravit, nous fait pleurer de joie et d'amour.

Non, la beauté n'est pas dans les choses, elle est dans l'esprit où les images des choses se colorent, lorsqu'elle y brille, de lumière et d'ombre, selon leurs formes. Mais l'esprit humain ne l'engendre pas plus qu'il n'engendre la vérité, l'être des choses. Elle lui parvient d'en haut. Elle est divine, elle est esprit, elle colore les images du monde de l'esprit, les idées, les sentiments, aussi bien que les images du monde physique. Mais elle ne se donne pas sans réserve à tout le monde. Elle se refuse presque entièrement aux âmes qui, faute d'intelligence et d'instruction ou d'équilibre, vivent renfermées dans les sensations : elle ne leur reluit que vaguement à travers les penchants du sexe. Elle se donne de plus en plus aux âmes dont l'intelligence se développe et qui aspirent à vivre aussi par leurs facultés supérieures. Elle favorise partiellement, au gré d'une volonté insondable, des âmes qu'elle rend sensibles à certaines combinaisons de lignes et de couleurs ou de sons ou de mots, à certains aspects supérieurs de l'univers ou à certains aspects intérieurs de la pensée, ou à certains rapports des actions humaines avec les lois de la conscience morale. L'artiste, le compositeur, l'écrivain, ceux qui les admirent, le savant qui saisit quelque harmonie secrète de la Nature, l'homme intelligent qu'une ligne de paysage ou un effet de lumière arrêtent, l'homme généreux qui se passionne pour une cause noble et juste, jouissent tous, à différents degrés, de l'unique beauté. Elle ne se livre tout entière qu'au grand poète. Elle rayonne sur le fond de son âme comme sur un miroir où les images du monde de la matière et les images du monde de l'esprit paraissent tour à tour dans sa divine clarté. Les émotions que lui donnent la beauté physique et la beauté morale sont de même nature. Les poètes inférieurs à qui ce don divin a été refusé sont mal venus de ne pas se contenter du lot, souvent fort respectable, qui leur est échu, de s'imposer à la Beauté en qualité d'amants en titre, lorsqu'elle a bien voulu se montrer aimable avec eux, mais pas s'en faire des maîtres. Son maître futur l'arrachera du premier coup à ses incommodes galants comme, dans la légende, Tristan arrache Yseult aux ravisseurs malpropres qui l'emportent au fond d'un bois

solitaire. Elle sera complètement à lui, il en jouira, il enfantera des œuvres de beauté qui amèneront les âmes, par la puissance de l'Art, à mieux comprendre et à mieux aimer l'Intelligence suprême, le Principe éternel de toute beauté. Au moment de quitter ce monde, il aura le droit de répéter à son immortelle amante l'exhortation que lui adressait Leconte de Lisle :

Telle que la Naïade en ce bois écarté
  Dormant sous l'onde diaphane,
Fuis toujours l'œil impur et la main du profane,
  Lumière de l'âme, ô Beauté!

Poèmes antiques, la Source.

La femme qui aime un poète mieux que par fantaisie ou par vanité ou par curiosité, est parfois jalouse de l'art, de l'éternelle beauté. Elle craint n'avoir que la seconde place dans le cœur de son amant. Si celui-ci n'est qu'un artiste de la parole, si la beauté des idées et des sentiments ne le touche pas, si son art n'a pour but que la jouissance purement esthétique, il est probable que ces craintes sont fondées. La femme aura peut-être la première place dans sa vie, mais une amante ne l'aura jamais dans son cœur. Il pourra bien lui mentir ou se mentir à soi-même, l'appeler son inspiratrice, elle ne le sera pas, car une conception de l'art où l'excellence de la forme prime le contenu restera toujours plus ou moins étrangère à l'âme de la femme et le poète ne pourra pas envelopper cette âme dans son œuvre à lui. Cela étant, il préférera toujours son art et son œuvre à l'amour d'une femme. Au contraire, le poète que j'attends, le poète aussi sensible à la beauté des idées et des sentiments qu'à la beauté physique, sera inspiré par le grand amour. Il n'aura pas de préférences à accorder, il lui sera impossible de distinguer son amour de son œuvre où se cachera discrètement pareille à l'ombre qui se cache au centre de la flamme une âme féminine exquise. Elle donnera à l'œuvre virile la finesse qui ne nuit pas à la grandeur, le parfum qui peut s'allier à la simplicité. Sans révéler son nom, c'est à elle que le poète donnera mentalement la gloire qui lui viendra des hommes. Elle en jouira avec la conscience de l'avoir méritée, parce qu'elle aura développé en lui tout le divin de son âme, elle l'aura aidé à se relever promptement de ses défaillances, elle aura été pour lui l'idée vivante de sa mission de poète, elle lui aura ôté même la tentation de ce qui est lâche, de ce qui est bas. Cette idéalisation amoureuse de la femme qui nous a donné des chefs-d'œuvre n'est presque plus comprise aujourd'hui. J'entends dire par les uns qu'elle est fausse, qu'elle ne convient pas à notre condition terrestre; j'entends dire par les autres qu'en surexcitant l'imagination, elle exerce une action corruptrice. Je nie tout cela. Si on la rencontre très peu dans les livres, on la rencontre moins rarement dans la vie où elle ne manque pas d'aboutir parfois à des conclusions tout à fait régulières mais fort terrestres. Au lieu de corrompre elle préserve des corruptions. Je demande au poète qui viendra de remettre en honneur le grand amour, de rendre, dans le domaine de l'art, à l'idéalisation amoureuse le rôle qu'elle y a joué jadis et qu'elle joue encore dans la vie au profit de l'élément humain supérieur.

Voilà pour l'inspiration du poète futur. Parlons maintenant de la forme de sa poésie. Ira-t-il à l'école des classiques ou se passera-t-il du grec et du latin? S'il vient au monde dans un pays où il n'y ait plus de mots marquis ni de mots roturiers, y rétablira-t-il l'ancien régime? L'abolira-t-il au contraire s'il vient au monde dans un pays où les poètes ne se contentent pas des mots nobles, vivants, et fouillent les tombeaux pour en tirer d'illustres momies de mots et les rajeunir par leur souffle? Son style sera-t-il simple ou y emploiera-t-il toutes les ressources d'un art raffiné? Se renfermera-t-il dans les lois de la métrique traditionnelle ou voudra-t-il en déchirer les mailles? Pour répondre à ces questions avec certitude il faudrait être prophète ou bien le grand poète même dont il s'agit. Malheureusement je ne suis ni l'un ni l'autre. Il est pourtant possible de s'orienter un peu par ce que j'appellerai encore l'observation des étoiles. Si la poésie n'est qu'un amusement et un ornement, je ne vois pas la nécessité, quoi qu'en disent d'éminents penseurs, qu'elle soit comprise et goûtée par les foules, vu que les amusements et les ornements de cette catégorie-là ne sont recherchés que par les aristocraties; et il devient tout à fait naturel que les meilleurs poètes méprisent et fuient le vulgaire, comme Horace. Mais si la poésie est une étoile qui mène les hommes à Dieu, si elle est un instrument puissant au service des énergies progressives, il faut bien que le poète agisse sur un public large au possible. Cela étant, il devient facile de répondre d'une manière générale que le poète dont je parle n'adoptera pas un langage précieux, qu'en ayant une connaissance complète de sa langue depuis les moindres et plus obscurs mots techniques jusqu'aux mots plus riches de couleur, de passion, de pensée, depuis le dernier mot éclos dans les salons ou dans la rue jusqu'à son ancêtre couché dans la poussière des bibliothèques, il maniera ce matériel avec aisance, sachant demeurer à la portée de tout le monde sans s'interdire de placer de temps en temps un vieux mot savamment déterré. Les classiques lui seront familiers. Le seul poète véritablement grand qui les ait peu connus est Shakespeare. J'ose dire qu'on s'en aperçoit à l'absence. dans son œuvre, de ce que le Dante appela « lo fren dell'arte », la mesure. La poésie dont les racines

atteignent secrètement ces couches profondes et riches a plus de chance à grandir dans le soleil. Les poètes faibles qui se sont nourris du grec et du latin n'ont pu les digérer et en ont pris des rides précoces, un air désagréable de pédanterie, le pas lourd et lent de la vieillesse ; les robustes au contraire, tout en ne perdant rien de leur originalité, en ont gagné en force, en solidité, en grâce, et en ont pris un air de grands seigneurs que les écrivains dépourvus d'études classiques n'auront jamais.

C'est qu'il y a dans les œuvres des classiques un élément impérissable de beauté, une âme immortelle qu'il est difficile de saisir, car elle se cache derrière les mots, elle est dans la pensée qui a détourné leur choix et leur disposition en vue de l'effet à produire sur les contemporains du poète. Ceux qui étudient les classiques sans le pouvoir d'apprendre à cette école comment il faut écrire pour ses contemporains, finissent par écrire... pour leurs ancêtres.

Quant à la technique du vers, je pense qu'elle a fait dans les derniers temps des progrès sensibles et que les poètes futurs pourront se servir d'un instrument perfectionné. Le mérite en revient en grande partie aux écoles mêmes que leur adoration de la forme et leur recherche d'une musicalité suggestive a entraînées au delà du but. Des jeunes maîtres appartenant à ces écoles ou flottant entre elles, nous ont fait entendre de la poésie très finement ciselée, d'une rare fraîcheur, d'une fluidité délicieuse, d'une harmonie exquise. Ils ne sont pas des grands poètes, mais on pourrait les appeler des grands artistes. Leurs noms vivront par mainte œuvre charmante comme les noms de certains poètes délicats et voluptueux de l'Anthologie grecque dont ils rappellent la physionomie. Le maître qui viendra saura profiter de leur exemple, mais il donnera à sa pensée un contour plus ferme, son inspiration sera plus haute, plus mâle et plus vibrante. Il aura l'oreille assez fine pour saisir la voix des choses, mais elle saisira aussi la voix des âmes. La lyre aura des cordes pour l'imitation musicale de la Réalité ; mais il aura, lui, l'émotion sincère qui donne naturellement à la parole une musicalité supérieure, car ce mouvement passionné de l'âme que la parole ne peut fixer en entier et qui surabonde, se transforme en vibrations musicales.

Je suis persuadé, du reste, que la musique incorporée à la poésie, la sonorité du vers, va évoluer dans le même sens que la musique instrumentale et vocale, dans un sens wagnérien. J'entends par là que les mélodies faciles et régulières vont disparaître de la métrique et surtout que les poètes futurs sauront s'affranchir de toute convention, que la musicalité de leur poésie sera plus logique, c'est-à-dire qu'un rapport étroit y sera visible entre le mouvement du rythme et le mouvement de la pensée. Ceci exige du génie et une extrême violence de sentiment. J'ose prédire que le grand poète futur se fera reconnaître par cette œuvre de transformation et de libération.

Il étudiera toutes les sciences, pas autant qu'il serait nécessaire pour le faire progresser, mais autant qu'il suffit pour en connaître les plans. On croit cette tâche impossible ; c'est, à mon avis, un préjugé. Un homme de génie pourra faire au XXe siècle le prodige que deux hommes de génie ont fait au XIXe.

Pour accomplir cette tâche immense, il a fallu à Herbert Spencer et à Rossini une puissance unique d'assimilation et une très rare agilité d'esprit. Ce sont là des qualités qui tiennent intimement à la puissance et à l'agilité de l'imagination, c'est-à-dire à la faculté maîtresse du poète. On ne lit pas M. Spencer sans être frappé de la richesse de son imagination. Par ce côté il est grand poète. Le poète qui saura se rendre maître du savoir humain autant que lui, pourra s'imposer aux hommes, les contraindre à reconnaître que la poésie n'est pas un ornement d'élite, une volupté de l'esprit, mais qu'elle est une puissance destinée dans l'ordre divin des choses humaines à développer sur la terre l'intelligence et l'amour. Lorsque Littré nous parle de l'Inconnaissable, comme d'une mer qui roule des flots sans fin aux rivages où notre intelligence bornée est contrainte de s'arrêter faute de barque et de voile, lorsque Herbert Spencer en parle à peu près dans les mêmes termes pour en conclure que la religion commence où la science finit, ils ne se souviennent ni l'un ni l'autre que sur cette mer mystérieuse, franchie à tout moment par la Foi ailée, le sillon est encore visible d'un navire qui y passa jadis, toutes les voiles au vent, la voix plane encore du poète qui le gouvernait en chantant :

L'acqua ch'io prendo giammai non si corse.

« Jamais les parages où j'entre n'ont vu de navire. » Maître de toute la science du moyen âge, Dante Alighieri a franchi les bornes du mystère avec une autorité que personne n'a jamais eue ni avant ni après lui, en dehors des hommes qui ont possédé le droit de parler au nom des Églises. Cette autorité lui vient de sa doctrine immense autant que de son génie. Elle dure encore quoique le progrès intellectuel ait réduit presque à néant la valeur de la science du moyen âge. Aujourd'hui le poète qui aborderait les problèmes de l'Inconnaissable sans être ni un penseur ni un savant, ne saurait remporter, sur ce difficile terrain, de succès durable. Manzoni grandit toujours parce que, s'il n'a pas été un savant, il a été un penseur, un logicien de premier ordre. Hugo, un colosse, n'a pu se rendre utile au spiritualisme autant qu'il l'eût voulu parce qu'il n'a été assez ni l'un ni l'autre. Mon grand poète sera l'un et l'autre.

Il s'élancera sur la mer inconnue, il verra les parages que personne n'a vus après le Dante, pas pour aller à la recherche d'un paradis revu et corrigé d'après les progrès de l'astronomie, mais pour y arborer son pavillon et prendre définitivement possession de cette mer au nom de la connaissance humaine dans son double élément d'intelligence et d'amour; parce que ce sera sa gloire comme penseur et comme poète de rendre évidente la fonction intellectuelle de l'amour qui est généralement méconnue.

Messager fidèle de l'esprit de vérité, il aura la haine du faux, il ne l'admettra jamais chez soi; s'il le trouve blotti dans le moindre adjectif il l'en chassera sans pitié, même au prix de l'élégance et de l'effet, il ne prêchera jamais sans être convaincu et les larmes des choses passeront par son cœur, couleront silencieusement sur ses joues, se feront rares avant qu'il les croie assez amères, assez brûlantes, assez vraies pour y tremper sa plume. Il ne se jettera pas dans la mêlée des partis politiques, mais aussi n'oubliera-t-il pas qu'il a charge d'âmes,

> Que la cause du Beau n'est jamais désertée
> Par le culte du Vrai pour le règne du Bien (1),

comme dit un noble poète qui honore la France et après lequel je serais heureux de marcher pour la cause de la justice jusqu'au point où malheureusement son chemin s'écarte du mien. Ceci revient à dire qu'en parlant des hommes et des choses humaines il ne se bornera pas à l'idéalisation du Passé. C'est l'erreur de Spencer d'avoir affirmé que le présent ne prête guère à l'idéalisation poétique, qu'il n'est point matière de poésie. Le grand poète spiritualiste de l'avenir saura saisir et arracher des pans d'histoire toute vivante, les couler en bronze, hommes et choses, pour le triomphe moral de la justice, si ce n'est auprès des contemporains, au moins auprès de la postérité.

Aura-t-il le courage de se mesurer avec l'épopée? Il ne manque pas d'indices que le roman, après avoir pris des allures scientifiques, tourne en poème. L'œuvre d'un jeune et célèbre compatriote à moi dont j'admire sincèrement le grand talent malgré l'abîme qui sépare nos vues artistiques, philosophiques et morales, est peut-être le plus important de ces indices. Si le roman tourne au poème, il n'y aura qu'un pas à faire pour que son langage devienne du chant. Pourquoi n'aurions-nous pas au xxe siècle, dans notre vieil Occident, un chef-d'œuvre comme *Thadée Sopliça*? Nul doute qu'une épopée moderne ne soit difficile à concevoir; d'ailleurs il n'y a pas d'arguments pour croire cette résurrection impossible. Je suis un admirateur de votre Mistral. Je ne m'attendais pas, en ouvrant *Calendal*, au charme, à l'intérêt que j'y aurais trouvés et c'est déjà presque une épopée par les proportions comme par la machine compliquée de surnaturel. Avouez que si demain un grand penseur jouissant d'une renommée universelle annonçait qu'il va publier une composition poétique grandiose dont le sujet embrasserait le monde visible et le monde invisible, la terre et le ciel, vous n'oseriez affirmer d'avance que cette composition serait ennuyeuse ou ridicule.

Du reste, quelle que soit la forme de beauté qu'il lui plaira d'animer de son souffle, poème lyrique, poème dramatique, poème épique ou autre chose, qu'il vienne, ce divin inconnu! Qu'il vienne, quelle que soit sa patrie! Lorsque des explorateurs de nationalité différente mais également dévoués à la science se rencontrent sur les banquises polaires ou dans les régions inconnues de l'Afrique centrale, il n'y a de place dans leurs cœurs émus que pour le sentiment de la fraternité humaine et de la fraternité scientifique. Lorsque les représentants de toutes les religions du monde se rencontrèrent pour rendre hommage dans une réunion pacifique à l'universelle paternité de Dieu, ils ne se souvinrent de leurs patries différentes que pour se réjouir d'être frères. Tout ce qui nous élève nous donne une vision de plus en plus large de la planète et amoindrit de plus en plus à nos yeux les montagnes et les rivières qui servent de retranchements aux nations. Ce qui est vrai pour la science et pour la religion l'est aussi pour la poésie. Nous aimerons passionnément le poète qui nous ravira, qui nous emportera sur ses ailes, nous nous sentirons frères par lui et avec lui.

Le lieu de sa naissance nous sera presque aussi indifférent que le lieu de naissance de la femme inconnue dont le premier regard nous a éblouis par la vision soudaine d'une destinée d'amour. Nous ne lui demanderons ni d'où il vient ni où il va, nous nous abandonnerons à lui comme il nous arrive parfois de nous abandonner à quelque musique profonde, avec la sensation vague d'être emportés vers une patrie idéale. En effet, il nous emportera vers la floraison magnifique d'intelligence et d'amour que Dieu prépare dans la race humaine par la coopération des siens et dont il accorde de temps en temps la vision fugitive même à d'humbles ouvriers tels que moi, afin qu'ils ne descendent pas au tombeau sans quelque récompense de leur obscur travail, sans un sourire de confiant espoir.

Antonio Fogazzaro.

(1) Sully Prudhomme.

LES AMIES DE CHATEAUBRIAND

L'auteur des *Martyrs* fut un des hommes les plus aimés de son temps. Il apparaît à la postérité au milieu d'un chœur de femmes remarquables et charmantes, dont le souvenir mérite d'être évoqué. Il avait, pour les séduire, un prestige, qu'il n'est donné qu'à quelques privilégiés d'exercer. Ses ouvrages et sa gloire les attiraient comme un phare, sa personne les troublait, sa fierté les fascinait, sa tristesse infinie les attachait à lui, et leur inspirait les dévouements admirables.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant de mettre en relief ces figures touchantes, qui ont joué un rôle important dans la vie d'un des plus illustres écrivains de ce siècle, et qui sont inséparables de sa mémoire. Elles sont dignes qu'on les salue au passage, car leur intelligence fut belle, leur cœur ardent, leur destin traversé par le malheur.

Douces créatures, héroïnes du sentiment, âmes avides de tendresse et d'affection sincère, beautés éprises d'un sublime idéal, elles s'attachèrent à Chateaubriand avec une force telle que toutes l'aimèrent jusqu'à la mort, malgré ses oublis, ses dédains, son abandon, son silence. Elles nous apparaissent comme ces statues voilées qui pleurent au pied des monuments funéraires, en laissant tomber des fleurs.

Lucile de Chateaubriand.

Aimé tendrement par sa mère, à laquelle il rend un juste hommage dans ses Mémoires, Chateaubriand trouva une amie dévouée dans sa sœur Lucile, qui, née en 1766, était son aînée de deux ans. Élevés tous deux sur la plage de Saint-Malo d'abord, puis dans le sombre manoir breton de Combourg, leurs plus douces distractions, après la première enfance, étaient des promenades et des rêveries communes à travers les landes, les bois de haute futaie, les vieux châtaigniers qui avoisinaient le château.

La solitude les impressionnait délicieusement; ils marchaient, se tenant par la main, prêtant l'oreille aux soupirs du vent dans les arbres, respirant l'odeur des forêts et le parfum des mousses, laissant pénétrer dans leur âme les harmonies de la nature.

Ces félicités étaient d'autant plus vives que le père de Lucile et de René glaçait ses enfants d'épouvante par son abord dur, son visage sévère, ses âpres paroles, l'éternelle amertume de sa pensée et de son regard.

Nulle joie au foyer paternel, mais le frère et la sœur se comprenaient et se dilataient l'âme avec ivresse devant un beau site, à l'aspect d'un ciel pur et rempli d'étoiles, ou d'une prairie inondée de soleil: de leurs impressions, ainsi échangées chaque jour naquit une amitié plus forte, un attachement indéfinissable, leur seul bien, leur trésor unique dans les murs désolés de Combourg.

Pour que Lucie devînt heureuse, il eût fallu qu'elle rencontrât un autre René, qui ne fût pas son frère, et qu'elle l'épousât: elle crut un moment l'avoir trouvé dans le doux Chênedollé, mais ce n'était point Chateaubriand; la nature avare ne prodigue pas les hommes de cette trempe. L'infortunée sœur de l'écrivain d'*Atala* se consuma dans une vaine attente; elle mourut, à trente-huit ans, dévorée d'inquiétude, de regrets, de vains désirs, n'ayant aimé en définitive que ce frère chéri, que cet ami de son enfance et de sa jeunesse.

Chateaubriand seul pouvait bien nous faire connaître cette nature orageuse.

« Lucile était grande et d'une beauté remarquable, mais sérieuse. Son visage pâle était accompagné de longs cheveux noirs; elle attachait souvent au ciel ou promenait autour d'elle des regards pleins de tristesse et de feu. Sa démarche, sa voix, son sourire, sa physionomie avaient quelque chose de rêveur et de souffrant. Lucile et moi, nous étions inutiles. Quand nous parlions du monde, c'était de celui que nous portions au dedans de nous, et qui ressemblait bien peu au monde véritable. Elle voyait en moi son protecteur, je voyais en elle mon amie. Il lui prenait des accès de pensées noires que j'avais peine à dissiper; à dix-sept ans, elle déplorait la perte de ses jeunes années, elle se voulait ensevelir dans un cloître... »

C'est la sœur qui, la première, conseilla à son frère de prendre la plume.

« La vie, raconte-t-il, que nous menions à Combourg, ma sœur et moi, augmentait l'exaltation de notre âge et de notre caractère. Notre principal désennui consistait à nous promener côte à côte dans le grand mail, au printemps sur un tapis de primevères, en automne sur un lit de feuilles séchées, en hiver sur une nappe de neige que brodait la trace des oiseaux, des écureuils et des hermines... Ce fut dans une de ces promenades que Lucile, m'entendant parler avec ravissement de la solitude, me dit: « Tu devrais peindre tout cela. » Ce mot me révéla la muse; un souffle divin passa sur moi. »

Une dernière citation achèvera de peindre Lucile, nous l'empruntons à *René*, livre où Chateaubriand trace le portrait de sa sœur, sous le nom d'Amélie:

« Amélie avait reçu de la nature quelque chose de divin; son âme avait les mêmes grâces innocentes que son corps; la douceur de ses sentiments était infinie... elle avait de la femme la timidité et l'amour, et de l'ange la pureté et la mélodie. »

Quelques compositions littéraires de Lucile, et quelques-unes de ses lettres ont été recueillies. Elles révèlent, en effet, une âme d'élite, froissée par les brutalités de ce monde, et s'élevant sans cesse vers un idéal consolateur.

Le 4 octobre 1803, elle écrit à son frère :

« Mon ami, je ne garde plus sur la terre de sûr pour moi que ton cœur; je suis étrangère et inconnue pour tout le reste. Adieu, mon pauvre frère! te reverrai-je? Cette idée ne s'offre pas à moi d'une manière bien distincte... Adieu, toi à qui je dois tant; adieu, félicité sans mélange! O souvenirs de mes beaux jours, ne pouvez-vous donc éclairer un peu maintenant mes tristes heures? »

Autre fragment touchant d'une dernière lettre :

« Mon frère, ne te fatigue ni de mes lettres, ni de ma présence, pense que bientôt tu seras pour toujours délivré de mes importunités. Ma vie jette sa dernière clarté, lampe qui s'est consumée dans les ténèbres d'une longue nuit, et qui voit naître l'aurore où elle va mourir! »

En 1793, afin d'échapper aux persécutions, Lucile avait épousé un vieillard, le comte de Caud, qui mourut six mois après cette union bizarre, restée sans signification pour la jeune femme. Elle s'éteignit le 9 novembre 1804. Elle fut conduite au cimetière dans le corbillard des pauvres et jetée à la fosse commune. Un vieux domestique seul suivit son cercueil. Chateaubriand, loin de Paris, et avisé trop tard, ne put lui rendre les devoirs suprêmes.

Quelle fut sa dernière pensée? demande un pénétrant écrivain? Il répond :

« Nul ne saurait le dire, et l'imagination peut travailler sur ces heures muettes. Les dernières idées des hommes sont le plus souvent des idées d'enfant. Lucile dut revoir, sur son lit de mort, les falaises bretonnes, le vieux château, l'étang mélancolique, et, sous les vieux châtaigniers, elle enfant avec ce frère qu'elle aima tant. »

Madame de Chateaubriand.

Après la sœur, l'épouse. Chateaubriand se maria très jeune, et sa femme, dans l'ordre des dates, est bien sa seconde amie. Je dis : dans l'ordre des dates, car elle n'occupa qu'une place d'estime dans ce cœur orageux, que le vent des passions emportait vers tous les horizons de la terre et du ciel. Cependant, elle l'aima, souffrit en silence, et, fidèle, attendit que la raison lui ramenât ce cœur inassouvi, que d'autres femmes lui arrachaient incessamment : sur celle-ci encore il faut s'apitoyer, car elle fut très malheureuse.

Elle s'appelait Céleste de Lavigne-Buisson. Orpheline de père et de mère dès sa première enfance, elle fut élevée à Paramé, près de Saint-Malo, chez son grand-père, ancien gouverneur de la Compagnie des Indes à Pondichéry. Elle avait seize ans, lorsqu'elle se lia d'amitié avec Lucile. Le futur auteur du *Génie du Christianisme* se trouvait alors en Amérique. Les deux jeunes filles parlaient de lui le plus souvent, et Mlle de Lavigne se sentait conquise par ce jeune homme hardi, qui explorait le Nouveau Monde, et allait revenir bientôt, avec le prestige des lointains voyages et des pays inconnus. Les éloges que faisait Lucile de ce frère si cher, enflammaient la pauvrette, et lorsqu'il débarqua sur la plage elle fut prise, et bien volontiers donna son cœur.

« Céleste, dit l'historien Pailhès, reconnut du premier coup d'œil le frère de Lucile dans ce fier jeune homme bruni au soleil d'Amérique. La belle tête! Le beau front! Plus beaux que dans ses rêves. Le magique sourire! Se composer, comprimer le battement de son cœur, cacher le secret de son amour, Céleste n'y songea même pas. »

Les sœurs de Chateaubriand, Lucile la première, mirent tout en œuvre pour que le mariage fût célébré rapidement. Elles firent valoir des considérations de fortune, Céleste possédait de cinq à six cent mille francs. René, surpris, pressé, supplié, se laissa entraîner; trois mois après son retour d'Amérique, en mars 1792, il épousait, à l'âge de vingt-quatre ans, Céleste de Lavigne-Buisson, qui comptait à peine dix-sept printemps, et qui était, il le dira plus tard, « blanche, délicate, mince et fort jolie ». Elle laissait pendre, comme un enfant, de beaux cheveux blonds naturellement bouclés. Il la reconnaissait de loin à sa pelisse rose, sa robe blanche et sa chevelure enflée par le vent.

Elle s'était promis le bonheur : en se donnant de toute son âme, elle espérait que son mari allait s'abandonner de même. Hélas! quelles désillusions l'attendaient! Elle ne savait pas, l'innocente, que cet époux rêvait de conquérir la renommée des philosophes et des penseurs, qu'un monde d'idées s'agitait dans son vaste cerveau, qu'il était dévoré d'ambition, de toutes les ambitions, que son cœur, mouvant comme les sables de la mer, poursuivait déjà un idéal impossible à rencontrer, et que les plus parfaites créatures n'étaient à ses yeux que des ébauches. « Songe sans fin, éternel orage », dira-t-il de lui plus tard.

La mignonne jeune femme n'en demandait pas tant : son idéal était simple, honnête et charmant. Elle n'ambitionnait qu'un nid d'amour pour son mari et elle, loin des vanités du monde, loin des agitations de la société, loin des orages de la place publique. Lui, au contraire, voulait s'élancer, avec l'avidité d'un conquérant, sur tout ce qui peut tenter

et flatter les passions. C'était donc, à brève échéance, l'abandon pour Mme de Chateaubriand, le désastre, l'écroulement de son mariage. Par surcroît de malheur, elle perdit presque toute sa fortune.

Elle se résigna, se replia sur elle-même, et après un court séjour à Paris, tandis que son mari, poussé par l'émigration, partait pour l'Angleterre, elle retourna en Bretagne avec Lucile, le cœur brisé par une précoce et cruelle expérience. Elle eut des jours sombres à traverser, fut jetée en prison pendant la Terreur, mais elle se montra vaillante, et fit face à l'adversité courageusement. Après le 9 thermidor, elle fut rendue à la liberté, et vécut comme une veuve, espérant que son mari lui reviendrait un jour.

En Angleterre, il fut aimé par la fille d'un ministre protestant, le révérend Ives : elle s'appelait Charlotte, et avait quinze ans ; elle voulait l'épouser, ignorant son mariage. Quand elle en fut instruite, elle éprouva un chagrin profond, dont l'empreinte ne s'effaça jamais. Lui non plus ne put l'oublier ; le souvenir de cette douce enfant est consacré pour toujours dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*.

Les mois, les années passèrent, Mme de Chateaubriand attendit douze ans le retour de l'infidèle. Quand il revint, en 1804, il était célèbre, il avait pris place parmi les grands écrivains, et occupait dans la diplomatie une situation importante. Il comprit qu'il ne pouvait complètement délaisser à tout jamais celle à qui il avait donné son nom, et une sorte de vie commune fut reprise.

Son cœur se donna-t-il? On peut répondre hardiment : Non. Ce cœur était pareil à un autel antique, sur lequel se succédaient les offrandes et les victimes : Mme de Chateaubriand fut estimée mais non aimée : Elle servit de compagnon à son mari plus que de compagne ; ce furent les exigences du monde et les nécessités sociales qui les rapprochèrent, plus que l'affection, surtout plus que l'amour. Qu'on se rappelle le passage de *René :* « Pressé par les deux vieillards, il retourna chez son épouse, mais sans y trouver le bonheur. » Pour elle, puisqu'elle vivait près de ce terrible René qu'elle aimait malgré tout, elle ressentait un modeste bonheur dont elle se contentait.

Sans doute, au fond de son âme, elle cachait une plaie qui jamais ne fut guérie. Pour l'oublier, son activité se tourna vers les bonnes œuvres, vers le soulagement des malades et des pauvres. Elle devint une véritable sœur de charité, et un portrait qu'elle consentit à laisser faire, donne bien d'elle cette impression pleine de résignation et de mansuétude.

Dans ses Mémoires, le grand penseur parle ainsi de sa femme :

« D'un esprit original et cultivé, écrivant de la manière la plus piquante, racontant à merveille, Mme de Chateaubriand m'admire sans avoir jamais lu deux lignes de mes ouvrages ; elle craindrait d'y rencontrer des idées qui ne sont pas les siennes, ou de découvrir qu'on n'a pas assez d'enthousiasme pour ce que je vaux. Quoique juge passionné, elle est instruite et bon juge.

« Les inconvénients de Mme de Chateaubriand, si elle en a, découlent de la surabondance de ses qualités ; mes inconvénients très réels résultent de la stérilité des miennes... Elle est meilleure que moi, bien que d'un commerce moins facile. Ai-je été irréprochable envers elle? Ai-je reporté à ma compagne tous les sentiments qu'elle méritait, et qui lui devaient appartenir? S'en est-elle jamais plainte? Quel bonheur a-t-elle goûté pour salaire d'une affection qui ne s'est jamais démentie?... Je suis sa permanente infirmité et la cause de ses rechutes.

« Pourrais-je comparer quelques impatiences qu'elle m'a données aux soucis que je lui ai causés? Qu'est-ce que mes travaux, auprès des œuvres de cette chrétienne? Quand l'un et l'autre nous paraîtrons devant Dieu, c'est moi qui serai condamné. »

Après avoir examiné dans les Mémoires le rôle du mariage dans sa longue carrière, il revient à sa femme, et dit, en lui rendant hommage : « Je dois une tendre et éternelle reconnaissance à ma femme, dont l'attachement a été aussi touchant que profond et sincère. Elle a rendu ma vie plus grave, plus modeste, plus honorable, en m'inspirant toujours le respect, sinon toujours la force de mes devoirs. » C'est le cri du pécheur repentant, assagi par l'âge : Bien qu'il soit sincère, nous songeons à ce mot d'une femme du XVIIIe siècle : Notre sagesse n'est le plus souvent que la preuve de notre impuissance.

La comtesse Pauline de Beaumont.

Lorsque Chateaubriand, quittant l'émigration, revint d'Angleterre au commencement de mai 1800, il fut présenté par M. de Fontanes, son ami, à la comtesse Pauline de Beaumont qui avait un salon, et habitait rue Neuve-du-Luxembourg. Cette présentation fut le point de départ d'une liaison qui absorba la vie de la jeune femme, occupa, dans celle de l'écrivain, une place importante, et fit éclore, on peut le dire, les meilleurs jours de sa longue carrière.

Mme de Beaumont était la fille de M. de Montmorin, ministre de Louis XVI, mort sur l'échafaud. Mal mariée, elle avait obtenu le divorce contre son mari, son cœur se trouvait donc libre. C'était une créature exquise, comme il est rare d'en rencontrer. Elle avait reçu de la nature des dons précieux, qu'une éducation de choix avait développés, la grâce, l'en-

jouement, l'intelligence, le culte de la beauté en tout, dans l'art, dans les lettres, dans les affections humaines. Elle était d'une santé délicate, et son entourage, qui l'aimait tendrement, s'inquiétait de la voir si frêle, si meurtrie, si peu retenue à la terre.

Elle réunissait chez elle, presque chaque soir, une société d'élite : Mme de Pastoret, Mme de Lévis, Mme de Vintimille, Mme Hocquart, Mme de Krüdner, parfois Mme de Staël, puis les esprits les plus éminents : Joubert, Fontanes, Pasquier, Molé, Guéneau de Mussy, Chênedollé, Bonald.

« Toutes les questions, dit M. Bardoux qui a étudié cette époque avec amour, étaient agitées dans ce petit cénacle, à peine éclairé d'une lampe et dont Saint-Germain et sa femme, les témoins des anciennes splendeurs de l'hôtel Montmorin, étaient les serviteurs discrets et sûrs. On n'y discourait pas seulement sur les productions littéraires; l'exposition de peinture, aussi bien que les événements du jour étaient prétexte à une causerie animée. L'art dramatique, qui a toujours passionné l'ancienne société, intéressait autant la nouvelle. Il n'y a rien d'exagéré à dire que le moindre incident se produisant au Théâtre-Français prenait l'importance d'une affaire d'État. »

Dans une lettre à M. Pasquier, Mme de Beaumont, qui se soignait au Mont-Dore, écrit : « Pourvu que je ne sois pas forcée de vivre en société, c'est tout ce que je désire. Après la société que je quitte, il n'y a de bon que la solitude, parce que c'est une manière de la retrouver. »

Quelle délicatesse dans ces paroles! Quelle attention affectueuse! Et comme on comprend l'attachement que ses amis, Joubert surtout, avaient pour elle! Ils lui avaient donné le surnom de l'*Hirondelle*, qui convenait bien à sa douce et délicate nature.

Telle était l'admirable femme à qui un soir Fontanes amena Chateaubriand. Il était dans toute la force de l'âge et du talent. Habitué, lui aussi, aux conceptions les plus nobles, il portait dans sa personne le reflet des grands horizons où s'égarait sa pensée. La tête remplie de chefs-d'œuvre, le regard animé par la fierté, la tendresse et la force, il n'eut qu'à paraître pour attirer à lui, conquérir, subjuguer la délicieuse Mme de Beaumont. Ils étaient faits pour se comprendre, se plaire, s'aimer. Ce fut, de part et d'autre, une joie indicible, un ravissement divin.

Mme de Beaumont se trouve si heureuse qu'elle sent les forces lui revenir. « Il me semble, écrit-elle à Fontanes, que ma santé est maintenant moins mauvaise. » Mot touchant qui révèle avec une éloquence discrète la toute-puissance de l'amour.

Chateaubriand ne pouvait la quitter. Il allait la voir presque chaque jour, dans l'après-midi. Le soir, il revenait et prenait part aux causeries de la société réunie autour de sa nouvelle amie. Ils se devenaient plus chers, en se racontant leur vie, leurs malheurs, leur jeunesse, leurs espérances brisées ou renaissantes. Il lisait, devant ses amis, mais pour elle surtout, des passages d'*Atala* et de *René*. Tous étaient éblouis par le langage sonore, les images hardies, les aperçus magiques de ces ouvrages où circulait une sève littéraire nouvelle.

Pauline de Beaumont était dans une admiration qu'elle n'avait point soupçonnée jusque-là.

« Cependant, dit M. Bardoux... en louant avec enthousiasme des pages pleines encore des senteurs des bruyères sauvages, elle n'abdiquait ni sa liberté d'appréciation, ni son sens critique; si elle était fascinée, elle n'était pas sans préoccupation du public, peu préparé à ces hardiesses. Il est bien difficile, quand on admire ainsi, qu'on n'aime pas un peu. Elle admira beaucoup, et elle aima davantage; son dévouement fut à la hauteur de son cœur. Elle est désormais tout entière à la gloire, au bonheur de celui qui vient d'entrer si brusquement dans sa vie, et qui, du premier jour, l'a accaparée. »

Atala parut au mois d'avril 1801. Le succès fut immense, non seulement en France, mais à l'étranger. Le livre fut traduit dans toutes les langues. Qu'on juge du bonheur de l'écrivain et de son amie! La gloire, qui vient d'un beau livre, berçait leur liaison, et enflait la voile de leur barque amoureuse. Il était fier d'offrir ses premiers lauriers à la craintive et fervente Mme de Beaumont, qui, avec ce magicien, renaissait à l'espoir, à la vie, à tout ce qui vaut la peine d'enivrer l'âme et peut embellir les jours.

Mais *Atala* n'était qu'un premier jalon. Chateaubriand voulait s'élancer d'un pied hardi vers d'autres conquêtes; aussi réunissait-il les matériaux de son grand ouvrage, *le Génie du Christianisme*, annoncé déjà et attendu comme un événement. Soucieuse de sa gloire, apte à lui donner des conseils, à le guider par ses jugements, son amie prenait un vif intérêt à l'éclosion de cet ouvrage.

Ils résolurent alors de fuir Paris, de s'isoler. Ils seraient ainsi tout entiers l'un à l'autre, et l'écrivain pourrait travailler dans cette solitude harmonieuse qu'exigent les œuvres de haute portée philosophique. Ce fut à Savigny-sur-Orge, près de Paris, dans une maisonnette adossée à des vignes, qu'ils allèrent s'installer et voulurent abriter leur bonheur.

Mme de Beaumont voyait ainsi se réaliser un de ses rêves les plus chers. Elle disait, à ce propos, à Mme de Vintimille : « J'entendrai le son de sa voix, chaque matin, et je le verrai travailler. » Pour juger de sa joie, il faut lire la lettre que le lendemain de son arrivée à Savigny elle adresse à Joubert, 23 mai 1801 :

« Vous savez combien la campagne me charme, combien la solitude m'est bonne. C'est donc du *sauvage* (Chateaubriand) que je veux vous entretenir. Jamais je ne l'ai vu plus calme, plus gai, plus enfant et plus raisonnable. Il n'y a pas jusqu'à M. Pigeau (le propriétaire) qui n'ait été un sujet de joie pour nous. Nous redoutions sa figure sur le seuil de la porte : il était absent. Et ensuite, quand il est venu me faire signer son état de maison, et le supplément de douze poules et deux coqs, et le retranchement de sept lignes composées de soixante-douze mots, il nous a pris un fou rire qui dure encore. Après son départ, nous avons été aux fontaines de Juvisy par un chemin court et charmant. A dix heures, toute la maison était couchée et profondément endormie. Ce matin, le *sauvage* m'a lu la première partie du premier volume, en m'indiquant les changements qu'il doit faire... »

Chateaubriand n'était pas moins heureux. Il éprouvait la joie et l'orgueil d'une affection digne de lui; de plus, il était dans cette fièvre de production et de travail qui constitue un état délicieux pour les ambitieux de la pensée.

Ils passèrent de la sorte près de sept mois à Savigny, de mai à décembre 1801. Après les heures de travail, ils exploraient les environs; on les voyait, au bras l'un de l'autre, traverser les sentiers, parcourir les champs et les bois, s'arrêter et se reposer devant les beaux sites, s'entretenir et s'aimer en face de l'immortelle Nature. Pour tous deux, on peut l'affirmer, ces sept mois restèrent parés d'un reflet incomparable, et furent les meilleurs moments de leur existence.

Les jours de Mme de Beaumont, hélas! étaient comptés. Quelques années encore, et sa frêle enveloppe allait être brisée. Quant à Chateaubriand, il devait parcourir un long cycle d'années, avoir d'autres aventures de sentiment, connaître d'autres sourires, mais rien ne devait faire pâlir à ses yeux le séjour de Savigny. Ce sont là des instants rares dans la vie de l'homme. Celui qui les connait une fois doit se ranger au nombre des prédestinés; ils ne reviennent pas deux fois dans la vie, parce que la jeunesse passe vite et ne ressuscite point...

Lorsque au mois de décembre ils quittèrent Savigny, le *Génie du Christianisme* était achevé. Pauline de Beaumont dit adieu, non sans tristesse, à la petite maison qui venait d'abriter ses amours. Retrouverait-elle de pareilles ivresses? Elle avait comme un pressentiment de sa fin prochaine, et lorsqu'il lui fallut partir, elle ne put retenir ses larmes. La charmante femme pleurait sur elle-même, sur les cruautés du sort, sur la fragilité des affections humaines, que les complications de la vie désagrègent, que l'absence refroidit, que le temps éteint, et que la mort anéantit.

Cependant, jusqu'au mois de mai 1803, elle sut conserver près d'elle l'écrivain dont la renommée s'étendait chaque jour, et que les salons les plus élégants cherchaient à attirer. Elle avait repris ses réceptions de la rue Neuve-du-Luxembourg; il en était l'oracle, pour ne pas dire le dieu. A cette époque, il vit aboutir les démarches qu'il avait faites afin d'entrer dans la diplomatie; il avait pour l'appuyer près du Premier Consul une sœur même de celui-ci, Élisa, princesse Bacciochi. Il partit pour Rome, en qualité de secrétaire d'ambassade. Mme de Beaumont devait le rejoindre, malgré l'état de plus en plus alarmant de sa santé.

Un de ses amis, Guéneau de Mussy, écrivait d'elle alors :

« Je crois les sources de la vie desséchées : sa force n'est plus qu'irritation, et son esprit plein de grâce ressemble à cette flamme légère, à cette vapeur brillante qui s'exhale d'un bûcher prêt à s'éteindre. Ce n'est pas sans une sorte d'effroi que j'envisage les fatigues du voyage qu'elle projette d'entreprendre au Mont-Dore, d'où, je le conjecture, elle se rendra dans le département du Tibre. »

Ce serait le moment de puiser dans le journal intime que cette créature idéale a laissé. Bien que la place nous soit mesurée, voici un passage :

« Je ressemble à un être déchu qui ne peut oublier ce qu'il a perdu, et qui n'a pas la force de le regagner. Ce défaut absolu d'illusion, et, par conséquent, d'entraînement, fait mon malheur de mille manières. Je me juge comme un indifférent pourrait me juger, et je vois mes amis tels qu'ils sont. Je n'ai de prix que par une extrême bonté qui n'a pas assez d'activité ni pour être appréciée, ni pour être véritablement utile, et dont l'impatience de mon caractère m'ôte tous les charmes... »

Elle ne pouvait vivre éloignée de Chateaubriand. Aussi, bientôt à son tour, elle partit pour l'Italie, et, au mois d'octobre elle le rejoignait à Florence. Elle n'était plus que l'ombre d'elle-même, la maladie de poitrine dont elle souffrait, avait fait des progrès effrayants. René comprit, en la voyant, qu'il ne tarderait pas à la perdre ; il s'efforça d'embellir ses derniers jours. Il était passé maitre dans l'art de répandre le charme autour de lui, quand il le voulait. Elle fut donc heureuse, autant qu'il est permis de l'être à ces heures suprêmes, et elle ne mourut pas inconsolée, puisqu'elle expira dans ses bras.

Elle succomba trois semaines à peine après son arrivée à Rome. Elle avait 33 ans. Ce fut pour Chateaubriand un coup terrible, dont son âme garda la trace. Il fut admirable de soins auprès de la malade; il lui fit faire des funérailles dignes du grand nom qu'elle portait, il lui éleva un tombeau magnifique, dans l'église

Saint-Louis des Français, où elle fut enterrée. Il faudrait reproduire ici les pages des *Mémoires d'Outre-Tombe* dans lesquelles il a consacré le nom et le souvenir de son amie, qui, grâce à lui, surnageront sur le flot des âges.

Jamais écrivain ne déploya ainsi les richesses d'un grand style et les magnificences d'une éloquence funèbre pour ensevelir une mémoire aimée. Il faut remonter jusqu'à Bossuet pour trouver de tels accents.

« Elle me pria, dit-il, d'ouvrir la fenêtre, parce qu'elle se sentait oppressée. Un rayon de soleil vint éclairer son lit et sembla la réjouir. Elle me rappela alors des projets de retraite à la campagne, dont nous nous étions quelquefois entretenus, et elle se mit à pleurer... Nous la soutenions dans nos bras, moi, le médecin et la garde : une de mes mains se trouvait appuyée sur son cœur qui touchait à ses légers ossements ; il palpitait avec rapidité comme une montre qui dévide sa chaîne brisée. Oh ! moment d'horreur et d'effroi, je le sentis s'arrêter !... Le médecin présenta un miroir et une lumière à la bouche de l'étrangère : le miroir ne fut point terni du souffle de la vie, et la lumière resta immobile. Tout était fini !...

« Le samedi 5 novembre 1803, à sept heures du soir, à la lueur des torches, et au milieu d'une grande foule, passa Mme de Beaumont par le chemin où nous passons tous ! »

Sur le tombeau de Pauline, dû au ciseau du sculpteur français Marin, on lit cette inscription d'un verset de Job, que l'aimable femme répétait souvent : « *Quare misero data est lux, et vita his qui in amaritudine animæ sunt?* Pourquoi la lumière a-t-elle été donnée au misérable, et la vie à ceux qui sont dans l'amertume du cœur ? »

Un marbre dressé à la tête du cercueil s'applique à la muraille d'une chapelle. Sur ce marbre sont sculptés, dans la porte haute, cinq médaillons, c'est la famille de Mme de Beaumont. En dessous, Pauline est représentée sur son lit funèbre, et montrant de sa main ouverte, au moment d'expirer, ses parents engloutis dans les tempêtes de la Révolution. Sous les médaillons sont gravés ces mots : « *Quia non sunt.* Parce qu'ils ne sont plus. » C'est la plainte de Rachel, qui ne voulait pas être consolée.

Celle qui dort là-bas son dernier sommeil fut une des plus nobles créatures qui jamais aient existé. S'il est pour le poète avide de hautes pensées un endroit propice à visiter, c'est celui-là. Qu'il n'oublie donc pas, s'il visite Rome, d'y porter sa méditation et d'évoquer, pour la bénir et l'aimer, la mémoire adorable de Pauline de Beaumont !

HIPPOLYTE BUFFENOIR.

(*A suivre.*)

LA LOI DE LA JUNGLE [1]

Nouvelle.

Il s'écoula quelques minutes pendant lesquelles les sangliers et les buffles se poussèrent du dos, de la hure et du museau, puis les chefs des divers troupeaux mugirent ou grognèrent : Nous attendons ! et Hathi s'avança dans la mare autour du rocher de la Paix jusqu'à ce que l'eau lui vînt aux genoux. Maigre, ridé, les défenses jaunies, on sentait qu'il méritait pourtant le titre décerné par le peuple — celui de maître de la jungle.

— Vous savez, enfants, commença-t-il, que pardessus toutes choses vous redoutez l'homme.

Il y eut un murmure d'assentiment.

— Cette histoire te concerne, petit frère, dit Baghira à Mowgli.

— Moi ? je suis citoyen de la jungle, libre chasseur parmi le peuple libre, répondit Mowgli. Qu'ai-je à faire avec l'homme ?

— Et vous ne savez pas pourquoi vous redoutez l'homme ? continua Hathi. Voici la raison : au commencement, quand la jungle était encore nouvelle, à une époque que nul ne peut déterminer, nous tous, gens de la jungle, nous allions côte à côte, n'ayant aucune crainte l'un de l'autre. En ces jours-là, il n'y avait pas de sécheresse, les feuilles, les fleurs et les fruits poussaient sur le même arbre et nous ne mangions que des feuilles, des fleurs, de l'herbe, des fruits et de l'écorce.

— Je suis heureux de n'être pas né en ce temps-là, dit Baghira. L'écorce, ce n'est bon qu'à aiguiser les griffes.

— Et le souverain de la jungle était Tha, l'ancêtre des éléphants. Il tira la jungle des grandes eaux avec sa trompe et dans les sillons qu'il creusa avec ses défenses les fleuves coulèrent, et aux endroits où il frappa du pied surgirent des sources d'eau pure, et quand il soufflait dans sa trompe — comme ceci — les arbres tombaient. C'est de cette façon que la jungle fut créée par Tha, et ainsi l'histoire en a été contée de génération en génération.

— Et en route, elle n'a pas perdu de son embonpoint, fit Baghira entre ses dents, et Mowgli se détourna pour rire à l'aise.

— En ces jours-là il n'y avait ni blé, ni melons, ni épices, ni canne à sucre ; il n'y avait pas non plus de chaumières, comme vous en avez tous vu, et les gens de la jungle ne connaissaient point l'homme, mais vivaient tous ensemble, ne faisant qu'un seul et même peuple, quand ils s'avisèrent de se que-

1. Voyez la *Revue* du [illegible] mars.

reller au sujet de la nourriture, bien qu'il y en eût assez pour tous. Ils étaient paresseux; chacun voulait manger à l'endroit même où il se trouvait, comme nous pouvons encore le faire parfois, quand les pluies de printemps sont abondantes. Tha, l'ancêtre des éléphants, était occupé à créer de nouvelles jungles et à faire couler les rivières dans le lit qu'il avait creusé. Il ne pouvait aller partout, c'est pourquoi il nomma maître et juge de la jungle l'ancêtre des tigres, devant lequel le peuple de la jungle dut venir exposer ses différends. L'ancêtre des tigres mangeait encore des fruits et de l'herbe comme les autres. Il était aussi grand que moi et il était très beau; tout son corps avait la teinte de la liane jaune, sans lignes noires comme vous lui voyez à présent. Tout le peuple de la jungle se présentait sans crainte devant lui et sa parole était leur loi, car alors, je le répète, nous n'étions qu'un peuple. Mais une nuit il s'éleva une querelle entre deux gazelles, une querelle d'herbe, comme on dit, du genre de celles que vous videz aujourd'hui au moyen des cornes et des pattes, — et l'on raconte que, comme les deux parties s'expliquaient devant l'ancêtre des tigres couché parmi les fleurs, une des gazelles allongea un coup de corne à l'autre, et l'ancêtre des tigres, oubliant qu'il était le maître et le juge de la jungle, bondit sur la gazelle et l'égorgea.

« Jusqu'à cette nuit, nul de notre peuple n'était mort et l'ancêtre des tigres, voyant ce qu'il avait fait et rendu fou par l'odeur du sang, s'enfuit dans les marais du nord, et nous, gens de la jungle, laissés sans juge, nous commençâmes à nous battre l'un contre l'autre. Le bruit en arriva jusqu'à Tha qui accourut, et l'un dit ceci, l'autre cela, mais Tha vit l'antilope morte parmi les fleurs et demanda qui l'avait tuée. Et nous, gens de la jungle, ne voulûmes pas le dire, parce que l'odeur du sang nous avait fait perdre la tête, comme il arrive encore aujourd'hui. Nous courûmes çà et là en cercle, criant, ruant, nous cabrant et secouant la tête. Alors Tha donna l'ordre aux arbres dont les branches pendent très bas et aux lianes rampantes de la jungle de marquer le meurtrier de l'antilope pour qu'il pût le reconnaître, et il ajouta : « Qui sera maintenant le maître de la jungle? » Et le gros singe gris qui habite les ramures arriva en sautillant et dit : « C'est moi qui serai maintenant le maître! » Alors Tha se mit à rire, d'un rire amer, et dit : « Qu'il en soit ainsi! » Et il s'en alla très courroucé.

« Enfants, vous connaissez le singe gris. Il était alors ce qu'il est aujourd'hui. D'abord il prit un air très digne, mais bientôt il commença à se gratter, à grimper sur les arbres et à dégringoler, et quand Tha revint il trouva le singe gris suspendu, la tête en bas, à une branche, faisant des grimaces à ceux qui se trouvaient au-dessous, et ces derniers se moquaient de lui. Il n'y avait plus de loi dans la jungle, plus rien que folies et bavardages.

« Alors Tha nous réunit tous et dit : — Le premier de vos maîtres a introduit dans la jungle la Mort et le second la Honte. Il est temps maintenant qu'il y ait une loi, et une loi que vous ne puissiez enfreindre. Maintenant vous connaîtrez la Peur, et lorsque vous l'aurez trouvée vous saurez qu'elle est votre maître et le reste suivra. Alors l'un de nous demanda : — Qu'est-ce que la Peur? et Tha répondit : — Cherchez jusqu'à ce que vous trouviez. Nous allâmes donc par la jungle, cherchant la Peur, et enfin les buffles...

— Houmh! mugit Mysa, le chef des buffles, de la place où il était couché.

— Oui, Mysa, ce furent les buffles. Ils revinrent avec la nouvelle que dans une caverne de la jungle se trouvait la Peur, qu'elle n'avait pas de poils, et marchait sur les pattes de derrière. Alors nous suivîmes le troupeau jusqu'à la caverne, et la Peur se tenait à l'entrée, et elle était bien comme les buffles avaient dit. Lorsqu'elle nous aperçut elle se mit à crier et sa voix nous remplit de peur, la peur que nous avons à présent, et nous prîmes la fuite, nous écrasant et nous déchirant les uns les autres, parce que nous étions effrayés. Cette nuit-là, m'a-t-on dit, nous ne restâmes pas tous ensemble comme nous avions coutume de le faire, mais chaque tribu s'en alla de son côté, les sangliers avec les sangliers, les daims avec les daims, corne contre corne, sabot contre sabot, et, tremblants, nous reposâmes ainsi dans la jungle.

« Seul l'ancêtre des tigres n'était pas avec nous, car il était encore caché dans les marais du nord; mais quand on lui parla de la créature que nous avions vue dans la caverne, il dit : — J'irai trouver cette créature et je l'égorgerai. Il courut donc toute la nuit pour arriver à la caverne, mais les arbres et les lianes, se rappelant l'ordre de Tha, laissèrent pendre leurs rameaux et le marquèrent tandis qu'il passait, étendant leurs doigts sur son dos, ses flancs, son front et sa gueule. Partout où ils le touchèrent il y eut une marque et une ligne sur sa peau jaune. Et ces lignes, ses enfants les ont portées jusqu'à ce jour! Lorsqu'il arriva à la caverne, la Peur, l'Être nu étendit la main et le nomma : « le Bigarré qui vient de nuit » et l'ancêtre des tigres eut peur de l'Être nu et s'en retourna vers les marais du nord en hurlant. »

Ici Mowgli glouglouta doucement, le menton dans l'eau.

— Il hurla si fort que Tha l'entendit et lui demanda : — Qu'as-tu donc ? Et l'ancêtre des tigres, levant les yeux vers le ciel alors tout nouveau, aujourd'hui si ancien, s'écria : — Rends-moi mon pouvoir, ô Tha! Je

me suis couvert de honte devant toute la jungle; l'Être nu m'a mis en fuite en me donnant un nom déshonorant. — Pourquoi? dit Tha. — Parce que je suis sali par la boue des marais, dit l'ancêtre des tigres. — Plonge-toi dans le fleuve, roule-toi dans l'herbe humide et si c'est de la boue sûrement elle s'en ira, dit l'ancêtre des éléphants. Et l'autre plongea, nagea, se roula, tant et tant que la jungle tourna devant ses yeux, mais pas la moindre ligne ne disparut et Tha, qui l'observait, se mit à rire.

— Alors l'ancêtre des tigres s'écria: « — Qu'ai-je fait pour que pareille chose m'arrive? Tha répondit: — Tu as égorgé la gazelle et introduit la mort dans la jungle, et avec la mort est entrée la Peur, de sorte que les gens de la jungle se craignent mutuellement, comme tu crains l'Être nu. L'ancêtre des tigres dit: — Ils ne me craindront pas, moi, car ils me connaissent de tout temps. Tha lui dit: — Voyons cela. Et l'ancêtre des tigres courut de tous côtés, appelant à haute voix les daims, les sangliers, le sambhur, le porc-épic et tous les gens de la jungle, mais tous s'enfuirent devant lui, qui avait été leur juge, parce qu'ils étaient effrayés.

« Alors l'ancêtre des tigres revint profondément humilié et frappant la terre de sa tête, arrachant l'herbe avec ses griffes, il dit: — Souviens-toi que je fus jadis le maître de la jungle; ne m'oublie pas, ô Tha. Affirme à mes enfants qu'au commencement des choses j'étais sans peur et sans reproche. Et Tha répondit: — Je le ferai, parce qu'ensemble nous avons vu la création de la jungle. Pendant une nuit, chaque année, il en sera, pour toi et tes fils, comme avant le meurtre de la gazelle. Pendant cette seule nuit si vous rencontrez l'Être nu vous ne le craindrez pas, mais lui vous craindra comme si vous étiez juges de la jungle et maître de toutes choses. Sois clément envers lui pendant cette nuit où il aura peur, car toi-même as appris ce que c'est que la peur.

« Alors l'ancêtre des tigres répondit: — C'est bien! Mais la première fois qu'il but, il vit les lignes noires sur sa tête et ses flancs et, se rappelant le nom que l'Être nu lui avait donné, il fut fort en colère. Pendant un an il vécut dans les marais, attendant que l'ancêtre des éléphants tînt parole. Et une nuit que le chacal de la lune (l'étoile du berger) brillait sur la jungle, il sentit que sa nuit était venue et il alla vers la caverne à la rencontre de l'Être nu. Il arriva alors ce que Tha avait promis, car l'Être nu tomba devant lui et resta étendu sur le sol, et l'ancêtre des tigres le frappa et lui brisa les reins, car il croyait qu'il n'y avait qu'un seul être de cette sorte dans la jungle et qu'il avait tué la Peur. Mais, levant le nez de dessus sa proie il sentit que Tha descendait des bois du nord et bientôt l'ancêtre des éléphants fut devant lui: — Est-ce là ta clémence? demanda la grande voix. L'ancêtre des tigres se lécha les babines et dit: — Qu'importe? j'ai tué la Peur. Et Tha reprit: — Aveugle et insensé! Tu as déchaîné la mort, et elle te suivra à la trace jusqu'à ce que tu meures; tu as appris à l'homme à tuer.

« L'ancêtre des tigres, se dressant sur sa proie, dit: Il est comme fut la gazelle. La Peur n'existe plus. Je jugerai maintenant les gens de la jungle comme par le passé.

« Et Tha répondit: — Jamais plus les gens de la jungle ne viendront à toi. Ils ne traverseront plus ton chemin, ils ne reposeront plus près de toi, ils ne te suivront plus, ils ne paîtront plus près de ta tanière. La peur seule te suivra et elle te pliera à ses volontés par des moyens que tu ne peux prévoir. Elle fera le sol s'entr'ouvrir sous tes pas, la liane s'enrouler autour de ton cou, les arbres former une barrière que tu ne pourras franchir, et enfin elle prendra ta peau pour envelopper ses petits quand ils auront froid. Tu n'as montré nulle pitié pour elle, et elle n'aura nulle pitié pour toi.

« L'ancêtre des tigres, très hardi parce que sa nuit durait encore, répliqua: — La promesse de Tha est une promesse sacrée; Tha me laissera ma nuit? Et Tha répondit: — Cette nuit seule, comme je l'ai dit; mais il y a une rançon à payer. Tu as appris à l'Homme le meurtre, et l'homme profite bien des leçons qu'on lui donne.

« L'ancêtre des tigres dit: — Il est sous ma patte, les reins brisés. Fais savoir à la jungle que j'ai tué la Peur.

« Tha se mit à rire et dit: — Tu as tué un seul homme, et il y en a une multitude, mais tu diras cela toi-même à la jungle, car la nuit est finie!

« Le jour parut et de la caverne sortit un autre Être nu qui aperçut le cadavre dans le sentier et l'ancêtre des tigres penché dessus; et il prit un bâton pointu qu'il...

— Ils ont à présent quelque chose qui coupe, dit Sahi faisant crépiter ses piquants. Sahi passe en effet pour un morceau de choix parmi les Hindous de la contrée, et le pauvre porc-épic — ou Ho-Igou comme ils l'appellent — avait déjà fait connaissance avec une petite hache qui vole dans l'air avec la rapidité d'une libellule.

— C'était un bâton pointu, reprit Hathi, pareil à ceux qu'ils disposent dans leurs trappes; il le lança et fit à l'ancêtre des tigres une large blessure dans le flanc. Alors il arriva comme Tha avait dit, car l'ancêtre des tigres courut par la jungle jusqu'à ce qu'il eût arraché le bâton, et toute la jungle sut que l'Être nu pouvait frapper de loin et ils craignirent plus encore qu'auparavant. Voilà donc comment l'ancêtre des tigres apprit à tuer l'homme et vous savez tout ce que l'homme a inventé ensuite dans le même but:

le nœud coulant, la fosse, la trappe habilement dissimulée, le bâton qui vole, la mouche piquante qui sort de la fumée blanche, et la fleur rouge qui nous chasse en plaine découverte. Mais une nuit par an l'Être nu craint le tigre selon la promesse de Tha, et le tigre n'a jamais cessé de lui donner de bonnes raisons de craindre. Partout où il le trouve il le tue, se souvenant de la honte qu'il a infligée à l'ancêtre. D'ailleurs la Peur parcourt le jungle en tous sens, le jour comme la nuit.

— Ahi! Ahou! firent les daims songeant à ce que cela signifiait pour eux.

— Et seulement quand une même grande peur règne sur tous, comme maintenant, nous pouvons encore écarter nos petites craintes particulières et nous rassembler en un seul endroit comme nous faisons aujourd'hui.

— Pendant une seule nuit l'homme craint le tigre? demanda Mowgli.

— Une seule, répondit Hathi.

— Mais je sais, et toute la jungle sait comme moi, que Schier Khan tue l'homme deux et trois fois par lune.

— C'est vrai. Mais alors il s'élance de derrière lui et détourne la tête en frappant, car il est sous l'empire de la peur. Si l'homme le regardait en face il s'enfuirait. Pendant sa nuit, au contraire, il va hardiment vers le village. Il s'avance entre les maisons et pousse sa tête à la porte; les hommes tombent la face contre terre et il choisit sa victime. Une seule victime cette nuit-là.

— Oh! oh! dit Mowgli tout bas en se roulant dans l'eau; à présent, je comprends pourquoi Schier Khan me disait de le regarder. Cela ne tourna pas bien pour lui, car il dut détourner les yeux et moi... à coup sûr je ne suis pas tombé à ses pieds. Mais aussi je ne suis pas un homme, je fais partie du peuple libre.

— Houm! gronda Baghira du fond de son rude gosier. Le tigre connaît-il sa nuit?

— Pas avant que le chacal de la lune se dégage du brouillard nocturne. Parfois elle tombe pendant la saison sèche, parfois pendant les pluies, cette seule nuit du tigre. Mais sans l'ancêtre des tigres tout cela ne serait pas arrivé et nul d'entre nous n'aurait jamais connu la peur.

Les daims bêlèrent mélancoliquement et la lèvre de la panthère dessina un malin sourire.

— L'homme connaît-il cette... histoire? demanda-t-elle.

— Personne ne la connaît, sauf les tigres et nous, les éléphants, fils de Tha. Maintenant, vous tous ici présents, vous avez entendu et — j'ai dit.

Hathi plongea sa trompe dans l'eau pour faire entendre qu'il ne désirait pas parler davantage.

— Mais enfin... enfin... enfin, dit Mowgli se tournant vers Balou, pourquoi l'ancêtre des tigres ne continua-t-il pas à manger de l'herbe, des feuilles et de l'écorce? Il ne fit qu'égorger l'antilope, il ne l'a pas mangée. Qu'est-ce qui lui a donné le goût de la viande et du sang?

— Les arbres et les lianes l'avaient marqué, petit frère, et avaient fait de lui la créature bigarrée que nous voyons. Jamais plus il ne voulut manger de leurs fruits; mais à partir de ce jour, il se vengea sur les daims et sur tous les mangeurs de verdure.

— Donc, tu connaissais aussi cette histoire, Balou! Pourquoi ne me l'as-tu jamais contée?

— Parce que la jungle est pleine de pareilles histoires. Si l'on commençait, on n'en finirait plus. Ne me rebats pas davantage les oreilles de tes questions, hé, petit frère!

RUDYARD KIPLING.

Traduit de l'anglais par G. ABI.

DE LA MÉTHODE

DANS LES SCIENCES ÉCONOMIQUES [1]

II

L'expérience de la vie sociale que la statistique enregistre nous conduit à l'histoire et à la méthode descriptive et historique. Cette méthode a été mise en opposition avec la méthode d'observation proprement dite. En réalité, le savant qui n'a pas l'esprit belliqueux ne voit pas entre elles d'opposition nécessaire; car, si la méthode d'observation est abstraite et si la méthode historique est plus concrète, toutes deux relèvent de l'expérience et de l'observation, et on peut soutenir, sans être paradoxal, que toutes deux recourent, quoique d'une manière différente, à l'abstraction. Il n'y a pas d'historien digne de ce nom qui prenne tout ce qu'il rencontre; il croit de son devoir de recueillir dans la masse incommensurable des faits sociaux ceux qu'il juge le plus propres à mettre en relief une situation, ou les péripéties d'un drame, ou le tissu d'une évolution politique : il abstrait les faits qu'il choisit, sauf à leur rendre ensuite la vie en refaisant une trame spéciale par la manière dont il les expose. Si l'auteur d'une histoire générale est obligé à un choix, à plus forte raison l'est l'auteur d'une histoire économique quelconque obligé de négliger les faits qui ne sont pas de son ressort ou de se borner à esquisser dans la pénombre des faits généraux essentiels à l'intelligence de son sujet.

1. Voyez la *Revue* du 5 mars.

Quoiqu'il soit malaisé de faire rentrer dans des catégories précises les manières d'être très variées de la méthode descriptive et historique, on peut les grouper en quatre modes principaux d'application : l'illustration des doctrines économiques par des faits historiques; l'histoire des faits économiques; l'histoire des doctrines économiques; l'évolution historique des phénomènes et des rapports économiques substituée aux principes dogmatiques de l'économie politique.

1° L'illustration des doctrines économiques par l'histoire consiste soit à placer à la suite d'un exposé dogmatique des exemples tirés de l'histoire afin de faire mieux comprendre de quelle manière et en quelle mesure les lois et préceptes de la science se sont réalisés dans la pratique, soit à décrire certains faits économiques pour s'en servir comme de prémisses à une conclusion dogmatique. G. Roscher est un des économistes les plus connus pour avoir employé cette méthode, surtout de la première manière. M. Wolowski, en traduisant les *Principes d'économie politique* de cet auteur, les a fait précéder d'une introduction sur la méthode historique. Beaucoup d'autres économistes ont employé ce procédé et l'emploient chaque jour ; Adam Smith, tout d'abord, dont l'ouvrage est nourri d'exemples et qui s'est beaucoup servi des faits, surtout de la seconde manière, c'est-à-dire en vue d'aboutir à une proposition générale.

2° La description et l'histoire des faits économiques constituent une des parties les plus importantes de l'économie politique et les plus riches par le nombre des publications qu'elle a fournies. Parmi les diverses manières dont elle est pratiquée, on peut distinguer les travaux purement descriptifs et l'histoire proprement dite. Les enquêtes, telles qu'en a fait en France Villermé, en Belgique Ducpétiaux et telles que les gouvernements en ordonnent souvent, les monographies, telles que l'école de Le Play les pratique, appartiennent au genre descriptif; elles ont en général pour objet d'éclairer un point déterminé et elles portent d'ordinaire sur des faits actuels. L'histoire économique embrasse un champ plus étendu, dans le temps tout au moins; elle se propose, à l'aide des documents du passé, statistiques, pièces d'archives, témoignages des écrivains, etc., d'exposer soit une des manières d'être de l'économie d'une nation ou de plusieurs nations envisagées dans la suite chronologique des événements, soit de présenter le tableau d'ensemble des destinées économiques d'une nation.

L'histoire n'est venue qu'après la théorie. Ce genre d'études a été cultivé d'une manière systématique en Allemagne plus tôt qu'en France. Néanmoins Blanqui s'était fait déjà un nom en ce genre dans notre pays il y a plus d'un demi-siècle. Il y a une quarantaine d'années M. Baudrillart enseignait au Collège de France l'histoire des doctrines économiques, et il y a trente ans, sous le ministère de M. Duruy, et par l'initiative spontanée du Ministre, a été créé le cours qui porte aujourd'hui pour titre *Géographie, histoire et statistique économiques* et dont l'étude des faits économiques est la matière (1).

L'histoire économique a une importance que vous comprenez, puisque vous venez en écouter les leçons. Elle permet d'apercevoir et de suivre les phénomènes économiques dans le milieu social où ils se sont produits et de juger, autant qu'il est possible, des causes et des résultats de l'activité de chaque nation, de ses lois, de ses institutions; elle élargit les horizons et partant les idées. Elle montre comment le mouvement économique est une portion intégrante du mouvement général des sociétés et est subordonné à l'ensemble. Pour comprendre le mouvement des aiguilles d'une horloge il faut avoir étudié tout le mécanisme intérieur.

L'histoire économique est une des branches de l'histoire générale de la civilisation; elle garantit la science économique des erreurs d'appréciation qui pourraient résulter de l'abstraction, comme l'expérience garantit contre les dangers de la méthode mathématique. Elle est en quelque sorte l'économie politique en action; elle contient, plus ou moins clairement dégagée, la leçon de l'expérience et elle est ainsi l'auxiliaire de la théorie.

Cependant il ne ressort pas toujours avec évidence une conclusion scientifique de l'histoire, même lorsqu'elle est étudiée avec une érudition sagace et exposée avec impartialité. Sans doute on peut trouver dans l'exemple du Système de Law et dans celui des assignats une condamnation de l'abus du papier-monnaie ; j'ai raconté jadis l'une et l'autre expérience. Mais voit-on aussi clairement si le régime réglementaire du Colbertisme sous lequel, du vivant de Colbert, la production manufacturière s'est accrue et sous lequel elle a diminué pendant les trente dernières années du règne de Louis XIV, est favorable à l'industrie? La politique générale a eu probablement alors, comme il arrive souvent, une influence plus grande sur l'état du pays que la politique économique.

3° L'histoire des doctrines économiques a une utilité évidente qui n'est, je crois, niée par personne. Elle montre comment les maîtres originaux et les

(1) Mes premiers travaux d'histoire économique : *Recherches historiques sur le système de Law* et *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de César jusqu'à la Révolution* (2 vol.) remontent aux années 1854 et 1859. *L'Histoire des classes ouvrières en France depuis la Révolution* (2 vol.) date de 1868.

écoles ont successivement exploré le domaine de la science économique, quelles vérités, partielles ou générales, ils y ont découvertes, quelles erreurs d'investigation ils ont pu commettre.

Le progrès des sciences morales ne s'accomplit pas de la même manière que celui des sciences de la nature; celles-ci avancent pour ainsi dire en ligne droite, chaque découverte s'ajoutant à la suite des découvertes antérieures et grossissant le trésor intellectuel de l'humanité. On pourrait dire, tout en déclarant que cette figure ne représente pas exactement la réalité, que celles-là avancent en spirale, circonscrivant de plus en plus étroitement leur objet.

Les théories d'ordre moral sont beaucoup plus subjectives que celles de la physique et plus influencées par la portée d'esprit de l'observateur et par le milieu dans lequel il observe. C'est pourquoi l'historien des doctrines économiques fait bien, en même temps qu'il parle des écoles, de donner une idée de l'état économique, des besoins et des sentiments du temps; il a chance de fournir souvent ainsi la raison des systèmes, que ces systèmes aient été inspirés par un acquiescement ou par une contradiction à l'esprit dominant des contemporains.

Aussi l'histoire des doctrines économiques et l'histoire générale des faits économiques ont-elles d'étroites relations; Montchrétien et le mercantilisme, Quesnay et la politique agricole de la seconde moitié du xviiie siècle en France, A. Smith et la naissance de la grande industrie en Angleterre, le socialisme et le progrès de la classe ouvrière s'expliquent l'un par l'autre, en partie du moins.

Ces trois modes d'application de la méthode historique sont légitimes. Je suis convaincu que tous les trois, à des degrés divers, sont fructueux, je dirai même nécessaires pour l'exploration intégrale du domaine de la science économique. Ils n'ont pas la prétention de remplacer la théorie abstraite; ils en sont le complément. Ils montrent en quelque sorte dans le corps social le jeu des organes que celle-ci en avait tirés pour les examiner isolément de près.

Il ne faut pas confondre l'économie politique dogmatique et l'histoire économique, mais il est bon d'avoir étudié l'une et l'autre pour être un économiste. La théorie du salaire est une chose et l'histoire du salaire en est une autre. La théorie de la monnaie est une chose et l'histoire de la monnaie une autre. Il en est de même des autres théories économiques et de la description des faits correspondants. Il convient d'ajouter qu'on peut comprendre la théorie des monnaies sans avoir approfondi l'histoire des monnaies, mais qu'on est incapable de faire une bonne histoire de la monnaie quand on ne connaît pas la théorie de la monnaie. Un maçon ne saurait construire un édifice sans avoir quelque notion des principes de l'architecture.

J'ai toujours conseillé, comme j'ai pratiqué moi-même, les études d'histoire économique. Nous ne les cultivons pas encore assez en France, quoique des progrès aient été faits en ce sens depuis quelques années. Le véritable historien traitant de matières économiques devrait avoir un solide fondement de connaissances théoriques pour comprendre et apprécier les faits qu'il raconte.

4° Je n'ai pas la même confiance dans le quatrième mode : l'évolution historique des phénomènes et des rapports économiques se substituant aux principes dogmatiques de la science, précisément parce que ce mode prétend non compléter l'autre, mais le remplacer, et qu'il se présente ainsi non comme un auxiliaire, mais comme un rival aspirant à détrôner l'autre méthode. L'école de l'évolution affiche en effet la prétention d'avoir rétabli l'économie politique dans sa vraie relation avec l'État en mettant la synthèse à côté de l'analyse; or, comme l'État a, suivant les temps et les lieux, des institutions diverses, elle déclare que les prétendues lois naturelles des économistes sont des illusions, et qu'il n'y a en réalité que des formes temporaires qui se trouvent à un moment donné en harmonie avec l'ensemble d'un certain état social; mais ces formes, dit-elle, disparaîtront ou se modifieront en même temps que cet état, comme se sont modifiées, depuis les commencements de la civilisation, les institutions politiques et civiles des États. Voici la manière dont raisonne, sur ce point, l'évolution historique : la liberté du travail n'a pas toujours existé, ni même la liberté des personnes : donc la liberté n'est pas un fait nécessaire; tous les peuples ne se sont pas servis de monnaie : donc la monnaie n'est pas un fait nécessaire.

Une école s'est formée il y a une trentaine d'années, notamment au congrès d'Eisenach en 1872, qui a dirigé ses travaux dans ce sens. Elle est née et elle a grandi en Allemagne; elle s'est propagée en Angleterre, en Amérique, plus récemment en France. Knies, dans *Die politische Œkonomie* (1853), en avait posé le principe quand il a dit : « Comme l'état économique réel, la théorie de l'économie politique est un produit du développement historique. » Quelques-uns de ses maîtres lui donnent le nom d'école expérimentale réaliste. Elle ne repose cependant pas plus que la doctrine expérimentale libérale sur l'expérience et la réalité. Ce qui la caractérise surtout, c'est d'être l'école de l'évolution, c'est-à-dire de la transformation continue non seulement des faits, mais aussi des mobiles déterminants et des principes fondamentaux.

Le grand courant d'idées d'évolution, qui exerce

une si puissante influence sur les sciences naturelles, d'une part et, d'autre part, les changements considérables qui se sont produits depuis cinquante ans dans l'outillage de l'industrie et dans les rapports des travailleurs, salariants et salariés, ont sans doute contribué à former ce courant particulier dans l'économie politique. Le progrès des recherches historiques, le désir d'innover et les sentiments que la haute situation conquise dans la science et dans la politique par l'Allemagne ont inspirés aux novateurs ont contribué aussi à faire la fortune de cette école.

Elle compte dans ses rangs des esprits très distingués et elle a rendu et rendra encore des services en éclairant le passé, en montrant les liens qui rattachent les institutions économiques à l'ensemble des institutions et des mœurs d'un peuple et en avertissant l'économie politique qu'elle ne doit pas perdre pied dans l'abstraction. Mais l'histoire économique a rendu et peut toujours rendre les mêmes services sans se poser pour cela en novatrice révolutionnaire.

L'école évolutionniste tiendra assurément une place dans l'histoire des doctrines économiques. Car elle cherche à introduire quelque chose de nouveau dans la science et elle correspond à certaines tendances d'esprit qui sont très prononcées et très répandues aujourd'hui. Mais ses disciples, étant initiés à la méthode historique, doivent savoir que les écoles se succèdent et passent à mesure que passent les besoins et les idées qui les ont inspirées. L'école évolutionniste passera, comme a passé la conception purement abstraite de Ricardo. Quant à la science économique, elle restera, et son trésor se trouvera grossi du fruit des laborieuses recherches de cette école.

III

Il existe donc aujourd'hui, par suite des prétentions de la nouvelle école évolutionniste en économie politique, un conflit entre la méthode abstraite qu'emploie l'école dogmatique concurremment avec la méthode descriptive et la méthode historique évolutionniste. Nous avons à examiner s'il y a lieu de substituer l'une à l'autre, comme le pensent des maîtres de cette école.

L'école dogmatique ne méconnaît pas la complexité et la variabilité des phénomènes ; mais elle diffère de l'école évolutionniste en ce qu'elle montre que, sous ces apparences mobiles, il existe un fond permanent de besoins à satisfaire et d'efforts pour les satisfaire.

Que des sauvages ne pratiquent que le troc en nature, cela n'empêche pas que la monnaie soit un instrument d'échange qui, servant de dénominateur des valeurs, facilite le commerce et qu'une saine monnaie doive être l'équivalent des valeurs qu'elle achète. Le botaniste dit que le blé produit un grain nutritif, quoiqu'un observateur qui n'aurait vu cette plante qu'en janvier ou février en France ou qui ne la connaîtrait que sur telle terre boréale n'eût jamais aperçu d'épis.

L'état économique des sociétés primitives est une curiosité intéressante, parce qu'il nous montre comment s'est formée la trame de nos destinées ; l'état économique de nos sociétés civilisées durant les derniers siècles est plus pratiquement profitable parce que nous y trouvons des enseignements sur notre propre situation. Mais l'économie politique est surtout la science du présent, et le présent a ses lois économiques qui ont leurs racines dans la nature même de l'esprit humain et dans les rapports nécessaires que créent le besoin individuel et l'intérêt réciproque.

La même méthode peut conduire deux observateurs à des conclusions différentes. Il y a néanmoins un lien logique très fort entre la méthode et la doctrine. C'est sur la méthode d'observation directe et de raisonnement qu'est fondée la doctrine qui reconnaît pour premier maître A. Smith et qui depuis cent ans s'est développée, modifiée, précisée sur presque tous les points, depuis que le champ des observations s'est étendu avec le progrès de l'art industriel et de la richesse dans le monde, et qui se développera et se modifiera encore dans ses applications avec le temps. On donne souvent à cette doctrine et à l'école qui la professe les qualificatifs de classique et d'orthodoxe ; épithètes que, pour ma part, je crois incorrectes, parce qu'il n'y a, dans un certain sens, de classique que le vrai et le beau et que, dans un sens plus étroit, le mot classique ne signifie rien ici, cette doctrine n'étant pas nécessairement celle des chaires publiques ni des gouvernements, comme on peut s'en assurer par l'enseignement de tel professeur ou par les lois de tel pays, et parce que les sciences, n'ayant pas de dogmes immuables comme les religions, ne sauraient avoir une orthodoxie. On a qualifié plus exactement sa doctrine de « science des lois naturelles » parce qu'en effet elle cherche les lois naturelles de la production et du mouvement de la richesse et conseille de ne pas y faire obstacle. C'est le plus souvent en manière de critique qu'on la nomme l'école du « laisser faire, laisser passer » ou « école capitaliste ».

La dénomination qui convient le mieux à cette école est, avec celle d'expérimentale qui vise sa méthode, celle de *libérale* qui exprime sa tendance. Elle tire en effet de ses observations cette conclusion générale que l'homme civilisé est mieux qu'autrui juge de son intérêt personnel et que par conséquent le respect de la liberté du travail, ayant pour corol-

laire le respect de la propriété, est la politique la plus efficace pour assurer à chaque individu le plus fructueux emploi de ses facultés, au groupement des personnes et des capitaux les plus grandes facilités et à la société entière le plus complet épanouissement de ses forces productives. L'école libérale aboutit en conséquence à des conclusions différentes de celles de l'école protectionniste sur les questions d'échange international, et à des conclusions différentes de celles de l'école interventionniste sur les questions de tutelle de l'État, bien que sur des questions de principe ou sur d'autres questions d'application ces écoles se trouvent parfois en accord. C'est sur le terrain de l'art plutôt que sur celui de la science proprement dite, que d'ordinaire les protectionnistes et interventionnistes divergent de l'école dogmatique libérale ; on peut même dire qu'il n'existe pas en vérité une science économique interventionniste, mais qu'il y a une politique et des procédés interventionnistes.

Quant aux systèmes socialistes, ils sont en opposition radicale avec l'école libérale à la fois par leur méthode et par leurs idées fondamentales ; car, au lieu de prendre l'observation pour base, ils prennent l'utopie d'une société idéale pour point de mire et ils sont des adversaires de la liberté et de la propriété individuelles. Quoique le socialisme vise en général un but matériel qui est une répartition autoritaire de la richesse en vue d'une prétendue égalité des jouissances, et qu'il prenne pour point de départ l'observation exclusive et la description des misères sociales, on peut dire qu'il a une méthode idéaliste, toute différente par conséquent de la méthode expérimentale. Il y a cependant une diversité de socialismes. Le socialisme de Cabet est une pure utopie ; il ne relève que de la foi. Le socialisme de Karl Marx repose sur des théorèmes ; il relève de la science et peut être discuté. Le socialisme est parfois très vigoureux quand il critique ; quand il essaie de construire après avoir démoli, il fait, à quelque école qu'il appartienne, un saut dans l'inconnu et repose sur des nuages. Néanmoins le socialisme exerce aujourd'hui une influence non seulement sur la politique, mais sur la science par les questions qu'il pose et par les sentiments qu'il éveille.

Le socialisme est l'opposé du libéralisme. Je reconnais que le libéralisme en économie politique est une doctrine ; mais j'ajoute qu'il est la doctrine la plus conséquente avec les principes. Je n'ajouterai pas qu'il est la plus généralement goûtée ; car il y a une cinquantaine d'années il était suspect à la bourgeoisie comme attaquant la protection douanière et demandant la liberté des coalitions ; aujourd'hui il est dénoncé au parti ouvrier comme hostile au collectivisme et trop peu interventionniste et la bourgeoisie ne le comprend pas mieux qu'autrefois.

En terminant une notice nécrologique sur Léon Say, je disais : « Il semble que le souffle du libéralisme aurait dû dans notre siècle animer les institutions des nations civilisées ; mais ce souffle ne pénètre pas facilement dans les rangs de la foule, parce qu'il faut une certaine ouverture d'esprit et de caractère pour comprendre et pratiquer le libéralisme, et il faut des hommes comme Léon Say pour le défendre contre les envahissements d'intérêts privés, contre les extensions excessives de la tutelle publique et contre les aspirations des masses vers un vague idéal de bien-être dont l'essai de réalisation aboutirait à un despotisme communiste. » Il est bien difficile en effet de faire agréer à un manouvrier chargé de famille et incertain du pain du lendemain que la liberté est après tout le mode de répartition le plus équitable ou à un agriculteur que le droit de douane qui lui fait vendre sa denrée cher peut avoir pour la société plus d'inconvénients que d'avantages.

Le libéralisme ne s'applique pas à tout et n'est pas une panacée. Néanmoins je crois que le jour où il serait compris en politique, en morale, en économie politique par les esprits cultivés et où il serait pratiqué, marquerait un progrès notable de l'état social en France. Ce n'est pas la voie dans laquelle semble marcher l'opinion. Les doctrines libérales sont moins en faveur dans notre pays ou dans d'autres qu'elles n'étaient jadis ; les démocraties semblent s'être fait un autre idéal.

On dit à tort que l'économie politique s'est proposé la liberté pour but : la liberté n'est pas un but ; elle est un moyen. L'école libérale regarde ce moyen comme le plus favorable au développement des forces productives pour la production de la richesse et le plus propre à assurer, dans la répartition de la richesse, la rémunération de chacun suivant ses œuvres. Ce sont là des questions capitales sans doute, mais qui relèvent plus de la politique et de l'art que de la science proprement dite.

L'école évolutionniste conteste la généralité des principes qu'admet l'école libérale. Elle l'accuse d'avoir une vue bornée, de ne regarder que le côté individuel des phénomènes et de négliger le côté social. Elle dit à l'école libérale : « Vous professez l'individualisme, ce qui signifie presque égoïsme », comme elle dit au socialisme : « Vous noyez l'individu dans la collectivité », et elle se place entre les deux, se targuant d'être éclectique en même temps que perfectible. Mais je ne vois pas quelle est la voie de perfectionnement qu'elle ait construite ou au moins ouverte ? Dans la science, comme nous l'avons dit, elle a par ses recherches augmenté la somme des connaissances, mais elle ne paraît pas avoir découvert de lois nouvelles. Dans la politique

elle a eu une action plus positive. Comme la plupart de ses maîtres inclinent vers l'interventionnisme, on peut dire que l'école est, pour me servir d'un mot qui aspire à avoir ses lettres de naturalisation dans la langue scientifique, — une « école étatiste »; on qualifie souvent ses professeurs du nom de « socialistes de la chaire », expression qui a plus cours en France qu'en Allemagne. Mais tel réclame l'action directe de l'État sur le travail; tel prône l'association, tel autre se rapprocherait volontiers d'un collectivisme mitigé. Cette école peut avoir eu le mérite de donner ou de suivre certaines directions réformatrices dans les questions industrielles et se féliciter d'être associée à une politique sociale de tutelle des classes salariées qui est aujourd'hui en faveur. Ce n'est pas là, selon nous, que gît la question doctrinale; elle réside dans la thèse soutenue par cette école au sujet des lois fondamentales de l'économie politique, à savoir que ces lois ne pourraient être déterminées que si l'on possédait le catalogue complet et définitivement classifié de tous les phénomènes économiques qui se sont produits dans les divers états de civilisation de l'humanité et sous tous les régimes, voire même des phénomènes futurs qui peuvent être autres que les phénomènes passés, et dans cette conclusion que, par conséquent, nous serions aujourd'hui dans l'impossibilité radicale d'affirmer l'existence de lois naturelles. C'est cette conclusion négative que je condamne.

L'école dogmatique libérale est individualiste, c'est vrai; mais cette qualité n'exclut pas, comme nous l'avons déjà dit, la préoccupation et l'intelligence des questions sociales; elle sert même à les mettre au point.

Sans doute on peut critiquer l'excès d'abstraction dans maint auteur, comme Ricardo. On peut regretter que des maîtres en économie politique aient exclusivement limité les fonctions de l'État à la sécurité; mais, tout en essayant d'avoir sur ce point des vues plus larges, il ne faut pas oublier qu'ils ont réagi contre des pratiques gouvernementales qui pesaient lourdement et qui pèsent encore dans beaucoup de cas sur l'essor libre des forces productives d'une nation. Un historien doit savoir placer les économistes dans leur temps pour juger leurs doctrines; sachant que cette science est perfectible, il ne devrait pas imputer à l'école libérale de 1897 les insuffisances qu'on peut signaler dans les écrits du commencement du siècle. Je n'ai jamais, dans mes livres ni dans mon enseignement, refusé à l'État le rôle qui lui appartient légitimement. D'autre part, le grand et instructif *Traité théorique et pratique d'économie politique* de mon collègue, M. Paul Leroy-Beaulieu, qui est à la fois un savant théoricien et un praticien mêlé aux affaires agricoles et commerciales, est bien différent des *Principes d'économie politique* de Malthus. Ils procèdent néanmoins tous les deux de la méthode d'observation, méthode à la fois expérimentale et abstraite, et ils appartiennent à l'école libérale.

On peut dénoncer des économistes qui se sont bornés à présenter la science comme une sorte de catéchisme; mais ce n'est pas sur eux qu'il faut prendre modèle, quoique la forme de catéchisme ne soit pas entièrement à rejeter pour un enseignement sommaire des premières notions.

Un professeur d'économie politique qui ne ferait que réciter le livre d'A. Smith, serait comme un professeur de chimie qui se contenterait de répéter les théories et les expériences de Lavoisier : ce qui n'empêche pas que Smith soit un des fondateurs de la science économique, comme Lavoisier l'est de la science chimique, et qu'en professant l'histoire des doctrines économiques, un maître n'enseigne avec profit pour ses élèves sur quel fond solide de principes durables il a établi cette science.

Émile Levasseur,
de l'Institut.

(*A suivre.*)

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614

d'après M. Zeller.

C'est une date qui a été souvent répétée dans les discours des hommes en 1788 et en 1789; car c'est, comme vous savez, celle des derniers États généraux qui aient été tenus en France avant ceux de 1789. C'est leur histoire, entre autres choses, que raconte M. Berthold Zeller dans son nouveau volume sur Louis XIII et c'est ce qui donne à cet ouvrage un très vif intérêt.

Songez en effet que 1614 est l'époque: 1° de la majorité de Louis XIII; 2° des États généraux; 3° de la première apparition de Richelieu sur la scène du monde. C'est un moment très important dans l'histoire de la France et même dans l'histoire de l'Europe.

Parlons d'abord des États généraux eux-mêmes. Ce qu'ils ont de singulièrement significatif, c'est leur désunion, la discordance de leurs efforts, la lutte qui y règne entre les trois ordres et par conséquent l'inutilité finale de leurs délibérations: ensuite ce fait, très important, très digne d'être noté, que c'est le Tiers État qui, au milieu de cette désunion, a la vue la plus nette, le sens le plus ferme, la conception la plus juste de l'état de la France et de la politique qu'on doit suivre, et qui, tout compte fait, représente véritablement la nation.

Je crois que cela est incontestable, et je me crois peu supect de partialité dans l'examen de cette affaire si essentielle.

Voyez l'attitude et du clergé et de la noblesse en ces grandes assises nationales de 1614. La noblesse, bonne royaliste, du reste car les États Généraux de 1614 furent, en leur totalité, profondément et résolument royalistes, la noblesse réclame énergiquement l'abolition de la *Paulette*, c'est-à-dire du droit qu'avaient les bourgeois, moyennant finance, d'assurer entre leurs mains la perpétuité des charges judiciaires. On peut différer d'avis sur la vénalité des charges judiciaires en général et sur la Paulette en particulier; mais on voit bien qu'ici, sans s'inquiéter du terrible embarras financier où la suppression d'une ressource aussi considérable que la Paulette pouvait jeter le gouvernement, la Noblesse déteste surtout et cherche à entraver un progrès et une ascension de la Bourgeoisie; qu'elle voit dans la perpétuité des charges judiciaires aux mains des familles bourgeoises, une aristocratie, une sous-aristocratie qui se forme ou plutôt qui se confirme et prend de nouvelles forces.

Elle regarde les payeurs de Paulette du même œil que les deux Saint-Simon les regarderont ; car il est à remarquer que Saint-Simon le duc et Saint-Simon le saint-simonien ont eu à l'égard des « Robins » et des « Légistes » exactement les mêmes sentiments de mépris et de haine, et que le comte de Saint-Simon semble avoir hérité cela de son grand-oncle.

On voit que la noblesse de 1614 poursuivait là un simple intérêt de caste. Assez maladroitement, du reste, car la réponse du Tiers État était trop facile ; elle était à prévoir; et elle fut faite. Les bourgeois répondirent : « Fort bien ! La Paulette est une mauvaise chose. Mais les pensions que le gouvernement prodigue aux gentilshommes n'en sont sans doute pas une meilleure. Elles obèrent véhémentement le Trésor et contribuent furieusement à vider les caves de la Bastille garnies d'or par Henri IV et qui ne contiendront bientôt plus que des toiles d'araignées. Sus aux pensions ! Et remarquez que les pensions c'est à vous qu'on les paye, et que la Paulette c'est nous qui la payons; que par les pensions le roi donne et que par la Paulette il reçoit. C'est nous qui sommes les patriotes, bien que le mot ne soit pas encore inventé. »

Il est certain qu'en cette affaire ce n'est pas la Noblesse qui semble avoir le bon bout. Savoiron, orateur du Tiers, parla avec bon sens et chaleur sur cette question :

On vous demande, Sire, que vous abolissiez la Paulette, c'est-à-dire que vous retranchiez de vos coffres seize cent mille livres que vos officiers vous payent tous les ans; mais l'on ne vous parle pas de supprimer l'excès des pensions qui sont tellement effrénées qu'il y a de grands et puissants royaumes qui n'ont pas tant de revenu que celui *que vous donnez à vos sujets pour acheter leur fidélité*. N'est-ce point ignorer et mépriser la loi de nature, de Dieu et du royaume, de servir son roi à prix d'argent et *qu'il soit dit que Votre Majesté ne soit point servie sinon par des pensionnaires ?* Quelle pitié qu'il faille que Votre Majesté fournisse par chacun an cinq millions six cent soixante mille livres à quoi se monte l'état des pensions qui sortent de vos coffres ! Si cet argent était employé au soulagement de vos peuples...

La Noblesse se fâcha, ce qui toujours prouve qu'on a tort.

Quant au Clergé, il dirigea son principal effort à faire accepter les décisions du Concile de Trente comme loi du royaume. Il se remua beaucoup pour cela, supplia la noblesse de s'unir à lui dans ce dessein, et en définitive, malgré les restrictions et réserves qu'il consentait, n'aboutit point. Il sollicita de même la royauté de tenir en sa protection la foi catholique ; mais les protestants, nombreux dans l'ordre de la Noblesse et même dans l'ordre du Tiers, ripostèrent en proposant que la mention de l'édit de Nantes fût insérée dans les Cahiers; et en définitive le Clergé fut seul de son avis sur ce point, comme sur celui du Concile de Trente.

Il est certain que l'esprit du Tiers fut plus en conformité avec les véritables besoins de la France et se montra comme plus prévoyant, à ce point que tel de ses vœux devint tout simplement le principe latent, mais fondamental et intangible de la constitution politique de la France jusqu'en 1789. Il s'agissait de déclarer principalement que le Saint-Siège ne devait avoir et n'aurait désormais aucune autorité dans les affaires politiques de la France et sur le roi; subsidiairement que le pouvoir du roi de France en France était absolu, et qu'il ne pouvait être déposé par qui que ce fût. Le texte du Tiers est solide, vigoureux et bon. Il est à citer tout entier :

Pour arrêter le cours de la pernicieuse doctrine qui s'introduit depuis plusieurs années contre les rois et les puissances souveraines établies de Dieu, par des esprits séditieux qui ne tendent à rien moins qu'à les troubler et subvertir, le Roi sera supplié de faire arrêter en l'assemblée de ses Etats, pour loi fondamentale du royaume et qui soit inviolable et notoire à tous, que, comme il est reconnu souverain en son État, ne tenant sa couronne que de Dieu seul, il n'y a puissance en terre, quelle qu'elle soit, spirituelle ou temporelle, qui ait aucun droit sur son royaume, pour en priver les personnes sacrées de nos rois, ni dispenser ou absoudre leurs sujets de la fidélité et obéissance qu'ils lui doivent pour quelque cause et prétexte que ce soit ; que tous les sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, tiendront cette loi pour sainte et vénérable, comme conforme à la parole de Dieu, sans distinction équivoque ou limitation quelconque ; laquelle sera jurée et signée par

tous les députés des États et dorénavant par tous les officiers et bénéficiers du royaume, avant que d'entrer en possession de leurs bénéfices et d'être reçus en leurs offices; tous précepteurs, régens, docteurs et prédicateurs tenus de l'enseigner au public; que l'opinion contraire, qu'il soit loisible de tuer ou déposer nos rois, s'élever et rebeller contre eux, secouer le joug de leur obéissance, pour quelque occasion que ce soit, est impie, détestable, contre vérité et contre l'établissement de l'État de la France qui ne dépend que de Dieu.

Ce que le Tiers de 1614 traçait ainsi avec une fermeté à laquelle il n'y avait rien à souhaiter, c'était la la définition même et le programme de la monarchie de Richelieu et de Louis XIV. La Noblesse et le Clergé furent comme étourdis de la netteté de cette lumière. Le Clergé, par l'organe de l'éloquent cardinal Du Perron, représenta au Tiers qu'il valait mieux que l'article ne fût pas inséré dans les cahiers de la Bourgeoisie, et que, pour cette doctrine de l'autorité des deux pouvoirs mieux valait s'en remettre au clergé qui ferait en sorte que tous les Français restassent unis dans une même ardeur pour le service, le salut et la vie du roi. Le Tiers goûta cette éloquence, mais tint ferme sur son article. La Noblesse, de son côté, rejeta cet article comme entaché d'un royalisme un peu excessif; et, ce qu'il y eut de plus piquant, c'est que le gouvernement ne l'accepta pas non plus. C'est probablement de cette époque que date l'expression : « plus royaliste que le roi » ; et le Tiers de 1614 est sans doute la première « Chambre introuvable » de l'histoire de France.

Tant y a que le gouvernement, qui ne laissait pas d'avoir besoin du Saint-Siège, à cette époque, soit pour le mariage du roi avec Anne d'Autriche ou pour quelques autres petites choses, s'arrangea de manière que l'article ne fût pas inséré dans les cahiers. Ce devait être le premier article du registre du Tiers. Il fut laissé en blanc, et l'on écrivit en marge que cet article premier avait été, *comme très important*, présenté par anticipation à Sa Majesté, qui avait exprimé l'intention de lui faire une réponse conformément à son devoir. Ce ne fut donc qu'une manifestation. Mais elle fut singulièrement significative, et cet article en blanc, qui fut lu par toute la France, fut tout simplement la pierre fondamentale de la monarchie du XVII[e] siècle. Il signifiait que la bourgeoisie voulait proclamer la mise hors tutelle de la monarchie française. Il fut ce qu'on pourrait appeler la Charte de 1614. Ni Richelieu, ni Louis XIV ne l'oublièrent.

Au fond, cette démocratie royale dont on a tant parlé en 1789, on voit qu'elle a été l'idée dominante de la bourgeoisie française de 1614 à 1791.

Le second intérêt du volume que M. Berthold Zeller consacre à ces deux années 1614-1616, c'est l'apparition et les premiers pas sur le terrain de la grande politique, du futur terrible cardinal Armand de Richelieu. A ces États de 1614, il fut député du clergé pour l'obscur diocèse de Luçon qu'il administrait en attendant mieux. Nous assistons à ses débuts. C'est lui, par exemple, qui, avec l'évêque de Laodicée, va haranguer le Tiers État dans une circonstance où il s'agit à la fois des privilèges de l'Église et des droits des États généraux en opposition avec ceux du Parlement. C'est dans cette occurrence qu'il prononce les graves paroles suivantes, dont il n'est pas à croire qu'il fut plus tard pénétré jusqu'au fond du cœur :

Pour ce qui est des États généraux, qui présentent la majesté de toute la France, chacun sait que leur puissance est supérieure à toute autre, fors à celle du Roi. Autrefois ils ont déclaré les Rois, donné les Régences, établi l'ordre du gouvernement, et, qui plus est, réglé le pouvoir des autres compagnies établies en France. Et maintenant il y en a [le Parlement] qui voudraient interrompre le cours de leurs délibérations et les priver de la liberté qui leur est si essentielle. Jamais telles entreprises n'ont été faites par quelque compagnie que ce puisse être...

C'est lui qui parla à la clôture des États généraux au nom de l'ordre du Clergé; et son discours est déjà d'un homme d'État et d'un homme qui sait d'avance ce qu'il compte faire si jamais le gouvernail se trouve entre ses mains. Dans ce discours, s'il condamne la vénalité des offices, que plus tard il n'essaya pas de supprimer, il blâme les pensions immodérées que l'on donnait à chacun, la liberté fâcheuse de détenir plusieurs bénéfices et toutes les simonies qui se commettaient par abus invétéré; il donne l'idée et trace presque le programme d'un gouvernement énergique, ménager des ressources publiques, et, aussi, jaloux de la gloire et de l'agrandissement de la France, comme il appert de ces paroles à propos des mariages espagnols : « Vous avez beaucoup fait, Madame [la régente] ; mais il n'en faut pas demeurer là : en la voie de l'honneur et de la gloire ne s'avancer et ne s'élever pas, c'est reculer et déchoir. »

Et l'on sent, si l'on veut démêler, une prévision ou une espérance des grandes destinées qui attendent le jeune évêque dans ces lignes tout officielles où Richelieu ne semble que traduire les idées générales de l'ordre que pour le moment il représente : « Les prélats autrefois *étaient employés de leurs princes;* l'Église gallicane était pleine de majesté; au lieu que maintenant elle est tellement déchue de cette ancienne splendeur qu'elle n'est pas reconnaissable. Car, *tant s'en faut qu'on recherche les conseils des ecclésiastiques en ce qui regarde l'État, qu'au contraire il semble que l'honneur qu'ils ont de servir Dieu les rende incapables de servir leur Roi qui en est la plus vivante image.* »

Il est curieux de voir, sous la belle phraséologie des déclarations officielles, poindre la vive et confiante ambition de l'homme qui se sent né pour commander et qui dit, charitablement et poliment, de tous ses collègues généralement quelconques, ce qu'il veut bien penser d'eux et ce qu'il pense de lui.

Et nous le suivons plus tard dans les négociations délicates et difficultueuses de la « Paix de Loudun », entre les princes éternellement rebelles et la Cour; et nous nous disons qu'il est probable que c'est au milieu de ces négociations que la première pensée de l'arrestation du prince de Condé, arrivée à la fin de 1616, fut doucement admise et amoureusement caressée par Richelieu. Il faut envisager ces premières années de la carrière politique du Cardinal, se représenter la France parcourue de long en large par une demi-douzaine de princes suivis de soldats pillards et ravageurs, les protestants donnant la main aux derniers féodaux et faisant « État dans l'État » comme les princes font principautés dans le royaume, et Louis XIII ramenant sa jeune femme de Bordeaux à Paris sans être sûr de n'être pas vingt fois traversé et forcé de se faire jour les armes à la main; car à cette époque tout voyage du Roi dans son royaume de France est un retour de l'île d'Elbe, exactement; — pour comprendre le siège de la Rochelle et l'exécution de Cinq-Mars.

L'histoire de France s'est développée de 1615 à 1642; mais elle s'est esquissée une première fois en une ligne très nette et précise, dans le cerveau d'Armand Richelieu, vers 1614-1616.

Aussi bien il est infiniment probable qu'il contribua fort honnêtement au coup d'État de septembre 1616. On peut croire, et M. Zeller croit, il me semble, que Richelieu, alors aumônier de la jeune reine et secrétaire des commandements de la reine mère, fut pour quelque chose et peut-être pour beaucoup dans la rentrée imprudente du prince de Condé à Paris qui était la préface de son arrestation. Richelieu dit lui-même dans ses Mémoires :

« La reine crut que j'aurais assez de fidélité et d'adresse pour dissiper les nuages de la défiance que les mauvais esprits lui donnaient [donnaient au prince] d'elle, contre la vérité; ce qui me réussit non sans peine assez heureusement. » Et d'autre part, il écrit aussi : « Condé était persuadé que la Reine, dans le cas d'une tentative contre elle, « demeurerait si mortellement offensée qu'infailliblement elle se vengerait d'eux, et pourrait le faire sans difficulté, ayant toute l'autorité royale en mains, *et ne manquant pas de serviteurs qui lui conseilleraient et l'enhardiraient au besoin.* » — Et il est certain qu'à rapprocher ces deux passages on est très tenté de voir la main prudente, ferme et cachée de Richelieu autant dans la rentrée du Prince à Paris, que dans son arrestation un mois plus tard.

Toujours est-il que voilà Condé à Paris, très arrogant d'abord, déclarant « qu'il est venu à Paris, appelé par le peuple, désiré par la noblesse, prié par de nombreux princes, troisième personne du royaume et désigné pour penser au bien du royaume, puisque d'autres n'y songent point et que le roi est encore, à vrai dire, en minorité »; — très imprudent ensuite et entrant dans de vagues complots à effet d'enlever la Reine mère et de mettre, sous son autorité à lui, le roi non seulement en minorité, mais en tutelle; — indécis, ensuite, perdant du temps, alors que, très surveillé par de bons yeux, il aurait fallu brusquer les choses; — arrêté enfin le plus facilement du monde; car s'il était désiré par la noblesse, ce qui encore n'était pas certain, et prié par de nombreux princes; il n'avait pas été le moins du monde appelé par le peuple, et le peuple de Paris était à ce moment aussi royaliste que le Tiers des États généraux de 1614.

Richelieu fut-il dans la coulisse en ces circonstances dramatiques? Rien ne le prouve; mais par ce que nous avons vu plus haut il est probable; et aussi par ce qui suivit. Car quelques semaines après, Richelieu entrait au ministère. Quoi qu'il en soit, ces deux années, si elles ne furent pas son apprentissage, furent son école. En 1614, il avait vu de près les sentiments du Tiers État et pu comprendre que déjà le Tiers État était la nation. En 1616, tant à Loudun qu'à Paris, il avait vu de près aussi les princes et pu comprendre et ce qu'il y avait à en attendre et comment on les pouvait combattre et qu'il n'était pas au-dessus des forces humaines de les vaincre. Il était au courant. Il était mûr pour l'œuvre de réorganisation nationale et de rétablissement de la Monarchie française qu'il devait poursuivre avec tant de rectitude et d'énergie. Le successeur d'Henri IV était né.

Et je n'ai pas besoin de dire maintenant à quel point le nouveau volume de M. Zeller est intéressant.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

GYMNASE : *Mariage bourgeois*, comédie en quatre actes, de M. Alfred Capus.

Elle est tout à fait charmante, la comédie de M. Alfred Capus, que vient de nous donner le Gymnase. Elle n'est point sans défauts, ce dont il faut rendre grâce aux dieux. Mais elle est toute pleine des qualités les plus rares; elle a celle-ci surtout, qui prime toutes les autres, d'être toujours amusante ou

intéressante. Je n'ajoute pas qu'elle est spirituelle ; les lecteurs de cette *Revue* n'ont pas besoin qu'on leur rappelle l'esprit si juste et si alerte de leur ancien « chroniqueur ». De l'esprit, M. Capus en a, comme on dit à revendre ; et le fait est qu'il en vend, presque chaque matin, aux lecteurs du *Figaro* et de l'*Écho de Paris*. Il en a mis à profusion dans ses romans, pour lesquels j'ai une admiration très particulière ; et il lui en reste pour ses pièces ; *Brignol et sa fille*, *Louison*, *Petite folles* et *Mariage bourgeois* sont parmi les comédies les plus spirituelles d'un temps où tous les auteurs dramatiques ont de l'esprit.

J'ai dit que *Mariage bourgeois* n'était pas sans défauts. Le défaut capital est celui-ci : si l'idée générale est assez nette, la démonstration semble un peu « éparpillée » ; l'on dirait que, la donnée une fois établie, M. Capus, sûr de faire la preuve au baisser du rideau, s'est amusé à nous montrer quelques types amusants dans quelques scènes comiques ou dramatiques, s'en remettant à notre intelligence pour compléter sa démonstration. Et, comme cette confiance nous flatte, comme les types sont vivants et les épisodes intéressants, nous ne saurions en vouloir à leur auteur. Au surplus, un résumé de la pièce vous montrera ce que je veux dire. Je vous préviens d'avance que ce qu'elle contient de meilleur va disparaître dans ce résumé...

Edmond Tasselin cherche à se marier. Il est avocat ; intelligent et, sans grands scrupules, il veut faire un mariage d'argent. Il est fils de M. Tasselin, un brave employé du ministère : celui-ci possède « de chez lui » une petite fortune, trois cent mille francs environ, qu'il réserve pour la dot de ses enfants, Edmond et Madeleine. Ce Tasselin a un frère, Jacques Tasselin, riche banquier, chez lequel il a placé des économies. Pour l'instant, Edmond recherche Mlle Henriette Ramel, fille d'honnêtes bourgeois ; elle est insignifiante, mais elle apporte deux cent mille francs qui, joints aux cent cinquante mille d'Edmond, permettront au jeune avocat d'attendre la clientèle sans la trop solliciter.

Or, cette histoire de mariage se complique par ceci. Jacques Tasselin, le banquier, que tout le monde croit fort riche, qui mène grand train, et dont la femme est extrêmement élégante, Jacques Tasselin est à demi ruiné. A la suite de fâcheuses opérations, le capital de sa banque s'est trouvé compromis ; il n'ose chercher des fonds dans le monde des affaires, où ses démarches confirmeraient les soupçons qu'on a de sa ruine.

Il s'adresse à un certain Piégoy, fermier du casino (nous sommes dans une ville d'eaux ou sur une plage), c'est-à-dire tenancier de tripot, et possesseur de quatre millions qui ne doivent rien à personne, ou qui doivent à tant de monde qu'il peut s'en considérer comme le propriétaire légitime. Ce personnage de Piégoy, je veux le dire tout de suite, est de premier ordre ; M. Capus a marqué avec une force et une vérité peu communes sa roublardise, son flair, sa rudesse en affaires, et en même temps son espèce de générosité brutale ; il prête à de gros intérêts, étrangle sans pitié ceux qui règlent leur dette sans empressement, et il est capable de rendre un service désintéressé ; il a à la fois le mépris de l'argent et le sentiment de sa puissance ; il comprend qu'il est un déclassé, — « Mais, dit-il, les déclassés sont si nombreux aujourd'hui, qu'ils sont en train de former une classe », — et il tient cependant aux égards qu'il mérite en tant que possesseur de quatre millions. M. Capus a créé un type singulièrement vrai et vivant. Et cela seul témoignerait de la valeur de sa pièce. La scène où Jacques Tasselin cherche à « rouler » Piégoy est d'une drôlerie supérieure. Il le prend de haut tout d'abord, condescend à traiter quelques affaires : et l'autre, flatté de se voir en rapports avec un banquier « classé », approuve, sourit, offre son argent, tout en gardant les distances. Mais les explications de Tasselin sont un peu vagues. De quel genre est l'affaire qu'il propose, commerciale ou industrielle ? Commerciale, assurément : industrielle peut-être, et les deux, s'il le faut... Tasselin s'embarrasse. Enfin, après une réponse plus empêtrée que les autres, Piégoy change brusquement de ton ; il se lève, et frappant sur l'épaule de Tasselin : « Vous, mon petit, vous essayez de me mettre dedans !... Ne niez pas. J'ai l'expérience : les gens qui viennent vous *taper*, que ce soit d'un million ou de cent sous, ont tous le même sourire et le même geste... Vous avouez ? Tout va bien ; et cela ne m'empêchera pas de vous rendre service. Ne parlons plus de votre affaire. Mais il en est une autre que nous pouvons faire ensemble... »

Et Piégoy s'explique avec simplicité. Il a une fille qu'il adore et qui a eu la fantaisie de s'éprendre d'Edmond. Que le mariage se fasse, et Jacques Tasselin, touchera les trois cent mille francs dont il a besoin pour sauver sa banque. Le banquier est sous la dépendance de Piégoy ; il consent donc, tout en insistant sur la difficulté de la chose ; le mariage d'Edmond avec Mlle Ramel est aux trois quarts conclu : comment pourrait-on le rompre ? Mais Piégoy est homme de ressources ; son métier est d'être abondamment renseigné sur ceux qui fréquentent son « cercle », et il fait son métier en conscience. Et voici ce qu'il a découvert : Edmond a séduit jadis l'institutrice de sa sœur Madeleine, Suzanne Tillier ; lorsque la pauvre fille, vu son état de grossesse, dut quitter Madeleine, Edmond l'installa dans un modeste appartement où elle vit avec son enfant, et où Edmond vient lui faire des visites de plus en

plus espacées. Que le père Ramel apprenne la chose, voici le mariage rompu, et Edmond libre d'épouser Mlle Piégoy, car avec Suzanne, on s'arrangera toujours.

J'ai insisté sur cette exposition qui, je le répète, est excellente ; non pas seulement la scène entre Piégoy et Tasselin, mais celles qui la précèdent, et celles qui la suivent. Les personnages nous sont présentés et expliqués avec netteté ; sans « rosserie » conventionnelle, ils se font connaître à nous ; nous sommes, à la fin de l'acte, très complètement renseignés sur leurs caractères.

Mais Piégoy et Tasselin ont compté sans le dévouement de Suzanne Tillier. A Ramel qui est venu la voir, elle affirme qu'elle n'est pas la maîtresse d'Edmond ; et elle ment à peine, car celui-ci vient de rompre avec elle, et de lui annoncer son mariage. Ramel se retire, rassuré un peu trop facilement ; et le mariage d'Edmond et d'Henriette est décidé. — Ici, je ne comprends pas très bien comment Edmond laisse la chose se conclure ; son oncle lui a parlé des projets de Piégoy ; tel que nous le connaissons, il doit préférer deux millions de dot aux médiocres deux cent mille francs de Mlle Ramel ; et les prétextes ne lui manquent pas pour rompre des accords qui, à ce moment, ne sont pas encore définitifs ; j'entends bien que le mariage Piégoy n'est pas très reluisant ; mais, si Edmond a de ce chef quelques scrupules, j'aurais aimé qu'il nous les fît connaître.

Cependant Piégoy, confiant, arrive chez Jacques Tasselin : il a dans sa poche les trois cent mille francs promis ; il va les remettre à Jacques, quand un hasard lui apprend les fiançailles, maintenant officielles, d'Edmond. Il se fâche, cette fois. Jacques prie, supplie : il est ruiné, et non seulement lui, mais son pauvre frère, dont toute la fortune est engloutie dans le naufrage... Piégoy est inflexible : « Vous êtes un filou ; vous avez ruiné votre frère, et vous allez être coffré, je connais la loi ; j'ai passé deux fois en police correctionnelle, mais j'ai été acquitté, moi ! Vous serez condamné, et je ne veux pas avoir affaire à un monsieur de votre espèce. Au surplus, je n'ai plus besoin de vous ; jamais Ramel ne donnera sa fille à un garçon sans le sou ; Edmond reste libre, et il sera trop heureux d'épouser ma fille, sans votre secours !... » Et il part en claquant les portes.

Jacques saute sur un revolver ; son caissier l'arrête. Encore un type excellent, ce Gorget. Depuis trente ans qu'il est dans les affaires, il en a vu bien d'autres ! Sa sérénité se double d'expérience ; il sait ce qu'on doit faire en pareilles circonstances : c'est de prendre le train : « Le véritable revolver d'un homme d'affaires, le voici », dit-il en montrant l'*Indicateur des Chemins de fer ;* il reste une cinquantaine de mille francs dans la caisse, c'est plus qu'il n'en faut pour refaire fortune, et Jacques ne sera pas le premier qui, après quelques mésaventures, reparaîtra plus brillant et plus considéré... La scène est excellente, d'un comique profond et juste. Et celle qui suit, entre Jacques et son frère, est sobrement et vraiment dramatique. Enfin Jacques s'enfuit ; nous ne le reverrons plus.

Et le dénouement arrive, comme Piégoy l'avait prévu. Les Tasselin ruinés, et incapables de réagir, sont trop heureux d'accepter son offre. Sur les deux millions de la dot, Edmond prendra trois cent mille francs pour désintéresser les créanciers qui, alors, retireront leurs plaintes ; il n'y a plus à craindre qu'une chose, c'est que le parquet poursuive d'office ; mais, là encore, Piégoy, les rassure ; il « connaît beaucoup de magistrats », et il arrangera l'affaire. Tout est pour le mieux dans la plus optimiste des comédies ; et ce qui donne un ragoût particulier au dénouement, c'est que ce bonheur est dû à Piégoy ; et c'est une chose réjouissante à la fois et rassurante que de penser qu'un homme tel que lui fait le bonheur d'un nombre respectable de braves gens.

Encore, étant donné les projets et le caractère d'Edmond, n'est-il pas très étonnant que Piégoy et lui finissent par s'entendre. Mais j'ai laissé de côté dans mon résumé un charmant couple d'amoureux : Madeleine, la sœur d'Edmond, et son cousin Maurice Vernot ; celui-ci un aimable garçon, dépourvu de sérieux, mais plein de cœur : celle-là, une « ingénue », mais une ingénue renseignée si je puis dire, honnête et loyale, que les convenances n'intimident pas, et qui appelle bravement « mon neveu » le fils de son ancienne institutrice et d'Edmond. Ces braves enfants, la question d'argent ne les préoccupe guère. Ils restent étrangers à toutes les vilaines intrigues qui s'entremêlent autour d'eux ; ils les soupçonnent, ils ne s'en indignent pas trop : cela ne les regarde pas. Et, s'il était consolant de penser qu'un Piégoy peut, en se servant lui-même, servir de braves gens, il est tout à fait piquant de voir les formes bizarres que peut prendre la Providence pour unir deux gentils amoureux.

Je disais en commençant que le meilleur de la pièce disparaîtrait de mon analyse. Je n'avais que trop raison. Si le récit qui précède a pu vous donner une idée de l'intrigue (tout de même un peu compliquée), elle ne vous a nullement renseignés sur la valeur et l'intérêt de la comédie de M. Capus. Ce qui la rend si amusante, c'est le soin avec lequel sont dessinés les personnages. Vous avez vu combien Piégoy est original et vrai. Si les autres sont moins développés, ils sont tous marqués d'un trait net et précis : Gorget, le caissier que rien n'étonne, hon-

nête pour lui, mais trouvant naturel que les autres ne le soient pas; le père Tasselin, toujours inquiet, toujours tourmenté, et presque satisfait, au dernier acte, d'avoir enfin une bonne raison de désespérer.

Madeleine et Maurice eux-mêmes échappent à la banalité inhérente à leurs rôles, par ce que M. Capus à su leur donner de vérité ; Mme Jacques Tasselin qui apparaît à peine, est cependant quelqu'un : nous la connaissons, et nous savons pertinemment ce qu'il adviendra d'elle. Ajoutez l'esprit « intelligent » de M. Capus, un dialogue alerte tout plein de mots drôles et « représentatifs », et vous aurez alors, — alors seulement, — une idée à peu près exacte de cette charmante comédie dont le succès a été très vif.

L'interprétation est bonne dans son ensemble, et supérieure avec M. Numès ; il a rendu avec une vérité saisissante le personnage de Piégoy ; les divers aspects du rôle, sa vulgarité naturelle, sa bonhomie un peu rude, et sa brutalité quand il se croit trompé, tout cela a été traduit par M. Numès avec une précision qui lui fait le plus grand honneur. Après lui, il faut citer M. Boisselot, d'un naturel surprenant dans le rôle du caissier Gorget. MM. Lérand et Gauthier sont à louer également. Mlle Yahne n'a été qu'assez bonne, tout comme Mlle Duluc. Et Mlle Mégard se contente d'être fort jolie, ce qui est déjà quelque chose.

A la semaine prochaine, le *Don Juan de Mañara*, de M. Haraucourt.

Jacques du Tillet.

CHOSES ET AUTRES

Paris au milieu de sa campagne recouverte de neige nous représente assez bien une goutte d'encre sur une feuille de papier blanc. La neige est blanche dans tout l'univers, ici elle est noire ; quand il neige à Paris, c'est de la boue qui tombe, phénomène peu agréable. Le premier qui inventa de fondre en deux heures toute la neige de Paris avec du gros sel, a privé les peintres parisiens des plus jolis effets et des plus charmantes perspectives.

J'ai lu dans une dépêche anglaise qu'il était tombé une si grande quantité de neige autour de Téhéran, que plus de cent personnes avaient péri ensevelies sur les chemins qui mènent à la capitale de la Perse.

Notre globe tout entier est fouetté depuis quelques jours au milieu d'une tempête de neige, — telle une croquette que roulerait furieusement dans la farine un cuisinier en colère.

*
* *

Les hôpitaux de Paris, grâce aux progrès de la science et des bonnes méthodes d'antisepsie, deviennent des asiles si réellement hospitaliers et si favorables à la guérison de tous les maux, que les étudiants en médecine sont dans la plus grande inquiétude, nous dit-on, et la Faculté avec eux. La disette de sujets anatomiques commence à sévir et bientôt on n'aura plus aucun moyen d'instruction pour la jeunesse avide de nous guérir, en sorte que le triomphe même de la médecine la ramènera par des chemins imprévus à l'ignorance d'autrefois.

D'une autre part, les familles des pauvres gens deviennent de plus en plus délicates, attentives à soustraire aux injures du scalpel la dépouille des êtres qui leur furent chers. On sait combien cette question a soulevé autrefois de passionnés débats, où la science et la religion étaient aux prises l'une avec l'autre.

Ce n'est pas la religion qui fait entendre aujourd'hui ses scrupules, elle a cédé très raisonnablement à la science sur des points que les savants peuvent en toute légitimité revendiquer pour eux et pour leurs instruments perfectionnés. Il ne s'agit plus que de ce sentiment si naturel au cœur de l'homme qui a coutume de dire : « Guenille, c'est possible, ma guenille m'est chère », et qui prend soin de se protéger contre les curiosités trop indiscrètes, alors même qu'il n'en peut plus souffrir.

Mais on comprend très bien qu'une éducation plus forte, un sentiment plus vrai de la solidarité humaine chasseront ces répugnances peu réfléchies. Il n'est pas rare de voir des personnes recommander au contraire qu'on ne les épargne pas, après leur mort, pour faire servir leurs maladies à l'allégement de leurs semblables et au progrès de la science positive. On peut affirmer que le vrai respect et le vrai culte de l'humanité sont bien là plus que dans des défenses qui ne servent qu'un égoïsme posthume. Si on a été avare, sans charité, sans vertu, pendant sa vie, qu'on ait au moins cette générosité-là, quand elle ne coûte plus rien ! Il n'est pas impossible que cette éducation l'emporte peu à peu sur l'éducation ancienne, au fur et à mesure que les hommes deviendront plus éclairés.

*
* *

A propos d'hôpital, on nous informe que nous avons maintenant un hôpital pour les arbres, grâce aux bons soins du Conseil municipal. C'est au bord de la Seine, dans la partie le plus agréable du Bois de Boulogne. C'est là qu'on transporte les marronniers, les platanes, vernis du Japon, devenus malades sur les boulevards de Paris.

Disons plutôt : villégiature : une villégiature pour les arbres de la capitale ; ils en ont bien besoin, les pauvres !

* *

Nous avons perdu en Cavallotti un bon ami de la France : les deux nations latines le pleurent comme si elles avaient perdu chacune un fils très chéri. La presse de tous les partis a pris le même deuil des deux côtés de la montagne, indistinctement et unanimement; rare hommage. Il n'y a de diversité que dans les formes d'un même éloge. Homme d'action et de pensée, poète, philosophe, orateur, et d'une éloquence toute de feu, soldat intrépide, Cavallotti représentait tous les traits de la physionomie latine, fière, douce, tendre et héroïque, aussi beau parleur que beau sabreur : mais n'est-ce pas un comble de folie que des hommes de pensée et de haute conscience aillent ainsi se couper la gorge, dans la paix de leur patrie et du monde, pour des articles de journaux?

Le problème d'opinion qui s'agitait entre Cavallotti et Macola, dans la *Gazette de Venise* et le *Don Chisciotte*, pourrait être le plus grave problème moral et social de l'humanité, — ce qui probablement n'était pas, je ne connais pas les articles, — mais enfin le fût-il, qu'il ne justifierait pas ce délire : renoncer à l'exercice de la pensée, à la lutte de la raison, quand on est des hommes de raison, pour finir et conclure son raisonnement par un jeu de spadassin.

Et ainsi s'éteint l'une des plus belles intelligences et des plus nobles âmes dans une rencontre de simple brutalité, qui est un non-sens, une contradiction avec tout le développement de cet être moral!

Si l'on croit qu'une certaine unité est inséparable de la beauté, qu'une rupture violente d'équilibre n'a pas le caractère du beau, on ne saurait reconnaître le beau dans cet écroulement de la raison humaine finissant en férocité inconsciente.

Mais le préjugé est tel qu'on a pu lire une foule d'articles où sont exprimés de la manière la plus digne et la plus touchante les sentiments d'affection et d'admiration des Français pour Cavallotti, et cependant pas une ligne, pas un regret sur cette conclusion stupide d'une si noble vie.

Le duel est une de ces idoles qui s'imposent avec une force et un prestige si universellement reconnu que les plus braves n'osent pas lui tenir tête, lui manquer de respect et lui dire face à face qu'elle n'est qu'une superstition et une sublime bêtise humaine. Vous avez entendu bien des fois au bord des tombes prononcer ce mot par les amis qui pleurent une mort prématurée : « O mort stupide ! » Elle n'a pourtant rien de pareil, cette mort inattendue, foudroyante, où la volonté et les desseins des hommes n'entrent pour aucune part; c'est une catastrophe mystérieuse, qui saisit l'âme de pitié et de terreur, mais ne présente aucun rapport avec la stupidité. Si le mot « stupide » peut être justement placé quelque part, ce serait ici, par exemple; mais c'est ici précisément qu'on ne le dira jamais!

On nous assure que le duel est dans le sang des Latins, et qu'il nous faut le conserver précieusement. Il paraît même que c'est un élément de l'ordre social et politique. Les socialistes et les anarchistes, tous les ennemis de la société en un mot, sont les seuls qui peuvent se permettre de se prononcer nettement contre le duel. De même pour la peine de mort. Il faut la garder avec soin, la cultiver avec une sorte de religion. On a dit bien souvent que celui qui se prononce contre le duel ne manquerait pas de se rendre aussitôt sur le pré pour soutenir bravement sa doctrine. Le duel est une bêtise et un crime, je vais te le prouver immédiatement l'épée à la main, si tu doutes de la sincérité de mon opinion!

Seulement, à la longue, et de siècle en siècle, avec ces préjugés si bien entretenus par le snobisme des Latins, on ne voit pas que nos nations se préparent efficacement à soutenir la concurrence du monde nouveau. Nous sommes toujours par là, je le crains bien, des hommes du moyen âge, et les chevaliers, les duellistes, les toréadors et le reste seront roulés par les boxeurs de la nouvelle école.

Cavallotti avait un frère qui périt pour la France à Dijon ; Imbriani aussi en avait un, qui succomba pour nous au même endroit. Les deux amis en Italie étaient sans nouvelles de la bataille. Depuis plusieurs semaines ils n'avaient pas reçu de lettres de leurs frères, pourtant si exacts à leur écrire.

Imbriani se rend chez Cavallotti; peut-être saura-t-il chez son ami ce qui est advenu à Dijon ; il entre, leurs yeux se rencontrent, ils y voient la même interrogation muette, et ils se jettent dans les bras l'un de l'autre.

Cavallotti avait voulu aller à Nice, dans la patrie de Garibaldi, pour prêcher l'union des deux nations sœurs. Il avait su allier en lui toutes les ardeurs du sentiment avec la plus haute sévérité de la pensée. Quand il entra pour la première fois à Monte-Citorio comme député, il devait prêter serment ; un certain nombre de ses collègues se montraient furieusement préoccupés du problème qui s'imposait à Cavallotti ; il se tourna vers eux et leur dit cette parole souvent répétée : « Consciences inquiètes, respectez les consciences tranquilles ! »

Dans la chaîne d'amitié qui unit, malgré les tristes calculs des politiciens, la France et l'Italie, un précieux anneau est brisé, mais la chaîne ne tombe pas, elle se resserre et se refait.

JEAN-LOUIS.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

J'ai rencontré cette semaine, dans le rapide de Marseille, le Sar Péladan.

La tenue de voyage a si étrangement modernisé et, si l'on peut dire, banalisé l'aspect du grand maître de la Rose-Croix, qu'au premier abord il est méconnaissable. Il porte le « complet » des voyageurs : la blouse de drap sombre serrée à la taille par une ceinture ; sous le chapeau de feutre clair à bords minces, l'auréole énorme des cheveux noirs disparaît, aplatie... Une seule « note » originale subsiste : le corsage-cuirasse de soie, que le Sar porte à la place du gilet, et qui, sous la blouse fermée, cerne le cou d'un trait noir.

Il a autour de lui beaucoup de petits paquets qu'il considère, l'un après l'autre, d'un œil triste, — l'œil de l'homme qui n'a pas fait son bagage lui-même, et qui se demande où il trouvera ce qu'il cherche, et comment il réemballera ce qu'il a déballé... Il fume sans relâche des cigarettes blondes du « Khédive » ; il ne regarde pas un journal ; à peine, de temps en temps, feuillette-t-il, d'une main nerveuse, d'épais guides Joanne à reliure bleue.

On avait dit qu'il était parti pour l'Orient, qu'il se promenait en Judée. Il avait quitté Paris dans ce but, en effet, il y a quelque temps déjà ; mais son voyage devait commencer par un séjour en Roumanie, puis en Turquie. Ce séjour en Roumanie a eu des conséquences que le Sar ne prévoyait pas. Il a fait là-bas des conférences religieuses qui ont causé, dans la haute société, quelque émotion. C'est qu'en effet l'ambition qu'il avoue n'est pas ordinaire. M. Joséphin Péladan a rêvé de fortifier par la propagande et d'étendre en Roumanie, contre le christianisme orthodoxe, l'action du catholicisme romain, et quelques hommes politiques considérables du pays — et beaucoup de femmes aussi — l'incitent à y travailler. Il a donc décidé de changer son premier itinéraire, et de revenir à Paris, puis de se rendre à Rome pour y causer avec le cardinal Rampolla de ces choses.

Le Sar entre à ce sujet dans des détails curieux. Il traite avec sévérité la religion « orthodoxe », et prétend en démontrer le « néant théologique, politique et moral » ; il ne parle pas avec moins d'amertume des popes, personnages décoratifs, mais souvent nuls, et même méprisés un peu, « par qui la princesse G... se fait confesser pour dix francs, et qu'elle envoie dîner à la cuisine. »

Le Sar estime que l'intelligence et la sensibilité des femmes roumaines ont besoin d'un autre aliment, et que Rome le leur donnera.

Il est d'ailleurs plein d'idées générales, et très informé sur les sujets les plus divers. La chronique parisienne nous avait trompés. Elle a fait du Sar une espèce de snob hautain, dont le plus grand mérite consistait à s'être installé, somptueusement vêtu, au sommet d'une aristocratie fondée par lui-même. Dans l'intimité de cette conversation, l'homme m'apparaît tout autre. Il n'a aucune morgue, et il est prodigieusement instruit. Du haut de l'idéal théocratique où son rêve plane, il juge les événements et les hommes avec une indulgence et une finesse de bon prêtre. Il ne connaît pas à fond que l'histoire de l'art et des religions. Il a des idées précises sur la politique et sur l'éducation modernes, sur la diplomatie, le théâtre, et les derniers emprunts d'Etat.

Je lui dis qu'on ne le voit plus nulle part. Il me répond que la plupart des hommes qu'il aimait sont morts (il a à peine quarante ans), et que les jeunes lui font peur. Il se plaint de leur ambition vorace, de leur impatience « d'arriver », du parti pris de « débinage » qui sévit parmi eux. Il a entendu Willette déclarer un jour que Léonard de Vinci était le Bouguereau de la Renaissance, et cela l'a épouvanté.

Aussi préfère-t-il vivre dans la contemplation du passé ; et ce sont ces joies-là, — et ce repos — qu'il va chercher en Grèce, en Egypte, en Palestine où il demeurera plusieurs mois.

Il en rapportera quatre volumes qui seront : *la Terre d'Islam, la Terre du Saint-Sépulcre, la Terre des Sphinx* et *la Terre d'Orphée.* Il a dans sa malle un appareil photographique, et mille *plaques* et il se réjouit de passer là-bas des nuits tout seul, dans les hypogées ou sous les portiques des temples...

— Vous n'avez pas peur ?

— Non. Je quitte mon hôtel avec un drap de lit sous le bras, et, le moment venu, je m'en enveloppe. Vous n'imaginez pas quelle sécurité cela donne. Il n'y a pas de bandit que la vue d'un spectre ne fasse fuir.

Il espère, au mois d'avril, rencontrer là-bas Guillaume II, et causer avec lui.

Il serait piquant que l'*interview* rêvée depuis dix ans par tous les journalistes français fût enfin « prise », au seuil du Saint-Sépulcre, par le Sar Péladan !

Le nouveau roman de M. André Theuriet, *le Refuge*, publié par le *Temps*, sera mis en librairie jeudi prochain.

Le Stigmate, de M. Gilbert Augustin-Thierry paraît, aujourd'hui, en même temps que le premier roman de M. Georges Clémenceau, *les Plus Forts.*

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, M. Joseph Chailley-Bert : « L'évolution coloniale et la littérature. »

M. René Bazin travaille à un roman rural qui aura pour décor le « marais vendéen », et dont la *Revue des Deux Mondes* commencera la publication l'automne prochain. Titre annoncé : *la Terre qui meurt.*

Les héritiers de Dumas réunissent en un volume, qui formera le huitième de la collection de son *Théâtre*, les notes que l'illustre écrivain avait réservées à ses « Éditions des comédiens », et qui constituent, pour le grand public, un commentaire inédit de son œuvre.

Les souscriptions pour le monument d'Alphonse Daudet seront centralisées à la Société des Gens de lettres.

Le Comité est présidé par M. Henry Houssaye, de l'Académie française.

Et, à ce propos, rappelons que la statue (un peu oubliée) d'Alfred de Musset, par Mercié, sera probablement placée sur le terre-plein de la place du Théâtre-Français.

Ainsi l'a décidé, paraît-il, — sauf avis contraire de la municipalité, — le Conseil des Bâtiments civils.

Le syndicat du Cercle de la Librairie a procédé, la semaine dernière, à la réélection, pour l'année courante, de son conseil, qui se trouve ainsi composé : président, M. Jules Hetzel; vice-présidents : MM. G. Chamerot et Edgar Laroche-Joubert; secrétaire, M. P. Mainguet; trésorier, M. Félix Alcan.

Une jeune revue, *l'Effort*, vient d'ouvrir une enquête sur « le sens énergique chez la jeunesse ».

Les enquêtes sont à la mode, et le succès de celle qu'instituait naguère ici M. Henry Bérenger devait susciter l'émulation des jeunes confrères.

La lettre adressée par l'*Effort* « aux jeunes gens de toute opinion, âgés de vingt à vingt-six ans, et qui se sont manifestés d'une façon quelconque à la vie intellectuelle », est ainsi conçue :

Monsieur,

Nous avons pensé qu'au moment où la crise morale tend à se préciser de plus en plus, il serait intéressant de nous adresser à ceux-là mêmes qui seront appelés individuellement à la résoudre, et de réunir leur avis touchant l'orientation de leur énergie et la base pratique qu'ils veulent lui donner.

Nous vous serons donc reconnaissants si vous voulez répondre en quelques lignes au questionnaire suivant :

I. Dans quel sens général un intellectuel doit-il aujourd'hui diriger son activité?

II. Quelle situation lui est-elle faite, à votre avis, par les conditions économiques actuelles?

III. Quelle position immédiate et pratique allez-vous personnellement choisir ou avez-vous déjà choisie, pour assurer votre économie matérielle et par suite le libre développement de votre énergie idéologique?

Les réponses reçues par notre confrère sont signées d'une vingtaine de noms connus; quelques-uns sont « notoires ».

Je constate — déjà! — une mélancolie chez M. E. La Jeunesse qui estime que « penser » ne devrait pas être un métier, et qui écrit :

Pour moi, j'eusse souhaité que la vie, qui m'a été dure, me fût plus dure et plus inexorable, qu'elle me forçât à choisir, — choisir! — un métier manuel, celui de cuisinier peut-être ou de vidangeur. Je vous jure que ça ne m'aurait pas empêché de penser, que ça n'aurait pas nui « au libre développement de mon énergie idéologique ». Il y a des gens qui se font de la morale, de l'inquiétude métaphysique et de Dieu, une situation de tout repos, une carrière (une carrière d'Amérique, dirait Rochefort). Et je suis obligé de vivre de ma plume, de vendre de l'énergie, de l'humour, des paradoxes, et d'y gagner ma vie à peu près. Je ne m'en console pas.

C'est aussi un peu l'avis de M. Gabriel Trarieux qui estime comme la « pire des servitudes » la besogne littéraire, et qui rêve pour l'activité de « l'intellectuel » une « orientation sociale ».

M. Saint-Georges de Bouhélier affirme des ambitions voraces : « Nous attendons, dit-il, un bouleversement national qui nous autorise à prendre un emploi plus important et qui mette davantage en valeur notre énergie et notre esprit. »

Excusez du peu.

Le côté intéressant de cette enquête, c'est qu'elle met en lumière un penchant de plus en plus marqué chez les jeunes gens à ne pas considérer la littérature comme une « fin », mais comme une voie ouverte à la conquête de résultats sociaux qu'on rêve, il est vrai, différents suivant les tempéraments, — et les écoles.

Elle s'effrite, la tour d'ivoire des grands-pères... Est-ce un bien? On verra dans vingt ans.

Emile Berr.

SUR LE HAUT-ZAMBÈZE, par *F. Coillard*, avec deux portraits, quarante planches, deux cartes. Un beau et fort volume in-4° (Berger-Levrault, éditeur). — Le sous-titre de ce livre, *Voyages et travaux de mission*, en indique le caractère particulier. M. Coillard n'est ni un géographe, ni un descriptif, ni un économiste, ni un chercheur d'aventures; il est un missionnaire, et un missionnaire protestant. Le récit qu'il nous donne de ses voyages et de ses travaux n'en a pas moins un intérêt d'ordre général; nous le recommandons à tous ceux que ne laissent pas indifférents les progrès de la civilisation dans cette partie de l'Afrique. Trop souvent notre civilisation européenne, dont nous sommes si fiers, se présente aux nègres africains sous un aspect qui lui fait peu d'honneur; ils ne la connaissent guère que par des pillages et des massacres, par l'avidité et la fourberie des marchands qui les exploitent, ou bien encore par les vices auxquels elle sert de véhicule. C'est au point que l'on se demande si la race noire n'aura pas le sort des Indiens de l'Amérique, si elle n'est pas destinée à disparaître dans un avenir plus ou moins prochain. Et cependant, il y a en elle une vitalité surprenante : en vingt ans les Zoulous se sont doublés, en trente les ba-Souto se sont quintuplés. Bien plus, M. Coillard, qui la connaît bien, nous assure qu'elle est intelligente, fidèle, laborieuse, éminemment éducable. A quelque religion que l'on appartienne, ou même si l'on n'a d'autre religion que celle de l'humanité, on ne peut marchander sa reconnaissance, non plus que son admiration, à ceux qui, bravant toute sorte de fatigues, de souffrances et de dangers, se sont donné la noble tâche de porter dans ces pays, soit par leur parole, soit par leur exemple, non pas la terreur et la ruine, non pas la corruption et l'avilissement, mais ce qu'il y a dans le christianisme de plus pur, de plus noble, et, pour tout dire, de plus humain. M. Coillard mérite parmi ceux-là une place à part. Il a beau s'effacer derrière son œuvre : nous admirons en lui un apôtre et un héros.

Aussi bien son livre nous intéresse encore à d'autres titres. On y trouve maints tableaux, maints détails curieux sur les mœurs, maints épisodes dramatiques. L'auteur n'est pas un écrivain de métier. Il n'a aucune ambition littéraire, aucune prétention de styliste. Il raconte ce qu'il a vu et ce qu'il a fait avec une simplicité parfaite. Et peut-être les morceaux les plus multicolores et les plus chatoyants de nos « exotiques » ne valent-ils pas, pour la sincérité, pour la netteté du *rendu*, certaines pages où il n'a pas songé à piquer notre curiosité ou à flatter notre œil.

Georges Pellissier.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36227. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 12. 4e SÉRIE. — TOME IX 19 MARS 1898.

LA POLITIQUE

On parle beaucoup depuis quelque temps de la nécessité de changer le règlement de la Chambre. On a dit, de divers côtés, des choses très justes. Il est certain que le travail législatif pourrait être mieux organisé, notamment en ce qui touche le budget : rien donc de plus légitime que de vouloir améliorer le règlement de la Chambre ; mais il ne faudrait pas s'exagérer l'importance d'une telle réforme.

Il y a sans doute plusieurs causes à la crise actuelle du parlementarisme, mais la cause principale est dans la loi électorale : les Chambres représentent, en moyenne, 45 pour 100 des électeurs ; d'où un abîme qui se creuse de plus en plus entre le « pays légal » et le « pays réel ».

Supposez un règlement parfait, un règlement idéal ; vous ne supprimerez pas ce fait brutal : sur 100 électeurs, 45 sont représentés, 55 ne le sont pas.

Je m'étonne toujours que, dans le monde politique, on ne soit pas frappé de cette situation et qu'on n'y cherche pas le remède. Les Chambres représentent la moitié, — pas même la moitié, — des électeurs : par conséquent, quand une loi est votée par une faible majorité parlementaire, ceux qui l'ont votée représentent le tiers ou le quart des électeurs.

On l'a dit souvent, et il ne faut pas se lasser de le redire : ce qui empêche le régime parlementaire de fonctionner d'une manière normale, c'est que le suffrage tel que nous le pratiquons n'a d'« universel » que le nom ; c'est que la minorité du pays est seule représentée au Parlement et fait les lois.

Si l'on admet ceci, — et nous ne voyons pas comment on le pourrait contester, puisque, en disant que les Chambres ne représentent que 45 pour 100 du pays, nous ne faisons qu'énoncer des chiffres que tout le monde peut vérifier, — la conclusion n'est-elle pas qu'il y a quelque chose qui importe plus que la réforme du règlement, à savoir la réforme de la loi électorale ?

La question est à l'ordre du jour ; elle sera sans doute discutée lundi prochain au Palais-Bourbon, à propos du projet de loi sur le rétablissement du scrutin de liste. Mais la vraie réforme, ce ne serait pas de revenir purement et simplement au scrutin de liste : ce serait d'introduire dans la loi le principe de la représentation proportionnelle.

Il faut bien l'avouer, l'expérience du régime parlementaire n'a, chez nous, que médiocrement réussi. Rien ne sera changé tant que le parlement ne sera pas l'image exacte du corps électoral, tant que l'opinion moyenne de la Chambre ne répondra pas à l'opinion moyenne du pays. C'est pourquoi nous demandons la représentation proportionnelle : nous la demandons sans nous inquiéter si elle profitera à ceux-ci ou à ceux-là, à nos amis ou à nos adversaires.

La représentation proportionnelle sera-t-elle votée lundi prochain ? Notre espoir ne va pas si loin : ce que nous espérons, c'est que la Chambre voudra discuter sérieusement une réforme d'où dépend l'avenir du régime parlementaire. Si la question n'est pas résolue, il importe tout au moins qu'elle soit posée devant le pays.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LA BATAILLE D'HENNEPONT

Mœurs électorales.

I

« Villeprune ! Cinq minutes d'arrêt. »

Le vieux monsieur décoré consulta sa montre.

L'étranger à tête studieuse qui lui faisait vis-à-vis sur l'autre banquette demanda, en s'exprimant avec un accent scandinave très marqué :

— Arriverons-nous bientôt dans votre ville ?

— Maintenant c'est la première station. Encore une vingtaine de minutes...

Le train se remit en marche pour ne plus stopper qu'à Hennepont, et aussitôt, inquiet de l'arrêt qui réveille souvent les dormeurs en chemin de fer, le vieux monsieur décoré coula ses regards vers le coin opposé du compartiment. Il y avait là un troisième voyageur, un fort bel homme à grandes moustaches, plongé depuis des heures dans un sommeil trop naturellement abandonné pour qu'on le pût suspecter de feintise : encore une fois il n'avait pas senti l'arrêt du train. Rassuré par cette constatation, le vieux monsieur reprit son colloque avec l'étranger.

— Ainsi, monsieur le professeur, vous pensez que la « bataille » d'Hennepont va vous fournir matière à un chapitre intéressant pour vos *Notes sur la France?*

— Je l'espère. Je m'attache surtout à étudier vos mœurs publiques. Je viens de voir Paris à l'œuvre, avec l'élection de votre fameux général Boulanger. Si la province est aussi intéressante !... Ah ! hier soir, sur les grands boulevards, après la proclamation du vote, c'était bien curieux, bien curieux... et, comment dites-vous? bien... suggestif.

— Oui, Paris fait ses bêtises avec entrain. La province est beaucoup moins gaie quand elle vient à perdre son habituelle prudence... comme dans la crise que nous traversons.

— On dirait que vous voulez me décourager?

— Mon Dieu, si je le pouvais !.. Cependant, puisque vous sembler tenir à votre enquête...

Songeant tout à coup au parti qu'il pourrait tirer de cette rencontre avec l'éminent professeur D... (de l'université de Christiania), le vieux monsieur — sans toutefois encore révéler sa qualité à son compagnon de voyage — déclara :

— Eh oui, la période électorale à laquelle vous allez assister sera, qu'elle aboutisse ou non, féconde en incidents tristes ou comiques; et ce n'est pas ce spectacle qui relèvera beaucoup notre prestige à vos yeux d'étranger. Paris a toujours quelque grandeur dans ses aberrations. Impressionnable, il écoute son cœur qui trop souvent l'induit en des sottises; mais il n'écoute que son cœur. Ici, ce sera la mascarade politique avec toutes ses vilenies, tous ses affronts à la dignité nationale. On verra des drôles s'abriter derrière des pleutres, les naïfs servir de dupes aux intrigants, et les petites passions personnelles se satisfaire au préjudice des intérêts publics.

— Est-ce qu'en parlant ainsi vous ne faites pas le procès du suffrage universel? J'ai entendu dire que vos luttes électorales décourageaient beaucoup d'hommes de mérite, et que si vous n'avez pas dans vos parlements l'élite de la nation, c'est à cause de l'usage violent que vous faites de vos libertés...

— Peut-être, et pourtant nous les avons achetées assez cher! murmura le vieux monsieur avec un geste où il y avait de l'impatience et une sincère douleur.

Le savant norvégien sourit. Puis, témoignant à son interlocuteur une bienveillance qui n'allait pas sans un peu d'ironie :

— Oh! je vous prie de m'excuser, Monsieur, si j'ai dit quelque parole qui ait pu blesser votre... votre...

— Mon patriotisme, n'est-ce pas?... Eh bien, non, je ne m'irrite pas contre la vérité, d'où qu'elle vienne. Au surplus, vous savez que les Français ne se ménagent point et sont pour eux-mêmes des juges sévères. Malheureusement, notre grand bon sens est sujet à éclipses, et il est impossible d'être plus sages que nous... dans nos intervalles lucides.

— Tous les peuples sont fous à leur manière, déclara le Norvégien.

— Plus ou moins. En tout cas, il y a des folies tranquilles. Nous autres, quand l'accès nous prend, nous donnons de la tête contre le mur et nous risquons de nous tuer.

— Vous êtes pessimiste. Ces convulsions fréquentes prouvent, au contraire, la vitalité de votre beau pays. Croyez-vous sérieusement que la France de Jeanne d'Arc, de Henry IV, de Richelieu, de 1792 et de Napoléon, se détermine à confier la suite de son histoire à un charlatan dont les parades peuvent un moment amuser et séduire la foule? Non. Votre boulangisme est, je le répète, un phénomène très curieux, très intéressant à observer; mais, comme il ne représente rien de consistant, il ne durera pas. Une coalition de mécontents venus de tous les bords de la politique, incapables de préciser ce qu'ils veulent, n'ayant entre eux aucun lien de doctrine, groupés au hasard sur le nom d'un aventurier ébloui de sa propre fortune, ne pourrait triompher que dans un pays complètement détaché de ses traditions et de ses principes, c'est-à-dire en pleine décadence. Or, vous n'en êtes pas encore là... non, pas tout à fait... malgré l'envoûtement de M. de Moltke.

— Je vous sais gré de nous rendre justice, monsieur le professeur. Comme vous, j'aime à croire que la France se ressaisira bientôt et n'ira pas sombrer dans un naufrage indigne d'elle. La voir se compromettre avec tant de légèreté, c'est déjà une chose assez triste. Personnellement j'ai toutes sortes de raisons pour en souffrir.

— Vous êtes républicain, Monsieur?

— Très convaincu.

— Alors, dit l'étranger rêveur, vous devez vous incliner devant les caprices de votre souverain, le suffrage des masses.

— Oh! oh! je proteste. Distinguons...

Et le vieux monsieur décoré allait développer sa pensée lorsqu'il remarqua chez le troisième voyageur certains mouvements précurseurs du réveil.

— Chut! fit-il, ne parlons plus politique.

— Un adversaire?... demanda l'étranger à voix basse.

— Peut-être. En tous cas, mon administré. Ma situation ne me permet pas de tenir devant lui les propos que je peux échanger sans inconvénient avec vous. Si vous le voulez bien, monsieur le professeur, nous reprendrons cette conversation à la Préfecture.

— Vous êtes...?

— Le préfet du département... qui se fera un plaisir de faciliter votre enquête pendant votre séjour à Hennepont.

— Oh! monsieur le Préfet, c'est très aimable à vous. Je me réjouis...

— Plus un mot.

A ce moment, le vicomte Gaspard de Montpersan acheva de se réveiller.

. . . .

II

Réveil désagréable. Après un voyage de quelques heures au pays des songes, encore mal reposé de ces trois jours de fièvre passés à Paris, Gaspard de Montpersan se retrouvait en face de sa déception... Et comme on approchait d'Hennepont, une inquiétude vint s'ajouter à son ennui. Pourvu que le secret de sa démarche n'eût pas transpiré!... Il redoutait pardessus tout le ridicule et savait que ses concitoyens avaient la dent mauvaise.

Mais qui donc l'aurait pu trahir?... Si une indiscrétion avait été commise, elle ne pouvait venir que de Paris : or, à Paris, *ils* étaient trop occupés, trop sollicités... A peine lui avaient-*ils* accordé quelque attention...

Par une dépêche chiffrée il avait laconiquement informé sa femme de cette déconvenue; toutefois il s'était promis de ne pas lui laisser soupçonner qu'on eût osé éconduire avec tant de désinvolture le beau Gaspard de Montpersan! Chère, chère Cécile! Chère ambitieuse qui l'adorait, qui rêvait pour lui les plus fiers destins! Elle méritait bien ces ménagements. Elle les méritait tous. Non, certes, il ne serait pas assez cruel pour lui dire ce qu'il pensait dans son for intérieur : « Je me repens de t'avoir cédé, tu m'as fait faire un pas de clerc, et tu m'as exposé — si jamais la chose se découvre — aux moqueries de toute la ville. »

Mais il songea aussi : « C'est ma faute; je n'avais qu'à lui résister. »

Résister à Cécile, Gaspard en était-il bien capable?... Depuis son mariage, qui datait d'environ quatre ans, pouvait-il se flatter d'avoir eu d'autre volonté que celle de sa femme? De temps en temps il se produisait bien un léger choc, un contraste de goûts ou de sensations voulu par la différence de leurs origines; mais tout de suite ce choc s'amortissait dans la perpétuelle caresse du frôlement de ces deux êtres pleins l'un de l'autre. Et puis, quand Cécile désirait quelque chose, elle savait si bien le demander! Lui, toujours plus épris, trouvait un charme plus voluptueux à subir l'influence de cette petite bourgeoise amoureuse et câline, épousée en dépit de tout...

Car si jamais mariage d'amour — aggravé de l'opposition des deux familles et d'un égal mépris de l'argent chez les deux époux — scandalisa la « société » d'une ville de province, ce fut bien celui du vicomte Gaspard-Louis-Victurnien de Montpersan avec Mlle Cécile Cochard, fille d'un ancien portefaix!... Devant une aussi criante mésalliance, le petit faubourg Saint-Germain d'Hennepont, le plus collet-monté de tous les groupes aristocratiques du territoire, s'associa à la protestation de l'oncle de Gaspard, le vieux marquis de Montpersan du Ghez, chef du nom et des armes. Se rattachant, par adoption légalisée, à certaine maison princière qui avait eu l'honneur de donner cinq maréchaux à l'armée, deux cardinaux à l'Église et une favorite à la Couronne, le marquis dominait la noblesse d'Hennepont comme le donjon de la montagne domine les gentilhommières de la plaine. A la suite de leur suzerain, les féaux vassaux s'interdirent donc de paraître aux noces de Gaspard. Mais ce qui surtout les froissa fut l'attitude du père de la mariée, lequel eut l'insolence de se montrer non moins hostile à cette union que le marquis lui-même! L'ancien portefaix, devenu riche, faisait profession de mépriser les aristocrates. En particulier, il avait toujours eu contre le beau vicomte une de ces haines de province qui n'ont pas besoin de motifs légitimes pour être vives et qui se nourrissent de désœuvrement. Aussi Gaspard avait-il dû prendre Cécile avec ses beaux yeux pour toute dot. Il y consentit d'autant plus galamment qu'elle avait

refusé pour lui le prétendant appuyé par son père, un nommé Schœntzler, quinze fois millionnaire... disait-on.

Esprit cultivé, un peu rêveur, très dégagé des préjugés de caste, Montpersan ne s'était pas plus ému de la bouderie des nobliaux que des bravades de M. Cochard. Dans toute cette affaire il n'avait regretté que la rupture avec son oncle. Si, peu après le mariage, une ambition ardente s'était révélée en Cécile, il aurait eu mauvaise grâce à s'en offenser ou à s'en plaindre, cette ambition étant fondée sur les sentiments les plus flatteurs pour son amour-propre d'homme.

Gaspard ayant publié quelques brochures où il traitait des questions économiques et sociales avec une certaine liberté de vues, Cécile le crut appelé à jouer les premiers rôles dans les affaires du pays et n'attendit plus que l'occasion de le déterminer à embrasser la carrière politique.

L'occasion vint. Ce fut la mort de M. de Ferrioules, député, nommé au scrutin départemental mais fourni par l'arrondissement d'Hennepont à la liste réactionnaire tout entière élue au mois d'octobre. Ce vieillard caduc avait subitement rendu à Dieu son âme bien pensante. Dans quelles circonstances ? C'est ce que la *France populaire*, organe légitimiste de la nuance dite blanc d'Espagne, inspirée par l'oncle de Gaspard, s'était efforcée de voiler. Mais il y avait ces bavards de journaux parisiens... Bientôt tout le monde sut que le vénérable M. de Ferrioules était mort d'émotion chez une gantière de la rue de Provence. Après le délai d'usage, le gouvernement, par décret du 22 janvier 1889, — cinq jours avant l'élection sensationnelle de Paris, — avait fixé au 17 février suivant la réunion du collège chargé de donner un successeur à M. de Ferrioules.

— Cela te ferait donc bien plaisir ?

— Oh ! mon chéri !... répondit Cécile dans une étreinte.

Et l'étreinte était si douce, si enveloppants les yeux de cette jolie tête brune et pâle sur l'oreiller où se traitait l'affaire, que Gaspard — malgré son instinctive répugnance pour la politique militante, malgré ce qu'il avait insinué dans ses brochures contre les mœurs électorales de son pays, — se laissa persuader.

D'ailleurs il ne céda qu'à la condition de ne pas avoir à « passer par les portes basses où passent volontiers beaucoup de solliciteurs de mandats publics ». Jamais il ne se fût résigné à « mettre sa main dans la main de certaines gens qu'on ne saluerait pas en temps ordinaire ». Jamais il n'eût consenti à s'en aller, de maison en maison, de cabaret en cabaret, « quémander l'appui de l'électeur influent ». — Gaspard avait le droit de se servir de ces clichés : si la formule en était banale, du moins exprimait-elle une pensée chez lui sincère. — L'« investiture » boulangiste lui épargnerait les ennuis d'une campagne personnelle, sauverait toutes ses pudeurs. Ah ! elle avait du bon, l'investiture boulangiste, pour un candidat délicat ! C'était le succès à peu près certain, sans débat, par la seule vertu d'un patronage populaire. Dans un département aussi déterminé que celui-ci à seconder la fortune du Général, la position d'« investi » équivalait à celle de candidat officiel sous l'Empire... Seulement, pour obtenir cette investiture, il fallait prendre l'étiquette républicaine. Ainsi en avait décidé le comité directeur du *Parti national*, dans un besoin de réagir contre les accusations de complicité monarchiste dont il était l'objet.

La vraie victoire de Cécile sur les scrupules de son mari consistait donc à lui avoir soufflé ce petit mensonge nécessaire : se dire républicain ; à l'avoir convaincu qu'il est aussi normal de s'introduire dans la politique avec un faux nez que d'entrer à la redoute sous un domino.

Mais il y avait contre ce beau projet une difficulté sérieuse. Si l'on pouvait considérer comme acquise au boulangisme la majorité du collège, cette majorité ne devait résulter que du concours des autres arrondissements, celui d'Hennepont restant encore réfractaire à la politique « revisionniste ». Or, très informée de la situation et de la discipline électorales, Cécile savait qu'aucun groupe républicain, dans l'arrondissement, ne présenterait son mari. Elle n'ignorait pas davantage que si cet arrondissement — neutralisé par l'abstention volontaire du groupe royaliste, docile à la consigne du très honnête marquis de Montpersan du Ghez — négligeait d'user de son droit, qui était de désigner à l'ensemble du collège départemental le boulangiste candidat à la succession de M. de Ferrioules, Gaspard n'aurait aucune chance d'être choisi par les autres arrondissements, très approvisionnés d'ambitieux. Elle avait donc songé à emporter la position de haute lutte, à obtenir du Général une sorte d'investiture *a priori* qui eût imposé Montpersan. Elle comptait sur la séduction de son Gaspard qui n'aurait, selon elle, qu'à se montrer au Général ou à ses lieutenants... L'« immense valeur » d'un si bel homme devait tout de suite sauter aux yeux, éblouir, convaincre.

Plus modeste et très éloigné de partager l'optimisme de Cécile, Gaspard avait néanmoins adopté ce plan, et il était parti pour Paris dans le plus grand mystère.

Mais, vraiment, la déception avait dépassé tout ce qu'on aurait pu craindre.

« — Nous souhaitons, comme vous, que notre candidat appartienne à l'arrondissement d'Hennepont, puisque cet arrondissement nous manque. Mais en-

core ne faudrait-il pas que son isolement dans cette partie du collège retentît sur les autres et compromît notre cause. Qui êtes-vous? Nous ne vous connaissons pas. Faites-vous désigner par un groupe républicain-revisionniste de votre arrondissement : alors seulement le Général vous écrira la lettre que vous sollicitez. — Mais ce groupe n'existe pas! La lettre que je demande me servira précisément à le créer. — Non, c'est trop dangereux. Le Général étant résolu à ne plus *se porter* personnellement en province après la consultation de Paris, nous ne voulons que des candidats sûrs de leur fait. »

L'entrevue de Gaspard avec le grand comité national se résumait en ces courts propos.

« Qui êtes-vous? Nous ne vous connaissons pas! » C'était vexant.

Gaspard en avait conçu, non seulement quelque dépit, mais encore un peu de mésestime pour les organisateurs de l'entreprise boulangiste.

Le Général lui-même, aperçu à la fenêtre d'un cabaret, ne lui avait plu qu'à demi, avec sa beauté molle et fade d'ancien joli garçon, assez « distinguée » pour impressionner les femmes du peuple, assez banale pour que les femmes du monde y trouvassent le même charme qu'aux tableaux bien léchés ou aux livres sans verdeur. Devant ce visage bienveillant où la Pensée n'avait creusé aucun sillon, devant cette tête souriante, paternelle et voluptueuse de vieil amoureux expert aux caresses et disposé à toutes les indulgences, la France éprise ressemblait vraiment trop à une grisette...

La veille du grand jour où Paris devait acclamer cette idole, Gaspard avait vu une commère acheter pour ses deux sous l'image d'Épinal — très fidèle portrait — que tous les camelots vendaient alors aux passants. La commère en avait laissé tomber son panier et s'était écriée, dans un transport :

— Qu'il est beau, cet... animal-là!...

Et pour Montpersan, au fond point sot, la psychologie de l'entraînement boulangiste, ou du moins une bonne part de ce phénomène, s'était révélée dans ce cri.

Une fois Cécile découragée, il prendrait bravement son parti de cette mésaventure et se remettrait pour toujours à ses études d'économie sociale. Maintenant, plus il y songeait, plus il se croyait assuré du mystère de sa démarche. Le préfet, reconnu en wagon, était parti pour Paris plusieurs jours avant lui — sans doute pour aller prendre les instructions du ministère — et, ignorant sa présence dans la capitale, n'avait pu s'inquiéter de ses faits et gestes. En tout cas, à part le préfet — qui était le moins redoutable sous le rapport des indiscrétions, — personne dans Hennepont ne devait savoir la raison de son déplacement.

... On approchait, Gaspard boucla sa valise.

— Hennepont! Tout le monde descend.

A peine fut-il descendu, qu'au milieu de la foule qui encombrait les quais, une voix formidable l'apostropha :

— Ah! ah! monsieur le vicomte! vous rapportez une jolie veste!...

III

Ce même lundi, 28 janvier 1889, jour de marché, à l'heure de l'apéritif, on n'avait jamais vu pareille affluence de consommateurs au café du Globe, établissement tenu de père en fils par la dynastie des Savourey, situé place Victor-Hugo, ci-devant place Uhrich et place Napoléon III.

Les murs, tendus d'un papier gris de perle à palmes d'or, le plafond enfumé d'où pendaient des lustres à gaz en forme de lyres, retentissaient du « boum! » des garçons que vingt clients appelaient à la fois et qui glissaient, agiles, brandissant audessus des têtes les plateaux chargés de verres et de flacons. Feutres mous, chapeaux melons, képis d'ordonnance, cannes et sabres s'étageaient aux patères fixées par des rubans de cuivre en travers des glaces. Presque à toutes les tables on jouait, les joueurs tour à tour se passant la main jusqu'à complète culotte d'un seul perdant, devant qui grandissait une pile de soucoupes. L'événement politique du jour donnait bien lieu à quelques paroles, voire à des discussions; mais celles-ci se poursuivaient à bâtons rompus, entre deux tours de manille, et lorsque l'un des partenaires avait prononcé cette formule : « Êtes-vous bien de la maison? » il n'était plus question des destinées de la France. La clientèle de M. Savourey reflétait assez exactement l'esprit de la population hennepontine, celle de France où l'on semble le plus convaincu que la politique est et ne saurait être que « de la blague ».

Messieurs les officiers de la garnison occupaient trois tables réservées. Tout juste polis avec les pékins, ils faisaient bande à part, jouaient rapidement leur consommation, se passaient l'*Annuaire* qui leur servait à commenter les promotions publiées par l'*Officiel* du jour, puis feuilletaient les périodiques illustrés. Un jeune lieutenant, tête d'ingénieur à lunettes, dévorait la *Vie Parisienne*. A côté de lui, un gros commandant aux yeux liquides s'ébrouait dans son absinthe qu'il pompait avec un chalumeau en baleine exhumé d'un étui de nickel. Au milieu de la salle, à la table la plus en vue, regardés avec ennui par quelques clients délicats et par M. Savourey lui-même, quatre marchands de bœufs jouaient bruyamment au piquet en buvant force bouteilles de champagne. Des écus sonnaient dans leurs blouses. Ils fumaient

des pipes, riaient, juraient, s'humectaient le pouce de salive pour prendre les cartes et les abattaient sur le tapis à grands coups de revers de main. Dans le fond, près des tables volantes où la consommation se prend debout, les amateurs de carambolages admiraient les prouesses du Vignaux de l'endroit. Au comptoir, entre deux urnes de ruolz, trônait une assez belle fille, grasse et blanche, sanglée à suffoquer dans son corsage, néanmoins souriant toujours, — déesse vers qui montait comme un encens la fumée de la tabagie.

En un retrait séparé de la grande salle par une baie à lambrequin de cuir, se réunissaient, à certaines heures du jour, ces messieurs de la presse d'Hennepont et leurs amis.

On y faisait d'interminables parties de dominos; et c'était M. Baizien, le vieux directeur-rédacteur en chef de l'*Éclaireur*, qui avait introduit depuis un temps immémorial dans la corporation le goût de ce jeu tranquille.

A ce moment-là, ils n'étaient que quatre journalistes, dont trois joueurs : MM. Chivot, directeur du *Petit Progrès;* Brunoy et Chon, de l'*Éclaireur*, le premier, rédacteur à tout faire, le second, plus spécialement chargé de la chronique locale. — La partie s'achevait.

— Blanc partout et comptons, comme dit le père Baizien! fit Chivot en abattant son jeu sur le marbre.

— Oui, mais lorsque le père Baizien dit ça, il gagne! observa Baduel, gros garçon goguenard, ami intime de Chivot.

Les dés de celui-ci pesaient plus que les dés de Brunoy et de Chon ensemble.

— C'est bien ma veine habituelle! prononça Chivot avec une intention qui fut comprise.

Le jeune nabot affreusement bossu, famélique et prétentieux, qui se nommait Théophile Chon, laissa tomber du haut de son érudition :

— *Audaces fortuna juvat.*

— Plaignez le sort d'un pauvre courtier en marchandises qui n'a pas fait ses humanités! gémit Baduel.

Chon daigna traduire pour Baduel; puis, se retournant vers un grand jeune homme qui était assis sur la banquette à côté des joueurs et qui lisait attentivement une feuille de sport :

— J'ai voulu faire ressortir l'inanité des proverbes. Ce n'est pas la première fois que l'on prend en défaut la sagesse des nations, n'est-ce pas, monsieur Valleraugues?

... Celui que Chon venait d'interpeller et dont il cherchait à se gagner les bonnes grâces était un Parisien, journaliste en disponibilité qu'une agence avait procuré à M. Cochard, le nouveau propriétaire de l'*Éclaireur*. Au mépris des vieux droits du père Baizien, M. Cochard, de sa propre autorité, avait institué un secrétariat de la rédaction et confié ce poste à Valleraugues, pour, disait-il, « transfuser un sang jeune à son organe ».

Ancien joli garçon, décati par les nuits de fête, néanmoins très vigoureux encore et laissant deviner sous l'élégance un peu lâche de ses habits une musculature d'amateur entraîné, Valleraugues avait apporté dans Hennepont une physionomie inquiétante, un type de « pressard » gommeux connu sur les grandes pelouses mais absolument nouveau pour la population de cette petite préfecture. Si sa face, tiraillée de tics, et la peau de son front, d'une mobilité clownesque, donnaient d'abord envie de rire, la tranquille insolence de son regard imposait tout de suite aux rieurs. Seul dans la ville et dans la presse locale, Chon, le petit bossu à prétentions littéraires qui se plaignait d'être tenu sous le boisseau par la jalousie de Brunoy, avait « gobé » le Parisien. Lui ayant montré, dès le premier jour, un conte en vieux français que Brunoy s'obstinait à ne pas vouloir insérer dans l'*Éclaireur* et qui commençait ainsi : « Adoncques Pantagruel chevaulchant devers la bonne ville de Lutèce... », il avait reçu cette approbation de Valleraugues : « Très spirituel, mon cher maître! » Alors Chon avait déclaré : « Celui-là, oui, est un journaliste, et prochainement... » Il ne s'était pas expliqué davantage, mais sa réticence voulait dire : Quand M. Valleraugues se mettra pour tout de bon à la besogne, on verra bien si M. Brunoy continuera d'étouffer systématiquement le poète et l'humoriste qui sont en moi, Chon!...

Brunoy, dont la fonction littéraire à l'*Éclaireur* consistait surtout à défendre le journal contre les entreprises poétiques et humoristiques de son collègue, n'était point dupe des manœuvres de Chon. Le voyant une fois encore solliciter hors de propos l'attention de l'indifférent Valleraugues, il lui jeta un regard de pitié, un regard à vider tout ce que peut renfermer d'entrailles le petit ventre d'un bossu.

— N'est-ce pas, monsieur Valleraugues? répéta Chon, très satisfait de lui.

Le Parisien considéra Chon à travers son monocle rivé aux frippes des paupières et répondit un bref : « Parfaitement! » qui combla d'aise son interlocuteur. Il se remit aussitôt à sa lecture.

— Votre revanche? demanda Brunoy.

— Ma foi non, dit Chivot. C'est bien comme ça.

... Il ne lui arrivait pas si souvent de venir au café du Globe depuis que la campagne boulangiste lui avait créé des polémiques quotidiennes avec la presse de Paris vendue au soi-disant parti national, — « c'est-à-dire, hurla-t-il, à toutes les réactions monarchistes et cléricafardes! » Et puis il était trop heureux de régaler une fois par hasard ses anciens

ennemis de l'*Éclaireur*, devenus ses amis par la grâce de la discipline républicaine!

Il ne regrettait qu'une chose : c'était que le père Baizien ne fût pas là. Le père Baizien absent à l'apéritif de cinq heures! Il y a de ces invraisemblances... Était-il malade? Mais non, puisqu'on venait de lire dans l'*Éclaireur*, paru à quatre heures, son article tout vibrant d'indignation sur le grand événement de la veille, l'élection parisienne, Boulanger nommé par plus de deux cent mille voix contre le candidat de la République!... Le père Baizien n'avait donc aucune excuse pour ne pas se trouver en ce moment au café du Globe, à sa place habituelle, dans le coin des journalistes...

Et, de fait, même un jour de cohue, quand le père Baizien n'était pas là, quand on n'entendait pas sa petite voix grêle annoncer : « Blanc partout et comptons! » il manquait vraiment quelque chose d'essentiel à la physionomie du café Savourey.

— J'ai grand'peur, fit Brunoy mélancoliquement, que le père Baizien ne nous fausse compagnie pour de bon un de ces quatre matins. Cette Boulange le tuera...

Chivot, très en gaieté, l'interrompit :

— Il aurait bien tort de se faire de la bile, à présent! Si vous le voyez avant moi, déclarez-lui ceci de ma part : Barbenzinc est fichu. Vous m'entendez? Fichu!

— Je ne comprends pas, dit Brunoy.

— C'est bien simple. A l'heure où je vous parle, Barbenzinc devrait occuper l'Élysée. Il a négligé cette formalité : il est fichu.

Brunoy sourit, incrédule, tandis que Baduel approuvait d'une nutation la prophétie de son ami Chivot.

— Monsieur le directeur du *Petit Progrès* est optimiste, prononça Chon avec une ironie où il essayait de mettre l'accent de Valleraugues; et de nouveau il se tourna vers celui-ci qui, machinalement, lui caressait la bosse en calculant une martingale.

— Je vous parie tout ce que vous voudrez! s'écria Chivot.

— Ils sont assommants, murmura Valleraugues. Je file.

Insensible aux coups d'œil méprisants de Brunoy, Chon se leva en même temps que le Parisien. On le vit se hâter, minable dans sa redingote trop longue et dans ses pantalons trop courts, sur les pas de l'élégant journaliste en qui reposaient maintenant toutes ses ambitions de littérateur incompris.

— Quel petit imbécile que votre bosco! Où donc le père Baizien est-il allé recruter ça? dit Chivot.

— Quelque charité de M. Baizien, fit Brunoy. Il y a huit ans, lorsque j'entrai à l'*Éclaireur*, Chon s'y trouvait déjà, rédigeant les chiens écrasés et taquinant une muse ingrate.

Baduel, indigène, qui savait son Hennepont sur le bout du doigt, déclara :

— Le petit Chon est un enfant trouvé.

Cela expliquait tout. On connaissait la pitié particulière de Baizien pour cette catégorie de déshérités...

— Et votre grand flandrin de nouveau venu, reprit Chivot en faisant allusion à Valleraugues, qu'en pensez-vous?

Au sujet de l'intrus, Brunoy se montra plus dédaigneux encore que pour Chon. Sans doute, il lui semblait assez opportun de préparer un successeur au père Baizien qui, vu son âge et sa disposition apoplectique, pouvait disparaître d'un jour à l'autre; mais on aurait pu mieux choisir que cet individu dont l'intellect ne devait guère s'élever au-dessus de la moyenne des cyclistes professionnels, si l'on en jugeait par son enthousiasme pour la vélocipédie... et surtout par l'accueil qu'il faisait aux élucubrations du petit bossu!

— D'ailleurs, ajouta Brunoy, depuis son arrivée à la « boîte » il ne fiche rien. Il a l'air d'un parfait abruti. Le nez constamment fourré dans les journaux de sport, il paraît se soucier de ses fonctions à l'*Éclaireur* comme de sa première chemise. C'est à se demander si M. Cochard, naguère habitué à faire surveiller ses chantiers et ses magasins, n'a pas voulu tout simplement introduire un surveillant parmi ses nouveaux employés. Car, je ne me le dissimule pas, nous ne sommes que des employés pour M. Cochard... Quant à M. Valleraugues, il prétend avoir fait la politique étrangère au *Gil Blas*. Je n'en crois rien. Mais ce que je garantis, c'est que le journalisme de province est pour lui lettre close. Il faut voir son ahurissement quand notre numéro sort de sous presse!

Et Brunoy conclut :

— Sûrement il ne restera pas ici. A supposer qu'il sache écrire, jamais, jamais il n'aura « la note ».

— Hum! grommela Chivot. Le Cochard et son Valleraugues ne me prédisent rien de bon pour l'*Éclaireur*. Avant peu de jours, il pourrait bien y avoir du nouveau dans la boîte au père Baizien...

IV

« La boîte au père Baizien... »

On appelait ainsi familièrement l'entreprise politique et commerciale de l'*Éclaireur*, société anonyme fondée par Baizien en 1848, dans une ville qui manquait alors de journal et d'imprimerie. Elle avait rendu des services sans enrichir personne et comptait quarante ans d'une existence honorable, mais

toujours aussi modeste. Grâce aux publications légales du journal et aux travaux de l'imprimerie, adjudicataire des imprimés de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture, les actionnaires avaient touché, bon an mal an, l'intérêt de leur capital : de dividendes, il n'en fut jamais question. Quant à Baizien, nommé dès le principe directeur-gérant de la société et rédacteur en chef, aux appointements d'abord de 300, puis de 500 francs par mois, il n'avait eu ni les moyens ni l'ambition d'augmenter la très petite part de propriété que les statuts lui imposaient. L'*Éclaireur* n'en était pas moins aux yeux de tout le monde « la boîte au père Baizien », en ce sens qu'actionnaires et administrateurs n'avaient jamais songé à limiter la liberté de cet honnête homme, ni même à contrôler ses déclarations. Bien qu'il fût statutairement révocable au gré du conseil d'administration, on le considérait et il avait fini par se considérer comme inamovible. L'assemblée annuelle ne se réunissait que pour la forme. Baizien ne pensait pas que, lui vivant, l'imprimerie et le journal pussent avoir un autre maître.

Son émotion fut extrême quand il apprit que le plus antipathique des parvenus d'Hennepont, Aristide Cochard, l'ancien portefaix enrichi dans le commerce des bois, retiré des affaires, venait de mettre sa grosse patte sur l'*Éclaireur* après avoir employé deux ans à accaparer la presque totalité des actions de la société anonyme. Néanmoins, le jour de sa prise de possession, M. Cochard ayant manifesté, dans un discours semé de fautes de français, sa « haute estime » pour Baizien, celui-ci avait repris un peu d'assurance. L'arrivée de Valleraugues, implanté dans sa rédaction sans qu'on eût même daigné le consulter, lui fut un nouveau sujet de trouble et le mortifia profondément. Baizien sentit dès lors peser une vague menace sur la dignité de ses vieux jours ; mais il se tut et se garda bien de communiquer son inquiétude, soit à ses collaborateurs, soit à sa nièce, Mlle Nérine, qui était toute sa famille et le tyran de sa vie privée...

V

— Qu'est-ce que vous craignez ? demanda Brunoy.

— Oh ! rien pour moi, tout pour Baizien. Si ce qu'on dit est vrai, si M. Schœntzler se porte à l'élection du 17, votre Cochard, son homme-lige, aura de la peine à décider Baizien à soutenir cette candidature, quelque antiboulangiste qu'elle soit. Vous savez tout le mépris de notre vénéré doyen pour le caractère du seigneur des Murelles. Et alors !...

Le grand agriculteur nommé Schœntzler — celui que Cécile avait évincé pour épouser Gaspard — était un homme plus redoutable encore par son espièglerie que par sa fortune. Provincial dans les os, rongé de petites haines féroces, il n'avait qu'un mot à dire pour faire voter comme il voulait une armée de paysans. Sous le régime du scrutin d'arrondissement, les élections étaient à la merci de son caprice. Sous le régime du scrutin de liste, il pouvait encore à lui seul déplacer une forte majorité. Baizien, dans sa vieille langue politique, appelait les trois cantons sur lesquels s'étendait l'influence de ce personnage : le bourg-pourri de M. Schœntzler.

— Vous y croyez sérieusement, à la candidature de Schœntzler ? reprit Brunoy.

— J'y crois.

— Croyez-vous aussi qu'il soit hostile à Boulanger ?

— Pour le moment, c'est certain. Il veut avoir une station d'étalons aux Murelles, et le gouvernement la lui a promise.

— Mais le comité républicain acceptera-t-il de se solidariser avec un homme aussi inconsistant, aussi dépourvu de caractère ?

— Oh ! répondit Chivot amèrement, M. Schœntzler se moque pas mal des comités ! Il agit en dehors. Il *faradasse*, comme l'Italie.

— Encore faut-il qu'il soit appuyé dans Hennepont.

— Eh bien, c'est précisément pour cela qu'il a persuadé à votre Cochard d'acheter l'*Éclaireur*. Ce que ce gros imbécile a fait par vanité.

Et Chivot s'esclaffa :

— Un Cochard directeur de journal !...

— Dame ! murmura Brunoy, il était déjà président d'une fanfare et d'une société de gymnastique. Il suit la filière...

— Il veut les palmes d'académie, je le sais, affirma Baduel.

On se regarda...

— C'est grotesque, mais ça n'empêche pas les sentiments, reprit le courtier qui fréquentait les commis voyageurs et leur empruntait des saillies.

Se ravisant, avec un pli inquiet dans le front, Chivot demanda :

— Ah çà ! est-ce qu'il est originaire du pays, ce gros Cochard ?

— Si l'on veut, dit Baduel. Cochard naquit, il y a cinquante-cinq ans, sur le canal, dans la cabine d'un chaland.

— Bah ! fit Chivot en chassant une pensée qui lui paraissait monstrueuse.

Et, revenant à Schœntzler, il conclut :

— De sorte que, par tous ces motifs, le comité sera bien obligé d'accepter Schœntzler. Il s'imposera, vous verrez !...

— Eh bien, et vous ?...

— Moi !

Chivot eut un haut-le-corps et, avec un éclat de rire qui n'était pas sans amertume :

— Ah çà ! est-ce que vous vous imaginez que je me présente ? Détrompez-vous, mon cher. Je ne songe nullement à la candidature pour l'élection prochaine ; et si on me l'offre, je la déclinerai.

— Allons donc ! s'écria Brunoy, stupéfait.

. . . .

JEAN CAROL.

(*A suivre.*)

LE FÉMINISME

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Le mot de *féminisme* fut aussi inconnu aux hommes de la Révolution que le mot de *socialisme*, et tant d'autres en *isme*, dont la création date de l'époque où, certaines conditions sociales se modifiant ou s'aggravant, il fallut un vocable nouveau pour désigner chaque doctrine inventée pour corriger ces conditions. Mais aucune doctrine sociale n'est absolument nouvelle, et si le mot de féminisme est né d'hier, l'idée d'émanciper les femmes devait naturellement paraître et parut en effet quand s'élabora l'idée d'émanciper l'humanité. Le XVIIIe siècle a formulé presque tous les problèmes sociaux selon la raison, et c'est pour cela que nous avons la naïveté de le trouver grand. Comment posa-t-il celui du rôle de la femme dans la cité nouvelle ? C'est un sujet que je ne prétends pas aujourd'hui traiter à fond, mais sur lequel je voudrais proposer quelques notes de lecture et d'étude.

* * *

Le féminisme ne fut pas, pour les penseurs du XVIIIe siècle, un de ces objets de discussion et de prédication sur lesquels ils concentraient l'effort de leur génie. L'orgueil masculin les détourna pour la plupart de défendre les droits des femmes, en même temps que l'esprit de justice qui régnait alors les empêchait de les contester absolument. Il y a cependant, dans quelques écrits d'alors, des revendications féministes, et il y eut au moins un penseur, grand parmi les plus grands, qui demanda que les femmes fussent traitées avec un esprit de fraternité et de justice. Condorcet, en 1788, traçant un plan de réforme politique et sociale, demanda publiquement que les femmes participassent à l'élection des représentants :

« Par ce moyen, dit-il, les femmes ne seraient pas privées du droit de cité, privation contraire à la justice, quoique autorisée par une pratique presque générale. Les raisons pour lesquelles on croit devoir les écarter des fonctions publiques, raisons qu'il serait d'ailleurs aisé de détruire, ne peuvent être un motif de les dépouiller d'un droit dont l'exercice serait si simple, et que les hommes tiennent, non de leur sexe, mais de leur qualité d'êtres raisonnables et sensibles, qui leur est commune avec les femmes (1). »

On voit que l'héritier des Encyclopédistes allait tout de suite jusqu'au bout de la thèse féministe, et qu'il demandait que les femmes fussent égalées aux hommes, non seulement pour les droits civils, mais pour les droits politiques. Ne vous hâtez pas de l'accuser de radicalisme abstrait et chimérique. Il partait d'un fait réel, fort oublié aujourd'hui. Si en effet le régime féodal tenait la femme en esclavage quant aux droits civils, si elle n'avait avant 1789 presque aucune existence civile, il se produisait, dans cet étrange chaos de contradictions qu'était l'ancien régime, ce phénomène que la femme, aujourd'hui si complètement exclue de la cité politique, y était alors admise partiellement et par une des conséquences indirectes de ce même régime féodal qui l'asservissait. Ainsi les femmes propriétaires d'un fief étaient admises à jouer un rôle dans le système électoral des Assemblées provinciales et municipales. Et quand les États généraux furent convoqués, des femmes participèrent à l'élection d'une partie des députés. « Les femmes possédant divisément (disait le règlement royal du 24 janvier 1789, art. 20), les filles et les veuves, ainsi que les mineures jouissant de la noblesse, pourvu que lesdites femmes, filles, veuves et mineures possèdent des fiefs, pourront se faire représenter par des procureurs pris dans l'ordre de la noblesse. » Et l'article 12 du même règlement autorisait les corps et communautés ecclésiastiques rentés, réguliers, des deux sexes, ainsi que les chapitres et communautés de filles, à se faire représenter par député ou procureur dans les assemblées où le clergé fut élu.

Il arriva donc que des députés de la noblesse et du clergé aux États généraux de 1789 durent leur élection à des voix féminines.

Ainsi l'idée d'admettre toutes les femmes à l'exercice du droit de suffrage politique était justifiée par une expérience partielle, et il put ensuite paraître tout naturel et logique que cette admission fût présentée comme la conséquence de la destruction du régime féodal et de la Déclaration des droits.

* * *

Lors de la convocation des États généraux et au début de la carrière de l'Assemblée constituante, il y eut un premier et assez vif mouvement féministe,

(1) Condorcet, *Œuvres*, éd. Arago, t. VIII, p. 141.

qui se manifesta par des brochures et des pétitions : *Cahier des doléances et réclamations des femmes*, *Requête des femmes aux États généraux*, *Pétition des femmes du tiers état au roi*, *Requête des dames à l'Assemblée nationale*, *Motions adressées à l'Assemblée nationale en faveur du sexe*, etc. (1). Ces écrits ont été analysés par M. Chassin, dans son *Génie de la Révolution*, et par M. Amédée Le Faure dans son petit livre sur le *Socialisme pendant la Révolution*, publiés l'un et l'autre en 1863. Ce ne sont point, en général, des réclamations radicales : n'être plus esclaves, qu'on les instruise, qu'on les spolie moins dans les héritages, voilà ce que demandent surtout les femmes en 1789. Cependant le privilège masculin se trouve attaqué dans son principe.

Les hommes firent la sourde oreille, et passèrent à l'ordre du jour.

Mais les femmes participèrent en fait à la Révolution, qu'elles contribuèrent à faire réussir, celles-là dans les salons, celles-ci dans la rue, quelques-unes à la prise de la Bastille. Elles concoururent, par des paroles et par des actes, à la municipalisation de la France en juillet 1789. Ce sont des Parisiennes qui firent les journées des 5 et 6 octobre, si décisives. Elles avaient vraiment fait acte de citoyennes, lorsque Condorcet reprit en main leur cause, avec plus d'éclat et d'insistance qu'en 1788.

En juillet 1790, dans le journal de la *Société de 1789*, — société cependant très *bourgeoise* et instituée, semble-t-il, pour défendre le régime censitaire et bourgeois établi par l'Assemblée constituante, — il publia un article intitulé : *Sur l'admission de la femme au droit de la cité* (2), qui n'est pas seulement un curieux manifeste féministe : c'est le manifeste féministe par excellence ; tout le mouvement féministe d'aujourd'hui, et même le récent livre, si original, de M. Léopold Lacour, *l'Humanisme intégral*, se trouvent en germe dans ces pages substantielles et fortes, dont voici quelques extraits.

En cette question, comme dans celle du régime censitaire, Condorcet part de cette idée que la Déclaration des droits, proclamée par les Constituants, a été aussitôt violée et bafouée par eux. On a déclaré que les hommes naissent égaux en droits, et on a « tranquillement » privé la moitié du genre humain du droit de concourir à la formation des lois, en excluant les femmes du droit de cité :

« Pour que cette exclusion ne fût pas un acte de tyrannie, il faudrait ou prouver que les droits naturels des femmes ne sont pas absolument les mêmes que ceux des hommes, ou montrer qu'elles ne sont pas capables de les exercer. Or les droits des hommes résultent uniquement de ce qu'ils sont des êtres sensibles, susceptibles d'acquérir des idées morales et de raisonner sur ces idées ; ainsi les femmes, ayant ces mêmes qualités, ont nécessairement des droits égaux. Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote contre les droits d'un autre, quelle que soit sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens. »

Aux objections tirées de la constitution physique de la femme, il répond gaîment ceci : « Pourquoi des êtres exposés à des grossesses et à des indispositions passagères ne pourraient-ils pas exercer des droits dont on n'a jamais imaginé de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers et qui s'enrhument aisément ? »

Quant à la prétendue supériorité d'esprit des hommes, qu'en résulte-t-il ? « Qu'excepté une classe peu nombreuse d'hommes très éclairés, l'égalité est entière entre les femmes et le reste des hommes ; que, cette petite classe mise à part, l'infériorité et la supériorité se partagent également entre les deux sexes. Or, puisqu'il serait complètement absurde de borner à cette classe supérieure le droit de cité et la capacité d'être chargé des fonctions publiques, pourquoi en exclurait-on les femmes plutôt que ceux des hommes qui sont inférieurs à un grand nombre de femmes ? »

Et il fait une revue des femmes remarquables par leur esprit : « Croit-on que mistress Macaulay n'eût pas mieux opiné dans la Chambre des communes que beaucoup de représentants de la nation britannique ?... Les droits des citoyens n'auraient-ils pas été mieux défendus en France, aux États de 1614, par la fille adoptive de Montaigne, que par le conseiller Courtin, qui croyait aux sortilèges et aux vertus occultes ?... En jetant les yeux sur la liste de ceux qui les ont gouvernés, les hommes n'ont pas le droit d'être si fiers. »

Les femmes lui semblent supérieures aux hommes « dans les vertus douces et domestiques ». « Elles ont montré des vertus de citoyen toutes les fois que le hasard ou les troubles civils les ont amenées sur une scène dont l'orgueil et la tyrannie des hommes les ont écartées chez tous les peuples. »

On a dit que les femmes, quoique raisonneuses, n'étaient jamais conduites par ce qu'on appelle la raison : « Cette observation est fausse : elles ne sont pas conduites, il est vrai, par la raison des hommes, mais elles le sont par la leur. Leurs intérêts n'étant pas les mêmes, par la faute des lois, les mêmes choses n'ayant pas pour elles la même importance que pour nous, elles peuvent, sans manquer à la raison, se déterminer par d'autres principes et tendre à un but

(1) On trouverait peut-être quelques revendications féministes dans les cahiers. Mais je ne crois pas qu'on y trouvât un programme féministe.

(2) *Journal de la Société de* 1789, n° 5, 3 juillet 1790, p. 1 à 13.

différent. Il est aussi raisonnable à une femme de s'occuper des agréments de sa figure, qu'il l'était à Démosthène de soigner sa voix et ses gestes. »

On a dit encore que les femmes n'avaient pas proprement le sentiment de la justice. « Cette observation est plus vraie, mais elle ne prouve rien : ce n'est pas la nature, c'est l'éducation, c'est l'existence sociale qui cause cette différence. Ni l'une ni l'autre n'ont accoutumé les femmes à l'idée de ce qui est juste, mais à celle de ce qui est honnête. Éloignées des affaires, de tout ce qui se décide d'après la justice rigoureuse, d'après des lois positives, les choses dont elles s'occupent, sur lesquelles elles agissent, sont précisément celles qui se règlent par l'honnêteté naturelle et par le sentiment. Il est donc injuste d'alléguer, pour continuer de refuser aux femmes la jouissance de leurs droits naturels, des motifs qui n'ont une sorte de réalité que parce qu'elles ne jouissent pas de ces droits. » Si on admettait contre les femmes des raisons semblables, « bientôt, de proche en proche, on ne permettrait d'être citoyens qu'à des hommes qui ont fait un cours de droit public ».

L'obligation où sont les femmes de s'occuper de leur ménage, de nourrir leurs enfants, « peut être un motif de ne pas les préférer dans les élections, mais ce ne peut être le fondement d'une exclusion légale ».

Et il dit, en concluant : « Je demande maintenant qu'on daigne réfuter ces raisons autrement que par des plaisanteries et des déclamations ; que surtout on me montre, entre les hommes et les femmes, une différence naturelle qui puisse légitimement fonder l'exclusion d'un droit. L'égalité des droits établie entre les hommes, dans notre nouvelle Constitution, nous a valu d'éloquentes déclamations et d'intarissables plaisanteries ; mais personne n'a pu encore y opposer une seule raison, et ce n'est sûrement ni faute de talents, ni faute de zèle. J'ose croire qu'il en sera de même de l'égalité des droits entre les deux sexes. »

* * *

Ce vœu de Condorcet, d'être réfuté autrement que par des plaisanteries et des déclamations, ne fut pas exaucé. Je n'ai rencontré qu'une réponse en règle à son manifeste, et bien postérieure : c'est un article anonyme des *Révolutions de Paris*, en février 1791, intitulé : *De l'influence de la Révolution sur les femmes*. L'auteur assure avoir reçu une quantité de lettres de femmes qui réclament leurs droits, et disent : « Jadis, chez les Gaulois, nos bons aïeux, les femmes avaient, aux États de la nation, voix délibérative ; elles y votaient tout comme les hommes, et les choses n'allaient pas plus mal. » Mais, d'après le journaliste, l'influence politique des femmes a toujours été mauvaise ; il rappelle la Du Barry, et il montre Marie-Antoinette. Quant aux bourgeoises parisiennes, il leur reproche, le croirait-on ? d'avoir, en juillet et en octobre 1789, mal supporté le spectacle des têtes coupées et fichées aux pointes des piques. Dans ce « drame national », dit-il, les femmes du peuple se sont montrées citoyennes. « Les autres ont fui ce spectacle mâle et imposant ; leur frêle organisation n'a pu le soutenir ; des évanouissements, des maux de nerfs, des délivrances avant terme, indiquèrent dès lors quelle part ces femmelettes devaient prendre par la suite à cette grande crise politique. »

Il prétend, et comme c'est faux ! qu'à la date où il écrit, en 1791, presque toutes les femmes au-dessus de la classe du peuple sont aristocrates. Ce n'est pas étonnant, dit-il, les hommes étant trop occupés à la politique pour être aimables avec les femmes : « Les myrtes de l'amour s'enlacent difficilement avec le chêne civique. » Et, s'adressant nommément à Condorcet, il lui assure que « les agitations des tribunes ne conviennent pas du tout au *second sexe* ».

Cependant il veut bien reconnaître aux femmes un droit politique. Lequel ? Celui d'aider les hommes à repousser l'ennemi, s'il envahit la France. En ce cas, dit-il aux femmes, « comme on peint les bacchantes échevelées agitant dans leurs mains le thyrse menaçant, faites armes de tout pour repousser l'esclave devenu conquérant et lui faire payer cher ses premiers lauriers. Mettez tout en œuvre, la bravoure et la ruse, le fer et le poison ; corrompez les fontaines, les vivres ; que l'atmosphère soit chargée de semences de mort ! » C'est à se demander si, à la vue d'un Prussien, le garde national, auteur de cet article, ne se cachera pas derrière les jupes de sa femme !

Sa conclusion est que « la nature a fait les parts avec égalité et sagesse ». Restez chez vous, Mesdames, pendant que nous irons au forum.

Voilà les raisons qu'on opposa, dans un des plus importants journaux d'alors, à la dialectique, si forte et si spirituelle, de Condorcet (1).

Mais, cette fois, les hommes ne purent, comme en 1789, obtenir de l'opinion un ordre du jour dédaigneux sur la question féministe. Le manifeste de Condorcet fit grand bruit. La question fut débattue dans les salons, dans les clubs, au Cercle social. Ce cercle, fondé au Palais-Royal par l'abbé Fauchet, devait être le lien d'une Confédération des Amis de la Vérité, dans les cadres de la franc-maçonnerie.

Le doux et éloquent abbé rêvait un socialisme chrétien. Mais comme ce dessein ne parut que plus tard et qu'au début il assurait vouloir fonder sa cité

(1) On trouvera, dans le même journal, en novembre 1791, t. X, p. 355 et 500, un autre article antiféministe.

sur l'amour universel, tout le Paris « intellectuel » d'alors se pressa autour de cette tribune d'où fut prêché, par les orateurs les plus divers d'esprit et de tendances, le grand idéal fraternel de 1789. Comme c'était toute l'humanité qu'il s'agissait d'unir par un lien d'amour, les femmes furent admises au Cercle social et y affluèrent. Je vois que, dès le 31 octobre 1790, la question féministe fut traitée à cette tribune. Mais on parut d'abord hostile, et un orateur y dit : « Le trône d'une femme est au milieu de sa famille. Sa gloire est dans la gloire des enfants qu'elle a élevés pour l'État. Cornélie n'était ni sénateur, ni consul, ni général des armées de Rome. Elle était la mère des Gracques (1). »

Cependant, un mois plus tard, à la fin de novembre 1790, un M. Rousseau osa parler au Cercle social en faveur du droit des femmes. On l'interrompit avec violence. Alors, d'après le journal *l'Orateur du peuple* (2), une dame étrangère, « remarquable par sa taille avantageuse », prit la parole et demanda, au nom de la galanterie française, que l'orateur pût continuer. On l'applaudit, mais la séance fut levée. « C'est alors, dit le journaliste, que notre étrangère s'est vue environnée, caressée et remerciée de presque toutes les citoyennes présentes ; elle a saisi cette circonstance pour leur dire, d'un ton plein d'élévation : « Vous avez été, jusqu'à « présent, les compagnes d'hommes énervés de senti- « ments, d'esclaves corrompus. Puisque les Français « sont devenus des Romains, imitons les vertus et le « patriotisme des dames romaines. » A ces mots, on l'embrasse, on veut l'élire présidente ; mais sa modestie se dérobe à leurs empressements. »

* * *

Les dispositions du Cercle social à l'égard des femmes changèrent bientôt, sans doute par l'influence de Condorcet, qui était membre du Cercle (et c'est là qu'il se fera, quelques mois plus tard, le défenseur du système républicain), — et aussi par le fait de la présence de tant de femmes. L'étrangère *à la taille avantageuse*, que nous avons vue intervenir en novembre 1790, c'était probablement la Hollandaise Etta-Palm, née Aëlders. Elle reparut à la tribune du cercle, le 30 décembre 1790, et y prononça un grand discours (que nous avons) sur l'injustice des lois en faveur des hommes au détriment des femmes. En assez mauvais français (elle disait qu'elle consultait plutôt son cœur que le dictionnaire de l'Académie), Mme Aëlders demanda que les femmes ne fussent plus esclaves.

Condorcet intervint-il? Nous ne savons, nous n'avons pas de comptes rendus suivis des séances du Cercle social. Mais ce qui est sûr, c'est que le Cercle se sentit alors converti au féminisme, puisqu'il fit imprimer le discours de l'*oratrice*, et l'envoya à diverses municipalités, entre autres à celle de Creil, qui décerna à Mme Aëlders le titre de membre honoraire de sa garde nationale, avec la cocarde et la médaille. Ces insignes lui furent remis solennellement en séance du Cercle social, avec échange de discours analogues à la circonstance, comme on disait alors. « La médaille que vous m'avez décernée, s'écria Mme Aëlders, sera l'épée d'honneur qui couvrira mon cercueil ! »

Une femme membre honoraire de la garde nationale! Cela fait sourire aujourd'hui; cela semblait naturel alors. On sait que plus tard, en temps de guerre, en 1792 et en 1793, il y eut quantité de femmes — et non pas seulement les demoiselles Fernig — qui s'enrôlèrent sous l'habit masculin et servirent bravement dans les armées françaises.

D'autres, en 1789, avaient énergiquement aidé les hommes dans leur besogne révolutionnaire, et, en 1790, la Commune décora de médailles beaucoup de citoyennes de Paris : ces médaillées se présentèrent à la barre de l'Assemblée nationale (10 janvier 1791) pour y prêter le serment civique en leur nom et en celui de leurs enfants.

Il y eut, en 1790, des bataillons d'amazones. Ainsi, à Vic-en-Bigorre, les femmes s'organisèrent militairement, et l'Assemblée nationale leur décerna la mention honorable (20 novembre 1790).

Parmi ces femmes citoyennes, il y en a qui sont féministes, comme Palm Aëlders, et c'est la minorité ; il y en a, et c'est la majorité, qui se bornent à agir en hommes pour la patrie et la Révolution. (Un historien du féminisme devra retracer ce double mouvement.)

Les premières, les femmes féministes, sont souvent modestes dans leurs revendications. Ainsi je vois que, le 23 mars 1791, Mme Aëlders proposa au Cercle social d'aller remercier l'Assemblée nationale d'avoir accordé aux femmes « une existence civile », et certes cette existence civile était bien restreinte, et c'était se contenter de peu.

Mme Aëlders voudrait que, sous les auspices du Cercle social, il se formât une Société patriotique de citoyennes dans chaque section de Paris, en correspondance avec les Sociétés de femmes des départements, et elle nous apprend qu'il s'en était déjà fondé à Creil, à Alais, à Bordeaux et dans plusieurs autres villes (1).

(1) Voir *la Bouche de fer* du 6 janvier 1791, p. 31

(2) Tome III, p. 360.

(1) Tous ces détails sur les discours et le rôle de Palm Aëlders au Cercle social sont empruntés à la brochure qu'elle fit paraître à la fin de juillet 1791 sous le titre d'*Appel aux Françaises sur la régénération des mœurs et nécessité de l'in-*

Ces Sociétés de femmes surveilleraient « l'établissement des nourrices », les écoles de charité, feraient des enquêtes sur les indigents qui demandent des secours.

Mme Aëlders fonda elle-même une « Société patriotique et de bienfaisance des Amies de la Vérité », mais sans succès (1). On commençait à se méfier d'elle. On l'accusait d'être à la solde de la cour de Prusse. Elle eut beaucoup de mal à se faire recevoir à la Société fraternelle des deux sexes, où Louise Robert l'avait suspectée dans sa personne et dans son patriotisme (2).

Je n'ai point parlé de Théroigne de Méricourt ni d'Olympe de Gouges : celle-là est connue, grâce à M. Marcellin Pellet; celle-ci le sera bientôt par le livre que prépare M. Léopold Lacour. C'est elle qui, en septembre 1791, rédigeant une déclaration des droits de la femme, fit cette belle antithèse : « La femme a le droit de monter à l'échafaud; elle doit avoir également celui de monter à la tribune. » Et elle exerça l'un et l'autre droit, la pauvre Olympe de Gouges : orateur de club, elle périt par la guillotine.

* * *

Voilà pour les femmes féministes. Les autres, celles qui furent plus préoccupées d'agir en citoyennes que de revendiquer leurs droits, parurent sur la scène à partir de 1790, dans ces groupes que forma la belle tentative révolutionnaire d'association fraternelle de l'homme et de la femme.

Je veux parler des *Sociétés fraternelles des deux sexes.*

Ces Sociétés ne naquirent pas du féminisme, mais du mouvement démocratique anti-bourgeois; elles sont une des formes des Sociétés populaires créées, à la fin de 1790, en antagonisme avec la politique bourgeoise du club des Jacobins, afin de soutenir les revendications des prolétaires ou citoyens *passifs*, en les associant aux citoyens *actifs* partisans de la réforme et de l'extension du droit de suffrage. C'est le club des Cordeliers, franchement démocrate, qui donna l'exemple; c'est autour du club des Cordeliers que se formèrent les Sociétés populaires.

fluence des femmes dans un gouvernement libre. Bibl. nat., in 8°, Lb39 9980.

(1) Cependant cette société fonctionnait encore au mois d'avril 1792. Voir les *Révolutions de Paris*, n° 143, p. 36.

(2) Mme Aelders ne se découragea pas. Le 1er avril 1792, elle parut à la barre de l'Assemblée législative à la tête d'une députation de femmes, pour demander : « 1° qu'on étende à leur sexe l'éducation publique qui sera établie pour les hommes; 2° que les filles soient déclarées majeures à vingt et un ans; 3° qu'il règne entre elles et les garçons une parfaite égalité de droits; 4° que le divorce soit décrété. » (*Journal logographique*, t. XV, p. 25.) — Ces vœux sont rapportés un peu différemment par les *Révolutions de Paris*, n° 143, p. 22, qui en prennent occasion pour protester de nouveau contre le *féminisme*.)

Les unes n'admettaient que des hommes, et les autres, en plus grand nombre, admettaient les deux sexes. Leur but premier et avoué, c'est l'instruction du peuple. On réunit le soir, surtout le dimanche, des familles d'ouvriers pour leur lire la Déclaration des droits, les lois, leur faire un cours d'enseignement civique. Rien de plus simple au début. Une des Sociétés fraternelles des deux sexes, celle qui s'installe dans le même couvent de Jacobins où siègent les Amis de la Constitution, est fondée en octobre 1790 (semble-t-il) par un pauvre maître de pension, Claude Dansard. Il apportait chaque fois un bout de chandelle dans sa poche avec un briquet et de l'amadou. Quand la séance se prolongeait, l'assistance se cotisait pour avoir une autre chandelle (1).

Ces humbles réunions ont, dès le début, une grande importance sociale, parce qu'elles réunissent en groupes fraternels des bourgeois et des prolétaires, des hommes et des femmes. Elles jouent bientôt un rôle politique, parce qu'elles enseignent au peuple ses droits et popularisent l'idée du suffrage universel, qui sera établi en août 1792.

Bientôt, ce n'est plus le pauvre Dansart qui préside celle qui siège aux Jacobins : ce sont des hommes politiques, Mittié, l'abbé Mathieu. Des femmes connues s'y font admettre : Mme Robert, née Kéralio, journaliste et romancière; Mme Moitte, de l'Académie de peinture. Mme Roland fait d'abord la dédaigneuse, elle raille les femmes qui se montrent (2); puis, après la fuite à Varennes, elle se fait inscrire aux Sociétés fraternelles (3).

Les Sociétés des deux sexes passent de l'enseignement à l'action : elles surveillent, dénoncent les fonctionnaires, morigènent le département, publient des adresses. Elles font tout ce que fait le club des Jacobins, mais avec des visées unanimement démocratiques. Au commencement de 1791, la Société des indigents (des deux sexes) s'organise contre la nouvelle aristocratie des riches.

L'idée de les fédérer entre elles prend naissance dans le salon Robert-Kéralio, et en mai 1791 un

(1) On n'a malheureusement pas le registre des délibérations de cette Société fraternelle ni d'aucune autre, mais on possède quelques imprimés et quelques manuscrits relatifs à leurs actes. Ainsi il y a aux Archives nationales, dans les papiers du Comité des rapports, une « Adresse des citoyens composant la Société fraternelle des deux sexes défenseurs de la Constitution, séante aux Jacobins, rue Saint-Honoré, à l'Assemblée nationale, en faveur des infortunés citoyens, trompés et coupables, du département de la Haute-Garonne. » Cette adresse (sans date, reçue par l'Assemblée le 15 juin 1791) est revêtue de 100 signatures.

(2) Elles se « montraient » beaucoup, en effet. Au commencement de février 1791, dans la Société fraternelle des deux sexes séant aux Jacobins, les femmes prêtèrent le serment de ne prendre aucun aristocrate pour mari. (*Révolutions de Paris*, t. VII, p. 232.)

(3) Lettres à Bancal, p. 199, 247.

Comité central des Sociétés fraternelles, présidé par F. Robert, tente de grouper, sous les auspices des Cordeliers, toutes les forces démocratiques éparses dans les sections de Paris.

En juin 1791, elles activent le pétitionnement sectionnaire contre le système du cens et le marc d'argent.

Réalisant la fraternité dans les mœurs, elles emploient dès lors le tutoiement et proscrivent les mots de *Monsieur*, *Madame* et *Mademoiselle*.

Enfin ce sont ces Sociétés des deux sexes qui fondent le parti républicain, dont l'inspiratrice au début fut Mme Robert, parti né en novembre 1790, et qui s'organisa après la fuite à Varennes (1).

La démocratie, la République sont nées de cette association fraternelle des citoyens et des citoyennes de Paris.

* *

Très influentes dans la cité, quand elles s'associèrent aux hommes pour l'action sociale et politique, en 1790 et en 1791, les femmes ne parurent que bruyantes et désorganisatrices quand elles voulurent plus tard, sous la Convention, agir seules et se grouper surtout entre elles. La Société des citoyennes républicaines révolutionnaires de Paris, fondée en juillet 1793, présidée d'abord par la citoyenne Rousaud, puis par la citoyenne Champion, fut mal vue de la Convention et des Jacobins.

La section des Marchés dénonça au Comité de sûreté générale l'excentricité de quelques-unes de ces femmes qui, habillées en homme, avec un pantalon et un bonnet rouge, s'étaient promenées, le 28 octobre 1793 au matin, au marché et sous les charniers des Innocents. On les accusait d'avoir insulté les autres femmes et voulu les forcer à adopter le même costume. Il y eut des querelles et un attroupement de près de six mille femmes. Le surlendemain, Amar vint dire à la Convention que le Comité de sûreté générale s'était demandé si les femmes peuvent exercer des droits politiques, prendre une part active aux affaires du gouvernement, délibérer en associations politiques, et qu'il s'était décidé pour la négative. Puis, traitant à fond la question féministe, Amar défendit gouvernementalement le privilège politique des hommes et proposa d'interdire tous les clubs et sociétés populaires de femmes. Charlier lui répondit, revendiqua pour les femmes le droit de s'assembler paisiblement : « A moins que vous ne contestiez que les femmes font partie du genre humain, dit-il, pouvez-vous leur ôter ce droit commun à tout être pensant? » Basire objecta à Charlier la raison d'État, déclara qu'on avait « jeté pour un instant le voile sur les principes dans la crainte de l'abus qu'on en pourrait faire pour nous mener à la contre-révolution ». Les sociétés de femmes sont-elles dangereuses? Oui, l'expérience l'a prouvé. La Convention vota le projet de décret présenté par Amar (30 octobre 1793, 9 brumaire an II). Les clubs de femmes furent supprimés.

Cet incident et le rapport d'Amar ne suffisent assurément pas pour faire connaître le rôle des femmes et le féminisme après l'établissement de la République. J'ai voulu seulement, par ces quelques notes rapides, indiquer ce que fut le mouvement féministe et aussi quelle place occupèrent les femmes sur la scène politique, dans les premières années de la Révolution, sous l'Assemblée constituante, et cela sans traiter en elle-même la question si complexe du droit des femmes. Ce mouvement me semble avoir eu une réelle importance historique, en ce qu'il fut mêlé aux origines de la démocratie et de la République.

A. Aulard.

(1) Ainsi ces sociétés d'hommes et de femmes participèrent à la fameuse pétition contre Louis XVI qui fut signée au Champ-de-Mars le 17 juillet 1791. L'année suivante, à la fête funèbre en l'honneur des morts du 10 août (fête qui eut lieu le 27 août 1792), un cortège de femmes promena solennellement le texte de cette pétition dans une arche. A la fête du 14 juillet 1792 on avait vu figurer un groupe de femmes, dont plusieurs « complètement armées », et à leur tête Olympe de Gouges. *Révolutions de Paris.*

SOUVENIRS D'OLYMPIE (1)

I

Les fouilles allemandes terminées en 1881, sous la direction du célèbre historien Curtius, ont ravivé le lustre antique d'Olympie en y découvrant des trésors d'art et en mettant à nu la base de tous les sanctuaires qu'une inondation de l'Alphée avait recouverts de cinq mètres d'alluvions dans le cours des temps. Ainsi le fleuve, que le frontispice retrouvé du temple de Jupiter représente comme assistant curieusement à la naissance des jeux olympiques, a revêtu d'un manteau protecteur de sable les souvenirs que les invasions du moyen âge n'eussent certainement pas respectés. Avant cela, les temples avaient déjà été pillés par les empereurs de Rome

(1) Ce fragment fait partie d'un livre intitulé : *Sanctuaires d'Orient : Égypte, Grèce, Palestine*, qui paraîtra ces jours-ci à la librairie Perrin. — Dans ce livre, la description pittoresque des plus beaux paysages de l'Orient sert de cadre à une évocation des mystères antiques encore si peu compris de la science moderne. On y trouve un aperçu de la philosophie égyptienne, du voyage d'outre-tombe de l'Ame d'après le *Livre des Morts*, une reconstitution du drame symbolique d'Éleusis avec sa mise en scène et l'histoire du temple de Jérusalem selon les traditions ésotériques.

et de Byzance, dévastés par les Goths, puis détruits par le formidable tremblement de terre de 522. Mais ce que la récente archéologie a sauvé du naufrage des siècles permet à l'imagination, aidée par la description de Pausanias, d'évoquer dans son ensemble éblouissant et ses détails précis la fastueuse Olympie, où la civilisation grecque tenait ses grandes assises.

Le site d'Olympie a quelque chose de tranquille, d'enchanteur et de retiré. La nature âpre et sauvage du Péloponèse s'adoucit en ce coin perdu et s'éclaire d'un grave sourire. L'Alphée trace un vaste demi-cercle dans un cirque de collines boisées. Au centre, s'élève la petite montagne du Kronion, jadis consacrée à Saturne, aujourd'hui tout embroussaillée. Les nombreux temples, qui composaient le sanctuaire d'Olympie, étaient disposés à ses pieds. Deux portes de l'enceinte sacrée s'ouvraient, l'une sur le stade, l'autre sur l'hippodrome. Si l'on gravit la montagne de Drouva, on voit se dessiner comme une carte géographique l'emplacement de tous ces édifices, marqués par les dallages, les soubassements des temples, les amorces des murs et les nombreux stylobates. En son large bassin, l'Alphée arrondit à plaisir sa demi-lune de coteaux pour protéger l'enceinte où la Grèce a voulu célébrer ses jeux héroïques. Les cimes neigeuses de l'Arcadie se dressent au loin et défendent Olympie contre la rigueur des vents de l'Est. Le frais vallon ne s'ouvre que d'un côté au souffle tiède du zéphyr. Par cette embouchure, on voit l'Alphée se perdre en serpentant dans la mer.

Les poètes grecs disaient que le fleuve, descendu comme un torrent sauvage des hauteurs d'Arcadie, était amoureux de la nymphe Aréthuse, qui coule près de Syracuse, en Sicile, et que les eaux douces du fleuve et de la nymphe traversaient les flots salés pour se mêler au beau milieu de la mer Ionienne. Ils exprimaient ainsi la sympathie des deux races parentes. La végétation d'Olympie est discrète et riche, sa verdure savoureuse. De petits houx et des lauriers sauvages tapissent le flanc des collines. Les pins touffus et foncés sont comme enveloppés d'une vibration de lumière et saturés de couleur. Telle est la transparence de l'atmosphère qu'on distingue à distance les moindres anfractuosités du terrain et jusqu'aux aiguilles des pins qui s'argentent au soleil. La paix, la sérénité, une douceur, une majesté intimes remplissent ces lieux. L'air est d'une légèreté qui vous porte, on marche dans un cristal impalpable.

II

Si nous voulons nous donner une idée approchante de ce que fut Olympie, au temps de sa splendeur, il faut d'abord imaginer tout autour du sanctuaire les épais ombrages qui en faisaient un bois sacré et qui lui valurent le nom d'*Altis*. Si nous sommes à la veille des jeux qui avaient lieu tous les quatre ans, il faut en outre peupler l'Alphée de barques nombreuses, semer les prairies environnantes de tentes bariolées et d'une multitude de pèlerins. Les routes, et notamment la voie olympiaque venant d'Élis, sont encombrées par les théories brillantes qui amènent en grande pompe, sur des chars de fête, les offrandes au dieu : statues, urnes, corbeilles fleuries, cassettes remplies de trésors.

Plaçons-nous maintenant au côté oriental de l'Altis, sous le vaste portique appelé Poecile ou galerie de l'Écho. De là nous embrassons d'un seul coup d'œil tout le sanctuaire. Devant nous, à une certaine distance, le temple de Jupiter olympien, d'ordre dorique, nous présente sa façade orientale, à six colonnes, avec son fronton, dont le haut relief reproduit les apprêts du combat entre Pélops et Eunomaos. Derrière les colonnes du péristyle, les murs peints du temple apparaissent multicolores, couverts de fresques qui de loin rappellent celles de Pompéi. Le fronton porte, à ses deux acrotères, des trépieds d'or, à son pinacle une Victoire de marbre blanc, robe flottante, en plein vol, d'un mouvement superbe. A droite du sanctuaire de Zeus, pousse l'olivier sauvage, l'arbre immémorial mais toujours vert, aux branches anguleuses, aux feuilles rares et drues, sur lequel on coupe les couronnes des vainqueurs. A droite, le tombeau de Pélops se cache sous un rideau de peupliers argentés. Au centre de l'agora se dresse l'énorme autel de Jupiter, de forme elliptique et à deux étages. Aux limites de l'enceinte, contre la montagne de Saturne, sont rangés en ligne les treize petits temples qui renferment les trésors des cités. Plus loin, c'est le sanctuaire de Héra (Junon) et le Métrôon ou temple de la Mère des Dieux. Tout au fond, on aperçoit le Prytanée, vaste édifice carré avec des baies à colonnades au premier étage, servant de logement gratuit aux envoyés des villes et de salle de festin.

Ce qui donnait une splendeur extraordinaire à cet ensemble, ce n'était pas seulement la variété architecturale des quarante temples petits et grands qu'on y voyait, mais encore les trois mille statues de toute dimension, de marbre, d'airain et d'or, qui garnissaient l'agora, le pourtour et l'intérieur des temples. D'abord les innombrables statues des athlètes vainqueurs et les magnifiques chars de bronze avec leurs coursiers attelés. Il y avait un Jupiter colossal, haut de neuf pieds, tenant dans sa gauche l'aigle de la victoire et dans sa droite la foudre qui punit les serments violés. Non loin de lui, on voyait son fils Hercule, moins grand, mais gigan-

tesque encore et surpassant tous les autres ; Hercule le héros-type, avec sa massue et la peau du lion de Némée. Quelle apothéose de la force et de la vie dans ces trois mille statues ! Ces chevaux cabrés, ces Victoires aux ailes ouvertes et tendant des couronnes, ces lutteurs aux prises, ces discoboles ramassés sur eux-mêmes, ces coureurs penchés en avant, ce Jupiter et cet Hercule disaient d'une seule voix à l'éphèbe qui entrait ici : Sois fort, sois beau, sois vainqueur !

Ainsi, par la splendeur de l'architecture et de la sculpture, un caractère vraiment religieux avait été imprimé à ces fêtes de gymnastique. Il s'accentuait encore par les cérémonies qui occupaient la veille du grand concours. Ablutions, processions, péans chantés en chœur ; puis, le serment solennel prêté par tous les athlètes et les hellanodices ou juges du camp sur l'autel de Zeus dans l'Altis. Enfin les offrandes portées à sa statue d'ivoire et d'or, assise au fond du grand temple dont elle touchait presque le toit, le remplissant tout entier de sa présence souveraine. L'émotion que provoquait ce chef-d'œuvre de Phidias dépassait de beaucoup la portée des jeux olympiques, elle faisait pressentir la plus haute religion. Car, au dire de tous les Grecs, l'artiste avait su fondre sur le visage du dieu la force à la bonté, la majesté à la douceur. « Quand même, affirme Dion Chrysostome dans son *Discours olympique*, quand même un homme aurait l'âme troublée de soucis et de peines au point d'en perdre la douceur du sommeil, en voyant l'œuvre de Phidias, il oublierait, j'en suis sûr, toutes les tristesses et les inquiétudes que la vie porte avec elle, tant est grande, ô Phidias, la beauté de ton œuvre, tant tu y as répandu d'émotion et de splendeur. » L'éphèbe recevait donc là cette impression bienfaisante que la sagesse et la bonté sont les attributs suprêmes de la plus haute divinité.

Le lendemain, l'enceinte du stade, qui contenait quarante mille personnes, se remplissait. Aux premiers rayons du soleil tombant des sommets d'Arcadie, retentissaient des fanfares éclatantes. Le cortège officiel sortait du passage voûté qui joignait l'Altis au stade. Vêtus de longues robes de pourpre, les hellanodices venaient s'asseoir sur la haute tribune. Les jeux commençaient par la course à pied, où les éphèbes volaient sur le sable avec l'impétuosité du chevreuil et la légèreté de l'oiseau. Dans la lutte corps à corps, dans le pugilat et le pancrace, la victoire était plus âprement disputée. C'était le combat de l'homme contre l'homme dans toute sa violence, mais qui devait conserver la souplesse. Celui qui tuait son adversaire perdait le prix. Les courses de chars, tant chantées par Pindare, étaient réservées pour la journée suivante. Les plus grands citoyens d'Athènes et de Sparte, les rois de Sicile et de Macédoine s'y disputaient la palme. Fertiles en épisodes dramatiques et en naufrages équestres, qui offraient un raccourci palpitant de la vie humaine, de ses hasards, de ses alternatives, de ses triomphes subits et de ses chutes profondes. Au pentathle, qui terminait les jeux, il fallait vaincre successivement à la course, au jet du disque et du javelot, au saut et à la lutte. Les vainqueurs à ce jeu passaient pour les plus beaux des hommes, « car leurs corps, dit Aristote, sont également capables de force et de vitesse ».

La dernière journée, consacrée au couronnement des vainqueurs, constituait le point culminant des fêtes d'Olympie. L'immense importance qu'y attachait le peuple y éclatait en une joie délirante. Le défilé des athlètes, des chars et des chevaux victorieux avait lieu dans un bois sacré, au son des flûtes et des chœurs exultants. A ce moment, les vainqueurs couronnés de l'olivier sauvage devant le temple de Jupiter, entourés de leurs familles et de leurs amis, acclamés et presque divinisés par la foule, nageaient dans une atmosphère d'apothéose. « Il n'est pas de victoire plus belle que celle d'Olympie », dit Pindare. Et de fait, c'était un titre de gloire pour le reste de la vie, dont s'enorgueillissaient non seulement les parents, mais encore la cité du triomphateur. — Quel devait être par contre le dépit, la honte navrée, la tristesse noire des vaincus ! Ils fuyaient et se cachaient dans l'ombre pour ne pas assister au triomphe des rivaux aimés des dieux, eux les maudits, les déshérités de la gloire.

Nous autres modernes, qui avons développé le goût du rêve et du sentiment intime jusqu'à l'oubli du monde extérieur, nous trouvons une exagération singulière à ce culte de la force et de la beauté physique. Il est bien certain que l'humanité est devenue trop grave, et aussi trop vieille et trop laide pour idolâtrer le corps à ce point. Faire de la vie terrestre, à toutes ses étapes, une représentation vivante, une sorte de mise en action du divin, voilà ce qu'a tenté la Grèce, et comme un athlète victorieux, elle a tenu sa gageure. Dans toutes les sphères de la vie, elle réalise la beauté pour un court instant, mais avec un incomparable éclat. Avoir fait de la gymnastique une grâce et de la guerre une beauté, voilà sa première conquête. Et d'ailleurs, comme l'a fort bien remarqué Taine, l'art de la palestre et de la danse mimée ou de l'orchestrique fut chez elle la condition et le principe de la plus noble sculpture.

On a tout dit sur le culte de la beauté corporelle chez les Grecs et sur cette religion du nu que seuls ils possédèrent. Mais il me semble qu'il y aurait encore deux chapitres intéressants à joindre à l'histoire de l'Ame grecque. Le premier s'appellerait : *De l'influence des jeux olympiques sur la guerre et sur l'hé-*

culte exalté de la force et de la beauté sautent aux yeux, et nous les connaissons trop par l'histoire de la décadence grecque. Nos décadents d'aujourd'hui ne cherchent plus la Grèce que là. Heureusement qu'elle est encore ailleurs. Et pour ne parler que de la gymnastique, les bienfaits de ce culte du corps éclatent dans la noblesse, dans la grande allure, dans la fierté qu'il imprima à l'ensemble de la vie civique et à la guerre elle-même. Chez les Spartiates, les vainqueurs des jeux olympiques avaient le droit de combattre au premier rang, à côté du roi, dans les batailles et ne s'en faisaient pas faute. Rappelons encore cet épisode de la deuxième guerre médique. Un cavalier perse, envoyé en reconnaissance aux Thermopyles, trouva les compagnons de Léonidas nus devant leur camp et luttant comme au gymnase. Les uns se couronnaient de fleurs, les autres peignaient leurs longs cheveux. A la veille du combat désespéré, ils célébraient ainsi les fêtes olympiques qui avaient lieu ce jour-là. Ils ne daignèrent pas s'interrompre à la vue du cavalier ennemi, qui les sommait de se rendre, et continuèrent tranquillement leurs jeux devant l'émissaire étonné de Xerxès. Toute la Grèce héroïque est dans cette attitude, avec son culte des beaux corps, sa joie de la vie et son mépris de la mort.

Edouard Schuré.

LES AMIES DE CHATEAUBRIAND [1]

La comtesse Delphine de Custine.

Avec Chateaubriand, les aventures sentimentales s'enchevêtrent sans interruption comme les anneaux d'une longue chaîne, et il ne sort d'un roman d'amour que pour entrer dans un autre.

Il est le premier, d'ailleurs, à reconnaître sa faiblesse. Sur la fin de sa vie, racontant la mort de cette Pauline bien-aimée, et retraçant son accablement, il s'accuse, et s'écrie :

« Mon chagrin ne se flattait-il pas, en ces jours lointains, que le lien qui venait de se rompre serait mon dernier lien? Et pourtant que j'ai vite, non pas oublié, mais remplacé ce qui me fut cher! Ainsi va l'homme de défaillance en défaillance. Lorsqu'il est jeune et qu'il mène devant lui sa vie, une ombre d'excuse lui reste; mais lorsqu'il s'y attelle et qu'il la traîne péniblement derrière lui, comment l'excuser? L'indigence de notre nature est si profonde, que dans nos infirmités volages, pour exprimer nos affections récentes, nous ne pouvons employer que des mots déjà usés par nous dans nos anciens attachements. Il est cependant des paroles qui ne devraient servir qu'une fois : On les profane en les répétant. »

Ce fut chez Mme de Rosambo, alliée à son frère aîné, qu'il vit Delphine de Custine, pour la première fois, en 1803, au moment où il allait quitter Paris pour Rome. Elle avait alors trente-trois ans, et sa beauté était dans toute sa floraison. C'est elle que Boufflers avait surnommée la Reine des Roses. Née de Sabran, et mariée à l'intrépide Custine, qui périt sur l'échafaud avec son père, elle était restée veuve à l'aurore de sa jeunesse : il fallut un séducteur comme Chateaubriand pour faire battre à nouveau son cœur. Elle s'attacha à lui de toutes ses forces; lorsque l'infidèle l'eut délaissée, elle faillit en mourir de chagrin, et elle ne cessa de l'aimer jusqu'à ses derniers jours.

Femme d'esprit, mélancolique parfois, mais plutôt mutine, Mme de Custine incarnait en elle toutes les élégances de la fin du XVIIIe siècle : elle était lettrée, prime-sautière, enjouée, et avait de plus que Mme de Beaumont une excellente santé.

Éperdument amoureux, Chateaubriand ne perdit pas son temps. Il devait partir pour Rome; contrarié, il demanda quelques jours de sursis; il écrivit alors à sa nouvelle conquête quelques lettres qu'on a retrouvées, et qui constituent un curieux document d'histoire intime. Voici une de ces épîtres :

« Si vous saviez comme je suis heureux et malheureux depuis hier, vous auriez pitié de moi. Il est cinq heures du matin. Je suis seul dans ma cellule. Ma fenêtre est ouverte sur les jardins qui sont si frais, et je vois l'or d'un beau soleil levant qui s'annonce au-dessus du quartier que vous habitez. Je pense que je ne vous verrai pas aujourd'hui et je suis bien triste. Tout cela ressemble à un roman; mais les romans n'ont-ils pas leurs charmes? Et toute la vie n'est-elle pas un triste roman? Écrivez-moi; que je voie au moins quelque chose qui vienne de vous! Adieu, adieu jusqu'à demain! »

Quand il revint de Rome, ayant perdu Mme de Beaumont, il reprit avec Mme de Custine la vie d'intimité qui avait commencé au départ. Elle eut connaissance, avant toute autre personne, de la lettre par laquelle il envoyait au Premier Consul sa démission de ministre plénipotentiaire dans le Valais, démission motivée par l'exécution du duc d'Enghien.

Elle l'entraîna dans son château de Fervacques qu'Henri IV avait habité : le vœu qu'il avait formulé de coucher dans la chambre du Béarnais fut exaucé. La première ferveur de son attachement n'existait déjà plus; Delphine ne savait qu'inventer pour lui plaire.

Il fit connaître et amena à Mme de Custine l'ami

roïsme. Les défauts et les vices qui résultent de ce

(1) Voyez la *Revue* du 12 mars.

qu'il affectionnait davantage, le doux Chênedollé, épris de Lucile, et malheureux de cet amour sans issue. Mme de Custine s'attacha au poète, et le prit pour confident de ses craintes, de ses larmes. Son instinct de femme aimante lui disait qu'avec Chateaubriand il fallait s'attendre à toutes les déceptions; cependant elle s'y prenait de loin pour lutter contre l'abandon qu'elle sentait venir.

En réalité, il se laissait aimer par cette femme charmante, mais il n'était pas absorbé, conquis par elle, comme il l'avait été par Mme de Beaumont. Il lui échappait, et, comme il l'a dit, il voyait se former de lointains fantômes qui l'attiraient.

« Des formes aériennes, houris ou songes, sortant de cet abime (la perte de Pauline), me prenaient par la main, et me ramenaient au temps de la sylphide... J'avais ce que les Pères de la Thébaïde appelaient des ascensions de cœur. »

La pensée de Delphine était de le retenir à Fervacques, de veiller sur lui, de l'aider dans ses nouveaux travaux, d'être sa muse fidèle, comme Mme de Beaumont l'avait été à Savigny. Vain espoir, hélas! L'heure de ces villégiatures où l'étude et l'amour se confondaient, était passée et ne devait plus revenir.

Il se montrait aimable, mais ce n'était point la tendresse souhaitée par Delphine. Après certain séjour à Fervacques, il lui écrit, mais il avait dû oublier dans sa lettre de doux souvenirs, car elle lui répond :

« J'ai dû être surprise qu'au milieu de votre nombreuse énumération, il n'y ait pas eu le plus petit mot pour la grotte et pour le petit cabinet, orné de deux myrtes superbes. Il me semble que cela ne devait pas s'oublier si vite... Il y a des endroits dans votre lettre qui m'ont fait bien mal. »

Ces derniers mots sont éloquents pour caractériser l'état d'âme douloureux de la pauvre Delphine. Son cœur saigne, elle sent qu'elle n'est pas vraiment aimée, elle se résigne pourtant. Cherchant à se consoler, elle écrit à Chênedollé. Elle lui dit, à la date du 16 mars 1803 :

« Je ne suis pas heureuse, mais je suis un peu moins malheureuse. Est-ce pour cela que vous ne me donnez pas signe de vie? »

Le 28 mars, elle lui dit :

« Je suis plus folle que jamais, je l'aime plus que jamais, et je suis plus malheureuse que je ne peux dire! Il se réjouit de vous voir. Il prend part à vos douleurs, et, lorsqu'il parle de vous, on serait tenté de lui croire un bon cœur! »

Ces paroles, un peu âpres, révèlent les souffrances de Delphine arrivées à l'état aigu. Dans une dernière lettre, datée de Fervacques, 24 juin 1806, elle dit à Chênedollé :

« Le *Génie* (Chateaubriand) est ici depuis quinze jours; il part dans deux, et ce n'est pas un départ ordinaire... Cette chimère de Grèce est enfin réalisée... Il sera de retour au mois de novembre, à ce qu'il assure. Je ne puis le croire... Tout a été parfait depuis quinze jours, mais aussi tout est fini. »

Tout est fini! Mme de Custine pensait bien qu'elle allait perdre celui qu'elle chérissait tant. Il partait pour la Grèce, mais elle sentait qu'au retour — au départ peut-être — il serait pris dans d'autres liens. Elle ne se trompait pas. Elle fut brisée, et resta inconsolable de cette désillusion; cependant, comme nous l'avons dit, elle ne cessa pas de l'aimer, et lui témoigna jusqu'à la fin une profonde amitié.

Mme de Custine mourut au mois de juillet 1826, à Bex, en Suisse, où elle était allée pour rétablir sa santé, et aussi, il y a tout lieu de le croire, pour se rapprocher de Chateaubriand qu'elle ne pouvait oublier, et qui se trouvait alors à Lausanne. Elle voulait sans doute le revoir une dernière fois, avant de dire adieu à la terre. Cette consolation lui fut donnée, mais, bientôt après, elle mourut subitement.

Averti aussitôt, Chateaubriand accourut, et veilla la pauvre morte. Dans ses Mémoires, il lui rend cet hommage :

« J'ai vu celle qui affronta l'échafaud d'un si grand courage, je l'ai vue plus blanche qu'une Parque, vêtue de noir, la taille amincie par la mort, la tête ornée de sa seule chevelure de soie, je l'ai vue me sourire de ses lèvres pâles et de ses belles dents, lorsqu'elle quittait Sécherons, près Genève, pour expirer à Bex, à l'entrée du Valais, j'ai entendu son cercueil passer la nuit dans les rues solitaires de Lausanne, pour aller prendre sa place éternelle à Fervacques. Elle se hâtait de se cacher dans une terre qu'elle n'avait possédée qu'un moment, comme sa vie... »

Un mot plus éloquent que de longues phrases peut caractériser l'amour de Delphine de Custine pour Chateaubriand. Peu de temps avant sa mort, à Paris, elle disait à un confident de ses peines : « Voilà le cabinet où je le recevais! — C'est donc ici qu'il a été à vos genoux! — C'était peut-être moi qui étais aux siens! »

La duchesse de Mouchy.

Quand il partit pour visiter l'Orient, et au retour d'Espagne, Chateaubriand était violemment épris d'une nouvelle idole, Mme de Noailles, qui devint ensuite duchesse de Mouchy, et qu'on avait surnommée : « la belle Nathalie ». Il passa trois mois avec elle dans cette Espagne si pittoresque, si féconde en souvenirs, et ce fut en son honneur qu'il écrivit le *Dernier des Abencérages*, dont l'héroïne,

Blanca, est la vivante incarnation de la noble femme.

Elle réunissait, d'après Mme de Duras, tout ce que la beauté, la grâce, l'esprit, l'élégance des manières pouvaient inspirer d'admiration.

« Mme de Noailles, raconte Hyde de Neuville, qui la rencontra en Espagne à ce moment, Mme de Noailles, dont l'éclat de la beauté avait fait du bruit dans le monde, n'avait plus cette première fraicheur que je lui avais vue, et qui n'appartient qu'à l'extrême jeunesse, mais elle avait conservé sa grâce, ses traits charmants, et cette physionomie expressive et touchante qui ajoute tant à la beauté. Mme de Noailles était Mlle de Laborde; elle avait la distinction, l'instruction, et tous les talents qui sont de tradition dans cette famille, et, ce qui vaut mieux encore, beaucoup de bonté. Je n'ai pas connu une âme plus noble et plus généreuse. »

Elle croyait, elle aussi, à une liaison durable, et marchait dans un éblouissement. Quand elle comprit le caractère de Chateaubriand, quand le charme fut rompu, son désenchantement fut si grand, sa blessure d'amour-propre si profonde que sa raison s'égara. « Que de malheurs, a-t-il écrit, ont suivi ces jours mystérieux! Le soleil les éclaire encore! »

Plus tard, en 1828, ambassadeur à Rome, il écrivait à Mme Récamier : « Nous avons eu un petit *ricevimento;* l'ambassadrice d'Autriche est charmante et chante aussi. Elle ressemble à la pauvre Mme de Mouchy; aussi ne puis-je la regarder sans une vraie peine. »

Mesdames de Vintimille et de Laborde.

C'est le moment d'esquisser ici quelques silhouettes de femmes qui, sans jouer un rôle véritable dans la vie de Chateaubriand, l'aimèrent cependant beaucoup, furent ses admiratrices, et lui témoignèrent, dans ses luttes littéraires et politiques, un dévouement à toute épreuve.

Une des premières en date est Mme de Vintimille, de la maison de Lévis. C'était une femme de l'ancien temps, elle avait connu Mme Geoffrin et Mme du Deffand, elle était pleine de sens, d'un commerce sûr, et possédait à fond l'histoire de la belle société du XVIIIe siècle.

Elle professait une grande affection pour Mme de Beaumont, et la guidait par son jugement sain et les clartés de son esprit. Elle ressentit à sa mort un chagrin profond, dont nous trouvons la trace dans une lettre à Chênedollé :

« Quelle perte, dit-elle, nous avons tous faite par la mort de cette malheureuse amie! Je ne puis dire le chagrin que je ressens; c'est une plaie qui ne se fermera jamais; l'idée de ne plus la revoir me poursuit sans cesse, et il m'est doux de parler de cette peine à une personne qui, j'en suis sûr, sait m'entendre. »

Lorsque Chateaubriand avait paru dans la vie de sa mignonne amie, elle avait subi, elle aussi, le prestige du magicien. A son retour de Jérusalem et d'Espagne, il séjourna chez son ami Joubert, à Villeneuve-sur-Yonne. Là, un cercle intime s'était formé. Il donnait à ces fidèles de sa gloire la primeur de son œuvre nouvelle, *les Martyrs.* Mme de Vintimille assistait à ces lectures, et n'était pas la moins enthousiaste. Ce fut elle qui mena René chez l'abbé Morellet, lorsqu'il fit ses visites pour l'Académie française.

Joubert, l'auteur délicat des *Pensées*, Joubert, cette âme d'élite, ce cœur tendre, ce lumineux esprit, honorait Mme de Vintimille d'un attachement profond, surtout depuis la mort de Mme de Beaumont pour laquelle il avait eu un culte véritable, culte que le tombeau d'ailleurs n'avait point fait cesser. Voici un fragment de lettre qui atteste quelle était la puissance d'aimer de Joubert, et qui ne fait pas moins d'honneur à Mme de Vintimille. Il lui écrivait en 1817, à la date du 22 juillet :

« Vous étiez plus jeune, il y a vingt ans, lorsque je marchais à vos côtés, à pareil jour, à pareille heure, en parcourant certaine allée que je vois presque de mon lit, et où, à mon très grand regret, je ne puis aller célébrer cet anniversaire. Mais vous n'étiez pas plus aimable. Votre présence et votre souvenir font également mes délices. Continuez à vous faire adorer, et aimez-moi toujours un peu... Souvenez-vous qu'il est de mon essence de penser à vous avec délices et de vous être éternellement attaché. »

Que n'auraient pas donné les amies de Chateaubriand, pour recevoir de lui des lettres aussi affectueuses, aussi tendres, disons le mot, aussi adorables?

A côté de Mme de Vintimille, il convient de placer sa parente, Mme de Laborde, la châtelaine de Méréville, qui, pendant les étés de 1807 et 1808, donnait l'hospitalité à Chateaubriand, et lui demandait, en récompense, de lire devant une assemblée choisie les passages les plus captivants des *Martyrs.* Il était avide des applaudissements et des suffrages que lui valaient ces lectures, faites sous de beaux ombrages, et devant les femmes les plus intelligentes de son époque. Aux réunions de Méréville brillaient Mme de Pastoret et Mme de Lévis.

Dans sa vieillesse, Chateaubriand, ému au souvenir de ces jours prédestinés, ne pouvait retenir ses larmes : c'est alors qu'il dira :

« Méréville était une oasis créée par le sourire d'une muse, mais d'une de ces muses que les poètes

gaulois appellent les doctes Fées. Ici les aventures de Blanca et de Velléda furent lues devant d'élégantes générations, lesquelles s'échappant les unes des autres comme des fleurs, écoutent aujourd'hui les plaintes de mes années. »

Nous pourrions mentionner encore quelques femmes, dont la grâce, l'esprit, la beauté, rivalisaient pour plaire au grand charmeur, la marquise de Talaru, Mme de Bérenger, Mme de Montcalm, Mme de Coislin, Mme de Grollier, Mme d'Aguesseau, la princesse de Drago, d'autres encore. Mais, comme elles n'ont joué vis-à-vis de lui qu'un rôle de second ordre, nous revenons à celles qui apparaissent sur le premier plan de son orageuse destinée.

Mme de Staël aussi le chérissait, témoin ce mot touchant qu'elle lui dit un jour, vers la fin de sa vie : « *My dear Francis*, je souffre, mais cela ne m'empêche pas de vous aimer! »

Et Mme Hortense de Méritens! Quel penchant elle eut pour lui! Il la calma par une lettre comme lui seul savait en écrire :

« Vous êtes jeune, soyez heureuse, et n'embarquez pas votre vie sur un vieux vaisseau naufragé. J'ai peu de temps à vivre, et je veux mourir seul! »

Nous ne parlons pas des inconnues nombreuses, qui, enflammées par son talent, lui écrivaient, et lui témoignaient plus que de l'admiration. Aucun écrivain, aucun poète ne fut choyé de la sorte. Il a ensorcelé trois ou quatre générations; il a eu tous les triomphes.

La duchesse de Duras.

Mme de Mouchy avait passé dans la vie de René comme un brillant météore. Il avait été ébloui, un moment troublé; puis, la vision disparue, il s'était mis à la recherche d'un nouvel astre. Il l'avait trouvé sans grande peine : cet astre nouveau et superbe, ce fut la duchesse de Duras.

Le père de celle-ci avait été le comte de Kersaint, d'abord vaillant marin, puis député à la Convention, mort bravement sur l'échafaud, lorsque succomba le parti de la Gironde. Il avait légué à sa fille l'ardeur de son âme, et l'éclat de son intelligence, en même temps que l'amour de la liberté. Mme de Duras avait une grande ressemblance physique avec Mme de Staël, elle en était fière, car les lauriers de Corinne l'empêchaient de dormir.

Elle se plaisait dans son château d'Ussé, sur les bords de la Loire. Là, loin des bruits de la ville, elle s'occupait de l'éducation de ses deux filles. Pour parfaire cette éducation, elle fut obligée de revenir à Paris en 1811, et c'est alors qu'elle rencontra Chateaubriand, dans le salon de M. de Las Cases. Elle avait quelques années de moins que Mme de Custine et, comme elle, personnifiait la beauté, l'élégance et la grâce. « La chaleur de l'âme, dit René, la noblesse du caractère, l'élévation de l'esprit, la générosité de sentiments, en faisaient une femme supérieure. »

Depuis longtemps, elle professait pour Chateaubriand une admiration qui allait parfois jusqu'à la passion. Aussi, son cœur battit fort lorsque, chez M. de Las Cases, il lui fut présenté, s'assit près d'elle, et l'enveloppa de son brûlant regard. Il reconnut bien vite que, même sans avoir combattu, il était maître de la place. Il ne tarda pas à s'y installer et à y régner.

L'intimité s'établit rapidement : il devint l'arbitre du salon de Mme de Duras, salon à la fois politique et littéraire, avec l'influence duquel il fallait compter. Quand elle retourna à Ussé, il y fut invité un des premiers. Elle aimait les intrigues de la politique, autant que les beautés de la littérature : aussi employa-t-elle tout le crédit dont elle jouissait à la cour de Louis XVIII, pour faire obtenir à son ami les hautes situations d'ambassadeur et de ministre qu'il ambitionnait.

Elle s'étourdissait dans cette existence fiévreuse, mais il lui arrivait parfois de se recueillir, et de s'attrister, en constatant que Chateaubriand lui échappait, la négligeait, et n'avait pas pour elle cette passion qui la consumait et lui donnait le courage de tout entreprendre. Voici, à ce propos, deux passages significatifs de sa correspondance. Dans une lettre à M. de Marcellus elle dit :

« M. de Chateaubriand ne gâte pas ses amis; j'ai peur qu'il ne soit un peu gâté lui-même par leur dévouement. Il ne répond jamais rien qui ait rapport à ce qu'on lui écrit, et je ne suis pas sûre qu'il le lise. Faites-moi le plaisir de lui donner quelques bons conseils à ce sujet, et tâchez qu'ils ne soient pas perdus comme les miens. »

Dans une autre lettre, envoyée de Nice où elle était mourante, elle fait parvenir une fleur à Chateaubriand, et lui dit :

«... Je languis sur mon canapé toute la journée, je rêve au passé. Ma vie est si agitée et si variée, que je ne puis dire que j'éprouve un violent ennui. Si je pouvais seulement coudre ou faire de la tapisserie, je ne me trouverais pas malheureuse; ma vie présente est si éloignée de ma vie passée, qu'il me semble que je lis des mémoires, ou que je regarde un spectacle... »

Madame Récamier.

La dernière amie, que nous voulons mentionner, est Mme Récamier. Ensorcelé par sa beauté, Chateaubriand avait essayé d'abord de s'en faire aimer

mais, quoique très attachée à lui, elle fut prudente, et ne voulut pas aller plus loin que l'amitié.

Installée à Rome, elle laissait René à ses aventures (Mme de Chateaubriand disait : ses *madames*), mais elle ne l'oubliait pas ; le 1er mai 1824, elle écrivait :

« Si je retournais à présent à Paris, je retrouverais les agitations qui m'ont fait partir. Si M. de Chateaubriand était mal pour moi, j'en aurais un vif chagrin ; s'il était bien, un trouble que je suis résolue à éviter désormais. Je trouve ici, dans les arts, une distraction, et, dans la religion, un appui qui me sauveront de tous ces orages. Il m'est triste de rester encore six mois éloignée de mes amis ; mais il vaut mieux faire ce sacrifice, et je vous avoue que je le crois nécessaire. »

Elle revint au mois de juin 1825 ; et alla reprendre possession de son ermitage de l'Abbaye-aux-Bois. Chateaubriand était tombé du pouvoir, et s'était quelque peu assagi sous d'autres rapports. Il s'attacha alors à cette aimable femme d'une amitié comme elle la voulait, exempte d'orages, calme, et inaltérable. Il ne cessa de la fréquenter assidûment jusqu'à sa mort ; cet attachement prit dans la vie de tous deux une telle place qu'il en est devenu historique ; on nomme rarement Mme Récamier, sans y ajouter : l'amie de Chateaubriand.

Avec cette passion du dévouement qu'ont toutes les femmes aimantes, elle attirait dans son salon les personnes distinguées qui plaisaient au grand homme, et elle organisait, pour distraire sa mélancolie, des soirées attrayantes, où il lisait, ou faisait lire des fragments de ses *Mémoires d'Outre-Tombe*.

« Il n'y avait, dit M. Bardoux, que la bonté ingénieuse d'une amie qui avait représenté la beauté souveraine, pour composer ainsi ces soirées recherchées, dans cette sorte de retraite dont la porte était entr'ouverte sur le monde, et dont les fenêtres donnaient sur un jardin clos, et sur les espaliers en fleurs d'une abbaye. »

A mesure que les années s'accumulaient sur leur tête, les deux amis devenaient plus indispensables l'un à l'autre. Souvent, Mme Récamier allait voir René dans la matinée. Sa vue s'altéra, alors elle se fit conduire. Quant à lui, il sortait chaque jour vers une heure et allait rendre visite à son amie. Il fallut la maladie, prélude de la mort, pour l'empêcher d'accomplir ce devoir.

Quand, le premier, il s'éteignit à l'âge de quatre-vingts ans, le 4 juillet 1848, il y eut une scène déchirante. Mme Récamier, affolée de douleur, presque aveugle, se jeta sur le corps du grand écrivain, en sanglotant. Elle avait soixante-douze ans. Elle ne lui survécut que d'une année : elle expira, en méditant sur les paroles fameuses que René avait prononcées en visitant le tombeau du Tasse, à Ferrare :

« On abandonne l'homme qui a ri pour l'homme qui a pleuré. Pendant la vie, le bonheur peut avoir son mérite ; après la mort, il perd son prix ; aux yeux de l'avenir, il n'y a de beau que les existences malheureuses. »

Chateaubriand eut le rare privilège de vivre dans une atmosphère supérieure de tendresse, d'amour, de passion, qui semble avoir disparu avec lui. La société intime dans laquelle il vécut, depuis son retour d'Angleterre, au printemps de 1800, jusqu'à sa mort, était composée de gens qui s'estimaient, s'aimaient, s'adoraient. Leur correspondance retrouvée l'atteste éloquemment. Quel chagrin, quand l'un d'eux s'éloigne, souffre, s'éteint !

Il eut la meilleure part de toutes ces affections et fut l'enfant gâté de tous ces êtres de choix. Il le savait bien ; aussi, dans ses Mémoires, il laisse tomber sur ceux et celles qui l'aimèrent un rayon de gloire qui rend leur souvenir inséparable du sien.

Saluons ce noble cortège d'amis et d'amies !

Saluons-le, cet Enchanteur, qui, suivant son vœu suprême, dort son dernier sommeil sur un rocher, devant la mer, à la pointe du Grand-Bé de Saint-Malo ! Pour l'honorer dignement, rappelons-nous ces mémorables paroles de Gustave Flaubert :

« Les vagues avec les siècles murmureront longtemps autour de ce grand souvenir. Dans les tempêtes, elles bondiront jusqu'à ses pieds, ou, les matins d'été, quand les voiles blanches se déploient, et que l'hirondelle arrive d'au delà des mers, longues et douces elles lui apporteront la volupté mélancolique des horizons et la caresse des larges brises ; et les jours ainsi s'écoulant pendant que le flot de la grève natale ira se balançant toujours entre son berceau et son tombeau, le cœur de René, devenu froid, lentement s'éparpillera dans le néant, au rythme sans fin de cette musique éternelle ! »

HIPPOLYTE BUFFENOIR.

VARIÉTÉS

Les émotions de la navigation transatlantique.

Tout dernièrement une de nos plus puissantes compagnies de navigation, et une des plus importantes du monde, la *Compagnie transatlantique*, passait par une grosse émotion : peu de jours après la perte du *Flachat*, mis à la côte par le brouillard, elle restait sans nouvelles d'un de ses grands paquebots qui font le service de New-York. Alors que les steamers de cette ligne ont d'ordinaire une régularité de convoi de chemin de fer, l'heure d'arrivée de la *Champagne* était passée depuis plusieurs fois vingt-quatre heures, et on ne la signalait toujours point à Sandy-Hook. L'inquiétude est à présent heureuse-

ment calmée, on sait quel accident a immobilisé le navire, et les passagers, rentrés à bon port, ne gardent plus que le souvenir des anxiétés par lesquelles ils ont passé.

Mais, aujourd'hui que ces grands voyages transatlantiques deviennent chose courante, il est évidemment intéressant de se demander si les craintes qu'on avait pour un immense paquebot comme la *Champagne* étaient bien légitimes, et s'il est vraisemblable qu'un navire de cette taille puisse disparaître en pleine mer.

On a dit bien souvent que le danger ne commence pour les bateaux que quand ils sont près des côtes, et en effet, la plus grande partie des naufrages a lieu par échouement, comme on pourrait s'en convaincre en consultant ces funèbres relevés que publient chaque mois les administrations du Lloyd et du Bureau Veritas. En pleine mer le navire peut fuir devant le mauvais temps; le long des côtes, au contraire, la tempête le jette presque toujours sur les récifs avec une violence contre laquelle ne peut lutter la machine à vapeur. Au reste, ces catastrophes sont autrement moins fréquentes que jadis, grâce aux progrès merveilleux qu'ont fait l'éclairage et le balisage des côtes : le marin qui approche du littoral en est averti de loin par les éclairs qui lui arrivent à travers la nuit, souvent même à travers le brouillard, et qui partent, avec une régularité précieuse et caractéristique, d'un phare installé sur la pointe la plus avancée de ce littoral ou sur un écueil isolé. Quand la lumière du phare ne pourrait percer la brume, ou que celle-ci se produit de jour, on a recours à des signaux acoustiques, à des cornes, des trompes, des sirènes à vapeur, dont le cri rauque annonce l'approche de la terre et les dangers qui en sont la conséquence.

Sans doute les naufrages sur la côte, les échouements, ne sont pas encore choses du passé : on n'en enregistre que trop par ces jours de tempête où la mer mugit sur les plages sableuses de la mer du Nord, des Landes, où elle se brise en écumant contre les rocs granitiques de Bretagne. Mais la catastrophe n'est plus terrifiante dans ses conséquences, comme celle de l'*Amphitrite*, qui se perdit en face de Boulogne; sauf toutefois dans des cas presque inexplicables, tels que la disparition du *Drummond-Castle* venant, par beau temps, ouvrir sa coque sur des roches sous-marines indiquées par les cartes et situées dans des parages bien éclairés. Le plus souvent aujourd'hui, au moins pour les grands steamers, les bateaux de sauvetage sont mis à la mer, et leurs admirables équipages réussissent à sauver la plupart des naufragés. Enfin ceux qui périssent sont emportés brusquement, et ne sont point exposés à cette affreuse agonie de la faim et de la solitude dont le radeau de la *Méduse* a été un des plus terribles exemples.

Malheureusement, et quels que soient les progrès indéniables des constructions navales, il ne manque pas encore de navires, même à vapeur, qui périssent misérablement en pleine mer, et que les statistiques signalent soit comme coulés, soit comme brûlés, soit enfin sous la désignation mystérieuse de « disparus sans nouvelles ». Le plus souvent la chose passe inaperçue, sauf de ceux qui perdent quelqu'un des leurs dans la catastrophe; on ne garde le souvenir que des sinistres plus particulièrement effrayants par le nombre de ceux qui y trouvèrent la mort, ou par les détails cruels qui ont pu nous en parvenir. Qui ne se rappelle la perte de l'*Aigle*, ou celle du *Fœderis Arca*, dont les survivants, poussés par la faim, se livrèrent à de véritables scènes de cannibalisme? Qui n'a entendu parler de la *Ville-du-Havre?* ce navire, revenant de New-York en France avec 313 passagers, fut abordé en pleine mer, le 22 novembre 1873, par un trois-mâts anglais, le *Loch Earn :* le voilier eut raison, hélas! du vapeur; il lui fit, avec son avant, un trou de 5 mètres de large dans le flanc, et en douze minutes la *Ville-du-Havre* coulait à fond, entraînant avec elle 226 personnes. C'est en cette même année que disparut le steamer *Atlantic*, qui portait 1 038 passagers : du moins put-il s'en sauver 300, grâce au voisinage de la côte. On se souvient sans doute aussi de la *Ville-de-Paris*, de la flotte de la Compagnie Transatlantique, coulée par un bateau anglais, et de bien d'autres que nous pourrions citer encore, à commencer par l'*Elbe*. Celui-ci, appartenant au *Norddeutscher Lloyd*, était parti de Brême pour New-York, quand, le 30 janvier 1895, il vint en collision avec le steamer anglais *Crathie*, à environ 50 milles des côtes d'Angleterre : en quelques minutes le malheureux navire coulait par l'arrière, et sur les 354 personnes qui s'y trouvaient, 20 seulement étaient sauvées! La perte de la *Ville-de-Saint-Nazaire* n'est pas si éloignée qu'on n'en ait gardé la mémoire; et d'ailleurs ces exemples suffiraient pour montrer que la pleine mer n'est pas aussi sûre qu'on veut bien le dire parfois.

Parmi les dangers dont est menacé le transatlantique une fois sorti des bas-fonds et des récifs qui bordent les côtes, nous ne parlerons pas des cyclones, qui ne se présentent dans l'Atlantique (et encore dans le sud) que d'une façon tout exceptionnelle. Mais il reste l'abordage avec un navire qui vient en sens inverse ou qui coupe la route, la collision avec une épave flottante, la rencontre (pour les steamers allant d'Europe aux États-Unis) des glaces, des icebergs qui dérivent vers le sud, et dont la masse est redoutable même pour un bateau de grandes dimensions, ou encore le feu, qu'une imprudence peut allumer dans une cale, dans quelque coin isolé du navire, et qui couvera un certain temps pour se déclarer brusquement avec une violence épouvantable contre laquelle il est le plus souvent impossible de lutter. Quant à la voie d'eau qui peut se faire dans la coque sous l'influence du choc des vagues, ce n'est que tout à fait exceptionnellement qu'un puissant navire comme ceux dont nous nous occupons surtout ici, sera mis en danger par un paquet de mer inattendu qui l'*assomme*, suivant la pittoresque expression maritime.

Nous avons parlé de feu et l'on doit se souvenir, à ce propos, de l'incendie qui éclata il y a une dizaine d'années à bord de la *France ;* il fallut lutter contre lui pendant des jours et des jours, et ce fut seulement grâce à la persévérance et au sang-froid de chacun que le paquebot put atteindre un port, pendant que le feu continuait ses ravages. En pareil cas, on est pris en effet dans un terrible dilemme, car si l'on veut chercher exactement où sévit le feu, on s'expose à faire jaillir une formidable colonne de flammes au moment où

l'air vient attiser le foyer : et alors le navire est perdu et vient augmenter la liste du Bureau Veritas.

Pour éviter les icebergs (et aussi les bateaux de pêche, que l'on pourrait couler... ou qui pourraient eux-mêmes parfois vous entraîner dans leur perte), on passe au sud du Banc de Terre-Neuve plutôt qu'à travers ce Banc, sauf cependant quand on craint d'allonger par trop la route. Mais la rencontre des glaces est malgré tout possible, d'autant qu'on navigue quelque peu au milieu du brouillard ; dans la saison froide, d'ailleurs, les paquets d'eau, s'abattant sur le navire, s'y congèlent et forment parfois une carapace de glace qui constitue un vrai danger. Nous avons eu entre les mains la photographie d'un steamer, le *Barnstable*, qui arriva à Boston en février 1895 avec un véritable iceberg recouvrant son avant et ensevelissant sous un poids énorme jusqu'à l'avant de la passerelle. Le danger est si peu imaginaire qu'il a amené, on peut le dire, la suppression de la mâture et du gréement des paquebots modernes : les modestes mâts qui subsistent, même dans des transatlantiques de construction relativement ancienne, comme la *Touraine* ou le *Teutonic*, ne servent qu'à hisser des pavillons ou à installer des palans. Dans les parages de Terre-Neuve, le gréement, le moindre cordage, sous l'influence du verglas, se couvre d'énormes stalactites de glace qui représentent un poids formidable et déplacent le centre de gravité du bateau de la manière la plus inquiétante.

L'épave flottante est encore plus redoutable que l'iceberg, parce qu'elle demeure souvent entre deux eaux, et que la vigie la plus soigneuse ne peut l'apercevoir à temps. Ces épaves, ce sont les restes de quelque catastrophe antérieure : parfois c'est la coque entière et relativement en bon état d'un navire que son équipage a abandonné, croyant à sa perte imminente, et qui s'en va dérivant, emporté comme un corps sans âme par tous les courants de l'Atlantique. C'est là l'origine de la légende du *Vaisseau fantôme hollandais*, et de la terreur qu'il inspirait, car l'apparition subite d'un de ces bateaux désemparés a bien fréquemment pour conséquence une collision redoutable. On ne se figure pas le nombre prodigieux d'épaves flottantes qui sont entraînées ainsi d'un mouvement continu à travers l'Océan, jusqu'à ce que leur carcasse pourrie se désagrège et sombre enfin ; le danger qui en résulte est si réel que le gouvernement des Etats-Unis dresse, au moyen des renseignements qu'il peut se procurer, une carte du déplacement de ces *derelicts* (comme on dit), et emploie même un navire à les rechercher et à les détruire. Ce que l'on sait de la perte si subite de la *Ville-de-Saint-Nazaire* permet de croire qu'elle a été due à la rencontre d'un de ces écueils mobiles.

C'est en somme une collision, et difficile à éviter, puisque le vaisseau *fantôme* ne fait rien pour se détourner du navire qui arrive sur lui, et qu'il n'a pas de « feux de position ». Au reste, la collision proprement dite ne se produit que trop souvent, en dépit de l'intérêt qui porte chaque navire à faire tous ses efforts pour l'éviter, en dépit des feux qui doivent réglementairement être allumés et des précautions de toutes sortes qui sont fixées par des traités internationaux sous la désignation de « règles de route à la mer ». Le péril est d'autant plus grand que les deux bateaux qui viennent en collision sont animés chacun d'une vitesse propre et que la violence du choc en est doublée ; ils semblent vraiment se précipiter l'un sur l'autre comme deux monstres marins qui voudraient s'entre-détruire. Il faut bien se figurer, et ce n'est pas une consolation pour ceux qui s'embarquent, que les coques en acier des constructions navales modernes résistent autrement moins à un éventrement de cette sorte que l'antique carène en bois : le métal se déchire, s'écarte, et laisse une plaie béante, alors que le bois a toujours une tendance à revenir sur lui-même et à boucher la blessure reçue.

Assurément, parmi tous les *événements de mer*, pour parler le langage d'un journal de bord, la collision est le plus terrible : c'est l'imprévu, si jamais il en fut, qui vous surprend, souvent au milieu de la nuit, sans vous laisser même le temps de sortir de la cabine où vous êtes endormi. Qu'on relise les détails de cette terrible catastrophe de l'*Elbe* que nous rappelions tout à l'heure, et l'on y verra le drame atroce qui se joue en quelques minutes. Au milieu de l'obscurité, une secousse formidable, un bruit de déchirement métallique se produisent tout à coup : l'avant du *Crathie* vient donner à grande vitesse sur le malheureux steamer ; il ouvre dans son flanc une énorme issue dans laquelle l'eau se précipite ; les feux de l'*Elbe* sont éteints, les machines ne peuvent plus marcher, toutes les lampes électriques s'éteignent. C'est dans l'obscurité qu'il faut improviser le sauvetage. On compte sur la discipline pour éviter la confusion, mais en face de la mort qui menace, au milieu des passagers, des femmes, des enfants qu'on a pu faire monter sur le pont, c'est l'affolement, et, comme le plus souvent en pareil cas, presque personne ne se sauve.

A dire vrai, la science moderne a donné à la navigation deux armes pour lutter contre les collisions, ou au moins contre leurs conséquences : la lumière électrique, qui permet de signaler à distance l'arrivée d'un bateau, et les cloisons étanches. Celles-ci séparent le navire en sections susceptibles de flotter par elles-mêmes ; théoriquement une voie d'eau est toujours localisée de manière que le navire continue de flotter avec un ou deux de ses compartiments envahis et avec une énorme blessure au flanc. Malheureusement, dans le brouillard du Banc de Terre-Neuve, par exemple, la lumière électrique même ne porte pas assez loin ; et quant aux cloisons étanches, afin de faciliter la circulation à l'intérieur du bateau, on les perce de portes qui ne sont jamais fermées au moment d'un accident.

Il faut bien avouer que le danger des collisions est encore plus grand sur les paquebots modernes qui franchissent à toute vitesse la distance entre le Nouveau Monde et l'Ancien. En 1876, le paquebot *Amérique* filait à la vitesse moyenne de 13 nœuds, à peu près 24 kilomètres à l'heure, et mettait onze jours trois quarts pour gagner Philadelphie : aujourd'hui un des grands paquebots français, la *Touraine*, marche à près de 18 nœuds et arrive

du Havre à New-York en un peu moins de 7 jours 11 heures. Et encore est-elle dépassée par les bateaux des grandes compagnies étrangères : le *Teutonic* de la « White Star » le *Fürst Bismarck* (de la compagnie Hambourgeoise) le *Saint-Paul*, (de l' « American Line ») filent plus de 19 nœuds en moyenne, et la *Lucania*, la *Campania*, de la fameuse flotte Cunard, atteignent une allure moyenne de près de 21 nœuds. Mais c'est bien autre chose depuis quelques mois, depuis que le Lloyd de l'Allemagne du Nord, pour l'emporter sur tous ses concurrents dans cette course au clocher à travers l'Atlantique, a mis en service son *Kaiser Wilhelm der Grosse*, qui donne près de 22 nœuds et demi (un peu plus de 41 kilomètres à l'heure), vitesse ordinaire d'un train omnibus. Seulement les trains qui circulent à cette allure sont, théoriquement du moins, toujours protégés par des signaux, ils parcourent une route bien déterminée sur laquelle ne peuvent s'engager d'autres convois venant en sens inverse, et, si l'exploitation fonctionne bien, un intervalle est toujours ménagé entre deux trains successifs. Ici, rien d'analogue ; il n'y a en fait, pour la traversée dans les deux sens, qu'une route unique, la plus courte ; et les navires qui s'y précipitent à toute vapeur ne savent jamais s'il n'arrive pas directement sur eux un autre navire lancé lui aussi à toute vitesse. Et songe-t-on que des brouillards intenses couvrent pendant des dizaines de kilomètres, au sud du Banc de Terre-Neuve ou même aux environs de New-York, cette route si fréquentée? Sans doute le transatlantique ralentit sa vitesse au milieu de la brume, mais assez peu, car le voyageur demande de plus en plus à arriver rapidement, et aussi parce qu'il faut soutenir l'honneur du pavillon. La sirène mugit, la cloche sonne, les hommes de vigie essayent de percer le nuage qui les enveloppe, mais c'est à peine si l'œil peut fouiller à une centaine de mètres, et les navires qu'on rencontre sortent quelquefois de l'obscurité quand il est trop tard pour les éviter.

* * *

Au reste, même quand il n'y a pas de brume, jugez avec quelle rapidité vertigineuse se rapprochent deux navires animés chacun d'une vitesse de 40 kilomètres! Alors qu'ils s'apercevraient à 1 200 ou 1 300 mètres, si le capitaine n'a pas la présence d'esprit voulue, si toutes les manœuvres nécessaires ne sont pas effectuées des deux bords avec une entente parfaite, en une minute la collision va se produire, et avec une violence épouvantable.

Les progrès de la navigation transatlantique, qui se sont manifestés surtout par la diminution considérable de la durée des traversées, entraînent donc une aggravation du péril des collisions : le cloisonnement a été, il est vrai, perfectionné, et les derniers transatlantiques construits possèdent des pompes puissantes qui peuvent évacuer de leurs flancs jusqu'à 36 000 hectolitres d'eau à l'heure. Mais le paquebot à grande vitesse présente par lui-même d'autres chances de danger qui résident dans son immense machinerie, dont les pièces énormes doivent glisser, tourner, aller, venir, à des allures vertigineuses, au milieu des rudes secousses que la mer et ses tempêtes impriment à la coque du navire et à tout ce qu'elle contient. Se figure-t-on bien ce que c'est qu'une hélice de près de 7 mètres de diamètre et pesant 26 000 kilos, qui fait 77 tours à la minute !

Tout le reste est à l'avenant dans ces monstrueuses machineries que renferment le *Kaiser Wilhelm*, la *Lucania* ou les autres. Constamment il faut arroser d'eau froide ces énormes arbres, ces bielles, ces pièces en mouvement qui frottent les unes sur les autres, sinon elles rougiraient et tout s'arrêterait, non sans un ébranlement redoutable pour la carcasse même du navire. Ajoutons que ces machines vont à une telle allure qu'il est impossible de se rendre compte des petits accrocs qui se produisent, et qu'on ne peut les constater que quand ils ont pris une gravité exceptionnelle.

La preuve de cette appréciation assez peu optimiste n'a-t-elle pas été faite par les divers accidents qui ont frappé successivement presque toutes les flottes transatlantiques? Nous ne rappellerons pas la traversée récente de la *Champagne ;* mais on n'a peut-être pas oublié que, en 1895, la *Gascogne* voyait un de ses pistons se casser sous les chocs que causait l'hélice battant l'air quand l'arrière du navire venait à sortir de l'eau. En 1890, le *City of Paris*, par beau temps, avait subi un accident un peu analogue en principe, et qui avait failli avoir de bien graves conséquences ; en réalité, la machine s'était brisée parce que l'arbre de l'hélice s'était lui-même cassé : elle s'était emportée, et ses différentes pièces, projetées comme de la mitraille, avaient ouvert les flancs du navire, où l'eau s'était précipitée. Assurément, à la moindre tempête survenue, le *City of Paris* eût disparu avec ses 1 000 voyageurs. Parlerons-nous encore de la rupture de l'arbre de couche de l'*Umbria*, qui heureusement fut découverte et réparée à temps? Nous pourrions citer aussi des cas de steamers perdant leur hélice, et par suite tout moyen de propulsion quand ils n'en ont point une seconde.

Après avoir terminé ce tableau alarmant, reconnaissons cependant que, depuis la vulgarisation des navires à vapeur, la proportion des sinistres maritimes a grandement diminué : les plus graves statistiques en font foi. Cependant, sans vouloir assombrir le tableau pour le rendre plus frappant, il est certain que la gravité des collisions devient de jour en jour plus terrible, les machines chauffées à toute vapeur menacent de se transformer en volcans, les mécanismes tournant à toute vitesse risquent constamment de se briser en prenant la tangente. Et quand on voit une compagnie anglaise sur le point de lancer un nouveau paquebot, l'*Oceanic*, qui filera 23 nœuds, plus encore que tous ses devanciers, on se demande si, pour gagner quelques heures sur une traversée, il est bien nécessaire de se livrer à cette course folle et s'il ne serait pas plus utile de poursuivre d'abord la recherche de mesures de sécurité pour cette circulation intense à travers l'Océan.

Daniel Bellet.

THÉATRES

Odéon : *Juan de Mañara*, drame en quatre actes et cinq tableaux, et en vers, de M. E. Haraucourt.

... Non, je ne vous proposerai pas une interprétation nouvelle de don Juan. Depuis une quinzaine, les journaux en offrent en moyenne une par jour ; et c'est de quoi, ce me semble, satisfaire votre curiosité. A ce motif, excellent, s'en ajoute un autre : c'est que la besogne qui consiste à analyser la psychologie de don Juan me paraît la plus vaine du monde, par cette raison péremptoire que la psychologie de don Juan n'existe pas. Ou, pour être plus exact, si elle existe, c'est beaucoup moins par elle-même que par ce que les devanciers de M. Haraucourt se sont plu à y ajouter de leur propre.

Jamais personnage ne fut si abondamment ni si fréquemment analysé ; et nul ne fut aussi simple, aussi rudimentaire. Ce qui a fait sa fortune, — j'entends sa fortune littéraire, — ce n'est pas ce qu'il contient de substance ; c'est au contraire ce qu'il a d'imprécis et de vague. Ceci posé qu'il a un nombre presque infini de maîtresses, vous pouvez lui prêter ensuite tous les caractères qu'il vous plaira ; aucun ne paraîtra invraisemblable, parce qu'aucun ne lui est nécessaire, hors le premier, qui n'est qu'un « fait ». Considérez un héros littéraire quelconque, parmi ceux qui prêtent le plus à discussion : Hamlet, par exemple. Dès que vous commencez à l'étudier, certains sentiments, certaines idées se présentent, qui sont en contradiction avec le personnage ; vous savez, avec certitude, qu'il y a des manières de penser et de sentir qui ne seront jamais celles d'Hamlet. Au contraire, donnez à don Juan toutes les idées, tous les sentiments qu'il vous conviendra : si contradictoires qu'ils puissent être, ils n'altéreront pas l'essentiel de sa figure. Pour les premiers conteurs qui nous le montrèrent ce n'était qu'un infatigable et jovial coureur de filles ; et Musset voit en lui un romantique assoiffé d'idéal ! Molière l'a voulu impie ; et M. Haraucourt en fait un « mystique égaré » !... Et c'est toujours don Juan, pourvu qu'il ait des maîtresses. Car don Juan, tout compte fait, n'est que le plus notable des « hommes à femmes ».

Or, bannissons, s'il est possible, le prestige qui rayonne de ces enviables personnages ; regardons-les avec quelque attention ; nulle psychologie n'est plus sommaire que la leur : nulle n'est plus dépourvue de suc et de fonds. J'en ai connu et l'on m'en a montré, de ces hommes. Les uns étaient beaux, les autres laids ; il y en avait de brutaux et de courtois, de querelleurs et de paisibles, de robustes et de fragiles, de tendres et de passionnés : ceux-ci étaient intelligents, ceux-là l'étaient moins, et peut-être s'en trouvait-il qui ne l'étaient point du tout. Au moins étaient-ils si différents qu'on ne pouvait trouver un trait pareil dans leurs physionomies, ou même leur appliquer une observation commune d'où pût sortir ensuite une sorte de « signalement », si vague qu'il pût être. Rien, sinon ce seul fait qu'ils étaient également aimés des femmes, fait qu'il fallait constater, mais que les plus délicats psychologues eussent été fort empêchés d'expliquer, puisqu'il n'avait rien de psychologique : au contraire, si j'ose dire.

La psychologie d'un homme à femmes !... Elle me paraît avoir été admirablement résumée par ce mot du général Boulanger. On l'interrogeait sur la force, l'avenir, le but de la popularité qui grandissait autour de son nom ; et il répondit avec simplicité : « Tout le monde m'adore ; je serais bien bête de ne pas en profiter... » C'est l'homme à femmes complet ; on l'adore, et il n'est pas assez bête pour ne pas en profiter. Mais pourquoi il est adoré, c'est là le mystère. Il a le don ; constatons sans chercher à comprendre. *Tace, et adora...* « Cœur humain, corps humain ! » s'écrie un personnage de la *Visite de Noces*. Ce n'est assurément pas du cœur qu'il peut être question ici. Dès lors, où l'analyse pourrait-elle se prendre ?

Ce qui est singulier, c'est qu'une âme pareille, — en vérité, le don Juan original, le vrai, n'est pas supérieur, — ait servi de prétexte à tant de développements dont certains sont des chefs-d'œuvre. Ce qui est plus surprenant encore, c'est que, de ce don que vous savez, on ait conclu à certaines façons de penser et de sentir : c'est qu'on soit arrivé à faire, de ce muletier éminent, un type supérieur d'humanité !

Sans doute, la galanterie est en ceci pour quelque chose. Nous nous sommes efforcés, par politesse pour « le sexe », de trouver des causes morales à ce qui, peut-être, aurait pu s'en passer. En outre, on est infiniment plus jaloux des dons naturels que des qualités acquises ; et parmi tous les dons, celui de don Juan est le plus envié des hommes. Et, comme la plupart en sont privés, ils en sont venus peu à peu, par vanité naturelle et inconsciente, à croire que seule peut en être pourvue une créature exceptionnelle, un *super-homme*, si le mot eût été inventé. Ainsi don Juan s'est trouvé démesurément grandi, et tout ce qui se rapporte à lui. Ses embryons d'idées ou de sentiments sont devenus la représentation même du Sentiment et de l'Idée : tout ce qui venait de lui acquérait aussitôt son maximum d'intensité. Il s'acquittait, non sans plaisir, des fonctions que la nature lui avait confiées ; il fut la Passion. Il arriva que, parfois, sa joie ne fut pas complète ; il fut le chercheur d'idéal, inlassable et

insatisfait! Il avait, comme il convient, une certaine indépendance vis-à-vis des lois morales et humaines ; il fut la Révolte contre toutes les lois et tous les dogmes! Il pensait à la vie future moins encore qu'à sa première maîtresse : il fut la Pensée libre et sans frein! Un matin, après une nuit médiocre, il se réveilla mélancolique, M. Haraucourt le sut, hélas, et don Juan fut le Mysticisme!...

Il fut tout cela. Mais ce n'était plus don Juan. C'était une sorte de révolutionnaire, de libertaire, un Satan au petit pied qui n'avait de commun avec le don Juan original qu'un penchant résolu vers les plaisirs de l'amour, et les dons par quoi il peut se satisfaire. Le vrai don Juan, croyez-le, ce n'est ni celui de Molière, ni celui de Byron, ni celui d'Hoffmann, ni celui de Musset ; c'est celui de Meilhac, l'admirable Michu, de la *Cigale*. Sans talent, sans beauté, sans esprit, il est constamment préféré à Marignan, au beau, au généreux, à l'héroïque Marignan. Il ne raille pas le ciel, ne le maudit pas ; il ne recherche pas les bonnes fortunes il les accepte avec sérénité, et avec soumission, car il sait que cela doit être. Il ne pense à rien, ne s'inquiète d'aucun problème, se contente de ce qu'il a. Il produit l'amour comme un rosier les roses, par une expansion naturelle. Et il exprime ainsi avec une force sans pareille la fatalité de ces choses. Comme il a encore l'âme simple, il se demande seulement ce qu'il « peut bien avoir pour être aimé comme ça ». Mais quelques triomphes encore, et il ne se demandera plus rien. Ce sera alors le don Juan complet, le don Juan vrai, et non le don Juan conventionnel et « refait », dont on s'évertue depuis des siècles à démêler les pensées. Les pensées de don Juan! Il n'en a qu'une ; et le siège de cette pensée n'est pas même le cerveau : c'est le cervelet...

Me voici bien loin de M. Haraucourt. C'est qu'en vérité, je ne sais que dire de sa pièce. *Juan de Mañara* est encore un spécimen de ce drame néo-romantique qui dépasse mon entendement. Je ne puis admettre que le vers soit un prétexte ou une excuse pour des ouvrages qu'on ne supporterait pas en prose. Et je ne comprendrai jamais qu'un auteur dramatique, parce qu'il écrit en vers, se croie autorisé à donner un drame où la logique et la vraisemblance sont également violentées. L'action morale, quoi qu'en ait dit M. Haraucourt, n'existe guère ici. Pas d'analyse de passion, pas de luttes de sentiments. Les arguments sont remplacés par des couplets. Vous vous rappelez les opéras italiens de jadis ; l'amant dédaigné chantait une romance, et l'amante vaincue tombait dans ses bras. Remplacez la romance par une tirade ; et vous aurez une idée assez exacte du drame de M. Haraucourt. Que la romance soit jolie, parfois, je le reconnais volontiers. Mais le drame n'en est pas meilleur pour cela. J'ose même dire qu'il est plus mauvais, car l'auteur s'en fie à sa virtuosité. Je n'ai plus la place d'analyser la pièce et de vous montrer combien les scènes, prises exclusivement au point de vue de l'action et de la lutte des passions, sont insuffisantes et heurtées. Je ne cite qu'un exemple, au dernier acte. Le *Mayor* veut prouver à don Juan qu'il est un « mystique égaré ». Don Juan est surpris tout d'abord : il remontre au moine qu'il est un voluptueux sans scrupules, qu'il trahissait l'amante d'hier pour celle de demain, sans cesse à la poursuite de nouveaux plaisirs. « Justement, rétorque le moine ; tu n'aimais pas seulement les femmes, tu les *adorais*, preuve que c'est Dieu que tu chérissais en elles, puisqu'on n'adore que Dieu : et si tu trahissais celles qui t'aimaient, c'est que tu cherchais l'amour qui ne trompe pas, l'amour divin!... » A chaque aveu de Juan, le moine réplique par un argument de cette force : en suite de quoi Juan, convaincu, entre au couvent!... Je ne veux pas insister davantage. Figurez-vous cette scène en prose ; et imaginez la stupeur du public s'il eût cherché le sens des phrases au lieu d'être surtout sensible à la sonorité des mots?... J'entends bien qu'il y a le charme des beaux vers. Mais les beaux vers eux-mêmes commencent à m'inspirer une certaine méfiance. Quand le Mayor affirme que :

Il n'est pas un baiser qui vaille la souffrance...

je ne suis pas bien sûr que ce vers veuille dire quelque chose. Mais quand Juan s'écrie :

Ah! dévouement, c'est toi le véritable amour!

je suis tout à fait certain que celui-ci ne signifie rien.

Juan de Mañara est suffisamment mis en scène. L'interprétation n'est qu'ordinaire. Et quelle idée singulière d'avoir confié le rôle de Juan à M. Philippe Garnier! Il est tout juste le contraire du personnage : et le drame, avec lui, devient plus incompréhensible encore. Le moins qu'on puisse exiger d'un don Juan, c'est l'élégance. Celui-ci est un don Juan de banlieue, — un don Juan de Vincennes, dirait notre ami Willy.

Je veux au moins signaler le vif succès de M. Bisson aux Nouveautés. Le *Contrôleur des wagons-lits* est impossible à raconter. Tout ce que je puis vous dire, c'est que deux actes sur trois sont d'une drôlerie tout à fait irrésistible. Et c'est joué à miracle par MM. Germain et Tarride. — A la semaine prochaine le nouveau spectacle des Escholiers.

JACQUES DU TILLET.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Tous les journaux de l'Europe ont été en l'air pendant trois jours, les Bourses ont vacillé sur leurs bases et les personnes impressionnables se sont crues à deux doigts de la guerre, à propos d'une prétendue rencontre des Anglais et des Français dans le Sokoto africain. Une brève explication à la Chambre des communes, un échange de dépêches entre lord Salisbury et M. Hanotaux ont dissipé cet émoi : les Anglais et les Français ne s'étaient pas rencontrés.

Au reste, c'est chaque jour désormais que les nouvellistes nous adressent les informations les plus alarmantes, et on dirait que le globe roule sur la pente fatale de la guerre. En Extrême-Orient la Russie a fait de grands progrès, avec une rapidité étonnante, et comme si elle se tenait prête à tout, depuis le jour où l'on a appris que le prince Henri de Prusse partait pour porter en Chine « l'Évangile de l'Empereur ». Il est encore à Hong-Kong, avec son vaisseau le *Deutschland* passablement endommagé, tandis que la Russie, qui n'a pas tant de chemin à faire, paraît avoir établi à Pékin sa suprématie diplomatique. On ne pourrait pas dire par le menu ce que la Russie exige de la Chine comme compensation de Kiao-Tchéou, livré à bail aux Allemands, mais, sans nul doute, elle a des exigences grandioses et tout à fait dignes de sa majesté moscovite. M. Curzon disait hier à la Chambre des communes qu'il ne pouvait pas plus affirmer que nier les importants mouvements de troupes russes en Mandchourie, dont les journaux anglais ont parlé. Il paraît bien que le gouvernement du Tsar entend avoir la haute main, sans partage, sur toute la Chine du Nord et sur Pékin. D'une autre part, il occupe, comme on le sait, Port-Arthur et Talien-Wan et il demande à prolonger ses grandes voies ferrées jusqu'au fond du Liao-Toung et aux frontières de la Corée. Ainsi la Russie enserrerait dans son influence, tiendrait pour ainsi dire dans ses bras la mer Jaune avec ses vastes golfes du nord et ses promontoires qui nous représentent comme l'image d'une Grèce ou d'une Italie asiatique. C'est vraiment une belle et intéressante partie du monde et qui doit faire envie à plusieurs.

On ne sait trop ce qu'en pense l'Allemagne, qui apparaît singulièrement en retard avec son pauvre et isolé Kiao-Tchéou. Le Tsar et l'empereur Guillaume semblent d'accord dans leur politique d'Extrême-Orient ; ils doivent savoir ce qu'ils veulent tous deux et où ils tendent en définitive. Mais l'Angleterre se montre singulièrement fiévreuse, inquiète, et il y a de quoi en effet. Disraeli a dit, il y a longtemps, cette parole troublante, et qui, depuis qu'elle a été prononcée, a paru devenir de plus en plus exacte : « L'Angleterre est, avant tout, une puissance asiatique. » Si elle était atteinte vraiment dans sa domination commerciale en Asie, elle serait frappée au cœur même et dans ses organes intérieurs les plus essentiels, à Londres, à Liverpool, à Birmingham, à Manchester. On évalue à deux millions et demi de milles carrés les possessions asiatiques de l'Angleterre et à 270 millions les sujets de l'impératrice-reine dans ces contrées. Avec la Chine en particulier, les Anglais font annuellement des affaires qui représentent 70 p. 100 de tout leur commerce étranger pris ensemble. Comme la Chine, avec ses 350 millions d'habitants, ne pouvait que s'ouvrir de plus en plus au commerce et à la civilisation du monde, si même cette nouvelle période historique où nous sommes entrés ne s'était pas ouverte inopinément par l'initiative de Potsdam, l'Angleterre voyait là pour elle un champ d'exploitation presque infini et des sources de fortune intarissables. Les perspectives ont changé soudain, depuis que la Russie a projeté sa silhouette redoutable sur toute la Chine septentrionale. C'est là que se trouvent en abondance le fer et la houille, d'où l'on tire les instruments de la guerre comme de la paix, et l'Angleterre comprend que la Russie aura dans les mains toutes les forces combattantes du nord, qu'elle exercera et instruira par ses officiers, comme elle tiendra aussi les ressources commerciales de cet immense empire. Voilà un grand rêve britannique renversé du coup ; c'est un pot au lait de Perrette qui est d'une jolie dimension !

Mais ce n'est pas tout ; la guerre indienne se poursuit avec acharnement dans les massifs montagneux qui forment la frontière de l'Afghanistan ; on peut soupçonner que l'influence de l'émir de Caboul n'est pas étrangère à ces difficultés si graves pour l'Angleterre, et, si la lutte devait se transporter dans l'Afghanistan même par suite de certaines circonstances liées à la politique générale de l'Orient, la Russie serait encore là, en face de la puissance britannique et mieux placée que l'Angleterre pour des mouvements prompts et décisifs.

La Russie fait des progrès prodigieux, grâce à ses ingénieurs et à ses missionnaires, plutôt qu'avec ses soldats jusqu'à nouvel ordre. Comme elle envoie ses missionnaires en Afrique, dans l'Abyssinie du grand Ménélik, elle les envoie aussi en Chine et en Corée. Une mission est partie, il y a quelques jours, d'Odessa pour Séoul, avec une forte somme d'argent fournie par l'empereur : on va évangéliser les Coréens et on élèvera une cathédrale orthodoxe dans la capitale coréenne, sous l'inspiration de l'habile archimandrite Ambroise. La Corée n'est pas sans regimber, et peut-être regrette-t-elle aujourd'hui de

n'être pas au Japon, qui, lui aussi, sent clairement que toutes ses destinées sont en jeu. Le Japon et l'Angleterre uniraient volontiers leurs forces, leurs craintes et leurs espérances; il n'est pas prouvé d'autre part que l'Angleterre et les États-Unis n'ont pas fait un pacte pour la commune défense des intérêts anglo-saxons dans le monde. Une question posée à ce sujet dans la Chambre des communes n'a obtenu du gouvernement de lord Salisbury qu'une réponse évasive.

Entre Washington et Madrid, la corde est tendue à se rompre, à propos de Cuba; les États-Unis poursuivent leurs préparatifs de guerre avec une activité que l'enthousiasme populaire ne permet de ralentir ni jour ni nuit. On croirait que l'heure est venue où le monde entier va prendre feu. Cependant la reine d'Angleterre est à Nice, lord Salisbury est attendu à Beaulieu, l'opinion des optimistes conserve le dessus, et l'excès extraordinaire du péril universel fait dire qu'il n'éclatera pas, en raison même de son énormité. Admettons que ce raisonnement soit juste!

* * *

Le mouvement de transformation de l'Autriche, dont on ne saurait prévoir les diverses péripéties et la fin, se poursuit sans désemparer. Le ministère Gautsch a échoué dans ses efforts de conciliation entre les éléments germaniques et tchèques : il a cédé la place à un ministère Thun.

Les Allemands sont sortis en masse de la Diète de Bohême, et ils ont pu se rappeler, en se retrouvant au grand air sur la place de Prague, qu'ils ont déjà eu trois fois cette situation d'extériorité parfaitement hygiénique, depuis que la constitution de décembre a été promulguée en Autriche.

La première fois, ce fut en septembre 1871, sous le ministère Hohenwarth, à l'époque des articles fondamentaux, alors que les aspirations politiques des Tchèques obtenaient leurs premiers succès significatifs. Les Allemands sont partis, mais ils sont revenus. Ils sont repartis encore sous le ministère Taaffe : ils prétendaient obtenir de la Diète l'abrogation de l'ordonnance sur les langues, et, comme la majorité tchèque résistait à leur prétention, ils sont sortis fièrement, et en bataillon serré, de l'enceinte parlementaire. Ils n'ont pas tardé à revenir. Cette fois-ci, il s'agissait de l'adresse de la Diète à la Couronne; les Tchèques demandent dans cette adresse la réalisation constitutionnelle et légale du vœu de leur nationalité, un État autonome de Bohême sur lequel planera l'image idéalisée de Wenceslas, comme il y a un royaume de Hongrie, où règne toujours le souvenir du grand Étienne.

Le ministre Von Gautsch, l'Allemand, a bien fait tout ce qui dépendait de lui pour détourner le coup de l'adresse. La majorité tchèque a tenu bon, et, malgré tous les reproches les plus vifs et, d'ailleurs, les moins justes d'« inconstitutionnalité », elle a voté, dans les formes parlementaires, son texte respectueux. C'est alors que les Allemands ont procédé à leur exode dramatique, ils ont secoué sur le seuil la poussière de leurs gros souliers teutons, déclarant que la constitution de l'empire était violée et qu'ils ne remettraient plus les pieds dans cette assemblée de rebelles. Mais ils reviendront.

Les Allemands d'Autriche se prétendent, non seulement les seuls serviteurs légaux et fidèles de l'empire, mais les vrais hommes de progrès et de liberté, tandis que les Tchèques ne sont que d'affreux féodaux et des cléricaux réactionnaires! Il y a pourtant diverses formes de progrès, ou, si l'on veut, le progrès européen et humain ne marche pas partout de la même manière. La noblesse féodale tchèque est peut-être arriérée, comme on dit, sous plusieurs rapports, vis-à-vis de ces fiers Teutons qui ont modelé toutes leurs conceptions politiques sur le patron prussien et bismarckien. Mais c'est bien aussi un progrès et une forme singulièrement intéressante et légitime de l'évolution que ce réveil des nationalités si longtemps opprimées, écrasées, qui veulent recouvrer leur personnalité morale et politique et s'affirmer par des œuvres originales où elles exprimeront leur caractère et leur génie éclairé par la civilisation moderne.

Les Allemands veulent imposer à l'Autriche le joug du pur germanisme, en faire un prolongement de l'empire allemand du nord, une annexe de Potsdam. On pourrait soutenir, non sans raison, que ce sont là des vues tout aussi inconstitutionnelles que l'adresse autonome de Prague. Au fond, il ne s'agit pas des Tchèques seuls, mais des autres nationalités qui gémissent sous le despotisme des Magyars. Roumains, Serbes, Slovènes, Ruthènes, ont droit également à leur part de vie libre, à leur langue et à l'éducation de leurs enfants, dans leurs traditions et leur esprit national.

C'est une autre question de savoir ce que deviendra l'antique et glorieuse fiction autrichienne dans ce mouvement spontané de tous les membres qui l'ont si longtemps composée par force et contre la nature vraie des choses. Aujourd'hui les anciens vaincus veulent revivre et reprendre figure dans une Europe qui sera toute nouvelle et qui ne ressemblera guère à celle que nous connaissons. Nous devons souhaiter qu'ils réussissent, si nous souhaitons que l'Europe elle-même revive, et que ce vieux continent, épuisé par toutes les horreurs des guerres qu'il s'est livrées à lui-même, recouvre une jeunesse qui lui permette de soutenir le choc des concurrences asiatiques.

C'est là un autre progrès que le progrès prussien et d'une autre portée, sans nul doute.

***

Et l'Europe cherchait toujours son gouverneur général de la Crète, prince chrétien et préfet fidèle du Turc! Une année entière s'est écoulée depuis que les puissances ont promis la paix à l'Orient, l'autonomie aux Crétois, des garanties aux Arméniens. Une seconde fois le printemps se lève sur les champs de la Thessalie dévastée : il n'éclairera que des fermes en ruines et des sillons où l'on n'a rien semé. L'attentat contre le roi de Grèce, qui fut jusqu'alors un monarque aimé et respecté, n'est pas un des moindres signes de la situation misérable où la politique des puissances a réduit l'hellénisme.

On nous permettra de rappeler qu'au moment de la prétendue paix turco-grecque, nous avons exprimé cette opinion que l'Europe faisait à la monarchie parlementaire d'Athènes une situation intenable. Non pas seulement intenable, parce qu'on a rogné maladroitement les frontières de la monarchie; mais encore parce qu'on dépouillait un roi constitutionnel de son prestige nécessaire et de la réalité de sa souveraineté, en lui imposant le contrôle européen. Le roi, dans ces conditions, perd ce qui constitue l'essence même de son autorité. On a promis l'autonomie à la Crète, sans la lui donner d'ailleurs, et on ôte l'autonomie à la Grèce elle-même! Il nous est impossible de comprendre cette politique, nous n'y avons vu et nous n'y voyons qu'un défi au bon sens et une promesse de troubles nouveaux et de déceptions pour l'Orient comme pour l'Occident.

Hector Depasse.

BULLETIN

Sur la dépopulation.

RÉPONSE A M. ALFRED FOUILLÉE

Monsieur,

Je viens de lire l'étude intéressante que vous avez consacrée à la question si controversée de la dépopulation.

Puisque vous avez remarqué le travail que j'ai publié moi-même là-dessus dans la *Revue de métaphysique et de morale*, et puisqu'il a pu vous suggérer des commentaires et des critiques, voulez-vous me permettre de discuter un instant avec vous afin d'apporter quelques nouveaux éclaircissements et, si c'est possible, de chasser toute équivoque?

Je rappelle le passage significatif où vous essayez de réfuter mes constatations : « On fait observer que la loi de la population, au lieu d'être une loi fixe, invariable, constante, s'appliquant à des nations entières, *in abstracto*, varie au contraire, dans les divers groupes sociaux ou « classes sociales », avec les conditions économiques d'existence. *Et cela est vrai.* Mais comment agissent ces conditions, sinon en inspirant ou n'inspirant pas la *prévoyance*, la *crainte* d'avoir des enfants, l'*égoïsme* ou l'*altruisme*, bref tous les sentiments qu'on veut exclure du problème et qui sont cependant les vrais moteurs? Les marxistes soutiendront-ils que la *volonté*, ce « principe subjectif », n'a rien à voir dans la question, que les enfants se procréent tout seuls sans le vouloir des parents ou sous l'action mystérieuse des conditions économiques. »

Fort bien. L'objection est spécieuse. Ainsi vous admettez que les facteurs économiques exercent sur le taux de la natalité une action réelle, mais en même temps vous avancez que les facteurs psychologiques sont prépondérants. Mieux encore, vous ajoutez qu'ils sont les *vrais moteurs*. N'y a-t-il pas là une contradiction un peu choquante? Car si, comme vous le dites, les conditions économiques « agissent en inspirant ou n'inspirant pas la crainte, la prévoyance ou l'égoïsme », pourquoi voulez-vous que ces mêmes sentiments soient la cause déterminante du phénomène? Ils ne sont en effet que les *acteurs* et non les *créateurs*. Ils apparaissent comme des *manifestations psychiques* inséparables du milieu qui les engendre et les développe.

On devient *craintif* sous l'appréhension d'un danger plus ou moins vague; on s'arme de *prévoyance* à cause de l'incertitude du lendemain; on s'entoure d'égoïsme par mesure défensive après avoir fait la dure expérience des coups et des défaites.

Donc, ici, les sentiments ne sont pas les moteurs que vous supposez, ils traduisent simplement les impressions que les individus reçoivent du milieu dans lequel ils baignent.

Je suis surpris du rôle fantaisiste que les philosophes veulent imposer de force à ces malheureux *sentiments*. Ils ne sont pourtant pas responsables, et, pas plus que nous, ils ne demandent à naître. Je les comparerais volontiers à des fruits. Le soleil les mûrit, mais le froid, la grêle, la sécheresse et mille autres intempéries interviennent pour les gâter. Le but des philosophes est louable, mais inaccessible : ils voudraient *guérir* les fruits en dépit des calamités atmosphériques...

Mais je reviens à votre étude. Comme pour donner plus de force et d'évidence à votre conception favorite : l'influence des états psychiques et intellectuels sur la réalité sociale, vous ajoutez d'un air victorieux : « Soutiendrez-vous que la volonté ce « principe subjectif » n'a rien à voir dans la question, que les enfants se procréent tout seuls sans le vouloir des parents?... » Très bien. Mais de quoi cette volonté dépend-elle?

Si la perspective d'une gêne prochaine n'inquiétait pas les esprits au sein des chasses moyennes, voudraient-ils se résoudre à l'artifice répugnant de la *contrainte morale?*

D'autre part, si les conditions du travail et parfois sa nature elle-même n'exerçaient pas des ravages dans la classe des travailleurs, est-ce que la femme du peuple appréhenderait l'état de grossesse?

En un mot, si les difficultés de l'existence aggravées de la crainte du lendemain n'étaient point nocives pour l'organisme, obsédantes pour l'esprit, croyez-vous que la volonté de se contraindre subsisterait?

Évidemment non. *Donc cette volonté n'est pas libre.* Elle est subordonnée à tout un complexus social qui la tient en éveil, la met en œuvre en la dominant.

Appelez cela du nom qu'il vous plaira : « matérialisme économique » ou « déterminisme historique », peu importe. Je ne m'inquiète pas de la doctrine (fût-elle de Karl Marx que je tiens, néanmoins, pour l'un des penseurs les plus puissants du siècle), mais j'établis une relation précise entre des séries de faits parallèles sous bénéfice d'examen constant et de revision nécessaire.

Or l'étude objective du phénomène social qui nous occupe me conduit à faire cette constatation : il n'y a pas de loi fixe de population. Au contraire le taux de la natalité ainsi que le taux de la mortalité varient avec la situation sociale des groupes humains ou, si l'on préfère, des classes. La natalité décroît, la mortalité croît dans les classes frappées de dégénérescence physique provenant de la nature du travail et du degré de détresse où elles sont précipitées.

Henri Dagan.

Petite chronique des lettres.

Une entreprise tout à fait intéressante est née en Belgique, il y a quelques mois; et comme il advient en général de tout ce qui se passe à notre sujet d'intéressant à l'étranger, personne ne s'en est aperçu chez nous.

Un de nos compatriotes, M. Georges Barral, résidant à Bruxelles, a eu l'idée d'attirer à lui quelques poètes de langue française et de fonder avec eux une « Collection des poètes français de l'étranger » dont le volume inaugural était publié au mois d'octobre dernier.

C'était une suite de curieux petits poèmes, d'allure baudelairienne, qu'on remarqua. La *Nuit* n'était pas, au surplus, le premier ouvrage du Bruxellois Iwan Gilkin. Fondateur — il y a près de vingt ans de cela — et directeur de la *Jeune Belgique*, M. Gilkin avait publié déjà trois volumes, *Stances dorées*, *la Damnation de l'artiste* et *les Ténèbres*, qui l'avaient classé au premier rang des Parnassiens notoires de son pays.

A propos du volume qu'il apportait à M. Georges Barral, celui-ci écrivait :

« La collection que nous fondons est réservée aux poètes d'expression française de tous les pays de l'univers. Il existe, en effet, des écrivains qui, en Belgique, en Hollande, en Suisse, au Canada, à la Louisiane, aussi bien que dans notre ancienne Alsace-Lorraine et dans nos colonies, se servent de préférence de notre langue pour donner un vêtement de beauté à leur pensée. Ainsi ces contrées sont comme une extension intellectuelle de la patrie française... »

Le second volume de la collection, *la Cithare*, est de M. Valère Gille. Il a paru il y a quelques semaines. M. Gille est, comme M. Gilkin, Bruxellois, et l'un des directeurs de la *Jeune Belgique*. Il a trente ans; M. Gilkin en a quarante. C'est un classique, M. Gille, qui a beaucoup lu notre Chénier, et qui s'en souvient; et sa « Cigale », par exemple, s'exprime dans une langue tout à fait aimable :

> Je suis la frêle muse agreste : m'abreuvant
> Dans le creux des rameaux des gouttes de rosée,
> Sur la cime des pins harmonieux posée
> Tout le jour, je me berce au caprice du vent.
>
> Parfois je me blottis dans les fleurs; mais souvent
> De son panache vert la fougère frisée
> M'abrite, et ma chanson s'envole, improvisée,
> Dans les bois argentés par le soleil levant.

M. Georges Barral a rencontré en Suisse, en Italie, en Roumanie, des poètes « d'expression française » dont il a promis d'éditer les vers. Et ce sera ensuite le tour des prosateurs. Eux aussi vont avoir, à côté des poètes, leur collection où figureront des ouvrages d'histoire, des drames, des romans.

Il est visible qu'un des principaux soucis de M. Barral est de résister à l'expansion, en Belgique, de la littérature flamande, concurrente de la nôtre.

Un mouvement « flamingant » très redoutable s'est créé chez nos voisins, et depuis une vingtaine d'années s'y développe sans arrêt. Le gouvernement a créé une Académie flamande à Gand; à Bruxelles, Anvers et Gand s'élèvent des théâtres flamands, qui ont coûté très cher, et sont copieusement subventionnés — les Belges disent : *subsidiés* — par les conseils communaux.

Les journaux, rédigés en langue flamande, et tirant à 50 ou 60000 exemplaires, ne sont plus rares. La Belgique compte plusieurs revues flamandes; et l'on y trouve des librairies flamandes un peu partout. C'est en flamand que, devant certains tribunaux, les procès se jugent, et qu'au Parlement certaines discussions s'engagent : la Belgique est en train de devenir officiellement bilingue, et si l'on considère que, depuis quatorze ans, c'est à l'appui de l'élément flamand que les ministères ont dû de se maintenir au pouvoir, on pressent au profit de qui, finalement, ce *bilinguisme* s'établira.

Les gens informés affirment que le roi n'assiste pas sans un peu d'inquiétude à cette évolution; mais il n'est qu'un souverain constitutionnel : il la subit. La situation est donc grave; elle n'est cependant pas désespérée. Bien qu'à l'abri de ce mouvement flamingant, certaines influences étrangères se soient développées et fortifiées en Belgique contre nous (il y avait 1000 Allemands fixés à Anvers avant 1870, ils sont aujourd'hui 60000), la préférence continue d'y être accordée, dans l'ordre artistique et littéraire, aux productions françaises, sur celles d'Allemagne, d'Angleterre, de Norvège et d'Italie.

Il convient de remercier et d'encourager ceux qui, comme M. Georges Barral et ses amis, luttent pour la sauvegarde de cette suprématie.

~

M. Jean Richepin publiera dans le courant de l'année un volume de vers, *la Bombarde*, dont la plus grande partie est inédite; il prépare également une suite de *Contes de la décadence romaine* qui seront publiés très prochainement, — dès que le nouveau drame de M. Richepin,

Martyre, dont la Comédie-Française mène activement les répétitions, aura été représenté.

La *Revue de Paris* a commencé cette semaine la publication des Souvenirs de M. Léon Daudet sur son père. Pages exquises qui honorent grandement celui qui les a écrites, et fixeront d'un trait définitif, pour l'histoire, la physionomie du plus exquis de nos écrivains et du meilleur de nos grands hommes. M. Léon Daudet nous donnera un peu plus tard un roman nouveau, *la Corruptrice*, qui est écrit.

Le *Paris* de M. Emile Zola poursuit, d'une allure tranquille, sa marche en avant... Nos rancunes ne sont décidément pas tenaces, et le Français ne sait pas bouder. *Paris* aura « décroché », à la fin de la semaine, son centième *mille*.

M. Henry Rabusson ne s'endort pas sur le succès.

La *Revue des Deux Mondes* publie un roman de lui; il en a un autre, tout prêt : *A Fleur de peau*, dont il n'a pas disposé encore, et il en achève un troisième, *Griffe Rose*, qui est promis à un grand journal.

Griffe Rose est une étude d'usurière mondaine dont la réalité a fourni le modèle à l'élégant écrivain.

Avis aux bibliophiles.

La vente de la Bibliothèque particulière de l'éditeur Conquet, récemment décédé, se fera à l'Hôtel Drouot, du 28 au 30 de ce mois.

Sous presse :

De M. G. Tarde, une *Étude de psychologie sociale;*

De M. Cossa, les *Doctrines économiques;*

De M. Rossignot, un grand volume sur *le Canal de Suez*.

La *Jeanne d'Arc* de Mgr Le Nordez, éditée par Hachette il y a trois mois, paraît en livraisons à partir d'aujourd'hui.

On annonce un volume de M. E. Legouvé :

Dernier travail. Derniers souvenirs. Pourquoi ce titre mélancolique, que pas un des amis de l'admirable vieillard ne voudra prendre au sérieux?

Cosmopolis continue à s'enrichir de suppléments nouveaux.

Le supplément *russe* a été créé il y a un an. Il consiste en une suite, non de traductions, mais de travaux originaux en langue russe, qui s'annexe, pour les abonnés de *Cosmopolis* en Russie, aux trois parties — française, allemande et anglaise — du fascicule mensuel, et qui peut être, *hors de la Russie*, l'objet d'un abonnement séparé.

L'innovation était originale, et M. Ortmans a résolu de l'étendre à deux autres pays.

En mai prochain, *Cosmopolis* inaugurera donc son supplément espagnol et son supplément italien. Un peu plus tard, ce sera le tour du scandinave, puis du hollandais.

Le nouveau livre de M. Edouard Schuré, *les Sanctuaires d'Orient*, paraît aujourd'hui.

L'écrivain y a réuni une série d'études et d'observations sur les mythologies et les traditions religieuses de Grèce, de Palestine et d'Égypte.

Le second et dernier tome des *Souvenirs du général Fleury* paraît mardi prochain. La période qu'embrasse cette suite des Mémoires du comte Fleury va de 1859 à 1867.

Annoncés pour le jeudi 24 mars : Le dernier roman d'Alphonse Daudet, *Soutien de famille;*

Et le troisième volume de l'*Histoire de la littérature française*, de M. Charles Gidel. Cette partie de l'ouvrage s'étend de la fin du XVIIe siècle jusqu'en 1815.

La publication du tome VI, *Dix-huitième siècle*, de l'*Histoire de la Langue et de la Littérature française*, par fascicules bimensuels, est annoncée.

Le tome V a paru cette semaine.

M. Jean Carrère poursuit sans tapage, mais avec une belle volonté d'apôtre, sa propagande décentralisatrice dans le Midi.

Il parcourt depuis un mois la Provence. Il a donné trois conférences à Marseille, deux à l'Association des Étudiants d'Aix, et une autre, mardi dernier, au *Cercle musical* de la même ville, sur « Mistral et l'évolution félibréenne ».

En outre, M. Jean Carrère a pu obtenir du maire, pendant son séjour à Marseille, la levée de l'interdiction dont les courses de taureaux étaient frappées. A nous les « libertés communales »... Et voilà Marseille entrée dans la lutte organisée par la « Fédération des cités du Midi », que fondait récemment M. Carrère.

Le jeune écrivain prépare en outre une brochure sur la « révolution félibréenne », où s'exprimera sa conception particulière de la doctrine fédéraliste; et enfin, il annonce la réalisation prochaine d'une œuvre de propagande, « d'action immédiate sur le peuple », rêvée par lui depuis trois ans : l'*Almanach du midi de la France*.

Cet almanach nous dira le passé, le présent, l'avenir du Midi; il sera le moniteur et le livre d'or des œuvres, des manifestations populaires, des fêtes et des traditions locales; il paraîtra tous les ans; un premier tirage de 30 000 exemplaires en est annoncé.

M. Jean Carrère est un homme heureux. Il a borné son ambition à être l'homme d'une idée, et d'un coin de terre; déjà, il voit son rêve prendre corps, et par là il montre aux jeunes gens que le séjour du boulevard n'est pas indispensable à l'éducation du penseur, ni aux « gestes » de l'homme d'action.

A ce point de vue, et quoi qu'on pense de la doctrine qu'il prêche, M. Jean Carrère donne un exemple utile. Il n'a jamais été plus nécessaire de prouver aux inutiles provinciaux de vingt ans qui encombrent nos mansardes parisiennes qu'il existe, hors Paris, 85 départements qui, même pour un homme d'esprit, sont des lieux habitables, et où toutes sortes d'intéressantes besognes sont possibles...

ÉMILE BERR.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

JEAN PRAXTEL, roman et étude sociale, par *Henri Borel* (Plon). — Le roman, qui sert ici de simple cadre, n'est pas des plus heureusement conçus et il a surtout le grand tort de s'embarrasser à tout propos d'aphorismes philosophiques qui ne brillent pas précisément par leur originalité; mais l'étude sociale « part d'un bon naturel ». Il faut organiser la société contre l'ennemi du dedans, la misère, comme on a organisé l'armée contre l'ennemi du dehors. D'accord, mais comment obtenir ce résultat? en substituant, à l'association libre, l'association obligatoire, en imposant à tout individu de vingt à cinquante-cinq ans un service de deux mois par an dans l'armée du travail ou dans l'armée de la défense. Alors la société prendra une physionomie nouvelle; jugez-en par les grandes lignes: la sécurité de l'existence sera accordée à tous sans qu'ils aient à redouter les chômages, les maladies, les mauvaises récoltes, les épidémies, la faillite, les travailleurs participeront aux bénéfices comme associés. Ceux-ci auront droit au repos à partir de cinquante-cinq ans. Une loi équitable d'avancement supprimera la faveur. Tous les enfants riches ou pauvres auront les mêmes moyens de s'élever dans la société! L'enfant payant lui-même son éducation et son entretien ne sera plus une charge pour la famille. Donc la dépopulation cessera. Chacun sera personnellement responsable de ses actes, la femme aura les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'homme. Elle concourra au remplacement, par l'élément jeune, des travailleurs âgés de plus de cinquante-cinq ans: elle aidera donc à supprimer la misère... etc. En pareille matière la raillerie serait bien fade et le jugement, pour ou contre, bien audacieux; la critique doit se borner ici à son rôle le plus modeste, celui d'éveiller la curiosité et de solliciter l'examen: *erudimini qui judicatis terram.*

CHEMIN MONTANT, par *A. Alhix* (Perrin). — Quel serait ce chemin, sinon celui du devoir? Chemin fort rude, comme chacun sait, et parfois étroit au point qu'on doit se résigner à y marcher seul pendant tout le voyage de la vie. Françoise Mac-Laur n'hésite pourtant pas à s'y engager et, plus fortunée que beaucoup d'autres, après les rudes étapes des désillusions cruelles, du labeur stérile et de l'austère abnégation, elle trouvera au sommet de la colline le compagnon sur le bras duquel son bras frêle pourra s'appuyer pour reprendre le chemin montant avec un nouveau courage. L'héroïne de cet aimable récit n'est donc pas une poupée de salon, elle a du caractère, de l'intelligence, du sang-froid. Eh bien, écoutez ceci : Un jour que, la leçon de piano terminée, les demoiselles Mac-Laur ne voient pas arriver la femme de chambre, impatientes, elles prennent le parti de retourner seules au logis. Retourner seules! Quelle aventure! Naturellement elles s'égarent, elles perdent la tête, elles pleurent et un ami qui les rencontre crie au scandale d'abord, au miracle ensuite, comme si elles avaient été en danger de mort en parcourant les rues de Paris à la tombée de la nuit. Or, l'aînée des jeunes filles a, je crois, dix-sept ans... N'est-ce pas que cela jette sur nos mœurs un jour singulier? car, remarquez-le, il n'y a là aucune exagération; l'auteur a été observateur exact, il a noté le fait sans commentaires comme chose toute naturelle et comme si le contraire étonnerait grandement. Et l'on parle d'affranchir la femme au point de vue légal! Croyez-moi, féministes, il s'agirait d'abord d'affranchir la jeune fille dans la famille, dans la société, dans la vie morale et intellectuelle, dans l'action. Il y a là, j'imagine, un domaine plus vaste que le champ des droits civils et politiques.

LA FEMME DEVANT LE PARLEMENT, par *M. L. Leduc* (Giard et Brière). — Cette « étude du féminisme et des projets de lois relatifs à l'extension des droits de la femme » a le mérite, peu commun, d'être toujours intéressante même pour des lecteurs qui, comme moi, sont des philistins en matière de féminisme et des profanes en matière juridique. J'ai lu surtout avec plaisir l'introduction et la conclusion; ce sont, à la vérité, deux plaidoyers en faveur de l'éternelle esclave (ou soit-disant telle), mais le ton en est très mesuré et l'esprit fort sage; ils pourraient prendre comme épigraphe cette parole de suprême bon sens prononcée récemment par une femme : « Il serait odieux de nous déféminiser sous prétexte de nous affranchir, et nous répudions toute tentative d'émancipation qui ferait de nous une mauvaise contrefaçon de l'homme. » M. Leduc montre combien quelques femmes écervelées ont fait de tort à la cause féministe en prétendant mettre la charrue devant les bœufs, autrement dit en revendiquant d'abord les droits politiques; c'était par la revendication des droits civils qu'il fallait commencer. Les conditions économiques se sont modifiées profondément, la famille même n'est plus ce qu'elle était il y a un siècle; non mariée, la femme pauvre doit se lancer dans la lutte pour l'existence; mariée, elle doit souvent déserter le foyer pour contribuer à l'entretien du ménage; des devoirs nouveaux sont imposés auxquels doivent répondre de nouveaux droits sous peine de flagrant déni de justice. Tout cela est vrai à condition que l'exercice des droits ait été préparé par une éducation rationnelle basée sur les principes de liberté et de responsabilité. Or, n'est-ce pas précisément l'éducation qui, au moins chez nous est, restée immuablement timide, étroite et prude? J'attire sur cette question l'attention des féministes qui ont à cœur de faire plus de besogne que de bruit.

G. ART.

Nouveautés de la semaine

D'après la BIBLIOGRAPHIE DE LA FRANCE :

La Mariquita, par PIERRE SALES (Flammarion). — *Bismarck intime*, par JULES HOCHE; — *Suzanne Reichenberg*, par ARSÈNE ALEXANDRE (Juven). — *Grandeur et Décadence de la guerre*, par G. DE MOLINARI; — *Mémoires d'un ministre du Trésor public* (1780-1815), par le comte MOLLIEN (Guillaumin). — *Mon Petit Trott*, par ANDRÉ LICHTENBERGER (Plon). — *Le Duc de Richelieu* (1818-1821), par R. DE CISTERNES (Calmann Lévy). — *Les Plus Forts*, par GEORGES CLÉMENCEAU (Fasquelle). — *Les Tentatives passionnées*, par PAUL ADAM (Ollendorff).

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 35263. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 13. 4e SÉRIE. — TOME IX 26 MARS 1898.

LA POLITIQUE

Nous espérions que la Chambre voudrait donner au débat sur la réforme électorale l'ampleur que la question comporte : notre espoir a été déçu.

Une séance, — pas même une séance entière, — on a jugé que la réforme électorale ne méritait pas davantage : la discussion de lundi dernier a été parfaitement courtoise, mais elle a été en même temps parfaitement inutile.

M. Goblet, qui plaidait pour le scrutin de liste, a montré les inconvénients du scrutin d'arrondissement ; M. le Ministre de l'intérieur, qui défendait le scrutin d'arrondissement, a rappelé les dangers du scrutin de liste.

En tant que chacun critiquait le système de son adversaire, tous deux avaient raison. Nous nous doutions depuis longtemps que ni le vote par déparment, ni le vote par arrondissement, tels qu'on les a appliqués jusqu'ici, ne peuvent donner une Chambre qui soit l'image exacte du pays, — et c'est précisément ce qui fait que nous demandons la représentation proportionnelle.

M. Goblet a dit l'autre jour, à propos des partisans de la représentation proportionnelle : « En vérité, je ne peux m'empêcher de penser qu'ils nourrissent un souci bien inutile : ce ne sont pas les minorités qui nous manquent ; nous en avons trop. Ce qui nous manque, c'est une majorité. »

Oui, ce qui manque, c'est une majorité vraie, une majorité parlementaire qui réponde à la majorité du pays ; mais cette majorité-là, c'est la représentation proportionnelle qui la donnera. Il ne servira à rien de changer le mode de scrutin tant que la « moitié plus un » sera tout, et rien la « moitié moins un ». L'expérience a été faite : la Chambre de 1881, nommée au scrutin d'arrondissement, représentait 45 p. 100 des électeurs ; la Chambre de 1885, élue au scrutin de liste, représentait 43 p. 100.

Répondant à M. Goblet, M. le Ministre de l'intérieur a insisté sur les hasards du scrutin de liste, qui « expose le pays à des entraînements redoutables, aux surprises les plus fâcheuses et les plus dangereuses ».

Rien de plus exact ; mais ce péril, quoique à un moindre degré, existe avec le scrutin d'arrondissement tout comme avec le scrutin de liste. Si, demain, il se produisait un de ces faits graves qui affolent un pays, vous auriez les mêmes surprises avec un scrutin qu'avec l'autre.

Il nous semble que M. Jules Dansette, dans la déclaration qu'il a faite pour expliquer son vote, a très bien posé la question : « Nous ne serons pas dans la vérité, a-t-il dit, aussi longtemps que nous n'aurons pas organisé la représentation proportionnelle. »

De cette discussion stérile, c'est tout ce que nous voulons retenir, pour y revenir quelque jour : nous croyons, en effet, avec Stuart Mill, avec Prevost-Paradol, avec Louis Blanc, avec Laveleye, avec M. Naville, avec M. Bernaert, avec un grand nombre de penseurs et d'hommes d'État de tous pays et de tous partis, que la représentation proportionnelle est le seul moyen de faire vivre ensemble le suffrage universel et le régime parlementaire.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

LE SERVICE MILITAIRE DE DEUX ANS

Cent soixante députés viennent de signer un projet de résolution invitant le gouvernement à présenter un projet de loi pour réduire à deux ans la durée du service militaire dans l'armée active (1). Manœuvre électorale, s'est-on écrié de toutes parts! Il ne m'appartient pas d'apprécier le caractère de cette initiative, mais je constate que si plus du quart des représentants de la nation ont choisi cette plate-forme au moment de leur réélection, c'est évidemment qu'ils sont convaincus qu'une pareille réforme serait accueillie avec la plus vive satisfaction par la majorité de leurs électeurs. *Vox populi, vox Dei;* il ne faut jamais négliger les indications venant d'une telle source, car elles sont le signe d'une souffrance réelle et, dans le cas présent, de l'impatience avec laquelle les populations supportent le poids des charges militaires qui leur paraît trop lourd.

Examinons donc avec impartialité si l'adoption du service militaire de deux ans pourrait être pour le pays une cause de faiblesse et d'infériorité vis-à-vis de l'étranger.

Pour cela il faut considérer la question : 1° au point de vue technique ; 2° au point de vue, en quelque sorte, moral.

CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES

Au point de vue technique, les différentes armes se trouvent évidemment dans des conditions très différentes, et c'est pour ce motif qu'il faut, si l'on veut aborder sérieusement la question, que l'analyse porte sur chaque arme séparément.

1° *Infanterie.* — On peut affirmer *a priori*, et cela sans crainte d'aucune contradiction, que la valeur technique du soldat d'infanterie ne serait en rien diminuée par la réduction à deux ans de son temps de présence sous les drapeaux, car les exigences de la guerre moderne se résument pour lui en cette courte expression peut-être peu grammaticale, mais compréhensible pour tous : *avoir du cœur au ventre.* Or, cette qualité essentielle ne s'acquiert pas par la prolongation du temps de service ; elle est dans le tempérament, et ce n'est ni la vie de caserne, ni les exercices répétés qui la donnent ou l'augmentent.

Cependant, il faut bien que le fantassin apprenne à manœuvrer, à se servir de son arme, à tirer, à faire son métier de guerre, et le courage personnel ne remplace pas l'apprentissage nécessaire qu'il trouve dans un long séjour au régiment. Voilà l'objection qui vient naturellement à l'esprit dans cette discussion. Mais combien spécieuse! Tout le monde admet bien que le temps passé par le soldat dans les rangs a pour but de le mettre à même d'accomplir d'une façon aussi satisfaisante que possible son devoir à la guerre. Or, de manœuvres à la guerre, il n'en existe pas. Le fantassin, pour toute manœuvre en campagne, n'a qu'à marcher sur les routes en emboîtant le pas à l'homme qui marche devant lui, à suivre son chef quand on se déploie pour le combat, et, à partir de ce moment, de marcher en avant ou de courir en arrière. Le maniement de son arme se réduit à la charge et à tirer droit devant lui. On croit vulgairement qu'il est de première utilité pour le fantassin de savoir bien viser, d'être adroit tireur en un mot. Certainement, on exige de lui, et avec raison, pendant les exercices de paix une grande application dans les exercices de tir afin de lui rendre évidente la justesse de son arme ; on lui donnera ainsi confiance en elle, et par suite en lui-même, mais, sur le champ de bataille, quand l'ennemi est proche, quand l'atmosphère dans laquelle il se meut est toute sillonnée de projectiles, son agitation est telle qu'il lui reste à peine le calme nécessaire pour mettre en joue et lâcher la détente.

C'est pour cela que, depuis l'adoption des armes à longue portée, on a couru après le type rêvé, — et presque obtenu à l'heure présente — du fusil produisant des effets meurtriers considérables en quelque sorte *malgré* celui qui s'en sert. Je mets en fait que, sur plus de 200 000 Français et Allemands atteints par la fusillade pendant la guerre de 1870-71, il n'y en a pas eu 500 ayant reçu la balle qui leur était destinée, c'est-à-dire qui aient été visés. Quant au métier de guerre du soldat ou pour mieux dire à son rôle dans les opérations journalières d'une campagne, il se réduit à dire qu'il voit ou a vu telle ou telle chose, et voilà tout.

Eh bien, l'homme qui a du cœur au ventre peut faire un excellent fantassin du jour au lendemain en quelque sorte. Un tel homme sait que de l'obéissance à ses chefs dépend la réussite des opérations, et il marchera correctement à sa place, ne se laissera pas attarder ; quelle que soit sa fatigue, il conservera son rang ; dans la bataille il ne sacrifiera pas à sa réussite personnelle l'efficacité de son tir, il ne se masquera que juste autant qu'il est né-

(1) [illegible] le texte de la proposition de MM. Le Hérissé et [illegible] : « La Chambre invite le gouvernement à préparer un projet [illegible] les principes suivants : 1° organisation du service militaire préparatoire prévu par l'article 85 [illegible] 1889 ; 2° réduction à deux ans du temps de service dans l'armée active ; 3° dispenses de service réservées aux seuls jeunes gens remplissant effectivement les devoirs de soutiens de famille ; 4° mesures législatives mettant en rapport l'organisation des cadres inférieurs avec les nécessités nouvelles créées par le service de deux ans. »

cessaire à sa propre conservation, mais sans perdre une seule chance de nuire à l'ennemi, et, au moment où ses chefs le lui commanderont, il se lèvera, quittera son abri sans hésitation, et marchera carrément à l'ennemi. Enfin cet homme mis en sentinelle, quelle que soit son angoisse de la solitude, conservera la netteté et la mesure de sa vision, et, s'il aperçoit un groupe de quelques ennemis, il préviendra le chef tout bonnement que dix, vingt hommes environ de telle armée arrivent par telle direction et non pas qu'il a vu une armée de 20 000 hommes.

Dans cette conduite de l'homme qui a du cœur au ventre, les leçons de l'expérience n'entrent pour rien.

Pour faire bien ressortir ma pensée tout entière, je dirai que si, ayant à enlever une forte position ennemie, on m'offrait le choix entre deux bataillons, l'un uniquement composé de vieux grognards ayant dix et quinze ans de service, l'autre de tout jeunes gens, soldats par vocation, — les entrants d'une promotion de Saint-Cyr, si l'on veut, — je n'hésiterais pas un instant, convaincu que, si le résultat peut être obtenu, ce sera avec la deuxième troupe que j'y parviendrai le plus complètement. Et si je parle ainsi, c'est que pendant la guerre de 1870-71, j'ai eu l'occasion de constater qu'avec des jeunes hommes sans aucune expérience du métier militaire mais bien encadrés, on fait d'aussi bonne besogne qu'avec des hommes rompus au service par de nombreuses années de présence sous les drapeaux. A Metz, dans ma compagnie, j'ai vu combattre très convenablement, il est vrai, des soldats du service de cinq ans, encadrés par de vieux sous-officiers, mais j'ai pu remarquer avec un certain étonnement que les vieux soldats de dix ou douze ans de service, médaillés de Crimée et d'Italie, sur lesquels j'avais compté pour donner aux autres l'exemple du courage, de l'endurance, etc., avaient presque complètement fait défaut à leur mission en recherchant avec beaucoup plus d'empressement les emplois de muletiers, ambulanciers, ordonnances, que les premières places dans la bataille. Dans l'armée du Nord, j'ai été à même de voir tout le contraire. Ma compagnie de 200 fusils était composée presque exclusivement de jeunes gens de la classe de 1870 provenant des départements du Nord, encadrés par des sous-officiers fort jeunes, mais pleins d'entrain, presque tous évadés de Metz ou de Sedan; dans l'ensemble, ressortait en silhouettes presque héroïques un petit noyau d'engagés volontaires pour la guerre, tous enflammés d'un ardent patriotisme, quoique d'âges bien différents, car le plus vieux avait quarante-cinq ans et le plus jeune dix-sept ans; ces hommes au cœur solide, à la bonne volonté inépuisable, ont été, pour mes jeunes soldats, des éducateurs moraux admirables, et c'est grâce à eux, ainsi qu'à mes jeunes sous-officiers, que nous avons pu faire bonne figure devant l'ennemi, depuis Amiens jusqu'à Saint-Quentin, en passant par Ham, Pont-Noyelles et Bapaume.

De différence entre la tenue au feu de ces deux compagnies que j'ai successivement commandées à quelques jours d'intervalle, et devant le même ennemi, je dois avouer en toute franchise que je n'en ai pas trouvé.

Du reste, Napoléon qui savait, je crois, apprécier la valeur des troupes, n'a-t-il pas exalté la conduite de ses jeunes soldats de 1813? et n'est-ce pas avec de jeunes soldats qu'il a fait cette admirable campagne de 1814 qui, au point de vue purement militaire, est, avec celle de 1796, la plus belle de son histoire?

Je ne crois donc pas me hasarder trop en disant que la réduction à deux ans du service militaire dans l'armée active ne présenterait pour les troupes d'infanterie aucun inconvénient et ne diminuerait en rien leur valeur. N'appliquerait-on cette réduction qu'à l'infanterie, que la valeur générale de l'armée ne serait en rien entamée, et que l'allégement pour les populations serait déjà considérable, puisque cette arme accapare les 7/10 du contingent annuel.

2° *Cavalerie.* — Ici la chose devient plus délicate. La théorie du « cœur au ventre » ne trouve plus son application, car, pour faire un bon cavalier de guerre, il ne suffit pas d'être brave, il faut encore savoir manier un cheval, et cela ne s'apprend pas en huit jours. Nous rencontrons là une des plus sérieuses objections faites au service militaire restreint. Voyons les faits, car eux seuls sont éloquents.

Le cavalier de guerre se forme de la façon suivante : on lui apprend d'abord à monter à cheval; son instruction dans les premiers temps est à peu près complètement tournée vers l'équitation. Au bout de quelques mois, quand cette instruction donnée au manège ou sur piste ou en carrière est jugée suffisante, le cavalier passe au peloton c'est-à-dire qu'à l'équitation succède l'instruction militaire à cheval. Au cours de sa première année de service le cavalier passe successivement, mêlé aux hommes des deux classes précédentes, à l'école d'escadron, aux évolutions; enfin son instruction s'achève dans les grandes manœuvres qui, pour l'arme de la cavalerie surtout, se rapprochent aussi près que possible des opérations de guerre. Tel est le bilan de la première année de service.

Après les grandes manœuvres, l'arrivée en novembre de la nouvelle classe absorbe une grande partie des cadres, puis la mauvaise saison rend difficile le travail au dehors, — le quartier est presque toujours éloigné des terrains où l'on pourrait évo-

luer : — l'instruction du cavalier de première année, considérée comme complète du reste, subit alors un temps d'arrêt la plupart du temps fort nuisible, car, pendant cette espèce de chômage, il désapprend l'équitation, et oublie les détails de son métier de guerre.

Les diversions apportées à cet état de langueur qui énerve les meilleurs tempéraments ne sont que des palliatifs inefficaces : promenade journalière des chevaux effectuée au pas en général dans les environs immédiats des quartiers ; — rares prises d'armes où l'astiquage du harnachement et la confection du paquetage jouent le rôle principal; — pour quelques hommes privilégiés, désignés par leurs aptitudes spéciales à l'équitation, dressage des jeunes chevaux de la remonte du régiment. Les anciens, c'est-à-dire les cavaliers de 2e et de 3e année, ne commencent à remonter à cheval à peu près régulièrement qu'à la reprise de l'école d'escadron, ce qui les mène aux grandes manœuvres qu'ils peuvent entreprendre avec un entraînement suffisant. Donc, pendant les deux dernières années de service, les cavaliers ne sont exercés que pendant six mois au plus chaque année. Y aurait-il grand inconvénient à réunir en une même année ces deux périodes d'exercice de six mois réparties en deux années différentes, puisque, pendant les deux autres périodes de six mois, les cavaliers n'apprennent plus rien au point de vue du développement de leur instruction technique? C'est là que les avis vont se partager en une foule de branches. Le mien, basé sur ce que j'ai vu tout d'abord, puis sur le résultat de maintes conversations avec des cavaliers de tout grade, est qu'il n'y aurait aucune cause d'affaiblissement pour notre cavalerie si les hommes ne restaient que deux ans sous les drapeaux, à la condition que ces hommes fussent soumis pendant la deuxième année au même entraînement que pendant la première, et à la condition que les périodes de rappel des cavaliers une fois passés dans la réserve fussent annuelles pendant les cinq premières années de réserve par exemple, ce qui serait très facile à organiser, en admettant pour les cavaliers ainsi rappelés un système de compensation pécuniaire.

Voilà qui va faire pousser les hauts cris à bien des gens. De quoi se mêle ce fantassin qui n'y connaît rien? Je ne voudrais pourtant pas attirer sur moi les foudres de nos Murat présents ou à venir, mais je propose cette simple expérience : Comme tout le monde le sait, un régiment de cavalerie comporte quatre escadrons formés avec trois classes de cavaliers mélangées en proportions à peu près égales dans chaque escadron. Prenons le premier régiment venu après les grandes manœuvres et modifions la composition des escadrons de la façon suivante : un escadron composé uniquement de soldats venant de terminer leur première année de service, un escadron renfermant des hommes de deux ans, un escadron ne comprenant que des hommes de trois ans, et enfin un escadron normal, c'est-à-dire formé avec des hommes des trois classes.

Réunissons en un aréopage les inspecteurs de cavalerie, les généraux commandant une division indépendante, faisons manœuvrer devant eux ce régiment sur le terrain d'exercices, en rase campagne, soumettons-le à toutes les épreuves, même les plus difficiles, et qu'ensuite chacun, votant au scrutin secret, indique la composition des différents escadrons d'après les appréciations que lui auront inspirées l'examen de leur façon d'agir; je parie un contre cent qu'il ne se formera aucune majorité en faveur d'un escadron quelconque, et, si j'osais aller jusqu'au bout de ma pensée, je dirais que c'est l'escadron des soldats de première année qui serait jugé le meilleur à tous les points de vue. Et cela n'aurait rien de bien étonnant, car, à la fin de cette première année, hommes et chevaux sont arrivés à un point d'instruction et d'entraînement qu'ils n'atteindront peut-être plus au cours des deux dernières années. Que l'on compte, par exemple, dans les escadrons des hommes de deux et trois ans le nombre de chevaux qui, pour le service individuel de campagne, se détacheront facilement du rang, se comporteront, une fois seuls, comme doit le faire un cheval bien dressé à obéir en toute circonstance à son cavalier, qui ne chercheront pas à toute occasion à rejoindre leur groupe, ou ne témoigneront pas le désir de le faire par des cris qui, en temps de guerre, révéleraient leur présence à l'ennemi? On peut en toute certitude affirmer que le nombre de chevaux à demi indociles est bien plus grand dans les autres escadrons que dans celui des hommes de première année ; parce que dans les années suivantes les chevaux, déshabitués du travail individuel, s'incrustent dans le rang et n'en veulent plus sortir.

Pourtant, dira-t-on, l'Allemagne, qui a volontiers accordé le service de deux ans à ses fantassins, a au contraire augmenté d'un an celui de ses cavaliers, qui est fixé à quatre ans. Je n'en disconviens pas, mais il y a bien autre chose que des causes d'essence purement militaire à cette différence. Et puis nous ne sommes pas en Allemagne, et ce que j'ai dit plus haut est l'exacte vérité. Au public de conclure ; au législateur d'aviser.

3° *Artillerie.* — Ce qui vient d'être dit à propos du cavalier s'applique à l'artilleur, au point de vue de l'instruction et du dressage au métier de guerre de l'artilleur à cheval et de l'artilleur conducteur pendant ses deux dernières années de service et au point de vue de la comparaison à faire entre bat-

teries composées uniquement d'hommes appartenant à la même classe. Toutefois l'apprentissage de l'artilleur offre une complication qui ne se trouve pas dans celle du cavalier d'escadron, car si ce dernier n'a tout d'abord à apprendre que l'équitation, le premier doit, après avoir appris à monter à cheval, être exercé en outre à la conduite des voitures, ce qui demande un dressage spécial. Cependant ce double dressage est complet au bout de la première année de service et, lors des premières grandes manœuvres auxquelles ils prennent part, les hommes de première année se tirent parfaitement d'affaire, et ne le cèdent en rien à leurs anciens pour la rapidité et la précision dans les mises en batterie et pour l'exécution de tous les mouvements exigés par leur service spécial.

Les corps d'artillerie, outre les conducteurs de voiture, comprennent également des hommes affectés au service des pièces et dont la seule et véritable fonction est le pointage. A la suite de leurs écoles à feu les hommes de première année commencent à avoir une expérience suffisante du pointage des pièces et de leur service en général. Si pendant leur deuxième année ces écoles à feu étaient répétées plusieurs fois, il n'y a pas à douter que leur instruction serait complète au bout de ce laps de temps, car c'est le véritable apprentissage des servants. Aux grandes manœuvres ils n'apprennent rien, au contraire de leurs camarades les conducteurs pour lesquels elles sont une excellente école d'application. Toute l'instruction des servants devrait donc être localisée dans le pointage et le service des pièces, et, avec deux ans de travail sérieux et continu, ils arriveraient au même résultat qu'avec trois années dont les deux dernières sont en grande partie inutilisées. On perd un temps considérable à leur apprendre tout autre chose que leur métier d'artilleur. Sous prétexte qu'ils sont à pied on veut leur donner l'instruction des fantassins, et c'est à satiété qu'on leur fait exécuter l'école de section et de compagnie. Ces errements sont même quelquefois poussés jusqu'à l'abus. J'ai connu un colonel d'artillerie qui mettait sa plus grande gloire à présenter à l'inspection générale un bataillon d'infanterie formé avec ses servants réunis en plusieurs compagnies, et deux ou trois escadrons de cavalerie, fournis par ses conducteurs; et j'ajoute que presque toujours l'inspecteur le couvrait d'éloges.

Deux ans d'exercices sérieux exécutés surtout à l'extérieur sont largement suffisants pour former des conducteurs capables de mener partout leurs pièces et leurs voitures avec la plus grande assurance, de même qu'en deux ans, si ce temps est consacré à l'étude du pointage, du service des pièces et à l'exécution des nombreux tirs de guerre, il est très facile de former d'excellents pointeurs. Pourquoi donc imposer aux uns comme aux autres une année supplémentaire pendant laquelle ils n'augmentent pas pour ainsi dire leur savoir-faire?

Je crois avoir répondu aux objections les plus sérieuses qui sont faites par les adversaires de la réduction du service au point de vue de la technique particulière de chaque arme. Il y en a d'autres qui touchent au côté moral de la vie militaire ou qui présentent un caractère de généralité. J'y répondrai dans un prochain article.

L. Patry.

LA BATAILLE D'HENNEPONT

Mœurs électorales [1].

V

Après d'infructueuses campagnes tant au nord qu'au midi, Chivot, fruit sec du journalisme parisien, à la recherche d'un collège électoral qui voulût bien faire de lui l'un des neuf cents souverains de la France, était venu fonder le *Petit Progrès* à Hennepont. Une étude préalable de « l'état des esprits » dans cette ville et dans son arrondissement où, par un phénomène rare, on constatait une réelle pénurie de citoyens disposés à solliciter le mandat représentatif, avait encouragé Chivot à jouer là sa dernière carte.

Il y fallait du temps, de la patience. Un Français se fait plus vite adopter par l'Étranger que, dans son propre pays, par une province qui n'est pas la sienne. Mais Chivot était opiniâtre. En outre, il ne manquait pas des ressources nécessaires à un long stage, ayant trouvé dans ses relations parisiennes des commanditaires riches et complaisants qui d'ailleurs n'auraient pas donné un sou pour faire vivre une industrie utile. Bon camarade, fidèle à ses amitiés, franc d'allures, meilleur au fond que la plupart de ceux qui le poursuivaient d'une haine vivace, Chivot n'avait pas cependant les qualités essentielles des conquérants d'opinion. Il était même dépourvu de cette prestance banale et de ce grain d'infatuation sereine qui trop souvent suffisent à assurer la fortune d'un homme devant les électeurs français. Rageur et gringalet, il se mettait dans des colères pâles qui le faisaient paraître plus chétif. Comme braconnier politique, il était doué d'un certain flair, mais il perdait tout le bénéfice de ce don par son défaut de mesure, sa violence. On aurait

1. Voyez la *Revue* du 1[illegible] mars.

assez bien défini Chivot en accouplant deux adjectifs qui semblent s'exclure et qui pourtant s'appliquent à beaucoup d'ambitieux de petite taille : intelligent et maladroit. Il avait toujours été le premier à voir les marrons et ne les avait jamais tirés du feu que pour autrui.

A Hennepont, il débuta par la pire des maladresses. Il lui eût été aisé de détourner à son profit une partie de la clientèle de l'*Éclaireur*, tout en s'associant au respect du public pour la personne du père Baizien. Un plus habile se fût contenté de souligner d'une ironie légère les ridicules du journal concurrent, vieux jeu, poncif en diable : mais l'ironie légère n'était point le fait de Chivot. Il crut devoir dénoncer avec amertume le républicanisme tolérant de Baizien, ses rêveries de philanthrope, et risqua contre « les vieilles barbes de 48 » des allusions qui ne furent pas goûtées.

Mal parti, il s'obstina dans la logique de ce mauvais départ avec son entêtement de gringalet et de montagnard savoisien. Aussi le *Petit Progrès*, forçant la note du programme par lequel il avait vaguement justifié sa fondation, prit-il peu à peu les allures d'une chapelle jacobine où l'on fit une guerre furieuse aux *vobiscums* et aux *ensoutanés*, où, chaque matin, on servit à l'abonné un nouveau « scandale clérical » invariablement accompagné de ce commentaire : « Brûlons du sucre ! »

Tandis que la feuille à Baizien gardait un ton de bonne compagnie qui — moins l'esprit et l'éloquence — rappelait les traditions de la vieille presse française, le canard à Chivot arbora un style qui lui ferma les maisons honnêtes et mit en fuite les lecteurs cultivés. Lorsque les jeunes gens qui collaboraient à l'*Éclaireur* se piquaient d'observer une certaine tenue, on soupait, dans les bureaux du *Petit Progrès*, avec les « actrices » des troupes de passage et quelquefois avec des dames d'une profession moins indécise. Cela déplut. A Hennepont, on n'était pas plus vertueux qu'à Dunkerque ou à Bayonne, mais on y était délicieusement hypocrite.

Comme il avait quelque faconde et possédait à merveille le jargon des tribunes, Chivot saisissait toutes les occasions de parler à la foule. Il croyait à la magie des idées creuses exprimées en mauvais français, et peut-être n'avait-il pas tout à fait tort. Malheureusement pour lui, l'instrument de son éloquence était affligé d'un fâcheux chromatisme qui, peu à peu, montait du baryton le plus grave au fausset le plus aigre. Un orateur qui fatigue l'oreille ne persuadera jamais.

Bref, après deux ans de discours, de polémiques, de duels, de réclames à la grosse caisse, Chivot n'avait pas gagné un pouce de terrain dans la bonne ville d'Hennepont. On ne lui connaissait aucun tenant en dehors des trente-sept membres du cercle de la Libre-Pensée qui, tout d'abord, lui avaient fait accueil, et de la petite cour de parasites et compagnons de plaisir qui, Baduel en tête, lui promettaient le succès final en buvant son vin de Champagne.

Le curieux de la chose, c'est qu'il avait parfaitement conscience d'avoir mal manœuvré. Mais tels sont les ressorts de la politique pour ceux qui en font une carrière, que ses fautes, à tout jamais irréparables avec le maintien du scrutin uninominal, pouvaient le servir dans le cas d'un retour au scrutin de liste. Or Chivot prévoyait que le mode de votation recommandé par Gambetta ne tarderait pas à sembler excellent à ceux-là mêmes qui l'avaient trouvé détestable du vivant du tribun. C'est ce qui arriva. Aux élections de 1885, le comité républicain du chef-lieu eut à former une liste de plusieurs noms pour être présentée aux suffrages du département tout entier ; et comme le camp réactionnaire était alors très fort, il fallut assurer la discipline dans le parti, c'est-à-dire donner, par le choix des candidats, satisfaction à toutes les nuances. Le nom de Chivot fut donc ajouté aux autres, moins pour représenter le calme arrondissement d'Hennepont que pour contenter les groupes radicaux de l'ensemble du département. En cette circonstance, Baizien, dans l'*Éclaireur*, soutint par dévotion au principe la candidature de son insulteur. Ce fut la liste réactionnaire qui l'emporta...

Après cette aventure, le *Petit Progrès* fit amende honorable à Baizien, — ce dont le brave Baizien, qui ne demandait qu'à vivre en paix avec tout le monde, fut enchanté. Il n'eut plus à subir les grossières attaques de son confrère : il eut plutôt à se garer de ses recherches et de sa familiarité compromettante. Salué avec affectation par Chivot quand ils se rencontraient sur le Mail, Baizien lui renvoyait un petit coup de chapeau inquiet, un de ces coups de chapeau qui ont peur d'être vus. Les rédacteurs du *Petit Progrès*, personnel fréquemment renouvelé et peu à peu mieux choisi, firent alors société avec ceux de l'*Éclaireur*. Longtemps encore, Chivot s'abstint de se montrer à la parlote du café du Globe, attendant de Baizien une invitation qui ne venait pas. Enfin il se décida à venir de lui-même, et, après une partie de dominos où Baizien lui montra comment on disait avec opportunité « blanc partout et comptons ! » le bon vieillard lui tendit la main.

Chivot avait signé un nouveau bail avec l'espérance, pour quatre années. Il comptait prendre sa revanche aux élections de 89 lorsque, tout à coup, l'étoile de Boulanger se leva...

Comme d'habitude, Chivot halena bien : il fut un des premiers à prendre position contre ce mouvement éphémère. Mais Chivot était malchanceux. Les

comités républicains des autres arrondissements adhérèrent avec ensemble au « Programme de Tours ». Si bien que dans tout le collège — l'arrondissement d'Hennepont excepté, qui conserva son scepticisme ou son indifférence — une forte majorité se dessina contre le système parlementaire. Plus rien à faire pour le pauvre Chivot sous le régime du scrutin de liste !... Alors, avec l'âpreté qui caractérisait cet écornifleur du suffrage universel, il se retourna vers l'arrondissement d'Hennepont, attendant soit la résurrection possible du scrutin uninominal, soit la désaffection subite du pays — chose également possible — pour le soldat sans légende dont on s'était engoué.

De toutes manières son intérêt lui conseilla de préserver Hennepont de la contagion boulangiste, même d'y déterminer un « contre-courant ». Et c'est à quoi le directeur du *Petit Progrès* s'appliquait avec énergie depuis six ou sept mois, négligeant tout ce qui n'était pas « la question vitale de l'heure présente », laissant tranquilles les bonnes sœurs et les curés. Il n'y avait plus pour lui qu'un adversaire, qu'un danger : « Barbenzinc ! » Et, l'*Éclaireur* faisant campagne avec le *Petit Progrès*, Chivot, en toute occasion, constatait « l'unanimité significative de la presse démocratique hennepontine dans la haine et le mépris de l'aspirant dictateur. »

Mais la différence des sentiments qui animaient l'un et l'autre journal sautait aux yeux. Dans la feuille au père Baizien, sous une forme courtoise, on trouvait la protestation émue, douloureuse, du vieux républicain attristé de voir son pays se livrer une fois encore aux entreprises d'un sauveur suspect. Dans le canard à Chivot, c'étaient les gros mots, les injures, les calomnies ignobles ou ineptes. D'un côté, l'honnête révolte d'un cœur où saignaient de chères croyances ; de l'autre, le cri de rage de l'éternel raté.

— Mon cher confrère, reprit Chivot, je crois à la grande débâcle prochaine ; mais ce n'est pas par chez nous qu'elle commencera. Donc, à d'autres les coups ! J'ai assez payé de ma personne. Vous me permettrez de me réserver pour une meilleure occasion.

— Cela vous poserait, dit Brunoy avec une imperceptible nuance d'ironie. Une fois de plus vous auriez bien mérité de la République.

— Tu l'entends, Baduel ?

Et Chivot eut pour Brunoy politicien le regard de pitié qu'avait Brunoy pour Chon littérateur.

— Il a tort, dit le courtier en marchandises, — courtier d'élections à ses heures. En politique il ne faut pas s'user. Attends que Barbenzinc ait fait le plongeon. Alors on se rappellera que tu as été le premier à le dénoncer, et tu auras une situation superbe.

— Bien parlé, Baduel.

— Diantre ! fit Brunoy déconcerté par la franchise de cet égoïste calcul chez un homme qui, dans ses discours, faisait toujours appel au dévouement des républicains, à l'esprit de sacrifice et d'abnégation... Vous serez donc le premier à faire le jeu du peu estimable Schœntzler.

— Qui sait ? On trouvera un homme.

— Pour se dévouer ?

— Certainement. Chacun son tour. Je le cherche, cet homme-là.

— En attendant que tu le trouves, dit Baduel, viens-tu à la gare ?

— Quoi faire, à la gare ?

— Savoir les nouvelles. Je vais à l'arrivée du train de Paris.

— Va seul, j'attendrai les journaux ici.

— Moi *itou*, dit Brunoy.

Et, machinalement, aveulis par l'atmosphère du café, ils reprirent les dominos.

VI

— Vous avez perdu de ne pas me suivre ! déclara Baduel en revenant, une demi-heure après, joindre ses amis au café du Globe.

Et il raconta la scène qu'il avait vue.

Un vrai scandale. Devant plus de trois cents personnes. Tout Hennepont allait en faire des gorges chaudes.

Juste au moment où M. de Montpersan, le beau Gaspard, surnommé « le Mousquetaire », descendait du train de Paris, son beau-père, le gros Cochard, venu là tout exprès pour l'attendre, lui avait lancé d'une voix terrible : « Ah ! ah ! monsieur le vicomte, vous rapportez une jolie veste ! » Montpersan s'était retourné, ahuri, et la foule avait assisté à un dialogue des plus réjouissants entre le père et le mari de la belle Cécile :

— Qu'est-ce que vous me voulez, vous ?

— Je vous dénonce ! Il faut que toute la ville sache que vous êtes allé à Paris solliciter l'investiture du général Boulanger et que vous en revenez bredouille !

— Laissez-moi tranquille, balourd !

— Faux démocrate !

— Imbécile !

— La République n'a pas besoin de vous. Retournez à vos brochures !

— Gros homme, retournez à votre journal !

Et comme Cochard l'empêchait de passer, l'autre, blême, s'était débarrassé du gêneur en lui envoyant un grand coup de valise dans les jambes. Cochard avait flageolé, puis, se frottant les genoux, s'était mis à courir après Montpersan en continuant à l'invec-

tiver au milieu des css... css... et des éclats de rire des spectateurs.

Le gros homme aurait assommé le beau Gaspard s'il avait pu le rattraper, mais celui-ci s'était déjà jeté dans une voiture. D'ailleurs les deux adversaires eussent été probablement séparés par le cortège-réclame du cirque Corvinelli qui, au même instant, défilait devant la gare avec sa musique et ses chars. La foire annuelle d'Hennepont s'était ouverte en même temps que la période électorale. Baduel, malicieusement, en fit la remarque. Et il avait suffi de cette diversion pour détourner l'attention de la foule, accourue de l'intérieur de la gare sur les pas de Cochard. On s'était soudain désintéressé de la querelle politique pour acclamer Jacquot, l'âne savant du cirque, déjà populaire dans Hennepont.

Mais là, vrai, Chivot avait perdu en ne venant pas à la gare. Il fallait voir la mine à la fois déconfite et exaspérée du « mousquetaire », et la colère majestueuse de Cochard ! Baduel en rirait longtemps.

— Qu'est-ce que cela signifie? murmura Chivot préoccupé.

— Parbleu ! C'est un trait de Schœntzler, opina Baduel. Il a un cousin au cabinet du ministre de l'Intérieur. Informé de la démarche du beau Gaspard, il n'aura pas négligé cette occasion de s'amuser à ses dépens et lui aura fait aboyer aux chausses par son bouledogue ordinaire... Eh bien, qu'est-ce que t'as? Tu as l'air tout chose.

— J'ai que le Cochard me fait peur. Voilà qu'à présent je l'entends venir, avec ses gros sabots. Pourvu que cet animal de Schœntzler n'ait pas songé à nous imposer un candidat pire que lui-même !..

A leur tour, Brunoy et Baduel protestèrent. Les palmes académiques, soit! Mais la députation pour Cochard ?... Aussi bien pour Jacquot alors ! Et mieux encore, Jacquot étant du moins un âne *savant*.

— Tout est possible, fit Chivot.

— Pas ça, repartit Brunoy.

— Tout est possible dans une pétaudière comme votre ville ! insista l'homme du dévouement et de l'abnégation.

Et il se mit en colère.

C'était la faute du comité républicain, composé de musards et d'emplâtres. Dire que la période électorale était officiellement ouverte depuis cinq jours et qu'ils n'avaient encore trouvé aucun nom à mettre en avant! Dire qu'ils seraient capables d'aller ainsi jusqu'à la veille du scrutin si lui, Chivot, ne s'en mêlait pas! Ah! s'il avait su, jamais il n'aurait mis les pieds dans un arrondissement où des particuliers, parce que riches ou ambitieux, pouvaient trafiquer des candidatures selon leur fantaisie, sans souci de l'organisation et de la discipline !... Vraiment, au comité, ils mériteraient...

— Quand je pense que je me décarcasse pour leur trouver un homme, et que si par hasard je ne le déniche pas... Non, tenez, je n'ai jamais vu de la politique faite comme ici !

— Calme-toi, fit Baduel. Va, mon petit Chivot, tout ça n'est rien quand on a la santé.

Chivot haussa les épaules.

— Écoute, reprit Baduel. Nous saurons demain le fin mot de ces intrigues. Patiente jusque-là.

— Qui nous le dira, le fin mot?

— Baizien. Je l'ai rencontré en allant à la gare, et je l'ai questionné au sujet de la candidature Schœntzler, pour savoir si Cochard lui en avait déjà touché un mot.

— Qu'a dit Baizien?

— Il m'a dit, assez mystérieusement du reste, qu'il avait rendez-vous avec M. Cochard demain matin à dix heures, et que, dans cet entretien, il s'attendait à être instruit des intentions de son patron.

— Ah! tu vois?...

— Attends donc. Puisque tu crois que le danger vient de ce côté, une fois renseigné, tu agiras plus utilement. Et tu sais bien que tu feras du comité tout ce que tu voudras, — ce dont, au fond, tu es enchanté, farceur !...

VII

— Ses témoins! s'écria Cochard. Il aurait l'impudence de m'envoyer ses témoins? Eh bien, qu'ils viennent donc, les témoins de ton mousquetaire! Je les recevrai.

Et il montra ses gros poings...

— Papa, fit Cécile les dents serrées, prends garde, ne parle pas ainsi de Gaspard !

— Je ne te crains pas, je ne le crains pas, je ne crains personne!

Majestueux, il ajouta, en promenant ses regards autour du « cabinet de travail » tout flambant neuf que cette scène de famille inaugurait :

— Ah! M. le vicomte de Montpersan ne se contente pas d'avoir épousé ma fille malgré moi...

— Sans dot! interrompit Cécile.

—... Il veut encore... Ah! mais, je l'ai démasqué. C'était mon devoir. Les hommes de devoir ne se laissent pas intimider.

Cochard sembla chercher dans les tentures comme un écho approbateur. Sa tête en boule, feutrée de cheveux poivre et sel, — une grosse tête qui eût été risible sans l'expression mauvaise de ses yeux froids, jaunes, striés de filets rouges, très saillants hors des orbites — virait avec lenteur sur des épaules formidables.

... Tout à l'heure, à l'insu de Gaspard, après une

nuit de réflexion, Cécile s'était précipitée chez son père, non pas tant pour lui reprocher un scandale dont elle jugeait que tout le ridicule devait retomber sur lui, que pour connaître la raison cachée de cette recrudescence de haine du beau-père contre le gendre.

A quel mobile ce parvenu ignare, qu'elle appelait « papa » sans d'ailleurs aucune tendresse, avait-il obéi en dénonçant avec tant d'éclat, avec tant de colère, l'infructueuse démarche de Gaspard?... Ou bien sa rancune passait les bornes permises et il était fou à lier, ou bien s'était-il fait, dans la circonstance, l'instrument de la rancune d'un autre...

Il ne serait pas venu à la pensée de Cécile que l'ambition — si légitime ! — de son mari eût pu contrarier les visées personnelles d'un homme comme son père, déjà très au-dessous de la situation que lui donnait sa nouvelle qualité de propriétaire d'un journal. Elle le savait fort vaniteux, mais elle lui supposait encore quelque vague conscience de son défaut d'éducation première. Que de fois, naguère, quand elle lui faisait des observations comme celle-ci : « Papa il ne faut pas dire : ma fanfare a joué hier dans le *kioste* », il lui avait répondu : « Oh ! tu sais, moi, je ne suis pas allé à l'école ! »

Mais voilà que tout à coup l'hypothèse d'une jalousie invraisemblable devenait possible...

Cécile, depuis quatre ans, depuis la rupture occasionnée par le mariage, n'avait pas vu son père d'aussi près. Elle fut frappée des progrès de sa suffisance. En toute autre occasion elle en eût souri. A son tour elle jeta un regard circulaire sur le pompeux décor où elle retrouvait l'ancien marchand de bois soudain entré dans la vie publique. Son rapide examen compléta la révélation.

« Vous avez très bien compris ma pensée », avait dit Cochard à l'architecte. Et, en effet, ces murs, ces lambris, d'où s'exhalait une odeur d'encaustique et de colle fraîche, encadraient comme d'une légende explicative le nouveau personnage qui s'improvisait en Cochard. L'ameublement était *sévère*. Une lourde ébénisterie en poirier noir s'y mariait au drap vert administratif. Un appareil d'éclairage électrique, ayant la silhouette prenante d'une araignée, descendait du plafond tout orné de motifs en plâtre. Deux armoires-bibliothèques laissaient voir, derrière leurs vitrages, l'alignement parfait d'une quantité de volumes vierges reliés en rouge. Sur les cartonniers et les crédences, quatre bronzes allégoriques : l'Alsace et la Lorraine se tenant embrassées, les yeux tournés vers l'Espérance, avaient pour vis-à-vis le Commerce conviant les peuples à la fraternité universelle ; la Civilisation victorieuse du Fanatisme faisait pendant à l'Industrie fécondant le globe. Une carte électorale de la France, établissant la corrélation synoptique des votes avec les progrès de l'Instruction, occupait le milieu d'un panneau. Entre les fenêtres, le buste en marbre de M. Cochard — qui avait été au Salon — trônait sur un coffre-fort. Dans le trumeau d'une porte, face au bureau-ministre, se développait cette devise en lettres d'argent : *E labore decus.*

— Je suis sotte, pensa Cécile.

Elle avait, certes, dans ses fines veines, tout le sang paternel, mais plus capiteux, et comme tamisé, décanté des grossières lies. Le père était brutal et roué ; la fille, astucieuse et violente. Également combatifs, ils étaient capables de perdre, dans un coup de fièvre, lui, le sens commun, elle, le sens moral. Ce gros homme enflé de vanité avait produit cette jolie fille détraquée d'ambition, un peu comme l'huître sécrète la perle.

Se ravisant, gentille, elle mentit :

— Moi, je vais être franche. Je croyais connaître papa. Quand j'ai vu qu'il avait acheté l'*Éclaireur*, j'ai dit tout de suite : « Compris ! Qui a fait des affaires en fera toujours ; et, la politique, c'est encore les affaires. Avec un journal à soi on peut faire nommer un député et, derrière ce député, devenir le véritable arbitre d'une foule de machines lucratives qui s'appellent les questions d'intérêt local... »

Cochard, froidement emphatique, interrompit :

— Tu me taxais à la portion congrue, et tu prêtais à ton père de bien misérables calculs !

— Laisse-moi achever, reprit-elle. Alors je m'étais dit (toujours pour te montrer combien je suis franche) : Pourquoi le député de papa ne serait-il pas Gaspard ? Entre parents qui ne peuvent pas toujours vivre en ennemis, quelle meilleure base de réconciliation qu'un intérêt commun ?...

— Ah ! ah ! exclama Cochard, admirant Cécile sans se l'avouer.

Il l'admirait d'avoir, elle fille de son sang, fille de roture, mis si complètement la main sur son aristocrate de mari, sur ce beau type de gentilhomme qu'un érudit d'Hennepont avait surnommé le Mousquetaire, à cause de sa longue barbiche, de ses moustaches retroussées et du grand feutre gris qui lui complétait une physionomie vaguement Louis XIII. Fallait-il qu'elle l'eût ensorcelé, pour le faire descendre de ses rêveries dans les réalités de la politique militante !... Au fond, la capitulation du trop dédaigneux mousquetaire (il répétait « mousquetaire » avec tout le monde, mais sans savoir ce que voulait dire le mot) devant la volonté d'une petite bourgeoise issue de lui, flattait assez M. Cochard ; et il eût été le premier à se rapprocher de son gendre, s'il n'avait pas eu peur de déplaire au châtelain des Murelles, à ce puissant Schœntzler qui lui avait fait entrevoir de hautes destinées...

— Mais j'étais naïve, reprit Cécile. Là où je voyais

un intérêt commun, je ne soupçonnais pas qu'il pût exister un conflit d'ambition.

Cochard eut une moue suprême.

— Un conflit d'ambition entre moi et ce parasite social? Tu es folle, ma fille.

Déconcertée, Cécile murmura :

— Papa, tu es le seul à ignorer l'immense valeur de mon mari.

— L'immense valeur de ton mari ? riposta Cochard en pouffant. Parlez-moi d'un grand homme dont une femmelette fait ce qu'elle veut ! Oui, parlons-en. Un beau député ! Tout en façade ! Tout en moustaches ! Il n'aurait pas fallu que ta pauvre mère... Tiens, veux-tu savoir ce qu'il m'inspire, à moi, fils de mes œuvres, ce personnage qui s'est donné seulement la peine de naître ? Du dédain. Du dé-dain !...

— Oh ! fit Cécile, outrée. Toi, dédaigner Gaspard ! Mais tu te vantes, papa ! D'abord, si tu le dédaignais, tu n'aurais pas eu peur de lui, tu ne te serais pas inquiété de son voyage. A ton tour, sois franc. Tu as rêvé la députation pour toi-même. Et c'est le trac que tu avais eu de voir mon mari agréé par le Général qui t'a fait pousser en public des cris de joie féroce. Mais, va, tu t'es réjoui trop tôt. Gaspard ne sera pas embarrassé de trouver dans l'arrondissement les parrains qu'on exige !...

Ceci était une pure bravade, car la pauvre ambitieuse se voyait prise dans une impasse. Et Cochard, qui le savait bien, la laissait parler, en la regardant avec un sourire mauvais.

Alors son dépit éclata. Elle s'écria, dans une fusée de rire :

— Papa député !!!...

Sous l'injure Cochard se cabra. Ses gros yeux ronds jetèrent une étincelle. Puis, d'un ton bourru, toisant sa fille, lui faisant presque peur :

— Pourquoi pas ? lança-t-il.

— Tu prononceras des discours à la tribune, toi ?

— Je parlerai dans les commissions. Tous les jours je me forme.

Et, en effet, Cochard se formait à l'éloquence parlementaire. Déjà il savait comparer l'Agriculture à une mère nourricière ; l'Industrie, à un organisme qui distribue la richesse nationale par les canaux du commerce. Il disait couramment : voies fécondes, agissements, état de choses, désidérata. Et, comme il songeait à se spécialiser quand il serait à la Chambre, il étudiait la question monétaire.

— Tu auras fort à faire, mon pauvre papa...

Cessant de rire, elle se demanda sur quoi était fondée l'espérance de son père, quel biais il avait pu trouver pour obtenir pour lui ce qu'elle n'avait pu obtenir pour Gaspard : la candidature boulangiste officielle... Car elle ne doutait pas que Cochard ne fût boulangiste. Elle le savait trop peu suspect de se dévouer aux causes menacées pour qu'il ne méditât pas une adhésion opportune à l'homme du jour.

Diplomatiquement, pour lui tirer les vers du nez, elle fouailla sa vanité.

— Ainsi tu comptes réussir là où Gaspard... Mais, pauvre père, tu ne trouveras aucun appui sérieux !

Il ricana, piqué au vif :

— Pas même Schœntzler, n'est-ce pas ?

— Schœntzler? Mais puisqu'il se porte !

— Non, Madame, Schœntzler ne se porte pas.

Cécile pâlit. Elle commençait à comprendre. Ce n'était pas Cochard qui s'était mis en travers de son ambition : c'était Schœntzler, le prétendant évincé... Ah ! elle ne manquait pas d'une certaine perfidie ! cette vengeance tardive de l'ex-rival de Montpersan.

Cependant il y avait encore quelque chose que Cécile ne s'expliquait pas.

— Je croyais, murmura-t-elle, que Schœntzler était contre le boulangisme?

— Certainement ! s'écria Cochard. Et moi donc !!... Alors, tu supposais...? Ton père, sache-le, ne pactise pas avec la réaction. Sorti des entrailles du peuple, il est trop bon démocrate pour faire le jeu des pires ennemis de la République.

Grave, il ajouta :

— Je défendrai contre de criminelles entreprises les institutions que mon pays s'est librement données.

— Eh bien, voilà qui me passe, riposta Cécile. Tu n'es pas boulangiste : tu ne seras pas élu, et tu auras fait tout ce scandale en pure perte. Et c'est du propre ! Elle est jolie, ton alliance avec Schœntzler, avec ce monsieur dont je n'ai pas voulu dès le premier jour et qui, longtemps, a continué de me faire, aux yeux de tout Hennepont, une cour indiscrète, compromettante !...

— Ma fille, en n'épousant pas Schœntzler, tu as raté le coche, toi qui es ambitieuse. Il a l'étoffe d'un ministre...

— Tu exagères.

—... Et tu as eu le plus grand tort, insista méchamment Cochard, de t'en faire un ennemi.

— C'est bon ! Dis à cet individu que je le déteste et que je le méprise.

La phrase n'était pas achevée qu'un domestique annonça M. Schœntzler.

Cécile eut un sursaut. Cochard fit une grimace. Cette visite tombait mal.

— Tu ne lui as pas dit que j'étais en conférence avec une dame ?

— M. Schœntzler insiste. Il a quelque chose de très pressé à dire à Monsieur. Il vient tout exprès des Murelles.

Un pas nerveux retentissait dans l'antichambre. Cochard, inquiet, demanda :

— C'est M. Schœntzler qui fait ce bruit?

— Oui, Monsieur. Il a l'air contrarié.

Cochard eut une soûleur. Avait-il par hasard mécontenté le puissant seigneur des Murelles?... commis quelque gaffe qui ne fût pas de son goût?... La scène de la gare, narrée par le *Petit Progrès*, lui déplaisait-elle à présent?... Pourtant Cochard n'avait rien fait que sur les avis, autant valait dire sur les ordres, de Schœntzler. Mais, de la part d'un homme aussi bilieux, et qui avait un mauvais estomac, on pouvait tout craindre...

— Faites entrer M. Schœntzler, dit-il dans une angoisse. Toi, Cécile, file par cette chambre.

Il lui indiquait une porte à côté de la cheminée.

— M'en aller? Pourquoi? fit Cécile dont cet incident piquait la curiosité. Je ne me vois pas prenant la fuite devant M. Schœntzler.

— Mais...

Il était trop tard. Schœntzler entrait.

Trente-huit ans. Une tête d'avoué poil rouge, aux lèvres minces, avec une perpétuelle moquerie dans les yeux. La tournure d'un gentleman. Très soigné. Des mains fines. Tel était cet agriculteur millionnaire qu'on n'eût certes pas pris pour un homme de son métier et qui du reste ne l'exerçait que par l'intermédiaire de ses régisseurs.

En apercevant Cécile chez son père, il eut un mouvement de surprise aussitôt réprimé dans une salutation où il mit un peu trop de respect.

Cochard s'était porté à sa rencontre. Tous deux s'interrogèrent muettement. Schœntzler semblait demander si Cécile allait rester là...

Après avoir joui un peu de leur embarras et surtout de la confusion de son père, elle dit, très aimable :

— Messieurs, je respecte vos secrets. Je vous autorise à parler tout bas. Tenez, si vous voulez, je me boucherai les oreilles.

Elle fit le simulacre de cette action avec un joli geste des deux bras dont Schœntzler admira la grâce.

Pendant ce temps Schœntzler avait retrouvé toute sa présence d'esprit.

— Madame, dit-il, je n'ai aucun sujet de vous condamner à un tel supplice. Je venais simplement rédiger sur le bureau de monsieur votre père une annonce très urgente qui doit paraître dans l'*Éclaireur* de ce soir.

— En tête du journal? demanda malignement Cécile.

— Non, Madame. A la quatrième page. Il s'agit prosaïquement d'une affaire d'engrais. La chose n'en est pas moins importante, et il y faut le consentement de M. le propriétaire du journal.

« Blagueur! » pensa Cécile.

— Vous permettez, Madame?

— Ah! tout pour l'agriculture!...

Schœntzler détacha un feuillet de block-notes, y traça quelques lignes et le remit à Cochard.

— Voyez si ça pourra passer ainsi?

Malgré l'effort de son observation aiguë, Cécile fut impuissante à lire sur la physionomie de son père le sens de la communication de Schœntzler. Tout ce qu'elle y démêla, c'est que Cochard apprenait une nouvelle et l'accueillait avec autant de satisfaction que de surprise. Maintenant, quelle était cette nouvelle?... En lui épargnant un supplice, Schœntzler lui en avait infligé un de pire pour sa curiosité de femme. Elle sentait ses nerfs tendus à se rompre.

— Vous approuvez? demanda Schœntzler à Cochard.

— Parfaitement, répondit celui-ci.

Il glissa le feuillet dans une serviette de maroquin où ce mot : *L'Éclaireur*, était frappé en lettres d'or; et son visage reprit toute la fatuité sereine que la survenance de Schœntzler lui avait fait perdre un moment.

— Alors, tout va bien, dit Schœntzler.

Il saluait, pour sortir.

— Restez donc un peu, monsieur Schœntzler, murmura Cécile. J'ai une explication à vous demander.

— Une explication?... Je suis à vos ordres, Madame.

Avec l'aisance d'une femme qui reçoit un intime dans son boudoir, elle désigna un tabouret à Schœntzler et s'alanguit sur son fauteuil en une pose tout à fait charmante.

— Je ne vous retiendrai pas longtemps. Est-ce vrai, ce que dit papa, que vous êtes mon ennemi?

— Moi, Madame? Votre victime, difficilement résignée... Rien de plus.

— Non, papa a bien précisé. Il a dit mon *ennemi*.

Schœntzler haussa les épaules.

— Eh bien, fit-il sans ménagement pour son protégé, il a dit une sottise.

Cochard ne broncha pas.

— A la bonne heure! prononça Cécile en faisant perler ses mots. Cela n'aurait pas eu le sens commun. Papa est un passionné. Une autre question, monsieur Schœntzler...

— Parlez, Madame.

— Que vous ne soyez pas l'ami de mon mari, je me l'explique jusqu'à un certain point. C'est humain. Mais, comme galant homme, est-ce que vous pouvez approuver les procédés de mon père vis-à-vis de M. de Montpersan?... par exemple, cet abominable scandale à la gare?...

— Mon Dieu, Madame, quand on se jette dans la mêlée politique...

Il s'arrêta, pris par le magnétisme des deux beaux yeux enveloppants.

— ... Cependant, acheva-t-il, je conviens que M. Cochard aurait pu mettre infiniment plus de discrétion...

— Cela suffit, Monsieur, déclara-t-elle en se levant, sûre du désir qu'elle avait réveillé. Comme gage de votre sincérité, voulez-vous m'accompagner jusqu'à ma voiture?

— Très volontiers, Madame.

— Bonjour, papa, fit-elle en jetant à Cochard un coup d'œil qui équivalait à une déclaration de guerre.

Et elle sortit, appuyée au bras de Schœntzler, vaguement honteux.

VIII

Cochard fut abasourdi de ce trait d'audace.

Mais c'était bien Cécile... Elle était toute là!

Non moins inquiétante lui paraissait la facilité de Schœntzler à se laisser faire.

Quel diable d'homme, ce Schœntzler! C'était un patronage singulièrement dangereux et mobile que le sien...

Toutefois il fallait le subir, avec tous ses caprices, jusqu'au jour où les rôles changeraient. Et, pour faire changer les rôles, M. Aristide Cochard n'attendait qu'une chose : être à la Chambre.

Il se promettait d'oublier bien vite qu'il y serait entré par la grâce de M. Schœntzler.

Le gros homme eut un sourire haineux. Quoi! on l'avait qualifié de sot et l'on avait désavoué sa conduite — dont on était l'inspirateur — sous le prétexte d'une galanterie déloyale et lâche?

« Il est cynique ! » pensa Cochard.

Pourtant il réfléchit, finit par se dire que l'incident ne pouvait avoir aucune conséquence, et il conclut :

— Sachons-lui tout de même gré d'avoir compris la situation politique et de m'orienter dès maintenant vers un succès certain...

Dix heures sonnaient.

— Voici M. Baizien, fit le domestique entr'ouvrant la porte.

— Il est exact. Priez-le d'attendre un instant.

Installé à son bureau-ministre, Cochard relut béatement, avec des frissons d'aise, les nouvelles instructions de Schœntzler...

— A la bonne heure! cette fois nous sommes dans la vérité pratique...

Voici ce que disait le puissant seigneur des Murelles :

« Soyez content. Nous changeons notre fusil d'épaule. Tout à coup le ministre de l'agriculture me refuse ma station d'étalons! Tant pis pour le gouvernement! L'échec de MM. les parlementaires n'en sera que plus complet. Nous passons au Général, voilà qui est dit. Vous poserez votre candidature d'ici trois ou quatre jours, dans une réunion publique que je vais organiser aux Murelles. Profitez de l'élection de Paris pour *rallier* tout de suite l'*Éclaireur*. Il n'y a pas une minute à perdre. Il ne faut pas que votre nom sorte comme d'une boîte à surprises. Quelques numéros du journal suffiront à y préparer l'opinion. Je vous recommande de la prudence et du tact, surtout vis-à-vis de votre « père Baizien » qu'il nous importerait de conserver. Ne le lâchez que s'il n'y a pas moyen de faire autrement. Le reste me regarde. Comprenez-vous qu'ils m'aient refusé cette station d'étalons, surtout quand je leur avais donné à entendre que l'on pourrait compter sur mon concours pour le 17?... Et cela, au lendemain du triomphe de Boulanger!... C'est une infamie et une imprudence. Mais je saurai ce qu'il y a là-dessous. En attendant, marchez ! »

Il était tout prêt à marcher. Par exemple, Schœntzler avait bien fait de le prévenir avant l'entrevue avec le père Baizien. A quoi tiennent les choses!... Justement il avait donné rendez-vous à Baizien pour lui annoncer ses intentions de candidature nettement républicaine et anti-boulangiste. Comment, ensuite, s'y serait-il pris pour expliquer une conversion aussi rapide?... Cochard n'aimait pas à passer pour un palinodiste.

Enfin, voilà qui était bien. Il se trouvait en bonne « posture ». Il allait pouvoir parler en maître, en homme sûr de lui. Son rêve, patiemment caressé depuis l'aurore boulangiste, depuis les premiers symptômes de cette mal'aria qui avait enfiévré peu à peu tant d'ambitions ignorées ou déçues, prenait corps...

Il réfléchit, mesura toute la distance qu'il y avait entre lui et le bonhomme Baizien. Il songea aux scrupules possibles du petit vieillard, mais aussi à sa timidité et à sa pauvreté.

Rassuré, il sonna.

— Introduisez M. Baizien.

Jean Carol.

(*A suivre.*)

ADOLPHE MONOD

M. Stapfer aime les diptyques. Il a fait *Molière et Shakespeare;* il a fait *Racine et Victor Hugo ;* il nous donne aujourd'hui *Bossuet et Monod.* Cette fois, il est vrai, ce n'est pas proprement un diptyque; c'est une étude continue sur deux grands ministres de la parole de Dieu et sur les questions qui ont le plus souvent occupé leur esprit, sans que jamais l'auteur attache sa pensée à l'un beaucoup plus qu'à l'autre, et, au contraire, avec une préoccupation constante

de les rapprocher l'un de l'autre, d'où il résulte que l'ouvrage a une véritable unité.

Par exemple, dans les nombreuses pages que M. Stapfer intitule formellement *Adolphe Monod*, il est question tout autant, ou à bien peu près, de Bossuet que de Monod, et les citations de Bossuet sont même plus nombreuses, je crois, que celles du célèbre pasteur protestant.

Il faut tout de suite dire que cela a un grand inconvénient. Quelque grand que soit Adolphe Monod (et il est grand), il n'est rien, mais absolument rien du tout auprès de Bossuet. Or l'impartialité même, la respectable impartialité de M. Stapfer, se tourne malgré lui en une partialité apparente, et l'impression dernière est que voilà un livre qui fut destiné à écraser Adolphe Monod sous Bénigne Bossuet.

A chaque page : Voyez, nous dit M. Stapfer, comme Bossuet traite cette question ; et il cite. Et puis : Voyez maintenant comment Adolphe Monod traite la même question ; ne trouvez-vous point qu'il n'est pas indigne de son redoutable prédécesseur ? Et il cite. Et c'est très bien, sans doute : mais il y a la différence du talent au génie, et rien ne montre mieux qu'il y a plus loin de zéro à un que de un à cent, et que le talent à côté du génie, c'est un pur rien à côté de quelque chose. *Quanto homo homini præstat*, dit le parasite de Térence.

Aussi, moins impartial que M. Stapfer, et sectaire, comme on sait que je le suis toujours, je ne parlerai ici que de cet Adolphe Monod, que le public ne connaît pas assez, et qui fut un très grand esprit et une très grande âme.

* *
*

Dans sa carrière, qui fut courte, car il ne vécut que cinquante ans environ, et ne prêcha que vingt-cinq années, Adolphe Monod n'eut pas une seule pensée qui ne fût au service de Dieu. On peut dire qu'il n'eut rien de terrestre et qu'il vécut littéralement de la *vie éternelle*, en communication constante avec l'infini. C'était, dans le sens absolu du mot, une âme chrétienne.

Bien entendu, il en fut effrayant. Quand il débuta, à Lyon, les fidèles se regardèrent les uns les autres avec effarement. Quel était celui-là ? Point du tout « le monsieur en costume décent qui tient des discours honnêtes », comme Joseph de Maistre a défini le pasteur protestant. Point du tout le rationaliste, agrémentant de quelques vagues citations bibliques la profession de foi du Vicaire savoyard. Point du tout le professeur de morale à qui le dogme semble inconnu, et qui se montre aussi bon précepteur de christianisme que pourrait l'être La Bruyère : « On veut de la morale dans les sermons, disait assez dédaigneusement Bossuet ; et on a raison, pourvu qu'on entende que la morale chrétienne est fondée sur les mystères du christianisme. Ce que je vous prêche, je vous le dis, est un grand mystère en Jésus-Christ et en son Église ; et ce mystère est le fondement de cette belle morale qui unit tous les chrétiens. »

Adolphe Monod ne l'entendait pas autrement ; il ne reculait pas devant les obscurités à éclaircir, et, ce qui est plus brave, devant les obscurités à reconnaître et à adorer avec tremblement ; il apparaissait à ces messieurs de Lyon, vers 1825, comme un revenant du XVIe ou du XVIIe siècle, comme un Luther ou un Bossuet, comme un Calvin ou un Saurin, et ce fut un grand scandale, tel qu'ils l'obligèrent à descendre de sa chaire, d'où tombaient de trop austères paroles ou de trop dures vérités.

La petite protestation rationaliste de ces messieurs, respirant le plus pur esprit philosophique, est digne d'être rapportée en partie :

« ... Les agitations provoquées ailleurs par le zèle imprudent de quelques ministres *avides d'exhumer d'anciennes doctrines* que le *bon sens* et la *raison* de l'homme, *mieux développés qu'à l'époque de la Réformation*, avaient *sagement mises sous le scellé*, n'avaient heureusement point envahi le seuil de notre église... Les élans de M. Monod, les anathèmes qu'il lance sur l'espèce humaine à l'exclusion de sa personne, *l'enseignement d'une foi extatique préférable à toutes les œuvres*... tout cela ne peut être toléré à côté des discours plus *rationnels* et plus évangéliques de nos autres pasteurs... Que ce ne soit pas dans notre Église qu'il répande le *malaise* et blesse *la Raison émanée de la Divinité.* »

Bref, Monod était un prêtre et les bonnes gens de Lyon ne pouvaient pas l'écouter sans « malaise », et ils s'en débarrassaient ; le rôle d'un prêtre étant, comme on sait, d'entretenir les âmes dans un certain bien-être, une quiétude confortable et une tendre satisfaction de soi.

Monod alla porter ailleurs sa parole rude, ou plutôt sa pensée sévère enveloppée de la forme la plus classique et la plus gravement littéraire et élégante. Il séjourna à Montauban, assez longtemps, puis vint à Paris pour étonner et édifier les âmes des fidèles, pour émerveiller les esprits les plus indépendants et les plus difficiles, comme Rémusat, et pour faire dire au grand orateur, Michel de Bourges : « C'est tout simplement le plus grand orateur du siècle. »

Il s'en faut de quelque chose, à mon avis ; mais c'est bien un grand orateur, par la magnifique (et simple) architecture de ses harangues, par l'admirable, l'impeccable langue, classique, grave, ferme, nette, spacieuse et nombreuse, qu'il parle, comme s'il était né vers 1680 et se fût mis à parler au commencement du XVIIIe siècle ; enfin par le foyer tou-

jours allumé, toujours ardent, qui dans tout cela met la chaleur, la vie, le mouvement et une émotion à la fois maîtrisante et étreignante.

Je connais peu de choses plus belles, plus inquiétantes et terrifiantes, tout en restant calmes de tout le calme de la force, et ne comportant, on le sent, aucune gesticulation mélodramatique, que tel fragment d'un sermon, bien intitulé : *Êtes-vous un meurtrier?*

« Le choix de ce texte vous surprend, a dit en commençant l'orateur. Comment croire que parmi ces personnes qui sont devant moi il y en a qui soient capables de transgresser le commandement : Tu ne tueras point? » — Et cependant ce sont bien des meurtriers que l'orateur a devant lui, et voyez comme il sait le leur dire :

Avez-vous tué? Tuer, ce n'est pas seulement causer la mort d'un homme sur le coup; c'est aussi la causer après une semaine, après une année, plus tard encore. Ce n'est pas seulement ôter la vie, c'est l'abréger. Avez-vous abrégé les jours de quelqu'un? Avez-vous, dans la chaleur d'une querelle, dans l'emportement de la colère, porté à une femme, à un enfant, à un domestique, à un ouvrier de ces coups furieux, ou lui avez-vous fait souffrir de sang-froid de ces mauvais traitements prolongés qui défigurent le corps, en dérangent l'équilibre, en détruisent la vigueur? Avez-vous, dans vos manufactures, abusé des besoins du pauvre et de la faiblesse de l'enfance pour les charger d'un travail excessif qui les fait végéter, languir, pâlir et mourir lentement au profit de votre bien-être et de votre orgueil? Avez-vous par votre avarice, par votre dureté, par votre injustice, opprimé un inférieur, découragé une industrie, traversé la carrière d'une famille, ôté à un père son travail, à une mère son sommeil, à des enfants leur pain? Avez-vous entraîné un compagnon, un ami — un ami! — dans l'excès du manger et du boire, ou dans les convoitises de la chair, qui ont altéré, ruiné pour jamais sa santé? Avez-vous, *en déchirant une réputation, en troublant un ménage, en brisant une âme tendre par vos froideurs, en payant les bienfaits par l'ingratitude, déposé dans le sein de quelque personne, peut-être d'un mari ou d'une femme, que sais-je? d'un père ou d'une mère, une de ces douleurs profondes, incurables, qui bouleversent l'existence, brisent jusqu'aux forces du corps et font descendre au sépulcre avant le temps?...*

Est-ce frapper assez juste? Est-ce direct, pénétrant et fort? Ne nous sentons-nous pas tous atteints par cette épée fine, aiguë et inévitable qui nous presse, qui nous poursuit et que nous sentons qui nous entre en pleine chair?

Et nous y voilà. Voilà le rôle du prédicateur. Il doit nous forcer à faire notre examen de conscience, cet examen qui nous est prescrit aussi bien par l'Église protestante que par l'Église catholique, et aussi bien par l'école stoïcienne que par l'Église chrétienne et que nous ne faisons jamais, si l'on ne trouve pas le moyen de nous y contraindre par de rudes et contraignants avertissements. Un mot échappé à Renan semble, avec raison, très condamnable à M. Stapfer : « Je ne sens aucun mal en moi »; et, certes, on peut, et vraiment il faut le rapprocher du mot contraire, et celui-là vénérable, de Joseph de Maistre : « Je ne connais pas la conscience d'un coquin; mais je connais la conscience d'un honnête homme : c'est horrible. » — Mais cependant, tout au fond, soyez sûr que ces deux mots ne sont pas si loin, encore qu'il y ait une forte nuance, de se valoir.

Tous les deux sont trop généraux pour être absolument sérieux. Tous les deux peuvent être dits avec un sourire. Ce qui est profond, ce qui est intime, ce qui est grave, ce qu'on ne dit point par boutade, ou même sérieusement, mais en passant, *sicut canis bibens raptim ad Nilum et fugiens*, ce sont des choses plus particulières, plus spéciales, plus circonscrites. C'est : « *Tel jour*, je n'ai pas menti, non, mais par une réticence qui a pu laisser croire que je pensais de telle façon, j'ai trahi la vérité, et je n'ai pas menti, mais j'ai été un menteur. *Tel jour* par un manquement à mon devoir, je n'ai pas volé, non, mais je n'ai pas gagné intégralement l'argent qu'on me donne pour faire telle chose; je n'ai pas volé, non, mais j'ai fait un acte qui sent le voleur. *Tel jour*, par telle parole dure « brisant une âme tendre », je n'ai pas tué, sans doute; mais j'ai peut-être été un meurtrier à longue échéance. Et que de mensonges, que de vols, que de meurtres, à le prendre ainsi, et il faut le prendre ainsi, pour ne pas, en s'habituant aux premiers pas sur la pente, rouler bientôt jusqu'au bas, que de mensonges, que de fourberies, que de vols et que de meurtres remplissent, tapissent, obstruent et comblent « la conscience d'un honnête homme »!

C'est cet examen de conscience qu'un homme comme Adolphe Monod nous contraint impérieusement à faire et, c'est à un homme comme lui qu'on peut dire ce que Talleyrand disait gravement et laconiquement à Dupanloup, en s'inclinant : « Monsieur, vous êtes un prêtre. »

Cet examen de conscience du haut de la chaire était une des méthodes de Monod et le caractère austère et scrupuleux de son enseignement religieux se marque là plus que partout ailleurs. Voyez encore un peu comme il nous montre (car vraiment devant ces textes si vivants, je crois y être, et entendre sa voix profonde et voir sa figure ravagée de malade et d'apôtre), comment, tous tant que nous sommes, nous violons quotidiennement tous les commandements de l'Église et de la morale :

Prenons ces dix commandements qu'on vous lit tous les dimanches et qui renferment la loi de Dieu tout

entière. N'en avez-vous violé aucun? Que dis-je? Ne les avez-vous pas violé tous, depuis le premier jusqu'au dernier? N'avez-vous jamais eu d'autres dieux devant la face du vrai Dieu et ne vous êtes-vous jamais fait des images taillées pour vous prosterner devant elles? C'est-à-dire n'avez-vous pas aimé quelque chose plus que Dieu et ne vous êtes-vous point fait des idoles de votre argent, de vos convoitises, de vos affections?... N'avez-vous jamais manqué à l'honneur que vous devez à vos pères et à vos mères? N'avez-vous jamais tué, c'est-à-dire, comme l'explique l'apôtre, nourri quelque sentiment de haine et de vengeance? N'avez-vous jamais commis l'adultère, c'est-à-dire, comme l'explique le Seigneur, regardé une femme avec des yeux de convoitise? N'avez-vous jamais dérobé, jamais employé, pour faire fortune, quelqu'une de ces fraudes ou de ces infidélités dont le commerce est si rempli? N'avez-vous jamais dit de faux témoignage, jamais calomnié, jamais médit, jamais menti?... Ah! si vous hésitez à vous condamner vous-mêmes, voici ce que déclare de vous, de chacun de vous, Dieu dans sa parole : « Il n'y en a point qui fasse le bien, non, pas même un seul. De mille articles ils ne peuvent répondre sur un seul. Tous ont péché. Que toute bouche soit fermée et que tout le monde soit reconnu coupable devant Dieu.

Oui, cet homme fut un vrai orateur chrétien; il en avait l'élévation, la profonde conviction, l'autorité, l'ardeur, la passion, l'onction même, quoique plus rarement et quoiqu'on regrette un peu que ce grand cœur résiste un peu, on le sent, à s'attendrir.

Je remercie M. Stapfer de nous avoir fait connaître cette grande figure et cette grande parole et de nous avoir invités d'une manière si aimable et si persuasive (c'est la sienne toujours) à lier avec le grand ministre protestant du XIXe siècle un commerce plus intime. Où est la collection des sermons d'Adolphe Monod? Cela devrait être indiqué dans le volume de M. Stapfer. Je ne vois pas que la mention en soit faite nulle part, ou bien c'est qu'elle se dissimule. Il faudrait qu'elle frappât les yeux. Dans une seconde édition il faudra réparer cela, comme il faudra n'y pas laisser que les jeunes filles de Saint-Cyr jouèrent si bien *Esther* qu'il fut décidé qu'elles ne la joueraient plus. Ce n'est pas d'*Esther* que cela a été dit par Mme de Maintenon, c'est-à-dire par la raison même, c'est d'*Andromaque*.

Les conclusions de M. Stapfer m'étonnent un peu. Non pas qu'il y ait dit du mal ou de Bossuet ou de Monod. Ne le croyez capable ni de l'un de l'autre. Non pas que je m'inscrive en faux contre le magnifique hommage qu'il rend à Bossuet pour avoir littéralement prédit en toutes ses phases et presque en tous ses détails la crise religieuse du XVIIIe *et du XIXe siècle*. Mais M. Stapfer, peut-être par un peu de coquetterie, peut-être par un peu de pessimisme et de découragement, s'excuse, en finissant, d'avoir écrit cinq cents pages d'archéologie, l'éloquence sacrée étant morte, absolument morte, ce qui s'appelle morte, comme la jument de Roland, pis que cela, « comme la tragédie ».

Il donne des raisons de cette opinion sinistre. Il aligne des considérants. Considérant que le catholicisme, « blessé mortellement par sa dernière victoire » [infaillibilité du Pape?] « autant que par toutes ses défaites » devra désormais « ou consommer son suicide par le paradoxe désespéré de l'autorité de l'Église concentrée dans un Dieu terrestre, ou devenir simplement une branche du protestantisme »;

Considérant que le protestantisme a détruit son premier fondement, à savoir l'autorité de la lettre, pour avoir tellement scruté, secoué, élagué, corrigé, tamisé l'Écriture sainte qu'il l'a subtilisée et éparpillée à tous vents; qu'il lui est impossible désormais « de préciser la moindre doctrine vraiment chrétienne ou seulement religieuse »; et qu'il est « réduit à un sentiment vague »;

Par ces motifs, l'un et l'autre système sont morts ou vont périr, et l'éloquence religieuse avec eux.

C'est peut-être aller bien vite. Mon Dieu, cela revient à dire qu'à l'heure présente, dans le domaine spirituel, le catholicisme est une monarchie et le protestantisme une république. Est-ce une raison pour être mort? Est-ce deux raisons pour être mort? Il y a des monarchies qui sont vivaces. Il y a des Républiques qui ont la vie dure. Il ne suffit ni d'être organisé monarchiquement, ni d'être organisé démocratiquement pour descendre au tombeau.

Le catholicisme vivra certainement longtemps encore parce qu'il est une monarchie, oui, mais une monarchie où le chef élu est l'expression de la pensée de la monarchie tout entière, et par conséquent, un Dieu, si vous voulez, comme vous dites; mais un « Dieu vivant », très vivant et qui communique au corps qu'il gouverne la vie qu'il en a reçue.

Le protestantisme est une démocratie, oui, mais une démocratie qui, quoique la liberté individuelle soit sa loi, *a des traditions*, comme une aristocratie; et quand une collectivité humaine a des traditions, soyez tranquille, elle est un corps, elle est un organisme, elle vit, pour cette raison qu'a donnée je ne sais qui, et qui de toutes les choses paradoxales est la plus vraie, que ce qu'il y a de plus actuel dans le présent c'est le passé, et que ce qu'il y a de plus vivant dans les vivants ce sont les morts.

Dans ces conditions, le catholicisme vivra, et le protestantisme aussi. Ne me demandez point combien de temps: mais ils vivront. Je dirais à la manière de De Maistre : « Ils danseront sur nos tombes », si cette allure n'était pas contraire à leurs habitudes.

Et s'ils vivront, ils parleront. Ils ont traversé d'autres crises que celles d'à présent. Au XVIIIe siècle,

ils se taisaient à peu près tous les deux. Ils se sont remis à parler assez éloquemment, vous en conviendrez, à partir de 1830. Il n'y a aucune raison, forte, du moins, décisive, pour qu'il ne naisse pas demain un Adolphe Monod ou un Lacordaire. Le fonds où ils peuvent puiser existe toujours. Le talent est affaire de hasard. « Jamais les saints ne se sont tus », a dit Pascal. Tant qu'il y aura des saints dans l'une et l'autre Église, il suffit que l'un d'eux ait du talent pour que la grande éloquence religieuse renaisse. Nous pouvons très bien voir cela un de ces jours.

En attendant, relisons Monod. C'était une grande âme et une grande voix.

Émile Faguet.

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR LA BASTILLE

Le masque de fer.

Les conclusions de l'article publié dans la *Revue historique* de novembre-décembre 1894 (p. 253-303) ont été unanimement admises par la critique. Il est aujourd'hui définitivement acquis que le mystérieux prisonnier était le comte Hercule-Antoine Mattioli, secrétaire du duc de Mantoue, que Louis XIV avait fait saisir en pleine paix, sur territoire italien, pour tirer vengeance de sa trahison dans les négociations relatives à l'acquisitions de Casal. La légende, qui avait fait de l'homme au masque un frère de Louis XIV, est définitivement écartée. Un document que nous avons eu la bonne fortune de trouver en dépouillant le registre d'écrou de la Bastille, rédigé par le lieutenant de Roi, Du Junca, va porter aux histoires surprenantes dont on avait entouré le « sphinx enchaîné », pour reprendre l'expression de Paul de Saint-Victor, un coup non moins sensible.

Le Père Griffet, aumônier de la Bastille, qui tenait ses renseignements des officiers mêmes du château, qu'il voyait journellement, écrit : « Le souvenir du prisonnier masqué se conservait encore parmi les officiers, les soldats et les domestiques de la Bastille, lorsque M. de Launey, qui en a été longtemps gouverneur, y arriva pour occuper une place dans l'état-major de la garnison, et que ceux qui l'avaient vu avec son masque, lorsqu'il passait dans la cour pour se rendre à la messe, disaient qu'il y eut ordre, après sa mort, de brûler généralement tout ce qui avait été à son usage, comme linge, habits, matelas, couvertures, etc. ; que l'on fît même regratter et reblanchir les murailles de la chambre où il était logé et que l'on en défît tous les carreaux pour y en mettre de nouveaux, tant on craignait qu'il n'eût trouvé moyen de cacher quelques billets ou quelque marque dont la découverte aurait pu faire connaître son nom. »

De son côté Chevalier, qui fut nommé major de la Bastille en 1749, quarante-six après la mort de l'homme au masque, écrit :

> Le fameux homme au masque, que personne n'a jamais connu, était traité avec une grande distinction par M. le gouverneur et n'était vu que de M. de Rosarges, major dudit château, qui seul en avait soin. Il a été enseveli dans un drap blanc, neuf, qu'a donné le gouverneur, et généralement tout ce qui s'est trouvé dans sa chambre a été brûlé, comme son lit tout entier, chaise, table et autres ustensiles, ou fondu, et le tout jeté dans les latrines.

Si tels étaient les récits d'un aumônier et d'un major de la Bastille, que devaient raconter ceux qui, s'occupant du mystérieux prisonnier, étaient étrangers à la grande prison d'État? Parlant de l'époque où l'homme au masque était aux îles Saint-Marguerite, Voltaire écrit : « Un jour, le prisonnier écrivit avec un couteau sur une assiette d'argent et jeta l'assiette par la fenêtre, vers un bateau qui était au rivage, presque au pied de la tour. Un pêcheur, à qui ce bateau appartenait, ramassa l'assiette et la porta au gouverneur. Celui-ci, étonné, demanda au pêcheur : « Avez-vous lu ce qui est écrit sur cette « assiette et quelqu'un l'a-t-il vue entre vos mains ?— « Je ne sais pas lire, répondit le pêcheur, je viens de « la trouver et personne ne l'a vue. » Ce paysan fut retenu jusqu'à ce que le gouverneur se fût assuré qu'il n'avait jamais su lire et que l'assiette n'avait été vue de personne. « Allez, lui dit-il, vous êtes bien « heureux de ne pas savoir lire. »

Dans l'*Histoire de Provence* du Père Papon, il s'agit d'un linge et le dénouement est plus tragique :

> J'ai trouvé dans la citadelle un officier de la compagnie franche âgé de soixante-dix-neuf ans. Il m'a dit que son père, qui servait dans la même compagnie que lui, avait plusieurs fois raconté qu'un *frater* de cette compagnie aperçut un jour sous la fenêtre du prisonnier quelque chose de blanc qui flottait sur l'eau ; il l'alla prendre et l'apporta à M. de Saint-Mars. C'était une chemise très fine et pliée avec assez de négligence et sur laquelle le prisonnier avait écrit d'un bout à l'autre. M. de Saint-Mars, après l'avoir dépliée et avoir lu quelques lignes, demanda au *frater*, d'un air fort embarrassé, s'il n'avait pas eu la curiosité de lire ce qu'il y avait. Le *frater* lui protesta plusieurs fois qu'il n'avait rien lu ; mais, deux jours après, il fut trouvé mort dans son lit.

Tels sont les récits d'écrivains sérieux ; on imagine ce que durent être les rêveries qui ont bercé l'imagination populaire.

Aux îles Sainte-Marguerite, comme à la Bastille, le prisonnier masqué était désigné par l'expression « l'ancien prisonnier (1) » ; les autres détenus de la

(1) Voyez *Revue historique*, novembre-décembre 1894, p. 296.

Bastille étaient, à de très rares exceptions, désignés par leur nom véritable (1).

Dans le régistre d'écrou du lieutenant de Roi Du Junca (2), où celui-ci notait, au jour le jour, les détails relatifs à l'incarcération des prisonniers, — registre qui contient l'écrou de l'homme au masque (3), le seul document, avec le procès-verbal de décès rédigé par le même Du Junca, qui soit d'une authencité absolue pour l'histoire du célèbre détenu, — on lit à la date du 30 avril 1701 :

Du samedi 30 avril, sur les neuf heures du soir, M. Aumont le jeune (4) est venu, ayant amené et remis un prisonnier, le nommé M. Maranville, sous le nom de Ricarville, qui a été officier de guerre, mécontent, parlant trop et mauvais sujet, lequel j'ai reçu, suivant les ordres du roi, expédiés par M. le comte de Pontchartrain (5) ; lequel j'ai fait mettre en compagnie, avec le nommé Tirmon, dans la seconde chambre de la tour la Bretaudière (6), avec l'*ancien prisonnier*, tous les deux bien renfermés (7).

L'ancien prisonnier, dont il s'agit ici, n'est autre que l'homme au masque. Lorsque celui-ci était entré à la Bastille, le 18 septembre 1698, il avait été mis dans la troisième chambre de la tour de la Bertaudière. En 1701, la Bastille, qui ne pouvait contenir que quarante-deux prisonniers logés séparément, se trouva avoir à en loger un nombre beaucoup plus considérable. (8). Ce fut un encombrement, et nous voyons que l'on fut obligé d'en réunir plusieurs dans une même chambre. Le document que nous venons d'imprimer pour la première fois est le seul texte authentique, que nous possédions sur la détention, à la Bastille, du prisonnier masqué, de septembre 1698 à octobre 1703, en dehors des deux textes de Du Junca fixant l'écrou et le décès. Avant d'examiner les conséquences qui en découlent, voyons rapidement ce qu'étaient ces deux compagnons de chambre que l'« ancien prisonnier » reçut en avril 1701, et ce qu'ils devinrent.

Jean-Alexandre de Ricarville, dit de Maranville (9), fut dénoncé par un agent de la police secrète, qui s'appelait également Ricarville, et qui était particulièrement chargé de la surveillance des protestants. Maranville fut arrêté, sur une lettre de cachet du 27 avril 1701, à la suite d'un rapport de l'exempt Aulmont le Jeune, comme « débiteur de mauvais discours contre l'État, blâmant la conduite de la France et louant celle des étrangers, surtout celle des Hollandais ». Voici le rapport de l'exempt Aulmont ; il donne la physionomie du personnage :

Ce 17 mars 1701. — Monsieur (1), je vous envoie le mémoire qui m'a été donné par le sieur Ricarville, de ce qu'il a entendu dire le huitième du présent mois aux Cordeliers (2) par un particulier nommé de Maranville, que l'on dit être un débitant de nouvelles très mauvaises et qui tient ordinairement des discours, tels que vous voyez dans le mémoire dudit sieur Ricarville, des sieurs Couvreur, Richeville, Ollivier, un médecin dont on n'a pas pu me dire le nom et plusieurs autres personnes qui y étaient ledit jour.

J'ai voulu connaître moi-même ce particulier et je l'ay ouy parlant audit sieur Ricarville et deux autres, en ces termes : « Ces bougres d'Espagnols sont des gueux, on nous suce pour l'amour d'eux ; voilà la capitation passée qu'il faudra payer et le quart par-dessus. » Ce personnage paraît très gueux, âgé de soixante ans, ou environ, avec un très mauvais habit et ne se meslant que de débiter des nouvelles. Je ne sçay point encore sa demeure, mais, en le suivant, elle se découvrira, et j'auray l'honneur de vous en informer, et, en attendant, je suis, avec un profond respect, etc. (3).

Maranville, dit Ricarville, sortit de la Bastille le 15 octobre 1708. Il fut transféré à Charenton, où il mourut en février 1709. Une autre note nous apprend qu'il avait été officier dans les troupes du roi. Son dossier est commun avec celui d'un nommé Richard, protestant, marchand de vin, arrêté pour des raisons semblables. Richard, plus heureux que Maranville, fut mis en liberté le 13 novembre 1702 (4).

Dominique-François Thirmont, qui fut à la Bastille le compagnon de chambre de Maranville et du masque de fer, était un ancien domestique. Il avait été embastillé le 30 juillet 1700 et mis dans la deuxième chambre de la Bertaudière, où ses deux compagnons le rejoignirent plus tard. Il était accusé, dit Du Junca, de bien des choses impies et d'être sans religion (5). Son dossier, qui contient son inter-

(1) Voyez le journal de Du Junca, cité ci-dessous.

(2) Bibliothèque de l'Arsenal, ms. 5133, f° 60, recto.

(3) Folio 57, verso.

(4) C'était un exempt de robe courte.

(5) Ceci veut dire : en vertu d'une lettre de cachet contresignée par le comte de Pontchartrain.

(6) C'est-à-dire dans la chambre du deuxième étage de la tour de la Bertaudière.

(7) Journal de Du Junca, f° 60, recto. Nous avons corrigé l'orthographe de Du Junca, qui rend son manuscrit à peu près inintelligible à première vue.

(8) Voyez le journal de Du Junca. Le 26 février 1703, le nombre de prisonniers de la Bastille s'éleva exactement à 100. Journal de Du Junca, f° 87, recto.

(9) Voyez les documents publiés sur lui par Ravaisson, *Archives de la Bastille*, t. X. Voyez aux tables. Parmi ces documents, une partie se rapporte à Ricarville, mouche de la police de qui il est question ci-dessus, et une autre à un nommé Ribeyre de Ricarville, avec lesquels il faut se garder de confondre Ricarville de Maranville.

(1) Le rapport de l'exempt Aulmont est adressé au lieutenant de police d'Argenson.

(2) Le couvent des Cordeliers était alors le rendez-vous des nouvellistes.

(3) Ce document a déjà été publié par Ravaisson, *op. cit.* X, 343.

(4) Voy. le dossier aux *Archives de la Bastille*, bibliothèque de l'Arsenal, ms. 10527, et les documents publiés par Ravaisson, *op. cit.*, X, 343-66.

(5) Bibl. de l'Arsenal, ms. 5133, f° 52, recto. On trouve dans

rogatoire par d'Argenson, est rempli de formules de magie et de figures cabalistiques. François Ravaisson a publié (1) sur Thirmont les notes suivantes rédigées par d'Argenson :

Tirmont, mis au château de Bicêtre (2) le 14 décembre 1701. Il est âgé de vingt ans, originaire de Paris. Il se mêlait de dire la bonne aventure, de chercher des trésors et de débaucher des jeunes filles ; on l'a trouvé saisi de plusieurs mauvais livres, entre lesquels il y en avait un de sa main rempli de caractères magiques et de prétendus sortilèges.

En 1704. Sa raison s'égara l'année dernière (c'est-à-dire en 1703 ; il est important de noter que Tirmont n'était pas fou quand il sortit de la Bastille). Ce malheur le fit tomber en une espèce d'imbécillité qui ne lui permet plus de désirer sa sortie. Il est, cette année, dans le même état et, quoique sa folie ne soit à charge à personne, je douterais qu'il fût à propos de le rendre à sa mère qui le demande avec empressement, mais qui, n'ayant d'autre métier que celui de garder les malades, ne pourrait assurer ses subsistances.

En 1705. J'apprends que son esprit est beaucoup moins dérangé sans être tout à fait remis ; ainsi, quoique ce jeune homme soit de bonne taille pour le service et qu'il fût assez dans la disposition de s'enrôler, je n'ose en faire la proposition.

En 1707. Sa raison s'égara il y a deux ans, et ce malheur le fit tomber dans une espèce d'imbécillité qui ne lui permet plus de désirer sa sortie : il est encore dans le même état, et il semble que sa folie devienne plus fréquente et plus furieuse qu'elle n'était. Il a, depuis plus d'un an, les fers aux pieds pour empêcher qu'il n'attente à sa propre vie et à celle des autres. On a été obligé de le faire passer aux pavillons des fous.

En 1709. Il est mort.

Lors de son entrée à la Bastille, le 8 septembre 1698, l'homme au masque avait été mis dans la troisième chambre de la tour de la Bertaudière (3). Il en sortit le 6 mars 1701, pour faire place, dans la « troisième Bertaudière », à une nommée Anne Randon, « devineresse et diseuse de bonne aventure » qui y fut enfermée toute seule (4). L'homme au masque fut alors mis dans la « deuxième Bertaudière » avec Thirmont, qui s'y trouvait, ainsi que nous venons de le voir, depuis le 30 juillet 1700. Maranville vint les rejoindre le 30 avril 1701. Peu de temps après le prisonnier masqué fut encore transféré dans une autre chambre, avec ou sans ses compagnons, puisque le 26 février 1703, l'abbé Gonzel, prêtre franc-comtois accusé d'espionnage, fut enfermé « seul » à la deuxième Bertaudière (1).

Que de réflexions inspirent les faits qui précèdent ! Et d'abord, quel écroulement, non seulement de la légende, mais de ce que l'on considérait comme l'histoire même ! Au moment où l'homme au masque était réuni à des compagnons de captivité, partageant avec eux une chambre commune, d'autres prisonniers, à la Bastille, étaient maintenus rigoureusement isolés, malgré l'encombrement de la prison ; tant les motifs de leur incarcération paraissaient de plus grande conséquence (2) ! L'homme au masque est mis avec des individus de la plus basse classe, qui sortiront peu après, pour se mêler à la foule des prisonniers de Charenton et de Bicêtre ; il sera question de faire entrer l'un d'eux dans l'armée. Voilà donc ce personnage détenteur d'un secret terrible dont Madame Palatine parle déjà en termes mystérieux, ce personnage qui intrigua dans la suite les rois de France eux-mêmes, Louis XV, Louis XVI ! qui intrigua les propres officiers de la Bastille et leur fit écrire — à eux, de qui les témoignages concordants devaient entraîner la conviction des moins crédules — leur fit écrire les contes les plus éloignés de la réalité. Où sont ces égards extraordinaires dont le gouverneur de la Bastille entourait son prisonnier masqué ? Il lui fait faire chambre commune avec un nouvelliste misérable et un laquais.

L'un des arguments que nous avons fournis pour démontrer que l'homme au masque avait été Mattioli, est que son nom se trouvait en toutes lettres dans le registre mortuaire de l'église Saint-Paul à la date de la mort du prisonnier masqué. On a objecté qu'il était surprenant que le gouvernement se fût décidé à donner ainsi au public le nom d'un personnage dont il avait voulu entourer la détention d'un profond mystère. On voit que le gouvernement ne l'entourait plus d'un grand mystère et qu'il n'était nullement alarmé par la pensée que son nom pouvait être répandu dans Paris.

Enfin, quelle leçon de modestie pour les historiens ! Les écrivains qui se sont occupés de cette question avaient sous les yeux l'acte de décès (3) de

le Journal de Du Junca la date de l'embastillement de Thirmont, que le dossier du prisonnier (Bibl. de l'Arsenal, ms. 10 27) donne d'une manière inexacte.

(1) *Archives de la Bastille*, X, 273-274.

(2) A sa sortie de la Bastille.

(3) Journal de Du Junca, Bibl. de l'Arsenal, ms. 5133, f° 37, verso.

(4) Journal de Du Junca, Bibl. de l'Arsenal, ms. 5133, f° 57, verso. Anne Randon (Du Junca écrit : Rondon) fut mise en liberté, avec un exil à Reims, son pays, le 19 avril 1704. Bibl. de l'Arsenal, ms. 10 27.

(1) Journal de Du Junca, Bibl. de l'Arsenal, ms. 5133, f° 87, recto.

(2) Citons pour exemple la notice suivante qui, dans le Journal de Du Junca, précède immédiatement l'écrou de Maranville mis avec l'homme au masque : « Du même jour, vendredi 19 avril (1701), sur les neuf heures du soir, le même M. Aumont le jeune est revenu ayant amené et remis le sieur Charetier, de la religion protestante, entrepreneur des bâtiments... lequel j'ai fait mettre seul, à la seconde chambre de la tour de la Liberté, bien renfermé, ni nulle communication avec personne. » (Ms. 5133, f° 87, recto.)

(3) Cet acte était conservé dans les Archives de la ville de

l'église Saint-Paul où le nom du prisonnier était écrit en toutes lettres. Ils avaient eu entre les mains le journal de Du Junca d'où nous avons tiré les faits qui précèdent ; ce qui ne les a pas empêchés de remplir leurs livres des dissertations les plus extraordinaires. Nous avions, nous aussi, lu ces textes plus d'une fois, sans en voir les conséquences. En 1898 paraît encore un livre (1), dont l'auteur, président de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux, s'efforce d'établir que l'homme au masque fut Molière !

La tour de la Liberté.

La Bastille avait, comme on le sait, huit tours, huit tours crénelées, sombres, massives, percées de rares fenêtres aux grilles de fer, et dont les pieds, au fond des fossés, plongeaient dans une eau boueuse. Dans ces tours vivaient les prisonniers.

Ces huit tours s'appellaient : tour de la Bazinière, tour de la Bertaudière, tour du Puits, tour du Coin, tour de la Chapelle, tour du Trésor, tour de la Comté et tour de la Liberté (2). Les érudits ont recherché l'origine du nom de ces diverses tours. Voici leurs conclusions (3).

La tour de la Bazinière occupait l'angle S.-S.-O. du rectangle que formait la Bastille. Elle dut son nom à Macé Bertrand, seigneur de la Bazinière et de Clichy-la-Garenne, qui y fut enfermé de 1663 (4) à 1667 (5). Macé de la Bazinière avait succédé, en avril 1643, comme trésorier de l'Épargne, à son père qui portait les mêmes noms et prénoms (6). Au dire de Tallemand des Réaux, ce père, Macé Bertrand, premier du nom, était fils d'un paysan d'Anjou qui fut d'abord laquais chez le président Gayan ; « c'estoit mesme un fort sot garçon ». Le fils fut embastillé à la suite des affaires de Foucquet et taxé par la Chambre de justice à six millions. Il mourut le 3 novembre 1688 (7).

Paris. Il fut détruit dans l'incendie de 1871. Le fac-simile en a été publié dans la traduction anglaise du livre de Marius Topin, (*l'Homme au masque de fer* traduit par Vizetelly ; Londres, 1870), et inséré dans la cinquième édition française (1878). M. P. Bertrand l'a reproduit dans la *Revue Encyclopédique* du 1er avril 1894, p. 151.

(1) Anatole Loquin, d'Orléans, *Molière à Bordeaux, avec des considérations nouvelles sur ses fins dernières à Paris* ; Paris, Bordeaux et Orléans, 1898, 2 vol. in-8°.

(2) Voyez les différents plans de la Bastille qui ont été publiés, et particulièrement dans le bel ouvrage de M. Fernand Bournon, *la Bastille* ; Paris, 1893, gr. in-4°.

(3) Nous empruntons la plupart des détails relatifs aux noms des tours à l'ouvrage de M. Bournon, cité dans la note précédente.

(4) La lettre de cachet pour l'entrée à la Bastille fut signée le 8 avril 1663. Fr. Ravaisson, *Archives de la Bastille*, I, 346.

(5) La lettre de cachet pour la sortie fut signée le 14 mai 1667, *ibid.*

(6) Voyez la notice de M. Arthur de Boislisle dans son édition des *Mémoires de Saint-Simon*, XI, 170.

(7) De Boislisle et Bournon, *op. cit.*

La deuxième tour en façade sur la rue Saint-Antoine, la tour de la Bertaudière, dut également son nom à un prisonnier, La Bertaudière, mais sur lequel nous n'avons pas de détails comme sur le précédent. On vient de voir que c'est dans la tour de la Bertaudière que fut enfermé l'homme dit au masque de fer.

Le nom de la tour du Puits s'explique par sa position auprès du puits qui se trouvait dans la seconde cour de la Bastille et qui avait également donné son nom à cette cour.

La tour du Coin était située à l'angle N.-N.-E., prenant vue en même temps sur le boulevard et sur le faubourg Saint-Antoine et tirant son nom de cette position.

La tour de la Chapelle devait sa dénomination au voisinage de la chapelle de la Bastille qui fut, jusqu'au milieu du XVIIe siècle, établie dans le massif de maçonnerie surmontant l'ancienne porte du faubourg. La chapelle fut alors changée de place et établie dans le massif opposé, celui qui était entre les tours de la Liberté et de la Bertaudière. Ainsi s'explique que, sur les plans publiés à l'époque de la Révolution, la tour de la Chapelle se trouve éloignée de la chapelle à laquelle elle devait son nom.

L'origine du nom de la tour du Trésor serait ancienne si on la faisait remonter — non sans vraisemblance — à l'époque du dépôt à la Bastille de la dot de Valentine de Milan. La Bastille reçut en garde les sommes considérables qu'Henri IV mettait en réserve. On connaît les vers de Regnier :

> Prenez-moi ces abbés, ces fils de financiers,
> Dont, depuis cinquante ans, les pères usuriers,
> Volant à toutes mains, ont mis en leur famille
> Plus d'argent que le roi n'en a dans la Bastille.

La tour de la Comté formait l'angle S.-S.-E. du parallélogramme. M. Bournon estime qu'elle dut cette dénomination à la dignité féodale qu'on appelait Comté de Paris. Cette hypothèse, dit-il, a d'autant plus de poids que les prévôts de Paris s'appelèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime « prévôts de la Ville et Vicomté de Paris ».

Reste la tour de la Liberté.

A propos de cette appellation bizarre et d'une ironie sinistre, appliquée à une tour où l'on embastillait les gens, les érudits se sont creusé la tête. — Tour de la Liberté ?

On a dit, écrit M. Bournon, qu'elle avait été ainsi dénommée par une cruelle antithèse, sans s'apercevoir que l'ironie aurait pu aussi bien s'appliquer aux sept autres tours de la forteresse. Peut-être aimera-t-on mieux admettre qu'elle servit à une évasion heureuse ; mais aucun fait, à notre connaissance, ne confirme cette supposition ; il est même notoire que les évasions, accomplies ou non, furent presque toujours tentées du côté opposé, du

côté de la campagne, qui, pour les prisonniers, semblait, mieux que la ville, promettre la liberté (1).

Une lecture attentive du Journal tenu par le lieutenant de Roi à la Bastille, Du Junca, nous a fait découvrir, sans doute possible, l'origine de cette dénomination si étrange pour la tour d'une prison d'État. Ces détails sont d'ailleurs intéressants parce qu'ils contribuent à faire connaître le régime intérieur de la célèbre forteresse.

Prenant en main les fonctions de lieutenant de Roi, le 10 octobre 1690, Du Junca dresse l'état des prisonniers qui se trouvaient à ce moment à la Bastille. Il les divise en deux classes : les prisonniers *renfermés* et les prisonniers qui sont *dans la liberté*. Le sort des détenus à la Bastille, sous Louis XIV, variait considérablement. Les uns étaient condamnés à une captivité rigoureuse, les autres, au contraire, jouissaient de beaucoup de liberté et de faveurs. Entre autre faveurs, ces derniers avaient celle de se promener librement, les uns avec les autres, durant le jour, dans l'intérieur de la Bastille, particulièrement dans la cour, où ils organisaient des jeux de boule et autres ; ils n'étaient renfermés dans leurs chambres respectives que la nuit.

Après avoir établi la liste des prisonniers *renfermés* qu'il trouva à son arrivée à la Bastille, Du Junca ajoute :

Plus à compter les prisonniers de la *Liberté* et leurs valets :
Monsieur de Crussol, détenu et entretenu par ses parents.
Monsieur Poncet.
Monsieur le comte d'Amoresty, piémontais.
Monsieur le baron de Klengel de Saxe.
Monsieur de Klengel, son frère.
Monsieur Morel, médaliste (2) et Souice (Suisse).
Monsieur Martinon, pour MM. les intéressés (3).
Monsieur de Grulle, pour affaire de la douane.
Monsieur de Saint-Georges, affaire de marine.
Monsieur Eymery, pour l'argent qu'il doit au Roy.
Nombre de dix prisonniers *dans la liberté*.

Plus pour les valets qui servent les prisonniers de la *liberté* :
M. d'Amoresty en a un.
MM. de Klengel en ont deux.
Nombre de trois valets.

M. de Crussol ne coûte rien au Roy étant entretenu par ses parents.

Total de prisonniers *renfermés* et de ceux qui sont dans *la liberté* que le roy nourrit, et leurs valets dans la Bastille, qui sont au nombre de 72 maîtres, que le roy entretient. Plus le nombre de 12 valets (4).

(1) Fern. Bournon, *la Bastille*, p. [illegible].
(2) Lisez *médailliste*. Morel avait été embastillé pour avoir refusé de travailler au catalogue des médailles du Roi.
(3) Martinon avait été arrêté pour malversations à la requête des fermiers généraux.
(4) Journal de Du Junca, Bibl. de l'Arsenal, ms. 5133, f° 2 verso-3.

Si, après avoir lu ce texte très précis, nous parcourons le Journal de Du Junca et considérons avec attention les notices individuelles qu'il a consacrées à chaque prisonnier, nous voyons que tous les prisonniers qui *étaient dans la liberté de la cour*, c'est-à-dire qui jouissaient du régime de faveur, étaient enfermés dans la tour de la Liberté. D'autre part, aucun de ceux qui sont dans les autres tours de la Bastille n'a la liberté de la cour.

Transcrivons deux de ces notices, pour exemple :

Du mercredi 30[e] janvier (1692), à dix heures du matin, M. le comte de Choiseul a porté l'ordre (1) et menant avec lui M. le chevalier de Choiseul, son parent, lieutenant de vaisseau, pour rester à la Bastille jusques à nouvel ordre de M. de Pontchartrain, lequel on a mis dans la première chambre de la *tour de la Liberté* ayant aussi la liberté de la cour (2).

Du vendredi, premier jour du mois de février (1692), à quatre heures du soir, M. Depois, officier de la prévôté, a conduit ici, traduit de Vincennes (3), M. de Vanbrug, anglais, qui avait aussi sorti des prisons de Calais, lequel on a mis dans la liberté de la cour, dans la quatrième chambre de la *tour de la Liberté*, avec MM. de Poncet de la Saint-Pré et Saint-Georges, par ordre de M. de Pontchartrain (4).

Lorsque la tour de la Liberté est toute pleine de prisonniers, on met les détenus qui ont la liberté de la cour dans d'autres chambres, mais toutes rapprochées de la tour de la Liberté :

Du samedi 13[e] octobre (1691), à six heures du soir, M. le comte de La Vauguyon a été conduit ici par ordre du Roy, par un exempt de la Prévôté venant de Fontainebleau, lequel on a mis à côté de la tour de la Liberté au-dessus de la Chapelle, auquel le Roy donne la liberté de la cour et de voir tous ses amis, l'ordre ayant été envoyé par M. de Pontchartrain (5).

Des textes qui précèdent la conclusion se dégage avec netteté et sans doute possible. La tour de la Liberté, à la Bastille, a dû son nom à ce fait qu'on y plaçait les détenus qui, à la Bastille, jouissaient d'une plus grande liberté que les autres, ceux que l'on appelait les « prisonniers de la liberté ». Si l'on veut d'ailleurs réfléchir un instant on verra que le fait de réunir ensemble les prisonniers jouissant d'un régime de faveur n'avait rien que de naturel. C'était pour la commodité du service, ces prisonniers étant soumis à un même régime ; et c'était pour éviter les communications entre ces détenus, qui entretenaient de fréquents rapports avec l'extérieur, et ceux qui

(1) L'ordre du Roi, la lettre de cachet.
(2) Journal de Du Junca, f° 9.
(3) C'est-à-dire transféré de la prison du donjon de Vincennes.
(4) Journal de Du Junca, f. f. 9 verso.
(5) *Ibid.*, f° [illegible].

étaient condamnés à une réclusion sévère, avec interdiction d'avoir aucune communication avec le dehors.

Le peu de surveillance que les officiers de la Bastille exerçaient sur les prisonniers *de la liberté* favorisa l'évasion de l'un d'eux, le comte Boselli (1). Il est intéressant de transcrire la notice que Du Junca a consacrée à cet épisode car nous y voyons bien le régime auquel étaient soumis les prisonniers logés dans la tour qui nous occupe.

La nuit du mardi 30e et du mercredi 31e du mois d'août (1701), M. le comte de Boselli-Gallias, italien de Bergame, s'est sauvé et sorti du château de la Bastille, étant dans la liberté de la cour, voyant ses parents, mesdames sa mère, sa femme, ses enfants, et tous ses amis en pleine liberté, se promenant par tout le château, cette grande liberté lui ayant été favorable à ses desseins, *étant logé à la quatrième chambre de la tour de la Liberté*, au-dessus de la chapelle, ayant auprès de lui la montée pour aller sur la terrasse, où il y a trois portes bien fermées à passer. Lequel avait fait faire de fausses clés, qui ouvraient quatre portes compris celle de sa chambre, qui était la plus nécessaire pour lui, pour en sortir. Comme on pratique ici de renfermer tous les soirs à dix heures les prisonniers dans leurs chambres, qui sont dans la liberté de la cour, le sieur comte Boselli, avant l'heure accoutumée que les porte-clés ferment leurs portes, le sieur comte fit sortir son valet de chambre, nommé Balthasar, de sa chambre, pour s'aller cacher dans les lieux qui sont au-dessus dans la même montée, et ledit Balthasar, ayant la fausse clé de la porte, rentra bientôt après dans sa chambre, après que le porte-clé, nommé Lazare, s'en fut allé (2).

On sait combien vite le régime de la Bastille se modifia. D'une part, il devint beaucoup plus doux, en ce sens que les prisonniers traités avec rigueur furent traités avec une rigueur bien moindre ; d'autre part, il devint plus sévère, en ce sens que l'on n'accorda plus à certains prisonniers une liberté et des faveurs aussi grandes. Dans le journal de Du Junca lui-même, quand on arrive aux dernières années, on voit des exceptions — ce ne sont encore que des exceptions à la règle dont il est question ci-dessus, — on voit des prisonniers jouissant de la liberté de la cour, bien qu'ils ne soient pas logés dans la tour de la Liberté, sans doute parce que celle-ci était pleine ; on voit des détenus de la tour de la Liberté qui sont « renfermés », c'est-à-dire privés de toute communication avec leurs compagnons de captivité. Ce n'est encore que l'exception, comme nous le disions ; mais dans les premières années la règle est absolue, et le lecteur estimera sans doute, avec nous, que l'origine du nom de la *tour de la Liberté* vient d'être établie d'une manière certaine.

FRANTZ FUNCK-BRENTANO.

(1) Ce comte Boselli était un aventurier. Voyez son dossier publié par Fr. Ravaisson, *Archives de la Bastille*, t. X, p. 176 et suiv.

(2) Journal de Du Junca (sorties), Bibl. de l'Arsenal, ms. 5134, f° 56. La suite du récit de l'évasion a été publiée par Ravaisson, X, 197.

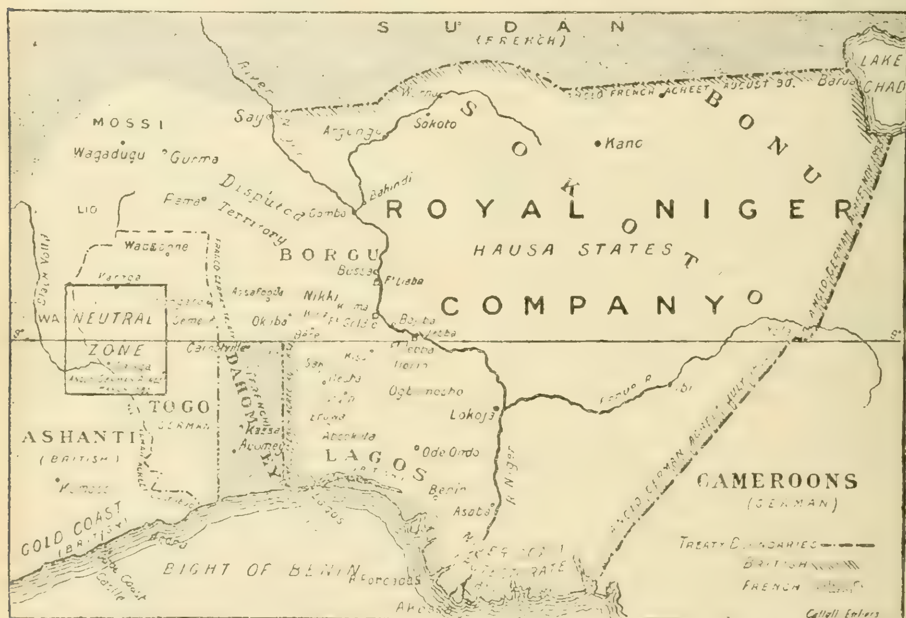
LA QUESTION DU NIGER

M. Chamberlain continue à Londres et ses agents continuent au Niger le vilain jeu qu'ils mènent depuis plus de six mois. Ils entassent provocation sur provocation pour empêcher la solution amiable des questions pendantes entre l'Angleterre et nous, et les malheureux commissaires qui se réunissent toujours au quai d'Orsay sans jamais aboutir à aucune décision ne doivent plus savoir à quel saint se vouer. Il serait pourtant plus que temps d'en finir. Les postes se rapprochent là-bas de plus en plus, et les officiers liront dans leurs campements ce qui se dit et s'écrit dans les deux capitales. On a beau de part et d'autre leur envoyer des instructions leur interdisant tout acte d'hostilité ; cela finira certainement par se gâter. Ce sont des hommes, et ils ne sont pas tranquillement assis autour d'un tapis vert. Si nous nous énervons ici, ils doivent s'énerver bien davantage là-bas. Leurs soldats ont des fusils, et l'on sait qu'il est des cas où ces instruments partent tout seuls. Lord Salisbury pourrait peut-être songer à cet inconvénient et mettre plus efficacement qu'il ne l'a fait jusqu'ici le holà aux fantaisies de son ambitieux collègue. Lord Selborne, le sous-secrétaire d'État du grand homme de Birmingham, disait il y a quelques jours que si l'Angleterre ne nous avait pas fait la guerre à propos de l'annexion de Madagascar, c'est parce que les intérêts anglais dans la grande île africaine n'étaient pas assez importants. Croit-il par hasard que Nikki et Boussa en vaillent la peine ? Lord Selborne aurait pu, puisqu'il a parlé des intérêts et des prétentions de l'Angleterre à Madagascar, se rappeler cependant que là aussi l'Angleterre eut jadis l'idée d'appuyer ses réclamations sur des traités, et non pas seulement sur des chiffons de papiers au bas desquels figuraient le nom d'un Lugard quelconque et les croix de quelques négrillons, mais les sceaux de toutes les grandes puissances européennes.

C'était en 1815, sir H. Farquhar, gouverneur de Maurice avait imaginé d'étendre à Madagascar la clause du traité de Vienne qui cédait à l'Angleterre l'ancienne Ile de France et ses dépendances. Il fallut quelques années d'énergiques protestations pour arriver à démontrer que l'interprétation dépassait vraiment un peu trop les bornes de la fantaisie permise, et c'est seulement en 1891 que nos droits sur la grande île furent reconnus par l'Angleterre. Mais

cette reconnaissance elle-même, que nous avons pourtant payée de l'acceptation du protectorat anglais sur le sultanat de Zanzibar, ne mit pas fin aux difficultés et six autres années, marquées d'une campagne, d'une annexion et de l'abolition de la monarchie hova, furent encore nécessaires pour clore définitivement le chapitre des réclamations de l'Angleterre.

Est-ce que lord Selborne a voulu laisser entendre que les choses pourraient aussi bien traîner en longueur pour l'Afrique Occidentale? Je doute que cela soit possible. Nous sommes à une époque où ces méthodes de procrastination ne sont plus guère possibles, et puis, à Madagascar, nous n'avions de troupes ni les uns ni les autres. Il n'y avait pas à craindre de voir notre consul, M. Laborde et l'énorme M. Packenham, le consul anglais, tout ancien marin que fût le premier et ancien officier de l'armée des Indes que fût le second, mettre leurs bourjanes en rang de bataille et se canarder en l'honneur du drapeau tricolore et de l'Union Jack. Il en va tout autrement dans l'Hinterland du Lagos et de la Côte d'Or. Il y a trop de soldats et trop de fusils dans ces régions pour que nous soyons rassurés. Le colonel Lugard,

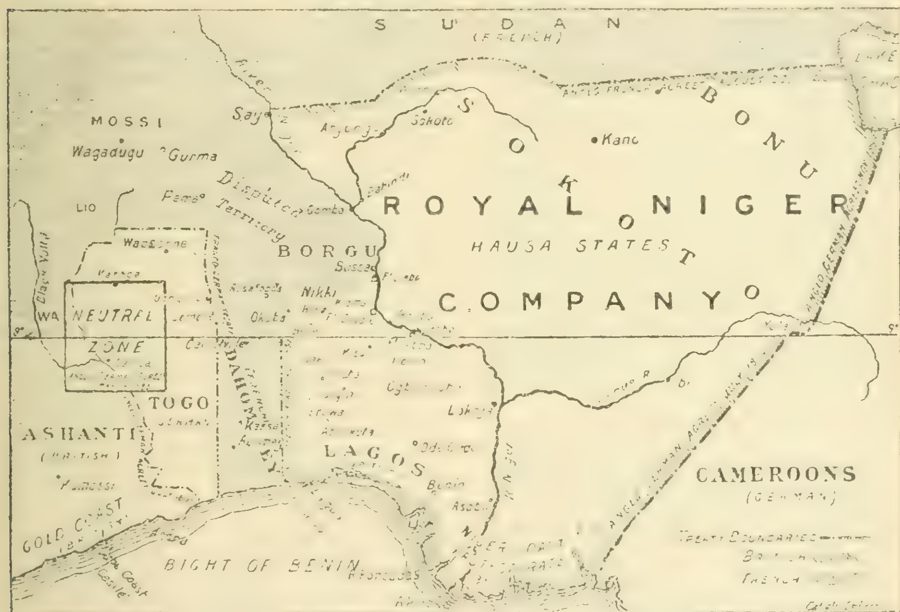


qui vient de partir, me semble en outre un pacificateur insuffisant. Il est un peu trop de l'école des Rhodes et des Jameson. On le sait bien à Londres, puisqu'on s'y prépare tardivement à payer d'une indemnité de 250 000 francs aux Pères blancs ses procédés « conciliants » dans l'Ouganda... Je n'ignore pas que ce n'est pas seulement à des missionnaires qu'il aura affaire au delà du 9e degré de latitude sur la rive droite du Niger. Mais je crois tout de même qu'il vaudrait mieux hâter la conclusion de l'accord. M. Chamberlain a dû certainement avoir une arrière-pensée en le choisissant. On ferait bien de se méfier au Foreign Office.

Aussi bien qu'est-ce que ces envois de renfort et ces promenades militaires peuvent ajouter de lumière à une situation que les négociateurs peuvent depuis longtemps apprécier?

Les titres que nous faisons valoir de part et d'autre sont depuis longtemps entre les mains des commissaires anglo-français et c'est d'après ces titres qu'ils se prononceront. Nous occupons Nikki et nous prétendons que cette occupation est parfaitement régulière, ayant été librement consentie ; il en est de même de Boussa, sur le Niger, et des territoires situés dans l'arrière-pays de la côte d'Ivoire et de la Côte d'Or. Les Anglais affirment eux aussi que ces pays leur ont été cédés par des chefs indigènes, et ils affirment que leurs droits sont antérieurs aux nôtres. C'est une simple question de date, et la per-

spicacité des négociateurs aura seulement à s'exercer pour découvrir par qui ces traités ont été négociés, s'ils ne sont pas viciés par des irrégularités, par des usurpations de fonction ou de titre, s'ils ont été ratifiés et promulgués en temps utile. S'il est reconnu par la Commission internationale que nous nous sommes indûment et illégalement installés dans tel pays, nous l'évacuerons loyalement, mais ni notre attitude, ni les décisions des commissaires ne sauraient être influencées par les rodomontades et les manœuvres d'une naïveté un peu enfantine des autorités britanniques de l'Afrique occidentale. Elles se sont dit, ces bonnes autorités, que la France n'ayant pas installé une ligne de garnisons ininterrompue sur toute la frontière à laquelle elle prétend entre Carnotville dans le Haut-Dahomey et le Niger à Boussa, l'Angleterre pourrait bien y glisser des postes dans les solutions de continuité et arguer, elle aussi, d'une occupation effective. Leur dernière imagination est encore plus théâtrale. Elles ont découvert qu'un vieux roi nègre aveugle que nous aurions détrôné et qui serait mort de chagrin avait un frère, que ce frère serait l'héritier légitime du royaume de Nikki, et les troupes d'occupation anglaises sont ac-



compagnées par ce fantoche qui dira la bonne parole aux indigènes.

On se rendra du reste exactement compte d'après les deux cartes que nous publions de l'importance de notre désaccord.

La carte anglaise, la première, arrête les frontières du Dahomey au 9e degré ; elle nous applique par conséquent exactement la théorie que les Anglais refusent de reconnaître en ce qui les concerne. Le Borgou est considéré comme territoire anglais, et toute la région comprise entre le 9e degré et la partie pointillée, acceptée celle-là comme française, sauf la colonie allemande du Togo, le territoire neutralisé par une convention anglo-allemande et l'Hinterland reconnu par nous par la convention de juillet dernier, tout cela est contesté, donc anglais.

Jetez maintenant les yeux sur la même carte légèrement modifiée. Le pointillé indique cette fois les pays réclamés par nous. Ces pays, nous les occupons effectivement. A Oua, que les Anglais appellent Wa, sur la Volta noire, dans l'arrière-pays de la Côte d'Ivoire et du royaume des Ashantis, nous trouvons une garnison française. Nous en retrouvons partout en contournant la zone neutre de l'Hinterland allemand du Togo, dans le Gouroumsi, dans le Mossi, dans le Gourmo et dans le Borgou. Tout cela est à nous et bien à nous, et c'est parce qu'il sait que les commissaires anglais eux-mêmes seront obligés de le

reconnaître que M. Chamberlain voudrait embrouiller la question en y introduisant des faits nouveaux. Il y tient d'autant plus que par Boussa nous communiquons avec le bas Niger navigable et que nous pourrons dès lors invoquer la clause de l'acte de Berlin qui garantit à toutes les puissances la libre navigation du Niger.

Mais tout cela n'est vraiment pas sérieux, et c'est beaucoup de temps de perdu bien inutilement. Que les Anglais prouvent donc une fois de plus qu'ils savent être beaux joueurs et qu'ils payent l'enjeu de la partie puisqu'ils l'ont perdue. De notre côté, nous ne serons certainement pas intransigeants et nous saurons faire des concessions, pour peu que ces concessions ne nous fassent pas perdre le bénéfice de nos efforts. Ce que nous voulions, nous l'avons réalisé. Nos colonies de la côte occidentale d'Afrique se rejoignent toutes dans l'intérieur, et nous pouvons aller du Sénégal au Congo, de la Guinée au Soudan, de la Côte d'Ivoire au Dahomey sans quitter le territoire français. Quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, les Anglais sont dorénavant enclavés dans des possessions françaises dans cette partie de l'Afrique. Notre but est atteint, et nous pouvons nous montrer coulants sur les détails. J'imagine que toutes ces villes africaines dont les noms nous deviennent familiers à force d'être répétés dans les journaux n'ont pas une égale importance stratégique et que quelques kilomètres de plus ou de moins ne doivent pas avoir une influence décisive sur l'avenir de notre domaine africain.

Il en est de même pour les Anglais; si nous leur accordons une partie de ce qu'ils demandent sur la rive droite du Niger, leur intérêt bien entendu ne leur commande-t-il pas de ne pas se montrer intraitables du côté de la Côte d'Or où ils doivent irrémédiablement renoncer à s'étendre à l'intérieur, puisqu'ils ne pourraient pas faire dix kilomètres dans n'importe quelle direction sans nous rencontrer? Ce que nous voulons, c'est qu'ils ne puissent plus avoir aucun point de contact avec Samory et qu'ils nous laissent régler nos comptes avec cet insaisissable nomade. Nous acceptons même de prendre les leurs à notre charge, pourvu qu'ils n'aient plus la possibilité de lui fournir des armes et des munitions.

Une transaction ne doit pas être impossible à trouver sur cette base, et il ne doit pas suffire que M. Chamberlain ne le veuille pas pour que cela ne soit pas.

CHARLES GIRAUDEAU.

THÉATRES

ODÉON : *la Double Méprise*, comédie en quatre actes en vers, adaptée de Calderon par M. Victor Margueritte. — AUX ESCHOLIERS : *Cercle vicieux*, comédie en trois actes, de M. Jules Chancel.

Le laborieux Odéon poursuit le cours de ses représentations du jeudi. Vous savez qu'il s'est donné la tâche d'offrir à ses abonnés les ouvrages les plus connus, ou les plus intéressants à divers titres, du Théâtre étranger. C'est là une besogne utile, et qui est tout à fait du ressort du « second théâtre français ». Nous ignorons assez volontiers ce qui se passe à côté de nous : il n'est pas mauvais qu'on nous le rappelle, de temps à autre. J'ajoute que ces représentations ne sont pas sans profit pour les jeunes auteurs. Elles permettent à quelques-uns d'entre eux, en « adaptant » le théâtre étranger, d'apprendre leur métier : c'est-à-dire de savoir par expérience ce qu'il faut faire ou ne pas faire, au théâtre. J'imagine, par exemple, que s'il prenait fantaisie à M. Victor Margueritte de faire cacher des personnages derrière des portes secrètes, il n'userait de ce « moyen de théâtre » qu'avec modération.

Donc, on nous a donné jeudi *la Double Méprise, ou le Pire n'est pas toujours certain*, de Calderon. L'adaptateur, cette fois, est M. Victor Margueritte. Vous connaissez de lui de délicates poésies; j'ai surtout gardé le souvenir d'impressions d'Algérie, très fines, très personnelles et très justes. Et l'on sait que, collaborateur de son frère, M. Victor Margueritte vient de signer avec lui *le Désastre*, cet admirable livre, si navrant à la fois et si réconfortant, d'une émotion si profonde, et d'une énergie si « remontante ».

La tâche de M. Victor Margueritte se bornait cette fois à traduire Calderon et à l'adapter à la scène française, c'est-à-dire à pratiquer des coupes vigoureuses dans l'ouvrage trop touffu de l'auteur espagnol. Peut-être a-t-il un peu trop élagué. Je n'ai pas complètement retrouvé dans la version française l'impression de « grouillement » qui m'était restée d'une lecture, pas très récente, je le reconnais. Il est probable, du reste, que les complications de l'original auraient vite lassé le public. De plus, l'interprétation n'est qu'honorable, et elle est un peu lente, ce qui est un grave défaut : ces intrigues compliquées doivent être menées rondement; il faudrait que les spectateurs fussent emportés dans le tourbillon qui entraîne les personnages.

Cette réserve faite, je tiens à dire que M. Victor Margueritte s'est acquitté de sa besogne avec infiniment de tact et de bonheur; ses vers sont pleins d'entrain et de grâce cavalière; et les scènes sont

présentées avec une franchise qui donne bon espoir pour les comédies prochaines de l'auteur.

En somme, le « mouvement », c'est le mérite principal, je ne dis pas le seul, du théâtre de Calderon. La *Double Méprise* a les qualités et les défauts (et aussi quelque chose en plus) du genre « mouvementé » : de la pièce d'intrigue, en d'autres termes. L'exposition est rapide et saisissante. C'est plus tard, lorsque la donnée se développe, que les personnages semblent manquer un peu de consistance. Les aventures qui les bousculent sont surprenantes et compliquées : ils rebondissent de l'une à l'autre, tombent d'un balcon dans une cachette, grimpent par l'escalier dérobé et disparaissent dans une trappe. On voudrait les suivre, s'attacher à eux, les regarder au moins : et tout ce qu'on voit, c'est la fenêtre qu'ils viennent de franchir, l'escalier par lequel ils se sont glissés, la porte secrète qui vient de se refermer sur eux. Les complications où ils se jouent sont abondantes et fertiles en surprises. Don Carlos est l'amant aimé de Léonor; se croyant trompé (pour avoir trouvé don Diègue caché chez sa belle), il allonge à celui-ci un coup d'épée qui le laisse mort sur la place. Mais don Pèdre survient, le père de Léonor. Ce que voyant, Carlos, pour soustraire sa maîtresse à la colère paternelle, enlève Léonor. Tentative de rapt, duel, mort d'homme et enlèvement : c'est un premier acte bien rempli!

Nous voici à Valence. Don Diègue n'est pas mort : il reparaît, gaillard, éperdument épris de doña Béatrix. Celle-ci a un frère, don Luis, cousin de Carlos; et c'est à Luis que ce même Carlos confie Léonor : car si Carlos aime toujours sa maîtresse, il ne peut épouser celle qui l'a trompé (suppose-t-il). Et vous devinez les terribles complications qui suivent. Don Diègue, surpris près de Béatrix, allègue qu'il est venu pour sa suivante : or, cette suivante est précisément Léonor : d'où confirmation des soupçons de Carlos... Heureusement que, de la cachette où il a coutume de se tenir, Carlos entend la justification de Léonor; rien ne lui défend plus de l'épouser; et c'est la bonne nouvelle qu'il annonce à don Pèdre, quand celui-ci reparaît prêt à tout pourfendre... Carlos épouse Léonor, Béatrix épouse don Diègue; je crois bien que don Luis se marie aussi; et pareillement Inès la suivante avec le valet Fabio...

Je ne crois pas exagérer en disant que tout cela n'a pas le sens commun. Le dénouement est amené par des artifices trop visibles à la fois et trop inextricables. Et ce n'est assurément pas dans les caractères qu'il faut chercher l'intérêt. Ni don Pèdre, ni don Diègue, ni don Luis n'existent, comme on dit. Ils ne semblent avoir qu'une pensée : guetter l'insulte qui peut leur être faite; et qu'un geste : la main à l'épée, pour se venger. Léonor elle-même n'est guère un caractère; elle nous paraît assez touchante, avec son amour obstiné, qui résiste à toutes les épreuves; mais elle reste, sans cesse, figée dans la même attitude; elle aime à Valence comme elle aimait à Madrid; des événements singuliers qui se jouent autour d'elle, aucun ne change son amour, aucun ne change même sa façon d'aimer. Don Carlos, à première vue, semble plus complexe. On dirait qu'il a un peu de « vie intérieure », qu'il pense en même temps qu'il sent; il semble victime de « l'impuissance d'aimer » qui fut à la mode voici quelques années : il n'a pas la foi. Mais c'est un « impuissant d'aimer » pour rire. Dès qu'il a la preuve que Léonor est innocente, il croit à sa pureté... Et cela est tout à fait contraire aux principes.

Certes, ces personnages ne sont guère supérieurs aux héros de nos plus fâcheuses comédies d'intrigue. Et pourtant, — et en dehors de la curiosité qu'inspirent toujours des aventures bien conduites, — la *Double Méprise* est intéressante. D'abord, on a cette impression que l'activité trépidante des personnages vient moins de la volonté de l'auteur que de la nature même de ces personnages. Ce qui rend ce genre de théâtre insupportable d'ordinaire, c'est la constante intervention du dramaturge, qui combine, agence, complique, dans le seul but de retarder le dénouement. Assurément, Calderon a fait de même; mais ces diables d'Espagnols ont une telle exubérance, un tel excès de forces, qu'on trouve presque naturelles, de leur part, les actions les plus excentriques. Chez eux, le geste accompagne immédiatement la pensée; ils n'ont pas encore réfléchi, que déjà ils ont agi.

Nous sommes effarés de la quantité de murailles qu'ils escaladent, des chevaux qu'ils crèvent, des coups d'épée qu'ils allongent, et des cachettes qu'ils habitent. Mais cachettes, coups d'épée, murailles et balcons sont, si j'ose dire, les éléments constitutifs de leurs existences. Pas une fois, au cours de ces extravagantes aventures, il ne leur arrive de s'étonner; les rencontres les plus imprévues, les culbutes les plus périlleuses, les complications les plus stupéfiantes n'ont rien qui les surprenne. On a cette impression qu'ils s'attendent à tout. Et, peu à peu, cette confiance nous gagne; nous nous étonnons de moins en moins. Ces personnages, qui ont si peu de vie intérieure, ont une vie extérieure si frénétique et si naturelle que nous finissons par croire en eux; leurs actions sont si abondantes et si violentes qu'il nous est presque impossible de ne pas leur attribuer une cause morale.

Enfin, la *Double Méprise* est intéressante par ce qu'elle nous montre des mœurs espagnoles au XVIIe siècle. Ici, il faut user de précaution. Je songe à certaines comédies contemporaines, et je me de-

mande avec une curiosité amusée ce que les critiques du XXIe siècle pourront en déduire touchant nos habitudes de vie. Mais, à défaut de renseignements précis sur les coutumes (sur quoi il faut toujours se méfier de l'imagination de l'auteur), on peut avoir quelques aperçus sur les sentiments, surtout lorsque ces sentiments apparaissent en quelque sorte involontairement, et se traduisent seulement par le consentement des personnages à tel fait qui nous paraîtrait incroyable aujourd'hui.

Je ne puis examiner en détail, et à ce point de vue, la *Double Méprise*. Aussi bien la plupart des actions imaginées par Calderon ne nous apprennent-elles rien de nouveau : escalades de balcons, duels, sérénades, frénésie d'amour et de vengeance, tout cela est connu, et forme le décor immuable autant que nécessaire de tous les drames à l'espagnole. Ce qui est un peu plus curieux, c'est ceci.

Carlos, convaincu que Léonor l'a trompé, se résout à la quitter et à partir pour la guerre. Il la confie à son ami don Luis, lequel la place en qualité de suivante chez sa propre sœur Béatrix : c'est-à-dire comme femme de chambre. Notez que Léonor est de sang noble et illustre. Et ni don Luis, de qui vient ce projet, ni Carlos qui l'adopte, ni Léonor qui s'y soumet, ne le trouvent impraticable. Il ne leur paraît pas révoltant qu'une fille bien née entre en service. Et cela prouve d'abord que pour les aristocrates de jadis un « domestique » n'était pas l'être inférieur qu'en a fait notre démocratie égalitaire. C'est un exemple de plus de ce qui pourrait passer pour un paradoxe : que la cordialité entre supérieurs et inférieurs, le respect même des premiers pour les seconds, sont mieux établis et plus faciles dans une société basée sur la séparation tranchée des classes, que dans un monde où tout est confondu.

La « morgue » est inutile là où la supériorité est hors de discussion. Jamais la courtoisie n'a été plus raffinée qu'en France au XVIIIe siècle, c'est-à-dire dans le pays et à l'époque où les privilèges de l'aristocratie étaient le plus solidement établis. Et si cette fleur de politesse disparaît de nos mœurs, c'est que, dans notre société confuse, où les « nouvelles couches » françaises et cosmopolites coudoient les représentants de l'ancienne noblesse, ceux-ci se croient obligés de marquer les « distances » que ceux-là n'ont pas assez de tact pour observer... Il est fort probable, aussi, qu'on est plus « mal élevé ». Mais l'habitude de ne pas se gêner, qui est, si je puis dire, le fondement de toute mauvaise éducation, est singulièrement fortifiée par le spectacle que donne le monde. A quoi bon se gêner pour certaines gens, si désireux d'être reçus qu'ils sont encore flattés de l'être mal ?...

Et, puisque je suis en train de « déduire », — à vrai dire mes déductions ne sont pas bien originales, — considérez la facilité avec laquelle Léonor renonce à tous ses privilèges de naissance et de richesse. Ne pourrait-on voir ici la marque d'une conception particulière de la noblesse, don direct de Dieu, que Dieu est libre de reprendre quand il lui plaît ?... Mais ce point exigerait des développements que je ne puis entreprendre. Songez à ceci, pour finir : Léonor est incroyablement soumise à Carlos. Et, si l'on considère que cette soumission a pour cadre le pays du monde et l'époque où l'amour a été le plus fort, l'on pourrait, par une déduction dernière, en conclure que, pour une femme, le plus sûr moyen d'être aimée est d'être soumise. Et quel qu'en puisse être l'effet, c'est un précepte salutaire...

Je me suis efforcé, comme vous le voyez, de goûter la comédie de Calderon. Je ne suis pas tout à fait sûr d'y avoir réussi... Mais je suis certain, du moins, du plaisir que m'ont donné les vers de M. Victor Margueritte.

* * *

Ce n'est pas par la banalité que pèche la comédie de M. Jules Chancel, *Cercle vicieux*, que les Escholiers viennent de représenter. Si l'on me pressait, je dirais même qu'elle en est un peu trop dépourvue. Elle est amusante, du reste, écrite avec talent et esprit. J'aimerais à vous en parler plus longuement, mais, décidément, je craindrais d'effaroucher nos lecteurs en précisant les rapports surprenants qui existent entre Robert de Houzon, son beau-père M. Coulaure, et la jolie Alice Sobel... Attendons M. Chancel à sa prochaine pièce ; elle ne saurait tarder, j'imagine ; et je serai charmé d'avoir à en constater le succès. — L'interprétation, très nombreuse, est plus qu'honorable. Je me borne à citer M. Barbier, qui a donné une silhouette pittoresque à Davesti, le « courtier » (c'est ici qu'il faut donner au mot toute sa force !), et Mlle Renée Parny qui a joué le rôle d'Alice Sobel avec justesse et simplicité.

A samedi le nouveau spectacle de l'Opéra-Comique.

JACQUES DU TILLET.

VUES DE PARIS

Varoko à M. Nyambé, directeur de la « Gazette équatoriale », à Kamafra (Afrique).

Mon cher ami,

Me voici donc revenu à la santé après deux mois de réclusion pendant lesquels, pour m'éviter toute fatigue d'esprit, il m'a fallu même me priver de lecture.

— Voyons, docteur, avais-je demandé à mon mé-

decin, un journal... un simple journal... Ça ne peut pas m'éreinter, pourtant...

— Ah! vous croyez ça, vous!

Et sur cette réponse péremptoire, mon Esculape était parti, sans lever l'interdiction.

Aussi jugez si j'ai dû m'ennuyer, n'ayant même pas la ressource de me tenir au courant des choses de la vie publique.

Enfin, voici les mauvais jours passés, et maintenant je mène de nouveau la vie de tout le monde. Au moment de franchir mon seuil, pour la première fois depuis ces longues semaines, j'étais si dépaysé que j'en venais à me demander si je me trouvais à Paris ou à Kamafra. Ce fut pendant une seconde une sorte d'hallucination. Et si je n'avais aperçu en face de moi, dominant les maisons voisines, la tour Eiffel, cette boussole des Parisiens, j'aurais probablement tourné à gauche, dans l'intention d'aller vous rendre visite, boulevard du Congo.

Au bout de quelques instants d'ailleurs, j'étais complètement remis d'aplomb.

Ah! mon ami, qu'il est exquis de sentir son existence se reprendre, sa pensée se rouvrir! Je vais, je viens, je retrouve vivaces comme autrefois toutes mes facultés d'admiration et d'observation! Cher petit calepin, avec quel plaisir je le complète à présent! C'est lui d'ailleurs qui, cette fois encore, fera les frais de ma correspondance. En en détachant pour vous ces quelques feuillets remplis au jour le jour, c'est toute ma pensée que je vous livre. Vous y gagnez de recevoir ainsi mes impressions toutes fraîches, et moi, de cette façon, je m'épargne l'ennui des transitions.

Lundi. — Je viens de m'enivrer de grand air. C'est avec un plaisir de collégien échappé de sa boîte que j'ai employé ma journée à errer par les rues et les boulevards. Dans chaque figure de passant je crois reconnaître celle d'un ami d'ancienne date, perdu de vue depuis longtemps. La foule a toujours son même air bon enfant et les gens vont à leurs affaires avec la même mine souriante.

L'idée me vient de m'arrêter dans un café pour lire le *Figaro*. Depuis le temps que je suis sevré de nouvelles, cela va être bon de savoir un peu ce qui se passe!

Je parcours : — Un article d'éloges à tout casser sur un académicien... Tant mieux... Voilà qui va l'aider à faire son chemin. — Portrait d'une actrice en vogue. — Interview d'une danseuse. — Exposition de tableaux... Ah! on parle de décorer un peintre... — Allons! ce sont les questions littéraires et artistiques qui dominent... Depuis les deux mois qu'a duré ma maladie, je vois que tout est resté au calme et qu'aucun point noir n'est venu assombrir l'horizon politique.

Mardi. — C'est un plaisir pour moi, durant mes promenades, de refaire connaissance avec ces admirables monuments de Paris. D'abord le Panthéon, puis la Sorbonne, Cluny ensuite. Je continue à descendre. Un arrêt devant la Sainte-Chapelle et je me trouve devant la grille dorée du Palais de Justice. Édifice imposant s'il en est. Toujours peu de monde d'ailleurs à cet endroit.

Deux messieurs, qui marchent devant moi, causent assez fort pour qu'il me soit possible d'entendre leur conversation.

Premier monsieur. — Comme tout est tranquille aujourd'hui. Quand je pense que j'ai failli être massacré à cette place!

Pauvre homme! Il aura manqué d'être écrasé par une voiture ou un tramway.

Deuxième monsieur. — Et je ne vous demande pas quand c'est arrivé? Au moment de l'Affaire?

Premier monsieur. — Naturellement.

Je m'explique : préoccupé par une affaire importante, il n'a pas prêté attention aux avertissements du cocher. C'est une leçon. Il faut garder son esprit libre, quand on va traverser une voie qui ne l'est pas.

Mercredi. — Je me suis laissé surprendre par la pluie aujourd'hui. Pendant l'ondée, j'entre sous une porte cochère où se trouve déjà un sergent de ville. De cet abri momentané, le fidèle gardien de la paix publique surveille d'un œil calme ce qui se passe autour de lui. D'un certain âge déjà, il a le regard désabusé de ceux qui ont appris à connaître les hommes parce qu'ils en ont beaucoup vu et aussi pas mal retenu.

Ma figure lui revient. Nous lions conversation.

— N'est-ce pas, brigadier, lui dis-je... (il n'est pas brigadier, mais je n'ignore pas qu'en France, il n'est jamais mauvais de décerner aux gens le titre qu'ils doivent ambitionner). N'est-ce pas, brigadier? C'est un métier de cocagne que le vôtre dans cette belle ville de Paris où les rues sont si calmes, les promeneurs si paisibles?...

— Oui, ça a l'air comme ça au jour d'aujourd'hui. Ce n'est pas comme pendant l'Affaire. Ah! bon Dieu, ce qu'il fallait ouvrir l'œil à ce moment-là!

Je regarde avec surprise mon interlocuteur. Quelle est cette affaire?

J'ai bien envie de savoir. Mais, simple étranger que je suis... C'est bien grave de me risquer à interroger un représentant de l'autorité française. La police a le droit de se montrer indiscrète, je le sais; mais est-il permis d'agir de même vis-à-vis d'elle? Ma foi, tant pis! Plutôt que de passer pour un intrigant, je préfère rester intrigué.

Jeudi. — Il me faut pourtant songer à renouer mes relations mondaines. Je dois donc rendre visite à une charmante femme qui me fait l'honneur de m'ac-

cueillir à ses soirées de quinzaine auxquelles, naturellement, je n'ai pu paraître ces temps derniers.

— Oui, chère madame, fais-je, après quelques phrases d'entrée en matière, j'ai vivement regretté que mon état de santé m'ait empêché de prendre part à vos réunions toujours si animées et empreintes d'une si franche cordialité...

— A ce point de vue ne regrettez rien, cher monsieur. Voici plus d'un mois que ma maison est restée fermée.

— Vraiment...

— Oui... j'ai dû m'interdire de recevoir pendant ces tristes événements que vous savez...

Elle croit que je sais... Mais je ne sais pas! Un deuil sans doute? Et je n'ai pas fait attention à la lettre de faire part. Ayons l'air d'être au courant néanmoins, c'est plus poli.

Aussi je réponds vaguement : « Oui,... en effet... Ah!... Bien triste...

— N'est-ce pas, cher monsieur? Et quoique étranger, vous avez subi aussi l'impression pénible?

— Certainement..., chère madame..., je me suis associé bien vivement...

Mais après les condoléances, c'est le moment, me semble-t-il, de placer quelques mots de consolation, et je continue : « Voyons, ne vous laissez pas abattre... La vie reprend toujours ses droits... Avec le temps viendra l'apaisement... et quand le cœur a été brisé...

— Oh! si ce n'était que le cœur, fait-elle en souriant, cela se réparerait plus vite. Mais c'est tout mon service de Saxe qui est en morceaux.

— Comment?

— Oui, pendant le dîner, ils se jetaient mes assiettes à la tête.

— Vos assiettes? Pourquoi?

— Mais... toujours cette fameuse Affaire... Tiens!

— Ah! oui... oui... parfaitement... suis-je bête!... Je n'y pensais pas...

Et, après un sourire entendu, je détourne l'entretien que je ne prolonge pas outre mesure.

Quelle affaire? Serait-ce la même que celle du vieux Monsieur écrasé et du sergent de ville?

Vendredi. — Rencontré un aimable jeune homme dont j'ai fait la connaissance au commencement de l'hiver. Il se destine à la littérature.

— Puis-je vous demander si nous aurons bientôt le plaisir de vous lire, cher monsieur?

— Vous allez l'avoir, fait-il, avec une sincérité pleine de bonne grâce. J'ai un volume qui est tout prêt à paraître depuis deux mois. Seulement... mon éditeur a dû en retarder la publication...

— Pourquoi?

Il me regarde d'un air légèrement étonné.

— Vous comprenez... ce n'était pas le moment... En plein dans l'Affaire!...

Ah! si j'avais osé!...

Samedi. — Je croise sur le boulevard cet aimable ami rencontré dès le premier jour de mon arrivée; nous nous voyons un peu moins pour l'instant. Une femme est entrée dans sa vie et il est tout naturel que le temps qu'il me donnait, ce soit à elle maintenant qu'il le consacre.

Je vais à lui, les mains tendues, ravi de me trouver sur son passage.

— Eh bien, toujours la lune de miel?

Mais à peine ai-je lâché la question que je la regrette.

Il vient de faire une grimace. J'ai la sensation d'avoir commis une gaffe.

— Ah! vous tombez bien, mon ami!

— Eh quoi?... Rupture? Déjà?

— Oui, mon cher, rupture complète...

— Une union qui semblait si parfaite!... Que s'est-il passé, grand Dieu! On vous trahissait peut-être?

— Oh! si ce n'était que ça!...

— Alors?...

— Que voulez-vous, mon cher... Ça ne pouvait plus marcher... Nous étions d'un avis diamétralement opposé sur l'Affaire!

Ah! cette fois, l'occasion est trop belle! Un ami de la première heure vis-à-vis duquel je n'ai pas à me gêner... Je me prépare à lui demander l'explication... Mais après un rapide shake-hand, il s'est déjà perdu dans la foule.

Ma parole! c'est à en faire une maladie!

Dimanche. — Reçu la lettre suivante d'un fonctionnaire de mes amis dont j'avais vainement attendu la visite tout le mois :

« Ne m'accusez pas d'indifférence à votre égard. Brusquement déplacé, j'ai dû quitter Paris où ma situation était d'ailleurs devenue difficile. J'avais eu le tort de prendre parti dans l'Affaire! »

Lundi. — L'Affaire! Toujours l'Affaire! car il paraît que ça s'écrit avec un grand A. Elle me hante et je vois que je n'en saurai jamais le fin mot! En effet, je ne peux avouer mon ignorance sur un sujet dont tout le monde a parlé. J'aurais vraiment trop l'air de revenir de Kamafra! Et chaque fois que, par des moyens détournés, j'essaye de glaner des informations, mes interlocuteurs, comme s'ils étaient de connivence, laissent tomber la conversation d'un air de lassitude ou me reçoivent par un : « Ah! ne recommençons-pas, mon ami, voulez-vous! En voilà assez de cette triste Affaire! C'est fini; qu'on ne nous embête plus avec! »

Mardi. — J'ai pris un grand parti. Je renonce à savoir. La tranquillité de mon existence avant tout!

Quand, par une mer calme, un navire passe dans les parages où, la veille, l'ouragan s'est déchaîné, il n'en continue pas moins à voguer paisiblement.

Et les passagers les plus heureux sont ceux qui ne taquinent pas leur sensibilité en se demandant si, à vingt pieds au-dessous d'eux, ne se trouveraient pas par hasard des débris et des victimes sur lesquels les flots se sont refermés.

Pour traduction conforme :

JULIEN BERR DE TURIQUE.

BULLETIN

La Grèce et le contrôle financier.

Le Parlement hellénique vient de voter le projet de contrôle financier international. A cette occasion M. Renaud Rossi, qui est d'origine grecque, a demandé à quelques économistes leur opinion sur les conséquences qu'aurait pour la Grèce l'établissement de ce nouveau régime. Voici les réponses qu'il a reçues de MM. Paul Leroy-Beaulieu, Levasseur et Alfred Neymark :

M. PAUL LEROY-BEAULIEU

« ... La résignation, la bonne grâce peut-on dire avec laquelle le peuple hellène s'est exécuté, prouve, en même temps que sa sagesse et sa clairvoyance, sa vitalité et le désir de se relever. Un peuple, comme un individu, qui reconnaît sa faute, se repent et veut s'amender, a droit de compter sur l'avenir.

« Quant à l'indemnité de guerre, 100 millions sont certainement, dans les conditions économiques où se trouve actuellement la Grèce, une charge écrasante. Mais ses hommes d'État n'ignoraient pas que les précédents, en cette matière, veulent que le belligérant qui l'emporte et qui a été attaqué rentre dans le total de ses dépenses.

« ... Quant à l'arrangement financier et au contrôle financier international, je l'ai toujours cru indispensable pour le relèvement de cet Etat jeune et inexpérimenté. Outre qu'il sera une école de correction administrative pour ses hommes d'État, il sera, en définitive, un immense bienfait pour ce pays... L'Europe d'ailleurs était payée pour prendre ses précautions. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'avant la faute énorme faite en déclarant la guerre, la Grèce en avait commis une autre qui avait porté atteinte à son honneur : j'entends parler de la banqueroute hellénique. Un peuple peut se trouver dans la nécessité de ne pas tenir ses engagements. Mais il procède alors à un concordat dans des formes régulières, délibère avec ses créanciers et s'entend avec eux ou, au besoin, recourt à un arbitrage. Or, non seulement la Grèce, lors de sa banqueroute, n'a pas pris ce soin, mais elle a montré beaucoup plus de hauteur envers ses créanciers que la plupart des États antérieurement défaillants. Elle a porté à son crédit un coup absolument irrémédiable en mettant brutalement la main sur les gages spéciaux affectés à l'emprunt des *monopoles*... Mais ne revenons plus sur le passé. Voyons plutôt l'avenir... Cet avenir réapparaissait florissant pour la Grèce... Tout d'abord le contrôle financier est, comme vous ne l'ignorez pas, restreint et ne doit s'appliquer qu'aux sommes affectées à l'emprunt pour l'indemnité de guerre et à celles affectées au paiement des emprunts antérieurs. Il s'appliquera à la moitié environ des revenus helléniques. Il pourra être stipulé, d'ailleurs, que quand cette moitié des revenus affectés donnera des plus-values, 50 p. 100 de ces plus-values seront employées à augmenter l'intérêt servi aux anciens emprunts et à hâter, d'autre part, l'amortissement ; quant aux 50 p. 100 restants, ils seront remis au gouvernement hellénique pour ses dépenses générales... »

« — Mais, ne croyez-vous pas que la Grèce, avec ce contrôle même restreint et avec le temps, risque d'être réduite à l'état de la Turquie ou de l'Égypte?

« — Je crois, tout au contraire, que le contrôle financier international est le seul moyen de relèvement qu'avait la Grèce. Ce sera d'abord, comme je vous l'ai dit, une école d'administration et de correction, de bonne et stricte comptabilité, d'ordre et d'exactitude. Le contrôle financier peut seul restaurer la dignité et l'indépendance hellénique... Croyez que les conditions de sa banqueroute récente ont beaucoup plus contribué au discrédit et à l'effacement presque complet de la Grèce que ses défaites.

« Dans cinq ou six ans, à plus forte raison dans quinze ou vingt ans, quand les créanciers de la Grèce se verront régulièrement payés, quand ils profiteront même des plus-values très probables, la Grèce regagnera du prestige. En même temps, le change s'améliorera et la prospérité renaîtra. Peu à peu le crédit hellénique lui-même se rétablira. La forme politique de la Grèce en même temps que sa situation au dehors s'en trouveront grandies.

« La Grèce a pour rivaux en Orient des peuples qui paraissent sérieux et pratiques, les Bulgares par exemple ; il faut que la Grèce, elle aussi, devienne pratique et sérieuse.

« ... J'ai la conviction que si la Grèce supporte loyalement le contrôle international, sans subterfuge, si elle s'y associe en quelque sorte et le facilite, le relèvement de ce sympathique petit pays peut être rapide et que ses destinées redeviendront belles. »

M. ÉMILE LEVASSEUR

« ... Mon culte et ma vive sympathie pour la Grèce antique et pour l'héroïque énergie par laquelle les Grecs ont conquis leur indépendance et reconstitué leur nationalité, ne peuvent m'empêcher de reconnaître qu'ils ne pouvaient que subir le sort des vaincus. Nous l'avons nous-mêmes bien douloureusement éprouvé...

« Le contrôle financier est la conséquence de la mauvaise administration du pays. Le gouvernement hellénique avait besoin des capitalistes européens et il avait, par sa faute, perdu leur confiance. Elle ne lui sera restituée que par sa fidélité à tenir dans l'avenir des engagements qu'il vient de prendre.

« Sans doute ce contrôle est bien pénible. Mais, si à force de sacrifices, d'économie et de prudence, la Grèce

parvient, dans une vingtaine d'années, à se libérer en partie, la cessation de ce contrôle lui donnera en Europe une autorité qu'elle n'a pas su retenir. »

M. ALFRED NEYMARK

« Tout le monde en France souhaite le prompt relèvement de la Grèce. Et personne n'a plus regretté que nous l'aveuglement fatal qui l'a fait se jeter aussi follement dans la lutte absolument disproportionnée contre la Turquie. Ce ne sont cependant pas les conseils et les avertissements qui lui avaient fait défaut. Mais enfin, ça c'est le passé, et il faut obvier à l'avenir.

« L'œuvre la plus urgente pour la Grèce, c'est la restauration de ses finances, et, pour commencer, le paiement de l'indemnité de guerre à la Turquie.

« Il est possible, comme l'a toujours estimé mon éminent collègue M. Paul Leroy-Beaulieu, que 60 à 65 millions fussent une indemnité de guerre raisonnable. Mais telle qu'elle a été imposée à la Grèce par son vainqueur, elle n'est pas trop lourde, si ce jeune et sain petit pays abandonne ses anciens errements politiques et administratifs, et s'il se décide à faire des économies sur ses dépenses militaires, absolument superflues suivant moi. Par ces seules économies, la Grèce peut trouver bien au delà les disponibilités nécessaires pour gager l'emprunt de la contribution de guerre. Cet emprunt serait en quelque sorte indirectement garanti par l'Europe, puisque l'institution du contrôle international donnerait aux souscripteurs l'assurance que les garanties désignées ne seraient pas détournées de leur affectation spéciale : il n'y a pas témérité à dire que cet emprunt pourra être conclu aux environs de 5 p. 100 ; il exigera, au maximum, une annuité de 5 millions, alors que, sans le contrôle européen, la Grèce n'aurait pas trouvé à emprunter à n'importe quelles conditions... Je reconnais qu'il est dur pour un pays de soumettre ses recettes au contrôle de pays étrangers ; mais il n'existe pas malheureusement d'autre garantie pour l'Europe.

« La Grèce, au prix de tous les sacrifices, aurait dû respecter ses engagements, et, malheureusement pour elle et pour ses créanciers, elle n'a pas rempli les obligations qu'elle avait contractées.

« L'Europe était donc dans son droit lorsqu'elle a voulu prendre toutes les garanties nécessaires contre le retour possible de pareilles éventualités. Elle a pris et a assuré la défense des intérêts de ses nationaux. Et c'est un avertissement salutaire que l'Europe vient de donner aux pays emprunteurs qui pourraient être tentés d'imiter de semblables procédés.

« Il est temps qu'un droit public financier international fonctionne et que des conventions en édictent les principes et les lois, et je suis heureux pour ma part de voir qu'à la récente session de l'Institut international de statistique, à Saint-Pétersbourg, le vœu que j'ai toujours exprimé au sujet de l'institution de ce droit public financier international ait été favorablement et unanimement accueilli, comme il l'avait été précédemment à Berne et à Vienne.

« Le contrôle financier international, établi par l'Europe en Grèce, est un premier pas dans cette importante réforme.

« La Grèce doit envisager avec une résignation confiante l'établissement de ce contrôle sur ses recettes publiques, car il sera régulier et bienfaisant pour elle, confié qu'il est surtout à des hommes de la valeur et du caractère des délégués européens. Grâce à ce contrôle, les finances et le crédit public de la Grèce seront vite rétablis au grand profit de sa renaissance économique et commerciale. »

Petite chronique des lettres.

La publication des « posthumes » de M. Léon Say n'excitera, sans doute, que peu d'émotion dans les cénacles littéraires, et je ne serais pas surpris que M. Albert Vandal lui-même, successeur très distingué de ce charmant homme à l'Académie, hésitât à interrompre ses travaux d'histoire pour les feuilleter.

C'est qu'ils forment une matière de lecture un peu aride, les posthumes de M. Léon Say... La publication en a été confiée à un maître très estimé, M. André Liesse, professeur d'économie industrielle et de statistique au Conservatoire des arts et métiers, et le premier volume en a paru cette semaine. Il embrasse la période des grands travaux de l'Assemblée nationale, de 1871 à 1875, et contient les travaux, rapports et discours où s'évoque la collaboration inoubliable de Say, dans l'œuvre de « liquidation » qui suivit les désastres de la patrie.

Trois rapports inédits seulement — sur les comptes de la guerre à Bordeaux et à Tours, la situation financière et les opérations de Trésorerie qui suivirent la campagne — figurent dans ce premier volume à côté de pages déjà publiées, mais éparses, et qu'il était utile de grouper à portée de la main de l'historien.

Parmi ces pages réimprimées, on trouvera le rapport célèbre de Léon Say sur « le paiement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne » que le maître avait annexé, en manière de préface, quelques années après la guerre, à sa traduction de la *Théorie des changes*, de Goschen.

Un ou deux volumes, après celui-ci, comprendront la période qui va de la dissolution de l'Assemblée nationale au terme de 1882. A partir de cette époque, le rôle actif de Léon Say prend fin : l'homme d'État de la veille n'apparaît plus que comme un conseiller discret — trop peu écouté — dont l'action critique s'étend à toutes les parties du gouvernement, mais principalement au détail de la gestion financière et économique du pays. C'est surtout à la lutte contre le socialisme d'État que Say avait consacré l'énergie des dernières années de sa vie : il avait, sur ces questions, semé d'une main large, et un peu partout, la graine de vérité. Il sera intéressant de voir revivre en ces derniers volumes surtout, qui compléteront la série que M. Liesse prépare, la physionomie d'un des plus délicats esprits de ce temps, — d'un de ceux qui surent le mieux prouver « que ce n'est point toujours la faute de la science économique si on a pu la comparer quelquefois à une littérature ennuyeuse ».

Léon Say possédait à un degré éminent ces deux sou-

veraines vertus de l'intelligence française : la clarté et le charme. Il n'y avait aucune pédanterie dans son érudition, et l'écheveau des plus ardus problèmes semblait se dénouer de lui-même sous ses doigts indulgents.

La lecture des premiers discours et rapports que vient de réimprimer M. Liesse ne communique malheureusement pas à l'esprit l'impression charmante que produisait cette science « à l'audition ». Pour goûter pleinement une si rare qualité d'intelligence, il fallait *entendre* Say. Pas un homme de ce temps-ci ne sut mieux *expliquer* quelque chose. C'est qu'il n'expliquait pas seulement par la parole, qui était chez lui merveilleusement claire, et soutenue par le plus abondant savoir; il expliquait par le geste, par l'accent, par le sourire des yeux. Il eût amusé pendant deux heures une classe d'écoliers en leur expliquant le mécanisme des bons du Trésor, et le privilège des bouilleurs de cru.

A la Société d'économie politique, il a été un président inoubliable. Personne ne saura plus, comme lui, de ces longues conversations un peu diffuses d'après dîner, dégager en termes simples la Vérité inaperçue après quoi l'on avait couru pendant deux heures, dans la fumée des cigares, et sur laquelle il posait le doigt, lui, du premier coup, mais doucement, la tête rêveusement penchée sur la nappe, de l'air d'un homme qui s'excuse d'avoir tant d'esprit, et ne voudrait froisser personne...

Il y a un trait amusant par où se complète cette physionomie d'académicien financier, et qu'aucun de ceux qui ont raconté Léon Say n'a, je crois, signalé. Il était grand liseur, et avouait son faible pour les romans d'aventures; et comme un de ses amis le plaisantait un jour sur l'empressement avec lequel, ouvrant le *Petit Journal*, il courait au « rez-de-chaussée » pour y lire le feuilleton, avant toute autre chose : « J'en lis, fit-il en riant, toujours quatre ou cinq au moins à la fois. Ces histoires s'embrouillent bien un peu dans ma tête; je confonds tous les personnages les uns avec les autres; mais c'est encore plus amusant comme ça qu'autrement. »

~~~

Le prince Bojidar Karageorgevitch, en attendant la publication de ses notes sur l'Inde, réservées à la *Revue de Paris*, compose un volume de *Contes pour les Enfants*, qui sera édité en langue anglaise.

~~~

M. Pierre Loti est venu assister à la première représentation de l'*Ile du rêve*. Il ne passera à Paris que quelques jours.

~~~

Il paraît que, même après Lissagaray, Mme Louise Michel a réussi à écrire une histoire curieuse de la Commune. L'ouvrage est sous presse; nous le lirons très prochainement.

~~~

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, à deux heures, M. René Bazin : « Les personnages de roman. »

Ce sera l'avant-dernière conférence de la saison.

~~~

Une traduction anglaise du *Paris* d'Émile Zola a paru cette semaine à Londres.

~~~

Le comte Vigier, arrière-petit-fils du maréchal Davout, publie ces jours-ci les deux volumes de souvenirs qu'il a consacrés à celui qu'un de nos modernes professeurs de stratégie définissait « le seul homme de guerre qui ait su comprendre Napoléon ».

Le comte Vigier représente une des trois branches héritières entre lesquelles furent partagées, à la mort de la maréchale Davoust, en 1868, les papiers privés du maréchal. Le partage s'était fait amiablement : on avait, de ces papiers, composé trois lots qui furent tirés au sort.

C'est du lot qui lui échut que le comte Vigier a tiré les éléments essentiels de ce nouveau livre sur Davout.

Même après les ouvrages de la marquise de Blocqueville, de M. de Mazade, de M. de Chénier, de M. de Joly (ces deux derniers composés du vivant de la maréchale Davout), le comte Vigier a pu, grâce à la qualité du fonds sur lequel il travaillait, se flatter d'écrire des choses neuves sur un sujet qui ne semblait plus très susceptible d'être renouvelé.

~~~

M. Félix Alcan nous prépare deux « bibliothèques » nouvelles.

D'abord une *Bibliothèque générale des sciences sociales*, dont les premiers volumes seront consacrés à la reproduction des cours professés, depuis sa fondation, au Collège libre des Sciences sociales.

Ce collège n'existe que depuis deux ans, et on y a déjà beaucoup travaillé. Dix volumes vont l'attester. Les deux premiers seront publiés en avril et mai; l'un, de M. Saleilles, professeur à la Faculté de droit : *l'Individualisation de la peine;* l'autre, de M. Charles Seignobos : *la Méthode historique appliquée aux sciences sociales*.

Signe des temps : la nouvelle « bibliothèque » est administrée par une jeune femme, Mlle Dick May, qui remplissait déjà d'une façon très distinguée, au Collège libre de la rue de Tournon, les fonctions de secrétaire général. Mlle Dick May fait de la sociologie sous un pseudonyme. Elle est la sœur d'un professeur de l'Université qui publiait tout récemment sur le Saint-simonisme un livre plein de vues ingénieuses et de faits.

— La seconde collection en préparation est celle des « Grands philosophes ».

Elle consistera, nous annonce l'éditeur, « en une série de monographies intellectuelles, à la fois vivantes et puissantes, qui se renverront la lumière les unes aux autres, et mettront dans un jour meilleur la vraie suite de l'esprit humain trop effacée dans les histoires de la philosophie ».

Les monographies dont la publication est, dès à présent, préparée, ou va l'être, sont celles de Socrate, Platon, Aristote, Philon, Plotin et saint Augustin; saint Anselme, saint Bonaventure, saint Thomas d'Aquin et Duns Scot; François Bacon, Descartes, Pascal, Malebranche, Spinoza, Leibnitz, D. Hume, Kant, Schelling et Maine de Biran.

Cette collection sera dirigée par M. l'abbé Piat, agrégé
~~~

de l'Université, docteur ès lettres, professeur de l'Institut catholique, qui aura pour collaborateurs des professeurs de l'Université, des maîtres de l'enseignement libre, et ne dédaignera pas d'aller chercher d'utiles concours hors du monde enseignant : la monographie de Descartes a été demandée à M. Denys Cochin, député de Paris.

Annoncés pour mardi prochain :

De M. Frédéric Masson, le second volume de *Napoléon et sa famille*. Le premier (1769-1802) a paru l'an dernier ;

De M. Alfred Franklin, deux volumes nouveaux de la série consacrée à « la Vie privée d'autrefois » : *les Magasins de nouveautés*, et *la Vie de Paris* (*Tenue de maison et domesticité*) *sous Louis XIV*.

Sous presse :

De M. Édouard Noël, les *Petits vers d'un joueur de flûte ;*

De M. Henri de Fleurigny, un recueil de « petits vers » également, à dire ou à chanter, les *Chansons de la vie ;*

De M. Pierre de Bouchaud, des nouvelles : *Histoire d'un baiser*.

M. Pierre de Bouchaud est l'auteur d'un volume d'aimables poésies, les *Mirages*, paru l'an dernier, et que la critique signala, discrètement. Trop discrètement peut-être. Le même écrivain avait précédemment signé quelques monographies d'art, élégantes et solides ; notamment une jolie étude sur Popelin.

M. Pierre de Bouchaud a fui le boulevard ; il travaille loin des réclames parisiennes, dans un coin perdu de la vallée du Rhône. Et je continue à dire que nous ne saurions trop encourager ces vertus-là.

Emile Berr.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

PAGES CHOISIES D'ANDRÉ THEURIET (Colin). — De ces pages choisies du délicat et sympathique écrivain, on pourra répéter ce que Sainte-Beuve disait déjà du *Chemin de bois :* « Cela sent bon. » Certes nous ne trouverons ici rien qui nous empoignera à la gorge, qui nous forcera à nous arrêter et à réfléchir, souvent à douloureusement réfléchir. Mais le besoin ne se fait pas sentir tous les jours de ces œuvres hautaines, amères et fortes, dont le pessimisme est la dominante et le désenchantement la lugubre tonique. Nous ne vivons pas, intellectuellement parlant, d'élixirs étranges, d'excitants diaboliques et de plaisirs raffinés et troublants, mais de bonne et substantielle logique, agrémentée de rêves bleus, avec une petite pointe de sentimentalité. C'est dans ce domaine d'optimisme quand même qu'André Theuriet nous mène par des sentiers embaumés et d'aimables sous-bois, c'est à cette latitude moyenne où l'atmosphère est en tout cas très respirable, qu'il nous transporte pour nous inviter à y vivre avec lui. Quelques esprits chagrins feront une moue dédaigneuse, mais ils seront toujours l'infime minorité.

LA POÉSIE ITALIENNE CONTEMPORAINE, par *Jean Dornis* (Ollendorff). — M. Fogazzaro nous a dit récemment ce que sera, à son avis, le grand poète que l'avenir tient en réserve pour nous ou pour nos arrière-neveux ; Jean Dornis, lui, se contente de nous parler des poètes qui, à l'heure présente, illustrent la patrie de l'auteur de *Daniel Cortis :* Edmondo de Amicis, Ugo Ojetti, Ada Negri, Mathilde Serao, Braga, d'Annunzio, etc. La plupart de ces noms sont déjà connus de nos lecteurs, grâce à des articles de critique ou à des traductions permettant de se faire une idée de ces jeunes talents, tous jeunes du moins par l'intensité de vie qu'ils révèlent. Pourtant une vue d'ensemble est nécessaire et c'est ici que l'ouvrage de Jean Dornis nous sera un auxiliaire précieux. La partie qui traite des origines servira aussi à mettre les choses au point, ce qui n'est pas une affaire de mince importance dans le dédale des littératures contemporaines.

L'AFRIQUE DU SUD TELLE QU'ELLE EST, par *F. Reginald Statham*. — Il faut féliciter notre collaborateur, M. Ch. Giraudeau, d'avoir mené à bonne fin la traduction de cet ouvrage touffu, mais non inextricable, d'une lecture qui, bien qu'un peu indigeste, sera très utile à celui qui cherche avant tout le renseignement exact, veut connaître le comment et le pourquoi de tout et examiner une affaire depuis A jusqu'à Z avant de s'y embarquer. Outre ces qualités de précision et de méthode nous en découvrons une autre qui fait grand honneur à M. Statham ; c'est l'impartialité. A la différence de la plupart de ses compatriotes, il ne se laisse pas aveugler par le jingoïsme et trouve par-ci par-là à critiquer dans ce qui est anglais et à louer dans ce qui n'est pas anglais ; pour traiter des questions aussi délicates que celles de l'Afrique australe pendant les vingt dernières années, cette largeur de vues et cette droiture d'esprit sont doublement précieuses.

L'ÉDUCATION PRÉSENTE, par le Père *Didon* (Plon). — De l'air, de la lumière, de l'action, de la volonté, de la liberté ! Voilà ce qu'il faut à notre jeunesse si plus tard elle doit faire œuvre réparatrice et créatrice. Que les mères cessent d'être un des principaux obstacles à la forte éducation virile, que l'esprit de foi et d'initiative ne se lassent pas de combattre la routine, le scepticisme, la démoralisation et de construire, à côté des vieux édifices croulants, les murs élargis où viendront s'abriter et grandir les générations nouvelles... Nous savons ces choses, mais il est bon qu'on nous les répète souvent, qu'on nous les crie, qu'on nous les fasse entrer dans la cervelle de gré ou de force, et c'est cette tâche ingrate que s'est assignée le Père Didon, un moine athlète qui ne se contente pas de belles phrases et met bravement la main à la pâte, tel Frère Jean des Entommeures « se saisissant du baston de la croix, qui estoit de cœur de cornier, long comme une lance, rond à plein poing, et quelque peu semé de fleurs de lis, toutes presque effacées ».

G. Art.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36350. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 14. 4e SÉRIE. — TOME IX 2 AVRIL 1898.

CE QU'ON PENSAIT DES JUIFS

A PARIS EN 1790 (1)

Mesdames, Messieurs,

L'une des principales questions soumises en 1790 au *referendum* municipal, c'est-à-dire à la décision directe des soixante assemblées de districts entre lesquelles se partageaient alors tous les citoyens de Paris, fut celle de savoir si les juifs seraient admis à être électeurs et éligibles. Il m'a paru intéressant de rechercher le résultat exact et la conséquence de cette consultation populaire : tel est l'objet de l'impartial exposé que j'ai l'honneur de vous soumettre.

Le 28 janvier 1790, pendant que l'Assemblée nationale discutait précisément la question de l'état civil et politique des juifs en général, une députation des juifs de Paris était introduite devant l'Assemblée des Représentants provisoires de la Commune de Paris ; Godard la présenta à ses collègues. Jacques Godard était un jeune avocat de grand talent, qui avait été secrétaire de Target, et qui, depuis deux mois environ, représentait à l'Hôtel-de-Ville le district des Blancs-Manteaux; appelé plus tard à la présidence, il fut chargé de rédiger l'*Exposé général des travaux des Représentants de la Commune*, et devint, en 1791, député du département de Paris à l'Assemblée législative; il mourut un mois après l'ouverture de la session. Ce Godard s'était fait l'avocat attitré des juifs ; en même temps qu'il rédigeait pour eux, précisément à cette époque, une *Pétition pour les juifs établis en France, adressée à l'Assemblée nationale*, il se faisait leur interprète devant ses collègues à l'Hôtel de Ville, auxquels il adressait un discours qui commençait ainsi :

J'ai quitté un instant la place que j'occupais au milieu de vous, Messieurs, pour prendre celle qui me convient (c'est-à-dire à la barre), lorsque je parle pour des suppliants et que je suis l'interprète des malheureux.

Chargé, par la plupart des juifs du royaume, de défendre leur cause à l'Assemblée nationale, je le suis, en même temps, par ceux de Paris, de vous offrir l'hommage de leurs respects, l'assurance de leur dévouement, le témoignage même de leur reconnaissance : car les généreux habitants de cette capitale ont devancé, en quelque sorte, pour les juifs, le bienfait de la loi, en saisissant cette mémorable Révolution pour se confondre avec eux, en faire leurs compagnons d'armes, les revêtir de la livrée citoyenne, sous laquelle plusieurs d'entre eux paraissent devant vous, les traiter enfin comme frères, avant de les traiter en citoyens.

Les juifs, qui sollicitent de l'Assemblée nationale et qui attendent de sa sagesse une loi qui leur soit favorable, attachent une grande confiance aux suffrages honorables qui les environnent dans cette capitale, et dont ils ont déjà éprouvé tant de salutaires effets. Ils ont pensé aussi que les bontés de cette capitale envers eux leur donneraient peut-être le droit de vous supplier d'élever la voix en leur faveur et d'émettre un vœu qui pût hâter la décision de leur sort. Mais ils craignent de vous demander ce nouveau témoignage de bonté; et ils s'abandonnent, ils se confient, sur cet objet, à votre sagesse.

Ils vous prient seulement de leur permettre de se vanter de tous les anciens témoignages qu'ils en ont reçus. Ils vous prient de leur rendre la justice qu'ils méritent, en disant hautement que vous n'avez aucun reproche à leur faire; que l'ordre public n'a jamais été troublé par eux; que, dans l'excès même de leur in-

(1) Lecture faite à la séance annuelle de la *Société de l'Histoire de la Révolution française*, le 27 mars 1898.

fortune, ils n'ont murmuré ni contre les hommes, ni contre la loi; qu'un zèle pur et vraiment civique les anime aujourd'hui pour la défense commune et le bien général; et, par cette attestation solennelle, qui ne sera qu'un hommage rendu à la vérité, vous aurez la satisfaction, si douce pour de véritables amis de la chose publique, de servir, non seulement la cause des juifs de Paris en particulier, mais celle de tous les juifs du royaume en général, et de préparer ainsi le bonheur de cinquante mille individus.

Plus loin, Godard déclare que, sur cinq cents juifs existant à Paris, il y en a plus de cent, enrôlés dans la garde nationale, qui sacrifient tout leur temps, tout leur zèle, toutes leurs forces à la défense de la constitution. Vous remarquerez les chiffres fournis par Godard, évidemment en pleine connaissance de cause : 500 juifs à Paris, 50 000 dans toute la France.

Le président de l'Assemblée des Représentants de la Commune était, à ce moment, l'abbé Mulot, chanoine du chapitre de Saint-Victor, plus tard député, comme Godard, à l'Assemblée législative; c'était lui qui devait répondre à l'orateur de la députation. Il le fit en ces termes :

Je m'enorgueillis, et de ce que je puis, auprès de vous, être l'organe de cette Assemblée, et de ce que vous ne redoutez pas de vous présenter devant elle pendant que j'y exerce les fonctions de la présidence.

Oui, vous faites honneur à mon cœur; et ce qui doit me flatter le plus, c'est que je puis répondre à votre confiance, sans blesser la sévérité de mes principes. La distance de vos opinions religieuses aux vérités que nous professons tous, comme chrétiens, ne peut nous empêcher, comme hommes, de nous rapprocher de vous; et, si mutuellement nous croyons devoir nous plaindre, nous pouvons nous aimer.

Je ne puis vous annoncer quel sera le vœu précis de l'Assemblée sur le fond de votre demande; mais je puis du moins vous assurer, à la fois, et que ses arrêtées seront conformes aux lois de la raison et de l'humanité, et que je serai le premier à applaudir à ce qui sera déterminé de favorable pour votre nation.

Pour premier témoignage de fraternité, l'Assemblée vous invite, par ma bouche, à assister à sa séance.

A la suite de cet échange de politesses, l'ajournement de la discussion au surlendemain 30 janvier fut prononcé, et la députation invitée à s'y trouver.

Il est probable que l'Assemblée des Représentants de la Commune, avant de se prononcer, voulait connaître le résultat des délibérations qui se poursuivaient, à la même heure, à l'Assemblée nationale.

Ce n'était pas la première fois que l'Assemblée constituante s'occupait des juifs; mais elle avait toujours hésité à se prononcer d'une façon catégorique. Récemment, le 21 décembre, malgré l'insistance du comte de Clermont-Tonnerre, d'Adrien du Port, de l'abbé Grégoire et de Mirabeau lui-même, elle avait repoussé, par 408 voix contre 403, une motion accordant l'égalité civile et politique aux juifs, et déclaré qu'elle n'entendait rien préjuger relativement à leur sort, sur lequel elle se réservait de prononcer. Le 28 janvier, le vote ne fut pas moins disputé : il ne fallut pas moins de onze heures de séance ininterrompue pour faire décréter, sur le rapport de l'évêque d'Autun et sur un amendement de l'abbé Grégoire, que tous les juifs dits portugais, espagnols et avignonnais jouiraient des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils réuniraient les conditions générales requises.

Les juifs établis dans le Midi obtenaient donc l'assimilation; mais ceux d'Alsace et ceux de Paris n'étaient pas compris dans le décret.

La séance du 30 janvier, à l'Assemblée des Représentants de la Commune, fut émouvante. Ce jour-là devait être discutée la pétition présentée le 28. Mais avant même que l'ordre du jour ait appelé l'affaire, se présente une députation du district des Carmélites du Marais, ayant à sa tête Cahier de Gerville, un de ses Représentants, alors procureur-syndic adjoint de la commune, qui fut ministre de l'intérieur en novembre 1791. Le district des Carmélites, dans l'ancien quartier Saint-Martin, aujourd'hui partagé entre les quartiers Saint-Merri, du quatrième arrondissement, et Sainte-Avoie, du troisième arrondissement, était celui qui comptait le plus de juifs parmi ses habitants : il fut même dit, au cours de la discussion, que la presque totalité des juifs de Paris était domiciliée dans l'arrondissement du district des Carmélites. Or, ce district avait adopté, dans son assemblée générale du 29 janvier, une délibération formulée ainsi qu'il suit :

M. le président a rendu compte d'une députation faite à l'Assemblée générale des Représentants de la Commune par la nation juive demeurant à Paris, pour réclamer l'appui de la Commune auprès de l'Assemblée nationale, à l'effet d'être admise à l'honneur de partager, avec les autres citoyens français, sans distinction, les droits de citoyens actifs que le préjugé et la législation leur ont jusqu'à présent refusés.

Lecture faite de l'adresse présentée à l'Assemblée nationale, le 26 août dernier, au nom de la nation juive, — cette adresse est imprimée avec la date du 24 août 1789, — M. le président ayant prié l'assemblée de discuter la question de savoir si ce district voterait en leur faveur l'admission aux droits de citoyens actifs, les juifs présents à l'assemblée se sont retirés.

La matière longtemps et suffisamment discutée ;

L'assemblée,

Considérant que, depuis le commencement de la Révolution, les juifs demeurant dans l'arrondissement du district se sont toujours conduits avec le plus grand zèle, le patriotisme le plus pur et le plus généreux;

Considérant que l'adresse par eux présentée à l'Assemblée nationale renferme leur soumission la plus entière

aux lois et tribunaux du royaume, et leur renonciation au privilège d'avoir des chefs particuliers et autres privilèges dont ils ont toujours paru le plus jaloux ;

Considérant aussi que le préjugé funeste, qui jusqu'ici les a tenus plongés dans l'avilissement, n'était pas propre à leur inspirer les sentiments de bons et loyaux citoyens ; que le moyen de donner à tous les juifs l'énergie qui convient à des hommes libres, c'est de les faire participer à cette honorable qualité ;

Considérant enfin que le district des Carmélites, celui qui renferme dans son sein le plus de juifs, a été, comme il l'est encore, le plus à portée de connaître leur conduite publique et de leur rendre justice sur le zèle et le patriotisme qu'ils ont toujours montrés ; pensant même qu'il leur est dû de la reconnaissance ;

A arrêté unanimement de porter à l'Assemblée des Représentants de la Commune le vœu formé par le district pour que les juifs, dont il atteste la bonne conduite et l'entier dévouement à la chose publique, jouissent désormais des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils rempliront les autres conditions imposées par les décrets de l'Assemblée nationale.

A cet effet, l'assemblée a nommé six députés pour présenter son arrêté à l'Assemblée des Représentants de la Commune ; a arrêté, en outre, que cet arrêté serait envoyé à M. le président de l'Assemblée nationale et aux 59 autres districts.

A la lecture de cet arrêté, Cahier de Gerville, orateur de la députation, ajoute un petit commentaire :

De toutes les sections territoriales de la Commune de Paris, — dit-il, — le district des Carmélites est celle qui renferme dans son sein un plus grand nombre de juifs. Plus qu'aucun autre district, celui des Carmélites a été à portée, depuis la Révolution, d'observer la conduite des juifs, de connaître leurs principes et de juger leur morale. Ne soyez donc point étonnés, Messieurs, si le district des Carmélites s'honore d'être le premier de tous à rendre un hommage public à leur patriotisme, à leur courage et à leur générosité.

Nuls citoyens ne se sont montrés plus ardents que les juifs à la conquête de la liberté ; nuls, plus empressés à se couvrir des livrées nationales ; nuls, plus amis de l'ordre et de la justice ; nuls, plus disposés aux actes de bienfaisance envers les pauvres et aux contributions volontaires nécessitées par les besoins du district.

Tel est le témoignage que nous devons à la vérité, et que le district des Carmélites nous a ordonné de proclamer dans cette enceinte.

Oserai-je en faire l'aveu ? Les juifs sont déjà Français parmi nous. Oui, Messieurs, le district des Carmélites n'a pas voulu qu'on les distinguât des citoyens : on les admet dans les conseils ; ils partagent les honneurs et les fatigues du service militaire, et pas le moindre murmure ne s'est fait entendre contre cette possession des droits de cité, à laquelle néanmoins le sceau de la loi manque encore.

Daignez, Messieurs, accueillir nos justes et pressantes réclamations en faveur de nos nouveaux frères. Daignez y joindre les vôtres et les présenter, réunies, à l'Assemblée nationale. N'en doutez pas, Messieurs, vous obtiendrez sans peine, pour les juifs de Paris, ce qu'on n'a pas refusé aux juifs connus sous la dénomination de portugais, avignonnais, espagnols.

Et Cahier de Gerville termine en protestant contre une différence de droits « fondée sur des traditions apocryphes, ou plutôt sur des chimères et des fables ».

Le président, Mulot, félicite les délégués du district de leur démarche, promet de nouveau aux juifs la bienveillance de l'Assemblée et un arrêté dicté par la raison et l'humanité. Puis la discussion s'engage.

Il y eut discussion, donc contradiction. Le procès-verbal l'indique seulement en disant que « quelques membres ont demandé que les juifs fussent tenus, avant tout, de prêter serment de ne plus faire nation particulière au milieu de la nation, et de fidélité à la nation, à la loi et au roi ». Mais un discours qui a été conservé montre que l'opposition fut assez vive. L'abbé Bertolio, qui était en même temps avocat au Parlement, qui fut plus tard ambassadeur à Rome, en attendant Représentant du district des Mathurins, prit la parole en faveur des juifs, et signala en ces termes les objections qui se produisaient :

J'ai entendu un honorable membre, dont je respecte l'âge, les vertus et les intentions, nous dire que le ciel s'oppose aux projets des juifs ; qu'ils sont et seront toujours l'objet de ses vengeances ; que la preuve en est écrite sur leur physionomie ; que l'ignominie, les opprobres dont ils sont couverts depuis tant de siècles ne permettent pas de méconnaître la main d'un dieu vengeur.

Et plus loin :

Un des honorables préopinants a attaqué l'opinion en faveur des juifs, par leur propre intérêt : il a craint pour eux les préjugés existant encore parmi le peuple. Il a cité l'exemple du Parlement d'Angleterre qui, en 1754, ayant accordé aux juifs tous les droits de cité, fut contraint de révoquer son bill, pour apaiser une sédition qu'il avait excitée parmi le peuple de Londres.

D'ailleurs, l'abbé Bertolio, pour calmer tous les scrupules, demandait qu'on ne fît aucune démarche qu'après avoir consulté les districts et en avoir obtenu l'approbation du vœu à émettre.

D'autre part, Debourge, Représentant du district des Enfants-Rouges, proposait :

1° De donner aux juifs de Paris un témoignage de satisfaction pour leur conduite avant et depuis la Révolution ;

2° De faire convoquer par M. le maire les députés de Paris à l'Assemblée nationale et de le charger d'inviter, au nom des Représentants de la Commune, M. l'abbé Sieyès à prendre en main la cause des juifs, et à se concerter avec ses co-députés pour profiter du premier moment où il sera permis de faire ajourner la question à jour fixe.

Enfin, l'arrêté suivant fut adopté par l'Assemblée des Représentants de la Commune, au milieu des applaudissements de l'assistance :

L'Assemblée, considérant que tous les hommes domiciliés dans un empire et sujets de cet empire doivent participer aux mêmes titres et aux mêmes droits ; que la différence dans les opinions religieuses ne doit en mettre aucune dans l'existence civile, et que c'est dans le moment où un peuple se donne une constitution qu'il doit se hâter de secouer le joug des préjugés et de rétablir les droits méconnus de l'égalité ;

Considérant, d'ailleurs, que les juifs établis à Paris se sont toujours conduits avec intégrité et zèle, et que, dans cette Révolution surtout, ils ont donné des preuves les plus méritoires de patriotisme ;

A arrêté :

1° Qu'il serait donné aux juifs de Paris un témoignage public et authentique de la bonne conduite qu'ils ont toujours montrée, du patriotisme dont ils ont donné des preuves, et des vertus qu'on a su, par le témoignage du district des Carmélites, dans l'enceinte duquel vit le plus grand nombre, qu'ils pratiquaient en secret ;

2° Que le vœu de leur admission à l'état civil et à tous les droits de citoyens actifs serait hautement prononcé ; mais qu'il ne serait porté à l'Assemblée nationale que lorsqu'il aurait reçu la sanction des districts, qui seraient invités à se convoquer extraordinairement pour cet objet, tant parce que c'est dans les districts que réside véritablement toute puissance à cet égard que parce que le vœu de tous les districts ou de la majorité des districts sera un vœu plus authentique et plus solennel pour les juifs que le vœu de la seule Assemblée des Représentants de la Commune.

La journée finit par des compliments. S'adressant aux juifs présents, l'abbé Mulot dit :

Mes promesses sont accomplies : vous venez d'entendre l'arrêté que j'avais prévu. Si la place que j'occupe m'a empêché d'appuyer votre demande, de préparer par mon opinion cet arrêté, j'ai le bonheur de le prononcer au nom de l'Assemblée. J'y applaudis de tout mon cœur, et, si mon nom ne se trouve point parmi ceux des prélats qui vous ont défendus, je m'estime heureux d'en pouvoir terminer la liste.

Au nom des pétitionnaires, Godard répondit :

Messieurs, j'avais invoqué votre justice pour les juifs de Paris ; je dois maintenant vous remercier en leur nom, car vous la leur avez rendue.

Mais ce n'est point par un discours oratoire que j'essaierai de vous peindre leur reconnaissance. Je me bornerai à répéter ces paroles touchantes, — (elles avaient été prononcées quelques jours auparavant par Bailly, recevant des porteurs de charbon) — qui ont été entendues ici avec plaisir, qui ont retenti ensuite, avec enthousiasme, dans toutes les bouches, et qui sont les plus beaux remerciements qu'on puisse vous adresser : *Bénissons la Révolution qui nous rendra tous frères.*

Voilà donc les soixante assemblées de districts officiellement appelées à juger la cause des juifs, en accordant ou en refusant leur sanction au vœu exprimé en leur faveur par l'Assemblée des Représentants.

Nous sommes loin de posséder toutes les délibérations prises à ce sujet dans le courant de février 1790 ; mais il est certain que la très grande majorité des districts se prononça dans le même sens que l'Assemblée de l'Hôtel de Ville.

Dès le 11 février, le district de Saint-Étienne du Mont faisait savoir qu'il adhérait à l'arrêté du 30 janvier.

Le 20 février, Godard invoquait l'avis favorable de plus de quarante-cinq districts, sans une seule dissidence ;

Plusieurs districts — disait-il — ont prévenu l'envoi de votre arrêté ; ils ont traité à l'avance les juifs comme des citoyens, et ils ont émis un vœu semblable au vôtre. Les autres districts ont attendu votre arrêté, se sont assemblés conformément à l'invitation qui leur était faite, et ont aussi prononcé le vœu de l'admission des juifs à l'état civil. Pas un seul ne s'est élevé contre cette portion, trop longtemps malheureuse, de nos futurs concitoyens ; plus de quarante-cinq ont déjà adhéré à leur demande, vous prient de la soutenir à l'Assemblée nationale, se félicitent de la voir accueillie par les représentants de la nation, et, dans la plupart des arrêtés, on remarque ces mots : *unanimement*, *à une parfaite unanimité*, *à la plus parfaite unanimité*, expressions qui prouvent un vœu bien précis et bien caractérisé.

Il ajoutait :

Nous pouvons donc agir dès ce moment, puisque nous avons en notre faveur la grande majorité des districts et j'ose garantir — (en quoi il se trompait) — qu'avant deux jours, les quinze autres auront émis un vœu semblable à celui des premiers.

En même temps, il présentait à ses collègues un projet d'adresse à l'Assemblée nationale. L'Assemblée des Représentants nomma, pour examiner ce projet, une commission composée de l'abbé Bertolio, dont nous avons déjà parlé, de l'abbé Fauchet, le futur évêque constitutionnel du Calvados, député à la Législative et à la Convention, et de Duveyrier, qui fut membre du Tribunat en l'an IX.

Dans une note de cette adresse, qui fut votée le 24 février et sur laquelle nous reviendrons dans un instant, il est dit qu'à ce moment, 24 février, 49 districts avaient déjà délibéré en faveur des juifs ; que les autres paraissaient avoir les mêmes intentions et n'avaient été empêchés d'émettre leur vœu que par la rareté de leurs assemblées ou leurs affaires multipliées ; enfin, qu'aucun district n'avait émis de vœu contraire. Ce dernier point n'était pas rigoureusement exact.

Enfin, dans une lettre lue à l'Assemblée nationale

le 10 mai, les délégués des juifs de Paris s'appuient sur le vœu de 53 districts.

Il n'y a aucune raison de ne point accepter ce dernier chiffre. Le résultat de la consultation fut donc celui-ci : sur 60 districts, on en trouve 53 s'étant prononcés pour les juifs, 1 contre, et 6 n'ayant point délibéré ou dont l'opinion est inconnue.

Malheureusement, nous n'avons ni la liste des 45 districts du 20 février, ni celle des 49 districts du 24 février, ni celle des 53 districts du 10 mai. Un chiffre en bloc, et c'est à peu près tout.

Je dis : à peu près, parce que, en cherchant bien, on arrive à déterminer les noms de quatorze de ces districts, dont dix sont cités dans l'arrêté du 24 février, savoir : les Carmélites du Marais, Saint-Étienne du Mont, les Pères de Nazareth, Saint-Joseph, Saint-Marcel, Saint-Séverin, les Capucins Saint-Honoré, les Prémontrés de la Croix-Rouge, les Théatins et l'Abbaye Saint-Germain des Prés.

En outre, quatre districts, ceux des Petits-Pères, de Saint-Roch, des Enfants-Rouges et de Saint-Germain l'Auxerrois, ont laissé des témoignages écrits de leur opinion. Jetons un coup d'œil sur ces documents trop rares.

A l'assemblée des Petits-Pères, on reconnaît qu'on ne peut refuser aux juifs le certificat moral qu'ils demandent, puisqu'il est notoire qu'ils se conduisent paisiblement, qu'ils ne troublent point l'ordre public et qu'ils ne provoquent point la sévérité des lois; et on exprime le désir de les voir bientôt admis légalement à voter dans les assemblées et à partager les avantages d'une liberté qu'ils ont aidé les autres citoyens à conquérir, à charge de se soumettre aux conditions que l'Assemblée nationale leur prescrira, et sous la foi de leur serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi.

Le district de Saint-Roch souhaite que dorénavant juifs et Français ne soient plus qu'un seul et même peuple de frères : après avoir posé en principe que la différence des opinions religieuses ne doit en mettre aucune dans l'existence civile, que tous les hommes répandus sur ce globe ne sont qu'une même famille, que tous les sujets d'un même empire doivent participer aux mêmes titres et aux mêmes droits, s'aimer et se chérir, parce que ce sentiment est de la nature et de toutes les religions, il conclut à l'admission des juifs à l'état civil et à tous les droits de citoyens actifs; ce sera, dit-il, le moyen de déraciner tous les vices dont on s'est plu d'entacher cette nation et ouvrir pour l'État une nouvelle source de richesses.

Le district des Enfants-Rouges porte à l'Assemblée nationale le vœu qu'elle accueille les réclamations des juifs, nés ou naturalisés Français, en les appelant à la jouissance des droits qui appartiennent à des hommes frères et égaux.

Le district de Saint-Germain l'Auxerrois arrête d'unir son vœu particulier à celui des autres districts et particulièrement à celui des Carmélites, à l'effet de demander pour les juifs de Paris tous les avantages de l'état civil, aux conditions infiniment raisonnables qu'ils ont eux-mêmes offertes, savoir : d'une soumission entière et sans exception aux charges de l'État; d'une adoption absolue des principes constitutifs de la nation française ; d'une renonciation formelle aux lois comme aux juges particuliers qui leur étaient permis; d'une obéissance sans bornes et sans restriction aucune à toutes les lois de discipline extérieure et d'administration de l'État; enfin, à la condition expresse qu'ils n'en jouiront d'abord qu'avec les mêmes formalités exigées de tous les étrangers qui viennent s'établir en France, et dont la principale doit être le serment civique.

En face de ces manifestations unanimement favorables à la demande des juifs, se place une seule délibération hostile, celle du district des Mathurins, datée du 20 février. Cette opinion, étant celle de la minorité, mérite des égards particuliers. La voici donc, reproduite presque en entier :

L'assemblée générale :

Après avoir mûrement délibéré pendant quatre séances consécutives sur la pétition des juifs, tendant à obtenir, sans aucune restriction, l'état civil en France ;

Considérant que les juifs, avant de pouvoir être élevés au rang de citoyens actifs, auraient besoin, avant tout, d'être devenus Français et naturalisés tels, comme l'ont été par lettres patentes les juifs portugais, espagnols et avignonnais que l'Assemblée nationale a, par cette raison, confirmés dans leurs droits, en y ajoutant, par forme de conséquence, ceux de citoyens actifs ;

Que les juifs qu'on appelle allemands et autres, qui n'ont ni lettres ni possession de naturalité, ne sont pas réellement Français, parce que la naissance seule ou le domicile ne constituent Français que ceux qui sont nés sous la loi française et qui en reconnaissent l'empire exclusif;

Qu'en considérant tous les juifs en corps, ils forment, au milieu de la France et des autres royaumes où ils se sont dispersés, un peuple particulier et distinct, qui, soit dans sa prospérité, soit dans ses disgrâces, ne s'est jamais allié ni mêlé avec aucun autre peuple ;

Qu'ils en sont séparés, non seulement par la différence du culte et des opinions religieuses, mais aussi par un corps de lois civiles et politiques qu'ils n'ont cessé d'observer; qu'ils ne peuvent, sans se rendre parjures d'un côté ou de l'autre, jurer d'être fidèles à la nation, à la loi, au roi et à la constitution française, puisqu'ils forment eux-mêmes une autre nation, qu'ils ont une autre loi, une autre constitution, et même un autre roi qu'ils attendent encore; qu'ils n'offrent pas de renoncer au code civil et politique qui leur a été donné par leur législateur, ou de le diviser et de n'en retenir que la partie du culte; que leurs naissances, leurs mariages, leurs testaments, leurs successions, leurs lois civiles, criminelles

et pénales sont réglés par ce code d'une manière absolument différente et souvent opposée à la loi et à la constitution française;

Qu'ils ont toujours eu et qu'ils ont encore leurs magistrats, leurs juges, leurs sanhédrins, leurs rabbins, leurs chefs, tant pour l'ordre civil que pour l'ordre religieux; qu'ainsi, sous aucun rapport, ils ne peuvent être admis en France au rang de citoyens actifs, et que l'influence d'un tel peuple serait à craindre dans les assemblées des citoyens français, si on leur accordait le droit d'y voter comme citoyens actifs;

Considérant que cette admission, en la supposant possible et exécutable, ne pourrait se faire que du consentement de toutes les provinces délibérant spécialement à ce sujet dans les assemblées primaires, parce qu'un peuple doit être consulté pour en recevoir un autre dans son sein; que les représentants actuels de la nation n'ont reçu à cet égard de leurs commettants ni mandats, ni pouvoirs, parce que la question n'était pas alors prévue; que la nation doit émettre son vœu et même son consentement formel;

Considérant enfin qu'en n'admettant pas les juifs comme citoyens actifs, la justice, l'humanité et le droit des gens exigent cependant qu'on leur accorde les droits de l'homme, l'exercice des arts et métiers et du commerce, la faculté d'acquérir des immeubles et d'y succéder, en un mot tous les pouvoirs et emplois nécessaires à leur existence, compatibles avec la qualité de simples habitants de France, mais qui n'exigent pas la qualité de citoyens actifs;

Que, par ce moyen, la France s'assurera tous les avantages qui peuvent résulter de leur industrie, de leur nombre et de leurs richesses, adoucira leur sort, leur accordera plus qu'ils n'ont encore obtenu dans la plupart des Etats de l'Europe, et en même temps évitera les dangers et les inconvénients d'admettre aux droits de citoyens actifs un peuple ou des individus si essentiellement inalliables avec les autres citoyens;

A arrêté, à la majorité des opinions prises par assis et levé :

1° Que le vœu du district est que les juifs ne soient pas admis aux droits de citoyens actifs;

2° De représenter à l'Assemblée nationale que l'admission des juifs aux droits de citoyens actifs en France ne peut être décrétée qu'après avoir recueilli le vœu du peuple français dans les assemblées primaires de toutes les provinces de France.

Bien que l'arrêté du district des Mathurins, daté, comme je l'ai dit, du 20 février, dût être connu de l'Assemblée des Représentants de la Commune le 24, il n'y est fait nulle allusion dans l'arrêté de ce jour, auquel nous arrivons.

Sur le rapport des trois commissaires nommés le 20 février, l'Assemblée des Représentants de la Commune adopta, sans discussion, semble-t-il, un arrêté dont les expressions étaient empruntées aux délibérations de divers districts, et qui est ainsi conçu :

L'Assemblée:

Considérant que les hommes sont égaux en droits; que la différence des opinions religieuses n'est plus, en France, un obstacle à la tranquillité et à la fortune de tous ceux qui y habitent : que, si l'Être suprême a permis que les juifs naissent et soient élevés dans les principes d'une religion qui n'est pas la nôtre, nous devons, en respectant ses décrets, aimer les juifs comme nos frères; qu'un des moyens les plus efficaces pour les ramener à notre foi, c'est de les réunir à nous en leur accordant les droits de citoyens;

Considérant qu'après la conquête de la liberté, il est encore une entreprise digne d'un peuple libre, celle de vaincre et de détruire pour jamais des préjugés qui l'ont trop longtemps asservi, et dont il convient enfin de secouer le joug; que la question de l'admission des juifs à l'état civil, en France, tient à l'ensemble des diverses parties qui doivent former l'édifice majestueux de la constitution; que, tous les décrets de l'Assemblée nationale portant l'empreinte de la justice, de l'humanité et de cette élévation sublime qui maîtrise les préjugés aveugles que l'erreur, les passions et le temps avaient consacrés, il est autant de la justice de cette auguste Assemblée que de l'intérêt même de la prospérité du royaume de ne permettre aucune distinction avilissante pour une classe d'hommes qui, depuis longtemps, vit sous la protection des lois; que c'est aux lois en général qu'il faut imputer les vices des hommes beaucoup plus qu'à la nature qui les destina aux impressions qu'on veut leur donner; qu'ainsi, l'on ne peut reprocher à une nation des vices particuliers qui ne soient l'effet de quelque institution politique et qui ne puissent changer avantageusement par un meilleur ordre de choses; qu'en accordant aux juifs l'état civil et tous les droits de citoyens actifs, c'est attacher à la France une nation laborieuse et commerçante, qui ne peut que vivifier, augmenter et faire refleurir le commerce, attirer dans le royaume des richesses abondantes, en y amenant des juifs des différentes parties du monde; que cette population pourra beaucoup contribuer à réparer la plaie que la révocation de l'édit de Nantes a faite au royaume, plaie qui n'est pas encore cicatrisée aujourd'hui; que l'admission de ce peuple présente des avantages, puisque, en fixant cette nation dans le royaume, on y fixerait sa fortune, son numéraire, et qu'on y appellerait en même temps encore les fortunes des autres juifs épars;

Considérant que, si quelques dogmes particuliers de la religion des juifs semblent en contradiction avec les lois de l'empire français, le for intérieur de la conscience ne peut être opposé aux juifs, lorsque, dans le for extérieur, ils ne seront plus distingués des autres citoyens, lorsqu'ils consentent à être jugés dans nos tribunaux, non sur leurs lois particulières, mais sur celles de l'État, auxquelles ils déclarent être entièrement soumis, en renonçant, à cet égard, à tous leurs privilèges;

Considérant que, dans cet instant qui a fixé le sort de l'Empire, les juifs de cette capitale se sont empressés de se réunir aux bons citoyens; que le zèle patriotique qu'ils ont témoigné les a, par anticipation, incorporés à la nation française, puisque, comme tous les autres ci-

toyens, ils ont supporté et supportent encore les charges du service dans la garde nationale; qu'ayant ainsi servi avec ardeur la cause de la liberté, la bonne conduite qu'ils ont toujours montrée, les vertus qu'on a su qu'ils pratiquaient en secret, les preuves qu'ils ont données, comme citoyens, comme bons frères, de leur entier dévouement à la chose publique, déposent puissamment en leur faveur;

Considérant enfin que, depuis nombre d'années, beaucoup de juifs résidant à Paris se sont acquis, dans cette ville immense, une bienveillance fondée sur leur zèle à remplir les devoirs de citoyens, leur fidélité dans les engagements de commerce, leur conduite exemplaire et leurs services dans la Révolution actuelle; que ce peuple, regardé comme citoyen, sera ce que tout bon Français doit être, bon citoyen, bon père, bon époux, bon fils, et, en un mot, honnête homme;

A arrêté que, conformément au vœu de la presque unanimité des districts, émis en conséquence de son arrêté du 30 janvier précédent, l'Assemblée nationale serait suppliée, par une adresse présentée au nom de la Commune de Paris, de rendre un décret qui donnât aux juifs de Paris la qualité de citoyens actifs, lorsqu'ils rempliront les conditions requises de tous les Français à l'effet de jouir de ces droits;

A adopté en conséquence, après en avoir entendu la lecture, l'adresse proposée par MM. Godard, l'abbé Fauchet, l'abbé Bertolio et Duveyrier, et a arrêté qu'elle serait portée demain à l'Assemblée nationale par les commissaires ci-dessus, plus deux autres, à la tête desquels M. l'abbé Mulot, président de la Commune, voudrait bien se placer pour prononcer l'adresse suivante.

De cette adresse, rédigée par Godard, lue à la barre de l'Assemblée nationale, le 25 février, par l'abbé Mulot, je ne citerai que quelques passages :

C'est Paris tout entier qui vous parle, en ce moment, par notre organe.

Il existe, dans cette ville, un assez grand nombre de juifs (cinq cents, d'après Godard); les uns sont répandus dans les différents quartiers de Paris; les autres, et en plus grande quantité, afin de rendre leur réunion entre eux plus facile et se dédommager ainsi de l'isolement où ils sont des autres hommes, se sont affectionnés à des quartiers particuliers, où il leur a été impossible d'échapper à la surveillance publique. Tous, et partout, ont été irréprochables dans leur conduite: nulle plainte ne s'est élevée contre eux; jamais ils n'ont troublé l'ordre général; et, s'ils étaient les plus malheureux, peut-être aussi, ce qui est assez extraordinaire, étaient-ils les plus paisibles de tous les citoyens.

A l'instant de la Révolution, leur courage, leur zèle et leur patriotisme leur ont acquis des droits à la reconnaissance publique.

Nous les avons vus au milieu de nous, décorés du signe national, nous aider à conquérir la liberté; et, tous les jours, ils nous aident à conserver notre patrimoine commun.

Ah! Messieurs, s'ils ont contribué à la conquête de la liberté, pourraient-ils être condamnés à ne pas jouir de leur propre ouvrage? S'ils sont de vrais citoyens, sous quel prétexte le titre leur en serait-il refusé? Nous oserons dire qu'ils le mériteraient comme une récompense, s'il ne leur était pas dû comme un acte de justice.

Au nom de l'humanité et de la patrie, au nom des qualités sociales des juifs, de leurs vertus patriotiques, de leur vif amour de la liberté, nous vous supplions de leur donner le titre et les droits dont il serait injuste qu'ils fussent privés plus longtemps. Nous les regardons comme nos frères; il nous tarde de les appeler nos concitoyens. Ah! déjà, nous les traitons comme tels; notre intérêt nous fait un besoin d'être confondus avec eux; notre intérêt nous donne le droit de réclamer votre justice, et pour eux et pour nous. Accélérez leur bonheur et le nôtre!

Au prêtre catholique qui avait parlé au nom de l'Assemblée des Représentants de la Commune et de la très grande majorité des districts de Paris, le hasard — un hasard intelligent — voulut que ce fût un autre prêtre catholique, un évêque, qui répondît au nom de l'Assemblée qui représentait la France. L'évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord, occupait le fauteuil, et voici l'allocution qu'il prononça :

L'Assemblée nationale s'est fait un devoir sacré de rendre à tous les hommes leurs droits; elle a décrété les conditions nécessaires pour être citoyen actif. C'est dans cet esprit, c'est en se rapprochant de ces conditions qu'elle examinera, dans sa justice, les raisons que vous exposez d'une manière si touchante en faveur des juifs.

L'Assemblée nationale vous invite à assister à sa séance.

La réponse était courtoise, avec une nuance de sympathie : elle ne décourageait aucune espérance, mais ne promettait rien. Le lendemain d'ailleurs, 26 février, l'Assemblée nationale ajournait de nouveau, indéfiniment, le débat sur la condition des juifs.

J'abrège ce qui me reste à dire.

D'ajournement en ajournement, la situation légale des juifs était restée en suspens, lorsque, le 10 mai, pendant que l'Assemblée nationale discutait la nouvelle organisation municipale de Paris, alors qu'on croyait toutes proches les élections à la municipalité, les délégués des juifs de Paris adressèrent au président de l'Assemblée nationale une lettre où ils renouvelaient leurs instances, appuyant leur demande du vœu des Représentants de la Commune ainsi que de 53 districts de la capitale. Cette adresse avait été renvoyée au Comité de constitution. A cette occasion, le Représentant de la Commune, Debourge, que nous connaissons, publia une brochure intitulée : *Lettre au Comité de constitution sur l'affaire des juifs*, dont il fit hommage à ses collègues de l'Hôtel de Ville le 21 mai; une commission fut nommée pour examiner l'ouvrage; elle était composée de trois membres éminents : Condorcet, Brissot (de Warville) et Léonard Robin, ce dernier

moins connu que les deux autres, mais qui fut, comme les deux autres, député de Paris à la Législative.

Ce fut l'occasion d'une nouvelle démonstration en faveur des juifs. Le 29 mai, à la suite d'un intéressant rapport de Brissot, l'Assemblée adopta, non sans quelque opposition cependant, l'arrêté suivant :

L'Assemblée générale des Représentants de la Commune de Paris, réfléchissant qu'il importe, à la veille de la formation de la nouvelle municipalité de Paris, de ne laisser aucun doute sur les droits de citoyens actifs des juifs, croit devoir recommander à l'attention la plus sérieuse de MM. du Comité de constitution de l'Assemblée nationale l'ouvrage de M. Debourge, où les droits de tous les juifs du royaume sont prouvés avec la dernière évidence.

Deux mois plus tard, à la fin de juillet 1790, au moment où commençaient réellement les élections municipales, le district des Carmélites, devenu la section de la rue Beaubourg, fidèle à ses sympathies, essaya encore, par une démarche auprès du Comité de constitution et par une lettre directement adressée au président de l'Assemblée nationale, d'obtenir pour les juifs un décret qui leur permît de prendre part légalement aux opérations des sections.

Mais ni la recommandation de l'Assemblée des Représentants, ni les instances du district des Carmélites ne purent triompher immédiatement des hésitations, des perplexités de l'Assemblée nationale, qui, très portée à aller jusqu'au bout des principes d'égalité civile et religieuse qu'elle avait proclamés, s'arrêtait cependant devant les préventions et les résistances de l'Alsace. Dans le Midi, on avait accepté sans difficulté l'assimilation aux Français des juifs de provenance espagnole, portugaise ou avignonnaise, établis depuis longtemps dans le pays et suffisamment francisés ; dans l'Est, au contraire, le juif d'origine allemande inspirait une répulsion persistante, moins à cause de sa religion qu'à cause du métier d'usurier qu'il exerçait trop souvent, et les campagnes en particulier se montraient foncièrement hostiles à l'admission des juifs en bloc au rang de citoyens français.

L'Assemblée nationale, donc, persévérait dans son attitude expectante.

Cependant, le 26 mai 1791, le Corps municipal de la municipalité définitive, présidé par Bailly, à la suite d'une nouvelle requête des juifs (encore rédigée par Godard), prenait un arrêté ainsi formulé :

Le Corps municipal, pénétré de la justice de la demande que les juifs renouvellent avec une si honorable persévérance ; témoin des faits sur lesquels elle est appuyée et qui ont déjà déterminé les Représentants provisoires de la Commune à la porter eux-mêmes à l'Assemblée nationale, arrête qu'il sera écrit de nouveau à l'Assemblée nationale, pour mettre sous ses yeux et la requête des juifs et le vœu de la municipalité, et pour la presser d'étendre formellement aux juifs de la capitale la conséquence des principes bienfaisants qu'elle vient encore de consacrer sur la liberté des opinions religieuses.

Vous savez que c'est seulement tout à fait à la fin de sa carrière, la veille de sa séparation définitive, que la Constituante se décida, sur la proposition de du Port, député de Paris, à révoquer, par le décret du 27 septembre 1791, tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans ses précédents décrets, relativement aux individus juifs qui prêteraient le serment civique.

Il faut — avait dit du Port — il faut déclarer que les juifs pourront devenir citoyens actifs comme tous les peuples du monde, comme les païens, les Turcs, les Musulmans, les Chinois même, les hommes de toutes les sectes, et sous les mêmes conditions.

J'ai voulu mettre en lumière la part revenant à la Commune de Paris dans le vote de ce décret, qui a placé les juifs sous le droit commun des Français.

Sigismond Lacroix.

LE SERVICE MILITAIRE DE DEUX ANS [1]

CONSIDÉRATIONS MORALES

Beaucoup de personnes opposées à la réduction du temps de service militaire seraient peut-être disposées à transiger s'il ne s'agissait que du côté technique de la question, mais ce qui les arrête dans la voie des concessions, c'est l'idée qu'un temps de service aussi court serait la ruine complète de l'esprit militaire.

Or qu'est-ce que l'esprit militaire? Un goût très prononcé, une vocation si l'on veut, pour la guerre, ses travaux et ses aventures ; en temps de paix, la satisfaction de se croire supérieur aux autres hommes, et la fierté de s'en distinguer par l'uniforme.

Eh bien! je le demande à tous ceux qui connaissent l'armée, — et ils sont nombreux maintenant, puisque tout le monde passe plus ou moins longtemps par la caserne, — combien, parmi les soldats ayant fini leur première année de service, en ont-ils vus animés du feu sacré, brûlant du désir de se mesurer avec un ennemi sérieux, ne subissant qu'avec impatience les loisirs de la paix, combien en ont-ils vus orgueilleux de leur titre de soldat, fiers de faire résonner le sabre qui leur pend au côté? Je ne parle pas des officiers ni d'une certaine

(1) Voyez la *Revue* du 26 mars.

partie des sous-officiers rengagés, ni des engagés volontaires. Je ne vise que le citoyen obligé par son âge à venir passer le temps légal dans les casernes. Ce citoyen, vous pouvez le conserver autant d'années que vous voudrez sous les drapeaux, vous ne lui donnerez jamais l'esprit militaire, vous ne pourrez jamais modifier ses sentiments jusqu'à lui faire considérer le service militaire autrement que comme une corvée toujours trop longue et dont il cherchera par tous les moyens possibles à s'affranchir. Il n'en était pas ainsi dans l'ancien temps, vous diront les hommes qui ont connu le service de sept ans. Certainement, autrefois, sous le Second empire, le goût pour le métier militaire était plus prononcé, mais dans la classe moyenne de la nation et non dans celle où se recrute le gros du contingent annuel. Dans ce temps-là, des guerres heureuses avaient rehaussé le prestige du soldat et la carrière militaire était volontiers embrassée par les jeunes gens appartenant aux bonnes familles du pays ; les uniformes étaient séduisants, et les jeunes sous-officiers qui les portaient n'étaient pas loin de se « croire les premiers moutardiers du pape », comme on disait alors ; leurs airs importants ou arrogants trouvaient une indulgence infinie chez tous ceux que ravissait leur suprême élégance. Mais cet état d'esprit de quelques centaines de jeunes hommes ne s'étendait pas à la masse des hommes de troupe provenant de la conscription. Qu'on se rappelle la joie de ceux qui tiraient un bon numéro, les sacrifices que s'imposaient les plus modestes familles pour procurer un remplaçant à leur enfant. Quelle joie exubérante chez les hommes ayant fini leur sept ans, quelle insistance pour obtenir un congé renouvenable, quelle angoisse anxieuse de tous les soldats présents à la caserne quand par hasard, en dehors de l'heure réglementaire, la sonnerie aux chefs ou aux sergents-major se faisait entendre. Ce n'était qu'un cri : La classe ! la classe ! Voilà ce que j'ai pu constater moi-même dans les dernières années du service de sept ans et pendant celui de cinq ans. Non, cet esprit militaire que l'on attribue aux vieux soldats de ce temps-là n'a jamais existé, pas plus qu'il n'existe maintenant, et ce n'est pas le maintien au régiment pendant un nombre d'années considérable qui le ferait naître (je dis naître et non renaître).

Donc, que le soldat reste trois ans ou deux sous les drapeaux, au point de vue tout spécial de la formation de l'esprit militaire, le résultat sera le même ; car ce n'est pas une année de service de plus qui donnera l'amour du métier militaire, le désir de faire la guerre et la fierté de l'uniforme. Le soldat n'aura toujours dans la tête qu'une idée, aussi fortement ancrée le premier jour que le dernier : le départ de sa classe ! ou, pour employer son langage ; *la classe ! la classe !* Cela va sans doute désillusionner bien des gens, mais c'est l'absolue vérité.

* * *

Laissons donc l'esprit militaire de côté, et parlons de la discipline, sans laquelle une armée ne peut exister. Certes la discipline est chose de première importance, puisque c'est par elle que l'on obtient cette obéissance complète, tout à fait indispensable pour mener à bien les opérations de la guerre. Mais, au point de vue de la discipline, la durée du service militaire n'a aucune influence ; bien plus, chez le soldat l'esprit de discipline décroît avec le nombre des années de service ; en fait le vieux soldat a des dispositions bien plus marquées à l'indiscipline que le conscrit arrivant de son village, ou que l'homme ayant fait un an ou deux de service.

Le jeune homme de vingt ans qui arrive au régiment sans goût, le cœur plein de regrets, avec l'appréhension de cet inconnu qui l'attend derrière les sombres murs de la caserne, est dans des dispositions morales très favorables à l'éclosion de l'esprit de discipline. La révolte, l'abattement même, l'inertie, sont rares chez le jeune soldat. Il sait que, pour lui, le seul moyen de rendre moins lourd le fardeau qu'il est obligé de porter, c'est l'obéissance ; malgré lui, il éprouve de tout cet appareil rigoureux qui l'entoure une espèce de terreur qui broie sa volonté et lui enlève toute velléité de résistance. Ce n'est donc pas parmi les hommes de première année que l'on trouve les mauvais sujets. Mais, au fur et à mesure qu'il avance dans son service, l'homme se dégourdit ; il s'est habitué aux gourmades, aux réprimandes, aux punitions ; les cris, les jurons, les apostrophes plus ou moins grossières ne l'émeuvent plus ; il sait bien que tout cela ne l'empêchera pas de partir avec la classe, les criards ne *l'avaleront pas en travers*, et il se cuirasse d'une insouciance qui résiste à tout. C'est alors que la discipline est en péril ; et, si la durée de service s'allonge, l'homme, de plus en plus indifférent à la répression, peut devenir tout à fait indiscipliné. Ajoutez la funeste influence de l'oisiveté, d'autant plus grande que le soldat reste plus longtemps dans un métier où il n'a plus rien à apprendre ; les mauvaises fréquentations dans la garnison, conséquence de cette oisiveté ; pour quelques-uns les habitudes de débauche et d'ivrognerie qui en résultent, et comprenez que c'est surtout avec ceux qu'on appelle les vieux soldats que la discipline risque le plus d'être compromise.

Au reste cette discipline si nécessaire en temps de paix ne trouve presque plus à s'exercer en campagne où d'ailleurs elle n'a pas de sanction effective. En garnison, toutes les punitions n'ont d'autre but que de priver plus ou moins longtemps le soldat de

sa liberté. Mais en campagne, que peut-il en faire? la seule après laquelle il aspirerait serait de retourner chez lui, mais c'est chose impossible; pourtant la crainte des punitions ne le force pas à rester dans le rang: en campagne, il n'y a plus ni salle de police ni consigne; ce n'est pas non plus l'esprit de discipline qui le contraint à marcher. C'est un sentiment assez complexe qui tient surtout de l'immense faiblesse dont se sent pénétré l'homme qui se trouve tout d'un coup lancé dans les gigantesques aventures des Gravelotte et des Sedan. Complètement abasourdi, désorienté, se rendant compte de son extrême inexpérience, il se raccroche tout naturellement à ses chefs qui représentent le salut, puisque leur expérience et leur savoir peuvent lui éviter la mort, il en arrive alors à ne pas demander mieux que de suivre leurs conseils, que de leur obéir en tous points. En campagne, les soldats deviennent des moutons très faciles à conduire, même là où leur timidité les dissuaderait d'aller, si on sait tirer parti de cette disposition d'esprit qui les met à l'entière discrétion d'un chef habile et paternel. Voilà à quoi se réduit la discipline chez l'homme de troupe en campagne. En quoi la présence dans un régiment pendant de nombreuses années peut-elle être utile pour assurer le développement de ce sentiment particulier qui ne se manifeste qu'au moment du danger? Si vous voulez avoir des hommes disciplinés, éduquez-les de telle façon que le sentiment du devoir prime tout dans leur cœur.



N'y aurait-il pas à craindre un amoindrissement dans la valeur des corps de troupes si, au lieu d'une armée comprenant trois classes présentes sous les drapeaux au moment d'une entrée en campagne, on se trouvait obligé de se mettre en ligne avec des unités n'en possédant que deux? L'objection paraît grave, surtout si l'adversaire se trouve dans une meilleure situation; mais il est aisé de se rendre compte que cet inconvénient ne présente pas autant de péril qu'il en a l'air. Prenons pour exemple la compagnie d'infanterie qui doit entrer en campagne avec 250 fusils, et qui en temps de paix en compte 125 tout au plus. Avec le service de trois ans, étant donné que la campagne s'ouvrirait au printemps, ces 125 hommes seraient répartis de la façon suivante : 40, ayant deux ans et demi de services, 40 un an et demi, 40, six mois. Avec le service de deux ans, on trouverait, également 125 hommes présents au moment de l'entrée en campagne, mais, sur ce nombre, 60 auraient un an et demi de service et 60 six mois.

Dans les deux cas, les 125 hommes nécessaires à porter la compagnie à son effectif de guerre seraient fournis par les plus jeunes classes de la réserve. Il est évident qu'*a priori* la constitution de la compagnie du service de trois ans paraîtra plus solide parce que l'effectif présent sous les armes au moment du départ pour la guerre présentera une proportion plus grande d'hommes *aguerris* que celle du service de deux ans. Or, par aguerri, on entend un soldat qui, non seulement connaît son métier dans tous ses détails, mais encore qui, par habitude, se trouve, à quelque moment que ce soit, rompu à la fatigue, susceptible d'entreprendre aisément les rudes travaux de la guerre sans avoir besoin de reprendre haleine. Or cet état d'entraînement est-il plus complet chez des hommes qui ont deux ans et demi de présence que chez ceux qui n'en ont qu'un et demi? Là est toute la question. Eh bien! je crois pouvoir affirmer en toute conscience que des hommes qui sont habitués depuis dix-huit mois à porter le sac et l'équipement presque journellement, à fournir à intervalles rapprochés des marches de guerre avec la charge de campagne, ont la même valeur, au point de vue de leur emploi immédiat pour la guerre, que des hommes présents au corps depuis trente mois, et qu'ils se trouvent dans des conditions d'entraînement suffisantes pour constituer un noyau très solide autour duquel viendront se grouper les réservistes.

CONSIDÉRATIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'adoption du nouveau service obligerait tout le monde (sauf les infirmes) à rester sous les drapeaux pendant deux ans. Au point de vue social que doit-on préférer? 165 000 hommes du contingent doivent-ils rester trois ans au service pendant que 50 000 n'y resteront qu'un an pour des raisons intéressant la société ou la famille, ou ces deux catégories de 50 000 hommes d'une part et de 165 000 de l'autre feront-elles également deux ans? Au point de vue purement militaire, le seul que j'aie à envisager, je répondrai: qu'il vaut mieux faire passer tout le contingent sous les drapeaux. Quant au maintien de l'effectif d'hommes présents sous les armes dans les proportions désirées, c'est-à-dire au chiffre actuel de 510 000 environ, il est parfaitement possible avec les ressources des contingents annuels.

Pour le moment, sur les 300 000 jeunes gens qui atteignent chaque année l'âge de vingt et un ans, 165 000 (tous ces nombres ne sont qu'approximatifs mais très voisins de la réalité) ne sont l'objet d'aucune exemption, 45 000 sont dispensés en vertu des dispositions des articles 21 et 23 de la loi: ce sont 1° les fils aînés de femmes veuves, de pères septuagénaires, de frères déjà sous les drapeaux, etc., 2° les hommes possédant les capacités person-

nelles nécessaires au fonctionnement des différents services de l'État : futurs instituteurs, ecclésiastiques, brevetés de diverses écoles, docteurs en droit, etc. Les premiers sont au nombre de 40 000, les seconds de 5 000, soit 210 000 hommes par classe ou 420 000 pour l'ensemble des deux classes présentes en même temps sous les drapeaux. Si à ce nombre de 420 000 on ajoute 30 000 engagés volontaires pour les deux années, on arrive au total de 450 000 hommes toujours présents pendant deux ans.

En outre, il y a lieu de tenir compte de l'effectif dit permanent et qui comprend : le corps d'officiers 20 000 hommes, les sous-officiers rengagés, la gendarmerie et certains corps d'Afrique 50 000 hommes, en tout 70 000 qui, ajoutés aux 450 000 provenant des deux classes et des engagés volontaires, donne le total général de 520 000 hommes, sensiblement égal à celui réclamé comme un minimum au point de vue de la sécurité du pays.

Depuis que la loi a nivelé toutes les classes de la société au point de vue du service militaire, le nombre d'hommes bons à verser dans l'armée a dépassé les besoins, les conseils de revision se sont donc montrés de plus en plus larges pour les exemptions provenant de conformation physique défectueuse. On exempte et on ajourne bien des conscrits qui pourraient certainement faire un service convenable. De même on classe chaque année 20 000 jeunes gens dans les services auxiliaires, c'est-à-dire que ces jeunes gens ne doivent être appelés qu'en cas de guerre et alors versés dans les services auxiliaires, où ils n'auront pas à faire œuvre de combattants. Il serait bien facile de trouver dans l'une ou l'autre de ces deux catégories les quelques milliers d'hommes nécessaires à combler un déchet possible dans le rendement des autres catégories, d'autant plus que les hommes affectés aux services auxiliaires n'ont en général que des infirmités qui ne sont pas absolument incompatibles avec les exigences de certains services de l'armée, tels, les infirmiers, les secrétaires de tout ordre, etc. On pourrait donc commencer par verser dans les cadres des armes de combat la partie la plus valide du contingent, s'il ne reste plus assez d'hommes pour fournir aux services accessoires de l'armée, on compléterait avec les hommes des services auxiliaires.

* * *

Une des grosses objections qui peuvent être faites au service de deux ans, c'est la difficulté qu'offrirait le recrutement des sous-officiers. Mais si avec la durée actuelle du service on arrive à maintenir 25 000 sous-officiers rengagés sous les drapeaux, pourquoi trouverait-on moins de sous-officiers se rengageant avec le service de deux ans qu'avec celui de trois ans ? Cette question des sous-officiers n'a pas l'importance qu'on lui prête. Le rôle du sous-officier est des plus modestes, c'est celui d'un instructeur en temps de paix. Or, il n'y a pas besoin, pour apprendre à des soldats leur métier dans ses moindres détails, d'une expérience de plusieurs années. Les jeunes sous-officiers, pourvus de leur galon d'or après un an de service, avec l'instruction intensive donnée dans les pelotons spéciaux, sont certainement tout à fait à la hauteur de leur tâche, d'autant qu'ils opèrent constamment sous la direction d'officiers qui assument toute la responsabilité. Apprendre aux hommes la manœuvre sur la place d'exercice, la façon de se comporter en campagne, est une mission des moins compliquées, et le jeune sous-officier est tout à fait à même de la remplir. Mais il n'a pas acquis l'autorité nécessaire pour en imposer à l'homme de troupe ! C'est encore une erreur ; le jeune sous-officier a bien plus de dispositions à être foncièrement autoritaire que celui qui détient cette autorité depuis longtemps. La nouveauté de son grade lui fait attacher plus d'importance à sa fonction. Le désir de marquer, brutalement même, la transition entre le passé et le présent l'entraîne à exiger l'obéissance avec rigueur et le plus souvent il faut modérer son ardeur de commandement ; car il est toujours prêt à faire *valser* les hommes et à leur faire *manger du bloc*. Aussi les jeunes soldats aiment-ils généralement mieux faire partie d'une classe d'instruction confiée à un vieux sous-officier qu'à un jeune.

Mais à la guerre, dira-t-on, ne faut-il pas des sous-officiers d'expérience et d'autorité ? Pas plus qu'en temps de paix, le jeune sous-officier ne sera en campagne inférieur à son ancien. Le rôle du sous-officier se réduit à la guerre à peu de chose : installation des hommes au cantonnement et au bivouac, conseils à leur donner pour tirer le meilleur parti du peu qu'ils ont à leur disposition, surveillance très restreinte de leur service de garde ou de reconnaissance, enfin l'exemple du courage pendant le combat. Pour mener à bien cette tâche, des années d'expérience, pendant lesquelles la routine envahit les caractères les mieux trempés, sont-elles vraiment indispensables ? Poser la question, n'est-ce pas la résoudre ? En tout cas, avec notre mode de considérer le métier de sous-officier comme le marchepied d'une carrière civile, on trouvera toujours, quelle que soit la durée du service, un nombre suffisant de sous-officiers disposés à se rengager.

* * *

Et comment l'État recrutera-t-il ses instituteurs, ses ecclésiastiques, ses jurisconsultes, les élèves de ses écoles supérieures qui doivent plus tard assurer

la marche de services indispensables? Cette objection présentée par les intéressés, fortes têtes de la classe dirigeante, maîtres de l'opinion publique, représentants de toutes les aristocraties, ne pourrait-elle pas plutôt être formulée ainsi : « Nos fils seront donc obligés de faire deux ans comme tout le monde? »

Après tout, ces privilégiés sont 5000 au plus. Y a-t-il avantage ou non à leur maintenir leur privilège? C'est ce qu'il ne m'appartient pas de décider, car, dans cet ordre d'idées, les considérations sociales et politiques peuvent avoir plus de poids que les considérations purement militaires.

*
* *

Quelles que soient d'ailleurs les objections contre l'adoption du service de deux ans, il faut bien, partisans ou adversaires, nous attendre à le voir installé dans notre armée avant longtemps. On criera à l'abomination de la désolation, mais il faudra en passer par là : du service de sept ans on est passé au service de cinq ans, du service de cinq ans au service de trois ans, et de celui-ci on passera à celui de deux ans, dernier terme compatible avec l'existence d'une armée permanente de 500000 hommes. Ce service de deux ans durera ce qu'il pourra; mais nous arriverons forcément, en France comme chez toutes les nations européennes, dans un temps plus ou moins long, à l'organisation des milices. Nous y marchons à pas plus grands qu'on ne le croit. Le symptôme le plus frappant de cette marche, insensible si l'on veut, mais certaine, est l'affaiblissement de jour en jour plus marqué de l'esprit guerrier parmi les générations qui se succèdent depuis 1870, date de la dernière grande guerre européenne, affaiblissement qui petit à petit deviendra une disparition complète. Est-ce une recrudescence de sentiments humanitaires, une diffusion de sentiments internationalistes, non pas, mais quel enthousiasme pourra-t-on ressentir pour des luttes d'où l'individualisme sera complètement banni, où le brave et le lâche auront même destin, atteints indistinctement par les projectiles d'ennemis invisibles, où l'homme habile à manier son arme n'en tirera pas plus de sécurité ou plus de hardiesse que le maladroit? La guerre tuera la guerre, et la lutte de la balle contre le boulet, du canon contre la cuirasse cessera elle-même faute d'hommes pour se servir de ces engins ou pour en être victimes.

L. Patry.

LA BATAILLE D'HENNEPONT

Mœurs électorales [1].

IX

La silhouette de l'honnête homme qui allait entrer en scène était de celles qu'un caricaturiste peut esquisser en un plaisant schéma, comme le tonneau par lequel on a figuré Louis XVIII. Mais, pour Baizien, il eût suffi d'un barillet avec des pieds minuscules et des bras courts, — l'ensemble, surmonté d'une tête aux chairs roses, comme barbouillée de savon, à cause de l'éclatante blancheur de la barbe et de la moustache coupées de près, en brosse. Son front étroit, un peu pointu, presque sans rides, pur, attestait l'ignorance des orages de la pensée, des crises intellectuelles dont le cerveau des forts est le théâtre. Les faibles cependant, ou plutôt les humbles, se révèlent parfois capables d'héroïsmes rarement constatés dans la vie des hommes d'un génie supérieur. C'est que le foyer où certaines énergies se puisent est au cœur, non à la tête. Les petits yeux de Baizien, volontaires et doux, étaient ceux d'un timide qui fuit les chocs mais qui se retranche dans la sécurité d'une conscience inexpugnable. Ils semblaient, ces yeux défléchis, être soutenus par des goussets renflés entre la paupière inférieure et la pommette. On aurait dit aussi que les lèvres n'étaient là que pour empêcher la chute du nez. Et il résultait de tous ces traits tombants, inclinés, secourables, une expression de bonté infinie, un étonnement de brave chien triste de ne pas voir sa loyauté se refléter sur le visage de chacun.

Sans un commencement de tremblement sénile dans les mains, le père Baizien eût pu passer pour conserver quelque verdeur. La veille encore, en entrant au café du Globe, il avait adressé son compliment d'usage à la dame de comptoir. On changeait la dame, le compliment ne changeait pas. Et il en était des croyances de Baizien comme de ses habitudes : sans tapage, sans démonstration, parant les heurts, toujours avec la crainte de gêner ou de blesser le voisin, il restait fidèle aux unes comme aux autres avec un entêtement discret. Il n'aurait pas pris son café dans une tasse qui ne fût d'une certaine forme; ses collaborateurs eussent vainement essayé de lui faire couper un journal avec d'autres ciseaux que les siens; en aucune occasion il n'avait consenti à modifier l'aspect typographique de l'*Éclaireur*. De même ne fallait-il pas songer à ébranler sa foi dans le dogme républicain ni son culte pour les hommes

(1) Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars.

intègres qui occupèrent le Pouvoir en 1848. A Hennepont, ville d'opinions peu consistantes, il entendait souvent traiter avec légèreté, non sa personne certes, — bien rares étaient ceux qui ne le respectaient pas profondément, — mais ses principes politiques. Il laissait dire, parce que la discussion orale le déconcertait, mais il en souffrait beaucoup.

Peut-être, vers 1850, avait-il été un « bon vivant » dans le sens ancien de ce terme qui bientôt ne sera plus compris de notre société morose. Les érudits locaux, l'archéologue Brunoy, lui attribuaient la paternité d'un hymne bachique :

Quand de la treille il eut goûté
Le jus plein de félicité,
— Seigneur ! dit Noé, je t'implore :
Si notre pauvre Humanité
Doit périr une fois encore,
Par le charme de ton pouvoir
Au lieu d'eau sur nous fais pleuvoir

Refrain

Du vin ! du vin !
C'est le nectar divin
Qui nous met le soleil dans l'âme
Etc.

Il savait Béranger sur le bout du doigt, et probablement fut-il le dernier célibataire qui chanta Lisette au dessert, dans les amicales frairies.

Le certain, c'est qu'il dut être un « bon vivant » fort modeste en ses goûts, car il avait toujours été pauvre et, par surcroît, s'était chargé, dès l'âge de vingt-cinq ans, d'une nièce orpheline et infirme, — la terrible Nérine. Il ne se maria pas, consacra toute sa vie à cette parente que la souffrance avait aigrie jour à jour et qui maintenant, souvent injuste, parfois cruelle, mettait une note tragique dans l'humble logis du vieillard. On savait cela, on l'admirait en secret, et c'était une des choses qui lui avaient valu les sympathies de toute la ville.

Ce petit homme était grand par la bonté. Avec ses misérables économies il faisait plus de charités que beaucoup de riches ensemble. Les ouvriers dans la détresse venaient le trouver au journal, et c'étaient toujours les mêmes doléances.

— Monsieur Baizien, je suis sans ouvrage ! Monsieur Baizien, il n'y a plus un sou à la maison, et ma femme est en couches !

Baizien s'exclamait de sa voix grêle, au débit menu comme sa démarche :

— Bon ! tu t'es fait encore renvoyer pour ta mauvaise tête ? ou bien : Malheureux ! pourquoi faites-vous tant d'enfants ? Ça n'a pas le sens commun. Et, avec un sourire qui effaçait le reproche, il glissait dans la main du solliciteur une pièce d'argent ou d'or.

Il était populaire, autant que peut le devenir un modeste qui cherche en toute occasion à s'effacer. On le reconnaissait de loin à sa silhouette ronde, à son trottinement, à son chapeau toujours à la main, car il ne pouvait faire vingt pas sans être obligé de rendre un salut.

Jusqu'à ce jour, les vicissitudes de sa carrière n'avaient eu rien que de normal. Sous l'Empire, pendant la phase intolérante du régime, le silence étant la seule protestation permise à moins de se faire supprimer, il raya la politique des colonnes de son journal. L'*Éclaireur* ne fut plus qu'une feuille d'annonces, et aussi l'urne quotidienne d'où s'épanchait le flot (prose et vers) de la littérature locale. Le jour où quelque liberté eut été rendue à l'opinion, Baizien reprit la plume et en fit un vaillant usage. De 1869 à 1878, il eut sa période relativement brillante, l'ampleur de son libéralisme et son patriotisme ardent lui inspirant parfois de généreuses tirades. Puis il commença à faiblir : l'âge venait. Ce fut alors, pendant dix ans, l'innocent train-train de ces feuilles de chou qui se taillent à coups de ciseaux dans la « dernière heure » des journaux de Paris et dans la *Correspondance Havas* dont le papier pelure est promptement réduit à l'état de grille. Manquait-il deux, trois colonnes de « copie, le *Temps*, les *Débats*, inépuisables réservoirs, fournissaient tout de suite l'appoint voulu, sous la rubrique « Variétés ».

Longtemps Baizien, pour sa part de rédaction dans l'*Éclaireur*, se borna presque à célébrer les grands anniversaires démocratiques en des articles écrits chez lui, sur une tablette de sapin qu'il avait fait sceller au mur de sa chambre. Et comme ces articles étaient toujours, à peu de chose près, le même article, lorsque Brunoy — la veille d'un 28 février, d'un 14 juillet, d'un 22 septembre — le voyait arriver au journal avec un rouleau de vieux prospectus dont le recto non imprimé lui servait de papier à copie, il se disait : « Voici le père Baizien avec son appel à la Jeunesse française ! »

Tout à coup il fallut secouer cette paresse bien permise à un homme de soixante-huit ans. Le panache du général commençait à jeter une ombre inquiétante... Celui que Chivot, depuis la dernière campagne électorale, n'appelait plus que « vieux lutteur » ou « vénérable doyen de la démocratie Hennepontine » dut remonter sur la brèche et faire feu de son arquebuse rouillée. Ce fut alors que ses petites mains, si loyales et si donnantes, se mirent à trembler d'un frisson ininterrompu. Ce fut alors que sa légendaire égalité d'humeur donna les premiers signes de déséquilibre. Le soir où l'on apprit la triple élection de Boulanger, les observateurs du café du Globe avaient vu le père Baizien se courroucer contre un garçon qui tardait à le servir, et puis briser sa soucoupe... Brunoy, qui l'aimait, s'était dit, à partir de ce jour-là : — Pauvre père Baizien, malgré ses joues roses, il n'ira plus bien loin !

. . . .

Par la porte qui faisait face au bureau-ministre, sous la devise *E labore decus*, le petit homme s'avança dans l'axe des gros yeux en boule de M. Cochard.

X

— Asseyez-vous, monsieur le rédacteur en chef, dit Cochard gracieux. Nous avons à causer... très sérieusement.

Baizien eut un clignement d'yeux qui voulait dire : « Je sais. » Mais le début ne fut pas ce qu'il attendait. Cochard commença par faire l'éloge du vieux « publiciste », affirmant qu'il avait toujours lu ses articles avec un vif plaisir. L'espérance de conserver longtemps un collaborateur aussi précieux n'avait pas « pesé d'un médiocre poids » dans sa résolution d'acquérir l'*Éclaireur*. Toutefois, en prenant possession de cet « organe », il avait conçu le projet d'en faire quelque chose de plus vivant, de plus en harmonie avec les besoins de l'époque. Certes, le journal était fort bien fait; mais il lui manquait un je ne sais quoi de moderne plus facile à comprendre qu'à définir.

— Vous me regardez, monsieur Baizien... Mon Dieu! comment m'exprimerai-je?... tâchez de saisir ma pensée. Quand nous avons les chemins de fer, il ne faut pas avoir l'air de regretter les diligences. Voilà!

Baizien ne regrettait pas les diligences, mais il sentait bien qu'il n'avait plus vingt ans. Il fit un geste de la plus éloquente modestie. Puis, tout à coup, son tremblement reprit plus fort.

— Je sais, dit Cochard avec une fausse bonté, l'on n'est pas toujours jeune, et je ne demande pas... Mais j'ai songé à tout. Je vous ai précisément donné un collaborateur qui n'attend que l'issue de cet entretien pour se mettre à l'œuvre. M. Valleraugues est, comme vous, un écrivain de grand talent. Formé à l'école de la presse moderne, il a peut-être la note qui vous manque. Sous vos ordres, à côté de vous, je suis convaincu qu'il fera merveille.

— Je le crois également, puisque vous l'assurez, monsieur, murmura Baizien triste.

Encouragé par cette concession, Cochard aborda ses projets sur la politique générale. La circonscription d'Hennepont semblait morte à la vie publique. Pourquoi? Avant tout, pour qu'un journal, ce « levier », « ne fonctionne pas dans le vide », il faut des hommes, et, les hommes, c'était ce qui avait le plus manqué jusqu'à présent dans la « sphère d'action » de l'*Éclaireur*. Toutefois, il y avait aussi de la faute du journalisme local. Le levier avait fonctionné mollement. C'était au levier à chercher les hommes et auxb ommes à se servir du levier! Les deux « facteurs » se confondaient, n'en faisaient qu'un. Après une culture intensive de l'opinion, l'homme nécessaire surgit, répondant au vœu public, incarnant les aspirations des masses profondes...

— Tenez, c'est comme dans les affaires, et j'ai la prétention de m'y connaître. Supposez une ville arriérée, endormie dans la routine industrielle... Soudain une idée est lancée qui plaît par sa nouveauté, mettons par sa hardiesse... C'est le rôle du journalisme dans ma comparaison, suivez-moi bien... Qu'arrive-t-il? Un homme se présente, un homme d'initiative, de progrès... On ne pensait pas à lui... Lui-même n'y pensait pas. Mais, sous l'impulsion du levier, il s'est reconnu et tout le monde le désigne. On dit d'une commune voix : « C'est l'homme de l'entreprise. » Faut-il du dévouement? Il se dévouera. Il y risquera sa fortune, sa santé, sa vie... Mais, grâce à lui, tout un centre laborieux aura secoué sa torpeur... Il aura déterminé un courant vital... Les offres afflueront sur la place... Hier encore cette cité semblait rayée de la carte économique : maintenant, la voilà entrée dans le concert civilisé des peuples!

Après sa tirade, Cochard se leva et alla se planter devant la cheminée, tenant toujours sous la fascination de ses gros yeux durs le bonhomme Baizien, un peu ahuri.

Celui-ci s'attendait à des ouvertures plus franches. Dans sa loyauté il s'étonnait des circonlocutions que M. Cochard croyait devoir prendre, au lieu de lui dire tout simplement : « J'ai acheté l'*Éclaireur* pour poser et soutenir ma candidature. » Plein de pitié pour toutes les faiblesses, voire pour tous les ridicules, il voulut lui épargner la peine de s'embrouiller dans de nouvelles allégories.

— Monsieur, je soutiendrai de toutes mes forces, au milieu des graves circonstances que nous traversons, le candidat sincèrement républicain et progressiste qui nous sera recommandé. J'ai pensé que vous poseriez votre candidature. Si telles sont vos intentions, je pourrai, dès ce soir, tâter l'opinion à votre sujet.

Schœntzler n'était donc pas le seul qui eût songé à lui? Baizien aussi — et d'autres sans doute — le croyaient candidable?... Cochard se rengorgea.

— N'en faites rien, Monsieur : vous auriez l'air de lancer un ballon d'essai. Je prétends entrer dans la vie publique par la grande porte. Pas d'hypocrisies! Pas de détours! Je suis l'homme du droit chemin, du grand jour, de la pleine lumière. J'agis au soleil, moi!... Pour aujourd'hui, contentez-vous d'insérer ma biographie, que M. Valleraugues vous donnera. Un petit chef-d'œuvre, écrit d'une plume alerte. Elle sera accompagnée de mon portrait. En somme, un simple hommage rendu par l'*Éclaireur* à l'homme de travail qui est son président de conseil d'admi-

nistration... Dans quelques jours, lorsque j'aurai été désigné par le vœu populaire, alors seulement vous commencerez la campagne...

Il souffla bruyamment et reprit :

— Ah ! je ne vous le dissimule pas, mon cher monsieur, il vous faudra sans doute, à cette occasion, rompre avec quelques vieilles habitudes, avec des préjugés enracinés... faire un saut brusque... savoir montrer qu'on s'est rendu compte de la situation nouvelle... et qu'à une situation nouvelle... il faut des hommes nouveaux... C'est bien dommage que l'*Éclaireur* n'ait pas senti plus tôt cette nécessité... En définitive... dans une certaine mesure... malgré tout votre talent...

Il pataugeait, n'osait pas encore, retenu par une pudeur avant de violer cette conscience, comme un sacrilège qui hésite et tremble au moment de commettre son attentat.

Cependant il fallait porter le grand coup. La victime, avec une touchante sincérité, vint s'offrir d'elle-même.

— Je l'avoue, Monsieur, dit Baizien, l'*Éclaireur*, pendant une assez longue période, a mérité le reproche d'inertie. J'invoquerai pour mon excuse la stabilité de nos institutions que rien alors ne paraissait devoir menacer. Mon Dieu, je ne comprends pas trop bien ce que vous voulez dire par journalisme moderne, — M. Valleraugues me le montrera ; — mais il me semble que, depuis un an, on ne peut pas m'accuser d'avoir témoigné de l'indifférence devant les événements qui se préparent et les hommes qui les conduisent. De mon mieux, tous les jours, j'ai combattu l'entreprise de M. Boulanger, et peut-être l'*Éclaireur* n'a-t-il pas peu contribué à maintenir chez nos concitoyens l'antipathie que leur inspire cet aventurier.

Cochard se recueillit.

— Vous y croyez beaucoup, à cette antipathie, monsieur Baizien ?

— Je connais mes concitoyens, Monsieur. Ils ne sont pas démonstratifs ; mais voyez ce qui se passe : nous sommes le seul arrondissement de France où l'on n'ait pas pu recruter les éléments voulus pour constituer un comité boulangiste ! Cela, sans doute, diminue mon mérite : je n'en constate pas avec moins de plaisir que le parti dit national n'existe pas chez nous.

— Peut-être y existe-t-il virtuellement et suffirait-il d'une initiative autorisée pour vous montrer que vous vous faites illusion, monsieur Baizien. En tout cas, je vous ferai observer qu'un journal semble institué plutôt pour diriger l'opinion que pour la suivre.

— Monsieur, répliqua fermement Baizien, si je me flattais de pouvoir exercer une aussi grande influence sur mes lecteurs, je dirigerais leur opinion dans le même sens où je crois simplement les suivre aujourd'hui.

Cochard eut un geste d'impatience.

— Nous nous égarons... Ou plutôt nous ne nous comprenons pas...

Il reprit, appuyant sur les mots, avec déjà une intention d'autorité :

— Vous ne me comprenez pas.

— Veuillez donc m'expliquer votre pensée, dit Baizien dans un grand trouble.

Il y eut un silence. Cochard évolua sur ses mollets carrés qu'il présenta alternativement au feu. Il devinait dans le bonhomme plus de résistance qu'il n'aurait cru. Or, comme l'avait senti Schœntzler lui-même, il était, sinon indispensable, du moins très utile, de conserver à l'*Éclaireur* le bon renom d'honnêteté que lui garantissait la présence du « père Baizien ». Sans quoi M. Cochard n'eût pas pris tant de précautions ! Pour enlever cette affaire, l'Auvergnat devait donc céder le pas au Normand.

— Voyons, parlons avec franchise, fit-il en se retournant. Est-ce que vous croyez à toutes les noires intentions que vous prêtez au Général, dans vos articles ?

A ces mots, Baizien se dressa.

— Je les lis, vos articles, reprit Cochard... Très bien écrits... Oh ! pour ça !... Mais enfin on sait ce que c'est... Les journalistes exagèrent toujours, forcent la note... Ils font un peu comme ces farceurs d'avocats lorsqu'ils plaident... Avocats, journalistes, ah ! ah !... Ah ! ah ! ah !...

Il riait, prolongeant son rire fort au delà de son envie.

— Monsieur, déclara Baizien quand l'autre eut fini, je vous donne ma parole d'honneur qu'il n'y a pas un mot que je ne pense dans tout ce que j'écris sur le péril qui menace nos libertés. J'ajouterai que je me fais souvent violence pour ne pas sortir du ton habituellement courtois de notre journal.

— Moi, s'écria Cochard, je ne vois qu'une seule liberté menacée : la liberté des pots-de-vin !... Et puis, tenez, mon cher et vénérable collaborateur, laissons là les grands mots. Tous vos grands mots nous rendront-ils l'Alsace et la Lorraine ?

Sa main s'étendit vers le bronze commercial qui symbolisait l'espérance des deux provinces.

— Regardez ça, monsieur Baizien. Toute ma politique, à moi Aristide Cochard, la voilà résumée, parlante !

Baizien, d'abord interloqué par ce mouvement imprévu, considéra le groupe. Une expression de piété grave se peignit sur sa bonne figure.

— Monsieur Baizien, déclama Cochard, l'Alsace et la Lorraine exigent qu'à partir d'aujourd'hui notre

journal embrasse la cause du seul homme qui soit capable de nous les rendre !

Baizien tourna sur lui-même, tâcha de se grandir, regarda Cochard bien en face. Un moment aphasique, il finit par bégayer :

— Si... si je le croyais... je sacrifierais mes principes!... Mais je... je ne partage pas votre illusion. Je redoute, au contraire... de nouveaux malheurs. Et puis, vous devez bien penser, Monsieur, que... vous me demandez une chose impossible...

La foudre qu'il laissait tomber naguère sur ses commis désobéissants raya le front de Cochard ; mais elle alla se perdre dans le tapis. Le besoin de triompher des scrupules de ce petit vieux fut plus fort que la colère.

Il insista, et, cette fois, non sans habileté. Voyons, il s'agissait de s'entendre. Tout est possible avec du tact, de la mesure... Lui non plus n'aimait pas les palinodies. Que voulait-il ? Simplement une évolution. Serait-ce la première qu'on aurait vue dans un journal ? On l'effectuerait lentement. On y mettrait trois jours, quatre s'il le fallait ! L'élection parisienne, ce sacre du Général par la Ville-lumière, fournissait un prétexte si décisif que personne ne s'étonnerait de la conversion de l'*Éclaireur*. Est-ce que saint Paul n'avait pas trouvé le chemin de Damas ? Il y a des phénomènes irrésistibles pour les convictions. On laisserait le *Petit Progrès* s'obstiner contre l'évidence, nier le soleil. Qu'était-ce après tout que cette feuille de camelots, dirigée par un misérable petit ambitieux? Rien! On connaissait sa doublure et le fond de son sac. Autrefois, il insultait journellement M. Baizien. Cela le jugeait. Quelle occasion pour se séparer d'un ami aussi compromettant, aussi mal élevé! Tout le monde propre d'Hennepont se réjouirait de ne plus voir l'*Éclaireur* faire cause commune avec cette feuille de mauvaise compagnie. Et l'on applaudirait au flair politique, au bon sens, au patriotisme du « père Baizien ». Oui, tous les bons esprits s'inclineraient devant l'adhésion loyale de l'*Éclaireur* à la juste popularité d'un soldat qui — c'était bien prouvé — répugnait aux coups de force, aux coups d'État sanglants, et ne voulait rien être que par le suffrage de la nation librement exprimé. Et lui même, Baizien, était trop populaire dans Hennepont, trop honorablement connu, pour qu'on se permît de mettre une seule minute en doute sa sincérité. De sorte qu'il n'aurait qu'à parler pour gagner la confiance de l'opinion et pour être suivi, cette fois, au lieu de suivre !...

Il se résuma :

— Qu'est-ce que je vous demande, en somme? Une apostasie? Ah! si je vous demandais une apostasie !... Mais loin de là. Vos principes sont les miens. Je n'en cède pas un pouce. Avant tout, la République par la Patrie et la Patrie par la République! Je ne vous demande que de réformer un jugement trop précipité sur un homme qui incarne cette double idée. On trouvera cela très courageux, et tous les honnêtes gens seront avec vous.

— Monsieur, répondit Baizien doucement, admettons que vous voyiez juste et qu'Hennepont fût unanime à m'approuver : moi, je ne m'approuverais pas. J'inspirerais confiance ; mais, cette confiance, je saurais que je la vole. Supposons enfin que je me trompe sur le compte de M. Boulanger : je me trompe de bonne foi. Personne n'est certain d'être dans la vérité ; mais, le meilleur moyen d'éviter l'erreur, c'est de ne pas se mettre hors de sa conscience. Soyez persuadé que je me serais rallié de moi-même à M. Boulanger, si la pureté de sa politique m'était apparue aussi évidente qu'à vous.

— Alors, vous ne voulez rien entendre?

— Je ne peux pas vous promettre ce que vous exigez de moi.

Cochard, à lourdes enjambées, fit le tour de la salle et revint se camper contre la cheminée, dans une attitude impérieuse. Le Normand était battu, l'Auvergnat restait seul en scène.

— Savez-vous, gronda-t-il, que c'est très embêtant, cette histoire-là? Vous êtes... comment dit-on?... irréductible. Tant mieux pour vous, Monsieur, si votre indépendance de fortune vous le permet! Moi, j'ai un programme, et je ne le sacrifierai pas à des considérations sentimentales. La politique, pas plus que les affaires, ne se fait avec du sentiment.

Cette fois, Baizien comprit tout. Il entrevit les basses ambitions qui s'agitaient dans l'âme du parvenu cupide, vaniteux et dur. Il regarda ce colosse mastoc, sa tête de mauvais dogue, sa main rude et poilue estropiée par un panaris du temps qu'il était débardeur, ses épaules monstrueusement développées sous le poids des fardeaux, ses mollets en balustres, ses pieds massifs qui faisaient craquer le parquet à travers la moquette. Il se rappela tout à coup avoir secouru autrefois un vieil ouvrier brutalement expulsé des chantiers Cochard pour une vétille. Et lui, Baizien, depuis si longtemps habitué à considérer comme sa chose l'*Éclaireur*, l'humble levier qui avait fonctionné dans le vide peut-être, mais dont la manœuvre les faisait vivre lui et sa nièce, — il se sentit perdu, se vit dans la position d'une mouche sur qui s'abaisse un pied d'éléphant. Il pensa à ses soixante-dix ans, à la maison, à l'infirme, au tiroir où il ne restait pas trois cents francs d'économies... et il eut froid par tout son corps, malgré la chaleur qui se dégageait de la cheminée fastueuse de M. Cochard. Oh! qu'il eut froid, le pauvre père Baizien!...

Debout, les yeux vagues, son chapeau remuant au

bout d'une de ses mains, tandis que l'autre se pétrissait les doigts contre un angle du bureau-ministre, il prononça ces paroles de concession :

— Mon Dieu, je me suis tu sous l'Empire... s'il faut encore se taire, eh bien! j'irai... jusque-là...

Cochard n'avait jamais fait grand fond sur le concours réel du bonhomme, et voilà pourquoi il avait recruté Valleraugues. Mais ce qui importait c'était d'avoir le nom de Baizien dans l'*Éclaireur*.

— Soit! dit-il. J'espère que vous me trouverez accommodant. Vous êtes d'ailleurs en âge de vous reposer. Reposez-vous, monsieur Baizien. Je vous autorise à ne plus jamais écrire d'articles et même à ne faire acte de présence qu'une heure par jour. M. Valleraugues se chargera de toute la besogne, avec MM. Brunoy et Chon. Bien entendu, je maintiens vos appointements. Je fais mieux : je les augmente de cent francs par mois.

— Mais l'*Éclaireur* n'a pas les moyens...

— C'est mon affaire. Êtes-vous content?

Encore une fois le bonhomme ne comprenait pas.

— Qui donc sera rédacteur en chef?

— Vous, parbleu!

— Et je signerai le journal?

— Naturellement.

Le vieillard courba la tête.

— Ce serait tout comme, dit-il. Monsieur Cochard, mon nom est une trop petite couverture pour vos grands projets. Je vois bien qu'il ne me reste plus qu'à vous donner ma démission : je vous la donne.

Le cœur tordu, il ajouta :

— Je vais assurer le numéro d'aujourd'hui et remettre la correspondance à M. Valleraugues.

Puis il se dirigea vers la porte, se roidissant tant qu'il pouvait.

Tout à coup il pirouetta, faillit tomber. C'était la main énorme de Cochard qui s'appuyait sur son épaule.

— Voyons, dit l'ancien portefaix, voulez-vous mille francs par mois? Mille francs!...

Les joues roses du père Baizien devinrent aussi blanches que sa barbe. Il bégaya, dans un spasme de colère :

— Mon...onsieur, vous m'insultez!

— Allez-vous-en au diable! hurla Cochard.

XI

Baizien s'enfuit, éperdu, à travers la ville, accélérant le pas de ses petites jambes, fermant les yeux par intervalles et s'imprimant des secousses pour refouler les vertiges qui lui montaient. Il ne répondait pas aux coups de chapeau. Il allait tout droit devant lui. Plusieurs passants le remarquèrent.

Il arriva ainsi jusqu'au Mail, bien désert à cette heure-là. Un banc s'offrit : il s'y laissa tomber. A peine était-il assis qu'il se releva, pour se mettre à marcher, à marcher encore, comme dans le besoin de s'évader de son angoisse.

Oh! l'angoisse des humbles, des besogneux, sous ces coups imprévus qui les laissent vivants et assassinés! Oh! leur étonnement douloureux devant l'égoïsme et la dureté des parvenus!...

Était-ce bien réel, ce qui venait de lui arriver?... Tout en marchant il prononçait des mots pour se convaincre « ... Oui... c'est ainsi... c'est bien ainsi... » ; mais sa raison affolée n'écoutait pas ses lèvres, elle se réfugiait dans l'hypothèse d'un cauchemar que le réveil dissiperait bientôt. Soudain il eut envie de retourner chez M. Cochard, non certes pour lui parler autrement qu'il n'avait fait, mais pour bien acquérir la certitude de son désastre. Dans ce but il rebroussa chemin, fit quelques pas d'abord rapides, puis graduellement plus lents. Enfin il s'arrêta. La certitude qu'il s'en allait quérir était comme venue à sa rencontre...

Cette fois, il put demeurer assis. Il était las, ses jambes fléchissaient. Mais son esprit ne s'enfuyait plus. Il regarda le malheur en face, d'un œil sec, avec un visage qui — pour la première fois de sa vie — prit une expression dure. Une révolte le gagnait. Eh quoi! se laisser ainsi arracher le pain sans protester, sans se défendre?... Nérine l'accuserait de lâcheté : elle aurait raison... Pauvre Nérine, quel coup!...

... De tous les projets de résistance qui lui passèrent par la tête, il choisit le plus digne. Actionnaire, il ferait appel aux quelques porteurs d'actions non encore dépossédés par Cochard. Il s'élèverait toujours bien une voix, dans l'assemblée, pour blâmer la politique de M. le président du conseil d'administration. A son tour Baizien interviendrait : reléguant au second plan son cas personnel, il soulèverait, comme actionnaire, la question de savoir si M. Cochard n'avait pas violé l'esprit des statuts. Ceux-ci, revisés en 1871 sur la proposition de Baizien, disaient formellement que l'*Éclaireur* était fondé pour soutenir une politique républicaine, toute dérogation à cette clause viciant le contrat dans son objet. Si Cochard ne se rendait pas, on saisirait les tribunaux pour faire prononcer d'office la dissolution de la société... Il y avait des précédents en jurisprudence!...

— Ah! mais, nous verrons bien!... murmura le pauvre bonhomme.

Cet espoir de revanche ne fut pas de longue durée. Les réflexions se présentèrent. Comment *prouver* à des gens qui ne voudraient peut-être pas en convenir que Boulangisme et République étaient deux choses différentes? Comment porter une thèse aussi délicate devant des magistrats, et dans quel sens la

résoudraient-ils, si toutefois ils osaient se prononcer? Sincère ou fallacieuse, l'étiquette républicaine du Boulangisme emporterait vraisemblablement gain de cause pour M. Cochard. En tous cas, quelle perspective de bruit et de luttes!... Il avait le temps de mourir... Baizien fut pris du découragement qui vient toujours détruire, à peine formés, les plans combatifs des petits, des timides et des âmes qui n'ont d'énergie que pour les devoirs silencieux.

Résigné, le père Baizien reprit aussitôt son bon visage de douceur, avec une nuance de tristesse fière.

Pour s'épargner les inutiles entreprises de Nérine, il résolut de ne pas rentrer au logis avant que sa démission fût rendue publique, irrévocable. Il envoya dire à sa nièce qu'il ne viendrait pas déjeuner.

Alors il ne songea plus qu'à son article de démission qui devait paraître à quatre heures dans l'*Éclaireur*. Il le rumina longuement, construisit des phrases tout entières qui soudain se disloquaient ou se trouaient dans sa mémoire... Quand, après un grand effort cérébral dont il eut la tête meurtrie, Baizien posséda bien son manifeste, fond et forme, il se dirigea vers les bureaux du journal, — situés, depuis la fondation, contour Saint-Damase, derrière la cathédrale.

Il entendit l'horloge de l'église sonner midi, et compta les coups.

L'Éclaireur, *journal républicain.*
Imprimerie *administrative et commerciale :*
affiches, travaux de ville, registres, factures,
prix courants, cartes de visite,
lettres de décès et de mariage.

L'enseigne, fraîchement repeinte, brillait sur l'imposte d'une vieille porte cochère toujours ouverte. Sa couleur criarde jurait avec le ton grisâtre et poussiéreux du bâtiment connu depuis quarante ans sous le nom de « boîte au père Baizien », jadis hôtel de quelque opulent magistrat. De l'ancienne demeure il ne restait que le portail, la cour pavée de dalles disjointes, et une aile déjà trop grande pour les services du modeste établissement. La rédaction et les magasins occupaient le rez-de-chaussée; l'imprimerie était au « bel étage ». Les rédacteurs avaient sur eux le bruit des trois machines en blanc et de la minerve, qui rarement roulaient ensemble. Le bureau communiquait avec l'atelier de composition par un tuyau acoustique; les épreuves et la copie montaient et descendaient au moyen d'un treuil.

Baizien, avant d'entrer, leva ses yeux sur l'enseigne et la lut tout entière, machinalement, comme on fait pour se distraire d'une attente prolongée dans la rue. Et il regarda, pendant quelques minutes, la façade de cette maison qui lui sembla nouvelle, hostile.

Arrivé dans la salle de rédaction, les choses reprirent pour lui leur aspect familier. Et tout à coup il eut une autre angoisse : il ne se rappelait plus un mot de l'article si péniblement élaboré dans sa tête, et il se demandait ce qu'il venait faire là, juste à l'heure du déjeuner, quand il n'y avait personne, excepté l'apprenti chargé de la garde?...

Il avait pourtant choisi tout exprès ce moment, dans la pudeur d'une émotion qu'il désirait cacher le plus possible.

Enfin il se ressaisit, rappela toute sa mémoire, choisit la plus belle feuille blanche qu'il put découvrir dans son buvard et, d'une écriture tremblée mais égale, il traça :

ADIEUX A MES LECTEURS

« Une divergence de principes survenue entre la nouvelle administration de l'*Éclaireur* et celui qui fut pendant quarante ans son rédacteur en chef, m'oblige à briser ma plume.

« Je ne me sépare pas sans un profond regret du journal qui... »

Baizien sentit la suite de sa phrase tournoyer et s'en aller à travers la salle, en même temps qu'un moineau éperdu — transfuge des volées qui hantaient les contreforts de l'église — y pénétrait par un vasistas entr'ouvert.

La bestiole piaillait, donnait de la tête contre la corniche, piquait de coups de bec furieux les estampes collées sur toile qui tapissaient les murs et qui racontaient satiriquement la politique d'un quart de siècle.

Permise par l'indulgent Baizien, cette ornementation de la grande salle morose — ancien parloir du magistrat — était l'œuvre de M. Chon et de son prédécesseur.

Il y avait là les plus célèbres charges d'André Gill, depuis le *Rocambole*, mi-partie forçat mi-partie personnage impérial, terminé en queue de poisson, jusqu'au tribun pouffant de rire sous une main épiscopale qui lui lave la tête avec une éponge. Ailleurs, de moins heureuses compositions, œuvres de caricaturistes sans finesse, — telle, devant le flambeau du Progrès porté à bras tendu par une Marianne de la foire, une fuite de capucins piteux, enlaidis jusqu'à l'hyperbole. Une autre série relatait l'expulsion des Princes. Puis, moins fanées, quelques-unes encore humides, toutes les satires inspirées à nos crayonneurs par l'aventure boulangiste.

Baizien sourit tristement. Il n'avait jamais eu grande imagination : cependant il sentit la profonde ironie des choses...

Et il s'attendrit sur la détresse du pierrot.

Il alla ouvrir la fenêtre toute large : l'oiseau partit, rendant à son libérateur la phrase qu'il lui avait prise au vol :

« ... du journal, écrivit Baizien, qui fut toute la pensée de ma vie et auquel j'espérais pouvoir consacrer tout ce qui me reste de forces. »

Sans autre défaillance, il acheva son petit *pallas* ému qui, malgré plus d'un lieu commun, avait de l'accent et disait ce qu'il voulait dire. D'ailleurs, pas un seul mot blessant à l'adresse de M. Cochard.

Il relut sa copie, sembla satisfait, signa, écrivit dans la marge : « En *cicero*. Pour aujourd'hui, en tête de la Locale. Donner les épreuves à M. Brunoy. » Il monta à l'atelier, déposa le feuillet sur le marbre du prote, en évidence, avec un lingot de plomb pour le maintenir. Redescendu, il alla prendre le courrier dans la boîte aux lettres, et le glissa, ainsi que la clé de la boîte, sous enveloppe, « pour M. Valleraugues ». Puis il forma un petit paquet de ses ciseaux, de ses porte-plume, de son coupe-papier et autres menus objets qui allaient être les « souvenirs » de sa profession. Pendant ce temps de grosses larmes gonflaient ses yeux. Il les tamponna avec son mouchoir à carreaux, prisa une forte pincée de tabac, mit son paquet dans la poche de son pardessus, et sortit en jetant un dernier regard sur les muets témoins de sa grande et simple action...

JEAN CAROL.

(*A suivre.*)

DÉPOPULATION ET MARXISME

Malgré les explications contenues dans l'intéressante lettre de M. Dagan publiée par la *Revue Bleue*, je ne saurais admettre la théorie marxiste selon laquelle le mouvement de la population serait sous la dépendance exclusive des conditions économiques.

Après avoir dit lui-même qu'il n'y a pas de « loi fixe de la population », ce qui est vrai, M. Dagan résume sa doctrine dans cette proposition finale, qui ressemble quelque peu à une loi fixe : « La natalité décroît, la mortalité croît dans les classes frappées de *dégénérescence physique* provenant de la *nature* du travail et du degré de *détresse* où elles sont précipitées. » Tout d'abord, il nous semble impossible de mettre ainsi sur le même plan la mortalité, qui est involontaire, et la procréation volontaire des enfants, qui est encouragée ou découragée par une multitude de conditions très diverses. En outre, comment admettre qu'en France, en Normandie ou en Languedoc par exemple, ou dans les parties les plus civilisées et les plus riches des États-Unis, ou enfin dans les classes riches ou aisées, qui sont précisément les plus inféconde, la décroissance du taux de la population soit due à la « dégénérescence physique » causée par la « détresse »? En Italie, où la population croît, n'y a-t-il ni détresse, ni travail insalubre, ni misère physiologique ? Et de même en Allemagne, et de même en Russie ?

Nous croyons l'avoir montré ailleurs (1), les causes qui agissent directement et immédiatement sur la natalité sont : 1° physiologiques et involontaires (ce sont les moins influentes) ; 2° psychologiques et volontaires (ce sont les plus actives). Les causes qui agissent indirectement et par l'intermédiaire des précédentes, auxquelles elles aboutissent, sont : 1° morales et religieuses (intérêt personnel ou familial, sentiment désintéressé du devoir collectif, doctrines sur la vie et sur l'au-delà, etc.) ; 2° sociales et politiques (rapports des classes sociales entre elles, gouvernement aristocratique, démocratique, influence des villes, etc.) ; 3° économiques (production et distribution des richesses, technique industrielle et agricole, etc.). Le marxisme, qui veut tout réduire à ce dernier groupe, nous semble une doctrine simpliste et unilatérale, comparable aux théories de Lombroso sur la criminalité, sur les révolutions et leur rapport avec les saisons, etc.

Quelle « contradiction un peu choquante » y a-t-il à admettre que, si les conditions économiques exercent une action, d'ailleurs fort importante à nos yeux, c'est « inspirant ou n'inspirant pas la crainte, la prévoyance ou l'égoïsme » ; d'où il suit que ce sont, en définitive, ces derniers sentiments « qui sont la cause déterminante du phénomène » ? On nous répond que ces sentiments sont « acteurs et non créateurs », et on attribue le vrai pouvoir créateur au milieu économique. Mais, répondrons-nous, il n'y a de création nulle part, et le milieu économique n'est lui-même qu'une des influences à l'œuvre, non la seule qui puisse agir sur nos sentiments et, par eux, sur nos volontés.

M. Dagan nous prend à partie en ces termes : « Comme pour donner plus de force et d'évidence à votre conception favorite : l'influence des états psychiques et intellectuels sur la réalité sociale », — et en effet, nous ne comprenons pas une société indépendante des états psychiques et intellectuels de ses membres, — « vous ajoutez d'*un air victorieux* (?) » : — « Les marxistes soutiendront-ils que la *volonté*, ce *principe subjectif*, n'a rien à voir dans la question, que les enfants se procréent tout seuls sans le vouloir des parents ou sous l'action mystérieuse des conditions économiques ? » — « Très bien. Mais de quoi cette volonté dépend-elle ? » — Là est en effet la question. Quels motifs et mobiles déterminent la volonté de procréer ou de ne pas procréer? Est-ce seulement les conditions économiques et la technique industrielle? N'est-ce pas aussi, pour une certaine part, les idées et sentiments moraux, religieux, sociaux, l'égoïsme individuel ou familial, l'ambition pour soi ou pour ses enfants, le désir de ne pas morceler son patrimoine, le désir de s'élever ou de voir ses enfants s'élever sur l'échelle sociale, l'inconduite, la débauche, la peur des soins et embarras que peuvent créer les enfans, le retard des mariages et l'âge plus avancé des époux, la crainte du scandale résultant d'unions illégitimes, l'imitation croissante des classes riches ou aisées par les classes pauvres, en un mot *tout* ce qui peut agir, n'importe comment,

(1) Dans le livre que nous venons de publier sur la *Psychologie du peuple français*.

sur la volonté humaine, surtout en l'absence de soins moraux et religieux?

Le « déterminisme » dont M. Dagan me rappelle l'existence, est pour moi une vieille connaissance, et je doute qu'on puisse, sur ce sujet, apporter beaucoup de lumières nouvelles. Mais précisément le déterminisme consiste à tenir compte de *toutes* les conditions propres à déterminer le vouloir, selon leur importance relative et leur degré d'influence. C'est ce que ne fait pas le marxisme. Que tout déterminisme social, au lieu d'être une action réciproque de facteurs variés, ait des facteurs exclusivement économiques, que tout se réduise dans l'histoire à la production des utilités matérielles, que manger pour vivre et vivre pour manger soient identiques, voilà des propositions que « modestement (comme dirait Carlyle) mais catégoriquement et péremptoirement je refuse d'admettre ».

En tenant compte des sentiments et des idées, les philosophes ne veulent nullement, comme M. Dagan les en accuse, « leur imposer de force un rôle fantaisiste » : si les conditions économiques n'influaient pas d'abord sur les sentiments humains, elles n'influeraient pas finalement sur la stérilité volontaire. La « fantaisie » est dans l'omnipotence autonome attribuée par Marx aux conditions matérielles, dans l'indépendance qu'il prête à l'économie politique par rapport à d'autres sciences plus simples et plus vraiment causales. L'appareil pseudo-scientifique dont le pape allemand du « matérialisme économique » enveloppe son dogme absolu n'empêche pas ce dogme d'être une vue incomplète et mythologique de la réalité sociale.

En vain M. Dagan, pour réduire nos sentiments à l'inertie, les compare-t-il à des « fruits que le soleil mûrit », que « mille intempéries peuvent gâter », et qui demeurent dans une impuissance radicale. « Le but des philosophes, ajoute-t-il, est louable, mais inaccessible : ils voudraient *guérir* les fruits en dépit des calamités atmosphériques. » — Non, le but des philosophes est de modifier à la fois dans un bon sens deux choses solidaires : le milieu social et la volonté individuelle. Celle-ci, à la différence des fruits passifs de l'arbre, peut réagir sur sa propre tendance à la pourriture, grâce à des idées et sentiments supérieurs; de plus, elle peut réagir sur son milieu même : c'est un fruit qui, pour sa part, peut contribuer à modifier peu à peu sa propre atmosphère. Voilà précisément ce qu'oublie le déterminisme incomplet de Marx, qui s'arrête à moitié chemin. Son matérialisme sectaire, inspiré de Feuerbach bien plus que de Hegel, ne tient pas compte de la réaction des êtres intelligents et sentants sur leur milieu, notamment sur le milieu social. Comme si le milieu humain existait et agissait indépendamment des hommes qui le constituent!

Marx a beau dire en termes sibyllins : — « Ce n'est pas la conscience qui fait l'être, c'est l'être qui fait la conscience »; un être conscient de soi, d'autrui, et de ses fins universelles, se fait ou se refait lui-même en partie par ses sentiments et ses idées. L'évolution économique n'est pas un « processus objectif » qui s'accomplit sans nous, comme les mouvements des deux étoiles qui composent *Gamma* de la Vierge ; elle s'accomplit avec nous et par nous : il dépend donc de nous de la mieux diriger dans ce sens de la justice. Ce n'est pas en prêchant le fatalisme matérialiste, la guerre des classes, en ramenant tout à une question d'estomac, qu'on y parviendra; c'est en agissant sur les sentiments et les idées, et, par leur intermédiaire, sur les mœurs, sur les lois, sur les institutions sociales, qui en dérivent de plus en plus dans nos sociétés démocratiques.

Si le marxisme, auquel M. Dagan a raison de ne pas trop tenir, se montre insuffisant même pour expliquer le phénomène qui dépend le plus étroitement des conditions économiques, l'infécondité volontaire, que vaudra cette doctrine étroite et exclusive quand il s'agira d'expliquer le développement des religions, des philosophies, de la morale, du droit, de l'esthétique, de la science?

Alfred Fouillée.

L'ESCLAVAGE ET SON ABOLITION

à Madagascar.

La connaissance des choses de Madagascar sortira-t-elle enfin de sa période nébuleuse? On peut l'espérer grâce à l'apparition très prochaine d'un livre de M. Jean Carol, dont les lecteurs du *Temps* ont pu avoir un avant-goût par une série d'articles récemment publiés sous le titre : *Au Pays rouge*.

Jusqu'à présent nous avions été on ne peut plus mal renseignés.

Pour ne parler que d'une question très spéciale, — celle de l'esclavage, — les enquêtes sérieuses, approfondies, manquaient absolument, on le sentait, et l'on voyait fort bien que les auteurs (pour la plupart touristes pressés de voyager et d'écrire) s'étaient bornés à généraliser la première impression que le hasard leur avait fournie. Or la première impression était rarement la même...

Que conclure, nous autres, au milieu de toutes ces contradictions? Quelle opinion peut se faire le gros du public auquel nous appartenons, ce public qui « n'entre jamais ici », qui ne va pas davantage à Madagascar et qui forge de toutes pièces, sans compétence et sans responsabilité, cette opinion publique à laquelle obéissent servilement nos gouvernants, dans leur impuissance à l'éclairer, à l'instruire et à la diriger?...

M. Jean Carol, qui a séjourné vingt mois en Imerina et qui a eu le temps d'étudier les choses dont il parle, nous paraît être le plus sérieusement documenté de tous les voyageurs qui ont écrit librement sur Madagascar. Il a dégagé avec netteté le véritable caractère du servage malgache.

Bien avant notre mainmise sur l'Imerina, les Hovas avaient, d'eux-mêmes, aboli ce qu'il y a de vraiment

odieux dans l'esclavage : la traite. Puis, comme il arrivait qu'au partage d'une succession, la mère et le petit enfant esclaves pouvaient se trouver séparés, ils décidèrent qu'en cette occurrence la mère et sa progéniture en bas âge seraient toujours attribués au même héritier. Ils défendirent le trafic des esclaves entre l'Imerina et les provinces. Toute infraction à cette loi encourait les sanctions suivantes : dépossession du propriétaire, nullité du marché, attribution du prix payé, — pour un tiers au dénonciateur, pour les deux autres au gouvernement. Si l'opération avait eu lieu par un intermédiaire, le commettant était passible d'une amende de 100 piastres, — 500 francs, — le commissionné d'une amende de 10 piastres et de 10 bœufs; pour l'un et pour l'autre, en cas d'insolvabilité, la mise aux fers. Une autre loi spécifiait que le propriétaire seul avait le droit de vendre son esclave et le vendre lui-même, de façon que l'esclave cessât d'être l'objet de la spéculation courante, du commerce proprement dit. Au surplus, il fut interdit d'acheter un esclave pour un autre but que l'emploi immédiat au service personnel de l'acquéreur. Quiconque achetait un esclave pour le revendre était considéré comme faisant un commerce illicite et déféré aux tribunaux.

Cette distinction entre le commerce de la chair humaine et le droit de vendre et d'acheter « pour son service » n'est point subtile. On y reconnaît vite le véritable caractère du genre d'esclavage que les Hovas avaient entendu laisser subsister chez eux et introduire dans les provinces conquises : une domesticité spéciale, moins libre assurément que la domesticité européenne, puisque la personne continuait à se vendre en même temps que les services, mais infiniment plus tutélaire.

En effet, l'institution dont le nom seul fait horreur aux philanthropes de l'ancienne école, avait créé, à Madagascar, à côté d'hommes soi-disant libres, — en réalité gouvernés par des lois de fer qui les taillaient et corvéaient à merci, une catégorie d'individus exempts de corvées et d'impôts, placés sous la double tutelle du maître chargé de les nourrir et de l'Etat chargé de les protéger contre les exactions du maître.

Assez pareil au client de la famille antique, l'esclave malgache avait une situation privilégiée. Le Malgache libre était et demeure, comme tout citoyen de la libre Europe, libre de s'enrichir et de mourir de faim; tandis que l'esclave, s'il pouvait aussi s'enrichir et acquérir, lui aussi, des esclaves pour son service propre, n'était en aucun cas exposé à manquer des choses indispensables à la vie.

Dans la pratique, rien de semblable aux horreurs de l'esclavage dénoncé par Mme Beecher Stowe au monde civilisé :

Quel que fût le genre d'occupations assigné aux esclaves, on peut dire qu'en moyenne le service du maître leur prenait le douzième de leur temps; ils restaient libres de disposer des onze autres douzièmes et de les louer à qui bon leur semblait. Les esclaves établis comme domestiques à gages chez les Européens partageaient leur salaire avec leur maître qui, en retour, les délivrait de tout service vis-à-vis de lui.

Si l'esclave manquait à ses devoirs, le maître pouvait le châtier. La loi autorisait, comme punitions, les fers et le fouet. Jamais les coups ne devaient aller jusqu'au sang. Les esclaves représentant la majeure partie des capitaux du maître, on comprend assez qu'il était de l'intérêt de celui-ci de ne pas les endommager et surtout de ne pas les pousser à se soustraire par la fuite, — dans un pays où la fuite est facile, — à des procédés inhumains. Il était donc extrêmement rare qu'un maître maltraitât son esclave. Pour moi, toutes les fois que j'ai vu battre un noir, c'est toujours un blanc qui tenait la trique.

Si le maître n'eût pas été généralement bon, on n'aurait pas vu ce que tout le monde a pu voir comme moi : la constante gaieté de l'esclave malgache, faitant opposition à la tristesse taciturne, à la vie de crainte et de défiance de l'homme libre. Du reste, bien que tout serf pût se racheter à prix d'argent, soit par lui-même, — il y en avait de riches, — soit par ses parents et ses amis, très peu profitaient de cette latitude, par la raison qu'une fois libres, la corvée de l'État les attendait, vingt fois plus rude que celle du maître.

Nous pouvons nous en rapporter au témoignage de ce témoin impartial et désintéressé.

Mais M. Jean Carol nous racontera-t-il les circonstances dans lesquelles fut aboli l'esclavage à Madagascar? Nous le saurons bientôt. S'il a négligé de le faire, nos renseignements personnels nous permettent de combler dès aujourd'hui cette lacune et de donner aux lecteurs de la *Revue Bleue* la primeur de l'un des plus joyeux épisodes de notre administration coloniale.

* * *

Aussitôt l'entrée de nos troupes à Tananarive, on se préoccupa d'organiser notre nouvelle possession et les partisans de l' « annexion » et du « protectorat » exposèrent chacun leur doctrine. Aux partisans de l' « annexion « on opposait que cette mesure entraînait la suppression immédiate de l'esclavage, et cette raison, plus peut-être que les conséquences financières de l'administration directe, fit pencher la balance en faveur d'un protectorat étroit qui nous assurât les mêmes avantages qu'une annexion pure et simple. On inventa à ce sujet le mot nouveau de « prise de possession », qui pouvait être présenté à l'étranger comme l'égal d'annexion et, au pays, comme l'équivalent de protectorat.

Le ministère que présidait M. Bourgeois envoya comme résident général à Madagascar M. Laroche pour faire signer à la reine un nouveau traité reconnaissant cette prise de possession.

Le ministère Bourgeois, par sa nature, était, plus que personne, partisan de l'émancipation; mais, faisant en cela preuve du plus louable opportunisme, — au sens étymologique du mot, — il reculait devant la suppression d'un état de choses éta-

bli, mal connu, dont on ne pouvait prévoir les conséquences.

M. Laroche, de son côté, est anti-esclavagiste convaincu et ce n'est qu'à contre-cœur qu'il renonçait à proclamer l'émancipation immédiate, se réservant d'y procéder par des mesures progressives, au fur et à mesure que les événements le permettraient.

En juin 1896, éclairé par un contact de plusieurs mois avec les indigènes, la possibilité de l'émancipation lui apparut. Il acquit la conviction par l'étude de l'esclavage malgache que la mesure ne jetterait pas dans l'île le trouble qu'on redoutait; qu'elle était prévue par les esclaves, que les maîtres y étaient résignés et qu'on pouvait y procéder aussitôt que le ministre le désirerait. Une commission fut réunie à Tananarive, sous sa présidence, pour décider de l'opportunité de l'émancipation.

M. Laroche appela à siéger dans cette commission les chefs de service administratif que la mesure intéressait plus directement, savoir : le général commandant les troupes, le chef du service judiciaire et le directeur des travaux publics. Les colons, intéressés également par une décision qui pouvait modifier les conditions du recrutement de leur main-d'œuvre, étaient représentés par un certain nombre d'entre eux. Le résident général convoqua, parmi les plus anciens dans la colonie, ceux qui s'étaient plus particulièrement fait remarquer par la violence de leurs attaques contre sa personne : il voulait échapper ainsi au reproche d'avoir fait prendre par une majorité complaisante la décision qu'il souhaitait.

La commission, après une courte discussion, conclut favorablement à l'adoption de la mesure proposée; le procès-verbal de cette séance parvint au ministère le mois suivant.

Pendant ce temps, M. Méline avait remplacé M. Bourgeois au pouvoir. L'émancipation perdait un appui par la disparition du ministère radical, mais la cause de l'annexion en gagnait un par l'avènement du ministère modéré. D'autre part, les États-Unis et l'Angleterre s'étaient refusés à voir dans la « prise de possession » qu'on leur présentait l'équivalent d'une annexion supprimant pour leurs nationaux les droits antérieurement consentis par le gouvernement malgache. Cette annexion, qu'on n'osait décréter par crainte de la nécessité de procéder en même temps à une émancipation considérée comme dangereuse, apparut tout à coup comme possible, à la suite de la déclaration de la commission de Tananarive.

Le ministre, alors, télégraphia au résident général l'ordre de proclamer l'abolition de l'esclavage. Par la même dépêche, il lui enjoignait de remettre ensuite ses pouvoirs au général Gallieni et de rentrer en France.

Les circonstances qui ont accompagné ce grand événement de la vie malgache méritent d'être relatées; elles fourniront plus d'un document intéressant sur la psychologie du militaire, en tant qu'administrateur colonial.

En exécution de cet ordre, le *Journal officiel de Madagascar* du dimanche 27 septembre 1896 promulguait la loi déclarant Madagascar colonie française et proclamait dans les termes suivants l'émancipation des esclaves :

Le Résident général, dépositaire des pouvoirs de la République française à Madagascar,

En conformité des instructions du ministre des colonies en date du 14 septembre 1896,

Arrête et proclame :

ARTICLE PREMIER. — Tous les habitants de Madagascar sont personnes libres.

ART. 2. — Le commerce des personnes est interdit. Tout contrat, de quelque forme qu'il soit, écrit ou verbal, stipulant vente ou achat de personnes, est nul, et ses auteurs seront punis d'une amende de 500 à 2 000 francs et d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans. En cas de récidive, ces peines seront triplées. Elles s'appliqueront également à l'officier public convaincu d'avoir enregistré le contrat ou prêté son concours pour en faciliter l'exécution.

ART. 3. — Le maximum des mêmes peines frappera toute personne qui aura usé de contrainte pour en entraîner une hors de sa province en vue de la vendre, et l'officier public prévenu de cette contrainte qui n'aura pas usé de son pouvoir pour y faire obstacle.

ART. 4. — Les personnes rendues libres par le bienfait de la présente loi, mais qui se trouvaient auparavant dans la condition d'esclave, conservent la légitime propriété des biens meubles ou immeubles qu'elles ont acquis de leurs deniers ou par héritage. Les immeubles et les meubles subsistant en nature qu'elles tenaient de la libéralité de leur ancien maître pourront être repris par ce dernier.

ART. 5. — Les personnes rendues libres par le bienfait de la présente loi et qui se trouvaient auparavant dans la condition d'esclave auprès de maîtres dont elles désirent ne pas se séparer, pourront demeurer chez leurs anciens maîtres, s'il y a consentement réciproque.

ART. 6. — La France s'interdit de frapper sur le peuple de Madagascar aucune contribution extraordinaire de guerre. Des secours, sous forme de concession territoriale, pourront être accordés aux propriétaires dépossédés qui seraient reconnus dans le besoin.

Tananarive, le 26 septembre 1896.

Le Résident général,

Signé : HIPPOLYTE LAROCHE.

Le texte était reproduit en langue indigène dans la partie malgache du journal, et portait en outre le contre-seing de Ranavalomanjaka III.

Ce même arrêté, dans son texte malgache, fut également publié en grands placards que des cour-

riers de la reine allèrent afficher, dès la matinée du 27 septembre, dans tous les chefs-lieux de gouvernement.

L'émancipation était donc, semble-t-il, un fait accompli.

La première nouvelle en fut répandue par le *Journal officiel* à l'heure de la sortie de la messe dominicale. Nos compatriotes présents à Tananarive dans cette journée du 27 témoignent de l'accueil fait par la population entière à l'arrêté libérateur. Les anciens maîtres acceptèrent sans déplaisir une mesure dès longtemps prévue qui les privait de la manifestation extérieure d'un luxe plus que de ressources matérielles, — mesure dont ils reconnaissaient la justice et que leur défaut d'initiative les avait empêchés de prendre d'eux-mêmes. Ce fut, pour les affranchis, une journée de joie douce, accompagnée de chants et de quelques libations, ainsi qu'il est coutume dans nos pays civilisés aux jours de liesse populaire. Mais à part quelques rares exceptions, tous les esclaves occupés à la maison du maître y rentrèrent le soir pour y reprendre leur besogne quotidienne.

Ces faits démontrent mieux que tous les récits de voyageurs le caractère paternel de l'esclavage à Madagascar. Il est avéré qu'après l'émancipation les esclaves malgaches ont continué de remplir comme par le passé leurs fonctions auprès de leurs anciens maîtres et d'en recevoir en retour les mêmes services. L'arrêté libératoire avait seulement supprimé la vieille formule et, avec elle, les quelques exceptions à la pratique adoucie d'un usage qui disparaissait.

* * *

Le lendemain 28 septembre, le Conseil d'administration de la colonie était convoqué pour recevoir une communication du résident général. C'est dans cette réunion que M. Laroche remit ses pouvoirs entre les mains du général Galliéni, suivant l'ordre télégraphique qu'il en avait reçu du ministère. Au cours de cette séance, le général protesta hautement contre la mesure arrêtée par le résident général. Elle devait selon lui généraliser l'insurrection déjà en décroissance, et il se plaignit amèrement de n'avoir pas été consulté pour l'exécution d'une mesure qui intéressait directement le succès de son œuvre pacificatrice. Il n'hésitait pas à qualifier cet acte de « coup de pied de l'âne » ou, par euphémisme, « de flèche du Parthe » d'un prédécesseur froissé. Le ministre, ajoutait-il, lui avait déclaré, avant son départ de France, que le gouvernement ne songeait pas à l'émancipation ; quant à lui, il exigeait l'insertion au procès-verbal de sa protestation.

M. Laroche montra la dépêche qu'il avait reçue trois jours auparavant et l'incident parut clos.

Le jour suivant, 29 septembre, le canon tonnait au sommet du Rova, à six heures du matin, à midi et à six heures du soir. C'était la première réforme du nouveau gouvernement qui, trois fois par jour, donnait ainsi l'heure à ses peuples.

A quatre heures du soir, le concessionnaire du kiosque à journaux de la place du Zoma, — la grande place du marché, — voit se présenter un gendarme envoyé par le quartier général pour saisir les numéros non vendus du *Journal officiel*. Successivement on apprend que l'imprimerie officielle a reçu l'ordre de ne plus livrer à la vente un seul numéro, et la Poste, celui de ne pas expédier les numéros qui attendaient le départ des courriers de province et d'Europe.

Ceux qui racontent ces choses ne se montrent pas autrement impressionnés par un fait aussi nouveau dans l'histoire : la saisie du *Journal officiel*.

Pour nous, qui n'avons pas respiré cette atmosphère coloniale, peut-être avons-nous le droit de témoigner un peu plus de surprise.

Nos pères, qui nous ont conquis le régime de liberté relative dont nous jouissons, nous ont maintes fois raconté des saisies de journaux, de préférence choisis parmi ceux de l'opposition. Nous-même avons pu voir souvent le gouvernement du jour détruire, dans un *Officiel*, ce que le gouvernement de la veille avait promulgué ; mais la « saisie » du *Journal officiel* lui-même est un fait absolument inédit auquel on ne peut contester un caractère d'originale hardiesse.

M. Laroche s'émut du procédé. Le pouvoir nouveau censurait sa prose comme un simple article pornographique. C'était bien militaire, mais plus encore inutile, sinon dangereux.

On ne nous a point habitués à l'admiration systématique des actes de M. Laroche. L'an dernier, les journaux bien informés assuraient même que le mot de traître à la patrie pouvait seul qualifier sa personne et celui de crimes tous les actes de son administration.

Affirmé par tout le monde dans notre pays épris de vérité, le fait doit être exact : M. Laroche n'a commis que des crimes.

On conçoit dès lors qu'il s'efforçât de sauver du naufrage son dernier acte politique, son testament administratif, l'arrêté qui était son œuvre, approuvé par les Chambres et garanti par le gouvernement.

Sans entrer dans la question de droit qui laisse toujours un militaire sceptique, sinon railleur, il exposa au général que le but poursuivi, la suppression de l'esclavage, était désormais atteint, l'arrêté devant être à cette heure affiché partout et certainement connu de tous dans un pays où l'on ne placarde pas les discours de M. Méline et où une affiche blanche ne saurait passer inaperçue.

Le général finit par comprendre la justesse de ce raisonnement. Il libéra le journal libérateur, et l'on put voir alors cet autre fait sans précédent : la foule s'arrachant le *Journal officiel!*

Madagascar est décidément le pays du rêve.

Le respect de la stricte vérité nous oblige à dire ici que la chose ne se passa pas toutefois aussi simplement. Le général ne convint pas d'avoir fait une faute de tactique. Il rejeta la responsabilité de la bévue sur le zèle imprudent d'un subordonné et dit qu'il allait y mettre bon ordre.

L'imprimerie officielle a dû, certainement, conserver l'ordre écrit de suspendre la livraison du journal, ordre signé du subordonné si sévèrement jugé ou si prestement « lâché » par son chef. Il n'est point parvenu à notre connaissance que ce subordonné ait été bien sévèrement puni. Un de nos plus sympathiques chefs d'état-major du ministère de la guerre a eu trente jours d'arrêts pour moins que cela.

Cependant, le général ne se résignait pas à cette abolition de l'esclavage; un soldat ne saurait être anti-esclavagiste. Les groupements d'individus réalisés dans une société par l'esclavage rappellent assez nos groupements militaires en bataillons et régiments indispensables à l'exercice du commandement. Le militaire ne saurait logiquement concevoir le maniement des individus par un gouvernement fort autrement que sous la forme de ce commandement d'hommes qu'est l'armée ; ayant renoncé pour lui-même à toute liberté d'action, de pensée et de parole, il ne conçoit pas pour des nègres la nécessité d'une organisation plus libérale que celle dont il se contente.

Ne pouvant empêcher une promulgation dont la rapidité déconcertait ses calculs, il décida purement et simplement... de rapporter la mesure.

C'était, en effet, le seul procédé logique, et ce n'est pas nous, Français de Paris, qui aurions trouvé la chose extraordinaire. Tant dans l'ordre militaire que dans l'ordre politique, nous avons vu successivement la suppression et le rétablissement du scrutin de liste et du scrutin d'arrondissement, nous avons vu supprimer et rétablir les épaulettes, supprimer et rétablir les tambours. Ne comptons que pour mémoire la création et la suppression des ministères des Beaux-Arts, des Postes et des Télégraphes, ainsi que celles de la lance et des pompons verts.

Mais, comme dit le prince d'Aurec, il y a manière, et le général Galliéni, soucieux de son renom d'administrateur *habile*, a voulu montrer en cette circonstance qu'il avait de la main.

Le 30 septembre, les divers gouverneurs généraux des provinces recevaient la lettre suivante :

Tananarive, 29 septembre 1896.

Voici ce que j'ai à vous dire :

Vous avez reçu le *Journal officiel* du 30 septembre; vous avez vu l'arrêté proclamant l'émancipation des esclaves et vous avez fait aussi afficher le même arrêté sous forme de placard. Cela doit surprendre le peuple. Convoquez-le donc en réunion publique pour l'engager à ne pas s'émouvoir à propos de rien. Car il s'abuse sur le sens de cette décision, simple formule verbale en usage chez les Européens, mais n'ayant à Madagascar aucune portée. En réalité, les esclaves n'ont pas à bouger de chez leur maître; il n'y a rien de changé dans nos lois.

Veillez sur le royaume et vivez heureux!

J'ai dit.

Signé : RAINITSIMBAZAFY,
Premier ministre et commandant en chef.

Cette lettre fut publiée par l'*Intransigeant* et démentie presque aussitôt par le ministère des colonies. Mais, des démentis officiels, on sait ce qu'en vaut l'aune.

La situation est donc bien nette : En exécution de la volonté des Chambres, l'esclavage est aboli dans toute l'île par M. Laroche et rétabli par le premier ministre indigène. Dans quelles limites? Dans les limites où s'étend l'autorité de ce premier ministre, c'est-à-dire en Imerina, en Betsiléo et chez quelques Betsimisaraka sans importance. Les autres peuplades continueront à jouir de la mesure émancipatrice.

Un ministre nègre qui annule une loi française promulguée par sa Reine à lui et notre résident général à nous, — voilà, n'est-ce pas? ce qui peut s'appeler un acte remarquable d'initiative.

Ce ministre est sans doute un homme énergique, plein d'ardeur, ne craignant ni le ciel ni les hommes, enfin un véritable homme d'État? Il paraît que non. C'est, au contraire, assurent ceux de nos competriotes qui ont pu le voir et le juger, un vieillard de peu d'intelligence, de peu d'aptitude aux affaires, n'y apportant pas grande activité et se confinant dans son modeste rôle d'exécuteur ponctuel et obéissant des ordres qu'il reçoit.

Il a été, on n'en doute point, interviewé au sujet de sa circulaire, et il aurait ingénument déclaré qu'il lui avait bien fallu signer, puisqu'on l'y invitait sous peine de mort...

Il semble, en effet, hors de doute que s'il s'était permis de lui-même cette petite plaisanterie, on l'eût énergiquement fusillé.

Mais alors, c'est au général Galliéni que revient l'honneur d'avoir imaginé la définition : « simple formule verbale » ? Probablement.

Admirons l'habileté. On chargeait le premier mi-

nistre d'annuler la décision du résident général ; et si les Chambres françaises se montraient un peu émues, on en serait quitte pour fusiller ce nègre qui transgressait ainsi les ordres de la métropole.

La question n'était cependant pas enterrée. Une femme habitant les bords du lac Itasy, à 80 kilomètres à l'ouest de Tananarive, voit placarder dans son village l'arrêté libérateur. Sa fille est précisément esclave à Tananarive : elle y court, toute joyeuse, retrouve son enfant et l'emmène. Elle ne connaissait point la lettre du bon Rainitsimbazafy. Mais le maître la connaissait. Il requiert des agents de police qui, respectueux de la loi la plus récente, coffrent la femme et remmènent la fille chez son maître.

Cela n'alla point sans quelques protestations, cris et rassemblements. Or, le procureur général, M. Dubreuil, rentrait précisément chez lui après son labeur quotidien : il voit l'attroupement, s'enquiert de sa cause, on la lui donne.

Il continue, perplexe, son chemin. Il a signé de sa main et déposé au greffe du tribunal l'exemplaire du *Journal officiel* du 27 septembre ; il n'ignore pas l'arrêté d'abolition auquel il a collaboré. Il n'a pas à connaître le contre-arrêté du premier ministre ; on conçoit d'ailleurs difficilement que le procureur général français soit l'exécuteur d'un ordre au bas duquel ne figure aucune signature française. Donc, pour lui, il n'y a plus d'esclaves. Si, sous ses yeux, on fait réintégrer de force à un ancien esclave le domicile du maître, il a le droit, il a le devoir d'intervenir. Ah ! s'il n'avait rien vu ! Mais il a vu. Une coupable curiosité l'a poussé vers cet attroupement ; on l'a pris comme témoin, on a fait appel à son équité de blanc, à sa justice de magistrat. Il va au quartier général et expose ses scrupules.

« Les scrupules ont tué M. Laroche », disait naguère le général Galliéni à un groupe de visiteurs ; voilà que le procureur en avait aussi ! C'est, semble-t-il, une maladie endémique chez les civils.

A cheval sur le Droit, le magistrat demanda une solution compatible avec sa conscience et sa responsabilité. Comment faire ?

L'étude du mal indiqua bientôt le remède.

Toute cette fâcheuse histoire provenait de ce que le fait s'était passé devant M. Dubreuil, à Tananarive même. Il suffisait, pour en éviter le retour, que pareille circonstance ne se renouvelât plus sous ses yeux.

On fit donc venir le prince Ramahatra, gouverneur général de la province de Tananarive. Prenez, lui dit-on, du papier, une plume, la peine de vous asseoir, écrivez, je dicte. Et il écrivit ce qui suit à ses administrés :

Tananarive, 2 octobre 1896.

Voici ce que je vous dis :

L'Etat a pensé qu'il ne devait plus y avoir d'esclaves et il a fait paraître au *Journal officiel* du 27 septembre une décision dans ce sens, montrant sa magnanimité, avec l'espoir que les émancipés sauraient la reconnaître par leur bonne conduite. J'ai le regret de dire qu'après l'acte libéral dont ils bénéficiaient certains esclaves ont été intempérants de langage, ont affecté une fierté déplacée, même il y en a un qui a embrassé une dame noble.

J'ai donc le devoir de vous faire connaître que s'il arrive encore à un esclave de sortir de la ligne qu'il convient au gouvernement de lui voir suivre, s'il lui arrive de causer du scandale et de mal reconnaître le bienfait de la loi qui le rend personne libre, il sera destitué de sa liberté et ramené sur-le-champ chez son maître, sans préjudice des peines accessoires.

Les sous-gouverneurs, chefs de quartier et chefs de police de l'Avaradrana sont chargés d'exécuter le présent ordre et arrêteront sur-le-champ les coupables.

Vivez heureux !

J'ai dit.

Signé : RAMAHATRA, 15 Hrs.,
Gouverneur général de l'Avaradrana.

Quelle chute ! Après « simple formule verbale », — une trouvaille, — « la ligne qu'il plaît au gouvernement de lui voir suivre ». Cela sent la fatigue.

Mais le fond fait pardonner la forme et nous goûtons sans arrière-pensée ce sentiment de révolte que provoque chez Ramahatra l'idée de cette dame noble embrassée par un esclave...

Voilà donc, de nouveau, une situation bien nette : l'esclavage est supprimé dans toute l'île, rétabli en Imerina, enfin resupprimé — au moins en principe — dans l'Avaradrana. C'est on ne peut plus clair.

Tel paraît être, d'après les textes, l'état actuel de la question de l'esclavage à Madagascar. On objectera peut-être que, depuis, le général Galliéni a fait des proclamations reproduites par nos journaux, des allusions à la suppression de cet esclavage. Ces proclamations, insérées dans la partie française de l'*Officiel*, mais omises dans la partie malgache, est-il bien sûr qu'elles aient dépassé le public parisien auquel elles paraissent exclusivement destinées ?

On a le droit de se montrer un peu sceptique.

Cette étude serait incomplète sans une conclusion, mais il paraît difficile d'en déduire une des faits qui précèdent et qui déroutent par trop la logique et le bon sens... Fort heureusement, le *Bulletin de la Société anti-esclavagiste de France* vient à notre secours.

Dans la réunion annuelle de cette société, après

des discours du P. Hacquard, de l'évêque de Roséa et du cardinal Perraud, M. Georges Picot, de l'Institut, fit connaître les récompenses décernées :

... Nous avons deux dettes à acquitter. Le conseil décerne deux médailles à ceux qui ont pris la plus grande part à l'abolition de l'esclavage à Madagascar. Se conformant aux prescriptions de la Chambre et du pays tout entier, M. André Lebon, ministre des colonies, a eu l'honneur de prescrire l'affranchissement des esclaves. La sagesse, la fermeté de ses instructions ont largement contribué au succès de cette grande œuvre.

Le second nom que j'ai à prononcer devant vous est impatiemment attendu par vous tous. C'est celui de ce vaillant Français, tour à tour explorateur et soldat, toujours à l'avant-garde, à Madagascar comme au Soudan, aussi énergique dans l'action que sage dans le conseil.

En annonçant qu'une grande médaille est décernée au général Galliéni, la Société anti-esclavagiste le remercie d'avoir tout préparé pour que l'affranchissement des esclaves, *que certains esprits redoutaient comme une générosité téméraire*, s'accomplît avec un entier succès.

L'histoire ne rapporte point que le général ait refusé la médaille.

Et comme le hasard a souvent de l'esprit, il s'est trouvé que les journaux qui publiaient, l'année dernière, le compte rendu de cette mémorable séance de la Société anti-esclavagiste, portaient la date du premier avril.

...

THÉATRES

Opéra-Comique : *l'Ile du Rêve* (1), idylle polynésienne, d'après Pierre Loti, par MM. A. Alexandre et G. Hartmann, musique de M. R. Hahn; reprise de *Le Roi l'a dit*. — Théatre d'auditions : *Judith*, drame en un acte de MM. Ch. Epheyre et O. Houdaille.

Parmi les trop nombreuses choses qui m'étonnent, la plus attirante par ce qu'elle semble recéler de mystères, la plus irritante aussi par ce qu'on sent d'irréductible en elle, la plus féconde en surprises quoique toujours pareille à elle-même, la plus surprenante enfin, et la plus paradoxale, c'est l'âme d'un librettiste de profession. Tous, quels qu'ils soient, semblent s'être donné la même tâche : ramener tous les personnages, je ne dis pas même à des types connus, mais à des « emplois ». Le jeune premier, le père noble, l'ingénue et les autres, qui ont à peu près disparu de notre théâtre littéraire, revivent avec obstination dans notre théâtre musical.

Tant que les librettistes inventaient réellement leurs pièces, il n'y avait que demi-mal. C'était quelques ouvrages conventionnels de plus, voilà tout. Mais ils n'osent plus inventer. Certes, ce n'est pas une chose nouvelle que de mettre en musique des drames ou des poèmes célèbres. Tous les musiciens l'ont fait, depuis Lulli. Mais ce qui n'était que l'exception est devenu la règle. Les librettistes, ahuris par les théories contradictoires qu'on leur jette à la tête, ne savent plus que faire. On ne leur parle que du « drame lyrique »; ils ont essayé d'en faire. Naturellement, ils n'ont vu dans les ouvrages de Wagner que l'extérieur des personnages, et ils ont mis à la scène des héros légendaires, auxquels ils ont prêté des actions et des sentiments particuliers. Et, comme on leur reprochait, non sans raison, de n'avoir vu goutte dans le « drame », ils se sont mis résolument à démarquer les œuvres célèbres.

Ils ont commencé par les anciennes. Nous n'avons pas trop réclamé. Il entre un peu de « devoir » dans la tendresse que nous éprouvons pour les œuvres classiques; et les amours obligées sont rarement très exigeantes. De plus, la critique a fait subir à ces œuvres de telles transformations, elle les a si complètement modifiées en les expliquant, qu'une interprétation de plus n'était pas pour nous scandaliser. C'est tout autre chose quand l'on touche à un ouvrage contemporain. Si nous l'aimons, c'est d'un amour instinctif et direct, parce que nous retrouvons en lui nos sentiments et nos pensées, ou, au moins, nos façons de penser et de sentir. Nous retrouvons une partie de nous-mêmes dans ses héros; et ceux-ci, — que nous voyons tels que les a voulus l'auteur, et sans que la critique ait eu le temps de les déformer, — nous ne pouvons souffrir qu'on les défigure.

C'est ici qu'apparaît dans toute sa beauté la conception des librettistes. S'ils choisissent tel ou tel ouvrage ou personnage, c'est sans doute pour ce qu'il a de particulier, d'original ou de significatif? Et leur tâche consiste uniquement à retirer dudit ouvrage ce qu'il a de significatif, d'original ou de particulier! Ils coupent, transforment, ajoutent, et ne s'arrêtent que lorsque les personnages sont devenus ces « emplois » dont je parlais tout à l'heure. Pour eux, il n'existe que deux ou trois sentiments originels; ce en quoi ils n'ont peut-être pas tort. Mais ces sentiments leur apparaissent fixés une fois pour toutes dans une expression ou dans un geste. Écoulez Salomé et Thaïs, Proserpine et la duchesse d'Étampes : abstraction faite de quelques détails de temps et de lieu, inutiles ou même nuisibles en musique, elles prononcent identiquement les mêmes paroles; et pourtant, si c'est toujours l'amour, ce n'est pas tout à fait le même? J'entends bien qu'il y a la différence d'expression musicale. Mais son exactitude dépend uniquement du compositeur. Et ainsi le li-

(1) Partition chez Heugel et Cie.

brettiste, loin de faciliter la tâche du musicien, la rend au contraire plus difficile, puisqu'il faut que celui-ci repense pour son compte les sentiments mal exprimés par celui-là... Je m'excuse d'insister de la sorte, à propos d'un ouvrage d'importance minime. Mais on ne saurait trop le répéter : aujourd'hui que, bon gré mal gré, il ne suffit pas d'écrire des romances plus ou moins gracieuses sur des « monstres » quelconques, cette question du poème est capitale. D'elle seule (car nos musiciens ont le talent qu'il faut), dépend l'avenir de notre musique dramatique.

Jamais, je crois, l'état d'esprit « librettiste » ne s'est manifesté plus étrangement que dans l'*Ile du Rêve*, adaptation du *Mariage de Loti*.

Et, d'abord, voici une de ces choses qui vous déconcertent : des deux noms Loti et Rarahu, des héros de l'admirable livre, l'un est devenu en quelque sorte le vrai nom d'un écrivain justement célèbre ; s'il fallait modifier l'un des deux, c'était donc celui-là. Or, dans la pièce, Loti reste Loti : Rarahu est devenue Mahénu... Je défie bien qu'on me dise pourquoi?...

Laissons de côté les difficultés presque insurmontables qu'il y a à transporter à la scène le détail d'un roman de Pierre Loti. Au moins faut-il en respecter l'allure générale, et faire en sorte que le drame laisse à peu près la même impression que le livre. Vous vous rappelez, ici, cette sensualité aiguë et pénétrante, si profonde qu'elle touche aux sources mêmes de l'être, et le laisse comme froissé et endolori. Et vous vous rappelez aussi la délicieuse et inquiétante Rarahu, ce petit animal sensuel et gracieux, aussi câlin et aussi moral qu'une chatte, né pour la volupté et ignorant le plus complètement du monde les hésitations et les scrupules. Or, voici comment, à l'Opéra-Comique, Rarahu (Mahénu) se définit elle-même : « Une pauvrette aux yeux baissés, à la lèvre tremblante »... Voyez-vous l'ingénue qui apparaît? Rarahu les yeux baissés!... Rarahu pudique et tremblante!... Et, si vous voulez savoir quels sont ses plaisirs, les voici : « Le bain, la rêverie!... » C'est là une Rarahu un peu inattendue. Et désirez-vous savoir quels sont les sentiments de Loti, à la veille de son départ? Je cite textuellement ; vous ne me croiriez pas :

Ne plus te voir, ô ma petite case,
Où tout un an,
Sous un toit de pervenches roses,
J'ai rêvé de si douces choses!
Hélas!
Ne plus jamais vous voir, enchantement des cieux
De Polynésie,
O terre d'extase,
Que berce au loin le plaintif Océan!...
Tout n'est qu'un vain songe ici-bas!
Toi-même un jour, dans quelque tourbillon de flamme
Tu périras,
O paradis de l'âme!...

N'insistons pas sur la qualité de la « poésie », non plus que sur ces singulières considérations géologiques. Mais, pour appeler « Paradis de l'âme » le royaume de la bonne Pomaré, il faut un peu de bonne volonté. Ailleurs, c'est Rarahu, qui ne veut pas être quittée :

Au sortir de nos chauds transports,
Veux-tu que je me jette en des amours infâmes?

Pauvre Rarahu ! Comme ces scrupules l'étonneraient ! Enfin, vous vous rappelez Téria, l'ancienne amie de Rouéri, le frère de Loti, et vous n'avez pas oublié la visite tragique que lui font Rarahu et Loti : l'étonnement de Téria, ses vagues souvenirs qui se réveillent, et aussitôt sa tentative pour arracher une gratification à Loti. Rien ne subsiste de sa silhouette si vivante. Ici encore c'est l'emploi qui reparaît, la grisette abandonnée :

Depuis longtemps, je n'avais pu verser de larmes!

C'est Mimi au lieu de Téria !... Et je finis comme j'avais commencé. Pourquoi avoir choisi des héros si particuliers, si profondément originaux, pour tâcher seulement à les ramener aux types les plus outrageusement conventionnels ?

Il me faut maintenant parler de la musique. Et mon embarras est assez grand. Cela coule d'un train régulier, sans arrêt ni sans heurt, d'un rythme toujours égal (le *quatre temps* règne avec une persistance monotone) ; cela n'est pas laid ; cela échappe à toute définition. On dirait un pianiste gentiment doué qui improvise devant un auditoire sympathique, et pas très exigeant. Surtout, cela est dénué de personnalité à un degré rare. Sans doute, la jeunesse de M. Hahn expliquerait l'impersonnalité de sa musique. Mais, à vrai dire, c'est cette jeunesse même qui me fâche un peu. A quel âge sera-t-on audacieux, indépendant, intempérant même, si ce n'est au sien? Et n'y a-t-il pas quelque chose de désagréable à voir un garçon de vingt-cinq ans plus prudent et plus réservé que les plus pondérés de ses devanciers? M. Théodore Dubois trouverait l'*Ile du Rêve* un peu « en retard ».

Nul n'est moins exclusif que moi. S'il plaît à M. Hahn de reprendre les procédés d'il y a cinquante ans, d'user et d'abuser des « reprises », de vouloir par exemple que Rarahu-Mahénu pleure l'abandon de Loti précisément sur la même phrase musicale par laquelle elle disait sa joie au premier acte, je n'aurai rien à objecter ; je tâcherai seulement de montrer à M. Hahn en quoi il a tort, ce qu'il sait d'ailleurs aussi bien que moi. Mais, alors, pourquoi ces motifs-conducteurs qui... je n'ose dire se développent, mais se reproduisent tout le long de l'ouvrage (il y a notamment deux flûtes à la tierce qui répètent les deux mêmes mesures avec une obstination exas-

pérante) ? Pourquoi cet appareil wagnérien pour un opéra-comique résolument « vieux jeu » ? De même, pour la déclamation ; on peut admettre (non, on ne le peut pas) qu'un musicien sacrifie à la forme de sa mélodie le sens des paroles que cette mélodie illustre. Mais il n'est pas admissible que, par une sorte d'accentuation artificielle, il prétende attribuer aux « temps forts » l'importance des « temps faibles », et réciproquement. Je sais que M. Hahn peut invoquer d'illustres exemples. Mais, si M. Massenet, par exemple, emploie parfois ce moyen, c'est avec modération ; et encore lui sert-il le plus souvent, moins à corriger une faute de déclamation, qu'à « disloquer » un rythme pour amener le rythme suivant.

Enfin, il est indispensable que M. Hahn se méfie de sa mémoire. Il a des réminiscences par trop fréquentes, et qui ne s'expliquent que par le laisser aller avec lequel il a dû écrire sa partition. Je me borne à un exemple, mais caractéristique. Le duo entre Mahénu et Loti, au premier acte est construit sur deux phrases musicales qui « figurent », l'une le personnage même de Mahénu, l'autre l'amour de Loti. La première de ces phrases reproduit note pour note, et dans le même ton de *ré majeur*, un passage d'une mélodie de Godard. L'autre reproduit avec une exactitude pareille la phrase fondamentale du *Benedictus* de la *Messe du Sacré-Cœur*, de Gounod. Les réminiscences sont excusables, et elles ne sont pas rares (je vous signale à ce sujet la curieuse brochure de M. Jean Hubert) ; mais j'en ai rarement vu de cette « intensité ». Et celles-ci sont d'autant plus regrettables qu'un examen, même superficiel, les aurait fait disparaître.

Je ne veux pas insister davantage. Je me plais d'ailleurs à reconnaître que le premier acte de l'*Ile du Rêve* n'est pas dépourvu d'une sorte de poésie et de grâce languissante, bien appropriées au sujet. Il n'est pas probable que l'ouvrage ait une longue durée. Je ne veux pas le quitter, du moins, sans souhaiter la bienvenue à M. André Messager, qui conduisait l'orchestre pour la première fois. J'ai pour lui une estime très particulière ; c'est une idée que je crois excellente, de lui avoir confié le bâton ; on peut être assuré de son expérience et de sa compréhension musicales. — Enfin, je tiens à dire le plaisir que nous a fait Mlle Guiraudon dans le personnage de Mahénu : voix, allure, gestes, tout est d'une vérité et d'une justesse saisissantes ; elle a été supérieure.

On ne peut que se féliciter de la reprise de *le Roi l'a dit*. C'est ici le Delibes naturel et charmant, très supérieur au Delibes guindé et gonflé de *Jean de Nivelle* et même de *Lakmé ;* et je crois bien que ce simple opéra-comique, avec *Sylvia* et *Coppelia* forment le meilleur de son bagage. La pièce est restée amusante ; la musique, j'insiste sur ce point, est gaie sans jamais être vulgaire, avec de petites trouvailles d'orchestre amusantes. — On a fêté l'ouvrage et ses interprètes : parmi ceux-ci M. Fugère est délicieux de bonhomie et de gaieté.

Et, puisque cet article est consacré à la musique, je veux vous recommander les brochures de M. Eugène d'Harcourt, sur la troisième et la quatrième Symphonie de Beethoven. Je n'ai pu que les parcourir ; elles m'ont semblé du plus vif intérêt.

* * *

Il devient presque impossible de parler des innombrables « Théâtres à côté ». Si je fais une exception, cette fois en faveur du *Théâtre d'Auditions*, c'est qu'il donnait l'hospitalité, lundi, à deux écrivains bien connus de nos lecteurs : MM Charles Epheyre et Octave Houdaille. Ils ont porté à la scène, dans leur *Judith*, l'histoire de Judith et Holopherne, telle que la rapporte l'Écriture. Et, comme cette histoire n'est en somme qu'un fait, ils lui ont ajouté un élément d'intérêt dont elle manquait peut-être. Selon le précepte de Wagner, ils ont « transporté le drame à l'intérieur » ; et, de ce drame, c'est l'âme de Judith qui est le théâtre. Voici ce qu'ils ont imaginé. Judith, la belle courtisane, aime en secret Holopherne, le vainqueur d'Israël ; précisément, celui-ci, ému par tout ce qu'on lui a conté de la beauté de Judith, fait annoncer sa venue par un officier chargé de riches présents. Judith se révolte : elle ne consent point à exercer son ignoble métier avec celui qu'elle aime. Cependant, on ne peut « refuser » Holopherne, qui massacrerait tout. Judith consent à le recevoir. Mais voici le prophète Elzéar : il ordonne à Judith de tuer le tyran ; et, comme elle hésite, il la menace de s'emparer d'Holopherne vivant, et de le soumettre à des supplices terribles. Holopherne paraît ; la scène s'engage, et ce qui précède suffit à vous en donner le schéma... Enfin Judith tue Holopherne, pour lui éviter les supplices, par amour, par conséquent. C'est, vous le voyez, un beau crime passionnel. — Tel est ce drame intéressant, écrit dans une langue ardente et vigoureuse, qui encadre une action tragique dans une étude curieuse de mœurs juives, et auquel on pourrait seulement reprocher d'être écourté : trois actes n'eussent pas été de trop pour analyser le dramatique état d'âme de l'héroïne.

Judith est convenablement jouée, notamment par Mlle Maguera, directrice et étoile du *Théâtre d'Auditions*.

JACQUES DU TILLET.

VARIÉTÉS

Pendant l'entr'acte.

Un drame en trois actes, et qui n'est pas fini, a tenu en suspens l'opinion du monde : elle y est toujours, elle sent bien qu'il faut une suite et un dénouement. Les grandes tragédies morales et sociales ont toujours leurs trois parties classiques : l'exposition, l'intrigue et le dénouement. C'est la façon de marcher de l'esprit humain. Nous ne pourrions pas dire au juste où nous en sommes de l'évolution de la pièce, mais nous sommes dans un entr'acte. Cela est clair. On peut parler en liberté. On a repris ses sens. Les poitrines, longtemps haletantes de terreur et de pitié, sentent avec bien-être leur revenir le mouvement régulier de la respiration.

Divers éléments, mêlés à ce drame, en avaient porté l'acuité à un degré extraordinaire. De ces éléments, l'un fut l'émotion patriotique, le sentiment de religion pour la patrie française, qui nous relie tous, en effet, et qui, de tous les partis, ne forme qu'un parti, de toutes les âmes qu'une seule âme pour la France ; — sentiment exaspéré chez beaucoup depuis les malheurs de l'année terrible et la grande trahison de la fortune.

Avec la religion du patriotisme, le culte de l'armée. Dès que l'on se mit à dire que ce culte allait être compromis, dès qu'il parut engagé dans l'affaire, toute l'affaire fut compromise elle-même et son caractère changé du tout au tout. Il n'y avait plus à raisonner. Ce fut un torrent, une trombe qui paraissait devoir emporter tout ce qui lui résisterait, et tout céda, excepté quelques-uns, dont il nous sera permis de parler à part. Ces quelques-uns furent de deux sortes et même de trois sortes, nous ne faisons qu'indiquer cela en passant : 1° des prolétaires, des révolutionnaires, des socialistes ; 2° des parlementaires, libéraux et constitutionnels ; 3° des littérateurs, des philosophes et des savants. Mais ce ne fut qu'une minorité disparate au milieu d'un tourbillon. Dans ce tourbillon, l'armée demeura parfaitement calme.

C'est un fait qui n'a peut-être pas été assez remarqué ; du moins ne semble-t-on pas avoir pris le soin d'en retirer les enseignements qui y sont contenus. L'armée, dans son ensemble, est demeurée insensible à la tourmente et le regard le plus attentif n'aurait pas pu découvrir dans ce grand corps un mouvement suspect, irréfléchi, ou « réflexe », si on veut admettre ici cette expression.

Ceux qui ont véritablement la charge de la discipline et de la tenue générale des armées françaises, ont dû éprouver un sentiment de satisfaction très intime. Quelques incartades particulières et personnelles ne comptent pas. L'armée ne s'est pas sentie touchée, car elle ne pouvait pas l'être, elle est restée imperturbable : elle se confond, chez nous, avec la nation et elle est aux ordres de la loi pour la nation.

Dans les polémiques des journaux du boulevard, on a prononcé le mot de *pronunciamiento*, qui n'est pas français, et, je le pense bien, ne le deviendra jamais.

Autour de cette armée, calme dans son devoir, l'agitation a été extrêmement vive ; il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. D'abord nous écarterons les affectations voulues, tout ce qui se rapporte aux menées des partis, aux clientèles de presse, enfin tout ce qui n'est pas spontané et parfaitement sincère. La critique n'a rien à relever là, elle n'y trouve aucun intérêt. Mais il y eut dans le mouvement une grande portion de sincérité, et c'en fut réellement le fond. C'est ce mouvement sincère qui est seul digne d'attention, qui commande le respect, et qui a suscité cet état de choses vraiment singulier où il peut devenir dangereux de rechercher la vérité et la justice et de vouloir à tout prix le redressement des lois.

Voilà, en effet, une situation périlleuse pour un pays en République, si une opinion respectable, honnête et légitime en soi, peut empêcher la recherche du vrai et l'accomplissement nécessaire des actes de justice ou, simplement, de sagesse !

Ainsi, il peut devenir sage et utile de réformer les bases de notre organisation militaire. On vient de présenter à la Chambre un projet de loi relatif au service de deux ans. Je ne veux pas m'engager dans une discussion de choses toutes militaires. Mais j'appelle l'attention sur ce fait de psychologie sociale et de politique. Si on allait dire encore, et on a déjà commencé, que le patriotisme défend de remuer ces problèmes, qu'il n'y a que des antipatriotes, des ennemis de la France pour demander le service de deux ans, ou telle autre réforme que l'on voudra dans le domaine militaire, alors la situation pourrait devenir extrêmement grave. On serait amené à conserver des règles, des institutions, un système, au delà du temps où il possédait son efficacité, et lorsque peut-être il est déjà dépassé par les lois des autres peuples.

On resterait par un patriotisme aveugle, par une routine ou une superstition qui pourrait devenir mortelle, enchaîné à un régime qui n'a plus la valeur qu'on lui attribue. Nous ne serions pas plus avancés que les seigneurs de la féodalité du moyen âge, qui s'obstinaient à combattre avec leurs lourdes armures contre les nouveaux moyens, nouvellement apparus, de la guerre moderne. C'est ainsi que périssent, au cours des siècles, et les unes après les autres, les armées, et que tant de patries ont été

perdues, par le culte exclusif du passé et la superstition envers les forces mortes. On touche là au problème des transformations nécessaires, dans tout ce qu'il a de plus général, autrement dit au problème de l'évolution même.

Nous devons aimer, chérir et honorer notre armée avec un esprit toujours libre et une critique éveillée, comme nos autres institutions, notre parlement, notre Sénat, notre République parlementaire : si nous tombions dans une adoration de ces formes, qui permît que nous en soyons les esclaves, au lieu d'en être les maîtres et les régulateurs intelligents, nous les acheminerions à leur ruine, nous en préparerions le désastre.

Notre armée, l'orgueil et l'espoir de la nation, nos fils en armes, notre fierté et notre amour, nous ne ferions rien autre chose que de creuser leurs tombeaux, si nous ne leur portions qu'une tendresse obtuse et sans courage.

Le courage ne manquera jamais à ceux qui sont sous les drapeaux de France : mais ce courage d'esprit pourrait manquer à ceux qui n'y sont plus et qui ont alors la charge de protéger les combattants par des institutions et par des lois ; c'est une autre forme de courage, et quelquefois plus rare. Si le pouvoir civil, le parlement, le législateur, arrêtés par certains préjugés, n'osant pas rompre en visière avec un certain état d'opinion, reculent devant les réformes quand elles paraissent devenues nécessaires, ce législateur, ce parlement, ce pouvoir civil trahit par son imprévoyance l'effort généreux du soldat.

Aussitôt que la discussion a tourné autour de l'armée — non pas de l'armée, mais de quelques-uns de ses chefs — l'émoi a été grand, parce que l'armée et tout ce qui la concerne forment aujourd'hui la pensée maîtresse de la France. Toutes les autres nous sont secondaires auprès de celle-là. Depuis vingt-sept ans, la France n'a eu qu'un souci vrai, son armée ; et, dans les fêtes nationales ou internationales de cette paix, c'est toujours son armée qu'elle regarde et qu'elle montre à l'univers. Tout le monde en est : on sort de l'armée active pour entrer dans la réserve, et quand on prend définitivement sa retraite, on se rajeunit en considérant ses fils ou ses neveux « sous l'habit militaire... » Tel est l'état d'âme public et national.

Autrefois il n'y avait que les spécialistes qui parlaient des choses de guerre, qui en discutaient *ex professo ;* aujourd'hui c'est devenu le sujet de conversation le plus ordinaire. Tous veulent être compétents, exprimer leur avis, donner leurs conseils, — non pas sur les bases de l'organisation ou sur les conditions générales d'une mobilisation, — on consent encore à laisser cela aux chefs, — mais sur la forme d'une tunique ou d'un sac, sur l'hygiène de la caserne, sur les avantages et les inconvénients d'une discipline passive, sur les mille détails de la vie militaire, tous parlent et veulent parler. C'est pourquoi les choses militaires produisent un si grand bruit, éveillent tant d'échos dans la nation, et pourquoi, en même temps, les *pronunciamientos* sont impossibles. Ce genre de mouvement n'appartient qu'à des pays, où les troupes sont, avec leurs chefs, des corps relativement peu nombreux, privilégiés et distincts du grand corps de la nation.

« Le boulangisme » n'a pas eu, à un seul moment, le caractère d'un *pronunciamiento ;* c'est un phénomène d'une espèce particulière et encore unique, si je ne me trompe, dont l'insuccès rend la réapparition bien difficile ; mais si nous devions un jour, pour notre malheur, entrer dans je ne sais quelle ère de séditions militaires, au lieu de ces *pronunciamientos* élégants et expéditifs, dont l'Espagne nous a fourni le modèle, nous verrions un déchirement auquel la nation entière prendrait part, les ouvriers, les paysans, et ce serait vraisemblablement une des plus affreuses guerres civiles dont l'histoire ait jamais fait mention.

La République parlementaire et constitutionnelle, telle qu'on la pratique depuis quelques années, a donné au pays bien des déceptions ; les Chambres, celle du Luxembonrg, comme celle du Palais-Bourbon, ne sont pas en progrès dans la confiance et dans le respect du pays ; la magistrature a plus d'une fois fait douter de son indépendance ; la presse est prodigieusement déconsidérée ; l'Église a témoigné d'une humeur et d'une politique peu conciliables avec les visées de la démocratie républicaine ; la bourgeoisie, ou ce que l'on appelait de ce nom, n'a étalé que son égoïsme et son indifférence : pour elle, c'est un effondrement ou une abdication. Le mal est grave.

Au milieu de ces ruines politiques et morales, une institution se tient debout, à laquelle s'attachent toutes les espérances et qui console de tout le reste, que nous couronnons de tout le prestige que notre imagination et notre amour lui donnent, et en qui nous voyons l'image de la patrie : c'est l'armée, et jamais nous n'avons eu plus de justes motifs de résumer en elle la France même. Tant que cette armée demeure intacte, dans sa force et dans son devoir, les autres phénomènes de notre vie sociale nous paraissent accidentels et secondaires : l'important, l'essentiel nous reste, la garantie suprême, la colonne de granit et d'airain. Mais si on l'ébranle, si on la sape, si on nous ôte cet essentiel, alors tout nous manque à la fois, il n'y a plus rien.

Les obligations militaires ont saisi tous les individus, tous les fonctionnaires, toutes les familles. Dans les villes des départements, la garnison a un rôle social, économique et mondain extrêmement

précieux ; elle anime la place d'armes de ses exercices et de ses concerts du dimanche, elle fait l'ornement du salon de la bourgeoise ou de la douairière, elle alimente le petit commerce, elle est choyée par l'hôtelier et le débitant. La construction d'une nouvelle caserne devient un argument électoral de premier ordre pour monsieur le député ou monsieur le sénateur. Pour tous ces motifs encore, et quelques-uns d'entre eux ne sont pas des plus estimables, il n'y a rien dans l'armée ou à propos de l'armée qui ne soit sacro-saint et intangible comme un dogme.

Nous avons ainsi l'explication de ce qu'il y a eu de sincère dans un mouvement d'opinion qui mérite d'être étudié avec soin. Le reste ne relève que de la tactique des partis. Ce mouvement tel quel n'en fut pas moins *obstructionniste* dans ses effets, pour employer une expression du style parlementaire ; il fut obstructionniste de la justice, il pourrait être une autre fois obstructionniste du parlement ; il pourrait peser sur la liberté du législateur comme il a pesé sur la liberté du jury. Et cela n'aurait aucun rapport avec ce que l'on sait des *pronunciamientos* historiques. Ce serait tout autre chose. Pas un régiment ne bougerait et cependant le pouvoir parlementaire aurait cessé d'être libre.

Hector Depasse.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Dans l'Avant-Propos de sa dernière édition de l'*Histoire des Grecs*, Duruy écrivait :

« Il y a plus d'un demi-siècle, élève de troisième année à l'École normale, j'avais, avec l'ambition ordinaire à cet âge, formé le projet de consacrer ma vie scientifique à écrire une Histoire de France en huit ou dix volumes. Devenu professeur, je me mis à l'œuvre ; mais, en sondant notre vieux sol gaulois, j'y rencontrai le fond romain, et, pour le bien connaître, je m'en allai à Rome. Une fois là, je reconnus que la Grèce avait exercé sur la civilisation romaine une puissante influence ; il fallait donc reculer encore, et passer de Rome à Athènes.

« Les chroniqueurs racontent de Godefroy de Bouillon que, lorsqu'il entrait dans une église aux riches sculptures et aux vitraux resplendissants, quelque affaire qui le pressât, il restait à contempler les vénérables images, et il oubliait les heures à lire les devises des saints, à se faire raconter les merveilleuses légendes. Il regardait, écoutait, et ne parlait plus ; même chose m'advint dans les deux métropoles du génie humain.

« Je restai si longtemps à contempler de grandes ou belles choses, que ce qui ne devait être qu'une étude préliminaire, a été l'occupation de ma vie. Les deux préfaces sont devenues deux ouvrages : l'*Histoire des Romains*, et l'*Histoire des Grecs*. »

Duruy avait près de quatre-vingts ans, en effet, quand furent achevées les dernières éditions de ces deux Histoires. Il était trop tard pour que le rêve de sa jeunesse se réalisât jamais : Duruy mourait trois ans plus tard.

Mais son projet n'est pas mort avec lui. L'ancien secrétaire du ministre, — celui qu'il avait, disait-il, regardé, pendant plus de trente années, comme un de ses enfants, — M. Ernest Lavisse avait recueilli la pensée du maître, et l'Histoire de France rêvée par le normalien de 1833 sera écrite.

Elle l'est déjà en grande partie.

Suivant le plan de Duruy, elle comprendra huit volumes, dont M. Lavisse, par qui cette publication considérable est dirigée (chacun de ces volumes aura 800 pages), a partagé la rédaction entre un certain nombre de professeurs, MM. Bloch, Bayet, Fabre, Luchaire, Ch.-V. Langlois, Coville, Petit Dutaillis, Lemonnier, Maruéjols et Carré.

La nouvelle *Histoire de France* ira des origines à la Révolution. Les matières en sont ainsi réparties :

Temps préhistoriques, Gaule celtique et romaine. — Mérovingiens, Capétiens. — Suite des Capétiens ; Saint Louis ; Philippe le Bel. — De 1328 à Charles VII ; de Charles VII ; à Louis XI. — Renaissance. — Guerres de religion. Henri IV ; Louis XIII. — Louis XIV. — Louis XV ; Louis XVI.

L'ouvrage sera précédé d'une Introduction générale et d'une Introduction géographique. L'Introduction géographique a été demandée à M. Vidal de La Blache. L'Introduction générale sera écrite par M. Ernest Lavisse, qui s'est également chargé du septième volume tout entier, consacré au règne de Louis XIV, et de la seconde partie du huitième et dernier, sur Louis XVI.

Les directeurs de la librairie Hachette espèrent pouvoir commencer l'année prochaine la publication de leur grande Histoire.

Et voilà notre pauvre Henri Martin relégué au plafond des bibliothèques ; bientôt aux greniers, peut-être ?

Il aura tout de même duré cinquante ans.

A la *Société des Conférences* (salle des Mathurins), mardi prochain, à deux heures, M. André Hallays : « L'ironie. »

M. Victorien Sardou n'est pas prodigue de préfaces ; cependant il vient d'en écrire une, que nous lirons dans huit jours, en tête du volume sur les *Légendes et Archives de la Bastille* dont M. Frantz Funck-Brentano revoit en ce moment les dernières épreuves.

Un éditeur, ami de M. Emile Zola, M. Stock, prépare un volume qui contiendra l'histoire et le compte rendu des audiences du procès Zola. A peine annoncée aux libraires de l'étranger, cette publication est réclamée de toutes parts avec un empressement, une impatience qui montrent d'une bien saisissante façon quel passionné déchaînement de curiosités cette question provoqua hors de France. Un de nos confrères, revenu de New-York avant-hier, nous citait à ce propos un trait curieux.

Signalé à son arrivée par le *New-York Herald* comme un des passagers du paquebot la *Bretagne*, — et bien que

son nom soit tout à fait inconnu à l'étranger, ce jeune journaliste recevait, quelques heures après son installation à l'hôtel, la visite d'un professeur attaché à l'un des plus importants « instituts » des États-Unis, qui invitait au nom du recteur de cet institut, notre compatriote à y venir donner *en français*, pour *mille* dollars, trois conférences sur l'affaire Zola.

Notre confrère, insuffisamment documenté, dut refuser l'offre princière qui lui était faite... Il n'en est pas encore consolé.

Max Muller prépare pour le mois de mai, en français, de *Nouvelles Études de mythologie*.

Vers la même époque :

De M. Tarde, les *Lois sociales;* — de M. E. de Roberty, les *Fondements abstraits de l'Ethique;* — de M. Fiérens Gevaert, la *Loi du bonheur*.

Annoncés pour mardi prochain :

Une série d'Études, de M. E. Guillon, sur les *Écrivains militaires*, de l'ancien régime. Une seconde série sera consacrée aux modernes.

De M. Gabriel Mourey, un volume de nouvelles, *Cœurs en détresse*.

Dans le courant du mois paraîtra un nouveau volume de M. Émile Faguet, *Politiques et Moralistes*. C'est le second d'une série récemment commencée; celui-ci contiendra des études sur Saint-Simon, Fourier, Lamennais, Ballanche, Edgar Quinet, Auguste Comte et Cousin.

Un érudit florentin, M. Giuseppe Marcotti, vient d'achever, en langue française, un volume sur Pauline Borghèse et Élisa Bacciochi qui paraîtra cet été. Le même écrivain publiait naguère dans *Cosmopolis* une étude très neuve et curieusement documentée sur les « Cent jours en Italie ».

Dans le cadre somptueux — et consciencieusement étudié sur place — de Pompéi vivante, Jean Bertheroy, auteur du *Mime Bathylle*, et très expert, ou plutôt très *experte* en ces sortes de restitutions, place une histoire d'amour qui nous sera contée, en mai prochain, dans la *Revue de Paris*.

Titre : *la Danseuse de Pompéi*.

M. Maurice Souriau, professeur à la Faculté des lettres de Caen, a découvert, dans la Bibliothèque municipale du Havre, d'intéressants manuscrits de Bernardin de Saint-Pierre dont il prépare la publication. Le côté amusant de cette découverte c'est qu'elle a induit M. Souriau à constater que le plus fidèle élève et ami de Bernardin de Saint-Pierre, — cet Aimé Martin, qui avait épousé la veuve de l'écrivain, adopté sa fille, voué un culte religieux à sa mémoire, et composé sur la vie et les ouvrages de Bernardin un copieux « Essai », — avait connu ces manuscrits, et que, dans sa biographie du maître, il les utilisa largement, sans jamais indiquer à quelle source il puisait de si précieuses informations...

Nous aimons à encourager ici le labeur obscur et difficile des écrivains provinciaux qui savent borner leur ambition à aimer passionnément le coin de terre natal, à le faire aimer, en le racontant... Parmi eux, je signale le poète Raymond Février, qui nous envoie du « pays cévenol » les bonnes feuilles d'un petit volume de poésies dont les pages exhalent vraiment un parfum de terroir exquis.

Sur les vers à soie, les fileuses, la vie du moulin, la récolte des châtaignes, M. Raymond Février nous instruit en paroles charmantes. Il a connu le bûcheron des Cévennes; il a marché à côté de lui.

... Mais déjà levé, le vieux bûcheron,
Matinal autant qu'un vieux coq de ferme,
Dans les châtaigniers monte d'un pas ferme,
Le jarret tendu, le dos un peu rond.

A son front ballotte un coussin de paille
Où reposera le fagot de bois.

Il va lentement, chante à pleine voix,
Et ses gros souliers mordent la rocaille.

La Gascogne s'agite. On nous annonce pour le mois d'août prochain de grandes fêtes à Toulouse, à Carcassonne, aux gorges du Tarn. Cela débutera par une solennelle inauguration, à Agen, de l'œuvre de Denys Puech: le buste du perruquier Jasmin. Le perruquier Jasmin avait déjà, je crois, sa statue à Agen, mais le buste est plus intime; c'est de l'immortalité en petite tenue, et les vrais amis la préfèrent à l'autre.

Quels prosateurs ou quels poètes les Gascons célébreront-ils après celui-là? Rien n'est encore fixé, mais en ce pays béni la matière commémorable ne manque jamais. On demandait à un félibre très connu: « Que deviendrez-vous, dans le Midi, le jour où tous vos grands hommes auront leur monument; où il n'y aura plus un kilo de marbre ou de bronze à inaugurer nulle part; où vraiment toutes vos gloires seront *servies?* »

Il sourit. « Vous ressemblez, dit-il, à ces économistes qui se préoccupent du moment où il n'y aura plus de houille en Angleterre. »

Emile Berr.

Correspondance.

Mon cher Directeur,

Dans le dernier numéro de la *Revue Bleue*, M. Émile Faguet me fait l'amical reproche d'avoir omis de dire où se trouve « la collection des sermons » de ce grand prédicateur trop peu connu, Adolphe Monod.

J'aurais dû l'oublier d'autant moins qu'il y a quelques années, à la suite d'un article publié ici même sur l'*Éducation intellectuelle des femmes*, où je citais Monod, un de vos lecteurs, après s'être adressé en vain à son libraire ordinaire, me posa la même question.

Je m'empresse donc de faire savoir à votre public que toute l'œuvre du premier des orateurs protestants est chez Fischbacher, également éditeur du récent ouvrage où Adolphe Monod est étudié parallèlement avec Bossuet.

Recevez, etc.

Paul Stapfer.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36325. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 15. 4e SÉRIE. — TOME IX 9 AVRIL 1898.

LA POLITIQUE

Mercredi 6 avril.

La semaine dernière, il semblait que la guerre ne pût être évitée entre l'Espagne et les États-Unis; aujourd'hui, on peut espérer qu'une haute médiation sera acceptée par les deux puissances : qui sait, quand cet article paraîtra, quels conseils l'auront emporté, de la violence ou de la raison?

A quelque point de vue qu'on se place, il est certain que le Pape est la plus grande autorité morale qui existe de notre temps. Léon XIII a compris le devoir qu'une situation exceptionnelle lui impose. Alors même que sa généreuse tentative devrait échouer, il aurait droit à la reconnaissance du monde civilisé.

Si jamais le rôle d'arbitre fut difficile, c'est bien ici. L'arbitrage est aisé quand ce qui est en jeu c'est une question concrète, comme la possession d'une île ou la rectification d'une frontière. Rien de tel entre les États-Unis et l'Espagne.

Que prétend le gouvernement américain, et qu'a-t-il à voir dans ce qui se passe à Cuba? Protéger ses nationaux, dit-on. Sans doute, si un citoyen américain est lésé dans sa personne ou dans ses biens, c'est le droit et le devoir du gouvernement des États-Unis de réclamer une indemnité, d'exiger une réparation; mais s'ensuit-il qu'il doive prendre parti dans une guerre civile et que son intervention, sous quelque forme que ce soit, puisse jamais se justifier?

On peut rêver l'indépendance de Cuba sans souhaiter son annexion aux États-Unis; et cependant, un peu plus tôt, un peu plus tard, d'une guerre où les Américains seraient victorieux, ce serait le résultat fatal.

On perd ici une illusion, celle qui nous faisait confondre la démocratie avec la paix. Monarchie ou république, les chances de guerre sont autres, mais elles ne sont pas supprimées; et ce n'est point d'avoir remplacé l'intérêt dynastique par l'intérêt mercantile qui assurera la paix du monde.

Il est évident que l'Espagne veut la paix, mais il y a quelque chose qu'elle place au-dessus de la paix : c'est sa dignité. L'homme d'État supérieur qu'elle a récemment perdu avait admirablement compris le sentiment national. Il faut reconnaître que les successeurs de Canovas del Castillo sont restés, en ceci, fidèles à sa politique : ils n'ont pas voulu être les hommes d'un parti; ils ont fait appel au pays, et le pays tout entier les a entendus.

L'Espagne nous offre ce rare exemple d'un peuple où les opinions individuelles savent s'effacer, où les querelles de parti sont suspendues, où l'on oublie tout ce qui divise pour ne penser qu'à ce qui rapproche : c'est de quoi mériter la sympathie et le respect.

Si, contre notre espoir, la guerre devait éclater, nos vœux seraient tout entiers pour nos voisins; nous admirons leur fermeté, leur union devant les éventualités les plus redoutables, et nous estimons qu'alors même que l'Espagne serait vaincue, elle resterait dans l'avenir ce qu'elle a été dans le passé : un noble peuple.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

UNE CORRESPONDANCE INÉDITE
DE LAMENNAIS

Depuis quelques années, le nom de Lamennais fixe de nouveau l'attention du monde lettré. Les théologiens et les apologistes voient dans le philosophe de la Chenaie l'initiateur du mouvement ultramontain qui a groupé autour du Saint-Siège les catholiques de France. Les politiques le saluent comme un précurseur de la démocratie et un prophète des temps nouveaux. Les moralistes et les simples curieux cherchent dans de récentes révélations sur sa vie et sur son œuvre le mot de cette énigme troublante que présente son apostasie. Tous, quelques jugements qu'ils portent sur le prêtre et sur l'homme, reconnaissent dans l'orateur de l'*Essai sur l'indifférence* une des plus riches natures que le siècle ait produites.

Au moment où deux volumes de lettres inédites publiés coup sur coup (1) viennent de provoquer autour du nom de Lamennais un nouveau mouvement de curiosité, sinon de sympathie, les lecteurs de la *Revue Bleue* accueilleront avec faveur, je l'espère, une autre correspondance du grand écrivain, conservée jusqu'à ce jour dans des archives de famille.

Cette correspondance date de la crise religieuse de Lamennais (1830-1834). Si je ne me trompe, elle ne le cède en intérêt à aucune de celles qui ont paru; elle emprunte même aux orages qui traversent alors la vie du polémiste et surtout aux systèmes de réforme sociale qui s'élaborent dans son puissant esprit une actualité capable d'émouvoir encore une génération héritière de ses préoccupations et de ses inquiétudes.

Les lettres qu'on va lire ont été adressées à Emmanuel d'Alzon, le futur fondateur des religieux de l'Assomption. Ce jeune homme avait subi, comme tant d'autres, la séduction du maître, sans toutefois adopter toutes ses idées. A Paris, pendant ses études à l'École de droit, il avait fait partie d'un petit cercle ultramontain, dont les principaux membres étaient Laurentie, Du Lac, d'Esgrigny, de la Gournerie. Ces jeunes gens luttaient avec Lamennais contre le gallicanisme; mais ils étaient éloignés des nouveautés qui, plus tard, suscitèrent tant d'orages. Ils reconnaissaient pour chef M. Bailly, le fondateur du premier *Correspondant*.

Décidé à se faire prêtre, et ne sachant trop où aller chercher ses enseignements théologiques, Emmanuel d'Alzon eut recours aux lumières de Lamennais. Il en reçut trois lettres, les trois premières de notre collection, qui contiennent un plan d'études ecclésiastiques. Ce plan est assez vaguement dessiné, mais on y remarquera une idée, nouvelle alors, qui de nos jours, a fait un assez beau chemin : celle d'emprunter à l'Allemagne son ardeur d'investigation scientifique et ses procédés de critique historique.

Les lettres qui suivent présentent, à certains égards, un vif intérêt. Elles rendent les vues politiques et sociales de Lamennais avec une netteté, une vigueur, une flamme d'éloquence qu'on rencontre à peine dans ses autres écrits. Le jeune d'Alzon s'est rendu à Rome pour ses études théologiques. Sa naissance et ses talents l'ont mis de bonne heure en relation avec les plus hauts personnages de l'entourage pontifical, et Lamennais se sert de lui pour faire connaître à Rome ses idées. Malheureusement ses lettres d'alors expriment des idées très opposées à celles pour lesquelles il a combattu. Je rectifierai çà et là, dans de courtes notes, certaines de ses appréciations contraires, non seulement à l'orthodoxie catholique, mais à la justice.

Dans ses confidences à Emmanuel d'Alzon, Lamennais fait allusion à une foule d'événements et de personnages qui, après soixante ans, ont perdu beaucoup de leur importance ou de leur notoriété. Aussi m'a-t-il paru nécessaire de rappeler en quelques mots, pour l'intelligence de cette correspondance, les principales phases de la lutte que soutint alors l'écrivain, contre ce qu'il appelait dédaigneusement « la hiérarchie ».

La révolution de Juillet avait permis à Lamennais, selon l'expression de Sainte-Beuve, de se produire politiquement dans une pleine lumière. Profitant de l'affranchissement de la presse et voulant poser la première pierre du catholicisme régénéré, il fonda l'*Avenir* (1er septembre 1830), et choisit, pour indiquer à la jeune génération la voie nouvelle dans laquelle il voulait l'engager, cette double épigraphe : *Dieu et la liberté — le Pape et le peuple*. Des disciples jeunes et ardents lui prêtèrent leur concours, les noms de Gerbet, de Lacordaire, de Montalembert, de Combalot, de Rohrbacher, sont dans toutes les mémoires. Ceux de MM. de Coux et d'Ortigue, quoique moins éclatants, méritent un souvenir.

Pendant plusieurs mois, toutes ces plumes dévouées rendirent au catholicisme une popularité qu'il semblait depuis longtemps avoir perdue en France.

Ce n'était pas sans un mélange d'admiration et de sympathie qu'on entendait des prêtres prêcher, avec une éloquence enflammée, le progrès et la liberté. Le jeune clergé leur pardonnait — peut-être parce qu'il les discernait mal — certaines exagérations et erreurs de doctrines en faveur de l'indignation généreuse qu'ils affichaient contre tous les abus.

L'*Avenir* demandait des réformes radicales dans l'ordre religieux et politique, réformes qu'une révolution nouvelle s'était trouvée impuissante à réaliser, et pour laquelle il ne fallait pas compter sur un épiscopat trop imbu des maximes gallicanes. Abrogation du Concordat, affranchissement de l'Église vis-à-vis des pouvoirs publics, suppression du budget des cultes, décentralisation administrative, extension des droits électoraux, liberté de conscience, pleine, universelle, sans distinction ni privilège, liberté d'enseignement, liberté de la presse, liberté d'association, telles étaient les revendications de l'*Avenir*. Certes, le parti démocratique d'alors était loin de ces hardiesses; d'autre part, l'épiscopat pouvait d'autant moins les encourager, que, contraires à ses préférences

1 *Lettres inédites de Lamennais à Montalembert*, publiées par Eugène Forgues, 1 vol. in-8° ; chez Perrin, à Paris. — *Un Lamennais inconnu: lettres inédites de Lamennais à Benoît d'Azy*, publiées avec une introduction et des notes par Auguste Laveille, 1 vol. in-12, même librairie.

monarchiques, elles présentaient en outre certains écarts de doctrine.

Un grand nombre de prélats, à la tête desquels se trouvait l'archevêque de Toulouse, Mgr d'Astros, dénoncèrent à Rome certaines propositions malsonnantes extraites des publications de Lamennais.

Au milieu de l'orage qui s'amassait de tous côtés, la publication de l'*Avenir* fut, de l'avis de tous les rédacteurs, suspendue le 15 novembre 1831. « Si nous nous retirons un moment, écrivait Lamennais, ce n'est point par lassitude, encore moins par découragement. C'est pour aller, comme autrefois les soldats d'Israël, consulter le Seigneur en Silo. »

Quelques jours après cette déclaration, il partait pour Rome, en compagnie de Lacordaire et de Montalembert.

L'accueil de Grégoire XVI fut froid et réservé à dessein. Ne pouvant encourager Lamennais dans la voie téméraire où il s'était engagé, répugnant d'ailleurs à condamner un homme qui avait rendu de si grands services à l'Eglise, il refusa tout d'abord de se prononcer publiquement comme chef du catholicisme sur les doctrines de l'*Avenir*. Lamennais ne comprit point cette paternelle leçon : « Il nous importait, disait-il plus tard, dans *les Affaires de Rome*, d'obtenir une audience du pape même. Des intrigues se nouèrent pour l'empêcher. Elle nous fut accordée cependant, mais à la condition qu'il n'y serait parlé en aucune manière de ce qui nous amenait.

Après plusieurs mois d'attente, il s'était décidé à rentrer en France, lorsque, à son passage à Munich, il reçut la lettre encyclique du 15 août 1832, dans laquelle Grégoire XVI condamnait la théorie de l'*Avenir*, sans toutefois désigner nommément le journal. Le coup était dur pour Lamennais. Après de douloureuses hésitations, il déclara que l'*Avenir* ne paraîtrait plus, et que l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse*, intimement liée à ses œuvres de presse, serait dissoute.

Malheureusement, ce premier et bon mouvement ne dura guère. Reprenant d'une main ce qu'il avait donné de l'autre, Lamennais ne tarda pas à témoigner de nouveau, dans une foule de lettres adressées à divers amis et en particulier dans ses confidences à Emmanuel d'Alzon, son attachement pour les doctrines condamnées et son mépris pour les intrigues qui, selon lui, avaient déterminé Rome à sévir. Le pape lui en témoigna son mécontentement, et, non content de la suppression de l'*Avenir*, exigea une soumission dogmatique aux doctrines de l'encyclique *Mirari vos*. De longs pourparlers s'engagèrent. Deux formules de soumission, adressées à Rome par Lamennais, furent repoussées, l'une comme incomplète, l'autre comme dangereuse dans ses réserves. De guerre lasse, Lamennais signa purement et simplement ce qu'on demandait de lui, non par conviction, mais simplement, affirma-t-il, « pour avoir la paix ».

Malgré cette déclaration aussi explicite que possible, il prétendit toujours s'être réservé *in petto* la pleine liberté d'écrire à sa fantaisie sur ce qu'il croyait intéresser son pays et l'humanité. De fait, quelques mois après la clôture de la négociation paraissaient les *Paroles d'un croyant*. Elles furent suivies, à un assez court intervalle, des *Affaires de Rome*, livre qui signalait sa rupture définitive avec le catholicisme.

Comment Lamennais, ce caractère indomptable, mais jusqu'alors loyal et fier, en était-il venu à violer, sans remords apparent, d'aussi solennelles promesses?

Un seul mot explique tout, ce semble : il avait perdu sa foi de catholique, et le sentiment même de l'honnêteté vulgaire avait été atteint dans ce grand naufrage de ses croyances surnaturelles. Privé du frein qui lui avait permis de maîtriser jusqu'alors sa violente nature, livré sans contrepoids à ses rancunes et à ses colères, il ne sut point se montrer supérieur à de mesquines passions.

Bien des fois encore il eut sur les lèvres le nom du Christ qu'il avait trahi, mais l'hôte divin n'habitait plus ce cœur déshérité de la paix, et cette bouche, qui avait exprimé l'onction de l'Évangile, n'était plus, selon une parole célèbre, « qu'un airain sonnant et une cymbale retentissante ».

Emmanuel d'Alzon s'employa, avec un courage et un tact infinis, à retenir dans la communion du Saint-Siège le maître qu'il avait tant aimé. Mais, hélas! il avait cessé d'être son disciple; il ne pouvait être désormais pour lui qu'un indifférent. Lamennais donnait volontiers son cœur à condition qu'on lui donnât son intelligence; mais quiconque refusait de le suivre jusque dans les écarts de sa pensée lui devenait dès lors totalement étranger. Il ne dérogea point, en faveur d'Emmanuel d'Alzon, à la loi qu'il s'était faite de sacrifier toujours ses affections à ses idées.

A la suite de la correspondance adressée à son jeune ami, j'ai cru devoir publier deux lettres isolées, qui présentent l'une et l'autre un véritable intérêt. La première est datée de 1820, et adressée à l'abbé Clauzel de Montals, le futur évêque de Chartres. L'autre, écrite en 1834, est un essai de justification personnelle, destinée à l'abbé Combalot.

A. LAVEILLE.

A la Chênaie, le 22 janvier 1830.

Puisque la Providence paraît vouloir établir entre nous des relations intimes et durables, je veux vous donner tout d'abord, mon cher enfant, le nom qui répond le mieux aux sentiments que, d'avance, j'éprouve pour vous, et auxquels le temps ne fera qu'ajouter une nouvelle force et une nouvelle douceur : car tout ce qui vient de Dieu se développe sans cesse, tandis que ce qui n'est que de la terre passe et se dissipe bien vite : *Vapor ad modicum parens.*

Ce qui fait la difficulté de tracer un plan d'études, c'est qu'il n'est ou ne doit être que le développement d'un système d'idées; sans quoi, tout ce que l'on peut acquérir par l'étude n'existe que dans la mémoire, et demeure stérile pour l'esprit. On a, si je puis le dire, un dictionnaire de choses, mais aucune véritable science. Or, vous concevez qu'il est impossible d'exposer dans une lettre un ensemble de pensées tel que celui auquel je désirerais que vous pussiez rapporter vos travaux. Cela exige de

longs détails et des communications journalières.

En attendant que le moment soit venu, je vous conseille donc de vous appliquer particulièrement à acquérir des connaissances qu'on peut appeler instrumentales. Il vous serait, par exemple, très utile d'apprendre l'allemand; cette langue est aujourd'hui devenue indispensable à quiconque veut s'instruire solidement. A cette étude, je joindrais celle de l'histoire de la philosophie et de l'histoire proprement dite. Pour cela, vous pourriez lire l'*Abrégé de Tennemann*, que Cousin vient de publier, avec l'ouvrage de Degerando; l'*Histoire de l'antiquité* de Schlosser, et celle de Rome par Niebühr. Il paraît, en ce moment, une traduction de ces deux derniers ouvrages. Je vous engage aussi à consacrer chaque jour un peu de temps à traduire vous-même, avec tout le soin dont vous serez capable, quelques morceaux des bons auteurs, choisissant de préférence ceux dont la beauté vous frappera le plus. C'est là, de tous les exercices, le meilleur pour former le style.

Si vous croyez que je puisse vous être utile en quelque chose, ne craignez point de disposer de moi; vous savez que jamais on ne saurait fatiguer un père. Tout à vous, mon cher enfant, et de tout mon cœur.

F. de La M.

Le 7 avril 1830.

Je vous remercie, mon cher enfant, des bonnes et tendres choses que vous me dites. Je vous les rends bien du fond de mon cœur. Le parti que vous prenez d'aller à la campagne me paraît très sage; c'est le meilleur moyen que vous ayez de mettre le temps à profit. Quant à vos études, je persiste à croire que l'étude des systèmes philosophiques et celle de l'histoire est ce qui vous sera le plus utile en ce moment. J'y joindrais celle de la langue allemande, indispensable aujourd'hui, à cause de l'immense quantité de travaux scientifiques qu'ont accumulés depuis cinquante ans la patience et la sagacité germaniques, et qu'il n'est plus permis d'ignorer. Il y a là, pour les catholiques, une mine toute nouvelle et presque inépuisable à exploiter. Nous avons d'ailleurs avec ce pays des relations précieuses, et qui faciliteront beaucoup le choix et l'usage de ces richesses encore brutes.

Je réserverais l'étude des Pères, qui ne sont pas d'ailleurs à lire en entier, pour le temps où vous vous occuperez directement de théologie. Vous pourriez cependant lire, en attendant, l'*Apologétique* de Tertullien, ses *Prescriptions*, le *Commonitorium* de Vincent de Lérins, et les *Confessions* de saint Augustin.

Je me bornerais aussi, pour à présent, à lire la Bible presque uniquement comme livre de piété, dans une bonne édition avec des notes. Malheureusement, je n'en connais point qui réponde parfaitement à ce que je désirerais en ce genre. Il y a bien du fatras dans la Bible de Vence. Néanmoins c'est encore la meilleure que je connaisse en notre langue.

Adieu, mon cher enfant, priez pour moi. Qu'il me tarde de vous presser contre mon cœur, et de vous réitérer de vive voix l'assurance de mon tendre et inaltérable dévouement!

Juilly, 31 décembre 1830.

Je ne puis, mon cher enfant, vous répondre que deux mots, afin seulement que vous n'ayez pas le soupçon que je vous oublie. Faites pour la défense de Dieu ce qu'il vous inspirera lui-même. Oh! s'il entrait dans ses desseins de nous réunir un jour (1)!

Continuez cependant vos études, celle de l'histoire surtout; c'est une des plus essentielles. N'abandonnez pas non plus l'allemand; il faut pour apprendre cette langue un peu de patience, lire beaucoup, et différents auteurs, mais plus tard vous ne regretterez pas ce travail. Exercez, mûrissez votre esprit et votre talent, et accroissez-le par le zèle, par cet esprit de sacrifice qui obtient tout et accomplit tout.

Embrassez pour moi mon cher Clément, comme je vous embrasse vous-même, avec une grande tendresse.

F. de La Mennais.

Rome, le 10 avril 1832.

Je n'ai reçu qu'avant-hier, mon cher enfant, votre lettre du 14 mars. Dieu bénira, je n'en doute pas, la résolution que vous avez prise, et dans laquelle vous n'avez eu que lui en vue. Si vous y perdez quelque chose du côté des études, vous le regagnerez plus tard, lorsque la Providence permettra, comme je l'espère, que nous nous réunissions en des circonstances moins difficiles.

Elle prépare toutes choses pour hâter le moment où, tous les obstacles humains qui s'opposent à l'affranchissement de l'Église étant renversés, commencera la grande action catholique qui sauvera le monde. Quelque court, cependant, que doive être ce temps d'attente, il sera rempli de beaucoup de souffrances. Prions ardemment le bon Dieu qu'il nous donne la force de les supporter en vrais chrétiens, afin qu'au moins, pour nous, elles ne perdent pas leur vertu expiatrice.

J'ignore jusqu'à quelle époque mon séjour ici se prolongera. Le Pape a promis de faire examiner nos

(1) Lamennais fait allusion ici, sans doute, à la réunion de jeunes gens qui formaient son école de la Chênaie.

doctrines; on dit même que cet examen est commencé; mais quand finira-t-il? C'est ce que nous ne pouvons savoir. Les notes diplomatiques des puissances nous avaient précédés ici et nous y ont suivis. Dans ses dispositions présentes, cherchant, comme souverain, son appui dans la protection des cabinets européens, le Pape doit croire prudent de s'abstenir de tout ce qui pourrait les choquer, et le jugement qui nous justifierait aurait cet effet très certainement. Voilà où en est le catholicisme, cela est triste à dire, mais il en est ainsi. Notre consolation est de penser, comme le pensent et le disent ici tous les hommes attachés avant tout à l'Église, qu'un si grand avilissement de la puissance spirituelle ne saurait durer. Dieu rompra ses fers. En attendant, prenons patience, soumettons-nous et prions : la prière obtient tout. Je me recommande aux vôtres, mon cher enfant, et vous réitère l'assurance de mon tendre et inaltérable attachement. Montalembert me charge de vous assurer aussi du sien. Adieu, adieu! Que la grâce d'en haut vous fortifie et vous console.

F. de La Mennais.

A la tante Rodier, née d'Alzon (1).

Dans les circonstances critiques où se trouve le Saint-Siège, il n'a pas cru devoir encore s'expliquer sur ce qui a été l'objet de notre voyage ici; mais il a promis de faire examiner avec soin nos doctrines, et l'on assure même que cet examen est commencé. Personne ne croit ici que nous nous soyons écartés en rien de la vérité catholique, et les théologiens les plus habiles comme les plus pieux n'ont pas craint d'exprimer hautement leur opinion à cet égard. Pour nous, enfants dociles du Père commun, nous attendons en paix son infaillible décision, qui sera notre règle invariable.

Je vous prie de faire remettre, d'une manière sûre, la lettre incluse à Emmanuel et d'agréer, etc.

F. de L. M.

La Chênaie, 10 août 1833.

Vous me demandez, mon cher enfant, ce que je pense des différents partis que vous pouvez prendre, si vous ne rentrez pas au Séminaire après les vacances. D'après le but que vous vous proposez, je crois que ni Juilly ni Solesmes ne vous conviennent: Juilly, parce que vous n'y auriez aucun secours pour vos études et que vous y trouveriez des opinions qui ne sont pas les vôtres (2); Solesmes, parce que le seul avantage que ce lieu vous offrirait, comparativement au séminaire, serait plus de loisir et plus de livres, peut-être. Or, cela ne suffit pas, à beaucoup près, soit que vous vous appliquiez à une étude spéciale, soit que vous cherchiez à étendre vos connaissances dans un cercle plus étendu.

Je ne vois que Paris qui puisse, avec ses bibliothèques, ses cours publics et les ressources de tout genre qu'il présente, vous fournir les moyens d'acquérir une vraie et solide instruction. Ce n'est que là, d'ailleurs, qu'on peut observer et suivre le mouvement des esprits, chose, à mes yeux, la plus importante de toutes à l'époque où nous sommes. On apprend, aujourd'hui, bien plus avec les hommes qu'avec les livres, et pour exercer quelque action sur son siècle, il faut le connaître et le connaître à fond. Rien ne vous empêcherait, du reste, de mener à Paris une vie aussi ecclésiastique que vous le feriez en province. Il suffit, pour cela, de vous faire un règlement de conduite. Si vous prenez ce dernier parti, il ne dépendra que de vous de demeurer avec M. Gerbet, qui vous serait utile pour vos études théologiques, et quelques jeunes gens qui sont près de lui. Dans le cas où cet arrangement vous agréerait, il serait bon de lui écrire d'avance, rue de Vaugirard, 77, afin qu'il vous réservât un appartement dans la maison. Veuillez affranchir votre lettre.

J'ignore absolument ce qui a pu donner occasion au dernier bref du Pape, adressé à Mgr l'archevêque de Toulouse : car comment pourrais-je deviner ce qu'on répand dans le public (1)? Il m'est évident que de nouvelles intrigues et de nouvelles calomnies auront indisposé Grégoire XVI contre moi. C'est tout ce que je puis voir dans cette affaire. Bien que le silence m'eût paru le meilleur parti à prendre, les circonstances m'ont décidé à écrire au Pape, pour réitérer la protestation de mon obéissance filiale à sa volonté, et de ma parfaite soumission à toutes les décisions émanées ou à émaner du Siège Apostolique sur la doctrine de la foi et des mœurs. Je n'espère pas, cependant, que tout ce que je puis dire arrête les persécutions de mes ennemis, qui ont leur source dans des passions politiques implacables. Mais ce n'est pas dans l'absence des tribulations qu'il faut chercher la paix, mais dans la patience à porter sa croix. Adieu, mon cher enfant, je suis bien tendrement tout à vous en Jésus-Christ.

F. de La M.

(1) Emmanuel d'Alzon avait une tante, Mme Rodier, qui habitait Montpellier, et avec laquelle Lamennais était en relations suivies.

(2) Après avoir passé plusieurs mois au collège de Juilly, Lamennais venait de se brouiller avec l'administration de cet établissement. Cette rupture explique sa mauvaise humeur d'alors.

(1) Allusion aux termes dont s'était servi Grégoire XVI en parlant des idées de révolte que, dans un certain monde, on prêtait alors à Lamennais.

Mieux vaut encore, ainsi que vous le dites, mon cher ami, aller à Rome que de rester là où vous étiez (1). Ce n'est pas que vous deviez vous attendre à trouver dans cette ville célèbre de grands secours en aucun genre pour les études auxquelles vous avez intention de vous appliquer. L'enseignement théologique y est ce qu'il est en France, ce qu'il est partout; et quant aux autres ordres de connaissances, nullité parfaite, absolue, voilà ce que vous rencontrerez. Toutefois, les livres ne manquent point, les livres anciens surtout; on peut toujours employer son temps, et il y a, du reste, beaucoup à gagner à voir de ses yeux cet antique centre du gouvernement de l'Église... Ce que vous me dites de l'état du clergé français et des conséquences probables de cet état n'est malheureusement que trop vrai. Malheureusement encore, je n'y sais point de remède. Le mal offre tant de complication que, lorsqu'on vient à chercher comment il serait possible de guérir une plaie, on en découvre une autre à côté, et puis une autre encore, et toujours ainsi, jusqu'à ce qu'ayant reconnu que le corps entier est rongé de la même gangrène, on lève les yeux au ciel de qui seul peut venir une guérison qu'assurément nul homme ne saurait opérer. Persuadé pour moi de l'impuissance de tous les efforts humains, je crois que nous devons laisser Dieu agir. Il prépare en secret de plus grandes choses qu'on ne l'imagine. Ayons foi dans la Providence et attendons en paix, que nous devions les voir ou non, les moments qu'il a marqués de toute éternité pour la renaissance de ce qui semble mourir sous nos yeux.

Je vous souhaite un heureux voyage et je vous embrasse bien tendrement.

F. de La M.

Paris, [illegible] mars 1834.

Je commence par vous remercier, mon cher Emmanuel, des touchantes marques d'affection que vous me donnez dans votre lettre du 15 février. Je vous offre en échange un attachement bien vrai, et que rien n'altérera jamais. Du reste, je ne me plains pas de la position qu'on m'a faite et je n'en suis nullement affecté; au contraire, j'y trouve ce qui, à mes yeux, surpasse tout autre bien : paix, loisir et liberté (2).

Ce n'est pas que le travail et le combat m'effraient. Je redescendrais dans l'arène sans hésiter un seul moment, si j'y voyais des avantages et l'espérance de faire quelque bien. Mais ma plus intime conviction est qu'on n'en peut désormais opérer aucun par cette voie; qu'en tout ce qui concerne la religion, il faut laisser à Dieu le soin d'accomplir son œuvre; que cette œuvre immense nécessite beaucoup de choses que nous ignorons, des changements difficiles à calculer, de profondes modifications dans ce qui existe et ne saurait continuer d'exister sous les mêmes formes. Le monde se prépare pour ces grands changements, d'où sortiront l'état futur et le salut de la race humaine.

Je conçois parfaitement combien une bonne maison d'éducation serait utile à Naples. Mais les difficultés qu'on éprouverait à l'établir seraient peut-être plus multipliées que vous ne paraissez le penser. Il y aurait bientôt des intrigues ourdies contre les étrangers qui se dévoueraient à cette œuvre. Comme ils ne feraient pas ce que les autres ont fait jusqu'ici, on les accuserait d'introduire des nouveautés, on chercherait à les rendre suspects tantôt à celui-ci, tantôt à celui-là, et il serait bien à craindre qu'on ne finît, et assez promptement, par les contraindre à renoncer à une entreprise qui ne trouverait d'ailleurs aucune protection certaine dans les lois, aucune garantie contre les mesures les plus arbitraires.

Je n'aurais d'ailleurs, et dans tous cas, aucun moyen de réaliser un semblable projet, m'étant isolé complètement, d'après la résolution que j'ai prise de m'occuper à l'avenir exclusivement de science, de philosophie et de politique.

Conformément à ce dessein, je quitterai Paris après Pâques pour me retirer seul dans ma retraite en Bretagne. Mille amitiés à Mac-Carthy ainsi qu'au bon P. Ventura. Priez, mon cher Emmanuel, pour celui qui vous est et ne cessera jamais de vous être tout dévoué de cœur.

Paris, le 29 mars 1834.

Les détails que vous me donnez, mon cher Emmanuel, par votre lettre du 15 mars, m'ont fort intéressé. Au moment même où je la recevais, il m'en parvenait deux autres de Toscane, où, par suite de l'intrigue dont vous me parlez, on me pressait vivement, au nom *d'uno gran Cardinale* qu'on ne désigne pas autrement, de me rendre à Rome, m'y promettant le plus agréable accueil, et l'on allait jusqu'à me proposer de m'y accompagner : tout cela délayé dans de longues phrases et de pompeuses périodes pleines de fades et hypocrites louanges.

Sans lui répondre moi-même, j'ai fait dire à l'auteur qu'il perdait son temps, que mon parti était bien pris de ne jamais retourner dans ce pays-là, et que, du reste, loin de me considérer, ainsi qu'il paraissait le croire, comme mort à la société, j'al-

(1) Emmanuel d'Alzon avait passé une année au séminaire de Montp[illegible].

(2) [illegible] *Mirari vos*, Lamennais avait annoncé l'intention de ne plus s'occuper, en aucune façon, des affaires de l'Église [illegible] il avait tenu parole.

lais, au contraire, commencer à vivre pour elle (1).

C'est, en effet, d'elle seule qu'on peut s'occuper en ce moment, et sous ce rapport, je ne partage point la manière de voir de l'excellent C. Micara.

Il n'y a aujourd'hui rien à faire pour la religion. Ceux qui en doutent encore s'en convaincront bientôt. A Rome surtout on n'a pas la moindre idée de l'état des choses et de l'esprit humain. On s'y figure des projets de schisme et d'églises nationales. Eh! bon Dieu, qui songe à cela? Personne, je vous jure.

Le clergé est encore quelque chose, bien peu de chose cependant, pour les gouvernements qui s'en vont; c'est une espèce de rouage administratif comme un autre.

Mais hors de là, nul ne s'occupe du catholicisme et de l'Église. Ils n'excitent ni haine ni amour. On les regarde comme morts. Il n'existe point en France de persuasion plus générale et plus profonde. Seulement, s'ils reparaissaient sur la scène politique, on les rejetterait d'un coup de pied dans leur tombeau.

Toutefois, on ne croit pas, il s'en faut de beaucoup, les destinées du christianisme accomplies. Loin de là, on reconnaît en lui le principe moteur de la transformation sociale qui s'opère, et l'on pense que lui-même subira une transformation, un développement nouveau analogue et proportionné à celui qui s'accomplit dans l'humanité sous son influence.

Ce développement, que sera-t-il? On l'ignore; mais on est convaincu universellement qu'il est incompatible avec l'institution catholique présente, qui contient, dit-on, une évidente et radicale antinomie, dont la solution ne peut être fournie que par une institution nouvelle.

Telles sont les idées régnantes (2); à quoi il faut ajouter, parmi les catholiques, une sorte de modification progressive dans les habitudes de l'esprit, qui les détache de fait et toujours plus de l'autorité, sans presque qu'ils s'en aperçoivent eux-mêmes. En somme, il est facile de voir où l'on doit aboutir avec cela. La première chose que l'Église aurait à faire pour revivre serait de persuader aux hommes qu'elle est, qu'elle a vie, et pensée et mouvement. Nous n'en sommes pas là.

Veuillez dire mille choses de ma part à Mac-Carthy ainsi qu'à M. Ventura. Il me suffit d'apprendre qu'il est satisfait de sa position. Je ne pense pas que nous puissions suffisamment nous entendre par lettres. Il faudrait plusieurs jours de conversation pour accorder un peu nos idées, dans un temps où tout va si vite. Ne m'oubliez pas non plus, je vous prie, près du bon P. Olivieri et du C. Micara.

Je partirai le 9 avril pour la Bretagne, avec le projet d'y passer deux ou trois ans, si on m'y laisse tranquille. Mille circonstances pourraient cependant déranger ce projet. Le mieux, en toutes choses, est de n'en point faire et de se laisser guider au jour le jour par la Providence.

Adieu, mon cher ami; je vous embrasse de tout mon cœur.

F. de La Mennais.

(*A suivre.*)

(1) Quelles raisons Lamennais avait-il de penser qu'en l'invitant à se rendre à Rome on voulait lui tendre un piège? Il est infiniment probable, au contraire, qu'on voulait lui ménager la facilité de s'expliquer clairement sur ses véritables opinions. D'ailleurs, s'il comptait à Rome des adversaires, particulièrement chez les Jésuites, il était également certain d'y trouver de chauds amis, et assez haut placés pour lui assurer un accueil bienveillant de la part du Pape et des congrégations. On sait que le cardinal Micara, le P. Olivieri, général des Dominicains, et le P. Ventura, après avoir adopté en partie ses idées, professaient encore pour sa personne la plus sincère admiration.

(2) Donc, à la place de l'autorité et des vérités éternelles dont il avait cru jusqu'alors le dépôt confié à l'Église, Lamennais place désormais l'opinion : *On pense, on dit, on croit, on est convaincu*, etc. C'est le peuple mis au-dessus de l'Église, la voix du peuple prise comme règle de foi. Lamennais est, dès lors, aux antipodes du catholicisme.

LES BUDGETS DE LA FRANCE

1814-1897

A la chute de l'Empire, la France était épuisée : un quart de siècle de guerres continuelles et surtout les désastres des années 1812 à 1814 l'avaient réduite à l'état le plus précaire. Le désordre était partout, le crédit n'existait pas, et l'arriéré à liquider ne s'élevait pas à moins de trois milliards. C'est dans ces circonstances que M. Louis, un ancien disciple de l'abbé Terray, fut appelé, pour la première fois, par la Restauration, au ministère des finances, poste qu'il devait occuper cinq fois, soit sous ce nouveau régime, soit sous la Monarchie de Juillet.

Jusqu'à cette époque, on ne trouve, dans les budgets, rien de complet, ni pour l'indication des recettes présumées, ni pour celle des dépenses prévues. La Révolution avait bien posé les principes d'une comptabilité sérieuse, exacte, n'admettant aucune distraction ou dissimulation de chiffres. Le trouble des temps ne permit pas d'en faire l'application, et, sous le premier Empire, ils furent oubliés ou dédaignés, de par la volonté du maître. On ne peut guère donner le nom du budget à un document qui négligeait de faire mention des frais de régie, d'exploitation et de perception des revenus, où ne paraissaient pas 200 millions de fonds spéciaux appliqués, il est vrai, à certains services publics, mais laissés à la disposition exclusive du souverain, qui n'enregistrait rien des riches tributs de la conquête reçus et employés par le domaine extraordinaire de la cou-

ronne. Et tels étaient les budgets de l'Empire, conçus en dehors de toutes les règles d'une bonne économie financière, sanctionnés par le bon plaisir qui les avait dictés. Disons toutefois que ce bon plaisir avait souci, à sa manière, des intérêts financiers de l'État. Napoléon, alors que tout était livré à sa discrétion, ne se laissa entraîner ni aux caprices ni à la fantaisie. Tout ce qu'il dépensa le fut pour les besoins de la nation, ou ce qu'il croyait être ces besoins. On a remarqué que, s'il eût disparu de la scène avant 1812, il n'y aurait eu à constater aucun déficit dans les comptes de son gouvernement.

Sans doute, les premiers budgets de la Restauration, ceux de 1814, 1815 et même de 1816, ne sont pas encore d'une exactitude irréprochable. Mais il faut tenir compte des difficultés du moment, de celles inhérentes à tout changement de système, et ici elles étaient grandes. Tout était à faire, et il fallait rompre avec des errements qui n'étaient plus de saison. On raconte que l'entourage du comte d'Artois ne se fit aucun scrupule de s'emparer des millions de la liste civile de Napoléon, trouvés dans ses fourgons. Pour en obtenir la restitution, il fallut toute l'indignation du ministre et sa menace de se retirer. Cet argent, en effet, n'appartenait qu'au dernier souverain ou à l'État, et si l'État le réclamait, c'est parce qu'il avait été pris dans les caisses publiques. Les millions furent rendus à peu près intacts, dit-on. Ils étaient une précieuse ressource pour le Trésor, qui était vide. Le fait montre aussi combien étaient nécessaires les mesures que prit le baron Louis, non seulement pour faire face aux besoins du présent, mais pour empêcher le retour aux habitudes ruineuses de l'ancien régime, et pour préparer l'avenir.

* * *

Ces mesures trouvent leur première expression dans la loi des finances du 23 septembre 1814, prescrivant que le budget doit comprendre toutes les recettes et toutes les dépenses, même les fonds spéciaux, précédemment distraits des prévisions générales. Il la fit voter par la Chambre des députés. M. de Talleyrand, dans toutes les discussions qui s'élevèrent pour faire prévaloir les principes nouveaux, lui prêta, à la Chambre des pairs, un concours précieux.

La Constitution du 6 avril 1814, votée par le Sénat, disait que les projets de loi relatifs aux contributions ne peuvent être *proposés* que dans le Corps législatif, et que *le budget de l'année suivante et les comptes de l'année précédente sont présentés chaque année au Corps législatif et au Sénat à l'ouverture de la session* (art. 5 et 15). Louis XVIII, à Saint-Ouen, accepta ces bases en disant : « L'impôt sera librement consenti. » Et la charte répéta que *la loi d'impôt doit être adressée d'abord à la Chambre des députés* (art. 17), et que *l'impôt foncier n'est consenti que pour un an* (art. 49). Deux points sont ainsi acquis : la priorité de la Chambre des députés, dans le vote des impôts, et la périodicité annuelle de ce vote. Mais le projet du budget pouvait-il être modifié, l'article 46 de la Charte n'admettant d'amendement aux lois que sur la proposition ou avec le consentement du roi? Fallait-il le voter seulement en bloc? Les dépenses enfin devaient-elles être votées aussi bien que les recettes?

Ces diverses questions furent résolues dans le sens de l'interprétation la plus large et la plus libérale. « Votre fonction première, disait le baron Louis aux députés de 1814, sera de reconnaître l'étendue des besoins du budget de l'État et d'en fixer la somme. Votre attention se portera ensuite sur la détermination des moyens. Les éléments dont la réunion forme le montant de chacun des crédits seront soumis à votre vérification. »

Le droit pour la Chambre de voter les dépenses était ainsi nettement formulé, et il en résultait aussi celui de la spécialité, c'est-à-dire l'allocation d'un crédit du budget général pour une dépense déterminée. Cette spécialisation a beaucoup varié. Pendant presque toute la Restauration, elle était restreinte au vote par services généraux : on votait en bloc les crédits nécessaires à la guerre, à la marine, aux finances, aux travaux publics, etc. En 1827, on commença à diviser ces crédits par sections dont plusieurs formaient un service général. Sous le gouvernement de Juillet, la loi du 29 décembre 1831 prescrivit la spécialisation par chapitres qui se maintint jusqu'au second Empire. Nous avons alors celle par services généraux jusqu'à 1861, par sections de 1862 à 1869, et par chapitres en 1870. La loi du 16 septembre 1871, votée sur le rapport de M. Casimir-Perier, consacra définitivement le vote par chapitres.

La spécialité est une question très importante dans l'histoire de nos budgets. Seule, en effet, elle permet de se rendre un compte exact de la nécessité, ou du moins de l'utilité des crédits demandés. On s'occupa beaucoup aussi, sous la Restauration, du droit d'amendement. A cet égard, les Chambres qui se succédèrent, même les royalistes qui en faisaient partie, tinrent fort peu de compte de l'article 46 de la Charte. Elles s'emparèrent peu à peu d'un privilège qui leur était dénié plutôt en droit qu'en fait. On discutait encore sur ce point en 1819. Cette année-là, M. de Marcellus, l'un des députés de la droite, proposa une allocation de crédit pour les croix de l'ordre de Saint-Louis. Malgré l'opposition des ministres, la proposition fut adoptée, et ce précédent devint la règle.

La loi du 25 mars 1817 devait compléter celle de

1814, en posant les bases d'un nouveau système de comptabilité, en statuant que les ministres présenteraient, à chaque session, le compte de leurs opérations pendant l'année précédente. Celui du ministre des finances devait comprendre le produit brut des impôts, les opérations de trésorerie, le résumé des budgets, le tableau de la dette inscrite et la situation générale du Trésor. Pour la première fois, la même loi inscrivit en recettes et en dépenses, au Ministère des finances, le fonds de non-valeurs qui, antérieurement, avait été déduit des recettes. Il faut regretter qu'elle ait détruit l'unité budgétaire, en créant, à côté du budget ordinaire, deux budgets spéciaux, l'un pour les dépenses extraordinaires, telles que les contributions de guerre ou les soldes d'exercices antérieurs, l'autre pour la dette perpétuelle et l'amortissement. Le budget extraordinaire disparut en 1819. On l'a vu malheureusement reparaître depuis, ainsi que d'autres budgets accessoires qui détruisaient l'unité et ne permettaient pas une appréciation facile, pour ne rien dire de plus, de la situation.

* * *

Nous avons un peu empiété sur le temps pour indiquer la genèse d'une législation budgétaire qui subsiste encore. Mais la confiance, pour renaître, n'avait pas attendu que cette législation fût arrivée à la perfection qu'elle reçut plus tard. On en escompta les effets. L'habileté et la probité financières du ministre furent d'ailleurs d'un grand poids dans le relèvement. Dès le vote de la loi du 23 septembre 1814, la rente, montant de 15 francs en un seul bond, s'inscrivit à 80 francs. L'argent devint moins rare : il sortit de terre, comme l'on dit. Au 20 mars 1815, il y avait, sans que l'on eût fait d'emprunt de violence, près de 50 millions dans les caisses du Trésor.

Après Waterloo, le baron Louis reprit son poste, et poursuivit la tâche commencée. La nouvelle invasion imposait de nouvelles charges. On consulta, sur la possibilité d'un emprunt, les banquiers qui ne le crurent pas possible dans les circonstances où l'on se trouvait. Ouvrard seul se présenta, mais demandant 10 p. 100 au moins d'intérêt, et son nom ne semblait pas devoir inspirer au public la confiance nécessaire. D'ailleurs, l'aventure des Cent jours avait fait retomber la rente à 55. Un emprunt n'eût pu qu'en déprécier encore davantage les cours et nuire au crédit que l'on s'efforçait d'établir.

On recourut, comme sous l'ancien régime, à un emprunt sur les *aisés*. Les Chambres étant absentes, une ordonnance du 16 août 1815 prescrivit la perception d'une contribution ou réquisition extraordinaire de guerre de 100 millions *sur les principaux capitalistes, patentables et propriétaires, payables par quart en deux mois, du 15 septembre au 15 novembre*. Il faut dire que si l'on demandait à ces principaux capitalistes, patentables et propriétaires, l'avance de 100 millions, la partie qui excéderait leur quote-part proportionnelle devait leur être remboursée lors de l'établissement d'une contribution de guerre générale.

Ce fut le dernier emprunt de ce genre. Depuis, on n'eut jamais recours qu'aux prêts volontaires, ou, dans quelques circonstances critiques, comme en 1830 et 1848, à des centimes additionnels supportés par tous les contribuables et qui ont laissé d'ailleurs un si mauvais souvenir. Les fameux 45 centimes de Ledru-Rollin, comme l'on disait dans les campagnes, n'ont pas peu contribué au rétablissement de l'Empire en 1852.

Pendant les deux premiers ministères de M. Louis, il n'y eut pas d'emprunt au vrai sens de ce mot. Pour procurer au Trésor les ressources nécessaires, il se contenta de négocier des « Obligations royales » devenues, en 1824, nos « Bons du Trésor ». Au début, il dut donner jusqu'à 8 p. 100 d'intérêt. Mais bientôt, devant la parfaite régularité des paiements, en présence d'une administration qui n'avait plus de mystères, où tout se faisait au grand jour, suivant les décisions des Chambres et sous leur contrôle, le nombre des preneurs augmenta, et le ministre put renouveler ces obligations ou en émettre de nouvelles à des conditions moins onéreuses.

Par sa sagesse, son habileté, sa probité, la législation et les mœurs financières nouvelles qu'il introduisit chez nous, le baron Louis non seulement fit face à toutes les difficultés du moment et les surmonta, mais encore fonda en France le crédit de l'État. Il serait injuste de ne pas reconnaître le concours apporté à cette politique budgétaire par d'autres ministres de la Restauration, qui fut, au point de vue dont nous parlons, une époque des plus remarquables.

* * *

Le budget réglé de 1814 était, pour les recettes tant ordinaires qu'extraordinaires, de 791 millions et pour les dépenses totales de 905 millions et demi. Celui de 1897, en y comprenant les budgets annexes, s'élève à 3 502, 3 millions en recettes, et en dépenses à 3 501, 9 millions.

La distance parcourue, si l'on peut s'exprimer ainsi, en ces quatre-vingt-quatre années, est de plus de 2 milliards et demi, soit 30 millions environ par an. 100 francs de recettes ou de dépenses en 1814 sont devenus plus de 400 francs de recettes ou de dépenses en 1897 ; en d'autres termes, l'augmentation est de 300 p. 100. En tenant compte de la population aux deux époques, la part de chaque habitant dans

les dépenses est passée de 31 francs à 92. Elle est triplée aujourd'hui.

Le budget n'est pas arrivé au chiffre actuel d'un seul bond. La marche fut progressive, mais il y eut des étapes qu'il est utile d'indiquer. On avait déjà vu le milliard sous l'Empire. On le trouve aussi dans les budgets de 1816, 1817 et 1818. Après un léger fléchissement au-dessous, l'année 1823 l'inscrit de nouveau : il fallait payer les frais de l'expédition royaliste d'Espagne. En 1828, il reparut et définitivement cette fois. Il était acquis sans espoir de retour en arrière dès les premières années de la monarchie de Juillet, ce qui arracha à M. Thiers les paroles connues : « Saluez ce milliard, vous ne le reverrez plus. » C'étaient en effet d'autres milliards qui peu à peu devaient s'ajouter à celui-là. A partir de 1830, le budget s'élève progressivement jusqu'à un milliard et demi, sans toutefois dépasser ce chiffre, excepté aux dépenses pour les années 1846 et 1847.

De 1848 à 1851, on est pauvre, et l'on recule un peu. De 1 768 millions en recettes et de 1 771 millions en dépenses pour 1848, on revient en 1851 à 1 360 millions et demi de recettes et à un peu plus de 1 461 millions de dépenses.

L'Empire dépasse les deux milliards en 1855 (2 793 millions de recettes, 2 399 de dépenses) : c'est la liquidation de la guerre de Crimée. On recule ensuite. Mais les deux milliards reparaissent en 1859, avec la guerre d'Italie, et se maintiennent définitivement. En 1869, on trouve 2 267 millions de recettes et 2 210 millions de dépenses. En 1870, on passe à 3 463 millions aux recettes et aux dépenses. L'année 1874 ne voit pas tout à fait les 3 milliards, mais peu s'en faut. Les 3 milliards et demi sont reconquis en 1879. Les comptes de 1881 et de 1882 sont de plus de 4 milliards. Celui de 1883 ne s'en écarte guère. On revient dans les environs de 3 milliards et demi en 1884 et 1885. On a vu que c'est encore le chiffre actuel.

Il n'y a qu'en France que les budgets s'élèvent à de si gros chiffres. La Russie seule en montre d'un peu plus de trois milliards. Elle a dépensé plus de 4 milliards en 1877 et 1878, mais tout à fait exceptionnellement. On cite aussi les dépenses des États-Unis en 1864-1865 qui se sont élevés à 9 milliards et demi. C'est le plus gros des budgets connus.

* * *

La moyenne des budgets de la Restauration, de 1815 à 1829, est de 1 milliard en chiffres ronds, avec un excédent de recettes de 7 millions et demi par année. De 1830 à 1847, le budget moyen est de 1 221 millions aux recettes et de 1 277 millions aux dépenses. Il y a donc accroissement de 200 millions aux recettes que les dépenses surpassent encore de 56 millions. De 1848 à 1851, on encaisse 1 498 millions par an, mais on dépense 1 588 millions. Nous commençons à monter rapidement. L'Empire, dans ses dix-huit ans de durée, a eu un budget moyen de 2 059 en recettes et de 2 089,5 en dépenses. De 1870 à 1875, le budget s'équilibre dans une moyenne de 3 148,5 millions dans les deux colonnes. A partir de 1876 et jusqu'à 1880, les dépenses de 3 316 millions sont inférieures de 4 millions environ aux recettes. Dans ces dernières années, le budget ne s'équilibre à peu près qu'avec des augmentations d'impôts qui portent principalement sur les impôts indirects; les valeurs mobilières surtout sont fortement grevées.

Sous la Restauration, les augmentations de dépenses sont de 47 millions pour la Dette publique, de 64 pour la Guerre, de 38 pour la Marine, de 6 pour l'Instruction publique, de 40 pour l'Intérieur, de 75 et demi pour les Travaux publics. On demande 30 millions de plus par an aux Contributions directes et 160 aux Impôts indirects.

L'augmentation de la République de 1848 pour les recettes est due aux contributions directes pour 42,5 millions, aux impôts indirects pour 46, et aux ressources extraordinaires pour 156,5. Mais on dépense de plus que sous la monarchie de Juillet, 61,5 millions pour la Dette publique, 50 millions pour la Guerre, 25 pour la Marine, 9,5 pour l'Instruction publique, 41,5 pour l'Intérieur, 61 pour les Travaux publics, etc.

Voici l'Empire. La dette publique s'accroît de 122,5 millions, la guerre de 137,5, la Marine de 73,5, l'Intérieur de 53,3, etc. Les contributions augmentent de 60,5 millions, et les impôts indirects de 395,5.

La période de 1870 à 1875 est celle de la liquidation de l'année terrible et le commencement de notre réfection. 462 millions de plus à la dette publique, 268,5 à la Guerre, 21 à l'Instruction publique, 158,7 à l'Intérieur, et 62,5 aux Travaux publics, etc., telles sont les principales augmentations, qui ne vont pas loin d'un milliard, sur la période précédente. On les couvre par des augmentations d'impôts à peu près équivalentes dont les principales sont 144 millions aux contributions directes, 527,7 aux impôts indirects, 294 millions de ressources extraordinaires.

Les cinq années qui suivent, 1876 à 1880, sont la continuation aggravée de la période précédente. Les dépenses de la Guerre restent un peu inférieures, mais les Travaux publics prennent un grand développement, et la Dette publique augmente encore de plus de 183 millions.

Pendant les dix-huit dernières années, où le budget est d'un peu plus de 3 milliards et demi, la tendance est à la réduction des contributions directes. En 1898, elles seront dégrevées d'un seul coup de

plus de 25 millions. Mais, par contre, les impôts indirects s'accroissent beaucoup et le service de la Dette publique exige plus de 1 250 millions.

Le tableau suivant fera ressortir les différences entre les deux dates extrêmes, 1854 et 1897.

	1854	1897	Différence en plus en 1897	
	Recettes en millions de francs			
Contributions directes. . .	291.2	526,8	235.6	80.96 p. 100
Forêts et domaines. . . .	53.1	53.5	4	75 —
Impôts indirects.	328.1	2618	2289.9	698.13 —
Autres ressources ordinaires et extraordinaires.	118.9	304	185.1	154.83 —
Ensemble. .	791.3	3502.3	2711	342.60 p. 100
	Dépenses en millions de francs			
Dette publique..	109.1	1250,3	1141.2	1047.70 p. 100
Autres dépenses des finances.	251.3	266.3	15	5.97 —
Guerre	380	622.5	242.5	63.81 —
Marine.	56.2	258,1	201.9	359.25 —
Instruction publique	3.5	204,7	201,2	5748.57 —
Intérieur	40,7	87.8	47,1	115.72 —
Travaux publics	23	245.6	322.6	967.82 —
Autres dépenses.	41.8	566.6	524,8	125.55 —
Ensemble. . .	905.6	3501.9	2596.3	286.69 p. 100

*
* *

Il est quelques points qui, dans ce rapide examen, ont attiré l'attention. Les finances de la Restauration qui eut aussi une liquidation à faire, celle des désastres du premier Empire, ont été sagement conduites. Le budget de 1830 ne dépassait guère celui de 1814 de plus de 200 millions. Le grand développement des travaux publics et la loi de 1833 sur l'Instruction primaire, firent monter les budgets de la monarchie de Juillet. Même sous ce règne peu militaire, il y eut quelques expéditions guerrières et maritimes à liquider. Sous le second Empire, il faut pourvoir aux guerres de Crimée, d'Italie, à l'expédition du Mexique, ou à quelques fantaisies. La troisième république, en débutant, doit payer une formidable rançon, soutenir une guerre civile, réparer tous les désastres, refaire l'armée et préparer la défense nationale. On a donné une vive impulsion aux grands travaux publics : si les projets conçus à cet égard n'ont produit encore que des résultats incomplets, s'il a fallu modérer l'ardeur un peu trop audacieuse du début, l'argent dépensé ne l'a pas été cependant tout à fait inutilement. L'Instruction publique, les groupes scolaires surtout — nous disions autrefois simplement, gentiment et en bon français, les *Écoles* — ont beaucoup coûté : on n'aurait pas à le regretter si nous en avions pour notre argent. Il est peut-être encore trop tôt pour le dire. Les dépenses coloniales ont été lourdes : seuls le Tonkin et l'Annam ont coûté, pour les années 1887 à 1891, 158 millions. Nous avons eu aussi le Dahomey, Madagascar, etc. Il faut espérer que tous ces efforts n'auront pas été faits en pure perte.

Que le budget d'une grande nation, d'une nation comme la France, atteigne un gros chiffre, il n'y a là rien d'étonnant. Le développement de la richesse publique entraîne l'accroissement des dépenses que suit celui des recettes demandées à l'impôt, sous toutes ses formes. « Un gouvernement national, disait M. de Rémusat dans la discussion du budget de 1832, est un gouvernement économe ; il n'est pas un gouvernement à bon marché. Il faut que la France le sache ! Si sa liberté se maintient, si sa prospérité s'établit, son budget ne diminuera pas. La France, libre et heureuse, doit faire beaucoup pour elle-même. » Il est juste, il est nécessaire que l'économie préside aux dépenses de l'État, mais l'économie n'est pas la lésine, et qu'est-ce ici que l'économie ? C'est la suppression des dépenses inutiles, de celles qui n'ont pas comme contre-partie un service, matériel ou moral, dont puisse profiter le pays. Mais toutes celles qui apportent un élément d'activité à la prospérité générale ne sont pas des dépenses inutiles, et trouvent facilement les recettes correspondantes dans un accroissement de richesse. Maintenant, quelles sont les dépenses utiles et quelles sont les dépenses inutiles ? L'examen de ce point serait assurément du plus haut intérêt. Qui oserait s'en charger ? Les opinions ne sont-elles pas différentes à cet égard, et ne varient-elles pas sans cesse, selon les temps et les circonstances ? Il est impossible d'ailleurs de ne pas accorder quelque latitude à un budget de 3 milliards et demi. Un peu de coulage s'impose toujours dans les grandes maisons.

On se préoccupe beaucoup actuellement de la répartition des impôts. Est-elle aussi équitable qu'on peut le souhaiter ? Personne ne le croit, et les ventilations des chiffres démontrent facilement le contraire. Deux systèmes sont en présence, celui de la proportionnalité et de l'impôt réel que nous possédons, et l'innovation socialiste de l'impôt progressif sur le revenu et par conséquent personnel. Nous nous refusons à donner notre adhésion à l'établissement d'un régime qui atteindrait directement le travail, entraverait le développement de la richesse, détruirait la prospérité du pays, et dont le caractère vexatoire répugne. Quelques exemples de pays voisins ne nous semblent pas ici à imiter. Le système qui a prévalu en France jusqu'à aujourd'hui pourrait toutefois être amendé avantageusement, et peut-être les partisans de la progression, s'ils veulent une progression sage, qui n'irait pas jusqu'à la destruction des fortunes acquises, qui ne serait pas établie comme une arme de guerre contre le capital, ont-ils eu tort d'accoupler deux mots qui jurent entre eux, *progression* et *revenu*. On peut dire encore que le

protectionnisme douanier et budgétaire dont nous sommes gratifiés, accentue de plus en plus l'inégalité dans la répartition des charges publiques.

Revenons à nos budgets tels qu'ils sont, et disons, pour terminer, la plus grosse critique qu'ils méritent. J'ai cherché, parmi toutes ces sommes phénoménales payées sans barguigner par le pays, ce qui était réservé pour l'amortissement de la Dette, de cette Dette qui exige une annuité de plus de 1 250 millions, et dont le capital est de 26 milliards.

Voici ce que j'ai trouvé :

L'ensemble des allocations budgétaires, pour cet objet, de 1826 à 1870, a été de 1 278 903 341 francs, auxquels il y a lieu d'ajouter 83 465 339 francs, produit net de la vente de 121 957 hectares de bois attribué à l'amortissement en vertu de la loi du 25 mars 1817, et qui porte à 1 362 368 680 francs l'ensemble des capitaux versés à la Caisse d'amortissement. Les diverses opérations de l'amortissement ont élevé cette somme à 4 869 650 881 francs. En réalité, on n'a, sur cette somme, racheté que 87 822 350 francs de rentes pour un capital de 1 786 799 500 francs. Le surplus, en vertu de diverses lois de finances, a été affecté aux budgets de l'État pour dépenses générales, travaux extraordinaires, extinction des découverts du Trésor, etc.

On a encore amorti, depuis 1870, pour environ 3 milliards. Mais dans ce chiffre, rien n'est consacré à la Dette perpétuelle : tout se rapporte à la Dette flottante et viagère et à la part exigée chaque année par le 3 p. 100 amortissable. Le peu d'importance des sommes montre du reste que l'amortissement en France est à peu près nul. Les tentatives essayées à diverses reprises ont échoué : les sommes inscrites dans ce but ont été détournées de leur affectation.

Il y a là un danger. Il est possible de prévoir le moment où les recettes seront débordées par la marée montante des dépenses. De nouveaux emprunts s'imposeront ; mais les emprunts augmentent les dépenses : ce sont les contribuables qui paient les intérêts. Quelques millions consacrés chaque année à l'amortissement, dût-on les demander à l'impôt, réduiraient peu à peu le capital de la Dette et par conséquent le total du budget. Ce qui est produit par l'impôt ne coûte en effet aucun intérêt, contrairement à ce qui est demandé aux emprunts. Mais encore faudrait-il que cet impôt reçût sa destination, celle pour laquelle il serait créé, et ne fût pas une ressource toujours prête et trop tentante pour combler les trous du budget ou les déficits d'exercices.

MAURICE ZABLET.

LA BATAILLE D'HENNEPONT [1]

Mœurs électorales.

XII

Moins d'une heure après, la boîte au père Baizien, depuis quarante ans si paisible, semblait en feu. Au rez-de-chaussée, c'était une fièvre ; à l'étage, un affolement. Le cornet acoustique ne cessait de siffler ; le treuil, de grincer en charriant épreuves et copie. Dans la cohue de l'atelier, les typographes du journal, bien que renforcés pour la circonstance de l'équipe des travaux de ville, ne savaient où donner de la tête. Devant les *cotes* qui s'accumulaient sur leurs casses, ils haussaient les épaules et levaient la lettre avec fureur. Les appels, les ordres volaient de bouche en bouche. Les apprentis, à chaque instant, laissaient tomber des paquets de composition, soulevant les jurons du prote qui avait perdu tout sang-froid. Le magasinier n'arrêtait pas de fouiller les réserves de caractères, d'exhumer de la poussière des sortes de plombs dont on ne s'était jamais servi, d'aller chercher parmi le matériel de la *Conscience* des filets inusités, des vignettes improbables. On n'avait jamais vu pareille chose : changer tout l'aspect d'un journal et refaire tout un numéro à la dernière heure ! Il avait donc le diable au corps, ce Parisien ? Bien sûr que si cela devait continuer, le prote donnerait sa démission, lui aussi !...

Pour la vingtième fois, il descendit.

— Monsieur, nous n'y arriverons jamais ! Voilà encore trois paquets en pâte !

— Vous vous fichez de moi ! répondit Valleraugues. Est-ce ma faute si vous êtes des mazettes ? Vous en verrez bien d'autres. Allons, oust ! Secouez-moi votre monde, et tâchez de me faire quelque chose qui ait de l'œil !

Tout en parlant, Valleraugues écrivait. Les feuillets qu'il couvrait de ses pattes de mouche sans ratures se succédaient rapidement, emportés là-haut un à un par le treuil.

— Messieurs, disait-il à ses deux collègues béants, voilà comment on travaille dans les coups de feu. Je vous engage à vous pénétrer de cette nécessité...

A la grande surprise de Brunoy, le Parisien venait de se révéler journaliste non seulement au courant de toutes les choses du métier, mais encore s'en acquittant avec une aisance et une fougue inconnues en province. Ayant pris place au fauteuil du père Baizien, il s'était présenté lui-même à ses collaborateurs comme nouveau rédacteur en chef et avait

[1] Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars et 2 avril.

déclaré qu'il fallait improviser tout de suite un numéro à sensation.

En vain M. Chon, montrant le tas de journaux qui gisaient tailladés sur le parquet, avait objecté que la copie était abondante et qu'il ne restait pas de place. « Nous allons en trouver », avait répondu Valleraugues ; et, s'étant fait descendre tous les articles composés ou en train, il en avait éliminé les trois quarts, accompagnant chaque amputation d'un ineffable : « Tenez-vous beaucoup à ça? »

Maintenant il pondait, pondait avec une facilité stupéfiante, et reprenait, sur le même ton d'ironie, sans s'arrêter de pondre :

— ... Je vous engage à vous pénétrer de cette nécessité, par la raison que je ne compte pas me priver indéfiniment de votre précieux concours.

Chon le regardait avec admiration; Brunoy, avec inquiétude.

— Voulez-vous aider à la lecture des épreuves, Messieurs? Ce sera toujours ça de gagné. Allons, un peu de nerf. Vite et bien, voilà le programme. Jusqu'à présent, vous avez cuisiné votre canard à la papa. Nous introduirons des modifications dans ces errements déplorables.

— Que faudra-t-il donc changer? demanda Brunoy, un peu hautain.

— Beaucoup de choses. Notamment tout, répondit Valleraugues écrivant toujours.

Chon, par obéissance, Brunoy, par curiosité, s'attelèrent à la correction des épreuves. Ils purent ainsi s'édifier sur le talent de leur nouveau rédacteur en chef et sur le coup d'État du « patron ».

Ce qui le plus émut Brunoy dans la cynique évolution de l'*Éclaireur*, ce fut la victime qu'elle faisait. L'adieu de Baizien le toucha aux larmes. Cochard lui parut atroce et répugnant. Quant à Valleraugues, — en attendant de savoir si la vie serait possible avec lui, — il le jugea très « à la coule », mais garda tout de même sur ce Parisien son opinion préconçue : Non, jamais il n'aurait *la note*...

— Envoyez la *une!* cria Valleraugues dans le cornet.

L'épreuve de la première page du journal descendit. C'était à ne plus reconnaître la feuille au père Baizien. Tout y avait changé d'aspect; même le titre, qui était composé en caractères nouveaux et notablement allégé. Au milieu de la page, le portrait de M. Cochard (des images dans l'*Éclaireur!*); tout autour, sa biographie. Brunoy lut ce morceau et fut effaré de l'aplomb avec lequel on y présentait le gros homme comme un héros de la guerre de 70.

— Mais il n'a servi que dans les ambulances!

— Qu'est-ce que ça fait? répondit Valleraugues. J'ai un de mes amis qui a été décoré pour avoir assisté à l'incendie de l'Opéra-Comique.

Cette blague démontait Brunoy. Chon la trouvait « très parisienne » et en tirait un excellent augure pour l'esprit nouveau qu'il souhaitait tant voir s'introduire dans le journal.

La seconde page de l'*Éclaireur* commentait implicitement la première. La conversion au boulangisme y était annoncée, justifiée, déduite de la « grande journée du 27 » avec cette habileté suprême qui consiste à jouer l'émotion des personnes touchées par la grâce.

Le style habituel des gazettes de troisième ordre, cet art de recoudre toujours des clichés tellement usés sur les bords qu'on s'étonne qu'ils puissent encore tenir, Valleraugues le possédait en perfection. Il le servait par tranches brèves : tous ses articles étaient courts et portaient des titres alléchants. Un alinéa pour chaque phrase, la phrase n'eût-elle qu'un mot. Cela forçait à la lecture.

— Comme c'est vivant! murmurait Chon.

— C'est commun, pensait Brunoy.

Valleraugues avait respecté les adieux du père Baizien. Seulement, il les avait accompagnés d'un commentaire qui en affaiblissait la portée, en donnant à entendre que le « vénérable » M. Baizien, « parvenu à un âge où l'on a bien mérité le repos », cherchait depuis quelque temps une occasion de prendre sa retraite. On pouvait regretter qu'il l'eût prise en faisant un éclat. On pouvait même s'en étonner de la part d'un homme qui n'avait jamais aimé le bruit autour de son nom et qui avait été « comblé d'égards » par la nouvelle administration de l'*Eclaireur*. Valleraugues ajoutait :

En prenant possession de la rédaction en chef de ce journal, où nous appelle la confiance de tous les partisans d'une République honnête, nous n'en avons pas moins le devoir de saluer, en la personne de notre prédécesseur, quarante ans d'une carrière laborieuse et sans tache.

— Encore de la copie? s'écria le prote en levant les bras. Monsieur, j'ai ça de trop!

Et il montrait un bout de ficelle d'environ trente centimètres.

— Vous prendrez sur la Locale. Cet entrefilet est indispensable.

L'entrefilet disait :

Nous croyons savoir qu'un groupe imposant de républicains antiparlementaires est en instance auprès d'une de nos personnalités industrielles les plus en vue, pour lui faire accepter la candidature.

Nous ne sommes pas autorisés à divulguer son nom, bien que tout le monde le prononce à voix basse.

Celui que le vœu public a déjà désigné est un homme dont la modestie égale le mérite.

Espérons que l'on finira par vaincre ses résistances!

— En gros caractères, dit Valleraugues. Il vous

faut de la place? Faites sauter *Un futur Blondin,* de M. Chon.

Chon protesta.

— Le clou de ma Locale ! fit-il, consterné.

Valleraugues, ayant terminé sa besogne, roula une cigarette et se mit à causer avec camaraderie. Le petit bossu l'intéressait.

— Permettez-moi, mon cher, de vous donner un aperçu de la façon dont je comprends le journalisme. Je l'ai lu, votre *clou*. Tenez, relisons-le ensemble :

Aujourd'hui, vers midi, grand émoi dans le contour Saint-Damase ordinairement si paisible. Une foule nombreuse, composée en majeure partie de jeunes et sémillantes ouvrières sortant du travail à l'heure du déjeuner, stationnait devant l'abside de notre antique cathédrale.

Tous les regards fixaient avec anxiété un gamin répondant au nom d'Isidore T..., lequel, pour faire la chasse aux moineaux, s'était hissé, on ne sait comment, sur le clocheton d'un contrefort.

Parvenu à cette hauteur vertigineuse, il riait, envoyait force pieds de nez à la foule, tandis que les moineaux s'égaillaient.

Soudain un cri s'élève de toutes les poitrines. Le jeune téméraire a glissé. On croit le voir tomber dans l'abîme. Les yeux se ferment...

Ce n'était qu'une fausse alerte. Isidore T... avait fait semblant de perdre l'équilibre pour se jouer de l'émotion des spectateurs. Après avoir renouvelé ses pieds de nez, il opéra sa descente avec la même aisance intrépide que son ascension.

Le jeune Isidore mérite d'être fouetté. Je demande qu'on lui fasse grâce en faveur de ses étonnantes aptitudes d'équilibriste.

La ville d'Hennepont posséderait-elle un nouveau Blondin en herbe ?...

— Est-ce que ce morceau vous déplaît? demanda Chon qui pensait y avoir rivalisé de verve narrative avec les *fait-diversistes* parisiens les plus éminents.

— Pas précisément, répondit Valleraugues. Mais, si nous avions eu la place et le temps, voici comment je l'aurais arrangé. Presque rien. Vous allez voir.

Il ratura, fit quelques surcharges et mit sous les yeux de Chon le fait-divers ainsi modifié dans sa seconde partie :

Parvenu à cette hauteur vertigineuse, l'enfant cria de toute la force de ses poumons : Vive Boulanger !...

On applaudit. Soudain les yeux se ferment. On a cru voir le jeune téméraire glisser, tomber dans le vide...

Ce n'était qu'une fausse alerte. Le patriotique espiègle avait voulu donner une soûleur à ses jolies spectatrices, — d'ailleurs non moins bonnes boulangistes que lui-même. Après avoir de nouveau poussé le cri que toute la France répète, il redescendit avec la même aisance qu'il était monté.

Isidore mériterait le fouet pour la peur qu'il a faite à nos charmantes concitoyennes. Je demande que grâce lui soit accordée en faveur de son patriotisme.

Valleraugues avait remplacé le titre « Un futur Blondin » par cet autre : « Une manifestation patriotique à cent pieds d'altitude ! »

Chon, troublé, n'osait rien dire.

— Mais, observa Brunoy, l'information ainsi présentée devient fausse. Est-ce là le journalisme comme vous l'entendez?

— O candeur! répondit Valleraugues. Entre nous, monsieur Chon, de combien de personnes se composait votre prétendue foule?

— Il y avait une demi-douzaine de spectateurs.

— Mettons dix et calculons. Sur ces dix personnes, il y a des chances pour que pas une ne lise votre fait-divers. S'il s'en trouve une seule et qu'elle se préoccupe de le démentir parmi ses connaissances en disant : « J'étais là », cela n'ira jamais bien loin. La masse de nos lecteurs restera convaincue que l'enfant a crié : Vive Boulanger! Ça le fera crier par d'autres. Tout le pouvoir du journalisme est dans cet exemple.

— Et quand il s'agit d'un fait pour lequel on peut vous obliger à une rectification?

Valleraugues déclara :

— Le vrai journaliste, quand il rectifie, aggrave toujours.

Chon se pencha à l'oreille de Brunoy et lui dit :

— Nous avons un maître.

Agacé, inclinant à très peu de respect pour Valleraugues et d'ailleurs mis à l'aise par la familiarité de ce rédacteur en chef, si différent du père Baizien, Brunoy interpella :

— Vous êtes donc boulangiste convaincu, intraitable ?

— Moi? répondit Valleraugues en laissant choir son monocle d'étonnement. Je me moque de Boulanger comme d'une guigne.

Il dit cela d'un air tranquille et dur qui fit passer un froid dans le dos de l'honnête provincial.

— Alors vous n'avez pas de convictions ? demanda Brunoy.

— Aucune. Je n'en vois pas la nécessité.

En politique, passe ; mais en morale ?...

— Vous êtes curieux. Soit. Voici donc ma philosophie, mon cher confrère : la galette et le point d'honneur.

Brunoy ne comprit pas très bien.

Cependant le journal s'achevait et l'on allait mettre sous presse avec à peine quelques minutes de retard, au grand ébahissement des ouvriers qui avaient contribué à ce miracle.

— Eh bien! qu'est-ce que je vous disais? fit Valleraugues en s'adressant au prote qui s'épongeait

le front, tout fier. Allez, mon ami, ce ne sera pas tous les jours comme ça. Je vais vous faire donner par M. Cochard une gratification.

Le prote remercia, conquis.

— Il est merveilleux! déclarait Chon. Enfin, on va avoir le plaisir de faire du vrai journalisme!

Et, dans la chaleur de sa confiance, il tira des profondeurs de son paletot le manuscrit du conte en vieux français : « Adoncques Pantagruel, chevauchant devers la bonne ville de Lutèce... »

— Ah! non, alors! pas de ça! s'écria Valleraugues qui avait vu le mouvement et reconnu le grimoire.

Brunoy éclata de rire. Chon fut atterré.

— Non, mon petit, reprit le Parisien avec bonté; pas de ça dans le journal.

Et il ajouta, en lui tapotant la bosse :

— Vous êtes un garçon d'esprit. C'est palpable. Nous verrons à tirer parti de ce que vous avez dans ce petit immeuble par destination.

XIII

A six heures, lorsque les copains se retrouvèrent au café du Globe pour l'apéritif du soir, le numéro de l'*Éclaireur* se voyait dans toutes les mains. Cet événement local faisait plus de sensation que n'en eût produit l'entrée de Boulanger à l'Élysée. On approuvait Baizien, on le blâmait, tout le monde s'accordait pour le plaindre. Cochard et ses prétentions défrayaient la verve des consommateurs. On se gaussait de sa « binette » mal imprimée, peu ressemblante. Un clerc de notaire bel esprit composa sur-le-champ une épigramme où il insinuait avec finesse qu'Aristide Cochard, mitron de la Boulange, serait bientôt dans le pétrin. Brunoy, interpellé, portait ses doléances de table en table, expliquant que le coup d'État s'était opéré à son insu et qu'il verrait, quant à lui, ce qu'il devait faire.

Chon était radieux.

— Vous avez l'air bien content, dit Brunoy. Que s'est-il donc passé depuis tout à l'heure?

Le bossu, avec importance, déclara :

— Il s'est passé que *le Raseur* paraîtra dans huit jours!

Le propriétaire du *Château des Fleurs*, beuglant local qui avait de fréquents ennuis avec l'administration municipale et la police, rêvait de fonder une petite feuille d'annonces où ses artistes seraient encensés à tour de bras et la qualité de sa bière portée aux nues. Il lui fallait un rédacteur. Chon, pressenti, avait répondu : « En principe je suis votre homme. » Mais il s'était heurté au *veto* du père Baizien qui, justement ombrageux, l'avait mis en demeure d'opter entre sa place à l'*Éclaireur* et son projet d'émancipation professionnelle. A présent, n'ayant pas à craindre de tels scrupules chez Valleraugues, il venait d'accepter la commandite (une première mise de fonds de 1 500 fr.) en élargissant toutefois le programme par trop personnel du *Raseur*, « journal hebdomadaire, littéraire, artistique et satirique, illustré », — directeur-rédacteur en chef : Théophile Chon.

— La presse d'Hennepont sera complète, dit Brunoy méchamment.

Soudain Chivot entra, nerveux, affairé, flanqué de Baduel.

— Où est le père Baizien? demanda-t-il. Vous n'avez pas vu M. Baizien?

Brunoy émit l'opinion qu'en semblable circonstance le vieillard devait se terrer chez lui, pour se soustraire aux curiosités importunes.

Il ajouta :

— Et j'imagine que sa nièce doit lui faire une vie!... Ah! le pauvre diable!

— Ça m'est égal, cria Chivot. Il faut que je le voie tout de suite. Nous n'avons pas une minute à perdre. Allons, Baduel!

Chivot avait trouvé son « homme ».

XIV

Brunoy ne s'était pas trompé.

En quittant le bureau, Baizien s'en alla hors de la ville et rentra chez lui discrètement. Puis, il envoya chercher un numéro de l'*Éclaireur*, et, bravement, affrontant la tempête, il appela Nérine :

— Tiens, dit-il, lis.

La nièce de Baizien, paralysée des deux jambes depuis l'adolescence, se traînait sur des béquilles. Un rhumatisme articulaire mettait à la torture le reste de son pauvre corps. Il y avait des semaines entières pendant lesquelles, selon l'expression de la vieille servante chargée du ménage et du soin de l'infirme, elle aurait fait pleurer des pierres.

Nérine, âgée maintenant de cinquante ans, n'avait pas été laide. Quand elle était jeune, elle se consolait parfois devant son miroir en s'enveloppant tout entière d'une splendide chevelure qui lui dérobait un moment la vue de sa difformité. De grands yeux noirs pleins d'une vie farouche, comme en révolte contre l'injure de la maladie, brillaient encore, étrangement, dans la pâleur de son visage ravagé. Elle en était, à de certaines heures, effrayante, quand elle songeait, sans dire mot, accroupie dans un angle de l'appartement. Mais lorsque, de sa bouche tordue, convulsée par les crises, jaillissait le flot amer des plaintes et des reproches, elle devenait ou hideuse ou pathétique, selon la hauteur d'âme de celui qui la regardait.

Baizien faisait plus que la plaindre, — il l'aimait.

D'abord elle grinça :

— Qu'est-ce que cette folie?...

Avec une très douce fermeté, Baizien exposa les choses et conclut :

— J'ai fait mon devoir.

Nérine éclata. Son devoir! Quel devoir? Le plus vide de sens, le plus faux de tous ceux que les hommes se créent, comme s'ils n'en avaient pas assez de ceux que la nature et la loi sociale leur prescrivent! S'entêter par devoir dans une opinion politique; lâcher son pain pour une querelle de mots : quelle aberration! Ah! il était bien naïf et connaissait bien peu son temps. Qui donc lui saurait gré de son sacrifice? Ces coups de tête, on les admire sur le moment, on dit : « C'est très digne, très courageux »; et puis, le lendemain, vous en êtes le sot. On vous oublie. Vous attendez. Enfin votre fierté se lasse : vous vous hasardez à solliciter les admirateurs de votre héroïsme. Alors ceux-ci de vous dire : « Comment! vous en êtes toujours là? c'est bien fâcheux », et d'insinuer que vous fûtes peut-être un peu susceptible, en tous cas imprudent. Volontaires ou non, les victimes du devoir politique deviennent bientôt gênantes dans la cohue des ambitieux, du plus bas au plus haut degré de l'échelle. Ce que ce monde-là voit de plus net dans une démission ou dans une révocation, c'est de la place pour un autre. Et puis enfin qui cela peut-il intéresser, la fidélité à une opinion politique? Personne. Autrefois peut-être, quand la politique n'était pas encore devenue un théâtre de cabrioles et de grosses farces. Aujourd'hui, même quand il s'y joue des drames, ce théâtre-là n'a plus que des spectateurs blasés dont on a usé toute l'émotion. Voit-on un homme qui se dévoue, qui s'immole, on n'y croit pas, on soupçonne un calcul, on se demande : « Quel est son but? » Sans doute Baizien avait agi avec le plus entier désintéressement, Nérine ne le savait que trop : il n'en était que plus absurde.

— N'insiste pas, ma bonne Nérine. Il y a des choses que les femmes ne peuvent pas comprendre.

Elle se récria, devint plus aigre. Elle comprenait très bien, au contraire, et, depuis vingt-cinq ans qu'elle lisait les journaux, elle avait eu le temps de s'apercevoir que les malins se mettaient toujours du côté du manche. Et elle cita des noms de personnages bien connus qui avaient à propos modifié leurs opinions et leurs principes. Lui, petit journaliste de province, il s'était offert un luxe de scrupules qu'on n'avait pas vus à tel écrivain illustre, à tel magistrat fameux : quel orgueil! Refuser 1 000 francs par mois... Non, il n'était pas permis de se suicider plus vaniteusement.

— Calme-toi, ma bonne Nérine, tu vas avoir une crise.

Sa colère ne fit que redoubler. Frémissante sur ses béquilles, elle s'écria :

— M. Cochard est un brave homme !

— J'en doute, Nérine. J'en doute.

— Oui, un brave homme. Et c'est à lui qu'il fallait se dévouer, à lui qui voulait assurer la tranquillité de votre vieillesse, non à la République qui vous a toujours laissé besoigneux. Ah! maudite République, avec laquelle a commencé mon rhumatisme! J'espère bien que Boulanger nous en débarrassera !

Baizien la regarda comme César dut regarder Brutus.

— Toi aussi, ma pauvre Nérine ?...

— Certainement! répliqua l'infirme à présent hors d'elle. Je blesse votre opinion, votre fameuse opinion qui va nous jeter sur la rue, vous avec vos soixante-dix ans et vos mains qui tremblent, moi avec mes béquilles et mes douleurs !... Savez-vous ce qui nous reste à la maison ?...

Baizien ne répondit pas.

— Au fait, je n'ai pas le droit de me plaindre. Le pain que je mange n'est pas à moi. Vous êtes libre de me le retirer. Mon Dieu! sanglota-t-elle, délivrez-moi, faites-moi mourir !

Il la prit dans ses bras, la caressa paternellement.

— Voyons, ma bonne, tu extravagues. Est-ce que tu t'imagines que nous allons être réduits à la mendicité ? Tu ne le voudrais pas. Dieu merci, j'ai encore des forces, je travaillerai... Il y a d'autres journaux que l'*Éclaireur*... M. Cochard lui-même a été obligé de convenir que je sais faire de beaux articles.

Elle se tut. Baizien reprit, d'une voix brisée :

— Allons, apaise-toi et rassure-toi. Vois-tu, mon enfant, tu as beau dire, les gens qui achètent leur bien-être au prix de leur conscience ne sont jamais heureux... Nous avons toujours été heureux, nous autres!... Sois tranquille, nous ne manquerons pas de pain... Ce n'est qu'un petit moment à passer... Provisoirement, en attendant mieux, je suis certain que M. Chivot me fera une place dans sa maison... Il a beaucoup d'estime pour moi, M. Chivot...

Vaincue, reprise d'un de ces accès qui la tenaillaient aux jointures, Nérine alla s'écrouler sur un long fauteuil, son lit de supplice. A ses gémissements la vieille servante accourut et se mit à la frictionner en maugréant contre Baizien.

Lui songeait. Il était résolu à faire une démarche auprès de Chivot. Il accepterait le plus humble emploi, se contenterait de 200 francs. Le *Petit Progrès* n'était pas riche : il ne fallait pas grever son budget. Du reste, Baizien croyait se rappeler qu'il allait se produire une vacance momentanée dans le personnel de Chivot, à cause du service militaire qui en réclamait le chroniqueur local. Eh bien, il pourrait faire l'intérim. Il irait tous les jours à la police, à

l'Hôtel de Ville, à la Préfecture, chercher les informations. Cela n'était pas bien pénible. Et il traiterait les questions d'administration municipale, qu'il connaissait parfaitement. Par exemple, la question du dégagement de l'abattoir, celle de l'éclairage du quartier Saint-Damase, et bien d'autres !... Mon Dieu, il collerait les bandes, si l'on ne pouvait rien lui offrir de mieux. Pourvu qu'on l'employât...

. . . .

La sonnette de l'appartement retentit avec violence. Baizien alla ouvrir. C'était Chivot. Vraiment il y avait quelque chose de providentiel dans cette visite, juste au moment où il songeait... Le petit vieillard en eut une secousse de joie. Chivot venait peut-être lui faire des avances ? En tout cas, la démarche serait beaucoup moins pénible...

Il le remercia, lui serra la main, ainsi qu'à Baduel.

— Je suis très touché, déclara-t-il. Vous me donnez une marque de bien bonne confraternité. M. Cochard...

— Ah ! fit Chivot l'interrompant, nous venons vous venger de lui, cher doyen ! Dans votre intérêt et dans celui de la République, félicitez-vous de ce qui vous est arrivé.

Baizien écarquilla ses yeux.

— Asseyons-nous et causons, dit Chivot. Le temps presse.

Et, avec volubilité, il s'expliqua.

D'abord, à la lecture de l'*Éclaireur*, il avait bondi. Non pas tant de surprise que d'indignation : dès le premier jour, il s'était méfié de Cochard et de son Valleraugues. Quels sales individus ! Au fond, des imbéciles, car ils venaient de galvaniser le parti républicain d'Hennepont et de le doter du candidat populaire dont précisément il manquait. Schœntzler ne se présentant pas, contrairement à ce qu'on avait cru, mon Dieu ! il eût été assez naturel que lui, Chivot, se laissât tenter par les avantages d'une situation déblayée de toute concurrence. Mais non, plus que jamais il persistait dans sa résolution de ne pas poser sa candidature en un moment si grave. Il connaissait son fort et son faible. Il n'avait pas dans la région des racines assez profondes. S'il pouvait, avec d'autres noms, passer sur une liste dont la tête emporte la queue, il ne se sentait pas assez d'autorité pour imposer son nom tout seul à tout un département. Sans doute, une fois désigné par le Comité, les anti-boulangistes voteraient pour lui ; mais alors on se compterait strictement. Ce qu'il fallait, c'était une candidature de circonstance, capable de déterminer un courant sympathique et de rallier beaucoup d'adversaires.

Se déjugeant (également pour la circonstance), Chivot analysa l'état des esprits dans l'ensemble du collège et *prouva* que l'enthousiasme boulangiste y était plus factice que réel. Enfin, après l'élection de Paris, les vainqueurs, enivrés, paraissaient portés à s'endormir sur leur triomphe. Conclusion : le hasard venait de fournir l'homme que Chivot cherchait depuis si longtemps pour pratiquer la première trouée dans les bataillons de la Boulange ; et cet homme, c'était Baizien.

— Moi ?

— Vous !

Il sembla à Baizien que le plancher venait de s'effondrer autour de lui, qu'il se trouvait suspendu sur un abîme. Et il ferma les yeux, pris de vertige encore une fois, comme une pauvre grenouille qui, du fond d'un marais, serait transportée subitement à la cime d'un grand arbre.

Le bonhomme eut pitié de lui-même.

— Moi ? mais vous n'y pensez pas, monsieur Chivot !...

— J'y pense si bien, que je vous garantis le succès. Vous avez un tremplin : tout est là.

— Un tremplin ?...

— Le meilleur de tous ! Vous êtes dans la situation d'un fonctionnaire révoqué. Il n'y a rien comme ça pour attirer les suffrages du peuple.

— C'est vrai, geignit une voix qui venait du fond de la chambre.

Chivot et Baduel se retournèrent. Ils n'avaient pas aperçu l'infirme.

— Je vous présente ma nièce Nérine, balbutia Baizien. La pauvre enfant est bien souffrante. Elle a besoin de moi. On ne peut pas la laisser seule. Comment ferait-elle si jamais je me lançais... ? Mais vous me proposez une chose pour laquelle je me sens trop vieux, trop insuffisant aussi...

— Allez, mon oncle, jeta Nérine menaçante, refusez encore la fortune qui s'offre à vous ! Ce sera la deuxième fois dans un jour.

— Attends un peu, ma bonne, balbutia Baizien affolé. Je me tâte... Comprends donc ! C'est très grave...

Il réfléchit, puis eut un geste qui exprimait son impuissance, son effroi.

— Vous voulez rire, monsieur Baizien ? dit Chivot. M. de Ferrioules avait six ans de plus que vous... Il ne manquait pas une séance...

— Et il achetait ses gants rue de Provence, acheva Baduel.

Familier, Chivot insinua que le père Baizien était aussi vert qu'à trente ans. Baduel prononça un « Farceur de père Baizien ! » qui était gros de réticences. Sans la présence de Nérine, il lui eût tapé sur le ventre en racontant des histoires qu'il prétendait savoir...

Baizien rougit et persista dans son refus. Pénétré de reconnaissance, il remercia Chivot. Mais, puisque

celui-ci avait encore aussi bonne opinion du vieillard à qui l'on venait d'ôter brutalement son gagne-pain, il n'hésitait pas à faire appel à sa solidarité professionnelle, à son bon cœur de confrère. Et il lui demandait une toute petite place dans le journal ami, dans le seul journal d'Hennepont où l'on défendît maintenant les principes qui lui étaient chers.

Le directeur du *Petit Progrès* fit une moue.

— Mon cher confrère, je ne vois pas bien...

Baizien l'interrompit et, puisant du courage dans sa détresse, exposa la combinaison à laquelle il avait songé... La chronique locale par intérim, — ou bien, conclut-il, ce qui vous plaira, monsieur Chivot.

Chivot eut un signe énergiquement négatif, et, mettant dans sa voix aigre, dans la raideur de ses gestes, tout ce qu'il put d'autorité :

— Non, monsieur Baizien, mille fois non! Le directeur du *Petit Progrès* ne se prêtera pas à une pareille déchéance, et le doyen de la démocratie hennepontine ne reculera pas devant son devoir. N'est-ce pas, Mademoiselle? ajouta-t-il en se tournant vers la malade.

— Si vous promettez qu'il sera élu!... Ça gagne de l'argent, un député...

— J'en réponds! cria Chivot. Si vous nous résistez, monsieur Baizien, vous affligerez votre nièce et vous découragerez le parti. Je suis passé au Comité. On a compris tout de suite que vous étiez l'homme in-dis-pen-sable; et l'on a dit : « S'il trahit notre espérance, tout est perdu. »

A l'accent de Chivot lui refusant « la petite place » dans son journal, Baizien avait senti le même froid au cœur que lorsqu'il avait descendu l'escalier de M. Cochard. Mais, soudain, on venait de toucher en lui une fibre toujours vivante. S'il était vrai que le parti le désignât et le voulût, eh bien! sans trop se faire d'illusions sur le résultat, il se dévouerait, il obéirait.

Il irait au devoir, tout simplement, comme chaque fois qu'il avait fallu y aller dans le cours de son humble vie.

— Le comité vous a chargé de cette démarche? demanda-t-il.

— Certainement, assura Chivot. Et il compte sur vous.

— Disposez donc de moi, fit Baizien en écartant ses petits bras tremblants.

JEAN CAROL.

(*A suivre.*)

VARIÉTÉS

La vie d'un mandarin chinois.

Notre époque curieuse et sceptique est ennemie du mystère. Lorsque j'étais enfant, la Chine demeurait encore le pays de féerie, où des fleuves violets coulaient à travers des plaines mordorées, où des bonshommes, dans la posture du tailleur à l'ouvrage et tous coiffés d'abat-jour multicolores, fumaient d'invraisemblables pipes alternant avec d'innombrables tasses de thé, où les villes n'étaient guère composées que de tours de porcelaine dont le vent agitait les clochettes en chantant : tsing, tsang, tsu! comme dit Andersen. Aujourd'hui Anglais, Allemands, Russes, Français rivalisent de zèle dans l'escalade de la fameuse muraille (que du reste on a reconnu être une pauvre muraille ne valant pas le coup de canon qui la réduirait en miettes), et voici même que M. Parker dans le *Cornhill Magazine* nous initie à la vie publique et privée du mandarin chinois; cette vie privée, chose sacrée par excellence dont jusqu'à présent les dieux protecteurs du foyer étaient seuls à avoir le secret. Puisque M. Parker a été indiscret, ce que nous avons de mieux à faire est de profiter de son indiscrétion et d'entrer avec lui dans le *yâmen*, ou résidence officielle, dont il nous ouvre la porte.

Nous assisterons d'abord à une réception ordinaire et pénétrerons progressivement jusqu'à la troisième cour; mais la grande difficulté sera de nous glisser dans la quatrième, qu'entourent les bâtiments du harem. Nous y arriverons pourtant avec l'aide de notre astucieux cicerone et de ses affidées. Mais n'anticipons pas; toute notre attention pour le moment doit être consacrée à l'observance exacte de la plus minutieuse des étiquettes. D'abord gardons-nous d'arriver à pied devant la porte ornée de figures allégoriques aux brillantes couleurs : nous tomberions, dans l'estime publique, au rang du dernier des coolies. Prenons une chaise à porteurs, c'est, en l'occurrence, l'unique véhicule décent. Mais il faut savoir que le *yâmen* a trois portes, une grande, à deux battants, pour le mandarin, sa famille et les hôtes de distinction, puis deux petites pour la domesticité et le menu fretin des visiteurs. Sommes-nous un hôte de distinction? Cette question est débattue à l'intérieur, même si l'invitation a été formelle, tandis que nos porteurs ont posé la chaise sur quatre bâtons vacillants et que, la mort dans l'âme, nous nous attendons à chaque instant à voir chavirer la machine. Pour charmer nos loisirs les gamins du quartier organisent un charivari; les commères nous montrent du doigt et font des remarques que nous devinons

n'être guère bienveillantes, et par des espèces de petits guichets la valetaille de la maison nous observe en ricanant. Il doit être si doux pour un Céleste de faire « poser » un de ces affreux Occidentaux! Enfin le mauvais quart d'heure est passé; un messager arrive en toute hâte tenant au-dessus de sa tête, en signe de respect tardif, notre carte de visite; si nous avons droit à un tel honneur, deux orchestres placés dans des loges non loin de la porte jouent des airs chinois qui nous font grincer des dents et si nous sommes vraiment *quelqu'un*, trois mortiers antiques nous saluent de trois coups de canon à notre entrée. Aux sons de cette musique infernale nous traversons les deux cours, où se trouvent les offices et les logements des domestiques, pour arriver dans la troisième cour où nous attend notre hôte entouré des gens de sa maison.

Peu de paroles sont échangées, mais avec profusion de saluts et de gestes d'une humilité exagérée, nous sommes introduits dans une des chambres de réception dont nous passons le seuil le premier en notre qualité d'hôte, bien entendu après quelques protestations pour la forme. Nous prenons place sur un divan, ou *K'ang*, au côté nord de la chambre, en face de la porte. Une petite table nous sépare du maître de céans et sur cette table un valet sert le thé dans deux tasses minuscules. Évitez de porter à vos lèvres ce breuvage divin, vous feriez preuve de peu d'éducation, mais si vous voyez votre hôte vider sa tasse, levez-vous et prenez congé en vous excusant humblement d'avoir prolongé l'entrevue au delà de la limite d'usage et joué inconsciemment le rôle de fâcheux. N'est-ce pas d'une délicatesse exquise? Européens barbares, nous aurions de-ci de-là quelques petites choses à apprendre des Chinois trop raffinés; sans chercher plus loin, il est certain qu'il nous manque un moyen à la fois aussi poli et aussi énergique de mettre les gêneurs à la porte.

Mais pour connaître ces détails il ne faut pas être grand clerc en fait de chinoiseries, et la vie publique en tout pays est le secret de polichinelle. Notre vie privée l'est encore bien davantage, mais non la vie privée chinoise; aussi est-ce à cette dernière que notre auteur se hâte d'arriver, et il nous en relate les moindres incidents journaliers avec une minutie dont il y aurait lieu de s'étonner et peut-être de mettre en suspicion l'exactitude, si l'indication de la source d'information n'était plus que satisfaisante, comme nous le verrons plus loin.

Le mandarin s'éveille à l'aurore dans l'appartement d'une de ses femmes. Son premier soin est de se nettoyer les dents, opération d'ordinaire longue et bruyante. Pour cela il se sert d'un grand bassin, d'une brosse, d'un gratte-langue en argent, et souvent d'une baguette de saule. Puis il va dans la cour, la fameuse quatrième cour déjà mentionnée, faire ses ablutions au moyen d'un linge trempé dans l'eau bouillante. L'usage du savon est presque inconnu; on y supplée par un produit de fabrication indigène, l'huile de thé, auquel vient en aide la pierre ponce maniée vigoureusement. Aux ablutions succèdent les délices de la pipe, en attendant que les serviteurs aient préparé le thé et le premier déjeuner. Après le déjeuner, seconde pipe. Si le mandarin est un homme énergique, il allume sa pipe lui-même, mais d'ordinaire une petite fille est spécialement affectée à cet usage, ce qui semble indiquer qu'en Chine les fonctionnaires sont gens à ne pas se donner beaucoup de peine. Puis ordre est donné à l'intendant du harem de faire avancer le palanquin pour rendre visite aux supérieurs. En passant, le mandarin jette un fugitif regard sur le travail de ses secrétaire dont les principaux, le percepteur des taxes, l'officier pénal et le secrétaire particulier, ont en réalité l'administration du *yâmen*, avec un grand nombre de commis sous leurs ordres. Ces secrétaires forment une bureaucratie puissante et grassement payée qui impose sa volonté à leur chef hiérarchique; ils ont toutefois eux-mêmes à compter avec un personnage non officiel, mais d'un pouvoir réel presque illimité parce qu'il tient les cordons de la bourse. Notre auteur lui décerne le titre peu respectueux, mais expressif de *sous-ventrière*. Usurier d'ordinaire venu de Péking, c'est lui qui avance les sommes nécessaires à l'achat du mandarinat, aux frais de voyage et de premier établissement, aux présents officiels, etc.

Quand le mandarin a fumé quelques pipes avec ses secrétaires, il part en grand cortège pour ses visites. Pas un jour ne se passe sans qu'une visite soit faite au préfet, à l'intendant, au trésorier, au gouverneur provincial. Le plus souvent, par bonheur pour lui, le visiteur trouve « porte de bois », mais la forme est sauve. Bien entendu, il s'agit ici de chefs-lieux de provinces importantes. Dans les petites villes des provinces reculées ne se trouvent souvent qu'un gouverneur et un commandant militaire, l'un et l'autre passant leur vie à dormir ou à fumer l'opium, ne voyant que leurs parents et leurs femmes, abandonnant toutes les affaires aux soins de leurs secrétaires, de leur police et de leur intendant, jusqu'à ce que le moment soit venu de se retirer après fortune faite.

Au contraire, dans le cas qui nous occupe les visites exigent de la part du mandarin beaucoup d'activité et de finesse, outre qu'elles lui coûtent pas mal d'argent. Il a en effet à se concilier les bonnes grâces des secrétaires, de la police et de l'intendant de chaque supérieur, non moins que celles du supérieur lui-même. Parfois, il est vrai, un homme de caractère renverse la situation et s'impose au supérieur et à

toute sa meute. Un mandarin honnête n'est nullement l'exception ; mais, à jouer ce rôle, l'honnête homme sans puissantes relations en haut lieu court grand risque de mettre le pied dans une des chausse-trapes que ses adversaires multiplieront sous ses pas, et la faveur populaire ne le sauvera pas d'une éclatante destitution ou de quelque chose de pis encore; car en Chine on a conservé la fâcheuse coutume d'empaler les gens pour un oui ou pour un non.

Sa tournée de visites achevée, le mandarin rentre au logis bannières déployées et gongs sonnant à coups redoublés, mais lui-même épuisé et mourant de faim. Au sortir de sa chaise, il va tout d'abord payer son tribut d'hommages à sa grand'mère, ou, si la vénérable dame n'est plus de ce monde, à sa mère, c'est-à-dire à la femme légitime de son père, car au point de vue légal c'est là sa véritable mère, quand même il serait le fils d'une des concubines.

Chez les Chinois en général le sentiment de famille l'emporte sur tous les autres, mais en particulier chez le mandarin ce sentiment puise une nouvelle force dans l'intérêt personnel; en effet, si le père, ou un aïeul quelconque vient à mourir pendant que le mandarin est en fonctions, ce dernier devra aussitôt se retirer pour trois ans dans la vie privée. Si à ce moment la « sous-ventrière » n'est pas remboursée et qu'elle se montre impitoyable, c'est la ruine, tout simplement; dans tous les cas c'est une catastrophe terrible et la tendresse filiale est, là-bas, placée à aussi gros intérêts que chez nous les « espérances ».

Les compliments échangés et les vêtements de cérémonie soigneusement pliés dans l'armoire, le mandarin se fait apporter sa fidèle pipe pendant qu'on prépare le dîner. Les hommes mangent toujours seuls et il serait irrespectueux de la part d'une femme ou d'un fils de s'asseoir et de prendre ses repas en présence du maître. Bien que les mandarins donnent de somptueux repas où sont servis des nids d'hirondelles, des nageoires de requins, des holoturies et autres morceaux de choix, en général dans la vie privée ils sont d'une frugalité et d'une simplicité à rendre des points à un anachorète. Il n'est pas rare de voir un vice-roi, accroupi sur ses talons, expédier son bol de riz à la façon des coolies, c'est-à-dire avec de menues baguettes que tout Chinois manie avec une prodigieuse dextérité. D'ordinaire, le dîner est servi dans une pièce appelée bibliothèque mais qui cependant ne contient pas de livres. Un large bol de riz est posé sur une planche devant le mangeur solitaire et à portée de la main quelques petits plats contenant une once ou deux de porc, des choux aigres, du jambon fumé, des crevettes. Les gourmets mettent sur le bout de la langue une molécule d'un condiment quelconque pour encourager le riz à glisser héroïquement dans l'estomac. Parfois aussi ils se paient le luxe d'un dé d'eau-de-vie de riz, toujours servi chaud, mais une douzaine de gorgées semblables ne représenteraient pas la valeur d'un de nos verres à vin. Le dîner se termine par une cuillerée de soupe ou eau de riz, quelques tasses de thé, une ou deux pipes, enfin la sieste.

A deux ou trois heures de l'après-midi le mandarin secoue sa torpeur, s'habille et descend dans la seconde cour pour rendre la justice. Certains mandarins des grandes villes ont même tant d'affaires sur les bras qu'ils doivent s'interdire la sieste; les méchantes langues assurent toutefois que c'est là tout simplement un bruit qu'ils font courir. Quoi qu'il en soit ils n'ont pas la ressource des juges occidentaux : le petit somme réparateur pendant les plaidoiries. A l'audience, tout le monde, demandeur, défendeur, accusateur, accusé, témoins se démènent comme de beaux diables, mais surtout le juge. Celui-ci crie, s'impatiente, apostrophe parties et témoins, pose des questions qui n'ont rien à voir avec le débat, refuse de poser celles qui pourraient faire la lumière; enfin se conduit, suivant l'expression de M. Parker, d'une manière tout à fait incongrue. Ces choses-là ne se voient qu'en Chine. Ce qui complique encore la procédure de cette étrange cour de justice, c'est que le magistrat doit avoir recours à un interprète, même quand il entend parfaitement la langue de ses justiciables, parce qu'il est au-dessous de sa dignité de parler un dialecte populaire quelconque. Officiellement un mandarin ne parle que « l'idiome mandarin ». Ajoutez encore à cela que la juridiction du magistrat *urbain* (c'est un euphémisme) est pour ainsi dire illimitée, que, dans la plupart des cas, il juge sans appel même lorsque la sentence entraîne peine de mort, et vous conclurez qu'il ne reste qu'une véritable garantie : la publicité des débats. Par bonheur, de l'excès du mal sort souvent le remède. Les mandarins se sont montrés si injustes, si violents, si prévaricateurs que les plaideurs les plus acharnés évitent de plus en plus d'avoir recours à eux et presque toujours tombent d'accord pour le choix d'un arbitre. Il y a quelques années l'empereur Taokwang s'en réjouissait d'une façon assez cynique : « Je voudrais, disait-il, que mes sujets apprissent à redouter les *yâmens* de mes mandarins à l'égal de la tanière des bêtes féroces; ils deviendraient alors moins chicaniers et processifs. »

Les juges peuvent être comparés à des tigres, soit; mais il faut ajouter, pour rétablir les choses au point, que les auxiliaires de Thémis ne sont pas, à l'égal des nôtres, des loups dévorants ou de sinistres hyènes. Si un geôlier est convaincu qu'il lui est désormais impossible de tirer de l'argent de son prisonnier, pour la bonne raison que le malheureux n'a plus un rouge liard, il le laisse en repos et le traite

même avec assez d'humanité. Si un garnisaire s'aperçoit que la famille où il a été placé est sur le point d'être ruinée, il avertit le créancier et celui-ci le rappelle, laissant au débiteur de quoi recommencer l'existence. De même les intendants, les secrétaires, les policiers, se gardent pourtant de tuer la poule et se contentent des œufs d'or ou d'argent.

La plupart des mandarins passent toute leur existence sans se donner le moindre exercice; ils ont surtout pour la promenade à pied un dédain tout oriental. Le défunt vice-roi de Nanking (père du marquis Tseng) était regardé comme un original parce qu'il faisait régulièrement ses « mille pas par jour » dans son jardin. Jamais, au grand jamais, on ne voit un fonctionnaire à pied dans sa propre juridiction. Parfois le mandarin s'efforce de gagner la réputation de magistrat vigilant en sortant la nuit incognito pour surveiller les tripots qui abondent dans toutes les villes. Mais il risque fort de se faire casser la tête, car les tenanciers, les grecs et la police s'entendent comme larrons en foire. C'est le cas ou jamais de se répéter le fameux : « Pas de zèle ! » En général le mandarin met à profit cet adage, dort la nuit en bon père de famille et passe ses heures de loisir de diverses façons : ou bien il lit de la poésie, ou il fait venir ses secrétaires pour fumer, mâcher des semences de melon ou composer des vers, car la poésie est encore en grand honneur en Chine ! Ou bien il tire quelques flèches dans une cible dressée dans le jardin, ou il invite quelques riches marchands de la ville à un festin, ou il donne dans la cour du yâmen des représentations théâtrales où le public est admis gratuitement. Ici toutefois il y a quelques précautions à prendre car les *dies nefasti* sont nombreux, et au fonctionnaire qui se réjouirait le jour anniversaire de la mort d'un des bienheureux empereurs il pourrait en coûter tous ses boutons.

Les Chinois rangés, c'est-à-dire ceux qui ne sont ni fumeurs d'opium, ni joueurs, se lèvent au chant du coq et se couchent avec les poules. A neuf heures du soir les plus grandes villes sont des déserts où ne rôdent plus que quelques ombres suspectes. Et la faute en est surtout à l'éclairage rudimentaire, que les brillantes inventions modernes n'ont pu détrôner, peut-être parce qu'elles sont considérées avec quelque raison comme diaboliques. Quiconque aurait la velléité de travailler à la lueur de la chandelle ou de la petite lampe fumeuse et nauséabonde serait bientôt affligé d'ophtalmie. Donc une fois la correspondance du jour expédiée, les comptes des secrétaires apurés, la justice rendue, le mandarin se dépouille de son chapeau, de ses plumes, de son col, de son chapelet, de sa robe et de ses chaussures de jour, allume sa pipe et se retire dans le harem. Après les compliments du soir à sa grand'mère ou à sa mère, il prend une tasse de thé ou de gruau platonique avec sa femme, puis il choisit l'appartement d'une de ses concubines. Remarquons à ce propos que ces titres de femme légitime et de concubine n'ont point la valeur que leur attribuaient les peuples de l'antiquité, car les enfants de l'une et de l'autre sont également légitimes; seulement, nous le répétons, par une fiction légale tous sont enfants de la première femme en titre. L'étiquette des appartements privés est très stricte et jamais le seigneur et maître n'a à redouter l'irruption d'une femme rivale, d'une mère ou d'une esclave indiscrète. En somme, malgré le nombre considérable des épouses de la main droite ou de la main gauche, la vie conjugale chinoise est, à de rares exceptions près, fort harmonieuse.

Si vous demandez comment M. Parker s'y est pris pour obtenir des détails précis sur la vie privée du mandarin alors que, dans tout l'Orient, le harem est considéré à juste titre comme le tombeau des secrets, je laisserai l'auteur vous répondre lui-même :

« Un mandarin militaire de mes amis avait sept femmes, dont la première, la légitime, « menait » tout le *yâmen*, y compris son mari et sa séquelle de subordonnés. Je ne l'ai jamais vue, mais nous étions grands amis officiels et j'avais soin de lui envoyer des présents de toutes sortes pour m'assurer sa faveur. Elle avait le sceau en sa possession, passait les marchés de charbon pour les canonnières, s'entendait avec moi au sujet des affaires administratives en l'absence de son mari, et cela avec une habileté qui faisait honneur à son sexe. Les particularités de la vie du *yâmen* filtraient, par le canal de ses serviteurs, jusqu'à mes propres serviteurs et d'une façon ou d'autre me parvenaient avec assez d'exactitude. »

Ce qui prouve une fois de plus que, dans la vie, avoir les dames dans son jeu est synonyme de tenir les atouts.

G. ART.

SUR LE SUICIDE

Aucun livre n'est arrivé plus à propos. En présence de la progression désordonnée du nombre des suicides, et en présence des suicides anormaux, monstrueux, étrangement collectifs qui viennent si souvent depuis quelques années nous plonger dans la stupeur, il est peu de gens, sans doute, qui ne se soient demandé : Quelles sont les causes du suicide ? Pourquoi augmente-t-il en proportions si effrayantes ? Où est-il le plus fréquent ? Où l'est-il moins ? Qu'est-ce qui le favorise ? Qu'est-ce qui en détourne ? Y a-t-il quelque remède à cette redoutable maladie ?

C'est à toutes ces questions que le très distingué sociologue, M. Durkheim, sans aucune phraséologie ni déclamation, toujours escorté et appuyé de statistiques patiemment et scrupuleusement dressées, prudemment et judicieusement interrogées, s'efforce aujourd'hui de répondre dans un livre très savant et rigoureusement scientifique (1).

* *

Et d'abord qu'est-ce que le suicide ?

Il peut parfaitement y avoir du suicide plusieurs définitions très différentes, et par parenthèse, celle de M. Durkheim ne me satisfait pas beaucoup. Il appelle suicide *tout cas de mort qui résulte directement ou indirectement d'un acte positif ou négatif, accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat.* Et, par suite, il distingue des suicides « égoïstes », des suicides « altruistes », des suicides « anomiques » et même des suicides « fatalistes ». Pour nous en tenir aux deux premières catégories qui s'opposent nettement l'une à l'autre, il appelle suicide l'acte de l'homme qui se tue pour échapper à la misère ; et c'est le suicide égoïste ; et il appelle suicide l'acte de l'officier qui va être déshonoré et qui se tue pour l'honneur du corps auquel il appartient ; et c'est le suicide altruiste ; — et il appelle encore suicide l'acte du soldat qui meurt pour protéger la retraite, et c'est encore le suicide altruiste ; — et pour moi le suicide altruiste n'est pas un suicide.

Il me semble que la langue courante elle-même ne se sert nullement de ce mot pour désigner ce genre d'action. La mort du soldat qui périt pour protéger la retraite, elle l'appelle « dévouement », ou « sacrifice » ; et c'est un véritable abus de termes que de l'appeler suicide.

Quant à la mort de l'officier qui a commis un acte déshonorant et qui se tue pour ménager l'honneur du corps, c'est un acte complexe. Cet homme se tue d'abord pour sauver son honneur, à lui, et c'est un acte par lequel il préfère la mort à la vie dans certaines conditions, et par conséquent c'est un suicide égoïste, c'est un suicide comme un autre, c'est un suicide proprement dit.

Si l'on me dit que cet homme se tue surtout pour l'honneur de l'épaulette, je dirai que c'est un suicide mêlé de motifs généreux et qui mérite plus d'indulgence qu'un autre et un commencement de respect. Mais je ne dirai pas qu'il est altruiste pour cela ; car il y a toujours là un plus faible service rendu à la corporation qu'à soi-même ; et l'égoïsme, sans s'en rendre compte, domine encore.

Enfin si les circonstances sont supposées telles, par impossible, que l'honneur de la corporation exigeât le suicide, alors que l'honneur de notre homme n'exigerait rien, son acte n'est pas un suicide du tout, c'est un dévouement absolument semblable à celui du soldat mourant pour protéger la retraite, et il n'y a pas lieu de prononcer ici le mot de suicide.

Dira-t-on que le capitaine de vaisseau qui est sûr, en restant le dernier sur son bateau, d'y périr, fait l'acte du suicide ? Personne ne songera à le dire. Toute mort volontaire qui est purement altruiste n'est jamais appelée suicide. Toute mort volontaire qui est égoïste, qui consiste à préférer la mort à la vie par haine de la vie, s'appelle suicide, et personne ne se trompe là-dessus.

Voyez un peu, quand il s'agit d'un cas complexe ou douteux, comme les hommes en parlent et comme ils font naturellement la distinction. Un père hâte sa mort par dévouement pour ses enfants. Il meurt à la peine. On l'admire, on le loue. Quelqu'un, malveillance ou observation juste, peu importe, ajoute : « Il était d'humeur sombre ; il faisait, non seulement des excès de travail, mais des imprudences inutiles ; il parlait quelquefois d'en finir plus vite. *Il y a bien un peu de suicide dans son affaire.* » Voyez-vous que, dès que les mobiles égoïstes apparaissent, le mot *suicide* intervient et qu'il n'intervient qu'à ce moment. Non, il me semble qu'il faut appeler suicide tout simplement le fait de se donner la mort par haine de la vie.

Et il est bien entendu que c'est sur ce genre de suicide, à savoir sur le suicide, que portent les quatre cinquièmes du livre de M. Durkheim, et que l'observation par laquelle je viens de commencer a peu d'importance.

Ce qui en a beaucoup, c'est cette constatation d'abord, que le nombre des suicides a quadruplé et presque quintuplé en Europe depuis moins d'un siècle. L'Europe se tue. La haine de la vie y augmente sans cesse avec une rapidité foudroyante. Les progrès de la civilisation matérielle ayant été d'une extraordinaire rapidité exactement depuis le même laps de temps, on est bien conduit, presque *a priori*, à supposer que le suicide est une maladie de la civilisation et que la civilisation est la cause générale du goût du suicide. Là-dessus, je crois qu'on est unanime. Maintenant il faut entrer dans le détail.

La civilisation développe-t-elle le suicide simplement parce que, sauvant un plus grand nombre de faibles, elle les laisse ensuite aux prises avec les difficultés de la vie auxquelles ils succombent ? C'est pour moi la grande raison. En état de barbarie les faibles sont supprimés par les forts ; en état de civilisation ils se suppriment eux-mêmes ; et l'implacable loi de Darwin reste toujours vraie.

(1) *Le Suicide*, étude de sociologie.

Au fond, oui, c'est bien la grande raison. La civilisation est une gageure contre la nature et elle ne peut pas être autre chose, et c'est son honneur que de tenir le pari; mais il est bien évident qu'elle ne peut pas le gagner toujours.

D'une part, en appelant le faible à la vie, en l'y maintenant, souvent pendant un temps assez long, elle est victorieuse, mais pour un instant, et dans la descendance déplorable de ce faible dont elle a fait un reproducteur elle est battue, en définitive, d'une façon honteuse.

D'autre part, non seulement elle met le faible aux prises avec les difficultés de la vie sans pouvoir indéfiniment les atténuer pour lui; mais encore elle le met aux prises avec les plaisirs de la vie, qu'il est trop faible pour mépriser; et il devient, par exemple, un alcoolique, ou un éthéromane, ou tout simplement un déséquilibré; et le suicide le guette et il est trop faible pour résister à ses suggestions.

Un Dieu jaloux veut-il que chaque progrès de civilisation humaine ait sa rançon, que chaque stade gagné ait sa contre-partie dans un recul, et, ce qui est le pire, que nous ne puissions jamais calculer, si, balance faite, il y a en définitive gain, perte ou compensation? Ce Dieu existe-t-il? Il serait bien malicieux. En tout cas il semble qu'il existe.

Mais ceci est encore trop général. Les faibles se tuent. Soit. Mais en quoi précisément sont-ils faibles? Quelle est la nature de leur faiblesse? — Sont-ce des fous?

Il paraît que non. Les fous ne se tuent pas, les fous authentiques. Ils ne se tuent pas plus que les autres; ils se tuent même un peu moins. La folie, la folie authentique et cataloguée serait plutôt un préservatif. Si vous tenez à la vie vous savez ce que vous devez souhaiter.

Cependant, on nous avoue bien que les suicidés ou, pour mieux dire les suicidants sont des neurasthéniques; et certes, les neurasthéniques ne sont pas des fous; mais ce sont des malades et ils sont malades d'une maladie qui prédispose à la folie. On peut donc considérer, sans crainte de se tromper beaucoup, les suicidants comme des affaiblis qui sont sur le chemin de la folie et qui y arriveraient certainement s'ils ne prenaient pour ainsi dire une autre porte de sortie. Si les fous authentiques se tuent moins que les autres hommes, c'est qu'ils ont, sans doute, passé pour la plupart à côté du suicide et l'ont comme dépassé, plus affaiblis désormais ou plus déséquilibrés qu'il ne faut pour se donner la mort.

On peut donc regarder l'état d'âme du suicidant comme une demi-folie, et il ne me semble pas qu'il y ait à redresser sur ce point l'opinion vulgaire. Elle est vraie, en gros, elle est suffisamment vraie, quand on songe combien le mot folie est élastique et combien il est difficile d'en donner la définition; — et elle est très salutaire, en ce qu'elle est une des meilleures ou une des moins faibles répressions de la manie suicidante : beaucoup d'hommes, ou du moins quelques-uns, seront arrêtés dans leur dessein par l'idée de passer, après leur mort, pour avoir été fous, la vanité humaine étant le dernier sentiment fort qui nous accompagne jusqu'à la tombe.

Demi-folie, ou autre chose, cette manie des civilisés qui s'appelle le suicide, quelles sont les conditions dans lesquelles elle se trouve comme dans le terrain le plus favorable à son développement?

D'abord, et ceci confirme ce qui précède, les atmosphères de civilisation intense sont celles où le suicide sévit le plus. Le suicide est plus urbain que rural, infiniment plus. Le suicide a sa plus grande activité dans la région centrale de l'Europe, où la vie civilisée est plus active, et il est très peu répandu aussi bien dans le nord que dans le sud de l'Europe. Et encore dans les pays qui sont septentrionaux ou méridionaux, les régions les plus rapprochées cependant de l'Europe centrale sont aussi les plus éprouvées par le suicide. Ainsi l'Italien se suicide au nord de l'Italie et l'Anglais au sud de la Grande-Bretagne et le Belge même plus volontiers au sud de la Belgique.

De même les pays les plus instruits sont ceux où l'on se tue le plus; les classes sociales les plus instruites sont celles où le suicide sévit davantage. Est-ce la faute de l'instruction? On ne voit pas bien le rapport. Mais l'instruction est à la fois un signe et une cause de vie civilisée plus active, et c'est la vie la plus civilisée qui est pour le suicide bouillon de culture.

En termes généraux on peut dire que le suicide n'est pas barbare, n'est pas sauvage, n'est pas rustique. Il est une forme monstrueuse de l'urbanité, de l'atticisme.

Remarquez même, — ces statisticiens sont étrangement minutieux; mais c'est leur métier et il n'y a pas d'autre moyen de constituer la science, — remarquez que l'heure du jour semble avoir son influence sur le suicide.

On se tue plutôt le matin et le soir qu'autour de midi. Ne serait-ce point parce que le matin et le soir, la vie (commerciale, industrielle, intellectuelle, la vie de civilisation en un mot) est plus intense que dans cette période de repos relatif qui se place de midi à trois heures? Il est possible. C'est ainsi qu'on se tue moins le vendredi qu'un autre jour. Les mauvais plaisants diront que c'est parce que cela porte malheur. Les sociologues vous diront que c'est probablement parce que la vie est moins intense (et de la vie commerciale et transactionnelle, c'est vrai) le vendredi que les autres jours de la semaine. Mais je

remarque que cette sorte d'immunité relative n'affecte pas seulement le vendredi, elle s'étend au samedi, elle est même plus grande le samedi que le vendredi. Or on sait que la vie transactionnelle est très intense le samedi, plus intense qu'en aucun autre jour. La démonstration n'est pas faite.

La religion paraît avoir son influence sur le suicide. Les protestants se tuent beaucoup plus que les catholiques, excepté dans les pays où ils sont en minorité, et les juifs se tuent un peu moins que les catholiques, ou plutôt se tuaient un peu moins que les catholiques; car je remarque qu'ils sont en train de les rattraper. Pourquoi ces différences? M. Durkheim qui veut nous mener à certaines conclusions, lesquelles, du reste, je compte approuver dans leur ensemble, estime que la raison, c'est l'individualisme des protestants, et le fort *connexionisme* des catholiques et des israélites. L'explication me paraît hasardée. Je prie de croire que je suis désintéressé dans la question et n'apporte ici aucun souci de secte; mais je crois assez volontiers que, relativement à la religion, l'isolé n'est pas celui qui a une religion recommandant le libre examen, mais celui qui n'a pas de religion. Toute religion est un lien très fort quand on y croit, vous commandât-elle de ne vous point sentir liés les uns aux autres. S'il était prouvé (et l'on comprend bien que j'entends par preuve une observation constante et que rien ne démentirait pendant plusieurs siècles), s'il était prouvé un jour que les protestants se tuent plus que les catholiques, ou catholiques plus que protestants, ce que j'en conclurais, c'est que ceux-là qui se tuent le plus croient moins à leur religion que les autres. Je n'en conclurais pas autre chose.

Enfin le célibat et le mariage ont leur influence aussi sur le suicide. Les célibataires pratiquent le suicide beaucoup plus que les gens mariés. Ce n'est pas la seule raison pourquoi les gens mariés vivent plus longtemps que les célibataires; mais c'en est une des raisons; et l'on peut considérer le mariage et comme une assurance de survie et comme un préservatif contre le suicide. Le mariage est bon, comme dit l'opérette, à tous les points de vue. Cette opérette est bon sociologue autant qu'elle est bon moraliste.

Ici il est bien évident que les conclusions, que vous entrevoyez déjà, de M. Durkheim, reçoivent un très fort appui. C'est l'homme isolé qui se tue plus qu'un autre; c'est l'homme fortement associé qui se tue moins. La chose est d'autant plus prouvée, ici, que dans les mariages sans enfants il y a plus de suicides que dans les mariages avec enfants. Le mariage sauve un peu; c'est la famille qui sauve tout à fait, ou à peu près. Mais ici il y a une question qui reste un peu obscure pour moi, mais qui est bien curieuse.

L'immunité relative, que le mariage, même sans enfants, confère à l'homme, il ne la donne pas du tout à la femme dans le mariage sans enfants. La femme mariée et sans enfants, non seulement se tue tout autant que la femme célibataire du même âge; *mais elle se tue davantage*, très sensiblement. Ah! ceci, Messieurs, ne serait pas à notre honneur. Il prouverait que ce n'est pas nous qui sommes capables de rendre la femme heureuse, mais les enfants; et que, sans eux, elle est plus malheureuse avec nous qu'à rester toute seule.

J'en suis persuadé du reste, et il ne faut qu'un peu d'observation, de bon sens pour voir que non seulement s'il en est ainsi, c'est qu'il en doit être ainsi; mais encore que — même quand nous ne saurions pas qu'il en est ainsi, — nous devrions être persuadés qu'il n'en peut pas être autrement. Ce qui tue c'est la solitude. Or la femme mariée et sans enfants est plus solitaire que la femme célibataire. La femme célibataire, ou vit dans une famille, c'est le cas le plus fréquent, ou, même si elle vit seule, vit moins solitaire que la femme mariée privée d'enfants. Elle s'entoure. Elle a des amies, des voisines, des commensales. Comptez sur la sociabilité féminine pour qu'elle n'en manque pas. La femme mariée et sans enfants n'a guère que son mari, lequel, pour ses affaires ou ses plaisirs, ou seulement parce que c'est dans sa nature d'homme, est toujours dehors. Mais, — voici le point, — le mari, je ne dirai pas par sa présence, mais par son existence, empêche la femme de s'entourer. Il ne voudrait pas, quand il rentre, trouver sa maison pleine de voisines, ou ne pas trouver sa femme, laquelle voisinerait dans la maison d'en face. Il en résulte que le mari n'est pas une compagnie et est un isolateur. Il ne fait pas une société à sa femme et il l'empêche de s'en faire une. Reste la femme isolée, donc disposée au chagrin. C. Q. F. D.

Ce doit être là l'explication. J'ai des doutes pourtant. Peut-être y a-t-il des explications plus physiologiques que je donnerais plutôt dans une revue de médecine que dans celle-ci.

Toujours est-il que l'être humain qui se tue le moins, à coup sûr, c'est l'homme marié ou la femme mariée et ayant des enfants. Le malthusianisme, non seulement dans le sens vulgaire du mot, mais très bien en lui-même, dans sa doctrine fondamentale, reçoit ici un rude coup.

* * *

On a prévu depuis longtemps, d'après cette exposition, quels sont les remèdes au suicide préconisés par M. Durkheim. Le vrai remède, il le voit bien, sans doute, mais il est si inutile de l'indiquer qu'il

ne se donne même pas la peine d'en faire mention. Le vrai remède, s'il était possible, ce serait d'aller moins vite. La progression du nombre des suicides fait son procès à la civilisation précipitée, et c'est certainement la civilisation qui a tort. Il est trop certain que l'Europe est malade. Elle est malade d'un mouvement trop rapide vers un but qu'elle ignore parfaitement. Mais à cela il est trop évident aussi qu'il n'y a aucun remède. Un homme de génie peut donner une impulsion à la civilisation; aucun homme de génie ne peut l'arrêter. On tire les peuples de la stagnation; quant à les arrêter quand ils prennent le mors aux dents, c'est une autre affaire. Il faut qu'ils se ralentissent tout seuls. Espérons, voilà tout. Du reste, je n'espère guère.

Quant à des palliatifs, il est possible qu'il y en ait. Si le malheur de l'homme moderne est, en partie, d'être trop isolé, si l'individualisme voilà l'ennemi, il faut combattre l'individualisme par l'association. Il faut être patriotes d'abord, et voilà une association toute trouvée ; il faut être homme de famille ensuite, ne fût-ce que par égoïsme bien entendu ; enfin il faut faire partie d'un corps, d'une corporation, selon son métier ou selon ses goûts, d'un corps dont on se sente membre, d'une association qui vous encadre et vous soutienne. A mesure que les patries sont devenues plus grandes, elles ont brisé ou laissé se briser ces petites patries plus étroites que constituaient les connexions entre citoyens. C'est précisément à mesure que les patries devenaient plus grandes qu'il aurait fallu que se multipliassent ces petites patries qui encadrent l'individu de plus près et qui le soutiennent davantage. Ce sont les associations et corporations qui peuvent remédier partiellement à quelques-uns de nos maux et en particulier à la monomanie suicidante.

C'est à cette conclusion que, par quelque chemin que nous passions, nous revenons toujours, parce qu'il est bien probable que c'est au moins la moins décevante des conclusions générales. Savez-vous à quoi elle se ramène en définitive ? A un mot de Jésus commenté par Voltaire, ce qui peut paraître piquant. Jésus disait : « Aimez-vous les uns les autres. » Il ne savait même dire que cela. C'est que cela répond à tout. Et Voltaire ajoutait : « Oui, aimez-vous les uns les autres. Sinon qui vous aimera ? » C'est assez juste, parce qu'il y a une chose dont on ne se doute pas assez, c'est *qu'on ne peut pas s'aimer soi-même*. Croire qu'on peut s'aimer soi-même est parfaitement une illusion. Donc...

Émile Faguet.

THÉATRES

Vaudeville : Reprise de *Décoré*, d'Henri Meilhac. — La Bodinière : *Chansons provençales*, conférence de M. Clovis Hugues.

Le succès de *Décoré* a été des plus vifs. Il semble que cette délicieuse comédie n'ait pas pris une ride. Aujourd'hui, comme il y a dix ans, cela a été une joie d'entendre ces trois actes, d'un esprit si alerte, où se mêlent avec une incroyable aisance la fantaisie la plus extravagante et l'observation la plus juste. Et remarquez que l'œuvre de Meilhac touche à l'âge ingrat; le monde qu'il nous peint est en train de disparaître. Ce qui a disparu, du moins, c'est la bonhomie, la gentillesse, la cordialité, et, pour tout dire en un mot : le loisir. Chacun aujourd'hui, même celui qui ne fait rien, a des intérêts pressants, qui consistent essentiellement à prendre la place du voisin. La galanterie elle-même est devenue haletante ; on s'y pose un moment, entre deux visites ou deux affaires, comme ces courtiers qu'on voit, dans les bars de Londres, avaler hâtivement un sandwich entre deux courses... Si nous nous plaisons, donc, à la peinture d'un monde si différent de celui où nous vivons, c'est qu'au delà des « apparences », Meilhac a su représenter un peu de ce qui est éternel et immuable en nous.

Je me servais du mot « galanterie ». Il n'est pas tout à fait exact, se rapportant à Meilhac. Son théâtre, qui présente tant de femmes qui tombent, — et si gentiment ! — n'offre guère de « femmes galantes »; je veux dire de femmes qui, sans être complètement déclassées, sont en train de le devenir; de femmes, en un mot, qui aient eu plusieurs aventures ; pas une Suzanne d'Ange, pas une Séraphine Pommeau, pas même une Sylvanie de Terremonde. Sans doute, je ne répondrais pas de l'avenir des petites femmes de Meilhac; il est possible qu'elles deviennent semblables à celles que je viens de citer. Quand il nous les montre, c'est toujours à leur première chute. Et, si elles cèdent, ce n'est pas par « galanterie », c'est-à-dire par goût du plaisir ou par curiosité, mais bien par amour. Non l'amour de Phèdre, pas même celui de la marquise d'Auberive d'Augier, mais un petit amour fait sur la mesure de leurs petits cœurs : pas très fort, j'y consens, mais assez puissant toutefois pour que leurs âmes fragiles ne sachent y résister. Chez Meilhac, la distinction est très marquée entre les « femmes du monde » et les autres. Très marquée, du moins quant aux actions ; car, pour les sentiments, je crois bien qu'il les voit fort pareils. Et vous savez qu'il les considère, d'où qu'ils viennent, avec la même indulgence souriante, et, si j'ose dire,

encourageante. — Cette parenthèse fermée, je reviens à *Décoré*.

Décoré appartient à ce qu'on pourrait appeler la « seconde manière » de Meilhac, celle où ses héroïnes vont jusqu'au bord de l'abîme, jusqu'au bord extérieur, mais se reprennent avant la chute. A mesure que l'âge venait, on eût dit que la tendresse de Meilhac pour les « petites femmes » se faisait plus attentive et plus prévenante. Il avait eu d'abord pour elles une sorte d'adoration ironique ; l'ironie ne disparaissait pas ; elle était le fond même de l'esprit de Meilhac ; mais elle s'attendrissait. Quand la petite marquise prend Boisgommeux pour amant, elle se prépare des désillusions d'autant plus certaines qu'elle en a déjà comme un pressentiment, qu'elle les attend et qu'elle les verra peut-être, même avant qu'elles soient venues. Elle n'a que ce qu'elle mérite, sans doute ; mais, pour Meilhac, la manière de traiter les femmes comme elles le méritent, c'est de les aimer toujours et quand même, et de leur éviter tout chagrin. On est toujours dupe en amour : si ce n'est des autres, c'est de soi ; et cette déception-là, inévitable, Meilhac voulait en garder ses héroïnes. Au moins la leur donnait-il avant, au moment où elle n'est pas encore irrémédiable... Et à ce sentiment charitable, — car je ne voudrais pas faire de Meilhac une espèce de saint Vincent de Paul : il n'avait rien d'un saint ! — à ce sentiment charitable se mêlait peut-être une petite pointe d'égoïsme, si naturel ! Jusqu'à la fin, il aimait à se donner le spectacle et l'illusion de l'amour. Mais s'il en faisait le geste, comme disait Barbey d'Aurevilly, il était trop spirituel pour être complètement dupe de soi ; ou, s'il l'était, c'était volontairement, pour ne pas gâter son plaisir. Il comprenait parfaitement que l'amour, — l'Amour ! — était fini !... Il était assez sage pour le reconnaître, peut-être même pour s'y résigner. Mais la pensée que d'autres pouvaient goûter à ce qui lui devenait interdit lui était, sans qu'il se l'avouât, parfaitement désagréable. Il cherchait, naturellement, « à en dégoûter les autres ». Les fautes dont nous ne pouvons profiter nous paraissent particulièrement damnables.

Et ce qu'il y a de charmant dans cette seconde manière de Meilhac, c'est que sa résignation (ou même son hostilité contre la chute) ne se double d'aucune morosité. L'esprit est toujours aussi alerte, aussi caressant, aussi câlin ; c'est la même femme, aussi gentille, aussi pimpante, aussi incapable de résistance ; et c'est aussi le même homme, admirable de noblesse naturelle et de maladresse. Seulement, l'ingéniosité que mettait Meilhac à amener le dénouement, il la met maintenant à l'arrêter. Comparez la *Petite Marquise* à *Décoré* : rappelez-vous le découragement de la marquise après sa tentative de rapprochement avec le « troubadour », la véritable impossibilité où elle est de ne pas le tromper, tout ce qui, enfin, se réunit pour la jeter dans les bras de Boisgommeux. Dans *Décoré*, au contraire, Meilhac a accumulé, avec une verve et une ingéniosité sans pareilles, tous les obstacles qui peuvent séparer les amants : les uns issus pour ainsi dire du caractère d'Édouard (le sauvetage) et les autres (le lion, le sous-préfet, la décoration, le domestique), volontairement imaginés par Meilhac pour que les bras d'Édouard ne puissent pas se refermer sur Henriette.

Peut-être enfin faut-il voir dans cette « seconde manière » une observation plus clairvoyante, une expérience plus avertie, l'effet d'un de ces secrets que les femmes laissent deviner à ceux qui les ont beaucoup aimées parce qu'elles savent qu'ils n'en abuseront pas?... Ce secret (le mot n'est-il pas bien gros?), c'est qu'il n'y a de vraiment agréable que les commencements. Henriette, comme toutes les femmes de Meilhac, a plus d'esprit que de sens ; ce qu'elle cherche dans l'amour, c'est de quoi occuper sa petite cervelle d'oiseau, un petit émoi surtout intellectuel, un « divertissement », selon le sens étymologique du mot. Et quelle liaison ne lui paraîtrait monotone après un tel début ? C'est une déception certaine, et Meilhac, qui connaît Henriette, a voulu la lui éviter...

Et voici que, me laissant aller à vous parler de Meilhac, je ne vous ai presque pas parlé de *Décoré*. Aussi bien connaissez-vous la pièce ; c'est du meilleur Meilhac, c'est-à-dire quelque chose d'unique et de délicieux. J'ai dit que le succès avait été très vif. J'ajoute que *Décoré* est admirablement joué. M. Huguenet est merveilleux de naturel : l'âme limpide, généreuse et maladroite d'Édouard transparaît dans chacun de ses gestes. M. Galipaux est d'une drôlerie supérieure dans le rôle du domestique qui n'aime que les blondes. Et M. Noblet, quant à moi, me semble excellent dans celui de Colineau : Baron y était d'une fantaisie étourdissante, mais tout de même, il fallait faire un effort pour admettre son aventure avec la comtesse ; elle est tout à fait vraisemblable avec M. Noblet ; et pourquoi Colineau serait-il une ganache ? rien, dans le rôle, n'indique qu'il le soit ; c'est un mari trompé, rien de plus ; j'ajoute qu'avec cette interprétation, le raccommodement du dénouement est plus agréable. Je me reprocherais d'oublier Mlle Carlix, qui a spirituellement joué la jolie scène du premier acte, et Mlle C. Caron, qui a donné une fine silhouette à la femme de chambre Clara. Enfin j'arrive à Mme Réjane ; cette fois, c'est la perfection même dans ce qu'elle a de plus complet et de plus savoureux : un esprit, une mesure, une vérité incomparables ; et comme les nuances les plus fines sont rendues, sans excès cette

fois, avec une justesse et une émotion supérieures! Le succès de l'interprète a été considérable : oserai-je dire qu'il a encore été au-dessous de son mérite?

***

J'ai passé la semaine à la Bodinière. Après la représentation du Théâtre d'Auditions, dont j'ai parlé samedi, ç'a été une séance consacrée à M. Jacques Normand, où M. Coquelin a dit merveilleusement des poésies et des monologues tout à fait charmants, d'une bonne grâce aisée et spirituelle. Enfin, M. Clovis Hugues parlait des *Vieilles chansons provençales.* J'ai été l'entendre et ce fut délicieux.

Le conférencier entra, sur une marche de tambourin et de galoubet; il salua cordialement le public, et commença :

« Mesdames et Messieurs, le succès de ces auditions dépasse mes espérances; c'est ma sixième conférence, et la salle est pleine comme le premier jour. Et savez-vous ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'à Marseille on comptait sur un succès... mais on n'y croyait pas!... Ils l'annonçaient, mais ils n'étaient pas sûrs. Alors, — comme le Martigois qui, après avoir raconté la venue d'une sardine si grosse qu'elle bouchait le port de Marseille, se décidait à aller voir lui-même si c'était vrai, — les Marseillais sont « montés » pour voir... Et, si je ne craignais d'exagérer, je dirais qu'il y a ici... (Il jette un coup d'œil sur la salle qui ne contient guère plus de trois cents places) environ six cents Marseillais venus pour entendre nos chansons de Provence... (Un nouveau regard sur le public; et, gentiment, entre haut et bas : « Six cents... c'est peut-être beaucoup! » Puis il reprend :)... C'est qu'elles sont charmantes, nos chansons provençales, comme toutes les chansons populaires d'ailleurs, seulement un peu plus. Tout est joli chez nous... excepté le conférencier... (On rit; il reprend :) Non, je ne suis pas joli; mais c'est pour m'entendre, non pour me voir, que vous êtes venus, n'est-ce pas?... Donc, nos chansons sont charmantes. De qui sont-elles, d'où viennent-elles, par qui ont-elles été faites?... On ne sait pas. Moi, mon idée est qu'elles ont été écrites par les cigales... (On applaudit, et, riant :) C'est gentil, ce que je dis là, n'est-ce pas?... »

Ici, il m'a semblé que l'aimable conférencier s'embarrassait un peu dans les images qui bouillonnaient dans son cerveau de poète. J'en retiens une, ingénieuse : « Il y a eu, à une certaine époque, une sorte de *fonte des neiges* de la chanson; elle est partie de Provence, bien entendu, et s'est répandue sur toute la France : c'est ce qui explique qu'on chante en Normandie et en Bretagne des chansons de chez nous... Oui, elles sont de chez nous. Il fallait notre soleil, notre joie de vivre... Ah! notre joie!... Vous ne nous avez jamais vus, quand nous partons pour nos fêtes de Sceaux?... Florian... Oui, il n'a écrit que deux vers provençaux; mais cela a suffi : les Félibres ont dit : Il est à nous!... Donc nous partons. Et des bannières, et des yeux terribles, et des cris de joie... Dame! vous savez notre devise : *Fen de brut!* Faisons du bruit! Et quand nous avons fait du bruit, il nous semble que nous avons fait quelque chose!... Alors, nous inaugurons des statues... Tous les félibres en ont, et moi qui vous parle (il se penche en arrière, met les mains dans ses poches et nous regarde de son œil qui rit sous les sourcils en broussaille) : moi qui vous parle, je serai en bronze un jour!... Tenez, je vous invite à assister à l'inauguration de ma statue... (Et cela dit avec tant de gentillesse : il a l'air de se moquer un peu, pas beaucoup.) Une statue?... Un buste, au moins... Il n'y a qu'une chose qui m'ennuie, c'est que je ne serai pas là!... »

On applaudit avec frénésie : une bonne humeur irrésistible émane de tous ses gestes. Quand les applaudissements se sont calmés, il reprend :

« Et mon sujet, avec tout cela?... Je ne suis jamais sûr de le traiter. Je parle, ça m'amuse... Et puis, nos chansons, vous allez les entendre, admirablement chantées par Mme Aubert et M. Martini; je vous les traduirai, mais vous les comprendriez sans cela; le provençal, c'est du français mieux prononcé. Et nos interprètes ont des gestes si expressifs que vous devinerez le sens des paroles. Écoutez donc nos chansons, elles sont si jolies! Elles m'émeuvent, moi qui les connais depuis l'enfance... Les Noëls me font venir les larmes, et le philosophe que je suis devenu avec l'âge, s'attendrit en entendant chanter les louanges de la Vierge Marie et de l'Enfant Jésus... »

Tels furent les propos les plus notables de ce poète heureux de vivre. Mais, hélas! je n'ai pu reproduire le geste, l'« action », la gaîté, une gaîté qui vit de soi, pourrait-on dire, et qui aime le rire pour le réconfort qu'il apporte et le bruit qu'il fait. Il faudrait vous faire voir cette tête de lion apprivoisé, cette chevelure frénétique, cette barbe sans frein, envahissant deux bons yeux malins et tendres. Il faudrait vous faire entendre, sortant de ce buisson, la voix douce, qui semble paradoxale, une voix d'enfant à peine relevée d'une jolie pointe d'accent. Surtout, il faudrait vous montrer cette belle humeur intarissable, cette exagération naturelle, point dupe de soi, qui dit « le plus » simplement parce qu'au soleil « le moins » se prononce ainsi... En vérité cela était délicieux!...

Et nous avons entendu les *Chansons provençales.* Elles sont charmantes. Maintenant, si j'osais, j'avouerais que leur « poésie » ne me paraît guère supérieure à celles des autres chansons populaires.

M. Clovis Hugues avait commencé d'en traduire quelques-unes; il y a vite renoncé. C'est que leur charme principal réside dans la gentillesse du vocabulaire, dans l'afféterie câline ou la sonorité de certains mots, et aussi dans l'attrait mystérieux qu'a, pour nous autres barbares, un langage à demi compris. Quand on ne les comprend pas, elles tendent vers le sublime. Traduites, elles ressemblent à du Jean Rameau!... J'excepte naturellement les quelques vrais poètes qui fussent restés poètes, même s'ils avaient écrit en français.

En outre, je suis un peu incertain quant à l'âge de ces « vieilles chansons ». Mettons à part la *Marche des Rois*, et une ou deux autres chansons. Pour le reste, les paroles sont de Mistral, d'Aubanel, de Roumanille et même de Castil Blaze; la musique est de compositeurs plus ou moins célèbres mais contemporains; et je ne vois pas grand'chose ici de « populaire ». Faut-il ajouter que, parmi les chansons les plus provençales, j'ai reconnu une chanson à boire bourguignonne, dont ce quatrain ingénu m'est resté depuis longtemps dans la mémoire :

Alexandre, dont le nom
A rempli la terre,
N'aimait pas tant le canon
Qu'il n'aimait le verre.

Après c'est tout, la « fonte des neiges »...

En somme, pour quoi discuter notre plaisir? Quel que soit leur âge, ces chansons sont pleines de gentillesse (la version d'*Aï rescountra ma mio* est-elle la vraie? J'en connais une quelque peu différente) et certaines ont, comme *Magali*, une véritable grandeur. Enfin, nous étions préparés le mieux du monde par la causerie de M. Clovis Hugues. Peut-être les « six cents » Marseillais le décideront-ils à donner une septième conférence? Ne manquez pas d'aller l'entendre. Vous en serez ravis.

A la semaine prochaine, l'*Aînée*.

Jacques du Tillet.

NOTES ET IMPRESSIONS

Poissons d'Avril.

Avez-vous reçu des « poissons d'Avril », cette année? Pas moi. J'en suis désolé. Cette aimable coutume me plaisait et je regrette qu'elle disparaisse. Nous voyons ainsi chaque jour abolir des occasions diverses de rire et de se mettre en joie. Pour peu que cela continue, on n'aura plus guère de gaieté dans quelques années. Les esprits très délicats et raffinés se félicitent de ce résultat. Ils établissent une distinction très nette entre le rire facile et grossier qui dilate les larges bouches populaires et le sourire, le spirituel et subtil sourire. Le premier leur semble abominable, le second leur plairait; mais ils sont très exigeants : ils veulent à leur précieuse gaieté des prétextes merveilleux et rares, ils font les renchéris, et pour être plus sûrs de ne pas rire sans une cause valable et digne de leurs aristocratiques lèvres pincées, ils ne rient pas du tout, ou peu s'en faut.

Et sans doute c'est leur affaire, — et s'ils ont trouvé pour l'ornement de leurs vies de graves et nobles occupations, admirons-les! et s'ils ont trouvé de meilleures joies que la pure et simple joie de rire sans cause merveilleuse, pour rien, pour le plaisir, envions-les! ou bien, s'ils ont délibérément renoncé à toute joie, à toute la douceur de rire, vénérons-les et plaignons-les!

Seulement, ne les imitons pas et prions-les de ne pas faire pour leurs austères doctrines une propagande trop active... Le rire vous dégoûte, bonnes gens, c'est à merveille, — mais ayez la bonté de ne pas en dégoûter votre prochain. Car les consolations que vous avez, par ailleurs, votre prochain ne les a peut-être pas!

* * *

M. Max Nordau qui, je crois, goûte un singulier plaisir à passer pour un homme grave et tout à fait sérieux, et pas du tout « dégénérescent », et excessivement correct, exact et raisonnable, — M. Max Nordau dans une brève et lourde étude sur la « Psychologie de la blague » a fait tout récemment le procès du Rire. Criminelle tentative!

Le rire, dit-il, est « une fonction d'un caractère biologique très subalterne ». Le rire « est un réflexe de certains muscles mimiques et respiratoires, surtout du diaphragme, répondant à une excitation d'une nature particulière »... Et cette excitation est un « chatouillement », lequel, etc. — ou bien une « titillation métaphorique intellectuelle », laquelle, etc.

En vérité? Pas autre chose?... Une titillation métaphorique des muscles mimiques et respiratoires!... Hélas! hélas! pourquoi nous l'avoir dit? N'est-ce pas triste à pleurer?... Mais si les larmes ne sont elles-mêmes qu'une sécrétion... allégorique peut-être, des glandes... que sais-je? Oh! la déplorable physiologique, et qu'allons-nous devenir alors, ô Max Nordau, Max Nordau, homme correct, exact et raisonnable, si vous dépréciez ainsi, doctement et précisément, le délicieux plaisir de rire et de pleurer?

Le rire « est particulier aux esprits rudimentaires, aux enfants » (jusqu'ici, ce n'est pas très blessant!), « aux sauvages » (aïe!), « aux ignorants, aux incom-

préhensifs et aux misonéistes, » (aux *misonéistes*, oui, je dis bien;... aïe! aïe!). Et si parfois un homme supérieur se laisse aller à rire, c'est que « son appareil d'inhibition est affaibli soit par la fatigue, soit par un poison de l'intelligence tel que l'alcool ».

Seigneur, affaiblissez, par un moyen quelconque, notre *appareil d'inhibition*, ou bien maintenez-nous, de grâce, dans un aimable *misonéisme!*

Hélas! hélas!

* * *

Et, mon Dieu, oui, je vois bien, ou à peu près, tout ce qu'on peut dire contre la « blague » et les « blagueurs », — et les poissons d'Avril ne sont pas tous d'un goût exquis, d'une délicieuse fantaisie. Je l'avoue, je l'avoue.

Envoyer à son oncle une lettre de faire part bordée de noir, ornée de croix et d'inscriptions funèbres pour lui annoncer sa propre mort, à lui-même, le pauvre homme! — cela n'est pas extraordinairement spirituel. Faire chercher trois heures durant par un pauvre troupier candide « la clé du champ de tir », par un pauvre petit saute-ruisseaux de notaire « le code des lois futures », cela manque un peu d'indulgence. Tracer sur le dos de son prochain de petites inscriptions risibles à la craie ou bien suspendre aux pans de sa jaquette des pattes de homard, des souris blanches ou des pommes de terre frites, cela n'est pas très génial, — non, pas génial du tout!

Et j'avoue bien encore que les petits cadeaux de Premier Avril qu'on voyait ces jours-ci exposés à la devanture des libraires sont parfois choquants à plusieurs égards. La scatologie, l'amour dans ce qu'il a de moins éthéré, fournissent à ces moqueries leurs thèmes les plus habituels et les plus médiocres. Je reconnais que les belles-mères, les allumettes de la régie, les infortunes conjugales sont des sources de plaisanteries qui commencent à s'épuiser et dont on abuse outrageusement. Je sais bien qu'il y a des calembours désolants et des coq-à-l'âne déplorables et je sais bien aussi...

Et pourtant?...

* * *

Et pourtant, si cela fait rire, peu importe. Si cela fait rire quelqu'un, fût-ce un charretier sans élégance, fût-ce une poissarde sans délicatesse; si cela fait rire fût-ce un instant, c'est encore excellent! Car le rire est bon, en dépit des analyses physiologiques de M. Max Nordau, vînt-il même essentiellement d'une agitation intempestive du diaphragme. Le rire est bon, le rire est beau! et si Macbeth jadis s'attira des désagréments pour avoir « tué le sommeil », quel châtiment M. Max Nordau ne méritera-t-il pas pour avoir voulu tuer le rire!

Le rire n'est pas le propre de l'homme, dit-on, — et « les singes anthropoïdes rient également ». Chers et bons anthropoïdes!...

* * *

Seulement, on affirme que la blague est mauvaise et le poisson d'Avril méchant, parce qu'ils dupent le prochain: la tromperie et le mensonge sont condamnables et c'est un vilain jeu que d'induire en erreur de pauvres êtres sans défense. O hommes, soyez respectueux de la vérité. O hommes, songez à l'inextricable réseau de mystères qui vous entoure et vous enveloppe de toutes parts: d'austères savants dans leurs laboratoires consacrent de prodigieux efforts à la recherche de la vérité; d'héroïques martyres dans les foules aveugles et sourdes consacrent de prodigieux efforts à la prédication de la vérité. O hommes, assez d'erreurs déjà vous illusionnent et vous déçoivent: faites-vous scrupule d'augmenter le moins du monde le considérable total des erreurs humaines!...

Oui, j'entends bien; mais, tout de même, la Vérité, la Vérité!... Le mensonge a son bon côté. Mensonges, les plus belles œuvres des poètes, et des artistes. Mensonges, les vieux rêves de l'humanité qui la bercent encore, la câlinent et la consolent. Mensonges, toutes nos espérances, toutes nos chimères et le mirage merveilleux de nos plus folles illusions.

La Science s'acharne contre tous ces mensonges, impitoyablement. Et dans son ardeur enthousiaste elle s'imagine volontiers que sa besogne est à peu près achevée. Cette pensée lui donne une ridicule suffisance, un excessif orgueil qu'il est utile parfois d'humilier un peu. A Rome, dans les temps, pour éviter que les triomphateurs dans l'ivresse de la gloire ne se crussent égaux aux dieux, la populace les injuriait avec violence et grossièreté. Le poisson d'Avril en particulier, la « blague » en général, pourraient rendre à la Science trop infatuée d'elle-même un service analogue. Et ce serait extrêmement philosophique!

* * *

Et puis enfin, le Premier Avril a de grands avantages. N'est-il pas très utile qu'on fixe avec précision un jour par an où il est permis de duper son prochain, — comme on dit aux chers amis trop acharnés à goûter le charme de votre société: « Je suis chez moi le troisième mercredi du mois entre quatre et cinq. Venez donc me voir. » Et cela signifie: les autres jours laissez-moi tranquille. Et cela signifie: en dehors du Premier Avril, appliquez-vous à ne jamais induire en erreur votre prochain... Admirables préceptes s'ils étaient suivis!

Seulement il n'y a plus à présent de Premier Avril,

parce que le Premier Avril est à présent toute l'année. Oui, nous sommes extrêmement dupés, et par ceux-ci, et par ceux-là, et par tous les autres encore! Oui, les savants dans leurs laboratoires et les héros sur les places publiques cherchent et proclament la vérité. Mais la « blague » triomphe et triomphera. Certes, toutes les blagues d'une année ne peuvent pas tenir en une journée : le Premier Avril n'a plus sa raison d'être. Et les autres jours de l'année ressemblent si bien à l'ancien Premier Avril que le public ne s'intéresse pas spécialement aux poissons qui lui sont servis ce jour-là.

Il y aurait une jolie innovation à faire pour l'année prochaine, — ou bien pour 1900 : ce serait de fixer un jour, n'importe lequel, un jour quelconque de l'année où l'on dirait la vérité, où l'on se ferait entre soi la « blague » de se dire la vérité : pendant vingt-quatre heures on cesserait de duper son prochain; même on cesserait de s'en faire accroire à soi-même. Cela nous changerait, et comme ce serait savoureux!

André Beaunier.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

On ne sait encore quel sort sera fait aux « posthumes » de Ferdinand Fabre.

Ces posthumes consistent en deux fragments d'œuvres : une partie du roman auquel le maître écrivain travaillait depuis plusieurs mois, *le Bercail*, et dont j'ai naguère indiqué le sujet. Fabre attachait une grande importance à cet ouvrage : « J'espère, disait-il à ses amis, que, si j'ai la chance de l'achever, ce sera mon meilleur livre. »

L'autre fragment est une série de chapitres destinés à continuer l'autobiographie dont Fabre avait publié en un volume, il y a quelques années, la première partie.

Cette suite de *Ma Vocation* devait former un second volume; il en restait, quand la mort a surpris l'écrivain, cinq ou six chapitres (sur quinze) à écrire.

Ces pages sont probablement les seules que Mme Ferdinand Fabre consentira à publier, — à supposer qu'elle les publie. L'auteur de *Lucifer* laisse un *Journal* où il avait, depuis de longues années, régulièrement inscrit les incidents de sa vie. Depuis deux ans, trop fatigué pour s'astreindre à cette besogne quotidienne, il avait pris l'habitude de dicter à Mme Fabre ces notes intimes. Il y a notamment évoqué l'histoire de ses successives déceptions académiques, — avec beaucoup d'anecdotes instructives à l'appui... Et tout cela est conté sans amertume, par un philosophe demeuré, quoi qu'on en ait dit, supérieur à ces sortes de mésaventures, et qui n'en connut point les rancœurs.

Ce *Journal* ne sera lu de personne. Fabre avait plusieurs fois dit que ces feuilles n'étaient écrites que pour les siens et ne devaient jamais être publiées, — non plus que sa correspondance : ce vœu sera religieusement respecté.

Le nouveau roman de Pierre Loti, *Matelot*, est sous presse.

La publication de l'œuvre nouvelle de M. Paul Hervieu, *Aline*, devait être commencée dans huit jours par la *Revue des Deux Mondes*.

M. Hervieu, occupé par les devoirs de sa candidature académique, a demandé un délai de quelques semaines. *Aline* est un ouvrage très différent de ceux qui l'ont précédé (*Peints par eux-mêmes*, et *l'Armature*); c'est l'histoire d'un « cas de conscience », développée dans le cadre d'une action très simple, et où très peu de personnages interviennent.

Le *Théâtre en liberté*, d'Hugo, a paru lundi en édition in-18; c'est le premier volume d'une série qui en comprendra quinze, et sera consacrée uniquement aux œuvres posthumes du maître.

Sous presse : les *Revenants*, d'Ibsen. M. Edouard Rod a mis une préface à l'ouvrage.

M. E. de Roberty corrige les épreuves d'un livre sur les *Fondements abstraits de l'Éthique.*

Dans la « Bibliothèque d'Histoire contemporaine » d'Alcan, M. André Lichtenberger prépare — pour être publiée après son livre sur le *Socialisme utopique*, — une étude importante : *le Socialisme et la Révolution française.*

M. Antonin Proust, ancien ministre des beaux-arts, a été chargé du « texte » d'un *Salon de 1898* dont les successeurs de Goupil entreprennent la publication.

On parle d'une scission qui menacerait de se produire « au sein » du Félibrige.

Quelques félibres, avides de grand air et d'un peu plus de liberté, se sépareraient, dit-on, de la « maison mère » pour fonder une *Académie latine;* un manifeste nous est annoncé, qui sera rédigé, dit-on, (et ceci suffit à définir le programme de l'Académie nouvelle) en langues française, limousine, languedocienne, provençale, espagnole, catalane, portugaise, italienne et roumaine! Plus on est de patois, plus on rit.

L'année sera bonne pour les dévots de Chateaubriand : le 4 juillet, Cinquantenaire de sa mort; le 4 septembre, Cent trentième anniversaire de sa naissance. Déjà la Société des Bibliophiles bretons s'agite. Il est question d'une grande représentation à organiser à Paris, et de fêtes à Saint-Malo, pour l'été.

Une ingénieuse innovation : celle des conférences d'histoire données à l'École de Saint-Cyr par un groupe de maîtres, qui sont : MM. Albert Sorel, Albert Vandal, Gebhart, Boutroux, Ch.-V. Langlois, Lehugeur.

Ces causeries s'ajoutent à l'enseignement méthodique des professeurs; elles l'éclairent de vues nouvelles.

Il serait intéressant d'étendre l'expérience aux ma-

tières littéraires, par exemple, et de la transporter de Saint-Cyr à nos lycées. Je crois que la Conférence est un instrument d'enseignement dont notre Université n'a pas jusqu'ici tiré un suffisant parti, et que la pédagogie anglaise est, à cet égard, plus clairvoyante que la nôtre.

La *Revue du Palais* commence la publication d'un roman social de J.-H. Rosny, *les Ames perdues*, dont la « moralité » s'annonce en ces quelques lignes d'avant-propos :

« ... A mesure que le meurtre apparaît plus répugnant et monstrueux, il devient aussi plus monstrueux et répugnant de donner sa vie et de risquer celle des autres pour une cause morale, quelle qu'elle soit. Et cela devient aussi plus inutile. Il n'y a sans doute plus — *en temps de paix* — aucun cas où il y ait urgence à courir risque de mort ou à tuer le prochain pour le triomphe d'une opinion.

« ... Dans une certaine mesure, tout sacrifice trop brusque, trop violent à des croyances abstraites, capable de gâter notre bonheur, d'affaiblir notre énergie, apparaît nuisible. On peut dire que, toujours, il sera préférable de se consacrer paisiblement et fermement à ce qu'on croit la justice. »

— A lire, dans le *Mercure de France*, une substantielle étude de M. Francis Vielé-Grifin sur le « Mouvement poétique », — où l'auteur a spirituellement appuyé sur des textes de Taine et de Hugo son apologie du « vers libre ».

M. René Doumic continue, à raison d'environ une conférence par jour, ses séries de Cambridge, Boston, New-York et Baltimore.

Dans cette dernière ville, il a donné une conférence, sur la *Critique contemporaine en France*. Le cardinal Gibbons, qui était au nombre des auditeurs, a exprimé à M. Doumic la satisfaction qu'il éprouvait à voir les Français s'efforcer de répandre en Amérique la connaissance de leur littérature et de leur société.

Le *Mémorial de la Librairie* nous informe que la production annuelle du papier qui était en 1850, dans le monde entier, de 221 millions de kilos, a plus que décuplé en moins d'un demi-siècle. En France seulement, cette production s'est élevée en quarante ans de 40 000 à 350 000 tonnes. Et les gens de lettres se plaignent de manquer de débouchés !

Emile Berr.

M. O. G., Paris. — L'établissement dont j'ai parlé, il y a huit jours, est l'Institut *Columbia*, à New-York.

M. V., Paris. — Le livre de M. Louis Gallet, « *Guerre et Commune*, Souvenirs d'un hospitalier », a paru mercredi.

Ém. B.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

SOUTIEN DE FAMILLE, par *A. Daudet* (Fasquelle). — Il faut bien l'avouer, et Dieu sait pour ma part si je l'avoue à regret : la dernière œuvre du maître est assez terne. Son principal défaut est le manque d'unité dans l'action et dans le caractère du personnage principal. On a l'impression d'un roman composé de pièces et morceaux habilement cousus, où plusieurs intrigues s'entremêlent et parfois se contrarient, d'un dessin brodé sur une trame autre que celle choisie tout d'abord. Raymond Eudeline est un faible, et voici que tout à coup il devient presque un héros ; à force de faiblesse, dira-t-on ; je le veux bien, mais que cet héroïsme particulier est peu vraisemblable ! Par malheur, le style ne rachète pas les défaillances de la conception, les oh ! les ah ! y forment un *leitmotiv* d'une monotonie énervante : oh ! ce vestibule sonore et dallé... ah ! l'engageante petite boutique, etc. etc. ; et puis, comment l'écrivain de goût exquis qu'était Daudet a-t-il pu se servir d'expressions barbares du genre de « chapeautée », « languitude » et de tant d'autres qui émaillent ce trop gros volume ! J'aurais bien des choses à dire de la tendance générale, mais cela me mènerait loin ; un mot seulement : les jeunes sont ici violemment pris à partie, les « jeunes intellectuels » bien entendu, ceux qui ont appris le grec et le latin et écrivent des romans *véristes*. Certes, sans avoir le fétichisme des études classiques, il peut sembler assez injuste, assez puéril aussi, d'arriver, après examen d'un cas pathologique, à la belle conclusion que les lettrés sont en général des incapables ou des scélérats et que les autres sont de petits saints. Il y a du bon et du mauvais ici et là, ne nous faisons pas illusion à cet égard. Les jeunes, les jeunes ! c'est un *tolle* général contre ces pauvres jeunes, mais, palme de Dieu ! comme dit le citoyen Izoard (le seul personnage vraiment sympathique, le seul bien campé), les jeunes ne sont pas sortis des côtes d'Adam, prêts à tirer à la conscription ; il est indéniable qu'à leur formation ou à leur déformation intellectuelle et morale « les vieux » ont grandement contribué. Quant au roman *vériste*, au roman à allusions politiques ou intimes, j'avoue qu'il est écœurant et volontiers je stigmatiserais son influence aussi néfaste dans le domaine de l'art que dans celui des mœurs ; mais lui non plus ne date pas d'hier, ce roman, de quelque nom qu'on le décore ; des œuvres bien célèbres, parues il y a quinze ou vingt ans, en contenaient déjà le germe, — et même cette œuvre-ci ne mérite-t-elle pas, à certains égards, d'être appelée un roman vériste « une affaire pour vous couper le cœur en deux », suivant l'expression du vieux sténographe ?

PSYCHOLOGIE DU PEUPLE FRANÇAIS, par *M. A. Fouillée* — Il est fait ici bonne justice de ces théories fatalistes, dictées par des considérations politiques, qui veulent assimiler le développement d'un peuple à celui d'une espèce animale. Avez-vous le crâne long ou le crâne large ? en d'autres termes, êtes-vous Aryen ou simplement Celto-Slave ? comment ! vous n'en savez rien ? mais la question a

une importance extrême, car, selon que la majorité d'une nation sera brachycéphale ou dolichocéphale, cette nation aura nécessairement le dessus ou le dessous dans la lutte pour l'existence. Ces savants! quand ils ont forgé de grands mots, ils croient avoir découvert de grandes vérités. M. Fouillée, lui, ne se paie pas de mots creux; et ne veut pas plus berner son lecteur qu'il n'entend être berné lui-même. Après avoir montré l'importance des facteurs psychologiques et sociologiques, et leur prédominance progressive à travers l'histoire, il étudie posément, sans passion, le caractère français et ses diverses manifestations dans la langue, la religion, la philosophie, la littérature et les arts. Cela vaut bien, j'imagine, les hypothèses néo-germaniques au sujet de la supériorité des dolicho-blonds sur les brachy-bruns, et les prophéties cocasses des anthropologistes affirmant avec un sérieux imperturbable que « dans les siècles prochains on s'égorgera par millions pour un ou deux degrés en plus ou en moins dans l'indice céphalique ».

LA PAYSE, par *M. Ch. Le Goffic* (Colin). — Cette payse est une pauvre petite libellule bretonne que perd le charme étrange d'une fleur artificielle flottant sur le marais d'une grande ville. Pour suivre son ténor de pacotille, Mone Lessiblour abandonne sa vieille mère et dédaigne l'amour de son brave garçon de fiancé, Hervé Le Gall, le marin. Elle paiera cher sa défaillance, on le devine, et elle se dégoûtera de son rêve avant même qu'il soit achevé. A ce roman, que j'aime parce qu'il est écrit dans une langue simple et pure, je ne reprocherai que sa trop grande uniformité de ton qui confine à la monotonie. On désirerait, par-ci par-là, un clair rayon d'imprévu dans cette brume un peu trop épaisse. Mais cette manière, toute de demi-teintes, n'est pas faite sans doute pour déplaire à ces âmes bretonnes auxquelles s'adresse particulièrement M. Le Goffic. Puisse donc son excellent livre aller jusqu'à elles, et jusqu'à beaucoup d'autres qui souffrent du même mal, « leur apprendre la fidélité au sol, les défendre contre les appels du dehors, les empêcher de s'engloutir corps et âme, dans l'enfer des grandes cités ».

MON PETIT TROTT, par *M. A. Lichtenberger* (Plon). — Ce petit Trott tiendra honorablement sa place dans la galerie enfantine à côté des Bob et des Poum. Trott ne ressemble ni aux uns ni aux autres, c'est un enfant terrible parfois, mais c'est surtout une petite âme candide que jettent dans une perplexité comique les problèmes épineux dont l'existence est pleine. Il cherche la solution de ces énigmes, il la cherchera longtemps encore, peut-être la cherchera-t-il toujours et deviendra-t-il, suivant les circonstances, un sceptique ou un révolté. J'incline décidément vers cette dernière hypothèse après avoir lu le chapitre « le petit pauvre », qu'on pourrait appeler le manifeste ou la profession de foi de Trott. Jamais Trott ne se contentera de l'oreiller commode du bonhomme Montaigne, ou s'il s'en contente, ce ne sera que fort tard, après s'être rendu coupable d'une foule de généreuses folies. Bon courage et bonne chance! trotte, mon petit!

SANCTUAIRES D'ORIENT (Égypte, Grèce, Palestine), par *M. Ed. Schuré* (Perrin). — Nos lecteurs ont pu juger, par l'extrait publié dans la revue, de l'intérêt que présente ce beau livre où se révèle un peintre dont l'étincelant coloris met encore davantage en relief les qualités du poète délicat, du profond et troublant philosophe qu'on connaissait déjà chez M. Schuré. Je me bornerai donc à signaler, comme m'ayant le plus frappé, la reconstitution du mystère d'Éleusis (la Grèce héroïque et sacrée) et la conclusion de l'œuvre où l'auteur, après avoir accordé la parole à l'Occident et à l'Orient, engage les deux sœurs ennemies à se réconcilier pour faire œuvre commune et préparer les hautes destinées futures de l'humanité.

AU PAYS CÉVENOL, par *M. R. Février* (Fischbacher). — Un petit livre de poésies d'une langue simple, parfois agreste sans affectation, mais d'un sentiment très pénétrant, parce que le poète y parle de ce qu'il connaît et de ce qu'il aime; il y parle peu de lui-même et pas du tout de ses « états d'âme » ce qui fait qu'on arrive au bout du volume sans lassitude. Je regrette de trouver une imitation anacréontique entre deux morceaux au franc parfum cévenol : cette réminiscence d'érudition classique détonne au milieu d'un poème qui jusque-là nous avait donné l'illusion de l'inspiration rustique telle que celle laissée par certaines poésies de Burns, qui, lui aussi, nous choque quand il veut paraître savant. Quelques pièces d'une exquise fraîcheur : *le Verdal, Mon Mazet, Les Châtaignes* :

> Dans le ciel nuageux l'aurore à peine luit.
> Les ramasseurs s'en vont, le sachet sur l'épaule,
> Suivis des abatteurs qui portent une gaule...
> La bande au fond des bois rit et mène grand bruit, etc.

A citer aussi deux Géorgiques minuscules résumant les travaux des insectes qui font la fortune du pays : *les Vers à soie, la Mère Abeille*.

G. Art.

Nouveautés de la semaine

D'après la Bibliographie de la France :

La Question sociale, par Paul Deschanel; — *La Duchesse de Duras*, par A. Bardoux; — *Les Affaires de Crète*, par V. Bérard (Calmann Lévy). — *Discours et Opinions*, de Jules Ferry; — *Drame ancien, drame moderne*, par E. Faguet (Colin). — *Chez les Hovas*, par Jean Carol; — *Rosine*, comédie, par A. Capus (Ollendorff). — *La Cour du second Empire*, par I. de Saint-Amand (Dentu). — *Jacqueline Vanesse*, par V. Cherbuliez (Hachette). — *La Vie à Paris*, par Jules Claretie; — *Soutien de Famille*, par A. Daudet (Fasquelle). — *Le Régiment*, par G. d'Esparbès (Borel). — *Histoire et Poésie*, par M. le vicomte E.-Melchior de Vogüé, de l'Académie française (A. Colin). — *Sanctuaires d'Orient : Égypte, Grèce, Palestine*, par Édouard Schuré (Perrin). — *Vers Athènes et Jérusalem*, journal de voyage en Grèce et en Syrie, par Gustave Larroumet, membre de l'Institut (Hachette).

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36340. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 16. 4e SÉRIE. — TOME IX 16 AVRIL 1898.

L'ARMÉE ALLEMANDE

Notes de voyage.

> Ne contraignons pas notre admiration pour cette grandeur; en la méconnaissant nous nous méconnaissons nous-mêmes. Il n'a fallu rien moins que notre sang pour la porter si haut; qui la rabaisserait diminuerait le prix de ce sang.
>
> Vte E. M. DE VOGUÉ. *Guillaume Ier*.

Des carnets de route d'un récent séjour dans l'Allemagne du Sud, je détache ce qui a trait à l'armée, à la vie des soldats et à celle des officiers. Laissant de côté les détails personnels, je résume mes conversations avec des seconds ou des premiers lieutenants de corps prussiens. Puis, complétant ces données de l'observation par des lectures dignes de confiance, je rédige ces simples notes de voyage; elles ne sauraient prétendre à l'importance d'une étude d'ensemble sur la force armée de l'Allemagne, mais elles renferment la déposition sincère d'un témoin digne de foi, qui, après avoir observé avec sollicitude, s'est efforcé de comprendre avec intelligence.

I

En arrivant à Mayence, j'ai ouvert le *Bædeker :* « Ville de 70 000 habitants, 8 000 hommes de garnison. » Vraiment il faut le savoir pour s'en douter. Depuis douze heures que me voilà débarqué, c'est à peine si j'ai rencontré cinq ou six officiers et vingt-cinq ou trente soldats. Dans ma petite cité natale de la Haute-Savoie où 700 fantassins sont en caserne, je ne peux faire dix pas sans croiser un *tourlourou*. C'est à croire que les militaires allemands vivent dans leur chambrée comme des taupes dans leur taupinière.

Cependant, avec les jours qui passent, malgré mes promenades incessantes, à n'importe quel moment de la journée et dans les quartiers les plus excentriques, cette impression ne fait que s'accentuer. A part les premières heures de la soirée, les rencontres d'uniformes sont rares. Souvent, l'après-midi, je peux traverser, à maintes reprises, la partie animée de la ville, de la *porte aux Poissons* à la *place Schiller*, sans apercevoir une paire d'épaulettes, — et le soir, passé neuf heures, il n'y a plus, à la lettre, un seul militaire dans les rues d'ailleurs si mal éclairées, si mal pavées et si mal entretenues de la ville célèbre, dans l'histoire, par ses conciles et ses sièges et, dans le présent, plus modestement, par ses jambons.

Aux abords immédiats des casernes, aux deux gares, surtout à celle de Castel, aux champs d'exercices, il en est sans doute autrement. Il ne faut pas exagérer ma pensée : je n'ai jamais rencontré à Mayence, ni dans aucune ville de l'Allemagne du Sud, de ces bandes désemparées de soldats en balade qui ne savent que faire de leurs mains ni de leurs loisirs. Et si je n'en ai jamais rencontré, c'est que les officiers veillent à ce qu'il n'y en ait guère, limitant de toutes manières les heures de sortie et les permissions. Réglementairement, le soldat non gradé a liberté, chaque soir, l'hiver, de six à huit; l'été, de sept à neuf.

Mais on s'ingénie à rogner ces deux heures. D'abord c'est à six heures et non pas avant que se distribue la soupe. Beaucoup s'étant attardés à leur gamelle

préféreront rester à la caserne, à griller quelques cigarettes, d'autant que, pour sortir, il va falloir changer d'uniforme, faire une toilette complète, puisque le règlement interdit de se promener avec la tenue d'exercice. Encore une perte de temps. Puis chaque officier a, selon les exigences du service, des prétextes variés : tantôt, c'est une corvée qui, par malheur, tombe précisément à six heures. Ou bien ce sont les casernes qu'on a soin de bâtir en dehors des villes, afin que l'aller et le retour découragent les flâneurs. Enfin, pour un oui, pour un non, les hommes sont privés de sortie, souvent en masse et pour des périodes assez longues.

— Bref, me disait un officier, nous n'accordons jamais de permissions, dans la journée, que sur une demande motivée par une raison péremptoire. Pour les « permissions de théâtre », certains de mes collègues vont même jusqu'à vouloir que le spectacle soit désigné. Et quant à la conduite que nos hommes peuvent tenir hors de la caserne, nous la surveillons de très près. A la moindre plainte, nous faisons une enquête et en cas de faute, si légère soit-elle, nous sévissons sans pitié.

C'est ainsi que dans un pays où l'ivrognerie est tellement fréquente qu'elle en est devenue un vice élégant, on ne voit guère de soldats en état d'ébriété — et que les histoires de *pioupious* et de *bobonnes* qui font la joie de nos chansonnettes et le désespoir de nos ménagères de province sont tout à fait exceptionnelles de l'autre côté du Rhin.

La vie du militaire allemand se rapprocherait donc davantage de celle du lycéen que de celle de la recrue française. Une telle claustration serait intolérable à une collectivité de race latine. Je suis certain que si on voulait l'imposer dans les casernes de France, d'Italie ou d'Espagne, les cas de mutinerie, de désertion ou de suicide augmenteraient dans une notable proportion. Mon interlocuteur ne paraissait point convaincu, — c'est qu'il ignorait la mobilité de l'âme française. Pour lui, un soldat se dressait comme un cheval de course, c'était affaire d'entraînement et de discipline, puisque seul l'entraînement donnait à la force physique de l'individu tout le développement possible, et seule, la discipline permettait d'utiliser, pour un but commun, l'effort sérieux de ces forces séparées.

Donc... et une fois de plus, je pouvais entendre l'éloge de cette fameuse discipline prussienne qui oblige les recrues à rapprendre à marcher, à parler, à penser et à vivre. M. Cherbuliez le disait, il y a trente ans; ses paroles sont encore bonnes à répéter : « Une armée ainsi constituée est une admirable école de respect et de docilité... Ainsi, on créa, non une armée nationale, mais une nation militaire et gouvernable. » Le Poméranien à la figure plate et le Badois aux joues roses, qui pendant trois années auront accepté de n'avoir pas une pensée et pas un geste personnels, garderont toute leur vie le respect de la consigne, le culte de l'armée et le sentiment de la hiérarchie humaine. Comme le Sanchette de Victor Hugo, ils auront été élevés « dans la crainte de Dieu et des sergents ».

Toutefois, en dépit d'assurances réitérées, j'avais peine à me figurer que la jeunesse allemande acceptât sans difficulté un joug aussi lourd et je résolus de me livrer à une petite enquête.

A cet effet, un dimanche après-midi, ayant repris mon âme d'étudiant allemand, je m'en fus, en bon bourgeois mayençais, faire les cent et les mille pas sous les arbres bien taillés qui ombragent géométriquement les quais du Rhin. M. Larousse prétend que cette promenade est la plus triste du monde. Il l'a vue un jour de pluie. Elle a comme une autre ses beaux dimanches qu'égayent les éclats de rire des *Fraüleins* aux nattes blondes.

Avisant sur un banc retiré un *Unteroffizier* (grade équivalent à peu près à celui de caporal) d'infanterie, — que je reconnus bien à ses gants blancs et aux galons dorés de son collet et des parements de ses manches, — je m'assis auprès de lui, placidement. Un prétexte, n'importe lequel, engagea la conversation. Le hasard permit que je fusse tombé sur un Heidelbergeois. Je n'avais plus qu'à raconter mes semestres d'études au bord du Neckar pour m'être donné un ami. La glace étant rompue, j'offris à boire ; la curiosité fait faire bien des choses. D'ailleurs, le garçon n'était pas trop plein de soupe, non sans une teinte d'éducation, sachant exprimer ses pensées. Réengagé après quatre ans de service actif, il aimait son métier et attendait, sans impatience, que douze années de présence sous les drapeaux lui eussent conféré le droit d'occuper la place qu'il ambitionnait dans l'administration des chemins de fer (1).

Je l'engageai à me raconter l'ordinaire de la caserne : le matin, au saut du lit, avant le départ pour l'exercice, le café ; à midi, soupe, viande et légume ; à cinq heures, seconde ration de café ; enfin la soupe encore, à six heures. Chaque soldat recevait une miche un jour, non l'autre, et le dimanche, une chope de bière. Alors, il y avait de quoi se rassasier? La soupe était mangeable ? La cuisine militaire suffisait? Je devenais pressant, ayant entendu raconter qu'on nourrissait les soldats allemands d'horreurs dont les chiens n'eussent pas voulu.

---

(1) Théoriquement, les sous-officiers de l'armée allemande devraient tous être des réengagés volontaires. Mais cette règle n'a pu être maintenue et, selon les besoins du service, on recrute maintenant les gradés inférieurs parmi les *gefreite*, c'est-à-dire parmi les soldats distingués pour leur application et qui n'ont pas encore accompli leurs années de service.

Le caporal sourit de ses yeux placides : « Dame, ce n'est pas du fin, mais on en a toujours plus qu'on n'en peut manger et, pour une nourriture saine, c'en est une!... Vous n'avez qu'à me regarder!... Voici cinq ans que je suis à ce régime!... Il est bien rare que je mange une *briccole* hors de la caserne!... »

Plus tard, je devais assister à des distributions de vivres et, je le reconnais, même pour les plus voraces, il y avait de quoi se satisfaire. Seulement, je crois aussi que la quantité l'emportait sur la qualité. Les Allemands sont d'aussi gros mangeurs que les Suisses, mais leurs palais n'ont aucune espèce d'éducation. Difficilement, on imagine les brouets dont s'engraissent les petits bourgeois de la *Forêt-Noire*. Toute description resterait en deçà. Pour croire, il faut avoir vu. Il est donc tout naturel que les soldats se contentent à peu de frais. Je les ai vus à la cantine d'une caserne engouffrer comme des friandises — on dit, là-bas, des *délicatesses* — d'immenses tartines au saindoux. Après les saucisses au sang, les sardines fumées, le lait caillé et le raifort, il n'est, pour un soldat allemand, rien de plus délectable qu'une cuillerée de saindoux. J'avais encore, voici peu d'années, une cousine si vieille qu'elle n'était pas de ce siècle, qui racontait volontiers qu'en 1814, lorsque les troupes autrichiennes et prussiennes envahirent la Savoie, les soldats prenaient les chandelles et les mangeaient, leur trouvant un parfum de lard délicieux. Les années passent, le goût n'a pas changé. Les mangeurs de saindoux de 1897 sont bien les fils des mangeurs de chandelles de 1814.

Afin de varier notre conversation, je m'avisai de féliciter le caporal de la bonne tenue de son uniforme. Sa tunique gros bleu n'avait pas un grain de poussière; ses galons dorés, ses parements rouges pas une tache, pas une éraflure; des souliers à la casquette on l'eût dit équipé de neuf et, chose digne d'être notée, cet équipement semblait avoir été coupé à sa taille. Il eut un regard de fatuité naïve : — C'est que j'ai mon uniforme du dimanche! — et complaisamment, il m'expliqua qu'il possédait cinq uniformes, comme c'est d'ailleurs la coutume, pour chaque fantassin (1) : l'uniforme d'exercice, celui de sortie pour la semaine, celui de sortie pour le dimanche, celui de parade et celui de guerre, sans parler des vêtements de toile pour les corvées à la caserne. Après les manœuvres d'automne où les pluies commettent souvent de grands ravages, le ministre accorde un nouvel uniforme et les autres, par ordre hiérarchique, descendent alors d'un rang, c'est-à-dire que celui de guerre devient de parade et... ainsi de suite.

(1) Il est à remarquer que ces uniformes, à l'exception d'un seul, sont, en général, la propriété du régiment, et non celle des soldats.

Vous le remarquez. Cinq uniformes par individu! — et dans des régiments de cavalerie comme celui des hussards de la garde du corps on en peut compter jusqu'à six et jusqu'à sept! — Avec une telle garde-robe les militaires peuvent toujours être tirés à quatre épingles (1). Et je songe, avec philosophie, aux conscrits d'Italie qui n'ont, eux, pour toute ressource qu'un seul uniforme, et pas de première qualité encore. De pareils détails aident à comprendre pourquoi dans une alliance essentiellement militaire, comme la Triplice, les alliés, à territoires égaux, n'ont pas voix consultatives d'égale importance, et pourquoi l'Italie, par exemple, comme une parente pauvre, en est souvent réduite à obéir aux ordres de ses trop riches protecteurs.

J'essayai de poursuivre mon enquête, des *bocks* la facilitaient singulièrement, — des *bocks* débordant de cette merveilleuse bière de Pilsen, telle qu'on la boit en Allemagne et qui ressemble à celle que l'on sert à Paris, sous le même nom, comme du café à de la chicorée. La presse française contint naguère de sensationnelles révélations sur la barbarie avec laquelle les officiers prussiens traitaient les recrues (2). Je voulus savoir s'il s'agissait de faits isolés ou d'un état de choses habituel.

Le caporal eut de la peine à me répondre. Jamais il n'avait rien vu, rien entendu dire de pareil. A l'en croire, la sévérité était excessive, mais pour qui faisait son devoir, la justice parfaite. D'autres soldats, interrogés en d'autres occasions, me firent les mêmes réponses. Je ne pus jamais relever aucune plainte précise contre la brutalité des officiers. Et les officiers que j'essayai de mettre en contradiction avec eux-mêmes, ceux aussi qui avaient entendu parler des incidents auxquels je fais allusion m'assurèrent qu'il s'agissait de faits exceptionnels, vieux déjà de plus de dix ans et qui ne semblaient pas devoir ni pouvoir se représenter.

Tout officier qui se permettrait de porter la main sur un soldat, m'a-t-on répété à satiété, serait immédiatement dénoncé par ses collègues. Sa brutalité lui coûterait cher. Ceux dont vous me parlez ont eu leur carrière brisée, et depuis ce temps-là, l'état s'est encore amélioré. D'ailleurs, avec notre système de n'avoir pour sous-officiers que des réengagés, les recrues se trouvent maintenues par un premier

(1) D'autant que les supérieurs ont grand soin des moindres détails. Ainsi, avec un ciel couvert, en prévision de l'eau qui semblait devoir tomber, le vieil empereur Guillaume a plus d'une fois télégraphié aux chefs de corps de lui présenter les troupes en effets de sortie pour la semaine.

(2) Voir l'article du général Cosseron de Villenoisy dans la *Nouvelle Revue* du 15 juillet 1885, p. 238, et l'excellent volume de M. Eugène Tardieu : *Notions de Psychologie et leurs applications à l'éducation militaire*, 1 vol.; Bruxelles, Weissembruch, p. 44.

cadre d'instructeurs sachant sérieusement leur métier, qui nous épargnent les ennuis du premier dégrossissage et auxquels nous abandonnons les cas désespérés.

Ces sous-officiers rempliraient donc un peu l'office de ces répétiteurs de lycée tandis que nous serions, nous les officiers, les professeurs et les censeurs. La comparaison est d'autant plus juste que nos recrues de dix-neuf ou vingt ans sont loin d'avoir acquis tout leur développement. Physiquement, ce sont des hommes, intellectuellement ce sont encore de grands enfants, et comme tels, nous les traitons avec sévérité, d'une main inflexible, mais avec un sentiment paternel aussi, qui rend excellents nos rapports journaliers et qui n'existe pas, au même degré, dans les armées des pays latins.

II

Naguère, en étudiant la carrière de l'officier italien (1), je déclarais *immorale* une vocation qui semblait accessible à tous, mais qui, en réalité, ne donnait pas les moyens de se tirer d'affaire honorablement à ceux que la destinée n'avait point munis de rentes. J'ajoutais : « Le défaut d'organisation devient ici flagrant. Il n'est, d'ailleurs, nullement particulier à l'armée italienne... » Et jusque dans notre glorieuse armée française ai-je besoin de rappeler ce que devient l'existence de l'officier sans fortune ? Plus heureux, du moins, que ses collègues d'Italie, il peut subsister sans avoir recours à aucun expédient, mais au prix de quelles économies, même de quelles privations ? Il faut avoir connu le détail de quelques-unes de ces existences pour admirer, à leur juste valeur, le courage et la noblesse de l'officier français. Cependant, si de tels exemples, et ils sont nombreux, honorent un pays, ils ne résolvent pas un problème et il me semble qu'avec l'esprit d'autocratie qui est celui de ses institutions soi-disant démocratiques l'Allemagne a mieux compris la question et l'a tranchée d'une manière inadmissible, j'en conviens, dans une république, mais que les sujets d'un empire de droit divin doivent trouver parfaite.

En effet, jusqu'au grade de major, les soldes dérisoires représentent à peine le quart des frais généraux de la carrière. Ainsi, un jeune homme sans fortune ne peut pas songer, un instant, à devenir officier. Et afin de maintenir cet état de choses le code a multiplié les articles (2). D'abord, un rescrit impérial fixe les conditions de fortune exigées pour chaque catégorie d'officier, mais ce n'est là qu'un minimum, — le strict indispensable. Ceux qui y sont réduits auront de la peine à faire leur chemin s'ils peuvent déjà réussir à être nommés seulement *seconds lieutenants*.

C'est que pour devenir gradé d'un régiment quelconque, il ne suffit point d'avoir subi toutes les épreuves échelonnées de l'entrée du régiment comme *avantageur* à la sortie de l'École de guerre comme *candidat*, il faut encore avoir obtenu le consentement du corps d'officiers dans lequel on prétend être reçu. A ce moment, il y a votation et, en cas de simple majorité, enquête approfondie. Puis le commandant du corps a seul qualité pour prononcer, et son jugement reste sans appel.

Naturellement, les questions d'argent jouent un grand rôle. Le train des officiers allemands est splendide. Ils ont des bals, des dîners, des chevaux magnifiques. Et parce qu'il leur déplairait de réduire leur luxe pour se mettre sur le pied de vie de ceux qui ont à peine les conditions de fortune exigées, ils s'arrangeront pour écarter systématiquement ces derniers. J'ai connu deux ou trois officiers qui, grâce à l'excellence de leur naissance, avaient été acceptés malgré l'exiguïté très relative de leurs revenus. Leur position n'avait rien d'enviable. Ne pouvant imiter l'existence fastueuse de leurs collègues, ils finissaient par se trouver fort isolés et, sans être grand clerc, on pouvait prévoir que leur avancement en serait indéfiniment retardé.

Le problème ne comporte que trois solutions : l'héritage d'Amérique, les riches mariages, la retraite dans la landwehr ou l'administration civile. Et notez bien qu'il ne s'agissait pas de jeunes gens n'ayant pour tout patrimoine que leurs dix doigts et leur intelligence. Mais, par exemple, pour un officier de cavalerie, avoir 4000 marks de rente c'est être sans fortune. Dans l'infanterie, les conditions sont moins onéreuses, mais partout, les retenues, pour les pensions de réserve, les contributions aux corps, les assurances obligatoires, les exigences de toute nature et auxquelles nul ne peut se soustraire d'un métier qui est décidément un métier de luxe absorbent la plus grande partie des soldes. Un lieutenant m'affirmait que, défalcation faite de ces frais inévitables, c'était à peine s'il touchait une vingtaine de marks, chaque mois.

Une conséquence s'impose : puisque les officiers forment ainsi une classe à part, délimitée par le cens, on ne pourra pas dire du militaire allemand comme des soldats de Napoléon, qu'ils partent avec leur bâton de maréchal dans leur giberne. Non, sauf en temps de guerre et pour actions d'éclat devant l'ennemi, les sous-officiers ne peuvent pas devenir offi-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 14 mars 1896.

(2) Le général Cosseron de Villenoisy, dont je viens de citer l'intéressante, mais un peu partielle étude, dit à ce propos : « La Prusse ne se paye pas de mots *et ne se préoccupe pas le moins du monde de l'égalité théorique*.

ciers. La limite est infranchissable et il faut ajouter que nul ne s'en plaint, le public ayant appris à respecter aussi bien les galons d'un maréchal des logis que les épaulettes d'un lieutenant.

Toutefois, comme correctif à cet état de choses et afin d'obliger les officiers à prendre contact direct avec la troupe, le code exige que tous (à des exceptions près si rares qu'elles ne servent qu'à confirmer la loi) aient fait au régiment un certain temps de service actif, temps qui ne saurait être inférieur à une année et qui peut facilement dépasser trois semestres. Voici, en le moins de mots possible, la filière ordinaire :

D'abord, avoir plus de seize ans et moins de vingt-trois, être *cadet* ou *avantageur*, c'est-à-dire être élève des collèges militaires ou engagé à la suite d'examens spéciaux, à titre d'*aspirant officier*. A ce moment de sa carrière, le jeune homme vit coude à coude avec les soldats, les « sous-off », astreint aux corvées comme le premier militaire venu. Pourtant, au gré du colonel, quelques privilèges lui sont accordés comme de s'asseoir à la table des officiers et d'assister aux conférences militaires. Ensuite, au fur et à mesure des vacances et selon leurs notes de conduite, ces *cadets* ou ces *avantageurs* sont promus *porte-épée fahnreich*. Au bout de cinq mois d'un nouveau service actif, troisième examen et nomination au grade d'*enseigne porte-épée*. Après un dernier stage de six mois au minimum, deux semestres à l'école de guerre et enfin, le dernier examen d'officier, examen cependant qui n'assure pas encore la carrière ainsi que je le disais tout à l'heure, puisqu'il appartient aux officiers du régiment dans lequel le jeune homme prétend être incorporé, de décider, en dernier ressort, s'il mérite oui ou non l'honneur de porter les épaulettes.

On le voit, la préparation est longue, comportant une série d'épreuves pratiques et scientifiques propres à décourager les hésitants. Et ces épreuves sont établies avec un tel soin que les non-valeurs intellectuelles ou physiques, en dépit des protections les plus efficaces, ne parviennent guère à les subir. La loi établit une sélection des plus sévères et l'on peut dire, sans exagération, que le corps des officiers allemands contient l'élite de la noblesse et des classes les plus riches de l'empire. Dans les familles patriciennes, les jeunes gens les plus robustes, *sportsmen* au sens vrai du terme, ceux aussi qui passèrent aux écoles les meilleurs examens et dont la conduite a toujours été ce qu'elle doit être, regardent comme un honneur et comme un devoir d'entrer dans l'armée. En Allemagne, la carrière d'officier est la grande carrière, celle qui confère à ceux qui l'embrassent mille privilèges sociaux et réels. C'est pourquoi, en observant de quelle manière cette caste se recrute et de quels éléments elle se compose, on peut lui appliquer cette épithète d'*admirable* que l'officier français, qui signe Abel Veuglaire, n'a pas hésité à lui décerner (1).

De plus — et ce sera ma dernière observation — le développement intégral de ces officiers ne s'arrête pas à leur entrée au régiment. Non seulement ils continuent à travailler au point de vue exclusif des examens qu'ils auront à subir, des conférences militaires qu'ils devront préparer, mais encore chacun, selon la direction de ses goûts, se perfectionnera, en se spécialisant, dans le domaine qui l'intéresse plus particulièrenent. Pour l'un, ce sera l'élevage ; pour l'autre, l'histoire stratégique ; pour l'autre, la question des explosifs, et ainsi de suite.

A ce propos, je dirai mon étonnement à remarquer combien, pour la plupart, ces officiers sont au courant des choses de l'étranger. Il a beaucoup été parlé d'espionnage ces derniers temps, et, certes, on ne saurait réprouver trop vivement ce commerce de documents volés qui existe, paraît-il, dans le mystère d'agences louches, en dépit des rapports empreints de cordialités officielles que les États prétendent entretenir entre eux. Mais à côté de cet espionnage criminel, il y a, si je puis m'exprimer ainsi, un espionnage permis, légitime, celui qui consiste à se tenir au courant, par tous les moyens honnêtement à notre portée, des faits et gestes de l'étranger. Or cette curiosité qui ne se lasse pas, ce goût constant de l'information précise, des choses du dehors, les officiers allemands l'ont à un degré remarquable. Maîtres d'une ou deux langues étrangères, ils connaissent généralement aussi tout ce qui, dans les pays dont ils parlent l'idiome, a trait à la science et à l'histoire des armes.

Évitant, pour des raisons faciles à prévoir, de m'entretenir avec eux de la France, je n'avais pas les mêmes scrupules vis-à-vis de l'Italie, et ma stupéfaction n'était pas petite de rencontrer des officiers parfaitement au courant de l'organisation et des déficits de l'armée du roi Humbert. Les beaux uniformes ne les éblouissaient guère et ils savaient bien que ce n'était pas outre-monts, mais que c'eût été outre-Rhin qu'ils pouvaient rencontrer des alliés et des collègues dignes de leurs efforts séculaires. En un mot, pour fixer d'un trait cette psychologie forcément généralisée, dites à un officier italien que vous venez de France, il vous parlera avec admiration, mais en français petit nègre, des chansons de Mlle Guilbert et des romans de M. Zola ; dites-le à un officier allemand et je parie qu'il vous racontera, en français lourd mais correct, l'intérêt qu'il prit aux

(1) *L'Armée allemande*, par M. Abel Veuglaire (*Bibliothèque universelle*, 3e période, t. XXXIII, p. 233.

descriptions stratégiques de Thiers ou aux études diplomatiques du duc de Broglie. Tout commentaire serait inutile.

Dans son bel ouvrage des *Croquis de cavalerie à travers l'Europe* (1), M. Vallet prétend que « les officiers allemands sont très fiers de leur tenue et ne la quittent que rarement » — et tous ceux qui écrivirent sur l'armée impériale répètent à satiété cette observation. Je dois à la vérité de répondre qu'elle ne me paraît pas conforme aux faits, car, bien au contraire, du moins dans l'Allemagne du Sud, j'ai toujours été surpris de rencontrer si peu d'officiers en uniforme. J'en ai connu même qui, en dehors des heures de service, n'endossaient *jamais* leur dolman et avaient une garde-robe civile plus considérable que leur garde-robe militaire. Nous allions à la promenade, au théâtre, à la brasserie (puisque au pays de Gœthe, aller à la brasserie, c'est comme chez nous aller au cercle), et mes amis en me montrant celui-ci ou celui-là me disaient fréquemment : C'est un lieutenant. Comment cela pouvait-il être? le règlement autorisait-il un tel sans façon?

Assurément pas, mais pour ne point s'immiscer dans les vies privées, les supérieurs affectent de ne rien remarquer, soucieux, selon l'esprit de la discipline allemande, de ne pas briser, par de vaines questions d'habillement, l'initiative des subalternes. Sans doute, les officiers allemands sont très fiers de leur tenue, mais ils n'ont pas tardé à remarquer que cette tenue en les désignant comme membres d'une caste privilégiée, munie de belles rentes, leur enlevait beaucoup de libertés puériles mais honnêtes et leur rendait aussi plus onéreuses les moindres conditions de la vie banale. En outre, avec leurs cols carcans, leurs poitrines rembourrées, leurs pantalons collants et leurs bottes à l'écuyère, ces uniformes, dont la coupe est restée moyen âge, sont d'une extrême incommodité. Dans certains corps, ils sont aussi d'une susceptibilité dispendieuse. Ainsi, les argenteries des hussards et des uhlans ne supportent pas la fumée du tabac. Une soirée dans une salle pleine d'amis, la chope à la main et la pipe aux lèvres, et le dolman est à restaurer. C'est affaire d'une centaine de marks. On conçoit que ceux dont les moyens sont limités échangent, toutes les fois qu'ils le peuvent, leurs uniformes bleu et argent, leurs uniformes blanc et or contre de vulgaires jaquettes de cheviotte noire.

III

Longtemps j'avais hésité à visiter une caserne. Des scrupules me retenaient; je craignais de paraître indiscret ou d'avoir à subir l'indiscrétion des autres, et ma curiosité n'était pas assez vive pour que je voulusse la satisfaire au prix d'agréables rapports de société. Pourtant, lorsque j'eus éprouvé avec quel tact ces amis de voyage se comportaient envers moi, évitant toute allusion aux faits de 70, je me laissai persuader. Après un tel exposé de principes, on comprendra, j'imagine, que, sans la désigner autrement, je me borne à déclarer que cette caserne était de cavalerie. Aussi bien, mes remarques sont-elles d'une portée assez générale pour qu'il devienne inutile de désobliger personne.

Nous commençâmes par les écuries et, dès l'entrée, leur parfaite propreté me séduisit. Divisées en stalles de grandeur moyenne, elles montraient de beaux alignements de croupes pansées avec soin. A notre vue, les palefreniers bottés, en manches de chemise, qui vaquaient à leur service, s'immobilisèrent, les talons joints, les jambes raides, une main à hauteur de l'oreille, l'autre à la couture de la culotte. Et c'était très drôle ces hommes allant et venant qui, tout à coup, se pétrifiaient en statues demeurant indéfiniment dans cette attitude réglementaire, sans même un clignement de leurs paupières grandes ouvertes. L'impression vague d'un phénomène pas tout à fait réel comme ces trucs de féerie dont nous regrettons de ne plus pouvoir être dupes et qui continuent cependant à nous impressionner.

Au-dessus des stalles d'une largeur confortable, un écriteau annonçait le nom du cheval et ses états de service. A ce propos, on me signale un système aussi simple qu'ingénieux qui permet, au seul nom du cheval, de connaître l'âge. Le voici : Selon l'ordre de l'alphabet, toutes les bêtes nées la même année sont baptisées de noms commençant par la même lettre. Ainsi, en supposant que les chevaux de 90 aient reçu des noms débutant par une M (Myrtil, Mauricette, Myriam, etc.), la plus stupide des recrues poméraniennes saura de suite, que ceux avec des prénoms ayant pour initiales des L (Lowe, Lorédan, Lucile, etc.) seront de 89. Étant donné que les animaux employés dans le service actif ont rarement moins de six ou plus de dix-sept ans, l'alphabet suffit donc et, en supprimant toute confusion, il évite bien des pertes de temps.

A côté du cheval de remonte, *chargenpferde*, que lui concède l'État et qui deviendra sa propriété au bout de quatre ans, chaque officier possède au moins deux ou trois chevaux particuliers et il tient à honneur que ce soient des bêtes de prix. Une notable partie de ma visite se passa donc à extraire de leur boxe des juments ou des étalons parfois remarquables, que des gardes d'écurie, auxquels des tabliers gris donnaient de vagues apparences de palefreniers de bonne maison, faisaient trotter aussi

(1) 1 vol.; Firmin-Didot et Cie; Paris, 1893.

vite que le permettait l'essoufflement de leurs poumons.



Sans entrer dans d'autres détails, car le sujet devient bien spécial, disons simplement, que les exemplaires présentés étaient pour la plupart intéressants. L'introduction du sang anglais a donné des résultats encourageants, dont un élevage rationnel et un entraînement bien gradué ont tiré tout le parti possible. Évidemment, ce sont les qualités d'endurance qui ont surtout été développées, souvent au préjudice de celles d'élégance; mais des chevaux militaires ne sont pas des chevaux de luxe et on ne saurait reprocher aux éleveurs de s'en être souvenus. Parfaitement préparées aux épreuves qu'elles auront à subir, de telles montures offrent, en cas de guerre, de sérieuses garanties et il faut convenir, avec M. Vallet, que nulle part les officiers de cavalerie ne sont aussi bien montés (1).

Nous passâmes à la caserne. Je le dis sans retard, l'ordre y était moins parfait. La propreté laissait beaucoup à désirer. Cependant, comme on m'en donna les raisons, le retour récent des grandes manœuvres et le nombre insuffisant des soldats, les libérés étant déjà partis et les recrues pas encore arrivées, — je passe sans insister. Les chambrées, de petite dimension, ne contiennent que six à huit lits. Tout soldat possède une armoire où serrer ses uniformes, son linge, ses menues affaires. Au hasard, une porte ou deux furent ouvertes. Chaque chose était à sa place : à gauche, les dolmans et les culottes ; à droite, sur des tables, tout le fourniment du cavalier.

En outre, chaque chambrée a une table et un poêle où le feu ne manque pas en hiver : « Au point que c'est bien plutôt du trop de chaleur que du froid que nous pourrions nous plaindre ! » comme disait le brave caporal heidelbergeois. Au hasard, nous entrions et nous surprenions les militaires assis en bons camarades autour de leurs tables, en train de boire le café de cinq heures et d'engloutir, avec conscience, de respectables tranches de pain. Le tableau était familial; nulle part la vie militaire ne m'était apparue sous des apparences aussi paternelles.

Puis nous vîmes le réfectoire aux longues tables douteuses, mais l'Allemagne n'est pas la Hollande et il ne faut pas demander aux casernes ce qu'on ne trouve guère dans les maisons particulières ; — la salle de bains où, bon gré, mal gré, tous doivent passer, et en avant le savon, les brosses et les douches ! Il paraît qu'il y a du tirage, surtout à l'arrivée des recrues ; alors se déroulent des scènes fantastiques, les jeunes paysans ont aussi peur de l'eau que les petits chats, mais la règle est sans pitié et l'hygiène a toujours raison.

Enfin, nous entrâmes à la cantine ; un brave Mayençais, aussi gras qu'un charcutier, y distribuait des verres de bière et de copieuses rations de pain. Pour quelques pfennigs, le soldat obtiendra de quoi satisfaire sa soif et sa gourmandise. L'institution est vraiment démocratique, enlevant à l'homme la tentation perpétuelle de la brasserie. D'ailleurs, les tenanciers sont surveillés de très près ; ils doivent vendre les marchandises au prix de revient et, sous aucun prétexte, ils ne peuvent se livrer à de louches expériences dont la santé du troupier serait la première victime. Il va sans dire que nous bûmes un verre de bière, une tasse de café... Il fallut aussi allumer une cigarette, Elle coûtait deux pfennigs et valait nos *Hongroises vizir*. Les militaires parurent très flattés de voir leurs supérieurs commander des tranches de jambon et les déclarer excellentes. C'est avec de telles condescendances que s'établit la popularité des officiers. Si Paris valait bien une messe, être aimé de ses soldats et en être obéi sans contrainte vaut bien une tranche de jambon !...

Avant de partir, on devait m'entr'ouvrir un magasin de réserve et je pus apercevoir, alignés sur des tablettes, les innombrables paires de bottes, les piles de lingerie, les montagnes de colbachs, les centaines de dolmans, tous les équipements de guerre qui attendent le bon plaisir des diplomates, l'heure criminelle où la guerre sera déclarée. Alors, en pas beaucoup plus de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, des bottes au képi, chaque homme sera équipé de neuf et équipé d'effets taillés à la mesure de son corps et qui déjà, dans le grenier où ils dorment, portent son nom et son numéro matricule. Vraiment, il y avait quelque chose d'imposant à voir ces prodigieux préparatifs et quelque chose de tragique aussi, car, en somme, malgré la sentence romaine : *Si vis pacem, para bellum!* tant d'efforts, de tels sacrifices d'argent ne sont pas faits dans un but purement illusoire. Tôt ou tard, la guerre sera. Le gouvernement qui la prépare avec une discipline aussi sévère, se verra un jour dans la nécessité de la déclarer, qu'il ait le bon droit de son côté ou qu'il ne l'ait pas, pour la seule raison que la force militaire éprouvera enfin la nécessité de l'action. Il est un moment où la flèche appliquée à l'arc bandé ne peut plus être retenue. Et je me demandais avec anxiété si ces amas de vêtements étaient destinés à habiller les figurants de ces futures boucheries ou bien si, comme ceux qui avaient été taillés, ces vingt-huit dernières années, ils deviendraient encore la proie des mites et des vers ?...

(1) *Op. cit.*, p. 12.

En redescendant l'escalier, on me fit observer les logements des sous-officiers mariés; deux ou trois pièces bien aérées avec cuisine, eau et gaz ; de vrais appartements où les jeunes ménages vivent en famille, voisinant les uns chez les autres en parfaits bourgeois de petites villes. Ai-je besoin d'ajouter que pour croiser, dans les corridors des casernes, quelques jupes fraîches et jolies, les soldats ne perdent pas la judiciaire, mais qu'ils apprennent à avoir des égards, à aimer les bébés et à se souvenir que la vie de famille est la seule qui mérite d'être vécue. Dans la cour, tout à l'heure, un troupier aidait une ménagère à étendre sa lessive. Maintenant, dans la montée, c'est un soldat qui s'improvise bonne d'enfant. Encore un moyen de varier la monotonie de la vie de caserne; mais pour qu'il soit sans inconvénients, il faut avoir affaire à une jeunesse raisonnable, travailleuse et obéissante.

Nous frappâmes à l'une de ces portes. C'était la demeure d'un maréchal des logis chef, célèbre par sa bonne tête et son grand âge. Car on sait que dans l'armée allemande, la limite d'âge n'existe pas. Les officiers et les sous-officiers restent en service jusqu'à complet épuisement. On cite des généraux qui ne peuvent plus monter à cheval sans un marchepied et deux ordonnances. Mais une jeune femme, dont les cheveux blonds faisaient une jolie tache de lumière, vint nous ouvrir. Le maréchal des logis était chez lui. Et tandis que l'Allemande allait appeler son mari, j'eus le temps d'apercevoir le décor d'une salle à manger avec la suspension de bronze doré, le portrait gravé des trois empereurs et la large table couverte d'un tapis verdâtre sur lequel s'accoudaient une blondinette et un blondinet en train d'apprendre leurs leçons.

Le maréchal des logis parut. Il avait dans la soixantaine, droit et vert, malgré les années, s'étant marié sur le tard après un long passé de campagnes et d'actions brillantes. Sa grosse figure rouge, dont les yeux seuls avaient échappé à l'usure des années, souriait placidement, un peu gênée des hyperboliques éloges que lui adressaient ses supérieurs. Mais tout à coup, je me trouvai beaucoup plus gêné que lui, car la pensée m'était venue, soudaine, que cet homme devait avoir gagné quelques galons à la guerre de 70. Je ne pouvais l'en féliciter, ni lui tendre la main, ni lui faire aucune espèce d'accueil — et pourtant il me fallait dire quelque chose. Avec les officiers, jamais pareille situation ne s'était présentée. C'est que leur génération avait assisté du fond des berceaux à la débâcle et au désastre. Tandis que cet homme-là, lui, avait dû prendre part à la bataille de Sedan peut-être, ou peut-être au siège de Metz et non point une part théorique d'officier d'état-major, mais une part active de soldat de ligne, combattant à coups de crosse et à coups de baïonnette !... — et ma répulsion fut telle que je regrettai d'avoir franchi le seuil de cette caserne.

* * *

Je le regrettai encore davantage tandis qu'une heure plus tard nous roulions en bons camarades dans le break de la caserne qui nous ramenait à la gare de Castel, mes amis les officiers et moi. Mais il faut que vous sachiez que Castel est relié à Mayence par un pont monumental de plus de cinq cents mètres de longueur. Le droit de péage subsiste toujours; il est de 4 pfennigs par tête; les militaires seuls en sont dispensés. Aussi ne voilà-t-il pas que, pour monter un bateau aux contrôleurs, mes amis s'imaginent de recommander au cocher de fouetter les chevaux et d'aller ventre à terre sans égard pour personne. Ainsi, les employés ne verront rien et cinq minutes — le temps qu'il faut pour traverser le pont sur le Rhin — cinq minutes! je passerai pour un officier prussien ! — La perspective, je l'avoue, me séduisait peu, mais qu'y faire? Il s'agissait si évidemment d'une plaisanterie. J'aurais eu mauvaise grâce à ne pas m'y prêter. Faisant donc à triste jeu bonne figure, je croyais mon sort décidé, d'autant mieux que je n'étais pas, dans le break, le seul en costume civil.

Au risque donc de tout briser, l'ordonnance zébra ses chevaux de coups de fouet et nous défilâmes au galop de course devant la petite maison de pierre rose, mais le gardien avait de meilleurs yeux que ne le supposaient mes compagnons. Clopin-clopant, il avait reconnu la figure étrangère. Force fut bien de s'arrêter et l'on me mit à l'amende; je dus payer 1 mark ; le vieux, toujours soufflant, menaçait de dresser procès-verbal, répétant que les voitures des militaires comme celles des simples particuliers devaient s'arrêter au péage. Pauvre vieux bonhomme! Ah ! que volontiers, si je l'avais osé, je lui eusse donné cinq marks pour sa brave colère ! J'étais ravi qu'il eût prouvé, aux yeux un peu surpris de mes hôtes, qu'il était impossible, même dans le cinématographe d'une voiture volante, de me tenir, une minute, pour un officier prussien! Et si je regrette ma poignée de main au maréchal des logis qui avait fait la guerre de 70, je regrette autant pour le moins de n'avoir pu récompenser comme elle le méritait l'intelligence de ce gardien du pont de Mayence !... Quoiqu'il ne soit pas bien difficile, après tout, de découvrir que je n'ai pas dans les veines une seule goutte de sang prussien!...

X.

UNE CORRESPONDANCE INÉDITE
DE LAMENNAIS [1]

La Chênaie, le 8 mai 1834

Vous m'avez fort bien compris, mon cher ami. Pour plus de clarté, il faut seulement distinguer deux choses : la vie intellectuelle et la vie sociale, la science et le droit. La vie intellectuelle se compose de vérités dogmatiques et universelles qui sont, à le bien prendre, le fondement et la raison de toutes les autres et que l'autorité conserve ; des vérités scientifiques que l'homme découvre successivement en vertu de l'activité libre de son esprit.

La vie sociale se compose de certaines vérités pratiques et universelles, qui sont le fondement de l'ordre, et que l'autorité conserve ; elles ont le caractère de loi et règlent par conséquent les actions humaines qui, en dehors d'elles, sont parfaitement libres, c'est-à-dire, n'ont d'autre règle que les vérités scientifiques ou les vérités dépendantes de la pure et libre activité de l'esprit.

Cela posé, je crois que, dans la société présente, il y a invasion de l'autorité sur le domaine de la science et du droit, c'est-à-dire que la liberté de penser et la liberté d'agir, qui constitue un des éléments de l'humanité, est arbitrairement limitée dans l'homme et détruite en partie : d'où je conclus qu'il n'y a point de paix à attendre dans le monde jusqu'à ce que l'homme ait recouvré le degré de liberté scientifique et sociale qu'exige son développement actuel et dont il sent le besoin ; en un mot, jusqu'à ce que le droit, sous ce rapport, soit satisfait.

Il y aurait des choses bien remarquables et bien importantes à dire là-dessus, si l'on entrait dans le détail, mais les bornes d'une lettre ne le permettent pas. J'avais espéré que l'harmonie entre la foi et la science, entre l'ordre et la liberté pourrait s'établir par les efforts pacifiques des intelligences et des cœurs droits : à présent, je ne l'espère plus. On est entré, pour n'en plus sortir qu'après de grandes catastrophes, dans la voie des révolutions. Je ne m'explique point les influences qui ont dominé à Rome, ou je ne me les explique qu'en supposant que la Providence a caché dans les trésors de l'avenir des événements dont la portée dépasse de bien loin toutes nos prévoyances.

Quoi qu'il en soit, décidé, pour mon compte, à rester, si je le puis, simple spectateur de ces événements à mesure que le temps les développe, mais voulant sauver ma mémoire de l'ignominie qui la souillerait, si l'on pouvait croire un jour que j'ai connivé à un degré quelconque, soit aux actes, soit aux doctrines de la tyrannie et de l'anarchie qui se disputent la société présente, j'ai cru nécessaire de protester une dernière fois contre l'une et l'autre dans un petit écrit qui vient de paraître, et dont vous aurez peut-être entendu parler (1).

Je sais bien ce qu'en penseront, ce qu'en diront certaines personnes, et à quoi je m'expose en le publiant; mais il m'a semblé que, avant toutes choses, je devais acquitter ma conscience dans cette espèce de testament, flétrir le despotisme qui partout aujourd'hui écrase l'humanité, et apprendre aux hommes égarés par des opinions extrêmes, ou aigris par le sentiment de leurs maux, que le soulagement qu'ils cherchent, la liberté qu'ils veulent et qu'ils ont raison de vouloir, ils ne les trouveront jamais, à moins qu'ils ne les demandent à Dieu, en obéissant de cœur aux deux grandes lois de la charité et de la justice.

Que si, comme je m'y attends, on m'impute à crime ce langage, je me consolerai par la conviction d'avoir accompli, avec quelque courage peut-être, un devoir que ma position m'imposait.

Au milieu des graves circonstances où se trouve le monde, c'est quelque chose de bien misérable que les petites intrigues politiques dont vous avez le spectacle sous les yeux. Ce sont les hommes et leurs viles passions qui se remuent comme les vers dans un tombeau, en attendant que Dieu souffle sur les os qui sont là gisants. Quant aux autres, ils poursuivent leur œuvre, avec cette espèce de hâte fébrile qu'on remarque en tout ce qui va finir. »

. . . .

Ce que vous me dites de la santé de notre cher M... me fait beaucoup de peine. L'exercice lui est indispensable ; il l'est à tout le monde, mais plus encore aux personnes nerveuses telles que lui. Il ne faut pas qu'il se laisse aller aux impressions tristes qui abondent aujourd'hui de tous côtés. Je ne lui écris point, parceque je n'ai rien de plus à lui mander que ce que je vous dis. Mille et mille amitiés à notre bon V... et des compliments affectueux à M. Peurette, que je remercie de son billet. Quoique faible, je me porte assez bien depuis quelque temps.

Je vis ici absolument seul, m'occupant d'étude, étranger à tout ce qui se passe, et me consolant de ce qui est dans la contemplation de ce qui sera. Je suis plein de confiance en l'avenir, mais un avenir lointain et que je ne verrai pas sur la terre.

Qu'importe ? Nous ressemblons à ces patriarches dont parle saint Paul, qui saluaient de loin les promesses. Ne m'oubliez pas, je vous prie, près du

1) Voyez la *Revue* du 9 avril.

(1) Les *Paroles d'un Croyant*, parues dans le cours du mois d'avril 1834.

C. M... (1) et du bon P. Olivieri. Parlez-leur souvent de ma reconnaissance et de mon inviolable attachement.

Nous sommes en France dans la sorte de prostration qui suit une crise récente. On est triste et découragé. C'est la foi qui manque. Adieu, mon cher ami, vous savez avec quelle tendresse je vous suis dévoué.

28 mai 1834.

Je ne crois pas, mon cher Emmanuel, à la possibilité de réaliser le projet sur lequel vous me demandez mon avis.

Non seulement, en premier lieu, on n'aurait à attendre aucun appui efficace de Rome, mais le succès même, qui susciterait immédiatement des jalousies, ferait bientôt naître des intrigues et attirerait des persécutions. Il suffirait d'ailleurs qu'on sortît des voies routinières, pour devenir au moins suspect dans le pays du monde où on redoute le plus l'apparence même de la nouveauté. Consultez là-dessus autour de vous, et je me trompe fort si les hommes d'expérience ne confirment pas ce que je vous dis en ce moment.

Mais ce n'est pas là encore la grande difficulté. Il faut, en second lieu, qu'un Séminaire appartienne à quelqu'un, dépende de l'autorité d'un ou plusieurs évêques. De qui dépendrait, à qui appartiendrait celui dont vous me parlez? Il ne saurait relever directement du Pape, car alors comment serait-ce un Séminaire français?

Vous connaissez assez nos évêques pour être sûr d'avance que la plupart, au moins, ne seraient pas disposés à voir d'un bon œil, ni l'établissement en lui-même, ni les élèves qui en sortiraient.

Ils ne s'accorderont pas davantage à fonder ensemble une pareille maison, et le gouvernement, quand ils le voudraient, ne le leur permettrait pas. Que si l'on obtenait pour cela l'assentiment d'un ou de plusieurs d'entre eux, ce ne serait certainement qu'à la condition naturelle de la confier, comme les Séminaires anglais et irlandais, à des hommes de leur choix. Or, ce choix, sur qui tomberait-il? Vous le savez aussi bien que personne.

On aurait pour tout bien une seconde édition de ce que l'on a déjà. L'unique différence serait peut-être qu'il s'opérerait comme une fusion des petitesses, des inconvénients et des misères des deux pays. Pour mon compte, je suis convaincu qu'on ne saurait raisonnablement compter sur autre chose : et encore n'ai-je indiqué qu'une partie des difficultés.

Dans toute la sincérité de mon âme je ne vois rien d'utile à faire aujourd'hui (2).

Il y a, sur ce qui touche la religion, trois ordres de personnes à considérer en France. La partie du peuple qui a conservé la foi, et qui, presque partout avec assez de tiédeur, accomplit les pratiques dont elle a l'habitude. Le gouvernement, qui, pour s'assurer de cette portion du peuple par le clergé, protège celui-ci matériellement et le tient sous sa dépendance. La partie active de la nation, celle qui la représente dans l'ordre intellectuel, comme dans l'ordre politique, et qui va se recrutant de plus en plus parmi la jeunesse.

Cette portion, à la prendre en masse, n'a plus de haine pour le clergé, pour le catholicisme, mais elle le croit mort ou mourant ; elle croit du moins que, pour répondre aux besoins de la société, il doit subir une grande transformation. Les destinées du christianisme ne lui paraissent pas finies dans le monde, mais elle le croit épuisé sous sa forme actuelle, à cause de son mépris profond pour la hiérarchie, et parce qu'elle ne croit pas possible, cette hiérarchie restant ce qu'elle est, d'assurer suffisamment les droits de la liberté intellectuelle et de la liberté sociale.

Il s'est imprimé depuis peu, dans plusieurs journaux, des choses bien remarquables en ce genre. Je me bornerai à transcrire quelques lignes du *Bon Sens* (1) :

« Qu'on ne s'y trompe pas : le Français n'est pas irréligieux. Les grandes discussions philosophiques du dernier siècle n'ont pu effacer en lui l'instinct inné qui nous élève vers le Créateur. Le Français est religieux, mais il est aussi l'ami de la liberté et de l'égalité. En ce sens, il est plus chrétien que maint autre peuple, puisqu'il veut faire respecter en lui le plus beau don que nous ait fait le ciel : la liberté. Aussi ne prêchons-nous pas l'irréligion mais la tolérance. Nous sentons trop combien la religion est fondée dans notre nature, nécessaire à notre bonheur ; mais toute religion intolérante et corruptrice doit finir, nous le sentons aussi.

Quant à l'avenir, nous disons avec M. de Potter : « C'est là notre conviction intime et profonde, que la vérité apparaîtra à un point de vue plus élevé que celui où la cherchent vainement la philosophie et le catholicisme, aujourd'hui antagonistes, et qu'elle réunira sous sa toute-puissante influence les hommes de sens et d'équité de l'une et de l'autre école. »

Ces paroles graves et sans passion me paraissent résumer très exactement les pensées qui dominent dans la génération présente.

Je vous réitère, mon cher Emmanuel, l'assurance de mon tendre et inaltérable attachement. Veuillez offrir celle de mon respect au bon cardinal Micara.

(1) Cardinal Micara.

(2) Ces prévisions pessimistes ne se sont pas réalisées : il existe aujourd'hui, à Rome, un séminaire français.

(1) Le *Bon Sens* était un journal entièrement dévoué à Lamennais, et dans lequel il écrivait quelquefois.

Le 28 juin 1834.

Je vous remercie, mon cher ami, des informations que vous me donnez dans votre lettre du 12 juin. J'espère que les choses finiront sans bruit, et je le désire de toutes façons. Je vois d'assez près l'état des esprits, pour être sûr qu'on se nuirait beaucoup en se laissant aller à une irritation qui n'aurait, d'ailleurs, je le crois, aucun motif raisonnable puisé dans l'ordre des choses éternelles. Quant à moi, je suis fort tranquille, et, quoi qu'il arrive, j'en bénirai la Providence, *qui disponit omnia suaviter et attingit a fine ad finem fortiter.*

Pour répondre maintenant à vos questions, les rois sont seuls coupables du mal qui se fait par les rois. Comment voulez-vous qu'on accuse les peuples, qu'on les rende responsables de leur propre oppression? N'est-il pas clair qu'ils n'ont aucune action commune et générale, et que, précisément, on ne veut pas qu'ils en aient?

Où est, presque dans toute l'Europe, le peuple dont on pourrait dire: Il a fait ceci ou cela? Les peuples n'agissent pas, ils souffrent, et aspirent au terme de leurs souffrances. Il existe sans doute dans leur sein beaucoup d'individus mauvais; mais ce genre de mal ne crée point de solidarité nationale, et ce serait une étrange excuse pour les tyrans que le défaut de sainteté en ceux qu'ils oppriment. Cette excuse serait également bonne jusqu'à la fin du monde.

Aussi ne puis-je voir dans la tyrannie une punition directe, selon le sens rigoureux du mot. Elle est une suite du mal et l'un des plus grands maux. Or, Dieu ne veut aucun mal et il les réprouve tous.

J'attaque particulièrement l'abus du pouvoir sous la forme monarchique, parce que c'est, à la Suisse près, l'unique forme de pouvoir qui existe en Europe.

S'il en était d'autres qui violassent systématiquement et d'une manière permanente la loi de justice et de charité, je les attaquerais également sans doute.

Mais le pouvoir monarchique ne pourrait-il pas se modifier suffisamment pour être en harmonie avec la justice et les besoins pressants de la société chrétienne? C'est une autre question. Quelques-uns croient qu'il le pourrait, et s'il le faisait réellement, il n'y aurait plus sujet de se plaindre. Moi, je ne le crois pas, pour beaucoup de raisons qu'il serait trop long de déduire ici. Au reste, l'avenir en décidera.

Toujours est-il vrai qu'on ne peut aujourd'hui attaquer le mal que là où il est. J'ajouterai que quand tous les droits sont violés, il y aurait de la barbarie à rechercher rigoureusement si ceux qu'on dépouille de ces droits, qu'on vole, qu'on emprisonne, qu'on tue arbitrairement, sont tous bien purs, bien édifiants. Qu'est-ce que cela fait à la question, et en quoi leurs fautes devant Dieu diminueraient-elles le crime des autres?

Une vieille et terrible habitude incline le jugement des hommes du côté de la puissance, et c'est elle pourtant qui sera le plus sévèrement jugée par le juge suprême : *potentes potenter torquebuntur.* — Mille amitiés bien tendres au bon P. V... (1) et à V... Je me recommande à vos prières, et je suis, mon cher ami, tout à vous de cœur.

Le 18 juillet 1834.

J'ai reçu, il y a quelques jours, mon cher ami, votre billet du 1er juillet, et aujourd'hui je viens de lire l'Encyclique dans les journaux.

Ce n'est pas pour moi que j'en gémis : que m'importent quelques persécutions de plus, et des accusations auxquelles croient moins que personne ceux qui, pour de vils intérêts, cherchent à me diffamer devant la chrétienté tout entière? J'en gémis pour l'Église, pour la religion, pour tant d'âmes qui vont se demander ce que c'est donc que le christianisme, et en qui l'on semble prendre à tâche de dessécher jusqu'aux dernières racines de la foi.

Mais Dieu a ses desseins, il faut les adorer, il faut croire que de maux si profonds il saura tirer quel que bien que nous ne savons pas, car les trésors de sa sagesse et de sa miséricorde sont inépuisables. Je suivrai le conseil que vous me transmettez. Je garderai, autant qu'il me sera possible, le silence le plus absolu sur l'acte qui me frappe, sans néanmoins cesser de défendre, dans l'ordre purement politique, la cause des peuples et de l'humanité, à laquelle j'ai dévoué ce reste de vie.

Il y a dans cet ordre des devoirs impérieux dont nulle puissance au monde ne saurait dispenser celui qui aime ses frères comme soi-même selon le commandement divin.

Il est étrange qu'à Rome on fasse de moi un bouc émissaire, on me désigne à la haine, à l'horreur de tous les chrétiens, on me charge d'anathèmes et de malédictions, tandis que tant d'autres, et pour ne citer que les noms les plus honorés, Lamartine, Chateaubriand, tiennent le même langage que moi, professent les mêmes principes, annoncent hautement les mêmes prévisions, sans que qui que ce soit y trouve à redire. C'est là, certes, une singulière équité.

Dieu jugera, et je lui rends grâces de m'ôter jusqu'au désir de me justifier dans le présent, lorsqu'une terrible apologie serait si facile (2).

(1) Il s'agit du P. Ventura. Toute cette lettre est un essai d'apologie des *Paroles d'un Croyant*, dont Emmanuel d'Alzon n'admettait la doctrine qu'avec réserves. Celui-ci dit, en la recevant, que c'était un *nouveau rugissement.*

(2) Cet appel de l'Église et du Pape à Dieu est assez étrange

Je sais très bien, cependant, que mes censeurs ne seront point désarmés par mon silence, que, me jugeant par eux-mêmes, ils l'attribueront à tout autre motif qu'à celui qui, seul, peut déterminer, en de pareilles circonstances, ma conscience délicate et généreuse; mais, ayant sous les yeux Celui dont il est écrit : *obmutuit et non aperuit os suum*, je n'en persisterai pas moins dans ma résolution, que Dieu bénira, j'en ai la confiance.

Je vous réitère, mon cher ami, l'assurance de mon tendre attachement.

Le 22 juillet 1834.

Je reçois, mon cher ami, votre lettre du 5 juillet, pour laquelle je vous dois mille remerciements. Les détails qu'elle contient seraient de nature à faire sur les esprits une profonde impression, s'ils étaient connus : malheureusement, ils ne peuvent l'être.

Il faut donc se résoudre à porter tout le poids d'une persécution qui commence déjà, comme vous le verrez par la lettre de l'archevêque de Paris aux curés de son diocèse, laquelle a paru dans tous les journaux. C'est un signal donné à tous les autres diocèses.

J'aurais voulu que l'archevêque se fût mieux souvenu de ce qui s'est passé entre nous; mais il est des circonstances où l'on ne doit pas exiger des hommes qu'ils aient trop de mémoire.

Je suis préparé à souffrir, et à souffrir en silence, si on me le permet.

Toutefois, il est bon de vous prévenir que j'avais précédemment envoyé à la *Revue des Deux Mondes* un article purement politique, que je n'ai pas cru devoir retirer parce qu'il renferme une justification indirecte, mais frappante, je crois, de ce qu'on a le plus attaqué dans mon livre, ainsi qu'un développement de mes idées sur la crise sociale dont nous sommes loin encore d'apercevoir le terme. Je ne sais ce que mes ennemis pourront imaginer pour rendre ma position de plus en plus difficile, et ainsi je conçois très bien l'inquiétude de Charles de Montalembert.

Qui, en de pareilles circonstances, pourrait répondre de ne point faire de faux pas ? Ce n'est certes pas moi, qui n'ai pour défense et pour guide qu'un cœur simple et droit, il me le semble du moins. Cependant j'espère que la Providence ne m'abandonnera point. Je n'ai d'autre conseil, d'autre aide, d'autre appui que le sien, et c'est ce qui me tranquillise et m'encourage. *In te, Domine, speravi, non confundar in æternum.*

dans la bouche d'un homme qui avait si longtemps enseigné l'infaillibilité de l'Église en matière de dogme et de discipline.

Parlez de ma reconnaissance à ceux qui me veulent quelque bien. Il y a dans le psaume 37 des paroles qui me touchent beaucoup, relisez-le attentivement. Quelquefois, ce qui se passe me semble un rêve ; c'en est un, en effet, mais qui pour moi n'aura pas de réveil sur la terre. *Ita, Pater, quoniam sic fuit placitum ante te.*

Veuillez dire à Charles [de Montalembert] que je n'ai point reçu les livres que M. Forster m'a envoyés de Belgique, ni aucune lettre de lui. Il m'est parvenu cependant, je ne sais d'où ni par quelle voie, un petit ouvrage intitulé *Medicina simplex*, que j'ai lu avec un très grand intérêt.

Je vous réitère, mon cher ami, l'assurance de mon inaltérable et tendre attachement.

Je n'ai point écrit au P. (Pape) ni avant ni après la publication de mon livre.

F. DE LA MENNAIS.

(*A suivre.*)

LES RELIQUIÆ D'UN JEUNE CRITIQUE

« On ne sait pas tout ce que la presse gaspille d'originalité, de savoir et de talent. Il faudrait recueillir ces articles, en faire un livre. » Ce vœu, qu'au cours de cinq années de travaux littéraires, Joseph Capperon a si souvent formulé pour d'autres, s'exauce aujourd'hui pour lui, quand la mort vient de trancher brusquement, à trente ans, une vie qui n'a pas rempli toute sa destinée, et de disperser les espérances les plus belles.

Ce devrait être un commun usage. Si, de plus en plus, le journalisme en s'épanouissant absorbe la sève des meilleurs esprits, n'est-il pas triste de voir disparaître, et disparaître tout entiers, des hommes qui, d'une production incessante et qui fut remarquée, ne laissent rien après eux? Un petit livre, une gerbe de ce qui caractérise le mieux leur manière, sauverait leur souvenir. Nous aurions ainsi, rangé par ordre et contenant un peu de leurs cendres, notre *columbarium* littéraire, où reposeraient ces victimes de l'actualité, ces martyrs de l'attention pressée et distraite.

De ce musée mélancolique, Joseph Capperon ouvrirait la série. Une main amie, celle de M. Max Leclerc, lui a rendu ce pieux office. Il l'a fait avec l'autorité que lui donnent tant d'ouvrages de haute valeur et d'une information si sûre, le zèle aussi et le sentiment délicat d'un devoir à remplir envers une mémoire qui lui est chère. Les quelques pages qui précèdent le volume, sont un modèle de courte, discrète et attendrie monographie. Elles nous fourniront les détails biographiques qui nous manquent ;

elles nous serviront de guide dans l'analyse que nous voudrions faire de ce remarquable écrivain — si inconnu — que fut Joseph Capperon. Inconnu, il ne l'eût pas été longtemps. Il ne le sera plus demain, quand ces *Notes d'art et de littérature* (1) auront éveillé les sympathies qu'elles méritent.

Il naquit, à Orléans, en 1866, d'un père marqué lui-même pour une brève carrière. D'une ancienne famille de magistrats, éprise, comme il est de tradition, du culte des lettres, il semblait naturellement voué à la littérature. Il fit ses études au petit séminaire de la Chapelle-Saint-Mesmin, qu'il terminait à dix-sept ans; puis, les développant et agrandissant tout seul, — « il lut prodigieusement, retint et assimila tout », dit son biographe, — vint à Paris passer sa licence en philosophie et s'y fixa. Il avait choisi les parages du Luxembourg, la proximité des centres studieux.

Sa vie se devine. Les belles curiosités, suscitées par une existence de province laborieuse et méditative, se donnent ici satisfaction. Elles ne se pouvaient satisfaire qu'ici. Elles embrassent, avec l'ambitieuse ardeur de la jeunesse, tout le champ des arts et des lettres. Journaux, revues, livres nouveaux, sont sa pâture quotidienne. Il visite les musées, les expositions particulières, où se contrôle et se confirme ce que lui ont appris ses lectures. En même temps, il suit les cours des Sciences politiques, qui mettent un peu de lest dans cette imagination prête à s'envoler dans la poésie et le rêve. Il se délasse aux après-midi de concerts, aux soirées privilégiées où le théâtre tente ses excursions aux champs inexplorés, et où se raffinent encore et se multiplient infiniment les dons d'une sensibilité exceptionnelle. Il y joint quelques voyages aux terres classiques du Beau, à Florence, à Venise, etc. Voilà une vie de jeune homme bien remplie, élégamment, finement et habilement disciplinée.

Certes, oui, « il était admirablement préparé à la tâche difficile qu'exigeait de lui le *Journal de Genève* », quand, à vingt-cinq ans, ce journal — le plus important de la Suisse française — lui demandait sa collaboration.

Chaque semaine, puis chaque jour, sur l'événement littéraire, artistique, politique, même mondain, même boulevardier, qui courait sur Paris et y produisait son frisson rapide, il envoya son impression particulière. Ces chroniques, par extraits, composent le présent volume. Et ce sont bien les vrais mémoires de cette période si troublée de menus faits — qui vit l'enquête Huret, l'éclosion et le déclin de tant d'écoles, la fin du Naturalisme, l'éphémère et nébuleux passage du Symbolisme, le triomphe du Wagnérisme, de l'Ibsénisme, etc. — de 1891 aux derniers mois de 1896, où la plume tomba des mains du jeune historiographe.

Il n'était pas moins bien préparé au poste de chef de cabinet, où l'appelait, à la même époque, la bienveillante amitié de M. Lebon, ministre du Commerce et des Colonies. Dans cet accès aux honneurs administratifs, il avait fait sa première étape au Conseil d'État, dont il avait enlevé l'auditorat au concours. Et, aussi bien que dans les lettres, il se trouva là à l'aise, l'esprit mûri, compétent et grave, dominant sa nouvelle situation.

Qu'est-ce donc qu'un tel esprit, — dont les spécimens ne sont point rares parmi nos jeunes contemporains, mais dont Joseph Capperon semble le plus parfait et exquis exemplaire, le prototype admirable? Calme et sain, gai et ardent, d'une intelligence lucide et précise, ayant ses préférences et ses haines bien tranchées, il est, croyons-nous, le produit — produit par réaction s'entend — de cette démocratie un peu grosse qui, depuis un quart de siècle, est sur nous. Quand l'art se retire des sommets, qu'en harmonie avec les plus hauts figurants et la foule obscure étagée au-dessous, les œuvres vulgaires occupent le premier plan, toute intellectualité un peu fine se réfugie et se concentre en de petits groupes. Il se forme une élite à part. C'est ce que nous avons vu. Et c'est la preuve d'une vérité qui commence à devenir claire, de la persistance d'un mouvement ascensionnel des esprits, par lequel, si mêlés et rudimentaires que soient les milieux, aussi bien dans les arts que dans la vie sociale, par tri et sélection naturelle, une sorte d'aristocratie, de noblesse ou comme on voudra l'appeler, ne cesse de se recréer et de se refaire, remplissant ses vides. Capperon fut de cette élite, il en est l'échantillon le plus achevé et qui peut témoigner pour tous.

On voit comment il s'est formé. Il a grandi à l'école de Taine et de Renan. Élève de Taine, bien qu'il le combatte : un disciple s'absorbe en son maître — ou le réfute, mais n'en reste pas moins son disciple, suivant la juste remarque de M. Faguet. Renan lui a insufflé de sa douceur et de sa grâce, l'art de prendre les choses d'une hauteur philosophique, et ne lui a pas enlevé sa foi, qui lui laisse toute clairvoyance en ses jugements. De ces deux puissants esprits, qui ont fait mieux que des œuvres, façonné toute une génération de cerveaux, il a pris le nonchalant dédain de la création d'art personnelle. Tout le romantisme passé, avec ses inventions autodidactiques aujourd'hui dégonflées, est là pour montrer le chimérique d'une telle entreprise. Il n'y a de vivace et d'éternel que l'invention en quelque sorte impersonnelle, la pensée légendaire, que l'artiste, au cours des âges,

(1) Un vol. in-18, Colin et Cie.

se contente de repétrir et de rajuster à son goût. La critique s'acquitte à peu près du même soin, serpentant et festonnant comme lierre et mousse autour des monuments de belle venue, et participant de leur gloire en quelque sorte en s'y incrustant et les décorant. Or, de ces monuments, depuis l'antiquité jusqu'à nous, nous en avons une telle abondance, que la critique, pour de longs siècles, ne risque pas de chômer et de manquer d'emploi.

Il se fit donc critique. On naît critique, à vingt ans, de nos jours, plus aisément qu'on ne le devenait jadis par longue et patiente préparation et expérience. La dialectique, l'érudition sont tellement dans l'air, que nos jeunes Aristarques — tous dignes de l'être, — les respirent comme l'air vital. Celui-ci alla droit où semblait fermenter la pensée nouvelle, vers l'aube qui allait poindre, ce qu'on a appelé le Symbolisme, « tout l'homme suggéré par tout l'art », suivant la définition wagnérienne, qu'il emprunte à M. Charles Morice.

Il suivit aussi l'essor dès longtemps déployé d'esprits de sa parenté et de ses affinités secrètes : le sobre et subtil M. Anatole France, « le prince des écrivains vivants », comme il l'appelle; le sagace et pénétrant investigateur d'âmes, M. Paul Bourget. Voilà, en définitive, ceux qu'il aime. Et ce qu'ils ne lui donnent pas et qu'il rêve, il le va demander à d'autres arts, aux émotions similaires que lui peuvent procurer les anciens peintres des *Hérodiades*, Masolino, del Sarte, Philippo Lippi, — plus près de nous, l'Impressionnisme, le Pointillisme, — le grandiose incertain et les mythes des génies du Nord, et Wagner, et aussi le Massenet des *Érinnyes*, de *Manon*, de *Marie-Madeleine*...

Ainsi promenée parmi les contrastes et les oppositions, sa personnalité se dégage et se fixe. Son jugement s'assied. Il le donne en de petites pages ramassées, où toutes les questions ne sont pas que légèrement effleurées, mais percées jusqu'au fond, au solide, et où tout l'essentiel est dit. C'est dit avec une belle netteté, d'un style fin, — sans souci du trait, du mot habillé d'adjectifs inattendus, — une plénitude d'idée qui charme dans la verdeur du sentiment, aisance et sûreté de main, et sagesse, et modération, qui étonnent dans si peu de pratique encore. Pourtant il est jeune; la jeunesse dans sa franchise est un peu rude. Il y a bien çà et là des exécutions un peu promptes, œuvres et hommes de la génération précédente, — le théâtre en partie, tout le Parnasse, — un peu vivement jetés au mépris, à l'oubli. Du moins ne dit-il rien d'après les autres. Il sent pour lui, et dit ce qu'il sent. Et, quand sa sympathie s'émeut, dans la rencontre d'un talent de son âge et de ses goûts, sa sensibilité va à lui avec une tendresse chaude et généreuse, un enthousiasme qui n'a pas à se surveiller parce qu'il sait pouvoir s'y abandonner à bon escient.

De tout cela, s'il fallait des témoignages, le livre en abonde. On les y trouvera. Nous ne pouvons que citer de courts fragments.

Voici comment, dès 1893, dès l'*Invitée*, il se faisait l'annonciateur de M. François de Curel, l'heureux auteur du *Repas du lion :*

« Mystères de la formation de la personne et de l'éclosion du talent! On croit la veine tarie, les genres usés, toutes les voies fermées. On annonce gravement que la scène se meurt et que le théâtre « s'est retiré de la littérature »... Puis, un jeune homme paraît, de nulle école, parfaitement inconnu. Il donne des œuvres hautaines qui ne ressemblent à rien (qu'un peu à Ibsen, peut-être)... Vous sentez avoir affaire à une imagination particulière dans un esprit puissant et réfléchi, et vous remarquez que ces hautes facultés s'appliquent à l'étude de longues crises d'âme, ou de drames profonds dans lesquels des races, des familles sont impliquées. Et cela est « du théâtre », la forme et la langue en sont scéniques. C'est merveilleux, et si imprévu!... Il y a dans l'*Invitée* de quoi saluer l'aurore d'un grand talent, spectacle aussi doux que ces premiers rayons de la gloire dont le philosophe a si bien parlé. »

Voici sur Renan :

« Il a tué l'ironie voltairienne et ramené dans la critique incrédule le respect et l'entière intelligence des mouvements religieux... Il a créé une forme nouvelle de regarder l'univers et l'ensemble des choses humaines d'un point de vue haut, dégagé, optimiste et indulgent, qui était à cette époque très original... Enfin l'écrivain, chez Renan, sans rhétorique, sans excès ni fausseté de couleur, sans parti pris de noblesse, a retrouvé une langue dont les grâces, l'aisance, l'abandon, les mille nuances et le pouvoir universel sont un miracle d'atticisme, font souvenir des plus belles paroles de Platon ou de Fénelon, et méritent qu'on leur applique ce que Plutarque, traduit par notre vieil Amyot, dit si bien de la vie de Timoléon : « ayant, indépendamment du beau, bien du facile ».

A-t-on donné, en moins de mots et plus exacts, la formule de Naturalisme : « Une méthode d'observation physiologique, de description colorée et précise, d'étude de personnages moyens ou bas dans des milieux déterminants et définis », et mieux fait sentir la misère morale et la pauvreté psychologique de l'école?

Le cas de Maupassant, du « classique du Naturalisme », est singulier :

« Il n'avait ni la grande curiosité intellectuelle ni le dilettantisme délicat, ni les connaissances et la philosophie, ni l'indulgence et la haute bonté qui font le charme des plus avancés de nos contempo-

rains : mais il s'en passait si bien! Tout le monde sentait confusément que ses récits étaient en même temps les œuvres les plus parfaites et les moins représentatives de l'époque. En sorte que ce garçon, *dédaigneux de son métier, et qui devait mourir fou, demeurerait le plus durable écrivain et le plus sain* que les lettres françaises eussent vu se produire entre 1880 et 1885. »

Ces citations sont un peu austères ; peut-être, pour bien faire connaître Joseph Capperon, en eût-il fallu choisir de plus familières, où sa verve s'exerce mieux ; présenter de petits portraits, ceux de MM. Loti, Bouchor, Barrès, Maurras, Moréas, Henri Lavedan, Gustave Geffroy... ou cette théorie de nos poètes contemporains qu'il groupe en *École d'Athènes*, — de Leconte de Lisle à M. Raoul Ponchon. Cela nous eût entraîné trop loin.

Nous nous refusons en terminant à la plus vaine des recherches, celle de savoir ce qu'il fût advenu de lui s'il avait vécu. Qu'importe ce qu'il eût fait? Voici ce qu'il a fait. C'est beaucoup.

Nous pensons pourtant, s'il faut dire absolument notre avis, — et nous nous rapprochons ici, croyons-nous, de l'appréciation de M. Max Leclerc, — que sa vocation l'eût de plus en plus incliné vers les pures lettres, dont il avait, avec tant de goût, une si délicate perception. Les travaux tels que *Lamartine parlementaire*, l'*Idée de l'État*, etc., n'eussent été que l'exception. La création artistique non plus ne l'eût pas attiré. « Il est si difficile de *créer*, même de juger, de ne point mêler de snobisme à ses admirations et d'attitudes à ses haines. » C'est la critique qui l'eût sollicité, et dont il se fût fait l'humble et zélé lévite.

Nous le voyons à la suite et assez près du groupe qui le précédait, marchant sur les traces du Bourget des *Essais de psychologie* et des *Sensations d'Italie*, du Jules Lemaître de *Nos contemporains*, du René Doumic des *Écrivains d'aujourd'hui*, de cette fine lignée de moralistes, dégagés de tout dogmatisme, qui brillent en notre fin de siècle. A leur exemple, il eût entassé les volumes. Hélas ! comme Vauvenargues, mort presque aussi jeune, à trente-deux ans, il ne nous aura légué qu'un petit livre. Le peintre Vincenzo da San-Gimignano, élève du Sanzio, n'a laissé qu'une toile, la *Madone* du musée de Dresde. Cela suffit à la renommée d'un homme.

LÉON BARRACAND.

LA BATAILLE D'HENNEPONT (1)

Mœurs électorales.

XV

Le comité républicain anti-boulangiste venait de se déclarer siégeant en permanence. Baizien, ramené par Chivot et Baduel, s'y rendit, y fut chaleureusement félicité, remercié. Après un discours où Chivot détailla la situation, pesa les chances et prouva que dans le cas d'insuccès les coups qu'il redoutait pour lui-même seraient très bons pour le père Baizien, le comité résolut de soumettre la candidature de l'ancien rédacteur en chef de l'*Éclaireur* à une assemblée plénière où chaque comité du département enverrait deux délégués.

Le même soir, à neuf heures, Baduel et Chivot entraînèrent le père Baizien au cercle de la Libre Pensée.

On y avait organisé, contre Cochard, un « punch d'indignation ». Les indignés étaient au nombre d'une soixantaine. Environ trente, membres du cercle ; les autres, invités pour la circonstance.

Les réunions mensuelles et extraordinaires de l'association se tenaient à l'estaminet du *Bras d'or*, dans la salle du premier étage. Régulièrement on y entendait un discours de Chivot, et un autre du président. Celui-ci était un ex-ouvrier cultivé. Ayant recueilli un petit héritage, il avait envoyé au diable le travail manuel et s'était mis à réparer les lacunes de son instruction première. Maintenant, l'histoire de l'intolérance et de l'obscurantisme religieux n'avait plus de secrets pour lui. Il parlait d'Étienne Dolet et de Galilée comme d'intimes connaissances, de la Saint-Barthélemy et de l'Inquisition comme de choses vécues. Un familier du Vatican n'eût pas mieux raconté toutes les orgies qui se passent dans le palais des papes. Il disait « le sieur Pecci », ne tarissait pas d'anecdotes sur les *talapoins*. Ayant lu ce mot dans Victor Hugo, il l'avait retenu.

On l'applaudissait frénétiquement parce que, malgré son érudition, il avait toujours le mot pour rire et qu'il faisait des calembours licencieux avec le latin de la messe.

Avant, pendant, après les deux discours, on buvait une quantité considérable de chopes, et quand on sortait, chacun mettait un sou dans un tronc pour les « Invalides de la Libre Pensée ».

En ce milieu où il se voyait avec malaise, Baizien dut essuyer les protestations d'amitié d'un tas de gens qu'il n'estimait guère. Il pensa que Chivot aurait

(1) Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars et des 2 et 9 avril.

bien pu lui épargner ce dégradant contact. Il était d'avis que les serviteurs d'une grande cause doivent la servir avec abnégation, toutefois sans jamais s'abaisser.

Ce fut par timidité, par bonté, — pour ne pas affliger Chivot, — qu'il consentit à ce petit sacrifice.

On lui en fit faire un autre qui n'était pas précisément petit dans la circonstance. Un sociétaire ayant proposé de nommer M. Baizien « membre d'honneur » du cercle, cette dignité, qui entraînait un versement de deux louis pour l'œuvre des Invalides de la Libre Pensée, lui fut décernée par acclamation.

Baduel, précieux agent électoral, mais enfant terrible, murmura :

— Bon pour quarante francs de charcuterie!

Il savait que la Libre Pensée manquait encore d'invalides, et qu'en attendant, l'argent du tronc et des cotisations servait à défrayer le banquet du vendredi saint.

Vers minuit, le père Baizien, mort de fatigue, n'ayant plus conscience de ce qui se passait autour de lui, dormant debout, quitta les indignés et fut raccompagné à son domicile par Chivot et par Baduel.

Quelle journée pour le pauvre père Baizien!...

XVI

Chivot n'était pas homme à se laisser battre par Valleraugues sur le terrain professionnel. Au numéro de l'*Éclaireur* qui bouleversait toutes les habitudes de la presse hennepontine, le *Petit Progrès* répondit aussitôt par un numéro non moins à sensation. Le masque de M. Cochard y était déchiré d'une main hardie, insolente. Comme réplique à la biographie apologétique de l'ex-marchand de bois, le *Petit Progrès* publiait un « portrait à la main » signé Spartacus; et Spartacus ne ménageait pas ses expressions. « Pitre de bas étage » était la plus douce.

Quelques heures après, l'*Éclaireur* ripostait par des torrents d'injures à l'adresse de Chivot et du comité républicain, du reste avec force protestations contre les inqualifiables procédés d'une polémique qu'il signalait au mépris de tous les honnêtes gens. Le *Petit Progrès* hurla de plus belle, traîna dans la boue « la feuille du contour Saint-Damase » et son rédacteur en chef. Il accusa Valleraugues, à tout hasard, d'avoir mis sa plume au service des opinions les plus diverses et résuma ainsi la moralité de « ce louche personnage » :

> Je suis oiseau, voyez mes ailes!
> Je suis souris, vivent les rats!

Il s'ensuivit un duel dans les vingt-quatre heures. Deux balles furent échangées sans résultat, et la polémique recommença, plus enragée. La curiosité du public fut alléchée, fouettée matin et soir. On s'arracha les journaux, on se passionna, il y eut des disputes dans les cafés. La paisible ville d'Hennepont s'éveillait enfin à la vie politique.

. . . .

Cependant Chivot était perplexe. Qu'allait faire Schœntzler devant le coup d'État de l'*Éclaireur?* Resterait-il avec les parlementaires ou passerait-il à l'ennemi? C'était une chose qu'il importait de savoir. Il courait sur Schœntzler toutes sortes de bruits contradictoires. Les uns le disaient brouillé avec Cochard; les autres, avec le gouvernement; d'autres, avec Cochard et le gouvernement. Chivot demanda des renseignements à la Préfecture. Ces messieurs de la Préfecture ne savaient rien ou feignaient de ne rien savoir.

Il inclinait à penser que ce gros vaniteux de Cochard avait cru pouvoir rompre avec son protecteur et se disposait à improviser dans Hennepont un comité qui solliciterait pour lui l'investiture. — « Si cela est, se disait-il, nous aurons, outre l'appoint considérable de Schœntzler, tous les indécis qui trouveront le candidat de Barbenzinc par trop grotesque. »

L'utilité d'aller voir Schœntzler pour le mettre au pied du mur lui apparut.

Soudain, la note suivante fut communiquée aux trois journaux d'Hennepont, avec prière d'insérer :

« Demain soir, réunion publique aux Murelles, salle du manège (établissement agricole de M. Schœntzler), pour le choix d'un candidat à l'élection législative du 17 février. Tout le monde sera admis sur la présentation d'une carte d'électeur. Ouverture des portes à huit heures précises. »

Or, le matin du même jour, la réunion plénière d'Hennepont devait se prononcer souverainement!

— Allons, bon! s'écria Chivot. Il faut toujours que le châtelain des Murelles se singularise. Que devient la discipline républicaine avec de pareils fantaisistes?...

Déjà il méditait un article de sa meilleure encre : « Étranges mœurs électorales!... » Prudent, il se ravisa, se convainquit davantage de la nécessité d'une entrevue avec Schœntzler.

XVII

Un beau soleil, joyeux et ironique, se leva sur cette journée du vendredi 1er février qui débuta par un triomphe pour Chivot. Celui-ci, après un discours entraînant, vainquit les résistances d'une façon de coterie qui s'était formée entre les délégués de l'arrondissement le plus lointain, et il eut ce qu'il voulait : un vote unanime de l'assemblée plénière en faveur de son candidat.

L'activité de Chivot, son ardeur à la lutte faisaient l'étonnement de Baizien, qui commençait à croire au succès possible. N'osant pas lui dire toute la répugnance qu'il éprouvait pour cette visite à Schœntzler, le vieillard se laissa conduire par son despotique cornac.

— Nous verrons bien, murmurait Chivot, ce que Schœntzler a dans le ventre. Nous verrons s'il prétend faire reviser par sa parlote de quatre sous le vote d'une réunion plénière!

Il disait « réunion plénière » avec l'accent dont un dévot eût dit « le conclave » ou « le concile œcuménique ».

Vers quatre heures de l'après-midi, quelques heures avant la réunion du Manège, Chivot, Baizien et Baduel arrivèrent aux Murelles.

La première personne qu'ils aperçurent fut Valleraugues. Le Parisien avait l'air soucieux. Il allait de cabaret en cabaret, remontant chaque fois sur sa bicyclette qu'il laissait à la porte et qui faisait l'admiration des villageois. Chivot et Baduel se creusèrent vainement l'esprit pour deviner à quel genre d'enquête Valleraugues pouvait se livrer.....

Les trois visiteurs furent accueillis par Schœntzler avec beaucoup de bonne grâce, et tout d'abord le châtelain félicita M. Baizien du succès qu'il venait d'obtenir.

— Le parti du gouvernement, déclara-t-il, ne pouvait désigner un candidat plus honorable et plus sympathique.

— Nous venons, dit Chivot flatteur, vous demander la consécration de ce choix. A tort ou à raison nous nous sommes émus de la réunion que vous avez provoquée. Avant qu'elle n'ait lieu, nous serions heureux d'avoir l'assurance qu'elle ne tend pas à détruire l'admirable cohésion des forces de notre parti.

Schœntzler répondit avec un sourire :

— Décidément, je passe pour un espiègle. De là votre inquiétude. On se trompe, Monsieur. Il ne me serait jamais venu à la pensée de m'insurger contre le choix de l'assemblée plénière. Personnellement, je compte présenter à la réunion de ce soir, non pas une candidature faisant double emploi avec celle de l'honorable M. Baizien, mais une candidature franchement adverse.

— Vous êtes boulangiste? demanda Chivot stupéfait.

— Très convaincu, fit Schœntzler gracieux.

Les trois visiteurs se levèrent.

— Alors tout s'explique, dit Chivot avec amertume. Moi qui vous croyais dans les faveurs du Pouvoir...

— Cela prouve, répliqua galamment Schœntzler, qu'une fois par hasard le *Petit Progrès* peut être mal informé.

Tout ému, Baizien s'écria :

— Monsieur Schœntzler, croyez bien qu'un intérêt personnel ne me guide pas. Au nom des principes, au nom de la Liberté menacée, je vous conjure...

— Laissez donc, monsieur Baizien! interrompit Chivot. Le siège de monsieur est fait, vous perdez votre temps. Nous n'avons plus qu'à nous retirer.

Sans se départir de sa bonne humeur, Schœntzler les raccompagna et, sur le seuil, dit à Chivot ces paroles énigmatiques :

— Ne vous passionnez pas. Je vous assure que la chose n'en vaut pas la peine. Beaucoup de bruit pour rien : voilà, d'avance, la moralité de cette campagne électorale.

Mais Chivot était trop en colère pour approfondir...

— Peut-on traiter aussi légèrement la politique! gémit-il.

Maintenant tout devenait clair. Cochard avait agi par ordre en faisant son coup d'État; et si Schœntzler avait suscité cette candidature ridicule, très capable d'aboutir, c'était pour rendre plus amère la déconvenue de Montpersan.

Baizien murmurait, navré :

— Ce M. Schœntzler est un homme bien funeste!

Il voulait s'en retourner tout de suite à Hennepont.

— Non, il faut assister à la réunion, dit Baduel. Ce sera peut-être curieux.

Chivot approuva. D'ailleurs, la réunion étant publique, il avait le droit de prendre la parole et il en userait. Si on l'empêchait de parler il rendrait la pareille aux autres. Son sifflet à roulette, qu'il avait acheté précisément en vue des réunions contradictoires, ne le quittait jamais.

Ils allèrent dîner à l'auberge. Baduel y laissa seuls ses compagnons durant un bon moment. Très intrigué par les allures de Valleraugues, le courtier s'était mis en tête de savoir pourquoi le journaliste à Cochard avait une mine si peu triomphante dans une circonstance qui paraissait si favorable à son patron. Il fit une tournée de cabarets, recueillit des propos quelconques, finalement ne put rien apprendre qui l'intéressât de la bouche des paysans. Mais comme il retournait à l'auberge, par la nuit déjà noire, il aperçut deux ombres qui cheminaient dans la rue et gesticulaient avec véhémence. Ces deux ombres ressemblaient fort, l'une à Valleraugues, l'autre à Cochard. Baduel les fila, — et réussit à les approcher d'assez près pour saisir quelques bribes de leur conversation :

— Vous êtes trahi, disait Valleraugues.

— Pourquoi et au profit de qui? demandait Cochard.

— Je ne vous dirai pas les suppositions que je forme. C'est trop délicat. Vous chercherez, vous trouverez vous-même. Ouvrez l'œil. Ce que je peux vous affirmer, c'est qu'on vous lâche.

— Par exemple! je voudrais bien voir...

Les deux interlocuteurs prirent vivement la direction du château par le tournant d'une ruelle où Baduel n'osa plus les suivre.

« Parlaient-ils de Schœntzler? » se demanda le courtier.

Ni lui ni Chivot ne purent résoudre cette question; mais leur curiosité d'assister à la réunion du Manège s'en accrut.

XVIII

Comme huit heures allaient sonner, Chivot, Baizien et Baduel se présentèrent à la grande porte du local, la seule qui fût apparente. Environ deux cents personnes y stationnaient. Chivot trouva que c'était peu de monde. Ça ne promettait pas d'être bien imposant, remarqua-t-il.

— On est encore à table, fit Baizien.

Baduel, ne voyant autour de lui que des gens de sa connaissance, tous électeurs venus directement d'Hennepont, murmura :

— Ah çà! où sont donc les ruraux?

Dans la nuit d'encre on entendait une sourde rumeur, comme d'une foule voisine qui n'aurait pas voulu trahir sa présence. Baduel se détacha du groupe, alla faire le tour du bâtiment et revint en pouffant de rire.

— Il y a deux autres portes là-bas, du côté de l'estrade, et une queue de six cents blouses à chacune! déclara-t-il.

— C'est indigne! La salle est faite, cria Chivot!

Au dernier coup de huit heures, très exactement, les portes s'ouvrirent; mais, tandis qu'à l'entrée principale, un contrôle sévère des cartes ne laissait pénétrer les électeurs qu'un à un, lentement, un double flot de campagnards se ruait par les deux autres portes, envahissant tout le Manège. C'est à peine si Chivot, Baduel et Baizien, devant qui les premiers venus s'effacèrent avec déférence, purent entrer, suivis d'une trentaine d'électeurs d'Hennepont. Ils se casèrent tant bien que mal au fond de la salle bondée.

— Je protesterai, annonça Chivot.

Maniant déjà le sifflet qu'il avait acheté en vue des réunions électorales, il se plaignit amèrement du triste usage que l'on faisait de la liberté de réunion sous la République. C'était bien la peine d'avoir acheté si cher ce droit sacré!...

— Voyez ces hommes! — reprit-il en s'adressant aux trente Hennepontins qui faisaient au père Baizien une espèce de garde du corps. Voyez ces hommes, ces citoyens libres (il désignait la foule des Murellois); eh bien, le 17, on les mènera voter comme un troupeau!

Le petit groupe approuva, devint houleux, — ses murmures ayant pour écho le tapage des autres partisans de Baizien restés à la porte.

Cependant l'estrade se remplissait. Plusieurs notables des Murelles et les principaux employés de Schœntzler s'y installèrent. Puis on vit entrer successivement Schœntzler, Cochard, Valleraugues, et — à la stupéfaction de Chivot, de Baizien, de Baduel, des trente gardes du corps — le vicomte Gaspard de Montpersan.

Montpersan chez Schœntzler! (En fait, on se trouvait chez Schœntzler.) C'était à n'y rien comprendre...

Chivot tendit toutes ses facultés d'observation pour deviner ce qui allait se passer, d'après la physionomie des principaux acteurs de cette comédie politique. Pendant les quelques minutes qui précédèrent l'ouverture de la séance, il regarda tour à tour Schœntzler, Cochard et Montpersan.

Le premier parlait au second avec quelque chose de bref et de dégagé dans le geste. Cochard, maussade, piétinait, faisant gémir les planches du tréteau. Il affectait de tourner à son gendre un dos méprisant. Montpersan, lui, avait tout l'air d'un homme venu en curieux, en philosophe un peu ironique — comme il savait l'être à ses heures, quand il échappait à l'influence de l'ambitieuse Cécile. Personne ne lui parlait. Il semblait un intrus dans ce milieu où on ne le connaissait que de nom. Chivot le vit échanger avec Schœntzler un salut froidement courtois, puis aller s'asseoir dans un coin de l'estrade, le plus loin qu'il put de Cochard.

Il avait vraiment bonne mine en ses habits un peu flottants et sous son magnifique feutre gris, le « mousquetaire » adoré de Cécile! Il ne manquait qu'une plume à ce couvre-chef pour en compléter la silhouette romantique. Le personnage, néanmoins, n'avait rien d'un bellâtre. Il était d'exquises façons, plein d'élégance dans la tournure. Ses pieds, ses mains indiquaient la race. Et il avait le front très beau.

Tout à coup il se fit un mouvement. Schœntzler, debout devant la table, agitait une sonnette.

— Messieurs, dit-il, je vous invite à désigner un président.

Toute la salle, comme un seul homme, cria : « Monsieur Schœntzler! » Les deux assesseurs — le directeur des fermes et le chef comptable — furent nommés avec le même ensemble.

— Quelle fumisterie! grogna Chivot.

— Tais-toi donc, lui dit Baduel. Tu nous feras expulser et nous ne verrons rien.

Baizien fut d'avis d'assister à tout ce qui se passerait en gardant un silence digne.

— La séance est ouverte, prononça Schœntzler. Vous connaissez, Messieurs, l'objet de cette réunion.

Il appartient à notre arrondissement de désigner le candidat au siège de député vacant par la mort de M. de Ferrioules. L'homme très honorable qui a été désigné ce matin dans une réunion tenue à Hennepont ne semble pas répondre au vœu du pays, à l'orientation nouvelle de la démocratie française. Je vous propose, en conséquence, la candidature de M. Aristide Cochard, ancien négociant, directeur de l'*Éclaireur;* et je lui donne la parole pour développer son programme.

Cette annonce fut accueillie par un silence de mort.

Cochard, majestueux, n'en vint pas moins se camper au coin de la table.

Il tira de sa redingote un rouleau de papier, le déploya et se mit à lire.

Rédigé par Valleraugues, le discours de M. Cochard, dans sa première partie, faisait le procès du régime parlementaire qui avait « frappé dans leurs œuvres vives les institutions démocratiques », dénonçait les « pots-de-viniers » et se terminait par ce cri : « Place aux honnêtes gens ! » Dans la seconde partie, l'orateur démontra qu'étant mieux que personne au courant des besoins de la région, il fallait le nommer député si l'on voulait que tous ces besoins reçussent immédiatement satisfaction.

L'orateur ayant fini et la salle restant muette, Schœntzler regarda sévèrement du côté gauche de l'auditoire : quelques faibles applaudissements éclatèrent. Schœntzler tourna aussitôt ses yeux du côté droit : il s'en éleva des « chuts » bien nourris qui imposèrent silence aux applaudisseurs. Du fond de la salle partit alors un coup de sifflet strident qui fit virer toutes les têtes. Cochard s'ébroua.

— Monsieur le président !... bégaya-t-il.

Impassible, Schœntzler déclara :

— La réunion est publique. Toutes les opinions sont libres. Seulement, au lieu de siffler, on ferait mieux de demander la parole.

— Si je la prenais, cria Chivot, ce serait pour demander quelle farce on joue ici ?

— Je vous somme de vous expliquer !

— C'est bien simple. Vous avez présenté un premier candidat pour la frime. Faites-nous voir l'autre, le vrai !...

Parmi les principaux intéressés, l'émotion était vive et diverse. Cochard, tout pâle, dardait sur Schœntzler ses gros yeux déçus, furieux. Un crayon en travers des lèvres, Valleraugues tiquait, reniflait, plissait le front à en faire éclater son monocle. Baizien s'écarquillait avec une joie de revanche sur sa face innocente. Dans le groupe des gardes du corps, on se regardait en riant.

Mais le plus étonné de tous, c'était peut-être Montpersan. En même temps qu'une convocation autographiée, il avait reçu cette lettre de Schœntzler :

Monsieur,

La malveillance publique a fait courir un bruit d'après lequel j'aurais été l'inspirateur des procédés plus que vifs de monsieur votre beau-père envers vous. C'est une calomnie. On m'a prêté des sentiments dont je suis incapable.

Je partage, à la vérité, les idées politiques de M. Cochard et me propose de soumettre sa candidature aux électeurs *républicains* des Murelles sur lesquels on prétend que j'exerce quelque influence. Mais avant tout je tiendrais à montrer que M. Cochard reçoit mon appui sans m'engager aucunement dans ses querelles de famille.

Je sollicite de votre galanterie un témoignage qui ferait cette preuve en faveur de celui qui fut un jour votre rival malheureux et qui, dans sa disgrâce, a conservé pour vous la plus vive estime.

Faites-moi donc, Monsieur, l'honneur d'assister à la réunion des Murelles. Une place vous sera réservée sur l'estrade. Rien ne sera plus significatif, et d'ailleurs j'imagine qu'il pourra être intéressant pour vous de voir monsieur votre beau-père débuter dans sa nouvelle carrière.

La réunion est *ouverte*. Si vous jugez à propos d'exposer vos idées personnelles sur la politique générale, — j'allais dire sur la politique du général, — j'en serais, pour ma part, charmé. Oh ! je ne vous demande pas de venir appuyer précisément le candidat de notre choix. Mais l'électeur rural a besoin d'être éclairé. Avec votre talent de parole et votre hauteur d'esprit, nul n'est plus à même que vous de lui rendre ce service.

Veuillez agréer...

Et Montpersan était venu, sur l'avis de Cécile, qui lui avait dit :

— Mon chéri, tu ne peux pas faire autrement.

Mais voilà que les choses prenaient une tournure imprévue. Devant le manque d'enthousiasme de l'assemblée pour la candidature Cochard, Montpersan était homme à se dire : « Pourquoi me cantonnerais-je dans mon rôle de curieux ? » Néanmoins, il attendit les déclarations de Schœntzler.

Celui-ci, nettement, prononça :

— Je n'ai jamais eu dans l'esprit qu'une candidature : celle de M. Cochard. Si elle déplaît à la réunion, la réunion est libre d'en choisir une autre. Ici, tout se passe au plein soleil...

— De neuf heures du soir, glapit Baduel.

— ... Et je réponds à l'insinuation de M. Chivot, ajouta Schœntzler, en cédant le fauteuil de la présidence.

Il y eut un mouvement au fond de la salle. Quelques adversaires de Schœntzler reconnurent que celui-ci était correct.

« Gobe-mouches ! » pensa Baduel.

Le directeur des fermes prit le fauteuil de Schœntzler, on nomma un autre assesseur, et le nouveau président annonça que si personne ne demandait la parole, il allait mettre aux voix la candidature de M. Cochard.

— Je demande la parole, dit Montpersan.

— La parole est à M. de Montpersan.

— C'est ce c'ti-là qu'on nous a errecommandé, versa un paysan dans l'oreille de son voisin.

Et le mot, comme une consigne, passa de chaise en chaise.

Montpersan réclama l'indulgence de l'assemblée pour ses faibles moyens oratoires. C'était une coquetterie, car il parlait avec aisance et le timbre de sa voix charmait d'abord.

— Je vais donc vous faire regretter, dit-il, l'orateur substantiel que vous venez d'entendre...

Une rumeur sympathique, soulignée de rires, prouva que, tout villageois qu'on fût, on comprenait certaines finesses.

Des réflexions s'échangèrent :

— C'ti-là est un malin.

— I parle que c'est un vrai plaisi.

— Tu vois ben qu'i se fout de l'aut'!

— Cependant, reprit Montpersan, je me dois d'appuyer la candidature de M. Cochard...

Il y eut un malaise dans l'auditoire. Cette fois, la finesse échappait.

L'orateur insista :

— Il vous semblera naturel qu'un gendre soutienne la candidature de son beau-père... surtout quand il s'aperçoit qu'elle ne marche pas toute seule.

Une tempête de rigolade s'éleva.

— Citoyens, vous vous méprenez, fit Montpersan demi-sérieux...

Et il entreprit, sur ce ton perfide, une défense de Cochard pire qu'un franc éreintement. Ce fut la revanche de la brutale avanie reçue à la gare d'Hennepont, la revanche gantée d'un gentilhomme qui avait de l'esprit.

Cochard voulait s'en aller. Valleraugues l'en empêcha. Le Parisien commençait à trouver amusant cet épisode de la politique en province, et le mari de la belle Cécile lui paraissait intéressant à plus d'un titre. On aurait pu l'entendre murmurer en regardant Gaspard : « C'est dommage, car il n'est point sot. »

— Mais vous ne voyez pas, lui dit Cochard à l'oreille, que l'autre m'a lâché et que celui-ci me roule?

— Je vous l'avais annoncé! répliqua Valleraugues. A présent, si vous sortez, ce sera un désastre.

— Que faut-il faire?

— Tout à l'heure, de gré ou de force, M. de Montpersan sera candidat, et dans seize jours député. Il s'est vengé, vous êtes quittes, faites-vous-en un ami. Désistez-vous en sa faveur.

— Jamais!

— Vous avez tort, monsieur Cochard.

... Cependant Gaspard poursuivait, passant au crible toutes les promesses de son beau-père et disant, après en avoir démontré l'inanité : « Soyez certains, Messieurs, qu'il les tiendra! » Et chaque fois, l'assemblée d'applaudir ironiquement.

Quand sa vengeance lui parut complète, Montpersan remercia ses auditeurs de la bienveillance qu'ils lui avaient témoignée et regagna sa place. Baizien l'eût embrassé de bien bon cœur. « Quel dommage, se disait-il, qu'un tel homme ne soit pas avec nous! Voilà, s'il n'était pas boulangiste, le candidat qu'il nous faudrait et non un vieillard comme moi... »

Chivot songeait. Baduel et le groupe des trente réclamaient, en s'accompagnant du pied : « Can-di-dat! Can-di-dat! »

— Personne ne demande la parole : je mets aux voix la candidature de M. Cochard.

Au fond de la salle, il se fit un « Ah! » prolongé.

— Que ceux qui sont pour la candidature de M. Cochard veuillent bien lever la main!

Schœntzler, Montpersan et toutes les personnes assises sur l'estrade répondirent à cet appel. Par ironie, le groupe Chivot-Baduel les imita. Mais parmi les douze cents paysans on ne vit se lever qu'une soixantaine de mains, les mêmes qui avaient applaudi le discours de Cochard.

— Je passe à la contre-épreuve. Que ceux qui sont opposés à la candidature de M. Cochard...

Plus de mille bras se dressèrent.

Baduel fit, se penchant vers Chivot :

— De quel côté va jouer le ressort maintenant?

— Je n'en sais rien, dit Chivot, mais ça me paraît bien machiné.

— Personne ne propose une autre candidature? demanda le président.

Montpersan faillit se lever... mais Cécile n'était point là pour fouetter son indifférence.

Le président conclut :

— Je crois être l'interprète de tous les bons citoyens en exprimant le regret que le Parti national ne puisse pas trouver un candidat dans l'arrondissement d'Hennepont. Les organisateurs de cette réunion auront du moins fait leur devoir. Je suis chargé de remercier en leur nom l'honorable M. Cochard pour nous avoir prêté le concours de sa bonne volonté. En conséquence, je déclare la réunion...

— Scusêz, mossieu le Praisident! fit une voix.

— V'là le déclic! murmura Baduel.

Un paysan à mine sournoise s'était levé dans les masses de droite.

— Scusêz! reprit-il en clignant un œil; j'croyons ben que mes camarades et moué voterions pou' le citoyen qu'a si ben parlai tout à l'heure, si tant seulement qu'i voudrait nous fair' l'honneur d'êt' not' députai. En v'là un qui n'dit point des blagues et qui n'promet pas au pauv' monde pus de beurre que d'pain!

— Vous entendez, monsieur de Montpersan? fit le président.

— Vive monsieur Montpersan! cria l'assemblée tout d'une voix.

Cochard qui, depuis un moment, examinait Schœntzler à la dérobée, surprit un sourire indicible sur la figure de l'ancien prétendant de Cécile. Ce fut un éclair. Il se rappela la scène qui s'était passée dans son cabinet, puis... tout à l'heure... les insinuations de Valleraugues... Il se pencha vers celui-ci, lui parla dans les yeux.

— Je devine. Est-ce que ma fille?...

L'autre se récusant, il l'encouragea :

— C'est qu'elle en est très capable!

Alors, Valleraugues :

— Dame! je n'affirme rien. Mais ça se murmure.

— Ah! la coquine! gémit Cochard.

— Vive M. Montpersan! crièrent les villageois de plus belle en voyant Gaspard s'avancer, très ému, au bord de l'estrade.

Plus haut que les autres, un électeur vociféra :

— C'est un ami du paysan. Faut dire : « Vive Monsieur Gaspard! »

Cette familiarité eut du succès. Tous les bons vassaux de Schœntzler, même ceux-là qui avaient applaudi Cochard un instant hurlèrent :

— Vive Monsieur Gaspard!

Montpersan ne se savait pas si populaire.

— Mes amis..., prononça-t-il au milieu du vacarme.

C'en fut assez pour faire redoubler l'ovation. Pendant plus de cinq minutes l'orateur ne put ajouter un mot.

Enfin ils s'apaisèrent, permirent à Gaspard de leur exprimer les sentiments qui l'agitaient.

On pouvait en croire sa parole d'honneur : s'il avait « examiné » la précédente candidature, ce n'était nullement avec l'arrière-pensée de poser la sienne; et s'il ne jugeait pas que ce dût être peine perdue, il inviterait encore l'assemblée à porter ses votes sur M. Cochard. Mais, en présence d'une manifestation aussi claire qu'inattendue, il ne s'obstinerait pas dans d'inutiles générosités. Il acceptait donc pour lui-même la candidature républicaine et revisionniste.

— J'aurais, dit-il, mauvaise grâce à refuser ce qui m'est offert dans des conditions aussi rares, avec une spontanéité probablement unique dans les annales électorales. Vraiment, je me demande ce qui peut me valoir tant d'honneur?...

Un gros rire, derrière lui, éclata.

Montpersan haussa les épaules et compléta sa pensée :

— Vraiment, mes amis, je ne saurais vous dire à quel point je suis touché.

— Touché, vous l'êtes, je vous en réponds! cria la voix qui avait ri.

Gaspard se retourna et fit, tranquille, avec une jolie noblesse d'attitude :

— Plaît-il?

Cochard eut peur de sa propre colère. Il garda le silence; mais il braqua les billes de ses yeux sur Schœntzler qui, instinctivement, baissa les siens.

Baduel et Chivot, convaincus que cette candidature inopinée, malgré les dénégations de Schœntzler, était bien l'œuvre de l'ancien rival de Gaspard, échangeaient les plus folles hypothèses. Pendant ce temps Baizien, très bas, bercé par le bruit, sommeillait.

— Maintenant, reprit Montpersan...

— Maintenant, faut aller se coucher! interrompit Baduel. C'est l'heure.

Tout le monde se mit à rire.

— ... Mes opinions sur la politique générale...

— C'est pas la peine! lança Chivot.

Le gentilhomme répliqua :

— Je vous demande pardon, monsieur Chivot. Peut-être ai-je quelques idées personnelles qui méritent d'être combattues. Votre talent...

— Vous les exposerez à Hennepont, dans une vraie réunion publique. Soyez sûr que les contradicteurs ne vous manqueront pas!

— Je consulte l'assemblée, dit le président.

L'assemblée fit grâce à Montpersan d'une thèse qui la laissait indifférente et réclama le vote. Par 1180 voix contre 55 abstentions, Gaspard fut élu candidat.

La séance levée, les paysans s'écoulèrent en bon ordre et s'en allèrent boire dans les cabarets à la santé de M. de Montpersan et aux frais de M. Schœntzler. Ces braves gens avaient soif.

. . . .

Sur l'estrade, avant de se séparer, il y eut divers incidents. Schœntzler étant allé au-devant de Cochard, celui-ci recula comme avec dégoût et se heurta contre son gendre. Tel un gros crabe pourchassé, il s'éloigna obliquement en roulant des yeux vitreux. Gaspard riait. Valleraugues fit un mouvement, presque un signe d'intelligence, par lequel il semblait se porter fort d'arranger les choses. — Venu en province pour gagner la reconnaissance d'un député qui le remmènerait à Paris en qualité de secrétaire, le Parisien était déjà tout acquis à la candidature Montpersan.

— A-t-on jamais vu un ingrat comme Cochard! disait Schœntzler à haute voix, d'un air sérieux.

Alors Montpersan s'avança vers lui et lui tendit la main.

— Monsieur, fit-il, je vous remercie d'autant plus de votre grand acte de courtoisie que j'en retire tous les bénéfices.

— Oh! tous, répondit Schœntzler avec un sourire

charmant, ce serait trop dire : vous oubliez ma part.

— La vôtre ! quelle est-elle donc ?

— D'être devenu votre ami, monsieur.

Ils s'inclinèrent simultanément.

— Je me flatte, reprit le mari de Cécile, que nos nouvelles relations n'en resteront pas là. Êtes-vous amateur de vieilleries historiques ?

— Certes !

— Je vous en montrerai d'assez curieuses, si vous me faites l'honneur de venir *nous* voir dans notre bicoque d'Hennepont.

Il appuya intentionnellement sur le mot « nous ».

Schœntzler remercia et dit :

— Bientôt vous ne ferez plus dans votre hôtel que des séjours de courte durée.

— Si je suis élu. Je regretterai plus d'une fois la paix où je vivais.

— Et Mme de Montpersan ?

— Je ne vous cache pas que ma femme sera ravie. Elle a désiré plus que moi l'aventure où me voilà lancé. Sans elle !...

— Vraiment ? fit Schœntzler.

— Mais oui. Cela vous étonne beaucoup ?

— Non, et je suis d'avis que Mme de Montpersan aura fait de vous ce que vous méritiez d'être.

Il y a des phrases qui sonnent mal, à cause de leur application vulgaire : la dernière phrase de Schœntzler était de celles-là.

Instinctivement Gaspard devint plus froid. Les deux interlocuteurs se séparèrent après quelques propos languissants. Comme il sortait, Gaspard trouva son valet de pied sur la porte.

— Que diable faites-vous ici, René ?

— Madame attend Monsieur dans la voiture.

— Comment ! Elle est venue ?...

Il se précipita vers la vieille calèche armoriée qui stationnait à la petite porte du Manège.

— Ne me gronde pas, dit Cécile. J'étais si impatiente ! Et puis je me suis dit qu'à l'heure où tu sortirais, le dernier train serait peut-être parti.

— Tu es folle, fit Montpersan. Le dernier train n'est qu'à minuit.

La calèche roula...

XIX

Sur la route, en attendant l'heure du départ, Cochard, qui suffoquait, épanchait sa colère dans le sein de Valleraugues.

— C'est une infamie, disait-il, c'est une honte ! Voilà donc maintenant à quoi tiennent les destinées d'un grand pays !...

Valleraugues essayait de le calmer.

— La coquine ! répétait Cochard. Comme elle m'a roulé ! Ah ! ce qu'elle veut, elle le veut bien. J'aurais dû me douter... Tout de même, son mousquetaire !...

Il riait et grondait à la fois, réjoui et furieux.

— Enfin, s'écria-t-il en se campant au milieu du chemin, expliquez-moi comment ça s'est passé.

— Parbleu ! comme ça se passe toujours, repartit Valleraugues impatienté.

— Mais que vous a-t-on dit ?

— Vous aimez qu'on se répète. Et puis on ne m'a rien dit. J'ai entendu, dans les cabarets... On causait parce qu'on ne se méfiait pas de moi... Ébahis de ma bicyclette, les bons ruraux me prenaient pour un voyageur de commerce, — ce qui me flatte infiniment...

— Et ils disaient ?...

— Ils disaient, répondit brutalement Valleraugues, que votre fille était venue arranger l'affaire avec M. Schœntzler, et que le père Machin — un nom que je n'ai pas pu retenir — les avait rencontrés en forêt tous les deux dans une jolie petite voiture. Et ils ajoutaient... Faut-il tout vous dire ?

— Mais certainement !

— Ils ajoutaient : « Pour sûr que la particulière n'a point froid à ses mirettes et que M. Schœntzler est un chaud lapin... Mais cela ne nous arregarde point... On sait quoi, pas vrai ?... »

— C'est indigne, répéta Cochard. Je rougis de penser que je suis son père. L'ambition lui a fait perdre toute pudeur !

Soudain, avec un juron :

— Les voilà ! cria-t-il. Je reconnais les lanternes de la noble guimbarde. Vous savez qu'elle a eu le toupet de venir attendre son Gaspard... dans l'impatience de contempler le joli panache qu'elle lui a mis au feutre ?... J'ai eu envie de la tirer de sa voiture et de la traiter !... Il y avait du monde. Mais, à présent, gare à eux !

... Dans la calèche qui s'avançait au grand trot de deux lourds carrossiers, Cécile et Gaspard se tenaient enlacés étroitement.

— Que je suis heureuse, mon chéri !

Elle prononçait « mon cherri », comme une grisette.

Au milieu de sa joie, qui n'était guère que le reflet de celle de Cécile, Montpersan avait une inquiétude.

— Mais comment donc, mignonne, l'idée a-t-elle pu te venir que je sortirais candidat de cette réunion où j'étais allé en simple curieux ?

— Ah ! que veux-tu, un pressentiment...

— C'est drôle... Maintenant que j'y réfléchis, j'en viens à me demander si cette invitation de Schœntzler ne cachait pas un propos arrêté... tout un plan ?... Il y avait un ensemble dans l'ovation de ces paysans !... Trop d'ensemble, peut-être... Ai-je pris pour un mouvement sincère quelque enthousiasme de commande, et ce M. Schœntzler... qui ne me plaît pas... m'aurait-il ménagé ce succès comme étant pour lui le seul moyen...

Il s'interrompit.

— Le seul moyen de quoi?... fit Cécile en frissonnant.

— Que sais-je! De se rapprocher de ma femme. Il a l'air faux, cet homme.

— Qu'est-ce que tu vas imaginer!...

— Dame!... Et moi qui l'ai invité à venir chez nous!

— Ça, ce n'était pas nécessaire, dit Cécile. Du reste, il perdrait bien sa peine, va!

Maintenant, elle l'embrassait plus fort.

— Comme tu me serres!

— C'est que je t'aime. Tu es beau. Tu es mon beau député. Oh! j'irai te voir quand tu seras à la tribune. Et je serai fière!...

— Enfant!

— Ce qu'ils vont rager, dis?

— Qui?

— Les vieux hérons de la noblesse. Les Prémont, les Ferrioules, les Bresmeneu, et la solennelle chanoinesse d'Hozières, et la petite de Guitaines, et ton austère marquis du Ghez!...

— Je t'abandonne tous les autres, mais respecte mon oncle, ma chère Cécile.

— Il n'a pas été bien gentil pour mon Gaspard, fit-elle avec une moue.

— Possible. Il a ses préjugés, tu sais. Mais le marquis est un grand honnête homme et un beau caractère. Cela, vois-tu, fait passer sur bien des choses.

Elle n'osa pas contredire Gaspard, mais en elle-même la petite bourgeoise pensa qu'elle ne pardonnerait jamais au vieil aristocrate d'avoir dit que son neveu s'était mésallié...

La calèche arrivait tout près de Cochard.

— Laissez-moi! dit celui-ci au Parisien qui essayait de le retenir. Je veux lui faire une conduite de Grenoble!

Les chevaux s'ébrouèrent devant une ombre tout à coup surgie, qui agitait une canne.

— Qu'est-ce qu'il y a donc? demanda Gaspard se penchant à la portière.

— Polisson! clama une grosse voix.

Mais l'injure ne s'adressait pas à Montpersan. C'était au cocher qui, n'ayant point reconnu le beau-père de son maître, venait de lui cingler la figure. D'un autre coup de fouet il enleva l'attelage qui repartit au galop.

Cochard eut beau s'époumoner, criant, à l'adresse de Montpersan cette fois, deux syllabes insultantes. L'outrage se perdit dans la nuit...

Jean Carol.

(*A suivre.*)

LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

Bien que les perceptions du rêve soient empruntées aux perceptions de l'état de veille, il n'est personne qui ne considère le monde du rêve comme chimérique, le monde de la veille comme seul réel. M. Camille Mélinand, dans un récent article de la *Revue des Deux Mondes*, entreprend de nous détromper; il prétend établir qu'entre le rêve et la réalité, il n'y a pas de différence sérieuse, et que ce que nous appelons réalité n'est qu'un autre rêve, ou que ce que nous appelons rêve est une autre réalité.

M. Mélinand rappelle brièvement l'explication qu'on donne des rêves.

On y voit d'anciennes sensations qui renaissent en nous en se combinant diversement, « ce ne sont donc que des reflets confus de la réalité ». Parfois aussi « ils sont produits par une impression actuelle que subit un de nos sens à demi éveillé : un contact, la façon dont on est couché, l'état des fonctions organiques sont aussi des causes ou des occasions de rêves ».

On explique leur incohérence par le sommeil des facultés réfléchies, jugement, raison, volonté, et par le règne sans frein et sans contrôle de l'imagination et de l'association des idées. « Les sens étant assoupis, les images qui naissent en nous ne sont plus contredites par les sensations normales. Voilà pourquoi nous les prenons pour des réalités. De plus, nos facultés réfléchies étant, elles aussi, assoupies, ne peuvent pas opposer aux images, à défaut de sensations, des raisonnements ou des souvenirs. De là, croyance aussi absolue que déraisonnable. »

M. Mélinand soutient au contraire que « dans le rêve comme dans la veille, nos divers sens se contrôlent les uns les autres, s'accordent les uns avec les autres; que les perceptions du rêve sont contrôlées par les perceptions d'autrui, comme celles de la veille, l'homme qui rêve étant, comme celui qui veille, en commerce avec ses semblables; que tous les rêves ne sont pas incohérents, et que d'ailleurs celui qui rêve les trouve parfaitement rationnels; enfin que la vie du rêve, pour être interrompue par le réveil, n'en est pas moins continue dans le rêve et nullement décousue. « Il s'agit de comparer la vie normale et la vie du rêve; or nous jugeons la vie normale telle qu'elle est, pendant que nous y sommes; donc il faut juger la vie du rêve telle qu'elle est pendant que nous y sommes. » (M. Mélinand oublie que nous ne pouvons faire ce travail qu'étant éveillés.)

Maine de Biran a prétendu caractériser le rêve par l'abdication du pouvoir volontaire. M. Mélinand lui

répond également que « pendant le rêve même, j'ai l'impression que je fais acte de volonté ».

Il ne reconnaît entre le rêve et la réalité que deux différences réelles.

La première, c'est que, dans la veille, nous savons qu'il existe un autre état, le rêve ; tandis que, dans le rêve, nous ignorons qu'il y ait un autre état, la veille. Mais cette différence va se perdre dans celle qui suit.

La seconde, la seule vraie (la précédente étant contenue dans celle-ci, c'est qu'on se réveille du rêve, tandis qu'on ne se réveille pas de la réalité.

Or cette différence, « la seule qui soit évidente à la fois pour le sens commun et pour la réflexion précise », va s'évanouir et disparaître à son tour.

Et d'abord elle n'est vraie qu'*actuellement*. En effet, il est possible que nous sortions un jour de l'état que nous appelons aujourd'hui la veille ; il est possible que nous passions à un état nouveau qui serait à la veille ce que la veille est au sommeil.

Puis elle n'est vraie, selon M. Mélinand, que pour le commun des hommes, pour l'humanité moyenne. Les sciences, la métaphysique, la religion approchent de ce troisième état où la vie elle-même apparaîtrait comme un songe. La science ne nous révèle-t-elle pas un monde tout différent du monde tel qu'il apparaît au vulgaire ? Pour tout métaphysicien, ce que le vulgaire croit réel n'est-il pas comme ce défilé d'ombres dans une caverne que nous décrit Platon dans la *République ?* L'âme d'un saint n'est-elle pas vraiment une âme réveillée du rêve terrestre ?

Ce sont là, je le crains, des métaphores plutôt que des arguments. Si les savants connaissent mieux que les ignorants les lois qui régissent les phénomènes physiques, ces phénomènes sont les mêmes pour eux ; ils savent mieux ce qui produit la foudre, mais la foudre agit sur eux comme sur le commun des mortels. Si les métaphysiciens s'élèvent jusqu'à la cause première de l'univers, l'univers n'est pas autre pour eux que pour ceux qui restent attachés aux causes secondes.

Et l'aspiration des saints vers une vie supérieure ne change pas pour eux les conditions et le caractère de la vie présente.

Aussi M. Mélinand en est-il réduit pour prouver sa thèse à un raisonnement qui alarmerait tous les logiciens. « Puisque la veille ressemble au rêve en tous points (sauf un), elle doit lui ressembler sur ce point : le réveil. » Il y a deux champignons qui se ressemblent de tous points, le cèpe comestible et le cèpe vénéneux ; ils ont même forme, même couleur, même chapeau charnu d'un roux fauve, mêmes petits tubes blancs arrondis, même pédicule épais surtout à la base, etc. Ils ne diffèrent qu'en un point : l'un est comestible, l'autre vénéneux. Puisqu'ils se ressemblent sur tous les points, sauf un, ils doivent se ressembler aussi sur ce point.

Mais quand on accorderait à M. Mélinand ces prétendues ressemblances entre deux états absolument opposés, il resterait à établir entre la réalité et le rêve une différence radicale, la plus profonde, la plus considérable, la seule que M. Mélinand ait omise.

Il n'est guère d'idée plus élémentaire et plus universelle que l'idée de responsabilité. Quelle qu'en soit l'origine, l'enfant la met en pratique dès ses plus jeunes années, s'efforçant d'excuser ce qu'il a fait de mal, se vantant de ce qu'il a fait de bien, et se révoltant si on lui impute ce dont il est innocent. M. Mélinand admet, je suppose, qu'un homme sain d'esprit et de corps est responsable de ses actes. Or s'il est un fait évident, c'est qu'il n'existe pas un seul homme qui accepte la responsabilité de ce qu'il a pu dire ou faire en rêve, qui ne la décline d'une manière absolue, alors même que, pendant son rêve, il lui semblait avoir conscience de lui-même ; tandis qu'il n'est personne qui ne se sente, qui ne se reconnaisse pleinement responsable des résolutions qu'il a prises, des actes qu'il a accomplis dans l'état de veille. Et ni les savants, ni les métaphysiciens, ni les saints dont nous parlait M. Mélinand n'échappent à cette loi de la conscience.

Là est la différence capitale, irrécusable et irréductible, qui sépare le rêve de la réalité.

M. Mélinand alléguerait en vain qu'on peut en rêve se croire responsable et que si dans le rêve on pouvait connaître l'état de veille, on considérerait peut-être également la responsabilité de l'état de veille comme illusoire. Car, en premier lieu, il a établi que nous avons toujours, dans la veille, le pouvoir de contrôler le rêve, et jamais, dans le rêve, le pouvoir de contrôler l'état de veille. En second lieu, de son aveu, dans le rêve, « on cède à des tentations qu'on écartait pendant la veille », ce qui veut dire qu'il y a dans le rêve une défaillance du libre arbitre qui nous fait céder sans résistance à certaines tentations, tandis que, dans l'état de veille, nous leur résistons, ou du moins nous nous sentons capable d'y résister ; nous les écartons, ou nous avons le moyen de les écarter. Et c'est précisément pour cela que nous nous reprochons d'y avoir manqué, autrement dit, c'est pour cela que nous nous reconnaissons responsables.

En essayant, comme l'avait fait imprudemment Descartes (qui est revenu, mais trop tard, sur son doute provisoire), d'assimiler l'état de veille à l'état de rêve, M. Mélinand n'irait à rien de moins qu'à accréditer cette dangereuse opinion que la responsabilité pourrait bien n'être qu'un rêve, un rêve la morale, un rêve la culpabilité des assassins.

M. Mélinand s'abuse s'il croit échapper à ce péril en protestant qu'au lieu de considérer la réalité comme une illusion, il considère le rêve comme une seconde réalité. Du moment qu'il proclame les deux réalités équivalentes, tous ceux que gêne la morale, libres de choisir entre l'une ou l'autre, s'empresseront d'adopter, comme type de la vie humaine, celle qui les absout, et dans l'une comme dans l'autre hypothèse les criminels trouveront leur compte.

Ad. Hatzfeld.

UNE CLAUSE DU NOUVEAU TARIF AMÉRICAIN

Le nouveau tarif des États-Unis, voté par le Congrès américain, sanctionné par le Président, est maintenant en vigueur, et des droits exorbitants ont commencé à être levés sur toutes les marchandises étrangères, — avec quelle rigueur, avec quelle âpreté, d'innombrables correspondances de journaux anglais ou américains vous empêchent de l'ignorer.

« Si vous voulez franchir les frontières des solitudes de la Syrie ou de l'Asie centrale, dit l'une d'elles, il vous faut payer tribut aux petits potentats de l'endroit. Les choses se passent de la même façon depuis le 24 juillet au port de New-York, avec cette différence entre l'Asie centrale et New-York, qu'ici le brigandage est légalisé. »

Le piquant de l'affaire est que sous les latitudes sauvages on rançonne surtout l'étranger, tandis qu'à New-York c'est l'habitant du pays qui se trouve rançonné.

Cela résulte de la clause, aujourd'hui célèbre, du tarif Dingley où se trouve établi le régime relatif au bagage personnel des voyageurs arrivant aux États-Unis, clause dite des « cent dollars », et qui est une des joyeusetés de la belle invention douanière devant laquelle pâlit l'ancien tarif Mac-Kinley.

La clause des « cent dollars » est contenue dans l'article 2 de la loi du tarif.

De même que l'article 1 est consacré à l'énumération des objets frappés de droits plus ou moins fiscaux, protecteurs ou prohibitifs, divisés en quatorze tableaux (de A à N) et répartis entre 463 numéros d'ordre, de même l'article 2 a pour objet l'énumération des autres objets, extraordinairement variés, que le tarif laisse entrer aux États-Unis francs de droits, et qui sont à leur tour répartis entre les numéros 464 à 705.

Or, voici ce qu'on lit au paragraphe 697 (couvert, comme tous les précédents depuis le 464e, par cette énonciation générale : Les articles ci-après dénommés seront admis en franchise) :

Vêtements, autres effets personnels et articles de toilette des personnes arrivant aux États-Unis ; mais cette franchise de droits ne s'appliquera pas auxdits articles qui ne seront pas usagés ni appropriés et nécessaires auxdites personnes pour leur voyage et leur confort, ou qui seraient destinés à des tiers ou à la vente. *Si ces personnes sont des citoyens des États-Unis*, les articles exempts ne devront pas avoir une valeur supérieure à cent dollars (518 francs), quels que soient ces articles. Vérification en sera faite, conformément à la règle, par le secrétaire de la trésorerie.

Voilà qui est formel. Si un Anglais ou un Français se présente au port de New-York, il n'a rien à payer pour ses effets personnels, à la condition que ces effets personnels ne représentent qu'une valeur raisonnable, qu'ils aient servi, servent ou doivent manifestement servir à son usage et qu'ils ne soient pas importés pour être vendus.

Mais voyons le cas où l'arrivant est un Américain, rentrant dans son pays après un tour en Europe. Il avait emporté divers objets, il en rapporte d'autres de fabrication étrangère, dont tous, effets ou bibelots divers, peuvent n'avoir pas encore servi, bien qu'ils soient destinés à son usage exclusif. Que ces effets aient servi ou non, qu'ils soient d'un prix modeste ou élevé, l'Américain devra payer sur l'ensemble de son bagage un droit d'entrée de 60 p. 100 au moins de la valeur des objets qui le composent, un montant de cent dollars seul restant indemne.

Les premières applications de cette clause ont fait pousser des cris de fureur aux Américains arrivant à New-York après la mise en vigueur du tarif Dingley, d'autant que la clause des cent dollars, qui figurait dans le projet voté par la Chambre des représentants, avait été supprimée par le Sénat, et ne fut rétablie dans le texte définitif que par surprise, en sourdine. On s'aperçut à peine qu'elle figurait dans la loi. Les Américains revenant d'Europe l'ignoraient, et ne s'attendaient pas au coup de filet que la douane allait lancer sur leurs dollars.

* * *

Aussi cette douane de New-York a-t-elle été, dans les premières semaines, remplie de lamentables plaintes et de formidables colères. Les ordres les plus sévères avaient modifié les anciennes habitudes de bienveillance relative, de bonhomie fiscale. Plus de complaisance, plus d'interprétation libérale. La douane américaine, qui n'avait jamais été un séjour agréable, allait devenir un enfer. Désormais, tout bagage étant réputé contrebande et tout voyageur contrebandier, il n'était plus une malle qui ne dût être ouverte, fouillée, scrutée dans ses ultimes profondeurs. Si elle appartenait à un Américain et con-

tenait des objets valant ensemble plus de cent dollars, une expertise des plus sérieuses devait établir les frais sur toutes les parties composant l'excédent. Des heures se passaient dans l'élaboration de ces calculs et l'on imagine la débauche de patience humaine que ces formalités entraînaient. On cite des Américains de la plus haute respectabilité qui n'hésitèrent pas à déclarer que, devant une loi aussi tyrannique, la contrebande devenait, sinon le plus saint des devoirs, au moins un devoir.

Bien des explications ont été suggérées au sujet de l'origine de la clause des cent dollars. Il en est une qui paraît toute simple et qui est d'ailleurs bien américaine.

Depuis longtemps les négociants de détail, à New-York, tailleurs, chapeliers, modistes, cordonniers, etc., voyaient de fort mauvais œil des milliers de riches Américains rapporter chaque année, de leur séjour dans l'ancien monde, une masse de produits de l'industrie européenne qui échappaient, sous le couvert de la dénomination d'objets personnels, aux droits fiscaux, et frustraient par là l'industrie nationale.

Ces commerçants auraient constitué entre eux un syndicat, une ligue éminemment patriotique, et circonvenu avec tant d'habileté les rédacteurs du tarif qu'ils en auraient obtenu la clause des « cent dollars ». Mais ce premier succès ne suffisait pas au syndicat des tailleurs. La clause votée, il fallait en assurer une exécution rigoureuse. La ligue enrôla une petite armée de surveillants occultes — disons espions — qui, sur les paquebots ou dans les bureaux de la douane, observèrent voyageurs et employés de l'administration. Bientôt la ligue apprit par ses détectives que le personnel de la douane s'abandonnait à certaines faiblesses. On dépêcha aussitôt des délégués au secrétaire du Trésor, M. Lyman Gage, homme éclairé, président d'une des plus grandes banques de Chicago, qui se laissa arracher une circulaire rappelant les douaniers au devoir.

Entre autres prescriptions on y lit celle-ci : « La franchise étant accordée à l'entrée de tous effets personnels que les voyageurs américains auront emportés à l'étranger et rapportés avec eux, lesdits voyageurs auront à faire devant les fonctionnaires de la douane la preuve que les effets qu'ils présentent comme ayant été emportés par eux l'avaient bien réellement été, et les douaniers devront examiner avec soin lesdits effets pour constater l'exactitude des déclarations des voyageurs. »

Cette circulaire n'a été appliquée que durant quelques journées dans toute sa rigueur. C'est particulièrement pendant cette période que le passage à la douane a procuré aux voyageurs arrivant à New-York les sensations les plus agréables.

* * *

On s'est demandé encore comment le syndicat des tailleurs avait pu si bien se faire écouter à Washington. On répond que les syndicats ont, en Amérique, à l'égard des législateurs, des arguments irrésistibles. La conviction des rédacteurs du tarif ne pouvait donc ne pas se faire, et elle s'est faite en réalité. Pour l'auteur du tarif, cependant, on ne pouvait alléguer l'emploi de tels arguments. On a eu recours à une explication plus candide.

M. Dingley, homme austère, très simple dans ses habitudes comme dans sa tenue, se serait laissé aisément persuader que cent dollars étaient une somme fort convenable pour la garde-robe d'un voyageur, voire d'une voyageuse, car la loi du tarif ne distingue pas entre Américains ou Américaines rentrant au pays. Cent dollars paieraient à peine un habit sortant d'un bon faiseur de la « Cinquième Avenue » et ne paieraient pas une robe quelque peu élégante. Mais M. Dingley ne connaît pas les prix de la « Cinquième Avenue ». On lui donna à entendre qu'il n'y avait d'autres prix que ceux de la confection, qu'il connaît sans doute. Peut-être est-il proche parent de M. Bailey, du Texas, *leader* du parti démocratique à la Chambre des représentants, qui refusa d'aller dîner chez le Président de l'Union parce qu'il ne lui était pas permis de s'y rendre en jaquette.

M. Dingley comptait, paraît-il, que sa clause somptuaire sur les « effets personnels » produirait 10 millions de dollars par an au Trésor. Les résultats des premiers mois ne justifient pas ce calcul et laisseraient à peine l'espoir d'un produit d'un million de dollars pour l'exercice entier. Ce point d'ailleurs importe peu au syndicat des tailleurs qui veut avant tout que les Américains perdent l'habitude d'aller faire leurs achats en Europe. Cette honorable association risque d'en être pour ses frais d'ingéniosité.

La douane de New-York avait, en effet, aux dernières nouvelles, repris peu à peu un aspect normal. Les lamentations y sont moins fortes ; on n'y séjourne plus que quelques heures, et l'on en sort sans de trop grands dommages.

Les personnes d'expérience assurent que les Américains, après avoir beaucoup crié, s'accommoderont du nouvel état de choses, aimeront mieux continuer à acheter en Europe qu'à New-York, paieront 60 p. 100 sur la valeur de leurs effets excédant cent dollars, et trouveront encore qu'ils y gagnent.

A. MOIREAU.

THÉATRES

Gymnase : *l'Aînée*, comédie en quatre actes et cinq tableaux, de M. Jules Lemaître. — Odéon : *Mon Enfant*, comédie en trois actes de M. Ambroise Janvier.

Les âmes pieuses qu'inquiétait le scepticisme de M. Jules Lemaître sont rassurées, j'imagine, depuis la première de l'*Aînée*. Ceux qui voyaient en son dilettantisme une manière de faire plus complètement le tour des idées et de jouir plus complètement des choses, en un mot un simple exercice de l'esprit le plus souple et le plus délié qui soit, ceux-là se sont réjouis pareillement de voir leurs prévisions confirmées. Tout le monde, — ou presque, — a lieu d'être content. Et quand tout le monde est content d'une pièce, on peut être rassuré sur son destin...

M. Lemaître est religieux. Qu'il vienne de l'éducation première ou d'une inclination naturelle, son goût pour les choses religieuses est indéniable. Et comme le goût pour les choses se manifeste surtout par l'éloignement pour leurs contraires, M. Lemaître a l'horreur du « libre penseur » tel qu'il se manifeste depuis un quart de siècle. Je crois que, s'il hait quelque chose, c'est Homais ministre. On pourrait donc être surpris de voir un esprit religieux attaquer avec un entrain si allègre une partie importante de la chrétienté. Le mot de Mgr Dupanloup, qui réjouissait tant Flaubert : « La superstition est une des citadelles avancées de la religion », n'est pas si sot qu'il paraît ; la superstition implique au moins la croyance à une force surnaturelle. Et, de même, le protestantisme est de la religion ; le ridiculiser, c'est augmenter, un peu, la force d'Homais. De là cette espèce de malaise que nous donne le pasteur Petermann. On s'étonnerait que l'âme religieuse de M. Lemaître ne l'ait point senti, si l'on ne savait que la religion de M. Lemaître est assez particulière.

Je disais qu'il est religieux. Peut-être est-il plutôt catholique. Au moins a-t-il un penchant assez accusé pour la forme de la religion « apostolique et romaine ». Il a ce qu'on pourrait appeler un « état d'esprit catholique ». Et peut-être cet état d'esprit se résumerait-il dans « le goût du prêtre ». Il aime le prêtre pour ce quelque chose de mystérieux, de presque impossible à comprendre pour un laïque ; et ce mystère l'attire, lui inspire une curiosité passionnée et sympathique. Il l'aime pour ce qu'il discerne de sublime dans l'âme d'un saint prêtre. Il l'aime aussi (c'est une hypothèse) pour les luttes dont cette âme peut être le théâtre, pour ce qu'il devine en elle de douloureux quand la foi en est absente, et enfin pour ce qu'alors elle a... d'inquiétant. Je veux dire ceci : la profanation répétée qu'est la vie d'un prêtre imparfait a de quoi intéresser un aussi délicat casuiste. En somme, M. Lemaître a le goût du prêtre parce qu'il trouve en lui, ou le modèle des vertus les plus sublimes, ou les cas de conscience les plus subtils... Retenez seulement de ce qui précède qu'il aime le prêtre. Et vous comprendrez comment il a été porté à détester ce qui est précisément le contraire du prêtre catholique : le pasteur protestant.

Pour tous ceux qui ont été élevés dans la religion catholique, le « prêtre marié » est à peu près incompréhensible ; le célibat nous paraît l'accompagnement obligé de la prêtrise. L'esprit de sacrifice est l'essentiel de l'esprit sacerdotal ; à qui a consommé le sacrifice de la chair, les autres sacrifices seront faciles ; et, si le sacrifice est le plus sûr moyen d'élévation morale, ce renoncement et ceux qui en découlent sont une garantie de perfection.

Il est possible que les coutumes protestantes soient plus en rapport avec l'infirmité de la nature humaine ; et peut-être le culte protestant, où la liberté du « fidèle » est plus grande, n'exige-t-il pas de ses ministres tout ce que le culte catholique exige du sien ?... Il nous semble toutefois qu'un pasteur parfait est, tout de même, un peu inférieur, au point de vue de la perfection idéale, à un prêtre parfait... Je n'insiste point : le sujet est trop « difficile ». Et, pour en revenir à l'*Aînée*, je fais seulement remarquer qu'un pasteur a des intérêts qui peuvent se trouver en contradiction avec ceux de son ministère : le prêtre n'en a pas ; ou, s'il en a (intérêts d'ambition, par exemple), ils lui sont communs avec son confrère, lequel en a toujours un de plus : sa famille.

C'est cette contradiction qui a servi de thème à M. Jules Lemaître. — Le pasteur Petermann a une médiocre fortune et six filles à établir. Il est donc amené, en tant que père, à favoriser des manœuvres et des compromissions qu'il doit blâmer en tant que pasteur. Le contraste est comique ; et si M. Lemaître y a insisté sans indulgence, il faut au moins reconnaître qu'il n'a pas trop « calomnié » son personnage. Sauf pour le mariage de Dorothée avec Muller, le pasteur Petermann agit comme un père de la bourgeoisie moyenne, ni plus ni moins mal ; mais il est comique qu'un pasteur agisse ainsi, si sa mission n'est pas seulement de prêcher la parole de Dieu, mais aussi de la mettre en pratique, et de donner dans sa famille l'exemple des vertus qu'il recommande au temple. J'ajoute que les habitudes de langage du pasteur forment un nouveau contraste, et fort piquant, avec ses actions ; il est amusant de le voir favoriser les six flirts de ses six filles, en s'appuyant sur Luc ou sur Mathieu... Tout au plus

pourrait-on admettre que le héros de M. Lemaître n'a pas eu de chance : sur ses six filles, deux sont de véritables guenons du pays de Nod ; trois autres sont d'enragées flirteuses et d'assez impudiques amoureuses ; une seule est vraiment parfaite, Lia, l'« Aînée », telle qu'on se représente la fille de pasteur accomplie... Elle est telle qu'elle doit être, elle a toutes les vertus de son état, et c'est pour cela peut-être que personne ne songe à l'épouser. Ainsi M. Lemaître nous fait sentir l'incompatibilité irréductible entre une fille chrétienne et les mœurs du jour ; et vous reconnaissez l'ironie coutumière de l'auteur de *Sérénus* dans cette conclusion : une fille de pasteur ne remplira vraiment sa fonction de femme qu'à condition d'être complètement dépourvue des vertus chrétiennes qu'on devrait, semble-t-il, rechercher surtout en elle... Et, si l'on trouve enfin que M. Lemaître est dépourvu d'indulgence pour les faiblesses de Petermann, on pourra se consoler avec la réponse si spirituelle du pasteur : comme son ami Dursay le plaisante sur son souci des biens temporels : « Vous avez, mon cher ami, l'intransigeance des gens qui ne croient pas à grand'chose, et qui sont d'autant plus sévères sur les principes qu'ils savent que ces principes ne les gêneront jamais !... »

Si Petermann ne m' « inquiète » pas trop en somme, il n'en est pas de même du pasteur Mikils. Vous savez son aventure. Entre toutes les filles de Petermann, il a choisi, non celle qui remplirait le plus dignement la maison d'un ministre de l'Évangile, mais celle qui lui « plaisait » le plus pour la fraîcheur de son teint, la finesse de sa peau, l'éclat de ses yeux et la rondeur de sa taille ; il s'est fait aimer d'elle ; leur flirt, à en juger par le journal intime de Norah, a été assez vif ; il l'a épousée.

Et c'est ici un nouvel aspect de la thèse de M. Lemaître : l'impossibilité d'être à la fois prêtre et mari... Après quelques années de mariage, Norah a pris un amant, et Mikils a eu des preuves de la trahison, « non pas la seule preuve sans réplique, celle qui consiste à voir de ses yeux, mais des preuves très convaincantes ». Il ramène sa femme, ayant eu la belle idée de la faire « juger » par Petermann. Au fond, il a le secret espoir qu'on l'obligera au pardon qu'il brûle d'accorder ; car il adore Norah : l'affection qu'il avait pour elle s'est transformée en la plus ardente des passions ; l'idée de la trahison a soulevé toute sa sensualité qui, un peu endormie jusqu'ici, s'est tout à coup déchaînée... Vous reconnaissez une idée que M. Lemaître avait déjà exposée dans le *Pardon :* à savoir que la pensée de l'adultère est un adjuvant pour la passion. Et c'est là, en somme, un corollaire du théorème célèbre de Spinoza sur la jalousie. Mais, tandis que le philosophe « à l'air portugais » explique par la puissance de l'*image* les tortures de la jalousie, M. Lemaître croit que cette image excite l'amour en même temps que la jalousie... Et cette idée, je l'avoue, me paraît fort déplaisante. Quel médiocre amoureux, quel médiocre voluptueux que celui qui a besoin d'un tel piment ! c'est le moins ragoûtant des débauchés, le débauché par imagination. Il y a là, en vérité, un peu plus que de la perversité : c'est une sorte de perversion, de... il y a un mot que je ne veux pas dire, et qui seul rendrait ma pensée... Notez qu'il ne s'agit pas ici de la jalousie, qui peut être un stimulant pour l'amour. Il s'agit d'une chose très précise et très concrète : l'adultère. *Post adulterum animal jocosum*, pense M. Lemaître. Et cette pensée n'est pas seulement déplaisante et choquante ; elle me paraît la plus fausse du monde. Je crois bien, jadis, avoir cherché à vous montrer ce qu'elle avait d'excessif dans la *Visite de noces*. Encore était-ce la maîtresse, et non la femme de M. de Cygneroi qui était en jeu. Et, quoi qu'on en dise, ce n'est pas la même chose. Mais les développements que je pourrais donner à mon opinion seraient trop difficiles à écrire ici.

Ce n'est pas tout. Cette idée, choquante en soi, l'est davantage encore, par rapport au personnage de Mikils. Qu'un laïque éprouve et exprime les sentiments que vous savez, il me choque un peu, et c'est tout. Mais quand j'entends un pasteur rappeler, en caressant sa femme, ce qui l'a empêché de préparer son prêche la nuit précédente ; quand, pendu aux jupes de sa femme, il la suit et la pousse presque dans sa chambre ; et quand il ajoute : « Si mes paroissiens me voyaient !... » alors, tout ce qui reste en moi, je ne dis pas seulement de religieux, mais simplement de respectueux, se hérisse, se révolte, et je suis tout près de m'indigner !...

Heureusement, il n'y a pas que Mikils, ou même que Petermann, dans la comédie de M. Jules Lemaître. Il y a l' « Aînée », Lia. Et je ne sais pas de personnage plus vrai, plus vivant dans sa complexité, plus émouvant et plus sincère. M. Lemaître excelle dans la peinture de ces personnages de demi-teinte, le professeur de *Révoltée*, Mme Leveau, le mari de l'*Age difficile*. Mais jamais, je crois, il n'a créé un type plus complet et plus admirable.

C'est une manière de Cendrillon volontaire, l'éternelle sacrifiée, qui a tellement pris l'habitude de s'oublier pour les autres, que les autres ont pris aussi l'habitude de ne jamais penser à elle. Elle est « à part », comme dit Mikils ; c'est-à-dire qu'elle ne sera jamais ce que sont les autres femmes. Religieuse, bonne, oublieuse de soi, elle a une « crise », cependant ; et cette faiblesse passagère nous la rend plus chère, la fait plus proche de nous...

Elle aimait Mikils. Comprenant qu'il aime Norah,

elle la lui donne. Elle s'éloigne, s'arrange de manière à ne jamais les rencontrer quand ils viennent voir les Petermann : et cela, moins pour s'éviter à elle-même un peu de chagrin, que pour épargner à Norah le moindre souci. Et c'est une double douleur pour elle d'apprendre la faute de sa sœur ; elle souffre de la honte de Norah, et de sa tranquillité dans le péché. Elle souffre aussi d'avoir fait un sacrifice inutile.. « Ta faute n'est pas seulement horrible en elle-même, dit-elle à Norah : elle ridiculise, elle bafoue mes scrupules et ma résignation, et rend grotesques à mes yeux cinq années de ma triste vie... » Et cette déception lui laisse un goût d'amertume : elle se sent diminuée par le ridicule de Mikils. Quand sa sœur lui a conté sa faute, elle reste seule :

On m'a appris à pratiquer avec soin l'examen de conscience... Si j'osais m'examiner en ce moment, je crois bien que je ferais en moi de tristes découvertes et dont je n'aurais pas lieu d'être fière... En réalité, j'ai moins été indignée par la faute de Norah que je n'ai été furieuse d'avoir fait pour rien toute cette dépense de renoncement et d'attitudes résignées, dont je me savais apparemment un gré infini... Et ensuite, il n'y a pas à dire, j'ai trouvé dans la mésaventure d'Auguste quelque chose qui ne me déplaisait pas. Son malheur, qui ne devait me faire que pitié, m'a paru presque comique ; toutes mes illusions sur lui sont tombées du même coup ; je l'ai vu comme un pauvre être diminué, qu'on plaint avec un sourire, et je l'ai presque traité dans ma pensée comme feraient les gens du monde et les personnes sans religion ni bonté...

Les sœurs de Lia ont quitté la maison paternelle ; elle ne s'est pas mariée. Un brave homme un peu mûr a demandé sa main. Elle avait refusé d'abord, croyant aimer encore Mikils. Se voyant bien guérie, cruellement guérie, elle consent, résignée, peut-être pour rassurer ses parents sur sa destinée, et un peu parce qu'ainsi elle pourra faciliter le mariage de sa dernière sœur, Dorothée. Et, comme il arrive, sa résignation et son sacrifice l'exaltent, et la reconnaissance qu'elle a pour l'homme qui la prend sans dot se transforme en une affection où il entre un peu de tendresse... Mais c'est une déception nouvelle qu'elle se prépare. Dorothée, — non, vraiment, le pauvre Petermann n'a pas de chance avec ses filles ! — s'est arrangée de manière à faire la conquête du vieux Muller ; et celui-ci, « en termes fort convenables », dit Petermann, déclare que c'est Dorothée qu'il veut épouser... Et c'est encore une douleur, et encore de l'amertume. Comme jadis son sacrifice pour Mikils, son sacrifice pour Muller est « ridicule et grotesque » ; après son cœur, c'est son amour-propre qui est blessé à en mourir. Ainsi, sa destinée, honteuse à force de platitude, est de ne pouvoir même pas faire un sacrifice profitable. Elle vieillira seule, inutile, sans foyer... Et tout parle de tendresse autour d'elle. Ses sœurs (réunies ce jour-là chez les Petermann) passent au bras de leurs maris : pendant que Mikils va, avec Norah, méditer sur les bienfaisants effets de l'adultère, les autres parlent de leurs enfants venus et à venir... Lia, l'éternelle solitaire, se désespère dans une atmosphère d'amour. Elle souffre, se trouble, s'émeut... Et voici un passant, qui lui adresse quelques paroles de galanterie ; elle tressaille, tremblant de joie à ces mots qu'elle ne devait jamais entendre ; elle frémit, elle se fait coquette, provocante, elle ne veut pas que cet homme la quitte avant de lui avoir appris ce qu'elle meurt de ne pas savoir...

La scène est d'une hardiesse incroyable. Mais elle est si vraie, elle traduit avec une vérité si poignante les troubles et l'affolement découragé de Lia, que notre impression est toute de mélancolie. M. Lemaître nous a fait si bien connaître et aimer son héroïne que nous accompagnons sa vie morale, si je puis dire ; ce qui nous touche, c'est moins les actions qu'elle commet, que les sentiments, — si humains et si émouvants ! — qui la font agir... Encore une fois, ce personnage de Lia me semble le meilleur et le plus complet qu'ait créé jusqu'ici M. Jules Lemaître. Et, il me semble, pareillement, l'un des meilleurs et des plus complets que nous ayons vus au théâtre. Comment tout s'arrange à la fin, grâce à un dénouement « à la Augier », comment la vertu, le vice et l'hypocrisie sont également récompensés, et comment, un instant, Petermann semble comprendre que sa vie n'est pas tout à fait une vie chrétienne... c'est ce que vous saurez en allant voir l'*Aînée*. J'ai dit très sincèrement tout le mal que j'en pense ; je n'ai pas eu le temps de dire tout le bien. Je veux au moins ajouter qu'elle est écrite dans la langue la plus délicieuse, la plus souple et la plus expressive ? Jamais, je crois, M. Lemaître n'a exprimé plus de pensées dans un langage plus parfait. Il n'est pas une réplique qui ne « signifie » quelque chose. C'est une musique merveilleuse, et dont le sens est précis et profond...

L'*Aînée* est excellemment jouée, surtout par l'admirable comédien qu'est M. Boisselot ; par Mlle Suzanne Desprès qui, servie ici par ses qualités et par ses défauts, a donné un relief surprenant au personnage de Lia ; par M. Mayer, un Mikils d'une vérité « gênante » ; et par M. Lérand, d'une tenue parfaite dans le rôle du philosophe Dursay. Louons Mmes Samary, Yahne et Dallet, ainsi que M. Gauthier.

Je ne veux pas terminer cet article déjà trop long sans dire le vif succès de *Mon Enfant*, à l'Odéon. D'un point de départ un peu conventionnel, M. Ambroise Janvier a tiré une comédie d'une excellente drôlerie, et d'un ton de blague plein de saveur. Le troisième acte, notamment, est d'une gaîté irrésis-

tible. Si je puis, je reparlerai de la pièce la semaine prochaine; je n'en signale aujourd'hui que le succès, qui, je le répète, a été des plus vifs. Très bonne interprétation de Mmes Grumbach, Henriot, et Mylo d'Arcylle, de MM. Coste et Siblot.

Enfin, j'ai eu souvent l'occasion de recommander à nos lecteurs les travaux de M. Albert Soubies. Notre confrère semble avoir la spécialité des ouvrages indispensables, que personne n'avait songé à écrire avant lui. C'est ainsi qu'il commence aujourd'hui une sorte de tour du monde musical. Le premier volume est consacré au Portugal; il est soigneusement documenté, et plein d'aperçus justes et ingénieux.

Jacques du Tillet.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

L'Académie voyage.

M. Brunetière sera dans huit jours à Bordeaux; il y va donner une conférence sur l'*Individualisme*.

M. André Theuriet est appelé à Nancy pour y parler de l'œuvre des Goncourt.

Cette visite a pour but d'exciter le zèle des Nancéiens autour d'un projet de monument dont quelques-uns avaient eu l'idée l'année dernière, et qui semble un peu oublié.

Edmond de Goncourt était né à Nancy. Le monument qu'on veut ériger à sa mémoire consisterait en un buste (déjà commandé, je crois, au sculpteur Lenoir), sur le socle duquel s'incrusterait, en bronze, l'effigie de Jules de Goncourt.

La souscription n'a donné jusqu'ici, dit-on, bien qu'ouverte depuis un an, que des résultats à peu près nuls. Et c'est un spectacle d'une amère philosophie que cette universelle indifférence de la foule en face des morts dont l'œuvre l'a instruite ou récréée. Je dis universelle, car elle s'étend, cette indifférence, aux plus illustres et aux plus populaires; et sur ce point Musset, Balzac, Hugo, Dumas, ne semblent pas beaucoup mieux partagés qu'un Verlaine ou un Goncourt. Un comité vient de se former pour l'érection d'un monument à Daudet; nous entendrons là, j'en suis sûr, avant peu, les mêmes doléances.

C'est que nous n'avons pas, en France, le sens de la générosité abstraite, et *inutile;* il nous faut des placements qui rapportent, je veux dire dont le profit, matériel ou moral, puisse être aisément supputé; nous ne connaissons pas encore la volupté d'acquitter en espèces sonnantes, au profit d'un mort, une dette d'esprit.

M. Paul Bourget vient de réunir en un volume trois nouvelles: *l'Écran*, *Inutile science*, et *Sauvetage*, récemment publiées.

L'ouvrage, qui paraîtra dans quelques jours, s'intitulera: *Complications sentimentales.*

Fogazzaro travaille depuis près de trois ans à un roman dont les scènes principales se dérouleront à Venise, et qui ne sera probablement prêt qu'à la fin de l'année prochaine.

L'ouvrage sera immédiatement publié en français. La traduction en a été demandée à Mme Charles Laurent, traductrice du roman *Malombra* que publie en ce moment le *Figaro*.

J'annonçais, il y a quinze jours, une préface de M. Victorien Sardou, écrite pour le livre si curieux de M. Frantz Funck-Brentano sur la Bastille.

Elle est charmante, cette préface; et elle nous renseigne aussi sur les sentiments politiques de l'auteur de *Rabagas*... Voulez-vous les connaître tout de suite, tandis que la brochure s'imprime?

Voici donc ce que pense de l'ancien régime M. Victorien Sardou :

> Il avait, certes, ses vices et ses abus, que la Révolution a fait disparaître, pour les remplacer par d'autres, beaucoup plus supportables à coup sûr, mais ce n'est pas une raison pour calomnier le passé et le faire plus noir qu'il n'était. Les fanatiques de la Révolution ont fondé en son honneur une sorte de culte dont l'intolérance est souvent agaçante. A les entendre, tout, avant sa naissance, n'était que ténèbres, ignorance, iniquités et misère! — Il faut donc l'admirer sans réserves et pallier ses erreurs et ses crimes: jusqu'à dorer, disait Chateaubriand, le fer de sa guillotine! — Ces idolâtres de la Révolution sont bien maladroits! A vouloir forcer l'admiration pour tout ce qu'elle a fait de bien et de mal, sans distinction, on provoque l'envie très injuste de la détester en bloc. — Elle se passerait bien de tant de zèle: car elle est de taille à souffrir la vérité, et son œuvre, en somme, est assez grande pour qu'on n'ait pas à la justifier et à la glorifier par des légendes.

Une extraordinaire fureur d'écrire s'est emparée des Japonais, et leurs plus récentes statistiques nous apportent des chiffres... à décourager l'Occident.

Le Japon publie présentement vingt-cinq mille volumes par année! C'est l'équivalent de la production allemande, et le double de celle d'Angleterre et de la nôtre.

Dans ce total surprenant, figurent environ 5 000 ouvrages de droit (je cite les chiffres de 1896); 1 300 de religion, et à peu près autant d'astronomie. Près de 1 400 almanachs ont été édités! La poésie, la littérature critique et le roman ont produit deux mille ouvrages nouveaux.

La presse périodique est en outre représentée au Japon par 800 journaux ou revues. En France, nous sommes à cinq mille. De ce côté-là, aucun « péril jaune » n'est encore à redouter...

M. Henry Bérenger vient de coordonner en un volume, qu'il publiera la semaine prochaine, un certain nombre d'études de critique sociale dont la plupart nous avaient été présentées par le jeune écrivain sous forme d'articles ou de conférences. Sur les problèmes de la « pensée et de l'action », de la religion, de l'éducation, de la vie militaire, M. Henry Bérenger a, en ces derniers temps, pro-

noncé d'utiles paroles et composé de fortes pages que nous retrouverons avec plaisir en ce livre.

Il l'intitule *la Conscience nationale*, et pose au début de l'ouvrage cette question : Y a-t-il encore une conscience française ?

Et il répond à la question par lui posée :

Les étrangers qui se plaisent à nos pornographies et à nos scandales en doutent volontiers. Le Français de salon et de boulevard (le seul qu'ils connaissent) leur parait la poussière brillante et vaine d'une race qui se désagrège. Et, par ailleurs, le Français que nous exportons est rarement un article de choix.

La grande masse du peuple, accablée par le travail forcé du jour et l'insécurité du lendemain, fanatisée par la liberté du pamphlet à un sou, dégénérée par la liberté de l'alcool, ne révèle guère que des mouvements réflexes, — rarement une conscience claire et saine de son destin.

Notre élite cérébrale se délecte en un anarchisme mondain des plus délicieux. Elle adore, couronnée d'orchidées, s'asseoir en révolutionnaire aux fêtes de la ploutocratie.

Nous croyons pourtant encore à la personnalité morale de la France. Une grande nation qui, à travers quatre siècles d'histoire, poursuit l'affranchissement total de l'homme, peut défaillir : elle ne se renonce pas. Ses maladies aiguisent sa conscience ; ses deuils la trempent, et ses erreurs lui éclairent l'avenir.

~~~

Annoncés pour mardi prochain :

De M. K. Waliszewski, *Marysienka, reine de Pologne* (1641-1716) ;

De Mme Matilde Serao, *Au pays de Cocagne*, étude de mœurs napolitaines ;

De M. Paul Guigou, *Interrupta*, avec une préface de M. François Coppée.

Pour mercredi :

De M. Léon Bloy, *le Mendiant ingrat*, où l'auteur a rédigé le journal de sa vie (on dit même qu'il ne s'y est pas montré tendre pour ses contemporains !) ;

De M. E. Verhaeren, un drame lyrique, *les Aubes*.

~~~

La réimpression du *Fortunio* de Théophile Gautier est également annoncée pour mercredi.

L'édition est faite sur papier vélin et papier de Chine, et limitée à 600 exemplaires ; elle comprend 24 lithographies en couleurs, de Lunois.

~~~

Légère rumeur dans le Landerneau des romanciers.

C'est au rez-de-chaussée d'un journal du matin que la chose se passe. Une jeune femme, auteur de deux ou trois romans remarqués, apporte naguère à ce journal un feuilleton qui y est immédiatement inséré. L'ouvrage a plu à la direction ; il effarouche cependant quelques abonnés pudiques qui protestent, en lettres véhémentes, contre l'audace du sujet et le réalisme plutôt brutal des développements.

Les confrères rient sous cape ; ils pensent : « Voilà une dame dont la concurrence ne nous gênera plus. » Ils s'illusionnent. Un feuilleton nouveau, tapageusement annoncé, vient de suivre celui-ci ; il est signé d'un nom d'homme, il est vrai, mais d'un nom que personne ne connaît. Les confrères font une enquête, et ils découvrent sous ce pseudonyme masculin... l'indéracinable dame dont ils s'étaient crus débarrassés !

Deux romans du même écrivain publiés, l'un suivant l'autre, au rez-de-chaussée du même journal : il paraît que la chose est presque sans exemple dans les annales du Feuilleton !

Aussi bien le travail des femmes menace-t-il, depuis quelques années, la production de nos feuilletonistes ordinaires d'une terrible concurrence. Elles sont, à cette heure, une dizaine de « jeunes », très laborieuses, très lettrées et fort habiles, qui se sont fait une rapide et large place dans nos journaux : Jean Bertheron, Daniel Lesueur, Brada, Marie-Anne de Bovet, Jeanne de la Vaudère, Marcelle Tinayre, Marni, Jean de la Brète, Tola Dorian, Bentzon, ont aujourd'hui des signatures connues et cotées. Elles ne sont pas toutes au même échelon de la notoriété et du talent, mais elles sont toutes intéressantes par quelque côté de l'esprit.

Et puis ce sont des femmes. L'homme propose son ouvrage ; la femme impose le sien. Le candidat au feuilleton ne peut s'armer que de persévérance ; la candidate, elle, a le sourire, la supplication des yeux, le charme enjôleur des promesses. Elle a la supériorité de l'armement.

EMILE BERR.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Mme la Princesse Cantacuzène vient de faire paraître en volume une série de nouvelles intitulées *Croquis russes*. Et le titre convient on ne peut plus à l'ouvrage. On ne saurait mieux appeler ces gracieux récits, tant est légère la main qui jette l'un après l'autre ces rapides coups de pinceau. Ils sont aussi vraiment russes, ces croquis d'après nature, que les senteurs de notre steppe, de sa vie large et libre dans l'uniformité de ces vastes paysages, pénètrent d'un souffle vivifiant.

Ce n'est là, sans doute, qu'une région éloignée et particulière, à plus d'un titre, se distinguant, par bien des traits, du cœur de la vieille Russie.

Mais voilà pourquoi aussi le lecteur y trouvera des figures neuves et des horizons attachants dans leur monotomie apparente. Il s'apercevra, dès la première page, que la couleur locale n'a rien de conventionnel et que l'auteur retrace dans son livre des spectacles que ses yeux ont souvent contemplés. Et ce n'est pas avec une recherche minutieuse des détails, avec l'intérêt apparent d'un analyste méthodique, mais avec l'affection vibrante qu'inspire le coin de pays où l'on a été heureux, que Mme la princesse Cantacuzène fait passer devant nous ces paysages animés de figures toutes vivantes. « Glissez, n'appuyez pas. » Voilà sa devise. Bonne devise à coup sûr, et tout à fait dans la tradition de l'esprit français. Et s'il nous était permis de faire un choix dans ce bouquet parfumé des herbes odorantes de la steppe, nous indiquerions au lecteur les morceaux intitulés : *la Perrette de la Steppe*, *la Plaine*, *Incomprise*, *Pendant la Guerre* ; mais plutôt, qu'il ne choisisse point, qu'il lise le volume
~~~

d'un bout à l'autre et il saura gré à l'auteur des moments agréables qu'il aura passés.

C. Golowine.

L'ALGÉRIE ET LA TUNISIE, par *M. Paul Leroy-Beaulieu.* — La nouvelle édition de son *Algérie et Tunisie*, que M. Leroy-Beaulieu vient de faire paraître, est en réalité une œuvre nouvelle; en effet les transformations incessantes qui se sont produites durant ces dix dernières années dans « ces prolongements transméditerranéens de la France » ont forcé l'auteur à remanier complètement la première édition de son ouvrage.

M. Leroy-Beaulieu a étudié nos colonies du nord de l'Afrique au triple point de vue économique, moral et administratif. Obligé de reconnaître que les différents éléments de la population algérienne, colons, indigènes et Juifs, sont en état d'hostilité perpétuelle, et que par là même la situation morale a plutôt reculé depuis vingt-cinq ans, — il reconnaît qu'au point de vue économique, bien qu'il y ait encore de nombreux progrès à accomplir, l'Algérie et la Tunisie ont pris depuis quelque temps un rapide essor.

Mais la manie bureaucratique pèse lourdement sur le développenent algérien, et M. Leroy-Beaulieu ne voit qu'un seul remède à cet état de choses : « Le régime qui conviendrait à l'Algérie, dit-il, c'est une décentralisation une sorte d'autonomie administrative, sous le contrôle bienveillant de la mère patrie, et l'application des méthodes coloniales, non des lourdes traditions métropolitaines. »

La Tunisie semble avoir été favorisée davantage : « elle s'est faite par l'initiative privée, s'est développée par la prudence et l'économie gouvernementale ».

Puisse l'exemple de l'Algérie ne pas influer sur elle, et ne pas entraver sa marche en avant!

Enfin, nous devons, tout en favorisant l'accroissement de la population européenne, considérer le développement numérique et surtout économique de la population indigène, qui sera le facteur principal de l'essor de ces contrées.

Il serait à souhaiter hautement que le remarquable ouvrage de M. Leroy-Beaulieu éclairât l'administration, aussi bien en France que dans nos deux colonies, « sur les moyens les plus sûrs et les plus humains de faire dans notre Afrique une durable et grande œuvre ».

G. R.

BISMARCK INTIME, par *M. J. Hoche* (Juven). — « Bismarck est avant tout et par-dessus tout *un humoriste* », cette opinion rencontrera tout d'abord bien des incrédules; le chancelier de fer, l'homme qui pendant un quart de siècle a présidé aux destinées de l'Europe serait un esprit de la famille des Sterne, des Carlyle, des Henri Heine? Et pourquoi non? Après avoir lu le livre si richement documenté — et si amusant — de M. Hoche on arrive presque forcément comme lui à la conclusion que Bismarck est une force de la nature guidée par une grande destinée, et ainsi s'expliquent « les inégalités, les exagérations, les contradictions, les lourdes antithèses dont semble pétri son rôle politique ». Les portraits, dessins de tout genre et caricatures m'étaient déjà connus pour la plupart, mais j'ai eu grand plaisir à les trouver réunis en un volume qui forme ainsi une sorte d'épitomé illustré de l'histoire de l'Europe contemporaine jusqu'en ces dernières années.

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE, souvenirs de *Betzy Balcombe* (Plon). — A côté de Bismarck intime, Napoléon intime; à côté du chancelier déchu, retiré dans ses terres et dirigeant des papeteries ou des moulins, l'ex-empereur, « le général Bonaparte », comme l'appelait Hudson Lowe, jeté sur le rocher de Sainte-Hélène et s'ingéniant à faire enrager ses geôliers, que de points de comparaison! En publiant le rapport du comte de Balmain, la *Revue* avait signalé l'ouvrage de miss Balcombe. Nous sommes heureux de voir qu'on a pris bonne note de cette indication et qu'on a songé à traduire l'intéressant petit volume. Betzy Balcombe avait quatorze ans quand arriva dans l'île dont son père était pourvoyeur le soi-disant ogre de Corse. Elle le prit d'abord en effet pour un ogre et eut grand peur de lui, mais la connaissance une fois faite, Napoléon et miss Betzy devinrent les meilleurs amis du monde et ce fut en définitive la fillette qui se montra pour l'ogre un véritable tyran. Comme le dit avec raison M. A. Le Gros dans son introduction, quand le lecteur aura séparé, dans ces « souvenirs », ce qui n'est pas personnel à l'auteur, il restera les trois quarts de l'ouvrage qui l'intéresseront vivement, car il y verra un Napoléon à Sainte-Hélène, fort différent de celui que la légende anglaise a toujours représenté, un Napoléon aimant les enfants, se plaisant à leur parler, à jouer avec eux et sachant parfaitement se mettre à leur portée. Ils l'appelaient familièrement « Bony », et à constater la popularité de Bony parmi le petit peuple enfantin, on se rend compte de l'erreur du poète qui assurait que « rien d'humain ne battait sous son épaisse armure », car pour que les enfants vous aiment, il faut les aimer.

CORRESPONDANCE DE VICTOR HUGO (Lévi). — Quand il n'y en a plus, il y en a encore, telle pourrait être la devise de la fameuse malle, et nous aurions mauvaise grâce de nous plaindre de cette fécondité, puisqu'elle nous vaut des volumes comme celui-ci, qui ne déparera pas la collection des Œuvres complètes, ce que, par malheur, on ne peut pas dire de tous les volumes publiés après la mort du poète. Même le présent livre aurait gagné peut-être à un élagage plus sévère : à quoi bon tant de billets où les lieux communs *hugoliens* s'étalent avec une complaisance irritante : vous êtes la lumière : l'empire est l'ombre ; les grands cœurs sont comme les grands astres et vous êtes un des éblouissements du siècle, etc., etc. Mais nous oublions volontiers ce fatras ampoulé en lisant nombre de pages pleines de grâce, de bonhomie et d'esprit. Je recommande les *lettres de Bruxelles* et en particulier l'une d'elles, d'une drôlerie achevée, relatant un entretien d'Hugo avec le bourgmestre bruxellois, de Brouckère.

G. A.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36371. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 17. 4e SÉRIE. — TOME IX 23 AVRIL 1898.

LA CONCENTRATION

Voilà vingt-trois ans que nous faisons l'expérience du régime parlementaire. Le résultat en est encore incertain. Ceux qui croient que le parlementarisme est la meilleure formule de gouvernement libre — et nous sommes de ceux-là — sont inquiets de l'avenir : ils constatent que le régime parlementaire fonctionne avec difficulté et ils notent dans le public certains symptômes de lassitude.

On a proposé, de divers côtés, de modifier le règlement de la Chambre. Rien de mieux. On pourra organiser le travail parlementaire de manière à gagner du temps. Le budget, par exemple, au lieu d'être voté en cinq mois, le sera en deux ou trois mois. Ce sera beaucoup sans doute; mais la crise du parlementarisme, qui apparaît aujourd'hui à tous les yeux, a des causes plus profondes qu'une méthode de travail plus ou moins imparfaite.

Dans les pays où il fonctionne régulièrement, le régime parlementaire est le gouvernement des partis. Or, ce qui nous manque, c'est précisément des partis organisés, des partis ayant chacun un programme net et précis.

Si de tels partis n'existent pas chez nous, c'est que, jusqu'à ces dernières années, la forme du gouvernement était discutée : d'où cette conséquence, qu'au lieu de se grouper sur des idées pratiques, on s'est groupé sur des étiquettes.

Le Seize Mai, à ce point de vue, a eu des effets déplorables. La France a été coupée en deux. D'un côté, ceux qui rêvaient un changement de gouvernement; de l'autre, ceux qui voulaient maintenir la République. On n'était d'accord que sur un point, là pour nier, ici pour affirmer le régime républicain : en réalité, dans un parti comme dans l'autre, on voyait, combattant côte à côte, des hommes que devaient séparer, au lendemain de la lutte, leurs opinions religieuses, économiques, sociales.

Aujourd'hui, des orateurs dont la parole a une grande autorité recommandent « l'union des républicains ». Si c'est un conseil moral, si l'on entend que les républicains de toute nuance ne doivent jamais perdre de vue ce qui les rapproche, si l'on veut dire que tous, des plus modérés aux plus avancés, doivent se souvenir qu'ensemble ils ont défendu l'idée républicaine et qu'ils se trouveraient encore unis pour la défendre le jour où elle serait attaquée, si enfin on les engage par là à ne se point traiter en frères ennemis, certes nous applaudissons à ce langage. Mais si c'est un conseil politique, si ce qu'on prétend restaurer sous le nom d' « union » c'est l'ancienne « concentration », alors nous pensons que ce serait engager le parlementarisme sur une fausse route : il nous paraît que ce que nous avons vu dans le passé justifie toutes nos craintes pour l'avenir.

La concentration est une arme de guerre ; mais le temps de la politique militante est fini. Maintenant, il s'agit d'organiser. Les groupements doivent se faire, non sur une étiquette, mais sur un ensemble de vues politiques. Il est temps de former dans le gouvernement républicain, comme dans tout gouvernement constitutionnel, un certain nombre de partis ayant chacun son programme : c'est le programme réunissant le plus grand nombre d'adhérents qui devra être appliqué. Pour nous, si le régime parlementaire n'a pas fonctionné plus régulièrement, si la

politique républicaine a été trop souvent une politique négative, c'est surtout parce que cette idée a continué de prévaloir chez beaucoup de républicains qu'ils devaient former un parti unique, rien qu'un parti.

En France, à l'heure qu'il est, l'immense majorité des citoyens considère la république comme la forme définitive du gouvernement : dès lors, un « parti républicain » ne se comprend guère mieux chez nous qu'un « parti royaliste » ne se comprendrait en Angleterre. Logiquement, si un tel parti pouvait se former, il devrait être ouvert à tous ceux, sans exception aucune, qui veulent maintenir la république : car on ne voit pas qui aurait qualité pour fixer une limite, soit à droite, soit à gauche. Ainsi défini, le parti républicain serait un parti de combat pour un nouveau Seize Mai : il ne saurait être un parti de gouvernement.

Nous avons vu, dans des cabinets de concentration, un certain nombre d'hommes de mérite réunis, ceux-ci plus modérés, ceux-là plus radicaux, tous désireux de bien servir la République ; mais, la bien servir, comment? Force leur était d'écarter les questions qui les divisent, et souvent ce sont celles qui importent le plus. Prenez, par exemple, l'impôt. Vous pouvez faire asseoir autour d'une table sept ou huit ministres dont une moitié veut que chaque citoyen déclare le chiffre de son revenu, dont l'autre moitié entend frapper la richesse d'après les signes extérieurs : ces ministres pourront être les meilleurs amis du monde, mais je me permets de douter qu'ils puissent trouver ensemble une formule ayant une valeur pratique quelconque. N'est-ce pas là notre histoire parlementaire des dernières années?

* * *

A ceux qui se méfient de la concentration, on reproche de semer la division parmi les républicains. La « division »! c'est le grand mot. Est-ce donc diviser les gens que de constater que ceux qui marchent à droite et ceux qui marchent à gauche ne peuvent pas faire route ensemble? D'excellents républicains sont d'avis qu'il faut reviser la Constitution et réduire les attributions du Sénat; d'autres, qui ne sont pas pour cela moins bons républicains, veulent maintenir l'égalité constitutionnelle des deux Chambres. Les uns et les autres pensent différemment sur ce point : ils penseront aussi différemment sur la séparation des églises et de l'État, sur la décentralisation administrative, sur la liberté d'association, sur dix autres questions non moins vitales. Ce qui les divise, c'est la sincérité même de leurs opinions; et l'on ne voit rien dans cette division — puisque division il y a — que de parfaitement honorable et de parfaitement légitime.

Je comprends que dans certaines circonstances, et jusqu'à un certain moment, des modérés se décident à soutenir un cabinet radical, ou des radicaux un cabinet modéré : il se peut que ce soit raison politique. Mais ce que je ne comprends pas, c'est qu'on veuille instituer une politique de concentration, c'est-à-dire une politique qui, sous couleur d'être à la fois modérée et radicale, ne serait en réalité ni radicale ni modérée. La première condition du régime parlementaire, c'est que ceux qui ont le gouvernement appliquent franchement leur programme et non le programme de leurs adversaires.

J'entends dire que, pour constituer un grand parti républicain, il suffit de l'accord sur les principes de 1789. On n'a jamais tant parlé des principes de 1789 que depuis quelque temps : je voudrais, à ce sujet, présenter simplement deux observations.

La première, c'est que ces principes ne sont peut-être pas quelque chose d'aussi absolu qu'on le paraît croire : on a vu des gouvernements qui se réclamaient de la déclaration des droits de l'homme et qui n'étaient rien moins que républicains.

L'autre observation, c'est que, tout en proclamant ce qu'il y a de juste, de généreux, dans les principes de 89, on peut se refuser à y voir un catéchisme politique que toutes les générations seraient tenues d'épeler tour à tour sans y changer une virgule. L'œuvre de la Révolution, œuvre avant tout individualiste, a sa raison d'être historique; mais avouons qu'il serait au moins singulier, au bout d'un siècle, qu'il n'y eût rien à en retrancher, rien surtout à y ajouter. Voyez, par exemple, la liberté d'association, dont la loi sur les syndicats n'a été qu'une imparfaite ébauche : voilà un coup de pioche dans l'œuvre de la Révolution; et cependant, parmi ceux qui la réclament aujourd'hui, cette liberté d'association tant de fois promise, il y a beaucoup de républicains.

Pour nous résumer, ce n'est ni sur les principes de 1789, ni sur aucune abstraction quelle qu'elle soit, que les partis politiques peuvent se constituer : c'est sur des idées concrètes. Si nous voulons avoir la réalité du régime parlementaire, dont jusqu'ici nous n'avons eu guère que l'apparence, souhaitons qu'il se forme enfin des partis organisés; souhaitons surtout, à l'heure où nous sommes, que les candidats républicains renoncent à poursuivre une concentration chimérique et que chacun se présente devant le pays avec un programme bien défini. C'est à ce prix que nous pourrons être sérieusement renseignés sur l'état de l'opinion; c'est à ce prix que nous aurons des élections d'où se dégage une idée directrice.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

L'IRONIE [1]

Mesdames, Messieurs,

Le titre de cette causerie est si bref et partant si vague que je suis obligé d'abord de délimiter mon sujet et de marquer, tout comme un prédicateur, les points de mon discours : il y en aura deux.

Premier point. Je tâcherai — sans du reste me flatter que j'y parvienne — de définir l'ironie et de montrer quelles différences il y a entre l'ironie classique et l'ironie moderne.

Second point. Je m'efforcerai de prouver que les ironistes ne sont pas tous, — comme on le prétend parfois, — de malhonnêtes gens.

I

Le mot français d'ironie vient d'un mot grec, εἰρωνεία, lequel veut dire interrogation, — précisons, — interrogation par quelqu'un qui feint l'ignorance.

Tel fut le procédé dont Socrate usa pour confondre les sophistes.

Quand il les rencontrait sous les platanes du Céramique, ou dans les jardins, ou dans les gymnases, ou dans les boutiques des artisans, il allait à eux et leur posait des questions. Il faisait, si j'ose m'exprimer ainsi, il faisait l'imbécile. Il disait ne rien savoir, témoignait le désir de s'instruire et traitait ses adversaires comme des maîtres révérés. Il paraît que les sophistes ne manquaient jamais de donner dans le piège, ce qui prouve, sans doute, qu'ils avaient dans l'esprit plus de subtilité pour raisonner que de sagacité pour deviner les embûches. Et de question en question, l'artificieux Socrate conduisait ses interlocuteurs à des contradictions ineptes où éclataient la fausseté de leurs principes et la vanité de leur dialectique.

Platon et Xénophon nous ont conservé beaucoup d'exemples de « l'ironie socratique ». Chez Platon, Socrate est un raisonneur âpre, impitoyable, qui triomphe avec des sarcasmes, quand ses ennemis sont en déroute. Chez Xénophon, qui avait une âme naïve, même puérile, Socrate est un questionneur plus bénin : il a plus de bonhomie dans l'argumentation et plus de modestie dans la victoire. Si bien que selon que l'on considère Socrate au travers des *Mémoires* de Xénophon ou bien au travers des *Dialogues* de Platon, l'ironie de celui que la Pythie elle-même proclama le plus sage des hommes nous fait penser soit aux malices d'une vieille fille experte au jeu des petits papiers, soit aux plaisanteries féroces d'un pince-sans-rire habile à mystifier, disons le mot, à « raser » ses contemporains.

***

Le méthode de conversation familière à Socrate a donc une parenté bien lointaine avec ce que nous avons coutume d'appeler ironie.

Littré définit l'ironie « une raillerie particulière par laquelle on dit le contraire de ce que l'on veut faire entendre ». Elle consiste à donner au discours un tour plus vif, un accent plus pénétrant grâce à un mensonge souriant dont personne n'est la dupe. C'est ainsi que l'on pourra, sans qu'aucun ait le droit de s'y tromper, émettre des aphorismes comme ceux-ci : « Le grand souci des journaux d'aujourd'hui, c'est le souci de la vérité » ; ou bien : « De tous les artistes contemporains les plus remarbles, les plus originaux, les plus inventifs sont assurément les architectes » ; ou bien encore : « Le prestige du régime parlementaire grandit chaque jour en France. »

Cette ironie-là est vieille comme le monde. Elle est même d'institution divine. Les premières paroles que Dieu dit à Adam après sa chute furent ironiques. Ce n'est pas moi qui l'affirme, c'est Pascal. Dans la onzième des Provinciales, il réfute les jésuites qui l'avaient accusé de railler hors de propos les choses sacrées et il invoque l'autorité des Pères de l'Église pour démontrer que Dieu tint au premier homme un discours d'une *ironie piquante :*

> ... Après qu'Adam eut désobéi dans l'espérance que le démon lui avait donnée d'être fait semblable à Dieu, il paraît par l'Écriture que Dieu, en punition, le rendit sujet à la mort, et qu'après l'avoir réduit à cette misérable condition qui était due à son péché, il se moqua de lui en cet état par ces paroles de risée : « Voilà l'homme qui est devenu comme un de nous. » *Ecce Adam quasi unus ex nobis :* ce qui est une ironie *sanglante et sensible* dont Dieu le piquait vivement, selon saint Chrysostome et les interprètes. « Adam, dit Rupert, méritait d'être raillé par cette ironie et on lui faisait sentir sa folie bien plus vivement par cette expression ironique que par une expression sérieuse. » Et Hugues de Saint-Victor, ayant dit la même chose, ajoute que « cette ironie était due à sa sotte incrédulité et que cette espèce de raillerie est une action de justice, lorsque celui envers qui on en use l'a méritée (1) ».

Et pour mieux défendre encore son droit à l'ironie, Pascal cite l'exemple des prophètes de l'Ancien Testament et s'appuie sur l'autorité des grands docteurs de l'Église qui ont pratiqué l'ironie, « comme saint

(1) Conférence prononcée le 5 avril à la Société des Conférences, dans la salle des Mathurins.

(1) Pascal, *Provinciales*, XI.

Jérôme dans ses lettres et dans ses écrits contre Jovinien, Vigilance et les pélagiens; Tertullien, dans son apologétique contre les folies des idolâtres; saint Augustin contre les religieux d'Afrique qu'il appelle *Chevelus ;* saint Irénée contre les gnostiques; saint Bernard et les autres Pères de l'Église... » Je vous prie de vous rappeler ces vénérables autorités lorsque tout à l'heure je devrai plaider pour l'ironie contre ses détracteurs.

L'ironie a toujours été et est encore aujourd'hui une des formes ordinaires de la dialectique populaire. Les loustics d'atelier ou de chambrée ironisent à jet continu. Les paysans eux-mêmes ironisent en se disputant au marché. L'ironie convient à l'insolence de Gavroche comme à la finauderie des campagnards. Elle est le sel de toutes les causeries, de toutes les querelles, de toutes les réconciliations.

Et je n'ai pas besoin de vous rappeler les chefs-d'œuvre de la littérature qui sont des chefs-d'œuvre d'ironie au sens biblique et populaire du mot. Cette ironie classique est celle des orateurs grecs et latins; on la trouve dans les fabliaux du moyen âge, dans la Satire Ménippée, dans les Provinciales de Pascal, dans les Mémoires de Beaumarchais. Cette ironie selon la définition des traités de rhétorique est encore celle de Swift et même de Thackeray. Elle est, chez les Anglais, plus grave, plus tendue, plus dure, plus prolongée que chez les Français. Mais le procédé demeure le même: c'est toujours une inversion de l'idée.

***

Aujourd'hui le sens du mot a beaucoup changé. Il s'est élargi. Pour nous, l'ironie n'est plus seulement la traditionnelle figure de rhétorique, une façon mordante de dire tout juste l'opposé de l'idée qu'on veut exprimer. Elle est plus variée et plus subtile. Nous appelons de ce mot-là les artifices très divers auxquels recourent les écrivains de notre siècle pour traduire les nuances de leur pensée, tempérer l'absolu des mots et en diminuer la crudité.

La moderne ironie est difficile à définir tant elle prend de rythmes, de timbres et d'accents. Tantôt elle est une prudente atténuation : elle dit moins pour faire entendre plus, elle use de périphrases, de détours, d'allusions, de réticences; elle vole autour de la pensée, la frôle et semble la railler d'un battement d'aile. Tantôt elle n'est qu'un tour de paradoxe, un faux semblant d'ingénuité. Parfois elle est comme l'atmosphère d'un livre, elle en imprègne toutes les pages, elle en est le charme mystérieux et que l'on ne saurait saisir; elle est la lumière qui baigne un paysage, enveloppe ses contours, noie ses lignes et fond ses couleurs. Et cette impalpable ironie ne s'est point seulement répandue dans les livres des conteurs, des historiens ou des philosophes; elle s'est glissée dans la poésie et elle nous a révélé des nuances encore inconnues de la sensibilité humaine.

Tout cela est bien vague : il nous faut recourir à des exemples pour tâcher de mieux démêler ce qu'il y a de vraiment neuf et de vraiment original dans l'ironie de nos romanciers, dans l'ironie de nos philosophes et dans l'ironie de nos poètes.

***

Le type le plus parfait de l'ironie dans le roman moderne, c'est *Bouvard et Pécuchet,* chef-d'œuvre qui n'a point encore rempli toute sa destinée. Lorsqu'il parut, on décréta qu'il était ennuyeux; plus tard, on décréta qu'il était dangereux. Comme nous avons besoin de toujours découvrir quelque repoussoir pour nos admirations, comme il nous est difficile de célébrer un écrivain sans en rabaisser un autre, ce fut Flaubert qui paya les frais du grand et juste enthousiasme que souleva en France la révélation des grands romanciers russes. Pour démontrer que *Anna Karénine* était un chef-d'œuvre — comme s'il n'eût pas suffi de lire *Anna Karénine* pour en être éperdument convaincu! — on nous fit savoir que *Bouvard et Pécuchet* était un livre détestable. Dans son éloquente préface du *Roman russe,* M. de Vogüé appelait *Bouvard et Pécuchet* « l'Iliade grotesque du nihilisme ». Et il s'écriait :

Ecce homo! Bouvard, voilà l'homme tel que l'ont fait le progrès, la science, les immortels principes, sans une grâce supérieure qui le dirige : un idiot instruit, qui tourne dans le monde des idées comme un écureuil dans sa cage.

Et M. de Vogüé reprochait à Flaubert d'avoir oublié toute pitié pour s'acharner sur cet idiot. Après avoir passé cinq années sur les bancs de la Chambre à écouter Bouvard discourir et à regarder Pécuchet voter, M. de Vogüé ne reprocherait peut-être plus aujourd'hui à Flaubert l'excès de sa férocité!

D'ailleurs *Bouvard et Pécuchet* n'a point souffert de tant d'attaques. Depuis qu'il a paru, ce livre a eu des dévots, des fanatiques sans cesse plus nombreux et, en ces cinquante dernières années, aucune œuvre n'a peut-être exercé pareille influence sur la littérature de la France.

« La science, dit Bouvard, est faite suivant les données fournies par un coin de l'étendue. Peut-être ne convient-elle pas à tout le reste qu'on ignore, qui est beaucoup plus grand et qu'on ne peut découvrir. » Voilà le fond du roman de Flaubert.

Pour nous montrer combien sont étroites les limites du savoir humain, Flaubert fait défiler sous les regards de deux êtres curieux et médiocres toutes

les croyances, toutes les opinions, toutes les sciences; et ces deux bonshommes déçus et ahuris assistent à l'échec de toutes les méthodes, à l'écroulement de tous les systèmes. Agronomie, chimie, médecine, astronomie, histoire, littérature, politique, magnétisme, philosophie, religion, pédagogie, tout craque, tout s'effondre, tout disparaît sous le flot de l'universelle bêtise. Le roman n'est que le procès-verbal ironique de cette série de désastres.

Mais quelle est cette ironie? Elle n'a rien de commun avec l'ironie classique. Flaubert ne travestit ni ne défigure sa pensée. Il ne raille point ses personnages. Il conte simplement leurs gestes et leurs propos et les conte sans sourciller. Mais un comique fort et profond sort du contraste que fait à chaque ligne l'inaltérable sérénité de l'écrivain opposée à l'énormité des sottises qu'il enregistre, à la pauvreté des idées qu'il rapporte, à la vulgarité des sentiments qu'il décrit. C'est l'ironie par impassibilité.

Flaubert n'est point l'inventeur du procédé. Cette ironie-là, au fond, c'est celle des romans de Voltaire.

Il y a sans doute des différences, de grandes différences entre l'ironie de *Candide* et celle de *Bouvard et Pécuchet*. Au travers du récit, on entrevoit toujours le malicieux sourire de Voltaire. Flaubert demeure invisible : son ironie en est plus tendue et plus amère. Puis, s'il se détache de ses personnages, ce n'est point par fantaisie de railleur, c'est pour obéir à un principe d'esthétique, c'est afin qu'on n'entende jamais le timbre de sa voix. Sa phrase est aussi moins souple, moins ductile que celle de Voltaire. Mais elle a le nombre et la force; et, de temps en temps, le vieux romantique, le vieux dévot de Chateaubriand ne peut se contenir : alors éclate une de ces périodes longues, sonores et splendides qui, par contraste, rendent encore plus aiguë la moquerie de la prose nue, concise et froide qui fait la trame du récit... Mais, tout cela dit, l'ironie de Flaubert et de ceux qui ironisent à sa façon, c'est bien tout de même l'ironie de Voltaire accommodée au goût des hommes de lettres du XIXe siècle.

*
* *

Avec Renan, il n'est plus question de procédé littéraire. Ici l'ironie tient au fond même de l'écrivain. Il ne s'agit plus d'esthétique, mais de psychologie. Renan ne choisit pas l'ironie pour mieux rendre ses mépris, ses doutes ou ses antipathies. C'est l'ironie qui s'impose à lui comme une condition nécessaire de l'idée. Il a le cerveau ironique. C'est qu'il y a en lui deux hommes dissemblables qui, pour s'accorder, sont forcés d'en user très doucement l'un avec l'autre, de se faire des concessions, de ménager leurs préjugés. Un pareil dédoublement de personnalité aboutit logiquement à l'ironie.

Sommes-nous plus complexes que les hommes d'autrefois? Nous aimons quelquefois à nous en plaindre; et quelquefois nous aimons à nous en vanter. Mais la question est obscure et il est sage de se défier de la psychologie rétrospective. Le certain, c'est que nous sommes infiniment plus conscients de nos complexités. Comme Sosie, nous nous rendons compte que nous avons deux « moi ». Or, quand on a cette notion bien claire, bien évidente, il est impossible que, à tour de rôle, chacun des deux « moi » ne sourie pas de son voisin, sourire qui, selon les tempéraments, sera douloureux et crispé, ou bien tranquille et résigné. Je crois que parmi nos contemporains, j'entends ceux qui pensent, bien peu pourraient affirmer n'avoir jamais connu la tentation de cette ironie intellectuelle.

Renan a eu, comme personne, le sentiment de sa dualité. Ai-je besoin de rappeler cette page célèbre des *Souvenirs d'enfance*, aujourd'hui déjà classique, où il dégage, comme il dit, sa « formule ethnique »?

> Ma mère qui par un côté était Gasconne racontait ces vieilles histoires avec esprit et finesse, glissant avec art entre le réel et le fictif, d'une façon qui impliquait qu'au fond tout cela n'était qu'en idée. Elle aimait ces fables comme Bretonne, elle en riait comme Gasconne et ce fut là tout le secret de l'éveil et de la gaîté de sa vie, etc.

Renan a fait comme sa mère. Breton, il aima les fables et il en a ri comme Gascon. Il y avait deux Renan : le Renan qui aimait les histoires du passé, gardait dans le siècle les vertus et les attitudes sacerdotales, et le Renan qui croyait d'une foi éperdue en l'avenir de la science, mettait au-dessus de tout la raison et les bonnes méthodes et poursuivait infatigablement sa grande œuvre de critique. Le premier conseillait au second la réserve et le respect des consciences. Le second, joyeux comme un bon travailleur, raillait le premier, souriait de son romantisme et de son sérieux. De là des atténuations, des réticences, et, au besoin, le stratagème du paradoxe. Voilà toute l'ironie de Renan.

Cette ironie-là, c'est le mouvement naturel un peu incertain, un peu tâtonnant, d'un esprit à la fois enthousiaste et critique, infiniment habile à saisir les nuances des idées, le relatif des opinions, et la nécessaire évolution des croyances.

*
* *

Chez Heine, il y a deux sortes d'ironie. D'abord l'ironie classique. Il l'emploie dans ses poèmes de circonstance (*Zeitgedichte*) et dans ses grandes satires : *Atta Troll* et *Allemagne*, pour plaisanter ses ennemis et défendre ses idées politiques. C'est elle qui lui fit en France la dangereuse réputation d'un homme d'esprit et c'est assurément un des ca-

ractères les moins germaniques de sa poésie. Il n'y a là rien qui rappelle le *Witz* allemand, cette moquerie narquoise et lente dont la lourde et souriante bonhomie est encore *gemüthlich*.

Heine a appris cette ironie des conteurs français du XVIIIe siècle. Il y a mélangé un peu de byronisme : le temps l'exigeait. Il y a ajouté une dureté, une véhémence exaspérée et souvent une grossièreté où se décèlent, avec la gaucherie de l'ouvrier malhabile à manier un outil nouveau, cet individualisme forcené qui est un des caractères de la race juive et cette pauvreté de goût qui est la faiblesse de l'esprit allemand.

Mais il est une autre ironie qui appartient en propre à Henri Heine et qui fait l'immortalité de ses *lieder*, c'est l'ironie sentimentale.

Comme l'ironie intellectuelle de Renan, l'ironie sentimentale de Heine est fille de l'analyse.

Tous les biographes et tous les commentateurs de Heine ont souligné les contrastes qui sont le fond de sa vie et le fond de son génie. Heine est israélite et il est élevé par des prêtres catholiques. Il est né poète et toute sa famille s'adonne au négoce. Heine est Allemand, mais la ville où il grandit est occupée par les troupes françaises; la légende napoléonienne enivre son adolescence: et, plus tard, l'auteur des *Grenadiers* exilé à Paris par sa propre volonté écrira ces vers nostalgiques : « S'il m'arrive la nuit de penser à l'Allemagne, c'en est fait du sommeil, mes yeux ne se ferment plus et des larmes brûlantes coulent sur mes joues. » Cosmopolite d'esprit et de goûts il tient pourtant de toute son âme à la terre natale.

Et ces antithèses ne sont rien encore. Le contraste suprême, celui d'où a jailli la grande, l'inimitable poésie de Henri Heine, c'est le contraste du scepticisme désolé et de la foi ardente qui se partagent son cœur. Il y a en lui deux êtres : l'amant humilié et rebuté qui de dépit et de tristesse ne voit dans l'amour que la plus cruelle et la plus ridicule des maladies, — et le croyant ingénu, épris de la vie, adorant la nature, confiant en l'avenir, enthousiaste de justice et de liberté. Ce sont ces deux personnages qui tour à tour se contredisent, se démentent, se raillent, et leur dispute est une source intarissable d'ironie. L'un plaisante et voici que, soudain, l'autre coupe la moquerie d'un grand cri de désespoir. Ou bien c'est le rêveur, ami des fleurs, des oiseaux et des nuits tièdes, qui doucement berce et endort avec un bref sourire la douleur du désespéré (1). Mais, pour vous faire entendre la beauté de cette ironie, toutes les analyses ne vaudront pas la lecture de trois pièces de l'*Intermezzo :*

(1) Lire dans l'ouvrage de M. Jules Legras : *Henri Heine, poète lyrique*, une belle et subtile analyse de l'ironie de Heine.

Ils étaient assis à la table où le thé était servi, ils buvaient et parlaient beaucoup de l'amour. Les messieurs faisaient de l'esthétique et les dames faisaient du sentiment.

« L'amour doit être platonique. » Dit un conseiller desséché. La conseillère sourit ironiquement et cependant soupira : « Hélas ! »

L'abbé ouvrit une large bouche : « Que l'amour ne soit pas trop sensuel, sinon il nuit à la santé. » La demoiselle murmura : « Comment cela ? »

La comtesse dit mélancoliquement : « L'amour est une passion. » Et elle offrit avec bienveillance une tasse à M. le baron.

A la table, il restait une petite place, ma chérie, tu y manquais. Tu aurais dit de si jolies choses, mon trésor, sur ton amour.

Mes chants sont empoisonnés. Comment ne le seraient-ils pas? — Tu m'as versé du poison sur ma vie en fleur.

Mes chants sont empoisonnés. Comment ne le seraient-ils pas? — Je porte dans mon cœur une multitude de serpents et toi, ma bien-aimée.

J'ai de nouveau rêvé le rêve d'autrefois. C'était une nuit de mai. Nous étions assis sous les tilleuls et nous nous jurions une fidélité éternelle.

Un serment, puis encore un autre serment, et des rires et des caresses et des baisers. Pour que je me souvienne du serment, tu m'as mordu à la main.

O bien-aimée aux yeux limpides, bien-aimée charmante et prompte à mordre; le serment était dans les règles. La morsure était de trop (1).

Ironie terrible et qui fait double blessure. Elle va frapper l'infidèle, mais en même temps elle élargit la plaie de l'ironiste. A la souffrance même elle ajoute encore l'amère conscience de la vanité et de la lâcheté qui sont au fond des douleurs d'amour. Et le poète a beau se répéter railleusement qu'il se joue à lui-même une morne comédie, cette décision ne peut le consoler puisqu'il demeure éternellement le prisonnier de son rôle. Écoutez ces vers de Heine. C'est un des plus beaux cris de détresse qui soient jamais sortis des lèvres d'un poète. Mais qu'en reste-t-il dans la traduction?

Voici l'heure de la raison, l'heure de rejeter toute folie; assez longtemps j'ai, comme un comédien, joué avec toi la comédie.

Le décor de la scène était magnifique, barbouillé dans le style romantique le plus pur; mon manteau de chevalier étincelait d'or et mes sentiments étaient les plus raffinés.

Et maintenant que tout doucement je me débarrasse des oripeaux extravagants, encore et toujours je me sens misérable, comme si encore et toujours je jouais la comédie.

Ah Dieu! dans la douleur, sans le savoir, j'ai dit ce que je sentais : j'ai joué le gladiateur mourant, mais j'avais bien la mort dans l'âme (1).

(1) *Intermezzo*, 50, 51, 52.

***

Voilà une ironie qui ressemble peu à celle de Renan, laquelle diffère profondément de celle de Flaubert. Et pourtant c'est encore de l'ironie. Le même mot signifie donc des choses bien variées. Et pourtant, regardons-y de près : l'usage a-t-il tout à fait tort? Est-ce que toutes ces façons d'écrire, si diverses en apparence, n'ont point un caractère commun? Après l'analyse que nous avons essayée, il me semble qu'on leur peut découvrir un trait de ressemblance et dire que l'ironie est une façon d'exprimer soit une pensée, soit un sentiment, par un certain tour de raillerie qui en accuse la sottise, l'incertitude ou l'amertume. Définition encore un peu lâche, un peu vague, je le sais, mais qui du moins ne laisse de côté aucune des formes de l'ironie moderne.

Car tous les écrivains qui, dans notre siècle, ont ironisé, ont été des précurseurs ou des disciples de Flaubert, de Heine, de Renan. Certains ont pu surpasser l'un de ces trois maîtres en virtuosité. Mais tous se peuvent rattacher, soit au romancier de *Bouvard*, soit au poète de l'*Intermezzo*, soit au penseur des *Dialogues philosophiques*.

M. Anatole France ironise tantôt à la façon de Renan, tantôt à la façon de Flaubert. Et jamais cette double filiation n'est plus clairement apparue que dans ses deux derniers chefs-d'œuvre : *l'Orme du Mail* et *le Mannequin d'osier*. Toute l'admirable peinture de la vie provinciale sous la troisième république, c'est du pur Flaubert. Et qu'il y a de Renan dans les discours judicieux, mesurés et anarchistes de cet excellent Bergeret!

La moquerie lointaine, impersonnelle de Flaubert je la retrouve dans l'ironie d'acier qui fait la beauté des romans et des nouvelles de M. Paul Hervieu.

M. Jules Lemaître est plus voisin de l'ironie *renanesque;* mais comme, en même temps, il est plein de la tradition des classiques français et que les sujets qu'il traite sont souvent peu périlleux, son ironie est plus simple et plus directe que celle de son maître.

Au contraire M. Maurice Barrès a compliqué la manière de Renan par d'ingénieuses recherches d'élégance et de subtilité.

Quant à l'ironie sentimentale de Heine, vous la voyez comme éparse dans tout le roman, dans tout le théâtre et aussi dans toute la vie modernes. Si aucun poète ne s'est rencontré ni en France ni en Allemagne pour nous en rendre l'amertume infinie, elle a pénétré partout, atténuée, dégénérée, ayant perdu l'accent tragique, ravalée parfois jusqu'à la bouffonnerie : elle est, hélas! tombée de Schuman en Offenbach. Et c'est encore elle ou, du moins, c'est son souvenir qui fait parfois le charme de certaines chansons montmartraises.

II

L'ironie étant ainsi tant bien que mal définie, je voudrais la défendre contre ses détracteurs. Cette dernière partie de ma tâche est, je crois, la plus facile.

L'ironie a ses ennemis. Il y a d'abord les gens qui, ne la comprenant point, sont enclins à considérer les ironistes comme de simples mystificateurs.

L'ironie parlée est facilement intelligible. Le ton de la voix souligne l'intention et prévient l'auditeur qu'il faut prendre le contre-pied des mots prononcés. Si l'on assiste à une représentation d'*Andromaque* et que l'on entende Oreste, ayant appris la mort d'Hermione s'écrier :

> Grâce aux dieux, mon malheur passe mon espérance!
> Je te loue, ô ciel, de ta persévérance...

il suffit de considérer à cet instant les yeux et les dents de M. Mounet-Sully pour s'apercevoir que « c'est de l'ironie » ! Et de même, dans la rue, si, un coup de vent vous ayant décoiffé, vous contemplez votre chapeau qui roule et s'enfuit et si, arrêté au bord du trottoir, un petit télégraphiste s'interrompt alors de lire le *Petit Parisien* pour vous faire poliment cette remarque : « Msieu, il ne passe pas d'enterrement! » vous n'avez qu'à regarder la mine du gamin, vous ne pouvez pas vous y tromper : c'est de l'ironie et de la plus subtile.

L'ironie écrite est parfois plus malaisée à saisir. Il y a bien l'accent du style qui avertit. Mais certains esprits sont, de naissance, réfractaires à l'ironie. Les uns parce qu'ils sont trop passionnés ; c'est le cas de beaucoup de femmes. Les autres simplement parce qu'ils sont obtus : c'est le cas de beaucoup d'hommes. Ne pas être compris des passionnés est la tristesse des ironistes, qui ne s'en consolent qu'à la pensée d'être méprisés des sots.

Mais l'ironie a d'autres détracteurs. Ce sont des personnes graves et austères qui la flétrissent non plus pour se venger d'une mésaventure, mais par principe. Le refrain est connu : « L'ironie dessèche, l'ironie paralyse ; l'ironiste est un sceptique ; l'ironiste est un égoïste ; il est incapable d'agir, incapable d'aimer ; il énerve les énergies, il refrène les enthousiasmes ; il corrompt tout, il empoisonne tout ; son sourire n'est pas seulement hideux, il est niais, car il trahit l'insensibilité du cœur et le vide de l'esprit. »

Je vous prie d'abord d'observer que la méchanceté, l'égoïsme et la sécheresse du cœur ne sont point le privilège des ironistes. Robespierre ne s'adonnait

(1) *Die Heimkehr*, 44.

pas à l'ironie. Les hommes les plus graves ne sont pas toujours les plus tendres. Calvin n'avait point la facétieuse bonhomie de Luther; cela n'a pas empêché Servet d'être brûlé vif.

D'autre part, si la niaiserie et la futilité de l'esprit peuvent parfois apparaître au travers du sourire ironique de quelques écrivains, ne les voit-on pas souvent tout aussi mal dissimulées par la gravité d'un sermonnaire ou l'éloquence d'un sérieux sociologue? Il y a dans nos assemblées politiques un grand nombre de personnes qui sont dénuées d'ironie à un point que l'on ne saurait exprimer; elles n'en sont pas moins d'une incontestable sottise.

*
* *

Pour répondre aux ennemis des ironistes, ne suffit-il pas de rappeler quels furent le caractère et la vie des trois écrivains dont tout à l'heure j'ai cité les noms : Flaubert, Renan et Heine?

La correspondance de Flaubert a été publiée. Nous connaissons l'homme. « L'ironie dessèche, dit-on; l'ironiste est incapable d'aimer » : mais lisez donc les lettres de Flaubert à Louise Colet. « L'ironie paralyse, l'ironie énerve les énergies » : mais Flaubert était d'humeur joyeuse ; son labeur était formidable, ses lettres respirent la bonté et ses amis ont tous vanté les généreux élans de son cœur. « L'ironiste est un sceptique » : mais il faut entendre quels cris de douleur arrache à Flaubert le spectacle de l'invasion allemande. Et vraiment c'est une plaisanterie de soutenir que l'ironie détourne l'homme d'agir et de créer quand on voit toute la vie de Flaubert prise et dévorée par une passion unique et furieuse, la passion des lettres.

Et Renan! Sans doute, il est sur son compte une légende détestable inventée par des ignorants et propagée par des imbéciles. Arrivé au soir d'une existence qui avait été vouée au travail le plus acharné et qui était un modèle de dignité, de noblesse et de vertu, Renan crut pouvoir se donner le délassement de quelques paradoxes. D'ailleurs il nous avait charitablement prévenus de ne point attacher trop d'importance à ces propos fugitifs. Puis, pour défendre ses fantaisies contre l'interprétation des exégètes trop folâtres, il comptait sans doute sur le souvenir de sa grande œuvre d'historien et de critique.

Mais, quoiqu'il connût bien son temps, il n'avait mesuré ni toute la niaiserie des badauds ni toute la malignité des pharisiens. Les uns n'avaient jamais su et les autres feignaient d'oublier que cet homme de bien avait été l'un des plus grands savants, avant d'être l'un des plus grands artistes de ce siècle, que l'ironie, chez lui, fut toujours la suprême probité de l'intelligence et que ce prétendu épicurien, durant les dernières années de sa vie, déploya le plus grand des courages, celui qui impose silence au cri de la douleur physique. Après sa mort un pauvre homme de jacobin, célèbre par son mauvais caractère et par une conversation avec Schopenhauer, crut devoir dans une séance d'académie lui donner le coup de pied du politicien : relisons, si vous le voulez, la dernière page de la préface des *Dialogues philosophiques :*

J'ai toujours été à la disposition de mon pays. En 1869 invité par un groupe considérable d'électeurs à me présenter à la députation, je fis afin de répondre à ce vœu des sacrifices pour moi très considérables. La seule chose à laquelle je ne me pliai pas, fut de dire un mot de plus ou de moins que ce que j'estimais bon à dire. Depuis, j'ai toujours répété que j'étais aux ordres de mes concitoyens pour les mandats qu'ils voudraient me confier. Toute sollicitation en pareil cas me paraît déplacée. Les mandats politiques dans les temps difficiles où nous sommes ne doivent être ni recherchés ni refusés. Aveugles et imprudents sont ceux qui les recherchent; égoïstes sont ceux qui les refusent et qui par amour d'une existence tranquille se mettent à l'abri des dangers inséparables de la vie publique. Je proteste que si le pays m'avait imposé des devoirs je les aurais remplis avec courage et que j'y eusse dépensé tout ce que j'ai d'application et de capacité de travail.

Quant à Henri Heine, sérieusement, ai-je besoin de montrer que l'ironie chez lui n'avait diminué ni la faculté d'aimer ni la faculté de souffrir? N'est-ce pas lui qui a réintégré le sentiment dans la poésie allemande d'où l'avait peu à peu banni la hautaine esthétique de Gœthe? Jusqu'à sa mort ne conserva-t-il pas intacts sa foi et ses enthousiasmes? Et ne fut-il pas héroïque pendant les huit années que dura son effroyable agonie?

*
* *

C'est que — on ne veut pas le reconnaître, — l'ironie, après tout, est tantôt un masque tantôt une arme : rien de plus.

Elle est un masque, et un masque aujourd'hui trois fois utile. Maintenant que presque tous les écrivains se racontent eux-mêmes, vraiment, la décence exigerait qu'ils y missent un peu d'ironie. De la sorte, ils proclameraient avec moins d'impudeur leurs vices et leurs vertus; ils ne paraîtraient plus aussi scandaleusement convaincus soit de l'abjection soit de la splendeur de leur âme. C'est une chose bien vilaine qu'un homme de lettres ingénu et qui met ses confessions chez le libraire. Je n'ai jamais pu assister à un pareil spectacle sans que revînt à ma mémoire cet exemple cité par les jurisconsultes romains d'une convention contraire aux bonnes

mœurs : « Je te donnerai cent sesterces, si tu danses tout nu sur le forum. » Mon Dieu ! l'ironiste danse aussi sur le forum. Seulement il ne danse pas tout nu et cette circonstance rend un peu moins avilissant le gain des cent sesterces.

Enfin l'ironie est une arme et elle n'est qu'une arme. Ceux qui la méprisent affectent de la confondre soit avec le dilettantisme parce que des dilettantes l'ont pratiquée, soit avec l'esprit de dénigrement parce que des grincheux l'ont employée. Mais l'épée est irresponsable des mauvaises actions qu'elle sert à commettre. Tant vaut l'ironiste, tant vaut l'ironie.

Il y a un rire impie, comme l'a très bien dit Maurice Barrès, c'est le rire de Kundry sur le passage du Sauveur. Mais il y a aussi un rire juste et nécessaire. L'ironie, après tout, n'est qu'une figure de rhétorique, — tout comme l'invective. On la peut mettre au service de la justice comme à celui de l'iniquité. Elle peut défendre le passé aussi bien que préparer l'avenir. Jésus, qui n'était point un conservateur, ironisait pour humilier les docteurs.

Reconnaissons pourtant — c'est un fait historique — que cette arme souple, légère et effilée fut le plus souvent celle de la tolérance et de la liberté. Les fanatiques n'en savent pas l'usage. En l'employant, les pharisiens craignent de se blesser. Aujourd'hui il est rare de la voir maniée par des personnes qui croient lourdement. Pour l'avoir bien en main, il faut ne pas être un sectaire.

Peut-être dira-t-on que les temps de l'ironie sont passés, que les lois et les mœurs permettent de tout dire, que les artifices de langage sont maintenant vains et surannés, que dans une libre démocratie rien n'empêche chacun d'exprimer avec une mâle franchise la vérité toute crue. — Sans doute on peut aujourd'hui tout dire, et c'est fort bien ainsi. Seulement tant de gens font de cette liberté un usage si répugnant qu'il faut aimer, entre tous, les écrivains capables de conserver le sens de la nuance, le goût de la réticence, la fantaisie de l'allusion. On a tellement abusé du mot propre qu'il ne signifie plus rien. C'est pourquoi, au milieu de l'ignoble tumulte que font, soir et matin, les gens qui hurlent la certitude et glapissent la vérité, il est délicieux d'entendre soudain le son d'une voix ironique et qui, avec un accent moins inhumain, module ses doutes, ses mépris et ses colères.

ANDRÉ HALLAYS.

UNE VICTIME DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE (1802)

Documents de famille.

A la fin de janvier de l'année 1773, Jean-Baptiste Hosten, « capitaine de la compagnie de dragons-mulâtres des milices du quartier de Port-au-Prince », l'un des principaux propriétaires de l'île de Saint-Domingue, épousait Marie-Agnès de Merceron, orpheline, fille et petite-fille de colons (1).

Les ancêtres de Mlle de Merceron étaient originaires de Bretagne : son grand-père quitta la France pour aller se fixer à Saint-Domingue, dans le quartier du Cul-de-Sac, où il fonda un établissement important.

Son père, capitaine de milices, fit fructifier l'héritage paternel et mourut lui laissant en dot « 200 000 livres et 25 têtes de nègres ».

Quant à Jean-Baptiste Hosten, il appartenait à une ancienne famille du Bordelais, qui compte, parmi ses membres, plusieurs présidents à la Cour des Aydes de Bordeaux et, sous Louis XV, un banquier, lequel eut le roi pour débiteur et que ses contemporains, peut-être pour cette raison, appelaient le *Grand Hosten*.

Vers 1766, les affaires de ce dernier avec « les isles » comme on désignait alors les Antilles, prirent une telle extension qu'elles nécessitèrent la présence de trois de ses fils aux colonies : l'un partit pour la Martinique (2), l'autre pour Sainte-Lucie, un troisième, Arnaud, pour Saint-Domingue où il mourut laissant une femme et sept enfants.

Jean-Baptiste, venu au monde à Bordeaux, le 22 novembre 1741, était l'aîné de ceux-ci (3).

(1) La bénédiction nuptiale fut donnée par le Révérend Père Dupont, curé de la paroisse, en présence de Joseph de Merceron, conseiller au parlement de Paris, frère de la fiancée qu'il avait conduite à l'autel ; de la mère du marié, Antoinette du Bourg, veuve de M. Hosten ; de MM. de Boissonnière, de Mornay, du chevalier de Lastour, de Pierre la Serre, « gentilhomme de la grande Vènerie du Roy », de Jacques de la Porte, du chevalier Lys, du chevalier de la Montaigne, du comte de Ponthieu, de Mmes de Vaucelles, d'Espinauzes, de Momants, etc., tous parents ou amis des mariés, accourus en foule pour la cérémonie.

(2) Il se liera avec la famille Tascher de la Pagerie, qui habitait la Martinique, et la femme de son fils sera l'amie intime de Joséphine Tascher de la Pagerie, devenue vicomtesse de Beauharnais, la future Impératrice.

(3) Engagé à quatorze ans comme volontaire à la suite de l'artillerie de Saint-Domingue, il mérita les éloges de M. Bart, gouverneur de l'île, qui l'éleva moins de deux ans plus tard au grade de lieutenant, « en récompense, lit-on dans le brevet, de la manière distinguée avec laquelle il s'était conduit pendant la campagne de 1757, notamment pour sa générosité à alimenter la flotte de M. de Kersaint et pour son humanité envers les blessés. Le 24 novembre 1771, il passa capitaine à la suite de l'infanterie ; puis, cinq mois plus tard, capitaine de la compagnie de dragons-mulâtres des milices du quartier de Port-au-Prince.

Devenu chef de famille, par suite de la mort de son père, il aida avec dévouement sa mère à élever ses frères et sœurs : « il fut notre bienfaiteur à tous », devait écrire l'un d'eux quelques années plus tard.

Le jour de son mariage avec Mlle de Merceron, son cousin Pierre Hosten, « ancien trésorier de la marine », pour « justifier la satisfaction qu'il a de l'alliance que forme le sieur époux et en faveur de la bonne amitié qu'il porte à celui-ci lui fait don d'une belle habitation déjà connue sous le nom d'*Habitation Hosten*. Elle était située aux Vazes, dans la paroisse de l'Arcahaye, sur la rivière des Matheux, s'étendait jusqu'à un quart de lieue de la mer et se composait de plus de cent *carreaux* de terre, plantés tant en caféiers qu'en cannes à sucre, d'un moulin, d'une sucrerie, d'une guildiverie (1) et de magasins à tafia « d'un grand produit ».

Quelques années se passèrent : Jean-Baptiste, actif et intelligent, avait fait prospérer l'habitation qui, dans les bonnes années, rapportait jusqu'à 250 000 livres. Il avait couvert d'un nombreux bétail ses pâturages vivifiés par l'air salin; il élevait des chevaux, des mulets, des gazelles, que soignait tout un peuple de nègres : 119 hommes et 97 femmes, sur lesquels, comme tous les grands propriétaires des colonies, il exerçait une sorte de souveraineté.

Fait assez rare pour l'époque, il traitait ses esclaves avec justice et humanité, il avait fait construire pour eux de nombreuses *cases* et un hôpital dont Mme Hosten ne dédaignait pas de s'occuper; ses comptes, d'ailleurs, font foi de sa libéralité, les fonds qu'il leur consacre régulièrement, chaque mois, passent en secours de tous genres, en distribution de tabac et aussi en indemnités allouées aux nourrices de couleur (2).

Le jeune ménage se fût trouvé parfaitement heureux si la santé de Mme Hosten n'eût donné de grandes inquiétudes à son mari. Le 3 avril 1774, il leur était né une fille qui, baptisée à l'église Saint-Pierre de l'Arcahaye, avait reçu les noms de Pascalie-Marie-Agnès-Françoise-Pierre, et, depuis cette époque, la mère restait faible et languissante. Le climat brûlant de Saint-Domingue la consumait et son mari s'apercevait, avec désespoir qu'elle dépérissait à vue d'œil. Pendant plusieurs années, la courageuse femme essaya de lutter, mais ses forces la trahirent et déclinèrent si rapidement que les médecins conseillèrent un prompt départ, seul moyen de l'arracher à la mort. M. Hosten n'hésita pas à tout sacrifier à une santé si chère, il confia à son frère cadet la gestion de ses affaires et s'embarqua sur-le-champ pour la France avec sa femme et sa fille.

* * *

Sur les premières années du séjour de M. Hosten en Europe, les documents de famille fournissent peu de détails; seul, son brevet de chevalier de Saint-Louis donne quelques renseignements qui pourront aider à le suivre.

Le 27 juillet 1788, il est capitaine de grenadiers dans le régiment provincial d'artillerie de Metz; le 21 septembre de la même année, il est nommé « lieutenant-colonel d'infanterie commandant le bataillon de garnison de Guyenne », sous l'autorité du prince de Condé, « colonel général de l'infanterie française et étrangère ».

C'est alors, semble-t-il, que M. Hosten abandonne la carrière militaire pour venir habiter Paris, où des intérêts considérables réclament sa présence.

En effet, depuis un an, il s'est rendu acquéreur d'importants terrains situés rue Saint-Georges, dans un quartier qui commençait à peine à sortir du sol; il y a fait construire quinze maisons, sur les plans de Le Doux, l'architecte à la mode, et les a mises en location, à l'exception de la plus belle qu'il s'est réservée (1).

M. et Mme Hosten mènent dans cette charmante demeure une existence luxueuse et mondaine, ils ont un grand train de chevaux et de voitures, donnent des dîners et des fêtes qui sont fort appréciés de la belle société de l'époque.

Pour distraire ses amis, Mme Hosten fait venir quelquefois Mlle Dervieux, sa voisine, qui s'est retirée, quoique jeune encore, de l'Académie royale de musique où elle fut longtemps l'idole du public, « elle ne possède qu'un filet de voix, dit un contemporain, mais elle le ménage avec tout le goût et l'art possible ! »

Mais pendant que l'on s'amuse à Paris, dans les salons, l'horizon politique s'obscurcit, les événements se précipitent et prennent, chaque jour, un caractère de gravité qui frappe les esprits clairvoyants.

L'effervescence ne se fait pas sentir seulement en Europe : l'Amérique non plus n'est pas tranquille : déjà, à Saint-Domingue, se sont produites des insurrections que l'on a pu maîtriser à temps, mais, le

(1) Fabrique à tafia.

(2) Telle était pourtant la force de l'habitude, aux colonies, que l'on assimilait les nègres aux bestiaux, dans les recensements.

Au milieu des papiers de M. Hosten se trouve une pièce intitulée : *État des naissances et mortalités des nègres et bestiaux de l'habitation Hosten, sise aux Vazes, pour l'année [illegible].*

Suivent les dates de naissance ou de décès des *nègres, négresses, négrillons, [illegible], mulets, bœufs, vaches, veaux, gazelles*, etc.

(1) Krafft donne le dessin de cette maison portant le n° 38, rue Saint-Georges, dans son ouvrage intitulé : *Choix des plus jolies maisons de Paris.* On le trouve également dans l'*Œuvre* de Le Doux, avec le plan détaillé des quinze maisons de M. Hosten.

28 mars 1790, l'Assemblée Nationale déchaîne la tempête, en rendant un décret qui appelle les hommes de couleur à partager les droits politiques que les blancs s'étaient jusque-là réservés. Les nègres profitent du désarroi que cette mesure jette parmi les colons pour se soulever en masse : ils brûlent ou saccagent les propriétés et commettent les plus grandes atrocités.

L'habitation Hosten a beaucoup à souffrir. Aussi, la rébellion à peine apaisée, M. Hosten prend-il la résolution d'aller pour une année à Saint-Domingue, afin d'essayer de rétablir ses affaires.

C'est un grand sacrifice qu'il s'impose, car il laisse derrière lui deux êtres bien chers, mais reculer devant ce qu'il considère comme un devoir serait indigne de son caractère. Peut-être, cependant, hésiterait-il à partir si Mme Hosten se trouvait avoir encore un enfant à élever ; mais Pascalie a aujourd'hui dix-huit ans : c'est une grande, belle personne, intelligente, sérieuse, possédant un jugement droit et douée d'une énergie peu commune (1). Bien loin d'être une charge pour sa mère, elle lui sera un solide et sûr appui. Son départ arrêté, M. Hosten veut en laisser ignorer le jour à sa femme pour lui épargner le déchirement des adieux. Un soir de juin 1792, il fait mettre ses chevaux à sa berline de voyage, quitte Paris rapidement et se dirige vers Nantes où il attendra que le *Saint-Félix*, sur lequel doit s'effectuer la traversée, soit prêt à appareiller.

Mme Hosten lui écrit aussitôt :

Hélas, mon pauvre ami, mes pressentiments ne m'avoient pas trompée! ils m'ont avertie du moment de ton départ, et, quoique je fusse bien préparée à la séparation, que j'eusse rassemblé toutes mes forces, tout mon courage pour la supporter en héroïne, je n'ai pas été maîtresse de moi quand j'ai appris qu'elle étoit accomplie : mon âme s'est abattue et mon cœur s'est flétri!... Tu connois ma tendresse pour toi, tu peux donc juger quel a été mon état...

Je prendrai courage, je ménagerai des jours que tu chéris, fais-en autant de ton côté, mon ami. Ne t'afflige pas, car tu as besoin de toute ta tête, de toute ton énergie. Sois prudent, sonde bien le terrain avant de rentrer chez toi, entoure-toi de précautions : les mutins pourroient s'enhardir, ils n'ont rien à perdre.

Surtout, ne te mets dans aucun esprit de parti, ne t'expose à aucun danger, je t'en supplie, cette seule idée me feroit perdre la force d'âme que je dois conserver. Songe que ta fille et moi avons besoin de toi, que ma vie dépend de la tienne...

Dieu veuille que mes vœux s'accomplissent et je te serrerai bientôt dans mes bras. Plût au ciel que nous fussions déjà à l'année prochaine! Hélas! je divague, à peine es-tu parti que je te parle de retour!

Donne-moi de tes nouvelles, pense à moi, aime-moi. Adieu, je n'ai qu'un désir, qu'une pensée, c'est de te savoir arrivé sain et sauf au terme de ton voyage.

Je t'embrasse, je te serre sur ce cœur qui ne palpite que pour toi. Adieu, je m'arrache d'avec toi, je sens que je succomberois sous le chagrin.

Ta meilleure amie,

MERCERON HOSTEN.

Cette lettre émouvante est suivie d'une seconde, quatre jours plus tard :

Paris, ce 25 juin 1792.

Je croyais, mon bon ami, que tu m'écrirois à la première étape, nous voici à dimanche et je n'ai pas encore reçu de tes nouvelles, que ce temps semble long à mon impatience!

Aujourd'hui 25, Paris n'est pas tranquille, le tambour bat depuis quatre heures du matin, et la journée se dispose à être bruyante, du moins on le craint (1). Versailles, paraît-il, doit venir à Paris. Que Dieu nous protège!

... Je te demande en grâce de ne rien épargner de toutes les douceurs que l'on peut se procurer à bord. Si tu étois à court d'argent, tire sur moi, je te ferois honneur; ce me seroit une peine réelle de songer que tu t'imposes la moindre privation.

Adieu, mon ami, je t'embrasse de tout mon cœur, je te serre contre mon sein ; mon attachement et ma tendresse, tu le sais, te suivent en tout pays.

Cependant, la Révolution fait des progrès, l'inquiétude gagne Mme Hosten qui, en prévision de l'avenir, commence à réduire son train de maison : déjà elle a vendu ses chevaux de selle, mais elle hésite à se défaire de ses attelages : « Avec ma mauvaise santé, c'est une privation dont je m'apercevrais bien », écrit-elle à son mari.

Le 24 juillet, elle lui fait part des craintes qui l'agitent :

Depuis ton départ, il s'est passé bien des événements qui sont faits pour effrayer les plus intrépides... A présent, je suis réduite à un bien petit ménage dans une grande maison, j'y reste pour toi; mais ce bel hôtel, bien lourd fardeau aujourd'hui, est mal noté et chaque instant y devient plus critique. Dans un temps comme celui-ci, il vaut mieux être ignoré que trop en vue : seule avec

(1) Un charmant portrait de Vestier, qui a été reproduit dans le tome II de l'ouvrage de M. le comte de Reiset : *Modes et usages au temps de Marie-Antoinette* (Paris, Firmin-Didot, 1885), la représente, à cette époque, assise devant son clavecin, vêtue d'une robe de soie à raies bleues, avec une haute coiffure de gaze et de plumes sur ses cheveux poudrés. Un fichu Marie-Antoinette drape gracieusement ses épaules sans cacher sa taille qui est élégante et menue. Des yeux spirituels et doux éclairent son visage aux traits réguliers, au teint frais et velouté.

(1) Le jeudi soir 21 juin, « M. Rœderer fait part de l'avis qu'il vient de recevoir qu'un rassemblement s'est formé en armes pour marcher sur le château et renouveler les scènes de la veille. » (*Journal de Paris.*)

ma fille, je suis ici très exposée. Quoi qu'il en soit, je puis bien t'assurer que je ne quitterai pas mon poste avant d'avoir ton approbation, j'aime beaucoup mieux me gêner que de te donner un moment de contrariété... Je suis fort contente de notre Pascalie, elle a de l'esprit et un grand caractère.

La journée du 10 août réserve encore à Mme Hosten de cruelles anxiétés : « Nous avons traversé des moments terribles », dit-elle. A bout de forces, terrassée par le chagrin et les inquiétudes de tous genres, elle tombe alors sérieusement malade, son état paraît grave : « Je n'ai point envie de mourir, mais j'en ai peur, écrit-elle à M. Hosten, si pourtant telle est la volonté de Dieu je ne lui demande qu'une grâce : celle de me laisser attendre ton retour. »

Cependant M. Hosten arrive à Saint-Domingue vers la fin du mois d'août. A peine débarqué, il court à l'Arcahaye, en proie à une vive émotion. Grand Dieu! est-ce bien là sa belle habitation qu'il a laissée si florissante, si animée, si peuplée! A présent, autour de lui, il ne trouve que silence et dévastation : la maison a été pillée, les champs sont déserts et incultes, les cases la plupart inhabitées, les fabriques fermées, tout est à l'abandon.

Sous le coup d'une affreuse tristesse, il écrit à sa femme une première lettre, puis une seconde, le 20 septembre, la dernière qu'elle recevra de lui, maintenant, d'ici à bien des années, et qui est un peu moins sombre que la précédente :

Les nègres reviennent chaque jour à l'habitation, la culture va être reprise, et l'on espère voir se relever un peu les affaires.

Toutes ces nouvelles ne mettent pas moins de deux mois pour parvenir à destination. Mme Hosten les reçoit à Forges-les-Eaux (1) où, malgré la saison avancée, les médecins ont exigé qu'elle allàt, avec sa fille, pour sa convalescence.

Ta première lettre étoit lugubre, mon pauvre ami, lui répond-elle. Je me suis affligée de nos désastres bien plus pour toi que pour moi, car la fortune m'est indifférente, je la foule aux pieds. Toi et notre fille, voilà ce qui m'est cher; avec vous deux je serois heureuse même dans une isle déserte! Les sacrifices matériels ne sont rien, vois-tu, et je t'assure qu'une philosophie bien douce, bien entendue, nous met au-dessus de tout.

Je vais me soigner, mon ami, je vais bien me soigner dans l'espoir d'aller te rejoindre, de partager tes travaux, de t'aider enfin dans la mesure de mes moyens, ne fût-ce qu'en tenant ton ménage, en dirigeant l'hôpital, ce dont, sans vanité, je m'acquittois assez bien autrefois. Les soins que je prendrois de mes nègres, que j'aime tous et que je porte dans mon cœur, feroient leur bonheur et le mien.

(1) Seine-Inférieure.

* * *

On est en 93 : le roi est monté sur l'échafaud, les prisons se remplissent chaque jour de suspects de Paris et de la province.

M. Hosten, qui ignore les sombres drames dont la France est aujourd'hui le théâtre, s'étonne de ne plus recevoir de lettres de sa femme et de sa fille si exactes, jusque-là, à lui donner de leurs nouvelles.

Que deviennent, en effet, Mme et Mlle Hosten au milieu de la tourmente révolutionnaire ?

Depuis le commencement de l'année, sentant la malveillance envieuse du quartier planer comme une menace au-dessus de leurs têtes, elles vivent retirées au fond de leur hôtel, ne se permettant que l'unique distraction de recevoir, le soir, un petit groupe d'amis, les seuls qui ne fussent pas partis pour l'émigration. Ce sont deux jeunes voisines : la comtesse de Beaufort, née de Montgeroult de Coutances (1), femme auteur, et la marquise Lefranc de Pompignan, née de Beaumont (2) dont les maris ont émigré et qui habitent tout près de là, rue Saint-Georges, n° 19 ; trois parentes de Mme Hosten : Mmes de Boissonnière, de Mornay, et de Lamothe Hosten, née de Louvigny ; la vicomtesse de Beauharnais, née Tascher de la Pagerie (3). Ces deux dernières, originaires de la Martinique, venues au monde la même année, trouvent encore, dans l'analogie de leurs situations, des motifs de rapprochement : Mme de Lamothe-Hosten est restée veuve avec trois enfants et Mme de Beauharnais vit, depuis plusieurs années, séparée de son mari qui a été président de l'Assemblée Constituante et qui va être nommé général en chef de l'armée du Rhin; elles sont fort liées, se prêtent en toute occasion un mutuel appui et demeurent sous un toit commun : 43, rue Saint-Dominique. On voit aussi, chez Mme Hosten, d'Éprémesnil, l'ex-député de l'Assemblée Constituante, jadis très populaire, mais fort compromis aujourd'hui ; MM. de Turbé, d'Alainville, etc., etc. Les femmes apportent leur ouvrage et l'on passe le temps à s'entretenir des nouvelles du jour pour se retirer discrètement à dix heures.

Dans la soirée du 4 avril, grande est l'émotion de la petite société réunie rue Saint-Georges. Des voi-

(1) Anne-Marie de Montgeroult de Coutances, née en 1760, femme du comte de Beaufort, capitaine au régiment du Roi et fusillé après l'expédition de Quiberon en 1795. Elle épousa, en secondes noces, le comte d'Hautpoul ; c'est sous ce dernier nom qu'elle est surtout connue dans les lettres.

(2) Julie-Constance de Beaumont, marquise Lefranc de Pompignan, née à Baynac (Dordogne) en 1763. Elle avait un fils âgé de cinq ans en 93.

(3) Joséphine Tascher de la Pagerie, née à la Martinique en 1763, mariée, en 1779, au vicomte de Beauharnais, et, en 1796, au général Bonaparte, impératrice en 1804.

sins étant allés déclarer au Comité de Surveillance de la section du Mont-Blanc « qu'il se tenoit des conciliabules et se formoit des rassemblements de gens suspects chez la citoyenne Hosten », que « son hôtel étoit un foyer d'intrigues et de conspirations royalistes », le Comité de Sûreté générale de la Convention donne l'ordre « de faire toute perquisition nécessaire dans la maison de la citoyenne Hosten, de se saisir de toutes les personnes suspectes qui pourroient s'y trouver, ainsi que de leurs papiers, et d'apporter le tout au Comité ». Le Comité autorise, « en outre, les commissaires, à exécuter le présent ordre même de nuit, attendu l'*urgence* (1) ».

La Convention est promptement obéie. Le soir même du jour où ils ont reçu ces instructions, les commissions du Comité de Surveillance de la section du Mont-Blanc font à l'hôtel Hosten une visite domiciliaire qui amène l'arrestation « *d'une quinzaine d'individus fort suspects*, parmi lesquels se trouve d'Eprémesnil... » Conduits au Comité de Salut Public, ils sont interrogés, puis relâchés, ayant, cette fois, la chance d'en être quittes pour la peur.

Mme Hosten veut mettre l'avertissement à profit : s'il en est temps encore, elle fuira. Un moment, elle espère pouvoir partir, avec sa fille, pour la Nouvelle-Angleterre (2); le climat y est tempéré, condition essentielle pour sa santé, car, « retourner à Saint-Domingue dans l'état où je suis, ce serait ma perte certaine », dit-elle à son mari, le 29 mai, dans une lettre qu'elle parvient enfin à lui faire passer par une personne sûre.

Je m'estimerois pourtant si heureuse, mon pauvre ami, de partager ton sort. Nous ne cessons de parler de toi, ta fille et moi, et bien souvent nous pleurons à la pensée des dangers que tu cours. Les dernières nouvelles que nous avons eues de notre plaine jadis si belle font frémir : les nègres, dit-on, se sont, de nouveau, révoltés et ont allumé des incendies... Où es-tu à présent? as-tu seulement pu te sauver? Mon Dieu, quelle inquiétude!... Ta dernière lettre étoit du 20 septembre 92, juge combien ce silence est pénible quand on est à 1 800 lieues de ce que l'on aime! Je sais bien qu'il ne se passe pas un instant que tu ne penses à nous, ta tendresse nous est connue, mais que la résignation est difficile! Grâce au ciel, j'ai du courage dans nos malheurs, dût-il nous en arriver de plus grands encore.

Notre position n'est pas gaie non plus pécuniairement parlant; notre bonne et excellente parente (Mme de Lamothe-Hosten) me fait toujours des propositions, je ne veux pas les accepter, mais je lui en sais un gré infini, car il n'est pas possible de mettre plus de grâce et d'amitié dans ses procédés. M. B..., qui repart pour Saint-Domingue, et à qui je confie cette lettre, m'a aussi offert le secours de sa bourse, disant qu'il s'en arrangeroit avec toi, j'ai également refusé : je vis modestement et m'arrange pour n'avoir pas besoin de l'aide des étrangers (1). Si nous n'avons pas tout perdu et que cela ne te prive pas, fais-nous un petit envoi par quelque navire de la Nouvelle-Angleterre, à l'adresse du citoyen Emmery, négociant à Dunkerque.

Mlle Dervieux vient de vendre son bel hôtel avec les trois quarts de ses meubles, quatre cent vingt mille livres, bien moins qu'il ne lui a coûté, elle veut se retirer tout à fait de la ville pour aller vivre au fond de la campagne. Elle est toujours aimable et charmante.

Adieu, cher bon ami, pense à moi, aime-moi! Dieu veuille nous réunir une fois encore sur cette terre, c'est mon unique vœu, les malheureux conservent toujours une espérance au fond de l'âme.

Notre Pascalie t'assure de son amour et de son respect. Adieu, je te presse bien fort contre mon cœur, contre ce cœur qui t'aime tant; compte toujours sur le tendre attachement de ta meilleure amie.

La tentative que fait Mme Hosten pour sortir de France ne réussit pas; dès lors la pauvre femme se sent enfermée dans un cercle de dangers qui tend à se resserrer chaque jour davantage. Depuis la terrible nuit du 4 avril, elle ose à peine entr'ouvrir sa porte à ses amis, tout au plus se permet-elle de leur faire, de loin en loin, de furtives visites. Elle va volontiers rue Saint-Dominique, chez sa cousine de Lamothe-Hosten, dont les deux fils sont aux colonies et qui, malgré le malheur des temps, se prépare, selon la mode créole, à marier, au mois d'août, sa fille Désirée, âgée de quatorze ans, avec Jean-Henri de Croisœuil, fils d'un magistrat de Fort-Dauphin (île de Saint-Domingue). Dans la même maison, Mme Hosten voit aussi la vicomtesse de Beauharnais : Eugène (2), l'aîné de ses enfants, est en pension à Strasbourg, sous la surveillance du général de Beauharnais, mais il lui reste une fille : la petite Hortense (3), intéressante blondine de dix ans, aux yeux tendres et rêveurs, dont la grande joie est de venir jouer des proverbes, avec sa cousine germaine, Émilie de Beauharnais (4), et Désirée, sa voisine, sur le petit théâtre élevé dans un des salons de Mme de Lamothe-Hosten.

Mais, bientôt, ces innocentes distractions sont refusées à Mme Hosten. Lorsque paraît la loi des suspects (17 septembre), ne sachant où se réfugier, elle essaie de se cacher dans Paris même et va se loger, avec sa fille, rue Favart, n° 5; mais,

(1) Archives Nationales F7 — 4744.

(2) On comprend sous ce nom six États de l'Union Américaine situés dans le Nord-Est.

(1) Au commencement de l'année 93, Mme Hosten avait vendu la plus grande partie de son argenterie « aux citoyens Chéret et Visson, orfèvres, rue Saint-Honoré, vis-à-vis de l'Oratoire ».

(2) Le futur prince Eugène, vice-roi d'Italie.

(3) La future reine de Hollande, mère de l'empereur Napoléon III.

(4) Plus tard la comtesse de Lavalette.

là encore, la fatalité la poursuit : un inconnu nommé Chandellier écrit, le 25 décembre, une lettre de dénonciation au Comité de Sûreté générale de la Convention. Il l'accuse d'être « d'intelligence avec son mari, *présumé émigré* » et « chevalier du poignard » et signale son hôtel comme un foyer d'intrigues et de conspirations royalistes. « Je déclare, conclut le délateur, qu'elle a beaucoup d'argenterie, car elle est aristocrate. »

Le Comité juge à propos de récompenser cet *estimable citoyen* selon ses mérites. Il lui donne deux de ses membres pour l'assister dans sa besogne et l'envoie arrêter Mme Hosten, rue Favart, faire une perquisition dans son hôtel, rue Saint-Georges, et y apposer les scellés.

Le 28, à 10 heures et demie du soir, les commissaires se présentent rue Favart et exhibent leurs pouvoirs à Mme Hosten :

« Après la perquisition la plus exacte, lit-on dans leur procès-verbal, nous avons réuni huit lettres, un imprimé et une adresse que nous avons mis sous trois scellés, cachetés du cachet de la citoyenne Hosten et de celui de la section du Mont-Blanc et, après ladite opération, avons requis ladite citoyenne de nous suivre en notre Comité, ce qu'elle a fait à l'instant. »

Le lendemain, 29 décembre, Mme Hosten, qui a passé la nuit dans la maison d'arrêt de la section, est amenée devant les membres du Comité pour y subir un interrogatoire : en vain déclare-t-elle que son mari, par le fait même qu'il était parti pour Saint-Domingue à la date du 10 août 1792, n'a pu participer à la défense des Tuileries avec les prétendus Chevaliers du Poignard (1) : on ne tient pas compte de ses dénégations.

Passant ensuite à des attaques directes, on lui reproche « d'être noble », de « ne pas professer des sentiments conformes à la Révolution », d'avoir « formé, chez elle, des rassemblements de gens reconnus très suspects » parmi lesquels on cite M. de Merceron, son propre frère, conseiller au Parlement de Paris, d'Éprémesnil, « la Beaufort », la « ci-devant marquise Lefranc de Pompignan », etc., etc., « en tout une quinzaine de personnes qui ont été arrêtées dans son salon au mois d'avril précédent ».

Pendant que Mme Hosten se débat pour réfuter ces racontars malveillants que la haine grossit et dénature à plaisir, Mlle Hosten ne s'attarde pas à des lamentations stériles : puisant, au contraire, dans le malheur, une décision, une présence d'esprit surprenantes pour son âge, elle réunit, en toute hâte, trois témoins et court avec eux au Comité de Surveillance, résolue à entreprendre, elle-même, la défense d'une cause aussi chère.

Comparaissant devant les membres du Comité, elle reprend, avec sang-froid, tous les chefs d'accusation qui pèsent sur sa mère, puis, arrivant à la charge la plus lourde :

« C'est à tort, déclare-t-elle, que la citoyenne Hosten a été suspectée de tenir des conciliabules ou assemblées nocturnes dans sa maison, tandis que la vérité est qu'elle n'a jamais reçu plus de deux personnes à la fois, encore ce sont les mêmes, lesquelles forment le fond de notre société et que cette société cesse tous les jours, au plus tard, à dix heures du soir. »

Elle fait ensuite certifier la vérité de ses assertions par ses témoins qui affirment, en outre, « avoir une parfaite connaissance de la bonne conduite des citoyennes Hosten, mère et fille, lesquelles n'ont jamais fait preuve d'incivisme (1) ».

Ces généreux efforts ne reçurent pas la récompense qui leur était due ; ordre est donné, le 1er janvier, de conduire inoffensive Mme Hosten aux Madelonnettes (2).

Mais là, comme partout, la prison regorge de monde et le concierge ayant refusé cette nouvelle pensionnaire, force est aux volontaires de la section de la mener ailleurs. C'est enfin à Port-Libre que la malheureuse femme vient échouer (3).

C. D'ARJUZON.

(*A suivre.*)

(1) Le 28 février 1791, le bruit d'une attaque dirigée contre les Tuileries ayant couru, les habitués du château s'y rendirent en grand nombre pour défendre la famille royale. Plusieurs d'entre eux ayant été arrêtés furent trouvés porteurs de couteaux de chasse et de poignards cachés dans leurs vêtements. De là ce nom de *chevaliers du poignard* qui leur fut donné et qui, depuis, servit aux révolutionnaires à désigner leurs adversaires dans toutes les émeutes, notamment dans celle du 10 août 1792.

(1) Arch. Nat. F7 — 4744.

(2) « Section du Mont-Blanc. Comité révolutionnaire.

« Le 12e jour de nivôse de l'an II de la République une et « indivisible,

« Le citoyen concierge de la maison d'arrêt des Madelonnet- « tes recevra comme suspecte, dans ladite maison, la nommée « Marie-Agnès Merceron, femme Hosten, demeurant à Paris, « rue Favart, n° 5, section Pelletier. Ladite Hosten sera con- « duite par les citoyens Doyen, demeurant rue Chauchat, n° 3, « et Pierre Hubert, demeurant rue Saint-Lazare, n° 10, tous « deux volontaires de notre section, lesquels rapporteront « récépissé du présent. »

(*Suivent les signatures.*)

(3) « Aujourd'huy 12 nivôse, deuxième année de la Répu- « blique française une et indivisible,

« Le citoyen Doyen a conduit en cette maison la citoyenne « Hosten, par ordre de la section du Mont-Blanc.

« Dont décharge à Port-Libre lesdits jour et an.

« Pour le concierge,

« BRISOLLIER. »

Arch. Nat., F7. [Ce Brisollier figure lui-même dans le registre d'écrou, parmi les prisonniers détenus à Port-Libre.]

LA BATAILLE D'HENNEPONT [1]

Mœurs électorales.

XX

Hennepont s'égaya fort, le lendemain, en lisant les journaux. Chacun à sa manière, ils racontaient la réunion des Murelles : la *France populaire*, organe du marquis du Ghez, avec une aimable ironie ; le *Petit Progrès*, avec sa verve grosse et violente qu'allumaient les scandales ; l'*Éclaireur*, avec une effronterie grave, en faisant ressortir que le triomphe de Gaspard était dû pour beaucoup au patriotique effacement du candidat désigné d'abord.

Les conseils de la nuit aidant, Valleraugues avait fini par persuader Cochard. L'*Éclaireur* prenait donc fait et cause pour M. de Montpersan, pour « le sincère démocrate qui allait rallier sur son nom toutes les forces du parti national ».

Ce sacrifice de bonne politique n'était pas précisément de nature à alléger les rancunes de M. Cochard. Il avait sur le cœur, aussi vivement imprimé que le coup de fouet sur la joue, le déshonnête succès de son gendre. Le Normand se courbait, mais il fallait à l'Auvergnat une vengeance.

Il attendit la visite de sa fille qui, pensait-il, aurait le cynisme de venir le remercier au sujet du parti généreux que l'*Éclaireur* avait su prendre. Il se promettait de ne la point ménager. Il lui ferait honte de son dévergondage. Et il avait une conclusion toute prête : « Tâche, à présent, que ton mari marche droit avec moi si tu ne veux que je lui révèle ta conduite ! » Mais Cécile ne venant pas, cette affectation de dédain pour lui et pour son journal lui parut plus cynique encore.

Exaspéré, il eut une tentation mauvaise.

Il manda Chon dans son cabinet et le questionna avec bienveillance à propos du *Raseur*, dont l'apparition était annoncée.

— Votre feuille, mon jeune ami, tiendra-t-elle les promesses de son titre ?

Chon répondit avec une modestie que son sourire démentait :

— Du moins m'y efforcerai-je, Monsieur. La satire n'est pas précisément le plus facile des genres littéraires.

— Il s'en faut ! approuva Cochard. Le fouet de la satire veut être manié d'une main délicate. Celui qui flagelle les mœurs doit savoir tout dire sans avoir l'air d'y toucher. Le public aime beaucoup les allusions discrètes... les petits scandales intimes finement racontés... où l'on ne nomme personne... mais dont on laisse deviner les héros... Et puis, enfin, cela peut avoir son bon côté... Vous avez un levier, mon jeune ami... peut-être pourrez-vous rendre plus d'un service à la moralité publique... Ainsi...

Il s'arrêta, pris de vergogne, les yeux fats mais honnêtes du petit bossu l'intimidant, lui faisant sentir toute sa folie.

Bien lui en prit, car il se fût exposé à un nouvel affront. Déjà M. le directeur du *Raseur*, quoique à cent lieues d'imaginer où auraient pu tendre les insinuations de Cochard, se guindait dans un air sévère.

— Mon journal ne sera pas du tout ce que l'on suppose, déclara-t-il. Je laisse à une certaine presse le triste privilège de déshonorer notre profession. Le *Raseur* s'interdit ce qui touche à la vie privée.

— Ah ! ah ! très bien, grogna Cochard. Et alors que ferez-vous ?

— De la haute satire, du pamphlet, dans l'esprit de mes patrons.

— Vous avez des patrons : comment les appelez-vous ?

Chon répondit, avec un geste large :

— François Rabelais et Paul-Louis Courier.

Alors Cochard, redevenu brutal dans son mécontentement de lui-même :

— Et moi, vous me comptez pour rien ? fit-il. Il me semble, jeune homme, qu'avant de fonder un organe à côté du mien, vous auriez pu me demander mon autorisation.

Chon fut outré. Persuadé que le *Raseur* allait faire fortune, il prit la chose de très haut, toisa Cochard avec arrogance. Finalement il lui jeta sa démission, en se déclarant enchanté de quitter une feuille sans littérature, où il n'était pas à sa place !

Et il sortit, laissant le gros homme stupéfait. Il sortit, plus fier que le père Baizien, avec une dignité inexprimable dans la manière dont il portait sa bosse...

Cochard dut rêver à un autre moyen de vengeance.

XXI

Mon neveu, faites-moi le plaisir de venir me voir au Ghez. Je désire avoir un entretien avec vous. Votre oncle affectionné : DU GHEZ DE MONTPERSAN.

Cette dépêche, envoyée le lendemain de la réunion des Murelles, émut diversement Gaspard. L'initiative du marquis était tout au moins singulière. Depuis le mariage qu'il avait si vivement désapprouvé, l'oncle s'était abstenu de paraître chez le neveu. De son côté, Gaspard n'eût point tenté un rapprochement qu'il jugeait impossible. Mais cette

(1) Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars et des 2, 9 et 16 avril.

épreuve n'avait pas altéré ses sentiments de haute estime pour le marquis, et il tenait à le démontrer en toute circonstance, soit qu'il eût à formuler son opinion sur le vieux gentilhomme, soit qu'il le rencontrât dans les rues d'Hennepont. Il lui adressait un salut respectueux, auquel d'ailleurs le marquis répondait avec affabilité. Mais c'étaient là, depuis quatre ans, toutes leurs relations. Gaspard en souffrait, n'ayant pas d'autre famille que son oncle et se trouvant un peu isolé entre ce parent réfractaire, un beau-père ennemi et une société boudeuse. L'absence d'enfants au foyer creusait encore ce vide plus profond. Pour que la vie en province, dans des conditions telles, semblât à Gaspard tolérable, ce n'était pas trop de la plénitude de son bonheur conjugal jusqu'à présent sans nuage.

Donc le marquis désirait le voir... Gaspard ne douta pas que ce ne fût au sujet de sa candidature. L'entrevue serait chaude. Comme il connaissait les opinions de son oncle, son attitude escarpée, hautaine, pleine de mépris pour les compromissions politiques où se laissaient aller actuellement la plupart des royalistes de France dans l'espoir d'une Restauration dont Boulanger devait être soit le Monk, soit le Richard Cromwell, Montpersan s'attendait à recevoir les foudres du vieillard qui n'avait abdiqué ni ses idées de l'ancien temps, ni ses « droits » de chef de famille.

Et cependant, malgré la perspective d'un moment très désagréable à passer, il était heureux de cette démarche du marquis. Il parerait la foudre du mieux qu'il pourrait, écouterait avec respect la semonce du burgrave, — pourvu que le burgrave n'allât pas trop loin, — l'apaiserait par quelques concessions de forme. Une fois l'orage passé, quelle douce émotion pour Gaspard de se retrouver au milieu de tant de choses qui lui étaient chères, dans ce calme et splendide manoir du Ghez où il avait passé toute son enfance entre sa mère prématurément veuve et le marquis, son oncle et tuteur !...

L'invitation, du reste, était courtoise, et elle contenait en outre l'encouragement de cette formule : votre oncle *affectionné*.

Aussi Gaspard n'hésita-t-il point. Une heure après la réception de la dépêche, il suivait en voiture la route montueuse qui mène d'Hennepont au très vieux village du Ghez.

La nature elle-même avait, dans cette région, on ne sait quel aspect ancien, fier et triste, qui préparait les rares visiteurs du marquis à l'archaïsme du châtelain et de sa demeure. Le chemin de fer ne passait point par là ; et les poteaux du télégraphe, penchés sur des étais, incessamment secoués par un vent sauvage, n'avaient pas cet air de civilisation triomphante qu'on leur voit en des lieux plus altiers.

L'âme de ce paysage réapparu après quelques années d'oubli allait au cœur de Montpersan. Elle se mêlait à son âme, le fortifiait dans certains sentiments par lesquels il s'était toujours sauvé des vulgarités ambiantes.

Et il allait, se félicitant des conditions vraiment uniques d'une campagne électorale qui lui laissait toute liberté. Demandée pour son candidat par le comité des Murelles, l'investiture ne pouvait tarder à venir. Probablement était-elle en route pour Hennepont, comme Gaspard était en route pour le Ghez...

. . . .

Quand, après douze lieues de chemin, il aperçut, au haut d'un plateau, le vallon du Ghez tout baigné, par ce crépuscule d'hiver, d'une lumière d'améthyste laiteuse, et le soleil pâle qui descendait derrière les grands toits d'ardoise du château, Montpersan eut un frisson très doux. En même temps, une vague crainte de l'inconnu que cette visite ne laissait pas de tenir en suspens sur son désir de complète réconciliation avec le grand parent.

Certes, le marquis portait beau, malgré ses soixante-quinze ans. Dans sa saine maigreur, avec sa haute taille et son œil clair, il paraissait solide comme un dogme. Mais encore quelques années, et cette silhouette d'autrefois irait se coucher sous les marbres blasonnés de la chapelle, à côté de la mère de Gaspard, Athénaïs de Montpersan, née d'Allevacques, morte dans la paix de Dieu avec la bénédiction du Saint-Père et la royale condoléance d'Henry, comte de Chambord. Gaspard n'avait jamais songé sans un serrement de cœur à cette suprême séparation, s'il était vrai qu'elle dût s'accomplir dans la mésintelligence finale. Il vénérait tellement son vieil oncle qu'il s'interdisait de sourire des petits ridicules qu'il lui connaissait et qui allaient jusqu'à exciter les railleries de la noblesse d'Hennepont. Entre autres manies caractéristiques de son esprit rétrospectif, le marquis avait celle de s'habiller, dans sa demeure, à la mode de Henri IV, et d'infliger à son nombreux domestique une livrée appropriée. Il ne consentait à prendre les vêtements modernes que pour venir à Hennepont ou se mettre en voyage. Quand il se promenait sur ses terres et quand il allait à la chasse, il gardait son pourpoint de velours, ses bottes de basane qui lui montaient jusqu'à mi-cuisse et un chapeau qu'on eût dit décroché à une toile de Pourbus. Ayant grandi à côté de lui, Gaspard était peut-être le seul à ne pas considérer comme de simples enfantillages des habitudes extérieures qui s'harmonisaient si intimement avec l'âme de M. du Ghez. Il en avait d'ailleurs subi lui-même l'influence, perceptible dans la vague filiation de son feutre à la mousquetaire.

... Annoncé par un coup de cloche et précédé par un porte-flambeau, Montpersan fut introduit dans la salle à manger où le marquis achevait de dîner, seul à table, servi par un maître d'hôtel, un écuyer tranchant et un échanson.

Sans lui donner la main, toutefois avec un geste affable et un bon regard, l'oncle s'excusa d'abord auprès du neveu de ne pas l'avoir attendu pour dîner.

— Vous connaissez mes habitudes, dit-il. Ce sont celles de nos pères et je n'éprouve le besoin d'y rien changer. Mais j'ai donné des ordres pour qu'on vous servît à vos heures. Vous trouverez aussi votre appartement tout prêt. Comme vous voyez, je ne doutais point que vous ne vous rendissiez à mon invitation...

— Avec la déférence la plus empressée, dit Gaspard.

— Je vous en remercie donc plus vivement que si vous fussiez venu par simple obéissance, ajouta le marquis. Allez prendre vos aises, mon neveu, et dînez tranquillement. Dormant peu, je me couche tard. Après votre repas, nous aurons le temps de causer.

L'amabilité de l'accueil passait tout ce que Gaspard eût osé attendre des galantes façons de son oncle; mais elle ne diminua pas ses inquiétudes sur l'objet et l'issue de cette entrevue. Hanté déjà par le milieu où il se revoyait, impressionné jusqu'au malaise par les aspects de l'antique demeure, moins souriante, moins familière qu'il ne l'avait jamais imaginé, lui trouvant au contraire ce qu'il n'avait pas trouvé chez le maître de la maison, — une froideur ironique, persifleuse, Gaspard mangea sans appétit les excellents mets que les officiers de bouche lui présentèrent. En revanche, il but volontiers, et sec, peut-être pour se donner un peu de cœur s'il fallait, au cours d'un débat, tenir tête au marquis.

Son premier contact avec celui-ci venait de lui prouver qu'il n'avait pas à redouter la foudroyante semonce d'abord prévue. Non, il n'y avait aucun orage sous le front très blanc et très calme du vieillard. Mais cette absence de colère n'indiquait-elle pas chez M. du Ghez un propos fermement conçu, la volonté bien réfléchie de soumettre son parent et unique héritier à quelque rude épreuve?... La semonce eût peut-être offert un danger moindre.

« Je devine, se dit Montpersan. Il va m'inviter avec une parfaite bonne grâce soit à abandonner ma candidature, soit à lui promettre d'arborer à la Chambre le drapeau blanc fleurdelisé et d'y fonder le groupe royaliste-angevin, dussé-je être à moi seul un groupe! Après quoi, et sur mon refus de me soumettre à cette alternative, le digne marquis me donnera à entendre qu'il faut prendre le deuil de son héritage. »

L'hypothèse ne manquait pas de vraisemblance, M. du Ghez étant de caractère à placer ce qu'il appelait « l'honneur public » de sa maison au premier rang de ses susceptibilités. De sorte que la sanction qu'il n'avait pas donnée à son opposition au mariage de Gaspard, — le déshéritement, — il était fort capable d'en menacer celui qui, portant son nom, ferait affront à sa religion politique.

Le marquis avait une grande fortune; et le château du Ghez, malgré ses froideurs d'aspect, — froideurs toutes circonstancielles, — n'était pas chose qu'il fût indifférent de posséder. Néanmoins Gaspard se sentait au-dessus de ce sacrifice; et, s'il fallait le faire, il savait que Cécile, ambitieuse mais point cupide, l'approuverait. Il avait donc pris une pointe de vin, non pas pour opposer au marquis une résistance que sa seule fierté lui conseillait, mais pour se donner l'assurance de la réplique devant un homme dont la droiture et la hauteur morale faisaient un interlocuteur très imposant.

Montpersan vint retrouver son oncle dans un petit salon où le vieux gentilhomme se retirait chaque soir et qui était comme l'oratoire de ses dévotions monarchiques. Parmi les portraits de princes appliqués aux murs on remarquait ceux du Roi-martyr, du comte de Chambord et de Philippe duc d'Anjou, roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Le premier était voilé de crêpe; au-dessous du second, il y avait une couronne d'immortelles et un prie-Dieu; devant le troisième, dans un vase de porcelaine bleu de roi, se pâmait une gerbe de liliums.

XXII

— Ainsi, mon neveu, dit le marquis en invitant Montpersan à s'asseoir, vous voulez être député?

Gaspard attendait ce début. D'avance il eût précisé quelles seraient les premières paroles de son oncle.

— C'est un honneur auquel j'avais d'abord songé, puis renoncé, fit-il. Mais tout à coup...

— On vous a forcé la main, acheva le marquis. Je suis au courant. Je lis mon journal et aussi les autres feuilles d'Hennepont. J'ai même vu qu'on s'étonnait de l'appui déguisé que vous a donné en cette circonstance un homme fort peu recommandable, une façon de juif nommé Schœntzler. Mais...

— Monsieur... voulut interrompre Gaspard.

—... Mais ceci ne me regarde pas, reprit le marquis avec un geste bref d'interlocuteur désireux de déblayer le terrain pour arriver plus vite à l'objet important du colloque. Je constate que vous allez être député : voilà tout ce qui m'inquiète. Et d'abord vous n'êtes pas riche, Gaspard. Votre mère vous a laissé peu de bien; votre femme, si j'ai bonne mémoire, ne vous a pas apporté de dot. Comment

comptez-vous vivre lorsque vous aurez maison à Paris?

— Mon Dieu, Monsieur, je ferai comme beaucoup de législateurs, répondit Gaspard assez gaiement : je mènerai un train modeste. Est-il donc nécessaire d'être riche pour être député?

— A mon avis c'est indispensable, ainsi que pour être magistrat. J'ai là-dessus, comme sur beaucoup de choses, des idées très vieilles.

— Cependant, la conscience...

— Laissons cela. Il me serait personnellement très désagréable de voir un Montpersan faire piètre figure dans un poste où l'on a tous les yeux fixés sur soi. Je veux donc vous donner les moyens de tenir votre rang à côté des quelques gentilshommes qui se seront fourvoyés avec vous dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Parlement et qu'on devrait appeler le Bavardement. Vous êtes mon héritier. La belle administration financière de la République et le désastre où votre progrès économique a jeté la propriété rurale ne m'ont guère laissé que deux cent mille livres de revenu. Je suis tout de même, quoique dépouillé, moins pauvre que vous. A partir du jour que vous serez élu, je mettrai la moitié de mes ressources annuelles à votre disposition.

Cette ouverture inattendue déplut d'abord à Montpersan, l'inquiéta. Est-ce que le marquis voulait l'acheter?... Il repoussa bien vite une hypothèse qui lui sembla injurieuse pour le caractère du vieillard. En tous cas il était de bonne diplomatie de paraître accepter sans défiance les largesses d'un riche parent.

— Mon oncle, prononça Gaspard, vous me voyez encore plus ému de votre bonté qu'ébloui de votre magnificence. Sans vouloir ni désavouer ni regretter mon mariage, je ne peux, en effet, oublier quel vif chagrin...

— Ne revenons pas sur ce sujet, je vous prie.

— Soit. Mais vous me permettrez d'admirer une générosité...

— Je ne veux ni que vous me remerciiez ni que vous m'admiriez, Gaspard, fit le marquis très vivement. Vous portez mon nom : voilà la véritable raison de ma libéralité. J'ajoute que, vous l'ayant promise, je ne la révoquerai pas, même si votre conduite à la Chambre n'est pas celle que j'attends de vous.

Montpersan reconnut bien son oncle à cette noblesse de langage et regretta le léger soupçon dont il l'avait effleuré.

— Parlez, Monsieur, dit-il. Je sais d'avance que vous n'exigerez de moi que des choses dignes de vous-même.

— Et vous avez raison de penser ainsi, approuva le vieux gentilhomme en enveloppant Gaspard dans le rayon de ses yeux clairs.

Après un temps de silence, et dès lors avec une lenteur de parole qui lui semblait voulue par la gravité du sujet, le marquis demanda :

— Lorsque vous serez à la Chambre, quelle politique servirez-vous?

— Oh! fit Gaspard, j'arriverai, comme tous les jeunes, avec un programme vaste... de nombreux projet de réformes... Par exemple...

M. du Ghez l'interrompit :

— Passons! Ces bagatelles ne m'intéressent pas. Je vous demande tout simplement, Gaspard, pour quel parti vous allez travailler?

— Marquis, je n'ai jamais fait mystère de mes idées libérales et progressistes. C'est vous dire que tout en m'inclinant avec un profond respect devant votre fidélité aux principes de l'ancien régime, je me séparerai de vous sur beaucoup de points essentiels.

— Qu'entendez-vous par là, mon neveu? Votre restriction m'inquiète. Il me semble que nous devons être séparés, non pas seulement sur beaucoup de points, mais sur tous.

— Non, mon oncle. Si je suis partisan d'un pouvoir tolérant, à larges vues, favorable à l'évolution sociale, moderne enfin, pour tout dire en un mot, et si j'ajoute à mon programme plus d'une réforme empruntée aux républicains, voire à des républicains très avancés, je n'en reste pas moins convaincu que la France a besoin d'une monarchie héréditaire et qu'il est grand temps que nous revenions à cette forme de gouvernement. C'est à quoi je m'appliquerai, avec de nombreux collaborateurs, et, je vous le jure, marquis, de toutes mes forces !

— Est-ce que vous parlez sérieusement? dit M. du Ghez, tout à coup glacial.

— Je ne comprends pas votre question, répliqua Gaspard.

— Je vous demande si, oui ou non, vous êtes royaliste ?

— Mais... je viens de vous le déclarer assez nettement. Et j'imagine que vous n'en doutiez pas, mon oncle ?

— Excusez-moi. J'en doutais. C'est même pour éclaircir ce doute que je vous ai prié de me venir voir.

« A quoi pense-t-il et où veut-il en arriver? » se demanda Montpersan.

— Ainsi, reprit M. du Ghez, vous êtes royaliste, royaliste convaincu ; et vous vous proposez de travailler de toutes vos forces à la restauration de la royauté?

— Certainement.

— Alors, pourquoi vous présentez-vous comme candidat républicain?

Après un silence de gêne :

—... La nécessité, répondit Gaspard. Le parti

royaliste, dans ce département, n'est plus aujourd'hui assez fort pour assurer le succès d'un candidat qui arborerait clairement son drapeau. Dans l'intérêt de la Cause, nous avons accepté l'équivoque boulangiste, qui d'ailleurs ne trompe personne, vous le savez aussi bien que moi, mon oncle.

— Cette explication n'est pas bonne, vicomte. Si l'équivoque boulangiste ne trompait personne, vous n'y recourriez point. La vérité est qu'elle trompe beaucoup de monde et que vous vous faites l'instrument de cette tromperie. Mais supposons que parmi tous vos électeurs il n'y en eût qu'un seul — entendez-vous bien? un seul, le plus humble, le plus infime, un valet de ferme, si vous voulez — qui fût dupe de vos déclarations hypocrites; ce valet de ferme, le jour où vous trahiriez le drapeau républicain, aurait le droit de venir vous dire ce que je vous dis, moi, dès maintenant, puisque vos intentions me sont connues : Monsieur le vicomte de Montpersan, vous êtes un malhonnête homme !

Pâle, tout le sang au cœur, la gorge subitement sèche, Gaspard regarda son oncle avec des yeux d'effroi et de menace. Et il y eut une minute durant laquelle le gentilhomme, révolté dans tous ses instincts, faillit oublier que le vieillard qui était devant lui avait presque les droits d'un père... Redevenu maître de lui et sa pointe de vin tout à coup dissipée, Gaspard prononça :

— Vous êtes dur, mon oncle.

— C'était peut-être nécessaire pour vous ouvrir les yeux, dit le marquis. Vous m'aviez tout l'air de vous être endormi dans une atmosphère malsaine. Où donc avez-vous appris à cacher votre opinion, à mentir, à aller au devoir par des chemins détournés? Ce n'est assurément pas dans ce château.

Le marquis fit une pause. Puis, d'une voix un peu adoucie :

— Je vous ai blessé, Gaspard. Défendez-vous. Je vous écoute.

— Mon Dieu, Monsieur, je suis surpris de vous voir tant de scrupule vis-à-vis d'une masse ignorante à qui, dans vos principes, vous refusez le droit d'exprimer son opinion et même d'en avoir une. Vous vous indignez à la pensée que je trompe la religion politique d'un valet de ferme, et si vous étiez le maître des Lois, vous vous empresseriez de rendre ce valet de ferme à son ancienne condition d'esclave! Je vous avoue que je ne comprends pas. Si je ne connaissais votre caractère, je croirais que vous avez voulu me chercher une mauvaise querelle.

— Mon cher, vous raisonnez comme le renard :

Et puis, tromper moutons, canaille, sotte espèce...

Parbleu ! vous en prenez bien à votre aise; et vous perdez de vue qu'en reconnaissant à cette canaille le droit de vous élire vous la haussez à votre propre rang. Il est très vrai que si j'en avais le pouvoir, je réasservirais le peuple, mais je ne le tromperais pas. Je me ferais craindre de lui, non mépriser. Avez-vous compris maintenant?

— Oui, Monsieur. Vous êtes logique. Malheureusement, c'est une logique de suicide. Si le Prince et ses partisans pensaient comme vous, il nous faudrait perdre tout espoir de sauver le pays et nous préparer à mourir inutiles.

Le marquis se dressa.

— On ne meurt jamais inutile quand on meurt dignement. Si Dieu ne veut pas se servir de nous pour sauver la France, du moins nous laisse-t-il la liberté de bien finir. C'est ce dont je le remercie tous les jours, quand je vais faire mes prières dans la chapelle où votre mère et vos aïeux reposent. Parmi ces derniers, Gaspard, il en est deux qui aidèrent Henry IV à conquérir son royaume. Je constate avec amertume que vous, leur descendant, vous voulez aider votre prince à escamoter le sien.

Gaspard insinua :

— Monsieur, il faut être de son temps.

— Je connais cette maxime, vicomte. Elle n'est pas faite pour nous, parce que nous devons à un autre temps tout ce que nous sommes.

— Cependant, la meilleure partie de la noblesse de France...

— La meilleure partie, dites-vous? Si c'en était la meilleure partie, on ne la verrait point faire ce qu'elle fait. Elle se déjuge, elle se commet, elle se disqualifie! Sommes-nous obligés de nous associer à sa déchéance? Me voyez-vous tremper dans ses misérables expédients, et prétendriez-vous, par hasard, que je sois de moins bonne maison que le plus fameux de ses chefs de file?

— Je ne dis point cela, mon oncle. Mais entre vous et moi, bien que nous soyons du même sang, il y a toute la distance du sacrifice que vous ne faites pas à celui que je fais. Je ne me crois aucun titre à des privilèges qui vous paraissent naturels et dont vous vous plaignez d'avoir été dépouillé. Je me considère comme un simple citoyen français. J'accepte la société moderne sans rechercher si elle vaut mieux ou moins que l'ancienne, mais par la raison que j'y vis et que je désire me mêler aux vivants. Faut-il me rayer de leur nombre parce que j'ai derrière moi d'illustres morts ? Sous le prétexte qu'ils jouèrent des rôles brillants et qu'ils en eurent les bénéfices, mes aïeux me condamnent-ils à ne plus être que le gardien de leur caveau ?... Je ne demande rien au passé, le passé n'a rien à exiger de moi.

Le marquis eut un beau sourire.

— Et votre nom, Gaspard? Ce nom qui, jusqu'à présent, a été synonyme d'honneur privé et d'hon-

neur public, ne lui devez-vous rien? Pensez-vous pouvoir vous affranchir d'une obligation qu'il vous crée en retour du lustre qu'il vous donne? Le rendrez-vous au passé, ce nom qui vous lie malgré vous et dont vous serez bientôt seul dépositaire?...

— Mon oncle, vous l'avez noblement porté pendant la longue période de deuil et de protestation que fut votre vie. Mais, après vous, je le porterais mal si j'achevais de l'user dans l'oisiveté ou le plaisir. Tout change. Autrefois, pour nous, travailler c'était déroger. Il n'en est plus ainsi maintenant.

— Soit! vibra le marquis. Mais il existe encore, dans cette société moderne dont vous vous réclamez, une probité qui tient lieu plus ou moins de l'honneur d'autrefois et dont on se contente. Le plus humble des commerçants respecte sa signature, se croit déshonoré quand il a fait faillite. Vous, vicomte, vous êtes moins scrupuleux qu'un boutiquier et vous vous servez de votre nom pour signer un faux!

Montpersan réprima une envie de rire.

— Monsieur, vraiment, vous me troublez... Je n'ose songer — tant la chose me semble énorme de votre part! — à ce qui serait la conclusion logique d'un semblable discours. Faut-il donc, pour vous plaire, que je serve franchement la République?

— Mais c'est tout ce que je vous demande! s'écria le marquis avec un geste plein de grandeur. Vous êtes libre, mon neveu. Je ne vous impose pas mes idées, sentant bien que je suis seul avec elles. Je ne vous défends pas de vous mêler au mouvement moderne. Entrez dans cette société et dans ses luttes, puisqu'elles vous tentent; mais n'y entrez pas par des portes où vos aïeux, qui furent d'honnêtes gens avant même d'être des héros, ne se seraient pas courbés. Entrez-y le front haut, sans mensonge ni traîtrise! Je vous aime mieux républicain loyal que royaliste par contrebande. Je vous le déclare : si vous mêlez le nom de Montpersan à une entreprise tortueuse, à une politique de piège et de dol, moi qui garde tous les dogmes et toutes les superstitions de ma foi, mais aussi toutes ses pudeurs, je vous maudirai!...

Gaspard baissa la tête.

— Vous pensiez, comme certaines gens, que le devoir d'honnêteté souffre des exceptions, et vous sembliez très assuré de votre conscience! reprit gravement le marquis. Vous voyez bien, jeune homme, qu'il peut lui arriver de se fausser. Si elle traverse de nouvelles crises, remmenez-la chez son médecin. J'espère vivre encore quelques années, parmi les objets de mon culte.

Il désigna les augustes effigies qui l'entouraient.

— Alors, prononça Gaspard à voix basse, je n'ai plus qu'à donner ma démission de candidat.

— C'est impossible, dit le marquis. Si je vous épargne une vilenie, ce n'est pas pour vous faire tomber dans un ridicule. Que dirait-on de vous? Que vous êtes un mystificateur ou une girouette. Soignez votre réputation d'homme sérieux, d'esprit solide. N'allez pas donner à rire à un certain M. Cochard qui vous est, je crois, quelque chose. Ce serait du dernier bouffon. Vous vous êtes engagé : tant pis pour vous, mon neveu!

— Mais... les autres?... balbutia Montpersan.

— Quels autres? demanda le marquis avec une grimace hautaine.

— Les royalistes qui comptent sur moi, qui me donneront leurs suffrages?...

— Eh bien, ils auront la déception de voir qu'ayant cru voter pour un de leurs pareils, ils ont voté pour un honnête homme. Y a-t-il là sujet de les plaindre?

Cette large ironie acheva de troubler Gaspard.

— Tout cela est fort bien, dit-il. Mais vous allez fournir à la République une étrange recrue. Encore faudrait-il, Monsieur, que j'eusse la conviction nécessaire pour la servir!

— Ne la trahissez pas, et je vous tiens quitte du reste. Si avant les élections générales, qui auront lieu dans huit mois, vous n'avez pas pris goût à votre nouveau rôle, vous ne vous représenterez pas, voilà tout.

— Marquis, permettez-moi de me retirer. J'ai vraiment besoin de passer une nuit sur vos remontrances...

XXIII

Montpersan ne dormit guère cette nuit-là. Il songea, fit son examen de conscience...

Peut-être, ailleurs qu'en ce château où il y avait une atmosphère spéciale, eût-il trouvé que le marquis poussait la correction jusqu'au paradoxe. Dans la haute chambre aux lambris sévères, imprégnée d'une odeur de lys, dans la paix solennelle du vieux manoir qui — disait une tradition — fut toujours habité par des hommes « aussi droits que ses tours », il jugea que son chef de famille avait bien parlé.

Et maintenant il faisait mieux que l'estimer, il l'admirait. En le comparant aux plus nobles figures de sa connaissance, il lui semblait que le marquis les dépassait de cent coudées; et jamais il n'avait été aussi fier d'être le neveu d'un tel oncle.

Au jour, quand il se réveilla d'un bref et lourd sommeil où ses nerfs s'étaient engourdis sans se détendre, Montpersan se sentit moins d'enthousiasme pour les théories de M. du Ghez. Il eut comme un sourire de pitié sur lui-même en remarquant que sa volonté propre serait étrangère à la situation qu'il allait occuper et à la façon dont il s'y comporterait.

devrait, en effet, son siège de député à un caprice

de M. Schœntzler et son programme à une fantaisie altière du marquis!...

Ouverture singulièrement suggestive sur l'horizon de la vie politique où Cécile lui promettait tant de satisfactions et de gloire!...

Il eut honte. Il lui sembla qu'il ne s'appartenait plus; qu'il avait, en moins de trois jours, abdiqué toute sa personne...

« C'est bien drôle tout de même! » murmura-t-il en se faisant la barbe.

Un moment son front se plissa, une révolte s'alluma dans ses yeux.

« Ah çà! si j'allais déclarer au marquis, très poliment, que je me moque de sa malédiction et que j'entends me gouverner comme il me plaît?... »

Mais il se dit bientôt :

« Bast! A quoi bon contrister cet honnête homme, qui est mon bienfaiteur et mon ami le plus sûr? Ah! si j'avais une grande conviction politique!... Mais voilà, je n'ai peut-être pas une grande conviction politique, comme ce Baizien qui est mon concurrent... Et la preuve, c'est que je n'oserais pas affirmer que le marquis n'ait pas raison contre tout le monde... Au moins, il n'est pas banal, le marquis... »

Puis Gaspard pensa à sa mère qui dormait dans ce château, et il s'attendrit...

En quittant son appartement, il s'en alla tout droit à la chapelle, pria auprès d'un sarcophage où l'on voyait, en marbre, une jeune dame accoudée, dans l'attitude plutôt du rêve que du sommeil; et quand il se releva, il aperçut son oncle derrière lui.

— Eh bien, Gaspard ?

— Eh bien, marquis, voilà qui est entendu. Je ferai selon vos désirs.

M. du Ghez le prit par le bras et l'entraîna, disant :

— Je compte donc sur votre promesse. Voyez-vous, je tiens énormément à ce qu'un gentilhomme de bonne maison donne une leçon de tenue et de dignité à tous ces gens-là...

Montpersan ne demanda pas de quelles gens il s'agissait. La figure méprisante du vieillard les désignait assez clairement.

— Maintenant, venez voir mes serres et mon parterre, fit le marquis.

... L'odeur de lys qui flottait, délicate, dans tout le château, devenait plus forte à mesure qu'on se rapprochait d'un grand édifice de verre dont un seul châssis, du côté du soleil, était entre-bâillé.

De magnifiques liliums, par milliers, y fleurissaient, portant au sommet de leurs hampes des bouquets de calices blancs.

— Vous ne me saviez pas horticulteur?... Je m'adonne spécialement aux liliacées, et, comme vous voyez, dès la fin de l'hiver, j'obtiens les plus beaux liliums de France et de Navarre. J'aime mieux cependant le simple lys de pleine terre, et je veux vous faire admirer le cadre où s'épanouit, chaque printemps, ma fleur favorite.

Devant le perron, du côté du parc, un lierre savamment conduit dessinait une fleur de lys colossale qui formait à elle seule, avec son labyrinthe de petites allées, tout un jardin.

— J'ai fait tracer ceci depuis que vous n'étiez venu, dit le marquis. En mai et en juin, des cordons de lys accompagnent tous les contours du lierre. Ah! c'est fort beau... Je me promène là dedans. Je me grise de ce parfum. Et je songe aux temps écoulés où je n'ai pas eu le bonheur de vivre, lorsque la France était comme ce parterre et qu'on sentait son odeur dans toute l'Europe...

— Mon oncle, observa Gaspard avec un demi-sourire, ce sera votre faute si je mets un jour des coquelicots à la place de vos lys.

— Oh! après moi... murmura le marquis.

Sa pensée fut achevée par Montpersan :

— Vous voulez dire qu'après vous les lys auront achevé de perdre toute leur pudeur?

M. du Ghez ne répondit pas. Satisfait de son neveu, il le pria de passer la journée entière au château. Gaspard ne demandait pas mieux : il s'y engagea en remerciant.

Vers le milieu de l'après-midi, les journaux d'Hennepont étaient arrivés.

— Gaspard, venez-vous lire les gazettes? dit le marquis.

JEAN CAROL.

(*A suivre.*)

L'EUROPE, L'ESPAGNE ET CUBA

L'Europe n'a pas su, en quinze mois, régler la question crétoise, selon les principes du droit et ses propres promesses: le Turc campe toujours en Thessalie et, pour la seconde fois, le soleil du printemps n'éclaire que des champs dévastés. Cependant on s'est félicité au quai d'Orsay, comme à Potsdam et à Saint-Pétersbourg, d'avoir évité la grande guerre universelle. Le prince Henri de Prusse est parti pour la Chine; les Allemands se sont installés par un coup de main à Kiao-Tchéou: l'Europe et la Russie se sont précipitées à leur suite. Chacun a pris ses positions autour du golfe du Petchili, nous avons fortifié notre domaine indo-chinois par de nouveaux postes dans le Sud. Et là encore, malgré la précipitation de ces divers mouvements, l'Europe, à deux doigts de la guerre, réussit à l'éviter. Mais comme s'il était décidé que ce siècle dût finir, bon gré mal gré, dans les calamités de quelque grande guerre,

c'est maintenant entre l'Amérique et l'Espagne que le feu est près d'éclater. La barque du monde est approchée à une si petite distance du conflit qu'elle semble bien devoir y donner en plein. On ne saurait nier, je pense, que toute la politique européenne a contribué depuis l'année dernière à mûrir hâtivement la résolution des Américains de rejeter l'Espagne hors des Antilles. Ils s'étaient déjà avancés jusqu'aux îles Hawaï et ils envoyaient quelques-uns de leurs vaisseaux surveiller les mouvements des Européens dans la mer Jaune. Ils étaient même venus se promener dans notre archipel méditerranéen, aux alentours de la Crète, et ils avaient tenu à dire leur mot dans les affaires de l'Asie Mineure. L'Europe se projette hors de chez elle dans toutes les directions, jusqu'aux extrémités de l'Asie et de l'Afrique : les Américains pensent que le moment est arrivé pour eux de franchir les colonnes d'Hercule posées par leur Monroë et de dire sur toutes les grandes routes du monde : « Et nous aussi nous sommes là ! »

La question de Cuba se préparait depuis le commencement du siècle, bien certainement ; lorsque la Nouvelle-Grenade, le Pérou, le Chili, se soulevaient contre la domination espagnole, conquéraient leur indépendance, on pouvait penser que tout le continent sud-américain échapperait aux fils des *Conquistadores* européens ; les Bolivar et les Iturbide annonçaient les Maceo et les Gomez ; mais il n'était pas inévitable, sans doute, que les événements fussent précipités, comme nous le voyons, prissent la marche qu'ils affectent aujourd'hui, et que le gouvernement de Washington sommât l'Espagne de se retirer de la Grande Antille avec armes et bagages, s'il y avait eu encore une Europe constituée.

Les Puissances qui auraient fait respecter le droit européen dans la Méditerranée et dans la péninsule des Balkans, qui auraient protégé l'Hellade contre le retour des invasions turques, assuré la liberté de la Crète, réparé les crimes d'Arménie, auraient, par cette conduite, donné une autre allure à la politique générale du monde et, vraisemblablement, la crise hispano-américaine aurait pu être retardée ou, si elle avait éclaté avant la fin du siècle, l'Europe aurait eu plus de force pour faire entendre sa parole au loin. Un concert européen, fortifié par l'exercice qu'il aurait déjà fait de son autorité et par ses précédents succès, aurait possédé un tout autre prestige ; mais ce prétendu concert est lui-même d'abord constitué contre le droit des nations, ou tout au moins sans aucun respect de ce droit ; expression arbitraire de la volonté de quelques-uns, il ne représente que bien imparfaitement l'état de la conscience européenne de ce temps ; et, comme il est en désaccord avec les principes d'une véritable légalité et légitimité européenne par l'exclusivisme de sa constitution, il ne peut pas posséder l'harmonie entre ses membres ni avec l'opinion générale.

Pourquoi l'Espagne ne fait-elle point partie du concert européen? N'est-elle pas assez illustre, revêtue d'une gloire assez ancienne et de l'éclat des services qu'elle a rendus à l'Europe pour figurer aussi bien que Potsdam dans l'aréopage des nations? Elle en aurait eu déjà plus d'autorité vis-à-vis des États-Unis et de Cuba et les démarches communes des puissances auraient pu être faites dès la première apparition du conflit et dès l'origine du mal, au lieu d'en attendre le plein développement, alors qu'il n'est plus guérissable. Quand l'Europe, avertie par une suite de crises et de catastrophes, dont on ne saurait prévoir ni le moment ni les effets, songera à se garantir sérieusement contre le péril américain et contre le péril chinois, et contre les périls intérieurs dont elle est travaillée, peut-être les plus prochains de tous, elle devra d'abord reviser sa propre constitution et se mettre elle-même en règle avec la conscience universelle.

Si l'Espagne doit perdre Cuba, comme il y paraît, et si la perte de Cuba précède de peu celle de Porto-Rico et des Philippines, l'Europe fera une perte immédiate ; nous, en particulier, nous en avons subi une lorsque la Grèce a été dernièrement expulsée de la Crète par l'Europe et la Thessalie ouverte aux incursions du Croissant par notre propre diplomatie. Depuis les grands jours de l'alliance franco-russe, il faut avouer que nous ne sommes pas gâtés par la fortune ; cette alliance n'a présidé qu'à des amoindrissements de l'influence morale de l'Europe et à des dégâts indirects, quoique très sensibles, pour nous-mêmes et pour notre prestige dans le monde.

L'alliance franco-russe, proclamée avec apparat plutôt que définie avec justesse, ne pèse pas son poids spécifique, — celui qu'on se plaisait à lui attribuer, — dans la balance des intérêts du monde, et, à cette heure, qui ressemble à l'heure suprême de ce grand siècle, aussi remarquable par ses progrès que par ses désastres, nous ne pouvons rien, ni nous, ni l'Europe, pour cette Espagne, qui est pourtant bien l'un des fleurons de la couronne européenne ! Et quand ce fleuron sera tombé, toute la couronne sera atteinte.

L'Angleterre, maîtresse de Gibraltar, a peu d'inclination pour l'Espagne, elle a déclaré au contraire, dans cette crise, ses sympathies pour l'Amérique, et elle les justifie par des arguments historiques, économiques et moraux qui ont leur valeur ; l'Allemagne, toujours fantasque, a opéré un subit mouvement dans le sens de l'Angleterre depuis la marche victorieuse des Anglais sur Karthoum ; la Russie est bien loin, plus loin que la Néva et que l'Oural, en

Mandchourie et à Pékin. L'Espagne n'a eu réellement que l'appui moral déclaré, mais platonique, de la France, de l'Autriche et du pape Léon XIII. Le pape a prononcé clairement le nom de l'arbitrage devant le monde; il a tenu, en ce point, le rôle de la philosophie et de la raison pure. Sans doute, il y voyait aussi les intérêts de son église, sa république à lui, qui est plus large que celle de Monroë. Cette initiative sera comptée à Léon XIII dans l'histoire, elle compte peu dans le moment.

Si l'Espagne perd Cuba, on formera le vœu qu'elle trouve en elle-même des compensations, par un renouvellement de sa politique et de son génie, par une transformation de ses mœurs glorieuses. L'Espagne s'est épuisée par l'abus du sublime. L'esprit cruel entre-t-il naturellement dans la constitution de la sublimité? Le patriotisme, en ses ardeurs les plus légitimes, doit avoir son tempérament et ses règles. Les *exaltados* sont, au fond, de même sang que les *jingos*. Cela dit pour eux et pour d'autres. L'avenir est un grand théâtre : de belles places y sont encore réservées à ceux qui ne s'insurgent point contre les lois générales de l'évolution du monde, mais qui s'y plient et s'y accommodent vaillamment.

HECTOR DEPASSE.

CAUSERIE LITTÉRAIRE

Les « Derniers Souvenirs » de M. Legouvé [1].

« Dernier Travail — Derniers Souvenirs », voilà un titre qui, chez d'autres, semblerait trahir un peu de mélancolie. Chez M. Legouvé, c'est tout simplement, je pense, une petite coquetterie de moraliste et d'auteur. Il disait un jour que le premier devoir d'un homme, passé soixante ans, c'est la coquetterie : celle qui consiste à dire son âge, mais à rester jeune. Il a beau nous répéter qu'il est né le 14 février 1807, et qu'il est, haut la main, le doyen de l'Académie : il continue d'étonner ses amis et ses lecteurs par sa verdeur d'âme et d'esprit. Voulez-vous son secret? Il le révélait naguère à ceux de ses cadets qui se sentaient vieillir : « Prends un appartement au midi, et entoure-toi, le plus que tu pourras, de gens jeunes. C'est une double façon d'emmagasiner du soleil. A notre âge, le grand ennemi, c'est le froid. Réchauffe ton corps à la lumière, et ton cœur à la jeunesse. »

M. Legouvé est un sage qui, depuis un demi-siècle au moins, a réglé sa vie sur ses principes. A mesure qu'il s'éloignait de la jeunesse par l'âge, il s'en rapprochait de plus en plus par le cœur : il sait que, pour la retenir, il faut l'aimer, c'est-à-dire se dévouer à elle. De là chez lui, dans toute la seconde moitié de son œuvre, ce goût de l'action, ce souci constant des questions d'enseignement et d'éducation, l'indulgence pour le présent et la confiance dans l'avenir, l'optimisme quand même, et, par-dessus tout, cet air de jeunesse qui brave le temps. A force d'aimer les jeunes, et de les observer pour les guider, il est devenu l'un de nos plus éminents pédagogues.

Un pédagogue? — C'est vrai, l'on ne peut plus en France employer ce mot sans l'expliquer; il a pris chez nous, on ne sait pourquoi, peut-être par la faute des pédagogues de profession, une physionomie rébarbative. Pourtant, Fénelon et Platon ont été, eux aussi, des pédagogues. Qu'est-ce, après tout, que la pédagogie? La science de la vie, l'art de conduire les jeunes âmes, pour leur apprendre à se conduire elles-mêmes. Donc, point de systèmes *a priori*, ni de pédantisme, ni de théories en l'air, qui prétendraient subordonner les faits à je ne sais quels principes abstraits. La pédagogie est une science d'observation, qui part de l'expérience et y aboutit; et c'est aussi un art très délicat, qui exige le don naturel, une longue pratique, une intelligence ouverte, surtout de l'esprit et de la grâce. C'est ainsi que, de nos jours, d'éminents moralistes comme M. Legouvé lui-même ou M. Gréard ont compris la pédagogie; et c'est pour cela qu'ils finiront par la réconcilier avec l'opinion publique, même avec la littérature.

Peut-être est-ce déjà fait. Pour vous en convaincre, lisez ces *Derniers Souvenirs*. Vous y verrez que la pédagogie ne s'y trouve point dépaysée au milieu des anecdotes de théâtre et d'Académie, ou des plus fines pages de critique littéraire. Le volume est dédié par l'auteur « à ses anciennes élèves », et il a pour sous-titre : « l'École Normale de Sèvres ». Ouvrons maintenant le livre, et, pour mieux saisir l'ensemble, courons à la table des matières. Voici d'abord des souvenirs d'enseignement, confidences ou confessions du directeur de consciences, conseils du maître, résumés de leçons sur les grands classiques. Mais, plus loin, voici des chapitres sur Napoléon, sur les trois Dumas, sur Victor Duruy; un portrait de Camille Doucet, le secrétaire perpétuel idéal en sa triple personnalité; une allocution au tsar, un discours sur Pasteur, des vues d'ensemble sur la poésie de Lamartine et de Victor Hugo, sur la gloire littéraire et scientifique du XIXe siècle... — Qu'est-ce à dire? Tout cela figure-t-il donc au programme de Sèvres? Assurément non; mais tout cela est dans l'esprit du programme, tel que le rêvait le directeur. Tout est matière à enseignement, pour un véritable éducateur. M. Legouvé s'était si bien dévoué à ses élèves qu'il songeait encore à elles loin d'elles, dans ses articles de critique et à l'Académie, oui, même à l'Académie.

[1] E. Legouvé. *Dernier Travail. — Derniers Souvenirs. — École normale de Sèvres*, 1 vol. in-18; Hetzel, 1898.

En toute chose, il découvrait une occasion de s'instruire pour instruire. Et il appliquait partout les mêmes principes, la même méthode, tirant parti de son enseignement pour sa critique, et de sa critique pour son enseignement. Donc, ce que l'on trouve surtout dans ce volume si varié d'apparence, ce sont les éléments d'un traité sur l'éducation des filles. Et c'est justement par cette variété des aperçus, par cette ouverture de l'esprit comme du cœur, que M. Legouvé a contribué plus que personne à créer chez nous, ou à recréer pour les besoins de notre temps, la pédagogie féminine.

A vrai dire, il y était prédestiné. Il était fils de l'auteur du *Mérite des femmes;* et le docteur Gall, qui l'avait observé tout enfant, avait prophétisé qu'il serait le fils de son père. En 1848, M. Legouvé découvrit sa vocation future en écrivant, et en « parlant » au Collège de France, son *Histoire morale des femmes*. Dès lors, sa voie était tracée : il l'a suivie toujours, peut-être sans y songer, en tout cas, sans s'interdire de cueillir des fleurs à droite et à gauche. Au théâtre, dans ses conférences publiques, dans tous ses écrits, il a été moraliste éducateur. Il imaginait, et perfectionnait en s'écoutant, l'un des plus charmants parmi les arts, et le plus utile auxiliaire de l'enseignement : l'art de la lecture. Il continuait d'étudier curieusement les transformations de la famille française ou de la société, et il cherchait les moyens de concilier le principe d'autorité avec les idées nouvelles d'émancipation. Il tâchait de sonder l'avenir en éclaireur prudent, mais toujours à l'avant-garde et souriant... quand un orage se forma sur sa tête : on conspirait au ministère de l'Instruction publique, on avait juré de troubler la paix du pédagogue sans le savoir, en l'enrôlant dans la pédagogie officielle.

C'était en 1881. Les idées de M. Legouvé avaient fait peu à peu leur chemin. On venait de décider la création de ces lycées de jeunes filles, qu'il avait réclamés dès 1848; et l'on fondait l'École de Sèvres, où devait se recruter le nouveau personnel. On n'était point sans inquiétude en haut lieu; car, malgré le vote des Chambres, on savait l'opinion hostile, et l'on craignait de prêter le flanc à la raillerie. Il fallait mettre de son côté les rieurs, et bien préciser dès le début le caractère de l'institution : à lui seul, le nom de M. Legouvé serait un programme et une garantie.

Restait à obtenir son consentement; il y fallut toute la diplomatie de l'austère M. Zévort et des amis communs. M. Legouvé nous conte spirituellement sa surprise d'alors, ses hésitations. On tenait tant à lui qu'on avait réponse à toutes ses objections. Il n'était point universitaire : justement l'on ne voulait point d'un universitaire, car aux choses nouvelles il faut des hommes nouveaux. Il craignait pour son indépendance : on ne lui imposait rien, on ne lui demandait rien, si ce n'est d'user et abuser de sa liberté. On le priait, on le sommait doucement de mettre ses idées en pratique : le moyen de se dérober? — Et voilà comment M. Legouvé entra dans l'Université, à soixante-quatorze ans.

Malgré ses tentatives de retraite, il a conservé pendant quatorze ou quinze années la haute direction de l'École de Sèvres. Il nous affirme qu'il lui doit beaucoup. Il dit joliment de ses élèves : « Le bien qu'elles m'ont fait, c'est le mal qu'elles m'ont donné. » Et il ajoute qu'elles ont contribué à entretenir chez lui le feu sacré : la faculté de travail et le don d'aimer. Cela, c'est sa récompense. Ce qui est certain, c'est que l'École de Sèvres et les lycées de jeunes filles croient lui devoir cent fois plus. Il est au premier rang de ceux qui, à force de tact, de mesure et de goût, ont fait accepter de l'opinion l'idée, si neuve et si aventureuse en France, d'un enseignement public des femmes. Il ne s'est jamais lassé de signaler les écueils, et de montrer la bonne voie. Dès le premier jour, il a considéré qu'il avait charge d'âmes. Sans renoncer à aucune de ses curiosités d'homme de lettres ou de moraliste, il a donné à l'École de Sèvres tout le temps qu'il ne donnait pas à sa famille, à ses amis, à la lecture ou à l'Académie. Guidé par quelques principes très simples, qui résumaient pour lui une longue et subtile observation, il a travaillé sans relâche à préciser et contrôler ses idées, à en tirer les conséquences pratiques. Il s'est fait ainsi à son usage, c'est-à-dire à l'usage des autres, une sorte de philosophie de l'éducation féminine : une pédagogie très personnelle, originale par bien des points, souvent à rebours de la pédagogie traditionnelle, mais toujours prudente et fondée sur l'expérience.

On le voit à l'œuvre en maint chapitre de ses *Derniers Souvenirs;* et souvent on y saisit sur le vif la genèse de ses idées, les lointaines origines de sa méthode. Il avoue plaisamment son embarras du début. Tout était nouveau pour lui dans ce milieu des écoles; et cependant l'on comptait sur lui pour faire vivre l'école nouvelle. Quoiqu'il eût beaucoup réfléchi et beaucoup écrit sur l'éducation, il sentait toute la différence qu'il y a entre la théorie et la pratique : or il devait, bon gré mal gré, traduire ses idées par des actes, ou par des paroles qui étaient encore des actes. Pour cela, en dépit de toute son expérience de conférencier et de moraliste, il manquait d'une chose qui se remplace malaisément : le *métier*. Ne l'ayant pas, il s'en passa. Il procéda autrement, avec d'autant plus de liberté d'esprit. Et il s'en trouva fort bien, car il se chargea surtout de la mise en scène et des entr'actes.

Ses fonctions, telles qu'il les comprenait, étaient

doubles : il s'improvisa inspecteur et professeur hors cadre. Il accomplit cette double transformation en restant lui-même, c'est-à-dire qu'il transporta simplement à Sèvres ses habitudes d'esprit. Et ce fut une grande nouveauté que l'apparition dans une école d'un conférencier mondain, d'un moraliste, d'un homme de théâtre.

Voyez-le dans son rôle d'inspecteur. Il écoute, il observe ou il cause. S'il cause, c'est toujours, et uniquement, de ce qu'il sait à fond. Comme il ne se targue pas de tout savoir, il aime à écouter. Il s'incline alors devant la science, même devant celle des élèves; et il les remercie très sincèrement de ce qu'elles lui apprennent. Mais, en même temps, il observe. La leçon terminée, il intervient doucement, du droit de sa curiosité ; il juge du haut de son ignorance ; il reprend les faits, en tire de la lumière et des idées, donne à son tour une leçon de méthode. Tout cela, avec tant de bonne grâce et d'esprit, que la critique a l'air d'un compliment.

D'autres fois, il réunit les élèves pour des causeries familières. Alors il donne carrière au conférencier mondain, enchanté de retrouver un si gracieux public. Comme autrefois, il ne craint pas, il recherche plutôt l'actualité ; car l'actualité, c'est ce que l'on connaît bien, au moins ce dont on parle. Pour expliquer le passé, surtout pour en montrer l'intérêt et en éveiller le goût, il part des choses présentes, de que tous savent ou croient savoir. Telle est la piquante causerie intitulée : *Première leçon d'un cours d'histoire de France*. Un pédagogue de profession se croirait obligé de parler de Pharamond, tout au moins, de Clovis ou de Charlemagne, en vertu de cet axiome qu'il faut commencer par le commencement. M. Legouvé commence par la fin. Il pose sur sa table un bulletin de contributions, une carte d'électeur, une citation devant le juge de paix, un appel de service pour un officier de réserve, une invitation au bal du président de la République. Que signifient ces papiers ? Eh bien ! c'est le tableau en raccourci de la France d'aujourd'hui, de son organisation politique et sociale. C'est le résumé fidèle des conquêtes du droit et de la liberté. Et ces vulgaires documents représentent des siècles de lutte ou d'espérance. Il faut donc chercher dans le passé l'explication du présent : ce qui est, au fond, la raison d'être de l'histoire. Et vous voyez comme aussitôt l'histoire s'anime et se colore. Nous remonterons bien ainsi jusqu'aux origines, sinon à Pharamond qui sans doute n'a pas existé, du moins jusqu'à Clovis; mais nous y arriverons, la curiosité en éveil, guidés par une idée, par un pressentiment de l'avenir.

S'il veut parler littérature, M. Legouvé n'a qu'à écouter ses souvenirs de lectures ou de théâtre. Mais ici encore il déploie une ingénieuse tactique de conférencier. Il cherche à piquer l'attention par la nouveauté du sujet, ou, tout au moins, du point de vue : tout La Fontaine en une fable, Voltaire poète romantique, la gloire de Béranger, l'histoire de Napoléon I[er] depuis sa mort. « Je tâchais, dit-il, de mettre un peu d'imagination dans la pédagogie. » Et volontiers, devant son jeune public féminin, il redevient homme de théâtre. Dans la littérature classique, il choisit de préférence les sujets tirés des tragédies ou des comédies : il montre Pauline devenue amoureuse de Polyeucte au quatrième acte, le côté brillant dans le caractère du Misanthrope, Tartuffe à la fois comique et terrible, Elmire un peu coquette. A tout moment, sa critique tourne au dialogue ; il met en scène ses contradicteurs, ses amis, jusqu'à ses élèves.

C'est par là surtout que ses habitudes d'esprit rendent son enseignement fécond : il ne sacrifie aucun des rôles, pas même celui d'auditeur. Toujours il suit de l'œil son public ; il donne le spectacle rare d'un professeur pour qui l'élève est autre chose qu'un appareil enregistreur. Il tient compte de l'état d'esprit de celles qui l'écoutent, des opinions toutes faites, des préjugés ; il leur pose des questions, les force à réfléchir, les amène tout doucement à ses conclusions.

Méthode spirituelle et subtile, qui tient de la causerie, de la dialectique, de la psychologie et du théâtre, qui tourne tout en comédie et donne au bon sens l'attrait du paradoxe, qui parfois juge la science au nom de l'ignorance, mais qui surtout va du connu à l'inconnu, qui s'insinue dans les âmes pour les gagner, et qui se joue autour des choses pour les mieux saisir. Cette méthode-là est à la fois très jeune et très vieille. Vieille de vingt-quatre siècles ; car c'est, au fond, la méthode socratique. Très jeune pourtant, ou très rajeunie, par la nouveauté du cadre, par l'application qui en est faite ici aux choses d'enseignement.

Et vous voyez aussitôt qu'à Sèvres M. Legouvé s'était réservé la meilleure part. Ces procédés socratiques, qu'il y apportait, convenaient à merveille pour les heures de fête, où l'on faisait gaiement devant lui son examen de conscience : c'étaient les entr'actes de la pédagogie, et les entr'actes valent souvent mieux que les pièces. Malheureusement, une école est une école ; et la fatalité du moderne mandarinat français y enferme les esprits dans un lourd filet de programmes et d'examens. Le système de M. Legouvé suppose les choses connues, et ne vise plus qu'à en comprendre la raison ou la beauté. La tâche des maîtres de tous les jours est plus prosaïque et plus modeste ; ils doivent dérouler à heure fixe la série des faits, se résigner à la stérile monotonie des cours suivis, commencer par le commencement et finir par la fin. Les principes de M. Le-

gouvé restent vrais pourtant, d'une vérité supérieure; applicables même en partie dans tout ordre d'enseignement, avec de la mesure et du tact. Le meilleur moyen de fixer dans les esprits le souvenir des choses, c'est encore de les tenir en éveil par la curiosité, de leur présenter les idées et les faits par le côté lumineux, de partir de ce qu'on sait pour arriver à ce qu'on doit savoir. Quand la mémoire en serait moins bourrée, on s'en consolerait; car le premier objet de tout enseignement est d'éveiller le goût des choses, la personnalité de l'intelligence et du jugement. Et, puisqu'il s'agit de l'éducation des femmes, n'oublions pas qu'elles ont trois points faibles : la curiosité, l'imagination, et le sentiment.

C'est dire que tout n'est peut-être pas pour le mieux dans le meilleur des lycées ou la meilleure des écoles de l'Université féminine. M. Legouvé s'explique sur ce point avec la franchise qu'on doit à ses amis. Il s'en prend à ces terribles programmes, qui de tout côté écrasent et faussent l'âme légère de la France : « Tous, tous en face de nos programmes n'ont qu'un mot, je dirai qu'un cri : De l'air! de l'air! J'ajoute, moi : et de la lumière! Si nos élèves étouffent dans nos programmes, ce n'est pas seulement parce qu'elles s'y sentent trop serrées, trop foulées, c'est que l'atmosphère qu'elles y respirent est lourde, épaisse, brumeuse, cela manque d'oxygène et de soleil. Changeons donc d'altitude. » En effet, rien de plus dangereux qu'un programme surchargé. C'est la substitution forcée du fait brut à l'idée et au sentiment. Et c'est la mort de ce qui seul importe dans une chaire : l'esprit et l'âme du maître. Tant vaut l'homme, tant vaut le programme; encore faut-il que l'homme ait le temps de se montrer, de se livrer un peu. S'il faut choisir, mieux vaut l'homme que le programme. Le danger est grand surtout dans un cours ou une classe de jeunes filles : multiplier les faits outre mesure, c'est décréter la distraction et l'ennui, ou, ce qui est plus grave encore, l'abus des jeux de mémoire. M. Legouvé relève aussi un défaut de proportions dans les matières d'enseignement. Il juge que l'on n'a pas assez tenu compte du principe qu'il avait formulé jadis dans son *Histoire morale des femmes* : la « différence » dans l'égalité. Au programme officiel, il opposait naguère son programme idéal, dans une curieuse lettre à M. Gréard...

On aimerait à résumer et discuter ces pages, où tout est à méditer, sinon à retenir. On pourrait chicaner l'auteur en quelques endroits. Par exemple, sur son idée de fonder un nouvel enseignement secondaire. Nous en avons tant déjà! Et la France contemporaine souffre si cruellement de cette manie démocratique, qui, sous prétexte d'égalité, étend à une clientèle dix fois trop nombreuse l'éducation de luxe, bonne seulement, excellente même, pour les esprits d'élite! Mais ce qu'on approuverait sans réserve, ce sont les principes des réformes demandées par M. Legouvé : 1° rayer des programmes ce qui s'apprend pour s'oublier; 2° chercher dans l'éducation ce qui survit à l'éducation; 3° instruire moins et élever plus; 4° féminiser l'enseignement. — C'est parler d'or. M. Legouvé reconnaît de bonne grâce qu'on lui a déjà donné satisfaction sur quelques points. Mais il veut plus encore, et il ne doute pas du succès final; car il a pour lui les jeunes filles de France... et leurs frères.

Paul Monceaux.

THÉATRES

Comédie-Française : *la Martyre*, drame en cinq actes, en vers, de M. Jean Richepin. — Opéra : reprise de *Thaïs*.

J'ai dit trop souvent et trop longuement ce qui me déplaît dans le « drame en vers », tel que le pratiquent les continuateurs du romantisme. J'hésiterais à me répéter si, précisément, la *Martyre* n'était un exemple extraordinairement significatif, un « modèle » du genre : de quoi, ce me semble, justifier l'opinion que j'ai fréquemment soutenue : à savoir que le drame en vers, — qu'il soit de M. Richepin, de M. Silvestre ou de M. Dubout, — est à peu près le contraire du théâtre, à peu près le contraire de la poésie dramatique.

Le sujet de la *Martyre*, c'est la conquête d'une âme de femme par le christianisme : ou, pour parler avec plus de précision, la lutte entre Flammeola la païenne, et Johannès le chrétien : celle-là aimant celui-ci, et l'amour l'amenant peu à peu au christianisme. Pour l'essentiel, c'est le sujet de *Polyeucte*. Voyons comme M. Richepin l'a traité.

Tout d'abord, il a eu l'idée singulière de dédoubler, si je puis dire, le personnage de Johannès. Des sentiments qui se partageaient l'âme des chrétiens du premier siècle, la charité et la colère contre le pécheur, il a donné la charité à Johannès, la sainte colère à Aruns. Johannès bénit, pardonne et aime, avec obstination ; Aruns vitupère avec persistance. Tels nous les apercevons à la fin du premier acte, tels ils nous apparaîtront dans les actes suivants, éternellement figés dans la même attitude de bénisseur et d'énergumène. De cela, on peut comprendre la raison. M. Richepin a été séduit, sans doute, par l'idée de faire échanger entre ses deux héros des couplets alternés où s'offriraient les deux aspects opposés du christianisme :

Admirable matière à mettre en vers *français!*

Je dois avouer que ces paires de tirades me pa-

raissent exposer la doctrine chrétienne avec quelque insuffisance. Mais passons... Ce que M. Richepin ne semble pas avoir vu, c'est qu'il supprimait ainsi toute lutte dans l'âme de Johannès. Je ne parle pas seulement de la lutte entre les deux sentiments contradictoires qui devaient s'agiter en lui, mais de la lutte contre les séductions de Flammeola. En effet, Aruns est un excellent prétexte à coups de théâtre; et il faut le répéter encore, les faiseurs de drames en vers sont au moins aussi préoccupés des coups de théâtre que les plus médiocres faiseurs de mélodrames ou de vaudevilles. Ainsi, Aruns ne cesse de relever Johannès, qui ne cesse de tomber. Au second acte, dans la popine de Suburre; au troisième, dans les catacombes; au quatrième, chez Flammeola, fatalement Johannès s'attendrit sous les paroles ou sous les gestes caressants de Flammeola; et, chaque fois, avec une régularité qui finit par devenir risible, Aruns sort d'une trappe, objurgue, vitupère, et sauve Johannès. Te la Limace apparaissait chaque fois qu'un des « Deux Gosses » allait être sauvé!...

Et, dans ces scènes répétées où, avant l'apparition d'Aruns, Flammeola est près de triompher, M. Richepin a insisté avec quelque pesanteur sur l'innocence de Johannès. Par exemple, la veille de Pâques, les chrétiens échangent le baiser de paix; Flammeola, qui attendait ce moment avec impatience, s'élance et se suspend aux lèvres de Johannès; elle y reste quelque temps; Johannès se laisse faire. Mais la voix d'Aruns tonne : « Malheureux, c'est un baiser d'amour qu'elle te donne!... — Bah?... » fait Johannès. Mais devant les affirmations d'Aruns, il tombe à genoux en se frappant la poitrine... — Tout de même, cette innocence surprenante fait sourire plus qu'elle n'émeut...

Telle est, à peu près, la psychologie du Johannès de M. Richepin. Elle est un peu sommaire et conventionnelle. J'ai peur que Flammeola ne lui soit pas supérieure.

C'est une patricienne énormément riche et radieusement belle. Jeune encore, elle a, si j'ose m'exprimer ainsi, épuisé la coupe des voluptés. Elle tient à ses gages le premier cuisinier du monde, le poète le plus décadent, le philosophe le mieux renseigné : Zythophanès. Mais ni la cuisine, ni la poésie, ni la philosophie même ne peuvent la distraire; elle a mal à l'âme, elle souffre de satiété et de dégoût. Et, si vous vous rappelez que le lieu de l'action est à Rome, vers l'an 130 après Jésus-Christ, vous devinerez sans trop de peine que Flammeola est, « au point de vue du théâtre », mûre pour le christianisme. Cependant, sa langueur l'incline vers le suicide; elle en fait la confidence à Zythophanès qui, sincèrement attaché à elle, s'efforce de la distraire. Mais Flammeola est découragée au point de trouver mauvais un admirable *baba* que lui sert son cuisinier. Elle est mûre, je le répète, pour le christianisme. Et voici qu'on annonce Sphoragmas, le « montreur de monstres ». Flammeola, qui connaît les effets sûrs, consent à vivre si, parmi les pensionnaires du montreur, elle en trouve un digne de son attention... Car c'est ainsi qu'on donne un semblant d'intérêt à des scènes inutiles. Sphoragmas débite son boniment un peu opérette, et avec l'accent marseillais. Déjà?... Un nain hideux est repoussé avec horreur. Flammeola est plus indulgente pour Latro, un ancien bandit devenu gladiateur : elle lui confie la délicate mission d' « être celui qui tue »; elle l'achète et lui joint Thomrys, danseuse et montreuse d' « ours »... Abstenons-nous de plaisanteries trop faciles... Ce n'est pas tout. Sphoragmas a gardé pour la fin ses curiosités les plus rares : deux personnages étranges, qui tiennent des propos où l'on ne comprend goutte, qui trouvent leur plaisir à vivre parmi les loqueteux...

Et voilà comment est ménagée l'entrée à effet d'Aruns et de Johannès. Que je préférerais le moindre renseignement un peu précis sur Flammeola, quelque chose au moins qui la distinguât de la névrosée conventionnelle! On sort de la *Martyre* sans « connaître » un seul des personnages. On a gardé le souvenir de certaines de leurs actions. On ignore à peu près ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent. Ils sont vagues et inconsistants. Ce sont des rôles, et pas autre chose.

Et cela est si vrai que, le sujet une fois posé, M. Richepin n'a plus trouvé dans ses personnages « de quoi » le traiter. Il s'est perdu dans des épisodes, dont quelques-uns sont amusants; il a compliqué l'intrigue uniquement morale qu'il avait annoncée, par des personnages sans lien avec l'action, simples « moyens » de théâtre, mis là pour amener, Dieu sait comme, la scène à effet nécessaire dans chaque acte. — Cette impossibilité de traiter un sujet est la caractéristique de presque tous les drames en vers représentés depuis un quart de siècle.

On allègue la fertilité d'imagination des auteurs, l'abondance de leurs idées. C'est le contraire. L'« invention » n'est pas d'imaginer des épisodes mélodramatiques ou vaudevillesques, d'autant plus que l'imagination en ces matières n'est souvent que de la mémoire (le second acte de la *Martyre* semble un résumé du répertoire de l'Ambigu). La vraie invention, la seule, ce serait de découvrir les réels sentiments des personnages, de trouver un ou deux faits qui mettent ces sentiments en marche, et de les suivre exactement jusqu'à la fin... Mais, de ces choses, nos « poètes » n'ont aucun souci. Une scène d'ivrognerie, à la bonne heure, si elle permet de mettre à la rime quelque vin au nom pittoresque et

truculent! A la bonne heure, des strophes d'amour où les oiseaux voleront parmi les fleurs, où les fleurs se pencheront sur les sources! Et ne négligeons pas les développements attendus et faciles : la fille-mère, folle depuis qu'elle a tué son enfant ; la vieille danseuse devenue sœur de charité ; l'« aristocrate » ruiné, qui est plus heureux sous ses haillons que jadis sous la pourpre.... Et des vers, des vers, des vers, sur tout et à propos de tout, pourvu qu'ils soient « poétiques », c'est-à-dire qu'ils soient farcis d'images célestes, champêtres, et surtout mièvres :

Ils nous tendent le cœur comme un gueux tend la main!

Un vers comme celui-là, c'est le triomphe!... Et parmi ces épisodes qui s'enchevêtrent, parmi ces strophes et ces anti-strophes, on reste incertain, indifférent; et quand reparaissent enfin les héros du drame, il nous semble qu'ils interrompent le spectacle.

Revenons à la *Martyre;* et voyez quelles complications M. Richepin a imposées au sujet simple qu'il avait annoncé.

De même que Aruns doublait Johannès, de même Zythophanès, en quelque sorte, double Flammeola. Il y a, au quatrième acte, une scène incroyable, — qui a été aux nues, naturellement, puisque la scène de la strophe! — une scène où le philosophe s'efforce de pousser Johannès dans les bras de Flammeola. D'abord, il prépare tout pour la chute... Et des fleurs, et de la musique... La musique lointaine, observe-t-il, dispose à l'amour... Puis, pendant que Flammeola caresse Johannès et lui baigne les mains dans les ondes de ses cheveux « comme Madeleine pour le Christ », le sage Zythophanès multiplie ses raisonnements : le paganisme n'est qu'une idéalisation des choses.., l'amour du beau est l'amour du divin... Jésus, c'est Éros principe éternel de l'amour... Que sais-je?... Enfin, considérant Johannès à demi pâmé dans les bras de Flammeola, il juge que la raison doit céder au geste, et il se retire discrètement!... Reprenons.

Déjà, vous l'avez vu, le drame psychologique entre Johannès et Flammeola s'est agrégé deux nouveaux personnages. Le duo s'est transformé en quatuor. Et voici le sextuor.

Vous vous rappelez le gladiateur et la montreuse d'ours que Flammeola avait achetés, au premier acte. Thomrys, la montreuse, s'est prise de passion pour Latro. Mais Latro ne l'aime pas, il adore Flammeola. De sorte que, — suivez-moi bien, je vous en conjure! — Thomrys aime Latro, qui aime Flammeola, qui aime Johannès, qui aime Dieu!... Et voilà ce que devient un sujet de tragédie entre les mains d'un auteur de drame en vers.

Notez que ces personnages accessoires (M[lle] Moreno, qui joue Thomrys, n'a pas cinquante vers à dire) sont ceux qui « mènent » le drame.

Si Latro tente de tuer Johannès, c'est que Thomrys a exaspéré sa jalousie; si Johannès est sur le point de céder (pour la troisième fois), c'est que Thomrys l'a fait transporter chez Flammeola; si Aruns vient interrompre la conversation criminelle et musicale si bien mise en train par Zythophanès, c'est que Latro lui a ouvert la porte secrète... Et c'est Latro, enfin, qui au dernier acte poignarde Flammeola, après quoi il se tue, pendant que Johannès agonise sur la croix, et que les autres chrétiens se préparent au supplice, en même temps que Zythophanès subitement converti... Vrai « jeu de massacre », assurément. Thomrys reste seule, je crois... Pendant que les victimes tombaient, les uns sur les autres, je m'attendais à lui entendre dire le mot de la fin des *Danicheff :* « Et quand je raconterai cela dans mon pays, personne ne voudra me croire! »

Dans ce massacre, l'héroïne disparaît. Sa « conversion » ne nous étonne ni ne nous touche : elle nous est indifférente. Rien ne l'annonçait. La passion de Flammeola pour Johannès n'avait rien, — oh! non, — de mystique. Pas un mot d'elle ne pouvait faire prévoir ce « revirement ». C'est sans doute qu'elle a été convertie par la mise en scène...

A toutes les raisons que je viens de dire, qui m'empêchent d'aimer la *Martyre*, et qui, du reste, s'appliqueraient à la plupart des poètes dramatiques de notre époque, à ces raisons s'en ajoutent d'autres, se rapportant plus particulièrement à M. Richepin.

Je ne lui reprocherai pas d'avoir voulu, n'étant pas chrétien, faire une pièce chrétienne. Il n'est pas indispensable d'être nègre pour écrire *Othello*. Au moins faudrait-il avoir ce que M. Lemaître appelait un jour « la piété sans la foi ». Or, nulle âme n'est moins pieuse que celle de M. Richepin. A défaut de piété, peut-être un esprit très souple, très pénétrant aurait-il pu entrer, comme on dit, dans la peau de personnages chrétiens, se faire une âme et une pensée chrétiennes. Mais l'esprit de M. Richepin a toutes les qualités, la vigueur, l'abondance, la facilité, toutes les qualités excepté la souplesse, excepté, peut-être, la pénétration. C'est quand M. Richepin aborde les idées générales (rappelez-vous *Vers la Joie!*) qu'il est réellement au-dessous de lui-même. Au fond, son âme est une âme de virtuose, fort bien doué. Je ne lui reproche pas d'avoir écrit la *Martyre* après les *Blasphèmes*, mais d'avoir écrit l'une tout à fait comme il avait écrit les autres, avec la même aisance, avec le seul souci de développer le thème qu'il s'était donné. Que le développement soit parfois éloquent et lyrique, cela n'étonnera personne. Le drame n'en devient pas meilleur pour cela. Un couplet bien

venu ne fait pas oublier ce qu'il y a d'insuffisant ou d'incohérent dans la pièce.

J'ai exprimé sans ménagements mon opinion sur la *Martyre*. C'est que, — et ceci s'adresse tout autant aux confrères de M. Richepin qu'à lui-même, — je suis un peu irrité par l'espèce de respect qu'inspire le titre de « drame en vers ». De médiocres procédés littéraires sont médiocres quelle que soit la forme de l'ouvrage. Les moyens qu'on dédaigne dans un mélodrame et dans un vaudeville, je me refuse à les admirer dans un drame en vers. Des innombrables pièces de ce genre jouées depuis un quart de siècle, il n'est pas resté un type, pas un personnage. C'est, sans doute, la partie la plus médiocre de notre production dramatique; elle est médiocre, absolument.

D'où vient donc qu'on la traite avec tant de révérence? On parle d'un méchant mélodrame comme celui-ci avec des ménagements qu'on n'aurait pas pour une comédie imparfaite et remarquable. On dirait que le vers porte en soi-même son excuse; il est le « tarte à la crème » de bien des gens, pour qui une tirade « fleurie » représente la poésie. Au contraire, le vers ne devrait servir qu'aux œuvres les plus rares, aux sentiments les plus délicats, aux pensées les plus subtiles. C'est une profanation de l'employer là où il n'a que faire. Qui donc s'aviserait de mettre en vers un roman de M. de Montépin?... Aimons la poésie, aimons les vers, mais ne souffrons pas qu'on les compromette en d'aussi fâcheuses aventures. Ainsi, nous serons plus respectueux de la poésie que les versificateurs qui corrigent Corneille avec Pixerécourt...

L'interprétation de la *Martyre* est honorable, Mlle Bartet est d'une grâce pénétrante dans le rôle de Flammeola : elle arrive à force de tenue à lui donner un semblant d'unité. M. Mounet-Sully fait preuve de son habituelle ampleur de diction et de sa science d'attitudes. M. Worms semble encore plus ennuyé de son rôle qu'irrité contre les péchés du siècle... Nommons M. Paul Mounet, M. Leloir, Mlle Moreno, et M. Georges Berr qui a joué le plus drôlement du monde une scène parfaitement inutile.

*
* *

Je ne puis que mentionner la très heureuse reprise de *Thaïs*, à l'Opéra. M. Massenet a ajouté un ballet, et un tableau tout entier. La pièce, ainsi, est plus claire. Et la musique nouvelle de M. Massenet m'a paru tout à fait charmante.

Enfin, me permettra-t-on de signaler un nouveau volume de M. Camille Bellaigue : *Études musicales*. On y trouvera d'intéressants articles (notamment l'article sur Beethoven) et ces brefs « Profils » qui résument avec précision et justesse le talent des musiciens célèbres. M. Bellaigue a des admirations que je ne puis partager. Mais il a cette qualité, bien rare, de connaître à merveille ce dont il parle. Avec lui « on peut causer » : et j'espère pouvoir le faire ici un de ces jours.

JACQUES DU TILLET.

NOTES D'ART

L'inauguration du musée Condé.

Au moment où paraîtront ces lignes, le nouveau *musée Condé* aura ouvert toutes grandes ses portes au public, et la volonté du généreux donateur de Chantilly aura reçu sa pleine et entière exécution. Car le véritable bénéficiaire du legs, dans la pensée du duc d'Aumale, c'est la France, ne l'oublions pas, et non point l'Institut : il y a quelque chose comme une fiction légale, derrière laquelle apparaît très nettement l'intention réelle du prince. Ainsi donc, à partir d'aujourd'hui, les amateurs, les érudits ou les simples curieux, tous ceux qui trouvent dans la contemplation des choses d'art la plus haute édification, auront à leur disposition un musée nouveau, avec sa galerie de peinture, ses dessins, sa bibliothèque, ses manuscrits et tout l'ensemble des belles choses qu'un collectionneur passionné s'est plu, durant de longues années, à rassembler autour de lui.

Dirai-je que c'est un nouveau Versailles qui s'ouvre pour le grand public? La situation du musée Condé et les souvenirs historiques qui en sont inséparables, sont de nature à favoriser le rapprochement. Pour être tout à fait équitable, nous dirons que cela est à la fois beaucoup moins et beaucoup plus que Versailles. Beaucoup moins d'abord, car en dépit de son glorieux passé, et bien que les noms les plus illustres du grand siècle s'y soient donné rendez-vous, pour nous la demeure du grand Condé ne saurait être évocatrice au même titre que celle de Louis XIV. Sans doute, écrit un conteur du temps, on y voyait « des compagnies de personnes aimables se promener en troupes sur les bords des étangs, dans les allées du parc, sur la terrasse ou sur la pelouse, pendant que d'autres chantaient un air, ou récitaient des vers ou lisaient des romans ». Et parmi ces *personnes aimables* figuraient et Racine, et La Fontaine, et Molière qui avaient leurs entrées permanentes dans les appartements de M. le Prince, si bien que Mme de Sévigné pouvait écrire : — « M. le prince est dans son apothéose de Chantilly; il vaut mieux là que tous les héros d'Homère. » — Encore n'était-ce là, et raisonnablement ce ne pouvait être qu'une réduction en

miniature de la cour du maître, quelque chose comme une répétition en petit comité de la représentation qui se donnait là-bas sous les yeux du souverain avec tout l'apparat et toute la pompe du temps.

J'ai dit qu'en revanche, et nous plaçant à un autre point de vue, Chantilly devait être pour nous beaucoup plus que Versailles : c'est, vous m'entendez assez, quand il s'agit des œuvres et trésors d'art qui s'y trouvent enfermés, et que chaque curieux maintenant pourra venir à son gré consulter : le bénéfice en doit être beaucoup plus immédiat et positif qu'en ce vaste palais désert. Versailles est avant tout, faut-il le dire? un lieu d'*évocation*, que l'on doit savoir peupler de ses rêves, en y faisant surgir les fantômes disparus d'une époque qu'on nous apprit à révérer ; et pour quiconque n'a pas cette puissance et cette faculté d'évoquer, qui ne constitue pas seulement un don spirituel, mais se rattache encore à tout un ensemble de culture nécessaire et très spéciale, la demeure de Louis XIV ne saurait être de rien ! car il est impossible aux vrais artistes d'éprouver autre chose que lassitude et ennui devant les milliers de toiles peintes qui recouvrent les murs de ses galeries. Il en va tout autrement de Chantilly et voici précisément en quoi il apparaîtra supérieur. J'imagine pour un instant qu'il soit visité par un esprit étranger à cette culture littéraire, à ces connaissances historiques indispensables pour se restituer à soi-même Versailles dans son intégralité, mais, par contre, très artiste, très épris de beauté formelle, et sensible uniquement à la qualité des œuvres qu'on lui présente, sans la moindre aptitude pour ressusciter le décor de vie qui les entourait autrefois : Versailles sera pour lui du plus intolérable ennui, tandis qu'au musée Condé, il goûtera, cela est sûr, les plus précieuses et les plus immédiates jouissances.

Qu'y trouvera-t-il en effet? Si nous nous tenons à l'ordre de la peinture qui nous est le plus familier, et d'ailleurs l'emporte ici sur tout le reste, une galerie qui, je crois, n'a d'égale, pour la beauté des principales pièces, dans aucune collection particulière, et dont celles-ci tiendraient un rang glorieux dans les plus riches musées d'Europe, à côté des chefs-d'œuvre. Les amateurs d'art italien en verront des exemplaires tout à fait uniques au musée Condé : tels la *Vierge d'Orléans* et les *Trois Grâces* de Raphaël ; une *tête de jeune fille* et une *tête de jeune femme* par Bernardino Luini, qui peuvent compter au nombre des plus suaves et des plus troublantes sorties du pinceau de ce maître, proches parentes de ces *Jeunes gens* et de ces *Anges* que l'on voit au musée de Brera, et à Saronno, avec leur sourire vague et cette étrangeté qui nous poursuit et par certains côtés nous préoccupe ; telle encore cette admirable composition en trois parties : *Esther devant Assuérus* par Filippino Lippi, à laquelle je ne connais point d'analogue de ce maître, même aux musées de Florence : un de ces morceaux uniques que le Louvre n'eût jamais pu acquérir, étant donné son modeste budget, que les grandes galeries d'Europe, celles de Londres et de Berlin, durent se disputer, et qui finalement entra dans la collection du prince, pour devenir une richesse nationale. Gardons-nous d'omettre l'*Automne* de Botticelli, grande figure allégorique dans le goût du célèbre *Printemps* de Florence et de la *Pallas*, puis des Palma, des Bissolo, des Titien, et pour en finir avec les Italiens, cette élégante et fine tête de la *Simonetta*, par Pollajolo, d'une sveltesse affinée avec ses petits seins de vierge et ce profil qui semblerait un peu grêle s'il ne complétait l'impression d'ensemble en vue de laquelle l'œuvre entière fut évidemment conçue et exécutée.

La place me manque pour énumérer, comme il conviendrait, les chefs-d'œuvre de notre école française rassemblés en ce musée. Ils commencent avec Clouet et la série de ses portraits historiques ; ils continuent au XVIIe siècle avec toute une suite de Poussin qui égalent ceux du Louvre, son *Annonciation*, son *Massacre des Innocents*, surtout sa *Léda*, d'une charmante et saine volupté, sans mièvrerie ni fadeur. Voici encore des Watteau, des Greuze et des Prud'hon, tous de la plus belle qualité, — de ce dernier une *étude de femme* et un *Sommeil de Psyché* qui synthétisent la grâce et le charme enveloppant de ce peintre. Enfin, pour représenter la première moitié de notre XIXe siècle, Delacroix est là avec sa puissante et vigoureuse composition des *Deux Foscari*, et la série des Decamps, une dizaine environ, dont quelques-uns furent popularisés par la gravure, comme le *Corps de Garde*, l'*École turque*, et les *Enfants au bord d'une fontaine*. Les seules taches qui ternissent un si bel ensemble sont dues à quelques peintres contemporains que je m'abstiendrai de nommer, mais qu'un œil exercé aura vite fait de discerner dans le voisinage des chefs-d'œuvre auprès desquels ils sont placés. Encore faut-il se hâter de dire, à l'excuse de celui qui les y disposa, que sa situation de prince suffit à expliquer quelques surprises de goût, et qu'il est certaines bienveillances de confraternité auxquelles il lui était en vérité difficile de se soustraire.

Voilà des indications trop brèves et malheureusement bien insuffisantes. Je ne puis que signaler aux lecteurs de la *Revue* qui voudraient prendre une connaissance exacte et approfondie des richesses artistiques de ce nouveau musée national, le numéro exceptionnel que vient de lui consacrer la *Revue de l'art ancien et moderne*. Récente par sa date de fondation, puisqu'elle ne compte qu'une année d'existence, cette magnifique publication s'est placée de

suite au premier rang des grands périodiques d'art, par la beauté de ses reproductions et la valeur du texte qui les accompagne. Elle ne pouvait mieux faire, pour inaugurer sa seconde année, que de consacrer un numéro tout entier aux richesses que la générosité du duc d'Aumale vient de léguer à notre pays. On y trouvera, comme en raccourci, et commentée par une illustration abondante et soignée, la description des différentes séries d'art intéressant le musée Condé : non plus seulement ce qui touche aux œuvres de peinture, mais encore l'historique des propriétaires de Chantilly, présenté par M. Alfred Mézières ; l'historique du château et du parc, dû à M. Gustave Mâcon, ancien secrétaire du prince ; une très fine étude sur les dessins, signée de M. Henri Bouchot, conservateur des estampes à la Bibliothèque nationale ; une étude sur les manuscrits et sur les livres, écrite par M. Léopold Delisle ; une autre sur les collections diverses de M. Germain Bapst : bref, un ensemble de tout premier ordre qui fait honneur à la Revue et à son directeur, M. Jules Comte, lequel sut grouper ces différentes collaborations. Quant à ceux qui goûtent avant tout, dans les publications de cet ordre, le document illustré et la beauté des reproductions, ils auront lieu d'être satisfaits, avec la gravure de M. Barbotin d'après Van Dyck : la *Princesse de Barbançon, duchesse d'Arenberg*, celle de M. Burnay, d'après l'*Esther* du magnifique tableau de Lippi dont nous parlions plus haut, et l'eau-forte de M. Lalauze, d'après les *Enfants turcs* de Decamps.

Paul Flat.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Petite chronique des lettres.

A en juger par les listes de candidatures déjà publiées, il ne semble pas que la Littérature doive tenir, à la prochaine Chambre des députés, beaucoup plus de place qu'en celle qui vient de disparaître. On dirait que, plus altièrement que jamais, le parti des « intellectuels » a résolu de se tenir à l'écart et d'assister indifférent, — je veux dire extérieurement inactif — du haut de ses tours d'ivoire, à ces belles batailles qui sont l'honneur — et « au besoin », eût dit Joseph Prud'homme, — la gaité des Parlements.

Combien furent-ils, à la dernière Chambre, dont pût s'honorer ce parti des « intellectuels »? Le compte est vite fait. L'Académie française y avait trois représentants, M. Alfred Mézières, M. Melchior de Vogüé et le comte de Mun. L'Académie des Inscriptions avait M. de Lasteyrie. Quelques rares normaliens, MM. Dionys Ordinaire, aujourd'hui disparu, Charles Dupuy, Jean Jaurès, Delpeuch, Étienne Dejean, y avaient accompagné ou suivi M. Mézières. Mgr d'Hulst y représentait la haute culture théologique. Et une vingtaine d'« indépendants » à peine pourraient être cités, à côté de ceux-là, dont le nom évoquât l'idée d'une valeur littéraire, indépendante de la fonction législative : ainsi, M. Paul Deschanel, écrivain et orateur, « maître » Poincaré, l'érudit économiste Jules Roche, MM. André Lebon, professeur et historien, Clovis Hugues, Alphonse Humbert, Emmanuel Arène (un des plus parfaits journalistes de ce temps), Delafosse, Isambert, Francis Charmes, Camille Pelletan, Grousset, Guesde, Delombre, Cavaignac, Léveillé, Lockroy, Deloncle, Millerand... Je cite sans ordre ni préférence. Voilà des hommes assurément — professeurs, journalistes, avocats — à qui le Palais-Bourbon put conférer quelque surcroît d'importance sociale, mais qui, tout de même, n'existèrent pas uniquement par la politique, et qu'en dehors d'elle leur talent de plume ou de parole est encore capable de maintenir demain en assez bon rang dans la société...

Donc les intellectuels ont l'air de vouloir s'abstenir. Ils résistent à l'ambition parlementaire... Ils ont peut-être raison. Non que le métier de député apparaisse, en soi, comme inférieur à celui de philosophe, de pédagogue ou d'écrivain ; c'est un autre métier, voilà tout, et qui a, lui aussi, — quoi qu'en pense M. Melchior de Vogüé, — son utilité et sa noblesse. Mais il faut bien reconnaître qu'à mesure qu'une démocratie vieillit, les spéculations désintéressées de l'Esprit y jouent un rôle moins décisif dans le gouvernement des hommes. Les appétits grandissent, les luttes d'intérêts se compliquent et s'aggravent partout, la nécessité d'une politique de compromissions, de concessions mutuelles, de *manœuvres* s'établit de plus en plus, et l'on demande moins à ceux qui gouvernent de « penser » supérieurement que de savoir manier les hommes dans le sens précis qu'exigent l'intérêt et la sécurité de tous.

Encore une fois, c'est là un métier, — et l'un des plus *spéciaux* qui soient. On peut n'être ni écrivain ni philosophe, et y exceller ; on peut, de même, être un « penseur » de premier ordre, et n'en avoir point le sens. C'est ce que les « intellectuels » commencent à comprendre, et c'est pourquoi sans doute leurs candidatures n'abondent pas jusqu'ici sur les listes que nos journaux publient.

Il n'y a aucune raison d'en être surpris, ni de s'en affliger.

M. Ch. Letourneau prépare un volume sur *l'Évolution de l'Éducation*.

Sous presse : de M. Jean Brissaud, professeur à la Faculté de droit de Toulouse, une étude sur Claude Joly (1607-1700) ; titre : *Un libéral au XVIIe siècle.*

M. Jules Claretie travaille à un roman de mœurs politiques, *la Princesse* (« la Princesse », c'est ici le terme d'argot politique qui signifie « l'État ») ; mais il est probable qu'un autre ouvrage précédera celui-là. Après les romans qui ont été consacrés à l'armée, M. Jules Claretie rêverait d'en donner un sur la Garde nationale de 70... Et en effet celui-là n'a pas été écrit, et mérite de l'être.

Car elle eut, elle aussi, cette milice improvisée des bourgeois parisiens, ses héros; elle connut, derrière les murs de Paris assiégé, de grandes douleurs et des espérances folles; elle vécut — sur place — six mois d'extraordinaires aventures. M. Jules Claretie n'aura, pour écrire ce roman-là, qu'à évoquer ses souvenirs et à relire ses notes; car il prit part à cette histoire. N'est-ce pas lui que l'État-major chargea un jour de promener dans Paris deux officiers allemands prisonniers, — et de leur faire manger, en plein temps de famine, des asperges et du pain blanc, afin que, rentrés au camp ennemi, ils y pussent apporter l'affirmation décourageante que nos estomacs ne manquaient de rien?

Le nouveau roman d'Henry Gréville, *Villoré*, paraît en librairie mardi prochain.

Les « enquêtes » continuent d'être à la mode. Une jeune revue, *l'Humanité nouvelle*, vient d'en ouvrir une sur cette question, — terriblement actuelle :

1° La guerre parmi les nations civilisées est-elle encore voulue par l'histoire, par le droit, par le progrès?

2° Quels sont les effets intellectuels, moraux, physiques, économiques, politiques du militarisme?

3° Quelles sont les solutions qu'il convient de donner, dans l'intérêt de l'avenir de la civilisation mondiale, aux graves problèmes de la guerre et du militarisme?

4° Quels sont les moyens conduisant le plus rapidement possible à ces solutions?

Le questionnaire a été imprimé en plusieurs langues; les réponses seront publiées à la fois en français dans l'*Humanité nouvelle*, que dirige M. A. Hamon, et en italien dans la *Vita internazionale*, de Milan, dont le directeur est M. E. T. Moneta.

L'opinion des philosophes américains sera intéressante à connaître.

A l'occasion du quatrième centenaire du voyage aux Indes de Vasco de Gama, Mme Adam a réuni les éléments d'un luxueux « album commémoratif » qui sera vendu au profit du dispensaire de Porto que la reine Marie-Amélie de Portugal a créé, et qu'elle préside.

Cet « hommage de la pensée française » à la mémoire de Vasco de Gama consiste en un volumineux ouvrage formé d'une suite de gravures de Bonnat, Carrière, Puvis de Chavannes, Ed. Detaille, Henner, Carolus Duran, J.-P. Laurens, Raffaelli, etc.; d'une partie musicale où figurent les noms de Massenet, Saint-Saëns, Alfred Bruneau, Vincent d'Indy, et d'un texte auquel ont collaboré, à côté de quelques amiraux, Mistral, Sully Prudhomme, Mme Adam, François Coppée. Mme Simone Arnaud, Robert de Montesquiou, Paul Bourget, Léon Daudet, Paul Adam, Stéphane Mallarmé, Camille Mauclair.

La publication de l'Album de Vasco de Gama est annoncée pour le 28 avril.

Le huitième volume du *Théâtre complet* de Dumas fils paraît aujourd'hui. J'ai dit déjà qu'il était formé uniquement des notes qui composent le commentaire de « l'Édition des comédiens ». Ces notes auront donc pour le grand public la saveur de l'inédit, puisqu'elles n'avaient été rédigées par Dumas et ne furent publiées — à très peu d'exemplaires — que pour les interprètes de son œuvre.

On avait parlé d'une scission entre membres du Félibrige parisien, et la nouvelle avait causé quelque émotion dans le monde des lettres. Tant de gens sont félibres à Paris, de naissance ou par accident, et nous devons au Félibrige de si doux souvenirs de promenades — et de harangues au soleil!

La nouvelle était vraie. Il y a scission, et voici en quels termes les dissidents nous l'annoncent :

Plusieurs membres des Sociétés félibréennes de Paris viennent de constituer la *Ligue occitane* qui se rattache moralement au Félibrige, en reprend le but et les tendances décentralisatrices, mais en désapprouve l'organisation et la hiérarchie ainsi que les habitudes vaniteuses qui font confondre manifestation et action.

Et déjà, du Midi, les *Occitans* du nord reçoivent des encouragements. La *Revue de France* insère cette note d'un de ses correspondants de Provence :

Ces récriminations ne sont, malheureusement, que trop justifiées : beaucoup de félibres ne cherchent dans le Félibrige qu'un prétexte à banquets, à fêtes bruyantes où ils ont le moyen de s'afficher pour satisfaire à leur vaine gloriole.

Le Félibrige doit exprimer, évidemment, une pensée plus élevée et prétendre à un idéal d'art et à une influence sociale que l'on ne démêle guère dans certaines manifestations tintamarresques.

La fondation de la *Ligue occitane* signifie tout uniment que le Félibrige s'engage dans une nouvelle voie à l'entrée de laquelle il veut se débarrasser de ses anciennes habitudes et de sa constitution légèrement surannée. L'ère des chansons est close, voici s'ouvrir l'ère des actes.

Je suis certain que Mistral, Félix Gras, et tous ceux de la génération précédant la nôtre, ne sont pas opposés à cette évolution.

L'ère des chansons est close... Voilà de quoi décourager, dans la presse parisienne, bien des dévouements.

ÉMILE BERR.

LA FORÊT D'ARGENT par *M. A. du Pradeix* (Lévi). — Un vrai roman, dans la manière romanesque, et j'ai déjà eu l'occasion de dire que je ne les déteste point du tout quand ils sont bien écrits, que l'action en est serrée et suffisamment vraisemblable, que les caractères ont du relief et une pointe d'originalité, toutes qualités qui distinguent celui-ci à un haut degré. La première partie surtout qui débute d'une façon si simple, si bourgeoise même, et se termine brusquement sur un coup de foudre dans un ciel pur, suffira à elle seule, par sa tenue dramatique, à assurer le suffrage des lecteurs ayant conservé le goût des œuvres solidement charpentées. La seconde partie, il faut l'avouer, pèche par défaut d'unité, l'auteur ayant eu la malencontreuse idée d'introduire un journal dans un livre qui n'est à proprement parler pas autre chose, puisque le héros, Olivier de Clairlande, y parle tout d'abord à la première personne. G. ART.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36389. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 18. 4e SÉRIE. — TOME IX 30 AVRIL 1898.

L'IDÉE INDIVIDUALISTE [1]

I

Il y a longtemps que de grands esprits, parmi les philosophes et les politiques, ont montré le péril des forces qui s'éparpillent, des doctrines qui s'émiettent : c'est l'individualisme, c'est le mal dont nous souffrons. Aujourd'hui, l'idée individualiste est partout, dans la famille, dans l'école, dans l'atelier, dans la politique, dans la morale. Elle nous enveloppe et nous pénètre : parfois, pour nous tromper, elle prend le masque de la liberté. Ses docteurs enseignent que l'individu est à la fois le principe et la fin de toute société. Prenons garde qu'ils n'aient raison et qu'en effet l'heure soit proche où il n'y aurait plus dans le monde que des individus, sans liens entre eux, sans cadres, sans tradition, sans intérêt commun, sans idée directrice.

Regardez ces enfants, ces écoliers qui marchent deux par deux dans la rue ; ne voyez-vous pas, déjà, plus d'un front soucieux ? Interrogez leurs maîtres : ils vous diront qu'il y a autant de travail qu'autrefois, autant de soumission à la discipline ; mais ils ajouteront qu'il y a moins d'entrain et moins de confiance dans la vie. Un souffle d'individualisme a passé sur l'école comme sur la société tout entière. Ces enfants ont respiré un air imprégné de Darwin et de Spencer. Une voix secrète a murmuré à leur oreille que la lutte sera difficile, la concurrence impitoyable, le travail sans merci, et que chacun ne doit plus espérer qu'en soi. Leur « moi » s'est développé hâtivement, et ce « moi » est inquiet. Je crois qu'ils valent autant que nous valions à leur âge, et qu'ils ont leurs qualités tout comme nous avions les nôtres ; que la génération nouvelle, grandie par les épreuves qui l'attendent, fera peut-être pour ses fils un monde meilleur que celui que nous avons fait pour elle. Mais ce qui me frappe, c'est à quel point l'idée individualiste s'est emparée de l'enfant de dix ans, du jeune homme de vingt. Ils ne savent rien de la vie, et ils se méfient de la vie. Leur instinct leur dit qu'ils sont isolés, et leur instinct ne les trompe pas : aujourd'hui, l'écolier est seul ; demain, l'homme sera plus seul encore.

Et maintenant entrez dans cette usine où des ouvriers travaillent du lever du soleil à son coucher : les bras se lèvent et s'abaissent en même temps ; il semble qu'une seule pensée les anime. Voici l'ordre, direz-vous, et l'harmonie. Oui, l'ordre extérieur, l'harmonie mécanique. Mais où est, dans cette armée du travail, le lien qui rattache le soldat à son chef ? Ce qui fait la force de l'organisation militaire, ce par quoi un régiment est non une agglomération de trois mille individus, mais un être moral ayant son unité, ses traditions, son point d'honneur, vous le chercherez en vain dans le monde de la manufacture. La grande industrie, née des progrès de la science au XIXe siècle, a institué une admirable organisation matérielle : je ne vois pas l'organisation morale. Le patron est un étranger pour l'ouvrier, l'ouvrier pour

(1) Nous publions le premier chapitre d'un livre sur « l'individualisme » que prépare notre collaborateur M. J.-P. Laffitte et où il reprend et développe une thèse qu'il avait esquissée déjà dans *le Paradoxe de l'Égalité*. Les chapitres suivants sont intitulés : *la Famille et le Code civil ; — Sur les bancs de l'école ; — les Conflits économiques ; — l'Émiettement politique*, etc. Nous aurons occasion de donner d'autres extraits de cet ouvrage, qui touche à des questions actuelles.

le patron. Et s'ils n'étaient qu'étrangers ! Trop souvent, hélas ! c'est ennemis qu'il faut dire. De braves gens des deux côtés, hommes de travail, hommes de devoir, qui semblaient faits pour l'action commune, sont arrivés à une méfiance réciproque, quand ce n'est pas à une réciproque haine. Et qui a fait ce miracle ? L'individualisme. C'est lui qui a divisé ce qui devait être uni ; c'est lui qui a brisé les liens corporatifs, supprimé l'apprentissage, dissous l'association, séparé les personnes, opposé les intérêts. La guerre n'est pas dans les rues, c'est vrai ; mais, ce qui ne vaut guère mieux, elle est dans les cœurs. On dit dans les livres, on répète à la tribune que, depuis la Révolution française, il n'y a plus de classes ; et cependant la bourgeoisie ne fut peut-être jamais aussi loin de la noblesse que le prolétariat l'est aujourd'hui de la bourgeoisie. Et qui donc, encore une fois, si ce n'est l'idée individualiste, a creusé cet abîme entre le patron et l'ouvrier, le riche et le pauvre ?

Est-ce que, du moins, l'art, la science, les lettres, la philosophie, tout le domaine de la haute culture a échappé à ce fléau de notre temps ? Il semble qu'il y ait, dans l'étude désintéressée, dans la recherche du vrai, quelque chose qui rapproche les hommes et comme une digue où le flot de l'individualisme eût dû se briser. Oui, sans doute, si l'harmonie sociale dépendait de l'accord des idées ; mais l'expérience nous montre qu'elle dépend surtout de l'accord des sentiments. Et si, plus longtemps peut-être que d'autres, certaines professions libérales ont résisté aux efforts de l'individualisme, c'est que le sentiment corporatif y a survécu dans une certaine mesure aux formes corporatives.

Les doctrinaires de l'individualisme, ceux qui poussent jusqu'au bout la logique de leurs idées, ne s'y sont point trompés et c'est de ce côté qu'ils ont porté leurs plus rudes coups : ne les a-t-on pas vus, par exemple, demander le libre exercice pour la profession de médecin ou d'avocat ? Ne leur dites pas que ce qu'ils appellent un privilège est une garantie pour le public ; ne leur dites pas qu'autoriser le premier venu à s'inscrire au barreau ou à signer une ordonnance, ce serait enlever toute sécurité aux plaideurs et aux malades. Peu importe : pour l'individualisme, c'est ici un dernier vestige de corporation, d'association ; il s'y attaque, comme il s'attaquera à tout corps constitué, à toute force organisée.

L'individualisme, voilà, pour nous l'ennemi. Pour quiconque ne ferme pas les yeux, les symptômes du mal sont assez apparents : c'est le relâchement de tout lien dans la famille, dans la société, dans le monde des faits et le monde des idées ; c'est la fantaisie substituée à la règle, l'intérêt privé à l'intérêt collectif, le point de vue particulier au point de vue général, enfin la lutte pour la vie à l'action et l'œuvre communes. Que de fois, dans ces dernières années, lisant un livre qui traitait de questions tout autres, j'ai été surpris de trouver, au tournant d'une page, la trace des préoccupations que j'indique ! Et que de fois j'en ai causé avec des amis ! Sans doute, suivant leur philosophie ou leur religion, ils différaient sur les causes aussi bien que sur les remèdes ; mais tous étaient frappés des progrès du mal. Nous sommes ainsi quelques-uns, venus de tous les partis, de toutes les doctrines, qui nous inquiétons de voir grandir la conception individualiste de la vie ; et nous nous demandons par quel étrange paradoxe, au moment où des savants de tous pays étudient la société comme un organisme, au moment où la tendance paraît plutôt d'exagérer l'analogie entre les sciences sociales et les sciences naturelles, c'est alors que l'individu s'écrie orgueilleusement : « C'est en moi que toute chose commence et que toute chose finit ! »

Faut-il suivre l'individualisme en ses innombrables métamorphoses ? A quoi bon ? Il peut changer de nom ; mais on le reconnaît à ses effets, dans les choses les plus futiles comme les plus graves : dans les relations sociales, c'est le sans façon et le « coup de coude » au lieu du « coup de chapeau » ; dans la mode, le triomphe du chiffon et du bibelot ; dans les arts, l'impressionnisme ; dans le roman, le culte du moi ; dans la prose, la dislocation de la vieille phrase française ; dans la poésie, la licence du rythme ; dans la critique, le jugement personnel élevé à la hauteur d'un dogme ; dans l'histoire, la passion du détail et la rage de l'inédit ; dans les sciences physiques, dans la biologie, dans la médecine, le règne des spécialistes ; dans l'industrie, la division du travail poussée à l'absurde ; dans la politique, la dislocation des partis ; dans l'éducation et dans la vie, la méfiance des idées générales ; toujours quelque chose qui se désagrège, se divise, s'émiette, s'éparpille, jusqu'à ce qu'enfin — si la seule force des démocraties, l'opinion, ne réagit bientôt — la société ne soit plus qu'une poussière balayée au premier souffle de dictature ou d'émeute.

Direz-vous que j'exagère ? Certes, si une société n'est qu'un agrégat d'individus, divisés d'opinions et d'intérêts, sans hiérarchie, sans support, sans institutions locales, sans existence collective, il est évident que j'ai tort ; mais si nous concevons la société comme un être ayant une vie propre, où le rôle des cellules serait rempli par les individus et celui des organes par les groupes, les associations, les corps constitués entre le citoyen et l'État, alors la raison n'est-elle pas pour moi ? Je ne connais à cette manière de penser qu'une seule objection sérieuse. La voici dans toute sa force : l'individualisme, dit-on, est une des formes de la liberté, ou,

pour parler plus exactement, c'est la liberté même. Si je croyais qu'il existe un rapport quelconque entre l'idée individualiste et l'idée libérale, s'il m'était démontré qu'en attaquant l'une je peux toucher à l'autre, je jetterais loin de moi la plume dont j'écris ce livre. Mais quoi! la liberté consiste-t-elle à briser peu à peu tous les cadres sociaux, jusqu'à faire le vide entre l'individu et l'État? Être libre, je le demande, est-ce donc s'affranchir de tout lien, de toute règle, ou respecter le lien qu'on a volontairement accepté, la règle qui nous apparaît la meilleure? Pour moi, entre ces deux mots — liberté et individualisme — je cherche le rapport que quelques-uns y découvrent; je le cherche, et ne le trouve pas. Je vais plus loin : je voudrais prouver que non seulement l'individualisme n'est pas la liberté, mais qu'il est précisément son contraire.

II

Il y a certains pays dans le monde qui ne se contentent pas de graver sur les murailles le nom de la liberté, mais qui en ont le goût et l'habitude. Allez dans un de ces pays : vous verrez la liberté du travail, la liberté de penser, la liberté de croire, la liberté de parler et d'écrire, toutes les libertés inscrites non seulement dans les lois, mais dans les mœurs; on y est tellement familier avec l'usage, qu'on trouve tout naturel de supporter quelquefois l'abus. Quelles sont les conséquences? C'est que chacun, développant son activité dans le sens le plus convenable, produit et donne tout ce qu'il a en soi; c'est que les intérêts semblables, au lieu de se débattre dans une concurrence stérile, s'associent entre eux; c'est que les hommes qui pensent de même, renonçant à poursuivre un rêve personnel, mettent en commun leurs idées et leurs études; c'est, en un mot, que l'association, fille de la liberté, rapproche ce qui ailleurs est divisé. Dans les pays dont je parle, grandissent des corporations ouvrières, des compagnies industrielles, des institutions savantes, des écoles, des doctrines. On voit naître, du concours de toutes les forces sociales, une diversité féconde, — et il y a d'autant plus de diversité qu'il y a plus de liberté.

Est-ce là ce que nous voyons autour de nous, et, à moins de jouer sur les mots, peut-on prétendre que la diversité et l'émiettement soient une seule et même chose? Dans une société où l'individualisme domine, la liberté n'est jamais qu'à la surface. Sans doute, l'individu, de plus en plus affranchi de tout frein, est de plus en plus maître de suivre son caprice; mais, cherchant en lui-même son point d'appui, il limite par là même son activité. Il est libre, dit-on : en réalité, il est seul, sans support, sans garantie; il n'a que l'apparence et le nom de la liberté. Par l'individualisme, le chétif est désarmé devant le fort, le citoyen devant l'État. Si l'on ne veut plus voir dans la société qu'une réunion d'individus, il est facile de concevoir que la majorité cherchera à faire prédominer un certain type politique, littéraire, moral, tantôt religieux et tantôt antireligieux, type créé par elle à sa propre image et dont nul ne pourra s'écarter sous peine de devenir suspect. Dès lors, la société idéale est celle où tous les individus auraient mêmes aptitudes, même éducation, mêmes fonctions, mêmes sentiments, mêmes opinions, mêmes croyances.

Ainsi, la liberté conduit à une diversité de plus en plus grande, tandis que l'individualisme crée une société de plus en plus uniforme : il faut bien admettre que, les effets étant contraires, les principes le sont aussi.

Comment donc se fait-il qu'on ait parfois confondu l'individualisme avec la liberté? Ne s'agirait-il pas ici d'une de ces expressions mal définies, dont le sens peut changer avec les hasards de la polémique? Et pour nous entendre sur les idées, ne faut-il pas d'abord nous assurer que nous nous entendons sur les mots? Il y a longtemps que, lisant le beau livre de Vinet sur Pascal, le passage suivant m'a frappé : « Je n'ai pas craint qu'aucun de vous confondît dans une fraternité imaginaire deux ennemis jurés, l'individualisme et l'individualité : le premier, obstacle et négation de toute société; la seconde, à qui la société doit tout ce qu'elle a de saveur, de vie et de réalité. » Plus d'un penseur sans doute a marqué ce contraste de l'*individualité* et de l'*individualisme*, mais aucun avec plus de force que Vinet et plus de clarté : la phrase que j'ai citée dissipe toute confusion. Il me semble que, si nous voulons préciser les termes, nous pouvons dire que l'individualité est ce qui donne à l'être humain son caractère, ce qui fait qu'il pense par lui-même, qu'il se soumet volontairement à une règle, qu'il a le sentiment de sa liberté morale, qu'il agit suivant ce qu'il croit le meilleur et qu'il ne recule pas devant la responsabilité de ses actes; si bien qu'un homme, comme un peuple, vaut surtout par l'individualité. Quant à l'individualisme, ce sera pour nous cette tendance de plus en plus dominante à juger toute chose au point de vue particulier, à faire de l'individu le principe et la fin de l'ordre social, et, comme conséquence, à relâcher les liens, à désagréger les groupes, à affaiblir la notion de l'intérêt public, à discréditer les idées générales; si bien que le dernier mot de l'individualisme, c'est l'homme isolé, devant la force ou le nombre tout-puissant. Et nous pouvons même ajouter que si la liberté grandit avec l'individualité, elle risque de périr par l'excès de l'individualisme.

Je craindrais de fatiguer le lecteur en prolongeant cette discussion : qu'on me permette seulement une remarque; c'est que, dans le développement personnel comme dans le développement social, l'individualisme et l'individualité sont en raison inverse l'un de l'autre. Les maîtres de l'enfance vous diront que, dans les classes où chacun travaille de son côté, où les élèves ne s'entraînent pas mutuellement, la moyenne des études peut être satisfaisante, mais qu'il s'y trouve rarement des sujets hors ligne ; tandis que si une classe est animée de l'esprit de camaraderie, si les enfants sont fiers de leur école ou de leur collège, le maximum d'effort est atteint et les qualités personnelles se développent. Dans les industries où le travail est morcelé à l'infini, l'ouvrier, constamment en tête à tête avec son outil, tombe au rang de l'automate; là, au contraire, où un long apprentissage est nécessaire, où l'œuvre est variée, où chacun peut aider son voisin et être aidé par lui, où, en un mot, l'action commune s'impose, on rencontre invention et maîtrise. Dans la peinture, la sculpture, l'architecture, la poésie, quand il n'y a plus d'école, quand la fantaisie individuelle est maîtresse, il peut y avoir encore des œuvres agréables; mais c'est aux époques où l'enseignement est sévère, où les maîtres sont écoutés, que le génie crée ses œuvres les plus puissantes et les plus originales. Nulle part peut-être cette opposition n'apparaît plus nette que dans la politique : si l'individualisme y a pénétré, si les partis se décomposent en groupes, les fortes individualités apparaissent de plus en plus rares; on peut dire que les grands hommes d'État, à quelques exceptions près, ont été le produit des grands partis politiques. Livré à lui-même, l'individu s'amoindrit fatalement : la personnalité humaine, pour se développer, à besoin d'un cadre et d'une discipline.

Mais quoi! direction, règle, cadre, discipline, à ces mots l'individualiste frémit d'horreur. Il se figure, dans sa philosophie naïve, que l'homme est d'autant plus maître de soi qu'il a secoué toute autorité. Il dit à l'artiste : Moque-toi de l'école et rends la nature telle qu'elle t'apparaît, bleue si tu la vois bleue, violette si tu la vois violette, car il n'y a de vrai que la sensation individuelle; — au poète : Laisse la grammaire et la prosodie aux pédants, n'écoute que le rythme capricieux qui chante en toi; — à l'ouvrier : Fuis la corporation qui t'imposerait des sacrifices, ne reconnais d'autre maître que ton intérêt ; — à la femme : Affranchis-toi du joug, émancipe-toi du préjugé et dispute avec l'homme dans toutes les carrières; — au citoyen : Méfie-toi des institutions qui rappellent le passé, et supprime tout intermédiaire entre l'État et toi. — Et si on l'écoute, qu'arrive-t-il? Que le poète et l'artiste se perdent dans des fantaisies byzantines; que l'ouvrier, réduit à ses propres forces, est livré à la misère; que la femme, voulant être semblable à l'homme, descend au-dessous d'elle-même; enfin, que le citoyen, sans institutions locales sans intérêts régionaux, sans garanties politiques, sans rien qui le protège et le préserve, est à la merci de l'État.

Ainsi, par une de ces surprises que la logique des choses nous ménage parfois, l'individualisme rencontre en lui-même son châtiment : lorsque l'homme rejette tout modèle et toute règle comme un vêtement incommode, il renonce du même coup à toute originalité et devient incapable d'être soi; en s'attaquant à l'idée du devoir, il fausse l'idée du droit; en détruisant les institutions sans les remplacer, il compromet la liberté; s'il supprime toute hiérarchie, il perd toute garantie; s'il s'isole, il s'affaiblit; et quand on nous dit que l'individu est tout, c'est alors qu'il n'est plus rien.

III

Si nous voulons juger avec équité l'idée individualiste, en quoi elle est dangereuse aujourd'hui, en quoi elle a pu être nécessaire à un moment donné, il faut la suivre dans son développement historique. On a dit souvent que l'individualisme est le fruit de la philosophie du XVIIIe siècle; mais cette philosophie elle-même qu'a-t-elle été sinon l'aboutissant du grand mouvement critique qui a son origine à la Renaissance, et peut-être même au delà de la Renaissance? Sans remonter si loin, nous trouvons le principe de l'individualisme nettement formulé, cent cinquante ans avant la Révolution française, par le plus grand de nos philosophes : « La puissance de bien juger et distinguer le vrai d'avec le faux, dit Descartes, qui est proprement ce qu'on nomme le bon sens ou la raison, est naturellement égale en tous les hommes; et la diversité de nos opinions ne vient pas de ce que les uns sont plus raisonnables que les autres, mais seulement de ce que nous conduisons nos pensées par diverses voies et ne considérons pas les mêmes choses. » Ainsi deux individus raisonneront différemment parce que l'éducation, l'attention, la rigueur de la méthode, le jeu des passions varieront de l'un à l'autre; mais si nous supposons que toutes les circonstances qui peuvent influer sur l'esprit soient les mêmes pour ces deux individus, le jugement sera semblable chez l'un et chez l'autre, puisque « le bon sens ou la raison est naturellement égale en tous les hommes ». Il n'y a, pour Descartes, ni supériorité naturelle, ni infériorité naturelle : tous les individus naissent également raisonnables. Les commentateurs peuvent discuter tant qu'ils voudront sur le passage cité plus haut; la

pensée de Descartes est claire : c'est l'égalité primitive des intelligences, — c'est-à-dire le principe même de l'individualisme.

Ce principe, on comprend que Descartes l'ait formulé en tête du *Discours sur la méthode*. Que voulait le philosophe? Détruire l'autorité scolastique. A cette autorité, fortifiée et grandie par le temps, quelle autorité nouvelle allait-il opposer? La raison. Mais la raison de qui? celle de Descartes ou celle de son lecteur? celle de l'ignorant? celle du lettré? Sous peine de perdre tout point d'appui, Descartes devait faire appel à une sorte de raison abstraite, la même chez tous les hommes. Invitant l'individu à penser par lui-même et à s'élever par son effort propre aux plus hautes vérités, il était bien forcé d'admettre l'existence d'une lumière naturelle, et que, si elle peut être plus tard obscurcie par une cause quelconque, cette lumière doit briller d'une égale clarté chez tout individu venant au monde. Pour justifier le fameux : « Je pense, donc je suis », il fallait, par hypothèse, que tous les êtres humains fussent au même degré doués de la faculté de penser. Pour Descartes, tout individu est né capable de bien raisonner, comme plus tard, pour Rousseau, tout individu est né capable de prononcer sur la chose publique. Celui-là révolutionnaire en philosophie, celui-ci en politique ; s'attaquant, l'un à l'autorité scolastique, l'autre à l'autorité monarchique, tous deux, au début de leur œuvre, ont inscrit un postulat : pour Descartes, c'est l'égalité de la raison naturelle; pour Rousseau, c'est l'égalité des droits naturels.

Ces deux siècles où rien ne se ressemble, le XVIIe et le XVIIIe, et ces deux hommes que tout sépare, Descartes et Rousseau, si je les rapproche, ce n'est point par un jeu d'esprit : je voudrais, par des exemples si différents, caractériser le rôle historique de l'individualisme. Voilà un philosophe qui veut émanciper l'homme, et voici un politique qui rêve d'affranchir le citoyen : le premier cherchera sans doute de nouvelles règles pour la métaphysique, le second de nouvelles lois pour la société; mais il faut d'abord qu'ils aient fait table rase de toutes les lois et de toutes les règles du passé. Alors, que restera-t-il? L'individu. Descartes proclame la souveraineté de la raison individuelle; Rousseau proclamera la souveraineté du droit individuel. Entre leurs mains, l'individualisme est une arme de combat. De même pour tous les novateurs et réformateurs, pour le moraliste qui s'élève contre les préjugés de son temps, pour le poète qui attaque les unités classiques, pour le député aux États généraux qui demande l'abolition des privilèges, pour l'orateur de l'opposition qui critique le gouvernement établi : tous ceux qui ont voulu détruire une autorité quelle qu'elle fût, philosophique, religieuse, politique, sociale, ont été obligés en quelque manière, qu'ils l'aient ou non voulu, d'exalter l'individu.

Incertain au début, l'individualisme se précise peu à peu, pénètre tous les ordres de la connaissance, enfin s'épanouit, si l'on peut ainsi parler, et prend conscience de lui-même au XVIIIe siècle. Représentez-vous la France en 1723, l'année où meurt le Régent; l'idée monarchique amoindrie par les désastres de la fin du règne de Louis XIV et par les scandales de la Régence; les ordres privilégiés justifiant de moins en moins leurs privilèges par les services rendus ; les nobles transformés en courtisans et privés de toute influence sociale; le clergé compromettant la religion dans des intrigues politiques; l'excès de la centralisation administrative; la vie provinciale atteinte dans son principe; et, quand tout décroît, institutions et coutumes, une bourgeoisie éclairée et riche, éprise de liberté, passionnée d'égalité, impatiente de jouer le rôle qui semble lui revenir autant par l'incapacité des classes dirigeantes que par son propre mérite. C'est là, pour l'individualisme, un milieu singulièrement favorable.

Les idées jusque-là éparses et les critiques dispersées, les philosophes du XVIIIe siècle vont les grouper en corps de doctrine. Ces philosophes ne sont pas des hommes de méditation et d'étude, comme Descartes « enfermé seul dans son poêle » ; ce sont des vulgarisateurs, des polémistes, mêlés à toutes les luttes et à toutes les passions de leur temps. Ils se sont fait de la philosophie une idée particulière, que personne n'avait eue avant eux et que personne après eux ne reprendra. Ils ne s'adressent pas aux penseurs, aux savants : ils écrivent pour le grand public, pour quiconque sait lire. La philosophie, telle qu'ils la conçoivent, est une propagande de tous les instants et sous toutes les formes : brochure de quelques pages ou volume in-folio de l'*Encyclopédie*, comédie, drame, poésie, roman, tout leur est bon pour répandre leurs idées. Ils ont foi dans l'avenir, et ils sont enthousiastes jusque dans la négation. A distance, ils nous apparaissent divisés, se querellant, s'injuriant ; en réalité, ils ont travaillé à la même œuvre : le triomphe de l'individualisme. C'est Voltaire, ouvrant la campagne par ses *Lettres anglaises*, et la continuant pendant cinquante ans dans toutes les directions de l'esprit, tour à tour poète tragique, conteur, historien, pamphlétaire ; alliant tous les contrastes dans sa vie comme dans son œuvre, plus universel que profond, savant par occasion, courtisan par politique, spéculateur par amour de l'indépendance; admiré des uns, haï des autres, indifférent à personne; proclamant en toutes choses les droits de la critique individuelle, et laissant après lui, comme une traînée lumineuse, la trace de son

immortelle ironie. C'est Jean-Jacques, républicain de naissance, égalitaire d'instinct, bohème d'éducation, improvisé homme de lettres du jour au lendemain et renouvelant la prose française, peintre incomparable de la nature, non moins incomparable sophiste de la politique, se mettant lui-même en scène avec une vertu cynique et nous montrant dans un chef-d'œuvre impérissable toutes les bassesses de l'individu en même temps que toutes ses grandeurs. C'est Condillac, penseur ingénieux, se jouant dans les détours et les méandres de la psychologie, qui cherche dans la sensation individuelle l'origine des idées, des sentiments, de l'art, de la morale, et développe son paradoxe en un style d'une rigueur algébrique. C'est Turgot, magistrat intègre, administrateur philanthrope, qui, frappé des abus présents, rêvant la justice immédiate, confond, dans une généreuse utopie, la liberté du travail et l'individualisme économique. Enfin, c'est Diderot, le plus original de tous peut-être, nous surprenant par ces clartés soudaines qui, en dix rencontres, lui ont fait pressentir les solutions de la science moderne ; génie vraiment encyclopédique qui semblait fait pour construire mieux que pour détruire, et qui cependant a servi plus qu'aucun autre la cause de l'individualisme, puisque dans l'art comme dans la morale, dans la littérature comme dans la vie, il a glorifié non seulement la raison individuelle, mais la passion individuelle.

Et tous ces écrivains du XVIIIe siècle, moins purs, moins classiques que ceux du siècle précédent, mais si pleins de vie et d'humanité, leur œuvre ne tient pas tout entière sur les rayons d'une bibliothèque. Ils ont fait autre chose — plus ou moins, comme vous voudrez — que d'écrire des livres : ils ont fait un homme nouveau, individualiste en psychologie, individualiste en morale, individualiste en littérature, individualiste en politique, et dont le cerveau a cristallisé toute la philosophie du siècle comme ces baguettes qui, plongées dans une source riche en principes minéraux, en sortent recouvertes de paillettes étincelantes. Cet homme, nous avons son portrait, d'un réalisme merveilleux. Un jour, en effet, un comédien, jeune, beau, vêtu de velours et de soie, le rire aux lèvres, une guitare en bandoulière, est monté sur les planches du Théâtre-Français; et, ce jour-là, toute une génération, qui avait appris à lire dans *Candide* et dans l'*Encyclopédie*, s'est reconnue dans Figaro et l'a acclamé à la fois comme son portrait et son modèle. Elle retrouvait, en lui, l'ironie de Voltaire, l'amertume de Jean-Jacques, le sensualisme de Condillac, et de Turgot l'amour de la justice, et de Diderot la passion révolutionnaire. Parvenu de l'intelligence, homme de tous les métiers, libre de préjugés, riche d'illusions, ivre d'indépendance, Figaro c'est l'individu jetant un suprême défi et une dernière raillerie au vieux monde qui s'écroule. Il ne croit qu'en lui-même : « Tandis que moi, morbleu! perdu dans la foule obscure, il m'a fallu déployer plus de science et de calcul pour subsister seulement qu'on n'en a mis depuis cent ans à gouverner toutes les Espagnes. » Il stigmatise d'un mot le régime de la faveur et du bon plaisir : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. » Il s'attaque à la noblesse : « Vous vous êtes donné la peine de naître. » Et à la justice : « Indulgente aux grands, dure aux petits. » Et aux gouvernants : « Que je voudrais bien tenir un de ces puissants de quatre jours, si légers sur le mal qu'ils ordonnent!... » Il se moque de tout, des hommes et des choses, des lois, des institutions, de la politique, du mariage, de l'amour; et, enfant perdu de la philosophie, il finit par se moquer de la philosophie elle-même : « Je dis ma gaieté, sans savoir si elle est à moi plus que le reste, ni même quel est ce *moi* dont je m'occupe. » — De l'individualisme c'est ici le dernier mot : l'individu a tout discuté ; le voilà maintenant qui discute sa propre individualité.

Nulle part, à mon sens, l'idée individualiste n'a trouvé une forme plus incisive et aussi plus exacte que dans le chef-d'œuvre de Beaumarchais. Quand un tel pamphlet a été applaudi sur la scène par ceux mêmes qui s'y trouvaient critiqués, le moment devait être proche où l'individualisme allait passer des idées dans les faits, des livres dans les clubs. Entrons à la Comédie-Française un jour où l'on joue le *Mariage de Figaro*, ou mieux encore relisons-le dans le silence du cabinet : nous en saurons plus, sur l'état d'esprit de la majorité des Français à la veille de la Révolution, que si nous passons des mois à compulser les Cahiers de 1789.

IV

C'est un lieu commun que la Révolution française a été individualiste, comme la philosophie d'où elle est issue. Le jugement que nous devons porter sur le rôle historique de l'individualisme dépendra donc de celui que nous portons sur l'œuvre de la Révolution. Si, tout en nous refusant à tout approuver et admirer en bloc, nous estimons que, dans les effets, le bien l'a emporté de beaucoup sur le mal; si nous croyons que le régime du passé, malgré ses grandeurs, était condamné par une série de fatalités et de fautes; si nous pensons qu'il y a dans le monde moderne plus de liberté que dans l'ancien, plus de justice, plus de tolérance; si, enfin, malgré les imperfections et les lacunes de la société présente, nous sommes convaincus que, pour la plupart d'entre nous, il fait meilleur vivre aujourd'hui qu'il

y a cent ans, alors cette conclusion s'impose, que l'individualisme a eu sa raison d'être.

Mais, d'avoir eu sa raison d'être à un moment donné, s'ensuit-il qu'une idée soit en tout temps vraie et légitime? Parce qu'un principe a dirigé, dans le passé, ceux qui voulaient détruire, est-ce à dire qu'il doive être maintenu et respecté par ceux qui veulent édifier? Et, au contraire, ne semble-t-il pas que l'idée, le principe sera d'autant plus impuissant dans l'œuvre d'organisation qu'il aura été plus efficace dans l'œuvre critique? Tel est, si je ne me trompe, le cas de l'individualisme.

La Révolution, faite pour affranchir l'individu, a été logique en brisant les anciens cadres. Il ne servirait à rien de discuter si, en même temps, elle eût pu instituer des cadres nouveaux : elle ne l'a point fait, et c'est ce qu'il suffit de constater. Elle a prétendu fonder la liberté individuelle; mais, se donnant à elle-même un démenti, elle a aussitôt mis une limite à cette liberté et interdit tout concert entre les volontés particulières. En affranchissant l'individu, elle l'a isolé. Depuis 1789, les Français sont maîtres d'aller et de venir, de travailler, de penser; mais le lien social s'est de plus en plus relâché. Diverses causes, telles que la division d'opinions sur la forme de gouvernement, la lutte du capital et du travail dans la grande industrie, les conflits d'ordre philosophique ou religieux, ont agi dans le même sens que l'individualisme révolutionnaire. Le résultat devait être cette conception de la société très simple : d'un côté, l'État; de l'autre côté, l'individu; entre eux, le néant.

Allons-nous, par réaction contre l'individualisme, ressusciter les institutions du passé? Non certes; mais ne serait-il pas temps de les remplacer, et nous est-il interdit de rêver des institutions nouvelles? Pourquoi n'essayerions-nous pas de restaurer la famille, en faisant dans l'héritage une plus grande place à la volonté paternelle; de donner plus de force à l'éducation publique, par la variété des programmes; de ranimer la vie locale, par une large décentralisation administrative; d'encourager l'initiative, de grouper les forces, de rapprocher les hommes et les intérêts, en proclamant hardiment la liberté d'association?

Mais si nous tenons ce langage, plus d'un, parmi nos amis, nous accusera de porter une main sacrilège sur l'œuvre de la Constituante : il verra passer devant ses yeux, comme une suite de fantômes, le droit d'aînesse, les universités, les provinces, les corporations de l'ancienne France. Singulier malentendu qui revient sans cesse dans les discussions publiques comme dans les conversations privées, et qui tient sans doute à ce que nous ne séparons pas toujours avec assez de rigueur, en ce qui touche la Révolution française, le définitif et le provisoire, la partie positive de l'œuvre et la partie négative.

Certaines idées, en effet, comme l'égalité devant la loi et l'égalité devant l'impôt, la liberté des cultes, la liberté du travail, constituent pour nous l'héritage positif de la Révolution : il faut nous y tenir, comme à une acquisition définitive. Au contraire, les idées négatives n'ont eu qu'une valeur provisoire; elles ont été des instruments de lutte; elles ont servi à démolir, mais, la démolition achevée, nous n'avons plus que faire de l'outil. Est-ce là méconnaître l'esprit de la Révolution? Je ne le crois pas : cette Révolution, dont tant de partis se sont réclamés tour à tour, qu'a-t-elle été au fond? Constituants et conventionnels n'ont pas détruit pour détruire. Non seulement les hommes d'État, comme Mirabeau et Danton, mais les fanatiques eux-mêmes, un Robespierre, un Saint-Just, tous, jusque dans leurs fautes, jusque dans leurs crimes, ont eu la vision d'un monde nouveau. Ils ont cru avoir établi à jamais le gouvernement démocratique : en réalité, ils ont fondé une société civile, ils n'ont pas fondé une société politique.

Les idées positives de la Révolution sont entrées dans nos codes et dans nos mœurs; les idées négatives, exagérées par les uns, défigurées par les autres, expliquent tous nos bouleversements et toutes nos crises depuis un siècle. Dans la société nouvelle, l'individu, ne trouvant autour de lui ni les associations qui sont ailleurs l'école de la liberté privée, ni les institutions qui sont l'école de la vie publique, s'est jeté tantôt à droite, tantôt à gauche, suivant son intérêt ou sa passion.

Je n'hésite pas à dire que l'individualisme me paraît plus dangereux dans l'état démocratique que dans tout autre. Une monarchie peut trouver dans l'hérédité du pouvoir et la fixité des institutions un correctif aux excès de l'individualisme; mais on ne voit pas quel pourrait être le correctif dans une démocratie, puisque toute autorité y réside, en définitive, dans la majorité des individus. C'est pourquoi ici plus que partout ailleurs se fait sentir le besoin de ces rouages intermédiaires entre l'individu et l'État, associations, groupements, institutions locales ou régionales, qui sont la sauvegarde des citoyens dans tous les pays libres. Ajoutez que l'individualisme, cherchant en lui-même sa loi, séparant l'homme de tout ce qui l'entoure, passant son niveau sur les idées et sur les sentiments, exaspère la passion égalitaire, éternel écueil des démocraties : vous arriverez à cette conclusion que tout ce qu'on fait contre l'individualisme, on le fait pour la liberté.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

CONTES ET LÉGENDES

Le platane.

Kosroès-Nouchirvan était le plus grand des rois; son royaume s'étendait de l'Inde à l'Égypte, de l'Iaxarte jusqu'à l'Arabie.

Vainqueur de tous ses ennemis, adoré de ses sujets, craint de toute la terre, beau, jeune, magnanime, il était regardé comme le plus heureux des hommes. Une seule ombre planait sur toute cette gloire; une seule qualité gâtait tout ce bonheur: il cherchait la vérité.

— Où la trouver? disait-il un jour à son fidèle vizir, le vieux Nadir, qui avait été le précepteur de son enfance. — O Roi! répondit Nadir, vous le savez, elle est dans les livres sacrés, tels que Zarathustra nous les a transmis et expliqués.

— Je le sais, repartit Kosroès, et je le crois. Je ne parle pas de la vérité religieuse, et de nos devoirs envers les hommes et les dieux, mais de la vérité d'ici-bas, celle dont j'ai besoin tous les jours pour remplir dignement mon office royal. Les Amschaspans auraient dû donner aux monarques de la terre un talisman spécial qui leur permît de distinguer toujours le mensonge de la vérité et les hypocrites des gens de bien.

— Oh! dit Nadir en souriant dans sa barbe blanche, cette clairvoyance ferait le malheur des rois. Les Génies ont bien fait de garder pour eux ce talisman. O Roi! que deviendrait votre sérénité, si vous pouviez lire dans le cœur de vos courtisans, comme on lit dans un livre ouvert?

Kosroès sourit aussi, mais plus tristement que le vieillard; il lui coûtait de renoncer à sa chimère.

— Laissons aussi le cœur humain, dit-il avec un soupir; j'en connais assez les misères. Mais quoi! ne pourrai-je au moins, quand je rends la justice, discerner avec certitude de quel côté sont le bon droit et la vérité? Un fait est un fait; il devrait être clair comme le soleil.

— Hélas! dit Nadir, comment le constater, ce fait? ne faut-il pas avoir recours au témoignage des hommes? et y a-t-il rien de plus incertain, de plus variable, même quand l'intérêt n'est pas en jeu, ou que la méchanceté ne les aiguillonne pas? Chacun de nous ne voit qu'avec ses yeux; et qui est plus trompeur que nos sens? L'esprit est forcé de s'en rapporter à ce qu'ils ont vu ou cru voir; et l'esprit lui-même n'est-il pas aussi mouvant que les flots de la mer ou les sables du rivage?

Tandis qu'ils devisaient ainsi en marchant, ils étaient arrivés au pied d'une colline; un platane majestueux la couronnait, répandant à ses pieds une ombre épaisse, pleine de silence et de fraîcheur.

— O Roi! dit Nadir, qui avait été poète dans sa jeunesse avant de devenir un vizir à barbe blanche, voyez comme cet arbre s'élance vers le ciel! comme il aspire à la lumière par toutes ses branches! comme il a l'air heureux de vivre! Ormuszd n'a rien créé de plus beau sur la terre.

— Tu as raison, dit le roi; non seulement cet arbre est beau, mais encore il est innocent; il ne connaît pas le mal, il ne peut même pas le commettre, et il ne fait que du bien: qu'il est heureux!

— Il le fait sans le savoir, répondit Nadir, il est comme le lys des champs ou les abeilles de nos ruches, qui accomplissent passivement une loi qu'ils ignorent. Ils n'ont pas de conscience, et c'est là leur infériorité vis-à-vis des hommes.

— Qui sait? dit le roi! S'ils n'ont pas notre conscience, ils ignorent nos inquiétudes. Leur bonheur vaut bien le nôtre, et ils ont la beauté.

Ils allèrent s'asseoir à l'ombre du platane. Un silence se fit qu'interrompait seul le murmure des feuilles agitées par la brise.

— A quoi songes-tu? dit Kosroès.

— Je pensais, dit le vizir, que cet arbre pouvait servir de preuve à ce que je disais tout à l'heure sur la diversité des jugements humains. Y a-t-il rien de plus simple, de plus compréhensible, de plus palpable, de plus accessible à nos sens que ce platane? Eh bien, qu'un millier d'hommes passent à son ombre, pas un n'en aura la même impression, n'en rapportera la même image; pas un ne le décrira de la même manière, pas un ne le rendra à notre esprit tel que nous le voyons en ce moment de nos yeux. Votre Majesté peut en faire l'épreuve.

— Tu as raison, dit le roi, à quoi sert de gémir de la folie des hommes? Il est plus sage de s'en divertir. Instituons un concours dont cet arbre sera le sujet; celui qui saura le dépeindre et rendre au mieux ses beautés, qui en donnera l'idée la plus exacte par la parole, l'écriture ou autrement, celui-là remportera le prix: cent thalaris d'or. Quant aux autres concurrents, ils nous prêteront peut-être à rire. Dès demain fais savoir notre volonté à tout Ispahan, et dans dix jours nous jugerons solennellement ce nouveau tournoi littéraire et philosophique, ici même, à l'ombre de cet arbre magnifique qui nous en a donné l'idée.

Il en fut ainsi. Le dixième jour on dressa le trône royal sous le platane. Kosroès-Nouchirvan s'y assit en grande pompe, le fidèle Nadir à ses côtés; la cour et la ville, suivies d'un peuple immense, remplirent toute la vallée; l'arbre devint le point de mire de tous les yeux. Indifférent à tant de gloire, il agitait légèrement ses feuilles comme d'habitude, et ne regardait que le soleil.

Cent concurrents s'étaient présentés. Sur ce nombre, il s'en trouva quatre-vingt-dix qui n'avaient jamais observé, ni même vu le platane — et qui n'en dissertaient pas moins avec assurance sur le sujet proposé. Un jury préliminaire composé des académiciens d'Ispahan les avait évincés d'avance. Il n'en restait donc que dix. On les rangea devant le roi et Nadir les appela tour à tour.

Le premier qui prit la parole fut un géomètre qui donna le chiffre exact de la hauteur et de la largeur de l'arbre. Il calcula jusqu'à une ligne la profondeur de ses racines ; il en donna même le nombre, ainsi que celui des branches et des feuilles. Le second fut un architecte qui ne vit dans le tronc du platane qu'une colonne à équarrir et à sculpter, et dans l'enlacement des rameaux qu'un motif d'ornementations à imiter. Le troisième, un marchand, fit le compte des thalaris que lui rapporteraient les solives et les planches qu'il saurait en extraire. Le quatrième, un pèlerin, vanta la douceur de son ombre. Le cinquième ne vit dans l'arbre immense qu'un arsenal de lances, de flèches, d'arcs et de chars de guerre ; c'était un soldat. Le marin à son tour en fit des vaisseaux ; le charpentier, des tables, des lits et des cercueils. Enfin le poète s'avança, et d'un air inspiré chanta en l'honneur du platane une ode que plus tard Hafiz imita avec bonheur.

Quand il eut fini son dithyrambe : — Est-ce tout ? dit le roi ennuyé.

— Seigneur, il reste encore deux concurrents, répondit le vizir.

On vit alors s'avancer un petit homme armé d'un instrument de bois percé de trous inégaux. C'était un musicien. Il joua bravement un air qu'il intitula : *le Murmure des feuilles au lever de l'aurore.* On l'applaudit, et il alla se rasseoir à sa place avec fierté. Le dernier fut un peintre qui déposa au pied du tronc une tablette vernissée représentant le platane majestueux, la colline verte et le ciel bleu.

Alors, après avoir pris les ordres du roi des rois, Nadir procéda à la proclamation du vainqueur ; il y en eut deux. Le prix fut partagé entre le peintre et le poète ; les autres concurrents reçurent chacun une bourse d'or, et la séance fut levée. La foule immense s'écoula en discutant le jugement. Personne n'était content ; tous se plaignaient, même les lauréats : le peintre comme le poète, d'avoir eu à partager le prix ; les autres concurrents de ne l'avoir pas remporté ; le peuple de ne pas s'être assez diverti. Ainsi va le monde, et il n'y a rien de changé depuis ce temps-là.

Resté seul, Kosroès regarda longtemps le platane ; puis, détachant de son poignet un bracelet d'or, il le suspendit à la branche la plus basse, en disant : « C'est toi, beau platane, qui mérites le prix : l'homme ne voit jamais qu'un côté des choses. Ormuszd seul sait la vérité. »

La sœur du Christ.

Jésus de Nazareth venait d'accomplir sa trente-deuxième année ; il commençait à peine sa mission divine. Il avait beaucoup voyagé, beaucoup médité. Il savait par cœur la loi et les prophètes, et il avait déjà des disciples en Galilée et même à Jérusalem. Sa parole ardente entraînait les foules. Sa doctrine allait transformer le monde ; mais le monde l'ignorait encore.

Ses frères et ses sœurs le regardaient comme un être étrange, et même étranger. Il vivait à part. Sa mère le contemplait avec une admiration craintive mêlée d'une tendresse infinie. A la vue de son fils, un pressentiment divin l'agitait et la remplissait à la fois de délices et de terreur.

C'était un grand jeune homme aux longs cheveux, au teint pâle, aux yeux profonds, dont le regard, tantôt froid comme l'acier poli, transperçait à la façon d'un glaive aigu, tantôt caressant comme un chaud rayon de soleil, vous enveloppait dans un réseau magnétique de tendresse et d'amour.

Or, ce jour-là, il était assis à l'ombre d'un palmier, sur la margelle basse du puits de la maison, le regard perdu dans l'espace, du côté de Jérusalem, songeant aux choses de l'avenir, et demandant à son père céleste la force d'accomplir la mission qu'il lui avait imposée ici-bas.

Il en était là de sa méditation et de sa prière, quand il vit venir à lui dans le crépuscule du soir la plus jeune de ses sœurs, Saphira, marchant d'un pas léger et maintenant sur sa tête, avec son bras relevé, l'amphore d'argile qu'elle venait remplir au puits pour les besoins du ménage.

Elle avait à peine quinze ans. Svelte et d'une grâce indicible, elle fleurissait comme une rose de Saron. Son âme, encore plus belle que son corps, était digne du regard des anges, et l'innocence la revêtait, aux yeux des hommes, comme d'une seconde tunique immatérielle. On sentait que Dieu seul pouvait toucher ce jeune cœur et le remplir.

Jésus l'aimait par-dessus toutes ses sœurs ; elle était la dernière venue des enfants de Marie et de Joseph. Il l'avait vue naître quand il était déjà adolescent. Il avait maintenant le double de son âge et ressentait pour elle, non seulement une affection fraternelle, mais quelque chose de plus, une tendresse particulière qui ressemblait au sentiment sacré d'un père pour son enfant.

Et c'était bien son enfant, l'enfant de son esprit et de son cœur : il s'était plu dès les premiers jours à cultiver cette jeune âme, à la nourrir du pain céleste

de la doctrine ; il lui avait appris à lire dans le livre sacré. C'est ainsi que, vivant dans la familiarité des Prophètes, Saphira s'était nourrie de la moelle des lions d'Israël.

Mais Jésus considérait comme une faiblesse, presque comme une faute, ce sentiment si tendrement fraternel qu'il ressentait pour elle. L'élu du Seigneur, le fils de Dieu, celui qui a reçu une mission, qui porte la vérité dans son cœur et doit la semer sur le monde, a-t-il le droit d'aimer les siens comme le reste des hommes? Lui est-il permis de borner son amour au cercle étroit de la famille?

Jésus ne le pensait pas. Aussi s'était-il fait un devoir de ne rien révéler de cette affection profonde à sa jeune sœur? L'avait-elle devinée ou subissait-elle seulement l'irrésistible ascendant du jeune prophète? Toujours est-il qu'elle lui avait donné tout son cœur, qu'elle croyait à sa parole, que seule de ses frères et sœurs elle voyait en lui le Messie promis à sa race par le Dieu de ses pères.

Saphira s'arrêta à deux pas de Jésus, posa sa cruche d'argile sur le rebord du puits sans la quitter de la main, et souhaita la bienvenue à son frère. Jésus la regarda longuement et lui dit d'une voix douce : « Je t'attendais, ma sœur, je tenais à te dire adieu; je pars ce soir, et peut-être pour longtemps. »

La main de la jeune fille trembla sur son amphore ; elle baissa les yeux, ses joues se colorèrent, et elle dut s'appuyer à la margelle du puits pour ne pas chanceler. Un silence se fit. Quand elle put retrouver la voix, la pauvre enfant dit simplement :

— Partir ! pourquoi partir?

— Tu le sais, repartit le jeune Rabbi avec douceur, n'ai-je pas une mission à remplir? Ne la connais-tu pas? Le monde se meurt. Pour revivre, il a besoin d'une parole nouvelle : je vais la lui porter. Rien ne doit m'arrêter, ni la tendresse des miens, ni la malice des méchants, ni la mort même. L'heure est venue, je dois obéir aux ordres de mon Père céleste. Adieu donc, mon enfant, et que la paix soit avec toi !

— O Maître, ô frère, ô Rabbi bien-aimé! soupira l'enfant, laissez-moi partir avec vous. Tu le sais, je crois en toi ; ne suis-je pas ton premier disciple? Qui t'aimera, qui te soignera mieux que ta sœur? Je nouerai tes sandales, je baignerai tes pieds poudreux, je cuirai ton pain de chaque jour, je recoudrai ta tunique quand elle se déchirera aux ronces du chemin. Tout cela, c'est l'œuvre d'une femme. Tu vois bien que tu as besoin de moi. Laisse-moi partir avec toi !

— Non, mon enfant, répondit Jésus, ta place est ici, auprès de ta mère ; c'est elle qui a besoin de toi : elle est veuve, nos frères sont mariés, nos sœurs aussi. Reste avec elle ! Je vais à Jérusalem. La vie qui m'y attend, vie de luttes, de persécutions, d'embûches, de triomphes passagers et de périls incessants, cette vie-là ne convient pas à une enfant, à une vierge. Reste auprès de notre mère.

— Ah ! s'écria Saphira, tu vas à Jérusalem ! La ville qui tue les prophètes ! La ville des Saducéens orgueilleux et des Pharisiens hypocrites! Ils te détestent et te feront mourir.

— Je le sais, répondit doucement Jésus, mais qu'importe ! Ne faut-il pas que l'épi soit fauché et le grain mis en terre pour fructifier? La moisson est prochaine : voici l'heure et le royaume de Dieu va commencer.

— Tu vas donc souffrir? continua la jeune fille avec véhémence, et tu ne veux pas que je souffre à tes côtés, et que je partage ton sort? Tu parles de luttes, de persécutions, de périls, et tu veux que je reste ici, seule, loin de toi ! L'attente me sera plus cruelle que le dernier supplice. Encore, si tu me laissais l'espérance de te revoir, si tu me promettais de revenir !...

Jésus la regarda en silence; une flamme passa dans ses yeux. L'enfant s'était prosternée à ses genoux en lui adressant cette ardente supplication; elle arrosait ses pieds nus de ses larmes. Il sentit son cœur faiblir ; il la releva, la baisa au front et lui dit solennellement :

— Oui, je reviendrai, je te le promets, tu me reverras.

— Où et quand? dit impétueusement l'enfant.

— Ici même, et quand ma mission sera achevée. Tu ne peux pas douter de ma parole. Je reviendrai te chercher, je te le promets. Jusque-là, sois patiente et soumise, J'ai fait mes adieux à notre mère : va la consoler. Retourne près d'elle, et maintenant je vais partir. Que la paix du Seigneur soit avec toi !

Et il partit ainsi. Saphira demeura immobile ; elle le vit descendre la colline, sans qu'il retournât la tête; elle le suivit longtemps des yeux, et même quand il disparut, au détour du chemin, derrière un bouquet de sycomores et de figuiers, elle regardait toujours, espérant le voir encore dans le lointain...

Mais le crépuscule épaissit ses voiles; la nuit vint; les étoiles se levèrent au firmament ; le grand silence nocturne descendit sur la terre. Il fallait rentrer à la maison et reprendre ses occupations, ses devoirs de tous les jours. La pauvre enfant, revenant à elle, sentit que sa vie était changée et qu'un vide immense s'était fait dans son cœur, et ses larmes se mêlèrent à l'eau du puits dans la cruche d'argile qu'elle rapporta à la maison.

La nuit fut terrible : le sommeil ne vint pas ; elle

sentait un trouble profond dans tout son être; son âme semblait se détacher de son corps et suivre Jésus malgré la distance... Elle s'endormit enfin aux premières lueurs de l'aube. Mais quand elle voulut se lever, tout mouvement lui était impossible : elle était une pauvre paralytique comme ceux qu'il fallait porter à la piscine de Bethesda.

Pourtant une consolation céleste lui était réservée : son âme était plus vivante que jamais : sa pensée traversait l'espace et pouvait s'attacher à l'objet de son culte; elle l'accompagnait comme ses disciples, elle entendait sa parole, soit sur la montagne, soit au bord des lacs, soit à Jérusalem; elle exultait de ses triomphes, elle frémissait de ses dangers; elle vivait près de lui, avec lui : elle le voyait.

C'est ainsi qu'elle assista, invisible et de loin, l'âme déchirée, à toutes les angoisses des derniers jours. C'est elle qui avertit Marie de la prison, de la condamnation et de la mort prochaine de son fils. Marie la crut, l'embrassa en pleurant et partit pour le Golgotha, où, malgré l'horreur de la scène ineffablement horrible, la mère du Sauveur ne put pas souffrir plus que ne souffrit sa fille sur son grabat de paralytique abandonnée.

Saphira vit donc, et dans tous ses détails déchirants, la trahison, la nuit d'agonie au mont des Oliviers, l'abandon de la foule, le supplice de son maître, de son frère, de son Dieu. Elle vit la flagellation, le crucifiement, le coup de lance, le fiel offert; elle entendit le dernier cri; elle vit le voile du Temple se déchirer, la terre trembler et se couvrir de ténèbres; elle vit la mort et l'ensevelissement, et confiante dans sa parole, elle se dit : « Je le reverrai, il me l'a promis. »

Et le jour où sa mère revint, pâle à jamais de ces scènes d'horreur, accompagnée de Jean, le disciple bien-aimé, elle leur dit : « Portez-moi auprès du puits où je l'ai vu pour la dernière fois; c'est là que j'ai reçu ses adieux et qu'il m'a fait une promesse suprême; je veux revoir la place, elle m'est sacrée. Je sais que c'est là que je le reverrai encore. »

Et Marie, aidée de Jean, fit ce qu'elle leur avait demandé. Ils la portèrent près du puits. Et Saphira leur dit alors : « Accordez-moi une autre grâce : laissez-moi seule un instant. » Et quand elle fut seule, elle joignit les mains et, levant les yeux au ciel, elle dit : « Seigneur Jésus, je sens que je vais mourir. Est-ce que votre sœur ne vous reverra pas? Souvenez-vous de votre promesse, ô Seigneur! »

Tandis qu'elle priait ainsi, le crépuscule était descendu, et à travers ses voiles transparents, la pauvre âme en peine vit tout à coup surgir une figure adorée qui s'avançait vers elle; une main transpercée lui toucha le front, elle entendit une voix connue, oh! si connue, lui dire : « Ma sœur, me voici; viens, notre Père céleste nous attend. » Saphira poussa un grand cri, et quand Marie et Jean accoururent, un sourire d'un ineffable bonheur rayonnait sur ses lèvres : elle était morte.

ÉDOUARD GRENIER.

ENTRE DEUX LÉGISLATURES

La Chambre qui s'en va.

Elle s'en va sans laisser beaucoup de regrets. Il n'y a pas à dissimuler qu'elle a une très mauvaise presse. Chaque congé qu'elle a pris, ne fût-il que de quelques jours, a provoqué un soupir général de soulagement. Sa disparition définitive a été accueillie comme un bonheur public.

La mode assurément s'en est mêlée. La caricature politique, de nos jours, est un art très florissant; or, elle ne vit que d'opposition au régime établi. Le régime établi étant le parlementarisme, nos caricaturistes devaient nécessairement être antiparlementaires. Seulement, un certain snobbisme, tandis qu'ils n'étaient que de consciencieux artistes, les a pris pour des penseurs, et a attribué à de profondes convictions ce qui n'était qu'obéissance légitime aux lois élémentaires de leur profession. Même observation pour ceux qu'un romantique appellerait les caricaturistes du verbe, humoristes, chroniqueurs, échotiers, fabricants de nouvelles à la main, etc.

Il est équitable de constater que le discrédit de la dernière Chambre a été en partie déterminé par les éternels goûts frondeurs du peuple français, que flattait et renforçait une exceptionnelle prospérité des arts badins. Il n'en est pas moins vrai que cette impopularité, quoique excessive, n'était pas, tant s'en faut, injustifiée.

Elle est en outre assez inquiétante, car elle n'atteint pas seulement une assemblée qui passe, mais le parlementarisme lui-même, que nous voudrions qui demeurât.

On adresse communément au régime parlementaire deux critiques principales, qui ne sont pas incompatibles; on lui reproche à la fois son activité et sa stérilité. Il n'y a pas contradiction : on vise son ardeur étourdie à tout entreprendre, et son impuissance à rien résoudre. La dernière Chambre, qui m'occupe seule aujourd'hui, n'échappe pas à ce double grief.

Elle a mené une existence mouvementée et tenu une conduite parfaitement incohérente. Ce n'est point

sa faute si ses premières séances ont été troublées par le bruit des bombes anarchistes, dont l'une, on s'en souvient, vint éclater dans l'hémicycle. Disons-le à son honneur : le jour de l'attentat de Vaillant fut peut-être, de toute la législature, celui où la Chambre montra le plus de sang-froid. Ce n'est pas non plus sa faute si l'assassinat de M. Carnot et le suicide de M. Casimir-Perier la firent contemporaine de trois présidents de la République.

Ces tragiques événements — je ne parle pas du dernier, qui l'était moins, — ont tout de même soulevé chez elle des orages qu'elle ne sut pas maîtriser. Les tumultueux débats auxquels donna lieu le vote des lois contre les menées anarchistes sont aujourd'hui bien oubliés, et personne ne comprend plus les publicistes qui s'obstinent à parler encore des « lois scélérates ». Et rien ne montre mieux l'excès de candeur ou d'artifice des indignations qu'elles déchaînèrent en leur temps. Il n'empêche que ce fut alors un beau tapage, qui, habilement exploité, agita le pays pendant des mois. C'est vers cette époque que l'habitude s'établit, dans les milieux radicaux et socialistes, de sonner le tocsin contre la Réaction et de s'écrier que le Seize-Mai est à nos portes. Ce fut un des derniers remous de cette tempête qui engloutit M. Casimir-Perier et sa fortune.

La Chambre, assurément, ne pouvait empêcher les électeurs du XIII[e] arrondissement d'élire M. Gérault-Richard. C'est tout au plus si M. Cyvoct pourrait concevoir sans ridicule une pareille ambition. Mais la Chambre devait peut-être se raidir contre le vent de fronde et de folie qui soufflait sur Paris : elle se mit à tourner comme une girouette.

Qu'elle abattît son ministère tous les six mois en moyenne : c'était le petit jeu usuel et qui n'étonnait plus personne, pas même les ministres renversés. Il était entendu que ce n'était qu'un jeu. La Chambre de 1893 commença par se proclamer sérieuse ; cela lui permit d'être ensuite plus plaisante que celles qui l'avaient précédée. Elle posa des principes, comme les enfants fabriquent, l'hiver, des bonshommes de neige, — pour avoir le divertissement de les lapider.

Lorsqu'elle se réunit, après les élections, elle trouva au pouvoir le premier ministère Dupuy, qui était un ministère de concentration. Plus de concentration ! Comment ! Les ministres n'étaient pas tous en accord parfait sur tous les points ! Un cri de pudeur effarouchée accueillit cette révélation horrifique : le ministère eut conscience de son opprobre et s'enfuit en rougissant. Un ministère modéré homogène fut alors constitué avec M. Casimir-Perier pour président ; mais ce malheureux cabinet avait une tare originelle. Il avait été formé suivant les lois du parlementarisme et de la logique. Cela ne pouvait durer. Il tomba au bout de cinq mois, abandonné par ses amis, et sans raison appréciable, — pour avoir refusé aux ouvriers des arsenaux et des chemins de fer la liberté des grèves, qu'ils n'ont pas encore obtenue à l'heure qu'il est. Ce ministère homogène fut remplacé par un autre, qui ne l'était pas moins, mais offrait au désordre cérébral de la Chambre cette satisfaction d'être présidé par l'ancien chef d'un cabinet de concentration qu'elle avait conspué ; ce fut le second ministère Charles Dupuy, auquel succéda le ministère Ribot, qui ne pouvait manquer d'être d'abord le bienvenu, puisqu'il ressuscitait cyniquement cette concentration que la première manifestation politique de la Chambre avait vouée au mépris public.

La chute du ministère Ribot, comme son avènement, assura à la Chambre le libre exercice de sa distraction favorite ; elle lui permit de se déjuger une fois de plus, ou deux fois de plus d'un seul coup : en acceptant l'arrivée aux affaires d'un cabinet homogène, mais radical, celui de M. Léon Bourgeois. Et il fallut six mois de cette nouvelle expérience pour qu'elle revînt à ses vues primitives, et se décidât à faire vivre le cabinet modéré homogène qu'elle avait réclamé à grands cris en naissant.

Cette prodigieuse versatilité, que la liste des ministères successifs de ces quatre années met assez bien en lumière, éclate encore de la façon la plus comique dans d'innombrables circonstances moins importantes. Mais le détail en serait infini. Par exemple, pendant l'interrègne entre M. Bourgeois et M. Méline, la Chambre vota une motion de MM. Henri Ricard et Goblet que tout le monde considéra comme l'affirmation d'une volonté très ferme de ne soutenir qu'un nouveau ministère radical. M. Méline arrive, deux jours après, avec le ministère le plus modéré qu'on ait connu depuis Dufaure et Jules Simon ; non seulement il n'est pas balayé sur l'heure, mais il obtient un vote formel de confiance, suivi de beaucoup d'autres, et il a dépassé dès aujourd'hui en longévité tous les ministères de la troisième république sans en excepter celui de Jules Ferry (*annos Ferry*). Cette fois, voilà une palinodie de la Chambre qui eut au moins un bon résultat. La plupart du temps, sa mobilité n'est que bouffonne. C'est ainsi qu'après avoir noté une modification importante à la loi électorale du Sénat, comme le gouvernement lui signifie qu'il ne défendra pas le projet devant la Haute Assemblée, elle refuse de lui en donner l'ordre, et se résigne sciemment à l'échec certain des dispositions qu'elle vient de voter. Pourquoi les avait-elles votées ? On ne le saura jamais. Autre chose. Tout le monde connaît cette antique plaisanterie d'almanach, l'anecdote du restaurateur qui perd sur chacun de ses clients et se rattrape sur l'ensemble. La Chambre

a élevé cet ana à la hauteur d'une méthode. Elle fait tant de sottises qu'elle éprouve très souvent le besoin de se rattraper. Et l'un de ses procédés usuels consiste à voter séparément chaque article d'une proposition, et à repousser l'ensemble.

Où la Chambre a mis par exception de l'esprit de suite, c'est dans ses efforts pour propager l'incohérence dont elle souffrait, pour désorganiser et pour détruire. D'un bout à l'autre de sa carrière, elle n'a cessé d'évoquer devant elle toutes les affaires judiciaires un peu sensationnelles (et Dieu sait que, depuis le Panama jusqu'à l'affaire Dreyfus, elles n'ont pas manqué). Elle a contraint un conseil de l'ordre de la Légion d'honneur à démissionner; sa mauvaise humeur contre un arrêt du Conseil d'État a déterminé la démission de M. Barthou, qui a entraîné celle du second cabinet Dupuy, laquelle a été la cause occasionnelle du départ volontaire de M. Casimir-Perier; tout récemment encore, elle s'amusait à faire afficher sur les murs des trente-six mille communes de France un discours peu obligeant pour la magistrature. On dirait que la Chambre professe envers les corps constitués les sentiments d'un collégien espiègle pour un régent morose. On peut en rire; mais si la Chambre pâtit à son tour de l'irrespect qu'elle nous enseigne à l'endroit des pouvoirs publics et qui ne fera pas exception pour elle, c'est peut-être alors surtout qu'on rira bien.

La longue énumération que j'ai faite des cabinets qui se sont succédé, pendant cette législature, montre assez que cette humeur indocile et brouillonne de la Chambre rend fort malaisée la tâche du gouvernement. La tendance naturelle des assemblées parlementaires est de confisquer le gouvernement, de s'en arroger tous les droits et surtout les profits, et de réduire les ministres à n'être que leurs agents et très humbles serviteurs. Les perpétuelles tentatives de restauration du pouvoir personnel qui ont agité le siècle, de Charles X au maréchal de Mac-Mahon, ont encore aggravé chez nous la méfiance et la malveillance du Parlement à l'égard de l'Exécutif. Ce n'était certes pas la dernière Chambre, telle que nous la connaissons, qui pouvait triompher de ces préjugés. Jamais les ministères ne furent plus souvent interpellés hors de propos. Jamais les prétentions d'une assemblée à l'omnipotence ne furent plus crûment avouées. M. Casimir-Perier est mort politiquement tout autant de l'audace du message où il promettait de ne point laisser prescrire ses droits constitutionnels, que de la légende de ses quarante millions.

Celle-ci, du reste, n'y a pas nui non plus. Si les députés veulent être les maîtres du gouvernement et de l'administration, et s'ils y réussissent, cette brillante destinée ne les met pas à l'abri des plus basses passions démocratiques. L'envie en est une. Elle engendre ces fièvres de délation et de suspicion qui, n'épargnant personne, éloignent les honnêtes gens un peu timides de la vie publique et, puisqu'il suffit de manier l'argent pour être suspect, paralysent également les affaires privées. Ce fléau est autrement préjudiciable aux intérêts d'une nation que ne sauraient l'être les médiocres gains de quelques prévaricateurs. Il faut reconnaître qu'aucune démocratie n'a été exempte de ce mal, et qu'il a été chez nous exploité sans vergogne et enflé jusqu'au grotesque par des romanciers qui y ont vu la marque essentielle de l'époque et par des politiciens qui y ont cherché une occasion de se pousser dans le monde. La Chambre de 93 peut avoir droit à des circonstances atténuantes. Je doute pourtant qu'elle se relève du mot cruel qui a valu un rappel à l'ordre à M. Paul Deschanel, et qu'on puisse l'absoudre d'avoir subi pendant des mois, par lâcheté, par terreur de passer pour ne pas vouloir la lumière, ce que le député d'Eure-et-Loir n'a pas craint d'appeler un « chantage moral ».

Néanmoins, n'exagérons rien. La Chambre de 1893 a été souvent malfaisante; mais pas plus, et même moins, je crois, que certaines de celles qui l'avaient précédée, et notamment que celle de 1889. En somme elle n'a pas guéri le mal qui lui avait été transmis; mais elle ne l'a pas aggravé.

Et malgré les apparences, elle n'a pas laissé que d'être assez laborieuse. L'honorable M. Pierre, secrétaire général de la présidence, a publié une statistique qui confond. La Chambre défunte, si nous l'en croyons, a été assemblée trente-deux mois et a tenu 633 séances publiques, 63 séances dans ses bureaux, sans préjudice des commissions. Les 633 séances publiques représentent 2 656 heures de travail. Pendant le cours de la législature, il a été procédé à 1 832 votes au scrutin public.

En quatre ans et demi, chaque député a été tenu d'avoir 1 832 opinions tranchées sur autant de questions qu'il faut bien croire importantes!

Ce qui est abusif, néfaste, et incompatible avec toute espèce de gouvernement, ce sont les 291 interpellations — une en moyenne pour deux séances — auxquelles les divers ministères ont dû répondre, et dont les neuf dixièmes n'avaient d'autre objet que de les renverser.

Cependant le travail législatif n'a pas chômé. La Chambre a été saisie : par l'initiative du gouvernement de 2 216 projets de loi, par l'initiative du Séna de 64 propositions de loi et de 1 112 par l'initiative de ses membres; soit un total de 3 392 affaires, dont 2 515 étaient terminées avant la fin de la législature.

En outre, la Chambre a reçu (et presque entière-

ment examiné 41 920 pétitions, dont 1 858 seulement concernaient des intérêts privés, et 40 062 touchaient à des questions d'intérêt général.

Et l'on dit qu'il n'y a plus d'esprit public!

Evidemment ces chiffres ne vous en imposent pas, et vous avez bien raison. Les statistiques parlementaires sont les plus trompeuses de toutes. D'une part, il arrive, — oui, cela arrive, — que les séances les plus importantes soient accrochées à un incident futile. C'est en répondant à une question de M. Denys Cochin, sur l'interdiction faite au curé de Saint-Denis de suivre à pied le corbillard de ses paroissiens pauvres, qu'Eugène Spüller lança, comme par hasard, son mot fameux de « l'esprit nouveau ».

Plus souvent, beaucoup plus souvent, les unités qu'additionne l'honorable M. Pierre ne mériteraient vraiment pas l'honneur d'être comptées. La grande majorité de ces projets ou propositions de loi sont d'intérêt local, et concernent des concessions de tramways ou de bornes-fontaines qu'un paroxysme de centralisation a pu seul enlever à la compétence évidente des conseils municipaux, généraux ou d'arrondissement.

Dans l'ordre plus relevé des intérêts nationaux, on ne peut dire que la Chambre n'ait point fait besogne utile. Cette besogne fut modeste, et c'est ce qui a nui à sa réputation. Les principales lois votées par cette Chambre, ce sont de bonnes mesures de père de famille soucieux de bien vendre ses marchandises et de ne pas payer plus qu'il ne doit; ce sont la conversion du 4 1/2, magistralement exécutée par Burdeau, le renouvellement du privilège de la Banque de France, avec une disposition amorçant le crédit agricole, puis l'Exposition, les services postaux, les eaux d'égout, puis les beurres et les vins, les glucoses, le lin et le chanvre, la sériciculture, les sucres et les mélasses... Que sais-je?

Que les dieux me gardent de dire du mal de tout cela, qui est de première nécessité! Mais que voulez-vous? Avec tous ses mérites, la politique de Chrysale ne sera jamais très populaire.

L'œuvre de la défunte Chambre manque incontestablement de panache. Elle a esquivé autant qu'elle a pu les grands problèmes, et a rusé avec ceux qu'elle n'a pas réussi à éviter purement et simplement.

Elle a, malgré tout, fait quelques bonnes choses : les universités, les habitations à bon marché, l'instruction contradictoire, la revision des procès criminels (parfaitement!).

Mais elle s'est tenue la plupart du temps dans la plus plate médiocrité, à moins qu'elle ne tombât dans l'incertitude. Elle n'a pas, comme on l'a dit par erreur, accru bien gravement les charges du budget (les augmentations sérieuses ne sont qu'apparentes, par suite de l'incorporation des anciens budgets extraordinaires et comptes spéciaux, et de la cessation des emprunts); mais après avoir successivement repoussé, voté (en principe) et repoussé encore l'impôt sur le revenu, après avoir affirmé sa volonté de faire une réforme fiscale profonde, elle s'est contentée d'un dégrèvement de 25 millions sur l'impôt foncier. Il est vrai qu'elle a imposé aux villes un dégrèvement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, mais cela ne lui coûtait rien. Il est vrai encore qu'elle a invité il y a deux ou trois ans le gouvernement à lui soumettre dans le plus bref délai un projet de monopole de l'alcool. Le gouvernement s'est bien gardé d'en rien faire, et la Chambre d'y revenir. Les marchands de vin ont retrouvé leur belle sérénité, et il n'y a plus aujourd'hui que M. Alglave qui pense encore au monopole!

Dans les questions sociales, la Chambre a voté (le Sénat aussi, je l'avoue) un projet de loi sur les accidents du travail. Une pareille loi est indispensable. Il y avait quatorze ans qu'on en convenait et que les projets faisaient la navette entre les deux assemblées. Ils ne l'ont pas faite assez longtemps; car celui qui a été finalement adopté est si bien conçu qu'il assure une prime aux ouvriers célibataires et fait des ouvriers mariés et pères de famille une menace de ruine pour les patrons qui les emploieront, s'il s'en rencontre encore. C'est une loi à refaire.

Enfin sur les grandes idées qui agitent à tout le moins notre époque, à supposer qu'elles ne doivent pas la transformer, la Chambre n'est pas sortie des solutions un peu élémentaires du sens commun. Elle a déclaré qu'elle n'était ni cléricale, ni persécutrice de la religion; elle a condamné le collectivisme, puis l'antisémitisme, l'antiprotestantisme et généralement toutes « les querelles de race et de religion... » Tout cela est excellent, mais un peu court, un peu simplet. La Chambre s'est révélée féministe; ç'a été sa seule conception originale. Vraiment, elle a manqué de doctrine.

Peut-être lui sera-t-il beaucoup pardonné en raison de son repentir final. La législature — quoi qu'en pense M. de Vogüé, et en dehors de ce qui le touche personnellement, — finit mieux qu'elle n'avait commencé. Nous avons un commencement de stabilité gouvernementale et de discipline des partis. Voilà qui n'est pas négligeable.

Et puis, l'un des bienfaits de cette Chambre a été de contribuer à grandir le prestige du Sénat et des conseils généraux. Je le dis sans paradoxe et sans moquerie. Mais j'y reviendrai.

PAUL SOUDAY.

(*A suivre.*)

LA BATAILLE D'HENNEPONT (1)

Mœurs électorales.

XXIV

M. du Ghez prit sa *France populaire*, tandis que Montpersan déchirait la bande de l'*Éclaireur*.

Il était assez pâle, le journal de M. Cochard. On y soutenait le candidat des Murelles, mais mollement. Ce fut pourtant par cette feuille que Gaspard apprit la nouvelle de son investiture. Une note émanant du comité directeur du Parti national avait recommandé le citoyen Montpersan à tout le collège, et tous les comités d'arrondissement s'étaient empressés d'agréer le lieutenant du Général. On annonçait que le citoyen Montpersan se rendrait successivement dans les divers chefs-lieux de canton pour prendre contact avec les principaux groupes électoraux.

« Ils sont mieux informés que moi de mes intentions », murmura Gaspard.

Il allait replier le journal quand un article de première page, qui lui avait d'abord échappé, lui tomba sous les yeux.

Cet article disait :

On sait que la Chambre est saisie d'un projet de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal. Étant donné l'esprit qui anime les trembleurs de la majorité, personne ne doute que ce retour à l'ancien mode de votation, dirigé contre la popularité du Général, ne soit adopté et mis en vigueur pour les grandes élections d'octobre.

Mais déjà l'on annonce que la loi sera prête dans quelques jours et pourra être promulguée le 14 du mois présent. Voilà ce qui peut s'appeler de la besogne vite bâclée. Un peu de pudeur, messieurs nos gouvernants !

Au surplus, notre correspondant particulier de Paris, dont on connaît la sûreté d'informations, nous donne le secret de cette hâte. Il croit savoir qu'au mépris de toute la tradition législative, la loi nouvelle aurait en quelque sorte un effet rétroactif. En même temps que le texte de loi paraîtrait à l'*Officiel*, un décret antidaté portant annulation du décret du 22 janvier en vertu duquel les électeurs de notre département sont appelés à pourvoir au siège de M. de Ferrioules.

De sorte que nous serions privés jusqu'au mois d'octobre prochain du représentant auquel nous avons droit.

Pas de commentaires.

— Ainsi soit-il ! prononça Gaspard.

— Qu'avez-vous, mon neveu ?

— Lisez, mon oncle.

— Ah ! tant pis ! dit le marquis après avoir lu.

(1) Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars et des 2, 9, 16 et 23 avril.

Le *Petit Progrès* donnait la même information, d'ailleurs transmise par une agence générale, et applaudissait à l'énergie du gouvernement. « Enfin, dans les sphères du pouvoir, on est résolu à se défendre : ce n'est pas trop tôt ! » s'écriait-il. Toutefois, pour lui, la nouvelle méritait confirmation. Peut-être aussi le Sénat, avec ses lenteurs coutumières, empêcherait-il la loi d'être promulguée avant le 17. Il fallait donc continuer la lutte et ne pas s'endormir sur une assurance trompeuse. En conséquence, loin de contremander la réunion publique et contradictoire organisée pour le lendemain à Hennepont, le comité républicain invitait avec énergie les électeurs à y prendre part. L'honorable M. Baizien devait développer son programme. On espérait entendre « le citoyen Montpersan, ci-devant vicomte, expliquer les dessous de la coalition boulangiste et dire enfin d'où vient l'argent ».

Gaspard haussa les épaules.

« C'est bien, pensa-t-il, on ira à votre réunion, monsieur Chivot ! »

Tout à coup il pâlit affreusement.

Il venait de lire dans les faits locaux :

Un de nos abonnés, qui taquine la Muse à ses heures, nous envoie cette fable-express dont la piquante actualité n'échappera à personne :

Un mari candidat, se voyant sans appui,
Se désespérait dans son âme.
Il fut enfin appuyé malgré lui.

Moralité

Cherchez la femme !

— Mon oncle, permettez-moi de m'en retourner tout de suite à Hennepont !

Cela fut dit d'une voix sourde et saccadée.

Le marquis regarda Gaspard :

— Qu'est-ce qui vous prend ?

Ce qui le prenait !... Mais comment s'ouvrir au vieux gentilhomme du soupçon qui venait de s'aiguiser sur une première inquiétude et qui, soudain, lui perçait le cœur ?... Comment se confier à celui qui jugeait si sévèrement les compromissions et les mésalliances ?... Il l'entendait déjà lui déclarer, avec une ironie déconcertante : « Eh bien, quoi ! c'est dans l'ordre. De quelle mésaventure vous étonnez-vous qui ne soit naturelle et que vous n'ayez dû prévoir ? Vous aviez le choix entre les femmes de votre monde, élevées comme votre mère : vous avez préféré donner la garde de votre honneur à une petite beauté bourgeoise, — pis encore, à la fille d'un portefaix. Mon cher, vous n'avez que ce que vous méritez. » Ou bien : « Résignez-vous aux nécessités de la politique. Dans la galère où vous entrez, ce sont là menus accidents. Attendez-vous à vous voir vilipendé, calomnié, traîné dans la boue. Que diable !

vous ne pouvez pas avoir tous les profits de la carrière. Et si cette élection ne se fait point, consolez-vous, Gaspard : sur deux investitures que vous aurez reçues, il vous en restera toujours une! » Ou encore (et de cela le marquis était bien capable) : « A quoi nous servirait-il d'être gentilshommes si notre qualité ne nous mettait pas au-dessus des misères dont s'affectent les petites gens? Nos aïeux l'avaient bien compris. Ils ne s'inquiétaient nullement de la vertu de leurs femmes et ils accrochaient leur honneur à de moins fragiles supports. »

Mais de ces trois façons de prendre la chose, la première était la plus probable et celle que Gaspard redoutait le plus chez son oncle.

En tous cas, il ne pouvait pas compter sur la sympathie du marquis, et, des conseils, il n'avait pas à lui en demander.

Alors mieux valait se taire.

En le voyant sans parole et hagard, le marquis s'émut, prit le journal tombé des mains de son neveu. Mais celui-ci fit un signe comme pour indiquer que la cause de son trouble ne venait pas de là. Gaspard était dans un de ces moments terribles où, sous peine de passer pour fou, il faut avoir l'invention prompte. En cherchant désespérément quelle explication donner au marquis, il répéta :

— Mon oncle, permettez-moi de m'en retourner à Hennepont tout de suite...

Et il prononçait lentement, pour avoir le temps de trouver.

— Il y a là un courrier qui demande à parler à Monsieur le vicomte.

Cette annonce, faite par le valet de chambre, tombait à propos.

— J'y vais! dit Montpersan.

Le courrier venait d'Hennepont. Il apportait une lettre à Gaspard... L'écriture de Cécile!...

Mon chéri aimé, quelle affreuse chose! On dit que l'élection n'aura pas lieu. Maintenant que nous étions sûrs!.. J'en suis malade.

Par surcroît, des méchants essaient de calomnier ta pauvre femme. Reviens vite. Loin de toi, surtout en un pareil moment, les minutes me sont des siècles. Je t'adore.

Montpersan étouffa un cri de joie. Puis il baisa la lettre avec rage devant le messager ébahi.

— Madame m'a dit qu'il y avait une réponse.

— Attendez, fit Gaspard.

Et il songea, maître de lui à présent, remis en équilibre par la secousse en sens inverse.

Quand il eut pris sa décision, il dit à l'homme :

— Retournez tout de suite annoncer à Madame que je rentrerai demain.

Revenu auprès du marquis, il s'excusa, prétendant qu'il s'était souvenu tout à coup d'avoir donné à son secrétaire certains ordres qui, exécutés, l'eussent empêché de tenir ses nouveaux engagements. Par bonheur, il venait de recevoir d'Hennepont l'avis que rien n'était fait encore : on lui demandait un complément d'instructions...

— J'ai répondu de tout suspendre; j'achèverai donc la journée avec vous, conclut Gaspard.

Et ce petit mensonge d'homme à homme pesa plus à sa loyauté que la grosse imposture dont il se fût, sans le marquis, rendu coupable vis-à-vis de cinquante mille citoyens...

— Diantre! vous manquez de sang-froid, dit M. du Ghez; il en faut beaucoup pour légiférer proprement.

. . . .

La seconde nuit de Gaspard au château fut pire que la première.

Depuis l'arrivée du billet de Cécile jusqu'à la fin de la soirée, son pouls avait battu régulièrement. Au déclin du jour et aux chandelles, les natures généreuses sont toujours optimistes. Montpersan eût juré de l'innocence de sa femme. Au lieu de faire l'ignorante, celle qui ne comprend pas, qui attend que le mari interroge et précise, Cécile était la première à lui dénoncer les calomnies portées contre elle. Chère enfant!... Ah! ils ne manquaient pas d'ennemis. Leur bonheur faisait des jaloux, et ce n'était pas dans ces circonstances que les jaloux désarmeraient. On pouvait s'attendre à tout, même à découvrir parmi les instigateurs des pires vilenies certain beau-père peu estimable...

Durant la nuit, au milieu du silence, des fantômes de l'ombre, et dans cette position horizontale si inclémente aux cérébraux qu'un souci agite, la tête de Montpersan travailla. Et ce fut l'indicible tourment des alternatives de confiance et de doute, selon que le malheureux songeait à la folle tendresse ou à la folle ambition de sa femme.

Puis vint le matin, avec ses froides lucidités... Gaspard se revit aux Murelles, se rappela Schœntzler, et son œil faux, et la phrase qui sonnait si mal... Il relut le billet de Cécile. Dans chaque mot il la sentit coupable.

Certes, il l'adorait assez pour lui pardonner une inconséquence légère ; mais devant une trahison, devant une vraie faute, il serait sans pitié.

Il fit atteler de bonne heure.

— Mon neveu, lui dit négligemment le marquis, j'ai lu dans la gazette de M. Chivot un brocard qui me paraît aller à votre adresse.

— Moi aussi, répondit Montpersan d'un air dégagé. N'en ayez cure. Dans les choses de la politique, depuis Louis XV, il y a toujours un cotillon.

Gaspard prit congé de son oncle et partit.

XXV

En arrivant à Hennepont, Gaspard aperçut un grand jeune homme qui, devant la porte d'un armurier, surveillait paternellement l'emballage d'une bicyclette. Il reconnut Valleraugues, alla vers lui.

— J'imagine, dit-il, que c'est à vous, non à mon beau-père, que je suis redevable de l'évolution de l'*Éclaireur* en ma faveur. Je tiens à vous en remercier, Monsieur. Comment mon beau-père a-t-il pu se tromper au point de confier la rédaction en chef de son journal à un homme d'esprit ?...

Valleraugues ne releva pas le compliment. Il était nerveux. Le tic de ses arcades sourcilières, plus fréquent que jamais, faisait miroiter son monocle.

— Ma foi, Monsieur, je viens de chez vous, déclara-t-il. Vous trouverez ma carte. Un peu chatouilleux sur le point d'honneur, je voulais vous prier de ne pas me croire complice dans la farce dont vous êtes victime.

— Quelle farce? demanda Montpersan avec un haut-le-corps.

— Celle que joue le sieur Schœntzler pour son agrément personnel. Ah ! vous pouvez vous vanter d'avoir, dans votre trou de province, un aimable mystificateur !

Valleraugues fit signe aux ouvriers de suspendre momentanément leur délicate opération d'emballage et entraîna Gaspard quelques pas plus loin.

— Je vois que vous ne vous doutez de rien. Je me fais un devoir de vous instruire. Hier soir, votre beau-père, qui ne dérageait pas, a voulu aller aux Murelles. Je l'ai accompagné, dans la crainte de quelque bêtise. Bien m'en a pris, cette visite m'ayant démontré l'inutilité d'une prolongation de séjour dans une ville où je n'ai rien à faire. Nous voilà donc là-bas. M. Cochard débute en épanchant toute l'amertume dont son cœur est plein,

— Osez, osez me dire pourquoi vous avez laissé surgir la candidature de mon gendre sur les ruines de la mienne? Vous le voyez prononçant : sur les ruines de la mienne !...

Alors Schœntzler, avec son sourire de juge d'instruction vicieux :

— Mais, mon cher monsieur Cochard, vous devriez m'en être reconnaissant. Informé avant tout le monde que l'élection du 17 n'aurait pas lieu, je n'ai pas voulu vous user inutilement.

Cochard, qui a perdu toute confiance en son protecteur, croit que celui-ci cherche une défaite ; et il lance un tas d'allusions aux motifs qui auraient, selon lui, déterminé Schœntzler à vous favoriser pardessous main. Finalement...

— Quels motifs ? interrompit Gaspard.

— Ah ! que sais-je ! Des niaiseries. Des ragots de province.

Gaspard n'insista pas.

Valleraugues reprit :

— Finalement, obligé de se justifier, Schœntzler exhibe une lettre *confidentielle* d'un certain cousin attaché au cabinet du ministre. Avis à messieurs les employés du gouvernement qui cultivent le genre confidentiel. Cette lettre disait, en substance : « Vous auriez tort de prendre pour un refus ce qui n'est qu'un ajournement. On vous ajourne parce que l'élection du 17 ne se fera pas. Le décret, préparé dès le jour où il fut question de la nouvelle loi électorale, paraîtra à temps, vous pouvez en être absolument certain. Aux approches d'octobre, quand on aura sérieusement besoin de vous, on vous donnera votre station d'étalons. D'ici là tenez-vous tranquille. » Oh ! très Machiavel, le gouvernement !...

— Et M. Schœntzler ne s'est pas tenu tranquille.

— Non. Plus Machiavel que le gouvernement, il s'est dit qu'avec trop de docilité on n'obtenait rien des pouvoirs publics. Alors, comme un vieux chat qui joue en montrant ses griffes, il a profité de cette occasion pour s'amuser à nos dépens.

— Surtout aux miens, fit Gaspard en se mordant les lèvres.

— C'est mon ávis, répondit Valleraugues. A vous parler sans détours, je n'ai pas trouvé ça d'une propreté bien flamande. Personnellement, j'étais venu ici pour faire une élection, pas du tout pour contribuer aux divertissements que se donne M. Schœntzler. En octobre, que se passera-t-il? Tout dépendra, plus que jamais, de l'humeur de ce virtuose. Or, moi, j'ai plutôt envie de lui flanquer des gifles que de lui confier ma destinée. C'est pourquoi je m'éclipse. Dans trois jours j'aurai fui cette charmante ville où l'on ne sait pas seulement emballer une bicyclette !...

— Sous le rapport des gifles, M. Schœntzler ne perdra rien.

— Je le souhaite. Néanmoins je vous saurai gré de choisir un autre prétexte que celui de ma confidence. Pour le moment, si vous voulez lui être désagréable, vous n'avez qu'à retirer tout de suite votre candidature sans attendre l'apparition du décret. Vous lui couperez son effet.

— Je vous suis obligé, dit Gaspard ; vous me rendez vraiment service.

Ils échangèrent une poignée de main.

— Tenez, fit Valleraugues en désignant des passants qui se dirigeaient, par groupes, vers un grand édifice en planches, de forme circulaire, — tenez, tout Hennepont se rend à la réunion publique organisée par M. Chivot. Voilà pour vous l'occasion de tirer votre pétard.

— Merci encore, répondit Montpersan ; mais, pour le quart d'heure, j'ai autre chose qui presse plus. Si je ne vous revois pas, bon voyage, monsieur Valleraugues.

XXVI

— Messieurs, je voudrais vous faire comprendre toute la grandeur du péril...

— Plus haut ! Plus haut ! criait la foule.

— ... Messieurs, reprenait le père Baizien, je voudrais que ma faible voix fût entendue par toute la France.

Hélas ! on ne l'entendait même pas dans l'enceinte où il parlait, faisant à soixante-dix ans ses débuts d'orateur, debout sur l'avant d'une estrade où il dominait une mer de têtes et où il se voyait comme le pilote d'un bateau qui portait l'honneur de la République.

... Chivot ayant jugé trop petite la salle du théâtre, on avait loué le cirque ; et comme, à ce moment-là, le cirque se trouvait occupé pour toute la durée de la foire par l'excellente troupe Corvinelli, il avait fallu s'entendre avec MM. Corvinelli frères. Patriotiquement, bien qu'Italiens, les frères Corvinelli, pour une très modeste indemnité, avaient consenti à céder leurs arènes entre la répétition et la représentation, c'est-à-dire de quatre à huit heures, y compris le temps d'approprier la salle, puis de la remettre en état pour le premier numéro (entrée de clowns).

— Nous avons oune programme très sarzé, il nous faut commencer à ouit heures précises, avait dit l'aîné des Corvinelli.

Grâce à l'activité de Chivot, l'installation s'était faite rondement et, dès cinq heures et demie, trois mille électeurs se pressaient sur les gradins, sur la piste recouverte d'un plancher mobile, dans la loge des musiciens, dans les vomitoires, dans les couloirs... L'estrade, fort élevée, dressait son appareil de planches et de cotonnade rouge contre le passage des artistes. Sur les tréteaux, tout à fait en avant, une petite table avec un verre d'eau sucrée servait de tribune pour les orateurs ; au milieu, siégeait le « bureau » ; derrière, les membres du comité occupaient un demi-cercle de fauteuils.

On avait entendu successivement un interminable discours de Chivot et un speech du président de la Libre Pensée. Puis, les boulangistes, jusqu'alors assez tranquilles dans l'attente de Montpersan, avaient éprouvé une déception vraiment rare. Six heures, et leur candidat n'était pas encore venu ! Décidément il ne viendrait pas...

— Citoyens, déclara Chivot, je constate que l'homme du boulangisme, après nous avoir porté un défi, se dérobe piteusement. S'il est dans la salle, qu'il se lève donc et qu'il monte à cette tribune !

— Bravo ! clamèrent les partisans.

Et des réflexions se croisèrent :

— Il n'osera pas !

— Il se cache !

— On l'a égaré ; honnête récompense à celui qui le trouvera !

— On le couche à cinq heures !

— Il a perdu son feutre !...

Et les rires secouaient les frises.

Alors les boulangistes (le parti avait fini par se dessiner dans la ville et faisait feu d'une passion toute neuve) comprirent la nécessité de couvrir la retraite de Montpersan en empêchant ses adversaires de parler. Le président ayant donné la parole à Baizien, un boucan systématique couvrit la voix du vieillard. Cruauté inutile ! Bientôt les tapageurs eux-mêmes s'en aperçurent ; et maintenant, changeant de méthode, ils accablaient l'orateur sous l'ironie de cette apostrophe ininterrompue :

— Plus haut ! plus haut !

— Taisez-vous donc ! C'est indécent ! criaient les autres, ajoutant au bruit.

Les autres, c'étaient ceux que Chivot avait stylés en prévision du discours de Montpersan. Par ses soins, chacun se trouvait nanti d'un sifflet à roulette, et il était bien convenu qu'on donnerait de cet instrument tout le temps que le candidat boulangiste parlerait.

Le président engagea l'assemblée à ménager les forces de M. Baizien.

Pour appuyer l'invitation du président, Baizien eut un geste plus éloquent que tout, un geste de prière digne qui toucha l'auditoire. Le silence se fit, soudain, profond, intimidant. Et longtemps l'orateur demeura muet, un abîme dans la mémoire...

Pauvre Baizien ! Lui qui avait si laborieusement préparé sa harangue !... Deux nuits passées au travail. Deux nuits qui, s'ajoutant à toutes les fatigues de cette dure semaine, l'avaient épuisé, fourbu...

Et certes, elle ne manquait ni de solidité, ni de chaleur, la harangue du père Baizien ! Elle avait jailli lentement, mais émue et vibrante, comme une eau de source chaude, du foyer de sa conviction. Ensuite, il l'avait apprise par cœur, sachant qu'un discours lu a moins d'action sur le public. Malheureusement, sa mémoire le trahissait.

La peur le prit. Il s'affola à la pensée que la cause sacrée dont on lui avait confié le drapeau allait être compromise par sa défaillance. Il fit sur lui-même un terrible effort ; mais il ne put que constater l'irrémédiable déroute de la faculté nécessaire. Comme un capitaine abandonné en pleine bataille par de lâches soldats, il vit se disperser dans la poussière de l'horizon ses arguments blêmes de panique, ses

phrases éperdues. Et il se trouva seul, tout seul, dans une nuit d'idées, avec cette sensation instinctive qu'il fallait parler quand même, tenir bon, rester au poste... Alors, il improvisa.

Mais peu à peu le tremblement fébrile de ses mains gagna sa langue, tandis qu'une pesanteur bourdonnante s'abattait sur ses tempes et sur sa poitrine.

Il lutta.

Cependant il sentait s'opérer dans son cerveau comme une désagrégation d'éléments. Au fur et à mesure qu'il parlait, toutes ses forces pensantes s'en allaient rejoindre la débâcle de sa mémoire ; et il lui semblait que le son de ses propres paroles venait de très loin...

Débitée d'un ton d'agonie, l'improvisation de Baizien prit bientôt la tournure d'un radotage politique. On croyait assister à l'étrange et lamentable phénomène d'une vieillesse encore virile tombant tout à coup en enfance. On se regardait consterné. De bonnes âmes murmuraient un charitable : « Assez ! » Mais, à certains passages, quand la faible voix bégayait, dans le silence de pitié qu'on faisait autour d'elle, un couplet bizarre et inattendu, écho suranné de quelque palabre phalanstérienne traînant comme une épave dans le naufrage intellectuel du vieillard, alors c'était plus fort que soi, l'on étouffait des rires sous les mouchoirs. Parmi les membres du comité régnait un profond malaise.

— Il te faudra repêcher le pauvre vieux, glissa Baduel à Chivot.

Soudain un mouvement se fit dans le premier rang du parquet et des rires éclatèrent. Par une fente des draperies, en bas de l'estrade, une tête d'âne, invisible pour ceux qui étaient dessus, venait de passer...

C'était Jacquot, l'âne savant. La salle entière le reconnut.

Sorti de son box, il s'était engagé sous les tréteaux, et il avait trouvé cette fenêtre où se satisfaisait sa curiosité paisible et hypocrite. La tête remuait, à droite, à gauche, secouant de longues oreilles, roulant des yeux sournois.

Une moitié de l'auditoire faisait à l'autre signe de se taire, mais vainement. Les rires fusaient de partout. Sur l'estrade on commençait à perdre contenance. Baizien luttait toujours.

Ces rires, il ne les entendait pas... Maintenant, d'une langue pâteuse, il parlait de l'indemnité Pritchard, du procès Teste et Cubières, d'un tas de choses d'autrefois qui n'avaient aucun rapport avec les préoccupations du jour. Il parlait, parlait, entraîné comme par une chute dans le lointain de ses souvenirs, et de plus en plus s'embrouillait, cependant qu'il sentait sa tête se prendre et qu'un nuage, épaissi sur ses yeux, lui cachait la vue de la salle.

— On dirait qu'il va tomber, remarqua Chivot avec inquiétude.

A ce moment, la tête de Jacquot se tendit et se mit à braire.

La tempête se déchaîna, universelle, formidable, folle. Jacquot eut cent imitateurs dans le comice électoral où le peuple tenait ses assises. On trépigna, on se tordit, on se renversa les uns sur les autres. Au milieu des convulsions et du tintamarre, à peine s'aperçut-on que Baizien avait disparu de l'estrade, enlevé par dix bras... On pensa qu'il s'était dérobé au triomphe dont son étrange interrupteur venait de donner le signal.

. . . .

Non, il ne s'était pas dérobé, le père Baizien. La mort l'avait frappé sur la brèche, dans le suprême effort de son dévouement à l'idée de toute sa vie. Il tombait, humble martyr, pour sa foi ; marionnette héroïque, pour l'ambition d'autrui.

L'apoplexie l'avait foudroyé.

On le déposa sur une litière fraîche, dans un box, parmi les bonnes bêtes de l'établissement Corvinelli ; et l'on alla quérir un médecin.

Sans mouvement, les yeux clos, la face violette, il respirait encore.

— Flambé, ton candidat ! déclara Baduel à Chivot. Que va-t-on faire ?...

Une vingtaine d'électeurs proches de l'estrade, l'élite de l'avant-garde radicale, s'étaient rués dans l'écurie. Pendant que Mme Corvinelli et ses deux filles, écuyères, prodiguaient leurs soins au vieillard, le débraillaient, lui frottaient les tempes avec du vinaigre, lui mettaient des sels sous le nez, l'élite tint conseil.

C'était un désastre, mais réparable. Aussitôt après la réunion on se mettrait en quête d'un nouveau candidat pour le cas où Baizien viendrait à succomber. Mais il ne fallait pas laisser une assemblée de trois mille électeurs sous l'impression d'une séance aussi mauvaise. L'homélie de Baizien, sa politique antédiluvienne, l'intervention de Jacquot avaient produit un effet déplorable. Le boulangisme gagnerait mille voix de plus dans cette aventure. On supplia Chivot de sauver la situation. Et Chivot consentit. Malgré sa fatigue, il se dévouerait...

L'instant d'après, le président annonçait à l'auditoire épuisé de rire que l'honorable M. Baizien venait d'être atteint d'une indisposition passagère. Il n'y avait pas lieu de concevoir la moindre inquiétude sur la santé du vaillant lutteur que la démocratie hennepontine espérait conserver longtemps encore à sa tête. Et il conclut :

— Je donne la parole à M. Chivot.

Un murmure de protestations, précurseur de nouveaux vacarmes, accueillit cette annonce. On trouva généralement que Chivot abusait.

... Toute l'élite ayant regagné son poste, il ne restait plus auprès du moribond que la famille Corvinelli et deux clowns (ceux de la première entrée), déjà habillés pour leurs exercices.

Les progrès de la congestion s'accusaient par une enflure de minute en minute plus hideuse. On ne voyait guère que deux petits traits marqués comme avec l'ongle à la place où étaient les bons yeux du père Baizien.

— Ze crois, dit Mme Corvinelli, qu'il va rendre son âme à Notre-Seigneur Zézous-Christ.

— *Aoh! yes!* approuva l'un des clowns.

De la salle venait l'écho d'un hourvari dont la voix de Chivot, aigre, déjà très montée, dominait l'accompagnement. Et c'étaient seulement des mots, des lambeaux de phrases :

— ... Dans une grande démocratie... véritables bases... nos forces vives... agitations stériles...

Quand le médecin arriva, Baizien râlait.

— Il est perdu. Je vais tout de même tenter une saignée...

Et le médecin se mit à l'œuvre, avec l'aide des braves pitres témoins de cette mort, cependant que Chivot hurlait :

— ... Alliances inavouables... argent honteux... les fils de ceux qui ramenèrent... fourgons de l'étranger...

Et chaque fois qu'on l'entendait il semblait avoir monté d'une octave.

Enfin la voix se tut et le murmure s'apaisa. M. Corvinelli, voyant qu'on s'oubliait, sept heures déjà sonnées, était allé parler à l'oreille du président, et celui-ci venait de lever la séance avec un mot charmant :

— Citoyens, on me rappelle que nous devons restituer cette enceinte à des jeux moins aûstères : après le devoir, le plaisir!

Tandis que la foule s'écoulait par plusieurs issues et que des ouvriers démontaient l'estrade, Baizien continuait d'agoniser.

La saignée, les sinapismes, n'avaient fait que retarder d'une heure ou deux l'inévitable dénouement.

Chivot, Baduel, quelques autres, — parmi lesquels Brunoy, très affecté, car il aimait bien son vieux rédacteur en chef, — étant revenus auprès du moribond, le médecin les écarta.

— On pourrait le transporter chez lui, dit Brunoy. Est-ce qu'on va le laisser mourir comme ça, dans une écurie de cirque?...

— Préférez-vous qu'il meure dans la rue? fit le médecin.

Mais, Brunoy insistant, on débattait assez vivement la question, quand tout à coup apparut un prêtre en surplis, suivi d'un enfant de chœur. C'était Mme Corvinelli, bonne catholique, qui l'avait envoyé chercher.

A cette vue, Chivot et les libres penseurs qui l'entouraient s'indignèrent. Qu'était-ce que cette comédie infâme? De quel droit imposait-on au père Baizien, membre d'honneur du cercle de la Libre Pensée, les mômeries de l'Église? Il serait le premier, s'il avait sa connaissance...

— Je vous demande pardon, interrompit Brunoy. Membre d'honneur de votre cercle, il le fut malgré lui. Je connais mieux que vous les sentiments du père Baizien. Je ne sais pas s'il croyait beaucoup, mais toujours il m'a déclaré qu'il n'empêcherait pas le prêtre de venir à son lit de mort.

L'affirmation de Brunoy jeta un froid sur la pitié du groupe. Chivot et ses compagnons se demandèrent s'ils pouvaient décemment rester... Quand ils virent Mme Corvinelli et ses filles se mettre à genoux, et les clowns, en signe de respect, ôter leurs perruques, ils s'en allèrent, incapables de se maîtriser plus longtemps...

JEAN CAROL.

(*A suivre.*)

NOTES D'ART

Gustave Moreau.

Il convient de rendre un suprême hommage au rare et grand artiste qui vient de disparaître — et quand je dis : suprême hommage, c'est qu'il s'agit de paroles prononcées sur une tombe à peine fermée. L'avenir assurément en réserve d'autres à sa mémoire, son nom étant de ceux qui ne peuvent que grandir avec le temps, comme son œuvre qui se manifestera plus tard à nous dans son intégrale et expressive signification.

Ce peintre qui, depuis vingt années, vivait à l'écart des expositions, les considérant à juste titre comme lieu de trop malsaine promiscuité, enfermé dans une solitude dédaigneuse, tout entier à ses rêves et aux exigences d'un impérieux idéal, n'aura point, tout compte fait et quand le recul permettra d'embrasser son effort d'un jugement définitif, choisi la plus mauvaise part. Alors on sera contraint, j'en suis sûr, de reconnaître qu'il sut remplir sa destinée. Parce qu'il eut le dédain des besognes et des succès faciles, de toute cette basse réclame qui peut bien quelque temps en imposer à un public mal averti, mais demeure impuissante en somme à consacrer définitivement les réputations équivoques; parce que, conséquent avec lui-même et avec les doctrines qui lui tenaient le plus au cœur, il voulut cacher le grand effort de son labeur d'artiste mûr, pour laisser à l'avenir le soin de le produire en son intégralité, il n'en reste pas moins que la figure qui disparaît au-

jourd'hui compte parmi les plus hautes et les plus rares de ce temps, non seulement pour la beauté des œuvres que ses admirateurs peuvent étudier dans les collections particulières, mais encore pour l'exceptionnelle tenue d'une existence ordonnée tout entière en vue d'un idéal unique.

Gustave Moreau pousuivit un double rêve : l'un, qui s'imposa à lui dès la première heure où il prit conscience de sa vraie vocation et commanda sa vie, jusqu'à son dernier soupir, on peut bien le dire, — puisque la veille de sa mort il retouchait encore une de ses œuvres préférées; l'autre, qui naquit en lui plus tard, au temps de la pleine maturité et de la vieillesse commençante, quand le suffrage unanime des vrais artistes l'appela à l'honneur d'un enseignement public et l'imposa comme successeur du peintre Delaunay. Au premier nous sommes redevables de cette peinture complexe et raffinée dans laquelle il condensa en formules expressives un symbolisme toujours clair et d'inspiration essentiellement latine. Convaincu, à l'exemple d'autres grands artistes de ce temps, Alfred de Vigny, Leconte de Lisle et Gustave Flaubert, que les plus hautes et les plus vivaces des émotions humaines, celles qui sont à vrai dire éternelles, peuvent, sous le pinceau du peintre comme sous la plume du poète, trouver un rajeunissement nouveau, une signification toute moderne dans la traduction plastique des mythes anciens, il s'en tint rigoureusement à cette forme d'art : il y dépensa le meilleur de lui-même.

Jusqu'à quel point il y réussit, ceux-là peuvent le dire qui visitèrent ses œuvres dans les collections particulières (1). La noblesse et la fierté de ses figures allégoriques, la hauteur et l'intensité d'expression qu'elles revêtent, la magnificence et la rareté du décor au centre duquel elles se meuvent, surtout, oui, par-dessus toutes choses, l'intime et troublante compréhension de l'âme féminine qu'elles décèlent, de cette âme féminine toujours identique à travers les âges : tel est le sens de son magistral effort. J'observerai seulement qu'il n'y a pas toujours équivalence entre la portée de sa conception première et l'exécution définitive à laquelle ce maître aboutit : c'est dire que j'attache souvent plus de valeur à telle de ses aquarelles, véritable bijou d'une exécution accomplie, qu'à certaines peintures beaucoup plus ambitieuses, mais de réalisation moins heureuse. L'avenir nous fixera définitivement sur ce point. Quand ses dernières volontés auront été exécutées, quand le musée en vue duquel il organisait son hôtel sera ouvert au public avec les deux cents peintures et les mille dessins qu'il doit contenir, alors seulement nous aurons une vue d'ensemble de son œuvre et pourrons dire avec certitude lequel des deux fut le plus éminent, l'aquarelliste ou le peintre.

J'ai parlé d'un autre rêve qui fut celui de sa maturité. Formé à la discipline des maîtres italiens qu'il avait étudiés et chéris par-dessus tous les autres, à raison d'une conformité de nature qui d'instinct l'orientait vers eux, Gustave Moreau nourrit sans doute, aux premiers temps de son enseignement public, cet espoir de créer et de développer une sorte de lien traditionnel entre les jeunes esprits qui se confiaient à sa direction. « Il faut toujours en rabattre de nos rêves », a dit un délicieux écrivain ; et j'imagine qu'en ces dernières années le peintre se trouva pleinement désabusé. Cette lumineuse intelligence, douée d'esprit critique au plus haut degré, et qui savait embrasser les points de vue les plus divers, pénétra la réalité. Une *École*, au sens où on l'entendait autrefois, c'est-à-dire comme un ensemble lié de traditions d'art, paraît bien chose impossible aujourd'hui : la forte poussée d'individualisme qui est la note dominante de cette fin de siècle, contre laquelle on se révolte si inutilement — car il faut bien l'accepter, quoi qu'on en pense — suffirait à justifier cette impossibilité. Et de fait quelques jeunes peintres, pleins de talent et d'avenir, sont sortis de l'atelier de Gustave Moreau ; mais le trait qui les distingue, c'est de ne présenter entre eux aucun lien traditionnel. La seule chose que leur éducateur ait pu leur transmettre — vous me direz que ce n'est point négligeable et qu'assurément ils ne l'eussent appris nulle autre part — c'est l'enseignement toujours vivant des maîtres disparus, c'est aussi le respect et l'amour d'un art qu'il pratiqua lui-même avec tant de noblesse, et dont il laisse un des plus hauts exemples que je sache à notre époque.

Paul Flat.

UNE HISTOIRE
DE LA PRUSSE CONTEMPORAINE
d'après M. G. Cavaignac.

Après les désastres de 1806, après l'écrasement d'Iéna et de Tilsitt, quand Napoléon « n'avait qu'à siffler pour que la Prusse n'existât plus », comment la Prusse s'est-elle relevée ? Comment a-t-elle pu préparer en sept années la revanche de 1813 ? — C'est une question que les historiens allemands, et les plus grands, les Ranke, les Droysen, les Pertz, les Treitschke, etc., ont tournée et retournée en tous sens, et que chez nous après 1870 l'on aurait dû, semble-t-il,

(1) Citons, entre autres collections, celles de M. Charles Hayem, de M. Antony Roux, de M. Baillehache, de M. Goldschmidt, de M. Mante, de Mme de Greffulhe.

examiner avec le plus de douloureuse curiosité. Nul travail cependant n'a été fait sur ce point. Dans ses livres et dans ses leçons restées inédites, au très grand regret de ceux qui les suivirent, M. Lavisse, parti des origines de l'État prussien, s'est arrêté à l'avènement de Frédéric II. Ceux de ses élèves que tentèrent les mêmes études s'en sont tenus à des points d'histoire des XVIIe et XVIIIe siècles. Le sujet était donc tout neuf pour les innombrables Français ignorants des écrivains allemands, quand M. Godefroy Cavaignac entreprit ses études sur la *Formation de la Prusse contemporaine*. Les deux volumes aujourd'hui publiés mènent le lecteur jusqu'au milieu de la campagne de 1813, au cœur du drame, aux jours qui précèdent Dresde et Leipzig. Le premier volume, paru en 1891, couronné par l'Académie, vient de paraître en deuxième édition. Le second est d'hier, et lui prédire la fortune de son aîné, c'est n'être pas grand prophète. A une époque où les bons livres d'histoire sont plus nombreux que jamais, cet ouvrage-ci peut compter parmi les meilleurs. Certaines des critiques qu'on lui peut adresser, sont en réalité bien près d'être des éloges. Par exemple, on a quelque peine à regretter l'excès de conscience qui porta l'auteur à multiplier les références; et cependant elles tirent trop souvent l'attention au bas des pages, pour des détails d'importance secondaire. On a moins de scrupule à lui reprocher la volonté certaine, le dessein visible d'écarter les anecdotes, les mots typiques, les citations pittoresques, tous et toutes rejetés hors du texte et comme cachés dans les notes et les appendices. On mettrait difficilement moins de coquetterie à faire valoir les richesses recueillies par un long labeur, de patientes recherches dans nos archives et des lectures si nombreuses qu'elles représentent, je crois bien, une petite bibliothèque. L'œuvre est rigoureuse et sévère comme celle d'un philosophe ou d'un mathématicien. Mais, d'autre part, elle est si claire, on la sent si fortement, si scrupuleusement composée, la pensée est si ferme et pénétrante, qu'elle vous prend très vite, et que le livre ouvert on le quitte à regret et pour le reprendre au plus tôt.

* *

L'œuvre qu'avaient à accomplir les hommes d'État prussiens après 1806 et 1807 était immense. Il n'y avait pas simplement des blessures à panser, des désastres à réparer, un pays à relever : il y avait la Prusse à refaire et, selon le mot de Hardenberg, une « régénération » à opérer.

1806 n'avait pas été seulement un écroulement matériel, la ruine d'une armée tenue presque pour invincible, ç'avait été surtout, désastre bien autrement terrible, un abandon de toutes les volontés, un anéantissement de toutes les énergies, un complet écroulement moral, la décomposition foudroyante d'un pays tombant à rien. Selon la très frappante expression de M. Cavaignac, dans la défaite, « chacun sembla rivaliser de soumission et de faiblesse ». L'exemple vint de ceux mêmes à qui la direction de la Prusse incombait : « Nous devrions non pas demander, mais mendier la paix », écrit un conseiller intime. Et le roi a mendié la paix, encore tout chaud de la bataille, au lendemain même de sa déroute, le 15 octobre, dans une lettre où pour débuter il exalte « l'éclat des vertus de Sa Majesté Impériale ». Après Auerstaedt, Frédéric-Guillaume avait perdu tout, et l'honneur. Quand le souverain donne un pareil exemple, comment s'étonner que ses ministres — sept de ses ministres — et ses fonctionnaires aient pu prêter à Napoléon, et signer — la pièce est dans nos archives — le serment du 9 novembre 1806 : « Je jure d'exercer avec la plus grande loyauté le pouvoir qui m'est confié par Sa Majesté l'Empereur des Français... de contribuer de toutes mes forces à l'exécution des mesures qui me seront prescrites pour le service de l'armée française et de n'entretenir ni correspondance ni communication aucune avec les *ennemis de celle-ci*. Que Dieu me soit en aide! » Les ennemis, c'étaient les débris de l'armée prussienne en retraite avec le roi de Prusse vers Kœnigsberg et l'armée russe. L'aide de Dieu n'était pas superflue vraiment pour donner le courage de tenir pareil serment.

La Prusse n'était pas au bout de ses humiliations et de ses souffrances. Napoléon abusa odieusement de la victoire, et la paix de Tilsitt ne fut pour les vaincus qu'une espérance de paix, la plus trompeuse des espérances. Ce n'était pas assez que la Prusse eût été réduite de moitié : sur les quatre millions de sujets que l'Empereur, « par égard pour Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies », avait laissés à Frédéric-Guillaume, trois millions devaient pendant longtemps rester sous la domination effective de Napoléon. Celui-ci gardait en main toute l'administration, interdisait la publication des ordonnances royales, les rapports des fonctionnaires avec leur souverain. Il percevait et gardait les revenus de l'impôt, n'en réclamait pas moins le paiement d'une indemnité de guerre, dont le chiffre demeurait toujours dans le vague, et procédait en outre à de continuelles réquisitions en nature. Sur certains points, la famine menaçait; il restait une tête de bétail sur vingt, un cheval sur cinquante. Les serviteurs mêmes de l'Empereur en arrivaient à s'émouvoir : « Sans avoir envie de m'apitoyer hors de propos, écrivait Clarke, je dois dire que la misère est telle, que les suicides se multiplient d'une manière effrayante dans la classe moyenne de la société. » La Prusse n'avait qu'une ombre d'existence, un souffle à peine, et l'on n'avait même pas la certitude que l'Empereur res-

pectât longtemps cette apparence de vie. « Son sort, disait brutalement Daru, dépend des combinaisons de la politique générale de l'Europe. »

Ces faits sont tristes et douloureux à relever : il est cependant nécessaire de les dire. Ils n'excusent pas, mais ils expliquent les longues haines et les implacables représailles. Il faut les méditer et méditer aussi leurs conséquences, y chercher une leçon pour le jour des victoires espérées, des raisons de se fortifier dans les idées de justice, dans le respect du droit et des hommes.

Il s'est produit pour la Prusse, sous l'oppression impériale, le même phénomène qui s'était produit pour la France pendant la guerre de Cent ans. La douleur trempe les nations comme les hommes. Dans l'excès de la souffrance, la Prusse acheva de prendre la claire conscience d'elle-même ; son patriotisme naquit de la haine de l'étranger. Notez que depuis longtemps le patriotisme avait pris chez nous un caractère plus élevé, qu'il y était fait avant tout de l'attachement aux communs souvenirs, et depuis 1789 de l'attachement passionné aux libertés nouvellement conquises. L'amour de la patrie, surtout pendant les premières guerres de la Révolution, n'était pas exclusif d'un sentiment plus large, l'amour un peu vague sans doute, mais très réel de l'humanité. En même temps qu'il défendait la terre sacrée des ancêtres, le volontaire servait aussi des idées universelles ; le soldat se doublait d'un apôtre, et les Allemands eux-mêmes, si nous en croyons Gœthe, le saluaient comme le missionnaire de la liberté. Chez les Prussiens de 1813, il n'y eut rien que la haine de l'oppresseur, le désir de secouer le joug, l'âpre passion de la vengeance. Ces trois sentiments tenaient toute l'âme prussienne et furent les ressorts de ses actions.

Les désastres eurent cet autre résultat qu'ils amenèrent certains esprits à en chercher l'origine, et à trouver avec Hardenberg « la cause de la ruine dans des vices d'organisation intérieure ». L'effet fut la réalisation de réformes nombreuses qui ont modifié les conditions d'existence de la Prusse, sans la bouleverser aussi profondément qu'il est d'usage de le dire.

Dans leur œuvre de transformation quelles idées guidèrent les réformateurs, les Stein, les Hardenberg, les Schön, les Scharnhorst, les Gneisenau ? A tous il a paru que la réforme primordiale devait être la réforme sociale, qu'il fallait d'abord émanciper le paysan toujours soumis à la servitude personnelle et héréditaire. Pour réclamer cet affranchissement, quelques-uns, Schön par exemple et Hardenberg, s'inspirent du respect de l'humanité et des principes philosophiques de notre XVIIIe siècle. Schön a l'idée « des droits inaliénables de l'homme ». Il va répétant volontiers le mot de son maître, Kant, « qu'il sentait son être frissonner toutes les fois qu'il songeait au servage ». Ce sont des idées françaises, il le reconnaît et se vante d'avoir été le seul en Allemagne à les professer, avant la catastrophe. Hardenberg parle de « l'asservissement de l'humanité ». Mais déjà chez ce dernier la foi pure aux droits inaliénables de l'homme n'est plus le seul mobile de ses actes. Ce n'est plus la seule beauté de l'idée qui l'inspire. S'il est partisan des réformes, c'est que « la force de ces principes — ceux de la Révolution — est telle... ils sont si généralement reconnus et répandus, que l'État qui refusera de les accepter sera condamné à les subir ou à périr ». Sans doute, il est persuadé que théoriquement il est d'éternelle justice que les hommes soient libres et égaux en droits. Mais en outre il a constaté quelle force prodigieuse la nation française doit à l'application de ce principe : sans les victoires de la Révolution, peut-être eût-il été moins convaincu de son excellence et de sa vérité.

Chez les autres, en particulier chez les réformateurs de l'armée, c'est uniquement la valeur pratique, je dirais presque la valeur militaire des principes révolutionnaires, démontrée par nos succès, qui les conduisit à vouloir leur application en Prusse. Ils ont compris que la France de la Révolution ne pouvait être vaincue que par la Révolution, et que les États monarchiques pour en triompher devraient déchaîner chez eux, contre elle, les mêmes forces qu'elle avait déchaînées chez elle contre eux. C'est ainsi qu'officiers et nobles à privilèges devinrent en grand nombre cependant pour des raisons militaires les partisans les plus déterminés de la réforme sociale et de l'émancipation du serf paysan. « Que voulez-vous faire, écrit après la déroute d'Iéna un officier prussien, avec des paysans menés au feu par des nobles dont ils partagent les dangers sans jamais partager ni leurs passions, ni leurs récompenses. » Ces paysans qui n'ont rien à gagner ni rien à perdre dans l'état social de la Prusse en 1806, ce sont des forces qui sommeillent. L'idée qu'il faut éveiller ces forces, « *die Idee des Erweckens des Schlafenden* », on la trouve chez Altenstein, chez Stein, chez Scharnhorst : « il faut détruire les anciennes formes, briser les liens des préjugés ». Mais l'homme chez lequel on saisit le mieux l'influence des idées révolutionnaires, les raisons qui les lui firent adopter, l'esprit dans lequel il les voulait appliquer, c'est Gneisenau. Près de trois mois avant la signature de l'édit d'émancipation des serfs, au moment de la paix de Tilsitt, il écrit en juillet 1807 :

« La Révolution a éveillé toutes les forces sociales et assuré à chacune un cercle d'action approprié. Quel trésor de force latente inutilisée gît dans le sein des nations ! Dans l'âme de milliers et de milliers

d'hommes demeure un génie dont les circonstances extérieures dépriment et arrêtent l'essor... La Révolution a mis en œuvre la force nationale tout entière du peuple français, et, si les États européens veulent rétablir les anciens rapports des nations entre elles et l'équilibre qui en résultait, il faut qu'ils puisent aux mêmes sources. » La Révolution a fourni à la France un instrument de guerre d'une puissance inconnue jusqu'alors, il faut en imitant ce qu'a fait la France doter la Prusse d'un instrument pareil : voilà le très simple et très juste raisonnement des réformateurs militaires.

L'on émancipe les serfs, malgré les protestations de la noblesse ; malgré les protestations des officiers l'on modifie leur mode de recrutement : ils ne sont plus nommés qu'au concours, et le concours est ouvert à tout citoyen, roturier ou noble. Il n'a pas fallu moins d'un an pour décider le roi à sanctionner cette mesure. Mais les réformateurs veulent plus que ces transformations de détail. Ils voudraient identifier la nation et l'armée, obtenir que l'armée ne soit que la nation en armes. Les réformateurs se heurtent ici à une résistance presque universelle.

Sans doute, le principe de l'obligation générale du service était inscrit dans la loi prussienne depuis Frédéric-Guillaume Ier. Mais dans la pratique les exemptions étaient devenues si nombreuses que l'armée se recrutait seulement dans le prolétariat urbain et agricole. La discipline sauvage à laquelle elle était soumise l'avait déconsidérée dans l'opinion. Kant proclamait « indigne de tout intérêt l'homme qui pouvait se plier sans résistance au métier de soldat ». La majorité des Prussiens éprouvaient la plus vive répulsion pour l'armée. — Notez que les mêmes sentiments existaient chez nous avant 1789. — Oubliant que le service obligatoire était d'origine prussienne, on affectait d'y voir une copie de notre conscription. Or la conscription, disait Niebuhr, était « une idée anti-civilisatrice de capitaines incultes », « le tombeau de la civilisation, des sciences, de la liberté, de tout ce qui fait la joie de l'homme ». Les réformateurs ne peuvent obtenir gain de cause.

Mais les intrigues de la « cabale » qui circonvient le roi, l'inertie de ce dernier, « une volonté désemparée », l'opposition des privilégiés nobles et bourgeois qui se sont jusqu'alors dérobés au service, ne sauraient décourager les réformateurs. Ils gardent une foi vivace en la vertu des principes révolutionnaires, et reviennent obstinément à la charge. En 1811, à la veille de la campagne de Russie, quelques-uns, en prévision d'un échec de Napoléon, voudraient que la Prusse fût prête à saisir l'occasion de la vengeance. Gneisenau rédige « un plan pour la préparation d'une insurrection populaire ». Il s'agit d'organiser une sorte de milice qui n'agirait pas hors de sa province d'origine, qui choisirait elle-même ses officiers, dans laquelle chaque village élirait son chef. « C'est exactement ainsi que les choses se sont passées en Vendée », dit Clausewitz. C'est de la poésie, répond le roi ; on ne peut à son avis combattre utilement qu'avec l'armée permanente. Gneisenau insiste : « Ce serait un culte ridicule pour le sabre, la cartouchière, et la basse tactique de n'admettre pas que l'insurrection nationale n'écraserait pas l'ennemi sous ses masses décuplées. » En 1813, Scharnhorst dira de même : « Il serait dangereux de ne confier la défense du roi et de l'indépendance nationale qu'aux armées permanentes. » Ces idées naturellement indignent les conservateurs ; les patriotes et les réformateurs, en 1813, leur apparaissent comme les héritiers directs des révolutionnaires français, de purs Jacobins. L'ambassadeur d'Autriche, Zichy, dans une lettre à Metternich les qualifie « d'adversaires de tout ordre monarchique ». D'après Wittgenstein, ils forment « un parti qui vient bouleverser l'ordre social ». Napoléon, dans le *Moniteur* du 15 mai 1813, ne parle pas un autre langage : « Ce fameux Stein est l'objet du mépris de tous les honnêtes gens. Il voulait révolter la canaille contre les propriétaires. » Qu'aurait-on dit si l'on eût alors connu une lettre qu'écrivait Stein, en 1811 : « Le comité de Salut Public est odieux ; mais il n'en mérite pas moins d'être admiré et pris comme exemple par l'énergie qu'il a mise à développer les forces de la nation. »

Quand éclata la crise décisive de 1813, bien que l'armée permanente eût été quelque peu transformée, elle était encore numériquement trop faible, par suite des résistances et de la mollesse royale, pour que la Prusse pût jouer un rôle important. Ce fut en somme presque au dernier moment, par des moyens révolutionnaires, par une sorte d'improvisation, complètement en dehors de l'action et de la volonté du souverain, grâce à l'audacieuse initiative des patriotes, qu'elle acquit les forces qui lui manquaient. L'organisation de la Landwehr qui permet de porter de 35 000 à 159 000 hommes l'effectif des armées d'opération, est due à deux hommes sans mandat, Stein, renvoyé en 1808 sur l'ordre de Napoléon, rentré dans la province de Prusse, avec les armées russes, et York, que son roi venait de destituer pour avoir abandonné Macdonald et traité avec Alexandre. Quand ils firent voter par les États de la province la création d'un premier corps de Landwehr, ils étaient parfaitement conscients de l'irrégularité, de l'illégalité de leur conduite, ei de l'usurpation commise sur l'autorité du roi. « Mais, écrivait York, il y a des moments où les nations comme les individus ne peuvent espérer le salut qu'en sortant des voies ordinaires. » Les États de Frédéric-Guillaume traver-

saient une de ces crises. Le roi n'agit pas plus de lui-même qu'il n'avait agi jusqu'alors : il subit une fois de plus, et toujours de mauvaise grâce, l'impulsion d'autrui : mais l'impulsion dans la circonstance fut donnée par les patriotes. On lui imposa la Landwehr, l'abolition de toute exemption, comme on lui imposa la guerre. Je ne sais rien de plus lamentable que le dernier entretien de ce roi avec Narbonne, l'aide de camp de l'Empereur : « Je ne suis pas de ces *étourdis* et de ces *braillards ridicules* qui veulent voir la France dégringolant. Personne n'est plus persuadé que moi de l'immensité de ses ressources et de toutes celles que peut créer le génie de votre Empereur ; je le seconderai de mon mieux ; assurez-en Sa Majesté. » Et de fait, alors qu'il a déjà lancé l'appel aux volontaires, alors que les universités se vident, que les jeunes gens courent aux régiments, que les fonctionnaires demandent en masse l'autorisation de s'engager, le roi, une heure avant de signer la déclaration de guerre, hésite encore, et se défend contre l'entraînement général, presque prêt à se rejeter dans la paix.

Il faut reconnaître du reste que ce peu de goût du roi pour la guerre ne semble pas lui avoir été particulier et qu'un assez bon nombre de ses sujets paraissent avoir partagé ses répugnances. La preuve en est dans les difficultés que présenta sur plus d'un point l'organisation de la Landwehr, créée par ordonnance du 17 mars 1813 dans toutes les provinces. Le recrutement s'opéra sans peine dans la Prusse orientale et dans les Marches où le sentiment patriotique était très vif. Il en alla tout autrement dans le reste de la monarchie, Prusse occidentale, Poméranie, Silésie. Dans la Prusse occidentale la population gagnait les bois, Dantzig, le grand-duché de Varsovie ; après la mobilisation, plus d'un tiers de l'effectif déserta. Les Poméraniens fuyaient dans la Poméranie suédoise : dans un seul cercle onze communes s'insurgent le jour du tirage au sort. Dans la haute Silésie où le paysan « ne désire qu'une chose : se remplir bestialement », il faut comme jadis pour les envoyer au régiment « poursuivre dans la nuit, attacher avec des cordes et lier, comme des bêtes sauvages, la majorité des recrues ».

En somme, le mouvement de 1813 diffère profondément du mouvement national en France en 1792 et en 1793. Chez nous, l'élan fut à peu près général. Le bourgeois parce qu'il avait conquis l'égalité et la puissance politique, le paysan parce qu'il avait conquis la terre, coururent aux armes d'une même ardeur. En Prusse cette ardeur, cette spontanéité se trouvèrent seulement dans les classes libérales, chez les gens des universités, professeurs, étudiants, chez les fonctionnaires, chez les nobles. La masse du peuple — au moins au début — a suivi, a subi même l'impulsion de ceux qui le dirigeaient. Là même où les paysans ont marché le plus aisément, ils paraissent bien avoir obéi seulement à la volonté des nobles qui engagèrent d'office leurs tenanciers. Devant les preuves nombreuses fournies par les écrivains allemands, on ne peut que souscrire au jugement de M. Cavaignac : dans le mouvement de 1813 il y eut « un phénomène de discipline sociale et non point d'entraînement populaire ». Il faut ajouter que rien ne resta bientôt des résistances primitives et que sur les champs de bataille le patriotisme s'éveilla même chez les plus inconscients. Soldats de l'armée régulière, hommes de la Landwehr se battirent avec un égal et superbe acharnement. Ils le virent bien nos conscrits de dix-sept ans, enfants héroïques, à Lutzen, dans les villages de Rahna et de Klein-Gorschen, perdus trois fois, trois fois reconquis et dont ils ne purent rester maîtres qu'après le sixième assaut. Pendant la campagne de printemps, de Weissenfels à Bautzen, l'armée prussienne laissa sur le terrain plus de la moitié de ses effectifs : l'on était loin de 1806, des escadrons capitulant devant trois hussards, des villes se rendant à cinquante chasseurs. Même les méthodes de guerre étaient changées et c'était encore l'exemple de nos révolutionnaires qui inspirait les généraux jadis si timides et les portait sans cesse à l'offensive, comme si Carnot eût rédigé pour Blücher, le maréchal « Worwärts », la fameuse instruction : « Attaquez l'ennemi tous les jours, matin et soir : soyez attaquants, sans cesse attaquants. » S'il n'eût tenu qu'à Blücher, Lutzen eût été une bataille de deux jours : « Ni maintenant, ni jamais je ne reculerai », s'écriait-il devant les souverains alliés. C'est cet entêtement, cette obstination dans l'offensive qui devaient enfin de compte en 1814 l'amener à Paris, en 1815 l'amener à Waterloo.

En vérité, quand on considère ce que dut le patriotisme prussien à la tyrannie impériale, ce que durent les hommes de guerre prussiens à la Révolution, à Napoléon, on se prend à penser que sur les bords de la Sprée on devrait quelque reconnaissance et moins de dédains à l'*aventurier corse*.

ALBERT MALET.

THÉATRES

RENAISSANCE : *Lysiane*, pièce en quatre actes, de M. Romain Coolus.

Parmi les pièces données jusqu'ici par M. Romain Coolus, je n'ai gardé qu'un assez vague souvenir du *Ménage Brésil* ; je me rappelle mieux *Raphaël*, et fort bien l'*Enfant malade*, joué l'an dernier aux Escholiers, et dont j'ai longuement parlé ici même. Ces ouvrages se recommandaient par des qualités contradictoires,

si l'on peut dire. A côté de gaucheries manifestes, si manifestes qu'elles semblaient parfois volontaires, des adresses un peu apparentes, des habiletés à la Dumas fils; des « mots » innombrables, les uns vraiment spirituels et quelquefois profonds, les autres d'une singulière simplicité d'esprit : un mélange déconcertant de La Bruyère et de Toché; des personnages qui donnaient d'abord l'illusion de la réalité, et qui, ensuite, s'échappaient en actions incroyables. Enfin un style probe, où l'on sentait l'influence d'une ferme discipline classique, et qui servait à exprimer des sentiments d'un « modernisme » exaspéré, aussi impénétrables pour nous, — latins traditionnalistes quoi que nous fassions, — que les sentiments d'un Esquimau ou d'un Maori... Quelque chose d'extraordinairement complexe et fumeux, d'une saveur irritante, quelque chose d'agaçant parfois, d'intéressant souvent, quelque chose enfin qui n'était presque jamais indifférent. En somme, et puisqu'il faut toujours en revenir à une impression personnelle, M. Coolus m'apparaissait « gros » d'un chef-d'œuvre. Mais je n'étais pas très sûr qu'il n'entrât pas un peu de volonté dans ma conviction... Cette impression, aussi confuse que possible, je l'ai encore ressentie en écoutant *Lysiane:* avec moins de force, toutefois; soit que je me sois un peu blasé sur la sensation irritante et tentante que je viens de chercher à définir; soit que *Lysiane* soit simplement inférieure à ses aînées?

Tâchons de démêler tout cela.

Lysiane est riche, belle, spirituelle, enthousiaste, séduisante dans toute la force du mot. Sa caractéristique, ce qui la distingue d'autres femmes qui peuvent être aussi riches et aussi belles, sinon aussi spirituelles et enthousiastes, c'est une foi en quelque sorte religieuse dans l'amour. L'essentiel de sa nature c'est la passion; elle s'y donne tout entière, avec une volupté infinie : elle en jouit avec cet abandon complet qui est une jouissance de plus, et elle se donne le plaisir de raisonner sa joie : les vrais fervents sont abondants en arguments : le « raisonnement » leur est un prétexte pour parler longuement de ce qu'ils aiment. Pour elle, l'amour porte en soi une force dominatrice et invincible : il est à soi-même son excuse : quand il est, et par cela seul qu'il est, tout le reste disparaît; il réduit en poudre ce qui tenterait de lui faire obstacle, lois divines et humaines; même, ces lois n'existent plus : il est la seule loi, comme il est la seule puissance; et cette puissance est légitime, puisque aucune autre puissance n'est capable de lui résister; les arguments coutumiers contre l'amour ne signifient rien; on peut aimer, dit-on, et ne pas être aimé? C'est qu'on n'aimait pas assez, car aucun être humain ne peut résister à l'ardeur du véritable amour; pareillement l' « indignité de l'objet » est une sottise, pour cette raison qu'il n'y a pas d'objet indigne : l'être qui a su inspirer l'amour est, par cela seul, digne d'envie, d'admiration et de respect : quoi qu'il ait fait, et quoi qu'il fasse, il mérite tout, puisqu'il a mérité l'amour...

Tels sont, à peu près, les tumultueux propos de Lysiane. Elle les expose, avec infiniment de grâce chaleureuse, et sans ombre de pédanterie, dans une scène avec Sylvain Brière, un ancien et fidèle ami, qui revient d'un très long voyage; et nous soupçonnons assez vite qu'un amour sans espoir a éloigné Sylvain de Lysiane.

Nous sommes, vous le voyez, abondamment renseignés sur l'état d'âme de l'héroïne. Nous ne le sommes aucunement sur les actes qu'elle a commis avant de nous apparaître. J'entends bien que M. Coolus nous a dit le plus important, le caractère de Sylviane. Toutefois, et au moins dans ce cas particulier, il eût été bon de nous donner quelques détails sur sa vie. Le personnage, original à coup sûr, ne nous est pas tout à fait étranger; nous en connaissons, par la littérature, quelques exemplaires. Concevez une femme passionnée (de sens ou d'imagination), ayant fait quelques essais d'amour pas très heureux, et cherchant à excuser ses erreurs en même temps que des choix inquiétants. Elle invoquerait assurément la force irrésistible de l'amour, elle en vanterait les délices non pareilles... Elle tiendrait, à peu près, les propos que tient Sylviane. Et, comme on ne nous dit pas expressément le contraire, nous sommes portés à nous représenter Sylviane sous les espèces que je viens de dire. Il eût été important de nous renseigner.

J'admets que la faute d'une femme n'ait pas une influence capitale sur les destinées du monde, et que Sirius n'en soit pas sensiblement affecté. Il n'en reste pas moins que cette faute a des conséquences extrêmement graves, quant à la nature de la « femme coupable ». Même après avoir vu l'*Enfant malade*, j'ose croire que le fait de se donner librement, à plusieurs hommes, entraîne forcément une déchéance morale. La seule manière qu'on ait trouvée d'excuser une telle femme, c'est de la considérer comme « un être circonscrit, passif, instrumentaire, disponible, en expectative perpétuelle », ou comme un « enfant malade ». C'était naguère l'opinion de M. Coolus. Il a dû en changer, puisque, visiblement, Lysiane n'est rien de ce que disait Dumas fils. — Laissons de côté les « vérités éternelles ». Lysiane a un amant, qui va la quitter. Au seul point de vue de l'intérêt dramatique, nos sentiments pour elle seront tout différents, selon ses habitudes de vie : si la rupture qu'elle va subir est la première, la seule, nous souffrirons avec elle de sa vie brisée; si c'est la seconde, ou la troisième, nous nous consolerons

comme elle s'est déjà consolée; et le couplet de *Barbe-Bleue* nous reviendra à la mémoire :

> C'est un coup bien rude,
> Rude à recevoir,
> Malgré l'habitude
> Qu'on en peut avoir...

A cette cause d'incertitude, et par suite de malaise, vient s'en joindre une autre. Lysiane, séduisante et passionnée, n'est plus jeune; on ne nous dit pas son âge : elle doit avoir quarante-cinq ans. Et, déjà, ses théories sur l'amour prennent une vague odeur de rance; il y a des idées, il y a des mots qui ne peuvent sortir que de lèvres fraîches. Nous serions tout prêts à proclamer avec elle l'Amour-Roi, si elle avait vingt ans; malgré nous, nous pensons à sa peau flétrie, à ses cheveux qui vont blanchir : et son enthousiasme pour l'amour nous étonne : pour tout dire, il nous dégoûte un peu. On nous parle de son amant : aussitôt, nous avons de lui une opinion fâcheuse.

On nous apprend qu'il est un gredin; et nous voici encore plus gênés. Au lieu de l'intérêt que M. Coolus voulait nous inspirer, nous ressentons une sorte de répugnance. Et ce n'est pas nous qui avons tort. La femme « bien conservée » est un personnage conventionnel, qui peut faire illusion à tout le monde sauf à son amant; la pensée des amours de Lysiane éveille en nous un tas d'images assez déplaisantes, et qui sont contraires à notre idée de l'amour. Et, si Émilien (l'amant) est un monsieur dont c'est le métier d'inspirer l'amour et d'en vivre, nous restons hésitants. Est-ce une version nouvelle de *Monsieur Alphonse?* Mais Lysiane a toutes les qualités d'intelligence et de race dont l'absence caractérise Mme Guichard?... Ne serait-ce qu'une banale aventure de vice?... Non, s'il faut en croire ce qu'on nous a dit de Lysiane. Qu'est-ce donc?

Ce n'est pas tout. Pour augmenter, j'imagine, l'intérêt que nous portons à Lysiane. M. Coolus lui a donné un fils, un fils marié, qui marque davantage l'âge de sa mère. Lysiane est une mère passionnée, comme elle est amante. Et sa séduction s'exerce aussi bien sur son fils et sur sa bru que sur les amoureux. Marcel et Ève adorent leur mère et belle-mère; ils l'admirent, écoutent et approuvent avec joie ses théories amoureuses, avec une sorte de fierté d'avoir une mère si enthousiaste. Leur bonheur et leur orgueil seraient complets, semble-t-il, si Émilien leur inspirait plus de confiance. C'est Marcel qui obtient la preuve de son infamie, et qui les remet à Sylvain Brière en le chargeant de démasquer et d'éloigner le personnage. Et Marcel indique à Sylvain les meilleurs moyens à prendre, les précautions dont il faut user pour adoucir le chagrin de Lysiane. Il parle de tout cela avec sérénité, sans paraître se douter du malaise que nous avons à l'entendre.

C'est un exemple de ces sentiments dont je parlais en commençant, et qui me sont, quant à moi, tout à fait impénétrables. Il est visible que M. Coolus n'est nullement choqué par ce fils qui parle de l'amant de sa mère, par cette mère qui aime presque également son amant et son fils, qui les réunit tous deux dans son cœur, et qui rêve de les réunir dans ses bras. Et je suis moins révolté encore par la mère, qui a l'excuse d'une passion aveugle, que par ce fils qui est fâché seulement que l'amant de sa mère ne soit pas plus digne de son affection. Cette « Famille Cardinal » à rebours et prise au sérieux, me révolte. Elle me fâche, parce que, — mise à part l'*amoralité* tranquille de M. Coolus, — je la crois fausse. Un fils dans la situation de Marcel s'indignera ou se désespérera, selon sa nature et selon la tendresse qu'il aura pour sa mère; jamais, sinon chez les Cardinal, il ne parlera de ces choses avec la tranquillité de Marcel...

Enfin, acceptons la donnée de la pièce. C'est, dans le cœur de Lysiane, la lutte entre l'amour et la tendresse maternelle, entre Émilien et Marcel. Dramatiquement, elle se résumera donc par les scènes entre Lysiane et Marcel, entre Lysiane et Émilien. Les premières étaient presque impossibles à faire; M. Coolus, — et cela prouve peut-être que les objections précédentes n'étaient pas dépourvues de quelque justesse, — M. Coolus les a esquivées avec adresse.

Mais pourquoi avoir esquivé de même les scènes entre Lysiane et Émilien? Nous ne voyons celui-ci que pendant quelques minutes.. Il n'a que deux scènes, comme on dit : la première avec Sylvain, spirituelle et mordante, mais un peu traditionnelle, la scène où un Jalin démasque et chasse un « gredin du grand monde »; l'autre avec Lysiane, mais qui ne traite pas le sujet; Émilien annonce son départ : « Il est forcé de s'absenter pour quelques jours, il reviendra sans doute, mais il ne sait pas quand... Il pressent, auprès de Lysiane, des sentiments qui lui sont hostiles... Son départ, peut-être, désarmera l'envie et fera taire les calomniateurs... » A ces discours embarrassés, Lysiane se croit trompée, abandonnée; elle pleure, elle se désole, elle s'irrite; elle interroge Émilien, le presse de questions. Mais, comme il ne peut y répondre, la scène n'est qu'une sorte de monologue. Elle est intéressante en soi, par ce que M. Coolus a su traduire des sentiments de Lysiane. Elle ne nous apprend rien; elle ne fait faire à la pièce aucun « progrès ». — Émilien disparaît; nous ne le verrons plus.

C'est que l'intervention de Sylvain Brière a fait dévier la pièce. Sur la prière de Marcel, il a « exécuté »

Émilien; Lysiane, sans savoir précisément ce qui a forcé Émilien à partir, sait qu'il s'est décidé à fuir à la suite d'une conversation avec Sylvain. Elle somme Sylvain de parler; et, comme il s'y refuse, ne voulant pas lui révéler ce qu'est l'homme qu'elle aimait, elle s'anime, lui reproche ce qu'elle appelle sa trahison, affirme le droit qu'elle a d'aimer qui elle veut, même un indigne. Elle proclame, avec une conviction entraînante, les théories que j'ai résumées très imparfaitement au début de cet article : la souveraineté toute-puissante de l'amour, sa légitimité, le droit d'aimer, et l'abomination commise par Sylvain lorsqu'il a disposé de sa vie à elle, sans son consentement. La scène est admirable. Elle est profondément émouvante et tragique; Lysiane y souffre jusqu'au fond d'elle-même, et crie sa souffrance avec une éloquence et une vérité pénétrantes. Mais, si excellente qu'elle soit, cette scène est étrangère au sujet. Pour être aussi émouvante qu'elle est, il n'était pas nécessaire que Lysiane fût la femme qu'on nous a montrée, qu'elle fût déchirée par les deux amours qui se partagent son cœur. Elle pourrait être jouée entre Suzanne d'Ange et Jalin, entre Mme de Simerose et Ryons; toute femme, séparée de celui qu'elle aime, dirait à l'homme qui a disposé d'elle ce que Lysiane dit à Sylvain... Et, passionnée comme elle, elle aimera avec une passion plus entêtée celui qu'on a voulu chasser; elle jurera, comme Sylviane, d'aller le rejoindre où qu'il soit...

Cette réserve faite, la scène, je le répète, est admirable. Pourquoi faut-il qu'elle se termine par un revirement d'une indicible gaucherie, ou tout au moins outrageusement conventionnel? La scène est devenue très violente; Lysiane est décidée à partir, à rejoindre Émilien... Tout d'un coup, Sylvain éclate : « Non, vous ne partirez pas, je ne le veux pas!... je vous le défends!... — De quel droit? — Du droit que... (*et, après un temps*) vous n'avez donc pas compris?... » etc. L'aveu de son amour échappe à Sylvain (oh! les aveux qui échappent, voilà une chose dont on devrait bien nous débarrasser!); nous pensons que cet aveu va redoubler l'indignation de Lysiane, car l'action de Sylvain en prend une couleur intéressée qui la rend assez vilaine. Nous pensons, — et nous le pensons d'après ce que l'auteur nous a révélé de son héroïsme, — que Lysiane y trouvera un sûr moyen de vengeance contre l'homme qui l'a blessée jusqu'au cœur... C'est le contraire. Lysiane s'émeut, elle est près de pleurer à la pensée de ne plus revoir Sylvain, elle veut le retenir... Ici, je ne comprends plus du tout. A moins que M. Coolus n'ait voulu nous dire qu'une femme passionnée est plus passionnée encore de l'amour que de l'amant. Ce serait un développement un peu inattendu des vers fameux de Musset. Ce serait au moins un sentiment bien invraisemblable chez la femme qui tout à l'heure hurlait de douleur à la pensée d'être séparée de son amant.

Le quatrième acte continue le troisième. Lysiane, après avoir bien réfléchi, rejoint ses enfants et Sylvain sur le yacht de celui-ci. Décidément elle les aime trop, « tous les trois », pour les quitter. Elle laisse entendre à Sylvain qu'elle va couronner sa flamme; Sylvain est ravi, comme on pense; et Marcel est plus ravi encore : c'est tout à fait l'amant qu'il fallait à sa mère... Lysiane, par un scrupule qui m'a bien l'air d'être une délicatesse à rebours, communique à Sylvain sa lettre de rupture à Émilien (elle est si jolie, cette lettre, que nous pensons malgré nous aux *brouillons* que Lysiane a dû faire). Et, comme Sylvain trouve la lettre trop indulgente pour un tel gredin, Lysiane a un joli mot d'indulgence : « C'est parce qu'il est indigne qu'il mérite des égards, car il perd davantage... »

Ainsi se termine cette pièce déconcertante. J'en ai dit tout le mal que je devais.[1] J'ai dû laisser de côté nombre de jolies scènes. Il en est de tout à fait délicieuses, notamment celle où Lysiane confie à Sylvain son amour pour Émilien; l'ardeur qu'elle met en toutes choses, dans la passion comme dans l'amitié, est marquée avec une justesse et une grâce extrêmes.

M. Guitry a joué avec infiniment de tact et de passion contenue le rôle de Sylvain Brière. M. Deval, dans la seule scène que comporte celui d'Émilien, a su donner une curieuse silhouette à cet aventurier fugace. Enfin, il faut louer la beauté, plus que la diction de Mlle Madeleine Dolley.

Le rôle de Lysiane servait de rentrée à Mme Sarah Bernhardt. Le public lui a fait une longue ovation lorsqu'elle est apparue : joie de la revoir, et hommage pour sa vaillance. Elle s'est montrée, dans la pièce de M. Coolus, je n'ose dire supérieure à ce qu'elle est d'ordinaire : elle a été autre. Elle a joué avec une admirable passion les scènes de violence. Elle a été plus merveilleuse encore dans les scènes proprement « de comédie ». Il faudrait analyser, réplique par réplique, la scène du second acte, par exemple, entre Lysiane et Sylvain. Il y a des bouts de phrases, des mots, qui vous pénètrent, tant l'intonation est juste, tant on sent, en dessous, la pensée et la vie. Jamais plus que dans Lysiane, — et c'est peut-être parce qu'elle y exprime des sentiments plus proches de nous, — jamais Mme Sarah Bernhardt ne m'avait autant donné l'illusion d'un être réel qui vit sa vie et la traduit, de temps en temps, par des paroles... Cela est d'une vérité, d'une justesse, et d'un charme indicibles. Il n'y a qu'elle, en vérité!

Jacques du Tillet.

NOTES ET IMPRESSIONS

Ce que nous pensons d'elles.

C'est fini. Les femmes ne nous aiment plus. Même, elles ont à notre égard le plus complet, le plus absolu, le plus irrévocable mépris ! Lasses enfin de vivre sous la « loi de l'homme », elles ont secoué le joug, — et maintenant, c'est définitif ; il n'y a plus à revenir là-dessus : nous avons cessé de plaire !

En vérité, voilà qui n'est pas gai. Et cette nouvelle nous arrive au printemps, au renouveau, « le temps des amours », comme disaient nos grands-pères et nos grand'mères, épris d'une ridicule et douce sentimentalité !

La *Revue des Revues* a donné récemment d'intéressants extraits d'écrits féminins qui sont tout à fait de nature à nous apprendre « comment elles nous jugent ».

Elles nous jugent très sévèrement, peut-être avec justice (hélas !) mais avec une extrême rigueur. Elles ne cherchent pas les circonstances atténuantes, elles n'essayent pas d'adoucir leurs durs arrêts par un peu d'indulgence : elles ne nous aiment plus !

« Tous les hommes se ressemblent », déclare Mme Jane de la Vaudère ; — cela facilite et simplifie beaucoup les opinions.

D'abord, physiquement, nous sommes laids : « As-tu remarqué que, pour être bien, ils ont besoin beaucoup plus que nous d'être attifés... Un homme pas peigné, c'est horrible ! » Ainsi s'exprime la jeune Bérangère dans les *Épouseurs* de Brada. Voici comment Gyp (très observatrice, comme chacun sait !) décrit un coin de tribune aux courses : « Un groupe assis ; trois femmes très élégantes, dont deux jolies. Quatre hommes, élégants et laids... » Voilà !

Ah ! ce n'est pas ainsi qu'elles nous représentaient, jadis : Marie de France peignit de tout autres couleurs ses chevaliers et ses barons, « larges d'épaule et étroits du baudrier ». Et Mme de Lafayette a donné toutes les élégances, le charme et la grâce, aux seigneurs de la cour de Henri II !... C'est le costume ? — Oui, le costume peut-être, — mais elles nous voyaient avec d'autres yeux, jadis, quand elles nous aimaient !

Au moral (avons-nous seulement un moral ? la question se pose...), au moral, nous sommes abominables, effroyables et pitoyables. Parfois nous nous marions, et nous sommes alors les monstrueux despotes, les tyrans scandaleux qu'il est temps d'anéantir, à la fin des fins. Oui, nous avons écrasé du poids de notre odieuse domination ces pauvres êtres adorables, les femmes ! nous les avons asservies, nous les avons avilies ! Oui...

Et cætera...

Parfois, nous ne nous marions pas. Oh ! horreur plus horrible encore ! car « le célibataire mâle est un ferment d'immoralité, tentateur des filles, corrupteur des femmes, fauteur de troubles dans les familles... » — Oui ?...

Mariez-vous donc ou ne vous mariez pas, vous avez le choix ! Seulement, méfie-toi, ô monstre (monstre célibataire ou monstre conjoint), méfie-toi de Sylvère du Paraclet, car elle trahit des intentions redoutables, l'héroïne de Mme Georges de Peyrebrune : « Je veux sentir passer entre mes mains débiles le frisson des soufflets dont j'aurai déshonoré ta face, ô monstre ! ô satyre ! homme ! »

... Vous voyez bien que nous avons cessé de plaire !

* * *

Bondissons sous l'outrage ! Révoltons-nous, car c'est assez de faiblesse et nous manquons un peu trop d'énergie pour des tyrans... Puisqu'elles ne nous aiment plus, eh bien ! prenons le parti de ne plus les aimer : notre dignité l'exige. Répondons à leurs attaques par des attaques nouvelles, — et puissions-nous trouver, pour les confondre, quelques vigoureux arguments *ad hominem* (si j'ose m'exprimer ainsi).

Accusons d'abord leur ingratitude : il importe qu'on en voie la noirceur ! Et sans parler du reste, où nous trouverions pourtant d'aimables occasions de nous égayer, cherchons seulement dans leurs livres les éléments, les premiers éléments, d'une petite étude qui s'appellerait *Ce qu'elles nous doivent*.

Mme Jane de la Vaudère, par exemple, doit beaucoup à Barbey d'Aurevilly, — qui fut un des nôtres. Car, sans me hasarder dans une comparaison frivole entre les « Sataniques » de l'une et les « Diaboliques » de l'autre, les rapprochements que voici rendront, je crois, manifestes les services dont l'une est redevable à l'autre.

Mme JANE DE LA VAUDÈRE.	BARBEY D'AUREVILLY.
Les Demi-Sexes, p. 108.	*Le Rideau cramoisi*, p. 51.
« Tout à coup, sans aucun bruit de serrure qui l'eût averti, sa porte roula lentement sur ses gonds et demeura à moitié entre-bâillée. »	« Tout à coup, sans aucun bruit de serrure qui m'aurait averti, ma porte s'entr'ouvrit en flûtant ce son des portes dont les gonds sont secs et resta à moitié entre-bâillée. »
Ibid., p. 109.	*Ibid.*, p. 53.
« Agrafé dans ce baiser de feu qui le pénétrait, grisé par l'haleine qu'il respirait éperdument, il la porta jusqu'à son lit, ne sachant plus ce qu'il faisait. »	« Agrafée dans ce baiser de feu et comme enlevée par les lèvres qui pénétraient les siennes, aspirée par l'haleine qui la respirait, je la portai, toujours collée à moi, sur ce canapé de maroquin bleu. »

Ibid., même page.	*Ibid.*, p. 55.
Il lui adressait tous ces *pourquoi* insatiables de l'amour. Mais elle ne répondait pas, sa bouche ardente demeurait muette de tout, excepté de baisers. »	« Je lui adressai enfin tous ces *pourquoi* insatiables de l'amour... Elle ne me répondit jamais que par de longues étreintes. Sa bouche triste demeurait muette de tout, excepté de baisers. »

Mais, arrêtons ici cette comparaison, suffisamment concluante déjà, de deux ouvrages qui sont du reste d'inégale valeur. Voilà « ce qu'elles nous doivent ».

Les livres qu'elles écrivent ressemblent beaucoup aux nôtres. Leur style est le plus souvent fade et médiocre dans les endroits où il leur est « personnel ». Ces caractères se rencontrent d'ailleurs assez fréquemment dans la littérature masculine, et si l'on voulait, à ce point de vue même, leur trouver des modèles dans le sexe fort, on n'aurait que l'embarras du choix parmi nos écrivains en vogue. Seulement, cela paraîtrait être de l'acharnement.

Reconnaissons au contraire que leurs ouvrages se distinguent, malgré tout, assez aisément des nôtres. Ils sont en général plus... osés.

Ah! le temps n'est plus, des berquinades de jadis. Elles ont renoncé définitivement à ces fadaises, à ces histoires déplorables de petits moutons enrubannés que conduisent doucement de mièvres bergères aux houlettes dorées. « Amandine ou la modestie », « Virginie ou la simplicité récompensée », « Honorine ou le dévouement fraternel », ces aimables sujets qui tentèrent l'imagination douce et modeste de nos aïeules, n'ont plus d'attrait pour nos contemporaines. Il leur faut quelque chose de plus « relevé ». Soyons francs, elles écrivent des livres effroyables!

Les premiers écrits de Gyp deviennent presque fades à côté de ce qu'on fait à présent. Les petits dialogues de Mme Marni, *Fiacres*, « Les enfants qu'elles ont », « Comment elles nous lâchent », sont des œuvres très renseignées. Les romans de Mme de la Vaudère « Mortelle étreinte », « Rien qu'amante! » « Le droit d'aimer », « Les demi-sexes » tiennent les promesses de leurs titres. Et quant aux « Florifères » de Mme Camille Pert, eh bien! c'est un livre très courageux et dont l'auteur certes... n'a pas peur!

La physiologie tient dans ces ouvrages une place importante; la pathologie y joue un rôle intéressant et, quant aux âmes des héroïnes, elles sont du domaine du professeur Lombroso, et constituent par leur ensemble une riche collection de tératologie morale, — si l'on veut à toute force et par acharnement de conviction spiritualiste leur concéder des « âmes ».

Oui, cette littérature est très documentée. A ce titre, elle a peut-être une réelle valeur scientifique. C'est bien possible, au surplus, — et j'aime mieux en être convaincu que de m'en assurer... Seulement, avouerai-je que cette galerie médicale ne m'est pas très agréable? et insinuerai-je que peut-être le plus grand nombre des personnes qui s'y plaisent n'y trouvent pas un plaisir purement esthétique?... Je sais bien et je proclame d'ailleurs que si nos contemporaines exhibent ainsi dans leurs romans quelques petites... vilaines choses et des pièces choisies de musée secret, ce n'est pas du tout pour se procurer à bon compte un succès de mauvais aloi (comme disent les moralistes, hommes excellents mais bien naïfs!). Non certes, — le succès vient, il est vrai, et les éditions se multiplient. C'est un petit avantage auquel on se résigne, et qu'on accepte. On n'a pas été le chercher;... il vient, voilà tout!

* * *

... Je suis pris d'un scrupule et je crains qu'on ne m'accuse de manquer de galanterie. A Dieu ne plaise!... Mais, la galanterie d'ailleurs, elles n'en veulent plus : la galanterie leur paraît « vieux jeu », et leur rappelle le temps maudit où elles n'étaient que nos esclaves adulées.

Elles n'en veulent plus, elles ont répudié toutes ces coquetteries. Toutes ces coquetteries?... Oui, sans doute, et pourtant...

Et pourtant, comme si elles n'étaient pas encore absolument indifférentes à l'opinion que nous pouvons avoir d'elles, nos excellentes confrères de la *Fronde* ont fait naguère une petite consultation qui n'était pas absolument dénuée de toute espèce de coquetterie. Elles sont allées trouver nos plus notoires contemporains et leur ont demandé crûment quel était pour eux l'idéal de la femme... Hé! hé!... Avaient-elles donc l'intention charmante de se conformer ensuite à cet idéal? Non, non : n'ayons pas la fatuité de le croire; c'était seulement pour savoir, — et pour s'indigner peut-être...

Nos contemporains notoires ont d'ailleurs été peu précis dans leurs réponses, — souvent peu sérieux, — parfois peu aimables. L'un d'eux n'a-t-il pas donné comme le type féminin de son rêve... Ève : perfide insinuation pleine d'allusions blessantes et de sous-entendus!...

Au surplus... si nous renoncions à ces petites querelles qui ne sont pas exemptes de quelque marivaudage. Car nous nous aimons, au fond, n'est-il vrai?... Mais, oui, nous nous aimons!

Avouons-le : les femmes valent mieux que nous. Elles sont plus douces, plus charitables, plus désintéressées, plus compatissantes, plus généreuses, plus compréhensives, plus... Que sais-je? Tandis que nous nous laissons accaparer par de mesquines préoccupations ambitieuses, elles ont très souvent

le sublime oubli d'elles-mêmes. Tandis que nous nous gaspillons en subtils discours, ridicule rhétorique et phrases vaines, elles font plus d'utile besogne que nous. Tandis que nous dissertons dans l'abstrait sur le socialisme et l'individualisme et sur le bien fondé de la charité privée, elles font doucement et simplement la charité, avec toute leur délicatesse, toute leur tendresse et toute leur bonté. Les plus charmantes vertus de notre âge, grâce auxquelles nous laisserons peut-être, malgré tout, un souvenir passable dans l'histoire, — c'est elles qui les ont, elles seules ! Elles embellissent avec de l'indulgence et de la pitié notre idée un peu rude et stricte de la justice, — et la justice même, elles seules, n'est-ce pas ? la mettent en pratique...

Elles valent mieux que nous.

Et tout simplement nous avons peur parfois de les voir prises de nos défauts à nous, quand elles ont l'air de devenir un peu intrigantes, comme nous, — un peu scandaleuses, comme nous, — quand elles se plaisent, à notre imitation, à faire de vilains romans trop physiologiques et chirurgicaux.

André Beaunier.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Mme J. Michelet nous convie, en quelques pages de belle éloquence émue, à la célébration du centenaire de son illustre mari.

Michelet était né à Paris, le 21 août 1798, mais sa veuve estime qu'une telle fête, où devrait figurer au premier rang la jeunesse de nos grandes Écoles, ne saurait être donnée en plein temps de vacances, à l'époque où cette jeunesse est dispersée hors des Facultés, et hors de Paris.

Mme Michelet propose la date du 23 juin :

« Si nous indiquons cette date, écrit-elle, c'est qu'elle tombe un jeudi, ce qui permettra aux lycéens et aux enfants des écoles communales d'en prendre tout naturellement leur part, si — d'ici là — le gouvernement n'a pas décidé que la fête de l'*Historien de la France* sera de plein droit fête nationale.

« Le 23 juin, qui est le plus long jour de l'année, sera pourtant trop court pour tout ce que Paris aura à faire. »

Le programme de cette pieuse commémoration devrait consister, si les vœux de Mme Michelet sont obéis, en un « pèlerinage » au cimetière du Père-Lachaise, à la suite duquel s'organiseraient la fête de l'Université, et la fête du Peuple.

« La ville de Paris, qui a pris la touchante initiative de fêter le centenaire de son glorieux enfant, a aussi, j'en suis sûre, déjà décidé par quel événement, en action, de notre histoire, — en racontant le peuple au peuple, — elle réalisera, dans ce beau jour, le but qu'elle poursuit : faire de ses fêtes futures un puissant moyen d'éducation.

« Le soir, elle recevra, dans sa magnifique maison, les représentants des nations et les délégations venues de la province. Le pain de l'amitié sera rompu dans de fraternelles agapes. »

Mme Michelet nous paraît avoir fondé de bien périlleux espoirs sur la gratitude de ce peuple, et sur la qualité d'âme de ses conseillers municipaux. Mais le sujet est délicat, et il serait de mauvais goût d'insister sur les raisons qu'on a de douter de la possibilité de certaines commémorations publiques en ce temps-ci, ou seulement de la fidélité de certaines gens à certains souvenirs...

Nous verrons ce que « donnera » le 23 juin.

Autre fête : celle-là se célébrera à Aix-les-Bains. — on ne sait au juste quand. Il s'agit d'un monument commandé par les Aixois à un de leurs compatriotes, et qui sera érigé à la mémoire de Lamartine. Un journal le décrit :

> L'auteur du *Lac* est représenté assis sur un rocher, le coude appuyé sur le chêne légendaire, dans une pose de profonde rêverie.
>
> Au pied du socle, le lac du Bourget est figuré par un homme au torse puissant, émergeant des roseaux et enlaçant une nymphe qui tend une lyre au poète.
>
> Appuyée au socle, une jeune femme est assise et tient dans ses bras une gerbe de fleurs. Elle symbolise la ville d'Aix-les-Bains.

L'auteur du monument est M. Weitnen.

M. Maurice Barrès prépare sur Stendhal une étude qui sera publiée, comme préface, en tête du chef-d'œuvre du maître, *Le Rouge et le Noir*, dont un éditeur parisien nous doit donner dans quelques semaines, d'après le texte original, une réimpression.

M. Léon Hennique a remis à son éditeur le manuscrit d'un roman, *Un Faux prophète*, qui, n'ayant été promis à aucun journal, paraîtra sans doute directement, et dans un délai très prochain, en librairie.

M. Frédéric Masson, l'auteur de *Napoléon et les Femmes*, achève, pour la fin de l'année, un important ouvrage sur *Joséphine, impératrice et reine*.

Le volume, luxueusement édité, comprendra une quarantaine de planches imprimées en taille-douce, où figureront des reproductions de Gérard, Isabey, Prud'hon, David, Houdon et autres artistes du temps.

Le dixième tome de l'*Histoire générale*, consacré aux Monarchies constitutionnelles (1830-1848), sera réuni en volume ces jours-ci.

Le volume suivant, dont les premiers fascicules sont prêts, traitera des « Nationalités ». La période qui y est comprise va de 1848 à 1870.

Annoncés pour la fin du mois :

La Mille et deuxième Nuit, de Théophile Gautier, illustrée d'eaux-fortes de Lalauze ; la réimpression est limitée à cinq cents exemplaires.

Pour mardi prochain :

Le *Renaud de Chatillon*, de M. Gustave Schlumberger;

Des notes de voyage, *Du Tonkin au Havre*, de M. Jean d'Albrey.

En préparation, deux volumes de *Pages choisies :* un *Diderot*, de M. G. Pellissier; et un *Victor Cousin*, de M. Teodor de Wyzewa; celui-ci, annoncé pour le milieu du mois prochain.

A la fin du même mois, M. A. Chuquet nous donnera le second volume de sa *Jeunesse de Napoléon*.

Le premier était l'histoire du séjour à Brienne; le suivant embrassera toute la période de la Révolution.

Mme Judith Gautier reste fidèle au Japon, qui n'a que des raisons de se féliciter de cette constance. *Khou-n-atonou* est le titre du nouveau roman qu'elle achève d'écrire.

Souhait de bienvenue au *Midi fédéral*, « social et littéraire », que fonde la Ligue des Étudiants républicains de Toulouse.

... Répandre la lumière, susciter partout des initiatives, donner de la force aux provinces pour en donner au corps social tout entier, voilà aujourd'hui la tâche des vrais patriotes.

Nous faisons appel à toutes les intelligences pénétrées de l'idéal scientifique et démocratique moderne. Nous faisons appel à tous les hommes de pensée et surtout à ceux du Midi. Ils sont les premiers à sentir que la force d'un corps dépend de la santé de ses organes. Nous espérons aide de tous ceux qui veulent faire œuvre d'hygiène nationale, de tous ceux qui aiment la pensée libre, la démocratie et la terre natale.

Bon programme, tel qu'en peuvent rêver des cerveaux toulousains de vingt ans!

Un de nos confrères, M. Georges Barral, a retrouvé, il y a quelques années, dans des papiers de famille, un document des plus curieux.

C'est le dessin des deux mains de Napoléon Ier, exécuté d'après nature, au lendemain de la bataille de Bautzen, par le grand-père de l'écrivain, alors sous-officier aux grenadiers de la Garde impériale.

Le sergent se trouvait placé derrière l'Empereur, durant une longue conversation engagée par celui-ci, au bivouac, avec quelques officiers. Bon dessinateur, il copia son modèle minutieusement, s'appliquant, ainsi qu'il le dit lui-même dans les papiers que ses enfants ont conservés, à la notation des « lignes divinatoires ».

M. Barral avait, en 1884, porté le document à Desbarolles. La consultation, transcrite par notre confrère, est d'autant plus curieuse que le célèbre chiromancien croyait que ce dessin était celui de la main d'un des ascendants de M. Barral, et plusieurs fois manifesta l'étonnement que l'homme qui avait cette main-là n'eût pas fait des choses extraordinaires! On ne dit à Desbarolles la vérité qu'à la fin de l'entretien : jugez s'il triompha.

Un ami de M. Georges Barral nous a donné ces notes à lire, et montré les dessins qui les accompagnent. Pourquoi M. Barral conserve-t-il une si amusante page d'histoire au fond de son tiroir? Il intéresserait fort, en la publiant, les dévots de Souvenirs napoléoniens; et M. Sarcey lui-même serait forcé de reconnaître, à cette lecture, que la chiromancie ne dit pas que des bêtises.

ÉMILE BERR.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

PASTELS ET FIGURINES, de *Louis Delaporte*. — Le début de M. Louis Delaporte dans la littérature et la critique doit être signalé. Avec une nonchalance qui est peut-être une coquetterie, M. Delaporte, nous donne douze articles sur les sujets les plus divers et qui n'ont entre eux aucune espèce de rapport. Il passe d'Anatole France à Alfred de Vigny, de Boileau à « impressions de Guignol », de Mme de Sévigné à la Grande-Chartreuse, de Bourdaloue à Jules Lemaître et ainsi de suite. Cela forme un volume qui s'appelle *Pastels et Figurines* et qui ne pouvait guère porter qu'un titre aussi élastique que celui-ci. Beaucoup de justesse d'esprit, une facilité aimable de style, une candeur, ou pour mieux dire une franchise et un naturel, qui sont assez rares dans les écrits des jeunes gens et qui nous délassent de tant d'affectations et d'attitudes, voilà les qualités, singulièrement appréciables, qui recommandent ce petit volume. Quelque chose nuira à cet aimable ouvrage. Il n'est pas assez méchant. L'auteur avoue en rougissant, dans sa préface, qu'il a un certain penchant pour la critique qui voit surtout ce qu'il y a de bon et d'agréable dans les ouvrages de l'esprit. C'est un défaut, cela; mais aussi il est si rare qu'il constitue une originalité, et que cette originalité doit constituer une attraction. Pour mon compte, j'ai lu avec plaisir ce recueil où l'on dit du bien de ceux qu'on y cite et où l'on ne joue d'autre tour à ceux qu'on n'aime point que de ne pas les y faire entrer. Je crois que M. Louis Delaporte est destiné à se conquérir un nom très honorable dans la critique, peut-être même, si j'en crois ses quelques pages sur la *Grande-Chartreuse*, dans un genre de littérature, je ne dis pas plus élevé, Dieu m'en garde, mais où les succès ont quelque chose de plus chatouillant. Et ce sont les deux grâces que je lui souhaite.

EMILE FAGUET.

DIEPPE (*Julien Cerf*, à Rouen). — Nous recommandons cet album aux baigneurs, aux touristes qu'intéresse ce coin de plage normande, une des plus belles des côtes de France, et surtout à tous ceux qui ne la connaissent pas encore. Certaines photographies (vue de l'avant-port, le quai du Pollet, crépuscule à marée basse), y ont un cachet artistique qui les égale presque à des dessins de maître et il en est une (l'entrée d'un grand voilier) faite pour donner vraiment la nostalgie du voyage.

G. ART.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36426. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 19. 4e SÉRIE. — TOME IX 7 MAI 1898.

LA POLITIQUE

Dans l'éloquent discours que M. Paul Deschanel a prononcé à Lyon, nous lisons ceci : « Comment croire que la France puisse reculer indéfiniment devant le double problème que dix peuples, différents de race, de langue, de mœurs, de traditions, d'institutions, ont facilement résolu, et qui est, n'en doutez pas, la loi de l'avenir : le *vote obligatoire* et la *représentation proportionnelle?* »

C'est poser la question comme il convient : on ne saurait trop répéter que la représentation proportionnelle n'est pas une utopie, que l'expérience en a été faite avec succès en Suisse, en Italie, en Espagne, en Angleterre, dans divers États de l'Amérique.

Entre les deux idées que M. Paul Deschanel rapproche l'une de l'autre, la représentation proportionnelle et le vote obligatoire, il y a un lien étroit : on l'a dit ici même plus d'une fois, le jour où les différents partis auraient la représentation à laquelle ils ont droit, personne n'aurait plus de motif de s'abstenir, — et, inversement, si vous voulez obliger tous les électeurs à voter, il faut que toutes les opinions puissent être représentées.

Nous applaudissons aux paroles de M. Deschanel : c'est, pour nous, la promesse qu'il déposera à la prochaine Chambre un projet de loi sur la représentation proportionnelle, et nous sommes certains que beaucoup de ses collègues, à droite comme à gauche, mettront leur signature à côté de la sienne.

Il nous semble qu'on devrait d'abord essayer la représentation proportionnelle dans les élections municipales. Tout le monde sent combien il est fâcheux, pour la bonne administration d'une commune, que la moitié plus un des électeurs puisse nommer le conseil municipal tout entier et la moitié moins un n'avoir aucun représentant. Il y aura des élections communales en 1900 : rien de plus facile que de modifier, d'ici là, le système électoral; on pourrait prendre comme type la loi de Genève, quitte à en simplifier certains détails.

La représentation proportionnelle nous paraît la meilleure réponse aux personnes, de plus en plus nombreuses, qui demandent le referendum. Et ici nous nous séparons de M. Deschanel, qui serait disposé à admettre « le referendum municipal pour certaines affaires ». Il nous semble, pour nous, que le jour où le principe de la proportionnalité serait appliqué en matière électorale, le jour où les assemblées élues représenteraient exactement toutes les opinions et tous les intérêts, ce jour-là le referendum n'aurait pas plus de raison d'être pour les questions municipales que pour les élections politiques.

Quoi qu'il en soit, félicitons-nous de voir que l'idée de la représentation proportionnelle fait son chemin dans le monde. Il y a une dizaine d'années, on en souriait volontiers : nous avons connu des hommes politiques qui n'étaient pas éloignés d'y voir une douce manie. Aujourd'hui, on y vient peu à peu de tous les partis, de toutes les écoles. « C'est la loi de l'avenir », dit M. Paul Deschanel. Le mot est très juste : il ne s'agit, en effet, de rien moins que de l'avenir du régime représentatif.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

PARMI LES TRAVAILLEURS [1]

Les questions sociales passionnent les penseurs, des deux côtés de l'Atlantique. Des livres s'écrivent dans toutes les langues sur ce gros problème des temps modernes. Les théories ne manquent pas ; des palliatifs sont proposés. Quant à la guérison radicale du mal sur la terre, qui ose y croire ? Les philosophes s'en occupent. Les faiseurs de phrases qui, eux, n'ont rien à voir avec la philosophie s'en emparent. En général, les écrivains s'escriment dans le vide, parlant, par ouï-dire, de choses horriblement graves et qui demanderaient à être étudiées de très près.

C'est ce que se dit, un beau jour, M. Walter Wyckoff, l'auteur d'un petit livre qu'il a modestement intitulé : *The Workers*.

Au mois de juillet 1891, M. Wyckoff se trouvait chez des amis, au bord de la mer, non loin de New-York. Il avait terminé depuis trois ans ses humanités à l'Université de Princeton ; depuis, il y était resté pour pousser aussi loin que possible ses lectures et ses études sociales. Il était riche, maître de ses destinées. Tout, dans la vie, lui souriait. Seulement, s'étant un peu surmené, le système nerveux était ébranlé et il avait presque perdu le sommeil.

L'ami chez qui M. Wyckoff était venu se reposer est un des hommes très riches des États-Unis : la société était choisie ; le temps passait agréablement. Homme du monde, jeune, recherché de tous, M. Wyckoff semblait fait pour jouir largement des plaisirs délicats que lui offrait une large hospitalité.

Brusquement il quitta la villa. Voici comment.

La conversation se portait volontiers sur les questions sociales. De terribles grèves éclataient ou menaçaient d'éclater. M. Wyckoff volontiers défendait les prolétaires, disant que la faute n'était pas uniquement de leur côté ; qu'un homme de bonne volonté ne trouvait pas toujours le travail qu'il cherchait.

— Vous voilà bien, vous autres idéologues, liseurs et faiseurs de livres ! s'écria son amphitryon. Avant de traiter de questions dont, au fond, vous ignorez les premiers éléments, allez voir de vos yeux, allez mettre la main à la pâte !...

M. Wyckoff ne répliqua pas. Mais sa résolution était prise.

Au lever du soleil, après avoir laissé une lettre expliquant son départ, il s'en alla tranquillement, vêtu de ses plus minables habits de chasse, un sac, contenant un peu de linge et quelques livres, sur le dos et pas un sou vaillant dans sa poche. Il s'était décidé à « mettre la main à la pâte ».

Les amis firent des paris au sujet de son retour : les uns lui donnaient une semaine, d'autres, plus confiants, un mois. Il resta loin des siens pendant deux années. Il eut souvent faim. Il fraya avec les plus misérables parmi les travailleurs. En revanche, il connut bientôt le sommeil sans rêves de l'extrême fatigue, la joie physique du pain dévoré après un long jeûne. Il tint bon.

Pendant la première année, M. Wyckoff ne rentra dans son monde qu'une seule fois, pour assister au mariage de son frère. Après une semaine de vie luxueuse et gaie, il s'en retourna à son labeur très rude.

Le volume qui vient de paraître porte comme sous-titre : *L'Est*, et ne comprend que la première partie des expériences de M. Wyckoff. Commencé au mois de juillet 1891, il s'arrête au mois d'octobre de la même année. Plus tard, il nous racontera, certes, sa vie à Chicago, où il travaillait aux préparatifs de la grande Exposition ; ses aventures au pays des mines aussi. Quant à moi, je ne connais pas de roman aussi palpitant d'intérêt que ces notes prises au jour le jour par un homme, habitué à trouver tout le confortable, tout le luxe aussi de la vie bien à portée de sa main et qui, subitement, de par sa volonté propre, se demande comment il gagnera de quoi calmer sa faim et une botte de paille où s'étendre la nuit. Suivons-le pas à pas. Ce sera encore le meilleur moyen de faire connaître ce petit livre, si simple, si absolument sincère, si bien fait aussi pour éclairer quelques-uns des problèmes les plus irritants, les plus pénibles du temps présent — sinon, hélas ! pour les résoudre.

Donc, par une superbe matinée d'été, Walter Wyckoff s'en va droit devant lui. Comme entrée en matière, il tient à la main une revue illustrée (*Magazine*, comme l'on dit là-bas) et frappe à plusieurs portes afin de trouver des souscripteurs. Une vieille femme le fait entrer dans sa maisonnette, examine la brochure... et lui raconte sa propre histoire ! Ce n'est pas encore chez elle qu'il trouvera le repas qu'il cherche.

Laissons-lui la parole :

Il était presque midi et j'avais grand'faim. Le problème du repas à gagner n'était plus un problème abstrait, mais bien une nécessité absolue... Je vois des femmes courant après une poule. Je leur propose d'attraper le volatile si elles veulent bien me donner à manger. Elles me regardent avec le plus grand sérieux, oubliant leur poule ; elles sont peu encourageantes.

Enfin, aux abords d'un village, je trouve un homme fauchant l'herbe de sa pelouse. Il consent à me laisser travailler avec lui et me promet un repas. La fierté de

[1] *The Workers, an experiment in reality*, by Walter Wyckoff, lecturer on Sociology in Princeton University (Scribner, New-York).

mon succès me donne des forces que je ne me soupçonnais pas ; le dîner, mangé dans un coin frais d'une cuisine très propre, me semble exquis...

Je n'obtiens aucune souscription pour la revue. Mais, le soir venu, je gagne, en sciant du bois, mon souper et le droit de dormir dans un grenier à foin.

Le réveil ne fut pas très gai. Porter un lourd sac sur les épaules, quand on n'y est pas habitué, fatigue horriblement. Puis, lorsque manque le bain du matin, lorsque l'eau de la pompe et un restant de pain dur, gardé de la veille, avec une tranche de viande froide, font les frais de la toilette et du déjeuner, il faut un certain courage pour ne pas abandonner une expérience douloureuse. Mais le courage ne manquait pas à Walter Wyckoff.

La matinée était déjà avancée lorsque, s'arrêtant dans un grand village, le jeune vagabond voit, sur le seuil de sa porte, un monsieur qu'il devine être le pasteur. Il s'avance, dit qu'il cherche de l'ouvrage, étant parti pour un long voyage sans un sou. Le pasteur le regarde de près, l'interroge, cherche à le faire causer et, finalement, lui dit d'aller couper du bois dans sa cour. Le travail est dur ; la scie nullement effilée, mais que le repas servi dans l'écurie lui semble délicieux ! Évidemment, le pasteur n'est pas tout à fait dupe de son nouvel hôte et démêle un homme de bonne éducation dans son fendeur de bois. Au grand étonnement de celui-ci, il le fait asseoir à sa table de famille.

La famille, à ce qu'il me sembla, dit-il, ne partageait nullement les idées égalitaires et la large hospitalité du pasteur. Ma place se trouva à côté de sa fille. C'était une fine et jolie enfant de dix-sept ans environ, vêtue d'une mousseline si légère qu'autour d'elle la lourde chaleur semblait se tempérer d'une véritable fraîcheur.

Je me permis quelques remarques peu originales sur la beauté du pays. Immédiatement, je vis que j'avais fait un pas de clerc. La distance immense qui séparait cette jeune fille d'un vagabond comme moi, interdisait toute conversation mondaine; du haut de sa grandeur elle laissa tomber un monosyllabe qui y mit fin.

Les pluies entravèrent singulièrement les progrès du voyageur. Il se dirigeait vers l'Hudson et trouvait à grand'peine le vivre et le couvert. Pendant ces lourdes journées, le cœur faillit lui manquer. Il avait espéré se mettre en contact avec le peuple, être accueilli des pauvres. Il n'en fut rien. Les plus misérables le regardaient avec méfiance. Il se sentit atrocement seul, loin des siens, plus loin encore de ses compagnons de hasard. Le plus souvent, on lui refusait de l'ouvrage, même lorsque du pain et du lait lui étaient offerts. Ses mains trop fines ne parlaient pas en sa faveur.

Parfois, en pleine campagne, il obtenait du travail dans les champs et partageait les repas des paysans.

Parmi ces fermiers de l'État de New-York, je trouvai souvent des preuves d'une intelligence, d'une culture de l'esprit, tout à fait inattendues. Les livres épars sur leurs tables étonnaient : Milton, Emerson, Stevenson, pêle-mêle avec les romans du jour. La conversation des femmes surtout avait une saveur très particulière. Elles se servaient d'un anglais souvent incorrect, mais disaient bien ce qu'elles pensaient. Si elles comprenaient les auteurs, elles ne cherchaient nullement à modeler leurs phrases sur les leurs.

Une fois, M. Wyckoff avait marché toute une journée, n'ayant trouvé à manger que des pommes cueillies en route. La région était pourtant riche, mais, des belles maisons de campagne, ses pareils et lui étaient impitoyablement chassés. Enfin, s'arrêtant à une auberge, il fait, une fois de plus, sa requête pour du travail et un repas. A sa grande surprise, il n'est pas renvoyé. L'aubergiste lui dit de manger à la cuisine, de se reposer le lendemain, un dimanche, et que, le lundi matin, on lui trouvera une occupation quelconque. Cette journée de repos, avec l'assurance de manger à sa faim, de longues heures de flânerie, un des livres emportés dans son havresac à la main, le service divin de la matinée, où on le regarde de travers à cause de sa tenue, il n'en faut pas plus pour remonter le courage du pauvre *tramp*.

La première besogne sérieuse se fait aux environs de West-Point, le Saint-Cyr américain. On déblayait une ruine, afin de préparer le terrain pour une bâtisse nouvelle. Walter Wyckoff se trouva enrôlé dans une nombreuse bande de manœuvres, sous la direction d'un surveillant brutal. Les débris devaient, le plus souvent, être ramassés à la main, puis jetés dans un tombereau. Les mains bientôt saignaient ; mais ce n'était là qu'une bagatelle auprès des douleurs musculaires; le travail se faisait à peu près courbé en deux. L'apprentissage fut dur. Le jeune lauréat de Princeton n'était plus un homme ; il était un numéro dans ce bagne d'un nouveau genre.

Sa fatigue extrême commençait à influer sur le cerveau. Alors, pour oublier un peu sa misère, pour se reprendre à la vie, il suivit heure par heure les occupations de ses amis quittés une quinzaine de jours auparavant : le repos sur la large véranda, bien en vue de la mer, où glissent les yachts des riches, la promenade, le jeu de tennis, les repas luxueux, égayés de conversations spirituelles... mais il se retrouvait le numéro 6, lorsque sa maladresse lui valait une bordée d'injures grossières, de jurons abominables de la part du garde-chiourme. Une ondée violente força les hommes à chercher un refuge quelconque. Wyckoff, abruti de fatigue, s'imagina que la journée devait être fort avancée. Il aperçut une horloge de village qui marquait... neuf heures du matin !

Malgré tout, il resta dans cet enfer toute une semaine. En rentrant un soir à la maison où il logeait, épuisé, couvert de poussière, au milieu de ses camarades, il vit, arrêtée sur la route, une jeune fille en mousseline légère, élégante, fine, reposée et qui ne remarqua pas plus cette bande lamentable de manœuvres qu'elle ne voyait les arbres ou les pierres du chemin. Ils s'étaient trouvés ensemble, peu de temps auparavant, à un mariage ultra-mondain. Il ne put s'empêcher d'éclater d'un rire amer, ce qui étonna fort ses compagnons.

Wyckoff cherchait à faire causer les hommes logés, comme lui, chez une brave Irlandaise, qui leur donnait des repas plantureux et fort appréciés, de bon rosbif et de pommes de terre à l'eau. En général, tous racontaient à peu près la même histoire : ils avaient connu des jours meilleurs, ils n'avaient pas eu de chance ; ils comptaient trouver un emploi lucratif dans les régions de l'Ouest... Tous, en parlant, juraient effroyablement, sans méchanceté, sans colère, comme si les gros mots eussent été faits pour la conversation ordinaire. La politesse leur eût semblé faiblesse. M. Wyckoff donne un exemple curieux à ce sujet.

Pendant le rude travail, par une chaleur épouvantable, deux jeunes garçons allaient et venaient, puisant l'eau fraîche et la présentant aux hommes. D'instinct, en prenant la boisson, M. Wyckoff remerciait l'enfant qui semblait tout gêné de cette courtoisie étrange. Enfin le petit bonhomme lui dit : « Vous ne devriez pas me remercier. — Et pourquoi donc? — Parce que je suis payé pour la besogne que je fais... »

J'en ai fini avec cette première expérience, dit l'auteur. Demain je serai en route, de nouveau, avec trois francs cinquante en poche; tout le reste de mon argent a passé entre les mains de ma logeuse. Pendant sept jours, j'ai gagné ma vie comme manœuvre, grâce à mes muscles. J'en ai assez, mais je suis heureux d'avoir fait cet essai. J'espère bientôt voir une autre phase moins épouvantable de la vie des travailleurs.

En résumé, nous sommes des manœuvres, n'ayant rien pour nous recommander, sans connaissance bien définie, tout au bas de l'échelle humaine. Quelques-uns ont appris un métier, d'autres ont travaillé la terre ; mais le travail ne donnant pas ou la ferme périclitant, ils se trouvent, comme moi, n'avoir que leurs muscles comme mise de fonds. Nous travaillons pour manger ; il nous faut une besogne quelconque si nous ne voulons pas mourir de faim. Lorsqu'un malheureux a femme et enfants, c'est alors qu'une situation pareille se complique effroyablement !

Le patron achète le labeur de ses hommes, comme il achète la brique, le fer ou la pierre. Lorsque le travail presse, nos muscles se paient plus cher; lorsque la besogne est terminée, nos muscles n'ont plus de valeur. Voilà tout ce que la civilisation peut faire pour nous. Étant des ouvriers de la dernière catégorie, nous n'avons aucune organisation, nous ne faisons partie d'aucune « union ». Nous passons notre marché directement avec l'homme qui nous donne notre travail; nous sommes forcés d'accepter le salaire qu'il nous offre... ou de ne pas manger.

A West-Point, le patron est forcé de payer relativement cher, car la besogne presse ; on prend tous les hommes qui se présentent et on leur donne huit francs pour la journée de neuf heures. D'un autre côté, le surveillant, qui sait son métier, exige des hommes tout le labeur qu'ils sont capables de donner. Si un travailleur faiblit, il est renvoyé ; un autre prend sa place. Nous sommes des hommes ignorants et nous ne connaissons pas grand'chose aux principes d'économie sociale. Ceci, pourtant, nous le comprenons : nous vendons notre travail le plus cher possible; notre patron l'achète au meilleur compte; s'il paie bien, c'est qu'il y est forcé. Il exigera de nous l'effort le plus considérable possible; nous lui donnerons tout ce que nous ne pouvons pas lui dérober. C'est le principe de l'offre et de la demande.

Nous sentons très bien que nos vies sont dures, sans espoir, sans un rayon de soleil, et cela, par notre faute, parce que nous n'avons pas su nous élever au-dessus du rang de manœuvres.

Et, cependant, n'y aurait-il pas moyen de porter un remède à cet état de choses, de faire comprendre à tous ces malheureux qu'ils pourraient, par un grand effort, sortir de l'ornière où ils se débattent? Le travail resterait dur, mais il ne serait plus sans espoir, car l'ambition s'en mêlerait.

Supposons que nous autres, les hommes sans métier, les manœuvres, nous ayons une organisation reconnue ; le contracteur ferait alors prix avec une bande disciplinée. Le contrat reposerait sur une question de temps. Si le travail était terminé une semaine plus tôt, il y aurait telle augmentation de salaire pour chacun des hommes; deux semaines plus tôt, et l'augmentation serait d'autant plus forte. Immédiatement, l'affaire changerait de caractère. On ne ferait plus le travail d'une bête de somme mais d'un être humain, capable d'intelligence et de volonté. On s'entendrait pour travailler sous la direction d'un camarade, d'un chef auquel on obéirait volontiers, qui ne serait plus un garde-chiourme à qui on est enchanté de dérober quelques minutes de labeur. Le sentiment de la responsabilité interviendrait ici comme partout. Le travail qui intéresse avance rapidement. Les hommes qui se respectent eux-mêmes prennent d'instinct l'habitude de se faire respecter des autres...

Parmi mes camarades de hasard, j'ai trouvé beaucoup de bon. En général, au lieu de se moquer de ma gaucherie de novice, ils cherchaient à me venir en aide. Avec infiniment de tact, ils s'abstenaient de me questionner, acceptant simplement ce que je leur racontais de mon histoire, trouvant tout naturel que, pour gagner de quoi continuer mon voyage, j'acceptasse le premier travail venu.

C'étaient des êtres grossiers, sans éducation, adonnés malheureusement à un langage affreux, émaillé de

jurons ; ils étaient résignés à un travail de brute, leur idéal ne s'élevait pas au-dessus des satisfactions matérielles les plus basses : jamais, pourtant, il ne m'est venu à l'esprit de les craindre. Souvent, pour un mot venant du cœur, je découvrais dans ces natures frustes des trésors de bonté et de générosité.

En quittant West-Point, M. Wyckoff trouve un emploi de portier — faisant office d'homme de peine aussi — dans un hôtel. Il avait beaucoup marché, mangé fort peu, il était horriblement las, et lorsque le propriétaire l'engagea provisoirement, il eût volontiers dansé de joie. Laver les vérandas à grande eau, avant le lever des pensionnaires de cet hôtel d'été, récurer les lampes à pétrole, balayer les salles, cela semblait jeu d'enfant après le rude travail qui lui avait écorché les mains et raidi les membres.

Il fait de son mieux pour contenter son nouveau patron, mais le nettoyage des parquets et des vitres offre de pénibles surprises. La trace de son balai ou de son torchon se voit, une fois l'eau séchée ; l'expérience seule lui apprend qu'il lui faut de l'eau chaude, pleine de savon, pour produire l'effet brillant rêvé par lui. Mais l'intelligence sert à tout, même à laver des parquets et à nettoyer des lampes. Le zèle ne manque pas au portier novice et il s'attire non seulement l'approbation du patron, mais les bonnes grâces du chef qui lui donne, à six heures du matin, une tranche de pain et un bol de café. Cette aubaine n'est pas à dédaigner, car le manger, s'il est abondant, n'est pas appétissant. La dernière classe des domestiques, dont il est, nègres, aides de cuisine, etc., ne reçoit que les déchets des tables. Tout est amoncelé en tas : fragments de viande, pain cassé, légumes divers — cela donne la nausée même à de pauvres diables qui n'ont pas été habitués à une table choisie. Plus d'une fois, le portier quitte son repas, sans avoir pu y toucher.

Le pays est ravissant, beaucoup de gens riches sont installés à l'hôtel ; les enfants pullulent. M. Wyckoff adore les enfants. Cela lui est singulièrement pénible d'entendre dire à leurs bonnes : « Si vous n'êtes pas sages — l'homme vous emmènera ! » L'homme redoutable — c'était lui. Un jour où il balayait une allée du jardin, une jeune femme, extrêmement belle et élégante, tenant deux amours de bébés par la main se retourne, furieuse, et le gronde vertement de faire tant de poussière... Il salue humblement, ne réplique pas, admire la beauté hautaine de la jeune femme et se dit que, rencontrée dans un salon, elle lui eût parlé sur un autre ton !

Un de ses grands ennuis, c'était le pourboire. Pour rester dans son rôle il lui fallait, lorsqu'il portait une malle ou faisait une course, accepter quelques sous. Il les passait aux autres domestiques, mais le rouge lui montait au front. On n'est pas parfait.

Ayant vu ce que pouvait être la vie d'un garçon d'hôtel, M. Wyckoff poursuit son voyage et ses expériences. Il a acquis une certaine assurance, sachant que, d'une façon ou d'une autre, il est à peu peu près assuré de gagner son pain. Il se souvient du mot d'un médecin célèbre à un neurasthénique : « Dépensez vingt-cinq sous par jour — et gagnez-les. » En somme, il se trouve bien de l'ordonnance.

Non sans peine, l'ex-portier trouve maintenant place parmi les hommes qui creusent une tranchée. Il fait atrocement chaud, le travail est épouvantablement dur, et M. Wyckoff est sur le point de tout abandonner. Mais ses muscles se font peu à peu à l'effort qu'il réclame d'eux ; son patron l'encourage ; le lendemain, un travail moins pénible lui est assigné et c'est presque à regret qu'il prend congé de ses nouveaux compagnons. Au bout de sa semaine, il a économisé quarante francs : une fortune ! Lorsqu'il va pour les toucher, l'employé lui demande s'il peut signer ou s'il mettra une croix. Dans le cours de son vagabondage, on l'avait évité comme voleur, on avait fait de lui un épouvantail pour les petits enfants — mais le soupçonner de ne pas savoir écrire passait la mesure ! Pas une fois on n'avait deviné en lui l'homme du monde, l'homme d'étude. Décidément, il s'était par trop déguisé.

Avec ses quarante francs en poche, Walter Wyckoff reprend son voyage. Il veut aller le plus loin possible avant de se remettre au travail. Il arrive à un endroit appelé Wilkesbarre, le vendredi, après trois journées de marche à travers un pays adorable de collines et de bois. Des lettres l'attendent au bureau de poste. Pour les lire à son aise, il entre dans une bibliothèque publique. Là, pour la première fois depuis de longues semaines, il se trouve au milieu de livres. Il n'a qu'à demander, on lui donnera ce qu'il voudra ; il pourra lire pendant des heures. Il sait bien que son argent s'épuise, qu'il lui faudra chercher du travail, mais la tentation est trop forte. Le soir arrive — il lit toujours. On est forcé de le mettre à la porte. D'autres miséreux succombent aux tentations matérielles ; il succombe à celles qui répondent à sa nature : faiblesse pour faiblesse, laquelle est la plus répréhensible ? Il se juge plus sévèrement que ne le feront ses lecteurs.

Une nouvelle expérience, fort intéressante, celle-là, l'attend au milieu des agriculteurs, dans une grande ferme.

En quittant Wilkesbarre, avec deux francs cinquante pour toute fortune, M. Wyckoff se trouve en pleine campagne. Le soir venu, il entre dans une taverne de village et demande au patron s'il y a

quelque chance de trouver de l'ouvrage dans le pays. La réponse est encourageante. Un des gros fermiers de l'endroit est à la recherche d'un homme pour l'aider dans ses travaux.

Le lendemain matin, absolument sans le sou, M. Wyckoff se dirige vers la ferme de M. Hill. Il n'a jamais travaillé dans les champs et tremble d'être éconduit. Je lui laisse la parole, car, tout en racontant ses aventures, il fait un joli tableau de la vie dans une ferme américaine.

Tout autour, je remarquai des signes de bien-être; les barrières solides, les allées proprement tenues, la maison, bâtie en bois brut recuit au soleil, sans peinture aucune, la cuisine séparée de la ferme.

Une jeune fille, vêtue d'une robe de cotonnade rose, assise sur le pas de la porte, écossait des pois; le soleil du matin se jouait dans ses cheveux blonds, et son teint avait la délicatesse d'un intérieur de coquillage. Elle me regarda sans trouble, fixant ses beaux yeux bruns sur les miens. Mon embarras me rendait gauche. Je n'osais lui exposer l'objet de ma visite et je tournais mon vieux chapeau entre mes doigts, tandis que mon havresac me pesait lourdement sur les épaules.

— M. Hill demeure-t-il ici?... demandai-je, en rougissant.

— Oui, répondit-elle avec beaucoup de calme et de dignité. Il est là-bas, auprès de la mare.

J'obtins la permission de déposer mon sac et je me dirigeai vers l'endroit indiqué. Tout en marchant, je notai que les dépendances étaient en bon état, les étables un peu loin de la maison, les outils soignés et rangés, le tout fort propre.

Le fermier, droit, solide, la figure rasée, les traits réguliers, semblait jeune pour ses soixante ans. Non sans balbutier, je lui exposai mon désir de travailler sous ses ordres. Après m'avoir fait quelques questions, il m'engagea séance tenante. En dehors du vivre et du couvert, il m'offrit 3 fr. 50 par jour. J'acceptai et le priai de me donner tout de suite une besogne quelconque. Il m'envoya à sa femme. Mrs Hill m'indiqua une chambrette dans le grenier à foin; il s'y trouvait un bon lit bien propre et une chaise en bois; une fenêtre à chaque bout donnait beaucoup d'air; le parquet était d'une propreté méticuleuse; du plafond pendaient des guirlandes d'herbes et des pommes en tranches qui, en séchant, répandaient une bonne odeur.

Enchanté de ses nouveaux quartiers, Walter Wyckoff se met à la besogne avec énergie. Le fermier intervient :

— Ne travaillez pas trop. Tout ce que je demande à mes hommes, c'est de faire une bonne besogne bien régulière. Voulez-vous manger une pomme?

Il me quitte et je mange ma pomme avec délices, tout en me disant que mon nouveau patron est un brave homme; il traite ses ouvriers comme des êtres responsables et non comme des bêtes de somme. C'est le meilleur des calculs.

La besogne est dure et, à midi, lorsque M. Hill m'appelle pour aller dîner, je suis las et j'ai grand'faim. Chemin faisant, il me montre avec une fierté légitime ses poulains et ses troupeaux.

Le dîner, un peu silencieux, est exquis de propreté, appétissant au possible, avec du poisson qui vient d'être pris, des pommes de terre farineuses, du maïs tendre et des pois cuits à point. Nous autres qui n'avons qu'à nous attabler à heure fixe, sans faim, ne connaissons pas la joie profonde de satisfaire un appétit féroce, résultat du jeûne et d'un travail acharné!

La vie de la ferme est la plus saine, la plus joyeuse, la plus intéressante aussi que notre vagabond ait rencontrée. M. Hill est non seulement un brave homme mais un homme intelligent qui a beaucoup réfléchi et qui n'est pas sans culture. Son fils a fait ses études médicales, sa fille a été en pension. Bientôt, Walter Wyckoff est de la famille. Son patron et lui causent à cœur ouvert, surtout des choses touchant l'agriculture.

Lorsque le jeune homme annonce son prochain départ, le vieux fermier en éprouve une vive contrariété, mais, en véritable Américain, il est sobre de paroles. Les deux hommes se reposent dans la paix du dimanche, assis à l'ombre, et la conversation s'engage à fond. Voyant l'ennui du fermier, M. Wyckoff lui dit :

— Vous ne devez pas manquer de bras. On doit beaucoup demander à travailler chez vous.

Il me regarda, étonné de mon ignorance.

— Vous vous trompez. Voilà longtemps que je cherche à m'attacher un garçon intelligent et actif, sans y réussir. Je me fais vieux et j'abats moins de besogne que jadis. Je suis tout prêt à donner de forts gages. Mais, voyez-vous, les meilleurs d'entre nos jeunes gens s'en vont aux villes...

— Je suis désolé de vous laisser dans l'embarras, monsieur Hill. Ce que vous me dites m'étonne pourtant. On parle tant de l'armée toujours grossissante des « sans-travail »! Je ne puis comprendre qu'un garçon intelligent ne soit pas enchanté de s'attacher à vous.

— Il y a bien des raisons à cet état de choses. Depuis un siècle il s'est fait de grands changements dans ce qu'on appelle la « production ». D'aucuns disent que ces changements ne sont pas tout bénéfice; mais ce qui est certain, c'est que les méthodes ont fait de grands progrès — partout excepté dans l'agriculture. Je ne veux pas dire qu'avec nos machines perfectionnées, nos charrues à vapeur, nos moissonneuses, etc., nous n'ayons pas fait un grand pas en avant. Mais, voyez-vous, nous autres fermiers, nous ne savons guère tirer tout le bénéfice de la science — et c'est notre tort.

Voici ma ferme, par exemple. Mon grand-père en avait défriché le terrain. Dans ce temps-là, les Indiens occupaient encore le pays et mon grand-père a souvent chassé le cerf là-bas dans les bois. Ma ferme ne me rapporte pas beaucoup plus qu'elle ne rapportait alors. J'ai lu, l'autre jour, que vingt-cinq hommes, avec des machines perfectionnées, produisaient autant de cotonnade que toute la

population du Lancashire en fabriquait dans le passé. Or, je pose en fait que le travail d'un fermier, avec ses charrettes et ses chevaux, est, à peu de chose près, ce qu'était ce même travail il y a un siècle.

Lorsque je visite une ville, je ne manque pas de me faire montrer quelque fabrique, et j'ouvre bien les yeux, — je vous en réponds. Les machines sont merveilleuses à voir fonctionner; mais ce qui m'intéresse surtout, c'est de noter comment tout est bien conduit, avec quelle économie intelligente. La fabrique est bâtie de telle sorte que les frais de transport sont réduits au minimum et les ingénieurs sont toujours sur le qui-vive pour amener les machines au plus haut degré de perfection, tout en dépensant le moins possible. Puis, il n'y a pas de gâchis; on trouve moyen d'utiliser les moindres déchets. Je cause souvent avec les contremaîtres; je me fais expliquer la tenue des livres; j'arrive à comprendre que le moindre faux calcul pourrait amener un désastre. Même alors que tout marche à souhait, la concurrence est telle, de nos jours, que s'il reste quelques bénéfices au bout de l'année, une fois les dépenses payées, le taux de l'argent calculé, le fabricant se tient pour heureux.

Dans notre partie, les choses ne vont pas de même. Le coulage est terrible. Je doute si un fermier sur cinq cents tient ses livres à jour, s'il pourrait vous dire, à un moment donné, où il en est de ses affaires. Il est si facile de laisser aller les choses jusqu'au moment où les clôtures tombent, et les toits laissent pénétrer l'eau ! Puis, le luxe s'est faufilé jusque dans les fermes. On dépense en une année ce qui eût suffi jadis à faire vivre une famille pendant dix ans, et surtout à entretenir les bâtiments et soigner les animaux. Lorsque je vois un des nôtres hypothéquer un champ afin de donner un beau trousseau à sa fille — eh bien ! je sais où il va, celui-là !

Les grosses fortunes ne se tirent pas de la terre; elles viennent des manufactures, du négoce des grandes villes; de la spéculation surtout. Et là où l'intelligence se développe le plus vite et le plus facilement, les garçons bien doués se précipiteront toujours. C'est fatal.

Je crois, quant à moi, qu'une révolution économique se prépare. Les chances de gagner une fortune rapide diminuent tous les jours. Avant bien longtemps, on en viendra à comprendre que l'agriculture, menée d'après les mêmes principes que d'autres industries, donnera un bénéfice honorable. Si l'intelligence et l'énergie s'exercent à bien mener une ferme, on ne manquera plus de bras, soyez-en sûr. Il y aura alors moins de « sans-travail » dans les villes et les fermiers ne chercheront pas en vain des hommes de bonne volonté... On ne voudra plus alors de l'agriculture faite en dépit du bon sens!

J'ai lu beaucoup de beaux livres dernièrement au sujet des « charités organisées ». Il semblerait que toute misère ait son palliatif. Les riches donnent énormément, cela n'est pas douteux. Mais je ne vois pas que les pauvres leur en sachent beaucoup de gré ou qu'ils cessent, pour cela, d'être un danger perpétuel pour la sécurité de la société. Je crois que cette bonne volonté des riches, cette immense dépense de temps aussi bien que d'argent pourraient s'utiliser autrement. Il faudrait, par exemple, donner à chaque enfant une éducation technique, pratique, en le dirigeant de préférence du côté de l'agriculture scientifique.

Il est plein de bon sens, ce fermier. S'il ne dit pas des choses bien neuves, il les dit pourtant avec la force que donne l'expérience d'une longue vie bien employée.

M. Hill et son « garçon de ferme » se quittent les meilleurs amis du monde. Ce court séjour a été un vrai repos, malgré le travail assez fatigant des champs. Il n'a pas été, non plus, sans intérêt pour l'enquête poursuivie si courageusement par notre voyageur. Sa nouvelle halte va être d'un tout autre genre, beaucoup plus rude.

Se sentant riche de ses économies, un peu moins de vingt francs, Walter Wyckoff se dirige vers les montagnes. La première journée, une véritable journée d'automne en Amérique, ce qu'il y a de plus exquis au monde, le voyage est délicieux. Le lendemain, il pleut à verse. Un brave garçon l'invite à prendre place dans sa charrette — ce qui n'est pas de refus. Il est beau, il est joyeux, il est expansif de nature, ce jeune homme et, sans plus de façons, il pose des questions. Où va le voyageur? — que cherche-t-il? — à quel travail est-il propre? Il donne aussi de bons conseils. Lui-même, avant son mariage, a travaillé comme bûcheron, là-bas dans la montagne. La vie est rude, mais saine; on arrive à l'aimer. Va pour la montagne! Le soir venu, il invite son nouvel ami à passer la nuit chez lui. Cette bonne hospitalité simple, cette insouciance qui ouvre la porte à un étranger, un voleur peut-être, n'est pas le trait le moins caractéristique de cette population fruste, mais généreuse. La femme, les vieux parents, les enfants font place à table et autour du feu à l'étranger — et tout est dit.

Il faut quitter la grand'route pour des chemins, puis pour des sentiers de montagne. Au bien-être relatif des plaines, où les fermes abondent, succède la misère des pays âpres. Bientôt Walter Wyckoff a épuisé son petit pécule. Lorsqu'il arrive à un premier campement de bûcherons, il a très faim, et la question palpitante d'intérêt est de trouver un souper et un lit. Les gens des bois rencontrés sur la route semblent d'une autre race que celle de la plaine. Juchés sur leurs tombereaux d'écorces d'arbres, en route pour la tannerie, ils ont des airs farouches; beaucoup portent le large sombrero et la veste de couleur. La réception faite à l'étranger n'est guère encourageante. Cependant, un premier coup d'œil lui montre des cabanes bien bâties, avec de gros blocs de bois, une boutique de maréchal-ferrant bien achalandée, un air de prospérité et de travail dans tout le camp. Sûrement, il doit s'y trouver de la besogne pour un homme de bonne volonté!

Appuyé à la porte du maréchal-ferrant, un superbe gars, droit, fier, beau et fort comme Achille, regarde s'avancer le piéton fatigué. Le maréchal-ferrant abandonne son enclume, d'autres hommes s'approchent. Tous dévisagent le nouveau venu, ce qui embarrasse beaucoup celui-ci. Lorsque, timidement, il demande de l'ouvrage et qu'il lui avoue ne rien savoir du métier, on lui tourne le dos dédaigneusement. Le superbe Achille cependant lui fait entendre qu'un peu plus loin se trouve un autre camp où peut-être le prendrait-on à l'essai. Bien las, découragé aussi, Walter Wyckoff reprend le sentier qui monte au milieu des arbres. Arrivé au camp qui prend le nom de son chef Fitz-Adams, il trouve, non sans peine, un grand gaillard encore jeune, superbe de force musculaire et de santé, qui, lui, consent à le prendre à son service. En tout cas, il pourra manger et coucher. C'est l'essentiel.

On le fait entrer dans une énorme salle, chauffée par un poêle car il fait froid dans la montagne. Une lourde table carrée sert aux repas. Au mur est suspendu un très petit miroir au-dessus d'une planchette où se trouve un peigne; des essuie-mains grossiers sur des rouleaux servent à tout le monde — ainsi que le peigne, du reste. Bientôt quinze hommes, las d'un lourd travail, entrent, les uns après les autres; tous examinent le nouveau venu, sans lui parler. Le souper, abondant et excellent, fait oublier l'accueil plus que frais des nouveaux camarades.

Les hommes causent entre eux du travail accompli, du travail à faire, sans plus faire attention à l'intrus. Ce qui frappe M. Wyckoff, homme de bonne compagnie et très religieux, c'est l'abominable langage employé, sans colère du reste. Impossible de dire, « passez-moi le pain » sans les plus gros jurons. Cela va de soi — comme le sel dans les aliments. On n'y fait pas attention; s'il manquait, on s'en apercevrait très vite.

Un des hommes qui revenait d'une fugue, une de ces fugues où les malheureux laissent souvent les gains d'un mois chez les mastroquets — et ailleurs, — un jeune homme superbe, plein de vie, d'énergie, de courage, attira l'attention de M. Wyckoff. Il chercha à s'en faire un ami et, sortis ensemble, ils causèrent bientôt à cœur ouvert. M. Wyckoff ne put s'empêcher de lui dire ce qu'il pensait de son impiété. Le jeune homme le regarda avec un naïf étonnement : « Cela jurer?... Ah! bien, si vous restez au camp, vous saurez bientôt ce que jurer veut dire. Les mots dont s'émaille la conversation ordinaire ne signifient rien du tout! »

Et, en effet, M. Wyckoff ne tarda pas à être édifié sur ce chapitre.

A quatre heures du matin, le patron, se servant naturellement de ses meilleurs jurons, qui ne l'empêchaient pas d'être de fort bonne humeur, réveilla les hommes. M. Wyckoff eut la chance de se débarbouiller le premier et d'arriver aux essuie-mains avant qu'ils n'eussent servi — au peigne aussi! Le déjeuner consistait en bifteck, pommes de terre, pain et café, le tout fort abondant.

Le premier travail du novice, qu'on appelait *Buddy*, nom consacré aux nouveaux venus, devait consister à empiler l'écorce des arbres dans des tombereaux. Il faisait encore nuit et très froid.

D'abord, M. Wyckoff fut mis entre les mains d'un vieux qu'il chercha à imiter de son mieux, tout en sentant combien il lui était inférieur. Mais bientôt le patron l'appela de son côté. L'épreuve, cette fois, était sérieuse.

Le patron, debout dans son camion, recevait les fragments d'écorce que je lui passais et négligemment les jetait dans le fond. Je devinais bien le mépris que lui inspirait mon inexpérience; sa part du travail était réduite à presque rien.

Après un temps de silence orageux il s'écria, avec un gros juron : « Plus vite, espèce d'animal »... et les injures et les gros mots de pleuvoir.

Je croyais avoir déjà fait un assez joli apprentissage à West-Point et je me raisonnais. Mais il y eut un moment où toute ma philosophie me fit défaut; elle était remplacée par un désir fou de frapper, de tuer. Je voyais à mes pieds de grosses pierres qu'il m'eût été si facile de lancer à la tête de Fitz-Adams! Je ne sais trop ce qui me retint. Peut-être la fureur impuissante de cet homme qui se dépensait en imprécations et qui me criait sur tous les tons : « Plus vite, plus vite! » Je finis par ne plus entendre son terrible langage; je parvins à accélérer mes mouvements de sorte que notre tombereau se remplit aussi vite que les autres...

Par bonheur Walter Wyckoff fut mis sous les ordres d'un bûcheron d'une cinquantaine d'années, nommé Toler, qui ne jurait que d'une façon à peu près décente et qui, dans sa partie, était sans rival : il se dirigeait à travers les taillis, trouvait, d'instinct, l'endroit voulu, et il montrait une adresse merveilleuse à abattre un arbre, à le dépouiller, et le scier en planches ou en bûches. Certes, il ne pouvait tout à fait cacher la pitié que lui inspirait cet homme des villes qui ne connaissait rien du métier et qui maniait la hache avec l'habileté d'une femme qui s'efforce de jeter une pierre. Mais il l'instruisait et l'encourageait. Après la violence du patron, l'aménité du père Toler semblait chose exquise.

Mais les épreuves de la journée n'étaient pas encore finies. A un moment donné, Toler envoie M. Wyckoff chercher un outil; il passe tout près de Fitz-Adams qui, avec un de ses hommes, cherche, à grand renfort de jurons et de cris, à dégager un

tombereau embourbé et que les malheureux chevaux sont impuissants à traîner. Rien n'est plus propre à exciter les passions haineuses des hommes. Le patron aperçoit le jeune homme :

— Que faites-vous là, par tous les diables?... me cria-t-il.

— Toler m'a envoyé chercher un levier.

— Et moi, je vous dis d'aller le chercher en enfer...

Avec ces douces paroles, il se précipite vers moi, brandissant une hache. Ce géant, aux yeux fous, tremblant de rage, n'était rien moins que rassurant. Mais, au fond, mon apparence de courage lui imposait. Je le regardai bien en face et, avec un changement curieux d'attitude, il m'ordonna de porter le levier à Toler. Je ne me le fis pas dire deux fois. Mon courage était tout de surface. La vérité, c'est que j'avais eu très peur et que mes jambes tremblaient sous moi...

La conduite de Fitz-Adams m'intriguait fort ; elle semblait contredire la réelle force et la virilité de l'homme. S'il me méprisait si fort, que ne m'envoyait-il promener? Je commençai à comprendre que c'était par bonté d'âme, par faiblesse. Il me savait peu fait pour la rude vie des forêts et comptait me chasser par la peur. Il ne voulait pas prendre sur lui de me renvoyer. J'étais pour lui un problème. Que venait faire un homme de ma sorte au milieu de ses bûcherons ?

Les autres me réconfortaient ; me disaient de ne pas me formaliser de la brutalité du patron : c'était sa manière, rien de plus...

Le jeudi, Fitz-Adams me dit qu'il me donnait encore ce jour-là comme dernière chance. Je me préparai à être impitoyablement renvoyé et songeai, non sans ennui, à trouver du travail ailleurs. Je fis de mon mieux, travaillant sous ses ordres. Son humeur avait changé. Il était silencieux et ce mutisme me semblait de mauvais augure. J'aurais voulu rester encore. Les bûcherons me plaisaient. Je commençais à les connaître s'ils ne me connaissaient pas encore. Enfin, le patron me dit :

— Ecoutez, Buddy... avez-vous jamais été à l'école ?

— Oui.

Après un court silence, Fitz-Adams continua :

— Alors, Buddy, vous avez de l'éducation ?

— J'ai eu quelques avantages de ce côté.

Presque timidement, il reprit, changeant subitement mon nom de Buddy pour une appellation respectueuse :

— Major, savez-vous l'arithmétique ?

Je vis mon avantage ; je l'assurai que — jusqu'à un certain point — je n'étais pas ignorant des mystères des quatre règles.

— Major... voulez-vous tenir mes comptes ?

— Avec le plus grand plaisir.

Fitz-Adams poussa un gros soupir de soulagement et sa voix se fit douce.

— Voilà qui va joliment m'arranger. Moi, je n'ai pas eu vos avantages. Je m'embrouille. Je parie que j'ai bien perdu 10000 francs l'an dernier, faute de comprendre mes contrats. Dites, major, vous ne m'en voulez pas ? Ce travail est trop dur pour vous, et moi... Dame !... je ne savais pas...

— Assez, mon brave Fitz-Adams. Nous nous comprenons... mais si nous ne faisons pas notre besogne plus vite que cela, jamais nous n'en aurons fini...

A partir de ce jour, Walter Wyckoff devint une sorte de personnage. Il resta un ouvrier médiocre, mais il se montra comptable de premier ordre, Fitz-Adam l'admirait, le choyait. Avec ses camarades, cependant, il restait l'« intrus, » l'homme qui ne ressemblait pas aux autres. Il trouva moyen de les conquérir à leur tour.

La montagne était parfois impraticable aux chevaux. Sur un versant très rapide, se trouvaient des tas d'écorce, déposés au pied des arbres et que le patron ne savait comment descendre.

En examinant la montagne, je me dis que si je trouvais moyen d'assurer la descente je pourrais très bien prendre une charge sur mes épaules. De bon matin, muni d'une pioche et d'une bêche, je taillai des marches dans le flanc de la colline. Après quelques essais plus ou moins heureux, je réussis à porter une forte charge de l'écorce, ayant soin d'en prendre un large morceau comme base d'opération et d'y entasser les plus petits, le tout fortement assujetti. Je trouvai moyen de glisser le paquet sur mes épaules en descendant quelques pas afin de me mettre au niveau du sol ; d'une main je tenais mon fardeau ; de l'autre, je maintenais ma balance dans la descente presque à pic et assez périlleuse.

En réalité, mon entreprise était moins audacieuse qu'elle ne le paraissait, grâce aux marches faites dans les terres ; mais, vu d'en bas, je devais faire l'effet d'une mouche sur une vitre. Un soir, les camarades, revenant de leur travail, s'arrêtèrent tous pour me regarder faire. A partir de ce moment, ma cause était gagnée. Comme le patron, plusieurs me gratifièrent du titre honorifique de « major ».

M. Wyckoff resta au milieu des bûcherons un peu plus de deux semaines. L'expérience, commencée si mal, se termina pour le mieux. Ces hommes, à demi sauvages, d'une impiété de langage tout à fait extraordinaire, grands buveurs, joueurs et jouisseurs à l'occasion — comme les matelots qui tirent leur bordée au retour d'un long voyage — l'intéressaient par leur courage, leur générosité instinctive et aussi par une espèce de naïveté presque enfantine qui se trahissait même dans leurs pires débordements. Ceux qui connaissent l'Amérique à fond retrouvent cette naïveté, ce restant d'enfance, si on peut l'appeler ainsi, dans toutes les classes de la société aux États-Unis — et ce n'est pas là un des moindres étonnements des voyageurs. L'Américain n'a pas la réputation d'être un naïf. Il ne l'est, certes, pas lorsqu'il s'agit du tout-puissant dollar. Et cependant, chez les plus retors, chez les plus âpres, on est parfois surpris d'en retrouver une trace, comme des paillettes d'or au milieu des scories.

Le petit livre de M. Walter Wyckoff s'arrête ici. Il doit sûrement être suivi d'autres volumes. Il n'est pas permis à un homme qui a si bien vu, observé de si près, d'interrompre brusquement ses confidences. Nous l'attendons à ses travaux dans l'Ouest, à Chicago, puis au delà des vastes prairies, dans le pays des mines. Il y aurait là beaucoup à apprendre, non seulement pour ses compatriotes, mais aussi pour ceux qui, de loin, suivent avec intérêt l'évolution sociale qui s'accomplit dans le nouveau monde.

Je m'excuse d'en avoir usé un peu cavalièrement avec les passages cités. J'ai beaucoup resserré, élagué, résumé, afin de pouvoir donner une idée de l'ensemble. Ce petit livre m'a semblé si vivant, avec ses notes prises au jour le jour, écrites n'importe où, sur un bout de table, en attendant le repas si durement gagné, dans le repos du dimanche, que j'ai voulu, autant que possible, en donner l'esprit plutôt que la lettre. La composition de l'ouvrage n'est pas sans défauts. L'auteur part, revient sur ses pas, laisse maint détail dans l'ombre, tandis qu'il s'étend longuement sur n'importe quel sujet qui, pour le moment, l'attire. C'est une conversation intéressante avec un homme de cœur et d'intelligence très cultivée, plutôt qu'un ouvrage dogmatique. Et c'est bien de cela que nous sommes tentés de remercier M. Walter Wyckoff.

JEANNE MAIRET.

ENTRE DEUX LÉGISLATURES (1)

II. La Chambre qui doit venir.

Elle est celle qui doit venir. C'est pour l'instant tout ce que nous en savons. Cela ne signifie pas qu'elle soit attendue comme le Messie. Il est permis de fonder sur elle de grandes espérances, mais aussi de n'en attendre que maux et afflictions, mais même de n'en rien espérer ni rien craindre et de considérer sa venue imminente avec une sereine indifférence. Le troisième parti semble être le plus communément adopté, quoiqu'il ne soit peut-être pas le plus raisonnable, et il explique sans doute pour une bonne part la tranquillité de cette période électorale.

Je ne risquerai, quant à moi, aucun pronostic. On ne peut prophétiser avec quelque sécurité que des événements assez lointains pour ne pas s'exposer à recevoir un démenti en face. Dans trois jours, nous serons à peu près fixés sur la composition générale de la prochaine Chambre.

Il est vrai que, même une fois les ballottages terminés et les noms de tous ses membres connus, nous en serons encore réduits aux conjectures sur son esprit et sur son avenir. Qui aurait prévu, en 1893, les convulsions de la première moitié de la législature qui vient de finir?

On ne chercherait donc pas sans ridicule à deviner ce que la Chambre prochaine fera, ce qu'elle ne fera pas, ou même si elle fera quelque chose. Le scepticisme qui l'accueille avant qu'elle soit née est dicté par la persuasion qu'elle ne fera rien, et ne sera par conséquent ni bien mauvaise ni bien bonne. Il n'est pas sûr que ce raisonnement soit juste et que l'inertie soit toujours inoffensive.

La seule hypothèse vraiment plausible qu'on puisse soutenir sur la Chambre de 1898, c'est que divers problèmes assez importants se poseront devant elle, puisqu'ils sont déjà posés à l'heure qu'il est. Il n'y a pas apparence qu'ils doivent se résoudre tout seuls. On peut les ajourner; mais voilà quelque temps déjà qu'on les ajourne. Oui, il est possible, si la Chambre ne fait rien, qu'il n'en résulte rien de fâcheux; mais le contraire n'est pas invraisemblable.

Un symptôme un peu rassurant, c'est que l'accord semble se faire entre les hommes d'État et les publicistes les plus éclairés, sur la définition des principaux de ces problèmes et sur le sens général des solutions possibles. Un philosophe construit un vaste système absolument inédit. A l'autre extrémité du travail humain, un légiste, dans le détail des lois qu'il rédige, trouver encore du nouveau. L'orateur ou l'écrivain politique peut s'inspirer d'une philosophie et réagir sur la législation; mais son ambition est d'être utile, non pas original, et bien loin de rechercher l'originalité, il s'en défie comme d'un signe d'erreur.

* * *

La première cause que la Chambre de 1898 aura à défendre, — j'entends celle qui la touchera de plus près, — ce sera celle du parlementarisme lui-même.

Qu'il existe dans le pays un courant d'esprit antiparlementaire, c'est ce que l'optimisme le plus résolu ne peut ignorer. Il n'y a pas aujourd'hui à proprement parler de parti antiparlementaire organisé; mais les éléments épars de ce parti, pour peu qu'un chef présentable leur soit offert (et ils ne sont pas difficiles), auront vite fait de se cristalliser autour de lui et de former un autre boulangisme.

La dictature (c'est-à-dire nécessairement, en France, la dictature militaire) : voilà l'un des deux régimes qu'on nous propose pour remplacer le parlementarisme. Le second, qui nous est proposé d'un autre côté, s'appelle le régime Conventionnel.

C'est pourquoi nous souhaitons le maintien du régime parlementaire.

(1) Voyez la *Revue* du 30 avril.

Ayant l'avantage de la possession d'état, le seul péril vraiment menaçant pour son existence serait celui que créeraient ses fautes. La principale faute qu'il puisse commettre, c'est de ne pas se conformer aux conditions de sa nature propre.

La constitution de 1875 a soigneusement obéi à ces conditions essentielles. Il n'y a donc pas lieu de la reviser, et nous voyons en effet que sa revision n'est réclamée que par les partisans du régime dictatorial et par ceux du régime Conventionnel. Mais, comme l'a dit M. Poincaré, s'il n'y a pas lieu de reviser la Constitution, il y a lieu de l'appliquer.

Son principe, qui est celui de toute constitution parlementaire (j'en suis fâché pour les beaux esprits qui le traitent d'abstraction ou de rengaine), c'est le principe de la séparation des pouvoirs.

Le pouvoir législatif est partagé entre la Chambre et le Sénat. J'ai félicité la Chambre de 1893 d'avoir grandi le prestige du Sénat. Ses lâchetés et ses sottises ont remis plus d'une fois aux mains du Sénat la garde du salut public. Que la Chambre de 1898 n'essaye pas de toucher au Sénat ! Elle n'aurait pas l'opinion pour elle. Mais elle peut témoigner par d'autres moyens que sa devancière de sa déférence envers la haute Assemblée.

J'ai loué également la Chambre de 1893 d'avoir accru la popularité des Conseils généraux. C'est que les Conseils généraux repoussèrent, en avril 1896, l'impôt global et progressif que la Chambre avait voté (en principe) un mois auparavant. Ces assemblées départementales n'ont pas de part officielle au gouvernement. Mais il apparut en cette circonstance qu'elles avaient souvent plus d'esprit politique que l'assemblée chargée des affaires nationales. La Chambre prochaine, lorsqu'elle sera embarrassée, ne fera pas mal de leur demander un avis. Elle fera mieux en étendant leurs pouvoirs, par la décentralisation, et par la suppression de l'absurde article de loi qui leur interdit d'émettre des vœux politiques.

Jules Simon et quelques bons esprits avec lui ont demandé que les Conseils généraux pussent participer à l'élection du Président de la République. Je ne vois à cette idée aucune objection de fond. Son principal inconvénient, c'est qu'elle n'a, je crois, aucune chance d'être votée. C'est aussi, je le crains, celui des propositions tendant à modifier la loi électorale de la Chambre, à organiser le suffrage universel. Quelques-unes sont excellentes et il est possible qu'on y vienne, mais non pas, ou je me trompe fort, pendant la prochaine législature.

La véritable réforme à accomplir touchant le pouvoir exécutif, ce sera encore de respecter les droits que la constitution lui confère, de lui assurer une existence conforme aux lois du parlementarisme. Les parlements ont été inventés pour résister aux empiétements du pouvoir exécutif; ils ont bien vite passé de la défensive à l'offensive, et ont tout envahi. Cette omnipotence qu'ils s'attribuent se manifeste par divers fléaux, dont le pire est l'instabilité ministérielle, déterminée par la quasi-permanence des assemblées, par le jeu incessant des interpellations, par l'émiettement des groupes, et par les convoitises des députés dont l'objectif est d'être, d'une façon ou d'une autre, les maîtres de l'administration. Les remèdes ? Il n'y en a qu'un de radical : c'est que le gouvernement, une fois la majorité dont il doit être le chef bien nettement constituée, fasse savoir qu'il n'hésitera pas, le cas échéant, à user du droit de dissolution. Il est inadmissible qu'une Chambre se ravise et renverse un ministère tous les six mois. Il faut que le cabinet soit agréé d'elle, mais lorsqu'il l'est, il a le droit d'exiger que le contrat soit à l'abri d'un caprice. Il est trop commode pour une Chambre d'abattre les gouvernements, comme des capucins de cartes, sans rien risquer; si elle savait que sa fantaisie l'obligera à retourner devant les électeurs — juges naturels de ces différends — elle ne se résoudrait à ouvrir une crise que lorsque l'affaire en vaudrait la peine.

Enfin on compléterait heureusement la réforme parlementaire par une revision du règlement dans le sens proposé par MM. Poincaré, Deschanel, Barthou, etc., c'est-à-dire par une limitation de l'initiative parlementaire, du droit d'interpellation et d'amendement. Par voie d'amendement au budget, M. Jaurès a demandé la suppression du Sénat. Un autre député, par la même voie, la suppression de l'Odéon... Des gens systématiques objectent qu'on ne change point les hommes ni leurs mœurs à moins de bouleverser de fond en comble la constitution de l'État. Notre expérience à tous prouve qu'une simple amélioration d'une méthode de travail donne des résultats sérieux. C'est toujours la volonté des hommes qu'il faut changer, même pour obtenir qu'ils consentent à faire une révolution. Pour opérer un changement efficace, il faut les déterminer à prendre des garanties contre leurs défaillances futures ; est-ce qu'un règlement de travail n'apporte pas une de ces garanties ?... Il n'est pas impossible que la prochaine Chambre s'impose quelques sacrifices de ce côté : la Chambre défunte n'avait-elle pas déjà rejeté toutes les interpellations au samedi ?

Les assemblées parlementaires, trop nombreuses (on ne les décidera pas à réduire leur nombre, mais on pourrait au moins ne pas s'indigner contre les absents si précieux), seront toujours justiciables de la psychologie des foules. (Voyez l'étude de M. Gustave Le Bon.) Les députés seront toujours, dans une cer-

taine mesure, des « déracinés », sur lesquels l'atmosphère du Palais-Bourbon exerce une influence qui explique, au moins autant que l'hypocrisie vulgaire, les différences qui séparent trop souvent les votes de l'élu du programme affiché naguère par le candidat... Bref, on pourrait énumérer longtemps encore les défauts auxquels le parlementarisme n'échappera jamais. On peut les atténuer. Et ce qui est consolant pour nous, c'est que ces misères nous sont communes avec tous les pays parlementaires d'Europe (1), sans en excepter l'Angleterre, dont les Chambres, qu'on nous donne pour modèles, ont été vitupérées par Herbert Spencer, par Stuart Mill, et par lord Chesterfield dès 1751.

* * *

Au reste, il est clair que « la réforme parlementaire », comme le parlementarisme lui-même, n'est qu'un moyen, — le moyen d'organiser un gouvernement libéral. (Encore un mot bien démodé, mais je n'y puis rien.)

La Chambre prochaine aura certainement à défendre, en plus d'une occasion, les principes du libéralisme (que l'on traite communément aujourd'hui de guitares ou de balançoires). Ils sont attaqués avec trop de vivacité et de trop de côtés différents, pour que quelques-uns des assaillants ne tentent pas un coup au Palais-Bourbon. Je suis persuadé que la Chambre saura résister, comme sa devancière, qui n'a pas été tout à fait à l'abri de ces tentatives; je voudrais être sûr que son opposition eût des assises dogmatiques assez solides pour défier toute surprise et tout entraînement.

On essayera probablement de l'enrôler dans des querelles religieuses et dans des querelles de races.

En matière religieuse, elle ne se laissera pas séduire (du moins je l'espère) par ceux qui veulent mettre la puissance de l'État au service de leurs doctrines. Si les religions révélées doivent disparaître un jour de la surface du globe, l'État n'a pas à hâter cette disparition, ni à s'entremettre pour la retarder. La religion, ou l'irréligion, est chose individuelle; et l'État n'a pas plus à s'inquiéter des opinions religieuses des citoyens que de leurs goûts culinaires. Qu'il maintienne donc sa neutralité stricte, sans écouter ceux qui taxent cette neutralité de faiblesse, ni ceux qui la dénoncent comme une oppression.

La neutralité religieuse de l'État est un acte de justice envers les citoyens, qui ont cherché la vérité de leur mieux et qui croient ce qu'ils peuvent. (Je tiens les théories criticistes sur la croyance pour éminemment dangereuses, car si la croyance est volontaire, ceux qui se trompent, se trompent volontairement, et les fanatiques possesseurs d'une certitude sont fondés à regarder leurs adversaires non comme des malheureux, mais comme des criminels.) La neutralité de l'État est commandée par les intérêts de la pensée humaine, qui a besoin pour se développer de la libre sélection des idées. La neutralité de l'État, dans une époque où les opinions religieuses sont divisées en fait, est le seul expédient qui puisse empêcher la guerre civile. Enfin la neutralité n'est pas contraire aux intérêts de l'État, comme le prétendent certains sophistes, car il est exact que l'unité fait la force des États, mais il y a d'autres domaines que celui de la religion, où peut se réaliser cette unité nécessaire.

La Chambre ne se laissera pas convaincre par les ennemis du protestantisme. Indépendamment du principe de la liberté égale pour tous, dont ils font bon marché, elle n'acceptera pas leur argument utilitaire. Sans aller jusqu'à examiner si Renan a eu raison de regretter que la France n'ait point adopté le protestantisme, elle considérera que tout au moins la minorité protestante a apporté à l'esprit français un élément, et pour ainsi dire un assaisonnement de gravité morale qui était le bienvenu dans le pays des fabliaux et du vaudeville.

La Chambre ne se laissera pas non plus gagner par l'antisémitisme, malgré les hautes autorités du plus éloquent de nos académiciens et de la plus spirituelle de nos femmes de lettres. Indépendamment du principe de la liberté égale pour tous, qui ne serait pas compris, elle opposera une plus exacte théorie des races à la fausse théorie sur laquelle l'antisémitisme est construit (et l'antiprotestantisme aussi, lorsqu'on le présente, et certains catholiques romains ne s'en font pas faute, comme une importation du dehors encore tout infectée d'esprit étranger). Les antisémites font donc aux juifs une querelle de races. Ils affirment que l'unité de la race française est compromise par l'infiltration de cette race étrangère et inférieure. Étrangère, la race juive l'est de toute évidence : inférieure, je crois qu'elle l'est aussi, au sens où l'entendait Renan. C'est-à-dire que, pris en moyenne, les individus juifs sont pour le moins aussi intelligents que les individus aryens; mais que dans l'œuvre générale de l'humanité, la race juive n'a apporté que le monothéisme, tandis que la race aryenne a créé la philosophie, la politique, la science et la beauté. Mais est-ce que la race celtique n'était pas inférieure à la race latine et à la race germanique? Est-ce que la France n'est pas le produit de l'amalgame d'une demi-douzaine de races différentes? Est-ce qu'il y a un seul peuple européen qui ne soit le produit d'un amalgame sem-

1. *La Crise du libéralisme*, par F. de Pressensé (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1897).

blable (1)? Est-ce que l'unité d'une nation ne serait pas précisément la résultante de cet amalgame? Tout ce que l'on peut soutenir, c'est que la physionomie propre à chaque nation a été déterminée par la race dominante; encore est-il que la race dominante est souvent la plus civilisée, non la plus nombreuse. La France est certainement latine, l'Allemagne certainement germanique; mais l'ethnographie n'y est pour rien, ou pour pas grand'chose. Ce n'est pas la race, mais la civilisation, la culture, qui est latine ou germanique. Les populations qui maintiennent et développent ces diverses cultures sont d'origines hétéroclites, et elles ont toutes intérêt à se nourrir et à se revivifier constamment par des croisements et des assimilations nouvelles d'éléments étrangers. Les nationalités sont des êtres réels (et ceux qui combattent l'antisémitisme d'un point de vue internationaliste et cosmopolite sont des maladroits ou des sots qui vont de gaîté de cœur au-devant des coups); mais puisqu'elles sont des êtres réels et vivants, les nationalités n'ont pas l'unité immobile et figée des minéraux, elles ont l'unité des organismes, qui est complexe, soumise à l'évolution et à l'échange perpétuel avec le milieu.

Dès lors, quelle doit être notre conduite, à nous Français, vis-à-vis des juifs, et vis-à-vis des étrangers qui viennent s'établir sur notre sol? Notre intérêt évident est de les assimiler, c'est-à-dire d'enrichir de ces aliments la substance vivante de notre nation. Il faudrait avoir une bien piètre opinion de la civilisation française pour croire qu'elle ne réussira pas à les digérer promptement, si l'on n'y met point obstacle. Naturalisons donc les étrangers, et favorisons le meilleur moyen d'absorption des juifs, qui s'appelle le mariage mixte. Un tyran intelligent ferait un édit pour imposer ces mariages mixtes. Louis XIV n'était pas antisémite; mais ses préjugés religieux ne lui permettaient pas de faire un pareil édit, et c'est grand dommage. Ce n'est pas par l'injure et le pillage à main armée qu'on y suppléera.

* * *

Une dernière catégorie de sophistes à qui la Chambre aura sans doute affaire, c'est celle des individualistes; elle est la plus dangereuse de toutes, parce qu'elle est innombrable, protéiforme, sort de tous les trous et pullule sur le corps social, qu'elle prétend dépecer, comme les Lilliputiens sur Gulliver endormi.

Ici, la semaine dernière, M. Jean-Paul Laffitte a dit leur fait aux individualistes dans des termes qui ne me laissent rien à ajouter. Voici les remèdes que je propose:

1° Culte de la Raison et du Droit, qui n'exige point de cérémonies renouvelées de Robespierre. On voit ici le seul point sur lequel je sois tenté de m'éloigner un peu de M. Jean-Paul Laffitte. Je crois que la Raison, principe universel et nécessaire, est une discipline capable de réduire l'individu aux règles du devoir, bien loin de l'en faire sortir. Quoi de moins individuel que la logique, laquelle n'est que la raison en exercice? Ce qui sépare les individus, les disperse et les divise, ce sont les désordres d'une sensibilité échappée au joug unitaire de la Raison. De même, la notion du Droit est un principe d'unité, étant commune à tous les hommes, et elle est une précieuse source de force morale, qui grandit l'homme à ses propres yeux et l'attache à la patrie où la jouissance de ces droits trouve, si l'on peut dire, un débouché naturel. Il est fâcheux que, la Raison et le Droit ayant en quelque sorte leur résidence dans les individus, on ait donné à la théorie qui accepte ces deux principes le nom d'individualisme. C'est une confusion de mots tout à fait déplorable. Elle a été aggravée par cette circonstance historique, que la discipline de la Raison a été invoquée contre l'autorité abusive de la tradition et celle du Droit contre les gouvernements arbitraires. Mais ces deux autorités, celle de la tradition et celle du despotisme, étaient absolument individuelles, par conséquent soumises à la passion et au caprice, et véritablement anarchistes si on les compare à l'ordre impersonnel de la Raison et du Droit. L'anarchie peut être en haut aussi bien qu'en bas. Le monde moderne ne supporte plus les autorités individuelles et extérieures. Il s'agit donc de les remplacer par des autorités impersonnelles et immanentes, qui ont en outre l'avantage d'être infiniment plus fixes, plus stables, c'est-à-dire d'être bien davantage des autorités. Cette révolution correspond à celle de la cosmologie, où l'anthropomorphisme païen a été remplacé par l'idée des lois de la nature, la superstition par la science; et à celle de la politique, où le bon plaisir du prince en chair et en os a dû céder la place aux lois uniformes et égales pour tous de la République. On peut dire que la raison et la science ont établi la conception républicaine de l'univers, et que la République est la conception scientifique de l'État.

2° Restauration de la notion d'État. Elle a été lamentablement faussée par deux systèmes prétendûment étatistes: le système de la centralisation napoléonienne, et le système socialiste. Le système centralisateur surcharge l'État d'une infinité de fonctions auxquelles il n'est point propre: d'où il suit qu'elle le rend ridicule ou odieux, et anémie le peuple auquel elle refuse tout moyen d'exercer son activité et de faire son éducation politique: double

(1) Cf. Renan : *Qu'est-ce qu'une nation?* et Fouillée : *Psychologie du peuple français* chez Alcan.

source d'anarchie. Quant au système socialiste, c'est l'anarchie toute pure.

Il est incroyable que le socialisme passe pour le système le plus étatiste, alors qu'il l'est le moins de tous. Il entend bien se servir de l'État, mais pour le détruire : les déclarations des marxistes sont formelles sur ce point, et d'une louable sincérité, mais qui a été bien inutile. Dans toutes les polémiques libérales, on lit que le socialisme veut établir la tyrannie de l'État. Il est exact que le socialisme entend se servir provisoirement du pouvoir de l'État pour réduire son adversaire, le capital, et que les capitalistes seraient un peu malmenés et gênés aux entournures. Mais au profit de qui, s'il vous plaît, seraient mises ces quelques entraves à certaines libertés particulières ? Est-ce au profit de l'État? Le socialisme veut-il nous ramener au régime des républiques antiques, où les citoyens, corps et âme, appartenaient à l'État? Je connais des esprits si profondément persuadés de la nécessité de la notion d'État qu'ils ne seraient peut-être pas très éloignés de souscrire au socialisme, si le socialisme, c'était cela. Seulement, c'est exactement le contraire. Le socialisme contemporain ne se préoccupe que de l'intérêt des individus : il n'a d'autre objectif que d'accroître le bien-être des individus. S'il en dépouille çà et là quelques-uns, c'est uniquement pour la satisfaction du plus grand nombre. Les charges de l'État, — armée, diplomatie, etc., — sont lourdes pour ce grand nombre; il les supprime donc, et remplace l'État par de simples rouages administratifs pour la division du travail et la répartition des produits. Le socialisme n'est que l'individualisme exaspéré : en thèse individualiste, il est inattaquable. Car, si la société n'est qu'une collection d'individus absolument égaux, il n'y a aucune raison pour que ces individus jouissent inégalement des biens de la terre, et si l'individu se suffit à lui-même, il serait bien sot de ne pas secouer ce pesant harnais des institutions politiques dont il peut se passer. Il n'y a de réfutation sérieuse du socialisme contemporain que du point de vue organique. Si la société n'est pas un aggloméré de monades individuelles identiques, mais un organisme solidaire et hiérarchisé, c'est alors seulement que l'inégalité des conditions se justifie et que se démontre la nécessité d'un chef (*caput*), d'un cerveau qui est le pouvoir central, gouvernant le corps social et le défendant contre ses voisins et rivaux, — qui, en un mot, s'appelle l'État. Et c'est alors que le dévouement à l'État — organe directeur et symbole de la patrie, dépositaire de la conscience nationale — cesse d'être une vague prescription de morale facultative, mais s'identifie aux yeux de la raison avec l'instinct de conservation.

3° Si l'on me permet d'emprunter une formule à Auguste Comte, « incorporation du fétichisme » dans cette religion de l'État, c'est-à-dire mise à son service des puissances imaginatives et affectives : décentralisation, parce que l'horizon de la petite patrie locale, que l'homme embrasse d'un coup d'œil, inspire plus aisément un amour sensible, matériel, que la grande patrie dont l'idée n'apparaît point directement aux sens, mais seulement à l'intelligence élaboratrice; culte de la terre, si puissant sur les gens de nos campagnes, protection de l'agriculture, développement de la petite propriété qui est, si l'on veut et comme on le répète sans cesse, un « prolongement » de l'homme, mais qui le prolonge alors comme les racines prolongent un arbre, et qui est le lien le plus solide qui attache — et par conséquent subordonne — l'individu à la société; enfin, restauration de la famille et du foyer, renonciation à l'absurde engouement pour le féminisme qui n'est que le plus triste des expédients et des pis aller; mais au contraire recherche de la paternité, liberté de tester, suppression du barbare égalitarisme du code civil. (Une des lois de la dernière législature que je considère comme la plus importante est celle sur les habitations à bon marché, due à l'initiative de M. Jules Siegfried, et qui a porté une première atteinte à l'article qui proscrit l'indivision.) Ce troisième ordre de réformes offre une pâture à l'instinct sentimental, l'ordonne au mieux de l'intérêt social, et extirpe pour ainsi dire l'individualisme sans douleur.

* * *

Certaines de ces directions d'idées peuvent aisément se traduire en lois, et même le doivent. D'autres n'ont qu'une valeur d'indications : ce ne sont peut-être pas celles qui pourraient servir le moins souvent, et la Chambre, sans précisément légiférer, ne manque pas de moyens d'agir sur l'esprit public, et par conséquent sur la vie nationale. C'est sa fonction propre de considérer toutes choses au point de vue politique — au véritable sens, si fréquemment méconnu, de ce beau mot, — *sub specie civitatis*.

Paul Souday.

RÉCITS DU XVIIIe SIÈCLE

Procès de femmes [1].

En 1886... déjà!... je vis un jour entrer dans mon cabinet un grand jeune homme, aux yeux bleus très doux, à la fine moustache, qui m'apportait une lettre de mon camarade Demange. Il m'expliqua

(1) Par M. J. Munier-Jolain ; Paris, Calmann Lévy, éditeurs.

qu'il était avocat et qu'il arrivait en droite ligne de Nancy pour se fixer au barreau de Paris. Il n'y connaissait personne et le hasard de ses relations avec Demange l'avait conduit auprès de moi dans la pensée de devenir mon collaborateur.

Entré immédiatement en fonctions, je le ramenai précisément à Nancy où m'appelait un procès de divorce assez retentissant, et tout de suite il se trouva dans son véritable élément judiciaire.

Je m'attachai à lui plus qu'il ne s'attacha à moi, car il était fort indépendant, un peu ombrageux, et volontiers capricant.

Il avait fait ses preuves au barreau de Nancy et ne demandait qu'à les faire encore au milieu de nous. Mais j'ai dit qu'il était indépendant, fort spirituel, vous l'allez bien voir tout à l'heure, et partant, un peu dédaigneux. Il n'avait aucun goût pour l'intrigue et s'était laissé dire dans sa province qu'il suffisait d'avoir du talent pour avoir des affaires, le pauvre!... ce qui prouve que Nancy a beau être sur une ligne de chemin de fer, elle est encore à pas mal de kilomètres de Paris.

Du reste, il en avait entendu bien d'autres; notamment que le style était une des qualités essentielles de la plaidoirie; que ce vêtement dont on habille sa pensée n'était jamais ni assez éclatant, ni d'étoffe assez fine, ni rehaussé d'ornements assez précieux; que le but de l'avocat étant de convaincre et de séduire, la force de la pensée n'y pouvait suffire à elle seule, et qu'il y fallait joindre le tour oratoire au moyen duquel on pénètre dans les âmes, on charme les esprits et on entraîne les cœurs. On avait entretenu sa jeunesse des grands exemples donnés par les avocats les plus fameux de ce siècle et il ne pensait pas qu'il viendrait un temps où tous ces gens-là, renaissant au monde, auraient à peu près le succès d'un troupeau de Bridoysons surannés bons à renvoyer dans leur Béotie avec leur *fooorme* ridicule et démodée.

Il demanda comment il fallait plaider? On lui répondit qu'il faut plaider comme on parle. Il écouta ceux qui plaidaient ainsi et il se trouva de l'horreur pour la façon dont ils parlaient sans se découvrir d'admiration pour la manière dont ils plaidaient.

Alors il sentit peser sur son âme comme le fardeau d'un grand malentendu.

Il était à peu près sûr que ceux-là ne plaideraient pas facilement comme lui, mais il était radicalement convaincu qu'il ne plaiderait jamais comme eux et, sans abandonner la salle des Pas-Perdus, il lui fit de nombreuses infidélités pour la Bibliothèque nationale. Dans l'histoire, il se sentit tout à fait dans son monde. Les grands avocats des siècles passés l'accueillirent comme un confrère tout à fait digne de fréquenter chez eux. Il devint l'ami de leurs clients. Il en ressuscita un certain nombre, en découvrit beaucoup d'autres. Sa critique très pénétrante, très aiguisée, lui livra le secret de bien des combinaisons politiques et judiciaires. Il aborda l'histoire en philosophe et fit de la philosophie en historien. Il put oser toutes les finesses, sûr d'être compris. Il eut de l'esprit tout à son aise sans risquer d'y laisser sa peau. Il fit comparaître à sa barre avocats, magistrats, parties, témoins : blâma les uns, loua les autres sans avoir à compter avec les pleutres et les cuistres... ce qui aurait bien pu lui arriver ici-bas; et il vécut heureux, comme dans les contes de fées, entouré de quelques enfants qui s'appellent : *l'Instruction inquisitoriale et secrète; la Plaidoirie dans la langue française*, 2 volumes, qui ne sont que la reproduction de cours donnés à la Sorbonne et couronnés par l'Académie française.

Il se présente aujourd'hui au public avec un nouveau volume intitulé : *Récits du* XVIIIe *siècle. Procès de femmes.*

Ce qui frappe tout d'abord dans cette œuvre, c'est l'érudition qu'elle affirme, la patience des recherches, la profonde connaissance des sources, et ce n'en est, pour ainsi dire, que le moindre côté.

Il nous présente un bouquet de cinq femmes, toutes plus extraordinaires, et quelquefois plus extravagantes les unes que les autres, et l'art avec lequel il les fait revivre nous permet de ne rien ignorer de ce qui les concerne. C'est ainsi que, parlant de Charlotte-Rose de Caumont, il nous dit :

Mais cette famille des Caumont, dans laquelle était tombé aux environs de 1637 le duché-pairie de La Force, se signalait par des traits plus spéciaux.

D'abord une longévité excessive montrait, chez ses membres, l'énergie de l'animal humain.

Les gens y vivaient au delà de toute vraisemblance. Le grand-père de Charlotte-Rose, Jacques-Nompar de Caumont, premier duc de la Force, pair et maréchal de France, avait atteint, en son château de Bergerac, sa 97e année. Le premier de ses fils, second duc du nom, Armand Nompar, pair et maréchal à son tour, venait de mourir le 16 octobre 1675, âgé de quatre-vingt-dix ans. Son frère cadet Henri Nompar, duc après la mort de son aîné, devait pousser son existence jusqu'à quatre-vingt-quinze ans.

Son huitième enfant, Jacqueline, femme d'Henri de Sivant comte de Poujas, décédera en 1702, âgée de quatre-vingt-onze ans. L'un de ses fils, Armand, marquis de Montpouillan, qui s'était expatrié pour chercher fortune et l'avait trouvée à la solde des États de Hollande, vivra à la Haye jusqu'au 16 mai 1701. A cette date, il avait quatre-vingt-six ans.

. . . .

Ce n'est pas tout.

Ces gens si merveilleusement organisés pour la vie, si rudes à la guerre, si insoumis de conscience, attestaient, en outre, la vivacité de leur sang par d'autres vertus

spéciales. Ils aimaient insatiablement et impitoyablement. Leurs sens éprouvaient des besoins que justifie le nombre de leurs mariages incroyablement prolifiques.

Et nous voici, par ces quelques figures, édifiés sur la vitalité prodigieuse de cette forte race française que n'appauvrissent pas même les saignées de 1793 et qui se trouve debout en face de l'Europe pendant toute la période républicaine et impériale.

Il ne servit pas de grand'chose à la pauvre Charlotte Rose de sentir couler dans ses veines un sang si illustre. En proie au mal que Panurge appelait « faulte d'argent » elle en souffrit jusqu'à la fin, et c'est un peu cette maladie qui, pour elle, engendra les autres.

Successivement attachée à la Cour comme fille de la Reine, chantée par La Fontaine, puis commensale inférieure de la sévère duchesse de Guise et des deux princesses de Condé, sans beauté, mais de beaucoup d'esprit, ayant de vertu tout juste ce qu'il en fallait pour n'en être embarrassée en aucune circonstance, on la voit s'attacher au jeune marquis de Nesles, et cela si fortement qu'il ne fallut rien moins que la mort héroïque du marquis au siège de Philippsbourg pour rompre les lacs d'amour dont elle avait su faire des chaînes de fer.

Puis, en rupture de marquis, la voici aux prises avec le président Briou dont elle finit par épouser le fils, au grand scandale et à la grande colère du vertueux magistrat.

A sa grande colère, car il avait vraiment bien fait tous les efforts pour éviter cette extrémité.

Jugez-en. Pendant la minorité du jeune homme, le Président l'avait enfermé chez lui avec une très réelle rigueur. La séquestration allait même jusqu'à l'interdiction de correspondre : interdiction illusoire car les billets doux s'envolaient par-dessus les grilles. Mais quant à la présence réelle, il n'y fallait pas songer.

Voici l'expédient dont s'avisa l'amoureuse Charlotte-Rose :

Elle prévint le jeune de Briou qu'il la verrait le lendemain sous un costume inattendu, et fit marché avec un Savoyard. Ce montagnard donnait aux Parisiens un spectacle qu'ils aimaient fort. Il faisait danser au son de sa flûte des ours dans les cours des maisons.

Le lendemain donc, le Savoyard amena ses pensionnaires dans l'hôtel de M. de Briou. Parmi ses artistes velus, l'un surtout dansait avec grâce. Cet ours était la propre cousine de M. de Lauzun, cachée sous une peau aux longs poils. Le fils du Président, à la barbe du magistrat, son père, se sentit pris d'une grande envie de voir la représentation de plus près. Il descendit dans la cour, et eut, en dépit des geôliers, avec la bête qu'il adorait, une conversation telle que l'histoire n'en montre point souvent de pareille.

Convenez que voilà un récit galamment troussé et nous voici convaincus en quelques lignes que nous n'avons rien inventé au XIXe siècle que le XVIIIe siècle n'ait trouvé avant nous, pas même les déguisements de femmes dans l'embarras, sinon que ceux de nos aïeules étaient encore plus pittoresques que les nôtres.

Je ne vous dirai pas le procès soutenu et perdu par la pauvre Charlotte-Rose, parce que je veux vous laisser le plaisir de le lire vous-mêmes. Pas plus que je ne vous raconterai les procès des quatre autres héroïnes mises en scène par M. Munier-Jolain.

Je veux me borner à chercher ici l'intérêt particulier de ce livre ainsi que de ceux qui l'ont précédé, et par quoi ils se recommandent à l'attention des lecteurs.

En sa qualité d'avocat, M. Munier-Jolain pouvait être tenté de s'attacher exclusivement à mettre en lumière ces physionomies d'orateurs des siècles passés si singulières et si diverses, à nous montrer les différences qui les signalent selon le temps, les mœurs, les milieux; à suivre les progrès de l'art oratoire à travers les transformations de la langue et du droit. Il a fait mieux. Il nous a bien fait constater la double et réciproque influence de la littérature sur le barreau et du barreau sur la littérature. Mais où son œuvre apparaît avec toute sa réelle importance, c'est quand il signale la contribution considérable qu'apportent à l'histoire, à la philosophie, à la psychologie ces *crises* que sont les procès.

Il ne se contente point de nous dire, par exemple, ce qu'était Marie-Anne de Châteauneuf-Duclos. Il nous peint le théâtre du XVIIIe siècle avec ses « étoiles » ; leurs rivalités, leurs aventures, les poètes qui gravitent autour d'elles dans le firmament dramatique, et les complaisances des maris, et les grands seigneurs qui les protègent, qui les prennent, qui les quittent, se battent pour elles ou à cause d'elles quand ils ne les font pas enfermer au Fort-l'Évêque ou ailleurs, à moins qu'ils ne les empoisonnent comme la pauvre Adrienne Lecouvreur. Et, dans ces pages charmantes où l'on voit passer les artistes, les philosophes, les poètes et les marquis, le clergé intolérant et souple dit son mot et joue son petit rôle.

En un court chapitre, nous voici mieux renseignés sur l'opéra et la comédie au XVIIIe siècle, leurs coulisses, leur parterre, leurs intrigues, leur pompe et leur néant que nous ne le serions par la lecture de dix in-folio.

Préférez-vous la politique et les aventures?

Ouvrez l'histoire du procès d'Hortense Mancini duchesse de Mazarin. L'auteur vous la donne pour une extravagante fieffée, ce qu'elle était du reste, mais aussi pour la plus amusante chercheuse d'aventures qui ait jamais régalé la curiosité du monde.

Il vous la montre courant de Rome au Louvre, de

Paris en Bretagne, en Alsace, en Nivernais, à Chambéry et encore à Rome, semant sur les routes son argent et celui des autres, fertile en escapades et en galanteries, finissant par jeter un dernier éclat à la Cour de Charles II pour mourir en 1699 à Chelsey, « petit village qu'arrose la Tamise », harassée par la gêne et toujours adorée de Saint-Évremond, au milieu de son perroquet Pretty, de son chat Poussy, de son serin Philis, de Jacob, son sansonnet, Little Rogue et Boy ses deux petits chiens, sans compter Chopp « le méchant dogue chargé de mettre en fuite les importuns et de mordre les jambes des visiteurs ».

Cette duchesse, non point tout à fait folle mais singulièrement toquée, comme on dirait aujourd'hui, était d'une rare beauté. Je me console de ne l'avoir pas connue en lisant le délicieux portrait que nous en donne M. Munier-Jolain.

La duchesse, âgée de vingt-sept ans, étalait une beauté dont la délicate opulence eût ravi les plus difficiles. Elle avait émerveillé la Cour, Paris, Rome, toute l'Europe. Mme de Lafayette, auprès des grâces expressives de Henriette d'Angleterre, confessait que Mme de Mazarin paraissait une des belles femmes de son temps. C'était une justesse de lignes irréprochable, toute la chaleur de la race italienne.

La duchesse a été gravée et peinte. L'artiste devant lequel elle posa le plus souvent, est le fameux chevalier Lély.

Des cheveux que l'on devine épais, noirs, vivaces bouffent sur chacune des tempes, ondulent sur un front de statue, agacent le coin délié du sourcil, avivent le regard des longs yeux, et laissent tomber le long de l'épaule droite deux boucles qui tranchent sur la chair de la gorge.

L'arc mince et allongé des sourcils est dessiné comme au pinceau.

Le nez se détache franchement, busque audacieusement son arête, et corrige la hardiesse de sa courbe par la délicatesse de l'extrémité et des ailes. La joue est pleine juste à point; le menton mignon dans un ovale exquis.

La lèvre charnue est délicieusement fine. Quant au cou, élancé, portant, au-dessus d'une gorge sans défaut, cette petite tête auréolée de frisons, il est d'un tour irréprochable.

Joignez à ce portrait celui du mari, duc de Mazarin, que nous donne également M. Munier-Jolain et à la fermeté de touche, à la sûreté du détail, à la précision du trait vous reconnaîtrez qu'il a dans l'esprit toutes les qualités nécessaires pour faire un remarquable peintre.

C'est pour la bonne bouche, mais bouche friande de gourmandises de haute saveur qu'il a réservé le procès de dame Émilie de Mascrany, marquise de Gesvres. Je n'en dirai rien, car il me faudrait pour traiter ce sujet délicat toutes les roueries de son style ingénieux, ces finesses exquises qui laissent tout deviner sans paraître y toucher, et cette habileté particulière qui permet aux danseuses de l'Inde d'exécuter la danse des œufs sans les casser.

Mais je ne peux résister au désir de vous donner le portrait du marquis de Gesvres, auquel je suis sûr que vous prendrez le même plaisir que moi-même :

Le jeune marquis de Gesvres était un peu moins séduisant. Nous avons, pour le juger, un portrait fait *ad vivum*, en 1740, par un graveur allemand nommé Bernigerotte. C'est la face d'un homme proche de la cinquantaine ; mais une face, on le voit, qui n'a pas dû changer, béate, grasse, rosée et vraiment innocente.

Sous la perruque élevée retombant en longues boucles, le front est rond, petit, sans nuage ni tempête. Le sourcil est fourni et l'œil voit sans malice. Le nez s'enfle mobile, pointe en l'air, pour humer les fumets délicats.

La joue, sous la pommette, se remplit ferme et large, comme l'écrin solide de robustes mâchoires. Le menton double, triple, encadre cette masse, où la bouche s'allonge, lourdement dessinée, instrument plantureux pour les larges lippées. Voilà le jeune marquis!

Tel un bon gros chanoine en sa stalle reposée digérant à son aise sous la dentelle de l'aube.

Lisez son procès et vous saurez comment le réfectoire où il s'abandonnait sans mesure n'était pas le vestibule de la chambre à coucher de la marquise.

Enfin, avec l'affaire Kornmann nous voici en plein drame bourgeois, mais un drame où se détachent les figures de Bergasse et de Beaumarchais.

M. Munier-Jolain n'est pas tendre pour celui-ci ; et, pourtant, il aurait pu se montrer plus indulgent pour son confrère en esprit. Car il en a à revendre, M. Munier-Jolain. Mais il préfère le garder pour lui. Et puis le vendrait-il? C'est une marchandise dont on se montre plus friand pour la critiquer chez les autres que pour l'acquérir soi-même.

Et ceci me rappelle le mot d'un ancien avocat qui, étant allé plaider en quelque province, se vit aux prises avec un aigle local qui ne trouva rien de mieux que de lui servir sous toutes les formes l'esprit qu'on lui supposait.

« Mon spirituel confrère par-ci, mon spirituel confrère par-là... L'esprit que chacun s'empresse de reconnaître à mon spirituel adversaire... etc. » Si bien que l'autre, agacé, finit par lui répondre :

Mon adversaire me reproche mon prétendu esprit un peu comme il me reprocherait une maladie contagieuse : il doit cependant bien s'apercevoir que ça ne se gagne pas par le contact.

Lisez ce livre : mais je vous prédis que si vous le lisez, vous le relirez. Indépendamment d'une source abondante de renseignements les plus sûrs, vous aurez le plaisir de voir revivre sous vos yeux les personnages les plus singuliers, les plus bizarres,

dans le milieu même où ils se sont agités avec leurs passions, leurs intérêts, leurs fantaisies, leurs costumes et leurs mœurs; et tous ces pantins sont mis en mouvement par le metteur en scène le plus habile et le plus prestigieux dans un style d'une remarquable originalité.

Léon Cléry.

LES PARTIS AVANCÉS EN ESPAGNE

Le peuple espagnol traverse à l'heure actuelle une des phases les plus critiques et les plus iniques, de sa vieille et glorieuse histoire.

L'intervention brutale des États-Unis, dans les affaires cubaines, a fait s'unir, en un même élan de dévouement patriotique autour du gouvernement, toutes les fractions dissidentes des partis politiques, libéraux, conservateurs, républicains modérés, pour l'aider et le soutenir dans la lutte engagée contre l'ennemi. Il n'est pas jusqu'aux intraitables carlistes qui, par la bouche autorisée d'un de leurs chefs, n'aient hautement proclamé leur foi et leur amour dans leur patrie.

Seuls les partis extrêmes, fortement organisés, n'ont nullement désarmé, se préparant, au contraire, à agir avec plus d'efficacité, le moment venu. La récente et fâcheuse nouvelle de la défaite navale de la flotte, aux Philippines, nous l'a suffisamment montré.

Attendons-nous, si le sort des batailles favorise les Américains, à voir l'Espagne se débattre en proie aux guerres civiles les plus violentes. Républicains avancés, socialistes, anarchistes, pactisent comme en 1872, pour renverser la monarchie régnante. Je ne crois donc pas inutile de présenter un rapide aperçu historique de l'organisation, des forces, des idées, de ces partis qui assombrissent l'horizon déjà trop chargé de ce malheureux pays.

PREMIÈRE PÉRIODE

Ce sont les adeptes de Fourier et de Cabet, qui, les premiers, dès 1840, prêchèrent le socialisme en Espagne. Déjà, en 1836, Joachim Abreu s'y était fait l'apôtre des idées nouvelles. Et, en 1841, un disciple de Fourier, Manuel Sagracio de Belay, riche négociant de Cadix, réunit cinq millions pour fonder un phalanstère.

Espartero refusa la concession gratuite du terrain, l'entrée en franchise des machines et déclara qu'il ne souffrirait jamais d'expériences socialistes en Espagne.

En 1847, le socialisme comptait de nombreux représentants. Des théoriciens tels que Ordax-Avecilla, Camora et autres florissaient à Madrid, en Catalogne; c'était Abdon, Renados, Cuello, pendant que la doctrine de Fourier recrutait des prosélytes en Andalousie où agissait le groupe phalanstérien formé sous l'impulsion de l'actif propagandiste F. Garrido; qui devait plus tard renier son maître.

Les Fouriéristes, après de nombreux efforts, firent paraître à Madrid, en 1840, *la Attraccion*, revue socialiste qui, faute de souscriptions, ne vécut que trois mois. C'est là, je crois, le premier organe socialiste qui ait été publié en Espagne. En 1847, ils éditaient, à Madrid, un nouvel organe (1) qui, en mai 1848, fut supprimé par un arrêt du gouvernement.

La Révolution française de 1848 eut une grande répercussion en Espagne. La propagande redoubla, les adhérents se multiplièrent, et, en 1849, naissaient deux périodiques socialistes, *la Reforma economica*, dirigée par Sixto Canora, et *el Echo de la juventud*, avec Garrido en tête. Ces deux organes se fondirent en un seul (2) dont Ordax-Avecilla fut le directeur.

A cette époque, la situation des partis est assez confuse. « Sous le drapeau démocratique, écrit Garrido en son livre, *l'Espagne contemporaine*, « se rangeaient trois fractions bien distinctes: *les démocrates*, qui voulaient des réformes économiques et politiques radicales, disposés à transiger avec la monarchie; les républicains purs, qui s'étaient posés comme parti depuis 1840, et les socialistes qui représentaient le socialisme moderne propagé en France et en Espagne sous le règne de Louis-Philippe. A leur tête étaient Ordax, Camora, Cervera, Terrada, Cuello, etc. »

Tel était l'état des idées et des partis quand éclata la Révolution de juillet 1854.

Vers la même époque, Pi y Margall, le futur président de la république espagnole, se fit le propagateur du mutuellisme proudhonien en Espagne. Le socialisme prenait une extension plus grande de jour en jour. Mais, jusque-là, ce mouvement n'avait rien de révolutionnaire; on se contentait de fonder des sociétés de secours mutuels, d'épargne et de production.

INTERNATIONALE ET ANARCHIE

C'est en 1868, sous l'impulsion de Bakounine, des deux Reclus, de Joukowsky et de quelques autres que date réellement l'installation du socialisme en Espagne. Avant ce jour, le socialisme, comme corps organisé, n'existait pas en ce pays. Ce fut Fannelli,

(1) *La Organizacion del Trabajo.*
(2) *La Associacion.*

le compagnon de Bakounine, qui créa les sections internationales de Madrid et de Barcelone qui, à leur tour, fondèrent d'autres sections. En quelques mois, l'Espagne devint la terre de prédilection de l'Internationale dans sa forme la plus révolutionnaire et la plus agissante. A la fin de 1869, elle comptait deux cents sections avec plus de deux mille membres. Et au congrès de Bâle (septembre 1869), Farga, Pelicer et Sentinion purent parler au nom de la *Fédération nationale ouvrière espagnole*, qui venait de se constituer sur l'initiative de la section centrale de Madrid. Les journaux ouvriers foisonnèrent. A la *Fédération*, organe de la fédération régionale ouvrière de Barcelone qui paraissait depuis 1867, s'ajoutèrent, en janvier 1870, divers autres périodiques (1), tous très lus des différentes fédérations locales.

En 1870, s'organisa une société secrète socialiste révolutionnaire, qui fut appelée *Alianza de la Démocratia socialista*, et, en juin, au congrès de Barcelone les délégués ouvriers acceptèrent les principes anarchistes. Des statuts furent élaborés pour l'organisation des communistes anarchistes. Ces derniers sont moins individualistes que les anarchistes français; ils comprennent parfaitement la nécessité d'organiser les forces populaires en vue du triomphe de la révolution, et ont plus d'analogie avec les socialistes révolutionnaires qu'avec les anarchistes de Paris ou de Londres.

Lors de la Commune de Paris, le gouvernement s'émut et proposa aux Cortès un projet de loi contre les menées de l'Internationale. Une première fois, après de violentes discussions, ce projet fut repoussé. Le gouvernement ne se tint pas pour battu. De nombreux procès furent intentés pour délit de presse ou de propagande. Mais l'acte le plus important fut l'interdiction du second congrès ouvrier de la région espagnole, qui devait avoir lieu en juillet 1871, à Valence. Les délégués ne tinrent aucun compte de cette interdiction et organisèrent dans la même ville une conférence privée. Les résolutions votées furent d'autant plus violentes qu'elles étaient plus entravées. Les gouvernants s'obstinèrent, et, après de longs débats aux Cortès, l'association internationale des travailleurs fut mise hors la loi comme « association contraire à la constitution du royaume et tombant sous le coup de la loi et du code pénal, parce qu'elle compromet la sécurité du pays et la tranquillité publique, en niant Dieu, l'État, la propriété, la famille ». Les persécutions, loin d'atteindre les résultats désirés, ne firent qu'augmenter le nombre des adhérents. Lors de la conférence de Valence, en septembre 1871, la fédération régionale espagnole, qui ne comptait que treize fédérations locales, en comprenait, trois mois plus tard, plus de cinquante déjà constituées et plus de cent en voie de formation. Sur tous les points de l'Espagne en moins de six mois, et dans tous les corps de métiers, plus de cinquante grèves éclatèrent et triomphèrent. Ces faits amenèrent Sagasta, alors au pouvoir (1872), à édicter une ordonnance menaçant de sévir énergiquement. Malgré tout, les fédérations locales se constituèrent en assemblée, et, le 31 janvier 1872, le conseil fédéral espagnol publiait un manifeste de protestation contre la circulaire du ministre. En même temps, en dépit des menaces gouvernementales :

« Le conseil fédéral, décidé à faire son devoir jusqu'au bout, convoqua les délégués des fédérations locales pour le 6 avril, à Saragosse, afin de célébrer le deuxième congrès espagnol, comme il avait été convenu à la conférence de Valence. »

Le congrès se constitua d'abord en séances privées le 6 et le 7, et il fut convenu que, le 8 avril, malgré les menaces de la police, il inaugurerait les séances publiques. Ce fut fait; mais, à peine la séance était-elle ouverte, qu'elle était déclarée dissoute par un commissaire de police. Le congrès continua ses séances dans un local privé. En se séparant, il prit connaissance d'un mémoire du conseil fédéral, établissant les forces positives du parti. En sept mois, le nombre des fédérations locales s'était élevé de treize à cent deux, et, si l'on ajoute à ce chiffre soixante-neuf sections de métiers divers, deux cent quatre-vingt-quatre sections de résistance, et un grand nombre d'adhésions individuelles, dans les endroits où les fédérations n'existaient pas; enfin, quarante-six autres fédérations en voie de formation et dont l'adhésion était prochaine, on verra que l'Internationale, à cette époque, était plus puissante en Espagne qu'en aucun autre pays.

Cette prospérité fut troublée par les discussions qui éclatèrent au congrès de la Haye (1872). Une scission se produisit au sein de l'Internationale entre Marx et Bakounine. Les délégués espagnols demeurèrent fidèles à ce dernier, qu'ils avaient soutenu de leurs votes et entraînèrent après eux la majeure partie des ouvriers espagnols. Les partisans de Marx en très petit nombre, sous l'influence de Lafargue et de Farga, qui avaient gagné à leur cause les membres du conseil fédéral espagnol de Madrid, se détachèrent de la fédération madrilène pour fonder la nouvelle fédération madrilène, ou parti ouvrier. Au congrès de Saragosse (avril 1872), l'*Alianza* fut déclarée dissoute, et le conseil fédéral espagnol, composé de membres nouveaux, non inféodés à Lafargue, fut transféré à Valence. L'Espagne est restée, durant de longues années, le foyer le plus ardent des doctrines

(1) Les principaux : *la Solidaridad*, journal de la Fédération madrilène ; *el Obrero*, *la Revolution social*, *la Voz del Trabajador*, etc.

anarchistes. Et tandis que ces derniers s'alliaient aux radicaux pour renverser le roi Amédée, les Marxistes, contrairement à l'avis de Lafargue et de Mésa, se confinaient sur le terrain économique exclusivement.

Les illusions que l'avènement de la république fédérale de Pi y Margall avait fait naître furent de courte durée. La constitution votée fut des plus démocratiques, mais la lutte entre la faction des pacifiques et des intransigeants fut telle qu'elle entraîna, après des conflits sanglants, la chute de la république. Pi y Margall, et, à son tour, Salmeron se démirent de leurs fonctions de président; Castelar, plus hardi, assuma la tâche de réprimer les soulèvements. Les émeutes éclatèrent de toute part, et la bourgeoisie espagnole appela au trône Alphonse XII.

Ces insurrections furent cruellement réprimées; les généraux Pavia et Campos écrasèrent les révoltés à Séville et à Valence: les fédérations locales furent dissoutes et celles qui se réunissaient virent leurs membres emprisonnés. Néanmoins, en septembre 1873, la Fédération espagnole déclarait 270 fédérations locales renfermant 674 sections de métiers, 117 sections d'ouvriers divers, avec environ 30 000 affiliés. Un grand nombre de républicains fédéraux, après la chute de la république, vinrent grossir les rangs du parti anarchiste.

Traquée, mise hors la loi, l'Internationale, toujours vivace, s'entêtait courageusement dans la voie entreprise. Sa propagande rendue clandestine n'en fut que plus active; des sociétés secrètes se fondèrent dans tous les centres ouvriers sous le prétexte de réunions scientifiques ou littéraires. Les attentats du mois d'octobre 1878 et du mois de décembre 1879, qui furent dirigés contre la personne du roi par des individus qu'on disait affiliés à l'Internationale, attirèrent de nouveau l'attention sur cette association; on s'aperçut alors que les doctrines socialistes s'étaient singulièrement répandues dans l'intervalle. Les ouvriers catalans et les populations agricoles d'Andalousie se trouvaient particulièrement atteints par la contagion. Parmi les premiers, de nombreuses crises économiques; parmi les seconds, les détestables conditions du régime agraire, aggravées souvent encore par la sécheresse, les inondations, les mauvaises récoltes avaient préparé, pour l'éclosion des idées communistes, un terrain singulièrement favorable.

Le congrès international de Londres, tenu en juillet 1881, et où l'Espagne se trouva représentée, donna une impulsion nouvelle au mouvement. Un congrès anarchiste fut convoqué, en septembre 1881, à Barcelone. Cent quarante délégués environ y prirent part et élaborèrent les statuts de la *Fédération des travailleurs de la région espagnole*.

Le comité national de la fédération activa la marche des idées révolutionnaires. Dès le second congrès qui se tint à Séville (1882) et auquel assistèrent deux cent cinquante-quatre délégués, on put constater des progrès surprenants. On relevait 10 unions provinciales, 209 locales et 632 sections, représentant un total de 60 000 ouvriers fédérés. La fédération, à côté de son organe semi-officiel, *la Revista social*, qui tirait à plus de 20 000 exemplaires et desservait 10 000 abonnés, voyait prospérer un grand nombre de feuilles locales (1), qui toutes se prévalaient de son appui. Sa caisse accusait un revenu annuel de 600 000 francs, et, en dehors des 10 congrès provinciaux, des 10 unions provinciales, il s'était tenu 8 congrès de chambres syndicales, où s'étaient fondées 8 unions syndicales qui s'étaient, sans exception, rattachées à la fédération.

Toutefois, le congrès de l'année suivante, qui eut lieu à Valence, en octobre 1883, ne put pas confirmer une situation aussi brillante. En revanche, les décisions qui y furent prises juraient par leur caractère pacifique avec celles des précédents congrès. Il est vrai que les crimes agraires de la *Mano Negra*, qui terrorisaient l'Andalousie, avaient attiré sur les anarchistes une surveillance rigoureuse. Cependant la fédération, et le congrès ensuite, répudièrent hautement toute affiliation à la Mano Negra, déclarant les statuts de la fédération dûment reconnus et ses revendications légales.

On décida, en se séparant, que le congrès suivant se tiendrait à Madrid en 1885, mais que, dans l'intervalle, un congrès anarchiste international serait réuni à Barcelone. A ce congrès, les chiffres apportés par le comité fédéral dénotaient une décadence sensible. La fédération, sous l'action sévère du gouvernement, avait vu se dissoudre un grand nombre de sections locales et s'éloigner la majeure partie de ses membres. Elle ne comptait plus, à cette date, que 32 000 affiliés. Ce chiffre, quoique imposant, était loin de répondre à la prospérité d'autrefois; les persécutions toujours croissantes, jointes aux discussions mesquines qui éclatèrent au sein de la société, hâtèrent sa disparition.

Au congrès de Valence, en 1889, la fédération déclarée dissoute et réorganisée sur des bases nouvelles, prit le nom de *Fédération du pacte de solidarité et de résistance au capital*, qui eut son centre à Barcelone.

Les cinq articles principaux de ces statuts disaient: 1° que l'anarchie étant le non-gouvernement, toute liberté devait être donnée aux membres de la société; 2° qu'une société ne sera pas anarchiste tant

(1) Entre autres: *el Cosmopolito, la Bandera social, la Bandera roya*, etc.

qu'il existera un atome d'autorité; 3° en conséquence, sont admis à former l'organisation anarchiste tous les individus, sociétés, groupes, etc., qui acceptent l'anarchie sans distinction de procédés révolutionnaires et d'écoles; 4° tout individu, comme toute association, est libre dans ses manifestations, toute faculté leur est laissée d'agir comme ils l'entendent; 5° est créé un centre de relations et de statistiques ayant pour objet de faciliter les communications entre les individus et les groupes, mais n'ayant pas d'autre initiative.

Cette association, formée en grande partie de l'ancienne fédération des travailleurs de la région espagnole, compte de nombreux adhérents en Catalogne, Valence, Andalousie, Aragon et autres provinces d'Espagne. Elle publiait : *la Acracia*, revue sociologique, *la Anarquia, el Productor, el Corsario*. Sa propagande s'est exercée dans les campagnes et ses membres sont toujours collectivistes anarchistes.

LES ANARCHISTES INDIVIDUALISTES

Deux branches toujours en discorde existent parmi les anarchistes d'Espagne. Les uns, collectivistes, représentés par la fédération ; les autres, individualistes, formant ce parti amorphe appelé anarchiste. Ces derniers reprochent aux compagnons collectivistes l'autorité de leurs organisations et agissent par petits groupes, sans lien entre eux. Ils éditent, à Madrid, *l'Idea libre, Ciència social*, *la Tramontana*, à Barcelone; *el Communista*, à Saragosse, et lancent chaque année un grand nombre de brochures.

L'anarchie, comme nous l'avons vu, a trouvé en Espagne un terrain des plus favorables à son développement. Les persécutions de 1873, qui ont suivi la chute de la république, celles de 1892 et de 1893, après l'insurrection de Xérès et l'attentat du Liceo, n'ont pu étouffer les sentiments anarchistes d'une partie de la population. Quoique très répandues, principalement en Catalogne et en Andalousie, les théories anarchistes, qui ont eu leur apogée de 1870 à 1888, sont actuellement en décroissance.

LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER

Le parti socialiste s'implanta difficilement et n'exerça qu'une influence très médiocre, durant de longues années, sur le mouvement ouvrier. Les anarchistes, tout-puissants, lui faisaient une guerre acharnée. Après la scission de la Haye, le petit groupe qui avait suivi Lafargue et Farga, fonda à Madrid la Nouvelle fédération madrilène, à laquelle ils essayèrent de rallier les partisans de Marx. Ils se défendirent de toutes compromissions, voulant rester sur le terrain économique, contrairement à leurs adversaires qui s'alliaient aux radicaux pour établir la république. Après l'abdication du roi Amédée qui eut lieu le 10 février 1873, les anarchistes entraînèrent les ouvriers à s'unir aux radicaux pour préparer une nouvelle révolution.

En 1879, le petit groupe de Madrid et celui de Barcelone se réunirent et donnèrent comme fondé le parti ouvrier d'Espagne. En réalité, c'est en 1882, au congrès national de Barcelone, où assistaient cent vingt-trois délégués, représentant cent cinquante-deux sociétés, que fut créé, par cent huit voix contre huit, le *Parti ouvrier socialiste démocrate d'Espagne*. Il admettait en principe le programme minimum français et adoptait les mêmes subdivisions que les anarchistes, subdivisions basées sur les syndicats. Il poursuit l'émancipation du quatrième État par voie légale ; il veut arriver à la socialisation des moyens de production à l'aide d'une politique de parti, fondée sur le suffrage universel et direct.

Ce parti, représenté par deux délégués à la conférence internationale de Paris (29 octobre 1886), comptait le gros de ses adhérents à Madrid et à Barcelone, où se publiait son organe l'*Obrero*. Il ne donna vraiment signe de vie qu'en l'année 1886. A cette époque, de nombreux meetings furent organisés, et, le 12 mars, *el Socialista*, son organe officiel, parut à Madrid, sous la direction d'Iglésias. Sa propagande, quoique active, ne donnait que des résultats insignifiants. Quelques agglomérations se créaient bien, par-ci, par-là; mais l'état général du parti ne progressait que difficilement. En 1888, un congrès national, le premier, fut convoqué à Barcelone. Seize sociétés seulement y prirent part. On se compta et l'on apporta quelques légères modifications au programme.

Ce programme précisait nettement la ligne de conduite du parti. Sa propagande redoubla, les socialistes gagnèrent quelques adeptes et virent se former, dans divers centres, des agglomérations nouvelles. Un deuxième congrès, qui eut lieu à Bilbao, en 1890, dénotait un progrès sensible. Vingt-trois sociétés étaient représentées; et le 1er mai de la même année, les socialistes espagnols réclamaient : 1° la limitation de la journée de travail à un maximum de huit heures pour les adultes; 2° la prohibition absolue du travail des enfants mineurs de quatorze ans et la réduction du minimum de la journée à six heures pour les mineurs des deux sexes entre quatorze et dix-huit ans; l'abolition du travail de nuit pour la femme et les mineurs de dix-huit ans; la suppression du paiement en denrées comestibles; etc., etc.

Ce développement, qui coïncidait avec la déca-

dence de la grande fédération, émut les anarchistes, qui formèrent le pacte de solidarité et de résistance au capital et s'unirent aux républicains pour mieux combattre le parti ouvrier. L'impulsion était donnée; le parti socialiste fit face à la coalition.

Au congrès international de Zurich, en 1893, le rapport déposé par les délégués espagnols présentait une amélioration notable dans la situation du parti. Les socialistes qui comptaient trente groupes, lors de la célébration du congrès international de Bruxelles, en accusaient cinquante, dont six appartenant aux travailleurs agricoles. Les progrès étaient sensibles à tous les points de vue. La presse, qui, en 1891, était constituée par quatre journaux seulement, se composait, en 1893, de sept (1).

Un comité central, élu chaque fois que se réunit le congrès et qui réside à Madrid, est placé à la tête du parti. Les agglomérations sont tenues de verser 5 francs par chaque cent membres, et chaque membre doit, à la fin de l'année, payer 10 centimes pour le renouvellement de sa carte.

Cet argent sert à couvrir les frais du parti.

Le comité, de son côté, publie chaque semaine un état des dépenses et des recettes et rend compte de son mandat.

Les localités où les socialistes comptent le plus grand nombre d'adhérents sont : Madrid, Bilbao, Malaga et Maturo ; viennent ensuite, par ordre, Barcelone, Valence, etc.

Iglésias, F. Diego, Mésa, G. Quejido, sont les militants qui, par leur propagande, ont le plus aidé à la marche des idées socialistes et au développement du parti ouvrier en Espagne.

L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE

C'est en 1888, en un congrès convoqué à Barcelone, que l'Union générale des travailleurs d'Espagne fut constituée. Séparé du parti ouvrier, son organisation purement sociétaire prêta son appui aux grèves soutenues par les sociétés ouvrières. Ces deux groupes marchent d'accord et les orateurs du parti ouvrier recommandent aux travailleurs leur entrée dans l'union générale, qui aspire à améliorer leur sort au moyen de grèves et de pétitions aux pouvoirs publics. Pour exprimer clairement son but, nous reproduisons l'article premier de ses statuts.

L'Union générale des travailleurs se propose :

1° De réunir dans son sein les diverses organisations ouvrières (sociétés de métiers, fédérations locales ou unions nationales) qui ont pour but l'amélioration et la défense des conditions du travail au moyen de la résistance;

2° De provoquer la création de nouvelles sociétés de métiers, où elles n'existent pas et de les aider, afin qu'elles constituent des fédérations locales et des unions nationales ;

3° De mettre en pratique le principe de solidarité entre les organisations adhérentes, conformément aux prescriptions des présents statuts;

4° D'entretenir les plus étroites relations avec les organisations ouvrières des autres pays qui poursuivent le même but que cette *Union* et de mettre en pratique avec elles de la même manière, autant que possible, le principe de solidarité;

5° De réclamer aux pouvoirs publics des lois qui favorisent les intérêts du travail, telles que la journée légale de huit heures, la fixation du salaire minimum, l'égalité de salaire pour les ouvriers de l'un ou l'autre sexe, etc.

Cette agglomération est allée progressant d'année en année. Fondée, dès le début, avec 29 sociétés et 3 355 fédérés, actuellement elle comprend 112 associations et 8 348 affiliés.

Le comité central, élu annuellement à chaque congrès, réside à Barcelone, cette ville étant le centre industriel le plus important de la nation. A certaines époques, un journal (1) rend compte des affaires de l'organisation.

Elle a déclaré reconnaître et adopter les résolutions qui seront votées par les congrès internationaux légalement constitués et s'est fait représenter, pour la première fois, en 1893, au congrès international de Zurich.

RADICAUX ET SOCIALISTES

L'évolution des idées rapproche à nouveau les partis républicains du socialisme. Le parti fédéraliste de Pi y Margall et des autres républicains avancés a fondé, ces dernières années, le *Parti démocrate socialiste*, dont le but était d'unir, comme avant 1873, le courant populaire socialiste et le courant républicain.

Les principes de ce parti étaient, en 1892, défendus à Madrid, par trois journaux : l'organe officiel, *el Democrata social*, dirigé par les publicistes Lupaya et Vésares; *las Regiones*, publié par Marti Miguel, et le *Nueva Espana*, du colonel Romero — Quinones.

Le parti démocrate socialiste est à la fois socialiste et radical. Il s'adresse à toutes les classes et voit la solution du problème social dans les réformes pacifiques. Avant les élections, il préconisait l'union

(1) *Le Socialiste* de Madrid; *la Guerre sociale* de Barcelone; *le Cri du peuple* d'Alicante; *le Drapeau rouge; l'Ouvrier; la Lutte ouvrière; l'Égalité.*

(1) *L'Union Obrera.*

des trois branches : anarchiste, marxiste et démocrate-socialiste.

Cette entente n'eut pas lieu, fédéralistes, zorillistes et socialistes poursuivirent la lutte chacun de leur côté avec acharnement. Les républicains n'en continuèrent pas moins à demeurer fidèles à leurs principes. Et Pi y Margall, le chef des fédéralistes, publiait en 1894 un programme qui est devenu la plate-forme de la majorité des républicains espagnols.

R. MARIE-OSWALD.

LA BATAILLE D'HENNEPONT [1]

Mœurs électorales.

XXVII

Lorsque Cécile avait vu entrer son mari, elle s'était élancée vers lui, l'accablant de paroles gentiment grondeuses. Quoi! pas une ligne écrite, pas le moindre signe de tendresse en réponse à son billet! Rien que ces mots, tout sec : « Dites à Madame que je reviendrai demain ! » Comme c'était mal ! Oh ! le vilain !... Mais bientôt son effusion s'était ralentie sous le regard scrutateur de Gaspard qui la repoussait doucement ; et soudain cette question lui avait traversé le cœur comme le froid d'une épée :

—Quelles sont les personnes qui vous calomnient, Madame ?

Toute bouleversée de s'entendre parler sur ce ton nouveau, elle resta d'abord sans réponse. Puis, elle cria :

— Mon Dieu !... toi aussi... tes yeux m'accusent... tu me crois coupable!...

Elle alla s'abattre sur un divan, pleura.

— Je ne vous accuse pas, Cécile ; je vous demande simplement l'explication de votre billet.

— Alors ne me dis pas « vous », mon chéri. Tu me glaces en me parlant de cette façon-là.

— Explique-toi donc, fit Montpersan déjà plus doux.

Entre ses sanglots, elle raconta que depuis deux jours les lettres anonymes pleuvaient. On y commentait l'odieuse insinuation du *Petit Progrès;* on osait affirmer que la vicomtesse de Montpersan avait eu des complaisances pour un Schœntzler et que le résultat de la réunion des Murelles était dû à ces complaisances! Comble d'infamie, son père devait être l'auteur d'une de ces lettres, l'écriture mal déguisée l'ayant trahi. Elle en rougissait, en demandait pardon au plus fier, au plus noble des hommes. Elle eût voulu supporter toute seule l'assaut de ces lâchetés ; mais les méchants ne l'entendaient pas ainsi, ils avaient pris soin de l'avertir que son mari allait être informé...

— Alors, comme je ne crains rien, n'est-ce pas, mon Gaspard ? conclut-elle, je t'ai prévenu tout de suite.

Le gentilhomme répondit froidement :

— Celui qui tient compte d'une lettre anonyme serait capable de l'écrire. Parmi tes calomniateurs personne ne s'est fait connaître ?

— Voyons ! Est-ce qu'on eût osé, mon ami ?...

— C'est bien. Il ne me reste plus qu'à voir M. Chivot. Je lui demanderai si c'est nous que son journal vise ; il me répondra que non, et tout sera dit.

— Oh ! fit Cécile très agitée, je te connais, tu le provoqueras.

— Eh bien, après ?...

Elle n'osa pas insister, comprenant que ce serait inutile. Le duel était inévitable. Il était même nécessaire pour répondre et pour couper court à la correspondance scélérate. Au demeurant, Gaspard jouait de l'épée comme un maître.

Depuis qu'il s'était remis à la tutoyer, Cécile, malgré son émotion, se sentait heureuse. Elle avait passé par de si mortelles angoisses depuis ces deux jours !...

Lui, bientôt reconquis par la parole caressante de Cécile, par la candeur de ses élans prime-sautiers, n'était plus loin de professer pour ces calomnies le juste dédain de Valleraugues. Ragots de province !... Néanmoins il y avait de quoi vous induire en mauvaise humeur. Avoir rêvé une entrée triomphante dans la vie publique, et retomber de ces hauteurs pour défendre son honneur privé contre de misérables potins!... Quelle chute! Et quelle besogne! Mais puisqu'il fallait liquider, il liquiderait à fond. Aussitôt après la réunion du Cirque, il irait trouver M. Chivot et commencerait à passer une partie de sa colère sur les joues de ce polisson. Quant à l'autre drôle, on saurait bien, sans compromettre la discrétion de Valleraugues, lui faire expier ses facéties d'un goût douteux.

... Maintenant Gaspard, maussade, s'était jeté sur un fauteuil, attendant avec impatience l'heure probable où, cette sotte réunion finie, on pourrait joindre M. Chivot dans les bureaux de son journal.

Cécile, doucement, s'approcha de lui et se pencha pour l'embrasser.

— Mon cher orgueil! murmura-t-elle.

— Oui, grommela Gaspard avec amertume, tu choisis bien ton moment. Je te conseille d'être fière de la façon dont je me suis laissé berner !

(1) Voyez la *Revue* des 19 et 26 mars et des 2, 9, 16, 23 et 30 avril.

— Que dis-tu là, mon ami? Qui t'a berné?

— Qui?

Gaspard eut un rire nerveux.

— Tu sais bien que notre élection est dans l'eau? reprit-il.

— Rien n'est moins sûr, mon ami. Il n'y a peut-être là qu'un faux bruit, une manœuvre de nos adversaires...

— Rien n'est plus sûr, interrompit Gaspard en appuyant sur les mots. Et ce qu'il y a de fort comique dans l'affaire, c'est qu'avant ma candidature M. Schœntzler savait positivement, de source officielle comme on dit, que le scrutin n'aurait pas lieu.

Cécile devint très pâle.

— Tu crois? fit-elle.

— J'en ai les preuves. De sorte que M. Schœntzler s'est bel et bien diverti à mes dépens.

Cécile, avec une exclamation gutturale, jeta :

— Oh! le menteur! le misérable!

Dans ce cri de rage qu'elle fut impuissante à retenir, il y avait toute une révélation...

Gaspard, livide, se dressa, et il marcha vers sa femme qui, épouvantée de lui et d'elle-même, reculait...

— Vous êtes une indigne, prononça-t-il d'une voix sourde. Vous ne vous êtes pas contentée de me tromper : vous m'avez vendu. Je vous méprise autant que je vous ai aimée.

Elle lui tendit des mains suppliantes, faisant signe qu'elle voulait parler, mais qu'elle ne pouvait pas.

— Apprêtez-vous à partir, reprit-il. Je ne saurais vous renvoyer à votre père, puisque je vous ai épousée malgré lui. Je vous rends à votre amant : allez retrouver M. Schœntzler!

Dès qu'elle fut capable d'articuler un mot, il l'arrêta :

— Surtout n'essayez pas de nier. Tout est mensonge dans vous, excepté le cri que le dépit vous a arraché et qui vous a trahie.

Elle murmura :

— Laisse-moi parler... Ce n'est pas ce que tu crois...

— Vous osez dire que vous n'êtes pas la maîtresse de M. Schœntzler?

Elle fit un large signe de tête négatif.

Montpersan haussa les épaules.

— Ne me poussez pas à bout, gronda-t-il les dents serrées... Croyez-moi, partez vite!

Tout à coup il la sentit enroulée à ses pieds.

— Bats-moi! suppliait-elle.

Elle était humble comme une chienne. Il la regarda avec une pitié étonnée.

— Vous tuer, passe encore!

Il voulut se débarrasser. Elle se traîna, lui prenant les genoux, balbutiant :

— Ne me tue pas, bats-moi!

Le gentilhomme eut une violence où s'exhala tout son dédain.

— Grisette! fit-il en la secouant.

Chancelante, blessée, Cécile se releva.

— Allons, dit-elle après un silence, maintenant que tu m'as jeté ta plus grande injure, peut-être m'écouteras-tu.

Cette humilité le toucha.

— Essayez donc de vous justifier.

— Je n'y songe pas. Je suis coupable. Mais non pas de ce que tu crois, Gaspard. Je ne me suis pas donnée à M. Schœntzler... Jamais je ne me serais donnée à lui ni à personne... Je suis une bourgeoise, une grisette, c'est possible... Mais je t'aime à l'adoration... Et c'est parce que je t'adore, parce que je te voulais glorieux, envié de tous, que j'ai commis une imprudence... une folie... Ah! je le sens, c'est une mauvaise action, une profanation... Pardonne-moi! Toute ma vie, je l'emploierai à me faire pardonner... Au fond, il n'y a rien... Schœntzler n'a pas le droit de me mépriser... S'il m'a trompée, va, je le lui ai bien rendu!... Est-ce que tu t'imagines, Gaspard, mon Gaspard chéri, que je suis la maîtresse de cet homme? Te tromper, toi! toi plus beau, plus grand, plus digne d'être aimé que tous les autres?... Ah! non, pas cette infamie! Ta grisette en est incapable... Eh bien, qu'est-ce que tu as? Mais écoute-moi donc, Gaspard!...

Il s'en allait, outré de ce verbiage, de la vulgarité de cette justification qu'il croyait d'ailleurs mensongère et qui augmentait son mépris pour la fille de M. Cochard... Il s'en allait, pour ne pas lui jeter à la face tout ce que le marquis aurait pensé s'il se fût trouvé là...

Cécile, heureusement, puisa dans sa sincérité qui était complète, dans son repentir qui était grand, une meilleure inspiration. Elle barra le passage à Gaspard et, très énergique :

— Monsieur!... dit-elle.

Ce simple mot, prononcé assez fièrement, ramena Gaspard.

— Monsieur, reprit Cécile, je suis coupable d'un flirtage avec M. Schœntzler dans le but d'obtenir de lui ce que vous savez. J'ai mal fait, cela est certain, et je veux bien croire que jamais, en aucun temps, une femme de votre monde n'a donné un sourire pour contribuer à la fortune de l'homme qu'elle aimait. Mais tout s'est borné là, je vous le jure.

Montpersan regarda sa femme avec moins de hauteur.

— Vous n'êtes pas la maîtresse de M. Schœntzler?

— Non, non, non!

— Tout s'est borné, dites-vous, à un flirtage?

Elle répéta :

— Je le jure.

— Et jamais, pendant ce flirtage, vous ne lui avez fait la promesse d'être à lui ?

— Je ne mentirai pas. C'est là ma faute. Je lui ai fait cette promesse.

Gaspard sentit alors toute la sincérité de Cécile, et ce fut avec un soulagement extrême qu'il lui dit :

— Voyons, assieds-toi là et raconte-moi tout.

Il la tutoyait de nouveau. C'était un gage de pardon, tout au moins d'indulgence. Mme de Montpersan redevint aussitôt Cécile.

Les yeux baissés, confuse, elle commença ses aveux.

— Voici... Oh ! je te dirai tout... C'était le lendemain de l'affaire de la gare...

— Quelle affaire ? demanda Gaspard encore tout ébranlé.

— Tu sais bien... quand tu revenais de Paris ?...

— Ah ! oui, je me rappelle... Va !

— Moi, j'étais allée chez papa... Sans autre but que de l'accabler de reproches... Qu'est-ce que je devine ? Qu'est-ce que je parviens à lui faire avouer ? Qu'il rêve la candidature pour lui-même !... Tu comprends mon indignation, ma fureur... Mais voilà qu'il te met plus bas que terre, mon Gaspard... et qu'il me persifle, qu'il me provoque... Enfin, c'est bien à cause de lui si j'ai perdu la tête...

— De sorte, fit Gaspard avec un amer étonnement, que tu as tout de suite songé à M. Schœntzler ?

— Tu me crois bien perverse ! Le hasard s'y est mêlé. Autrement !... Schœntzler est survenu pendant que j'étais chez mon père... Je suis restée... J'étais curieuse, tu sens bien... Et quand j'ai vu la façon cavalière dont Schœntzler traitait son candidat... quand j'ai vu, d'un autre côté, les égards qu'il me témoignait... j'ai compris que, pour le détourner de mon père et pour nous l'attacher, il suffirait de peu de chose...

— Tu appelles cela peu de chose ?

— Mais, Gaspard...

— Continue. Les faits, les faits !...

— En me raccompagnant jusqu'à ma voiture il me dit quelques mots aimables qui...

— T'encouragèrent dans le joli projet de nous « l'attacher » ?

— Oui, murmura Cécile faiblement.

— Quels furent donc ces mots si aimables ?

— Schœntzler me demanda si j'étais curieuse de voir des orchidées, assurant qu'il avait les plus belles du monde. Je lui répondis qu'il me faudrait des raisons bien puissantes pour me décider à aller me promener du côté des Murelles.

— Tu lui proposais, sans plus de formes, un marché. C'est très édifiant.

— Mais, Gaspard, il faut voir le but. Que voulais-je ? Obtenir tout de lui avant de lui laisser rien obtenir de moi.

— Tu as trouvé ton maître, pauvre inconsciente ! Enfin, où en êtes-vous arrivés, dans ce noble assaut de fourberie ?

— Je suis allée aux Murelles, naturellement.

Gaspard fit un bond.

— Malheureuse ! Tu es allée chez lui ?

A ce moment, un concert de cuivres éclata sous les fenêtres de Montpersan. C'étaient les partisans boulangistes qui avaient décidé la fanfare de Cochard à venir célébrer par une sérénade l'investiture du candidat.

— Imbéciles ! cria Gaspard, furieux.

Et il sonnait ses gens pour faire disperser les musiciens quand l'escalier de l'hôtel s'emplit de tumulte.

— Qu'est-ce encore ?

— C'est, annonça René, une délégation des Murelles envoyée par M. Schœntzler pour féliciter M. le vicomte.

Montpersan ricana.

— Fort bien ! Priez-les d'attendre.

Et l'explication conjugale se poursuivit entre cette invasion domiciliaire et le vacarme de la fanfare.

— Tu es allée chez lui !

— Mais non, mon ami, je ne suis pas allée chez lui. Pour qui me prends-tu ?

— Où l'as-tu vu alors ?

— Dans la forêt, gémit Cécile.

« Elle se moque de moi », pensa Montpersan.

Mais Cécile s'expliqua. Si l'on s'était rencontré en forêt, c'était pour que le rendez-vous ne donnât à jaser à personne. Elle était passée en fiacre devant les Murelles où Schœntzler l'avait saluée à travers la grille. Puis, une fois en forêt, Schœntzler, conduisant tout seul un boggy, était apparu comme par hasard. Nouveau salut. Un temps d'arrêt. Compliments de Cécile sur le charmant attelage de Schœntzler. Offre par celui-ci de lui en céder la conduite pendant quelques minutes, pour essayer. Et tout cela sans autres témoins qu'un bûcheron qui n'avait pas seulement l'air de les voir et le cocher qui suivait avec son fiacre, garantie suffisante néanmoins pour prouver à Gaspard qu'il n'y avait pas eu entre elle et Schœntzler l'échange d'une poignée de main.

— Tiens, dit-elle, j'ai encore le numéro du fiacre ! Tu pourras interroger le cocher.

— Oh ! fit Gaspard.

— Et voilà tout ce qu'il y a eu, tout, mon chéri, tout ! conclut Cécile.

— Tu veux me faire croire que M. Schœntzler s'est contenté...

— Mais non ! Il m'a fait promettre de venir le trouver dans son pavillon de chasse aussitôt que tu aurais reçu l'investiture du Général.

Gaspard, suant à grosses gouttes, s'épongea le front.

— J'espère que, là..., tu n'y es pas allée?...

— Ah! mon chéri, tu penses!... Il m'attend. Il m'aurait attendue toute la vie... Après la réunion des Murelles, ton investiture était certaine. Le Général ne pouvait plus la refuser. J'étais bien tranquille.

Montpersan la regarda.

— Tu étais bien tranquille! Et tu pensais avoir roulé M. Schœntzler pendant qu'il te roulait lui-même d'une façon si magistrale! Mes compliments! Vous êtes, pour l'absence de scrupules, deux politiques de premier ordre. Moi, je l'ai échappé belle. Avec une femme comme toi, je dois encore m'estimer très heureux d'en être quitte à si bon compte.

Tandis que les cuivres continuaient leur sérénade, d'autant plus enragée qu'il s'agissait maintenant de couvrir les huées d'une contre-manifestation, Montpersan se mit à rédiger un billet injurieux pour Schœntzler. Il avait l'intention de le lui faire apporter par les délégués qui étaient là... Mais à peine en eut-il tracé les premiers mots qu'il jeta la plume.

— Je suis un sot, dit-il. Je n'ai que ce que je mérite.

Il appela :

— René, faites entrer la délégation.

Endimanchés, respectueux, les paysans pénétrèrent dans la chambre, et, poussant devant eux leur président, restèrent massés sur la porte.

— Vous venez de la part de M. Schœntzler?

— Oui, monsieur le vicomte.

Et le président s'apprêtait à réciter son speech, avant d'offrir à Gaspard le très beau bouquet d'œillets rouges qu'il tenait à la main.

Montpersan l'arrêta :

— Remportez votre compliment et votre bouquet, mon brave. Vous direz à M. Schœntzler que je suis opposé, en principe, à l'établissement d'une station d'étalons aux Murelles, et que cette considération suffit pour me faire renoncer tout de suite à ma candidature. Allez, mes amis, allez. Portez-vous bien et votez de même.

La délégation se retira, diversement impressionnée.

. . . .

Le lendemain matin, les journaux annoncèrent le désistement de Gaspard. Dans l'après-midi, celui-ci eut un duel avec le directeur du *Petit Progrès*. Chivot fit à Montpersan une blessure assez sérieuse.

XXVIII

Pendant que le public se pâmait de rire aux exercices de Jacquot, — lequel était vraiment incomparable pour désarçonner le clown qui faisait le brave et pour foncer sur celui qui faisait le poltron, — Baizien avait rendu le dernier soupir dans l'écurie, sans avoir repris connaissance.

Deux jours après on l'enterrait. Toute la ville était à ses obsèques.

Il y avait eu, au moment de la levée du corps, un incident des plus pénibles : Nérine, comme folle, emplissant de ses imprécations la maison mortuaire, maudissant Cochard et Chivot, puis se traînant à la fenêtre et, tandis que le cortège s'ébranlait vers la cathédrale Saint-Damase, leur criant : « Assassins! canailles!... »

Brunoy, représentant la famille, conduisait le deuil. L'honnête garçon avait, lui aussi, donné sa démission à M. Cochard, lequel se trouvait fort embarrassé pour rédiger l'*Éclaireur*.

Tous les journaux le comité électoral, l'administration municipale, beaucoup de particuliers avaient envoyé des couronnes. Les corporations ouvrières s'étaient fait représenter par des délégués, en témoignage de reconnaissance pour l'homme charitable qui, humble lui-même, compatissait aux misères de plus humbles.

Le cercle de la Libre Pensée avait été obligé de s'abstenir, à cause du caractère religieux des funérailles. Chivot, ne pouvant pas se dispenser d'être là, fit tout de même sa protestation : il demeura sous le porche de l'église pendant la durée de la messe.

Ensuite, le convoi se dirigea vers le cimetière Monumental, par la rue Thiers, la place Victor-Hugo. le boulevard Gambetta, le cours d'Alsace-Lorraine et l'avenue Courbet.

L'émotion causée par Nérine avait fini par se calmer. Dans les groupes, il n'était plus question que de l'événement politique du jour : le retour au scrutin d'arrondissement, voté la veille par la Chambre, et le décret, officiellement annoncé, qui rapportait celui du 22 janvier.

On regrettait que toute cette agitation eût été créée pour rien...

— Moi, disait Cochard, je me réjouis d'une mesure qui va permettre à l'arrondissement d'Hennepont de voler de ses propres ailes.

Chivot était radieux. Enfin l'on avait déjoué les visées plébiscitaires de Barbenzinc! Et, instinctivement, il se rapprochait de Schœntzler dont l'influence, avec le nouveau mode de votation, allait redevenir souveraine. Schœntzler serait le Warwick des députés de cette circonscription.

Chon, très rengorgé, très important, escortait la couronne du *Raseur* portée par deux gamins. Le premier numéro de l'organe satirique venait de paraître. On y lisait un conte de haut goût en vieux français : « Adoncques Pantagruel chevaulchant devers la bonne ville de Lutèce... », dont les lettrés se pourléchaient.

Au cimetière, après le départ des prêtres, une pluie torrentielle s'abattit. Néanmoins il y eut un discours. Chivot!...

Devant une demi-douzaine d'auditeurs héroïques, la tombe du père Baizien lui servait encore de tribune...

XXVIII

En tête à tête, dans le fumoir de la Préfecture, le fonctionnaire français et le professeur norvégien devisaient.

. . . .

— Non, affirma le préfet, les choses n'en sont pas encore arrivées à ce degré dans toute la France, mais elles y arriveront bientôt. Vous disiez justement, monsieur le professeur, que nos façons violentes de pratiquer la liberté avaient détourné de la politique l'élite de notre nation : voilà le mal, et à ce mal il n'est d'autre remède que la volonté de guérir. C'en est fait de nous si l'élite s'obstine dans son isolement volontaire et dans son attitude dédaigneuse. Ah ! les talents ne manquent pas ; mais le courage diminue, le caractère baisse. On craint les coups ; on se dérobe, on tremble devant les sots. Rien que dans cette petite ville d'Hennepont, je connais au moins trois hommes du plus grand mérite : que leur manque-t-il ? Un peu de bravoure et de sincérité. Ils font chorus avec les savants, les philosophes, les artistes, avec tous ceux qui, au lieu de cribler d'épigrammes la politique, devraient chercher à prendre dans les affaires du pays une place qu'ils tiendraient fort bien. Notez ceci : les trois citoyens dont je parle n'ont aucune valable excuse pour se désintéresser de la vie publique : ils se portent bien, sont riches, ont des loisirs. Cependant ils préfèrent laisser le champ libre à des grotesques comme Cochard, à des intrigants comme Chivot, à des effrontés comme Schœntzler, à des sceptiques comme Montpersan, à des naïfs comme Baizien. Et ils se disent Athéniens ! Les vrais Athéniens — ceux de jadis — n'avaient garde de mépriser la politique, par la raison que tout en dépend et que la grandeur d'un pays résulte de la façon dont il se gouverne.

— Ainsi, monsieur le préfet, avec beaucoup de mes compatriotes qui m'ont déjà tenu ce propos, vous pensez que si l'élite se jetait en plus grand nombre dans la bataille, votre *suffrage universel* se moraliserait?...

— Non seulement je le pense, mais je réponds que c'est le seul moyen. Les candidats sans valeur font les élections scandaleuses. Tout changerait du jour où ceux qui pensent, daignant enfin agir, constitueraient en un groupe militant cette aristocratie intellectuelle dont l'abstention fait dire de notre république : « Démocratie, Médiocratie. » Le prestige des supériorités s'impose très vite à la masse, et si la France ne veut plus de maître, elle a plus que jamais besoin de chefs.

— C'est possible, fit le Norvégien rêveur. Me permettez-vous, toutefois, une observation?

— Certainement, mon cher hôte.

— Eh bien, je songe que vous l'avez eue, cette aristocratie intellectuelle agissante. Elle a fait votre 89, dont vous êtes justement fiers. Ensuite elle a continué son œuvre, sans éclat, mais avec logique, à travers ces accidents d'importance secondaire, les changements de forme gouvernementale. Malheureusement, à l'encontre des lois naturelles qui nous enseignent à ne pas procéder par sauts, vous avez tout à coup effectué dans l'inconnu le plus téméraire des bonds. Un jour, en 1848, brusquement, vous dépossédâtes l'élite de son très légitime privilège, et, négligeant d'instruire la foule avant de lui accorder des droits souverains, on vous vit confier l'héritage de votre belle Révolution à cette anarchie organisée qui s'appelle le suffrage universel sans lumières ! Je crois même que vous avez dressé en plein Paris une statue au mauvais serviteur dont le nom se rattache plus particulièrement à ce qui demeure pour moi la plus grande folie du siècle.

— Vous avez raison, monsieur le professeur ; mais là à quoi bon nous refaire un vieux procès cent fois jugé? En définitive, la France, qui pouvait y périr, a résisté à ce brusque changement d'atmosphère, et, depuis cinquante ans bientôt, l'élite boudeuse a eu le temps de s'acclimater au suffrage universel, devenu, qu'on le veuille ou non, notre seul élément respirable. N'êtes-vous pas le premier à constater l'heureuse souplesse du tempérament français?

— Je l'admire, et je reconnais bien volontiers la superfluité de mes regrets. Vos amis doivent donc tout attendre de cette instruction populaire que vous avez propagée un peu tard et dont j'ai entendu calomnier les premiers résultats. Elle nous a constamment régénérés, nous autres peuples du Nord, en accompagnant notre évolution petit à petit, sans heurts ni secousses. Grâce à elle, votre suffrage universel finira par arriver à la conscience de ses actes.

— Oui, si l'élite reprend elle-même conscience de ses devoirs.

— L'élite ne bougera pas, monsieur le préfet. Vous avez brisé son ressort. Elle attendra que la masse, mieux éclairée, lui revienne par instinct d'élévation, c'est-à-dire par la force des choses.

— Alors, il y faudra longtemps. Et si, d'ici là, nous avons beaucoup d'aventures comme le boulangisme...

— Je vous ai déjà dit mon sentiment : votre boulangisme n'a rien qui puisse encore inquiéter mes

sympathies pour la France. Je n'y vois qu'une convulsion assez explicable chez des Français qui s'ennuient, une intrigue politique dont le caractère espiègle rappelle vaguement la Fronde. Le phénomène serait beaucoup plus grave si j'y distinguais clairement les symptômes d'un mal dont on a vu déjà périr la plupart des sociétés latines.

— Je crois vous comprendre, monsieur le professeur. Mais, tout à l'heure, n'avez-vous pas insinué que vous attachiez peu d'importance aux formes de gouvernement? Le césarisme aussi est une forme de gouvernement.

— Permettez! je n'ai voulu parler que des organismes politiques compatibles avec le progrès social; et il y en a plusieurs. On peut dire qu'à peu de choses près, elles se valent toutes. Le césarisme est la moins bonne. Cependant, même dans les fastes du césarisme, à côté de dates simplement glorieuses, on trouve des jours heureux qui marquent un pas en avant, un accroissement de la dignité humaine, une conquête morale. Marc-Aurèle, Titus, Alexandre II Romanow furent des Césars. On peut citer de bons tyrans. Mais il y a quelque chose de pire que le césarisme : c'est le césarisme sans Césars, c'est l'oligarchie militaire.

— Un pays comme le nôtre se courberait sous un despotisme aussi humiliant? Monsieur le professeur, je n'en vois pas la possibilité.

— Moi, je la vois du jour où une impulsion analogue à celle-ci se déterminerait, non plus contre les mœurs de votre gouvernement, — qui ne sont ni meilleures ni pires que celles de vos voisins, — mais contre les idées de cette élite intellectuelle dont vous regrettez l'abstention dans les luttes électorales.

— Un pareil conflit n'est pas vraisemblable. Au surplus, votre hypothèse ne s'accorde pas avec l'espoir que vous fondez sur le bienfait de l'instruction populaire.

— Je n'ai, en effet, hasardé qu'une hypothèse. Mais, dans votre pays de merveilles, tout est possible, mon cher amphitryon...

Il y eut un long silence.

— Monsieur, dit tout à coup le préfet, parmi les considérations d'après lesquelles vous nous jugez, il en est au moins une que vous me tenez secrète.

— Vous croyez? fit le Norvégien en souriant.

— J'en suis sûr, et, comme je voudrais avoir la clé de votre énigmatique « hypothèse », je vous saurai gré de vous expliquer sans timidité.

— Oh! pour un étranger, il y a des sujets délicats...

— Encore une fois, vous m'obligerez si vous m'ouvrez toute votre pensée.

— Je me risquerai donc à mettre le doigt sur ce que je crois être le point faible, par conséquent douloureux, de cette séduisante démocratie française. Par la nature de vos grands sentiments populaires, vous êtes... comment dirai-je?... vous êtes *femmes.* Votre patriotisme, par exemple, a des traits essentiellement féminins. On y observe le même instinct aveugle, le même élan irréfléchi, les mêmes nerfs que chez la femme dans l'amour. Ce fut longtemps un danger pour l'Europe; aujourd'hui, c'en est un pour vous. Oh! le fâcheux éréthisme patriotique où vous entretiennent vos tyrtées de café-concert! Rien ne ressemble moins à une vertu qui se possède. Qu'une occasion se présente et, dans un accès de ce patriotisme maladif, on pourra voir les héritiers directs de la Révolution française accomplir de gaieté de cœur le sacrifice qui n'est jamais nécessaire : celui des libertés acquises. Oui, vous les abandonneriez d'autant plus aisément que vous les pratiquez avec plus d'exaltation. Vous êtes femmes, vous êtes femmes. Tenez, monsieur le préfet, je parie que si un général quelconque vous rendait les provinces perdues, les Français en feraient tout de suite, d'enthousiasme, un chef d'État?

— Ce n'est, hélas! que trop certain, monsieur le professeur.

— Eh bien! ils auraient tort. Mais on peut craindre pis encore, et je vous ai dit quoi. Puisse la France, foyer de lumières, ne pas donner au monde le spectacle d'un tel abaissement! Tant que la France ne baisera que la main d'un soldat glorieux ou joli garçon, elle pourra rester la France; le jour où elle baiserait le sabre, elle ne serait plus.

Et le vieux savant ajouta :

— Vous avez quelquefois commis des crimes au nom de la Liberté. Toutes les nations en commettent au nom de la Patrie. Mais les sottises sont plus dangereuses que les crimes...

JEAN CAROL.

FIN.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'Espagne et l'Europe.

M. Silvela, le chef des néo-conservateurs, a parlé, à la Chambre des députés de Madrid, absolument comme le *Cid* de Corneille : il fait allusion au Message des États-Unis, que l'Espagne a refusé de recevoir, et il ajoute : « alors même que nos intérêts n'eussent pas été en jeu, qu'il nous eût été possible de soumettre les faits aux délibérations de notre raison, le sang, par une impulsion de cœur, nous est monté aux joues comme s'il eût voulu jaillir et laver l'affront qui nous était fait...! » Ce sang espagnol est toujours le même, nous y reconnaissons bien le nôtre aussi, et, généralement, le sang de l'homme;

il monte aux joues, il veut jaillir... C'est lui qui *veut*, lui qui gouverne nos actions et décide du sort des États.

M. Silvela dit « qu'il a été impossible de soumettre les faits aux délibérations de la raison... » Il rend hommage, en ces termes mêmes, à la raison, il en proclame la supériorité, regrettant de ne point s'y soumettre et se faisant gloire de ne s'y soumettre point. La gloire de l'homme est donc de se mettre en état de révolte incessant contre la raison? L'éternel drame humain se retrouve dans cette situation politique et psychologique de l'Espagne, le duel des sentiments contraires, l'incohérence fondamentale de notre nature : c'est tout le *Cid* et toute l'histoire. On aimait à se dire qu'il y a une Europe, que cette Europe s'est formée pour représenter la raison, l'équité, l'arbitrage, qu'un jour viendra où elle sera la grande conscience de l'humanité : l'Europe ne vivra elle-même que si elle remplit cette fonction à laquelle on la croyait destinée.

La bataille des Philippines a été perdue par l'Espagne dans la journée du 1er mai. Elle n'avait là que ses bateaux les plus médiocres. Il semble que les Espagnols aient sacrifié Manille à l'avance : ils n'avaient pris aucune précaution pour la défendre. Ils peuvent remporter aux Antilles quelque victoire éclatante et rendre aux Américains sur leurs côtes et dans l'une ou l'autre de leurs villes industrielles et commerçantes, qui sont la gloire de l'Amérique, le coup reçu à Manille ; ainsi l'honneur des armes sera vengé, comme on dit. La flotte du Cap Vert a quitté Saint-Vincent et elle vogue vers les parages occupés par la flotte américaine de l'amiral Sampson. Mais on a beau retourner la question comme on voudra et au mieux pour la grandeur idéale du nom espagnol, on ne voit pas que cette victoire puisse rétablir la souveraineté de l'Espagne sur Cuba ni mettre fin à une guerre dont la prolongation seule deviendra une calamité telle que la plus noble et la plus illustre des nations paraît destinée à y succomber.

Les souvenirs les plus glorieux nous sont revenus en foule, le bruit des exploits qui remplissent l'histoire ont semblé retentir à nos oreilles, comme si c'était d'hier : mais cette infanterie espagnole, qui faisait l'admiration de Condé et de Bossuet, n'est et ne peut être d'aucune utilité, il faut en convenir, dans une guerre navale contre les Américains du XIXe siècle. « Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne dont les gros bataillons serrés, semblables à autant de tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches... »

C'est très beau, en fait et en paroles; mais ces tours, quelles qu'elles fussent ou soient encore à cette heure, ne tiennent pas sur les flots mouvants et sur les ponts des cuirassés et des torpilleurs. « Restait l'Espagne... », voilà plutôt ce qu'il importe de se dire, restait l'Espagne avec ses qualités incomparables et son génie, et elle saura certainement réparer ses brèches ; mais ressaisir Cuba, que deux mondes se disputent, et qui ne doit appartenir qu'à elle-même, être libre enfin pour sa prospérité et pour la paix générale, les meilleurs amis de l'Espagne ne peuvent pas l'espérer, ni même lui souhaiter de ressaisir cette proie.

Les conditions de la politique se transforment avec une vitesse étonnante ; si nous voulions regarder à vingt-cinq et trente ans en arrière, si nous avions assez de force morale pour nous détacher de notre situation propre et considérer l'ensemble du monde, nous dirions qu'il n'est vraiment plus reconnaissable. Les méthodes de colonisation et d'exploitation de Cuba, telles que l'Espagne les a comprises, sont devenues impossibles ; les conditions de la guerre sont changées sur la terre comme sur la mer, et nous ne pouvons concevoir rien de plus funeste pour l'Espagne, comme pour toute autre nation, chacune en ce qui la concerne, et pour l'Europe occidentale tout entière, que de rester attachées trop longtemps à des principes politiques et économiques qui ne conviennent plus à l'état présent de notre univers. L'Europe succombe sous le poids d'une paix armée qui est pire que la guerre même. L'Italie est ravagée par la famine comme aux plus sombres jours de l'ancienne histoire. L'état de siège est à Rome, en ce moment même, à peu près autant qu'à Madrid. Une grande pensée de paix, d'équité, d'allégement pour les peuples, devrait s'imposer aux têtes dirigeantes de notre continent; mais il ne semble pas que nous en soyons là encore et on se demande à quel prix on finira par se résoudre à être sensés.

HECTOR DEPASSE.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Quelqu'un m'avait annoncé que M. Georges Clemenceau publiait un nouveau livre. Même on en avait vu les premières feuilles tirées, et l'on m'en donnait la description : « Un petit in-quarto, luxueusement imprimé, et que Toulouse-Lautrec a illustré de lithographies. Cela s'intitule : *Au pied du Sinaï...* »

Où se renseigner mieux qu'auprès de l'auteur lui-même ?

Je l'ai trouvé, plus alerte et plus jeune que jamais, en son rez-de-chaussée de la rue Franklin, parmi les livres, les bibelots d'art, et les fleurs de son jardin. Et mon impatience de « savoir » l'a fait sourire.

« Ce titre *Au pied du Sinaï*, me dit-il ne cache rien de

grave, et mon petit livre n'a pas du tout l'intérêt d'actualité... spéciale que vous croyez.

« C'est un recueil d'histoires juives, en effet, mais d'histoires déjà racontées, et dont la scène est très éloignée d'ici. J'en ai rapporté les sujets d'un récent voyage en Galicie; toutes ces anecdotes sont d'ailleurs vraies; ce sont des histoires « arrivées », et que je me suis amusé à conter dans l'*Illustration*, le *Journal*, et ailleurs, parce qu'elles éclairent d'un jour intéressant les mœurs de ces populations, si curieuses à observer.

« Ce n'est donc même pas de l'inédit que je vais vous offrir; l'inédit, je vous en donnerai un peu plus tard. »

M. Clemenceau, en disant cela, sourit, se frotte les genoux d'un geste gamin, semble se complaire dans un rêve qui l'amuse. J'essaie d'interroger. Il se dérobe. « J'attends, dit-il. Je ne suis pas sûr encore... Il faudra voir. » Mais le projet doit être charmant, si j'en juge par la joie que visiblement il ressent à l'évoquer.

— Alors... la politique?

A ce mot, M. Georges Clemenceau semble sortir d'un rêve. Il ouvre de grands yeux, et se met à rire.

— C'est fini! Tout à fait fini?

— Je ne dis pas ça. Il y a des serments qu'il ne faut pas faire, et des choses dont il est dangereux de dire : c'est fini. On ne sait jamais quel homme feront ou referont de nous les événements de demain. La seule chose dont je sois sûr, c'est que je n'ai jamais été plus heureux qu'à présent d'être sorti de cette vie-là, et moins tenté d'y revenir.

« Je ne sais pas, continue M. Clemenceau d'une voix gaie, si j'aurais eu le courage de prendre ce parti de moi-même : mes électeurs m'ont tiré d'embarras en me flanquant dehors. Ils ne se doutent pas du service qu'ils m'ont rendu. En pareil cas, les contusions sont vite oubliées, et ce qui dure, ce qui ne s'oublie plus, ce qui se savoure à chaque minute, c'est la joie d'être délivré... »

Et, l'œil rayonnant de plaisir, avec des gestes de collégien « lâché », il continue : « Si vous saviez ce que c'est bon de redevenir *soi-même*, de se reconquérir tout entier, de n'être plus en province l'homme d'un comité, au Parlement l'homme d'un groupe! Ah! la douce chose : n'avoir plus le souci d'ajuster ses idées propres aux « moyennes » d'idées d'une foule; pouvoir prendre une plume, se dire : « Voici exactement ce que je pense de telle chose et de tel homme, et rien au monde n'empêchera que je l'imprime... » Et l'imprimer, en effet, tout simplement, parce qu'on croit que c'est le bon sens, et que c'est la vérité.

— Et vous n'avez même pas eu, demandai-je à M. Clemenceau, l'appréhension de cette vie nouvelle d'homme de lettres, à l'âge où vous la commenciez? Vous étiez chef de parti; vos ennemis mêmes vous désignaient comme le premier orateur politique de ce temps-ci. Vous n'avez pas craint de vous diminuer un peu en changeant de figure?

— Je n'ai senti d'abord que le bonheur d'être libre. Mes amis me reprochaient bien un peu de vouloir commencer, à cinquante-quatre ans, l'apprentissage du métier littéraire. Je les ai laissés s'étonner, et me plaindre. Au fond, cette vie d'écrivain indépendant m'attirait plus que tout; et je m'aperçois aujourd'hui que c'est de cette vie-là que j'avais besoin. Jamais je ne me suis senti plus à l'aise, plus complètement *moi*...

La porte du cabinet venait de s'ouvrir, et M. Octave Mirbeau était entré.

— Avons-nous le temps, demanda vivement M. Clemenceau, d'aller regarder, avant de déjeuner, le « Rodin »?

— Je venais vous chercher pour ça.

— Allons vite. Tout ce qu'on me dit de cette statue m'ahurit un peu. Je voudrais me faire une opinion...

Il décrocha son chapeau prestement, prit sa canne, oublia de mettre un pardessus (il commençait à pleuvoir) et, hélant un fiacre couvert qui passait : « Baissons la capote, sapristi! on ne respire pas. »

Et il disparut en riant.

~~~

M. Octave Uzanne fait entrer dans sa collection des « Bibliophiles indépendants » un délicieux conte de M. Anatole France, *La leçon bien apprise*, jadis publié à l'*Écho de Paris*.

La réédition annoncée présente cet intérêt, que le conte de M. Anatole France sera tout ensemble « imagé et manuscrit » par l'illustrateur, M. Léon Lebègue, et tiré à 200 exemplaires seulement.

Il sera distribué aux souscripteurs dans une dizaine de jours.

~~~

Autres publications d'art, en souscription :

Un Velasquez, de M. A. de Beruete, avec une préface de M. Léon Bonnat;

Et l'ouvrage consacré par M. Armand Dayot aux trois Vernet.

Les deux volumes annoncés pour mai.

~~~

On a de très mauvaises nouvelles de Frédéric Nietzsche. Le malheureux est irrémédiablement fou.

Sa sœur, Mme Foerster-Nietzsche, a adressé à un de nos confrères parisiens, il y a huit jours, une lettre qui ne laisse aucun doute sur la gravité de cet état.

Nietzsche a été conduit de Naumbourg à Weimar; et il vit là avec sa sœur, dans une maison éloignée de la ville.

Il n'a point d'ailleurs de crises violentes, et a conservé toute l'apparence d'un homme lucide; il est d'humeur douce, n'a point conscience de son état, et sa grande joie est d'entendre lire du français.

~~~

Actualités.

M. Austin de Croze nous annonce, pour ces jours-ci, une étude très documentée sur *la Cour intime d'Espagne*, en attendant l'autre livre que le même écrivain nous promet sur la cour américaine du « roi Dollar. »

La guerre aura eu du bon, tout au moins, pour la littérature... Il ne faut pas non plus que tout aille aux peintres!

~~~

Le poète Charles Morice est à Gand, où il travaille à un livre sur les peintres flamands primitifs.

Le mois dernier déjà il organisait, à l'occasion des *Floralies*, une séance de récitations et de projections « à
~~~

la gloire de van Eyck », que la municipalité patronna, et qui avait attiré à l'Hôtel de Ville une foule enthousiaste. M. Charles Morice aura bien mérité des Gantois.

Un début en poésie.

Un très jeune homme, M. Albert Keim, publie ces jours-ci un volume de vers, *Un poème d'âme*, qui a, je crois, quelques chances d'être remarqué.

M. Keim nous informe que « ce *Poème d'âme* n'est qu'une ébauche de la synthèse littéraire qu'il a rêvée »; et l'on trouve un peu de tout dans cette ébauche; même du vers libre, de la prose rythmée, et quelques acrostiches... Et dans tout cela, de l'émotion, de la passion même, un suffisant souci de « l'écriture ».

Bon début pour un licencié de philosophie.

Quelques ouvrages annoncés.

— Pour aujourd'hui : de M. Maurice D. de Beaumarchais, une édition « revue et augmentée » de son livre sur *la Doctrine de Monroë.*

De M. Lucien Donel, un roman, *l'Augure*.

M. Donel est un jeune professeur de l'Université, sur qui ses maîtres comptent beaucoup, nous dit-on, et dont le livre est attendu.

— Pour mardi : de M. Jules Renard, *les Bucoliques*, — recueil de fantaisies et de « notations » champêtres, antérieurement publiées.

Du docteur Cabanès, la troisième série de ce *Cabinet secret de l'Histoire* où naguère quelques-uns de nos grands hommes furent si implacablement déshabillés.

Ce sera, la semaine prochaine, le tour de Jean-Jacques Rousseau, du cul-de-jatte Scarron, et autres infirmes illustres...

Du docteur E. Lefèvre, *un Voyage au Laos ;* l'auteur fut membre de la mission Pavie.

De M. Prosper Castanier, un roman historique, la *Vierge de Babylone*.

L'auteur a essayé une reconstitution de la Babylone antique, au moment où Cyrus assiège la capitale de la Chaldée, et placé dans ce cadre une intrigue d'amour, compliquée d'antisémitisme... Car déjà, sous Cyrus, la question de l'antisémitisme était posée. Tout se recommence, en histoire — ou se continue; et nos passions modernes n'ont même pas le mérite d'être inventives.

EMILE BERR.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

MIRABEAU, par *P. F. Willert* (Macmillan, Londres). — La vie et le rôle politique du grand tribun de la Constituante sont appréciés par l'auteur sans enthousiasme, mais aussi sans parti pris de dénigrement, et c'est déjà beaucoup, car Mirabeau est une de ces personnalités bizarrement composées de vertus sublimes et d'ignobles vices, dont il est difficile de parler sans passion, même à plus d'un siècle de distance. Malgré soi, on est amené à se faire ce petit raisonnement : Quel scélérat je serais si j'agissais ainsi; donc quel scélérat que ce Mirabeau! Mais, assure M. Willert, pour beaucoup de génies, et en particulier pour celui-ci, la majeure du syllogisme moral tombe à faux; ce qui veut dire, je suppose, qu'il y a une morale pour nous, pauvres esprits médiocres et une autre, beaucoup plus large, pour les grands hommes...

DE LA SEINE A LA VOLGA par *M. P. Lancrenon* (Plon). — Une périssoire, une pagaie, un carnet de notes, un appareil photographique et en avant par les chemins qui marchent, de la Seine à la Volga, trois mille lieues, une misère! Toutefois cette petite excursion n'est pas à la portée de la plupart d'entre nous, voyageurs en chambre ou tout au plus en compartiments de première classe bien capitonnés. Il faut, pour sortir à son honneur de pareille aventure, des biceps d'hercule de foire, une endurance de veau marin et une agilité d'écureuil; mais tout cela n'est rien si vous n'y joignez pas une bonne humeur capable de braver les bourrasques célestes et les tracasseries des autorités humaines.

LÉGENDES ET ARCHIVES DE LA BASTILLE, par *M. Funck-Brentano* (Hachette). — Il me semble assister à un jeu de massacre où le joueur qui tient la balle ne rate pas un coup : les légendes, les vénérables légendes, celles qu'on croyait plus immortelles que bon nombre d'académiciens, dégringolent avec une rapidité vertigineuse, terrifiante! Quoi, la Bastille (au siècle dernier du moins) était un petit paradis auprès de nos prisons modernes, on y faisait excellente chère, on y jouait, on y recevait ses parents, ses amis, on y donnait des concerts; on en pouvait sortir presque à sa guise, et même la permission de nuit n'était pas inconnue! Quoi, Latude n'était qu'un vulgaire intrigant, pis que cela, un maladroit et un imbécile, et ses trente-cinq ans de prison, il ne les a faits que parce qu'il l'a bien voulu. Quoi, le Masque de fer n'était qu'un masque de velours recouvrant la face d'un personnage aussi mince que Matteoli, confident du duc de Mantoue, tour à tour traître à son souverain qui le comblait de faveurs, et à Louis XIV, qui le payait pourtant grassement! Eh oui! il faut se rendre à l'évidence, car c'est à coups de documents irréfutables, tirés des archives mêmes de la Bastille, que M. Funck-Brentano fait crouler l'échafaudage légendaire élevé par l'imagination populaire et les passions politiques des historiens.

L'AME FRANÇAISE, par *Mme W. Mitchell* (Librairie nouvelle). — « Nous ne voulons pas nous approprier ce livre, dit l'auteur dans sa préface : tant de cœurs y ont servi de collaborateurs au nôtre, bien qu'à leur insu. Nous avons désiré en faire comme l'écho de la souffrance d'un grand peuple dans une terrible phase de son histoire... » Cette âme française respire le patriotisme le plus ardent uni aux sentiments les plus nobles, les plus larges, les plus généreux. Je n'affirmerai pas qu'elle trouve toujours une expression appropriée à son intention : visiblement le métier fait ici défaut, ou, si vous trouvez le mot trop vulgaire : la technique poétique. Mais, malgré tout, en plus d'un endroit, l'émotion de l'auteur nous gagne, parce qu'elle est profondément sincère et jaillit de source.

LES AMES SANS FREIN, par *M. Paul Flat* (Lemerre). — Ce n'est pas à proprement parler un roman, mais une étude psychologique très délicate et très fouillée. L'auteur se préoccupe fort peu de l'intrigue qui, réduite à sa plus simple expression, n'est pour lui qu'un moyen de présenter ses divers personnages dans une certaine phase critique de leur existence. Parmi ces personnages, il en est trois qui sont comme les protagonistes du petit drame moral et social : le professeur Freneuse « cet homme d'une situation sociale, en qui les qualités du savant ne formaient qu'une sorte de vernis extérieur, sous lequel transparaissait à chaque instant le fond réel de sa nature » ; Gabrielle, âme dominatrice, habile à mesurer toutes ses émotions, à calculer tous ses effets, sirène plus dangereuse encore par la perversité du caractère que par ses charmes physiques; enfin Maurice Ronceray, sur qui se porte notre intérêt, parce qu'il est homme d'impulsion, parce qu'il aime sans arrière-pensée, de toutes les forces de son âme de sentimental et de son cœur de poète.

UNITÉ, ATTRACTION, PROGRÈS, par *M. P. Gayvallat* (Moulin, à Bourgoin). — En débutant, l'auteur prononce un mot qui, à lui seul, assurerait des lecteurs à son petit livre, d'ailleurs très curieux : « le bonheur ! » comment l'homme arrivera-t-il, dès ici-bas, à la béatitude pour laquelle il se sent né ? Nous sommes l'oiseau qui va des ténèbres aux ténèbres en passant un instant par le hall brillamment éclairé. D'où venons-nous ? où allons-nous ? ces questions nous préoccupent moins qu'elles ne préoccupaient nos pères; ce que nous voulons, c'est jouir le plus longtemps et le plus complètement possible de la tiédeur et de la lumière dans ce hall qu'on appelle la vie humaine. A en croire M. Gayvallat, la loi suprême, unique, du monde est l'attraction engendrant naturellement le progrès; et la condition du bonheur est la fraternité; « c'est elle qui remplacera la foi et l'espérance perdues, qui guidera et consolera l'humanité future ». Il faudrait, à mon avis, supprimer les premières pages du chapitre intitulé « Trinité-Sainte ». L'imitation de l'Evangile selon Saint Jean, malgré son évidente bonne foi, ressemble fort à une parodie et, du reste, puisque l'auteur rejette toute révélation, on ne voit pas bien pourquoi il emprunte des formules à une religion révélée.

LES FRANCS, par *Lewis Sergeant* (Fisher Unwin, Londres). — L'histoire des Francs, surtout à l'origine, est d'une richesse inouïe en légendes naïves, grotesques, féroces ou tendres qui s'entremêlent en guirlandes tressées, dirait-on, par la main d'une fée malicieuse ou d'un magicien folâtre, Augustin Thierry avait été surtout séduit par le côté pittoresque des annales franques : on sait avec quelle aigreur les érudits grincheux ont relevé ses nombreuses inexactitudes. Le même reproche ne pourra pas être adressé à M. Sergeant : avec une patience digne d'un bénédictin, il s'est efforcé de séparer, dans le fatras poétique de Grégoire de Tours et de Frédégaire, ce qui est vraiment historique de ce qui est purement fabuleux, et souvent il y a réussi. L'ouvrage illustré de gravures représentant des monuments, des armes, des bijoux de l'époque mérovingienne, est édité avec la sobriété de bon goût qui distingue tous les volumes de la maison Fisher Unwin et spécialement ceux de la collection : *The story of nations*.

LES ARTISTES CÉLÈBRES : LES TIEPOLO, par *H. de Chennevières* (Librairie de l'Art). — Pourquoi faut-il que ce livre, bien conçu, bien écrit, œuvre à la fois d'érudit et d'artiste et qui n'est pas seulement une biographie mais une étude de toute une époque artistique, soit défiguré par d'aussi abominables illustrations. Voyez à la page 15 : Saint Dominique en Gloire. On cherche Saint Dominique et l'on ne voit qu'un gros pâté d'encre, puis à y regarder de plus près on voit un fouillis de bras, de jambes, d'ailes, mais de Dominique toujours point; les détails des plafonds du palais Rezzonico sont remarquables par leur absence complète de détails. Jamais je n'en démordrai : dans un ouvrage d'art, il faut ou supprimer complètement l'illustration ou la faire superbe. Toute œuvre de vulgarisation artistique qui se complaira dans le médiocre ne pourra avoir qu'une influence funeste.

G. Art.

LES REPRÉSENTANTS EN MISSION PRÈS LES ARMÉES (1791-1797) (Savaète). —M. Camille Rousset avait été privé de la situation qu'il occupait aux Archives du ministère de la guerre pour la publication des *Volontaires de 92*. C'était une légende à laquelle, paraît-il, il ne fallait pas toucher. M. Camille Rousset y toucha et se permit d'en redresser certaines erreurs, on lui fit brutalement sentir le mécontentement que l'on éprouvait de voir s'écrouler par sa faute un des dogmes de la foi jacobine. M. Bonnal des Granges, ancien conservateur des Archives, au dépôt de la Guerre, vient de s'aventurer sur le même terrain en publiant : *Les représentants du peuple en mission près les armées, 1791-1797*. Ces *missi dominici* avaient aussi leur légende héroïque et, pour beaucoup, c'était à eux qu'il fallait attribuer les victoires des généraux de la République. Si le fait eût été vrai, les généraux devenaient alors inutiles et même encombrants, il aurait été bien plus naturel de mettre les armées sous les ordres desdits Représentants.

C'est dans ces archives qu'il connaissait, au milieu desquelles il a vécu, que M. Bonnal des Granges a trouvé les documents qu'il vient de publier. Chacune des affirmations de l'auteur est appuyée d'une preuve officielle trouvée dans les rapports des représentants. Le premier volume est consacré au Conseil exécutif et au Comité de Salut public. C'est par là, en effet, qu'il fallait commencer pour bien comprendre comment vint l'idée d'envoyer des commissaires aux armées et comment elle fut d'abord appliquée et ensuite se développa. Dans le second volume on est en plein dans le sujet : *Les représentants en mission*, Saint-Just, Barras, Tallien, Merlin de Thionville, etc. Ces envoyés ne furent point tous féroces, plusieurs se montrèrent humains et capables d'apprécier ceux dont ils contrôlaient les actes et surveillaient la conduite.

A. Lepage.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36448. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 20. 4e SÉRIE. — TOME IX 14 MAI 1898.

LA POLITIQUE

On a dit souvent qu'avec le scrutin uninominal il n'y a jamais grand changement d'une Chambre à la suivante. C'est un fait qui a été bien des fois constaté, et encore dans les élections de dimanche dernier. A moins que le scrutin de ballottage ne nous réserve quelque surprise, la Chambre de demain ressemblera singulièrement, comme groupement des partis, à la Chambre d'hier.

Ce qui frappe dans les résultats du premier tour de scrutin, c'est qu'on a voté plus que d'habitude. Il sera intéressant, le moment venu, de faire une statistique électorale, de calculer la proportion des opinions représentées et de celles qui ne le sont pas. On pouvait craindre, étant donnée l'apparente indifférence politique, qu'il n'y eût un plus grand nombre d'abstentions que d'ordinaire : c'est le contraire qui s'est produit; on doit, dès à présent, s'en féliciter.

Pour quelle raison des milliers d'électeurs, qui d'ordinaire restaient chez eux le jour du vote, se sont-ils décidés à faire acte d'électeur?

D'après ce que j'ai pu voir autour de moi et ce qui de divers côtés m'est revenu, j'inclinerais à croire que beaucoup ont voté non pas tant pour affirmer ce qu'ils voulaient que pour marquer ce dont ils ne voulaient point.

Les uns, — j'en sais parmi mes meilleurs amis, — redoutaient le péril clérical : péril, à mon sens, purement imaginaire, car s'il y a deux idées qui semblent à jamais entrées dans la cervelle française, c'est d'une part la liberté de croyance et d'autre part l'indépendance de la société civile.

Les autres redoutaient le péril collectiviste : si cependant il y a un pays dans le monde où ce péril puisse être conjuré par des réformes pratiques, c'est un pays de petite propriété comme le nôtre.

Ne nous laissons point hanter par le spectre noir ou le spectre rouge. Chassons, une bonne fois, ces vains fantômes. Le vrai péril, à l'heure actuelle, c'est qu'il ne se trouve pas dans le parlement une majorité au vrai sens du mot, une majorité ayant un programme d'action.

Cette majorité, seul le scrutin de liste, corrigé par la représentation proportionnelle, pourrait la donner d'une manière certaine.

Du scrutin d'arrondissement, tel qu'il est pratiqué chez nous, on ne peut pas espérer un de ces grands mouvements d'opinion qui font les gouvernements forts et durables.

Enfin, quelque médiocre que soit en lui-même notre instrument électoral, tâchons de nous en servir le mieux possible. Souhaitons que les résultats du ballottage nous renseignent clairement sur l'état des esprits. La nécessité de programmes nets et précis me paraît à ce point démontrée par l'expérience des dix dernières années, que j'aime mieux, moi modéré, voir passer un candidat radical qu'un candidat de concentration. Est-ce à dire qu'il faille désirer une lutte violente? Non certes. Combattons les idées, respectons les personnes. Souvenons-nous qu'au-dessus des affaires intérieures qui nous divisent, il y a les choses du dehors, chaque jour plus graves, qui nous rapprocheront peut-être les uns des autres avant qu'il soit longtemps.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

CONTES ET LÉGENDES [1]

L'Éden retrouvé.

Adam venait de mourir, plein de jours et de siècles : il avait vécu neuf cent trente ans. Ses fils et ses petits-fils s'étaient multipliés ; ils essaimaient comme les abeilles. Les uns cultivaient le sol et s'y étaient fixés ; les autres étaient pasteurs et suivaient leurs troupeaux nomades ; d'autres encore étaient chasseurs. Tubalcaïn, le forgeron, leur avait enseigné à tous l'art de fondre et d'assouplir les métaux. La race humaine commençait à régner sur la terre.

Quand Adam eut fermé les yeux, ses enfants creusèrent une fosse immense ; on y déposa le grand aïeul, le premier des humains, et chacun y apporta sa pierre. Il s'en forma une pyramide qui monta vers le ciel. C'est dans ce lieu que plus tard s'éleva la Tour de Babel.

Ève survivait. Grande et forte encore, malgré le poids des ans et des siècles qui n'avaient pu courber sa taille surhumaine, la vieillesse l'avait revêtue d'une majesté indicible. Enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants la vénéraient et tremblaient tous devant elle. On l'appelait la grande aïeule, la prophétesse, la mère des hommes, la fille de Dieu ; ses moindres avis étaient des ordres pour les chefs de familles. C'était la reine des anciens jours, des premiers jours sur la terre. Douze petits-fils de Tubalcaïn, armés de haches d'airain, frayaient la route à son char, dans leurs migrations ; douze guerriers, fils d'Enoch, marchaient à ses côtés avec des lances et des flèches pour la défendre contre les attaques des fauves ; douze autres de la famille de Seth fermaient la marche, portant sa tente et celle des jeunes filles consacrées à son service.

Or, parmi ces vierges la plus chère aux yeux d'Ève était Nahamah, la petite-fille d'Abel. Ève l'aimait à cause de sa douceur et aussi parce qu'elle lui rappelait les traits de son second fils. La candeur de Nahamah, son babil enfantin lui plaisaient et déridaient parfois son front soucieux qui ne connaissait plus le sourire. Elle l'avait toujours à ses côtés, la nuit, près de sa couche, le jour sous la tente ou sur son char ; et l'enfant était heureuse ; car elle aimait son aïeule par-dessus tout et elle la vénérait avec une admiration sans borne.

Depuis la mort d'Adam, sa famille était devenue une tribu et la tribu presque une nation. Ils allaient devant eux, au hasard, s'arrêtant où le ciel était plus doux, le sol plus fertile, la nourriture plus abondante. Or, un matin, des rumeurs parcoururent le camp ; elles grandirent ; un tumulte s'éleva dont le bruit parvint jusqu'à la tente d'Ève. — Sors, ma fille, dit-elle à Nahamah, va voir d'où viennent ces clameurs. J'en veux savoir la cause. — L'enfant soulevait la portière de la tente quand elle se heurta contre Irad, le chef des éclaireurs, qui demandait à parler à la Reine. « Qu'il entre ! » dit Ève ; et le jeune guerrier, se prosternant devant elle, lui parla ainsi :

— O fille d'Élohim, ô Reine ! ton peuple s'est égaré dans sa marche. Impossible d'aller plus avant. A droite, il y a un fleuve infranchissable ; à gauche, un autre fleuve plus grand encore, et devant nous, un bois impénétrable et profond, où nos haches se sont vainement émoussées. Que faire ? Faut-il nous établir ici, ou retourner en arrière ? Le peuple est divisé et indécis ; il s'émeut ; il y voit un prodige. Parle, ô Reine ! c'est à toi de décider dans ta sagesse ; tes enfants obéiront.

C'est ainsi que parla Irad, le chef des éclaireurs.

— Qu'on attelle mon char, dit la reine, je veux juger par mes yeux.

Et elle se leva ; elle revêtit une cuirasse d'or fin, sur laquelle elle jeta une peau de léopard ; Nahamah tressa sur son front ses épais cheveux blancs en forme de diadème pour la défendre du soleil ; elle noua ses sandales ; puis, après l'avoir aidée à monter sur son char traîné par deux antilopes, elle s'assit auprès d'elle, et prit les rênes. Ève partit ainsi accompagnée de son escorte ordinaire et suivie d'une partie de son peuple.

A mesure qu'on avançait, les yeux d'Ève parcouraient la contrée avec plus de vivacité ; une agitation secrète semblait la gagner, et Nahamah voyait avec une surprise mêlée de crainte des marques d'une émotion inusitée glisser sur le front majestueux de son aïeule.

— O mère ! lui dit-elle, oserais-je vous interroger ? Quel souci vous pénètre ? Pourquoi votre âme est-elle ainsi troublée ?

— Je veux bien te le dire, mon enfant : c'est que je reconnais ces lieux, c'est que j'y ai déjà vécu, et que c'est ici que je suis venue au monde. Nous voici à l'orée du bois. Descendons : je veux y pénétrer et tout revoir encore.

Et elle descendit de son char, et, appelant Irad, elle lui ordonna de frayer à tout prix un sentier dans l'épais fourré, jusqu'à un petit lac qui devait se trouver au milieu du bois. Irad obéit et réussit à grand'peine. Quand il revint près du char, Ève en descendit appuyée sur Nahamah.

— Que personne ne me suive ; dit-elle, et, seule, avec sa petite-fille, elle s'engagea dans le sentier tracé.

Elles marchèrent longtemps et péniblement en silence.

1 Voir la *Revue Bleue* du 30 avril.

— Un lac! un lac! s'écria l'enfant tout à coup, en écartant les rameaux des grands arbres.

Ève s'arrêta un instant; puis, allant jusqu'auprès de l'eau limpide, elle s'assit au bord, regarda devant elle et se mit à pleurer.

D'où venaient ces larmes? Quelle en était la cause? Était-ce le repentir? le regret du passé? l'effroi de l'avenir? Dieu seul le sait. Il peut y avoir tant de choses dans les larmes d'une femme!

Nahamah interdite s'était assise à ses pieds dans l'herbe, sans oser l'interroger, ni même la regarder. Elle leva les yeux devant elle et vit de l'autre côté du lac un jardin de délices, planté d'arbres immenses, plein de fleurs et d'oiseaux. Mais Ève s'était levée :

— O Élohim, dit-elle en se prosternant, c'est toi qui m'as conduite ici. Je reconnais ta main. Pourquoi as-tu voulu que je revisse ces lieux? Je le sens, je touche à la fin de mes jours. Sans doute, c'est l'instant où je dois m'en aller comme Adam et comme lui retourner à la terre dont tu nous as formés... Que ta volonté soit faite! Laisse-moi te bénir pour tous les biens et tous les maux dont j'ai été comblée. Tu as été mon père, mon créateur, mon Dieu; tu m'as donné une famille innombrable comme les étoiles du ciel; tu as exaucé mes vœux... O Élohim! bénis aussi mes enfants! Je les laisse à ta garde, et que nul d'entre eux ne me reproche jamais d'avoir quitté ton Éden!

— C'est donc là l'Éden! dit Nahamah à demi-voix.

— Oui, c'est ici que je suis née, lui répondit l'aïeule. C'est au bord de ce lac, sous ces grands arbres, sur ce gazon semé de fleurs que je me suis éveillée un jour à côté d'Adam, dans l'émerveillement des splendeurs de la création et l'enivrement d'un bonheur ineffable. Adam me prit par la main, me fit adorer l'Éternel, notre Père, me montra notre empire, me nomma tous les êtres inférieurs qui marchent ou rampent sur le sol, nagent dans l'air ou dans l'eau, les arbres, les plantes, les fleurs, tous nos compagnons de l'Éden; et la vie commença pour moi, vie céleste, où notre âme buvait la félicité dans l'air que nous respirions.

Combien de temps dura ce bonheur dans ce lieu de délices? Je l'ignore; le soleil seul qui mesure les jours pourrait le dire. Mais à la longue une langueur me prit, une sensation étrange d'engourdissement, de lassitude, qui me laissait indifférente à cette félicité continue, à ce bien-être toujours égal, toujours le même. Je m'en accusai à Adam. Il m'avoua qu'il éprouvait aussi la même sensation de satiété et d'ennui; de vagues désirs s'élevaient dans notre âme. Ce n'était plus le bonheur innocent et tranquille des premiers temps...

Un jour nous étions assis tous deux au bord de l'Euphrate ; le fleuve immense roulait devant nous ses ondes calmes et limpides, et bien loin, à l'autre bord, on voyait des montagnes bleues s'élever dans l'air et fermer l'horizon. Adam me dit alors : — Où vont donc tous ces flots qui se succèdent sans cesse? Ils vont, ils vont et semblent se hâter vers le même but : quel est-il, ce but invisible? La terre est donc bien grande? Que j'aimerais à la parcourir! Pourquoi donc sommes-nous ainsi confinés dans l'Éden?

Comme ces paroles retentissaient en moi et y trouvaient un écho! C'étaient mes pensées mêmes qu'Adam venait d'exprimer.

— Et ces montagnes, dis-je à mon tour, à quoi servent-elles? Y a-t-il là d'autres Édens? Sont-elles aussi habitées? Que verrait-on du haut de leurs sommets? Oui, tu as raison, pourquoi Élohim a-t-il mis ainsi des bornes à notre curiosité et à nos pas?

Alors tout à coup un souffle puissant ébranla les airs et passa sur nos têtes. Et nous entendîmes la voix d'Élohim qui disait :

— D'où vous viennent ces vains désirs? N'êtes-vous donc pas heureux? Que vous manque-t-il? parlez!

Longtemps frappés de terreur, nous n'osâmes pas répondre; enfin, prenant courage, Adam répondit :

— O Éternel! ne nous crois pas ingrats! Nous sommes heureux et reconnaissants de ce bonheur; mais il ne nous suffit plus. Cette oisiveté me pèse : je voudrais agir et créer à mon tour, j'aimerais voir et savoir. Ne repousse pas ma prière. Laisse-nous sortir de l'Éden!

— Et toi aussi, Ève? me dit la voix céleste.

— O Élohim : dis-je à mon tour, ne dois-je pas suivre Adam partout et toujours? Tu le sais, toi qui sais tout, à moi aussi il me manque quelque chose, un grand bien que tu as libéralement accordé à toutes les autres créatures : elles ont des petits, qu'elles enfantent, nourrissent, et caressent. Porter dans son sein et bercer sur son cœur un enfant, un autre soi-même, n'est-ce pas le plus grand bonheur de la terre? O Père céleste! ne me l'accorderas-tu pas?

Prosternés le front dans la poussière, nous attendions avec angoisse l'arrêt qui allait fixer notre destinée.

— Relevez-vous, dit enfin Élohim, vos vœux seront exaucés; mais sachez à quel prix : toi, Adam, tu laboureras la terre à la sueur de ton front; toi, Ève, tu enfanteras dans la douleur, et tous deux vous connaîtrez la mort. Il en est temps encore : choisissez entre la liberté que vous rêvez et le bonheur que je vous ai donné!

Et nous avons choisi! et c'est ainsi, ô Nahamah! que tes premiers parents ont quitté l'Éden.

Ève se tut. L'enfant l'avait écoutée en silence, plongée dans une profonde surprise. Elle avait peine

à se retrouver; elle regrettait les récits de sa nourrice, le serpent astucieux, l'arbre de la science et de la vie, Élohim se promenant dans le jardin, les Kéroubs aux glaives de feu et l'exil mérité, toute cette histoire naïve, plus poétique et plus à la portée de son intelligence. Quand elle leva les yeux sur son aïeule, elle fut frappée de l'altération de ses traits : sa face était devenue blanche et transparente; ses regards semblaient se voiler.

— Nahamah, dit la reine, lève-toi, mon enfant, va cueillir ces lys et ces asphodèles que je vois là-bas au bord de l'eau, fais-en une gerbe et apporte-la-moi.

Nahamah obéit. Restée seule, Ève leva les yeux au ciel, joignit les mains et fit cette prière : « O Élohim! Je sens que mon heure est arrivée, et que mes yeux vont se fermer pour jamais. Que ta volonté soit faite! Je suis lasse de la vie, j'aspire au repos du sommeil éternel. Recueille-moi dans ton sein, et fais que j'y retrouve ceux que j'ai aimés, l'époux que tu m'as donné et mon cher Abel. Sois toujours un père pour mes enfants et pour mon peuple qui est le tien! Laisse-moi te remercier de tous tes bienfaits et permets à ta servante de te bénir une dernière fois! »

Ève achevait à peine sa prière quand Nahamah revint avec sa gerbe de fleurs qu'elle posa sur les genoux de la reine.

— C'est bien, dit celle-ci; maintenant, je sens que je vais dormir. Tu peux me laisser encore; retourne au camp, dis à Irad de me préparer un lit de feuillage pour qu'on puisse me rapporter jusqu'à ma tente; je n'aurais pas la force d'y revenir, même avec l'aide de ton bras. Va, mon enfant, obéis comme toujours!

Nahamah s'éloigna non sans peine et le cœur serré. Et quand elle revint avec Irad, Ève dormait en effet, mais du sommeil éternel. On l'ensevelit au bord du lac. Longtemps sa tombe fut un lieu sacré, un but de pèlerinage. Puis vint le déluge, qui changea la face de la terre et effaça les derniers vestiges de l'Éden. Nul ne sait aujourd'hui où fut jadis la tombe d'Ève.

La Goutte de rosée.

La Goutte de rosée se plaignait un jour à Brama de sa destinée :

— Je végète dans l'herbe toute la nuit, et, quand vient l'aurore, le soleil me dévore de ses premiers rayons; je meurs sans avoir vécu. J'envie le sort de la fleur et de l'oiseau. Eux du moins jouissent des beautés de la terre pendant tout le jour et de la vue de ta création, ô Brama! Puisque tu es tout-puissant, fais-moi goûter leur bonheur.

Brama répondit :

— Le bonheur est partout : chaque créature en a sa part, seulement il faut savoir la reconnaître. Si tu meurs chaque matin, c'est pour renaître le soir; la nuit a ses splendeurs comme le jour. Mais je veux contenter ton envie. Je vais dire au vent de t'arracher à la terre. — Et le vent, docile aux ordres de Brama, enleva la goutte de rosée dans les plaines de l'air, et la déposa au sein des nuées errantes.

Là, une vie nouvelle commença pour la goutte de rosée, vie agitée, toujours changeante. Promenée du zénith au nadir, du sud au septentrion, elle put voir de haut toutes les faces de la terre dans son pèlerinage aérien. Mais elle ne s'appartenait plus, elle ne se sentait plus, et n'était plus une créature ayant sa forme individuelle, sa fonction spéciale. Dissoute en légère vapeur, perdue dans l'immensité des nues. elle avait peine à se reconnaître et à se sentir encore vivante. Elle conta sa peine au vent qui passait. Il lui répondit :

— Brama m'a prescrit de t'obéir et de faire tout ce que tu me demanderais. Parle, que désires-tu?

La Goutte de rosée lui dit alors :

— Écoute, j'ai vu à côté de moi dans les nuages d'autres fines parcelles de vapeur se condenser, briller de mille facettes blanches et descendre sur la terre en légers flocons. Justement, nous voilà au-dessus de l'Himalaya et de ses neiges éternelles. Vois, comme elles étincellent au soleil! Comme elles sont belles et pures! Dépose-moi là, puisque Brama te l'a permis. De là je verrai la terre et tous ses royaumes et je serai tranquille, à jamais immobile et heureuse.

Et le vent docile la déposa doucement sur le Davalagiri dont le sommet qui domine tout l'Himalaya semble toucher le ciel, et, devenue flocon de neige, elle alla se mêler aux nappes glacées qui forment le dôme sacré de la plus haute montagne du monde.

Elle ne fut pas longtemps à être lasse de cette sempiternelle immobilité, de cette existence glaciale, de cette froide contrée visitée seulement par les éclairs, la foudre et les ouragans perpétuels. Elle se sentit plus malheureuse qu'elle ne l'était jadis dans les nuages. Forte de l'indulgence et de la permission de Brama, elle invoqua le vent de nouveau et lui parla ainsi :

— Toi, que rien ne lasse jamais, ô vent du ciel, mon frère et mon ami, tu ne te lasseras pas de ma nouvelle plainte et de ma nouvelle demande : exauce-la encore. Je ne suis pas heureuse où je suis. Je croyais voir d'ici toute la terre et ses splendeurs; et les nuages qui rampent toujours à mi-côte bornent ma vue de toutes parts. Je croyais que ces glaciers et ces neiges étaient immaculés et la pureté même; regarde, ils sont souillés de toutes les poussières d'en bas. C'est toi-même qui les apportes. Pourquoi

ne m'as-tu pas prévenue? J'étais plus heureuse dans les nuages là-haut, et au moins je n'y gelais pas.

Le vent va partout, il a vu et entendu tant de choses depuis qu'il glisse sous le ciel que rien ne l'étonne, quoiqu'il se fâche quelquefois et qu'il soit terrible alors, il lui répondit doucement :

— Je ferai ce que tu désires. Permets-moi seulement de te donner un simple conseil d'ami. Ne sois plus si exigeante, si facilement changeante. Brama m'a dit de faire toutes tes volontés, d'obéir à tous tes caprices, mais ne crains-tu pas d'abuser de son indulgence, de lasser sa bonté et d'irriter sa justice? Maintenant, parle, que désires-tu?

— Je voudrais descendre sur la terre, vivre plus près des hommes, voir les cités et leurs merveilles. Porte-moi sur les bords du Gange, à Bénarès, la ville sainte.

— Je le ferai, dit encore le vent, mais sais-tu ce que tu demandes? N'est-ce pas une autre illusion que tu te forges dans les ennuis de ta solitude glacée? Ne vas-tu pas au-devant d'une nouvelle déception? Il vaut mieux voir les hommes de loin, crois-moi. Reste où tu es, où tu as demandé d'être. Tu brilles dans la solitude près du ciel, loin des fanges des cités, sous les regards immédiats du soleil. Les hommes te contemplent de loin et te portent envie. Tu es pour eux la virginité, la grandeur, l'inaccessible. S'il y a dans ces hauteurs quelques impuretés, où n'y en a-t-il pas? L'air où tu flottais naguère en a aussi comme les glaciers. Maintenant, tu domines le monde, tu es aux pieds de Brama, tout près des dieux, n'aspire pas à descendre!

Le flocon de neige n'écouta rien. Le vent l'emporta donc et le déposa en pluie sur Bénarès et de là dans le Gange. Mêlée aux impuretés du fleuve, la pauvre goutte de rosée put voir les palais, les temples, les merveilles des arts; mais, puisée dans un seau d'airain d'où elle tomba dans la fange des rues, elle fut foulée aux pieds des passants, écrasée sous le sabot des chevaux et les roues des chars. Elle gémit et se rappela en pleurant les neiges de l'Himalaya, les nuages et l'herbe des champs qu'elle avait quittés et qu'elle regrettait. Elle appela en vain le vent à son secours; il ne vint pas. Brama voulait lui laisser le temps de se repentir. Un jour enfin, il eut pitié d'elle, et le vent la reprit sur son aile et la porta au séjour des dieux :

— Te voilà encore, pauvre insensée, dit Brama, que viens-tu me demander? Sache que tu en es à ton dernier vœu, et que son effet sera immuable et fixera à jamais ta destinée.

— Ah! dit la pauvre goutte d'eau tout en pleurs, Dieu de bonté, ramenez-moi dans l'herbe où je suis née, près de la fleur d'asoka que je n'aurais jamais dû quitter. Le bonheur était là...

La Chronique du bon page.

Le sire Louis de Contes était un preux et sage homme; il avait fait vaillamment la guerre contre les Anglais, la terrible guerre de Cent Ans. Le ciel l'avait favorisé dès le début, en lui confiant le plus beau poste que pût rêver un homme de guerre : à quatorze ans il était le page de Jeanne d'Arc; et il s'en souvint toute sa vie.

A quarante ans, usé avant l'âge, couvert de blessures, il se retira dans son manoir, vers les Marches de Lorraine. Là, il vécut longtemps, seul avec son fidèle écuyer, jusqu'au jour où sa sœur, Dame Yolande de Luxeuil, devenue veuve, vint habiter avec lui. Elle n'avait qu'un enfant, une petite fille, Lucette, qui apporta dans le sombre logis la fraîcheur et la gaieté de son rire enfantin. Parfois, aux fentes des vieilles murailles, le regard est réjoui par une fleurette qui a été semée là par la brise ou par les oiseaux du ciel.

On voyait souvent dans la campagne le vieux chevalier chevaucher à l'aventure, ou se promener d'un pas lourd et ralenti, tenant dans sa grande main la petite main de sa nièce, qui sautillait gaiement à ses côtés.

Ils allaient ainsi dans les chaumières des villages voisins visiter les pauvres et les malades et les secourir. Ils étaient aimés et bénis : on appelait le sire de Contes *le bon chevalier ;* les mères le montraient du doigt à leurs enfants en disant tout bas : Regardez! il a été le page de la Pucelle; il l'a vue, il a touché ses armes, et peut-être sa main!

Le bon chevalier ne sortait pas tous les jours. Il y avait des époques de l'année où il s'enfermait et ne voyait personne — pas même sa sœur et Lucette. On remarqua que c'était toujours au printemps, au mois de mai, dans les plus radieuses journées de la plus douce des saisons. Il jeûnait même les trois derniers jours du mois; et quand il sortait enfin de sa chambre, il était encore plus pâle, plus affaibli que jamais. On devina qu'il célébrait ainsi à sa manière l'anniversaire de la mort de la grande Lorraine, le 30 mai, le jour exécrable et maudit où l'humble pastoure, la sœur des Anges, la libératrice de la France, celle qui avait vaincu les Anglais et fait sacrer le Dauphin à Reims, était morte à Rouen, sur un bûcher, brûlée vive, en arrachant des larmes à tout le monde, même à ses bourreaux, et en jetant au ciel muet dans un dernier cri le nom de Jésus, son Dieu et son frère en martyre.

En l'an 1456, un grand bonheur lui advint : la revision du procès de Jeanne d'Arc, ordonnée par le roi et commencée sept ans auparavant. Le pape ayant enfin consenti, des juges ecclésiastiques et

laïcs avaient été convoqués d'abord à Paris, puis à Rouen. Là le page de la Pucelle avait pu déposer en sa faveur et dire la vérité; il avait vu le père et les deux frères de Jeanne demander sa réhabilitation et l'obtenir. Son cœur en avait été réjoui et presque consolé : « Je puis mourir maintenant, disait-il, j'ai vu enfin pour la sainte fille que j'ai aimée et servie se lever le jour de la justice ici-bas » ; à quoi il ajoutait : « Quant à ce qui est de l'autre monde, je suis bien tranquille pour elle! »

Or, vers l'an 1460, à la fin de mai, le sire de Contes était resté plus longtemps que de coutume invisible et seul, enfermé dans son réduit. Juin était venu, et Dame Yolande, sa sœur, était en grand émoi de n'avoir pas encore revu son frère. Ni elle, ni même Lucette, n'avait été admise à franchir le seuil de la chambre du reclus volontaire. Jacques, le fidèle écuyer, avait toujours répondu : « Pas encore! Messire Louis n'a pas levé la consigne. » Et la mère et l'enfant s'en retournaient, toujours plus inquiètes et pleurant toutes deux. Enfin un jour vint où le bon chevalier les fit mander. Elles le trouvèrent au lit, plus défait, plus maigre encore que les autres années à pareille époque. Il tendit sa main toute balafrée de cicatrices que Lucette vint baiser à genoux, et, se soulevant à demi sur sa couche, il leur parla lentement en ces termes :

— J'ai été bien malade, ma chère sœur, et vous me trouvez encore assez dolent; mais je sens que les forces me reviennent et que mon heure n'est pas venue présentement. J'en rends grâce à Dieu, puisqu'il me permet ainsi de mener à bonne fin un projet que j'ai nourri depuis longtemps, et dont le retard me causait un regret qui touche presque au remords. Ce projet, c'est d'aller à Domremy visiter enfin le lieu de naissance de la chère et sainte fille que j'ai eu l'honneur insigne d'approcher et de servir. Dans une de mes nuits d'angoisse, où je voyais la mort de si près, j'ai fait le vœu, si j'en revenais, d'y aller en pèlerinage.

— Cher oncle, dit Lucette, est-ce que vous ne m'emmènerez pas avec vous?

— Non, dit le bon chevalier en essayant de sourire, tu es encore trop petite. Tu m'attendras ici près de ta mère, et au retour je te raconterai mon voyage.

— Ah! ce n'est pas la même chose, répondit l'enfant. Moi aussi j'aime Jeanne d'Arc, et je voudrais voir le bois Chesnu, la fontaine et l'arbre des Fées. Peut-être que moi aussi j'entendrais des voix et je verrais des anges.

— Tu n'es pas encore assez grande, ni surtout assez sage, dit la mère. En attendant, ne fatiguons pas davantage notre malade, et allons dans la chapelle rendre grâce à Dieu de sa guérison.

Quand il fut complètement rétabli, le bon chevalier se mit en devoir de s'acquitter de son vœu. Vers la mi-septembre, monté sur le plus doux de ses chevaux et suivi de son fidèle écuyer, il s'achemina vers Domrémy.

C'était une de ces belles journées d'automne où la lumière a encore tout l'éclat du printemps avec la douceur de l'arrière-saison. Les bois commençaient à peine à jaunir, et les champs se revêtaient des herbes folles qui recouvrent les éteules après chaque moisson. La paix et l'abondance semblaient descendre du ciel avec les derniers rayons du soleil. Une joie grave, mêlée d'attendrissement, remplissait le cœur du bon pèlerin : il allait réaliser son désir et faire honneur à son vœu. Ayant toujours tenu sa parole avec les hommes, pouvait-il manquer à celle qu'il avait jurée à Dieu? Et il le bénissait dans son cœur de lui en avoir donné le loisir.

La nuit le surprit non loin de Vaucouleurs; il dut s'y arrêter et il descendit à la première hôtellerie venue. Tandis que l'écuyer soignait les chevaux et que l'on préparait son repas du soir, le sire de Contes s'assit près des landiers pour réchauffer ses mains engourdies. L'hôte l'avait reconnu; il vint honnêtement le saluer. A son nom quelques voyageurs firent cercle autour de lui; des gens de la bourgade, prévenus de son arrivée, survinrent qui lui présentèrent respectueusement leurs hommages. Il leur fit part du but de son excursion et s'enquit du chemin de Domrémy comme aussi de la famille de Jeanne qu'il comptait visiter le lendemain. On lui répondit que les frères de la Pucelle, anoblis par le roi, n'étaient plus au pays, et que seule sa mère habitait encore la chaumière natale avec une de ses petites-filles. « Dieu soit loué! dit le bon chevalier, c'est surtout pour la voir que je suis venu jusqu'ici : elle doit être bien âgée, et j'avais grand'peur qu'elle ne fût plus de ce monde. »

Le lendemain, il repartit aux premières heures du jour; quand il vit devant lui les bords riants de la Meuse, l'île formée par ses deux bras, le pauvre village de Domremy avec son petit ruisseau de la Vaire, quand il aperçut l'humble chaumière où était née celle qui l'avait mené à ses premières batailles, il sentit son cœur se remuer et des larmes lui monter aux yeux. Il descendit de cheval, s'agenouilla, fit une oraison et baisa la terre natale de la sainte héroïne, l'envoyée de Dieu, la libératrice du doux pays de France. Puis il alla frapper à l'huis de la chaumière qu'on lui avait indiquée. Une voix d'enfant lui dit d'entrer, et, la porte ouverte, il fut reçu au seuil par une petite fille, à peine plus âgée que Lucette.

— Qui est là? demanda une bonne femme assise près de la fenêtre.

— Dame Romée, dit le chevalier en s'avançant, c'est un ami, l'ancien page de votre fille Jeanne, le sire de Contes, qui est venu de loin pour revoir et saluer la mère de la Pucelle.

La vieille femme s'était levée. Le chevalier lui prit respectueusement la main et la baisa en silence.

— Soyez le bienvenu, lui dit Isabelle Romée d'Arc, j'ai souvenance de vous avoir vu et entendu à Paris, lors de la revision du procès qui nous a rendu l'honneur et vengé la mémoire de mon enfant. Asseyez-vous près de moi et parlons d'elle. Je suis bien heureuse de vous revoir, Messire, vous qui l'avez aimée, et qui l'avez défendue avec nous!

Le chevalier s'assit et regarda la bonne vieille; elle était simplement vêtue, à la façon des paysannes d'antan. Mais elle avait grand air : une gravité triste et douce, la pureté de ses yeux, la dignité de son attitude, la revêtaient à son insu d'une sorte de majesté tranquille et familière. On sentait que l'âme était grande, et qu'après avoir été visitée par la douleur, cette âme avait gardé l'habitude des fortes et nobles pensées et en avait reçu une empreinte ineffaçable. Ses gestes s'en ressentaient, et jamais reine de ce monde n'eut un meilleur maintien que la pauvre mère de Jeanne d'Arc.

Voilà ce que se disait le sire de Contes en s'asseyant près d'elle et en regardant l'humble chambre où il se trouvait : c'était le poêle avec sa haute cheminée servant de cuisine, la grande table massive au milieu, un banc, quelques chaises rustiques; au fond une armoire creusée dans la muraille, plus loin une porte donnant sur le fournil. Et comme le regard du chevalier s'y arrêtait :

— C'était là sa chambre, dit la vieille mère.

— Un sanctuaire, répondit-il en se signant.

Sans y songer, il avait pris contre ses genoux la petite fille, ainsi qu'il en avait l'habitude avec Lucette :

— J'aime les enfants, avait-il dit, et celle-ci me rappelle ma chère Lucette que j'ai laissée au manoir.

— Et pourquoi l'avez-vous laissée? dit hardiment l'enfant.

— C'est pour venir voir ta grand'mère et parler avec elle de ta tante Jeanne. — Oui, ajouta-t-il, en se tournant vers Isabelle Romée, j'ai été malade et sur le point de mourir, et j'ai fait le vœu de venir à Domrémy, si je guérissais. Jeanne d'Arc est une sainte, et je tenais à faire un pèlerinage au lieu de sa naissance, ainsi qu'à revoir sa digne mère.

— Je remercie Dieu de votre bonne pensée, dit Isabelle Romée; parlons donc de cette chère fille. Depuis le jour où elle nous a quittés pour obéir à ses voix et faire sacrer le roi de France, je ne l'ai plus revue. Vous, sire chevalier, vous avez été plus heureux que moi. C'est alors que vous l'avez vue et connue. Parlez-moi donc d'elle dans ces jours où de bergère elle se fit le soldat de Dieu. Comment portait-elle ses armes et son étendard? Comment pouvait-elle chevaucher dans les batailles, l'épée au poing, elle qui ne savait que filer à mes côtés? Sans doute, la grâce de Dieu était avec elle. Je le sais à présent... mais alors, dans son enfance, je l'ignorais. Comment pouvions-nous croire à sa mission, nous, ses pauvres parents, qui n'avions pas entendu comme elle la voix de ses anges? Ah! le remords me prend encore de ne l'avoir pas crue, de l'avoir si longtemps entravée, et finalement forcée de s'enfuir loin de nous, sans nous dire adieu. Et dire qu'elle a été ainsi martyrisée! Son père et son frère Jacquemin en sont morts de chagrin; comment n'en suis-pas morte aussi? — Et la voix brisée s'éteignit dans les larmes.

— Consolez-vous, chère dame, dit le bon chevalier. Elle a sauvé la France, et elle n'a désobéi à ses parents que pour obéir à Dieu.

Puis il la dépeignit telle qu'il l'avait vue, armée tout de blanc, sauf la tête, montée sur un coursier noir avec une petite hache à la main, et une grande épée au côté, dont elle ne voulait pas se servir de crainte d'être homicide. Il lui raconta l'hésitation des grands, les intrigues des courtisans, l'admiration et la foi de la foule, la délivrance d'Orléans, les batailles, les victoires, le sacre à Reims, les défaites, les blessures, la trahison, la haine des Anglais, enfin l'horrible supplice... Arrivé là de son récit, il ne fut pas seul à pleurer.

L'entretien avait duré : le soir était venu. L'*Angelus* sonna à l'église voisine. Tous deux se levèrent et se mirent à prier. Avant de partir, le bon chevalier voulut voir le verger derrière la maison, le cimetière voisin, le bois Chesnu,, la fontaine et l'arbre des Fées. L'heure du départ arrivée, il embrassa la mère de Jeanne, et les deux vieillards se dirent au revoir, — non dans ce monde, mais dans le saint Paradis où ils espéraient bien retrouver Jeanne. « Ainsi soit-il! » ajoute le pieux chroniqueur que je viens de traduire.

Voilà comment le sire de Contes accomplit son vœu. Il revint à son manoir le cœur content et remerciant Dieu. Puis il trépassa vers l'an 1477, Lucette lui ferma les yeux.

Cy finit la chronique du bon chevalier, page de la Pucelle.

ÉDOUARD GRENIER.

NOTES SUR L'ARMÉE AMÉRICAINE

Aux termes de la Constitution fédérale, le Président de la République, aux États-Unis, est le commandant en chef des armées de terre et de mer. Il exerce son commandement sur les forces de terre par l'intermédiaire du département de la guerre, auquel ressortissent les services militaires suivants :

Services actifs : infanterie, cavalerie, artillerie, génie, corps des signaux (télégraphie);

Services administratifs : *adjudance générale* (recrutement, justice militaire, inspection générale); *ordnance* (armes, munitions, engins de guerre); *quartiers-maîtres* (habillement, logement et transports); *commissariat* (vivres); *maîtres-payeurs* (solde); service médical.

En temps de paix le gouvernement fédéral entretient une armée régulière, les États particuliers des corps de milices locales.

En temps de guerre, le gouvernement fédéral forme, à côté de l'armée régulière, et avec le concours des gouvernements des États, une armée volontaire, composée comme l'autre de toutes les armes, et dont l'effectif varie selon les nécessités auxquelles répond sa création.

Il n'est donc pas tout à fait exact de dire que les États-Unis n'ont pas d'armée permanente. Ils en ont une, et elle est excellente. Seulement elle est peu nombreuse et disséminée dans les garnisons de l'Ouest.

La véritable armée de combat, l'armée volontaire, ne naît qu'avec la guerre et disparaît avec elle.

Les deux armées se recrutent au moyen d'engagements volontaires avec primes. Mais, pour l'armée régulière, les engagements sont contractés directement avec la nation, tandis que les troupes qui doivent composer l'armée volontaire sont fournies par les États pour un temps déterminé, sur une réquisition du Président autorisée par une loi du Congrès. C'est une organisation qui rappelle celle de l'armée française avant 1789 (armée du roi, recrutée à prix d'argent, régiments provenant des milices provinciales) et qui résulte d'ailleurs de la constitution politique fédérale des États-Unis.

L'armée régulière est donc sous la direction supérieure constante du gouvernement de Washington. L'armée volontaire est levée par les gouverneurs des États et organisée par les lois et règlements particuliers à ces États. Quand ces troupes sont formées, elles sont inspectées et leurs officiers examinés par des officiers fédéraux spéciaux. Elles sont alors incorporées, prêtent serment et font partie de l'armée des États-Unis; elles reçoivent le drapeau fédéral, tout en conservant celui de leur État.

Les milices.

La force militaire des États-Unis comprend aussi les « milices » des États, que le président a droit de requérir pour un temps déterminé, mais seulement en vue de réprimer une insurrection ou de repousser une invasion. En 1794, Washington requit les milices de plusieurs États pour marcher contre l'insurrection du whiskey dans l'ouest de la Pennsylvanie. En 1806, Jefferson requit les milices des Territoires d'Orléans et du Mississipi pour repousser une attaque éventuelle du conspirateur Aaron Burr contre la Nouvelle-Orléans. En 1861, les milices du New-York occupèrent Washington durant trois mois pour prévenir une invasion des rebelles sudistes.

Ces milices sont de vraies gardes nationales. Elles portent d'ailleurs ce nom dans presque tous les États, ceux de *troupes d'État* ou *volontaires* ou *légion* dans quelques-uns. Le nombre des miliciens en service actuellement est de 113 000, dont 13 000 dans le New-York, 8000 dans la Pennsylvanie, 6 000 dans l'Illinois, 6 000 dans l'Ohio, 5000 dans le Massachusetts, etc.

La population en état de porter les armes est évaluée, pour toute l'Union, à 10 millions de personnes.

Les cadres.

La hiérarchie militaire est la même pour les deux armées : major-général (grade correspondant à celui de général de division), brigadier-général (général de brigade), colonel, lieutenant-colonel, major (commandant, chef d'escadron ou de bataillon, bien qu'il n'y ait pas de bataillon aux États-Unis), capitaine, lieutenant en premier, second lieutenant, cadet (sous-lieutenant), élève de l'École militaire de West-Point.

Tous ces officiers reçoivent une *commission.*

Les sous-officiers : sergent-major, sergent quartier-maître, sergent d'*ordnance*, premier sergent, sergent, caporal, sont *brevetés.*

Dans les rassemblements de troupes composés de différents corps, dans des détachements pour services spéciaux, le président peut donner par brevet à un des officiers le rang qui lui manque pour prendre le commandement. Un capitaine peut être colonel *par brevet.*

Les grades de l'armée régulière, depuis les plus élevés jusqu'à celui de cadet, sont donnés par le Président des États-Unis, avec ratification du Sénat. Les élèves qui sortent de l'École militaire remplissent les vacances au fur et à mesure qu'elles se présentent.

Les nominations aux grades de majors-généraux et de brigadiers-généraux dans l'armée volontaire appartiennent seules au Président, toujours avec la sanction du Sénat. Les autres grades sont conférés par les gouvernements des États. M. Mac-Kinley a fait, le 4 mai, une promotion exceptionnelle, motivée par les circonstances, de 12 majors-généraux et de 24 brigadiers-généraux pour l'armée volontaire.

Dans certains États, le gouvernement nomme directement les officiers après la levée des troupes. Dans d'autres, les officiers commissionnés par le gouverneur lèvent eux-mêmes et organisent, les colonels leur régiment, les capitaines leur compagnie. Dans quelques-uns, la troupe élit elle-même ses officiers; en général le gouverneur nomme les officiers supérieurs et abandonne à l'élection les grades de capitaines et de lieutenants.

On a vu plus haut que les troupes levées par les États doivent, pour faire partie de l'armée de l'Union, être incorporées après une inspection spéciale, comprenant des examens de capacité pour les officiers. Ces examens sont passés devant une commission nommée par le ministre

de la guerre. Les officiers jugés incapables sont remplacés par les gouverneurs. La commission conférée par le gouverneur ne devient définitive qu'après l'incorporation. Elle peut être retirée pour insuffisance dans le service.

L'officier commissionné par l'Union a le pas sur l'officier commissionné par un Etat.

L'armée régulière peut prêter ses cadres à l'armée volontaire. Un capitaine de la première peut être général dans l'armée volontaire, mais reste capitaine dans l'armée régulière. De même, un lieutenant de l'armée régulière peut être colonel dans l'armée volontaire.

L'armée volontaire en effet n'a qu'une existence passagère; lorsque la cause qui a provoqué son organisation a cessé d'exister, les troupes sont licenciées et les grades s'éteignent; les services passés ne créent aucun droit pour ceux qui en étaient investis. Mais ceux-ci peuvent continuer à porter, à titre honorifique, la dénomination de ces mêmes grades. C'est pourquoi il y a tant de colonels et de généraux aux États-Unis, qui ne sont que des ex-colonels et des ex-généraux d'une armée volontaire dissoute en 1865, une fois la guerre de la sécession terminée.

Lorsque le général Meade, commandant en chef de l'armée du Potomac, gagna, sur l'armée sudiste du général Lee, la fameuse bataille de Gettysburg en 1863, il était simple capitaine du génie dans l'armée régulière. Le général Sheridan n'était aussi que capitaine d'infanterie dans l'armée régulière lorsqu'il exécuta son fameux *raid* dans la vallée de Shenandoah.

L'armée régulière.

Les grades de général et de lieutenant-général, dans l'armée régulière, créés pendant la guerre civile pour des personnalités comme Grant, Sherman, Sheridan, ont été supprimés après la mort de ces titulaires. Trois majors-généraux et six brigadiers-généraux constituent l'état-major actuel du commandement.

Le premier des majors-généraux, en ce moment le général Nelson A. Miles, est commandant en chef de l'armée des États-Unis et a son quartier général à Washington. Les deux autres majors-généraux et les six brigadiers-généraux du commandement sont à la tête des huit départements militaires entre lesquels est divisé le territoire des États-Unis :

Département de l'Est, quartier général à Governor's Island, New-York; 23 États et le district de Colombie;

Département du Missouri, Chicago (Illinois); 7 États et les Territoires Indien et Oklahoma;

Département de la Californie, San-Francisco; 2 États;

Département du Dakota, Saint-Paul (Minnesota); 4 États;

Département du Texas, San-Antonio; l'État du Texas;

Département de la Plata, Omaha (Nebraska); 3 États;

Département du Colorado, Denver; 2 États, 2 Territoires;

Département du Columbia, Vancouver (Washington); 3 États et l'Alaska.

Les plus importants de ces huit départements sont naturellement les deux premiers, celui de l'Est et celui du Missouri; ils ont à leur tête les deux majors-généraux.

A Washington, sous les ordres directs du ministre de la guerre et du commandant en chef de l'armée, résident encore dix brigadiers-généraux occupant les fonctions suivantes : adjudant-général, quartier-maître général, payeur général, commissaire général, chirurgien en chef, chef du service des signaux, chef du génie, chef de l'*ordnance* (armement), inspecteur général, juge-avocat général.

Des dix-neuf généraux qui figuraient ainsi l'année dernière sur la liste d'activité, trois ont dû prendre leur retraite en janvier et février de cette année; deux se retireront en septembre et octobre. Les quatorze autres prendront leur retraite à des dates diverses s'échelonnant de 1899 à 1908.

Quarante-deux majors-généraux et brigadiers-généraux figurent sur la liste de retraite.

Au 30 juin 1897, voici comment était composée l'armée régulière des États-Unis :

25 régiments d'infanterie à 10 compagnies; 910 officiers et 12871 hommes (1);

10 régiments de cavalerie à 12 compagnies; 447 officiers et 6010 hommes;

5 régiments d'artillerie à 12 batteries; 290 officiers et 3934 hommes;

Services divers (génies, recrutement, santé, signaux, etc.); 532 officiers, 2538 hommes;

Ensemble : 2179 officiers, 25353 hommes; grand total, 27532 hommes.

Ces 2179 officiers comprennent : 71 colonels, 91 lieutenants-colonels et 207 majors.

La solde des officiers en service actif, exprimée en francs (1 dollar = 5 francs), est de : major-général, 37,500 francs; brigadier-général, 22500 francs; colonel, 17500 francs; lieutenant-colonel, 15000 francs; major, 12500 francs; capitaine monté, 10000 francs; capitaine non monté, 9000 francs; 1er lieutenant monté, 8000 francs; 1er lieutenant non monté, 7500 francs; 2e lieutenant monté, 7500 francs; 2e lieutenant non monté, 7000 francs.

Pour tous ces grades, sauf pour les deux plus élevés, la solde ci-dessus s'accroît de 10 p. 100 à l'expiration de chaque période de cinq années. Après vingt ans de service par exemple, la solde du major est de 17500 francs; celle du 1er lieutenant monté, de 11000 francs. Toutefois la solde du colonel ne peut dépasser 22500 francs, celle du lieutenant-colonel 20000 francs.

L'arme de l'infanterie est le fusil Krag-Jœrgenson, dont le calibre est pouce 0,30, c'est-à-dire 7mm,5, la longueur sans la baïonnette 1m,227, avec la baïonnette 1m,521, le poids sans la baïonnette 4kg,258, avec la baïonnette 4kg,711. Le magasin contient cinq cartouches; la portée est de 2200 yards.

Pendant la guerre de la sécession, l'infanterie du Nord

(1) L'effectif nominal d'un régiment d'infanterie est de 1000 hommes, l'effectif réel est rarement de plus de 500.

était armée du fusil Springfield, rayé, se chargeant par la bouche, du calibre de 14^{mm},7. Les *sharpshooters* (tirailleurs) se servaient de la carabine Sharp ou de la carabine à magasin Spencer contenant huit cartouches dans la culasse.

L'artillerie avait le canon obusier à âme lisse, le canon rayé en fer forgé, le canon Parrott en fonte avec un manchon en fer forgé fretté à la culasse. Trois projectiles étaient en usage, Parrot, Schenkl et Hotchkiss.

Aujourd'hui l'artillerie de campagne est principalement composée de canons du modèle de 1890, calibre de 8 centimètres, en acier, longs de 2^{m},193, pesant 365 kilogrammes. L'artillerie de siège emploie les pièces de 5 et 7 pouces de calibre. L'artillerie des côtes comprend des canons de 8, 10, 12 et 16 pouces. Ces dernières pièces, du calibre de 40 centimètres, pèsent 100 tonnes; elles sont longues de 14^{m},90; leur diamètre à la culasse est de 1^{m},55; à la bouche de 0^{m},675. Le poids de la charge de poudre (brune prismatique) est de 480 kilogrammes, celui du projectile rempli, de 1 074 kilogrammes.

L'armée volontaire.

Les cadres de l'armée volontaire ne sont pas limités; ils peuvent être élargis au fur et à mesure des besoins. Pendant la guerre de la sécession qui a duré quatre ans, ils comptèrent 70 majors-généraux et 275 brigadiers-généraux. Il y eut plus de 900 régiments d'infanterie, 220 de cavalerie, 30 d'artillerie.

Les régiments conservaient leur dénomination d'origine; on disait le 16e d'infanterie Illinois, le 7e Massachusetts, le 2e d'artillerie New-York. Nombre d'États fournirent des batteries isolées, la constitution des batteries en régiment n'étant pas obligatoire. Quand plusieurs régiments d'infanterie tombaient à un effectif trop réduit, on les *consolidait* par des fusions de deux ou de plusieurs en un seul.

Au début de la guerre civile, le Président, par une proclamation du 12 avril 1861, appela 75000 hommes sous les armes pour composer l'armée volontaire. On sait que M. Mac Kinley, dès les derniers jours d'avril 1898, a appelé 125000 volontaires.

L'appel de 75 000 hommes du 12 avril 1861 fut suivi à bref délai, le 3 mai, d'un autre appel de 42 000.

Les volontaires répondirent avec enthousiasme à ces deux appels, qui produisirent 71 régiments d'infanterie et 10 batteries d'artillerie. Cette armée volontaire était prête à entrer en ligne le 1er juillet; on la croyait suffisamment préparée pour étouffer l'insurrection.

La défaite de Bull-Run brisa toute cette première organisation. La déroute était complète, l'armée fut entièrement débandée.

Des actes successifs autorisèrent le Président à provoquer de nouveaux enrôlements volontaires jusqu'à concurrence d'un million d'hommes, avec un temps de service de six mois au minimum et de trois ans au maximum. Les États, les comtés, les sociétés patriotiques, de simples particuliers, offrirent des régiments ou des compagnies isolées. Ces corps, après une inspection sommaire, étaient absorbés dans l'armée volontaire des États-Unis, qui, en février 1862, comptait déjà plus de 600 000 hommes.

Un peu d'ordre commença alors à succéder au désordre, à la confusion des premiers mois.

De nouveaux appels, avec fixation de *quotas* pour chaque État d'après le chiffre de la population, eurent lieu, au nombre de six, depuis le 2 juillet 1863 jusqu'au 19 décembre 1864, pour un montant total de 2200000 hommes (300000 ou 500000 à chaque appel).

En fait, du 15 avril 1861 au 14 avril 1865, les États-Unis du Nord virent passer 2700000 hommes sous les drapeaux.

Les levées furent d'abord obtenues par le seul système des engagements volontaires avec ou sans primes. Dès le mois de juillet 1861, le Congrès autorisa l'octroi d'une indemnité de 100 dollars par homme s'engageant pour trois ans. Mais les États, les comtés, les villes, les sociétés particulières, augmentèrent par des dons volontaires les primes votées par le Congrès. Celles-ci s'élevèrent ainsi parfois (surtout vers la fin de la guerre) jusqu'à 600 dollars. Comme les hommes, même portés à s'engager, ne se pressaient point de le faire, en vue d'obtenir des primes plus avantageuses, le gouvernement américain fut obligé d'en venir au système du service obligatoire, à la conscription. La loi de recrutement de 1863 prescrivit le service obligatoire déterminé par le tirage au sort, avec la faculté du remplacement au moyen d'une somme fixée à 300 dollars. La loi de recrutement d'avril 1864 supprima cette faculté d'exonération, sauf pour quelques sectes religieuses.

La formation des listes comprenant les habitants mâles entre vingt et quarante-cinq ans se heurta à de grandes difficultés, même à des émeutes dans quelques localités des États de l'Est, notamment à New-York. 3113000 hommes y furent inscrits, soit 19 p. 100 environ de la population. La loi établit de nombreux cas d'exemption légale et des conditions de taille et de poids. Le maximum était fixé à 1^{m},93 pour la taille, à 99^{kg},500 pour le poids, le minimum à 1^{m},60 et à 50 kilogrammes. Les exemptions pour infirmités s'élevèrent en moyenne à 319 pour mille.

Des juges civils ayant voulu évoquer des affaires de recrutement, une proclamation du président suspendit le privilège de l'*habeas corpus* pour tout ce qui concernait l'exécution de la loi de conscription.

La loi de 1863 n'avait pas soumis les hommes de couleur au recrutement. La loi de 1864 les assimila, libres ou esclaves, aux blancs. Un esclave d'un État loyal devenait libre par le seul fait qu'il tombait au sort; son maître recevait une indemnité dont le montant maximum fut fixée à 300 dollars.

Des pénalités très sévères furent édictées pour assurer l'équité des opérations.

Les émeutes provoquées par la conscription en 1863 auraient pris une gravité extrême, si le général Meade, dans les premiers jours de juillet, n'eût remporté la victoire de Gettysburg et rejeté en Virginie l'armée sudiste du général Lee. Les désordres furent réprimés presque partout par les autorités locales. A New-York, la populace fut maîtresse de la ville durant deux jours, brûla deux bureaux de recrutement, égorgea des gens de cou-

leur. Des troupes furent appelées et rétablirent l'ordre, mais les opérations du recrutement furent interrompues du 13 juillet au 19 août [1].

D'après M. de Chanal, l'armée américaine comptait, au 1er mai 1864, un effectif réel de 662 000 hommes sous les drapeaux, outre 109000 détachés dans divers départements militaires.

A la même date, on comptait 41 000 hommes dans les ambulances, 76000 dans les hôpitaux ou en congé de maladie, 79 000 en congé, prisonniers de guerre, absents sans permission ou déserteurs.

Les chiffres relatifs aux pertes de l'armée fédérale pendant toute la durée de la guerre, ont été souvent exagérés. Le total n'en est pas moins encore effrayant : 281 000 hommes ont péri, officiers et soldats, dont 91 000 morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures, et 183 000 morts de maladie.

Dans une armée composée en grande partie de volontaires, les désertions doivent atteindre une proportion considérable. De fait, on en a compté 190000 dans l'armée fédérale, depuis le commencement de la guerre jusqu'au 1er août 1865. Dans un pays aussi vaste, les déserteurs avaient toutes facilités pour se soustraire aux recherches. Beaucoup sans doute ont déserté, puis ont été s'engager ou se proposer pour le remplacement dans des États éloignés, afin de toucher une nouvelle prime. Ce genre de fraude dut prendre certainement une grande extension.

La population des États-Unis renfermant un grand nombre d'étrangers, 4 millions environ dans les États restés fidèles à l'Union (1 million dans le seul État de New-York, dont 500 000 Allemands et autant d'Irlandais), la proportion du nombre de soldats de l'armée américaine nés à l'étranger devait être considérable. On en comptait en effet 188000 en mai 1864. Il n'y eut cependant aucun corps de nationalité distincte, et la tentative de former une division allemande n'eut pas de succès.

On a évalué à 75 000 le nombre des étrangers qui, venus en Amérique entre 1860 et 1864, furent pris par le recrutement. Sur un total de levées successives d'hommes de 2600000 environ, c'est une proportion de 3 p. 100. En général, ces étrangers étaient de médiocres soldats et ont fourni le plus fort contingent au total des déserteurs.

Le nombre d'hommes de couleur ayant passé sous les drapeaux pendant la guerre de la sécession a été de 186 000. Le premier régiment de nègres fut levé dans la Louisiane en septembre 1862. Huit mois plus tard, la vallée du Mississipi avait déjà fourni 18 régiments noirs, composés d'anciens esclaves, libérés par la proclamation émancipatrice du président Lincoln du 22 septembre 1862.

En juin 1863, le Massachusetts fournit deux régiments de nègres, nés libres (54e et 55e d'infanterie du Massachusetts).

Les 18 autres régiments furent déclarés troupes fédérales; leurs officiers étaient tous blancs. En novembre 1863, il y avait 51 régiments d'infanterie noire, 6 d'artillerie et 2 du génie, en tout 39000 hommes. En 1865, les troupes de couleur comprenaient 123 000 hommes répartis en 120 régiments d'infanterie, 12 d'artillerie de siège, 10 d'artillerie de campagne, 7 de cavalerie.

Tous ces régiments, surtout ceux composés de noirs nés libres, se conduisirent très bravement devant l'ennemi.

L'Académie militaire de West-Point.

Washington, après la guerre pour l'indépendance, avait recommandé la création d'une école militaire. En 1798, le Congrès décida que 56 *cadets* seraient instruits par les officiers du génie militaire stationnés à West-Point (rives de l'Hudson, État de New-York).

Cette école resta plusieurs années dans un état assez précaire, bien que le chiffre des cadets eût été porté vers 1808 à 156 et à 200 en 1812. Un examen fut institué pour l'entrée; le parti démocrate, au pouvoir depuis 1800, avait eu longtemps, contre le principe même d'une école militaire, des préjugés qui s'affaiblissaient peu à peu.

Après la guerre contre les Anglais (1812-1815), l'effectif de l'armée fut réduit à 10000 hommes en 1815, à 6 000 en 1821. On comprit la nécessité de former une réserve d'officiers instruits. C'est en 1817, lorsque le major Sylvanus Thayer fut nommé surintendant de l'école de West-Point, que celle-ci fut organisée définitivement sur ses bases actuelles et devint une des plus grandes écoles militaires du monde.

Le major Thayer rétablit la discipline et réorganisa les études, dont la durée fut fixée à quatre années. Il institua des règlements pour les examens d'entrée et de sortie.

La part brillante que prirent d'anciens West-Pointers à la guerre du Mexique donna à l'école le prestige et la popularité dont elle a toujours joui depuis.

En 1858, la nomination du surintendant fut donnée au Président des États-Unis. L'officier, chargé de cette mission, eut le rang de colonel du génie. Le sous-directeur, commandant des cadets, a le rang de lieutenant-colonel ; il est commis spécialement à la direction des cours militaires.

Au moment où éclata la guerre de la sécession, 278 cadets étaient présents à l'École, et sur ce nombre 86 appartenaient aux États du Sud ; 65 de ceux-ci donnèrent leur démission pour aller servir dans l'armée confédérée, 21 restèrent fidèles à l'Union.

Le nombre des officiers sortis de l'École et en service en cette même année 1861 était de 953, dont 642 originaires des États à travail libre et 311 originaires des États esclavagistes. 15 des premiers et 178 des seconds allèrent servir dans l'armée du Sud. La proportion est beaucoup plus faible qu'on ne l'a cru et qu'on ne le croit encore généralement.

Pendant plusieurs années, les États sécessionnistes cessèrent de concourir au recrutement de l'École ; depuis 1870, les choses ont repris à cet égard leur cours régulier.

---

1 *L'Armée américaine pendant la guerre de la Sécession*, par V. de Chanal, général de brigade, Paris, 1872.

Une particularité très remarquable de cette École est son mode de recrutement. Une place de cadet est réservée à chacune des circonscriptions électorales des États-Unis pour la Chambre des représentants, et une au district de Columbia. Dix autres places sont à la nomination du Président des États-Unis, sans condition de résidence dans un district particulier.

Le nombre des places est donc de 371 (soit 357 pour les districts des États, 3 pour ceux des Territoires, 1 pour le district fédéral, 10 *at large*, à la discrétion présidentielle). Mais le nombre des élèves présents est en général de 300.

Les nominations sont habituellement faites un an avant la date de l'admission, par le secrétaire de la guerre, sur la désignation du représentant du district au Congrès, une liste des demandes ayant été préalablement dressée par l'administration.

Ces nominations sont faites après examen ou données directement, au gré du représentant. Celui-ci peut aussi nommer un second candidat, légalement qualifié, que l'on désigne sous le nom de suppléant (*alternate*). Le suppléant reçoit du département de la guerre une lettre de nomination et subit l'examen avec le candidat en titre. S'il est dûment qualifié, il peut être admis à l'Académie militaire, dans le cas où le titulaire ne réussit pas à passer d'une manière suffisante les examens préliminaires prescrits.

Ces examens portent sur la lecture, l'écriture, l'orthographe, les principes de l'arithmétique, la grammaire, la géographie et l'histoire des États-Unis.

Les candidats à l'Académie militaire doivent être âgés au moins de dix-sept ans, de vingt-deux ans au plus. Les études qui remplissent les quatre années de séjour à l'École sont principalement scientifiques et professionnelles ; elles comprennent aussi les langues française et espagnole et le droit international, constitutionnel et militaire.

Un quart des candidats nommés échouent généralement à l'examen d'entrée. A la fin de la quatrième année d'études, les élèves qui ont passé leurs examens d'une manière satisfaisante reçoivent du directeur un diplôme analogue à celui des universités. Ce diplôme fait de ceux qui le reçoivent des *graduates*. En général un peu plus de la moitié seulement des élèves peuvent l'obtenir (1).

Un comité de douze visiteurs nommés parmi les membres du Congrès, sept par le président de l'Union, deux par le président du Sénat, trois par le président de la Chambre des représentants, inspecte tous les ans l'établissement et fait un rapport au pouvoir exécutif. Le chef du génie militaire des États-Unis est l'inspectenr général de l'Académie. C'est lui qui recommande au ministère de la guerre les *graduates* sortants, pour une commission d'officier.

Le diplôme en effet ne constitue pas un droit pour la commission. Le pouvoir exécutif peut la refuser ou la donner, comme il lui plaît. Il se décide généralement sur un certificat, constatant les aptitudes physiques et l'instruction du diplômé pour la carrière militaire, délivré par un comité composé de la commission médicale pour l'entrée à l'École, du surintendant, des instructeurs des quatre armes.

La commission conférée à la sortie sur ce certificat est celle de second lieutenant dans l'armée des États-Unis. Le nombre de *gradués* de West-Point, depuis 1802 jusqu'à 1897, a été de 3 808.

La discipline à l'intérieur de l'École est sévère. Des examens semestriels et de fin d'année donnent dans chaque classe aux cadets le rang mérité et déterminent le passage d'une classe dans l'autre. Les élèves qui échouent à ces examens ou dont la conduite donne lieu à des plaintes sont renvoyés.

De juin à septembre, les cadets vivent au camp, adonnés exclusivement à l'instruction militaire. Ils n'ont durant les quatre années d'études qu'un seul congé, placé à l'expiration des deux premières années.

La solde des cadets est de 540 dollars par an, 45 dollars par mois. Elle était de 32 dollars par mois en 1857. Cette solde ne leur est pas remise en espèces ; elle sert au paiement de la table et à l'entretien de l'équipement (1).

A. Moireau.

(1) Sur 4626 élèves reçus à West-Point, depuis l'origine jusqu'à 1870, 2398 n'ont pu être *gradués;* sur ce dernier chiffre, plus des trois cinquièmes avaient succombé aux examens de fin de première année.

(1) Nous avons reçu d'un de nos collaborateurs d'Amérique, M. H. de Forest, des impressions sur l'armée américaine, que nous publierons dans un de nos prochains numéros.

LES SALONS DE 1898

MM. Detaille, Lefebvre, Bonnat, J.-P. Laurens, Henner, Benjamin-Constant, Cormon, Rochegrosse, Fantin-Latour, Aman-Jean, Alexander, Friant, Gustave Courtois, Rodin, Besnard, Carrière, Jacques Blanche, Humphrey Johnston, Dagnan-Bouveret, Cottet.

Il n'y a pas à dire, les dieux s'en vont ! Entendez qu'au milieu des séditieuses menaces qui s'adressent à toutes les autorités constituées, la peinture officielle elle-même n'est pas épargnée. Il ne sert plus de rien aujourd'hui de porter l'habit aux palmes vertes, d'être chef d'atelier, partant distributeur de récompenses et d'avantages de tout ordre : la critique n'y a plus d'égards, et dans les mêmes colonnes de journaux bien pensants où s'étalaient jadis les éloges prévus d'avance mais qui n'en sont pas moins doux, c'est un tout autre son ? Pour cela, comme pour tout ici-bas, quelques esprits libres commencèrent à donner la note isolément ; puis les autres s'accordèrent avec ceux-ci et prirent la suite. Symptôme bien significatif : les peintres, se trouvant mal jugés par les critiques, s'improvisent critiques à leur tour (2), et délèguent un des leurs, non le moins autorisé, pour casser le premier jugement. C'est pousser l'esprit de corps jusqu'à ses dernières limites. Pour nous qui ne voyons en tout cela que la manifestation curieuse d'un état d'esprit nettement accusé, nous

(2) Voir, dans le *Figaro*, la série des études de M. Benjamin-Constant intitulées : *Promenades de peinture au Salon*.

sommes bien forcé d'en déduire la preuve évidente d'un désintéressement de l'art officiel s'étendant des esprits jeunes et libres à des intelligences qui jusqu'alors avaient été plus routinières.

C'est à son influence sur la jeunesse, ou, pour mieux dire, au retentissement qu'il exerce sur la génération succédant à la sienne que se mesure le plus sûrement la réelle valeur d'un artiste. Pour l'ordinaire, et sauf quelques cas très exceptionnels, il y a un indice presque assuré de maîtrise dans cette communion d'un esprit avec l'élite des âmes qui en sont encore à se chercher et l'interrogent fébrilement. Voyez, dans l'ordre purement littéraire, l'action souveraine et décisive d'un Taine et d'un Renan sur la génération des écrivains qui approchent maintenant de la cinquantaine. Si nous interrogeons la génération qui vint après, c'est le même rapport que nous constatons entre la valeur d'art des écrivains et l'influence qu'ils exercèrent; et quand nous aurons nommé M. Paul Bourget, M. Anatole France et M. Jules Lemaître, quelques autres encore peut-être de moindre importance, nous aurons indiqué les plus brillants, les plus subtils, les plus attirants, et du même coup ceux qui marquèrent d'une empreinte décisive les jeunes hommes qui ont aujourd'hui de trente à trente-cinq ans.

Pour les choses d'art, le lien de disciple à maître est encore plus étroit, le contact étant plus fréquent, et l'influence plus immédiate. Et si maintenant nous examinons cette question de l'influence exercée par les peintres officiels en ces vingt dernières années, à quelles constatations aboutissons-nous? Un enseignement, au sens *matériel* du mot, sans doute il faut bien le reconnaître, puisqu'il y a des ateliers ouverts, dans ces ateliers des élèves et des maîtres, des concours organisés, des récompenses distribuées, des honneurs et des places savamment ménagés, suivant cette hiérarchie sainte qui chez nous ne perd jamais ses droits et fait que dans la corporation des artistes l'avancement obéit aux mêmes lois que dans le régiment des bureaucrates. Tout cela est trop évident; mais une influence, un enseignement, au sens *spirituel*, élevé, du mot, je n'en discerne pas un, entendez : je ne vois pas un maître qui par le prestige de son talent, par l'autorité de ses exemples, par l'élévation de ses doctrines, par tout ce qui fait qu'un artiste est autre chose qu'un manœuvre ou un spécialiste, ait marqué de sa griffe personnelle toute une catégorie de jeunes disciples et pesé d'un poids salutaire sur quelques destinées particulières... Je me trompe, il y en eut un qui prit conscience de cette haute mission, mais le moins officiel celui-là, le plus indépendant, le plus isolé de tous, ce rare et grand artiste qui vient de disparaître, Gustave Moreau, appelé trop tard à l'enseignement public, et qui, pour n'avoir point fondé d'école au sens précis du terme, fut quand même pour quelques-uns un éducateur fécond et salutaire.

C'est qu'aussi bien, ils n'avaient rien à transmettre ces peintres officiels, rien de vivant et de durable, ni qui eût cette puissance d'impressionner efficacement de jeunes cerveaux.

Serait-ce M. Detaille, avec sa vision sèche et quasi-photographique des choses réelles, avec cette peinture de trompe-l'œil qui semble bien emprunter aux sujets qu'elle traite quelque chose de la roideur du soldat? (Voir le *Retour de la Revue de Châlons.*) Assurément, si la première qualité de l'artiste, le fond et l'essence même de son âme est la sensibilité, M. Detaille n'est rien moins qu'un artiste. Il peut simplement enseigner à qui veut l'entendre une habileté de pratique, des trucs et des recettes, surtout et cela avec une suprême maîtrise, cette science qui s'apprend vite de fournir au public les spectacles qui lui sont chers; — car nous avons beau dire et beau crier haro sur l'esprit militaire, nous restons chauvins dans la masse, et le spectacle du pantalon rouge sera toujours le meilleur excitant à l'attention des badauds!

Serait-ce M. Jules Lefebvre? Voilà, pour le coup, une facture utile et profitable à qui veut avant tout faire une belle carrière dans la peinture. Médailles, prix du Salon, concours de Rome, séjour dans la ville éternelle, commandes des gens aisés, cela procure tout. Une seule chose est requise : avoir l'échine assez souple pour s'y soumettre, et l'œil assez dénué de don pour l'accepter. Depuis vingt années au moins, M. Lefebvre envoie régulièrement au Salon ses deux portraits, aussi attentivement polis et léchés, dans le goût de ces jardins bien ratissés où pas une feuille ne souille les allées... et c'est ainsi qu'il s'est conquis cette magnifique clientèle ne le cédant en rien à celle de M. Bonnat lui-même; c'est ainsi encore qu'il a su grouper autour de lui les jeunes habiles qui convoitent la commande.

J'ai prononcé le nom de M. Bonnat; et vraiment je ne puis assez marquer ma surprise que cet artiste s'obstine à des sujets pour lesquels il n'est point fait. Par nature, à raison de son tempérament intime, M. Bonnat est le contraire d'un *peintre de la femme*. Aux temps mêmes où il exposait ses meilleures œuvres, voici quelque dix années, quand il donnait le *Portrait de Jules Ferry*, les qualités de vigueur, d'énergie, j'allais dire de rudesse, dont il faisait preuve, semblaient devoir lui interdire à jamais de s'attaquer au modèle féminin. A plusieurs reprises pourtant, il y est revenu. Voici le *Portrait de Mme Rose Caron*, qui restera comme un des moins heureux, un des plus secs qu'il ait peints. Je sais bien que cette fois la féminité du modèle n'était point faite pour l'embarrasser. N'importe : son interprétation n'a servi qu'à

accroître, en la mettant en pleine valeur, la roideur de la tragédienne. Je ne parle pas de la qualité des matières qui s'affirment chaque année plus sèches et plus plâtreuses. L'étonnant, c'est qu'après une si longue, une si constante production, M. Bonnat ne soit pas encore fixé sur les sujets qui lui conviennent, tant il est vrai que le plus difficile pour certains est de se bien connaître! M. Bonnat est le peintre attitré des vieux généraux et des académiciens mûrs : il devrait s'y tenir.

M. Jean-Paul Laurens est, lui aussi, un artiste qui sacrifie rarement aux Grâces. Du moins, s'est-il toujours tenu à la sévérité des restitutions historiques qui firent ses premiers succès et vers lesquelles il se sentait porté. Ce genre a vieilli et les goûts du temps vont ailleurs. L'*Arrestation de Broussel* qu'il expose cette année n'est point pour rajeunir la peinture d'histoire. La composition est trop vaste, mal construite, avec des trous énormes dans la toile, en dépit du nombre considérable des figures. Il n'y a point de vie dans cet ensemble parce qu'on n'y sent pas cette *imagination du dessin* qui seule permet à un artiste de grouper des figures en nous faisant sentir le lien d'émotion qui les unit et les explique, faute de quoi elles ne peuvent apparaître que comme des modèles plus ou moins ingénieusement drapés et artificiellement assemblés. Pour ma part, je demeure convaincu que cet échec n'est nullement imputable au genre lui-même, dont nous avons vu de beaux et puissants exemplaires dans le développement de notre art national. On pourra encore l'attaquer et le trouver vieux jeu : il suffira d'un artiste doué de cette imagination des ensembles, pour arrêter le sourire des sceptiques et désarmer la critique.

Voyez, par exemple, dans le cas de M. Henner, ce que peut faire, pour produire une œuvre de réelle valeur, s'imposant à l'attention et forçant même les plus prévenus, l'amour des belles matières, la volonté de peindre pour le plaisir de peindre et pour satisfaire un goût inné. Voilà certes un artiste qui n'a point le don d'imaginer au sens où nous l'entendions plus haut. M. Henner est le plus beau cas que je sache d'un développement sainement entendu dans l'ordre précis et rigoureux de ses tendances intimes, car il n'a jamais visé à acquérir ce qu'il ne pouvait gagner. Un instinct précis et sûr l'a maintenu dans les limites où il appartenait de se tenir, chose plus rare et plus difficile qu'on ne croit; et le résultat, nous le constatons dans ce magnifique morceau de peinture : *La femme du lévite d'Éphraïm*, qu'il n'a jamais dépassé et qui est l'œuvre maîtresse de ce Salon.

Par la seule beauté des matières, par l'énergie du dessin, par la plénitude et la perfection du morceau, bref en exécutant avec les moyens qui lui sont propres et les dons instinctifs qu'il n'a fait que développer toute sa vie, M. Henner atteint à l'émotion et nous la communique. Il y a là un ordre de beauté rare et puissante dont il a le secret et dont cette peinture est un exemplaire accompli. Je ne sais quel sort lui est réservé, le vote de ses confrères lui décernera-t-il enfin cette médaille d'honneur qu'il mérite depuis tant d'années et que le suffrage des vrais artistes lui décerne unaninement. Toujours est-il qu'on peut voir dans cet exemple un haut et significatif enseignement : à savoir qu'il ne sert à rien de « forcer son talent », et que le premier principe d'une discipline bien entendue, c'est encore d'écouter avec recueillement la voix secrète qui parle en nous !

C'est aussi un bon morceau de peinture, sobrement conçu et habilement traité, ce *Portrait de M. Hanotaux* par M. Benjamin-Constant. Il est sobrement conçu en ce sens que décor et personnage s'harmonisent heureusement et que rien dans l'ensemble ne vise à l'effet. J'ajoute qu'il est habilement traité parce que le peintre s'est appliqué à rendre la vraie signification du modèle qu'il avait sous les yeux. Il y faut reconnaître un effort pour dégager la vie intérieure que nous ne sommes pas habitués à rencontrer chez les portraitistes les plus renommés. Il y a dans cette peinture je ne sais quoi de sérieux, presque de sévère qui s'accorde parfaitement avec la figure du ministre : une figure sans grand éclat, mais dénotant la volonté, l'application réfléchie, quelque chose d'un peu professoral peut-être, mais somme toute de distingué. C'est là un des meilleurs portraits de M. Benjamin-Constant, un portrait qui a été mûri, peint avec réflexion, et dans lequel la qualité des matières dénote une application soutenue. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder à côté des œuvres faciles et toutes d'épiderme comme celles de M. Chartran, celles de M. Aimé Morot qui ne vont pas plus loin que d'amuser l'œil un instant. L'œuvre de M. Benjamin-Constant fixe l'attention et la retient, en nous contraignant à pénétrer avec lui l'intimité du modèle.

Mon embarras est grand, je dois l'avouer, en face de l'exposition considérable de M. Cormon. Il faudrait être aveugle ou de parti pris pour ne pas reconnaître et proclamer la sincérité de l'effort, la somme de labeur appliqué, persévérant, qu'implique cette décoration destinée au Muséum, dont vous connaissez le sujet : une restitution de la vie humaine à travers les âges primitifs, le lent éveil à la conscience de nos ancêtres préhistoriques aux âges où l'humanité confinait encore à l'animalité et se confondait presque avec elle : thème qui fut toujours cher à l'artiste, vous le savez, puisqu'il fit la matière de ses débuts et de ses premiers succès.

Les preuves de l'effort, elles sont là, nous les tenons sous la main. Nous pouvons étudier, dans leur enchaînement logique, toutes les phases de le pensée du peintre, en même temps que leur réalisation. Peut être même y a-t-il trop de précision, trop de logique, aux dépens des facultés supérieures qui sont celles d'invention et de composition. Voici les morceaux d'atelier, études d'après le modèle vivant, dessins préparatoires au crayon et à la sanguine, dont quelques-uns ont de la vigueur; et pour que nul n'en ignore, l'étude du modèle drapé est soigneusement présentée auprès du modèle nu. C'est excellent comme point de départ.

Malheureusement, l'artiste s'en tient là, et trop souvent se contente de reproduire servilement ce qui, pour un véritable *imaginatif*, et dans un tel ordre de sujets, n'eût dû être qu'une indication. Avouons-le, cela manque de vie, de passion, de tout ce qui fait qu'un geste, une expression physionomique traduit un mouvement d'âme, fût-ce l'âme d'une brute, et communique son émotion. Et comment en serait-il autrement pour M. Cormon? Il se contente de transporter dans ses groupes assemblés la nature telle que le modèle la lui donne, photographiquement en quelque sorte, si bien que nous voyons par exemple ce contresens incroyable : — une fille de Paris aux yeux flétris de vice symbolisant la rude et vigoureuse femelle qui dut être la compagne de l'homme primitif! Il y a là un défaut d'invention, un manque d'imagination au sens le plus élevé où l'on doive entendre ce mot, qui m'apparaît comme le plus grave reproche que l'on puisse adresser à M. Cormon.

Ce sont ces qualités de sérieux, d'application persistante et tenace, indiscutables et faites pour commander l'attention dans l'œuvre de M. Cormon, qui manquent complètement chez M. Rochegrosse. Et son exposition de cette année, comme d'ailleurs la plupart des précédentes, suffirait à prouver, s'il en était besoin, combien c'est peu de chose que la beauté d'un sujet, si l'artiste n'en sait pas tirer parti et le gaspille de gaîté de cœur. Rappelez-vous ce thème charmant des *Filles Fleurs* emprunté au sujet de *Parsifal*, et si étrangement vulgarisé par M. Rochegrosse, voici trois ou quatre ans. Tout ce qui était nuance, finesse, poésie troublante et délicatement voluptueuse, en ce symbole du premier éveil des sens, avait disparu sous le pinceau du peintre, ou mieux s'était transformé en quelque chose de lourd, de commun, de prétentieux et d'affecté. Il en faudrait dire autant de son exposition de cette année : *Le chant des Muses éveille l'âme humaine*. Et ce serait le cas de répéter une fois encore cette vérité d'art que les moins experts peuvent constater : à savoir que l'effroyable *disproportion des volumes* qui s'accentue de jour en jour dans la peinture symbolique de nos artistes est la raison maîtresse de l'éloignement qu'elle nous inspire.

Voilà ce que comprend, ou mieux, ce que sent instinctivement tout peintre doué, sans qu'il ait besoin de raisonner, et tout simplement en vertu d'une faculté de vision sûre et presque infaillible.

Je ne puis m'empêcher d'inscrire ici, à ce propos, le nom de M. Fantin-Latour, si ce n'est pas lui faire injure que de vanter chez lui cette qualité si élémentaire en apparence, de savoir imaginer un sujet dans la dimension qui lui convient. Mais, à dire vrai, il n'est pas de petit mérite, et tout se tient intimement dans le talent d'un artiste. Combien il me plaît de constater ici qu'à raison d'un phénomène inverse de celui que je notais au début de mon étude touchant l'art officiel, la situation de M. Fantin-Latour grandit chaque année, et que la critique s'accorde enfin à lui rendre justice! Cela n'ajoute évidemment rien à la valeur de son talent, et l'on peut dire à son honneur qu'il n'a jamais fait un pas pour provoquer cette attitude nouvelle. Il la doit toute à la persévérance de son effort qui ne s'est jamais démenti, à cette foi profondément enracinée en lui que la seule posture digne d'un véritable artiste est encore de travailler à se satisfaire soi-même. Dans son exposition de cette année, j'aime surtout cette petite *Andromède*, avec son bras gauche attaché à l'anneau et son bras droit voilant ses yeux. Est-ce symbole de pudeur ou de crainte? Je ne sais; mais l'œuvre est d'une exquise volupté de forme, plus encore que de couleur, et l'amant passionné de grâce féminine qu'est avant tout M. Fantin-Latour y apparaît avec toute sa dévotion. Étrange voisinage pour une aussi délicate figure que celui des peintures inutiles autant qu'insipides dont elle est entourée... et l'on conçoit vraiment que certains artistes répugnent à cette promiscuité! M. Fantin-Latour s'y résout sans façon : c'est une preuve de modestie qui a bien aussi sa valeur. Je me permettrai seulement de poser une question à ce rare artiste. Pourquoi a-t-il renoncé, depuis plusieurs années, à nous montrer ces pastels exquis que nous voyions autrefois? La matière du pastel convient merveilleusement à son genre de talent. Je me rappelle de lui — c'était, je crois bien, en 1893,— ce pastel du *Bain*, un des plus accomplis qu'il nous ait montrés, où la qualité même de ce genre prêtait un charme de plus à l'interprétation du poète qu'est avant tout M. Fantin-Latour.

... S'il me fallait marquer ma préférence pour l'une des deux sociétés rivales et toujours ennemies quoique voisines, mon premier mouvement serait peut-être l'embarras; mais, tout compte fait, il me semble bien que cette préférence irait encore à la

Société des Artistes français. En somme, je ne vois à la *Société nationale* aucun morceau de peinture qui présente la solidité, la vigueur et l'éclat de celui de M. Henner, et si nous n'avons pas parlé de son *portrait de jeune fille,* c'est qu'il faut se borner. Je n'y discerne aucune conception mythique qui ait le charme et la volupté de formes de l'*Andromède* de M. Fantin-Latour; aucun portrait non plus où s'affirme la tenue, la composition, le sérieux du *Portrait de M. Hanotaux* par M. Benjamin-Constant. Enfin, quelle que soit en définitive la réussite de l'œuvre en son ensemble, je n'y trouve aucun effort d'application persévérante et tendue qui puisse être comparé à celui de M. Cormon dans sa décoration du Muséum. Et cela aussi est bien quelque chose dont il faille tenir compte. En revanche, à la *Société nationale,* que de prétentieuses tentatives, et qui n'aboutissent pas! Que de morceaux voulus, artificiels, affectés surtout, conçus et exécutés dans cette unique pensée de retenir l'attention par la surprise et la mise en jeu des procédés les plus contraires à ceux d'un art sincère et sain! Voyez plutôt, comme exemplaires tout à fait significatifs de cette tendance à étonner les yeux naïfs du bon public, les portraits contournés et prétentieux de M. Aman-Jean, ceux de M. Alexander, si affectés et si mièvres, très analogues comme tendance aux précédents, avec la couleur en moins : œuvres de caractère artificiel, d'où se trouve absent tout ce qui fait la valeur et la facture supérieure d'un portrait, je veux dire la tenue et la simplicité. Voyez encore, comme exemplaire de l'art le plus médiocre et le plus commun que je sache, cette scène de famille sur le bord d'une tombe, que M. Friant intitule le *Jour des morts,* qui n'est autre chose que du mélodrame renforcé, et le *Saint-Sébastien* de M. Gustave Courtois qui, par un mélange inattendu, joint une effroyable tension physionomique à la fadeur d'exécution d'une peinture de M. Bouguereau.

On a déjà beaucoup discuté et l'on discutera plus encore le *Balzac* de M. Rodin (1). Et cela pour deux raisons! D'abord, parce qu'il s'agit du grand nom de Balzac; ensuite parce que le propre de M. Rodin est de soulever des polémiques passionnées. Il est des artistes dont on ne peut parler avec sang-froid : il paraît bien que M. Rodin est de ce nombre. Vous vous rappelez cette *question Balzac,* et ses différentes phases, qui donnèrent lieu à de violentes discussions de presse : comment M. Rodin, chargé par un comité d'exécuter la statue de Balzac, et ayant promis de la livrer dans un certain délai, ne la livra pas; comment ensuite il fut question de lui retirer la commande avec quelle virulence ses partisans prirent la chose et le défendirent : « Allait-on maintenant traiter un artiste comme un manœuvre, exiger de l'inspiration qui vient à son heure un résultat positif et précis, bref contraindre un sculpteur à produire sa statue comme un fonctionnaire son rapport! » M. Rodin ne livra pas davantage, et voici que maintenant il se décide à nous montrer ce bloc informe et grimaçant. Pour moi, je n'y puis voir qu'une intense plaisanterie, et le fait d'un artiste qui se moque du public. M. Rodin n'est pas seul responsable : ses admirateurs le sont pour le moins autant que lui, et le groupe des gens qui l'adulent, journalistes ou hommes du monde, n'a pas peu contribué à créer cette attitude fâcheuse. On a tant répété à ce sculpteur qu'il avait du génie, qu'il était frère de Michel-Ange, seul et unique de son espèce, sans rapprochement possible avec qui que ce fût, qu'il n'est pas surprenant aujourd'hui de le voir en prendre à son aise. N'est-il pas toujours assuré de trouver des défenseurs, et d'autant plus acharnés qu'il montrera quelque chose de plus informe?

Il produirait aux yeux du public un bloc de marbre vierge de son ciseau, mais signé de son nom qu'il trouverait encore des partisans pour crier au chef-d'œuvre... Dieu me garde de nier la valeur de M. Rodin! Je sais de lui des choses exquises et fortes qui, sans conteste, sont parmi les plus beaux morceaux de ce temps. Mais rien, pas même l'amitié si j'avais l'honneur de le connaître personnellement, ne me ferait applaudir à son exposition de cette année. Balzac peut bien attendre encore, et M. Rodin se montrer plus digne de son héros!...

A un degré moindre mais fort notable encore, il y a chez M. Albert Besnard un cas presque analogue à celui de M. Rodin. M. Besnard est *arrivé* trop jeune : on lui a trop dit, dans la période de ses débuts, qu'il était un prestigieux coloriste. Il a trop vécu au centre d'une petite coterie qui s'extasiait à ses moindres ébauches et vivait de ses raclures de palette, si bien qu'aujourd'hui il s'en tient à tirer des feux d'artifice et n'a plus aucun souci de produire une œuvre sérieuse. Voyez ce petit tableau des *Danseuses espagnoles.* Qui donc, à moins de parti pris, en pourrait méconnaître les qualités de couleur, cet éclat et ce brio qui rappellent, en de certaines parties, la facture de M. Degas dans ses représentations de la vie moderne? — Je fais pourtant des réserves sur la qualité des matières, infiniment supérieure chez M. Degas. Mais que cela est mal composé, conçu à la hâte et

(1) Dans sa dernière séance, le Comité de la Société des gens de lettres a voté l'ordre du jour suivant, qui a été immédiatement porté à la connaissance de M. Rodin :

« Le Comité de la Société des gens de lettres a le devoir et « le regret de protester contre l'ébauche que M. Rodin expose « au Salon, et dans laquelle le Comité se refuse à *reconnaître* « la statue de Balzac. »

insuffisant de *forme*, si la couleur en est attirante! Et dans son *Portrait de Réjane*, qui ne voit que tout a été sacrifié au désir de faire quelque chose d'éclatant, qui tire l'œil, qui sollicite la curiosité du passant! Il y aurait un autre mot plus énergique encore que je ne veux pas dire, — et qu'en somme il y a loin d'une telle œuvre à un art sincère et profond!...

On ne peut nier qu'il y ait de beaux dons chez certains de ces artistes de la Société nationale, et qui purent faire concevoir de grandes espérances au temps de leurs premières expositions : quelque chose de plus brillant, de plus nouveau, de plus moderne que chez leurs confrères de la société rivale, et qui nous firent croire un instant que peut-être sortirait de ce milieu celui que nous attendions et désirions : un vrai *peintre de la vie moderne*. Mais ce peintre, jusqu'ici nous ne l'avons pas rencontré; ou du moins, les artistes trop rares en qui se trouvait quelque parcelle de ce haut idéal, ont tourné court et presque tous donné dans la *manière*. Voici, par exemple, M. Eugène Carrière, sur qui l'on avait au début fondé de grandes espérances. J'ai déjà dit ici, en de précédents Salons, et je répète encore comment, à côté de ces portraitistes sans âme qui ne visent pas un autre but que rendre l'épiderme de leur modèle, — tels MM. Carolus-Duran, Boldini et La Gandara, — M. Carrière s'était imposé par un souci manifeste de l'*intimité* du personnage, par la préoccupation de sa vie morale, et vraiment était parvenu à traduire certaines nuances qui nous retenaient et nous forçaient à rêver. En ce sens, son tableau intitulé *Maternité*, son *Portrait d'Alphonse Daudet*, surtout son *Verlaine* demeurent dans notre souvenir comme un effort très significatif et très heureux vers une réalisation de la vie intérieure. Pourquoi faut-il que, lui aussi, il arrive à l'exagération et comme à l'exaspération de sa manière?

Pourquoi ne voit-il plus les choses réelles que nimbées et baignées de brouillard, au point que toute ligne et toute forme disparaisse, comme en son *Panneau décoratif de la Sorbonne?* Et sans doute, je le sens bien, il y a un grand charme, une vraie sensibilité dans ce *Portrait de femme âgée avec un enfant* que M. Carrière expose cette année. Un artiste doué conserve toujours quelque chose par où il nous plaît encore, même dans ses pires erreurs. Voyez ici la délicatesse de l'enveloppe de l'œil, la finesse et l'intensité du regard de cette vieille dame : on y retrouve bien ces qualités de simplicité, de discrétion, cette tenue sévère par où M. Carrière nous avait tant plu, en contraste avec ses indiscrets voisins. La sagesse pour lui serait d'y faire retour en toute franchise, puisqu'il y a là un fonds sincère de nature sur lequel il peut compter!

Je me rappelle avoir été dur autrefois à M. Jacques Blanche. C'était au temps où il exposait de grandes compositions symboliques agrémentées de personnages modernes, comme fait M. Dagnan-Bouveret, et près d'elles des portraits peints trop vite, d'une facture sèche et roide. Il me plaît infiniment aujourd'hui de constater et de dire comment, par une évolution justement inverse de celle que nous notions chez M. Besnard, la manière de M. Blanche s'est trouvée transformée par l'application, par le travail, comment en résumé il est devenu un des meilleurs, un des plus sérieux portraitistes de la Société des Beaux-Arts. Il y a de réelles recherches de peinture, beaucoup de distinction aussi dans le grand portrait représentant deux jeunes filles. La facture s'est tout à fait transformée : elle est devenue souple, de roide et guindée qu'elle apparaissait autrefois. Il y a de la vie dans ce portrait de dame âgée assise : avant peu, si M. Blanche continue cette marche ascendante, il se trouvera porté de lui-même au premier rang. J'en voudrais dire autant de M. Humphreys Johnston, dont une précédente exposition m'avait beaucoup frappé; mais ç'a été pour moi une grave déception que ce *Portrait de Mme Sarah Bernhardt* en Lorenzaccio. C'était pourtant là un beau sujet, et dans lequel l'artiste n'avait qu'à bien étudier son modèle pour traduire l'âme du personnage; car jamais, je crois bien, rôle ne fut composé par la tragédienne avec un pareil souci d'unité, et jamais non plus la vie morale d'un personnage de théâtre n'avait été plastiquement rendue par son interprète avec une aussi virile intelligence. La grande erreur du peintre a été de ne pas chercher à exprimer ce qui était indispensable, de subordonner l'expression physionomique au pittoresque du costume, et par là d'avoir manqué de fixer l'essentiel en cette inoubliable création.

Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de ne pas prendre parti dans le cas de M. Dagnan-Bouveret. Il a ses partisans si décidés, et qui le défendent avec une telle énergie, qu'on ne peut se confiner dans l'indifférence. De plus, ses expositions successives sont comme une affirmation tapageuse du droit pour le peintre de restituer des scènes de légendes anciennes dans le décor et avec des personnages modernes. J'ai dit autrefois, à propos de la *Cène* du même peintre, ce que je pensais de cette doctrine d'art que je ne saurais à aucun titre admettre, quand bien même la virtuosité de l'artiste serait de nature à me faire oublier un tel parti pris. Combien plus elle me déplaît quand le sujet est traité — tels les *Disciples d'Emmaüs* — avec une si évidente affectation, quand la psychologie des personnages s'affirme en une tension physionomique poussée au mélodrame. Voilà bien le pire art qu'ait contribué à

développer le milieu de la Société nationale : de la même catégorie que celui de M. Aman-Jean ou de M. Alexander, et rien n'est mieux fait pour irriter que cette disproportion entre le succès du peintre et le résultat auquel il atteint. On revient après cela aux œuvres d'ambition moyenne, mais du moins d'inspiration saine et de réalisation satisfaisante : je vous signale dans cet ordre le très remarquable tableau de M. Cottet qui porte ce titre : *Repas d'adieu*, œuvre qui dénote un réel tempérament de peintre.

PAUL FLAT.

LE TUTOIEMENT PENDANT LA RÉVOLUTION

On sait que, pendant une partie de la Révolution, l'usage régna de se tutoyer entre Français et Françaises. On sait aussi que cet usage fut éphémère; mais on ignore peut-être comment et quand il fut introduit, comment et quand il disparut, et comme ce fut là, après tout, une des tentatives les plus célèbres et les plus hardies pour changer nos mœurs sociales et fonder chez nous la démocratie sur la fraternité; il n'est pas sans intérêt de rechercher les circonstances les plus notables et les plus certaines sur l'origine et la fin du tutoiement révolutionnaire.

L'idée du tutoiement ne naquit pas, comme on semble le croire, de l'instinct de basse envie, par exemple de l'insolence d'un ouvrier du faubourg Saint-Antoine, voulant s'égaler, par une grossière familiarité, à un noble ou à un bourgeois. Non : les ouvriers parisiens et le peuple des artisans eurent, au contraire, pendant toute la Révolution, le sentiment par trop modeste qu'ils étaient des frères inférieurs dans la famille sociale, des frères ayant moins de droits que les citoyens instruits et riches, et, par exemple, ils subirent sans trop de murmures une législation bourgeoise qui ne leur permettait pas de se coaliser contre les patrons. La conception d'une démocratie vraiment égalitaire ne prit pas naissance dans les ateliers et dans les boutiques, mais dans les salons, les clubs et les journaux de quelques privilégiés, bourgeois ou nobles. Ainsi, ce sont des bourgeois et des nobles, un Robespierre, un Condorcet, qui inspirèrent aux citoyens *passifs*, le désir de devenir citoyens *actifs*, et qui prêchèrent la réforme démocratique du droit de suffrage. La première motion d'établir la République en France fut faite par un petit groupe de lettrés, qui eurent beaucoup de mal à persuader aux ouvriers parisiens qu'on pouvait se passer de roi. De même, la réforme démocratique des mœurs fut imaginée et popularisée par des gens délicats et bien élevés, qui appartenaient aux hautes classes de la société.

Il me semble bien que la première personne qui ait engagé les Français à se traiter vraiment en égaux, par le tutoiement réciproque, c'est une femme de naissance noble, la fille du chevalier Guynement de Keralio, professeur à l'École militaire, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, rédacteur du *Journal des Savants*. Mlle Keralio (et elle ne fit en cela que suivre l'exemple de sa mère, qui fut une femme auteur) publia des romans, des livres d'histoire, des traductions. Elle épousa un avocat liégeois, devenu très français, François Robert, bon garçon, au teint coloré, à l'âme chaude, au talent médiocre peut-être, mais loyal et franc, ardent révolutionnaire, et qui, plus tard, représenta le département de Paris à la Convention nationale. Mme Robert, née Keralio, était, d'après Mme Roland, qui ne l'aimait pas, « une petite femme spirituelle, adroite et fine ». Patriote en 1790, comme on disait alors, mais patriote démocrate, quand tant d'autres se contentaient du régime bourgeois établi en 1789, et patriote républicaine, quand presque personne ne croyait encore la République possible ou souhaitable, et quand Mme Roland elle-même soutenait le système monarchique, elle eut un salon où se forma le premier groupement des républicains en parti, et cela dès la fin de l'année 1790, et c'est son mari qui, en novembre 1790, lança le premier manifeste républicain. De plus, elle fonda un journal, le *Mercure national et Révolutions de l'Europe*, *journal démocratique*, dont elle était la rédactrice en chef, et dont les principaux collaborateurs étaient, outre son père et son mari, Hugou de Bassville et Antoine Tournon.

Mme Robert était-elle, comme nous disons, féministe? Oui et non. C'est-à-dire qu'elle ne fit pas de thèse féministe; mais, partant de cette vue que la démocratie et la République, c'est la fraternité, elle crut que la fraternité devait reposer sur l'alliance de l'homme et de la femme pour l'œuvre sociale et politique. De là, ces Sociétés fraternelles des deux sexes qui se formèrent à Paris, à la fin de 1790, afin d'instruire le peuple, d'amener l'égalité par la fusion des classes, de détruire le système bourgeois et ce trône qui en était la clef de voûte, de fonder la démocratie et la République.

Si on veut être vraiment frères, il faut supprimer dans le langage les usages qui rappellent les anciennes inégalités sociales, il faut se tutoyer. Voilà l'idée qui vint à la brave petite Mme Robert, et qu'elle fit approuver à son grave papa, de l'Académie des inscriptions, et à son bon homme de mari. On va rire d'eux, mais qu'importe? Ce sont les égoïstes et les sots qui riront, et peut-être même que ce pédant de Robespierre, qui justement est le collègue de

Mme Robert à l'Académie d'Arras, va hausser les épaules. Tant pis : on se risque, et cependant on n'ose pas d'abord signer soi-même sa motion. C'est sous le pseudonyme de C. B..., homme libre, dans le *Mercure national* du 14 décembre 1790, sous forme d'article-lettre intitulé : *Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage*, qu'on propose le tutoiement (1). Il n'y eut pas de scandale, et on ne rit pas trop. Cela parut logique. Déjà, les mots de *citoyen*, de *citoyenne* (2) commencent à remplacer, dans les Sociétés fraternelles, ceux de *Monsieur* et de *Madame*. Dès 1791, on dit, dans ces sociétés, la *citoyenne* Robert, et elle signe *Sœur Louise Robert* un discours sur les hôpitaux. Le tutoiement fut-il réellement essayé dès lors? Je ne sais. Mais, à partir du 10 août 1792, les Sociétés populaires s'y exercent et l'emploient usuellement dans leurs débats intérieurs.

En 1793, le tutoiement est le signe, à Paris, des opinions démocratiques avancées. Mais Robespierre et les dirigeants semblent s'en offusquer encore. Ce sont les Sociétés populaires qui vont, par un effort concerté, obtenir que cet usage démocratique s'impose. Unanimement, elles envoient à la Convention une députation (3), qui se présente à la barre le 10 brumaire an II. L'orateur de cette députation, un certain Nalbec, s'exprime ainsi (4) :

Citoyens représentants,

Les principes de notre langue doivent nous être aussi chers que les lois de notre république.

Nous distinguons trois personnes pour le singulier, et trois pour le pluriel; et, au mépris de cette règle, l'esprit de fanatisme, d'orgueil et de féodalité nous fait contracter l'habitude de nous servir de la seconde personne du pluriel, lorsque nous parlons à un seul. Beaucoup de maux résultent encore de cet abus : il oppose une barrière à l'intelligence des sans-culottes; il entretient la morgue des pervers; et l'adulation, sous prétexte de respect, éloigne les principes des vertus fraternelles.

Ces observations communiquées à toutes les sociétés populaires, elles ont arrêté, à l'unanimité, que pétition vous serait faite de nous donner une loi portant réforme de ces vices. Le bien qui doit résulter de notre soumission à ces principes sera une preuve première de notre égalité, puisqu'un homme quelconque ne pourra plus croire se distinguer en tutoyant un sans-culotte, lorsque celui-ci le tutoiera; et de là moins d'orgueil, moins de distinctions, moins d'inimitiés, plus de familiarité apparente, conséquemment plus d'égalité.

Je demande, au nom de tous mes commettants, un décret portant que tous les républicains français seront tenus, à l'avenir, pour se conformer aux principes de leur langage en ce qui concerne la distinction du singulier au (*sic*) pluriel, de tutoyer sans distinction ceux ou celles à qui ils parleront en seul, à peine d'être déclarés suspects comme adulateurs et se prêtant par ce moyen au soutien de la morgue, qui sert de prétexte à l'inégalité entre nous.

Philippeaux demanda l'insertion de l'adresse au *Bulletin*. Cela suffirait, selon lui, pour que les citoyens adoptassent le tutoiement (1).

Basire aurait voulu un décret qui rendît le tutoiement obligatoire. Mais la Convention s'y refusa, et, se rangeant à l'avis de Philippeaux, décréta « que la pétition du citoyen Nalbec serait insérée au *Bulletin* avec une invitation à tous les citoyens à n'user dans leur langage que d'expressions propres à pénétrer tous les esprits des principes immuables de l'égalité (2) ».

Le 21 brumaire, Basire revint à la rescousse et redemanda un décret impératif. Mais Thuriot objecta que la réforme n'était pas encore assez mûre dans l'opinion, et qu'il fallait attendre que la raison eût fait plus de progrès. La Convention passa à l'ordre du jour.

Le décret était bien inutile. Car le Comité de salut public avait adopté, dès le 10 brumaire, l'usage du tutoiement. Ce jour-là même, il tutoya Robert Lindet, alors en mission, dans une lettre officielle qu'il lui écrivit (3). Il employa encore parfois le *vous* dans quelques autres lettres officielles, par inadvertance. Puis il s'astreignit absolument à la règle du tutoiement.

Et tout le gouvernement, toutes les administrations, toute l'armée, qui formait alors vraiment une grande fraternité militaire, adoptèrent le tutoiement, qui passa dans les mœurs, fut réellement obligatoire, ne choqua plus personne, et fut pratiqué gaiement, d'abord avec application, puis par habitude devenue presque inconsciente, parce que la démocratie entrait réellement dans les mœurs.

En l'an II, le succès d'une comédie par Dorvigny, *la Parfaite égalité ou les Tu et les Toi*, montre à quel point l'usage du tutoiement était accepté par l'opinion.

C'est quand la démocratie fut mise en échec, après thermidor, quand s'obscurcit le grand idéal fraternel de la Révolution, qu'on en revint au *vous*.

On lit dans la *Vedette ou Gazette du jour* du 11 nivôse an III : « Les *tu* et *toi* disparaissent de la conversation, et l'on s'aperçoit qu'ils ne se représentent pas aussi souvent dans le style épistolaire. Quelques

(1) Cet article se termine ainsi : « Je te prie donc, *la François Robert*, ou bien : *Louise Robert*, d'insérer cet article dans *votre* journal vraiment patriotique. »

(2) Sur l'emploi du mot de *citoyen*, voir Mercier, *Nouveau Paris*, t. II, p. 165.

(3) Cette députation était « nombreuse », d'après le *Journal des Débats et des Décrets*, p. 140.

(4) *Bulletin de la Convention*, séance du 10 brumaire an II.

(1) *Moniteur*, réimpression, t. XVIII, p. 214.

(2) *Procès-verbal*, t. XXIV, p. 226.

(3) *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. VIII, p. 146.

individus moroses vous tutoient encore ; vous leur répondez par *vous :* ils balbutient et ne savent plus que dire ; ils reprennent à voix basse et modeste le *vous*. C'est ce qu'on remarque surtout quand on voit des femmes rudoyées du *tu-toi*. »

Le 21 ventôse suivant, au café de Foy, un citoyen s'étant permis de tutoyer un général, celui-ci se fâcha et il s'ensuivit une rixe (1).

Un critique hargneux, philosophe repenti et récemment touché de la grâce, La Harpe, dans une de ses leçons à l'École normale, en prairial an III, protesta contre le tutoiement, par deux arguments dont le lien m'échappe :

1° Parce que le tutoiement existe dans des pays despotiques comme la Russie ;

2° Parce qu'il y a des inégalités morales et sociales fondées sur la nature et la raison (2).

C'est donc bien la démocratie qu'on attaquait, quand on attaqua le tutoiement.

Il semble avoir presque entièrement passé de l'usage, entre particuliers, à partir de l'échec que subit la cause démocratique en prairial an III (3).

Quant à l'usage officiel, le Comité de salut public le maintint longtemps dans sa correspondance, et il s'obstina à tutoyer les représentants en mission jusqu'à la fin de la Convention. Cependant, le 9 fructidor an III, il lui échappe d'écrire *vous* au représentant Casenave (4). Plus de règle : en vendémiaire an IV, il écrit généralement *vous* (5), et en brumaire an IV, il reprend presque constamment l'usage du tutoiement.

Les conventionnels se tutoient entre eux, dans les séances, jusqu'à la fin de prairial an III (6). En messidor, ils se disent *vous*.

Le tutoiement avait disparu plus tôt dans l'armée. Le 1er frimaire an III, Hoche emploie encore le *tu* dans ses lettres de service aux généraux sous ses ordres : il commence à employer le *vous* à partir du 10 frimaire (7).

(1) Rapport de la Commission administrative de police du 22 ventôse an III (Arch. nat., F1c III, Seine, 15).

(2) Voir le *Républicain français* du 26 prairial an III.

(3) En floréal, l'usage du tutoiement était encore fréquent dans les rapports officiels. Ainsi, dans une lettre du 4 floréal an III, Chevillon, ex-agent du Conseil exécutif, tutoie Aubry, membre du Comité de Salut public. (Arch. nat., AFII, 203.)

(4) Arch. nat., AFII, 328.

(5) Arch. nat., AFII, 40.

(6) Même un simple citoyen ose tutoyer le président de la Convention, dans la séance de la Convention du 22 prairial an III. (*Moniteur*, t. XXIV, p. 665.)

(7) *Vie de Hoche*, par Rousselin, t. II, p. 111, 115. Sur la disparition du tutoiement, voir diverses pièces de la correspondance militaire citées par Savary, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, t. IV, p. 363, 365, 373, 378, 406, 407, 408, 413, 463 ; t. V, p. 9, 30, 84, 87, 254, 259, 280, 308, 327, 346, 351, 352 ; t. VI, p. 6, 17. — Le 10 floréal an III, des représentants en mission écrivent *vous* au général en chef de l'armée d'Italie. (*Moniteur*, réimpression, t. XXIV, p. 457, 458.)

Il semble bien qu'après la Convention l'usage du tutoiement ait généralement disparu.

Remarquez qu'il disparut avec la démocratie, avec les mœurs démocratiques. Il ne fut pas l'effet de grossières et basses passions d'envie, d'un sot égalitarisme. Ce fut une des formes, je le répète, du noble idéal fraternel d'après lequel nos pères voulurent construire leur cité, et cette forme fut imaginée par des lettrés, par des hommes distingués et élevés à l'école de la grande philosophie du XVIIIe siècle, associés à des femmes spirituelles et raisonnables, par un groupe d'élite qu'unissait l'amour de l'humanité. Cet usage éphémère du tutoiement marque donc un moment notable de notre évolution sociale, et mérite autre chose que les dédains de l'histoire.

F.-A. Aulard.

VARIÉTÉS

Le naufrage de Pierre Viaud.

J'aime fureter parmi les vieux papiers et les vieux livres ; quand il fait soleil, je vais jeter le désordre dans les boîtes des bouquinistes sous les platanes argentés des quais, — c'est là que, pour quatre sous, j'ai lié connaissance avec le Père Dubosc (1) ; — quand le temps est mauvais, je me rejette sur la bibliothèque que mon ami Faber met à ma disposition avec une obligeance qui n'a d'égale que sa pitié pour mon labeur de *Ver-de-livre*. Mon ami collectionne les bouquins, il les fait relier, il les catalogue, il y met son *ex-libris*, jamais il n'en lit une ligne, c'est un sage. Moi, je ne suis pas encore parvenu à ce détachement des vanités du monde, quand le titre est alléchant, je ne puis m'empêcher de parcourir la préface, et si cette dernière est curieuse, il m'arrive de dévorer le volume jusqu'à la table des matières. Il en a été ainsi pour celui que j'ai sous les yeux :

Naufrage et aventures de M. Pierre Viaud, natif de Bordeaux, capitaine de navire.

La date : M. DCC. LXX. Un siècle et quart ! c'est encore un peu jeune pour un bouquin. Examinons cependant : ce Pierre Viaud ne serait-il pas un ancêtre de M. Julien Viaud, lieutenant de vaisseau, qui, sous le pseudonyme de Pierre Loti, a acquis, dans les lettres contemporaines, surtout par ses récits de voyage, la belle réputation que vous savez ? N'y aurait-il pas là un problème atavique intéressant à étudier ? Ces questions, comme tant d'autres, res-

(1) Voir dans la *Revue Bleue* du 14 août 1897 : *l'Honnête Femme*.

teront sans doute sans réponse, mais elles ouvrent le champ aux conjectures, elles laissent planer le mystère. Quoi qu'il en soit, le style de l'ancêtre hypothétique semble avoir eu besoin de fortes retouches, car le préfacier après nous avoir assuré que « les aventures de M. Viaud sont faites pour intéresser les cœurs honnêtes et sensibles », ajoute que « M. Viaud les a écrites lui-même ».

On y a changé quelques mots et quelques expressions en faveur de ces lecteurs difficiles auxquels le style simple et souvent grossier d'un marin aurait pu déplaire; on a conservé précieusement ses idées, ses réflexions, sa manière de les rendre; on a préféré, à une plus grande correction, cette rudesse marine, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui n'est peut-être pas sans mérite et qui a en tout cas un ton de franchise et de vérité que l'on verra certainement avec plaisir.

Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, uniquement le nom de l'auteur qui a attiré mon attention sur ce volume, c'est aussi et surtout la mention, dès les premières pages, du théâtre des aventures de notre capitaine, théâtre aussi de la guerre actuelle, à peu de chose près. Il ne me déplaît pas de savoir ce qui se passait, il y a cent vingt-huit ans, à l'endroit où aujourd'hui on échange des coups de canon. J'espère apprendre, entre autres choses, si les sauvages d'alors étaient plus perfides et plus cruels que les civilisés d'à présent.

M. Viaud partit de Bordeaux au mois de février 1765 sur le navire l'*Aimable-Suzette*, en qualité de second du commandant, M. de Saint-Cric. Il arriva sans accident à Saint-Domingue, où il s'occupa de transactions commerciales, et déjà il préparait son retour en France, quand la fatalité voulut qu'il tombât malade. Malgré les avis du chirurgien du bord, il voulut s'embarquer, mais bientôt il se trouva si mal qu'il dut consentir à redescendre à terre. Quelques jours de repos à la Caye de Saint-Louis et les bons soins de M. Desclau, habitant de l'île, qui l'avait accueilli dans sa maison, lui rendirent la santé. Son hôte lui persuada de partir avec lui pour la Louisiane afin de tenter la fortune. Les deux associés frétèrent le brigantin *le Tigre*, commandé par M. La Couture. L'équipage se composait de seize personnes : le commandant, sa femme, son fils, son second, neuf matelots, M. Desclau, M. Viaud et un nègre acheté par lui à Saint-Louis.

Nous appareillâmes de la rade de Saint-Louis, le 2 janvier 1766, faisant route vers le trou Jeremy, petit port au nord de la pointe du cap Dame-Marie, où nous restâmes vingt-quatre heures; nous en partîmes pour nous rendre au petit Goave, mais cette seconde traversée ne fut pas si heureuse que la première. Nous essuyâmes un grain forcé de douze heures, qui nous aurait infailliblement jetés sur les Cayes-mittes, si la violence du vent qui céda un peu, ne nous eût permis de faire usage de la voile pour nous écarter de cette côte. Un peu moins d'entêtement et plus de connaissance de la part de notre patron, auraient pu nous éviter ce danger; je commençai dès lors à m'apercevoir qu'il avait plus de babil que de science; je prévis que notre voyage ne se terminerait pas sans accident et je me promis bien d'avoir l'œil sur sa manœuvre, pour prévenir, s'il était possible, les périls auxquels son ignorance pourrait nous exposer.

Nos affaires nous obligèrent de séjourner pendant trois jours au petit Goave; nous dirigeâmes, en partant, notre route vers la Louisiane; les vents nous furent presque toujours contraires. Le 26 janvier nous aperçûmes l'île des Pins (au midi de la partie occidentale de Cuba), que notre capitaine soutint être le cap de Saint-Antoine. Je pris la hauteur : je découvris facilement qu'il se trompait; j'essayai vainement de lui démontrer qu'il était dans l'erreur, son opiniâtreté ne lui permit pas d'en sortir; il continua sa route sans précaution et nous conduisit dans les brisants; nous y étions déjà enfoncés, lorsque je m'en aperçus pendant la nuit, à la clarté de la lune. Je ne m'amusai pas à lui faire des reproches; il commençait à sentir qu'il avait eu tort de ne m'avoir pas cru; et la crainte, faisant taire son amour-propre, le contraignit de l'avouer. Le danger était pressant; je pris la place du capitaine en second, qui était très mal et hors d'état de nous servir; je fis virer de bord, et je commandai la manœuvre, qui seule pouvait nous sauver la vie; le succès y répondit; mais après avoir évité ce péril, nous nous trouvâmes exposés à une infinité d'autres.

Voilà donc le lieu de l'action, en même temps qu'un échantillon du style du narrateur. Si l'on peut reprocher quelque chose à ce style c'est, me semble-t-il, un peu de maniérisme, une recherche trop visible de l'expression élégante, toujours préférée au mot simple et précis. Je ne trouve point du tout « la rudesse marine » dont il a été question d'abord. Le préfacier et l'auteur n'auraient-ils qu'une seule et même plume qui excellerait à se moquer de nous? Il faut se méfier de ces vieux loups de mer qui, entre deux naufrages, deviennent hommes de lettres!

Ma méfiance ne va pas, toutefois, jusqu'à mettre en doute la véracité des affirmations de notre capitaine. On n'a pas lu dix lignes de son livre qu'on est frappé par le ton de sincérité, par la candeur même du récit. Je ferai cependant remarquer quelques invraisemblances qui peuvent, du reste, trouver leur explication dans l'ignorance de M. Viaud en ce qui concerne les sciences naturelles.

Après avoir essuyé une tempête épouvantable, le frêle bâtiment échoue en vue de l'Ile des Chiens. Pendant une nuit et un jour, le malheureux équipage demeura sur le flanc du brigantin, exposé à la violence de l'ouragan, à demi mort de froid et de fatigue.

Que cette nuit nous parut longue! Nous étions exposés

à une pluie affreuse ; les vagues qui s'élevaient à chaque minute, couvraient notre navire et se brisaient sur nous ; le tonnerre grondait de toutes parts ; les éclairs, qui brillaient par intervalles, ne nous faisaient découvrir, dans un horizon immense, qu'une mer furieuse et prête à nous engloutir ; les ténèbres qui leur succédaient étaient plus terribles encore.

Trois matelots se saisissent de la chaloupe et, abandonnant leurs compagnons, parviennent à gagner la terre ; un autre se noie en essayant de suivre leur exemple en s'aidant d'une épave. Le désespoir s'empare des autres et peu s'en faut qu'une révolte n'éclate parmi cet équipage réduit à sa plus simple expression et dont les moments semblent comptés ! Enfin le jour paraît, et l'auteur donne cours à ses réflexions philosophiques, en une tirade qui est bien de l'époque. Jamais, au XVIIIe siècle on ne perdait une occasion de philosopher, de pleurer, d'invoquer ou d'invectiver le ciel, même dans les circonstances les plus critiques où il s'agissait d'agir plutôt que de parler. Le contraste de la situation palpitante et de l'emphatique déclamation est souvent d'un réel comique :

Le lendemain, 18 février, nous revîmes le jour dont nous avions désespéré de jouir encore ; la mort qui nous eût délivrés de nos souffrances eût été sans doute un bienfait ; mais l'amour de la vie est le sentiment le plus puissant sur le cœur de l'homme ; il le conserve jusqu'au dernier instant : les tourments qu'il éprouve peuvent, à la vérité, l'affaiblir ; il est rare qu'ils l'éteignent entièrement, etc., etc.

Ayant enfin atteint l'île, grâce à un matelot qui se dévoue pour aller chercher la chaloupe qu'on aperçoit au loin, échouée sur le rivage, les naufragés sont bientôt en proie aux horreurs de la faim et le capitaine en second succombe à la maladie qui le minait. Un Indien, Antonio, promet de les conduire sur la côte du Yucatan où ils trouveront des vivres en abondance. Le perfide fait si bien qu'il divise la petite troupe et, avec l'aide de sa femme et de ses neveux, il massacre les imprudents qui ont eu confiance en lui. Abstraction faite des trois matelots fugitifs dont on ignorait le sort, les survivants du *Tigre* n'étaient plus alors que M. Desclau, M. et Mme La Couture et leur fils, M. Viaud et son nègre.

Ils construisent un radeau sur lequel Desclau et La Couture s'embarquent pour gagner la terre ferme et aller chercher du secours ; ils sont tous deux engloutis par les flots sous les yeux de leurs compagnons.

Alors la situation paraît vraiment désespérée : que faire avec une femme, robuste et courageuse, il est vrai, un jeune enfant, un nègre borné et maladroit ? Aux tortures de la faim s'ajoutent celles infligées, pendant la nuit, par le froid glacial. Comment allumer du feu ? Il faut lire le récit de la découverte de la pierre à fusil, c'est une page vraiment belle, d'un tragique poignant que ne dépare nulle rhétorique ampoulée :

Le soleil venait de se coucher ; un vent frais commençait à s'élever et nous menaçait d'une nuit qui serait glacée ; chaque fois que nous nous trouvions dans ces circonstances, nous pleurions amèrement l'impuissance où nous étions de faire du feu ; la découverte du moindre caillou aurait été pour nous le trésor le plus précieux ; mais j'ai déjà dit qu'on n'en voyait aucun dans ces îles. Dans ce moment, je me rappelai que le sauvage qui nous avait si cruellement trahis avait changé la pierre de son fusil le jour qu'il nous avait fait faire halte dans cette île ; ce souvenir fut un trait de lumière qui ramena un léger espoir dans mon âme ; je me lève avec une précipitation qui surprend mes deux camarades, je les quitte sans leur dire où je vais, je cours avec précipitation vers le lieu où Antonio nous avait débarqués ; il n'était pas éloigné ; j'y arrive, je reconnais la place où nous avions passé la nuit ; on y voyait encore les restes des cendres du feu que nous y avions allumé ; je parcours lentement les endroits voisins ; je cherche avec attention le lieu où le sauvage avait changé sa pierre et jeté la mauvaise ; il n'y a pas un coin que je n'examine avec l'attention la plus scrupuleuse, pas un brin d'herbe que je ne soulève pour voir si elle ne me cache point cette pierre si précieuse ; pendant un gros quart d'heure, je fais des recherches vaines ; la nuit approche, je ne jouis plus que d'un faible crépuscule, à l'aide duquel je discerne à peine les objets. Je renonçais déjà à mon espérance, et je me disposais à rejoindre mes compagnons, plus triste et plus affligé que je ne l'étais en les quittant, lorsque je sens sous mes pieds nus, car j'avais quitté mes souliers qui ne pouvaient plus être d'aucun usage, je sens, dis-je, un corps dur ; je m'arrête avec un secret frémissement, partagé entre la crainte et l'espérance ; je m'abaisse, je porte une main tremblante sous mon pied que je n'avais osé déranger de peur de perdre le corps qu'il couvrait, je le saisis : c'était en effet la pierre à fusil que je cherchais ; je la reconnais avec une joie qu'il me serait difficile de vous exprimer, et qui surprendra sans doute ceux qui n'ont pas été dans ma situation, et qui dans cette vieille pierre ne verront qu'un misérable caillou.

Transporté de joie, je courus à mes compagnons : Bonne nouvelle, m'écriai-je de fort loin et avant même qu'ils pussent m'entendre ; je l'ai trouvée, je l'ai trouvée ! » Ils accoururent à mes cris et m'en demandèrent la cause ; je leur montrai ma pierre à fusil ; je leur dis de cueillir du bois sec ; je tirai mon couteau, le seul instrument de fer que nous possédions ; je déchirai mes manchettes qui me servirent d'amadou, et je parvins à allumer un grand feu qui nous défendit contre la fraîcheur de la nuit, et reposa, en les échauffant, nos membres fatigués. Que cette nuit nous parut délicieuse en comparaison de celles que nous avions passées précédemment ! avec quelle volupté nous nous étendîmes autour de notre feu ! que notre sommeil fut long et paisible ! les rayons du soleil, en tombant sur nous à son lever, occasionnèrent seuls notre réveil.

Il est inutile de vous dire avec quel soin je serrai la

pierre véritablement précieuse qui nous servait à faire du feu; la crainte de la perdre et d'être privé de ce secours vous garantit des précautions que je pris; je n'en négligeai aucune; je ne voulus jamais m'en séparer, et elle resta enveloppée dans deux mouchoirs que j'attachai à mon col, et encore ne pus-je m'empêcher plusieurs fois d'interrompre mon ouvrage pour y porter la main et tâter si elle y était encore.

Cependant les pires épreuves n'étaient pas encore passées. A l'aide d'un radeau construit au prix de peines infinies et dont les poutres furent deux fois disjointes sur le rivage même par la mer qui s'était enflée brusquement, les naufragés gagnèrent la terre ferme au nombre de trois seulement : le jeune La Couture, malade et à bout de forces, avait supplié qu'on l'abandonnât dans l'île. La mère n'y aurait sans doute jamais consenti, mais M. Viaud, sur le conseil du jeune homme, la trompa en lui assurant que son fils était mort et que, pour lui éviter un spectacle bien fait pour éteindre en elle la dernière lueur d'énergie, il avait enterré le cadavre pendant la nuit.

Nous étions partis le 19 avril, si ma mémoire ne me trompe point; nous voguâmes vers la terre ferme sans éprouver le moindre accident, si ce n'est beaucoup de fatigue. Notre navigation dura douze heures, au bout desquelles nous prîmes terre. Notre premier mouvement, fut de rendre grâce à Dieu de notre heureuse arrivée; nous abandonnâmes notre radeau et nous n'emportâmes que nos provisions, notre couverture et les cordages que nous avions faits de nos bas. Nous nous avançâmes dans le pays que nous trouvâmes impraticable, et presque généralement inondé; cet inconvénient nous affligea; il nous fit reconnaître que le malheur ne nous quitterait pas de sitôt, et qu'il nous accompagnerait encore sur la terre ferme.

M. Viaud néglige de nous dire à quel point de la côte il aborda; nous voyons seulement, quelques pages plus loin, que la petite troupe, bien petite désormais, s'efforce de gagner Saint-Marc des Apalaches, mais cette indication est encore bien vague, car la suite nous apprend qu'une distance énorme les séparait de ce poste. La première nuit fut affreuse : la forêt retentissait des cris des bêtes féroces; le nègre, ne pouvant résister à la peur, grimpe jusqu'au sommet d'un arbre, Mme La Couture veut le suivre, un ours énorme lui barre le chemin. Par bonheur M. Viaud avait eu le temps d'allumer du feu; son « zèle supérieur à son effroi » le « conduisit du côté du monstre » un tison enflammé à la main et l'ours battit en retraite. Mais il avait reluqué le nègre au haut de son arbre et le pauvre Domingo aurait passé un mauvais quart d'heure si quelques tisons, habilement lancés, n'eussent mis Martin en fuite en lui brûlant les pattes. En cet endroit, le narrateur parle de lions et de tigres; jamais il n'y eut en Amérique que des félins de petite taille, cougouars et jaguars, et cette inexactitude manifeste pourrait auprès de quelques sceptiques faire passer le récit tout entier pour un roman ingénieux; mais nous leur ferons remarquer d'abord que, dans certaines relations de voyage, dont l'authenticité est incontestable, on trouve des erreurs aussi fortes, sinon plus fortes que celle-là; en second lieu, que M. Viaud ne vit pas les lions et les tigres, qu'il les *entendit* ou crut les entendre; or l'effroi peut faire prendre un cri de puma pour un rugissement du roi des déserts; qu'enfin c'est précisément sous la plume d'un romancier, né malin, que de telles invraisemblances ne se rencontreront jamais; un capitaine de vaisseau, natif de Bordeaux, se soucie bien de pareilles misères!

Ce serait ici le cas de changer légèrement un mot bien connu et de dire : *Homo homini ursus.* Ce malheureux Domingo — auquel je portais intérêt malgré sa stupidité — n'échappa aux dents du fauve que pour passer sous celles de ses compagnons d'infortune. On s'habitue aux hurlements des bêtes féroces mais non pas à la faim qui vous déchire les entrailles; d'abord les naufragés essayèrent d'un palliatif : à l'exemple du nègre, ils se bourrèrent de feuilles d'arbres qui leur parurent appétissantes, mais cette salade indigeste causa dans leurs estomacs des ravages affreux :

Nous recourûmes à l'eau; nous nous traînâmes avec effort auprès d'une source voisine à laquelle nous arrivâmes avec bien des difficultés; à peine eûmes-nous bu que nous nous sentîmes extrêmement gonflés; il semblait que ces feuilles étaient des éponges; nous essuyâmes un vomissement qui nous en débarrassa par degrés, avec des convulsions horribles, et nous ne les rendîmes pas sans beaucoup de sang.

Ils se rejetèrent alors sur des bruyères, sur des ronces, sur des écorces et des racines d'arbres, sans autre résultat que de se rendre malades à en mourir, et comme ces indigestions répétées aiguisaient leur appétit dans des proportions formidables, il fallut prendre un grand parti. Je ne crois pas que le capitaine ait voulu faire un affreux jeu de mots en disant que les plus *noires* idées l'agitaient. Quoi qu'il en soit, il songeait que le nègre, pour maigre qu'il fût à présent, était encore en état de fournir, à deux affamés, nombre de succulents repas. « Si je le tuais? dit-il à Mme La Couture, la mort la plus prompte serait un bien fait pour lui... » L'auteur nous décrit alors une scène, où la sauvagerie se mêle d'une façon curieuse au sentimentalisme du siècle dernier.

... Elle poussa un cri inarticulé... je jetai les yeux sur elle; elle porta les siens sur mon nègre, et, me le montrant de la main, elle les retourna sur moi d'une manière terrible, et fit un geste plus expressif encore et que j'entendis. Il semblait que ma fureur attendait le moment

où elle serait avouée par un conseil; je n'hésitai plus; ravi de la voir penser comme moi, je me crus justifié; je me lève avec précipitation, et saisissant un bâton noueux dont je me servais pour m'appuyer dans nos marches, je m'approche du nègre qui était assoupi, et je lui en décharge un coup violent sur la tête; il le tira de son assoupissement et l'étourdit; ma main tremblante n'osa pas redoubler; mon cœur frémit; l'humanité gémissante y poussa un cri qui m'ôta la force de continuer.

Le nègre, revenant à lui, se leva sur ses genoux, joignit les mains et me regardant d'un air troublé me dit d'un ton languissant, et avec l'accent de la douleur : *Que fais-tu, mon Maître?... Que t'ai-je fait?... Grâce, grâce au moins pour la vie!* Je ne pus résister à mon attendrissement; mes larmes coulèrent; pendant deux minutes, il me fut impossible de répondre et de prendre un parti; les déchirements de la faim étouffèrent en moi la voix de la raison; un cri lugubre, un nouveau coup d'œil de ma compagne me rendirent toute ma fureur; égaré, hors de moi-même, plein d'un transport inouï, je me jette sur ce malheureux, je le précipite à terre, je pousse des cris pour achever de m'étourdir et pour m'empêcher d'entendre les siens qui auraient détruit ma cruelle résolution; je lui lie les mains derrière le dos; j'appelle ma compagne qui vient m'aider dans cette barbare opération; elle appuie un genou sur la tête de l'infortuné, tandis que moi, je tire mon couteau, je l'enfonce de toutes mes forces dans sa gorge, et j'y fais une ouverture très large, qui le priva sur-le-champ de la vie.

Ce coup horrible avait épuisé nos forces et notre fureur; nos yeux se détournèrent avec effroi de ce corps sanglant qui vivait le moment d'auparavant; nous frémîmes de ce que nous venions de faire; nous courûmes rapidement à une source voisine, pour y laver nos mains sanglantes que nous ne regardions plus qu'avec horreur; nous tombâmes à genoux, pour demander pardon au ciel de l'acte d'inhumanité que nous venions de commettre; nous le priâmes aussi pour le malheureux que nous venions d'égorger.

Et, comme il fallait s'y attendre, la palpitante narration se termine par le petit couplet philosophique sans lequel l'acte désespéré du capitaine n'aurait pas trouvé grâce auprès des *âmes honnêtes et sensibles :*

Combien la nature réunit les extrêmes! Que de sentiments opposés nous agitèrent en un instant! La piété succédait à la férocité; celle-ci reprit bientôt ses droits. La faim pressante interrompit nos prières : grand Dieu! nous écriâmes-nous; vous voyez notre situation et notre misère épouvantable! c'est elle qui a ordonné le meurtre que nos mains ont commis; pardonnez à des infortunés, et bénissez au moins la nourriture affreuse qu'ils vont prendre; ne la leur rendez pas funeste; elle leur a suffisamment coûté!

Le nègre fut coupé en quartiers qu'on fit griller et passer à la fumée pour qu'ils se conservassent plus longtemps; cette nourriture ne fut pas funeste aux naufragés, mais elle leur inspirait un dégoût que la faim la plus cruelle était seule capable de vaincre. On comprendra donc l'excès de leur joie quand ils purent changer de menu et dévorer la chair nauséabonde d'un caïman dont ils s'étaient emparés après une lutte rappelant celle de saint Georges et du dragon. Cependant ils ne furent pas imprudents au point de se dessaisir de leur provision de chair humaine et quand, après quinze jours de marche à travers une contrée désolée où il semblait qu'un génie malfaisant accumulât les obstacles sous leurs pas, ils furent enfin secourus par un petit détachement de marins anglais envoyés en reconnaissance sur ces côtes, M. Viaud et Mme La Couture portaient encore, noués autour des reins, plusieurs membres et la tête du triste Domingo. Les Anglais examinèrent curieusement ces débris humains, car les braves sujets de Sa Majesté britannique ont toujours été amateurs de ce qui est étrange ou monstrueux.

...Mes sauveurs (car quel autre nom leur donnerais-je? m'apprirent que leur chef était un officier d'infanterie au service de Sa Majesté britannique : il s'appelait M. Wright; je l'entretins pendant le souper d'une partie des aventures de Mme La Couture et des miennes; je le vis frémir plusieurs fois des misères affreuses que nous avions essuyées. Lorsque je lui parlai de la nécessité qui nous avait contraints à chercher dans mon malheureux nègre une nourriture que la nature nous refusait dans ce désert, il voulut voir cet horrible mets; la curiosité l'engagea à en porter un morceau à sa bouche; il le rejeta sur-le-champ, avec un dégoût inexprimable, et il nous plaignit d'avoir été réduits à un aliment aussi dégoûtant.

Le fort de Saint-Marc-des Apalaches, où l'on conduisit les deux naufragés, était commandé par M. Seventtenham qui prodigua à ses hôtes inattendus des soins dont ils avaient un besoin pressant après une odyssée aussi longue et aussi douloureuse.

Il était temps que nous trouvassions un terme à nos souffrances; elles avaient commencé d'une manière terrible le 16 février 1765, que nous avions fait naufrage; elles avaient duré jusqu'au 7 mai 1766. Par combien d'épreuves horribles avions-nous passé! Quel homme peut dire qu'il a été plus malheureux? Cependant en ce comble d'infortunes, le ciel visiblement nous protégea. Que serions-nous devenus si nous avions trouvé un officier moins sensible, qui, croyant avoir satisfait à l'humanité en nous tirant de notre désert, nous aurait laissé chercher par nous-mêmes les autres secours qui nous étaient nécessaires?

Nous lisons à la fin du volume la traduction du certificat donné par ce M. Seventtenham à M. Viaud. Le style en est, par endroits, assez bizarre :

Je soussigné... etc., certifie que sur l'avis d'un sauvage... ayant de fortes raisons de soupçonner que quelque bâtiment avait péri dans ces mers..., j'ai détaché quatre soldats et mon interprète, sous la conduite de M. Wright,

enseigne dans le même régiment, pour visiter la côte... M. Wright à son retour m'a présenté le sieur Viaud, Français *et une femme, qu'il a trouvés sur une côte déserte, tous deux dans une situation déplorable et presque mourants de faim, n'ayant que quelques huîtres, et le reste d'un nègre qu'ils avaient tué pour conserver leur vie.*

L'heure de la séparation a sonné : Mme La Couture se rend à la Louisiane où ses parents étaient établis ; M. Viaud s'embarque pour Saint-Augustin où il compte trouver un vaisseau qui le ramènera en France.

Nous nous séparâmes avec regret ; l'habitude d'errer et de souffrir ensemble nous avait unis d'une amitié tendre ; il nous semblait qu'il nous manquait quelque chose quand nous ne nous voyions point ; mais nous étions accoutumés à céder à la nécessité ; elle nous entraînait dans des climats différents ; ce qui nous consolait, c'est que nos malheurs étaient finis et que nous n'avions aucun sujet d'inquiétude sur notre sort mutuel. Nos adieux furent touchants. Nous ne pûmes nous empêcher de verser des larmes et nous promîmes de ne point nous oublier.

Que sont-ils devenus l'un et l'autre ? Dieu seul le sait ! Comme les romans contemporains, le récit de M. Viaud nous laisse dans une incertitude qui n'est pas sans charme, précisément parce qu'elle irrite notre curiosité et donne libre carrière à sa sœur jumelle, la folle imagination. Réunions, séparations perpétuelles, c'est toute la vie des hommes et des bouquins. D'où vient ce bouquin-ci, par quelles mains a-t-il passé, avec quels compagnons a-t-il fait le voyage, où ira-t-il en quittant l'asile de paix et de fainéantise que lui assure momentanément mon ami ? Impénétrable destinée, jamais... Mais voici qu'après avoir reproché les réclamations philosophiques et sentimentales aux confrères du XVIIIe siècle, j'y verse moi-même avec une ardeur non pareille. Épargnons au lecteur le spectacle de ce naufrage : il serait moins intéressant que celui du capitaine Viaud.

G. ART.

UNE ÉTUDE

SUR L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

Le nouveau roman de M. Augustin Filon, *Babel*, est très amusant.

Il l'est d'abord comme roman ; c'est un roman ; il contient tout le romanesque que nous sommes en droit de demander à un roman, et on le lit avec une très grande curiosité de « connaître la fin de l'histoire ». Jugez s'il en est ainsi, puisque, moi-même, je me suis surpris à le lire, de temps en temps, dans cette idée-là. Le critérium est infaillible.

Donc vous aurez là un roman et c'est quelque chose par ce temps qui court, où les maîtres de l'art disent aux débutants : « Vous aimez le romanesque ? Vous ne serez jamais romancier. »

Mais, de plus, et c'est de quoi je veux vous entretenir aujourd'hui, il y a dans le volume de M. Augustin Filon toute une peinture de plusieurs aspects de la vie anglaise, faite par quelqu'un qui connaît admirablement l'Angleterre, qui y vit depuis trente ans bientôt, qui l'étudie constamment et qui l'aime infiniment. Cela se voit bien à certain passage de son roman, passage très humoristique et d'une très bonne satire.

Une petite Française qui a été transportée à Londres à 6 ans, qui a été élevée par sa montmartroise de mère, dans le culte de Paris et qui, jusqu'à 20 ans n'a rêvé que la France, est ramenée par son mariage à Paris et en est folle de bonheur. Elle ne sait pas ce qui l'a ravie davantage dans son mariage ou d'épouser un homme qu'elle adorait, ou de trouver dans cet incident l'occasion de revenir à Paris. Au bout de trois mois de séjour chez nous, elle dit à son mari :

« Quel adorable séjour que ce Paris !... Par exemple, il faut bien le dire, c'est désagréable de ne pouvoir pas y circuler. Une ville de deux millions d'âmes sans chemin de fer, c'est bien drôle. Des omnibus, il ne faut pas parler. Étant donné le temps qu'il faut pour les attendre, il est beaucoup plus court d'aller à pied. Quant aux fiacres, une femme seule ne peut pas y monter, si elle ne veut pas être insultée et écorchée vive, sans se faire accompagner d'un policeman. Oui, la circulation y est difficile.

« Il y a aussi les portiers. On est absolument sûre ici qu'on ne peut pas embrasser son mari sans qu'il en soit parlé dans la loge du gardien. Au lieu d'être dans le sous-sol, comme en Angleterre, les domestiques étant toujours à deux pas de vous, jusqu'au moment vespertinal où ils vont au rapport chez M. le concierge... C'est encore un ennui, cela...

« Il y a aussi cette habitude d'être logé par étages, au lieu d'être logé par petites maisonnettes. On a un piano qui fait des gammes au-dessous de vos pieds et son camarade fait la même chose que lui au-dessus de vos têtes. Ça force à aller se promener. Je sais bien. Mais on finit par être fatigué de la promenade à pied.

« D'autant plus qu'on ne peut pas se promener à pied sans être filé par deux messieurs et accosté par un troisième qui vous dit des choses aimables. Les messieurs n'ont donc rien à faire dans ce pays-là ?

« Ce Paris est adorable... Dites donc, *dear John*, si nous retournions à Londres ? »

Vous voyez que M. Augustin Filon a pour Londres quelques préférences. Je ne saurais flétrir avec trop d'indignation le crime de lèse-patrie qu'il a commis dans les abominables pages sur Paris que je viens de

résumer, en les atténuant par une pudeur que vous comprendrez; mais je ferai remarquer qu'on n'étudie bien que ce que l'on étudie avec sympathie, et que cette anglomanie, si coupable qu'elle soit au point de vue moral, était une excellente condition pour pénétrer un peu les mœurs anglaises et pour nous en faire un tableau fidèle.

Beaucoup de choses anglaises sont étudiées dans ce volume. D'abord le monde prolétaire et socialiste. Le héros du roman étant le fils d'un Français réfugié à Londres après la commune, est tout naturellement mêlé aux agitations socialistes et anarchistes et y fait très bonne figure. Deux ou trois figures de meneurs sont très bien tracées et en vif relief.

C'est le stentor de réunions publiques, illettré, sans une idée, d'une grande facilité d'élocution, asthmatique et qui se sert admirablement de son asthme pour figurer l'émotion et mettre dans ses phrases des points de suspension pathétiques.

C'est le journaliste malingre et aphone, bourré d'érudition sociologique, jaloux du stentor, absolument convaincu que tous les chefs du parti sont des farceurs et disant : « On ne peut avoir confiance qu'en moi, parce que, ne pouvant pas m'élever au-dessus de la démocratie, je lui serai toujours fidèle. Je n'y crois pas, du reste; mais j'en serai toujours. On ne doit avoir confiance qu'en moi. »

C'est le héros du roman; très intelligent; très convaincu aussi; homme de tête, homme de parole et homme d'action, qui irait très loin et ferait faire au prolétariat un pas immense. Mais une fortune énorme lui tombe dans les bras; et il ne peut plus songer qu'à se plaindre des embarras inextricables où l'administration d'une fortune jette un malheureux millionnaire et qui l'empêchent de songer à quoi que ce soit en dehors d'elle.

C'est enfin le théoricien solitaire, l'Allemand propret, rêveur, sentimental et laborieux qui a collaboré à l'ouvrage de Marx, et qui, vingt ans de sa vie, à écrit pour son propre compte un gros livre sur *l'Individualisme et le Socialisme*. Il meurt ignoré et obscur dans sa mansarde, se tuant à soixante ans par un désespoir d'amour.

Tous ces personnages sont très vivants et laissent d'eux une trace très nette dans notre mémoire.

Ailleurs nous entrons dans le monde des « femmes nouvelles » ou des « femmes émancipées », si frétillant, comme on sait et si actif en Angleterre, à ce point qu'il a complètement changé le roman anglais et presque la littérature anglaise. Il est représenté par une petite bergeronnette qui me paraît croquée sur le vif et qui est délicieuse :

« Nous irons dans les meetings et nous fonderons un journal. Vous écrirez. Je recevrai les visiteurs. A 5 heures, je donnerai le thé aux femmes avancées. Faudra-t-il couper mes cheveux? Croyez-vous qu'on puisse émanciper avec des cheveux longs? »

Du reste, aussi Anglaise vieux jeu qu'on peut l'être, avec tout cela : correspondances par les annonces du *Telegraph*, rendez-vous au buffet d'un magasin de nouveautés, baiser vendu cinq livres pour les pauvres à la suite d'une enchère; et : « Je suis abominable, je suis horrible, n'est-ce pas? Je suis sûre que vous allez me détester. — Pas du tout. — Enfin, qu'est-ce que vous allez penser de moi? — Que vous êtes une petite *flirt* et que vous ferez une excellente mère de famille. — Oh! je vous préviens que j'exècre les enfants. — Vous les adorerez! » Elle finit par épouser un jeune sous-ingénieur qui l'a sauvée dans une mine et qu'elle vient trouver à minuit, le jour où elle est majeure, dans son garni de White-Chapel... Elle est charmante.

Et voici la « femme nouvelle » très sérieuse, au contraire, qui, dès 11 ans, passe jours et nuits à dévorer des livres graves, est de première force en mathématiques, conquiert à Oxford tous ses titres universitaires, est soutenue dans sa tâche anti-naturelle par un immense orgueil développé en elle par l'excitation et la tension continuelle de sa volonté; elle n'y gagne guère que d'être triste jusqu'à la mort.

Dans cette partie, le petit livre de M. Augustin Filon devient hautement philosophique et soulève une question bien intéressante. Il s'agirait de savoir si le féminisme sérieux (car il y a un féminisme très sérieux, que les ridicules grotesques de l'autre ne réussissent pas à dissimuler), si le féminisme sérieux ne va pas directement contre le but qu'il poursuit.

Le féminisme sérieux a pour dessein, moins d'affranchir la femme, que de l'élever, de la rendre éclairée et forte, et de l'« émanciper », seulement par conséquence et par surcroît. Or, la question est de décider si le savoir rend la femme forte.

Le savoir c'est la connaissance de la vie, ou, car qui connaîtra la vie? une conception un peu générale, un peu étendue de la vie intellectuelle, morale, réelle, etc. Cette conception ne se fait jamais, on le sait, sans une grande tristesse, sans une mélancolie profonde, qui naît tout de suite, dès qu'on va, même relativement, au fond de tout. « N'avez-vous donc jamais été au fond de tout, dit Mme de Staël, c'est-à-dire jusqu'à la douleur? » Cette grande tristesse est tout simplement la vue claire, ou moins obscure, de tout le désirable, et de tout l'irréalisable; de tout ce qui devrait être, sans vaine chimère, de tout ce qui devrait honnêtement être, et de tout ce qu'il est impossible qui soit.

Cette vue, cette connaissance, les quatre cinquièmes des hommes, heureusement, ne s'en doutent

nullement, n'en ont pas la moindre idée, et, partant, de la tristesse qu'elle engendre n'ont pas même l'ombre. Quelques-uns ont cette connaissance, la perdent de vue souvent, ce qui les fait vivre, mais l'ont tout de même, la sentent qui leur revient de temps à autre et en sont assombris, à certains moments profondément, et, quelque peu, toute leur vie.

Les femmes sont-elles assez fortes pour porter ce lourd secret sans en être accablées et brisées? C'est la question et c'est ce que je me demande souvent avec une certaine inquiétude.

Sans doute elles sont admirables pour supporter la souffrance; je le sais bien; mais sont-elles assez fortes pour en supporter l'*idée*, ce qui n'est pas du tout la même chose, pour en supporter l'idée continue, ou du moins se présentant souvent à l'esprit et toujours latente au fond de l'âme? Je ne sais trop. Il me semble que la femme n'est pas née du tout pour cela.

C'est le philosophe Saint-Martin, je crois, qui a parlé de « cette gaieté légère de la femme qui dissipe la tristesse de l'homme ». Il est bon là, le philosophe inconnu, et j'ai toujours ri « comme un tas de mouches » de sa « gaîté légère de la femme qui dissipe la tristesse de l'homme »; et ce n'est pas précisément cela que j'ai constaté dans le cours de mes observations démographiques.

Cependant il n'a pas tout le tort.

Sans être si gaie que cela, et souvent étant assez geignarde, au contraire; au moins la femme a un don d'insouciance et de *non-approfondissement* de la douleur, qui est un véritable bienfait providentiel pour une créature destinée à souffrir beaucoup. Le *ressort* moral, si puissant chez elle, et que tout le monde a remarqué, n'est très probablement pas autre chose. Le petit nombre des suicides féminins comparé au nombre des suicides masculins, n'a point d'autre raison. « Le crime n'est pas féminin » ont dit les criminalistes; le suicide non plus; le *spleen* non plus.

Eh bien, cette bienfaisante insouciance, en changeant sa nature, en se donnant le savoir et tout ce qui s'ensuit, la femme risque tout simplement de la perdre. Et voilà le point. Voilà le point grave. *D'autant plus* que, en se donnant la science et ce qui s'ensuit, la femme n'aura pas du tout changé sa nature, comme je le disais tout à l'heure; elle croira l'avoir changée: elle ne l'aura que chargée d'un poids plus lourd; et c'est sur sa nature, restée toujours la même, qu'elle aura jeté cette charge qui n'est peut-être pas du tout mesurée à ses forces. C'est inquiétant...

En tout cas l'héroïne de M. Filon n'a point réussi. Elle est tout ce qu'il y a de plus doctoresse à vingt-cinq ans, et elle n'y a gagné qu'une courbature cérébrale et une immense mélancolie. Elle n'a plus aucune des illusions nécessaires peut-être pour supporter la vie, et l'orgueil de savoir ne lui est nullement une force pour l'aider à la supporter. Elle s'en va devant elle sans le moindre espoir et sans le moindre goût à vivre.

Heureusement elle a un devoir à accomplir et elle s'y attache, sans y croire guère, et comme un vieillard s'attache à une manie pour tenir encore à quelque chose. Mais ce devoir, il pourrait ne pas exister, et la mère de Mlle Fidès aurait pu être pendue pour ses méfaits, au lieu de passer quinze ans en Australie et d'en revenir juste à point pour créer à sa fille un « divertissement », comme disait Pascal. Ou elle aurait pu mourir de sa « belle mort ». Et dans ces cas, je voudrais bien savoir ce que Mlle Fidès ferait d'elle-même. Non, l'exemple de Mlle Fidès n'est pas encourageant pour le féminisme.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le type est très curieux, qu'on en suit l'évolution et qu'on en cherche le secret tout le long du roman avec beaucoup de curiosité et d'intérêt et que cette création, très originale, fait le plus grand honneur à M. Augustin Filon.

Et je m'aperçois que je n'ai pas parlé de toute une partie de ce roman qui est bien intéressante encore pour l'étude des mœurs anglaises. Je veux parler du monde des *esthètes* londoniens. Encore une société qui est prise tout à fait sur le vif et qui est crayonnée magistralement.

Sans doute l'esthète anglais ressemble beaucoup au nôtre. Cependant il a quelques nuances intéressantes. L'esthète anglais se force évidemment davantage. Il a, si je puis dire, moins de naturel dans l'affectation. L'esthète français est le rejeton d'une race qui a toujours été très littéraire et intoxiquée de littérature. Il a des précieux et des burlesques parmi ses aïeux. Il suit un mouvement commencé bien avant lui. Il donne, seulement, à un travers ancestral une forme un peu nouvelle. L'esthète anglais est le rejeton d'une race robuste, sanguine, pratique, éminemment faite pour l'action et pour l'action démesurément énergique. C'est donc tout son passé qu'il dément avec une extrême application. Il met un énorme effort de volonté à jouer un rôle qui, même comme rôle, n'est pas dans les habitudes de sa race. C'est inouï l'énergie que met un esthète anglais à être nonchalant et « veule ». Il y parvient; mais il en a au front une sueur d'effort et une sueur d'angoisse.

Cela est bien rendu dans le livre de M. Filon. Les deux ou trois esthètes qu'il fait passer devant nos yeux sont très piquants et telle « soirée de première » au « théâtre de la beauté » de là-bas (on avait promis Ruskin; mais l'on n'a eu au dernier moment ni

Lambert ni Molière) est un petit chef-d'œuvre de mouvement, de vie, d'*humour* discrète et fine, et, ce me semble, de vérité.

Décidément ce livre assez court renferme beaucoup de choses. Il est digne de l'attention des gens sérieux, et il sera divertissant pour tout le monde.

Nous n'avons que de la gratitude à exprimer à notre cher camarade et collaborateur, qui, non content de faire aimer la France dans Piccadilly, trouve encore le temps d'amuser les Français au bord de la Seine.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

OPÉRA-COMIQUE: *Fervaal* (1), action musicale en trois actes et un prologue, de M. Vincent d'Indy.

Ce n'est pas sans quelque regret que je commence cet article. M. d'Indy, par son talent et sa rare probité artistique, mérite tous les respects. Certains de ses ouvrages sont dignes de la plus complète admiration; il n'en est pas un qui ne révèle un musicien de grande valeur. Il a mis toute sa conscience et tout son effort dans une œuvre dont il a écrit le poème et la musique. Et, de cette œuvre, je ne puis dire le bien que j'aurais voulu. Elle me stupéfie, et elle m'inquiète. Elle me stupéfie par son allure de pastiche obstiné et évidemment inconscient. Elle m'inquiète par la sérénité avec laquelle ce pastiche se poursuit durant trois actes... Pourtant, il faut dire ce que je pense ! Comme il arrive pour les ouvrages qu'on voudrait aimer et auxquels on garde une sorte de rancune de ne pas les aimer davantage, je serai porté à insister surtout sur ses défauts... Ce sera une manière de me convaincre moi-même. Je veux au moins que vous entendiez, dans tout ce que je vais dire, comme une « pédale » (qu'on me passe cette métaphore musicale) d'admiration très sincère pour le vrai musicien qu'est M. d'Indy.

Une forêt dans le Midi de la France. Deux hommes sont poursuivis par des bandits : un jeune homme Fervaal ; un vieillard, Arfagard. Le premier tombe, et tandis que le second lutte encore, une femme paraît. C'est Guilhen l'enchanteresse, fille de l'émir qui jadis conquit ces contrées. Elle prend les étrangers sous sa protection ; et, tandis qu'elle s'émeut à la jeunesse et à la beauté de Fervaal évanoui, celui-ci reprend ses sens : « A cheval! A cheval!... La destinée me réclame, et le devoir sacré qui m'est imposé! »... Puis, apercevant enfin Guilhen, il répète le serment qu'il a juré jadis :

> Amour, sois maudit!
> Femme, sois maudite!...

Et il retombe inanimé. Mais il n'est pas mort. Guilhen jure de le sauver. Et Arfagard, après quelques hésitations, permet qu'on emporte Fervaal dans le palais de la Sarrasine, — Ce prologue est rapide et clair ; il nous fait connaître par quelques traits nets le caractère des personnages : Fervaal, chaste, chevaleresque, et tout à sa mission ; Arfagard prudent, paternel et sage ; Guilhen, généreuse, belle et sensible.

Le premier acte nous transporte dans les jardins de Guilhen. Fervaal, guéri, sommeille sur un banc de mousse. Arfagard survient : « Debout ! Il est temps de partir. » Et il lui révèle la mission sacrée qui lui est confiée par le destin. Je résume rapidement ce récit, où, je le confesse, je n'ai pas compris grand'-chose. Voici : Au premier âge du monde, l'homme connut Kaito, *serpent mystérieux*, source originelle de toutes choses ; ainsi naquit la race des *Nuées*. — Au second âge du monde, l'âme sacrée des forêts émigra dans le corps des hommes les plus saints ; ainsi naquit la race des prêtres. — Longtemps la Patrie, Cravann, vécut heureuse et fière sous ce double pouvoir. Mais les chefs sont tombés l'un après l'autre. Les prêtres ont été dispersés; et c'est ainsi qu'en ce jour « Arfagard, seul rejeton du Hêtre, salue en toi, noble Fervaal, le dernier descendant des dieux! » — Or, un oracle a prédit que Cravann serais sauvée par le seul descendant des Dieux, pourvu qu'il renonçât à l'amour. Fervaal est le dernier descendant de la race des Nuées; il a maudit l'Amour. C'est donc lui qui doit rendre à Cravann son antique gloire. Les temps prédits sont arrivés. Cravann attend ; il faut partir. Ce soir même Arfagard donnera le signal à Fervaal... »

Pendant que Fervaal, pensif, se répète les paroles de l'oracle, Guilhen le rejoint. Une longue scène s'engage, où Fervaal oublie son serment dans les bras de Guilhen.

Mais le signal retentit pour la seconde fois. Fervaal éperdu s'arrache de Guilhen, maudit la femme qui l'a fait trahir son serment, et rejoint Arfagard. — Guilhen, atterrée, le suit des yeux. Mais bientôt la colère remplace le désespoir. Elle appelle ses vassaux et les lance à la suite des fugitifs ; elle court avec eux vers Cravann, pour se venger de Fervaal.

Nous voici à Cravann. Les chefs sont convoqués pour élire un Brenn ; ce sera Fervaal. C'est encore la nuit. Arfagard évoque Kaito. Elle parle mystérieusement.

(1) La partition et le poème ont paru chez Durand et fils. — Voir également l'étude de MM. P. de Bréville et H. Gauthier-Villars (Durand et fils et Calmann Lévy) et la notice de M. E. Destranges (Durand et fils, et Fischbacher).

Si le serment est violé,
Si l'Amour règne sur le monde
. . . .
La nouvelle Vie naîtra de la Mort

Et, pendant que Fervaal médite et comprend l'oracle les chefs arrivent. L'acte tout entier est rempli par l'élection du Brenn, et par les cérémonies druidiques. Il est plein de mouvement et d'ardeur sauvage. A la fin, pendant que les groupes s'éloignent chantant la gloire renouvelée de Cravann, Fervaal s'approche d'Arfagard, et lui confesse sa faute : il a violé son serment, il a aimé Guilhen. Mais il a compris l'oracle ; il faut une victime au destin, il faut la Mort pour faire naître la Vie. Fervaal s'offre comme victime : sa mort sera le rachat. Et le rideau tombe aux cris de joie des guerriers, coupés des lamentations d'Arfagard.

Et voici le troisième acte. — Fervaal est resté seul vivant parmi les siens. La mort qu'il cherchait n'a pas voulu de lui... (son récit est d'une belle allure). Mais voici Arfagard. Et Fervaal, pieusement, s'agenouille devant lui implorant le coup fatal. Arfagard l'embrasse, et lève sur lui le glaive sacré quand un cri retentit. « Fervaal ! » C'est Guilhen. Fervaal, repousse Arfagard l'abat d'un coup d'épée et court à sa bien-aimée. Mais la fille du soleil n'a pu supporter les glaces de Cravann, elle meurt. Et Fervaal, « comprenant », saisit le corps de Guilhen et monte avec lui vers la lumière...

* * *

J'ai résumé de mon mieux ce poème.

Il y aurait quelque puérilité à relever dans *Fervaal*, comme on l'a fait, tous les mots et tous les gestes qu'on retrouve dans les drames de Wagner (et ailleurs). Mais il y a autant de puérilité à nier l'accent profondément wagnérien de l'ouvrage de M. d'Indy. L'auteur a dû sourire de certaines affirmations délicieusement paradoxales. Chose curieuse, les critiques les plus volontairement fermés à ces ressemblances sont, par ailleurs, des exégètes d'une ingéniosité surprenante. Ils jonglent avec les symboles, les « significations » leur sont familières. Ils lisent couramment dans *Fervaal* des choses innombrables, subtiles, profondes, et « évidentes » à la fois. C'est la lutte entre l'Eau et le Feu, et aussi l'humanité tout entière, et pareillement l'avènement du Christianisme, à moins que ce ne soit l'aurore de l'Anarchie, et, comme il convient, ce christianisme ne serait pas tout à fait le Christianisme, de même que cette anarchie ne serait certainement pas l'Anarchie... Avec un peu de bonne volonté, vous verriez également dans *Fervaal* les « origines de la France contemporaine », car « la nouvelle Cravann est plus grande », s'écrie Fervaal ; et rien ne vous empêche de croire, Cravann étant le pays cévenol, que c'est le Nivernais et la Bourgogne que le héros aperçoit à la lueur de la surnaturelle aurore... — Laissons ces fantaisies. Et admirons que ces critiques si clairvoyants n'aient pas été frappés, du moins, par l'analogie assez visible qui existe entre le sujet même de *Fervaal*, et celui d'un autre drame qui, je crois, ne leur est pas tout à fait inconnu. *Fervaal*, à s'en tenir au texte, c'est la fin d'une époque, une « religion » cédant la place à une autre, l'amour triomphant de la violence et de la haine. Et c'est, à proprement parler, le sujet même de la *Tétralogie*, le Crépuscule des dieux. Les dieux de M. d'Indy habitent les Cévennes en place du Walhall. Mais ce changement de lieu ne change pas le sujet... Et c'est une bonne plaisanterie que de démontrer copieusement que Fervaal n'est pas identique à Parsifal, et d'en conclure avec assurance que l'ouvrage de M. d'Indy ne ressemble en aucune sorte aux drames de Wagner.

La vérité, — ou ce que je crois l'être ; et je m'excuse encore une fois de la dire avec si peu de ménagements, mais avec qui serait-on sincère, sinon avec un homme de la valeur de M. d'Indy ? — la vérité, c'est que je ne connais pas d'exemple d'une pareille « hantise ». Il n'est presque pas de personnages, presque pas de scènes qui n'éveillent en notre esprit le souvenir d'un personnage ou d'une scène analogues chez Wagner. Quel est ce héros puéril et chevaleresque, ignorant de l'amour, frémissant et farouche quand il en a la révélation, et déchaîné dès que ses lèvres en ont connu la saveur ? Est-ce Siegfried ou Fervaal ? Le premier apprend la Peur à la vue de Brunhild, le second retrouve la Joie dans les bras de Guilhen. — Qu'est-ce que cette forme mystérieuse surgissant des profondeurs de la terre, forme éternelle, principe de toutes choses, mère du monde qu'elle enfanta conquise par une force supérieure ? Est-ce « Erda, la mère éternelle », ou « Kaito, serpent mystérieux » ? Arfagard, par sa tendresse paternelle pour Fervaal, me rappelle Kurwenal auprès de Tristan ou Gurnemanz auprès de Parsifal ; quand il pleure son règne aboli, je songe à Wotan assistant à sa propre ruine, et la consommant de ses mains en donnant à Siegmund l'épée dont Siegfried brisera la lance divine, comme Arfagard consomme la ruine de l'âge druidique en donnant le pouvoir à Fervaal... Est-ce ma faute si, contemplant Fervaal immobile, muet et conscient devant l'apparition de Kaito, je pense à Parsifal immobile, muet et conscient devant la douleur d'Amfortas ?

Si nous étudions le texte même du drame de M. d'Indy, cette même hantise nous apparaît d'une manière plus surprenante encore. Écoutez la scène entre Guilhen et Fervaal, au premier acte : Guilhen a des interjections, des « raccourcis » où l'on croit reconnaître la voix d'Yseult. Tous deux

chantent leur « douleur joyeuse », leur « joie douloureuse » ; et ce n'est même plus un sentiment analogue, c'est une forme littéraire presque identique, une de ces antithèses ramassées, comme sublimées, qui sont la marque même de Wagner.

Si la hantise dont M. d'Indy est victime n'avait pour effet que de rappeler tel ou tel passage de Wagner, je me serais contenté de signaler brièvement l'analogie. Mais l'effet se prolonge, malheureusement, et les personnages, faits de pièces diverses, perdent toute personnalité.

Je disais tout à l'heure que Fervaal, parfois, me rappelait Siegfried. Et, déjà, je m'étonnais que ce héros puéril et violent eût le recueillement de Parsifal. Le voici, maintenant, qui parle comme Tristan! Remarquez que, précisément, les paroles ou les gestes que je signale ne sont pas des paroles ou des gestes sans importance. Ils traduisent l'essence même du personnage; et comme ils sont contradictoires, le personnage même nous échappe. Ce n'est pas tout: cette angoisse frénétique était admirable et vraie pour des possédés d'amour comme Tristan et comme Yseult ; elle était leur raison d'être, l'explication de leur vie et de leur mort. Ici, elle semble mise « pour le plaisir ». Comment, voici Guilhen, le personnage le moins complexe qui soit, qui n'est qu'amoureuse, qui s'offre avec ardeur à Fervaal, qui n'est frappée d'abord que par la beauté du héros, qui n'a ni pensées, ni « psychologie », qui n'est en somme que passion sensuelle, — et c'est elle qui est torturée par l'angoisse de l'infini, qui s'analyse et qui parle de « la joie douloureuse d'aimer »?...

Ce désaccord entre les personnages et leurs actions ou sentiments, j'en pourrais trouver d'autres exemples. Je me borne au suivant : vous avez vu plus haut tout ce qui rapprochait la Kaito de M. d'Indy de l'Erda de Wagner. Mais, si j'admets que Wotan, Dieu suprême, ait « connu » Erda et ait pu la soumettre, il m'est tout à fait impossible de comprendre comment l' « Homme » a pu « connaître » Kaito, et lui faire « enfanter le Monde... » Car enfin, l'« Homme » est partie du « Monde » ; le monde existait, puisque l'Homme existait; et d'ailleurs ces choses se passaient, dit Arfagard, au *premier âge du monde*, preuve que le monde existait, puisqu'il en était « à son premier âge » !... Alors l'Homme a « créé » quelque chose qui existait avant lui?... Il faut toute la respectueuse sympathie que je porte à M. d'Indy pour ne pas appeler ces choses par leur nom : un pur galimatias!... Et je n'insiste que pour ajouter ceci. L'effet du dernier acte est considérable ; il l'eût été dix fois plus si cette partie théogonique avait un sens quelconque. C'est toujours beau, un être qui « monte ». Mais que ce serait plus beau, si nous savions où il va !

* * *

Je n'ai plus guère de place pour parler du drame lui-même. Il n'est pas sans défauts. Le principal, c'est quelque disproportion dans les parties respectives de l'ouvrage. Le sujet, c'est l'ascension de *Fervaal*, de l'ancien culte à la foi nouvelle. Or, son amour pour Guilhen n'est, si je puis dire, qu'une des étapes de son ascension, la plus importante, je le reconnais, puisque cet amour est la cause (tout de même un peu profane) de la « conversion » de Fervaal. C'est donc donner trop d'importance à cet amour que de lui consacrer un tiers du drame. Notre intérêt est ainsi retenu sur Guilhen au détriment du vrai sujet de l'ouvrage. — Enfin le second acte, animé et curieux au point de vue musical, est à peu près en dehors de l'action. Je sais bien qu'il nous révèle l'oracle de Kaito ; mais, outre que cet oracle, ainsi que je le disais, n'est pas très clair, nous ne sentons pas le drame moral qu'il éveille en Fervaal. M. d'Indy écrit qu'il se retire « pensif et conscient » ; mais la scène est à ce moment plongée dans une obscurité profonde, ce qui nous empêche de lire sur le visage du héros les sentiments qui l'animent ; les thèmes qui reparaissent à l'orchestre (thème de Fervaal, et thème du serment) ne nous renseignent pas suffisamment sur l' « orientation » nouvelle de l'âme de Fervaal ; quant à la grande scène de l'élection, elle serait identique si Fervaal n'était pas devenu « conscient » ; et Arfagard pourrait parler à la place de Fervaal, sans qu'un seul mot fût changé au discours. C'est seulement au baisser du rideau que nous apprenons la transformation morale du héros. Et, tout en admirant la sérénité avec laquelle il s'offre en victime expiatoire, nous nous étonnons qu'il mène si gaillardement à une mort certaine tous ceux qui l'ont choisi pour chef. Au moins Fervaal paie-t-il les plaisirs coupables qu'il a goûtés dans les bras de Guilhen ; mais l'harmonieux Gwellkingubar et les autres, qui n'ont même pas vu l'enchanteresse, leur rôle est ce qu'on appelle un « rôle ingrat »...

La meilleure des excuses, s'il en fallait pour un ouvrage d'une incontestable bonne foi... Mais cet article est déjà trop long. Je remets donc à samedi ce qu'il me reste à dire sur *Fervaal*. Je dois constater le très vif succès de la première, et louer sincèrement l'interprétation et la mise en scène qui sont toutes deux de premier ordre.

Jacques du Tillet.

BULLETIN

M. Eugène d'Eichthal va publier tout prochainement chez Alcan une correspondance inédite de Stuart Mill avec Gustave d'Eichthal, qui est d'un vif intérêt. Les premières lettres renferment des documents bien curieux sur les débuts du Saint-Simonisme, et sur l'état d'âme de ses jeunes adeptes. Les dernières s'étendent sur les événements de la fin du second empire. Nos lecteurs nous sauront gré de leur citer le fragment suivant d'une lettre du 27 août 1870, après les premiers désastres de la guerre :

Blackheath Park, Kent, 27 août 1870.

Mon cher d'Eichthal,

... Merci d'avoir pensé à moi dans un temps si douloureux. Depuis longtemps je suis arrivé à la triste conviction que, malgré l'incontestable réalité des progrès modernes, nous ne sommes pas encore à l'abri des grands malheurs et des grands crimes que notre siècle se flattait d'être parvenu à bannir de la terre. Je plains profondément le peuple français qui n'est pas responsable de tout ceci, qui n'aime pas et n'a pas voulu la guerre, et qui est condamné à la payer du meilleur de son sang, et peut-être d'une humiliation nationale la plus difficile à supporter. Pourvu que l'Europe, et surtout la France, apprenne de ces tristes événements que lorsqu'un peuple abdique la direction de ses propres destinées et se résigne à ce qu'un gouvernement fasse de lui un simple instrument de sa volonté, il est condamné à supporter toutes les conséquences de ce qu'il a laissé faire en son nom; et qu'un gouvernement qui par les conditions de son existence a besoin de tout ce qu'il y a de plus malhonnête et de plus corrompu dans le pays, finit par être trompé par eux, — au point que même son appui de prédilection, l'administration militaire, se trouve pourrie et en décomposition au moment du besoin.

Quelles que puissent être pour la France les suites immédiates de ces événements, il ne lui faudra pas beaucoup d'années pour redevenir tout aussi grande qu'auparavant. Mais elle devra se contenter d'être l'une des grandes puissances de l'Europe, sans prétendre à être la seule ou même la première! Il lui faudra reconnaître, pour les relations internationales comme pour celles de la vie civile, la règle de l'égalité. La prétention d'un pays quelconque à être tellement au-dessus des autres que rien d'important ne se fasse sans le consulter, ne peut plus se soutenir aujourd'hui, et la France devrait voir dans la répudiation universelle d'une telle prétention le triomphe du principe qui fait sa propre gloire.

J'espère qu'au moins vous n'aurez pas d'autre malheur que le désastre public à déplorer et que la guerre épargnera toute votre famille. Je suis arrivé ici huit ou dix jours avant la déclaration de guerre, alors qu'un pareil coup semblait presque aussi peu probable que la destruction de Paris par un tremblement de terre. La rapidité foudroyante des grands événements d'aujourd'hui n'est pas ce qu'ils ont de moins étonnant.

Votre toujours affectionné

J. S. Mill.

Petite chronique des lettres.

Les pièces de théâtre ont leur destin bien singulier parfois. En voici une dont l'histoire mérite d'être signalée.

On n'a pas oublié sans doute une comédie en quatre actes, de M. Jean Aicard, intitulée *le Père Lebonnard*. Reçue à l'unanimité par la Comédie-Française, en 1886, retirée par l'auteur après six semaines de répétitions orageuses, elle fut représentée au Théâtre-Libre par Antoine qui trouva dans le personnage de Lebonnard un des maîtres rôles de sa carrière. Au Théâtre Libre de ce temps-là, les pièces n'étaient jouées qu'une seule fois. Le *Père Lebonnard* semblait avoir accompli ses destinées.

Il n'en était rien, Un célèbre acteur italien, dès 1889, en fit sa pièce favorite, et la porta non seulement en Italie, mais à travers l'Europe et les deux Amériques...

Après avoir fait la fortune d'un impresario italien, voici que le *Père Lebonnard* revient à Paris, avec Novelli, sous le titre de *Papà Lebonnardo*. Il faut entendre Novelli parler de ses succès dans cette pièce qui met en jeu et en lumière ses qualités essentielles, de comique et de pathétique! Aussi bien nous en pourrons juger bientôt, car Novelli donnera une série de représentations au Théâtre de la Renaissance, dans les premiers jours de juin.

Il ouvrira la série de ces représentations par *Papà Lebonnardo*. Cette première soirée sera donc particulièrement intéressante, puisqu'elle sera le début de Novelli à Paris, et en même temps la revision du procès de la pièce devant la critique parisienne.



L'événement a réalisé nos prévisions d'il y a trois semaines, et, tout compte fait, je crois bien que les « intellectuels » tiendront en cette nouvelle Chambre-ci moins de place encore que dans l'autre, où ils n'en tinrent guère.

Parmi les nouveaux élus, l'on n'en rencontre pas une demi-douzaine qui aient un nom; — je veux dire, dont une œuvre, un acte important, un livre aient mis le personnage en lumière. Et quand on a cité MM. Paul Déroulède, Denis Guibert, un des journalistes les plus instruits de ce temps, Cruppi, magistrat de valeur, à qui nous devons un volume tout à fait intéressant sur la réforme judiciaire — et Georges Thiébaud, chez qui la passion politique s'allie à quelque souci d'élégance intellectuelle et n'a pas détruit le goût des idées générales, on ne voit plus trop qui nommer, — à moins qu'on n'ajoute à cette liste de quatre noms celui de M. Édouard Drumont, auteur d'études appréciées sur le Vieux Paris...

M. Maurice Barrès est en ballottage à Nancy; et du côté des « sortants » plusieurs situations sont compromises ou perdues.

L'École normale est *ballottée* en la personne de M. Delpeuch, et l'Ecole des sciences politiques, en celle de M. Lebon. M. Jaurès est battu; le philosophe Jules Guesde aussi. Du côté des journalistes, M. Alphonse Humbert est menacé, et M. Delafosse s'effondre. L'Académie des inscriptions avait un représentant au Palais-Bourbon, M. de Lasteyrie; elle le perd.

Tout cela n'est pas très brillant. Je répète qu'il faut

s'en consoler en pensant que la spécialisation de plus en plus étroite du métier de législateur ôte désormais aux purs « esprits » toute possibilité de s'y exercer utilement. Le docteur Gustave Le Bon va beaucoup plus loin, et cette page de sa *Psychologie des foules*, dont sans doute le Parlement ne votera jamais l'affichage, est à relire :

« Dans l'âme collective, les aptitudes intellectuelles des individus, et par conséquent leur individualité, s'effacent. L'hétérogène se noie dans l'homogène, et les qualités inconscientes dominent.

« C'est justement cette mise en commun de qualités ordinaires qui nous explique pourquoi les foules ne sauraient jamais accomplir d'actes exigeant une intelligence élevée. Les décisions d'intérêt général prises par une assemblée d'hommes distingués, mais de spécialités différentes, ne sont pas sensiblement supérieures aux décisions que prendrait une réunion d'imbéciles. Ils ne peuvent mettre en commun, en effet, que ces qualités médiocres que tout le monde possède.

« Dans les foules c'est la bêtise, et non l'esprit, qui s'accumule. »

Nous voilà rassurés, n'est-il pas vrai ?

~~~

M. Léon Daudet publie dans quelques jours le très beau et très émouvant livre qu'il a consacré à son père, et qui a paru dans la *Revue de Paris*.

Un autre volume de souvenirs sur Alphonse Daudet est en préparation, mais, celui-là, les Parisiens n'auront pas la joie de le pouvoir lire. Il est du bon poète Baptisto Bonnet, un des plus chers amis du grand écrivain disparu, et sera composé et imprimé en provençal.

~~~

La pièce s'intitule *Automne*, et elle est signée Colvé des Jardins :

Plaintivement pleure ta pluye, Automne :
Ton ciel recreu semble vestu de gris ;
Veez cy venir les lubres jours pourriz ;
Çà, qu'on se cueuvre et qu'on se capitonne.

Penchent les fleurs leurs calyces taris ;
Que l'oyselet, loing de lesté, chantonne
Plaintivement.

Jà essoré, le vent ysnel entonne
Son hymne fait de grans souspirs et crys,
Qui mainteffoiz paroist aux cueurs meurdriz
Tant doulz, tant bon que sa douceur estonne
Plaintivement.

Qui ça, Colvé ? un poète du « quinzième », que la postérité aurait oublié, chemin faisant ? Pas du tout. M. Colvé des Jardins est un homme d'à présent, dont le petit livre, dédié à M. Gaston Paris, est sorti des presses tout à l'heure. Il a donné un joli titre à sa brochure : les *Oberliques* ; — c'est le nom dont se servaient les contemporains de Charles d'Orléans, pour désigner de menus bijoux. Et ce sont en effet dix petits bijoux que ces dix pièces, si exactement façonnées sur le modèle du dialecte ancien qu'une impression de langue *pensée* et *vécue* s'en dégage, et que cela est très au-dessus d'un pastiche quelconque, même réussi.

Joli exercice, digne d'un érudit et d'un homme d'esprit, et qui a d'ailleurs toutes sortes de chances de passer inaperçu.

~~~

M. Téodor de Wyzewa réunit en volume, en les complétant de chapitres inédits, les études qu'il a naguère données à la *Revue des Deux Mondes* sur Beethoven et Wagner. L'ouvrage est à l'impression.

~~~

Les deux frères Pierre et Jean Veber continuent leur spirituelle collaboration. Pierre écrit, Jean dessine, et la galerie s'amuse follement. Leur prochaine série, *M. et Mme Lhomme*, sera mise en librairie le mois prochain.

~~~

M. Eugène Montfort publie en brochure la conférence qu'il donna, il y a trois mois, au Congrès de Bruxelles, et où l'on trouvera un intéressant « exposé du Naturisme ».

La nouvelle doctrine littéraire fondée, il y a trois ans, par M. Saint-Georges de Bouhélier y est chaleureusement affirmée et défendue. On sait que les « naturistes » se sont donné pour mission de réagir contre les tendances de cette hautaine doctrine de « l'Art pour l'Art » où se sont complu leurs aînés. Ils rêvent pour l'Art de demain des *fins* humaines et sociales ; ils pensent qu'il y a au fond de tous les hommes une « vie secrète » que la mission du poète est de comprendre et d'embellir ; que cette vérité a même été découverte depuis longtemps par de très grands écrivains qu'une certaine jeunesse a le tort de dédaigner, et qu'il nous faut apprendre à relire, et à aimer.

Ils ne disent pas cela très clairement, peut-être, mais ils le pensent fortement, et leur effort mérite d'être observé.

~~~

Prochainement :

De M. Adolphe Aderer, un recueil de nouvelles dont plusieurs ont été publiées ici ; titre : *Le Vœu ;*

De M. Fortunat Strowski, *Saint François de Sales*, « introduction à l'histoire du sentiment religieux en France au XVIIe siècle » ;

De M. R. de Maulde la Clavière, les *Femmes de la Renaissance*, qu'on achève d'imprimer.

~~~

L'éditeur Lemerre publiera, à la fin du mois, une nouvelle édition illustrée du *Crime d'amour*, de Bourget ; et annonce, pour le 20 mai, une réimpression — dans le format de la « Petite bibliothèque littéraire » — des *Iambes*, de Barbier.

~~~

M. J. S. Brest. — Les articles de M. G. Lenôtre paraissent à la *Revue des Deux Mondes*. L'auteur doit les réunir en volume, mais pas avant octobre prochain.

ÉMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36484.
Le Directeur-Gérant : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 21. — 4e SÉRIE. — TOME IX — 21 MAI 1898.

LA POLITIQUE

Je me demandais hier, en lisant le discours de M. Chamberlain, comment un parlementaire d'il y a trente ou quarante ans s'y serait pris pour exprimer l'idée suivante : l'Angleterre rencontre quelque part une autre nation qui lui barre le chemin, et elle voudrait bien passer outre ; mais l'Angleterre est isolée par sa faute, et, avant d'agir, la prudence veut qu'elle s'assure quelque bonne alliance.

Ce parlementaire vieux jeu n'aurait jamais trouvé assez de périphrases pour envelopper sa pensée, et il n'eût pas prononcé une parole dont quiconque pût se choquer. M. Chamberlain, lui, n'y va pas par quatre chemins. Il dit ce qu'il veut dire, il le dit en citant un proverbe populaire : « Celui qui soupe avec le diable doit avoir une longue cuiller. »

Le tout est de savoir qui est ce « diable » en face de qui l'on se trouvera un jour ou l'autre.

Il semble, à première vue, qu'il n'y ait aucun doute : c'est la Russie, — cette Russie à laquelle on se heurte en Orient ; cette Russie qu'on a combattue jadis, quand on avait avec soi France et Turquie ; cette Russie qu'on malmène aujourd'hui en paroles, mais contre qui, étant seul, on ne peut rien.

Telle est la pensée de M. Chamberlain, et il a tout au moins le mérite de l'avoir exposée avec une rare franchise ; mais on peut se demander si cette pensée est la seule, et si, à cet étrange « souper » auquel l'honorable représentant de Birmingham convie le peuple britannique, il n'entrevoit pas qu'un autre « diable » pourrait figurer avant le « diable » russe. On parle surtout d'un conflit possible en Asie, c'est entendu ; mais n'y a-t-il pas certain conflit en Afrique dont on parle moins, mais dont on se préoccupe tout autant ?

Il ne faut rien exagérer. Nous savons qu'un orateur de grand talent, comme celui dont il s'agit, peut être entraîné par sa parole et nous ne voulons pas chercher dans le discours de M. Chamberlain une menace qui sans doute ne s'y trouve pas ; mais nous estimons qu'il y a là, pour nous Français, motif de réfléchir sur nous-mêmes et de regarder au delà des frontières avec plus d'attention que nous ne l'avons fait quelquefois.

Tout paraît indiquer de grands changements dans le monde pour un avenir plus ou moins prochain. La raison chez les gouvernants, l'humanité chez les peuples, font qu'on redoute certaines éventualités, qu'on les retarde le plus possible, et, quand elles se produisent, qu'on s'efforce d'en limiter le contre-coup. Il n'en est pas moins probable que le siècle qui va s'ouvrir réserve de cruelles déceptions à ceux qui rêvaient le triomphe de la paix et du droit.

Où est notre illusion d'une démocratie pacifique, confondant les intérêts, rapprochant les peuples ? Les États-Unis, par la force des choses, vont devenir une grande puissance militaire. En Angleterre, un homme d'État éminent, qui est en même temps un grand manufacturier, fait entendre un langage belliqueux. Du discours de M. Chamberlain retenons au moins cette leçon, que le temps est fini de la diplomatie des chancelleries et qu'aujourd'hui il faut parler franchement aux peuples de tout ce qui les touche.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

DE L'INFLUENCE DE BALZAC [1]

J'entends dire qu'à l'étranger, et particulièrement en Angleterre, Balzac est peu lu de nos jours. La raison en est peut-être que, quoi qu'en disent ici quelques-uns de ses admirateurs, il écrivait très mal, et doit être extrêmement difficile à lire pour les étrangers. Et il peut y avoir d'autres raisons qui m'échappent. Ce qui est certain c'est qu'en France il a, au moment où j'écris, un regain de popularité incontestable. J'écrivais en 1887, à la fin d'une étude d'ensemble sur Balzac : « Les derniers venus dans les lettres françaises n'aiment plus guère Balzac ni même ses héritiers... Nos jeunes hommes de lettres cherchent des voies nouvelles, par où les énergies de la faculté créatrice pourront se donner carrière. La poésie symbolique des charmes ; le mystère des mythes les attire... » Les générations nouvelles qui se sont déclarées depuis cette époque m'ont donné un démenti. Le symbolisme n'a eu qu'une joie très courte et l'on peut dire qu'il a avorté. D'autre part les « héritiers », comme je disais, de Balzac (M. Zola et son école) ont perdu de leur ascendant sur les esprits. Et Balzac, dont, du reste je tenais en 1887 le succès pour « définitif », a reconquis dans l'estime publique tout le terrain qu'il avait, sinon perdu, du moins paru sur le point de perdre. De cette persistance d'une grande influence sur les imaginations et sur les esprits, je veux chercher les raisons et donner celles que j'aurai cru avoir trouvées.

I

Ce qu'a été Balzac, je l'ai dit ailleurs, et je ne veux que le rappeler ici avec le plus grand laconisme.

1° Balzac a été un *réaliste* dans le bon sens du mot, et un excellent, un incomparable réaliste. Des êtres vivants et qui nous ressemblent (l'un ne comporte pas nécessairement l'autre), voilà d'abord ce qu'il a été merveilleux à créer, et voilà pour moi son originalité dans son temps et son impérissable titre de gloire.

2° Balzac a été plus qu'un réaliste, il a été (je demande pardon de ce que le mot a de pédantesque, mais je n'en trouve pas un autre qui me paraisse aussi juste), il a été un *démographe*.

J'entends par là qu'il n'a pas peint seulement des individus ; mais qu'il a presque continuellement fait vivre devant nos yeux, par ses romans, une société, une nation tout entière, la nôtre, et qu'il la comprenait bien dans son ensemble et qu'il nous la montrait telle qu'elle était. Il la montrait comme une bande immense de candidats millionnaires et de candidats fonctionnaires. D'une part, la poussée féroce vers l'argent ; d'autre part, la poussée aussi féroce mais plus adroite vers les places. Le premier point n'a pas besoin d'être expliqué ni exposé. Pour le second, je rappellerai que Balzac a très bien vu ce que l'ambition est devenue dans un pays devenu démocratique et resté centralisé. Elle est devenue l'intrigue incessante et universelle. Or, dans Balzac, l'importance des relations, la préoccupation constante d'amitiés à se ménager ou à entretenir, d'influence à mettre en mouvement, de machines à faire jouer, comme dit Molière, de recommandations à arracher ; tout cela se retrouve à toutes les pages. Il ne nommera pas un commis-greffier sans nous dire à quel juge il est apparenté ou de quel ministre il est vaguement l'allié. Il y a, dans Balzac, pour les mariages, pour les héritages, etc., d'infinies complications d'intrigues diplomatiques et des labyrinthes de négociations couvertes. Argent et intrigue, voilà la *démographie* de Balzac.

3° Balzac a été un *classique français*. J'entends par là que, comme Corneille, comme Racine, comme Molière, comme La Bruyère *et plus qu'eux*, il a été simplificateur dans la peinture des caractères. Presque toujours, chez lui, *un caractère est une seule passion*. Une passion énorme, dominatrice, tyrannique, qui envahit tout l'homme, qui, en lui, asservit à elle-même toutes les forces de l'être humain, les fait servir à ses desseins, et pousse l'être qu'elle chevauche ainsi et qu'elle éperonne à travers toutes les aventures et tous les précipices et jusqu'à la folie ou à la mort : voilà, très souvent, voilà presque toujours, pour Balzac, un caractère.

4° Balzac a été par toute une partie de souvenirs un *romantique* ou, pour parler beaucoup plus juste, un *romanesque*. Il a aimé, lui, si réaliste et si réel ailleurs, il a aimé, nonobstant, de brusques écarts et des bonds subits dans le pur fantastique et la pure imagination. Les personnages ont des changements de destinée imprévus, des fortunes subites. Hier, ils étaient des misérables, au plus bas degré de l'échelle sociale, aujourd'hui, sans que l'on voie bien pourquoi, ils sont à la tête de la société. Ils sont, pour eux-mêmes, des héros de roman aussi fantastiques que les chevaliers de la Table ronde. Ils accomplissent des miracles de volonté et d'énergie (*Peau de chagrin*, *Illusions perdues*) auprès desquels les exploits des chevaliers d'autrefois ne sont que des jeux d'enfants. Ils font exactement tout ce qu'ils veulent, et ils veulent tout ce qu'ils peuvent. Rien n'est au delà de leurs désirs et ils remplissent tous leurs désirs avec une puissance de volonté qui est inépuisable comme l'art d'un magicien. Il y a beaucoup des *Mille et une Nuits* dans Balzac. Seulement les *Mille et une Nuits*

1. Cet article a paru en anglais dans la *Fortnightly Review*.

sont le rêve d'un peuple paresseux qui aimerait trouver des mines de diamant en se promenant, et l'œuvre de Balzac, c'est le rêve d'un peuple énergique qui voudrait que la fortune et la gloire fussent atteintes au prix d'un effort inouï, formidable *et court*, dont il se croit capable. Voilà ce que j'appelle le romanesque de Balzac.

II

Voilà donc, à bien compter, quatre Balzac. Le premier n'a eu qu'une très faible influence et n'en a aucune à l'heure où nous sommes. Les trois autres en ont eu une très grande et en ont aujourd'hui plus qu'ils n'en ont eu jamais.

Le premier, le réaliste a eu une influence toute littéraire; c'est-à-dire qu'il a été imité par les littérateurs. Il a créé « l'école réaliste ». Il a inspiré le théâtre d'Émile Augier, et de Dumas fils; il a mis sur la voie véritable Gustave Flaubert; il a suscité le génie de l'incomparable Guy de Maupassant.

On me dira que c'est immense. Oui; mais c'est une influence toute littéraire, c'est-à-dire latérale et c'est une de ces influences qui s'épuisent en s'exerçant. De ce que Balzac a inspiré Augier, Dumas fils, Flaubert, Maupassant et M. Zola il s'ensuivrait qu'on lût Augier, Dumas fils, Flaubert, Maupassant et M. Zola, non qu'on relût Balzac, et au contraire. Les écrivains qui n'ont qu'une influence littéraire disparaissent et périssent presque dans leur triomphe. On lit leurs disciples, qui, plus modernes, attirent toute l'attention; on ne fréquente plus le maître; on admire les fils, on ne songe plus à admirer les fils dans leur père et l'on se contente d'admirer le père dans ses fils. Si Balzac n'avait été que réaliste il ne serait plus lu que par les curieux de littérature, l'art réaliste étant un art essentiellement *contemporain* qui n'intéresse unanimement qu'une génération, qui n'intéresse dans la génération suivante que les raffinés, les chercheurs de renseignements et les dilettantes; à moins qu'il ne s'agisse d'un homme qui a écrit très bien, comme Le Sage; et Balzac écrit très mal.

On peut donc dire que le Balzac réaliste a peu d'influence sur l'ensemble de la génération actuelle. Pour nous lettrés, c'est le plus grand; c'est celui que nous étudions de très près et souvent avec ravissement; c'est lui que nous nous amusons à comparer à Flaubert, à Daudet, à Maupassant; c'est lui qui est pour nous l'artiste à analyser, à scruter, à comprendre et à expliquer. Pour la foule des lecteurs il ne serait probablement qu'une quantité très négligeable s'il n'était accompagné des trois autres. Il ne serait qu'une statue considérable, un nom glorieux, quelque chose comme un Le Sage ou un Mérimée, une célébrité nationale que l'on salue et avec laquelle on n'entre point en conversation.

Les trois autres Balzac sont, au contraire, en pleine *actualité*. Ils vivent dans la vie contemporaine. Ils se mêlent aux passions, aux désirs, aux appétits et aux pensées de tous les jours de la partie la plus jeune, la plus vivace et la plus ardente de la nation. Et voici pourquoi.

III

Le Balzac que j'ai appelé un *démographe*, non seulement a été un historien exact de son temps ; mais il a été prophétique. Cela arrive quand on ne se trompe pas sur le fond des choses; quand on peint, en son temps, non les choses très frappantes et très étalées, mais qui sont destinées à passer, mais bien les choses profondes, encore à demi cachées, qui sont destinées à se développer, à grandir et à devenir formidables.

Qu'un romancier français de 1845 nous peigne les dernières prétentions de la noblesse et les ambitions mesquines et ridicules de la bourgeoisie et les oppose les unes aux autres en un tableau très animé, il fait *Sacs et Parchemins*, d'où sortira *Le Gendre de M. Poirier*, et c'est une œuvre vraie et agréable, mais destinée à vieillir et à paraître un peu surannée quand la noblesse aura presque disparu et sera devenue chose presque imperceptible dans la vie sociale.

Qu'un romancier, plus grand, du reste, peigne l'influence de la littérature romantique sur l'âme faible et frivole d'une jeune provinciale romanesque, il écrira *Madame Bovary*, et *Madame Bovary* survivra, parce que *Madame Bovary* contient des choses beaucoup plus générales, beaucoup plus permanentes, beaucoup plus éternelles que ce que je viens de dire; mais les parties de *Madame Bovary* où seront peints les ravages faits dans son âme par la littérature romantique n'intéresseront que médiocrement les générations suivantes. Et c'est précisément pour cela que l'*Éducation sentimentale*, du même auteur, qui nous décrit presque exclusivement l'âme des bourgeois français de 1848, n'intéresse plus guère que les curieux.

Mais Balzac, lui, le Balzac *démographe*, le Balzac qui s'est fait une conception d'ensemble de la société française, s'est avisé 1° du pouvoir énorme de l'argent; 2° de ceci, que la vie sociale est une vaste intrigue et que le monde, dans une société de fonctionnaires, est une mêlée d'intrigants. Certes il y avait autre chose que cela dans la France de 1840, et il y a autre chose dans la nôtre, je le sais. Mais c'étaient là choses vraies, choses importantes, choses essentielles et *qui devaient croître*, et qui devaient

se développer et qui devaient s'aggraver ; sous Louis-Philippe la ploutocratie commençait ; elle s'essayait. A l'heure où nous sommes, elle est toute-puissante et elle déborde.

Elle a fini par devenir une gêne sociale. Les Français finissent par s'apercevoir qu'elle altère l'essence même de la race, qu'elle donne à la nation des défauts, des travers, des vices nouveaux, que celle-ci n'avait pas ou qu'elle avait à peine ; qu'elle change l'aspect de la nation. En un mot, elle est pour tous les Français qui pensent une préoccupation grave et de tout instant.

Or cette ploutocratie nous la trouvons décrite, puissamment peinte et caractérisée dans Balzac ; et voilà Balzac, malgré tant de défauts littéraires, doué d'une qualité qui compense tous les défauts et qui vaut toutes qualités : Il est vivant ; il est vivant d'une façon intense.

D'autant plus que, comme il est outrancier, comme il exagère toujours, cette ploutocratie seulement naissante de son temps, il l'a peinte énorme, gigantesque, colossale, formidable. Il a entassé millions sur millions et il a montré comme des forces invincibles et effroyables, comme des monstres et des Léviathans, les êtres mystérieux sur lesquels il les entassait. Dès lors, fantastique pour son temps, il s'est trouvé vrai pour le nôtre ; il était à la hauteur de l'avenir ; il est égal au présent. Peut-être même il sera plus vrai dans vingt ans qu'il ne l'est aujourd'hui. Sa gloire et son influence sur les esprits s'accroissent de la vérité croissante des choses que, en les voyant il a prévues, des choses que, en les disant, il a prédites.

Il en est de même de la peinture qu'il a faite de l'intrigue universelle. De tous les maux dont souffre la France celui-ci est un des plus graves, et ce qui est plus important pour ce qui nous occupe, il est le plus apparent, celui qui crève, pour ainsi parler, tous les yeux. Nous disons couramment, par goût du jeu de mots : La France est un pays de protectorat. Tout le monde en France, ou vraiment il ne s'en faut pas de beaucoup, est fonctionnaire. Les fonctions s'y donnent, pour la plus grande part à la faveur, pour un petit nombre d'après des procédés divers et compliqués où la faveur entre encore.

Il en résulte que d'un bout à l'autre de la France se démène une chasse infernale qui est la chasse aux recommandations. Être recommandé, l'être plus qu'un autre puisque tous le sont, l'être d'une manière écrasante, l'être par des gens qui ont intérêt à ce que vous obteniez ; donc connaître les intérêts de chacun, les leur montrer, les exagérer à leurs yeux, en inventer, en faire naître et les leur montrer encore ; si l'on peut, — les passions ayant autant de force que les intérêts, — connaître les passions d'une foule de gens, leurs amours, leurs sympathies, leurs amitiés, surtout leurs antipathies ; connaître tout cela, exploiter tout cela, avec adresse, avec promptitude, avec discernement, avec éloquence, avec toutes les qualités de l'orateur, du diplomate, du directeur de conscience et du bicycliste : voilà à quoi se dépensent les neuf dixièmes de l'énergie des Français de la grande, de la moyenne et de la petite bourgeoisie, jusqu'aux confins du peuple proprement dit et encore au delà de ces confins.

Cela développe infiniment les facultés de psychologue, de moraliste, de parleur, de causeur, de romancier, d'auteur dramatique et de marcheur. Cela fait un peuple excellemment alerte, adroit, intelligent, imaginatif et solide des jarrets ; et ce serait un entraînement admirable de tous points s'il pouvait s'appliquer un seul jour à un autre objet qu'à celui pour lequel il a été créé.

Or cette course, magnifique du reste, et l'un des plus beaux spectacles dont puisse jouir l'œil d'un artiste, c'est précisément ce que Balzac a décrit magistralement dans toutes ses œuvres à l'exception de quelques romans mystiques. Jugez si nous le trouvons notre contemporain ; jugez si nous estimons que non seulement il nous peint, mais nous confesse ; jugez si nous n'éprouvons pas avec lui le plaisir de curiosité, amer quelquefois, toujours vif, de nous contempler comme dans un miroir.

Et encore il faudrait dire ici, comme tout à l'heure, qu'il est bien plus véritable aujourd'hui qu'il ne l'était de son temps : puisque le nombre des fonctionnaires a plus que doublé, a presque triplé depuis l'époque où il écrivait ; puisque le vice qu'il décrivait si bien est descendu de quatre ou cinq échelons dans la nation, et d'autre part, l'aristocratie ayant disparu, est monté aussi d'un degré dans l'échelle sociale ; puisque ce qui n'était la caractéristique que d'une partie, importante il est vrai, de la nation, est devenu celle de la nation presque tout entière. C'est en son temps qu'il pouvait paraître exagéré, c'est maintenant qu'il paraît vrai ; c'est demain qu'il semblera discret. Ses invraisemblances mêmes se rapprochent peu à peu de la vérité au cours du progrès qui les favorise. L'histoire contemporaine s'est donné pour mission de donner raison à Balzac.

Il me semble qu'il y a là une raison de l'influence qu'il exerce sur les esprits. Il n'est, pour rester à la mode, que d'être prophète ; et si gouverner c'est prévoir, régner c'est avoir prévu.

IV

Le Balzac que j'ai appelé « classique », classique dans le sens français du mot, « classique français », peut-il avoir de nos jours un ascendant aussi fort,

ou analogue? Incontestablement. J'ai dit qu'il était simplificateur, qu'il mettait tout un caractère dans une passion, et que d'une passion unique il faisait tout un caractère. Rien n'est plus faux que cette idée, rien n'est plus commode que ce procédé et rien n'est plus stérile que cette méthode. Rien n'est plus faux que cette idée. Notre Molière et notre Shakespeare le savent bien et le savent également; et si quelquefois, tous les deux restreignent un caractère dans une passion unique pour les nécessités de leur métier, ce qu'ils aiment le plus, à quoi ils tendent constamment, c'est créer des caractères complexes, ayant des passions multiples et même contradictoires, parce qu'ils aiment avant tout la vérité et parce que c'est cela qui est vivant.

Rien n'est plus commode que ce procédé parce qu'il dispense d'être varié, d'être inventif, d'être capable de nuances, d'être capable de maintenir une certaine unité entre les traits fort divers d'un caractère, et parce qu'il ne demande que d'être fort, ce qui proprement, quand il est tout seul, est une faiblesse. Rien n'est plus stérile que cette méthode, parce que, si elle sert à faire des romans, qui se tiennent bien et qui ont de la cohésion, elle n'aboutit pas à renseigner véritablement sur l'humanité. Elle laisse, en dehors de la documentation qu'elle apporte, trop de choses qui seraient intéressantes, qui seraient aussi vraies que celles qu'elle nous donne et qui seraient presque aussi importantes.

Mais quelle qu'elle soit comme idée générale, comme méthode et comme procédé, cette habitude est très séduisante. Elle plaît à notre goût de simplicité, d'unité, de netteté, à notre goût de l'abstraction, à notre idéologie.

Elle nous a séduits chez nos grands classiques (quelque capables qu'ils se soient montrés, je le sais et m'acharne à le démontrer, de la démarche et de la méthode toute contraire); elle nous a séduits chez Balzac.

Tellement séduits que, pour commencer par le commencement, il s'est produit l'aventure littéraire suivante qui est bien curieuse. Un très grand penseur qui nous aimait extrêmement, reprochait sans cesse aux Français l'intempérance de leur goût de l'abstraction. Il leur reprochait de réduire la vie à des formules brèves et sèches où elle expirait ou plutôt en dehors desquelles elle restait toujours; de ne voir dans un caractère qu'une passion, et dans une passion qu'une idée, l'idée de sa définition, et, enfin, munis de cette idée, de raisonner sur elle, logiquement, imperturbablement, avec certitude, indéfiniment, sans s'occuper du grand murmure de la vie bouillonnante et fourmillante qu'ils avaient connue, laissée résolument de côté.

Fort bien, ou : il est possible. Mais quand lui-même analysait un personnage, homme d'État, guerrier, poète, il faisait précisément ce qu'il reprochait aux Français de faire. Il le ramenait et il le réduisait à une « faculté maîtresse » en l'amputant imperturbablement de tout le reste. Et de cette faculté maîtresse il tirait tout ce qu'il était vraisemblable, rationnel et logique qu'elle contînt. En deux mots, il appliquait d'abord l'abstraction, ensuite la logique à la peinture de la vie. Pourquoi? Mais, d'abord parce qu'il était fait comme cela, et c'est toujours la première raison à donner, ensuite parce que Balzac qu'il adorait, qu'il a magnifiquement glorifié, avait sur son esprit un très grand empire. Il faisait en critique exactement ce que Balzac avait fait dans le roman. Balzac ne voyait dans un homme qu'une passion maîtresse subordonnant à elle-même toutes les facultés de cet homme; Taine ne voyait dans un homme qu'une faculté maîtresse servie par un cerveau et des organes. Balzac mettait debout une passion, lui donnait un nom propre et la lançait, emportée d'un mouvement terrible, à travers le monde. Taine dressait une faculté maîtresse, lui donnait le nom de Corneille, Swift ou Racine, et ramenait tout Racine ou tout Swift à la démarche et au développement logique de cette faculté.

Tous deux admirables simplificateurs, poète classique, critique classique, abstracteurs, purs logiciens, puis peintres vigoureux de l'idée qu'ils s'étaient faite et en dehors de laquelle ils ne voulaient rien voir.

Tous deux, du reste, d'une suite, d'une constance, d'une rectitude admirables dans le dessin net et rigide qu'ils s'étaient mis une fois pour toutes sous les yeux et qu'ils ne quittaient pas du regard. Et que l'un, du reste, fît des métaphores incohérentes et l'autre des métaphores implacablement justes dans leurs prolongements terribles, ce n'est qu'un détail.

Or Taine eut lui-même une influence considérable chez nous et que son beau génie, du reste, justifie assez. Il s'imprima dans beaucoup d'esprits et y laissa une marque ineffaçable. Longtemps, il fut, plus que Renan, précisément à cause de ce qu'il avait d'arrêté, d'exclusif, de systématique et d'impérieux dans l'esprit, notre directeur d'esprits le plus considérable.

Or, regardez en France, dans la France d'il y a quelques années à peine. Une théorie, entre autres, a beaucoup frappé les esprits des jeunes gens, et beaucoup de jeunes gens s'en sont véritablement engoués. C'est la théorie de la « culture du moi » et de l'« exaltation du moi ». Il y a, évidemment, des influences multiples qui ont abouti à cette théorie, et surtout à l'ardeur dont une partie de la jeunesse l'a embrassée. Il y a là du Darwin (peut-être), du Nietzsche, assurément, d'autres éléments encore.

Mais il y a surtout, parce que nous sommes en France et que c'est toujours dans le pays même qu'il faut chercher particulièrement les influences qui agissent sur lui; il y a surtout du Balzac par lui-même et du Balzac par le canal de Taine.

Qu'est-ce que le *moi* quand il s'agit de le cultiver d'une manière intensive, de le développer avec vigueur, de le déployer dans toute sa force, et de l'exalter? Évidemment ce n'est pas le *moi* entité philosophique, le moi central qui est supposé être la substance de tout notre être et le substratum de toutes nos facultés; ce n'est pas ce je ne sais quoi, qui n'est qu'une abstraction et qu'on ne saurait cultiver puisqu'on ne saurait le saisir.

Ce n'est pas non plus pour être déjà en présence de quelque chose de plus saisissable, le moi qui s'appelle d'un autre nom, la conscience. La conscience ne se développe pas, ne se déploie pas, ne s'entraîne pas. Elle est œil, elle n'est pas un muscle. Elle est un témoin; elle n'est pas, à proprement parler, une faculté. Non, quand un homme vous dit qu'il cultive et qu'il développe son *moi*, il peut vous dire, soyez-en sûr, qu'il cultive et qu'il développe ses facultés actives.

Mais lesquelles? Toutes? non pas. Ce ne serait pas un ardent et un militant; ce serait un sage. Ce serait un Gœthe. C'est Gœthe qui s'est donné pour mission (et qui y a à peu près réussi) de se développer de tous les côtés, dans tous les sens, de cultiver et de déployer toutes ses facultés diverses, et qui ne trouvait pas qu'il en eût assez pour diversifier et multiplier sa nature et pour la reposer dans l'équilibre harmonieux de facultés multiples et diverses.

Non, l'homme qui peut cultiver et développer son moi, c'est (du moins le plus souvent) un homme qui peut donner toute son expansion à sa faculté maîtresse, à la force qu'il sent en lui ou la plus puissante ou la plus solide ou la plus impatiente. C'est en elle qu'il se saisit, c'est en elle qu'il se glorifie et voudrait se glorifier davantage; c'est en elle qu'il sent son *moi* et c'est elle qu'il appelle son *moi*. Les droits supposés de cette faculté maîtresse, c'est cela qu'il proclame; le droit qu'elle a d'être, de s'accroître, de s'exercer et de prévaloir, c'est cela qu'il revendique.

Or, ainsi disposé, il lit Balzac. Qu'y rencontre-t-il? Ces héros mêmes du *moi*. Il y a autre chose dans Balzac; mais il y rencontre cela, et il n'y voit naturellement que cela. Les héros du *moi*, des hommes qui ont une faculté maîtresse ou une passion maîtresse prodigieuse, qui y sacrifient tout, qui revendiquent le droit de l'exercer, qui voudraient que le monde entier s'y soumît, et qui, en attendant, la cultivent, la développent, la renforcent d'un immense effort et l'adorent d'une manière d'idolâtrie.

Ces hommes-là, plaisent infiniment aux théoriciens de la culture du *moi;* ils se reconnaissent en eux; ils se chérissent en eux; ils s'exercent et s'entraînent sur leur modèle. Il ne leur déplairait pas de leur ressembler en tous points. Au fond de tout théoricien de la culture du moi il y a un homme qui a rêvé d'être un héros de Balzac.

Encore un contingent d'admirateurs pour le grand romancier. Encore une explication partielle de la forte influence qu'il exerce sur les générations contemporaines.

V

Et, comme on peut facilement s'y attendre, c'est le Balzac romanesque qui a eu l'influence la plus considérable sur les générations de cette fin de siècle.

Et, ceci est assez naturel quand on songe que la jeunesse est toujours romanesque, toujours portée à considérer la vie comme un roman aux aventures merveilleuses, et plus particulièrement quand on songe que *chaque jeune homme* est porté à considérer sa vie, la vie qu'il n'a pas vécue et qu'il se propose de vivre, comme un roman héroïque ou magnifique.

Mais il y a des raisons plus spéciales pour que la jeunesse contemporaine ait, parmi tant de romanciers, épousé, pour parler ainsi, Balzac, et lui garde une affection constante, qui quelquefois ne laisse pas de nous étonner.

Depuis 1870, plusieurs courants d'idées et de sentiments se sont dessinés et accusés aux yeux dans notre pays. Le premier a été tout national et patriotique. Il a consisté dans le désir et la volonté de relever la nation de la chute où les événements l'avaient entraînée. Par suite, on a songé presque exclusivement pendant cinq ou six années aux choses de défense nationale et aux choses de politique.

Et sur les choses de défense on était d'accord, et de cet accord est né l'armement universel, le service militaire obligatoire et universel.

Et sur les choses de politique on était divisé, chacun, également patriote, voyant dans la solution politique qu'il préférait le seul instrument de salut et le relèvement pour le pays. Et l'on s'est disputé jusqu'au jour où la solution républicaine a été imposée, sans opposition possible, par la majorité du pays. A partir de ce moment, les esprits délaissèrent la politique qui n'avait plus un intérêt aussi vif et s'orientèrent vers les idées morales et philosophiques.

L'influence de Taine baissait parce qu'il s'était montré dans son *Histoire de la Révolution* très vivement anti-révolutionnaire, ce qui ne plaisait pas à tout le monde et surtout parce qu'il ne s'occupait plus ni de philosophie ni de morale. L'influence de Renan augmentait au contraire et il y eut alors,

pendant une dizaine d'années, de par lui, et de par ceux qui l'imitaient plus ou moins heureusement, un courant d'idées tout nouveau, un peu inattendu et, selon moi, qui eût été très dangereux, s'il avait eu une véritable force. On fut raffiné, on fut « dilettante » on joua avec les idées comme avec des hochets très divertissants et dont on ne se dissimulait pas la vanité; en un mot, un peu gros, mais juste, on fut sceptique, ou l'on affecta de l'être. La France fut pleine de petits Montaigne de peu d'esprit, d'agréable conversation quelquefois, qui, du reste, n'avaient ni de Montaigne les deux ou trois idées sérieuses, les deux ou trois convictions auxquelles ce prétendu sceptique tenait, très fort, ni de Renan le robuste sentiment moral, le sens profond du devoir, toujours ferme et indestructible sous les yeux spirituels de son imagination capricieuse; et qui, tout compte fait, n'avaient guère de tous deux que le « pédantisme à la cavalière ».

Ce fut un courant, néanmoins, très sensible, assez prolongé, qui préoccupa et qui inquiéta un peu. Mais il fut très superficiel et il disparut un jour aux yeux qui le cherchaient encore, comme instantanément; et ne fut plus du soir au lendemain que quelque chose qui paraissait très ancien, très effacé et très oublié.

C'est alors qu'un troisième état d'esprit assez général se révéla. Les jeunes gens qui étaient nés depuis 1870 ou qui étaient entrés dans la vie intellectuelle depuis 1870, non pas tous, mais un très grand nombre, se montrèrent épris de volonté et d'énergie.

Leur état d'âme était précisément en contraste absolu avec le précédent, et l'on peut vérifier ici la seule loi de l'histoire littéraire, ou plutôt de l'histoire intellectuelle, à laquelle je crois, la loi d'éternelle action et réaction, la loi de constante réaction, d'une génération nouvelle contre celle qui la précède.

Cette nouvelle brigade, pour parler comme notre Ronsard, eut pour héros les hommes de volonté et d'énergie, les César, les Richelieu, les Napoléon. Le Napoléonisme (qui n'est pas du tout le Bonapartisme et qui n'est mêlé d'aucune préoccupation politique) fut à la mode, vous savez à quel point, et y est encore.

Ces jeunes gens furent, aussi, très amoureux de Stendhal, et ici, ils commirent, je crois, une erreur, mais qui s'explique fort bien et qui est assez naturelle. Stendhal ne parle que de volonté et d'énergie. Il exalte les deux facultés, ou plutôt cette unique faculté, avec une sorte d'idolâtrie. Il est vrai qu'il se trompe sur cet objet à avoir l'air de ne pas savoir ce que c'est, ni de quoi il parle.

Les hommes qu'il nous donne comme de prodigieux exemplaires d'énergie humaine, sont des *impulsifs;* c'est-à-dire précisément des hommes qui manquent d'énergie. Ce sont des assassins, moins encore, des meurtriers sans préméditation, que la passion, brusquement, arme et jette armés sur l'être qu'ils détestent ou dont ils sont jaloux. On ne peut pas se tromper plus absolument du blanc au noir, et Stendhal avait un véritable daltonisme psychologique. Pour tout dire brutalement, comme j'aime à faire, avec un très grand talent littéraire c'était au fond un imbécile, comme il arrive; et l'on sait que cet assemblage est très fréquent.

Mais encore est-il qu'il parlait de volonté et d'énergie avec assiduité, avec feu, avec adoration. Il suffit pour que les jeunes gens de 1885 en fussent engoués et comme férus; et certes ce n'est pas de cela qu'on peut aucunement leur en vouloir.

Mais combien durent-ils être davantage frappés, émus et ravis de Balzac! celui-là, sur cette question de l'énergie, ne s'était pas trompé. C'était bien des hommes véritablement énergiques qu'il avait peints très souvent, et avec une singulière vigueur de dessin et de coloris.

Sans doute, et j'ai à peine besoin de le dire, en sa qualité de romancier, il nous montre ainsi, et fréquemment, des hommes dominés par une passion énervante et délabrante qui en fait des êtres comme démantelés, et je n'ai pas besoin de rappeler le baron Hulot.

Sans doute il nous montre, ou des hommes de la plus parfaite nullité morale comme M. Marneffe, ou des hommes chez qui un sentiment sain et tendre, en dégénérant en faiblesse étrange, devient une manière de passion honteuse, comme le père Goriot.

Mais aussi avec son goût dominant, qui fut le goût des passions fortes, il aime à nous montrer, non sans quelque indifférence il est vrai, les énergies soit pour le bien, soit pour le mal, dans une grandeur, dans une puissance, dans un déploiement magnifique, qui fait à chaque moment songer au poème épique.

Et remarquez que c'est bien ici de la véritable énergie qu'il est question. Les héros sont énergiques avec suite et avec obstination et avec acharnement. Ils n'ont pas cette énergie qui s'épuise en un seul coup, comme un caprice, et qui montre par cela même qu'elle n'est pas l'énergie le moins du monde. Ils n'ont pas une volonté qui se marque un instant, un jour, par un coup d'audace, et qui le lendemain semble ne plus se souvenir d'elle-même et qui montre par là qu'elle n'est point la volonté en aucune manière. Ils n'ont point de velléités; ils ont la volonté. Ils ne sont point volontaires, ils veulent.

Les Philippe Brideau (*Un ménage de garçon*) les Grandet (*Eugène Grandet*), les Savarus (*Albert Sava-*

rus), les de Marsay, les Nucingen sont des êtres admirablement organisés pour la lutte, pour le travail ou l'effort continu, pour l'infatigable tension de la volonté. Balzac est le peintre des bêtes de proie.

Il a très peu parlé de Napoléon, peut-être à cause de ses opinions politiques, car il était, ou croyait être légitimiste. Mais la pensée de Napoléon domine toute son œuvre; mais vingt types de Balzac ont sur eux comme le reflet plus ou moins lointain du grand empereur; mais celui-ci est le Napoléon de la France; celui-ci le Napoléon de la politique; celui-ci le Napoléon du journalisme. Surtout chacun peut être un Napoléon; chacun poursuit ce mirage; chacun est comme hypnotisé par cette grande figure. Et tous, ils sont, comme Napoléon, des égoïstes violents, des actifs et aussi des agités, des hommes *qui ne dorment pas* et qui sont tendus de toutes leurs forces vers un but radieux, lointain, inaccessible, qu'ils ne désespèrent pas, qu'ils ne peuvent pas désespérer d'atteindre. Voilà les hommes que nos jeunes gens, parmi d'autres, trouvent dans Balzac; voilà ceux qu'ils distinguent de tous les autres et qu'ils embrassent avec amour; d'autant plus même qu'ils sont un peu faux, ce qui n'est point du tout pour choquer l'esprit de la jeunesse et peut-être au contraire. Pour beaucoup de jeunes Français, Balzac est ainsi un professeur d'énergie, ce professeur d'énergie qu'elle cherche avec une passion un peu naïve, car l'énergie ne s'enseigne point, et il faut l'avoir, et quant aux *méthodes d'énergie*, ce qui est tout autre chose, ce ne sont pas les grands énergiques qui les peuvent donner, mais plutôt les observateurs et les patients tranquilles comme un Marc-Aurèle ou, à un degré très inférieur, comme un Franklin.

VI

Et sans quitter encore ce point de vue du *Balzac romanesque*, où je m'attarde parce qu'il est le plus important relativement à l'influence que Balzac exerce à l'heure où nous sommes, il n'y a pas jusqu'au *pur romanesque*, jusqu'au pur imaginaire, il n'y a pas jusqu'à ces fortunes rapides et inexpliquées dont abonde l'œuvre de Balzac, et qui sont ce que son imagination pure et simple, abandonnant toute méthode d'observation, y a mis, qui ne s'accommodent très bien aux imaginations contemporaines excitées par notre histoire contemporaine elle-même.

Qu'avons-nous vu depuis vingt-cinq ans? Une grande histoire héroïque? Non. Une histoire seulement très honorable et où nos qualités de courage et notre ressort moral se sont montrés une fois de plus. Mais remarquez les incidents.

Comme il arrive dans une démocratie, des fortunes d'une rapidité inouïe et d'une brièveté singulière.

Un grand homme de volonté attache son nom à une de ces grandes œuvres dont l'humanité tout entière garde éternellement le souvenir parce qu'elles modifient l'aspect même de la planète et changent une fois pour toujours les chemins par où passent les hommes; puis il sombre dans une aventure funeste, sinistre et grandiose, qui laisse la France couverte de ruines.

Un soldat sans gloire, inconscient et frivole, sans aucune valeur intellectuelle, attire et retient quelque temps, on ne saurait trop pour quelles causes, les regards et les âmes de la foule; il monte dans l'espace comme une fusée; il va devenir le maître à la façon d'un *imperator* romain. Personne n'en doute, sauf peut-être ceux qui le connaissent. Tout à coup, plus rien. Il a butté sur un caillou du chemin. Il disparaît et s'effondre dans une lamentable histoire d'amour sénile. Il avait l'éclat du verre. Il en eut la fragilité. Mais ce passage fulgurant de météore laisse dans les esprits romanesques, dans tous les esprits peut-être, une trace qui ne s'efface point.

Un homme intelligent et honorable, parti des échelons presque les plus bas de la hiérarchie sociale, actif, serviable et séduisant, avant-hier inconnu, hier connu à peine, devient en un jour le chef de l'État, figure non sans dignité, non sans charme, dans cette situation inattendue, devient l'ami personnel d'un souverain absolu, du représentant d'une des plus vieilles dynasties de l'Europe.

Autant d'exemples réels de ces fortunes rapides qui, dans Balzac, paraissaient romanesques: autant de *tours de roues*, parfaitement historiques, analogues à ceux qui, dans Balzac, semblaient tout imaginaires; et plus étranges, plus inattendus, plus fantastiques que tous ceux que l'imagination de Balzac avait inventés. Par bien des côtés, par bien des aspects, notre histoire est un roman. Et sans doute, ceci est comme l'histoire superficielle. Au-dessous passe l'histoire vraie, où rien n'est hasard et aventure, qui est exactement déterminée par l'enchaînement nécessaire des causes et des effets et sur laquelle les contingences glissent comme le pli léger de la lame, froncée par la brise à la surface de l'Océan. Mais cette histoire superficielle est celle qu'on voit, celle qui frappe les yeux, excite les esprits, ébranle les imaginations. C'est elle que suivent du regard les générations qui viennent à la vie, et quand elles remarquent, en lisant Balzac, que Balzac ressemble si singulièrement, par tant d'aspects, à l'histoire vraie qui se déroule devant leurs yeux, comment ne seraient-elles pas séduites et charmées par un romancier qui, s'il a écrit, dans les parties

les plus sérieuses de son œuvre, l'histoire de son temps, n'a pas laissé, dans les parties les plus capricieuses de ses ouvrages d'écrire partiellement l'histoire de l'avenir?

VII

C'est ainsi, comme l'a dit M. Ferdinand Brunetière, que, « pour user de l'expression du naturaliste Louis Agassiz, les personnages de Balzac sont devenus des *types prophétiques* » ; et non seulement ses personnages sont devenus des types prophétiques, mais ses imaginations ont été des aventures prophétiques.

C'est ainsi que se vérifie cette loi sur laquelle j'ai tant insisté, qui est que, loin que les écrivains soient, comme on l'a tant dit, l'expression de leur temps, c'est souvent le temps qui les suit qui est l'expression de leur esprit, en sorte qu'il ne faut pas les expliquer par leur époque, ni leur époque par eux ; mais plutôt, plus souvent, l'époque qui les suit par eux, et eux par l'époque qui les suit. Ils sont contemporains de l'avenir.

Quoi qu'il en soit, l'influence de Balzac est grande à l'époque où nous sommes, ou plutôt, car il ne faut rien exagérer, la curiosité de notre époque à l'égard de Balzac est très considérable et très vive, et il n'y a pas de curiosité d'un homme à l'endroit d'un autre sans une certaine influence de celui-ci sur celui-là.

Cette influence est-elle salutaire ? Je n'en crois rien, pour trois raisons, et il se pourra que j'en ajoute une quatrième, comme dit La Bruyère. La première c'est que Balzac encore qu'intelligent comme *démographe*, encore qu'intelligent pour voir assez juste l'ensemble d'une société, n'est cependant que la moitié d'un homme supérieur, ayant, quand il veut penser, quand il veut être sociologue ou philosophe, un esprit extrêmement confus et embarrassé ; et l'influence est pernicieuse d'un homme que, parce qu'on l'admire comme peintre, on est tenté d'adopter comme philosophe et qui a la philosophie la plus nuageuse et la plus creuse.

La seconde, c'est que, sauf exception, il écrit mal ; et écrire mal est merveilleux pour apprendre à penser de travers et à prendre des phraséologies pour des idées. Sont de déplorables directeurs d'esprits les hommes qui sont des professeurs de phébus.

La troisième est qu'il est vulgaire et aime le bas. Tant s'en faut qu'il y séjourne toujours ; mais il s'y complaît. Voltaire a dit de Molière, un peu légèrement, qu'il fut « un législateur des bienséances ». S'il est douteux qu'on puisse l'affirmer de Molière, il est certain qu'on ne songera jamais à le dire de Balzac ; et le bas réalisme, le « naturalisme », comme ils disent, est né des parties malsaines de l'œuvre de Balzac, dont on ne peut ni lui savoir gré, ni lui faire compliment.

Et enfin la moralité est vraiment absente de l'œuvre de Balzac. Ayant peint les hommes comme des animaux, comme il eût peint des animaux, il n'a, on le voit trop, nul souci s'ils sont bons ou mauvais, et nulle préférence pour ceux qui sont bons quand il s'en rencontre sous son pinceau. Son indifférence à cet égard est évidemment absolue. Professeur de volonté, oui ; professeur de moralité, nullement. Or il ne faut jamais dire que la volonté est une bonne chose. Elle est neutre. Elle est une force. Elle est bonne chez les uns, elle est mauvaise chez les autres. Elle n'est bonne que quand elle est au service d'une grande et bonne cause.

Or Balzac n'a donné et ne peut donner que l'amour de la volonté. En cela son influence, si elle n'est pas mauvaise, n'est pas bonne et peut être dangereuse. Il ne faut jamais reprocher à un artiste d'être indifférent à la morale ; car ce n'est pas son office de la prêcher. Il n'a à chercher que le vrai ou le beau. Mais, ici c'est de l'influence de Balzac que j'ai voulu parler. A ce point de vue se demander si elle est bonne ou mauvaise est sans doute nécessaire, et la question de moralité reparaît et se pose.

Pour ces raisons, tout en étant très intéressé par ce prolongement et comme cette renaissance d'une grande gloire littéraire, je ne suis pas sans inquiétude relativement à l'influence que Balzac a reprise sur beaucoup d'âmes et sur l'état d'esprit dont cette possession est le signe.

ÉMILE FAGUET.

UNE OMBRE A PASSÉ

Hier, dans un cercle de jeunes femmes dont la plus âgée n'avait pas vingt-deux ans, la question fut posée, par un causeur malicieux, des mariages disproportionnés. On se rappelle peut-être que cette question fut naguère, par les journaux anglais, offerte à la méditation de leurs lectrices. La mode est à ces sortes de plébiscites. Elles répondirent. Il apparut qu'en Angleterre les hommes mûrs n'effraient pas le rêve des jeunes filles. Les pessimistes croient comprendre qu'elles acceptent volontiers, avec ces hommes-là, une position toute faite, la fortune déjà acquise, parfois la gloire, les honneurs tout au moins. Plus d'une répondit aussi qu'elles ont le droit de rêver le charme des tendresses que l'expérience sait rendre indulgentes, la fermeté des belles directions morales, la douce inflexion des amours graves où se mêle souvent on ne sait quelle câline maternité d'âme.

Toutes ces choses et bien d'autres furent redites l'autre soir, provoquées par le malicieux interviewer.

De ses jolies auditrices beaucoup avaient souri seule-

ment. La plus muette, celle dont pas même un sourire n'avait trahi le songe secret, lui envoya, le lendemain, les pages que voici, sous ce titre :

UNE OMBRE A PASSÉ

I

Quatre heures. — Le salon est pimpant, coquet. Des bibelots rares dispersés sur les meubles. Partout des fleurs. Une table à thé, recouverte de linge brodé, chargée de fine porcelaine, attend les visiteurs. Le jour baisse.

Mme Berthe Langlée est assise au fond d'une bergère Louis XV, au coin de la cheminée. Elle relit pour la centième fois un télégramme reçu dans la matinée : « J'irai vous voir aujourd'hui, Madame. C'est votre jour, m'avez-vous dit. Vous verrai-je seule? hélas! j'en doute, mais je l'espère de toutes mes forces. — Robert Sirieux. »

Elle jette un regard sur une mignonne pendule, chef-d'œuvre de ciselure ; quatre heures et demie déjà.

Elle se lève, va et vient dans le salon, d'un meuble à l'autre, retouche çà et là un pli dans une tenture, arrange un coussin, redresse une fleur. C'est une femme de trente ans, grande, svelte, fine. Elle est vêtue avec une simplicité élégante à la fois et recherchée. Sa robe en velours parme est garnie d'un vieux point d'Angleterre. La couleur trop morte du velours, rehaussée par la pâleur chaude de la dentelle, avive l'éclat de son teint frais sous une ombre de poudre de riz, et ses yeux sont bien bleus, ses cheveux très blonds, d'un blond sombre, un peu fauve.

Elle est nerveuse aujourd'hui, Mme Langlée. La mignonne pendule tinte ; elle tressaille. Cinq heures. Et, ne résistant plus au désir qui la domine, elle court à la fenêtre, appuie son front contre la vitre glacée. Les arbres de l'avenue la regardent étonnés ; son souffle a terni la vitre ; elle laisse retomber le léger rideau de tulle, et regagne sa bergère au coin de la cheminée.

La nuit monte de plus en plus. Un domestique grave vient allumer les lampes. Cinq heures un quart. Personne encore. Les doigts froissent le télégramme. Sa pensée est distraite ; — l'attente la brûle, l'effraie et la charme en même temps... « Viendra-t-il? Il m'aime, c'est certain, je n'en puis douter, il cherche à me le dire. Les aveux commencés hier dans cette salle de bal, parmi les fleurs et les sons de valses, il veut les poursuivre ici dans la tiédeur intime de mon *chez moi*... Il va venir... Et cependant qui sait? un homme tel que lui ! si fêté, si choyé, qu'un rien peut distraire... »

Une voiture s'arrête, la portière claque, le timbre résonne. C'est lui... non, le frou-frou d'une robe...

— Tiens, c'est vous, chère amie!...

— J'entre vous dire bonjour, j'ai tout juste un instant... Oh! comme vous êtes pâle?

— Mais non... voulez-vous une tasse de thé?

— Merci, vous étiez charmante hier soir; Robert Sirieux vous a trouvée exquise... à ce qu'il paraît... Les roses dans vos cheveux étaient d'un effet délicieux... Je l'ai vu, il n'y a qu'un instant, chez la baronne ; il a parlé de vous avec un accent... Il désire faire votre portrait pour le Salon ; — il a chargé la baronne de vous le demander, et alors, moi, vous comprenez, je m'empresse de vous avertir, car la baronne en est folle, du beau Robert... et vous devinez sans doute comment elle a accueilli la commission...

— L'a-t-elle acceptée?

— Avec empressement; seulement elle a fait remarquer que vous étiez une épouse sans égale, une mère incomparable... et que votre mari, dont l'admirable barbe blanche est partout... vénérée... trouverait peut-être la demande un peu... audacieuse... Et maintenant, chère amie, je me sauve, j'ai encore tant de choses à faire; deux robes à essayer... mille autres courses non moins importantes ; je tenais à vous avertir rapidement, au passage... Il faut vous méfier de la baronne...

Et la charmante toute jeune comtesse X... s'envole dans son frou-frou de soie et de dentelles...

II

Deux bûches se consument lentement, envoient une clarté chaude dans la pièce. La précieuse petite pendule sonne la demie ; Mme Langlée ne l'entend pas. Pensive, le coude appuyé sur le bras de la bergère, la tête dans sa main fine, elle songe, les yeux perdus.

Il a subitement calmé la fièvre d'impatience qui lui brûlait les veines, le babillage enjoué de cette petite comtesse, aussi jeune que gaie, aussi gaie qu'étourdie, aussi jolie et jeune et folâtre qu'une jeune fauvette.

Un calme bienfaisant éclaircit la raison troublée un instant.

La voix de la comtesse résonne encore à ses oreilles.

Ainsi on a parlé d'elle — déjà — dans des termes équivoques ; le nom de son mari a été prononcé à cause d'elle, avec — elle le sent bien — une nuance d'ironie ; — et pourquoi, après tout?

Elle était belle, encore jeune ; elle avait accepté pendant quelques instants, dans une fête, aux yeux de tous, le bras d'un homme que la foule remarquait, un peintre à la mode. Elle le connaissait à peine. Elle avait accepté quelques minutes de

causerie, une rose, épave du cotillon qu'elle n'avait pas dansé. Quoi? rien, en somme? Et déjà on parlait d'elle, de son mari, des enfants. Une révolte sourde s'empare de tout son être; elle se lève, elle marche nerveusement à travers le salon, s'arrête par saccades. Ses doigts roulent, tordent une bribe de papier bleu.

— De nouveau une voiture s'arrête. Un tremblement secoue tout entière la jeune femme, qui, brusquement décidée, sonne, et crie au domestique: « Ne recevez plus; je suis souffrante. » Le timbre vibre. La lourde porte de l'hôtel retombe dans le silence de la rue. La voiture repart, s'éloigne...

Alors, tout à coup soulagée, elle se laisse glisser à genoux devant le feu, jette ce qui reste du chiffon bleu à la flamme. Une lueur joyeuse, rapide, éclaire le salon une seconde, et la feuille recroquevillée, noircie, s'envole dans la cheminée.

Elle sourit malgré elle, un peu tristement peut-être, et reprend sa pose nonchalante dans sa bergère qu'elle aime tant, présent de son mari lorsque pour la première fois elle s'était levée après la naissance de leur fils. Il la lui avait offerte avec tant d'amour, cette bergère ; c'est lui qui avait veillé à ce qu'elle fût confortable et moelleuse, si profonde, afin qu'elle se sentît à son aise, heureuse de retrouver la vie après les longs mois de souffrance.

C'était dans cette bergère que, pour la première fois, elle avait tenu leur fils entre ses bras... Et, par un brusque retour du souvenir, elle revoit la scène, l'enfant tout petit, dans les longues robes blanches souples. On le lui mit dans les bras; puis, la nourrice éloignée, son mari vint s'agenouiller à ses pieds. Il prit la main toute fragile du bébé dans une main, et la sienne toute blanche encore, puis il les baisa longtemps toutes deux...

La porte s'ouvre. M. Langlée, la barbe blanche touffue, le regard clair, portant bravement ses soixante ans bien sonnés, entre. Il s'approche de sa femme. Elle lève les yeux. Lui s'assied à ses côtés et il se met à rire de son beau rire resté jeune.

— Vous riez ?

— Pensez donc, ma chérie! Je viens de rencontrer cet imbécile de petit F... et il m'a dit avec son aplomb de gommeux qui se croit tout permis parce qu'il a vingt-cinq ans et qu'il est du cercle : « Mon cher Langlée, la nouvelle nous enchante : le portrait de Mme Langlée par Robert Sirieux... ce sera une merveille... assurément le succès du Salon... »

Elle tressaille, pâlit, et demande, dominant son émotion :

— Vous avez répondu?...

— Ma foi! il avait l'air si parfaitement stupide, avec ses cheveux pommadés, sa raie jusqu'aux talons et son pardessus à l'anglaise, que je me suis contenté d'éclater de rire, puis, me ravisant, je l'ai salué profondément :

« Monsieur le ba-â-aron, j'ai bien l'honneur de vous saluer. Mme Langlée sera enchantée assurément de la bonne nouvelle que vous voulez bien me prier de lui transmettre... Monsieur le ba-â-aron! » Il est resté bleu, ce baron-là. Et j'en ai ri à gorge déployée, comme ils ne savent plus rire, eux. Ce que ça les étonne, d'entendre rire en bon français, ces gens-là! On prétend que le rire est français. On a raison! mais les Français, *c'est nous!* ça sera nos fils si nous les élevons à la française. Quant à cette génération de mannequins vêtus à Londres, non, ils me font trop rire!

Et son beau rire sonore résonne joyeux dans la pénombre du salon.

III

Sept heures. La table est prête. Les cristaux étincellent. Des fleurs. Une corbeille de fruits. Mme Langlée, un peu rêveuse, ne mange pas. Ses regards vont de la tête aux cheveux d'argent du père aux têtes jeunes et fraîches des enfants.

Ils sont contents, ils babillent, racontent leur journée. Le père est heureux, leur répond, les taquine gentiment. Elle songe : « Pour un instant de trouble, pour *essayer* de savourer cette ivresse enfiévrée, ce trouble capiteux, cette minute d'émotion pressentie dans un roman savant, pour tomber bientôt au dégoût de soi, à l'écœurement, à la nausée inévitable du réveil, pour appartenir ensuite à la banalité vulgaire des courses hâtives, des prétextes menteurs, des furtives entrevues, des jalousies vaines, pour aboutir à l'infaillible rupture qui vous plonge dans la honte définitive, à l'heure où l'on se sent indigne de la tendresse et du respect de l'époux lâchement trahi, indigne surtout de l'innocente confiance des enfants... ah! non!... Comment ai-je pu, même en pensée, même une seconde, risquer cela, comparer de pareils trésors et une telle fange! »

Puis elle revoit le passé. Elle se souvient avec intensité : autrefois, lorsqu'elle était toute jeune, lorsqu'elle naissait à la vie, celui qui est aujourd'hui son mari venait souvent dans sa famille. Il la traitait en toute petite, il la raillait un peu de son orgueil de jeunesse.

Elle, elle l'écoutait. Elle trouvait sa voix vibrante. Son rire si franc, si gai, si loyal, réjouissait toute la maison. Il parlait bien aussi, il disait des choses qui la faisaient rêver ensuite, lui parti, — pendant longtemps. Et tous les beaux jeunes gens qui alors passaient autour d'elle, elle n'en voulait pas. Elle le voulait, lui, seulement lui. On la disait trop jeune?

Une enfant encore! Vingt ans à peine, songez donc! et lui presque cinquante, toute la vie derrière lui... Mais quelle vie, aussi! Quelle belle vie, toute de belle fierté, de noblesse, d'énergie, d'indépendance, parfois même un peu hautaine, audacieuse... Et cela ne lui déplut pas, à l'enfant... comme on disait parfois... N'était-il pas mille fois préférable pour elle toute jeune, l'amour d'un homme tel que lui?

Sa fierté et son orgueil de toute petite se complaisaient à l'idée que cet homme pourrait l'aimer! Et puis, il avait une façon si singulièrement tendre de la regarder, des inflexions si suavement caressantes dans la voix, lorsqu'il lui parlait! Pour sûr, ce serait doux, un mari pareil! Il serait indulgent, lui! il comprendrait tout, tous ses caprices d'enfant gâtée... Il lui accorderait tout, tout... « Pourvu cependant qu'ils soient bons pour vous, vos caprices, oui, pour vous. » Il le lui avait répété le jour même de leurs fiançailles... « Tous les objets de vos désirs, tous ceux qui seront bons *pour vous*, deviendront la joie, la saveur de notre vie, telles les belles fleurs aux fraîches couleurs qui embaument notre jardin, et nous les cueillerons tous, oui, tous... mais ceux qui seront semblables aux fleurs mauvaises qui croissent parmi les ronces et les orties, le long de l'ornière qui borde la route, ceux-là, nous les laisserons... ils vous feraient tant de mal! » Et la voix était si douce, si câline... Elle l'entendait encore.

Et elle, elle avait alors pris sa main; elle l'avait baisée longuement, dévotement : « C'est vous, avait-elle dit, qui déciderez de tout, toujours... Et vous n'aurez jamais d'autre rival que vous-même... » C'est ainsi qu'elle avait répondu alors à celui qu'elle avait voulu, aimé, choisi, *parce qu'il avait derrière lui une vie belle dont elle était fière*, et devant lui un avenir encore large, un automne lourd de promesses.

Elle venait de vivre dix années de bonne vie simple et droite, toute de franchise et d'amour. Elle avait deux enfants, beaux, aimants, un époux confiant, si attentif! attentif comme au premier jour. Elle avait vécu heureuse, avare de son bonheur, et, après dix ans, voici qu'une ombre avait passé, la première. Une soirée, un homme jeune, peintre estimé depuis hier, inconnu d'elle. Cet homme passait, la trouvait belle: « Quelle est cette femme ? — Madame Langlée. — La femme de Langlée ?... — Parfaitement! » Il s'avançait, il lui offrait le bras. Il lui parlait de musique, de fleurs, de valse, de peinture, de paysages... un langage... comme celui des livres... savant, — très savant... peut-être sincère... Il la regardait d'un œil humide, les lèvres frémissantes... Au loin, une valse mourante... Et elle se sentait frissonner étrangement...

Cet homme était recherché des femmes. Il ne lui parlait pas seulement la langue de tout le monde; il s'adressait encore à elle avec un langage imperceptible qu'elle devinait fort bien... Il lui avait offert un sorbet, sans doute afin de frôler ses doigts au passage et, — au départ, — donné une rose, une fleur qui devait la suivre, accompagner son souvenir. Puis, ce matin, le télégramme. « Et pourquoi tout cela, se dit-elle, pourquoi? Parce qu'un seul instant mon regard s'est attardé sur le sien, et il y a lu un consentement d'une seconde... Donc, une seconde, une seule, j'ai failli à mes devoirs, j'ai trahi la plus pure des confiances. Ainsi, pour le frisson d'une minute, j'aurais sacrifié, perdu tout le bonheur qui est mien, que j'ai voulu, ardemment désiré, et je l'aurais, pour un instant de vertige, gâté volontairement, détruit, dévasté!... » Un flot de sang lui monte au visage.

— Qu'avez-vous, ma chérie? lui demanda son mari. Vous êtes silencieuse, ce soir? Êtes-vous souffrante?

— Non, mon ami, dit-elle (banale déjà), un peu de migraine.

IV

Une heure après, les enfants couchés, il s'approche d'elle.

— Décidément, qu'avez-vous, Berthe? Vous m'inquiétez.

Alors, vaincue par cette tendresse de toujours, elle s'agenouille devant lui, appuie dans ses mains son front brûlant, et, brisée par l'émotion, elle pleure convulsivement pendant quelques minutes. Lui, surpris, attend, silencieux, qu'elle se calme. Il lui caresse doucement les cheveux.

— Berthe, ma chérie, qu'avez-vous ?

Elle relève la tête, tourne vers lui ses yeux noyés de larmes, et d'une voix claire, sincère, simple :

— Pardonnez-moi, ami... j'ai rencontré une fleur mauvaise, comme vous dites, dans les ronces du chemin, et les ronces m'ont piquée. Je n'ai pas cueilli la fleur et je suis bien heureuse... Pourtant, voyez (elle montre gentiment ses mains toutes luisantes de larmes), voyez, mes mains sont piquées, le sang coule encore. Mais la fleur est là-bas, bien loin, — déjà fanée !

Et lui, comprenant tout à coup, saisi d'une immense pitié pour elle, se sent plus infiniment tendre que jamais; il s'incline et la baise sur le front.

— Berthe, Berthe, ne pleurez plus. Nos pensées ne nous appartiennent pas. Elles volent souvent bien loin de nous; il faut que notre volonté les ramène. Le parfum d'une fleur vous a saisi la gorge au passage? Votre volonté a résisté. Vous êtes, à mes yeux, grandie. Où serait le mérite, le prix de la constance, si l'incertitude, la tentation, si le *choix* n'exis-

taient pas? Votre mari vous aime plus que jamais. Son cœur ne peut pas changer...

Et Mme Langlée, heureuse tout à coup, deux fois consciente de son bonheur retrouvé, relève la tête bien haut, enveloppe son mari tout entier de ses deux bras aimants, et, dans un élan de reconnaissance et d'amour, elle lui murmure tout près du visage les paroles passionnées des premiers jours, mais plus vraies, plus vivantes, plus senties aujourd'hui...

LORYANNE.

UN ATTACHÉ MILITAIRE PRUSSIEN
A VIENNE
pendant la guerre d'Orient (1854-1856).

I

Les mémoires du général prince de Hohenlohe, dont on a publié récemment le premier volume (1), jettent un jour nouveau sur le rôle des attachés militaires et les moyens que ceux-ci savent mettre en œuvre pour se procurer les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Au mois de février 1854, on proposa au prince (2), alors lieutenant dans l'artillerie de la Garde, qui avait suivi avec succès les cours de l'Académie de Guerre, de remplacer à Vienne le prince de Reuss, que l'on envoyait à Paris, mais qui ne s'était guère occupé dans la première de ces deux capitales, que d'y mener joyeuse vie et de briller aux bals de la cour. Il importait pour la Prusse d'être représentée en Autriche par un officier actif, intelligent, versé dans la connaissance des choses militaires, habile à tout voir et à deviner plus encore. Le haut rang social du prince, ses manières de grand seigneur devaient lui faciliter sa tâche.

Pour différentes raisons, le prince ne fut nommé à son poste que dans les premiers jours de juillet, et quitta Berlin le 7 au soir. Pendant ce temps, la situation politique s'était notablement modifiée en Europe. La France et l'Angleterre avaient déclaré la guerre à la Russie ; l'Autriche et la Prusse avaient conclu (20 avril) une alliance défensive. C'est donc en qualité d'envoyé militaire d'une puissance alliée, que le jeune lieutenant d'artillerie arrivait à Vienne ; c'est à ce titre qu'il se croyait autorisé à connaître la situation de l'armée autrichienne et l'emplacement de ses troupes.

Avant de quitter Berlin, il se présenta chez le roi, qui se contenta de lui dire : « Amusez-vous bien à Vienne. » Il demanda des instructions à l'État-major, qui le renvoya au ministre de la guerre, et celui-ci au ministre des affaires étrangères. Partout, on lui faisait des réponses évasives, et il dut se contenter de ces mots du général comte Waldersee : « En Autriche, on apprend tout, quand on sait faire la cour aux femmes. » Toutefois, on lui remit une sorte de questionnaire, en lui disant qu'on verrait avec plaisir qu'il y répondît, mais qu'il n'y était pas obligé.

A son arrivée à Vienne, il ne trouva pas l'ambassadeur, comte Arnim, qui prenait les eaux à Marienbad, mais un secrétaire de légation, le comte Flemming, qui le reçut assez mal, et ne tarda pas à laisser percer sa jalousie contre le jeune officier dont la situation indépendante lui portait ombrage.

Celui-ci vit donc qu'il ne devait compter que sur lui-même, et puisqu'il ne trouvait aucun appui à l'ambassade, pour l'introduire dans le monde militaire autrichien, il résolut de marcher de l'avant, sans tarder. On était en juillet, et il ne devait être présenté à l'Empereur qu'au mois de février suivant ; en outre l'étiquette lui interdisait d'entrer en relations avec aucun archiduc avant cette présentation. Fort heureusement pour lui, il rencontra un aide de camp de l'Empereur, le comte Grünne, qui se souvint l'avoir vu à Berlin, l'accueillit fort bien et l'invita à une revue, à laquelle le souverain devait assister. Enhardi par ce premier succès, il se présente aux chefs les plus en vue de l'armée, qui lui promettent de lui communiquer tous les renseignements qu'il peut désirer, il n'avait qu'à parler. « Entre deux armées, unies par la convention défensive du 20 avril, il n'y avait pas de secrets. » Mais fort habilement, il ne demanda rien. Avant tout, il voulait se faire connaître personnellement, son but était atteint.

Ne tenant aucun compte de la mauvaise humeur de Flemming qui eût voulu l'empêcher de se montrer en uniforme, il se rendit à la revue, y figura sur un cheval des écuries impériales, se présenta au monarque qui lui adressa quelques mots de politesse sans grande importance ; mais, comme il le dit : « Le fait était accompli, j'étais chez moi à Vienne ». Aussitôt, il se mit à l'œuvre.

Il ne tarda pas à s'apercevoir que le peu de renseignements que possédait l'état-major prussien étaient complètement erronés.

En l'absence de documents officiels, il paraissait presque impossible de reconstituer l'état exact des corps de troupes autrichiennes, et de découvrir leurs garnisons réelles. Les journaux militaires, placés sous le contrôle le plus rigoureux, ne lui appren-

(1) *Aus meinem Leben. Aufzeichnungen des Prinzen Kraft zu Hohenlohe-Ingelfingen.* Berlin, 1897. Mittler und Sohn.

(2) Le chancelier de l'Empire et le statthalter d'Alsace-Lorraine sont ses parents.

draient rien; c'est dans les feuilles non militaires qu'il s'avisa de chercher la clef de l'énigme. Voici comment il procéda :

Il remarqua que la *Gazette de Vienne* publiait dans sa partie officielle des rapports de régiment, concernant des soldats morts, pour faire connaître leur décès à leur famille, ou bien des citations de témoins appelés à déposer devant un conseil de guerre. Ces différents actes étaient datés et signés du lieu où se trouvait alors l'état-major du régiment. Il acquit ainsi la conviction que les régiments qui, pendant les dernières semaines, avaient fait différentes notifications, étaient en marche vers l'Est; il nota tout cela. En effet, il importait beaucoup à l'allié de l'Autriche de connaître la force et la position de l'armée de cette dernière, afin de savoir, le cas échéant, où et quand elle pourrait avoir besoin de l'aide de la Prusse, et aussi si elle était capable de tenir les engagements que lui imposait le traité d'alliance.

C'était beaucoup de savoir où se trouvaient les régiments, mais cela ne sûffisait pas; il fallait aussi connaître les effectifs. Il crut le moment venu de rappeler à certains généraux les promesses faites, sans doute un peu à la légère. En effet, lorsque s'appuyant sur la convention du 20 avril, il demanda qu'on lui communiquât un état de situation, un ordre de bataille et la liste des garnisons, il se heurta à une fin de non-recevoir. Tout ce qu'on lui remit fut un règlement sur la réorganisation du corps médical militaire. Il eût pu croire à une mauvaise plaisanterie, si le caractère du général qui lui fit cette communication n'eût suffi à écarter toute supposition de ce genre. Mais dès lors, il ne se fit plus d'illusions sur l'intimité et la solidité des rapports existants entre les deux puissances.

La fréquentation des officiers autrichiens au Cercle militaire confirma bientôt ses suppositions sur les mouvements de l'armée. C'est ainsi que le prince de Liechtenstein, qui passait pour le premier général de cavalerie de l'époque, raconta devant lui que ses troupes, stationnées dans le sud de la Hongrie, avaient reçu l'ordre de se porter en Galicie, où elles devaient arriver le 25 août et recevoir de nouveaux ordres. Complétant par ce renseignement important les résultats de ses recherches, il vit clairement qu'une armée de 200 000 hommes serait réunie en Bukowine à la fin d'août. D'autre part, 60 000 hommes étaient réunis en Transylvanie, et prêts à entrer en Valachie. Il n'était pas douteux qu'avec toutes ces troupes les Autrichiens n'eussent l'intention de prendre les Russes à revers.

Tout cela était trop important pour qu'il n'en référât pas aussitôt au comte Alvensleben, qui gérait l'ambassade en l'absence du comte Arnim. Mais le proverbe « Il n'est pire sourd... » trouva ici son application. Alvensleben ne voulut rien entendre, traita tout cela de racontars, et se moqua du prince qui s'était laissé prendre aux bavardages de jeunes officiers.

Après une courte absence (il était allé à Ischl rendre ses devoirs à la reine Élisabeth de Prusse), Hohenlohe retrouva à Vienne son ambassadeur, le comte Arnim, avec lequel il fut bientôt en communion d'idées. Ce grand seigneur était un diplomate de l'école de Talleyrand, d'une paresse vigilante, sortant peu de chez lui, et cependant le mieux orienté de tous les ambassadeurs, grâce à ses excellents dîners; il se faisait peu d'illusion sur les sentiments d'amitié de ses hôtes; ses bons vins leur déliaient la langue, c'est tout ce qu'il voulait. Il écrivait peu, disant que des rapports trop fréquents risquent d'être peu lus; mais quand il le faisait (et cela toujours en excellent français), on était certain qu'il s'agissait de choses importantes, et son opinion était toujours d'un très grand poids.

Assuré dès lors que ses agissements étaient approuvés de son ambassadeur, l'attaché militaire prussien s'attacha chaque jour davantage à bien connaître les troupes de son allié problématique.

« Le degré d'instruction de l'infanterie était très faible. Aux manœuvres on ne s'écartait guère des mouvements classiques, et ils étaient mal exécutés; on attachait peu d'importance à l'emploi des tirailleurs, on ne savait pas profiter du terrain. L'armement était fort arriéré; les expériences sur un nouveau fusil rayé (système Lorenz) n'étaient pas encore terminées. »

Quant à la célèbre cavalerie autrichienne, elle lui parut dans un état si défectueux qu'il hésita longtemps avant d'oser formuler son opinion. « A l'exception des hussards recrutés en Hongrie, et cavaliers de nature, le reste lui parut en général lourd, peu capable d'endurance, mal exercé aux charges en ordre serré. Les commandements étaient trop compliqués, trop longs et un régiment prussien eût pu tomber sur le flanc d'un régiment autrichien avant que celui-ci se fût mis en mouvement. En outre les chevaux étaient mal nourris, à cause des malversations, comme nous l'avons déjà dit. » Peu d'années auparavant, les capitaines-commandants étaient encore chargés de l'entretien à forfait de leurs hommes et de leurs chevaux, et quoique cet état de choses eût cessé, il y avait encore de nombreux abus.

L'artillerie ne valait guère mieux; son tir était fort défectueux; l'on considérait comme une nouveauté importante que les attelages dépendraient désormais de l'artillerie même; auparavant un train spécial était chargé de ce service.

Quant aux manœuvres d'ensemble des trois armes, c'était une comédie puérile. Le résultat en était déterminé d'avance ; on ne connaissait pas l'usage des arbitres, et les chefs de corps évitaient d'engager trop de troupes pour ne pas leur faire faire inutilement deux fois le même chemin.

En quelques mois, le jeune attaché militaire avait donc réussi à percer à jour le voile dont l'État-major autrichien voulait envelopper son armée.

II

Si jusque-là le prince de Hohenlohe n'avait obtenu que grâce à son travail et à sa perspicacité d'aussi importants résultats, il eut bientôt recours à des moyens moins avouables pour parfaire son œuvre.

Nous touchons ici à un point fort délicat, nous voulons parler de l'espionnage militaire. On sait combien la question est envisagée différemment des deux côtés des Vosges. Nous croyons donc devoir citer ici, textuellement, les paroles d'un homme qui nous semble fort compétent sous ce rapport :

D'autres puissances ont déjà en temps de paix une organisation de l'espionnage fort étendue et dépensent pour cela de grosses sommes d'argent. Mais de telles organisations présentent des inconvénients excessivement désagréables, et peuvent très facilement, si le gouvernement que cela intéresse vient à les découvrir, amener de grands refroidissements dans les relations. Cependant aucune ambassade ne peut s'abstenir complètement de ce que l'on nomme *les nouvelles indirectes* et ce serait folie que de les repousser quand elles s'offrent à nous ; car on peut alors les prendre pour point de départ en vue de la formation d'une véritable organisation de l'espionnage quand une guerre effective le rend nécessaire, parce que ces gredins-là se sont déjà compromis depuis longtemps vis-à-vis du gouvernement de leur pays. Mais il faut être excessivement prudent dans les rapports que l'on a avec eux, et bien prendre ses précautions contre eux, car ils ne négligent aucune occasion de nous nuire, parce qu'ils peuvent ainsi prendre un point d'appui sur nous. Ces gens possèdent à la fois la ruse et le courage ; car sans la ruse, ils ne sauraient subsister ; d'autre part, ils ne sont ce qu'ils sont devenus que par suite d'une tache dans leur passé, qui les a mis en opposition avec le gouvernement de leur pays ; ils possèdent donc le courage que donnent le désespoir et l'habitude du danger.

Le personnage que nous présente ici l'auteur, sous le nom de Jérémie, était un ancien sergent-major, depuis ingénieur civil que M. de Lesseps avait employé en Égypte aux travaux préparatoires du canal de Suez.

En 1848, il se mêla à Vienne au mouvement révolutionnaire et, lors du soulèvement de Hongrie, il fut mis à la tête du service d'espionnage des Russes. Il avait un pied dans tous les camps, et trouvait accès aussi bien auprès des généraux hongrois qu'auprès de leurs adversaires. On prétend même qu'il sut s'introduire près de François-Joseph, de Napoléon III et du sultan. Il se trouvait à Stuttgard lors de l'entrevue de Napoléon et d'Alexandre en 1857 ; au printemps de 1859, au moment où la guerre éclata entre la France et l'Autriche, on le trouva mort un matin dans son lit, bien qu'il ne fût pas malade la veille.

La police fit enterrer aussitôt son cadavre sans permettre l'autopsie.

Son extérieur répondait peu à son triste métier.

C'était, dit le prince, un des plus beaux hommes que j'aie jamais vus. Ses cheveux blond clair, ses yeux bleu de ciel, sa barbe rousse révélaient son origine allemande. En outre il vous regardait si loyalement, si aimablement en face qu'on n'eût jamais soupçonné en lui le traître odieux qu'il était en réalité.

Tel était l'homme avec lequel le prince ne tarda pas à entrer en relations. Mais avant tout, pour bien lui prouver qu'il ne se laisserait pas duper par lui, il lui montra qu'il avait déjà des renseignements suffisants pour contrôler l'exactitude de ceux que lui apporterait l'espion ; et il ajouta qu'il le ferait pendre, s'il s'avisait de le trahir ; car, par les pièces que Jérémie lui avait déjà communiquées, il avait en mains des preuves suffisantes pour le faire condamner comme coupable de haute trahison.

Par suite du rôle qu'il avait joué en 1849, l'espion était parfaitement au courant des façons d'agir de la police autrichienne ; il fut donc convenu entre eux que leurs entrevues auraient lieu le matin entre six et sept heures, moment où cessait la surveillance à l'égard des diplomates ; d'ailleurs, pour mieux tromper la police, Jérémie devait venir parfois ouvertement chez le prince et lui apporter des rapports sur la situation commerciale en Égypte et l'état des travaux du Canal.

Il semble que la police autrichienne n'ait jamais eu vent de la chose.

Les raisons de leurs bonnes relations sont assez curieuses pour être rapportées ici :

C'est, dit le prince, que je ne lui avais fait sentir qu'une seule fois, lors de la première entrevue, que je le tenais pour une canaille ; depuis lors, je l'avais toujours traité gentiment. Il savait bien qu'il était une canaille aux yeux de tous les honnêtes gens ; et il était aussi forcé de rester tel, puisqu'il ne pouvait plus reprendre une existence honorable ; mais il me serait toujours reconnaissant de ce que je ne lui avais pas fait sentir chaque jour, comme les Russes, ce que je pensais de lui. Il répugne à un homme bien élevé d'être en relations avec de telles gens. Mais dans la vie diplomatique, il n'est pas possible qu'il en soit autrement, et celui qui ne le fait pas a le dessous, comme le général qui ne paie pas d'espions.

Mais à mesure que le prince recueillait de nouveaux et précieux renseignements, il remarquait que les officiers s'éloignaient de plus en plus d'un camarade si bien informé. Aussi son esprit, fécond en ressources, lui fournissait-il les moyens les plus variés pour atteindre son but. Parfois, il flattait un vieux général qui lui était particulièrement hostile, et l'amenait adroitement du récit de ses campagnes passées à des confidences involontaires sur des expériences d'artillerie; c'est ainsi qu'il parvenait à se faire inviter à des séances de tir où l'on essayait de remplacer la poudre par le fulmicoton. Inutile d'ajouter qu'un rapport partait aussitôt pour Berlin.

Mais là où son ingéniosité lui fit faire un vrai coup de maître, ce fut dans la façon dont il fit servir la Taglioni, tout à fait à l'insu de celle-ci, à la réussite de ses projets. Cette célèbre danseuse venait d'arriver à Vienne, et tout aussitôt les jeunes officiers, qui appartenaient à l'aristocratie, s'enflammèrent pour elle. Son attitude réservée, son projet de mariage avec le duc Guillaume de Mecklenbourg, neveu du roi de Prusse, ajoutaient encore au charme de sa beauté et de son talent (1). Le prince sut habilement s'introduire dans son intimité, et y introduire avec lui de jeunes officiers de l'état-major et du ministère de la guerre, qu'il groupa autour de lui sous le nom de Taglioni-Club et qui chaque soir après le ballet venaient causer quelque temps dans le salon de l'étoile, puis terminaient joyeusement leur nuit chez Sacher, un restaurateur en renom de Vienne. Sous ces apparences frivoles, l'attaché militaire poursuivait patiemment son but.

Pendant que les uns faisaient la cour à la danseuse, les autres s'entretenaient des questions militaires qui les intéressaient, et des travaux qui étaient activement poussés au ministère de la guerre. Hohenlohe, qui semblait n'avoir d'yeux que pour la Taglioni, n'en était pas moins tout oreilles, et il lui arriva ainsi parfois d'avoir connaissance de certaines dispositions, qui étaient déjà connues à Berlin, avant qu'elles fussent parvenues aux destinataires.

Les événements avaient marché. L'armée alliée avait débarqué en Crimée, Sébastopol était assiégé; le moment était venu pour l'Autriche de démasquer ses batteries et peut-être, grâce à une intervention habile, de s'assurer une situation prépondérante en Europe.

On poussait activement les armements en Galicie, où l'on voulait transformer Lemberg, Krakovie, Czernowitz en places fortes, pour résister à une armée russe venue de la frontière de Pologne, tandis qu'une armée autrichienne partant de la Bukowine devait marcher sur la Russie méridionale et prendre à revers les troupes qui combattaient en Crimée. Mais le prince ne tarda pas à s'apercevoir que tous ces préparatifs étaient plus apparents que réels. Les canons qu'on envoyait en Galicie avaient été fabriqués en toute hâte, et il était douteux qu'ils pussent faire un bon service. Les munitions étaient d'ailleurs complètement insuffisantes.

Par l'envoi de cette artillerie, on avait surtout voulu tromper les espions russes et leur faire croire que les places étaient en état de défense, bien qu'on eût seulement tracé les ouvrages et qu'il n'y eût même pas de remparts. Les voitures qui devaient transporter les munitions se brisèrent pour la plupart en route.

Pour renforcer l'infanterie, on avait dû recourir à des recrues qui n'étaient pas encore bien exercées; la cavalerie aussi manquait de solidité.

Il était impossible qu'une situation aussi défectueuse eût échappé à la perspicacité du Feldzeugmeister Hess, qui commandait l'armée, aussi doit-on croire que l'Autriche voulait non pas combattre mais s'imposer comme arbitre.

Elle voulait tenter un grand coup au point de vue militaire et politique. C'était la répétition de la manœuvre qui lui avait si bien réussi en 1850 contre la Prusse, et avait contraint celle-ci à l'humiliante convention d'Olmütz. Mais c'était là un jeu dangereux qui devait la mettre en 1859 et 1866 à deux doigts de sa perte.

Le 21 octobre, Hess revenait à Vienne. Quelle était la cause de sa présence dans la capitale, c'est ce que Hohenlohe allait bientôt apprendre par le Taglioni-Club. Une activité dévorante régnait alors au ministère de la guerre, et souvent ces messieurs ne rejoignaient leurs amis que fort tard dans la nuit; le prince redoublait d'attention, mais se gardait bien de rien demander. Tout au contraire, si l'un d'eux se mettait à lui parler politique, il le priait de n'en rien faire, ce qui n'empêcha pas son interlocuteur, échauffé par le vin, de lui dire à brûle-pourpoint : « Maintenant c'est contre vous autres Prussiens que nous allons marcher. » Le prince se moqua de lui, l'invita à ne pas dire de pareilles sottises; il ferait mieux de boire une autre bouteille.

Peu à peu le plan fut révélé dans ses grandes lignes. On voulait sommer la Prusse de prendre part à une action militaire commune contre la Russie; on procéderait par intimidation; l'Angleterre avec sa flotte détruirait le commerce prussien; l'Autriche ferait entrer ses troupes en Bohême et en Moravie; mais cette armée n'existait en réalité que sur le papier; des dépôts et les cinquièmes bataillons, au total 40 000 hommes (on répandrait le bruit qu'il y en avait 120 000) devaient servir de trompe-l'œil.

(1) Le roi fit échouer ce mariage, mais elle épousa, douze ans plus tard, le prince Joseph Windischgraetz.

Malgré l'heure avancée de la nuit, Hohenlohe se mit aussitôt à rédiger son rapport, craignant que son cerveau, fatigué par des libations inaccoutumées, ne gardât pas le lendemain un souvenir exact de ces confidences. Il s'empressa de le communiquer aussitôt à l'ambassadeur qui lui dit : « Où donc avez-vous appris tout cela ? — La Taglioni est un personnage politique fort important », répondit-il. Le comte Arnim obtint par d'autres sources la confirmation de son récit. Le rapport partit le soir même. Jérémie fut aussitôt mis en campagne et rapporta la liste des bataillons qui devaient former l'armée épouvantail. Elle concordait parfaitement avec les renseignements de la nuit.

On pouvait craindre que le roi, effrayé par la pensée d'une guerre d'Allemands contre Allemands, ne se laissât entraîner malgré lui à des mesures militaires contre la Russie. Dans ce cas, c'est la Prusse qui aurait tiré les marrons du feu, tandis que les puissances auraient terminé leur *guerre localisée* en Crimée. Elles auraient conclu la paix et les Prussiens auraient payé les pots cassés. Le départ du prince pour Berlin fut aussitôt décidé ; il devait ouvrir les yeux à son gouvernement sur la duplicité de l'Autriche et l'inanité de ses menaces. Dans l'audience que le roi lui accorda, il pressa instamment celui-ci de donner, sans tarder, l'ordre de mobilisation et lui prouva que l'Autriche, qui n'avait pas de chemin de fer, ne pourrait rappeler son armée de Bukowine et des Principautés avant qu'une action décisive ait eu lieu. En outre il développa cette pensée, que l'Autriche ne considérerait jamais la Prusse comme son égale, tant que celle-ci n'aurait pas conquis ce rang par ses victoires. Les scrupules du roi l'empêchaient de déclarer la guerre à l'Autriche, mais il voulait la mettre dans une situation telle qu'elle serait forcée de conserver la neutralité ou de se séparer complètement de la Prusse.

En effet, peu après le retour du prince à Vienne, « Arnim reçut l'ordre de proposer à l'Autriche un article additionnel à la convention du 20 avril ; par cet article, la Prusse s'engageait, pour garantir la neutralité commune, à secourir son alliée, si elle était attaquée dans les Principautés danubiennes occupées par ses troupes ». L'article additionnel fut signé le 26 novembre (malgré l'opposition de l'ambassadeur prussien).

Ce que le roi avait prévu arriva. Six jours après ce traité entre les deux puissances allemandes, basé sur la neutralité, l'Autriche signa (le 2 décembre 1854), avec les puissances occidentales, un traité par lequel la nature de la participation de celle-ci à la guerre contre la Russie était déterminée. L'Autriche s'engageait en outre à faire entrer la Prusse dans cette alliance avec les puissances occidentales.

La révélation de ce traité fit l'effet d'un coup de tonnerre. La duplicité de l'Autriche était évidente ; il était impossible qu'en signant le 26 novembre le traité de neutralité, elle n'eût déjà la volonté de se lier aux puissances occidentales. L'ambassadeur ferma sa porte au ministre des affaires étrangères, comte Buol. Il reçut le Feldzeugmeister Hess qui vint le voir, envoyé par l'empereur, mais à titre privé. Il lui dit qu'il était heureux de n'avoir pas reçu d'instructions de Berlin, ce qui lui permettait de lui parler à cœur ouvert ; que la Prusse avait été indignement trompée, que non seulement elle était déliée de toutes les obligations que lui imposait l'alliance, mais si gravement insultée que, s'il ne dépendait que de lui, les relations diplomatiques seraient immédiatement rompues et la guerre déclarée. — La désillusion fut grande, car on s'était bercé de l'espoir que la Prusse se laisserait intimider et traîner à la remorque de l'Autriche.

A Berlin on résolut d'attendre.

Le 10 décembre, l'Autriche notifia à la Prusse le traité du 2 décembre, elle ajoutait qu'une guerre offensive contre la Russie ne pouvant réussir qu'avec le concours de 200 000 hommes de troupes prussiennes, la Prusse était invitée à les diriger sur la frontière de Pologne et à concerter leurs mouvements avec ceux du général Hess.

La Prusse répondit le 17 décembre que les traités du 20 avril et du 26 novembre avaient été conclus en vue de la neutralité, que l'Autriche en était sortie, que par conséquent les traités avaient cessé d'exister ; que la Prusse se considérait désormais comme dégagée de toutes les obligations qui pouvaient en résulter.

Par là, la Prusse faisait échouer le plan de Napoléon III, qui avait espéré coaliser toute l'Europe contre la Russie ; l'Autriche ne put sortir de la neutralité, qu'elle dut observer pendant toute la guerre. D'ailleurs beaucoup de généraux, entre autres Radetzky, Schlick, Windischgrætz, étaient hostiles à une action militaire contre la Russie ; en outre, le typhus et le choléra, qui éclatèrent en Galicie, firent de si terribles ravages qu'un régiment de cuirassiers tout entier fut anéanti.

Ici se termine la partie la plus importante de la mission du prince de Hohenlohe. Ajoutons seulement que l'année suivante (1855) il employa Jérémie à se procurer des renseignements supplémentaires sur l'état des fortifications en Galicie, et put s'en procurer les plans. Ce qu'il y eut de plus joli dans cette affaire, c'est que les Russes payaient l'espion, et que la Prusse obtenait, sans bourse délier, les renseignements qu'elle désirait.

V. Darnberg.

NOTES SUR LA MARINE AMÉRICAINE [1]

Les États-Unis n'ont pas de marine! Combien de fois, quelque temps avant la guerre actuelle, n'a-t-on pas entendu répéter cette assertion catégorique, qui était le pendant de cette autre assertion : *les États-Unis n'ont pas d'armée!*

Non, les États-Unis ne possèdent point d'armée, au sens moderne et européen du mot. Ils n'ont encore à leur disposition, à l'heure présente, que les 25 000 hommes de ce qu'ils appellent leur armée régulière, belle et solide force de police, qui leur coûte fort cher, et qui est destinée surtout, en temps de paix, à contenir les Indiens du Far-West. Nous avons décrit ici même dans le dernier numéro de la *Revue Bleue* cette minuscule armée de terre, aujourd'hui concentrée à la Nouvelle-Orléans (Louisiane), à Mobile (Mississipi), à Tampa (Floride), et qui attend d'être embarquée pour Porto-Rico ou pour Cuba.

Les États-Unis ont une autre armée, bien plus considérable, que nous avons décrite également, l'armée volontaire. Mais celle-là n'existe qu'en puissance. Ce n'est pas avant plusieurs mois que les premiers corps en pourront être constitués avec les éléments que rassemblent les États. Aussi le gouvernement américain est-il fort embarrassé pour tirer parti de sa supériorité navale; il ne peut point occuper Manille, et il ne pourrait prendre possession de San Juan de Porto-Rico, que la flotte tient cependant sous le feu de ses canons, ni des campagnes de Cuba où les insurgés ne paraissent guère plus pressés que les Espagnols eux-mêmes de voir descendre les Yankees.

Donc, on avait raison d'affirmer que les Américains n'avaient point d'armée, ou tout au moins qu'ils en avaient une tout à fait insuffisante.

Mais il y aurait quelque naïveté, après les premiers événements de la guerre, à soutenir encore qu'ils n'avaient point de marine. La marine de guerre américaine a attesté son existence en détruisant l'escadre espagnole des Philippines. Il lui reste à prouver sa valeur et sa force, dans son duel prochain avec la flotte de l'amiral Cervera.

L'ancienne Marine.

Depuis quand cette marine, existe-t-elle? Comment les États-Unis ont-ils été amenés à la construire?

Pendant les premières années qui suivirent la fin de la guerre de la sécession, les États-Unis ne possédaient qu'une force navale historique, composée des monitors survivants de la lutte contre les esclavagistes, bateaux informes, mauvais marcheurs, moitié bois, moitié fer, cuirassés à la diable, chargés d'une artillerie massive, avec lesquels Farragut forçait les passes du Mississipi et démolissait les flottilles fluviales de la confédération sudiste; une dizaine de canonnières à hélice, longues de 40 à 50 mètres, déplaçant de 300 à 450 tonnes, pourvues d'une force de 200 à 350 chevaux, marchant à 10 nœuds; une douzaine de monitors à une tourelle, longs de 60 à 70 mètres, déplaçant de 1 875 à 2 000 tonnes, marchant à 6 nœuds avec des machines de 380 à 450 chevaux, et munis chacun de deux canons de 15 pouces.

Dix ans après la guerre civile, une première adjonction fut faite à cette collection vénérable de navires qui ne pouvaient plus servir que de gardiens des ports. Sous la dénomination de corvettes à hélice, se trouvent 9 bâtiments dont 8 en bois, d'une longueur de 53 à 66 mètres, déplaçant 1 000 à 1 900 tonnes, marchant à 10 nœuds avec des machines de 366 à 789 chevaux.

Dix ans plus tard encore, la marine américaine était enrichie de quatre monitors à deux tourelles qui font encore bonne figure aujourd'hui, ayant subi en 1893 et 1895 d'importantes transformations.

Avant 1891, enfin, les États-Unis eurent encore le croiseur-torpilleur *Vesuvius* (76 mètres, 930 tonnes, 3 795 chevaux, 21 nœuds), les canonnières protégées (gunboats) *Yorktown*, *Concord*, *Bennington;* le *Petrel* qui avec ses 4 canons de 6 pouces vient de se distinguer à Manille; le torpilleur *Cushing*, prototype d'une lignée nombreuse; les croiseurs protégés *Chicago*, *Baltimore* (l'un des vainqueurs de Cavite), *Philadelphia*, *San Francisco*, *Newark*, *Atlanta*, *Charleston*, *Boston* (encore un des bâtiments du commodore Dewey).

Telle était la flotte, déjà respectable, — mais composée de bâtiments dont aucun n'était de premier rang, bien que la construction en eût coûté des prix très élevés, — que les États-Unis possédaient lorsqu'ils faillirent, dans les derniers mois de 1891, avoir une guerre avec le Chili, à cause de l'agression dont quelques marins d'un de leurs navires, le *Baltimore*, avaient été l'objet dans les rues de Valparaiso.

Comme les deux ennemis, si la guerre avait éclaté, n'auraient pu se rencontrer que sur mer, on fut amené à se demander si les Yankees n'auraient pas été tout d'abord battus par les Chiliens, ces derniers possédant d'excellents marins et des bâtiments qui venaient de faire leurs preuves dans la guerre civile de 1891.

On eut conscience du péril aux États-Unis. Mais le sentiment général n'avait pas attendu cet incident pour exiger que le gouvernement procédât à la constitution, dans un délai relativement court, d'une marine de guerre américaine capable de tenir tête, non seulement à celle d'une nation comme le Chili, mais aussi bien aux forces de mer des premières puissances maritimes de l'Europe.

Le cinquante et unième Congrès, qui siégea de 1889 à 1891, avait voté à cet effet les crédits les plus larges : pour la construction de trois navires de combat cuirassés d'escadre, *Battleships*) de 4 millions de dollars chacun, 12 millions de dollars; pour deux croiseurs cuirassés à 2 750 000 dollars chacun, 5 500 000; pour un croiseur-torpilleur, 350 000; pour un torpilleur, 125 000. Ensemble : 18 millions de dollars, plus 2 millions pour l'établissement de trois nouveaux docks, l'un à Port-Royal dans la Caroline du Sud, le second sur un point du golfe du Mexique, le troisième à l'autre extrémité du continent, sur le Puget-Sound. On vota en outre 18 millions de dollars pour les machines, l'armement et l'équipement des bâtiments à construire ou en cours de construction.

1. Voir, dans la *Revue Bleue* du 14 mai, les *Notes sur l'armée américaine.*

Ces 38 millions de dollars, ajoutés aux 32 que le cinquantième Congrès, de 1887 à 1889, avait aussi votés pour la réalisation du même dessein, constituaient déjà une ressource considérable, dont l'importance a été doublée de 1891 à 1897 par de nouveaux crédits extraordinaires, en sorte qu'on ne peut guère évaluer à moins de 140 millions de dollars (700 millions de francs) le montant des sommes spécialement consacrées dans les dix dernières années par les Etats-Unis à la création de la « nouvelle marine de guerre américaine ».

La nouvelle Marine.

Le programme comprenait 41 bâtiments du type le plus moderne, dont 23 devaient être achevés en 1893, et les 18 autres en 1897. En tête de la liste figuraient 6 grands cuirassés de 10 000 tonnes de déplacement; venaient ensuite 6 navires pour la défense des ports, des croiseurs cuirassés ou protégés, à grande vitesse, une douzaine de bateaux torpilleurs, etc.

A la fin de 1890, le secrétaire de la marine passa des contrats avec l'industrie privée pour la construction de trois des grands cuirassés, au prix de 3 750 000 dollars chacun. Ces bâtiments devaient avoir 104 mètres de longueur, 20^{m},70 de plus grande largeur, 10 200 tonnes de déplacement, une force de 9 000 chevaux, une vitesse de 15 nœuds pouvant s'élever à 16,2. La cuirasse sur lés côtés aurait 18 pouces, sur lés tourelles et barbettes 17 pouces. Chaque bâtiment porterait quatre canons de 13 pouces, huit de 8 pouces, quatre de 6 pouces et vingt-quatre bouches à feu de moindre importance. Le poids total des canons serait de 376 tonnes, celui de l'armement complet, avec les affûts, de 671 tonnes. La cuirasse pèserait 1 610 tonnes, les magasins contiendraient 564 000 kilos de munitions. Une seule bordée consommerait deux tonnes et demie de métal; en dix minutes d'engagement un tel navire devait vomir 28 400 livres d'acier.

Les trois cuirassés tiennent aujourd'hui la mer : l'*Indiana* dans l'escadre de l'amiral Sampson, le *Massachusetts* dans celle du commodore Schley; l'*Oregon* est encore en route, achevant son voyage de retour du Pacifique. Dans quelques jours il aura rejoint l'escadre principale des États-Unis, si dans l'intervalle il n'a pas été enlevé par la flotte espagnole de l'amiral Cervera.

Deux autres cuirassés, l'un de deuxième classe, le *Texas*, le second de premier rang, le *Iowa*, ont porté à cinq le nombre des cuirassés d'escadre dont disposent les États-Unis. Le *Texas* fait partie de l'escadre volante avec le *Massachusetts*. Le *Iowa* est sous les ordres de l'amiral Sampson. C'est le plus puissant des cinq cuirassés. Il a 110 mètres de long, 11 395 tonnes de déplacement, 11 000 chevaux de force, une vitesse de 17 nœuds et demi.

Si l'on n'avait pas cherché à donner à ces navires une vitesse plus grande, c'est, disait le secrétaire de la marine, qu'un navire de combat est fait pour combattre et non pour se dérober. Il n'en est pas de même du croiseur, dont la destination est la destruction du commerce de l'ennemi. Tandis que le grand cuirassé ne s'éloignera guère des côtes des États-Unis, le croiseur devra parcourir toutes les mers. On mit donc en chantier, à Philadelphie, un croiseur protégé du nouveau type, le n° 12, sur lequel le département de la marine fondait les plus grandes espérances.

La vitesse était de 21 nœuds, devait même pouvoir atteindre 22. La coque avait 123 mètres de longueur, 17,40 de plus grande largeur. Le déplacement était de 7 400 tonnes. Trois machines à triple expansion feraient mouvoir trois hélices et développeraient une force totale de 20 000 chevaux.

L'armement, comprenant un canon de 8 pouces, deux de 6 pouces, et douze de 4, constituait une force suffisante pour couler tout grand paquebot transatlantique qui, en temps de guerre, se hasarderait, armé, sur l'Océan. Le Congrès autorisa la construction d'un second bâtiment du type du croiseur n° 12.

Aujourd'hui ces deux navires « destructeurs du commerce » font le service d'éclaireurs sur l'Atlantique pour l'escadre volante du commodore Winfield Schley, dont le point d'attache est Hampton Roads, dans la baie de Chesapeake. Ils portent les noms de *Columbia* et de *Minneapolis*, et se comportent bien à la mer, tout en étant fort loin de donner ce que l'on avait attendu d'eux.

Le *New-York*, mis à la même époque en chantier à Philadelphie, fut le type des nouveaux croiseurs cuirassés. Ici, l'objet était de combiner la vitesse, la capacité de combustible, la résistance de la cuirasse et la force de l'armement. Le navire devait pouvoir franchir 13 000 milles sans renouveler sa provision de charbon, sa vitesse était de 21 nœuds. Il porterait 6 canons de 8 pouces et douze de 4. Une cuirasse de 4 pouces protégerait ses flancs; des plaques de 10 pouces ses tourelles et barbettes. Sa longueur serait de 114 mètres, sa largeur de 19^{m},50, son déplacement de 8 150 tonnes. Le *New-York*, construit sur ce programme, porte, depuis le commencement de la guerre, le pavillon amiral dans l'escadre de l'amiral Sampson. Sur le même modèle a été lancé, depuis, le *Brooklyn*, légèrement supérieur au *New-York*, qui lui-même était un progrès réalisé sur le croiseur cuirassé *Maine*, l'aîné des deux autres, et dont on connaît la destinée tragique dans le port de la Havane. Le *Brooklyn* fait partie, avec le *Texas* et le *Massachusetts*, de l'escadre volante.

Les secrétaires de la marine, aux États-Unis, ont exprimé, à plusieurs reprises, la conviction que les trois types de navires de guerre, *Indiana*, *Columbia* et *New-York*, étaient les meilleurs en leur genre que l'on connût, et les plus parfaits que pût réaliser l'art de la construction.

Les mérites de ces types nouveaux étaient naturellement examinés avec l'attention la plus éveillée en Angleterre, où les spécialistes estimèrent que le croiseur protégé anglais *Blake*, avec son déplacement de 9 000 tonnes, sa protection de pont de 6 pouces (la protection du *Columbia* n'est que de 4 pouces), son déplacement de 9000 tonnes, sa force de 20000 chevaux, sa vitesse de 22 nœuds, non seulement valait bien le *Pirate*, surnom populaire du croiseur numéro 12, mais lui était réellement supérieur, ce qui n'empêchait point M. Tracy, secrétaire de la marine, de soutenir que le croiseur numéro 12 n'avait absolument pas son égal parmi tous les vaisseaux de guerre du monde.

Qualités et défauts.

Une occasion solennelle permit en 1893 aux profanes de constater, au moins sur les signes extérieurs, les progrès déjà réalisés par la marine des États-Unis : plusieurs des nouveaux bâtiments figurèrent brillamment, à côté de ceux de l'ancienne flotte, transformés, dans la grande revue internationale, passée à l'occasion de l'Exposition de Chicago, dans la rade de New-York.

Coques, armement et cuirasses, tout, dans ces bâtiments, était de fabrication américaine, ce que les secrétaires de la marine faisaient fièrement ressortir. Les plaques de blindage sortaient de deux grandes aciéries, l'Iron Company de Bethleem, sur la rivière Lehigh, et les établissements Carnegie, Phipps et Cie (Pensylvanie occidentale), qui avaient des contrats avec le gouvernement pour 7 millions de dollars. L'usine de Bethleem fabriquait aussi les tubes pour gros canons et les envoyait à l'arsenal fédéral de Washington où les pièces étaient achevées. Le ministre de la marine pouvait encore s'adresser à d'autres grands établissements métallurgiques, Morgan Iron Works, à New-York, Vulcan à Chicago, Union à San Francisco, Quintard à Brooklyn, W. Cramps and Son à Philadelphie, Columbian à Baltimore ; d'autres à Boston, à Wilmington, à Hartford, à Providence, à West-Point. Le gouvernement avait enfin ses propres arsenaux de Brooklyn (New-York), Charlestown (Massachusetts), Norfolk (Virginia), Mare Island (Californie) et surtout les établissements de Washington (district fédéral).

Un peu plus tard, un autre secrétaire du Trésor, M. Herbert, énumérant dans son rapport annuel les navires de guerre commissionnés dans l'exercice écoulé, citait l'*Amphitrite*, monitor transformé pour la défense des côtes, les cuirassés *Indiana* et *Texas*, un croiseur cuirassé, le *Maine*, deux croiseurs protégés, le *Minneapolis* et l'*Olympia ;* ce dernier est le bateau amiral de l'escadre américaine de Manille.

M. Herbert annonçait que dans les premiers mois de 1896 entreraient en ligne les monitors transformés *Terror* et *Monadnock*, frères de l'*Amphitrite* et du *Miantonomoh*, et le *Puritan*, du même type que les précédents, mais plus fort, plus puissamment armé. Quatre de ces bâtiments font partie de l'escadre de l'amiral Sampson. Ce sont eux qui, avec le *New-York*, et les cuirassés *Iowa* et *Indiana* ont bombardé San-Juan de Porto-Rico.

Le secrétaire de la marine ne pouvait taire la satisfaction que lui faisait éprouver l'état de ces beaux navires de guerre : « Le département se plaît à donner sa haute appréciation de l'excellence du travail accompli par les établissements qui ont construit les bâtiments composant notre nouvelle marine. Des critiques désintéressés et compétents s'accordent à reconnaître qu'au point de vue de la perfection et du fini du travail, les navires de notre nouvelle marine n'ont point de supérieurs, et, en fait, n'ont que peu de rivaux dans le monde. »

Et l'armement ? « Notre système de construction de canons, dit M. Herbert, est égal, sinon supérieur, à celui de n'importe quelle autre nation. »

La vérité est que les États-Unis ont des navires de guerre bien construits, que l'Europe a dû leur emprunter leur système d'acier harveyé pour plaques de blindage, qu'ils ont aussi des canons excellents, et qu'ils ne manquent ni de marins pour monter ces navires, ni de spécialistes pour se servir habilement de cette artillerie de premier ordre, ni de chefs capables de tirer le meilleur parti du matériel et du personnel mis à leur disposition. C'est à ces raisons naturelles, très simples et convaincantes, non moins qu'à l'infériorité très réelle des bâtiments de l'amiral Montojo, que doivent être attribués des résultats aussi surprenants que ceux que le commodore Dewey a obtenus le 1er mai à Manille.

Cela n'empêche point cependant l'administration de la marine aux États-Unis d'avoir fait quelques écoles. On n'a pas oublié les aventures du croiseur à dynamite le *Vesuvius*, et ses essais, non moins infructueux que nombreux, de canons pneumatiques de 16 mètres de long, lançant des projectiles à l'aide de l'air comprimé à haute pression. Il a fallu se résigner à lui donner une artillerie normale et en faire un croiseur-torpilleur ordinaire.

L'innovation du garde-côte bélier *Katahdin* n'a pas été plus heureuse. Ce bâtiment très bas sur l'eau a été construit pour manœuvrer à l'éperon ; le département dut en refuser d'abord la réception, parce qu'il n'atteignait pas les conditions de vitesse stipulées par contrat. Aujourd'hui cependant, il constituerait, à l'occasion, un puissant instrument de destruction, mais seulement dans la défense.

Presque tous les croiseurs du type *Baltimore*, antérieurs à 1890, ont subi de grandes modifications ; leur mâture a été coupée, les ponts ont été refaits, les chaudières, et l'armement remplacés. En un mot toute cette marine est bien vivante, en progrès continu, non seulement dans sa masse, mais dans chacune de ses unités. Il est trop évident que les bâtiments de l'infortuné amiral Montojo étaient tenus beaucoup moins au niveau des perfectionnements de la science navale que ceux de son rival.

Il s'en faut de beaucoup que cette marine soit sans défaut. Nous ne parlerons pas du personnel qui, de toute nécessité, est pour une bonne partie, inexpérimenté et même improvisé, aussi bien dans le commandement que dans les équipages. Le matériel même est défectueux, au moins sur un point, celui de la vitesse.

Les États-Unis possèdent, il est vrai, cinq cuirassés de combat dont quatre de 10 000 tonnes et un de 8 000. Mais ces bâtiments, par leur destination même, sont plus propres à la défensive qu'à l'offensive ; dans ce moment même, ils sont impuissants en quelque sorte devant les croiseurs cuirassés de la flotte espagnole du Cap-Vert, qui ont sur eux l'avantage d'une plus grande mobilité et qui par là peuvent échapper à leur atteinte, tout en frappant en quelque sorte de paralysie leur force active.

Les gardes-côtes cuirassés des Américains sont d'excellents navires, mais qui marchent encore moins vite que leurs cuirassés d'escadre, trois d'entre eux seulement pouvant atteindre une vitesse maximum de 16 nœuds.

Enfin ils n'ont que trois croiseurs cuirassés capables d'une allure supérieure à 18 nœuds.

Leurs seuls navires rapides sont des croiseurs protégés. Ceux d'entre eux que l'on avait confiés au commodore Dewey ont fait merveille contre les pauvres croiseurs en bois, très inférieurs comme dimensions et comme protection, de l'amiral Montojo. Leurs similaires ne sauraient entrer en ligne contre les croiseurs cuirassés de l'amiral Cervera.

Répartition des forces navales.

Depuis le commencement de la guerre, les forces navales dont disposait le gouvernement américain dans l'Atlantique ont été divisées en deux escadres, qui cherchent maintenant à se réunir. L'une, sous les ordres de l'amiral Sampson, a organisé un blocus plus fictif que réel devant la Havane, et a échoué dans une tentative de bombardement de San Juan de Porto-Rico. Elle se compose des deux cuirassés *Iowa* et *Indiana*, des quatre gardes-côtes cuirassés (monitors à deux tourelles) *Puritan*, *Amphitrite*, *Miantonomoh* et *Terror*, qui jusqu'ici n'ont fait qu'embarrasser la marche de l'escadre, du croiseur cuirassé *New-York*, des quatre croiseurs protégés, *Cincinnati*, *Detroit*, *Marblehead* et *Montgomery*, de plusieurs canonnières protégées, et d'une flottille de huit à neuf torpilleurs.

Une bonne partie des bâtiments inférieurs de cette escadre, dont le point d'attache est Key-West (extrémité de la Floride), est occupée au maintien d'un semblant de blocus devant les ports de Cuba, depuis la Havane jusqu'à Cienfuegos.

La seconde escadre (*flying squadron*, escadre volante), sous les ordres du commodore Schley, a été tenue jusqu'à ces derniers jours en réserve à Hampton-Roads, sur les côtes de la Virginie. Elle se dirige actuellement à toute vapeur vers la Havane. Elle comprend un cuirassé d'escadre, le *Massachusetts*, un cuirassé de deuxième classe, le *Texas*, un croiseur cuirassé, le *Brooklyn*, et quelques bâtiments inférieurs. A cette escadre sont rattachés, mais d'une façon quelque peu lâche, les deux croiseurs protégés « destructeurs du commerce », *Columbia* et *Minneapolis*.

En torpilleurs et contre-torpilleurs, la marine américaine est très inférieure à la marine espagnole, et cette insuffisance est à l'heure actuelle d'autant plus sensible, que l'escadre de l'amiral Cervera est relativement très forte en bâtiments de cette catégorie.

Le département de la marine à Washington a transformé en croiseurs auxiliaires les quatre magnifiques paquebots de la ligne transatlantique *American*, qui faisait un service de passagers entre Southampton et New-York. Ces bâtiments portaient les noms de *Saint-Louis*, *Saint-Paul*, *New-York* et *Paris*. Ces deux derniers ont pris, en recevant leur armement, les noms de deux des plus célèbres Universités des États-Unis, *Harvard* et *Yale*. Les quatre bâtiments servent comme éclaireurs ; malgré leurs qualités exceptionnelles de marche, ils n'ont que faiblement réussi jusqu'à présent à renseigner l'escadre active sur les mouvements de la flotte ennemie.

Sur le Pacifique, le port de San Francisco est défendu par deux puissants gardes-côtes, le *Monterey* et le *Monadnock*, de 4 000 tonnes chacun. Sur cette côte également, des paquebots de lignes régulières de navigation commerciale ont été transformés en croiseurs auxiliaires et en transports. Deux de ces derniers, le *City of Pekin* et le *City of Sydney*, escortés du croiseur protégé *Charleston*, vont porter à l'amiral Dewey un premier contingent de troupes de débarquement pour l'occupation des Philippines.

Les anciens monitors, invalides de la guerre de la sécession, au nombre d'une douzaine, sont employés à la garde des ports. Une cuirasse de 4 pouces protège leurs flancs, une de 10 pouces la tourelle où sont établis deux canons de 15 pouces. La lenteur de leur marche, 4 à 6 nœuds, les retient au rivage. Le *Catskill* et le *Lehigh* stationnent à Boston, le *Jason* et le *Nahant* à New-York, le *Montauk* à Portland.

Constructions neuves.

Les États-Unis ont naturellement en cours de construction un certain nombre de bâtiments de toutes catégories, un garde-côtes cuirassé du type *Monterey*, un « destructeur du commerce » du type *Minneapolis*, deux croiseurs-torpilleurs de 800 tonnes et de 23 nœuds, deux contre-torpilleurs, l'un de 250, l'autre de 750 tonnes, trois torpilleurs de 230 tonnes et d'une vitesse de 30 nœuds, deux torpilleurs sous-marins, enfin et surtout cinq cuirassés d'escadre, dont deux, le *Kearsage* et le *Kentucky*, seront sans doute prêts à entrer en ligne au commencement de 1899, et les autres, *Alabama*, *Illinois* et *Wisconsin*, seront terminés l'année suivante. Ceux-ci ont été commandés en septembre 1896.

Ces bâtiments, tous du même type, bien qu'avec certaines différences d'aménagements, ont les caractéristiques suivantes communes : longueur 112 mètres, largeur 22, tirant d'eau 7,60, déplacement 11 520 tonnes, force 11 000 chevaux, vitesse 17,5, cuirasse 16 pouces.

Le *Kearsage* et le *Kentucky*, à tourelles doubles, superposées, innovation dont les avantages ont été et restent très contestés, portent 4 canons de 13 pouces, 4 de 8, 14 de 5 et 30 bouches à feu de rang inférieur. L'*Alabama*, l'*Illinois* et le *Wisconsin*, à tourelles simples, portent 4 canons de 4 pouces, 14 de 6 pouces et 22 pièces de petit calibre.

On sait que dès le 8 mars, soit six semaines avant la déclaration de guerre, le Congrès avait mis à la disposition du président un crédit de 250 millions de francs pour des achats de navires et tous autres préparatifs belliqueux. Un bureau naval de croiseurs auxiliaires fut établi à Washington pour ordonner les acquisitions, qui portèrent sur une vingtaine de bâtiments, paquebots, yachts, remorqueurs, destinés à servir de bateaux de dépêches ou à contribuer à la défense des ports. L'acquisition la plus importante a été celle de deux croiseurs brésiliens dont la construction venait d'être achevée en Angleterre.

Le personnel.

Le 21 avril, l'état-major de la marine américaine comprenait 6 contre-amiraux en service actif, et 29 en re-

traite, 10 commodores en service actif et 10 en retraite.

Le grade de vice-amiral a été supprimé comme celui de lieutenant-général de l'armée de terre, auquel il correspondait.

Le contre-amiral est au même rang que le major-général, le grade de commodore correspond à celui de brigadier-général, celui de capitaine de vaisseau à celui de colonel.

Viennent ensuite dans la marine les grades de *commander* (capitaine de frégate), de lieutenant-commander, de lieutenant et d'enseigne, correspondant à ceux de lieutenant-colonel, de major, de capitaine et de lieutenant dans l'armée de terre.

Les 6 contre-amiraux en service actif étaient : Kirkland, Beardslee, Selfridge, Miller, Sicard et Matthews. Aucun d'eux n'a reçu le commandement d'une escadre. Le commodore Dewey a été maintenu à la tête de la division asiatique qu'il commandait avant la guerre. On a mis à la tête de l'escadre de Key West, le capitaine Sampson, et à la tête de l'escadre volante, le capitaine Schley, deux des plus anciens parmi les 45 capitaines de la marine des Etats-Unis.

85 commanders complètent l'effectif du haut commandement.

Il y a un corps de troupes de marine, *marine corps*, comptant 2000 hommes et que commande un colonel.

Les États-Unis ne possèdent, pour la composition des équipages en temps de guerre, aucun système de réserve, analogue à ceux qui existent dans les Etats européens. Il a fallu, pour réunir le personnel nécessaire, afficher dans les ports des placards énumérant les avantages offerts aux individus qui voudraient s'enrôler comme matelots ou mécaniciens. Le recrutement a été pendant quelque temps assez difficile.

Les officiers des rangs inférieurs faisant défaut, on a avancé de deux mois la date des examens de sortie à l'Académie navale d'Annapolis.

Cette Académie, ou Ecole navale, établie à Annapolis (Maryland), et dont la fondation remonte à 1845, est recrutée exactement de la même façon que l'établissement similaire de West-Point pour l'armée de terre. Une place de *cadet* naval est attribuée à chacun des districts électoraux des États-Unis pour la Chambre des représentants. La nomination est faite par le secrétaire du Trésor sur la recommandation du représentant du district. Le président des Etats-Unis nomme dix autres cadets *at large*, sans condition de résidence, et un pour le district de Columbia, siège du gouvernement fédéral.

Les candidats, au moment où a lieu l'examen d'entrée qui ne porte que sur quelques connaissances élémentaires, doit être âgé de quinze ans au moins, de vingt au plus. La durée des études à l'Académie navale est de six années. Les examens de sortie confèrent à ceux qui les passent avec succès le titre de *graduates*. Quinze *graduates* au moins chaque année sont pourvus d'un emploi dans la marine. Les *graduates* qui ne peuvent être employés, reçoivent avec le diplôme de leur titre une année d'appointement de service sur mer, à titre d'indemnité.

De même qu'il existe dans tous les États de l'Union une milice de terre, il a été organisé dans 17 États ayant des côtes sur la mer ou sur les lacs intérieurs une « milice navale », dont le devoir, en temps de guerre, est de fournir le personnel de défenses des ports et du rivage et des flottilles contribuant à ces défenses. C'est là d'ailleurs une force purement nominale, cette milice navale comptant un peu moins de 4000 hommes, soldats et officiers.

A. Moireau.

CAUSERIE LITTÉRAIRE

J. P. Jacobsen : Entre la vie et le rêve [1].

Il ne manque qu'une chose à l'excellente traduction que Mme Rémusat nous donne de *Niels Lyhne :* c'est une préface, qui nous aurait appris ce que fut au juste Jens Peter Jacobsen. Je sais bien que nul ne l'ignore et que c'est dans les dictionnaires, mais cela ne fait rien...

Il était né en 1847 à Thisted, une petite ville du Jutland, bâtie au bord du Liim fjord. Il est mort en 1885, à trente-huit ans. Il était poitrinaire. Il ne fut jamais riche. Il vécut seul et mélancolique, tantôt à Copenhague, dans un modeste appartement de garçon, tantôt en Italie où il allait chercher un peu de soleil et de santé, quand il avait quelque argent. Il avait commencé par faire ses études scientifiques à l'université de Copenhague. Il aimait de passion la science, la plus audacieuse, celle qui formule les vastes hypothèses explicatives et de laquelle les esprits ardents attendent le bonheur universel. Il était fanatique de Darwin. Il a traduit en danois l'*Origine des Espèces* et la *Naissance de l'Homme*. Il a étudié en naturaliste les fleurs qu'il aimait en poète et écrit une thèse de botanique. Il adorait aussi son pays, son pays danois qu'il avait vu écrasé et démembré par la même force brutale qui nous écrasa et nous démembra plus tard. Il était poète du fond du cœur, et par tout son tempérament. Il ne se reposait que dans le fini et le parfait. Il ne publia pas de vers. Il écrivit peu : quelques nouvelles et deux grands romans : *Fru Marie Grubbe* et *Niels Lyhne*. *Fru Marie Grubbe* est un roman historique, sous-intitulé : *Intérieurs du XVIIe siècle;* intérieurs danois, s'entend ; c'est l'histoire d'une femme célèbre qui brilla dans les rangs les plus élevés de la société et finit par mendier sur les routes, personnage réel et aussi connu en Danemark que, chez nous, Ninon ou La Vallière. Le livre parut en 1876.

Quatre ans plus tard, Jacobsen lui donna un pendant avec *Niels Lyhne*, qui est aussi, à sa façon, un

[1] *Niels Lyhne*, traduction de Mme R. Remusat; Paris, Calmann Lévy, 1898, 1 vol. in-18 à 3 fr. 50.

roman historique. Car l'auteur entendit y peindre une génération, celle de ses aînés, qui avait fait la guerre des duchés, avait grandi pour le désastre, semblait marquée d'avance pour ce désastre, étant inquiète et incertaine. Cette étude du plus prochain passé était si vivante et si forte qu'on y vit le livre de l'avenir. On l'appela *la Bible de la Jeune Scandinavie*, tout simplement. Vous voyez que c'était la peine qu'on la traduisît pour le public français épris de littérature scandinave. Nous avons là l'œuvre maîtresse d'un maître du roman danois contemporain, du premier peut-être, d'un des premiers en tout cas dans l'équipe d'écrivains qui correspondit en Danemark à celle de Daudet et de Zola, chez nous.

Niels Lyhne est une biographie. C'est « une vie », avec le sens désespéré qu'attache, pour nous, à ces deux mots le souvenir du livre écrit par Maupassant. C'est une « éducation sentimentale », aussi affreusement triste que celle de Flaubert. Et l'on pense tout de suite au livre de Flaubert, en lisant celui de Jacobsen.

Comme Frédéric Moreau, Niels Lyhne est un « raté » de l'art et de la vie. Sensitif et imaginatif, il demeure, avec tous ses dons de nature, un impuissant. « Le passage à l'acte » constitue pour lui une difficulté insurmontable. Il est né poète et ne produit pas une œuvre. Il voudrait se créer une personnalité, faire sa vie, et il reste un être indécis à la merci des événements et des rencontres.

Il y avait en Niels Lyhne une circonspection qui provenait d'une instinctive répugnance à oser et aussi du sentiment confus de son manque de personnalité. Il luttait constamment contre sa veulerie : parfois il lui donnait des noms avilissants pour s'exciter à l'action; parfois au contraire, il cherchait à en faire une vertu inhérente à sa nature et qui même était la marque de son individualité et de ses aptitudes. Mais, de quelque façon qu'il la considérât, il la haïssait comme une secrète infirmité qu'il pouvait dissimuler aux autres, non à soi-même; chaque fois qu'il rentrait en lui-même, il la retrouvait comme une humiliation. Et il enviait alors la confiante audace de ceux qui ne craignent pas de prononcer des paroles équivalant à des actes et ne s'occupent pas des conséquences avant que celles-ci soient devenues inéluctables. Les gens de ce tempérament lui faisaient l'effet de centaures, l'idée et l'acte ne faisant qu'un comme le cavalier et sa monture, au lieu qu'il y avait en lui deux individus distincts, homme et cheval; l'idée et l'acte étaient chez lui deux choses bien séparées.

Les gens de cette trempe sont contraints de chercher leur destinée en dehors d'eux. Le plus souvent, ils essaient de fonder leur vie sur l'amour d'une femme. C'est ce que fait Frédéric Moreau, et c'est pourquoi sa biographie s'appelle l'*Éducation sentimentale*. C'est ce que fait Niels Lyhne de Lonborg. Sa Mme Arnoux s'appelle Mme Boye. C'est une veuve émancipée qui a rompu avec sa famille et vit son existence à elle au milieu d'artistes et de littérateurs; elle veut bien être aimée de Niels, causer avec lui de l'art et de l'amour, mais non pas se donner; et, pendant un voyage qu'il fait en Italie, elle se remarie. La seconde expérience de Niels échoue aussi misérablement : il aime une jeune fille, son ami Érik Refstrup l'épouse, il la retrouve plus tard, elle devient sa maîtresse et c'est la mort du mari qui rompt cette honteuse liaison, en soulevant la jeune femme contre sa faute, dans une crise de remords et d'indignation. Troisième tentative : Niels se marie; une étroite communauté d'idées et de sentiments l'attache à sa femme; un enfant leur naît; mais la mort enlève la femme et l'enfant et Niels va se faire tuer par les Prussiens, dans la guerre des duchés. Frédéric Moreau, que Flaubert nous montre une dernière fois, seul et désabusé, à la fin de l'Empire, est peut-être bien tombé à à Champigny ou à Buzenval, sous la balle du même ennemi.

Mais alors le roman danois n'est qu'une répétition du chef-d'œuvre français? En quoi donc est-il national? En quoi est-il le produit par excellence du génie scandinave? En ceci qu'il est une longue imprécation contre le rêve. Le rêve est l'ennemi de l'homme du Nord et c'est lui qui a tué Niels Lyhne.

Le grand malheur de Niels, je l'ai dit, est de manquer de personnalité. La faute en est au rêve. Jacobsen le remarque, avec finesse : « Nul ne trouvera dans les rêves la révélation de sa propre personnalité », parce que les rêves, si variés en apparence, sont au fond très uniformes, que les individus les plus différents les uns des autres font les mêmes rêves, que tous nous obtenons dans notre imagination les trois ou quatre choses qui font l'objet des convoitises humaines et qu'il faut nous en tenir là, sans possibilité d'aller plus loin; ce pays que nous jugeons illimité, avec des horizons toujours changeants, n'a que « des routes toutes tracées et courtes » où nous piétinons en troupeau. L'action et l'étude révèlent l'homme à lui-même, non pas le rêve. Il ne peut que nous cacher notre personnalité, la masquer à nos propres yeux.

Ainsi en a-t-il été pour Niels Lyhne : le vrai Niels Lyhne « qui avait vingt-trois ans, des mains fines et de petites oreilles, qui se courbait légèrement en marchant et était un peu timide » lui était devenu étranger; il vivait avec lui « comme avec un ami qu'on ne pouvait guère présenter dans le monde », et il lui avait substitué un être de convention, « idéalisé, ayant une démarche fière, des manières pleines d'assurance et qui était un peu plus mûr que l'autre ». Il faut l'amour pour éveiller en Niels la

conscience de son individualité. Quand il s'éprend de Mme Boye, il se met tout à coup « à se chercher, avec l'ardeur d'un explorateur, à travers les souvenirs et les impressions de son enfance ». C'est qu'il veut être aimé, lui et non un fantôme, lui, tel qu'il est et pour ce qu'il est... Mais dans l'amour encore, le rêve apporte son mensonge, son exaspérant mirage. Niels, qui veut être aimé lui-même, s'empresse de revêtir la femme qu'il aime des oripeaux du rêve, et, sous prétexte de l'idéaliser, la défigure et l'anéantit. Si la femme ainsi traitée est sotte et vaniteuse, elle s'accommodera d'être drapée de pureté et de seyante mélancolie, et, plus ou moins consciemment, se mettra à jouer un rôle. Mais si elle est « une nature », un être de chair et de sang, si elle possède l'ingénuité des forts, elle s'indignera de se voir ainsi détrônée par une idole. Et voici ce que Mme Boye crie avec véhémence à Niels Lyhne :

Je méprise les rêves et les chimères. Lorsque tout notre être crie vers la possession d'un cœur humain, une félicité imaginaire peut-elle nous suffire? Que de fois, pourtant, il ne nous est offert que cela! Et que de fois nous devons nous résigner à être parées par celui que nous aimons de jolies choses créées par son imagination, à lui! Il nous ceint le front d'une auréole, nous colle des ailes aux épaules et nous habille d'une robe parsemée d'étoiles ; alors seulement il nous juge dignes d'être aimées, quand nous avons revêtu ce costume de mascarade... Les hommes veulent de force nous façonner d'après leur idéal. Ce qui, dans notre nature, est contraire à cet idéal, ils le suppriment, en l'étouffant ou en feignant de l'ignorer; par contre, ils exaltent ce qui n'est pas dans notre nature ou ce qui ne nous est pas particulier; ils le cultivent avec frénésie, en supposant toujours que nous en sommes richement pourvues : ils en font la pierre fondamentale de l'édifice de leur amour. J'appelle cela violenter notre nature, vouloir nous dresser. L'homme est dresseur en amour. Et nous acceptons cela, notre faiblesse est à ce point méprisable que celles-là mêmes qui n'ont pas l'excuse d'aimer se soumettent avec les autres!

Elle se souleva et regarda Niels, avec un geste menaçant :

— Si j'étais belle, d'une enivrante beauté, plus belle qu'aucune autre, si belle que tous ceux qui me verraient devinssent la proie d'un torturant et inextinguible amour, qu'ils fussent subitement ensorcelés, oh! comme je les forcerais, de par la puissance de ma beauté, à adorer, non pas leur idéal convenu et froid, mais à m'adorer, moi, vivante et vraie, à adorer chaque parcelle de moi-même, chaque manifestation de ma nature!

C'est le même reproche que, moins éloquemment, moins théâtralement, si vous voulez, fait à Niels son autre amie, la femme d'Erik Refstrup. Elle en ajoute un autre : quand la mort de son mari l'emplit d'un remords affolé et qu'elle pleure sur sa faute, elle accuse Niels d'être venu la perdre avec « sa poésie et ses mensonges ». Toutes ces chimères peuvent-elles faire maintenant qu'elle ne soit à tout jamais coupable ?

Faussant la personnalité, faussant l'amour, faussant la morale, le rêve corrompt tout. Il gâte la vie. Il nous empêche de voir autour de nous des réalités et d'en jouir. La mère de Niels, qui a légué à son fils le triste don du rêve, a passé son temps, dans sa maison de campagne, à rêver des pays ensoleillés chantés par les poètes, à gémir de n'y pouvoir vivre; et quand son fils l'emmène en Italie, elle reste déçue et sans joie. C'est qu'elle avait rêvé « de couleurs que la vie ne produit pas et d'une beauté que la terre n'a jamais portée ». Elle meurt en se berçant d'une dernière illusion, de l'espoir « de se trouver, par delà la tombe, face à face avec la beauté parfaite et complète dont l'idée l'avait hantée sa vie durant ».

Or sachez bien que ce rêve suprême de Mme Lyhne est le plus funeste des rêves. Il faut tuer celui-là avant tous les autres. Rendons l'humanité athée pour la rendre heureuse, fermons-lui le ciel pour qu'elle jouisse de la terre! Voilà le cri de Niels Lyhne, le rêveur désabusé.

Ce rêve d'éternité que Niels condamne ici avec tant d'amertume prend sa revanche sur lui, lui inflige un dur chagrin, au lit de mort de sa jeune femme. Alors cette femme qui, par amour, avait identifié sa pensée à celle de son mari, se détourne de lui, pour regarder vers Dieu. Non, jamais Niels n'oubliera « l'étrange et froid regard qu'elle avait eu, lorsqu'il l'avait pour la dernière fois serrée dans ses bras ». Hélas! quel est celui d'entre nous, ayant assisté à l'agonie d'un être cher, qui n'a connu ce regard et que n'a transpercé le regret de Niels Lyhne : « Combien cela eût été beau et touchant, si elle se fût accrochée à lui jusqu'à la fin, si ses yeux ne l'eussent pas quitté avant d'être voilés par la mort, et si elle s'était contentée d'exhaler sa vie sur ce cœur qui l'avait tant aimée, au lieu de se détourner de lui, dans l'espoir de retrouver la vie ailleurs! »

Ainsi pense Niels Lyhne sur le grabat d'hôpital où il meurt à son tour, et, lui aussi, pourtant, à cette heure, il se dit « que c'eût été une bonne chose, tout de même, d'avoir un Dieu à qui adresser des plaintes et des prières ».

...Voilà, je crois, la pensée principale du livre, pensée que la traductrice a mise heureusement en relief par le premier titre qu'elle a donné à *Niels Lyhne* (il me semble bien que c'est elle qui l'a imaginé) : *Entre la vie et le rêve*. Je pourrais m'insurger et soutenir l'antithèse. Combien cela serait facile! Mais à quoi bon faire, d'un coup de bêche, deux vers de terre au lieu d'un?

Essayons plutôt de noter la portée exacte du livre. Jacobsen s'est proposé de caractériser une certaine

génération danoise, une génération indécise, se dégageant avec effort et maladresse de la religion et du rêve pour aller à la libre pensée et à l'action. Son Niels Lyhne est un rêveur qui s'analyse et se condamne, sans pouvoir se guérir, et aussi un libre penseur de volonté que le sentiment rattache encore à la religion et qui, par instants, se renie : par exemple, il tombe à genoux en invoquant Dieu, près du lit de son enfant malade. J'aurais dû peut-être marquer ce dernier trait plus fortement, mais, à la vérité, cela est un peu fuyant dans le livre. D'ailleurs, la religion étant encore du rêve, pour Jacobsen, nous n'avons là qu'une sous-notation venant confirmer la thèse générale : difficulté et nécessité pour l'homme de se libérer du rêve. Pourquoi nécessité? Jacobsen nous le dit de façon assez claire : parce que le rêve tue la personnalité. Par là, nous saisissons bien la parenté entre Jacobsen et les écrivains scandinaves que nous connaissons mieux que lui, Ibsen et Björnson. Il serait superflu, je crois, de démontrer que toute l'œuvre de ces derniers nous incite à défendre notre personnalité contre les oppressions et les illusions, les hiérarchies imposées et les croyances reçues. Plus spécialement, Jacobsen nous conseille de la dégager du rêve. Sur le fond, entre eux, accord parfait.

D'où vient donc ce souci commun à tous les écrivains scandinaves de fortifier et d'exalter l'individu? S'il y a là, comme il semble, un mouvement d'idées général, où en trouverons-nous l'origine?

Il faudrait cesser de divaguer sur la fameuse « âme scandinave ». Il n'y a pas d'âme scandinave. Il y a une âme germanique. Grattez l'homme des fjords et vous trouverez l'Allemand. Suédois, Danois, Norvégiens, tous sont des Germains de race, des Germains de langue, et, par la religion encore, la religion luthérienne, des frères des Allemands. Or la grande transformation qui, sous l'influence de la Prusse, s'est accomplie, depuis un demi-siècle, dans le caractère allemand, n'est-elle pas celle-ci : que l'Allemand rêveur et métaphysicien s'est changé en un homme d'action, qu'il a cessé de rêver le monde pour se mettre à le conquérir et à l'exploiter. Oh! ils sont loin de Kant! Qui le sait mieux que nous? Eh bien! cette métamorphose du génie national ne s'est marquée en Allemagne que dans l'ordre pratique. Littérairement, elle ne nous fut guère révélée que par Nietzsche, et tout le monde ne peut pas lire Nietzsche. A prendre littérature au sens courant, il n'y a pas de littérature allemande. M. Sudermann, qu'on voudrait imposer à notre admiration — et l'on n'y arrivera pas — n'est qu'un disciple fort insignifiant des naturalistes français. Et les Voss, les Philippi, etc., lui sont encore inférieurs. Ces écrivains peinent à de lourdes contrefaçons, comme les restaurants des *Linden* fabriquent de la cuisine française : l'un et l'autre ragoût se valent. Le génie individualiste de l'Allemagne nouvelle n'a donc pas trouvé en Allemagne sa manifestation littéraire. Mais cette manifestation s'est produite chez les Germains de Scandinavie. Ce sont les Ibsen, les Björnson, les Strindberg, les Drachmann, les Jacobsen qui ont été les Pascal et les Racine de M. de Bismarck. Ils ont donné une expression littéraire de cet individualisme que l'Allemagne se bornait à affirmer dans les faits.

La littérature scandinave continue donc chez nous la conquête commencée par les soldats, les commerçants, les industriels allemands. Voilà une assez sotte formule de gazette. Je me refuse à l'aggraver en vous conseillant de boire du vin et de relire Labiche. Il n'y a pas à déplorer, somme toute, que des œuvres fort belles s'imposent à notre goût. Louons-les sans arrière-pensée. D'autant plus que cela ne saurait mettre en péril notre tempérament national. Il est assez fort, pour comprendre sans s'anéantir dans l'imitation. Et quand on est Latin, on se rassure aisément à penser qu'à côté de tant d'Ibsens, il y a des Annunzio, des Fogazzaro, des Daudet, des France et... Cyrano de Bergerac.

GABRIEL SYVETON.

THÉATRES

OPÉRA-COMIQUE : *Fervaal* (fin). — VAUDEVILLE : *Zaza*, de MM. P. Berton et Ch. Simon. — Alfred Ernst.

... S'il fallait, disais-je, trouver une excuse à un ouvrage d'une incontestable bonne foi, la meilleure serait cette hantise dont *Fervaal* nous offre de si singuliers exemples, et qui n'est point, il faut le reconnaître, particulière à M. d'Indy. L'ombre du Géant se dresse obstinément devant nous ; nous ne voyons rien qu'à travers elle ; les musiciens, qu'ils l'avouent ou non, n'existent qu'« en fonction » du Maître : les uns s'efforçant de suivre la voie qu'il a tracée, les autres cherchant à réagir contre un joug dont ils sont impatients. C'est vraiment le Maître, dans toute la force du mot. Si l'influence de Wagner est à ce point souveraine sur nous public, qui ne connaissons pour ainsi dire que l'extérieur de son œuvre, combien doit-elle s'exercer plus souverainement sur ceux qui sont en mesure de la pénétrer! Que M. d'Indy soit de ceux-là, nul n'en doute, lui, dont la valeur musicale s'impose au respect de tous. Et, si l'on songe surtout à l'époque où fut conçu *Fervaal* (il y a bien, je pense, six ou huit ans), c'est de quoi expliquer l'involontaire et acharné pastiche de M. d'Indy.

Et voici une excuse nouvelle.

Les personnages légendaires, si favorables d'autre part au poète-musicien, aboutissent en fin de compte à quelques types assez peu nombreux. Débarrassés, comme il convient, de toute particularité, volontairement dépouillés de ce qui pourrait les situer dans le temps et dans les mœurs, ils n'ont d'autre vie que la vie intérieure ; ils tendent à s'abstraire, à devenir, si je puis dire, des sentiments animés, des « entités » (c'est précisément là ce qu'on reprochait aux héros de nos tragiques : et nous apercevons une fois de plus le point de contact entre la théorie dramatique de Wagner et celle de nos classiques). Or, de ces sentiments primordiaux, le nombre est assez limité ; et, forcément, ceux qui les ressentent auront entre eux une vague ressemblance. Je ne dis pas que cette ressemblance soit inévitable ; je dis seulement qu'on ne pourra l'éviter qu'en donnant à la vie intérieure des personnages l'intensité *particulière* dont est dénuée leur vie extérieure : c'est-à-dire en faisant d'eux ce qu'il y a de plus admirable et de plus rare, de parfaits héros de tragédie.

Rapprochez les deux « excuses » qui précèdent : l'obsession wagnérienne et la difficulté de créer un héros tragique ; et vous aurez ainsi l'explication des analogies qui existent entre *Fervaal* et les drames de Wagner. Pénétré comme il l'était des ouvrages du Maître, le « héros » est apparu aussitôt à M. d'Indy sous les espèces de Parsifal et de Siegfried, comme l'amant sous l'aspect de Tristan, comme l'amante sous les traits d'Yseult. Je ne prétends nullement que ce héros, cet amant et cette amante, il n'ait pas cherché à les particulariser de son mieux, à leur donner cette abondante vie intérieure sans quoi il n'est pas de héros tragique. Mais la première image subsistait, dominatrice : en la « creusant », il n'y découvrait que ce qu'elle contenait sous sa première forme, les sentiments et aussi les gestes, d'Yseult, de Siegfried et de Tristan. De là, non seulement ces ressemblances surprenantes, mais aussi ces sentiments contradictoires que je vous montrais l'autre jour chez Fervaal et chez Guilhen ; de là le caractère déconcertant de l'ouvrage, sur lequel je n'ai pas craint d'insister, — avec un peu trop de complaisance, m'a-t-on dit, et sans tenir assez compte de son incontestable valeur musicale.

Mais, d'abord, c'est que la question du poème prime en ce moment toutes les autres. Nos musiciens ont actuellement plus de talent qu'il n'en faut pour donner au théâtre des ouvrages remarquables. Leurs échecs proviennent presque uniquement de ce malentendu qui consiste à introduire de force, dans un poème d'opéra, de la musique de drame musical. Voici que nous arrive enfin un drame, une « action musicale » ; et, à notre très vif regret, nous constatons que ce drame est une manière de décalque des drames wagnériens. Or, si la théorie dramatique de Wagner doit être féconde, c'est à condition qu'on appliquera les principes établis par lui, mais à des sujets autres que ceux qu'il a traités, à des personnages différents de ceux qu'il a créés. Et *Fervaal*, — étant donné la personnalité de son auteur, — tendrait à faire croire qu'il n'existe de drames musicaux que ceux écrits par Wagner, et que, voulant en écrire un « nouveau », on ne peut que pasticher *Tristan*, la *Tétralogie* ou *Parsifal*. L'erreur de M. d'Indy était un trop bel argument pour ceux qui se cramponnent aux formules épuisées. Il fallait donc protester contre tout malentendu possible. Et chacun, — si modeste que fût d'ailleurs son autorité, — avait le devoir de s'élever là contre.

De plus, il me paraît bien que M. d'Indy a été, au point de vue musical, également « possédé » par Wagner. L'obsédante influence du Maître a été moins exclusive (peut-être moins visible) sur la musique que sur le poème. Elle a été assez forte, toutefois. Nos ingénieux confrères, P. de Bréville et H. Gauthier-Villars, dans leur analyse intéressante et passionnée de *Fervaal*, veulent bien reconnaître que la phrase de Belen (le Soleil) est « un peu cousine » de celle qui, dans *Rheingold*, accompagne l'apparition de l'arc-en-ciel... : cousine germaine, au moins, n'est-il pas vrai? J'imagine que leur sagacité leur aura révélé d'autres cousinages, aussi rapprochés, entre certains thèmes de *Fervaal* et certains thèmes de *Parsifal* et de *Lohengrin*, entre certaines phrases et certaines dispositions des voix qui rappellent invinciblement le duo de *Tristan?...* — C'est qu'il est arrivé musicalement à M. d'Indy, ce qui lui était arrivé littérairement. Pour mieux dire, les personnages de son drame, héros et amant et amante, lui sont apparus tels qu'ils étaient sortis du cerveau de Wagner, « musique et paroles ». Ici non plus, il ne saurait être question de plagiat. Mais ces personnages, à peu près identiques à ceux de Wagner, devaient être figurés musicalement par des formes musicales au moins analogues à celles qui figuraient les personnages de Wagner ; et des sentiments pareils devaient fatalement amener une traduction assez semblable. L'erreur de M. d'Indy a été « fondamentale ». Elle est née, si l'on peut dire, avec les prémisses mêmes de son drame. Et ce qui rend cette erreur si significative, c'est la force et la logique avec lesquelles elle s'est poursuivie. M. d'Indy s'est trompé comme ne saurait se tromper un homme médiocre, comme il faut que se trompe un homme de talent : avec plénitude et avec obstination...

Je me trouve en complet désaccord avec des confrères dont les opinions me semblent d'ordinaire d'autant plus justes que je les partage ; je pense

cette fois comme ceux dont les préférences me sont tout à fait antipathiques... La sincérité a de ces revers!... Au surplus, il me reste la ressource d'en appeler à l'avenir. Je n'entends en aucune façon préjuger du succès de *Fervaal*. Quel qu'il soit, M. d'Indy est un esprit trop conscient et trop réfléchi pour être influencé par la réussite ou l'échec d'un ouvrage qu'il a écrit en toute bonne foi. Attendons sa prochaine œuvre. Je serais bien surpris si elle montrait les mêmes défauts qui m'ont frappé dans celle-ci. Et cela prouverait, peut-être, que je ne me suis pas tout à fait trompé en les signalant...

J'ai peur que la « pédale » d'admiration dont je parlais la semaine dernière ne se soit pas assez fait entendre au cours de cet article. Je veux au moins répéter que le remarquable musicien qu'est M. d'Indy s'est affirmé une fois de plus, et avec éclat, dans *Fervaal*. Sa partition, je ne le nie point, est fort compliquée; mais, de cela, il faut prendre notre parti : la musique, art jeune encore, n'est pas près de se simplifier; encore faut-il reconnaître que ce que la réduction pour piano avait d'inextricable se clarifie singulièrement dans l'orchestre extraordinairement souple de M. d'Indy; et du reste la difficulté est une chose relative; ce que des chanteurs contemporains lisent sans peine eût été incompréhensible pour leurs prédécesseurs; songez que les chœurs de *Carmen* ont été d'abord déclarés inexécutables!... Cela dit, je n'aurais que l'embarras du choix pour citer dans *Fervaal* des pages fortes ou charmantes. Le prologue est mouvementé, rapide et clair. Le prélude du premier acte est d'un charme recueilli et pénétrant; dans le premier acte encore, les trois couplets de la *Joie* sont composés et gradués avec un art infini; et que d'habiles, que d'ingénieux développements dans la scène entre Guilhen et Fervaal! Le troisième acte, tout de même un peu démesuré, est d'une grandeur saisissante; musicalement, on est émerveillé, par exemple, des transformations successives du *Tantum ergo* liturgique : et la phrase : « Ils dorment, tous ceux que j'aimais! » est profondément et hautement tragique par la justesse de la déclamation et l'« expression » de l'harmonie. Cette scène seule suffirait à montrer ce dont M. d'Indy est capable, dramatiquement, quand il consent à être lui-même. Mais ce qui est exceptionnellement remarquable, c'est la manière dont sont traités les chœurs. Tantôt M. d'Indy fait seulement « vocaliser » les masses chorales, tantôt il leur donne des paroles à prononcer, tantôt il use à la fois de vocalises et de paroles. Et c'est toujours une impression étonnante de tumulte et de foule. La fin du second acte, notamment, est écrite avec une sûreté et une fougue incomparables... Sans doute, ici aussi, on retrouve l'influence de Wagner : le *Crépuscule des Dieux* et surtout les *Maîtres Chanteurs* offrent des exemples analogues. Mais c'est une influence qui n'a rien de gênant, c'est simplement la mise en œuvre de procédés généraux. M. d'Indy a profité des progrès réalisés par Wagner. Et cela est parfaitement licite. Cela est nécessaire, même. Le reprocher à M. d'Indy serait aussi sot que de reprocher à César Franck où à M. Saint-Saëns d'avoir profité des progrès accomplis par Beethoven dans le domaine symphonique. J'insiste sur ce point pour bien montrer que, même en appliquant les procédés des maîtres, on peut rester profondément original.

Il est assez curieux de remarquer que ces parties de *Fervaal*, les plus nouvelles assurément, sont en même temps celles qui s'éloignent le plus des strictes théories du drame musical. En analysant le poème, je vous montrais que la dernière partie du second acte est à peu près étrangère à l'action. Elles sont absolument des scènes d'Opéra. Il ne faudrait rien en conclure contre les théories de Wagner. Si ces passages de *Fervaal* nous ont paru plus originaux, si nous les avons goûtés avec une satisfaction plus complète, c'est surtout parce que nous n'étions plus gênés par le souvenir de scènes analogues. Là encore, nous voyons ce que peut M. d'Indy quant il est lui-même. Et cela nous donne pleine confiance en son prochain ouvrage.

J'ai dit avec toute la franchise dont je suis capable ce qui m'a paru être les qualités et les défauts de *Fervaal*. Vous avez vu que, si M. d'Indy n'est pas tout à fait responsable des derniers, les premières, du moins, lui appartiennent en propre. Je répète qu'elles sont de premier ordre. *Fervaal*, en dépit des partis pris parfois agaçants que j'ai signalés, est d'un mérite élevé et incontestable. Au point de vue musical, c'est, sans aucun doute, la manifestation la plus intéressante de ces dix dernières années.

Il faut savoir un gré extrême à la nouvelle direction de l'Opéra-Comique d'avoir monté *Fervaal*. Il faut la louer de l'avoir monté avec une conscience et avec une rapidité surprenantes. Quelques semaines ont suffi pour mettre sur pied une œuvre fort difficile, l'une des plus compliquées qu'on ait données jusqu'ici. L'interprétation n'est peut-être pas parfaite : mais l'ensemble est très satisfaisant. M. Imbart de la Tour ne me paraît pas avoir tout ce qu'il faudrait pour le héros Fervaal; M. Beyle rend avec puissance le rôle d'Arfagard; Mme Raunay chante et joue celui de Guilhen avec un charme infini. Les chœurs sont remarquables, aussi bons que possible étant donné leurs habitudes. Il y a là un progrès très sensible qu'il faut signaler et louer de toutes nos forces. Les décors et la mise en scène sont dignes d'éloges.

*
* *

Il est, je pense, inutile de vous parler longuement de *Zaza*, que le Vaudeville vient de représenter. C'est moins une pièce qu'un rôle, et moins un rôle qu'une suite de scènes reliées tant bien que mal pour permettre à Mme Réjane de nous montrer les différents aspects de son talent. Elle y est excellente. Mais il serait joli qu'elle ne fût pas excellente dans un rôle qui est fait sur mesure. Qu'une scène de *Décoré* lui faisait plus d'honneur, et nous faisait, à nous, plus de plaisir!...

*
* *

Je remets à la semaine prochaine le compte rendu du spectacle du Théâtre-Antoine. Mais je veux signaler la remarquable représentation de *Rabagas*, donnée dans un salon ami des lettres. La pièce est, je crois bien, l'une des meilleures, sinon la meilleure, de M. Sardou. L'interprétation a été d'une variété et d'une justesse étonnantes. On reste confondu d'admiration, et de reconnaissance, quand on songe à ce qu'il a fallu d'efforts obstinés pour mettre au point, avec une troupe d'amateurs, une pièce de cette importance.

*
* *

Cet article était fini quand on m'apprit la mort presque subite de M. Alfred Ernst. J'en éprouve un regret très profond. Notre confrère était un esprit des plus distingués, une des intelligences les plus pénétrantes que je sache. Il était un parfait galant homme. Je n'en ai pas connu de plus consciencieux ni de plus désintéressé. Ses travaux inspiraient le respect; sa loyauté la sympathie. Il s'était voué, depuis quelques années, à la diffusion des idées de Richard Wagner, et à la traduction de ses drames. Sa connaissance des ouvrages du maître était prodigieuse, son admiration passionnée, la fidélité de ses traductions incroyable. L'ouvrage qu'il a consacré à l'*Œuvre poétique* de Wagner est une source inépuisable de renseignements précis, d'aperçus ingénieux et profonds, un modèle de documentation et de compréhension. Il m'est arrivé de discuter, le plus amicalement du monde, certaines de ses appréciations ; chaque fois, j'étais émerveillé de sa science et de sa pénétration. Il travaillait depuis longtemps déjà à un second volume qui devait traiter de l'*Œuvre musicale* de Wagner; son travail était fort avancé; je veux espérer qu'il pourra être publié. — Ce que valent ses traductions de Wagner, je l'ai dit souvent ici même. Elles sont d'une exactitude surprenante, d'une « intelligence » sans pareille. Elles témoignent, avec éclat, de sa conscience et de son obstination au travail. Il a publié la traduction de la *Walkyrie*, et celle des *Maîtres Chanteurs;* et c'est à lui, pour une grande part, que l'on doit la remarquable interprétation de ce dernier ouvrage à l'Opéra; il avait commencé, je crois, celle de *Tristan*. Il meurt en pleine force, laissant sa tâche inachevée!... En France, son nom restera attaché à celui de Wagner, qu'il a tant contribué à nous faire connaître et comprendre. Il laisse le souvenir d'un excellent écrivain, d'un travailleur acharné, d'un artiste d'une singulière probité. Sa mort est une perte très sensible pour la littérature musicale. Elle cause à ses amis un chagrin très vif.

Jacques du Tillet.

NOTES ET IMPRESSIONS

Petite apologie pour mes contemporains.

Jules Lemaître se souvient maintenant comme d'une époque lointaine du temps « où il passait pour un dilettante ». Certes, dilettante il ne l'a jamais été, si le dilettantisme implique l'indifférence à toute idée grave ou généreuse, — le manque d'intelligence en somme et le manque de cœur. Mais si le dilettantisme bien entendu nous engage au contraire à ne pas toujours nous contenter d'être superficiels et frivoles, il est encore un dilettante. Et cela n'est pas pour le contrarier sans doute, car son dogmatisme est, quant à présent, sans intransigeance : en attendant des certitudes peut-être, il ne répand encore que des « opinions ».

Quoique ses exhortations s'adressent parfois aux capitalistes ou aux politiciens, c'est surtout aux jeunes gens qu'il pense dans ses articles du *Figaro*, — et c'est eux surtout qu'il prend à partie... Aussi voudrais-je invoquer, pour lui faire quelques objections, une sorte de « droit de réponse » très discret, — et si je ne suis pas toujours de son avis sur tant de questions qu'il traite avec une autorité que je n'ai pas, je souhaite qu'on s'aperçoive que cela m'intimide.

*
* *

Jules Lemaître reproche surtout à la jeunesse contemporaine son manque de patriotisme. Pour un vague humanitarisme qui ne cache en somme que notre peur de la guerre, nous « débarquons » notre patrie.

Ce reproche n'est pas juste.

Nous sommes patriotes. Dirai-je que nous avons quelque mérite à l'être après avoir eu sous les yeux le spectacle que nos aînés nous ont donné? Insinuerai-je que nous aurons plus de mérite encore à con-

tinuer à l'être si nous nous fions à la triste peinture que nous font de notre patrie Lemaître lui-même et Forain qu'il admire? Car si ce « doux pays » reste pour nous la « doulce France », c'est en vérité que nous sommes bien doués pour le patriotisme!

Nos aînés ont la prétention d'avoir seuls souffert de la guerre : ils en portent toujours, disent-ils, la cicatrice vivace et douloureuse. Nous, au contraire, s'il faut les en croire, nous qui sommes nés dans la tranquillité de la paix bienfaisante, ou qui n'étions lors de l'invasion que des bébés inconscients, qu'est-ce que cela nous fait, cette ancienne querelle qui s'est réglée il y a vingt-sept ou vingt-huit ans?

Ce reproche et cette prétention sont également injustes. Ceux d'entre nous qui n'étaient, lors de l'invasion, que des bébés inconscients, ceux même qui sont nés ensuite dans la France appauvrie et avilie, dans des familles en deuil, souvent décimées, souvent ruinées, et qui souffrirent dès le berceau de privations et de tristesses, — non, ceux-là n'oublient pas la guerre, ils s'en souviennent avec rancune. Car ils en ressentent maintenant encore les effets : l'obligation de servir dans l'armée, l'excessif militarisme, l'état de siège européen, — voilà les conséquences de la guerre qui pèsent sur eux à l'heure présente, sur eux spécialement et plus lourdement que sur leurs aînés.

Je veux bien admettre pourtant que, malgré tout et par la force même des choses, l'idée de la Revanche s'affaiblit sensiblement de jour en jour. — Mais, nous dit Jules Lemaître, l'image de la France « était liée inséparablement à notre esprit et à notre cœur; l'idée qu'elle pût être lacérée nous était insupportable et nous ne pouvons nous consoler de sa déchirure ».

Et pourtant, tout s'est passé comme si vous vous en consoliez, ô nos chers aînés. C'était peut-être à vous de nous rappeler que vous aviez une revanche à prendre. Or, vous avez suivi littéralement ce précepte d'« y penser toujours » peut-être, mais à coup sûr de « n'en parler jamais ». Vous ne nous en parliez jamais. Déroulède seul emboucha la trompette sonore; mais vous le trouviez médiocre poète et dénué de littérature, — car vous étiez des dilettantes et des sceptiques quand nous grandissions, quand vous étiez nos premiers maîtres, ô nos chers aînés! Alors, nous l'avions peut-être oubliée un peu, la Revanche à laquelle vous pensiez tous bas sans en avoir l'air.

En un mot et brutalement, — cela ne serait pas arrivé si vous n'aviez pas laissé passer l'heure de la Revanche plus pacifiquement peut-être qu'il n'aurait fallu. S'il est vrai que la France ne puisse se guérir avant de s'être vengée, vous deviez, — il y a dix ou douze ans, que sais-je? — avant qu'une sorte de prescription inavouée ne se produisît, délibérément faire la guerre!

Aujourd'hui encore, il faut qu'on le dise, les hommes de votre génération qui sont au pouvoir, quelle politique suivent-ils, sinon la politique sans dignité du *statu quo*. N'est-il pas vrai qu'ils sacrifient tout à *la paix quand même?* Est-ce qu'on ne nous oblige pas à nous réjouir pour des traités d'alliance dont nous savons bien que *la condition même est l'humiliante acceptation du « statu quo »*.

Car cette alliance-là, soyons francs, c'est une alliance franco-germano-russe, ni plus ni moins. Son programme? En Europe, *le maintien de la paix*. Mais essentiellement elle est une alliance *coloniale*. Reste à savoir si, même à ce point de vue, elle nous sera profitable, si nos alliés n'en tireront pas plus d'avantages que nous, si l'occupation de Port-Arthur par la Russie et quelques autres faits de ce genre ne semblent pas indiquer que nous serons dupés cette fois encore, comme souvent... C'est une grave question qu'il ne m'appartient pas de trancher. Mais le fait que je retiens est celui-ci : notre politique coloniale a pour rançon l'abandon de toute idée de revanche.

Ces faits-là sont indéniables. L'alliance franco-russe est peut-être le triomphe de notre diplomatie, nous verrons. L'avenir affirmera peut-être qu'elle était la politique la plus sage et la plus habile. Il considérera peut-être à la fin des fins nos diplomates comme de très prudents et clairvoyants patriotes, qui sait? Mais, pour le moment, bonnes gens, ne portez pas de fleurs ni de couronnes de souvenir à la statue de Strasbourg, le jour où vous mêlez dans vos pavoisements de fête les trois couleurs russes aux trois couleurs françaises.

* * *

Est-ce notre faute, alors, si nous oublions un peu la Revanche? La force des choses nous y invite et nos aînés nous y engagent.

Mais cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas patriotes, — car, je l'ai dit, notre patriotisme est résistant!

Nous sommes patriotes pour plusieurs raisons. Je n'aime pas beaucoup celle-ci que Lemaître nous donne : l'amour de la patrie est un degré vers l'amour de l'humanité; à ce grand amour, on n'arrive pas d'un seul coup, mais il faut des échelons à cette ascension. Platon disait de même que l'amour charnel est un degré vers l'amour divin. Seulement, avouons-le, on risque de s'attarder à ces degrés-là et provisoirement l'amour charnel est le contraire de l'amour de Dieu, comme le patriotisme est aussi le contraire de l'amour de l'humanité.

Mais nous ne verrions pas avec indifférence notre

capitale transférée de Paris à Berlin. Il importe que la France dure parce que son rôle dans l'histoire n'est pas terminé. Dans la civilisation européenne, la France représente un ensemble d'idées qui ne doivent pas disparaître ; c'est pour cela qu'il faut à tout prix que la France ne soit pas anéantie.

Les nations voisines s'en rendent bien compte : elle est la grande Semeuse des idées fécondes et généreuses. C'est toujours ce que vous entendrez dire, aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre ou qu'en Italie. Combien de fois ne me l'a-t-on pas répété dans un voyage que j'ai fait, il y a quelques mois, en Russie : c'était Tolstoï qui, préparant un ouvrage sur l'art, l'étudiait d'abord dans ses manifestations françaises, parce que « c'est en France que toute innovation commence », — c'était Solovief dont l'ouvrage sur *la Russie et la religion universelle* commence par ces mots : « La France, cette avant-garde des nations... » ; — c'était, un autre jour, un général russe très en vue à la cour qui me rapportait ces paroles textuelles de Guillaume II : « Il faut que la France vive parce que c'est d'elle que vient toute civilisation », — et lui, le bon diplomate slave, très aristocrate et théocrate, il s'alarmait bien un peu : « Oui, sans doute, mais il faut que la France soit raisonnable », et pourtant il admirait... — et c'étaient encore tous ces étudiants de là-bas, ces professeurs, ces écrivains, tous ceux qu'on appelle en Russie, avec inquiétude et respect, « le monde de l'intelligence » : opprimés par leur gouvernement policier, ils se plaisent à penser à notre pays comme au foyer de leurs idées, de leurs aspirations et de leurs rêves.

Je sais bien ce qu'on dit : la France a souvent payé très cher ses générosités, et, pour des idées abstraites, elle a couru souvent de grands dangers. Les étrangers ne l'ignorent pas, ajoute-t-on, et nos ennemis en particulier. Ils nous répètent à satiété que nous sommes généreux, afin de développer en effet notre générosité en flattant notre vanité. C'est eux qui ont organisé, pour leur plus grand bénéfice, la légende française, — la ruineuse légende française. Ils veulent nous faire illusion, nous aveugler, nous décevoir. Au fond, ils nous méprisent : ils savent l'état lamentable de la France...

Cela n'est pas exact. Quoi qu'il en soit de l'état présent de notre pays (est-il aussi désolant qu'on veut bien le dire ?) l'étranger ne nous méprise pas. Cette conspiration de flatteries décevantes est une hypothèse bien singulière et que ne suffit pas à justifier le livre de l'hypothétique docteur Rommel auquel Jules Lemaître a certainement attaché trop d'importance. Il suffit de voyager un peu dans les pays voisins pour s'apercevoir que la France n'y est pas dédaignée ; on s'étonne au contraire, en pensant à son écrasement de naguère, de son prodigieux relèvement.

Et surtout, on l'admire pour les raisons que j'ai dites, pour les idées qu'elle représente, pour le branle en avant qu'elle donne aux nations, pour l'idéal qu'elle réalise et l'espérance qu'elle laisse concevoir... Elle effraye un peu par ses audaces et par la folie de ses chimères, mais on en subit le prestige tout en la redoutant. L'essentiel est, pour elle, de rester fidèle à sa légende, et de ne pas déconcerter parfois par de fâcheuses inconséquences...

Ce n'est pas en s'appliquant à une subtile politique européenne que la France sera grande et admirée, ce n'est pas en essayant de faire aussi bien que les autres nations, — mais en faisant autrement, puisqu'elle est une nation à part. Il faut sans doute qu'elle ait des canons, des diplomates et des colonies ; — mais l'Allemagne aura toujours plus de canons qu'elle, la Russie de plus fins diplomates, l'Angleterre un empire colonial plus vaste. Ce sont les idées françaises qui font la grandeur singulière de la France.

* * *

Comme la morale humaine consiste à se rendre compte avec précision de la place que l'homme doit logiquement occuper dans l'ensemble des êtres et des choses et à se tenir fermement à cette place, ainsi le patriotisme bien entendu doit consister à aimer son pays pour les qualités qui lui sont propres et à les développer en lui jusqu'à ce qu'il prenne une conscience plus nette de son essence.

Et si l'on ne trouve pas dans ce patriotisme « intellectuel » toute la spontanéité violente et toute la fureur instinctive qu'on y voudrait, — je le répète, c'est à nos aînés qu'il faut s'en prendre... Mais, au fond, ce patriotisme-là en vaut peut-être bien un autre.

Aussi le meilleur conseil que l'on doive donner à nos jeunes gens n'est-il pas, à mon avis, de développer avec acharnement leurs muscles dans les matches redoutables de Bécon-les-Bruyères. Les Anglais d'Oxford et de Cambridge les battront toujours au foot-ball ; — et même, s'ils battent un jour les Anglais à ces exercices, je ne partagerai qu'incomplètement la grande joie du Père Didon.

Mais qu'ils songent avant tout à développer leur intelligence. L'énergie, la force physique et le patriotisme même, qui sont trois vertus, peuvent dégénérer, si l'on ne les soumet à la discipline de l'intelligence, en monstrueuse brutalité. Les Anglo-Saxons, que Lemaître a jadis vantés, lui apparaissent aujourd'hui comme « la honte du genre humain ».

Appliquez-vous, dirais-je volontiers à mes contemporains si j'avais quelque autorité pour leur parler, — appliquez-vous à comprendre le plus de choses

possible. Oui, soyez des intellectuels. C'est-à-dire : soumettez votre activité à des idées claires. Peut-être alors agirez-vous moins, mais vous agirez mieux. Si parfois votre réflexion n'aboutit qu'à l'incertitude, eh bien! cela vous vaudra toujours mieux que de devenir précipitamment et quand même des hommes d'action.

Et pour conclure, puisqu'on n'a pas encore supprimé dans nos classes l'enseignement du latin, je leur citerais cette belle et véridique maxime de Salluste: *Dux atque imperator vitæ mortalium animus est.* Le chef et le gouverneur de la vie humaine (ce n'est pas le corps avec sa grossière énergie), c'est l'Esprit!

ANDRÉ BEAUNIER.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

La *Société de l'Histoire de France* nourrit un grand projet, qu'elle n'a pas encore ébruité : elle rêverait de publier les *Mémoires de Richelieu.*

Ces Mémoires avaient été édités déjà, il y a une soixantaine d'années, en diverses collections; notamment en celles de MM. Michaud et Poujoulat, et de Guizot; mais partout de façon incomplète. Il s'agirait, cette fois, de reprendre aux archives du quai d'Orsay les manuscrits qui y sont réunis, et, à la lumière des documents nouveaux dont la science s'est enrichie depuis cinquante ans, d'ériger à la mémoire du cardinal son monument définitif.

C'est à un membre du corps diplomatique, M. le comte Horric de Beaucaire, que revient l'honneur de cette idée, à laquelle M. Hanotaux, son ami, s'est, comme on pense, associé d'enthousiasme... Mais l'entreprise est longue et difficile, et la Société n'a pas encore pris parti.

Elle a, en ce moment, plusieurs ouvrages importants sur le chantier. Elle va publier les Mémoires — inédits — du chevalier de Quincy, sur la guerre de Succession d'Espagne; elle réimprime la Chronique du hérault Berry sur la guerre de Cent ans et l'époque de Jeanne d'Arc; elle prépare la publication du journal inédit de Jean Valier sur la fin de la Fronde et les années qui suivirent, jusqu'à la mort de Mazarin; — et aussi celle de la Chronique, également inédite, du Vénitien Antonio Morosini, qui sont une contribution, d'intérêt très neuf, à l'histoire de France du XVe siècle. Ajoutez à cela une réimpression des Mémoires du maréchal de Floranges. Voilà bien du travail, et de sérieuses dépenses engagées.

Ces nouveaux Mémoires de Richelieu formeraient une œuvre de douze à quinze volumes dont la publication s'espacerait sur une dizaine d'années au moins! Mais tous semblent désirer de si bon cœur que la chose se fasse, qu'assurément, et tôt ou tard, elle se fera.

M. Melchior de Vogüé, retardé par d'autres travaux, ne pourra donner qu'à la fin de l'année le roman qu'il a promis à la *Revue des Deux Mondes.*

L'éminent écrivain en a emprunté le sujet aux « coulisses » de la vie parlementaire.

Voilà de bonne vengeance, et d'un homme d'esprit. On n'avait été, comme législateur, qu'une impuissante parcelle de « souveraineté »; échappé de la bagarre, on se reprend; et l'on fait un livre. En sorte que ce n'est pas pour rien, tout de même, qu'on a été député.

M. Eugène Guillaume, candidat au fauteuil du duc d'Aumale, a remis à son éditeur le manuscrit d'une importante suite d'*Études sur l'Histoire de l'Art.*

Les partisans de cette candidature regretteront le retard apporté par l'auteur à la publication d'un livre sur lequel on dit qu'ils comptaient beaucoup.

M. Émile Faguet publiera à la fin du mois le second volume de sa nouvelle et si intéressante « série », *Politiques et moralistes.* On y trouvera des études sur Ballanche, Edgar Quinet, Saint-Simon, Cousin, Lamennais, Fourier, Auguste Comte.

Statistiques.

MM. A. Mourier et F. Deltour continuent la publication des catalogues de thèses de doctorat annuellement admises par nos Facultés des Lettres.

Celui du dernier exercice scolaire vient d'être imprimé.

Nous y apprenons que cet exercice a produit vingt-trois docteurs. Six de moins que le précédent.

Cinq docteurs ont soutenu des thèses de philosophie; six ont emprunté leurs sujets à l'histoire ou à la géographie, cinq à la linguistique et à la grammaire; deux à l'archéologie et à l'histoire de l'art: un seul à l'économie sociale.

La littérature n'a fourni la matière que de quatre thèses sur vingt-trois : celles de M. Jules Legras sur *Henri Heine*, poète; de M. Pierre Nebout sur le *Drame romantique;* de M. Charles-Marc des Granges sur *Geoffroy et la critique dramatique, de 1800 à 1814*; et de M. Xavier Brun sur *Aldebert de Chamisso de Boncourt.*

M. de Brotonne prépare un volume de lettres inédites de Napoléon Ier.

Prochainement :

De M. Louis Teste, *Notes d'histoire contemporaine;*

De M. Stanislas Lami, un *Dictionnaire des Sculpteurs de l'École française du moyen âge au règne de Louis XIV*, avec une préface de M. Gustave Larroumet.

L'Allemagne continue d'exporter ses livres en quantités toujours croissantes. Il y a quinze ans, la valeur de ces exportations s'élevait à près de 27 millions de marks; elle approchera de 65 millions de marks, cette année.

L'Autriche-Hongrie absorbe à elle seule près de la moitié de cette exportation; viennent ensuite, par ordre décroissant, la Suisse, les États-Unis, la Russie, l'Angle-

terre, les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Italie et le Danemark, où la valeur des livres allemands importés varie de 8 millions à un million de marks.

Le *Memorial de la librairie française*, à qui j'emprunte ces renseignements, compare l'importance des livraisons que ces divers pays font, en librairie, à l'Allemagne avec celle des envois que l'Allemagne leur fait :

L'Autriche-Hongrie :

Reçoit 27 900 000 M. ; Envoie 7 400 000 ;

La Suisse :

Reçoit 7 400 000 ; envoie 3 200 000.

L'Amérique du Nord :

Reçoit 7 000 000 ; envoie 600 000.

La Russie :

Reçoit 5 500 000 ; envoie : 700 000.

L'Angleterre :

Reçoit 3 000 000 ; envoie 1 600 000.

La Hollande :

Reçoit 2 800 000 ; envoie 1 700 000.

La France :

Reçoit 2 000 000 ; envoie 2 700 000.

Nous sommes donc le seul pays qui envoie à l'Allemagne plus de livres qu'il n'en reçoit d'elle. Y a-t-il lieu de se vanter de ce résultat? On pourrait discuter longtemps là-dessus.

~~~

La Comédie d'aujourd'hui; les Lettres et les mœurs; — titre d'un petit livre qui s'imprime, et que nous lirons dans un mois.

L'auteur, M. F. Lhomme, est membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique et professeur au lycée Janson-de-Sailly ; il est l'auteur d'un volume sur Charlet, d'un autre sur Raffet, et de nombreuses études de littérature et de critique que l'*Art* et la *Revue d'Art dramatique* ont publiées.

Son nouveau volume est formé de notes et de courts portraits — tous inédits — où plusieurs contemporains notoires sont malmenés d'assez rude façon.

L'éditeur rit sous cape en en parlant. On verra...

~~~

Les Gens de lettres et « la statue ».

Cela ressemble à un titre de fable. Ce n'est, pour l'instant, que celui d'un petit chapitre d'histoire contemporaine à propos de quoi, depuis quinze jours, beaucoup d'encre (un peu trop, peut-être) a coulé.

On s'est fortement moqué, à propos d'une protestation rédigée naguère par leur comité contre la dernière œuvre de M. Rodin, de ceux que notre ami Arsène Alexandre a comiquement dénommés les « Chands de lettres ». M. Henry Bauer orthographie la chose autrement. Il écrit « les Jeans de lettres », et cela n'est pas mal non plus. Je remarque cependant qu'au premier rang des pauvres d'esprit qui signèrent l'arrêté fameux figure le nom de M. Henri Lavedan, lequel n'a pas précisément la réputation d'être un niais, et que ces jours-ci, à l'instant même où la Société des Gens de lettres passait pour une institution déshonorée, M. Paul Hervieu s'y affiliait publiquement.

Contradictions troublantes... A-t-on ou n'a-t-on pas raison de se moquer de ces « Jeans de lettres »? Je note les observations recueillies tout à l'heure de la bouche de l'un d'eux — et non des moindres — à qui je confessais mon embarras :

« Notre comité, — et c'est ce que tout le monde a un peu perdu de vue, — n'avait pas à se préoccuper de l'intrinsèque valeur d'art de la statue de Rodin. Il avait commandé à l'artiste une œuvre destinée au plein jour d'une place publique, et il avait le devoir d'examiner si cette œuvre répondait à son objet.

« Je ne dis pas que nos amis n'aient point manqué de tact en rendant publique une protestation qui n'intéressait, au fond, que Rodin et nous ; je dis simplement que sur le point spécial dont il s'agit, ils avaient le droit de s'inquiéter.

« On croit nous accabler en rappelant, à propos de Rodin, les humiliations, les mépris bourgeois dont furent l'objet, de tout temps, les œuvres des précurseurs : on nous cite Delacroix, Wagner, Hugo, Flaubert, Puvis... La comparaison frappe, au premier abord. Elle ne tient pas debout, dès qu'on y réfléchit.

« Un livre, un drame, un tableau, une symphonie sont des œuvres *fermées ;* j'entends par là destinées à l'intimité de la bibliothèque, ou du théâtre, ou du musée, et qui s'adressent, soit à l'élite dont elles expriment les visions ou les désirs de beauté, soit à la foule des esprits ignorants, mais sans passion, des âmes loyales qui viennent à l'œuvre nouvelle, pour l'interroger et s'y instruire... Le mystère peut subsister très longtemps autour de ces œuvres-là. Ce n'est une gêne pour personne. Le monsieur que *Lohengrin* fait bâiller a la ressource d'aller s'émouvoir à la *Dame Blanche* ; et si *Salammbô* est trop fort pour moi, je le laisse chez le libraire.

« Une statue est autre chose. Érigée en place publique, elle commande l'attention d'un peuple... elle s'impose à tous les yeux ; *elle est une partie de la rue ;* elle n'est pas posée là pour procurer à un groupe déterminé d'êtres humains des sensations « interdites au public », mais pour exprimer *quelque chose* que l'ouvrier, le sergent de ville, le bourgeois, le cocher, la marchande de journaux doivent, en passant, *comprendre* du premier coup. Si elle n'exprime pas cela ; si, au lieu d'émouvoir, elle fait rire, je n'en conclus pas du tout que l'artiste n'a pas fait un chef-d'œuvre : j'en conclus que son œuvre n'est pas *encore* à sa place, au plein jour de la rue, et qu'il convient, en attendant que les « imbéciles » aient fini de la trouver drôle, de l'ériger ailleurs ; et j'ajoute que c'est à la fois l'intérêt de l'artiste et le droit des « imbéciles » de l'exiger.

« Si je dirigeais une école de jeunes filles et qu'un libraire me vînt offrir, comme livres de prix, les *Fleurs du mal* et *Madame Bovary*, je le flanquerais à la porte. Cela ne prouverait pas que je considère Flaubert et Baudelaire comme des auteurs sans talent ; cela indiquerait simplement que mes élèves n'ont pas encore trente ans, et que j'en tiens compte. »

Émile Berr.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 36522. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 22. 4e SÉRIE. — TOME IX 28 MAI 1898.

LA POLITIQUE

Des pointages qu'on a faits de tous côtés, il résulte que les élections n'ont pas changé grand'chose à la situation parlementaire et que la Chambre de demain ressemblera singulièrement à celle d'hier.

Une fois de plus, il sera prouvé qu'avec le scrutin d'arrondissement, il faut renoncer à une majorité électorale nette et précise.

Sans être pessimiste, on peut craindre que dans la nouvelle Chambre, comme dans celle qui l'a précédée, il soit difficile de trouver une majorité au vrai sens du mot, une majorité qui soit d'accord sur un programme et décidée à l'appliquer.

Quelques-uns pensent que c'est le moment de revenir à la politique de concentration.

Mais sur quoi se ferait cette concentration? Sur la République. Or, d'après les chiffres publiés, il y a parmi les élus plus de 500 républicains de toute nuance, c'est-à-dire plus de 500 députés qui défendraient la République si jamais elle était menacée. Mais elle ne fut jamais moins menacée; et c'est pourquoi la concentration ne s'entend guère.

Une politique de concentration convient à un parti d'opposition : il suffit alors d'une politique négative; c'est assez d'être d'accord sur ce dont on ne veut pas. Mais à un parti de gouvernement, qu'il soit modéré ou qu'il soit radical, il faut une politique positive.

Prenons comme exemple les réformes fiscales. Beaucoup de gens, dont nous sommes, conviennent qu'il est temps de remanier notre système d'impôts et qu'il faut arriver à une répartition plus rationnelle, plus équitable des charges publiques. Posez la question : « Voulez-vous des réformes fiscales? » Nous sommes persuadés qu'il se trouvera dans le parlement une majorité pour répondre : « Oui! » Demandez alors : « Que seront les réformes? » Et aussitôt on cessera de s'entendre.

D'un côté, on veut l'impôt global sur le revenu : chaque contribuable déclarera le chiffre de son revenu et sera taxé suivant un tarif progressif.

De l'autre côté, on estime que la déclaration et la taxation sont mesures dangereuses : contentez-vous, dit-on, d'évaluer la richesse d'après les signes extérieurs, et, au lieu de frapper le revenu en bloc, frappez les différents revenus un à un.

Entre ces deux doctrines contraires, il faut choisir : vouloir les concilier serait une chimère; et c'est précisément cette chimère que la politique de concentration poursuit en matière d'impôt comme partout.

Supposez, dans un cabinet de concentration, moitié des ministres voulant l'impôt global, moitié préférant l'impôt sur les différents revenus : quelle que soit leur bonne volonté, les voilà condamnés à piétiner sur place.

Si cependant, dira-t-on, il n'y a pas de majorité, ni radicale, ni modérée; si, au bout de quelques mois, on reconnaît qu'on ne peut rien faire n'étant d'accord sur rien? — Ce jour-là, nous demanderions à notre tour la concentration des républicains, non pour s'obstiner dans l'impuissance, mais pour voter une réforme électorale dont la nécessité apparaît de plus en plus évidente, pour rétablir le scrutin de liste, pour instituer la représentation proportionnelle et pour faire hardiment appel au pays.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

L'ÉDIT DE NANTES

ET LES DÉBUTS DE LA TOLÉRANCE

L'édit de Nantes ne pouvait produire qu'à la longue ses effets moraux, en habituant les fils des ligueurs et les calvinistes à vivre côte à côte et à s'apprécier dans des rapports quotidiens. Les persécuteurs ne lui en ont pas laissé le temps. Mais l'ont-ils empêché toujours d'avoir quelques-unes de ses naturelles conséquences ? Est-il impossible de trouver les traces d'un rapprochement des âmes françaises, à la faveur de cette charte, même imparfaitement appliquée ?

C'est dans le monde littéraire qu'il faut chercher ces traces. Les « intellectuels » cèdent partout les premiers à la tentation de reconnaître aux hommes le droit de penser avec leur propre esprit et de se conduire selon leur conscience. Ils y sont condamnés par leur métier même. Un individu peut acheter à un autre du pain, des légumes ou du drap, et pourtant se dire tout bas qu'il aurait plaisir à lui tordre le cou ; et l'autre empoche l'argent du client et lui rend haine pour haine. Les « intellectuels » n'ont pas autre chose à échanger que leurs idées ; et ce commerce semble exiger de ceux qui s'y livrent un effort pour se comprendre ou tout au moins s'écouter. Or, il suffit souvent de prêter l'oreille aux raisons d'autrui pour l'estimer ; et quand on l'estime, on est perdu : en d'autres termes, on respecte sa liberté. C'est ainsi qu'il y a eu, pendant une partie du XVIIe siècle, menace et même commencement d'une épidémie de tolérance.

I

La mode des salons est décidément installée aux environs de 1610. Après un siècle de disputes et de harangues, on se met à causer. Un des « cercles » les plus brillants se réunit alors chez la protestante Mme des Loges, « la première personne de son sexe, dit Tallemant des Réaux, qui ait écrit des lettres raisonnables ».

Toutes les Muses, dit un autre témoignage (1), semblaient résider sous sa protection, et sa maison était une académie d'ordinaire. Il n'y a aucun des meilleurs auteurs de ce temps avec qui elle n'ait eu un particulier commerce, et de qui elle n'ait reçu mille belles lettres... Il a été fait une infinité de vers et autres pièces à sa louange, et il y a un livre tout entier, écrit à la main, rempli des vers des plus beaux esprits de ce siècle, au frontispice duquel sont ceux-ci, qui ont été faits et écrits par feu M. de Malherbe :

> Ce livre est comme un sacré temple,
> Où chacun doit, à mon exemple...

Les vers sont détestables, une vraie poésie d'album. Mais ils montrent que la « Guirlande » de Julie d'Angennes n'a pas été la première. Malherbe est un familier de la maison ; on l'y trouve « réglément de deux jours l'un ». Après tout, il est de famille huguenote. Beaucoup d'autres visiteurs ont les attaches moins compromettantes : Racan, le gentilhomme campagnard et catholique, est parmi les plus assidus. Il ne manque pas d'envoyer ses livres à Mme des Loges, qui l'accable de compliments :

Il ne me faudrait plus qu'une lettre comme la dernière que j'ai reçue de vous, lui écrit-il, pour me faire perdre la mauvaise opinion que j'ai de moi-même, et encore si les louanges que vous me donnez étaient dites avec autant de vraisemblance que d'éloquence, j'aurais de la peine à m'empêcher de les croire (1)...

L'abbé Ménage charme la maîtresse du logis par ses citations de l'antiquité ; et Vaugelas apprend d'elle, d'après Balzac, « à faire des exclamations et des périodes de demi-lieue de pays, que cet excellent grammairien appelle des périodes nombreuses (2) ».

Balzac est au premier rang de ses « adorateurs » :

Il faut que je finisse, écrit-il à Vaugelas, après vous avoir demandé des nouvelles d'une femme à qui j'ai de très grandes et de très particulières obligations ; d'une femme, dis-je, qui vaut plus que tous nos livres, et dans la conversation de laquelle il y a de quoi se rendre honnête homme sans l'aide des Grecs ni des Romains. Quelque vieux courtisan que vous soyez, vous n'entendez pas le français si vous n'entendez par là Mme des Loges (3).

Il ne publie pas *le Prince* sans le lui avoir soumis et avoir obtenu son « investiture » :

J'appelle ainsi votre approbation, qui m'est en tel respect et révérence que je la préférerais à la raison même, si c'étaient deux choses qui pussent être séparées (4).

Il accepte ses observations. Il s'entend dire par elle qu'il est trop prompt à flatter les gens :

La bonne dame des Loges me fit de terribles réprimandes à ce sujet ; elle me reprocha que je me laissais escroquer mes louanges par tous ceux qui faisaient semblant de valoir quelque chose (5).

Il invoque son opinion comme une autorité. Pour condamner le style burlesque, il rappelle comment elle marquait son dédain de ce genre grossier :

(1) *Papiers Conrart*, Bibl. de l'Arsenal, t. X, p. 113. — *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, t. IX, p. 91. — L'introduction du livre de M. O. Douen, *la Révocation à Paris*, contient sur le sujet ici traité des indications qui, malgré quelques erreurs, sont très précieuses.

(1) *Œuvres complètes*, édit. T. de la Tour, t. I, p. 309.

(2) Lettres inédites, publiées par Tamisey de Larroque, p. 194.

(3) *Œuvres de Balzac*, édition Cassagne (1665), t. I, p. 133.

(4) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 287.

(5) *Œuvres de Balzac*, *Dissertations critiques*, VII, t. II, p. 598.

Elle disait qu'elle aimerait autant voir faire l'ivrogne ou le gascon. Elle n'estimait pas plus un pareil jargon qu'une épée de bois au côté et de la farine sur le visage (1).

Quand elle meurt, il exprime sa douleur en vers latins :

Cette Uranie que je pleure, écrit-il à Ménage, c'est feue ma bonne amie, Mme des Loges qui, durant sa vie, a été plus d'une fois appelée, et par plus d'un académicien, la céleste, la divine, la dixième Muse (2).

Or Mme des Loges est une calviniste très fidèle à son Église. Nous le savons par Balzac, par Conrart, par d'autres encore. Nous le savons par elle-même. Elle n'admet pas que l'on renonce à sa religion par politique et prétendu loyalisme :

Je n'ignore point, mande-t-elle à Henri de Beringhen, son neveu, que vous avez l'honneur d'être non seulement sujet, mais domestique d'un grand Roy, de qui le service semble, à quelques-uns, ne pouvoir compatir avec votre créance; mais qui sait mieux que vous qu'il n'y en a aucune qui enseigne plus religieusement et commande plus exactement le devoir et l'obéissance des inférieurs envers les supérieurs, que la nôtre? que ceux qui en font profession véritable ne peuvent, par qui, ni en quelque façon que ce soit, être dispensés de cette obligation? De sorte que, si vos actions répondent à la profession en laquelle Dieu vous a fait la grâce d'être né et élevé, votre Roy se trouvera servi de vous avec fidélité, et avec une passion très forte en tout ce qui regarde votre légitime vocation; qui est tout ce qu'il peut désirer de vous, les consciences étant du ressort de l'empire du Dieu souverain, et en tout libres de la juridiction des hommes (3).

Les beaux esprits qui fréquentent chez Mme des Loges savent chez qui ils vont, et que la société n'y sera pas d'un avis unanime sur les questions de foi. Mais ils n'affectent pas, en s'y rendant, de traiter la religion comme un objet qu'on dépose au vestiaire et dont il est de bon goût de ne pas parler entre gens du monde qui tiennent à ne pas se disputer. Ils ne craignent pas de causer de ce qui les divise. Mme des Loges prête à Racan le *Bouclier de la Foi*, du pasteur du Moulin ; Racan le parcourt et déclare que

Le meilleur est toujours de suivre
Le prône de notre curé...

et l'austère Gombauld s'en indigne si fort qu'il lâche un dizain assez leste (4). Balzac rencontre ici le baron de la Motte-Saint-Surin que, depuis des années, il s'efforce d'attirer au catholicisme. Il presse son Uranie elle-même de renoncer aux « erreurs de Calvin » :

J'attends ici dans deux ou trois jours M. l'Évêque de Nantes. Plût à Dieu que vous vous y trouvassiez en même temps, et que vous eussiez le loisir de venir goûter la doctrine de ce rare personnage. Vous m'avez dit autrefois que vous n'aviez jamais vu de si sainte physionomie que la sienne, et que sa mine était un commencement de persuasion. Cette pensée me fait espérer que ce doit être lui que Dieu destine pour vous acquérir au bon parti et vous mettre dans le sein de notre Église... Nous ne dirons pas que vous ayez abjuré votre hérésie; nous dirons que vous vous êtes réveillée de votre somme... Si notre cher M. du Moulin voulait être de la partie, ce serait bien à cette fois que la fête serait grande dans le ciel... Il est très vrai qu'un si beau changement est un de mes violents souhaits; et que, pour vous voir dire votre chapelet, je voudrais de bon cœur vous en avoir donné un de diamants (1).

Voilà donc une société de gens qui sont très convaincus de part et d'autre, et qui ne prennent prétexte de leurs opinions contraires ni pour rêver d'exterminations réciproques ni même pour se calomnier. Mme des Loges n'hésite pas à rapporter cet heureux phénomène à l'influence de l'Édit de Nantes :

Nous vivons maintenant, par la grâce de Dieu, en un siècle moins brutal, et sous un prince plus doux et plus équitable, qui n'exerce pas la tyrannie à la ruine de ses sujets... Que si nos ennemis font encore les mêmes efforts que par le passé, il faut croire qu'ils n'obtiendront pas pourtant les mêmes avantages. Le roi se fera représenter l'histoire de son royaume, tout ainsi qu'Assuérus, et là, il trouvera l'édit favorable d'un Cyrus et la fidélité d'un Mardochée. Nous avons même déjà gagné ce point que, parmi nos plus grands adversaires, nous ne passons plus pour des monstres ni pour des sauvages. Non seulement ils nous tiennent pour des personnes raisonnables, mais aussi pour des chrétiens (2)...

II

Nous restons dans le même monde, en passant du salon de Mme des Loges à celui de Conrart. Mais celui-ci est plus connu, ayant donné naissance à l'Académie française.

Environ en 1629, raconte Pellisson, quelques particuliers logés en divers endroits de Paris, ne trouvant rien plus incommode dans cette grande ville que d'aller fort souvent se chercher les uns les autres sans se trouver, résolurent de se voir un jour de la semaine chez l'un d'eux. Ils étaient tous gens de lettres et fort au-dessus du commun; M. Godeau, évêque de Grasse maintenant; MM. de Gombauld, Chapelain, Conrart, Giry, feu M. Ha-

(1) *Œuvres de Balzac* (*Dissertations critiques*, XXIV), t. I, p. 309.

(2) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 306.

(3) *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme*, t. IX, p. 85.

(4) Bayle, *Dictionnaire historique et critique* (article *Mme des Loges*).

(1) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 300.

(2) *Papiers Conrart*, t. V, p. 997. — *Revue chrétienne*, 1879, p. 88.

bert, commissaire de l'artillerie, M. l'abbé de Cerisy, son frère, M. de Serisay et M. de Malleville. Ils s'assemblaient chez M. Conrart... Là ils s'entretenaient familièrement, comme ils eussent fait en une visite ordinaire, de toutes sortes d'affaires, de nouvelles, de belles-lettres. Que si quelqu'un de la compagnie avait fait un ouvrage, il le communiquait volontiers aux autres, qui lui en disaient leur avis, et leurs conférences étaient suivies tantôt d'une promenade, tantôt d'une collation qu'ils faisaient ensemble (1).

Le recueil de sa correspondance rapproche les noms les plus divers, les plus orthodoxes comme les plus hérétiques. Du côté des catholiques, l'on remarque plus d'un abbé, celui de Montigny, Chapelain, Ménage, Cassagne, le Père Mascaron ; de futurs évêques, Godeau et Huet. La marquise de Rambouillet, M[me] de Sablé, M[lle] de Scudéry, la comtesse de Maure, l'abbesse de Malnoue vont le visiter dans la maison de campagne qu'il achète à Athis pour être à portée du temple de Charenton. C'est à lui que Balzac écrit ses plus belles lettres.

Les relations de Conrart avec tous ces catholiques ne se bornent pas à de banales rencontres ou à un échange de vagues politesses. Il corrige les psaumes de Racan et de Godeau ; il revoit les sermons d'un curé de province ; il surveille la publication du *Socrate chrétien*, de Balzac, dont tant de pages essaient de réfuter les Réformateurs. Il est intimement lié avec le Révérend Père Hercules, le premier général des Frères de la doctrine chrétienne, et il lui remet, à l'occasion, des lettres de recommandation pour un de ses amis qui est à Rome.

Son attitude générale est telle que l'on se demandait, il y a peu d'années encore, s'il n'a pas été un protestant fort tiède, assez habile pour ne point se compromettre et dont l'habileté essentielle était « un silence prudent » sur les questions délicates. Mais les érudits ont fouillé la poussière des documents ; ils nous font pénétrer dans l'intimité de cette société disparue. Et voici que Conrart nous apparaît aujourd'hui comme un huguenot très convaincu et très attaché à son Église. Il est le confident et le collaborateur des pasteurs de Charenton. On lui attribue un moment le livre de Claude sur la *Perpétuité de la Foi de l'Eucharistie*, « un livre aussi bien écrit ne pouvant venir que du Secrétaire perpétuel de l'Académie française ». La vérité est qu'il en a revu le manuscrit. Il corrige la réponse de La Bastide à l'*Exposition* de Bossuet et le *Traité de l'action de l'Orateur* de Lefaucheur. Il travaille avec Daillé à la publication des *Mémoires* de Du Plessis-Mornay. Il revise le psautier en usage dans les églises réformées. Il est au courant de toutes les questions théologiques, comme le montre sa correspondance avec du Bosc. Il suit avec passion les débats qui surgissent dans le protestantisme et il souffre des divisions qu'ils provoquent, comme en font foi ses lettres à Rivet. Il est sensible aux abjurations souvent intéressées de tant de nobles. Pour servir à l'histoire de son Église, il rassemble dans ses papiers les chartes octroyées à ses coreligionnaires par tel roi ou ministre, leurs doléances à telle ou telle époque, les traités, les sermons écrits ou prononcés par les pasteurs.

Et ses amis catholiques n'ignorent point ses sentiments. Il reprend vivement Balzac qui, pour condamner le mot « calviniste » a écrit :

Ce serait faire injure aux Rohan et aux Coligny, et à tant d'autres grands seigneurs, de leur faire porter le nom d'un petit sophiste, qui ne pouvait prétendre qu'à la qualité de leur aumônier, s'ils fussent demeurés, comme ils le devaient, dans la religion de leurs pères (1).

On le connaît si bien pour ce qu'il est qu'on attacherait grand prix à sa conversion. Le 5 mai 1638, Chapelain écrit à Godeau :

J'ai vu depuis trois jours le R. P. de Condren qui a dessein de joindre M. de Conrart et de l'entretenir sur sa créance, et M. Chaudebonne doit l'accompagner. Dieu veuille donner un heureux succès à leurs bonnes intentions (2).

M. Le Roy, abbé de Haute-Fontaine, fait les mêmes pieuses tentatives ; et l'abbé Goujet, qui a lu cette correspondance, en dit :

C'est de part et d'autre un combat d'arguments et de politesses. Mais Conrart, que la force des arguments de M. Le Roy aurait dû persuader, ne se rendit point, et n'en demeura pas moins l'ami de ce célèbre abbé, comme il le fut également et constamment de tous les honnêtes gens qui pensaient autrement que lui (3).

III

Dans ces salons, on ne rencontre guère les pasteurs protestants. Mais les hôtes de M[me] des Loges et de Conrart les entendent louer, rencontrent leurs ouvrages, les lisent, finissent par nouer des relations avec ces auteurs suspects.

Balzac envoie ses livres à Du Moulin, qui lui fait hommage des siens. A cette occasion, ils échangent des compliments qu'ils laissent imprimer. Le pasteur écrit au grand épistolier de France :

Pour louer votre plume dignement, il la faudrait emprunter... Vous insultez vivement nos misères, mais de

(1) *Histoire de l'Académie française*, t. I, p. 10. — Cf. Bourgoin, [illegible], *Valentin Conrart*; Paris, 188[illegible], et Kerviler et de Barthélemy, *Valentin Conrart, premier secrétaire perpétuel de l'Académie française*; Paris, 1881.

(1) *Socrate chrétien*. — *Œuvres de Balzac*, t. II, p. 246.

(2) Bourgoin, *op. cit.*, p. 302.

(3) Abbé Goujet, *Bibliothèque française*, t. XVII, p. 393.

cela vous ne pouvez être blâmé, pour ce que vous écrivez selon votre sentiment.

Balzac réplique :

Il n'y a point de modestie qui puisse résister aux louanges qui viennent de vous, que j'ai toujours parfaitement estimé, et que je regarde il y a longtemps dans le parti huguenot comme un excellent pilote qui brave toute une flotte dans un brigantin... Notre prince ne veut point mettre de joug sur les consciences, il ne veut point faire recevoir par la force ce qui ne peut être bien reçu que par la persuasion, ni se servir contre les Français de remèdes qui ne sont bons que contre les Maures (1).

Balzac se permettant des traits contre l'hérésie, il arrive à Du Moulin de riposter vivement. Celui-ci craint de s'être aliéné l'esprit de son correspondant. Il lui envoie par Conrart un message affectueux qu'il accompagne d'un exemplaire de son *Anatomie de la Messe*. L'autre lui écrit aussitôt :

Les nouvelles marques que vous m'avez données de votre amitié me sont extrêmement précieuses, et M. Conrart vous peut assurer qu'il n'est point de perte qui me fût plus sensible que celle d'un ami de votre mérite. Il sait à quel point je vous honore, et qu'un petit mot n'est point capable de me faire changer d'inclination... Je vous confesse franchement que je ne suis pas docteur; aussi je n'en prends point la qualité, ni ne me mêle de dogmatiser... Ce n'est donc point m'offenser que de me reprocher l'ignorance de ce que je ne fais point profession de savoir, et un particulier ne doit point recevoir à injure quand on ne l'appelle point magistrat... Vous m'avez trop honoré en vous souvenant de moi en la distribution de vos présents; mais vous ne serez pas fâché, je m'assure, que je n'en loue ni la matière ni le dessein, et me contente de dire de l'artisan: *Cum tantus sis, utinam noster esses.* Ne verrons-nous point ces excellentes méditations dont on m'a parlé, qui seront à l'usage de tous les chrétiens, et que les moines mêmes pourront lire et admirer sans scrupule (2)?

Parmi tous les pasteurs protestants, Balzac est surtout lié avec celui qu'il appelle « notre cher ami Daillé ». Amateur d'éloquence, il l'apprécie partout où il la rencontre ; il pardonne les hérésies au talent, et il tient à ce que Daillé soit informé du bien qu'il pense de lui. Il écrit à Mme des Loges :

Je sais que M. Daillé vaut infiniment... J'apprécie un trésor l'amitié de ce rare personnage, et serai bien aise qu'il sache par votre moyen que j'admire l'éloquence de ses sermons pacifiques, quoique je ne souscrive pas à la doctrine de ses livres de combat (3).

Il ne résiste pas au désir d'envoyer ses ouvrages à un homme qu'il estime si haut ; et recevant de lui des éloges, il en exprime avec emphase sa reconnaissance :

Bien que d'ordinaire je sois peu satisfait de moi-même, je n'oserais faire le délicat d'un travail qui vous a plu. Vos louanges donnent une seconde lumière à mes écrits, qui durera plus que celle de l'impression, et qui me les fait trouver plus beaux qu'ils ne sont... Quel avantage est-ce que de pouvoir dire : j'ai cet homme-là de mon côté (1).

Balzac n'a pas assez d'entretenir avec lui un commerce épistolaire. Il veut le voir en personne, causer avec lui, le traiter dans sa propre demeure comme un hôte de distinction :

M. Daillé m'a fait un affront en me faisant de l'honneur. Je pensais le régaler ici quelques jours ; mais il n'a voulu, ou il n'a pu me donner que quelques heures d'un voyage de trois mois. Véritablement, ce furent de ces heures dont tous les moments sont précieux, et que j'estime plus, sans comparaison, que des vies entières de tel ou tel que vous et moi connaissons.

Il ne se lasse pas de chanter les louanges de l'orateur huguenot. Il écrit, par exemple, à Féret :

Je vous remercie, Monsieur, des sermons que vous avez pris la peine de m'envoyer, et vous supplie d'assurer l'honnête hérétique qui les a prêchés; que je l'honore et l'estime toujours extrêmement. Il y a parmi nous plus d'un révérend et plus d'un monsieur notre maître que je voudrais que notre église eût troqués pour un si aimable ennemi... Il est certain que je ne saurais m'empêcher de louer ce M. Daillé, voire en présence des jésuites mes pères spirituels, et des capucins mes chers amis. Je l'envie tous les jours à votre parti (2).

IV

On pourrait insinuer que des rapports cordiaux entre simples littérateurs ne tirent pas à conséquence, pas plus que les relations courtoises entre ces épistoliers ou poètes et quelques pasteurs. Mais, en y regardant bien, on découvre en France, à ce moment-là, de plus étranges choses.

Voyez ce qui se passe à Saumur. Il y a là une académie protestante. Elle n'a pas l'air d'être mise en interdit. Même, avec certains de ses professeurs, les représentants du pouvoir aiment à frayer. Le maréchal de Brézé, gouverneur de la province, est en relations suivies avec Amyraut (3). Il l'invite souvent à son château de Milly. Aux heures de deuil, par exemple quand il apprend la mort de son fils, le duc de Fronsac, amiral de France, il veut l'avoir auprès de lui. Malade, il lui demande des consolations

(1) *Lettre de M. du Moulin à M. de Balzac* (avec la réponse de Balzac et la réplique de Du Moulin); Genève, 1637.
(2) *Bull. de l'hist. du prot. français*, t. X, p. 355.
(3) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 437.

(1) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 603.
(2) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 632.
(3) Cf. Bayle, *Dictionnaire historique et critique*, article *Amyraut*.

et des prières. Les intendants de l'Anjou lui témoignent les mêmes sentiments. Il ne manque jamais d'aller les saluer, et tous lui rendent sa visite. Lorsqu'en 1658, il va prendre les eaux de Bourbon, il reçoit « mille honnêtetés » de M. Mandat, intendant de la province ; et il dîne chez ce personnage avec l'archidiacre de Bourges et quelques autres ecclésiastiques.

Mais ce sont là des puissants qui n'ont rien à redouter ou des laïques qui jugent peut-être piquant de provoquer ces rencontres inattendues. Voici M. Le Goux de la Berchère, à qui sa situation commande plus de prudence. Premier président au parlement de Bourgogne, il a été relégué à Saumur en 1637. Il se console de son exil dans la société des gens de lettres. Il se lie d'une intime amitié avec Amyraut; il le voit deux fois par semaine et discute avec lui sur tous les sujets. Voici l'archevêque de Paris, Hardouin de Péréfixe, qui se laisse prendre à la même tentation. Il vient à Saumur, en 1662, pour un vœu que la reine mère avait fait à Notre-Dame des Ardilliers. Il fait dire à l'illustre professeur qu'il serait bien aise de le voir. Celui-ci se déclare très honoré de ce désir, mais laisse entendre qu'il a des scrupules à l'appeler « Monseigneur ». — « Qu'à cela ne tienne, répond l'archevêque ; je me contenterai du « Monsieur ». — « Il reçut donc, dit Bayle, deux visites de ce ministre, s'entretint avec lui près de deux heures chaque fois, et le traita fort civilement. On parla entre autres choses des livres de M. Daillé, dont le prélat dit beaucoup de bien par rapport à l'érudition. » Amyraut n'est d'ailleurs en reste d'amabilités avec personne. Il distribue en aumônes les gages de son ministère, sans distinguer entre catholiques et réformés. Les religieux mendiants qui vont quêter chez lui ne s'en retournent jamais à vide. Un jour, les récollets de Saumur sont obligés de recourir à l'épargne pour rebâtir leur cloître qui a été brûlé ; c'est Amyraut qui les recommande à M. Herwart, contrôleur des finances.

A la même époque, Caen présente un curieux spectacle. « Il y avait longtemps, avant la révocation de l'Édit de Nantes, dit Segrais, que les catholiques et les huguenots vivaient ici dans une grande intelligence, qu'ils mangeaient, buvaient, jouaient, se divertissaient ensemble, et se quittaient librement, les uns pour aller à la messe, les autres pour aller au prêche, sans aucun scandale, ni d'une part, ni d'autre (1). » Dans chacun des camps, on lit ce qui se publie dans l'autre, et ce n'est pas toujours pour en disputer. Quand le pasteur Bochart publie sa *Geographia sacra*, ce livre produit sur le catholique Huet un tel effet qu'il abandonne l'étude du droit pour se livrer à celle des langues orientales et, plus tard, de la théologie. Il est pris du désir de connaître Bochart ; mais son père et sa grand'mère ayant professé le protestantisme, il craint d'abord de se compromettre par cette démarche. Enfin, n'y tenant plus, il se rend chez lui de nuit. Accueilli avec bienveillance, il lui demande ses conseils. Bientôt le vieux savant et son jeune élève sont liés d'une telle amitié qu'ils partent ensemble pour la Suède où Bochard est invité par la reine Christine. Pendant leur absence, M. Moisant de Brieux, un magistrat protestant que des raisons de santé ont obligé de renoncer aux emplois publics, fonde une académie qui réunit tous les beaux esprits de la ville ; on y réserve une place au ministre et au futur évêque qui en font partie dès leur retour.

Un des pasteurs de Caen est Pierre du Bosc. On se presse à ses sermons, et les catholiques sont nombreux dans l'auditoire. Un d'eux, M. de Petiville Le Suëur, « une des meilleures têtes du parlement de Normandie », vante en vers latins son éloquence. En 1664, à l'instigation des Jésuites, du Bosc est relégué à Châlons. L'évêque de cette ville, de la maison de Herse-Vialart, qui plus tard condamnera les Dragonnades, lui fait un chaleureux accueil. Du Bosc « n'aurait point mangé à d'autre table, s'il en eût voulu croire sa générosité ; et il le faisait réglément deux fois toutes les semaines ». Après sept mois d'exil, le 8 novembre, il revient à Caen. La population célèbre avec éclat son retour. « Les trompettes et les tambours voulurent être de la partie, et faire connaître par leurs fanfares que c'était une joie publique ; et il ne fut pas possible de leur imposer silence (1). » Quand la persécution recommencera ouvertement, il ne cessera pas ses relations avec les catholiques éclairés. C'est ainsi qu'en 1672, chez M[me] de Beringhen, il amènera l'évêque de Metz à déclarer qu'on devrait laisser leurs temples aux protestants, « parce que l'Évangile ne se doit établir que par la douceur et par la prédication de la vérité ». Enfin, en 1685, quand le temple de Caen fut démoli et les ministres exilés, dans un moment où le fanatisme se déchaînait si bien que des énergumènes violaient les sépultures du cimetière protestant, du Bosc « eut la consolation de recevoir visite du curé de la cathédrale et de plusieurs autres personnes de la religion romaine de toutes qualités ». Mais les jours de tempête sont alors revenus ; ces démonstrations ne sont plus que des souvenirs d'un temps meilleur et disparu.

Retournons un peu en arrière. Caen et Saumur

(1) Cité par Rulhière. *Éclaircissements historiques sur les causes de la Révocation*, etc., p. 34.

(1) *Vie de Pierre du Bosc* (par Le Gendre) ; Paris, 1694, p. 44. Voir aussi p. 83 et 138.

n'ont pas eu le privilège de ces bons rapports entre catholiques et huguenots.

A Honfleur, les choses vont si loin que les fabriciens de Sainte-Catherine s'en émeuvent en 1659 et délibèrent sur le fait du scandale qui naît de la hantise et conversation journalière qu'a le curé avec le ministre et autres personnes de la religion prétendue réformée, buvant et mangeant avec ledit ministre et autres en plusieurs et diverses compagnies dont toute la ville reçoit confusion, qui procède du mépris du culte de Dieu et de l'honneur dû à son caractère (1).

L'orientaliste Samuel Petit, pasteur à Nîmes, a des amis partout. L'archevêque de Toulouse, D. de Montchal, le tient en haute estime et provoque des occasions de le rencontrer et de causer avec lui. Quand le savant vient à Paris, il va dans tous les mondes. Nous le voyons par les propos mêmes que cette conduite inspire à des sectaires étroits : « Je sais, écrit son neveu Sorbière, qu'on a glosé sur ce qu'il allait tous les jeudis à cette assemblée d'honnêtes gens qui se faisait en la galerie de M. de Thoré ; que fréquenter le bon M. des Cordes et M. Caulmin était un crime ; que l'amitié de l'archevêque de Toulouse offensait ceux qui pensent qu'il n'y peut point avoir d'amitié entre personnes de diverses créances, et que toutes les conversations doivent être sur des matières de controverse (2). » David Blondel, le pasteur historien, ne craint pas de s'exposer aux mêmes critiques. Un jour, chez M. de Bausme, il dîne en la compagnie des évêques de Saintes, de Sarlat, de Montauban, et de l'archevêque de Paris : « Ils ne me parlèrent, dit-il, que de civilités, sans m'obliger à aucune défensive ou attaque concernant la religion (3). » Si des protestants lui en veulent d'avoir ruiné la légende de la papesse Jeanne, les catholiques qui lui font accueil n'ignorent pas qu'il est surtout fameux par sa critique des Fausses Décrétales et des oracles sibyllins et par ses réfutations de Baronius, de Bellarmin et de Du Perron.

Les relations que nous venons de constater ressemblent assez peu à celles qui ont l'air d'unir les « gens du monde ». Le bavardage des salons ne saurait rapprocher des esprits qui n'ont rien à se communiquer. Mais l'art de parler pour ne rien dire, ce lien des sociétés frivoles, les savants et les hommes de pensée le possèdent rarement. Pour eux, causer, c'est disputer courtoisement sur les plus gros problèmes ; causer revient à collaborer, pour peu qu'on y mette de bonne foi.

Les exemples abondent :

(1) *Bull. de la Soc. d'hist. du prot. français*, 1897, p. 93.
(2) *Bull. de la Soc. d'hist. du prot. français*, t. IX, p. 413.
(3) *Bull. de la Soc. d'hist. du prot. français*, t. X, p. 386.

Un catholique romain de qualité, raconte Bayle, avait dîné, à Bourgueil, avec M. Amyraut chez M. l'évêque de Chartres, de qui ce ministre était fort connu. Après le dîner, il fit tomber la conversation sur une matière de controverse ; il accusa les protestants d'enseigner des choses tout à fait dures sur la prédestination. M. Amyraut prit la parole, et il se noua entre lui et M. l'évêque de Chartres une espèce de dispute, mais douce et honnête, sur cette question épineuse.

C'est à la suite de cet entretien que le professeur de Saumur se met à préparer l'ouvrage qui devait faire un tel bruit dans les églises de la Réforme. C'est de même à la suite de discussions amicales avec l'abbé de Marolles, et même sur la demande de ce prêtre, que le pasteur Edme Aubertin compose son *Anatomie du livre publié par le sieur de la Milletière pour la transsubstantiation.*

Un collègue d'Amyraut est l'orientaliste Cappel. Un jour, il reçoit la visite du P. Bertat, supérieur de l'Oratoire, et du P. Morin, qui tous deux hébraïsaient. De quoi causer, sinon de la science qui les occupe d'ordinaire ? Cappel ne tarde pas à s'apercevoir que le P. Morin n'a qu'une connaissance assez médiocre de la grammaire hébraïque. Il l'exhorte à s'y appliquer (1). Celui-ci n'en veut pas à Cappel de sa franchise ; et quelques années après, c'est à son tour de lui rendre un service. Cappel vient de terminer son grand ouvrage, *Critica sacra*, qui inaugure la critique moderne de l'Ancien Testament ; il y montre que le texte des écrits bibliques n'est pas absolument pur, qu'il a été altéré par les copistes, et qu'il est possible de rétablir scientifiquement le texte primitif. Cette thèse heurte de front les opinions orthodoxes de l'époque. L'opposition décidée des protestants arrête longtemps l'impression de l'ouvrage. S'il paraît, en 1650, c'est grâce à l'intervention du P. Petau, du P. Mersenne et du P. Morin.

L'on va quelquefois encore plus loin. « Chez l'érudit protestant Henri Justel, il se faisait une fois par semaine, raconte Ancillon, une assemblée de gens doctes qui s'entretenaient de tout ce qu'il y a de curieux, de beau, et de solide dans toutes les sciences (2). » Nous savons par Richard Simon que des ecclésiastiques et des religieux y étaient attirés par le savoir du maître de la maison. Mais voici qui est plus curieux que ces réunions cordiales. Justel publie, en 1661, avec la collaboration de Guillaume Voël, son grand ouvrage, *Bibliotheca juris canonici veteris;* Voël est un catholique fervent. Il y a plus fort encore. Chez Justel fréquente le P. Richard Simon. Quand les pasteurs de Paris décident d'entreprendre une nouvelle traduction de la Bible, ils chargent le

(1) Richard Simon, *Lettres choisies*, t. I, p. 28.
(2) Cité par *la France protestante*, tome VI, p. 115.

savant protestant de sonder l'Oratorien et de l'inviter à collaborer à cette œuvre. Richard Simon accepte et fournit sa version et des notes pour une grande partie du Pentateuque et plusieurs fragments des Prophètes.

V

Il fallait mentionner le projet ébauché par le P. Richard Simon et les pasteurs de Paris. Pourtant il est de 1676. Nous avions dessein d'arrêter plus haut l'histoire de ces bons rapports entre l'élite du monde catholique et celle du monde protestant. L'Édit de Nantes n'a jamais été loyalement appliqué. Dès le lendemain de sa signature, il a été violé par les partisans de la persécution. Mais c'est surtout de 1661 que date la guerre de chicanes juridiques déclarée aux églises réformées ; c'est en 1665 que Louis XIV est décidément gagné aux idées de révocation ; et c'est en 1668 que la paix d'Aix-la-Chapelle lui donne le loisir de poursuivre un but que presque personne n'avoue et que tout le monde devine.

Aussi l'année 1669 marque-t-elle une renaissance des polémiques qui s'étaient fort apaisées (1). Certainement tous rapports ne sont pas rompus entre ces hommes que nous avons vus en correspondance intime. Bossuet reçoit avec courtoisie le protestant Jean Rou, qui vient lui offrir un ouvrage, et il le retient à dîner. Quand le même protestant est mis à la Bastille, c'est le curé de la paroisse Saint-Martin qui fait, en sa faveur, une démarche auprès de l'archevêque de Paris. Cela se passe en 1675. En 1676, le curé de Puylaurens visite le pasteur Bonafous sur son lit de mort et le recommande aux prières de ses fidèles. En 1679, Claude échange avec Bossuet des lettres qui font honneur à tous les deux. Mais ce sont là des faits exceptionnels et qui ne doivent pas faire illusion. Le parti de l'intolérance a pris le dessus ; et des milliers de fils de France sont désormais condamnés à choisir entre trois partis : mourir, passer la frontière ou mutiler leur conscience.

Il semble que tout ait été dit sur les conséquences de la Révocation. Les économistes ont mis en lumière le désastre matériel qu'elle a causé ; ils ont calculé les industries dont elle a vidé la France et enrichi l'étranger ; et plus les érudits accumulent les documents, plus la plainte des économistes se trouve confirmée. D'autres ne se consolent pas d'une perte autrement grave que cette amputation a value à la France : « C'est la moralité de la France que l'on a attaquée, tarie, desséchée dans sa source. Là est la véritable explication de la corruption qui a éclaté au temps de la Régence... En chassant le protestantisme, en persécutant le jansénisme, on a anéanti l'élément de solidité, de poids, de gravité du royaume, on a jeté la substance pour ne conserver que l'écorce. » C'est M. Brunetière qui parle ainsi, et l'on ne s'exposera pas au danger qu'il y aurait à le contredire. D'autres pensent à l'émulation scientifique que la présence de ces huguenots excitait dans le clergé catholique et aux résultats qu'avait déjà cette émulation. Ils songent au travail intérieur que révèle alors la simple amélioration du bréviaire, duquel on s'efforce de retrancher, selon le principe de Tillemont, « tout ce qui n'a pas une autorité, ou certaine ou au moins assez bien appuyée, pour être lu avec un respect et une piété raisonnables, et ne donner pas sujet aux hérétiques de se railler de notre dévotion ». Ils songent que, dans le bréviaire de Harlay, paru en 1680, plus de quarante légendes de saints sont biffées comme inauthentiques, ou suspectes, que saint Denis, patron de Paris, n'y est plus donné comme l'Aréopagite ni représenté emportant sa tête après avoir été décapité, que saint Lazare n'y est plus appelé évêque, que le récit, par saint Jean Damascène, de l'Assomption de Marie en est retranché, et que la concurrence était bonne qui produisait de tels fruits.

Pourtant, quand on a signalé tout cela, on n'a pas tout dit. Les relations courtoises et même cordiales que nous venons d'étudier avaient un effet certain. Des Français de conviction ardente apprenaient qu'il est possible de différer d'avis et pourtant de se respecter. Sans doute ils avaient leurs heures d'emportement et d'injustice. On n'a pas prétendu qu'ils étaient des saints ; et si quelqu'un l'insinuait, il n'y aurait personne pour le croire. Balzac, par exemple, n'a pas toujours tenu sur les protestants des propos fort louables. André Rivet s'en étonnait un jour à Conrart ; et celui-ci lui répondait :

> C'est un si grand désavantage, selon le monde, d'être huguenot, que, pour faire croire qu'on ne l'est pas, on ne se contente pas de dire, comme saint Pierre : « Je ne le connais pas » ; mais on renie, on blasphème, pour le faire croire. De là vient que les Jansénistes et les Arnaldistes, qui ne craignent rien tant que d'être accusés d'avoir des opinions conformes à celles des Calvinistes, ainsi qu'ils nous appellent, nous accablent d'injures atroces, sans sujet et bien souvent hors de propos, dans les livres qu'ils font contre les Jésuites, quoique leur créance sur la matière de la grâce, qui est le point fondamental du salut et de la religion chrétienne, soit semblable ou du moins fort peu différente de la nôtre. M. de Balzac suit l'erreur commune et parle de nous comme de rebelles et d'hérétiques, parce que c'est le langage du temps où il écrit. Et pour montrer que son sens est tel que je le dis, il ne laisse pas d'estimer et d'aimer chèrement les personnes qui en sont... Vous aurez aussi trouvé

(1) Voir sur ce point *Bossuet historien du protestantisme*, par A. Rebelliau, p. [illegible] et suiv.

dans diverses lettres adressées à des gens de notre créance, qu'il leur parle avec autant et plus de tendresse qu'à des prélats et à des religieux de sa communion (1).

Et ce même Balzac, qui a écrit plus d'une page regrettable, répudie de son côté les sentiments mauvais qu'on lui prête :

Qui vous a dit que j'avais de l'aversion pour les huguenots? Ce ne saurait être ni M. Conrart ni M. de Saumaise, ni M. Daillé, que j'ai tant loués et célébrés, que j'aime, que j'honore, que j'estime si parfaitement et par une profession si publique... Je vous proteste, mon cher Monsieur, que je n'ai pas plus d'aversion pour les huguenots que vous en avez pour les catholiques (2).

Un incident de ce genre est significatif. Il montre que l'éducation des Français n'était pas terminée. Si elle eût été terminée, la Révocation n'eût pas été possible. Mais cette éducation était en bonne voie. Le crime est de l'avoir arrêtée net. La France y a perdu ceci : la notion de ce qu'est la vraie tolérance.

La seule raison qu'on allègue d'ordinaire contre les violences de l'autorité spirituelle, c'est qu'elles seraient étrangement déplacées dans un siècle de scepticisme. Nous avons fait le tour des problèmes, et les problèmes nous sont restés fermés. Nous avons essayé, pour les ouvrir, toutes sortes de clés ; et quelques-uns ont fini par trouver ridicule cette opération, car on ne sait même pas où est le trou de la serrure, ni même s'il y en a un. Nous sourions si quelqu'un prétend avoir été plus heureux que les autres et avoir entrevu ce qui se passe derrière le mur. Nous l'écoutons avec courtoisie, s'il parle bien ; puis nous pirouettons sur nos talons, s'il a l'impertinence de vouloir être cru sur parole. Convaincus que personne ne possède la vérité, nous sommes tolérants pour toutes les imaginations de nos semblables; nous le sommes, suivant les tempéraments, avec indifférence ou sympathie, avec mépris ou politesse.

Quand on est sceptique et bien sceptique, on a du moins une conviction, c'est que l'âge des dogmatismes est passé. Dans l'écroulement de toute foi, cette foi reste. Elle se fortifie d'une autre : c'est que nous avons raison de penser et de sentir comme nous sentons et pensons ; c'est que les autres hommes finiront par suivre notre exemple libérateur. Et alors, ce sera la paix des esprits dans une humanité souriante. Peu à peu, l'on juge inutile d'examiner quel est le fondement moral de la liberté de penser. A quoi bon se fatiguer à démontrer qu'elle est un droit, lorsque, grâce au doute universel, elle est un fait? On laisse aux esprits inquiets, acharnés à enfoncer les portes ouvertes, le soin de dénoncer l'intolérance, ce vice des âges de foi, c'est-à-dire des âges morts. L'on ne s'aperçoit pas alors d'un phénomène qui se passe dans les âmes. Obscurément, dans les profondeurs de l'être humain, un raisonnement à peine conscient se forme. C'est que, si la tolérance tient au scepticisme, son contraire n'est pas seulement naturel chez les hommes à fortes convictions; il est inévitable et par suite légitime. Tandis que la liberté de penser descend au rang d'un simple fait, — que l'on déclare, d'ailleurs, désormais acquis, — l'intolérance cesse d'apparaître comme un crime. On accuse d'étroitesse quiconque se permet de juger et de condamner les hommes d'autrefois. On insinue que, munis comme eux d'opinions robustes, nous ne vaudrions pas mieux qu'eux, et l'on n'ajoute pas que nous aurions tort. Et aux heures mystérieuses où les vents de folie passent sur les peuples, on est désarmé contre les propagandes de haine et de persécution.

La France a besoin d'apprendre que la vigueur des convictions doit s'allier, non pas au support charitable d'autrui, non pas à une tolérance dédaigneuse, mais au respect absolu des consciences. Elle a failli au XVII[e] siècle s'en apercevoir et en prendre l'habitude. On n'est peut-être pas mauvais Français pour déplorer l'interruption de cette expérience.

Raoul Allier.

(1) *Lettres de Conrart à Rivet*, dans l'ouvrage déjà cité de MM. Kerviler et de Barthélemy, p. 106.
(2) *Œuvres de Balzac*, t. I, p. 868.

GLADSTONE

Ce ne serait pas donner au « grand vieillard » auquel l'Angleterre s'apprête à rendre un hommage national d'autant plus imposant qu'il est plus rare, le témoignage d'admiration et de respect qui lui est dû que de ne pas dire dès le début de cet article que ce qui l'a fait grand surtout, plus encore que son incomparable talent d'orateur, que sa merveilleuse habileté de tacticien parlementaire que les services éminents qu'il a rendus à son pays, c'est que tous les actes de sa longue et glorieuse carrière ont été guidés par un inaltérable et invincible amour de la justice et de la liberté.

Gladstone aima l'humanité et fut un grand libéral; il le fut d'instinct, de tempérament, de raison, en dehors et au-dessus de toutes les classifications et de tous les préjugés de parti. C'est pour cela sans doute que la postérité sanctionne l'hommage de ses contemporains et qu'elle ne s'arrêtera pas à des variations qui disparaîtront avec le vent du temps pour trouver au contraire une peu commune unité dans cette vie politique de soixante années pendant lesquelles le benjamin du conservatisme le plus orthodoxe est devenu le chef du radicalisme le plus audacieux.

Gladstone ne fut peut-être pas fidèle à un parti. Mais il fut fidèle à des idées et à des principes, et lorsqu'il lui arriva de se séparer de ses amis politiques, ce ne fut jamais par intérêt ou par ambition.

*
* *

Quatrième fils d'un riche négociant de Liverpool, William Ewart Gladstone fut dès l'enfance pour ainsi dire destiné, préparé à la carrière politique, et à sa sortie de l'Université d'Oxford, en 1832, à 23 ans, il entrait à la Chambre des communes sous le patronage du duc de Newcastle, grand électeur du bourg pourri de Newark. Sa famille était conservatrice (1), et le torysme n'eut pas d'adepte plus fervent que le jeune député à peine émancipé qui prononça son *maiden speech* contre l'émancipation des esclaves, ou plutôt contre leur affranchissement immédiat. Mais il ne fut pas long à trouver sa voie; deux ans après son arrivée à Westminster il était attaché au ministère conservateur libéral de sir Robert Peel, en qualité de *junior lord* du trésor d'abord, puis comme sous-secrétaire d'État aux colonies. Jusqu'en 1894, pendant soixante ans, il resta continuellement sur la brèche, porté au pouvoir ou refoulé dans l'opposition par le flux et le reflux du mouvement électoral, changeant d'électeurs quand ses électeurs refusaient de le suivre et allant toujours de l'avant pour la justice, pour la liberté, pour l'humanité, entraînant le pays qui parfois essoufflé demandait grâce et pour se reposer rappelait au pouvoir les adversaires et les rivaux de cet insatiable réformateur auquel l'Angleterre peut être reconnaissante, car elle lui doit une grande part de sa prospérité et sa puissance actuelles.

Gladstone, tombé du pouvoir en 1835 avec sir Robert Peel, était revenu avec son chef en 1841, en qualité de vice-président du Board of trade, dont il prenait la présidence en 1843 jusqu'en 1846; ministre des finances (chancelier de l'Échiquier) de 1852 à 1856 sous lord Aberdeen et de 1859 à 1865 sous lord Palmerston; il est chargé en 1869 de former un ministère dans lequel il se réserve encore les finances et qui dure jusqu'en 1874. De nouveau Président du Conseil de 1880 à 1885, puis de février à août 1886, il reprend pour la dernière fois le pouvoir de 1892 à 1894, date de sa retraite définitive. Quelle fut son œuvre?

En 1841, lorsque Gladstone entra au ministère du commerce, les contribuables anglais payaient des droits sur 1 052 objets importés. Ils n'en paient plus que sur quatre: l'alcool, le vin, le thé et le tabac, et les douanes rapportent 25 millions de plus.

En 1852, l'année de son arrivée au ministère des finances, la dette de l'Angleterre était de plus de 800 millions de livres sterling (20 milliards de francs), et le déficit de 105 millions de francs. La dette a été réduite de plus de 4 milliards, la charge annuelle, qui était de 28 millions, n'est plus que de 25 millions dont 7 consacrés à l'amortissement. Le déficit a disparu naturellement, et le budget se solde chaque année avec un surplus sans cesse croissant malgré une dotation de 1 milliard 200 millions pour la guerre et la marine.

Gladstone avait compris que la vapeur avait révolutionné le commerce et l'industrie, et qu'il fallait mettre la politique économique de l'Angleterre d'accord avec les nouveaux moyens d'action dont ils disposaient; en même temps qu'il faisait disparaître toutes les entraves qui pouvaient paralyser le commerce, qu'il travaillait à l'affranchissement de la marine marchande jusqu'alors soumise à de vieilles mesures protectionnistes datant de Cromwell, il libérait l'industrie en réduisant au strict minimum les charges des contribuables.

Cette grande œuvre économique et financière, Gladstone ne l'accomplit pas seul assurément. Avec son premier chef, sir Robert Peel, d'autres y prirent une part considérable. Les noms de Cobden et de Bright resteront à jamais attachés à l'abrogation des *Cornlaws* et à la conclusion des traités de commerce, mais la gloire d'avoir fait l'Angleterre moderne, de l'avoir portée au degré de prospérité auquel elle est parvenue est assez grande pour pouvoir être partagée, et les impérialistes de l'école Beaconsfield, les *greater Britainers* comme M. Chamberlain qui n'ont pas assez de mépris pour la politique mesquine de Gladstone en se ralliant à l'unanimité à l'hommage solennel et sans précédent qui lui a été rendu, en levant la séance de la Chambre des communes en signe de deuil à l'occasion de la mort du « grand vieillard » redevenu simple citoyen, ont dû songer que cette « politique mesquine », qui a fait la fortune de l'Angleterre, a seule rendu possible la politique « bundastique » qu'ils ont héritée de l'inventeur de l'impérialisme britannique. Ils savent que sans Gladstone Disraeli eût été impossible, et que c'est la richesse acquise par le premier qui a permis le fastueux étalage de gloriole du second; que c'est le bûcheron de Hawarden qui a été en fait le créateur de cet immense empire colonial dont le jubilé de la Reine a marqué le rayonnant épanouissement.

Il y a eu, il devait y avoir une large part de reconnaissance dans leur hommage à sa mémoire.

(1) Le 27 décembre 1839, Stuart Mill écrivait à son ami Gustave d'Eichthal :

« Parmi leurs adeptes en vue (les membres de la nouvelle école catholique d'Oxford) se trouve, à ce qu'on m'affirme, Gladstone, le seul jeune homme de valeur du parti *tory*, celui qui deviendra sans doute, après Peel, le leader de ce parti, à moins que cette affaire religieuse ne l'en vienne empêcher. » *Correspond. inéd.* de J. Stuart Mill; Paris, 1898.

***

Gladstone n'a pas affranchi seulement le contribuable anglais. L'apôtre du *free trade* a été aussi celui du *free vote*. Il savait par expérience ce qu'étaient les élections en Angleterre. Il avait dû son entrée au Parlement à un « bourg pourri », à une de ces circonscriptions électorales où le seigneur, le *landlord*, le maître de la terre était aussi maître des consciences. Il voulut rendre à l'électeur sa dignité et son indépendance. Il fit voter un bill consacrant le secret du vote, et des réformes successives augmentèrent le nombre des circonscriptions électorales et en modifièrent la délimitation de manière à arriver à une plus équitable répartition de la représentation nationale.

L'œuvre législative de Gladstone est du reste la plus considérable qu'aucun ministre anglais ait accomplie en ce siècle : et pendant la durée seule du premier ministère qu'il présida de 1869 à 1874, il fit voter successivement le *ballot bill*, une réforme de la loi des patentes, une loi sur les faillites, une loi sur les trades-unions, une loi sanitaire, une loi sur les mines, une réforme de l'organisation judiciaire, l'abolition de l'achat des grades dans l'armée. Son infatigable activité ne reculait devant aucun obstacle, courant sus à tous les abus, modifiant, refondant l'amas informe et indigeste des lois et des coutumes qui restent encore le seul code anglais. Le pays finit par demander grâce. Les intérêts coalisés que cet intraitable réformateur sapait sans merci, exploitèrent les défaillances de sa politique étrangère, « un rayonnement d'excuses » disait M. Disraeli, et les élections générales rendirent la majorité aux conservateurs.

Il semble lui-même un moment las de tant d'énergie si généreusement dépensée et, en 1875, il abandonne la direction du parti libéral. Mais sa retraite ne fut pas longue. Dès l'année suivante les événements d'Orient le ramènent dans l'arène politique et pendant quatre ans il fait une opposition sans merci à son grand rival, et en 1880, après une campagne électorale sans pareille, pendant laquelle, quinze jours durant, il harangua sans relâche, presque du matin au soir, les électeurs du Midlothian, le pays galvanisé lui rendait le pouvoir avec une majorité écrasante.

Gladstone en profita pour faire un pas de plus en avant. Dans le ministère qu'il fut chargé de constituer après les élections, deux places furent réservées à des radicaux, M. Chamberlain (qui depuis...) et sir Charles Dilke, et il débuta par proposer une nouvelle réforme électorale.

Mais à partir de ce moment la politique purement anglaise, la politique de réformes qui avait fait sa gloire et la fortune de son pays ne joua plus qu'un rôle secondaire dans la vie publique de Gladstone, débordé d'une part par les questions extérieures, accaparé de l'autre par les affaires irlandaises.

***

La politique étrangère de Gladstone n'a pas eu, à beaucoup près, l'éclat de sa politique intérieure, et nous n'avons pas été seuls en France à trouver qu'en 1870 il a manqué de perspicacité en encourageant et en approuvant la neutralité et l'abstention préconisée par lord Granville, son collègue au Foreign Office, et lorsque la Russie, dès le début de l'année 1871, dénonça le traité de Paris et contraignit l'Angleterre à renoncer à sa neutralité de la mer Noire, pour laquelle elle nous avait entraînés, à la guerre de Crimée, on comprit même en Angleterre que le principe égoïste du « splendide isolement » que devait vanter M. Goschen quelques années plus tard, pouvait avoir autant d'inconvénients que d'avantages.

Tout rebelle qu'il fût à l'intervention anglaise dans les affaires extérieures, Gladstone ne fut pas moins l'auteur du bombardement d'Alexandrie et de l'occupation de l'Égypte, et il portera devant l'histoire une grande part de responsabilité du honteux abandon de Gordon à Khartoum. Encore que l'on puisse dire à sa décharge qu'il avait réclamé notre participation à la répression par la force du soulèvement d'Arabi-Pacha, et qu'il n'est pour rien dans la faute inconcevable que nous avons commise en déclinant son offre, nous pouvons du moins lui reprocher de ne s'être guère souvenu que dans l'opposition, de l'engagement qu'il avait solennellement pris au sujet du caractère temporaire de l'occupation.

Mais ses compatriotes passent volontiers condamnation sur ces oublis ; ils ont contre lui d'autres griefs plus sérieux ; ils lui en veulent d'avoir systématiquement négligé les colonies, d'avoir trop incomplètement revendiqué contre la Russie les droits de l'Angleterre en Asie, d'avoir traité avec les Boers du Transvaal après le désastre de Majuba Hill, d'avoir provoqué un conflit avec la France à propos des finances égyptiennes, un autre avec l'Allemagne à propos des colonies africaines, d'avoir mécontenté les Australiens dans la Nouvelle-Guinée et dans les Nouvelles-Hébrides, et la colonie du Cap dans le Bechuanaland. Et tous ces reproches ne manquent pas de fondement.

Gladstone, comme la plupart des libéraux anglais — c'est peut-être pour cela que l'on ne rencontre guère que des tories parmi les Anglais fixés à l'étranger, — croyait que l'expansion de l'Angleterre devait être surtout industrielle et commerciale. Dès 1850, répondant à un discours de lord Palmerston dont il fut pourtant le collaborateur et le collègue, qui avait invoqué la vieille devise latine : *civis ro-*

manus sum, il avait protesté en opposant la civilisation anglaise à la civilisation romaine, la grandeur de Rome fondée sur l'exploitation des peuples vaincus à la prospérité britannique basée sur l'échange et la rémunération du service. Il voulait son pays grand par sa richesse commerciale et industrielle, et restait insensible à la gloire des conquêtes même pacifiques, et lorsque lord Beaconsfield revenait du congrès de Berlin avec, dans sa poche, l'île de Chypre qu'il avait cyniquement escamotée, il trouvait que la valeur du cadeau compensait insuffisamment l'indélicatesse du procédé.

Et pourtant, Gladstone ne restait pas indifférent aux événements du dehors. En 1850, il avait, dans une série de lettres adressées à lord Aberdeen, dénoncé les iniquités de la tyrannie agonisante des Bourbons de Naples. En 1876, il fulminait « contre les atrocités bulgares » et, en 1895, après sa retraite, il rassemblait ce qui lui restait de vigueur pour stigmatiser les massacres arméniens et flétrir le « grand assassin » de Constantinople. « Puisse Dieu, s'écriait-il, dans sa miséricorde, mettre promptement fin au pouvoir du Turc et à ses méfaits. » Mais Gladstone qui, ministre de 1852 à 1854, avait approuvé l'alliance de l'Angleterre et de la France avec la Turquie malfaisante contre la Russie, ne fit rien, étant ministre en 1859 pour aider la France à émanciper l'Italie. Mais Gladstone, qui dans l'opposition en 1876 avait *lancé* les atrocités bulgares et qui avait approuvé, encouragé l'intervention de la Russie, ne fit rien de 1880 à 1885, alors qu'il était premier ministre, pour affranchir les sujets du sultan et pour réparer les fautes qu'il avait reprochées à lord Beaconsfield, et l'on peut se demander si, ministre, il eût, plus que lord Salisbury, risqué de se séparer de l'Europe méfiante pour arrêter les massacres arméniens.[1]

Aussi bien, ses adversaires et ses ennemis ont prétendu que ces accès de philanthropie internationale n'étaient que des manœuvres d'un habile tacticien d'opposition et que ces tirades humanitaires n'ont jamais été que des morceaux de rhétorique pathétique. Nous aimons mieux croire que si, en politique étrangère, Gladstone ministre ne s'est pas toujours rappelé les indignations de Gladstone indépendant, c'est que le gouvernement d'une grande nation a des exigences qui rendent inévitables certaines capitulations de conscience et que l'homogénéité ministérielle rend parfois indispensables des concessions et des transactions que l'on est obligé d'accepter sans les approuver ni même les comprendre.

* * *

Mais Gladstone redevient lui-même lorsqu'il s'attaque aux abus de l'administration anglaise en Irlande. Il ne se contente plus d'accuser, de dénoncer, de flétrir; il agit. Le réformateur reparaît et consacre à cette œuvre qu'il ne parviendra pas à réaliser les dernières années de sa vie publique.

L'Irlande devait depuis longtemps à Gladstone une mesure d'affranchissement, le *disestablishment* de l'église anglicane, la séparation qui avait libéré la population catholique de cette cendrillon du Royaume-Uni, de la riche dotation qui lui avait été imposée en faveur du culte protestant, lorsque éclatèrent les troubles agraires qui forcèrent le gouvernement anglais à s'occuper de l'île sœur autrement que pour l'exploiter. Il commença par lui témoigner sa sollicitude par une répression sans merci, mais les Irlandais résistèrent; à la sévérité d'une législation exceptionnelle, ils répondirent par la violence et à un redoublement des mesures de coercition, par le crime. Gladstone était ministre lorsque le principal secrétaire pour l'Irlande, lord Frederick Cavendish et son assistant, M. Burke, furent assassinés à Phœnix-Park. Il comprit qu'il ne suffisait plus de sévir, qu'il fallait en même temps guérir les maux qui provoquaient de pareils attentats de patriotes exaspérés, et qu'il ne suffisait plus de mettre hors la loi les invincibles aussi redoutables qu'insaisissables.

Sans abdiquer, tout en maintenant les mesures draconiennes que le renouvellement des crimes agraires et les avertissements des dynamitards rendaient indispensables, il entreprit de donner à l'Irlande un gouvernement qui lui permît de vivre, de ne plus être traitée sous prétexte d'union en pays conquis.

L'Irlande avait alors un vrai chef : Parnell. Gladstone s'allia avec Parnell. Le « roi sans couronne » réclamait pour l'Irlande le droit de s'administrer elle-même. Gladstone fit sien le programme des Irlandais et il en poursuivit la réalisation, même après la disparition de Parnell[1], sans se laisser arrêter par les défections de ses amis les plus chers et par la dislocation du parti dont il était le chef. La lutte fut longue. Le premier projet de *home rule* de Gladstone remonte à 1880. Repoussé par la Chambre des communes, condamné par les électeurs qui, immédiatement consultés, donnèrent la majorité aux conservateurs et aux libéraux-unionistes coalisés une majorité de 110 voix, Gladstone revint à la charge en 1893, après avoir ramené le pays à lui, mais avec une majorité insuffisante pour imposer une réforme de cette importance. On sait qu'il réussit cette fois à obtenir des Communes le vote de son projet qui, tout en dotant l'Irlande d'un parlement séparé, maintenait l'« union » avec la Grande-Bretagne en conservant la représentation irlandaise au Parlement impérial à Westminster. Mais la Chambre des lords le repoussa à une majorité écrasante.

Gladstone avait déclaré quelques mois auparavant, au cours de la discussion de l'adresse en ré-

ponse au discours du trône que le *home rule* était le seul lien qui le retînt à la vie publique. Il était arrivé à un âge où il ne pouvait plus espérer recommencer la bataille une troisième fois. On trouvait déjà que ses facultés commençaient à décliner. Pendant le débat qu'il venait de soutenir, on avait constaté que si son éloquence restait la même, si le langage était toujours aussi facile, aussi élégant, la parole n'était plus aussi entraînante qu'autrefois, et que les ressources de l'argumentation n'étaient plus les mêmes. Gladstone avait été le plus admirable orateur parlementaire que l'on pût rêver. Ses exposés financiers étaient cités comme des merveilles de lucidité et d'élégance. On admirait le vieillard de quatre-vingt-quatre ans qui avait osé engager une telle partie et qui l'avait menée jusqu'au bout sans défaillance, avec une prodigieuse énergie. Mais on comprenait que c'était fini. Gladstone le comprit aussi. Il cédait quelques mois après la présidence du conseil à lord Rosebery et annonçait à ses électeurs du Midlothian, les seuls qui lui fussent restés fidèles pendant plusieurs législatures, qu'il ne se représenterait plus aux prochaines élections.

Et ce travailleur infatigable, pour se reposer, reprit sa cognée pour abattre les chênes du parc de Hawarden et sa plume pour traduire Homère et Horace et poursuivre ses travaux théologiques. Car Gladstone ne fut pas seulement un homme d'État incomparable, un orateur prodigieux, ce fut un écrivain d'une extraordinaire fécondité. Ses œuvres complètes, études religieuses, politiques et littéraires, rempliraient une bibliothèque.

CHARLES GIRAUDEAU.

Une entrevue avec M. Gladstone.

SOUVENIR PERSONNEL

En 1879, M. Gladstone vint passer quelques jours à Paris avec sa famille. J'écrivais alors au *Télégraphe*. Le directeur de ce journal, M. Jézierski, voulut profiter de l'occasion pour avoir la solution d'une question intéressante.

Quelques années auparavant, M. Gladstone avait publiquement formulé des doutes sur l'aptitude de la France à pratiquer les institutions républicaines, ou même simplement libérales. Depuis, le maréchal de Mac-Mahon avait dissous la Chambre le 16 mai 1877, et l'opposition, dirigée d'abord par Thiers, puis par Gambetta, avait mené vigoureusement la campagne des 363 et remporté une victoire éclatante.

Il s'agissait de savoir si l'illustre homme d'État anglais avait ou non changé d'opinion sur notre compte. Je fus chargé d'aller le lui demander.

J'aurais pu, par mes relations personnelles, me procurer une lettre d'introduction. Mais le temps pressait, mes amis étaient absents; je me présentai donc bravement à l'hôtel de la rue de l'Arcade, et, sur la production de ma carte de journaliste, je fus immédiatement reçu par M. Gladstone dans une grande pièce au rez-de-chaussée, où il se trouvait avec sa fille.

Je n'étais pas sans éprouver une véritable appréhension. Je n'avais jamais jusque-là exercé les fonctions de *reporter* qui, en France au moins, ne faisaient que de naître; l'idée de mettre ainsi sur la sellette un homme de cette envergure me semblait plutôt choquante, et je reconnaissais, *in petto*, à mon illustre interlocuteur le droit absolu de m'envoyer promener.

Il ne le fit pas, bien au contraire, et quand je lui eus posé la question, justifiant ma démarche par le grand prix que le parti libéral français attachait à l'opinion du grand ministre libéral anglais, il me répondit, sans hésiter, que l'union et l'entente de toutes les fractions républicaines, leur discipline parfaite, l'énergie et la continuité de leurs efforts, avaient complètement modifié ses idées. Suivant lui, la France venait, en effet, de montrer, contrairement à des précédents trop nombreux, qu'elle savait et pouvait poursuivre et atteindre un but déterminé par des voies exclusivement légales et régulières.

Je le remerciai de cette réponse, ajoutant qu'elle serait d'autant plus agréable aux Français qu'ils avaient conservé un souvenir pénible de l'attitude du ministère Gladstone en 1870.

Quant à cela, répliqua-t-il avec beaucoup de vivacité, voici la vérité qui n'est pas connue. Lorsque la candidature Hohenzollern vint envenimer les relations déjà tendues entre la France et la Prusse, lord Granville, alors chef du Foreign Office, offrit aux deux nations les bons offices de l'Angleterre pour maintenir la paix. En 1867, lors du conflit sur la question du Luxembourg, lord Derby avait fait une démarche analogue qui avait été couronnée de succès. C'était d'ailleurs agir en conformité de l'article du traité de Paris de 1856. Cette proposition de lord Granville fut acceptée par M. de Bismarck, mais M. de Gramont la repoussa. Nous crûmes voir dans ce refus la preuve que le gouvernement français cherchait et voulait la guerre à tout prix et, sans insister davantage, nous laissâmes les destinées s'accomplir.

A son tour, il m'interrogea. Il me demanda si je croyais que le suffrage universel, librement exercé, pût comporter un gouvernement stable, ayant une politique suivie, et à l'abri des secousses révolutionnaires.

Sans hésitation, je répondis affirmativement, exposant à M. Gladstone qu'à mon avis les défauts théoriquement reprochés au suffrage universel étaient

très largement atténués chez nous par la prépondérance numérique des paysans propriétaires.

Moins ouvert que l'ouvrier aux utopies, peut-être aux idées générales et généreuses, le paysan français a un sens pratique très exercé et incomparablement supérieur à celui de bon nombre de bourgeois. C'est un véritable *entrepreneur*, habitué à penser, à agir par lui-même, à peser scrupuleusement les motifs de tous ses actes. Ah! fis-je en terminant, le jour où le paysan voudra bien apporter au choix d'un député le même soin, la même réflexion qu'il apporte aujourd'hui à l'acquisition d'une vache, la France sera le pays le mieux gouverné de la terre!

Cette réflexion fit sourire M. Gladstone et même sa fille qui avait assisté en silence à l'entretien.

Je savais ce que je voulais savoir; il m'eût paru indiscret de prolonger plus longtemps l'entrevue. Je me levai donc et remerciai l'illustre homme d'État de la parfaite courtoisie de son accueil. Puis, avant de m'en aller et à titre de compensation morale, en quelque sorte, je lui dis avec quel intérêt j'avais lu, dans la *Nineteenth Century*, ses articles sur Homère et la sensation *du bleu* (1).

A ce moment, il se fit un changement subit dans la physionomie et les manières de M. Gladstone.

Jusque-là, il avait répondu à mes questions avec la plus parfaite courtoisie, je le répète, mais aussi, il faut bien l'avouer, avec l'air résigné d'un homme qui remplit un devoir « professionnel », je dirais volontiers — car c'est bien le mot — une corvée.

Dès que j'eus prononcé le nom d'Homère et du docteur Magnus, son visage s'illumina; il me fit rasseoir et me demanda avec le ton du plus vif intérêt ce que je pensais de la question.

J'ai le regret, fis-je à mon tour, d'être en complet désaccord avec vous ; j'ai même commis, dans la *République française*, un article où je crois avoir démontré que la thèse de M. Magnus n'est pas exacte.

(1) Ceci demande explication. Il y a une vingtaine d'années, un savant allemand, le Dr Hugo Magnus, émit l'hypothèse que le sens des couleurs était plus développé de nos jours que dans l'antiquité. A l'appui de son dire, il montrait qu'il n'est pas question de la couleur bleue dans Homère, même quand il s'agit du ciel ou de la Méditerranée, et il en concluait que cette sensation du *bleu* n'existait pas pour les Hellènes de l'*Iliade*. M. Gladstone, alors en dehors de la politique, avait pris feu pour cette thèse à l'appui de laquelle il avait apporté le puissant concours de sa grande connaissance du grec. Examinant la question dans un article scientifique de la *République Française*, j'avais adopté une conclusion diamétralement contraire; j'avais cherché à prouver que c'était, non la sensation du bleu qui faisait défaut, mais l'aptitude de la poésie du temps à décrire les phénomènes naturels. Et je produisais un argument vainqueur : dans toute l'œuvre de La Fontaine, le mot *bleu* n'est pas prononcé une seule fois. Nous savons pourtant, et de reste, ne fût-ce que par le *cordon-bleu* et les tableaux de Lesueur, que la sensation du *bleu* existait, aussi complète que possible, pour les contemporains de Louis XIV.

Envoyez-moi donc ce travail, reprit-il ; la question m'intéresse énormément.

Et nous nous séparâmes avec de chaleureuses poignées de main.

Je ne pus lui expédier mon article que quelques semaines après; il venait de mener à bien son étourdissante campagne dans le Midlothian et était redevenu premier ministre. Il trouva le temps néanmoins de m'écrire un mot fort aimable où il me remerciait de mon envoi, ajoutant que, revenu aux affaires, il n'avait plus le loisir de s'occuper de la question, ce que je compris sans peine.

Et je serrai précieusement l'autographe, songeant à Ingres plus épris de son archet que de ses pinceaux.

Georges Guéroult.

LES ODEURS DE PARIS

Il existe à proprement parler une question des odeurs de Paris et les optimistes n'auraient pas de peine à s'en convaincre en parcourant différentes régions de la ville à certaines époques de l'année, particulièrement en été; les habitants des quartiers du nord-ouest et de plusieurs communes de la banlieue se plaignent périodiquement, avec une âpreté véhémente, de ne pouvoir respirer qu'un air empesté; dès que la nuit tombe, ils sentent pénétrer dans leurs demeures et passer sur leurs têtes un zéphyr empoisonné contre lequel l'occlusion hermétique de leurs appartements ne parvient même pas à les protéger.

Le mal est si flagrant que nul ne songe à le nier; tout au plus, les docteurs Tant-Mieux de l'administration essaient-ils d'innocenter ces puanteurs en les déclarant inoffensives au point de vue de la santé publique.

Cette incommodité, indifférente ou insalubre, ne date pas d'hier et ces odeurs intermittentes n'ont pas pris naissance sous la troisième République. Les syndics de faillite de la science contemporaine n'y puiseront pas d'arguments pour glorifier le passé, et les émules de Louis Veuillot, qui seraient tentés d'opposer au propre les odeurs de Paris au parfum de Rome, s'exposeraient à une réplique victorieuse, s'ils essayaient d'établir que les autres capitales du monde échappent complètement à des reproches de même nature.

En quel état devait se trouver Paris avant le XIIe siècle, on se l'imagine aisément, si l'on se représente une ville dont le pavé romain a disparu et dont la toilette élémentaire était complètement négligée. Lorsque le roi Philippe-Auguste prit la

louable initiative de faire paver les rues de sa capitale, il y avait été incité par une odeur épouvantablement suggestive. Le vieil annaliste Rigord nous a conservé le souvenir de cette scène : le roi, de passage à Paris pour les affaires de l'État, s'était mis à une fenêtre de son palais situé au bord du fleuve ; *les chariots qui traversèrent la cité soulevèrent une odeur si fétide de la boue amassée dans les rues que le Roi ne put la supporter.* Cette désagréable impression servit à quelque chose et des équipes de paveurs se mirent à la besogne.

Les travaux de viabilité ne se poursuivirent que lentement ; les causes d'infection intérieure abondaient et le nettoiement des rues se heurtait aux plus vives résistances. Au XIVe siècle, la place Maubert était à ce point recouverte de boue et d'ordures que le pain en restait empuanti ; la place de Grève était encombrée d'immondices ; les ordonnances de police enjoignent aux habitants de jeter des seaux d'eau devant leurs portes à la même heure en été, afin de combattre l'horrible puanteur qui alourdit et empoisonne l'atmosphère ; le *méchant air* engendré par la saleté habituelle des rues résiste à toutes les ordonnances.

D'après un témoignage contemporain, au milieu du XVIIe siècle, les boues noires qui croupissent dans les rues surpassaient en puanteur toutes les plus grandes infections et, au dire de De la Mare « les rues étaient si remplies de fange que la nécessité avait introduit l'usage de ne sortir qu'en « bottes ».

Jusque vers la fin du XVIIe et même du XVIIIe siècle, les règlements de voirie, de salubrité étaient si mal obéis que Louis XIV *promettait de marcher exprès dans les rues pour voir si ses ordres à cet égard avaient été exécutés.*

Le maître Fi-Fi et des basses-œuvres, ce gadouard anobli, ne se gênait pas dans l'accomplissement de sa tâche écœurante et son passage ne laissait pas d'être marqué par plus d'une trace matérielle ! Les fosses n'étaient pas étanches et d'horribles liquides rejoignaient la nappe d'eau souterraine.

En vain les ordonnances les plus sévères enjoignaient-elles d'éloigner les tanneurs, les fours à cuire les poteries de terre, les teinturiers, les tueries de bestiaux ; les ruisseaux fangeux débordaient : les pamphlétaires dénonçaient Lutèce crottée. En 1782, c'est-à-dire à la veille de la Révolution française, Mercier, dans son célèbre *Tableau de Paris*, a laissé de cette infection chronique de Paris une esquisse inoubliable ; il a montré le sol ruisselant du sang des boucheries, l'air vicié par des exhalaisons infectes de provenance variée. « Des rues étroites et mal percées, écrit-il, des maisons trop hautes et qui interrompent la libre circulation de l'air, des boucheries, des poissonneries, des égouts, des cimetières, font que l'atmosphère se corrompt, se charge de particules impures et que cet air renfermé devient pesant et d'une influence maligne. »

Les gadoues avoisinent les barrières et couvrent les campagnes à une demi-lieue de la capitale ; l'odeur rentre en ville et parcourt les boulevards. « L'odeur cadavéreuse se fait sentir dans presque toutes les églises. » Les maisons sont puantes et les habitants perpétuellement incommodés ; chacun a dans sa maison, suivant l'expression pittoresque de Mercier, des magasins de corruption ; les cimetières, disséminés à l'intérieur de la ville, saturés de cadavres, ne contribuent pas peu à souiller l'atmosphère, à répandre dans les airs des germes putrides.

Le fameux charnier des Innocents est bondé d'ossements, de débris humains en cours de décomposition. Les boutiques de lingerie, de modes, de mercerie, n'y perdaient pas une cliente et les échoppes d'écrivains publics n'en étaient pas moins fréquentées. « C'est au milieu des débris vermoulus de trente générations, qui n'offrent plus que des os en poudre, a écrit Mercier, c'est au milieu de l'odeur fétide et cadavéreuse, qui vient offenser l'odorat, qu'on voit celles-ci acheter des modes, des rubans, et celles-là dicter des lettres amoureuses. » Tel était, jusqu'aux approches de la Révolution, *ce cimetière vaste et hideux*, un défi séculaire à l'hygiène.

Les détritus accumulés sur plusieurs points de la ville avaient fini par former des éminences, les buttes des rues Meslay et Notre-Dame-de-Nazareth, Bonne-Nouvelle, des Moulins, le labyrinthe du Jardin des Plantes ; les grandes et petites voiries n'en sont pas moins malfaisantes pour autant. La voirie de Montfaucon, d'abord située en plein faubourg Saint-Martin, plus tard transférée au pied des Buttes-Chaumont, étalait cyniquement ses lacs infects et laissait déborder ses bassins de pourritures ; toute une région de Paris était littéralement empoisonnée.

D'ailleurs, les noms de rues eux-mêmes, en leur brutalité pittoresque, évoquent leur malpropreté légendaire, *Orde-Rue*, rue du *Trou-Punais*, etc., etc.

La moindre averse était un désastre ; les eaux de pluie croupissaient, d'ignobles ruisseaux s'écoulaient avec peine, exhalant des miasmes et des émanations dont se ressentait la santé des habitants. Les premiers égouts coulaient à ciel ouvert, le ruisseau de Belleville débouchait dans les fossés de la Bastille, le ruisseau de Ménilmontant se jetait dans la Seine près de Chaillot ; ces canaux primitifs étaient loin d'être inodores. Les rois de France, qui habitaient l'hôtel Saint-Pol ou l'hôtel des Tournelles, accablaient de plaintes et de reproches le prévôt des marchands ; Louis XII, François Ier et Henri II ne purent obtenir l'éloignement de l'égout Sainte-Catherine : François Ier se décida même, en raison de ce fâcheux

voisinage, à échanger sa terre de Chanteloup contre le terrain des Tuileries. La construction d'égouts voûtés, dont le prévôt Hugues Aubriot prit l'initiative, a été due à la nécessité d'échapper à ces senteurs repoussantes et délétères.

Comment, avec toutes ces causes d'insalubrité, l'air n'aurait-il pas été vicié et surtout comment n'aurait-il pas été altéré au point de vue de l'odorat? Il n'y a pas le moindre doute à cet égard ; les foyers d'infection étaient nombreux et constants, non seulement au XIVe siècle, mais encore vers 1789, à l'époque où Mercier rédigeait ses notes substantielles et véridiques sur l'état matériel et moral de Paris, et même en 1824, lors de la publication des remarquables études de Parent-Duchatelet. Toutes les eaux pluviales et ménagères n'étaient pas recueillies dans les égouts existants, elles s'accumulaient dans des mares puantes, celles de la Pépinière, du Luxembourg, de Picpus, du Cloître des Bernardins, du cul-de-sac de Saint-Sébastien et de la rue Basse-Saint-Denis ; tout le voisinage était horriblement incommodé par ces odieux cloaques.

En 1826, les eaux vannes en excès de la voirie de Montfaucon étaient lâchées toutes les nuits en Seine et l'infection battait son plein.

En 1832, le préfet de police Gisquet, en visitant l'ignoble voirie, y rencontra des industriels occupés à repêcher des poissons morts pour les revendre ensuite aux barrières.

Les égouts, mal construits et insuffisamment lavés, dégageaient des odeurs variées, dont Parent-Duchatelet a noté avec une courageuse minutie la gamme ascendante, depuis la fadeur désagréable jusqu'à la putridité répugnante. « Jusqu'en 1830, a écrit Belgrand, tous les Parisiens ont pu apprécier ces odeurs caractéristiques en passant près de ces énormes ouvertures où s'engouffraient les eaux pluviales et ménagères pour arriver aux égouts. Il se formait alors à la surface de la vase répandue au fond des égouts une sorte de couenne épaisse désignée par les ouvriers sous le nom de *peau de crapaud*. Lorsqu'on crevait cette peau, il s'en échappait en abondance des gaz délétères et infects, qui souvent asphyxiaient les ouvriers employés au nettoyage. »

L'emploi des eaux publiques au lavage des égouts, l'importation à Paris du type ovoïde des petites galeries d'égout de Londres, la suppression de la voirie de Montfaucon, transférée à Bondy, la construction du dépotoir de la Villette, l'accroissement de la canalisation souterraine, l'augmentation du volume d'eau, l'amélioration des services de pavage des chaussées et de nettoiement de la voie publique, l'observation plus rigoureuse des règlements de voirie, les progrès réalisés dans le curage des grands égouts, l'envoi obligatoire à l'égout des eaux ménagères qui, jusqu'en 1852, stagnaient et puaient à ciel ouvert, l'introduction de l'eau dans la maison, l'application du grand programme auquel Belgrand, Haussmann et Alphand ont attaché leurs noms, bref un ensemble de mesures de valeur inégale depuis l'enlèvement des ordures ménagères jusqu'aux progrès de la viabilité et des plantations, jusqu'à l'haussmannisation de Paris elle-même, poursuivie sans relâche de nos jours, ont assaini la ville, purifié l'atmosphère et préparé l'avènement de la cité salubre de l'avenir.

L'édilité contemporaine, tant imparfaite encore, n'a cessé de progresser depuis un siècle ; elle est loin sans aucun doute d'avoir achevé sa tâche et l'ère des difficultés n'est point close pour elle. La pioche du démolisseur a jeté bas plus d'une ruelle infecte et détruit plus d'un nid à microbes ; les réserves d'eau purifiante augmentent chaque année ; la condamnation des magasins intérieurs de corruption a été prononcée.

En même temps que l'assainissement de la cité se poursuit d'une manière plus ou moins rapide, l'hygiène individuelle s'améliore de jour en jour, les habitudes de propreté corporelle et ménagère se vulgarisent et les foyers innombrables et minuscules de souillure atmosphérique s'éteignent ou s'atténuent graduellement.

Les déchets de la vie urbaine, les résidus de l'activité industrielle n'en constituent pas moins, surtout dans une période de transition entre les anciens procédés et les méthodes nouvelles d'assainissement, une charge périlleuse et toutes les sources de mauvaises odeurs n'ont pas été taries ; tant qu'une ville comme Paris reste exposée, fût-ce d'une manière intermittente, à l'invasion des miasmes délétères, les habitants sont en droit de se plaindre et de faire appel à la vigilance de leurs consuls. La première condition pour mettre une grande ville en état de défense contre les maladies contagieuses et évitables est de la préserver des émanations odorantes, dont la présence, pour inoffensive qu'elle puisse être, n'en décèle pas moins une insalubrité latente, un péril caché.

* * *

C'est à partir de 1880 que la question des odeurs de Paris a pris une acuité nouvelle et croissante ; elle a éveillé les études les plus approfondies, provoqué les enquêtes les plus minutieuses. Les interpellations au conseil municipal et au conseil général se sont succédé, les ordres du jour se sont superposés, des commissions ministérielles, départementales, municipales, ont joint leurs efforts à ceux du conseil d'hygiène ; tour à tour toutes les responsabilités ont été mises en jeu, celles des égouts, des

fosses d'aisances, des cimetières, des établissements insalubres *extra muros*, de la Seine, des ordures ménagères, des voiries et dépotoirs, etc., etc.

Le programme de l'assainissement de Paris, qui a eu pour conséquence le vote de la loi sur le tout à l'égout, a été en grande partie conçu et rédigé pour débarrasser la grande ville des 70 000 fosses fixes et de leurs tuyaux d'évent, particulièrement accusés d'empuantir l'atmosphère.

Il faudrait un volume pour retracer l'histoire de ces dix-huit années de polémiques et de recherches et pour énumérer les travaux effectués et les solutions proposées. Mais, à mesure que le temps passe, les vues se précisent, l'analyse est plus pénétrante et l'effort synthétique pour la détermination des causes et des remèdes est facilité. Les constatations actuelles ne sont point à coup sûr définitives ; elles peuvent être infirmées demain grâce à un procédé moins imparfait d'investigations scientifiques ; il convient de les prendre pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire avec la valeur relative de toutes les opérations de l'esprit humain.

Toutefois, en vue d'éviter toute confusion et de mieux circonscrire le débat, il y a lieu de s'en tenir aux conclusions les plus récentes, à celles de la commission d'études instituée par le Conseil général dans sa séance du 8 juillet 1895, comme suite aux questions de MM. Barrier et Paul Escudier.

Avec beaucoup de méthode, cette commission est parvenue à déterminer les principales causes d'infection et les premiers remèdes à y apporter.

La conclusion dominante, telle qu'elle se dégage du savant et inédit rapport de M. le docteur Le Roy des Barres — non livré à la publicité en raison de ses documents d'ordre confidentiel — est que Paris est surtout victime des effets d'une *auto-infection* que viennent aggraver certains établissements de son enceinte, parmi lesquels ceux en particulier qui font le traitement des matières organiques d'origine animale.

Le savant chimiste, M. Armand Gautier, a particulièrement appuyé cette opinion de l'origine principalement parisienne des odeurs dont souffre Paris ; il dénonce les 7 800 hectares du sol de la ville, les 1 700 hectares de ses rues ou de ses places, les 80 000 tuyaux d'évent de ses cabinets d'aisance, les 30 à 40 000 cours et courettes, les innombrables bouches d'égout de la grande cité : « Pour tous les arrondissements de Paris et de la banlieue, déclare-t-il, la cause prépondérante de ces odeurs se trouve dans ces pavages défectueux où croupit la matière organique, ces caniveaux où séjournent les eaux ménagères, ces ruisseaux contenant des matières organiques et végétales en décomposition permanente que hâtent surtout les chaleurs de l'été. A toutes ces causes d'infections locales, signalées un peu partout, dans presque chaque quartier, il faut ajouter cette puissante cause d'infection générale que représentent près de trois millions d'habitants avec leurs 100 000 chevaux et leurs 150 000 chiens ou autres animaux entassés, dans les maisons, travaillant dans les usines, les fabriques, accumulés dans les écuries, vivant, fonctionnant et rejetant au dehors leurs excrétions et leurs résidus de cuisine. »

Ce jugement inattendu, qui relègue au second rang les foyers odorants de la périphérie, n'a pas été accepté sans réserves, notamment par l'honorable et très compétent M. Barrier. Pourquoi, si tout le mal provient du *Paris qui pue*, l'odorat est-il désagréablement impressionné, en été surtout, sur certains points et par des vents déterminés ? Pourquoi les courants délétères suivent-ils une direction connue après avoir franchi telle ou telle porte de Paris ? M. Armand Gautier n'est pas embarrassé de répondre. Si les odeurs exotiques et intermittentes ont parfois la prédominance, c'est qu'elles surgissent avec un caractère de nouveauté. L'odeur chronique naît de l'infection des ruisseaux et des fermentations des égouts. « Et la preuve, dit-il encore, que ces odeurs des établissements classés ne sont pas la cause prépondérante du mal dont on se plaint, c'est que Paris est *relativement* inodore pendant l'hiver, quoique à ce moment l'industrie et les établissements de sa banlieue soient en pleine activité, tandis qu'il devient fortement odorant pendant l'été, parce que pendant l'été il y a fermentation autochtone et puissante du sol, des cours, des ruisseaux et des égouts. »

Un spécialiste de grande expérience, M. Livache, dont les travaux ont été consultés avec fruit par la récente commission des odeurs, attribue exclusivement la responsabilité des mauvaises senteurs à un petit nombre d'établissements industriels de la périphérie, soit à une soixantaine ; il les divise en quatre grands groupes (1) : 1° les fabriques de produits chimiques ; 2° les établissements dans lesquels on prépare les vernis et on chauffe les huiles végétales ou minérales ; 3° les établissements dans lesquels on fabrique les savons, les bougies, les acides gras, etc., ou dans lesquels on fait la refonte des graisses ; 4° les établissements dans lesquels on traite les débris animaux, les engrais, les superphosphates et ceux contenant des dépôts de matières animales.

Il y a donc deux opinions en présence : d'après l'une les foyers d'infection intérieure exerceraient une action prépondérante ; suivant l'autre, la ceinture d'établissements insalubres ou incommodes serait l'unique source de ces puanteurs atmosphériques.

(1) Mémoire communiqué à la Société de médecine publique dans la séance du 23 mai 1894.

Tôt ou tard, l'analyse micrographique et chimique de l'observatoire de Montsouris, entreprise par MM. Miquel et Albert Lévy, départagera les contradicteurs et le jour est proche où le litige sera complètement élucidé.

Quel que soit d'ailleurs le résultat des observations en cours, les moyens de défense proposés par la commission des odeurs n'y perdront rien de leur raison d'être et de leur efficacité.

En effet, dans n'importe quelle hypothèse, même si le rôle de l'auto-infection parisienne a été exagéré, les mesures d'hygiène et les précautions prophylactiques, dont la commission des odeurs a fait l'objet d'un vœu sur l'initiative de M. Armand Gautier, seront éminemment profitables à la salubrité de Paris et des communes du département de la Seine; en voici la nomenclature intéressante :

1° Refaire et entretenir les chaussées partout où elles favorisent la stagnation des eaux;

2° Rejointoyer exactement les ruisseaux et caniveaux de manière à les rendre entièrement imperméables aux eaux ménagères qui s'y écoulent et peuvent y séjourner; — mêmes précautions en ce qui concerne tous les emplacements où stationnent les animaux;

3° Laver régulièrement par chasses d'eau, et deux fois par jour au moins, les ruisseaux et caniveaux, ainsi que tous les emplacements où stationnent les animaux; — laver par arrosage, en été, une fois par jour, les cours et courettes;

4° Entretenir les égouts dans un parfait état de propreté et y assurer la circulation facile et rapide de toutes les matières fermentescibles;

5° Ne laisser couler à la Seine, ni dans les autres cours d'eau, aucune eau d'égout, industrielle et ménagère;

6° Appliquer sévèrement aux établissements classés les règlements et prescriptions auxquels ils sont soumis et les compléter s'il en est besoin.

La commission demande, en outre, qu'un certain nombre d'établissements non classés tels que, notamment, hôpitaux et toutes agglomérations ou pensions d'animaux, entreprises de louage de voitures, étaux de bouchers, etc., soient soumis à la surveillance administrative et au besoin classés.

Enfin, la commission renouvelle le vœu que la loi du 13 avril 1850, relative aux logements insalubres, dont les dispositions règlent seulement les intérêts respectifs des locataires et des propriétaires, soit modifiée en tenant compte des intérêts du voisinage et des besoins de l'hygiène publique.

Il y aura tout profit à suivre ces recommandations édilitaires, qui, en tout état de cause, contribueront à la toilette, à la propreté de Paris et du département de la Seine. Le Conseil municipal, si attentif et si vigilant, puisera dans ces prescriptions techniques un surcroît de vigilance et de sollicitude et les maires de la banlieue ne sont pas moins sollicités d'accomplir leur devoir avec le concours du Conseil général.

Plusieurs de ces dispositions, le classement de certains établissements, la modification de la loi sur les logements insalubres, rentrent dans la compétence du gouvernement et des Chambres et l'appel qui leur est adressé mérite d'être entendu au plus tôt.

Les conclusions de M. Le Roy des Barres, dans leur généralité, visent la modification de la loi du 13 avril 1850 sur les logements insalubres et, à défaut de revision, son application rigoureuse, le remaniement de la nomenclature des établissements classés, la surveillance la plus sévère sur les différents services d'assainissement, la diffusion des premières notions d'hygiène.

La commission des odeurs pense que, pour les établissements classés, il convient surtout de veiller à la stricte application d'arrêtés d'autorisation mûrement étudiés et toujours susceptibles de modifications nouvelles, en recourant même à des autorisations temporaires.

M. Livache avait déjà affirmé, dans son étude si claire et si concluante, qu'il n'était pas difficile de prescrire aux établissements odorants toutes les conditions nécessaires pour faire cesser définitivement toute émanation incommode; il énumère les moyens et décrit sommairement les procédés pour chacun des groupes d'établissements industriels.

Mais, pour imposer des mesures préventives, pour exercer la surveillance indispensable, les moyens d'information et de contrôle ont besoin d'être renforcés. M. le professeur G. Barrier, conseiller général, a proposé et fait adopter une réorganisation complète du service d'inspection des établissements classés, soit des établissements insalubres et incommodes dont la responsabilité, exclusive ou complémentaire, est si considérable dans la genèse des mauvaises odeurs.

Parisiens et suburbains applaudiront à ces mesures prudentes et fermes, si elles paralysent les senteurs désagréables et coutumières, et si elles purifient l'atmosphère respirable de Paris et de sa banlieue, surtout en ce temps de grands travaux, de remuement de terre et d'éventrement de la voie publique. — Encore convient-il de réaliser effectivement — et non point sur le papier seulement ce programme de mesures défensives; aussi nous attendons les soirs d'été pour juger des progrès accomplis et nous réjouir d'une victoire si difficile et sérieusement disputée.

Paul Strauss.

LA HACHE

Nouvelle.

I

Les montagnes vertes, autour de Cabrières, s'élevaient paisiblement, au crépuscule de mai. Le village, plus poudreux qu'un mendiant, bourdonnait dans le vallon, au bord de la route qui pénètre au cœur des Cévennes.

Marie, la fille de Nohic le pâtre, se reposait devant sa maison, sur le banc de pierre. Lasse d'avoir conduit les bêtes au Roc de la Fure, elle craignait pour la première fois, depuis huit jours que son père gardait le lit, de se trouver brusquement seule au milieu du monde. Tandis qu'elle se tournait vers la place, elle reconnut Sidore, son camarade, qui venait lui parler. Des femmes, dans la rue, s'entretenaient de la culture de leurs jardins, sans surveiller la fille de Nohic, que jamais n'avait effleurée la médisance.

Sidore s'était avancé, avec la gravité d'un paysan cossu. Marie, d'instinct, fit un geste pour le repousser.

— Laisse-moi. Mon père ne veut pas que nous allions ensemble.

— Tu sais qu'il a tort... D'ailleurs, comment va-t-il?

— Toujours la fièvre, hélas!... Nous sommes trop loin de la ville pour mander un médecin, et je n'ose déranger M. le curé.

— Veux-tu que j'aille au presbytère?

— Cela déplairait à mon père.

Sidore s'était glissé près de Marie, sans la toucher. Elle le vit si respectueux, si triste, qu'elle n'osa protester.

— Marie, murmura-t-il, veux-tu de moi? Réponds.

Elle s'écarta, comprenant sa faute. L'obligation de mentir à Sidore qu'elle chérissait du meilleur de son être, la faisait souffrir. Il se rapprochait, le front têtu, les lèvres sensuelles.

— Pourquoi ne pas m'estimer? reprit-il. Pourquoi veut-on que j'expie les dissipations de mon père?... Après tout, s'il traîne au cabaret, il ne mange que son bien.

Marie se réjouissait de regarder son faraud, roux comme les blés, robuste comme un chêne. Elle tremblait de désir, dérobant avec effort son visage maigre, pâle sous la broussaille des cheveux noirs. Sidore sentit sa faiblesse, et s'étant incliné, il la baisa sur la joue.

— Ne te fâche point, dit-il. Personne ne saura...

La nuit confondait les montagnes. Les paysans rentraient, en fermant avec bruit leurs serrures...

— Je fais mal, dit Marie. Va-t'en!...

Avant de se retirer, elle observa le ciel, et dans le ciel parsemé de lumières, l'étoile du Berger qu'elle adorait souvent. Sidore, s'étant levé à son tour, se recueillit une seconde, afin d'écouter peut-être la voix ancienne des légendes, qui réconforte l'âme, au pays de Cabrières. Il contempla Marie, sa silhouette odorante et fine dans l'ombre où luisaient ses prunelles. Ensuite, il s'éloigna d'un pas confus.

Une chandelle éclairait la maison du pâtre. Celui-ci, la face terreuse, sommeillait sur sa couche, presque au ras du sol. Aux pas caressants de sa fille, il ouvrit tout grands ses yeux effarés; il écouta, vers le dehors, comme la voix d'une créature dangereuse, et demanda :

— D'où viens-tu, Marie?

Elle le souleva, sans répondre, entre ses bras, et le fit boire. Bientôt, les poings sur la poitrine, il se rendormit, bercé par les chansons de Marie. Près de la couche, dans le silence pieux, elle songea au paysan qui lui était défendu. Le désir ineffable de vivre l'éleva au-dessus des souffrances, ainsi que la prière, lorsque, d'un cœur troublé, elle s'adressait à sa mère, dans le ciel.

II

Le jour s'ouvrait étincelant sur la montagne. Les maisons, au village, se ranimaient, en un fracas de portes, un claquement de sabots. Sidore partit pour le chemin qui monte au Roc de la Fure. A mi-côte, un laboureur solitaire lui apprit que la pastoure était passée depuis longtemps. Déçu dans son projet de guetter le troupeau, il s'assit sur une borne, las, pareil au vagabond qui ne connaît plus le prix des heures. Le travail l'attendait au village. S'il ne se présentait pas chez son maître, on irait à sa recherche, on disputerait sur son compte. Mais là-bas, dans Cabrières, les garçons de son âge avaient tous choisi leurs compagnes : il les enviait. Honteux que les gens pussent deviner, à la tristesse de son visage, la misère de son âme, il voulait, ce matin, ne redescendre parmi ses semblables qu'après avoir là-haut, dans la grâce des solitudes, arraché du cœur de Marie le serment d'amour, la promesse des fiançailles prochaines.

Il regarda cette montagne, que fréquentent seuls les troupeaux. Là, à mi-côte, elle se revêt de chênes et de bruyères. Sur le sommet, s'érigent encore les remparts à créneaux et les tours du château de la Fure. Dans les entrailles de ces ruines, les pâtres recueillent, de loin en loin, des lances, des armures, quelquefois ces haches de silex qui, douées d'une puissance merveilleuse, préservent les troupeaux de la maladie. La vanité de Nohic était de posséder un

de ces talismans, que le Destin lui avait permis de découvrir, au pied d'un rempart.

Sidore pénétra dans le bois. Hélas! sous les chênes, plus de sentier, plus d'éclaircie. Où donc passent les bêtes? Le bois s'étendait sur la montagne en murmurant d'une voix obscure, qui semblait surgir de la terre. Sidore, en cherchant un passage, une issue, s'égarait parmi les arbres nerveux et touffus qui le noyaient dans leurs feuillages. Un bourdonnement de ruche bruissait à ses tempes. Il était seul. Il eut peur. Alors, affolé, chassé par la montagne, il dévala, dans un vertige, sous la voûte des branches qui grondait.

La lumière du vallon resplendit, agréable et familière. Le chemin redescendait gaiement vers des olivettes, où des paysans mangeaient. Déjà midi. Sidore, effrayé de se montrer en plein jour au village, devant son maître, erra jusqu'au soir sur le coteau.

III

Ce matin-là, Pagasse, encore lourd de l'ivresse de la veille, songeait, sur le pas de sa porte, au malheur de son fils. Dorine, l'épouse vaillante, voûtée par les travaux de couture journalière, lui demanda :

— Qu'est-il donc arrivé à Sidore?

— Suis-je sorcier!... D'abord, de quoi te mêles-tu? Ce n'est pas toi qui iras dégourdir tes jambes à la recherche du faraud!

— Ah! mon Dieu, toujours des rebuffades! Les colères entretiennent la santé de cet homme.

— Tais-toi, pie!... J'ai faim.

Le couvert étant servi, Pagasse s'installa en soupirant d'aise. Pour se donner du courage, il vida premièrement un verre de vin. Dorine sortait, sournoise, alarmée à cause de son fils. Elle s'aventura, de son pas heurté, dans les ruelles, où les vieux la considéraient en camarades, bien qu'elle n'eût pas quarante ans.

Pagasse, une fois repu, noua ses souliers ferrés, et partit. La route, selon l'habitude, le mena à la source de l'Estabel, à 2 kilomètres de Cabrières, dans le ravin que les eaux d'orage ont creusé entre les pics de la Fure et de Bissou. Près de la source, une guinguette aux volets verts brille, au sein de quelques figuiers. Pagasse, qui chérissait tant cette oasis du paysage aride, s'imagina que Sidore avait eu, ce matin, par hasard, un goût de débauche. Il fumait la pipe en marchant, son bâton à la main.

Sous la treille de l'Estabel, Pagasse dégusta du vin de toutes les couleurs, discuta les affaires communales avec le patron de céans, un certain Capendu, qui faisait fortune en ce Cabrières de la soif. Trois touristes survinrent, harassés, leurs sacs de victuailles pendus au dos. Pendant leur déjeuner, ils interrogèrent les paysans sur les ruines de la montagne et ses richesses antédiluviennes. Pagasse se payait de ses bavardages avec des bouteilles : après avoir bu autant qu'un trou de sable, il s'endormit sur le banc de la treille, où Capendu, satisfait d'avoir un garde, le tolérait.

Le lendemain soir, ce fut Sidore qui dut pourchasser son père à l'Estabel. Pagasse résista, maudissant son épouse qui lésinait sur le pain et le vin, répliquant aux timides remontrances de son fils par des invectives et des menaces. Capendu, fatigué d'une querelle qui pouvait compromettre son restaurant, congédia la clientèle.

— Toi aussi, maugréait Pagasse, tu m'abandonnes?

— Ton devoir est de rentrer à la maison.

— Bon, je rentre. Mais tu ne seras pas long sans me revoir.

Dans le cirque des montagnes, la lueur du crépuscule charmait le paysage pauvre. La brise murmurait dans les bois, au penchant des coteaux, venait dans le vallon envelopper de sa plainte le vieux paysan qui toussotait de plus en plus, avec un geste étrange. La douceur de vivre, auprès de son fils laborieux, de respirer le parfum toujours délicieux de la terre qu'il labourait autrefois, le saisit au cœur, malgré tout, dans le recueillement des choses éternelles. Il eut, devant son fils, une pudeur, la honte d'être devenu la risée du village, un sans-le-sou à la merci des camarades.

Tandis qu'ils longeaient une grange, à demi effondrée au bord d'un précipice, Pagasse naïvement s'exprima :

— D'abord, pourquoi, hier matin, t'es-tu esquivé sans crier gare?

— Marie...

— Hé! si Nohic ne veut pas te donner sa fille, prends-en une autre!...

— Tu ne pensais peut-être pas avec cette désinvolture, à mon âge.

— Tu dis vrai. Ta mère et moi, nous aurions brûlé la maison, si les parents nous avaient contrariés... Tu t'obstines donc, toi aussi?

— On me reproche partout les défauts de mon père.

— Je sais : la bouteille!... Voyons, ai-je besoin de travailler, puisque mon épouse et mon fils travaillent? Seulement, les gens ne savent pas raisonner. D'autre part, Nohic a trop d'orgueil. Il n'a jamais possédé un pouce de terrain. Nous possédions une luzerne, nous autres.

— Nohic ne me reproche rien à moi... Si tu voulais, mon père...

— Hé bé, quoi!... Qu'est-ce qu'on ferait?

— Tu t'attacherais à un labeur quotidien.

— Oui, les travaux forcés.

— Tu resterais avec ta pioche, du matin au soir,

dans un champ du voisinage. Sans doute, on te paierait aussi peu qu'un garçon qui débute. Mais tu disposerais de tes gages à ta fantaisie.

— Ma foi...

Et Pagasse se pourlécha les lèvres, en rêvant.

Sur la route farouche, à cette heure d'ombre, les deux hommes marchaient d'un pas fraternel. Pagasse se souvint du temps de travail, où le soir, en rentrant seul, il s'abandonnait aussi à des rêves. La voix du passé, éparse dans les choses, lui rappela sa jeunesse pleine d'amour, la maison précieuse avec le berceau où Sidore dormait. Alors, d'une main s'appuyant sur la canne, de l'autre entraînant son fils par le bras, il se mit à parler, avec la candeur des simples que l'imagination enchante :

— Ma foi, si je gagne de l'argent, j'irai à l'Estabel... J'irai le dimanche jouer aux boules, sur la place du village. Mon fils, tu as des idées qui valent de l'or. Ah! ah!... Je m'impose des sacrifices.

— Tu vivras comme tout le monde...

— Au moins, tu obtiendras la fille de Nohic?

— Si je ne l'obtiens pas de bon gré, ce sera par la force.

La route blanche s'écoulait en ruisseau sinueux, à travers les masures de Cabrières.

IV

Le lendemain, Cabrières se divertit d'apprendre que Pagasse travaillait. Les gamins de l'école escaladèrent le mur de l'enclos, pour voir le bonhomme se battre avec la terre à coups de pioche, puis s'éponger la face longuement. Au bout de quelques semaines, on s'habitua.

Nohic, néanmoins, résistait aux vœux de Sidore. Ayant repris son ouvrage, il connut, un jour, les cancans du pays. Il rentra furieux, sans même saluer ses voisins. Quand il eut remisé le troupeau dans l'étable, derrière la maison, il appela sa fille qui trempait la soupe en chantant.

— Arrive!... Arrive!...

Il l'amena, au milieu de l'étable, dans l'allée qui sépare la litière, où se couchaient les bêtes. Ses yeux brillaient dans son maigre visage hérissé de barbe. Soudain, il cria :

— On ne parle que de tes histoires d'amourette!... Je ne veux pas!... J'aime mieux te voir mourir que de te livrer à l'enfant d'une race corrompue!

— On a menti, mon père.

Marie tremblait de tout son corps. Car le maître désignait, d'un geste solennel, la hache de silex pendue à une poutrelle, la hache qui protège le troupeau et la maison du pâtre.

— Je crois, poursuivit-il, que tu t'efforces de m'obéir. Tout de même, l'amour te ronge le cœur... Si j'apprends que le fils de Pagasse met sa main dans la tienne, je te châtie!... Je te coupe la main droite avec cette hache puissante, que je n'ai plus touchée depuis le jour où Dieu m'accorda de la découvrir au château de la Fure.

Marie défaillait sous les rudesses du maître. Tombant à genoux, elle éclata en sanglots. Les bêtes, étonnées, s'agitaient comme sous un souffle de tempête. Nohic regarda sa hache merveilleuse. Puis, ayant épuisé sa colère, il s'attendrit de voir souffrir l'enfant. Il s'abaissa jusqu'à elle, et la soulevant entre ses bras, la reconduisit dans la cuisine. A table, il la gourmanda tendrement :

— Que le péché n'entre pas chez nous, sais-tu!... Autrement, après tout ça, je ne t'empêche pas de te marier. Voyons, quel garçon te plairait au village?...

— Je ne sais...

Marie n'avait point de force. Nohic balbutiait, soucieux de racheter ses offenses. Dans la modestie de leur foyer, ils sentirent, parmi la paix familiale du village, qu'ils s'aimaient passionnément, jaloux l'un et l'autre de leur petit nom sans tache.

V

A l'aube, au moment de partir pour la montagne, Nohic ne vit plus, dans l'étable, sa hache de silex. Qui donc avait pu la lui ravir? Il fouilla partout, en vain. Seul, un pâtre, un rival, avait pu commettre le crime, affronter les châtiments des hommes et de Dieu. Nohic gémit, se désola, menaçant de se tuer, de ne plus prier Dieu jamais, s'il ne retrouvait pas le trésor avant ce soir.

Marie dut monter au Roc de la Fure. Tout le jour, elle songea au malheur, eut grande pitié de son père et de sa maison. Le soir, son cœur gonflé d'orgueil et de courage, elle dit :

— Père, il faut que je parle. Ne serait-ce point Sidore qui, pour se venger de ton mépris, aurait volé la hache?

— Le misérable!...

— Écoute, père, je n'ai qu'un soupçon. Écoute : il faut que j'avoue... Puis, tu feras de moi ce que tu voudras. J'aime Sidore, oui, je le désire. Permets-moi d'aller à sa rencontre : il me confessera le crime, s'il l'a commis, et tu agiras selon ta conscience.

— Alors, tu l'aimes!... Tu mentais!...

— Fais ce que tu voudras.

— Ah! Peut-on avoir une volonté dans le désordre de ces misères!

Nohic regardait sa fille ardemment. Il n'avait qu'elle au monde, elle et les bêtes. De quel droit la tourmentait-il dans son être innocent, jusque dans son âme? Que deviendrait-il sur la terre, si, pour l'accabler davantage, la mort lui emportait son enfant?

— Jamais, dit-il, je ne me suis senti aussi vieux. Je te quitterai bientôt, va.

— Ne te soucie pas d'une femme jeune qui travaille et qui t'aime.

Nohic, les mains sur les yeux, se tut. Il se coucha, pour oublier, et s'endormit.

Marie gagna aussitôt la route. On riait chez les Pagasse, dans la cuisine. La voix du maître s'exclamait joyeuse, entrecoupée de bravos. Les souffles de la montagne faisaient sur la route danser en tourbillons la poussière, au clair de lune et, plus loin, fredonnaient dans les arbres des enclos. Marie, cachée sous le porche d'une étable, frissonnait à la brise.

La porte des Pagasse s'ouvrit enfin. Sidore apparut, dans le cadre profond de lumière. Marie se glissa sur ses traces, le long du mur, tandis qu'il s'engageait dans la rue de l'Église.

— Tiens, Marie!... Ton père t'a chassée?

— Je te guettais. Viens, sortons du village. Je ne veux pas qu'on nous entende.

— Allons!...

Il frémit de plaisir et d'appréhension, dans ce chemin délaissé, bordé de murailles sombres, où Marie le menait par la main. Elle l'arrêta dans une encoignure, et s'avançant vers son visage, lui dit :

— Sidore, nous sommes seuls, ne mens pas... Tu as volé notre hache?

— Moi!

— Tu as voulu ravir à mon père son trésor, contre lequel tu échangerais l'anneau des fiançailles?

— Non!

— Ça m'étonne, tant pis!... J'avais décidé mon père à nous marier.

— Par exemple!...

Il allait, dans un élan de joie, avouer son sacrilège, lorsque se méfiant d'une ruse, il nia de nouveau. Marie ne savait que penser, devant cette assurance. Une tendresse invincible la gagnait peu à peu, auprès de son faraud, qui la prit sous son bras. Elle le suivit docilement, à travers la nuit du chemin, sur les pierres qui les obligeaient à ralentir le pas.

— Si vous vouliez, Mariette, ton père et toi, je vous rendrais heureux.

— Laisse-moi...

— Non, puisque tu es venue...

Sidore la troublait davantage avec ses promesses, sa voix d'amour, en lui pressant les mains. Avant de rentrer au village, il s'enhardit brusquement à l'embrasser sur sa poitrine : elle s'abandonna, chaste et ardente, lui rendit son baiser. Ils se séparèrent, émus, sans proférer un mot.

Les bois gémissaient dans la montagne. Les champs exhalaient, à la fraîcheur de l'ombre, une âpre odeur de vie et de fécondité. Sidore, une fois seul, tressaillit, en sa joie sensuelle, d'une crainte d'enfant.

VI

Tout le monde savait que, par la fatalité du Destin, Sidore épouserait la fille de Nohic. Des pâtres jaloux plaisantaient à propos de la hache qui, hors de son étable, perdait de sa vertu. Déjà Nohic ne pouvait plus, étant malade encore et fatigué, monter seul au Roc de la Fure. Marie l'accompagnait. Ils ne se doutaient point des sentiments de malice qu'ils provoquaient chez leurs rivaux, surtout Nohic si faible, si indifférent aux choses du monde, presque à ses bêtes. La terre ne lui plaisait désormais qu'à cause de sa fille. Ils ne se quittaient plus, la pensée de l'un liée à la pensée de l'autre, comme la feuille au rameau.

Août approchait, les foires de Clermont et de Lodève, où les pâtres vont vendre leurs troupeaux. Nohic s'inquiéta :

— Je n'ai plus de joie à vendre mes bêtes.

— D'ici aux foires, répondit Marie, tu auras reçu Sidore, et je m'y rendrai avec lui ou avec son père.

A la vision de Pagasse gouvernant dans son étable, une rumeur bouillonna au cœur de Nohic. Il frappa le sol de son bâton, rit d'un rire stupide. Le soir, à peine s'était-il endormi, Marie s'en fut à travers le village attendre son faraud sur la route. Sidore, en se dirigeant vers la rue de l'Église, sentit sa camarade dans l'ombre : d'un bond, il courut l'embrasser.

— Sois sage, lui dit-elle. Je viens t'annoncer que dimanche on t'accueillera avec tes parents chez nous.

— Par exemple!... Vous avez donc découvert une autre hache au Roc de la Fure?

— Ne te trouble pas... Dieu n'a pas créé pour rien le malheur.

Il l'attirait déjà loin des maisons, sur un tas de pierres. Mais, plus vive qu'un oiseau, elle s'échappa.

Le dimanche, Marie, en robe bleue et bonnet à dentelles, s'empressa, après la messe, de ranger sa maison. Nohic étala sur la table une serviette de toile, la même qui, à la mort de son épouse, avait supporté le crucifix et le rameau de buis. La fenêtre et la porte aspiraient la lumière du ciel, le parfum des jardins.

Un tapage se fit dans la ruelle, la curiosité du voisinage. C'est que les parents de Sidore allaient chez Nohic : Pagasse saluait le monde à coups de chapeau, et Sidore, qui marchait en arrière, entendait résonner son rire comme le hennissement d'un cheval dans les prés. Dorine s'avançait gaiement, souriante, pâlie par les veilles, ses lunettes de couture au bout du nez.

— Soyez les bienvenus, dit Nohic. Que la jeunesse de nos enfants vous accompagne.

— Il y a longtemps, déclara Pagasse, que tu ne m'avais parlé.

— J'allais, plus têtu qu'un âne, dans mon chemin de la Fure. Nous ne pouvions nous rencontrer... N'allais-tu pas du côté de l'Estabel?

— J'en suis revenu...

Marie offrit un bouquet de roses à la pauvre Dorine, un coquelicot tout frais de ce matin à son galant. Ils s'attablèrent, radieux, n'osant se regarder. Soudain, M. le curé se présenta, un montagnard aussi, un fils solide et franc de la terre. Ils se levèrent aussitôt, tous ensemble, et Sidore souriait, le front baissé un peu.

— Ne vous dérangez pas, dit-il. Vous êtes si beaux, tous réunis, en famille... C'est pour vous, Nohic, que je viens...

— Pour moi!

— Oui. Votre hache est retrouvée.

— Ma hache!... Où!... Mon Dieu!...

— Chez moi.

Le prêtre étendit ses mains robustes en un geste de bénédiction, et poursuivit:

— Aujourd'hui que la joie divine règne dans votre maison, je puis m'expliquer. Sidore est venu depuis un mois me confesser qu'il avait dérobé la hache...

— Lui!... Misère!...

— Point de lamentations, Nohic, ni d'injures. Si je n'avais compris que, dans la douleur, votre âme s'humilierait; si je n'avais su la vie courageuse et belle de Sidore, je n'aurais jamais consenti à couvrir sa fraude, à partager sa complicité... Entendez-vous la parole de paix fraternelle que je vous apporte?... Nul autre que moi n'a touché la hache sacrée. Vous viendrez la reprendre dans notre église, dans la maison de Dieu.

Nohic baissa la tête sans répondre, avec un air de contrition et de crainte.

— Je l'avais pensé, murmura Marie, qui regardait doucement la mère de Sidore, autrefois si éprouvée, aujourd'hui si heureuse.

Après un silence confus, où l'on entendit la rumeur du village et le gazouillis des oiseaux dans les jardins, Pagasse fit sonner son rire d'allégresse. Il déboucha familièrement la bouteille de muscat, que Sidore offrait, en signe de fiançailles. Puis, confiant en la vie qui lui semblait éternelle, il remplit les verres, sur la table.

— Allons! dit-il, buvons en chœur le vin de ce dimanche, monsieur le curé, et qu'il nous fasse du sang nouveau!...

GEORGES BEAUME.

CORRESPONDANCE D'ERNEST RENAN

« Si jamais on recueille ma correspondance, elle fera ma honte devant la postérité. Je ne sais pas écrire une lettre... » — C'est ainsi que Renan se jugeait comme « épistolier » dans les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*. Vieille coquette! Il le fut toujours un peu avec le public. Il l'était, en écrivant cette ligne, avec l'avenir. Renan écrivait des lettres délicieuses quand il lui en prenait envie et le volume que vient de publier M. Berthelot le prouve à merveille.

A vrai dire, il aimait autant autre chose, et peut-être plus : « Je veux mettre vos accusations en défaut, ou vous prouver du moins que *si je suis peu épistolier*, je n'oublie pas un ami comme vous », écrit-il à M. Berthelot le 4 août 1863. Il l'était peu, mais il l'était bien; il l'était bien, mais il l'était assez rarement. Cela a trompé un peu sur son caractère et arraché à ses meilleurs amis de petits cris d'impatience qui se sont tournés quelquefois en paroles injustes. Je connais peu de chose qui le soient davantage, à mon avis, que les réflexions chagrines d'Henriette Renan qui sont ici consignées, page 204.

Renan et sa sœur sont à Amschit, en Syrie. Renan, qui est venu là pour travailler, écrit trop rarement à M. Berthelot, et celui-ci s'en plaint, parce qu'il en souffre, en quoi tout le monde le comprendra. Henriette *excuse* son frère de la manière suivante, qui, comme le train entier de l'univers, paraîtra « comique à ceux qui pensent et douloureux à ceux qui sentent » :

Personne ne peut comprendre plus vivement que moi, Monsieur et bien cher ami, l'émotion douloureuse sous le poids de laquelle vous avez écrit votre dernière lettre à mon frère et dont l'écho est venu nous affliger dans la magnifique solitude où nous sommes en ce moment. La peine que vous exprimez, je l'ai souvent, oh! bien souvent ressentie moi aussi. J'ai dit fréquemment : « Les ambitions le préoccupent plus que ses affections, *et ses nouvelles affections plus que les anciennes*. Pourtant je suis assurée qu'il m'aime, et en présence du chagrin que vos regrets lui ont fait ressentir, il m'est impossible de ne point croire à l'étendue, à la profondeur de l'amitié qu'il vous porte. Il semble qu'il peut tout pour ceux qui l'aiment, excepté leur consacrer quelques instants. Je vous assure, Monsieur, que je n'exagère point en disant que, pendant nos deux séjours à Beyrouth, il a donné plus de temps au général et au pacha [c'est-à-dire à sa mission scientifique et aux moyens de la mener à bien] qu'à la vieille amie qui a tout abandonné pour le suivre sur ces rives lointaines. Littéralement, depuis que nous sommes en Syrie, je ne le vois presque plus; et, quand je le vois, il est si absorbé par les travaux de sa mission, si préoccupé de ce qu'elle lui a donné ou de ce qu'elle lui pro-

met, que je ne sais en vérité s'il s'aperçoit beaucoup de ma présence. Eh bien, Monsieur, je crois encore, malgré tout, qu'elle lui est chère; croyez bien, de même, que vous tenez dans sa vie une place que nul autre ne prendra jamais.

Je n'ai pas connu Mlle Henriette Renan... C'est-à-dire, je crois que tout travailleur a connu Mlle Henriette Renan. Elle me paraît avoir eu l'affection un peu impérieuse, l'attachement un peu tyrannique et le dévouement un peu jaloux. Il me semble que c'était une femme. Cette lettre, précieuse du reste pour le moraliste, prouve du moins que Renan, surtout dans sa jeunesse, trouvait, un peu comme tout le monde, qu'il n'avait pas assez d'une vie pour réaliser tout ce qu'il avait à faire et ne laissait pas d'épargner un peu sur le temps qui est dû à l'amitié, ou qu'elle réclame.

Et par conséquent il était peu épistolier; mais quand il s'y mettait, peut-être à regret, on ne sentait dans ses lettres ni le regret ni la hâte, et il était un épistolier exquis. Aussi bien, messieurs les grands hommes, faites-vous donc le raisonnement suivant : « *Ce n'est pas perdu.* » Vos lettres ne sont point temps perdu. On les réunira un jour, soyez tranquille, et, même si elles ne vous augmentent pas, elles vous compléteront; même si elles ne vous grandissent point, elles vous éclaireront d'une nouvelle lumière. Ce n'est pas du temps perdu que d'écrire des lettres à ses amis. Votre égoïsme lui-même, si je puis vous en supposer, y trouvera son compte.

Et c'est ce qui arrive aujourd'hui pour Ernest Renan. Ses lettres le complètent très bien; elles le montrent sous tous ses aspects connus et sous quelques aspects nouveaux.

Sous ses aspects connus? Voici. Ai-je dit souvent du scepticisme de Renan : « Allons! allons! c'était tantôt une forme de sa modestie, tantôt une forme de sa politesse, tantôt une forme de sa tolérance. Ne lui en veuillons pas de l'aspect particulier et de la couleur spéciale que prenaient en lui tant de qualités, toutes charmantes. » Qu'est-ce que je trouve aujourd'hui dans une lettre à Berthelot, moins imposante sans doute que la lettre publiée de son vivant qui s'appellera éternellement *la Lettre à Berthelot*, mais enfin, dans une lettre à Berthelot tout de même :

Le pays que j'habite n'est rien moins que travaillé par des besoins philosophiques... De là, en fait de croyances religieuses, une orthodoxie raisonnable, mais bornée et au fond ignorante, telle que nous la savons (?), et en politique des instincts éminemment conservateurs. C'est un petit monde comme un autre et je me garderais bien de le comparer à d'autres pour le déprécier ou le préférer. Que chacun vive dans sa sphère et laisse les autres vivre dans la leur; car, bien que chacun doive croire que la sienne est de beaucoup la meilleure, les autres le croient aussi et qui sait qui a raison? Au fond, cher ami, la tolérance, ou, ce qui revient au même, la liberté, est fille du scepticisme critique...

Le voyez-vous entre les lignes le bon sourire diablement fin du bon Renan, où l'on lisait toujours : « Oh! mon Dieu, comme il est possible que vous ayez raison, encore que je sois persuadé que vous avez tort, et comme vous seriez intelligent s'il vous était possible de croire avec raison de la même façon que je crois être dans le vrai. »

De même toutes ses opinions politiques (car il a beaucoup causé politique avec M. Berthelot) se retrouvent ici : aristocratisme fondamental et essentiel; acceptation du monde moderne sous bénéfice d'inventaire et avec un perpétuel étonnement qu'un siècle puisse croire que tous ceux qui l'ont précédé se soient absolument trompés; pessimisme, ou au moins continuelle appréhension à l'égard de l'avenir, qu'il lui est très difficile de voir en bleu clair; mais, avec tout cela, par bonté, par goût de la vie, par crainte charmante d'attrister ceux qui viennent, par bon et loyal patriotisme enfin, ce dépaysé dans le siècle démocratique, aux plus sombres jours, en pleine Commune de Paris, écrit cependant :

En somme la France était une immense société d'actionnaires, fondée par de séculaires spéculateurs de premier ordre, la maison Capétienne. Les actionnaires ont coupé la tête au banquier en chef, croyant qu'ils feraient tout aussi bien les affaires de la Société, après s'être débarrassés des fondateurs. Les affaires ont été, en effet, d'abord assez belles et la société a eu plus de cohésion que jamais. Mais un effroyable désastre est survenu; la Société n'a plus à partager que des pertes; elle court de grands dangers. N'importe, la Société dont je parlais a sa raison d'être; elle a un superbe fonds à exploiter. *Elle se reformera toujours.*

Espérer contre toute espérance est, paraît-il, une vertu. Mais communiquer aux autres l'espérance que l'on n'a point, est-ce pas meilleur encore et plus charmant? On a trop dit que 1870-1871 avait coupé en deux la vie de Renan et que tous ses sentiments et toutes ses idées générales avaient été comme « inversés », pour employer le mot de Mirabeau, par cette terrible commotion. C'est commode pour les classifications; ce n'est pas même tout à fait faux; mais ce n'est pas vrai. Le patriotisme de Renan n'était pas naïf, comme aussi bien rien ne fut naïf chez Renan; mais il était profond, et c'est pour cela que l'espérance ne l'abandonna jamais. Et si, selon la parole admirable de Guizot bien près de sa fin : « La France est la patrie de l'espérance », Renan, sans se payer d'illusion, et, parbleu, précisément parce qu'il ne s'en payait pas, fut un très bon Fran-

çais. Les lignes précédentes, écrites le 29 avril 1871, sont très significatives à cet égard, et elles sont vénérables.

C'est ainsi encore que nous retrouvons le Renan profondément sensible au sentiment religieux, que nous connaissons assez, dans ces lettres écrites à cœur ouvert et de toute abondance d'âme.

On y chantait des cantiques dont je me souviens encore : « Salut, étoile de la mer... reine de ceux qui gémissent... rose mystique... tour d'ivoire... étoile du matin. » Tiens, déesse, quand je me rappelle ces chants, mon cœur se fond... Pardonne-moi ce ridicule ; tu ne peux te figurer le charme que les magiciens barbares ont mis dans ces vers.

Voilà ce que nous connaissions par le Renan publié. Les lettres datées de Rome (1849) nous donnent la même note, plus vibrante peut-être encore et plus pénétrante. L'impression de Rome sur Renan fut profonde, inouïe. Il se sentit comme plongé en pleine religion, mais en pleine religion naïve, populaire, vivante, d'une sincérité, d'une intensité inconnue, qu'il n'avait jamais observée, même en sa chère Bretagne :

Vous le savez, les impressions religieuses sont chez moi très puissantes, et, par suite de mon éducation, elles se mêlent dans une proportion indéfinissable aux instincts les plus mystérieux de notre nature. Ces impressions se sont réveillées ici avec une énergie que je ne puis vous décrire. *Je n'avais pas compris* ce que c'est qu'une religion populaire, prise bien naïvement et sans critique par un peuple. Je n'avais pas compris un peuple *créant sans cesse sa religion*, prenant ses dogmes d'une façon vivante et vraie. Ce peuple est aussi catholique que les Arabes de la Mosquée sont musulmans... Les madones m'ont vaincu ; j'ai trouvé dans ce peuple, dans sa foi, dans sa civilisation, une hauteur, une poésie, une idéalité incomparable. Comment vous exprimer tout cela ? Comment vous initier à cette vie nouvelle où je me plonge avec passion ?...

Et le reste ; car là-dessus il ne tarit pas. Ah ! comme il est resté catholique malgré qu'il en ait ! Pour un bel exemple de « piété sans la foi », en vérité, voilà un bel exemple ! Il est très infiniment curieux à méditer pour le psychologue. J'ai entendu dire par un libre penseur à un catholique : « Au fond, Monsieur, je ne suis séparé de vous que par la perte de la croyance. » C'était dit par un imbécile. C'était du Plaute. Avec son sourire, Renan l'aurait dit, ç'aurait été très spirituel. Et c'est que ç'aurait été vrai, la vérité même. Boindin disait avec cette gravité magnifique de certains impertinents : « Entre Dumarsais et moi, la différence est grande : Dumarsais est athée janséniste, et moi je suis athée moliniste. » Renan était libre penseur tant que vous voudrez, ou, si vous voulez, tant qu'il le voulait ; mais il était libre penseur catholique. Personne, moins la foi, personne, de sentiment, de complexion, d'être intime et même d'idées générales n'a été plus catholique que Renan, si ce n'est peut-être Auguste Comte ; et je vous prie de croire que je ne plaisante pas du tout.

Mais c'est peut-être les quelques nouveaux aspects de Renan révélés par cette correspondance que vous me demandez de vous indiquer. Il y en a, et de très curieux. Par exemple, Renan a été très sincère quand il nous a dit qu'il avait passé un an de sa vie à éteindre, à amortir les couleurs trop éclatantes de sa *Vie de Jésus*, telle qu'elle était au premier manuscrit. C'est démontré maintenant ; car Renan, si sobre de descriptions et de paysages dans les écrits connus jusqu'ici, se montre très grand peintre paysagiste dans ses lettres à M. Berthelot. Il y a des environs de Naples et des paysages de Syrie, qui, moins peut-être l'admirable phrase *nombreuse*, valent tout ce que Chateaubriand a écrit de plus ravissant. Quelquefois c'est exactement du Fromentin. Je ne puis guère citer ; car un paysage écrit, c'est toujours long. Cependant, entre vingt autres pages voyez donc celle-ci, que j'abrège :

Je puis maintenent vous donner mon impression d'ensemble sur cet étrange pays (Égypte). Ce qui est absolument sans égal, c'est le ciel. Rien, ni en Syrie ni en Italie, ne m'avait donné la moindre idée de cela. La sécheresse absolue de l'atmosphère produit des tons d'une douceur, d'une délicatesse sans pareilles. Les matinées et les soirées sont ravissantes. Les choses les plus simples, un groupe de palmiers, une plaine de verdure, un horizon de collines rocheuses prennent alors des valeurs vraiment inouïes... Quelques détails choquent : l'arbre est rugueux, épineux, naissant d'un sol de cendre. Ce qu'il y a d'admirable, c'est le ciel, l'horizon, le Nil. Sa largeur moyenne est d'un kilomètre. Parfois il forme d'immenses nappes d'eau...

Et quand à ce don de peindre les choses visibles se joint un de ces grands sentiments qui sont ce que nous mettons de notre âme dans un paysage et qui lui en donnent une, quel beau tableau, mélancolique d'une tristesse virile, sobre, large et grand, et qui reste pour toujours, on le sent, dans notre esprit. Renan revient à Amschit, au tombeau de sa sœur, pour lui rendre les derniers devoirs, que, très malade lui-même au moment où elle mourait, il ne lui a pas rendus comme il le voulait.

La montagne est déjà verte et fleurie comme au printemps. Chaque creux de rocher est une corbeille d'anémones et de cyclamens. Ç'a été pour moi une grande joie de revoir cette belle route qu'elle aimait tant et où chaque pas, à la lettre, me rappelait un souvenir d'elle. Le tombeau où dort notre chère amie est situé sur le dos légèrement arrondi d'un des contreforts du Liban, à la ligne de sa séparation ou plutôt à la naissance de deux petites vallées qui se rendent chacune à la mer en diver-

geant. On voit la mer par les deux côtés : au sud, le port de Byblos, encombré de ruines; au nord, la côte qui va vers Botrys. Tout l'alentour est richement cultivé et plein de vignes, d'oliviers, de mûriers et de palmiers. A l'horizon se dessinent de très hauts sommets, maintenant couverts de neige. Votre amie dort là, au sein d'une nature pleine de grâce et de force... Une jolie chapelle s'élève à deux pas du tombeau. J'y ai fait célébrer un service en cette belle liturgie maronite, l'une des plus anciennes et qui remonte presque aux origines du christianisme. Tout le village y était. La compassion que ces bonnes gens me témoignaient, leur chant grave et antique, les troupes de femmes et d'enfants qui remplissaient l'église, en me regardant de leurs grands yeux tristes : tout cela faisait un ensemble touchant, profond, simple et bien analogue à elle. Nous sommes revenus lentement, ma femme et moi, nous arrêtant à chaque station de cette voie si douloureuse et pourtant si chère...

Eh bien? Est-il fait, le tableau? Le cadre, puis le fond, puis la scène centrale; tout cela sans art apparent, à la vérité sans art, jeté, d'instinct, si harmonieusement, et sobre, et net, et en quelques traits précis et forts. C'est un modèle de tableau dans le plus pur genre classique. Renan avait déjà montré ce talent dans certaines pages de la *Vie de Jésus* et des *Souvenirs d'enfance;* mais jamais mieux que dans ce volume, où il laisse aller sa plume la bride sur le cou, il n'avait prouvé à ce point combien il était grand peintre autant qu'il était grand penseur.

Et ce qui éclate encore plus que tout dans ces lettres, c'est la modestie vraie de Renan. La modestie de Renan, aucun de ceux qui l'ont connu n'en ont douté. Seulement, dans ses livres, mon Dieu, on la trouve, mais si spirituelle, qu'on la prend quelquefois pour son contraire. Les gens qui ont beaucoup d'esprit tombent sous ce soupçon. Il faut bien qu'ils aient quelques désagréments; ils ont assez d'avantages. Renan était modeste d'une façon si piquante qu'on le soupçonnait de l'être avec quelque apprêt, et ce n'est plus là de la modestie. Dans les lettres à M. Berthelot, ce n'est plus cela. Il est impossible d'être modeste plus modestement qu'il ne l'est là. Il l'est par la sobriété avec laquelle il parle de lui; par le ton absolument simple et uni dont il parle de ses plus grands, de ses plus admirables ouvrages. Il dit qu'il s'est diverti pendant les vacances à réunir quelques idées philosophiques auxquelles il donnera peut-être la forme d'une lettre; et ce dont il parle, c'est la *Lettre à Berthelot*. Il dit qu'il a un peu écrit, depuis qu'il se porte mieux et qu'il a du loisir, et que cela pourra faire un petit volume; et ce dont il parle ainsi, on s'aperçoit deux pages plus loin que c'est les *Dialogues philosophiques*. — Une seule fois, à propos de la *Vie de Jésus*, le ton s'élève un peu, et encore c'est en six lignes qu'il rend compte du vaste dessein et du grand effort.

J'ai employé mes longues journées de Ghazir à rédiger ma *Vie de Jésus*, telle que je l'ai conçue en Galilée. Dans huit jours ce sera fini. J'ai réussi à donner à tout cela une marche organique qui manque dans les évangiles. Je crois que pour le coup on aura sous les yeux des êtres vivants, et non ces pâles fantômes sans vie, passés à l'état abstrait et complètement *typifiés*. J'ai essayé, comme dans la vibration des plaques sonores, de donner le coup d'archet qui range les grains de sable en ondes naturelles. Ai-je réussi? Vous en jugerez.

Et rien de plus. Ce n'est pas d'une bien grande ostentation. Non, quand on compare cela à certains « journaux » d'hommes de lettres, on mesure la différence qu'il y a entre les hommes qui ont pris la mesure des choses en dehors d'eux-mêmes et ceux qui ne peuvent pas concevoir l'univers autrement que tournant autour de leur écritoire.

La correspondance de Renan sera, d'autre part, très utile pour éclairer et comme illustrer sa biographie. Nous avons ici la vie de Renan, sauf lacunes, et qui ne sont jamais très grandes, depuis 1847 jusqu'en 1892, et comme les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* ne nous mènent précisément que jusqu'en 1847 et jusqu'à la rencontre avec M. Berthelot (*Premiers pas hors de Saint-Sulpice*), nous aurons désormais ce qui nous manquait de la biographie de Renan; nous aurons désormais une biographie à très peu près complète d'Ernest Renan écrite par lui-même.

Ajoutons que les lettres de M. Berthelot insérées ici très modestement dans le seul but de faire comprendre celles de Renan qui y correspondent, sont par elles-mêmes, presque toujours, d'un très haut intérêt général, et qu'il n'y a rien qui nous éloigne si agréablement des vulgarités courantes que cette conversation continue entre deux grands esprits. La lecture, c'est « un entretien avec les plus honnêtes gens des siècles passés ». Cette correspondance, c'est un entretien perpétuel avec deux honnêtes hommes, merveilleusement intelligents, du siècle qui finit.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

THÉATRE-ANTOINE : *Julien n'est pas un ingrat*, un acte de M. Pierre Weber; *les Amis*, deux actes de M. Abraham Dreyfus; *l'Épidémie*, un acte de M. Octave Mirbeau.

La petite comédie de M. Pierre Weber est amusante et spirituelle.

Julien a obtenu un rendez-vous de Mme Joliette. Ce matin même, à l'heure de midi, elle doit venir déjeuner avec lui. Avec simplicité, il confesse sa joie à Mme Foin, sa concierge, qui accueille ses confi-

dences avec un intérêt mélancolique... C'est que Julien, dédaigneux des contingences, a complètement oublié qu'il avait, ce jour même, un billet de quatre cents francs à payer; l'huissier se présentera à midi et, faute d'argent, procédera aussitôt à la vente du mobilier. — Que faire? Payer, Julien n'y songe guère, et pour cause. Renvoyer Mme Joliette est impossible : consentirait-elle à revenir? Elle s'est décidée avec tant de peine!... Julien est abondamment doué de cette force d'inertie qui a parfois l'aspect du « caractère ». Ennemi des résolutions énergiques, il a foi dans le hasard, parce que cette foi le dispense des solutions radicales (j'ai l'air de rédiger un manifeste électoral)... Ainsi, M. Pierre Weber a doué son héros d'une grande sagesse. Ces résolutions énergiques, nous ne les prenons que pour nous donner l'illusion que nous agissons sur des événements, dont en réalité nous sommes le jouet. Nous prenons l'air de vouloir ce que le hasard nous impose : et, parce que nous reculons devant l'obstacle, nous nous flattons de l'avoir prévu; sans comprendre que notre « énergie » n'a changé en rien le cours des choses, et qu'il eût été le même si nous étions restés sagement immobiles. Ajoutez que les raisonnements humains, souvent faux par la sottise naturelle des gens qui raisonnent, le sont toujours quand ils s'appliquent à des faits dont nous ignorons l'origine et la marche... Dans le cas présent, ce qu'il peut advenir de plus fâcheux à Julien, c'est de devoir renvoyer Mme Joliette; cela arrivera sûrement s'il la prie de partir ; il se peut, au contraire, qu'un hasard intervienne, corrigeant le hasard précédent; aux chances nombreuses qu'a Julien de manquer son rendez-vous, sa résolution substituerait une certitude. Et, heureusement, déterministe, Julien se résigne à n'avoir point d'énergie.

Mme Joliette arrive, avec l'émotion qu'il convient. Et le duo d'amour s'engage, plaisamment coupé par l'apparition des déménageurs qui viennent prendre successivement le piano où Mme Joliette égrenait du Mendelssohn, la table où elle déjeunait, le canapé où elle tendait gentiment les frisons de sa nuque aux lèvres de Julien... Elle s'étonne toutefois de la rapidité avec laquelle le mobilier s'évapore. Peut-être va-t-elle en faire honneur à Julien comme d'un machiavélisme flatteur, et superflu d'ailleurs : car, le salon démeublé, reste la chambre, avec l'essentiel d'un rendez-vous... Mais la superstition de l'énergie n'est pas encore assez abolie chez Julien ; il veut « intervenir », et il conte son aventure à son amie, qui, surprise d'abord, admire ensuite la force avec laquelle Julien a tenu tête à l'adversité, sourit de la crainte qu'il montre, et tombe dans ses bras en riant à belles dents... Son rire s'interrompt ; on a frappé, et une voix a appelé Julien, celle de Joliette, celle du mari!... La demi-adultère, d'un bond, est dans la chambre voisine. Et Julien ouvre, prêt à tout.

Il s'agit bien de cela! Joliette, sa femme « partie pour Versailles », avait eu l'idée de venir demander à déjeuner à son ami Julien. (Je ne cacherai pas qu'il m'a semblé voir ici une grave faute de composition : si, comme on nous l'a dit, Julien est pris toute la journée par son ministère, comment Joliette croit-il le trouver chez lui? N'oublions pas que le théâtre est l'art des préparations!) En arrivant à la porte, il a vu qu'on vendait des meubles, il a reconnu ceux de Julien : vite il les a rachetés, et les voici qui reprennent leurs places, le piano, la table, le canapé... Et vous devinez la scène qui s'engage, Joliette parti, entre Julien et son amie. Julien, qui « n'est pas un ingrat », ne peut prendre maintenant la femme de son bienfaiteur. Il la supplie de partir, n'ose s'approcher d'elle, lui tend sa voilette de loin, recule quand elle vient à lui... Tout à l'heure, Joliette lui a fait promettre de venir dîner le soir. « Faut-il?... » Mme Joliette sourit à part elle : « Venez tout de même » (et je n'ai pas besoin d'insister sur la saveur de ce « tout de même »). Et Julien resté seul se répand en malédictions à l'endroit de Joliette : « L'animal!... Oui, j'irai dîner chez lui ce soir, et à la première crasse qu'il me fait, je ne le rate pas!... »

Telle est en résumé la comédie de M. Pierre Weber. Réflexion faite, je ne jurerais pas qu'il y ait mis le plaidoyer déterministe que je m'amusais à y voir tout à l'heure. Ce dont je suis sûr, au moins, c'est de son agrément très particulier. Elle le doit, pour une grande part, à la gentillesse du dialogue : mais aussi au grain de jolie observation que M. Weber y a mis. Je vous montrais tout à l'heure que Julien est assez consistant pour qu'on puisse voir en lui le représentant d'une des deux écoles qui se partagent l'humanité. Mme Joliette est extrêmement vivante et vraie. Ses scènes avec Julien sont infiniment piquantes par ceci qu'elle n'est pas un instant telle que Julien se la figurait. Il croyait avoir eu à vaincre une résistance opiniâtre : elle lui avoue que la première fois où elle l'a vu, elle a pensé au jour où elle viendrait chez lui. Il comptait sur une défense désespérée : et c'est elle qui l'encourage et qui s'offre à lui. Enfin, quand il la supplie de partir, elle ne blâme point ses scrupules, mais il est visible qu'elle ne les comprend pas ; il ne lui entre pas dans l'esprit que, parce que son mari a prêté quatre cents francs à Julien, elle doive être privée des joies sur lesquelles elle comptait. Notez que cette « mésintelligence » ne les empêche nullement de s'aimer ; ils s'aimaient pour des qualités qu'ils n'ont pas : ils s'aimeront pour d'autres, voilà tout. Et vous voyez qu'ainsi M. Pierre Weber se trouve avoir exprimé à son tour, et non sans force, la fatalité de l'amour. Et,

de ce malentendu, naît une sorte d'arrière-comique, dont la saveur est très agréable...

On a fêté, avec *Les Amis*, le retour d'un auteur dramatique éloigné de la scène depuis trop longtemps. C'est une gentille comédie, fort spirituelle, dont au moins un personnage est dessiné avec un relief digne d'éloges. Je résume rapidement le sujet.

Gilard est un ancien fonctionnaire; jadis secrétaire général d'une grande administration, il y était chargé des « rapports avec la presse » et sa parfaite urbanité était célébrée chaque matin par les feuilles qui venaient d'obtenir ou espéraient acquérir quelque traité de publicité. Les coupures de l' « Argus » lui donnaient l'illusion qu'il était un personnage. Il n'était qu'une fonction.

Il s'en est aperçu aussitôt qu'il a pris sa retraite. De suite, son successeur est devenu « l'aimable M. X... », et c'est M. X... dont les journaux vantent maintenant l'inépuisable complaisance. Gilard, naturellement, en éprouve quelque dépit. Sa vie, privée des petites joies de vanité qui l'embellissaient, lui paraît fort monotone. Dans la petite ville de province où il s'est retiré avec sa femme, les journées se traînent interminables. Gilard souffre de son oisiveté. C'est un aigri. Mais non pas (ce dont il faut savoir gré à M. A. Dreyfus) l'aigri conventionnel et sans nuances. Gilard est avant tout convaincu de sa valeur : il a peine à concevoir que la France puisse se passer de ses services; et cette satisfaction atténue un peu son dépit. Il plaint l'humanité plus qu'il ne la hait. Brave homme, au demeurant : mais espèce dangereuse; sorte d' « intellectuel » à rebours, qui, parce qu'il a su dénouer jadis certaines difficultés administratives, décide imperturbablement de tous les problèmes que la vie traîne après soi. En un mot, il lui faut un rôle : le plus important lui plaira le plus, et tous lui plairont, s'ils sont avantageux.

Et voici, précisément qu'un rôle s'offre à lui. Roger, un ami cher, qu'il aimait et « protégeait » (bien entendu) de tout son cœur, et qu'il accusait d'ingratitude, Roger arrive subitement : il a des raisons de croire que sa femme le trompe, il vient demander asile et conseil à Gilard... Et, aussitôt, apparaît ce qu'il y a de particulier dans l'aigreur de celui-ci. Il ne triomphe pas, il ne prononce pas l'insupportable « je te l'avais bien dit! » Il est sincèrement attristé du malheur de son ami : il est, en même temps, fier de la confiance qu'on lui témoigne; attendri et satisfait, il devient meilleur; ou, du moins, son aigreur naturelle disparaît avec les motifs que l'avaient fait naître. Il s'agite, jure de tirer Roger de ce mauvais pas, court chez un avoué, et, de temps à autre, « réfléchit », ce qui est admirable.

Mais la femme de Roger n'est pas coupable... (Le récit qu'elle fait à Mme Gilard ne m'a pas paru très probant : j'ai continué à la croire coupable; il eût fallu, pour nous, sinon pour Gilard, une preuve évidente.) Comment arrêter Gilard, qui précipite les démarches, qui a déjà fait provision de papier timbré, et qui n'écoute rien de ce qu'on lui dit. Sa femme n'ose intervenir... Mais la femme de Roger a deviné le personnage. Bravement, elle s'adresse à lui, rend hommage à sa sagesse, s'en remet à son jugement si sûr, proclame la foi quelle a en son discernement... La scène est excellente, et les sentiments par où passe Gilard me semblent gradués avec habileté et avec justesse. Et je ne sais pourquoi on aurait voulu qu'il s'obstinât à brouiller le ménage? Gilard n'est pas un méchant homme; il est important et avantageux. Et la résolution où il s'arrête est celle qui flatte davantage sa vanité. Il se donne à lui-même la preuve de son impartialité, puisque, mal disposé pour Mme Roger, il finit par lui donner raison; il établit sa supériorité, son autorité sur Roger, puisqu'il lui « impose » la réconciliation... Et, en outre, il se joue à lui-même une petite comédie de désintéressement, même de sacrifice, puisqu'il oublie ses justes griefs contre Mme Roger, et puisqu'il lui « rend » l'ami qu'il avait enfin reconquis...

Il paraît que la comédie de M. Abraham Dreyfus a été refusée par le comité de la Comédie-Française. On sait que ce comité n'a de goût que pour le sublime dont les manifestations dernières sont *Vers la Joie*, *Frédégonde* et *la Martyre*. S'il lui plaît de dédaigner d'aimables comédies, d'un joli tour, et très suffisamment substantielles, c'est affaire à lui. Et je ne pense pas que M. Abraham Dreyfus lui garde rancune. *Les Amis* n'auraient certes pas été mieux joués rue Richelieu qu'ils ne le sont boulevard de Strasbourg. M. Daltour est d'une tenue parfaite dans le rôle un peu effacé de Roger. Mme Kolb rend avec une simplicité excellente le personnage de Mme Gilard. Mlle A. Legat joue avec finesse la scène où elle « roule » Gilard. Quant à M. Antoine, il est de tous points admirable dans le rôle de Gilard : il est le naturel même, d'une vérité, d'une sincérité incomparables, d'une mesure au-dessus de tout éloge. Dans ces rôles de bourgeois un peu grincheux il n'a pas de rival.

M. Mirbeau, assurément, est un bon sujet d'article. Mais j'ai parlé de lui récemment; et l'on se lasse des meilleures choses. Au surplus, vous retrouverez ici le procédé ordinaire de l'auteur : prendre un fait d'observation courante, le grossir jusqu'à ce qu'il soit devenu tout à fait faux et invraisemblable, et, de ce fait déformé, tirer des conséquences, ou, pour mieux dire, des tirades enflammées. Ici le fait, c'est le na-

turel égoïsme de la bourgeoisie : égoïsme qu'elle possède, comme chacun sait, à l'exclusion des autres classes. Et il y avait sans doute là une scène tragique à faire. Mais il eût fallu creuser, si je puis dire, l'égoïsme bourgeois, en montrer les causes particulières, et les effets. C'est de quoi ne se soucie guère M. Mirbeau. Il ne montre cet égoïsme que par l'extérieur, et en grossit démesurément l'expression, oubliant, d'ailleurs, le plus complètement du monde les conditions de la société où s'agitent ses personnages. Dans l'espèce, il s'agit d'une épidémie qui vient d'éclater à X...-sur-Mer. Le conseil municipal est réuni pour aviser ; le préfet maritime a demandé (pour la forme, car il veut seulement se mettre en règle avec son ministre) quelques milliers de francs destinés à l'assainissement des casernes. Mais l'épidémie n'a frappé jusqu'ici que des soldats ; le conseil refuse les fonds : « Le soldat doit sacrifier sa vie... Il doit donner l'exemple de l'abnégation... Tant mieux si les casernes sont contaminées, cela est excellent pour le moral du soldat... » Propos d'un égoïsme horrifique, comme vous voyez, que pas un bourgeois ne tiendrait jamais, quand ce ne serait que par hypocrisie ; et propos d'une niaiserie déconcertante, si l'on songe que les enfants des conseillers ont passé ou passeront tous de un à trois ans dans ces casernes... Vous voyez que cette satire de la société bourgeoise commence par oublier les mœurs mêmes de cette société. Et cela seul vous en indique la portée.

La suite importe peu. Au moment où le conseil venait de refuser les crédits, on apprend qu'un « bourgeois » a été frappé. Terreur, pamoison des conseillers qui votent aussitôt cinq cents millions, et qui, adoptant le mode lyrique, célèbrent tour à tour et pompeusement les vertus de ce bourgeois symbolique. Cela fait beaucoup de discours pour assez peu d'idées. Mes sympathies se sont portées vers un conseiller d'extrême gauche qui dormit opiniâtrément pendant toute la séance. Celui-là aussi est un symbole !...

***

Parmi les volumes récemment parus, et sur lesquels j'aurai sans doute à revenir, je veux au moins signaler le dernier volume du *Théâtre complet* de Dumas fils, contenant les Notes qui composaient jusqu'ici l'« Édition des comédiens ». — *Drame ancien, Drame moderne*, de M. E. Faguet, et « ce nom seul me dispense... » — *Accords perdus*, un recueil de bien spirituelles chroniques musicales, de notre vieille amie l'*Ouvreuse du Cirque d'Été*. — L'*Almanach des spectacles* (1897) de notre confrère A. Soubies dont tout le monde a dit le bien que tout le monde pense. — Et pour finir, je voudrais vous recommander un volume de M. Paul Tenarg : *Nos bons auteurs et nos méchants critiques ;* c'est une raillerie très malicieuse et très documentée des procédés dont usent et les auteurs, et ceux qui parlent d'eux... C'est souvent écrit à la diable, mais de temps en temps, une phrase reste, qui résume admirablement (et sans bienveillance excessive) la manière de l'écrivain ; le livre est très amusant.

Jacques du Tillet.

VARIÉTÉS

Lettres inédites de Michelet.

Il y a un siècle que Jules Michelet naquit à Paris, le 21 août 1798. La France va célébrer le centenaire d'un de ses plus glorieux enfants, d'un de ses écrivains les plus aimés. Rien de ce qui concerne ce grand homme ne saurait nous être indifférent, surtout ce qui le montre dans l'intimité, ce qui révèle la noblesse de son âme et la générosité de son cœur. J'ai glané dans un dossier de lettres inédites de Michelet quelques fragments, qui m'ont paru de nature à intéresser les lettrés.

Michelet aimait les artistes et il ne négligeait aucune occasion d'être utile à ceux qui débutaient dans la carrière. En 1843, il écrivit en ces termes au peintre Heim, professer à l'École des beaux-arts et membre de l'Institut.

Monsieur et cher confrère, permettez-moi de recommander à votre bienveillance quelques portraits présentés par deux jeunes peintres, qui promettent beaucoup, MM. Couture et Toullion. M. Toullion a été recommandé, je crois, par M. de Lamartine. M. Couture est connu par un bon tableau de l'*Enfant prodigue*, que vous avez reçu à l'exposition, il y a deux ans. L'un des portraits qu'il expose cette année est le mien.

Thomas Couture, qui n'avait alors que vingt-huit ans, et qui venait de peindre le portrait de Michelet, a pleinement justifié la recommandation du maître. Quant à Toullion, que son illustre compatriote Lamartine avait pris sous sa protection, il ne parvint à faire admettre ses œuvres au Salon que cinq ans plus tard, en 1848. On lui doit des portraits d'Auguste Comte, de Charles de Rémusat et de Louis et Jules Quicherat.

C'est aussi à un artiste, mais à un comédien, qu'a été adressée la seconde lettre que nous avons sous les yeux. Le 24 février 1850, Michelet écrivait à Bocage pour le remercier des places qu'il lui avait envoyées, et il ajoutait ce post-scriptum si curieux :

Vous me permettrez de vous offrir mon dernier volume de la Révolution, en témoignage d'estime et d'ad-

miration. Il contient, entre autres choses, la vie du plus sublime comédien qui ait été, après Molière et Shakespeare : je parle de Danton.

C'est ainsi que Michelet, parlant à un comédien, caractérisait celui qu'il considérait comme le grand homme de la Révolution française, et dont il a justement réhabilité la mémoire.

L'année suivante, Michelet demandait à un publiciste de signaler une brochure d'Herzen ; il écrivait, le 17 novembre 1851 :

Mon ami, l'illustre Herzen, le premier des patriotes russes après Bakounine, me charge de vous transmettre la brochure ci-jointe, qui est une réfutation amicale de ce que j'ai écrit sur la Russie. La fin est d'un pathétique sublime (p. 50-58). Nous serons fort reconnaissants si vous vouliez l'annoncer avec sa brochure précédente : *Idées révolutionnaires en Russie.*

M. Herzen vous fera remettre ces jours-ci des détails absolument ignorés sur Bakounine, sur la conspiration russe de 1849, dont l'Europe n'a pas su un mot, enfin sur le combat intérieur des deux polices russes qui se disputent l'empire et l'empereur. Rien de plus inconnu et de plus intéressant. Si vous publiez ces documents, vous aurez l'avance certainement sur tous les journaux de l'Europe dans cette question si grave.

La Russie nous travaille ici plus profondément qu'on ne croit. Le confident de l'empereur, chef de la police secrète, le comte Orloff, est à Bruxelles et il vient sans doute à Paris.

En post-scriptum Michelet se fait l'écho des bruits qui couraient alors sur la mystérieuse police russe :

Cet Orloff a un malheur que ses pères ont eu souvent, c'est que les gens auxquels il fait visite meurent peu de temps après. C'est ce qui est arrivé à Constantin, Diebitsch et autres. L'empereur l'a présenté au roi de Naples en 1846 comme son intime ami. C'est lui qui devança l'empereur à Rome pour préparer les logements. Le Pape et les cardinaux furent, dit-on, peu rassurés à cette visite de l'ange de la mort.

Après avoir recommandé le grand patriote russe Herzen, Michelet s'entremit, six ans plus tard, en faveur de l'orientaliste polonais Alexandre Chodzko. Le 1er novembre 1857, il écrivait à un membre de l'Institut :

Mon cher confrère, vous êtes appelé à voter et au Collège de France et à l'Institut pour la chaire de slave. Vous savez qu'elle a été créée pour un Polonais, qui savait, chose très rare, tous les dialectes slaves, tellement différents entre eux. La seule personne, je crois, qui présente ici une condition si rare, est M. Chodzko, né Polonais, élevé à Pétersbourg à l'école des langues, longtemps consul de Russie en Orient, et certainement un des premiers linguistes de l'Europe. Faut-il ajouter l'ami et l'ancien camarade de Mickiewicz? Mais aussi positif que notre cher et grand poète fut mystique.

Les vœux de Michelet furent exaucés, car Alexandre Chodzko fut nommé professeur suppléant de langues et littératures slaves au Collège de France.

Le grand écrivain aimait et protégeait les jeunes, surtout ceux qui luttaient contre le despotisme impérial. Il s'était épris d'affection pour un jeune écrivain, Mario Proth, qui avait fondé, en 1859, la *Revue internationale cosmopolite* et qui avait eu l'occasion de témoigner son admiration pour la personne et pour les œuvres du maître. Dans une lettre adressée à ce publiciste, le 30 janvier 1859, Michelet rectifia un point de sa biographie. On sait qu'après la Révolution de juillet 1830, le roi Louis-Philippe confia à Michelet les fonctions de professeur d'histoire de la princesse Clémentine, mais que cette mission ne dura pas longtemps. C'est ce qui est expliqué dans le passage suivant :

Vapereau (Hachette), où vous avez puisé, a oublié de dire que, longtemps avant la révolution de Février, j'ai quitté les princesses que j'aimais fort (courtisan que je suis des reines et non des rois); j'ai rendu de bonne heure les appointements que je pouvais garder. Je n'ai pas attendu la chute. J'avais cru qu'on me croyait, qu'on me croirait, et plus que le père même. Trompé en cela, j'ai quitté. Elles étaient charmantes. Je crois que je les aime encore. Dieu et la République me pardonnent!

Le passage est charmant et montre bien le cœur de Michelet. Il est le courtisan des reines, et non des rois, et il aime encore ces petites princesses auxquelles jadis il enseignait l'histoire de France. Une de ces princesses survit encore, Clémentine, mère du prince de Bulgarie.

En 1866, Mme Michelet publia les *Mémoires d'une enfant*. Mario Proth rendit compte de cet ouvrage dans des termes qui lui valurent, le 24 janvier 1867, les remerciements du grand écrivain, heureux des compliments adressés à sa fidèle compagne, à sa dévouée collaboratrice :

Mille choses délicates et charmantes! et très senties, je vous prie de le croire. Il y a nombre de mots fins et profonds. Oui, c'est une éducation, dans un sens, l'éducation des parents, qui regarderont beaucoup plus à leurs orages variables de sensibilité. Jusqu'ici on parlait d'en haut sur tout cela, par des livres de magisters; mais voici que d'en bas l'enfant même a parlé... Combien nous sommes touchés de ce bel article. Il confirme et résume avec grande supériorité la plupart des témoignages émus qui nous arrivent et de France et d'Europe. Ce livre a un succès de larmes.

A cette lettre, Mme Michelet ajouta le post-scriptum suivant :

Je ne devrais jamais laisser parler mon mari le premier, car cela me casse les ailes. Il dit tout si bien que je n'ose plus venir à mon tour admirer et remercier. Et pourtant, cher monsieur, cette lettre ne doit pas partir, sans qu'elle renferme l'expression trop faible du plaisir

que m'a fait votre critique. Il n'y a nul amour-propre d'auteur. Ce petit livre est venu de moi comme un fruit qui se détache à son heure. J'en garde l'émotion, mais elle est toute au cœur; l'esprit me semble n'avoir rien donné. Le vôtre a pénétré d'un sûr regard ce sujet délicat et voilé. Il a atteint le fond et dit le mot de l'éducation à venir.

Cette admiration pour son mari, Mme Michelet l'a gardée tout entière. Vouée à la gloire de celui dont elle a embelli la vie, elle va assister au solennel hommage que la France va rendre à son grand historien national. Michelet a appartenu à l'Université, au Collège de France, à l'Institut et aux Archives qui coopéreront à la célébration de son centenaire. Il a été aussi un grand citoyen, un apôtre de la démocratie, un ami du peuple. Le peuple ne l'a pas oublié et il s'associera à cette fête patriotique. Michelet a été un révolutionnaire dans le monde des idées et il convient de citer cette phrase d'une lettre du 17 décembre 1869, où il félicite en ces termes Mario Proth de la publication de son *Bonaparte, comediante, tragediante :* « Votre livre a cassé les vitres, perdu le respect. C'est l'essentiel en histoire pour être vrai. »

En attendant que la forme de la célébration du centenaire de Michelet soit déterminée, il est permis de souhaiter que Paris paye sa dette à ce grand homme en lui élevant un monument sur une de ses places publiques.

Étienne Charavay.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

« Ce ne sont pas du tout mes *Mémoires* que j'écris, me dit M. François Coppée; mais des souvenirs d'enfance et de jeunesse où il sera question de moi le moins possible.» Et il précise.

M. Coppée voudrait raconter dans ces pages le Paris de ses toutes premières années; dire ce qu'était, il y a quelque cinquante ans (le poète des *Humbles* en a cinquante-six), la vie de ces ménages de petite bourgeoisie, parmi lesquels se forma son âme de gamin rêveur; évoquer des figures, des aspects de ce temps, à travers le brouillard des choses finies; et enfin montrer comment une vocation de poète naquit de ces sensations...

L'ouvrage est à peine commencé, et le premier volume n'en sera pas achevé avant le mois d'août. La *Revue Hebdomadaire* le publiera. De combien de volumes se composera-t-il? M. Coppée ne le sait pas encore. Il laissera aller sa plume au fil des souvenirs, mais s'arrêtera à cette date de 1870, qui marqua véritablement, pour les hommes de la génération de Coppée, la fin d'un Age.

Le bon poète dit ces choses en souriant d'un sourire un peu mélancolique, — enfoncé sous les couvertures du petit lit à baldaquin, où le retient un léger accident de santé; mais vaillant quand même, l'œil brillant d'une flamme de jeunesse, et la cigarette, l'éternelle cigarette nerveusement promenée des doigts aux lèvres.

Le premier volume du *Canrobert* de M. Germain Bapst est annoncé pour mardi.

On sait comment ces souvenirs ont été rédigés : l'écrivain a recueilli de la bouche de l'illustre soldat l'histoire de sa vie, au hasard des entretiens fréquents qu'il avait avec lui; il a noté fidèlement, puis coordonné ces récits, et ne les a livrés à l'impression qu'après qu'une dernière lecture en eut été faite par lui au maréchal. Ce sont donc véritablement les « Mémoires parlés » de Canrobert que nous donne M. Germain Bapst.

Le second volume sera publié dans quelques mois. Celui-ci s'arrête à la période du Coup d'État.

Autres Souvenirs militaires, très attendus aussi : la correspondance de Castellane, dont un premier volume a déjà été publié.

Le second est en préparation, et paraîtra dans quelques semaines. Il contiendra des lettres de Canrobert, Pélissier, Bosquet, Trochu, etc.; et fournira une contribution d'intérêt supérieur à l'histoire des campagnes de Crimée et d'Italie.

Prochainement :

De M. Henry Spont, *Sur la montagne*, un volume d'études et de descriptions des Pyrénées;

De M. Charles Edmond, une étude de la société nihiliste, arrangée en roman : *le Neveu du comte Sérédine;*

De M. Taffanel, un volume sur *La Beaumelle*.

L'auteur est conservateur de la bibliothèque de Versailles. Son livre est principalement consacré à l'histoire des démêlés de La Beaumelle avec Voltaire;

De M. Armand Charpentier, un roman : *l'Évangile du bonheur*.

Un ancien officier d'ordonnance du général Galliéni, M. de Grandmaison, a réuni en un volume — dont l'impression est achevée, — les souvenirs de ses campagnes au Tonkin.

Titre : *En territoire militaire*. On dit que l'ouvrage contient un exposé très précis des méthodes de colonisation du général Galliéni, et par là se rehausse d'un intérêt doctrinal que les coloniaux apprécieront.

Nous ne connaissions guère en France Gerolamo Rovetta, avant que M. Paul Bourget nous eût signalé, en sa préface du *Pays de Cocagne*, la notoriété considérable dont jouit cet écrivain dans son pays. Serao, Fogazzaro, d'Annunzio, — voilà des signatures devenues familières au lecteur français. Mais le nom de Rovetta ne disait rien encore à nos esprits.

M. Jean Le Pelletier a donc entrepris de nous faire connaître Rovetta, et il vient de publier dans la *Revue du Palais* la traduction d'un des derniers ouvrages du

jeune maître italien, l'*Illustre Matteo*, qui y a été très remarqué.

C'est un singulier cas que celui de ce jeune homme, oisif et « viveur », dont une crise de jalousie, de dépit amoureux, fit un écrivain...

Gerolamo Rovetta était né à Brescia d'une ancienne et riche famille de fabricants de soie, et sa première jeunesse s'était déroulée à Vérone, où ses duels, ses aventures galantes, son train de vie faisaient tapage, et même scandalisaient fort, à ce qu'on dit, les bonnes gens. Rovetta avait vingt ans à peine (il y a, je crois, une vingtaine d'années de cela!) quand un soir, au théâtre, une femme qu'il courtisait, — agacée, ou amusée de l'entendre critiquer rageusement l'œuvre d'un débutant, qu'on disait aimé d'elle, — jeta à Rovetta ce défi : « Faites-en donc autant ? »

Rovetta se mit au travail, et de cette gageure naquit la première œuvre du jeune homme, *l'Oiseau s'envole*, une comédie dont le succès fut très vif, et répandit dans toute l'Italie le nom de l'auteur.

A partir de ce moment, Rovetta « se range » et il continue d'écrire. Il donne d'autres pièces, *les Hommes pratiques*, *Criminelle*, *la Comtesse Maria*, qui achèvent d'établir sa réputation, révèlent un observateur de la vie très informé, un analyste éloquent et fin. En 1886, il s'essaye dans le roman, et sa *Mater Dolorosa* monte à douze éditions, ce qui est une grosse affaire en Italie ; puis viennent *les Petits tyrans domestiques*, un volume de nouvelles : *Ninnoli et Baby*, *les Larmes du prochain*, et en 1891, *la Bagarre*, qui est devenue, en traduction française, cet « Illustro Matteo » que M. Jean Le Pelletier publie aujourd'hui.

En ces dernières années, Rovetta a mené de front le théâtre et le roman, et dans ces deux genres son autorité n'a cessé de grandir. Il a composé des drames historiques et sociaux dont les traductions ont été applaudies sur les scènes de Vienne et de Berlin ; et naguère, le grand prix d'un concours institué par l'État, entre les auteurs dramatiques d'Italie, était décerné à deux de ses pièces, *le Déshonneur* et *la Réalité*.

Son dernier ouvrage, tout récent, *l'Idole*, est une étude de mœurs artistes, un roman en dialogues, traité dans la manière où, chez nous, Lavedan, Donnay, Hermant ont excellé. Le succès en est considérable.

Gerolamo Rovetta est aujourd'hui retiré à Milan, où il vit en ermite, dans la solitude et le travail. Il doit se souvenir parfois, avec reconnaissance, de la jolie Véronaise qui, un soir, il y a vingt ans, le mit au défi d'écrire.

~~~

M. J. Chailley-Bert publiera dans quelques jours une importante brochure sur les *Compagnies de colonisation dans l'ancien régime*, et, dans la collection des *Questions du temps présent*, de l'éditeur Colin, une étude sur les *Colonies et l'Éducation*.

La prochaine livraison de *Cosmopolis* contiendra le dernier des articles si remarqués du même écrivain sur la colonisation à Java.

M. Casimir Stryienski prépare la publication de la suite des *Mémoires de la Comtesse Potocka*.

Ce volume contiendra le récit d'un voyage en Italie, de 1826 à 1827, au cours duquel la comtesse Potocka se trouva en relations avec divers membres de la famille Bonaparte, exilés à Rome, Florence, Trieste, etc.

M. Stryienski a remis à la *Nouvelle Revue* un article sur « Balzac et Stendhal », où figurent deux fragments inédits de la *Chartreuse de Parme*.

~~~

Grand émoi parmi la clientèle des bouquinistes de la rive gauche. Les travaux de prolongement de la ligne d'Orléans jusqu'au quai d'Orsay vont obliger les marchands établis le long des parapets à se déplacer pour quelque temps.

Les locataires du quai d'Orsay vont déménager les premiers ; ils transporteront leurs boîtes au quai de la Terrasse, et n'en reviendront pas, dit-on, avant deux ans. Les bouquinistes des quais Conti, Voltaire et Malaquais ne sont exilés que pour quelques mois ; ils iront, eux aussi, s'installer de l'autre côté de l'eau, sur les quais des Tuileries, du Louvre, de Gesvres, de la Mégisserie, de l'Hôtel-de-Ville, du Marché-Neuf...

Douloureux exode ; songez que plus de cent cinquante petits marchands vont être atteints ; et combien de Parisiens, — vieux savants, bibliophiles de tout âge, étudiants, rentiers, désœuvrés, « retraités » mélancoliques et badauds de tout acabit, dont voilà les habitudes dérangées ! C'est un coup de talon donné dans une des plus gentilles fourmilières de Paris...

EMILE BERR.

UNE ARTISTE FRANÇAISE EN RUSSIE, 1766-1778. *Madame Falconet*, J. Rouam et Cie, éditeur. — M. Antony Valabrègue vient de reconstituer, à l'aide de documents empruntés principalement aux archives du Musée lorrain, de Nancy, la biographie d'une femme artiste du XVIIIe siècle, Mme Falconet. Statuaire de talent, elle fut l'élève et devint la belle-fille du célèbre sculpteur Falconet, dont elle prit le nom, après avoir signé ses premières œuvres de son nom de jeune fille, *Marie-Anne Collot*.

Elle travailla dans l'atelier de son maître, et l'accompagna à Saint-Pétersbourg, lorsqu'il fut chargé par Catherine II d'exécuter la statue équestre de Pierre le Grand.

Cette femme artiste, qui fut très appréciée de Diderot, avait une aptitude toute particulière pour saisir la ressemblance. Falconet la prit comme collaboratrice, pour modeler la tête du Czar ; elle sculpta, en outre, plusieurs bustes à la cour de Russie.

Mme Falconet eut une vie assez accidentée ; elle fut malheureuse en ménage, et fut sur le point de se séparer de son mari, qui s'était fait connaître comme peintre.

Elle mourut à Nancy, où elle s'était retirée, en 1821. Le Musée de cette ville possède quelques-unes de ses sculptures, et son portrait, par son mari, qu'on trouvera reproduit en tête de ce travail. P. S.

Paris. — Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36515. *Le Directeur-Gérant* : HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 23. 4e SÉRIE. — TOME IX 4 JUIN 1898.

LES POÈMES DE BACCHYLIDE [1]

Mesdames, Messieurs,

Vous allez assister à une véritable résurrection. Il y a deux mille quatre cents ans que les poèmes de Bacchylide n'ont été exécutés en public; il y a probablement quatorze ou quinze siècles que personne ne les a lus. Des papyrus égyptiens, très habilement publiés par M. Kenyon, nous en ont rendu le texte, que MM. Eugène d'Eichthal et Théodore Reinach ont traduit en vers français d'une belle allure, et que Mlle Moreno va achever de faire revivre en prêtant à Bacchylide le secours de son harmonieuse et savante diction.

Vous trouverez à cette récitation, je n'en doute pas, un vif plaisir; car l'esprit grec, sous toutes ses formes, nous reste intelligible et comme familier : nous sommes un peu de même race et surtout de même éducation que les Grecs; aussi, dans leurs œuvres, nous n'avons pas trop de peine à reconnaître nos instincts les plus profonds, nos goûts les plus durables. Mais vous pouvez y trouver aussi quelque sujet de surprise; car Bacchylide est un contemporain des guerres médiques, ne l'oublions pas, et bien des choses ont changé depuis lors dans les conceptions littéraires comme dans les mœurs. Vous allez, par exemple, entendre réciter d'abord deux odes triomphales, c'est-à-dire deux poèmes lyriques destinés à célébrer des victoires remportées aux fêtes d'Olympie par Hiéron, tyran de Syracuse. Cet éclat qui environne les victoires olympiques, cette manière de célébrer solennellement les vainqueurs, sont déjà un premier point qui peut nous étonner. Mais la manière dont procède le poète est plus surprenante encore. Nous nous attendrions peut-être à l'entendre nous parler longuement de son héros, décrire les jeux, nous faire ses propres confidences : si nous demandons à Bacchylide des descriptions ou de la psychologie, nous serons déçus. De son héros, des jeux et de lui-même, il ne dit que quelques mots. Et tout de suite il se jette dans des maximes morales dont on ne voit pas nettement d'abord l'application, et dans des récits mythiques qui semblent, par l'ampleur de leurs développements, nous éloigner du sujet bien plus encore. On sait l'étonnement scandalisé de Voltaire et du XVIIIe siècle en présence de ces digressions apparentes, qu'ils rencontraient déjà dans les odes de Pindare. Voltaire et ses contemporains se sont beaucoup moqués de cette façon de composer et d'écrire. C'est que leur défaut de sens historique les rendait peu capables de sortir d'eux-mêmes. Au lieu de nous scandaliser ou de nous moquer, essayons de comprendre : ce sera plus utile et plus agréable. Ce changement dans la littérature vient d'un changement profond dans les âmes. On peut l'exprimer d'un mot en disant que notre littérature est, comme nos mœurs, individualiste, tandis que la littérature et les mœurs du temps de Bacchylide sont celles d'une race où la vie collective et nationale a plus de force que la vie individuelle.

Prenez un poème de Lamartine, de Victor Hugo, de Musset, de Vigny De quoi sont-ils remplis? Des idées propres du poète ou de ses souffrances per-

(1) Association pour l'encouragement des études grecques en France, assemblée générale du 8 mai 1898.

sonnelles, de ses méditations ou contemplations, de ses confessions et de ses confidences. C'est sa personne tout entière, esprit et cœur, qu'il met sous nos yeux. Prenez même un drame, un roman; qu'y trouvez-vous? Des personnages le plus souvent fictifs, créés de toutes pièces par l'écrivain. S'il les emprunte à l'histoire, il les crée encore par la nouveauté de ses analyses psychologiques. Le romancier le plus « objectif » exprime avant tout, dans son œuvre, sa propre manière de considérer la vie, c'est-à-dire sa philosophie personnelle, c'est-à-dire encore ses idées et ses sentiments. Et si ses idées ou ses sentiments plongent évidemment par leurs racines et par leurs rameaux dans le sol national et dans l'air ambiant, ils nous intéressent pourtant surtout en tant qu'ils sont la manifestation d'une âme individuelle. D'où vient cela? C'est que chez nous, modernes, la vie individuelle est riche et complexe. Nos passions et nos idées sont très variées, très nuancées, très personnelles. Nous vivons plus, je l'ai dit ailleurs, dans notre for intérieur que dans l'agora, et de nos recherches propres que de la tradition. Nous sommes tous cartésiens sans le savoir.

Au temps des guerres médiques, au contraire, l'individu existe et vit surtout en tant que membre de la communauté. Les idées religieuses, philosophiques, morales, politiques, qui règlent le train général de sa pensée, lui viennent des ancêtres. Ses sentiments eux-mêmes sont très simples, très étroitement gouvernés par la coutume. Il n'y a d'ailleurs guère de différence intellectuelle entre les diverses classes de la population : la culture est à peu près la même pour tous; elle se fait par la poésie, la religion, la vie politique, qui s'adressent à tous. L'activité la plus intense et la plus complète est celle de la cité, qui englobe toute celle des individus, et dans laquelle ils vivent et se meuvent presque sans exception.

De là une littérature qui correspond à cette manière d'être. La grande forme littéraire de ce temps, c'est la poésie lyrique chorale, c'est-à-dire justement celle qui est la plus étrangère à nos mœurs, celle qui tient le moins de place dans notre activité littéraire contemporaine. Le lyrisme choral règne presque seul alors. L'épopée, déjà dépassée, ne se soutient plus que par imitation et tradition. Le drame en est à ses débuts : il cherche encore sa forme propre et sa voie, qui se confond à l'origine avec celle de la poésie chorale. Quant à la prose, elle existe à peine. La poésie lyrique personnelle a produit quelques chansons exquises, mais très simples. La première place, en revanche, appartient sans conteste à la poésie lyrique chorale, c'est-à-dire à celle qui, par l'organe d'un chœur chantant et dansant, se prête le mieux à être l'interprète de la vie collective, la voix de la cité. Toutes les formes de la cantate se développent et fleurissent à l'envi : les genres du lyrisme choral sont aussi nombreux que les manifestations de la vie collective; ils s'appellent le péan, l'hyporchème, l'ode triomphale, le dithyrambe, etc. Tous ont d'ailleurs ce trait commun que la personne du poète y paraît peu, que celle du personnage humain auquel ils sont quelquefois consacrés n'y forme elle-même qu'une figure un peu effacée, et que ce qui domine dans tous ces chants, c'est le passé traditionnel, religieux ou mythique, cet arrière-fonds solide et brillant de la famille ou de la cité. Dans l'ode triomphale, le plus personnel de ces genres, il est peu question du vainqueur, mais beaucoup de ses ancêtres, s'il en a d'illustres, beaucoup surtout de sa patrie, des légendes de sa patrie, des histoires des dieux. Dans le péan ou dans le dithyrambe, l'homme disparaît complètement : il ne reste plus en scène que les héros et les dieux de la cité, avec leurs poétiques légendes. Il y a pourtant un lien entre les développements généraux et les circonstances particulières de la fête. Les Grecs sont trop artistes et trop soucieux de l'harmonie pour s'abandonner capricieusement à la fantaisie. Mais ce lien est souple et peu visible : c'est une idée dominante, une impression, une couleur générale qui relie entre elles toutes les parties du poème et rattache celui-ci dans son ensemble à la fête qui en est l'occasion.

Ces lois essentielles de la poésie lyrique grecque, sorties des profondeurs de l'âme nationale, gouvernent tous les poètes. Elles sont respectées de Pindare comme de Bacchylide. Mais il ne faudrait pas croire que toute originalité personnelle s'effaçât et se perdît dans cette communauté d'habitudes. Les physionomies d'artistes nettement distinctes n'ont jamais manqué à la Grèce dans cette période de son développement littéraire. Stésichore ne ressemble pas à Alcman, ni Simonide à Stésichore; Bacchylide aussi se distingue de Pindare. Celui-ci, génie sévère et puissant, unit à l'esprit le plus pur du dorisme une imagination éclatante et hardie qui fait de lui le prince des lyriques grecs. Bacchylide n'a pas cette originalité souveraine : c'est un Ionien subtil et harmonieux, habile à enchaîner les idées et les images, abondant en mots sonores, d'une imagination noble et bien réglée. Il y a encore bien du charme dans cette élégance, et ce n'est pas sans raison qu'il s'appelait lui-même, à la fin de l'une de ses odes, « le rossignol de Céos ».

Vous allez entendre le doux ramage de ce « rossignol », chantant avec ampleur de vieilles histoires mythiques, délicatement appropriées aux circonstances et aux occasions de ses chants. Ce sont d'abord deux odes triomphales consacrées à des victoires du tyran de Syracuse, Hiéron ; ensuite, deux

poèmes qui semblent être un péan et un dithyrambe, destinés à des fêtes athéniennes. Dans chacune des deux odes triomphales, à côté des compliments directs, des chants de bienvenue, des exhortations et des souhaits qui forment le cadre obligé du poème, vous trouverez un beau mythe amplement développé. Ici, c'est la rencontre aux enfers d'Héraclès et de Méléagre ; là, c'est l'histoire de Crésus sauvé par Apollon au milieu même des flammes du bûcher. Dans les deux cas, le mythe est comme l'illustration poétique et religieuse d'une pensée morale qui domine le chant du poète et qui s'est dégagée à ses yeux des circonstances de la fête. L'histoire de Méléagre est une belle image de destinée humaine mélancolique, en dépit du courage et de la vertu : Héraclès, d'ailleurs, l'interlocuteur de Méléagre, est un autre exemple de ces épreuves imposées aux héros par la destinée. Hiéron était probablement malade alors, ou tourmenté par quelque souci qui gâtait sa victoire : c'est ce côté mélancolique des joies de la puissance et de la gloire que le mythe met en lumière avec beaucoup de charme. Quant à l'histoire de Crésus, elle montre que la faveur des dieux est, comme le dit quelque part le poète, le plus grand des biens ; c'est l'amitié d'Apollon qui a sauvé Crésus et les siens d'une mort cruelle. Il est probable que l'ode fut exécutée à Delphes, au temple de cet Apollon qui avait jadis sauvé Crésus, et à qui Hiéron, pour célébrer une victoire olympique, venait sans doute, lui aussi, d'envoyer des offrandes magnifiques. On voit le sens du mythe et son lien avec les circonstances. Ces deux autres poèmes, qui semblent être un péan et un dithyrambe, sont consacrés au héros athénien Thésée. Le premier raconte un épisode peu connu de la vie du héros : sa dispute en Crète avec Minos et le miracle par lequel il prouve qu'il est fils de Poseidôn. Tout ce récit est d'une grâce facile et brillante qui semble avoir été le don le plus caractéristique de Bacchylide. L'autre poème a la forme d'un dialogue : les personnages sont Égée, roi d'Athènes, père de Thésée, et un chœur de jeunes Athéniens. Le chœur demande au roi des nouvelles sur le bruit qui se répand de l'arrivée d'un héros inconnu, lequel n'est autre que Thésée. Le roi et le chœur disent une strophe alternativement : il y en a quatre en tout. Le poème semble incomplet, ainsi que l'a fort bien vu M. Desrousseaux. Il est presque aussi certain que nous avons ici un exemple, unique aujourd'hui dans la littérature grecque subsistante, de ce dithyrambe dialogué qui a été la forme primitive de la tragédie et qui a persisté longtemps à côté même du drame d'Eschyle et de Sophocle. Quoi qu'il en soit, ici encore, nous sommes en plein mythe, en pleine tradition populaire, librement traitée d'ailleurs, comme toujours, par l'imagination du poète, qu'aucune règle dogmatique n'enchaîne, et qui n'a d'autre maître de la vérité que son propre génie, inspiré par les souvenirs des ancêtres et par les Muses.

J'ai terminé la préface que je vous devais. Vous vous ne étonnerez plus, je l'espère, qu'un poète lyrique grec du commencement du ve siècle soit si différent d'un Lamartine ou d'un Victor Hugo, qu'il nous raconte tant d'histoires mythiques et nous parle si peu de lui-même ou de son héros, qu'il approprie seulement ces légendes traditionnelles à l'expression d'une idée morale ou d'un sentiment que lui suggèrent les circonstances particulières de la fête. Vous ne partagerez pas les irrévérences de Voltaire pour ces procédés si éloignés des nôtres, et vous admirerez sans scrupules intempestifs la grâce brillante de cette imagination qui se joue avec tant d'aisance au milieu des belles images que va vous rendre fidèlement le talent des interprètes.

ALFRED CROISET.

ODE XVII [1]

L'Anneau de Minos.

(LES ÉPHÈBES OU THÉSÉE)

I

La sombre nef qui porte en Crète
Sept fils et sept filles d'Ion,
Le noble Thésée à leur tête,
Vole pareille à l'alcyon.
Agile, elle bondit sur la vague dorée :
La voile pourpre s'enfle au souffle de Borée :
Ainsi le veut Pallas, la guerrière au beau front.
Mais, ô charme d'amour !... Quand Minos, d'un œil prompt,
Voit ces corps délicats où le printemps se joue,
Un désir fou s'allume aux sens du roi surpris :
[illegible]
Il ose, et de sa main frôle une blanche joue.
Sous la caresse ardente Eribéa frémit :
« Thésée, à mon secours ! » Le jeune homme blêmit.
Sous son plastron d'airain l'âpre douleur s'enfonce.
Son œil darde un feu sombre et son sourcil se fronce :
« Fils de Zeus ! quel démon s'agite dans ton sein ?
Rejette un funeste dessein !

La Parque a penché sa balance.
Nous subirons la loi du sort ;
Mais réfrène ta violence :
Respecte-nous jusqu'à la mort.
La fille de Phénix, par Zeus, dit-on, ravie,
Sous les rocs de l'Ida, roi, te donna la vie ;
Et le monde t'admire et craint ton bras puissant.
Mais le sang d'où je sors est l'égal de ton sang :
Pitthée est mon aïeul ; ma mère vénérée
S'unit au dieu porteur du trident, Poseidon ;
Un voile doré fut le don
Que pour elle ont tissé les filles de Nérée.
Donc nous marchons de pair, roi de Crète, et je dis :
Éloigne de ton cœur les désirs trop hardis ;

---

(1) La traduction de MM. Eug. d'Eichthal et Th. Reinach, accompagnée d'une édition revisée du texte grec, de notices et d'illustrations empruntées à des œuvres d'art contemporaines du poète, doit paraître ces jours-ci chez E. Leroux, éditeur.

Car avant de souffrir que ta main se hasarde
Sur un seul des enfants confiés à ma garde,
A la douceur du jour mon œil se fermera :
Luttons d'abord. Zeus jugera! »

Ainsi dit le héros, appuyé sur sa lance :
Et les matelots en silence,
Étonnés, de l'éphèbe écoutent les défis.
Le gendre d'Hélios dans son âme offensée
Sentit sourdre et grandir une sombre pensée :
« O puissant Zeus, dit-il, père, écoute ton fils!
Si jadis dans tes bras la blanche Tyrienne
Conçut Minos, envoie à tous un signe clair :
Lance du haut du ciel ta flèche, et que l'éclair
Dise que ma race est la tienne!
Et toi, jeune homme au cœur ardent,
Enfant d'Ethra, si ton récit n'est pas mensonge,
Si ta mère a connu le maître du trident,
Au gouffre immense où je le plonge
Va, reprends l'anneau d'or que mon doigt a porté.
Quel fils n'entrerait point au palais de son père?...
O Zeus, écoute ma prière,
Roi du tonnerre redouté! »

II

La prière démesurée
Monta vers Zeus qui l'entendit;
Du haut de la voûte azurée
Un trait de flamme répondit,
Au fils cher à son cœur nouveau signe de gloire...
Minos, les bras dressés, pousse un cri de victoire :
« Tu le vois! pour moi Zeus a montré son amour.
Lance-toi dans l'abime, ô Thésée! A ton tour
Va de ton royal père implorer une grâce :
Que le dieu de la mer accorde à son enfant
Un témoignage triomphant
Qui proclame à jamais la splendeur de ta race! »
L'éphèbe sur le pont se dresse sans pâlir,
Plonge, et le pré des mers s'ouvre pour l'accueillir...
Le cœur du fils de Zeus tressaille de surprise.
Il ordonne d'ouvrir les voiles à la brise,
De poursuivre la route au port encor lointain :
Mais nul ne commande au destin.

Plus prompt que la flèche lancée
Le vent du nord chasse la nef;
Les Athéniens, l'âme angoissée,
Ont vu plonger leur jeune chef :
Lourde fatalité qui jamais ne désarmes!
Et de leurs yeux d'iris coulent de pures larmes...
Cependant les dauphins, hôtes légers des flots,
Au palais de son père emportent le héros.
Dans la grotte que couvre une voûte nacrée
Le vaillant jeune homme entre et s'arrête ébloui :
Sous ses yeux brille épanoui
Le chœur étincelant des filles de Nérée.
Une clarté limpide environne leurs fronts,
Des bandelettes d'or ceignent leurs cheveux blonds,
Et la ronde rythmée erre fluide et lente.
Au fond de sa demeure Amphitrite accueillante,
L'œil calme, lui sourit; d'un manteau diapré
Par ses mains l'éphèbe est paré.

Puis sur les lourds cheveux du héros elle pose
Un cercle, où l'or sertit la rose,
Dont son front nuptial par Cypris fut orné.
Quand les dieux ont voulu, rien ne leur fait obstacle.
Près de la nef rapide il émerge... O miracle!
Doux retour qui ravit leur regard étonné!
Quelle honte mordit au cœur le chef de Crète
Quand, vêtu des présents qu'il a reçus des dieux,
Les membres secs, Thésée apparut radieux
Sur la vague à la blanche crête!
Alors les vierges d'Océan
Font vibrer longuement des clameurs d'espérance;
La mer sonne, et des flancs de la nef, vers Péan,
Monte l'hymne de délivrance...
Tels les fils de Céos, dansant auprès des flots,
Invoquent dans leur chant un favorable auspice :
Entends leurs vœux, le cœur propice;
Exauce-nous, dieu de Délos!

LA PHILOSOPHIE

DE L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS (1)

Messieurs,

Je vous disais au début de ces leçons, qu'à mon sens peu de peuples avaient autant besoin que le peuple américain d'être étudiés dans leur passé, pour être compris dans leur présent et devinés dans leur avenir. Et je vous en donnais une raison qui semble avoir surpris pas mal d'entre vous; c'est que peu de peuples ont été davantage remués par des idées et par des sentiments et se trouvent liés par des traditions plus impérieuses.

Quelles sont ces idées et ces traditions? Je voudrais en terminant vous en offrir une sorte de résumé. Je voudrais dresser devant vous le bilan des grands faits matériels et moraux qui remplissent la période historique dont j'avais à vous entretenir et qui nous ont permis d'en déterminer le caractère. L'histoire, telle qu'on la comprend ici, a un but pratique; ici, la science s'acquiert en vue de l'action; on apprend pour agir. C'est pourquoi je me préoccupe de dégager de cet enseignement une conclusion pratique.

La grande idée qui domine la civilisation transatlantique, celle avec laquelle on doit toujours compter et qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est l'idée de la *rénovation*. A part une légère éclipse sous le régime colonial, cette idée n'a pas cessé de hanter les cerveaux américains, depuis l'homme d'État jusqu'à l'employé du dernier rang, depuis le littérateur jusqu'au cow-boy. La graine en fut déposée dans le sol du Nouveau Monde par les pèlerins du *May Flower* qui débarquèrent dans la baie de Plymouth le 22 décembre 1620 et cette graine a germé en une moisson prodigieuse. Ainsi s'est fondée la croyance à la prédestination des États-Unis que tout Américain professe consciemment ou inconsciemment et qui inspire la plupart de ses actes. Il croit que son pays a reçu du ciel la mission spéciale de rénover le monde, de construire l'État modèle, de changer le sort des peuples.

Cet idéal national s'est formé en deux fois, et

(1) Leçon de clôture faite le mercredi 18 avril 1898, à l'École libre des sciences politiques.

chaque fois, c'est un fait matériel précis qui a provoqué le fait moral. La persécution qu'ils avaient subie avait poussé loin de leur patrie une poignée d'hommes que tourmentait l'âpre désir d'une régénération individuelle conçue d'une manière étroite, mais sincère. Après une douloureuse odyssée, n'ayant trouvé nulle part la liberté qu'ils cherchaient, ils avaient été amenés à poursuivre une régénération collective; puisque aucune des communautés existantes ne pouvait leur offrir asile et sécurité, ils avaient prétendu créer la communauté-type, celle qui devait guider, par la seule force de l'exemple, les nations d'Europe dans les voies de la réforme et du salut. Le temps a passé; les épreuves et les désillusions ont été multiples; les coutumes puritaines se sont effacées et surtout l'état d'esprit puritain s'est évanoui. Il s'est formé sur l'autre rive de l'Océan une collectivité qui, après tout, paraît devoir ressembler à celles du vieux monde, car ses fils versent le sang et veulent de l'or tout comme leurs cousins d'outre-mer... N'importe. Le vieil idéal subsiste. Il s'exprime naïvement dans les écrits, les paroles ou les actes. Le régime de compression imposé par l'Angleterre à ses colonies pendant la fin du XVIIe et la plus grande partie du XVIIIe siècle restreint leurs ambitions et les empêche souvent de se manifester. Avant que de songer à perfectionner les institutions, il faut vivre et la vie est difficile, là-bas. On doit se battre contre les Indiens, contre les Français du Canada, puis contre la mère patrie elle-même. Cette longue période trempe vigoureusement la nation naissante; elle ne s'enrichit guère : comment le pourrait-elle, soumise à des lois pareilles. Mais près de cent ans de luttes armées ont rendu ses milices redoutables en même temps que le voisinage du péril, l'habitude de participer aux assemblées municipales et la diffusion de l'instruction ont formé le citoyen. L'Amérique est en retard sur l'Europe; l'Américain est en avance sur l'Européen; il est déjà mûr pour le *self government*. Il est *sage, loyal*, malgré tout, envers l'Angleterre, disposé pour demeurer Anglais à de grands sacrifices d'intérêts, — il en a donné la preuve, — mais se refusant à transiger sur les principes, à rien aliéner de ce qu'il regarde comme son droit imprescriptible. Et sitôt que les circonstances l'ont rendu, presque malgré lui, indépendant, il s'adonne de nouveau au rêve de ses pères. Les récits des voyageurs, les rapports des agents, presque tous les documents qui sont parvenus jusqu'à nous nous apportent la même impression sur ce que ressent l'Américain d'alors à l'égard de son pays; il n'a pas encore de grandes ambitions matérielles, mais il a l'ambition morale de devancer le vieux monde au point de vue de l'organisation politique et sociale et de lui servir d'exemple.

Et alors, la Force entre en scène. La fondation de trois États continentaux, le Kentucky (1792), le Tennessee (1796) et l'Ohio (1802) et plus encore l'acquisition de la Louisiane (1803), font apercevoir soudain à l'Américain la possibilité de conquérir et de peupler tout le continent d'un océan à l'autre. Il ne s'en était point avisé. La Constitution n'a prévu ni les agrandissements de territoires, ni la création de nouveaux États; elle est d'hier pourtant, mais en la rédigeant, nul n'a songé à de telles hypothèses. Jusque-là, chaque État est demeuré tourné vers l'Europe et sa seule ambition du côté de la terre a été la paix : ne plus être exposé aux incursions franco-indiennes constituait le vœu suprême. La doctrine de Monroë est si loin de la pensée des gouvernants que ceux-ci se sont engagés très volontiers à respecter « l'intégralité des possessions présentes et à venir de la couronne de France » en Amérique, et cette idée d'un agrandissement possible des colonies françaises n'a choqué personne.

L'utilité de posséder la Nouvelle-Orléans est évidente, ne fût-ce que pour acquérir le droit incontesté de naviguer sur le Mississipi; l'Espagne précisément interdit cette navigation aux Américains. Et c'est là un droit dont ils ne peuvent se passer. Mais avec la Nouvelle-Orléans nous vendons la Louisiane, c'est-à-dire une immense étendue de terrain qui n'a point de limites au nord-ouest par la raison que cette partie du continent est encore inconnue; nul n'y a pénétré et l'on semble même assez peu empressé de la connaître. Ce vaste recul d'horizon grise pourtant le Kentuckien qui va devenir le père d'un second état d'âme comme le puritain fut le père du premier. Je vous ai tracé du Kentuckien un portrait hâtif; je vous ai dit qu'il y avait en lui un peu de civilisation virginienne greffé sur un tempérament de trappeur et d'aventurier. Ne négligez aucune occasion d'étudier ce type étrange du Kentuckien. C'est lui qui a bouleversé les destinées du Nouveau Monde; ce qu'il en reste se retrouve aujourd'hui dans l'homme de Chicago, mais atténué et déformé. Le Kentuckien aimait le whisky, le duel et les cartes; il était fou d'éloquence; le sens de la grandeur était développé en lui d'une façon surprenante; il voulait amplifier (*magnify*) toutes choses; son patriotisme était pur, mais exalté. Napoléon était son Dieu et l'aigle son emblème. Il fut belliqueux. Il poussa à la guerre contre l'Angleterre en 1812; il voulut conquérir le Canada; il obtint enfin l'annexion du Texas, l'invasion de la Californie, la guerre contre le Mexique. La prise de Mexico le ravit d'aise et le traité de Guadalupe Hidalgo combla ses vœux. Les États-Unis allaient maintenant d'un océan à l'autre; leur superficie avait quintuplé en quarante-cinq ans; ils prenaient rang parmi les plus grands pays du monde. Le Kentuc-

kien, ouvrier obscur de cette œuvre immense, eut pour porte-parole, au Sénat fédéral, le célèbre Henry Clay auprès duquel siégeaient Webster et Calhoun, tous épris du même rêve de grandeur nationale.

Tels sont, résumés avec une hâte dont je m'inquiète et m'excuse, les principaux éléments de cet idéal de rénovation universelle qui a marqué si profondément l'âme américaine, de cette croyance si durable et si répandue que les États-Unis ont été désignés par la Providence pour exercer une action supérieure et laisser dans l'histoire une trace indélébile. Les circonstances ont grandement contribué à fortifier cette idée. Il s'est produit une suite d'événements qui ont été, pour le peuple américain, des sortes de leçons de choses. En premier lieu, l'ampleur et la continuité de sa fortune. Nous ne nous rendons pas bien compte du contraste que présente l'histoire des États-Unis avec celles des autres nations, non seulement parce que nous songeons rarement à l'étudier, mais surtout parce que, lorsque nous l'étudions, c'est par lambeaux, si l'on peut ainsi dire, — et de la sorte, nous n'apercevons pas l'étourdissante rapidité avec laquelle la puissance américaine a été édifiée. L'Américain, qui procède autrement, est saisi par ce contraste. Il possède admirablement son histoire et sitôt qu'il la compare aux lentes évolutions, aux alternatives de grandeur et de décadence des nations européennes, la certitude s'affermit en lui que son pays n'est point semblable aux autres. D'autant que ce ne sont pas les épreuves et les difficultés qui ont manqué. Vingt fois, l'unité aurait dû périr : il n'est sorte de révolutions et de désordres qui n'aient failli éclater : tour à tour la conquête, la banqueroute, l'anarchie, la guerre civile, le militarisme, le fonctionnarisme, la corruption, les crises économiques ont menacé la prospérité et souvent l'existence même de la nation. Et toujours elle est sortie de l'épreuve, grandie et fortifiée. Aux jours du plus grand péril, deux hommes providentiels lui ont été donnés. Le mot n'a rien d'exagéré. Washington et Lincoln furent vraiment des hommes providentiels en ce sens qu'on découvre en eux cette sorte de génie qui s'adapte exactement aux circonstances et ne semble fait que pour accomplir une œuvre donnée, généralement une œuvre de redressement ou de réparation, en sorte qu'ils ne laissent derrière eux que des bienfaits ; ce ne fut point là le génie de Napoléon, ce fut celui de Jeanne d'Arc. Je ne saurais trop vous engager à approfondir ces deux grandes figures, Washington et Lincoln ; la fréquentation de tels caractères est salutaire et il est consolant pour l'humanité de songer qu'elle peut atteindre à pareille hauteur.

Pour un peuple si jeune, c'est beaucoup d'avoir été en moins d'un siècle deux fois sauvé de cette façon-là ; on comprend qu'il en ait ressenti quelque orgueil. Mais il y a une seconde leçon de choses qui a agi encore plus directement sur les Américains et qu'ils ont retenue encore plus aisément. Celle-là, il n'était pas besoin d'apprendre l'histoire pour la recueillir ; le plus ignorant la trouvait à sa portée. Je veux parler de l'absorption de l'émigrant européen par la civilisation transatlantique et de son « américanisation » rapide.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette question. J'ai cru remarquer, pour ma part, que l'américanisation — passez-moi ce barbarisme — était la résultante du succès ; l'homme qui réussit devient Américain avec une facilité qui, cela est évident, tient du prodige ; mais celui qui échoue reste Européen. C'est ainsi que toute une partie de Chicago constitue un véritable damier international où les Français, les Suédois, les Allemands, les Slaves, les Italiens demeurent en groupes, retenant dans la misère les marques distinctives de leur nationalité, le langage et les habitudes de leurs races. D'autre part, l'américanisation des autres n'est peut-être pas aussi complète au fond qu'elle l'est en apparence. L'avenir seul le prouvera. Il n'en reste pas moins vrai qu'en une génération, l'Europe semble perdre toute influence sur les fils de ceux qui l'ont abandonnée pour se fixer au Nouveau Monde et qui sont parvenus à s'y créer une situation, si modeste soit-elle. Il y a dans l'air respiré, dans l'existence vécue, quelque chose qui prend la jeunesse, la pénètre, l'enthousiasme et lui inocule en quelque sorte toutes les passions et toutes les hérédités américaines. Le fait est très curieux et, certainement à ce degré, il est unique. Comment n'aurait-il pas agi puissamment sur l'imagination d'un peuple déjà si porté à se croire au-dessus de tous les autres ?

L'idée de la rénovation est par elle-même un peu vague ; elle peut revêtir les formes les plus variées. C'est ainsi que nous la trouvons au centre de la plupart des manifestations du sentiment religieux qui remplissent les annales américaines depuis le « covenant » de 1620 jusqu'au Parlement de Chicago en 1893. L'effervescence religieuse, aux États-Unis, n'a jamais cessé : les controverses théologiques de l'époque coloniale firent place, après l'indépendance, aux *Revivals*, ces cyclones mystiques qui traversèrent tout le continent et déterminèrent la création d'innombrables sectes réformatrices et communistes. Avant la guerre de Sécession, le spiritisme fit rage. Puis le sentiment religieux s'épura et s'apaisa et un grand courant se dessina en faveur de l'Union des différentes églises et de la constitution d'une église nationale. Dans un pays aussi foncièrement religieux que les États-Unis, — ils le sont bien plus que l'Angleterre, — un tel courant a peu de chances de se

détourner. C'est là ce qui, à mon sens, constituera l'obstacle insurmontable au progrès du catholicisme américain, dans l'avenir.

Vous saisissez déjà les éléments contradictoires qui constituent le grand problème transatlantique : éléments pacifiques, éléments belliqueux qui font de la question de guerre ou de paix, non point seulement une actualité, mais quelque chose de fondamental que l'Europe a eu la maladresse de ne point voir jusqu'ici. Rien que dans cet idéal de rénovation qui est caractéristique de l'âme américaine, nous démêlons des hérédités opposées, les unes poussant aux influences pacifiques, les autres aux influences belliqueuses. Voici maintenant d'autres traditions qui accentuent l'alternative.

On vous a souvent parlé de la fameuse doctrine de Monroë ; qu'elle ait ou non dévié de son sens primitif, cela n'importe. La pensée de Monroë n'a qu'un intérêt restreint : ce qui vaut, c'est la façon dont les Américains l'ont comprise et interprétée. Reportons-nous à l'époque où Monroë énonça son principe. C'était en 1823 ; mais dès 1818 la politique du cabinet de Washington à l'égard de l'Europe avait été formulée dans un sens identique. Or, depuis 1810, les colonies espagnoles levaient tour à tour l'étendard de la révolte et se formaient en républiques indépendantes. Les États-Unis ayant franchi la ligne du Mississipi ébauchaient en même temps leur rêve de grandeur et la démocratie populaire allait remplacer au pouvoir l'aristocratie virginienne. Les Américains applaudirent chaleureusement le langage de leur président et lui donnèrent une double interprétation : la première, c'est que l'Europe devait être évincée du Nouveau Monde ; la seconde, c'est que les États-Unis devaient servir de protecteur et de chef à l'ensemble des républiques américaines. Cette dernière prétention n'a pas été énoncée, mais elle a inspiré des actes et cela revient au même. Ce qu'on a appelé le Panaméricanisme n'a point jailli tout à coup du puissant cerveau de James Blaine, ce faiseur de présidents. Blaine avait distrait cette idée du patrimoine national et en avait fait le pivot de ses combinaisons à longue portée. De même qu'il préféra créer des chefs d'État que de l'être lui-même, il aima mieux agir dans l'avenir que dans le présent. Son congrès panaméricain de 1889 fut beaucoup plus qu'un échafaudage électoral : ce fut une pierre d'attente, et si des lauriers militaires poussent à l'entour, la construction ne tardera pas à sortir de terre. Voilà donc, à côté de la mission générale et vague des États-Unis dans le monde, une mission très précise, une sphère d'action bien délimitée.

Maintenant cette sphère d'action sera-t-elle la seule ? Je ne le crois pas et je vous en signale une autre sur laquelle il est d'autant plus intéressant d'arrêter le regard que le panaméricanisme réserve vraisemblablement aux États-Unis plus d'une surprise désagréable, plus d'un déboire. C'est du moins ce qui apparaît si l'on consulte la géographie. Prenez le planisphère et vous apercevez aussitôt que l'Amérique du Sud est moins voisine économiquement des États-Unis que de l'Europe et de cette vaste dépendance de l'Europe qui est l'Afrique.

La race, la civilisation concourent aussi à la rapprocher de nous et si l'Angleterre ne vient pas à la traverse et ne modifie pas l'équilibre de cette partie du globe (ce qu'elle pourrait bien faire, à en juger par les progrès de son influence dans la République Argentine), l'Europe pourra sans doute y lutter avantageusement contre le protectorat des États-Unis. Mais il existe d'autres républiques que celles du Sud-Amérique, des républiques qui ne portent pas ce titre et peut-être ne le porteront point de longtemps, mais qui n'en jouissent pas moins de tous les privilèges des États libres. Ce sont les diverses communautés de l'Empire Britannique. Une amitié croissante les relie aux États-Unis. Si l'on écrivait une histoire détaillée des rapports de l'Amérique du Nord avec le monde anglo-saxon, vous seriez surpris d'y constater combien, depuis le lendemain de l'indépendance, ces rapports ont été empreints de vraie sympathie. Tout en notant (comme ont pu le faire, depuis, nombre de voyageurs) des expressions haineuses à l'égard des Anglais, Tocqueville ne s'est point appesanti sur cette haine qu'il sentait parfaitement n'être, selon la pittoresque expression de Rabagas, que « de l'amour tourné à l'aigre ». Le petit speech, — si peu protocolesque, adressé par George III à John Adams qui lui présentait, au lendemain de la paix de Versailles, ses lettres de créance, contient en quelques lignes tout le programme de l'avenir. Il était à prévoir, dès cette époque, que « l'unité de langage, la similitude de la religion et les liens du sang exerceraient sur les relations des deux peuples une heureuse et complète influence » ; d'autant que si les Américains ressentent à l'égard de l'Angleterre un reste de rancune, rien ne les sépare de leurs cousins d'Australie ou d'Afrique. Quand un premier ministre australien s'est écrié en s'adressant à eux : « nous aurons soin, vous et nous, de faire du Pacifique un lac anglo-saxon », il a répondu aux secrètes pensées de bien des Américains.

L'influence des États-Unis sur les affaires des républiques espagnoles et de l'empire britannique s'est préparée de longue date et nous la verrons s'accentuer de plus en plus.

Dans cet ordre d'idées, l'existence de traditions

certaines, de sentiments précis ne suffit pas à déterminer un courant d'action; il faut encore que l'individu s'y prête, qu'il ait les qualités et les défauts requis pour mettre en pratique le rêve national, pour travailler à en faire une réalité. C'est ici, précisément, que l'histoire des États-Unis est tout à fait intéressante et qu'il devient très utile de la connaître. Elle montre que les événements successifs dont l'Amérique a été le théâtre depuis deux cent cinquante ans ont formé l'Américain en proportion — si l'on peut ainsi parler — de l'œuvre qu'il désire accomplir, dans laquelle son succès est incertain, mais qu'il tentera assurément. Je m'explique. L'Amérique a donné à l'Américain une endurance incroyable, le sens de l'activité poussé à un degré inconnu jusqu'ici, l'isolement d'avec ses semblables et l'habitude d'envisager toujours le point de vue collectif de préférence à tout autre. En deux cent cinquante ans, il a traversé : les rigueurs de l'époque coloniale, cent années de guerre incessante contre les Indiens, les Français et les Anglais, quatre années d'une effroyable guerre civile, des bouleversements économiques et financiers sans nombre et des tremblements de terre politiques et sociaux dont la série n'est certainement pas close. Voilà pour l'endurance. Quant à l'activité, jamais champ plus vaste ne s'ouvrit devant des humains. Un sol immense et fertile à défricher, de grandes facilités industrielles et deux façades commerciales ouvrant sur les deux côtés de l'univers avec au centre un réseau sans pareil de voies fluviales. Et sur tout ce sol, un seul peuple, sans voisins, sans rivaux; dans ce peuple sont entrés des éléments hétérogènes en grand nombre; mais d'une part ils se sont assimilés très rapidement, et de l'autre le noyau primordial est demeuré sinon intact, du moins prédominant. Voilà certes des conditions particulièrement propres à cimenter une nation, à lui faire sa légende. Il n'y a pas à craindre d'émiettement : il faudrait, pour cela, qu'une seconde nation se formât au milieu de la première puisque sur les frontières nulle absorption ne peut avoir lieu. On dit que le fait d'être une île a grandement influé sur les destins de l'Angleterre : mais cette île dépend tout de même, par sa situation, du système européen dans lequel elle se trouve à demi englobée : les États-Unis furent bien autrement isolés que l'Angleterre et cet isolement contribua infiniment à assurer le triomphe de ce que j'appellerai le sentiment *collectif*, faute de pouvoir employer le mot de collectivisme auquel nous donnons un sens spécial et que nous appliquons à un système social.

Il y a une philosophie américaine; je ne sache pas qu'elle ait encore trouvé son expression dans des écrits quelconques; si le Nouveau Monde doit produire des philosophes semblables aux grands Allemands qui synthétisèrent les angoisses et les aspirations germaniques, aucun ne s'est encore révélé. Il n'en est pas moins vrai qu'une philosophie nationale existe de l'autre côté de l'Océan et qu'on peut suivre sa genèse de page en page en lisant attentivement l'histoire des États-Unis. Je vous signale en passant quelques aperçus géniaux que Tocqueville a consacrés à ce sujet. Eh bien! cette philosophie n'est pas individualiste. Elle est tout le contraire. Elle est basée sur la nécessité de la subordination de l'individu à la collectivité et je ne suis pas éloigné de croire que si elle se développe normalement, elle conduira à l'absorption de l'individu par la collectivité. Et je vous en donnerais volontiers un exemple assez frappant si je ne me faisais un devoir de ne rien puiser dans mes impressions personnelles, voulant vous tracer ici le tableau de l'Amérique, telle qu'elle apparaît à l'historien et non au voyageur.

L'exemple que je vous citerais, c'est celui du « millionnaire ». Quiconque approche le millionnaire américain sent qu'il est imbu de son rôle social (1). En faisant fortune, il remplit une fonction. Il pense que le pays doit être fier de lui et que plus il deviendra riche, plus il sera utile au pays et méritera sa reconnaissance. Aussi ne le voit-on jamais s'arrêter pour jouir de ce qu'il a; il va toujours, s'exposant à tout perdre plutôt que de renoncer à gagner. La plupart du temps, il meurt à la peine sous l'effort continu et trop violent. De tels hommes, — qu'ils soient dans le vrai ou dans le faux, — excitent évidemment l'admiration du peuple qui les entoure et lui servent de modèles; on s'inspire de leurs actes, on imite leur conduite. De là — et point d'un instinct mercantile — est venue cette soif du dollar, caractéristique de la civilisation américaine et dont les Européens ne comprennent guère la nature ni la portée. Dans le dollar, l'Américain cherche beaucoup moins l'argent que la force, la jouissance que le pouvoir, la satisfaction d'être riche que la gloire de l'être. Et à quoi fait-il servir ces choses, quand il les possède? Il ne songe guère à sa famille; il songe à son pays, sous forme de fondations, souvent admirables, parfois puériles.

Mais, revenons-en à l'histoire. Nous y trouvons des tendances non équivoques au despotisme. Comment ont été organisés les partis politiques, les innombrables sociétés secrètes ou non, les sectes, les unions, les syndicats, les confréries, les ordres, qui pullulent, presque depuis l'indépendance? Partout on trouve le despotisme, — despotisme démocratique s'entend, celui qui a le bulletin de vote à la base et sur lequel reste suspendue l'épée de Damoclès de la

(1) Voir la curieuse conférence faite par M. Andrew Carnegie à ses ouvriers « sur l'utilité du millionnaire ».

non-réélection. Le citoyen des États-Unis subit de la sorte d'énormes contraintes, non pas en résigné, mais en satisfait; il aurait pu parfois, d'un coup d'épaule, renverser l'oppression, briser les entraves : il ne l'a pas fait. A voir la facilité avec laquelle il s'est laissé imposer le joug de certains hommes, a obéi à certaines lois, supporté certains abus, enduré certains tracas, on en vient à se demander s'il ne sera pas, dans l'avenir, de ceux qui consentiront le plus volontiers certaines mainmises de l'État, de ceux qui se trouveront le mieux préparés à permettre une expropriation partielle de la liberté de l'individu, au nom du bien public.

Cela peut se faire en vue du militarisme ou en vue du socialisme. Ne prophétisons pas. Bornons-nous à relever, dans les annales des États-Unis, pas mal d'accoutumances militaristes et socialistes et demandons-nous s'il existe un frein, quelque chose qui, en dehors de la sage parole de Washington, si longtemps écoutée mais bien affaiblie aujourd'hui par la distance des années et l'évolution des esprits, — puisse retenir les États-Unis sur la pente de l'ingérence extérieure ou de la transformation radicale à l'intérieur.

L'intérêt serait-il ce frein? Je ne le crois pas et voici pourquoi. Je vous disais tout à l'heure que, dans sa poursuite de la fortune, l'Américain recherche surtout la force. Nous n'apercevons rien dans son passé qui indique la permanence de cet instinct d'enrichissement, rien qui prouve qu'un tel instinct soit inhérent à sa nature même et qu'il doive y subordonner ses autres passions. Loin de là. Le caractère commercial et mercantile que nous attribuons à l'histoire entière des États-Unis n'a existé, ni à l'époque coloniale, ni même au début de l'indépendance. On dit : les Américains alors faisaient tous du commerce (je prends ce mot dans son sens le plus vaste), — cela est évident; qu'auraient-ils fait? Ils n'avaient pas, sans doute, le moyen de devenir avocats ou hommes de lettres. Mais, à aucun moment, la passion de la fortune n'a dominé en eux jusqu'à ce que, par l'acquisition de la Louisiane, le continent entier se soit ouvert à eux. Ils ont entrevu dès lors la possibilité d'un enrichissement individuel excessif. Cela a duré, — par suite de diverses circonstances très intéressantes à étudier et que je n'aurais pas manqué de vous exposer si j'en avais eu le temps, — cela a duré, jusqu'à nos jours. Cela va prendre fin : on pourra encore faire fortune; on ne pourra plus devenir, en quelques années ou en quelques mois, un homme colossalement riche. Une telle possibilité n'est pas normale; elle est le propre d'une société en formation et non d'une société formée. Nous verrons alors si l'Américain est susceptible de devenir un de ces commerçants qui, aimant leur métier et faits pour l'exercer, édifient lentement et sagement une fortune moyenne — ou bien si ce qui l'a tenté jusqu'ici dans le commerce, ç'a été l'ampleur inattendue des horizons et si, une fois ces horizons rétrécis, il ne préfère pas s'adonner à d'autres besognes.

Et puis, enfin, l'intérêt ne dicte pas nécessairement une attitude pacifique : la guerre enrichit souvent; elle ouvre des routes nouvelles, crée des débouchés, met de l'imprévu dans les affaires et précisément cet imprévu est pour beaucoup dans le charme que les affaires possèdent aux yeux des Américains. Ne prenons donc pas exemple de l'Angleterre pour croire à l'existence d'un tel cran d'arrêt dans les destins des États-Unis. Les États-Unis sont compacts; l'Angleterre est éparpillée; sa vulnérabilité est bien autre que la leur.

Le frein, s'il ne se brise pas, ce sera ce rouage dont je vous ai signalé à plusieurs reprises l'admirable fonctionnement, ce sera la démocratie municipale, ou plutôt l'esprit qui la fait mouvoir ; cet esprit de bon sens, de saine activité, de simplification qui distingua très vite la commune coloniale. Les États-Unis, il est vrai, nous ont donné depuis lors le spectacle de scandales municipaux sans précédents. Mais ces scandales ont éclaté précisément là où l'esprit municipal était annihilé, où l'élément vraiment américain se trouvait réduit à l'impuissance, dans de grandes villes corrompues, toutes viciées par un cosmopolitisme malsain. Dans les débats des *Town Meetings* de jadis il a été accumulé une telle quantité de bon sens que la réserve n'en est pas épuisée et d'ailleurs il s'en fabrique encore. L'Américain, être sensible à l'excès et prodigieusement nerveux, peut bien s'abandonner aux rêves de gloire que lui soufflent de grands souvenirs et de longues ambitions; il peut s'emballer au contact de sa foule, l'une des plus impressionnables qui soient au monde; il peut se griser de sa jeunesse et de sa force ; une heure revient où, de nouveau, il raisonne avec ce clair bon sens qu'il a hérité des premiers fondateurs de sa fortune. « Sa supériorité, a écrit le duc de Noailles, paraît tenir à un don spécial, espèce de notion spontanée de la direction droite, comparable à l'aimant dans la boussole ou à l'instinct de l'hirondelle qui sait toujours reconnaître le chemin du nord ou du midi. » Ce don spécial, c'est le vieux bon sens municipal de la Nouvelle-Angleterre.

Voilà toute la sauvegarde de l'Europe. Elle est mince. Et puisque je viens de prononcer le nom de l'Europe, le moment est propice pour récapituler ce que nous savons du rôle joué par elle dans l'histoire des États-Unis. Ce rôle, il faut l'avouer, n'est ni brillant ni habile. Notre vieux monde ressemble à ces pères acariâtres qui n'admettent qu'en rechignant la majorité de leurs fils, les laissent se former et se débrouiller tout seuls dans la vie et n'en attendent pas

moins toutes sortes d'égards et de déférences pour le seul fait de les avoir engendrés. Pendant plus de cent cinquante ans, l'Amérique naissante n'a eu de regards et de pensées que pour l'Europe. J'ai attiré votre attention sur cet état de choses qui a subsisté au delà de la guerre de l'Indépendance et de l'organisation du gouvernement fédéral. N'oubliez pas que les pèlerins de Plymouth et leurs imitateurs avaient quitté le vieux monde sans haine, malgré les persécutions endurées, et qu'à défaut d'esprit de retour, ils se flattaient de pouvoir exercer une heureuse influence sur lui et l'amener, par leur exemple, au repentir et à la conversion. C'était là une sorte de fil tendu entre les deux rives de l'Océan. Opprimés par les Hollandais et par les Anglais, attaqués par les Espagnols et par les Français, exposés aux horribles cruautés des Indiens que la France excitait et soutenait, les coloniaux demeurèrent quand même Européens par le cœur. Ils n'avaient prétendu innover que sur un point; jamais ils n'avaient pensé à se séparer moralement et intellectuellement de la société à laquelle ils avaient appartenu; ils se croyaient la mission de créer un État politique et religieux d'un type nouveau, et cela leur suffisait. Pendant toute la période coloniale, le même sentiment prévalut; les idées et les modes venaient d'Europe. L'Indépendance n'y changea rien. Dès que les partis se furent organisés autour du pouvoir nouveau, ils se distinguèrent bien moins par leur programme intérieur que par leurs tendances étrangères; il y eut les Francophiles et les Anglophiles; les uns et les autres apportaient à leurs disputes une véhémence telle que les bons esprits s'alarmèrent et Washington, en se retirant, rédigea le message où se trouvent les lignes si célèbres que je vous citais dernièrement. « Le peuple, disait le grand homme, qui se laisse aller à nourrir une antipathie marquée ou une sympathie enthousiaste à l'égard d'un autre peuple devient en quelque sorte l'esclave de sa passion... il est aveuglé au point de méconnaître sa dignité et ses intérêts véritables ». Cela est vrai dans tous les temps et pour tous les pays.

Ni l'Europe ni la France ne surent profiter de ces dispositions. Les tracasseries, les manques de parole, les infractions aux traités continuèrent de plus belle. De la part de la France, ce furent tantôt des prétentions exorbitantes comme celles de Genet, ce singulier ambassadeur de la Convention qui ouvertement leva des troupes et arma des corsaires, sans plus se soucier du Président et du Congrès que s'il se fût trouvé en pays conquis; tantôt de hautaines mises en demeure comme celle que formula Talleyrand et qui eût amené des représailles sur nos navires sans la courageuse intervention de John Adams. A partir de ce moment-là, l'océan Atlantique s'élargit et se creusa. Au temps où il fallait trois mois pour le traverser il ne séparait pas les Deux Mondes aussi complètement qu'aujourd'hui où nous le franchissons en sept jours. Nous avons laissé, nous autres Européens, la pensée transatlantique se former en dehors de nous et contre nous. C'est là une faute qui n'est plus réparable et qui pèsera terriblement sur l'avenir. On peut établir des rapports commerciaux entre deux pays qui sont demeurés jusque-là étrangers l'un à l'autre; quelques efforts intelligents, un peu de persévérance y suffisent. Mais quand il s'agit de rapprocher intellectuellement deux mondes dont la pensée n'est plus à l'unisson il y a toute chance pour que la tentative échoue. L'homme génial, ce fut ce chevalier Quesnay de Beaurepaire qui tenta de créer à Richmond, au siècle dernier, une grande Université européenne et dont la Révolution française emporta le rêve au moment où il allait se réaliser. Celui qui a tenté modestement de reprendre l'œuvre dans son esprit sinon dans sa forme se fait moins d'illusions que personne sur les chances de succès, d'autant que l'heure est venue où un nouveau malentendu vient accentuer les divergences. L'Europe a eu quarante-deux ans, — depuis le manifeste d'Ostende, — pour préserver l'Espagne du sort qui l'atteint, quarante-deux ans pour obtenir d'elle ce qui lui eût conservé Cuba et, aujourd'hui, les chancelleries ne connaissent même pas les termes de la question qui se pose aux États-Unis, de sorte que leur intervention ne peut qu'envenimer la querelle.

Il est né, au delà des mers, un sentiment nettement anti-européen. Ne nous laissons pas tromper par les voyages d'études que l'on fait chez nous, par la façon dont on nous accueille là-bas, par les mille riens qui constituent entre les deux mondes d'aimables mais puériles politesses. Nous sommes pour l'Américain ce que furent, pour le Romain, la Grèce et l'Égypte : les pays du passé. Nous avons commis cette folie de ne point comprendre que jamais l'argent et les instincts mercantiles n'ont suffi à créer une nation et que, dès qu'un peuple est riche et puissant, si même il n'a pas eu jusque-là de grandes ambitions, ces ambitions lui viennent.

L'histoire des États-Unis nous montre que le peuple américain a l'instinct de la domination et les moyens de l'exercer. De là son importance. Je n'ai pas eu d'autre but, que de vous prouver cette importance. Le temps me manquait pour faire davantage et j'estime d'ailleurs que ce préambule auquel les circonstances présentes ajoutent tant de force était nécessaire. Si, comme je le souhaite, cet enseignement reçoit l'année prochaine l'extension qu'il comporte, nous entrerons à l'aide d'une méthode scientifique rigoureuse dans la discussion du détail, au

triple point de vue politique, sociologique et économique. Je ne pourrai en tous cas obtenir de mes auditeurs une attention plus bienveillante et je vous remercie de me l'avoir témoignée.

PIERRE DE COUBERTIN.

SUIVONS-LE

Nouvelle.

I

Caïus Septimus Cinna était un patricien romain. Il avait passé sa jeunesse au milieu des légions, dans la rude vie des camps; de retour à Rome il y jouissait de la gloire, et des revenus de sa grande fortune que son luxe avait pourtant ébranlée. Il s'était lancé dans toutes les jouissances de la vie. Il passait les nuits en festins dans les magnifiques villas qui entourent la cité, et les jours chez les Lanistes qui forment les gladiateurs, ou dans des conversations avec les rhéteurs. A ces discussions, se mêlaient les commérages sur la ville et le grand monde, sur le cirque, l'hippodrome, les luttes des gladiateurs, sur les sorcières de Thrace et les merveilleuses danseuses des îles de l'Archipel. Il était parent du célèbre Lucullus du côté de sa mère, et il avait hérité de lui sa passion pour la bonne chère. Sur la table de Cinna on servait des vins de Grèce, des huitres de Naples, de grosses sauterelles du Pont confites dans le miel, tout ce qu'on trouvait d'exquis à Rome, depuis les poissons de la mer Rouge jusqu'aux perdrix blanches des rives du Borysthène. Cinna ne savourait pas les douceurs de la vie en soldat affamé, mais en patricien délicat. Il acquit la conviction ou peut-être se laissa persuader qu'il avait la passion des œuvres d'art, statues provenant des ruines de Corinthe, sculptures d'Athènes, vases d'Étrurie ou de la nébuleuse Sérique, mosaïques romaines, étoffes de Mésopotamie, objets rares qui remplissent le vide de la vie patricienne. Cinna pouvait en parler en amateur et en connaisseur avec les vieillards qui en se mettant à table couronnaient leurs têtes chauves de branches de roses et qui après le festin mâchaient des fleurs d'héliotrope pour parfumer leur haleine. Cinna savait aussi comprendre la beauté de la période cicéronienne, les vers d'Horace et d'Ovide. Élevé par un rhéteur athénien, il parlait couramment le grec, il savait par cœur des épisodes entiers de l'*Iliade* et après avoir vidé une coupe de vin, il pouvait chanter des odes d'Anacréon jusqu'à ce qu'il fût ivre. Il connaissait personnellement beaucoup de stoïciens, sans les estimer, car il les considérait comme une coterie de politiques et aussi de misanthropes qui ne méprisaient pas les plaisirs du monde. Les sceptiques s'asseyaient souvent à sa table et, entre deux plats, ils renversaient tous les systèmes philosophiques et proclamaient, en saisissant leurs cratères pleins de vin, que le plaisir est chose vaine, qu'on ne peut atteindre la vérité et que, pour le sage, il n'y a peut-être au monde qu'une seule chose, le repos dans la mort.

Tout cela arrivait doucement aux oreilles de Cinna, mais ne pénétrait pas dans son cerveau. Il n'avait aucune opinion et n'en voulait pas avoir. Dans la vie de Caton, il voyait l'alliance d'une grande fermeté et d'une grande ineptie. Il comparait la vie à une mer sur laquelle les vents soufflent où ils veulent, où le sage dresse ses voiles de manière que la brise le pousse au loin. Il estimait la largeur de ses épaules, le bon état de son estomac et sa belle tête romaine qui ressemblait au profil d'un aigle. Et cela suffisait à sa vie.

Il ne croyait ni aux Dieux bienfaiteurs des hommes, ni à la vertu, ni à la justice, ni au bonheur. Les prophéties et les religions secrètes de l'Orient excitaient sa curiosité. Il était bon maître pour ses esclaves, mais une contrariété le poussait à la violence; il n'aimait personne et s'intéressait à beaucoup de choses.

Dans les premières années de sa vie débauchée, il aimait à étonner Rome par ses fantaisies. Mais au bout de quelque temps, il ne s'en préoccupa plus.

II

A la fin il se ruina. Ses créanciers vendirent ses biens et il ne lui resta que cette lassitude qu'on éprouve après un travail exagéré, une satiété et aussi, chose inattendue, un trouble profond. Il avait joui de la richesse et de l'amour comme le comprenait alors le monde. Il avait connu le luxe, la gloire militaire, le danger, il avait appris plus ou moins quelles sont les limites des pensées humaines, il avait étudié la poésie et la science, il avait pris de la vie tout ce qu'elle pouvait lui donner. Cependant, il était comme un homme qui aurait oublié une chose de très grande importance et qui n'arriverait pas à la retrouver, et plus il essaya de se débarrasser de ces idées, de secouer cette lassitude, de se persuader que dans la vie il n'y a rien, qu'il ne peut rien y avoir, plus son trouble augmentait.

Peu de temps après la perte de sa fortune, Cinna, par de puissantes influences, fut nommé gouverneur d'Alexandrie. On l'envoyait dans ce poste en partie pour lui permettre de rétablir sa fortune. L'inquiétude l'accompagna sur le navire qui le conduisit à Brindisi et le suivit pendant la durée du voyage. Il espérait qu'à Alexandrie les nécessités du ser-

vice, les nouveaux visages, le monde, de nouvelles impressions le délivreraient de son compagnon de voyage importun, mais il se trompait. Un mois, puis deux passèrent. Comme le grain de Cérès apporté d'Italie qui lève plus facilement sur le sol fécond du Delta, l'inquiétude jeta dans son âme une ombre de plus en plus épaisse.

Cinna essaya d'étouffer son chagrin dans un genre de vie semblable à celle qu'il menait à Rome. Alexandrie était une ville magnifique où accouraient les Grecs aux cheveux brillants, au teint délicat coloré par le soleil d'Égypte d'un hâle diaphane d'ambre jaune. Dans la compagnie de ces Grecs, Cinna chercha le repos.

Quand il en eut assez, il pensa au suicide. Beaucoup de ses compagnons se délivraient ainsi des soucis de la vie pour des motifs bien plus futiles que les siens. Un coup d'épée donné par un esclave le délivrerait. Cinna se préparait à réaliser ce projet quand tout d'un coup un songe étrange le retint. Il rêva qu'on lui faisait traverser une rivière : sur le rivage opposé il voyait son trouble sous la forme d'un esclave épuisé de fatigue qui le saluait et lui disait : « Je suis arrivé de bonne heure pour te rencontrer. » Pour la première fois, Cinna eut peur et il comprit que, puisqu'il ne pouvait pas penser sans inquiétude à la vie d'outre-tombe, ce trouble l'y suivrait.

Dans cette extrémité, il se décida à se rapprocher des sages qui remplissaient le Sérapéum : peut-être trouverait-il parmi eux l'explication de cette énigme. Les sages ne surent rien expliquer, mais ils nommèrent Cinna membre du Musée, titre qui se donnait aux Romains de naissance illustre et de haute situation. Ce titre de sage donné à l'homme qui ne savait pas à quoi s'en tenir sur ce qui l'intéressait le plus au monde put sembler une ironie à Cinna, mais peut-être le Sérapéum ne dévoilait-il pas tout d'un coup sa sagesse et il ne perdit pas tout espoir.

Le plus respecté des sages d'Alexandrie était Timon, Athénien d'un rang élevé, homme distingué et citoyen romain. Il vivait depuis quelques années à Alexandrie où il étudiait les mystères des sciences de l'Égypte. On disait de lui qu'il n'y avait pas dans la Bibliothèque un papyrus ou un parchemin qu'il ne pût déchiffrer et qu'il possédait toute la sagesse humaine. C'était un homme doux et un esprit pénétrant. Au milieu de la foule des pédants et des commentateurs à la cervelle endurcie, Cinna le distingua, lia connaissance avec lui et bientôt devint son ami intime. Le jeune Romain s'étonnait de la rapidité de la dialectique et de l'éloquence avec laquelle le vieillard causait des choses élevées qui touchent à la destinée de l'homme et du monde. Il était surtout frappé de la tristesse des raisonnements de Timon. Quand il le connut mieux, il résolut d'interroger ce sage vieillard et de lui découvrir son cœur.

III

Un soir, après une conversation animée sur le voyage souterrain des âmes, Cinna et Timon étaient restés sur la terrasse d'où l'on découvrait la mer; le Romain prit la main du vieillard, lui fit part du plus grand chagrin de sa vie, et lui dit pourquoi il se rapprochait des sages et des philosophes du Sérapéum.

— J'ai du moins gagné à te connaître, lui dit-il, car je sais maintenant que si tu ne déchiffres pas les énigmes de ma vie, personne n'y réussira.

Timon considéra longtemps le miroir des eaux qui s'étendait devant lui et dans lequel se réfléchissaient les deux cornes de la lune. Puis il dit :

— Vois-tu cette troupe d'oiseaux qui arrivent ici en hiver des ténèbres du Nord? Sais-tu ce qu'ils viennent chercher en Égypte?

— Je le sais. La chaleur et la lumière.

— Les âmes des hommes cherchent aussi la chaleur, c'est-à-dire l'amour, et la lumière qui n'est autre chose que la vérité; mais les oiseaux savent vers quelle rive ils doivent voler, tandis que les âmes errent par des chemins détournés dans le chagrin et l'inquiétude.

— Pourquoi donc, Timon, ne peuvent-elles pas trouver leur chemin?

— Autrefois on croyait aux dieux, aujourd'hui cette croyance est tarie comme l'huile dans la lampe. Puis on a pensé que la philosophie serait pour les âmes le soleil de la vérité. Aujourd'hui, tu le sais bien, à Rome, à l'Académie, à Athènes, et ici même on trouve sur ses ruines des sceptiques qui croient apporter le repos, et en réalité ils répandent l'inquiétude. Nier la lumière et la chaleur, cela revient à laisser l'âme dans les ténèbres. — les ténèbres, c'est la tristesse. Et alors, ajouta-t-il, en étendant la main, nous allons à tâtons chercher la route.

— Ne l'as-tu donc pas trouvée?

— Tu l'as cherchée dans les plaisirs, moi dans les méditations, et tous les deux nous sommes plongés dans la même obscurité. Sache donc que tu n'es pas le seul à souffrir et qu'avec toi souffre l'âme du monde. Y a-t-il déjà longtemps que tu ne crois plus aux dieux?

— A Rome on les honore publiquement et on en amène de nouveaux d'Asie et d'Égypte, mais en réalité il n'y a que les maraîchers qui conduisent le matin les légumes à la ville qui croient en eux.

— Et il n'y a qu'eux qui soient tranquilles.

— Mais s'il en est ainsi, est-ce la peine de vivre?

— Savons-nous bien ce que nous apporte la mort?

— Et ne vois-tu pas la délivrance?

Après un instant de silence Timon répondit lentement, avec une certaine émotion :

— Je l'attends.

— D'où?

— Je ne sais pas.

Puis il baissa la tête et, comme sous l'influence du calme qui régnait sur la terrasse, il ajouta à voix basse :

— C'est une chose étrange ; mais par moments, il me semble que si le monde ne contenait pas en lui plus que ce que nous en savons et si nous ne pouvions être en rien meilleurs que nous ne sommes actuellement, il n'y aurait pas de trouble en nous... Et alors, dans la source de la maladie, je puise l'espoir de la convalescence. La croyance aux dieux de l'Olympe et à la philosophie est morte, mais pourquoi une nouvelle vérité que je ne connais pas ne nous rendrait-elle pas la santé?

. . . .

Cette conversation apporta à Cinna un grand soulagement. Ainsi tout le monde souffrait. Il eut la sensation qu'on lui avait enlevé des épaules un lourd fardeau pour le répartir sur un millier de personnes.

IV

L'amitié qui unissait Cinna au vieillard grec devint plus intime. Ils se rendaient fréquemment visite et partageaient leurs idées comme le pain de leurs repas. Cinna, malgré son expérience et sa lassitude de la vie, était encore assez jeune pour que la vie fût capable de lui réserver quelque attrait inconnu, et cet attrait, il le trouva dans Antée, fille de Timon.

A Alexandrie, la renommée d'Antée n'était pas moindre que celle de son père. Les nobles Romains qui venaient voir Timon, lui rendaient hommage ainsi que les Grecs et les philosophes du Sérapeum; le peuple tout entier la vénérait. Timon ne l'enfermait pas dans le gynécée, mais il s'efforçait de faire passer en elle tout ce qu'il savait lui-même. Dès qu'elle sortit de l'enfance, il commença à lire avec elle les livres grecs, latins et hébreux, et comme elle était douée d'une mémoire extraordinaire et qu'elle avait grandi dans cette Alexandrie où l'on parlait toutes les langues, elle apprit facilement ces idiomes. Elle prit part de bonne heure aux entretiens qui se tenaient dans la maison de Timon. Son père était fier d'elle. En outre, elle était entourée d'un prestige de mystères et presque de sainteté : elle rêvait souvent qu'elle voyait des choses invisibles pour les yeux grossiers des mortels. Le sage vieillard l'aimait comme lui-même et plus encore, parce qu'il craignait de la perdre. Elle disait souvent que dans ses songes elle voyait apparaître des êtres qui lui étaient hostiles et une sorte de lumière surprenante au sujet de laquelle elle ne savait pas si c'était la source de la vie ou de la mort.

Tous ceux qui l'entouraient l'aimaient. Les Égyptiens qui venaient chez Timon la nommaient Lotus, parce que cette fleur reçoit des honneurs divins sur les bords de l'Indus.

Sa beauté égalait sa sagesse. Le soleil d'Égypte n'avait pas brûlé son teint sur lequel les rayons roses de l'aurore semblaient enfermés dans une coquille de nacre. Ses yeux réfléchissaient le bleu du Nil et son regard semblait sortir de profondeurs mystérieuses. Quand Cinna l'aperçut et l'entendit pour la première fois, il éprouva, de retour chez lui, le désir de lui élever un autel dans l'atrium de sa maison et de le lui consacrer en immolant des colombes blanches. Il avait rencontré mille femmes dans son existence depuis les filles du Nord, aux cils blonds, aux cheveux de la couleur du blé mûr, jusqu'aux Numides noires comme la lave, mais jamais il n'avait rencontré un visage pareil, ni une âme aussi élevée. Plus il la voyait et plus il l'appréciait, plus il avait l'occasion de l'entendre parler et plus il était surpris. Lui, qui ne croyait pas aux dieux, en arrivait à penser qu'Antée ne pouvait pas être la fille de Timon, que c'était une enfant du ciel moitié femme et moitié déesse.

Il l'aima d'un amour soudain, profond, invincible, aussi peu semblable aux sentiments qu'il avait jadis éprouvés qu'Antée ressemblait peu aux autres femmes. Il la voulait seulement pour l'honorer et il était prêt à donner tout son sang pour elle. Cet amour de Cinna envahissait son âme, son cœur, ses pensées, ses jours, ses nuits et tout ce qui remplissait sa vie.

Et de son côté Antée l'aima.

— Heureux Cinna! lui répétaient ses amis.

— Heureux Cinna! se disait-il à lui-même, quand les lèvres divines d'Antée prononçaient ces paroles : « Où tu es, Caïus, je suis avec toi. » Il lui semblait alors que son bonheur était comme la mer immense et sans limites.

V

Une année avait passé et la jeune femme jouissait à son foyer des honneurs presque divins, — elle était pour son mari la prunelle de ses yeux, son amour, sa sagesse et sa lumière. Mais Cinna, en comparant son bonheur à la mer, oubliait que la mer a aussi des reflux. Antée fut prise d'une maladie terrible et inconnue. Son sommeil était rempli de visions effroyables qui menacèrent sa vie. La fraîcheur de son visage se

ternit et fit place à une pâleur nacrée, ses mains devinrent transparentes, ses yeux se creusèrent et le lotus rose se transforma en un lotus blanc, aussi pâle que le visage d'un mort. On remarqua que des vautours planaient sur la maison de Cinna, ce qui, en Égypte, est un présage de mort. Les apparitions d'Antée devinrent de plus en plus terribles. Quand au milieu du jour le soleil versait sur le monde sa lumière éblouissante et que la ville était plongée dans le silence, elle entendait autour d'elle les pas rapides d'êtres invisibles et dans la profondeur de l'air, elle voyait le visage jaune et desséché d'un cadavre qui fixait sur elle ses yeux noirs comme s'ils la conviaient à aller quelque part dans les ténèbres pleines de mystère.

Alors son front se couvrait d'une pâleur mortelle et de gouttes de sueur froide; cette prêtresse idole du foyer domestique se transformait en une enfant sans défense. Elle cachait son visage sur la poitrine de son mari et répétait de ses lèvres pâlies : « Sauve-moi, Caïus, sauve-moi! »

Caïus regardait en vain dans l'espace. Autour de lui tout était vide. Une lumière blanche inondait la ville, la mer semblait brûlée par le soleil et dans le silence on n'entendait que le cri perçant des vautours qui planaient sur la maison.

Les apparitions devenaient de plus en plus fréquentes, elles revinrent tous les jours. Elles persécutaient Antée hors de la maison et dans l'atrium et dans les appartements intérieurs. Cinna, sur le conseil des médecins, fit venir des musiciens d'Égypte et des bédouins avec leurs chalumeaux d'argile pour étouffer par leur musique grossière le murmure des êtres invisibles. Tout fut inutile. Ce murmure persistait au milieu du bruit, et toujours apparaissait le visage du cadavre qui fixant ses yeux vitreux sur Antée s'évanouissait lentement comme s'il eût voulu lui dire : « Viens, suis-moi. »

VI

La vie devint si atroce pour Antée qu'elle pria Cinna de lui donner un poignard ou de lui permettre de boire du poison.

Il savait qu'il n'aurait pas la force de le faire. Avec son poignard il aurait bien pu s'ouvrir les veines, mais non pas la tuer. Quand il se représentait cette chère tête morte avec ses paupières fermées et la complète et froide immobilité de la tombe, la poitrine percée par son glaive, alors il s'avouait que pour agir ainsi, il aurait fallu qu'il fût devenu fou.

Un médecin grec lui dit que c'était Hécate qui se présentait à Antée et que les êtres invisibles dont le murmure épouvante les malades appartiennent au monde des mauvais esprits. A son avis, Antée ne trouverait pas le repos, car celui qui a vu Hécate doit mourir. Alors Cinna, qui peu de temps auparavant se moquait de la croyance à Hécate, lui offrit un sacrifice propitiatoire; mais le lendemain les yeux sévères du fantôme se fixaient aussi immobiles sur Antée.

On lui couvrit la tête, mais le visage du cadavre traversait l'épaisseur du voile. Quand elle se trouvait dans une chambre obscure, il apparaissait sur le mur et perçait les ténèbres de sa lueur pâle.

Le soir, la malade se trouvait mieux, alors elle tombait dans un sommeil si profond que plus d'une fois Cinna et Timon pensèrent qu'elle ne se réveillerait plus. A la fin elle s'affaiblit tellement qu'elle ne pouvait plus marcher sans aide, on la portait sur une litière.

L'inquiétude de Cinna s'accrut, il s'abandonnait à ce sentiment étrange que la maladie d'Antée était peut-être en rapport avec tout ce dont il causait à cœur ouvert avec Timon à l'époque de leurs premiers entretiens. Le sage vieillard avait lui aussi cette idée, mais Cinna n'osait l'interroger. Pendant ce temps, la malade se mourait comme une fleur dans le calice de laquelle s'est glissé un animal venimeux.

Cependant Cinna soignait Antée avec toute la force du désespoir. Il la conduisit dans un désert aux environs de Memphis; mais le séjour à l'ombre des Pyramides ne la délivra pas de ses horribles visions, il l'entoura de diseurs de bonne aventure, de sorciers qui conjurent les maladies et de charlatans effrontés qui soignent les gens crédules avec des philtres mystérieux.

A cette époque, un célèbre médecin de Césarée arriva à Alexandrie, le juif Joseph, fils de Kousa. Cinna le conduisit auprès de sa femme. Joseph, qui ne croyait ni aux dieux de Rome ni à ceux des Grecs, repoussa avec mépris la supposition de l'apparition d'Hécate. Il admit que c'étaient plutôt les démons qui obsédaient la malade et conseilla de quitter l'Egypte où, en outre des démons, les émanations marécageuses du Delta pouvaient nuire à la santé d'Antée. C'était peut-être parce qu'il était Hébreu qu'il conseilla à Cinna de se rendre à Jérusalem, dans une ville dont l'abord est interdit aux mauvais esprits et dont l'air est sec et salutaire.

Cinna accepta ce conseil avec joie : Jérusalem était alors gouvernée par un de ses amis dont les parents avaient été autrefois clients de sa famille.

En effet le préteur Ponce les reçut à bras ouverts et mit à sa disposition sa maison d'été qui était située près des murs de la ville.

L'espoir que Cinna avait conçu s'évanouit dès son arrivée à Jérusalem. La face du fantôme suivit Antée et la malade attendit le milieu du jour avec autant d'angoisse qu'à Alexandrie.

Les jours s'écoulaient de nouveau dans la tristesse, la crainte, le désespoir et l'attente de la mort.

VII

Dans l'atrium la chaleur était très forte, malgré les fontaines, l'ombre du portique et l'heure peu avancée du jour. Les marbres blancs étaient échauffés par le soleil du printemps. Par bonheur, non loin de la maison avait poussé un pistachier déjà vieux et très touffu qui couvrait une grande étendue. Le zéphyr soufflait de temps en temps sous cet endroit ombragé. Cinna fit disposer là une litière ornée de jacinthes et de fleurs de pommier sur laquelle se reposait Antée. Il s'assit près d'elle sous son ombre, mit la main sur celle d'Antée qui était blanche comme de l'albâtre et lui demanda :

— Es-tu bien, ma chérie?

— Bien, répondit-elle, d'une voix qu'on entendait à peine et en fermant les yeux comme s'ils étaient envahis par le sommeil. Le silence régnait, seul le vent jouait dans les branches du pistachier. Sur la terre autour du berceau brillaient des taches dorées produites par les rayons du soleil qui se glissaient au travers du feuillage, tandis que les sauterelles chantaient sur les pierres grises.

Au bout d'une minute la malade ouvrit les yeux.

— Caïus, dit-elle, est-il vrai qu'ici un philosophe ait annoncé qu'il guérissait les malades?

J'ai entendu parler de l'un d'eux et je voulais l'appeler près de toi, mais il s'est trouvé que c'était un rusé sorcier; d'ailleurs il blasphémait contre les choses saintes et les croyances de ce pays. Le préteur l'a condamné à mort pour ce fait et aujourd'hui il doit être crucifié.

Antée baissa la tête.

— Le temps te guérira, dit Cinna, en voyant la tristesse qui se peignait sur son visage.

— Le temps est le serviteur de la mort et non pas de la vie, dit lentement la malade.

Ils gardèrent de nouveau le silence, les taches d'or s'agitaient autour d'eux, les cigales commençaient à chanter plus fort et des fentes des rochers sortaient de petits lézards qui couraient sur des pierres chauffées par le soleil.

Cinna regardait Antée et il se disait qu'il avait épuisé tous les remèdes, qu'il n'y avait plus d'espoir, et que de cette créature adorée il ne resterait qu'une ombre éphémère et une poignée de cendres.

Et déjà elle paraissait morte, avec les yeux fermés, étendue sur le banc orné de fleurs.

« Et je te suivrai », disait Cinna en lui-même.

A ce moment, il entendit des pas éloignés.

Le visage d'Antée devint pâle comme le marbre.

Au détour du sentier le préteur Ponce-Pilate apparut suivi de deux esclaves. C'était un homme qui n'était plus jeune, dont le visage rond soigneusement rasé portait les traces d'une grandeur acquise par le travail et en même temps d'une véritable inquiétude et d'une grande fatigue.

— Salut à toi, noble Cinna et à toi, divine Antée, dit-il, en s'arrêtant à l'ombre du pistachier. Quel jour brûlant après une nuit si froide! Puisse la santé d'Antée refleurir comme les jacinthes et les fleurs de pommier qui ornent ce berceau.

Le préteur s'assit sur un fragment de rocher, regarda Antée, fronça les sourcils et ajouta :

— La solitude engendre la maladie et l'ennui. Malheureusement il n'y a de divertissements et d'hippodromes ni à Antioche, ni à Césarée et si l'on élevait ici un cirque, les fanatiques le démoliraient le lendemain. On ne connaît ici qu'un mot : la loi, et pourtant tout est en contradiction avec la loi. J'aimerais mieux vivre chez les Scythes qu'à Jérusalem.

— Que veux-tu dire, Pilate?

— Oui, en vérité, je me suis dégagé de cette affaire, c'est ce qui cause mes soucis. Aujourd'hui vous pourrez jouir d'un spectacle. A Jérusalem il faut savoir se contenter de peu. Trois hommes seront mis en croix et cela est mieux que rien. Du reste, à l'occasion de Pâques on voit accourir en foule dans la ville des hommes misérables qui viennent de toutes les contrées, vous pourrez contempler ces gens autant qu'il vous plaira. J'ordonnerai de vous réserver une bonne place auprès des croix : j'espère que les condamnés mourront bravement. L'un d'eux, un homme étrange, prétend être le fils de Dieu; il est doux comme une colombe, et en réalité il n'a rien fait qui mérite un châtiment.

— Et tu l'as condamné à mourir sur la croix!

— Je voulais éviter des difficultés et en même temps ne pas toucher aux nids de guêpes qui bourdonnent autour du temple. A chaque instant, ils envoient contre moi des plaintes à Rome, et puis il ne s'agit pas d'un citoyen romain.

— Le condamné n'en souffrira pas moins.

Le préteur répondit, comme s'il se parlait à lui-même :

— Il y a une chose que je ne supporte pas, c'est l'exagération. Celui qui s'y livre devant moi, celui-là me cause de la mauvaise humeur pour toute la journée. La douce médiocrité voilà tout ce que ma sagesse me fait rechercher, mais sur la terre entière il n'y a pas de recoins où l'on suive cette maxime moins qu'ici et cela me tourmente. Ne demandez pas de modération, ni aux hommes, ni à la nature. Voyez : au printemps les nuits sont froides, mais dans le jour la chaleur est telle qu'il est pénible de marcher sur le sol. Et quelle sorte de gens il y a ici autour de nous! Il vaut mieux n'en pas parler. Je vis ici parce

que je suis forcé d'y vivre, mais je me lave les mains de l'affaire. Allons, venez voir l'exécution ; je suis sûr que ce Nazaréen mourra bravement. J'avais donné l'ordre de le flageller pensant que de cette manière je le délivrerais de la croix, car je ne suis pas un homme cruel. Quand on le flagellait il était patient comme un agneau et bénissait le peuple. Quand il fut couvert de sang, il éleva les yeux au ciel et se mit à prier. C'est l'homme le plus admirable que j'aie vu de ma vie. Ma femme depuis ce moment ne m'a pas donné une minute de repos. « N'envoie pas à la mort cet innocent », m'a-t-elle répété tout le jour. Je voulais suivre son conseil. Deux fois je sortis du prétoire et parlai à cette foule méprisable. Ils me répondirent tous ensemble en relevant la tête et en ouvrant la bouche jusqu'aux oreilles : « Crucifie-le ! »

— Et tu as cédé ?

— Il y aurait eu des troubles dans la ville et je suis ici pour maintenir la tranquillité. Je n'aime pas les extrêmes et je suis horriblement fatigué ; mais que voulez-vous ? J'immolerai pour le bien général la vie d'un homme d'autant plus facilement que personne ne pourra réclamer en sa faveur. Tant pis pour lui, s'il n'est pas citoyen romain.

— Le soleil ne brille pas seulement sur Rome, répliqua Antée.

— Divine Antée, répondit le préteur, je pourrais vous dire que sur la terre il n'éclaire que la puissance romaine. Mais, je vous fatigue, n'exigez pas que je modifie mon arrêt. Cinna vous le dira : cela ne se peut ; une fois l'arrêt prononcé, César seul peut le changer. Quant à moi, j'aurais beau le vouloir, je ne le pourais pas. N'est-ce pas, Caïus ?

— C'est la vérité.

— Cela signifie, dit Antée, qu'on peut souffrir et mourir sans être coupable ?

— Il n'y a pas d'homme innocent au monde, répondit Ponce. Ce Nazaréen n'a commis aucun crime, et c'est pourquoi en ma qualité de préteur je me suis lavé les mains, mais comme homme je critique son enseignement. Je l'ai longuement questionné. Il est très difficile de le comprendre. Le monde doit être renouvelé par la raison... Qui conteste que la vertu soit indispensable ? Certainement, ce n'est pas moi ; mais voyez-vous, les stoïciens eux-mêmes n'exigent pas qu'on se dépouille de tout ce que l'on a, à commencer par la fortune et en finissant par le repas quotidien. Dis un peu, Cinna, toi qui es un homme raisonnable, que penserais-tu de moi si cette maison que tu habites je la donnais à ces mendiants qui se chauffent au soleil auprès des portes de Jaffa ? C'est précisément ce qu'il exige. De plus, il dit qu'il faut aimer tous les hommes également, les Hébreux autant que les Romains, les Romains comme les Égyptiens et ceux-ci comme les Africains. Je t'avoue que cela me suffit. Du moment qu'il s'agit de sa vie, il parle comme s'il était question d'un autre. Il instruit et il prie. Pour moi, je ne suis pas obligé de sauver quelqu'un qui ne veut pas se sauver lui-même. Celui qui ne sait pas conserver des sentiments de modération, celui-là est un imprudent. D'ailleurs il prétend être le fils de Dieu et il ébranle les bases sur lesquelles repose le monde, c'est-à-dire qu'il nuit aux hommes. Qu'il pense en son âme ce qu'il voudra, mais qu'il n'ébranle pas la société. Comme citoyen, je proteste contre son enseignement. Supposons que je ne croie pas aux dieux, c'est mon affaire ; mais je proclame la nécessité de la religion, je le dis en public, car je crois que pour le peuple la religion est un frein nécessaire. Il faut que les chevaux soient attelés au char et solidement attachés. Enfin, pour ce Nazaréen, la mort ne doit pas être terrible, car il affirme qu'il ressuscitera.

Cinna et Antée se regardèrent avec étonnement.

— Il ressuscitera ?

— Ni plus ni moins, dans trois jours ; du moins ses disciples l'assurent. J'ai oublié de l'interroger à ce sujet ; enfin peu importe, puisque la mort le délivrera de sa promesse. S'il ne ressuscite pas, il ne perdra rien puisque, ainsi qu'il l'enseigne, le vrai bonheur ne commence qu'après la mort, avec la vie éternelle. Il parle de tout cela d'un air décidé comme un homme profondément convaincu. Son paradis est plus brillant que tout l'univers. Celui qui souffre le plus ici-bas, celui-là y entrera le plus sûrement, il n'y a qu'à aimer, à aimer.

— Étrange enseignement ! dit Antée.

— Et le peuple t'a réclamé son supplice ? demanda Cinna.

— Cela ne m'étonne pas ; l'esprit de ce peuple est haineux, et seule la haine pouvait demander de mettre l'amour en croix.

Antée porta à son front sa main amaigrie.

— Ainsi il est convaincu qu'on peut vivre et être heureux après la mort !

— C'est pour cela qu'il ne redoute ni la mort, ni la croix.

— Que ce serait beau, Caïus !

Et au bout d'un instant elle demanda :

— D'où sait-il cela ?

Le préteur leva les bras au ciel.

— Il dit avoir appris cela du père de tous les hommes qui est pour les Hébreux ce qu'est pour nous Jupiter, avec cette différence que, d'après le Nazaréen, il est unique et miséricordieux.

— Que ce serait beau, Caïus ! répéta la malade.

Cinna garda le silence et la conversation cessa. Ponce songeait à l'enseignement étrange du Nazaréen, car il hochait la tête et levait les épaules. Enfin il se leva pour prendre congé.

Antée dit alors :

— Caïus, allons voir ce Nazaréen.

— Pressez-vous, ajouta Pilate en s'éloignant; le cortège va bientôt se mettre en marche.

(*A suivre.*)

Traduit du russe par E. Galnault.

LE FONCTIONNAIRE COLONIAL

Il est de mode, chez nous, de dire du mal des fonctionnaires et des employés de l'État, sujet de conversation courante.

Nos colonies ne marchent point! Demandez aux fonctionnaires. Les impôts sont trop élevés! Demandez aux fonctionnaires.

C'est d'eux que nous vient tout le mal.

Il y a du vrai dans ces attaques. Oui, les fonctionnaires sont trop nombreux ; ils sont mous, indolents, souvent incapables ; ils sont tout ce qu'on voudra. Mais venir affirmer que, si la France ne progresse plus, c'est à eux seuls qu'elle le doit, c'est une puérilité, c'est une injustice.

Et puis, c'est inutile. Depuis quinze ans, on crie contre la multiplicité des emplois gouvernementaux. Toutes ces protestations ont-elles empêché le ministre de l'instruction publique d'arriver bon premier en 1897, avec 125 332 instituteurs ou professeurs, et le ministre des finances d'arriver, bon deuxième, avec 81 000 percepteurs, receveurs ou commis, grevant de 144 millions les crédits votés? Alors quoi? J'en conclus, devant ces chiffres formidables, que tout le monde est ou a été candidat fonctionnaire et que ceux qui s'indignent le plus vite, firent autrefois tous leurs efforts pour arriver à posséder cette place, objet aujourd'hui de leurs dédains.

Pourquoi s'étonner? On ne peut pas forcer le malheureux, dont l'Administration refusa le concours, de chanter les louanges de cette même administration. Nous gardons, ordinairement, quelque rancune à ceux qui nous ont fermé leur porte. Mais aussi bien, qu'ils se sachent, ou non, objets de rancunes, les fonctionnaires s'en moquent largement. Ils connaissent leurs forces; ils savent que les trois quarts de la France les regardent avec envie et cette certitude de supériorité est le baume qui guérit les plaies faites à leur amour-propre.

Immuables, derrière les cartons verts, ils laissent passer le flot d'indignation. L'attaque est-elle trop violente, ils sourient, haussent les épaules. Et voilà tout.

Un fonctionnaire ne relève que de ses chefs.

Donc, ce qui distingue, dès l'abord, le fonctionnaire, c'est une tranquillité d'esprit parfaite, due à l'absence de tous soucis autres que ceux, fort légitimes d'ailleurs, de l'avancement.

Et encore le fonctionnaire ambitieux est-il l'exception. Le véritable type appartient à l'espèce hibernante, avec cette différence qu'il dormira, vingt-cinq années de suite, d'un sommeil égal et paisible, à peine coupé tous les six mois d'un réveil de quelques minutes dont il profitera pour consulter l'*Annuaire* et demander un congé.

Je connais un employé qui gagne 3 200 francs. Il vient au bureau, à neuf heures, s'en retourne à cinq heures par le même chemin. Et tous les soirs on peut l'entendre murmurer cette même phrase : « Quand serai-je à 3 400 ?... »

De 3 200 passer à 3 400. Pas d'autre but dans sa vie. Eh ! mon Dieu, je sais bien qu'après tout nous aurions tort de nous moquer de lui, car il n'est pas sûr que nous ayons des préoccupations bien différentes de la sienne.

Mais voici la différence qui se montre entre lui et nous : il se contente de peu, alors que nous sommes insatiables. Un industriel, un financier voit son gain de fin d'année augmenter de 200 francs : il ne s'en montre ni plus heureux, ni plus fier ; le fonctionnaire exulte !

Il est sage : nous sommes fous. Il est modéré : son programme d'existence est tracé au cordeau. Pas de luttes : une petite rivière que sa vie, une petite rivière limpide.

Il sait la veille ce qu'il fera le lendemain, et le surlendemain ressemblera au lendemain.

De là ce calme qui fait de lui un homme heureux : tranquillité et considération, c'est ce que, malgré leurs apparences tapageuses, tous les Français demandent.

Car vous savez que le Français, malgré ses révolutions qui furent nombreuses, est extraordinairement discipliné. Il parle de liberté, il en parle même avec abondance : il est capable de se faire casser la tête pour elle, et quand il l'a, cette liberté chérie, il se hâte de l'enfouir sous les paperasses et les règlements.

A ce Français routinier, le modèle « fonctionnaire » est le modèle préféré. Il est l'expression même de la race.

L'Anglais est marchand ; l'Allemand est docteur ; ce qui ne l'empêche pas du reste de développer son commerce ; le Français est fonctionnaire. Nous fûmes toujours fonctionnaires, depuis les Gaulois.

Dès lors pourquoi s'étonner que cette profession, adéquate à nos aptitudes naturelles, soit si recherchée par tous les jeunes gens ; que chaque année il y ait des milliers et des milliers de jeunes gens, qui

concourent, implorent et intriguent pour devenir employés de quelque chose, quelque part.

Nous venons de montrer le fonctionnaire français tel qu'il apparaît aux premiers signes. Nous venons de montrer qu'être fonctionnaire est un des besoins mêmes de notre sang, une des conditions de nos habitudes d'existence.

Donc nous ne dirons plus : « Pourquoi tant de fonctionnaires? » Ce serait inutile, mais nous dirons : « Pourquoi ces fonctionnaires sont-ils incapables et timides, pour la plupart? » La réponse est là, toute prête : « Parce qu'ils sont trop disciplinés. » La discipline les amollit, les annihile.

C'est donc cette discipline qu'il faudra condamner?

Non. On ne change pas le caractère d'une nation comme on change un conseil municipal. Mais il y a manière de comprendre la discipline. Or ceux qui sont chargés de l'appliquer aujourd'hui, ont une manière quelque peu bizarre de la comprendre.

Le corps administratif en entier est tenu sous un joug de fer. Il n'est place chez lui pour la plus petite initiative. Ce principe de subordination, poussé jusqu'aux extrêmes limites, l'étreint, le cuirasse, des pieds à la tête. Tout fonctionnaire est sourd, muet, aveugle.

On accumule les fautes autour de lui, il n'a pas le droit de parler haut pour les signaler. Toutes ses réclamations doivent être adressées par voie hiérarchique. Autant lui dire de ne jamais se plaindre.

L'organisme administratif est un monstre aux milliers de bras, guidés par quelques têtes. Certes, tout est pour le mieux, quand ces têtes sont de véritables têtes, quand elles sont solides, avec dans leur cerveau un programme bien arrêté. Certes, nous savons que lorsque nous avions la tête Richelieu ou la tête Colbert, les milliers de bras s'agitaient en bon ordre, — mais ces têtes sont mortes et je ne crois pas offenser nos ministres contemporains en leur disant qu'ils ne les ont point remplacées.

Et voici que nous arrivons enfin à prouver que le fonctionnaire est paresseux et incapable, parce que la discipline à laquelle il doit se plier paralyse en lui toute idée d'initiative et d'énergie.

Dans la bureaucratie pareil état se traduit par cette simple phrase que répètent tous les chefs de service à leurs employés :

« Surtout, pas d'histoires, pas de complications! »

Dans l'armée, ainsi qu'il convient, la forme en est plus nette, plus vigoureuse.

On voit d'ici les conséquences de telles abstentions. Le jeune homme, aimant son métier, qui veut faire du zèle, est bien vite arrêté dans sa marche : « Ah çà! Monsieur, lui dit son supérieur, d'un air sévère, que signifie semblable attitude? Du calme, jeune homme, du calme!! » Et il prononce ces paroles de cette même voix brève qu'emploie le magnétiseur pour dire à son sujet : « Dormez! »

Et c'est ce qui fait que tout le monde dort dans l'administration, — le jeune homme zélé, comme les autres.

Que ne reproche-t-on pas encore aux fonctionnaires? Ils sont mal recrutés.

Mal recrutés. Ah! ça, non, par exemple. S'il est vrai que le diplôme crée la supériorité et la compétence, jamais nos fonctionnaires ne furent aussi « supérieurs » et aussi compétents qu'aujourd'hui, car jamais on n'exigea d'eux plus de parchemins et de diplômes. La Chine est dépassée.

Pour être commis de douane, il faut être bachelier, et ce n'est point sans stupeur que l'on peut voir les programmes exigés des candidats aux postes d'administrateur colonial ou de chef de station au Congo, surtout lorsqu'on sait que ces emplois font la plupart du temps, de celui qui en est le titulaire, une sorte d'ermite perdu dans la brousse, avec trois gendarmes noirs pour seule compagnie.

On se plaint — et à bon droit — des mauvais services que rendent, aux colonies surtout, les fonctionnaires.

Observant trop à la lettre les théories administratives, ils laisseront le colon sans appui, quand ils ne lui susciteront point mille et un embarras par leurs façons mesquines d'appliquer les règlements; ils vivront en mauvaise intelligence avec les indigènes parce qu'ils n'auront su comprendre ni leur caractère, ni leurs mœurs, se montrant aussi rogues, aussi arrogants avec un fier Arabe qu'avec un malléable Bambara.

Pour cette vie spéciale aux colonies, il est indispensable, et cela se comprend de suite, d'avoir la vocation, — or le plus souvent, ceux qu'on y envoie, ne l'ont pas.

Le fonctionnaire colonial, toujours très insuffisamment occupé, doit pouvoir trouver en soi un aliment. Seul, dans son poste, il ne faut point qu'il s'ennuie. S'il s'ennuie, il est perdu : il deviendra vite grincheux, maniaque, atrabilaire; il boira, il s'injectera de morphine; pour un rien, il molestera ses noirs... Et cela jusqu'au jour où un bon accès de cirrhose viendra lui rappeler, qu'avec 45° de chaleur, on ne doit point impunément braver la loi qui interdit l'usage des liqueurs fortes.

Il est donc bien nécessaire d'avoir la vocation.

Mais la vocation ne se manifeste fortement que chez quelques rares individus, d'originalité bien marquée. La plupart des jeunes gens, interrogés, vous répondront, avec indifférence, que la vocation est ce qu'ils ignorent le plus. Leurs familles veulent qu'ils fassent du droit. Ils feront du droit. Les voilà

licenciés, avocats, docteurs, si vous voulez. Que vont-ils entreprendre?

Les voyages les intéressent vaguement. L'Asie, l'Amérique, ils ne savent pas au juste. Ils verront des femmes noires ou jaunes qui danseront devant eux au son du tambourin; ils auront des esclaves; ils dormiront dans un hamac à l'ombre des grands arbres de la forêt vierge; ils chasseront le fauve... Mais c'est la vie rêvée!

Ils iront aux colonies.

Ils se présentent à l'École ou sollicitent directement un emploi. Ils sont admis. Ils partent. Ils débutent sur la côte occidentale d'Afrique, seuls au bord d'un fleuve, avec, pour seule escorte, les inamovibles gendarmes noirs.

Les quinze premiers jours, tout va bien. Ils usent leur bel uniforme, ne se lassant point d'en compter et d'en recompter les belles broderies d'or; et puis ils admirent les arbres, l'eau, le ciel, le soleil, ces populations étranges. Tout leur est prétexte à ébahissement.

Ils font de longues promenades, le fusil à la main; mais il fait chaud et le gibier qui devait se lever, à chaque pas, devient rare. Première désillusion.

Deuxième désillusion : un beau matin, ils se lèvent, ils étouffent et ils ont froid, ils claquent les dents. Qu'est-ce? La fièvre. Ils prennent de la quinine. Quarante-huit heures après ils sont sur pied. Mais le bel enthousiasme est parti. Ce ciel bleu les « spléenetise », — ils voudraient de la pluie! ces noirs, cette forêt, ce fleuve, leur font horreur...

Et désormais, tous leurs désirs tendront vers ce seul but : revoir la France, Paris, ses boulevards, ses théâtres et ses cafés. Notez que les malheureux sont partis avec de grandes et bonnes résolutions. Des âmes prudentes ne leur ont point caché cet ennui qui les attendait.

Ils se sont mis à rire. S'ennuyer, eux! Bah, on les connaît peu. Ils ne s'ennuient jamais, quand ils sont seuls. Ils écriront, ils prendront des notes; ils feront de l'ethnographie, de la géologie, de l'hydrologie, de l'entomologie. Ils reviendront avec un beau livre.

Hélas! ils ne font ni géologie, ni ethnographie, ni entomologie. Ils ne sont pas revenus avec un beau livre. Ils sont revenus avec une caisse de bouteilles d'absinthe, — vides.

Pourtant ils ont compris ce mal qui les rongeait, là-bas. C'est qu'ils étaient seuls. « Malheur à l'homme seul! » a dit l'Écriture. Ils vont donc tâcher à ne plus être seuls. Ils vont se chercher une femme.

Mais habiter dans une paillotte, au bord d'un grand fleuve où tous les jours les crocodiles viennent bâiller au soleil! Les demoiselles préfèrent épouser les capitaines de hussards en résidence à Saint-Germain.

Et voilà nos infortunés administrateurs obligés de repartir seuls. Ils emporteront une caisse d'absinthe de plus dans leurs bagages.

Toutes ces observations paraissent justes. Et cependant, quelle méthode employer pour reconnaître que tel individu a la vocation, alors que tel autre se trompe sur ses véritables goûts?

Elle est très facile. Il suffira d'employer la méthode expérimentale.

Si celui qui vient de passer plusieurs mois aux colonies manifeste le désir d'y retourner, c'est apparemment qu'il s'y est plu, durant son premier séjour.

Celui-là, vous pouvez l'envoyer sur les bords du Rio-Pongo : il ne s'en plaindra point, — bien au contraire. Et puis il y a un autre homme dont on peut encore être sûr, car il a eu le tempérament exigé — et au plus haut point. Cet homme, c'est l'explorateur.

Entendons-nous : ne le mettez pas dans les administrations principales, dans les chefs-lieux, à Saint-Louis, à Saïgon ou à Cayenne, là où le travail centralisé nécessite des heures patientes de bureau... Pour une pareille tâche, il ne vaut rien.

Mais dans les postes avancés, en plein contact avec des populations non réduites, hostiles parfois, comme sentinelle, il fera merveille. Où le jeune licencié en droit, dont nous parlions tout à l'heure, deviendra enragé, lui se retrouvera dans son élément. Il pénétrera plus loin, toujours plus loin, liant relation avec les peuplades, étudiant leurs besoins, leurs ressources. Que si à un moment donné il vous faut pousser une pointe en plein pays inconnu, vous pouvez faire appel à son expérience. Vous pouvez le faire marcher, courir. Il ne demande que ça.

On attaque beaucoup, en ce moment, les explorateurs. On se montre envers eux d'une injustice bien française. On met en doute leurs moindres paroles, leurs moindres actes. Et chose amusante, ce sont surtout les colons qui n'ont jamais quitté leurs bureaux ou leurs comptoirs et ne se hasardent au soleil qu'avec une ombrelle épaisse, — ce sont surtout ceux-là les plus agressifs.

Pas un ne trouve grâce devant eux, Dybowski aussi bien que Crampel, Maistre aussi bien que Toutée... C'est à peine s'ils consentent à mettre hors de cause les grands noms de Brazza et de Monteil.

Et pourtant c'est chez ces hommes que se trouvent encore ces deux grandes qualités morales qui aident aux grandes tâches : l'énergie patiente et l'enthousiasme.

Nos petits égoïstes d'aujourd'hui se moquent de l'enthousiasme, « la vertu la plus propre à vous faire dire des bêtises », écrivit naguère l'un d'eux; de ce scepticisme dont toutes leurs manifestations sont

imprégnées, il semble que les fonctionnaires aient pris leur part. Ils ne travaillent que pour se mettre à l'abri des luttes trop vives, pour émarger régulièrement, à la fin de chaque mois, être décorés et retraités. Pas une idée généreuse, aucune préoccupation sociale, rien ne les viendra tirer de leur somnolence. Affaiblis dès leur arrivée, la discipline achèvera l'œuvre de mort — et à 35 ans, qu'ils soient chefs de bureau ou commis, épaves plus ou moins galonnées, ils erreront au gré des fantaisies d'un ministre, de province en province, de préfecture en préfecture, de recette en recette, de tribunal en tribunal.

Ce feu sacré de l'action, qui songe à l'entretenir? Et le mot d'ordre va s'accentuant : « Surtout pas d'histoires, pas de zèle! » Cela mène tout droit à l'anéantissement dans la stérilité.

On nous dit aussi : le favoritisme s'étend d'un bout à l'autre de la carrière administrative. Et ce favoritisme décourage les bonnes volontés sans protecteurs. C'est là encore une des raisons, parmi tant d'autres déjà énumérées, de leur peu de force agissante.

Rien de plus vrai. Le « piston » est le grand moteur d'avancement. On avance peu, quand on n'a que des qualités de travail et l'entente de son métier ; on avance, à coup sûr, quand on est l'homme lige d'un sénateur, d'un député ou d'un ministre.

Que faire à cela? Supprimer le favoritisme? Besogne folle. Tant qu'il y aura des gouvernements, il y aura des passe-droits en faveur des amis de ces gouvernements. Royaume ou république, commune ou oligarchie, les choses se passeront toujours de même sorte. Ne perdons point notre temps à les vouloir changer.

Autre reproche de même ordre, ou à peu près, que le précédent : — Pour être fonctionnaire, il faut professer des doctrines politiques et sociales agréables à ses chefs. Certes, il serait vraiment singulier qu'il en fût d'autre façon. N'oublions donc pas, encore un coup, que nous avons affaire à des hommes et que lorsqu'il s'agit d'étudier les faits voulus et préparés par ces hommes, il est indispensable d'avoir une entente très large de l'humanité.

Si vous payez un individu, c'est, il semble, pour que cet individu travaille et marche d'accord avec vous. S'il s'oppose à vos idées, il ne prend plus la défense de vos intérêts. Dès lors vous le renvoyez.

Non, ce n'est point encore cela que nous devrons reprocher au fonctionnarisme. Bagatelles que tout cela. Nous devrons élever les motifs de discussion. Nous sommes tous paresseux, disions-nous tout à l'heure. Tous nous voulons passer dans cette vie avec le minimum d'efforts et de luttes. Or, il n'est pas au monde de profession qui exige moins d'efforts et moins de luttes que celle de fonctionnaire.

Chez nous, contrairement aux lois de la biologie, la fonction ne crée pas l'organe, c'est l'organe qui crée la fonction.

Un journal annonçait, il y a quelques jours, l'arrivée du gardien du cimetière d'Hanoï. Ce personnage venait en France aux frais de l'État. Entre nous, n'aurait-il pas pu trouver une autre occupation, dans une maison de commerce, par exemple ; et l'État n'aurait-il pas dû réaliser ces quelques centaines de francs, par an, d'économies, en chargeant de ce poste un naturel du pays?

Pourquoi dédaigner ces quelques centaines de francs d'épargne? En agissant de la sorte, le gouvernement montre qu'il ne connaît pas l'opinion publique, ou que, s'il la connaît, il la méprise. Il a tort, car les petites fautes légères, les petits exemples d'incurie, les atteintes au bon sens, frappent les foules. Elles les frappent d'autant plus qu'elles seraient si faciles à éviter!

Au fond, je sais bien que les foules s'égarent, qu'elles attachent de l'importance là où il n'y en a point, — qu'elles feraient beaucoup mieux de protester contre l'envoi d'un ancien parlementaire, muet et incapable, dans un gouvernement de colonie ou dans une ambassade. Mais que voulez-vous, pour ces hautes fonctions, elles ne savent pas, et s'en tiendront toujours à la vieille formule anglaise : *the right man in the right place.*

* * *

Un honnête Français, durant 35 années, a travaillé dans les métaux ou dans les bois pour s'amasser une petite fortune. Cette petite fortune, il entend, — avec juste raison, — la laisser intacte à son fils.

Vous croyez qu'il va l'engager à prendre la suite de ses affaires. Où le père a passé, passera bien l'enfant. Ça, c'est le procédé anglais. Le procédé français est tout autre. Notre homme fera de son fils un magistrat. Le magistrat est peu payé, il est vrai, mais c'est une carrière si digne, si honorable, si tranquille! Et puis il y a une retraite.

Voilà l'origine des trois quarts de nos fonctionnaires.

A bien parler, il n'y a pas que cette raison. Vivre calme, à l'abri de tous accidents, avoir sa tâche de chaque jour bien tracée, chaque mois ses appointements bien versés — c'est bien là quelque chose, ça n'est point encore assez, cependant, pour nos bourgeois. Il faut aussi une vanité comblée, un orgueil satisfait. Être fonctionnaire, c'est s'assurer ces deux triomphes faciles. Un fonctionnaire est toujours considéré ; s'il a un costume, on l'admire.

La réponse classique de M. Homais au jeune homme qui vient lui demander de l'accepter pour gendre : « Ayez une situation », ne veut pas dire autre chose que ceci : « Soyez fonctionnaire, Monsieur, ayez droit à un titre et au port d'un habit brodé. Efforcez-vous à être quelqu'un et nous verrons ensuite. »

Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, commerce, industrie, agriculture restent besognes inférieures, comme aux temps de noblesse. Dans une famille, le négociant est toujours « le moins capable » celui « qui a mal tourné ». On en a presque honte.

Conversation courante :

— Eh bien, Monsieur, que font vos enfants?

— Le premier vient d'être nommé juge suppléant à Saint-M... C'est un joli début.

— Et le second?

— Le second... (avec une nuance de respect) le second est à Polytechnique.

— Et le troisième?

— Ne m'en parlez plus, de celui-là! Il n'avait pas d'aptitudes pour le latin, le dernier de sa classe en version et en thème... — ici la voix baisse, presque honteuse, — alors, nous l'avons mis dans le commerce.

Dans le commerce! Quelle chute! Avec deux aînés si distingués! Ah! les enfants ne vous donnent pas tous la même satisfaction!

Explique qui pourra cette anomalie sociale :

Être employé de ministère, constitue une profession désirée, enviée. On met sur sa carte : « attaché au ministère des finances » et famille, amis, fournisseurs, tout le monde est plein de cette condescendance, sœur du respect.

Être employé de commerce au contraire équivaut à la possession d'un brevet d'incapacité complète. Dans la bouche de beaucoup, ce mot : « calicot » constitue une injure.

Pourquoi? Et quelle différence peut bien exister, au point de vue de la valeur des tâches, entre le commis de magasin, et le commis de ministère?

On voit donc bien quelle est la tendance actuelle : exalter tout ce qui est centralisation, accaparement, mainmise de l'État sur tous les organes sociaux, intellectuels et économiques; régime de despotisme gouvernemental, entraînant à sa suite, et forcément, le mépris de l'initiative individuelle, de l'action isolée, le mépris du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, le mépris général — et nous devons trouver, là, avec beaucoup de tristesse, l'indice le plus accusé de notre dégénérescence, — le mépris général pour toute profession libre.

Cette fausse conception de l'ordre a fait du fonctionnarisme le point culminant de notre démocratie. Le fonctionnaire n'est le *fonctionnaire* que parce que nous l'avons mis là où il ne devait pas être, que parce que nous en avons dégagé une énorme statue, juchée sur un énorme piédestal. Diminuons la statue des trois quarts, démolissons le piédestal et nous aurons l'image exacte du fonctionnaire.

Et maintenant que nous savons ce que c'est que cette maladie dont notre jeune génération, tout entière, est atteinte; maintenant que nous savons son origine et ses conséquences, il ne nous reste plus qu'à chercher, après tant d'autres, un remède, — le moyen d'établir une digue contre le flot montant de ses sujets.

Le remède est simple, quant à la conception, tout au moins. Reste l'exécution, — et ici les difficultés commencent. Il s'agit, en somme, d'aider à la propagande individualiste, de toutes les façons et sur tous les tons. Cette besogne commencée, il s'agira alors d'atteindre le fonctionnarisme dans ses œuvres vives, c'est-à-dire dans sa vanité.

Le jour où vous aurez fait comprendre aux jeunes gens, et surtout aux parents, — car en France, ce sont presque toujours ces derniers qui décident de la profession des enfants; — le jour où vous leur aurez fait comprendre qu'un attaché d'ambassade ou un sous-préfet si brillamment vêtu, si plein de prérogatives, si respecté du protocole qu'il puisse être, ne vaut pas, à beaucoup près, comme utilité sociale, un manufacturier, un commerçant, qui s'enrichit tout en enrichissant son pays;

Le jour où vous les aurez enfin convaincus de la justesse de ce fameux dicton populaire :

« Un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres »;

Le jour où vous aurez supprimé de l'administration l'abominable, le détestable esprit de caste, le ridicule mandarinat, — le passage dans ces écoles spéciales, au niveau d'études dix fois trop élevé pour les carrières auxquelles elles préparent, véritables gaveuses qui font de leurs élèves des pléthoriques intellectuels, fiers de leur obésité précoce; des cerveaux soufflés, incapables de garder le quart des matières qu'on leur a entonnées à coups redoublés de manuels, de lexiques et de traités copieux;

Le jour où vous aurez fait comprendre à nos jeunes gens que, parce qu'on dirige le bureau du harnachement au ministère de la guerre ou le service des ponts et chaussées à Étampes, on n'est pas forcément une individualité supérieure, membre de droit de l'aristocratie républicaine;

Le jour où vous aurez démontré à nos filles qu'un ingénieur des mines n'est pas pour elles le seul parti qu'elles puissent trouver;

Le jour où vous aurez démontré à nos bourgeois et à nos petits propriétaires qu'un état appris à

leurs fils vaudra mieux pour ceux-ci que deux diplômes de bachelier;

Le jour, enfin, où vous aurez réhabilité le travail producteur en lui donnant la place qui lui est due, c'est-à-dire la première place :

Ce jour-là, c'en sera fait du règne du fonctionnarisme. Il ne sera plus que ce qu'il aurait toujours dû être : un rouage dans l'immense rouage.

Mais ce jour n'est pas encore arrivé. Et je prévois encore de longues apothéoses pour nos fonctionnaires.

Ils auraient vraiment tort de s'inquiéter.

Gaston Donnet.

VARIÉTÉS

Balzac et Victor Hugo aux Jardies.

Au cours d'un entretien balzacien, le regretté Auguste Vacquerie nous disait un jour :

— Balzac fut toujours chimérique.

L'observation est juste : quand on étudie la vie de l'auteur de la *Comédie Humaine*, on demeure frappé de la profonde dualité de son esprit. Autant il se montra observateur exact de la réalité dans son labeur littéraire, autant il fut prompt à la chimère dans la conduite de ses affaires personnelles. A partir de l'âge d'homme, l'existence de l'écrivain se déroule, pleine de projets chimériques, — dont quelques-uns semblent relever du roman d'aventures. Et tous ces projets convergeaient vers un unique but : trouver la richesse prompte, faire une fortune rapide qui eût changé l'allure, les conditions de sa vie, comme par un coup de baguette magique. La possession de la vraie fortune, de la grande opulence, fut l'idéal, le rêve, l'enfiévrement perpétuel de Balzac. Et cela, non pour contenter des appétits de luxe exagéré ou satisfaire des goûts de haute jouissance, mais pour se soustraire à la tyrannie de l'argent, aux angoisses de l'échéance, aux poursuites des créanciers. On sait que dans sa jeunesse Balzac s'était adonné à des entreprises industrielles qui tournèrent mal, et dont les conséquences pesèrent lourdement sur toute sa vie. Les tentatives de l'auteur de la *Comédie Humaine* vers la fortune eurent des formes diverses : c'est ainsi qu'en 1838 il considéra l'achat des *Jardies* comme une excellente opération, destinée à mettre de la prospérité dans son existence. Quelques lignes des *Mémoires* de Saint-Simon, où il était déjà question des *Jardies*, décidèrent Balzac, désireux de quitter Paris et en quête d'une habitation rurale, en faveur de cette propriété. Celle-ci était alors couchée sur le revers de la colline de Saint-Cloud, position d'où l'on jouissait d'un beau coup d'œil : la vallée de Ville-d'Avray, Sèvres, l'immense panorama de Paris, les coteaux de Meudon et de Bellevue, enfin tout un vaste horizon de verdure et de lumière. Mais en 1838, la propriété avait perdu la splendeur qu'elle devait avoir au temps de Saint-Simon; ce n'était plus qu'un terrain, nu comme la main, de la contenance d'un arpent entouré de haies, et flanqué d'une petite maison d'aspect maussade. Tout d'abord, Balzac parut considérer sa nouvelle acquisition comme une erreur aggravant ses charges déjà lourdes; et il envoie cette confidence épistolaire à une amie :

— Quarante-cinq mille francs de dettes de plus, vous comprenez ? Oui, la folie est complète. Ne m'en parlez pas, il faut la payer, et maintenant je passe les nuits.

Un revirement se fit dans son esprit; et quelques semaines plus tard, au cours d'une lettre adressée à Mme Hanska qui devint sa femme, il présente l'achat de sa propriété sous un autre aspect :

— Les *Jardies* ne seront jamais une folie; et leur prix, un jour, sera doublé. J'ai la valeur d'un arpent, terminé au midi par une terrasse de 150 pieds et entourée de murs. Il n'y a encore rien de planté; mais, cet automne, je compte faire de ce petit coin de terre un éden de plantes de senteur et d'arbustes.

A ce propos, Balzac contait volontiers à ses intimes — Théophile Gautier, Léon Gozlan, Lassailly, Laurent Jan — que la plantation de son jardin se composerait de magnolias de vingt ans, de tilleuls de seize ans, de hauts peupliers, de grands bouleaux, transportés avec leurs mottes. En réalité, le romancier ne planta que d'ordinaires arbrisseaux et de modestes baliveaux. Le terrain des *Jardies* s'élevait en amphithéâtre ; l'inconvénient de cette position était que les terres s'éboulaient perpétuellement. Le nouveau propriétaire dut tout d'abord faire exécuter des travaux de terrassement, de consolidation ; et même pour maintenir le sol des allées, il eut l'idée bizarre de les faire bitumer. Puis, il s'occupa de l'édification des murs, et, ceux-ci terminés, une porte pleine à doubles battants verts fut placée avec une plaque de marbre noir portant cette inscription en lettres d'or : *Les Jardies*.

La bâtisse qui existait déjà dans la propriété parut à Balzac indigne de lui ; il commanda la construction d'une autre demeure, et voulut être son propre architecte; il avait le goût de la maçonnerie. Les journaux de cette époque prenaient volontiers pour cible le grand romancier; ont-ils eu assez de railleries, de plaisanteries à l'endroit de l'écrivain improvisé architecte qui, dans le plan de sa maison, avait oublié un détail assez essentiel : la place de l'escalier!

Telles plaisanteries n'étaient pas absolument exactes ; dans le plan primitif de la construction, Balzac, en effet, n'avait pas mentionné la cage de l'escalier, désirant pour ses *Jardies* des pièces spacieuses, carrées, prenant le plein jour par les quatre côtés de la façade; il voulait concéder le moins de place possible à l'escalier.

Quand il soumit le dessin de la future maison à l'entrepreneur, celui-ci, après l'avoir étudié, ne manqua pas de dire :

— Eh ! monsieur de Balzac, je ne vois pas la place de l'escalier : où le mettrons-nous ?

Le romancier eut un beau geste.

— Occupez-vous de donner aux pièces de l'habitation les mesures que je leur ai assignées ; quand le gros œuvre sera terminé, nous trouverons toujours un coin pour placer ce diable d'escalier.

Et, malgré les représentations de l'entrepreneur, il dirigea lui-même despotiquement l'exécution de son plan. Les maçons se mirent à la besogne, et, le gros œuvre achevé, l'entrepreneur dit au romancier architecte, non sans une nuance de malice :

— Monsieur de Balzac, vos pièces auront bien les proportions que vous voulez ; seulement, il ne reste plus de place pour l'escalier.

Le romancier sourit :

— N'avez-vous donc jamais voyagé en Belgique ou en Hollande? demanda-t-il.

— Je vous avouerai que mes travaux ne m'ont jamais laissé le temps de passer la frontière.

— Alors laissez-moi vous apprendre que, dans ces deux pays, beaucoup de maisons ont leur escalier, non construit à l'intérieur, mais placé en dehors, contre une des façades extérieures... ainsi allez-vous faire pour les *Jardies*.

La construction, — terminée, — ressemblait à un vrai bâton de perroquet à trois étages ; l'escalier, pareil à une échelle, courait derrière la maison ; tout autour, jusqu'à la hauteur du premier étage, se développait une galerie soutenue par des pilastres en briques : on pouvait s'y promener à couvert. Tous ces travaux n'avaient pas été sans coûter une forte somme à la bourse de Balzac. Après ces dépenses consacrées à l'agrément, il rêva de faire des *Jardies* une propriété de rapport lui procurant de sérieuses ressources. Dès lors des projets d'affaires chimériques, de spéculations fantaisistes hantèrent son esprit. Se trouvant à l'étroit, il acheta successivement une pièce, deux pièces, trois pièces de terre avoisinant sa maison; et, très sérieusement, avec une belle abondance de paroles, il initia ses intimes à des projets de ce genre : Dans le terrain qui se développait à la suite des *Jardies*, il voulait créer, à bref délai, une vaste laiterie qui produirait un lait exquis destiné aux riches campagnes environnantes ; il aurait des vaches de Rambouillet qui sont réputées les meilleures laitières du monde. Avec pareil établissement, toutes dépenses payées, il s'assurerait certainement un bénéfice net de 3000 francs par année. Dans un autre carré de terrain, encore nu comme la main, il avait l'intention de faire de la culture potagère. Il avait lu qu'au XVIIe siècle le fameux jardinier La Quintinie avait planté, dans un espace réservé du parc de Versailles, des légumes d'une espèce supérieure, réservés à la seule table de Louis XIV. Il avait retrouvé, disait-il, les graines dont se servait La Quintinie ; il allait les semer dans son potager. De magnifiques légumes pousseraient ; il les vendrait cher aux opulents propriétaires des châteaux voisins. Il espérait bien que ses produits potagers, si supérieurs à ceux fournis par les maraîchers des environs de Paris, lui donneraient encore 3000 francs de bénéfice par an.

Enfin dans une autre pièce de terre placée à gauche des *Jardies*, jouissant d'une exposition merveilleuse, il ferait de la viticulture avec des plants envoyés de Malaga ; le sol chaud, sec, ferrugineux, était absolument favorable à la transplantation, au développement des vignes, comme il y en a dans le midi de l'Espagne. Sûrement, il récolterait du vin à 3000 francs la barrique ; sans rien exagérer, le clos des *Jardies* produirait bien quatre pièces de vin par année : encore un bénéfice de 12000 francs.

L'auteur de la *Comédie Humaine* faisait volontiers ses confidences à son ami Léon Gozlan, natif de Marseille, lequel, en bon Méridional, se gardait bien de manifester la moindre surprise à l'audition de tels propos. Balzac fit aussi une acquisition qui, dans sa pensée, devait augmenter le rendement imaginaire de sa propriété. A la limite des *Jardies* s'élevait alors un noyer de belle prestance ; l'arbre avait des feuilles en été, projetait de l'ombre autour de lui, et portait des fruits en automne. Mais par suite d'un étrange partage de terrains, le noyer n'appartenait pas au romancier ; il était la propriété de la commune de Sèvres. La circonstance contrariait l'écrivain, car cet arbre séculaire était le seul dont il pût tirer honneur ; il apparaissait comme un géant au milieu des maigres arbustes, — dépourvus d'ombre, — plantés dans le jardin.

Un jour, l'auteur de la *Comédie Humaine*, avec un air de vive satisfaction, annonça à ses amis qu'il s'était rendu acquéreur du noyer.

— J'ai négocié, dit-il, avec la commune de Sèvres : elle s'est décidée à me céder le noyer, elle me l'a vendu cher ; mais l'affaire me sera tout de même avantageuse : l'arbre me rapportera 2000 francs par an.

A cette déclaration faite avec une belle assurance, les amis eurent un sursaut de profonde surprise.

— Deux mille francs de noix! s'écrièrent-ils, c'est miraculeux.

Théophile Gautier, sceptique, se hasarda à dire que, même en cas de renchérissement des noix, il lui semblait difficile qu'un seul arbre pût rapporter pour 2000 francs de fruits par an.

L'incrédulité de ses amis ne déconcerta pas Balzac; et, avec un sourire entendu, il répondit :

— Cependant ce noyer doit me rapporter annuellement telle somme; par quel moyen? ceci est mon secret; vous le saurez plus tard.

Disons maintenant qu'à la fin de l'été 1839, tous ces beaux projets n'étaient pas encore réalisés; et ils ne devaient jamais l'être. Mais les *Jardies* offraient déjà l'aspect d'une propriété très habitable; et un certain jour Gozlan reçut à Paris la visite du romancier.

— Cher ami, dit ce dernier, après l'échange des premières phrases, je vous invite à déjeuner aux *Jardies* pour jeudi prochain; je sors de chez Victor Hugo, je lui ai fait semblable invitation : il l'a acceptée; nous ne serons que trois.

— Vous me conviez à une véritable aubaine, réplique Gozlan. Je vous remercie de cette bonne inspiration.

— Hugo ne connaît pas encore les *Jardies*, poursuit gravement Balzac; je crois que l'aspect de ma propriété l'impressionnera favorablement; je veux lui montrer aussi mon noyer.

— Ah! oui, le noyer qui doit vous rapporter 2 000 francs par an; vous pouvez vous vanter de tous nous intriguer avec ce diable d'arbre.

— Jeudi, votre curiosité sera satisfaite, car je révélerai à Hugo par quel moyen ce noyer doit me procurer 2 000 livres de revenus.

Après un temps le romancier ajouta :

— Je désire aussi faire goûter à Hugo de mon café.

— Soyez persuadé, s'écria l'auteur d'*Aristide Froissard*, que le maître appréciera hautement la dégustation de votre café.

L'écrivain se retira après avoir fait promettre à son ami d'être exact pour le jeudi suivant. En louant le café de Balzac, Gozlan ne faisait que rendre hommage à la vérité. Mais aussi quel soin et quelle recherche apportés par l'auteur de la *Comédie Humaine*, dans la composition, dans la préparation de sa boisson favorite! Un nectar, une ambroisie, ce café. Trois sortes de grains, bourbon, martinique et moka, participaient à sa composition. Le bourbon, le romancier l'achetait rue de la Chaussée-d'Antin; le martinique, rue des Vieilles-Haudriettes, chez un épicier connu de lui; le moka, rue de l'Université, chez un autre épicier renommé. Au jour indiqué, Léon Gozlan fut exact au rendez-vous; Balzac avait fait des frais; il avait préparé un déjeuner à la fois abondant et délicat, sachant son invité doué d'un bel appétit. Il faisait, ce jour-là, un joli temps de commencement d'automne : le soleil, pas trop chaud, brillait dans un ciel sans nuages. Victor Hugo se fit attendre; ce retard finit par inquiéter le maître du logis, à plusieurs reprises il envoya voir si personne n'apparaissait sur la route de Ville-d'Avray. Dans son impatience, en compagnie de Gozlan, il allait et venait de la terrasse à la grille, de la grille à la terrasse. Enfin un coup de sonnette retentit, c'était Victor Hugo; il s'excusa de son retard : une circonstance l'ayant empêché d'user du chemin de fer, il avait dû prendre la voiture de Saint-Cloud. Pour cette visite l'auteur d'*Hernani* avait revêtu un accoutrement très simple : un chapeau gris haute forme, un habit bleu un peu fané à boutons d'or, une cravate noire; et des lunettes vertes abritaient ses yeux contre la réverbération solaire. Après de cordiales poignées de main, Balzac remercia son hôte avec des paroles pleines d'effusion du grand honneur qu'il faisait à sa modeste maison de campagne. Puis commença la visite des *Jardies*, avant de se mettre à table. Avec une grande abondance de termes et de gestes l'auteur de la *Comédie Humaine* montra tous les coins de son habitation, tous les détours de son jardin, énumérant les travaux déjà faits et les améliorations encore projetées. Malgré cette démonstration, Victor Hugo resta froid, la physionomie figée dans un flegme olympien; les éloges ne tombaient pas de sa bouche. La vérité est qu'il trouvait étranges, baroques cette propriété d'architecture bizarre et ce jardin aux allées bitumées, planté d'arbustes à l'ombre trop discrète. Cependant un massif de giroflées lui arracha quelques phrases laudatives. On arriva en présence du fameux noyer qui s'élevait à la limite des *Jardies*.

— Enfin, voici un arbre, un vrai arbre, dit Victor Hugo.

Balzac eut un geste de satisfaction.

— Oui, répliqua-t-il, depuis peu j'ai acheté cet arbre important à la commune de Sèvres; savez-vous ce qu'il rapporte?

— Mais des noix, je suppose.

— Vous n'y êtes pas : il rapporte 2000 livres par an.

— De noix?

— Non, pas de noix, répéta Balzac, 2000 livres d'argent.

A cette affirmation, une nuance de vive surprise se peignit sur le visage de l'auteur d'*Hernani*.

— Mais alors, exclama-t-il, ce sont des noix enchantées; et ce noyer est un arbre digne des jardins de contes de fées.

— A peu près, poursuivit le maître du logis; mais

je vous dois une rapide explication. Voici le motif pour lequel j'ai tenu à acheter ce bienheureux noyer. Un vieil usage oblige tous les habitants à déposer leurs immondices au pied de cet arbre séculaire, et non dans tout autre endroit.

Hugo recula.

— Rassurez-vous, poursuivit Balzac, le noyer, depuis que je le possède, n'a pas encore repris sa fonction. Ainsi aucun habitant, je vous répète, n'a le droit de se soustraire à cette obligation personnelle, vestige d'une ancienne coutume féodale. Or, jugez de la quantité d'engrais amassés quotidiennement au pied de cet arbre vespasien, engrais municipal que je ferai couvrir de paille, et d'autres détritus végétaux, afin d'en avoir toujours des provisions à vendre à tous les fermiers, vignerons, maraîchers, grands et petits propriétaires voisins. C'est de l'or en barre que j'ai là; enfin c'est du guano comme en déposent dans les îles solitaires de l'océan Pacifique des myriades d'oiseaux (1).

— Maintenant je comprends, repartit Hugo, c'est du guano, moins les oiseaux!

— Ça, c'est un mot, exclama Balzac, riant d'un gros rire de satisfaction qui secouait tout son être.

Puis, cette visite terminée, et ces explications données, on se dirigea vers la salle à manger, et le déjeuner commença. L'auteur d'*Hernani* était en bel appétit, il fit honneur à tous les mets déposés sur la table; mais le café eut tous ses éloges aussitôt qu'il l'eut dégusté; il déclara que Voltaire ne devait pas en boire de plus exquis à Ferney.

Le repas achevé, entre Hugo, Balzac et Gozlan, l'entretien se poursuit, accrochant des sujets divers : la littérature, les arts, les hommes politiques en vue, la cour des Tuileries, la bienveillance du duc d'Orléans pour les écrivains et les artistes. L'auteur d'*Hernani* parla aussi de théâtre, de ses pièces, des droits d'auteur encaissés par son répertoire; à ce propos, il cita même des chiffres sérieux, détail qui impressionna Balzac, et qui ne dut pas être sans influence sur l'élaboration et la représentation du drame de *Vautrin*, joué quelques mois plus tard. Enfin la journée était grandement avancée, quand Hugo se retira, remerciant fort le maître du logis de la cordialité de sa réception.

Vers la fin de 1842, Balzac, las d'une propriété qu'il payait toujours, Balzac, dont toutes les illusions étaient dissipées, vendit les *Jardies* 30 000 francs : il y avait englouti plus de trois fois cette somme!

Bien des années plus tard, Gambetta, séduit par la beauté du site, impressionné par le grand souvenir de l'auteur de la *Comédie Humaine*, acheta les *Jardies* très transformées. On sait que le célèbre homme politique mourut le 31 décembre 1882 dans l'ancienne demeure de Balzac.

GABRIEL FLEURY.

(1) Léon Gozlan, *Balzac intime*.

LE DERNIER ROMAN DE M. ÉMILE ZOLA

Paris.

M. Zola a vu le vieux monde profondément travaillé par une crise à la fois morale et sociale et qui menace d'emporter, sous un vent de tempête, des dogmes et une organisation politique plusieurs fois séculaires. L'homme de combat, l'écrivain, le poète d'actualité qu'est, avant tout, M. Zola, reculerait-il devant une occasion unique d'étudier ce singulier et tragique « tournant de l'histoire »?

De là est sortie l'idée du cycle des *Trois Villes*. Mais, tandis que dans *Lourdes* et dans *Rome*, le romancier s'attachait surtout à l'évolution religieuse du temps présent, c'est à l'étude du mouvement socialiste actuel qu'il a consacré *Paris*.

* * *

Le héros de l'œuvre nouvelle, c'est l'abbé Pierre Froment, que M. Émile Zola nous a déjà fait connaître dans les deux précédents volumes du cycle. Revenu de Lourdes, ébranlé dans sa foi religieuse, puis de Rome où il a perdu sa confiance antérieure dans les destinées du catholicisme, nous le voyons, au début du premier livre de *Paris*, s'adonner tout entier aux pratiques de la charité, son unique croyance désormais, la seule chaîne qui le retienne encore à l'Église. Il cherche donc à faire entrer dans un asile privé le vieil ouvrier Laveuve, qui va mourir sans pain et sans ouvrage, au fond d'un corridor humide, dans une cité ouvrière de la triste rue des Saules. Mais il lui faut l'appui de la baronne Duvillard, présidente des dames patronnesses de l'asile et femme d'un financier, dont la famille s'est enrichie dans tous les scandales du siècle. Pierre se résout à aller trouver la baronne dans son splendide hôtel de la rue Godot-de-Mauroy : il arrive à la fin d'un déjeuner intime, dans ce milieu brillant, mais secrètement rongé par d'horribles plaies : l'adultère des parents, les vices honteux du fils, la haine de la fille pour sa mère dont elle est jalouse. Poliment, l'abbé est éconduit et renvoyé à l'administrateur de l'asile, le député Fonsègue, qu'il se décide à solliciter à la Chambre même. M. Zola profite de l'entrée de son héros dans la salle des Pas-Perdus, pour nous faire une peinture très caractéristique des couloirs, à l'ouverture d'une séance qui, peut-être, va coûter

la vie au Ministère : chefs de groupes, journalistes, personnalités de toutes sortes défilent sous nos yeux avec une animation et des traits extraordinaires. Pierre, d'ailleurs, n'obtient rien de Fonsègue qui le renvoie à la princesse de Harn. Il tombe chez cette dernière, au milieu d'une fête dont le caractère immoral en dit assez long sur les mœurs et les relations de la princesse à laquelle le prêtre peut à peine parler un instant dans le vestibule. — Tous ses efforts sont inutiles, car il apprend, en sortant, que le vieil ouvrier vient de mourir : la charité, elle aussi, a donc fait banqueroute? C'est en s'attristant sur cette déception nouvelle, que Pierre redescend les boulevards dans le crépuscule naissant, lorsqu'en passant rue Godot-de-Mauroy, il assiste épouvanté à l'explosion d'une bombe placée sous la porte cochère de l'hôtel Duvillard.

Tel est l'ensemble de ce premier livre qui nous fait pénétrer au cœur même du roman, dont il détermine le cadre et les personnages principaux.

Le second livre renferme, en quelque sorte, l'exposé des doctrines socialistes. C'est chez l'abbé Froment, dans sa petite maison de Neuilly que se concentre la plus grande partie de l'action. Celui-ci a recueilli son frère Guillaume, un chimiste distingué qui s'est adonné à la fabrication des explosifs et auquel l'ouvrier Salvat, l'auteur de l'attentat contre l'hôtel Duvillard, a dérobé une poudre fort dangereuse dont il a fabriqué sa bombe. Or, Guillaume se défiant de Salvat, est arrivé trop tard pour l'empêcher d'agir ; mais victime lui-même de l'explosion, il a été blessé au poignet : il lui faut donc se soigner sans éveiller de soupçons, d'autant plus que ses rapports avec Salvat sont connus. En l'accueillant chez lui, Pierre écarte tout danger immédiat de poursuites. C'est précisément au chevet de Guillaume que nous voyons défiler les apôtres de l'idée socialiste, tous remplis d'une conviction ardente, mais quelque peu enfantine à côté de la confiance tranquille du grand chimiste Bertheroy, dont les travaux officiels contribuent lentement, mais sûrement à l'œuvre de régénération par la science. — Nous sommes initiés, en même temps, à la vie intime de Guillaume, par une visite que fait Pierre à Montmartre, afin de rassurer sur son absence ses trois fils et sa belle-mère, ainsi qu'une jeune fille, Marie Couturier, une orpheline recueillie dans la famille, et que Guillaume doit prochainement épouser, malgré les années qui les séparent. Toute la fin du second livre résume, en une suite de pages très vigoureuses, la pensée de l'auteur sur la jeunesse contemporaine, sur le retour offensif de l'esprit mystique ; elle explique enfin l'évolution inévitable d'où est sortie la sauvagerie anarchiste, le rôle pacificateur des explosifs qui rendront désormais toute guerre impossible, enfin la réconciliation des classes dans la communion de l'amour.

La troisième partie entière est consacrée à l'étalage de la corruption bourgeoise : ce tableau sombre et écœurant devait nécessairement occuper ici cette large place, car il se présente comme la justification des revendications formulées dans le livre précédent. C'est ainsi que, sous l'éclat trompeur d'une fête de charité donnée à l'hôtel Duvillard, nous pouvons percer à jour l'immoralité profonde dont les sourds ravages minent progressivement cette famille enviée et considérée, malgré la gangrène dont chacun de ses membres est atteint. Après une scène ignoble dans laquelle la mère et la fille se disputent un amant, nous passons aux louches amours de Duvillard avec Silviane, une fille qui le promène du café Anglais au Cabinet des Horreurs où l'ignoble Legras chante ses *Fleurs du pavé*, devant un public interlope ou vicieux qui vient chercher dans ce bouge des sensations inédites. Enfin, le ministre Montferrand complète la physionomie de ce monde bourgeois, jouisseur et dépravé, par l'âpreté qu'il montre à conserver le pouvoir, par les intrigues au milieu desquelles il se démène, foulant aux pieds tous les scrupules, se présentant à la Chambre et à la bourgeoisie comme le sauveur de l'ordre, à la suite de la dramatique arrestation de Salvat.

Avec la quatrième partie, nous entrons dans le coin idyllique du roman. Guillaume est rentré à Montmartre parmi les siens ; et séduit par l'accoutumance, tout heureux d'ailleurs de trouver une famille, Pierre vient chaque jour passer de longues heures dans ce milieu. Il finit même par quitter sa soutane pour s'associer aux travaux de son frère et de ses neveux : sa rupture avec l'Église est désormais consommée. Peu à peu, d'ailleurs, il sent s'éveiller en lui un sentiment tendre pour Marie, la jeune orpheline dont Guillaume doit bientôt faire sa femme ; ce sentiment se développe insensiblement à mesure qu'il apprécie davantage son caractère droit et sa raison solide, au cours des excursions qu'ils font tous deux, en bicyclette, dans les environs de Paris. Mais Guillaume a deviné l'amour naissant des deux jeunes gens : par un héroïque effort de sa volonté, il arrache de son cœur sa propre passion, rend à Marie sa parole et donne ainsi à Pierre le moyen de refaire sa vie en l'épousant. Cette douloureuse crise d'âme est exposée parallèlement avec l'émouvante audience de la Cour d'assises, dans laquelle Salvat est condamné à mort.

Dans le cinquième livre, l'action marche progressivement vers une conclusion d'ailleurs prévue. Guillaume et Pierre, après une course matinale au travers des quartiers ouvriers, assistent à l'exécution de Salvat. Ce lugubre et lamentable spectacle du pouvoir appuyé sur les favorisés de la fortune, pour étouffer

le cri de protestation des misérables, est mis en relief par l'éblouissant tableau de la fête mondaine qui vient ensuite : en effet, le même jour, à la Madeleine, a lieu, au milieu d'une pompe et d'un concours extraordinaires, le luxueux mariage de Camille Duvillard avec Gérard de Quinsac, l'amant de sa mère. Duvillard et sa bande triomphent ; les tripotages financiers vont recommencer de plus belle : le gouvernement est son prisonnier ; n'a-t-il pas eu assez de crédit pour faire entrer sa maîtresse Silviane à la Comédie-Française, où elle va jouer la Pauline de *Polyeucte?* Et pendant que tous ces satisfaits se ruent plus ardemment que jamais à la curée, le vieil ouvrier Toussaint meurt paralytique, sans recevoir même les secours du patron à la fortune duquel il a contribué, de ce Grandidier qui, lui aussi, a sa plaie cachée, sa femme folle à laquelle tout son argent ne peut rendre la raison ; et les Chrétiennot, le ménage de petits employés, continuent à promener leur misère décente et geignarde qui pourra bien, un jour, prêter ses forces aux colères de la grande détresse sociale... La charité est impuissante à panser toutes ces blessures ; mais l'exaspération des violents ne l'est pas moins, et si la mort de Salvat a provoqué le nouvel attentat anarchiste de Victor Mathis, l'impitoyable répression ne saurait engendrer que de nouvelles fureurs. N'est-ce pas, pour le moment du moins, Pierre Froment qui semble avoir trouvé le mot de l'énigme, lorsque dans sa fierté d'avoir reconquis sa virilité, heureux près d'une femme qu'il aime, d'un petit enfant dans le cerveau duquel l'avenir est en germe, il proclame la toute-puissance de l'amour et l'affranchissement de la raison par la science ?

* * *

On a maintes fois constaté, dans les livres précédents de M. Zola, sa rare aptitude à saisir avec une étonnante netteté tout ce qui est confus et démesuré, à l'éclairer d'une lumière intense et capable de nous donner ainsi la sensation vigoureuse des ensembles embrassés par son regard pénétrant.

Nulle part, peut-être, cette aptitude ne se révèle plus forte et plus achevée que dans *Paris*. Les vues à vol d'oiseau, de la capitale, y abondent naturellement, d'autant plus variées qu'elles sont prises aux différentes heures de la journée, sous les aspects changeants que la position du soleil donne aux choses : s'il m'était permis de formuler une réserve, je dirais seulement qu'elles ne me paraissent pas assez fondues dans l'ensemble, avec lequel leur rappel, en quelque sorte rythmique, exigeait qu'elles fissent corps, d'une manière un peu plus étroite.

Mais, dans toute son œuvre, M. Zola n'a peut-être jamais donné une description qui surpasse en intensité comme en sobriété les trois pages magistrales de ce dernier roman. La première vient presque au début du livre : c'est un tableau vivant des grands boulevards et du carrefour de l'Opéra, envahis par le lent crépuscule qui élargit les voies, recule les monuments, leur donne l'au-delà tremblant et envolé du rêve. Les flamboiements des globes électriques, le galop de la foule, ses rumeurs confuses, tout cela est indiqué avec une précision, un mouvement extraordinaires et que ne dépare aucune note criarde, aucune couleur discordante. Et de ces clameurs, de ces appels qui s'entre-croisent, l'auteur dégage, avec un sens merveilleux du réel, les exaltations généreuses ou féroces, les caprices, les passions sourdes, en un mot, qui conduisent cette foule et l'agitent.

J'aime moins, je l'avoue, la fête de charité à l'hôtel Duvillard, qui ouvre le troisième livre.

Il y a, je le sais, dans ce décor luxueux, des détails fort bien observés sur les formes qu'affecte la charité mondaine. Il y a surtout une scène fort poignante entre une mère et ses enfants qui la savent coupable. Mais est-ce bien dans ces peintures intérieures qu'il faut aller chercher le talent de M. Zola ?

Combien, au contraire, ce talent n'est-il pas supérieur, dans une de ces échappées en plein air, dont la chasse à l'homme, la poursuite de Salvat traqué à travers les fourrés du bois de Boulogne, constitue le type le plus achevé et le plus frappant ! Cette course du misérable, au milieu des buissons épineux, des taillis, des flaques d'eaux boueuses, sous la pluie fine d'une journée de mars, est rendue avec une allure haletante qui tient l'esprit en un douloureux émoi ou l'emporte, en une course vertigineuse, sur les pas de cette lamentable bête humaine de plus en plus enserrée par le filet de la police. Tout cela encore est saisissant de réalité, et pas un mot ne détonne dans les détails multiples de cette autre page maîtresse.

Il faut citer enfin, au dernier livre, l'exécution de Salvat. Là non plus, rien n'est oublié de ce qui peut condenser, autour du fait principal et sur la personne du condamné, un intérêt angoissant et douloureux. C'est d'abord, au sortir des quartiers riches, la solitude louche des boulevards extérieurs, les vagues silhouettes des meurt-de-faim battant le pavé nocturne, sans pain et sans asile, enfin au petit jour les rues ouvrières secouant avec un soupir l'engourdissement du sommeil consolateur de l'éternelle misère. Puis, sur la place de la Roquette, le vacarme fiévreux d'une foule qui hurle à la mort, la boutique d'un marchand de vin avec son premier étage bondé de consommateurs de toutes conditions, fraternisant dans l'ivresse imbécile que donne la soif du sang.

Si l'art de M. Zola est inimitable dans les descrip-

tions, il est encore un autre trait de son talent sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention. Il excelle, par exemple, à faire réapparaître un personnage principal, à certains moments de l'action, et pour maintenir l'unité de l'ensemble. Ce procédé, M. Zola l'a repris dans *Paris*, et il l'a fait avec tant de dextérité, qu'il a pu éviter, à ce prix, le redoutable écueil de la confusion et de l'éparpillement d'intérêt.

Ainsi la silhouette tragique de l'anarchiste Salvat domine tout le premier livre, qui doit se terminer par l'explosion d'une bombe. On la voit apparaître successivement, dans la cour de la cité ouvrière de la rue des Saules, à la porte de l'hôtel Duvillard, près de la Chambre des députés, dans les Champs-Élysées, au carrefour de l'Opéra. Et toujours l'abbé Froment retrouve Salvat sur son chemin après chacune de ses démarches inutiles; il le voit, comme le fantôme de la misère, apparaître et disparaître avec son veston gonflé sur le flanc gauche par une grosseur, les yeux brûlants de flamme et de rêve.

De même, dans le reste du roman passe et repasse la sympathique physionomie du grand chimiste Bertheroy, plus précise à chaque rappel, plus nette en l'affirmation de ses idées qui expriment assurément toute la philosophie du roman. Au lendemain de l'attentat anarchiste, nous le voyons pour la première fois, ce Bertheroy, avec son air simple de « vieil herboriste », décoré, renté, paré de tous les honneurs officiels; et c'est lui alors qui fait cette déclaration caractéristique : « Est-ce que la science ne suffit pas? A quoi bon vouloir hâter les temps, lorsqu'un pas de la science avance plus l'humanité vers la cité de justice et de vérité, que cent ans de politique et de révolte sociale? » Et chaque fois qu'il revient, au cours du récit, il apporte, avec son sourire confiant, sa tolérance, sa patience, cette idée que c'est lui, le savant hiérarchisé, le membre de l'Institut, qui demeure, en dernière analyse, le seul révolutionnaire efficace et certain.

* * *

Par-dessus toutes choses, ce qu'il faut reconnaître dans *Paris*, c'est l'ardente conviction de l'écrivain qui vient de clore, sur la crise sociale actuelle, une des enquêtes les plus troublantes dont un sociologue doublé d'un historien soit capable. A cette enquête, M. Émile Zola a donné la beauté de la vie, parce que, avec la haute intransigeance de ses doctrines, il a prétendu peindre la *réalité totale*, et qu'avec sa persévérance courageuse, il a affirmé sa foi au progrès fondé sur le triomphe final de la raison et de la justice. C'est pourquoi ce volume, qui clôt la série des *Trois Villes*, fait honneur à sa sincérité de penseur comme à sa probité d'artiste.

Georges Meunier.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Cuba au Mexique.

Au moment où les États-Unis cherchent à résoudre la question cubaine à coups de canon, en invoquant cette fameuse doctrine Monroë, sur laquelle nous reviendrons plus loin et qui, en l'espèce, n'est pas sans présenter quelque analogie avec la théorie que développe et qu'applique le Loup à l'Agneau dans la fable de La Fontaine, il n'est peut-être pas superflu de jeter un coup d'œil sommaire sur la situation de l'Espagne à Cuba, et d'examiner les diverses solutions du problème qui se posera avant peu en face de l'Amérique, en face surtout de l'Europe; car il y a encore une Europe, quoiqu'on ait l'air d'en douter à Washington, de le nier même, dans la joie profonde où l'on s'y trouve de pouvoir compter sur l'Angleterre qui sacrifie l'Espagne, son alliée de 1807, pour essayer de se concilier les États-Unis et de faire cesser en Extrême-Orient son « magnifique isolement ».

I

La situation de Cubà depuis le commencement de la dernière insurrection est exposée d'une façon remarquable dans une courte brochure écrite récemment en français sous ce titre : *les Intérêts de l'Europe dans la question cubaine, par un diplomate européen.* (S. l. n. d.) Ce diplomate « européen » nous paraît singulièrement au courant des affaires mexicaines.

De quelle importance serait pour l'Espagne la conservation de Cuba au double point de vue de la dignité castillane et des intérêts matériels, on peut l'indiquer par trois chiffres : en une seule année le gouvernement de Madrid a envoyé dans sa grande colonie, la perle des Antilles, dernier débris d'un empire sur lequel jadis ne se couchait pas le soleil, 160 000 officiers ou soldats; elle a consacré dans le même laps de temps un demi-milliard aux dépenses de guerre, tandis que les finances espagnoles, frappées également au doit et à l'avoir, subissaient la répercussion de la perte de 470 millions supportée annuellement par l'île. (Frais de guerre, pertes des chemins de fer, plantations détruites, chevaux et bestiaux volés ou mangés, etc., etc.)

Même avant l'entrée en scène des États-Unis, on pouvait considérer Cuba comme virtuellement perdue, à brève échéance, par l'Espagne, impuissante à réduire ses sujets rebelles, malgré d'héroïques efforts comparables à ceux des conquistadores d'autrefois. La fortune a changé, non le courage. En dépit de sacrifices inouïs, la Métropole n'avait con-

servé que les villes, sans pouvoir même disputer les campagnes aux insurgés. Au prix de quelles souffrances, ceux-là seuls le savent qui ont vu l'armée espagnole décimée par la fièvre jaune (la *grande patriote*, comme on dit là-bas, le principal appui de la révolution), et les soldats errant sans pain, sans eau potable, sans souliers, car tandis que le maréchal Martinez Campos voulait donner à ses troupes des chaussures solides et pratiques, faites à Cuba, le commerce métropolitain lui imposait des souliers à semelles de carton, fabriqués à Barcelone. Il faut bien que les colonies servent à écouler les produits européens! Malgré une formidable armée d'occupation, la richesse légendaire de l'île était détruite, les cannes à sucre brûlaient. A peine pouvait-on exporter chaque année un peu de tabac aux États-Unis. Si la guerre civile, qui a fait tant de ruines, ruines atteignant non seulement Cuba et l'Espagne, mais indirectement tout le commerce étranger, a pu se continuer si longtemps, c'est qu'avant d'intervenir officiellement sous le prétexte douteux du torpillage du *Maine*, les États-Unis ont soutenu les insurgés dès le premier jour, moralement et matériellement. Avant l'entrée en scène de M. Mac-Kinley, cette guerre civile ne pouvait avoir que deux issues : l'autonomie de Cuba ou son indépendance. L'autonomie, les Cubains, obéissant à des suggestions étrangères, la dédaignaient; du reste le parti autonomiste s'est dissous de lui-même le jour où M. Canovas del Castillo a fait cette déclaration malheureuse que Cuba n'avait pas à espérer d'Espagne un régime d'autonomie.

Quand le gouvernement de Madrid a voulu retirer ces paroles, il n'était plus temps. Aussi bien l'indépendance économique, conséquence naturelle de l'autonomie cubaine, était inconciliable avec les exigences de la métropole. Comment les Cubains auraient-ils pu accepter un budget de dépenses de 160 millions comprenant 10 millions pour l'entretien du ministère d'Ultramar et les pensions civiles et militaires, 5 millions pour les frais du culte catholique, 7 millions et demi pour la marine, 55 millions d'intérêts de la dette et 30 millions affectés au département de la guerre, tandis que l'Instruction publique n'y était inscrite que pour 900 000 francs et les travaux publics pour la misérable somme de 3 millions?

Restait donc l'autre solution, l'indépendance. Or les Cubains, au témoignage de leurs meilleurs amis, semblent peu capables actuellement de se gouverner eux-mêmes. Ils sont ignorants, superstitieux, dépourvus de toute éducation politique, et le passage brusque d'un état de quasi-servage à une liberté complète créerait vite les plus graves difficultés, surtout à cause de la question de races.

Sur 1 500 000 habitants de Cuba, 750 000 sont nègres. C'est parmi eux que l'insurrection a trouvé ses meilleurs soldats, et on ne pourrait raisonnablement leur contester les droits politiques pour lesquels ils ont si vaillamment combattu. Les 750 000 habitants n'appartenant pas à la race noire, comprennent, pour ne pas entrer dans des détails, 600 000 Cubains dont plus ou moins métissés, 302 000 hommes et 298 000 femmes, et seulement 115 000 Espagnols, dont 90 000 hommes et 25 000 femmes. L'indépendance de Cuba assurerait donc la prééminence des noirs ou des métis et se traduirait par la création d'une autre république d'Haïti. On trouve généralement qu'une seule suffit, les États-Unis tout les premiers.

Aujourd'hui se présente une autre solution éventuelle, l'annexion de l'île par la grande république américaine. Même au cas où l'Europe l'admettrait, par indifférence ou par impuissance, on peut douter que les États-Unis en soient au fond très partisans. Tout en effet, race, langue, éducation, caractère, religion, les sépare de Cuba : ils ont, du reste, à leur gré, assez de nègres dans les États du Sud. Si donc ils annexaient une île où leur commerce leur donne déjà une influence prépondérante, et où ils ont à défaut de sujets assez de clients, ce serait surtout pour mettre en pratique la doctrine Monroë « l'Amérique aux Américains », doctrine à laquelle le président Cleveland, aux applaudissements des républiques hispano-américaines, donnait une nouvelle vigueur par sa déclaration solennelle lors du récent conflit soulevé entre le Vénézuela et l'Angleterre qui depuis... mais alors elle n'avait pas encore reconnu le charbon comme contrebande de guerre. En outre cette mainmise des Yankees sur Cuba ne serait pas sans inquiéter sérieusement les autres nations européennes qui ont conservé des possessions au Nouveau-Monde, la France en particulier. Aussi cherche-t-on une cinquième solution du conflit cubain, qui ne serait ni la domination espagnole (à moins d'une grande victoire navale des Espagnols), ni l'autonomie, ni l'indépendance, ni l'annexion aux États-Unis : l'annexion de Cuba au Mexique.

II

Cette solution semble fort tenir à cœur au gouvernement, au peuple et aux journaux mexicains, et ce n'est pas d'hier. Depuis que M. Porfirio Diaz, après vingt ans d'une présidence toujours renouvelée, et qui ressemble singulièrement à une dictature, a doté son pays d'une armée de 40 000 hommes sur le pied de paix, de 200 000 hommes sur le pied de guerre, armée qui est incontestablement la plus solide du Nouveau-Monde, il se préoccupe de suivre les traces

du Chili et de créer aussi une flotte de guerre. Mais le Mexique, malgré l'étendue de ses côtes sur les deux Océans, n'a de port sérieux ni sur le Pacifique ni même sur l'Atlantique, car la rade peu profonde de la Vera-Cruz ne peut pas abriter les cuirassés. Ce légitime désir de devenir une puissance maritime a donné aux Mexicains la première idée de l'annexion de Cuba.

M. Porfirio Diaz a repris à son compte la pensée de Napoléon III, pensée si juste, mais si maladroitement et si malheureusement mise en pratique par l'Empereur, lors de la campagne des bons Jecker, de faire du Mexique le boulevard de la race hispano-américaine, en face de l'expansion toujours plus grande de la race anglo-saxonne aux États-Unis. Il signerait volontiers la note adressée par Napoléon III au général Forey, le 3 juillet 1862 : « Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère; mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine de là les Antilles et l'Amérique du Sud et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau-Monde... Si au contraire le Mexique conquiert son indépendance... nous aurons posé une digue infranchissable aux empiétements des États-Unis, nous aurons maintenu l'indépendance de nos colonies des Antilles et de celles de l'Espagne. » Pour ces dernières, il est bien tard, semble-t-il, hélas!

Les États-Unis maîtres de Cuba, les prévisions pessimistes de Napoléon III seraient bien près de se réaliser. On comprend que M. Porfirio Diaz suive avec anxiété la marche des événements actuels. Nous rappelions tout à l'heure que lors de la consécration nouvelle donnée par le président Cleveland à la doctrine Monroë à propos de l'incident anglo-vénézuelien, les républiques américaines s'empressèrent d'adhérer à une thèse où elles voyaient une garantie de leur indépendance politique et de leur intégrité territoriale. Le Mexique seul fit attendre son adhésion et M. Porfirio Diaz ne la donna, dans un message en date du 1er avril 1896, que sous une forme conditionnelle, en indiquant nettement que la formule « l'Amérique aux Américains » ne devait pas établir une sorte de protectorat ou d'hégémonie des États-Unis sur toute l'Amérique. Le chef du gouvernement mexicain, dont les sympathies pour les États Unis, sont connues, avait quelque mérite à parler avec tant de fermeté.

Aujourd'hui, il s'est formé au Mexique un parti puissant dont la devise est *Cuba Mexicana*, et qui a entrepris une propagande active en faveur de l'annexion de la Grande Antille espagnole. Ce parti a publié un manifeste qui peut se résumer en quatre articles :

1° Plébiscite pour connaître la volonté de tous les habitants de Cuba;

2° Indemnité à payer à l'Espagne avec les garanties et dans les délais dont on conviendra, indemnité proportionnée à la valeur des édifices et des œuvres d'utilité publique;

3° Traité accordant des avantages au commerce de la Péninsule afin que la perte de l'île porte le moins de préjudice possible aux intérêts espagnols;

4° Enfin division de Cuba en trois États mexicains, libres et indépendants, ayant pour chefs-lieux respectifs la Havane, Port-au-Prince et Santiago.

Le parti cubain de Mexico (si nous pouvons l'appeler de ce nom) a aussi publié en volume (Mexico, 1896) un recueil d'articles consacrés à la question qui le préoccupe par les principaux organes de la presse américaine, y compris une quarantaine de feuilles des États-Unis favorables à sa thèse, et il répand de tous côtés cet ouvrage qui se termine par le texte de la Constitution mexicaine. Il est certain que l'Espagne et l'Europe tout entière (sauf peut-être l'Angleterre), si des circonstances malheureuses font que Cuba ne puisse rester espagnole, verraient avec moins d'appréhension l'île devenir mexicaine qu'américaine, d'autant que les progrès politiques et économiques accomplis par le Mexique sous la présidence de M. Porfirio Diaz semblent offrir de sérieuses garanties pour l'avenir. Un homme d'État éminent, M. Sherman, président de la commission des Affaires étrangères à Washington, et dont la voix serait aujourd'hui plus écoutée que jamais, ne prononçait-il pas naguère, en se faisant l'interprète d'un très grand nombre de ses compatriotes, ces paroles dont nous empruntons la traduction à la brochure, *les Intérêts de l'Europe dans la question cubaine* : « qu'il soit entendu que je ne favorise pas l'annexion de Cuba aux États-Unis. A mon avis l'île devrait faire partie du Mexique, plutôt que de tout autre pays, ayant jusqu'à la même langue, et je me réjouirais beaucoup que cela se réalisât. »

P. DE FRETMAT.

NOTES D'ART

Les Trois Vernet.

Vainement chercherions-nous, dans cette exposition des trois Vernet, cet élément de beauté, beauté de forme ou d'expression, qui demeure encore la sanction suprême et le critérium décisif de l'œuvre d'art. Y a-t-il ici quelque chose qui nous puisse toucher, émouvoir en quelque façon, ou qui vaille simplement par ces qualités de facture et de technique dont on ne peut se désintéresser du moment qu'on examine la valeur d'une peinture?...

Voici Joseph Vernet, le plus ancien des trois, avec ses *Marines* et la série des *Ports de France*. Comme cela est froid, artificiel, et finalement ennuyeux! Les deux vues de la *Rade de Toulon* et de la *Rade d'Antibes* ne dépassent guère la valeur de chromolithographies. On y sent si bien le morceau de commande, le travail exécuté par l'artiste pour se débarrasser d'une corvée. Et pourtant on ne saurait lui dénier un certain don dans la *Vue du Golfe de Bandol*, et dans le *Port de Marseille:* on voit, au premier plan de la composition, des personnages d'intérêt purement anecdotique sans doute, mais traités avec une certaine verve, plus finis de peinture que les autres morceaux, et qui dénotent du piquant et de l'esprit. Ceci nous amène à distinguer, dans tout cet ensemble assez ennuyeux et médiocre, deux marines de petite dimension, le n° 383 du catalogue et surtout le n° 61, qui sont d'une atmosphère et d'une intimité exquise et rappellent les plus charmants Van Goyen que je sache. Comment imaginer que l'artiste capable de peindre de la sorte, — ce sont là en effet les deux seuls morceaux de peinture que renferme l'exposition tout entière; — comment imaginer, dis-je, que cet artiste ait pu consumer son talent dans l'inénarrable suite de ces marines officielles et dépourvues de don?

Combien aujourd'hui nous paraissent vulgaires et fades les *Charges* de Carle Vernet! Ce sont pures caricatures de modes et qui ne vont pas au delà. Il n'y a là ni esprit, ni piquant, rien en un mot de ce qui devait faire de ce genre, sous la plume de nos illustres caricaturistes français, un genre vraiment national, où s'affirmât mieux qu'autre part le tempérament de la race, ce que renferme d'intimement spirituel notre vieux fonds gaulois. Non vraiment, à des yeux qui se délectèrent aux mordantes et amères suites de Gavarni, toujours empreintes d'une savoureuse et parfois profonde philosophie, à des yeux qui se complurent aux puissantes et dramatiques caricatures de Daumier, qui ne fut pas seulement un grand caricaturiste mais aussi un grand peintre, de telles fadeurs, ces *Charges* de Carle Vernet, ne sauraient être d'aucun plaisir. Il n'annonce ni ne fait pressentir en rien ceux qui viendront après lui et certes n'auront rien à lui prendre, car il n'avait rien à leur transmettre. Et si maintenant nous passons à ses études de chevaux, de chasseurs, de militaires, bref à la série dans laquelle il s'efforça de synthétiser les élégances du temps, aussitôt nous vient à la pensée par contraste le nom d'un artiste qui n'eut point la destinée que son talent méritait, ce Constantin Guys trop peu connu, un grand dessinateur pourtant, un dessinateur *tout d'expression*, qui sut traduire les élégances du second Empire avec une allure, une saveur et parfois même une énergie, toujours avec une distinction que Carle Vernet ne connut jamais. Cela est pauvre, étriqué, et n'a jamais cette liberté, cette franchise d'allures, ce *caractère* en un mot qui fit de Constantin Guys un des plus saisissants interprètes de la vie moderne.

J'arrive enfin au plus fameux des trois, à celui dont la renommée soutint et prolongea celle de ses deux devanciers. Les galeries de Versailles nous avaient pleinement édifiés sur le mérite de sa peinture. Curieux enseignement néanmoins, celui qu'il nous donne: Horace Vernet demeure à nos yeux, quand nous songeons à la renommée dont il bénéficia, comme l'exemplaire le plus accompli et le plus tranché de ce que peut pour la destinée d'un artiste l'exploitation persévérante et ininterrompue du genre par où il sut une fois prendre son public. Et voilà certes un de ces tours de main familiers à bien des artistes. Mais mieux qu'aucun autre, Horace Vernet sentit et exploita avec un instinct sûr le vieux fonds de chauvinisme qui flotte en la cervelle de tout bon Français, cet amour du pantalon rouge qui fait que de toutes les industries profitables, la plus profitable est encore la peinture militaire. Et maintenant, pour quitter le ton de plaisanterie, n'est-il pas stupéfiant de songer qu'en France, où nous avons eu des dessinateurs militaires de la valeur de Charlet et de Raffet, un peintre aussi dénué de don qu'Horace Vernet ait pu se créer la situation que l'on sait? Jamais, je crois bien, artiste ne fut plus dépourvu de sensibilité, si l'on entend par là cette faculté de traduire par la ligne ou la couleur quelque intime émotion. Une telle peinture nous semble aujourd'hui quelque chose de fossile et de légendaire; mais que jamais, à une date quelconque, elle ait pu être considérée comme de la peinture, voilà ce qui paraît invraisemblable et qui pourtant fut vrai!

Un comité s'est organisé — j'ignore en vérité pour quelle raison, à moins qu'il ne s'agisse de propagande patriotique — afin d'élever un monument à ces trois artistes. Ne serait-ce pas comme une réclame pour la *Sabretache?*... On se soutient en famille, et cela est bien naturel, car le dernier des Vernet n'est pas celui qu'on pense, et la génération ne s'est point éteinte avec Horace: cette lignée sera toujours abondante en France. Je sais bien qu'on réunira les trois artistes en un même monument: c'est encore trop pour eux trois!... Carle Vernet jugeait plus sainement lorsque, à l'époque de ses succès retentissants, il disait en hochant la tête: « On a beau m'étonner de belles phrases sur mon génie; j'entends fort bien au dedans de moi certaine voix qui réplique que ce génie n'est que du talent. » Encore se faisait-il la part belle.

PAUL FLAT.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Il y a des esprits curieux à qui les énigmes du présent ne suffisent pas, et que préoccupe, par exemple, une question comme celle-ci : Marguerite de Navarre fut-elle catholique ou protestante ?

Le problème est posé depuis trois siècles et demi, et personne ne l'a encore résolu. A l'occasion d'une récente découverte de poésies inédites de Marguerite de Navarre due à M. Abel Lefranc, les chercheurs de devinettes littéraires s'étaient remis au travail. M. René Doumic affirmait dans la *Revue des Deux Mondes* que la sœur de François Ier n'avait pas cessé d'être catholique; à quoi M. Émile Faguet opposait un avis contraire. M. Faguet estimait, lui, que « plus on ira, plus il faudra expliquer les parties les plus élevées de Marguerite de Valois par le calvinisme, à la condition, bien entendu, de ne pas aller trop loin dans ce sens ».

Et c'est enfin l'opinion de M. Abel Lefranc lui-même, sur ce sujet, que nous allons connaître. L'aimable secrétaire du Collège de France nous annonce la publication prochaine d'une brochure où il recherchera, à son tour, « et tâchera de dire ce que fut le *Credo* de cette femme étonnante et assez énigmatique, qui écrivit à la fois l'*Heptaméron* et le *Triomphe de l'Agneau*, des choses fort belles, mais qui se ressemblent si peu ». M. Abel Lefranc pense avec raison que « l'œuvre poétique de notre reine fut à la fois le plus sûr et le plus fidèle miroir de sa vie intérieure », et c'est là qu'il cherchera à découvrir le *mot* final d'une énigme qui a cessé d'être cruelle, à force de durer, mais dont il serait temps tout de même qu'on nous débarrassât.

~~~

Les livres en 1900.

Le comité d'admission de la classe 13 a tenu le mois dernier, au Cercle de la Librairie, une réunion plénière. C'était la première fois qu'il s'assemblait depuis que son bureau a été constitué.

On nous y a donné de bonnes nouvelles sur la façon dont s'annonce, pour 1900, l'exposition des livres. 70 demandes d'admission ont déjà été agréées par le comité.

Les ouvrages de librairie seront exposés au Champ-de-Mars, près de la Seine, dans le premier palais de droite, en venant du Trocadéro. La construction de ce palais sera confiée à M. Sortais. Il contiendra les envois des groupes I et III, c'est-à-dire tout ce qui concerne l'Éducation, l'Enseignement, et les « procédés généraux des lettres, sciences et arts ».

Le groupe II est celui des œuvres d'art. Sa place sera, comme on sait, au Cours-la-Reine, dans les deux palais spéciaux qu'on y construit.

~~~

En préparation, pour la saison d'été :

Un livre de M. Albert Babeau sur les *Anglais en France, après la paix d'Amiens;*

Le second volume de M. Samuel Denis, ancien bâtonnier des avocats de Rennes, sur *l'Histoire contemporaine.* Le premier racontait le début de la guerre de 70 et le siège de Paris; le second contiendra l'histoire de la période qui va du 31 octobre 1870 à l'armistice. L'auteur consacrera peut-être un troisième volume à la formation de l'Assemblée nationale, et à ses premiers travaux;

De M. Leroux-Cesbron, des *Souvenirs d'un maire de village.*

C'est une étude sur les paysans d'Anjou.

~~~

M. Maurice Le Blond prépare la publication d'un ouvrage de critique : *Émile Zola devant les jeunes.* N'ayez pas peur. « C'est une étude d'ordre essentiellement littéraire, nous écrit l'auteur, où j'ai essayé d'analyser les sentiments qui portent vers Zola la majeure partie de la jeunesse actuelle. Je crois avoir donné de l'œuvre de Zola une interprétation nouvelle, tout à fait étrangère à celle que nous en avaient donnée les disciples directs du grand romancier, les naturalistes de Médan. J'établis ainsi que le rapprochement qu'on a tenté de faire si souvent entre Balzac et Zola est tout à fait artificiel et que l'art des Rougon-Macquart est bien supérieur à celui de la *Comédie Humaine.* »

Il semble décidément que Balzac, à cette heure, traverse une passe difficile.

~~~

Sous cette mention : *l'Amant de Geneviève*, « roman », un éditeur parisien vient de réimprimer un volume que son auteur, Mme Daniel Lesueur, avait à peu près oublié, et dont la réapparition a provoqué, de la part de l'écrivain, l'envoi au *Temps* du billet que voici :

Mon cher Directeur.

N'y aurait-il pas un intérêt général pour tous les écrivains à poser la question suivante :

Un éditeur qui possède en toute propriété une œuvre de début d'un auteur a-t-il le droit de publier cette œuvre *comme une nouveauté* quand il juge que la notoriété conquise par cet auteur est suffisante pour motiver cette bonne affaire?

Cet éditeur, en envoyant aux libraires et aux critiques, comme mon ouvrage le plus récent, l'*Amant de Geneviève*, roman de toute première jeunesse, écrit il y a quatorze ans, et cela au moment même où je fais paraître en volume ma dernière œuvre, *Comédienne*, publiée ce printemps par le *Figaro*, me cause un tort matériel et moral très grave.

L'année dernière, il m'a joué ce tour avec une petite histoire puérile, *le Mariage de Gabrielle*, et mon cher maître, Francisque Sarcey, dans les *Annales*, s'est étonné de me voir sitôt retomber en enfance. Il avait été trompé par l'artifice de l'éditeur. Et moi, après quatorze ans d'efforts, j'étais jugé par un maître critique, dans un grand journal, sur une œuvre de début. C'était dur, sans compter la concurrence matérielle faite ainsi à moi-même par moi-même involontairement.

Le mot « nouvelle édition », sur la couverture et dans les annonces, ne pourrait-il pas être exigé en ce cas?

Tous les écrivains vous seraient reconnaissants, avec moi, mon cher directeur, si vous vouliez bien publier ma protestation contre un pareil abus.

La protestation que fait entendre Daniel Lesueur est absolument légitime, et tous les hommes de lettres s'y associeront.

Emile Berr.

Paris. — Chamerot et Renouard, Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints Pères. — 36573. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 24. 4e SÉRIE. — TOME IX 11 JUIN 1898.

LA POLITIQUE

Mercredi 8 juin.

Quand ce numéro paraîtra, la Chambre des députés aura constitué son bureau définitif.

Déjà l'élection du président provisoire nous a renseignés sur la proportion où les différents partis sont représentés dans la nouvelle Chambre. Deux candidats étaient en présence, l'un radical, l'autre modéré, également honorables et dignes tous deux de présider le Parlement : le débat n'avait donc rien de personnel; il était tout politique.

M. Paul Deschanel a été élu président provisoire : la majorité qui l'a élu suffira-t-elle à soutenir un cabinet? cette majorité sera-t-elle modifiée, et dans quel sens? Autant de questions auxquelles il est malaisé de répondre quand il y a dans la Chambre un si grand nombre de députés nouveaux et quand les groupements ne sont pas encore définitifs.

Ce qui, en tout cas, est certain, c'est qu'aucun parti, réduit à ses seules forces, n'a l'absolue majorité; si bien qu'à un cabinet modéré il faudra l'appoint des voix conservatrices, tout comme à un cabinet radical celui des voix socialistes.

Rien de plus légitime, si le cabinet a une politique nette et précise, soit modérée, soit radicale, et s'il n'en sacrifie rien en échange des voix qu'on lui donne à droite ou à gauche; mais il n'en est pas moins clair que c'est là une situation parlementaire peu stable et faite pour préoccuper tous ceux qui rêvent le fonctionnement régulier du gouvernement représentatif.

On a déjà prononcé le mot de dissolution. C'est aller un peu vite en besogne. Il n'est pas question de dissolution aujourd'hui, ni demain ; mais qui sait? le jour viendra peut-être où il faudra, bon gré, mal gré, faire appel au pays. Et, ce jour-là, si l'on n'a pas changé notre système électoral, on se heurtera à la même impossibilité de former une vraie majorité de gouvernement.

Il me semble que c'est ici de quoi faire réfléchir les hommes politiques, à quelque nuance qu'ils appartiennent, qui veulent maintenir la région parlementaire : la démonstration n'est-elle pas faite qu'avec le scrutin d'arrondissement, il faut renoncer à ces grands courants d'opinion sans lesquels le régime parlementaire n'est qu'un vain mot?

De toutes les réformes que la nouvelle Chambre pourra discuter, la plus urgente est la réforme électorale : retour au scrutin de liste, en faisant aux minorités la place à laquelle elles ont droit.

On le sent de tous côtés. Des publicistes appartenant aux partis les plus divers demandent la représentation proportionnelle. Il y a dix ans, cette idée faisait sourire, on y voyait tout au plus un motif à discussion académique : aujourd'hui, elle apparaît à beaucoup d'esprits sérieux comme une solution nécessaire si l'on veut avoir enfin une Chambre qui soit l'image vraie du pays.

Delenda Carthago; finissons-en avec le système qui donne tout à la moitié plus un et rien à la moitié moins un : c'est ce que nous ne nous lasserons pas de répéter.

Il y va de l'existence du régime parlementaire.

JEAN-PAUL LAFFITTE.

L'ART ET LA MORALE

A propos de deux publications récentes.

I

La notion de l'art, tel que nous sommes habitués à concevoir celui-ci, vient d'être troublée, que dis-je, bouleversée, par deux tentatives audacieuses, formidables. Au Nord, le puissant et paradoxal penseur qui s'appelle Tolstoï a jeté l'anathème à l'École française moderne, à l'École des décadents : « poètes abstrus dérivés de Baudelaire ; peintres pointillistes, impressionnistes et autres à la suite de Puvis de Chavannes, dont la naïveté artificielle (c'est Tolstoï qui parle) est insupportable ; musiciens incompréhensibles qui subissent la déplorable influence de Wagner » (1). Plus près de nous, M. Brunetière a ouvert une campagne bien autrement virulente. N'a-t-il pas déclaré que « toute forme d'art renferme un principe d'immoralité (2) » ? Un peu plus, et nous serions tentés de répéter, avec le subtil et profond maître de conférences Bergeret, que « l'intelligence est en horreur à la pensée humaine... ; que faire entrer l'univers dans un dé à coudre, faire passer les soleils par le chas d'une aiguille, est folie... que l'instinct seul est puissant ! »

Il ne sera pas superflu d'ajouter que, par art, Tolstoï, de même que M. Brunetière, entend toutes les manifestations du génie créateur : poésie, musique, aussi bien que peinture, sculpture ou architecture. Tous deux doivent donc, contrairement à l'opinion courante, être lavés du reproche d'iconoclasme ou d'iconophobie.

II

Pour restreindre le débat, non moins que pour découvrir un terrain de conciliation, je m'attaquerai avant tout à une locution des plus fausses, qui a exercé des ravages incalculables : celle d'ARTS D'AGRÉMENT. Sous ce terme, le chant, la danse, l'équitation, peut-être aussi le cyclisme, sont jetés pêle-mêle avec les productions de l'art proprement dit, d'une bien autre envergure, j'entends les monuments d'architecture, de sculpture, de peinture, la décoration ou encore la musique, dans leurs formes les plus diverses. Les pensionnats ne sont pas les seules enceintes où l'enseignement du dessin à l'usage des demoiselles se trouve relégué au même niveau que tant de connaissances frivoles : au Parlement même, nos législateurs semblent ignorer la dignité de l'art, non moins que son importance sociale et morale, pour ne point parler de son rôle économique. Avec quelle vélocité les Chambres n'expédient-elles pas le budget des Beaux-Arts ! A peine si la discussion des crédits à accorder à l'Opéra ou à quelque autre théâtre subventionné jouit du privilège de fixer l'attention pendant quelques secondes.

Non moins funeste a été l'antique et solennelle définition classique, académique. Elle a dû, je conjecture, se former dans la première moitié du XVIIe siècle, à l'époque où les corporations des Arts et Métiers livraient de si furieux assauts à l'Académie royale de Peinture et de Sculpture, fondée par Mazarin. Pour échapper aux poursuites judiciaires des corporations, l'Académie se vit obligée de limiter son domaine ; force lui fut de se restreindre à ce que l'on appelle les grands arts ; de ses mains, elle dut immoler les industries somptuaires, les applications pratiques, à peine de se voir intenter de ruineux procès devant un Parlement réactionnaire s'il en fut jamais. A la longue, le programme dicté au début par la prudence la plus élémentaire, se transforma en article de foi. Et voilà comment, à la veille de l'an de grâce 1900, l'Académie des Beaux-Arts ne compte (en dehors des musiciens), que des architectes, des sculpteurs, des peintres et des graveurs, à l'exclusion de tous les autres champions de la ligne ou de la couleur.

L'École éclectique est venue compléter l'œuvre inaugurée par l'Académie. Victor Cousin et ses disciples se sont refusés à admettre la solidarité du beau avec l'utile. Eugène Véron, qui cependant ne communiait pas sur les mêmes autels, ne pensait pas différemment. A suivre les esthéticiens sur ce terrain, l'on arrivait à dédaigner tant de merveilles créées par les artistes soucieux de tenir compte des exigences de l'industrie, depuis les tapissiers ou les tailleurs, jusqu'aux collaborateurs immédiats du peintre ou du sculpteur. Est-il paradoxe plus néfaste !

Devant cette double proscription, l'on ne s'explique que trop comment l'art — la crise, hélas ! dure depuis bientôt un siècle — en est venu à s'étioler et à se dessécher. Ne l'avons-nous pas condamné nous-mêmes à la stérilité, du moment où nous avons coupé les mille racines par lesquelles il s'alimentait dans la vie de tous les jours ? En un mot, pour peu que nous restions fidèles à la doctrine officielle, pour peu que nous persistions à réserver la qualification d'œuvres d'art aux statues et aux tableaux, l'art deviendra une abstraction, indifférente, étrangère, odieuse aux masses.

(1) Deux traductions du volume de Tolstoï : *Qu'est-ce que l'art?* ont paru simultanément, l'une chez Perrin, l'autre chez Ollendorff. La première est due à notre spirituel et érudit collaborateur M. de Wyzewa ; la seconde, à M. Halpérine-Kaminsky.

(2) Brunetière, *L'Art et la Morale*, p. 17, 48, 99.

Combien je remercie le comte Tolstoï et mon éminent confrère M. Brunetière, de me fournir l'occasion de protester contre un tel exclusivisme, de conquérir à une cause si illustre les sympathies des lecteurs de la *Revue Bleue !* L'art que je réclame, avec la certitude de n'être pas désavoué par ces deux maîtres écrivains, l'art nécessaire, pour parler avec Quatremère de Quincy, l'art populaire, l'art avec tous ses accessoires de moralité, cet art sera toujours supérieur à l'art pour l'art, à l'art des raffinés. Qui ne préférera les éloquentes et dramatiques conceptions d'un Phidias, d'un Giotto, d'un Michel-Ange, d'un Raphaël, où s'incarnent tant de hautes leçons, aux morceaux de bravoure d'un Velasquez, observateur impeccable, mais dont jamais pensée généreuse n'a hanté l'étroit cerveau !

L'œuvre de ces vrais missionnaires de l'art corrobore à souhait la thèse originale et hardie soutenue par un jeune philosophe prématurément enlevé à nos études, Guyau, l'auteur de l'*Art au point de vue sociologique*. Elle montre combien il a eu raison en envisageant, non plus seulement l'action exercée sur l'art par les mœurs, par les milieux, pour parler avec Taine, mais l'action exercée sur les mœurs par l'art. Le génie en effet — et c'est la gloire de Guyau d'avoir énoncé cette loi, — le génie est capable de créer un milieu social nouveau. Nous ajouterons avec lui que « produire une émotion esthétique d'un caractère social, tel est son but le plus haut ».

Seulement, — et j'insiste sur cette restriction, — comme les œuvres d'art relèvent avant tout du sentiment et de l'imagination, comme elles exigent pour condition primordiale l'émotion et l'inspiration, une vision aiguë, une secousse qui remue tout notre être ; seulement, dis-je, l'artiste, même en créant un objet utile, même en proclamant une vérité, même en se faisant l'auxiliaire de quelque belle loi morale, aura le strict devoir de parler à l'esprit par l'intermédiaire du cœur ou de la fantaisie. Procéder autrement, ne prendre conseil que de la raison, ce serait confondre l'art avec la philosophie, la morale, la pédagogie, ou n'importe quelle autre discipline. L'instinct de notre époque ne l'a point trompée : elle dédaigne, et à juste titre, la peinture littéraire, la peinture sans tempérament et sans sincérité. C'est que celle-ci, poursuivant trop directement son but, ignore tous les accessoires auxquels l'art doit son charme et son prestige. Elle nous offre un squelette là où nous voudrions voir une figure revêtue de chair, à la carnation brillante, pleine de vigueur et de poésie.

Je ne fais d'ailleurs aucune difficulté pour reconnaître que, par cela même qu'il tient de si près à la beauté, à la vanité, à la coquetterie, l'art a quelque chose de plus féminin, de plus efféminé, que la science ou les lettres. Non pas que les femmes s'y soient exercées souvent ; mais c'est à leur intention, pour leur plaire, que bien des œuvres d'art ont pris naissance. La plus belle moitié du genre humain n'est-elle pas insatiable des jouissances de la vue ! Le commerce des artistes imprimera donc à l'esprit une certaine mollesse. Plus encore que la poésie, il lui fera perdre de vue la rigueur de l'observation scientifique ou de la déduction philosophique. Mais n'y a-t-il place, dans le vaste domaine de la civilisation, que pour des guerriers, des ascètes ou des mathématiciens ! Ne pouvons-nous pas admirer tout ensemble Zénon et Épicure !

III

La mission morale de l'art, je l'indiquerai par le menu tout à l'heure. Préalablement, jetons un coup d'œil sur le passé : le lecteur se convaincra que loin, bien loin d'innover, il suffit de remettre en honneur une tradition qui a fait la grandeur de l'antiquité, non moins que celle du moyen âge.

L'histoire de l'humanité à ses débuts nous apprend (c'est un de nos confrères belges qui a établi cette belle loi) « qu'une société peut, à la rigueur, se passer d'art, tout comme elle peut se passer de littérature, de science ou de philosophie ; tout comme elle peut se passer de liberté ; en un mot de tout ce qui relève la dignité humaine. Certains esclaves n'ont-ils pas vécu plus heureux, matériellement du moins, que les hommes libres, leurs maîtres (1) ! » Mais se passer d'art est impossible, pour peu que nous aspirions à quelque chose de plus qu'à vivre, je devrais dire qu'à végéter !

Ici, nous touchons à une série de lois ethnographiques, dont il est impossible d'exagérer l'importance. La vie offre-t-elle trop de facilités, comme chez certains peuples de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique : eh bien, l'art se borne à la confection de quelques ornements courants, sans cohésion, sans portée. La vie, par contre, est-elle trop dure, comme dans les régions polaires, pour le coup, la notion de la parure elle-même s'oblitère. Un poète révolutionnaire a appelé l'art un fard de la misère. Mais jamais l'idée de misère saurait-elle se concilier avec celle d'art !

Les économistes ont en effet constaté à l'envi ce phénomène — et je n'ai garde de me priver d'un concours si précieux — qu'une société ne peut progresser que si une fraction au moins de ses membres jouit de quelque loisir. Une agglomération d'hommes absorbés par les travaux manuels, par la lutte contre la faim et le froid, — prenez les habitants de la

(1) Fetis, *l'Art dans la Société et dans l'État*, p. [illegible].

Terre de Feu, — ne saurait avoir d'art. Mais du moment où elle se montre capable et digne de vivre, du moment où elle prouve qu'elle possède assez d'énergie pour pourvoir à sa subsistance, pour imposer sa volonté à notre marâtre, la nature, immédiatement l'art s'affirme chez elle.

L'art, à quoi bon le répéter, c'est quelque chose comme la constatation de la victoire que l'homme vient de remporter sur toutes sortes de nécessités humiliantes; l'art sert à accentuer chaque étape dans la voie de la civilisation. Ici, il élèvera des demeures solides et confortables, à l'abri des intempéries; ailleurs, il fera succéder l'élégance ou la noblesse à la lourdeur ou à la grossièreté natives; sous tous les climats et dans tous les temps, il viendra corriger, soit les appétits bas ou vulgaires, soit les intérêts égoïstes.

Par cet esprit de lutte ou de révolte s'explique le goût du colossal, des tours de force, de la difficulté vaincue, de ce que l'on appelle de nos jours l'orgueil de la volonté. Admettons que certains chefs-d'œuvre de l'art religieux — la flèche de la cathédrale de Strasbourg, la coupole de Saint-Pierre de Rome — constituent un suprême hommage rendu au Dieu des chrétiens; comment ne pas aussi admettre, en échange, que la tour de Babel, les Pyramides, le Colosse de Rhodes forment un défi jeté à la destinée par quelque Prométhée audacieux!

Un pas de plus et nous voyons l'art incarner les luttes contre les agents de la destruction et de la mort; il sculpte des effigies ou des mausolées, qui transmettent aux âges les plus reculés l'image ou le souvenir d'une individualité marquante; il creuse ou élève de vastes nécropoles qui conservent les conquêtes les plus essentielles d'une civilisation. Voilà comment les générations véritablement vaillantes remplissent leurs devoirs envers la postérité; voilà comment elles lui lèguent, dans le marbre, la pierre, la brique, le bronze, le meilleur d'elles-mêmes : lois, découvertes, idéal, tout ce qui surnage dans le désastre d'une société. Que de fois ainsi, ce que le vulgaire prend pour du luxe et de l'ostentation, n'est-il que le besoin d'assurer une durée supérieure aux fragiles souvenirs que nous pouvons laisser à nos successeurs! Aussi les grands précepteurs en matière d'éternité, Égyptiens, Chaldéens, Assyriens, ont-ils mis en œuvre, non seulement les métaux précieux, mais encore les pierres dures, à l'exclusion du fer, du plomb, de l'étain, si faciles à s'oxyder et à se corrompre.

Ces legs pieux, aucune nation vraiment civilisée n'a le droit de les omettre. Ils viennent immédiatement après les devoirs de conservation, qui constituent le *struggle for life*. Vivre pour vivre; non, ce n'est pas la peine. Il faut qu'il y ait dans la vie une satisfaction d'amour-propre, le mérite d'un sacrifice, la réalisation de quelque idéal.

IV

Nulle nation n'a mieux compris la mission sociale et morale de l'art que les Grecs : ils l'ont intimement associé à l'éducation; rien, à leurs yeux, ne valait une telle gymnastique intellectuelle; de même que la géométrie enseignait à bien réfléchir, l'art enseignait à bien voir. « Ne faudra-t-il pas encore (l'on ne répétera jamais assez ces paroles de Platon); ne faudra-t-il pas encore surveiller les artistes, afin que, semblables aux habitants d'un pays sain, les jeunes guerriers ressentent de toutes parts une influence salutaire, recevant sans cesse en quelque sorte par les yeux et les oreilles, l'impression de beaux ouvrages, comme un air pur qui leur apporte la santé d'une heureuse contrée et les dispose insensiblement dès leur enfance à aimer et à imiter le beau et à mettre entre eux et lui un accord parfait? »

D'accord avec les philosophes, dont ils ont peut-être été les initiateurs, — lisez l'ingénieux mémoire de M. Charles Levêque, *Quid Phidiæ Plato debuerit*, — les artistes grecs, si durement traités par M. Brunetière, travaillaient à créer une race forte et belle en ne représentant que des types parfaits; par la glorification de l'athlétisme, ils façonnaient une jeunesse exercée et vaillante. A Delphes, à Olympie, les voies avaient pour bordure les statues des lutteurs, des coureurs, des conducteurs de chars, ou encore celles des hommes les mieux faits ou les plus grands, tel le géant Polydamas, fils de Nicias. Ce double courant — l'entraînement physique et l'éducation morale — donna naissance à un idéal qui (j'en appelle au témoignage d'Herbert Spencer) « incarna une puissance et une intelligence surhumaines », vingt siècles avant que Nietzsche inventât son « surhomme ».

Quelle cohésion imprimait à toutes les classes de la société l'édification d'un monument commun à la cité entière, comme le Parthénon d'Athènes; quelle fraternité se développait grâce à l'embellissement d'un sanctuaire national, tel qu'Olympie ou Delphes, on le devine sans que j'aie besoin de l'indiquer. Et comme les instincts ou intérêts particuliers en étaient réduits à se taire au milieu de ces efforts collectifs! — Voilà bien, cette fois, du socialisme et du meilleur!

S'il a exercé une action si profonde, c'est que l'art grec parlait une langue intelligible à tous, riches ou pauvres, savants ou illettrés, ouvriers, matelots, paysans. De même qu'un bon musulman n'estime sa conscience en repos qu'autant qu'il a visité la Mecque, de même un Grec libre, quelle que fût

sa condition, ne se croyait parfaitement heureux qu'après avoir admiré le *Jupiter Olympien* de Phidias.

Il arriva ainsi — ne perdons pas de vue ce point — que l'habitude d'admirer les mêmes chefs-d'œuvre, que cette communion dans le beau, rapprocha les classes de la société, nivela les rangs. N'est-ce pas précisément chez les peuples où l'art s'est montré le plus facilement accessible à toutes les intelligences, que le sentiment de l'égalité se trouve le plus répandu?

L'on ne saurait trop insister sur cette circonstance que l'intervention des artistes — la plupart, des hommes du peuple, restés plus intimement que les littérateurs en relations avec les masses — a réussi, plus d'une fois, à retenir le commun des fidèles dans des sentiments, dans des croyances, qui n'étaient plus celles du jour. Prenez le mythe de Psyché, tel que l'a exposé Apulée, et placez en regard les interprétations des sculpteurs ou des peintres : autant les unes offrent de conviction et de respect, autant l'autre offre de frivolité.

C'est que l'art, en dépit du principe d'immoralité qu'on lui reproche de contenir, doit à la difficulté ou à la lenteur même de la main-d'œuvre, parfois aussi au prix de la matière première, de conserver je ne sais quel caractère de solidité et de conviction, absent des faciles productions des poètes. On ne sculpte pas, à titre de passe-temps, une statue en porphyre ou en granit; on ne consacre pas des années à rassembler, — histoire de s'amuser, — les cubes microscopiques d'une mosaïque. Il y faut un intérêt majeur. En un mot, pour créer, le poète n'a besoin que d'une plume ou d'un stylet, d'un rouleau de papyrus ou d'une main de papier. Quelle autre mise de fonds ne comportent pas les matériaux indispensables au peintre, et surtout au sculpteur et à l'orfèvre!

Mais venons-en à cette beauté grecque, si immorale aux yeux de certains critiques modernes. La liste de ses méfaits n'est pas épuisée, tant s'en faut. Tout récemment, un artiste, dont je suis loin, bien au contraire, de nier le talent, l'a chargée d'une nouvelle iniquité : M. Raffaelli n'a-t-il pas soutenu que les Grecs ont commis le crime horrible, sans excuse, d'inventer le beau physique; que de cette invention diabolique sont résultés des malheurs effroyables, incalculables. Cet idéal de beauté physique, déclare M. Raffaelli, est une inégalité incompatible avec une démocratie qui ne veut que l'égalité parmi les citoyens... « Cet idéal a mis en dehors de l'amour, c'est-à-dire de la vie, des millions et des centaines de millions de pauvres femmes, qu'on dédaigna parce qu'elles avaient le nez trop long ou les jambes trop courtes, alors que ces enveloppes moins belles cachaient peut-être des trésors de beauté morale?... »

Le plaisant paradoxe! Une certaine Rachel, une certaine Bethsabé, une certaine Judith, n'étaient-elles point convoitées pour leur beauté longtemps avant qu'il fût question d'Aspasie ou de Phryné! Et voilà comme, aux approches du xxe siècle, les artistes traitent l'histoire!

A ces esthètes de Grecs, auxquels les moralistes modernes réservent toutes leurs rigueurs, opposons les Romains, gent grave, positive et utilitaire. Au risque de stupéfier l'un ou l'autre de mes lecteurs, j'affirmerai que nulle part ailleurs l'on n'assiste à une fusion, sinon peut-être aussi éclatante, du moins aussi solide de l'art et de la civilisation. De nos jours encore, est-il une seule des contrées ayant fait partie de cet Empire immense, qui ne proclame en indestructibles monuments de brique, de pierre ou de marbre, — thermes, forums, aqueducs, théâtres, — les principes de gouvernement ou de législation chers aux conquérants de l'ancien monde, leur souci du bien-être matériel, comme leur préoccupation de la culture intellectuelle, leur foi dans un idéal véritablement international!

Mais voici venir le moyen âge, à qui l'on reproche sans cesse son obscurantisme. Chez lui encore, nous trouvons l'affirmation la plus éloquente de la mission de l'art. De même que l'art romain, ou l'art grec, ou l'art égyptien, l'art du moyen âge s'est montré populaire par excellence, s'appliquant à consacrer les institutions, en leur donnant une forme visible et palpable, et faisant droit en même temps aux aspirations intimes des plus humbles d'entre les croyants. Chaque cité s'absorba, de longues générations durant, dans l'édification de ses remparts, de sa cathédrale, de son hôtel de ville, de tous ces monuments grandioses, formant un cadre destiné à retenir les citoyens, à leur inspirer l'amour de leur ville natale, à les remplir d'un légitime orgueil. N'est-ce pas le moyen âge qui a proclamé cette belle maxime : « les peintures des églises sont le livre des illettrés » (Concile tenu à Arras en 1025).

C'est ce qu'a bien compris l'illustre auteur de *Paix et Guerre*, d'*Anna Karénine*, de la *Sonate à Kreutzer*. Il a deviné, du fond des steppes, et mieux encore, au contact de l'École russo-byzantine, de tout temps si véritablement démocratique, la mission sociale de l'art pendant le moyen âge, son rôle comme éducateur des masses. Je suis assuré de me trouver d'accord avec lui en affirmant que l'Europe occidentale a méconnu, sans exception aucune, les services qu'un tel facteur est capable de rendre à la cause de l'éducation. La fixité des sujets et

des symboles, une fixité qui leur permet de pénétrer jusque dans le cerveau le plus étroit, n'a-t-elle été de tout temps, depuis l'empereur Justinien jusqu'à l'archimandrite actuellement en exercice dans n'importe quel couvent du mont Athos, le levier à l'aide duquel les imaginations populaires ont été soulevées (1)?

L'art de la Renaissance s'est partagé, avec son prototype l'art grec, les rigueurs de M. Brunetière. Désormais, le fait n'est que trop certain : la forme l'emporte sur le fond. C'en est fait de la propagande religieuse ou morale, et de toutes les revendications sociales que l'art du moyen âge avait formulées avec tant de rudesse, mais parfois aussi avec tant d'éloquence. Et cependant, ici encore, que de nobles exemples, que de hautes leçons, que d'incitations à tous les sentiments généreux! Je n'insiste pas : le lecteur me permettra de le renvoyer à quelques gros volumes où j'ai répondu, par avance, aux attaques de M. Brunetière.

Il était réservé au XVIIIe siècle, à la fois si frivole et si ardent, de révoquer en doute l'action moralisatrice de l'art. Aussi bien était-ce là le cadet des soucis d'un Watteau, d'un Boucher, d'un Fragonard! Sur ce point, M. Brunetière a mille fois raison. Est-il surprenant qu'il se trouvât alors un esprit faux, une âme généreuse, un homme horriblement malheureux, — j'ai nommé Jean-Jacques Rousseau — pour jeter l'anathème à l'art qui avait cessé de remplir sa mission de consolateur? Violent et absolu comme il l'était, Rousseau ne se contenta pas de mettre en cause les artistes de son temps, il engloba dans une commune réprobation l'art de tous les pays, de tous les temps. Heureusement, c'est jeu d'enfant que de réfuter le sophiste éloquent, et, plus encore, dangereux, qui a pesé d'un poids si lourd sur les destinées de l'Europe, que dis-je, sur celles du monde civilisé moderne. Le farouche citoyen de Genève — ce n'est pas pour rien que Calvin avait passé par là! — crut pouvoir établir une corrélation inéluctable, fatale, entre le progrès des arts et la dissolution des mœurs. Il regrettait la civilisation si rude des Perses, des Scythes, des Germains. Il s'attendrissait sur « ces toits de chaume et ces foyers rustiques qu'habitaient jadis la modération et la vertu »! Aux Romains, il reprochait d'avoir arrosé de leur sang la Grèce et l'Asie rien que pour enrichir des architectes, des peintres, des statuaires et des histrions.

En confondant ainsi le luxe avec l'art, Rousseau ne se doutait pas qu'autre chose est la vanité, flattée par la possession individuelle d'une statue ou d'un tableau de maître, d'un vase précieux, et autre chose la vue d'un monument public, grandiose ou majestueux.

Cette admiration mystérieuse et respectueuse, ce légitime orgueil, cette passion de la gloire, seraient-ils d'aventure étrangers à l'essor d'une cité, d'une société, d'une nation? Soutiendra-t-on, avec le misanthrope genevois, que la liberté et la vertu sont inconciliables avec l'art? Non, il n'est pas vrai que les préoccupations incessantes de la défense et de la conquête, que le courage militaire, l'emportent sur une propagande purement pacifique. L'érudition d'un écolier de sixième suffirait pour ruiner une telle thèse. Un exemple entre cent : Les plus purs chefs-d'œuvre d'Athènes, à commencer par le Parthénon, n'ont-ils pas pris naissance au lendemain des guerres Médiques, alors que la vaillante petite République venait de donner une si éclatante preuve de patriotisme? Mais le moyen âge, tant honni, procédait-il autrement? Partout, en France, en Allemagne, en Italie, les édifices les plus magnifiques coïncident avec l'essor du sentiment militaire. C'est au milieu des luttes les plus acharnées entre Guelfes et Gibelins que surgissent tant de cathédrales ou d'hôtels de ville : à Florence, à Sienne, en vingt autres lieux. Un souverain français, saint Louis, combat les Sarrasins en même temps qu'il construit la Sainte-Chapelle. L'excès de vitalité se traduisait à la fois par une recrudescence du patriotisme et par des fondations splendides.

Nous sommes donc autorisés à déclarer que si le patriotisme fléchit, si les mœurs périclitent, c'est en dehors de toute action de l'art : une société, à la fois enrichie et fatiguée, se jette sur cette forme de l'oisiveté ou de la vanité, tout comme elle se jetterait sur n'importe quelle autre; mettons le sport, les courses de chevaux, le cyclisme; elle l'asservit plutôt qu'elle n'en subit le joug.

Formulons cette autre loi : aux époques du déclin, l'art reçoit le contre-coup des mœurs publiques et devient l'auxiliaire de la corruption; dans la période ascendante d'une nation, il pousse aux suprêmes triomphes; l'inspiration étant son essence même, il se montre indolent, réfractaire même, vis-à-vis du mal, et seulement vivant et fécond lorsqu'il s'agit de favoriser la cause de la beauté ou du progrès.

L'expérience du passé, pour me résumer, nous apprend qu'une double mission incombe à l'art : il doit travailler à moraliser les contemporains et il doit léguer à la postérité des modèles destinés à éduquer à leur tour les générations les plus reculées. La conclusion qui se dégage, avec la dernière netteté, c'est que, là où la critique moderne ne voit qu'un dé-

(1) Le lecteur me pardonnera si, en regard des professions de foi si fermes ou si hautes d'un Tolstoï, je ne m'attarde pas sur la glorification de l'art pendant le moyen âge, récemment tentée par l'auteur de la *Cathédrale*. A chaque jour suffit sa peine. M. Huysmans, je lui en donne ma parole, ne perdra pas pour avoir attendu.

lassement intellectuel à l'usage des classes supérieures, l'antiquité, le moyen âge, et dans une certaine mesure aussi la Renaissance, avaient reconnu un inappréciable facteur pédagogique, social, économique. L'art officiel d'un Louis XIV ou d'un Napoléon Ier n'avait pas non plus d'autre objet.

V

Il est temps, il n'est que temps, que l'art intervienne de nouveau dans l'éducation du grand nombre. De même qu'il est dangereux pour une nation de s'occuper uniquement de statues ou de tableaux, — comme cela s'est vu chez les Grecs de la décadence ou chez les Italiens du XVIe siècle, — de même, il nous est interdit de sacrifier un auxiliaire si puissant.

Le législateur moderne, il faut le crier sur les toits, n'a pas fait à l'art la place qui lui revient, soit comme instrument d'éducation, soit comme instrument de propagande. Nous sommes en république, et cependant l'art reste inaccessible aux illettrés, tout comme aux deshérités de la fortune. Nous nous efforçons de faire pénétrer partout l'instruction et cependant l'État continue à prôner la théorie de l'art pour l'art. Il y a longtemps que Guyau reprochait aux artistes de contribuer à déprécier l'art « en le réduisant à une pure question de forme, de procédés et de savoir-faire ». Écoutons plutôt ces maîtres penseurs : « Une œuvre d'art, déclare Tolstoï, est belle en proportion directe du nombre d'hommes qu'elle intéresse. Les chefs-d'œuvre pour cénacles ne valent rien. Or, je vous le demande, où trouvez-vous dans votre Europe occidentale une seule tentative sérieuse pour intéresser le peuple par la peinture ou par la sculpture? Nulle part. Tout au plus pourrait-on citer, bien que je n'aime pas les idées qu'elle représente, l'imagerie de Lourdes; voilà tout! »

M. Brunetière, de son côté, affirme (p. 28) « que l'art qui n'a que lui-même pour objet... l'art qui ne compte pas avec les impressions qu'il est capable de faire sur les sens ou de susciter dans les esprits, cet art-là, si grand que soit l'artiste... tend nécessairement à l'immoralité ».

Voilà qui est parler d'or. Pour conquérir les sympathies populaires, il est indispensable que l'Idée et le Sentiment, trop longtemps sacrifiés, reprennent leurs droits à côté des prodiges du pinceau ou du ciseau ; il est indispensable que peintres et sculpteurs tiennent compte des aspirations, non plus seulement d'une élite, mais de la nation entière ; qu'ils se fassent les interprètes des instincts familiers aux couches profondes. Il se trouvera alors, de nos jours comme jadis, des maîtres qui, pour n'être restés étrangers à aucun des secrets du dessin ou du coloris, n'en sauront pas moins parler un langage susceptible d'être compris de tous. Sans sacrifier la dignité de leur art, ils s'attacheront à exalter, avec force et clarté, les sentiments qui dorment dans le cœur des plus humbles d'entre leurs concitoyens. Tout en faisant la part d'une aristocratie intellectuelle, ils s'efforceront de créer des chefs-d'œuvre dans l'admiration desquels les heureux de ce monde et les pauvres d'esprit pourront se rencontrer. N'avons-nous pas, sans chercher bien loin, le *Chant du Départ* de Rude sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile, ou le *Gloria Victis* de Mercié, ou la *Reddition de la garnison d'Huningue* de Detaille, ces pages qui respirent un patriotisme si généreux et qui sont comme une incitation permanente aux plus hautes vertus militaires!

Il dépend donc de nous que cette entreprise, noble, féconde, la réconciliation de toutes les classes de la société devant un idéal commun, soit réservée à notre époque. La tâche est ardue, elle n'est pas chimérique.

La notion de l'importance sociale et morale de l'art, longtemps obscurcie et comme oblitérée, vient d'être remise en honneur par la nation qui passait jusqu'ici pour particulièrement réfractaire. Chez nos voisins les Anglais, le culte de la beauté est en passe — M. de la Sizeranne en a fait la démonstration — de devenir une religion, une religion d'État. Écoutez plutôt : « La connaissance de ce qui est beau est le vrai chemin et le premier échelon vers la connaissance des choses qui sont bonnes et d'un bon rapport; les lois, la vie et la joie de la Beauté dans le monde matériel de Dieu sont des parts aussi éternelles et aussi sacrées de sa création que, dans le monde des esprits, la vertu, et dans le monde des anges, l'adoration. »

Qui parle ainsi? Platon, me direz-vous. Eh bien! non, c'est John Ruskin.

Grâce aux ardents efforts de Ruskin et de son groupe, le goût anglais, jadis le plus sauvage qui existât, s'est ennobli, s'est purifié. En voulez-vous une démonstration péremptoire : examinez les meubles qui s'étalent aux vitrines de nos tapissiers parisiens : la majorité provient aujourd'hui des bords de la Tamise.

Nos voisins d'outre-Manche n'ont donc pas seulement recueilli une satisfaction d'amour-propre ; ils ont encore fait une bonne affaire, et l'on avouera que les bonnes affaires et les progrès de la prospérité publique ne contribuent pas médiocrement à la solution du problème social.

En France, il y a quelque quinze ans, un ministre de l'Instruction publique, par une inspiration généreuse, essaya de son côté de faire pénétrer la notion

du beau jusque dans les écoles primaires, au moyen de la décoration murale et de l'imagerie scolaire. Une commission se mit à l'œuvre; des rapports furent rédigés. Puis d'autres préoccupations surgirent. *Pendent opera interrupta.*

Il est de notre devoir, à nous tous, depuis l'homme politique jusqu'au simple électeur, depuis les maîtres de l'art jusqu'aux plus humbles critiques, de rétablir le courant. Il suffirait qu'un ministre, un membre de l'enseignement, un artiste en vue, prît l'initiative pour que le sentiment unanime du pays répondît à son appel. Comment une idée si féconde, et qui s'impose si impérieusement, a-t-elle pu jusqu'ici rester confinée dans les limbes!

Ainsi compris, l'art exercera, non seulement une action, mais encore une mission sociale et morale, véritablement glorieuse. Il donnera à la vie la grandeur et la plénitude, en y mettant la tradition et le progrès. Les artistes, en un mot, accompliront leurs œuvres — pour me servir de la belle expression d'Anatole France — « en l'honneur des morts et dans la pensée de ceux qui naîtront ».

Jamais programme plus noble, plus fécond, saurait-il être proposé à l'initiative de la génération qui, sous peu, sera appelée à inaugurer le xxe siècle!

Eugène Muntz.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

M. Paul Deschanel.

Je sais bien qu'il a fallu la croix et la bannière pour asseoir M. Paul Deschanel au fauteuil de la présidence. L'y voilà assis tout de même et nous avons le droit désormais d'apprendre à la France que ses députés ont définitivement fixé leur choix sur celui d'entre eux dont l'élégance égale, si elle ne la dépasse pas, celle de M. le Président de la République. On a déjà signalé dans la tribune de Longchamp l'impeccable redingote de M. Deschanel. Soyez sûrs qu'elle a fait faire la grimace à M. Félix Faure, qui lui préférait sans doute l'austère soutane de M. Brisson. Toutefois, le jeune président de la Chambre ne portant pas la guêtre blanche, on se prend à espérer que ce conflit d'élégance n'aboutira pas à d'irrémédiables catastrophes. Satisfait de cet avantage et défiant, au surplus, toute concurrence pour le reflet inimitable de ses chapeaux, M. le Président de la République, si j'en crois ceux qui connaissent bien son âme, est décidé à ne pas sacrifier le repos de la France à un sentiment de jalousie, si légitime soit-il. Par tant de sagesse, M. Félix Faure s'acquiert un titre de plus à la reconnaissance de tous les bons citoyens.

Mais on peut craindre, hélas! que nos radicaux-socialistes n'aient pas un aussi méritoire souci du repos de la France et que, devant leur intransigeante vertu, toute la courtoisie et tout le dandysme de M. Paul Deschanel ne réussissent pas à trouver grâce. Rappelez-vous qu'ils traitèrent jadis Gambetta de Vitellius. En la pureté de leur cœur, M. Henry Maret et ce bon Tony Révillon ne pouvaient pas lui pardonner son cuisinier et sa baignoire. Nous avons depuis lors réalisé de sensibles progrès en invectives. On ne peut pas moins faire, je pense, pour M. Deschanel, que de le comparer à Héliogabale. C'est un choix qui s'impose. Et il nous semble probable qu'après qu'on lui aura fourni quelques renseignements historiques, M. Légitimus lui-même n'hésitera pas à approuver cette comparaison. Mais je me porte garant que M. Paul Deschanel ne fera ni à M. Légitimus ni à ses collègues, blancs ou noirs, la plus petite concession, la plus petite, vous m'entendez bien. Et si l'honorable M. Cadenat, cordonnier marseillais, proteste, on lui rappellera, en latin, que sa compétence ne saurait s'élever au-dessus de la chaussure!

*
* *

Il ne faudrait pas croire que M. Deschanel a été surpris par le choix dont il vient d'être l'objet. Sans doute, il en a témoigné une sincère gratitude à ses amis politiques; mais comme il ne peut ignorer ce qu'il doit à sa persévérance et à sa réserve, j'incline à croire qu'il a envisagé d'avance toutes les responsabilités que sa légitime ambition risquait de lui faire encourir. N'est-ce pas une particularité remarquable de la carrière parlementaire de M. Deschanel qu'il n'ait jamais été ministre? N'alléguez pas sa jeunesse! Vous savez bien que depuis les orages de Panama qui abattirent ou tout au moins endommagèrent nos vieux parlementaires, la mode fut aux jeunes ministres. M. Barthou avait-il trente ans lorsque M. Charles-Dupuy lui confia le ministère des Travaux publics? Je n'ignore pas qu'à chaque nouvelle crise ministérielle, il était d'usage de citer le nom de M. Paul Deschanel et que même, s'il en fallait croire certains journaux, lors de la formation du cabinet Méline, le nouveau président de la Chambre, à qui l'on offrait un autre portefeuille que celui qu'il désirait, aurait exhalé sa mauvaise humeur en une exclamation excessivement énergique. A Dieu ne plaise que nous ajoutions foi à d'aussi invraisemblables légendes! M. Deschanel laisse à d'autres le soin de déposer du sublime, selon l'expression d'Hugo, dans notre histoire parlementaire. La vérité est que le nouveau président de la Chambre, portant

plus haut ses visées, n'a pas voulu manquer de respect à son ambition en en trompant l'ardeur avec un pauvre petit ministère. Vraiment, on n'en peut vouloir à M. Paul Deschanel de nourrir une ambition un peu plus fière que celle de ce député dont on raconte qu'il rôde sans relâche autour de l'Élysée, durant les accouchements ministériels, dans l'espoir qu'on le viendra chercher sur le trottoir pour lui faire l'aumône d'un portefeuille !

L'ambition de M. Deschanel est tout à fait à l'image de sa personne. On sait que le sémillant député de Nogent-le-Rotrou ne rappelle en rien le Moïse de Michel-Ange. Assurément, il aurait de la peine à soutenir le monde sur ses épaules. Ce n'est pas un homme-canon. Grand et mince, pâle et souriant, il a plus de grâce que de vigueur. Sa moustache est distinguée et pimpante, nullement revêche ou belliqueuse. Et son ambition ressemble à sa moustache.

Puisque l'ambition paraît utile aux jeux des hommes sur cette petite planète et qu'il faut perdre tout espoir de nous ramener, soit à la sagesse contemplative du Bouddha, soit à la parfaite humilité de l'auteur de l'*Imitation*, une ambition plus âpre, plus robuste, faisant meilleur marché des apparences pour s'attacher énergiquement au fond des choses, me satisferait mieux, je le confesse, que celle qui fleurit en l'âme aimable de M. Paul Deschanel.

Certes, je ne vais pas jusqu'à accuser M. Deschanel de dilettantisme. L'accusation ne serait pas juste et de plus je craindrais qu'on n'en prît prétexte pour décider que le président de la Chambre est enclin au plus dangereux scepticisme ; mais il me semble que l'ambition de M. Deschanel est surtout extérieure, décorative et un peu artificielle. Ne vous semble-t-il pas qu'elle soit à l'ambition têtue, opiniâtre dont je parlais plus haut ce que la rhétorique est à l'éloquence ?

Voilà, à vrai dire, mon grief. Ah ! M. Dufaure avait des redingotes et des gilets qu'il serait impertinent de recommander à M. Deschanel, mais sera-t-il permis de lui proposer en exemple l'ambition franche, tenace, guerrière, et même un peu sauvage de cet illustre homme d'État ?

***

Ce n'est pas à dire que M. Paul Deschanel manque de vaillance. Il a fait ses preuves au cours de la dernière législature et le témoignage de confiance dont il vient d'être l'objet est précisément la récompense des services qu'il a rendus à son parti.

Depuis que la question sociale est posée devant le Parlement, M. Deschanel a combattu sans trêve le bon combat. Ni la dialectique de M. Jules Guesde, ni le lyrisme guerrier de M. Jaurès ne réussirent à le déconcerter ou à l'émouvoir. Il opposa à celui-là une réfutation méthodique, minutieuse, avec des citations, des documents et des chiffres et, sous les coups mesurés d'une éloquence qui ne laisse rien au hasard de ce qu'on peut lui enlever par le travail et la réflexion, on vit s'écrouler les féeriques architectures de celui-ci. Les rencontres oratoires de M. Deschanel et de M. Jaurès marqueront dans nos fastes parlementaires. Avec son visage fruste, modelé à la hâte, sa barbe et ses cheveux en désordre, ses joues gonflées et ses yeux flamboyants, M. Jaurès faisait songer au dieu Vulcain. Au milieu d'étincelles et de fumée, il forgeait avec une infatigable ardeur sa rhétorique sonore, admirable et vaine. Et quand il avait fini de parler, car, tout de même, il finissait, on voyait M. Deschanel gravir avec légèreté les degrés de la tribune encore humide de la sueur de Vulcain. On l'y sentait à l'aise tout de suite et je me demande s'il éprouva jamais ce frémissement intérieur par lequel se révèle la présence du Dieu et auquel, après cinquante ans d'expérience, M. Dufaure avouait ne pouvoir pas se soustraire. D'une voix caressante et nette qui s'échauffait peu à peu, sans jamais éclater en coups de tonnerre, il dissipait les fantasmagories de ses contradicteurs et défendait habilement et courageusement contre eux la propriété et la liberté. Bien que prompt à la repartie, vif et fin, M. Deschanel enveloppait quelquefois et entravait sa pensée dans les plis d'une phrase trop molle et trop lente. Il n'en est pas moins vrai que son éloquence fit honneur au Parlement et fut utile à son parti. Quand MM. Guesde et Jaurès siégeaient à la Chambre, on n'eût pu sans grand dommage se passer de la vaillante parole de M. Deschanel. Ils ne sont plus là, M. Deschanel peut donc se reposer au fauteuil de la présidence.

***

Si, dans les rencontres que je viens de rappeler, M. Deschanel a pu entreprendre, avec un grand applaudissement, la pertinente réfutation de la doctrine sociale de M. Jules Guesde, c'est qu'au lieu de se dépenser en misérables intrigues de couloir, il a su se réfugier dans sa bibliothèque et se faire dans le recueillement des opinions personnelles. Démentez-moi, si vous l'osez, mais je pose en fait qu'il n'y a pas, au Palais-Bourbon, une douzaine de députés mieux informés des questions actuelles et plus sensibles aux belles-lettres que M. Deschanel. Que voulez-vous, il ne pense pas que l'ignorance soit le commencement de la sagesse politique ! Il fut un temps où l'enthousiasme pouvait suppléer à tout. Les républicains, qui n'avaient pas encore connu l'épreuve difficile du pouvoir, se complaisaient en des rêveries farouches et ingénues. Ils conspiraient dans

l'ombre et, confiants en la vertu magique de certaines formules, méprisaient superbement les faits. Ce cycle héroïque du parti républicain est maintenant révolu. Il faut aboutir, selon la recommandation de Gambetta. Et cette recommandation est d'autant plus impérieuse et digne d'être méditée que l'on se rend compte, si l'on y veut réfléchir, que c'est l'efficacité des principes de la Révolution française que nous expérimentons. Par eux, c'est la philosophie du XVIIIe siècle qui est en jeu ; c'est l'esprit classique français dont la destinée même est remise en question.

Comment ne pas savoir gré à M. Deschanel d'avoir envisagé avec clairvoyance les responsabilités qui incombent, à l'heure présente, aux défenseurs des principes de 1789 ? Ils sont menacés à la fois par les individualistes qui repoussent toute intervention de l'État et par les collectivistes qui rêvent de supprimer du même coup la liberté et la propriété. M. Deschanel n'a pas jugé qu'il fût impossible de concilier la liberté avec la solidarité, le droit individuel avec le devoir social. Résolument, il a dénoncé l'intransigeance de la doctrine économique que l'on qualifiait jadis d'orthodoxe et qui, pour protester contre les prétentions du socialisme, se déclarait hostile à toute intervention de l'État. C'était s'exposer aux malédictions de M. Léon Say et des derniers défenseurs de la vieille économie politique. M. Deschanel fut proclamé hérésiarque. Mais il a su en prendre son parti, car il a foi dans la justice et dans l'efficacité de sa doctrine.

Il ne semble pas, en effet, que l'intervention de l'État soit nécessairement abusive. Ce dogme des économistes ne se justifie ni en droit, ni en fait, et M. Deschanel n'a pas eu de peine à démontrer dans ses discours et dans ses livres que la doctrine de Ricardo et de Bentham ne méconnaît pas moins que le système de Karl Marx l'idée du droit naturel, à laquelle il nous invite à revenir. Sans se dissimuler les objections que soulève cette idée d'un droit naturel, fondement idéal de toute législation sociale, je comprends qu'elle ait séduit l'esprit généreux de M. Deschanel. De toutes les fictions sous lesquelles tentent de s'abriter les législations positives, il n'en est pas qui fasse aux forces morales une plus large part. Et s'il est vrai, comme le pense M. Deschanel et comme nous le pensons avec lui, que la question sociale soit avant tout une question morale, n'est-il pas juste de s'inspirer, pour la résoudre, du droit naturel? Une telle conception est au droit fil de la tradition philosophique du siècle dernier. Par elle nous revenons aux idées d'où sortit la Révolution. Mais ce n'est pas seulement la piété républicaine qui y trouve son compte. La raison y trouve également le sien, car cette notion d'un droit naturel, que M. Deschanel s'efforce de dégager de l'amas de systèmes sous lesquels elle disparaissait, en même temps qu'elle justifie l'intervention de l'État, en précise la limite. Elle a pour but en effet d'assurer l'exercice de leurs droits à ceux qui n'en jouiraient pas en dehors d'elle, mais ces droits mêmes fixent sa limite et elle deviendrait abusive à partir du moment où, en se produisant, elle risquerait de leur porter atteinte.

Tel est le terrain où la liberté et la solidarité se peuvent rencontrer et concilier. M. Deschanel a été un des premiers dans notre Parlement qui s'y soit placé avec courage et persévérance pour combattre l'assaut du socialisme. Cette digue qu'il tenta d'élever au milieu de courants impétueux résistera-t-elle à leurs attaques? C'est le secret de l'avenir. Mais quel que soit le sort réservé à cette généreuse conception sociale, M. Deschanel n'a-t-il pas mieux fait de consacrer ses veilles à en préparer la défense qu'à chercher les moyens de renverser un ministère? Ceci ne laisse pas d'être plus facile que cela.

N'exagérons rien. Je n'entends pas dire que M. Deschanel a passé toutes ses nuits depuis quinze ans dans son cabinet de travail. M. Deschanel n'a pas prononcé de vœux monastiques. Voyons, même nos plus farouches socialistes auraient-ils la prétention d'empêcher M. Deschanel d'aller dans les salons? Car nous ne devons pas taire que M. Deschanel va dans le monde. Il préfère les salons aux brasseries. Il n'aime, je crois, ni la bière, ni le tabac. Une pipe lui fait peur. Cela, j'en conviens, est fait de mauvais sans-culotte. M. Deschanel est un mauvais sans-culotte! Mais il est des compensations à telle disgrâce. On m'assure que les dames les plus aristocratiques, comme dirait M. Georges Ohnet, goûtent infiniment les dissertations aimables et les spirituelles anecdotes du président de la Chambre. C'est un confesseur mondain, un casuiste subtil, un philosophe de bonne compagnie, qui condescend à mettre les théories sociales et politiques à la portée de ses interlocutrices. Vous n'ignorez pas qu'à la fin du siècle dernier, les philosophes se plaisaient auprès des dames. Ils savaient déjà qu'elles avaient les cheveux longs, mais ils ne s'étaient pas encore aperçus qu'elles eussent les idées courtes. M. Deschanel a le goût de faire revivre de nos jours toutes les traditions du XVIIIe siècle. Il y eut de bons Français, vous savez, qui, entre un sourire et un madrigal, faisaient des choses très sérieuses, quelquefois même héroïques ! M. Deschanel ne serait peut-être pas incapable de renouveler cette démonstration. Oserait-on nier, en tout cas, que son dandysme et ses bonnes grâces n'aient rallié quelques jolies femmes au gouvernement de la République? Voilà, assurément, ce dont M. Brisson ne s'est jamais pu vanter!



Très soucieux du bon renom du régime parlementaire, ferme et courtois, se faisant de ses nouvelles fonctions une très haute idée, on peut croire que M. Deschanel ne décevra pas les espérances de ses amis politiques. Sous le regard un peu mélancolique de M. Waldeck-Rousseau, et tandis que M. Ribot accorde sa guitare sentimentale, MM. Deschanel et Poincaré se sont constitués les gardiens du régime parlementaire. Ils ont besoin, dans l'accomplissement de leur tâche, de beaucoup de vigilance et de courage. Le concours de tous les républicains de bonne volonté leur est nécessaire. Ne le leur refusons pas.

Marcel Théaux.

UNE VICTIME DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE (1802) (1)

Documents de famille.

M. Hosten fut près d'une année encore à ignorer les tragiques événements qui se passaient en France; pour qui, sans cela, eût-il tremblé davantage? pour sa femme prisonnière, et qui, d'un moment à l'autre, peut avoir à gravir les degrés de l'échafaud? ou pour sa fille, cette charmante Pascalie, restée seule dans Paris, exposée aux pires dangers? Que va-t-elle devenir, en effet? à qui demander des secours? où trouver un appui?

Jetons les yeux sur les anciens commensaux de ses parents, et voyons ce qu'ils deviennent pendant cette fatale année 1794 :

M. de Merceron, son oncle, que le Comité de la section du Mont-Blanc croit à Paris est, en réalité, à Saint-Domingue depuis plusieurs mois.

Mme de Lamothe-Hosten, qui s'était réfugiée à Croissy-sur-Seine (2) où elle a marié sa fille, y est arrêtée et conduite à la prison des Carmes, le 21 avril, avec son gendre, M. de Croisœuil, et Désirée qui commence une grossesse.

Quant à Mme de Beauharnais, dénoncée avec Mme de Lamothe-Hosten et appréhendée à Paris, à la même date, elle est avec son amie aux Carmes où se trouve également interné le général de Beauharnais, qui sera guillotiné presque à la veille du 9 thermidor. D'Éprémesnil, lui, accusé par Fouquier-Tinville d'avoir, au temps de l'Assemblée Constituante, « osé conseiller aux représentants du peuple de se transporter, aux Tuileries, aux pieds du tyran et de l'infâme Antoinette pour les prier humblement d'oublier le passé ; » d'avoir « conspiré contre le peuple », participé à tous les complots pour massacrer les citoyens et les assassiner jusque dans le palais du despote », d'accord « avec les chevaliers du Poignard » (1), etc., est exécuté dès le mois d'avril.

La marquise Lefranc de Pompignan et la comtesse de Beaufort n'échappent pas davantage à la persécution. Leur dénonciateur paraît être un nommé Charles Vanesse, d'origine belge, « ci-devant homme de secours de la femme Beaufort » ainsi qu'il s'intitule lui-même, « actuellement comédien au théâtre républicain de la Gaieté ». Il les accuse, non seulement d'avoir reçu deux musiciens : Martini (2) et Hermann (3), « qui les qualifiaient de leurs titres quoique ce fût aboli par la loi », mais encore de s'être liées avec de « fameux aristocrates » tels que les abbés de Prague et de Faudoas (4), le comte de Mallet, la princesse de Rohan-Rochefort, etc., etc.

Mme Lefranc de Pompignan qui, en outre, a « entretenu des correspondances avec son mari émigré », subit, semble-t-il, plusieurs arrestations et un internement à Saint-Lazare; enfin, le 8 mai, on la voit encore transférée, de sa maison, rue Saint-Georges, à la prison de la section du Mont-Blanc.

Mme de Beaufort a été arrêtée à Versailles six semaines auparavant (21 mars) et conduite à Port-Libre où elle retrouve Mme Hosten.

Les prisonniers, qui se réunissent dans une pièce qu'ils nomment pompeusement *le salon*, mettent aussitôt son talent d'auteur à contribution.

Quand cette seconde Sapho,
Fait aussi retentir l'écho
Des doux sons de sa muse tendre,
De se laisser charmer, qui pourrait se défendre?

dit, en parlant d'elle, un poète du lieu.

Une seule personne reste à Mlle Hosten, c'est Mme de Boissonnière, sa tante et sa marraine, qui demeure rue Poissonnière et qui lui servira de mère pendant tout le temps qu'elle sera privée de la sienne.

Sans perdre de temps, les deux femmes vont trouver

(1) Voyez la *Revue* du 23 avril.

(2) Voir sur le séjour de Mme de Lamothe-Hosten et de la vicomtesse de Beauharnais à Croissy l'intéressant ouvrage de J.-Charles Bonnet, *le Village de Croissy-sur-Seine sous l'ancien régime;* Burdin, Angers, 1895.

(1) Arch. Nat., W. [illegible], n° [illegible].

(2) J.-Egide Martini, né en 1741, dans le haut Palatinat, composa des morceaux d'harmonie, de la musique d'église et plusieurs opéras.

(3) Jacques-Dominique Hermann, originaire d'une famille noble de Luxembourg, fils de l'organiste de la cathédrale de Metz, né dans cette ville le 4 novembre 1764, arrêté plusieurs fois, à Paris, pendant la Terreur « pour ses rapports avec les aristocrates et les émigrés », sauvé par le 9 thermidor, créé baron sous Louis XVIII. Mort à Paris, le 2 janvier 1852.

(4) L'abbé Pierre-Paul de Faudoas, né à Lalanne, le 1er avril 1750. Évêque de Meaux le 30 janvier 1805.

Hasly, le concierge de Port-Libre, elles le flattent, lui offrent de l'argent et obtiennent enfin de l'*incorruptible* personnage une carte qui leur donne accès dans l'intérieur de la prison.

Dès lors, quelque temps qu'il fasse, qu'il y ait ou non des troubles dans la rue, Pascalie apparaît à Port-Libre comme un ange consolateur régulièrement à la même heure. « Sa jeunesse et son sourire, écrit un détenu sur lequel elle a fait une vive impression, semblaient éclairer la triste cellule de sa mère et y apportaient comme un rayon de bonheur. »

Un jour, par caprice, le concierge barre la route à la jeune fille et refuse de lui laisser faire à Mme Hosten sa visite quotidienne : elle prie, elle conjure ; mais ni ses supplications ni ses larmes ne peuvent vaincre l'obstination du cerbère. Un prisonnier, c'est le discret adorateur de Pascalie, attiré par le bruit des éclats de colère de l'un et des sanglots de l'autre, assiste à la scène, en témoin invisible, dissimulé derrière une porte.

Comme par bonheur, dit-il, le geôlier me tournait le dos et que Mlle Hosten se trouvait précisément en face de moi, je ne tardai pas à en être aperçu. Plaçant aussitôt un doigt sur mes lèvres pour lui recommander de ne pas trahir ma présence, je lui fis, des yeux, un signe qu'elle comprit à l'instant.

Elle feignit de se résigner avec effort et de renoncer à sa visite. Comme elle faisait mine de s'en retourner, le geôlier, ne se doutant pas du petit manège qui avait eu lieu derrière lui, la quitta brusquement et s'éloigna en grondant.

Nous écoutâmes le bruit de ses pas se perdre au loin. Il ouvrit une porte, la laissa retomber avec fracas, puis plus rien... nous étions seuls! Je m'avançai alors vers la jeune fille et lui dis que, connaissant les détours de la maison, je pourrais, si elle voulait me le permettre, la conduire chez Mme Hosten sans que le geôlier en sût rien Pour toute réponse, elle leva vers moi des yeux encore humides de pleurs, dans lesquels se peignait toute sa reconnaissance.

Je pris alors, avec émotion, le bras de l'amie que le ciel me destinait et je la conduisis sur le sein de sa mère. Jamais cette scène attendrissante ne s'effacera de mon cœur.

Le prisonnier qui vint au secours de Mlle Hosten avec tant d'opportunité était un receveur général des Finances de Picardie et d'Artois, âgé de trente-trois ans et nommé Gabriel d'Arjuzon.

Arrêté comme tous ses collègues qui attendaient en prison la revision de leurs comptes, il est accusé d'avoir été « d'intelligence avec le roi et la reine, au moment de la fuite à Varennes », d'être « au mieux avec les suspects » et de « manquer de confiance envers les sans-culottes ». De plus, circonstance aggravante, il est fils de fermier général.

Mme Hosten, dit-il, n'était pas pour moi une inconnue : à deux ou trois reprises, avant la Révolution, nous nous étions rencontrés dans les mêmes salons. Son air bon et intelligent, la distinction de ses manières, sa tristesse habituelle, tout en elle était fait pour attirer la déférence et la sympathie.

Je saisis la première occasion de renouveler connaissance avec elle, et, m'étant mis avec empressement à sa disposition, je fus assez heureux pour pouvoir lui rendre quelques légers services.

Quant à Pascalie, c'est à peine, lit-on dans ses notes, s'il a échangé avec elle des saluts et quelques propos insignifiants.

Je m'intéressais de loin à Mlle Hosten, admirant son courage, sa bonne grâce, sa piété filiale... il était, il est vrai, impossible de rien voir de plus touchant que le dévouement infatigable de cette jeune fille qu'aucun obstacle ne rebutait jamais et qui, depuis l'entrée de sa mère en prison, n'avait pas manqué un seul jour de venir la visiter.

Depuis que M. d'Arjuzon a servi si à propos de cavalier à Pascalie, ses relations, avec la mère et la fille, deviennent plus fréquentes et « grâce à cette intimité, dit-il, nous apprîmes à nous connaître davantage... Mlle Hosten me traita avec amitié, nous causâmes souvent ensemble et elle s'ouvrit à moi avec abandon et confiance. Je fus à même d'apprécier toutes ses vertus, sa douceur, son naturel charmant, son esprit si fin, ses talents sans prétention. Dès lors, ma destinée fut fixée et je m'attachai à elle pour toujours. »

Mlle Hosten n'a pas laissé, elle, la relation de ses impressions; toutefois il est facile de présumer que M. d'Arjuzon ne lui est pas indifférent, car, le 24 pluviôse (12 février), veille du jour où, suivant un décret de la Convention, il quitte Port-Libre pour être maintenu en état d'arrestation dans sa maison, elle consent à devenir sa fiancée, en présence de Mme Hosten qui, profondément émotionnée, leur donne, en pleurant, sa bénédiction à tous deux. Le 27 germinal (16 avril), un nouveau décret de la Convention force Mlle Hosten à s'éloigner de Paris, elle en est au désespoir et se retire, avec Mme de Boissonnière, à Massy, près d'Antony, chez M. de Lieutaud, que ses parents, semble-t-il, ont connu à Saint-Domingue.

Pendant ce temps, M. d'Arjuzon est prisonnier dans son hôtel, rue d'Aguesseau.

J'ai eu la bonne fortune, dit-il, de tomber sur des gendarmes d'humeur assez accommodante : comme ces derniers s'ennuyaient fort de rester ainsi des journées entières enfermés dans ma maison, j'obtins d'eux, aisément, qu'ils me conduisissent quelquefois à Massy, ce qui me procurait le bonheur de passer quelques douces heures auprès de ma fiancée.

M. d'Arjuzon avait promis de veiller autant qu'il serait en son pouvoir, sur M[me] Hosten, aussi ne manque-t-il pas d'écrire à la fille de celle-ci, pour lui donner des nouvelles, quand il ne peut aller la voir. Pascalie a conservé précieusement un de ces billets, comme un souvenir du triste temps de ses fiançailles ; le voici.

Gabriel s'adresse, à la fois, à la tante et à la nièce :

Je vous renouvelle, mes chères amies, l'assurance de mon fidèle attachement. Ma santé est bonne, j'ai besoin de savoir des nouvelles de la vôtre.

Vous travaillez toujours à la moisson, ma petite sœur, c'est très bien. Mais vous avez plus de courage que de forces, ménagez-vous.

Pensez toujours à votre frère qui sans cesse est occupé de vous.

Nos amies se portent bien.

G...

Cette lettre est datée du 23 thermidor (10 août). Robespierre, à cette époque, est renversé, et, avec sa mort, la Terreur a pris fin ; mais les prisons ne se vident qu'après de longues formalités.

Le 7 fructidor (24 août), le Comité de Sûreté générale arrête enfin que « la citoyenne Hosten sera mise en liberté et que les scellés seront levés sur ses effets (1) ».

Quant aux Receveurs généraux détenus dans leurs demeures, ils ne verront cesser la surveillance dont ils sont l'objet que lorsque le Comité des Finances aura statué sur leurs comptabilités.

Enfin, écrit M. d'Arjuzon, le 13 brumaire (3 novembre), je viens d'obtenir ma liberté et la levée de mes scellés, aussi qu'un *quitus* du Comité de l'examen des comptes, qui atteste l'exactitude de l'administration de feu mon père et de la mienne...

***

La vie commence à reprendre son cours avec l'année 1795, et les communications, longtemps interrompues entre la France et les autres pays, se rétablissent. C'est alors que M. Hosten reçoit des nouvelles de sa femme et de sa fille qui lui racontent leurs tribulations passées et lui demandent son consentement pour l'union projetée avec M. d'Arjuzon.

Ce consentement, Pascalie l'obtient sans difficulté : son contrat est signé le 29 germinal (18 avril). Elle apporte en mariage le bel hôtel de la rue Saint-Georges estimé 200 000 francs, représentant la moitié de sa dot, et la cérémonie religieuse a lieu dix jours plus tard.

Les églises étant fermées, dit M. d'Arjuzon, le salon de ma belle-mère servit de chapelle et la bénédiction nuptiale nous fut donnée par M. l'abbé de Goyon, grand vicaire de l'archevêque de Rennes ; nous nous rendîmes ensuite à l'Hôtel de Ville de Paris pour le mariage civil ; puis nous partîmes, ma femme et moi, nous enfermer dans notre terre de Louye (Eure).

Le printemps et l'été s'écouleraient paisiblement au château de Louye, où M[me] Hosten est bientôt allée rejoindre le jeune ménage, si les nouvelles que l'on reçoit de Saint-Domingue n'étaient aussi alarmantes.

La consternation, écrit M. Hosten, règne dans toute la colonie. Depuis 1794, le fameux chef noir, Toussaint Louverture, est à la tête des révoltés. Il a chassé une armée anglaise envoyée de la Jamaïque au secours des blancs et toutes les places françaises tombent successivement au pouvoir des nègres dont l'attitude menaçante s'accentue chaque jour davantage. L'on s'attend à des massacres comme ceux qui ont eu lieu au Cap précédemment, etc., etc.

Enfin arrive une dernière lettre :

La situation n'étant plus tenable dans ce malheureux pays, je me décide à partir pour Londres avec d'autres colons ; nous irons demander aide et protection à l'Angleterre qui s'est engagée à nous prêter main-forte contre ces hordes de brigands...

Cette lettre, malgré les tristes nouvelles qu'elle renferme, est accueillie avec joie par M[me] Hosten et sa fille qui y voient le présage du retour du cher absent. En effet, l'année 1795 n'est pas encore écoulée que M. Hosten arrive inopinément à Louye.

Ma femme et ma belle-mère étaient dans le ravissement de le revoir, et moi, je fus fort heureux de faire enfin sa connaissance, écrit M. d'Arjuzon.

Mon beau-père était un être excellent sous ses dehors froids, plein de cœur, enthousiaste dans ses affections, mais qui avait le caractère extrêmement vif. Il adorait sa fille, et celle-ci lui devait une éducation très soignée...

Je le fêtai de mon mieux à son arrivée à ma terre et, lorsque nous fûmes de retour à Paris, nous donnâmes un bal en son honneur...

Une toile de prix, une fine miniature et des notes, malheureusement trop brèves, nous permettent d'ajouter quelques touches au portrait qu'ébauche M. d'Arjuzon et d'essayer de dépeindre M. Hosten tant au physique qu'au moral.

Certes, sa physionomie n'est pas banale : c'est un homme de haute taille, au corps souple et vigoureux, aux traits accentués, à la mine hautaine et sévère. Son regard perçant dénote l'intelligence, sa bouche, aux contours fermes, aux lèvres serrées indique une énergie, une volonté peu communes ;

(1) Arch. Nat., F. 7. La vicomtesse de Beauharnais, qui avait perdu son mari sur l'échafaud, était sortie de prison le 19 thermidor. Une fois dehors, elle s'employa activement à tirer de peine M[mes] de Lamothe-Hosten, de Croisœuil et le mari de cette dernière ; tous trois quittèrent les Carmes le 22 thermidor.

toute sa personne, en un mot, semble faite pour le commandement et la domination. Avec cela il est fort homme du monde, élégant, beau cavalier, dilettante à ses heures, lettré, spirituel et disert, grand amateur de luxe, de sport, de plaisirs de tous genres et surtout maître de maison accompli.

Très généreux, ayant une grande largeur de vue, il ne peut souffrir la mesquinerie en rien et pousse le faste de son existence jusqu'à la prodigalité : « Tu trouves mes idées étroites », lui disait humblement sa femme, effrayée quelquefois de la hardiesse de ses entreprises.

Que d'étonnements attendent M. Hosten à son retour à Paris ! Combien peu, en effet, la France de l'Ancien régime ressemble à la France du Directoire ! Tout n'y est-il pas changé ? non seulement la forme du gouvernement, mais les idées, les goûts, les habitudes, les modes ? La nouvelle république aspire à ressusciter les mœurs de l'antiquité grecque et romaine, et les costumes sont la marque extérieure de l'orientation des esprits. Aujourd'hui, les femmes copient, dans leurs ajustements, les statues des déesses du paganisme et revêtent de légères tuniques qui laissent les épaules ainsi que les bras nus et dessinent les formes du corps comme des draperies mouillées. On ne voit que peplums et chlamydes, que chemises à la prêtresse, que robes à la Minerve, à la Diane, à la Flore... Mme d'Arjuzon, elle-même, lorsque son mari donne le bal dont il est question plus haut, « est vêtue d'un *habit grec* » et « apparaît comme Vénus au milieu de l'Olympe » (1). Quant aux hommes, leur mise négligée, chiffonnée, rappelle la rusticité des modes anglaises : leur tête émerge, ébouriffée, d'une volumineuse cravate de mousseline, ils tiennent à la main un bâton noueux et l'appellent leur « pouvoir exécutif ».

Obligé, à cause de la rigueur des temps, de mettre en location son hôtel de la rue d'Aguesseau, M. d'Arjuzon habite, à présent, avec sa jeune femme, une maison plus modeste qu'il possède rue Caumartin, n° 776.

C'est là qu'il donne son bal du 29 pluviôse an IV (18 février 1796).

Depuis Thermidor, la danse est le divertissement le plus à la mode : la société, si longtemps sevrée de toute jouissance, éprouve, en quelque sorte, le besoin de prendre sa revanche et recherche le plaisir avec frénésie. Malheureusement, les ressources sont minces, la plupart des salons gardent leurs portes fermées et l'on en est réduit à se contenter des fêtes payantes de Tivoli, des hôtels Marbeuf, de Thélusson, de Richelieu, où les mondes sont fort mêlés.

Un particulier donne-t-il une soirée, c'est un événement parisien, et chacun veut prendre sa part de cette rare aubaine ; aussi se dispute-t-on les invitations : « Comme tu as dû, écrit à M. d'Arjuzon un de ses amis, être assiégé de postulants pour ton bal : les Beauharnais, les La Moussaye, Mlles de Colbert, Rillet, de Monmerqué, » etc., etc.

Cet ami : M. de la Touche (1), n'a pu assister à cette soirée, mais on lui en a fait le fidèle récit qu'il nous a conservé dans une lettre adressée à M. d'Arjuzon :

Léon, Mazier et Pillet, m'a-t-on dit, présentaient les liqueurs fraîches et les pâtisseries chaudes... Étaient-ils en bonnets, en grandes vestes, en culottes et en bas blancs ? Si tu as manqué à cela, tu as manqué à l'*essentiel* de ton bal. — Wenbherque et Bécarre au buffet... Avaient-ils le tablier retroussé et le grand couteau à la Beauvilliers (2) ? — A minuit, quinze petites tables servies élégamment... Voici le moment, me suis-je dit, où les adorateurs, les complaisants, les aimables et surtout les *faméliques* vont bien jouer leur rôle. — A deux heures, on a servi le punch romain et français... que je suis donc arriéré ! je n'en connais pas la différence. Alors, on dansait des anglaises et la galopade... *la galopade !!!* le tout admirablement mené par l'orchestre entraînant de Vincent. — A huit heures, il y avait encore plus de soixante personnes et les quinquets finissaient (3)...

Quatre années passent, Mme d'Arjuzon a donné le jour à deux enfants : le 13 février 1797 est né son fils aîné, Pascal, dont Mme Hosten est la marraine, et sa fille, Gabrielle, est venue au monde le 12 novembre 1798. Au commencement de 1800, elle se trouve de nouveau enceinte.

Pendant ce temps, M. Hosten, au lieu de jouir paisiblement de la vie de famille retrouvée, se débat au milieu des difficultés de tous genres. Homme à grandes illusions, il a voulu, dès son retour en France, rétablir sa maison sur le pied qu'elle occupait avant la Révolution. Sans tenir compte des dépenses disproportionnées aujourd'hui avec ses revenus, il entretient une écurie considérable et, détail qui donne une idée du reste, n'emploie pas, à Paris, dans son jardin rue Saint-Georges, moins de sept jardiniers à la fois.

Sa fortune, cependant, se trouve bien amoindrie par le fait des dernières guerres coloniales d'abord,

(1) Cette robe [illegible] livres en assignats, environ [illegible] francs de notre monnaie actuelle.

(1) Georges-Julien du Bois de la Touche, chevalier de Saint-Louis, né en 1760.

(2) Célèbre restaurateur du Palais-Royal.

(3) Le bal avait occasionné une dépense de 230000 livres en assignats, soit 1154 francs de notre monnaie actuelle (l'orchestre de Vincent se payait 60 francs ; la note du tailleur de M. d'Arjuzon s'élevait à 105 francs ; les quinquets, l'allumeur et l'huile revenaient à 4[illegible] francs).

puis à cause des nouvelles mesures adoptées par le Directoire qui oblige les « habitants-propriétaires à donner le quart de leurs revenus nets à la République et à abandonner l'autre quart aux cultivateurs » ; de plus, entraîné par une générosité excessive, il est venu, dans de larges proportions, au secours de plusieurs de ses amis ruinés par la Révolution, et jamais ceux-ci ne l'ont remboursé : « Ils n'ont pas l'air de penser à acquitter leurs dettes, et ils ne se doutent pas que leur indifférence à cet égard me rend le plus malheureux des hommes », écrit M. Hosten à Mme d'Arjuzon le 4 août 1798.

Je traîne ici des jours remplis d'amertume, — lit-on quelques mois plus tard dans une autre lettre, — il vaut donc mieux que je retourne à Saint-Domingue et le plus tôt possible ; ne me retenez pas davantage, mes bons amis, je vous en conjure, je serai bientôt revenu, et, avec quelque temps de séjour là-bas, tout le mal sera réparé.

Puis, avec une humilité que l'on n'eût guère attendue de ce caractère fier et altier, M. Hosten fait à sa fille le touchant aveu de ses torts :

Je me sens d'autant plus malheureux que je le suis par ma faute et que je m'adresse mille reproches. Si j'avais fait de prudents calculs, de sages économies, notre position serait encore fort brillante. Je n'aurais pas eu besoin de repartir ; il eût suffi que j'envoyasse, sur l'Habitation, un agent pour me représenter. A présent, je n'ai plus le choix, je dois réparer mes erreurs et travailler moi-même pour raccommoder mes affaires... il le faut absolument. Fais-moi seulement l'amitié, chère petite, de ne pas t'affliger de ce qui me regarde : ta grossesse, ton bonheur, et celui de ton mari, les sources de joie que vous trouvez en vous et dans les gages de votre amour réciproque font ma consolation. N'est-ce pas déjà assez pour moi de ne pouvoir contribuer à votre aisance, à votre bien-être !...

* * *

Lorsque M. Hosten débarque à Saint-Domingue où il a tenu à se rendre malgré les instances de sa femme et de ses enfants, une ère de prospérité commence pour la colonie.

L'ancien esclave, Toussaint Louverture, intelligent et subtil, a compris qu'il n'aurait chance de satisfaire son ambition qu'en s'appuyant sur la France. Il profite donc de l'ascendant qu'il a su prendre sur les hommes de sa couleur pour réprimer les révoltes, sauver la vie au gouverneur, le général Laveaux, tombé aux mains des insurgés, et rétablir la paix entre les nègres et leurs anciens maîtres ; services que le Directoire récompense en le nommant successivement général de brigade, général de division et général en chef des armées de Saint-Domingue avec le titre de lieutenant du gouverneur.

Cette élévation rapide, Toussaint la doit surtout à son caractère ferme et décidé, car il ne possède ni génie, ni valeur morale.

Agé de cinquante-sept ans, élevé dans l'esclavage, il n'a reçu qu'une instruction des plus sommaires ; son éloquence est nulle, sa diction embarrassée ; cependant on le reconnaît comme maître, sa grande force est d'avoir deviné que les noirs veulent un chef et un chef de leur couleur.

La suprématie sur ses semblables ne suffit pas à Toussaint, il veut aussi avoir les blancs pour obligés et n'épargne rien pour les gagner à sa cause. Il remet les planteurs en possession de leurs propriétés et de leurs esclaves, force les cultivateurs épars, et jusqu'aux nègres eux-mêmes, à se livrer à la culture, rend au commerce son ancienne activité et ramène enfin la confiance dans les esprits.

M. Hosten a donc pu reprendre, sans perdre de temps, la direction de ses affaires, et travaille à leur rendre l'extension de jadis. Il a des représentants de tous côtés : à Port-au-Prince, à Philadelphie, à la Nouvelle-Angleterre, à Londres, etc., etc.

Je fais, — écrit-il à sa fille le 16 avril 1800, — tout ce qui est dans mes facultés actives et intellectuelles pour réparer, conserver, reconstruire, etc., et je bénis le ciel d'avoir eu le courage d'entreprendre ce voyage...

Ces nouvelles mettent un peu de baume dans le cœur de Mme Hosten désolée de cette séparation, et que sa fille ainsi que son gendre entourent de tendresses et de soins. Sa grande joie, ce sont ses petits-enfants, chaque jour plus gentils, et au nombre de trois à présent.

Malgré sa timidité vis-à-vis de son mari et la délicatesse de sa santé, elle s'occupe aussi très activement des intérêts laissés en France par M. Hosten et l'en entretient régulièrement, avec la sagacité d'un homme d'affaires expérimenté.

Je te demande en grâce, mon bon ami, — dit-elle après lui avoir mis plusieurs comptes sous les yeux, — de ne pas m'en vouloir de traiter de sujets aussi ennuyeux, c'est mon attachement pour toi et mon désir de t'être utile qui me font agir ainsi... Que je voudrais prendre pour moi la peine et te savoir sans inquiétudes et heureux ! Ah ! si cela dépendoit de ma volonté, ton sort feroit bien des envieux !...

L'année 1801 commence paisiblement à Saint-Domingue : Toussaint Louverture, par une lettre datée du 13 février, annonce au gouvernement français l'entière pacification de l'île. Rien ne fait donc présager les catastrophes prochaines.

Mais en juillet 1801 Toussaint se décide à jeter le masque de fidélité qu'il gardait vis-à-vis de la France : les titres de général en chef des armées de

Saint-Domingue et de lieutenant du gouverneur ne le contentent plus. Pourquoi n'aurait-il que le second rang? L'exemple de Bonaparte lui a tourné la tête. Le 1er juillet, il se fait élire gouverneur de l'île et président à vie, avec le droit de se choisir un successeur, ainsi que de nommer à tous les emplois. Il donne une nouvelle constitution au pays et, le 14 juillet, annonce au Premier Consul ce pas hardi vers l'indépendance.

Bonaparte, qui voit que « le plus riche joyau de notre ancien empire colonial (1) » va nous échapper, n'écrit pas à Toussaint, mais lui prépare une réponse par les armes. Il fait équiper une flotte de 54 navires et en confie le commandement à son beau-frère, le général Leclerc, afin qu'il aille rétablir, à Saint-Domingue, la suprématie de la France.

C'est le signal de la reprise des hostilités pour l'infortunée colonie : la guerre se rallume plus implacable que jamais et les massacres de blancs recommencent avec une barbarie nouvelle.

Tout ce que notre imagination peut se représenter de férocité assouvie, d'horreurs exercées sur des femmes, des enfants, des êtres faibles et souffrants, raconte un témoin oculaire, ne peut donner une idée des monstruosités commises sous mes yeux à Saint-Domingue... Ce que nous lisons, avec horreur, dans les romans et dans les poésies terribles, ne sont que des jeux d'enfants à côté de ce que nous avons vu dans les Antilles...

Avec la guerre, les communications ont été, de nouveau, interrompues entre Saint-Domingue et la France. Mme Hosten, retirée dans un petit château qu'elle possède à Vitry, est dans une mortelle inquiétude.

J'ai attendu pour t'écrire, — dit-elle à sa fille, — jusqu'à ce jour, ma chère et bonne Pascalie, dans l'espoir que je pourrais te donner des nouvelles de ton papa ; le vent étant très favorable pour faire entrer les navires, je m'attendais à chaque instant à ce que le télégraphe nous annonçât quelque chose de Saint-Domingue. Il est bien silencieux et cela me désole!...

Que peut-il être arrivé à ton cher papa? Sa tendresse nous est connue, il ne nous oublie pas plus que nous ne l'oublions, j'en suis sûre... Le silence absolu que l'on garde à son sujet est effrayant! un homme de son caractère ne reste pas invisible, il est trop remuant, trop connu pour qu'on ne parle pas de lui. — Je me perds en conjectures, je ne sais plus que penser, je n'ai d'autres ressources que de m'abandonner à la Providence et de me soumettre à la volonté de Dieu...

L'escadre française, prête enfin à appareiller en décembre 1801, arrive, le 28 janvier 1802, en vue de la côte orientale de Saint-Domingue.

Sans perdre de temps, on essaie de parlementer avec les révoltés et de leur faire connaître une proclamation du Premier Consul qui exprime, à leur égard, les dispositions les plus bienveillantes. On est reçu à coups de canon!...

Devant l'impossibilité de s'entendre avec de pareils forcenés, les chefs de l'expédition se réunissent pour tenir conseil : ils décident de partager leurs forces de terre et de mer en trois divisions et d'attaquer l'île sur trois points différents.

Deux corps d'armée sont dirigés sur le Cap et le Fort-Liberté, tandis que le contre-amiral Latouche est chargé d'en faire débarquer, à Port-au-Prince, un troisième commandé par le général Boudet. Toutefois, avant d'opérer sa descente, ce dernier, à deux reprises différentes, envoie encore des parlementaires aux insurgés pour les engager à se soumettre ; mais ceux-ci repoussent toute tentative de conciliation. Ils mettent en arrestation un grand nombre de blancs et déclarent qu'ils assassineront leurs otages et livreront la ville aux flammes, si les vaisseaux qui portent les troupes françaises s'approchent seulement de la côte.

Le 16 pluviôse an X (4 février 1802), toute espérance de soumission étant évanouie, — lit-on dans une dépêche de l'amiral Villaret-Joyeuse au ministre de la Marine et des Colonies, — le débarquement fut effectué de la manière la plus prompte et dans le meilleur ordre... Le général Boudet marcha aussitôt sur la ville et offrit encore aux rebelles le pardon et les bienfaits du gouvernement. On lui répondit par un feu continuel de canon et de mousqueterie. Le chef de son état-major et deux de ses aides de camp furent blessés à ses côtés, ainsi qu'un nombre trop considérable de nos braves soldats. Aussitôt, le vaisseau l'*Argonaute* commença à foudroyer l'ennemi, et les grenadiers de la 58e s'élancèrent dans les retranchements, les emportèrent à la baïonnette et pénétrèrent dans la ville.

A sept heures, le général Boudet était maître absolu de la ville et de tous les forts... L'impétuosité de nos troupes et le succès rapide de leur première attaque ont sauvé le Port Républicain (Port-au-Prince) des flammes qui devaient le consumer.

Cependant, les nègres ne perdent pas de vue leur vengeance (1). Un de leurs chefs, le mulâtre Lamartinière, avait reçu l'ordre de s'assurer de tous les blancs de la ville pour les tuer à l'arrivée des Français ; mais à peine commençait-il ses arrestations qu'il fut attaqué et que ses hommes furent culbutés après un léger combat. Il s'échappa pourtant, et ce ne fut pas sans avoir eu le temps de s'emparer de 600 blancs, dont il se fit suivre et qu'il

(1) Avant 1789, Saint-Domingue exportait pour 160 millions de produits. — L'habitation Hosten, pour sa part, avait, en 1789, rapporté 255 436 francs. Dans l'année, on y avait vendu pour plus de 30 000 francs de café, 313 barriques de sucre brut à 104 fr. 82 la barrique, 235 barriques de tafia à 88 francs la barrique, etc.

(1) La famille possède une Histoire manuscrite, très complète et bien écrite, de la Révolution de Saint-Domingue ; elle n'est malheureusement pas signée, mais on l'attribue à M. de Merceron, neveu de Mme Hosten.

voulait, disait-il, conduire à *leur papa*, à *leur protecteur*, Toussaint...

M. Hosten, qui se trouvait à Port-au-Prince au moment de l'arrivée des troupes françaises, était au nombre de ces prisonniers et fut emmené avec ceux-ci à la Croix-des-Bouquets. Ils y firent une courte halte, puis le général noir Dessalines, qu'ils y rencontrèrent et qui se dirigeait sur l'Arcahaye pour y mettre le feu, prescrivit au mulâtre de les conduire du côté de la rivière de l'Artibonite.

Ils reprirent donc leur pénible marche, mais, « arrivé aux Crochus, Lamartinière commanda à ses nègres de massacrer les prisonniers qui lui restaient encore et dont le nombre ne se montait plus qu'à 450 environ, les autres étant parvenus à s'échapper ».

M. Hosten se trouvait parmi ces derniers, lui aussi avait pu réussir à s'évader. Il apprit que les Français s'étaient rendus maîtres de Port-au-Prince et erra pendant longtemps dans la campagne, cherchant son chemin, au milieu de l'obscurité, pour gagner la ville. Mais la fatalité s'acharna après le fugitif : il fut rencontré par une patrouille de noirs révoltés, et lapidé !...

Même au milieu de son affreux supplice, M. Hosten conserva, paraît-il, une attitude pleine de noblesse et de fermeté, sa force d'âme ne l'abandonna pas un seul instant et il fut soutenu jusqu'à la fin par une énergie presque surhumaine (1).

* * *

Ce fut à M. de Merceron, neveu de Mme Hosten, qu'échut la pénible mission d'annoncer à cette dernière la mort de son époux.

Après lui avoir écrit deux fois, il lui disait le 10 avril 1802 :

Ma très chère tante,

Deux lettres, que je vous ai écrites antérieurement à celle-ci, ont dû vous apprendre la mort affreuse du meilleur des maris, les circonstances qui l'ont accompagnée et le courage de mon brave oncle dans ses derniers moments.

Je crains fort que ces lettres ne vous soient pas parvenues, mais je ne reviendrai pas sur ces tristes détails, cela me serait trop pénible et, d'ailleurs, la voix publique ne vous en aura déjà que trop appris...

Avant nos désastres, votre habitation était dans la situation la plus brillante; sans les événements terribles qui viennent d'accabler la colonie, votre fortune était réparée et vous n'aviez plus que des jouissances à attendre.

A présent, ma chère tante, combien la scène a changé pour vous ! Vos bâtiments ont été brûlés, excepté, dit-on, votre moulin et votre guildiverie, et vos cannes ont été dévorées par les flammes. Quand pourra-t-on réunir vos cultivateurs dispersés et aller remuer ces cendres! Quelle mise dehors pour réédifier, et où trouver les avances nécessaires? Je suis épouvanté de cette perspective!...

Si vous pouviez, par vos connaissances, faire recommander au général Leclerc vos propriétés et celui en qui vous remettrez votre confiance, vous agiriez très sagement; en ce cas vous m'enverrez les lettres de recommandation que vous aurez pu vous procurer et je les remettrai moi-même (1)...

Mme Hosten, on le voit, en plus du deuil cruel qui la frappait, perdait aussi sa fortune.

Poussée, par une généreuse imprudence, à prendre à sa charge, du vivant de son mari, une partie des dettes que celui-ci avait contractées, elle se trouva, à la mort de M. Hosten, dans l'impossibilité de faire face à ses engagements.

Il fallut alors procéder à une vente juridique de tout ce qu'elle possédait; mais, d'un commun accord, M. et Mme d'Arjuzon rachetèrent ses meubles, effets, etc., afin de les lui rendre et y joignirent une rente annuelle qui lui assura une existence modeste il est vrai, mais aisée.

Ils durent encore, pour désintéresser les créanciers et liquider la situation, faire d'autres sacrifices pécuniaires et se rendre acquéreurs, pour la somme de 245 000 francs, des maisons que M. Hosten possédait rue Saint-Georges et réduites alors à cinq.

L'hôtel Hosten (rue Saint-Georges) se trouvant vacant, M. d'Arjuzon vint y habiter avec sa femme et ses trois enfants.

Quant à Mme Hosten, elle prit un appartement rue des Mathurins; mais, malgré les soins empressés de sa fille et de son gendre, les caresses de ses petits-

(1) Le frère cadet de M. Hosten mourut assassiné également le même jour à Verette (île de Saint-Domingue).

1 M. Hamot, gérant de l'habitation Hosten, donne aussi de curieux détails, dans une lettre datée de Port-au-Prince, le 16 mars 1802, et adressée à M. d'Arjuzon : « ... Les provinces du Nord et de l'Ouest sont totalement incendiées, à l'exception de la ville de Port-au-Prince, qui a été préservée des flammes par la grande vigilance que le général Boudet a mise à faire sa descente. La majeure partie de la population blanche et les *anciens libres* ont péri par le fer des assassins. Après avoir réduit en cendres les villes et les bourgs, ils se sont retirés dans les plaines et les mornes, emmenant avec eux les hommes, les femmes, les enfants. J'étais au nombre des prisonniers qu'ils firent à la paroisse de l'Arcahaye. Ils ne me laissèrent pas seulement le temps d'entrer dans ma case pour y prendre des vêtements. Je fus arrêté, lié, garrotté et conduit à la digue des Matheux, où je trouvai une vingtaine de blancs, comme moi liés et garrottés. Au bout de huit jours, on nous mena à la montagne des Matheux où nous étions gardés à vue, attendant à tout moment la mort. Heureusement, on ne vint pas les attaquer, c'eût été le signal de notre exécution. De là, on nous conduisit à la montagne des Cahots, autour de l'Artibonite, où nous servîmes, pour ainsi dire, de domestiques à ces noirs. Ayant été envoyé, avec un autre prisonnier, pour chercher de l'eau, je profitai de l'occasion pour m'évader et me rendis, après dix heures de marche, dans le camp français... »

enfants si aimés cependant, la pauvre femme, le cœur à jamais brisé, ne put se rattacher à la vie.

Sous le coup de tant d'émotions successives, la maladie, qui depuis de longues années la faisait souffrir et qui, semble-t-il, avait son siège au foie, s'aggrava rapidement : le 8 décembre 1804, elle s'éteignit doucement entre les bras de ses enfants, à l'âge de cinquante-neuf ans.

M[me] Hosten était morte à Paris, rue des Mathurins ; ses obsèques furent célébrées à l'église de l'Assomption, sa paroisse, le 9 décembre.

« Nous regrettâmes beaucoup ma belle-mère si bonne, si parfaite pour nous et que nous aimions tant... » dit son gendre.

M[me] d'Arjuzon puisa, dans son amour pour son mari et pour ses enfants, le courage de surmonter son chagrin, mais les nombreuses épreuves qu'elle avait traversées laissèrent leurs traces sur son visage qui, depuis lors, resta comme voilé de mélancolie. Elle ne pleurait pas, car, suivant une juste remarque de Balzac, « la Révolution avait laissé aux femmes de l'ancienne monarchie peu de larmes dans les yeux » ; mais, tout en conservant pour les siens un cœur aussi chaud, une affection aussi dévouée, elle se renferma extérieurement dans une amabilité froide que les étrangers prirent souvent pour de la hauteur et qui, en réalité, tenait à ce que cette vaillante nature s'était désormais interdit toute expansion, afin de ne pas exposer à la curiosité des indifférents tant de tristes et chers souvenirs.

C. d'Arjuzon.

SUIVONS-LE [1]

Nouvelle.

VIII

Le temps qui depuis le matin avait été brûlant commençait à se couvrir. Au nord-ouest flottaient de petits nuages sombres couleur de cuivre rouge, qui semblaient annoncer un orage. Entre eux le ciel brillait d'un bleu foncé, mais on pouvait facilement prévoir que les nuages se réuniraient et envelopperaient bientôt tout l'horizon. En attendant, le soleil les couronnait de festons d'or et de feu. Sur la ville et sur les collines qui l'entourent s'étendait une bande de ciel serein, en bas l'air était immobile.

Sur le plateau élevé qu'on nomme Golgotha, de petits groupes attendaient çà et là et s'étaient placés bien avant que le cortège ne sortît de la ville. Le soleil éclairait une grande bande de rochers vide et stérile. Le ton général uniforme et gris perle tranchait sur les fissures et les éclats de roche qui paraissaient d'autant plus sombres que le soleil couvrait la plaine de ses rayons ardents. Au loin, on voyait de hautes collines et enveloppées d'une vapeur bleue.

Plus bas, entre les murs de la ville et le plateau du Golgotha s'étendait une plaine couverte de rochers. Là, dans les fissures où s'était amassée quelque peu de terre fertile, on pouvait voir des figuiers aux feuilles rares et grêles. Par-ci, par-là, on voyait des maisonnettes aux toits plats attachées comme des nids d'hirondelles aux murs de pierre et des tombeaux d'une blancheur éclatante. Comme on était à l'approche des fêtes de Pâques, une foule d'habitants étaient arrivés de la province et l'on voyait un camp qui fourmillait d'hommes et de chameaux, des cabanes et des tentes dressées autour des murs de la ville.

Malgré l'animation habituelle, une certaine tristesse régnait dans tout cet espace où l'éclat éblouissant du soleil rayonnait sur les pierres grises des rochers. L'écho lointain du tumulte de la ville venait s'éteindre là en un murmure vague.

Des groupes d'hommes isolés qui s'étaient rendus le matin sur le Golgotha marchaient sans cesse vers la ville d'où le cortège allait sortir dans quelques minutes. La litière d'Antée apparut escortée d'une dizaine de soldats du préteur qui avaient pour mission de lui frayer un passage au milieu du peuple et de protéger les étrangers contre les injures de la foule fanatique qui les détestait. Derrière la litière, venait Cinna sous la protection du centurion Rufilus. Antée semblait être plus tranquille et moins alarmée de l'approche du milieu de la journée. Ce que le préteur lui avait dit du jeune Nazaréen éloignait sa pensée de sa propre maladie. Il se passait en elle quelque chose qu'elle ne pouvait comprendre. On voyait dans le monde beaucoup de gens qui mouraient aussi tranquillement que le bûcher qui s'éteint quand le bois achève de brûler. Mais c'était ici la tranquillité produite par la hardiesse ou par une soumission philosophique à l'inévitable nécessité d'un passage de la lumière aux ténèbres, d'une vie active à une existence en quelque sorte nébuleuse, incertaine et vague. Personne jusqu'ici n'avait béni la mort, personne n'était mort avec cette assurance inébranlable que la véritable existence, le bonheur donné par un être tout-puissant et infini commencent seulement après le cercueil ou le bûcher.

Celui qu'on allait mettre en croix le proclamait comme une vérité incontestable. Non seulement cet enseignement frappait Antée, elle le considérait

1 Voir la *Revue Bleue* du 4 juin.

comme la source unique de la consolation et de l'espérance. Elle savait qu'elle aussi allait mourir et une tristesse immense l'envahissait. Que lui réservait la mort? La nécessité de se séparer de Cinna, de son père, du monde, de l'amour. Si encore elle pouvait emporter avec elle, quand ce ne serait qu'un peu de souvenir d'amour et de bonheur, elle trouverait en elle la force de se soumettre à la mort.

Elle apprenait tout ce que la mort pouvait lui donner. Et qui prêchait cela? Un homme étrange, un prophète, un philosophe qui enseignait que l'amour est la plus grande vertu, qui bénissait ses bourreaux quand ils allaient le mettre en croix. Et Antée pensait : Pourquoi donc leur dit-il que la croix sera pour lui la seule récompense? Les uns veulent le pouvoir, lui ne l'a pas brigué, il est resté pauvre. Les autres recherchent le luxe, des palais, des festins, les vêtements de pourpre, des colliers, des chars ornés d'ivoire et de nacre, lui a vécu comme un pasteur au milieu de son troupeau. Il a prêché l'amour, la pitié, la pauvreté, il n'a donc pas été méchant et n'a pas sciemment trompé les hommes.

S'il a dit la vérité, sa mort sera bénie comme la fin du néant terrestre, comme l'échange d'un peu de bonheur pour un bonheur plus grand, comme la lumière pour des yeux éteints, comme les ailes sur lesquelles on s'élèvera vers la demeure de la félicité éternelle!

Et Antée comprit ce que signifiait le sermon sur la résurrection.

L'esprit et le cœur de la pauvre malade s'attachèrent de toutes leurs forces à cet enseignement. Son père lui avait dit souvent que seule une vérité nouvelle pouvait retirer l'humanité affaiblie des ténèbres et des liens qui la retenaient, et cela, c'était la vérité nouvelle. Elle triomphait de la mort.

Le cortège sortit des portes de la ville pour se rendre au Golgotha, et de la hauteur sur laquelle était arrêtée la litière d'Antée, on pouvait tout voir, même les plus petits détails. La foule était énorme, mais elle semblait disparaître dans la vaste étendue du désert. Des portes de la ville sortaient des flots pressés de gens et ceux qui attendaient aux portes rejoignaient les autres en chemin.

A côté d'eux des enfants couraient çà et là. Les vêtements blancs des hommes et les mouchoirs rouges et bleus des femmes donnaient au cortège un aspect bizarre. Au milieu étincelaient les armes des guerriers romains. Le bruit confus des voix s'étendait au loin et devenait de plus en plus fort.

Le cortège approchait; les premiers rangs commencèrent à se ranger sur la colline. La foule se pressait pour voir de plus près et pour ne rien perdre des détails du supplice, mais les soldats qui escortaient les condamnés la repoussaient avec force. Au premier rang se trouvaient surtout des enfants à moitié nus portant des morceaux d'étoffe autour des reins. Ils avaient la tête rasée avec deux boucles sur les tempes, le visage basané, des yeux bleuâtres; ils poussaient des cris perçants.

Derrière les enfants, sur la colline se pressait la foule. Tous les visages étaient enflammés par le mouvement et par l'attrait du spectacle, mais sur aucun d'eux on ne pouvait apercevoir de traces de compassion. Les sons criards des voix, la rapidité des paroles et la rareté des mouvements étonnèrent Antée, habituée cependant au bavardage des Grecs et à la vivacité de la foule. Ces gens causaient entre eux comme s'ils étaient prêts à se jeter les uns sur les autres et criaient comme s'il se fût agi de leur salut.

Le centurion Rufilus, près de la litière, donnait à Antée des explications à voix basse et d'un air entendu. De nouveaux groupes sortaient en foule de la ville. C'étaient les riches habitants de Jérusalem qui se tenaient de côté, loin du bas peuple, puis les paysans que la fête avait attirés à la ville avec leur famille, les laboureurs avec leur besace sur l'épaule, de bons bergers étonnés vêtus de peaux de chèvre. Les groupes de femmes se mêlaient à eux, femmes du peuple, paysannes, d'autres encore aux vêtements bigarrés avec les cheveux, les sourcils et les ongles teints, parées avec élégance de colliers, de pièces de monnaie et répandant au loin l'odeur du nard.

A la fin, le Sanhédrin apparut, et au centre, Anne, vieillard au visage d'aigle et aux paupières rouges, puis le gros Caïphe avec une coiffure à deux cornes et une tablette dorée sur la poitrine. Derrière eux venaient des Pharisiens qui traînaient les pieds et qui à dessein se heurtaient dans le chemin à tous les obstacles; d'autres Pharisiens, la tête ensanglantée, se frappaient la tête contre les murs ou se courbaient comme s'ils étaient prêts à porter sur leurs épaules les péchés de tout le peuple. Une gravité revêche et une fureur froide les distinguaient de la foule bruyante.

Le visage de la jeune Antée, sur lequel la mort avait déjà mis son empreinte, ses traits, qui ressemblaient plutôt à une ombre qu'à ceux d'une créature vivante, attiraient vers elle l'attention générale. La foule la regardait d'une manière si importune que les soldats étaient obligés de repousser les plus audacieux. La haine et le mépris pour les étrangers se montraient ici, et pas un visage ne témoignait de la pitié pour la pauvre malade, mais plutôt la joie de voir que la victime de la maladie ne pouvait échapper à un dénouement fatal. Antée comprit seulement alors pourquoi ces gens exigeaient que l'on crucifiât un prophète qui prêchait l'amour.

Le Nazaréen se montra tout d'un coup à elle comme

s'il était de ses proches et comme s'il lui était cher. Il allait mourir et elle aussi. Après sa condamnation rien ne pouvait le sauver. L'arrêt rendu semblait les réunir dans la fraternité du malheur et de la mort. Seulement, lui, il allait à la mort avec la croyance à une vie future, tandis qu'elle n'y croyait pas.

A ce moment, le bruit augmenta, au loin un sifflement, un cri retentissant, puis tout retomba dans le silence. On entendit le bruit des armes et le pas lourd des légionnaires. La foule s'agita, s'entr'ouvrit et le détachement des soldats qui escortaient les condamnés se rangea près de la litière d'Antée. Les soldats marchaient d'un pas lent et régulier devant et derrière les condamnés. Au milieu d'eux, on voyait trois croix qui paraissaient flotter en l'air parce que ceux qui les portaient fléchissaient sous leur poids.

On pouvait voir facilement que le Nazaréen ne se trouvait pas parmi ces trois hommes. Les visages de deux des condamnés portaient des traces visibles du vice et du crime, le troisième plus âgé était un simple paysan. Vraisemblablement, les soldats romains l'avaient obligé à porter la croix à la place d'un autre. Le Nazaréen marchait derrière la croix accompagné de deux gardes. Il portait un manteau de pourpre jeté par-dessus ses vêtements et avait sur la tête une couronne d'épines sous laquelle suintaient des gouttes de sang. D'autres coulaient sur son visage, d'autres sur son front semblables aux baies de l'églantier ou aux grains de corail d'un chapelet. Il était pâle et marchait lentement, avec peine et comme en hésitant. S'avançant au milieu des railleries de la foule, il semblait plongé dans des pensées dépassant les limites du monde visible, et comme s'il était séparé de la terre, il n'entendait pas les cris de haine. Ses yeux exprimaient le pardon et la compassion célestes qui surpassent la compassion et le pardon des hommes. Il était déjà entré dans l'éternité, élevé au-dessus du niveau du mal terrestre et affligé de toute l'affliction du monde.

— Tu es la vérité, murmura Antée d'une voix tremblante.

Le cortège passait tout près de la litière et s'y arrêta même une minute, les soldats ayant de la peine à se frayer un chemin. Antée put apercevoir alors le Nazaréen à quelques pas d'elle. Elle voyait le reflet rougeâtre que projetait son manteau sur son visage pâle et diaphane. La foule se ruait vers lui, entourait de ses rangs épais les soldats qui se serraient pour protéger le condamné contre la fureur du peuple. On voyait les mains tendues, les poings fermés, les yeux presque sortis de leurs orbites, les dents brillantes, les barbes en désordre, les bouches écumantes vomissant l'anathème. Et lui, les regardant comme s'il eût voulu dire : « Que vous ai-je fait ? » levait les yeux au ciel et priait.

— Antée, Antée, dit Cinna.

Mais Antée n'avait pas l'air d'entendre. De grosses larmes coulaient de ses yeux. Elle se leva en tremblant et devant cette foule, sous l'empire de la pitié, de la compassion et de l'indignation, elle arracha les fleurs de jacinthe et de pommier et les jeta sous les pieds du Nazaréen.

Celui-ci tourna vers elle son visage pâle, et ses lèvres remuèrent comme s'il eût voulu la bénir. Antée se rejeta sur les coussins de sa litière. Elle se sentait pénétrée de lumière, de miséricorde, d'espérance, de bonheur et murmurait encore :

— Tu es la vérité.

On emmena le condamné vers l'endroit où étaient assujettis dans une fente de rocher les trois poteaux qui devaient servir à retenir les croix. Antée pouvait voir le pâle visage du Nazaréen et sa couronne d'épines. On commença par attacher les deux bandits aux croix placées des deux côtés. La troisième croix était au milieu, et au sommet on avait fixé une tablette blanche qui vacillait sous l'action du vent. Quand les soldats s'approchèrent du Nazaréen, ils lui enlevèrent ses vêtements, la foule cria : « Roi, ne te laisse pas faire ! Roi, où sont tes troupes ? Défends-toi ! » Et c'était des explosions de rires, il semblait que la plate-forme rocailleuse allait voler en éclats sous les transports de ces rires violents. Pendant ce temps, on avait renversé le condamné à terre pour pouvoir lui attacher les mains à la traverse de la croix et l'élever ensuite avec elle contre le poteau.

A ce moment, un homme qui se tenait près de la litière d'Antée et qui était vêtu d'une simarre blanche cria d'une voix forte et désespérée :

— J'avais la lèpre et il m'a guéri ; et c'est lui qu'on crucifie !

Le visage d'Antée devint pâle comme un linge.

— Il l'a guéri, tu entends, Caïus, lui dit-elle.

— Rentrons, fit-il.

— Non, je resterai ici.

Un désespoir profond envahit Cinna, en songeant qu'il ne pouvait pas appeler chez lui cet homme pour qu'il guérît Antée.

Les soldats, assujettissant les mains du condamné par des clous, commencèrent à frapper à coups de marteau. On entendait le bruit sourd du fer contre le fer, puis le bruit clair des clous, qui traversant la chair, entraient dans le bois. La foule faisait silence pour jouir des gémissements du Nazaréen, mais il restait muet et l'on n'entendait que les sinistres coups de marteau.

Le travail achevé, le corps du supplicié fut élevé

avec la traverse. Le centurion romain, d'une voix monotone, donnait les ordres, un des soldats se mit à fixer sur le poteau les pieds du Nazaréen.

Les nuages, qui depuis le matin roulaient dans le ciel, cachaient maintenant le soleil. Les collines et les rochers jusqu'alors éclairés par une lueur intolérable s'assombrirent tout d'un coup. La lumière du jour commença à diminuer. Une obscurité de mauvais augure, couleur de cuivre, enveloppait les environs et devenait de plus en plus épaisse à mesure que le soleil s'avançait derrière les nuages amoncelés. Un vent brûlant souffla d'abord, puis se calma tout à coup: l'air était étouffant.

Soudain ces reflets rougeâtres devinrent noirs, des nuages sombres comme la nuit commencèrent à couvrir de leurs immenses tourbillons le peuple et le Golgotha tout entier. L'orage s'approchait, tout respirait l'angoisse.

— Rentrons au logis, dit de nouveau Cinna.

— Je veux le voir encore une fois, répondit Antée.

L'obscurité enveloppait les corps exposés sur les croix et Antée fit approcher sa litière de l'endroit du supplice. Elle leva les yeux. Sur la croix, le corps du crucifié paraissait enveloppé de clarté. Sa poitrine était agitée par une respiration pénible, mais sa tête et ses yeux étaient dirigés vers le ciel.

Dans les nuages, on entendait de sourds grondements; l'orage commençait. Le tonnerre roulait avec un fracas assourdissant, puis semblait se précipiter dans un gouffre sans fond. Il éclata enfin si violemment que la terre trembla dans ses fondements.

A ce moment, un éclair bleu d'une grandeur immense déchira les nuages, illumina le ciel, la terre, les croix, les armes des soldats et la foule inquiète, agitée et entassée comme un troupeau de brebis.

Après cet éclair, l'obscurité se fit encore plus intense. Ceux qui étaient venus ensemble et qui s'étaient perdus dans la foule s'appelaient les uns les autres. Par-ci, par-là, on entendait des voix alarmées :

— Oh! n'ont-ils pas crucifié un innocent?

— Il annonçait la vérité.

— Il ressuscitait les morts.

Quelqu'un s'écria :

— Malheur à toi, Jérusalem!

Un autre disait :

— La terre a tremblé.

Et les voix de la foule se turent ou plutôt se perdirent dans le sifflement du tourbillon qui s'élevait avec une fureur inouïe et qui, enlevant les vêtements, les dispersait dans la plaine.

— La terre tremble! cria de nouveau la foule.

Les uns se mirent à courir, la peur clouait les autres sur place. Ils restaient stupéfaits ayant perdu toute idée et ayant seulement conscience qu'il se passait quelque chose de divin.

Puis lentement les ténèbres se dissipèrent. Le tourbillon avait chassé les nuages. La lumière devenait de plus en plus vive, le rideau de nuages sombres se déchira. A travers les fentes coulait sur la terre un faisceau de rayons et le calme se rétablit.

La tête du Nazaréen penchait sur sa poitrine, il était pâle comme de la cire, les yeux étaient fermés, les lèvres bleues.

— Il est mort, murmura Antée.

A cet instant, un centurion effleura de sa lance le côté du supplicié. Chose étrange, l'apparition du soleil et cette mort semblèrent impressionner la foule. Elle se rapprochait du lieu du supplice, les soldats ne la repoussant plus. Une voix dit :

— Descends de la croix, descends de la croix.

Antée considérait encore une fois cette tête pâle et penchée, et elle se disait doucement, comme à elle-même :

— Est-ce qu'il ressuscitera?

Elle voyait bien que la mort avait déposé des taches bleues sur ses yeux et sur ses lèvres. Elle regardait ces mains étendues, ce corps immobile qui s'affaissait, et malgré cela sa voix exprimait le doute et l'espérance.

Un doute non moins grand déchirait l'âme de Cinna. Il ne croyait pas que le Nazaréen dût ressusciter, mais il croyait que s'il eût été vivant, lui seul aurait pu guérir Antée.

La foule augmentait de plus en plus auprès de la croix; quelques-uns crièrent d'un ton moqueur :

— Descends de la croix, descends de la croix!

— Descends, répéta Cinna avec le désespoir au fond de l'âme, guéris-la et prends ma vie.

Le ciel s'éclairait. Les montagnes étaient encore enveloppées de brouillard, mais il n'y avait plus un seul nuage sur le Golgotha et sur la ville. La tour d'Antonin étincelait comme un second soleil. Des troupes d'hirondelles volaient dans l'air rasséréné; Cinna donna l'ordre aux porteurs de la litière de retourner à la maison.

Le milieu du jour était déjà passé. En approchant de sa demeure, Antée dit :

— Hécate ne s'est pas montrée aujourd'hui.

Cinna l'avait déjà remarqué.

IX

L'apparition ne se montra pas non plus le jour suivant. La malade était extraordinairement animée parce que Timon était arrivé de Césarée. Très inquiet de la santé d'Antée, effrayé par les lettres de Cinna, il avait quitté Alexandrie à la hâte pour voir encore

une fois sa fille unique. L'espérance se glissait de nouveau dans le cœur de Cinna, mais il craignait d'espérer en vain.

La santé d'Antée s'améliorait, ses forces revenaient et lorsque le milieu du jour s'était passé heureusement, alors dans ses yeux brillait une lueur d'espérance. Quelquefois, elle comptait ce jour comme un jour heureux et priait son mari de le marquer.

Le jour de l'arrivée de Timon promettait d'être brûlant; mais le matin était assez frais, le ciel n'avait pas le plus petit nuage et la terre était inondée d'une teinte si azurée que tous les objets paraissaient bleus. Antée demanda qu'on la portât sous son pistachier favori pour que, de la colline sur laquelle il était situé, elle pût jouir de la vue du paysage ensoleillé. Cinna et Timon ne s'éloignaient pas de la litière, épiant les moindres changements du visage de la malade qui exprimait une attente inquiète. Ce n'était pas pourtant cette angoisse mortelle qui l'enveloppait habituellement aux approches de midi. Aujourd'hui, ses yeux brillaient d'un éclat plus vif et ses joues se coloraient d'un léger incarnat. Cinna se disait qu'Antée pouvait guérir et il avait envie de se prosterner et de bénir les Dieux; puis de nouveau, son cœur se serrait en pensant que ce n'était peut-être que le dernier feu d'une lampe prête à s'éteindre. Pour fortifier son espérance il regardait Timon, mais celui-ci avait les mêmes pensées et il évitait les regards de Cinna. Personne ne faisait allusion à l'approche de midi, mais Cinna observait l'ombre à chaque instant et remarquait, le cœur serré, qu'elle était de plus en plus courte.

Ils étaient assis plongés dans de mélancoliques pensées. Antée sur sa litière découverte, la tête appuyée sur un oreiller de pourpre, respirait avec délices les frais parfums que le vent de la mer lui apportait de l'occident, mais vers midi ce zéphyr s'affaiblit et la chaleur devint plus forte. Les buissons de nard brûlés par le soleil répandaient des parfums pénétrants, des papillons bigarrés voltigeaient sur les buissons d'anémones. De petits lézards se glissaient hors des fentes des rochers. Tout était calme et reposait sous l'influence de la lumière et de la chaleur.

La malade fermait les yeux comme dans un léger sommeil, un léger soupir s'exhalait de temps en temps de ses lèvres.

A ce moment Cinna remarqua que son ombre perdait sa forme allongée et tombait verticalement à ses pieds.

Il était midi.

Antée ouvrit les yeux et murmura d'une voix étrange :

— Caïus, donne-moi la main.

Il se leva brusquement et tout son sang se glaça, le moment de la fatale apparition approchait.

— Vois-tu l'apparition? ajouta Antée, quelle lumière l'enveloppe et remplit l'air, comme elle oscille, comme elle s'agite ! Elle vient vers moi.

— Antée, ne regarde pas, dit Cinna.

Mais, ô prodige! Le visage de la jeune femme ne manifestait aucune expression d'effroi. Ses lèvres étaient ouvertes ainsi que ses yeux et une joie infinie illuminait ses traits.

— Une colonne de lumière vient à moi, dit-elle. Je le vois, c'est lui, c'est le Nazaréen. Il sourit. Qu'il est doux!... Qu'il est miséricordieux!... Il tend vers moi ses mains sanglantes. Caïus, il m'apporte la santé, la délivrance et m'appelle à lui...

Cinna pâlit affreusement et répondit :

— S'il nous appelle, suivons-le.

. . . .

Dans un sentier rocailleux conduisant à la ville, Ponce Pilate apparaît. On peut voir à son visage qu'il apporte une nouvelle, sans doute quelque invention de cette foule crédule et ignorante. Et de loin, il leur crie en s'essuyant le front :

— Figurez-vous que ces gens prétendent qu'il est ressuscité!

SENKEVITCH.

Traduit du russe par E. Gagnault.

L'ADMINISTRATION COLONIALE ANGLAISE [1]

On a écrit et on a dit de notre administration coloniale tout le mal imaginable. Ceux qui ont visité nos possessions, ceux qui les ont étudiées, ceux qui les habitent, pourraient vous confirmer que l'on a peu exagéré. Il est indiscutable qu'une réorganisation, ou plutôt une organisation est nécessaire; voici, à mon avis, sur quelles bases elle peut s'édifier pour obtenir le bon gouvernement, à bon marché, de nos colonies.

Vous avez souvent entendu répéter à propos d'une entreprise de n'importe quel genre qu'elle n'est bonne que lorsque se présente l'homme capable de la mener à bien; la formule est : « Tant vaut l'homme, tant vaut l'affaire. » S'il est un cas où cela soit vrai, c'est assurément à propos de l'administration des colonies, où le contrôle est à peu près impossible, où les surprises sont nombreuses, où par conséquent l'administrateur doit avoir une grande valeur personnelle.

Un peuple pour qui tous les problèmes prennent

(1) Extrait de la conférence faite à la Sorbonne le 5 juin par M. Gabriel Bonvalot, sous ce titre : *la France de demain*.

la forme d'affaires nous semble avoir atteint l'idéal autant qu'il est permis. Je vous esquisserai en quelques mots le procédé. Il est fort simple; il résulte d'une profonde connaissance de l'homme, il est génial.

Le service civil des Indes anglaises est recruté et organisé de telle sorte que l'on peut le considérer comme une association fondée sur le principe de la participation aux risques et aux bénéfices, c'est-à-dire de la responsabilité complète, qui est le meilleur moyen d'obtenir de l'homme l'emploi complet de ses facultés pour un but déterminé. Voyons comment s'opère le recrutement des employés du service civil de l'Inde qui est l'orgueil de l'Angleterre. Permettez-moi de citer un colonial anglais de haute valeur et de grande expérience. Il est depuis très longtemps passé en maxime, dit-il, au sujet de l'emploi des fonctionnaires européens dans les branches les plus importantes du service, que la première sélection des jeunes gens ne doit pas se faire dans l'Inde, mais appartenir aux autorités d'Angleterre, et qu'une fois ce premier choix opéré, ces autorités n'ont plus à intervenir en rien dans leur carrière. C'est un *fait historique que l'application de cette règle est la cause véritable de la réputation d'intégrité des fonctionnaires de l'Inde, et qu'elle a, plus que tout le reste, contribué à les préserver de l'influence des partis politiques.*

On expédie le surnuméraire dans l'Inde où il est soumis à un stage aux côtés de ses futurs chefs. Il étudie plusieurs des dialectes de l'Inde, son histoire, sa géographie, ses lois et coutumes. Puis, il passe des examens très sérieux, et s'il y satisfait, il est enfin considéré comme incorporé dans l'*Indian civile service.* Il choisit, soit la branche judiciaire, soit la branche exécutive, et, à dater de ce jour, il n'a plus aucun rapport avec l'*Indian office* de la Métropole, qui serait chez nous le ministère des colonies.

Le fonctionnaire est astreint à des séjours d'au moins cinq ans dans la colonie, car il doit avoir le temps non seulement d'acquérir de l'expérience, *mais de l'utiliser.* Il est bien logé, bien payé. Il a toujours à sa disposition des sanatoria confortables pendant la mauvaise saison. Quand on lui donne des congés mérités, ils sont longs et avec solde entière, mais, d'un autre côté, il se soigne et voyage à ses frais. Aussi, il s'efforce d'éviter les excès et de pratiquer l'hygiène, car il sait qu'on ne le rapatriera pas et qu'on ne le soignera pas « *aux frais de la princesse* », *pour me servir de l'expression consacrée aux colonies et... dans la diplomatie.*

Les fonctionnaires sont maintenus dans la colonie qu'ils ont choisie. Ils y font leur carrière, et lorsque le moment de se reposer est venu, ils prennent leur retraite parfois dans cette colonie même où ils ont passé leur vie et qui leur paye cette retraite. Et voilà comment, même lorsqu'ils ont quitté le service, ils participent encore aux risques et aux bénéfices, et comment ils ont intérêt à diminuer les uns et à augmenter les autres. Ils sont naturellement fort peu nombreux.

Lorsqu'ils viennent finir leurs jours dans la mère patrie, on les retrouve souvent parmi les examinateurs des jeunes gens qui doivent continuer leur œuvre. Ils sont responsables jusqu'à leur mort.

Nous n'avons qu'à imiter les Anglais. En se basant sur ces principes de la responsabilité et de l'autonomie, on peut sans effort et sans génie élaborer les grandes lignes d'un programme à notre usage.

* * *

Mais il est une réforme encore plus urgente que celle de l'administration coloniale, c'est l'organisation d'un armée ou d'armées coloniales; car si une mauvaise administration entraîne des pertes d'argent et compromet l'avenir de notre pays, ces dommages sont réparables dans une certaine mesure, tandis que le manque d'une véritable armée coloniale cause la mort inutile de trop de nos soldats, et la mort ne se répare pas.

Écoutez ce qu'écrivent à ce sujet deux courageux médecins de marine qui ont mis ces mots en vedette sur la première page du livre qu'ils consacrent aux troupes coloniales :

« En invoquant les morts, nous n'avons en vue que la sauvegarde des vivants ! » Nous aussi nous n'avons en vue que la sauvegarde des vivants.

Écoutez cette citation : « Durant la campagne de Madagascar, la mortalité a dépassé dans le corps expéditionnaire toutes les prévisions. En dix mois, de mars à décembre, sans rencontre sanglante avec l'ennemi, l'armée a perdu autant d'hommes, toutes proportions gardées, que pendant les cinq années de la campagne du Mexique, de 1862 à 1867 ! Pourtant, nos soldats avaient eu également à lutter alors contre un climat terrible, contre la fièvre redoutable des terres chaudes, et, en outre, contre un ennemi implacable et bien armé. La mortalité pour cause de maladie, dans l'armée anglaise, durant la campagne contre les Achantis, prise comme terme de comparaison, avait été de 1 homme sur 60.

« Dans l'expédition française de 1885, elle avait été de 1 homme sur 20.

« En 1895, elle a atteint le chiffre de 1 sur 3. Pour un effectif de 12850 hommes de troupes de la guerre et de la marine, on constate qu'il y a eu 4 189 décès, environ le tiers, ou plus exactement 325 pour 1 000.

« Sur les troupes de la guerre, la mortalité générale a été de 356 pour 1 000, et sur les troupes de la marine de 237 pour 1 000.

« Le corps le plus éprouvé a été celui des sapeurs du génie, qui ont travaillé à la construction de la route et des ponts : les deux tiers sont morts ! Vient ensuite, avec une proportion de 632 pour 1 000, le 40e bataillon de chasseurs à pied, exténué après sa marche forcée sur Tsarasotra et dont pas un soldat n'a pu arriver à Tananarive ! L'escadron du train des équipages a perdu un peu plus de la moitié « de son effectif, les hommes étant obligés de séjourner sur les routes et de faire souvent l'office de coolie. L'artillerie de terre a subi également des pertes sérieuses. Enfin, le 200e de ligne, sans avoir combattu, a été disloqué, et n'a envoyé pour le représenter à Tananarive que 163 hommes.

« En affirmant à la tribune de la Chambre qu'il fallait s'attendre à avoir 60 p. 100 de malades, si les précautions les plus minutieuses n'étaient prises, M. Isaac provoquait des marques d'incrédulité. Il était pourtant loin de compte. Il ne s'agit plus maintenant de malades, mais de morts, dont la moyenne générale, pour les troupes de guerre, a atteint près de 40 p. 100 et dépassé 60 pour certains corps.

« Sur 2 000 hommes, le régiment colonial, composé des volontaires de la Réunion, du bataillon malgache, et du bataillon haoussas, a eu 309 décès donnant à peine 15 pour 100, preuve que les troupes indigènes, fortement encadrées par des Européens, sont les plus résistantes dans les expéditions coloniales. »

J'ajouterai : combien d'autres sont morts depuis que ces chiffres ont été assemblés !

Écoutez maintenant ce que ces mêmes patriotes écrivent à propos des campagnes anglaises :

« L'Angleterre a connu les mauvais jours, mais elle a su profiter des leçons de l'expérience. En Birmanie, de 1824 à 1826, elle perdit, par suite de mauvaises conditions hygiéniques, plus de 72 pour 100 de l'effectif d'un de ces corps expéditionnaires. En 1822 et en 1863, les expéditions entreprises à la côte occidentale d'Afrique échouaient plus ou moins complètement.

« Depuis ces tristes heures, les Anglais ont cherché à rendre aussi peu meurtrières que possible, pour leurs troupes, l'action délétère des climats exotiques ; ils ont réussi en Abyssinie, dans l'Inde, au pays des Achantis et en Égypte.

« En comparant l'expédition des Anglais contre les Achantis en 1874, à notre expédition de 1892 contre Béhanzin, on constate chez nous une perte en hommes de beaucoup supérieure à celle de l'armée anglaise (65 sur 4 000 chez les Anglais, et 299 sur 3 599 chez nous).

« De même, si l'on considère la mortalité prise en bloc, elle est aussi chez nous bien supérieure à celle de l'armée anglaise : 560 pour 1 000 au lieu de 390 pour 1 000 chez les Anglais. Les préparatifs avaient duré plus d'une année, et les soldats avaient un confortable encore inconnu dans l'armée française. »

En 1885, du 1er mars au 14 mai, sur 7 225 hommes engagés, dans l'expédition de Souakim, les régiments perdent par le feu de l'ennemi, 5 officiers et 47 hommes tués, 5 officiers et 116 hommes blessés, plus 41 hommes disparus. Or, d'autre part, les évacuations sur l'Angleterre atteignent à peine le chiffre de 600 unités, et le total des morts ne dépassait pas, soit en Égypte, soit en Angleterre, le nombre infime de 16 ! Mais aussi quelle minutie de précautions et de recommandations ! Quels soins apportés à la rédaction des instructions médicales par la direction supérieure du service ! Combien rigoureuse l'application qui en fut faite !...

Nos voisins ont, à n'en pas douter, le sens pratique des expéditions coloniales ; ils savent économiser l'argent et les hommes.

Ils substituent autant que possible l'élément indigène à l'élément européen. C'est d'ailleurs chez eux un principe absolu, et dans leurs plus grandes expéditions, telles que celle d'Abyssinie, forte de 12 000 hommes, les troupes de l'Inde (province de Bombay) représentaient à elles seules les deux tiers de l'effectif.

* * *

Et chez nous, qu'a-t-on fait après la dure épreuve de Madagascar? On a dressé des arcs de triomphe aux survivants, on a prononcé des discours abondants à la louange des morts. On va leur élever un monument, et c'est tout.

L'armée coloniale n'est pas organisée. Qui s'en occupe sérieusement? Vous savez sans doute que nous avons eu en Crète un corps d'occupation de 1 200 hommes. Au début, ces troupes ont été mal installées, mal équipées. Leur solde est insuffisante, et elles font, à côté des troupes des autres nations, très largement indemnisées, la plus piètre figure.

Savez-vous combien il y a eu de malades sur 1 200 hommes en 1897? Savez-vous quel est le nombre de morts?

Informez-vous et vous apprendrez que le nombre des malades et des morts du corps d'occupation en Crète dépasse celui des Anglais pendant leur expédition d'Abyssinie en 1868-1869. En 1897, sur 1 200 hommes, nous avons eu 27 morts et 450 rapatriés. Comparez ces chiffres à ceux de l'expédition anglaise d'Abyssinie, et vous verrez qu'en Crète un corps français d'occupation *en résidence* perd 27 hommes sur 1 200 en un an, tandis que le corps anglais, pendant toute la campagne, n'en perd pas 3 sur 1 200. Voilà pour les morts.

Passons aux malades.

Les Anglais en ont un peu plus de 12 p. 100 *pendant toute la campagne* abyssine, et les Français en un an d'*occupation* sont contraints de rapatrier plus du tiers de leur effectif, soit 450 sur 1 200.

Je puis ajouter et affirmer que, pour 1898, l'état sanitaire a empiré.

Qu'attendons-nous pour exiger la création d'une armée spéciale qui nous assure la possession et la défense de nos colonies?

Qu'elles se soulèvent par suite d'une mauvaise administration? ou qu'un voisin avisé nous les prenne au nom de la justice et de l'ordre?

Gabriel Bonvalot.

THÉATRES

Comédie-Française : *Célimare le bien-aimé.*

J'arrive bien tard pour parler de la reprise de *Célimare le bien-aimé* à la Comédie-Française. Il n'est pas inutile, toutefois, d'en dire un mot. Hier encore les Variétés reprenaient le *Chapeau de paille d'Italie*. C'est la semaine de Labiche. Il ne semble pas qu'elle ait beaucoup augmenté la gloire de l'auteur de *Monsieur Perrichon*. Laissons le *Chapeau de paille d'Italie ;* la représentation a été morne ; nous considérions avec stupeur cette pièce qui a tant réjoui nos pères. Le seul intérêt qu'elle ait gardé est une sorte d'intérêt historique ; elle a marqué une date, elle a inauguré le vaudeville à la course. Mais voudrait-on que nous eussions de la reconnaissance pour elle, quand nous nous rappelons les abominables pièces qu'elle nous a values !... *Célimare* a été un peu mieux accueilli. Tout de même, ma déception a été assez forte. Je n'avais jamais vu la pièce ; je l'avais lue : le souvenir qui m'en était resté était vague et agréable. A la représentation mon plaisir a été médiocre. Chose inquiétante, les ouvrages de cet « homme de théâtre », — qui le fut plus que Labiche? — encore assez divertissants à la lecture, sont fastidieux à la scène !... Mon cher maître Sarcey constatait le fait, lundi, et en cherchait l'explication avec mélancolie. Je ne prétends pas la lui fournir. Je me borne, moi aussi, à constater le fait, sans trop de tristesse, je dois l'avouer ; car, que Labiche ait vieilli ou non, je sens très bien que mon équilibre intérieur n'en sera guère modifié. Labiche, pour notre génération, n'est pas du tout ce qu'il était pour la génération précédente. Nous l'avons lu, sans doute, mais il nous arrive bien rarement de le relire. Il ne nous amuse plus.

L'idée première d'une grande partie des pièces de Labiche est juste et plaisante, avec une apparence de paradoxe qui lui donne du relief. « La « thèse » de *Perrichon*, celle du *Plus heureux des trois*, celle même de *Célimare*, sont ingénieuses. Nous nous en souvenons avec plaisir. Mais, vienne la représentation (ou même la lecture), notre plaisir s'évapore, se dissout à travers les répétitions ou les complications obstinées de l'ouvrage. Nous nous plaisons à certains mots, plus souvent à quelques farces inattendues. Le reste, — et ce reste est le fond même de la pièce, — le reste nous laisse indifférents.

De cette impression, on pourrait trouver plusieurs causes générales, dont la principale serait que le théâtre de Labiche « manque de femmes ». On l'a remarqué souvent ; et c'est une chose surprenante que ces pièces, dont le sujet est presque toujours l'amour ou quelque chose d'approchant, n'offre pas un seul type féminin. Les rôles de femmes n'y sont pas autre chose que des figurations. Ainsi ce théâtre est privé de ce qui est le plus « amusant » en amour, de ce qui donne au Meilhac, par exemple, sa valeur non pareille. De plus, la femme traîne après soi une sorte d'atmosphère de délicatesse ; un écrivain, — surtout s'il aime les femmes, — ne les approchera qu'avec une indulgence souriante et ironique ; il les analysera avec précaution, si l'on peut dire ; et cette ironie et cette précaution élèveront forcément le ton de la comédie. Le théâtre de Meilhac est tout plein d'inventions extravagantes. Vous n'y trouverez rien, je pense, d'analogue au hanneton qui joue un si grand rôle dans le *Plus heureux des trois*. En somme, il y a des plaisanteries qu'on n'oserait pas devant des femmes. Le théâtre de Labiche se passe entre hommes. C'est là son défaut. Et c'est cela, sans doute, qui nous le fait paraître, aujourd'hui, plus « gros » que vraiment drôle. Il reste l'esprit : et Labiche en a beaucoup. Mais cet esprit même, si plaisant qu'il puisse être parfois, nous paraît d'un burlesque un peu volontaire. Quand Célimare, parlant de Vernouillet, dit : « Il est modeste comme tous les plongeurs », je n'éprouve, je l'avoue, aucune envie de rire. Ou, si je souris, c'est comme on souriait jadis à telle scie à la mode : « On dirait du veau », par exemple ; encore, pour amener cette phrase stupide, fallait-il faire preuve de quelque ingéniosité ; tandis que « modeste comme tous les plongeurs »... j'ai beau faire, cela ne m'amuse pas ! C'est en somme de l'« esprit » voulu, et par trop conventionnel. Cela ne veut rien dire.

Et ce burlesque volontaire et surtout inutile du dialogue, il me semble bien le retrouver dans la pièce même. Considérez *Célimare :* presque tous les « effets » sont amenés par des événements parfaitement invraisemblables. J'entends bien qu'il faut accepter le

point de départ choisi par l'auteur, et lui demander seulement d'en tirer le meilleur parti. Mais quand, à chaque acte, ce « point de départ » se renouvelle, il nous faut une suite d'efforts qui nous lassent assez vite. J'admets fort bien que Célimare rompe une liaison pour se marier, j'accepte la pensée de Labiche qu'une telle liaison ne se rompt pas toujours facilement, et je suis tout disposé à voir l'amitié du mari survivre à l'amour de la femme. Mais je comprends moins l'acharnement de ces maris à ne pas lâcher Célimare ; et je ne comprends presque plus la forme que prend cet acharnement. Célimare *oublie* d'inviter à son mariage Bocardon et Vernouillet, ses meilleurs amis. Ils s'invitent ; un mot de Célimare suffirait à les renvoyer, puisque aussi bien il cherche à se brouiller avec eux ; il se garde de le dire. Ils arrivent chez Célimare le lendemain même du mariage ; ils s'implantent, se cramponnent ; un mot de Célimare suffirait à les renvoyer ; il se garde de le dire. Ils le poursuivent à la campagne. Et vous savez le moyen amusant quoiqu'un peu simpliste (et en dehors du sujet même) que Célimare trouve enfin pour se débarrasser d'eux. A chaque acte, c'est le même effet, se répétant avec obstination ; et ce n'est pas un effet issu, si l'on peut dire, du caractère particulier des personnages ; c'est un effet voulu par l'auteur, et voulu, je le répète, en dépit de toute vraisemblance.

Que ces effets se présentent parfois sous une forme risible, je le reconnais. Il n'en est pas moins vrai que, chaque fois, nous avons sur les lèvres le mot que Célimare ne veut pas dire, et que chaque fois nous devons faire un effort pour admettre qu'il ne le prononce pas.

Ce n'est pas tout : Vernouillet, avec son grand deuil, — ô la saine gaieté de Labiche ! — qu'il promène tout le long de la pièce, Bocardon, avec son terre-neuve et son chapeau boite-aux-lettres, sont tellement extravagants en leur acharnement à disposer de Célimare, que nous ne les prenons pas au sérieux une minute ; quand Vernouillet parle de tuer Célimare, ce ne pourra être qu'avec un pistolet de paille ou un sabre de bois ! Surtout, l'extravagance des maris déborde sur leurs femmes, et revient par suite sur Célimare. Ces gens-là sont en dehors de toute vraisemblance. Les femmes doivent valoir les maris, Célimare ne vaut pas plus que les femmes, et tout peut lui arriver : son ménage peut être brouillé, et sa femme peut partir, cela nous est à peu près égal.

Il ne faut pas, je le sais, être trop exigeant pour un vaudeville. Mais ce qui fait le charme de ceux de Meilhac, — j'en reviens toujours à lui, car il est en somme notre Labiche, et nous l'aimons comme nos « oncles » aimaient l'autre, — le charme des vaudevilles de Meilhac, c'est que des faits vraisemblables et naturels ont des conséquences surprenantes grâce aux caractères singuliers des personnages. En d'autres termes, la donnée d'une pièce de Meilhac est toujours naturelle ; ce sont les personnages qui en rendent le développement extraordinaire. Je parlais de *Décoré*. La donnée est celle-ci : un jeune homme (Édouard), amoureux d'une jeune femme (Henriette Colineau), la décide à venir avec lui au Havre ; il faut que le mari ne sache rien de cette escapade. C'est une donnée classique. L'artifice vaudevillesque, ici, c'est le domestique qui, s'étant présenté à Paris chez Henriette, la reconnaît quand elle arrive au Havre, et la croit accompagnée de son mari. Mais cet artifice ne servirait de rien sans les actions burlesquement sublimes d'Édouard. C'est son héroïsme saugrenu et sympathique qui bouleverse une situation très simple, et très facile à admettre. Et c'est à peu près le contraire de ce qui se passe dans la pièce de Labiche. Célimare n'est pour rien dans tout ce qui lui arrive ; il s'agite dans un milieu inconsistant, jouet d'événements extérieurs. Si le théâtre, selon la définition de M. Brunetière, est le spectacle d'une volonté qui se développe, rien assurément n'est moins théâtre que *Célimare le bien-aimé !*

Mais ces défauts, Labiche les a toujours eus. Peut-être nous sont-ils plus sensibles à nous, mais les contemporains les ont aperçus comme nous les apercevons nous-mêmes. D'où vient donc son incroyable fortune ?... Écartons, si vous le voulez bien, la réponse un peu simpliste qui consiste à dire que nos pères n'y comprenaient rien ; elle est à la mode, mais elle n'est pas meilleure pour cela. Ces questions sont les plus irritantes du monde ; pourquoi restons-nous indifférents devant des ouvrages qui ravissaient nos anciens ; pourquoi sommes-nous de glace à des plaisanteries où nos pères se pâmaient ? Pourquoi, en un mot, l'esprit vieillit-il si vite ?...

C'est un peu, j'imagine, parce qu'on étend trop la signification du mot esprit : on l'applique à tout ce qui fait rire, et ce n'est parfois qu'une plaisanterie ou qu'une farce. Le véritable esprit, au contraire, celui qui « veut dire quelque chose », ne vieillit guère, parce qu'il est soutenu, en quelque sorte, par la pensée qu'il exprime d'une manière piquante et imprévue. Bien plus, la forme même du véritable esprit est restée presque pareille ; et cela se conçoit, si les « vérités générales » sont en assez petit nombre, s'il faut en exagérer un peu l'expression pour les dire avec esprit, si enfin l'observation pénétrante indispensable à l'esprit s'accompagne toujours de quelque amertume. Nous pensions naguère avoir inventé la rosserie, et le Théâtre-Libre ne nous a rien donné de plus rosse que certaines scènes de l'*Avare* ou du *Malade imaginaire ;* et certains mots de Champfort ou de Rivarol pourraient illustrer cer-

tains des admirables dessins de M. Forain. Il me semble que, même chez les auteurs contemporains, on peut déjà faire le départ de ce qui est vraiment de l'esprit. Quand Dumas fils dit : « Le mariage est une chaîne si lourde qu'on se met deux pour la porter... et quelquefois trois », il est vraisemblable que le mot restera, car il exprime une observation juste sous une forme frappante ; quand, dans *Décoré*, Édouard crie à Henriette qui ne veut pas tromper son mari avec lui : « Vous n'êtes pas une honnête femme » ! il est probable aussi que le mot ne paraîtra pas vieilli à nos fils, parce qu'il résume d'une façon admirable l'égoïsme ingénu de l'homme, en même temps que les périls de la coquetterie féminine. Et de même quand Labiche, mettant en scène deux amis séparés depuis vingt ans, fait dire à l'un d'eux : « C'est drôle comme on a peu de choses à se dire quand il y a longtemps qu'on ne s'est vu !... » l'observation (tout de même d'ordre inférieur) n'en est pas moins ingénieuse, et juste jusqu'à un certain point. Malheureusement, les mots de ce genre, assez fréquents chez Labiche, sont perdus dans d'innombrables farces dont le mot sur les plongeurs est un exemple lamentable. Puis, pour l'esprit, le style est indispensable, et vraiment la vulgarité de langage de Labiche a quelque chose d'offensant...

Mais au lieu de chercher pourquoi Labiche ravissait la génération précédente, je tente encore d'expliquer pourquoi il ne nous plaît pas. Au surplus, rien n'est plus difficile que d'expliquer le succès d'un ouvrage littéraire. Le seul argument dont on puisse user, avec prudence, est l'argument chronologique. En dehors de ses « idées » souvent comiques, Labiche a eu la chance de venir presque immédiatement après Scribe. Et, après les innombrables et ternes vaudevilles de l'auteur d'*Une chaîne*, on comprend l'ivresse que dut causer au public la « fantaisie » de Labiche. Enfin Labiche était gai, et la gaieté est une grande vertu !... Seulement, ce n'est pas la seule ; et elle ne remplace pas toutes les autres.

Naturellement, on a attribué en grande partie à l'interprétation l'impression de froideur que nous a laissée *Célimare*. Cela me semble tout à fait injuste. M. Leloir a fait de Bocardon une admirable caricature ; M. Coquelin cadet est peut-être un peu minable dans Vernouillet, à qui il a donné par ailleurs une silhouette extraordinaire. M. de Féraudy est plein de bonhomie cordiale et ahurie dans le rôle de Célimare, lequel me paraît d'ailleurs être un faux bon rôle. Et M. Laugier, assurément, n'est pas plus lourd et plus insupportable que d'ordinaire. Mme Fayolle rend avec mesure le rôle de la belle-mère, Mlle Muller est charmante dans celui de la jeune femme... Mais on sait ce que valent les rôles de femme chez Labiche.

Le 6 juin, nous avons fêté Corneille selon l'usage : respectueusement avec *Cinna*, agréablement avec l'inévitable à-propos, exquisement avec l'exquise *Psyché*.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

L'enseignement du latin et du grec.

En pleine Sorbonne, devant un auditoire de lettrés, d'humanistes et d'universitaires, Jules Lemaître, normalien, agrégé des lettres, docteur ès lettres, a soutenu dimanche dernier, le plus tranquillement du monde, et péremptoirement démontré que l'enseignement classique est détestable et qu'il faut enfin supprimer de nos programmes le latin et le grec. Les murs de la Sorbonne ne se sont pas écroulés : c'est donc que les murs n'ont pas d'oreilles, ou bien qu'ils n'ont pas de cœur !

Détestable, notre enseignement classique ?... l'enseignement que vous avez reçu ? Pourtant, il ne vous a pas si mal réussi...

Jules Lemaître avait prévu cette objection facile. Avec modestie, voici ce qu'il répond : Vous croyez que j'ai beaucoup profité de mes études classiques. Voyez le résultat : il est lamentable. Je ne sais pas du tout l'anglais, je sais très mal l'allemand. Ce n'est pas ma faute : au lieu de m'enseigner ces langues vivantes, on me faisait passer tout mon temps à l'étude de langues défuntes. Et ces langues défuntes, vous vous imaginez bonnement que je me les rappelle ? Pas du tout. Je ne sais plus un mot de grec. Le latin, — je n'en lis jamais : le *Conciones* est ennuyeux et j'aime encore mieux Béranger qu'Horace. On n'a seulement pas eu soin de développer mes muscles par de bons exercices de gymnastique : mes membres sont maladroits, je ne possède même pas un métier manuel. Je ne suis bon à rien...

(Oh ! le pauvre, le pauvre !...)

... Je ne suis bon à rien, — qu'à écrire. Et cela même, ce n'est pas à mon latin que je le dois.

En vérité, pensait l'auditoire, si Jules Lemaître n'a pas tiré le moindre profit de ses études, lui qui dut être un excellent élève, — les autres, alors, les autres ? Ce petit raisonnement *a fortiori* paraît avoir convaincu tout le monde.

* * *

Puisse-t-il vraiment avoir convaincu tout le monde ! Il est valable, croyez-le bien, même si Lemaître a profité un peu plus qu'il ne le pense de l'enseignement classique qu'il a reçu ; il est valable pour

les autres, pour la très grande majorité, pour la presque totalité de nos élèves. Puisse Lemaître avoir persuadé surtout les grands chefs de notre Université! Certes, il n'aura jamais répandu d'opinion plus juste et plus importante.

En vérité, pourquoi faut-il que tous les enfants de notre bourgeoisie apprennent le grec et le latin, tandis que le persan, l'éthiopien et le chinois sont réservés à des érudits spéciaux qui sont la parure de nos Académies?

Pourquoi? Parce que notre langue est fille de la langue latine, laquelle est sœur de la langue grecque, laquelle, à son tour, est donc, ou peu s'en faut, la tante de notre langue française. Et c'est ce qu'on appelle une famille de langues. Une sorte de piété filiale nous engage donc à ne pas négliger ces respectables ancêtres... Mais si vous n'êtes pas sensible à ces exhortations quasi sentimentales, et si vous vous apercevez trop vite que ce ne sont là, au fond, que des métaphores ou bien même, peut-être, des calembours, voici l'argument suprême.

Le français vient du latin, directement; il emprunte aussi beaucoup de mots au grec. Le meilleur moyen d'apprendre le français est donc d'apprendre le grec et le latin.

Et voilà! Le tour est joué.

Le plus simple, pour apprendre le français, serait sans doute d'étudier le français lui-même... Mais on s'en rapporte aveuglément au raisonnement que j'ai dit, lequel est un des nombreux sophismes qui nous viennent de la Renaissance, — car on n'imagine pas l'influence pernicieuse qu'exerce sur nous, maintenant encore, cette abominable époque de pédantisme et d'insincérité.

Les mots français viennent du latin? Mais nous en savons le sens avant qu'on ne nous en enseigne l'étymologie, ou bien nous devinons leur étymologie d'après le sens que nous leur connaissons. — Oui, sans doute, dit-on, nous savons le sens que leur attribue l'usage actuel après les avoir dénaturés, mais le sens réel, authentique, c'est l'étymologie qui nous le donne. — Le danger est alors pour nos fins étymologistes d'écrire une langue très archaïque et, pour ainsi dire, latino-française; c'est un danger que n'évitent pas toujours nos plus doctes universitaires.

Beaucoup de mots français viennent du grec? C'est vrai, mais la connaissance du vocabulaire grec vous est-elle indispensable pour comprendre les mots « téléphone » et « télégraphe ». Ou bien, si vous ne les comprenez pas, les transcriptions « Voix au loin » et « J'écris au loin » vous seront-elles d'un grand secours?...

Il est vrai qu'il ne s'agit pas seulement du vocabulaire. Mais, affirme-t-on, c'est à l'école de l'antiquité que vous apprendrez à bien composer et à bien vivre (car nos bons pédagogues se plaisent à confondre le style et la morale). — C'est à merveille, mais je ne suis pas sûr que les antiques aient si bien « composé » leurs ouvrages; on pourrait discuter là-dessus. En tous cas, je suis sûr qu'ils ne brillaient pas spécialement sous le rapport de la morale, et si même, dans les livres scolaires dûment expurgés, ils ne sont pas trop choquants, ils n'ont du moins jamais eu que des principes utilitaires, d'un utilitarisme souvent élégant, parfois un peu relevé par la rhétorique et l'emphase de l'expression, voilà tout! Est-ce là ce dont a besoin notre temps?

Mais enfin, nous dit-on encore, vous êtes des latins; vous aurez beau faire, vous ne pouvez renier votre origine. Et si vous êtes latins, rattachez-vous consciemment à vos ancêtres spirituels! Et si vous êtes latins... apprenez le latin (ici les calembours recommencent). — Latins, latins, d'abord sommes-nous si latins que cela? Latins peut-être, et bien autre chose encore; des latins, en tous cas, qui se sont mêlés à beaucoup d'autres races, et sur lesquels le christianisme a mis sa marque, et qu'ont transformés près de deux mille ans d'histoire, et qui se sont nettement séparés d'autres peuples latins pour former un peuple particulier qui vit de sa vie propre, indépendante et spéciale. N'ayons pas la superstition des races! Nous ne ferons rien de bon si nous agissons toujours avec la préoccupation « d'être latins », sans nous demander d'abord théoriquement ce que vaut cet idéal latin, dont nous sommes libres en somme de nous rapprocher ou de nous écarter.

* * *

En réalité, ces arguments et ces raisonnements subtils ne sont que d'habiles sophismes destinés seulement à légitimer quand même l'état de choses actuel parce que les vrais motifs de la conservation du grec et du latin dans les classes sont d'un genre mesquin et qu'on n'aime pas avouer. C'est, de la part des parents, un snobisme déplorable et, de la part des maîtres, un pédantisme déplorable.

Un bon bourgeois met son fils au lycée... L'enseignement classique ou l'enseignement moderne?.. Le bon bourgeois ne s'est pas interrogé sur l'opportunité du grec et du latin pour sa jeune postérité, mais il sait vaguement qu'« un homme de qualité » sait le latin et le grec ou du moins l'apprend... Oh! l'enseignement classique, monsieur le Proviseur!

Et si le bon bourgeois demandait conseil aux maîtres de notre jeunesse, les maîtres eux-mêmes lui conseilleraient l'enseignement classique. Pourquoi?... Parce que c'est ainsi. Parce que nous sommes routiniers. Parce que les bonnes études consistent à ânonner du Démosthène et du Cicéron. C'est ennuyeux? Il n'importe. Que dis-je? il faut que

ce soit ennuyeux : vers les époques de vacances, les professeurs amollis font parfois à leurs élèves des lectures qui les amusent ou les intéressent. Mais ils ont conscience que cette gâterie n'est que du temps perdu : le vrai, le bon, le profitable travail est ennuyeux.

Tous les ans ou tous les deux ans pourtant, les grands chefs « remanient les programmes ». Cela consiste à décréter qu'on ne commencera plus le grec en sixième, mais seulement en quatrième ; une autre fois on le rétablit en cinquième ; un règlement ultérieur vient préciser celui-là : c'est en cinquième au mois de janvier qu'auront lieu les débuts. La conséquence immédiate de ces hésitations se manifeste dans l'évident abaissement des études, car si nos enfants apprennent encore le grec et le latin, du moins ils ne savent plus du tout le latin ni le grec.

Notre enseignement secondaire s'agite vainement, comme un malade dans son lit. Jules Lemaître a très bien parlé des « surcharges » et des « maquillages » dont on revêt de temps à autre nos vieux programmes. Car, un programme tout neuf, on ne songe pas à nous en donner un.

La raison de ce fait est bien simple : c'est qu'on n'a pas une idée nette du jeune homme idéal qu'on voudrait produire. Tant de choses se sont transformées, tant de choses se sont écroulées depuis un siècle ou deux, à la place desquelles on n'a rien reconstruit encore de définitif, qu'on ne sait pas très bien comment remplacer l'ancien idéal. Alors, dans l'incertitude, on continue, du mieux qu'on peut, à fabriquer de petits humanistes d'ancien régime. Seulement, nos jeunes contemporains se prêtent mal à cette fabrication.

L'idée excellente de Jules Lemaître est de tâcher de préciser ce type, encore incertain, du jeune homme désirable d'aujourd'hui. J'avoue que pour mon goût personnel il le fait un peu trop anglo-saxon, et je l'aimerais mieux autrement, — mais, tel qu'il est, je le préfère encore à nos humanistes manqués. Ceci du moins reste irréfutable. A notre société moderne, il faut un enseignement moderne ; c'est le plus grand mal sans doute de notre temps qu'on lui prépare des hommes qui ne sont pas faits pour lui. Tout ce qui est *de notre temps* est strictement proscrit de notre enseignement : *notre* littérature, *notre* art, *notre* histoire, *nos* institutions, *nos* idées, les élèves de nos lycées les ignorent ; on dirait que nos lycées ont pour mission spéciale de les tenir à l'écart de leur temps.

Bien entendu ! réplique-t-on, comment voulez-vous, dans le trouble et l'incertitude des idées et des faits contemporains, trouver la matière solide d'un enseignement dogmatique ?

Mais d'abord je ne crois pas qu'on doive s'exagérer le trouble et l'incertitude de l'époque présente. Il me semble au contraire qu'un certain nombre de faits et d'idées sont maintenant acquis dont l'invention et l'acceptation sont postérieures à la fabrication de nos programmes. Il me semble même qu'un homme de bonne foi voit assez nettement un certain nombre d'opinions qu'il serait bon de répandre et qui ne se trouvent pas, même en germe, dans le *Conciones*, — un certain nombre de principes qu'il faudrait développer dans l'âme de notre jeunesse et que Démosthène et Cicéron méconnurent. En vérité, nous savons bien un peu où nous allons, où nous voulons, où nous devons aller, et tout n'est pas obscurité et confusion dans les idées morales d'à présent : il y a des points acquis.

Et puis il serait bon que notre enseignement perdît cette prétention d'être dogmatique quand même, sous prétexte que les idées claires sont seules matières d'enseignement. Il est inutile et dangereux de donner aux enfants une conception de l'existence d'après l'antique (l'antique arrangé, d'ailleurs, et dûment corrigé), s'ils doivent à leur entrée dans la vie s'apercevoir brusquement qu'on leur a donné des idées fausses : on ne réussit avec ce faux dogmatisme qu'à faire des sceptiques et des nihilistes.

André Beaunier.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

L'État de l'Europe.

Pendant que les opérations de guerre se poursuivent lentement autour de Cuba, si l'on regarde l'état des choses d'Europe, on le trouve singulièrement précaire. Trois grands pays au moins, l'Espagne, l'Italie et l'Autriche, sans compter la Serbie, sont travaillés par une crise intérieure des plus intenses. C'est toute l'Europe méridionale, tout le bassin de la Méditerranée qui sont affectés d'une maladie grave, et non plus seulement la Turquie et Constantinople, comme on le disait autrefois.

L'état de siège, sous diverses formes, règne dans la plus grande partie de l'Espagne, de l'Italie, et en Autriche, jusqu'en Bohême et à Gratz, en Styrie. La Serbie est retombée sous la dictature de l'ex-roi Milan, dont les menées plus que suspectes peuvent compromettre d'un moment à l'autre la tranquillité superficielle des Balkans. Enfin la question Crétoise est toujours là irrésolue.

Depuis 1870, toute cette partie du monde n'avait, à aucun moment, paru aussi profondément troublée ; même il faudrait dire, en prenant les choses d'en-

semble, qu'à aucune autre époque de l'histoire, l'équilibre général de cette planète n'a paru aussi instable, et la confiance que l'on doit toujours avoir dans l'instinct de conservation des peuples et des gouvernements et dans le besoin naturel de vivre peut seule nous garder contre l'appréhension des suprêmes catastrophes.

La crise espagnole a pour cause immédiate la guerre avec les États-Unis, sans doute ; mais si l'on approfondissait un peu, on verrait que bien avant cette guerre, dont la déclaration officielle est du 21 avril, la situation de la Régence et du gouvernement de M. Sagasta était fort ébranlée. Ce n'est pas un paradoxe de dire que, jusqu'à présent, les dangers de la patrie ont été plutôt, pour M. Sagasta et pour le trône d'Alphonse XIII, une sauvegarde.

Carlistes et républicains joignent leurs votes pour envoyer aux défenseurs de Cuba les félicitations et les encouragements de la nation et des Cortès. Mais les meilleurs amis de l'Espagne ne peuvent s'empêcher de déplorer le triste état d'un pays si magnifique qui, par le vice des institutions, les abus du privilège et de la routine et les exaltations d'un orgueil indomptable dans la routine même, se réduit à n'être qu'une quantité négligeable dans l'équation de l'Europe moderne. Ainsi, il y a quelques années à peine, on comptait encore 90 p. 100 d'illettrés, 12 millions d'habitants ne sachant ni lire ni écrire sur 17 millions qui forment la population totale, et rien ne nous fait croire que cette proportion ait changé.

Ce n'est pas de l'Espagne qu'on pourrait dire : « Heureux peuple qui n'a pas d'histoire et qui n'a pas besoin de se tourmenter à lire dans des livres ! » Quand on a une histoire incomparablement glorieuse, on est obligé de la soutenir par un travail acharné et jamais le proverbe qui affirme que « noblesse oblige » n'a été d'une application plus juste. La bravoure héroïque et le *punto d'onore* castillan, si fier soit-il, avec un corps privilégié de 19 000 officiers et de 260 généraux pour une armée de 200 000 hommes, ne peuvent pas suppléer aux notions exactes et aux qualités pratiques qui constituent de plus en plus la puissance des États modernes. L'Espagne a trop longtemps dormi dans sa gloire, peuplée de rêves splendides, et, si maintenant les coups de tonnerre l'éveillent, c'est la vie elle-même qui lui est rendue par des événements qui sont jugés désastreux et qui la sauvent.

Mais il faut savoir se renouveler, se faire « un esprit nouveau » et une politique nouvelle, c'est la condition même de la vie ; et, si l'on considère, non sans inquiétude, la situation du gouvernement de l'Espagne, c'est qu'il est trop identique à lui-même et qu'il ressemble trop fidèlement sous Sagasta à ce qu'il était sous Canovas.

L'Italie, en pleine paix, a été précipitée dans un péril qui n'était inattendu que de ses gouvernants, et, le péril ayant été conjuré à coups de canon, les gouvernants ne sont appliqués qu'à se donner à eux-mêmes le change sur les causes et les origines d'une révolte qui faillit être une révolution. Il semble que le marquis di Rudini incline vers cette politique crispinienne qu'il avait réprouvée, qui avait été l'une des causes principales de la crise et dont il était chargé de corriger, autant que possible, ou d'arrêter les conséquences.

On se souvient que c'était pendant les fêtes du Cinquantenaire de la Liberté et de l'union italiennes que l'on apprit tout d'un coup, avec une stupéfaction profonde, le soulèvement de Milan, la guerre civile, les couvents redevenus des forteresses, comme jadis, défendus à coups de fusil, et les soldats de la monarchie de Savoie braquant leurs canons sur l'Italie, comme si c'étaient encore les canons et les soldats de l'empereur transalpin : étonnantes batailles dont l'histoire n'est pas encore faite. On s'est battu dans vingt villes. Il paraît que le calme est aujourd'hui rétabli, mais il paraît aussi qu'on y a peu confiance, car l'état de siège qu'on avait promis de lever pour les premiers jour de juin est prorogé jusqu'à une date indéterminée. Les journaux supprimés par centaines, les personnes arrêtées par milliers, ouvriers, paysans, moines, journalistes, le pouvoir militaire suppléant à toute autre administration dans les trois quarts de la Péninsule, M. di Rudini appelant quatre généraux dans son cabinet reconstitué à la hâte : ce ne sont que les principaux traits du gouvernement de l'Italie enfin libre, une et heureuse !

Le ministère du roi Humbert ne connaît d'autre politique, pour remédier à la dépopulation des campagnes, à l'excès des impôts d'État augmentés de taxes municipales exorbitantes et à la famine chronique, que de proposer des restrictions aux libertés les plus nécessaires de la vie moderne. Mais les républicains, les socialistes, et les évêques traités avec une égale iniquité et confondus dans une même persécution, ne feront, les uns et les autres, que poursuivre leur travail en secret, sur cette terre classique des conspirateurs.

Les exigences de la Triplice, la rupture des relations économiques avec la France, la campagne d'Abyssinie et ses revers sont des accidents dans la politique de l'Italie ; mais un mal organique, un mal qui appartient à la constitution de l'Italie, c'est la question romaine, et l'on n'y entrevoit aucun remède possible sous une monarchie césarienne et centraliste.

La monarchie austro-hongroise nous offre un spectacle qui n'est pas plus satisfaisant que celui de

l'Espagne et de l'Italie. Le comte Thun, qui a pris la conduite des affaires après la chute de Gautsch et de Badeni, n'est pas plus heureux que ses prédécesseurs; il n'est pas plus heureux que M. Sagasta et que M. di Rudini, chacun dans son gouvernement. Si les Magyars persévèrent à repousser toutes les tentatives de transaction économique avec l'Autriche, revendiquent avec une ardeur croissante leur autonomie et leur indépendance, les Allemands ont rendu presque impossible l'existence du parlement de Vienne par leur lutte opiniâtre contre les Tchèques de Bohème.

Les dispositions du pacte austro-hongrois qui ont trait aux dépenses communes de l'empire, aux tarifs douaniers et à la banque d'État, devaient être renouvelées en 1897, comme elles l'ont été de dix en dix ans depuis 1867; mais les hommes d'État de Budapest ont occupé toute l'année dernière par une lutte d'obstruction qui n'est ni moins égoïste, ni moins violente que l'obstruction des Allemands au parlement viennois; ils ont créé avec un entêtement invincible, entre les deux parties de l'empire, un état de choses qui n'est rien de moins que la ruine de la constitution de 1867 et qui menace d'entraîner la ruine de la constitution séculaire tout entière. Le ministre-président de Hongrie, le baron Banffy, traite absolument d'égal à égal avec le gouvernement de l'empereur, comme s'il était lui-même le chef d'un empire magyar, et François-Joseph n'a trouvé dans l'arsenal de ses lois aucun moyen parlementaire pour mettre un terme à une attitude qui est, sous la forme d'une discussion économique, une véritable guerre de l'indépendance hongroise. A peine reste-t-il une ombre de ce dualisme inventé par Deak en 1867 pour satisfaire et modérer en même temps les aspirations de la Hongrie, système qui fut d'ailleurs comme le premier coup de la pioche révolutionaire dans l'édifice constitutionnel de 1526.

La lutte des Tchèques et des Allemands de la monarchie de Habsbourg, au sujet des langues, n'est pas moins dangereuse; elle met le comble à l'anarchie de ce grand corps qui pourrait entraîner, en se rompant, la rupture de l'Europe elle-même. Les Tchèques de Bohême, par exemple, défendent leurs droits les plus essentiels contre l'intolérable tyrannie des minorités germaniques et ils défendent en même temps les droits de tous les petits peuples et la conscience de l'Europe. La dernière session de leur Diète de Prague s'est terminée par leur victoire et par la sortie bruyante de M. Wolf qui personnifie à lui seul toute l'intolérance teutonne. L'épisode des casquettes multicolores des *Burschenschaft*, promenées avec ostentation dans les rues de Prague, comme un défi, quelques coups de canne échangés entre ces jeunes gens ont presque dégénéré en guerre civile et ont provoqué au parlement de Vienne ces scènes d'une violence inouïe qui ont été narrées dans les journaux de toutes les langues. C'est alors que le téléphone, qui lui aussi sans doute est prussien comme M. Wolf, porta de Prague à la Chambre viennoise cette nouvelle terrible : « on assassine le peuple allemand dans les rues » ! et que les députés allemands se précipitèrent dans la salle des séances comme des forcenés et commencèrent cette lutte de sauvages qui est sur le point de reprendre aujourd'hui à propos des affaires de Gratz.

A Gratz, ce sont les Allemands qui dominent par le nombre, la capitale de la Styrie est une de leurs forteresses; s'ils veulent être les souverains seigneurs de Prague, à plus forte raison entendent-ils être à Gratz les maîtres absolus, au-dessus du droit commun des gens. Le régiment bosniaque et slave est devenu en horreur aux Gratzais depuis les dernières échauffourées. L'épisode des *Casquettes* a ici pour pendant l'affaire de la *Kapelle;* c'est la musique du régiment bosniaque qui donnait ses concerts en plein air et que nos bons Allemands ont frappé d'interdit. Les têtes sont si haut montées que le gouverneur militaire de la province, l'ancien ministre de la guerre, le comte Gleispach, n'a pas osé se fixer en ville. Il reste à la porte de son gouvernement, et la *Kapelle* reste à la caserne avec ses instruments muets qui ont cessé de faire la joie des enfants et des nourrices.

Les Allemands de Vienne déclarent au comte Thun qu'ils ne sont pas du tout fatigués par les travaux de la précédente session, qu'ils sont tout prêts à recommencer contre lui la campagne menée si brillamment contre le comte Badeni et le baron Gautsch, et qu'enfin le parlement ne délibérera point et qu'il n'y aura plus de régime parlementaire en Autriche, tant que le ministre n'aura pas donné toute satisfaction pour les affaires de Styrie et retiré ses ordonnances sur l'égalité des langues en Bohême. Ainsi, la vie politique est arrêtée d'un bout à l'autre de l'empire. François-Joseph se voit poussé, il ne sait lui-même vers quel coup d'État parlementaire qui ne terminera rien, au moment où se préparent les fêtes du cinquantenaire de son règne, et le rapprochement se fait de lui-même entre cette situation et celle de l'Italie, où l'on voit aussi les glorieux cinquantenaires célébrés au milieu des misères et des dissensions civiles.

On a à peine dans ces quelques lignes un aperçu de l'état de notre Europe qui est incapable de mettre l'ordre chez elle et de régler ses affaires intérieures, et qui entreprend la conquête de la Chine. Mais il y a toute une autre Europe à constituer; on en aperçoit peut-être les linéaments dans cette anarchie même et le siècle prochain en verra peut-être la constitution réelle.

Hector Depasse.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Un nouveau volume d'Hugo nous sera donné par M. Paul Meurice, au début de l'automne prochain.

Les matériaux en seront empruntés, comme pour le précédent livre, à ce prodigieux amoncellement de notes, chapitres épars de souvenirs, scénarios, ébauches, pensées, fragments d'œuvres, sur lequel le poète avait étiqueté ce titre : *Océan...* et dont le déblayage est pour ses héritiers eux-mêmes, — encore à l'heure où nous sommes, — un sujet de continuelles surprises, et l'occasion de découvertes insoupçonnées!

Le prochain volume de *Choses vues* contiendra notamment trois morceaux importants : des souvenirs du siège de Paris; des notes sur l'Assemblée de 1848, retrouvées par Mme Lockroy dans les papiers de Charles Hugo, et une « histoire vraie » de l'exécution de Louis XVI.

Ces dernières pages furent écrites vers 1840, d'après le récit d'un vieillard qui avait assisté à la fameuse Journée, et que par hasard Hugo rencontra. Peu de journalistes eussent eu le courage de garder pendant un demi-siècle, au fond de leur tiroir, un reportage de cette qualité!

La librairie s'apprête à fêter, elle aussi, le centenaire de Michelet.

MM. Calmann Lévy préparent une édition nouvelle des œuvres complètes de l'illustre écrivain. Le premier volume en sera publié mercredi.

Ce sera l'*Oiseau*, avec une préface, ou pour employer le terme qu'ont préféré les éditeurs, une « étude » de M. François Coppée.

M. Coppée s'y est préparé de la façon la plus louable en relisant Michelet tout entier.

> Je viens de le relire, et j'en ai encore le cœur tout palpitant et l'esprit tout ébloui. Quel enthousiasme devant la nature! Quelle imagination enflammée! Je me rappelle le mot de Taine : « Michelet est le Delacroix du style. » Ce n'est pas tout à fait juste. Sans doute, il y a entre Michelet et Delacroix une certaine ressemblance; ils sont, l'un et l'autre, des caractères passionnés, des âmes d'orage; mais comparer Michelet à un peintre, même à un peintre excellent, c'est le diminuer; car il est, avant tout, un poète, et un grand poète.
> Il l'est, d'abord, absolument, dans le domaine historique. Chez lui, la science, — on sait que, le premier, il puisa aux sources mêmes, et par quel prodigieux travail! — la science est au service de l'inspiration. Tout ce que, mineur infatigable, il extrait du ténébreux et profond trésor des archives, n'est que du combustible pour le foyer de son génie. Il sait énormément, il devine bien davantage. Nous lui devons notre Moyen Age comme le monde doit l'Amérique à Christophe Colomb; c'est une découverte; c'est la vérité même, et la vérité dans la grandeur. Aucun historien n'a su évoquer ainsi le passé, l'éclairer de cette éclatante et chaude lumière. Il fallait pour cela le don mystérieux, le *mens divinior*.

Mais Coppée sait surtout gré à Michelet d'avoir été un grand poète, d'avoir parlé avec infiniment d'éloquence, et d'émotion, et de science, des choses de la nature, et des bêtes... Il lui reproche seulement de n'avoir pas, en disant tant de si jolies choses sur l'Oiseau, célébré avec assez d'insistance les mérites et les grâces du moineau de Paris. Personne n'était mieux placé que M. Coppée pour broder, en six pages, une jolie variation sur ce thème... en sorte que nous ne devons pas trop déplorer la distraction de Michelet.

La seconde monographie publiée sera celle de la *Mer*, avec une étude de Pierre Loti. La *Revue de Paris* a naguère publié ce morceau. Puis viendra la *Bible de l'Humanité;* la préface en a été demandée à M. Sully Prudhomme.

Pour les volumes suivants, MM. Berthelot, Gaston Boissier, Michel Bréal, Claretie, Faguet, Anatole France, Émile Gebhart, O. Gréard, Lavisse, Jules Lemaître, Paul Meurice, G. Monod, Pelletan, Édouard Rod, André Theuriet, Albert Sorel ont promis leur collaboration.

Les volumes d'histoire s'intercaleront parmi les œuvres de littérature et de philosophie : les histoires de la Renaissance et de la Réforme ouvriront cette série spéciale. Ici les préfaciers n'auront pas à intervenir : les préfaces ont été, pour cette partie de l'œuvre, écrites par Michelet lui-même, et elles suffisent.

L'inauguration du monument de Sainte-Beuve, au Luxembourg, est fixée au dimanche 19 juin.

Le volume de poésies de M. Victor Margueritte, *Au fil de l'heure*, paraît mardi.

Un statisticien belge, M. Kloth, nous apprend que son pays, « quant au développement de la presse », est le premier d'Europe : la Belgique, en effet, possède près de 4700 journaux (nous n'en avons guère en France qu'un millier de plus), ce qui donne un journal pour un peu plus de 1 000 habitants.

C'est beaucoup, en effet, si l'on songe qu'un pays comme l'Autriche, par exemple, a un journal à peine pour 72000 habitants.

La littérature, le théâtre et les arts sont représentés, en Belgique, par 75 recueils ou feuilles spéciales (non compris les journaux de musique); et l'on sera plus étonné encore d'apprendre que la « philatélie » y fournit la matière de huit périodiques, et que la « colombophilie » n'y a pas à son service moins de 23 journaux.

Nous serons, à la fin de l'année, très documentés sur Montmartre.

Un de nos meilleurs confrères, M. Georges Montorgueil, a entrepris « de fixer dans un ouvrage de luxe tout ce que contient d'intéressant et de particulier ce coin de Paris qui devient chaque jour, par suite de la fantaisie toute personnelle de ses artistes et de ses littérateurs, un sujet de curiosité pour les étrangers aussi bien que pour les Parisiens ».

L'ouvrage, orné de lithographies nombreuses, sera tiré à 750 exemplaires seulement.

ÉMILE BERR.

Paris. — Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 36596. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 26. 4e SÉRIE. — TOME IX 25 JUIN 1898.

NOS LYCÉENS

Le temps n'est pas encore bien loin où la France se souciait peu de ses étudiants; leurs paroles, leurs pensées, leurs actes n'attiraient pas son attention; elle ne les dénombrait même qu'avec indifférence, n'ayant point reconnu qu'il y eût dans leurs groupements une force morale digne d'être cultivée. Elle a fait enfin cette découverte et s'efforce à regagner, de ce côté, le terrain perdu. Or il existe une autre usine de forces morales, plus vaste et beaucoup plus importante qui, jusqu'ici, est demeurée relativement dans l'ombre : c'est le lycée. Là se prépare véritablement l'avenir national. Depuis l'avènement de la démocratie, le lycée forme, presque seul, l'élite nouvelle, celle du moins qui détient tous les postes d'où l'on peut agir efficacement sur l'opinion, celle qui enseigne, amuse et gouverne. D'autre part, les élèves qui le fréquentent n'appartiennent plus exclusivement, comme par le passé, à cette moyenne bourgeoisie que distinguaient ses ambitions restreintes et ses préoccupations étroitement utilitaires; le libéralisme d'en haut y coudoie maintenant l'obscurité d'en bas; l'héritier du financier ou de l'homme politique en renom y a pour camarade le boursier, fils d'un travailleur aux mains calleuses. Les tendances les plus opposées, les hérédités les plus diverses sont mêlées dans ce creuset où, mieux qu'ailleurs, se réalise l'idéal égalitaire inscrit par la République aux frontons de ses monuments. De là l'importance du rôle que joue le lycée dans notre civilisation présente.

Que savons-nous, pourtant, du lycéen? Nous possédons sur son compte un renseignement unique, le parchemin officiel qui fait de lui un bachelier; renseignement sans valeur. Comment un diplôme, qui n'indique même pas si les études ont été bonnes, aurait-il une signification quelconque au point de vue moral? Il n'en a aucune. A l'heure où la vie s'ouvre devant le lycéen, nous ignorons ce que vaut sa virilité naissante, nous ignorons les influences qu'il a subies ou exercées dans le milieu scolaire et, chose plus extraordinaire, cette ignorance ne nous pèse pas.

La cause en est dans le sentiment de fausse sécurité qu'éprouvent les Français à l'endroit de l'éducation reçue par leurs fils. Ils s'imaginent qu'enfermer la jeunesse entre quatre murs suffit à la préserver d'un contact dangereux avec le monde extérieur, à l'isoler, à la maintenir en face des perspectives honnêtes qui lui conviennent. Leur conception des modifications que l'éducation publique engendre dans l'âme d'un jeune garçon est à la fois erronée et futile. Ils ont apporté de la terre meuble : on la leur rend pleine de graines ; ils ne s'en aperçoivent même pas. A certains signes extérieurs, à certains traits de caractère, à certaines dispositions d'esprit, ils croient sentir que leur fils est demeuré le même : les voilà tranquilles. Tout ce qui est en lui, pensent-ils, devait s'y trouver, dès la naissance, à l'état latent; le développement des facultés, des inclinations, des défauts a suivi un ordre fatal... théorie facile, également rassurante pour le père et pour le maître. L'éducation publique se trouve ainsi réduite à une sorte de rabotage, de polissage qu'on fait subir à l'adolescent et qui le rend apte à vivre dans le monde. Après la réussite aux examens, qui reste leur

première et principale préoccupation, les parents n'attendent rien de plus du lycée. Par malheur, le lycée donne plus qu'on ne lui demande; ses élèves en sortent transformés, parfois en bien, souvent en mal; d'aucun homme on ne peut dire qu'il serait tel s'il n'avait pas été lycéen.

J'avoue que le secret de cette transformation redoutable m'a toujours vivement préoccupé. Le problème de l'éducation est devenu tellement central que tout y converge. Les démocraties modernes ressemblent sous ce rapport aux vieilles cités du moyen âge; le dédale de leurs rues tortueuses aboutissait toujours au carrefour où se dressaient la cathédrale et l'hôtel de ville. De même, les progrès que nous rêvons, les réformes que nous voudrions réaliser tournent autour de l'éducation : mœurs publiques et mœurs privées, expansion au dehors et décentralisation au dedans, accroissement de la population et amélioration dans les rapports sociaux, esprit de tolérance et habitudes d'hygiène, qu'il s'agisse des corps ou des âmes, rien, *rien* ne se fera sans l'agrément de ce petit potache auquel nous ne pensons guère et qui demain sera le maître. Au lieu de regarder au fond de ses yeux clairs, nous sourions de ses airs gauches et de ses membres trop longs. Nul de nous ne s'avise de suivre les péripéties du grand drame d'incertitude qui se joue en lui.

Ce drame, je n'ai pas la prétention de l'analyser en entier, mais j'ai quelque chose à en dire. Depuis dix ans que l'organisation et l'encouragement des jeux scolaires m'ont fait leur ami et souvent leur camarade, j'ai eu maintes occasions d'étudier l'état d'âme des potaches de Paris et de la province, et de voir à l'œuvre en même temps ceux auxquels ils sont confiés. Je voudrais consigner ici quelques-unes de mes observations.

I

Dans nos lycées, une chose est frappante : l'absence de tout effort sérieux pour former le caractère. On a tenté d'expliquer cette lacune en disant qu'une tâche ne saurait être remplie du moment que personne n'en est spécialement chargé. Mais la formation du caractère n'est point du ressort d'un spécialiste; il est difficile d'imaginer un cours de volonté encadré entre l'histoire et les mathématiques. C'est l'œuvre de tous, cela. Chacun, dans sa sphère, a le droit et le devoir d'y travailler.

Qu'est-ce au juste que le caractère? Le mot est d'un emploi fréquent, mais il répond à des préoccupations mal définies. Pour les uns, c'est l'ensemble des qualités morales, loyauté, courage, désintéressement... Pour les autres, c'est une simple fixité dans les idées, une certaine raideur dans l'attitude et dans les sentiments. Ne dit-on pas d'un homme tout d'une pièce qu'il est « un caractère »? Pour le père de famille cependant, qui songe à l'avenir de ses fils, le sens devient précis. Le caractère, ce sera le viatique de leur existence virile. L'homme libre a besoin d'*énergie*, de *persévérance* et de *possession de soi-même*, tout comme il a besoin de sang, de nerfs et de muscles. Qui ne voit que, dans le monde moderne, ce sont là des objets de première nécessité? Si donc vous ne faites pas du lycéen, dans la mesure du possible, un être énergique, persévérant et maître de lui-même, votre besogne est en grande partie manquée. Ces qualités-là ne s'enseignent point; elles se cultivent. La question est de savoir quel en peut être le jardinier. Le professeur veut que ce soit la science; l'aumônier ne compte que sur la religion; le proviseur s'en rapporte à la discipline. Tous trois se croisent les bras en regardant agir ces forces supérieures. Voilà pourquoi le caractère ne se forme pas.

L'œuvre d'éducation s'accomplit par des moyens d'ordre très différent : les uns sont matériels, d'autres sont intellectuels, d'autres moraux. Ce qui distingue la pédagogie actuelle, particulièrement celle des pays latins, c'est la prépondérance presque exclusive des moyens intellectuels. La culture cérébrale domine tout : il y a longtemps qu'on lui sacrifie la force physique; mais ce qui est plus significatif encore, c'est qu'on attend d'elle une production de force morale. L'homme qui *sait* sera dispensé d'avoir des muscles et n'aura pas besoin d'apprendre à se conduire; la science suffit à l'équilibrer. Telle est la théorie : nous l'avons entendu énoncer assez récemment, mais ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle est appliquée... Notons en passant, que la punition elle-même est devenue « intellectuelle ». On a renoncé à punir par la douleur, ce qui semblait trop barbare. On n'ose pas punir par la honte, par le sentiment de la faute, parce que cela risquerait d'être inefficace : alors on a inventé la punition par l'ennui. Ce n'est pas le corps qui souffre, ce n'est pas non plus la conscience, c'est l'esprit. Que sont le pensum et le « devoir supplémentaire » sinon des châtiments intellectuels ?

Cet état de choses, pour fâcheux qu'il soit, n'en est pas moins facile à expliquer. Les progrès scientifiques qui ont marqué le présent siècle ne pouvaient avoir de conséquence plus logique. Non seulement les découvertes se sont multipliées, mais chacune d'elles a provoqué les applications les plus étendues et les plus variées. Un tel mouvement de faits et d'idées devait exercer sur les préoccupations des citoyens une influence prépondérante et exclusive, et partant avoir une répercussion profonde sur les

programmes d'enseignement. Seulement cette répercussion, cette influence sont universelles. Or si elles ont partout gêné l'action pédagogique, il est des peuples chez lesquels elles ne l'ont pas complètement entravée. Les nations latines se trouvent, à cet égard, dans une situation exceptionnelle et la France plus que toute autre. De tous les édifices reconstruits par la Révolution et l'Empire, il n'en est pas certes qui présente aux regards une architecture plus symétrique que celui de l'Instruction publique. Ses trois étages rappellent les trois « ordres » antiques : l'ordre dorique à la base simple et robuste supportant le poids total, c'est bien l'enseignement primaire, uniformément répandu sur la nation, condition première de tout savoir, piédestal de toute civilisation ; l'ordre ionique, qui vient ensuite, incarne les élégances moyennes de l'enseignement secondaire, tandis qu'au sommet la richesse de l'enseignement supérieur s'épanouit dans les acanthes de l'ordre corinthien. La façade ne trompe point : c'est, à l'intérieur, la même symétrie ; les étages communiquent d'ailleurs par de beaux escaliers qu'entrecoupent de larges paliers où se tiennent l'enseignement primaire supérieur et les grandes écoles spéciales. Voilà une belle maison, si parfaite en son genre qu'il ne semble guère possible d'y introduire d'améliorations autres que dans le mobilier, et si harmonieusement distribuée qu'on ne saurait en changer la distribution sans en détruire toute l'harmonie. C'est à la science qu'on en a confié la direction. Ce poste lui revenait de droit. Qui l'eût mieux rempli ? Nous n'avons pas d'autre devise à donner aux élèves des écoles primaires que celle-ci : apprendre ; elle résume tout leurs devoirs. Et nous ne pouvons trouver d'idéal plus élevé à proposer aux jeunes gens des universités que celui-ci : savoir. C'est l'aboutissement normal de leurs efforts. Au milieu des divergences multiples d'opinions et de croyances, seule debout, seule incontestée en cette fin de siècle, la science domine donc l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur. Par là même, étant donnée notre organisation, elle domine aussi l'enseignement secondaire. L'édifice que nous venons de décrire ne comporte point une double direction ; tous les services y sont centralisés. Pris entre l'École et l'Université, le Lycée doit vivre de la même vie, recevoir la même impulsion, faire usage des mêmes procédés. Les Français ont perdu de vue, de la sorte, ce fait à la fois si simple et d'une portée si grande, que l'enseignement secondaire n'est pas de la même essence que les deux autres et que ce qui suffit à instruire un écolier et un étudiant, ne suffit pas à éduquer un collégien. Et leur adoration malheureuse de la logique et de l'absolu les maintient dans cette erreur malgré le « malaise » persistant dont l'enseignement secondaire, précisément, souffre chez eux. Est-il donc si difficile de connaître la cause de ce malaise ? Non. Il suffirait d'y réfléchir et de regarder au dehors comment les choses se passent... Mais, sur tout cela, la science étend son prestige. Ses jaillissements, depuis cent ans, ont été si soudains, ses clartés si éblouissantes, ses horizons si étendus, sa puissance si perpétuellement grandissante, que devant elle tous les fronts s'inclinent. Comment penser qu'elle puisse jamais demeurer inférieure à sa tâche ? Le professeur, plutôt que de l'accuser, s'en prend à des causes lointaines et compliquées et se persuade que, ce qui reste de caractère à ses élèves, c'est à elle qu'ils le doivent.

M. l'Aumônier et M. le Pasteur, dans leur chaire, sont aussi désarmés en face de cette nécessité de former le caractère que l'est M. le Professeur dans sa classe. Ils ont beau commenter à l'infini et le plus éloquemment du monde les Saintes Écritures, ce ne sont pas leurs commentaires, ce n'est pas l'Évangile lui-même, qui donneront à des garçons la pratique du vouloir. Un tel enseignement élève assurément ; il ne pétrit point. Le peuple de la terre qui est le plus enclin à mêler la religion aux moindres manifestations de l'existence ne s'y est pas mépris. Jamais les Anglais n'ont cru que la doctrine chrétienne pût suffire à former le caractère et, malgré leurs prédilections bien connues, ils n'ont pas davantage compté sur les chefs-d'œuvre de l'antiquité classique pour y parvenir ; encore moins, cela va de soi, sur l'algèbre et la chimie. En France, d'ailleurs, où les établissements ecclésiastiques font à l'Université une sérieuse concurrence, nous possédons un élément de comparaison. Eh bien, s'est-on jamais aperçu chez nous que les élèves de ces établissements eussent plus de caractère que les autres ? Notez que j'emploie toujours ce terme dans un sens laïque, dans un sens d'*ici-bas*. Je parle des qualités qui nous sont utiles pour vivre la vie présente, non de celles qui servent à gagner l'autre. De très grands saints ont vécu qui ne possédaient point ces qualités-là ; des personnes très vertueuses passent au milieu de nous en faisant le bien, sans les posséder davantage. Si je les proclame nécessaires, c'est en pensant à la grandeur de la France beaucoup plus qu'au perfectionnement moral, à l'épuration intime de chaque Français.

Mais si, pour former la virilité du jeune garçon, on ne doit compter ni sur la science pure, ni sur la religion seule, parce que l'une et l'autre ne peuvent qu'enseigner et qu'il s'agit précisément de qualités acquérables par la pratique et non par l'enseignement ; alors, à qui s'adresser ? Où chercher le levier de cette transformation indispensable ? Dans la discipline, répond le proviseur, parlant, il faut le re-

connaître, au nom de l'opinion publique, profondément imbue de ce faux dogme de la discipline, qui n'est autre que le dogme de l'obéissance quand même. Lorsque Napoléon le proclama, il constituait la base de l'œuvre impériale, la condition de sa durée. L'œuvre s'est écroulée, le piédestal est resté. La vie est devenue libre, l'éducation est demeurée autoritaire. Élevé pour obéir, le jeune Français attend perpétuellement des ordres, ce qui ne l'empêche pas de se révolter quand il en reçoit. La discipline qui s'exerce sans but n'introduit dans les âmes qu'un douteux mélange de révolte et de résignation. Or, notre discipline scolaire est sans but. Ce qui fait la grandeur et la beauté de la discipline militaire, c'est qu'elle a un but. La pensée du chef n'a d'effet que si chacun de ses subordonnés est prêt à la mettre en action détail par détail, sans rien voir de l'ensemble, sans chercher à le deviner, à plus forte raison sans la moindre velléité de discussion et de critique. Le succès est à ce prix. Qui ne serait fier d'y contribuer, fût-ce par une abnégation totale, par un effacement absolu de sa personnalité ? Encore y a-t-il des récompenses précises et fort appréciables pour aider le soldat à se dévouer aussi complètement. Rien d'analogue pour le lycéen auquel on demande, sans lui offrir de compensations sérieuses, des dévouements et des abnégations non moindres. On lui impose une dure discipline au nom d'un perfectionnement abstrait et vague, qu'il ne peut concevoir, sachant que du jour au lendemain tout doit changer, qu'il deviendra libre de faire tout ce que la veille on lui défendait, le mal comme l'inoffensif; car c'est un des vices fondamentaux de notre système pédagogique, ces interdictions multiples et générales, qui, s'appliquant sans distinction à ce qui est inoffensif et à ce qui ne l'est pas, établissent entre le bien et le mal une confusion perfide. Le lycéen est un troupier qui, tout à coup, passera colonel. Son régiment, c'est lui-même. Il ne saura pas le manœuvrer parce qu'il n'a jamais appris.

La discipline, par malheur, a pour elle sa simplicité même. Outre le prestige dont l'entourent son origine et ses allures militaires, elle n'est ni ardue à concevoir, ni difficile à appliquer. C'est l'oreiller de paresse de la pédagogie. Avec elle, l'éducation n'est plus cette œuvre « de travail, d'observation et d'amour », comme l'appelait Edward Thring, œuvre infiniment complexe et infiniment délicate; c'est, plus simplement, l'art de manier l'autorité avec suffisamment de justice et beaucoup d'à-propos, afin de se faire respecter dans la forme, sinon dans le fond.

En vérité, il n'y a rien de tout cela qui puisse former le caractère et il n'est pas étonnant qu'il ne se forme pas. A dix-huit ans, le lycéen n'est ni plus énergique qu'à treize, ni plus persévérant, ni plus maître de lui-même. Pour tout dire, ce n'est pas un homme. Il ne le deviendra que par sa propre et pénible expérience après avoir traversé cette zone dangereuse où vont le surprendre les premières embuscades, zone que les efforts de l'éducateur devraient tendre à supprimer et qui, par notre maladresse pédagogique, est devenue tout un territoire. Possède-t-il au moins, en abordant ces régions inquiétantes, la force de résistance voulue? A-t-il le bénéfice d'un long passé de paix intérieure et de saines ignorances?

II

Le lycée français n'est pas un abri sûr : du dehors, tout y pénètre. Tout y pénètre parce que l'existence y est ennuyeuse et monotone pour des êtres qui sont à l'âge où la nature humaine supporte le moins facilement l'ennui et la monotonie ; parce que, d'autre part, l'ingéniosité à se procurer des distractions croît, chez eux, en raison même des entraves qu'on leur oppose. Ici, les distractions sont proches. Le lycée n'est pas environné de grands espaces : il donne sur la ville. Chaque fois que la porte s'entr'ouvre, ce ne sont pas les souffles de la nature qui entrent, ce sont les paroles des hommes. Le lycéen tend l'oreille avidement; s'il n'entend pas tout d'abord, il devine : s'il comprend mal, son imagination supplée. Nous ne sommes plus aux jours paisibles d'antan où la presse n'avait pas le moyen de surexciter quotidiennement l'opinion. Les curiosités du lycéen en ce temps-là étaient brèves : elles s'éteignaient vite, faute d'aliments : Cicéron et Démosthène fixaient mieux son attention; il s'attardait plus volontiers en leur compagnie; en tous cas, le soin d'assurer sa carrière l'occupait plus exclusivement. Maintenant, dans le monde, tout est bruit et mouvement, concurrence et surproduction, calcul et souci. Le calme, qu'on s'imagine faire régner dans le lycée à coups de règlements, est fictif : il n'atteint pas les âmes. L'adolescent français est particulièrement sensible et précoce : ce n'est pas en le casernant qu'on peut atténuer sa sensibilité et neutraliser sa précocité. Quand bien même, autour de lui, l'obscurité et le silence seraient plus complets qu'ils ne le sont, les effluves troublants de notre dangereuse civilisation sauraient l'atteindre. Il n'est plus de murailles qu'ils ne traversent.

Ce qui est plus grave encore, c'est qu'il est bien difficile de connaître les ravages que cause leur passage. Dans une âme de lycéen, des fissures peuvent se propager avec une rapidité effrayante et personne n'est à même de s'en apercevoir. Cette âme est un peu comme une mine en laquelle l'éducation creuse-

rait des galeries et des puits, en vue de l'exploitation future. Imaginez la mine aux mains d'une poignée d'ouvriers irréguliers dont l'inexpérience égalerait la hardiesse et qui travailleraient isolément et sans méthode, et songez aux catastrophes prochaines, aux explosions et aux éboulements, conséquences d'un forage mené ainsi, au hasard. C'est bien souvent par les catastrophes, les explosions et les éboulements de la vie de l'homme fait que l'on surprend le secret rétrospectif du désordre jeté dans l'adolescence par ces irréguliers qui ne sont autres que les influences pernicieuses du dehors. Leur action est singulièrement favorisée par le fait que derrière les murs élevés pour isoler le lycée se crée une société qui présente en raccourci la plupart des caractères de l'*autre*, la vraie, la grande, celle dont on redoute l'action corruptrice. Et cette société scolaire demeure étrangement fermée. Les philosophes se plaisent à faire ressortir l'antinomie de la foule et de l'individu, à montrer combien l'homme *isolé* est différent de l'homme *associé*. Ce qui se dit de l'homme à cet égard est plus vrai encore de l'adolescent. Les collectivités d'adolescents sont étrangement mobiles ; la contagion de l'exemple et l'influence des meneurs y sont excessives parce que la résistance de chaque unité est réduite à son minimum ; les idées s'y propagent et les passions y font éclosion avec une incroyable facilité.

C'est à l'état collectif qu'il faudrait observer le lycéen ; comment s'y prendre ? La méfiance naturelle à toute créature trop étroitement surveillée s'augmente chez le lycéen des efforts qu'il fait pour tromper la surveillance dont il est l'objet. Son esprit est largement ouvert aux enseignements de son professeur, mais son cœur ne s'ouvre point à d'autres qu'à ses camarades. Entre lui et eux, il existe tout un ensemble de lois, de traditions, de coutumes, de manières de voir consciencieusement observées, tout un code d'honneur et de morale fidèlement obéi, toute une franc-maçonnerie. Le propre de cette franc-maçonnerie c'est de s'ignorer elle-même. Elle n'a pas à craindre les révélations d'un transfuge, car elle est presque insaisissable dans ses manifestations. Beaucoup de lycéens seraient étonnés d'apprendre qu'ils ne suivent point, à l'égard de leurs maîtres, la même ligne de conduite qu'à l'égard de leurs camarades ; ils ne s'aperçoivent pas que leur conscience parle différemment selon qu'il s'agit des uns ou des autres ; ils ne se rendent pas compte du soin qu'ils prennent de ne jamais se livrer, de ne pas même se laisser approcher. Tout cela leur est devenu comme une seconde nature. On dirait les habitants d'un pays conquis qui subissent l'autorité nouvelle sans l'accepter et qui, reconnaissant l'inutilité de la révolte, tiennent néanmoins à protester, par leur attitude de tous les instants, contre le fait accompli. Et, chose étonnante ! la grande majorité des universitaires en sont venus à trouver cet état de choses normal, à le juger inévitable, à ne pas croire qu'il puisse exister ailleurs des collèges où l'œuvre d'éducation se poursuive par l'amicale collaboration des élèves et des maîtres.

Voilà pourquoi, si tout pénètre dans le lycée, rien n'en sort. Nous avons réalisé ce paradoxe que les murailles élevées pour préserver nos fils nous isolent d'eux sans les isoler de nous. Elles sont opaques de notre côté, transparentes du leur. Tandis que nous ignorons d'eux tout ce que nous devrions savoir, eux savent de nous tout ce qu'ils devraient ignorer : nos doutes et nos défaillances, nos turpitudes et nos angoisses. Ils courent ainsi un double danger ; la gangrène menace d'envahir leur imagination et le ressort de la vie, l'enthousiasme, la foi juvénile risquent de se briser et de s'éteindre en eux. On ne peut se dissimuler que la société d'aujourd'hui ne soit peu propre à l'éducation des garçons, tant la pensée littéraire y est devenue malsaine et le langage grossier ; corruption tout extérieure, sans doute. J'ai tenté déjà de montrer aux étrangers qui nous méconnaissent (1) combien, malgré ces vilenies, l'âme française demeurait honnête, la famille stable, la femme attachée à ses devoirs. Le contraste entre ce que nous lisons et ce que nous faisons atteste certainement la force de la race et montre que la santé nationale n'est pas atteinte. Prenons garde toutefois : l'estomac le plus solide ne saurait résister indéfiniment à une nourriture antinormale ; en tout cas, c'est la jeunesse qui offre le moins de résistance. Tout concourt à la perdre : l'image et le journal, le livre et le théâtre ; et, par-dessus tout, les encouragements de l'opinion. Car l'opinion ne tolère pas la pornographie : elle l'encourage par mille moyens plus ou moins inconscients. Elle considère le romancier qui lui communique de vicieuses analyses comme un profond psychologue et décerne à l'auteur dramatique qui noue sous ses yeux de coupables intrigues le titre de moraliste. Il est entendu que tout ce misérable étalage a pour fin dernière de ramener au bien en inspirant l'horreur du mal ; seulement psychologues et moralistes oublient que rendre le mal attrayant et le bien ridicule est un singulier moyen d'atteindre ce but. L'aube d'une réaction brille sur les sommets des arts et des lettres ; mais combien de temps faudra-t-il pour que ce jour nouveau éclaire les bas-fonds où la fange s'est accumulée ? Combien de temps faudra-t-il pour que le souffle pur qui ne circule encore qu'à travers quel-

(1) *L'Evolution française sous la IIIe République* (ch. VIII, *les Idées et les Mœurs*).

ques œuvres d'élite chasse de la chronique quotidienne les miasmes qui la souillent? C'est cette chronique précisément qui cause le plus de ravages dans le lycée : contes érotiques du jeune auteur qui cherche à se pousser en faisant plus hardi, plus « fort » que le voisin, comptes rendus des tribunaux avec leurs détails sensationnels, scandales mondains décrits à mots couverts, sous-entendus perpétuels semblant ramener l'évolution de l'univers à une question d'alcôve, tout cela se lit, se découpe pour mieux s'encarter dans les cahiers et les livres de classe : le caractère clandestin de la lecture en rehausse singulièrement l'intérêt et dans les récréations à la promenade du jeudi, il n'est guère question d'autre chose. Des sujets si brûlants se prêtent à d'indéfinis commentaires.

Tout, hélas! ne se passe pas en conversations. La mauvaise graine en tombant sur des natures faibles, héréditairement compromises ou précocement dévoyées, y germe aussitôt en une moisson néfaste. L'anémie est la pourvoyeuse infatigable de l'immoralité et c'est grâce à elle que certains vices abjects se propagent dans les agglomérations d'adolescents. Il faut admirer ici encore la force de résistance de la race et l'honnêteté native de la jeunesse en face d'un péril que notre système pédagogique d'espionnage et de casernement tend à développer grandement. Le chancre est là, néanmoins et, s'il s'étend peu, il ne se guérit pas. Mais sur ce sujet, traité il y a vingt ans, par M. Sainte-Claire Deville avec une si vigoureuse franchise, on a fait très habilement le silence ; on a endormi l'opinion... Au lycée, ceux qui sont atteints de cette tragique manière, forment assurément la minorité. Quel est l'effet produit sur les autres, sur ceux qui se sont bornés à lire le mal, à en causer et à y songer? Cet effet est double. Physiologiquement d'abord, ils subissent une sorte d'intoxication graduelle qui les amènera d'une manière presque infaillible, une fois hors du lycée, à une crise plus ou moins violente et, bien que cette crise soit estimée bienfaisante par beaucoup de gens, on ne voit pas trop, à y songer sérieusement, quels avantages elle comporte ; il y a là de la part de la foule une fanfaronnade de gauloiserie, un préjugé boulevardier qui n'a pour base aucun principe vraiment viril. Mais le lycéen en juge autrement. Il est par avance fermement convaincu que la continence est au-dessus de ses forces et que, d'ailleurs, elle n'est favorable ni à la santé physique ni au développement cérébral. Un homme chaste, pour lui, n'est point un homme, et il ne se croira digne de ce nom que le lendemain de sa première faute. De telles notions — et c'est là le second effet produit — transforment nécessairement la philosophie de la vie et la rendent instable. J'ai aperçu cela nettement en observant les collégiens étrangers, non pas seulement les Anglais dont le tempérament présente avec le nôtre des différences essentielles, mais les Américains qui nous ressemblent en beaucoup de points. Or le jeune Américain, comme du reste nombre de ses camarades d'Europe, ne passe presque jamais par un semblable état d'esprit. Sa morale est la même le matin que le soir de son existence. Lorsqu'il en transgresse les préceptes, c'est à bon escient ; il ne colore pas ses manquements de je ne sais quelle fausse sentimentalité et n'ose point s'en faire des titres de gloire. Le jeune Français au contraire s'est accoutumé à nommer blanc ce qui est noir : sa vue est troublée ; sa conscience l'est aussi et, pour un temps, ne lui donnera, lorsqu'il l'interrogera, que des indications douteuses.

C'est une grande force pour un homme que de pouvoir se tenir, jusqu'au tombeau, en face de sa morale, au lieu de tourner autour d'elle comme l'ombre sur le cadran solaire. Mais à défaut d'une morale fixe les peuples se sauvent par l'ardeur de leur foi, l'énergie de leurs espérances. La France, en particulier, est une grande enthousiaste. L'idéal la maintient debout : le scepticisme la tuerait. Nos lycéens ne sont pas sceptiques assurément. A côtoyer leurs élans, on peut même se rendre compte combien, chez eux, la vieille sève demeure intacte et forte. Un jour arrive, pourtant, où ces élans, d'abord irraisonnés et sans but, veulent aboutir quelque part, s'appuyer sur quelque chose et, ce jour-là, le lycéen éprouve une vague sensation de vide. C'est le début de ce qui deviendra, si l'on n'y prend garde, une déroute morale. Un doute s'est glissé en lui : est-ce que ceux qui le conduisent ne sauraient pas où ils le mènent? Non, en vérité, ils ne le savent pas et, malgré les précautions prises pour la dissimuler, leur incertitude se marque cruellement dans leurs paroles et dans leurs regards. Le monument qu'ils avaient dressé devant ses yeux change d'aspect comme change le Parthénon pour le voyageur qui en contemplait de loin la royale silhouette et qui constate, en s'approchant, que cette silhouette est ébréchée et demi-ruinée. Chaque peuple a son Parthénon ; il y place sa religion, sa tradition et sa loi. Or, que représentent pour notre lycéen la religion, la tradition nationale, c'est-à-dire, la mission de la France à travers les âges, et la loi, c'est-à-dire les rapports qui existent, chez nous, entre l'individu et la collectivité? La religion, on lui en a parlé loyalement selon le vœu de sa mère, mais on a eu beau lui en parler au présent, il la conçoit au passé : c'est pour lui un soleil couchant, une force qui a remué le monde, qui a accompli son œuvre et dont les temps nouveaux n'auront plus besoin. Ce ne sont pas seulement ses maîtres qui, dans leur enseignement et

presque malgré eux, lui ont donné cette impression : il la retrouve encore dans sa propre famille; le langage de son père et des amis de son père est venu cent fois la confirmer. Il voit — comment ne le verrait-il pas — que le culte est devenu, pour beaucoup de gens, une simple coutume de bienséance et, dans le respect qu'on témoigne à ses ministres, il démêle fort bien une pointe de dédain. Il pense que le catéchisme et la civilisation vont s'écartant et, d'instinct, il est avec la civilisation. Quant à apercevoir les espaces infinis qui séparent la perfection de Dieu des imperfections du culte, cela n'est pas de son âge. Il confond l'un avec l'autre et, n'ayant point encore éprouvé par lui-même que Dieu fût nécessaire à l'homme, l'idée que la religion s'affaiblit et décroît le trouble peu. Les premières griseries de la liberté, les illusions printanières, les premiers soucis d'avenir immédiat vont lui suffire. Il sait pourtant qu'en cas de faiblesse et d'isolement il ne pourra plus chercher au pied de l'autel l'appui et l'abri qu'y trouvaient ses ancêtres.

Les trouvera-t-il à l'ombre du drapeau?... L'amour de la France emplit son cœur : mourir pour elle lui serait aisé. Venu au monde depuis 1870, il a grandi en face de cette perspective, non par passion guerrière, mais parce que le désastre récent pesait sur lui. La patrie s'est identifiée, dans son esprit, avec le champ de bataille. Il n'a pas fait les rêves glorieux des petits Français du temps de l'épopée et ne s'est pas vu, capitaine à vingt-deux ans, général à trente, poussant à travers l'Europe un *raid* triomphal, mais il a évoqué maintes fois les grandes masses d'hommes précipitées les unes contre les autres dans une mêlée furieuse et la sublime horreur d'une nuit neigeuse tombant sur la terre ensanglantée. Pour ce drame, il est prêt... Mais la France demande autre chose : c'est de vivre pour elle qu'il s'agit, non de mourir. L'Anglais sait si vite ce qu'il faut faire pour que l'Angleterre soit grande. Le Français, lui, a peine à deviner ce qui haussera la France. Le siècle qui s'achève lui laisse l'incorrigible habitude du provisoire. Sans doute, il a excellé, depuis cent ans, à s'installer dans ce provisoire comme si l'installation devait être définitive. On l'a même entendu médire, à chaque changement, du régime déchu et proclamer le caractère durable du régime nouveau. L'âme nationale n'en a pas moins subi un ébranlement profond; ses tendances au scepticisme se sont précisées; elle est devenue prompte au découragement, hésitante dans la lutte, toujours inquiète du lendemain. C'est la jeunesse instruite qui souffre le plus de cet état de choses. Elle en sait trop pour se contenter des assurances de stabilité immédiate que donne le présent; elle n'en sait pas assez pour apercevoir la logique du destin à travers les inconséquences du passé. Elle aime la France; elle ne la comprend pas. L'unité de son histoire lui échappe; le caractère de sa mission demeure indécis à ses yeux. L'enseignement historique, soit dit en passant, a sa part de responsabilité dans ce résultat : sous prétexte de mieux classer les faits et d'en dégager des idées générales, on a introduit dans nos annales d'énormes disproportions, projetant des flots de lumière sur des époques de stérile agitation et rejetant dans l'ombre des périodes de fécondité latente, plaçant d'inutiles détails au milieu d'insuffisants résumés, mettant en relief l'œuvre apparente au détriment de l'œuvre véritable ; et surtout, malgré les admirables progrès de la méthode scientifique, notre histoire n'a pu encore être soustraite aux atteintes de l'esprit de parti. Il y a tel événement sur lequel plusieurs siècles ont passé et dont on ne parvient pas encore à nous parler de sang-froid. Qu'est-ce donc lorsqu'il s'agit de la Révolution, plus proche de nous et dont les conséquences directes n'ont pas fini de se produire? Là, les préjugés abondent, et dans la leçon du professeur plus encore que dans le récit de l'écrivain. En somme, plusieurs Frances se dressent en face l'une de l'autre : démêler dans chacune ce qui appartient au vrai patrimoine national est une œuvre ardue propre à l'âge mûr; le lycéen n'a pas la tentation de s'y essayer; s'il l'osait, il y échouerait. Il doit se borner à accepter un des points de vue qu'on lui présente, malgré qu'il les sente artificiels et imparfaits.

Jusqu'ici du moins, il avait conscience d'une stabilité sociale subsistant au milieu des bouleversements politiques : il éprouvait à sa façon la sécurité bourgeoise de la loi, et voici que la loi elle-même est ébranlée. Napoléon l'avait établie pour contenir les écarts des citoyens et les acheminer administrativement vers un bonheur savamment hiérarchisé. Les dirigeants de 1830 la déifièrent, voyant en elle la sauvegarde de leurs intérêts : elle a régné depuis lors, paisiblement assise dans son fauteuil et tenant en mains la balance symbolique qui représente la Justice ; or les plateaux de cette balance ont cessé d'être égaux. C'est du moins ce que proclame une opinion devenue assez forte pour se faire écouter, et cette inégalité ne passe point inaperçue du lycéen. Il discourt volontiers, comme tout le monde, d'ailleurs, sur la question sociale et je n'ai point remarqué qu'il apportât dans le débat une lumière nouvelle, ni même la moindre originalité. Je constate simplement qu'il y songe et que, là encore, il rencontre l'incertitude.

Il entre donc dans la vie d'homme, affaibli par cette double connaissance qui annihilerait les efforts du meilleur des éducateurs : la connaissance du vice et la connaissance du doute ; il sait qu'ils règnent au dehors ; il les a rencontrés prématurément. Libre

aux Français qui ne sont jamais sortis de France ou qui, par étroitesse nationale, n'ont rien su voir à l'étranger, de s'imaginer qu'il en est de même partout. Les autres, ceux qui sous l'Anglo-Saxon, sous le Scandinave, sous le Latin cherchent l'homme, afin de dégager tout ce qui peut servir à réaliser un type supérieur d'humanité; les autres ont constaté dès longtemps que le peuple est fort, là seulement où le collégien grandit dans la pureté et dans la certitude. Cette assurance de force, peu de pays au monde, à l'heure actuelle, en sont plus dépourvus que le nôtre

III

S'il fallait définir l'éducation *nécessaire*, je dirais qu'on doit nommer ainsi celle qui vise à la fois à développer les qualités de la race et à atténuer ses défauts, celle qui corrige et redresse en même temps qu'elle accentue et complète, celle qui tend par conséquent à placer l'individu dans les meilleures conditions possibles pour qu'il travaille efficacement au bien général. Cette définition n'est guère classique; elle aurait choqué Fénelon et chagriné le bon Rollin : mais elle répond plus exactement qu'aucune autre aux conditions présentes. C'est, en somme, pour l'avoir comprise et pratiquée que les Allemands et les Anglais ont vu, dans ce siècle, s'accroître si rapidement leur puissance et les peuples qui ne s'en inspirent point dans l'organisation de leur pédagogie se placent par là même dans un état d'infériorité volontaire vis-à-vis de leurs rivaux. Eh bien! pour ce jeune Français d'aujourd'hui, la nécessité première ce serait d'apprendre à *vouloir*, parce que la volonté française défaille ; la seconde, ce serait d'apprendre à *croire*, parce que sans idéal et sans foi, la France ne peut pas vivre ; la troisième, ce serait d'apprendre à *penser*, parce que le génie français, logique et harmonieux, est fait pour les grandes synthèses qui éclairent l'espace et non pour les encyclopédies arides. Si ce programme n'est pas rempli, si nos lycéens ne sont pas plus énergiques, plus enthousiastes, s'ils n'ont pas davantage d'individualité et de spontanéité, s'ils nous reviennent vacillants, mûrs pour le scepticisme, et possédant, au lieu des facultés créatrices, ces facultés critiques très répandues aux époques indécises et très propres à provoquer et à accélérer les courants de décadence... à qui la faute? Est-ce la leur, la nôtre, celle de tout le monde? Doit-on accuser le système ou ceux qui l'appliquent?

La leur? Non, ce n'est pas leur faute. Le bilan serait incomplet si, ayant dit ce qui manque à nos lycéens, je ne portais pas à leur avoir les qualités dont ils font preuve. Celles du cœur d'abord. L'écorce de rudesse qui se forme chez tout garçon sain parce qu'elle est nécessaire au travail latent de la virilité est, chez eux, mince et flexible. Que de fois j'ai noté la simplicité de leurs dévouements entre camarades, le tact avec lequel s'expriment leurs sympathies, leur confiant abandon et la vivacité charmante de leur reconnaissance! Pourquoi des méfiances subites passent-elles sur eux dès qu'ils se sentent observés, sinon parce qu'on ne sait pas leur rendre la surveillance légère et leur donner les illusions de la liberté? Entre eux aussi, ils sont francs. Pourquoi cessent-ils de l'être parfois quand d'autres interviennent?... Oh! la franchise! comme on est coupable de ne pas leur en dire le prix, de leur marquer au contraire, par l'indifférence avec laquelle on traite le mensonge, en quelle piètre estime on tient ce piédestal de l'âme? Qui donc, en France, se permettrait de renvoyer un élève qui ment et quelle niaiserie de vouloir faire de l'éducation collective sans mettre en pratique cette règle fondamentale de tout collège : Ici, on ne ment pas.

Ils ont encore, par intuition, le culte de l'honneur et on ne le fortifie point en eux... Un jeudi, dans un lycée de Paris, se passa cette scène poignante dont j'ai gardé un souvenir amer. Quinze élèves, moyens et grands, autorisés par leurs parents, devaient aller au Bois de Boulogne pour disputer une des épreuves du championnat interscolaire de foot-ball contre une équipe d'un autre lycée. Au dernier moment, le maître d'études désigné pour les accompagner, se trouva empêché. Qu'allait-on faire? Leur chef d'équipe, leur « capitaine », un bon élève, aimé et respecté de ses camarades, se porta garant que tout se passerait comme si le maître d'études était là. « Ils m'ont promis, dit-il, j'engage ma parole d'honneur. » Et celui à qui il parlait répondit : « Mon ami, est-ce que je puis accepter la parole d'honneur d'un élève? » — Et c'était vrai. Il ne le pouvait pas. Toute notre pédagogie est dans ce mot : la parole d'honneur ne vaut point. L'élève le sentit et baissa la tête... De telles scènes ne sont-elles point faites pour fausser toute une vie?

Ils ont enfin une intelligence prompte et réfléchie qui les servirait merveilleusement si l'on ne demandait pas tant à leur mémoire. Mais à peine ont-ils le temps de comprendre et jamais le temps de réfléchir. Qu'on leur explique ce qu'on veut faire d'eux ; comme ils seront attentifs! que leur concours soit demandé pour cette œuvre-là, combien volontiers ils le donneront!

Ce n'est donc pas leur faute, mais ce n'est pas non plus celle de leurs maîtres, si l'éducation nécessaire ne leur est pas donnée. La France éprouve vaguement que le corps universitaire est recommandable par ses vertus, son honnêteté, son labeur, et

son dévouement ; mais elle ignore à quel point cela est vrai. Les professeurs de l'Université vivent dans une sorte de pénombre produite par la poussière du passé qui flotte autour d'eux et les Français ne savent pas respirer cette poussière-là. En Angleterre, elle compose une atmosphère confortable que la lumière moderne traverse très aisément : chez nous, elle forme un crépuscule à travers lequel tous les objets présents prennent des contours diffus. Nous faisons peser l'âge de l'institution sur les épaules de chacun de ses membres ; ils participent de son caractère vieux et vénérable. Nous trouvons dès lors tout naturel qu'ils soient vertueux et leur en témoignons cette approbation brève et un peu dédaigneuse, dont, en France, fut toujours payée la vertu. Ce dédain est assez vivement senti par les jeunes pour qu'ils tentent souvent de faire oublier dans le monde cette profession dont au fond ils sont fiers et qui devrait leur constituer partout un passeport social. Ils évitent d'y parler des sujets qui les occupent habituellement et cherchent, par d'innocents subterfuges, à prouver qu'ils sont accessibles aux derniers raffinements de la mode. En réalité, ils valent leurs devanciers ; la carrière n'est point devenue plus lucrative et elle n'exige pas moins de bonne volonté et d'abnégation qu'autrefois.

En parlant du lycée, j'ai prononcé le mot d'usine. Dans cette usine-là, les élèves forment la matière première et les maîtres sont les ouvriers. La matière première, il faut la prendre comme elle est ; mais elle pourrait être mauvaise : elle est bonne. Les ouvriers aussi sont bons. Si le produit manufacturé est imparfait, la faute est donc à l'outil, à la machine, au système. Et ici, prenons garde : on est en train d'égarer l'opinion que ce problème de l'éducation commence tout de même à agiter un peu ; on lui dit : C'est l'absence de débouchés qui cause tout le mal ; les carrières sont encombrées : il faut en ouvrir de nouvelles ; c'est une errreur analogue à celle que commit l'Académie de médecine lorsque, il y a dix ans, surgit le spectre du surmenage. Le docte corps recommanda d'accroître le nombre et la durée des heures de récréation, sans s'enquérir de l'emploi que ces heures avaient reçu jusqu'alors ; à quoi bon augmenter le temps affecté aux exercices physiques, du moment que les exercices physiques ne bénéficiaient même pas du temps qui leur avait été affecté précédemment ? De même, il est inutile d'orienter vers de nouvelles carrières, et surtout vers des carrières d'initiative et d'énergie, des êtres qui ne sont point formés en vue de les parcourir. Formez-les d'abord ; ce sont eux-mêmes qui se créeront des débouchés. Leur méfiance présente est naturelle ; ils sentent ce qui leur manque ; elle est heureuse aussi : désarmés comme ils le sont, la vraie lutte coloniale, par exemple, les décimerait s'ils osaient l'affronter. Avouons-le : la question de l'encombrement des carrières n'est qu'une question d'impuissance et cette impuissance vient du lycée.

Il faut donc réformer le lycée : notons tout de suite que les éléments de la réforme ne pourront venir du collège libre où le système est identique. Voilà bien une nouvelle preuve que c'est le système qui est coupable : dans la plupart des établissements libres, il est appliqué par d'autres hommes et sur d'autres élèves et les résultats ne sont pas meilleurs ; le caractère est aussi vacillant, sinon plus ; les murailles n'abritent pas mieux ; le vice n'est pas moins connu. Une certitude demeure, il est vrai, la certitude religieuse, mais combien souvent superficielle et formaliste !

Une dernière objection me sera faite. La réforme, dira-t-on, s'opère d'elle-même ; laissez-la s'achever tranquillement ; elle est radicale et bienfaisante ; elle s'appelle l'externat. Non, l'externat n'est pas une réforme, ni même une solution ; c'est une fuite devant les difficultés d'un problème qu'on n'ose résoudre. L'externe ou, pour mieux dire, le demi-pensionnaire, — car cette forme d'externat mitigé est celle dont les Français sont en train de s'éprendre, — n'échappera à aucun des périls de l'internat et ces périls seront même aggravés en plus d'un cas. Il ne peut en être autrement puisque le lycée souffre précisément des mêmes maux que la société et que l'externat va multiplier entre eux les contacts. Pour l'enfant, point de doute : il est mieux près des siens. Que sa mère le garde longtemps, longtemps avec elle, ne craignant pas de lui faire respirer une atmosphère de tendresse. La tendresse fortifie comme le soleil. Qui dira le mal qui s'est commis au nom des absurdes théories spartiates ! Qui dira le dommage qu'ont causé les brimades et quelles faiblesses inguérissables sont issues du joug prématuré de la force ! Mais à l'enfant succède l'adolescent, c'est-à-dire l'apprenti-homme auquel il s'agit d'enseigner son métier ; la période est brève, quatre ans, cinq ans tout au plus, pendant lesquels vous pouvez tout gagner ou tout perdre. La famille n'est point faite pour ce rôle-là : je me garderai de dire que l'internat puisse seul y prétendre ; mais, externe ou interne, il faut que le lycéen ait à sa portée tous les outils dont le maniement constituera son apprentissage viril : si le lycée ne les lui fournit pas, comment les trouverait-il au foyer paternel ?

Les observations qui m'ont conduit aux conclusions que je développe ici n'ont pas porté exclusivement sur des internes ; loin de là. Or, je ne crois pas qu'entre eux et leurs camarades externes on puis se signaler de différences capitales. Ces derniers sont seulement moins faciles d'accès, plus fuyants,

moins *prenables*, offrant par conséquent moins de ressources à l'éducateur. Ils sont aussi plus exposés. Ces fissures rapides dont je parlais tout à l'heure, elles se propagent à l'insu des parents les plus vigilants, aussi bien que des maitres les plus consciencieux, dans le milieu honnête et uni de la famille comme dans la rigide sécheresse du collège. C'est l'état de la société qui veut cela. Si vous vous en prenez à elle, vous perdrez vos peines et votre temps. Il n'y aurait qu'une solution, ce serait de constituer le collège en dehors d'elle..... Comment ?

PIERRE DE COUBERTIN.

A suivre.

LE JUIF ERRANT

Nouvelle.

J'aime Clermont, non le gros Clermont d'Auvergne, la ville des Conciles et des Grands jours, mais le petit Clermont du Beauvoisis, la ville de bon repos, de silence et d'oubli. Le chemin de fer ne fait que la frôler, négligeant d'y creuser la tranchée nécessaire pour y pénétrer, car elle ne s'est faite usinière, tisserande ou forgeronne, et c'est pour moi un attrait de plus que cette indifférence, ce nonchaloir quelque peu méprisant en ce coin d'Oise si transformé aujourd'hui par l'industrie. Solidement campée sur la colline, ses maisons longuement accotées, les petites tapies, des caves au comble, contre les hauts pignons des grandes, elle ne se transfigure, ses bâtisses Louis XIV s'effritant chaque jour insensiblement, son donjon et son église usant un peu plus, à chaque neige, les arêtes de leurs pierres, sans que toutefois des rides se creusent, tout à coup désolantes, — elle vieillit lentement, comme une belle vieille au sang pur, avec le long sourire mélancolique des aïeules qui ne gardent de la vie, par l'incroyable force de leur philosophie, que le souvenir des heures heureuses.

J'ai passé à Clermont mes premières vacances, et j'en ai conservé d'intimes souvenirs demeurés intacts et vibrants. Au nombre de ceux-ci il est un épisode étrange, resté inexpliqué, qui passionna la ville entière, dont quelques vieux comme moi doivent se rappeler : je veux parler de la venue du Juif errant qui eut lieu l'automne de 1820, aventure mystérieuse qui masque une tragédie intime ignorée de tous, dont le hasard devait me rendre l'unique témoin.

Donc, je venais chez un oncle, frère de ma mère, qui possédait dans le bas de la ville, du côté d'Agnetz, une fort belle maison.

Pour peu que l'on écrive, il est très rare qu'on n'ait pas, de par le monde, un oncle, personnage littéraire et commode à placer, doté, ainsi le veut la tradition, d'un cœur d'or et d'une tête vive, rendant d'incalculables services aux malheureux en peine d'une nouvelle ou d'un roman. Cette fois, j'en demande très humblement pardon, cet oncle est bien à moi; je dois même m'excuser si le signalement que je vais en donner diffère peu de celui du bourru bienfaisant si souvent rencontré : il me faudra subir cette banalité pour rester véridique.

Venir chez l'oncle était pour moi une joie très grande. Il y avait d'abord le voyage, la voiture que l'on prenait au *Lion-d'Argent*, faubourg Saint-Denis, les recommandations de mon père au cocher, le branle-bas du départ, l'ivresse que m'apportaient les premiers champs, et les talmouses qu'on mangeait à Saint-Denis, et à Luzarches les omelettes dorées et le petit vin clair du déjeuner, enfin l'arrivée vers le soir, avec les chevaux frais du dernier relais enlevés par les sonores claquements du fouet, le groupe des curieux et des flâneurs attendant dans la cour de la mère Maucomble, et le cri partant du siège au milieu du bruit et des appels : « Il est là ! il est là ! monsieur Vibert, votre neveu !... » Ah ! comme le brave homme était content ! Il m'embrassait bien fort sur les deux joues ; et, sans nous arrêter aux bonsoirs des voisins, nous descendions à la maison où nous trouvions le souper près du grand feu joyeux de l'âtre, suivis du drôle des *Deux-Épées* mon portemanteau sur l'épaule ; et c'étaient mille questions sur mon père, sur Paris... Souvent, il me venait prendre n'ayant encore déboucl é ses hautes guêtres, ni quitté la houppelande qu'il mettait pour aller voir ses ventes, — car il n'était rien moins que le fermier des coupes de la forêt domaniale de Hez.

L'hiver de 1785 fut, dans la vallée de la Bresche, — la *Vallée dorée*, — particulièrement rigoureux et meurtrier et acheva de ruiner ceux qu'avait épargnés la longue et sinistre tourmente de 1776. Au nombre de ces malheureux étaient Jean-Rémy Vibert et sa sœur Anne-Rose, qui se trouvèrent, un soir, orphelins et sans pain dans la ferme familiale de la Neuville. Une parente éloignée, prise de pitié, emporta le berceau où vagissait la petite fille, abandonnant Jean-Rémy qui avait seize ans. En ces temps il fallait être homme de bonne heure. Quand l'enfant se vit seul devant les charrues mortes, les écuries, les étables et les granges vides, il se sauva : sur la grand'route passait une compagnie de soldats du roi, il la suivit... Comment, parti avec la perruque à la brigadière du régiment d'Artois, était-il revenu l'an X de la République avec les cadenettes, le chapeau et l'habit de capitaine de l'armée de Moreau ? C'est que le pauvret, qui avait eu peur de la nuit et du silence, fut devant

le danger que l'on voit et qui menace d'une bravoure tranquille à émerveiller les plus audacieux, et qu'en dépit de son origine paysanne, son esprit était vif et prime-sautier; voilà plus qu'il n'en fallait pour faire son chemin, à une époque où chaque galon se payait comptant en qualités naturelles. Aussi, sans la balle autrichienne qui lui brisa le genou à Hohenlinden, — blessure dont il ne se remit jamais complètement et qui l'obligea à quitter l'armée, — mon oncle Rémy serait arrivé très haut.

Il avait accepté cette retraite d'autant plus philosophiquement que l'ère des grandes aventures semblait définitivement close; on avait traité avec l'Europe entière, l'aurore de la paix d'Amiens se levait sur le pays, prête à faire éclore ces prodiges entrevus par Bonaparte, qui devaient s'évanouir irréalisés, pour revenir si effroyablement obsédants dans les songeries du dieu vaincu de Sainte-Hélène.

Rémy Vibert revenant assez inquiet de son avenir, retrouva, à sa grande surprise, des bribes du patrimoine qu'il croyait à jamais perdues et qui avaient été séquestrées à son profit, terres et bois qui le sauvèrent. Il vendit celles-là, exploita ceux-ci et, après quelques opérations habilement menées, se donna tout entier à l'affouage et à la coupe. Son coup d'œil, sa décision, sa haute probité lui firent en peu de temps une situation prépondérante, et il devint sans conteste le maître de ce domaine charmant qui tient entre Clermont et Bresles, entre Thury et la Neuville-en-Hez.

Un événement cependant faillit lui faire reprendre du service : la brusque et inopinée déclaration de guerre à l'Angleterre. En dépit de la presque impossibilité qu'il éprouvait certains jours à marcher ou à se mettre en selle, il fit une demande. Le courrier de prairial qui lui apporta la réponse avait deux plis à son adresse : le refus ému de Mortier et le brevet, signé du Premier Consul, le nommant légionnaire d'une des quinze cohortes de la Légion d'honneur. C'était la retraite définitive, mais glorieuse : il fallut bien se résigner.

Il n'abandonna pour cela le génie prestigieux qui fanatisa toute sa génération. Incapable de suivre ses camarades des premières luttes dans le vertigineux déchaînement de leurs victoires, il travailla sans relâche et avec une diligence incroyable, à approvisionner les chantiers militaires, choisissant les essences avec un soin jaloux, faisant abattre sans merci dans les traces et les buissons des particuliers, les arbres qui lui plaisaient, soignant les madriers sur feuilles et avec leur écorce pendant des mois, les faisant soigneusement équarrir l'avril venu, et les expédiant vers les ports ou les magasins de l'armée dont il arrêtait la liste avec le préfet. Il avait commencé par les radeaux du camp de Boulogne et il ne devait finir que par les affûts et les crosses de Waterloo.

Cette fois, il joua sa tête.

Au mépris des indices certains d'une seconde restauration, — indices qui sourdaient en province plus que partout ailleurs, — et que la France lasse et exsangue devait laisser faire, il s'associa ouvertement à l'épopée des Cent Jours. Les arsenaux étaient vides, il y avait à improviser tout un matériel immense que la guerre et la trahison avaient détruit; il jeta bas, avec une sorte de fureur malgré les criailleries menaçantes, les mauvais vouloirs, les résistances qui se montrèrent alors ouvertement, tous les noyers qu'il découvrit et les expédia, sans même les façonner, sur Charleville et sur Maubeuge. Il fut *noté*. Eut-on peur, lors du retour définitif de Louis XVIII, de toucher à cet homme qui était adoré de son petit corps de bûcherons et de charbonniers, gens insaisissables et rudes? Cela se peut, si étrange que cela paraisse. L'impitoyable répression qui s'exerça frappa surtout, les grands, connus des villes seulement, des villes qu'on met à la raison, quand on a pour soi les baïonnettes et la police, princes, maréchaux, ducs pour lesquels ne devaient pas s'émouvoir les tâcherons des champs et des bois, qui savaient vaguement leurs noms et les jalousaient même, par atavisme; mais, par contre, ils sont excessivement rares les procès instruits contre des fermiers, des propriétaires terriens menant la vie de leurs ouvriers. On ne les inquiéta pas, ceux-là : on craignait trop une chouannerie qui eût eu l'Aigle et pour drapeau les trois couleurs.

L'exil de Napoléon, l'affermissement du pouvoir royal, les persécutions et les crimes restés sans vengeances, les complots étouffés dans le sang, les exécutions sommaires, les jugements des Cours prévôtales, le firent réfléchir profondément. Il prit le deuil de ses espérances, garda dans sa pensée l'éblouissante vision de la gloire du grand empereur et redevint fermier des coupes, sans qu'aucune imprudence démentit une telle résignation. Quand je dis aucune, je me trompe : alors qu'il attachait sa croix au revers de sa redingote à boutons d'acier, ce n'était celle de la nouvelle ordonnance, mais bien l'ancienne où était l'Aigle impériale tenant le foudre.

A cette époque, il n'avait guère dépassé la cinquantaine, et les immenses fatigues de sa jeunesse et des luttes de plus tard semblaient avoir communiqué à ses muscles et à son sang, loin de les briser et de l'appauvrir, une énergie et une chaleur qui étonnaient chez un vétéran de tant de combats, vaillance qu'annonçait, au reste, le calme enjoué de sa physionomie. Pas très grand, presque maigre, il avait bien la tête du Picard résolu et tenace, — cheveux grisonnants,

petits favoris roux soigneusement taillés, yeux bleus très mobiles et narquois, front haut et bouche fine, — mais d'un Picard dont l'entêtement originel était devenu de la volonté sous la double influence de l'intelligence et de la grêle des horions recueillis un peu partout, au cours des premières équipées. Quand on le vit si rangé et si sage, à l'abri de toute inquiétude, sa petite fortune solidement assise, il eut à subir d'autres assauts. Dame, c'était un parti fort sortable! S'il passait, très alerte en dépit de sa légère claudication, allant à Saint-Samson témoin de quelque mariage, ou au Palais de Justice, arbitre de quelque litige, la taille bien prise dans son habit, tenant d'une main sa canne à bec d'ivoire, chiffonnant de l'autre son jabot blanc, son feutre à boucle d'argent légèrement sur l'oreille, ayant dans toute sa personne cette coquetterie particulière aux officiers de son époque, il était plus d'une veuve consolable et d'une demoiselle mûre pour soupirer et lui laisser comprendre son état d'âme; mais il feignait de ne s'en apercevoir, ou, si l'attaque était trop directe, il s'inclinait galamment, un sourire aimable aux lèvres... et c'était tout.

Non, il avait arrangé sa vie, et il se souciait peu de la bouleverser à nouveau en y introduisant l'« être charmant » des romances et des petits vers. Il avait aimé fougueusement, en soldat d'aventure; puis, s'était donné tout entier au labeur acharné qui n'avait été ni sans périls ni sans lourdes responsabilités; maintenant, il voulait le repos et n'eût pour rien au monde modifié l'ordonnance de sa maison, que tenaient une brave femme docte en cuisine et ménagère soigneuse, et son mari, vieux dragon d'Espagne, maître Jacques balafré, quelque peu ivrogne, présidant avec un bonheur tout particulier à la taille de la vigne, à la conduite des poiriers, soignant à souhait *Filou* et *Rustaud*, les deux petits chevaux pyrénéens avec lesquels mon oncle faisait ses tournées dans les ventes.

Oh, la forêt! c'était pour moi l'attrait suprême de mes vacances; sans cesse j'y voulais être, je la parcourais en tous sens sur mon roussin, y passant des journées entières à chevaucher sous les futaies, à m'égarer dans les gaulis, à courir dans les herbes folles des bas-fonds, dînant avec un bûcheron d'une miche de pain bis et d'une gorgée de cidre noir, ou à quelque hameau à l'orée des bois; rentrant toujours à regret, gris de l'odeur des sèves, l'oreille pleine du chant des sources, du frissonnement profond des feuillées.

Il y avait aussi nos visites aux châteaux voisins, visites qui m'intéressaient fort par la diversité du monde auquel on me présentait. On y recevait mon oncle, non comme l'expert auquel il faut avoir recours, mais bien avec une considération particulière qu'expliquaient son caractère, la dignité courageuse de sa vie; aussi m'emmenait-il toujours, pas par fierté et pour que je fusse témoin des grandes honnêtetés qu'on lui faisait, mais pour me déniaiser et m'apprendre, tout Parisien que j'étais, à saluer et à tourner un compliment. Cette année-là, nous allâmes au château de Ponroy dont le parc s'enclavait dans les bois domaniaux, pour une estimation à faire en vue d'un contrat de mariage, estimation sur laquelle les notaires ne parvenaient à s'entendre. Mon oncle avait fait attendre quelque peu sa réponse, puis s'était enfin décidé : je devais avoir bientôt la raison de son hésitation.

Au sortir de son cabinet et après la conférence avec les tabellions, M. d'Angiliers — qu'on pressentait rude, brutal et hautain malgré sa politesse impeccable — nous introduisit au salon pour nous présenter à celle qui devait être la marquise; et je me souviendrai toujours de ce que je vis. Dans l'immense pièce tendue de lampas jaune broché de tulipes et d'œillets, richement meublée dans la délicieuse ordonnance du siècle dernier, deux femmes étaient : l'une sommeillait, enfoncée dans les coussins d'une bergère, ses mules sur les cuivres en rocaille des hauts chenets, les mèches grises de ses cheveux poudrés artistement ordonnées sous une mantille de dentelle noire; l'autre, toute frêle et gracile en sa robe de cachemire à longs plis, assise près d'une fenêtre, le coude appuyé sur un guéridon de laque, le menton sur la main, ses grands yeux noirs ouverts faisant plus blanc encore son visage aux pâleurs douces, regardait avec une mélancolie suprême tomber lentement le crépuscule : elle avait, sa coiffure à bandeaux aidant, son profil pur et ses bras nus sortant de l'épaulette bouffante de la robe, quelque chose des rares bustes émus de Canova.

A notre entrée elle se leva, non sans un léger tremblement vite réprimé et le marquis nous présenta : il épousait la vicomtesse de Ponroy, fille de la comtesse douairière de Ponroy, — qui avait daigné s'éveiller et venir à nous. On ne pouvait imaginer une antithèse plus frappante que celle qui existait entre ces deux êtres qui allaient s'unir; lui, grand, fort, le verbe et le geste hauts, avec, malgré les soins qu'il prenait, le despotisme, la dureté native qui perçaient; elle, toute grâce et toute beauté, s'alliant à cette floraison de la chair qui trahissait déjà la femme et, au fond de son être, comme un chagrin caché, comme une peine secrète que ne parvenait pas à démentir la sérénité de sa voix.

Ce que M. d'Angiliers avait omis de dire, mon oncle me l'apprit après le dîner, en revenant au petit pas de nos montures. Mlle de Ponroy s'appelait légalement Mme la baronne Lheurin, veuve du colonel de cavalerie baron Lheurin, un des officiers

généraux les plus jeunes et les plus remarquables de la Grande Armée, que son inaltérable dévouement à l'Empire avait fait condamner à mort à la rentrée des Bourbons. Il l'avait épousée en 1812 à la veille de la campagne de Russie, en dépit de la famille de Ponroy restée fidèle à l'ancien régime; et, trois ans après, alors qu'il n'avait passé auprès de sa femme que des heures hâtives, distraites à grand'peine des formidables chevauchées, la Cour prévôtale le frappait d'un arrêt terrible, et il se faisait tuer par la sentinelle du fort de Ham en tentant de s'échapper la nuit précédant son exécution. La douairière laissa à sa fille, qui n'avait que dix-neuf ans, le temps moral de porter son deuil, et elle la fiançait enfin au gendre de son choix, au marquis d'Angiliers. Je comprenais maintenant la tristesse de la jeune femme qui avait si peu vécu son roman d'amour avec celui qu'elle avait voulu si follement... et aussi l'hésitation qu'avait eue l'oncle Vibert d'aider à ce qu'il considérait comme un parjure. Mais il s'était assagi, ainsi que vous savez, et nous nous étions rendus à Ponroy.

A quelque temps de là, étant allé en forêt sans moi, il ne rentra pas, un soir, à l'heure accoutumée. Comme il lui arrivait parfois de s'attarder chez un garde à finir des comptes ou à dresser ses états, il entendait que je fusse servi seul : je soupai donc sans lui. Une heure se passa, puis une autre, l'inquiétude nous prit; jamais cela ne lui était arrivé. La minuit approchait, et je venais de convenir avec Théotime — son factotum portait ce beau nom — de partir à sa recherche par les chemins habituels que nous connaissions bien, quand le galop de son cheval retentit sur le pavé : nous nous précipitâmes. Mon oncle, très pâle, descendit sans répondre à nos questions, jeta la bride de *Rustaud*, qui avait un pouce d'écume sur les flancs et soufflait en tempête, entra vivement dans la salle et, sans faire attention à la nappe mise, se laissa tomber dans le fauteuil qui était toujours au coin de la haute cheminée.

Il avait la figure bouleversée d'un homme qui vient d'assister à un spectacle terrible.

Comme je restais étonné d'une telle arrivée et que je le questionnais des yeux, il me demanda un gobelet de vin qu'il vida d'un trait.

Rose entrait, la soupière fumante dans les mains.

— Faites venir Théotime et revenez, commanda-t-il.

Quand nous fûmes tous les trois devant lui, il demanda :

— Les portes sont bien fermées ?

— Oui, capitaine.

Le vieux dragon n'avait jamais pu se résoudre à l'appeler Monsieur.

— Eh bien, écoutez-moi : les gendarmes seront ici demain matin.

Nous nous regardâmes étonnés.

— Oui !... le marquis d'Angiliers vient d'être assassiné dans la forêt.

— C'est impossible ! m'écriai-je.

— Je l'ai trouvé à la Croix Grand-Jean, une balle dans la poitrine, avec, auprès de lui, ses deux bassets hurlant à la mort.

Nous étions atterrés.

— Voilà où on en est avec les gardes d'aujourd'hui !... Je l'ai fait rapporter à Ponroy par des bûcherons que j'ai appelés dans le Fond-aux-Aulnes, j'ai donné l'éveil à la garderie des Ployes, j'ai piqué des deux jusqu'à Mouy prévenir le brigadier, car c'est sur son terrain que s'est commis le crime, et il bat le bois avec ses hommes... Ils trouveront, ne trouveront pas, ce n'est pas mon affaire ! Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils vont mettre sur pied une jolie compagnie de traîne-guenilles et de miséreux... Mais, ce qui m'occupe, c'est qu'ils vont être ici tous les jours, pour ceci, pour cela, et que ça va être une vraie potinière et des commérages à n'en pas sortir... Eh bien, je vous dis ce que je sais afin que vous le répétiez exactement, et qu'ensuite il soit bien entendu que je veux être tranquille !... J'irai demain chez le procureur du roi faire ma déposition, et comme je n'ai vu personne, ni même entendu le coup de feu, que le marquis ne m'a rien dit puisqu'il était bien mort quand je l'ai découvert, j'espère qu'il ne m'enverra pas trop souvent ses officieux, le procureur... Maintenant, toi, achève de bouchonner ton cheval; Rose, servez de suite ce qu'il y a, et vous, monsieur mon neveu, montez à votre chambre, il est grand temps de vous reposer... Allez, je souperai seul.

Je ne pus dormir cette nuit-là, et revécus notre visite à Ponroy dans ses moindres détails ; je revis le marquis, l'entendant, me rappelant ses phrases qui m'avaient étonné par leur concision et leur raideur et qui sonnaient autrement à mon oreille, maintenant que celui qui les avait prononcées était chez lui, non en maître autoritaire et impérieux mais froid, glacé, muet, la poitrine trouée, avec, sur le masque, cette patience effroyable des morts... Et sa fiancée, si touchante, si belle en sa tristesse secrète ?... Quel bouleversement avait amené le coup lâche de l'assassin...

Le parquet mena l'enquête dans le plus grand secret, avec l'empressement et l'intelligence dont il était capable ; on écuma soigneusement la forêt et les villages riverains, la gueusaille rabrouée, chassée des villes, vivant de braconnage, gîtant dans les huttes abandonnées des charbonniers et dans les carrières de la Mare-Madame, fut soigneusement capturée, interrogée, tournée et retournée ; mais on eut beau la faire entrer en ville par groupes solidement enchaînés, promener de la prison, au cabinet du

juge pendant des semaines, au milieu de l'émotion et de la curiosité générales, ces loqueteux à mines patibulaires et effarées, on ne trouva rien, on ne recueillit pas le moindre indice permettant d'inculper un seul d'entre eux et on les relâcha : ils retournèrent d'où ils venaient, au grand désespoir et à la vive colère des bourgeois apeurés : colère, désespoir qui ne furent de longue durée toutefois, une indiscrétion grosse de scandale venant de dévoiler tout à coup une histoire dont on se disait en catimini les détails amusants, aventure où figuraient madame la baillive, madame l'élue et certain très beau premier clerc d'avoué... L'affaire fut classée dans le public comme elle l'avait été par la justice.

Sur ces entrefaites la Saint-André arriva ; c'était le temps de la grande foire annuelle si fréquentée, qui amenait, dès l'aube, les maquignons et leur cavalerie, les pépiniéristes et leurs fagots d'arbustes ébranchés à la serpette, les laboureurs avec leurs charretées de foin odorant, leurs farinières gorgées de blé soigneusement vanné, ceux de Bulles avec de fines toiles patiemment tissées, ceux de Breuil-le-Vert charriant précieusement les dames-jeannes d'huile blonde : le marché par toute la ville, à même la chaussée, au petit bonheur de l'arrivée, le long des maisons et au coin des boutiques, avec des ingéniosités naïves pour tenter l'acheteur, une fièvre d'offres et d'invites, un débat, une confusion de voix, de rires et de jurons, une bousculade de paniers, de sacs et de brouettes, une trépidation, un piétinement de gens parmi les complaintes désolées des mendiants, des fusées de couleurs, d'éclats et de miroitements, un désordre, un fouillis, un pittoresque qui transfiguraient Clermont et lui rendaient, pour un jour, hélas ! cette vie qui avait été sienne alors qu'il « tenait pour le roy et son comte ».

Notre porte, notre coin de faubourg étaient le rendez-vous habituel des faïenciers et des verriers, et le coup d'œil était fort réjouissant. Sur l'épaisse litière de paille, les beaux grès de Savignies, les jarres vernissées, les telles à lait et les saloirs rebondis mettaient la gamme ocreuse de leurs émaux brillants, tandis qu'entre eux s'écroulaient des assiettes et des plats où fleurissaient des roses cramoisies, où s'égosillaient des coqs impossibles, où se lisait la légende déjà enluminée du Grand Homme. Au milieu, une large allée était réservée pour la diligence de Dunkerque qui allait passer d'un moment à l'autre pour gagner le carrefour Saint-André où on dételait, et que nous avions en face de nous, au haut de la rue des Fontaines. Elle était, ce jour-là, très impatiemment attendue : à la suite d'une intrigue savamment conduite, elle ne devait s'arrêter au *Cheval-Blanc* comme elle le faisait depuis un temps immémorial, mais bien aux *Deux-Épées* dont le patron venait d'obtenir concession du relais. Et comme le soir approchait et qu'elle n'allait tarder, nous nous étions mis, mon oncle et moi, sur le seuil.

L'heure était exquise ; le soleil au déclin, un clair, aimable et limpide soleil d'automne enveloppait tout d'une caresse dorée, approfondie d'ombres moelleuses : là-haut, au carrefour, un émoi de peuple, de marchands et de gamins autour d'une queue de cidre que Létuvé, l'hôte vainqueur, défonçait généreusement pour fêter son aubaine ; puis, entre les marges sanglantes de ses toits, cahoteuse et vieillotte, son abreuvoir moussu débordant en un ruisseau d'argent, ses auvents peints, ses enseignes et sa kyrielle de revendeurs, la rue des Fontaines dévalait, brisant les flots durs de ses pavés à la paillade de nos poteries, — c'était amusant au possible, plein de lumière et de mouvement dans le crescendo du marché finissant.

De la poussière, une sonnaille de grelottières, des grincements aigus de fers qui se froissent, des craquements sourds de bois qui se serrent, un orage de claquements de fouet, de « hops ! » et de jurons dans cette nuée : c'est, brimbalante et poudreuse, la diligence qui fait son entrée, la diligence avec sa marmotte goudronnée, sa caisse jaune, son attelée haletante, et, — dieu de la machine, — son postillon à la française, en bottes dures, en veste ronde, en perruque et en chapeau verni. Elle s'arrête un moment pour laisser souffler les chevaux ; puis, résolument, en un dernier coup dans leurs colliers à pointes, les cinq courageuses bêtes entament la montée. Tandis que les vitres s'abaissent, que des têtes se montrent curieuses, surprises de cette animation et de cette foire, contentes de l'arrivée, de l'étape franchie et du souper prochain pendant lequel on se remettra de la longue secouée, la horde pleurarde et quémandeuse des besaciers, des faux manchots et des béquillards s'accroche aux marchepieds et se butte aux moyeux, clamant désespérément et vacarmant sur tous les tons : l'assaut est furieux, c'est le dernier : devant l'hôtel la maréchaussée attend patiemment pour viser les passeports et il va falloir déguerpir. A la fenêtre du coupé, une large face rubiconde apparaît ; triple menton, yeux gris, sourcils embroussaillés, front fuyant sous le bonnet de voyage, — c'est un Anglais : une bonne femme sort de sa maison, fend l'acharné et piteux cortège pour lui offrir, sur une petite semelle d'osier, des raisins d'or soigneusement conservés et des poires juteuses. Suivant la roue incertaine et lente, elle débat le prix, et le gros voyageur se décide, se met à mordre à même, et les écus tombent dans la main crochue de l'adroite

marchande qui guette ainsi les insulaires à chaque passage... C'est la route des ports que cette route d'Amiens, c'est le chemin de la mer, le chemin de Londres, et elle a peut-être, la vieille, vendu des cerises et des pêches de son verger à Malmesbury chassé par le Directoire, à Withworth chassé par Bonaparte, à Castlereagh accourant, l'épopée finie, à la profanation et au pillage...

La lourde voiture a atteint le relais, et, dans le remous qui s'apaise, ne passent plus que les cheminots, seuls ou par couples suivant leur humeur, ceux qui, partis dès l'aube, ont fait l'économie du coche et arrivent pour la couchée ; l'exode des piétons, des porteballes, des petits métiers, la grande route qui se vide toute dans la cité aux approches de la nuit.

Nous allions nous retirer, quand un de ces gens laissa tout à coup tomber son bâton, à la hauteur de notre maison. Il le ramassa lentement ; je vis l'oncle tressaillir.

Je regardai l'homme.

Ni mendiant, ni tâcheron : feutre mou à bords complaisants, houppelande, grise aux épaules et grasse à la poitrine sous une barbe de fleuve, souquenille dont les pans effilochés battaient des bas rapiécés, en collerettes sur des souliers ferrés, — routier prêt à toutes les besognes.

Il avait repris son chemin ; dans son allure, un sentiment d'indifférence indiquait qu'il n'attendait pas après l'ouvrage ; mon oncle s'était remis et l'observait attentivement, épiant ses moindres gestes, singulièrement intéressé.

Au tournebride l'homme eut une courte hésitation, regarda la rue de l'Équipée qui conduit à Fitz-James, puis se décida et prit la rue des Fontaines.

Quand le forestier le vit s'engager résolument en ville, il me saisit le bras, gagna la chaussée, — et nous nous mîmes à le suivre de loin, dans la foule.

Virgile Josz.

(*A suivre.*)

LA QUESTION D'ORIENT

et les rivalités européennes [1].

Depuis la funeste guerre de 1870, la question d'Orient est devenue le problème capital de la politique européenne. Elle tient la première place dans les préoccupations des hommes d'État comme dans les méditations des historiens. Le traité de Francfort, en arrachant à la France, par une conquête impolitique autant qu'injuste, des provinces qui lui sont passionnément attachées, qui sont la chair de sa chair, a créé entre les grandes nations européennes un courant permanent et maladif de haines, de jalousies et de méfiances. L'Italie monarchique, en lutte ouverte avec le Saint-Siège, a cherché dans l'Allemagne impériale et protestante une protection contre les influences républicaines et cléricales qu'elle pouvait redouter du côté de la France ; les liens naturels que créaient entre les Italiens et les Français la reconnaissance pour les services rendus, la communauté d'esprit, de civilisation, d'intérêts commerciaux, ont été brisés par des hommes d'État imprudents ou sans scrupules, par une presse légère et ignorante, qui ont créé comme à plaisir entre les deux peuples une animosité factice et une malveillance aveugle. Tandis que la France, si peu capable pourtant de longues rancunes, était protégée contre la lâcheté de l'oubli par le danger dont la redoutable proximité de la frontière ennemie menace la sécurité de sa capitale, la Russie et l'Angleterre sont devenues inquiètes et jalouses, l'une de la puissance militaire, l'autre de la puissance commerciale et industrielle de l'Allemagne. Toutes les nations continentales ont été prises d'une fièvre d'armements qui les épuise et qui, dans un pays démocratique et parlementaire comme la France, menace de miner les institutions républicaines par la prédominance de l'élément militaire ; l'Angleterre se croit obligée d'avoir une flotte capable de lutter contre les flottes combinées de l'Europe entière et souffre, elle aussi, d'avoir à entretenir un instrument aussi coûteux sans s'en servir jamais. Pourtant, malgré cette attitude menaçante des nations européennes, armées jusqu'aux dents les unes contre les autres, à aucun moment, depuis 1870, on n'a couru sérieusement le risque de voir éclater une guerre qui aurait mis directement aux prises soit la France et l'Allemagne, soit l'Angleterre et la Russie, soit l'Allemagne et l'Angleterre. Les alliances formées d'une part entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, entre la Russie et la France de l'autre, l'amitié maritime de l'Angleterre et de l'Italie, ne sont pas autre chose que des sociétés d'assurance mutuelle contre les risques de guerre directe. La Triplice et la Duplice ne peuvent avoir que le *statu quo* pour objet immédiat en Europe, quoi qu'en aient pu penser des patriotes échauffés en France et en Italie.

Les nations chrétiennes de l'Europe redoutent tellement de voir se produire entre elles des conflits dont toutes comprennent la gravité et dont aucune ne peut prévoir l'issue, qu'elles évitent tout ce qui peut les mettre directement aux prises. Elles savent que si la guerre finit par éclater, comme il arrivera fatalement un jour ou l'autre, ce sera inopinément, par suite de complications survenues en dehors de leurs frontières, en Amérique, en Chine, en Afrique ou dans l'empire ottoman.

On ne soupçonnait pas le danger américain avant l'année 1898. La guerre, surprenante et absurde en apparence, que les Etats-Unis ont entreprise contre l'Espagne, a tout à coup fait surgir, aux yeux de l'Europe stupéfaite, la possibilité d'une alliance anglo-américaine, où le Japon entrerait peut-être, qui assurerait à la race anglo-saxonne la domination des mers.

Le danger chinois était prévu depuis plus longtemps.

(1) Cet article est la préface d'un livre de M. Driault sur la *Question d'Orient*, qui va paraître à la librairie F. Alcan.

La rivalité de la France et de l'Angleterre en Indo-Chine a donné depuis plusieurs années une importance exceptionnelle aux luttes d'influence dont Pékin est le théâtre. La France a trouvé tout à coup un précieux appui dans l'alliance de la Russie, qui de longue date travaillait, après s'être rendue maîtresse du cours de l'Amour, à dominer en Mandchourie, en Corée et dans le golfe de Petchili. La guerre du Japon et de la Chine, en révélant la faiblesse du colosse chinois et la force maritime et militaire jusque-là inaperçue du Japon, cette Angleterre du Pacifique, a introduit un élément nouveau dans le problème chinois. La France, la Russie et l'Allemagne ont oublié les questions qui les divisent en Europe pour arracher au Japon les fruits de la victoire, afin d'empêcher un démembrement prématuré de la Chine qui aurait surtout profité à l'Angleterre et au Japon coalisés. Ce démembrement n'était du reste que retardé. La hardie initiative prise en Chine par l'empereur Guillaume II, toujours fertile en surprises, a eu pour résultat de livrer toute la côte occidentale de la Chine aux convoitises européennes; la France étend la main vers le Yunan, le Kouang-Si et le cours du Si-Kiang, l'Angleterre vers le bassin du Yang-Tsé-Kiang, l'Allemagne au sud et la Russie au nord du golfe de Petchili, tandis que le Japon prétend à une sorte de protectorat sur la Corée. L'Angleterre n'a pas vu sans dépit ce partage d'influences dans un pays qu'elle regardait comme une province de son empire commercial, et ce dépit a pris parfois dans la bouche de ses ministres des formes menaçantes.

Le danger africain se manifeste de trois côtés à la fois : à l'est où l'Angleterre voudrait établir une ligne de communication ininterrompue du Cap à Alexandrie et où la France et l'Abyssinie menacent de couper cette ligne sur le Bahr-el-Ghazal et le Bahr-el-Abiad ou Nil moyen; à l'ouest où la question de l'*Hinterland* du Dahomey et du Congo a déjà risqué de mettre la France et l'Angleterre aux prises sur les bords du Niger et sur ceux du lac Tchad; au nord où la question d'Égypte entretient entre la France et l'Angleterre des froissements perpétuels, qui se compliquent d'une lutte d'influence de la France et de l'Italie en Abyssinie.

La question d'Égypte et les questions africaines en général ont des liens étroits avec le quatrième danger qui menace la paix européenne, le danger musulman ou, en d'autres termes, avec la question d'Orient. La poussée des Anglais du sud au nord, du Cap aux grands lacs équatoriaux à travers le Transvaal, et du nord au sud, de l'Égypte aux sources du Nil, tire sa principale gravité de la question d'Egypte. La rivalité des Français et des Anglais autour du lac Tchad et sur le cours moyen du Niger est en relations étroites avec la pénétration commerciale du Sahara par les routes de la Tripolitaine, de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Or, toute l'Afrique septentrionale est rattachée au point de vue religieux à l'Islam; elle a son centre religieux à la Mecque, et elle n'a pas entièrement rompu les liens politiques qui l'ont unie à Constantinople. Toute agitation dans l'empire ottoman y a son contre-coup.

Pendant longtemps, on a restreint le nom de *Question d'Orient* aux relations de l'empire ottoman avec les États chrétiens d'Europe. Il ne pouvait en être autrement alors que les seuls problèmes qui se posaient aux hommes d'État étaient l'indépendance des pays danubiens ou de la Grèce, la lutte entre la Russie et la Turquie pour la domination dans la mer Noire, l'autonomie de l'Égypte, l'organisation intérieure et la réforme administrative de l'empire ottoman sous l'influence de l'Europe, les relations diplomatiques des puissances chrétiennes avec le sultan. M. Driault, dans l'ouvrage qu'il nous donne aujourd'hui sur la *Question d'Orient*, a senti qu'il fallait donner à cette expression une signification beaucoup plus large et que, pour bien poser les problèmes mêmes que nous venons d'énumérer, il faut les envisager dans leur rapport avec l'histoire de l'Islamisme tout entier. Tous les problèmes politiques (et l'on pourrait ajouter aussi, et sociaux) de notre temps se présentent à nous, non plus comme des questions européennes, mais comme des questions mondiales, où Pékin, le Cap et New-York sont impliqués aussi bien que Paris, Londres ou Berlin. Nous sommes forcément amenés à les envisager dans leurs rapports avec l'évolution de l'histoire universelle.

M. Driault aura été le premier à composer un exposé clair et concis de la question d'Orient prise ainsi dans son sens le plus large, c'est-à-dire comme l'histoire des relations de l'Islamisme avec le monde chrétien. L'Islamisme, du VIIe au XVIIe siècle, pendant une période de mille ans, a étendu sur toute l'Asie occidentale et méridionale, sur l'Afrique septentrionale et sur l'Europe méridionale sa domination religieuse et politique. L'Espagne et une partie des îles de la Méditerranée avaient seules réussi dès le moyen âge à échapper à son joug. L'effort de l'Europe chrétienne pour s'opposer par les croisades à l'invasion musulmane avait été impuissant et les États chrétiens avaient fini par chercher dans l'empire turc un allié et un client. Mais à partir du XVIIe siècle, l'empire ottoman commence à s'affaiblir par l'excès même de sa prospérité et de sa puissance, et plus encore par son incapacité à s'assimiler les populations conquises; il n'a pas pu en former un seul peuple ni les fondre avec les Turcs, qui restent comme une armée campée en terre ennemie. L'Europe orientale, menacée dans son existence même, réagit alors avec une énergie désespérée contre l'invasion qui menace de la submerger, et bientôt, aidée par l'indomptable besoin d'indépendance des populations balkaniques, la Russie et l'Autriche commencent à refouler les infidèles. C'est une nouvelle croisade, victorieuse cette fois, de la Croix contre le Croissant. Cette croisade revêtira les formes nouvelles que lui imposent les conditions de la civilisation moderne et l'affaiblissement de la foi. Si, dans les masses populaires russes et chez les chrétiens de la péninsule balkanique, on retrouve encore quelque chose de cet enthousiasme religieux, rapace et cruel qui animait autrefois les compagnons de Godefroid de Bouillon, d'ordinaire les calculs d'une politique de conquêtes et les combinaisons de la diplomatie donnent à la lutte de l'Europe chrétienne contre les Turcs une tournure peu mystique et peu désintéressée. Les préoccupations commerciales se mêlent aux préoccupations politiques; les rivalités des États européens assurent toujours aux Turcs des alliances ou de

bienveillantes neutralités qui les sauvent d'une ruine totale ou retardent leur décadence; ils trouvent même des garanties pour la durée de leur domination dans les jalousies qui divisent les chrétiens établis sur le territoire ottoman. Au XVIIe et au XVIIIe siècle, la France a cherché dans une alliance de la Suède, de la Pologne et de la Turquie, le moyen de réduire les États allemands à l'impuissance et d'arrêter la Russie dans ses ambitions européennes. Au XIXe siècle, la France et l'Angleterre se sont constituées à plusieurs reprises les gardiennes de l'intégrité de l'empire ottoman, tantôt contre la Russie et l'Autriche, tantôt par méfiance l'une de l'autre. Après la guerre turco-russe de 1878, c'est l'Europe tout entière qui est intervenue pour empêcher l'anéantissement de la puissance turque en Europe, et après les massacres d'Arménie et l'insurrection de la Crète, le concert des grandes puissances, à la suite de la France, a pris sans rire pour mot d'ordre le principe de l'*Intégrité de l'empire ottoman* qui remplace désormais pour nous le *Gesta Dei per Francos*, tandis que l'Allemagne, plus cynique, manifestait pour le *Sultan rouge* une amitié bruyante autant qu'intéressée.

Malgré les délais que les rivalités et les ambitions des nations chrétiennes ménagent à la décadence de l'Islam, il semble bien qu'en dépit des conquêtes religieuses qu'il continue à faire en Afrique, sa puissance politique soit destinée à disparaître. Ce n'est pas sans raison que M. Driault définit la question d'Orient : le problème de la ruine de la puissance politique de l'Islam. Pour envisager ce problème dans toute son étendue, il ne fallait pas se borner à l'étudier dans le bassin de la Méditerranée; il fallait montrer l'Angleterre détruisant les États musulmans de l'Inde et menaçant l'indépendance de l'Afghanistan; la Russie, devenue maîtresse de la côte septentrionale de la mer Noire, conquérant tout le Turkestan, franchissant le Caucase et s'emparant d'une partie de l'Arménie, s'agrandissant aux dépens de la Perse même, à laquelle elle impose son impérieuse amitié; la France créant, du cours du Congo aux frontières de la Tunisie, un grand empire africain où l'Islamisme est la religion dominante; l'Égypte échappant à l'autorité du sultan pour devenir une province anglaise; le Monténégro, la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie arrivant successivement à l'indépendance par la diplomatie et par la guerre; enfin, l'Autriche et l'Angleterre mettant la main, l'une sur la Bosnie et l'Herzégovine, l'autre sur Cypre, en leur qualité de protectrices de la Turquie.

C'est de tous les côtés à la fois, sur toutes ses frontières d'Asie, d'Afrique et d'Europe que l'Islam a été contraint de reculer, et d'abandonner quelques-unes de ses provinces à la domination ou au protectorat des chrétiens. Cette marche en avant de l'Europe chrétienne contre l'Islam est si bien une forme moderne de la croisade, que la diplomatie européenne admet à l'égard des Turcs des principes qui lui paraîtraient des énormités s'ils étaient appliqués à une autre puissance. Pendant la guerre de Thessalie en 1897, on a répété à satiété le prétendu principe d'après lequel tout territoire ottoman libéré de la domination turque ne peut jamais rentrer sous le joug du sultan. On serait, je pense, bien embarrassé de dire sur quelles règles du droit des gens se fonde cet axiome. La vérité, c'est que les Turcs se sont montrés incapables de former une seule nation des populations musulmanes et chrétiennes qui sont juxtaposées dans l'empire ottoman, incapables aussi de leur assurer une bonne administration, la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, incapables de leur appliquer un autre système de police que la spoliation et les massacres. La ruine graduelle de la domination turque en Europe apparaît aux politiques et aux historiens comme une nécessité inéluctable. On n'hésite que sur le moment où cette ruine sera achevée et sur la manière dont elle se produira.

Ce qui retarde ce moment, c'est précisément la difficulté de régler le partage de l'empire ottoman et la crainte d'une conflagration générale chaque fois que la question d'Orient menace d'entrer dans une phase aiguë. L'Europe sent en elle tant de causes de guerre et elle a si peur de la guerre que les moindres incidents orientaux la font tressaillir. Quand on se rappelle la vigoureuse intervention de Napoléon III en Syrie lors des massacres des Maronites par les Druses, on est stupéfait de voir avec quelle indifférence l'Europe a laissé s'accomplir les massacres bien autrement atroces des Arméniens, organisés et commandés par le gouvernement d'Abd-ul-Hamid. Elle n'a mis en mouvement sa diplomatie et mobilisé ses forces que pour maintenir en Orient un *statu quo* nécessaire à sa propre tranquillité.

Il est en effet si difficile d'imaginer de quelle manière l'Orient pourrait être organisé le jour où le sultan serait chassé de Constantinople, on sent si bien que les hasards de la force pourront seuls résoudre les problèmes multiples soulevés par l'héritage de l'*Homme malade*, que toutes les puissances s'empressent autour de lui comme des gardes vigilantes, d'autant plus que l'homme malade a de redoutables retours de vigueur et que plus d'une des gardes-malades songe de temps à autre à utiliser cette vigueur à son profit.

M. Driault ferme son livre sur l'espérance que l'alliance franco-russe donnera à la question d'Orient une solution conforme aux intérêts de l'humanité et à ceux de la France. L'espérance est toujours une douce chose et l'alliance russe a ce mérite aux yeux des Français de leur avoir fait connaître de nouveau ce sentiment qu'ils avaient désappris. Mais si l'espérance est douce, l'illusion est dangereuse. Or l'Orient est le pays des mirages. Il y a des points de la question d'Orient que l'alliance franco-russe pourra résoudre. Elle peut, je crois, amener le règlement de la question d'Égypte, en neutralisant le canal de Suez et les régions limitrophes, sous la garantie de l'Europe, sans dépouiller l'Angleterre de la situation prépondérante qu'elle s'est faite en Égypte. Elle peut, si elle le veut, assurer à la Crète l'autonomie qui lui a été promise. Elle aurait pu, si elle l'avait voulu, arrêter les massacres d'Arménie; elle pourrait encore, si elle le voulait, améliorer sérieusement la situation des restes misérables des Arméniens disséminés en Asie Mineure. Mais je ne vois pas comment il lui serait possible d'arriver à des vues communes en prévision du partage de l'empire ottoman.

En ce qui concerne la Turquie d'Europe, les prétentions rivales des Bulgares, des Serbes, des Grecs et de l'Autriche rendent impossible toute entente entre ces puissances. Il fut un temps où les Grecs semblaient, à tous les ennemis de la Turquie, les héritiers désignés de ses territoires d'Europe; il y avait des Grecs qui, dans leurs rêves, voyaient Constantinople rendu à l'hellénisme. Ces rêves se sont dissipés, et beaucoup de Grecs accepteraient, par hostilité contre leurs rivaux chrétiens, la domination turque, si les Turcs étaient capables d'organiser un gouvernement régulier. Les Bulgares sont aujourd'hui de toutes les nations balkaniques la plus militaire, celle dont les progrès sont le plus rapides, le gouvernement le plus actif et le plus ferme. Ils sont déjà maîtres d'une partie de la Thrace et étendent leurs prétentions à toute la Macédoine. Mais cette nation de paysans, sans commerce et sans industrie, est encore pauvre; elle ne peut songer à des entreprises militaires et elle se contente d'obtenir du sultan des concessions réitérées en le menaçant d'agressions toujours arrêtées à temps. Elle forme avec la Roumanie une barrière contre la Russie qui ne peut plus désormais arriver par la voie de terre à Constantinople; elle ne pourrait y parvenir que par l'Asie Mineure; mais elle ne permettrait pas aux Bulgares de s'établir sur le Bosphore. Du côté de la Macédoine, les ambitions bulgares sont contrecarrées moins par la Serbie, qui paraît peu capable de reconstituer la grande Serbie de ses rêves, que par l'Autriche à qui l'occupation de la Bosnie impose l'obligation de tendre vers Salonique. La Macédoine se trouverait alors séparée de la Bulgarie et écartelée entre les Monténégrins, les Albanais et les Grecs.

Certes, si l'on pouvait disposer des États à sa guise, comme sur le papier, on pourrait imaginer une fédération balkanique où chaque province autonome prendrait sa part du gouvernement fédéral commun; mais on ne peut songer à diviser les États déjà existants en deux ou plusieurs provinces séparées, et on ne peut non plus imaginer l'union pacifique d'États aussi disparates que la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, la Serbie, le Monténégro, divisés par des jalousies cruelles, et leur association avec des pays comme la Macédoine, la Thrace et l'Albanie, qui n'ont jamais eu encore de vie politique autonome. Et que deviendraient alors les prétentions autrichiennes, sans parler des velléités italiennes du côté de l'Epire? On a beau tourner et retourner le problème dans tous les sens, on n'en entrevoit pas la solution. Elle est laissée pour le moment au dieu des batailles. Aucune puissance européenne ne verrait sans déplaisir Constantinople aux mains d'une autre puissance chrétienne, et l'on ne peut vraiment pas demander au Pape d'échanger Saint-Pierre contre Sainte-Sophie, ce qui cependant aurait l'avantage de résoudre deux problèmes d'un même coup. Mais il faudrait pour cela commencer par réunir l'Église grecque et l'Église romaine, ce qui est peut-être encore plus difficile que de réconcilier les chrétiens et les Turcs.

La destinée de l'Asie Mineure n'est pas plus facile à régler que celle de la Turquie d'Europe. La grande situation morale que la France a conquise dans ce siècle en Syrie et qui aurait pu, sous Napoléon III, lui permettre d'y établir une sorte de protectorat, subsiste encore, quoique diminuée; mais on ne voit pas quels avantages nous retirerions d'un établissement dans ces contrées, qui nous obligerait à abandonner l'Égypte aux Anglais, exciterait la jalousie de l'Italie et nous mettrait en rivalité avec les Russes. Les Russes et les Anglais ont seuls des intérêts commerciaux de premier ordre du côté du golfe Persique et ils aspirent, les uns et les autres, à tenir sur la Méditerranée les têtes des lignes ferrées qui se dirigeraient sur la Perse et l'Inde. La Russie, déjà avancée en Arménie jusqu'à Kars et Erivan, regarde certainement tout le nord de l'Asie Mineure comme une proie qui lui est réservée, et il est bien probable que quand elle arrivera à la Méditerranée, ce sera par Alexandrette plutôt que par Constantinople. Mais la Russie méditerranéenne sera-t-elle encore la Russie alliée de la France?

La France n'a aucun intérêt à faire mûrir avant l'heure tous ces redoutables problèmes. La Russie, occupée d'achever son Transsibérien et de s'établir fortement au nord de la Chine, n'est pas plus pressée que nous de leur donner une solution. Elle sait que le temps travaille pour elle, plus que pour nous malheureusement. La France et la Russie ont laissé massacrer les Arméniens parce que la Russie n'était pas fâchée de montrer aux Arméniens qu'il valait encore mieux être opprimés par les Russes qu'égorgés par les Turcs; et parce que, si la Russie peut s'entendre avec l'Autriche sur les grandes lignes d'une politique balkanique, elle ne peut s'entendre avec la France que sur le maintien du *statu quo* aussi bien en Turquie d'Europe qu'en Turquie d'Asie. Aussi l'alliance franco-russe ne s'est-elle manifestée dans les dernières complications orientales que comme chef d'orchestre du concert européen, ce concert où les instruments n'ont été d'accord que lorsqu'ils restaient tous silencieux. Après tout, au point de vue égoïste de nos intérêts immédiats, cette politique de *statu quo* est vraisemblablement celle qui nous est la moins désavantageuse, la seule qui ne risque pas de faire éclater par accident une guerre européenne dont personne ne pourrait prévoir l'étendue, la durée ni l'issue. Le mot d'ordre de la politique de M. Hanotaux : *intégrité de l'Empire ottoman*, quel que soit le discrédit qui s'y attache après toutes les atteintes qu'il a reçues, était dicté par la prudence et l'intérêt national. Mais il ne faut pas oublier que ce mot d'ordre ne conservera pas longtemps sa vertu, que la Turquie ne peut avoir pour l'alliance franco-russe les sentiments qu'elle a eus jadis pour l'alliance anglo-française; que pendant que, courtier bénévole et mal récompensé, nous dépensons nos forces à concilier les intérêts, à apaiser les rivalités, à panser les plaies, d'autres poussent leur pointe : les Anglais avancent vers Kartoum, les Russes multiplient en Asie Mineure les écoles et les couvents, les Allemands inondent l'empire ottoman de leurs produits, se font accorder des chemins de fer et des colonies agricoles, se flattent de faire de l'armée turque un corps détaché de l'armée allemande, et commencent à jouer à Jérusalem même le rôle de grande puissance catholique. Sans doute nous ne restons pas inactifs, et grâce à nos diplomates, à nos missions, à notre Alliance française, nous avons

conservé jusqu'ici en Syrie une situation prépondérante. Mais nous avons besoin de faire d'immenses efforts pour ne pas laisser entamer cette situation aussi bien par les Russes que par les Allemands et les Anglais. Dans cette rivalité pacifique, la seule qui comporte des calculs et une action méthodique au milieu de l'imbroglio oriental, nous ne devons compter sur l'aide de personne, mais seulement sur notre propre énergie et sur l'antique prestige que conserve encore en Orient le nom de la France comme celui de la puissance chrétienne et civilisatrice par excellence.

G. Monod.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

au 24 février 1848.

Ce n'est point en 1848, que les élèves de l'École polytechnique ont joué pour la première fois un rôle patriotique dans notre histoire.

Dès 1798, deux ans à peine après la fondation de l'École, quarante polytechniciens étaient désignés pour faire partie de l'armée d'Orient, et terminaient leur instruction au milieu des périls d'une expédition ressemblant à une véritable épopée.

En 1814, les deux années prenaient le fusil pour participer à la défense de Paris, et le monument de la place Clichy est la glorification de ces promotions héroïques.

En 1830, le rôle que joua l'École fut réellement épique. La rue Vaneau immortalisa le nom de l'élève qui périt à l'assaut de la caserne de Babylone, dans l'action que dirigea son camarade Charras.

Dans le brillant mouvement d'idées sociales et réformatrices qui enfanta le saint-simonisme, des hommes illustres qui sortaient à peine de l'établissement prirent une grande part. Ceux qui étudiaient encore étaient spectateurs ardents, quelquefois téméraires, des luttes que la monarchie de Juillet eut à livrer pour assurer son existence. Le doyen de l'Académie des sciences, l'illustre M. Faye, fut une des victimes de ces nobles impatiences.

Pendant toute la durée du règne de Louis-Philippe, Arago était tout-puissant à l'École comme à l'Institut. Il dominait par son talent, par son éloquence, par l'influence de ses amis Liouville, Catalan, Poncelet, Lamé et Leverrier.

Chaque année, les élèves se rendaient officiellement sur la tombe de Vaneau, et même sur celle de Monbel, un de leurs amis mort de ses blessures à la suite de l'insurrection de 1832. Le dernier discours prononcé sur cette tombe, aujourd'hui bien oubliée, le fut en 184 par M. Gaukler, élève de la promotion de 1846, aujourd'hui inspecteur général des ponts et chaussées, et qui a joué un rôle des plus honorables dans la guerre de 1870, à côté de son ami Freycinet.

Les sentiments qui animaient la jeunesse française, lors de l'interdiction des cours de Michelet et de Quinet, trouvaient un écho profond dans le cœur des polytechniciens et même dans celui de leurs professeurs. A cette mesure violente l'École avait riposté en fermant la bouche à son maître de littérature, qui était un membre de la majorité guizotine et pouvait être considéré comme responsable du coup d'État universitaire que son chef de file avait exécuté.

Des intrigues et des cabales mesquines lors de la nomination d'un directeur des études avaient provoqué et montré les sentiments d'hostilité de l'École pour le ministère et pour la monarchie.

Les révolutionnaires du quartier Latin cherchaient à entraîner l'École dans le mouvement. Mais comme les élèves étaient casernés, et ne sortaient que deux fois par semaine, on ne pouvait les appeler à prendre part à un mouvement insurrectionnel que s'il s'organisait d'une façon assez sérieuse pour qu'on dût espérer la victoire. Les polytechniciens ne pouvaient pas tirer les premiers.

Le mardi, lors de la manifestation des écoles, il eût été absurde d'aller les troubler. Le mercredi, à l'heure où ils mettaient le pied dans la rue pour prendre leur demi-congé, la lutte était presque partout suspendue par l'annonce de la retraite du ministère Guizot. Le soir, ils avaient vu les barricades illuminées en signe de joie. Ils étaient rentrés à peu près à l'heure ordinaire, ignorant le drame qui venait de se passer devant le ministère des Affaires étrangères. M. Poincaré, père de l'ancien ministre, était seul arrivé à l'École avec plusieurs heures de retard : il avait été retenu, disait-il, par des insurgés. Le lendemain matin, les élèves devaient recevoir des renseignements beaucoup plus complets sur la tragédie du boulevard.

L'École polytechnique installée dans les bâtiments de l'ancien collège de Navarre, qui ont été construits sur le point culminant de la Montagne Sainte-Geneviève, domine tout le quartier. Il ne peut s'y passer rien d'intéressant sans que les *pipos* en soient avertis. Comme ils avaient organisé depuis longtemps un bureau de bienfaisance, qui distribue de larges secours dans tout le voisinage, ils étaient environnés d'une population essentiellement dévouée. De plus, un peu avant le commencement des troubles, ils avaient établi à l'aide d'une ficelle un va-et-vient avec une des maisons voisines ; ils recevaient ainsi les journaux dont la lecture leur était interdite ; la *Réforme*, le *National* et la *Démocratie Pacifique* circulaient ouvertement dans toutes les salles.

Prévoyant que les révolutionnaires feraient une tentative pour enlever l'École, les autorités militaires avaient fait cerner la Montagne Sainte-Geneviève par des détachements de troupes, le 24, avant la pointe du jour. Mais les ordres n'avaient été que partiellement suivis, les soldats avaient laissé passer sans faire un mouvement la bande que j'avais organisée avec un ami faisant partie de la Société des Saisons et dont j'ai déjà raconté sommairement l'histoire. Nous avions défilé sur la place de l'École-Polytechnique en appelant les élèves à l'insurrection. Ces excitations n'étaient pas les seules. Du pied des murailles on lançait de l'autre côté des lettres et des proclamations manuscrites ou imprimées; on rappelait aux élèves les hauts faits de leurs prédécesseurs, et on les suppliait de ne pas se ranger du côté des assassins, à la solde de la monarchie.

Ce jour-là, les tambours battirent la diane à l'heure ordinaire; à 6 heures, les élèves descendaient des dortoirs et entraient dans les amphithéâtres pour assister à la première leçon de la journée. Les adjudants et les capitaines chargés de la police des cours eurent beaucoup de mal à maintenir le silence, cependant la leçon s'acheva sans aucun incident; puis les *pipos* se répandirent dans la cour pour leur premier déjeuner. Les conciliabules commencèrent immédiatement, et à 8 heures, au lieu de monter dans les salles de travail, ils se rendirent dans l'amphithéâtre de chimie.

Après une courte délibération, ils décidèrent de demander au général Aupic, qui les commandait, l'autorisation de sortir pour arrêter l'effusion du sang dont ils croyaient alors que Paris était inondé.

Les délégués ne tardèrent pas à revenir avec le général qui refusait et venait lui-même haranguer les élèves pour leur expliquer les motifs de sa décision.

Il s'éleva alors une discussion en règle entre le général et M. de Freycinet, qui était le fourrier, c'est-à-dire le second élève de la promotion des anciens. Grâce à sa physionomie sympathique, à la vivacité de son esprit, à son éloquence naturelle, le futur président du Conseil était fort aimé de tous ses camarades.

La discussion close, les élèves sortirent de l'amphithéâtre et se placèrent sur deux rangs dans la grande cour, la première promotion à droite et la seconde à gauche. Les roulements de tambours, le bruit lointain de la fusillade, le son du tocsin, les clameurs de la foule ajoutaient encore à la gravité de la résolution qu'on allait prendre.

Il n'y avait dans chaque année que 130 élèves, car les promotions étaient bien moins nombreuses que de nos jours. Les jeunes gens, qui jouaient ainsi leur avenir, étaient en grand uniforme et l'épée au côté. Le vote séditieux auquel ils procédaient audacieusement avait lieu sous les yeux du général, derrière lequel était groupé tout l'état-major auquel aucun geste, aucune parole n'échappait.

Les partisans de la sortie furent invités à quitter leur place et à s'avancer. C'est ce que fit la majorité des anciens. Quant aux nouveaux, beaucoup plus ardents, ils se déclarèrent presque tous pour le mouvement.

Le général renouvela avec énergie son interdiction et déclara qu'il faudrait lui passer sur le corps pour franchir le seuil de la porte, dont il avait la garde.

Quoique n'étant point un polytechnicien, le général était très estimé à cause de son caractère conciliant. Les élèves lui firent de vives protestations de respect et de déférence qui le touchèrent. Il finit par s'adoucir et par déclarer qu'il s'écarterait et laisserait le passage libre si l'on faisait le simulacre de l'emploi de la force.

Il se plaça donc devant une petite porte qui sépare encore aujourd'hui la cour du parloir, et la grande cour où ont encore lieu, comme en 1848, les récréations et les inspections.

Quand le général Aupic eut pris position, un élève s'approcha de lui et, doucement, lui mit la main sur l'épaule en faisant le geste de l'écarter.

Désormais la sortie était libre. Les élèves passèrent un à un. A peine avaient-ils paru sur la place, au haut de la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, qu'ils furent salués par de frénétiques acclamations. Les cris de: *Vive l'École polytechnique!* les escortèrent jusqu'à la mairie du XII[e] arrondissement où une immense multitude les suivit. Situé dans le haut de la rue Saint-Jacques, cet édifice est aujourd'hui occupé par l'École des sourds-muets. C'était un des principaux centres du mouvement, car on n'a pas oublié que l'interdiction du banquet du XII[e] avait été le prétexte de l'insurrection.

Le parti républicain dominait dans l'arrondissement de l'Observatoire. La garde nationale, réunie le matin pour maintenir l'ordre, avait commencé par chasser un colonel qui lui avait été imposé par le ministère de l'Intérieur.

Les élèves furent reçus par Delestre, vieux républicain très dévoué et très courageux, ami politique et confident d'Arago, conseiller municipal et de plus un des adjoints du maire. Comme celui-ci avait disparu, il en exerçait les fonctions, avec d'autant plus d'autorité qu'il était propriétaire d'une grande maison située un peu plus haut dans la rue. Cet immeuble a joué un rôle dans l'histoire politique de l'Empire, car c'est sous le toit du père Delestre que se sont réunis jusqu'au 4 septembre les conciliabules des intransigeants.

Dans son allocution, Delestre se garda bien de pro-

noncer le mot de République ; il félicita chaudement les élèves de leur patriotisme et de leur humanité. Il les remercia au nom de la population parisienne de leur noble pensée d'employer leur influence pour faire cesser des massacres qui déshonoraient la ville de Paris.

Après une réponse de M. de Freycinet, qui était l'orateur de la troupe, on se mit à les partager en différentes délégations. La voie d'un tirage au sort fut employée dans certains cas, mais afin de ne pas perdre de temps, les élèves disparaissaient aussitôt que leur destination se trouvait fixée.

Jamais le gouvernement républicain n'a eu l'idée d'ouvrir une enquête pour savoir ce qu'ont fait les diverses délégations. Il est clair que toutes n'ont pas trouvé à s'utiliser fructueusement. Leur rôle a dépendu beaucoup du milieu dans lequel elles ont été envoyées, et des rencontres qu'elles ont faites dans les rues qu'elles ont traversées. Mais un travail d'ensemble jetterait un jour véritable sur la situation de Paris. On verrait combien était profonde et sérieuse la désorganisation qui se déclara subitement sans cause apparente. Quelquefois les élèves étaient retenus sur les barricades, d'autres fois, comme les délégués de la mairie de l'ancien X^{e}, ils étaient au contraire employés à faire des patrouilles avec la garde nationale, afin de remettre en place les pavés. Nous avons vu l'histoire de celle qui se rendit à l'Hôtel de Ville avec le capitaine Jourdan (1).

La délégation envoyée à la mairie du Ier arrondissement était commandée par un sergent devenu depuis académicien, fort célèbre à juste titre pour ses études sur Paris port de mer. La troupe qu'il commandait était précédée de deux tambours et accompagnée d'une dizaine de gardes nationaux. A mesure qu'elle descendait vers la Seine, la petite colonne grossissait ; lorsqu'elle arriva sur le quai à la hauteur du pont des Saints-Pères, elle se composait d'environ 1 500 individus, pillant toutes les boutiques d'armuriers qu'ils rencontraient, et proférant des cris furieux contre Guizot. Le sergent des polytechniciens s'aperçut de l'arrivée d'un individu porteur d'un drapeau rouge, qui semblait exercer quelque influence sur ses compagnons. C'était sans doute quelque chef de groupe des sociétés secrètes. Le sergent s'approcha de ce personnage, et lui déclara qu'il ne voulait d'autre drapeau que le drapeau national. Ces observations faites d'un ton ferme produisirent leur effet. L'étendard rouge fut roulé et même déchiré. Cet incident interrompit à peine la marche en avant.

Ne pouvant traverser le château encore occupé par le Roi, et le jardin dont les portes étaient fermées, la bande longea les quais des Tuileries et déboucha sur la place de la Concorde. Il s'y trouvait une armée dont le futur académicien évalue l'effectif à sept ou huit mille hommes.

« Je crus, nous disait-il quand nous l'interrogeâmes, que notre dernière heure était arrivée, que nous allions être pris et fusillés ; mais ces troupes nous regardèrent philosophiquement passer. A la hauteur de l'Obélisque, nous vîmes approcher un officier d'état-major qui accourait bride abattue pour nous annoncer que le Roi venait d'appeler M. Thiers au ministère. Quand nous étions partis de l'École, on ne parlait encore que du ministère Molé. Il paraît que cette nomination ne fut pas du goût de la bande qui nous suivait ; quelques-uns de ces insurgés, plus hardis que les autres, allèrent jusqu'à obliger l'officier, qui était un de nos antiques, à descendre de cheval ; sous les yeux de la troupe, ils se mirent à le maltraiter. Mais je ne tolérai pas cette indignité. J'exigeai qu'on remît en selle notre ancien camarade, et qu'on le laissât rejoindre le général qui l'avait envoyé. La colonne traversa sans autre incident toute la place, arriva à la rue Royale ; en cet endroit des passants nous crièrent qu'on allait s'égorger autour de la caserne de la rue de Penthièvre. Comme la colonne était partie avec la mission d'empêcher de semblables collisions, elle se rendit en toute hâte au milieu du tumulte avant de se diriger vers la mairie de la rue d'Anjou, qui était sa destination. »

Il était temps que les polytechniciens arrivassent. Une foule immense entourait la caserne en sommant de se rendre les soldats qui y étaient enfermés. Dès que le colonel vit paraître l'uniforme des *pipos*, il engagea leur sergent à s'interposer pour calmer la foule, qui le criblait de si folles provocations, qu'il allait être obligé de faire feu.

Le sergent monta alors sur une borne et se mit à haranguer les citoyens avec l'éloquence claire et précise dont il a donné, dernièrement, des preuves à l'Académie en défendant le Méridien de Paris. Il représenta que la caserne était occupée par de braves soldats, à qui l'on n'arracherait les armes qu'avec la vie, et dont le peuple aurait sans doute bientôt besoin pour se défendre contre les despotes étrangers.

Cette harangue obtint un succès complet, le rassemblement se dissipa aux cris de : *Vive l'École polytechnique! Vive l'armée!*

M. de Freycinet avait en quelque sorte présidé à la distribution des missions. Il avait donné à un de

(1) Un de nos deux compagnons se nommait Astier : il fut tué au siège de Sébastopol. Son récit, transfiguré et travesti, a été publié dans une histoire de l'École polytechnique, où l'on mêle Victor Hugo à l'incident. L'auteur fait jouer à Astier le rôle qui n'appartient qu'au capitaine Jourdan, et il oublie de mentionner les circonstances qui expliquent comment un si curieux incident a pu se produire.

ses camarades la direction de la délégation qui se rendait à la rue de Lourcine. Quant à lui, il s'était réservé la caserne de la rue de la Pépinière, de toutes la plus importante, celle où l'on pouvait croire que la lutte était le plus près de s'engager.

A la tête de la bande dont nous faisions partie, et qui a chassé la duchesse d'Orléans de la Chambre, marchaient des polytechniciens dont les noms n'ont jamais été donnés. Il paraît qu'il y en avait d'autres accompagnant le général Gourgaud lorsqu'il essaya d'arrêter une colonne d'insurgés en marche sur le Palais-Bourbon, et de sauver la couronne du comte de Paris. Les nôtres étaient admirables d'entrain. Il y aurait eu plaisir à combattre en si bonne compagnie. Ils n'eurent pas un moment d'hésitation lorsque nous arrivâmes sur la place de la Concorde et qu'il fallut passer entre les rangs d'une troupe qui avait tout ce qu'il fallait pour nous pulvériser, mais qui semblait pétrifiée.

Au milieu de l'effervescence de la prise des Tuileries, les polytechniciens étaient les seuls représentants du bon sens qui pussent pénétrer dans l'intérieur des appartements. Il n'aurait pas été politique d'arrêter le débordement de fureur qui s'exerçait sur des objets : il avait quelquefois une certaine importance symbolique, comme cet enlèvement du Trône qu'on brûla solennellement sur la place de la Bastille. Dès que l'ivresse de la victoire fut passée, l'uniforme des polytechniciens devint là aussi un véritable talisman.

Mais même dans les premières effusions de cette colère populaire un élève eut l'heureuse inspiration de sauver un grand christ en ivoire qui décorait la chapelle du château. Ce jeune homme, qui n'était autre que M. Potel, l'inspecteur général des ponts et chaussées, prit le crucifix dans ses bras et le transporta à la sacristie de l'église Saint-Roch en disant à haute voix pendant toute la route. « C'est notre maître à tous, nous devons le respecter ! »

Cet incident fut reproduit par la gravure et commenté dans tous les journaux.

Dans la nuit du 24 au 25, le sergent, dont nous avons raconté l'histoire, put pénétrer au Château. Les vainqueurs en haillons dormaient sur des sofas : quelques-uns, installés dans le lit des princesses, y cuvaient le vin du tyran. Un pauvre garde national, à moitié mort de peur, veillait sur l'embrasure d'une fenêtre où l'on avait entassé la vaisselle d'or et d'argent qui appartenait désormais au peuple souverain.

M. de Freycinet se mit à la tête de dix-neuf de ses camarades qui, dès le 24 février, offrirent au gouvernement provisoire de lui servir d'aides de camp. Les offres de ces jeunes gens, qui rendirent les plus grands services, furent immédiatement acceptées.

Lorsqu'il eut l'idée de faire cette patriotique proposition, M. de Freycinet revenait de la séance révolutionnaire de la Chambre, où il s'était rendu après son aventure de la caserne de la Pépinière. Il avait frayé un passage au vénérable Dupont de l'Eure, au milieu de la foule qui s'écrasait dans l'Hôtel de Ville. Sans lui, le président du gouvernement provisoire n'aurait pu s'acquitter de ses fonctions. L'histoire a conservé le nom de ces braves compagnons de M. de Freycinet, qui ont fait un rempart de leur corps au gouvernement pendant le tumulte des premières heures, ce sont les élèves Vicot, Lefrançois, Dalifie, Bauby, Bergère, Caron, Massu, Pelissier, Delmas, Tiffy, Regnault, Mangion, Coro, Dervieux, Modéré. Ce dernier était le fils du portier-consigne de l'École d'application de Metz.

Pendant la journée du 24 février et surtout pendant les jours suivants, les élèves de l'École polytechnique se rencontrèrent partout où l'on avait besoin de leur dévouement. Certains élèves récemment sortis, tels que Thibouville, qui avait été député par la première assemblée de l'Hôtel de Ville auprès de François Arago, avaient remis leur uniforme. Il en a été de même de Servient, qui a combattu au Château-d'Eau sous les ordres d'Étienne Arago, probablement d'Alfred Sabatier, le disciple entraînant de Comte, etc., etc.

Le fait suivant montrera le prestige qu'avait acquis l'uniforme de l'École polytechnique. Victor Foucher, nommé procureur de la République, alla ouvrir une enquête sur les incendiaires des ponts du chemin de fer de l'Ouest et du château de Neuilly. Il pria un de ses parents, M. de Villiers, de l'accompagner ; grâce à l'uniforme de ce jeune homme, l'opération, exécutée dans une région profondément agitée, réussit admirablement.

La proposition de M. de Freycinet donna au gouvernement provisoire l'idée de former avec les élèves de l'École militaire de Saint-Cyr une garde d'honneur au gouvernement provisoire pour le protéger contre les vagabonds qui s'étaient introduits dans l'Hôtel de Ville derrière nous, s'y trouvaient bien et ne voulaient point s'en aller.

Mais contrairement à ce qui arrivait pour l'École polytechnique, l'uniforme de Saint-Cyr était si peu connu, qu'ils prirent la résolution d'écrire à la craie, sur leurs shakos de drap bleu, les deux mots : *Saint-Cyr*.

Le lendemain 25, le gouvernement s'entourait des élèves de l'École polytechnique pour écarter la foule, dont la curiosité ne laissait pas que d'être fort gênante. En même temps, on affichait dans les rues obstruées par les barricades un décret remerciant les élèves des services rendus à la patrie. On mettait sous leur sauvegarde les approvisionnements de Paris. La partie la plus délicate de leur mission

était de faire démolir les barricades barrant les rues qui menaient aux Halles, et rendaient impossible l'accès des maraîchers. La confiance qu'ils inspiraient était si grande, que cette opération nécessaire réussit, malgré les bruits alarmants qui circulaient sur les dispositions de la troupe à laquelle on attribuait l'intention de bombarder Paris, du haut des forts détachés.

Pendant les premiers jours, les polytechniciens se multipliaient pour calmer le peuple et porter les ordres du gouvernement. Nous dépasserions les bornes de cet article si nous voulions énumérer les services qu'ils ont rendus, et les missions officielles dont ils ont été chargés en province, comme M. de Freycinet à Bordeaux, MM. Fargues et Feldtrapp (qui avait quitté l'École depuis deux ans) à Corbeil pour protéger les moulins, M. Resal l'académicien à Chantilly, pour empêcher le pillage du château qui appartient aujourd'hui à l'Institut.

Je me rappelle avoir vu Lamartine entouré de polytechniciens, qui donnèrent le signal des applaudissements lorsqu'il prononça sur les marches de l'Hôtel de Ville son admirable discours contre le drapeau rouge, ce haillon qui n'avait jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, tandis que le drapeau tricolore avait fait le tour du monde.

A la suite de la révolution de Février, le commandement de l'École fut retiré au général Aupic, et donné au général Poncelet dont la science égalait le patriotisme. Mais le général Aupic ne fut pas disgracié : à la demande des élèves de l'École, l'ambassade de Constantinople lui fut attribuée.

Le colonel qui commandait en second, du temps du général Poncelet, était le futur maréchal Lebœuf, circonstance qu'il n'est pas sans intérêt de mentionner.

Les guerres du second Empire, et surtout celle de Crimée, ont coûté la vie à un grand nombre d'élèves des deux promotions de Février. Cependant toutes deux et surtout celle de 1847 ont fourni un contingent plus qu'ordinaire de célébrités. Parmi les généraux vivant encore à cette heure, trois, MM. Faure, Joubert et Sauty, appartiennent à la promotion de 1846. Celle de 1847 a été bien plus favorisée. L'on n'en compte pas moins de dix, MM. Berge, Cahous, Gillon, Guichard, Gillon Henry, Gillon de Dionne, Maujan, de Novion, Sainte-Beuve, Saint-George. L'amiral Courbet faisait partie de cette promotion. De même pour les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines, la promotion de 1846 possède MM. Bazin, Gauthier, Freycinet, Huet, de Ponton d'Amécourt, de Villiers; celle de 1847, MM. Belhomme, Bouvier, Delocre, Delabrye, Fargue, Orsel, etc. En outre de M. de Freycinet dont la carrière politique est trop connue pour que nous la résumions, ces promotions ont fourni un ministre de la Marine, M. Destrem. A l'Académie des sciences, M. de Freycinet a eu comme collègue M. Bouquet de la Grye, président de la Société de géographie, et M. Resal, membre de la section de mécanique, récemment décédé. Trois membres sur deux promotions, c'est un nombre très remarquable et qui montre que l'esprit scientifique n'a pas souffert de l'interruption que les études ont forcément subie.

W. de Fonvielle.

LE RETOUR A LAMARTINE

Je m'honore d'avoir été le premier à revendiquer « le retour à Lamartine », comme un acte de justice littéraire. Depuis, ce retour s'est accompli par l'initiative de la critique dans l'esprit des générations nouvelles. Beaucoup y ont contribué pour leur part, MM. Faguet, Lemaître, Doumic, Lintilhac, Lanson, Pellissier, de Pomairols, ainsi que leur devancier M. Émile Deschanel. Et voici que récemment un jeune homme, maître de conférences près la Faculté des lettres de Bordeaux, M. Ernest Zyromski, a consacré un livre tout entier à « Lamartine, poète lyrique » (1). Sur ce sujet rajeuni notre collègue a su trouver des documents et des aperçus inédits dans un ouvrage où l'élégance accomplie de la forme s'unit à la solidité du fond.

Pourquoi Lamartine avait-il été si longtemps délaissé ? C'est qu'il n'était plus compris à l'époque du second Empire qui vit fleurir le réalisme et bourgeonner le naturalisme, époque impropre à la culture de ces grands lis de poésie pure et de ces roses de Saron d'un lyrisme presque oriental. Lamartine, quand il fut salué maître et prince, venait à une tout autre heure devant un public tout autrement sensitif et délicat. C'est bien au temps de la Restauration, avec des hommes d'État lettrés comme Pasquier et Molé, des politiques humanistes tels que de Serre et Camille Jordan, des femmes d'élite qui s'appelaient Mme de Duras et Mme Récamier, que cette floraison lamartinienne devait croître et s'épanouir.

C'est que Lamartine offrait à la génération contemporaine l'apparition et l'image du poète attendu ; car chaque génération cherche et réclame le poète de son rêve. Il surgit comme appartenant à la famille toujours rare des génies inspirés. Sainte-Beuve l'a défini fort justement « l'une des plus divines organisations de poète qui aient été accordées au monde ». Ce fut avec transport que l'on accueillit les premiers vers de l'auteur des *Méditations*.

(1) Armand Colin.

Mais, comme l'établit M. Zyromski, Lamartine n'est pas un phénomène spontané. Sa vocation et son originalité, comme toutes les originalités et toutes les vocations, s'étaient formées sous des influences nourricières. Ce fut d'abord la Bible qui le souleva du sol et le lança vers l'émulation des étoiles. Puis Ossian l'avait promené parmi les aurores et les crépuscules, au milieu des nuées de la rêverie. Plus tard, Chateaubriand avait été son guide et Pétrarque fut son directeur de conscience et son modèle; car Elvire n'est autre qu'une Laure du XIXe siècle, et comme Laure elle est l'unique inspiratrice. C'est Elvire qu'il a seule aimée et chantée. Nous devons à M. Zyromski cette découverte dans l'ordre littéraire et psychologique. Avec autant de raison que de compétence, il nous dit : « Pour Lamartine, l'amour est une extase. »

La poésie moderne que venait inaugurer Lamartine avait eu des devanciers et des précurseurs, mais en prose plutôt qu'en vers. Toutes les aspirations qu'avait soulevées la prose de René, nos pères les retrouvèrent précisées et agrandies dans les vers des *Méditations*. A leur avènement l'homme nouveau se ressaisit dans son goût du paysage, dans son amour de l'isolement et de la songerie, dans ses longs désirs des biens inconnus, dans toutes ses sensations fines et douloureuses de

dieu déchu qui se souvient des cieux.

Le chant qui jusqu'alors était demeuré captif dans les profondeurs intimes, tout à coup on l'entendit s'élancer dans l'espace comme un hymne d'oiseau délivré. Il y eut une vibration dans tous les cœurs et comme un concert d'enthousiasme. L'obscurité même de Lamartine vint ajouter à son prestige et les jeunes hommes se demandaient quel était ce frère qui leur venait de l'inconnu, et les femmes se demandaient aussi quel était celui qui semblait déceler les intimités de leur pensée, exprimer ce qu'elles avaient tant de fois ressenti sans jamais entendre l'interprétation de leur âme, la traduction de leur cœur.

C'est bien ce qu'a fait comprendre M. Zyromski dans son étude de la vie intime chez le poète, ce qu'il appelle le « paysage intérieur ». Qui dirait que de cette rue d'Ulm, où pendant tant d'années la poésie moderne fut peu goûtée, jailliraient les plus pénétrants interprètes, les plus éloquents panégyristes de cette poésie? Depuis vingt ans les normaliens sont devenus les fidèles clients de la Muse romantique. On le voit aux programmes d'agrégation, de certificats, surtout aux listes d'auteurs de licence dressées dans les diverses Facultés des lettres.

Le siècle qui va finir méritait de devenir classique. Aux points opposés de l'horizon, Victor Hugo, Désiré Nisard ont dit tous deux : « Ce siècle est grand. » En effet quel âge de poésie que celui qui aura vu déborder sur ses rivages l'océan de Victor Hugo, courir dans ses plaines le flot orageux de Musset et de Barbier, se dérouler le fleuve abondant de Laprade, de Leconte de Lisle, de Banville en ses *Exilés* et jaillir les sources de Sainte-Beuve, de Gautier, de Coppée, de Sully Prudhomme, et se répandre avant tout comme une mer sans tempête le lyrisme infini d'Alphonse de Lamartine!

M. Zyromski, ce sagace, cet éloquent jeune homme, a dit le dernier mot sur Lamartine poète; mais il reste, si la Sorbonne y consent, un admirable sujet de thèse, un thème de développement historique et profond. C'est Lamartine, orateur politique, homme d'État. Ce second Lamartine a été l'égal du poète : il a, pendant dix-huit ans de monarchie parlementaire et durant les trois années du gouvernement provisoire, dominé de sa hauteur de vues, de son courage, de sa clairvoyance, le troupeau des politiciens et des prétendus hommes d'État pratiques et sérieux qui ne voient rien et ne savent rien prévenir. Depuis l'histoire a donné raison à toutes ses prévisions tribunitiennes et ce sont les Dupin et les Barrot, un Guizot lui-même, qui ont été les hommes chimériques. Il n'y a eu qu'une politique prévoyante et sage dans notre siècle, celle de Chateaubriand contre les ultras, de Lamartine contre les bourgeois d'une oligarchie mesquine, de Victor Hugo contre le césarisme démagogique. Pourquoi? c'est que, selon la parole antique, les poètes sont des devins.

Emmanuel des Essarts.

THÉATRES

Opéra : *la Cloche du Rhin* (1), drame lyrique en trois actes de MM. G. Montorgueil et P.-B. Gheusi, musique de M. Samuel Rousseau. — Bibliographie.

Il y a, même à l'Opéra, des spectacles d'été. Seulement, à l'Académie nationale de musique, les saisons se comptent d'après l'âge du privilège, et l'été est celle qui précède l'expiration dudit... Laissons de côté ces comparaisons laborieuses. La *Cloche du Rhin* est un ouvrage honnête, qui n'excitera pas un mouvement d'opinion en faveur de MM. Bertrand et Gailhard, mais qui ne gâte rien, — et qui, au cas improbable où de nouveaux directeurs seraient nommés, n'aura pas grevé de beaucoup le budget de ceux-ci. Les décors sont convenables,

(1) La partition a paru chez Choudens.

l'interprétation est convenable : et si les sujets du farouche Hatto sont fâcheusement habillés, le truc fort ingénieux du dernier acte complète un ensemble convenable, sans plus. Spectacle d'été, vous dis-je!

L'action, ainsi qu'il appert du titre même, est « sur les bords du Rhin, vers le ve siècle ». Le Rhin est le fleuve obligatoire de tout « drame lyrique », M. Vidal, sans doute, va réhabiliter la Garonne avec son *Gauthier d'Aquitaine*. Il était temps!.. L'action, donc, est sur les rives du Rhin. Le farouche Hatto vit enfermé dans son burg; il n'en sort que pour de rares expéditions, dont le rayon, si j'ose dire, se rétrécit de plus en plus; les guerriers chrétiens s'avancent; et Hatto, sectateur d'Odin, voit avec désespoir le Dieu nouveau remplacer le Dieu de ses ancêtres. Un couvent s'est élevé sur l'autre rive du Rhin, juste en face du burg de Hatto, et,

Dans ce monastère,
Dieu s'est manifesté par le mystère...

Une cloche miraculeuse s'est fixée d'elle-même au sommet du clocher; à certains jours, elle sonne « sans chanvre ni marteau, sans l'effort du sonneur », et son glas se fait entendre pour annoncer la mort des Seigneurs du burg. Elle y met quelque modération, à ce qu'il semble, car Hatto est parvenu à un âge avancé. Mais, cette nuit même, la cloche a résonné. Hatto va donc mourir. — Vous pouvez d'ailleurs oublier ce qui précède; la cloche ne se relie en rien à l'action.

Un chef, Hermann, revient d'expédition; il ramène une captive, une chrétienne : Hervine, religieuse du couvent « d'en face ». Aux questions de Hatto, elle répond qu'elle s'est fait prendre exprès, voulant tenter de sauver l'âme du païen; et, sur une mélodie d'une agréable banalité, elle lui conte ce que j'ai résumé plus haut : la Cloche... la Mort. Exaspéré, et excité d'ailleurs par la prêtresse Liba, non moins farouche que lui, Hatto s'élance vers Hervine, et veut la massacrer en l'honneur d'Odin. Mais à peine a-t-il levé le bras qu'il chancelle... La Cloche... La Mort... Hatto n'est plus. — Vous pouvez d'ailleurs oublier ce qui précède, et qui n'a qu'un intérêt médiocre pour la suite de l'action.

Vous ai-je dit qu'Hervine était belle? Vous l'avez deviné. Et, si j'ajoute que le successeur d'Hatto est son neveu Konrad (ou son fils, car ces choses sont expliquées en termes vagues et parfois contradictoires), vous aurez, sans trop de peine, pressenti la suite du drame.

Dix jours se sont passés. Konrad, bien entendu, a négligé d'accomplir les ordres sanguinaires d'Hatto: Hervine vit encore. Konrad la fait paraître devant lui : et c'est la scène obligée, la scène inévitable et traditionnelle, dont il suffit de vous indiquer le schéma : 1° Konrad pitoyable et Hervine touchée; 2° Konrad ardent et Hervine effarouchée; 3° Konrad passionné et Hervine attendrie; Hervine se laisse aller aux bras de Konrad, lorsque, du monastère, s'élève le chant de l'*Ave Maria ;* Hervine repousse Konrad. Et Liba apparaît : l'ennemi se presse autour du burg, il faut que Konrad rassemble ses guerriers et combatte enfin. Konrad préférerait continuer sa conversation avec Hervine; mais apprenant que le « roi chrétien » exige qu'on lui rende la captive, il saisit ses armes et sort sur un rythme martial...

Liba reste en scène, entourée des femmes et des vieillards. Penchée vers le précipice, elle suit et conte les phases de la bataille : Konrad semble vainqueur... mais les chrétiens l'entourent, il va succomber!... Hervine, à l'écart, prie pour Konrad : « Konrad venait à toi, Seigneur!... » (Par les chemins détournés tout au moins!) Liba fond sur elle : c'est elle qui est cause de la défaite... Odin, irrité de la voir vivante encore, voue les siens au massacre!... Et Liba, empoignant Hervine, la jette dans le Rhin. Miracle! Odin, apaisé, ramène la victoire. Konrad est vainqueur. Il rentre triomphant avec ses troupes : « Hervine ? — Elle est dans les flots », répond Liba. Et Konrad, désespéré mais candide, court à la fenêtre... sans doute pour voir le « rond » qu'aura fait le corps de sa bien-aimée en tombant dans le Rhin.

Il faut s'arrêter un moment à ce second acte. Les auteurs avaient eu le dessein, très louable assurément, de montrer la lutte entre le paganisme et le christianisme. Mais, si j'admets qu'Hervine représente le christianisme (bien incomplètement, toutefois), Konrad n'a rien de la fureur farouche qui possédait Hatto. Il déroule des guirlandes, parle de son âme et de l'âme fraîche d'Hervine : ce « fils des vautours », comme il s'appelle lui-même, est abondant en maximes d'un optimisme judicieux et langoureux; il reproche à Liba d'ensanglanter la religion d'Odin, jadis mystique !... Et, quand il se bat, ce n'est pas pour défendre ses dieux, mais pour garder Hervine. Si bien que, pas un instant, la lutte annoncée ne se produit. Le drame est quelconque. Il est, vous avez pu le voir, assez maladroitement conçu. Seulement, il ne traite pas le sujet qu'il annonçait d'abord. Hervine est vêtue de blanc et invoque Jésus : Konrad porte des braies et jure par Odin. Mais ce n'est que « façons de parler »; et cela ne suffit pas pour « opposer » le paganisme au christianisme. — Et cette « Cloche du Rhin », qui donne son nom à l'ouvrage, est à peu près inutile. Elle annonce la mort de Hatto; depuis la fin du premier acte, elle est, dramatiquement, tout à fait inutile. Elle donne au compositeur l'occasion de rappeler ou de ramener

certain thème qui, je le veux bien, a quelque couleur chrétienne, mais qui, en tant que représentant la « Cloche » ne signifie pas grand'chose et ne sert de rien. Je sais qu'à la fin du troisième acte, encore, elle prédit la mort de Konrad; mais, comme Konrad vient d'être lardé de coups de couteau sous nos yeux, nous n'avions pas besoin de la cloche pour prévoir le dénouement. Si j'insiste, c'est que, précisément, l'artifice du procédé est ici trop manifeste. Va pour les « motifs conducteurs », mais encore faut-il qu'ils soient motivés par quelque chose, et qu'ils conduisent quelque part. C'est une nouveauté (hélas! en est-ce une?) qu'un *leit-motiv* étranger à l'action. Je reviens au second acte.

Ce second acte, pourtant, assez médiocre au point de vue dramatique, me paraît, musicalement, très supérieur aux deux autres, au moins dans sa dernière partie. A partir de la sortie guerrière de Konrad, M. Samuel Rousseau nous a donné une excellente scène musicale. Sur un développement sobre et intéressant du « thème païen », les répliques du chœur, les malédictions de Liba, la prière d'Hervine, les cris de terreur ou de triomphe des combattants, se répondent et se croisent, simplement traités, expressifs et sans interrompre le mouvement général de la scène. Cela est excellent. Et combien je préfère cette fin du second acte aux mélodies contournées et pas bien originales que M. S. Rousseau met dans la bouche d'Hervine et de Konrad!

Et voici la fin. Konrad, vaincu, erre sur les rives du fleuve, appelant Hervine. Liba paraît, suivie des sacrificateurs : elle va immoler quelques prisonniers à Odin. — Konrad s'élance, et c'est ici que se place le singulier reproche de cruauté qu'il adresse à Liba, et auquel je faisais allusion plus haut :

> Tu t'es fait un couteau de fer de ta faucille.
> Ta foi cruelle égorge où *priaient* nos aïeux...

Konrad renverse l'autel et délivre les victimes. On l'entoure, on le poignarde, et on le laisse à demi mort sur la place. Un souffle lui reste encore; il s'en sert pour appeler Hervine... « Est-ce un mirage? »... Non, bien entendu, ce n'est pas un mirage. Hervine émerge du fleuve : un truc ingénieux la fait glisser sur l'eau et l'amène vers Konrad. Accompagnée par des harpes, auxquelles se mêlent des voix lointaines, elle tient à celui qu'elle aime des propos un peu inattendus, qui peuvent se résumer ainsi : en voulant violer une chrétienne, Konrad a montré avec évidence qu'il avait du goût pour le christianisme; et le Dieu des chrétiens, touché par un sentiment dont la sincérité (dans la forme qu'il affecte) est indiscutable, le Dieu des chrétiens accorde aux amants un bonheur uni et éternel... — c'est, si j'ose dire, le salut à bon marché.

La *Cloche du Rhin* n'a rien d'agressif, ni rien de particulièrement mauvais. Elle s'écoute sans trop d'ennui, sans grand intérêt aussi. La musique de M. Rousseau en vaut d'autres, pas plus, et pas moins. Mais je cherchais à vous démontrer, la semaine dernière, l'utilité des ouvrages « inférieurs ». La *Cloche du Rhin* est de ceux-là, peut-être. Pourquoi, elle aussi, ne servirait-elle pas?

M[lle] Akté prête la gentillesse un peu mièvre de sa voix au personnage d'Hervine; M[me] Héglon, l'ampleur de son geste et de son généreux organe à celui de Liba. M. Vaguet dit, de sa voix délicieuse, les mélodies un peu tortillées qui ornent le rôle de Konrad. M. Noté (Hermann) et M. Bartet (Hatto) sont farouches à souhait. J'ai déjà parlé de la mise en scène, et vanté le truc du dernier acte. Il me reste à ajouter que le succès de la première représentation a été très vif. Je souhaite, sans trop oser l'espérer, qu'il se prolonge aux représentations suivantes...

***

Pour terminer, quelques livres.

D'abord, la dixième série des *Impressions de théâtre* de M. Jules Lemaître. Vous les avez lues dans la *Revue des Deux Mondes* où elles vous ont ravi; vous les relirez dans le volume, où elles vous raviront... Et je ne sais plus qu'ajouter, que je n'aie dit cinquante fois ici même, sur la pénétration et la grâce infinies de ces articles; leur variété paraît plus étonnante encore lorsqu'on les relit à la suite, comme je viens de le faire, et avec un plaisir inlassable. Allez aux colonies, pour faire plaisir à M. Jules Lemaître : mais emportez ses livres, pour vous faire plaisir à vous.

M. Albert Soubies continue son tour d'Europe musical. Aux volumes précédemment parus, sur la musique en Allemagne, en Russie et en Portugal, vient de s'en ajouter un sur la Hongrie, tout à fait digne de ses aînés, par la justesse des appréciations et la précision des documents.

L'éditeur Juven commence une publication fortement documentée sur les *Acteurs et Actrices de Paris*. Nous avons eu déjà une *Suzanne Reichenberg* de M. Arsène Alexandre. Voici un *Albert Brasseur* de M. Auguste Germain. Les volumes sont luxueusement édités, avec des « instantanés » fort amusants. Espérons que cette publication ne tournera pas la tête de ceux et de celles à qui elle est et sera consacrée...

Enfin, et quoique ce volume ne soit pas exclusivement consacré au théâtre (vous y trouverez cependant de fort jolis croquis de certains dramaturges), je signale et recommande à nos lecteurs les *Pointes sèches* (*Physionomies littéraires*) de M. Adolphe Bris-

son. Rien ne vous aidera mieux à comprendre les œuvres que ces lestes portraits des auteurs : portraits bienveillants, mais d'une bienveillance qui n'exclut pas la malice.

... Et je réserve, pour vous en parler longuement un de ces jours, le *Théâtre d'Amour* de M. Georges de Porto-Riche. Ce volume contient : *la Chance de Françoise, l'Infidèle, Amoureuse, le Passé,* toutes pièces dont je vous ai dit presque tout le bien que je pense... Je le redirai !

JACQUES DU TILLET.

AUTRES CHOSES

Un ministre a ordonné que la fête de Michelet serait célébrée le mois prochain dans toutes les écoles ; j'imagine que cette journée lui aurait paru la plus charmante de son ministère, mais il ne sera pas le ministre de la fête. On reconnaît encore à cette gaminerie la majesté du destin qui nous gouverne.

Les instituteurs de France diront ce jour-là aux enfants, petits et grands, ce que fut Michelet, — un savant, un historien, un poète, et surtout ils devront leur dire que Michelet les aima, qu'il fut peuple jusqu'au fond des moelles et qu'il porta la France dans son âme. Il vécut toute la vie de la France ; il s'identifia comme pas un à ce peuple, dans toutes les parties de son histoire, dans ses souffrances, ses luttes, ses grandeurs. On fait le plus complet éloge d'un homme en disant qu'il exprima un certain jour, à un certain moment, l'état d'âme de sa nation ; mais Michelet a senti vivre et frissonner en lui la France de tous les temps, et il s'était fait, à force de travail et de méditation, une âme vraiment adéquate à l'âme de la patrie.

Quand la liberté et la loi furent violées, il sacrifia sa position et son pain pour ne pas servir la tyrannie. Sachant si bien le passé, il savait l'avenir, et il entrevoyait les maux qui viendraient de là pour nous. Aussi la France l'aime et l'aimera toujours, et les écoles sont reconnaissantes au ministre qui a décidé qu'elles consacreraient une journée au culte de Michelet.

* * *

Lorsque les anciens émirs de Boukhara, bien longtemps avant l'invasion de Gengis-Khan, voulaient renouveler leur conseil des ministres, ils chargeaient leur homme de confiance de se mettre en quête de ceux qui conviendraient le mieux à chaque emploi.

Alors l'homme de confiance montait sur un âne et il parcourait la ville et les provinces pour s'acquitter de sa mission dangereuse. Il se rendait chez les cultivateurs et jardiniers pour chercher un ministre de l'agriculture ; il visitait les ouvriers et fabricants en soie pour trouver un bon ministre de l'industrie et du commerce, et ainsi de suite. Il se rendait dans les écoles et dans les temples, s'entretenait avec les savants et les poètes pour découvrir celui qui paraîtrait le plus apte aux fonctions de ministre de l'instruction publique.

Quelquefois il se trompait dans ses recherches et il ramenait avec lui quelque imbécile qui avait su lui jeter de la poudre aux yeux. Alors l'émir faisait couper la tête à son homme de confiance. Mais quelquefois, dans la crainte de ce juste châtiment, celui qui avait été envoyé à la découverte revenait tout seul, au bout de huit jours, disant qu'il n'avait trouvé personne d'assez capable et d'assez digne, et alors l'émir en colère lui faisait couper la tête comme à l'autre, disant que l'État de Boukharie contenait des centaines de braves gens entre lesquels il suffisait de choisir avec discernement.

Enfin, comme cette manière d'agir prenait beaucoup de temps et que les affaires du pays étaient à l'abandon toutes les fois qu'il fallait renouveler le conseil des ministres, un émir illustre par sa sagesse résolut de changer de système. Il ordonna, quand il avait besoin de ministres, que tous ceux qui se jugeraient dignes de l'être se rendraient sur la place devant son palais. C'est ce qu'on appela le Marché aux Ministres. Ainsi, dans certains villages de Bretagne, se tient une fois l'an le Marché aux Filles, et tous les gars du pays viennent y choisir leurs fiancées.

La première fois que s'ouvrit le Marché aux Ministres de Boukhara, il y vint des candidats en foule ; la seconde fois un peu moins ; le conseil des ministres changeait fréquemment, et toujours on entendait annoncer l'ouverture du Marché. On n'y vit bientôt plus que le rebut de la population, des gens qui ne pouvaient pas gagner leur vie par le travail, des manchots, des borgnes. Enfin un émir plus sage que tous ses prédécesseurs décida qu'il n'y aurait plus de ministres et plus de gouvernement. Les Boukhariens commencèrent à être heureux, l'agriculture fleurit et les ateliers de soie tissèrent des merveilles qui se répandaient dans toute l'Asie et jusqu'à Pékin.

* * *

Le génie qui préside à nos fêtes parisiennes est inépuisable ; chaque jour voit inventer une fête plus intéressante que celle de la veille : ainsi cette séance de pêche à la ligne qui a été donnée dimanche, au pont de l'Alma et aux accents de la *Marseillaise*.

Toutes les fois qu'une ligne se relevait avec un petit poisson gigotant au bout du fil, accroché à l'hameçon perfide, les cuivres entonnaient l'hymne

guerrier. Les goujons, les épinoches, qui regardaient monter en l'air leur petit camarade, murmuraient entre deux eaux :

> Que veut cette horde d'esclaves,
> De traîtres, de rois conjurés?
> Pour qui ces ignobles entraves,
> Ces fers dès longtemps préparés?

Et les pêcheurs et les pêcheuses rassemblés sur la rive répondaient en chœur :

> Liberté, liberté chérie,
> Que tes ennemis expirants
> Voient ton triomphe et notre gloire!

Après trois heures de combat, comme la phalange répandue sur la rive n'avait pris qu'une demi-douzaine d'ennemis, quelqu'un entama le cinquième couplet :

> Français, en guerriers magnanimes,
> Portez ou retenez vos coups!
> Épargnez ces tristes victimes!

Il s'agissait alors de distribuer les prix, et l'on fut aussi embarrassé qu'à l'Académie française, car il y avait beaucoup plus de prix que de concurrents. Si l'infatuation des hommes n'était pas toujours excessive, on aurait reconnu que la victoire était restée aux goujons. Les ombres de la nuit descendirent peu à peu sur la Seine pacifiée et l'on vit à la surface des eaux briller de petites lueurs phosphorescentes : les goujons et les ablettes illuminaient en l'honneur de leur héroïque défense.

Paul André.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Là-bas, tout près des jardins calmes du Luxembourg, dans la solitude du logis provincial que parent tant de souvenirs, tant de reliques du cher passé, — où chaque meuble, où chaque cadre, où chaque objet qu'on touche évoque l'impression d'un culte pieux gardé à une mémoire vénérée, — Mme Michelet songe aux fêtes prochaines du Centenaire; et elle en parle tranquillement, avec une sorte de tendresse souriante, qui est plus touchante que de la fierté.

Et elle s'avoue surtout heureuse de penser que le 13 juillet sera, dans les écoles de France, la « journée de Michelet ». Cette lecture faite, à la même heure, devant les maîtres et les enfants, de quelques belles pages du grand historien ; ce concert de pure éloquence s'élevant de partout à la fois, comme un hymne à la mémoire du disparu : voilà ce qui réjouit l'âme de cette veuve. « Cela, dit-elle, ce sera beau. C'est la France, n'est-ce pas, s'enveloppant du souvenir de Michelet comme d'un drapeau... »

Ce qui s'est dit ici de l'espèce d'indifférence ou de dédain professé à l'égard de cette œuvre en certains milieux littéraires a surpris Mme Michelet. « Je vous assure, nous dit-elle, que la jeunesse lit encore son Histoire... Et elle doit la lire; et si elle en perdait l'habitude, il faudrait que ses maîtres l'y ramenassent. Il a écrit la vraie Histoire, *lui;* lui seul a fait revivre et remuer le passé... »

Je demande à Mme Michelet si le dépouillement des papiers laissés par son mari est définitivement achevé. Ces papiers forment deux catégories de dossiers : les manuscrits et les notes.

Presque tous les manuscrits de Michelet ont été conservés; mais le classement des notes est un travail dont on ne soupçonne pas la complication et l'étendue. Michelet avait dit, peu de temps avant de mourir : « Je laisse à ma femme de quoi travailler pendant quinze ans. » Il y a vingt-quatre ans que Michelet est mort, et le travail n'est point achevé.

Pendant les trois années qui suivirent la mort du grand historien, Mme Michelet, assistée d'un élève de l'École des Chartes, voulut ébaucher au moins ce classement. « Il m'arriva, nous disait-elle, de consacrer seize ou dix-sept heures de suite à ce formidable travail. Michelet avait l'habitude, chaque fois qu'une idée lui venait, de la jeter sur le premier morceau de papier venu ; et, pendant plus de trente ans, ces petits papiers s'entassèrent en des cartons d'où il n'eut jamais le temps de les tirer pour s'en servir. »

Il y a de tout dans ces cartons : des ébauches de chapitres, des corrections, des additions, des plans d'ouvrages, des notes sur l'histoire, sur les événements contemporains, sur les hommes... Mme Michelet poursuit pieusement le dépouillement de ces archives : qu'en fera-t-elle? Elle ne le sait pas encore. Mais il lui reste un livre de Michelet à publier, et nous le lirons l'automne prochain.

C'est le volume des lettres adressées par Michelet, il y a plus d'un demi-siècle, à celle qui devait être sa femme. Lettres admirables, nous dit sa veuve, par la hauteur de l'éloquence et la noblesse du sentiment.

Ce volume sera le dernier de l'édition dite « du Centenaire », et il sera distribué gratuitement aux souscripteurs. Mme Michelet considère que ce livre contient ce qu'il y a de plus « inestimable » dans son passé. Et c'est pourquoi elle ne permettra pas qu'on le lui achète. Elle le donnera.

~

En attendant la nouvelle inédite que nous annoncions il y a huit jours, M. Paul Bourget, réinstallé à Paris pour quelque temps, prépare la publication du roman qu'un journal publiait naguère sous le titre : *Trois âmes d'artistes.*

M. Bourget a récrit presque entièrement l'ouvrage, et il nous le donnera sous un titre nouveau : *la Duchesse bleue.*

~

Un volume d'actualité : *Belligérants, Blessés, Prisonniers de guerre ; A propos de la guerre hispano-américaine.* Auteur : M. Édouard Romberg.

M. Romberg est le gendre de Désiré Nisard. Il fut, au ministère de l'Instruction publique de Belgique, « directeur des Lettres et des Arts », et, en 1889, vice-président

du Congrès international des œuvres d'assistance en temps de guerre.

Et il convient aussi de rappeler qu'il y a vingt-huit ans M. Romberg fut un de ceux qui se consacrèrent avec le plus de dévouement à l'organisation des secours pour nos prisonniers et nos blessés.

M. Edgar Zévort corrige les épreuves du tome III de son *Histoire de la troisième République*.

Ce volume sera consacré à la Présidence de Grévy.

M. Gréard travaille à un *Sainte-Beuve*, pour la Collection des « Grands Ecrivains français ».

La même Collection nous donnera prochainement un *Bossuet*, de M. Rebelliau; un *Lamartine*, de M. René Doumic; un *Molière*, de M. G. Lafenestre; un *Pascal*, de M. Boutroux.

Notre Académie est en train de se faire de chauds amis en Belgique. Elle vient de couronner le volume de vers de M. Valère Gille, *la Cithare*, dont je parlais récemment; c'est M. Gaston Boissier qui s'était chargé du rapport.

L'effet a été d'autant plus considérable que c'est la première fois, paraît-il, que l'Académie française décerne à un poète belge une de ses couronnes... Elle leur en doit d'autres. Cette « Collection des poètes français de l'Étranger », où avait paru la *Cithare* de M. Gille, est une entreprise tout à fait digne d'intérêt, et qui a notamment droit aux sympathies de tous ceux que préoccupe la propagation de notre littérature en Belgique. On sait que depuis quelques années elle se heurte à une concurrence *flamande* qui est dangereuse.

La Collection dont je parle avait publié jusqu'ici deux volumes de vers : celui de M. Gille et celui de M. Iwan Gilkin. Elle vient d'en donner un troisième, *Héros et Pierrots*, de M. Albert Giraud, qui est charmant. L'auteur est né à Louvain, et habite Bruxelles. Il a trente-huit ans, et a dirigé naguère le recueil littéraire de la *Jeune Belgique*. La première partie de ce volume, *les Dernières fêtes*, contient des sonnets d'une facture excellente, et la seconde, *Pierrot lunaire*, une suite de rondeaux que Banville n'eût point méprisés. Il y a là vraiment un mouvement à suivre.

Nous aurons dans quelques jours une brochure de plus sur le Féminisme. Non pas une œuvre de discussion; mais quelques pages sur l'état présent et sur l'histoire de la question. Le moins de commentaires possible : des renseignements et des faits. La brochure a pour auteur une Allemande, Mlle Kate Schirmacher. Le nom est à retenir. Mlle Schirmacher est une élève de Gaston Paris. Elle est docteur de l'Université de Zurich, et a passé chez nous avec succès les examens d'agrégation des langues vivantes. Elle manie les deux langues, allemande et française, avec une égale aisance. Elle donne des articles à la *Fronde*... et vient de publier en Allemagne un livre sur Voltaire qui a été, dans les cercles littéraires de ce pays, un petit événement.

M. Gilbert Stenger travaille à une Histoire de la Société française sous le Consulat et l'Empire. Ces jours-ci, le même écrivain publiait, sous le titre : *En pays bourbonnais*, une suite de nouvelles tirées des usages et des mœurs d'un curieux coin de province qu'il connaît bien, et qui méritent d'être lus.

Nos arrière-neveux devront à quelques romanciers de ce temps une connaissance de notre pays bien plus approfondie, et plus élégante, si l'on peut dire, que ne la possédèrent nos aînés. Il y a une géographie pittoresque et morale de la patrie que leurs œuvres ont, je ne dis pas créée, mais embellie, et utilement précisée. Certains livres de Fabre, de Pouvillon, de Theuriet, ont à cet égard tout l'intérêt de documents sociologiques. Je citais récemment, aussi, les ouvrages de M. Le Goffic; après celui de M. Gilbert Stenger, on doit également une mention plus qu'honorable à un nouveau roman de M. Georges Baume, *les Quissera*, qui paraît aujourd'hui, et qui contient de neuves et savoureuses descriptions de notre Cerdagne.

Les *Souvenirs* du comte de Sémallé vont être publiés par son petit-fils à la Société d'Histoire contemporaine. On les dit très curieux, pleins de détails neufs par où s'éclairent et se complètent de façon importante certaines parties de l'histoire de la première Restauration. La *Revue* en donnera quelque extrait.

M. Brunetière et l'Individualisme : titre d'un petit livre, annoncé pour ces jours-ci, et qui fera quelque tapage dans le monde des philosophes. L'auteur est M. A. Darlu, le professeur bien connu.

M. Darlu a voulu y soumettre à « la critique philosophique » diverses questions que M. Brunetière lui-même traita tout récemment en une brochure retentissante.

« Agitées sans cesse dans la presse et dans le public, ces questions sont d'ordinaire obscurcies par l'esprit de parti et tranchées arbitrairement, à propos de quelque incident, et à un point de vue inférieur et partiel. »

« Inférieur et partiel » est dur.

ÉMILE BERR.

LITTÉRATURE ORALE DE L'AUVERGNE, par *P. Sébillot* (Maisonneuve). — Quel merveilleux inventeur était le peuple au temps où l'on n'avait pas encore tari chez lui ces sources d'imagination féconde entre toutes : la foi et la naïveté, on s'en convaincra en parcourant cette collection des littératures populaires de toutes les nations. Les contes et récits de l'Auvergne y tiendront dignement leur place. Il faut louer M. Sébillot de n'avoir pas « arrangé » ces vieilles traditions. Il est intéressant de trouver à chaque pas le vrai fonds populaire où ont puisé Perrault et Grimm, et de comparer par exemple *les Enfants égarés* avec *Petit Poucet*, et *Hänsel et Grætel*.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Janvier au 30 Juin 1898.

TABLE DES AUTEURS

Du 1er Janvier au 30 Juin 1898.

Les titres des ouvrages analysés sont en italiques.

Paris. — Chamerot et Renouard, Imp. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 34651. *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.



